Göttingische
gelehrte Anzeigen

Unter der Aufsicht

der

Königl. Gesellschaft der Wissenschaften

171. Jahrgang

Erster Band

Berlin
Weidmannsche Buchhandlung
1909

T

O. Gilbert in Halle 1002
E. Göller in Rom 347
F. Graebner in Köln 689
H. Gressmann in Berlin 7 912
F. Ll. Griffith in Oxford 83
I. Guidi in Rom 933

Ernst Hautsch in Göttingen 563
Rud. Henle in Bonn 590
O. Hey in München 323
Alfr. Hillebrandt in Breslau 929
Paul Höfer in Wernigerode 844
Rob. Holtzmann in Straßburg 356

P. Jensen in Marburg 580
Th. Ilgen in Düsseldorf 416
Ad. Jülicher in Marburg 523

G. Kaufmann in Breslau 682

H. v. Loesch in Ober Stephansdorf 422

Aug. Messer in Gießen 175
Phil. Meyer in Hannover 937
G. Meyer von Knonau in Zürich 167 172 429
W. Meyer-Lübke in Wien 138
Rud. Much in Wien 87

L. Nelson in Göttingen 979
Carl Neumann in Kiel 128

H. Oldenberg in Göttingen 66

J. Partsch in Leipzig 286
G. Pasquali in Göttingen 259
E. Pfuhl in Basel 547
Rich. Pietschmann in Göttingen 151
Karl Praechter in Halle 530
O. Procksch in Greifswald 57

Paul Rehme in Halle 248
Karl Rieder in Scherzingen 450
Séb. Ronzevalle in Beyrouth 1
M. Rostowzew in Mischor 603

E. Schäfer in Leipzig 729
† E. v. Scheele in Göttingen 392
Edw. Schröder in Göttingen 142 435

L. L. Schücking in Göttingen 146
F. Schultheß in Göttingen 893 920 945
C. v. Schwerin in München 779
Paul Stäckel in Karlsruhe 227
Hans Stumme in Leipzig 881
Ernst Troeltsch in Heidelberg 508
Karl Uhlirz in Graz 706
Fritz Vigener in Freiburg i. B. 760
H. Vondrák in Wien 99
Rich. Weissenfels in Göttingen 133
Leop. Wenger in Heidelberg 301 312
W. Wilmanns in Bonn 108
Karl Wittich in Dresden 500
Joh. Ziekursch in Breslau 754

Verzeichnis
der besprochenen Schriften

Die römischen Zahlen verweisen auf die Hefte, die arabischen auf die Seiten

L. L. Schücking in Göttingen 146
F. Schultheß in Göttingen 893 920 945
C. v. Schwerin in München 779
Paul Stäckel in Karlsruhe 227
Hans Stumme in Leipzig 881
Ernst Troeltsch in Heidelberg 508
Karl Uhlirz in Graz 706
Fritz Vigener in Freiburg i. B. 760
H. Vondrák in Wien 99
Rich. Weissenfels in Göttingen 133
Leop. Wenger in Heidelberg 301 312
W. Wilmanns in Bonn 108
Karl Wittich in Dresden 500
Joh. Ziekursch in Breslau 754

Verzeichnis
der besprochenen Schriften

Die römischen Zahlen verweisen auf die Hefte, die arabischen auf die Seiten

Frederick Carl Eiselen, Ph. D., Professor of Semitic Languages and Old Testament Exegesis in the Garrett Biblical Institute, Evanston, Ill. Sidon, A Study in Oriental History (Columbia University Oriental Studies. IV). New York, The Columbia University Press, 1907, 172 pp. gr. 8°.

L'annonce de ce volume m'a causé une vraie surprise. Plus d'une fois, je me suis personnellement trouvé face à face avec un projet, dont le livre de M. Eiselen semble nous offrir aujourd'hui un commencement de réalisation: reconstruire l'histoire générale de la Phénicie à la lumière des recherches nouvelles. Habitant la Phénicie depuis de longues années, ayant eu, plus d'une fois, l'occasion d'en sonder le passé ou d'en étudier les restes archéologiques, je m'étais dit que cette entreprise s'imposerait tôt ou tard, sinon à moi, du moins à d'autres, disposant de tous les loisirs et de toutes les ressources nécessaires. Malgré ses exaspérantes difficultés, elle ne me paraissait pas totalement inabordable, d'autant que plus d'un spécialiste s'est déjà exercé à aplanir le terrain; du moins, une étude d'ensemble pourrait provisoirement tenir lieu de *terminus a quo* pour les travaux plus approfondis ou plus développés de l'avenir.

L'édifice élevé par Movers croule de tous côtés: sur ce point, l'accord est unanime entre tous les savants qui ont eu à manier son volumineux ouvrage. Magasin de matériaux encore utilisables aujourd'hui, il ne reste guère d'invulnérable dans la partie constructive de cette oeuvre, qu'un seul point: le fait d'avoir nettement entrevu le rôle mondial des Phéniciens dans l'antiquité. L'archéologie nouvelle, presque entièrement défavorable aux Phéniciens, finira peut-être par le reconnaître, sans rien sacrifier pour cela de la précision qu'elle a su donner aux divers problèmes qui concernent leur passé. Qu'il me suffise de citer, après les travaux si attaqués de Helbig, les remar-

quable essais que M. Siret vient d'insérer dans plusieurs périodiques [1]). Toujours est-il que l'historien moderne de la Phénicie se voit contraint de tout reprendre *ab ovo* pour son compte: Pietschmann, — pour ne pas parler de Kenrick, ni surtout de Rawlinson et de von Landau dont les livres ont un caractère plus populaire, — a tout remis en question, et son enquête a accumulé plus de points d'interrogation qu'elle n'a pu fournir de vraies solutions.

Le livre de M. Eiselen pose, sur de nouvelles bases, la première pierre de l'édifice futur. J'aurais, je l'avoue, commencé par l'autre bout: au lieu de livrer d'emblée une monographie, j'aurais d'abord étudié l'histoire phénicienne dans ses traits généraux. Tout bien considéré cependant, le parti suivi par M. Eiselen était le plus pratique: l'étude d'ensemble, indispensable dans l'esprit de celui qui écrit le monographie, doit occuper la dernière place dans la série des publications dont elle est le couronnement naturel. Je suppose, bien entendu, que l'auteur ne nous donne ici qu'un premier essai: c'est, du moins, ce que l'on peut présumer, — ou espérer, — non seulement du contenu de son livre, mais encore de la collection à laquelle il appartient. Cette collection, due à l'initiative du distingué professeur de la Columbia University de New York, M. Richard Gottheil, comprend dejà une autre monographie sur Gaza, appelée, elle aussi, à remplacer un ouvrage bien démodé, le *Gaza* de Stark, auteur qu'on pourrait justement appeler le »Movers des Philistins«. Ce n'est donc peut-être pas trop s'aventurer que d'attribuer à M. Eiselen et à ses collaborateurs le projet de publier peu à peu une série de monographies similaires destinées à préparer l'histoire d'une région orientale déterminée. Les travailleurs sérieux ne font guère défaut en Amérique, notamment aux Etats-Unis: formée à bonne école, comptant encore, dans ses principaux centres, nombre de savants et professeurs étrangers, pour la plupart allemands ou d'origine allemande, la science américaine se développe à grands pas dans le sens de l'autonomie libérale qui caractérise la constitution du plus grand des états du Nouveau-Monde; et le jour n'est peut-être pas éloigné où l'on pourra dire, pour l'Orient lui-même: *ex America lux!*

C'est dire, du même coup, que l'ouvrage de M. Eiselen possède les qualités qu'on doit y trouver. Sobre, quoique suffisamment complet, il résume clairement l'état actuel de nos connaissances sur le sujet.

Une première section est consacrée à la topographie de Sidon ancienne et moderne, à l'étymologie de son nom et à la question

1) *Revue des questions scientifiques.* 3e série, t. X, 20 Octobre 1906—20 Janvier 1907; *L'Anthropologie,* 1907, p. 277 seq.; *Revue Archéologique,* 1907, II, p. 373 seq.

obscure de l'antériorité de cette ville sur les autres centres de civilisation phénicienne. Cette partie est courte, comme il convenait à une étude introductive. La 3e et la 4e parties, qui traitent des colonies, du commerce et des divinités de Sidon, ne sont pas beaucoup plus développées, vu la pénurie des matériaux. Tout se concentre donc autour de l'histoire politique de Sidon, qui forme la seconde section de l'ouvrage, la plus longes de toutes. Là encore, les matériaux ne sont pas précisément abondants: l'histoire un peu détaillée de la Phénicie ne commence guère avant le déclin de l'empire Perse. Pour toutes les périodes antérieures, on en est réduit à quelques jalons clairsemés, marquant plus de lacunes béantes qu'ils ne fournissent de points de repère. Mais, comme le cadre de M. Eiselen n'excluait pas les époques postérieures à l'empire romain, il a conduit son esquisse jusqu'à nos jours, et cela seul a suffi pour grossir très sensiblement cette partie de son livre. Une dernière section, la 5e, est intitulée ›Antiquities and Inscriptions‹: titre et section ne laissent pas que de surprendre. Tout cela aurait pu être fondu avec les sections précédentes: ce qui aurait épargné des redites inutiles. L'inconvénient est d'autant plus frappant que les trois appendices qui terminent l'ouvrage, reprennent encore les mêmes sujets, pour les compléter ou les préciser! Il eût mieux valu, ce semble, réserver pour la fin un chapitre sur l'histoire de l'art sidonien, dans la mesure autorisée par les matériaux actuellement disponibles.

Malgré l'abondance des sections et des chapitres, le volume n'a pas plus de 164 pages, non compris l'index qui est extrêmement court. On aurait peut-être mauvaise grâce à lui reprocher encore de n'être pas illustré: il y aurait cependant notablement gagné.

Les observations qui suivent ont une autre portée. Je m'en tiens d'ailleurs à quelques remarques d'ordre général, qui donneront, à la fois, une idée de la méthode de M. Eiselen et des desiderata que je me permets de soumettre à son appréciation.

Et d'abord, je dois dire, sans détours, que si la documentation de l'auteur est généralement étendue, elle n'est cependant pas aussi complète ni surtout aussi mûre qu'elle aurait pu être. Et ici, je ne parle pas tant des ouvrages de bibliothèque que de cette connaissance intime du sujet, qui révèle le spécialiste, qui, en tout cas, eût pu faire éviter à l'auteur un nombre assez considérable d'hésitations ou d'affirmations erronées, sans parler de toutes ces fautes de transcription qui détonnent vraiment dans un ouvrage se piquant d'acribie philologique[1]).

1) Cf. par ex. p. 2 *Nahr az-Zaherany* et *Ain al-Kanterah*, pour az-Ẓaharâny et ʻAin al-Ḳanṭarah; p. 5 *Kalʻat* ..., *Ayaa* et surtout *Abu Nakleh!* (l'auteur

Pour composer son livre, M. Eiselen a certainement eu à sa disposition la plupart des bons travaux modernes qui l'ont préparé et grandement facilité: ouvrages d'ensemble, histoires anciennes ou monographies variées, nombreux articles de revues ou d'encyclopédies dûs à des plumes autorisées. Devant cette masse imposante de références, on est parfois tenté de se demander jusqu'à quel point l'auteur a recouru aux sources et travaillé de première main: qu'on n'oublie pas, en effet, que cette monographie part des origines et se termine à nos jours! Un fait que je crois à peu près hors de doute, c'est que, pour tout ce qui concerne la période médiévale ou moderne, M. Eiselen n'a pas eu la temps ou le désir de consulter toujours directement les auteurs orientaux: autrement il aurait encore cité une masse d'ouvrages arabes ou même syriaques dont ou ne possède pas de traduction dans une langue européenne. Aussi bien, j'estime, pour tout dire, que cette partie de son livre aurait pu être supprimée sans inconvénient ou du moins confiée aux soins d'un collaborateur spécialement préparé. Je n'insiste cependant pas: l'intérêt de l'his-

ignore évidemment que *Nakhleh* = Michel), etc. etc.; p. 6, l'aqueduc vient tout simplement du Nahr que l'auteur appelle *al-Auwaly* (= Aulé(i) أَوّلِه ou أَوّلِي); p. 7, il est tout à fait aventureux de croire que la ville s'étendait jusqu'au temple fouillé par M. von Landau: de la tour dite de St. Louis jusqu'à ce temple, il y a 5 kilomètres en ligne droite! Cette région n'était même pas certainement un *Suburb* (p. 8) de la ville: on s'en convainc de visu, à la première visite des lieux. A la même page, l'auteur prend parti pour l'interprétation donnée par M. Torrey aux textes phéniciens de ce Temple, et cependant il ignore, en attaquant plus loin (p. 148) une lecture de M. Clermont-Ganneau, que les théophores de la forme יתנ־, y compris précisément יתנמלך, sont nombreux dans l'onomastique punique. A ce sujet, sa connaissance des textes bibliques aurait dû, au moins, lui rappeler les n. pr נתנאל, נתניהו et, de nouveau, נתנמלך! p. 44, l'auteur n'a pas vu que *Leastartos* = לעשתרת et *Phelles* = פלס; p. 9 et 51, le texte de Sennachérib ne se refère pas à une distinction de quartiers, mais de villes, comme on l'a prouvé depuis longtemps; quant à l'emplacement de *Makhalliba*, il est également connu et depuis longtemps. Il suffirait d'ouvrir l'Histoire de Maspéro ou le manuel de géographie de Buhl, pour y trouver toutes les informations nécessaires. Je pourrais allonger beaucoup la liste de ces imperfections de détail, qui, comme je l'ai dit, accusent un certain manque de maturité et des lacunes dans l'information. Je me contenterai encore d'un trait, tout à fait caractéristique, mais dont M. Eiselen n'est pas seul responsable. P. 139, ligne 3 et 5, il est question d'*airholes*, faisant communiquer l'intérieur des sépultures avec l'extérieur. Cette erreur, due à Renan, a passé depuis dans des ouvrages classiques, comme l'*Histoire de l'art dans l'antiquité* de Perrot et Chipiez: Renan voyait dans ces »airholes« des trous de sondage. Or rien n'est plus faux! Ces soupiraux sont d'origine purement naturelle, et on les retrouve dans toute la masse des bancs de pierre de sable où sont creusés les hypogées, à Sidon comme à Byblos (cf. J. Rouvier, dans la *Revue Biblique*, 1899, p. 560 seq.).

toire de Sidon est presque tout entier dans les périodes antérieures au moyen-âge. Mais, même parmi les auteurs européens, j'ai été étonné de ne pas voir utilisé Hans Prutz, *Aus Phönizien*, ni surtout V. Guérin, *Galilée*, dont les descriptions topographiques sont certainement excellentes[1]).

Une autre remarque générale qui se présente d'elle-même à l'esprit lorsqu'on étudie de près la méthode de l'auteur, c'est qu'il sacrifie trop facilement à des *a priori* qui lui tiennent à coeur. Je n'en prendrai qu'un seul exemple.

On sait de reste combien sont vexantes les questions d'origine. Contrairement à l'opinion commune, elle-même passablement fragile, M. Eiselen attribue à Tyr la priorité sur Sidon, et il s'efforce de le prouver par une série d'arguments, qui se répètent en plusieurs endroits de ses premirss chapitres et finissent par s'enchevêtrer en un véritable cercle vicieux. Dans le débat intervient, on ne voit pas trop comment, l'étymologie même du nom de Sidon, et ce processus conduit à une conclusion donnée avec une assurance inattendue, à savoir que Ṣid était un des dieux préphéniciens de la côte méditerranéenne. Le plus sage, dans ces discussions, c'est de ne pas prendre parti tant que les matériaux nécessaires font défaut. Car enfin, qui pourra jamais bien dire si Tyr a été fondée avant Sidon? La question se pose-t-elle même sans distinction? S'agit-il de la préhistoire, qui n'est qu'un mot dans le cas qui nous occupe; ou bien, s'agit-il d'une époque historique bien déterminée? Veut-on parler d'antériorité dans l'existence ou de priorité politique? S'il fallait se baser sur la chronologie des documents qui nomment telle ville et pas telle autre, Byblos aurait bien plus de droits que toutes les autres à réclamer la priorité[2])! Mais qui ne voit que c'est argumenter

1) Voici encore quelques lacunes: sur la protohistoire phénicienne, il y avait lieu de citer l'article de M. R. Dussaud: »Les premiers renseignements historiques sur la Syrie« dans la *Revue de l'Ecole d'Anthropologie*, t. XII (1902) p. 251 seq.; et sur la préhistoire les travaux bien connus de Zumoffen et de Blanckenborn. Dans la section consacrée aux antiquités et à la topographie, il y avait également lieu de parler de deux communications de M. P. Perdrizet, l'une sur les débris d'un palais de style perse qu'il a découvert, après M. Clermont-Ganneau, dans la ville moderne de Sidon (cf. *Comptes rendus* de l'Académie des Inscript. 1903, p. 254), et l'autre sur des Verres donnés en prix dans des concours (*Mémoires de la Société des Antiq.* t. LXV (1906)). Il faut y ajouter bien d'autres antiquités, dont la liste serait aussi interminable qu'inutile pour le moment. M. Eiselen aurait dû, au moins, rappeler la découverte — encore enveloppée de mystère — d'un *Mithraeum* (cf. surtout de Ridder, t. IV du *Catalogue de la collection de Clercq* (1906, p. 52 seq.).

2) Cf. Erman, *ÄZ.* 1906, p. 109, et Sethe, *Sitzungsber.* d. Berl. Akad. 1906, p. 356—363.

a silentio? Devant ces problèmes, parfois entièrement oiseux, souvent d'importance très secondaire, l'historien doit se contenter du simple rôle de rapporteur, sans prétendre mettre d'accord les données contradictoires on inadéquates des auteurs de basse époque qu'il peut citer. Il s'en faut, du reste, que Ṣid soit nécessairement un dieu préphénicien ou, du moins, que son nom soit étranger aux idiomes sémitiques. Il ne serait pas difficile de démêler dans les cosmogonies dites de Sanchoniathon un dieu *chasseur* [1]), auquel ce nom conviendrait à merveille; et, d'autre part, prétendre que le sens de »pêcher« pour le $\sqrt{}$צוד, n'existe qu'en araméen, c'est encore abuser de l'argument *a silentio* [2]).

On le voit, la critique de M. Eiselen, si indépendante qu'elle soit, n'est pas à l'abri de tout reproche. Il me serait facile d'en fournir plusieurs autres preuves de détail, rien que pour l'histoire ancienne de Sidon; mais ce serait allonger sans profit notable cette recension déjà trop longue.

Une dernière remarque: il semble bien que l'auteur n'est pas suffisamment archéologue. Pour l'histoire de la Phénicie en particulier, c'est là une lacune regrettable, celle-là même qui a vicié l'oeuvre de Movers. Je ne crois pas, d'ailleurs, qu'un érudit moderne puisse faire de l'histoire suffisamment vraie sans avoir pris, au préalable, un contact direct avec l'orient, hommes et choses, contenant et contenu. Le présent est vraiment, pour l'historien de l'orient, le miroir du passé.

Je dois dire, en terminant, que mes critiques n'enlèveront aucun de ses mérites spéciaux au livre de M. Eiselen. Il a fallu du courage et de la science pour traiter d'ensemble un sujet tant de fois abordé

1) M. Eiselen y a pensé lui-même, p. 131, à la suite du P. Lagrange (*Études sur les Religions Sémitiques,* dont il ne connait que la première édition): pourquoi s'être arrêté en si beau chemin?

2) Les langues sémitiques nous sont encore bien peu familières pour la haute antiquité à laquelle le problème en question nous reporte. Mais on peut avoir aujourd'hui une idée de la délicatesse particulière de ces problèmes linguistiques pour des époques bien plus rapprochées de nous, en prenant connaissance de l'inscription araméenne récemment publiée par M. Pognon, dans ses *Inscriptions sémitiques de la Syrie, de la Mésopotamie* etc. 1907—8, p. 157 seq. Ce texte, incontestablement araméen, est tout plein de locutions et de procédés syntactiques que, jusqu'à nos jours, on croyait exclusivement propres à l'hébreu ou au groupe cananéen dont il fait partie. M Pognon voit, dans ce fait, une influence extérieure; mais son opinion est contredite par des phénomènes analogues constatés dans la langue araméenne des inscriptions plus septentrionales de Zingirli et de Kergîn. Ce n'est pas ici le lieu de traiter pareille question: on peut parcourir utilement les réflexions de Chr. Sarauw: »Zu den Inschriften von Sendschirli«, dans la *ZA*. XX, p. 59 seq.

dans le détail par des générationes d'orientalistes. Le savant, le spécialiste n'apprendront assurément rien de bien nouveau dans cet ouvrage; ils seront même tentés d'y voir une simple compilation, ce qui serait manifestement exagéré. Mais le lecteur ordinaire possède aujourd'hui, dans ce consciencieux essai, la première monographie de Sidon: claire et compréhensive comme elle est, elle ne sera peut-être pas dépassée de longtemps.

Beyrouth Séb. Ronzevalle

Hugo Duensing, Christlich-palästinisch-aramäische Texte und Fragmente nebst einer Abhandlung über den Wert der palästinischen Septuaginta. Mit einem Wörterverzeichnis und vier Schrifttafeln. Göttingen, Vandenhoeck und Ruprecht. 1906. X + 160 S. 4°. M. 8.

Die hier edierten Texte stammen aus syrischen und georgischen Palimpsesthandschriften, die sich im Privatbesitz befinden. Etwa 130 Blätter, teils gut erhalten, teils verfault, sind von Duensing untersucht und entziffert, wobei er sich an einigen Stellen der Hülfe des Herrn Professor Rahlfs erfreuen durfte. Eine schwere Krankheit hinderte den Verfasser an der schnellen Drucklegung des bereits 1903 von Schultheß in seinem Lexicon Syropalaestinum verwerteten Manuskripts. Das Julius Wellhausen zugeeignete Werk umfaßt Stücke sehr verschiedenartigen Charakters, die nur durch die gemeinsame Sprache zusammengehalten werden.

I. Aus der Lebensbeschreibung des Abraham von Qidūn. Der Text ist griechisch überliefert in Acta Sanctorum Mart. tom. II[1] S. 744 ff., syrisch in den Analecta Bollandiana tom. X S. 32. Aus derselben Erzählung haben Schultheß in der ZDMG 56 S. 254 ff. und Lewis-Gibson in den Palestinian Syriac Texts S. 77 ff. palästinische Fragmente veröffentlicht, die zuerst von Duensing identifiziert sind. Obwohl die Reproduktion des griechischen Urtextes sehr frei ist, ist sie dennoch für die lexikalische Ausbeute nicht ohne Wert.

II. Aus der Erzählung des Abba Ammonius über Väter auf dem Sinai und in Raithu, die von Barbaren getötet wurden. Das griechische Werk ist bei Combefis, Illustrium Christi martyrum Paris 1660 S. 88 ff. gedruckt. Dem Verfasser lag auch eine syrische Uebersetzung vor. Dazu kommen die von Schultheß publizierten palästinischen Stücke in der ZDMG 56 S. 257 f., die an das hier edierte Fragment genau anschließen.

III. Erzählungen aus dem Mönchsleben. Diese umfangreicheren Bruchstücke sind wertvoll, weil sie eine neue Literatur-

gattung kennen lehren: Erzählungen und Gespräche aus dem Mönchsleben, die nach sachlichen Gesichtspunkten systematisch geordnet sind. Bisher war nur die lateinische Uebersetzung in Rosweyds Vitae patrum geläufig. Duensing ist es gelungen, auch den griechischen Text wieder zu entdecken, zuerst in italienischen Handschriften, später (vgl. Vorwort S. V) auch in dem Mönchsspiegel des Εὐεργετινός, gedruckt zu Venedig 1783, wo das in Rede stehende Werk zitiert wird mit Ἐν τῷ Γεροντικῷ. In dankenswerter Weise hat der Verfasser hier den griechischen Text der palästinischen Version hinzugefügt und so eine bequeme Vergleichung ermöglicht. Das dem μνηστεύομαι entsprechende ܐܬܡܟܪܬܗܘܢ S. 20 Kol. 2 Z. 1 erinnert weniger an das beigezogene عبس als an عرس, besonders عريس ›Bräutigam‹. Sicher ist S. 22 Kol. 3 Z. 8 das überlieferte ܐܒܒܐ ܦܠܢ nicht in ܐܒܒܐ zu verbessern, wie die Note will, sondern nichts anderes als ܪܒܒܐ ܦܠܢ = ὁ γέρων ὁ δεῖνα.

IV. Aus den Katechesen des Cyrill. Die von Land, Anecdota IV S. 171 ff. als Theologica Petropolitana betitelten 63 Fragmente werden hier um einige vermehrt, die aus derselben palästinischen Handschrift stammen. Duensing weist nach, daß sie zu den Katechesen des Cyrill von Jerusalem gehören, und identifiziert 49 von jenen 63 Bruchstücken. Leider druckt er den griechischen Urtext nicht mit ab, sondern begnügt sich mit einigen Noten. S. 51 fol. 22 Z. 4 scheint die palästinische Version θνητῶν statt αἰσθητῶν gelesen zu haben.

V. Aus Ephraem. Die hier mitgeteilten Brocken sind zwar neu, entsprechen aber dem — mitabgedruckten — griechischen Text bei Assemani. Der Verfasser durfte auch die Kollationen des Herrn Professor Wilhelm Meyer in Göttingen benutzen und konnte so einen besseren, wenn auch keinen kritischen, Text bieten.

VI. Nichtidentifiziertes. Die hier veröffentlichten Fragmente sind zum Teil neu, zum Teil aber identisch mit Land, Anecdota IV S. 181 f. Das erste Bruchstück scheint aus einer Vita des heiligen Rabbula zu stammen.

VII. Zur palästinischen Septuaginta. Duensing geht davon aus, daß man bei den palästinischen Bibeltexten unterscheiden müsse zwischen Texten, die aus einem Lektionar herrühren und solchen, die Bestandteile einer Bibelhandschrift gewesen sind. Daß eine Uebersetzung des Neuen Testamentes in das palästinische Aramäische vorhanden gewesen ist, war schon früher bekannt und dürfte kaum bezweifelt werden. Dafür, daß dasselbe auch vom Alten Testamente angenommen werden muß, spricht folgendes: 1. In den Palestinian Syriac Texts stehen der Schluß des Hosea und der Anfang

des Joel auf demselben Blatte. (Die Anordnung ist nicht die der griechischen LXX, sondern des hebräischen Textes!) 2. Ein so langer zusammenhängender Text Jer. 29$_{32}$—31$_{20}$, den wir in derselben Publikation voraussetzen müssen, eignete sich nicht als Lektion. 3. In den Anecdota Oxoniensia Semit. Ser. 9 weist die Notiz »Anfang des 22. Kap.«, auf einen in Kapitel geteilten Bibeltext. 4. Die Apokryphen, die sich in den palästinischen Handschriften finden, sind sicher nicht in der Kirche verlesen worden. — Eine weitere Frage ist die, ob das palästinische Lektionar Uebersetzung eines griechischen Lektionars oder ob es direkt aus der palästinischen Bibel, wenn auch nach griechischen Mustern, zusammengestellt ist. Nestle plädiert für die erste Annahme und beruft sich zum Beweise dafür auf Varianten in doppelt vorkommenden Lektionen, die auf verschiedene griechische Texttypen zurückgehen sollen. Demgegenüber betont Duensing mit Recht, daß auch das palästinische Lektionar eine eigene Geschichte erlebt hat, in der es mannigfachen Einflüssen unterworfen war. Die bei Land publizierten Fragmente sind älter als die bei Frau Lewis; diese sind lediglich durch innerpalästinische Verderbnis verwildert und sind nicht auf einen anderen Urtext zurückzuführen. — Da nach dem Lektionar der Frau Lewis, das wahrscheinlich den ursprünglichen Charakter bewahrt hat, Weihnachten auf den 25. Dezember fällt, so kann das Buch frühestens in der Mitte des fünften Jahrhunderts zusammengestellt sein, weil in Palästina erst seit dieser Zeit Weihnachten am 25. Dezember gefeiert ist. — Die palästinische Version trägt einen Mischcharakter, beruht in den historischen Büchern und den Propheten auf einem LXX-text, der mit Lucianlesarten durchsetzt, durch hexaplarische Zusätze bereichert und Einflüssen der Peschita, sei es von Anfang an, sei es nachträglich, offen gestanden hat, ist daher für die Gewinnung einer LXX-rezension wertlos und kann noch viel weniger für eine Kritik des Massoretischen Textes in Betracht kommen. — Die von Duensing mitgeteilten Texte sind Ex. 12$_{28-39.\ 39-51}$ 14$_{28-27}$ 15$_{7-20}$ 16$_{2-10.\ 33}$—17$_{6}$ 19$_{7-17}$ 26$_{3-11.\ 26-36}$ 38$_{4-15}$. Dtn. 12$_{17-25}$ I Sam. 1$_{9-20}$ I Kön. 8$_{18-28}$ Sir. 12$_{8}$ 13$_{3.\ 4.\ 7}$ Jer. 1$_{11-17}$ Prov. 1$_{15-19}$ Dan. 3$_{24-37}$.

VIII. Texte aus dem Neuen Testamente. Sie sind wichtig, weil sie ältere Texte enthalten und nicht aus Lektionaren, sondern aus Evangelienhandschriften stammen, wie die Eusebianischen Perikopenbezeichnungen lehren, die ebenso wie die Perikopenzahlen — abweichend von griechischen Manuskripten — mit denen der Peschita identisch sind. Mitgeteilt sind Mc. 4$_{1-19}$ 5$_{32-39}$ 6$_{42-50}$ 7$_{14-21}$ 8$_{7-22}$ 9$_{2-14.\ 42}$—10$_{2}$ 14$_{72}$—15$_{31}$ Lc. 1$_{50}$ff. 9$_{7-19}$ 10$_{12-15.\ 22-24}$

20_{9-14} Joh. 7_{33-36} Act. $14_{5-9.\ 15-17}$ $16_{23-25.\ 33-35}$ $21_{28-30.\ 38-39}$.

IX. Aus einem Lektionar stammen Joel 2_{31}—3_8 Act. 2_{1-21} Röm. 13_{7-14} Eph. 4_{25-31}.

Das Wörterverzeichnis, das den Schluß bildet, enthält nur diejenigen Wörter, Bedeutungen und Formen, die durch diese Texte zum ersten Male belegt oder festgestellt sind. Die Kürze ist sehr lobenswert, doch fehlen leider einige Wörter, die man nur ungern vermißt; vgl. namentlich die wertvolle Anmerkung auf S. 58.

Dem Verfasser darf man danken für die ebenso mühselige Entzifferung der Palimpseste wie für die zeitraubende Identifikation der publizierten Texte, wenn freilich auch den Nachfolgern noch einiges zu tun bleibt. Am wertvollsten ist neben der Abhandlung über die palästinische Septuaginta die lexikalische Ausbeute, die vielleicht auch später noch einigen Gewinn abwirft. Der Druck ist äußerst korrekt.

Berlin Hugo Greßmann

Karl Vollers, Volkssprache und Schriftsprache im alten Arabien. Straßburg, Verlag von Karl Trübner. 1906. VIII + 227 S. in 8°.

Die Nachrichten über die altarabische Dialektspaltung bestehen im wesentlichen aus höchst unklaren, einander oft scheinbar widersprechenden und ungeordneten gelegentlichen Notizen der Nationalgrammatiker; ihre Untersuchung und Verwertung hatte bisher trotz der eminenten Wichtigkeit des Gegenstandes keine oder nur unbedeutende Fortschritte gemacht. Umsomehr ist es freudig zu begrüßen, daß ein Gelehrter von dem Range Vollers' in dem vorliegenden Werke es unternimmt, Klarheit und Uebersichtlichkeit in den Wust des überlieferten Materials zu bringen und eine der schwierigsten Fragen semitischer Sprachgeschichte in gewaltigem Sprunge ihrer Lösung näher zu bringen. Daß ihm dies denn auch in der Tat gelungen ist, unterliegt keinem Zweifel, wie es von ihm auch nicht anders zu erwarten stand. Auch ist es andererseits natürlich, daß man sich nicht mit jeder einzelnen der von ihm aufgestellten Voraussetzungen, Meinungen und Folgerungen einverstanden erklären wird. Die Bedenken, die sich mir bei sorgfältigem Studium des sicherlich meisterhaft konzipierten Werkes aufgedrängt haben, richten sich aber hauptsächlich nicht so sehr gegen die Behandlung und Durchführung des durch den Titel bezeichneten Hauptthemas, als vielmehr gegen die Erörterungen über die Sprache des Qurâns und die daraus abgeleiteten Schlüsse betreffend die Textgeschichte des heiligen Buchs,

die meines Erachtens in einem nur sehr losen Zusammenhange mit jenem stehen, wenngleich der Verfasser geneigt scheint, gerade in diesen Exkursen die Hauptresultate seiner Untersuchungen zu sehen. Da es nun nach meinem Dafürhalten Aufgabe wissenschaftlicher Kritik sein muß, vor allem prinzipielle Anschauungsgegensätze zur Austragung zu bringen, so wird man es hoffentlich gutheißen, daß ich in den folgenden Auseinandersetzungen mein Augenmerk hauptsächlich jenen Teilen des Buches zuwende, welche sich mit der strittigen Frage nach der Ursprache des Qurâns beschäftigen, während ich die meiner Meinung nach weitaus wichtigere und wertvollere Darstellung der altarabischen Dialekte und die in der Hauptsache unanfechtbare Aufdeckung des alten Vulgärarabisch zunächst nur kurz erwähne.

Die von der Nationalphilologie bezüglich einzelner Spracherscheinungen angedeutete Spaltung der ʻArabiyyah in eine östliche (najdische oder tamimische) und eine westliche (ḥijâzenische oder quraišitische) Dialektgruppe betrachtet Vollers als Indizium für den noch viel tiefer gehenden Gegensatz zwischen zwei im Verhältnisse von Literatur- und Vulgärsprache stehenden Idiomen. ›In allen Teilen der Grammatik und im Wörterbuch kommt dieser Gegensatz zum Ausdruck. Aber es läßt sich nicht verkennen, daß die Einheit beider Gruppen den Philologen weit höher steht als ihre Differenzen. So erklärt es sich, daß diese nur gelegentlich erwähnt, nur unvollkommen beschrieben, öfter durch ein Beispiel beleuchtet als prinzipiell ausgesprochen werden und uns eine Menge von Fragen ungelöst hinterlassen‹ (S. 7 f.). Was hier von den beiden Dialektgruppen der ʻArabiyyah gesagt ist, sucht Vollers durch Anwendung einer höchst originellen Untersuchungsmethode zu einer Rekonstruktion der von ihm supponierten ḥijâzenischen Vulgärsprache auszugestalten, indem er jene Andeutungen der arabischen Philologen mit eigenen Beobachtungen über die Entstehung der späteren arabischen κοινή und mit der Betrachtung der in der Tafsir-Literatur mitgeteilten Varianten zum offiziell rezipierten Qurântexte, in denen zweifellos allerlei Vulgarismen konserviert sind, kombiniert. So gelangt er zur Darstellung einer von der klassischen ʻArabiyyah wesentlich verschiedenen Sprache, ›die in vielen wesentlichen Punkten sowohl an die vorarabischen Sprachen, das Hebräische und das Aramäische, an das Assyrische und Aethiopische, als auch an die uns bekannten arabischen Mundarten der Folgezeit und der Gegenwart, ja auch an gewisse, weniger vornehme Typen der Literatur erinnert‹ (S. 177). Die Hauptverschiedenheiten zwischen der ʻArabiyyah und der so erschlossenen ʻÂmmiyyah Vollers' beziehen sich vor allem auf die Ver-

wendung des 'I'râb, der Hamzahartikulation und der 'Imâlah, ferner auf den Gebrauch von Gleit- und Murmelvokalen und von weitgehender, hauptsächlich rückschreitender (= vorgreifender) Lautangleichung, endlich auf den Schwund des Feminin-t und die Verdrängung der Nominativ- durch die Genetiv-Endung im Dual und männlichen Plural, sowie den Gebrauch, bezw. die Unterdrückung bestimmter Nominal- und Verbalformen, Verschiebung des Worttons u. dgl. m. Welch ungeheuere Leistung an Sammeleifer und an Scharfsinn in diesem Rekonstruktionsunternehmen vorliegt, braucht nicht ausführlicher dargelegt zu werden. Mit Recht verweist Vollers (S. 8) auf die solcher Arbeit sich entgegentürmenden Schwierigkeiten. Schon sein Versuch, die Nachrichten über die altarabischen Dialektverschiedenheiten zu sammeln und zu sichten, bezeichnet eine neue Epoche der Arabistik, und die Konzeption des behandelten Problems an sich müßte auch dann geradezu genial genannt werden, wenn die einzelnen Ergebnisse seiner Untersuchung sich als zum größten Teile irrig erweisen sollten. Denn hier wird die Erforschung der arabischen Sprachgeschichte mit einem Male auf eine diskutable feste Basis gestellt, werden aber auch weiter ausgreifend neue und überraschende Gesichtspunkte für die Beurteilung vieler Vorgänge der semitischen Sprachenentwicklung überhaupt gewonnen. Hier wird wohl eine neue Entwicklung sprachgeschichtlicher Forschung anknüpfen können, von der wir reiche Früchte für die Semitistik erhoffen dürfen[1]).

Nicht ganz so klar treten Vollers' Anschauungen über das kulturelle Verhältnis zwischen den beiden Gruppen der 'Arabiyyah einer- und der Vulgärsprache andererseits zutage. Für den Osten, wenigstens für die Beduinenstämme des Najd scheint er, teilweise im Gegensatze zu früher geäußerten Meinungen, an der Identität der poetischen und der gesprochenen Sprache im großen und ganzen festzuhalten; dagegen spricht er sich darüber nicht ganz deutlich aus, ob er die rekonstruierte 'Âmmiyyah für die im ganzen Ḥijâz ausschließlich oder vorwiegend gesprochene Sprache hält, oder ob er daneben der 'Arabiyyah der westlichen Gruppe einen bestimmten Geltungsbereich als lebendiger Sprechsprache zugesteht. Ich glaube nicht zu irren, wenn ich die von Vollers S. 172 angedeutete Auffassung des anzunehmenden Sprachgegensatzes als eines wesentlich zwischen Nomaden und Ansässigen bestehenden auf letztere Nuance beziehe. Andererseits ließe die in dem Buche schließlich doch festgehaltene Gegenüberstellung von Volks- und Schriftsprache eher auf

1) Ein vielversprechender Anfang dazu ist bereits gemacht durch Sarauws auf Vollers z. T. polemisch sich beziehende Abhandlung »Die altarabische Dialektspaltung« in Z. f. A. XXI 31 ff.

die Annahme schließen, daß die ʿArabiyyah im Ḥijâz eben nur die Rolle der Literatursprache gespielt habe, in der sich die wirkliche Volksprache durch bestimmte Abweichungen von den Sprechgewohnheiten des Ostens wiederspiegelte. Ich glaube aber nicht, daß Vollers mit einer derartigen Ausdeutung seiner Darlegungen wirklich einverstanden wäre; die Unklarheit ist vielmehr wohl hauptsächlich durch die mit der Fülle der den Verfasser bewegenden Ideen häufig genug im umgekehrten Verhältnisse stehende Knappheit der Darstellung bewirkt. Der Sachverhalt sieht darum auch viel komplizierter aus, als er tatsächlich ist. Behufs seiner Klarlegung wird es sich meiner Meinung nach empfehlen, zwei freilich in innigem Zusammenhange stehende Fakten zunächst einmal streng zu sondern. Das eine ist die altarabische Dialektspaltung, wie sie uns aus den Andeutungen der nationalarabischen Philologie bekannt ist, das andere die nach Vollers' Forschungen nicht mehr anfechtbare Existenz der altarabischen Vulgär- nnd Verkehrssprache, von der jene Philologie garnichts berichtet. Diese beiden Tatsachen stehen insofern in unlösbarem Kontakt, als die westliche, ḥijâzenische Dialektgruppe der ʿArabiyyah unzweifelhaft in vielen Beziehungen durch die Vulgärsprache beeinflußt ist, während vorläufig wenigstens derartige Einwirkungen auf die ʿArabiyyah des Ostens nicht nachweisbar sind. Halten wir diese Scheidung fest, so ergibt sich auch die Abgrenzung der Geltungsgebiete für die drei Sprachgruppen fast von selbst. Die ʿArabiyyah ist eben die Sprache der ›ʿArab‹, d. i. der nomadischen Steppenbewohner, und zerfällt, wenigstens für die zentrale Zone der Halbinsel (Vollers S. 7), nach Ost und West in zwei Hauptdialekte. Die Vulgärsprache dürfen wir uns im allgemeinen als die Sprache der Ḥaḍrân, also der ansässigen, Ackerbau und Handel treibenden Bevölkerung der Kulturgebiete und vor allem der Städte, vorstellen; ihr Verbreitungsgebiet dürfte nicht etwa auf das Ḥijâz beschränkt gedacht werden, sondern hat sich wohl in allerlei Mundarten über den größten Teil der Halbinsel und namentlich nach Norden bis zu den syrischen Randgebieten erstreckt. Ob wir in dieser κοινή einen durch Abbröcklung entstandenen Ableger (Jargon) der ʿArabiyyah ansässig gewordener Beduinen oder die selbständige Artäußerung eines seit jeher ansässigen besonderen Bevölkerungselements zu sehen haben, entzieht sich heute noch konkreter Beurteilung, wenn auch die letztere Annahme viel Wahrscheinlichkeit für sich haben dürfte.

Innerhalb des eigentlichen Geltungsgebietes der ʿArabiyyah, also bei den Beduinen, haben wir nach allem, auch nach dem von Vollers selbst gesagten einen Unterschied zwischen Sprech- und Schriftsprache nur insoweit anzunehmen, als eben die bei allen literarisch festge-

haltenen Nationalsprachen nach und nach namentlich in der Verwendung des Wortschatzes zwischen beiden entstehende gelinde Spannung in Betracht zu ziehen ist. Doch wäre zur Abschätzung dieser Spannung das Heranziehen irgend einer der antiken oder modernen arischen Literatursprachen ganz unzulässig, weil bei diesen allen die Literatur eine in Wirklichkeit niemals vollständig vorhanden gewesene ideale Kultur widerspiegelt, die sich von dem tatsächlichen Kulturzustande des betreffenden Volkes, ganz abgesehen noch dazu von allen mitunter geradezu kolossalen Ständeunterschieden, sehr bedeutend entfernt. Selbst in der Dialektdichtung unserer Sprachen wird zwischen deren Ausdrucksweise und der wirklich gesprochenen Volkssprache ein immer noch viel größerer Unterschied bestehen, als der, den wir zwischen der Sprache der altarabischen Gedichte und jener der altarabischen Beduinen annehmen dürfen, deren scharf umrissene und relativ einfach bedingte Kultur eine unter ansässigem Volke welcher Rasse immer unmögliche und unerhörte Einheitlichkeit aller Lebensäußerungen zur notwendigen Folge hatte. Auch die Dialektverschiedenheiten der einzelnen Stämme können aus diesem Grunde keine wesentlichen gewesen sein; befindet sich doch die Sprache dieser Leute, wie z. B. Musils Reiseberichte zeigen, auch heute noch sozusagen in einem stabilen Gleichgewichtszustande, bei dem alle vorkommenden Schwankungen (in einem Volke mit so ausgeprägter Neigung zu Individualmundarten) automatisch zum Ruhepunkt zurückführen. Es ist mir darum auch durchaus zweifelhaft, ob wir gewisse Verschiedenheiten der Wortformen immer und unbedingt als dialektische in unserem Sinne betrachten dürfen. So nimmt Vollers S. 132 die Kurzformen ظَلْتُ etc. als charakteristisch für die Vulgärsprache in Anspruch unter Hinweis auf Sûre XX 97 und LVI 65. Wenn diese Formen in der Poesie vorkommen, so kämen sie nach dieser Ansicht nur für die westliche Mundart in Betracht. Tatsächlich verweist Vollers auf ihren Gebrauch bei dem Quraišiten ʻUmar ibn 'abî Rabîʻah. Nun finde ich aber dieselbe Form bei dem 'Asaditen ʻAbîd ibn al-'Abraṣ (Muḫt. ٩٣)

ظَلْتُ بِهَا كَأَنَّنِى شَارِبْ   صَهْبَاءَ مِمَّا عَتَّقَتْ بَابِلُ

andererseits aber die ungekürzte Form bei dem Maḫzûmiten 'Abû Musâfiʻ, einem waschechten Ḥijâzener (Dîw. Ḥassân b. Ṯâbit ١١٦)

ظَلِلْنَ يَجْرِى فَتِيقُ ٱلْمِسْكِ بَيْنَهُمْ   عَلَى مَفَارِقِهِمْ فَنًّا عَلَى فَنَنِ

Ich meine, solche Fälle, die sich nötigenfalls wohl in ziemlich großer Zahl nachweisen ließen, müssen uns gegen eine allzu bereitwillige

Annahme scharf geschiedener Stammdialekte zur Vorsicht mahnen. So dürfen wir die Dichtersprache wohl in einer Art Vermittlerrolle zwischen den Stamm- und Individualmundarten auffassen, ohne daß doch eine bewußte und kunstvoll festgehaltene Verschiedenheit zwischen ihr und dem Sprechidiom bestünde. Eine eigentliche Literatur- oder Schriftsprache könnte es ja unter den Beduinen des alten Arabiens ohnehin nicht gegeben haben; es fehlt die schriftliche Fixierung der ›Literatur‹, und es fehlt die Verwendung einer gewählteren, besonderen Sprache durch eine Adelskaste oder sonstwie gesonderte soziale Oberschicht.

Ganz anders müssen wir uns auch in dieser Hinsicht die Verhältnisse unter der ansässigen Bevölkerung Altarabiens vorstellen. Die Annahme einer Vulgärsprache für dieses Geltungsgebiet hatte von jeher a priori alle Wahrscheinlichkeit für sich; jetzt nach Vollers' Untersuchungen läßt sie sich nicht mehr abweisen. Ihr steht aber die Tatsache gegenüber, daß schon in der Jâhiliyyah, wie später im 'Islâm, auch die städtischen Dichter sich in ihren Gedichten ausnahmslos der ʻArabiyyah bedienten und ihre, wie z. B. bei 'Umayyah ibn 'abî-ṣ-Ṣalt und anderen, von dem beduinischen Ideenkreise oft so weit als möglich entfernten Gedankengänge in der Sprache der Steppennomaden ausdrückten. Hier hätten wir es also faktisch mit einer Literatur- oder Schriftsprache zu tun, die in scharfem Gegensatze zu der Volks- und Verkehrssprache ihres Gebietes steht. Aber sofort ergeben sich bei näherer Betrachtung dieses Verhältnisses ernste Schwierigkeiten, welche die Sachlage wesentlich verwickelter zeigen, als auf den ersten Anschein angenommen werden möchte. Es ist nämlich durchaus rätselhaft, wie gerade die ʻArabiyyah zu der Rolle der Schriftsprache unter den Ḥaḍrân der Jâhiliyyah gekommen sein sollte. Das aus Haß, Furcht und Verachtung gemischte Gefühl, mit dem Bauern und Städter seit jeher die Beduinen betrachten und das von diesen entsprechend erwidert wird, kann auch zu jener Zeit kaum anders empfunden worden sein. Die mekkanischen Handelsherren werden als solche wohl niemals besondere Sympathie oder Hochachtung für die Raubstämme gehegt haben, denen sie das freie Geleit für ihre Karawanen durch hohen Tribut abkaufen mußten. Die verschiedenen Ableger der Zivilisation und Bildung des Zeitalters sind zudem den städtischen Verkehrszentren der arabischen Halbinsel aus den christlich-jüdisch-hellenischen und mazdäisch-persischen Kulturgebieten des Nordens oder den sabäischen Staatstrümmern des Südens gewiß nicht durch die Beduinen und schwerlich durch die ʻArabiyyah vermittelt worden. Gerade bei dieser Vermittelung muß die mit Vollers zu supponierende κοινή eine ganz hervorragende Rolle

gespielt haben, und es ist dann erst ganz unerklärlich, wie denn die Blüte geistiger Kultur (und das war die Dichtkunst auch in den Städten des alten Arabiens) von deren Trägern in die Zwangsjacke einer künstlichen Sprache oder des Idioms barbarischer Räuberbanden gesteckt worden sein könnte, wenn diese Sprache nicht eben doch ihr eigenes, von ihnen selbst im gewöhnlichen Leben gebrauchtes Umgangsmittel gewesen wäre. Wir stehn somit vor der Nötigung, für die altarabischen Städte zwei neben einander lebende Mundarten anzunehmen; einerseits die ʿÂmmiyyah, gesprochen vom niederen Volk und zugleich der interurbanen und intergentilen Verkehrssprache nahestehend — andrerseits die Sprache der aristokratischen Familien, der Vornehmen und Gebildeten, die Sprache der Literatur. Im Gegensatze zur genealogisch unklassifizierten uransässigen Plebs bestand diese vornehme Kaste der Städte, wie die verschiedenen Gentilsagen zeigen, offenbar schon in der Jâhiliyyah wie in allen späteren Zeiten der arabischen Geschichte bis zum heutigen Tage aus den Angehörigen ganz oder teilweise (mitunter auch als Eroberer) ansässig gewordener Beduinenstämme. Die aristokratischen Ansprüche der städtischen Patriziergeschlechter gründeten sich vorwiegend oder ausschließlich auf diesen genealogischen Zusammenhang mit den großen Steppenclans, und in diesem Kastenbewußtsein haben sie gewiß auch an dem Gebrauch der ʿArabiyyah sowohl im mündlichen Verkehre als auch bei höherer literarischer Betätigung lange Zeit festgehalten. So sprachen die Ṯaqîf in aṭ-Ṭâ'if und die Quraiš in Mekkah die arabische, d. h. beduinische Sprache, wenn auch in westlicher, ḥijâzenischer Dialektfärbung, und zwar noch lange bis in die islamische Zeit hinein. Das beweisen z. B. die in der Anon. arab. Chronik (Ahlwardt) ٢٣٩, ٢٣٧ und ٢٩. stehenden Nachrichten, wonach ʿAbdalmalik ibn Marwân sich sehr mißbilligend über den Gebrauch einzelner sprachlicher Vulgarismen durch bestimmte Prinzen des umayyadischen Hauses, darunter seinen eigenen Sohn, nachmals al-Walîd I, äußerte. Selbst der lange Aufenthalt der 'Umayyadenfamilie in der plebejischsten Stadt Arabiens, Medînah, und das Großstadtleben der syrischen Residenz hatten also achtzig Jahre nach der Flucht nur vermocht, das glanzvolle Kennzeichen altadeliger Sitte, den Gebrauch der ʿArabiyyah, gerade erst anzunagen. Freilich zeigen sich einzelne Spuren leichter Vulgarismen in der Sprache städtischer Dichter schon zur Zeit des Propheten; auf einige hat z. B. Nöldeke, z. Gramm. d. class. Arab. 25 hingewiesen. Aber ganz unberührt von den Einflüssen der Vulgärsprache konnte ja selbstverständlich auch die Sprache der Vornehmen nicht bleiben, und andererseits beweist das Vorkommen solcher Nachlässigkeiten gerade, daß z. B. Ḥassân ibn Ṯâbit die Sprache seiner

Qaṣīden nicht nur geschrieben, sondern auch gesprochen haben muß; einer künstlichen Literatursprache gegenüber hätte er sich nicht so gehen lassen können.

Wenn daher Vollers glaubt, Muḥammad ›als Mann des Volkes‹ habe vulgär gesprochen, so widerspricht dies aller Wahrscheinlichkeit. Als Handelsmann verstand und sprach er den mekkanischen Jargon und die allgemeine Verkehrssprache (zwischen beiden wird wohl noch ein wesentlicher Unterschied bestanden haben) ohne Zweifel sehr gut. Aber ein Mann des Volkes im Sinne Vollers' war er nicht. Da erst neuerdings Nöldeke in seiner Polemik gegen Caetanis gegenteilige Annahme (W. Z. K. M. XXI 300 ff.) die Beweise für die vornehme Abstammung Muḥammads zusammengestellt hat, so bin ich einer weiteren Argumentation in dieser Hinsicht überhoben; er gehörte der herrschenden Patriziersippe Qurais̆ an und seine Umgangssprache war von Haus aus sicherlich die ʿArabiyyah. Seine Sprachgewohnheiten werden sich im wesentlichen nicht sehr von denen eines modernen europäischen Städters der oberen Stände unterschieden haben. Im gewöhnlichen Gespräche richtet man sich unwillkürlich nach dem Gegenredner und spricht mit einem Eckensteher oder Kutscher in mehr vulgärer Färbung, als mit einem Angehörigen der gebildeten Klassen. Anders wieder in öffentlicher Rede, in politischer oder religiöser Agitation; da wird nicht nur der Gebildete, der Mann aus gutem Hause sich der höheren Sprache bedienen, auch der Mann aus dem Volke befleißigt sich in solcher Lage nach Kräften einer verfeinerten Mundart.

Hier knüpft unwillkürlich ein Gedankengang an, der geeignet ist, die Unwahrscheinlichkeit der Vollersschen Hypothese von anderer Seite zu beleuchten. Denn es bliebe selbst dann, wenn Vollers darin recht hätte, Muḥammad als ›Mann des Volkes‹ anzusehn, äußerst fraglich, ob er daraus mit Fug auf die vulgäre Abfassung des Qurântextes schließen dürfte. Alle Erfahrung in alter und neuer Zeit spräche gegen die Wahrscheinlichkeit einer solchen Annahme, zumal sich Muḥammad zunächst mit seiner Predigt gar nicht einmal eigentlich an das ›Volk‹ wandte. Seine ersten Anhänger waren Qurais̆iten und andere Aristokraten. Die Demokratisierung der jungen Partei erfolgte erst nach dem Erstarken des Widerstandes in den oberen Gesellschaftsschichten. Aber auch dann wird die Sprache seiner Reden nicht ins Vulgäre übergegangen sein. Auch in Berliner oder Wiener Volksversammlungen sprechen die Redner hochdeutsch.

Aber der Qurân ist nicht eine bloße Sammlung von Ansprachen und Predigten, sondern vor allem ein Produkt bewußter poetischer und literarischer Tätigkeit. Daß Muḥammad literarischen Ambitionen

nachhing, wird aus verschiedenen Anzeichen klar und wäre ja auch von vornherein anzunehmen. Schon die Konkurrenz mit den أهل الكتاب mußte ihm die Notwendigkeit literarischer Fixierung seiner Lehre nahelegen; der Parallelismus mit Torah und Evangelium wird ja oft genug ausdrücklich betont, der Qurân selbst in absichtlicher Analogie zu jenen als كتاب bezeichnet. Die politische Wichtigkeit literarischer, vor allem poetischer Publizität war nirgends einleuchtender deutlich, als gerade im Arabien jener Zeit. Die Qaṣîdendichtung nach dem Muster 'Umayyahs ibn 'abî-ṣ-Ṣalt erschien indessen infolge der allgemeinen Anwendung dieser Form nicht als das geeignete Mittel, jener Konkurrenz mit dem biblischen Schrifttum die gewünschte Grundlage zu geben; auch mochte es Muḥammad an der nötigen formalistischen Begabung fehlen. So kam er auf den Gedanken, die freieren Formen der kâhinischen Zaubersprüche für die poetische Einkleidung seiner Offenbarungen zu verwenden (vgl. W. Z. K. M. XXI 391 u.). Mit Recht bezeichnet C. H. Becker als besten Beweis für diesen Zusammenhang ›die Schärfe, mit der er (Muḥammad) gegen einen solchen Vergleich polemisiert‹ (Christentum und Islam 10). Der Stil jener Sprüche entsprach auf jeden Fall viel besser als die Qaṣîdendiktion der getragenen Rhetorik eines Buches, das mit den biblischen Schriften in erfolgreichen Wettstreit eintreten sollte. Diese Absicht war ja wohl von jeher unverkennbar, ist aber ganz deutlich geworden, seitdem D. H. Müller vor nunmehr zwölf Jahren durch den unwiderleglichen Nachweis strophischer Gliederung in einer Reihe von Sûren die Frage nach den poetischen Formen des Qurâns wesentlich vertieft hat. Der Qurân ist demnach ohne Zweifel in erster Linie als literarisches Erzeugnis anzusehn; er war von seinem Verfasser von vornherein auf literarische Wirkung angelegt. Die Erkenntnis dieser Tatsache würde nach meiner Meinung allein schon genügen, um die Möglichkeit einer Abfassung in der Vulgärsprache auszuschließen. Wer in Mekka literarisch wirken wollte, konnte keine andere Sprache verwenden, als die 'Arabiyyah. Alle erhaltenen literarischen Produkte mekkanischer oder sonst städtischer Herkunft jener Zeit sind in der als Schriftsprache gebrauchten Sprache der oberen Stände verfaßt. Nur gerade der einzige Muḥammad sollte seine heilige Schrift in der Mundart des niederen Volkes geoffenbart und damit einen Fehler begangen haben, den seine gläubigen Anhänger höchstens zwanzig Jahre später als einen verhängnisvollen erkennen und durch Uebersetzung in die Schriftsprache schleunigst wieder gut machen mußten? Ich meine, seinem zielbewußten, gescheiten und findigen Kopf ist eine solche Torheit kaum zuzutrauen; er hatte wohl besseres zu tun, als literarische Experimente anzu-

stellen. Wenn es in sprachlichen Dingen überhaupt eine Wahl gegeben hätte (man vergegenwärtige sich doch nur die Situation!), so hätte er als Praktiker sich nur für die allgemein als Schriftsprache geltende ʻArabiyyah entscheiden können. Auch als Mann des Volkes! Aber er war garnicht in der Lage, eine solche Entscheidung treffen zu müssen. Wie sollte er auf den Gedanken gekommen sein, eine ›unliterarische Mundart‹ (Vollers 182) schriftstellerisch anzuwenden?

Muḥammad selbst bezeichnet im Qurân dessen Sprache als ›arabisch‹, freilich zunächst im offenbaren Gegensatze zu den Sprachen der biblischen Schriften; er muß aber dabei doch eine bestimmte Mundart im Auge gehabt haben, und das kann nach allem, was wir wissen, nur die Sprache der ʻArab gewesen sein, gleichviel ob diese Bezeichnung der Beduinenstämme in Arabien von jeher üblich oder, wie D. H. Müller (Pauly-Wissowa, Realencyclopaedie d. klass. Altertumswissenschaft Bd. II ›Arabia‹) will, von mekkanischen Handelsleuten erst aus Syrien mitgebracht worden ist. Wenn man auch nicht sagen kann, ob der ausschließliche Gebrauch der Pluralform الأعراب anstatt des einfachen Kollektivums العرب im Qurân auf Absicht oder Zufall beruht, so ist doch sicher, daß damit ganz im Sinne des (seit jeher bis heute) feststehenden Sprachgebrauchs immer nur die nomadischen Steppenstämme gemeint sind, und es ist ganz undenkbar, daß Muḥammad die von ihm gebrauchte Sprache als لسان عربيّ bezeichnet hätte, wenn sie nicht mit jener der Wüstenbewohner im wesentlichen identisch gewesen wäre, wobei vor allem an den ʼIʻrab als an deren auffälligstes Merkmal gedacht werden muß. Damit soll nun allerdings nicht gesagt sein, daß der uns vorliegende offizielle den von Muḥammad geoffenbarten Qurântext bis auf jede Einzelheit genau wiedergibt. Muḥammad sprach und schrieb[1]) wahrscheinlich die ḥijâzenische Mundart der ʻArabiyyah. Der offizielle Qurântext wird aber dieser Mundart nur in wenigen Beziehungen gerecht, ignoriert vielmehr eine ihrer Haupteigentümlichkeiten, die Hamzahschwächung, nicht nur vollständig, sondern führt die Hamzahorthographie, wie auch den ʼIʻrâb mit einer auch in der Tamîmsprache unerhörten Konsequenz, ja Hypertrophie durch. Das ist eine auffällige Erscheinung, für deren Einzelheiten ich auf Vollers' sorgfältige und eingehende Untersuchung verweise. Aber zu ihrer Erklärung bedarf es nicht gerade der Annahme einer vollständigen Umarbeitung des Originaltextes, es genügt vielmehr schon der Hinweis auf die Möglichkeit, daß Wichtig-

1) Durch diesen Ausdruck will ich natürlich keine Parteinahme in der Frage, ob Muḥammad wirklich lesen und schreiben konnte oder nicht (Nöldeke, Gesch. d. Q. 8 ff.), markieren, sondern nur seine literarische Betätigung schlechtweg bezeichnen.

tuerei und Pedanterie spracheitler und halbgebildeter Menschen gelegentlich der schriftlichen Fixierung eine Rolle gespielt haben mögen. Wer nicht Schriftsteller von Beruf ist, wird bei solchen Anlässen leicht dazu verführt, scheinbare oder angebliche Feinheiten anzubringen und zu beobachten, an die er bei mündlicher Rezitation nicht denkt. Ob manches der Art nicht etwa auch auf Muḥammads durchaus nicht so undenkbare eigene Neigung zu geschraubter und gesuchter Spracheleganz zurückzuführen sein möchte, ist übrigens noch garnicht ausgemacht.

Großes Gewicht legt Vollers auf die Untersuchung der qurânischen Reime, die er in einer mühevoll zusammengestellten Uebersicht sozusagen tabellarisch vorführt. Ich habe dagegen einzuwenden, daß Vollers' Darstellung auf einer einzigen Rezension (jener der Flügelschen Ausgabe) beruht, während bekanntlich die Verseinteilung des Qurâns sehr schwankend und unsicher ist (Nöldeke, Gesch. d. Q. 323 und 329), sodaß sie in anderen Rezensionen ziemlich bedeutend abweicht. Diesem schon von Nallino im ›Bollettino delle lingue e letterature semitiche‹ (Rivista degli studi orientali I 323) gemachten Einwurf muß man umsomehr Gewicht beilegen, als Vollers von der Ansicht ausgeht, daß die Versenden reimen müssen, und sehr geneigt scheint in den allermeisten Fällen Reimeinheit für alle Verse einer Sûre vorauszusetzen, was schon für seine Reimtabelle insofern verhängnisvoll ist, als die Reime darin nicht in ihrer vollen Geltung erscheinen, sondern meist zu Gunsten einer uniformierenden sekundären Endung gekürzt oder auf die allervagesten Assonanzen reduziert sind; auch die Bevorzugung der konsonantischen Reime vor den vokalischen, die fast gänzlich unterdrückt werden sollen, wie z. B. in den Rekonstruktionsversuchen zu Sûre IV und XVII, hängt damit zusammen. Diese Rekonstruktionsversuche sind natürlich auf Grund der angenommenen vulgären Urfassung des Qurâns angestellt; wie es sich damit verhält, werden wir später sehen. Aber auch die nicht rekonstruierten Reime sind in der Tabelle zum großen Teile schon in der vorausgesetzten Vulgärform notiert; konsequenter Weise hätten nicht bloß die Akkusativ- und Maqṣûrendungen, sondern auch die anderen Ausgänge in der vollen 'I'râbschreibung erscheinen müssen, so bei Sûre I 1 îna, 2 îmi, 3 îni, 4 înu, 5 îma, 6 aihim, 7 îna, bei Sûre II 1 îna, 2—5 ûna, 6 îmun, 7 îna, 8—14 ûna, 15 îna u. s. w., bei Sûre III 1 ûmu, 2 âna, 3 âmin, 4 îmu, 5 âbi, 6 âbu, 7 âda, 8 âri, 9 âbi, 10 âdu u. s. f. Daß dies nicht gleichgültig ist, wird sich z. B. bei näherer Betrachtung von Sûre CXII und CXIV zeigen; jedenfalls gibt die Tabelle kein ganz vollständiges und objektives Bild.

Daß Vollers auf die textkritische und philologische Wichtigkeit

der Reimfrage so energisch aufmerksam macht, ist eines der vielen großen Verdienste seines Werkes. Allein diese Frage ist damit eben erst aufgeworfen; daß sie durch Vollers' Theorie gelöst sei, muß bestritten werden. Die Lösung ist ungemein erschwert durch ihren untrennbaren Zusammenhang mit der Frage der qurânischen Textteilung überhaupt. Das Verhältnis zwischen Reim und Versende bedürfte einer eingehenden Untersuchung, die an das von Nöldeke in seiner ›Geschichte des Qorâns‹ gelegentlich vorgebrachte anknüpfend die Entwicklung der verschiedenen Qurânrezensionen zu prüfen und die Grundsätze ihrer Verseinteilungen festzustellen hätte. Es ist klar, daß eine solche Untersuchung sich auch auf die Einhaltung der Lesepausen und die verschiedenen darauf bezüglichen Traditionen sowie auf manche andere einschlägige Momente erstrecken müßte, also recht komplizierte Materien in ihren Bereich ziehen würde; aber alle Schwierigkeiten würden sich schließlich belohnt machen. Vorläufig indessen sind die fraglichen Beziehungen ganz unklar, sicher nur, daß eine Betrachtung der qurânischen Reime, die sich auf die Verseinteilung einer bestimmten einzelnen Rezension stützt, höchst fragwürdige Resultate ergeben muß. Dies zeigt sich sofort bei einer Vergleichung mit irgend einer anders abgeteilten Textform. Ich habe gerade keine andere zur Hand, als den von den Herausgebern des Kaššâf von az-Zamaḫšarî, W. N. Lees, Ḫâdim Ḥusain und 'Abdalḥayy, diesem Kommentar beigegebenen Qurântext. Obwohl gerade der Flügelsche Text ganz ungewöhnliche Anomalien in der Versteilung bietet, so ist doch auch der des Zam. (wie ich im Folgenden die Lees'sche Ausgabe kurz bezeichnen will, während die Flügelsche durch Fl. angedeutet ist) in dieser Beziehung nicht immer ganz einwandfrei; in einzelnen Fällen bietet der Flügelsche Text sichtlich das Bessere. Trotzdem wird man bemerken, daß bei Zam. nicht wenige Reimschwierigkeiten wegfallen, wie denn auch manche von den Vollersschen Aufstellungen in wesentlich anderer Beleuchtung erscheinen. Ohne der oben gewünschten Untersuchung vorzugreifen, wird sich durch diese Vergleichung auch bezüglich des Verhältnisses von Versende und Reim einiges der Feststellung des Sachverhaltes, soweit dieser jetzt schon erkennbar ist, dienliche beibringen lassen. Ich verweise in dieser Hinsicht auf die bei einzelnen Sûren vorgebrachten Beispiele künstlicher Reimverschränkungen, wobei zahlreiche Binnenreime eine große Rolle spielen, bemerke aber zugleich, daß diese Aufstellungen nur gelegentlich verzeichnet sind und meiner Absicht nach ganz anders geführter gründlichster Beobachtung bedürfen, wozu sie eben nur die Anregung geben wollen, da ich selbst voraussichtlich kaum jemals dazu gelangen werde. Außerdem bemerke ich vorweg-

nehmend, daß ich die Reimwörter meistens in jener Pausalform anführe, die sich aus den Regeln auch für die Qaṣidenreime ergeben würden.

S. I. Bei Zam. dieselbe Versabteilung wie bei Fl.; die Trennungen hinter V. 1, 2, 5 und 6 sind mit dem Lesezeichen لا für das Verbot der Atempause versehen, über dessen Funktion weiter unten noch einiges beizubringen sein wird.

S. II. Bei Zam. entfallen die Verstrennungen hinter V. 137, 173, 193, 212, 216, 218, 220, 235, 258 und 269; dagegen hat er folgende Versteilungen, die bei Fl. fehlen: in V. 1 hinter الم[1]), in V. 3 hinter قَبْلِكَ, in V. 10 hinter فِي ٱلْأَرْضِ, V. 15 بِٱلْهُدَى, V. 16 نَارًا, V. 19 مَشَوْا فِيهِ und قَدِيرٌ (dieses mit dem Zeichen ع für das dritte ركوع des ersten Abschnitts), V. 39 فَٱرْهَبُونَ, V. 61 مِنَ ٱلْخَاسِرِينَ, V. 63 مِنَ ٱلْجَاهِلِينَ, V. 73 إِلَّا يَظُنُّونَ, V. 173 بِٱلْأُنْثَى, V. 273 مِنْ أَنْصَارٍ, V. 274 لَا تَظْلِمُونَ und in V. 277 hinter كُلَّ كَفَّارٍ أَثِيمٍ. Obwohl durch diese Verschiebungen die Hauptanstöße in den Endreimen (vgl. Vollers' Tabelle) ausgeschaltet werden, so hat die Reimgestalt der Sûre auch bei Zam. scheinbar nicht wesentlich gewonnen, indem dafür die Unreime قَبْلِك, أَرْضْ, هُدَى, فِيهِ und أُنْثَى eingesetzt sind. Doch dürften die Versenden bei diesen nur versehentlich notiert sein; da die Sûre laut Ueberschrift auch bei Zam. 286 Verse haben soll, so sind von den fünfzehn neuen Verstrennungen gegen zehn aufgehobene gerade fünf überzählig; durch Unterdrückung der fünf genannten würde also die Verszahl im richtigen Umfange hergestellt. Dem prosaischen Inhalte der Sûre gemäß beschränkt sich sonach in beiden Rezensionen der poetische Apparat beinahe völlig auf den Allerweltsreim în = ûn nebst allerlei Assonanzen dazu (îm, îr, îl, vereinzelt auch ûr, ûd, îd und îb), woneben einzelne anders reimende Gruppen ein ziemlich verlorenes Dasein führen; so 160 und 161 âb mit der Assonanz âr in 162, dann 201—203 âd mit einer vorausgehenden Assonanzgruppe âq, âr, âb und âm in 196—198 und 200 (199 ûn wäre wohl zu unterdrücken), ferner 207, 208 âb und endlich 272 âb, das mit dem neuen Versende âr (أَنْصَارٍ in V. 273) eine assonierende Doppelzeile bildet. Bleibt noch der Anstoß in dem neuen Versende نَارًا (V. 16), das zu keiner Nachbarassonanz paßt. Wenn man der Ansicht

1) Die Siglen oder Signaturen der Sûren werden bei Zam. häufig als besondere Verse gezählt.

ist, daß alle Versenden im Qurân reimen müssen, so wird man bis auf weiteres die Unterdrückung auch dieser Teilung für notwendig halten; daß das Wort in der (an und für sich auch im Qasîdenreim möglichen) Pausalform nâr mit den beiden benachbarten ûn reimen sollte, halte ich trotz der Gegenansicht Vollers' (S. 56) denn doch für ganz unwahrscheinlich. Dagegen würde man sich fragen müssen, ob denn die vielen innerhalb der Verse vorkommenden ûn-, în- und îm-Endungen nicht ebenfalls als mit den betreffenden Versenden reimend gedacht sind. Der traditionelle Vortrag ignoriert sie freilich schon durch Nichtanwendung der Pausalform; aber diese Tendenz der Reimunterdrückung trifft, so weit es tunlich ist, auch die Versenden. Hier eröffnet sich die Perspektive auf eine von der Verseinteilung fürs erste gänzlich absehende Betrachtung der qurânischen Reime, die wir indessen hier nicht weiter verfolgen können. So sei denn nur kurz darauf hingewiesen, daß wir sogar in den prosaischen Sätzen dieser Sûre auch anderweitige Spuren vom Versende unabhängiger Reimbildung finden. Beispiele sind V. 9 مَرَضٌ und مَرَضًا (durch das Pausalzeichen ج hinter dem zweiten Gliede gesichert; das erste ist — nach einer noch zu besprechenden Uebung — mit لا versehen), V. 14 zweimal كَثِيرًا (durch ج hinter dem zweiten gesichert), V. 46 أَبْنَاءَكُمْ und نِسَاءَكُمْ (Pausalzeichen ط hinter dem zweiten Gliede), V. 51 zweimal بَارِئِكُمْ (ط hinter dem zweiten), V. 55 رَغَدًا und سُجَّدًا, V. 77 الصَّلٰوةَ und الزَّكٰوةَ (auch V. 104 und 172), V. 91 هُدًى وَبُشْرَى, V. 166 دُعَاءً وَنِدَاءً, V. 181 رَمَضَانَ, الْقُرْآنُ und وَالْفُرْقَانِ, ebenda سَفَرٍ und أُخَرَ, ebenda الْيُسْرَ und الْعُسْرَ. Da mir ferner das die Atempause verbietende لا an vielen Stellen mit der Reimfrage in Verbindung zu stehen scheint, so sei der Vollständigkeit wegen noch erwähnt, daß damit in dieser Sûre versehen sind die Versteilungen nach V. 1, 17, 19, 24, 42, 145, 150, 154, 156, 179, 217, 271 und außerdem die neuen Teilungen in V. 10 und 19 (فِيهِ).

S. III. Bei Zam. entfallen die Teilungen nach V. 2, 18, 68, 91, 98, 146, 160, 173, 175, 179, 191, 193, 194 und 198, wofür neue eintreten in V. 1 hinter الٓمٓ, 4 فِي ٱلسَّمَاءِ, 27 الْمَصِيرُ, 29 رَحِيمٌ, 30 ٱلْعَالَمِينَ, 31 الْعَلِيمُ, 33 الدُّعَاءِ, 43 وَٱلْإِنْجِيلَ, 44 وَأَطِيعُونِ, 122 ٱلْحَكِيمِ, 126 لِلْكَافِرِينَ, 141 ٱلْكَافِرِينَ, 160 الْمُؤْمِنِينَ, 196 ٱلْبِلَادِ. Auflassungen und Neuteilungen heben einander der Zahl nach auf. Durch die neue Versverteilung fallen alle Reimanstöße, damit aber auch einige von Vollers daran

geknüpfte Folgerungen, so z. B. die Verkürzung des Suffixes ni zu n in V. 18, die Veränderung von قَآئِمًا zu قَآئِمْ in V. 68, die Unterdrückung der Akkusativendung an (â) in V. 68, 91, 98 und 198, die Verkürzung von الطَّيِّبِ zu الطَّيْبْ (der Reim würde m. E. eher الطَّيِّبْ erfordern), in V. 173 u. dgl. m. Außerdem ist bei Zam. im ganzen und großen die Reimgruppierung dieser Sûre klarer, als bei Fl. Nur im Anfang scheint durch die Unterdrückung des Reimes ân in V. 2 eine weniger schöne Verteilung hervorgebracht zu sein, da der neue Endreim â' kaum als vollwertiger Ersatz für jenes gelten kann. Betrachten wir aber die traditionellen Atempausen, so finden wir im Gebiete der Verse 1—4 fünf gleichwertige Haltpunkte, die alle mit dem Pausalzeichen für die allgemein eingehaltene Stimmunterbrechung ط (vgl. Nöldeke, Gesch. d. Q. 352) versehen sind, nämlich die Verstrennung nach V. 1 القَيُّومْ, die Teilung nach V. 2 الفُرْقَانْ, eine Pause nach شَدِيدْ in V. 3, das Interstitium nach V. 3 انْتِقَامْ, das neue Versende فِي السَّمَا(ءِ) in V. 4 und eine Pause nach يَشَا(ءُ) im gleichen Verse; erst der Ausgang des V. 5 الحَكِيمْ ist nur mit der festen normalen Versteilung versehen. Außerdem findet sich noch hinter وَالْإِنْجِيلَ in V. 2 das ausdrückliche Pausalverbot لا, das gerne hinter den Vordergliedern von Reimgruppen angebracht wird. Wir sehen hier also zwei Reimpaare (القَيُّومْ = الحَكِيمْ und السَّمَا(ءِ) = يَشَا(ءُ)) neben zwei Assonanzpaaren (شَدِيدْ = وَالْإِنْجِيلْ und الفُرْقَانْ = انْتِقَامْ); dabei ist aber zu bemerken, daß die Glieder des ersten Reimpaares (V. 1 und V. 4) ziemlich weit von einander getrennt sind, während die der anderen drei Paare entweder unmittelbar oder nur durch Verschränkung mit dem einen Gliede eines anderen geschieden beisammenstehen. Daraus ergibt sich entweder die Nötigung, hier die von Fl. gebrauchte Versteilung beizubehalten, oder die allgemeine Einsicht, daß die Einteilung mit der Reimgestalt nur äußerlich zusammenhängt, indem die natürliche Tonhaltung auf der Reimsilbe (die ja häufig mit syntaktischen Einschnitten zusammenfällt) leichte Gelegenheit zur Anbringung von Versabschnitten gewährt. V. 5—16 bilden eine zweite Gruppe, in der die Reime âb, âd und âr in dreifacher Wiederkehr dieser Reihenfolge mit je einem Doppelreim am Anfang (âb) und am Ende (âr) wechseln und wiederum der Ausgang im den Abschluß bildet. Zum Ausbau dieser Gruppe gehört wohl noch der Binnenreim âr (الأَنْهَارْ) in V. 13. Eine ähnliche Gruppe bilden V. 17—20 mit den

Endreimen âb und âr, der Binnenassonanz âm (الاسْلَامْ) in V. 17, den Binnenreimen âb (الكتَابْ) in V. 17 und 19, die den Endreim von V. 17 stützen, und der Binnenassonanz âġ (البَلَاغْ) in V. 19; wieder gibt der Endausgang im den Abschluß. Die vierte Gruppe, V. 21—31, baut sich aus einer Kombination der în- und der âb-Assonanzen und -Reime auf in folgender Weise: în, âb (الكتَابْ, Binnenreim in V. 22); în, âr (النَّارْ, Binnenreim in V. 23), ûn, ûn, îr, âb, îr (neues Versende المَصِيرْ in V. 27), îr, âd, îm (neu رَحِيمْ in V. 29), în, în (neu العَالَمِينْ in V. 30), îm, îm (neu العَلِيمْ in V. 31), îm; in V. 25 bewirkt außerdem die viermalige Wiederkehr von تَشَا(٤) ein melodisches Zwischenstück. Die fünfte Gruppe, V. 32—36, bietet ein Wechselspiel zweier Reimgebilde, von denen das eine âb und seine Assonanzen, das andere die Mamdûdendung â(') darstellt; zu ihrer vollen Ausgestaltung ist die Herbeiziehung der Binnenreime âb (المِحْرَابْ in V. 32) und âm (غُلَامْ in V. 35 und أَيَّامْ in V. 36) einerseits, von زَكَرِيَّا(٢) und يَشَا(٤) in V. 32 und 33 andererseits nötig. Die Endung ûn von V. 34 nimmt sich mitten in dieser Gruppe sehr verloren aus; dann folgt von V. 37 bis V. 186 die große Wüste der în-ûn-Reime und ihrer verschiedenen Assonanzen[1]); ob zu diesen auch مُحِيطْ in V. 116 zu zählen ist, möchte ich freilich bezweifeln; dieser Vers steht übrigens am Ende eines Rukû'-Abschnitts, die nicht selten aus dem allgemeinen Reim der Umgebung herausfallen; die übrigen Störungen des Gruppenreims sind wie gesagt durch die Einteilung bei Zam. beseitigt. Das gleiche gilt von der siebenten Gruppe V. 187—199, deren Reimcharakter in der Abwechselung von âb, âr und âd besteht, wobei auch die Binnenreime وَالنَّهَارْ in V. 187, الأَنْهَارْ in V. 197 und الكتَابْ in V. 198 zu beachten sind. Das Pausenverbot trifft die Zwischenräume nach V. 8, 40, 66, 73, 81, 82, 101, 127, 134, 163, 187 und die neuen Verstrennungen in V. 30, 122 und 160.

S. IV. Bei Zam. entfallen die Teilungen nach V. 5, 6, 13, 14, 15, 29, 48 und 170, wogegen andere in V. 3 nach تَعُولُوا, in V. 32

1) Das neu eingeschobene Versende وَالانْجِيلْ in V. 43 erweckt durch seinen Gleichklang mit dem fünf Wörter später folgenden اسْرَائِيلْ beinahe den Eindruck, als ob hier eher ein besonderer Doppelreim vorläge. —

hinter عظيما, in V. 45 hinter شهيدا, in V. 47 hinter السبيل, in V. 70 hinter عظيما, in V. 100 hinter سبيلا, in V. 106 hinter خصيما, in V. 118 hinter مفروضا, in V. 156 hinter يقينا und in V. 174 hinter مبينا verzeichnet sind. Die Ueberzahl von zwei bei den letzteren macht sich in der Gesamtzahl der Verse bemerkbar, deren Zam. laut Ueberschrift 177 gegen 175 bei Flügel zählt. Behandelt man die Versenden dieser Einteilung bei Zam. nach den Reimregeln der Qaṣidenverse, so erhält man für die ganze Sûre bis auf die neue Endung ûlû in V. 3 und die Ausgänge von V. 16, 17, 18, 30, 31 und 175 die gleichmäßige Reimassonanz i (û) + Konsonant + â (nicht an (ā), wie Vollers verzeichnet). Auch السبيل in V. 47 muß nach den genannten Regeln mit ilâ reimen. Sehen wir zunächst von ûlû ab, so bemerken wir sofort, daß die auf im(û) = in(û) ausgehenden drei Verse 16—18 eine Gruppe abschließen, die auch inhaltlich vom Folgenden getrennt und als besonderer Absatz erkennbar ist (vgl. Nöldeke, G. d. Q. 145 f.); hinter V. 18 ist auch ein Rukûʿ verzeichnet; solche Absätze schließen gerne mit verändertem Reime (vgl. zu S. III 116). Von Binnenreimen sind in dieser Gruppe besonders bemerkenswert غنيا und فقيرا in V. 6 und die dreimalige Wiederholung des Wortes دين oder دينى an den Ausgängen der Fl.schen Verse 13—15. Die neue Versendung تعولوا fällt vollständig aus dem Reim und müßte es auch nach Vollers Rekonstruktion, da eine Verkürzung zu تعول doch schwerlich annehmbar ist. Inhaltlich wäre hier ein Abschnitt zu vermerken, indem die allgemeinen auf die Waisen bezüglichen Moralvorschriften bei der mit deren Versorgung zusammenhängenden Anzahl der erlaubten Weiber abschließen, während im Folgenden die praktischen Gesetzesvorschriften behandelt werden. Sehen wir demgemäß den V. 3 bei Zam. als Abschlußvers einer besonderen Gruppe an, so wäre die Reimabweichung erklärt. Der Ausgang ûlû würde dann als Assonanz zu den Ausgangsreimen imû (inû) der folgenden Gruppen fungieren, was umso bemerkenswerter wäre, als damit die Reimaussprache des û in حليم etc. gesichert schiene. Die zweite (oder nach dem eben Gesagten die dritte) Gruppe reicht von V. 19 bis V. 31 und endet wieder mit doppeltem imû. Die dritte (vierte) Reimgruppe umfaßt den ganzen Rest der Sûre und endet ebenfalls mit imû; sie zeigt auch eine Reihe von Binnenreimen, von denen ich سبيلا in V. 38, رسولا in V. 81 und حنيفا in V. 124 notiert

habe. Das Pausalverbot ist verzeichnet bei den Zwischenräumen nach V. 27, 40, 56, 69, 91, 97, 99, 107, 137, 139, 141, 144, 149, 155, 158, 166, 172, und nach den neuen Versausgängen in V. 70, 100, 106, 118 und 156. Betrachten wir nun den Vollersschen Rekonstruktionsversuch (S. 60 f.), so sehen wir, daß er den zum größten Teil dubiosen Versenden bei Fl., die keinen Akkusativausgang haben, zuliebe die Akkusativendung der übrigen 162 Verse apokopiert; daß die angestrebte Reimeinheit der Sûre dadurch doch nicht hergestellt wird, zeigt allein schon V. 13—15, von âr (V. 5) und ân (V. 29) abgesehen. Die formale Berechtigung der auch bei Zam. verbleibenden sieben vom Gesamtreim abweichenden Versendigungen selbst bei angenommener Einheitlichkeit der poetischen Form der Sûre glaube ich oben gezeigt zu haben. Eine durch die Reimgestalt bewirkte Nötigung zum Abwerfen der Akkusativendung liegt also in keinem Falle vor. Dazu kommen nun aber noch die Satzkonstruktionen in V. 12, 20, 21, 27, 28, 36, 37, 39, 46, 59, 62, 78, 87, 88, 95, 98, 100, 101, 102, 105, 106, 108, 109, 110, 111, 113, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 132, 133, 134 u. s. w., die beweisen, daß Muḫammad an den betreffenden Stellen die Akkusativendung ausdrücklich brauchte und wollte. Wenn es für ihn gleichgültig war, ob im Reime der Akkusativ oder der Nominativ stand, warum gebrauchte er dann in Sûre II oder III im Reime niemals die Konstruktion mit كَانَ, die in Sûre IV just am Versende unzähligemale wiederkehrt? Gerade die stabilsten Phrasen seines rhetorischen Apparates zeigen diese Umbiegung, wie وَٱللّٰهُ بِمَا تَعْلَمُونَ خَبِيرٌ und andere. Das richtet sich zugleich gegen die von Vollers S. 163 bezüglich der أَخوات كان geäußerte Ansicht.

S. V. Bei Zam. fehlen die Versabsätze nach V. 2, 4, 8, 19, 35, 52 und 109 und sind ersetzt durch solche nach مُبِينٌ in V. 18, النَّعِيمِ in V. 70, يَعْتَدُونَ in V. 82, الْمُحْسِنِينَ in V. 88, مُنْتَهُونَ in V. 93, عَلِيمٌ in V. 98 und حَلِيمٌ in V. 101. Die Sûre beginnt mit einem Reimpaar بِالْعُقُودِ und يُرِيدُ, dessen zweites Glied den Ausgang von V. 1 bildet, dann folgt V. 3 und 6 ein Reimpaar auf âb, dem sich الْكِتَابَ im Anfang von V. 7 anschließt, aber unterbrochen durch îm in V. 5. Von V. 7—95 läuft des Propheten Leibreim în mit seinen Assonanzen. V. 96 hat den Ausgang âm, der recht verloren in der Reihe steht, wenn er nicht vielleicht in dem vorangehenden طَعَامُ und صِيَامًا seine Reimergänzung findet. Der Schluß hat wieder den Hauptreim. Von

allerlei Binnenreimen notiere ich hier nur بِالْإِيمَانْ = أَخْدَانْ in V. 7. Das Pausalverbot liegt auf den Absätzen hinter V. 34, 37 und 53 und dem neuen Versende in V. 18.

S. VI. Eine Verstrennung hinter 135 entfällt bei Zam., wogegen hinter بِوَكِيلٍ in V. 66 und hinter الْعَالَمِينَ in V. 163 neue Absätze vermerkt sind. Die Verszahl erhöht sich dadurch um eins, was in der Ueberschrift bei Zam. anerkannt ist. Der Reimcharakter bleibt unverändert eine tadellose Reihe von în und îm, nur fünfmal durch Assonanzen ersetzt. Das Pausalverbot liegt hinter V. 70, 84, 85, 86, 142, 143, 144, 153 und 156.

S. VII. Wegfallende Absätze nach V. 139, 143, 146, 157, 186 (lauter Akkusativendungen); hinzukommende الدِّينْ und تَعُودُونْ in V. 28, إِسْرَائِيلْ in V. 103, dasselbe in V. 131, خَاسِئِينْ in V. 166, und يَخْلُقُونْ in V. 191. Die Verszahl erhöht sich um eins. Durchgehender Reim în (ûn) und îm, nur zweimal durch assonierendes îl ersetzt. Pausalverbot hinter V. 5, 15, 20, 42, 48, 89, 102, 104, 106, 108, 117, 118, 171, 181.

S. VIII. Wegfallende Absätze nach V. 36 und 43, hinzukommend وَبِالْمُؤْمِنِينْ in V. 64. Die Verszahl ist um eins geringer. Erste Reimgruppe V. 1—10 în, ûn und îm. Zweite Gruppe V. 11—17 âm, ân, âb, âr, schließend mit îr und îm. Dritte Gruppe V. 18—25 în (ûn) schließend mit âb. Vierte Gruppe V. 26—50 în (ûn), îm, îr, ûr, îṭ, schließend mit âb. Fünfte Gruppe V. 51—54 îm und Assonanzen dazu, schließend mit âb. Sechste Gruppe (Schluß der Sûre) îm und seine Assonanzen. Pausalverbot hinter V. 2, 7, 37, 44, 53, 55.

S. IX. Der Absatz hinter V. 61 fällt weg, die Verszahl ist um eins gesunken. Reim durchweg în und seine Assonanzen. Pausalverbot hinter V. 3, 14, 21, 34, 69, 92, 118.

S. X. Bei Zam. entfallen die Unterbrechungen hinter V. 10 (âm) und 65. Die neu hinzukommende Versendung عَلِيمْ in V. 80 erhöht die Verszahl auf 108, wozu die Ueberschrift bei Zam. (109) nicht stimmt. Der Reim bei Zam. ist ohne Ausnahme în (ûn, îm). Pausenverbot hinter V. 7, 85, 94, 96 und 104.

S. XI. Entfallende Absätze hinter V. 5, 6, 9, 40, 54, 87 und 95, aufgehoben durch die hinzukommenden كَافِرُونْ in V. 22, تَسْخَرُونَ in V. 40, لُوطْ in V. 77, مَنْضُودْ in V. 84, مُبِينْ in V. 99, مُخْتَلِفِينْ in V. 120 und عَامِلُونْ in V. 122. Durch den Wegfall der Versenden 5

(in), 6 (ûn) und 9 (عَمَلًا) erhalten wir eine bis zum Schlusse des V. 11 (Rukû') reichende Gruppe von fünf reinen ir (ûr) und drei în (ûn); eine zweite ähnlich gebaute Gruppe (vier Verse mit ûr (ir, il) und elf mit in (ûn)) bildet den zweiten Rukû'absatz bis V. 26. Eine dritte Gruppe umfaßt die Verse 27—59, die (durch Wegfall des Absatzes nach V. 54 (مِدْرَارًا)) eine ungestörte Reihe von în(ûn, îm)-Reimen zeigen. Die vierte, bezüglich ihres Aufbaus noch eingehender Untersuchung bedürftige Gruppe V. 60—114 zeigt, nur viermal durch je einen în-Reim (V. 70, 86, 97 und der neue Absatz in V. 99) unterbrochen, mehrere assonierende Endungen, wie îz, îd, ûd, ib, îr u. s. w., die vielleicht auch verschiedene, nur kunstvoll verschränkte, strenge Reime sein könnten. Der Schlußabsatz V. 115—123 zeigt reinen în (ûn)-Ausgang. Das Pausalverbot ruht auf den Interstitien nach V. 1, 2, 13, 21, 27, 57, 70, 97 und 108 und nach den neuen Versenden in V. 84, 99, 120 und 122.

S. XII. Die den Reimcharakter störende Versendung 96 بَصِيرًا fällt bei Zam. und ist durch einen neuen Absatz hinter يَكْفُرُونَ in V. 103 ersetzt. Sonst ist der Einheitsreim în (ûn, îm) nur zweimal unterbrochen, nämlich durch die beiden Assonanzpaare âr-ân in V. 39 und 42 und ir-il in V. 65 und 66. Zu V. 39 verdient bemerkt zu werden, daß sowohl die Versendung القَهَّار als auch die im V. 40 nach dem Worte سُلْطَانٍ eintretende Pause mit demselben Pausalzeichen ط versehen, also gleichwertig sind. Eine Verlegung des Versendes 39 hinter سُلْطَانٍ wäre also umsoweniger undenkbar, als auch inhaltlich nach diesem Worte abzusetzen ist. V. 39 und 41 würden dann ganz rein mit ân(i) reimen; die Unterbrechung durch den Versausgang 40 ûn hat nichts zu sagen. Das Pausalverbot liegt hinter V. 8.

S. XIII. Bei Zam. sind die Absätze hinter V. 5 und 30 durch andere nach الأَمْثَالَ in V. 18 und القُلُوبُ in V. 28 ersetzt. Durch den Wegfall des störenden îd in V. 5 erhalten wir zu Beginn der Sûre eine durchwegs auf ûn reimende Gruppe von fünf Versen, welcher der Rest mit seinen Reimen und Assonanzen auf âb gegenübersteht. Der Gleichklang dieser zweiten Reihe wird durch die Unterdrückung der Verstrennung 30 (جَمِيعًا) zwar verbessert, durch die Teilung nach القُلُوبُ (V. 28) aber wieder stark unterbrochen. Hält man an der Nötigung des Reims für die Versendungen fest, so gewährt die Tatsache, daß in V. 29 eine mit dem gleichen Haltzeichen ط wie bei

ٱلْقُلُوبْ versehene Pause hinter dem sich besser dem allgemeinen Gleichklang einfügenden Worte بِٱلرَّحْمَٰنْ vermerkt ist, Aussicht auf eine naheliegende Verbesserung. Von verschiedenen Binnenreimerscheinungen möchte ich vor allem auf den Bau des Verses 3 aufmerksam machen, der durch das Reimpaar ٱلنَّهَارَا = وَأَنْهَارًا charakteristisch ist; die beiden Glieder sind ausdrücklich durch Pausenhaltung (Signatur ط) gekennzeichnet. Im zweiten, größeren Teil der Sûre finden wir Binnenassonanzen zum Hauptreim in V. 9 تَزْدَادْ, 18 ٱلْحِسَابْ, 35 ٱلْأَنْهَارْ und 36 ٱلْكِتَابْ und ٱلْأَحْزَابْ. Erwähnenswert ist die große Zahl von Partizipien aus Stämmen tertiae wâw sive yâ, wie V. 8 هَادٍ, 10 ٱلْمُتَعَالِ, 12 وَالٍ, 33 هَادٍ, 34 وَاقٍ, 37 وَاقٍ, und von Genetivendungen in den Reimwörtern; vgl. V. 7, 9, 11, 14, 15, 16, 19, 21, 22, 23, 24, 25, 28, 29, 39, 41, 42, 43, wozu noch zweimal, V. 29 und 36, die î-Endung des Suffixes der I. Person kommt; auch von den Binnenreimwörtern haben drei die Genetivendung. Pausenverbot hinter V. 19, 20, 22.

S. XIV. Aufgehobene Teilungen nach V. 9, 11, 13, 24, 26, 44 und 45; Ersatz durch ٱلْأَنْهَارْ und وَٱلنَّهَارْ in V. 37, فِي ٱلسَّمَا(ءْ) in V. 41, دُعَا(ءْ) in V. 42, هَوَا(ءْ) in V. 44, ٱلْأَمْثَالْ in V. 47 und ٱلنَّارْ in V. 51. Zunächst ist zu bemerken, daß durch diese Verschiebung der Akkusativausgang in V. 11 und der Unreim in V. 24 verschwinden. Der Aufbau der Sûre ist folgender: Der erste Rukû'abschnitt der Sûre (der zwölfte des dreizehnten Juz') bis V. 6 bildet eine Gruppe, die in zwei Unterteilungen zerfällt, nämlich V. 1—4 mit den Endreimen dreimal idî (es liegt hier kein Grund vor, die Apokope der Kasusendung vorzunehmen) und einmal îmû, und dann V. 5 und 6 mit zweimal ûri (Binnenreim ٱلنُّورِ und Endreim von V. 5) und einmal îmû; zusammengehalten sind diese beiden Unterteilungen außer durch den Refrainreim auch noch durch den schon im V. 1 auftretenden Binnenreim ûri (ٱلنُّورِ), der mit den beiden ûri der zweiten Unterteilung korrespondiert. Auch hier haben wir ein Beispiel dafür, daß wir bei der Erforschung der Qûrânreime von der überlieferten Verseinteilung zunächst absehen müssen. Der Sûrenabschnitt zwischen dem zweiten und dem dritten Rukû', V. 7—15 zeigt dreimal ûd (inklusive der bei Zam. wegfallenden und lediglich als Binnenreim wirkenden Versendung 9), einmal ib und dreimal in (ûn); die aus jeder Reimkorrespondenz heraustretenden Versausgänge 13 und 14 sind bei

Zam. ausgeschaltet. Die dritte Gruppe umfaßt V. 16—27 und zeigt ein wohl aus dem Reim auszuschaltendes în, dann eine ungestörte Reihe von id nebst zugehörigen Assonanzen und das abschließende îmû. Der Rest der Sûre reimt auf âr-âl und deren Anklänge, nur in V. 39—42 Mitte unterbrochen durch eine fremde Sequenz von je einem îm und ûn und drei â ('î?); die letztgenannte Endung findet sich auch in V. 29 und 32. Hält man an dem Reimzwang für die Versenden fest, so müßte man das Hamza hier (und dann auch V. 41 Mitte, 41 Ende und 42 Mitte) als Konsonanten gelten lassen und zwar als schon von Muḥammad (vokallos!) artikuliert; man wird aber wohl besser tun, entweder reimlosen Ausgang (V. 32 ist zugleich Ende des vierten Rukû'abschnitts) oder aber Reimkorrespondenz der ziemlich weit auseinander liegenden Glieder V. 29, 32, 37 Mitte (Binnenreim (مَا(ءٌ)) mit den drei beieinanderstehenden 41 Mitte etc. bei rein vokalischem Auslaut anzunehmen. Das Pausalverbot liegt hinter V. 1, 2, 16, 18, 19, 22, 29, 33, 43, 46 und hinter der neuen Teilung in V. 51.

S. XV. In der Verseinteilung bei Zam. keine Veränderung. Der Reim ist durchwegs în (ûn, îm, ûm), nur zweimal, V. 74 und 85, durch anklingendes îl ersetzt. Pausalverbot hinter V. 12, 14, 16, 17, 30, 34, 37, 39, 43, 49, 58, 59, 61, 63, 68, 73, 78, 80, 81, 83, 90, 92, 95, 97, 98.

S. XVI. Die Teilungen hinter V. 21 und 24 entfallen, dagegen setzt Zam. hinter الغٰفِلُونَ in V. 110 und يَمْكُرُونَ in V. 128 ab. Der Reimcharakter erleidet dadurch keine Veränderungen; er ist în (îm, ûn), nur V. 72 und 79 durch îr abgelöst. Aufgehobene Pausen hinter V. 7, 12, 15, 26, 29, 32, 33, 40, 43, 45, 47, 48, 56, 70, 74, 121.

S. XVII. Fallende Versenden V. 9, 26 und 48, neue حَدِيدًا V. 53, لَفِيفًا V. 106 und سُجَّدًا V. 108. Der Reimzustand verbessert sich bis auf den neuen Versausgang 108 zur Tadellosigkeit. Der Reim ist wieder, wie in S. IV, î (û) + Konsonant + â. Da die beiden Ausgänge auf în (9 und 26), die sich übrigens zur Not auch als înâ in den Gesamtreim einfügen ließen, wegfallen, so verschwindet auch jeder Anlaß zur Apokopierung der Akkusativendung, die übrigens auch hier wiederholt durch die sonst überflüssige Satzwendung mit كان gefordert und gesichert ist. Pausenverbot hinter V. 10, 47, 70, 76, 88, 92, 93, 94, 105 und hinter den neuen Versteilungen in V. 53 und 108.

S. XVIII. Es entfallen die Teilungen hinter V. 21, 31, 55, 84

und 97; dafür trennt Zam. hinter حَسَنًا V. 2, غَدًا V. 23, نَهَرًا V. 32 und سَبَبًا V. 83. Wenn kein Versehen meinerseits vorliegt, so ist die Verszahl um eins geringer und die Ueberschrift bei Zam. unrichtig. Durch die neue Einteilung sind wesentliche Reimanstöße behoben. Der Reim ist aber, auch von den Assonanzen abgesehen, wenigstens nach den Begriffen der Qaṣidenpoesie nicht ganz ebenmäßig, indem Endungen von der Form فُعُلًا oder مَفْعَلًا u. ä. mit solchen von der Gestalt فُعْلًا wechseln; daneben kommen noch andere Wortformen vor, wie هُدًى 12, und أَعْمَالًا 103. Durch هُدًى und das noch heute vulgär gebräuchliche غَدًا (V. 23 Mitte) ist das â der Akkusativendungen gesichert; es bildet scheinbar den Reimcharakter der Sûre. Doch liegt dieser bei näherer Betrachtung offenbar im Gebrauch des Schemas: kurzer Vokal + Konsonant + â. Die Endungen des Schemas: Konsonant + Konsonant + â könnten, immer die Forderung der Reimuniformität als zu Recht bestehend angenommen, durch die Supposition einzusetzender Gleitvokale (Vollers S. 17 und 97) damit in Einklang gebracht werden. Doch ist nicht zu übersehen, daß die Endungen des zweiten Schemas in der zweiten Hälfte der Sûre ganze zusammenhängende Partien umfassen, als z. B. V. 64—83, 84—87, 89, 90, 92—101, 104, 105, während sie in der ersten Hälfte nur sporadisch V. 17, 42 und 55 (bei Zam. aufgehoben) vorkommen. Das gänzlich aus der Norm fallende أَعْمَالًا in V. 103 wird vielleicht in die Singularform عَمَلًا umzusetzen sein. Aufgehobene Pausen nach V. 2, 10, 12, 33, 38, 63, 83, 89, 94, 99, 100, 107 und nach den neuen Teilungen in V. 2, 23, 32 und 83.

S. XIX. Bei Zam. sind die aufgelassenen Trennungen hinter V. 7, 26, 76 und 78 ersetzt durch neue hinter تَقِيًّا V. 14, وَلَدًا V. 91, وَلَدًا V. 93 und عَبْدًا V. 94. Der Reimgestalt nach zerfällt die Sûre in mehrere Gruppen, von denen die erste bis V. 42 (rukû') reichend bis V. 35 den Reim iyyâ aufweist, dann aber în (ûn, îm) hat. Die zweite Gruppe, V. 43—76 hat ebenfalls iyyâ. Dieser Reim ist überall rein bis auf V. 3, der mit seiner Endung شَيْبًا auszuschalten sein wird, wenn man nicht eine Erweichung des ب in der Aussprache etwa zu w annehmen will, welche die Assonanz mit den übrigen Reimen ermöglichte. Die Erhaltung des Akkusativ-â ist durch die Endung des ersten Verses زَكَرِيَّا (Flügels Schreibung زَكَرِيَّاء ist natürlich unrichtig; Zam. hat sie nicht) gesichert. Interessant ist die durch den Reim ge-

forderte Hamzaverschleifung in شَيًّا V. 10, 43, 61, 68, wofür der offizielle Qurântext natürlich شَيْـًٔا hat; dagegen hat das a der vorletzten Silbe in شَيًّا und حَيًّا V. 15, 32, 34, 67 (eventuell auch in شَيْبًا V. 3) nichts auffälliges; es kommt bei gleicher Sachlage auch in der Poesie vor, z. B. Dii. VIII 14, 25, 100, 119, 141. Die dritte Gruppe, V. 76 bis 98, stimmt im Reim mit S. XVIII überein; Endungen des ersten Schemas sind 78, die neue Teilung in 91 und 93 und 93 Ende; die übrigen Ausgänge gehören dem zweiten Schema an. Das Pausenverbot liegt auf den Haltungen nach 3, 5, 13, 16, 31, 32, 57, 60, 61, 80, 81, 82, 84, 86, 88, 91, 92 und nach der neuen Teilung in V. 14.

S. XX. Bei Zam. unterbleiben die Absätze hinter V. 9, 15, 39, 41, 63, 79, 121 und 123; dagegen sind solche vermerkt hinter طه in V. 1, كَثِيرًا V. 34, الدُّنْيَا V. 75, غَشِيَهُمْ V. 81, السَّامِرِى V. 90, ضَلُّوا V. 94, سَامِرِى V. 96, صَفْصَفًا V. 106, أَبَى V. 115; man kann nicht gerade behaupten, daß durch diese Versteilung eine wesentlich bessere Reimgestaltung bewirkt wäre. Doch läßt sich die Anlage dieser Sûre leicht überblicken. Der Hauptreim ist â, und zwar sowohl Maqṣûr- als auch Akkusativendung, wodurch deren Ursprünglichkeit gesichert ist. Von V. 1—25 ist dieser Grundreim, da wir bei V. 14 لِذِكْرِى nach Nöldeke, Gesch. d. Q. 270 die Lesart des Ibn Šihâb لِلذِّكْرَى (das durch Mißverständnis der phonetischen Schreibung لِذِكْرِى zu لِذِكْرِى entstellt zu sein scheint) einzusetzen haben werden, rein durchgeführt. Dann folgt ein Zwischenstück, Moses Gebet V. 26—35, mit acht î und einem Abgesang von drei îrâ. Eine zweite Unterbrechung bildet Allâhs Ermutigung an Mose, die kunstvoll folgendermaßen gegliedert ist: zwei Zeilen mit نِي (V. 39, 40), vier Zeilen mit kreuzweise verschränkten Reimen an (Binnenpause bei تَحْزَنَ in V. 41), ûnâ (V. 41 Ende), an (مَدْيَنَ V. 42 Mitte), ûsâ (V. 42 Ende), endlich zwei Zeilen mit î (V. 43, 44). Die dritte Unterbrechung ist durch das Intermezzo mit as-Sâmirî bewirkt, das folgende Reime zeigt: Erst fünf Zeilen, von denen die erste (V. 87) und vierte (V. 89) auf i + Konsonant + î ausgehen, während die zweite (V. 88), dritte (حَسَنًا V. 89 Mitte) und fünfte (V. 90) mit Vokal + Konsonant + â reimen; dann zwei Zeilen auf â + Konson. + â (V. 91 Mitte قَوْلًا und 91 Ende); hierauf fünf Zeilen auf a + Kons. + î (V. 92, 94, 95 Mitte بِرَأْسِى, 95 Ende und 96). In der folgenden Partie mit dem Grundreime sind bis

V. 114 (rukûʿ) nur Akkusativendungen verwendet. Mit V. 115 beginnt die Geschichte vom Sündenfall, in der sowie auch im Schlusse der Sûre die Mamdûdendung herrscht. Pausalverbot nach V. 1, 2, 11, 13, 23, 26, 27, 28, 30, 31, 32, 33, 37, 38, 54, 77, 100, 101, 102, 115, 116 und nach den neuen Teilungen in V. 34, 90, 94, 106 und 108.

S. XXI. Der Absatz nach V. 28 unterbleibt bei Zam. und wird durch eine Teilung nach يَضُرُّكُمْ in V. 67 ersetzt, vom Gesichtspunkte der Reimtechnik betrachtet entschieden eine Verschlechterung. Davon abgesehen ist der Reim ohne die geringste Abweichung in (ûn, îm). Das Pausalverbot liegt auf den Versenden 2, 26, 49, 65, 69, 73, 74, 82, 85, 101.

S. XXII. Aufgehobene Teilungen nach V. 18, 25 und 77; dafür andere nach وَٱلتَّجْلُودْ V. 21, وَثَمُودْ und لُوطْ V. 43. Der Reimcharakter besteht in einem System konsonantischer Ausgänge mit vorangehendem î (û); die verwendeten Konsonanten sind Nasale (mit r-Assonanzen), Dentale und Gutturale, welche drei Gruppen wohl auseinander zu halten sein werden, obwohl ihre Glieder einander in mannigfachen Verschränkungen folgen. Durch die Verschiebung in der Einteilung der Zeilen entfallen zwei gänzlich aus dem Reimcharakter heraustretende Ausgänge (V. 18 und 25); doch könnte das âb in V. 18 seinen Halt durch ثِيَابْ in V. 20 haben. Dagegen ist يَشَا(ءُ) in V. 19 ohne jeden Gegenwert, man müßte denn diesen in den soeben besprochenen âb-(Binnen-)reimen sehen, also annehmen, daß Muḥammad das stumme oder mit û versehene (die beiden Reimkorrespondenzen können auch âbû gelesen werden) vollkonsonantige Hamza gesprochen und gehört habe, was gewiß nicht der Fall war (gegen Vollers S. 56, Z. 16), mag er sich nun der bei den Quraiš gebräuchlichen ʿArabiyyah oder der mekkanischen Vulgärsprache bedient haben (vgl. das oben zu S. XIV gesagte). Pausalverbot hinter V. 3, 6, 8, 28, 31, 35, 40, 51, 52 und nach den beiden Teilungen in V. 43.

S. XXIII. Die Teilungen hinter V. 27 und 34 entfallen und sind durch zwei andere in V. 117, تُرْجَعُونْ und الْكَرِيمْ ersetzt. Der Reimcharakter în ist durch den Wegfall des ûr in V. 27 ganz rein; sogar îm kommt nur viermal (V. 53, 75, 88 und 117 Mitte) vor. Aufgehobene Pausenhaltung hinter V, 1, 2, 3, 4, 5, 8, 10, 19, 21, 35, 36, 37, 38, 39, 47, 57, 59, 60, 61, 62, 68, 93, 95, 99 und 101.

S. XXIV. Bei Zam. sind die beiden Absätze hinter V. 18 und 60 ersetzt durch andere bei عَظِيمٌ V. 14 und الأَبْصَارِ V. 44. Der Hauptreim in (ûn, îm) wird zweimal durch besondere Zwischenstücke unterbrochen. Das erste ist die Verteilung von Licht und Finsternis durch Allâh V. 35—40. Wenn wir von dem Versende 35 îm(û) absehen, so haben wir bei Zuhilfenahme der vorkommenden Binnenreime نَارٌ und الأَمْثَالَ in V. 35, كَسَرَابٍ in V. 39 und سَحَابٌ in V. 40 folgende Sequenz: âr, âl, âl, âr; âb, âb, âb, âb; ûr (rukû'!). Daran knüpft als zweites Intermezzo V. 41—49 der Hinweis auf Gottes Zeichen in der Natur, gegen die nur bösartige Verstocktheit blind sein kann; die Binnenreime سَحَابًا und رُكَامًا, السَّمَاءِ, يَشَاءُ und يشاء in V. 43, وَالنَّهَارِ, مَاءٍ und يَشَاءُ in V. 44 geben mit den Versenden kombiniert wieder eine rhythmische Reimfolge: îr, âbâ, âmâ; â(') â('), â('); âr, âr, âr; â('), â('); îr; îm, în, ûn, in, ûn (ruku'). Bemerkenswert ist, daß der nächste, wieder im Hauptreim klingende Abschnitt V. 50—56, enthaltend die Mahnung zum Gehorsam gegen Allâh und den Propheten, durch den Refrainreim ír (mit rukû'!) an diese beiden Zwischenstücke anknüpft, und daß dieser sozusagen den Rahmen für die ganze Unterbrechungsreihe abgebende Reim schon in dem نُور gleich zu Anfang von V. 35 und dann nochmals in der Wendung نُورٌ عَلَى نُورٍ in demselben Verse anklingt. Der Rest der Sûre zeigt infolge der Aufhebung des Absatzes nach V. 60 reinen Gleichklang im Hauptreim. Das Pausalverbot ist hinter V. 4, 8, 23, 35, 36, 37, 39 verzeichnet.

S. XXV. Zwei aufgehobene Trennungen (V. 3 und 20) werden durch zwei andere, خَبِيرًا in V. 60 und غَرَامًا in V. 66 ersetzt. Der Reim lautet bis inklusive Vers 63 îrâ = ûrâ mit den Assonanzen îlâ und îmâ ohne jede Störung, da mit der Trennung nach V. 3 auch der Reimanstoß ûn und mit jener nach V. 20 der Unreim نَصْرًا entfällt, von V. 64 an âmâ, nur in V. 70 durch îmâ unterbrochen. Eine Nötigung zur Apokope der Akkusativendung ergibt sich aus den Reimverhältnissen nicht. Die Pausenhaltung ist aufgehoben hinter V. 1, 8, 39, 45, 47, 50, 65, 68, 69, 75.

S. XXVI. Aufgehobene Versenden 48 und 227, neue Teilung hinter طسم; die Verszahl sinkt um eins, auch laut Ueberschrift bei Zam. Der Reim ist ziemlich einheitlich în mit seinen engeren Varianten und nur viermal durch il ersetzt. Pausenverbot hinter V. 9, 15, 31, 33, 35, 37, 38, 45, 54, 55, 57, 58, 72, 75, 77, 78, 79, 80,

81, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 90, 91, 92, 94, 96, 97, 100, 107, 125, 128, 133, 137, 143, 146, 147, 151, 153, 157, 162, 165, 170, 178, 185, 193, 194, 198, 201, 202, 205, 206, 214, 217, 218, 222, 225, 226.

S. XXVII. Die Teilungen hinter V. 44 und 66 sind bei Zam. unterdrückt, die Verszahl infolgedessen um zwei kleiner. Der Reim ist în, da das einzige îr durch das Unterbleiben des Absatzes nach V. 44 wegfällt. Die Pausen hinter V. 1, 2, 9, 10, 24, 30, 80, 93 sind aufgehoben.

S. XXVIII. Die Trennung hinter V. 22 unterbleibt (ersetzt durch Abteilung hinter طسم V. 1), wodurch der dritte Rukû'abschnitt der Sûre, V. 21—28, der die Geschichte Moses mit Jethro und seinen Töchtern erzählt, folgende Reimgestalt erhält: îl; îr, îr; în, în, în; îl, so daß also îl die beiden ungleichen Gesätze in der Mitte einrahmt; sonst ist der Reim durchweg în. Aufgehobene Pausen hinter V. 4, 30, 44.

S. XXIX. Der Absatz hinter V. 51 unterbleibt und ist durch die Trennung nach der Sûrensignatur ersetzt. Der Reim lautet în etc.; eine Unterbrechung findet sich nur im zweiten Rukû'abschnitt V. 13 bis 21, wo kurz an Noah und Abraham erinnert wird in dem Aufgesang V. 13—17, die auf în-ûn reimen, während der Abgesang mit dem durch jenen begründeten Hinweis auf Gottes Allmacht, V. 18—21, die Sequenz îr, îr, ûn, îr aufweist. Pausenhaltung verboten nach V. 24, 37, 54, 58, 65.

S. XXX. Trennung nach der Sûrensignatur; dafür ist der Absatz hinter V. 54 unterlassen. Reim ohne Unterbrechung în; sogar îm ist im Hauptteil der Sûre vermieden. Im Einleitungsgesätz V. 1—4, das die Reimfolge ûm(û), ûn, ûn, îm(û) zeigt, ist es wohl als besondere Reimform zu betrachten. Die Pause unterbleibt hinter V. 1, 2, 3, 4, 29, 30, 32, 43.

S. XXXI. Die Anfangssigle bildet einen besonderen Vers, der durch die Teilungsaufhebung hinter V. 32 kompensiert ist. Der Reim ist in der Einleitung V. 1—10 (rukû') în etc. Die Versfolge im zweiten Rukû'abschnitte, V. 11—18, der von Luqmân handelt, ist, wie Nöldeke G. d. Q. 117 zeigt, in Unordnung geraten. Stellt man die ursprüngliche Reihenfolge nach Nöldekes Vorschlag durch Einreihung von V. 13 und 14 hinter V. 18 wieder her, so erhalten wir folgende Reimsequenz: îd, îm (îd kann eher Assonanz zu îm bilden, als îr); îr, ûr, ûr, îr, îr, ûn (rukû'!). Dann folgt V. 19—26 eine Reimgruppe, deren Ende allerdings nicht mit einem rukû' zusammenfällt, und die folgende Ausgänge zeigt: îr, îr, ûr, ûr; îẓ, ûn, îd, îm. Der Schluß der Sûre hat reines îr (ûr). Die Pausenhaltung ist aufgehoben hinter V. 1, 2, 7.

S. XXXII. Verstrennung hinter der Signatur und Aufhebung des Absatzes hinter V. 9 halten sich die Wage. Der Reim ist în, nur einmal durch îm (V. 5) und einmal durch îl (V. 23) ersetzt. Pausenverbot hinter V. 65.

S. XXXIII. Die aufgehobene Teilung hinter V. 49 ist durch eine andere hinter كَثِيرًا in V. 41 ersetzt. Der Reim ist durchwegs î(û) + Kons. + â; nur V. 13 fällt mit der Endung فِرَارًا heraus. Beachtenswert ist die Schreibung الظُّنُونَا in V. 10. Durch die Unterdrückung des Versendes 49 (în) entfällt jede reimtechnische Nötigung, wenn man überhaupt eine solche zugeben könnte, zu einer Apokope der Akkusativendung. Das Pausenverbot ruht auf den Absätzen 1, 2, 7, 18, 23, 38, 44, 64, 70, 72 und der Teilung in V. 41.

S. XXXIV. Bei Zam. entfällt der Absatz 53; dafür ist ein solcher hinter رَاسِيَاتٍ in V. 12 vermerkt: Der Reimzustand der Versausgänge wird dadurch entschieden verschlechtert. Die Silbe ât kommt übrigens in mehreren Versen dieser Sûre bei Binnenabteilungen vor, so daß sie mit den Endreimen gekoppelt Kreuzreime hervorruft, wie z. B. V. 1 ât-îr, V. 3 ât-în, V. 4 ât-îm, V. 10 ât-îr, V. 12 ât-ûr, V. 18 ât-ûr, V. 21 ât-îr, V. 23 ât-în u. s. w. Die Endreime bilden ein verwickeltes System vielfach verschränkter Glieder, auf îr, îm, îd etc., in welchem nicht immer klar wird, was als selbständiger Reim und was als Assonanz wirken soll. Pausendämpfung hinter V. 3 und 50.

S. XXXV. Vier Trennungsaufhebungen, V. 7, 34, 41, 44 kompensieren sich mit vier neuen Absätzen: البَصِيرْ und النُّورْ in V. 20, القُبُورْ in V. 21 und سُودْ in V. 25. Im Reimcharakter lassen sich zwei Gruppen unterscheiden, von denen die erste, V. 1—36, ein System von Reimen und Assonanzen der Typen îr, în und îd, die zweite, auch inhaltlich von dem übrigen geschiedene, V. 38—45, die Ausgänge ûrâ, ilâ, îrâ aufweist. V. 37, der mir seines Inhalts wegen nachträglich eingesetzt zu sein scheint, fällt ganz aus dem Reim. Eine Nötigung, den Reim für die ganze Sûre zu uniformieren, sehe ich nicht. Die Pause ist aufgehoben hinter V. 17, 29, 31, 40 und den Teilungen in V. 20.

S. XXXVI. Die selbständige Zählung der Signatur ersetzt bei Zam. die aufgehobene Trennung nach V. 30. Der Reimcharakter ist durchaus în (ûn, îm). Aufgehobene Pausen hinter V. 1, 2, 4, 19, 25, 34, 37, 41, 43, 60, 69, 79.

S. XXXVII. Aufgehobene Teilungen 99, 100 und 101, ersetzt durch مُؤْمِنِينْ in V. 29 und عِينْ in V. 47. Die Aufhebung der Teilung

nach V. 99 beruht möglicherweise auf einem Schreib- (oder Druck-) fehler. Von dem Hauptteile der Sûre hebt sich die Einleitung V. 1—11 sowohl dem Inhalte als der Reimform nach scharf ab. Sie besteht aus acht Zeilen mit Ausgängen der Norm فَاعِلْ, wobei die Konsonanten variabel sind. Die erste Zeile (V. 1—4) hat außer dem Endreime noch drei nach der Norm فَعْلًا gebaute Ausgänge. Diese drei ersten Verse dürften wohl kâhinischen Beschwörungsformeln nachgebildet sein. Von Wichtigkeit für die Erkenntnis vom Wesen des Pausalverbots ist es, daß alle drei Ausgänge mit dem Lesezeichen لا versehen sind und erst das vierte Versende, also das Ende der ersten فَاعِلْ Zeile der vollen Pausenhaltung teilhaftig ist. Der Hauptteil der Sûre von V. 12 an reimt ohne weitere Unterbrechung auf ûn etc. und bietet in Folge der gefallenen Reimstörungen keine Besonderheiten. Das Pausenverbot ruht auf den Versenden 1, 2, 3, 6, 8, 9, 16, 24, 34, 38, 40, 41, 42, 44, 49, 54, 56, 62, 67, 69, 71, 76, 86, 93, 104, 119, 125, 127, 129, 134, 137, 143, 149, 151, 156, 158, 159, 161, 162, 164, 167, 168, 174, 178 und der neuen Teilung in V. 47.

S. XXXVIII. Zwei Absätze, V. 43 und 75, fallen bei Zam. weg, finden aber Ersatz durch Teilung von V. 1 hinter الذِّكْرِ und V. 85 hinter أَقُولُ; die Reimstörungen bei Fl. sind also bei Zam. nur an andere Stellen verlegt. Dem Reimcharakter nach zerfällt die Sûre in zwei große Gruppen. Die erste, V. 1—66 umfassend, zeigt zuerst, bis V. 25 (rukû'), den Reim âb, ziemlich regelmäßig durch einzelne âq und damit assonierende Endungen (âṣ, âd) unterbrochen, dann von V. 26—66 einen regelrechten Wechsel von âr-âb-âr-âb-âr, wobei âb wieder stellenweise durch âq und dessen Anklänge abgelöst wird. Der Schlußteil der Sûre von V. 67 an bildet mit seinen în-Reimen die zweite Gruppe. Die Pausenhaltung ist aufgehoben hinter V. 11, 17, 20, 30, 35, 36, 54, 55, 57, 67, 74, 78, 81, 83 und der Teilung in V. 85.

S. XXXIX. Aufgehoben sind bei Zam. die Verstrennungen 3 und 9; neue Teilungen in V. 14 الدِّينْ, 19 عِبَادْ und 63 وَكِيلْ, die letztgenannte wohl nur irrtümlich aus einer Atempause entstanden. Der Reimcharakter ist in der ersten, bis V. 48 (rukû') reichenden Gruppe, ein Gemengsel von allerlei i- und û-Silben (în, ûr etc.) mit â-Formen (ât, âb, âd u. s. w.), deren Verschränkungsverhältnisse noch mit Hilfe der zahlreichen Binnenreime zu untersuchen wären, in der zweiten Gruppe, V. 43—75, eine ununterbrochene Reihe von în und ûn. Die

Atempause ist aufgehoben hinter V. 16, 35, 40, 56, 57, 58 und den Teilungen in V. 14 und 19.

S. XL. Bei Zam. entfallen die Versendungen 2, 18, 32, 39. Dafür sind geteilt die Verse 56 nach الكِتَابْ, 60 nach وَالبَصِيرْ, 73 nach يُسْحَبُونْ und 74 nach تُشْرِكُونْ. Der erste Rukû'abschnitt V. 1—9 zeigt bei Zuhilfenahme der Binnenreime الكِتَابْ in V. 1, العِقَابْ im aufgehobenen Versende 2, وَالأَحْزَابْ in V. 5 folgende Reimsequenz: âb-im, âb-ir; âd, âb, âb, âr; îm, îm, îm; im zweiten rukû' V. 10—21 haben wir: ûn, îl, ir, îb; ûn, âq, âr, âb; în, â', ûr, ir. Von V. 22—62 erstrecken sich vier solche Abschnitte, welche eine beinahe ununterbrochene Reihe von wechselnden âb, âd und âr (âl) aufweist bis V. 57; dann kommen sechs Verse mit îr-ûn, îr-ûn, ûn, în, womit die erste Gruppe der Sûre schließt. Die zweite Gruppe V. 63 ff. hat nur in und ûn. Pausenverbot hinter V. 1, 8, 15, 24, 31, 34, 36, 38, 54, 71, 72, 73 und den Teilungen in V. 56, 73 und 74.

S. XLI. Die eine aufgehobene Versteilung hinter V. 26 wird durch die selbständige Zählung der Signatur aufgehoben. Zwei Reimgruppen: Die erste V. 1—38 reimt auf în (îm), nur V. 12 durch ûd unterbrochen; die zweite V. 39 ff. zeigt allerlei Assonanzen zu îr und îd. Pausenverbot hinter V. 2, 5, 41.

S. XLII. Die Verstrennungen hinter V. 11, 42 und 50 fallen; neue Absätze hinter beiden Signaturen und V. 31 كَالأَعْلَامْ. Die Reime bestehen zum Teil aus îm mit seinen Assonanzen (îb, în, ûn, îd), zum Teil aus îr mit den seinigen (îl, ûr); das âm in V. 31 Mitte fällt ganz aus dem Reimzusammenhang, wenn man es nicht als Assonanz zu الجَوَارْ V. 31 Anfang gelten läßt. Aufgehobene Pausen hinter V. 24, 31, 32, 48, 52.

S. XLIII. Keine Veränderung. Reim în (îm, ûn), nur einmal V. 59 durch îl ersetzt. Pausalverbot nach V. 1, 8, 11, 12, 25, 32, 33, 40, 51.

S. XLIV. Die Verminderung der Verszahl durch Auflassung der Teilung hinter V. 36 ist bei Zam. durch die selbständige Zählung der Signatur aufgehoben. Reim durchweg în (ûn, îm, ûm). Pausenverbot hinter V. 1, 3, 4, 5, 9, 12, 16, 17, 22, 24, 25, 26, 29, 33, 40, 41, 43, 44, 45, 47, 51, 52, 53, 55, 56.

S. XLV. Keine Veränderung. Reim în (ûn, îm). Aufgehobene Pause nach V. 6.

S. XLVI. Verstrennung unterlassen hinter V. 34, dagegen angemerkt hinter der Signatur und nach النَّارْ in V. 33. Letztere ist überzählig und hat keinen Halt im Endreim, wenn nicht Assonanz mit

ٱلْعَذَابُ im gleichen Verse angenommen wird. Sonst ist der Reim în (ûn, îm), nur V. 32 durch îr vertreten.

S. XLVII. Die Absätze nach V. 4, 13, 16 und 22 fallen fort; dafür ist V. 22 bei فَأَوْلَى لَهُمْ geteilt. Die Verszahl vermindert sich dadurch auf 37, während die Ueberschrift bei Zam. 38 angibt; doch dürfte das Wegbleiben des Trennungszeichens hinter V. 13 nur auf einem Druckfehler beruhen (V. 14 beginnt auf einer neuen Seite), wonach dann die Angaben stimmen. Durch die Verschiebung sind die gröbsten Reimanstöße beseitigt. Vollers' Uebersicht gibt keinen richtigen Begriff von den eigentümlichen Reimverhältnissen dieser Sûre. Der Hauptreim ist nämlich nicht ahum oder lahum, sondern âlahum (oder âlahumû?), worin übrigens ل durch ر, م und ن und hum durch kum ersetzt werden kann. Da mit أَعْمَالَهُمْ und بَالَهُمْ auch عَرَّفَهَا لَهُمْ, أَمْلَى لَهُمْ, مَثْوًا لَهُمْ reimen, so ist damit die Artikulierung der Kasusendung gesichert. Sehr merkwürdig sind die Reime V. 14 لَا نَاصِرَ لَهُمْ und V. 23 خَيْرًا لَهُمْ, für die eine gedehnte Aussprache der Akkusativendung (auch in نَاصِرًا!) vorausgesetzt werden muß, ganz wie im Qaṣidenreim, dagegen zwingt uns V. 36 mit ٱللَّهُ لَهُمْ, vollständiges Schwinden des h in der Pausalsprache anzunehmen. In V. 11 und 26 tritt das Versende bezüglich des Pronominalsuffixes mit hâ aus dem Reim. In beiden Fällen wäre eine Verbesserung im Sinne des Gleichklangs durch Aenderung in hum syntaktisch möglich; die Abweichung in der Kasusendung dagegen könnte hingehen; dergleichen kommt auch im Qaṣidenreim vor. Ob wir etwa an أَوْزَارَهَا in V. 5 ein mit den Versenden 11 und 26 korrespondierendes Element vor uns haben, muß dahingestellt bleiben; man beachte aber, daß dahinter ebenso, wie hinter V. 11 ذَٰلِكَ folgt, das auch am Anfang von V. 27 ganz gut stehen könnte. Auch أَوْزَارَهَا könnte nötigenfalls in أَوْزَارَهُمْ geändert werden; die Stelle hätte dann folgenden Sinn: ›Wenn ihr jenen, die zweifeln (in der Feldschlacht), begegnet, dann Hals ab!, auf daß ihr sie aufreibet; dann bindet die Fesseln und hernach entweder Freigabe oder Lösegeld, damit der Krieg ihre Lasten weglege‹. Unter den Lasten sind die Blutgelder für erschlagene Feinde zu verstehen, wie so häufig auch in der Poesie; vgl. Goldziher zu Ḥuṭai'ah XL 20 und Mâ bukâ'u V. 39 (S. 147). Es wird hier also den Gläubigen jene Vorsicht anempfohlen, die in den Kriegen der Araber untereinander so oft zur Schonung der Kriegsgefangenen führte. Doch ist das alles natürlich angesichts der Textüberlieferung recht fraglich. Einen

fernen Anklang an die Reimenden V. 11 und 26 bietet ferner auch أَشْرَاطُهَا in V. 20. Vom Hauptreime abweichend ist auch jener Passus der Sûre V. 15—21 (rukû') gestaltet, der die Paradiesesfreuden der Gläubigen der Strafe der Zweifler gegenüberstellt; hier zeigen die Versenden durchwegs den Ausgang âhum(û) (âkum(û)). Das End-Hamzah in أَهْوَاءَهُمْ V. 15 und 19 und أَمْعَاءَهُمْ V. 17 ist natürlich mit تخفيف zu lesen; daß wir hier Kongruenzen zu أَعْمَالَهُمْ etc. annehmen, wie es die Supposition der Reimeinheit verlangen würde, ist undenkbar, abgesehen von der gänzlichen Isolierung der Ausgänge تَقْوَاهُمْ (mit vorausgehendem Binnenreim وَآتَاهُمْ) V. 19, ذِكْرَاهُمْ V. 20 und مَثْوَاكُمْ V. 21. Eine Wiederaufnahme dieses Schemas finden wir V. 33 Mitte: بِسِيمَاهُمْ. Uebrigens scheint hinwiederum فَأَنَّى لَهُمْ in V. 20 an den Hauptreim der Sûre anzuknüpfen. Die Versenden dieser Sûre sind durchgehends mit Vollpausen versehen.

S. XLVIII. Keine Veränderung. Der Reimcharakter ist â (û) + Kons. + â. Pause nach V. 1, 2, 4, 5, 8, 18 und 20 aufgehoben.

S. XLIX. Keine Veränderung. Reim in (ûn, îm), nur einmal (V. 13) durch îr ersetzt; vielleicht ist aber das Doppelglied des Versendes umgestellt und lautete ursprünglich خَبِيرٌ عَلِيمٌ. Die Pause hinter V. 7 ist aufgehoben.

S. L. Die Versteilungen hinter V. 6 und 44 entfallen, dafür tritt nur éine Teilung bei لُوطٍ in V. 13 ein; die Weglassung des Trennungspunktes nach V. 6 dürfte auf Irrtum beruhen. Der Reimcharakter ist ein Assonanzensystem zu îd, das nur durch den Doppelreim ir(û) V. 42, 43 eine Unterbrechung erfährt. Pausenverbot hinter V. 7, 9, 10, 12, 23, 24, 32, 40, 42.

S. LI. Keine Veränderung. Die Eingangsformel V. 1—9 ist wie bei S. XXXVII von dem eigentlichen Texte durch den Reim unterschieden; scheint aber bezüglich der Versfolge in Unordnung geraten zu sein. Ordnen wir sie so, wie es der Zusammenhang des Sinnes zu erfordern scheint, nämlich in der Reihenfolge 1—4, 7, 9, 8, 5, 6, so erhalten wir folgende Reimsequenz wâ, râ, râ, râ; uk, ik; if, âdiq(û), âqi'(û). Die ersten sechs Verse bilden wieder eine Nachbildung kâhinischer Beschwörungen. Der auf if ausgehende V. 8 ist möglicherweise mit V. 5 in éinen zusammenzuziehen. Die Ausgänge 1—4 dürften wohl mit Gleitvokal auszusprechen sein, also ḏarawâ (oder noch wahrscheinlicher ḏarâ), wiqarâ, yusurâ, 'amarâ. Im Hauptteile der Sûre ist der Reim în (ûn, îm, ûm) ohne jede Unterbrechung.

Aufgehobene Pausen hinter V. 1, 2, 3, 4, 5, 7, 8, 10, 11, 15, 20, 26, 32, 33, 45.

S. LII. Keine Veränderung. Auch hier wieder ein Beschwörungsgesätz als Eingang V. 1—10, mit der Reimsequenz ûrî, ûrî, ûrî, ûri, û'i, ûri, wâqi', dâfi', maurâ, sairâ; auffallend ist die Wiederkehr der fâ'il-Reime im Abgesang (vgl. S. XXXVII und LI). Der Hauptteil der Sûre reimt auf în (ûn, îm, ûm); nur V. 13 fällt mit dem Ausgang دَعًّا gänzlich aus dem Reim. Aufgehobene Pausen bei V. 1—10, 17, 45, 48.

S. LIII. Der wegfallende Absatz nach V. 26 ist durch die Teilung von V. 58 hinter الآزِفَةُ ersetzt. Der Reim ist bis V. 57 â (darunter bei Fl. zweimal, bei Zam. einmal شَيْئًا; vielleicht ist aber auch das Ende von V. 29 bei تَوَلَّى in V. 30 anzusetzen?), dann in V. 58 âzifah und kâšifah und zum Schlusse viermal ûn. Pausenverbot hinter V. 2, 4, 5, 6, 8, 13, 16, 19, 34, 37, 38, 39, 40, 42, 43, 44, 45, 46, 48—56.

S. LIV. Keine Veränderung. Der Reim ist reines ar (ir, ur). Pause bei 4—7, 11, 13, 19, 27 und 34 aufgehoben.

S. LV. Der Ausfall des Absatzes nach V. 16 wird durch Teilung von V. 1 bei الرَّحْمَانُ wettgemacht. Der Reim ist fast durchwegs ân (âm) und nur in dem Verspaar 13, 14 durch âr, in V. (16), 17 durch ain ersetzt. Pausenaufhebung nach der Teilung in V. 1, dann V. 2, 4, 6, 9, 13, 19, 26, 47, 63.

S. LVI. Zwei unterlassenen Verstrennungen nach V. 46 und 91 stehen drei neue Teilungen in V. 22 bei عِينٌ, V. 40 bei الشِّمَالِ und V. 66 bei لَمُغْرَمُونَ gegenüber. Die Verszahl ist also um eins erhöht, wozu aber die Ueberschrift bei Zam. nicht stimmt. Die Sûre zerfällt in zwei große Reimgruppen. Die erste reicht bis V. 43 und besteht aus lauter kurzen, meist zweiteiligen Absätzen von verschiedenem Reim (wobei aber die Binnenreime mit in Betracht kommen), als: V. 1—3 wâqi'ah, kâḏibah, ḫâfiḍah, râfi'ah; 4, 5 ajjâ und assâ; 6, 7 aṯṯah und aṯah; 8 zweimal maimanah; 9 zweimal maš'amah; 10—14 ûn (îm, în); 15 mit مَوْضُونَةٍ fällt aus dem Reim, wenn man es nicht mit dem vorangehenden الآخِرِينَ koppelt; 16—23 ûn (în); 24 mit تَأْثِيمًا fällt aus dem Reim; entweder ist das vorhergehende يَسْمَعُونَ mit â zu lesen oder die Akkusativendung zu unterdrücken, was auch im Qaṣîdenreim angeht; 25 zweimal سَلَامًا; 26 zweimal înî; 27—30 ûd, ûd, ûd, ûb; 31—33 îrah, û'ah, û'ah, û'ah; 34 ohne Reim; 35,

36 ârâ, âbâ; 37—39 în; 40 zweimal âl; 41—43 viermal im(î). Die zweite Gruppe von V. 44 an reimt mit în (ûn, îm, ûm). V. 1, 3—6, 10, 13, 15, 17—20, 24, 27—32, 34, 35, 36, 38, 40—42, 47, 49, 51, 52, 60, 65, 74—77, 80, 82, 83, 85, 87, 89, 92, 93 sind an den Ausgängen sowie auch die neuen Teilungen in V. 22, 40 und 66 mit Pausenverbot belegt.

S. LVII. Bei Zam. entfällt die Teilung hinter V. 19 und wird durch eine andere nach الْعَذَابْ in 13 ersetzt. Der Reimcharakter besteht im allgemeinen aus einem rhythmischen Wechsel von îm (în, ûn) und îr (ûr). Nur die neue Versteilung in V. 13, die mit dem vorangehenden بَابْ im gleichen Verse ein Reimpaar bildet, und die zwischen den rukû' 3 und 4 liegende Gruppe V. 19—25 fallen aus diesem Wechsel heraus; in dem letztgenannten Stücke bilden die Reime die Sequenz (îd), ûr, îm, ûr, îd, îd (25 Mitte), îz. Das Pausenverbot liegt auf den Versausgängen 22, 23 und 28.

S. LVIII. Die entfallende Teilung hinter V. 2 ist durch eine andere bei الأَذَلِّينْ in V. 21 ersetzt. Der Reim îr (ûr) wechselt anfangs mit îm (în); nur V. 7 (rukû') hat îd. Von V. 13 an herrscht ausschließlich îm (ûn, în). Durchaus Pausenhaltung an den Versenden.

S. LIX. Keine Veränderung. In den ersten sieben Versen der Sûre herrscht ein aus den Elementen îm (în), îr, âb und âr verschränktes Reimsystem, das mit Berücksichtigung der Binnenreime الكِتَابِ V. 1, رِكَابٍ V. 6, السَّبِيلِ ,لِلرَّسُولِ und الرَّسُولُ V. 7 folgende Sequenz zeigt: îm, âb, âr, âr, âb, în; âb, îr, ûl, îl, ûl, âb. Der Rest der Sûre reimt auf îm (în, ûn). Kein Pausenverbot.

S. LX. Keine Veränderung. Der Reim besteht aus zwei Elementen, îl und îm, die in unregelmäßiger Verschränkung auftreten. Beachtenswert sind auch die Binnenreime الرَّسُولَ und سَبِيلًا(ى) in V. 1 und قَدِيرْ in V. 7; in den Versen 7 und 12 können durch die Umstellung der beiden letzten, syntaktisch gleichwertigen Wörter ûr an die Stelle von îm kommen; desgleichen bekäme auf dieselbe Weise das îd von V. 6 an dem îz in V. 5 eine Stütze.

S. LXI. Keine Veränderung. Der Reim ist einheitlich îm (ûn, în) bis auf V. 4 mit ûṣ, das aber nach Vollers' Vorschlage durch Lesung von مَرْصُونٌ für das gleichbedeutende مَرْصُوصٌ eliminiert würde. Pausenverbot hinter V. 11 und 12.

S. LXII. Keine Veränderung. Reim îm (în, ûn). Pause nach V. 2 aufgehoben.

S. LXIII. Keine Veränderung. Reim în.

S. LXIV. Keine Veränderung. Reim in der ersten Sûrenhälfte bis V. 10 îr und în, in der zweiten îm und în. Pausenverbot nach V. 17.

S. LXV. Zwei aufgehobene Teilungen nach V. 2 und 10 sind durch andere bei مَخْرَجًا in V. 2 und ذِكْرًا in V. 11 ersetzt. Die Reimanstöße verschwinden dadurch; der Reim ist â nach der Norm فُعُلًا, indem die فُعْلًا Formen des offiziellen Textes mit Gleitvokalen zu sprechen sind, wie مَخْرَجًا zeigt. Der letzte Konsonant ist bis auf drei Fälle r. Das Akkusativ-â ist durch den Reim auf أُخْرَى V. 6 gesichert.

S. LXVI. Keine Veränderung. Die Sûre zerfällt in sechs zweiteilige Gesätze mit verschiedenem Doppelreim, und zwar der Reihe nach îmû, îrû, ârâ (das zweite Glied ist نَارًا V. 6 Mitte), ûn(â), îrû, in(â) (dreiteilig; aber nach V. 11 steht Pausenverbot!).

S. LXVII. Keine Veränderung. Der Reim ist in V. 1—21 îr (wozu auch نَذِيرٌ V. 9 Mitte gehört), in V. 22—30 îm (în, ûn). Pausenverbot hinter V. 1, 2, 7, 16.

S. LXVIII. Keine Veränderung. Reim ûn. Aufgehobene Pausen bei V. 1, 5, 10—13, 17, 20, 21, 23, 24, 26, 37, 42, 44.

S. LXIX. Keine Veränderung. Dem Reimcharakter nach zerfällt die Sûre in zwei große Gruppen, deren erste, V. 1—32, bei Festhaltung des Reimausganges auf h, drei Unterabteilungen hat; die erste dieser Abteilungen V. 1—3 reimt auf âqqah, die zweite V. 4 bis 29 nach der Norm فَاعِلَهْ mit wechselnden Konsonanten[1]), die dritte V. 30—32 auf ûh (Binnenreim in V. 30). Die zweite Sûrenhälfte hat den Ausgang îm (ûn, în). Pausenverbot hinter V. 1, 6, 11, 13—16, 22, 30, 31, 33, 35, 36, 38—41, 44, 45.

S. LXX. Keine Veränderung. Die Sûre zerfällt in zwei Hälften, davon die erste in verschiedene kleinere Abteilungen, die folgende Sequenzen zeigen: V. 1—3 vier Reime der Norm فَاعِلْ mit wechselnden Konsonanten (Binnenreim سَائِلٌ in V. 1); V. 4 ist ohne Reim und sollte wohl mit V. 5 zusammengezogen sein; V. 5—10 vier Reime der Norm فَعِيلًا bei wechselnden Konsonanten; die vierte Zeile dieses Gesätzes hat außer dem End- noch zwei Binnenreime der Norm فَعِلْ mit h als vorletztem Konsonanten; V. 11—14 vier Reime auf îh(i);

1) Auf die besonderen Reimverhältnisse dieser Gruppe hat schon D. H. Müller »Die Propheten« I S. 54 aufmerksam gemacht.

V. 15—18 vier Reime auf â; V. 19—21 drei Reime auf û'â. Die zweite Sûrenhälfte zeigt den gewöhnlichen în-Reim. Pausenverbot bei V. 1, 2, 6, 8—13, 15—17, 19, 21—26, 32, 36, 38, 40, 42, 43.

S. LXXI. Zwei Versenden, 22 und 25, entfallen. Eine neue Teilung in V. 5 bei وَنَهَارًا. Die Verszahl sinkt auf 28, was die Ueberschrift bei Zam. anerkennt. Die Sûre beginnt mit einem vierzeiligen Gesätz des Ausganges îm (în). Von V. 5 bis zum Schluß ist der Reim ârâ (einmal V. 24 âlâ) mit einem sechszeiligen Zwischenspiel V. 14—19 (Noahs Schilderung von Allâhs Schöpfung), in denen die ungerad bezifferten Versenden (15, 17, 19) auf âjâ reimen, während die gerade Nummern tragenden damit assonierende Zwischenreime (âqâ, âtâ, âṯâ) aufweisen. Das Versende 23 mit نَسْرًا fällt aus dem Reim und wäre wohl richtiger anstatt des gut reimenden Ausgangs von 25 zu streichen. Die Endigung von V. 22, die bei Zam. ebenfalls entfällt, klingt mit â'â wohl an den Hauptreim ârâ an; durch ihre Aufhebung ist die Klangreinheit aber doch wesentlich gebessert. Pausenverbot nach V. 2, 3, 5 Mitte, 7—10, 14, 16, 18. Die letztgenannten drei Stellen fallen mit den Zwischenreimen des Intermezzos zusammen.

S. LXXII. Die entfallende Teilung nach V. 22 ist durch eine andere in V. 26 bei أَمَدًا ersetzt; die einzige Reimstörung verschwindet somit. Der Reim ist von der Norm فُعُلًا bei wechselnden Konsonanten; der letzte ist aber meistens d, häufig auch b. Aufgehobene Pausen hinter V. 1—13, 15—18, 23, 26, 27.

S. LXXIII. Keine Veränderung. Der Reim geht nach der Norm فَعِيلًا, wobei aber der letzte Konsonant nur zweimal, V. 13 und 17, ein anderer als l ist. Nur V. 1 mit الْمُزَّمِّلُ und V. 20 mit رَحِيمٌ treten aus dem Reim; diesen beiden Ausnahmen zu Liebe fällt Vollers in seiner Rekonstruktion die Akkusativendung bei allen Endungen der Sûre. Nun ist aber V. 20, wie sein Inhalt erkennen läßt und Nöldeke, Gesch. d. Q. 78, nachgewiesen hat, der Sûre erst nachträglich angehängt, kommt also für die Ermittelung des ursprünglichen Reimcharakters nicht in Betracht. V. 1 hat aber eine so sehr von jedem Anklang an die übrigen Versausgänge entfernte Endung, daß Vollers sie erst, eben um eine Art von Gleichheit herzustellen, »aus Gründen des Reims« zu الْمُزَّمِّيلْ umgestalten muß (S. 105). Alle Wahrscheinlichkeit spricht auch hier, wie an so vielen anderen Stellen des Qurâns, für die Ursprünglichkeit des End-â. Pausenverbot findet sich hinter V. 1 (!), 2, 3, 12, 17.

S. LXXIV. Entfallende Absätze nach V. 31, 32 und 33; neue Teilungen in V. 41 bei رَهِينَةٌ, V. 42 bei يَتَسَاءَلُونَ, V. 51 bei مُسْتَنْفِرَةٌ und V. 54 bei تَذْكِرَةٌ. Die Verszahl erhöht sich auf 56. Die Sûre zerfällt in mehrere verschieden reimende Absätze: V. 1—7 siebenmal ir (ur); V. 8—10 dreimal ûr (ir); V. 11—17 siebenmal îdâ (ûdâ); V. 18—40 einnndzwanzig-(= 3 × 7)mal ar (dazu gehören auch فَكَّرَ in V. 18 und أَدْبَرَ in V. 23); V. 41—50 zehnmal în (ûn); störend wirkt hier die neue Endung رَهِينَةٌ, derzufolge man für die übrigen Ausgänge dieser Gruppe die Aussprache înâ erwarten könnte, wenn nicht V. 41, 47, 48 damit unverträglich wären; V. 43 mit سَقَرْ reimt noch in die frühere Gruppe, ist aber vielleicht mit V. 44 in éinen zusammenzuziehen; V. 51—55 zeigen wieder siebenmal arah (irah). Aufgehobene Pausen hinter V. 1—6 (!), 8, 9 (!), 11—15, 18—24, 35—39, 41 Mitte, 42 Mitte und Ende, 44—47, 50, 51 Mitte, 52.

S. LXXV. Bei Zam. entfällt die Teilung hinter V. 34, wohl nur irrtümlich, da laut Ueberschrift die Verszahl vierzig bleiben soll. Auch diese Sûre weist mehrere Gruppen mit verschiedenem Reim auf. V. 1—6 hat sechsmal âmah (ânah); V. 7—13 siebenmal ar; V. 24, 15 zweimal îrah; V. 16 zweimal einen Reim der Norm فَعْلْ بِهِ, wobei die Konsonanten von فَعْلْ variieren; V. 17—19 dreimal ânah; V. 20—25 sechs Reime der Norm فَاعِلَةٌ mit rah am Ende; V. 26 bis 30 (rukû') sechsmal âq (einschließlich von السَّاقْ in V. 29); V. 31—39 zwölfmal (= 2 × 6) â. Pausenverbot bei V. 1, 7, 8, 9, 14, 20, 22, 24, 26—29, 31, 32, 37, 38.

S. LXXVI. Keine Veränderung. Der Reim ist durchaus îrâ und îlâ bis auf die beiden letzten Verse, die auf îmâ ausgehen. Aufgehobene Pausen bei V. 12, 15 und 30.

S. LXXVII. Keine Veränderung. Kleine Reimgruppen: V. 1—6 sieben Reime der Norm فُعْلًا (einschließlich von عُذْرًا in V. 6); die ersten fünf Verse zeigen außerdem einen Binnenreim auf ât(î). V. 7 steht isoliert mit dem Ausgang وَاقِعٌ, der in S. XXXVII, LI und LII für den Abschluß der Anfangsbeschwörung charakteristisch ist. V. 8 bis 12 fünf Reime der Norm فُعِلَتْ, V. 13, 14 zweimal فَصْل. V. 15—24 zehnmal în (ûn). V. 25—27 dreimal âtâ. V. 28, 29 zweimal în (ûn).

V. 30, 31 zweimal abî. V. 32, 33 zweimal ـُرْ. V. 34—50 în (ùn). Pausenverbot hinter V. 1—6 (!), 8—10, 20—22, 25, 26, 30, 35, 41.

S. LXXVIII. Die Teilung hinter V. 40 fällt weg, die Verszahl verringert sich auf vierzig. Der Reim zeigt eine Einleitungsgruppe von fünfmal ûn (îm); dann folgen durchwegs Ausgänge der Norm â + Konsonant + â; bis V. 18 überwiegt âjâ, von V. 19 an âbâ; die anderen vorkommenden Ausgänge erscheinen nur als Zwischenreime. Die Pausen hinter V. 2, 4, 6—10, 12—15, 17—19, 21, 22, 24, 25, 27, 29, 31—33, 36 sind aufgehoben.

S. LXXIX. Keine Veränderung. Die Reimgruppen sind folgende: V. 1—5 fünfmal die Norm فَعْلَا, abwechselnd mit dem Binnenreim âtî. V. 6—14 neunmal die Norm فَاعِلَهْ, wobei V. 11 wohl نَاخِرَهْ zu sprechen ist. V. 15—26 zwölfmal â. V. 27—32 siebenmal âhâ, wobei مَرْ(ع)َاهَا in V. 31 mitgezählt ist. V. 33 teilt sich in âlakum-âmakum. V. 34—41 achtmal â. V. 42—46 fünfmal âhâ. Pausenverbot bei V. 1—5, 6, 8, 13, 18, 28, 29, 32, 35, 37, 38, 40.

S. LXXX. Der Ausfall der Teilung nach V. 18 ist durch eine andere bei سَفَرَةٍ in V. 15 wettgemacht. Reimgruppen: V. 1—10 â; V. 11—23 elfmal arah, wozu amah in V. 13 und aqah in V. 17 nur den Anklang bieten. V. 24 mit âmah ist isoliert. V. 25—31 zeigen (وَعِنَبًا in V. 28 mitgezählt) acht Reime der Norm فَعْلَا, in denen b als letzter Konsonant überwiegt. V. 32 mit âmikum (vgl. V. 24) und 33 mit âhhah sind isoliert. V. 34—37 viermal îhî. V. 38—42 fünfmal arah. Aufgehobene Pausen hinter V. 3, 5, 8, 9, 13, 14, 15 Mitte, 19—21, 24—31, 34, 35, 38, 40.

S. LXXXI. Keine Veränderung. Die Sûre zerfällt in drei Gruppen: V. 1—14 Reim at, V. 15—18 Reim as, V. 19—29 îm (în, ûn). Pausenverbot bei V. 1—8, 10—13, 15—20, 25, 27.

S. LXXXII. Keine Veränderung. Reim V. 1—5 at, V. 6—18 îm (în); die zweite Zeile der letzteren Gruppe ist durch akâ, V. 7, 8, zweimal untergeteilt. Pausenverbot hinter V. 1—4 (!), 6, 7, 9—11, 13, 14, 17.

S. LXXXIII. Keine Veränderung. Reim în (ûn, îm, ûn). Pausenverbot hinter V. 1, 4, 5, 10, 12, 20, 22, 23, 25, 27, 32.

S. LXXXIV. Die Teilung bei V. 7 entfällt; die Ueberschrift bei Zam. zählt aber trotzdem 25 Verse. Vier Reimgruppen: V. 1—5, Norm فَعَلَتْ, wobei von Konsonanten nur das t fix ist; V. 8—15 siebenmal îrâ (die V. 6, (7) und 10 stehen außerhalb des Reim-

zusammenhangs); V. 16—19 تَّقْ; V. 20—25 ûn (îm). Aufgehobene Pausen nach V. 1—4, 8, 10, 11, 16—18, 20, 24.

S. LXXXV. Keine Veränderung. Reim îd, einigemale durch Assonanzen abgelöst (V. 1, 10, 11, 19, 20, 22). Pauseneinstellung bei V. 1, 2, 4—6, 8, 14, 15, 17, 19, 21.

S. LXXXVI. Keine Veränderung. Drei Reimgruppen; die erste V. 1—10 zeigt die Norm فَاعِلْ mit wechselnden Konsonanten (V. 5 fällt ganz aus der Reihe); die zweite Gruppe V. 11—14 reimt nach der Norm فَعَّلْ bei wechselnden Konsonanten; die dritte V. 15—17 geht auf aidâ aus. Pausenverbot nach V. 1—3, 6, 9, 11, 12, 13, 15.

S. LXXXVII. Keine Veränderung. Reim durchwegs â. Aufgehobene Pausen hinter V. 1—4, 6, 10, 11, 14, 16, 18.

S. LXXXVIII. Keine Veränderung. Kurze Gesätze mit verschiedenen Reimen: V. 1—5 fünfmal Norm فَاعِلَهْ; V. 6, 7 zweimal î'; V. 8—12 fünfmal Norm فَاعِلَهْ; V. 13, 14 zweimal û'ah; V. 15, 16 zweimal ûfah (t als 'ibdâl für f häufig); V. 17—20 viermal Norm فعلَتْ; V. 21, 22 zweimal ir; V. 23, 24 zweimal ar(â); V. 25, 26 zweimal âbahum. Pause hinter V. 2—4, 6, 8—10, 13—15, 22, 23 aufgehoben.

S. LXXXIX. Bei Zam. entfallen die Absätze nach V. 14 und 16; neue Teilungen bei وَالفَجْرِ in V. 1 und bei لِحَيَاتِي in V. 25. Wieder kurze Reimgruppen: V. 1—4 als Eingangsbeschwörung fünfmal ـْرِ; V. 5—13 achtmal âd, dazwischen einmal âb; V. 15, 17 zweimal anî; V. 18, 19 îm, in; V. 20—23 zeigen viermal je einen Doppelendreim der Norm فَعْلًا; V. 24 und die Teilung in V. 25 reimen nicht; V. 25, 26 zweimal adû; V. 27, 28 innah, iyyah; V. 29, 30 zeigen viermal î. Pausenverbot nach V. 1 Mitte und Ende, 2, 5—12, 18—20, 22, 25, 27, 29.

S. XC. Keine Veränderung. Vier Reimgruppen: **1.** siebenmal ـَـدْ V. 1—7 (darunter لُبَدًا mit apokopierter Kasusendung); **2.** Zweimal ain V. 9, 10; **3.** sechsmal ـَـبَهْ V. 11—16; **4.** Norm مَفْعَلَهْ V. 17—20 amah, anah, amah, adah. Aufgehobene Pausen hinter V. 1—3, 8, 9, 11, 13—15.

S. XCI. Keine Veränderung. Der Reim ist nicht hâ, sondern âhâ durch alle fünfzehn Verse. Pausen aufgehoben bei V. 1—9, 11, 12, 14.

S. XCII. Keine Veränderung. Reim durchwegs â[1]). Pausenverbot nach V. 1—6, 8, 9, 12, 15, 17, 19.

S. XCIII. Keine Veränderung. Reim in V. 1—8 achtmal â, in V. 9, 10 zweimal ar; V. 11 reimt nicht. Pausenverbot bei V. 1, 2.

S. XCIV. Keine Veränderung. Reim viermal ـرَكْ, zweimal yusrâ, zweimal ـنْتَبْ. Die Pausen hinter V. 1—3, 5 und 7 sind aufgehoben.

S. XCV. Keine Veränderung. Reim în (ûn, îm). Pause aufgehoben nach V. 1—3 und 5.

S. XCVI. Keine Veränderung. Reim zweimal aq, viermal am (عَلَّمْ in V. 4 mitgerechnet), neunmal â, viermal ـَانِيَهْ. V. 19 reimt nicht. Pause verboten bei V. 3, 4, 6, 9, 11, 15, 17, 18.

S. XCVII. Keine Veränderung. Reim ـدْرِ sechsmal in fünf Versen (auch القَدْرِ in V. 3). Pausenverbot bei V. 1, 2.

S. XCVIII. Bei Zam. fällt der Absatz hinter V. 7 weg und ist ersetzt durch eine Teilung von V. 2 bei مُطَهَّرَةً. Der Reim zerfällt in zwei Gruppen: **1.** ayyinah, ahharah (?), ayyimah, ayyinah, ayyimah (V. 1—4); **2.** ariyyah, ariyyah, arabbah (V. 5—8). Pausenverbot nach V. 1.

S. XCIX. Keine Veränderung. Die erste Gruppe V. 1—5 zeigt den Reim âlahâ, wozu V. 6 mit âlahum eine Art Abschluß bildet; die zweite Gruppe V. 7, 8 zeigt doppelten Kreuzreim âlâ-arah, âlâ-arah. Pausenverbot nach V. 1, 2, 4.

S. C. Keine Veränderung. Vier Gesätze: **1.** (V. 1—3) âtî-abḥâ, âlî-âdḥâ, âtî-ubḥâ; **2.** (V. 4, 5) arna-aq'â, atna-am'â; **3.** (V. 6—8) dreimal ûd(û); **4.** (V. 9—11) dreimal îr. Pausenverbot nach V. 1—5, 9, 10.

S. CI. Bei Zam. in V. 1 bei القَارِعَةُ, V. 5 und 6 bei مَوَازِينُهُ neue Teilungen, daher Erhöhung der Verszahl auf elf. Die Reimfolge zeigt dreimal âri'ah, zweimal ûṯ (ûš), viermal ـَانِيَهْ, wobei die beiden ersten Glieder je von dem vorantretenden Zwischenreime âzînuh begleitet sind. Pausenverbot bei V. 3, 5 Mitte, 6 Mitte.

S. CII. Keine Veränderung. Der Reim setzt mit zweimal ـَابِرْ ein, um dann in das gewöhnliche ûn (in, îm) überzugehen. Pause bei V. 1, 3, 6, 7 aufgehoben.

1) Auf zwei besondere Reimgruppen weist D. H. Müller »Die Propheten« I S. 55, Anm. 1 hin.

S. CIII. Keine Veränderung. Reim dreimal مُسْتَمِرّ Pausenverbot nach V. 1 und 2.

S. CIV. Keine Veränderung. Reimfolge zweimal azah (Binnenreim هُمَزَة), zweimal adah, zweimal amah, viermal adah. Die Pausen hinter V. 1, 2, 4, 6, 8 sind aufgehoben.

S. CV. Keine Veränderung. Reim îl. Pausenverbot bei V. 2, 3, 4.

S. CVI. Die Teilung hinter V. 3 ist bei Zam. nach البَيْت in V. 2 verschoben. Der Reim ist ai (au) + Konsonant + î; die Pausen hinter V. 1 und der neuen Teilung sind aufgehoben.

S. CVII. Keine Veränderung. Reim în. Pausenverbot bei V. 2, 4, 5, 6.

S. CVIII. Keine Veränderung. Reim مُفْعَر.

S. CIX. Keine Veränderung. Als Reim dürfte nur ûn (în) zu betrachten sein; die Versendungen 3, 4 sind ohne Reim, denn die Uebereinstimmung des Ausganges in V. 3 und 5 wird durch die Identität der beiden Verse überhaupt als Reim verdächtig. Pause hinter V. 1, 2, 4 aufgehoben.

S. CX. Keine Veränderung. Reim anscheinend â + Konsonant + â; V. 1 reimt nicht. Pausenverbot hinter V. 1 und 2.

S. CXI. Keine Veränderung. Reim viermal a + Kons. + ab, dann als Abschluß asad. Pausenverbot hinter V. 3.

S. CXII. Keine Veränderung. Reim ad, nach dem Typus فَعَلْ, wozu auch V. 3 Mitte zu rechnen ist. Pausenverbot hinter V. 3.

S. CXIII. Keine Veränderung. Der Reim nach der Norm فَعَلْ ist symmetrisch verteilt: zweimal aq, einmal ad, zweimal ad. Alle Zwischenpausen sind aufgehoben.

S. CXIV. Keine Veränderung. Der Reim ist siebenmal âsî (V. 4 Mitte mitgerechnet). Alle Zwischenpausen sind aufgehoben.

Ich denke, diese Vergleichung der beiden Rezensionen zeigt klar, daß Vollers' Reimübersicht und seine daraus gezogenen Folgerungen allzusehr durch den Zufall bestimmt sind, der ihm die Flügelsche Ausgabe vorlegte; hätte Vollers die Versausgänge der Leesschen Kaššâfausgabe zur Grundlage seiner Betrachtung gemacht, so wäre er schon zu wesentlich anderen Ergebnissen gekommen. Ich glaube aber auch gezeigt zu haben, daß einer Verwertung der qurânischen Reime zu sprachlichen Erörterungen vor allem einmal eine von den Zufälligkeiten der jeweiligen Verseinteilung unabhängige Erforschung der auf diesem Gebiete herrschenden akustischen und zahlenrhythmischen Regeln oder Gesetze voranzugehen haben wird. Meiner Mei-

nung nach wird bei dieser Erforschung auch die von D. H. Müller aufgedeckte Strophik des Qurâns, vielleicht mit einigen Modifikationen, eine wichtige Rolle spielen. Jedenfalls aber geht aus meiner Gegenüberstellung der beiden Rezensionen hervor, wie wenig die Flügelsche Qurânausgabe unbeschadet ihrer unleugbaren Verdienste, den Anforderungen philologischer und literarischer Kritik entspricht. Die Dringlichkeit einer wirklich kritischen, den Ergebnissen der Wissenschaft in vollem Maße Rechnung tragenden Textedition, die nicht nur eine Uebersicht der Textvarianten, sondern auch vergleichende Angaben der Verseinteilung, der Abschnitte, der Rukû'vermerke und last not least der Pausenlesezeichen in den verschiedenen Rezensionen vermitteln und veranschaulichen müßte, könnte garnicht drastischer und einleuchtender demonstriert werden. Ist es nicht erstaunlich, daß das heilige Buch einer Weltreligion, die mit jener der europäischen Zivilisation in Ursprung, Anlage und Entwicklung die wichtigsten Dinge gemein hat, eines der hervorragendsten Monumente einer Weltsprache von kaum vergleichlicher Verbreitung trotz dem hohen Stande der heutigen arabischen Philologie es noch nicht zu einer den wissenschaftlichen Bedürfnissen auch nur halbwegs genügenden Textwiedergabe gebracht hat? In dieser Tatsache aber liegt die Begründung des grundsätzlichen Einwandes, den ich gegen Vollers' Aufstellungen und Schlußfolgerungen, so weit sie sich auf die Reime des Qurâns als Dokumente sprachlicher Eigenheiten beziehen, zu erheben genötigt bin.

Dazu kommt aber noch, daß meines Erachtens das Wesen des qurânischen Reims in Vollers' Darstellung durch eine viel zu sehr am Aeußerlichen haftende und allzu mechanisch vorgehende Beobachtung verdunkelt wird. Wenn er z. B. bei S. XIX für V. 2—34 und 42—98 die Reimgestalt an (ā) verzeichnet, so wird er der Tatsache, daß hier in Wirklichkeit zwei gänzlich verschiedene Reimcharaktere vorliegen (vgl. meine Darlegungen im betr. Absatz), nicht gerecht. Ebensowenig ist der in S. XLVIII vorliegende Reim der Norm فعيلًا durch den Vermerk an (ā) genügend gekennzeichnet; in S. XLVII, wo Vollers lahum, ahum u. dgl. notiert, herrscht in Wirklichkeit der Ausgang âlahum u. s. w. Zu solchem Notierungssystem wird Vollers zum Teil auch durch die Annahme geführt, daß in den qurânischen Sûren grundsätzlich Reimeinheit vorliege oder ursprünglich vorgelegen habe, somit bei der Rekonstruktion womöglich wieder hergestellt werden müsse. Daraus folgt dann aber weiter die Nötigung sehr weitgehende Assonanzen anzunehmen, die ihren Namen aber sehr mit Unrecht führen, da kein wie immer konstruiertes Gehör

z. B. einen Anklang zwischen îm und âq wahrnehmen kann. Ich habe oben an verschiedenen Sûren gezeigt, daß diese angeblich einheitlichen Assonanzen in Wirklichkeit verschiedenen Reimsystemen angehören, die mitunter sogar inhaltlich auseinander gehalten werden können. Wer Sinn und Gehör für dergleichen hat, wird nach meinen flüchtigen Darlegungen stellenweise schon recht komplizierte und kunstvolle Gestaltungen wahrgenommen haben, deren Existenz auch für weitere Geltungsgebiete im Qurân vielleicht durch gründlichere systematische Untersuchungen bestätigt werden wird. Ebenso wie die Reimeinheit für die Versausgänge muß ich ferner den Reimzwang, den Vollers vorauszusetzen scheint, bestreiten. Es gibt im Qurân, wie ich oben an einigen Fällen gezeigt habe, Verse genug, die jeder Einreihung in den Gleichklang spotten; häufig stehen sie am Ende eines Strophengebildes. Auch hier dürfte genauere Beobachtung manche interessante Momente zu Tage fördern.

Darin stimme ich Vollers aber unbedingt zu, daß die Reime des Qurâns in der Schreibung des offiziell überlieferten Textes einer entstellenden Ueberarbeitung unterzogen sein müssen, die im Sinne einer totalen Unterdrückung aller Pausalformen bis auf geringfügige Reste (z. B. ـيَهْ für das Pronominalsuffix der ersten Person in S. LXIX 19, 20, 25, 26, 28, 29 oder الظُّنُونَا S. XXXIII 10 u. dgl. m.) erfolgte. Ob sie absichtlich oder aus bloßer Nichtachtung der Reimgebilde geschah, läßt sich wohl kaum mit Sicherheit bestimmen; jedenfalls waren die Bearbeiter keine philologisch geschulten Leute, denn ihr Werk ist, wie Vollers zeigt, Stümperarbeit. Für die Rekonstruktion reiner Reime genügt jedoch die Anwendung jener Pausalregeln, die auch im Qaṣîdenreim Geltung haben. Die auf diesem Wege sich ergebenden Wortformen gehören immer noch der ʿArabiyyah an; zur Einsetzung ausschließlich vulgärer Formen geben die Reimverhältnisse nirgends gegründeten Anlaß, ja gerade sie sichern nicht selten die Aussprache der 'Iʿrâbendungen, wie z. B. S. XIX, XLVII u. ö. An anderen Stellen, wo Vollers apokopierte Formen einsetzt, geschieht dies nur der Theorie zu Liebe, ohne daß der Reim dazu nötigte; ich habe oben gelegentlich auf S. XIV 1—6, L 42, 43, LI 5, 6 LII 1—10, LXXX 34—37, LXXXII 7, 8, LXXXIX 1—4, CVI, CXIV hingewiesen, wo die Kasusendungen im Gleichklang bleiben. Aber auch die unleugbar große Menge gesichert stummer Endungen (die übrigens zum größten Teil auf den Bequemlichkeitsreim ûn (în) entfallen) kann nicht als eine spezifische Erscheinung des Vulgarismus gedeutet werden, sondern bleibt durchwegs im Rahmen der poetischen Sprache. Selbst die Apokope der Akkusativ-

endung, auf die Vollers so großes Gewicht legt, würde aus diesem Rahmen nicht hinaustreten. Zwar herrscht in der Poesie unverkennbar das Bestreben, die Endstellung des indeterminierten Akkusativs bei stummem Reimausgange zu vermeiden; das wird wohl in dem syntaktischen Charakter des Akkusativs als Casus adverbialis begründet sein, bei dem die Wortstellung im Satze und damit die Unzweideutigkeit des Sinnes nicht in jenem Grade gesichert ist, wie bei den beiden anderen Deklinationsfällen. Tatsächlich hat sich ja auch in der Vulgärsprache die Akkusativendung um vieles länger und häufiger erhalten, als die übrigen 'I'râberscheinungen. Immerhin kommt aber auch im Qaṣidenreime die Apokope des Akkusativ-â vor. Dem schon von Nöldeke, Gesch. d. Q. 28 Anm. 2 beigebrachten Belege Labid XXI 4 kann ich zu weiterer Bekräftigung in der Eile nur den Hinweis auf Ṭarafah V 58, Zuhair App. XX 3, Imr'ulqais App. I 2 und XIX 26, al-'Afwah Naṣ. ٧٣ Z. 5 und Mutalammis XV 13 anfügen, was vorläufig genügen mag. Freilich erscheint diesen wenigen Stellen gegenüber die von Vollers S. 164 zusammengestellte Reihe jener Qurânverse (darunter vier ganze Sûren), in denen die Reimnötigung seiner Ansicht nach die Fällung des Akkusativ-â gebieterisch erfordert, als unverhältnismäßig lang, wenn sie auch meines Erachtens für den vulgären Charakter der qurânischen Wortformen nicht beweisend wäre. Bei näherer Betrachtung verringert sich aber die Zahl dieser Beweisstellen ganz wesentlich. In der Verseinteilung bei Zam. entfallen die betreffenden Reimanstöße, wie aus der oben angestellten Vergleichung erhellt, zum allergrößten Teile; damit verlieren sie von vornherein ihre Beweiskraft und sind daher aus der Vollersschen Liste auszuscheiden; ebensowenig beweisen natürlich die bei Zam. neu hinzukommenden Unregelmäßigkeiten II 16 und IV 3, da sie durch das Teilungssystem bei Fl. hinfällig gemacht sind. Aber auch für die sowohl bei Fl. wie bei Zam. verbleibenden Stellen (davon abgesehen, daß diese wieder durch eine dritte Rezension außer Kraft gesetzt werden können) habe ich bei S. LXXIII und CX, sowie bei den Versen XXXV 37—45, LVI 25, 35, 36 und LXVI 5 die selbständige Berechtigung ihrer Endungen im Reimaufbau der betreffenden Sûren oben dargelegt. Eine unzweifelhaft zwingende Nötigung zur Apokope des Akkusativ-â besteht somit nur für die beiden Verse LVI 24 und XC 6. So wenig man nun aus den oben zitierten Dichterstellen schließen darf, daß Labid oder Mutalammis eigentlich ohne 'I'râb gesprochen haben, so wenig ist beim Propheten und seiner Offenbarung ein solcher Schluß aus einzelnen (oder auch zahlreicheren) Reimfällen angängig. Und so gewiß auch die Reimendungen des Qurâns in der überlieferten Form das Produkt einer absichtlich oder unbe-

wußt entstellenden Umformung sind, so darf man diese Tatsache doch nicht im Sinne der vulgären Urabfassung deuten, so lange die durch die Qaṣidenreime gesicherten Regeln der ‘Arabiyyah für die Rekonstruktion reiner Reime (und deutlicher Assonanzen) genügen. Es ist wahr: Hätte der Prophet وَٱشْتَعَلَ ٱلرَّأْسُ شَيْبًا wirklich wašta‘arraš-šaib ausgesprochen, so hätte er ja wohl trotzdem in einem Reimkomplex mit der Endung â šaibâ sagen können; aber daß er ganze Sûren oder Strophen auf den Reim des Akkusativ-â aufbaute, wäre dann undenkbar. Gerade die S. XIX, der Vollers den soeben zitierten Satz entnimmt, ist ein Beispiel dafür; man kann doch unmöglich annehmen, daß Muḥammad dem einen Anfangsreim زَكَرِيَّا zu Liebe die übrigen 68 (nach Vollers 90) in Frage kommenden Verse in eine Kasus-Endung hätte auslaufen lassen, die seiner Sprache, in welcher er den ganzen Qurân offenbarte, fremd war; auch ein Stümper würde in solchem Falle lieber das éine unbequeme Wort zu vermeiden wissen. Gerade der ausgedehnte Gebrauch der Akkusativendung im Reime ist vielmehr ein Beweis für ihre Verwendung in der lebendigen Sprache des Propheten.

Alle Gründe sowohl deduktiver Wahrscheinlichkeit als auch induktiver Erforschung der Qurânsprache an der Hand der Reime sprechen also für die Bestätigung der historischen Nachrichten über die Person, die nähere und weitere Umgebung des Verfassers und des augenscheinlich in der Textüberlieferung und in der Darstellung der nationalarabischen Philologie vorliegenden Sachverhaltes: daß nämlich Muḥammad die Sprache der Quraiš, d. i. die mit dem 'I‘râb versehene, aber sonst in vielen Einzelheiten von der ‘Arabiyyah des Najd abweichende beduinisch-patrizische Mundart des Ḥijâz gesprochen und in seinem heiligen Buche verwendet hat; nur sind hier die Eigentümlichkeiten dieser Sprache durch die sklavisch-getreue Ueberlieferung einer von snobistisch-halbgebildeten und rechthaberischen Redaktoren einmal eingeführten Orthographie und Orthoëpie, die auch die (mit gewissen Vorurteilen und Traditionen ohnehin nicht recht vereinbaren) Reime nicht verschonten, verdunkelt, ja manchmal zu einer Karrikatur der östlichen (tamîmischen) ‘Arabiyyah verzerrt. Dem gegenüber stützt Vollers seine Theorie auf die Existenz der Varianten, die er als Ueberreste der Urfassung ansieht. Aber eben dies scheint mir die allerunwahrscheinlichste Lösung des Rätsels zu sein, ja das Dunkel desselben noch zu vermehren, da ich für den Fall der vulgären Urfassung des Qurâns die isolierte Erhaltung einzelner Stellen dieser Fassung nicht begreifen könnte; der Zahn der Zeit, auf den Vollers sich beruft, reicht zur Erklärung der Tatsache,

daß nur ganz Vereinzeltes von der Urfassung auf uns gelangt ist, nicht aus; viel plausibler wäre dann die vollständige Vernichtung der alten Tradition oder die Konstatierung prinzipieller Differenzen gegenüber dem aktuellen Text. Gerade die Erhaltung der Varianten beweist aber, daß hier auffälliges, von der übrigen alten Tradition in dem ganz bestimmten Einzelfalle abweichendes vorlag. Solcher Einzelfälle mögen ja ursprünglich noch mehr gewesen sein, aber sie waren immer etwas singuläres. Auf Vollers' Frage ›wie wären die anerkannten Hüter der ältesten Ueberlieferung dazu gekommen, die erhabene Sprache des Gesandten Gottes durch ein volkstümliches, ja plebejisches Idiom zu ersetzen?‹ ist zu antworten, daß wir die Uebung der ausgebildeten islamischen Tradition und Legende nicht auf die Zeit des Propheten und seiner unmittelbaren Nachfolger übertragen dürfen. Textkritische und philologische Fragen, die hundert Jahre später für das Weltreich des Islâm von der höchsten, ans Leben greifenden Wichtigkeit sein mochten, waren den Genossen und den unmittelbaren Nachfolgen des Gottesgesandten gleichgültig. Außerdem darf man nicht vergessen, daß die Ueberlieferungsverhältnisse des Qurâns in und gleich nach seiner Entstehungszeit doch wesentlich anders gewesen sein müssen, als die fromme Tradition es darstellt. Mit Recht macht sich Winckler, Arab. semit. orient. 59 über die naiven Vorstellungen von der Tätigkeit der Qurânredaktoren, die ihren Text ›aus Zetteln, Schulterknochen, Palmblättern, flachen Steinen und dem Gedächtnis der Menschen‹ zusammenstellten, lustig. In den großen Handelsstädten Mekkah und Medînah sollte das Gesetzbuch einer rasch an Zahl und politischer Macht zunehmenden Gemeinde keine regelrechte Aufzeichnung gefunden haben? Aber die muhammedanische Tradition, das mittelalterlich-asketische Ideal, in das sie hineinwuchs, brauchten diese Darstellung; ohne solche Armeleute-Romantik hätte der islamische Passionsmythos bald seinen Reiz für Ḫorasâner, Kufaner und Kairenser verloren. Die moderne Forschung aber darf sich durch solche Geschichtskonstruktionen nicht blenden lassen. Es kann ja garnicht anders sein, als daß die ›Offenbarungen‹ des Propheten, von der allerersten Zeit etwa abgesehn, sofort aufgezeichnet wurden. Die verschiedenen Nachrichten über nachträgliche Korrekturen und Widerrufe bestimmter Vorschriften sind garnicht verständlich, wenn man jene ›Sitteneinfaltsschilderungen‹ der Legende ernst nimmt. Wie die Aufzeichnungen aber graphisch ausgesehen haben mögen, davon geben uns die Papyrusfunde aus der Zeit der Eroberung Aegyptens eine Vorstellung. Daß nun bei der Vorlesung dieser Konsonantengerippe die Individualität der Leser, ihre Herkunft, Bildung, Konsequenz und Aufmerk-

samkeit wesentliche und dabei bei einer und derselben Person wechselnde Abweichungen bewirken mußten, läßt sich denken. Als der Kodex der Gesetze, unser Qurântext, schon zusammengestellt war, werden jene einzelnen Aufzeichnungen wahrscheinlich noch eine Zeit lang unter den Leuten kursiert haben. Daß die offizielle Redaktion von jenen individualistischen Zufallsvelleitäten keine Notiz nehmen konnte, ist doch wohl begreiflich; aber wenn Vollers weiter frägt: ›Welche Gründe hätten vorgelegen, diese Verunzierung der ursprünglichen Sprachform der Nachwelt zu überliefern‹, so kann man erwidern, daß die Rabulisterei der islamischen Theologen und Juristen noch ganz andere Leistungen spitzfindiger, zum Teil oppositioneller Pedanterie aufzuweisen hat. Die medinische Verborgenheit, in welcher während der Zeit der umayyadischen Herrschaft die theologischen Studien blühten, ohne einen nennenswerten Einfluß auf die politische und soziale Entwicklung der Dinge ausüben zu können (vgl. Nöldeke, Gesch. d. Q. 264 f.), begünstigte in hohem Grade die Pflege solcher Kleinarbeit. Als später der Qurân die höchste Wichtigkeit als vornehmste Gesetzesbasis erlangte und die Philologie im Dienste des Gottesstaates über der Reinheit und Unverfälschtheit des heiligen Textes zu wachen hatte, mußte sie sich notgedrungen mit allerlei auf solchem Kram beruhenden Fragen beschäftigen. So kamen auch die vulgären Varianten der ältesten Leser auf die Nachwelt, und so erklärt sich ihre Existenz ohne Widerspruch zu den historischen Berichten und den textlichen Grundlagen. So dürfen sie als wichtige sprachliche Dokumente für die Erkenntnis der Volkssprache in den Ḥijâzenischen Städten der frühislamischen Zeit angesehen und benutzt werden, und ich halte darum die wegwerfende Art, in der sich Brockelmann (Grundr. d. vgl. Gramm. I 24) über ihre sprachliche Bedeutung und ihre Verwendung durch Vollers äußert, für unberechtigt und ungerecht. Gerade darin, daß Vollers ihre Wichtigkeit für die Erkenntnis der altarabischen Vulgärsprache erkannt, und durch ihre Vergleichung mit den Eigentümlichkeiten der späteren Verkehrssprache und der heutigen Dialekte den Weg zur Darstellung und Erforschung dieser alten Mundart weist, liegt das große Verdienst seines Buches, und wenn ich ihm auch in den weiteren Folgerungen und Schlüssen auf die ursprüngliche Sprache des Qurâns selbst nicht beistimmen kann, so meine ich doch, daß er sich mit diesem Werke ein ehrenvolles und dauerndes Denkmal in der Entwickelungsgeschichte der Arabistik gesetzt hat.

Wien R. Geyer

B. Baentsch, Altorientalischer und israelitischer Monotheismus. Tübingen 1906, J. C. B. Mohr (Paul Siebeck). XII + 120 S. 8°.

Die vorliegende Schrift will ein Wort zur Revision der entwicklungsgeschichtlichen Auffassung der israelitischen Religionsgeschichte sprechen. Und zwar meint Baentsch unter dem Eindruck der babylonischen Forschungen, es müsse ein engeres Verhältnis zwischen der babylonischen Theologie und der israelitischen Religion festgestellt werden, als in der von Wellhausen begründeten Schule geschieht.

Zu diesem Zwecke hebt er zunächst die monotheistischen Strömungen in der babylonischen Religion hervor und findet sie in der nationalen Volksreligion, in der Religion der frommen Herzen und in der priesterlichen Religion. Auf dem ersten Gebiete kommt es wegen der Verwandtschaft von Religions- und Staatsleben durch die monarchische Ausgestaltung des babylonischen Staatswesens zu einer monarchischen Zuspitzung auch des Pantheons im höchsten Staatsgotte, also Marduks in Babel und Assurs in Assur. Doch führt diese Entwicklung nirgends über das Prinzip des Polytheismus hinaus (S. 6—12). Die frommen Herzen schließen sich zwar oftmals an einen Gott besonders eng an, auf den sich die religiöse Beziehung konzentriert, aber auch hier findet nur Annäherung an den begrifflichen Monotheismus statt, der Polytheismus wird auch hier nicht überwunden (S. 12—19). Dagegen ist es in der priesterlichen Religion zu einem Monotheismus gekommen, der auf der Spekulation vom summus deus ruht. Der oberste Himmelskreis wird von Anu, der mittlere von Ninib, der untere von Sin regiert; diese drei summi dei »schreien« aber nach Identifizierung. Dazu kommt, daß die Planetengötter wieder eine enge Beziehung zu den Weltären haben, die nach den Sternbildern des Zodiakus bestimmt werden. Hierbei steht Sin als Herrscher zur Weltära der Zwillinge, Marduk zu der des Stiers u. s. w. Zwischen Sin und Marduk ist nun wieder durch Schamasch eine enge Beziehung vorhanden. Denn Sin-Mond und Schamasch-Sonne zeigen verwandte Eigenschaften, Schamasch aber verschlingt sich mit Marduk, dem Gotte der Frühjahrssonne, und Marduk wiederum als Jupiter verschmilzt mit Ninib-Mars, Nebo-Merkur, Nergal-Saturn, da diese vier Planeten die vier Himmelsstellungen der Sonne bezeichnen. Das drängt zu der Anschauung, daß die verschiedenen Götter nur Teilerscheinungen einer einzigen göttlichen Macht sind. Aehnliche Spekulationen finden sich in Aegypten (S. 19—38). Diese monarchische Gestaltung des Pantheons hat nun auch auf die Kultur Kanaans einge-

wirkt, wo der Begriff des El 'eljôn erscheint, an den eine monotheistische Lehre ohne weiteres hätte anknüpfen können (S. 38—42). — Bei dieser Entwicklung hat der altorientalische Monotheismus nun zwar den Polytheismus nicht prinzipiell überwunden und verläuft daher im Pantheismus, während der israelitische Monotheismus den Polytheismus prinzipiell verwirft und ethisch ist (S. 42—48). Aber dennoch bestehen Zusammenhänge zwischen beiden Formen. Zunächst zeigt die ursprünglich kanaanäische Abrahamsage, daß der Begriff des El 'eljôn mit monotheistischer Tendenz in Kanaan bis auf die Zeit der israelitischen Einwanderung lebendig war. Die Religion Abrahams hängt aber mit dem babylonischen Mondkult zusammen; der El 'eljôn war gewiß wie Sin irgendwo am Himmel lokalisiert (S. 48—65). Ferner aber hat der Sinkult auch auf die vormosaische Wüstenreligion der Hebräer eingewirkt. Denn der Sinai ist der Berg des Mondgottes, die Midianiter wie die Minäer sind Mondverehrer gewesen, die ältesten israelitischen Feste, Neumond, Sabbat, Passa sind Mondfeste, die Ahnen der Israeliten müssen Verehrer des Mondgottes gewesen sein. Mit dem Mondgotte ist der hebräische Wettergott Jahve identifiziert worden und hat astralen Charakter als Jahve Sebaot, d. h. Herr des Sternenheers, erhalten (S. 65—77). Damit wird er zum Himmelsgott und an ihn hat Mose angeknüpft, obwohl ein schöpferisches Erlebnis hinzukam. Mose hat nämlich den prinzipiellen Bruch mit der Naturreligion vollzogen, der sich nirgends sonst im altorientalischen Glauben findet. Mit diesem Bruch hat er der Jahvereligion den Stempel des ethischen Monotheismus aufgeprägt; und der neue Jahveglaube hat sich im Kampf mit der Naturreligion im Laufe der Geschichte behauptet (S. 77—108).

Ich fürchte, der Aussichtsturm, von dem aus Baentsch uns die genannten Zusammenhänge zeigt, ist zu schwach gezimmert, um haltbar zu sein. Oder man muß die merkwürdige Brille des Panbabylonismus aufhaben, um sie zu sehen. Auf zwei Kulturkreise, den kanaanäischen und den althebräischen am Sinai, soll der babylonische Mondkult mit monotheistischer Tendenz eingewirkt haben. Mag nun der Mondkult in einzelnen Priesterkreisen mit monotheistischen Spekulationen verbunden gewesen sein, wofür man den schönen Hymnus an Sin (4. Rawl. 9 f.) anführen mag, so vermisse ich doch gänzlich den Beweis, daß er in dieser Gestalt zwischen 1500 und 1000 v. Chr. auf andre Völker eingewirkt hat. Sin war damals entthront durch Marduk, der mit dem Monde nichts zu tun hat. Zum Zweck einer Verbindung des Mondkultus mit Kanaan wird Abraham zu diesen beiden Begriffen fälschlich in Beziehung gesetzt. Der abu rêmnu (√רחם 4. Rawl. 9, 27) hat mit ab-râm (√רום) keine Verwandtschaft; wo Ur

Kasdim lag, das in LXX unbekannt ist, wissen wir nicht; Charrân kommt für die Vätergeschichte nicht als Kultstätte, sondern als Mittelpunkt der aramäischen Stämme in Betracht; die 318 Knappen in Gen. 14 auf die Tage des sichtbaren Mondes zu deuten, mag möglich sein, doch überzeugungskräftig ist es wirklich nicht; denn mit den ›uralten Ueberlieferungselementen‹ in Gen. 14 ist nun einmal nichts anzufangen. Vollends die Behauptung, der El 'eljôn der Abrahamzeit sei astralen Wesens und werde irgendwo am Himmel lokalisiert gedacht (S. 55. 62), schwebt völlig in der Luft. In Achijamis Brief ist schwerlich ein mächtiger babylonischer Einfluß auf das Westland (S. 57) zu entdecken; übrigens ist der Verfasser, falls Achijami = אחיהוד, eher ein Hebräer denn ein Kanaaniter. Ebenso willkürlich aber ist die Behauptung, Abraham sei eine kanaanäische, keine israelitische Gestalt. Wo besteht denn nur das geringste Recht zu dieser Behauptung? Abraham trägt den gleichen Nomadencharakter wie Isaak und Jakob, der sich gleich schlecht aus kanaanäischer Sage erklärt. Das zarte Kolorit seiner Religion ist dem kanaanäischen entgegengesetzt. Denn alles Sinnliche fehlt und das Geistige ist an die Stelle getreten. Gerade in der Ueberwindung des kanaanäischen Menschenopfers wird von der altertümlichen Elohimquelle die religiöse Tat Abrahams erblickt. Er steht also in jeder Hinsicht in Gegensatz zur kanaanäischen Kultur. Er stammt aus Aram (Gen. 24, 10), wie alle Hebräer aus Aram stammen. Diese ethnologische Erinnerung gehört zu den sichersten Stücken der Vätersage. — Aber auch den starken Einfluß des Mondkultus auf die althebräischen Stämme am Sinai bezweifle ich. Sicher scheint mir freilich, daß der Berg seinen Namen von Sin hat, und möglicher Weise waren die Midianiter Mondverehrer. Auch hängen Neumond und Sabbat ursprünglich mit dem Mondlauf zusammen, irgendwie wohl auch das Passa (S. 71). Doch lassen sich daraus gar keine zwingenden Schlüsse auf eine Mondreligion der vormosaischen Hebräer ziehen. Baentsch fühlt das auch, wenn er den Jahve der vormosaischen und mosaischen Zeit bereits eine recht komplizierte Größe nennt und neben den lunaren Zügen in ihm einen Wettergott und Vulkangott und Stammesgott findet (S. 68 f.). Er glaubt in Jahve einen Wettergott mit dem Mondgott verschmolzen (S. 73 f.), meint aber, der astrale, genauer lunare Charakter dieses summus deus hebe Jahve über das heute vielfach angenommene Niveau hinaus, wenn auch nicht bis auf die Höhe der Mondverehrer von Ur (S. 76). Hier wird doch der Mondreligion eine religiöse Bildungskraft zuerkannt, die bei den Hebräern unerweislich ist, und dagegen werden die wirklich überlieferten frommen Züge der Väterreligion ganz unter-

drückt. Die Gottesvorstellung der Väterzeit läßt sich vielmehr aus der Gestalt des mal'ak jahve entnehmen, der gar keine astralen Züge aufweist. Diese Gestalt des Engels Jahves ist aus der nachmosaischen Zeit nicht erklärbar, so oft man das auch versucht hat, sondern nur als die Hülse der ältesten israelitischen Gotteserscheinung verständlich. Denn sie enthält das göttliche Subjekt häufig noch in sich, neben dem später ein geschöpfliches hinzugekommen ist. Hier sehen wir die edeln, milden, friedlichen Züge des Gottes, der Hirt und Beschützer seiner Frommen ist und sie segnet (Gen. 48, 15 f.). Am ehesten läßt er sich mit dem göttlichen Ahnherrn des Stammes vergleichen, das Wesentliche liegt aber in der Sittlichkeit seines Wesens, der z. B. das altsemitische Menschenopfer nicht mehr entspricht (Gen. 22). Von astralen Motiven fehlt hier jede Spur.

In den Bannkreis einer unbewiesenen Astralreligion wird nun auch Mose gestellt, aber glücklicher Weise nur, um ihn alsbald daraus zu befreien (S. 77 ff.). Abgesehen davon, daß ich den Grund für Moses Monotheismus nicht in einem letztlich babylonischen Monotheismus sehen kann, halte ich Baentschs Ausführungen zur mosaischen Religion für sehr beachtenswert und bedeutsam gegenüber der gegenwärtigen häufigen Unterschätzung. Nach ihm hat Mose mit der Astralreligion prinzipiell gebrochen, indem er den summus deus nicht mehr mit einer astralen Himmelserscheinung verband, sondern als lebendige sittliche Persönlichkeit erfaßte (S. 87). Damit ist etwas grundsätzlich Neues gegeben (S. 88), und richtig wird das ethische Pathos und die Intoleranz der Religion Moses sowie die Bildlosigkeit Jahves hervorgehoben (S. 88) und betont, daß es sich in der folgenden Zeit nicht um die Entwicklung eines religiösen Prinzips, sondern um den Kampf zweier Prinzipien handelt, der Mosereligion und der Naturreligion (S. 94). Diese Gedanken haben bleibenden Wert, weil sie mit den geschichtlichen Zeugnissen in Einklang stehen, was die Vorstellungen von der Wirksamkeit der babylonischen Astralreligion auf die hebräische Religion leider nicht tun.

Man sieht, wie ernstlich Baentsch bemüht ist, der religiösen Gestalt Moses größere Umrisse zu geben, als in der ›entwicklungsgeschichtlichen Auffassung‹ bisher vielfach geschieht; und mit Moses Bild vergrößert oder verkleinert sich ja stets das Totalbild der alttestamentlichen Religion. Aber falsch ist es, als Hintergrund zu diesem Bilde die babylonische Astralreligion anstatt der Patriarchenreligion zu wählen. Mose will nach der Ueberlieferung den Gott der Väter verkündigen (Ex. 3, 6); daran dürfen wir nicht rütteln, wenn sich nicht alles in ein großes Phantasiebild auflösen soll. Und die

Ueberlieferung gibt auch genug Anzeichen, aus denen sich der Zusammenhang zwischen Mose und den Vätern verstehen läßt. Diese Anzeichen aufzusuchen ist eine der vornehmsten Aufgaben der hebräischen Sagenforschung, die mit dem gegenwärtigen Skeptizismus nicht sehr gefördert wird. Sonst kommt man auf so unglaubhafte Vorstellungen, wie daß die mosaische Religion eine Wahlreligion gewesen sei und was dergleichen mehr ist. Immer neue treue Prüfung und Sichtung des überlieferten Sagengutes wird uns aber zeigen, daß der Zusammenhang zwischen Mose und den Vätern ohne jegliche Einmischung astraler Motive herstellbar ist.

Freilich muß zum Schlusse gesagt werden, daß der Entwicklungsbegriff, den auch Baentsch ja anwendet, überhaupt nur ein Hilfsbegriff ist, um die Erscheinungen und Vorgänge des geistigen Lebens gegen einander zu ordnen. Eine erschöpfende Erklärung für die Entstehung der einzelnen geistigen Phänomene kann er niemals geben. Er muß auf jedem Punkte ergänzt werden durch den der Schöpfung. Jedes geistige Phänomen enthält in sich einen neuen Kern, der niemals auf dem Wege der Entwicklung restlos erklärbar ist, sondern als Neuschöpfung mitten im System der Dinge begriffen werden muß. Je größer ein geistiges Phänomen ist, je mehr es sich von seiner gesamten Umgebung abhebt, desto mehr wird das Unableitbare in ihm vorwiegen.

Greifswald O. Procksch

Buch der Strahlen. Die größere Grammatik des Barhebraeus. Uebersetzung nach einem kritisch berichtigten Texte mit textkritischem Apparat und einem Anhang: zur Terminologie von Dr. **Axel Moberg,** Privatdozent an der Universität zu Lund. Einleitung und zweiter Teil. Leipzig, Otto Harrassowitz. 1907.

Das Interesse, das wir an den syrisch geschriebenen Grammatiken nehmen, liegt nicht darin begründet, daß es die eingebornen Grammatiker verständen, die Eigentümlichkeit ihrer Sprache herauszuheben und in sachgemäßer und originaler Fassung uns vorzuführen; das leisten die syrischen Grammatiker noch weniger als die weit originelleren arabischen; unser Interesse liegt vielmehr, abgesehen von dem rein historischen Reize, die Uebernahme und Entwicklung der grammatischen Grundbegriffe zu verfolgen, in den mancherlei wichtigen Einzelheiten, die uns bei Gelegenheit mitgeteilt werden und die in den richtigen Zusammenhang gebracht, zum besseren Verständnis anderer Erscheinungen viel beitragen können. Es ist deshalb mit

Freuden zu begrüßen, daß uns in der vorliegenden Arbeit eine Uebersetzung des wichtigsten, wenigstens umfangreichsten Werkes dieser Art, des Buchs der Strahlen des Barhebraeus, auf Grund eines kritisch berichtigten Textes geboten wird. Freilich, einen kritisch berichtigten Text, dessen Ausgabe dem Verf. aus ökonomischen Gründen nicht möglich war, hätte man noch lieber gesehen; doch erweckt die Akkuratesse der Uebersetzung und die Sicherheit, mit der aus der handschriftlichen Tradition das richtige herausgefunden ist, ein günstiges Vorurteil auch für die Genauigkeit und Vollständigkeit des kritischen Apparates, den ich hier nicht nachprüfen kann.

Das Buch bringt nach einer Vorrede zunächst eine Beschreibung und Würdigung der Handschriften, S. XV—XXIV—XLIV. Die Ausgabe des Abbé Martin 1872 basiert durchaus auf der minderwertigen Pariser Hs. (= P), die anno 1664 vollendet ist. Daneben ist benutzt aus dem brit. Museum eine Hs. add. 7201 (= L), die M. ins 17. oder 18. Jahrh. verweist, aus der Vaticana ms. N. 416 (anno 1637) (= V), verglichen die Hs. des Joseph David, chorepiscopus von Mosul (= D, Datierung nach den Angaben Martins nicht sicher), kaum herangezogen die 2 wichtigen Hs. der Bodleiana cod. Hunt. 1 (= H anno 1491) und cod. Poc. 298 (= O anno 1572). Zu diesem nicht reichen auch vielleicht nicht ausgiebig genug benutzten Material Martins kommen bei Moberg folgende 11 Hss. hinzu. Die älteste und wertvollste ist die in Florenz bibliot. Mediceo Laurenziana aufbewahrte, zum Teil noch zu Lebzeiten des Barhebraeus geschrieben, abgeschlossen 1292, = F; aus der library of Trinity college Dublin eine Hs. (= T), anno 1298 vollendet, und eine zweite (= Tr) vom Jahre 1578; aus dem brit. Museum eine Hs. vom Jahre 1332 (= 𝔏); aus der Kgl. Bibliothek in Berlin 4 Hs. (S, B, 𝔖a, 𝔖); aus der Göttinger Univ.-Bibliothek eine Hs. vom Jahre 1481 (= G) und aus der Univ.-Bibliothek in Cambridge zwei Hs. aus den Jahren 1750 (= C) und = 1736 + (= Ca). In der vom Verf. S. XVII abgedruckten Nachschrift des Abschreibers in der Hs. T scheinen einige Schreibfehler (?) zu stecken. Die Worte, die die Herkunft des Schreibers bringen, lauten ܕܡܢ ܡܕܝܢܬܐ ܡܚܝܠܬܐ ܡܟܝܟܬܐ ܩܘܕܝܕ. Mit Recht nimmt der Verf. an der Verbindung ܡܟܝܟܬܐܩܘ' Anstoß, aber mit Unrecht, m. E., faßt er diese Worte zusammen. Statt mit ihm ܡܟܝܟܬܐ ܕܩܘܕܝܕ zu lesen und einen sonst nirgends genannten Ort zu schaffen empfiehlt es sich ܡܣܟܢܬܐ für ܡܟܝܟܬܐ zu lesen; ܡܣܟܢܬܐ wird ähnlich wie ܡܚܝܠܬܐ gebraucht. Der Ort ܩܘܕܝܕ, kudaidi (nicht kudeid) liegt bei Mosul, Sachau Katal. S. 480. Unwahrscheinlich ist mir auch die Verbindung S. XVIII, 2 ich bitte (jeden): ܡܢ ܟܠ ܕܩܪܐ ܐܢ ܒܥܐ ܐܢܐ ܒܚܘܒܐ; es ist sicher zu lesen ܡܢ ܟܠ ܕܩܪܐ. S. XXV ff. werden die Hss. gewertet und aus drei

Fällen mit Recht der Schluß gezogen, daß im allgemeinen die Ueberlieferung in FTG𝔏 marg. S der in DPL vorzuziehen ist. In diesen letzteren Hss. liegt nach den von M. beigebrachten Beispielen fraglos ein ›berichtigter‹ d. h. nach der jeweiligen Schulgrammatik absichtlich veränderter Text vor. Der Entscheidung, die der Verf. in der Frage S. XXVII ff. trifft, kann man nur zustimmen; danach würde die Auffassung von ܒܪ̈ܝܬܐ als plur. von ܒܪܝܐ auf Barhebraeus zurückgehen. Daß ܒܪ̈ܝܬܐ Luc. 14, 21 so gut wie prov. 1, 21 ›Wege‹ bedeutet und mit ܒܪܝܐ nichts zu tun hat, ist freilich sicher. Ich vermute, daß Barhebraeus die Bedeutung zu prov. 1, 21 aus dem Griechen erschlossen hat, wie öfter. Aber der Irrtum scheint älter zu sein, cf. Martin I, S. 29, 8. Die Schwierigkeit, das Wort ܒܪ̈ܝܬܐ (cf. ܓܪ̈ܝܐ etc.) von Wegen in der Stadt zu verstehen, half mit zur Umdeutung, vgl. die Bemerkung auf S. XXXI Anm. 3. Ich habe nicht die Mittel zur Hand um nachzuprüfen, ob etwa vor Barhebraeus platea und palatium (ܦܠܛܝܐ und ܦܠܛܝܢ) verwechselt wurden.

Der zweite Teil des Buches bringt die Uebersetzung des letzten 4. Buches der Grammatik des Bh. mit dem dazu gehörigen textkritischen Apparat, S. 1—161; sie umfaßt den Text von S. 193 bis 261 in der Ausgabe Martins. Die Uebersetzung des allerdings ziemlich monotonen und keine sonderlichen Schwierigkeiten bietenden Textes ist sehr gut; ich trage kein Bedenken zu sagen, daß der Verf. sein Ziel S. V, wonach seine Uebersetzung soweit wie nur möglich den Text ersetzen will, erreicht hat. Ich beschränke mich deshalb hier auf die Besprechung einiger Sätze, in denen wirkliche oder scheinbare Mißverständnisse des syrischen Textes vorliegen. Ich zitiere nach der auch von Moberg beibehaltenen Seitenzählung der Ausgabe Martins. S. 193, 20 ist die durch den fetten Druck des ›eines‹ angezeigte Betonung offenbar irreführend. 193, 24 ist das syr. ܡܢܗܘܢ ܕܐܬܘ̈ܬܐ prägnant und wiederzugeben mit: ›allein (schon) von den Buchstaben‹ = *ipsis litteris*. 194, 2 wird wohl zu übersetzen sein: ›ohne Lesezeichen können vielleicht die Gelehrten unter ihnen (den Arabern) richtig lesen, aber die übrigen, Ungebildeten, vermögen es nicht wegen Mangel an dem, was die Griechen .... nennen‹; es ist für ܦܘܣܩܐ zu lesen ܦܘ̈ܣܩܐ, für das ܦܘܢܣ vermute ich φωνας-Vokale. Das ›Saron‹ 195, 2 ist m. E. nicht richtig, aber ich kann nichts besseres geben. 196, 8 gehört das ܒܡܫܝܚܘܬܐ ܐܦܩܘܦܐ des Textes nicht nur, wie der Verf. übersetzt, zum ܐ sondern auch zu ܘ und ܝ (w. und j.). 196, 20 ist zu übersetzen: das ihnen ähnlich ist darin, daß auch der Luftstrom dabei gezogen wird — statt: welcher ihnen hinsichtlich der Dauer des L. gleichkommt; es soll nur gesagt sein, daß das š auch, wie die anderen ›Zisch‹laute mit pfeifendem Luft-

strom gesprochen wird, auf die Dauer desselben kommt es nicht an. S. 198, 14 ܣܚܪܗ ܣܚܪܗ heißt wohl nicht ›er hat seinen Fr. ausgeplündert‹, sondern ›sein Fr. hat ihn ausgeplündert‹. 201, 2 ist ܐܬܛܪܝ mit ›wurde zerrissen‹ falsch übersetzt; es wird von dem Jagen von Schafen (ܒܥܢܐ) gebraucht und ist etwa Synon. von ܐܬܒܕܪ cf. Philox. Mab. 140, 20 (sic. leg.). 203, 15 statt: ›so auch in dem Worte (des Buches) Iob.‹ — so auch beim Verb. Iob. —. 204, 12 wohl nicht: der Schuldbrief tobt wie das Feuer; ܢܘܪܐ, Höllenfeuer muß Objekt zu ܢܣܘܡ sein. 204, 25 nicht: da er mich ganz auf sich geladen hat ist nebst diesem auch das meinige bei ihm, sondern: indem er mich ganz darin (oder damit) trägt samt dem, was mir gehört. 205, 7 ist ܐܬܝܩܐ zwischen γραμματική und λογική natürlich die ἠθική, nicht Ἰθάκη; ebenso ist 205, 12 ܐܪܡܝܢܝܐ nicht ἑρμηνεία, sondern Armenia. Der Text 211, 24 bedeutet nicht: und wenn die bewunderungswürdigen Ostsyrer diese Abgeschmacktheit in einer anderen Sprache, mit der sie vertraut wären, versuchten, entehrten sie sich‹ — sondern: wenn sie diese Ab. in einem anderen Alphabet, daß sie kannten, versuchten, käme ihre Torheit ans Licht (convincerentur cf. z. B. Sirach 23, 21). In dem unvollständigen syrischen Alphabet, das jene Unterschiede (zwischen media und aspirata etc.) nicht ausdrückt, bleibt ihr Fehler verborgen. 213, 17 ist ܥܩܪܐ nicht ›Wurzel‹, sondern, falls ܥܩܪܐ zu lesen ist, kann nur das adj. unfruchtbar gemeint sein. 238, 5 ist ܥܩܡ so wenig ›biegen‹ wie arab. قعل. 244, 2 f. sind die Bedeutungen von ܩܛܝ (›Schar‹) ܩܛܝܐ und ܥܕܪܐ (›Herde‹), ܩܘܒܠܐ (›Haufe‹) nicht richtig angegeben. 246, 24 bis 247, 2 ist nicht recht verstanden. Barhebraeus redet hier von der Fixierung der Modulation des Redners, die dem Satz ganz verschiedenen Inhalt (ܢܣܒܐ, intentio) geben kann, für die Schrift. Der Absichtssatz ist vom Verf. übersetzt worden: Damit jene verschiedenen Stimmodulationen, von denen jede einen besonderen Sinn anzeigt, wenn sie von dem Lesenden durchs Sehen, wie von dem Sprechenden durchs Hören erkannt werden, auch ausgedrückt werden mögen; richtiger wohl: damit eben jene verschiedenen Modulationen, von denen jede einen besonderen Sinn gibt, durch Zeichen festgelegt, vom Vorleser beim Sehen (in videndo) gerade so wiedergegeben werden wie vom Redner beim Vortrag. Der Satz ܡܢ ܚܙܝܢܗܘܢ ist vom Verf. falsch bezogen.

247, 10—14 lautet bei dem Verf.: Diese modulatorischen Zeichen werden ܢܩܘܕܐ ܕܩܘܣܡܐ genannt, weil ebenso wie jede bedeutsame Stimmodulation zu einem beabsichtigten Sinne in einem besonderen Verhältnisse steht, das durch sie zum Ausdruck kommt, so steht auch jedes von diesen Punktzeichen zu einer bedeutsamen Stimmodulation, die auf einen beabsichtigten Sinn hinweist, in einem besonderen Ver-

hältnis, das durch dies Zeichen erkannt wird. Ich würde übersetzen: Diese Notenzeichen heißen so, weil, gerade so wie jeder Satz für (oder gemäß) jeden beabsichtigten Sinn eine besondere Betonung (ܦܘܫܩܐ, Spezialität) hat und durch sie zum Ausdruck kommt, so hat auch jedes derartige Notenzeichen für jeden Satz, der einen beabsichtigten Sinn hat, eine besondere Betonung und wird mit ihr (oder auch ihm) bezeichnet. ܡܬܩܪܒܢܘܬܐ kann nicht ›bedeutsame Stimmodulation‹ bedeuten und ܦܘܫܩ ist nicht das Verhältnis, sondern der τόπος, der auf ein ἀντίτυπον paßt, in diesem Fall der dem Inhalt kongruente Ton des Vortrages; ܦܫܘܩ bedeutet die Stimme für den besonderen Fall exemplifizieren, modulieren und ܢܬܥܠ ܘܦ' sind die Zeichen dafür.

Das Zitat aus Gregor Naz. 252, 15 f. ist sicher falsch übersetzt, aber ich kann das richtige nicht finden. Der ܡܟܟܢܐ 253 unten wird nicht deshalb genannt, weil ›er bei Senkung und Beugung des Nackens und der Stimme (?) gebraucht wird‹, sondern weil er unter Beugung des Nackens und unter Demütigung gelesen wird. 255, 5 ist zu übersetzen: weil in ihm (d. h. dem eben genannten Exempel) 3 Zeichen stehen etc. 259, 17 nicht: ›Wo aber Pagodha steht und Naphṣa, dort lies erst Samka oder, wenn du willst, lies Naphṣa‹ — sondern: lies erst S. und (dann) wenn du willst, lies N.: den ›uneigentlichen‹ Naphṣa kann man nach dem vorhergehenden lesen oder nicht.

Der letzte Teil des Buches S. 1—109 bietet unter der Ueberschrift ›Zur Terminologie‹ eine dankenswerte Zusammenstellung der grammatischen Termini, soweit sie in der großen Grammatik des Barhebraeus vorkommen oder zu ihrem Verständnis beitragen. Der Verf. hat die lexikalische Form gewählt, die freilich für die schnelle Auffindung eines Term. bequem ist, aber den Stoff auch unliebsam zerreißt und viele Verweise nötig macht. Die Zusammenstellung scheint ziemlich vollständig zu sein, vermißt habe ich nur zu den Adverben den Term. ܐܝܟ ܐܢܫܐ ܦܫܩ ܡܦܩ Sever. (Merx text S. 5, 5) oder des ܐܝܟ ܦܫܩ Bhebr II, 12, 5. Derselbe Term. scheint Bh. I, 82, 9 gemeint zu sein; vgl. diese Stelle mit der gen. in der kl. Grammatik, wo dieselben Beispiele wie dort genannt sind. Für unrichtig halte ich die Behauptung S. 44 zu ṭebba, daß Barh. keinen Unterschied zwischen Nominalsätzen und Verbalsätzen mache. M. E. geht aus den vom Verf. zu dem Artikel angeführten Stellen gerade das Gegenteil klar hervor. Z. B. 44, 8 (Text): Das ṭebba eines solchen vollständigen Satzes ist entweder aus šuraja und ṭebba zusammengesetzt — Beispiel: ܒܠܒܒܢ ܡܢܠܗܘ ܟܪܙܐ, ܡܢܠܗܘ ist šuraja, ܒܠܒ' ṭebba dazu und beide ṭebba von ܟܪܙܐ — oder besteht aus einem Verbalsatz (ܟܬܒܐ ܡܟܬܒܢܐ), Beispiel: ܡܪܢܐ ܩܐܡ ܐܝܫܘܥ etc.; zwischen ܟܬܒܐ und ܦܘܢܝܐ wird scharf unterschieden, vgl. 36, 5 (Text) und sonst oft.

— Den Inhalt des Ausdruckes ܦܘܣܩܢܐ — ein paar mal bei Hoffm. op. Nest. vorkommend — gibt der Verf. S. 54 richtig an als gleich mit ܠܡܠܬܐ ܠܘܬܐ als »aussagende« Verbalform; aber die Erklärung des Ausdruckes in Anlehnung an griech. ἡ ὁριστική, lat. finitivus wird schwerlich richtig sein. Der Ausdruck ist nach jenen Stellen bei Hoffm. zu erklären als Gegensatz zum imperativ. ܦܘܩܕܐ. Das Verhältnis zwischen ܦܘܩܕܐ und ܦܘܣܩܢܐ ist ähnlich aufzufassen wie zwischen ܦܘܩܕܢܐ und ܦܘܪܫܢܐ; vgl. ܡܘܣܦ ܒܦܘܩܕܐ ܕܦܘܩܕܐ bei Sev. 7, 2 (Text bei Merx). Die Angabe S. 59 oben, wonach das Wort ܫܘܚܠܦܐ (= nom. actionis, مصدر) bei Barh. I, 5, 24 (Text) ungenau das Abstrakt. überhaupt bezeichne, ist nicht richtig. Dort heißt es ausdrücklich: »wenn das Abstrakt. eine nicht qualifizierende Tätigkeit bezeichnet, wird es Tätigkeitswort (ܣܘܥܪܢܐ), auch ܫܘܚܠܦܐ, genannt; Beispiele ܡܘܬܒܢܐ ܣܘܥܪܢܐ«. Das Wort ܡܘܬܒܢܐ ist nicht etwa allgem. abstr., sondern wie ܡܘܬܒܢܐ S. 46, 17 (Text) ein echtes nom. actionis.

Louisendorf W. Frankenberg

Leop. von Schroeder, Mysterium und Mimus im Rigveda. Leipzig, Haessel, 1908. XI u. 490 S. 8°.

Die dialogischen Sūktas des Ṛgveda — z. B. der Dialog von Purūravas und Urvaśī, von Agastya und Lopāmudrā — werden von der Mehrzahl der Forscher als Bestandteile prosaisch-poetischer Erzählungen (Ākhyāna, Itihāsa) aufgefaßt. Die Verse, überwiegend die entscheidenden Reden und Gegenreden enthaltend, sind allein im Wortlaut fixiert und müssen von dem, der die Erzählung vorträgt, auswendig gewußt werden. Bei der umrahmenden Prosa kommt es nur auf den Inhalt an; jeder gibt den mit seinen Worten. Diese Prosa erscheint daher in der für das schulmäßige Auswendiglernen bestimmten Textaufstellung nicht [1]).

An die Stelle solcher Ākhyānas nun setzt v. Schroeder — teilweise einer Andeutung M. Müllers sowie dem Vorgang S. Lévis und namentlich Joh. Hertels [2]) folgend — dramatische Aufführungen. Er findet wahrscheinlich, »daß in frühvedischer Zeit, lange

1) Man sehe darüber Windisch, Vhdl. der 33. Philologenversammlung 28, meine Aufsätze ZDMG. 37, 54 ff.; 39, 52 ff.; Literatur des alten Indien 44 ff., 125 f., 153 ff.; Pischel-Geldner, Vedische Studien, an vielen Stellen; E. Sieg, Die Sagenstoffe des Ṛgveda und die indische Itihāsatradition, u. s. w.

2) M. Müller SBE. XXXII, 183; S. Lévi, Le théâtre indien, 307; Hertel WZKM. 18, 59 ff.; 137 ff.

bevor das Ritual der Yajurveden, Brāhmaṇas und Sūtras fixiert wurde, die dramatischen Lieder des Rigveda auch wirklich dramatisch aufgeführt wurden und daß die Darsteller der Göttergestalten diese Lieder nicht nur sangen, sondern auch tanzten (S. 51)‹. ›Alles, was wir vom Ursprung des Dramas wissen, alle Analogien der primitiven Völker, die noch näher liegenden Beispiele des griechischen und des mexikanischen Dramas, und die indische Tradition selbst in ihren sagenhaften Nachrichten über die Anfänge des Schauspiels, machen es wahrscheinlich im höchsten Grade, ja drängen geradezu auf die Voraussetzung hin, daß auch hier, bei dem indischen Drama, Gesang und Aktion ganz intensiv mit dem Tanz verbunden war‹ (S. 67). Neben dem vornehmeren kultlichen Götterdrama, dem Mysterium, stand der volksmäßige, ausgelassene Mimus, stark phallisch gefärbt. In diesem Sinne behandelt das Buch die dialogischen Ṛgvedatexte. ›Ich habe gewissermaßen die Probe auf die Richtigkeit meines Exempels gemacht. Hoffentlich gelingt es mir nun, auch andere davon zu überzeugen, daß das Exempel selbst richtig gerechnet ist‹ (S. X).

Ich habe mich bemüht, Exempel samt Probe auf mich wirken zu lassen. Ich bin nicht überzeugt worden. Ich versuche darzulegen, weshalb nicht.

Sch. setzt, auf Grund indischer Zeugnisse wie ethnologischer Parallelen, eingehend auseinander, daß Gesang und Tanz im vedischen Altertum viel geübt war: wer würde auch so Selbstverständliches bezweifeln? Doch nun bedarf es eines weiteren Nachweises. Man erinnere sich der von Reich (Mimus 1, 534) für Griechenland gegebenen Hindeutung darauf, ›wie viele Jahrhunderte im allgemeinen die mimischen Gattungen zubrachten, bevor sie sich zu literarischer Geltung[1]) zu erheben vermochten‹. Ist Sch. der Beweis gelungen, daß im ṛgvedischen Indien sich diese Entwicklung vollzogen hatte, daß ihre Produkte in jenen Sūktas vorliegen?

Hier treffen wir zunächst auf seine an Hertel anschließende Bemerkung, daß wir uns den Vortrag der vedischen Lieder niemals gesprochen, sondern immer in irgend welcher Art gesungen denken müssen, wie ja Verse in Indien sogar noch bis auf den heutigen Tag stets gesungen werden. Also konnten, so argumentiert er, jene Lieder unmöglich durch einen einzigen Sänger zum Vortrag gebracht werden, da die Singstimme nicht wie die Sprechstimme eines Deklamators die verschiedenen Personen auseinander halten kann. So müssen Wechselgesänge vorliegen, vorgetragen von so vielen Sängern oder Sängergruppen, wie der Text sprechende Personen vorführt (S. 11 f.).

In der Tat sind wir, wie bekannt, über den Vortrag der vedi-

1) Von mir gesperrt.

schen Lieder in der Schule wie auf dem Opferplatz für eine immerhin recht alte Zeit durch die Prātiśākhyas und Śrautasūtras genau orientiert. Mag der ṛgvedischen Zeit manche Künstelei dieser Vortragsweise noch fremd gewesen sein: der Hauptsache nach dürfen wir die letztere aller Wahrscheinlichkeit nach in jenes Altertum zurückverlegen. Es ist richtig, daß wir so auf singende, wenigstens dem Singsang sich annähernde Rezitation geführt werden. Aber daß daraus für den Dialog mehrere Sänger folgen, ist durchaus zu bestreiten. Wie weit das Bedürfnis ging, den Charakter der verschiedenen Unterredner zu markieren, wissen wir nicht. Daß solche Charakteristik der Singstimme unmöglich sei, wird, wenn Schroeders und Hertels Darlegungen Lesern in die Hände fallen, die Schuberts Erlkönig oder Loewes Douglas vortragen gehört haben, diesen neu sein. Und, auf altindischem Boden zu bleiben, viele Jātakas werden so ihre eigene Existenz widerlegen: denn da ihre doch offenbar auch singsangartig vorgetragenen Verse Reden und Gegenreden verschiedener Personen bilden, enthält das Vorhandensein dieser Ākhyānas — als solche erkennt wohl auch Sch. sie an — einen inneren Widerspruch.

Auf diese apriorische Entscheidung der Frage, ob Mysterien und Mimen oder Ākhyānas, werden wir danach besser verzichten. Wir werden vielmehr alle Aufmerksamkeit den Spuren des Sachverhalts in der positiven Ueberlieferung zuwenden.

Da führten mich nun jetzt schon Jahrzehnte zurückliegende Untersuchungen [1]) auf eine Reihe solcher Spuren, alle übereinstimmend auf Ākhyānas hindeutend. Sch. hätte doch wesentlich eingehendere Sorgfalt aufwenden müssen, um diese Spuren — wenn anders das möglich war — als irreführend zu erweisen. Auch jetzt kann ich sie nur deuten, wie ich sie damals gedeutet habe.

Die Hauptpunkte sind die folgenden.

Als besonders wichtiges Zeugnis für die prosaisch-poetische Erzählungsform war mir — vor mir schon Windisch — die Weise erschienen, in der das Śatapatha Brāhmaṇa (XI, 5, 1) die Geschichte von Purūravas und Urvaśī gibt: prosaische Erzählung; in die Prosa da, wo die Wechselreden der beiden erscheinen, die ṛgvedischen Dialogverse (Ṛv. X, 95) eingefügt. Eins der in Rede stehenden Sūktas sehen wir hier, meinte ich, eben in der Umrahmung, für die es bestimmt ist, anschaulich vor uns.

Das war eine Täuschung, lesen wir bei Schroeder [2]). ›Es mußte

1) S. oben S. 66 Anm. 1.
2) S. 6 (vgl. Hertel a. a. O. 149).

schon auffallen, daß die Verse des Ṛgvedaliedes im Śatapatha Brāhmaṇa ausdrücklich als ein Zitat aus dem Ṛgveda bezeichnet waren. Nicht minder, daß von den achtzehn Versen jenes Liedes nur fünf in der Erzählung des Brāhmaṇa eingestreut erscheinen, die Erzählung also keineswegs durch die im Ṛgveda gegebenen Wechselreden wirklich hindurch geführt wird. So konnte keine Rede davon sein, daß beide unmittelbar, wie der Teil zum Ganzen, zusammengehörten. Jenes Ākhyāna, von dem das Lied des Ṛgveda einen integrierenden Bestandteil bildete, hätte doch noch ganz wesentlich anders ausschauen müssen, als die Erzählung des Brāhmaṇa«. So entwickelt Sch. aus den Versen des Ṛv. statt der Erzählung eine Aufführung, über deren Verlauf er eingehende Vermutungen vorträgt (S. 258 f.). Zur Eröffnung Tanz der Apsarasen mit Urvaśī in ihrer Mitte, dazu Musik der Gandharven. Purūravas tritt auf; die Apsarasen ziehen sich zurück; Dialog von Held und Nixe. Pause mit Rücksicht auf die Ergriffenheit des Publikums. Dann Rückkehr zum Frohsinn. Tanz der Apsarasen und Gandharven. Entbindung der Urvaśī: Āyu das Opferfeuer lodert zu den Göttern empor.

Der oben skizzierten Argumentation nun, durch die das schlicht bescheidene Ākhyāna fortgeräumt werden soll, um diesem bunten ṛgvedischen beziehentlich Schroederschen Ballet Platz zu machen — vielleicht nimmt sich einmal eine Bühne seiner an —, muß ich entschieden widersprechen. Was meinen Auffassungen als Einwand entgegengestellt wird, verhält sich zu ihnen absolut indifferent. Welches ist denn der Tatbestand? Das Brāhmaṇa gibt in dem Gespräch von Purūravas und Urvaśī fünf Ṛgverse, mit Zwischenbemerkungen wie »er sprach klagend«, »die andere erwiderte ihm«, sowie mit kurzen paraphrasierenden Bemerkungen, die nur beim letzten der fünf Verse fehlen. Statt dessen folgt auf diesen die Angabe: *tad etad uktapratyuktaṃ pañcadaśarcam bahvṛcāḥ prāhuḥ* [1]); dann geht die Erzählung in Prosa weiter.

Also eine ausführlichere Fassung des *uktapratyuktam*, von welcher der Brāhmaṇaverfasser weiß und in der er offenbar die normale Gestalt von jenem erkennt, kürzt er seinerseits ab, indem er sich darauf bezieht, daß der volle Wortlaut aus dem ṛgvedischen Lehrpensum bekannt ist: da begegnet man ihm ja in der Tat [2]). Er kürzt ab, meine ich, weil Mitteilung des Ākhyāna für ihn nicht Selbstzweck

1) Was übrigens nicht heißt: »diesen Dialog in 15 Versen teilen die Verfasser des Rigveda mit« (S. 243).

2) Die Differenz zwischen den 15 Versen, von denen das Brāhmaṇa spricht, und den 18 des Ṛv., ist offenbar, wie sie auch zu beurteilen sein mag, für die gegenwärtige Erörterung irrelevant.

ist, sondern Mittel zum Zweck ritueller Belehrung (s. § 17); dafür ist die volle Ausführlichkeit entbehrlich. Aehnlich wie er III, 2, 4, 1 die Geschichte von Suparṇī und Kadrū anfängt und alsbald abbricht mit der Bemerkung *tad dhiṣṇyānām brāhmaṇe vyākhyāyate sauparṇakādravam yathā tad āsa.* Es ist mir schlechterdings unverständlich, wie dieser Umstand, daß das Brāhmaṇa mit einem solchen ›u. s. w.‹ eine ihm unbequeme Weitschichtigkeit abschneidet, oder der Umstand, daß es den für den Dialog näher sich Interessierenden auf den Ṛgveda verweist, etwas an der Sache selbst ändern soll — etwas abmindern soll vom Zeugnis des Brāhmaṇa dafür, daß die von den Bahvṛcas gelehrte Versreihe mit der Reihe der in jene Prosaumrahmung hineingehörigen, durch sie in ihren natürlichen Zusammenhang gestellten Wechselreden identisch ist.

Nun aber hat v. Sch. gegen mein Bild der prosaisch-poetischen Purūravas-Erzählung noch einen Einwand völlig anderer Art. Wenn Geldner der Deutung des Ṛk-sūkta nach der Ākhyānatheorie beistimmte, ›klingt es fast wie ein Widerspruch dazu, wenn er ausdrücklich das enge Ineinandergreifen des Dialogs auch in diesem Liede anerkennt‹ (S. 237). Dieser Dialog ist so, wie er dasteht, ein Kunstwerk. ›Wenn man diesem Kunstwerk eine prosaische Erzählung vorausschickte, die einzelnen Verse des Dialogs durch erläuternde, erklärende, erzählende Prosa auseinander riß, dann war das Kunstwerk hin‹ (S. 7).

Widerspricht es denn wirklich dem Wesen eines prosaisch-poetischen Ākhyāna, daß Reden und Gegenreden in ihm auf das engste in einander griffen [1])? Oder dem Wesen machtvoll, seelenvoll in einander greifender Wechselreden, daß sie einem solchen Ākhyāna angehörten? War nicht vielmehr eben dies das Naheliegende, daß die poetische Ausstaffierung eines Ākhyāna leicht und gern in die Bahn solches Dialogs mit Schlag und Gegenschlag geriet? Wer dessen bedarf, suche in den Jātakas nach der Antwort auf diese Fragen; er wird sie finden. Und wer sich durch die Hinzufügung der Prosa zur gedrungenen Wucht der Verse gestört fühlt, der erwäge, ob wohl in der Weltliteratur dies das einzige Beispiel dafür wäre, daß altfeststehende Form einen Inhalt, der über sie hinausgewachsen war, mit

1) Sehr charakteristisch bemerkt Sch. S. 297 über das Naḷinikā-Jātaka, das Aussehen seiner Strophen weise mit großer Wahrscheinlichkeit nicht auf ein Ākhyāna, sondern auf ein kleines Drama der alten Zeit hin. ›Es liegt ja gerade hier ein Wechselgespräch vor, eine dramatische Szene. Und diese Verführungsszene steht im Mittelpunkt des Ganzen‹. Solche Argumentation gegen Ākhyāna, für Drama nimmt es doch etwas leicht. Eben diese Weise des Folgerns aber spielt im Buch Sch.s eine geradezu entscheidende Rolle.

der Macht des Ueberkommenen in sich festhielt — festhielt durch lange Zeiten, bis es vielleicht endlich gelang, die Fesseln jener Form zu zerbrechen. »Wer wollte es ertragen, die göttliche Komödie oder den Faust mit prosaischen Erklärungen versetzt vortragen zu hören« — fragt Sch. (S. 236). Kann man Unvergleichbareres vergleichen, am Problem der ṛgvedischen Dialoghymnen vollkommener vorbeitreffen? Aesthetische Betrachtung müßte gelernt haben weiter zu blicken, als sie es in solchen Argumentationen beweist, wollte sie in die philologische Erwägung fördernd, nicht verwirrend eingreifen[1]).

Bleibt nach alledem in Betreff der Purūravasgeschichte das Brāhmaṇazeugnis für die Ākhyānanatur des ṛgvedischen Sūkta bestehen, so verfolgen wir jetzt weiter, wie vom Ṛgveda die Kontinuität der Zeugnisse sich schrittweise durch die jüngeren literarischen Schichten fortsetzt, immer wieder den Ākhyānatypus bestätigend.

Kein Gewicht lege ich auf den Dialog des Varuṇa und Atharvan Atharvaveda V, 11. Ob hier ein Ākhyāna vorliegt, scheint zweifelhaft. Aber nun sehe man — längst habe ich auf sie hingewiesen — die Śunaḥśepa-Geschichte. Bei einem rituellen Fest vorgetragen, in einem Brāhmaṇa verzeichnet, ist sie, selbstverständlich jünger als die Ṛghymnen, doch durch keine sehr breite Kluft von diesen getrennt. Und ausdrücklich als Ākhyāna benannt stellt sie uns auf das sichtbarste den prosaisch-poetischen Typus als einen in sakralem Zusammenhang verwandten vor Augen[2]). Man denke sich allein die Gāthās als das im Wortlaut zu lernende verzeichnet — die Prosa konnte ja in freigewählter Form erzählt werden —, so gelangt man zu einem Aussehn des Textes genau gleich dem vieler hier in Betracht kommender Ṛghymnen. Von Mysterium oder Mimus aber kann, wie die Geschichte uns überliefert wird, offenbar nicht die Rede sein.

Weiter das kleine Suparṇa-Epos. Ich weiß nicht, ob Sch. (S. 4), wenn er dies als »sehr korrumpiertes, pseudo-vedisches Lied« bezeichnet, damit seine Geltung für die literargeschichtliche Untersuchung herabdrücken will. In keinem Fall kann — man berücksichtige die metrischen Kriterien — an seinem höheren Alter verglichen mit der altbuddhistischen Poesie oder mit der Behandlung desselben Stoffes im Mahābhārata Zweifel sein. So ist die Arbeit

1) Für die Entbehrlichkeit prosaischer Zutaten zu dem in Rede stehenden vedischen Poem würde sich Hertel wohl auf Schillers Gedicht von Hektors Abschied berufen (a. a. O. 59. 147). Bildete aber nicht die Geschichte von Purūravas und Urvaśi, kurz wie sie ist, von der Liebe und Ehe der beiden bis zum letzten Ende, ein schwer trennbares Ganze? Ist da Herausgreifen der einzelnen Situation oder Gruppe von Situationen aus der Verkettung der von Natur zusammengehörenden Vorgänge wahrscheinlich?

2) Was Hertel a. a. O. 148 dagegen sagt, ist belanglos.

des allerdings, wenn man ihn so nennen will, pseudo-vedischen Poeten ein vollgültiges Dokument für die einer immerhin noch recht alten Zeit geläufige literarische Form. Hier finden wir nun, unter Weglassung der Prosabestandteile, allein die poetischen Elemente überliefert. Ueber die Notwendigkeit einer Verbindung dieser, die sonst sinnlos auseinander fallen, durch Bindeglieder, die der überlieferte Text nicht enthält, kann kein Zweifel sein. Daß diese Bindeglieder durch dramatische Aufführung geliefert wurden, darauf weist nichts, absolut nichts hin, und daran hat hier auch, wenn ich nicht irre, niemand gedacht. Die Parallele des Mahābhārata deutet vielmehr auf Ergänzung zu einer epischen Erzählung. So enthält ja auch das Mahābhārata selbst prosaisch-poetische Abschnitte von teilweise recht altertümlichem Aussehen[1]). Und was das Rāmāyaṇa anlangt, hat Lüders[2]) überaus wahrscheinlich gemacht, daß Vālmīki Ākhyānastrophen, die im Volk in Umlauf waren, benutzt hat: wie aber diese Strophen inmitten prosaischer Rahmenerzählung standen, wird durch das Dasarathajātaka veranschaulicht[3]).

Und damit sind wir bei den Jātakas angelangt. Hier überschüttet uns die Ueberlieferung mit prosaisch-poetischen Erzählungen des von mir behaupteten Typus zu Hunderten. Da sind, allein kanonische Geltung besitzend — darum, wo ausschließlich der kanonische Text in Frage kommt, allein überliefert[4]) — die Verse. Da ist die Prosaumrahmung, vom späteren Kommentator gegeben[5]). Wir können in zahllosen Fällen eben diese Prosaumrahmung — oder event. eine von ihr aus durch Verbesserungen zu gewinnende, aber ihr prinzipiell ähnliche — als durch die Verse vorausgesetzt, den Versen allein eine verstehbare Existenz ermöglichend erkennen[6]). Wenn es sich aber nicht darum handelt, dem die kanonischen Texte studierenden Schüler, der die Jātakageschichten erzählen lernen will, die nötige Kenntnis

1) H. O., ZDMG. 37, 84 f., Hopkins, The great Epic of India 266 ff.

2) NGGW. 1897, 126 ff.

3) Daß dessen Prosabestandteile, wie der Kommentar sie gibt, den ursprünglichen Verlauf der Erzählung nicht ohne Verwischungen aufweisen, tut dem natürlich keinen Eintrag.

4) Mit den sogleich zu besprechenden Ausnahmen.

5) Daher mit Mängeln behaftet; vgl. die vorvorige Anmerkung.

6) Hertels (a. a. O. 147) Versuch, darum herum zu kommen, veranschaulicht, daß sich eben nicht darum herumkommen läßt. v. Schroeder will denn auch in der Tat »die Berechtigung und Bedeutung der Ākhyānatheorie für die Jātaka-Literatur durchaus nicht in Abrede stellen« (S. 5). An einer andern Stelle freilich reservierter: für die Jātakas möge jene Theorie »ihre bedingte Bedeutung haben« (S. 236 A. 1). Wie diese Bedingtheit gestaltet ist, sagt er nicht. Für die Diskussion der aus den Jātakas für den Ṛgveda herzuleitenden oder nicht herzuleitenden Wahrscheinlichkeiten wäre das von Bedeutung gewesen.

des Wortlauts der Verse mitzuteilen, sondern wenn es in anderweitigem Zusammenhang zu berichten gilt, wie Buddha seinen Jüngern ein Jātaka erzählt hat, dann kann natürlich nicht von isolierter Mitteilung der Verse allein die Rede sein; dann zeigt sich, für welche Verwendung diese bestimmt sind. Buddha erzählt die Geschichte, wie sie eben notwendig erzählt werden muß: mit der Prosaumhüllung und mit den in sie eingelagerten Versen[1]). Im Veda das Verhältnis der Purūravas-Urvaśī-Verse von Ṛv. X, 95 und der vollständigen[2]) Purūravas-Urvaśī-Geschichte des Brāhmaṇa — bei den Buddhisten das Verhältnis der Jātakaverse und der vollständigen Jātakageschichten: was kann evidenter gleichartig sein? Wo sind Motive, diese Gleichartigkeit für nur scheinbar zu halten? Ich finde weder, daß Sch. solche Motive aufgewiesen hat, noch kann ich meinerseits welche entdecken.

Von diesen jüngeren Parallelen kehre ich noch einmal zu den Ṛghymnen selbst zurück. Es handelt sich um VIII, 100 (89). Hier treffen Dialogverse, in denen Indra und — allem Anschein nach — Vāyu[3]) einen Bund schließen, und solche, die sich auf den Vṛtrakampf beziehen, mit Versen zusammen, in denen von der Vāc und ihrer Teilung in vier Viertel die Rede ist. Brāhmaṇazeugnisse (ZDMG. 39, 58) geben den Schlüssel zu dieser Kombination, indem sie das Abkommen zwischen Indra und Vāyu in Verbindung mit der Vāc setzen, speziell mit dem Verständlichwerden eines ihrer Viertel, während die andern drei unverständlich bleiben. Von diesem Lied nun findet Sch. (S. 340) einleuchtend, ›daß sich dasselbe so, wie der Text uns vorliegt, garnicht begreifen läßt‹. Und indem er offenbar — wenigstens für die vorliegende Gestalt — an der Möglichkeit, mit der Annahme eines Mysteriums durchzukommen, verzweifelt, gesteht er zu: ›Nur erläuternde, wahrscheinlich prosaische Einlagen konnten einen solchen Zusammenhang‹ — zwischen den scheinbar aus einander fallenden Dingen, von denen die Verse reden — ›herstellen‹. Damit gelangt er zu dem Zugeständnis: ›Es ist möglich, daß Oldenbergs Idee an diesem *einen* — und, so weit ich sehen kann, ein-

1) Klarermaßen ist da kein Gedanke daran, daß die umgebende Prosa Erläuterung wäre in der Weise, wie der Lehrer, der Schillers Gedicht von Hektors Abschied erklären will, nicht umhin kann die betreffende Situation zu schildern (vgl. *Hertel* a. a. O. 147). Freilich auch die allein mit Kommentatorenprosa überlieferten Jātakas braucht man nur anzusehen, um in einer übergroßen Menge von Fällen solche Auffassung als ausgeschlossen zu erkennen.

2) Der Leser des oben S. 69 Gesagten sieht, in welchem Sinne hier von ›Vollständigkeit‹ die Rede ist, obwohl der lange Dialog des Ṛv. im Brāhmaṇa Weglassungen erlitten hat.

3) Meiner Deutung auf diesen Gott stimmt Sch. zu.

zigen — Punkte in den Dialogliedern des Rigveda ihre partielle Berechtigung hat‹. Freilich bleibt er doch bedenklich. Aus diesem einen, immerhin recht dunklen Fall dürfe nicht allzu viel geschlossen werden. Man begreife nicht, was die vier Viertel der Vāc mit dem Vṛtrakampf zu tun haben. ›Und so möchte ich es für durchaus möglich halten, daß im vorliegenden Falle die Brāhmaṇaerzählung vielmehr die Veranlassung dazu gegeben hat, daß jene merkwürdigen Verse von der Vāc nachträglich, in sekundärer Weise also, unserem Liede eingefügt worden sind. Ich halte es für das richtigste, dieselben auszuscheiden‹ (S. 341). Mit solcher Radikalkur lassen sich Schwierigkeiten ja beseitigen. An einer andern Stelle (S. 401) mahnt Sch., ›daß man sich gar sehr davor hüten sollte, auf oberflächliche Gründe hin den überlieferten Text des Rigveda willkürlich zu beschneiden und umzugestalten. Wir haben alle Ursache, diesen Text mit aller Ehrfurcht zu behandeln‹. Vortrefflich! So wollen wir es, denke ich, auch mit VIII, 100 halten. Oder wo finden wir sonst Einschiebungen im Ṛgveda, die aus einer Brāhmaṇaerzählung herausgesponnen sind [1])? Werden wir das Rätsel der Verbindung des Vāc-Motivs mit dem Indra-Vāyu-Motiv dadurch los, daß wir es aus dem Ṛktext in den Brāhmaṇatext abschieben? Ich schließe aus der Uebereinstimmung des Sūkta und der Brāhmaṇastellen — auch nach Sch. (S. 340) ist diese Uebereinstimmung ›sehr merkwürdig‹, ›auffallend genug‹ —, daß hier eine in älterer wie in jüngerer Vedazeit bezeugte Vorstellung vorliegt [2]), die wir nicht wegdeuten sollen. Damit aber ist dem Sūkta die Gestalt gewahrt, in der nach Sch.s eigenem Eindruck ›nur erläuternde, wahrscheinlich prosaische Einlagen‹ die Lösung des Rätsels geben können. So haben wir hier ein ṛgvedisches Ākhyāna, in Bezug auf das wir Uebereinstimmung auch mit Sch. erhoffen dürfen. Dann aber steht die Existenz dieses Typus — oder hätte es wirklich nur das eine Exemplar gegeben? — für den Ṛv. fest, und die Wahrscheinlichkeit drängt sich auch von dieser Seite auf — wofern sich nicht die Existenz des Mysterium-Mimus-Typus ähnlich sichern läßt, worauf wir zurückkommen —, daß die andern in Frage kommenden Sūktas entsprechend aufzufassen

1) Man beachte noch, daß die von uns hergestellten, das Sūkta zusammenhaltenden Beziehungen dem indischen Wissen offenbar früh verloren gegangen waren: das zeigt Anukramaṇī und Bṛhaddevatā. Wissen und Nichtwissen der Anukramaṇī aber kann mit hinreichender Sicherheit in die Brāhmaṇazeit zurückverlegt werden. Vgl. ZDMG. 42, 222 f..

2) D. h. auch in jüngerer Vedazeit wußte man von der Beziehung der Indra-Vāyu-Freundschaft zur Vāc. Was man nicht mehr wußte (s. die vorige Anm.), war, daß das Lied VIII, 100 es mit diesen Zusammenhängen zu tun hat.

sind. So erkennt denn auch Sch. selbst schließlich die Möglichkeit an, daß diese Auffassung »vielleicht gar für gewisse Rigvedalieder« — also nicht nur für den einzigen Fall — »sich in Zukunft noch als fruchtbar bewähren mag« (S. 5). Für die von ihm behandelten Fälle freilich weist er eine solche Vermutung ab; auf diese dürfe man von VIII, 100 nicht schließen. »Denn bei diesen bedurften wir einer Aushülfe nicht«. Die betreffenden Dialoge »erscheinen, als dramatische Texte gefaßt, an sich zum Verständnis ganz ausreichend« (S. 340). Ist der Wahrscheinlichkeitsschluß vom einen Fall auf die andern wirklich so leicht zu beseitigen? Ich bemerkte schon, daß sich nach der Natur der Sache die hervortretenden, für metrische Bearbeitung sich empfehlenden Reden innerhalb eines Ākhyāna leicht zu Wechselreden zusammenordneten: damit aber nahmen sie eine Gestalt an, bei der sie, wenn man dramatische Form voraussetzt, sich in der Regel als durch die Zutaten der schauspielerischen Aktion verständlich gemacht denken lassen müssen[1]). An Fällen, bei denen das doch nur gezwungen angeht, fehlt es schließlich auch abgesehen von VIII, 100 nicht. Denkt man, was mir das einzig natürliche scheint[2]), in der Purūravas-Geschichte, dem Śat. Brāhmaṇa folgend, auch die Erzählung von der Liebe, Ehe, Trennungskatastrophe mit einbegriffen, ist es doch recht schwer, mit den Versen des Ṛgveda und bloßer sie umgebender Mimik auszureichen. Konnte diese ausdrücken, wie Urvaśī dem Purūravas die entscheidende Bedingung setzte? Für III, 53 — mit welchem Sūkta Sch.s Buch sich nicht beschäftigt — gilt wohl Analoges.

Nach dem allen ergibt sich, meine ich, eine sehr starke Reihe fest in einander greifender Indizien, die übereinstimmend auf die Annahme ṛgvedischer Ākhyānas führen: das Aussehen von VIII, 100 und ähnlichen Hymnen, die Interpretation, die das Śat. Br. dem Purūravaslied gibt, die Kontinuität, mit der sich der betreffende literarische Typus durch die Śunaḥśepa- und die Suparṇa-Erzählung zu den Jātakas und dem Mahābhārata verfolgen läßt[3]). Haben wir hier nicht

1) Ich füge hinzu: sie werden häufig auch ohne jede Zutat verständlich sein. Damit ist die Frage berührt, ob es neben den in Ākhyānas eingebetteten Wechselgesprächen nicht in der Tat auch solche gegeben hat, die — ähnlich dem von Hertel herangezogenen Hektor-Andromachegespräch Schillers — darauf angelegt waren, ohne prosaische Erzählung wie ohne dramatische Aktion sich in sich selbst zu genügen. Die Möglichkeit ist, scheint mir, nicht zu bestreiten; für einen großen Teil der von Sch. behandelten Fälle halte ich ihr Zutreffen doch für ausgeschlossen. Weiteres Verfolgen der Frage sei der Zukunft überlassen.

2) Vgl. oben S. 71 Anm. 1.

3) Kann zu alledem nicht endlich auch das Vorliegen altnordischer und altkeltischer prosaisch-poetischer Erzählungen gerechnet werden, sei es, daß prähi-

die Normalform der altindischen Erzählung vor uns — soweit diese überhaupt einen Ansatz zu künstlerischer Gestaltung nahm, — wo ist jene Form sonst zu finden?

Widerlegt ist nun freilich die Existenz des ṛgvedischen Mysteriums und Mimus mit alledem nicht. Jene könnten ja neben dem Ākhyāna bestanden haben, und wer das glaubt, darf natürlich dem einzigen denkbaren Gegenargument, dem *ex silentio*, den geläufigen Hinweis auf dessen mangelnde Beweiskraft entgegenstellen. Immerhin verleiht, scheint mir, die Lagerung der Materialien jenem Argument einige Kraft. So oft die Brāhmaṇas und Upaniṣaden von Ākhyāna, Itihāsa, Purāṇa etc. sprechen, nirgends erwähnen sie Literaturgattungen oder Aufführungen, die sich als Mimus, als Mysterium ansprechen ließen[1]) (der *śailūṣa* in der Vāj. Saṃhitā ist doch etwas wenig; ebenso aus dem Ṛv. selbst der nach dem Anuṣṭubh-Takt sich im Siegestanz schwingende Indra und Aehnl.): wonach es doch nahe liegt anzunehmen, daß dergleichen — unbeschadet des selbstverständlichen Vorhandenseins von Tanz, dem etwas von mimischem Charakter ja beigewohnt haben kann — in einer Gestalt, die für Literatur und Kultuswesen in Betracht kam, eben nicht vorhanden war. Sch. gibt auch selbst unumwunden zu, daß in den Yajurveden, Brāhmaṇas, Sūtras, in denen doch ›viel ödes Zeug drin steht, durch das man sich seufzend hindurch arbeitet‹ (S. 35), über die Herrlichkeit der Kultdramen absolutes Schweigen herrscht (S. 35. 68). Leider freilich macht ihn dieser doch sehr beachtenswerte Sachverhalt gegen seine Theorie nicht bedenklich: jene Aufführungen, meint er, hätten sich eben als ›mit der göttlichen Würde nicht vereinbar‹ (S. 70) nicht halten können. Sonst pflegt dem Ritual der jüngern Vedatexte solche Delikatesse kaum eigen zu sein. Und von den kultischen Dramen, wie Sch. sie zeichnet, sind manche durchaus voll Ernst und Würde. Was aber die obszönen anlangt — nun, machen wir die Probe auf Sch.s eben berührte Auffassung an seinen eigenen Vermutungen über das ›Fruchtbarkeitsdrama‹ von Agastya und Lopāmudrā. ›Ein kleines kultliches Drama‹, sagt Sch. vom Liede I, 179, und zwar — mir scheint ein wenig im Widerspruch mit dem von Sch. selbst behaupteten absoluten Schweigen des Rituals über solche Dinge —

storischer Zusammenhang oder daß Parallelität vorliegt? Doch sei auf diese mir fremden Gebiete eben nur fragend hingewiesen. Sch. seinerseits (S. 88 f.) findet wahrscheinlich, daß die dialogischen Eddalieder ›auf einen Typus zurückgehen, der tatsächlich zum dramatischen Vortrag bestimmt war‹. So gelangt er zur Hypothese eines ›Mysteriums der arischen Urzeit‹.

1) Wäre derartiges nicht z. B. als Bestandteil des Pāriplavam (Śat. Br. XIII, 4, 3) zu erwarten?

»sogar ein solches, das im Ritual noch nicht völlig vergessen und verschwunden ist« (S. 156 f.). Wie nämlich Lopāmudrā den Agastya zum Bruch des Brahmacarya verlockt, läßt das Ritual — so faßt wenigstens v. Schroeder (S. 161 A. 2) es auf[1]) — bei der Mahāvratafeier einen Brahmacārin und eine Dirne sich innerhalb der Vedi sexuell vereinigen: klarermaßen ein Fruchtbarkeitszauber. Sch. findet das vedische Dialoglied resp. dessen von ihm angenommene Darstellung in rituellem Spiel wesenseins mit dem Mahāvratabrauch. Jenes Lied zeige diesen Brauch in der ältesten erreichbaren Form[2]) (S. 163). Mir ist das ganz zweifelhaft, auch wenn wirklich bei dem betreffenden Ritus der Brahmacārin der Handelnde war[3]). Die als leitend sich hervorhebenden Motive des Liedes scheinen mir nicht in diese Richtung zu deuten. Hier die Frau, die das Alter herannahen fühlt[4]) und die Freuden der Jugend nicht entbehren mag. Dort der

1) Man kann stark zweifeln, ob mit Recht. Kāty. Śr. XIII, 3, 6. 9 weiß nichts davon, daß die gegen einander schimpfenden, Brahmacārin und Dirne, und die den Koitus vollziehenden Personen dieselben sind. Wäre das die Meinung gewesen, wäre es sicher ausgesprochen. Deutlich schließen denn auch Lāṭy. IV, 3, 9 ff. 17 und Āpastamba XXI, 19, 5. 6 jene Identität aus. Die kurze Darstellung von Taitt. Saṃh. VII, 5, 9, 4 läßt die Sache im Unklaren. Als einzige Stütze der Ansicht Sch.s bliebe, soviel ich sehe, Kāṭh. 34, 5. Dort nun liest man (freundliche Mitteilung von O. Strauss nach der Berliner Handschrift): *brahmacārī ca puṃścalī cartiyete sarvā hi bhūte vāco vadanti mithunaṃ caranti saṃvvatsaraṃ vrā ete prajāyamānās satram āsate teṣāṃ saṃvvatsareṇaiva prajananam antardhīyate yan mithunaṃ caranti saṃvvatsarasyaiva prajananasyopāptyai*. Daß es hier »ganz deutlich ist, daß der Brahm. und die Dirne den Koitus ausüben«, finde ich nicht. Im Gegenteil. Auf den ersten Vorgang folgt der zweite mit nicht benanntem Subjekt. *caranti*, für das im andern Fall Dual zu erwarten wäre, deutet auf eine unbestimmte Mehrheit von Personen.

2) Ein ähnliches Spiel liest Sch. auch (S. 292 ff.), Hertel folgend, aus den Strophen des Jātaka von Ṛṣyaśṛṅga heraus, das ich schon oben (S. 70 Anm. 1) berührt habe. Mir gelingt es hier so wenig wie bei Agastya-Lopāmudrā, irgend triftige Anzeichen, die auf Dramatisches hinweisen, zu entdecken. Wo diese Strophen überliefert sind, bei den Buddhisten, gehören sie zu einer ākhyānaartigen Erzählung. Demgegenüber hat es kaum viel zu besagen, wenn an weit davon entferntem Orte der Harivaṃśa (Viṣṇup. 93, 7) Vorführung dieses Stoffes als Nāṭaka erwähnt — in einer Umgebung, die durch die Worte *Rāmāyaṇam mahākāvyam uddeśaṃ nāṭakīkṛtam* charakterisiert wird.

3) S. darüber die vorletzte Anmerkung. War er es, wie ich glaube, nicht, so fallen Vedalied und Ritus noch vollständiger auseinander.

4) Sch. spricht von ihrem »hohen Alter«. Das liegt nicht im Text. Sie ist eher *femme entre deux âges*. Aehnlichkeit mit der durch Mannhardt bekannten »Kornmutter« (v. Sch. 167 f.) drängt sich recht wenig auf. Insonderheit wenig einleuchtend ist auch die Bekräftigung, welche Sch. für diese Beziehung Lopāmudrās auf »die altgewordene, zu Ende gehende Vegetationskraft des Jahres« ihrem Namen zu entnehmen versucht. Er läßt den etwa bedeuten: »die das Siegel

Asket, der für die Stimme der Sinne taub ist — oder scheint. Der Konflikt, bei dem der fromme Mann den kürzeren zieht[1]) — zum Schluß die Andeutung: es war für alle Teile gut, daß die Sache so ablief. Alles das scheint mir nicht Ritus, nicht Fruchtbarkeitszauber, sondern eben nur eine vielleicht von Bosheit nicht freie Schilderung eines Vorkommnisses, das im Leben der Einsiedeleien nicht selten gewesen sein mag[2]) — ein Bild entworfen von einem Poeten, der in Kasteiungen schwerlich der Weisheit letzten Schluß sah. Wäre das alles eine Form jenes Fruchtbarkeitszaubers, wie seltsam, daß das rituelle Spiel von der ṛgvedischen Gestalt zu der jüngeren so ganz abgeblaßt wäre! Schien jene Gestalt wirklich mit sakraler Würde unvereinbar? Aber gerade das Anstößigste, der Koitus, war doch geblieben, wie mancherlei ähnliches in dem keineswegs prüden Ritual geblieben ist. Nein, dieser Koitus, dazu die Zotenreden von Brahmacārin und Dirne, ebenso der Zotendialog beim Aśvamedha zwischen Priestern und Frauen: alle diese Dinge geben uns, meine ich, das oben berührte Argumentum ex silentio ergänzend, deutlich den Maßstab dafür, wie wenig weit es die phallischen Riten und Reden des Vedarituals in Bezug auf künstlerische Gestaltung gebracht hatten — nicht über ein Stadium hinaus, das tief, recht tief unter dem von Sch. angenommenen des von Poesie, von poetischer Genialität durch-

des Verlustes, der Abnahme, des Zu-Nichte-Werdens an sich trägt«. Das ist doch höchst gezwungen. Mir scheint der vedische Sprachgebrauch vielmehr auf Wurzel *mud* als auf *mudrā* »Siegel« zu führen. Ein zu jener Wurzel gehöriges *mudrā* ist Av. XVIII, 3, 19 belegt. *mud* steht gern vom sinnlichen Genuß, z. B. *strībhiḥ saha modamānaḥ* Śat. Br. XIV, 7, 1, 14, und trifft somit eben auf den Lopāmudrā-Vorstellungskreis. Im Yama-Yamī-Dialog, der dem Lopāmudrā-Dialog eng verwandt ist (vgl. X, 10, 7[a] mit I, 179, 4[a]), lesen wir v. 12 *anyéna mát pra-múdaḥ kalpayasva*. Den ersten Bestandteil von Lopāmudrās Namen würde ich an *vratalopa, kriyālopa, dharmalopa* anschließen. Also wohl »die unter Verletzung (des *vrata*) (sinnlich) Erfreuende«. Akzent wie in *tilámiśra* (ebenfalls Determinativkompositum mit Adj. auf *-ra* als Hinterglied).

1) Wenn ich ihn einst (ZDMG. 39, 66) rein waschen wollte und an die Möglichkeit dachte, daß sie ihm nahte etwa während er schlief, so mag das allzu wohlgemeint gewesen sein. Unverständlich oder unmöglich aber hätten Sch. S. 160 A. 1 und Sieg, Sagenstoffe 125 A. 1 diese Vorstellung nicht finden sollen. Verlangt man Zitate über derartiges, sei an die Ausnahmen von der ersten Pārājikaregel der Buddhisten *anāpatti* ... *ajānantassa, anāpatti* ... *supinantena* und an die dazu erzählten Geschichten (Pārāj. I, 10, 19. 22) erinnert.

2) Sehr bezeichnend ist folgendes Argument Sch.s (S. 167) dafür, daß es sich um einen Ritus handelte, nicht um eine Erzählung von jener Verfehlung des Agastya. »Als ob er [der Dichter] oder irgend jemand an der poetischen Darstellung einer solchen ein Interesse hätte haben können«. Ist es so gewiß, daß Niemand das haben konnte?

drungenen Satyrspiels liegt[1]). Hätte die ṛgvedische Zeit auf solcher Höhe geweilt und wäre man dann von ihr zum niedrigen Niveau der Folgezeit zurückgesunken? Wodurch wird das irgend wahrscheinlich gemacht? Das angebliche kultische Drama des Ṛgveda »das ist kein Anfang, — das ist weit eher ein Ende«! sagt Sch. (S. 69). Merkwürdig zuerst, daß die sonst durchweg mit Händen zu greifende Kontinuität zwischen ṛgvedischem und späterm Ritual hier so ganz abreißt. Merkwürdig weiter, daß innerhalb des Ṛgveda es gerade die jüngeren, der Ritualliteratur zeitlich näher stehenden Teile der Sammlung sind, in welchen dieser angeblich aussterbende literarisch-rituelle Typus vornehmlich zu Hause ist. Merkwürdig endlich, daß die Denkmäler dieser endenden Produktion so zum Verwechseln ähnlich sind denen einer in der Folgezeit höchst lebendigen — der Ākhyānapoesie —, und daß von jenen zu diesen so viele, so feste Verbindungsfäden führen. Hat es mit jenem »Ende« wirklich seine Richtigkeit? Oder sind die Gebilde, an deren frühes, befremdendes Sterben wir glauben sollen, nicht vielmehr deshalb im jüngeren Veda unauffindbar, weil sie überhaupt dem Veda fremd sind, im älteren Veda ihnen nur die Phantasie Sch.s Dasein verliehen hat? Hat Sch. sich nicht der Betrachtung der von Mannhardt, von Preuss beschriebenen Aufzüge, Tänze, Fruchtbarkeitsriten der Deutschen und Russen, der Mexikaner und Cora-Indianer so lange hingegeben, bis deren Scheinbild am falschen Ort sich ihm entgegendrängte?

Vom Hauptproblem des Sch.schen Buchs wende ich mich zu Seitenrichtungen und Einzelheiten.

An die Spitze stelle ich einige Bemerkungen über Sch.s Behandlung von IX, 112 (S. 408 ff.). Sie gibt, glaube ich, ein anschauliches Beispiel dafür, wie dieser Forscher dem unterworfen ist, durch die eben berührte Vorliebe sich vom geraden Wege der Interpretation ablenken zu lassen.

Das Lied spricht von den mannigfachen Berufen der Menschen, von der Verschiedenheit ihrer Wünsche und auch derer von nicht menschlichen Wesen. Der Zimmermann freut sich, wenn ein Wagen beschädigt ist; der Priester wünscht sich einen Somaopferer, Frosch und Pferd Wasser, einen leichtgehenden Wagen; und so fort, dazu Vers für Vers der Refrain: »fließe dem Indra, o Soma«. »Welches Bild steigt da ganz unwillkürlich vor unseren Augen auf? — — Es ist ein volkstümlicher Umzug beim Somafest, mit allerlei typischen Figuren, Charaktermasken und dergleichen mehr, wie auch unsere heimischen Umzüge sie kennen. Von einem Vorsänger geleitet ziehen

[1]) Analogen Schluß ziehe ich aus dem Aussehen des Tanzes der Mädchen mit den Wasserkrügen beim Mahāvratafest (meine Rel. des Veda 445).

sie daher, Heiltümer mit sich führend, Fruchtbarkeitssymbole, Vegetationsdämonen« (S. 418) — und nun folgen Betrachtungen über die einzelnen in dem Lied genannten Wesen und ihre Bedeutung für den Fruchtbarkeitsritus. Beim Frosch, der das Wasser, beim Phallus, der die *rómaṇvantau bhedaú* aufsucht, mag das angehen. Man wird vielleicht etwas überrascht sein, sich aber doch hineinfinden, wenn die *upamantríṇaḥ* — nach meiner von Sch. angenommenen Deutung Anlocker, Verführer — die Rolle als »mimetische Darstellungen der phallischen Fruchtbarkeitsdämonen« (S. 428) übernehmen. Aber Pferd, Schmied, Zimmermann? Nun, für das Pferd schafft Mannhardt Rat: es ist der rossegestaltige Fruchtbarkeitsdämon; der leichtgehende Wagen, den es sich wünscht, kann Sonnensymbol sein. Der Schmied — er ist Verwandter des Mamurius Veturius, des altgewordenen Vegetationsdämons, ein Verwandter des Hephaistos, der in den dionysischen Zug, d. h. unter die Vegetationsdämonen, gehört[1]), durchtränkt von den geheimnisvollen Eigenschaften, die Andree über die Erde hin für den Schmied nachgewiesen hat. Der Zimmermann — er steht naturgemäß neben dem Schmied, verbunden mit den schöpferischen Vegetationsdämonen[2]). Aber genug: sieht man denn da nicht, wie die Phantasie des Auslegers, einmal verfangen und gefangen im Bann eines bestimmten Vorstellungskreises, in den harmlosen Text Mythologie, Folklore, Mimik hineingeheimnist, die wirklich anderswo besser am Platz wären? Lesen wir doch den Sinn des ganzen zuvörderst nicht aus Mannhardt, sondern aus dem Text selbst heraus[3])! Versuchen wir, ob Frosch und Pferd nicht einfach Frosch und Pferd sein können. Der Text weist ja deutlich genug den Punkt auf, bei dem seine Linien konvergieren und der vom Vorstellungskreis eines Fruchtbarkeitszaubers[4]) wirklich weit abliegt. Der Frosch trachtet nach diesem, der Schmied nach jenem, Pferd, Zimmermann, Arzt nach anderm: für jeden gibt es etwas, wonach seine Natur verlangt. Ein Stück Lebensphilosophie. Trug der Verfasser sie vor, nur um

1) Mit Befriedigung nimmt man übrigens wahr, daß der Vf. bei Hephaistos trotz des phallischen Milieus, in dem sich die Untersuchung bewegt, auf die Deutung des Namens als **yābhayiṣṭha* nicht zurückkommt.

2) Dem entsprechend ist auch die Mama Müllerin (genauer nach Sch.: Füllerin des Mahlsteins) von v. 3 eine Erscheinungsform des »altgewordenen weiblichen Vegetationsdämons« (S. 440 ff.). Lopāmudrā (oben S. 77 Anm. 4) und die *upalaprakṣiṇī nanā* — man bemerkt, wie gefällig sich diese beiden Frauen der gleichen Deutung hergeben.

3) Ṛgvidhāna III, 4, 2 hilft offenbar nicht weiter. Hier ist die Verwendung von IX, 112—114 durch den Inhalt von 113 bestimmt. Noch sei auf Nirukta VI, 5 f.; Bṛhaddevatā VI, 137 ff. verwiesen.

4) Ebenso von dem eines Schlachtliedes (Ludwig).

seine Hörer zu bilden? Ich denke, die Vermutung ist nicht gewagt, daß die Pointe sein Wunsch war, seinerseits zu erlangen, was ihm so notwendig war, wie das Wasser dem Frosch. Und da er uns verrät, daß er *kārúḥ* war, so ist weiter vielleicht zu vermuten, daß es im ganzen Lied die Worte *brahmā́ sunvántam icchati* sind, die im nächsten Zusammenhang mit seinen eigenen Bedürfnissen stehen. Zieht man dann noch den Refrain vom strömenden Soma in Betracht, so ergibt sich, meine ich, daß wir hier den Text für das Wunschsomaopfer eines Brahmanen haben werden, der einen *sunván* suchte — vielleicht dann weiter auch andrer Leute, die für ihren Beruf Kundschaft wünschten. Während der Soma durch die Seihe floß, wurde das Lied von den *nánādhiyo vasūyávaḥ* vorgetragen. Es war bestimmt, der *dhí* dieses *vasūyú* die Erfüllung zu sichern.

In die Einzelbehandlung mythologischer und folkloristischer Probleme — öfter zu umfänglichen Exkursen auswachsend, wie in den Abschnitten über Indra und die Maruts, über die Wiedergewinnung des Agni — folge ich Sch. nicht. Nur dies sei hervorgehoben, daß durchweg, wie in Sch.s früheren Schriften, Anlehnung an Ad. Kuhn hervortritt. Daneben ist Sch., wie natürlich, durch Mannhardt und in bestimmten Richtungen durch die Ethnologie beeinflußt, deren Bedeutung als einer ›ungewöhnlich fruchtbaren Wissenschaft‹ er mit erfreulicher Entschiedenheit anerkennt (S. VIII f.). Kuhns Namenvergleichungen und Deutungen aber haben für ihn volles Gewicht. Saraṇyū hat für ihn noch nicht aufgehört, ›die dunkle Wetterwolke, die Erinnys‹ (S. 282 A. 2) zu sein. Saramā ›die sich Bewegende, Gleitende, Laufende‹, von der Wurzel *sar*, und ihr Sohn Sārameya fahren fort, wie in unserer Jugendzeit, mit Hermes-Hermeias zusammen zu gehören (S. 177 ff.)[1]. Der Versuch, einen solchen beharrlichen Glauben zu erschüttern, wäre nicht am Platz. Eine Bemerkung aber verlangt die persönliche Färbung dessen, was Sch. über die von Kuhn sich entfernende Richtung sagt. Er sieht deren Vertreter als ›Neider und Zweifler‹ ›in öder Negation‹ bemüht, was Kuhn gepflanzt, ›geradezu feindselig mit der Wurzel auszurotten‹: ›ein schweres Unrecht, nicht blos an der Wissenschaft, sondern auch an unserm Volke, dem es nicht gleichgültig sein kann, ob ihm der Blick in seine früheste Vorzeit, die Religion seiner Urzeit, erschlossen oder verbaut und verekelt wird. Hier haben viele gesündigt‹; Sch. nennt besonders den Namen Otto Gruppes (S. VII f.). Zu denen, die gegen dessen Ansichten ihre Bedenken haben, gehöre ich auch.

1) Beiläufig erwähne ich im Zusammenhang dieser Etymologien Sch.s Vermutung, daß der Name Priamos zu πρίαμαι gehört und für die ›Krämerseelen der Trojaner‹ bezeichnend ist (S. 179 A. 1). Priamos war ja so etwas wie ein Paṇi.

Aber die tiefe, leidenschaftliche Wahrheitsliebe, die in seinen Arbeiten lebt, sollte niemand verkennen. Und das Recht darauf, die Freude daran, in solcher Wahrheitsliebe zu forschen, sei es auch auf Wegen, deren Richtung den Wünschen Sch.s für das Heil der Volksseele nicht entspricht, wird man sich nicht verkümmern lassen. Große Forscher aber wie Kuhn ehrt man am besten, indem man über sie hinauszukommen sucht.

Zum Schluß zerstreute Kleinigkeiten. Ich beschränke mich auf ganz weniges.

Bei der Besprechung des Froschliedes VII, 103 (S. 396 ff.) wäre auf Bloomfield PAOS., Apr. 1896, Bezug zu nehmen. Wenn als Verfasser dieses Liedes bei Sch. ›Vasiṣṭha‹ erscheint, ›der geniale, geistig wie moralisch hochstehende Sänger der herrlichsten Lieder an Varuṇa‹ (S. 402), so glaube ich dieser Bewertung des traditionellen Liedverfassernamens durch meine Untersuchung ZDMG. 42, 199 ff., besonders 226 f., den Boden entzogen zu haben. Man beachte insonderheit, daß VII, 103 zu den Anhängen an die ursprüngliche Sammlung gehört. So glaube ich auch, daß die ›nahe Beziehung‹ des ›Verfassers‹ von IX, 112 Śiśu Āṅgirasa ›zum Atharvaveda, dem volkstümlichsten der vier Veden‹ (S. 411) illusorisch ist. Zu den Aṅgirasiden in der Verfasserliste des 9. Buchs vgl. ZDMG. a. a. O. 232. Natürlich muß, wer von einzelnen Verfassernamen Gebrauch machen will, das Problem der Verfasserlisten im ganzen erwägen. Ist solche Erwägung den betreffenden Aeußerungen Sch.s vorangegangen?

Bei der Behandlung von X, 124, S. 196 ff., vermisse ich Rücksicht auf Geldners Untersuchung über dieses Sūkta, Ved. Stud. II, 292 ff., und auf den von Sch. durchweg vernachlässigten Bergaigne (Rel. véd. III, 145 ff.).

S. 375. ›Ihr von Bṛhaspati erzeugt‹ (*bṛ́haspátiprasūtāḥ* X, 97, 19)? Vgl. ZDMG. 49, 174 Anm.

S. 320. *bhāvayú* X, 86, 15 nach Geldner ›liebestoll‹? Ich halte das wegen der Chronologie der Bedeutungsentwicklung von *bhāva* für unwahrscheinlich.

S. 316. *aryáḥ puṣṭéṣu* X, 86, 1 (vgl. 3) ›Ariers reiches Gut‹? Vgl. dagegen ZDMG. 54, 168; s. auch 180; Geldner Ved. Stud. III, 86. — Im allgemeinen sei zu Sch.s hübscher und lustiger Herstellung der Vṛṣākapi-Geschichte an meine Vermutungen Litt. d. alten Indien 52 erinnert. Daß der getötete Esel, den der Affe v. 18 findet, für ein Sühnopfer wegen verletzter Keuschheit bestimmt ist, ist ein recht ausgelassener Einfall: wohl möglich!

S. 76. Wenn nach ›der Tradition der Buddhisten‹, d. h. dem Lalita Vistara, Buddha als Jüngling mit den Regeln der Schauspielkunst vertraut gewesen ist, darf das nicht als Zeugnis für Pflege des Dramas ›schon zu Buddhas Zeit, also im 6. Jahrhundert v. Chr.‹ gegeben werden.

Göttingen H. Oldenberg

Demotische Papyrus von der Insel Elephantine I nr. 1—13. Veröffentlicht und bearbeitet von **Wilhelm Spiegelberg.** Leipzig, J. C. Hinrichssche Buchhandlung 1908 (Spiegelberg, Demotische Studien, Heft 2. Heft 1 erschien 1901 u. d. T.: Aegyptische und Griechische Eigennamen). 27 S. kl.-fol. 10 Tafeln in Lichtdruck. Geh. M. 12.

In the course of his excavations in 1896 on the island of Elephantine, Rubensohn found a broken jar of rough pottery in a cellar, containing about 40 papyri more or less injured. Nineteen are Greek and nine demotic. They form a closely connected group dating from 225 to 223 B. C., towards the end of the reign of Ptolemy Euergetes I. Thanks to Spiegelberg, Rubensohn was able to publish translations of the demotic texts in his edition of the Greek papyri, and so discuss the whole find together.

From time to time the natives have made similar bilingual finds of papyri of the Ptolemaic period; numbers for instance of Greek and demotic papyri from Gebelên are closely connected together, referring to the same persons and property in the two languages: so also are those of the ›process of Hermias‹ and other series from Thebes. Rubensohn's First Find, consisting of five papyri of the reigns of Alexander Aegus, and Ptolemy Soter and Philadelphus concerned solely the affairs of Greek soldiers and, although a native is witness in no 5, there was no scrap of demotic in Fund I. Fund II is the earliest among the bilingual groups as yet made known and is not many years later than the trilingual decree of Canopus. It concerns natives equally with Greeks: the principal affair is the business, among the local Greek officials of the government in charge of the leasing of temple property, which ensued on a bankruptcy in a family of Egyptian priests at Edfu (Apollinopolis). The priests write in demotic. The Greek officials write in Greek: so also do some persons bearing Egyptian names who seem to have been outside the priestly group. Thus all correspondence between the officials, and the copy of the regulations under which they leased the temple lands are in Greek: bids for purchase, a petition and affidavits of

the priests and certain lists prepared by the temple scribes are in demotic. Not only the affidavit of a bank-officer Paniscus, and an offer of Xenon, but also a petition from Patous and an offer from Phatres, both natives, are in Greek. The official docket to a demotic affidavit (no XXVI) is likewise in the language of the ruling caste. One memorial from the priests appears in both languages, each version being signed in demotic: the model seems Greek rather than Egyptian.

It is evident that the demotic portion of the find usefully supplements the Greek and throws direct light on it, helping to fill in lacunae and varying its technical expressions. To a much greater degree the Greek serves to interpret the demotic, in regard both to the matter and the language. For the furtherance of demotic studies speedy publication of the demotic portion of the group was very desirable, and this has been effected with the least possible delay by the indefatigable demotist of Strassburg, who has included with them two independant texts dated earlier in the same reign, and, for its palaeographic interest, an isolated contract of the age of Augustus.

Comparing Spiegelberg's publication with Rubensohn's, we find that nos VI and VII of the latter reappear as 6 and 7 in the demotic papyri, no XVI is 2, the draft of which is 3 on the back of no XXIX, no XXII is 4, no XXVI is 5, no XXVII b is 1, XXVII a being the Greek original with demotic signatures now published under the number 10, no XXXI is 8, no XXXII is 9.

Rubensohn having dealt with the matter of the texts, Spiegelberg here confines his commentary for the most part to philological considerations. The corrections which he has made of the first translation affect only details. The documents are evidently obscure and injured so that in the photographs we can often do little more than follow the transliteration, congratulating Spiegelberg on his sucecsssful decipherment of difficult and injured writing. Spiegelberg is at once so brilliant and accurate in his readings that we may accord to him the fullest measure of confidence given to any scholar. But it is tantalising to know that there are interesting words and groups in the originals indefinable in the photographs. Spiegelberg has facsimiled a few groups in the introductory sections on the place names and personal names; and in the case of the demotic text (no 1) which is a version of the Greek, with commendable particularity he supplements the photograph of the original by a copy in which he has strengthened the faded lines with ink. Such a procedure with all the papyri would probably have been too expensive; but hand copies of all the more important groups and passages where they are obscure in the photographs would be a great advantage.

Spiegelberg has identified most of the place names occurring in the Apollinopolite documents with hieroglyphic names in the great endowment inscription of a later Ptolemy at Edfu. Under Τχοιτοοο he quotes from other papyri several examples of a word which must read *ẕwf*, *ṯwf* i. e. ϫοουϥ ›papyrus‹, not *ṯw* as is there suggested: whether the same is also the last element in the group corresponding to Τχοιτοοο is not clear to the present writer. Bereneptis with its variants, is a particularly interesting but puzzling name. I do not feel satisfied that it is to be read *Mr-nb-Ptḥ* though as Spiegelberg suggests it may well represent the old royal name *Mr-n-Ptḥ* for which the equivalent in Manetho is Αμμενεφθης. Perhaps *Mr-(n)-'b-Ptḥ* is the true reading.

A few criticisms may be offered of individual points in the renderings.

No 4 on p. 16 is a declaration under oath by Milon of his good title to some land sold; ll. 14 et seqq. are as follows: ›(As to) the half of the land in the district (?) of Tsenane, amounting to one arura (?), which Euphronius the praktor sold out of my sole (?) inheritance (?): — the land in question belonged to (*es* = the ancient *n-st*) Estephenis, my father; he wrote (a deed) for it to Thatre my mother (*sẖ-f ar-f n T.*): it has no other owner than I (*ge nb bl-y*) until the sale for (?) me by Euphronius (*a hn a p ṭy-s e.'r 'Wprnys ẖa* (?) *ḥr-y*‹. This sentence is full of good illustrations of grammatical idiom. In no 5 (XXVI) the declaration is made to Euphronius himself, not to Milon. The gap at ll. 7—8 can only contain ›(Harsiesi) [saith to (8) Euph]ronius the praktor‹. This throws forward the advancement of Euphronius by one year to the year 224—3, cf. Rubensohn p. 35.

Turning now to the papyri outside of Fund II, in no. 11 we have an agreement under oath between three partners who have leased the tax on salt and the tax on *'n-šn* (?), a kind of objects (wigs?) which appear constantly in dowries in the later class of Ptolemaic marriage-contracts. The partners are to share alike and keep accounts in a book.

No. 12 is dated in the third year of Euergetes I, before the decree of Canopus, and gives a new and obscure title to Berenike. It concerns three women. Tahapi has had a lawsuit with Tasti about the ownership of a house in Elephantine with some furniture and a silver necklace (?). The judges decided in her favour: but Tasti had sold these to a third party Tisemteu (the reading of her name is uncertain) and in order to settle matters and make the sale complete Tahapi, who doubtless has had her demands satisfied, yields up her

rights to the above named property to Tasti. So far Spiegelberg and Preisigke. The last paragraph is a little complicated. It should run.

›And whereas (or if) the woman Tisemteu (?) daughter of Semteu (?), to whom the above house has been given, makes a demand on Tasti daughter of Harmakhi (?) for this writing for silver (πρᾶσις) and this writing of cession (ἀποστασίου) of which Tasti said 'I will cause Tahapi daughter of Krrs to make it (sic)': I will (or do) make them for the woman Tisemteu (?) daughter of Semteu (?)‹.

Thus Tahapi undertakes to give πρᾶσις and ἀποστασίου to Tisemteu also, in accordance with Tasti's agreement with the latter. Probably the whole transaction, including the previous sale, had been by friendly arrangement between all the parties — a device to secure a safe title to the purchaser of a property the ownership of which might have been disputed in a higher court.

No. 13, dated in the 28th year of Augustus, contains interesting priestly titles. It is the sale of a house, much shattered.

We conclude with the hope that Spiegelberg will find time to continue a publication which is full of instruction alike in text and commentary.

Oxford F. Ll. Griffith

Für die Redaktion verantwortlich: Prof. Dr. Eduard Schwartz in Göttingen

Sophus Müller, Urgeschichte Europas, Grundzüge einer prähistorischen Archäologie. Deutsche Ausgabe unter Mitwirkung des Verfassers besorgt von **Otto Luitpold Jiriczek.** Mit 160 Abbildungen im Text und 3 Tafeln in Farbendruck. Straßburg, Karl J. Trübner 1905. I u. 204 S. 8°.

Daß die verschiedenen Länder Europas zu sehr verschiedener Zeit höherer Kultur zugänglich werden, und daß diese Kultur in seiner südöstlichen Ecke einzuströmen beginnt, ist eine nicht zu bestreitende Tatsache. Dementsprechend reicht die geschichtliche Zeit in verschiedenen Teilen unseres Kontinents sehr verschieden weit zurück. Aber auch schon in der Zeit, die für ihn in seiner ganzen Ausdehnung eine vorgeschichtliche ist, läßt sich an der Hand der Funde dieselbe Richtung der Kulturströmungen beobachten wie später. Der fremde Einfluß an sich ist nicht zu verkennen, und nur über seine jeweilige Stärke und sein Alter, seinen Ursprung und Verlauf gehen eigentlich die Ansichten auseinander.

Noch von niemandem aber und noch nirgends ist diesem Einfluß eine solche Bedeutung beigemessen worden, wie es seitens des bekannten nordischen Urgeschichtsforschers Sophus Müller in dem vorliegenden Buche geschieht. Er betitelt es ›Urgeschichte Europas‹, doch steht ihm die Frage der Herkunft und Ausbreitung der vorgeschichtlichen Kultur so sehr im Mittelpunkt des Interesses, daß dies eigentlich schon im Titel hätte ausgedrückt werden sollen. Das allgemeine Ergebnis, zu dem er gelangt, faßt er in die Sätze zusammen:

›1. Der Süden war die leitende und spendende Kulturmacht; der äußere Kreis, besonders der Norden, folgte nach und empfing.

2. Der Inhalt der südlichen Kultur wurde nur vermindert und im Auszuge übermittelt.

3. Gleichzeitig erlag er Aenderungen und Umbildungen.

4. Er trat jedoch in den ferneren Gebieten oft in großer Fülle und mit neuer Eigenart auf,

5. doch erst in anderer und späterer Zeit als der, in welcher dieselben Elemente im Süden sich ursprünglich geltend machen‹.

Man kann das im großen und ganzen für richtig halten und sich doch durch vieles einzelne in S. M.s Ausführungen zu entschiedenem Widerspruch veranlaßt fühlen.

Schon über den Zeitpunkt, an dem der fremde Kultureinfluß einsetzt, ist er nach Ansicht des Ref. in einem Irrtum befangen, der zu vermeiden gewesen wäre, wenn er sich klar gemacht hätte, woher eigentlich der Vorsprung des Orients vor Europa stammt.

Läge sein Grund in geringerer Begabung der europäischen Menschen, so wäre die Rolle nicht begreiflich, die diese später spielen. Mit viel größerem Recht wird man ihn in der Natur des Landes suchen dürfen; aber es wird dabei nicht die geologische Gegenwart ins Auge zu fassen sein, in der ältere Unterschiede sich ausgeglichen oder die Verhältnisse sich zu Ungunsten des früher besser bedachten Teils geradezu umgekehrt haben, sondern die letzte Eiszeit mit ihren Ausläufern. In dieser Periode ist von Europa nur ein Teil überhaupt bewohnbar, während die klimatischen Verhältnisse längs des Nordrandes von Afrika und im Zweistromland damals weit günstigere gewesen sein müssen als nach dem völligen Ablauf des Diluviums.

Auch innerhalb Europas selbst machen sich während der paläolithischen Zeit lange nachwirkende Unterschiede bemerkbar. Die von der Natur bevorzugte Stellung Frankreichs und Italiens in dieser Periode hervorhebend stellt S. M. mit Recht den Satz auf: ›Die Hauptunterschiede in der Kultur, die sich im Laufe der ganzen Vorzeit bis in die geschichtlichen Zeiten hinein geltend machen, beruhen im tiefsten Grunde auf den Naturverhältnissen während und nach der Eiszeit‹. S. M. denkt hierbei nur an Europa. Aber vielleicht mit noch größerer Berechtigung läßt sich dieser Satz auf das Verhältnis Europas zum Orient anwenden. Damit ist nicht nur seine Ueberlegenheit erklärt, sondern auch ein Fingerzeig gegeben, innerhalb welcher Grenzen von solcher Ueberlegenheit die Rede sein kann. Denn sie ist eine bedingte und beschränkte.

Das nachweislich älteste Auftreten des Menschen in Europa fällt in eine Zwischeneiszeit, sei es die letzte, wie Boule, sei es die vorletzte, wie Penck annimmt. Es war damals eine ausgesprochene Wärmeperiode in Mitteleuropa, wie uns die Reste der Fauna aus dieser Periode dartun. Als in Deutschland Elefant, Nashorn und

Flußpferd heimisch waren, muß aber das Klima Mesopotamiens und ganz Vorderasiens und Nordafrikas ein geradezu heißes gewesen sein.

Damals bot also der Orient dem Menschen keineswegs günstigere Lebensbedingungen als Europa. Wenn darum S. M. es ›ansprechend und naheliegend‹ findet, schon die ältesten menschlichen Werkzeuge gleich dem späteren Kulturstrom, der zuletzt das Christentum gebracht hat, aus dem Orient herzuleiten, macht er sich eines Anachronismus schuldig, denn er schließt aus jüngeren Verhältnissen zurück auf eine Zeit, in der Natur und Menschheit ein ganz anderes Gesicht zeigen.

Gewiß ist der Besitz von Werkzeugen, und seien sie noch so primitiv, ein Fortschritt gegenüber einer werkzeuglosen Zeit, aber ein Fortschritt, der mit dem Vorgang der Menschwerdung aufs innigste zusammenhängt. Wo diese erfolgt ist, das ist noch eine ungelöste und vorläufig vielleicht recht müssige Frage. Aber wahrscheinlich ist es doch, daß der Mensch sich schon im Besitz von Werkzeugen über die Erde ausgebreitet hat, und wer den Standpunkt vertritt, daß diese dem europäischen Menschen erst aus dem Orient nachgeliefert wurden, als dessen erster Kulturexport, der müßte den älteren werkzeuglosen Menschen auf unserem Boden nachweisen oder doch mindestens zeigen, daß ein solcher hier sein Leben fristen konnte.

Freilich ist sich S. M. über die Bedeutung der ältesten paläolithischen Zeit sichtlich überhaupt nicht klar, weil er sie sonst unmöglich in ihrem gesamten Ausmaß nach 10000 v. Chr. ansetzen könnte. Es ist natürlich schwer, gegen eine solche Annahme mit bestimmten anderen Zahlen aufzurücken. Bedenkt man aber, daß die ältesten genauer datierbaren Menschenreste sich in nichts von den jetzigen Menschenrassen unterscheiden, daß dasselbe auch von den Resten aus jüngeren paläolithischen Perioden gilt, daß uns aber in jener Zwischeneiszeit und dem unmittelbar sich anschließenden Zeitabschnitt ein Mensch entgegentritt, der allen späteren und heutigen Menschen als etwas besonderes und weitaus primitiveres gegenübersteht, bedenkt man ferner, daß die Klimaschwankungen, die zur Bildung und Rückbildung der großen Gletscher führten, nur ganz allmähliche sein konnten, so erscheinen jene 10000 Jahre wohl als nicht diskutierbar.

Unannehmbar ist auch S. M.s Datierung eines jüngeren Abschnittes des Paläolithikums, der Mammuthzeit. Weil nämlich aus dieser weibliche Figuren aus Elfenbein oder Stein bekannt sind, und in Aegypten in neolithischen Gräbern, die in das 5. oder 6. Jahrtausend vor Christo gehören, ähnliche aus Ton gefunden werden, führt er jene auf ägyptischen Einfluß zurück und möchte sie daher

für gleich alt oder etwas jünger halten. Selbst unter Voraussetzung eines Zusammenhanges zwischen diesen plastischen Darstellungen, der doch nichts weniger als sicher ist, kommt die Möglichkeit in Betracht, daß die ägyptischen eine lange Vorgeschichte haben, und die Kulturübertragung weit früher erfolgt ist.

Die paläolithische Zeit wird bei S. M. aber nicht nur in ihrer Ausdehnung unterschätzt, sondern kommt auch insofern zu kurz, als einer ihrer wichtigsten Abschnitte unter den Tisch fällt. Was die Frage der Hauptgliederung des Paläolithikums betrifft, bemerkt er nämlich zusammenfassend: »In Mitteleuropa würde es somit nach der warmen Chelleszeit, in welcher der Mensch zuerst auftritt, nur eine große Kälteperiode gegeben haben; im Laufe der Solutrézeit sich immer mehr abkühlend, wurde das Klima der Madelainezeit sehr kalt, dann aber stufenweise wieder milder bis herab auf die Gegenwart«. Da aber die Solutrézeitfunde zum großen Teile aus Lößlagern stammen, die keine eiszeitliche Bildung sind, sondern durch zusammengewehten Staub der Steppe in einer unmittelbar auf eine Eiszeit folgenden vegetationsarmen Periode entstanden, muß zwischen Solutré und Chelles eine Eiszeit Raum finden, und keineswegs kann es sich bei diesen beiden um unmittelbar aneinander grenzende Perioden handeln. Dieser Eiszeit entspricht das Moustérien, das von S. M. garnicht in Rechnung gestellt wird. Das Magdalénien hingegen hat sich als nacheiszeitlich erwiesen, und zwar als der Zeit nach der letzten Eiszeit angehörig, also jedenfalls nicht der Periode eines Kältemaximums.

Wie der Mensch der Chellesperiode seinen Lebensunterhalt gefunden, bedarf noch der Aufklärung. Mit Rücksicht auf die Unzulänglichkeit seiner Jagdausrüstung, in der Pfeil und Harpune noch fehlen, und mit Rücksicht auf das warme Klima jener Zeit wird dabei der Pflanzennahrung eine größere Rolle zuzumessen sein. Der Mensch der folgenden paläolithischen Epochen ist Jäger, und so lange er das auch im Orient war, ist eigentlich nicht einzusehen, was ihm dort eine bevorzugte Stellung verschaffen sollte, abgesehen davon, daß zu den Kunstleistungen gerade des europäischen paläolithischen Jägers nirgends noch von gleicher Begabung zeugende Seitenstücke gefunden worden sind. Anders verhält sich die Sache von dem Moment an, als der Schritt zu neuen Wirtschaftsformen geschah, als Ackerbau und Viehzucht an Stelle des Jägerlebens traten. Und für diesen Schritt waren, wie wir oben angedeutet, im Orient (beziehungsweise im Süden) früher als in Europa die Vorbedingungen gegeben. Wir möchten uns daher keineswegs gegen die Annahme sträuben, daß auch die europäische Feld- und Viehwirtschaft — mag

sie immerhin eigenartige Züge ausgebildet haben — im letzten Grunde abhängig ist von außereuropäischer.

Das ausgeprägte Jagdleben mit Wurfwaffen, das in der späteren Steinzeit aufhört, findet S. M. noch heute bei den Polarvölkern erhalten, ja es däucht ihm wahrscheinlich, daß sich die Kultur der Renntierzeit wirklich nach dem Polarkreise zurückgezogen hat, als die Tiere vor dem allmählich wärmer werdenden Klima aus Mitteleuropa in höhere Breiten hätten zurückweichen müssen. Doch lassen die menschlichen Knochenreste, die wir aus der europäischen Renntierzeit kennen, einen Gedanken an Zusammenhang mit den Polarvölkern nicht zu; auch das skandinavische Renntier ist nicht auf ein von Mitteleuropa nach dem Norden zurückgedrängtes zurückzuführen, sondern stammt aus dem Osten: s. Sarauw, Aarb. f. nord. Oldk. 1903. p. 301 (und die dort angegebene Literatur: Sv. Nilsson in Forhandl. ved de skand. Naturf. 8. Møde i København 1860. p. 836, J. G. H. Kinberg: Utdrag ur arkäologisk Zoologi 1877. p. 238, Worsaae in Aarb. f. nord. Oldk. 1872. p. 328). Wer die Polarvölker oder auch nur ihre Lebensweise aus Europa herleiten wollte, dem obläge es überdies, die Mittelglieder nachzuweisen, die zwischen beiden getrennten Gebieten die Brücke herstellen und die Etappen der zurückweichenden paläolithischen Kultur auf dem Wege nach dem Norden bilden. Uebrigens ist bei den nordeuropäischen und nordasiatischen Polarvölkern doch auch manches anders als in der paläolithischen Zeit. Sie sind vor allem Renntiernomaden. Auch von Bogen und Pfeil machen sie ausgiebigsten Gebrauch. Schon Tacitus erwähnt der Knochenpfeile bei den Fenni; aus späterer Zeit haben wir in nordischen Geschichten Beispiele genug für die hervorragende Schießkunst der Finnen, d. i. Lappen: man denke an die 3 Pfeile des Finnenkönigs Gusi, an den Schützen (finnischer Herkunft) der in der Svǫldrschlacht Proben seiner Fertigkeit gibt (Heimskringla, O. T. c. 108), an den Personennamen Finnbogi. Von einem Ueberwiegen der Wurfwaffen ist hier nicht zu sprechen. Viel näher stehen unsern paläolithischen Jägern die Eskimos, die aber aus Nordamerika in die angrenzenden Polargegenden vorgedrungen sind, und deren Kulturverwandtschaft mit jenen nur eine in der Aehnlichkeit der Lebensverhältnisse begründete sein kann. Sind aber die Harpunen der Eskimos sicher kein aus dem Orient bezogenes Kulturgut, so sollte man sichs doch auch gut überlegen, bevor man die Waffen und Werkzeuge der paläolithischen Europäer als solches ausgibt.

Wie weit in Europa beim Uebergang zu den neolithischen Zuständen außer Kultureinfluß auch Einwanderung eine Rolle gespielt hat, ist eine Frage für sich, die wohl für verschiedene Gegenden

nicht die gleiche Antwort erfordert. Im wesentlichen scheint aber doch in der neolithischen Bevölkerung die paläolithische der nächstvorhergehenden Periode fortzuleben, die geradeso unter Anstößen von außen ihre Lebensweise geändert hat, wie dies etwa bei den Fenni des Tacitus im Verlauf ihrer Entwicklung zu den jetzigen Finnen der Fall ist. Dafür sprechen vor allem anthropologische Gründe, denn der blonde Typus, der uns später in Nordeuropa entgegentritt und als indogermanisch bezeichnet werden darf, kann nur in einem nördlichen Himmelsstriche und gewiß nicht in der Spanne Zeit entstanden sein, die sein ältestes bezeugtes oder nachweisbares Auftreten vom Beginn des europäischen Ackerbaues trennt.

Daß die über das Jagdleben emporsteigende Kultur Europas eine selbständige ist, behaupten auch wir keinesfalls und berühren uns insofern mit dem Verfasser; nur daß sich bei diesem, wie wir sahen, der Gedanke an diese Unselbständigkeit so festsetzt, daß er ihn auch in Beziehung auf Zeiten nicht los wird, bei denen er aus dem Spiel zu bleiben hat. Aber auch unter Verhältnissen, wo fremder Einfluß wohl in Betracht kommt, überschätzt und verallgemeinert er diesen so sehr, daß man wohl von einem Vorurteil sprechen kann, das sein ganzes Buch beherrscht.

So sollte man es kaum für möglich halten, daß nach all dem, was zur Aufklärung der Nephritfrage schon geschehen ist, noch ein Forscher ernstlich annimmt, daß wenigstens ein großer Teil der aus diesem Material gefertigten Beile aus dem Orient eingeführt worden sei.

Vielleicht noch erstaunlicher ist aber das, was über das Verhältnis der Pfahlbauten zu den Terramaren und zu Mykenae gesagt wird. Obwohl die Terramaren im wesentlichen aus der Bronzezeit, die Anfänge der Pfahlbauten weiter im Norden aus der Steinzeit stammen, sind für den Verfasser die ersteren mit ihrer scharf ausgeprägten Kultur das ältere Zentrum, an dessen Peripherie sich die Pfahlbaudörfer der Steinzeit erhoben. ›Die Veränderungen und Verringerungen der Anlage‹, meint er, ›sind eine natürliche Folge ihrer Ueberführung in einen kulturarmen Außenkreis‹. Das bedenklichste dabei aber ist, daß die auf Pfähle gestellten Häuser der Terramaren und Pfahlbauten Nachbildungen von mykenischen Häusern mit Steinunterbau sein sollen. Die Rolle, die Pfahlbauten heute noch bei vielen Völkern spielen, hätte S. M. schon von solchen Schlüssen zurückhalten sollen.

Daß er das Potal im ›Bronzealter‹ stehen läßt, während am Abhang der Alpen und in der Schweiz noch allgemein Stein verarbeitet wird, ist nur einer der Belege dafür, wie er sich die Dinge zurechtlegt, um die Abhängigkeit des Nordens konstruieren zu können.

In diesem besonderen Falle hätte ihn aber doch vor dem Irrtum der Umstand schon bewahren müssen, daß die Steingeräte der Pfahlbauten zunächst durch kupferne oder sehr zinnarme bronzene abgelöst werden von viel primitiveren Formen als die der Terramarenbronzezeit.

Für ganz verfehlt und unglücklich halte ich auch die Ansicht, daß die viereckigen Hüttenanlagen der Pfahlbauten ›zweifellos‹ auf Einflüsse der entwickelten Architektur des Südens zur Mykenaezeit zurückzuführen seien, — von dem Anachronismus, der in dieser Annahme liegt, ganz abgesehen. Denn so wie die runde Form die naturgemäße der geflochtenen Hütten ist, so ist die viereckige durch die Zimmerung von selbst gegeben, und die Hütten wenigstens in ihrem Gerüste zu zimmern, lag bei Pfahlbauten außerordentlich nahe, wo doch die Bühne, auf der sie standen, auf jeden Fall gezimmert war und sowohl höher aufragende senkrechte Pfähle als auch wagerecht liegende Stämme, die den Boden herstellten, in die Hüttenkonstruktion sich wie von selbst einfügten. Damit ist natürlich nicht gesagt, daß Pfahlbauhütten viereckig sein müssen.

Mit seiner ganzen Tendenz hängt es zusammen, wenn S. M. überall das Alter der nördlicheren Funde herabdrücken will. So hört bei ihm die Bronzezeit in Griechenland auf, als sie im Norden beginnt. Wir möchten dagegen nur darauf aufmerksam machen, daß zahlreiche Schmuckperlen aus nordischem und zwar jütischem Bernstein schon in den mykenischen also der griechischen Bronzezeit angehörigen Gräbern gefunden worden sind, die auf dem Wege nach dem Süden sicher gegen Metall eingetauscht wurden. Das weiß S. M. selbst. Um so unbegreiflicher ist es, daß er mit der Mykenaekultur gleichzeitig, ja schon von ihr in den Wohnungsanlagen beeinflußt sogar noch in den Alpen die Steinzeit herrschen läßt.

Es möge hier auch auf die südländischen, aus dem Roten und Indischen Meer stammenden Konchylien hingewiesen werden, die gelegentlich, zu Schmuck verarbeitet, rein steinzeitliche Funde Mitteleuropas begleiten, s. Reinecke, Westd. Zeitschr. 19, 235 f., Corr. Bl. der Westd. Zeitschr. 20, 19 f. Man muß da doch fragen, warum, wenn gleichzeitig im Süden das Metall schon ganz allgemein war, nicht auch solches von dort bezogen wurde.

Zurückzuweisen ist ferner die Annahme, daß sich der größere Reichtum der Westschweiz an Funden der ›schönen Bronzezeit‹ daraus erkläre, daß sich im Osten die Eisenzeit früher geltend gemacht habe. Aus der geographischen Lage würde sich das nicht erklären, und wenn auch die Bronzestationen im östlichen Teil des Pfahlbautengebietes ›gering an Zahl und minder reichhaltig sind‹, so würde es für ihre Gleichzeitigkeit mit einer Eisenkultur in der-

selben Gegend doch nur sprechen, wenn sie neben Bronze in derselben Schichte auch Eisensachen enthielten, die sich bekanntlich im Wasser vortrefflich erhalten. Wie die Dinge liegen, kann man nur annehmen, daß die Ostschweiz in der ›schönen Bronzezeit‹ spärlicher besiedelt war als der Westen, oder daß man damals dort — und das ist das wahrscheinlichere — mehr in Landansiedelungen lebte.

Als ein Anachronismus erscheint es auch, wenn versucht wird, die nordischen megalithischen Gräber, die der Steinzeit angehören, aus südlichen Grabformen der ausgesprochenen Metallzeit, im besonderen die Riesenstuben aus den mykenischen Kuppelgräbern abzuleiten. S. M. scheut sich nicht, es durch diesen Zusammenhang als klar bewiesen zu betrachten, ›daß die nordischen Riesenstuben keinesfalls älter sein können, als aus der Mitte des zweiten Jahrtausends vor Christo, da die entsprechenden Kuppelgräber in Griechenland nicht weiter zurückgehen‹. In Wahrheit müßten sie aber dann sogar bedeutend jünger sein, da sie doch nur langsam und auf einem Umweg über die westlichen Küstenländer — im Inneren Europas fehlen alle Seitenstücke — nach dem Norden gekommen sein könnten. Und es bleibt ein unlösbares Rätsel, wieso sie, deren auf Nachahmung von Ort zu Ort beruhende Ausbreitung doch nicht rasch erfolgen konnte, das leicht fortzuschaffende Metall auf seiner Reise so sehr überholen konnten. Wir vermissen hier sehr eine Auseinandersetzung mit L. Zinck, Det nordeuropaeiske Dysse-Territoriums Stengrave og Dyssernes Udbredelse i Europa, der über die großen Steingräber uns weit annehmbarere Ansichten zu entwickeln scheint. Aehnliche Ideen liegen den nordischen und den mit ihnen verglichenen südlichen Grabanlagen allerdings zu Grunde, aber nur diese Ideen allein brauchten sich auszubreiten und fanden dann an verschiedenen Orten von selbst leicht ähnlichen Ausdruck.

Wir müssen aber auch damit rechnen, daß gewisse Ideen bei allen Menschen sich sehr leicht selbständig einstellen, und das gilt vor allem von solchen, die sich auf das Fortleben der Toten beziehen und den daraus entspringenden Totenkult. Es kann ohne Mühe versucht werden, alle möglichen europäischen Bestattungsgebräuche von orientalischen Vorbildern abzuleiten, allein die Beweiskraft solcher Schlüsse erscheint doch recht gering, wenn man an ganz ähnliche Erscheinungen denkt, die uns auf völlig getrennten geographischen Gebieten — z. B. in Amerika — entgegentreten.

Wie in Beziehung auf Jenseitsvorstellungen und Totenpflege, so ist für S. M. Europa auch in Beziehung auf andere mythologische

Vorstellungen unselbständig, rückständig und in seiner Entwickelung von äußeren Anregungen abhängig.

Der Bronzezeit spricht er persönliche Götter bestimmt ab; ›sie würden sonst eine bildende Kunst hervorgerufen haben‹. Ja, ›es kann überhaupt in der älteren Vorzeit Europas keine Vorstellungen von Göttern in menschlicher, tierischer oder kombinierter Gestalt gegeben haben, da sonst Götterbilder erhalten sein müßten, wenn schon nicht in Holz, so doch in Stein oder Bronze‹.

Diese ältere bilderlose Religion ist ihm eine Verehrung von Himmelskörpern, verschiedenen Naturobjekten und allerhand materiellen Gegenständen — ohne den Gedanken an persönliche Wesen. Ob nicht doch auch im Seelenglauben eine Wurzel der Mythologie liegt, der natürlich sofort persönliche Gebilde entsprießen, und ob nicht vom Seelenglauben aus früh schon die Vorstellung der Beseeltheit in die Natur hineingetragen werden mußte, wird nicht weiter gefragt. Aus einer Bemerkung über die Zeit des Auftretens eigentlicher größerer Götterbilder in den Rhein- und Donauländern scheint hervorzugehen, daß S. M. den deutschen Stämmen die persönlichen Götter durch die Römer zukommen läßt. Aber besitzen wir denn Bilder von deutschen Göttern? Wenn sein Schluß für die Bronzezeit Berechtigung hat, so müßte er folgerichtig den Deutschen die persönlichen Götter überhaupt absprechen. Freilich bezeugt sie schon Tacitus Jahrhunderte vor dem Erlöschen des Heidentums und bezeugt sie die Sprache für noch frühere Zeiten. Ein Name wie **Wōdanaz* bezeichnet von Haus aus schon eine Person; das erweist das Suffix, das für Worte kennzeichnend ist, die Herrscherbefugnis ausdrücken. Und wie findet sich S. M. mit idg. **deivos* ›Gott‹, wie mit *Juppiter*, *Dyâuṣpitá*, Ζεὺς πατήρ ab, Götternamen, die — ob man sie nun für urindogermanisch hält oder nicht — auf jeden Fall nicht erst in der Eisenzeit geprägt sind? Als Beweis dafür, daß man ursprünglich eine unpersönliche Sonnengottheit verehrte, führt S. M. die goldbelegte Sonnenscheibe von Trundholm in Nordseeland an, die als die Gottheit selbst zu gelten habe. Ich sehe freilich nicht ein, warum diese Darstellung es ausschließen soll, daß daneben auch die Vorstellung von der Sonne als persönlichem Wesen bestand. Wir kennen aus der Sæmundar Edda (Alvíssmál 16) einen poetischen Namen für die Sonne *fagra hvél* ›das schöne Rad‹; anderswo (Grímnismál 28) begegnen wir einem vor die als Göttin gedachte Sonne gestellten Schild namens *Svalinn*, auf den doch auch nur die Scheibengestalt der Sonne geführt hat. An dem Bild von Trundholm wäre also nichts auffallendes, wenn es nicht der Bronzezeit,

was ja seines Stils wegen feststeht, sondern der Vikingerzeit angehörte. Sogar bei Grímnismál 37:

Áruakn ok Alsuiþr
þeir skolo upp heþan
suangir sól dragu

braucht man an nichts anderes zu denken als an zwei die Sonnenscheibe selber, nicht eine Göttergestalt ziehende Pferde. Daß das kreisrunde Bild der Sonne, das man täglich vor Augen hat, aus der Mythologie nicht verbannt ist, begreift sich leicht, und mit ihm hat die Vorstellung von einer menschlich gestalteten Sonnengottheit wohl mitunter einen Kampf zu bestehen. Aber die persönliche Gottheit ist doch daneben in der Edda auch da und kann es ebenso in der Bronzezeit schon gewesen sein, wie ja der Trieb zu personifizieren hier auch später noch besonders kräftig ist: man braucht nur an die Frau Sonne unseres Volkslieds zu erinnern. Und vor allem kann es damals in der Bronzezeit abgesehen von der Sonne andere wirkliche Götter gegeben haben. Man beachte übrigens, daß schon vor das Sonnenbild von Trundholm ein Roß gespannt ist, daß also für die Erklärung der Bewegung des Himmelskörpers die Phantasie hier schon Sorge getragen hatte. Es war dann nur ein kurzer Schritt dahin, dem oder den Sonnenrossen eine Person als Lenker zuzugesellen und zwar zunächst an der Seite der daneben noch ganz gegenständlich vorgestellten Sonne selbst, so wie es z. B. Gylfaginning 10 heißt: *goðin ... létu Sól* (gemeint ist die Tochter des *Glenr*) *keyra þá hesta, er drógu kerru sólar þeirar, er goðin hǫfðu skapat, til at lýsa heimana, af þeiri siu, er flaug ór Múspellzheimi.* Und wenn man bereits in der Bronzezeit bei einer von selbst rollenden Scheibe nicht stehn geblieben war, wie sollen wir dann mit S. M. an das Beil glauben, das nicht ein Symbol, sondern das unmittelbare Bild der Gottheit gewesen sei, das heißt, den Leuten die Vorstellung von einem Gott in Gestalt eines Beiles zumuten, das im Gewitter sich selbst schleudert. An sich verdient das Beil, das frühzeitig als ein Bild von religiösem Werte — wir denken als Götterattribut und Göttersymbol — auftritt, allerdings unsere Aufmerksamkeit und im besondern das Doppelbeil, das im vormykenischen Kreta vorkommt. Mit ihm möchte ich unbedenklich die von Lissauer in der Zeitschr. f. Ethnol. 1905 S. 519 ff. behandelten westeuropäischen kupfernen Doppeläxte zusammenstellen, die, wegen ihres viel zu engen Schaftloches für praktischen Gebrauch untauglich, gewiß religiöse Bedeutung gehabt haben. Aber auch den Thorshammer aus dieser Doppelaxt herzuleiten, wie S. M. es tut, geht denn doch nicht so ohne weiteres an, schon weil Axt und Hammer nicht dasselbe sind. Den

Blitz, der Bäume fällt und spaltet, einer geschleuderten Axt zu vergleichen liegt übrigens so nahe, daß diese Vorstellung auch an verschiedenen Orten selbständig aufgekommen sein kann, und ich denke mir allerdings auch den germanischen Donnergott der Stein- und Bronzezeit mit der Axt bewaffnet und halte mit anderen die großen, aus dünner über einen Tonkern gegossener Bronze hergestellten Aexte, wie sie in Södermannland, Schonen und Jütland gefunden worden sind, für heilige Symbole des Donnergottes, in dessen Kult sie eine Rolle gespielt haben werden. Dazu aber, dem Gotte einen Hammer als Waffe beizulegen, kam man wohl erst in der Eisenzeit, als man die wirkliche Bedeutung der nun lange schon gänzlich außer Gebrauch gekommenen alten Steinhämmer, die man auf den Feldern fand, nicht mehr kannte und sie sich als Blitzsteine zu erklären suchte. S. M. nimmt aber nicht nur den Thorshammer für die kretische Zeusaxt, sondern Thor selbst ist ihm der nach dem Norden gewanderte alte kretische Hauptgott. Dabei wird, da sonst die Mittelglieder fehlen würden, stillschweigend vorausgesetzt, daß auch Zeus und Juppiter aus diesem geflossen sind. Der persönliche Gott ist also der vergötterten Axt gewissermaßen nachgeliefert worden. Was möchten sich wohl die Europäer und die Germanen im besondern nach S. M.s Ansicht für eigene mythologische Gedanken über das Gewitter gemacht haben, wenn nicht jener fremde Einfluß gewesen wäre und sie der Nötigung überhoben hätte, sich mit solchen Gedanken zu quälen? Die Wanderung der religiösen Ideen nach dem Norden vollzieht sich ihm dabei so langsam, daß die nordischen Götter — also auch Thor? — erst in der Völkerwanderungszeit geschaffen sind, und ihre unmittelbaren Vorgänger, ›fremde, eingeführte Götter‹ — aber die nordischen sind ihm das ja auch! — ›oder Gestalten, die in der später ausgebildeten nordischen Mythologie nicht zu finden sind‹, abgelöst haben. Für diese sind ihm die großen Bilderreihen auf dem Silberkessel von Gundestrup und auf den Goldhörnern von Mögeltondern ein Beleg; und zu dem ersteren, der unter anderm das getreue Bild des hirschgehörnten, kauernden, Ring und Schlange haltenden gallischen Gottes Cernunnos zeigt, macht er noch die Bemerkung: ›Zweifellos (sic) ist dieser zu Kultzwecken bestimmte Kessel im ersten Jahrhundert nach Christo in Dänemark verfertigt worden, aber von einem Künstler, der in Gallien gelebt und gelernt hatte. Er bildet ein sprechendes (sic) Zeugnis dafür, wie sowohl Kunststil als neue Vorstellungen, ja auch neue Götter durch persönliche Verbindungen selbst bei den entferntesten Völkern eingeführt wurden‹. Daß S. M. mit seiner Vermutung über den Verfertiger des Kessels recht hat, ist garnicht sicher. Doch nehmen wirs einmal an.

Kann aber das Cernunnosbild nicht geradeso eine bloße mechanische Nachahmung einer Vorlage sein wie die Bilder von Löwen, Greifen und Elefanten auf demselben Kessel? Es hat in der Tat nicht einmal beim Künstler selbst nähere Bekanntschaft mit dem Gott Cernunnos zur notwendigen Voraussetzung, und noch weniger braucht es dessen Kult im Norden eingeführt zu haben, von dem sonst keine Spur sich zeigt. Und ähnlich ist es mit der ganzen ›vornordischen‹ Götterwelt bestellt, mit der S. M. rechnet, wohl bemerkt in einer Zeit, für die uns die wichtigsten der späteren nordischen Götter, die ja gemeingermanisch sind — ein Begriff, den S. M. nicht zu kennen scheint —, für die Germanen schon bezeugt sind.

Eine sehr auffallende Einseitigkeit ist die, daß stammeskundliche Probleme von dem Buche geradezu ausgeschlossen erscheinen. Die Indogermanenfrage z. B. oder die Frage nach dem ersten Auftreten der Griechen in ihren historischen Sitzen wird nicht einmal gestreift. Ebensowenig wie sprachlich-ethnische Zugehörigkeit sind die Rasseneigentümlichkeiten des prähistorischen Menschen für den Verf. von Interesse. Wenn er dabei bloß auf Einzelheiten nicht einginge, ließe sich das wohl begreifen vor allem wegen der wenig ergebnisreichen und unbefriedigenden Art, in der das einschlägige Material bisher von denen, die es am nächsten anging, bearbeitet worden ist. Aber über so auffallende und bedeutungsvolle Tatsachen wie die oben berührten körperlichen Eigentümlichkeiten des frühpaläolithischen Menschen sollte doch ein Buch nicht wortlos hinweggehen, das sich Urgeschichte Europas nennt.

Natürlich ist bei einem Manne wie S. M. in vielen Dingen immer auch Belehrung zu finden, und unsere Einwände sollen auch keineswegs seine Arbeit als eine wertlose hinstellen. Vor allem in seiner Charakteristik der einzelnen prähistorischen Kulturgruppen sagt er manches zutreffende Wort. Auch was er über die Wirkung fremder Einflüsse und über die Wege und Richtung der prähistorischen Kulturströmungen bemerkt, ist oftmals berechtigt. Allein er übertreibt. Und gegen diese Uebertreibungen Einspruch zu erheben, schien uns umso notwendiger, weil die Gefahr besteht, daß das schiefe Bild, das er zeichnet, auf seine Autorität hin von vielen angenommen werden wird. Anderseits ist freilich auch zu besorgen, daß gerade aus der teilweisen Berechtigung des Widerspruches gegen ihn und aus seinen Schwächen eine Richtung neue Stärke ziehen wird, die in das entgegengesetzte Extrem verfällt und Selbständigkeit und Bedeutung der europäischen Urkultur überschätzt. Diese Richtung schließt bewußt oder unbewußt, daß die Heimat der höchststehenden und lei-

stungsfähigsten Menschen auch altes Kulturland sein müsse, während vielleicht die rassenschöpferische Kraft Europas gerade mit seiner Außenstellung gegenüber den ältesten Kulturzentren und seiner langen und nur schrittweis aufgegebenen Rückständigkeit diesen gegenüber zusammenhängt.

Wien Rudolf Much

Slovènьskaja Psaltyrь. Psalterium Bononiense. Interpretationem veterem slavicam cum aliis codicibus collatam, adnotationibus ornatam, appendicibus auctam adiutus Academiae scientiarum Vindobonensis liberalitate edidit **V. Jagić.** Accedunt XIX specimina codicum. Vindobonae. Berolini. Petropoli. MDCCCCVII. XI + 968 S. + XIX Tafeln. groß 8°.

Die Herausgabe von slavischen Sprachdenkmälern hielt Jagić immer für eine der vornehmsten Aufgaben der Slavistik. Natürlich handelt es sich ihm hiebei immer nur um möglichst genaue Ausgaben, die den jetzigen Anforderungen vollkommen entsprechen. Für ihn war also die Lebensweisheit: *primum ēdere, deinde philosophari* mit der hier vorgenommenen kleinen Quantitätsvariation auch in der Slavistik immer maßgebend. In der Regel besorgt er auch selbst das ›philosophari‹ schon bei der Herausgabe des betreffenden Denkmals, indem er seine Sprache analysiert, seine Stellung unter den anderen zu ermitteln trachtet, kurz alles beachtet, was für die Wissenschaft überhaupt von Interesse wäre. So haben wir ihm neben anderen schon eine ganze Reihe speziell von altkirchenslavischen, bez. kirchenslavischen Denkmälern zu verdanken; darunter verdient insbesondere der *Codex Zographensis* und *Codex Marianus* hervorgehoben zu werden, durch die das Studium des Altkirchenslavischen ungemein gefördert wurde.

Zu dieser langen Reihe kommt nun durch die vorliegende Ausgabe ein neues Glied hinzu. Es handelt sich um die Edition einer Handschrift, die in der Universitätsbibliothek zu Bologna aufbewahrt wird und die den kirchenslavischen Text des Psalters enthält (›Psalter von Bologna‹ einfach genannt). In der Literatur war diese Handschrift schon frühzeitig bekannt. Sie wurde — entweder ganz oder wenigstens zur Hälfte — von einem gewissen Joseph und Tichota (auch ein Běloslav war beteiligt), während der Regierung des Bulgarenfürsten Asěn in dem Dorfe Ravne[1]) bei Ochrida geschrieben. Es kann sich hier nur um Asěn II., der 1217—1241 regierte, handeln, da sich die Herrschaft Asěns I. nicht auf jene Gebiete erstreckte,

1) Heutzutage Ramne.

während sie Asěn II. durch die Schlacht bei Klokotnica im J. 1230 gewann (S. 797)[1]). Auf diese Art kann man den Zeitraum, innerhalb dessen die Handschrift entstanden sein muß, in ziemlich enge Grenzen einschließen.

Dieser Text ist also zwar nicht durch ein besonderes Alter ausgezeichnet, er hat aber doch seine Vorzüge und beachtenswerte Eigentümlichkeiten. Insbesondere muß hervorgehoben werden, daß er auch mit einem Kommentar zu den Psalmen versehen ist, der unserem ältesten Psalter (Psalt. sinaiticum) fehlt und bis jetzt in philologischer Hinsicht etwas stiefmütterlich behandelt oder überhaupt gar nicht beachtet wurde.

Aber Jagić begnügte sich nicht allein mit der Herausgabe dieses Textes, sondern er hat auch zugleich noch den analogen einer älteren Handschrift, des sog. Pogodinschen Psalters, herausgegeben und zwar wurde die Ausgabe so eingerichtet, daß sich der Text des Pogodinschen Ps. in der linken Kolumne, der Text von Bologna in der rechten befindet. Unter den Kolumnen folgt zunächst der Kommentartext und zwar nach dem Ps. von Bologna, weiter unten folgen die Anmerkungen zum handschriftlichen Text, worunter die abweichenden Lesarten von drei weiteren Handschriften mit demselben Texte enthalten sind, nämlich einer in Sophia befindlichen vom J. 1337, dann einer jetzt in Bukarest aufbewahrten vom J. 1346 (serbischer Provenienz) und natürlich auch des sinaitischen Psalters, und zwar sind hier zunächst die Abweichungen hinsichtlich des Psalmentextes, dann des Kommentars (der, wie schon erwähnt wurde, im Psalt. sin. nicht enthalten ist). Aber nicht genug an dem! Es war auch noch möglich, die abweichenden Lesarten des Tolstojschen Psalters, der dem sinaitischen Psalter an Alter am nächsten kommt (Ende des XI. oder Anfang des XII. Jhd.) S. 742—780 beizufügen. Auf diese Art ist hier der Text von fünf Handschriften (darunter sind die bis jetzt bekannten ältesten Psalterhandschriften) der weiteren Forschung zugänglich gemacht worden. Nebstbei ergab sich für den Herausgeber hiebei noch die Gelegenheit, über zwei weitere Handschriften (die eine in Belgrad, die andere in München) — allerdings anderwärts — zu schreiben: ›Zwei illustrierte serbische Psalter‹ (in den Denk-

1) So datiert diese Handschrift auch V. Ščepkin, der über sie unlängst eine Monographie veröffentlicht hat: *Bolonskaja psaltyrъ* (in *Izslědovanija po russkomu jazyku.* Tom. II, vypusk 4-j. St. Petersb. 1906) und zwar insbes. S. 3—8. In diesem Werke sucht der Autor neben der Erforschung der sprachlichen und palaeographischen Eigentümlichkeiten des Denkmals dasselbe hauptsächlich vom dialektologischen Standpunkte aus zu beurteilen und mit den dialektischen Verhältnissen des bulgarischen Sprachgebietes im XIII. Jhd. in Zusammenhang zu bringen.

schriften der Wiener Akademie der Wissensch. phil.-hist. Kl., Bd. LII, 1906).

Wenn man nun bedenkt, daß die betreffenden Handschriften hier genau beschrieben werden und ihr Inhalt in sprachlicher Hinsicht gewürdigt wird, daß ferner allen wichtigeren Ausdrücken des slavischen Kommentars die entsprechenden griechischen der in Betracht kommenden Handschriften gegenübergestellt werden (S. 856—907) und daß schließlich noch ein griechisch-slavisches Verzeichnis aller Worte des Kommentars beigefügt wurde (S. 908—968, nur die aus den Evangelien, dem Apostel und Psalter geläufigen wie auch gewöhnliche Worte wurden nicht aufgenommen), so kann man sich beiläufig vorstellen, welch mühevolle Arbeit eine solche Publikation voraussetzt. Nur wer mit einer derartigen Arbeit selbst je beschäftigt war, kann sie auch richtig beurteilen und schätzen.

Mit dem ältesten Psaltertexte (Psalt. sin.) beschäftigte sich Jagić schon viel früher in seiner Arbeit: *Četyre kritiko-paleografičeskija statьji.* St. Peterb. 1884 (S. 42—73). Neben diesen Arbeiten muß — abgesehen von der oben angeführten Monographie Ščepkins — auch noch V. Pogorělov: O redakcijah slavjanskago perevoda Psaltyri (in ›Biblioteka moskovskoj synodalьnoy typografii. Častь pervaja. Rukopisi. Vypusk tretij: Psaltyri. Moskva. 1901 S. V—LXIV) erwähnt werden. Daselbst werden auch weitere diesbezügliche Aufsätze besprochen. Viel früher hat sich V. Sreznevskij mit dem Psalter beschäftigt: ›Drevnij slavjanskij perevod psaltyri. Izslědovanie jego teksta i jazyka po rukopisjam XI—XIV vv.‹ Sanktpeterb. 1877. Častь vtoraja... 1878. Hier ist insbesondere ein griechisch-slavisches und slavisch-griechisches Wörterverzeichnis zum Psalter enthalten, leider ist es nicht erschöpfend und außerdem werden nur die Kapitel des Psalters, nicht auch die Verse zitiert. Es liegt also schon ein ziemliches Material vor, immerhin sind aber einige Fragen, die sich an die altkirchenslavische Psalterübersetzung knüpfen, vorläufig noch nicht so gelöst, daß sie einer allgemeineren Zustimmung sicher wären.

So hat man eine wenn auch geringe Beeinflussung des slavischen Textes seitens der Vulgata bemerkt und zwar war es M. Valjavec, der zunächst darauf aufmerksam machte (im Rad, Bd. 98, S. 4—7). Dieser Ansicht trat auch Jagić bei. Nach seinem Dafürhalten hätte Valjavec mit Hilfe der von ihm zitierten Beispiele bis zur Evidenz nachgewiesen, daß die erste und älteste Uebersetzung des Psalters in der Weise aus dem griechischen Text geflossen sei, daß der Uebersetzer dann und wann auch in den lateinischen Text hineinblickte. Als Ergänzung zu den von Valjavec angeführten Stellen fügt Jagić noch hinzu, daß dieselben nicht blos im sinaitischen, sondern auch in

verschiedenen südslavischen und russischen, aus dem XII., XIII. und späteren Jahrhunderten stammenden Texten ganz gleich lauten, d. h. daß mit nur wenigen Ausnahmen, wo hie und da das Bestreben sichtbar ist, nachträglich in der slavischen Uebersetzung eine größere Uebereinstimmung mit dem griechischen Texte herzustellen, in allen älteren slavischen Texten in den von Valjavec zitierten Beispielen den griechischen Infinitiv mit dem Artikel (zumeist im Gen.) in der Uebersetzung konsequent *da* mit dem Praesens (fast immer das Verbum imperfectum) vertrete, entsprechend dem lateinischen Texte: *ut* ... (Zur Entstehungsgeschichte der kirchenslavischen Sprache. Zweite Hälfte, in den Denkschriften der kais. Akademie der Wissensch. in Wien, philos.-hist. Kl., Bd. XLVII, 1900, S. 51).

Diesen lateinischen Einfluß leugnete F. Pastrnek in seinem Artikel: ›Die griechischen Artikelkonstruktionen in der altkirchenslavischen Psalter- und Evangelienübersetzung. I. In der Psalterübersetzung‹ (im Archiv für slav. Phil. XXV, S. 366—391). Er kommt zum Schluß, daß bei der Herstellung des ältesten slavischen Psaltertextes an eine Benützung der lateinischen Uebersetzung, so verlockend eine solche Annahme in einzelnen Fällen auch sein möge, dennoch nicht zu denken sei (S. 390). Allein man kann diesen Einfluß kaum leugnen, wenn man Sätze berücksichtigt wie z. B. Ps. 104. 42: ὅτι ἐμνήσθη τοῦ λόγου τοῦ ἁγίου αὐτοῦ τοῦ πρὸς Ἀβραάμ, lat. quoniam memor fuit verbi sancti sui, *quod habuit ad Abraham*, Ps. sin.: poměną slovo svoe, *eže imě kъ Avraamu*. Hier muß doch — abgesehen vom Relativsatze — die dem lateinischen Texte entsprechende Phrase *slovo iměti* (st. *rešti* u. dgl.) auffallen.

Ferner Ps. 82. 15: gr. ὡσεὶ πῦρ ὃ διαφλέξει δρυμόν, ὡσεὶ φλὸξ κατακαῦσαι ὄρη, οὕτως καταδιώξεις ... lat.: sicut ignis, qui comburit silvam et sicut *flamma comburens* montes, ita persequeris ..., Ps. sin.: ěko ognь i(že)[1]) popalěetъ dąbrovy, ěko *plamenь požěgajęi* gory, tako poženeši .... Hier haben wir also statt des griech. Verb. fin. entsprechend dem Lat. ein Partizip.

Ps. 69. 1: gr. εἰς τὸ σῶσαι με κύριον, lat. quod salvum fecerit me Dominus, Ps. sin.: zaˀe sъpase mję gospodь.

Ps. 118. 130: gr. ἡ δήλωσις τῶν λόγων σου φωτιεῖ καὶ συνετιεῖ νηπίους ... lat.: declaratio sermonum *illuminat* et *intellectum dat parvulis* .... Ps. sin.: sъkazanie slovesъ tvoichъ *prosvěštaetъ i razumъ daetъ mladenьcemъ*. — Hier ist die Abweichung vom griechischen Text einerseits und die Uebereinstimmung mit dem lat. gar auffallend. Zunächst steht im slav. wie im lat. Text das Praesens statt des griechischen Futurums. Dann wurde gegen den griechischen Text

1) Im Psalt. sin. nur *i*, doch im Bol. u. Pog. Ps.: *iže*.

zu einem transitiven Verbum ein intransitiver Ausdruck: *razumъ dajati* gestellt, so daß dieselbe Disharmonie entstand, wie sie auch im lateinischen Text besteht. Und so ließe sich noch so manches andere anführen. Früher hat man auch aus dem Ps. sin. *vъ orąžьichъ* ἐν ἅρμασι 19. 8 angeführt in der Meinung, der Uebersetzer habe an lat. *arma* gedacht. Das finden wir dann auch in anderen Texten (neben *na kolesьnicachъ*), selbst auch in IV Reg. 2. 12 einer Handschrift (vgl. Pogorělov S. 7), aber wie schon Oblak darauf hingewiesen hat, finden wir in griechischen Handschriften sehr häufig das lat. ἅρμα, ἅρματα in der Bedeutung τὰ ὅπλα, so daß das Mißverständnis leicht begreiflich ist (vgl. Du Cange, Gloss. med. I S. 120—121). Jagić meinte nun, wenn man auf Grund derartiger Stellen an der Ueberzeugung festhalte, daß der Einblick in den lateinischen Text dann und wann wirklich stattfand, so gewinne man daraus eine wichtige innere Bestätigung für die Ansicht, daß Constantin in seiner literarischen Tätigkeit einiges vor der unternommenen Reise nach Mähren vorbereitete, anderes erst nach der Ankunft in Mähren fortsetzte. Zu einer solchen von ihm in Mähren fortgesetzten Arbeit dürften nun nach Jagićs Ansicht einzelne Partien der Psalmenübersetzung zählen. Die neue Umgebung, die er in Mähren vorgefunden habe, die zum Christentum bereits bekehrten Einheimischen, die vielleicht etwas lateinisch verstanden, mögen in irgend einer Weise diese fortgesetzte Uebersetzungsarbeit beeinflußt haben, d. h. Constantin, obschon seinem ganzen Bildungsgange nach ein Grieche, mochte als kluger Mann gefühlt haben, daß er jetzt auf einem neuen Boden stehe, wo Konzessionen oder Rücksichten für das westliche Rom am Platze wären. So könne man sich auch diese bei der Uebersetzung des Psalters in den lateinischen Text gemachte Einsichtnahme erklären (l. c.). Allein eine solche Annahme stößt doch auf große Schwierigkeiten. Wenn schon Konzessionen in dieser Hinsicht notwendig gewesen wären, so hätte man einfach den lateinischen Text zu Grunde gelegt, denn eine solche sporadische Einsichtnahme in den lateinischen Text, wobei doch der griechische maßgebend blieb, könnte kaum als eine Konzession oder Rücksicht für Rom aufgefaßt werden. Man könnte sich auch schwer mit dem Gedanken befreunden, daß Cyrill oder gar später Method den lateinischen Texten bei ihrer Uebersetzungstätigkeit auf Kosten der griechischen irgend welche Konzessionen gemacht hätte. Die Annahme einer Uebersetzung des Psalters oder einzelner Partien desselben seitens einheimischer Schüler, die zwar des Lateinischen schon kundig waren, das Griechische aber erst so weit erlernt hätten um daraus übersetzen zu können, ist auch kaum zulässig, da derartige Schüler dringenderes zu lernen hatten,

nämlich eben das Altkirchenslavische, das für sie doch einigermaßen fremdartig war. Auch wurden wohl gar des Griechischen kundige Jünger aus dem Süden nach Mähren mitgenommen. Wenn ferner gleich bei der Uebersetzung der lateinische Text irgendwie auch maßgebend gewesen wäre, so würden wir jedenfalls eine intensivere Beeinflussung erwarten. Man könnte dann auch voraussetzen, daß vor allem dort in den lateinischen Text Einsicht genommen worden wäre, wo es sich um schwer verständliche Stellen im griechischen Texte handelte. Das ist aber nicht der Fall. Die wirklich nachweisbare Beeinflussung seitens des lateinischen Textes macht mehr den Eindruck des Zufälligen. Man könnte zwar diesem Einwande durch die Annahme begegnen, der ursprüngliche slavische Text hätte wirklich eine intensivere Beeinflussung seitens des lateinischen gezeigt, frühzeitig wären jedoch diese Spuren auf Grund des griechischen Textes getilgt worden. Dem würden aber die auf kroatischem Boden, wo seit jeher der lateinische Ritus herrschte, erhaltenen alten Texte, die auch vor allem ein griechisches Original voraussetzen, widersprechen.

Es könnte vielleicht eher an eine andere Möglichkeit gedacht werden, um die lateinischen Spuren zu erklären. Einige slavische Denkmäler, die den lateinischen Ritus voraussetzen, weisen hinsichtlich ihres Ursprungs auf das Gebiet der pannonischen Slovenen hin. Es sind dies die Freisinger Denkmäler, deren Reflex sich auch im Euchologium sinaiticum zeigt, ferner die Kiever Blätter in ihrem ursprünglichen slavischen Wortlaute (vgl. Verf. ›O původu Kijevských listů ... 1904 S. 33—38). Diese weisen das Wort *rěsnotivьnъ* II 9 auf und dabei ist zu bedenken, daß wir im Slovenischen noch heutzutage *res* ›wahr‹, *resnica* ›Wahrheit‹, *resnovit* ›ernst‹ u. dgl. finden. In den Freis. Denkm. bietet sich keine Gelegenheit dazu. Dafür kommt aber auch im Psalt. sin. *rěsnota* für *istina* ungemein häufig vor (Jagić, Čet. krit.-pal. stat. S. 45—47) wie auch *rěsnotivьnъ*. Wir müssen nun weiter annehmen, daß der Psalter jedenfalls in Mähren schon übersetzt war, sei es daß die beiden Slavenapostel mit der fertigen Uebersetzung einzelner Partien dahin kamen und dort die Uebersetzung vollendeten, sei es daß sie überhaupt erst dort den ganzen Psalter übersetzten. Es dürfte nun sehr schwer sein, anzunehmen, daß das Wort *rěsnota* u. dgl. schon in der ursprünglichen Uebersetzung vorhanden war, denn die ältesten und sprachlich homogenen Evangelientexte (Zogr., Mar., Assem., Sav. Kn.) kennen es absolut nicht. Es ist also erst bei der Abschrift in den Text hineingeraten und das konnte bei den pannonischen Slovenen geschehen sein; eventuell könnte auch ein Teil des kroatischen Sprachgebietes in Betracht

kommen. In den Liturgien zum Andenken an Cyrill und Method, die auf dieses Gebiet hinweisen, wurde auch das Wort *istinьnъ* der Legende von *rěsnotivъ* ersetzt (Verf. l. c. S. 38, vgl. auch über *utęgnąti* mit dem Infinitiv hier S. 37). Sonst wurde im allgemeinen umgekehrt auf kroatischem Gebiet das Wort *rěsnota* von *istina* ersetzt. Hier überall bewegen wir uns auf einem Gebiete, wo der lateinische Ritus wohl ausnahmslos herrschte, soweit von dem vorübergehenden direkten Eingreifen der beiden Slavenapostel abgesehen wird. Bei der Abschrift des altkirchenslavischen Psalters, der offenbar von Mähren dahin kam, konnte nun Jemand, der z. B. das Wort *istina* mit *rěsnota* so häufig ersetzte, sonst auch den Text geändert haben, indem ihm der lateinische Wortlaut des Psalters in einzelnen Fällen vorschwebte. Daß der Text, wie er uns selbst auch im sinaitischen Psalter vorliegt, nicht überall ursprünglich ist, dafür spricht auch noch anderes Material; es kommt hier z. B. das merkwürdige Wort *sętъ* vor, das nur später hineingeraten sein konnte, da es abermals in den ältesten Evangelientexten nicht belegt werden kann. Ferner sprechen einzelne palaeographische Momente dafür, daß die Vorlage des Psalt. sin. die früher erwähnten Gebiete passierte. Später wurde wieder außerhalb dieser Gebiete das Wort *rěsnota* von *istina* ersetzt.

Analog verhielt es sich auch mit dem Evangelientext, doch scheint derselbe zumeist auf einem direkteren Wege vom Norden nach Bulgarien und Mazedonien gelangt zu sein, soweit man eben aus dem erhaltenen Material schließen kann. Es gab aber doch auch solche Evangelientexte, die die Schicksale des Psalters teilten, und ihr Reflex zeigt sich noch in dem altertümlichen Karpinskischen Evangelium, wo *rěsnota* verhältnismäßig häufig vorkommt (die Belege bei Jagić, Čet. krit. pal. stat. S. 46). Umgekehrt ist auch die Annahme erlaubt, daß es im Süden solche alte Psaltertexte gab, die den ältesten Evangelientexten (Zogr. Mar. u. s. w.) entsprachen, nur haben sie sich nicht erhalten.

Bei den nun von Jagić herausgegebenen Denkmälern kommt weiter auch die Frage in Betracht, wann und wo etwa der Kommentar zum Psalter übersetzt worden ist. Von vorne herein kann man erwarten, daß er später übersetzt worden ist als der Psalter selbst, denn diesen brauchte man zunächst, nicht den Kommentar, das war mehr ein Luxusartikel. Es läßt sich auch wirklich sprachlich nachweisen, daß der slavische Text des Kommentars aus einer späteren Zeit stammt als jener des Psalters selbst: wir finden nämlich im Psaltertexte ältere Ausdrücke, im Kommentar dagegen solche, die wir überhaupt als ein Merkmal der späteren Redaktion auch bei anderen Denkmälern finden. So haben wir z. B. im Psalt. sin. die

für die älteste Redaktion der altkirchenslavischen Texte charakteristische Phrase *nevrědu sъtvoriti* ἀποδοκιμάζειν (117. 22); so auch noch in den anderen älteren Psaltern, selbst auch in jenem von Bologna. Im Kommentar dazu heißt es aber: eže estъ kamenъ *ot iskušenij* (Pog. *o. iskušenija*), richtig kamenъ *otiskušenyj* (Ps. Buk.) gr. ἀποδοκιμασθείς. Während ferner im Psaltertext ζωή nur mit *životъ* übersetzt wird (so im Kap. 7, 15, 16, 20, 22, 29, 41, 55, 62, 127, 142), finden wir im Kommentar neben *životъ* auch schon *žiznь* und *žitie* (Jagić S. 931). Weiter finden wir im Kommentar *raspęti* (7. 5; 971 b u. s. w.), was gegen *propęti* jünger ist. Und so kämen hier noch andere derartige Ausdrücke der späteren Periode in Betracht. Man würde weiter nun vor allem an Mazedonien oder Bulgarien denken, wenn es sich um die Beantwortung der Frage handelt, wo der Kommentar übersetzt worden ist. Es hat sich aber im Kommentar zum Psalter Tolst. noch erhalten: *otъ rěsnoty* zu 108, 23; *rěsnoty* zu 140 b und *rěsnotivьnь* zu 50, 8. Weiter kommt hier sogar *križь* vor: *proročьstvo križa* zu 109, 2 a; *križevi* ib. 2 b; *na križi* 136, 2 (Jagić S. 855). Das würde allerdings nach dem früheren mehr auf das Gebiet der pannonischen Slovenen, eventuell auf jenes der angrenzenden Kroaten, hinweisen, falls man nachweisen könnte, daß diese Ausdrücke in der ursprünglichen Uebersetzung des Kommentars vorhanden waren. Allerdings könnte man sich aber nur schwer mit dem Gedanken befreunden, daß auf diesen Gebieten auch aus dem Griechischen übersetzt worden wäre. Jagić denkt auch an die Möglichkeit, der Kommentar wäre zu jener Zeit übersetzt worden, als solche Worte mährischer oder pannonischer Herkunft noch im Gedächtnisse jener Männer waren, die das altkirchenslavische Schrifttum weiter pflegten und von denen sich der eine oder andere aus Mähren oder Pannonien nach Mazedonien geflüchtet haben konnte (S. 856). Mit solchen Flüchtlingen aus dem Norden, die im Süden tätigen Anteil an dem altkirchenslavischen Schrifttum nahmen und hierbei in ihren Produkten ihre Nationalität unwillkürlich verrieten, müssen wir auch wirklich rechnen. Von den sprachlichen Spuren ihrer Tätigkeit handelte ich in der Schrift ›O původu Kijevských listů ...‹ S. 40 f. Daß die Uebersetzung des Kommentars schon in Mähren zu Stande gekommen wäre, ist jedenfalls unwahrscheinlich.

Von den grammatikalischen Eigentümlichkeiten unseres Denkmals kann hier nur einiges hervorgehoben werden. Die Vokalisierung der Halbvokale, nach welcher aus ъ ein *o* und aus ь ein *e* wird und die wir vor allem in den nach Mazedonien hinweisenden Denkmälern finden, kommt auch im Ps. von Bologna vor, z. B. *upovašę* 21. 6, Pog. dagegen *upьvašę; vonъ* 30, 12; 40, 7 (Pog. *vъnъ*); *krovъ* 88

Tit. (Pog. *kъsvъ*); *pěsokъ* 77. 27 (Pog. *pěsъkъ*); *brenie* 17. 43 (Pog. *brъnije*); *denъ* 31, 3 (Pog. *dъnъ*) und zahlreiche andere Fälle (vgl. bei Jagić S. 809). Dementsprechend hier auch *tei* 9, 9; 54. 23; 61, 7 u. s. w. (S. 822). Auch hier kommen Fälle vor wie *věnčaly* 8, 6 (Pog. *věnčalъ i*); *vy istinq* 110, 8 (Pog. *vъ istinq*) u. s. w. (S. 808). Ebenso *tyi izbavilъ* 90, 3 (S. 822). Nach *l*, *r* und sonst auch in gewissen Fällen erscheint *ě* häufig als *a*: *nasladiši* 81, 8 (Pog. *naslědiši* (κατακληρονομήσεις); *nasladęlъ* 68, 36 (Pog. *naslědęlъ*, doch auch hier *nasladimъ* 82, 13, wo der Ps. von Bol. *naslědimъ* hat) und and.; *samo* 72, 10 (Pog. *sěmo*); *podrožašq* 79, 7 (Pog. *podrěžašq*). In beiden Denkmälern variiert *trěva* mit *trava*.

In der 2. Du. kommt beim Fem. die Endung *-tě*, *-stě* vor: (*oči*) *viditě* 16, 2. Auch hier finden wir, allerdings vom Ps. 77 an bis 114, in der 3 Pl. des Aor. statt *-šę* die Endung *-chq*, was übrigens in den bulgarischen Denkmälern schon seit dem XII. Jhd. beobachtet werden kann (vgl. Verf. Vgl. slav. Gramm. II S. 152): *lišichq sę* 77, 30; *progněvachq* 77, 56; *bichq* 80, 14 u. s. w. (Jagić S. 824). St. *viždъ* kommt hier auch *viždi* vor, wie z. B. im Euchologium sinaiticum.

Wie durch jedes neu herausgegebene Denkmal unsere Kenntnisse insbesondere in sprachlicher Hinsicht erweitert werden, zeigt uns folgender Fall. In seinem Handbuch der altbulg. Spr. 4. Aufl. führt Leskien auf S. 103 als Adverb *gladъ* ›durch Hunger‹, ›λιμῷ‹ aus Supr. 271, 20 an, setzt aber hinzu: ›doch wahrscheinlicher Verschreibung für *gladomъ* (Instr. Sg. zu *gladъ* ›Hunger‹). Es handelt sich um die Wendung *gladъ zamoriti*. Da wir auch im Altböhm. *mříti hlad* haben (vgl. Verf. Vgl. slav. Gramm. II S. 314), so kann an dem erstarrten Akkus. nicht gezweifelt werden, das Altböhm. läßt uns hier nur darüber im unklaren, ob von *gladъ* oder von *gladъ* auszugehen sei. Ein *gladъ* führt Miklosich (Lex. palaeoslov. S. 128) an, durch unser Denkmal ist es nun ganz gesichert, da wir hier seine unzweideutigen Spuren finden: Dat. Sg. *gladju* 36, 19; Gen. *gladě* ib. Soph., was eben ein *gladъ*, *gladi* (woraus *gladja*, *gladju*) voraussetzt (S. 821).

Den palaeographischen Studien wird es sehr zu statten kommen, daß wir in der vorliegenden Ausgabe 19 äußerst gelungene Reproduktionen finden und zwar 6 aus dem Psalter von Bologna (die erste Seite der Handschrift finden wir bei V. Sreznevskij reproduziert und zwar als seine letzte Tafel), 8 aus dem Psalt. Pog., 3 aus dem Soph. Ps. und schließlich 2 aus dem Buk. Ps. Bei Ščepkin finden wir aus dem Psalt. von Bol. vier Reproduktionen, drei davon haben wir jedoch in besserer Ausführung bei Jagić.

Bei der Besprechung dieses neuen Werkes, mit dem Jagić aber-

mals die Slavistik bereichert hat, konnten wir uns nur auf gewisse Notizen beschränken. Seinen ganzen Inhalt in erschöpfender Weise zu besprechen, wäre hier nicht möglich, denn dann würde die Besprechung selbst fast den Umfang eines ganzen Buches annehmen. Zum Schluß müssen wir aber doch noch anführen, daß der gesamte von Jagić herrührende, behandelnde und erklärende Text in lateinischer Sprache abgefaßt wurde, um ihn möglichst weiten Kreisen zugänglich zu machen.

Wien W. Vondrák

Der Münchener Oswald. Text und Abhandlung von **Georg Baesecke.** Breslau, M. u. K. Marcus 1907. [Germanistische Abhandlungen, begründet von K. Weinhold, herausgegeben von Fr. Vogt. 28. Heft]. XVIII 445 S. Mk. 16.

Die Handschriften und Drucke, in denen uns die Oswaldsage teils in Versen, teils in Prosa überliefert ist, zerfallen in drei Gruppen. Zu der ersten gehören die Gedichte in M, I, S und Mk (Hss. in München, Innsbruck, Schaffhausen und München), sowie die Prosaauflösung in s, b und u (Hss. in Stuttgart, Berlin und Budapest). Zur zweiten die Gedichte in W und O (Hss. in Wien und Olmütz). Die dritte Gruppe bildet eine in Hss. und Drucken mehrfach überlieferte Prosabearbeitung, die durch die Hss. z (Ausgabe von Zingerle) und n (nordische Bearbeitung) repräsentiert wird. — Die Bearbeitung der Sage, die B. herausgegeben hat, ist in den Aufzeichnungen der ersten Gruppe enthalten. Unveröffentlicht waren von diesen bisher nur Mk und u; doch ist B. auch für die andern auf die handschriftliche Ueberlieferung zurückgegangen und hat die Angaben seiner Vorgänger in manchen Punkten berichtigen können. Für die Darstellungen der zweiten und dritten Gruppe, die zwar für die Geschichte der Sage, kaum aber für den Text in Betracht kommen, durfte er sich mit der Benutzung des gedruckten Materials genügen lassen.

Keine der erhaltenen Aufzeichnungen reicht über das 15. Jahrhundert zurück. Als ihre gemeinsame Grundlage glaubt B. ein strophisches Gedicht erweisen zu können, das um 1170 zwischen Rother und Orendel in der Gegend von Achen entstand (S. 380). Alle drei Gedichte waren nach seiner Ansicht Vertreter des rheinischen Volksepos. Der Verfasser hatte einen Heiligen zum Helden einer Brautwerbung gemacht, aber sein Werk hatte durchaus nicht legendarischen Charakter. Sein Oswald war nur König wie Ortnit oder in Achen Karl der Große oder wie alle Könige der Brautwerbungs-

dichtungen. Auch den Charakter eines Spielmannsgedichtes hatte es nicht; in Wahrheit war es höchst ernsthaft, auch der Rabe weder spielmännisch noch komisch aufgefaßt. Die Strophen bestanden aus je zwei Reimpaaren; ihren Abschluß bezeichnete eine Langzeile. Nur in Ueberarbeitungen, die die ursprüngliche Form mißachteten und den Charakter der Dichtung verwischten, ist uns das Werk erhalten.

Die erste Bearbeitung (*MW) war das Werk eines frommen Mannes aber schlechten Dichters. Er dichtete nicht mehr für den mündlichen Vortrag, wußte nicht einmal die gegebene Strophenform zu handhaben (S. 376) und sprengte durch Einfügung von Wundertaten gleich zuerst am gewaltsamsten das kräftige dichterische Gefüge des alten Gedichtes (385). — Alsbald teilte sich die Ueberlieferung. Zwei Männer bemächtigten sich des Stoffes. Der eine kannte *MW nur aus mündlicher Ueberlieferung und schuf darnach ein ganz neues Gedicht, die Grundlage von W und O (S. 385). Der andere war nur ein Bearbeiter; auf seinem Werk (*Mz), das bald nach 1188 entstand (S. 375) und die erste Spur spielmännischer Bearbeitung zeigt (S. 260), beruhen die übrigen Aufzeichnungen.

Eine Abschrift von *Mz wurde der Archetypus zweier Gedichte. Das eine (*zn) ist nur in den Prosen unserer dritten Gruppe erhalten; auf das andere (*MS) sind die Gedichte und Prosen unserer ersten Gruppe zurückzuführen. Noch im 12. Jahrhundert kamen zwei Bearbeiter über die Handschrift (S. 375). Der eine ($^*MS_1$) erweiterte die Dichtung im ersten Teil und brachte in der Episode von den Meerweibern das erste leicht Possenhafte in das Gedicht (S. 385), der andere ($^*MS_2$) erweiterte die Dichtung am Schluß. Beide aber ordneten ihre Zusätze nicht ein, sondern schrieben sie auf den Rand oder eingelegte Blätter, woraus sich später manche Unordnung ergab.

Bis hierher erfolgte also die Entwickelung noch im 12. Jahrh. Geraume Zeit später, aber nicht nach 1250 (S. 368) kam ein neuer Bearbeiter (MS_3) über das Werk, der, ohne selbst Spielmann zu sein, das Gedicht zu einem spielmännischen machte, Handlungen und Charaktere ohne Rücksicht auf ihre Verhältnisse mit seinen dicken, lebhaften, alles andere überschreienden Farben vermalte (S. 386). Wie seine Vorgänger schrieb auch er seine Zusätze wieder auf den Rand (S. 365), und ebenso verfuhr endlich sein Nachfolger $^*MS_4$, ein Baier, zwischen 1240 und 1300 (S. 389). ›Und nun fanden sich Leute, die den alten, über und über mit Beischriften und Zutaten versehenen Kodex säuberlich und Vers unter Vers abschrieben‹. Auf diese Abschriften gehen dann die uns erhaltenen Aufzeichnungen zurück.

In umfangreichen Untersuchungen mit allen Mitteln philologischer

Kritik hat der Verf. diese seine Ansichten zn begründen gesucht. Die Lautbezeichnung der Hss., Vers- und Reimgebrauch, Stil, Zusammenhang und Motive, das Verhältnis der verschiedenen Ueberlieferungen zu einander und zu andern Gedichten, in denen der Typus der Brautwerbungen ausgeprägt ist, alles ist eingehend und mit einem Scharfsinn, der vor keiner Schwierigkeit, aber auch vor keiner Folgerung zurückschreckt, erörtert. Die Arbeit legt unwidersprechliches Zeugnis für den Fleiß, die Kenntnisse und Fähigkeiten des Verf.s ab, und doch muß ich sie in der Hauptsache für verfehlt halten.

Der Verf. meint, daß erst unter den Händen der Bearbeiter die Oswalddichtung zu einer Legende geworden sei, ich bin der Ansicht, daß all unsere Ueberlieferung eine Legende voraussetzt, in der schon die Grundzüge der Handlung vorgezeichnet waren. Folgendes sehe ich als ihren wesentlichen Inhalt an: ›Als Oswald sich vermählen wollte oder sollte, erscheint ihm Christus in der Gestalt eines Pilgers und lenkt seine Aufmerksamkeit auf die Tochter des Heidenkönigs Aron. Ein Engel, den er in der Gestalt eines Raben herbeiruft, richtet die Botschaft aus. Als dann Oswald selbst ausgezogen ist, um die Jungfrau heimzuführen, und ratlos vor der festen, streng behüteten Burg Arons liegt, kommt der Heiland zum zweiten mal. In der Gestalt eines goldenen Hirsches lockt er den Heidenkönig mit seinen Mannen zur Jagd aus der Burg und gibt dadurch der Tochter Gelegenheit zu entweichen. Aron verfolgt die Flüchtigen mit einem starken Heer; aber Gott schützt seinen Liebling. Als Oswald ihn um Hülfe angerufen und gelobt hatte, keinem etwas zu versagen, der ihn im Namen Gottes bitten würde, sendet er einen Sturm, der die Flotte des Heiden zerstreut. Mit der Erfüllung des Gelübdes und der Erhöhung Oswalds zu einem Heiligen und Nothelfer schloß die Legende‹. Um diese Ansicht zu begründen, will ich die Szenen, die hauptsächlich in Betracht kommen, besprechen. Ich beginne mit der letzten Szene, wie sie in *MS überliefert ist.

Als die Ankunft Oswalds in England bekannt wird, eilen Reiche und Arme herbei, und Oswald feiert sieben Tage lang ein großes Fest. Dann ziehen die Gäste heim (3193—3209). Mit v. 3210 beginnt ohne Zusammenhang mit dem vorhergehenden die Szene, auf die es hier ankommt. Oswald entbietet die Armen des Landes zur Bewirtung. In großer Zahl strömen sie seinem Hofe zu; unter ihnen auch der Heiland, der Oswald prüfen wollte, ob er leisten würde, was er einst auf dem Meere gelobt hatte. 9000 Arme sind zusammen gekommen, die in neun Abteilungen verpflegt werden. Christus zeigt sich als der unbescheidenste von allen. Er wandert von einer Schar

zur andern, um bei jeder seine Speise in Empfang zu nehmen. Dann ziehen die Armen ab. Christus aber kehrt bald wieder und verlangt von Oswald eine Spende. Die Kämmerer kennen den unverschämten Gesellen und warnen Oswald vor ihm. Aber der Bettler entschuldigt sich mit dem Hinweis auf seine große Familie und empfängt von Oswald neue Gaben, Brod und Fleisch und 12 Gulden. Darauf entfernt sich Christus, verteilt die Gaben unter die Armen und begibt sich zum dritten mal an den Hof. An dieser Stelle (v. 3292) bezeichnet die Dichtung eine neue Situation. Oswald hat mit seinen Helden sich zu Tische gesetzt. Christus tritt zum Erstaunen der Diener an die fürstliche Tafel. Sie suchen ihn zu vertreiben, aber Oswald erhebt sich, führt den armen Pilger mit eigener Hand zur Ofenbank und verspricht ihm Speise und Trank. Von diesem Sitz aus fordert der Pilger nun zunächst einen Braten, der vor Oswald aufgetragen wird, dann den goldenen Kelch, der auf seinem Tische steht, als dritte Gabe das Tischtuch. Alle drei Dinge trägt der König selbst ihm zu. Die Diener ärgern sich darüber, greifen zu ihren Messern und wollen den Pilger erstechen. Aber Oswald wehrt ihnen. Mit eigener Hand gibt er ihnen eine harte Züchtigung und erklärt, sie gehe es nichts an, was er spenden wolle. Er tue das seinem Gelübde gemäß um Gottes willen. Auch Christus verfehlt nicht, die Diener vor weiterer Mißhandlung zu warnen (3366—3409). Darauf nimmt Oswald wieder Platz, der Pilger aber erhebt sich von seinem Sitze und tritt, um höhere Forderungen zu stellen an Oswalds Tisch. Zuerst verlangt er sein Reich, und als ihm dies bereitwillig abgetreten ist, gar seine Frau. Mit ihrer Zustimmung bringt Oswald auch dies schwerste Opfer. So der Herrschaft und des Weibes beraubt bittet er den Pilger um sein Bettlerkleid und zieht als armer Waller in die Fremde. Als er die Prüfung bestanden hat, ruft der Heiland ihn zurück, gibt ihm Herrschaft und Weib wieder, mahnt ihn aber in keuscher Ehe zu leben. In zwei Jahren würden sie beide sterben und in das Himmelreich einziehen, Oswald aber einer der 14 Nothelfer werden. — Nicht alles in dieser Erzählung ist gleich alt. Den Kern bildet die Szene, die in v. 3292 mit der Bezeichnung einer bestimmten Situation beginnt: Oswald sitzt mit seinen Fürsten zu Tisch, der Pilger tritt in den Saal und wird vom König ehrenvoll empfangen und zum Ofen geleitet. Alles was vorangeht: das Aufgebot und die Bewirtung der 9000 Armen, die erste Rückkehr des bettelnden Heilands, seine Angabe, daß er ein Weib und 10 Kinder habe, und seine Beschenkung durch Oswald sind leicht als jüngere Erweiterungen zu erkennen. Die Erfindung dieser Einleitung ist armselig (vgl. namentlich v. 3216—37) und nicht auf das Ziel ge-

richtet, auf das es ankommt. Der folgende ältere Teil wird durch sie geschädigt; die Verwunderung der Diener, daß der Bettler in den fürstlichen Saal tritt, ihr Versuch ihn zu vertreiben und Oswalds freundliche Einladung verlieren dadurch ihre natürliche Voraussetzung. — Noch deutlicher ist der Inhalt von v. 3366—3409 als jüngere Erweiterung zu erkennen, wo die Diener den Pilger zu erstechen drohen, Oswald sie mit der Kraft seiner Faust vertreibt und selbst der himmlische Heiland sich zu Drohungen hinreißen läßt. Diese Episode trägt einen ganz andern Charakter als die Szene, in die sie eingelegt ist. In dieser kam es darauf an, die Demut, Treue und opferwillige Gottergebenheit Oswalds ans Licht zu stellen, und sie erreichte ihr Ziel in wirksamer, scharf markierter Steigerung. Oder wer möchte die künstlerische Absicht verkennen, daß Christus, ehe er die höchsten Forderungen stellt, die Forderung der Herrschaft und des Weibes, seinen Platz am Ofen verläßt uud hart an den Tisch Oswalds tritt, und darin, daß Oswald, der alle vorangehenden Forderungen unverzüglich erfüllt hat, erschrak, als ihm das letzte und liebste, sein Weib, abverlangt wird, ihr einen traurigen Blick zuwirft und für seine Einwilligung ihre Zustimmung erwartet. Daß aber dieser Legendenheld, dies Idealbild strengster Askese nicht nach dem Geschmack des Spielmanns und seiner Zuhörer war, ist wohl begreiflich. Er wollte ihnen den Helden der Dichtung auch als tüchtigen Kerl zeigen, zugleich auch etwas zu lachen geben und erfand deshalb die burleske Prügelszene. — Wenn ich so Jüngeres und Aelteres unterscheide, will ich damit nicht behaupten, daß das Jüngere in unserer Dichtung interpoliert sei. Aus den vorstehenden Erwägungen schließe ich nur, daß der Kern der Szene früher und von einem andern erfunden ist als die Einleitung und die Episode, mag auch das Ganze von einem und demselben Dichter in die uns vorliegende Form gebracht sein [1]).

In ähnlicher Weise verbindet die Dichtung ältere und jüngere Erfindung in dem Abschnitt, der Oswalds Heimfahrt erzählt. Als Pamige vernimmt, daß ihr Vater sie mit einer großen Streitmacht verfolgt, erschrickt sie; sie sieht den sichern Tod vor Augen und bricht in laute Klagen aus. Oswald sucht zu trösten. Er weiß, daß nichts ohne Gottes Willen geschieht und vertraut auf seine Hülfe.

1) Demselben Freunde eines possenhaften Humors, der die Prügelszene erfand, wird man auch zuschreiben dürfen, was v. 3504—3511 erzählen. Der Heiland gibt da den frommen Eheleuten eine Anweisung, was sie tun sollen, wenn sie des Fleisches Lust anwandelt. Deutlicher vielleicht als der Rat selbst kennzeichnen die beiden letzten Verse, die einen geringeren Lohn in Aussicht stellen, als vorher verheißen war, den jüngeren Zusatz.

Er läßt sich auf die Knie nieder und betet und tut sein Gelübde. Alsbald erhebt sich ein grauses Unwetter. Der Sturm entführt Oswalds Schiffe, die Heiden verirren sich im Nebel (2760—2822). Bis hierhin ist alles in Ordnung; nun aber folgt eine Szene, die sich mit dem Vorhergehenden übel verträgt. Oswald, heißt es, ist inzwischen auf einer Insel gelandet, um dort der Ruhe zu pflegen[1]). Da erscheinen plötzlich die Heiden. Siegesgewiß überfallen sie die Christen, werden aber schließlich in grimmem Kampf überwunden. — Wunderlich ist hier, daß Oswald, ohne der drohenden Gefahr zu denken, sorglos vor Anker geht; wunderlicher, daß der teuer erkaufte Schutz Gottes ihm so wenig hilft; nur eine kurze Galgenfrist wird ihm gewährt, dem gefürchteten Kampf entgeht er nicht. Wie die ungefüge Komposition zu erklären ist, liegt auf der Hand. Gebet und Gelübde gehörten der Legende an, der Kampf ist von einem Bearbeiter hinzugefügt, aus demselben Grunde wie die Prügelszene. Oswald sollte als Held auftreten. Während er vorher still ergeben alles Gott anheim stellt, tritt er in der jüngern Szene als ein echter und rechter König und Heerführer auf, ermahnt die Seinen zu tapferer Gegenwehr und stürmt, die Fahne in der Hand, ihnen voran. Gleiche Gesinnung beseelt das Heer. Alle Heiden, 30000 an der Zahl, werden erschlagen, König Aron gefangen. Selbstverständlich mußte nun die Taufe Arons folgen und sie gibt dem Bearbeiter Gelegenheit seinen Humor spielen zu lassen. Als Aron sich der Forderung Oswalds nicht mehr entziehen kann, erklärt er, er wolle sich ja gern taufen lassen, nur fürchte er sich, in die grundlose Salzflut hinab zu steigen (3031—3040). Oswald, bittet er, möge doch mit der Hülfe seines Gottes eine Quelle aus dem Felsen brechen lassen. So geschieht es denn, und die Taufe wird vollzogen. Hierauf konnte Oswald ungefährdet und glücklich heimkehren; sein Schwiegervater zieht mit ihm. Dieser letzte Zug ergab sich für den Bearbeiter von selbst; in der legendarischen Vorlage, die weder von Kampf noch Taufe wußte, konnte er sich natürlich nicht finden. Und daraus erklärt sich, daß auch der Bearbeiter weiterhin nichts mehr von Aron zu melden weiß. Er kümmert sich nicht mehr um ihn. Was in der Legende aus Aron und seinem Heer wurde, kann nicht wohl zweifelhaft sein. Sie ereilte das Schicksal der Aegypter im roten Meer, in dem Sturm

1) Die Ueberlieferung ist an dieser Stelle in allen drei Hss. verderbt. Hinter v. 2821 f. muß, wie B. richtig bemerkt, etwas ausgefallen sein. Vermutlich bildete das Reimpaar den Anfang eines Zusatzes, der nach der Absicht seines Verfassers auf v. 2808 folgen sollte. Verkehrte Einordnung junger Zusätze hat B. an nicht wenigen Stellen erkannt; so auch daß v. 2813 f. mit Unrecht hinter v. 2815 f. eingereiht sind.

gingen sie allesamt zu Grunde. Gott leistete ganze Hülfe und befreite Oswals für immer von der Furcht vor den Heiden.

Ehe ich diesen Abschnitt der Dichtung verlasse, habe ich noch eine Episode zu besprechen, welche in die vom Bearbeiter erfundene Szene verflochten ist. Als die Heiden erschlagen sind und Oswald den gefangenen König auffordert sich taufen zu lassen, stellt dieser die Bedingung, daß Oswald zunächst die Macht seines Gottes erweise und die Erschlagenen wieder ins Leben zurückrufe. Dann aber, als dies geschehen ist, bricht er sein Wort. Er will den Kampf von neuem beginnen und würde es getan haben, wenn seine Mannen ihm nicht den Gehorsam verweigert hätten. Sie haben, da sie als Heiden gestorben sind, die Schrecken der Hölle gesehen und sind entschlossen, fortan an Christus zu glauben. So sieht sich Aron verlassen und kann der erneuten Aufforderung Oswalds nicht mehr widerstehn. Es folgt also seine Taufe und selbstverständlich auch die seines Heeres. Die Taufe des Heeres bietet dem Dichter wieder Gelegenheit seine Späße zu machen. Drei sommerlange Tage hat Oswald ohne Unterbrechung taufen müssen und doch sind am Abend des dritten Tages noch 72 übrig:

3125 *die vorhten, ez wurde in ze spâte*
unde begunden ilen alsô drâte,
si vorhten, si müesten versûmel sin,
und sprungen mit einander darin
unde wurfen des wazzers dri stunt in den munt:
iegelicheme wart ein reiniu sêle kunt.

Und nun folgt das seltsamste. Da die Heiden in der Taufe den Tod überwunden haben, geben sie der Hoffnung Ausdruck, nimmer sterben zu müssen. Doch Oswald belehrt sie eines andern:

ich tuon ez iu heiden allen bekant,
3140 *ir sterbet in deme jâre noch allesamt.*

Da erschrecken die Leute und erklären, lieber gleich wieder sterben zu wollen. Der Wunsch wird erfüllt. Daß der Dichter die Erschlagenen ins Leben zurückrufen und taufen ließ, ist verständlich; als guter Christ wollte er sie vor der ewigen Höllenpein bewahren; daß er sie dann aber gleich wieder zum Tode befördert, ist nur darin begründet, daß seine Vorlage von dieser Masse bekehrter Heiden nichts wußte. Unverlegen um Mittel weiß der Spielmann die Rückkehr in die alte Bahn zu finden. Ob diese Episode von demselben Bearbeiter erfunden ist wie der Kampf und die Taufe Arons, will ich nicht erörtern. Sie kann sehr wohl von einem jüngeren eingefügt sein. Das Quellwunder erscheint jedenfalls schwach und unwirksam nach dem größeren der Totenerweckung.

Ich habe bisher nur die Ueberlieferung in *MS ins Auge gefaßt. Ihr gegenüber steht der stark abweichende Bericht in *WO. Nur in der Einleitung herrscht Uebereinstimmung: Oswald wendet sich auf die Klagen seiner Frau mit Gebet und Gelübde an Gott, der Sturm bricht los, die Heiden werden zerstreut. Dann schlägt *WO seine eigne Bahn ein. Ohne mit Aron zusammen gestoßen zu sein, entkommt Oswald nach England. Erst nachdem er ein starkes Heer gesammelt hat, treffen die Heiden ein. Teils werden sie erschlagen, teils ertrinken sie im Meer, Aron wird gefangen und eingekerkert. Da begab es sich eines Tages, daß ein Engel zu ihm kam und ihm einen Blick in die Hölle und den Himmel gestattete. In der Hölle sieht er eine große Wölfin, sein Weib, dem die Teufel Schwefel und Pech in den Hals gießen; daneben einen leeren Stuhl, der für ihn selbst bestimmt ist. Im Himmel erblickt er neben dem Thron der Jungfrau Maria drei leere Stühle. Der eine, sagt ihm der Engel, sei für Oswald, der andere für dessen Frau, der dritte für ihn selbst bestimmt, falls er sich taufen lasse (1252—1305). Durch diese Gesichte erschüttert, teilt Aron seiner Tochter mit, daß er bereit sei, das Christentum anzunehmen, falls Oswald durch sein Gebet seine erschlagenen Leute wieder zum Leben erwecke (1306—1335). Oswald widerstrebt nicht, erwartet aber Erfolg nur, wenn Pamige oder Spange, wie sie in W heißt, ewige Keuschheit gelobe (1336—74). Als sie das tut, wird Oswalds Gebet sogleich erhört, die Toten stehen auf und werden mit ihrem Könige getauft. Aron empfängt in der Taufe den Namen Johannes, kehrt in sein Reich zurück und breitet dort das Christentum aus.

Welche der beiden Ueberlieferungen, die trotz der starken Unterschiede offenbar dieselbe Grundlage voraussetzen, dieser näher geblieben ist, scheint mir nicht zweifelhaft. *MS kann nicht auf *WO beruhen, dagegen läßt sich *WO im ganzen recht wohl als eine freie Umdichtung von *MS oder einer nahe verwandten Darstellung begreifen, als das Werk eines Geistlichen oder geistlich gesinnten Mannes, der der Spielmannsdichtung einen ernstern, frommern Charakter und bessern Zusammenhang zu geben suchte. Die Schlacht, die in *MS lebhaft und nicht ungeschickt geschildert ist, hat er in wenigen Versen abgetan. Breiter ergeht er sich in den Gebeten und da, wo er nach nahe liegenden Mustern von Himmel und Hölle redet. Auf die possenhaften Elemente, falls sie sich in seiner Vorlage schon fanden, hat er ganz verzichtet. Den Kampf mit den 30000 Heiden — auch die Zahl stimmt —, die Wiedererweckung der Gefallenen, die Taufe, auch die enthaltsame Ehe finden wir in beiden Darstellungen, aber in *WO ist alles in einen andern, fester gefügten

Zusammenhang gesetzt. Nur éine wesentliche Abweichung läßt sich nicht als beabsichtigte Aenderung begreifen: daß die Prüfung Oswalds durch den bettelnden Heiland fehlt. Denn daß unser Dichter gegen diese Szene ähnliche Bedenken wie der Bearbeiter in *MS gehabt und sie deshalb sollte beseitigt haben, weil ihm die über alles Maß gesteigerte Demut des Heiligen mißfiel, ist nach dem ganzen Charakter seiner Arbeit nicht anzunehmen; sie muß in seiner Vorlage gefehlt haben. Ich komme hierauf zurück und bemerke vorläufig nur, daß, wenn auch die Szene in der Vorlage von *WO fehlte, sie doch durch diese Vorlage als existierend vorausgesetzt wird. Denn das Gelübde, das ohne die Prüfung bedeutungslos ist, erkennt auch *WO an. Den Versuch B.s das Zeugnis von v. 1212—15 weg zu deuten, wird ein andrer nicht leicht anerkennen.

Wenn Oswalds Kampf mit den Heiden der Legende nicht angehörte, so ist zu schließen, daß in ihr auch nichts von dem großen Heere vorkam, mit dem Oswald auszieht. Und in der Tat zeigt die Komposition, daß alles was davon erzählt wird, jüngere Weiterbildung ist. 72 prächtige Schiffe läßt Oswald in *MS ausrüsten und jedes mit 1000 tapfern Rittern besetzen. Aber zur Verwendung kommt dieses gewaltige Heer erst in der Schlacht auf der Insel. Vorher ist es eine lästige Begleitung, die unglaubliche Erfindungen veranlaßt. Als Oswald im Heidenlande angekommen ist, muß sein Heer verborgen bleiben. Zwischen zwei hohen Bergen wird es gelagert und entzieht sich dort jahrelang der Kunde Arons, obwohl dessen Burg doch ganz in der Nähe liegen muß. Zu einem Angriff auf die Feste wird es nicht benutzt; denn sie einzunehmen ist keine Macht der Welt im Stande. Oswald trennt sich also von dem überflüssigen Heere, segelt nur mit einem einzigen Schiff und hundert Auserlesenen davon und schlägt heimlich unter dem Schutz der Nacht vor Arons Burg sein Zelt auf. Da wartet er nun geduldig auf eine günstige Gelegenheit. Das Heer stößt erst wieder zu ihm, als er mit seinem Raube flieht. Aber auch da noch wird es als nicht vorhanden vorausgesetzt. Denn wie wäre Oswalds Furcht vor seinen Verfolgern, die Angst seiner Gemahlin, sein heißes Gebet und Gelübde zu verstehen, wenn er den 30000 Heiden mehr als die doppelte Anzahl tapferster Krieger gegenüber zu stellen gehabt hätte. Was das Ursprüngliche war, ist klar. Oswald war nur mit einem Schiff und wenigen Begleitern ausgezogen. — *WO steht zu *MS wieder in demselben Verhältnis wie in den vorhin besprochenen Szenen. *MS ist ursprünglicher, *WO hat die Widersprüche zu heben gesucht. Sein Verfasser läßt zwar Oswald auch 72 Schiffe ausrüsten und alle seine Dienstmannen mit auf die Reise nehmen, aber schon auf der

Fahrt 71 Schiffe mit ihrer Mannschaft jämmerlich zu Grunde gehn. So war der lästige Ueberfluß beseitigt.

Nicht das Heer, sondern der Hirsch ermöglicht die Entführung. Nach der Darstellung in *MS hat Oswald das Tier aus England mitgebracht; wie es aber zu verwenden sei, gibt ihm erst ein Traum ein, als er ratlos vor Arons Feste liegt. Zwölf seiner Ritter, die in früheren Jahren Goldschmiede gewesen sind, sollen ihm den Hirsch zu einem Wunderwerk ausgestalten. Goldne Hufe, die er mit seidenen Schnüren an den Füßen befestigen will, sollen sie ihm anfertigen, ein goldenes, innen hohles Geweih und eine goldene bis zur Erde reichende Decke. Wenn Aron dies kostbare Wild erblicke, werde er mit seinem Gesinde eiligst zur Jagd ausziehn und die Burg unbehütet lassen. Was der Traum geraten und versprochen hat, geschieht. Die Goldschmiede rüsten den Hirsch aus, Oswald führt ihn an den Burggraben, Aron verläßt seine Burg. Im Folgenden werden nun die Anschauungen von der Beschaffenheit des Hirsches nicht festgehalten. Aron erkennt ihn nicht als lebendes Tier, sondern als ein Meisterwerk der Technik, als *ein getihte* der Goldschmiede. Und nachher, als er ihn jagt, erscheint er doch wieder als Tier. Er erschrickt als die Hunde los gelassen werden und entflieht auf einen unübersteigbaren, hoch in die Lüfte ragenden Berg. Dort verschwindet er in einem finstern Walde. Wie ganz unglaublich und ungeschickt, auch abgesehn von den Widersprüchen, diese Erfindungen sind, bedarf keiner Ausführung. Die Muster, nach denen der Spielmann arbeitete, fand er in der Literatur (s. B. S. 309); was ihm die Legende bot, habe ich schon angedeutet: der Hirsch war ein von Gott gesandtes Wunder, vielmehr der himmlische Heiland selbst. Schon seit Konstantins Zeiten war der Hirsch als Symbol Christi bekannt und in Legenden verwertet; s. W. Grimm zur goldnen Schmiede S. XXIII u. XXX. Bestätigt wird diese Auffassung durch *WO. Zwar gilt der Hirsch auch da als ein gewöhnliches Tier, Aron erjagt ihn sogar, aber er ist nicht aus England mitgebracht und nicht von Goldschmieden bereitet. Er wird von Oswald erbetet und von Gott gesandt. Als Oswald sein Gebet gesprochen und durch das Versprechen eine Kirche stiften zu wollen bekräftigt hat, heißt es:

eynen hirsch her do vor ym sach
1060 *ap her aus dem paradise*
und yn alle der weyse
und yn alle dem geberde
ap ys eyn heiliger engel were.

Das Verhältnis der beiden Bearbeitungen ist hier ein anderes als für die vorher besprochenen Szenen als möglich bezeichnet wurde.

In diesen ließ sich die Darstellung in *WO als eine freie Umdichtung von *MS verstehen, hier muß dem Dichter eine ursprünglichere Form der Sage bekannt gewesen sein. Nur folgt daraus nicht, was .ich nachdrücklich betone, daß er die Darstellung von *MS gar nicht gekannt und nirgend benutzt habe. Wie uns verschiedene, recht stark von einander abweichende Darstellungen der Oswaldsage bekannt sind, so dürfen wir es auch für die Bearbeiter des 13. und 14. Jhdts. voraussetzen. Wir müssen mit Mischformen rechnen, welche gesonderte Darstellungen, Altes uud Neues mit einander zu verbinden suchten. Eine solche Mischung hat an unserer Stelle stattgefunden. Ursprünglich hatte Oswald Gott natürlich nicht um den Hirsch, sondern um seine Hülfe gebeten; Gòtt brachte sie, indem er den Hirsch erscheinen ließ. In *MS, wo das Wunder beseitigt ist, mußte auch das Auftreten des Hirsches anders begründet werden. Oswald bringt ihn auf den Rat der Pamige mit, die ihm — vergebens fragt man, wie sie dazu kommt — diese Weisung schon durch den Raben hat zukommen lassen. *WO erkennt einerseits das Wunder, anderseits aber doch auch die Initiative der Jungfrau an. Sie veranlaßt Oswald, und zwar um einen Beweis seiner Heiligkeit zu haben, das Wunder von Gott zu erbitten. Man sieht: *WO geht auch hier darauf aus, die überlieferten Elemente in festeren Zusammenhang zu bringen.

Am weitesten haben sich unsere Gedichte in den Angaben über den Raben vom Ursprünglichen entfernt, indem sie ihn zum ergötzlichen Abbild des Spielmanns gemacht haben. Als etwas anderes hat ihn wohl noch niemand, der die Gedichte gelesen hat, angesehen und es ist mir unbegreiflich, wie B. das hat verkennen mögen. Auch in den Teilen, die er für den ursprünglichen Oswald, für dies »in Wahrheit höchst ernsthafte Gedicht« in Anspruch nimmt, ist die Figur des Raben nur komische Maske, aus der unverkennbar ein Mensch, der sich selbst ironisierende Spielmann, hervorguckt. Schon in der Art, wie Oswald ihn gleich zu Anfang begrüßt, ihm Haupt und Schnabel küßt, erscheint er so, deutlicher in den Forderungen, die er an den König stellt, er solle schleunigst nach einem Goldschmied schicken, der ihm sein Gefieder mit Gold beschlage und ihm ein golden Krönlein wirke. Was kann das anders bedeuten als den lächerlich gesteigerten Anspruch auf reichen Lohn und fürstliche Ehre. Man vergleiche ferner die Stellen, wo der Rabe, sich höflich nach allen Seiten verneigend, den König Aron und sein Gesinde begrüßt (v. 827 f.), wo Oswald ihm nach glücklich vollbrachter Botschaft entgegen eilt, ihm seinen Zobelmantel auf die Erde breitet, ihn ans Herz drückt und in die beste Kemenate führt (v. 1319 f.); ferner die, wo ihm Brot und Wein vorgesetzt wird, *semele unde guoter wîn und waz dâ guotes*

mohte gesin, zamez und wiltbræte, guoter koste allez geræte (v. 885. 1079 f.), und vollends im zweiten Teil der Dichtung die Erzählung des Raben, wie er nach Oswalds Abreise von Dienern und Hofknechten mißhandelt, seiner Pfründe beraubt und gezwungen sei, sich mit Hunden und Schweinen um das elende Futter zu zanken (v. 1840 f. 1952 f.). Allen diesen Szenen hat B. einen Platz in dem ursprünglichen Gedicht eingeräumt, und das soll kein Spielmannsgedicht, ein in Wahrheit höchst ernsthaftes Heldenepos gewesen sein!

In der Legende, die ich als Grundlage des Spielmannsgedichtes ansehe, kann der Rabe natürlich diese Rolle nicht gespielt haben. In ihr kann er nur wie der Hirsch ein Bote Gottes gewesen sein. Daß der Engel als Rabe erscheint, kann kein Bedenken erregen, da der Rabe schon früher in der ›sozusagen literarisch kanonisierten Geschichte und Legende‹ (B. S. 263 f.) zu dem Heiligen in Beziehung gesetzt war.

Die ursprüngliche Bedeutung des Raben scheint mir außer Zweifel zu stehen, mögen auch in der spielmännischen Bearbeitung nur wenig Spuren davon erhalten sein. Eine glaube ich in der Einleitung wahrzunehmen. Nach den Angaben in *MS lebt der Rabe an Oswalds Hofe; zwölf Jahre hat er ihn schon genährt (v. 410). Aber erst als der Pilger auftritt, verleiht Gott ihm die Gabe der Sprache; erst der Pilger belehrt Oswald, daß niemand geeigneter sei, die Botschaft ins Heidenland zu bringen. Da Oswald zweifelt, fordert der Pilger ihn auf, den Raben bringen zu lassen und die Probe zu machen. Aber der sitzt auf einem Turm und Oswald jammert, daß er ihn nicht kriegen kann. Der Pilger tröstet, Gott könne ihn wohl herabsenden, und so geschieht es (v. 390 f.). Die Angaben sind nicht recht einheitlich, ähnlich wie beim Hirsch. Wenn Oswald schon so lange den Raben hält, sollte es nicht der Hülfe Gottes bedürfen, ihn herbei zu locken. Ich vermute, daß die Inkongruenz sich daraus erklärt, daß der Spielmann mehr von seiner Vorlage beibehalten hat, als sich mit seiner eignen Erfindung wohl vertrug. Seine Erfindung ist, daß der Rabe von Oswald aufgezogen ist, in v. 390 f. kehrt er zur Legende zurück. In *WO ist die Unebenheit wieder ausgeglichen. Oswald selbst hat seinen Raben das Sprechen gelehrt; der himmlische Heiland wird gar nicht bemüht, der Pilger kann sich darauf beschränken, den Raben als Boten zu empfehlen (v. 110 f.). — Eine zweite, deutlichere Spur enthüllt sich bei dem Besuch, den der Rabe gelegentlich seiner Fahrt ins Heidenland bei den Meerweibern abstattet. Da wird er geradezu als Engel bezeichnet: *luoget lieben gespilen min*, sagt die eine (v. 664).

daz mac wol ein engel sîn,
der himlische heilant
hât in uns her gesant,
durch den himlischen vursten hêre
sulen wir ime erbieten grôze êre.

Dieser Besuch der Meerweiber ist nur eine lose eingelegte Episode, die B. — und er mag damit recht haben — einer jüngeren Schicht der Dichtung zuschreibt. An Beweiskraft verlöre sie dadurch nichts; es fände hier dasselbe Verhältnis statt, dem wir in *WO begegneten. Ein jüngerer Bearbeiter kannte und benutzte die alte legendarische Ueberlieferung. — Mit der Botschaft hatte der Rabe in der Legende seine Aufgabe erfüllt. Daß er auch im zweiten Teil unseres Gedichtes auftritt, ist Erfindung des Spielmanns, der die interessante Figur nicht missen wollte; und aus dieser spätern Einfügung erklärt sich der wunderliche Einfall, daß Oswald es vergißt, diesen treuesten und geschicktesten Diener mitzunehmen.

Am härtesten stoßen Angaben, die aus der Legende stammen, und andere ihr widersprechende in der Einleitung von *MS zusammen. v. 33 ff. erklärt Oswald in einem Gebet, er wäre gern bereit sich zu vermählen, wenn es ihm vergönnt wäre, in heiliger keuscher Ehe zu leben. Unmittelbar darauf beginnt dann eine neue Szene, in der er den Entschluß ein Weib zu nehmen, in der Absicht faßt, sein Reich nicht ohne Erben zu lassen (v. 43—50), und während er sein Gebet mit den Worten schließt:

ei himlischer fürste hêre
nû gip mir rât und lêre,

folgen in v. 51 die Worte

er gap i m e s e l b e r rât und lêr
und gedâhte ouch hin und her
an derselben stunde,
wâ er sîn genôzen vunde.

Einigermaßen ausgleichend, aber doch den Widerspruch nicht hebend, tritt dann in v. 59 ein Engel (*sîn engel*) auf, der ihm rät, sich im Heidenland eine Gemahlin zu suchen und dadurch das Reich Christi zu mehren. Wie dieser Widerspruch zu erklären ist, deutet eine Vermutung B.s (S. 307) an. Er meint, die Erwägungen, die Oswald v. 45—54 anstellt, könnten den Rat von Oswalds Mannen enthalten. Ich glaube, daß es wirklich so war. Ursprünglich waren es die Mannen, die Oswald, als er zu seinen Jahren gekommen war, drängten sich zu vermählen. Er gab ihnen nach und sinnt nun nachts auf

seinem Lager, wie er trotzdem ein heiliges Leben führen könne[1]). Am Morgen erscheint ihm dann Gott in der Gestalt des Pilgers und weist ihn auf den rechten Weg. Dieser echte und alte Zusammenhang ist in *WO bewahrt; nur hat der Dichter kürzend die nächtlichen Sorgen Oswalds ausgelassen. Er läßt nach der Beratung der Mannen sogleich den Pilger auftreten. In *MS dagegen ist die einleitende Versammlung der Mannen fortgefallen und ihre Wünsche und Absichten sind dem jungen König selbst zugeschrieben. Daneben aber haben in dieser Bearbeitung doch auch die Voraussetzungen und Angaben der alten Dichtung Platz gefunden, mit Oswalds Sorgen und Bitten um göttlichen Beistand beginnt sie, eine Versammlung der Mannen wird nachträglich in Szene gesetzt (v. 75 ff.), verläuft nun aber natürlich ganz ergebnislos. Aus dieser Verbindung widerstreitender Elemente ergab sich die konfuse Erzählung. Wer aber, ist die weitere Frage, hat diese Mischung vorgenommen? Den Bearbeiter, der Oswald in v. 45—51 aus eigener Initiative Beschlüsse fassen läßt, darf man schwerlich dafür verantwortlich machen. Die Worte *er gap ime selber rât und lêr* weisen so deutlich auf einen gewollten Gegensatz zu der ursprünglichen Ueberlieferung hin, daß man nicht annehmen kann, ihr Verfasser habe zugleich das alte wollen gelten lassen. Nein. Seine Absicht war, den willenlosen, sich ganz der Führung Gottes überlassenden Heiligen zu einem selbständig handelnden Manne zu machen. Erst spätere Bearbeitung suchte neben dem Neuen das Alte wieder zur Geltung zu bringen.

Diese Erkenntnis eröffnet nun einen neuen Blick auf die Szene, von der unsere Untersuchung ausging. Wenn es einen Bearbeiter gab, der die Legende ihres legendarischen Charakters zu entkleiden suchte, den Helden der Dichtung nicht darnach streben ließ in einer enthaltsamen Ehe sich als Heiligen zu bewähren, sondern einen Nachkommen und Erben seines Reiches zu erzielen, so kann dieser Bearbeiter, wenn er einigermaßen verständig war, auch nicht die Schlußszene, die Prüfung Oswalds und die ausdrückliche Forderung der enthaltsamen Ehe, in sein Werk aufgenommen haben. Und daß es wirklich eine solche Bearbeitung gab, ja daß diese Bearbeitung aller unserer Ueberlieferung zu Grunde liegt, hat B. richtig erkannt und ausgeführt. Nur in den Hss. der Gruppe *MS findet sich die Szene und auch in ihnen erscheint sie als ein späterer, lose angefügter An-

1) Auf dieser Situation beruhen die öfter in unserem Gedicht wiederholten Verse

sant Oswalt dannoch in sorgen lac
die langen naht unze an den tac,

vgl. B. S. 245 f.

hang. Das Fest, das v. 3203—8 in kurzen Worten schildern, bildete den Schluß; höchstens können noch einige Verse gefolgt sein, in denen Arons Abreise gemeldet wurde. Das Gedicht verlief ähnlich wie die Hildensage in unserer Gudrun: Entführung, Verfolgung, Kampf auf einer Insel, Sieg des Entführers, Aussöhnung und glückliche Heimkehr. Die aus der Legende stammende Schlußszene wurde erst später wieder mit ihm verbunden.

Wann die Legende, deren wesentlichen Inhalt und Verlauf ich darzulegen versucht habe, entstanden ist, weiß ich nicht, jedenfalls an einem Orte, an dem man den hl. Oswald besonders verehrte, vielleicht den Wunsch hegte, ihn als einen der Nothelfer anerkannt zu sehen. Es mag nicht unwahrscheinlich sein, daß sie bereits im 12. Jh. vorhanden war und schon damals in gebundene Rede gefaßt wurde. Daß sie als Dichtung existierte, ist kaum zu bezweifeln. Die Annahme ist an sich wahrscheinlich und wird durch die Schlußszene, in der das feste Gefüge dichterischer Behandlung nicht zu verkennen ist, gestützt. Aber wie viel von dem geistlichen Gedicht in der uns vorliegenden spielmännischen Bearbeitung erhalten ist, wüßte ich nicht zu sagen. Gewiß wird der Mann, der sie vornahm, manche Wendungen und Verse aus ihm beibehalten haben, aber ich sehe kein Mittel, solche alten Werkstücke sicher zu erkennen. Der ersten Bearbeitung folgten andere. Die Fortdauer der alten Tradition der Legende lockte dazu, ebenso die humoristische Behandlung des Stoffes, endlich auch der Stoff selbst. Denn Brautwerbungen waren ein sehr beliebtes Thema. In einem inhaltreichen Kapitel hat B. eine ansehnliche Zahl dieser Gedichte verglichen und gezeigt, wie sie denselben Typus variieren und offenbar auch auf die Gestaltung des Oswald Einfluß gehabt haben. Besondere Wichtigkeit mißt er dem Ortnit bei. Er glaubt, daß die Rolle des Raben dem Zwerge Alberich, der Ortnit auf seiner Brautfahrt begleitet, nachgebildet sei. Ich kann von meinem Standpunkt nur zugeben, daß der Ortnit auf die Ausgestaltung der Rabenrolle Einfluß gehabt habe; die Botenrolle spielte er schon in der Legende[1]).

Das höchste Ziel der Forschung wäre nun, die verschiedenen Bearbeitungen genau gegen einander abzugrenzen und in ihrer ursprüng-

1) Nebenbei bemerke ich, daß ich auch die Ansicht, die B. von Voretzsch übernommen hat, daß das eigentliche Thema der Ortnitsage eine Brautwerbung gewesen und der Drachenkampf erst nachträglich hinzugefügt sei, nicht für richtig halte. Das Ursprüngliche war vielmehr Ortnits Begegnung mit dem Zwerg und Drachen; durch die Brautfahrt ist die Sage, die durchaus keine Liebesgeschichte war, erweitert und umgestaltet. In dem Heldenbuch Kaspars von der Roen Str. 39 ff. tritt der Anfang der alten Sage und Dichtung deutlich zu Tage.

lichen Fassung herzustellen. B. glaubt diesem idealen Ziele ziemlich nahe kommen zu können. Wenn er auch einsieht, daß der Wortlaut sich nicht wiedergewinnen läßt, die metrische Form vielen Zweifeln unterliegt, auch zugibt — namentlich in der Einleitung S. XIII —, daß die Sonderung des Aelteren und Jüngeren sich nicht immer zur Evidenz bringen lasse, so hat er es doch unternommen, Vers um Vers zu bestimmen, was dem ersten Dichter, was jedem seiner sechs Nachfolger gehört. Ich bin von solchem Vertrauen zu der Leistungsfähigkeit philologischer Methode sehr weit entfernt, und halte namentlich die Voraussetzung, auf der B.s Kritik zum guten Teil beruht, die Annahme eines handschriftlichen Exemplars, das im Laufe von hundert und mehr Jahren ein Bearbeiter nach dem andern mit zahllosen großen und kleinen Zusätzen auf dem Rande und auf eingelegten Blättern versehen habe, für möglichst unwahrscheinlich. Gewiß beruhen unsere Hss. M, I, S auf einem Exemplar, in dem jüngere Zusätze auf den Rand geschrieben waren. B.s Beobachtungen über die sogenannten Vierreime (S. 206—212) sind, wenn auch im einzelnen anfechtbar, im ganzen sicher zutreffend. Aber sie berühren doch nur die Oberfläche, lösen nur etwas von der obersten Schicht der Ueberlieferung ab, und sehr viel weiter wird die Kritik zu nachweisbaren Ergebnissen, zu Ergebnissen, die auf allgemeine Anerkennung rechnen dürfen, kaum gelangen können. Denn wenn ich auch dem Verf. beistimme, daß aller unserer Ueberlieferung dasselbe Gedicht zu Grunde liegt, so vollzog sich die weitere Entwickelung nicht auf dem Papier, sondern in der mündlichen, vielen Wechselfällen ausgesetzten, schwer kontrollierbaren Ueberlieferung der Spielleute. Es unterliegt keinem Zweifel, daß mehrere Schichten von Bearbeitungen über einander liegen; es ist durchaus glaublich, daß manche Widersprüche, Episoden und lästige Weitläufigkeiten durch jüngere Zusätze veranlaßt sind; viele Stellen lassen sich ausscheiden, ohne daß eine Lücke wahrnehmbar wird: aber wie viele davon als Interpolationen anzusehen sind, und welche Interpolationen demselben Bearbeiter angehören, ist schwer zu erkennen. Der Verf. wünscht im Vorwort S. XIII, man möge wegen der Aufteilung der Verse in der Tabelle S. 349 ff. nicht mit ihm rechten. Ich komme dem Wunsche gern nach. Wie weit ich mich von manchen seiner Aufstellungen entferne, ergibt schon ein Vergleich seiner Tabelle mit dem, was ich über die legendarische Grundlage des Gedichtes gesagt habe. — Die jüngste Bearbeitung des Spielmannsgedichtes setzt B. aus überzeugenden Gründen nach Baiern. Ob es möglich ist, Ort und Zeit der ältesten zu bestimmen, lasse ich dahingestellt. B.s Ansicht, daß sie um 1170 in der Gegend von Achen entstanden sei, scheint mir

durchaus nicht bewiesen. Sollte sie aber richtig sein, so müßte man aus Wortschatz und Wortformen schließen, daß ihr ursprüngliches altes Gepräge bis zu vollständiger Unkenntlichkeit entstellt sei.

Was den Text betrifft, so ist die Ausgabe des Münchener Oswald dankbar zu begrüßen; denn die Münchener Hs. bietet den verhältnismäßig besten Text und gestattet Ettmüllers Ausgabe der Schaffhauser Hs. an vielen Stellen zu berichtigen. Aber warum hat der Herausgeber den Text in die gewöhnlichen mhd. Formen umgeschrieben, da er doch selbst zugibt, den ursprünglichen Wortlaut nicht herstellen zu können, und die Reime zeigen, daß der Dichter diese grammatisch regelmäßigen Formen nicht brauchte? Selbst das für die Lokalisierung nicht gleichgültige und in allen Hss. überlieferte *kunst* hat er nicht gelitten und in v. 208 durch das landläufige *kunft* ersetzt. Der Wissenschaft wäre sicher ein besserer Dienst geleistet, wenn B. sich treuer an die Ueberlieferung gehalten und etwa das Verfahren beobachtet hätte, nach dem jetzt die Berliner Akademie die mhd. Gedichte erscheinen läßt. Mir wenigstens sind die Ausgaben die liebsten, die ein möglichst treues und übersichtliches Bild der Ueberlieferung geben, und ich meine, daß dies die selbstverständliche Aufgabe aller derer wäre, die auf das hohe Ziel, das einst Lachmann in seinen kritischen Ausgaben verfolgte, glauben verzichten zu müssen. In dem kritischen Apparat behält der Verf. ja die überlieferten Formen bei, aber weder daraus noch aus den Angaben in den Abhandlungen kann man ein vollständiges und anschauliches Bild gewinnen. Denn in den Abhandlungen führt der Verf. nur an, was seinen Konstruktionen dient, und das Verzeichnis der Lesarten konnte nicht auf Abweichungen der Lautbezeichnung und Wortformen ausgedehnt werden [1]). Ich bedaure außerordentlich, daß B. wie Ettmüller einen normalisierten Text gibt und dadurch selbständiger Nachprüfung seiner auf die Sprachformen gerichteten Untersuchungen den Boden entzieht. Ich stände mancher seiner Folgerungen vielleicht weniger skeptisch gegenüber, wenn ich ein reines Bild der Ueberlieferung vor mir sähe.

1) Das ist selbstverständlich und soll nicht getadelt werden. Aber unter Umständen ist es doch mißlich. So setzt B. in v. 54 und 162 den Ak. *genôzen* in den Text, in v. 174 dagegen, wie es der Reim fordert, *genôz;* von der Ueberlieferung schweigt er. Fand er die Form *genôzen* überhaupt in seinen Hss. vor? Sicherlich nicht in allen. Ettmüller schreibt auch in v. 162 *genôz,* in v. 54 *genôze* und gibt ausdrücklich an, daß in S *genose* geschrieben ist. — v. 785, der nur in S überliefert ist, lautet bei B. *si was gar ir vater zart.* Jeder wird *zart* hier als Adjektivum ansehen; aber die Hs. S bietet, wie man aus Ettm. sieht, *irs vaters zart,* also *zart* Substantivum.

Abgesehen von der Normalisierung wird man mit der Textbehandlung einverstanden sein können. Die Hs. M hat der Herausgeber zu Grunde gelegt, andere Lesarten nur dann aufgenommen, wenn sie größere äußere oder innere Gewähr hatten. Einige Stellen, die ich anders beurteile, will ich anführen. v. 22 *âbent und den morgen* M hätte beibehalten werden sollen; der Artikel ist nach altem Gebrauch nur zum zweiten Gliede gesetzt. — v. 110. *mit grôzen êren* S verdient den Vorzug vor *nâch gr. ê.* M; *nâch* hat M unter dem Einfluß von v. 108 geschrieben. — v. 199. Das starke Part. *erwallen* M kann richtig sein; vgl. Weinhold, b. Gr. § 323, al. Gr. § 376. — v. 646. B. schreibt *den visch er under die klâwen gevic.* Aber *klâwen* ist nur in s überliefert, M schreibt *clappen*, u *klatten*, S hat das Wort ganz ausgelassen. Ein so gewöhnliches Wort wie *klâ* hätte die Entstellungen kaum veranlaßt. Ich vermute *crappen*; s. DWB. 5,2062 f. 2066. Im Ripuarischen ist das Wort noch jetzt in Gebrauch. — v. 809 *leit oder zorn* MI halte ich nur für ein Versehen für *liep oder zorn* S. Ebenso, daß v. 812 *herabe* S, das Reimwort auf *rabe*, in M fehlt. — Wie v. 1167 f. und 1395 f. ursprünglich lauteten, ist nicht zu erkennen; aber für den Reim ist das Substantivum *glast* SI vorauszusetzen; das Prät. *erglaste* M gibt keinen Sinn. — v. 1605. Die Vermutung, daß *gezinde* für *gesinne* gesetzt sei, scheint mir unbegründet. *gezinde* ist zwar sonst nicht belegt, aber als Kollektivbildung zu *zint* Zacken, Zinke leicht begreiflich. — Sehr auffallend ist, daß in v. 1623 und 2647 bei der Abfahrt der Schiffe die Anker ausgeworfen werden: *die anker si ûz geschuzzen.* Von den Stellen, die B. vergleicht, kommen die aus Mor. von Craon 893, Kudr. 1142, DFl. 1114 nicht in Betracht, weil da vom Festlegen der Schiffe die Rede ist. Nur der Druck des Orendel verwendet in v. 2969 den Ausdruck ebenso unsinnig; da liegt aber, wie H und P zeigen, wohl nur ein Versehen vor (s. Bergers Anm.). — v. 1720. Ich halte den in S überlieferten Vers *nû bin ich her komen und mac nicht geschaffen mînen frumen* für unentbehrlich. Denn nicht darüber hat Oswald zu klagen, daß er unter die Heiden gekommen ist, sondern daß er nichts ausrichten kann. In MI fehlt der Hauptgedanke. — v. 1838. In den Worten *mîner kraft bin ich worden wan* hat S zweifellos Echtes bewahrt. Mit diesem und dem folgenden Vers begann der Rabe seine Klage; was vorangeht ist jüngerer Zusatz, dessen Inhalt nicht zum folgenden paßt (B. S. 254) und in S nicht einmal gereimt ist. Die Frist von 12 Wochen und einem Jahr stammt aus v. 2302. — v. 1875. *erweichete* S verdient den Vorzug vor *twanc* MI. — v. 2144. Beide Hss. lassen das Subjekt vermissen. Ettmüller ergänzte es, indem er im Hinblick auf v. 2149 schrieb *daz*

vremede geste in die burc komen wæren. B. nimmt weniger wahrscheinlich an, daß ein ganzer Vers ausgefallen sei: *manic werder kristenman.* Denn der Bote meldet nur, daß fremde Gäste angekommen sind, auf den Einfall, daß es Christen seien, kommt erst Aron in v. 2160. Ganz unglaublich ist B.s Text gleich nachher. Auf v. 2151 folgt in MI der Vers *sint dir diniu lant gewunnen an*, in S *unde wellen dir dîn lant gewinnen an.* Das sind doch augenscheinlich nur Varianten. B. aber setzt beide in den Text, sieht in dem ersten die Schlußzeile einer Interpolation, in dem andern den Vers der ursprünglich auf den erst von ihm gedichteten v. 2144ª gefolgt sei. — 2191. *borgen* MI hätte beibehalten werden sollen (*borgen* m. Gen. auf etwas achten). S und s haben das Wort nicht mehr verstanden und durch andere ersetzt: *berugen dem zorn* S, *pflegen des zühte* s. B. schreibt, wie schon Ettm. vermutet hatte, *beruochen.* — v. 2335. Daß die goldnen Hufe für den Hirsch bestimmt sind, sagt M in diesem, S im folgenden Verse; daß er weder hier noch dort genannt gewesen sei, wie B. will und I überliefert, ist undenkbar. Vermutlich war *mir* in dem ersten Verse ein Schreiberversehen, *minem hirsen* als Verbesserung dazu geschrieben. Daraus erklären sich die verschiedenen Lesarten. — 2427. Sollte S nicht den Vorzug verdienen? — 3035. Als Aron sich vor der Taufe im Meere fürchtet, sagt er:

nu ist daz mere ein sulze (*salz* SI) *und darzuo gruntlôs*
darûf hân ich sorge alsô grôz.

In den Worten *und darzuo gruntlôs* hat B. S. 211 richtig einen Zusatz erkannt, als Reimwort auf *grôz* vermutet er *sôt* st. des überlieferten *sulze* od. *salz.* Näher liegend und sinngemäßer ist *sôs* = *salse*, lat. *salsa*, afrz. und nd. *sause. sôsse (: môsse)* erscheint im Sp. mhd., *sôhsse* als Variante bei Mgb. s. Lexer, Nachtrag. — v. 3077 heißt es:

von des swertes orte
sich diu steinwant durchborte.

sich durchborn wäre sehr merkwürdig. S liest *enparte*, und obwohl es damit allein steht, halte ich es für das Richtige; *sich enbarn* aufdecken, eröffnen. Der Reim wie v. 1890 *vart : hôrt'.* — v. 3220. Die überlieferten Lesarten *wurchen* M, *nit ruochen* I, *verruchen* S geben keinen Sinn. B. schreibt *beruochen*, besser ist *niht verruochen* = nicht vergessen, nicht unterlassen. — v. 3372 ist nicht mit S *lestern*, sondern mit MI *bezzern (: mezzer)* zu lesen. *bezzern* bedeutet bestrafen; z. B. *einen an lîb und guot bezzern.* — v. 241 f. Der Dreireim *vrouwe : getrouwen : gelouben* wird nicht durch eine Lücke, son-

dern durch eine Interpolation entstanden sein. Ich halte die Lesart von S für das Ursprüngliche. — Ebenso erkläre ich durch Interpolation die Unordnung nach v. 2106. Die Bemerkung in v. 2107 ist ganz zwecklos und 2108 neben 2110 ein öder Flickvers. — v. 758—760 sind nur in S und schwerlich richtig überliefert. Aber daß nach 759 ein Vers ausgefallen sei, ist nicht anzunehmen. Für *ûf geburte* ist, wie schon Ettm. vermutete und auch B. in der Anmerkung anzunehmen scheint, *ûf gebôrte* od. *erbôrte* zu lesen. — Ebenso ist nach v. 501 keine Lücke anzunehmen. Die richtige Verbindung mit v. 502 bietet S. *dô* ist in M geschrieben, weil die Verse 478—501 ausgefallen sind, und dieser Ausfall ist doch augenscheinlich dadurch entstanden, daß ein Schreiber von dem Reim *komen* : *vernomen* in v. 476f. auf denselben in v. 500f. übersprang.

Ob die Angaben in dem kritischen Apparat überall vollständig und zuverlässig sind, kann ich nicht kontrolieren. Hin und wieder hat mir die Vergleichung mit Ettm.s Ausgabe Bedenken erregt. Zu v. 39 bemerkt B. *mayedin* M, *megedlin* S. Ist es nicht umgekehrt? Ettm. hat *magedin*, ohne eine Abweichung zu verzeichnen. — v. 744 wird *mere* als Ueberlieferung in MI, *wazzer* als Lesart von S angeführt; aber Ettm. hat *mer*. — 1711. *gar tugentliche*, Ettm. sinngemäßer *tougenlich*, ohne eine abweichende Lesart anzuführen. — 2802. B. *deme*, Ettm. *den*. — Den sinnlosen Vers *und ouch durch die grôzen wârheit*, den S eingefügt hat, um dem entstellten v. 3202 einen Reim zu geben, führt B. nicht an. Ebenso in v. 3474 nicht die Lesart *durch grôze nôt* S, die anzudeuten scheint, daß dem Schreiber das alte formelhafte *durch nôt* nicht mehr bekannt war.

Sehr dankenswert sind die Anmerkungen am Schluß des Buches. Der Verf. bietet in ihnen wichtige Parallelstellen, gute Bemerkungen über Abweichungen der Hss. im Wortschatz (veraltende und mundartlich beschränkte Wörter) und hat dadurch, daß er zu den einzelnen Versen und Versgruppen überall auf seine Abhandlungen verweist, deren Benutzung wesentlich erleichtert.

Bonn W. Wilmanns

N. Sjöberg, Svenska Porträtt i offentliga samlingar. I. Drottningholm, 1905, II. Gripsholm. Vasatiden, 1907. Stockholm, Hasse W. Tullberg.

Porträtsammlungen und Porträtwerke gehen nicht in erster Linie den Kunsthistoriker an. Die Bildnisse geschichtlicher Persönlichkeiten interessieren zum Glück ein viel weiteres Publikum, das nach der künstlerischen Qualität der Darstellung zunächst nicht fragt. Die erste bedeutende Porträtsammlung der neueren Zeit, die des Paul Giovio (aus der ersten Hälfte des 16. Jahrhunderts) besaß zwar künstlerisch wertvolle Originale, legte aber den Hauptwert auf die Sicherheit der Porträtüberlieferung, die sie durch Kopieren nach vertrauenswürdigen Vorlagen, gemalten und plastischen, gewann. Ihre gemalten Porträts waren, soweit Originale nicht erreichbar gewesen sind, von solchen abgeleitet und durch Kopistenhände hergestellt, wie sie denn für spätere Sammler abermals kopiert worden sind. Der Wunsch, die echten Züge zu erhalten, war allemal das erste, und war man über die Zeit hinausgewachsen, da Hartmann Schedel in seiner Nürnberger Weltchronik in Ermangelung zuverlässiger Porträts denselben Holzstock, bloß mit wechselnder Unterschrift, für die verschiedensten Personen verwenden ließ, so hatte der Bildnismaler doch nur dasselbe Bedürfnis zu befriedigen, für das man heute zum Photographen geht. Künstlerischer Wert ist eine Dreingabe gewesen.

In den Ländern des entlegeneren Nordens von Europa, wo die bildende Kunst innerhalb der Gesamtkultur auf lange hinaus vorwiegend Einfuhrware blieb, hat die Profankunst genau wie die kirchliche alte Gewohnheiten und Nötigungen festgehalten. England hat sich die großen Künstler, mit denen dort die Malerei der Neuzeit anfängt, Holbein und van Dijck, vom Festland geholt, weil das Porträtbedürfnis seiner vornehmen Klasse stark war. Schweden, dessen kirchlicher Schmuck seit langem niederdeutscher oder belgischer Herkunft war, hat seinen Porträtbedarf aus den gleichen Bezugsquellen gedeckt. An Angebot fehlte es nicht. Künstler, die Geld verdienen wollten, mochten zumal im 17. Jahrhundert, seit Gustav Adolfs Kriege und Kristinens Konversion die Phantasie der Welt beschäftigten, Schweden als ein Land unbegrenzter Möglichkeiten aufsuchen. Erzählte man sich doch in Florenz, der alte Rembrandt habe seine Tage in Schweden beschlossen.

Die schwedischen Schlösser, die des Adels und der Krone, sind entsprechend dem hohen politischen Stolz der Dynastie wie der Ritterschaft, sehr reich an Bildnissen. Die vorliegende Veröffentli-

chung von Nils Sjöberg faßt zunächst die öffentlichen Sammlungen ins Auge und beginnt mit den großen Depots der königlichen Schlösser, deren Bildnisse in Auswahl, getrennt nach ihren Aufbewahrungsstätten mitgeteilt werden. Es ist kein Wort darüber zu verlieren, daß man auch planmäßiger hätte vorgehen, das gesamte Material sammeln uud nach Personen geordnet hätte herausgeben können. Wie es jetzt geschehen, ist die Folge, daß Zufälligkeiten des Vorkommens in dem oder jenem Schloß die Veröffentlichung bestimmen, wie denn z. B. von Königin Christine eine Replik, deren Original im Nationalmuseum in Stockholm hängt, reproduziert erscheint. Aber das Bessere ist allemal der Feind des Guten. Vermutlich wird erst der abzuwartende Erfolg des Porträtwerks den Mut zur Weiterarbeit geben, und so hat man Ursache, eine Veröffentlichung, die nicht wie eine gleichzeitige russische mit hoher Protektion und Staatsunterstützung erscheint, dankbar und bescheiden entgegenzunehmen und Herausgeber, Verleger und die biographische Gesellschaft, die das Werk unterstützt, zu loben.

Die beiden vorliegenden Bände bringen je 50 Tafeln, denen ein genauer Katalog des vollständigen Porträtbestandes, aus dem geschöpft ist, vorangeht. Dieser Katalog ist alphabetisch, nach den Namen der Dargestellten geordnet, und wenn wir zuvor den sachlichen Wert gegenüber dem künstlerischen herausgestellt haben, so darf erwähnt werden, daß jeder Band auch vereinzelt Porträts Unbekannter enthält, deren unmittelbarer Reiz für die mangelnde persönliche Bekanntschaft Ersatz gibt. Die Bildnisse des ersten Bandes, Drottningholm, fangen mit der Gründerin dieses Schlosses an, Königin Hedwig Eleonore (1636—1715) und mit den Bildnissen des Hofmalers dieser Zeit, des Hamburgers David Klöker, der als Klöker von Ehrenstrahl in Schweden geadelt wurde. In Rom von denselben Kunstkreisen, die Lebrun gebildet haben, entscheidend beeinflußt, ist Klöker, von dem in Hamburg keine Spuren zu finden sind (Lichtwark, Bildnis in Hamburg I 126), der schwedische Vertreter des Stiles geworden, der nachher von Ludwig XIV. seinen Namen erhielt. Drei typische Porträts König Karls XI. von Klöker von Ehrenstrahl bringen die Tafeln 3, 4, 8. Das erste zeigt den 18jährigen (1673) als Apoll, der von einem Lichtnimbus umflossen aus einer Wolke hervortritt, in kurzem Panzerrock mit bloßen Knien und Armen, nach dem Pfeil in dem Köcher greifend, um den Drachen zu töten. Das nächste ist ein Reiterbildnis in jener spanischen Pose des ins Profil gesetzten Pferdes, das sich vorn aufbäumt, indes der Reiter gleichmütig den Kopf umwendet und aus dem Bild heraussieht. Das dritte ein Sitzbild in weißem Hermelin unter rotem Baldachin; ein ruhender

Löwe zu Füßen. Diese und andere Gemeinplätze des Hofstils in der Malerei beherrscht Klöker, und seine triumphierende Suecia, umgeben von allen Tugenden, Künsten und Wissenschaften und ähnliche Allegorien pflegen dem Besucher Stockholms keinen dauernden Eindruck zu hinterlassen. Nur darf man nicht vergessen, daß solche sattelfeste Artisten über ein beneidenswertes Können verfügen, und daß ihre phrasenreiche Kunstsprache bessere Möglichkeiten zudeckt. Von demselben Klöker zeigte eine retrospektive Ausstellung 1898 drei Halbfiguren eines Brunnenmeisters mit seinen zwei Söhnen, Wasser aus irdenen Kannen eingießend, von einer wahrhaft holländischen oder spanischen Natürlichkeit (abgebildet bei J. Kruse, in der Veröffentlichung jener Ausstellung). Auf Klöker folgt sein Neffe David von Kraft mit den Bildnissen der Umgebung König Karls XII. Zwischen den beiden Malern waltet ein ähnlicher Unterschied der Auffassung wie zwischen Rigaud und Largillière; die starre Pose weicht der momentanen, zwanglosen Bewegung. Aus dem folgenden sei hervorgehoben, daß mitten im 18. Jahrhundert der Pastellist Lundberg das Profilbild und sogar bei einer Dame wagt. Es ist anzunehmen, daß diese Dame es so gewünscht hat. Denn es ist die Schwester Friedrichs des Großen, Königin Luise Ulrike. Der Künstler hat jedenfalls nicht geahnt, daß man sich sehr bald für Silhuetten interessieren würde. Mit Alexander Roslin gelangen wir in die große französische Kunst. Die Pracht seiner Kostümmalerei kann, wer es nicht sonst wüßte, schwer aus den Abbildungen absehen. Der Band reicht bis auf Oscar II., der in dem Porträt des gegenwärtigen Stockholmer Akademiedirektors Björck in Marineuniform stehend in ganzer Figur erscheint.

Für die Bildnisbestände des am Mälar gelegenen, aber von Stockholm ziemlich entfernten Schlosses Gripsholm sind vier Bände in Aussicht genommen, von denen der erste »Wasazeiten« vorliegt und mit seinen Bildern ungefähr da aufhört, wo der Drottningholmer Band anfängt. Gleich über das erste Bildnis möchte ich eine längere Anmerkung machen. Es ist die schöne Holzstatuette des knienden Königs Karl Knutsson vom Ende des 15. Jahrhunderts. Der Herr Herausgeber läßt als Künstlernamen, gleich als wäre der über jeden Zweifel festgestellt und bedürfe nicht einmal eines Fragezeichens, Bernt Notke darunter drucken. Diese Attribution rührt von einem sehr tüchtigen Dozenten der Upsalaer Universität her, Dr. J. Roosval, der diese anonyme Statuette mit der herrlichen St. Georgsgruppe der großen Kirche in Stockholm zusammengebracht hat — und soweit ist die Sache zweifellos richtig —, diese beiden Werke aber dann dem Lübecker Meister Notke zugeschrieben hat, von dem gesicherte

Werke in Aarhus in Jütland und in Reval vorhanden sind. Diese sicheren Werke zeigen ungleiche Ausführung und erheben sich auch in den besseren Teilen nicht hoch über den Durchschnitt. Werden aber auf Grund gewisser Aehnlichkeiten, auf die hier nicht eingegangen werden kann, jene beiden anonymen Werke ihm zugeschrieben, so wird plötzlich Notke auf eine Höhe emporgeschraubt, die ihn mit den größten Künstlern des 15. Jahrhunderts auf eine Linie stellt. Daß er sich so ›entwickelt‹ habe, ist schwer anzunehmen. Denn der Aarhuser Altar ist von 1479; Notke ist aber schon 1484 als in Stockholm anwesend bekannt und 1489 ist die Georgsgruppe fertig. Zwischen dieser und dem Aarhuser Werk liegt also keine lange Zeit. In anderen Fällen ist die Stilkritik entgegengesetzte Wege gegangen. Bei dem herrschenden Vorurteil gegen den Nürnberger Michel Wolgemut ist mancher geneigt, Teile von Werken, die unter seiner Firma gehen und für ›zu gut für ihn‹ befunden werden, auf Namen älterer Gehülfen zu taufen, die er in seiner Fabrik beschäftigt hat. Im Falle Notke dagegen soll der Firmaname sich nicht mit den geringeren, sondern mit den besten Leistungen decken, und ihm daraufhin Werke zugedacht werden, die hoch über dem gesicherten Notkeschen Niveau stehen. Daß jene anonymen Werke, die Georgsgruppe und die Knutssonstatuette von Notke sein k ö n n e n, diese M ö g l i c h k e i t kann bei unserer lückenhaften Kenntnis niemand bestreiten. Einstweilen aber ist es eine Hypothese. Bis jetzt sind z. B. die Meister des Johannesaltars aus dem Lübecker Burgkloster mit der Gregorsmesse und der Meister der Lübecker Bibel nicht mit Namen bekannt. Der neueste Bearbeiter des Bibelmeisters, Tronnier (Göttinger Dissertation 1904), ist zu dem Resultat gekommen (S. 63), daß für die Vergleichung der Gemälde Notkes mit den Bibelholzschnitten der Unterschied stärker wiege als die Aehnlichkeit. Da die Meister der Bibel oder der Skulpturen jenes Gregorsmessenaltars für uns einstweilen anonym sind, dabei aber an künstlerischer Qualität die sicheren Werke Notkes überragen, wer will da behaupten, daß nicht auch in der Fabrik Notkes Gehilfen gewesen sein können, die künstlerisch höher standen? Von solchen Gehülfen kennen wir zufällig nur einen mit Namen, einen gewissen Wylsynck. Ich würde also raten, die Autorschaft Notkes in den genannten Fällen nicht als feststehend zu popularisieren. Uebrigens ergänzt die Aufnahme, die Sjöberg gibt, sehr glücklich die Profilansicht, die Roosval mitgeteilt hat (Jahrbuch der K. Preußischen Kunstsammlungen 27 [1906] S. 106 ff.); dazu mein Aufsatz in ›Studien aus Kunst und Geschichte‹, Festgabe für Friedrich Schneider, S. 317 ff.).

Noch ein paar Einzelbemerkungen. Tafel 4 bringt ein vergoldetes Holzrelief Gustav Wasas von dem Schöpfer seines Grabmals im Dom von Upsala, dem Niederländer Wilhelm Boy. Diesem Relief hat wohl das auf der voranstehenden Tafel abgebildete Gemälde zur Vorlage gedient, und nun ist es von außerordentlichem Interesse, zu verfolgen, was der Niederländer des vorgerückten 16. Jahrhunderts aus seinem Modell gemacht hat. Indem er Aufbau und Haltung genau festhält, erzeugt er durch kleine Korrekturen, Schuhe statt Stulpstiefel, Erhöhung der Stirn gegen die zurückgeschobenen Haare, überhöhter Rahmen, der die Scheitelhöhe des Kopfs vom Rahmen entfernt, den Schein gestreckterer, vornehmer Haltung. Das gemalte Bild sieht ehrlicher aus; das Relief aber ›schöner‹ im Renaissancesinn, d. h. konventioneller. Von Tafel 6, die die Frau Gustavs I., Margarete Löwenhaupt, bringt, möchte ich hören, wie sich das Bild zu dem im Gothenburger Museum verhält, das mir als Kniestück, ebenfalls mit reicher Perlenstickerei, mit Krone und Szepter, erinnerlich ist. Ich weiß nicht, ob ich mich täusche, daß bei Königin Christine (Tafel 30. 42. 43) eine starke Aehnlichkeit mit ihrer Großmutter (Tafel 16) durchschlägt. Außer dem Kinderporträt Christinens, das ohne Künstlernamen erscheint, ist eine Replik nach Beck und ein Bildnis von oder nach Abraham Wuchters mitgeteilt. Es steht nicht auf der Höhe seines mächtigen Kopenhagener Bildnisses des Bastards Christians IV., Gyldenlöwe. Beck gibt die bei van Dijck häufige Anordnung, Profilhaltung mit über die Achsel zurückblickendem Kopf, was allemal den gewollten, blasiert hochmütigen Ausdruck gibt. Das Bourdonbildnis des Stockholmer Nationalmuseums, das sympathischste der Kristinabildnisse, muß man sich hinzudenken.

Das Sjöbergsche Porträtwerk will keine Prachtausgabe sein. Es ist ganz billig (15 Kronen der Band) und gibt natürlich nur Netzdrucke im ersten Band auf grauem Untersatzkarton, im zweiten auf den weißen Karton direkt abgezogen, mit größeren Bildflächen als im ersten Band. Das Format ist ein sehr anständiges (25 auf 32 cm).

Kiel Carl Neumann

Der deutsche Klassizismus im Zeitalter Goethes. Eine literarhistorische Skizze von **Otto Harnack.** Berlin-Schöneberg, Emil Felber, 1906. VIII, 103 S. Mk. 2.

Den beiden Büchern ›Die klassische Aesthetik der Deutschen‹ und ›Deutsches Kunstleben in Rom im Zeitalter der Klassik‹ hat Harnack ergänzend eine Skizze unserer klassizistischen Literatur angereiht. Er unterscheidet in ihr drei Stadien: die Vorbereitung, besonders bei Klopstock, Voß, Lessing, den Höhepunkt, in Goethes und Schillers Mannesalter, bei Hölderlin, W. von Humboldt u. a., die Nachblüte, beim alten Goethe, bei Platen, Rückert, Grillparzer, Mörike, in deren Dichtung ›die klassische Tradition sich mit romantischen Elementen vermischte‹. Außer den genannten großen Schriftstellern ziehen viele kleinere vorüber, die in der Regel neben jenen nicht die genügende Beachtung finden, so im ersten Stadium Merck, dessen produktive Schriftstellerei neben seiner kritischen noch wenig bekannt ist, die Schwaben Stäudlin und Conz, im zweiten Stadium der neuerdings ausgegrabene Franz von Kleist, Knebel, Amalie von Imhoff, Luise Brachmann, Heinrich Keller, Kosegarten, Neuffer, Collin, im dritten Waiblinger. Sie verbindet mit den Großen, im besonderen mit Goethe und Schiller, das ›Stilprinzip‹, das für Harnack das Wesen des Klassizismus ausmacht: ein ›nach Erfassung des Typischen strebender und darum ideeller Realismus‹, in dem ein sicheres Gefühl für innere und äußere Form und eine gesunde Gestaltungskraft in ›notwendiger Ineinsbildung von Inhalt und Form‹ völlig harmonische, der Plastik zuneigende Kunstwerke geschaffen haben. Harnacks Vorliebe für solche Kunst ist aus seinen früheren Schriften bekannt. Das Recht seines Geschmackes wird ihm niemand bestreiten, aber die Opposition regt sich, wenn die Vorliebe zum Unrecht gegen andere Kunstrichtungen wird.

Harnack ist in seinem Geschmack durch den heutigen Kultus der Romantik bestärkt worden. Die Ueberschätzung, von der dieser sich nicht frei hält, mußte seinen Widerspruch wecken, und berechtigt ist seine Abwehr einer ›alles verromantisierenden Geschichtsbetrachtung‹, die auch Platen trotz der ›Verhängnisvollen Gabel‹ und dem ›Oedipus‹ unter die Romantiker rechnet. Seine eigene Auffassung der Romantik aber ruft den Widerspruch des Aesthetikers wie des Historikers auf. Sie verkennt das rein Poetische in dieser Literaturrichtung, die Poesie des ›Halbdunkels‹ und des Märchens, die doch nicht mit einer Kennzeichnung wie ›Nebelei und Schwebelei‹ abgetan werden kann, sie übersieht das Freiheitliche, Vorwärtsdrän-

gende, das auch in der älteren Romantik lebte trotz dem von Harnack immer wieder gerügten ›Katholisieren‹. Eine ›Erziehung zu neuer geistiger Verfinsterung und politischer Verknechtung‹ sieht er in der Romantik, nicht nur in der späteren, und löst ganz von ihr die Stimmung und Dichtung der Befreiungskriege, in der die gesunden der romantischen Tendenzen mächtig waren und in der deshalb die romantischen Schriftsteller keine kleine Rolle gespielt haben. Für Harnack stellt die Blütezeit der Romantik eine Niederung dar, aus der unsere Poesie sich während der zwanziger Jahre des 19. Jahrhunderts erhob, als die klassizistischen Tendenzen Goethes und Schillers zu neuer Geltung gelangten. In den dreißiger Jahren setzte dann die zweite Literaturrichtung ein, der Harnack von seinem Standpunkt aus nicht gerecht wird. Mag die Schriftstellerei des jungen Deutschlands heute auch dem nicht gerade klassizistisch Gestimmten unsympathisch sein, geradezu ›antipoetisch‹, ›widerkünstlerisch‹ kann sie nur nennen, wer mit Harnack die Ansicht teilt, daß die Poesie überall, wo sie aus Lebenstendenzen der Zeit, zumal aus der politischen Zeitstimmung sich nährt, keine wahre Kunst mehr sei. In solcher ›Sklaverei‹ blieb die Poesie für Harnack, bis um 1850 die ›große politische Ruhepause‹ begann; da erhob sie sich in neue Freiheit und erlebte, wieder rein künstlerisch bestimmt, in Hebbel, Otto Ludwig, dann in Gottfried Keller, Paul Heyse eine neue Blüte. Den Aufschwung der Poesie in den genannten und noch einigen anderen Schriftstellern wird jeder empfinden, der vom jungen Deutschland her zu ihnen kommt, aber der Grund kann nur darin gesucht werden, daß sie größere schöpferische Genies waren als die Vertreter der voraufgehenden politisch-sozialen Literatur. Wie ein großes Dichtergenie auch politische Zeitstimmung zu echter Poesie zu gestalten vermag, hat Schiller in seinen Jugendwerken erwiesen.

Harnacks Geschmacksrichtung spielt in die Charakteristik der einzelnen Dichter hinein, z. B. in einer leisen Ueberschätzung Platens, in einer entschiedenen Waiblingers. Bei diesem fehlt die ›Ineinsbildung von Inhalt und Form‹, die für Harnack sonst das Kennzeichen klassizistischer Poesie ist. Bei Mörike ist sie vorhanden, dennoch scheint es mit dem Gesamteindruck seiner Persönlichkeit und seiner Dichtung unvereinbar, daß er unter den klassizistischen Dichtern auftritt, wie denn auch Harnack selbst das starke romantische Element in ihm betont. Zu erwarten war, daß sein Urteil der Eigenart H. v. Kleists nicht gerecht werden würde. Er erledigt ihn mit wenigen Sätzen, die starke Bedenken erregen. Alt ist die Streitfrage, ob Kleist unter die Romantiker einzureihen sei. Harnack nennt ihn einen ›der Anlage und dichterischen Begabung nach der

Romantik fernstehenden Geist‹. Andere finden in seinem Wesen und seiner Dichtung von Anfang an vieles, was sie veranlaßt, ihn, wenn auch nicht der romantischen Schule, so doch dem Geschlecht der Romantiker zuzuweisen. Gleich sein erstes Drama ›Familie Schroffenstein‹ hat mit nicht wenigen Zügen romantische Stimmung, und romantisiert stellt in der Mitte seines Schaffens, in der sein ganzes Wesen am treuesten spiegelnden ›Penthesilea‹, die Antike sich dar. Die gegebene innere Verwandtschaft mit dem Geist der Romantik erklärt sein späteres entschiedenes Einlenken in ihre Richtung, das nach Harnack seine dramatische Produktion verhindert hat, die volle Höhe, zu der sie bestimmt schien, zu erreichen. Er exemplifiziert da im besonderen auf ›Käthchen von Heilbronn‹, und ›Prinz von Homburg‹ d. h. die beiden Dramen, die unter Kleists Stücken die stärkste Bühnenkraft bewiesen haben. Er bedauert, daß das liebreizende Naturkind zur ›hysterischen Hellseherin‹ und der tollkühne Reiterführer zum Nachtwandler und Visionär haben werden müssen. Käthchen hysterisch? dieses Kind ›gesund an Leib und Seele wie die ersten Menschen, die geboren worden sein mögen‹? Kann die Szene unter dem Hollunderbusch auf irgend jemand den Eindruck des Ungesunden machen? Wie hier und im ›Prinz von Homburg‹ der Somnambulismus künstlerisch gestaltet ist, führt er doch nicht einen ›Nebelweg‹. Der psychologischen Motivierung hat der große Charakteristiker ihn dienstbar gemacht und zugleich ihn benutzt, beiden Dramen die Stimmung des Märchens zu geben, die beim ›Prinzen von Homburg‹ in den Erörterungen über das Problem und über das Verhalten des Kurfürsten noch zu wenig in Rechnung gezogen worden ist. Das ist freilich subjektiv und romantisch, aber doch nicht minder echte Poesie als die objektive der Klassizisten.

Mit allen Einwänden, die eine andere Geschmacksrichtung gegen Harnacks Einseitigkeit erheben muß, soll dem Buch keineswegs sein Wert abgesprochen werden. Solche Uebersichten über eine lange Zeit der Literaturentwicklung, solche Charakteristik ganzer Gruppen von Schriftstellern, solches Zeichnen großer Linien sind umsomehr erwünscht, je stärker die Wissenschaft dazu neigt, am einzelnen haften zu bleiben. Die Knappheit der Charakteristiken, durch die Skizzennatur des Ganzen bedingt, schafft den Vorteil, daß die verschiedenen Schriftsteller eng an einander rücken, daß Vergleiche sich aufdrängen, die der Feststellung der einzelnen Individualität dienen. So ergibt sich zwischen Platen und Rückert ein scharf formulierter Unterschied im Verhältnis von Form und Inhalt ihrer Werke: die Formschönheit bei Platen als notwendiger Ausdruck seines ästhetischen Wesens, bei Rückert nur als ein Gewand, in das eine ›moral-

philosophisch bestimmte‹ Natur sich gekleidet hat. So tritt die verschiedene Bedeutung, die der Aufenthalt in Italien für die Entwicklungen Goethes, Heinses, Platens, Rückerts, Waiblingers gehabt hat, in ihren Nuancen klar hervor. Die Andeutungen, die nach dieser Seite für die genannten Dichter gegeben sind, sollten einmal weiter ausgeführt, auf andere ausgedehnt und so die Geschichte der Italienreisen deutscher Schriftsteller geschrieben werden.

An vielen Stellen läßt Harnacks zusammenfassende Darstellung auf vorangegangene Einzelforschung durchblicken, die sich in das Wesen der Dichter und ihrer Werke nachempfindend versenkt hat. Ohne sie wären solche in Knappheit erschöpfenden Charakteristiken nicht möglich, wie er sie in den beiden ersten Abschnitten seiner Schrift z. B. für Klopstock, Johann Heinrich Voß, Heinse, Hebel, Hölderlin liefert. Bei Voß interessiert die seitwärts auf neueste mundartliche Dichtung blickende Bemerkung, daß er den Dialekt nicht nötig hatte, um den Eindruck des Bodenständigen zu erwecken. Bei Heinse regt die Behauptung, daß er als einer der ersten in der italienischen Renaissance die urwüchsige schöpferische Kraft erkannt habe, weitere Gedanken an. Sie richten sich im besonderen auf die Frührenaissance, an die der Sturm und Drang mit vielen Zügen erinnert, verglichen mit dem von Harnack als Hochrenaissance bezeichneten Klassizismus. Richtig wird ein Zusammenhang der Romantik mit Heinse wie mit Wieland konstruiert — einer der Fälle, wo die leidenschaftliche Polemik der romantischen Schule die richtige Erkenntnis des Sachverhalts bisher erschwert hat. Ein anderer ähnlicher Fall liegt bei Schiller vor.

Auch in der Formulierung, auf die in so knappen Charakteristiken viel ankommt, ist dem Verfasser manches gut gelungen, etwa wenn er von Klinger sagt, er habe ›die ihm zugängliche Stufe der Klassizität erstiegen‹ oder wenn er Hölderlin ›die notwendige tragische Gestalt unserer klassischen Periode‹ nennt. Von Klinger ist nur das letzte Werk ›Der Weltmann und der Dichter‹ für Harnack ein vollkommen klassisches, das er als solches im Anschluß an Riegers ausführliche Darstellung aus dem ganzen Wesen des Dichters herleitet.

Daß nicht alle Charakteristiken bis zu voller Anschaulichkeit gediehen sind, begreift sich aus dem Umfang des Stoffgebietes und der gebotenen Knappheit der Darstellung. Karl Philipp Moritz sei hier herausgehoben, der in seiner Bedeutung für unsere klassische Literatur, besonders auch in seiner Einwirkung auf Schiller, eine tiefer eingehende Untersuchung und Darstellung verdiente, als er bisher gefunden hat. Lessings dramatische Tätigkeit würde ich nicht nur ›eine Reihe von Experimenten‹, von ›Probestücken‹ nennen, die in-

folge des ›Mangels natürlicher Lebenskraft und darum auch natürlicher Ueberzeugungskraft nicht eine fernere reiche dramatische Produktion hervorgerufen haben‹. Jedes der großen Dramen Lessings ist ein ausgeprägtes Individuum für sich, wie nur er in seiner Vielseitigkeit es schaffen konnte, ähnlich wie jedes der Dramen Heinrich von Kleists. Eine Schule dramatischer Dichter konnte damit nicht begründet werden, und doch wie vieles in der späteren Dramatik, auch bei Goethe, Schiller, Kleist, weist auf Lessing zurück.

Im dritten Abschnitt des Buches sind die Charakteristiken breiter ausgeführt. Da ist besonders Grillparzers Originalität scharf herausgearbeitet. Seine auch in der Dichtung sich ausprägende ›mehr passiv als aktiv zum Leben sich verhaltende Persönlichkeit‹ wird zum österreichischen Stammescharakter in Beziehung gesetzt. Der Vergleich mit Goethe ergibt Aehnlichkeiten und Unterschiede. Den Unterschied in der Dramatik stellt eine Betrachtung fest, in der ›Sappho‹ mit ›Iphigenie‹ und ›Tasso‹ auf das Verhältnis zwischen dem psychologischen Gehalt und der äußeren Handlung hin verglichen wird. Eine bedeutsame Aehnlichkeit findet sich in der Tatsache, daß Grillparzer wie Goethe ihr Größtes in der Gestaltung weiblichen Wesens geleistet haben. Dafür nimmt Harnack Goethes Erklärung an, daß man sich selbst weniger gut erkennen und beurteilen könne als das Entgegengesetzte. Eine weitere Umschau scheint dem zu widersprechen. Für Schiller, dessen Männergestalten im allgemeinen die Frauenfiguren an Lebenswirklichkeit überragen, war männliches Wesen gewiß nicht das ihm entgegengesetzte. Man wird erschließen dürfen, daß Goethe und Grillparzer in sich selbst viel von der weiblichen Psyche hatten, was man dann aber nicht im verächtlichen Sinn als ›Feminismus‹ bezeichnen darf.

Wo Harnack, am Schluß des zweiten Abschnittes seines Buches, von der Nachwirkung des Klassizismus in unserem Erziehungswesen und damit von seinem Einfluß auf die Geistes- und Charakterbildung der Nation spricht, da werden seinem Loblied auf die ›klassische Bildung‹, die das Griechentum und unsere große Poesie als gleichwertig umfaßt, auch viele beistimmen, die seinen einseitigen literarischen Geschmack nicht teilen. Aus der Einseitigkeit tritt er heraus, wenn er dem vorher nur flüchtig gestreiften Herder seinen Platz in unserem Jugendunterricht anweist, neuere Bestrebungen begrüßend, die ›dem strengen Formgefühl, dem ernsten Wahrheitssinn des Klassizismus gemütvolle Frische durch die volkstümliche Lebendigkeit Herders beigesellen‹ wollen. Aber eine Frage erhebt sich hier: wie weit ist gerade Herder in der Schule verständlich und nützlich?

Göttingen Richard Weissenfels

K. Jaberg, Sprachgeographie, Beitrag zum Verständnis des Atlas linguistique de la France. Mit 14 farbigen Tafeln. Aarau 1907. H. R. Sauerländer u. Co. 28 S. 8°.

Gilliérons Atlas linguistique de la France ist eine groß konzipierte und groß ausgeführte Arbeit, die alle bisher veröffentlichten Sprachkarten und Sprachatlanten hoch überragt. Zu den mancherlei Vorzügen, die sie bietet, gehört auch der, daß uns die Expansionskraft der Sprache hier mit einer Deutlichkeit um nicht zu sagen Aufdringlichkeit entgegentritt, wie sie uns Spezialuntersuchungen lautlicher und lexikologischer Art nicht oder jedenfalls ungleich weniger klar geben können. Nicht als ob die Sache an sich neu wäre, als ob in unserer Auffassung vom Wesen und Leben der Sprache damit ein neuer Faktor eingeführt würde. Wer je Braunes schöne Arbeit über die zweite Lautverschiebung (Paul und Braunes Beiträge I 1 ff.) gelesen, wer Jorets Mitteilungen über die Grenze von *ka* und *cha* (Des caractères et de l'extension du patois normand S. 124 ff.) genau studiert hat, wer Ascolis dialektologische Arbeiten kennt, weiß, daß man mit dem Prinzipe schon lange gerechnet hat, aber so deutlich kann man es namentlich Anfängern wohl nicht vorführen, wie jetzt an den Karten des Atlas linguistique. Es ist daher sehr verdienstlich, daß Jaberg vor einem weiteren Publikum in der Versammlung der schweizerischen Gymnasiallehrer auf diese Seite der Bedeutung des Atlas hingewiesen und an einer Anzahl geschickt gewählter Beispiele gezeigt hat, wie man die Karten lesen muß, um Gewinn aus ihnen zu ziehen, und es ist nur zu begrüßen, daß er diesen Vortrag nun durch den Druck allen denen zugänglich macht, die sich für solche Dinge interessieren. Freilich hat er, in begreiflicher Begeisterung, manches etwas übertrieben oder doch in einer leicht Mißverständnisse hervorrufenden Art dargestellt, und das ist gerade mit Rücksicht auf das Publikum, an das die Schrift sich wendete, zu bedauern.

Der erste Abschnitt ›Gibt es Lautgrenzen‹? gipfelt in dem Satze ›Das Lautgesetz, das da sagt, daß ein gewisser (lateinischer) Laut unter gewissen Bedingungen an einem bestimmten Orte sich gleichbleibt, oder sich zu einem bestimmten neuen Laute entwickelt, ist eine Abstraktion, in Wirklichkeit hat jedes Wort seine besondere Geschichte‹. Das sieht nun so aus, als ob die an die Spitze gestellte Frage verneint werden sollte. Dann hätten wir also eine wissenschaftliche Entwicklung in der Richtung, daß nachdem vor ungefähr einem Menschenalter die Dialektgrenzen geleugnet worden sind und die

wissenschaftliche Forderung in dem Verlangen nach der Abgrenzung einer jeden Lautveränderung gipfelt, jetzt die Grenze jedes Wortes verlangt wird. Die weitere Folge wäre, daß nicht das einzelne Wort in einer bestimmten Sprachgenossenschaft, sondern das einzelne Worte im Munde eines bestimmten Individuums und wiederum nicht während der ganzen Lebensdauer und in jeder Gemütsstimmung, sondern im Augenblick der Aufnahme, unter den Gemütsstimmungen, die dann das Individuum beherrschen, das Substrat weiterer Forschung bilden müßte. Das ist kein Scherz; daß das alles in Betracht kommt, weiß man ja längst, aber die Frage ist, was man daraus für den wissenschaftlichen Betrieb folgern muß. Wenn dem so ist, sollen wir dann nicht einfach die Waffen strecken und uns sagen, bei der Unmöglichkeit, das alles in auch nur einer größeren Zahl von Fällen zu ermitteln, fallen die Grundlagen für eine erfolgreiche Arbeit, folglich soll man sich anderen Dingen zuwenden. Aber die Sache ist nicht so arg. Jaberg selber sagt unmittelbar darauf ›Gebiete gleicher lautlicher Entwickelung bei verschiedenen Wörtern decken sich auch in sprachlich widerstandsfähigen Gegenden nur annähernd. Immerhin lassen sich bei sorgfältiger Sichtung der Beispiele häufig die Normalgebiete ungefähr feststellen‹. Ich hätte diesen zweiten Satz gesperrt gedruckt, nicht den ersten, oder beide, denn der zweite ist ebenso wichtig, er ist die Bejahung der Titelfrage, und so wichtig die Kritik, d. h. die Verneinung ist, weil sie klärt, so können wirkliche Fortschritte nur durch Bejahung erzielt werden. Man hat schon oft gerade die Sprachwissenschaft mit den Naturwissenschaften verglichen und sie steht ihnen in der Tat unter allen Geisteswissenschaften am nächsten. Nun hat kürzlich der Wiener Physiker F. Exner in seiner geistvollen Rektoratsrede Ueber Gesetze in Naturwissenschaft und Humanistik gelehrt, ›alle sogenannten exakten Gesetze sind nur als Durchschnittsgesetze aufzufassen, die nicht mit absoluter Sicherheit gelten, wohl aber mit um so größerer Wahrscheinlichkeit, aus je mehr Einzelvorgängen sie sich ergeben‹. Das gilt, entsprechend angewendet, auch für die ›Lautgrenzen‹, mit denen wir nach wie vor als mit etwas reellem werden operieren dürfen. Das eine nur bleibt auch praktisch wichtig und ist bisher nicht immer genügend beachtet worden, daß nur eine Reihe von Beispielen, nicht ein einziges zur Feststellung der Grenze berechtigt, daß wir umgekehrt bei Einzelfällen mehr mit dem Wandern der Wörter rechnen müssen als es geschieht. Wenn ich z. B. eine Dialektarbeit nennen soll, die, weil sie diese zwei Punkte nicht berücksichtigt, z. T. ganz ungenügende und vorläufig unbrauchbare Resultate bringt und in ihrem Versuche, die ›Ausnahmen‹ zu

erklären, zumeist fehlgreift, so ist das die Géographie phonétique d'une région de la basse Auvergne von A. Dauzat.

An ein paar guten Beispielen wird dann gezeigt, wie der ›französische Typus‹ (ich würde lieber sagen der Typus der Reichssprache) eindringt, und im Anschluß daran die Gründe für das Wandern der Wörter untersucht. Das sind wohl die allerschwierigsten Fragen, deren Beantwortung in letzter Zeit namentlich von Gilliéron in einer Reihe von Aufsätzen in der Revue de philologie française und von Jud in einer Untersuchung über *poutre* (Archiv f. d. Stud. d. neueren Sprach. CXIX) versucht, aber wenigstens für mich nur z. T. überzeugend gelungen ist. Jaberg behandelt zunächst *étais* neben *iere* als Imperfekt von *être*. ›Man hat die teilweise oder vollständige Homonymität des Futurum und des Imperfektum von *estre* als Grund des Zurückweichens der *eram*-Form angesehen. In der Tat wird dieses Motiv nicht ganz abzuweisen sein ... Entscheidend scheint mir die Gleichheit des Stammes von *être* und *était*, die dieses Imperfektum gegenüber dem aus dem Konjugationssystem herausfallenden *iere* stark in Vorteil setzte‹. Zunächst besteht eine Homonymität zwischen Futurum und Imperfektum nicht. Die 3. Sing. des Imperf. lautet ursprünglich *ieret* oder *eret*, später *iert*, *ert*, die des Futurum *iert*, die 3. Plur. beider Seiten dort *irent* oder *erent*, hier *ierent*, die anderen Formen sind geschieden und wenn das Bedürfnis nach einer Scheidung auch in der 3. empfunden wurde, so konnte man ja einfach die *ie*-Form des Imperf. fallen lassen. Aber ein solches Bedürfnis hätte sich nur eingestellt, wenn eine Mißdeutung möglich gewesen wäre. Wo gibt es aber in der gesprochenen Sprache Sätze, bei denen man im Zweifel sein könnte, ob der Sprechende von der Vergangenheit oder von der Zukunft spricht? Richtig ist, daß *étais* das regelmäßige Imperf. von *être* ist, das eben gebildet wurde, weil *iere* aus dem Schema hinaus fiel. Wenn man nun aber weiter fragen will, dann meine ich lautet die Frage vielmehr: wie kommt es, daß gewisse Gegenden die ganz abnorme Form *iere* so lange, z. B. bis heute festhalten?

›Daß lautlich zusammengeschrumpfte Wörter wenig konkurrenzfähig sind, ließe sich schlagend nachweisen‹. Auch diesem Satze kann ich nicht unbedingt zustimmen. Als Beispiel wird erwähnt, daß *e* bezw. *a* aus *apis* sich nur an drei peripherischen Punkten gehalten hat. Die erste Frage ist hier die: ›Warum werden andere Wörter gewählt‹? Das weitere, daß das neue Wort das alte verdrängt, ist ganz selbstverständlich: wenn das alte nicht gewisse Schwächen gehabt hätte, die dem neuen nicht anhaften, so wäre kein neues geschaffen worden. Kann man aber in anderen Fällen für den

Untergang die starke Zusammenschrumpfung nicht in Anspruch nehmen, weil sie nicht da ist, so ist es einigermaßen Willkür, sich ihrer ohne weiteres zu bedienen, wo sie gerade paßt.

Wenn *lapin* an Stelle von *connil* tritt, so soll der Grund darin liegen, daß *con* (*cunnus*) anklang. Das erinnert daran, daß sich die alten Rhetoren und Grammatiker *nobiscum* statt *cunnobis* ebenfalls aus Anstandsrücksichten erklärten. Aber die Lautähnlichkeit zwischen *cō* und *conī* ist doch recht gering und zur Zeit wo man letzteres noch *eònī* sprach, ist *lapin* noch garnicht üblich. Wenn dann aber *lapin*, nachdem es einmal in der Reichssprache vorhanden war, sehr rasch um sich greift, so ist dabei doch wohl die Kaninchenzucht und die kulinarische Verwendung der Kaninchen sehr stark beteiligt, zum mindesten kann hier die sprachliche Frage nicht losgelöst werden von der kulturgeschichtlichen.

Daß das der Verf. übersehen hat, fällt um so mehr auf, als er unter dem Schlagwort ›sprachliche Schreibung‹ die Ausdrücke für ›Hose‹ zusammenstellt und zur Erklärung der sprachlichen Tatsachen den entsprechenden Abschnitt aus L. Quicherats ›Histoire du costume en France‹ heranzieht. Dieser Abschnitt mag zur Nachahmung allen empfohlen werden, die über Sachbezeichnungen schreiben wollen und eines Vorbildes bedürfen. Auch die Darstellung der Verhältnisse von *chaudière* und *peirol* ist sehr einleuchtend.

Als ein Beispiel für ›Neu-Benennung‹ wird *aubépine* in seinen verschiedenen Formen gewählt. Nicht sehr glücklich, weil gerade hier die Neubenennungen nicht sehr zahlreich sind. Im einzelnen wären wohl auch hier eine etwas zu weitgehende Tiftelei und einige direkt verkehrte Bedeutungsreihen zu beanstanden, so namentlich, wenn *aubépin blanc* daraus erklärt wird, daß *aubépin* hier die allgemeine Bedeutung ›Dornbusch‹ angenommen hat. Ich weiß nicht, worauf sich diese Behauptung gründet, jedenfalls nicht auf die Angaben im Atlas, aber auch wenn sie richtig sein sollte, kann doch die Bedeutungsentwickelung ganz anders sein: *aubépin blanc* verhält sich zu *aubépin* genau so wie *aujour d'hui* zum einfachen *hui*: auch *hui* hat keineswegs seine Bedeutung verallgemeinert und ist dadurch befähigt geworden, *aujour d'* zu sich zu nehmen. Was den Weißdorn ganz besonders auszeichnete, fand man in *aubépin* nicht ausgedrückt, setzte es also dazu, schuf danach *a. noir* für den ›Schwarzdorn‹ und nun konnte *aubépin* zur Bezeichnung von ›Dornbusch‹ überhaupt gelangen, wenn das wirklich der Fall sein sollte [1]).

1) Fernassimilation, Umstellung u. dgl. werden S. 26 *accidents phonétiques* genannt, ›um mich eines von Gilliéron geprägten Ausdruckes zu bedienen‹. Worin unterscheidet sich das von den accidenti generali, wie Ascoli mindestens seit 1878

Nicht gelungen ist der letzte ›Zur Semasiologie‹ überschriebene Artikel. Er enthält den ganz selbstverständlichen Satz, daß wenn ein altes Wort zur Bezeichnung eines neuen Begriffes dient, für die alten Begriffe eine neue Bezeichnung entsteht, und eine zu keinem Resultate führende Bemerkung über den Ersatz von *cadena* durch das reichssprachliche *chaine* im Gascognischen.

Wien W. Meyer-Lübke

Jahrbuch des Stiftes Klosterneuburg. Herausgegeben von Mitgliedern des Chorherrenstiftes. I. Wien 1908. Verlag von Heinrich Kirsch. VI u. 252 S. mit 7 Tafeln. gr. 8°. 8 M.

Unter den Klöstern und Stiftern Oesterreichs hat eine Anzahl sich bis heute den Ruhm bewahrt: nicht nur eines reichen Besitzes von literarischem und künstlerischem Nachlaß der Vorzeit, sondern auch der fortdauernden oder erneuerten Pflege der Wissenschaft, wie sie durch solches Erbe zur Pflicht gemacht wird. In ihren Studienanstalten blüht unangefochten der Unterricht in den klassischen Sprachen, ohne daß dabei die deutsche Literatur zu kurz kommt, ihre alten Bibliotheken sind meist wohlgeordnet und soweit mit einem literarischen Apparat ausgestattet, daß sie die wissenschaftliche Beschäftigung mit historischen und theologischen Fragen wohl ermöglichen. In der vordersten Reihe dieser Ordenshäuser steht seit vielen Generationen das Chorherrenstift Klosterneuburg, und man wird daher das Streben der Professoren, sich ein eigenes Organ für die Veröffentlichung ihrer gelehrten Arbeiten zu schaffen, wohl verstehn und sympathisch begrüßen, vorausgesetzt, daß die einzelnen Beiträge auch weiterhin einen so festen historischen und lokalen Mittelpunkt haben, wie in dem vorliegenden Bande. Ob es dann wirklich auf die Dauer zu einem ›Jahrbuch‹ ausreicht, das ist eine Frage, die sich die hochwürdigen Herren selbst beantworten müssen. Der erste Jahrgang erweckt in der Tat den Eindruck, daß Bibliothek und Archiv des Stiftes Schätze umschließen, welche das Hochgefühl rechtfertigen, das sich in mancher Zeile offenbart. Es ist doch eine schöne Sache, wenn eine heute blühende Körperschaft sich, wie es in der ersten Abhandlung geschieht, eines Kodex rühmen kann, der höchst wahrscheinlich in ihren Mauern konzipiert und geschrieben, bereits anno 1263 von

sagt? Wenn es überhaupt einen Sinn hätte, solche ›Prägungen‹ nach ihrem ›Erfinder‹ zu benennen, so hätte hier also der Name Ascoli hingehört. Natürlich haben Ascoli und Gilliéron so viel wirkliche wissenschaftliche Verdienste, daß sie derartigen Aufputz nicht nötig haben.

einem urkundlich nachweisbaren Bibliothekar mit seinem Namen signiert und dann anno 1330 von einem ebenwohl dokumentarischen Amtsnachfolger in dem Katalog der Stiftsbibliothek aufgeführt wurde. Diese stolze Gewißheit, an der Geschichte und an ihrer Hinterlassenschaft einen wertvollen Anteil zu haben, die alle Mitarbeiter dieses Bandes erfüllt, erzeugt allerdings auch leicht eine Ueberschätzung seines Wertes und in der Vorführung aller Einzelheiten eine behagliche Breite, die auf die Zeit des Lesers und auf den Geldbeutel der Bücherkäufer keine Rücksicht nimmt. Wenn das so weit geht, daß etwa drei Seiten (5—7) lang die Briefe eines Herren abgedruckt werden, der in den Jahren 1819 und 1820 um die Ermittelung einer Handschrift vergebens nachgesucht hat, dann laufen die Verfasser Gefahr, das wissenschaftliche Ansehen ihres jungen literarischen Unternehmens herabzudrücken, und dem möchte ich als Rezensent — besser Referent über diesen Probeband gern und aufrichtig entgegenwirken.

In den Inhalt des Klosterneuburger Jahrbuchs werden sich die Geschichtswissenschaften (im weitesten Sinne) und die Theologie teilen. Im ersten Bande tritt die Theologie ganz zurück: sie hat nur einen bescheidenen historischen Anteil an der ersten Abhandlung. Die Auswahl, darin können wir die Erwartung des Herausgebers bestätigen, ist glücklich getroffen. Es sind vier größere Aufsätze, die der Rahmen der Stiftsgeschichte mehr oder weniger fest umschließt: der erste bereichert die Geschichte der mittelalterlichen Literatur und des Gottesdienstes, der zweite bringt Aufschlüsse über die wissenschaftlichen Interessen von Angehörigen des Stiftes, der dritte greift tief hinein in die politische, insbesondere die ständische Geschichte Niederösterreichs, der letzte erzählt von dem künstlerischen Mäcenatentum der Prälaten. Ein Blatt mit Notizen aus Bibliothek und Archiv schließt das ganze. Dem 13. Jahrhundert gilt der erste Aufsatz, dem 15. der zweite, in den Anfang des 17. führt der dritte, ins 18. der vierte. Die Notizen schließlich erzählen u. a. von einem Besuch und einer Bücher-Stiftung des Rumänischen Königspaares im Jahre 1907.

Als den wertvollsten Beitrag bin ich geneigt den Aufsatz von Prof. Herm. Pfeiffer über ›Klosterneuburger Osterfeier und Osterspiel‹ (S. 1—56) anzusehen. Dem Verf. als Stiftsbibliothekar ist es gleich bei Beginn der Arbeiten für den neuen Handschriftenkatalog gelungen, auf den letzten Blättern des Sammelkodex 574 das lateinische Osterspiel wieder aufzufinden, welches Bernhard Pez 1716 flüchtig gesehen, aber dann aus den Augen verloren hatte: es ist ein verkürztes Zehnsilberspiel aus dem Anfang des 13. Jahrhunderts, das dem von unserem Wilhelm Meyer in der Jubiläumsfestschrift von

1901 so fruchtbar behandelten Benedictbeurer Osterspiel dicht an die Seite tritt. Pf. hat es in übersichtlichem Druck herausgegeben und, den Spuren Meyers folgend, mit methodischer Sorgfalt erläutert. An die gesicherten Ergebnisse der Betrachtung schließt er die Vermutung an, daß gewisse Strophen, die das wiedergefundene Spiel mit dem Benedictbeurer allein gemeinsam hat, und in denen Meyer Einfluß der Pariser Theologie finden wollte, in Klosterneuburg entstanden sein möchten: er stützt diese Hypothese mit dankenswerten Hinweisen auf die reiche Vertretung der französischen Theologie in den alten Bücherschätzen des Stiftes und auf den berühmten Klosterneuburger Altaraufsatz, ein Werk des Nikolaus von Verdun aus dem Jahre 1181.

Die beigegebenen 5 Lichtdrucktafeln ermöglichen eine vollständige Kontrolle des Abdrucks, der nicht ganz so sorgfältig ist, wie man erwarten sollte. Von groben Lesefehlern notiere ich: V. 42 *irruere* (obendrein verdruckt *irrucre*) st. *uiuere* und im Rubrum vor V. 152 *continuo* st. *eminus*. — Im Text zu belassen waren unbedingt die durch das Benedictbeurer Schwesterspiel gestützten Lesarten V. 19 *Seductores* und V. 55 *absorta* (vgl. dazu Ducange), sowie V. 141 *sompnus*. — Dann stört die Inkonsequenz, mit der Besonderheiten der Schreibung wie das konstante *pontiffices* behandelt sind; zu rügen ist auch die Ersetzung von *Galilea* durch *Galilaea* und die beständig widerkehrende Auflösung von *p̄* in *prae*, *gle* in *gloriae*, wo doch die Hs. nie *ae*, sondern ausschließlich *e* bietet. — Sonst ist mir noch folgendes aufgefallen: Rubrum vor V. 47 l. *proni cadant*. — V. 73 Hs. richtig *posuerunt*. — Der Vers 83 *nec in eo uidi mortuum* kann so nicht in Ordnung sein; in der Doublette der Hs., V. 83a, steht *nec uideo in eo mortuum*, ist aber hier im Druck (S. 36) stillschweigend zu *nec in eo uidimus mortuum* geändert, statt allenfalls zu *nec in eo uideo mortuum*: denn nur Johannes spricht. — V. 100 Hs. *viciis*. — V. 153 Hs. *symon* — Rubrum vor V. 82a Hs. richtig *cantat* — V. 84a Hs. richtig *miror* — Rubrum vor V. 102a Hs. richtig *cantat* (st. *cantet*) und jedenfalls vorher *Tunc* st. *Cum* — Rubrum vor V. 109a Hs. fehlerhaft *Eoque*.

Bei der lange vergeblichen Suche nach dem Osterspiel (vgl. W. Meyer, Fragmenta Buanca S. 126) war man in der Stiftsbibliothek auf eine Osterfeier gestoßen, die dann seit 1830 wiederholt gedruckt und auch in dem bekannten Buche von Lange über die Osterfeiern an ihrer Stelle eingereiht wurde. Pf. hat nun in den Psalterien und Missalbüchern seiner Bibliothek nachgeforscht und noch sieben weitere Aufzeichnungen der Osterfeier gefunden, die mit geringen Veränderungen vom 13. bis zum 15. Jh. in Klosterneuburg aufge-

führt worden ist. Wahrscheinlich hat diese Feier das Spiel verdrängt, jedenfalls hat sie es nicht zu dauernder Geltung kommen lassen. — Pf. druckt S. 16—18 die bisher allein bekannte Hs. der Osterfeier (zum 5. Male!) ab und gibt in den Lesarten die Abweichungen der übrigen Handschriften, aus denen man sich das Verwandtschaftsverhältnis leidlich klar machen kann. Warum er nicht statt dieses Textes (F) aus dem 15. Jh. lieber eine der Hss. des 13. Jhs. (etwa A, zu dem E aus dem 14. Jh. genau stimmt) zu Grunde gelegt hat, habe ich nicht eingesehen.

Neues für die Geschichte der literarischen Kultur bringt auch der nächstfolgende Aufsatz (S. 57—94), in dem Berthold Černik ›Die Anfänge des Humanismus im Chorherrenstift Klosterneuburg‹ behandelt. Er verfolgt zwei junge Ordensbrüder Johannes Swarcz und Wolfgang Winthager auf die Wiener Universität, wo sie, 1443 immatrikuliert, 1446 das Baccalaureat erlangen, seit 1449 als magistri docentes an der Artistenfakultät wirken, 1451 sich dem Rechtsstudium zuwenden: während Swarcz früh stirbt, bringt es Winthager zum Doctor jur. canonici und stirbt 1467 als Oberkellerer des Stiftes. Winthagers Nachlaß und seinen und seines Freundes persönlichen Beziehungen und literarischen Interessen weiter nachzuspüren, gestatten die handschriftlichen Schätze von Klosterneuburg und Wien, und es kommt einiges recht hübsche dabei heraus: schon 1452 schreibt der Augustiner-Chorherr Winthager eine überzeugte Verteidigung der Klassiker und der humanistischen Studien (S. 77 ff.), er tritt zu Georg Peuerbach in nahe Beziehungen, möchte einem humanistisch angehauchten Minoriten gern einen Lehrstuhl der Rhetorik verschaffen (Černik überschätzt freilich S. 73 diese ›Lieblingsidee‹ seines Helden), schreibt sich den ganzen Terenz ab und fertigt dazu einen Kommentar an, der außer im Original in einer — unvollständigen — Abschrift existiert, welche Thomas von Cilli, jedenfalls einer seiner Wiener Freunde, 1471 dem jungen Erzherzog Maximilian überreicht hat. Das geistige Eigentum Winthagers an diesem Kommentar dürfte freilich noch bescheidener sein, als es sein Wiederentdecker einschätzt, und auch an dem Latein kann man noch keine reine Freude haben. — Aus dem Abdruck der Schriftstücke S. 77—94 ergibt sich, daß der Herausgeber mit der Orthographie spätmittelalterlicher Handschriften wenig vertraut ist: so wenn er beständig an *loyca* und *arismetica* Anstoß nimmt.

Der Gegenstand der dritten, umfangreichsten Abhandlung: ›Propst Thomas Ruef. Ein Beitrag zur Geschichte des österreichischen Prälatenstandes‹ von Vinzenz Oskar Ludwig (S. 95—218) liegt meinen Interessen und meinem kritischen Beruf am meisten fern. Thomas Ruef

war von 1600 bis 1612 Propst von Klosterneuburg und hat in den Jahren des Bruderzwists zwischen Rudolf und Matthias eine bedeutende Rolle gespielt, besonders von 1606—1608. Immerhin würden die Ergebnisse für die Zeitgeschichte die große Ausdehnung der Arbeit und die Mitteilung so vieler Schriftstücke kaum rechtfertigen. Den Verfasser leitet offenbar ein anderes Interesse: er geht der Bedeutung der Prälatur in der Geschichte der Landstände nach, und das scheint allerdings ein Gebiet zu sein, das der Aufklärung noch sehr bedürftig ist.

Mit den geringsten Ansprüchen tritt der Schlußartikel auf. Wolfgang Pauker, der im vorigen Jahre monographisch den Architekten von Klosterneuburg, Donato Felice von Allio behandelt hat, liefert mit einigen Erläuterungen allerlei Briefe und Aktenstücke, welche dem Wiener Kammermaler ›Daniel Gran und seine Beziehungen zum Stifte Klosterneuburg‹ (S. 219—249) angehn. Auch hier scheint mir mit dem Abdruck von Quittungen etc. in extenso etwas zu viel Spreu geboten zu sein. Das kunstgeschichtliche Interesse konzentriert sich doch wohl auf das große Deckengemälde des Marmorsaals, das auf einer der beiden dem Aufsatz beigegebenen Lichtdrucktafeln vorgeführt wird.

Göttingen Edward Schröder

Dr. **Max J. Wolff,** Shakespeare, der Dichter und sein Werk. 2 Bände. München, C. H. Beck, 1907 u. 1908, 477 S. u. 470 S. mit 2 Gravüren.

Der Verfasser des vorliegenden großen Shakespeare-Werkes bestimmt im Vorwort seine Aufgabe dahin, ›das vorhandene Material zusammenzustellen und eventuell einer anderweiten Beleuchtung zu unterwerfen. Die Arbeit‹, fährt er fort, ›verfolgt in erster Linie ästhetische Zwecke, eine Behandlungsweise der Literatur, die meiner Meinung nach in den letzten Jahrzehnten zu Gunsten der historischen Betrachtung zu stark vernachlässigt worden ist‹. Die allgemeine Richtigkeit dieser letzten Behauptung wird niemand bestreiten können, der die wissenschaftliche Arbeit der neuern Philologie und Germanistik an den deutschen Universitäten während des letzten Menschenalters im Auge hat. Von der Furcht, subjektiv und damit unwissenschaftlich zu erscheinen beherrscht, warf sie sich der Quellenforschung großenteils bedingungslos in die Arme und blickte mißtrauisch auf jedes Bemühen, sich mit dem geistigen Gehalt eines Literaturwerks auseinanderzusetzen. Wo der feste Boden des rein Stofflichen aufhörte, da fing für sie der Morast der Phrase an. Wer Literatur-

geschichte von einem höheren Gesichtspunkte behandelte, der suchte Philosophie in ihr. Wie denn Hermann Hettner noch 1881 im Vorwort zu seiner Geschichte der englischen Literatur behauptete: ›die Literaturgeschichte ist nicht Geschichte der Bücher, sondern die Geschichte der Ideen und ihrer wissenschaftlichen und künstlerischen Formen‹. Die Ausführung seines Programms zeigt klar, daß er unter ›Ideen‹ Philosophie verstand. Daß weder Quellen noch philosophische Ideen ein Kunstwerk zum Kunstwerk machen, blieb unbeachtet. Man erwog höchstens, daß freilich durch sie nicht die künstlerische Wirkung bestimmt werde, daß diese aber subjektiv verschieden sei und deshalb unmöglich zum Gegenstand wissenschaftlicher Betrachtung gemacht werden könne. Und so verlor man nachgerade überhaupt jede Methode aus der Hand, die geeignet gewesen wäre, zum Verständnis der innern Form eines Kunstwerks zu verhelfen, ja man büßte sogar die Fähigkeit zur Charakterisierung der Art des künstlerischen Eindrucks vielfach völlig ein. Als die Kunsthistoriker die Aufgabe, die Qualitäten eines Bildes zu erklären, schon längst als ihre vornehmste Arbeit erkannt hatten, standen die Literarhistoriker noch häufig völlig ratlos vor dem Problem, warum etwa Goethes: ›Füllest wieder Busch und Thal‹ besser als die Gedichte von Friedrich Wilhelm Schultze aus Posemuckel sei und halfen sich vielfach mit der wunderschönen Behauptung, daß die Wirkung eben unerklärbar wäre.

Aber so zutreffend Wolffs Urteil im allgemeinen ist, für die Shakespeare-Philologie im besondern kann es nicht aufrecht erhalten werden. Wer sich um die künstlerischen Qualitäten der Dramen Shakespeares bemüht, dem hat sie im Gegenteil eine Fülle des wertvollsten Materials zur Verfügung gestellt. Einzelnes davon anzuführen, hieße bei der großen Reichhaltigkeit des vorhandenen dem Nichtgenannten Unrecht zufügen. So viel gutes ist über Shakespeare geschrieben, daß es jemand wohl die Aufgabe verleiden könnte, auch seinerseits alle diese Probleme noch einmal in Angriff zu nehmen, es sei denn, daß er etwas wirklich Neues über sie mitzuteilen hätte. Dazu bleibt gewiß die Möglichkeit immer weiter offen. Jede junge Generation hat sich mit der alten Kunst aufs neue auseinanderzusetzen. Der Geschmack wandelt sich und die Maßstäbe wechseln. — Aber man kann nicht sagen, daß aus dem Wolffschen Buch neues Licht auf Shakespeare fällt. Gewiß ist alles darin eigene Arbeit. Aber das erscheint hier nur als ein sehr bedingter Vorzug. Dowden hat über Romeo und Julie tieferes gesagt als Wolff, Brandes glänzenderes über Richard II. und Moulton gediegeneres über den Aufbau des Kaufmanns von Venedig. Wolffs

Sorgfältigkeit und Ausführlichkeit wird oft zur Breite. Was er bringt, ist treu erarbeitet, aber es wirkt ermüdend, denn es fehlt ihm die Konzentration, wie sie das treffende Bild oder der packende Vergleich gibt. Es mangelt ihm hierfür das künstlerische Temperament, ohne das auch der Kritiker nicht auskommt, jene Fähigkeit, die Taine in so außerordentlichem Maße besaß und die namentlich in der Schilderung des 18. Jahrhunderts in seiner englischen Literaturgeschichte so glänzende Triumphe feiert. Dabei kann man noch sachlich d. h. beispielsweise in der Auffassung der Charaktere, meist mit Wolff übereinstimmen und es auch angenehm empfinden, daß er sich von den gänzlich unhaltbaren Rückschlüssen Brandes' vom Phantasieleben Shakespeares auf sein Gemütsleben vorsichtiger zurückhält. Und wessen Gaumen nicht durch die Delikatessen der genialen Shakespeare-Interpreten der Vergangenheit verwöhnt ist, der mag an der soliden Hausmannskost, wie sie dieses Werk bietet, auch unfraglich ein nahrhaftes Gefallen finden. Umsomehr, als es die Resultate der Shakespeare-Philologie im engern Sinne ziemlich gewissenhaft verarbeitet. Nur vereinzelt ist einmal eine wichtige Frage, wie die seit Thorndike nicht mehr zu umgehende nach der Beeinflussung des ältern Shakespeare durch die Kunst Beaumont-Fletchers bei der Arbeit einfach unter den Tisch gefallen. Einwände kann man auch gegen manches in den einleitenden Kapiteln erheben. Die Bedeutung der Moralitäten beispielsweise schätzt der Verfasser ganz unfraglich zu gering ein. Man muß vielleicht ein Stück wie Everyman auf der Bühne gesehen haben und dessen erschütternden Eindruck auf sich haben wirken lassen, um völlig zu begreifen, eine wie starke Verinnerlichung der Kunst diese Gattung Drama bedeutet. Für die Entwickelung des Schauspiels konnte das nicht ohne Einfluß bleiben. Wirklich erscheint mir manches aus der innerlichsten Seelenentwicklung des reifen englischen Dramas in den Moralitäten angelegt zu sein und zu wurzeln. Als Hamlet unter der Wucht der ihm auferlegten Last völlig zusammenzubrechen droht, da tritt der Gedanke des Selbstmordes, des Nicht-seins als eines lockenden Auswegs aus der Not des Seins vor seine Seele (III, 1). Wie in so vielem andern war auch hier Kyds geniale ›Spanish Tragedy‹ Shakespeares Vorbild. Der alte Hieronimo hat einen Weg zu gehen, der dem Hamlets parallel läuft; und auch er sieht auf der gleichen Höhe keine andere Hülfe für sein gequältes Herz mehr, als seine Racheaufgabe mit seinem Leben hinzuwerfen (III, 12). Aehnlich übermannt den tief in Sünde und Schuld verstrickten Mankind in der gleichnamigen Moralität die Verzweiflung, so daß er nach einem Strick verlangt. Von hier geht die Handlung wieder aufwärts.

In der Charakteristik der Vorgänger Shakespeares kann ich Wolff in manchen der wichtigsten Urteile nicht beistimmen. Er tut gewiß recht, die Bedeutung der Spanish Tragedy verschiedentlich hervorzuheben. Freilich ist in dieser Kunst noch manches recht naiv, vor allem in den ganz unmöglichen Liebeszenen, aber die eigentlich dramatische Technik des Stückes, die enorme Spannung und das Pathos der Verzweiflung darin sind niemals wieder übertroffen. Indes Marlowes Kunst kommt zu schlecht weg. Es ist richtig, daß man früher vieles an Marlowe gelobt hat, was in Wirklichkeit bei ihm fehlt, oder doch nicht seine Erfindung ist. Und selbst in einer so geistreichen und durchaus neuen Betrachtung, wie sie Wetz dem elisabethanischen Drama zu Teil werden läßt, kommt manches auf Marlowes Konto, was schon seinen Vorgängern gebührt. Indes der dramatische Bramarbas, der elisabethanische Grabbe, zu dem ihn Wolff machen möchte, ist Marlowe doch nicht. Von einem Mann, der die Verse schreiben konnte:

(Faust, als er die Helena erblickt:)
War das der Blick, der tausend Schiffe trieb
In's Meer, der Troja's hohe Zinnen stürzte?
O, mache mich mit einem Kuß unsterblich!!
(übers. v. Wilhelm Müller)

im Urtext:

Was this the face that launched a thousand ships
And burnt the topless towers of Ilium?
Sweet Helen make me immortal with a kiss!

sollte man nur mit Ehrfurcht sprechen. Auch seine dramatischen Qualitäten sind nicht so unterwertig, wie sie Wolff darstellt. Bei Lilly ist ein kühlerer Ton schon eher verständlich. Aber es ist doch auch bei ihm unvergessen, welchen Fortschritt in der Darstellung von Frauen seine Komödien bedeuten. Seine graziösen Figürchen sind auf der englischen Bühne etwas durchaus neues. — Sehr recht hat Wolff mit dem Wunsch, etwas mehr über die Art der schauspielerischen Kunst der elisabethanischen Zeit zu erfahren. Es wäre eine schwierige, aber gewiß nicht aussichtslose Arbeit, hier aus der Literatur das Einschlägige zusammenzusuchen. Dazu könnten auch die garnicht seltenen Stellen Fingerzeige geben, in denen der Text auf Einzelheiten der äußern Handlung Bezug nimmt. Wie lebendig sieht man durch sie die Szene vor sich, wenn Lady Percy zum Heißsporn sagt (II, 3):

Ich breche Dir den kleinen Finger, Heinrich,
Wenn Du mir nicht die ganze Wahrheit sagst.

Namentlich Beaumont-Fletchers Werke sind an solchen instruktiven Bezugnahmen außerordentlich reich. Das Spiel in den klassizistischen Schauspielen der Universitäten war, wie eine Stelle in der ›Rückkehr vom Parnaß‹ zeigt, ein bewußt anderes.

Damit sind schon Einzelheiten berührt, und es ergäbe sich die Möglichkeit einer Reihe von Ausstellungen. Daß Kempe vor dem deutschen Kaiser getanzt habe (S. 137), führt auf das Mißverständnis einer Stelle in der ›Rückkehr vom Parnaß‹ zurück. — Daß Shakespeare Stellen in Ben Jonsons ›Sejanus‹ eingeschaltet habe, ist vollständig unmöglich und ich hoffe durch einen jüngst erschienenen Versuch: ›Shakespeare im literarischen Urteil seiner Zeit‹ den Gegenbeweis für diese alte Behauptung erbracht zu haben, die nur durch die gänzliche Verkennung der literarischen Stellung Shakespeares in jenen Tagen, wie sie uns noch heute auf Schritt und Tritt begegnet, möglich gewesen ist. Der einzige, der für diese Mitarbeit ernstlich in Frage kommt, ist Chapman. In dasselbe Gebiet gehört die Behauptung (S. 144), daß Shakespeare als der berühmteste Dichter jener Periode angesehen sei. — So wichtig ferner der Einfluß Senecas auf das englische Drama war, gerade auf dem Gebiete der Charakteristik (S. 101) konnte man von ihm am wenigsten lernen. Auf diese Seite der dramatischen Technik legte überhaupt der Klassizismus das geringste Gewicht. Im übrigen überwog das Formale in seinen Vorschriften in solchem Maße, daß gewiß niemand, der den Scaliger, seinen Interpreten, auch nur oberflächlich studiert hat, auf den Gedanken kommen konnte, Shakespeare habe ein tragisches Musterbeispiel zu seiner Lehre im Titus Andronicus liefern wollen (S. 166). Daß die Folio von 1623 schließlich ›Shakespeare, nur Shakespeare, aber auch den ganzen Shakespeare‹ bietet, erscheint mir höchst fraglich. Es sprechen manche, oft behandelten Gründe dagegen. Einen Einwurf, der mir bisher nirgends zu Gesicht gekommen, möchte ich zu den alten gesellen: Die Anthologie ›Englands Parnassus‹ von 1600 enthält einige Verse, als deren Verfasser Shakespeare genannt wird. Ihr Ursprung ist bisher nirgends aufgefunden. Woher stammen sie? — Gerade auf diesem Gebiet könnte uns die Forschungsarbeit Wolffs vielleicht noch wertvollere Resultate liefern, als indem sie Felder bebaut, denen andere vielfach reicheren Ertrag abgewonnen haben.

Göttingen L. L. Schücking

Geschichte des Inkareiches von Pedro Sarmiento de Gamboa. Herausgegeben von **Richard Pietschmann.** (= Abhandlungen der Königlichen Gesellschaft der Wissenschaften zu Göttingen. Philologisch-historische Klasse, Neue Folge, Band VI. Nr. 4). CXVIII, 161 Seiten. 4°. Berlin 1906 (Weidmannsche Buchhandlung). Mk. 18.

Meine ursprüngliche Absicht war, der Ausgabe der Inka-Geschichte Sarmientos bei ihrem Erscheinen einige Worte hier in unseren Anzeigen auf den Weg zu geben. Ich habe keine Zeit gefunden, möchte aber doch einige nachträgliche Bemerkungen noch jetzt hier vorbringen. Ueber Tendenz und Wert des Buches habe ich in der Einleitung mich geäußert und brauche nur weniges darüber hinzufügen. Sarmientos Erörterungen in dem Anschreiben an König Philipp II. und besonders in den Kapiteln über die Atlantis werden manchen Leser vielleicht wenig fesseln. Doch sind sie ganz unentbehrlich, die einen zur Beurteilung der Tendenz des Ganzen, die anderen zur Kennzeichnung des Autors. Ich habe sie nach Möglichkeit erläutert. Um nur das eine hier hervorzuheben, wir begegnen dort zahlreichen Angaben, die wir nachzuprüfen vermögen, und sehen wir wie Sarmiento aus einem Gutachten, das der Vizekönig Toledo von einem seiner Ratgeber sich hat erstatten lassen, aus Büchern von André Tiraqueau, Francisco de Victoria und Pero Anton Beuter diese und jene Argumente und Redewendung vielfach sich wörtlich zu eigen macht, so wird er auch nicht minder getreu die einheimischen Berichte wiedergeben, die er zu seiner Geschichtsdarstellung verwertete.

Daß dies auch in der Darstellung selbst noch hervortritt, daß in ihr manche Bestandteile deutlich sich als gesonderte Ueberlieferungen abheben, hoffe ich gezeigt zu haben. Ich verweise hier nur noch auf das Kapitel 34, eine Erzählung, die, wie ich in der Einleitung allerdings kurz bereits erwähnt habe, ein ganz anderes Gepräge aufweist als die übrigen Berichte über Eroberungen des Pachacuti Inca, deren Reihe sie eröffnet. Sarmiento hat sie sichtlich ganz in der Fassung belassen, in der sie ihm bekannt geworden ist, obwohl sie so im Grunde wenig zu allem stimmt, was vorhergeht. Bis zu diesem Abschnitte war im wesentlichen geschildert worden, wie von den Tagen des Mayta Capac an jeder Inka die Herrschaft über die Nachbarschaft von Cuzco weiter ausgedehnt hat, und wie der schwere Angriff auf diese Machtstellung, den zweimal die Chancas unternahmen, abgeschlagen wurde. Mehrfach kamen dabei auch die Ayarmacas zur Erwähnung, ein Stamm, der in Sarmientos Zeit wohl längst geschichtlich in den Hintergrund getreten war, und ihr Fürst,

der ständig, offenbar nach seinem Titel, Tocay Capac genannt wird. Schon unter den Taten des Inca Roca wird aufgeführt, daß er die Ayarmacas überwand und Tocay Capac tötete. Nun beginnt auf einmal mit dem Anfang von Kapitel 34 die Entwickelung des Reiches von Cuzco ganz von neuem und zwar erst mit dem Inka Yupanqui. Zunächst wird berichtet, daß es nicht weit von Cuzco einen Stamm gab, den man die Ayarmacas nannte, als ob von denen noch nie die Rede gewesen wäre. Weder sie noch ihr hochmütiger reicher Häuptling Tocay Capac wollten dem Inka sich ehrerbietig erweisen, sie wiegelten vielmehr andere Stämme gegen Cuzco auf. Das erfuhr der Inka Yupanqui, versammelte seine Geschlechter und Sippen und bildete aus ihnen die beiden Verbände, die seitdem Hanancuzcos und Hurincuzcos — Ober- und Untercuzco — hießen, das sind aber die beiden Gruppen der Inkageschlechter von Cuzco, die nach Kapitel 19 schon von dem Inka Roca [1]) geformt worden waren. So schafft er eine feste Einheit aus ihnen und beratschlagt mit ihnen, was zu tun ist. Sie beschließen auf Eroberung auszuziehen gegen alle Nationen des Reichs, d. h. Perus, und alle Widerstrebenden völlig zu vernichten, den Anfang aber mit dem mächtigen und eingebildeten Cinche der Ayarmacas Tocay Capac zu machen. Sie überfallen die Ayarmacas, schlagen sie im Gefecht, verwüsten ihre Ortschaften und rotten diesen Stamm so gut wie völlig aus. Tocay Capac wird gefangen nach Cuzco geführt und stirbt dort im Kerker.

Sarmiento folgt hier ganz der Sage, die dem Reiche des Inka ein mächtiges Reich des Tocay Capac gegenüberstellte oder vorangehen ließ. Bei Garcilaso de la Vega [2]) lesen wir, daß in grauer Vorzeit von Tiahuanaco aus die Welt unter vier Herrscher verteilt wurde, Manco Capac im Norden, Colla im Süden, Tocay im Osten und Pinahua im Westen. Mit zwei dieser Rivalen um die Weltherrschaft räumt nach Joan de Santacruz Pachacuti Yamqui schon Manco Capac auf, er vernichtet den Curaca Pinao (d. i. Pinahua) Capac und überwindet Tocay Capac [3]). Auch nach der volkstümlichen Erzählung, die

1) Vgl. auch Cabello Balboa, Kap. 3 (S. 36 f. bei Ternaux). Diesem Inka wird das offenbar nachgesagt, weil mit ihm die Reihe der Inka aus dem Hanancuzco-Verbande anfängt. In Wirklichkeit wird man über die Entstehungsgeschichte der Scheidung zwischen Ober- und Untercuzco nichts gewußt haben. Die Organisation der beiden Verbände wurde, wie Cobo (Bd. 3 S. 145) erwähnt, von einigen nicht Inca Roca zugeschrieben, sondern schon Manco Capac.

2) Garcilaso, *Commentarios reales,* P. 1 libro 1 cap. 18 (Lissabon 1609 Bl. 16 b).

3) *Tres Relaciones de antigüedades peruanas* (Madrid 1879) S. 244. In einer meines Wissens bis jetzt noch unbenutzten Quelle, über die ich demnächst an anderer Stelle zu berichten vorhabe, wird Capac Inca Tocay Capac Pinau Capac

Sarmiento uns erhalten hat, macht das Reich von Cuzco sich Luft durch Beseitigung des Tocay Capac, nur ist alles hier die Leistung eines Einzelnen, des Herrschers, der in den Augen des Volkes überhaupt Urheber aller Macht und aller Satzungen war, des Pachacuti Inca Yupanqui.

Uns kann nur lieb sein, wenn sich ergibt, daß Sarmiento entweder keine Zeit oder keine Neigung gehabt haben muß, Widersprüche in den Ueberlieferungen auszugleichen. In die Reihe dieser Diskrepanzen gehört, wie hier erwähnt sein mag, auch, daß er den Ursprung des Namens Pachacuti für den Inka Yupanqui auf zweierlei Art erzählt (Seite 63 und Seite 66). Nach der einen Angabe führt der Inka diesen Beinamen seit seinem ersten Siege über die Chancas, nach der andern seit dem zweiten und nach seiner Erhöhung zum Herrscher.

Zur Vergleichung der Nachrichten würde erwünscht sein, den Originaltext des Buches von Miguel Cavello Balboa zu haben. Im ganzen betrachtet ist Sarmientos Werk für die Kenntnis der einheimischen Ueberlieferung eine Quelle ohne gleichen. Daß freilich eine nur von mnemotechnischen Hülfsmitteln unterstützte mündliche Ueberlieferung nicht dazu angetan war, uns ein korrektes Bild des wirklich Geschehenen zu erhalten, daß vielmehr bei ihr für alle älteren Zeiträume das Wort gilt: ἡμεῖς δὲ κλέος οἶον ἀκούομεν οὐδέ τι ἴδμεν — unterliegt keinem Zweifel. In wie vielen Einzelheiten weicht selbst der Bericht über den Bruderzwist zwischen Huascar und Atahuallpa, den Sarmiento wiedergibt, von den Darstellungen ab, die wir anderswo von denselben Ereignissen erhalten. Er ist von den Gewährsmännern beglaubigt worden, die am besten über den wirklichen Verlauf unterrichtet sein konnten, und doch bleibt manches selbst in dieser Fassung recht im Unklaren, und allem Anscheine nach wird darin mehr als einmal, ohne daß unser Autor es bemerkt, ein und derselbe Vorgang auf zweierlei Art jedesmal als eine besondere Begebenheit erzählt [1]).

Was Sarmiento selbst anlangt, so wird vielfach angegeben, daß er es gewesen sei, der den Kronprätendenten Tupac Amaru Inca auf

als der erste aller Inka und Vorläufer des Manco Capac hingestellt, der ebenfalls aus dem Tambotoco hervorgegangen ist als Sohn der Sonne und des Mondes, Bruder des Morgensterns.

1) Eine dieser parallelen Erzählungen habe ich in der Einleitung auf S. LXVI erwähnt; der zweite Fall findet sich auf Seite 114 des Textes. Zwei Vornehme namens Hango (= Hanco, Anco) und Atoc werden von Huascar Inca ausgeschickt und von Atahuallpa gemartert und hingerichtet. Auf derselben Seite begegnen wir nochmals offenbar denselben Atoc und Hanco als Feldherrn, die von *Huascar* gegen Atahuallpa entsandt werden.

der Flucht ergriff, den dann Francisco de Toledo hinrichten ließ. Soweit ich sehe, fehlt es jedoch völlig an Belegen, sowohl dafür, daß er (Einleitung, Seite XXXXVI Anm. 1) diesen Ruhm für sich in Anspruch nahm, als auch, daß er (ebendort, Seite LXXI Zeile 1) zu der Mannschaft gehörte, die Martin García Oñaz de Loyola zur Verfolgung des jungen Inka mitgenommen hat. Nicht verantwortlich ist Sarmiento wohl auch für das Projekt der Sperrung der Magelhaens-Straße, von der übrigens schon der ehemalige Vizekönig García Hurtado de Mendoza in einer Denkschrift spricht, die bald nach Toledos Amtsantritte verfaßt sein wird [1]). Im J. 1579 macht auch Philipp II. selbst zu einem Bericht über Drakes Plünderungen an der Küste Perus die Randbemerkung: Man prüfe, ob gut sein wird, im Magallanes-Hafen ein Fort anzulegen [2]). Sarmiento nahm aus seiner Zeit keineswegs an, daß Drake durch diese Meerenge die Südsee verlassen habe, sondern dachte an einen vermeintlichen nördlichen Seeweg, der in 43° nördl. Br. von der amerikanischen Westküste nach Labrador hinüber führe [3]).

Die Angabe des D. Márcos Jiménez über das Datum der Hinrichtung des Tupac Amaru Inca, — *por el mes de mayo del año de 1572* — das für die Feststellung der Tendenz der Inkageschichte Sarmientos so wesentlich ist (Einleitung, S. XXXXVI Anm. 1), ist aus der Augustiner Chronik des Calancha [4]) entnommen, die mir erst nachträglich zugänglich geworden ist. Außer Toledos anonymem Biographen war bis dahin Calancha für uns der einzige eingehender unterrichtete Gewährsmann. Inzwischen sind jedoch zwei andere Berichte veröffentlicht worden, der des Baltasar de Ocampo, eines Kriegsmannes, der den Angriff auf die Aufständischen von Vilcapampa mit-

1) Vgl. *Colección de doc. inéd. p. la hist de Esp.*, T. 94 S. 252. Seite 251 spricht er von einer Entdeckungsfahrt nach der Meerenge, die er 1554 angeordnet hat. Dazu: Christobal Suarez de Figueroa, *Hechos de D. García Hurtado de Mendoza*, S. 88—90; 105. *Relación del ultimo viage al Estrecho de Magallanes de la fregata Sta María de la Cabeza* (Madrid 1788) S. 219—220. James Burney, *A Chronolog. History of the Discoveries in the South Sea*, P. 1 S. 247—249.

2) *Mírese si será bueno hacer un fuerte en el Puerto de Magallanes* (*Colección de docum. inédit. p. la historia de España* 94, 465). Ebendort (S. 470) eine analoge Bemerkung von Antonio de Padilla.

3) *Colecc. de doc. inéd. p. la hist. de Esp.* 94, 444 u. 445. Die Aussagen von der Riesengestalt der Patagonier gehen zunächst schon auf die Begleiter Magelhaens' zurück. Vgl. z. B. Juan Ochoa de la Salde, *Primera Parte de la Carolea* (Lissabon 1585) Bl. 113 b.

4) Antonio de Calancha, *La Corónica moralizada del orden de San Augustin en el Peru*, T. 1 (Barcelona 1638) lib. 4 cap. 8; S. 831: *La muerte deste Rey fué el ano de mil i quinientos i setenta i dos por Mayo.* Das Datum muß verfrüht sein, wenn, wie Calancha sagt, der Feldzug, der zur Gefangennahme des Tupac Amaru führt, erst am 30. Juli 1572 begann.

gemacht, aber erst lange danach (1610) darüber geschrieben hat[1]), und eine Aufzeichnung des Priors von St. Domingo zu Cuzco, Gabriel de Oviedo, der im Oktober 1571 im Auftrage des Vizekönigs den vergeblichen Versuch machte, zu Titu Cusi Yupanqui vorzudringen, um mit ihm zu verhandeln, und zu den Geistlichen gehörte, die Tupac Amaru noch schnell vor seiner Verurteilung mit den wichtigsten Glaubenslehren der katholischen Kirche vertraut machen mußten[2]). Es bestätigt sich, daß Titu Cusi Yupanqui bei den Spaniern für lebend galt, bis Vilcapampa erobert wurde, damals aber bereits beinahe ein Jahr tot war, und daß er gegen das Erbrecht seinem Bruder die Regierung vorenthalten hatte. Ocampo verlegt Feldzug und Hinrichtung in das Jahr 1571, äußert sich jedoch selber, wenn auch nur beiläufig, nicht sehr zuversichtlich über sein Gedächtnis. Oviedo dagegen setzt wie Calancha und der anonyme Biograph Toledos beides in das Jahr 1572. Den Todestag des Tupac Amaru Inca nennt auch Oviedo nicht, dagegen den Tag, an dem er gefangen nach Cuzco gebracht wurde. Es war der Tag des heiligen Matthaeus, d. h. der 21. September 1572. Es stimmt das zu einer Reihe zuverlässiger anderer Zeitangaben, die wir über diese Begebenheiten besitzen. —

Ich lasse hier noch einige Zusätze und Aenderungen folgen, zunächst zu der Einleitung.

Seite VI Zeile 1. Die genauen Maße sind 292,5 mm : 199 mm.

Seite VII Anm. 2 lies: *Seite IV.*

Seite VIII Zeile 10 lies: *wachsender Engel.*

Seite XII Zeile 21 lies: *ni que entender.*

Seite XIII Anm. 2 Zeile 5 lies: *W. Bollaert and Clements R. Markham.*

Seite XVI Anm. 2. Vergl. auch Jiménez zu Cobo, Bd. 3 S. 117 über die ersten Ermittelungen der Spanier über die Herkunft der Inka und das Zustandekommen ihres Reiches.

1) Vergleiche die englische Uebersetzung, die Sir Clements Markham im Anhange zu seiner Uebertragung des Werkes Sarmientos 1907 (*Works issued by the Hakluyt Society,* Sec. Ser., No. 22) veröffentlicht hat. Sir Clements Markham hatte die Güte, mir eine Abschrift des Original-Textes zu leihen. Nach einer Bemerkung, die Don E. Larrabure y Unánue in der Zeitung *El Comercio* (Lima) vom 3. Mai 1908 macht, gibt es: *sobre los sucesos de esa época una mina de documentos y papeles, que he tenido en mis manos varias veces, en la Real Academia de Historia, de Madrid.*

2) Der Original-Text ist in der *Revista Histórica, Órgano del Instituto Histórico del Perú,* T. 2 (Lima 1907) S. 66—73 gedruckt, eine Quelle, auf die mich zuerst Sir Clements Markham aufmerksam gemacht hat, der eine Uebersetzung als Supplement des oben erwähnten Bandes der Hakluyt Society 1908 veröffentlichte.

Seite XVIII Anm. 2. Polo de Ondegardo verfaßte schon 1561 eine ähnliche Denkschrift, wie er sie 1571 für den Vizekönig Toledo niederschrieb. Fernando de Santillan erwähnt (*Tres Relaciones*, S. 33 f.) ein Verzeichnis der Huaka von Cuzco, das Polo de Ondegardo aufgestellt habe. Nach dem, was er darüber mitteilt, besteht kein Zweifel, daß Cobo seine in ihrer Art einzigen Nachrichten über die Huaka von Cuzco aus dieser topographischen Aufzählung entnommen hat.

Seite XVIII Anm. 3. Daß die Berichte über die Visita general des Vizekönigs vor 1579 nach Spanien geschickt wurden, geht aus einer Bemerkung hervor, die in der *Coleccion de documentos inéditos para la historia de España*, T. 94 Seite 521 abgedruckt steht.

S. XXXXIII Am. 3. In der Sammlung Dr. Arthur Baesslers im Museum für Völkerkunde zu Berlin befindet sich die Mumie eines Puma mit Federgewand, goldenen Spangen und reichem Schmuck aus Ketten von Korallen, Muscheln und hartschaligen Früchten. Ein peruanischer Mythos, den Francisco de Avila mitteilt, enthält geradezu die Vorschrift, den Kopf mit den Zähnen darin an dem Felle des erlegten Puma zu lassen wie auch Füße und Schwanz. Man stülpte dann sich den Puma-Kopf über. Doch wer das Puma-Fell tragen wollte, hatte zuvor ein Lama als Opfer darzubringen und dann mit dem Fell angetan zu tanzen und zu singen.

Seite L Anm. 1. Von Gesängen als Quellen geschichtlicher Nachrichten spricht auch Cieza 2 Kap. 21 (S. 80).

Seite LV, unten. Vergl. auch Cinchi Roca als Name eines Sohnes des Tupac Inca Yupanqui.

Seite LVI Zeile 2 u. fgde. Vergl. Montesinos p. p. Jiménez 158 und jetzt auch *Revista histórica*, T. 2, 44—45.

Seite LVII Anm. 1. Vergl. unter anderm auch *Relaciones geográf.* 2 Ap., S. XCVIII; 3, 111; und über die Stellung der Indianer-Häuptlinge in Krieg und Frieden auch Th. Waitz, *Die Indianer Nordamericas* (Leipzig 1865) 112—115.

S. LXXVI Zeile 1. Diesen Bericht scheint Toledo in einem Briefe an den König (*Col. de doc. inéd. p. la hist. de Esp.* 94, 335) als *La entrada y noticia de los Moxos* zu bezeichnen.

Seite LXXVII unten war zu erwähnen, daß im Anlaute und Inlaute *R* für *rr* eintritt.

Seite LXXIX. Sind für auslautendes *n* nur die Beispiele beizubehalten, in denen das damit endende Wort nicht den Genetiv vor sich hat und nicht im Satzverbande steht.

Seite LXXXVIII Zeile 11. Die Iscayngas, d. i. Iscaicincas = Doppelnasen sind überhaupt ein Volk, das der Fabel angehört. Ueber

die Wildheit der Pilcozones kann man jetzt auch Baltasar de Ocampo vergleichen.

Seite LXXXXV Zeile 7. Zu dem Texte von Ranke vergl. auch die Bemerkung von Jiménez in den *Relaciones geográf.* 1, XCVI; 2, XXIX—XXX.

Seite LXXXXVI Zeile 8 lies *quae solis ardore.* Diese Angabe über die quarta pars orbis ist ein Zitat aus den Etymologien des Isidorus von Sevilla (14, 5). Vergl. auch *Zeitschr. f. wissenschaftl. Erdkunde*, Bd. 4 S. 104.

Seite LXXXXVI Zeile 23. Die Schreibung *Melaca* führt auf Amerigo Vespucci (vergl. die Ausgabe von F. A. de Varnhagen, Lima 1865 S. 62) zurück.

Seite LXXXXVII Zeile 31 war hervorzuheben, daß gerade die Gebiete, die durch Vartemas Nachrichten erschlossen waren, als der ›Novus Orbis‹ betrachtet werden. — Zeile 35. Ueber Lorenzo Estopiñan de Figueroa vergl. auch *Colección de doc. inéd. p. l. hist. de Esp.* 94, 161 u. 194. *Relaciones geográf.* 2, 93. Cieza, *Guerra de Quito*, S. 19. 36. 79.

Seite CIX Zeile 15. An anderer Stelle (*Col. de doc. inéd. p. la. hist. de Esp.* 94, 312) wird Miguel de la Serna als derjenige genannt, der Francisco Hernández Girón gefangen nahm. — Zeile 34 wird *Hancoayllu* zu lesen sein.

Zum Schlusse noch einige Erläuterungen und Berichtigungen zu dem Texte.

Seite 2 Anm. 2 Zeile 3 ist zu lesen: *Eberhard Frommolt.*

Seite 3 Zeile 25. Zu dem Hinweise auf die überseeischen Besitzungen Spaniens, der in dem Motto Plus Ultra gesucht wird, vergl. auch die Auseinandersetzung von Pero Anton Beuter, *corónica general de España* (Buch 2 Kap. 38; S. 210—212), nach der es bedeutet *Más allá del mar conocido, más alla del mundo usado, á nuevo mundo.*

Seite 5 Zeile 17 wird *del inmenso* zu lesen sein. — Anm. 1 Zeile 5 lies: *Sarmiento.*

Seite 6. Vergl. auch die Aufzählung der Ansiedlungen *Relaciones geográf.* 3, 10—11. Ueber Santa Cruz de la Sierra und Nuflo de Chaves *Relac. geogr.* 2, 82 f.; 157; 162—169; 173; Ap. XLI—XLVII. *Col. de doc. del Arch. de Indias* 4, 378—390; 20, 549 u. 559. *Col. de doc. inéd. p. la hist. de Esp.* 94, 488 Nr. 5. — Anm. 2. Vergl. auch § 28 der sogenannten Nuevas leyes.

Seite 7. Eine ähnliche Huldigung nahm Francisco de Toledo in Potosí von zwei Häuptlingen der Lipes entgegen. Es soll daraus das

Sprichwort entstanden sein: *Dos indios engañaron á un visorrey* (*Relac. geogr.* 2 Ap. XXIV f.).

Seite 8 Zeile 2 und fgde. beginnt ein Satz, zu dem der Schlußsatz fehlt, weil die Konstruktion aus dem Gleichgewichte gekommen ist. Er hatte ungefähr lauten sollen; que probada la tiranía, se entenderá el verdadero y santo título que V. M. tiene especialmente á este reino y reinos del Perú. Man kann aber zur Not auch *y demás desto de sus tiránicas leyes y costumbres se entenderá ...* noch an das vorhergehende anschließen und es zu *de suerte que* nehmen.

Seite 11 Zeile 18 ist bei näherem Zusehen in der Handschrift noch eine Korrektur zu erkennen, bei der *Ptolomeo* in *Ptolemeo* verbessert worden ist.

Seite 13 Zeile 27 lies: *ó á lo menos.*

Seite 14 Zeile 2. Rafael Pardo de Figueroa in seinem Aufsatze über das *Regimiento de nauegacion* des Pedro de Medina (Seite 14 des Sonder-Abdrucks, Cadiz 1867) sagt: *Por altura se define solo la meridiana del Sol y la del polo sobre el horizonte, únicas que entonces se usaban. Con el mismo vocablo nombraban la latitud.*

Seite 16 Zeile 3 lies: *algo en duda.*

Seite 16 Zeile 16/17 *como se lee en el registro de las crónicas* klingt vielleicht nur zufällig an an die Aufschrift des ersten Blattes von Hartmann Schedels Weltchronik: Registrum huius operis libri Cronicarum.

Seite 16 Zeile 23 lies: *numerosísimamente.*

Seite 27 Zeile 15 ist *mandato* in den Text zu setzen, und Zeile 25 *dispusición* zu lesen.

Seite 32 Zeile 24/25 hat offenbar Sarmientos Abschreiber ein Wort ausfallen lassen; es ist zu lesen: *hubo cuatro hombres y cuatro [mujeres] hermanos.* Zeile 25 lies: *pensamientos;* Zeile 27: *cualquiera.*

Seite 34 Zeile 8 lies: *deste.*

Seite 35 Zeile 11/12 lies: *y los traía embaidos;* vergl. Seite 68 Zeile 27: *y traellas embaidas.* — Zu Zeile 36 fgde. vergl. was Garcilaso (P. 1 libr. 2 cap. 19) über den Kultus des weißen Lamas im Colla-Gebiete erzählt. —

Seite 38 Zeile 3 *guarachico* = *huarachicuy* heißt so nach *huara*, dem Beinkleid, das bei dieser Feier dem Jüngling verliehen wurde. Das Durchbohren der Ohren nennt Balboa (Kap. 1; S. 9) *tocochiqui* (wohl = *tocochicuy*), von *toco* das ›Loch‹.

Seite 39 Zeile 13. Den Stein von Cuzco: *Kuzko casa* (wohl mit Jiménez in *caca* zu ändern) oder *Kuzko rumi* erwähnt auch Santacruz Pachacuti (*Tres Relaciones*, S. 243).

Seite 40 Zeile 19 ist wohl zu schreiben: *[les] forzó [á] volver las espaldas.* — Zu der Erbauung von Indicancha vergl. auch Cobo, Bd. 3 S. 130.

Seite 43 Anm. 2 und 44 Anm. 3. Die Chronologie des Génébrard geht auf Marianus Scotus zurück. Der Papst Donnus kommt ins Jahr 675 auch nach der *Chronologia* des Mercator (Köln 1569).

Seite 45. Vergl. Balboa, Kap. 2 (S. 21 f.). — Anm. 6 Zeile 4 lies: *cuerpo.*

Seite 48 Zeile 9 ist das *querian* der Hdschr. in *querrían* zu ändern.

Seite 49 Zeile 6 und fgde., ein Anakoluth. Der Satz hatte ursprünglich lauten sollen: *Este Inga Roca, aunque al principio ... mostró bríos ..., dióse luego á placeres ...*

Seite 50 Zeile 3 vergl. Cieza 2 Kap. 11.

Seite 55 Zeile 31 lies: *sucedió.*

Seite 56 Anm. 4 lies: *sudsudeste.*

Seite 57 Zeile 10 bezieht sich *de linaje de Inga Roca Inga* nur auf Vicaquirao, denn Apo Mayta gehört dem Hause des Capac Yupanqui an; vergl. S. 48. — Zeile 18 hat die Hdschr. *behetrías.*

Seite 62 Zeile 13 ist wohl zu schreiben: *de todos sus [ante] pasados.*

Seite 65 Zeile 6 ist das Komma hinter *pareciere* zu tilgen.

Seite 67 Zeile 29 ist statt *medir* wohl *medio* zu schreiben.

Seite 69 Zeile 20. Cinga wird als Hügel in der Nachbarschaft von Cuzco auch erwähnt von Cobo, Bd. 3 S. 133.

Seite 71 Zeile 23. Vergl. Balboa (Kap. 5; S. 51—53), der von einem alten Triumphliede spricht, das den Sinn habe: ich trete meine Feinde mit Füßen.

Seite 72 Zeile 11. Nach Cobo, Bd. 3 S. 142 wohnen die Cuyos in den Anden. Vergl. im übrigen zu dieser Erzählung Balboa (Kap. 4; S. 43—46) und Joan de Santacruz Pachacuti (*Tres Relaciones*, S. 279). *Ayanquilalama* ist vielleicht nach dem letzteren Texte in *Yamquilalama* zu ändern.

Seite 73 Zeile 27 ist zu lesen: *diciéndole que qué buscaba.*

Seite 74 Zeile 12 ist wohl zu schreiben *tuviese[n].*

Seite 76 Anm. 6. Vergl. auch *Tres Relaciones*, S. 309: *Sangacancha.*

Seite 77 Zeile 17 lies: *y las demás.*

Seite 80 Anm. 4 tilge hinter 4: *Hdschr.*

Seite 81 Zeile 15 müßte mit *Dióles* besser ein neuer Absatz beginnen.

Seite 84 Zeile 14 lies: *ya muy viejo.* — Zeile 28 *llayto* (hier und Seite 87) = *llaitu* ist eine Nebenform von *llautu.*

Seite 86. Zu Kapitel 44 vergl. Cieza 2 Kap. 56 (S. 208—214). Balboa Kap. 6 (S. 75—77).

Seite 87 Zeile 30 wird zu schreiben sein: *Piaja [y] Jalca.* Nach Balboa marschieren die Truppen über Chazmal, Xalca, Apia, Javante.

Seite 89 Zeile 4 *otras* verbessert aus *otros* der Handschr. — Zeile 31. Man würde vielleicht erwarten: Topa Inga Yupanqui Cuzco Cuzco; vergl. aber Capa[c] Inga auch Seite 66 und 94.

Seite 95—96. Vergl. J. Santacruz Pachacuti (*Tres Relaciones*, S. 289—291).

Seite 103 Zeile 7 ist in den Text zu setzen: *le levantaron* = »man gab ihr Schuld«. — Zeile 31. Vergl. *Tres Relaciones*, S. 293 bis 296. Cobo, Bd. 3 S. 178 f.

Seite 104 Zeile 23. Vergl. Cobo, Bd. 3 S. 180.

Seite 105. Zu Kapitel 60 vergl. Cieza 2 Kap. 66. Cobo, Bd. 3 S. 182; 185—187. Balboa, Kap. 13; S. 175—180.

Seite 108 Zeile 1 lies: *y así esta fué una gran perdida.*

Seite 110 Zeile 3 vergl. *Tres Relaciones*, 273: Chinchacocha als Huaca.

Seite 112 Zeile 14 liegt ein Versehen des Schreibers der Handschrift vor; lies wie Seite 105 Zeile 31: *Topa Cusi.*

Seite 118 Zeile 4 ist zu schreiben *Urco Guar[an]ga.* Vergl. Cieza 2 Kap. 73; S. 276.

Seite 119 Zeile 23 lies: *caer.*

Seite 121 ist Anm. 7 zu streichen.

Seite 122 Zeile 9 lies: 67 und zähle dementsprechend weiter.

Seite 123 Zeile 9 lies: *destas muertes.*

Seite 126 Anm. 2. Mit *foedifragus* ist wohl eigentlich *fidefragus* gemeint.

Seite 134 Zeile 17 lies: *lo contenido deste testimonio.*

Seite 150. Unter Raura Panaca lies: Cobo 3, 135. Statt Sayre Sopa lies: Sayre Topa = Sayri Tupac.

Göttingen Pietschmann

Alfred Wenzel, Die Weltanschauung Spinozas, 1. Teil: Spinozas Lehre von Gott, von der Erkenntnis und dem Wesen der Dinge. Leipzig, Wilhelm Engelmann, 1907. 8°. 479 Seiten.

Der Verfasser spricht in der Vorrede seines Werks die Ueberzeugung aus, ›daß wir auf dem Wege einer mit dem Bewußtsein des Besserwissens sich spreizenden, ewig nörgelnden und daher stets nur zersetzend wirkenden Kritik dem Verständnis der spinozischen Philosophie nicht näher kommen‹. ›Mag‹, fährt er fort, ›dieser Weg von vielen auch für den einzig wahren und einzig wissenschaftlichen gehalten werden, so bekenne ich mich doch freudig zu dem Grundsatze Goethes, daß man nichts kennen lernt, was man nicht liebt, und daß, je tiefer und vollständiger die Kenntnis werden soll, desto stärker, kräftiger und vollständiger die Liebe sein muß‹. Goethes Grundsatz ist gewiß richtig: man kann etwas gründlich kennen lernen nur, wenn man sich völlig darin zu versenken im Stande ist, und hierzu bedarf es der Liebe, der hingebenden, sehenden und verstehenden Liebe. Diese Liebe ist aber des Verfassers Liebe nicht: seine Liebe ist gewalttätig und blind, er geht nicht in liebevoller Selbstvergessenheit den Gedankenwegen Spinozas nach, sondern er sucht gewissermaßen Spinoza dazu zu zwingen, so zu denken, daß er ihn lieben kann. Und hierbei entdeckt sich denn die wahre und eigentliche Liebe des Verfassers: sie heißt nicht Spinoza, sie heißt Wilhelm Wundt. So gehört das Buch des Verfassers in eine Klasse mit den Erzeugnissen, die wir dem modernen Kantianismus zu verdanken haben: wie in diesen alle möglichen Philosophen von (ich glaube) Parmenides an als Vorläufer Kants in Anspruch genommen werden, ebenso findet unser Verf. bei Spinoza allenthalben Antizipationen und Vorklänge Wundtscher Lehren. Ich gestehe, daß mir derlei Bücher unerträglich sind, weil sie das Verständnis der behandelten Denker durch die beständige Einmengung andersartiger Gedankenreihen nur erschweren und verdunkeln. Immerhin können sie in seltenen Ausnahmefällen außerordentlich anregend wirken, wenn sie aus der Feder eines scharfsinnigen und in der historischen Kritik geübten Mannes stammen; wofür ich als Beispiel Paul Natorps interessantes Werk über Platon nennen darf. Unser Verfasser aber ist einer von denen, die Platon einmal die πάντα ὁμοῦ κοκκῶντες nennt, und von historischer Kritik findet sich bei ihm kaum eine Spur. Man sollte doch meinen, daß wer ein umfangreiches, mehrbändiges Werk über Spinoza schreibt' einige Seiten dafür übrig haben sollte, um eine Ansicht über die einzelnen Schriften Spinozas und ihre Bedeutung für die endgültigen

Lehren seiner Philosophie kundzugeben und zu begründen. Allein davon ist nirgendwo etwas zu finden. Der Verf. zitiert alle Schriften Spinozas bunt durcheinander, und wenn er auch von den mannigfachen Kontroversen, die sich an sie knüpfen, weiß, so geht er doch niemals genauer auf sie ein, sondern behandelt im ganzen die Opera omnia Spinozas als gleichwertige Quellen. Zwar sind seiner Ansicht nach ›Meinungsänderungen der Philosophen‹ nichts seltenes, gleichwohl erscheint es ihm aber als die ›ultima ratio‹ der Interpretationskunst, solche anzunehmen (Seite 194 Anm.); und so benützt er für seine Darstellung frischweg den, wie Freudenthals Untersuchungen gezeigt haben, so widerspruchsreichen kurzen Traktat und die, wie allgemein bekannt, nur mit äußerster Vorsicht zu gebrauchenden Cogitata metaphysica in gleicher Weise, wie die späteren Hauptwerke des Philosophen. Entbehrt somit das Buch im ganzen einer kritischen Fundamentierung, so läßt sich dasselbe über die einzelnen Kapitel sagen. Anstatt daß die für das jeweilige Thema in Betracht kommenden Stellen sorgfältig gesammelt, gesichtet und in ihrer Bedeutung für die Lehre Spinozas gewürdigt werden, bekommen wir ein wüstes, oft weit von der eigentlichen Frage abschweifendes Raisonnement zu hören, nach dessen Lektüre wir weder die Meinung Spinozas noch die des Verfassers kennen. Der Verf. wollte, wie er sagt (Seite V), ›Klarheit haben, Klarheit um jeden Preis‹. Diesen Zweck hat er gründlich verfehlt. Das einzige, worüber sich der Leser des Buches klar werden kann, ist des Verfassers Unklarheit. Um an einem Beispiel die geschilderte Art des Verfassers zu illustrieren, greife ich den Abschnitt über ›die Begriffe Cogitatio und Voluntas‹ heraus (Seite 80—106). Diese Begriffe sind nach des Verf.s Meinung so bedeutsam, daß es lohnt, sie mit modernen Anschauungen zu konfrontieren. Daher entwickelt er zunächst diese modernen Anschauungen, die keine andern sind, als diejenigen Wilhelm Wundts, und sich in den Sätzen des Verf. resümieren: ›Kein Denken ohne Selbstbewußtsein. Selbstbewußtsein aber ist nichts anderes als die Zusammenfassung einer Gesamtheit von Erlebnissen zur Kraft eines einheitlichen planvollen zielbewußten Willens‹, ›Denkgesetze sind Willensgesetze‹ u. s. w. Dieser Gedanke wird breit ausgeführt (bis Seite 89); es wird das Urteil besprochen, der Begriff, das Erkennen, als Anwendung des Kausalgesetzes auf die konkreten Erfahrungsinhalte, und so mancherlei anderes, was zur Sache nicht gehört. Das wesentliche ist (wie sich der Leser selbst klar zu machen hat) der in den eben zitierten Sätzen angegebene Grundgedanke, daß das Erkennen ein Wollen ist, daß das logische Denken sich durch das zielbewußte Wollen von der bloßen Assoziation unterscheidet. Der Verf.

geht nun zu Spinoza über (Seite 89) und kritisiert zuvörderst dessen Theorie von der Genesis der notiones transscendentales, die ihm nicht richtig erscheint, weil seiner Ansicht nach auch für das Zustandekommen dieser Begriffe die Mitarbeit des bewußten willentlichen Denkens unerläßlich ist. Dann aber lobt er Spinoza: »Bloße Assoziationen sind noch keine logischen Denkhandlungen. Das war ebenfalls eine Grundüberzeugung Spinozas« (Seite 90). »Liegt aber das Wesen des Denkens nicht in der assoziativen Verbindung, so war es um so nötiger ein Kriterium zu suchen für das, was im eigentlichen Sinne ein logischer Denkakt genannt werden muß. Als dieses Kriterium hat Spinoza richtig das Moment der Aktivität und Produktivität erkannt, das nach seiner Meinung mit jedem logischen Denken und adaequaten Erkennen notwendig verbunden ist« (Seite 91). Man ahnt, worauf das hinaus will: Während für Spinoza gerade das charakteristisch ist, daß er alle lebendige Produktivität in die Starrheit bloßer logischer Folgen umdeutet, so daß mithin nicht die Aktivität Kriterium des Logischen, sondern umgekehrt das Logische Kriterium der Aktivität ist, soll er hier zum Vertreter Wundtscher voluntaristischer Lehren gemacht werden. Und da kommt dem Verfasser das Coroll. zu Eth. II 49 sehr zu paß: »Mit Recht« sagt er (Seite 91) »hat Camerer den Satz voluntas et intellectus unum et idem sunt als einen der wichtigsten Sätze in der Erkenntnislehre Spinozas bezeichnet. Was aber hat Spinoza unter voluntas verstanden?« Im Anschluß an Camerer stellt der Verf. zunächst ganz richtig fest, daß die volitio gleich dem Urteilsakt ist. Aber bald zeigt sich der Pferdefuß: »diese facultas oder vielmehr, da Spinoza ein allgemeines Seelenvermögen nicht anerkennt, dieser einzelne Akt des Bejahens und Verneinens, wie ihn nach der Lehre des Philosophen jede Idee mit Notwendigkeit einschließt, bezieht sich nur auf die Idee selbst, zu der er gehört; er drückt das wirkliche Wesen der Idee aus (Eth. II, prop. 49 Dem. [hier steht aber keineswegs, wie der Verf. vermuten läßt: essentiam formalem ideae exprimit, sondern lediglich: ad essentiam ideae pertinet, nec aliud praeter ipsam est; die volitio geht also in der Idee auf, nicht umgekehrt]) und stempelt damit diese Idee gleichsam zu einem inneren geistigen Schöpfungsakt [vom Verf. gesperrt]« u. s. w. Der ganze Abschnitt, der dann ein gleich noch zu erwähnendes Mißverständnis enthält, endigt mit der gründlich verkehrten Behauptung, »daß das Wesen alles Erkennens und Vorstellens ein und dasselbe nämlich Wille ist«. Als ob Spinoza jemals das Willensmoment in der Idee dem intellektuellen Moment als das Wesen gegenübergestellt hätte, als ob nicht vielmehr die ganze Tendenz Spinozas darauf ausginge,

das emotionale Seelenleben zu intellektualisieren! Um die Sache schließlich noch ganz schlimm zu machen, zitiert der Verf. im Anschluß hieran und als Bekräftigung die Cogitata metaphysica II Cap. XII § 9 und 11, in denen Spinoza unter ausdrücklichem Hinweis auf Descartes' vierte Meditation die cartesianische Lehre vom freien Willen als einem Grundvermögen der Seele vorträgt!!! Was soll man dazu sagen? Nun aber noch das vorher angedeutete Mißverständnis: es handelt sich um die Worte in Eth. III 9 Schol.: ›Hic conatus, cum ad mentem solam refertur, voluntas appellatur; sed cum ad mentem et corpus simul refertur, vocatur appetitus ... Deinde inter appetitum et cupiditatem nulla est differentia, nisi quod cupiditas ad homines plerumque referatur, quatenus sui appetitus sunt conscii etc.‹ Der Verf. meint diese Worte so interpretieren zu müssen, daß die verschiedene Benennung des Strebens abhängig davon sei, ob das Ziel oder der Zweck des Strebens einzig und allein auf geistigem oder aber zugleich auf geistigem und körperlichen Gebiete liege, und er tadelt Spinoza, daß er das Wort Zweck hier nicht gebraucht habe, wie er hätte tun müssen. Diese Interpretation ist natürlich ganz unrichtig. Die Stelle ist vielmehr so zu verstehen: denken wir nur an das Streben der Seele allein, als an den bloß psychischen Akt, so sprechen wir von Wille; denken wir dagegen daran, daß jedes Streben der Seele einem Streben des Körpers parallel geht und so mit diesem verbunden ist, so reden wir von Trieb. Um die Objekte des Strebens ist es Spinoza hier garnicht zu tun; er hatte daher auch nicht die geringste Veranlassung, den Zweckbegriff hier hereinzuziehen. Man ist in den Geist des Spinozismus sehr wenig eingedrungen und unterschätzt den Scharfsinn des großen Denkers sehr, wenn man glaubt, er habe nötig gehabt, sich um die Anwendung des Wortes Zweck herumzudrücken. Im Zusammenhang dieser Erörterungen berührt der Verf. noch eine bekannte Schwierigkeit in der Auffassung des spinozistischen Willensbegriffes und löst sie auf seine Weise. In der Ethik II 48 Schol. trennt Spinoza den Willen, als das Bejahen und Verneinen scharf von der Begierde als dem Erstreben und Verabscheuen, während in den späteren Büchern der Wille als das Bejahen mit der Begierde als dem Erstreben in eins gesetzt wird. Hier liegt ein offenbarer Widerspruch vor, der nur durch eine historische Betrachtung verständlich gemacht, aber durch kein Interpretationskunststück weggedeutet werden kann, am wenigsten durch ein so harmloses, wie das des Verfassers. Dieses beruht auf dem soeben gerügten Mißverständnis der Stelle Eth. III 9 Schol.; der Willensakt, meint der Verf., ›ist nichts anderes als das Streben des Geistes, sich in der Form bestimmter Ideen zu modifi-

zieren und hat eben deshalb mit dem Begehren oder Verabscheuen der äußeren Dinge als solchen nichts zu schaffen. Dieses Begehren oder Verabscheuen ist zwar auch ein Streben ... aber es bezieht sich stets auf Geist und Körper zugleich. Auch im Urteilen, also in der facultas affirmandi und [sic!] negandi, kommt die Tendenz der Selbsterhaltung des Geistes zum Ausdruck, aber nur insofern sich diese Tendenz auf den Geist selbst bezieht. Auf Grund der Verschiedenheit des Objekts, auf welches sich das Streben richtet (heute würden wir für ›Objekt‹ das Wort Zweck gebrauchen) ist auch der eigentliche Inhalt des Strebens hier und dort verschieden‹. Dies alles ist so unrichtig wie nur möglich. Nirgends hat Spinoza das Streben nach der Verschiedenheit seiner Objekte in Wille und Begierde spezifiziert, und es ist daher aussichtslos, mit Hülfe einer derartigen, seinem eigenen Denken fremd gebliebenen Spezifikation zwischen seinen Aeußerungen eine Einstimmigkeit herbeizuführen, die sie nun einmal nicht haben. Noch sei erwähnt, daß der Verf. sich für Spinozas Definition des appetitus wiederum auf die Cog. Met. II Cap. XII § 12 beruft, wo die alte Lehre des kurzen Traktates vorgetragen wird, die am Ende des zweiten Buchs der Ethik noch ihr Wesen treibt, um dann vom dritten Buch an zu verschwinden. Jetzt weiter im Text. Von Seite 95 an sucht der Verf. nachzuweisen, daß die facultas affirmandi et negandi, wie er sich ausdrückt, ›ein selbstbewußter Wahlakt‹ sei. Hier gehen Wundtsche und Spinozistische Psychologie aufs seltsamste durch einander. Man höre z. B. folgende Sätze: ›die Summe aller adäquaten und inadäquaten Ideen ist der menschliche Verstand. Aber dieser Verstand ist keine tabula rasa, auf welcher die Ideen ›wie stumme Gemälde‹ eingezeichnet sind, sondern er ist die von der einheitlichen Kraft des Willens beherrschte und sich stets nur in einem gesetzmäßigen Zusammenhange seelischer Prozesse abspielende Aktualität des geistigen Lebens selbst‹ (Seite 97). Weiterhin zitiert der Verf. einen längeren Passus aus der Schlußanmerkung von Eth. II, worin der Satz vorkommt: ›denn ich habe gezeigt, daß der Wille ein allgemeines Wesen ist, oder eine Idee, mit welcher wir alle einzelnen Willensakte, das ist das, was allen gemeinsam ist, ausdrücken‹. Zu diesem Satz Spinozas fügt der Verf. die Erläuterung: ›der Ausdruck 'der Wille ist ein allgemeines Wesen' ist also nur so zu verstehen, daß der Wille den Primat des Erkennens überhaupt bedeutet [vom Verf. gesperrt]. Als solcher ist der Begriff des Willens allerdings zugleich auch ein Allgemein- oder Gattungsbegriff, und es liegt hier ein Beispiel dafür vor, daß auch Spinoza nicht umhin kann, sich nicht bloß derartiger Begriffe zu bedienen, sondern stillschweigend ihre Berechtigung anzuerkennen‹

(Seite 100). Ich für mein Teil brauche diesen Sätzen des Verfassers wohl nichts hinzuzufügen. In dem Stil der angeführten Stellen geht es ohne eigentliche Disposition und ohne daß das Thema streng festgehalten würde fort bis Seite 103, wo dann Spinoza feierlichst zum ›ersten konsequenten Voluntaristen‹ proklamiert wird, der ›für das ganze Gebiet des Erkennens den Primat des Willens sicher gestellt‹ habe. Wir wissen, wie das geschah, und werden uns daher hüten, mit einzustimmen. Den Beschluß des Abschnittes (bis Seite 106) bildet eine kurze Betrachtung, wonach das Erkennen eine ›ursprüngliche Funktion‹ des menschlichen Geistes ist, indem ohne Voraussetzung einer innern zum Wesen des Geistes gehörenden Willenstätigkeit kein Erkenntnisakt zu Stande kommt. ›Auch für Spinoza verbindet sich in jeden Erkenntnisakt ein apriorisches Element mit der empirischen Auffassung einer gegebenen Wirklichkeit. Zu jenem apriorischen Element gehört ... die volitio oder der Akt der Bejahung und Verneinung, durch den ein sinnliches Anschauungsmaterial oder ein Eindruck der Außenwelt überhaupt erst den Charakter einer geistigen Schöpfung erhält‹. Spinoza ist das natürlich nicht, das ist lediglich Wilhelm Wundt. — Sapienti sat! Ich denke, man wird mir dankbar sein, wenn ich auf das übrige Buch nicht eingehe. Man gewinnt überall den nämlichen übeln Eindruck; der von mir näher besprochene Abschnitt ist durchaus typisch für das ganze Werk. Ueberall dieselbe Kritiklosigkeit, dieselbe Leichtfertigkeit der Interpretation, dieselbe Vermengung spinozischer und moderner Gedanken, dieselbe Dispositionslosigkeit der Argumentationen, überall dasselbe dürre Gestrüpp, nirgendwo empfängt man einen Tropfen wahrer Belehrung, belehrt wird man nur immer wieder aufs neue in peinlichster Weise über die gänzliche Verworrenheit des Verfassers. Es steht noch ein zweiter Band des Werks in Aussicht: es ist dringend zu wünschen, daß der Verfasser, bevor er ihn herausgibt, seinen, wie gezeigt, völlig disziplinlosen Geist, einer gründlichen historisch-kritischen Schulung unterwirft. Gewiß ist zum tieferen Verständnis eines großen Denkers noch sehr viel mehr nötig, als philologische Exaktheit und historische Kritik. Aber ohne diese muß auch der schönste Enthusiasmus ergebnislos ins Leere verpuffen.

Straßburg Otto Baensch

Bullingers Korrespondenz mit den Graubündnern, hrs. von **T. Schiess.** II. Teil: April 1557 bis August 1566. III. Teil: Oktober 1566 bis Juni 1575. Basel, Verlag der Basler Buch- und Antiquariatshandlung, vormals Adolf Geering, 1905—1906. (Quellen zur Schweizergeschichte, hrs. von der Allgemeinen Geschichtsforschenden Gesellschaft der Schweiz. Bd. XXIV, XXV.)

Die GGA., 1905, Nr. 3, in ihrem ersten Bande zur Anzeige gebrachte Edition ist durch die Arbeitskraft des Herausgebers in zwei starken Bänden von 824 und von 760 Seiten in einer unglaublich kurzen Zeit vortrefflich zu Ende geführt worden. Immerhin unterscheiden sich die beiden letzten Bände vom ersten darin, daß bei der Ueberfülle des Materials die Briefe nicht mehr durchweg in extenso mitgeteilt sind, sondern daß nach Möglichkeit Kürzungen vorgenommen wurden und bloße Regesten, mit Weglassung des Nebensächlichen und mit wörtlicher Aufnahme nur des Wichtigen, gegeben worden sind.

Der zweite Teil weicht vom ersten hauptsächlich darin ab, daß Bullingers eigene Schreiben jetzt sehr viel zahlreicher sind: 327 Nummern, und daß daneben nur ein einziger Korrespondent mit einer noch etwas größeren Zahl von Briefen vertreten ist. Das ist Johannes Fabricius, dessen Leben in der ›Einleitung‹ vorgeführt erscheint. Johannes Schmid von Bergheim im Elsaß, der sich in Fabricius Montanus umnannte, durch seine Mutter ein Neffe des Zürcher Mitarbeiters an der Reformation Leo Jud, kam schon als Knabe nach Zürich und trat nach Vollendung der in Marburg fortgesetzten Studien 1547 in den zürcherischen Kirchen- und Schuldienst, bis er 1557 nach dem Tode des Comander als Prediger an die Martinskirche in Cur und so an die Spitze der bündnerischen reformierten Kirche berufen wurde, in eigentümlicher Zurücksetzung des Gallicius, der als Pfarrer zu St. Regula in Cur zuerst zur Nachfolge berufen zu sein schien. Wahrscheinlich durch die Empfehlung Bullingers, unter dessen Augen Fabricius in Zürich wirkte, war dieser auserlesen worden, obschon er erst im dreißigsten Lebensjahre stund. Von dem Eintritt in Cur an beginnt nun der lebhafte Briefwechsel mit Bullinger, der sozusagen ununterbrochen zehnthalb Jahre dauerte, bis zum Tode des ›überaus getreuen Mitbruders und hochgelehrten Mannes‹, wie Bullinger ihn benennt, der am 5. September 1566 der Pest zum Opfer fiel. Dazu kommt noch, daß nachweislich gar nicht alle Schreiben erhalten sind, wie denn Fabricius mitunter ausdrücklich Beseitigung von Briefen verlangte. Eingehend schildert der Herausgeber (S. XXI ff.) die vielseitige, oft recht schwierige Tätigkeit des Fabricius und bietet

damit zugleich die beste Uebersicht des Austausches zwischen ihm und Bullinger.

Von den weiteren in diesem Bande neu eintretenden Korrespondenten Bullingers ist nur noch Friedrich von Salis durch eine etwas größere Zahl von Briefen repräsentiert. Ein humanistisch feingebildeter Mann, Schwiegersohn des Johann Travers, der in Bd. I schon erschien — drei Briefe stehen auch noch hier in Bd. II —, war Salis dadurch, daß sein Sohn Friedrich zum Behuf des Besuches der Zürcher Schule Bullingers Hausgenosse geworden war, von 1557 bis 1560 in einen regen Briefwechsel reichen Inhalts mit dem Zürcher Antistes getreten[1]. Wie schon früher, ist auch jetzt wieder die diplomatische Vertretung Frankreichs bei den drei rätischen Bünden, zuerst 1558 bis 1560 Jean Jacques de Cambray, hernach 1564 und 1565 Pomponne de Bellièvre, mit Bullinger in Verbindung gekommen. Von einem anderen wichtigeren Namen sind noch zehn Briefe mitgeteilt, dem italienischen Theologen Hieronymus Zanchius, der von 1563 bis 1566 die sehr schwierige Stellung eines reformierten Predigers in Chiavenna einnahm, dann aber einem Rufe an die Universität Heidelberg folgte. Von den früher schon erwähnten Briefschreibern kehren Beccaria, Mainardus und besonders — mit 17 Briefen — Gallicius wieder.

Die Briefe selbst lassen zumeist die Angelegenheiten, die Fabricius betrafen, hervortreten. Allein daneben verbreiten sich, wie in Bd. I, die Nachrichten über weite Gebiete. Mitteilungen aus Italien gehen über Cur nach Zürich, und besonders ist auch die dritte Session des Konzils von Trient ein Gegenstand großer Aufmerksamkeit, ferner Erledigungen des päpstlichen Stuhls und die Frage der Neuwahl. Die Vorgänge in Frankreich, des dortigen Religionskrieges, erregen lebhafte Teilnahme; einmal, 1558, redet Fabricius von einem Versuch, durch den französischen Gesandten auf den König zum Besten der Reformierten einzuwirken. Aber ebenso ist Bullinger über die Vorgänge in England, zumal beim Regierungsantritt der Königin Elisabeth, gut unterrichtet.

In den Briefen des Fabricius spielen selbstverständlich die bündnerischen Sachen eine Hauptrolle. Seine Wirksamkeit ist ihm oft recht erschwert — ein Brief von 1558 (S. 74—77) entwirft ein anschauliches Bild von den nicht erfreulichen Verhältnissen —, und noch im Todesjahre äußert Fabricius den Wunsch, aus seiner Stellung zurückzutreten. Arge Aufregung erzeugt der Wettbewerb Frankreichs und Spaniens um den Abschluß eines Bündnisses, und vorzüglich kehrt

1) Vergl. auch im Zürcher Taschenbuch von 1901 von T. Schieß: »Bullingers Beziehungen zur Familie Salis«.

in den Briefen von 1564 diese Frage unaufhörlich wieder. Mit großer Besorgnis blickt Fabricius auf die Katholiken im Gebiete des oberen Bundes und daran anknüpfend mit den Glaubensgenossen in den fünf Orten der Urschweiz. Die gefährdete Stellung der Reformierten im Tale Misocco, wo zwar Beccaria von 1559 an zu wirken vermochte, die Anfechtungen der Gemeinden im Veltlin, dem immer wieder die Einrichtung einer Jesuitenschule bevorzustehen schien, geben ihm zu Befürchtungen Anlaß, und ebenso vermag Salis, der bis 1561 als Kommissar in Chiavenna amtete, über die Zustände in diesen Untertanengebieten der Bündner zu berichten. Daneben litt noch die Gemeinde in Chiavenna unter bedenklichen dogmatischen Zwistigkeiten, deren Erwähnung in zahlreichen Briefen von 1561 wiederkehrt. Eine Sache, die Fabricius mit nachdrücklichem Eifer betrieb, war der 1558 bis 1561 angestellte Versuch, das Bistum Cur zu säkularisieren, der in Bullinger schwere Zweifel erregte, wie denn ja auch eine Durchführung sich als unmöglich herausstellte; immerhin warf darauf der 1565 ausbrechende Streit über die Neubesetzung des durch Tod erledigten Bistums neuerdings heftige Zwietracht in das ohnehin erregte Land. Denn in dem im gleichen Jahre wegen des Abschlusses des französischen Bündnisses entzündeten Engadiner Aufruhr geschahen Gewaltsamkeiten, unter denen nicht zum mindesten Bullingers Korrespondent Salis zu leiden hatte. Neben diesen wichtigen politischen Dingen stehen jedoch wieder anmutige gegenseitige Aeußerungen persönlicher und freundschaftlicher Beziehungen — wehmütig stimmt 1566 in der Zeit der immer mehr überhand nehmenden, in das Haus des Fabricius einbrechenden Seuche des Briefschreibers klare Voraussicht, im letzten Briefe vom 31. August, daß auch an ihn bald die Reihe kommen werde —, oder es ist von literarischen Arbeiten die Rede, und Fabricius setzt in Cur seine der Naturforschung zugewendeten Studien fort und geht einmal einen ganzen Tag auf die Berge, um für seinen Lehrer, den großen Zürcher Konrad Geßner, seltene Pflanzen zu suchen.

Mit dem dritten Teile tritt die Korrespondenz in die Jahre ein, in denen ein anderer in Cur tätiger in Zürich herangebildeter Geistlicher mit Bullinger in regem Verkehr steht. Tobias Egli war ein Zögling des Fabricius gewesen, als derselbe das Amt des Pädagogus am Alumnat der Zürcher Fraumünsterschule bekleidete. Nachdem er nachher, 1561, wegen seines Glaubenseifers von den Katholiken verfolgt, von der Pfarrstelle aus Frauenfeld hatte weichen müssen, kam er, da die Davoser den Zürcher Rat um einen tüchtigen Prediger baten, nach Graubünden, so daß er ferner in den Briefen des Fabricius viel erwähnt wird. Trotz Bullingers Zureden verließ er je-

doch 1565 Davos, wurde aber schon 1566, nach Fabricius' Tod, als dessen Nachfolger, aus Zürich den Curern zugeschickt. Egli war anfangs so ungern in seiner neuen Tätigkeit, daß er gegenüber Bullinger Monate lang schwieg und erst nach einer nachdrücklichen Ermahnung die früher von Fabricius geführte Berichterstattung in der Mitte von 1567 neu aufnahm, bald dann so eifrig, daß, wären alle seine Briefe erhalten, das Quantum hinter jenem Briefwechsel nicht zurückstände. Doch schreibt der Herausgeber den Briefen Eglis eine ›ermüdende Weitschweifigkeit‹ zu, und ebenso ist er der Ansicht, daß Egli in seinem hitzigen Temperament, seinem reizbaren, rechthaberisch pedantischen Wesen es weniger als sein Vorgänger verstanden habe, den ihm entgegentretenden, von ihm heftig beklagten Widrigkeiten die Spitze zu bieten. Egli starb noch vor Bullinger, 15. November 1574, jedenfalls als ein Opfer der Pest. Neben Egli stehen als namhafter repräsentierte Korrespondenten noch Ulrich Campell, der Geschichtschreiber Graubündens, dessen Werk früher, in Bd. VII—IX, 1884—1890, in diesen ›Quellen zur Schweizergeschichte‹ herausgegeben worden ist. Nachdem Campell im Unterengadin, seiner Heimat, erfolgreich für die Reformation gewirkt hatte, kam er 1570 nach Cur und war da bis 1573, wo er sich durch Mißgriffe unmöglich gemacht hatte, neben Egli tätig. Von Hubenschmid, der 1575 an Eglis Stelle trat, sind nur wenige Briefe vorhanden, und man weiß überhaupt nicht viel von seiner wahrscheinlich bis 1595 sich erstreckenden Tätigkeit in Cur. Der Abstammung nach Bünden angehörig sind der schon in Bd. I vielfach genannte Rektor der Curer Nicolai-Schule Pontisella, der 1574 starb, und dessen Nachfolger Johann Baptist Müller, weiter der von Bullinger sehr geschätzte Bürgermeister von Cur, Stephan Willi, Herkules von Salis, neben dem auch Friedrich von Salis mit Bullinger in Verkehr blieb. Der Neapolitaner Centulus stand von 1567 an der Kirche von Chiavenna vor, wo er aber auch durch die nicht aufhörenden Streitigkeiten aller Art Anfechtung erfuhr, so von einem anderen Italiener Sylvius, der ihm selbst als Prediger der Gemeinde auf dem Berge von Sondrio, im Veltlin, nachgefolgt war. Von dem französischen Gesandten Pierre de Grantrye, seit 1566 durch sieben Jahre Vertreter bei den drei Bünden nach Bellièvre, liegt nur ein einziger Brief vor.

So sind im wesentlichen in diesem Bande blos Bullinger und Egli in dauerndem Verkehr. Von jenem sind 180, von diesem etwas über 210 Briefe abgedruckt, abermals vielfach nur in der Form von Regesten.

Auch hier wieder nimmt die gegenseitige Mitteilung von Nachrichten aus dem Ausland einen breiten Raum ein, und ebenso reichen

im Bd. II behandelte Angelegenheiten, so die Zänkereien in der Gemeinde Chiavenna, der Streit über die Besetzung des bischöflichen Sitzes von Cur, in diesen Zusammenhang hinüber. Aber andere neue Dinge ziehen die Aufmerksamkeit auf sich, 1568 die Entführung des Predigers Franciscus Cellarius, der Veltliner Gemeinde Morbegno, und seine Auslieferung an die Mailänder Inquisition, ebenso 1568 und weiterhin die Frage über die Werbung für den Kriegsdienst in Frankreich. 1570 beginnt die peinliche Spannung zwischen Egli und seinem Kollegen Gantner, dem Pfarrer an der St. Regula-Kirche zu Cur, an dessen Stelle dann Campell gewählt wird; aber damit hören die von jener Seite in das Werk gesetzten Umtriebe nicht auf. Vollends jedoch stellt sich mit dem Jahre 1571 die Angelegenheit des Dr. Johannes Planta, des damals mächtigsten Mannes im Lande, gegen den Egli und Campell als Ankläger auftraten, weil eine päpstliche Bulle ihm weitgehende Rückforderungsansprüche auf eingezogenes Kirchengut einräumte, ganz in den Vordergrund, in mehrfach viele Seiten füllenden Briefen Eglis. Die Sache ging mit Plantas Hinrichtung am 31. März 1572 zu Ende. Nach der Bartholomäusnacht ist von Versuchen die Rede, die Handlungsweise König Karls IX. zu rechtfertigen, im Zusammenhang mit Werbungen für Frankreich; den Umtrieben des französischen Gesandten stellen sich die reformierten Prediger entgegen. 1573 folgte danach neue Beunruhigung, ein abermaliges tumultuarisches Strafgericht, bis endlich 1574 der sogenannte Dreisiglerbrief durch strenges Verbot aller Zusammenrottungen die Ruhe herstellte; und endlich wies Egli nochmals den erhobenen Vorwurf zurück, daß die Prediger auch bei dieser Bewegung die Hand im Spiele gehabt hätten. Ein letzter sehr ausführlicher Bericht Eglis, — vom 30. Juli 1574 — verbreitet sich über den großen Stadtbrand in Cur. Nach Eglis Tode übernahm Hubenschmid in Bullingers letzter Lebenszeit die Neuigkeitenmitteilung; er ging dabei in der Anordnung der Nachrichten aus Italien ganz besonders systematisch ordnend vor. — Neben diesen politischen Dingen gehen auch, zwar seltener, litterarische Fragen. Campell schreibt einmal, 1571, über seine Vollendung der rätischen Topographie. Bullinger ermuntert den jüngeren Pontisella, der provisorisch in die Stellung des im Frühjahr 1574 verstorbenen Vaters an der Schule eingetreten war, in einem sehr bemerkenswerten Briefe (S. 522—527), eine Bündner Geschichte zu bearbeiten, mit Erteilung von Ratschlägen.

Eine Beilage enthält einen Bericht Eglis an die reformierten Graubündner Pfarrer vom 7. Januar 1572. Am Schluß von Bd. III folgt das alphabetische Register über alle drei Bände. Verzeichnisse der Briefschreiber sind Bd. II und Bd. III gesondert beigegeben. Die

bei jedem Stücke am Rande gedruckten Nachweise zeigen die Fundorte der Briefe an; es sind das die Abteilung E II des Zürcher Staatsarchivs, ferner A 248 (Einzelakten, Graubünden), während die Sammlungen der Zürcher Stadtbibliothek — Hottinger-Sammlung, Simmler-Sammlung — in viel geringerem Umfang heranzuziehen waren.

Auch zu diesen Bänden fügte der Herausgeber in der ›Einleitung‹ Personalnotizen über die Briefschreiber, von denen besonders in Bd. II die Schilderung des Fabricius zu einer einläßlichen Biographie erweitert ist. Dann aber hat er außerdem in Bd. III nochmals S. XXXIV ff. — ›Bullingers Einwirkung auf Graubünden‹ zusammenfassend gewürdigt und ganz besonders — S. XLI—CXX — hierzu noch eine ›Uebersicht über die Reformationsgeschichte Graubündens‹ beigesteuert, die mit ihren steten Hinweisen auf die abgedruckten Briefe und mit ihren übrigen Angaben der Litteratur, in den Noten, die erwünschteste Vergleichung darbietet. Schiess erweist sich darin als gründlichster Kenner dieser interessanten Periode rätischer Geschichte.

Bd. II der Ausgabe ist vom Editor zum 9. Dezember 1905 Dr. Hermann Wartmann, dem nunmehrigen Ehrenmitgliede des Gesellschaftsrates, bei Vollendung des 70. Jahres gewidmet, in wohl verdienter Weise; denn seit 1877, fast von Beginn der Herausgabe der ›Quellen zur Schweizergeschichte‹ an, ist die Leitung des Unternehmens in der festen Hand des wohlerfahrenen St. Galler Historikers gewesen. Mit dem Abschluß der Schießschen Edition — in diesem Bd. XXV — erreicht die erste Serie der ›Quellen‹ ihr Ende. Nach einem erweiterten Plane wird von 1907 an eine neue Serie folgen [1]).

Zürich G. Meyer von Knonau

Heinrich Brennwalds Schweizerchronik, hrs. von **Rudolf Luginbühl.** Erster Band. Basel, Verlag der Basler Buch- und Antiquariatshandlung, vormals Adolf Geering, 1908. (Quellen zur Schweizer Geschichte, hrs. von der Allgemeinen Geschichtsforschenden Gesellschaft der Schweiz. Neue Folge. I. Abteilung: Chroniken. Band I.)

Von der oben, angekündigten Neuen Folge der Quellen zur Schweizer Geschichte liegt ein erster Band vor, herausgegeben von Rudolf Luginbühl in Basel, der an der ersten Serie mit Band

1) Vergl. im ›Anzeiger für schweizerische Geschichte‹, Bd. X, S. 182 ff., die Eröffnungsrede des Unterzeichneten für die 1906 abgehaltene Jahresversammlung der Gesellschaft.

XI und XII, 1891, beteiligt gewesen war, einem Beitrage zur neueren Geschichte der Schweiz: ›Aus Philipp Albert Stapfers Briefwechsel‹.

Der letzte Propst des im Zürcher Gebiet liegenden Chorherrenstiftes Embrach, Heinrich Brennwald, der 1525 sein Stift an den Rat von Zürich übergab und 1551 starb, widmete sich geschichtlichen Arbeiten und forderte insbesondere auch seinen Schwiegersohn, den Chronisten Johannes Stumpff, zu solchen auf. Brennwalds ›Eidgenössische Chronik‹ war bisher ungedruckt und erscheint hier aus dem auf der Zürcher Stadtbibliothek liegenden Manuskript zum ersten Mal.

Der in diesem Bande vorliegende Teil enthält, von S. 343 an, auch den Anfang des zweiten Teiles der Chronik; dessen Schluß, sowie das Nachwort über den Verfasser und sein Werk, wird, nebst dem Register, der zweite Band bringen.

Der Chronist beginnt mit den Helvetiern und Cäsar, schiebt dann sogleich lange Listen der ›herren‹, die in Helvetien ›geregiert hand‹, des gesamten Adels (S. 16—65), ein und verbreitet sich im weiteren über die Geschichte von Zürich von der ersten — ganz fabelhaft vorgebrachten — Stiftung an, wobei sie bei den Gotteshäusern das Stift Embrach (S. 96—102) einläßlich einführt; auch bietet die Geschichte Zürichs den Anlaß zur Einflechtung der Geschichte der deutschen Könige von Rudolf an, und anderenteils flicht der Chronist (S. 108 bis 118) Ratslisten ein, die freilich 110 Jahre zu früh einsetzen. An die bis zum Jahre 1351, dem Jahre des Beitritts Zürichs zur Eidgenossenschaft, geführte Geschichte der Stadt schließt sich (S. 199 ff.) diejenige der Städte Bern und Luzern, woran sich die Kapitel über die Urschweiz und die weiteren sich an die Eidgenossenschaft anschließenden Orte anfügen. Der Text schreitet da für St. Gallen und Appenzell bis zum Jahre 1489 vor.

Der ›ander Teil‹ dagegen beginnt dann wieder mit dem Jahr 1332, dem Beitritt Luzerns zum Bunde der Waldstätte, und von da an ist die eidgenössische Geschichte im Zusammenhang durch das 14. Jahrhundert und in das folgende hinein erzählt. Das hier schon davon Abgedruckte reicht bis 1436.

Der Herausgeber begleitet seine Edition mit einem sehr eingehenden, oft auch auf einzelne kritische Fragen eingehenden Kommentar, sowie mit Litteraturangaben.

Auf die Frage der Abhängigkeit des Chronisten von seinen Quellen ist in diesen Anmerkungen schon vielfach hingewiesen. Sehr weitgehend ist Brennwald von Hartmann Schedel, den er auch in einer Kapitelüberschrift (S. 144) als ›Nürenbergische Chronik‹ bezeichnet, abhängig. Von schweizerischen Werken benutzte er vorzüglich den Luzerner Chronisten Etterlin, für Bern Justinger, für die

Urschweiz und ihre Befreiungsgeschichte die 1872 in den GGA. (Stück 10) besprochene Schrift ›Vom Herkommen der Schwyzer‹ (vergl. S. 258 n. 3, daß Brennwald der erste Chronist war, der dieses Buch fast wörtlich seinem Werke einverleibte). Für die zürcherischen Dinge stützte sich Brennwald auf ein Schriftwerk, dessen Bedeutung für die vorliegende Frage erst nach Drucklegung des Bandes zu Tage getreten ist. Wie der mit der Katalogisierung der Manuskripte der Zürcher Stadtbibliothek beauftragte Verfasser des Buches ›Novara und Dijon‹ (Zürich, 1907), Dr. Ernst Gagliardi, in seiner Abhandlung im ›Jahrbuch für schweizerische Geschichte‹, Band XXXIII (1908), betitelt: ›Die Zürcher Chronik des Fridli Bluntschli‹, darlegt, ist Kodex S 396 der Bibliothek die Grundlage des Brennwaldschen Textes für die Abschnitte über Zürich. Den Ausgangspunkt für die Zürich betreffenden historischen Tatsachen bildet selbstverständlich die in den GGA. von 1901 in Nr. 7 besprochene, durch Dierauer veröffentlichte Zürcher Chronik, und deren Angaben hat diese von Gagliardi hervorgezogene Erzählung an zahlreichen Stellen noch in der zuverlässigen Gestalt herübergenommen, während Brennwald an deren Stelle die irrige Tradition aus dem Material des früher durch Henne unter dem unrichtigen Namen Klingenberg edierten Chronikeninhaltes einsetzte. Aber auch in dem, was Brennwald der durch Gagliardi behandelten Chronik entnimmt, hat er neben wörtlichen Anlehnungen vielfach Veränderungen, Erweiterungen eintreten lassen, die den wahren Sachverhalt verhüllen und zu Irrtümern Anlaß geben. Mit vieler Wahrscheinlichkeit legt Gagliardi dar, daß man in dieser neu aufgefundenen Chronik das längst vermißte Werk des Fridli Bluntschli (vergl. G. von Wyß, Geschichte der Historiographie in der Schweiz, S. 188 u. 217) vermuten dürfe.

Noch muß bemerkt werden, daß zu dem zweiten Bande der Edition der Brennwaldschen Chronik eine Reihe von Berichtigungen zur Form des schon gedruckten Textes zu bringen sein wird.

Zürich G. Meyer von Knonau

Für die Redaktion verantwortlich: Prof. Dr. Eduard Schwartz in Göttingen

Nr. 3 **März 1909**

E. Meumann, Intelligenz und Wille. Leipzig 1908, Quelle & Meyer. 293 S. 3.80 M.

Man hat es den Vertretern der experimentellen Psychologie oft vorgehalten, daß sie sich fast lediglich mit ganz elementaren seelischen Vorgängen abgäben und daß sie darum nur ausnahmsweise zu Ergebnissen gelangten, die sich in den Geisteswissenschaften oder im praktischen Leben verwerten ließen, da die psychischen Erscheinungen, mit denen wir es hier zu tun hätten, viel zu kompliziert seien. Ja man prophezeite wohl, die mühselige analytische Arbeit der experimentellen Psychologie mit ihrer künstlichen Isolierung dessen, was in Wirklichkeit zusammengeht, werde nie dazu gelangen, das tatsächlichliche Seelenleben mit seinen zahllosen, viel verschlungenen Fäden zu überschauen. Derartige Bedenken zu zerstreuen ist das vorliegende Buch Meumanns in hervorragendem Maße geeignet. Es erbringt durch die Tat den Beweis, daß die experimentelle Psychologie schon in ihrem gegenwärtigen Entwicklungsstadium unsere Einsicht zu fördern vermag für die Lösung so bedeutsamer praktischer Aufgaben wie Menschenbeurteilung, Erziehung und Selbsterziehung, und daß sie bereits geeignet ist, den Geisteswissenschaften als eine ihrer Grundlagen zu dienen. M. fußt in seinen Darlegungen allenthalben auf solchen Ergebnissen der experimentellen Psychologie, die man ohne Uebertreibung als gesicherte bezeichnen kann, er dringt aber von hier aus vor zu den höchsten und verwickeltsten Problemen der Seelenkunde. Zum Beleg hierfür verweise ich besonders auf seine Ausführungen über Talent und Genie, über die Temperamente, über gewisse bedeutsame Menschen-

typen wie den einseitigen Willensmenschen und den Intellektuellen, den Praktiker und den Gelehrten, den Gedächtnismenschen und den Denker, den analytisch-kritischen und den kombinatorisch-synthetischen Forscher, über die verschiedenen Formen der Beobachtung, des Gedächtnisses, der Phantasie, über das Verhältnis von Intellekt und Wille zur Weltanschauung.

Man sieht hieraus auch, wie reich der Inhalt des Buches ist, dabei ist es aber doch durchaus übersichtlich gegliedert und straff zusammengehalten; alles dient doch der Hauptaufgabe, die Begriffe Intelligenz und Wille mit Hülfe der seitherigen experimentell-psychologischen Feststellungen zu klären und zu vertiefen. Diese Aufgabe ist auch in vortrefflicher Weise gelöst. Ein solches Gesamturteil kann ich aussprechen, wenn ich auch im einzelnen manche Bedenken vorzubringen habe.

M. hat sachgemäß nicht eine bestimmte Definition der beiden Begriffe an den Anfang gestellt, sondern diese als Zielpunkt und Ergebnis der ganzen Untersuchung gefaßt, nur eine vorläufige Feststellung der zwei Begriffsinhalte soll dem Leser zur ersten Orientierung und dem Autor zum Ausgangspunkt dienen. M. will diese vorläufige Begriffsbestimmung ›teils dem Sprachgebrauch, teils den auffallendsten und sichersten Erfahrungen des Lebens entnehmen‹ (7). Seine weiteren Ausführungen lassen aber nicht klar erkennen, was er mit dieser zweiten Erkenntnisquelle hier eigentlich meint. Ich finde, daß er faktisch nur dem Sprachgebrauch nachgeht und sich an diesem zu vergewissern sucht über die allgemeine Auffassung von der Bedeutung der beiden Worte. Wollte er übrigens hier schon auf ›Erfahrungen‹ eingehen, d. h. doch wohl auf die Betrachtung der in Frage kommenden seelischen Phänomene selbst, so würde er damit bereits über die vorläufige Begriffsfeststellung hinausgehen und in die eigentliche Untersuchung eintreten; denn diese geht nun allerdings darauf aus, ›die Begriffe, soweit nötig, aus vertiefter Erkenntnis der Tatsachen heraus zu korrigieren und umzubilden‹ (8) und sie damit auch von ›Unklarheiten und Widersprüchen‹ (13) zu befreien. Die ›konventionelle Natur aller Wortbedeutungen‹, auf die M. im Anfang (7) selbst hinweist, läßt er dabei freilich außer Acht, wenn er z. B. schreibt: ›Es gibt kein Wollen ohne Können. Diese paradox klingende Behauptung erklärt sich dadurch, daß alles, was man im Volksmund als das ‚bloße Wollen' bezeichnet, gar kein wahres Wollen ist, sondern nur ein Wünschen und bisweilen sogar nur ein schwärmerisches oder gläubiges Hoffen auf die Verwirklichung eines Zieles‹ (214). Zutreffender wäre es doch, wenn er erklärte: es empfiehlt sich für die wissenschaftliche Terminologie,

hier von dem allgemeinen Sprachgebrauch abzuweichen und die Ausdrücke Wollen und Wünschen klar zu scheiden dadurch, daß wir den ersteren auf die Prozesse einschränken, die (innere oder äußere) Handlungen herbeiführen. ›Der Wille ist seinem Wesen nach Herbeiführung einer Handlung‹ (24): das klingt, als wüßten wir durch irgend eine mystische Intuition in das verborgene ›Wesen‹ des Willens, was er sei. Tatsächlich ergibt sich uns aus der ›konventionellen Natur aller Wortbedeutungen‹, daß es sich bei solchen Auseinandersetzungen um eine sehr schlichte Aufgabe handelt. Es gilt einfach, daß wir uns einigen, welche Art von Vorgängen wir so oder so nennen wollen. So äußerlich diese Sache auch scheint, so ist sie doch für alle wissenschaftliche Arbeit unentbehrlich, wie man gerade in der Psychologie oft besonders schmerzlich erfahren muß. Es wäre nur erwünscht gewesen, wenn M. in seine begriffsklärende Arbeit auch die Begriffe Verstand und Vernunft, die mit dem der Intelligenz in so naher Beziehung stehen, einbezogen hätte.

Der Aufhellung der beiden Begriffe Intelligenz und Wille stehen übrigens gewisse versteckte Schwierigkeiten entgegen, die M. wohl nicht genügend als solche ins Auge gefaßt hat. Diese Begriffe in der Gestalt, wie sie im allgemeinen Sprachgebrauch umlaufen, sind nämlich keine rein psychologischen. Der Begriff Intelligenz zunächst ist vor allem kein rein theoretischer, sondern enthält ein Moment der Bewertung. Es entspricht darum nicht dem Sprachgebrauch, wenn M. sagt: ›Intelligenz ist Denken und Urteilen, und der intelligente Mensch ist der denkende und urteilende Mensch‹ (157). Verhüllt wird diese Abweichung dadurch, daß wir in der Regel einem Menschen auch ein Wertprädikat beilegen wollen, wenn wir ihn einen ›denkenden‹ Menschen nennen. Berücksichtigt man aber, daß der Sprachgebrauch andererseits das Denken und Urteilen keinem ›normalen‹ Menschen abspricht, so wären nach jenem Satze M.s alle Normalmenschen auch ›intelligente‹ Menschen. So zeigt sich — was auch in M.s weiteren Ausführungen zur Geltung kommt — daß wir nicht das Denken und Urteilen schlechthin, sondern gewisse Eigenschaften (oder richtiger Grade) der Denkfähigkeit als Intelligenz bezeichnen. Und zwar bemessen wir diese Grade nach gewissen Leistungen, sei es theoretischer oder praktischer, sei es künstlerischer oder technischer Art. Mit dieser Rücksicht auf die Leistung, die ja nur als ›äußere‹ von anderen Menschen unmittelbar gewürdigt werden kann, ist der zweite Umstand gegeben, warum der Begriff der Intelligenz im allgemeinen Sprachgebrauch kein rein psychologischer ist. M. sucht hier allerdings die vorwissenschaftliche Auffassungs- und Redeweise zu berichtigen, indem er zeigt: nicht alle

Leistungen, die man im gewöhnlichen Leben als Wirkungen der Intelligenz auffaßt, sind aus dem ›Denken‹ hervorgegangen, sondern manche sind Produkte andersartiger psychischer Vorgänge wie besonders von Gedächtnisprozessen, die insofern als Aequivalente der Intelligenz auftreten. Indem so die Eigenart der Bewußtseinsvorgänge selbst und nicht die Leistung als Kriterium für die Anwendung des Intelligenzbegriffes verwendet wird, erhält dieser insofern einen rein psychologischen Inhalt. Dagegen bleibt die Rücksicht auf die Leistung (auch die außerpsychische Leistung) bestehen, ja sie tritt gegenüber der populären Begriffsfassung noch mehr in den Vordergrund in der Definition, die M. von dem Begriff Wille gibt. Dieser wird darin lediglich als Ursache von (inneren und äußeren) Leistungen bestimmt, er ist ›nichts anderes als Intelligenz (oder auf der niederen Stufe intellektuelle Elemente), die sich in Handlung umsetzt und mit der das intellektuelle Seelenleben aus seiner reinen Innerlichkeit zur Wirkung auf die Umgebung heraustritt‹ (281).

Wie hier Intelligenz und Wille in die innigste Beziehung gesetzt werden, so ist M. überhaupt den Verflechtungen der verschiedenen ›Seelenmächte‹ mit besonderer Sorgfalt nachgegangen. Dies ist deshalb wertvoll, weil die populäre Begriffsbildung dem Naiven immer wieder die Anschauung aufdrängt, als wirkten in der Seele verschiedene, für sich gewissermaßen selbständige Vermögen mit- und gegeneinander — ein Vorurteil, dem freilich M.s Ausdrucksweise hie und da vielleicht Nahrung geben könnte, da sie in dieser Beziehung etwas sorglos ist.

In diesen Verschmelzungen und Verwicklungen der seelischen Vorgänge liegt nun der Grund dafür, daß M. seine Untersuchung der Intelligenz nicht auf die Behandlung des ›Denkens‹ beschränken kann. Mit Recht betrachtet er eingehend auch ›die Voraussetzungen und Vorbedingungen‹ der Intelligenz. Diese sind teils formaler Art wie Aufmerksamkeit, Uebung und Gewöhnung, teils materialer Art wie Beobachtungsfähigkeit, Gedächtnis und Phantasie. Es würde dem Sachverhalt und M.s eigener Auffassung besser entsprochen haben, wenn sie auch als Voraussetzungen des Willens bezeichnet wären; denn wenigstens Aufmerksamkeit, Uebung, Gedächtnis und — wie sich uns noch zeigen wird — Phantasie spielen auch bei den Willenshandlungen eine höchst wichtige Rolle.

Die ›intellektuellen‹ Vorgänge nun (worunter Beobachtung, Gedächtnis, Phantasie und das ›Denken‹ zu verstehen sind) haben das gemeinsame Merkmal, daß das Bewußtsein in ihnen auf ›Gegenstände‹ (im weitesten Sinne) gerichtet ist, daß es irgend welche Objekte ›meint‹, auf sie gewissermaßen abzielt. Die ›Aufmerksamkeit‹

dürfte aber wohl am besten als eine Eigenschaft des Gegenstandsbewußtseins gefaßt werden. Ich vermisse bei M. die Charakterisierung der intellektuellen Prozesse als Phänomene des Gegenstandsbewußtseins. Mit diesem Mangel bringe ich es auch in Verbindung, daß er sich einmal über die Aufmerksamkeit in einer Weise äußert, die ich als mißverständlich bezeichnen muß. ›Die klar bewußten Wahrnehmungen und Vorstellungen‹ heißt es S. 16 ›... sind zugleich Gegenstand unserer Aufmerksamkeit‹. Tatsächlich sind die Wahrnehmungs- und Vorstellungsobjekte Gegenstand der Aufmerksamkeit. Die Wahrnehmungen und Vorstellungen selbst sind es nur, wenn wir unsere Bewußtseinsvorgänge beobachten; wovon aber hier nicht die Rede ist.

Als zusammenfassender Terminus für alle eingliedrigen Akte des Gegenstandsbewußtseins (im Unterschied von den zweigliedrigen wie den Urteilsakten) dürfte sich übrigens der Ausdruck ›Vorstellung‹ empfehlen. Freilich legt der Sprachgebrauch auch nahe, das Wort auf die anschaulichen Vorstellungen (der Wahrnehmung, des Gedächtnisses und der Phantasie) einzuschränken und diese damit den unanschaulichen (den ›Begriffen‹) entgegen zu setzen. Aber oft ist es zweckmäßig, einen Ausdruck zu haben, der beide Klassen umfaßt, und darum erscheint es ratsam, ›Vorstellung‹ auch in dieser weiteren Bedeutung zu gebrauchen. Auch M., der den Terminus ›Vorstellung‹ ausdrücklich auf die ›rein anschauliche inhaltliche Vergegenwärtigung, das innerliche Sehen oder Hören des Vorstellungsinhaltes‹ einschränkt (152 f.), kommt doch unwillkürlich dazu, ihn auch in weiterem Sinne zu verwenden. So bezeichnet er die ›Vorstellung‹ des Ziels als notwendigen Bestandteil der Willenshandlung (184 u. ö.), aber die ›allgemeinen‹ Ziele, die persönlichen Ideale und unpersönlichen Grundsätze, die (wie M. 202 ff. treffend darlegt) bei höherer Willensentwicklung unser Handeln immer mehr beherrschen, brauchen doch offenbar durchaus nicht stets anschauliche Vorstellungen zu sein, können es oft wohl garnicht sein.

Eine Zwischenbemerkung über den Terminus ›anschaulich‹ mag hier gestattet sein. Daraus daß M. dies Wort durch den Hinweis auf Sehen und Hören erläutert, glaube ich schließen zu dürfen, daß er es in gleichem Sinne gebraucht wie ich in meinem Buche ›Empfindung und Denken‹ (Leipzig 1908; vgl. besonders S. 78). Es ist in der Tat kaum möglich, den Terminus in anderer Weise zu erläutern als durch den Hinweis auf die Eigenart der Gesichtswahrnehmung in erster Linie, auf die sich ja auch der Ausdruck ursprünglich bezieht. Es ist damit gemeint, daß der Gegenstand dieser Wahrnehmung vermöge ihres Empfindungsbestands sich als etwas sozusagen leibhaftig

Greifbares, deutlich und sicher Erfaßbares darstellt. Aehnliches wie für die optischen Empfindungen gilt für die meisten anderen Empfindungsklassen. Eine Schwierigkeit für die Verwendung des Terminus zur Abgrenzung der Empfindungen (und ihrer Reproduktionen) überhaupt gegen andere Bewußtseinselemente liegt nur darin, daß die kinästhetischen und manche Organempfindungen den eben beschriebenen Charakter von ›Anschaulichkeit‹ in weit geringerem Grade zeigen. Immerhin dürfte dieser Uebelstand zu ertragen sein und sich der hier erörterte Gebrauch des Terminus ›anschaulich‹ eher (durch seinen Zusammenhang mit dem allgemeinen Sprachgebrauch) empfehlen, als eine andere Verwendung des Wortes, gemäß der jede auf Einzelnes bezügliche Vorstellung als ›anschaulich‹ bezeichnet wird.

Vor allem aber ist es wichtig, diese beiden Bedeutungen auseinander zu halten. Gewiß wird alles, was vermöge erlebter Empfindungen als ›anschaulich‹ sich darbietet, ›Einzelnes‹ sein; aber es braucht nicht umgekehrt alles ›Einzelne‹ für uns ›anschaulich‹ zu sein. Wenn man z. B. innerhalb der Bewußtseinsvorgänge neben den Empfindungen ›wahrnehmungsflüchtige‹ (und insofern ›unanschauliche‹) ›Funktionen‹ oder ›Akte‹ (des Denkens und etwa auch des Fühlens und Wollens) anerkennt, so würde das Erleben solcher etwas ›Einzelnes‹, aber doch nichts ›Anschauliches‹ sein (abgesehen von den etwa begleitenden Empfindungen). Endlich dürfte es auch möglich sein, einen (physischen oder psychischen) Gegenstand, der seiner Beschaffenheit nach anschaulich vorgestellt werden kann, doch bloß in unanschaulicher Weise zu ›meinen‹.

Bei den vielen Bedeutungen, die der Terminus ›Vorstellung‹ ohnehin hat, ist es natürlich auch diskutabel, ihn auf die ›anschaulichen‹ (eingliedrigen) Akte des Gegenstandsbewußtseins einzuschränken und die ›unanschaulichen‹ als ›Begriffe‹ oder ›Gedanken‹ zu bezeichnen. Die Hauptsache bleibt bei dem allen, daß man über die sachlichen Unterschiede sich klar ist und daß man die einmal gewählte Terminologie festhält. Gerade letzteres dürfte aber (wie gezeigt) bei M. hier nicht der Fall sein. Daß er aber den Terminus ›Vorstellung‹ nicht in jener engeren Bedeutung festzuhalten vermag, legt doch auch wieder den Gedanken nahe, daß es nicht rätlich ist, ihn lediglich auf die ›anschaulichen‹ Akte des Gegenstandsbewußtseins zu beschränken.

Nicht minder dürfte M. die Bedeutung des Terminus ›Phantasie‹ in unzweckmäßiger Weise einengen. Er definiert: ›Phantasie ist kombinierende Vorstellungstätigkeit, bei welcher die Vorstellungen als solche der Zweck und das Ziel der inneren Arbeit werden‹ (127).

Damit ist zunächst gesagt, daß nur anschauliche Vorstellungen zu der Phantasie zu rechnen seien. Dieses Merkmal ist schon mit M.s Definition der »Vorstellung« gegeben. Er bezeichnet es zwar bei der Begriffsbestimmung der Phantasie als »weniger wichtig«, aber er hält doch ausdrücklich daran fest, wenn er z. B. bemerkt: »Das Denken arbeitet mit den bestimmt formulierten Begriffen«, [tut es das übrigens immer?!] »die Phantasie mit der anschaulichen Vorstellung!« (147). Aber das Merkmal der Anschaulichkeit läßt sich für die Phantasievorstellungen nicht aufrecht erhalten, wenn man daran denkt, welche Rolle die »Phantasie« im wissenschaftlichen und philosophischen Denken spielt. M. selbst deutet gelegentlich (145) darauf hin, aber es hätte sich dies noch leicht eindrucksvoller ausführen lassen. Sind ja doch die Objekte der Idealwissenschaften wie z. B. der reinen Mathematik, ferner die Theorien und Hypothesen der Realwissenschaften — psychologisch betrachtet — vielfach Phantasiegebilde, nicht minder auch die Ziel- und Idealvorstellungen des Wollens[1]). Sehen wir aber in dem allen (wie es auf Grund des Sprachgebrauchs und der sachlichen Uebereinstimmungen rätlich sein dürfte) Betätigungen der »Phantasie«, so können wir auch das Merkmal, welches M. in der angeführten Definition als wesentlich bezeichnet, nicht als solches anerkennen. Bei allen diesen seelischen Betätigungen sind nämlich die Phantasievorstellungen (mögen sie nun anschauliche oder unanschauliche sein) nicht Selbstzweck, sondern sie dienen der Erkenntnis oder Verwirklichung irgend welcher anderer Ziele. Ja selbst für die Arbeit der Künstler (an die M. bei seiner Begriffsbestimmung ausschließlich denkt) ist das Phantasiegebilde doch wohl meist nicht eigentlich Selbstzweck, sondern Mittel und zugleich leitendes Vorbild für die Gestaltung des Kunstwerkes. —

Als charakteristisch für das eigentliche »Denken« nennt M. mit Recht eine »eigenartige beziehende Tätigkeit, durch welche zu der bloßen Aufeinanderfolge der Vorstellungen in unserem Geiste eine neue und eigenartige Arbeit der Seele hinzutritt, bei welcher die Vorstellungen in bestimmter Form aufeinander bezogen werden« (151 ff.)[2]). Die anschaulichen »Vorstellungen« dienen dem Denken nur als »Mittel- und Anknüpfungspunkt oder Ausgangspunkt für

1) Ich verweise dafür auf die Ausführungen von Heinr. Maier, »Psychologie des emotionalen Denkens« (Tübingen 1908), besonders S. 282—348. Uebrigens kommen auch zahlreiche Bemerkungen des 4. und 5. Abschnittes in Betracht.

2) Ich bezweifele allerdings, daß mit der Konstatierung dieser »beziehenden Tätigkeit«, das »Denken« (sofern wir es mit »Urteilen« identifizieren) ausreichend charakterisiert ist. Ich werde auf die Frage weiter unten zurückkommen.

die Aufsuchung von Beziehungen« wie der »Gleichheit, der Aehnlichkeit, der Verschiedenheit, der Ueber- und Unterordnung, der Einordnung in andere Beziehungszusammenhänge, oder Beziehungen von Abhängigkeit, Grund und Folge, Ursache und Wirkung u. dgl. m.« (153). Indem das Denken diese Beziehungen zusammenfaßt, »bildet es an Stelle der Vorstellungen ganz andersartige Elemente«, »die wissenschaftlich definierten Begriffe, die überhaupt nicht mehr eigentlich anschaulich vorgestellt, sondern nur in Form von definierenden Urteilen oder Sätzen entwickelt werden können« (153). Ich möchte hier aber betonen, daß die neuern Untersuchungen der Denkvorgänge dies mit Sicherheit gezeigt haben, daß auch bei Worten, von denen wir durchaus keine wissenschaftliche Begriffsbestimmung zu entwickeln vermögen, die Bedeutung in ganz unanschaulicher Form gewußt sein kann. Es erscheint darum als ganz zweckmäßig, auch diese Bedeutungsvorstellungen als »Begriffe« zu bezeichnen, etwa genauer als »vorwissenschaftliche« Begriffe.

Ob »Begriffe« stets der Anknüpfung an eine Wortvorstellung (die als solche ja etwas »Anschauliches« ist) bedürfen oder auch ohne solche im Bewußtsein vorkommen können, das sehe ich noch als eine offene Frage an, über die ich mich in meinem Buch »Empfindung und Denken« (S. 100—110) näher ausgesprochen habe.

Jedenfalls scheint es mir leicht zu Mißverständnissen zu führen, wenn M. als »Träger und Ausgangspunkte« der Denkbeziehungen (die für ihn den Inhalt der Begriffe bilden) die Worte nennt (154). Das würde doch im eigentlichen Sinne nur für das Denken des Sprachforschers gelten, der die Worte selbst zum Gegenstand seiner Untersuchung macht und sie dabei mannigfach in Beziehung setzt. Gegen die Ansicht aber, daß der gesamte Begriffsinhalt nur aus »Beziehungen« bestehe, spricht, daß doch alle Beziehungen »Beziehungspunkte« voraussetzen, also irgendwelche direkt gemeinten Objekte[1]), die in Beziehung gesetzt werden. Das direkte »Meinen« von Objekten dürfte aber auch in unanschaulicher, also »begrifflicher« Form vorkommen. —

Den Ausdruck »Willenshandlung« schränkt M. ein auf diejenigen psychischen Vorgänge, in denen mindestens die folgenden Momente unterscheidbar sind: 1) die Zielvorstellung, 2) das zustimmende Urteil zu dieser, 3) das Herbeiführen der auszuführenden Handlung durch diese beiden Elemente und das Bewußtsein ihrer Herbeiführung (188). Daß die Bewegungsvorstellungen und die Gefühle lange nicht die Bedeutung für die Willenshandlungen haben, die man ihnen vielfach

1) In solchen können natürlich durch spätere Denkakte selbst wieder »Beziehungen« konstatiert werden.

zugeschrieben hat, betont er mit Recht. Er selbst legt allen Nachdruck darauf, daß die ganze Willenshandlung uns nur verständlich werde, »wenn wir sie unter dem Gesichtspunkte der Assoziation zwischen Motiven und Handlungen und der reproduzierenden Wirksamkeit eines Motivs (oder einer Summe motivierender Vorgänge) betrachten« (201). Unter Motiven oder Motiv versteht er dabei — abweichend vom allgemeinen Sprachgebrauch — »alle die Vorgänge, welche die Handlung herbeiführen« (214). Ist so die Verbindung von Motiv und Handlung eine Assoziation und die Herbeiführung der Handlung durch das Motiv ein Reproduktionsvorgang, so können die wohlbekannten Gesetze der Assoziation und Reproduktion auf die Willenshandlungen angewendet werden. Dadurch fällt auf diese neues Licht; auch erfährt die Psychologie damit eine bedeutsame Vereinfachung. Eine solche erzielt M. auch dadurch, daß er überhaupt alle Bewußtseinselemente, die sich bei der Willenshandlung unterscheiden lassen als »gleichartig«, als »intellektuell« auffaßt (217); wobei freilich dieser Terminus nicht definiert wird. Die »Motive« nämlich können nach ihm nur bestehen aus Vorstellungen (einschließlich Bewegungsvorstellungen), begrifflichen Elementen, Urteilen und Gefühlen (die er als Verschmelzung von Organempfindungen auffaßt)[1]), und aus dem gleichen Material setzen sich die »Handlungen« für das Bewußtsein zusammen; nur auf der physischen Seite besteht hier eine Verschiedenheit, insofern sich sensorische und motorische Innervationsprozesse assoziieren. M. schließt sich also den Psychologen an, die in dem Wollen keine besondere Art von Bewußtseinselementen finden. »Das Wollen ist seinem Wesen nach nichts anderes als intellektuelle Vorgänge, die sich in Handlungen umsetzen« (274 f.). Auch die »Zustimmung« zu der Zielvorstellung, in der M. ein notwendiges Element der Willenshandlung sieht, rechnet er ausdrücklich zu den intellektuellen Prozessen (256). Hier ist nun freilich ein Punkt, über den näherer Aufschluß erwünscht wäre. M. nennt diese »Zustimmung« gewöhnlich (z. B. 186, 187 u. ö.) »zustimmendes Urteil«. Er nimmt also wohl an, daß das damit gemeinte Erlebnis identisch sei mit dem »Denken« oder »Urteilen«, das er als charakteristische Leistung der Intelligenz bezeichnet hat (157). Nun scheint mir aber das Beziehungserlebnis, das bei der Verbindung von Subjekt und Prädikat stattfindet, von dem der Anerkennung oder Verwerfung wohl unterscheidbar zu sein. Gewiß können wir auf beide

1) Auffälliger Weise wird diese Ansicht, für die sich M. auf Grund neuerer pathologischer Beobachtungen mehrfach (217, 276, 290) mit aller Bestimmtheit erklärt, S. 248 nur als Vermutung angeführt. Faktisch dürfte dies dem gegenwärtigen Stand der Forschung besser entsprechen.

den Namen Urteil anwenden, die Anerkennung kann sich auch mit der Beziehung in einer für das Bewußtsein untrennbaren Weise verschmelzen, aber sie dürfen doch nicht ohne weiteres gleichgesetzt werden. Einleuchtend scheint mir doch die Bemerkung Brentanos: ›Man mag Vorstellungen zusammensetzen und auf einander beziehen wie man will, wie wenn man sagt ein grüner Baum, ein goldener Berg, ein Vater von 100 Kindern, ein Freund der Wissenschaft: solange und sofern man nichts weiter tut, fällt man kein Urteil‹ [1]).

Eine weitere Frage ist, ob das (theoretische) Anerkennen und Verwerfen, das im Urteil neben dem ›Beziehen‹ konstatiert werden kann, mit dem Zustimmen und Ablehnen, das bei Willensentscheidungen vorkommt, ganz gleichartig ist. Sollte nicht auch darin Brentano recht haben, daß er Akte des Gefallens und Mißfallens (und ähnliche) von dem ›Urteilen‹ unterscheidet. Damit kämen wir freilich zur ›Anerkennung‹ einer besonderen Klasse von elementaren Willenserlebnissen, mag diese ›Anerkennung‹ uns bei unserem natürlichen Streben nach Einfachkeit auch wenig ›gefallen‹.

Uebrigens bemüht sich M. schließlich doch auch wieder, einen eigenartigen Bewußtseinscharakter der Willenserscheinungen aufzudecken; er findet ihn in der ›unmittelbaren Ich-Bedingtheit intellektueller Prozesse‹ (290). Nur wäre es auch hier wünschenswert gewesen, wenn M. näher erklärt hätte, was er dabei unter dem ›Ich‹ versteht. Wenn: die psychophysiche Persönlichkeit in ihrer Totalität, so sind doch schließlich alle Bewußtseinsprozesse (zum mindesten teilweise) unmittelbar durch das ›Ich‹ bedingt. Meint M. aber das Ichbewußtsein, so läßt sich geltend machen, daß ein besonderes Ichbewußtsein nicht bei allen Willenshandlungen im Sinne M.s konstatierbar ist, und daß das Ichbewußtsein ›schon wegen seiner gleichbleibenden Beschaffenheit den verschiedenen Willenshandlungen gegenüber nicht motivierend wirken kann‹ [2]).

Doch noch ein weiteres Bedenken erhebt sich gegen M.s Willenstheorie, das auch eine gewisse praktisch-pädagogische Bedeutung hat. M. bezeichnet es als ›eine gänzlich falsche und im höchsten Grade schädliche Ermahnung‹, wenn der Erzieher zum Kinde sage: Du kannst, wenn du willst (217). Das erwecke in ihm die irrige Vorstellung, daß es eine Handlung herbeiführen könne, auch ohne daß

1) ›Vom Ursprung sittlicher Erkenntnis‹ (Leipzig 1889) S. 15. Ich verweise auch auf die Darlegungen St. Wilaseks ›Grundlinien der Psychologie‹ Leipzig 1908. S. 76 ff. und S. 279 ff., 353 ff., gegen die ich freilich im einzelnen manche Bedenken habe, wie ich auch der Urteilslehre Brentanos durchaus nicht in jeder Hinsicht mich anschließe.

2) Vgl. E. Dürr, Einführung in die Pädagogik. Leipzig 1908. S. 266.

sie erlernt worden sei, d. h. »auch ohne daß eine Assoziation zwischen Entschluß und Handlung gebildet wurde« (218). Das Kind »könne« aber auch auf dem Gebiet des Wollens nur, was es »erlernt« habe.

Nun müssen aber doch (wie natürlich auch M. nicht entgeht), die Assoziationen selbst einmal zuerst gestiftet werden. Die Stiftung der Assoziationen selbst ist aber auch Willenshandlung. Für diese so bedeutsame Gruppe von Willensakten, auf der ja aller Fortschritt beruht, gilt also nicht, daß sie durch Assoziation von Motiv und Handlung sich erklären, und daß der Eintritt der Handlung eine Reproduktion sei. Hier haben wir also doch ein Wollen, das etwas bewirken kann, was es vorher noch nicht »erlernt« hat; und in erhöhtem Maße gilt dies, wenn schon bestehende Gewöhnungen durch Bildung von »Gegenassoziationen« (218) beseitigt werden sollen.

Ich möchte dabei nicht in Abrede stellen, daß jene populäre Auffassung von dem »freien« Willen, der stets und unter allen Umständen auch ausführen könne, was er wolle, in der Erziehung schädlich wirken kann, sofern sie dazu führt, die Bedeutung von Uebung und Gewöhnung zu übersehen oder wenigstens zu unterschätzen. Andererseits darf aber doch nicht unbeachtet bleiben, daß das Bewußtsein des Könnens zumeist dem »echten« Wollen (im Sinne M.s) innewohnt und wo es vorhanden ist, die Ausführung der Handlung befördert, wie sich bei experimentell-psychologischen Untersuchungen gezeigt hat[1]). Der Satz: Du kannst, wenn du willst, wird darum als Aufruf zu energischer Kraftanspannung bei der erziehlichen Einwirkung seine Stelle behalten dürfen. —

Zum Schlusse noch ein Wort über die Darstellung. Sie ist schlicht und klar gehalten, und das Buch dürfte darum auch für weitere Kreise der Gebildeten wohl verständlich sein, da speziellere psychologische Kenntnisse nicht vorausgesetzt werden und vielfach das Gesagte durch geschickt gewählte Beispiele veranschaulicht wird.

Gießen August Messer

1) Vgl. N. Ach, »Experimentell-psychologische Untersuchungen über den Willen« in dem »Bericht über den II. Kongreß für experimentelle Psychologie in Würzburg 1906« (Leipzig 1907) S. 255 f.

Walter Pollack, Ueber die philosophischen Grundlagen der wissenschaftlichen Forschung, als Beitrag zu einer Methodenpolitik. Berlin, Dümmler, 1907. 154 S.

›Welcher philosophischen Anschauung soll der Gelehrte im Augenblick des wissenschaftlichen Forschens zugetan sein?‹ In dieser Frage formuliert Pollack sein Thema. Dabei versteht er unter einer philosophischen Anschauung nicht einen metaphysischen, sondern einen erkenntnistheoretischen Standpunkt, speziell eine Stellungnahme zum Wahrheitsproblem.

Der wissenschaftlichen Arbeit soll nicht der Glaube an eine absolute Wahrheit zu Grunde liegen. Wissenschaft ist nicht Reproduktion von etwas schon Bestehendem, sondern Neuschöpfung. Die wissenschaftliche Produktion geht von bestimmten, willkürlich zu wählenden ›Gesichtspunkten‹ aus und entwickelt daraus nach selbstgegebenen Gesetzen ihre Welt. Für jede besondere Disziplin sind die ›Gesichtspunkte‹ andere. Die einzelnen Disziplinen unterscheiden sich nur durch diese Verschiedenheit der Gesichtspunkte, nicht durch die Besonderheit der zu behandelnden Objekte. Auch wenn verschiedene Wissenschaften scheinbar ›denselben‹ Gegenstand behandeln, darf man nicht glauben, daß ihre Ergebnisse nur neben einander zu ordnen sind, um die Totalität des Objekts gewissermaßen durch Zusammenstellung seiner einzelnen Seiten zu bilden. Aber nicht nur die verschiedenen Wissenschaften sind durch die Verschiedenheit der Gesichtspunkte grundsätzlich von einander getrennt, auch innerhalb einer und derselben Wissenschaft sollen alle möglichen Betrachtungsweisen möglichst unabhängig von einander entwickelt werden. Selbst ein Zurückgreifen auf ›historische‹ Standpunkte ist nicht zu verachten. Keine Gebundenheit an irgend welche Erfahrung, an irgend welche Wirklichkeit darf die Freiheit der wissenschaftlichen Produktion beeinträchtigen. Nur immanente Folgerichtigkeit in der Entwicklung des einmal eingenommenen Standpunktes ist von Gelehrten zu verlangen. ›Hypothese und Wirklichkeit sind (allgemein methodisch) ihrem Wert nach gleich einzuschätzen‹. Und mit dem Glauben an den Unterschied von ›Tatsachen‹ und ›Hypothesen‹ muß auch der Glaube an die absolute Gültigkeit der Axiome verschwinden.

Das sind die Grundgedanken der Lehre, die Pollack als ›hypothetischen Perspektivismus‹ bezeichnet. Auf die Frage: Warum soll diese relativistische Auffassung der wissenschaftlichen Forschung zu Grunde gelegt worden? erhalten wir die Antwort: Weil dadurch der wissenschaftlichen Arbeit die größtmögliche Freiheit und Gestaltungs-

möglichkeit gesichert wird. Wer diesen Standpunkt als die gemeinsame Basis aller Forscher betrachtet, der kann privatim immer noch von dem Glauben an die dereinst zu gewinnende absolute Wahrheit beseelt sein. Aber der Glaube an die absolute Wahrheit als Grundlage der Forschung läßt eine Reihe von Entwicklungsmöglichkeiten verkümmern, macht engherzig und intolerant.

Nachdem Pollack diese seine Auffassung in der Einleitung und im ersten Kapitel seines Buches allgemein entwickelt hat, geht er in zwei besonderen Abschnitten auf die Philosophie der naturwissenschaftlichen und auf die Philosophie der geisteswissenschaftlichen Forschung ein. Dabei sucht er zu zeigen, daß sich Tendenzen zu dieser Auffassung des ›hypothetischen Perspektivismus‹ spontan in den Natur- und Geisteswissenschaften zu regen beginnen, daß gewisse Methodiker auf beiden Gebieten in der Lösung einzelner Spezialfragen Ansichten geäußert haben, die nur verallgemeinert zu werden brauchen, um in die oben dargelegten Gedankengänge überzugehen und daß die bewußte Anwendung der Grundsätze des hypothetischen Perspektivismus die Behandlung ganz bestimmter Probleme in Natur- und Geisteswissenschaft tatsächlich günstig zu beeinflussen vermag.

Im Schlußparagraphen werden Stellen aus ›Nietzsche‹ angeführt, in denen dieser als Vorläufer und Prophet der betreffenden Geistesrichtung erscheint.

Versucht man, zu dieser Darstellung des hypothetischen Perspektivismus Stellung zu nehmen, so hat man sich offenbar zunächst auseinander zu setzen mit dem Begriff des ›Gesichtspunktes‹. Weiter ergibt sich die Frage, inwieweit die von der Wissenschaft zu wählenden Gesichtspunkte willkürlich angenommen sind und willkürlich angenommen sein können. Ferner wird man sich mit dem Problem der Gesetzmäßigkeit in der Bearbeitung der Gesichtspunkte beschäftigen müssen und schließlich ist die Wertfrage aufzurollen, von deren Beantwortung es abhängt, ob wir der Pollackschen These von der Gleichwertigkeit zwischen Hypothese und Erfahrung und ähnlichen Sätzen zustimmen werden oder nicht.

Was ist also vor allem ein ›Gesichtspunkt‹? Darauf antwortet Pollack: ›Unser Gesichtspunkt kann zunächst als eine Gesamtvorstellung charakterisiert werden. Wir dürfen auch sagen: Ein Gesichtspunkt ist eine bestimmte Anschauungsform. Die Gesichtspunkte spielen in unserm Leben eine große Rolle und zwar nicht bloß vom Standpunkt der Methodenlehre sondern auch in anderen Wissenszweigen‹.

›Die Bedeutung der Gesichtspunkte wird bereits von Rickert teilweise anerkannt, wenn auch noch nicht in ihrer vollständigen

Tragweite gewürdigt. Ihm ist es bereits klar, daß die Begriffsbildung von gewissen Prinzipien geleitet wird, der Methodiker hat nach Rickert die Aufgabe, die die Einzelwissenschaften beeinflussenden, ja bestimmenden Gesichtspunkte aufzudecken. Nur so vermag man methodische Verschiedenheiten zweier Grenzen von Wissenschaften zu durchschauen. Indessen hat er den Gedanken noch nicht bis zu seiner äußersten Konsequenz fortgesponnen, er spricht daher von Begriffsbildung, anstatt von Bildung der Gesichtspunkte. Daß der Ausdruck ›Begriff‹ zu seiner fortgeschrittenen Auffassung nicht recht paßt, hat er selbst empfunden. Dem ›Begriff‹ haftet stets die Vorstellung des Allgemeinen an; von Begriffsbildung kann ich also genau genommen nur auf dem Gebiet der Naturwissenschaft im Rickertschen Sinne, nicht aber bei der das Individuelle erfassenden Geschichtswissenschaft im weiteren Sinne reden. Rickert sucht dementsprechend mit der Ausdehnung des Terminus ›Begriff‹ sich zu helfen. Wer jedoch, wie Rickert, als das Wesen der beiden logischen Prozesse in Natur- und Geschichtswissenschaft die Umformung der empirischen Wirklichkeit proklamiert, wird sicherlich gegen den ›Gesichtspunkt‹ als terminus technicus nichts einzuwenden haben‹.

Aus diesen Darlegungen zu ersehen, was unter dem ›Gesichtspunkt‹ verstanden werden soll, ist offenbar unmöglich. Erst erfährt man, daß der Gesichtspunkt eine Allgemeinvorstellung sei. Dann wird gesagt, statt der Bezeichnung ›Begriff‹ müsse der Terminus ›Gesichtspunkt‹ gewählt werden, weil dem ›Begriff‹ die Vorstellung des Allgemeinen anhafte. Da muß man doch fragen: Haftet denn der Allgemeinvorstellung nicht die Vorstellung des Allgemeinen an? Ueber das Verhältnis von Begriff und Allgemeinvorstellung gehen die Auffassungen besonders bei nicht psychologisch geschulten Erkenntnistheoretikern leider noch beträchtlich auseinander. Aber daß die Allgemeinvorstellung dem Individuellen besser gerecht zu werden vermöge als der Begriff, diese Ansicht dürfte außer von Pollack wohl von niemand vertreten werden. Doch sehen wir einmal ab von der Bezeichnung des ›Gesichtspunktes‹ als Allgemeinvorstellung. Gelangen wir zu größerer Klarheit, wenn wir den Gesichtspunkt als ›eine bestimmte Anschauungsform‹ charakterisiert erhalten? An Anschauungsformen im Sinne der Kantschen Philosophie darf man offenbar nicht denken; denn die Gesichtspunkte von Raum und Zeit reichen nicht aus, die Fülle der Wissenschaften, die Pollack im Auge hat, zu konstituieren. Aber was soll man dann unter ›einer bestimmten Anschauungsform‹ verstehen? Die Definition läßt uns völlig im Stich. Der Satz: ›Ein Gesichtspunkt ist eine bestimmte Anschauungsform‹ ist überhaupt keine Definition. Nun mag man es

empirischen Einzel-Untersuchungen, welche ihren Gegenstand erst am Schluß zu allseitig klarer Erkenntnis gelangen lassen, immerhin gestatten, daß sie statt mit einer exakten Definition mit einer allgemeinen Umgrenzung oder gar bloß Andeutung ihres Objekts beginnen. In der Entwicklung logischer Prinzipienfragen aber ist eine derartige Abweichung von der logischen Strenge ganz unverzeihlich.

Wenn wir nicht gezwungen sein sollen, die weitere Verfolgung der in Rede stehenden Gedankengänge aus Mangel an klarer Verständigung mit dem Autor aufzugeben, dann müssen wir versuchen, aus der Gesamtheit der Ausführungen Pollacks zu ergründen, was er unter einem Gesichtspunkt eigentlich versteht. Er spricht beispielsweise davon, daß 100 Willen unter einem Gesichtspunkt, ›aus einer bestimmten Distanz gesehen‹ als ein Wille erscheinen. ›Wenn in einer Versammlung hundert Mitglieder den Entschluß fassen, ein neues Vereinshaus zu bauen, und alle bei der Abstimmung den gleichen Willen bekunden, so wird schon im täglichen Leben nur von dem Dasein eines einzigen Willens die Rede sein. Von einem andern Gesichtspunkt aus mögen nun allerdings hundert verschiedene Willensäußerungen vorliegen, die sich zufällig in ein und derselben Richtung bewegen ...‹ Was bedeutet hier das Wort ›Gesichtspunkt‹? Offenbar nichts anderes als die Relation, in welcher von einem bestimmten Gegenstand eine bestimmte Aussage Gültigkeit hat. Wenn nur zwei verschiedenfarbige und gleichgeformte Objekte vorliegen und ich bezeichne sie als gleich, so betrachte ich sie unter dem Gesichtspunkte der Form. Nenne ich sie verschieden, so ist dies richtig unter dem Gesichtspunkt der Farbe. Sage ich: Die Farbe der beiden Körper ist gleich, so kann ich mir scheinbar die Angabe eines Gesichtspunktes, unter dem dies Urteil gültig ist, ersparen. Aber wenn ich beachte, daß der Begriff der Farbe wiederum mehrdeutig ist, daß die Farbe als chemische Substanz oder als physikalischer Vorgang oder einfach als Gegenstand der Farbenwahrnehmung gemeint sein kann, so bedarf ich wiederum einer Determination. Daß dagegen $2 \times 2 = 4$ ist, daß gilt nicht unter einem bestimmten Gesichtspunkte, sondern allgemein, weil die hier in Beziehung gebrachten Begriffe der Vieldeutigkeit entbehren, so daß man nicht erst angeben muß, in welcher Hinsicht die ausgesagte Beziehung gilt.

Was soll es nun aber heißen, wenn Pollack sagt, die Wissenschaft sei die Kombination von Gesichtspunkten? Ist es nicht viel richtiger, zu sagen, die Wissenschaft betätige sich in der Trennung der Gesichtspunkte? Sicher ist jedenfalls, daß die Wissenschaft Abstraktionen vollzieht und eben dadurch zu möglichst eindeutig bestimmten Begriffen zu gelangen sucht. Wenn beispielsweise die Naturwissen-

schaft in einer gewissen Phase ihrer Entwicklung bemüht war, die Welt nur unter dem Gesichtspunkt der Bewegung zu betrachten, so kann man demgegenüber doch nicht gut von einer Kombination der Gesichtspunkte sprechen. Es ist auch nicht recht einzusehen, inwiefern Gesichtspunkte schöpferisch sein sollen, inwieweit man von ›dem formenden Prinzip des Gesichtspunktes‹ sprechen darf oder inwieweit eine ›ganze Gedankenkette seine Emanation darstellt‹. Solch bildliche Redewendungen wirken nur irreführend. Halten wir uns wieder an ein Beispiel! Die Nationalökonomie betrachte die Menschen etwa nur unter dem Gesichtspunkt der egoistischen Güterproduktion und des egoistischen Güteraustausches. Inwiefern könnte dieser Gesichtspunkt die Gedankenentwicklung beeinflussen? Zunächst offenbar in der Weise eines ›Beachtungsmotivs‹. Man wird unter der Leitung des betreffenden Gesichtspunktes diejenigen Verhältnisse des menschlichen Lebens bemerken und herausgreifen, die neben anderen auf diesem Standpunkt mehr oder weniger gleichgültigen wirklich in der Erfahrung gegeben sind. Man wird aber auch Fragen stellen können, die das Leben, so wie es tatsächlich sich abspielt, nicht beantwortet, z. B. die nach dem Verhalten eines n u r ökonomisch interessierten Wesens unter bestimmten Verhältnissen. Ist die Antwort hierauf eine ›Produktion‹ des ›Gesichtspunktes‹? Offenbar nicht. Welches Verhalten als Wirkung einem bestimmten Interesse als der Ursache entsprechen kann, das entnehmen wir der Erfahrung. Wir wissen aus dieser Quelle etwa, daß der Mensch lieber gute Ware um billiges Geld als schlechte Ware zu hohem Preis kauft. Die Anwendung dieses allgemeinen Satzes auf einen besonderen fingierten Fall, wo es sich um eine bestimmte Ware handelt und wo das Verhalten nur durch das ökonomische Interesse determiniert werden soll, ist aber gewiß keine von dem Gesichtspunkt als formendem Prinzip hervorgebrachte geistige Leistung.

Noch besser läßt sich der in Betracht kommende Tatbestand an einem naturwissenschaftlichen Beispiel durchschauen. Man kann sagen, vom Standpunkt des Atomismus aus werde die Natur unter dem Gesichtspunkt der Bewegung betrachtet. Dieser Gesichtspunkt hat auch hier zur Folge, daß zunächst auf die zu beobachtenden Bewegungserscheinungen besonderes Augenmerk gerichtet wird. Weiterhin werden auch hier Phänomene dem betreffenden Gesichtspunkt unterstellt, bei welchen derselbe nicht einfach als ›Beachtungsmotiv‹ in Frage kommt. Aber wenn der ›Gesichtspunkt‹ selbst in dem Satz formuliert werden kann: Alles Naturgeschehen vollzieht sich in Bewegungen oder: das Naturgeschehen interessiert die Wissenschaft nur, insofern es in Bewegungen sich darstellt, dann besteht zwischen

diesem Satz und spezielleren Urteilen, wie z. B.: Wärme ist ein Bewegungsgeschehen, sicherlich kein mystischer Produktionszusammenhang. Der Gesichtspunkt bildet nur insofern das ›formende Prinzip‹ wissenschaftlicher Ergebnisse, als das Besondere aus dem Allgemeinen deduziert werden kann. Es wird nicht die Erscheinung der Wärme durch den Gesichtspunkt der Bewegung geschaffen und auch der Gedanke an die Wärme als Bewegungsform kann nicht als Schöpfung des Gedankens, daß alles Naturgeschehen Bewegung sei, bezeichnet werden.

Freilich ist mit dem Satz, Wärme sei Bewegung, noch nicht gesagt, als was für eine Art der Bewegung die Wärme aufzufassen sei. Es bedarf unter Umständen noch einer respektablen Forschungsarbeit, um derartige genauere Determinationen durchzuführen. Aber die Entscheidung etwa zwischen einer Emissions- und einer Undulationstheorie und ähnliches, was zu solchen Determinationen gehört, wird doch nicht durch den ›Gesichtspunkt‹ sondern durch die Erscheinungen bedingt. Die Erscheinungen aber sind, auch wenn man sie ganz im Sinne idealistischer Philosophie auffaßt, von Gesichtspunkten jedenfalls nicht hervorgebracht.

Wie steht es nun mit der Willkürlichkeit bei der Wahl der Gesichtspunkte? Pollack weist unter anderem darauf hin, daß man eine Naturauffassung ebenso gut unter emergetischem wie unter atomistischem Gesichtspunkt durchführen könne. Daraus scheint zu folgen, daß der für die Wissenschaft richtunggebende Gesichtspunkt tatsächlich willkürlich gewählt werden kann. Aber diese Willkür ist von vornherein eine eng begrenzte. Man kann offenbar in der Betrachtung irgend welcher Erscheinungsgruppen nur solche Gesichtspunkte anwenden, die wenigstens in einer Anzahl dazu gehöriger Erscheinungen wirklich hervortreten.

Aber auch in der Anwendung solcher Gesichtspunkte ergeben sich ganz bestimmte Schranken. Der Zweck des ganzen Verfahrens ist stets der, die Erscheinungen vergleichbar zu machen. Es muß also diejenige Seite ins Auge gefaßt werden, die allen gemeinsam ist, und nur sofern man annehmen darf, daß verschiedene Seiten allen gemeinsam sind, steht die Wahl einer von diesen Seiten dem Forscher wirklich frei. Aber gerade dann hätte es keinen Sinn, verschiedene Betrachtungsweisen durchzuführen. Es müßten dann vielmehr aus Gründen der Arbeitsgemeinschaft die Forscher sich auf einen Standpunkt einigen. So könnte man z. B. die Längenmaße ganz beliebig wählen. Ein Bruchteil jeder Maßeinheit ist in jedem ausgedehnten Körper als ›Seite‹ enthalten, d. h. es gibt in dieser Hinsicht unendlich viele Seiten, die allen Körpern gemeinsam sind. Es wird aber

keinem Menschen einfallen, die konventionelle Einheit des Maßsystems zu Gunsten einer Mannigfaltigkeit der Gesichtspunkte aufzugeben. Und wenn es beispielsweise möglich wäre, jede Kraft d. h. jede Ursache einer Bewegungsänderung ihrerseits als Bewegung aufzufassen, dann wäre garnicht einzusehen, warum man eine allgemeine Betrachtung der Natur unter dem Gesichtspunkt der Bewegung zu Gunsten irgend eines andern Standpunktes aufgeben sollte. Nur wenn die Schwierigkeiten in der Durchführung eines Gesichtspunktes zu groß werden und wenn infolgedessen die Ueberzeugung dem Forscher sich aufdrängt, daß er nicht das all seinen Gegenständen Gemeinsame ins Auge gefaßt hat, sondern eine spezielle Eigentümlichkeit einzelner Erscheinungen mit Unrecht verallgemeinert, nur dann ergibt sich die Nötigung zu einem Preisgeben des zunächst eingenommenen Standpunkts.

Hier muß übrigens ein Einwand berücksichtigt werden: Es wurde oben gesagt, daß die Längenausdehnung etwas allen Naturkörpern Gemeinsames ist. Warum begnügt man sich dann nicht mit der Betrachtung der Natur unter diesem Gesichtspunkt? Die Antwort lautet einfach: Weil die Natur nicht nur aus Naturkörpern, sondern auch noch aus andern für die Naturwissenschaft in Betracht kommenden ›Gegenständen‹ (z. B. aus Naturgeschehnissen) besteht. Die Geschehnisse lassen sich nicht auf Körper, wohl aber die Körper auf Geschehnisse zurückführen.

Dies mag genügen, Pollack gegenüber unsere Auffassung von der ›Willkürlichkeit‹ in der Wahl der Gesichtspunkte zu präzisieren. Was nun die Gesetze anlangt, die bei der Verarbeitung der Gesichtspunkte in Betracht kommen, Gesetze, von denen Pollack zwar gelegentlich spricht, auf die er aber nirgends näher eingeht, so handelt es sich dabei offenbar in erster Linie um die Regeln der Deduktion. Die Gesichtspunkte selbst werden durch Induktion gefunden. Daß die Induktion ihrem Wesen nach vor allem Abstraktion ist, wurde schon öfters betont. In der Anwendung der Gesichtspunkte kommt dann die Deduktion und das Denken in Analogien zu seinem Recht. Sonstige Gesetze einer schöpferischen Produktion, unter deren Wirksamkeit sich eine Art freischwebende Geisteswelt gestaltet, sind nirgends zu entdecken.

Der Gedanke einer wissenschaftlichen Weltschöpfung hat gewiß etwas ungeheuer Imponierendes. Wenn man bedenkt, mit wie ganz anderen Augen der wissenschaftlich geschulte Geist die Welt anschaut, und wenn man die Wissenschaft als eine freie Schöpfung des Menschen betrachtet, so gelangt man nur zu leicht zu dem erhebenden Bewußtsein, daß unsere Wirklichkeit eine ganz andere sein könnte,

wenn wir nur wollten. Aber dieser indeterministische Standpnnkt ist nur haltbar auf Grund einer ganz unhaltbaren Psychologie. Es wäre endlich einmal an der Zeit, daß man aufhören würde, die Verschiedenheit von Erkenntnistheorie und Psychologie zu proklamieren, um eine falsche Psychologie als Erkenntnistheorie verzapfen zu können. Wenn man einsieht, daß der Wille kein Vorstellungen erzeugendes Prinzip ist, wenn man erkennt, daß strengste Gesetzmäßigkeit nicht nur die Leistungen der Aufmerksamkeit, die Abstraktion und das Denken ebensogut wie die Reproduktion der Vorstellungen beherrscht, sondern daß auch das Bewußtsein von Richtigkeit und Falschheit als ein notwendiges Resultat gesetzmäßig verlaufenden Geschehens betrachtet werden muß, dann hat es doch gar keinen Sinn, zu sagen, es gebe kein Richtig und Falsch oder die Wirklichkeit sei von unserm Willen abhängig. Man kann darauf hinweisen, daß es verkehrt ist, Richtigkeit und Falschheit in der Uebereinstimmung oder Nichtübereinstimmung einer Erkenntnis mit einem transzendenten Gegenstand erfassen zu wollen. Dann ergibt sich die Frage, inwiefern die (als Erscheinungen im Sinn der Kantschen Philosophie aufzufassenden) Wahrnehmungsgegenstände wissenschaftliche Erkenntnisse von ihnen als richtig oder falsch sich erweisen lassen können. Man kann auch darauf hinweisen, daß nicht einmal die Beschreibung der Wahrnehmungsgegenstände eine Abbildung derselben bedeutet, deren Uebereinstimmung mit dem Original geprüft werden könnte. Aber damit ist nicht gesagt, daß nicht diejenige Beschreibung eines Wahrnehmungsgegenstandes, die wir als richtig erfassen, charakteristische Verschiedenheit aufweist gegenüber derjenigen, die uns falsch erscheint. Es handelt sich also darum, das Kriterium der Richtigkeit und Falschheit anders als der naiv realistische Dogmatiker zu bestimmen. Zu behaupten, ein solches Kriterium existiere nicht, ist vollkommen unberechtigt.

Wenn Pollack den Unterschied zwischen Tatsachen und Hypothesen in Abrede stellt, so denkt er offenbar nur daran, daß auch die Erkenntnis der Tatsachen niemals das überspannte Wahrheitsideal vollkommener Identität mit ihrem Gegenstand erreichen kann. Aber so wenig es einen Sinn hätte, zwei verschieden hohe Berge für gleich hoch zu erklären, weil sie beide niedriger sind als ein dritter, so wenig berechtigt ist es, den Wertunterschied zwischen Tatsachen und Hypothesen zu ignorieren, weil beide hinter einem absoluten Wert zurückbleiben.

Etwas anderes als die Frage nach dem Wertunterschied zwischen Tatsachen und Hypothesen ist die Frage der Bewertung möglichst hypothesenfreier, auf Grund des Glaubens an eine absolute Wahrheit

vorsichtig entwickelter Wissenschaft einerseits und möglichst ungebundener auf Grund der Weltanschauung des hypothetischen Perspektivismus sich entfaltender Spekulation andererseits. Beide Richtungen haben Vorzüge und Nachteile und es läßt sich nicht so ohne weiteres entscheiden, welche zu bevorzugen ist. Wenn Pollack sich für die letztere entscheidet und wenn er mit Rücksicht auf diese Entscheidung verlangt, man solle nicht so ängstlich zwischen Tatsachen und Hypothesen unterscheiden, so kann man diesem Standpunkt zunächst nur mit demselben Recht den entgegengesetzten gegenüberstellen. Eine sachlich begründete Wahl zwischen beiden läßt sich nur treffen unter Berücksichtigung der Leistungen, die von dem einen und von dem anderen zu erwarten sind.

Nun läßt sich nicht leugnen, daß die Wissenschaft in der Richtung, die sie bisher eingeschlagen hat, d. h. bei dem Bestreben, Hypothesen nur insoweit zu bilden, als sie zur Erklärung der Tatsachen erforderlich sind, recht erfolgreich gewesen ist. Dagegen sind die Beispiele, an denen Pollack die Bedeutung des hypothetischen Perspektivismus für die Forschung der Zukunft demonstrieren will, derart gewählt, daß sie der neuen Richtung kaum viel Anhänger gewinnen dürften.

Als erstes dieser Beispiele behandelt er das Problem des Determinismus und des Indeterminismus.

›Wenn ich erwäge, ob ich lieber zu Hause bleibe ... oder einen Spaziergang ... unternehmen soll, so fühle ich absolut keinen Zwang ... Die Entscheidung hängt nach meinem augenblicklichen Glauben in letzter Linie allein von meinem Willen ab ... Und nun kommen wir zu der merkwürdigen Erkenntnis, mit der auch der eingefleischteste Determinist nichts anzufangen weiß: ›Der Menschenwille ist höchstens scheinbar durch äußere Ursachen begrenzt‹. Denn denken wir uns einen Allwissenden, der den Kausalzusammenhang vollständig durchschaut, so vermag dieser den angeblich notwendigen Weltlauf zu durchbrechen, indem er sich gerade für die Richtung entscheidet, die nach allwissenschaftlicher Erkenntnis für seinen Willen ausgeschlossen ist. Aber wird er dann hierzu im Stande sein? Muß er nicht trotz besserer Einsicht den kausal notwendigen Weg einschlagen? ›Allerdings‹! würde der Determinismus sagen und zu sagen gezwungen sein, wenn er sich nicht in arge Verlegenheit bringen wollte ... Gerade aber die Konsequenz, daß der Allwissende auf einer bestimmten Straße notwendiger Weise wandeln muß, widerspricht unserer allgemeinen, heutzutage herrschenden Ueberzeugung, sofern wir die Willensrichtung des Individuums aus seinen Vorstellungen zu begreifen pflegen ... Trotz aller Beweise

kann die Empfindung dieses Widerspruchs nicht vom Determinismus hinwegdeduziert werden... Der Widerspruch, zu dem wir gelangten, erklärt sich aus den verschiedenen inkommensurabelen Perspektiven, welche den streitenden Theorien zu Grunde liegen. Indeterminist bin ich im Augenblick des Handelns, Determinist bei rückschauender Betrachtung. Als Indeterminist stelle ich meinen Willen aus der Welt heraus; ihr gegenüber betrachte ich ihn als letzte Ursache, mein Ich als Agens. Ich erkenne mich frei; mögen auch tausend Antriebe in der Richtung A wirken, ich kann immer noch die Straße B entlang ziehen...

Bei Reflexion unter Anwendung des Kausalitätsgesetzes ist mein Wille nicht als eine von den sonstigen Tatsachen qualitativ verschiedene, sondern als eine gleichartige, als eben solche Erscheinung wie die mich umgebende Körperwelt aufzufassen. Auch der eigene und der fremde Wille sind Außenwelt und können dann kausal erfaßt werden. Betrachte ich also die Zukunft jetzt kausal unter der Perspektive der Notwendigkeit, und zwar nicht nur die Zukunft der Körperwelt, sondern auch diejenige meines Willens, so müßte ich eigentlich gar nicht ›wollen‹, sondern im Grunde Fatalist sein‹.

So glaubt Pollack dem Determinismus und dem Indeterminismus unter Anwendung verschiedener Gesichtspunkte gleichmäßig Recht geben zu dürfen. Aber tatsächlich ist es nur eine weitgehende Unklarheit der Begriffe, die aus diesen Darlegungen spricht. Vor allem handelt es sich bei dem Streit zwischen Determinismus und Indeterminismus ja offenbar garnicht darum, ob der Wille als eine von den sonstigen Tatsachen qualitativ verschiedene Erscheinung aufgefaßt wird oder nicht. Auch bei größter Verschiedenheit, die zwischen dem Willen und Tatsachen von der Art x bestünde, müßte der Wille, wenn er auf Tatsachen von der Art x kausal einzuwirken vermöchte, durch derartige Tatsachen auch seinerseits bestimmbar sein. Uebrigens ist die ganze Hypostasierung des Willens durch und durch verkehrt und irreführend. Die Argumentation mit dem allwissenden Wesen steht vollends auf ganz schwachen Füßen. Denken wir uns einen Allwissenden, der den Kausalzusammenhang vollständig durchschaut, so müssen wir natürlich annehmen, daß er ihn so durchschaut, wie er auf Grund seines Vorauswissens und auf Grund des dadurch in ihm veranlaßten Verhaltens sich gestalten wird. Es handelt sich nicht um ein Vorausdenken an die Art, wie man sich in einer bestimmten Situation benehmen wird und an die Folgen, die das haben wird und dann um eine tatsächliche Modifikation dieses Benehmens eben auf Grund des Vorausdenkens. Es liegt garnichts Widerspruchsvolles in der konsequent durchgeführten Fiktion, daß jemand alle seine Gefühle,

Gedanken, Vorstellungen und Willenshandlungen von vornherein kennt und sie dann erlebt so wie er im voraus gewußt hat, daß er sie erleben wird, mit all den kapriziösen Wendungen des ›Nun gerade nicht‹ u. s. w., mit denen er, wie von vornherein feststeht, sich von seiner Ungebundenheit wird überzeugen wollen. Der einzig mögliche Standpunkt bei kausaler Betrachtungsweise des Bewußtseinslebens ebenso wie des äußeren Naturgeschehens ist der Standpunkt des Determinismus, sofern man diese Auffassung dahin präzisiert, daß es nirgends in der Welt eine Ursache gibt, die nicht notwendige Wirkung einer andern Ursache wäre.

Wenn Pollack behauptet, im Augenblick des Handelns sei man Indeterminist, so verwechselt er einfach das ›Nicht denken an etwas, das ist‹ mit dem ›Denken daran, daß etwas nicht sei‹. So gut ich in der äußeren Naturbetrachtung von Ursachen einer Erscheinung sprechen kann, ohne daran zu denken, daß diese ihrerseits auch Wirkungen anderer Ursachen sind, so gut kann ich in meinem Innenleben eine Entscheidung als Ursache weiteren Geschehens betrachten, ohne daß ich genötigt wäre, diese Entscheidung gleichzeitig auch als Wirkung sonstiger Ursachen ins Auge zu fassen. Wenn ich nicht daran denke, daß diese Entscheidung kausal bedingt ist, so denke ich doch nicht daran, daß sie nicht kausal bedingt sei. Ich bin also keineswegs Indeterminist.

Wenn man die Begriffe Determinismus und Indeterminismus nicht in nebelhafter Unbestimmtheit läßt, sondern schlicht und klar definiert, dann ist es bei dem kontradiktorischen Charakter der beiden Auffassungsweisen einfach Unsinn, zu sagen, daß sie beide Recht haben, wenn man das Willensleben nur unter verschiedenem Gesichtspunkt betrachtet.

Auf naturwissenschaftlichem Gebiet versucht Pollack nicht eigentlich selbst auf Grund seiner Methodenpolitik einzugreifen in die Diskussion über irgend ein einzelnes Problem.

Aber im Gebiet der Geisteswissenschaften glaubt er den Wert seiner Auffassung nochmals in der Lösung einer Streitfrage bewähren zu können. Es handelt sich dabei um die ›Realität der juristischen Person‹. Darüber wird hauptsächlich Folgendes gesagt:

›Rein vom Standpunkt der Rechtswissenschaft kann die Frage nach der Realität und dem Wesen der juristischen Person entschieden werden. Vielfach hat man Argumente für und wider die Realexistenz methodisch fehlerhaft der Philosophie des täglichen Lebens oder andern nicht juristischen Anschauungen entnommen ... Die juristische Person, so sagt man, ist Abstraktion, nicht Realität, wie etwa ein Haus oder ein Schreibtisch. Dies ist dann unrichtig, wenn man der

sogenannten Wirklichkeit eine größere, absolutere Realität beilegen will, als der Existenz der juristischen Person, insofern man dabei die hypothetische Natur auch unserer täglichen Erfahrung übersieht. Die juristische Person besteht ebenso wahr und sicher; die dem Bürgerlichen Gesetzbuch vorschwebende Wirklichkeit ist ebenso gut existent; sie ist höchstens eine Wirklichkeit anderer Art. Die Frage kann nur sein, ob die juristische Person im Rechtsleben existiert und ob sie hier als ebenso real hingestellt wird, wie der Mensch. Sollte man hier zu einem positiven Resultat gelangen, so wird damit entschieden, daß die juristische Person ebenso gut vorhanden ist, wie die Dinge im gewöhnlichen Leben oder die Elemente der Chemie. In der Rechtswelt ist möglicher Weise etwas als Wirklichkeit aufzufassen, was in der natürlichen Welt der Dinge als Abstraktion sich darstellt«.

Diese Entwicklung wird man kaum als glücklicher bezeichnen dürfen als die Ausführungen Pollacks über Determinismus und Indeterminismus. Was versteht man unter Wirklichkeit? Das Wort ist offenbar sehr vieldeutig. Wirklich ist, was unabhängig ist vom Gedachtwerden. Wirklich ist, was kausale Wirksamkeit ausübt. Wirklich ist, was keines fremden Trägers seiner Existenz bedarf. So kann man einige von den Bedeutungen des Begriffs Wirklichkeit formulieren. Wirft man nun die Frage auf nach der Wirklichkeit der juristischen Person, so soll man einfach angeben, was dabei unter Wirklichkeit zu verstehen ist. Unter Voraussetzung einer solchen Definition ist es vollständig unmöglich, »etwas in der Rechtswelt als Wirklichkeit aufzufassen, was in der natürlichen Welt der Dinge als Abstraktion sich darstellt«.

Eindeutig bestimmte Begriffe machen die »Gesichtspunkte« überflüssig. Je unklarer und vieldeutiger die Begriffe sind, desto verschiedener schillern sie unter verschiedenen Gesichtspunkten. Der hypothetische Perspektivismus bedeutet die Proklamierung der logischen Anarchie.

Bern E. Dürr

Erich Becher, Philosophische Voraussetzungen der exakten Naturwissenschaften. Leipzig, Johann Ambrosius Barth, 1907. V, 243 S.

Das Wiedererwachen philosophischer Interessen in Deutschland hat in den letzten Jahren eine große Zahl von Werken entstehen lassen, die von verschiedenen Seiten her die philosophischen Grundlagen der Naturwissenschaften einer Prüfung unterziehen. Nicht allzuviel Wertvolles haben diese Untersuchungen gebracht: Hervorragende Naturforscher glaubten die philosophische Arbeit von Jahrtausenden einfach bei Seite schieben zu dürfen, und Philosophen schrieben über Naturphilosophie, ohne sich darüber zu unterrichten, daß seit ihren Schuljahren die Naturwissenschaften ein ganz anderes Ansehen gewonnen hanen.

Umsomehr verdient das vorliegende Werk Beachtung: Der Verfasser, von Beruf Philosoph, zeigt sich vollauf vertraut mit der modernen und modernsten Entwicklung der Naturwissenschaften. Ja, vielleicht liegt zuweilen gerade in diesem Hereinziehen modernster, noch nicht ganz gesicherter Theorien für den physikalisch nicht geschulten Leser des Buches eine Gefahr. Denn es tritt nicht immer klar zu Tage, wo man es mit Theorien zu tun hat, die zum festen Besitz der exakten Naturwissenschaften gehören, und solchen, um die noch heute gestritten wird.

Die Kritik der Verwendung dieser modernsten Theorien der Naturwissenschaften muß der Referent dem Fachphysiker überlassen, ihm kann es nur darauf ankommen den philosophischen Gedankengehalt des Werkes zu prüfen. Und von diesem Standpunkt aus wird man anerkennen müssen, daß der Verfasser es verstanden hat, von philosophischer Warte aus, die Details physikalischer Einzelforschung zu überblicken und zu durchdringen — mögen immerhin die philosophischen Probleme nicht in ihrer vollen Tiefe gefaßt sein.

Es ist das Problem naturwissenschaftlicher Hypothesenbildung, dessen Lösung sich der Verfasser zur Aufgabe gesetzt hat. Es gehört vielerlei unter diesen Titel: Die Hume-Kantische Frage nach der Existenz einer Außenwelt; die Frage nach der Subjektivität des Raumes, jenes Problem, das die Mathematiker heute beschäftigt; der Gegensatz von energetischer und mechanischer Naturansicht ebensosehr wie das Problem der Annahme von Fernwirkungen. Zu all diesen Problemen nimmt der Verfasser wohl erwogene Stellung. Es ist die Stellung des Empirismus, die er vertritt; und gerade wenn man diese Stellungnahme für verfehlt hält, wird man nicht umhin können anzuerkennen, daß Becher in vollendeter Klarheit die Ge-

dankenreihen aufzeigt, die für den Empirismus, etwa in der Färbung, in der ihn Helmholtz vertreten hat, zu sprechen scheinen.

Für alles, was wir annehmen, muß in der Erfahrung entweder die Begründung oder doch die Bestätigung gesucht werden, so etwa ließe sich die Grundmaxime des Buches formulieren. Selbst da, wo Voraussetzungen nicht unmittelbar aus der Erfahrung entnommen werden können, wie bei der Gewißheit des unmittelbar Gegebenen, der Gewißheit der logischen Axiome, bei der Annahme einer Vergangenheit, wird die Berechtigung solcher Voraussetzungen darin gesucht, daß die sich gegenseitig stützen und bestätigen.

Die allgemein philosophische Kritik dieser Anschauungen ist hier nicht am Platz, nur ihre besondere Anwendung auf die Grundlagen der Naturwissenschaft. so wie sie Becher gibt, soll hier einer Kritik unterzogen werden.

Im ersten Abschnitt schickt Becher eine ausführliche Untersuchung desjenigen Begriffes voraus, der der Grundbegriff bei Besprechung aller Einzelfragen ist, die Becher in sein Werk hereinzieht. Es ist der Begriff der Hypothese. Er tut recht daran, diesen Begriff gesondert zu behandeln, ganz ohne Rücksicht auf irgend welche spätere Anwendung, ihn nicht etwa erst in gelegentlichen Bemerkungen, wenn nicht gar in einer Anmerkung, bei Besprechung irgend eines Einzelproblems heranzuziehen, wie es die meisten Bearbeiter dieses Gebietes zu tun pflegen.

Gleich dieser erste Abschnitt stellt sich in bewußten Gegensatz zu jener großen naturphilosophischen Bewegung, die verkündet, die Naturwissenschaft solle hypothesenfrei sein. Becher glaubt zeigen zu können, daß hier Verwechslungen vorliegen: die Verwechslungen von Hypothesen mit Fiktionen. Fiktionen sind unbewiesene Annahmen, die mit dem Bewußtsein ihrer Unrichtigkeit gemacht werden. So ist die Annahme eines idealen Gases eine Fiktion — eine Fiktion von unschätzbarem wissenschaftlichen Wert, aber doch immer eine Fiktion. Hypothesen dagegen, wie die von der Drehung der Erde um die Sonne, werden nicht als unwirklich, sondern als wahr, zum mindesten als wahrscheinlich, gedacht. Eine Hypothese ist eine unbewiesene Annahme, freilich eine, die nicht um ihrer selbst willen von Interesse ist. Wenn der Zoologe auf Grund von Analogien das Vorhandensein eines bei einem Tier bisher noch nicht entdeckten Organs vermutet, so ist das eine unbewiesene Annahme, die um ihrer selbst willen gemacht wird, und darum keine Hypothese. Eine Hypothese dient Erklärungszwecken; sie wird gebildet, damit andre Tatsachen oder Annahmen einen Ableitungsgrund erhalten. Sie wird als wirk-

lich angenommen, damit die Tatsachen, die zu ihrer Bildung dienten, daraus gefolgert werden können.

Der Wert der Hypothesen ist daraus klar ersichtlich: Sie haben einmal als wahrscheinliche Annahmen schon an sich einen hohen Wert; fernerhin aber haben die Hypothesen Wert, weil durch sie die wahrscheinliche Erklärung von Tatsachen geliefert werden kann. Wie groß der Wert einer Hypothese ist, wird einzig durch den Grad ihrer Wahrscheinlichkeit bestimmt sein — und alles wird darauf ankommen zu bestimmen, wovon der Grad der Wahrscheinlichkeit abhängt.

Alles was Becher bis zu diesem Punkte aufstellt, wird auch der Hypothesengegner zugeben. Denn auch Behauptungen wie die, daß die Erde eine Kugel ist, sind in Bechers Hypothesendefinition noch eingeschlossen; überhaupt alles, was erst aus anderem erschlossen werden muß, alles was nicht unmittelbar wahrgenommen werden kann. Wenn also Becher den Satz aufstellt, daß eine Wissenschaft, die neben den Tatsachen noch Hypothesen zuläßt (in dem von Becher definierten Sinn), wertvoller ist, als eine die nur Tatsachen zuläßt — so könnte diese Behauptung auch derjenige unterschreiben, der sich als Hypothesengegner ausgibt. Er würde einfach dem meisten, was unter Bechers Hypothesendefinition fällt, den Namen der Hypothese verweigern.

Die Diskrepanz zwischen dem Verteidiger und dem Gegner der Hypothese wird erst dann beginnen, wenn es sich darum handelt, festzustellen, wovon der Grad der Wahrscheinlichkeit einer Hypothese abhängt und vor allem welcher Grad von Wahrscheinlichkeit noch als Bereicherung unseres Wissens anzusehen ist. Man wird nicht sagen dürfen, *jeder* Grad von Wahrscheinlichkeit muß uns recht sein. Man wird ja doch — theoretisch gesprochen — etwa spiritistische Erklärungen merkwürdiger psychischer Tatsachen nicht als vom Wahrscheinlichkeitsgrade 0 anzusehen haben. Mag auch praktisch die Wahrscheinlichkeit sehr gering sein, sie ist jedenfalls größer als die, daß der pythagorische Lehrsatz nicht gilt. Dennoch wird der Wissenschaftler die spiritistische Erklärung auch da ablehnen, wo er keine andere Erklärung weiß — er wird die spiritistische Hypothese nicht einfach, weil ihre Wahrscheinlichkeit 0 übersteigt, als eine Bereicherung unseres Wissens ansehen.

Das wird also zur Richtfrage werden müssen: Welcher Grad von Wahrscheinlichkeit ist noch hinreichend, um in den Naturwissenschaften eine Hypothese als wertvolle Vermehrung des Wissens ansehen zu lassen? Hier werden sich die Geister scheiden müssen. Nicht daß die Möglichkeit besteht (also eine Wahrscheinlichkeit größer als 0), die Welt bestehe aus Molekülen, wird der Hypothesengegner

leugnen, sondern er wird bestreiten, daß hier mehr vorliegt als eine vage Möglichkeit.

Wie scheiden sich die nur möglichen Hypothesen von den in prägnantem Sinn wahrscheinlichen, unbegründete Annahmen von solchen, die ein Hausrecht in der Wissenschaft haben? Die Antwort auf diese Frage gibt Becher nicht. Er untersucht einzig, wovon der Wahrscheinlichkeitsgrad einer Hypothese abhängt, nicht aber welcher Wahrscheinlichkeitsgrad sie wissenschaftlich verwertbar macht. Und deshalb werden seine prinzipiellen Ausführungen auch keineswegs den überzeugen können, der ein Gegner seiner Auffassung ist.

Becher prüft — ausführlich und gründlich — einzig, wovon die Wahrscheinlichkeit einer Hypothese abhängt. Er zeigt, daß die Vermehrung der unabhängigen Teilhypothesen zwar die Wahrscheinlichkeit einer Hypothese herabsetzt; daß aber dennoch Einfachheit nicht eine notwendige Forderung für eine Hypothese ist. Eine Hypothese ist um so wahrscheinlicher, von je mehr unabhängigen Tatsachen sie ausgeht, und je weniger Annahmen sie zu machen braucht.

Von besonderem Interesse — gerade weil viel umstritten — ist die Frage der Verifikationen: Es ist ohne weiteres einleuchtend, daß unter Umständen eine Hypothese zu Konsequenzen führt, die nicht Konsequenzen derjenigen Tatsachen sind, auf Grund deren die Hypothese gebildet wurde. Finden solche Konsequenzen der Hypothese ihre Bestätigung, so erhöhen sie die Wahrscheinlichkeit der Hypothese. Becher zeigt, daß in noch größerem Ausmaße als man gemeinhin annimmt, die Verifikationen die Wahrscheinlichkeit von Hypothesen erhöhen.

Comte hat daraus die Folgerung gezogen, daß nur Hypothesen gebildet werden dürfen, die Verifikationen zulassen. Dem widerspricht Becher mit dem Hinweis darauf, daß einzig die Wahrscheinlichkeit einer Hypothese darüber entscheiden dürfe, ob eine Hypothese zulässig sei. Ist daher eine Hypothese auch ohne Verifikation ziemlich sicher, so hat sie gleiches Lebensrecht mit jeder andern Hypothese gleicher Wahrscheinlichkeit.

Ebenso wendet sich Becher gegen diejenigen, die da meinen, eine Hypothese müsse ›ihrer Natur nach‹ wenigstens verifizierbar sein, wenn auch die tatsächliche Verifikation noch fehlt. Wie soll denn eine a priori Entscheidung darüber möglich sein, was ›seiner Natur nach‹ eine Verifikation zuläßt? Mußten nicht einem Naturforscher des Altertums alle Hypothesen die etwa die Zusammensetzung der Luft betrafen, ihrer Natur nach als unverifizierbar erscheinen? Gar mit Ostwald die Anforderung zu stellen, eine Annahme sei nur zulässig, wenn sie später einmal direkt bewiesen

werden könne, eine solche Anforderung würde den Kreis des Erlaubten unnötig einschränken. Ist doch die Wissenschaft stets geneigt das Wahrscheinliche anzunehmen, wenn ihr das Wahre unerreichbar ist.

Gerade gegen diese Behauptungen Bechers wird der Widerspruch der Energetiker einsetzen. Es gibt in der Tat Hypothesen, die ihrer Natur nach unverifizierbar sind. Ein neutrales und daher wohl unumstrittenes Beispiel möge es erläutern: Es stelle sich jemand die Frage, woher stammen die Anziehungskräfte in der Natur? er suche eine »Erklärung« für diese Anziehungskräfte. Er möge die Antwort erhalten: Anziehung und Abstoßung beruhen auf seelischen Momenten. Es sei das Hassen und Lieben der Körper, das sich darin verrate, ihr Streben und Widerstreben. Aber solches Streben und Widerstreben gehe nicht gesetzlos vor sich, sondern es folge bestimmten Gesetzen, die wir als Naturgesetze zu bezeichnen pflegen. So wie die Bewegung meiner Hand meinen Willen folgt, so die Bewegung in der Natur dem Willensstreben der Atome.

Man wird solchen Behauptungen den Namen der Hypothese nicht absprechen können. Sie versuchen auf Grund einer Analogie eine Erklärung für bestimmte Tatsachen zu geben. Aber eine solche Hypothese hat geringen Wert, weil sie ihrer Natur nach unverifizierbar ist. Jedes beliebige Anziehungsgesetz würde sich ihr unterordnen lassen, weil sie garnichts über Anziehung im speziellen aussagt, sondern nur den allgemeinsten Begriff der Anziehung erklärt. Ihre spezielle Ausgestaltung aber wird sich stets knechtisch an die Empirie anschließen, und wie sich die Formeln empirisch gestalten mögen — man wird stets im Psychisch-Metaphysischen sich ihr Analogon als ein Spiel von Hassen und Lieben denken können; man wird sagen, daß die Anziehung empirisch dem Newtonschen Gesetz folgt, kommt daher daß ein solches Gesetz für die zu Grunde liegenden psychischen Kräfte existiert.

Dies einzelne Beispiel ist sicher für den Naturwissenschaftler wertlos, aber es enthält karikiert gerade das in sich, was die Energetiker der mechanischen Theorie vorwerfen: daß sie in wesentlichen Dingen das, was empirisch gefunden ist, einfach noch einmal setze. Wenn etwa der Chemiker sagt: Daß sich N und O niemals in anderen Gewichtsverhältnissen verbinden als 14 und 16 (und Multipla von diesen) liegt daran, daß die Stoffe aus Atomen bestehen, für die dasselbe gilt — so bestreitet der Energetiker, daß in dieser Behauptung ein Erklärungswert liegt.

Er weist darauf hin, daß man einfach noch einmal in einer tieferen Etage, der Atomenetage, gesetzt habe, was man in der Er-

fahrung vorfand; daß demnach in der Tat eine solche Hypothese unverifizierbar ist. Becher kann von seinem Standpunkt aus, der keinen Wesensunterschied der Hypothesen anerkennt, solchen Einwänden nicht gerecht werden! Ganz gleichgültig, ob sie zutreffen oder nicht zutreffen.

So kommt es, daß auch ein anderer prinzipieller Unterschied zwischen Hypothesen bei Becher nicht zu seinem Recht kommt, der unausgesprochen den Kampf um die mechanische Weltanschauung beherrscht: Es gilt nicht nur die Wahrscheinlichkeit der Hypothese zu prüfen, sondern zu prüfen, ob überhaupt eine Hypothese gemacht werden muß. Um bei dem oben angeführten Beispiel der Zurückführung der Anziehungen auf seelische Kräfte zu bleiben, so wird der Naturforscher jene Hypothese schon deshalb ablehnen, weil er gar nicht einsieht, weshalb diese Anziehungen noch einer weiteren Erklärung bedürfen. Wenn es sich dagegen um die Erklärung von Erdbeben handelt, so wird niemand im Zweifel sein, daß hier eine Hypothese am Platze ist, auch wenn sie unverifizierbar sein sollte. Deshalb wird man sich im letzteren Falle mit einer weit geringeren Wahrscheinlichkeit der Hypothese selbst begnügen können. So haben manche Hypothesen von sehr geringem Wahrscheinlichkeitsgrad in der Astrophysik Eingang (wenigstens bis auf weiteres) gefunden, weil in vielen Fällen irgend eine Hypothese gemacht werden mußte. Gerade darum aber handelt es sich bei der mechanischen Weltanschauung; verlangen die Erscheinungen des Lichts, der Wärme, der Elektrizität, überhaupt eine hypothetische Erklärung, oder genügt es die Erscheinungen als solche in Gesetzmäßigkeiten zu fassen? Es ist klar, daß derjenige, der geneigt ist, sich bei den empirischen Gesetzmäßigkeiten zu beruhigen, weit stichhaltigere Argumente für die mechanische Weltanschauung verlangt, ehe er sich dazu versteht sie anzuerkennen, als der, dem die Hypothese als solche schon Wahrscheinlichkeit hat. Becher stellt sich — ohne Begründung — auf den letzteren Standpunkt, und mancherlei erscheint ihm daher als Verifikation, was nur dann Verifikation ist, wenn man die Notwendigkeit der Hypothese schon vorher eingesehen hat. Er zählt im Abschnitt über die Diskontinuität der Materie in glänzend aufgebauter, klarer Darstellung all die Gründe auf, die für die Annahme der Molekularhypothese sprechen; er wertet diese Gründe zwar in ihrer physikalischen Beweiskraft, aber er prüft sie nicht in ihrem philosophischen Wert für den, dem überhaupt in diesem Fall Hypothesen überflüssig erscheinen; davon wird noch zu sprechen sein.

Dadurch daß sich Becher darauf beschränkt, die Wahrscheinlichkeit der Hypothesen selbst zu untersuchen, nicht aber den natur-

wissenschaftlich berechtigten Wahrscheinlichkeitsgrad, entgleiten ihm die Hypothesengegner unter den Fingern. Sie werden das meiste in seiner Argumentation unterschreiben und doch in jedem einzelnen streitigen Fall ruhig ihrer Argumentation treu bleiben können.

Die in dem ersten Kapitel vorgetragene Anschauung über Hypothesen, soll in dem folgenden Abschnitt in einer Anwendung die Feuerprobe bestehen: Sie soll sich bewähren an der Frage nach der Existenz der Außenwelt. Die alte Frage wird aufs Neue behandelt, vom Standpunkt der modernen Naturforschung aus. Die Annahme einer Außenwelt ist von so vielen als unnötig verworfen worden, daß es sich wohl verlohnt, daß Becher das anführt, was für diese Annahme zu sprechen scheint. Die Fragestellung Bechers ist hier die des Empirismus: Welche Gründe sprechen dafür, den Wahrnehmungen eine Außenwelt zu Grunde zu legen? Erfüllt die Außenweltsannahme alle Anforderungen, die wir an eine Hypothese stellen dürfen? Der bejahenden Antwort voraus geht eine Kritik jener naiven Anschauung, die die Existenz der Außenwelt als selbstverständlich hinnimmt. Dem naiven Menschen sind Wahrnehmung und Außenwelt identisch. Das Rot, das er sieht, ist das Rot der Rose selbst! An Stelle dieser numerischen Identität tritt infolge einer Kritik, die schon der naive Mensch vollzieht, die Abbildtheorie: Die Wahrnehmung ist eine mehr oder weniger ähnliche Kopie der Außenwelt, die Wahrnehmung des Rot ähnelt mehr oder weniger dem wirklichen Rot. Aber auch dieser Standpunkt erweist sich als unhaltbar, sodaß die moderne Physik sich zur Annahme der Subjektivität der Sinnesqualitäten entschließt. Nur die sogenannten primären Qualitäten, Ausdehnung, Gestalt, Lage, Bewegung schreibt sie dem Körper auch in der Außenwelt zu.

Hat die Wissenschaft hierzu ein Recht? Oder sprechen nicht vielmehr ganz ähnliche Gründe, wie sie zur Annahme der Sinnesqualitäten geführt haben, auch für die Subjektivität der Raumanschauung? Die Farbe durfte nicht als Bestandteil der Außenwelt angesehen werden, weil unter verschiedenen Bedingungen der Beleuchtung die Farbe eines Gegenstands wechselte. Genau so wechselt jedoch auch die Gestalt eines Körpers. Ein Würfel ist meiner optischen Wahrnehmung bald kleiner, bald größer; eine quadratische Platte erscheint bald als Quadrat, bald als Rhombus, dann wieder als Parallelogramm, oder als unregelmäßiges Viereck. Auch die räumlichen Eindrücke unterliegen also einer Deutung, können nicht ohne weiteres als richtig anerkannt werden.

Entscheidend jedoch für Becher ist ein Anderes: Gesichtswahrnehmung und Tastwahrnehmung übermitteln uns beide den Raum.

›Die beiden Arten von Wahrnehmungen sind jedoch so verschieden, daß die Ausdehnung in der Außenwelt nicht beiden gleichen kann. Keine der beiden Wahrnehmungen des Nebeneinander besitzt besondere Eigentümlichkeiten, die uns veranlassen können gerade sie, und nicht die andere der Außenwelt zuzuschreiben‹. Es liegt kein Grund vor zu behaupten, daß das Nebeneinander in der Außenwelt dem Nebeneinander des Gesichtssinnns, oder des Tastsinns gleicht.

›Faßt man die Wahrnehmung auf als Wirkung von Gegenständen der Außenwelt, so ist auch die Wahrnehmung der Ausdehnung als Wirkung von etwas aufzufassen das der Außenwelt zukommt. Hat aber die Wirkung mit der Ursache keine Aehnlichkeit im allgemeinen, so wird auch im besonderen vorliegenden Falle die Ursache jenes Etwas in der Außenwelt nicht einer der beiden Arten von Wahrnehmungen der Ausdehnung gleich oder ähnlich zu sein brauchen‹.

Ja, noch weiter läßt sich die Skepsis gegenüber der Außenwelt treiben. Was soll denn noch eine Außenwelt, der man alle sinnlich wahrnehmbaren Qualitäten gestrichen hat! Existieren heißt ja doch Qualitäten haben. ›Der Begriff der Existenz kann nur von dem uns Bekannten entnommen sein, d. h. unseren Wahrnehmungen des äußeren und inneren Sinnes. ... Das Qualitäten — Inhalte — haben, oder sein, ist also als Existieren aufzufassen. So lange ich der Außenwelt Qualitäten zuschreibe, habe ich ein Recht zu sagen, sie existiert. Eine Außenwelt ohne ein Bestimmbares, ein So-und-So-Sein, kann auch nicht existieren‹.

So wird nach und nach von der Kritik die ganze Außenweltsannahme zersetzt. Nichts, was nicht wahrgenommen wird, existiert; nicht Aetherschwingungen und nicht Atome. Mögen auch noch manche konservativer gesinnte Geister die Außenwelt als bequeme Fiktion beibehalten, die ehrliche Konsequenz der Radikalen verlangt den Verzicht auf Kompromisse, treibt zur absoluten Verwerfung der Außenweltsannahme.

Jedoch dieser Standpunkt absoluter Ablehnung ist nicht der Standpunkt Bechers: Gewiß läßt sich in dem gewöhnlichen Sinn die Außenweltsannahme nicht halten. Vielleicht daß sie als Hypothese, als Hypothese von sehr hoher Wahrscheinlichkeit dennoch zu retten ist.

Becher geht den Descartischen Weg: Er prüft unseren Bestand an unmittelbarem, an sicherem Wissen, um von hier fortschreitend zu den Hypothesen zu gelangen, die für die Naturwissenschaft notwendig sind. Er findet ein solch unbedingt Gewisses im unmittelbar Gegebenen, in den Vorstellungen und Empfindungen, den Gefühlen und Wallungen. Daneben existiert noch ein Zweites: Die Gewißheit logischer Axiome. Sie sind unbeweisbar, denn jeder Beweis würde

mehr voraussetzen als die Gewißheit des unmittelbar Gegebenen, das einzig zum Beweise verwandt werden durfte.

Neben der Gewißheit des unmittelbar Gegebenen muß so auch der logischen Deduktion unbedingte Gewißheit zuerkannt werden: Aber diese Deduktion aus dem unmittelbar Gegebenen führt uns nicht weiter, wenn nicht noch ein drittes hinzugenommen wird: Die Existenz einer Vergangenheit. Wir wissen von ihr nur aus Erinnerungen; aus der Deutung von Vorstellungen, die wir auf eine Vergangenheit beziehen. Diese Hindeutung der Vorstellungen auf ein Vergangenes mag trügerisch sein. Es kann sich daher jemand auf den Standpunkt vollkommener Ablehnung stellen; praktisch wird er freilich diese Vergangenheitsannahme nie umgehen können. Aber auch theoretisch ist die Annahme der Vergangenheit eine Annahme höchster Wahrscheinlichkeit. Mögen sich auch im einzelnen Erinnerungsdeutungen als falsch herausstellen, es gelingt dennoch aus dem Material meiner vergangenen und gegenwärtigen Bewußtseinsinhalte eine Geschichte meines individuellen Bewußtseins zu konstruieren, die nirgendwo mit logischen Axiomen in Konflikt gerät.

Noch immer sind neue unbewiesene Voraussetzungen nötig. Ohne deduktiven Beweis aus dem Vergangenen und dem Gegenwärtigen muß das Zukünftige anerkannt, muß die Existenz einer Zukunft eingeführt werden.

Das Wie der Zukunft aber wird erschlossen auf Grund der wichtigen ›Regelmäßigkeitsvoraussetzung‹. Auf Grund dessen, daß zwanzigmal auf das Abdrücken des Gewehrs ein Knall erfolgte, wird die gleiche Aufeinanderfolge auch für die Wochen meines Lebens angenommen, an die ich mich nicht mehr erinnere. Genau auf Grund derselben Regelmäßigkeitsvoraussetzung werden meine Annahmen über die Zukunft gemacht, die sich dann in so vielen Fällen bestätigen, daß der Annahme auch für noch nicht bestätigte Fälle eine hohe Wahrscheinlichkeit zukommt.

Von jetzt ab ist es die Regelmäßigkeitsvoraussetzung, die für Becher zum Sprungbrett wird, das zu neuen Hypothesen führt; sie begründet und bestätigt mit einer an Gewißheit grenzenden Wahrscheinlichkeit die Annahme fremden Bewußtseins, und sie ist es, die zur Hypothese von der Außenwelt führt. Diese Annahme einer Außenwelt soll die Lücken ausfüllen, die noch vorhanden sind, um die Aufeinanderfolge der Wahrnehmungen als regelmäßig geordnete aufzufassen. Ich muß auf Grund meiner Wahrnehmungen Dinge annehmen, die ich nicht wahrnehme. Die Laterne, die ich und andere sehen, muß in der Außenwelt vorhanden sein. Wie käme es sonst, daß alle Menschen Aussagen über ihr Auftauchen und Verschwinden

machen, die mit einander in Uebereinstimmung stehen? Die Außenweltshypothese geht von unendlich vielen Tatsachen aus, sie wird unendlich oft verifiziert, sie hat daher den höchsten Grad von Gewißheit, der eine Hypothese zukommen kann.

Mit ein paar Worten streift Becher noch die Einwürfe gegen die so gefaßte Außenweltshypothese: der wichtigste, daß es eine ihrer Natur nach nicht beweisbare Hypothese sei, erledigt sich dahin, daß die Beweisbarkeit keine an eine Hypothese zu stellende Aufforderung ist, daß einzig möglichst hohe Wahrscheinlichkeit verlangt werden darf.

So bleibt die Außenweltshypothese als vollgültige Annahme bestehen, und auch speziellere Annahmen ergeben sich über sie mit Hilfe der Regelmäßigkeitsvoraussetzung: wie z. B., daß es in der Außenwelt relative beharrliche Existenzen, wie auch Veränderungen, gibt. So weisen die Verschiedenheiten der Wahrnehmungsinhalte auf entsprechende Verschiedenheiten in der Außenwelt hin, sowohl die qualitativen als auch die räumlichen. Die Außenwelt ist selbst unräumlich, aber es entsprechen den räumlichen Verschiedenheiten der Wahrnehmung Verschiedenheiten der Außenwelt. Deshalb darf man in übertragenem Sinn von ›Entfernungen‹ in der Außenwelt reden, so wie man in geometrischem Bilde davon spricht, eine Variable bewege sich auf einer Strecke von a nach b. Die Subjektivität der Raumanschauung, wie sie die Kritik ergeben hat, bleibt also auch beim positiven Aufbau der Außenwelt bestehen.

Was von dem Raum ausgesagt wird, gilt freilich nicht in gleicher Weise von der Zeit. Die Gleichstellung beider durch Kant läßt sich sachlich nicht rechtfertigen. Die Regelmäßigkeitsvoraussetzung, die Voraussetzung zeitlich regelmäßiger Aufeinanderfolge ist wesentlich für die Hypothese von der Außenwelt in allen ihren Teilen. Die Außenwelt ist ja gerade die Gesamtheit nicht wahrgenommener zeitlicher Antezedenzien der Wahrnehmung; der Zeitbegriff liegt also schon durch ihre Entstehung in ihr. Becher ist daher geneigt, der Zeit im Unterschied vom Raum, Geltung für die Außenwelt, — nicht nur in übertragenem Sinn, — zuzuerkennen, wenn auch seine Stellungnahme in diesem Punkte keine allzuentschiedene ist.

So wird der Außenwelt das was ihr erst genommen war, mit vollen Händen zurückgegeben. Was ihr die Kritik raubte, bringt ihr die Regelmäßigkeitsvoraussetzung wieder. Die Subjektivität der Sinnesqualitäten, wie der räumlichen Anschauung freilich sind nicht mehr zu bezweifeln, aber die Zeit kommt der Außenwelt zu, und mit ihr eine Reihe von qualitativen Verschiedenheiten, die alle verwoben sind in dem Regelmäßigkeitszusammenhang unserer Wahrnehmungen.

Jetzt erst kann Becher daran denken, die speziellen Annahmen über die Außenwelt zu prüfen: die Existenz von Körpern in der Außenwelt, die Atomhypothese, die kinetische Auffassung der Außenweltsvorgänge.

Auch der Begriff des Körpers gehört zu jenen Begriffen, die die Naturwissenschaft aus dem Weltbild der naiven Anschauung herübergenommen hat, ohne sich ganz klar darüber zu sein, ob diese Herübernahme berechtigt ist. Die genauere Prüfung erweist, daß unter den Existenzen in der Außenwelt sich auch solche befinden, denen die Merkmale zukommen, welche den Begriff des Körpers ausmachen. Es gibt beharrende Existenzen in der Außenwelt, die einen Raum erfüllen. Mehr Merkmale als die, die hierin liegen, sind nicht notwendig, um den Begriff des Körpers zu konstituieren.

Dagegen ist das Merkmal der Undurchdringlichkeit dem Körperbegriff nicht wesentlich. Für die naive Anschauung durchdringen sich zwei Flüssigkeiten, also zwei Körper, vollständig, wenn sie gemischt werden. Mag auch die Wissenschaft diese Auffassung ablehnen, so geht doch daraus hervor, daß die Undurchdringlichkeit nicht zu den Merkmalen gehört, ohne die der Begriff des Körpers sinnlos wird.

Der Körper ist so einzig aufzufassen als raumerfüllende Qualität. Er darf keineswegs als Träger oder als Substrat allen Qualitäten gegenübergestellt werden.

Durch diese Auffassung des Körpers als raumerfüllender Qualität, erscheint das Undurchdringlichkeitsgesetz in einem neuen Licht. ›Wären zwei Qualitäten immer in demselben Raum, so würden wir sie als den gleichen einen Körper auffassen; sind Qualitäten in verschiedenen Räumen, so betrachten wir sie als verschiedene Körper. Das Undurchdringlichkeitsgesetz wäre demnach zu formulieren: zwei Außenweltsqualitäten, die verschiedene Räume erfüllen, können nicht in denselben Raum erfüllend eintreten‹. Wo die naive Erfahrung eine Durchdringung zweier Körper zu zeigen scheint, da suchen wir entweder diese Durchdringung als Schein aufzuzeigen, oder wir sprechen einfach vom Entstehen eines neuen Körpers.

So muß zwar jener Substanzbegriff aufgegeben werden, der die Substanz den Qualitäten als etwas Neues und Fremdes gegenüberstellt, aber der Substanzbegriff überhaupt erhält seinen guten Sinn, wenn man die Substanz als die beharrlichen Qualitäten den nicht beharrenden gegenüberstellt.

Eine Kritik dieser Substanztheorie würde in die schwierigsten erkenntnistheoretischen Fragen hineinführen und demgemäß übermäßig viel Raum beanspruchen. Doch ist eine eingehendere Be-

sprechung dieser Theorie nicht erforderlich. Sie ist so eng mit der Auffassung Bechers von der Außenwelt verknüpft, daß eine Ablehnung dieser Außenweltsauffassung zugleich auch die Substanztheorie treffen muß.

Becher stellt der Außenweltsannahme gegenüber die Berechtigungsfrage — und es wird besonders dem Naturwissenschaftler gegenüber fast selbstverständlich erscheinen, daß der Weg, den er dabei einschlägt, der richtige ist. Wer etwa die Annahme prüfen will, ob die Erde sich um die Sonne dreht, wird erst fragen, welche Tatsachen aus dieser Annahme erklärt werden sollen, was die Annahme für diese Erklärung leistet, welche Verifikationen die Annahme zuläßt. Gerade das ist der Weg, den Becher gegenüber den Außenweltsannahme einschlägt; er scheint der gegebene zu sein.

Der Zweifel wird bei der Frage einsetzen müssen, ob in der Tat die Außenweltsannahme eine Hypothese in naturwissenschaftlichem Sinn ist. Solche Hypothesen übertragen Tatbestände, die bei anderer Gelegenheit Gegenstand meiner Erfahrung waren, in modifizierter Form auf Bereiche, in denen aus irgend welchen Gründen keine Möglichkeit vorhanden war, diese Tatbestände zu erfahren. Man hat oft genug Gelegenheit gehabt zu erfahren, daß sich ein Körper um einen anderen dreht; diese Erfahrung wird auf das Verhältnis der Erde zur Sonne übertragen, und so bildet man die Hypothese von der Drehung der Erde um die Sonne.

Nicht alle Voraussetzungen, die in mein Weltbild eingehen, sind dieser Art. Becher selbst führt ein Beispiel einer unbewiesenen Voraussetzung an, die ganz anderen Charakter trägt. Es ist die Annahme der Existenz einer Vergangenheit. Hier, bei der Vergangenheit, handelt es sich um etwas prinzipiell Neues gegenüber allem Gegenwärtigen, nicht einfach um eine Uebertragung allbekannter Charaktere auf neue Fälle, wie bei den naturwissenschaftlichen Hypothesen. Deshalb ist auch, wie Becker mit Recht betont, irgend welche Begründung der Vergangenheitsannahme unmöglich; jede solche Begründung würde auf einen Zirkel auslaufen. Man darf den Hinweis, der in den Erinnerungsvorstellungen auf die Existenz einer Vergangenheit liegt, nicht als eine solche Begründung ansehen. Dieser Hinweis ist ein psychologisches Faktum, keine logische Rechtfertigung.

Diese Vergangenheitsannahme unterscheidet sich in vielen Richtungen von den Hypothesen. Sie ist nicht begründbar, und jede Begründung schließt einen Zirkel in sich. Aber sie ist auch nicht widerlegbar, jede Kritik ist nur eine scheinbare. Gewiß, einzelne Erinnerungen mögen als falsch verworfen werden; um sie aber ver-

werfen und korrigieren zu können, müssen andere Tatsachen bereitstehen, die für denselben Vergangenheitszeitpunkt etwas Gegenteiliges behaupten. Eine solche kritische Zersetzung aber ist für die Vergangenheitsannahme selbst unmöglich. Es kann immer nur Tatsachen geben, die behaupten, die Vergangenheit sehe anders aus, als ich glaubte; die Nichtexistenz der Vergangenheit ist unbeweisbar. Auch diese Nichtbeweisbarkeit des Gegenteils unterscheidet sie von den naturwissenschaftlichen Hypothesen.

Es bleibt nur bedingungslose Annahme oder bedingungslose Ablehnung der Vergangenheitsvoraussetzung. Nur daß die Ablehnung, worauf auch Becher hinweist, positiv nicht durchführbar ist. Auch das trennt diese Voraussetzung von einer naturwissenschaftlichen Hypothese. Wenn jemand auf dem Standpunkt steht, die Sonne drehe sich um die Erde, so mag dieser Standpunkt falsch sein; aber es ist eine mögliche wissenschaftliche Auffassung. Wer die Vergangenheitsvoraussetzung ablehnt, wird überhaupt keine Naturwissenschaft zu Stande bringen können.

Es gibt also unter den wissenschaftlichen Annahmen zwei grundverschiedene Typen; die unbewiesenen Voraussetzungen, wie die Annahme einer Vergangenheit, und die echten Hypothesen.

Zu welcher Gruppe von Annahmen gehört die Außenweltsannahme? Der Standpunkt Bechers gegenüber dieser Frage ist klar, auch wenn man davon absieht, daß er ausdrücklich von einer Außenwelthypothese spricht. Er gibt eine kritische Zersetzung der Außenweltsannahme, er sucht die Außenweltsannahme zu begründen, wie man Hypothesen begründet; er hält den Standpunkt Machs, der die Außenwelt ablehnt, für möglich innerhalb der Naturwissenschaft, wenn auch nicht für richtig. All das bedeutet eine Gleichstellung der Außenweltsannahme mit den echten Hypothesen.

Die Aufgabe desjenigen, der diesen Standpunkt für verfehlt hält, ist darnach klar. Er muß zeigen, daß die kritische Zersetzung des Außenweltsbegriffs nur eine scheinbare ist, daß ebenso Bechers Begründung nur eine scheinbare ist, und daß endlich der Außenweltsbegriff eine notwendige Voraussetzung des naturwissenschaftlichen Denkens überhaupt ist.

Der Außenweltsbegriff, den Becher verwendet, ist kein einheitlicher. Zum Teil ist ihm die Außenweltsannahme die Annahme, daß für unsere Wahrnehmungen Ursachen bestehen, die von den Wahrnehmungen verschieden sind. Dieser Begriff spielt eine Rolle in den kritischen Ausführungen, in denen die Subjektivität der Wahrnehmungen begründet werden soll. In anderen Teilen des Buches dagegen ist die Außenweltsannahme etwas prinzipiell davon verschie-

denes: Es ist die Annahme, daß es Dinge gibt, die existieren, auch wenn wir sie nicht wahrnehmen. Im einen Fall ist die Außenwelt etwa die Ursache unserer Wahrnehmung einer Bewegung, die jedoch selbst nicht Bewegung ist. Im anderen Fall ist in der Außenwelt eine Bewegung, wie wir sie sonst auch wahrnehmen können, nur daß wir sie in diesem speziellen Fall nicht wahrnehmen (weil sie zu schnell ist, z. B.). Es ist klar, daß die letztere Annahme, daß Dinge existieren, auch wenn wir sie nicht wahrnehmen, eine echte Hypothese ist. Wir übertragen Bewegungen, wie wir sie wahrnehmen, auf Tatbestände, in denen wir sie nicht wahrnehmen. Becher führt folgendes Beispiel in einem späteren Zusammenhang an: Ein Zahnrad bewegt sich an einem Kartonblatt vorbei. Geschieht es langsam, so sieht man die hin und hergehende Bewegung des Kartonblattes; geht die Bewegung rasch vor sich, so sieht man statt des hin und herschwingenden Kartonblattes, einen durchsichtigen Keil. Becher gibt die Begründung dafür, daß wir dennoch das Recht haben, anzunehmen, daß in der Außenwelt nicht der Keil existiert, sondern daß sich das Kartonblatt jetzt nur schneller bewegt. Es läge ebenso in Bechers Sinn, wenn wir das Beispiel etwas anders wenden: Auf Grund der Regelmäßigkeitsvoraussetzung nehme ich auch an, habe ich ein Recht anzunehmen, daß die Bewegung fortdauert, auch wenn ich sie nicht sehe, wenn nur das charakteristische Geräusch andauert, daß das Vorbeistreichen des Zahnrads an dem Kartonblatt begleitet.

Diese Rechtfertigung der Annahme, daß Dinge existieren, auch wenn wir sie nicht wahrnehmen, oder anders als wir sie wahrnehmen, ist zweifellos richtig. Aber diese Annahme ist nichts als eine Annahme über eine spezielle Gestaltung der Außenwelt, nicht die Annahme der Außenwelt selbst. Schon in den Ausgangspunkten dieser speziellen Hypothese steht die Existenz der Außenwelt fest. Das Zahnrad, das ich wahrnehme, ist als Außenweltsgegenstand wahrgenommen, so gut wie das Kartonblatt, und die Existenz beider ist in dem Beispiel unbestritten.

Vielleicht ist die Ableitung der Außenwelt anders gedacht. Nicht als Außenweltsgegenstände sollen Zahnrad und Kartonblatt in Betracht kommen, sondern als Wahrnehmungen. Zwanzigmal, so wendet Becher selbst ein anderes Beispiel an, habe ich das Abdrücken des Gewehrs wahrgenommen und den folgenden Knall gehört; zum einundzwanzigsten Mal bleibt die Wahrnehmung des Knalls aus, aber auf Grund der Regelmäßigkeitsvoraussetzung nehme ich an, daß auch diesmal der Knall existiert hat; zumal da ihn andere Menschen auch diesmal gehört haben.

Eine doppelte Interpretation läßt dies Beispiel zu: Entweder sagt

es: zwanzigmal: Wahrnehmung des Abdrückens, Wahrnehmung des Knalls; beim einundzwanzigsten Mal: Wahrnehmung des Abdrückens, und — so müßte die Regelmäßigkeitsvoraussetzung weiterführen: also auch diesmal Wahrnehmung des Knalls. Tatsächlich aber habe ich eine solche Wahrnehmung nicht gehabt. Mein unmittelbares Bewußtsein sagt mir: Es war keine Wahrnehmung des Knalls vorhanden. Die Regelmäßigkeitsvoraussetzung sagt: Es war eine solche Wahrnehmung vorhanden.

Es besteht also ein Widerspruch zwischen unmittelbarem Bewußtsein und Regelmäßigkeitsvoraussetzung: Die Wahrnehmung soll existieren und existiert doch nicht. Da mein unmittelbares Bewußtsein das Gewisseste ist, das es gibt, so ist der einzig mögliche Schluß der, daß die Regelmäßigkeitsvoraussetzung unrecht hat — es war keine Wahrnehmung vorhanden — daß also nicht die Regelmäßigkeitsvoraussetzung uns das Bewußtsein der Außenwelt verschafft.

Aber der Empirismus, wie ihn Becher vertritt, will uns zu einem anderen Schluß überreden. Wir sollen von der Welt der Wahrnehmung auf einmal überspringen auf eine ganz anders geartete Welt, auf die Außenwelt, auf die Welt einer gesonderten Existenz. Die Wahrnehmung existiert nicht, sollen wir folgern, aber der Knall existiert als Objekt in der Außenwelt.

Und noch mehr soll die Regelmäßigkeitsvoraussetzung können: Nicht nur überhaupt zu einer Außenwelt soll sie uns hinführen, sondern zu einer Außenwelt gänzlich verschieden von der, die wir wahrnehmen, unräumlich, unfarbig, nichttönend und nichttastbar.

Gewiß ist der tatsächliche Ausweg aus dem Dilemma der: ›Der Knall hat existiert, auch wenn ich ihn nicht wahrgenommen habe‹. Aber dieser Ausweg stammt nicht aus dem, was von Becher angegeben ist. Es ist nicht einzusehen, wie auf einmal die gesonderte Existenz hereinkommen soll, nachdem bisher stets nur von Folgen von Wahrnehmungen die Rede war. Es ist nicht zu sehen, wo irgendwie die Regelmäßigkeitsvoraussetzung über die Wahrnehmungen hinaus führen soll zu einer gesonderten Existenz, unabhängig von aller Wahrnehmung.

Das Bechersche Beispiel läßt jedoch noch eine Interpretation zu: Zwanzigmal folgte auf die Wahrnehmung der Existenz des Abdrückens des Gewehrs die Wahrnehmung der Existenz des Knalls; jetzt, beim einundzwanzigsten Mal folgte keine solche zweite Wahrnehmung; dann kann die Regelmäßigkeitsvoraussetzung auch hier, auch das einundzwanzigste Mal die Existenz des Knalls annehmen lassen, ohne daß ich die Wahrnehmung habe.

Dieser Fall ist im Prinzip identisch mit dem oben erwähnten der

nicht gesehenen und doch vorhandenen Bewegung; auch im jetzigen Beispiel ist die Existenz, die Außenweltsexistenz des Abdrückens des Gewehrs, wie des Knalls, vorausgesetzt; und über die Begründung der Außenwelt sagt dieses Beispiel nichts.

Was also Becher als eine Begründung der Außenweltshypothese angibt, ist nur eine scheinbare. Es ist die Begründung der spezielleren Hypothese, daß Dinge in der Außenwelt auch existieren, wenn ich sie nicht wahrnehme, und zwar gerade so existieren, wie wenn ich sie wahrnehme. Von einer Auffassung der Außenwelt als der ›Ursache‹ von Wahrnehmungen ist hier keine Rede.

Diese Auffassung ist dagegen entscheidend in den Stellen, an denen es sich um eine Kritik der naiven Außenweltsauffassung handelt. Hier wird neben der Subjektivität der Sinnesqualitäten auch die Subjektivität der Raumvorstellung behauptet, sodaß als Außenwelt nichts übrig bleibt als ein unräumlicher, unsinnlicher Ursachenkomplex unserer Wahrnehmungen. Wir wollen die Argumentation für die Subjektivität der Sinnesqualitäten einmal anerkennen. Weil dieselbe Farbe bei verschiedener Beleuchtung bald blau, bald grün erscheint, so ist die Farbenwahrnehmung überhaupt nur subjektiv. Was anders macht einzig eine derartige Ueberlegung möglich, als daß es sich in beiden Fällen um denselben Gegenstand handelt, der bald grün, bald blau erscheint? Daß es derselbe Gegenstand ist, heißt in diesem speziellen Fall nichts weiter, als daß es dieselbe Ausdehnungsfläche ist, an der ich jetzt blau und jetzt grün sehe. Jeder Widerspruch setzt Einheit voraus, und das Einheitgebende ist hier ›dieselbe‹ Fläche. Wäre diese Beziehung auf dieselbe Fläche nicht vorhanden, so würde ich einfach sagen: Jetzt sehe ich blau und jetzt sehe ich grün; aber ein Widerspruch zwischen diesen beiden Wahrnehmungen könnte niemals zustande kommen. Erst die Beziehung beider Wahrnehmungen auf dieselbe Fläche läßt ihn auftreten.

Wenn man nun aber dieselbe Argumentation auf die Raumanschauung übertragen will, so versagt sie. Darauf, daß dieselbe quadratische Platte das eine Mal quadratisch, das andere Mal rhombisch aussieht, soll auf die Subjektivität der Raumanschauung geschlossen werden. Was macht die Beziehung dieser beiden Ansichten auf denselben Gegenstand? Was macht, daß wir die Linie, die jetzt länger und jetzt kürzer erscheint, immer noch als dieselbe Linie anerkennen? Doch wohl nur dies, daß wiederum nicht die Räumlichkeit als das Subjektive angesehen wird, sondern einzig die scheinbare Länge der Linie. Sehen wir auch die Räumlichkeit als subjektiv an, so fehlt uns die Möglichkeit von derselben Linie zu sprechen, die bald so,

bald so aussieht, sondern wir müßten davon reden, daß eine Linie tatsächlich wächst, wenn sie größer aussieht.

Die Bestreitung der Objektivität der Räumlichkeit setzt eben diese Objektivität voraus: das ist das Resultat dieser Ueberlegung, die hier nur angedeutet werden kann.

Zudem ist es nicht richtig, daß die quadratischen, rhombischen, viereckigen Ansichten einer quadratischen Platte gleichberechtigt nebeneinander stehen, wie die verschiedenen Farben eines Gegenstandes bei verschiedener Beleuchtung. Wir wissen sehr genau, welche Ansicht die ›wirkliche‹ ist; wir haben genaue Kriterien, nach denen wir entscheiden können, wie die Platte wirklich aussieht. Wenn einfach daraus, daß es einander widersprechende Ansichten derselben Platte gibt, die Folgerung gezogen werden dürfte, daß keine die richtige ist, so müßte dieselbe Argumentation gegen irgend zwei widersprechende Urteile gerichtet werden.

Mehr Wert noch legt Becher auf den Gesichtspunkt, daß der Raum uns durch die Wahrnehmung zweier Sinne übermittelt werde. Ein Gemeinsames der Tastwahrnehmungen und der Gesichtswahrnehmungen ist nicht aufzufinden, ebensowenig aber haben wir das Recht, die Wahrnehmungen eines Sinnes zu bevorzugen und zu behaupten, sie seien es, die uns den Raum geben, wie er ist. Es bleibt kein anderer Ausweg, so meint Becher, als die Wahrnehmungen beider Sinne als subjektiv anzusehen. Die Frage taucht natürlich auf, wieso es kommt, daß wir sowohl beim Gesichtssinn wie beim Tastsinn vom Raum reden, obwohl die Wahrnehmungen beider Sinne nichts gemein haben. Die Antwort gibt Becher dahin: Trotz aller qualitativen Verschiedenheit besteht eine ›weitgehende Uebereinstimmung‹, nämlich der numerischen Verhältnisse: Vier getasteten entsprechen vier Punkte im Sehfelde. — Durch diese numerische Uebereinstimmung wird eine eindeutige Zuordnung ermöglicht. Dadurch daß die beiden Arten von Ausdehnungswahrnehmungen aufeinander eindeutig bezogen werden können, wird es möglich, daß sie auf ein gemeinsames Drittes, eine Ausdehnung in der Außenwelt bezogen werden können‹.

Man ist erstaunt, daß dieselben Argumente nicht auch auf die Zeitanschauung Anwendung finden. Auch bei der Zeit kommen Längentäuschungen vor. Auch die Zeit kann uns durch die Wahrnehmungen verschiedener Sinne vermittelt werden, ohne daß einem Sinn ein Vorzug gebührt. Weshalb sollen diese Argumente Halt machen vor den Wahrnehmungen der Zeit? Freilich würde diese Auffassung von der Subjektivität der Zeit sich in Wiederspruch setzen

zu der Objektivität der Zeit, die die Regelmäßigkeitsvoraussetzung fordert.

Die Kritik kann freilich diese Argumente ebensogut prüfen, wo es sich um den Raum handelt. Da muß zunächst bestritten werden, daß in den Raumwahrnehmungen von Gesichtssinn und Tastsinn nichts Gemeinsames zu finden sei. Gewiß, die einfachen Gesichtsempfindungen und Tastempfindungen enthalten dies Gemeinsame nicht. Aber sie sind nur Teilbestandteile des gesamten Komplexes, den wir als Wahrnehmung eines Räumlichen bezeichnen. Wenn ich etwa eine Wand sehe, so sind die Farbenempfindungen gleichsam nur Anhaltspunkte, durch die ich auf das eigentlich Räumliche abziele; ich meine in ihnen ein Räumliches, ich sehe es in ihnen — die genauere Analyse würde hier viel zu weit führen —, und ebenso sind mir die getasteten Punkte nur solche Hinweise auf das Räumliche. Ist es da wirklich noch merkwürdig, daß dann nicht die Empfindungen, sondern jenes Gemeinte, jenes auf das abgezielt wird, in beiden Fällen identisch ist? Es sind neben den eigentlichen Empfindungen noch besondere deskriptive Charaktere vorhanden, eben die des Abzielens auf ein Räumliches. Wenn man die vollen Wahrnehmungen beider Sinne vergleicht, so ist das Gemeinsame sehr wohl vorhanden; es ist in beiden Fällen das gleiche Räumliche, auf das abgezielt wird.

Damit verliert auch die Frage ihren Sinn, welcher der beiden Sinne nun den Vorzug verdiene, welcher mir den Raum richtig übermittle. Sie ›meinen‹ ihn beide und es wird von allem Möglichen abhängen, welcher gerade den Raum ›richtig‹ gibt.

Auch der Ausweg, das Gemeinsame in beiden Sinnen in der Gleichheit der numerischen Verhältnisse zu suchen, ist nicht stichhaltig. Denn genau dieselben Argumente, die für die Subjektivität des Raumes sprechen sollen, sprechen ebenso für die Subjektivität dieser numerischen Verhältnisse. Werden nicht diese numerischen Verhältnisse ebenfalls durch verschiedene Sinne übermittelt? Und kommt es nicht vor, daß wir drei Punkte zu s e h e n glauben, wo wir vier zu t a s t e n meinen? Oder auch umgekehrt? Welchem Sinn soll man da Glauben schenken?

Dazu kommt weiterhin noch, daß durch die Subjektivität der Raumwahrnehmung gerade das entwertet wird, was dadurch begründet werden soll: Die mechanische Naturauffassung. Denn was soll es noch für einen Sinn haben, die mechanischen Anschauungen etwa vor den Temperaturempfindungen zu bevorzugen, wenn Bewegung ebenso subjektiv ist, wie Farbe und Wärme? Man führt doch die Sinnesqualitäten gerade deshalb auf mechanische Vorgänge zurück, weil man etwas Objektiveres an ihnen zu haben glaubt. Wenn

das aber nicht der Fall ist, wenn die Außenwelt wirklich ebenso unräumlich wie unfarbig ist, weshalb geht man dann nicht gleich auf die unräumliche und unfarbige Wirklichkeit zurück, wenn diesen Molekularvorgängen nicht mehr Wirklichkeit zukommt als den Wärmeempfindungen oder den Farbenempfindungen?

Und warum behauptet dann Becher, der Keil (in dem Zahnradbeispiel) sei subjektiver als jene schnelle Bewegung des Kartonblatts, während er doch nur sagen dürfte, bei sogenannter langsamer Bewegung erzeugen die unbekannten Außenweltsvorgänge die Wahrnehmung einer Bewegung, im zweiten Fall die Wahrnehmung eines Keils. Aber Keil wie Bewegung müßten gleich wirklich oder gleich unwirklich sein, wenn Raum und Farbe von gleichem Subjektivitätsgrad wären.

In der Tat, so fanden wir, sind die Argumente für die Subjektivität der Raumanschauung nicht stichhaltig. Die Versuche, die Subjektivität der Raumanschauung beweisen zu wollen, setzen die Objektivität der Raumanschauung voraus. Die kritische Zersetzung der Außenwelt ist ebenso unmöglich, wie ihre Begründung es war.

Aber auch die Ablehnung der Außenweltsannahme ist für den Naturwissenschaftler unmöglich. Die Außenwelt liegt in jeder Wahrnehmung schon eingeschlossen. Die Farbe ist nicht erst ein subjektives Phänomen, und wird dann als zu einer Außenwelt gehörig gedeutet, sondern sie wird unmittelbar auf eine Außenwelt bezogen, und späterhin kann diese Beziehung sich als eine falsche herausstellen. Aber nur, indem andere Tatsachen widersprechen; indem sie behaupten, daß die Außenwelt anders aussieht, nicht indem sie behaupten, daß es keine Außenwelt gibt. Wie in jeder Erinnerung die Beziehung auf die Vergangenheit liegt, die nicht allgemein widerlegt werden kann, so in jeder Wahrnehmung die Beziehung auf eine Außenwelt. Dem kann niemand entschlüpfen, der überhaupt wahrnimmt.

Wenn es jemand Vergnügen macht, statt zu behaupten: Diese Rose ist rot, mit den Analytikern der Empfindung zu sagen: Ich habe eine Rotempfindung, die eine Empfindung im Komplex der Empfindungen ist, die ich als Wahrnehmung der Rose bezeichne, so möge er es nur tun. Nur darf er sich nicht einreden, auf diese Weise zu einer Naturwissenschaft kommen zu können. Und, wenn er konsequent ist, so muß er weiter gehen. Wenn er statt von dem Empfundenen von seinen Empfindungen redet, so muß er ähnlich mit der Vergangenheit verfahren wie mit der Außenwelt. Der Satz: Gestern hat es geregnet, wird zu dem andern: Ich habe jetzt eine

Erinnerungsvorstellung des Inhalts, daß ich gestern eine Regenwahrnehmung hatte. Die Geschichte wird so zu einem System von Erinnerungsvorstellungen, die Naturwissenschaft ein System von Wahrnehmungen. Ist eine solche Auffassung jemals ernstlich zu Ende gedacht worden?

Die Ablehnung der Außenweltsannahme ist daher ebenso unmöglich wie die der Vergangenheitsannahme. Die kritische Zersetzung der Außenwelt scheitert an der Objektivität des Raumes, die Begründung der Außenwelt als Hypothese erweist sich als unmöglich. Nicht in einer Reihe daher mit den echten Hypothesen steht die Außenweltsannahme, sondern mit den unbewiesenen Voraussetzungen wie der Vergangenheitsannahme. Und wir haben kein Recht mehr von einer Außenwelts h y p o t h e s e zu reden.

Wenn man so auch Bechers Lösung des Außenweltsproblems ablehnen muß, so schließt diese Stellungnahme keineswegs auch eine Ablehnung der im zweiten Teil von Bechers Arbeit aufgestellten naturphilosophischen Anschauungen in sich. Becher zieht hier nur gelegentlich die Ausführungen über die Außenwelt heran. Man braucht nur die Rede von der Räumlichkeit der Außenwelt, die Becher als eine kurze Ausdrucksweise angesehen wissen will, wörtlich zu nehmen, und man wird dann die Aufstellungen des zweiten Teils gesondert prüfen können. Zudem ist er glücklicherweise inkonsequent genug, in diesem zweiten Teil die räumlichen und zeitlichen Eigenschaften der Dinge, die primären Qualitäten praktisch zu derjenigen Sonderstellung heranzuziehen, die ihnen die moderne Naturwissenschaft einräumt.

Es ist die mechanische Theorie, die Zurückführung alles physikalischen Geschehens auf mechanische Vorgänge, die ihn hier beschäftigt. Welche Gründe sprechen für die mechanische Theorie, und wie ist die Ausgestaltung dieser Theorie im Einzelnen zu denken? Becher beantwortet diese Fragen an Hand des überaus reichen Tatsachenmaterials, über das er souverän verfügt.

Er wendet sich in ausführlicher Darlegung gegen die Gegner der mechanischen Theorien. Freilich scheint mir, daß er in seiner Argumentation zwei Klassen von Gegnern dieser Theorien nicht scheidet, die wohl geschieden werden müssen. Eine Ablehnung der mechanischen Theorie kann radikal sein und behaupten, daß es überhaupt keine unsichtbaren Bewegungen gäbe; aber sie muß nicht notwendig dieser Art sein. Nur dieser radikaleren Anschauung gegenüber ist der Beweis Bechers, daß auch im Alltagsleben unsichtbare Bewegungen angenommen werden müssen, vollkommen am Platze.

Nicht notwendig braucht die Ablehnung der mechanischen The-

orie sich auf die Ablehnung unsichtbarer Bewegungen überhaupt zu versteifen. Daß das Pendel noch unsichtbar kleine Schwingungen macht, auch wenn keine Bewegung mehr sichtbar ist, daß das Kartonblatt wirklich sich unwahrnehmbar schnell bewegt, während ein Keil im Gesichtsfeld vorhanden zu sein scheint, das kann auch der Gegner der mechanischen Hypothesen zugeben. Ja, er kann noch weitergehend zugeben, daß das schnelle Vorbeistreichen des Zahnrades einen Ton erzeugt. Er kann also die mechanische Theorie des Schalles vollkommen anerkennen. Und wenn Becher darauf hinweist, daß auch diese Theorie in weitestem Umfang Hypothese ist, da für hohe Töne überhaupt niemals die mechanische Theorie direkt nachgeprüft ist, so wird dieser Gegner geneigt sein, auch dies hypothetisch mit in den Kauf zu nehmen. Nicht daß die Welt ergänzt wird nach Analogie des Wahrgenommenen; nicht daß ungeprüft auch den hohen Tönen Schwingungsbewegungen zuerteilt werden, stört ihn; sondern sein Einwand richtet sich gegen eine ganz andere Seite. Ostwald hat es in den Worten ausgesprochen: ›Du sollst dir kein Bild machen‹. Die Zuordnung von Tönen zu Bewegungen ist kein Bild, so wenig wie die Behauptung, daß jener Keilfigur ein hin- und herschwingendes Kartonblatt entspricht. Ein Bild dagegen ist die Behauptung, die Verbindung von H und O dieser durchsichtigen homogenen Körper sei nichts anders als die Verbindung von Atomen, von denen stets auf einen gleichen Raum unter gleichen Druckverhältnissen gleich viele gehen u. s. w. Eine Tatsache wird hier nicht etwa nur in kausale Abhängigkeit von einer andern gebracht, wie der Schall von der Bewegung der Luft, sondern die eine Tatsache wird durch eine grundverschiedene ersetzt, wie sichtbare Verbindung von luftförmigen Körpern durch die Verbindung von Atomen. Das ist das ›Bild‹, das Ostwald verwirft.

Freilich wird man daraus nicht die Folgerung ziehen dürfen: Also ist die Aufstellung solcher Abhängigkeiten, wie sie die mechanische Schalltheorie bietet, erlaubt, ›Bilder‹ wie die Molekularhypothese verboten. Nur so viel wird man zugeben müssen: Während relativ wenige Anhaltspunkte genügen, um eine funktionelle Abhängigkeit wahrscheinlich erscheinen zu lassen, wird man schwerwiegende Argumente verlangen, bis man sich entschließt, in diesen Bildern Darstellungen wirklicher Vorgänge zu sehen.

Aber die prinzipielle M ö g l i c h k e i t mechanischer Theorien beweist Becher in der Tat in diesem Teil seiner Arbeit, in seinen Beispielen. Er zeigt einmal, daß es in der Tat unsichtbare Bewegungen gibt, und zweitens, daß beim Schall unsichtbare Bewegungen die

Antezedenzien von Empfindungen sind, die keinerlei Gemeinsamkeiten mit diesen Bewegungen aufweisen.

Die Atomtheorie jedoch verlangt mehr als einfach unsichtbare Bewegungen. Sie verlangt, daß diese unsichtbaren Bewegungen die Bewegungen kleinster Körper, der Atome, sind.

Mit Recht weist Becher jedoch die Anschauung zurück, als sollten in den Atomen nun auch wirklich in absolutem Sinn unteilbare Körper zu finden sein; sie sind unteilbar in relativem Sinn; unteilbar in dem Sinn z. B., daß sie die kleinsten Mengen sind, die chemische Verbindungen eingehen, oder die in einem Gas gesondert existieren können.

Die Möglichkeit der Atomhypothese beweist Becher wiederum dadurch, daß er zeigt, daß auch das Alltagsleben gezwungen ist, Teilchen anzunehmen, die zu klein sind um wahrgenommen zu werden; wie im Fall des Staubteilchens auf dem Papier, das von der Ferne nicht gesehen wird; und, 2. daß aus Teilchen, die einzeln nicht wahrgenommen werden, Komplexe gebildet werden können, die den Eindruck des Homogenen machen: Steinhaufen, ein Stück Kreide, Nebelflecke, trübe Lösungen sind passende Beispiele dieser Art.

Für die Behauptung, daß die Struktur der Materie als inhomogen angenommen werden muß, führt Becher eine Reihe von Argumenten an: Wenn eine Drucksteigerung auf eine Materie nicht stetig zu einer Auswalzung führt, sondern an einem Punkte bei weiterer Drucksteigerung keine stetige Zusammenpressung stattfindet, so kann diese Tatsache einzig auf die Inhomogenität der Materie zurückgeführt werden. Solcher Tatsachen der unstetigen Veränderung der Materie stetig sich ändernden Einflüssen gegenüber bestehen mehrere, die Becher bespricht.

Ebenso führt nur auf eine Inhomogenität der Materie, nicht aber auf eine Molekularkonstruktion auch das, aus verschiedenen Gründen sehr schwache Argument, daß nur aus der Annahme der Inhomogenität verständlich werde, daß die Kohäsionskraft nicht dem Newtonschen Gesetz folgt.

Mehr Wert als auf dieses Argument legt Becher auf ein anderes, das er ausführlich erörtert: es beruht auf der Tatsache, daß die Fortpflanzungsgeschwindigkeit des Lichtes in scheinbar homogenen Stoffen wie Wasser, Gas u. s. w., in hohem Maße von der Schwingungszahl abhängig ist. Diese Tatsachen der Dispersion sind mit den mechanischen Sätzen der Wellentheorie nur in Einklang zu bringen, wenn man eine inhomogene Struktur der Materie annimmt. Nur dem freilich, von dem die Wellentheorie schon vorher als richtig anerkannt

wird, wird dieses Argument überzeugend vorkommen; es hat so mehr einen esoterischen als exoterischen Wert.

Noch eine ganze Reihe anderer Argumente, die Becher anführt: die Tatsache z. B., daß das spezifische Brechungsvermögen in weiten Grenzen konstant ist, wird mit Hülfe der Molekulartheorie verständlich gemacht; so auch die Unabhängigkeit der inneren Reibung von Gasen von der Dichte, und noch eine Reihe anderer Erscheinungen.

Alle diese Erscheinungen werden als Verifikationen der Molekularhypothese betrachtet. Es mag ja sein, daß sich für die eine oder die andere Erscheinung auch ohne Molekularhypothese eine Erklärung finden läßt. In ihrer Gesamtheit liefern sie jedenfalls ein so überzeugendes Material, daß derjenige, der unbefangen sich ihnen gegenüberstellt, die Molekularhypothese nicht ablehnen kann.

Vor allen Dingen werden die zahlenmäßigen Verifikationen als von erdrückender Wucht anzusehen sein: So wenn man z. B. das Verhältnis der spezifischen Wärmen bei konstantem Druck und konstantem Volumen für einatomige Gase, mit Hülfe der Atomtheorie, als $^5/_3$ berechnet; und die Erfahrung bestätigt diese Berechnung: man wird fragen müssen: wie müssen denn Verifikationen aussehen, die eine Hypothese bestätigen, wenn Verifikationen dieser Art, von denen es eine Menge gibt, nicht dazu im Stande ist?

Becher hat vollkommen Recht, wenn er gegen die Gegner der mechanischen Theorie ausführt: Verhält sich etwas in den Punkten 1, 2 und 3 wie eine Wellenbewegung, so ist die Tatsache, daß es auch in Punkt 4 sich wie eine Wellenbewegung verhält, eine eklatante Bestätigung der Vermutung, daß hier nicht nur ein Zufall oder ein glückliches Bild vorliegt. Die Wahrscheinlichkeit für eine grundlose Uebereinstimmung ist so gering, daß man sie ohne weiteres verwerfen darf.

Freilich scheint mir Becher einer andern Seite dieses Arguments der Hypothesengegner nicht gerecht zu werden (einer Seite, die z. B. Ostwald betont). Man kann ruhig zugeben, daß das Licht alle Eigenschaften einer Schwingungsbewegung zeigt, ohne daß es doch deshalb eine Schwingungsbewegung ist. So wie etwa Zahlen und geometrische Figuren in einer Reihe von Eigenschaften derartige Uebereinstimmung zeigen, daß sich Eigenschaften der einen Gruppe aus Eigenschaften der anderen voraussagen lassen; gerade so wie Eigenschaften des Lichtes aus Eigenschaften der Wellenbewegung. Dennoch wäre der im Irrtum, der deshalb auf vollkommene Identität schließen wollte und vermuten wollte, daß die Formel $x^2 + y^2 = z^2$ auch nun tatsächlich ein Kreis sei.

So fügt das mechanische ›Bild‹, indem es annimmt, daß nicht

nur eine Erscheinung vorliege, die Gemeinsamkeiten mit einer Schwingung zeigt, sondern daß tatsächlich eine Schwingung vorhanden sei, noch Eigenschaften hinzu, die nicht in der Analogie begründet sind.

Dieses Argument gegen die Molekulartheorie kann nur widerlegt werden, wenn man zeigt, daß zur Voraussagung der Erscheinungen tatsächlich von allen Eigenschaften der Schwingung Gebrauch gemacht wird, nicht nur von denen, auf denen die Analogie beruht. Ich glaube, daß es wohl möglich wäre, einen derartigen Beweis zu führen.

Daß es sich bei der Inhomogenität der Materie tatsächlich um Moleküle von gleicher Größe handelt, sucht Becher aus einer Reihe von Tatsachen zu erhärten. Wohl der schlagendste Beweis ist die Tatsache, die aus der Krystallographie entnommen ist. Beim Aufbau eines Körpers aus gleichen Teilchen, von denen jedes auf die benachbarten nach denselben Gesetzen wirkt, ergeben sich als allein möglich gerade alle jene Arten von Symmetrie, die wir bei den Krystallen finden. Diese Uebereinstimmung als eine rein zufällige anzusehen, geht wohl nicht an.

In höchst anschaulicher Weise erläutert und begründet Becher die Anwendung der Molekulartheorie auf die verschiedenen Aggregatzustände. Er nimmt an, daß ein Staubhaufen sich einmal am Boden eines Gefäßes liegend befinde, und daß er dann durch eine Schaufelbewegung der Luft über den ganzen Raum verteilt wird. Dann bleiben eine ganze Reihe von Eigenschaften des Staubhaufens dieselben wie vorher; so z. B. seine Maße, sein Gewicht; andere, dagegen, haben sich beim Schütteln verändert. Der Staubhaufen hat z. B. im letzteren Fall keine eigenen Begrenzungsflächen, sondern nur die des Gefäßes, in dem er sich bewegt. Becher zeigt wie sich aus ähnlichen Ueberlegungen die Unterschiede der Aggregatzustände vollkommen erklären lassen. So wie kein Mensch daran zweifelt, daß der Staubhaufen in Bewegung und in Ruhe derselbe ist, so wird man sich den ganz ähnlichen Ueberlegungen in Bezug auf die Aggregatzustände nicht verschließen können.

Es ist wohl verständlich, daß sich der Kampf der Energetiker und der Mechanisten von Anbeginn besonders um die chemischen Tatsachen gedreht hat. Gerade weil die Anhänger der mechanischen Anschauung, wie auch Becher, in den chemischen Tatsachen die beste Stütze der mechanischen Theorie erblicken, suchen die Energetiker gerade hier mit ihrem Widerspruch einzusetzen. Deshalb wäre es wohl wünschenswert gewesen, wenn Becher etwas ausführlicher gerade

auf diese Argumentationen und Gegenargumentationen nach ihrer philosophischen Seite hin eingegangen wäre.

Eines dieser Argumente der Energetiker ist schon oben erwähnt worden. Es ist keine Erklärung, wenn ich die Tatsache, daß sich 2.14 Teile Sauerstoff bald mit 1.16, bald mit 2.16, bald mit 3.16 Teilen Stickstoff verbinden, darauf zurückführe, daß die Atome in den Gewichtsverhältnissen 14 und 16 stehen und sich die Atome entsprechend verbinden. Es ist nur einfach im Unwahrnehmbaren die beobachtete Tatsache noch einmal gesetzt. Ist es denn eine Erklärung, wenn ich sage: Daß 2.14 kg sich mit 16 kg verbinden beruht darauf, daß 2.14 g sich mit 16 g verbinden, und daß 1 kg 1000 g hat? Wenn man etwas derartiges als eine Erklärung ansehen würde, so hätte man nichts getan, als den einen Spezialfall des Gesetzes durch den anderen erklärt. Es kann so, wird man sagen, keine Erklärung daraus werden, wenn ich statt der g den besonderen Spezialfall der Atome heranziehe.

Die Antwort kann einzig in einer besonderen Eigenschaft gesucht werden, die die Atome vor irgend einem anderen Spezialfall des Gesetzes voraus haben. Dieser Vorzug der Atome ist ihre (relative) Unteilbarkeit. Aus ihr erklärt sich warum stets nur 1 mal 16, 2 mal 16, 3 mal 16 u. s. w. Gewichtsteile in die Verbindung eingehen und nicht zufällig einmal 23. So hat Becher vollkommen Recht, wenn er sagt, daß nicht das Gesetz der konstanten Verbindungsgewichte, sondern erst der ganzzahligen multiplen Verbindungsgewichte eine Stütze für die Atomtheorie biete.

Dagegen kann ich eine solche Stütze nicht in dem andern Gesetze finden, das Becher anführt: ›In der Verbindung NaOH kommen auf 1 Teil Wasserstoff 23 Teile Natrium. In der Verbindung HCl kommen auf 1 Teil Wasserstoff 35,5 Teile Chlor. In der Verbindung NaCl kommen auf 23 Teile Natrium wieder 35,5 Chlor. Die Verhältniszahlen gelten also nicht für eine Verbindung, sondern für alle, in denen dieselben Stoffe wiederkehren. Diese überaus merkwürdige Tatsache ist ohne Atomtheorie ganz unverständlich‹.

Mir scheint sie nur dann ohne Atomtheorie unverständlich zu sein, wenn man sie überhaupt für erklärungsbedürftig hält. Daß zwei Stoffe, die mit einem dritten in chemischem Verbindungsgleichgewicht stehen, mit einander im Gleichgewicht stehen, ist nicht merkwürdiger, als daß zwei Körper, die mit einem dritten in Temperaturgleichgewicht stehen, auch unter einander im Gleichgewicht sind. Diese Erscheinung des gegenseitigen Gleichgewichts findet sich auf vielen Gebieten der Naturwissenschaft, und sie ist auf dem einen Gebiet nicht unverständlicher als auf dem andern.

Das gilt überhaupt für eine ganze Reihe von Gesetzen, die durch die Atomtheorie ›erklärt‹ werden. Sie selbst verlangen keine Erklärung, sondern lassen ebensogut sich als letzte Tatsachen hinstellen. So fordert der Satz, daß die meisten Körper sich bei Erwärmung ausdehnen, keine Erklärung. Wird die Erklärung gegeben, um so besser. Aber man kann nicht sagen, daß die Tatsache vorher unverständlich war.

Wohl aber wäre das Gesetz der multiplen Verbindungsgewichte ohne eine Erklärung unverständlich. Der Energetiker wird freilich leugnen, daß die Erklärung dieses Gesetzes durch die Unteilbarkeit der Atome eine Berechtigung habe. Es ist, so wird er sagen, eine Erklärung ad hoc. Ist es etwa verständlicher, daß ein (relativ) unteilbares Atom 16 wiegt, ein anderes 14, als es das Gesetz ist, das daraus erklärt werden soll? In der Tat, beständen nicht Hinweise anderer Art, Verifikationen und dergleichen für diese Unteilbarkeit der Atome — auf Grund dieser einfachen chemischen Tatsachen allein dürften wir die Atomhypothese nicht als mehr als ein Bild ansehen. Nur daß noch eine ganze Reihe andrer Tatsachen sich in diese Annahme einfügen, verleiht ihr die wissenschaftliche Berechtigung. Die nähere Ausführung dieser Gedanken würde jedoch den Rahmen dieser Besprechung überschreiten.

Auch auf die weitere Frage geht Becher ein, in wie weit die Regelmäßigkeiten, die sich in den Atomgewichten finden, auf den Aufbau der Atome aus einer oder mehreren gemeinsamen Grundsubstanzen hindeuten. Er bespricht kurz — für denjenigen, der mit den Theorien nicht bekannt ist, wohl allzu kurz — die Elektronentheorie. Er schließt sich der Vermutung an, daß die Elektronen die einzigen Bausteine der Atome sind, und zeigt, wie sich aus dieser Annahme die Trägheit der Materie zurückführen läßt auf die scheinbare elektro-magnetische Trägheit der Elektronen, und wie auf dieser Grundlage die Proportionalität von Masse und Gewicht verständlich ist.

Werden so die Elektronen als die für unsere Erkenntnis letzten Strukturelemente angenommen, die der Beobachtung keine Veränderung zeigen, so müssen alle Erscheinungen und Vorgänge, die sich an der greifbaren Materie abspielen, als Bewegungsvorgänge aufgefaßt werden: Eine kinetische Naturauffassung ist die Konsequenz dieser Theorie. In allen Gebieten hat man an dieser kinetischen Auffassung gearbeitet. So hat die kinetische Wärmetheorie die Wärme als unregelmäßige Bewegungen der Moleküle aufzufassen gelehrt, und zahlreiche Verifikationen haben die Richtigkeit dieser Auffassung dargetan. Es ist freilich nicht recht einleuchtend, daß, wie Becher

meint, diese Hypothese eines direkten Beweises fähig sein soll, weil nach Brown in einer Flüssigkeit die feinsten Suspensionen unter dem Mikroskop in lebhaftester Bewegung sind, während die größeren Partikelchen in Ruhe sind. Man mag daraus ableiten, was man will, es wird nie mehr sein können, als daß unsichtbare kleine Bewegungen in der Flüssigkeit existieren. Das wird auch dem Gegner der Molekulartheorie nicht wunderbar vorkommen. Dagegen wird er nicht den Zusammenhang solcher Bewegungen mit den Wärmebewegungen der Moleküle anerkennen.

Neben der kinetischen Gastheorie, die Becher gegen Stallos Einwände verteidigt, bespricht er ausführlicher die kinetische Theorie des Lichts: Die weitgehende Analogie zwischen einem leuchtenden Körper und einem Erreger elektro-magnetischer Schwingungen läßt die Annahme wahrscheinlich erscheinen, daß auch im leuchtenden Körper kleine elektrische Schwingungen in den Molekeln stattfinden, und die Bestätigungen, die diese Annahme findet, macht die Optik zu einem Teil der Elektrizitätslehre.

So fügen sich alle Tatsachen in eine kinetisch-elektrische Naturauffassung ein, gegenüber der früher herrschenden kinetisch-elastischen. Letztere hat als Grundprinzip zur Erklärung aller Naturerscheinungen einerseits die Trägheit der Massen, andererseits Druck und Stoß. Die Trägheit der Massen wird durch die kinetisch-elektrische Auffassung untergeordnet dem Begriff der elektrischen Induktion. Wie es sich bei der Induktion um die Wirkung eines Elektrons auf andere Elektronen handelt, so bei der Trägheit um die Wirkung eines Elektrons auf sich selbst. Die kinetisch-elektrische Naturauffassung hat nur ein einziges Grundprinzip: Es besteht in den Wirkungsweisen der Elektronen, die diese zu elektrischen Ladungen stempeln.

Noch ein letztes, viel umstrittenes, Problem bespricht Becher, in dem physikalische und philosophische Fragen verquickt sind: Die Frage der Fernwirkungen und die damit zusammenhängende des Aethers. Becher nimmt Stellung gegen die im allgemeinen herrschende Auffassung, daß keine Fernwirkungen angenommen werden dürften: Die Regelmäßigkeitsvoraussetzung, die Kausalität, verlangt keineswegs einen räumlichen Zusammenhang der sich folgenden Prozesse. Einzig aus dem Zwang zahlreicher Erfahrungen rührt es her, daß uns die Erklärung aus Druck und Stoß die näherliegende zu sein scheint. Der Mensch vermag selbst nur da zu wirken, wo er anfaßt. Es wird vom naiven Menschen beim Fallen eines Steines überhaupt nicht an eine Wirkung der Erde auf ihn gedacht, und elektrische und magnetische Anziehungen spielen in den gewöhnlichen Er-

fahrungen überhaupt keine Rolle. So wirken die Erfahrungen des Alltagslebens alle darauf hin, es uns als selbstverständlich erscheinen zu lassen, daß ein Körper nur auf einen anderen wirken könne, wenn er ihn berührt.

Befragen wir dagegen die naturwissenschaftliche Erfahrung, so ist es auffallend, daß seit Newtons Tagen, bis heute, keine Erfahrungen beigebracht worden sind, die den Charakter der Gravitation als einer Fernwirkung im mindesten auch nur hätten erschüttern können. Andererseits aber sind Druck und Stoß auch nichts anderes als Fernwirkungen der Molekel auf einander, wie eine Betrachtung der Elastizitätsgesetze zeigt. Durch die Zurückführung der Fernkräfte auf Druck und Stoß ist also nichts gewonnen, als daß man die Fernwirkungen aus größerer Entfernung auf solche geringer Entfernung zurückgeführt hat.

Gegen die Fernwirkungen scheint es freilich zu sprechen, daß die elektrisch-magnetischen Wirkungen sich nicht zeitlos, sondern mit einer endlichen Geschwindigkeit durch den Raum fortpflanzen. Besteht die elektrische Erklärung der Gravitation zu Recht, so müßte auch die Gravitation einer Ausbreitung mit endlicher Geschwindigkeit unterliegen, was sich freilich bisher noch nicht hat nachweisen lassen.

Aber der Nachweis der zeitlichen Ausbreitung, so führt Becher aus, spricht keineswegs gegen den Fernwirkungscharakter, denn es ist durchaus nicht unverständlich, daß eine Wirkung zum Ueberschreiten eines wenn auch leeren Raumes eine entsprechende Zeit gebraucht.

Man wird sich Becher vollständig darin anschließen können, daß prinzipiell die Annahme von Fernwirkungen nicht zu verwerfen ist. Aber dann bleibt die Frage immerhin noch offen, ob Licht, Elektrizität und Gravitation wirklich als Fernwirkungen auf größere Abstände aufzufassen sind. Mir scheint — darin teile ich Bechers Ansicht nicht — zeitliche Fortpflanzung gegen den Fernwirkungscharakter einer Erscheinung zu sprechen. Ich kann keinen Sinn damit verbinden, daß eine Wirkung zur Ueberschreitung eines Raumes Zeit brauche, wenn sie doch nicht an irgend ein Medium geheftet sein soll. Man nehme einmal an, während die Fernwirkung in der Mitte des Raumes angelangt ist, werde plötzlich der wirkende Körper entfernt. Soll dann die Fernwirkung allein durch den Rest der Strecke weiter laufen, ohne dennoch an irgend etwas zu haften? Eine solche Annahme scheint mir mit dem Charakter der mechanischen Naturauffassung vollkommen unverträglich. Dagegen ist es bei Annahme eines vermittelnden Mediums vollkommen verständlich, daß

es die Wirkung gar nicht mehr berührt, ob der Stern, dessen Licht zur Erde gelangt, plötzlich aufhört zu existieren. Durch die Annahme eines solchen Mediums wird, wie Becher in der Tat gezeigt hat, die Fernwirkung keineswegs beseitigt, sondern einzig die Fernwirkung auf große Entfernung durch solche auf kleine Entfernungen ersetzt. Aber sie erklärt, warum eine zeitliche Fortpflanzung der Erscheinungen eintritt.

Nicht die Fortpflanzung selbst ist es in diesem Fall, die Zeit beansprucht, sondern die Auslösung der Wirkungen bei Uebertragung von Strukturelement zu Strukturelement. Man wird also wohl überall da, wo zeitliche Fortpflanzung einer Erscheinung vorliegt, mit einer Vermittlung der Wirkung durch räumliche Zwischenglieder rechnen müssen, zwischen denen immerhin eine Fernwirkung stattfinden mag. Dagegen ist kein Grund einzusehen, warum bei zeitloser Fortpflanzung keine Fernwirkung angenommen werden darf — ja, es ist umgekehrt gar nicht einzusehen, wie eine Wirkung, die auf Druck und Stoß zurückgeht, sich auf weite Strecken fortpflanzen soll, ohne Zeit zu beanspruchen.

Andererseits liegt eine Schwierigkeit darin — darauf weist Becher mit Recht ausführlich hin —, daß es unklar ist, wer die Vermittlung dieser Fernwirkungen übernehmen soll. Dem Aether, dem man diese Rolle zuzuschieben pflegt, müßten ganz entgegengesetzte Eigenschaften zuerteilt werden: Einmal müßte er unbeweglich sein, die Körper müßten durch ihn hindurchgehen wie durch einen völlig substanzlosen Raum, andererseits soll er doch die Vermittelung der Fernwirkungen übernehmen. Das sind Widersprüche, die sich nur durch kühne Hypothesen beseitigen ließen, deren für und wider Becher vorsichtig erwägt. Da jedoch die einzige *positive* Stütze der Aetherhypothese die ist, daß durch sie die Fernwirkungen beseitigt werden sollen, so neigt Becher eher zu einer Verwerfung als einer Anerkennung der Aetherhypothese. Er zeigt, daß sich alle Erscheinungen auch ohne die Annahme der Aetherhypothese vollkommen verstehen lassen. So erscheint ihm denn heute die Aetherhypothese nur als eine ›Möglichkeit, der keine allzuhohe Wahrscheinlichkeit zukommt‹. Man würde sich diesem Verdikt anschließen können, wenn nicht eben die Annahme zeitlich sich fortpflanzender Fernkräfte ein unmöglicher Gedanke wäre.

So muß der Widerspruch gegen Bechers Werk an vielen Stellen einsetzen. Da wo es sich um rein philosophische Probleme handelt, ist es der Empirismus der Fragestellung, der zur Ablehnung zwingt. Daß die Außenwelt zu jenen Voraussetzungen gehört, durch die naturwissenschaftliche Erfahrung überhaupt erst möglich wird, die

also nicht als Hypothese durch irgend welche Tatsachen begründet werden kann — das entgeht Becher, wie es dem Empirismus überhaupt entgeht. Aber innerhalb der einmal eingeschlagenen Richtung baut Becher konsequent seine Anschauungen auf, mit einer anschaulichen Klarheit, der man die naturwissenschaftliche Schulung anmerkt. Wo es sich mehr um die philosophischen Prinzipien der Naturwissenschaften handelt, als um rein philosophische Probleme, da dürfen diese kritischen Bedenken schweigen, und — von einzelnen Punkten abgesehen — liest man mit Genuß die fesselnd geschriebene und, wie ich glaube, in den wesentlichsten Punkten einwandfreie Verteidigung der mechanischen Theorien der Naturwissenschaft.

München M. Geiger

Hagen, J. G., Societatis Jesu, Synopsis der höheren Mathematik. Dritter Band. Differential- und Integralrechnung. Berlin, Felix L. Dames, 1900 bis 1905. VI u. 471 S. 4°.

Mehr als zwölf Jahre sind vergangen, seitdem ich an dieser Stelle (Jahrgang 1896, No. 3, S. 211—227) die beiden ersten, 1891 und 1894 veröffentlichten Bände der Synopsis der höheren Mathematik besprochen habe. Unterdessen ist dem Werke Hagens die Encyklopädie der mathematischen Wissenschaften an die Seite getreten, von der im November 1898 das erste Heft herauskam, und wenn ich damals meine Ausführungen mit einer Schilderung der Versuche begann, die vor Hagen mit einer systematischen Darstellung der mathematischen Disziplinen gemacht worden sind, so will ich heute die beiden neuesten Zusammenfassungen mit einander vergleichen.

In einem anonymen Beiwort zu der sechsten Lieferung des dritten Bandes, das sicherlich die Ansichten Hagens zum Ausdruck bringt, wird hervorgehoben, daß gerade der dritte Band der Synopsis Gegenstände enthalte, die ›gleichzeitig und also unabhängig‹ in beiden Werken erschienen seien, wodurch die Bedeutung der Synopsis erst in ihr wahres Licht trete. In der Tat werden in den ersten vier Heften des zweiten Bandes der Encyklopädie, die vom August 1899, April 1900 (Doppelheft) und Juli 1900 datiert sind, im wesentlichen diejenigen Kapitel der höheren Analysis behandelt, über die Hagen in seinem dritten Bande berichtet. Da jedoch die sieben Lieferungen der Synopsis im Februar 1900, Januar und Oktober 1901, August 1903, April 1904, Juli und Oktober 1905 ausgegeben worden sind, so darf die Encyklopädie die Priorität beanspruchen, und es war

eine freiwillige Beschränkung, daß Hagen jene Hefte nicht zu Rate gezogen hat. Uebrigens hat sich Hagen dem Einfluß der Encyklopädie doch nicht ganz entziehen können; er hat nämlich kein Bedenken getragen, für die beiden letzten Abschnitte VI: Totale Differentialgleichungen und VII: Partielle Differentialgleichungen E. v. Webers *Vorlesungen über das Pfaffsche Problem und die Theorie der partiellen Differentialgleichungen erster Ordnung* zu benutzen, ein Werk, das seiner Entstehung nach als eine eingehende, mit Beweisen versehene Darstellung der Abschnitte II, III und IV des Weberschen Encyklopädie-Artikels II A 5: Partielle Differentialgleichungen zu bezeichnen ist, wenn es auch kurze Zeit vor der Ausgabe des Artikels in den Buchhandel kam.

›Ein Vergleich‹, heißt es weiter in jenem Beiwort, ›wird jedem Fachmanne zeigen, daß Synopsis und Encyklopädie nicht nur in ihrem Titel, sondern diesem entsprechend auch in ihrem Zweck und besonders in ihrer Anlage gänzlich von einander verschieden sind. Was beide Werke mit einander gemeinschaftlich haben, besteht im Allgemeinen darin, daß sie mit Auslassung der Beweise auf die Quellen verweisen und also hauptsächlich zum Nachschlagen dienen... Abgesehen aber von diesem gemeinschaftlichen Berührungspunkt verfolgt jedes der beiden Werke seinen besonderen Zweck auf seine besondere Weise... Während nämlich die Synopsis ihr Hauptgewicht auf die übersichtliche Gruppierung und Unterordnung des großen Materials legt, hingegen die Ausführung im Einzelnen als Nebensache betrachtet und dadurch bei einer ersten Orientierung nur als Wegweiser dienen will, hat sich umgekehrt die Encyklopädie zum Hauptziele gesetzt, das ganze Material, namentlich das neueste, in seiner Vollständigkeit zu liefern, hat sich aber dadurch gezwungen gesehen, die verschiedenen Gegenstände mehr neben einander als unter einander zu stellen, mit anderen Worten, die übersichtliche Gliederung des ungeheueren Stoffes als untergeordneten Zweck zu betrachten. Eine Encyklopädie kann eben nie Synopsis sein, sowie auch umgekehrt eine Synopsis ihrem Wesen nach keine Encyklopädie ist. Es ergibt sich aber aus diesem verschiedenen Charakter der beiden Werke auch notwendig, daß, während zu einer Encyklopädie viele Mitarbeiter gehören, eine Synopsis nur von Einem geschrieben werden kann‹.

Wenn auch für eine erschöpfende Beurteilung des großen Unternehmens der Encyklopädie eine Reihe von Gesichtspunkten in Betracht kommt, die bei den vorhergehenden Ausführungen nicht zur Sprache kommen, so wird man ihnen doch in dem Sinne zustimmen können, daß die Berechtigung und der Nutzen einer synoptischen

Darstellung durchaus anzuerkennen ist, wie das auch alle Rezensenten der beiden ersten Bände getan haben. Allerdings lassen sich zwei Bedenken nicht unterdrücken, auf die ich schon in meiner ersten Besprechung hingewiesen habe, erstens ob sich eine solche ›übersichtliche Gruppierung und Unterordnung des großen Materials‹ wirklich durchführen läßt, und zweitens, ob ein einzelner Mann, mag er auch hervorragende mathematische Begabung, ungewöhnliche Rezeptivität und riesenhafte Arbeitskraft in sich vereinigen, den ungeheueren Stoff so bemeistern kann, wie es für eine synoptische Darstellung nötig ist.

Was das erste Bedenken betrifft, so hat die Erfahrung zur Genüge gezeigt, daß es kein ›natürliches System‹ einer rein sachlichen Anordnung der mathematischen Disziplinen gibt. Wie man es auch angefangen hat, immer sah man sich nur allzu oft gezwungen, den mannigfachen Zusammenhang der verschiedenen Wissensgebiete zu zerreißen; denn auf den Faden der fortlaufenden Darstellung lassen sich nur einzelne, herausgeschnittene Stücke der vielverzweigten Entwicklung aufreihen.

Fragen wir, um dies an einem Beispiel zu erläutern, nach der Stelle, die den Lieschen Theorien in der Synopsis zukommt, so finden wir in dem Abschnitt IV des dritten Bandes eine zusammenfassende Darstellung der Lehre von den kontinuierlichen Gruppen aus Punkt- und Berührungstransformationen, und zwar bildet dieser Abschnitt zusammen mit dem Abschnitt III: Neuere Rechnungsarten den Uebergang von der Differential- und Integralrechnung, denen die Abschnitte I und II gewidmet sind, zu der Theorie der Differentialgleichungen, über die in den vier letzten Abschnitten berichtet wird. Dabei wird die Liesche Gruppentheorie den ›neueren Rechnungsarten‹ eingereiht, die, wie es S. 85 heißt, aus dem Bestreben hervorgegangen sind, die Infinitesimalrechnung zu verallgemeinern. Einige dieser neueren Methoden hätten sich aus dem praktischen Bedürfnis, gewisse Aufgaben zu lösen, allmählich entwickelt, andere dagegen beständen in einer gewissen spekulativen Erweiterung unserer Begriffe, und diese fielen oft bald der Vergessenheit anheim. ›Ueber die Lieschen Transformationsgruppen dürften die Ansichten heute noch geteilt sein‹.

Mit der letzten Bemerkung hat Hagen wohl nur seine Objektivität bekunden wollen; denn in den Abschnitten V bis VIII, welche die Theorie der Differentialgleichungen betreffen, hat er sich mit Erfolg bemüht, den unvergänglichen Leistungen Lies auf diesem Gebiete gerecht zu werden. Freilich zeigt die Darstellung nicht immer

die Schärfe und Klarheit, die aus der unbedingten Beherrschung des Stoffes entspringt. Vor allem vermißt man eine deutliche Sonderung der beiden Richtungen, nach denen hin, wie Lie selbst wiederholt betont hat, Integrationsprobleme gruppentheoretisch behandelt werden können; nämlich erstens in Hinsicht auf die Theorie der Funktionsgruppen, wohin insbesondere Lies Theorie der allgemeinen partiellen Differentialgleichungen gehört, und zweitens in Hinsicht auf die Theorie der Transformationsgruppen; die Untersuchungen Lies, die der zweiten Richtung angehören, lassen sich alle dem Hauptproblem unterordnen, daß ein sogenanntes vollständiges System mit bekannten infinitesimalen Transformationen integriert werden soll.

Gewiß bilden diese analytischen Anwendungen der Gruppentheorie eins der schönsten und wichtigsten Kapitel der modernen Mathematik, allein es wäre ein großer Irrtum zu meinen, daß damit die Bedeutung der Gruppentheorie erschöpft sei. Vielmehr *ist*, um ein bekanntes Wort Leonardo da Vincis zu variieren, *die Geometrie das Paradies der Gruppentheoretiker*; wie tief die Gruppentheorie in die Geometrie eingreift, zeigt sich darin, daß in den neueren französischen Lehrbüchern der Elementargeometrie von gruppentheoretischen Ueberlegungen reichlicher Gebrauch gemacht wird. In der Encyklopädie ist zwar die Theorie der kontinuierlichen Transformationsgruppen dem zweiten Bande: Analysis zugewiesen worden, wo sie in dem knappen, aber inhaltsreichen Artikel II A 6 von L. Maurer und H. Burkhardt dargestellt wird, daneben aber hat in dem dritten Bande: Geometrie G. Fano (Artikel III AB 4 b) die kontinuierlichen geometrischen Gruppen und die Gruppentheorie als geometrisches Einteilungsprinzip ausführlich behandelt, und außerdem steht für die Berührungstransformationen ein besonderer Artikel III D 7 von G. Scheffers in Aussicht. Daß auf diese Art die Lehre von den kontinuierlichen Gruppen in drei Stücke zerrissen wird, hat allerdings seine Nachteile. Ich denke hierbei weniger an die Schwierigkeiten, die dem Leser daraus erwachsen, daß er die gewünschte Auskunft aus drei Teilbänden zusammensuchen muß; denn wer ein größeres Sammelwerk, sei es die Encyklopädie, sei es die Synopsis mit Nutzen gebrauchen will, darf die Mühe nicht scheuen, sich von vorn herein mit der Disposition genau vertraut zu machen. Ich denke vielmehr an die Schwierigkeiten, die bei einer solchen Teilung der *vollständigen* Darstellung einer Disziplin entgegenstehen, Schwierigkeiten, die zu mildern die Redaktion der Encyklopädie nach Kräften bestrebt ist, die sich aber doch wohl erst bei der zweiten Auflage ganz überwinden lassen werden.

In der Synopsis ist die geometrische Seite der Gruppentheorie zu kurz gekommen. In dem zweiten Bande ist in den betreffenden Abschnitten, I Grundlagen der Geometrie und II Die projektivische Geometrie von Gruppentheorie überhaupt nicht die Rede. Freilich könnte Hagen dies damit verteidigen, daß in seinem System die Gruppentheorie erst an einer späteren Stelle auftrete und deshalb in dem zweiten Bande noch nicht benutzt werden konnte, womit er allerdings einen Mangel dieses Systems zugeben würde. Er könnte auch vielleicht hinzufügen, daß am Anfang der neunziger Jahre, als er den zweiten Band bearbeitete, noch nicht abzusehen war, ob die geometrischen Anwendungen der Gruppentheorie zu den »bleibenden Ergebnissen der mathematischen Forschung« gehören würden, auf deren Mitteilung er sich beschränken will. Auf jeden Fall hätte jedoch nach dem Jahre 1900 diese Lücke in dem dritten Bande ausgefüllt werden müssen, sei es in einem besonderen Hauptstück, sei es in der Form von Zusätzen zu den Theoremen, und es ist sehr zu bedauern, daß die Bemerkungen über die Zusammenhänge mit der Geometrie in dem Abschnitt IV so kümmerlich geraten sind.

Ich würde ein Unrecht begehen, wenn ich diesen Beanstandungen nicht sogleich die Versicherung hinzufügen würde, wie sehr ich Hagens Leistung gerade in dem Abschnitte IV bewundere. Daß er sich in dem sechsten Jahrzehnt seines Lebens in die ihm ganz fern liegenden, höchst eigenartigen Betrachtungen der Gruppentheorie hineingefunden und nicht eher geruht hat, als bis er den gewaltigen Komplex mathematischer Tatsachen, die in den sechs dicken Bänden Lie-Engel und Lie-Scheffers aufgehäuft sind, sorgfältig in seine Einzelheiten zergliedert und dann systematisch wieder aufgebaut hatte, das verdient wahrlich die höchste Anerkennung.

So schätzenswert aber die Qualitäten Hagens für synoptische Darstellungen sind, so läßt sich doch nicht verschweigen, daß der Natur der Sache nach auch seiner Begabung Grenzen gesteckt sind, und damit komme ich zu dem zweiten Bedenken, das ich vorbringen wollte.

In der Besprechung der beiden ersten Bände hatte ich unter Anführung zahlreicher Belegstellen nachgewiesen, daß die Synopsis überall da versagt, wo es sich um Dinge handelt, die ein Verständnis der modernen Funktionentheorie erheischen. Diesen auffallenden Mangel hatte ich dadurch zu erklären und somit auch zu entschuldigen versucht, daß Hagen, so lange er in Deutschland lebte, sich auf diesem Gebiete keine eindringenden Kenntnisse erworben hatte, was damals auch nicht leicht war, und daß er später als Di-

rektor der Sternwarte des Georgetown-College in Nordamerika nicht Gelegenheit fand, das Versäumte nachzuholen. Diese Erklärung war jedoch falsch. Der dritte Band der Synopsis zeigt nämlich mit der größten Deutlichkeit, daß Hagen der modernen Funktionentheorie keinen erheblichen Wert beimißt und sich mit dieser Disziplin nicht eingehender beschäftigen will. Gewiß ist Hagen überzeugt, auch hier die Objektivität zu wahren, die er überall anstrebt, und ich möchte daher ausdrücklich erklären, daß es mir durchaus fern gelegen hat und fern liegt, ihm mit den alten Beanstandungen und den neuen, zu denen ich mich leider genötigt sehe, einen Vorwurf zu machen. In Hagens Stellung zur Funktionentheorie erblicke ich lediglich eine Grenze seines individuellen Auffassungsvermögens, in deren Feststellung ebenso wenig ein Vorwurf liegt, als wenn ein Augenarzt feststellt, daß jemand farbenblind ist; freilich darf man mir nicht verwehren, hier wie dort die praktischen Konsequenzen zu ziehen, nämlich die Wahrnehmungen und Urteile des Betreffenden einer Nachprüfung zu unterziehen und, wenn es angebracht erscheint, auch andere zur Vorsicht zu mahnen.

Bevor ich jedoch auf die Stellung der Funktionentheorie in der Synopsis genauer eingehe, erscheint es mir zweckmäßig, einige Worte über den zweiten Band der Encyklopädie zu sagen, nämlich zu zeigen, daß hier gerade umgekehrt die einseitige Hervorhebung funktionentheoretischer Gesichtspunkte schädlich gewirkt hat.

In der Encyklopädie ist die Analysis in zwei Hauptteile zerlegt worden, die Analysis der reellen Größen und die Analysis der komplexen Größen; hierbei ist der große Unterschied maßgebend gewesen, der zwischen den Funktionen reeller Veränderlicher und den Funktionen komplexer Veränderlicher besteht. Studiert man aber den zweiten Band, von dem der Teil A fast vollendet ist, während der Teil B leider arg im Rückstande bleibt, so ergibt sich, daß es nicht möglich gewesen ist, diese Unterscheidung festzuhalten, und zwar gilt das besonders für die Artikel II A 4 bis 7, in denen über die Lehre von den Differentialgleichungen mit reellen Veränderlichen berichtet werden sollte. Wenn es sich nämlich schon bei den bestimmten Integralen nicht vermeiden ließ, wiederholt auf den Cauchyschen Integralsatz Bezug zu nehmen, so mußte man bei der Frage nach der Existenz von Lösungen gewöhnlicher und partieller Differentialgleichungen in reellen Veränderlichen über die Berührungspunkte mit der Analysis komplexer Größen hinaus weit in dieses Gebiet selbst übergreifen. Ja in dem Artikel II A 4a von P. Painlevé: Existenz der Lösungen gewöhnlicher Differentialgleichungen überwiegen die

Betrachtungen im komplexen Gebiete so sehr, daß von dem zweiten Abschnitt an nur noch gelegentlich ›Anwendungen auf das reelle Gebiet‹ vorkommen; aber auch in den folgenden Artikeln sind die Stellen zahlreich, wo man, der Not gehorchend, nicht dem eigenen Triebe, auf das komplexe Gebiet übergetreten ist; (vgl. SS. 297—300, 432, 473, 501 u. s. w.).

Hierzu kommt der wichtige Umstand, daß die modernen Forscher nicht selten bei einer und derselben Untersuchung einen Wechsel des Gebietes vornehmen, auf dem sie sich bewegen; so hat Painlevé in einer Note über Reihenentwicklungen von Funktionen, die den Leçons sur les fonctions des variables réelles von É. Borel (Paris 1905) als Anhang beigegeben ist, als Ausgangspunkt die konforme Abbildung genommen, deren analytischc Darstellung ihn sogleich ins komplexe Gebiet führt. Die so erhaltenen Ergebnisse werden im reellen Gebiet gedeutet, und hieraus ergeben sich wiederum Sätze für das komplexe Gebiet, die zum Schluß auf Probleme des reellen Gebietes angewandt werden.

Endlich darf man nicht übersehen, daß ein großer Teil der Sätze, die in dem Teil A untergebracht worden sind, zum Beispiel die elementaren Integrationsmethoden von Differentialgleichungen, einem Gebiete angehören, das jenseits von reell und komplex liegt, weil man es bei diesen formalen oder besser algorithmischen Untersuchungen nur mit ›Buchstaben‹ zu tun hat. Hiermit hängt es auch zusammen, daß die algebraische Analysis bei der ursprünglichen Disposition des zweiten Bandes ganz ausgefallen war und nun in einem Ergänzungsteil nachgeholt werden muß.

Alles in allem wäre es besser gewesen, den zweiten Teil nach den Gegenständen zu ordnen, über die darin berichtet werden soll. Versucht man, eine solche Einteilung aufzustellen, so ergibt sich die überraschende Erscheinung, daß die einzelnen Artikel fast ohne Ausnahme beibehalten werden können; nur müßte bei einigen der Titel genauer gefaßt werden. Der Stoff würde sich so in eine Reihe von Kapiteln gliedern, auf deren feinere Einteilnng ich hier nicht einzugehen brauche. Etwa so:

1) Algebraische Analysis, 2) Funktionen reeller Veränderlicher, 3) Funktionen komplexer Veränderlicher, 4) Differential- und Integralrechnung, 5) Reihenentwicklungen, 6) Transformationsgruppen, 7) Differentialgleichungen, 8) Funktionalgleichungen, 9) Besondere Funktionen; wobei die Reihenfolge der Kapitel nur als vorläufig gelten soll. Es würde sich empfehlen, in der französischen Ausgabe eine solche, leicht zu bewerkstelligende Umordnung vorzunehmen.

In dem Plan der Synopsis, zu der ich mich jetzt wende, zeigt

sich ein gewisser Zwiespalt, der besonders für die funktionentheoretischen Dinge verhängnisvoll geworden ist. ›Was die Vollständigkeitsgrenze angeht‹, sagt Hagen in einer Selbstanzeige der beiden ersten Bände, ›so sind die Hauptlehrbücher und namentlich die gesammelten Werke der großen Meister als maßgebend betrachtet worden. Damit greift die Synopsis rückwärts bis auf die Anfänge eines jedes Zweiges, *bleibt aber allerdings hinter der Gegenwart um mehrere Jahrzehnte zurück*‹, und ähnlich hat er sich auch in der Vorrede zum ersten Bande und neuerdings in dem Beiwort zu der sechsten Lieferung des dritten Bandes ausgesprochen. Als Gründe für diese Beschränkung führt Hagen an, daß erstens nur Theorien, die zu einem gewissen Abschluß gekommen sind, sich für eine synoptische Darstellung eigneten, und zweitens nur auf diese Art das Werk von einem Einzelnen bewältigt werden könne; das sind Gründe, denen gewiß jeder zustimmen wird, der sich einmal mit geschichtlichen Forschungen befaßt hat.

Indessen ist Hagen bei der Ausarbeitung der Synopsis nicht selten über diese Grenzen hinausgegangen und hat es versucht, die Darstellung bis auf die neueste Zeit fortzuführen. Diese Neigung tritt schon bei den ersten beiden Bänden hervor, sie hat sich aber allmählich verstärkt, und kommt an zahlreichen Stellen des dritten Bandes zum Durchbruch.

Einer solchen erweiterten Auffassung des Planes der Synopsis entspricht es, wenn diese in der schon erwähnten Selbstanzeige als ein Nachschlagebuch charakterisiert wird, ›das einen Ueberblick gibt einerseits, wie die einzelnen Teile der Mathematik sich dem *ganzen* Bau einfügen, und andererseits, wie weit der Ausbau eines jeden Teils *bis jetzt* gediehen ist, mit Hinweis auf die hauptsächlichsten Bearbeiter und mit Andeutung der *noch vorhandenen* Lücken‹ (die Hervorhebung durch Kursivdruck findet sich nicht im Original). Während also die Synopsis nach dem ursprünglichen Plan etwa schildern sollte, wie weit die mathematische Forschung um das Jahr 1860 gelangt war, wobei, wie Hagen in dem Beiwort sagt, das Referat sich im Allgemeinen auf die Arbeiten beschränken sollte, ›welche für die Geschichte der Mathematik bleibenden Wert haben‹, berichtet er jetzt häufig über Spezialuntersuchungen aus den neuesten Bänden der Zeitschriften und äußert seine Ansicht über den gegenwärtigen Stand der Forschung.

Würde hierdurch nur eine gewisse Ungleichförmigkeit in die Darstellung kommen, so könnte man diesen ästhetischen Mangel in Kauf nehmen; es würde sogar nicht an Mathematikern fehlen, bei denen die Freude über den Zuwachs an Material überwöge. Allein

so steht es doch nicht. Freilich weiß Hagen in den älteren Perioden der Mathematik gut Bescheid; hier schöpft er vielfach aus dem Vollen, sodaß Moritz Cantor erklären konnte, viel aus der Synopsis gelernt zu haben. Jene Zusätze aber enthalten oft nur Einzelheiten, die aus dem Zusammenhange gerissen sind, oder Urteile, die auf unvollständiger Kenntnis der neueren Literatur beruhen. *Weniger wäre hier mehr gewesen.*

Was soeben im Allgemeinen gesagt wurde, das gilt besonders für die Stellen der Synopsis, bei denen die moderne Funktionentheorie hereinspielt.

In der Vorbemerkung zu dem Abschnitt V Differentialgleichungen im Allgemeinen ist Folgendes zu lesen (S. 141): »Die Untersuchungen über Differentialgleichungen sind so ausgedehnt und mannigfaltig, daß eine vollständige Zusammenfassung derselben nahezu unmöglich ist, namentlich in einem Bande, der die ganze Differential- und Integralrechnung zur Darstellung bringen soll. Vor allem ist der Einfluß der Funktionentheorie auf die Entwicklung der Differentialgleichungen noch unabsehbar und hat auch keineswegs die vollendete Gestalt angenommen, welche eine notwendige Voraussetzung einer synoptischen Darstellung ist. Derselbe soll daher in diesem Abschnitte über Differentialgleichungen nur gelegentlich erwähnt werden«.

Wenn hiermit der Stand der Lehre von den Differentialgleichungen etwa im Jahre 1860 gekennzeichnet werden soll, wenigstens soweit der Einfluß der Funktionentheorie damals weiteren Kreisen zum Bewußtsein gekommen war, so könnte man einverstanden sein. Ist aber der Stand von 1900 gemeint, so verhält es sich anders; denn inzwischen hat eine Reihe fundamentaler Probleme aus der Theorie der Differentialgleichungen auf Grund funktionentheoretischer Untersuchungen ihre Klärung und endgiltige Lösung erfahren. Daß diese Tatsache in der Synopsis nicht in Evidenz tritt, ist richtig; es beweist aber nur, daß Hagen die betreffende Literatur entweder gar nicht kennt oder sie doch nur unvollständig kennt; schon der Traité d'Analyse von É. Picard, den er S. 454 unter den benutzten Lehrbüchern anführt, hätte ihm zeigen müssen, daß nach der genannten Richtung hin nicht blos »Ansätze« vorliegen, wie er einmal (S. 151) etwas geringschätzig sagt, sondern Ergebnisse, welche für die Geschichte der Mathematik bleibenden Wert haben.

Gewiß wird man kleinere Versehen bei einer Synopsis damit entschuldigen, daß, wie Hagen selbst hervorhebt, ein so umfangreiches Werk, das überdies von *einem* Manne geschrieben ist, »notwendig im Einzelnen mangelhaft ist«. Allein es handelt sich hier nicht um Einzelheiten, es handelt sich darum, daß die prinzipielle Auf-

fassung, die doch bei einer Synopsis die Hauptsache ist, beanstandet werden muß. Sehen wir zu, wie dies bei den Hauptfragen der Differentialgleichungen zu Tage tritt.

Auf S. 146/147 werden drei Arten der Integration unterschieden:

a) ›Differentialgleichungen werden als integriert betrachtet, wenn es gelingt, die abhängigen Veränderlichen mit den unabhängigen Veränderlichen durch bekannte Funktionen zu verbinden‹.

b) ›Die Integration wird als geleistet angesehen, wenn es gelingt, dieselbe auf gewisse Operationen zurückzuführen, die man als erledigt oder ausführbar voraussetzen will‹.

c) ›Da auch die in b) erwähnte Integration der Differentialgleichungen nicht allgemein ausführbar ist, so versuchte man aus den Differentialgleichungen selbst die Eigenschaften der Funktionen abzuleiten, durch welche die abhängigen Veränderlichen mit den unabhängigen verbunden sind, ohne daß man diese Funktionen durch Formeln oder Operationen darzustellen im Stande wäre. ... Die genannten Untersuchungen bilden jedoch keine eigentliche Integration der Differentialgleichungen, sie gehören vielmehr in die Theorie der durch Differentialgleichungen definierten Funktionen‹.

Es genüge zu bemerken, daß hier zwei Fragen mit einander vermengt werden, die ganz unabhängig von einander sind, nämlich erstens, ob man in dem Sinne Riemanns eine Funktion als bekannt ansieht, wenn man ihre charakteristischen Eigenschaften kennt, oder eine analytische Darstellung der Funktion fordert, aus der jene Eigenschaften gefolgert werden können, und zweitens, was man unter Integration einer Differentialgleichung zu verstehen hat; denn es ist eine ganz willkürliche Festsetzung, daß nur unter den höchst unbestimmten Voraussetzungen a) und b) von Integration gesprochen werden dürfe.

Etwas abweichend wird der Begriff der Integration an einer späteren Stelle gefaßt. ›Eine Differentialgleichung‹, heißt es S. 189, No. 19, Zusatz 2, ›wird [im Sinne der Auffassung c)] als integriert betrachtet, sobald festgestellt ist, daß die durch dieselben definierten Funktionen entweder auf andere als bekannt vorausgesetzte Funktionen zurückführbar oder wesentlich neu, wenngleich im übrigen noch unbekannt sind‹. Unmittelbar hinter diesen Worten findet sich, gewissermaßen als Erläuterung der Ausspruch: ›Bei Differentialgleichungen erster Ordnung ist man nicht zu wesentlich neuen Funktionen gekommen‹. Hiernach wären wir also in der erfreulichen Lage, daß alle Funktionen, die sich durch Differentialgleichungen erster Ordnung definieren lassen, auf Funktionen zurückgeführt wer-

den können, ›die als bekannt vorausgesetzt werden‹. Leider gibt Hagen nicht an, welches diese als bekannt vorausgesetzten Funktionen sind, und es fehlt auch gerade an dieser Stelle die Verweisung auf eine Abhandlung, aus der man sich Auskunft verschaffen könnte. Vermutlich ist aber eine Abhandlung Painlevés die Quelle gewesen; denn S. 192, No. 2 berichtet Hagen: ›während die Differentialgleichungen erster Ordnung auf keine wesentlich neuen Funktionen führen (oben S. 189), haben diejenigen zweiter Ordnung schon drei solche geliefert (Painlevé, Bull. Soc. Math. t. 28, 1900, pp. 201—261)‹. In der angeführten Abhandlung betrachtet Painlevé Differentialgleichungen zweiter Ordnung, deren allgemeines Integral eindeutig ist, und trifft die Festsetzung, daß ein solches Integral nur dann als eine wesentlich neue Transzendente bezeichnet werden solle, wenn sich die Differentialgleichung nicht mit Hilfe einer endlichen Anzahl von Differentialgleichungen erster Ordnung und von linearen Differentialgleichungen integrieren läßt. Bei dieser Einteilung der Transzendenten werden also, wenn man von den Differentialgleichungen erster Ordnung zu den Differentialgleichungen zweiter Ordnung aufsteigt, die schon gewonnenen, durch Differentialgleichungen erster Ordnung definierten Transzendenten als ›bekannt‹ angesehen. Dies scheint Hagen dahin mißverstanden zu haben, daß Painlevé meine, die Differentialgleichungen erster Ordnung führten überhaupt auf keine ›wesentlich neuen Funktionen‹; dabei hat er auch ganz übersehen, daß eine solche Behauptung mit den Bemerkungen über die singulären Stellen der Integrale in Widerspruch steht, die er vorher, S. 148, No. 2, Zusatz 4 gemacht hatte und auf die ich noch zurückkommen werde. Es läßt sich übrigens beweisen, daß es bei der Voraussetzung, eine endliche Anzahl von Funktionen, die durch Differentialgleichungen erster Ordnung definiert werden, sei bekannt, immer Differentialgleichungen erster Ordnung gibt, die sich nicht durch Verbindungen der bekannten Funktionen integrieren lassen, bei denen jede bekannte Funktion nur eine endliche Anzahl von Malen benutzt wird (vgl. J. Petersen, Göttinger Nachrichten 1878, S. 67).

Ein wichtiges Hilfsmittel bei der funktionentheoretischen Behandlung von Differentialgleichungen sind die Reihenentwicklungen. Wie Hagen hierüber denkt, zeigt die folgende Aeußerung, die sich S. 159 findet: ›Die Integration der Differentialgleichungen mittels Reihenentwicklung ist, wenigstens was die allgemeine Theorie anbelangt, noch nicht so ausgebildet, wie die entsprechende Methode für Integrale und kaum über das Stadium hinausgekommen, in welchem sie von Euler belassen wurde, mit Ausnahme der Konvergenzuntersuchungen Cauchys. ... Unter den Reihenentwicklungen allge-

meiner Art finden besonders zwei häufige Verwendung: diejenige nach dem Taylorschen Satze, für Werte der Veränderlichen, die sich nur wenig von den Anfangswerten unterscheiden, und diejenige mit unbestimmten Koeffizienten, für beliebige Werte der Veränderlichen. ... Außerdem aber gibt es noch eine unabsehbare Zahl spezieller Entwicklungen, z. B. nach Kettenbrüchen, ... dann nach hypergeometrischen Reihen, nach Kugel- und Zylinderfunktionen oder nach elliptischen Funktionen, auf welche man bei Behandlung spezieller Aufgaben stößt«. Zur Erläuterung sei bemerkt, daß Hagen unter den Reihen mit unbestimmten Koeffizienten, welche »für beliebige Werte der Veränderlichen« gelten sollen, Reihen der Form

$$\sum_r A_r x^{r+a} \qquad (r = 0, 1, 2, 3, \ldots)$$

versteht, also — Taylorsche Reihen, die mit einer Potenz von x multipliziert sind.

Gehen wir jedoch weiter, fragen wir, was uns die Synopsis von den Eigenschaften der Integralfunktionen lehrt. Auf S. 143 erklärt Hagen, es würde wichtig sein, wenn man analytische Merkmale der Differentialgleichungen hätte, aus denen man erkennen könnte, zu welcher Gattung von Funktionen ihre Integrale gehören. »Solche Untersuchungen sind aber erst in einigen besonderen Fällen der Mechanik, nämlich in Bezug auf die Differentialgleichungen des Vielkörperproblems von Bruns und Poincaré angestellt worden«. Hierbei handelt es sich bekanntlich um die Frage, ob es erste Integrale gibt, die in gewissen Argumenten algebraisch sind; das ist jedoch ein Problem, worüber eine große Literatur vorliegt, und zwar kommen dabei keineswegs bloß die Differentialgleichungen der Mechanik in Betracht. Andere Untersuchungen über die analytischen Merkmale der Differentialgleichungen werden von Hagen selbst an späteren Stellen angeführt. So heißt es auf S. 148: »Die Frage, unter welchen Umständen die Integrierbarkeit algebraisch sei, wurde für besondere Fälle von linearen Differentialgleichungen mit rationalen Koeffizienten von Frobenius, Fuchs und Klein behandelt«; S. 237 kommt Hagen auf diese Frage zurück, und es werden jetzt Fuchs, Pepin, Jordan, Painlevé, Boulanger und Fano genannt; die Namen Riemann und H. A. Schwarz fehlen dagegen. Die mindestens ebenso wichtige Frage nach der Existenz eindeutiger Integrale hat leider in der Synopsis keine Berücksichtigung gefunden; nur für den speziellen Fall der Gleichung $F(y, y') = 0$ findet sich auf S. 191 eine Andeutung.

Wenn man die Eigenschaften der Integralfunktionen ermitteln will, hat man vor allem sein Augenmerk auf deren singuläre

Punkte zu richten. ›Wie weit man aber noch‹, sagt Hagen S. 148, ›von einer allgemeinen Methode dieser Untersuchungen entfernt ist, ersieht man aus den von Briot und Bouquet gegebenen Beispielen über Integrale, für welche in Betreff der kritischen Punkte besondere Voraussetzungen gemacht werden und aus dem von Poincaré behandelten Falle einer gewöhnlichen Differentialgleichung erster Ordnung und ersten Grades $Pdy - Qdx = 0$, wo nur jene kritischen Punkte in Betracht gezogen sind, für welche $P = Q = 0$ wird‹. Die Schwierigkeiten, die bei der Ermittelung der singulären Stellen auftreten, werden durch diese Bemerkungen gar nicht getroffen, und es hätte hier wohl auf auf den Absatz F des ersten Hauptstückes (S. 189—192) verwiesen werden sollen, wo in durchaus sachgemäßer Weise zwischen festen und verschiebbaren Singularitäten unterschieden wird. Nicht sehr glücklich ist freilich die Kennzeichnung der verschiedenen Arten der Singularitäten; nach Hagen gibt es nämlich:

1) sogenannte Pole, in denen das Integral unendlich wird;
2) Verzweigungspunkte, in denen das Integral mehrdeutig wird;
3) Punkte der Unbestimmtheit, mit wesentlichen (nicht algebraischen) Singularitäten.

Besser steht es mit den Definitionen der Singularitäten für die linearen Differentialgleichungen (S. 230); allein der Gebrauch, den Hagen davon macht, läßt erkennen, daß er auch hier nicht zu voller Klarheit durchgedrungen ist. Nach ihm besteht bei einer linearen Differentialgleichung

$$p_0(x)y^{(n)} + p_1(x)y^{(n-1)} + \cdots + p_{n-1}(x)y' + p_n(x)y = 0$$

zwischen den Singularitäten der Differentialgleichung und den Singularitäten der Integrale folgender Zusammenhang:

›Sind die Koeffizienten nach Division durch p_0 [in dem Sinne von Weierstrass] regulär, so sind daselbst die Integrale regulär.

›Sind die Koeffizienten rationale Funktionen, so sind die Nullstellen von p_0 außerwesentliche Singularitäten der Differentialgleichung, und die Integrale können an diesen Stellen höchstens außerwesentliche Singularitäten haben.

›Ist aber ein Punkt für die Integrale ein wirklicher Unstetigkeits- oder Verzweigungspunkt, so bildet er eine wesentlich singuläre Stelle der Differentialgleichung‹.

Wenn es sich hier auch um elementare Fragen handelt, bei denen selbst ein Anfänger nicht fehlgreifen darf, so sei es doch gestattet, durch zwei einfache Beispiele die Unrichtigkeit dieser Behauptungen darzutun. Die Differentialgleichung:

$$x^2 y' + y = 0$$

hat rationale Funktionen zu Koeffizienten; die Nullstelle $x = 0$ von p_0 ist aber eine wesentlich singuläre Stelle des Integrals

$$y = Ce^{1/x}.$$

Der Punkt $x = 0$ ist ein Verzweigungspunkt für die Funktion

$$y = \sqrt{x};$$

diese genügt aber der Differentialgleichung:

$$xy' - \tfrac{1}{2} y = 0,$$

für die $x = 0$ eine außerwesentlich singuläre Stelle ist.

Daß auch in anderer Beziehung Hagens Vorstellungen über die Natur der Integrale der linearen Differentialgleichungen von den üblichen abweichen, zeigt die Aeußerung (S. 219): ›Die durch die linearen Differentialgleichungen definierten Funktionen reihen sich den elliptischen und Abelschen Funktionen als neue Gattung an‹. Eine gewisse Aufklärung über den Sinn dieser Worte erhalten wir auf S. 241/242, wo davon die Rede ist, wie man zwei Veränderliche x und y, die durch eine algebraische Gleichung $f(x, y) = 0$ verbunden sind, als eindeutige Funktionen eines Parameters z darstellen könne. Die Möglichkeit (?) dieser Darstellung hänge von dem Geschlechte p der Gleichung $f(x, y) = 0$ ab. Ist nämlich $p = 0$, so seien x und y rationale Funktionen von z, ist $p = 1$, doppeltperiodische Funktionen von z, ist aber p größer als Eins, ›so kommen statt der elliptischen Funktionen die hyperelliptischen und allgemeiner die automorphen Funktionen zur Verwendung. Die eindeutige Darstellung der Veränderlichen x und y ist aber bisher nur in besonderen Fällen gelungen, namentlich in Bezug auf Differentialgleichungen erster Ordnung‹. Hier kann ich nur ausrufen: Lasciate ogni speranza, voi ch'entrate.

Es wäre leicht, die Anzahl der Belegstellen zu vermehren, aber die angeführten Proben werden zur Bildung eines Urteils genügen. Ich möchte indessen nicht schließen, ohne hervorzuheben, daß den Mängeln der Synopsis, die aufzudecken ich mich verpflichtet fühlte, viele und große Vorzüge gegenüber stehen. Die gewaltige Arbeit, die Hagen geleistet hat, ist nicht vergebens gewesen; denn die drei Bände der Synopsis enthalten eine Fülle wertvoller historisch-literarischer Notizen, besonders aus den älteren Perioden der Mathematik, die sie zu einer unentbehrlichen Ergänzung der Enzyklopädie machen, bei der nur über die Entwicklung während des neunzehnten Jahrhunderts berichtet wird. Aber auch für die neuere Zeit erweist sich

Hagen in den zahlreichen Gebieten, in denen funktionentheoretische Gesichtspunkte nicht in Betracht kommen, als zuverlässiger und kenntnisreicher Führer; im Besonderen erfüllen die Abschnitte über totale und partielle Differentialgleichungen fast überall die Forderungen, die man billiger Weise an eine synoptische Darstellung des ungeheueren Stoffes stellen kann, zumal, wenn sie in den Händen Eines Mannes liegt.

Es ist menschlich, allzumenschlich, daß Hagen den Wunsch hat, das Riesenwerk, das er allein begonnen hat, auch allein zu Ende zu führen, und ich kann es wohl verstehen, warum er meinen Rat, einen jüngeren Mitarbeiter hinzuzunehmen, nicht befolgt hat. Dennoch wage ich es, diesen wohlgemeinten Rat zu wiederholen; denn ich bin überzeugt, daß für den vierten Band, der die transzendenten Funktionen behandeln soll, eine solche Hilfe unentbehrlich ist. Hagen wird meine Absicht richtig aufzufassen wissen; geht sie doch aus dem hervor, was uns beide vereinigt, aus der Liebe zu unserer schönen Wissenschaft.

Karlsruhe Paul Stäckel

Raoul Richter, Der Skeptizismus in der Philosophie. I. Leipzig 1904 (Dürr). XXIV u. 364 S. (6 M.)[1]).

Die antike Philosophie bleibt nicht nur immer anregend und im Gegensatz zu der übrigens keineswegs zu unterschätzenden indischen Philosophie durch ihre Gabe der Diskussion, ihre Vielseitigkeit und bei aller Abstraktion kräftige Ursprünglichkeit vorbildlich, sondern hat auch in verschiedenen Punkten heute noch eine innere Bedeutung. Aristoteles kann heute nicht leben und nicht sterben, Parmenides, Zenon der Eleate, Heraklit, Platon, Demokrit haben uns immer noch etwas zu sagen. Unausweichlich ist für jeden Philosophen eine Antwort auf die Frage des Skeptizismus und, wenn auch die einschlagenden indischen Gedankengänge nicht vernachlässigt werden dürfen, höher ausgebildet ist doch wieder das Entwicklungsprodukt der griechischen Geisteskultur. Darum ist es nicht nur erwünscht, sondern geradezu notwendig, von Zeit zu Zeit eine Abrechnung mit solchen Standpunkten zu halten.

1) Der zweite Band mit dem etwas veränderten Titel: »Der Skeptizismus in der Philosophie und seine Ueberwindung«, II, ebd. 1908. VI u. 584 S., dessen Erscheinen in einer Mitteilung des Verlags an den Herausgeber der »G. G. Anzeigen« eben kurz vor der Niederschrift dieser Anzeige als unwahrscheinlich bezeichnet wurde, lag zur Besprechung nicht vor.

An eine Bearbeitung des Skeptizismus dachte in neuerer Zeit mancher — vielleicht eines der Zeichen unserer Zeit, von denen Richter spricht. Es gereicht dem Verf. zum Verdienst, daß er aus dem Gedanken die Tat machte.

Er beginnt, das Urteil über die verschiedenen Definitionen des Skeptizismus auf das Ende des ersten Buches, also auf den zweiten Band, ersparend, mit einer Auseinandersetzung seines Begriffes von Zweifel. Die qualitative Analyse kommt dabei gegenüber der quantitativen etwas zu kurz, indem nicht mit gehöriger Schärfe betont wird, daß Zweifel nicht Negation der Wahrheit, sondern nur der Gewißheit ist (weniges Allgemeine nur S. XVII), daß der Zweifelgedanke an und für sich etwas anderes ist als das sich damit verbindende, bald lust- bald unlustvolle Zweifelgefühl u. a. m. Sehr nützlich ist dagegen die quantitative Untersuchung, die auch bei der Eigenart des Zweifelbegriffs ausgiebig sein kann. Mit Recht schneidet R. kräftiger, als es sonst geschieht, den populären Stimmungsskeptizismus und den Einzelzweifel von dem systematisch gerichteten und methodisch geleiteten Zweifel der Philosophie ab, um letzteren in totalen und partialen (›partiellen‹) und letzteren wieder in den ›immanenten‹, d. h. im Erfahrungsbereich verharrenden und in den transzendenten d. h. gegen das Unerfahrbar-Uebersinnliche gewendeten Skeptizismus einzuteilen (die Ausdrücke ›immanent‹ und ›transzendent‹ sind natürlich in Verbindung mit ›Skeptizismus‹ mißverständlich). Der ›Intensität‹ nach unterscheidet R. den radikalen und den gemäßigten Skeptizismus (auch der Ausdruck ›Intensität‹ ist zu beanstanden). Offenbar um der ›philosophisch nicht geschulten Leser‹ willen (S. V) hat es Verf. mehr auf eine rasch über das Wesentliche unterrichtende, als auf eine gründlich saubere Erörterung abgesehen, sonst hätte er gewiß über den Gegensatz des ›absoluten‹ zum ›relativen‹, des prinzipiellen zum methodischen Zweifel (R. gebraucht XVIII die Ausdrücke ›grundsätzlich‹ und ›methodisch‹ in anderem Sinne) ein Mehreres gesagt.

An die Einleitung schließt sich der erste Abschnitt des ersten Buches, das der geschichtlichen Darstellung und systematischen Würdigung des totalen Skeptizismus gewidmet ist. Wir erhalten in den drei Kapiteln dieses Abschnittes ein Bild von der griechischen Skepsis, die kurz als ›der extrem-realistische und der eudämonistische Skeptizismus‹ gekennzeichnet wird. Zum ersten stark an Brochard angelehnten Kapitel: ›Vorgeschichte und Verlauf des griechischen Skeptizismus‹ wäre im einzelnen mancherlei nachzutragen und kritisch zu bemerken. Aber der Verf. könnte sich dagegen mit dem Hinweis auf seine mehrfache Versicherung wehren, er sehe es (dies ein Gegen-

satz zu dem inzwischen erschienenen Buche Alb. Goedeckemeyers, Die Geschichte des griechischen Skeptizismus. Leipzig 1905) nicht auf die Geschichte des philosophischen Skeptizismus, sondern auf den Skeptizismus in der Philosophie ab (III 22). Daher sei nur des Geschicks, das R. in der Heraushebung des Wichtigeren und in der kurzen Darstellung der historischen Fragen bewährt, anerkennend und der Tatsache bedauernd gedacht, daß die Vorgeschichte zu rasch und die Einwirkung des Schulenkampfes auf den ›geschichtlichen Verlauf‹ zu spärlich behandelt ist (S. 352 schimmert eine Antipathie gegen die Beachtung dieses Moments leise durch) und daß Aristoteles Metaphysik (III—IV) nicht ernstlich in Betracht gezogen wurde. Nur eine ›Kleinigkeit‹, hinter der jedoch Größeres sich verbirgt, sei genannt: S. 24 und 315, 83 findet R. in der Wendung τοῖς φαινομένοις ἀκολουθεῖν auch ausgedrückt, daß sich das ›Urteilen‹ oder die ›Aussage‹ nach den Erscheinungen zu richten habe; ich vermisse den Nachweis, der in μὴ μέντοι γ' ἀπροοράτως ἕκαστα πράττειν nicht liegt (= ›handle mit Zurückhaltung des Urteils, aber im Einzelnen nicht ohne Vorsicht‹. Die von Aristoteles Met. I, 1 ausgesprochenen Ansichten lehnte Pyrrhon jedenfalls ab). Dasselbe gilt von Richters Auffassung des Timon. M. E. schränkt die pyrrhoneische Skepsis die Vorbereitung des menschlichen Handelns auf das instinktähnliche Funktionieren der vorgreifenden Phantasie ein, die B. Erdmann ›vorbildende Phantasie‹ nennt. Das Wertverhältnis der Richterschen Arbeit zur Goedeckemeyerschen läßt sich kurz so bezeichnen: R. ist sachlich interessanter, aber abgesehen von der ›Vorgeschichte‹, die G. leider noch stiefmütterlicher behandelt, philologisch weniger gründlich; zu berücksichtigen sind in Zukunft beide. Zum Teil erstreckt sich dieses Urteil auch auf das zweite Kapitel, welches erst dazu bestimmt ist, den Inhalt der antiken Zweifellehren auseinanderzusetzen. R. geht nach einander durch: ›das allgemeine Prinzip der Isosthenie‹, ›die sensuale Skepsis‹, ›die rationale Skepsis‹, ›die Skepsis gegen einzelne Wissensinhalte (Naturzusammenhang — Gott — Werte)‹, einzelne ›negative und positive Konsequenzen des Skeptizismus‹. R. findet, daß zwar alle Skeptiker der Vorzeit ›die sensuale wie die rationale Erkenntnis leugnen, aber doch vorzugsweise die früheren Skeptiker auf die Unmöglichkeit der sinnlichen, die späteren auf die Unmöglichkeit der vernünftigen Erkenntnis den Strom ihrer Gründe gerichtet haben‹ (S. 47) — was historisch bei Berücksichtigung des Schulenkampfes sehr verständlich ist. Als klassischer Ausdruck des sensualen Skeptizismus werden zunächst die zehn Tropen des Ainesidemos analysiert; vgl. hierzu Goedeckemeyer S. 217 ff., der eine andere Anordnung wählt und im Zusammenhange damit eine zum Teil

andere Auffassung der Tropen im einzelnen gewinnt: Nach R. bilden Tropus 1—4 (völlige Relativität der sinnlichen Erkenntnis selbst), und 4—8 (die Unmöglichkeit wahrer Erkenntnis infolge der Verhältnisse in den Objekten) je eine Gruppe, der 9. (die Relativität aller Wahrnehmungen schlechthin) und der 10. (Widerspruch in den Meinungen der Völker und der Einzelnen) aber stehen mehr oder weniger isoliert. Nach G. gehören 1—5 und 6—10 enger zusammen, dort werden die subjektiven, hier die objektiven Ursachen für die Verschiedenheit der Wahrnehmungen und Urteile dargelegt (dabei ist 5 G. = 10 R., 10 G. = 8 R., 7 G. = 5 R., 8 G. = 7 R.). Wenn R. selbst sagt, daß sein zehnter Tropus sich nicht mit der Sinneswahrnehmung befaßt, so gibt er die Unrichtigkeit seiner Gesamtauffassung zu; viel klarer ist G.s Gesamtauffassung: In den Gründen für die Disharmonie unserer Erkenntnisse seien unmittelbar auch die Gründe für die Forderung der ›Zurückhaltung‹ dargelegt. Gut gesehen aber hat R., daß es sich in 9 von 10 Tropen nur um sinnliche Erkenntnis handelt; auch sind einzelne Tropen, so 1—4, 7 (= 8 G.), von R. besser erläutert als von G., der übrigens bei Tropus 5 (= 10 R.) hätte sehen können, daß sein Tropus 5 die sozialen Verhältnisse oder das Verhältnis zwischen mehreren Subjekten als Grund für den Widerstreit aufzeigt und daß es gut gewesen wäre, zum Vergleich die aristotelische (und epikureische, vielleicht auch schon demokritische) Methode der ›Aporien‹ (s. G. 217, 1) heranzuziehen. Goedeckemeyers Auffassung ist sehr gefällig; wenn andere Skeptiker, auch Agrippa (R. S. 70 f.), Veränderungen an der Tropenlehre des Ainesidemos vornahmen, so beweist das höchstens, daß sie das Einteilungsprinzip des Meisters nicht erfaßten (und zwar auch im Sinne der Richterschen Interpretation) oder sich vorzugsweise von der populär-wissenschaftlichen Tendenz der Vereinfachung treiben ließen, wie sie späterer Zeit eigentümlich ist. Nützlicher ist bei R. die Besprechung der (skeptischen) Polemik gegen die dogmatische Begriffs-, Schluß-, Definitions-, Induktions- und Kriterienlehre, bei welch letzterer auch die skeptische Theorie der ›erinnernden Zeichen‹ zur Sprache kommen mußte, ein weiterer Hinweis auf die Neigung der Skeptiker, das Rationale auf das Instinktähnliche und somit die logischen Zusammenhänge auf mechanische Wirkungen im Sinne der Assoziationspsychologie zurückzuführen, woraus sich wieder die Vorliebe gerade von Medizinern für die Skepsis erklärt (man vgl. etwa Th. Ziehens philosophische Stellung). Ebenso enthält auch der folgende Abschnitt über die Skepsis gegen einzelne Wissensinhalte (vgl. mit S. 83 f. bei R. über die 8 Tropen des Ainesidemos gegen die Kausalität G. S. 224, daneben auch Alb. Lang, Das Kau-

salproblem I., Köln 1904, S. 133 ff.) und besonders der über negative und positive Konsequenzen des Skeptizismus gelungene Partien. Das wichtigste Kapitel ist indes das dritte: Die Kritik der griechischen Skepsis, das im einzelnen sich an die Anordnung des zweiten anschließt. Nach allen Seiten sucht R. dem antiken Skeptizismus gerecht zu werden, aber auch ihn in seine Schranken zu verweisen. Er hält an dem psychologischen Kriterium der Wahrheit, dem unmittelbaren und unausrottbaren Evidenzgefühl, und dem logischen Kriterium: ›Das, was mit allen Erfahrungen und Denkgesetzen sich in Einklang befindet, ist wahr‹ fest, verweist auf die Widersprüche in den skeptischen Thesen und scheidet vom heutigen Standpunkte der Philosophie aus das Verdienstliche von dem Wertlosen und minder Wertvollen an der dialektischen Leistung der alten Philosophengruppe. Es ist schwer, seine Ergebnisse kurz zu umschreiben, da es sich um zahlreiche Einzelheiten handelt. Darum nur Folgendes. Wir haben vom antiken Skeptizismus zu lernen: Wahrheit an sich ist ein unvollziehbarer Gedanke. Die für uns sicher erreichbare Wahrheit ist nur auf den Menschen bezogen und die für uns vorstellbare Wahrheit nur auf gleichartige Wesen bezogene Wahrheit. Wir müssen uns bescheiden, die für den gesunden Menschen bestehenden Wahrheiten zu finden. Aber die Skepsis trifft in der Frage der Sinneserkenntnis zu Tode nur den Standpunkt des extremen Realismus, den die antike Skepsis allerdings voraussetzt. Der gemäßigte Realismus wie der extreme Idealismus vermeiden von vornherein Positionen, die zum Skeptizismus führen. Eine letzte Entscheidung über den Vorzug einer dieser beiden Richtungen ist nicht zu geben. Was die Formen der Vernunftserkenntnis anlangt, so hat die Skepsis fast überall teilweise Recht, teilweise Unrecht, letzteres, besonders, indem sie die Leistungsfähigkeit der Begriffe, Schlüsse, Induktionen, Definitionen unterschätzt. Hinsichtlich der Kausalität, des Gottesbegriffs und der Moralphilosophie ist sie die große Fragestellerin; aber überall geht sie zu weit. Endlich gibt es noch andere Wege zum Glück zu kommen als den Zweifel; R. hält den Skeptizismus augenscheinlich für eine ungesunde Gemütsrichtung. So dankbar man dem Verf. für seine lehrreiche, in einer Fülle von Einzelheiten ansprechende Auseinandersetzung sein muß (s. z. B. S. 126 f. für den Vergleich zwischen Kants ›Antinomien‹ und den skeptischen Isosthenien, S. 126, 141 u. ö. für den Hinweis auf den naiven Realismus, der, wie er bei den andern Griechen offen behauptet oder vorausgesetzt ist, doch auch in der griechischen Skepsis sich spiegelt und die Besonderheit ihrer Angriffsmethoden bedingt, für die psychologischen Erörterungen, S. 156 f. für mehrere Stellen über skeptische

Zeitströmungen), so wenig man auf die Unbehaglichkeit Gewicht legen wird, die da und dort seine vermeintlich populär wirksame Breite erregt, so wenig kann ich andererseits sagen, daß ich das ›Evidenzgefühl‹ voller Befriedigung habe. R. hat sich in der modernen Erkenntnistheorie gut umgesehen, aber zuweilen wäre größere Schärfe und Entschiedenheit wünschenswert. Mit Vorliebe vertieft er sich in die Gedankenvorgänge des Empirismus wie des Idealismus und des Rationalismus, ohne eine Entscheidung wenigstens anzubahnen. Das ist vorsichtig. Aber zu einem klaren Urteile über den antiken Skeptizismus gelangen wir doch nicht; man sieht nicht, bekennt sich der Verf. nun doch zu einem eingeschränkten Skeptizismus, dem Idealrealismus und extremer Idealismus, Empirismus und Rationalismus gleichwertig sind, oder nicht. Daß mit dem ›Evidenzgefühl‹, neben dem ein wohl ebenso unausrottbares, freilich schwächeres und nicht unmittelbares Zweifelgefühl steht, ein nicht zuverlässiges Kriterium eingeführt ist, sieht der Verf. S. 156 selbst; er erkennt es als ›unvollständig‹. Ernstliche Bedenken gegen das ›Gewißheitsgefühl‹ und Gründe für seine Einschränkung sind längst geltend gemacht. Der ›moderne‹ Erkenntnistheoretiker müßte besonders das Selbstbewußtsein (s. z. B. S. 161 unten das ›wir‹ und ›ich‹. 179 unten: Unmittelbar erfahren = sich bewußt sein) und den Charakter der Intuition hervorheben, Dinge, die der vorskeptischen Philosophie, auch dem Aristoteles, nicht in ihrer ganzen Bedeutung entgegentraten und erst von Augustinus (oder schon Neuplatonikern?) gegen die Skepsis verwertet wurden. Widerspruchslosigkeit bedeutet an sich, was ebenfalls längst gesagt wurde, nur die Möglichkeit eines Dinges, wie sich an den mathematischen Dingen zeigt. Das Evidenzgefühl schließt sich nur an einzelne ›Erfahrungen‹ an (S. 153); behaupte ich aber, etwas steht mit allen (!) Erfahrungen im Einklang, so ist das ein am Evidenzgefühl nicht meßbarer Bewußtseinsinhalt, was R. gegen Schluß seiner Ausführungen auch klarer geworden zu sein scheint (s. aber auch noch S. 211 oben). Zudem ist jede blos empirisch gewonnene allgemeine Aussage durch Erfahrung widerlegbar (vgl. bekannte Ausführungen und Aussprüche bei J. St. Mill und Mach). Jener Satz wäre in seiner Allgemeinheit auch unbegründet, da wir über die Erfahrungen prähistorischer Menschen empirisch nicht viel wissen; es läßt sich nur sagen: dies und jenes wird durch keine historisch faßbare Erfahrung widerlegt. Eine bestimmtere Stellungnahme hätte R.s Beleuchtung der antiken Skepsis nur heller machen können; daß sie nur einen relativen Wert in Anspruch nimmt, durfte nur ausgesprochen werden, um von jedem Einsichtigen verstanden zu werden. Die beachtenswerte Frage, warum die nacharistotelische Philo-

sophie so lebhaft nach den ›Kriterien‹ forschte, für uns aber dieses Gebiet der Erkenntnistheorie nur mehr eine untergeordnete Bedeutung hat, hätte dann wohl auch eine Klärung gefunden. Eine Auseinandersetzung mit dem Wahrheitsbegriff Augustins, der mit dem platonischen durchaus nicht zusammenfällt, sondern ein dem Menschen in gewissem Maße ›gleichartiges‹ Wesen (S. 134) voraussetzt, würde nichts geschadet haben. Auf Einzelheiten darf ich nicht eingehen. Neben viel Zustimmung würde ich auch manchen Widerspruch verlautbaren müssen (S. 172 war zu betonen, daß Rose = nicht duftendes, nicht farbiges, nicht weiches, aber raumfüllendes, in Aetherwellen und farblosen Gasen wirkendes Ding eine Abstraktion zumeist der Physik ist, daß auch die Rose der Chemie und selbst die Rose einer physikalisch-chemischen Betrachtung Abstraktion ist. S. 275 ist wie auch bei andern ›Allgemeingültigkeit‹ mit dem consensus gentium verwechselt, Philosophen und Gelehrte sind ferner keine Ausnahme vom consensus gentium). Nur eines noch von allgemeinerer Bedeutung: Wäre es nicht besser gewesen, zuerst den geschichtlichen Verlauf der Skepsis vom Altertum bis auf heute zu entwickeln, dann die Grundurteile und Hauptrichtungen des Skeptizismus herauszustellen und endlich eine Gesamtkritik zu üben? R. muß schon im I. Bd. öfter auf Berkeley, Hume, Kant, Mach verweisen. Es bestehen sicher irgend welche historische Verbindungsfäden zwischen dem antiken und dem modernen Skeptizismus; die mittelalterliche Skepsis, die nicht vernachlässigt werden darf, hängt stark von der alten ab, obwohl die scholastische Methode des Sic et non, ihrerseits aus dem tatsächlichen Widerspruch von ›Meinungen‹ (sententiae) mit entsprungen, zu skeptisch scheinenden Thesen führen mußte (die ›Impossibilia‹ u. a. bei Siger v. Brabant); die Einwürfe Algazels (M. Worms) und des Nikolaus von Autrecourt (Jos. Lappe) gegen den Kausal- und den Substanzbegriff reden eine deutliche Sprache. Rein inhaltliche Berührungen bestehen auch mit indischer Skepsis. Da ist Zusammenfassung des Verwandten geboten, wenn anders man ein umfassendes Werk schreiben will.

Nicht unerwähnt bleibe, daß der Verf. über gewandten Ausdruck und geschickte Beispiele verfügt, wogegen mehrere Stilwidrigkeiten und andere Flüchtigkeiten (z. B. S. 61 Zeile 3 von unten. S. 246 ›Unmittelbare Erlebnisse über Raum-, Zeit- und Tatsachenzusammenhänge‹, was mit anderen im Widerspruch steht) kaum ins Gewicht fallen. Trotzdem trage ich gegen ein Verfahren Bedenken, das dazu führt, sich bald an das größere philosophisch interessierte Publikum bald an die Fachgelehrten zu wenden.

Um einige Vollständigkeit der Berichterstattung zu erzielen, sei

Zeitströmungen), so wenig man auf die Unbehaglichkeit Gewicht legen wird, die da und dort seine vermeintlich populär wirksame Breite erregt, so wenig kann ich andererseits sagen, daß ich das ›Evidenzgefühl‹ voller Befriedigung habe. R. hat sich in der modernen Erkenntnistheorie gut umgesehen, aber zuweilen wäre größere Schärfe und Entschiedenheit wünschenswert. Mit Vorliebe vertieft er sich in die Gedankenvorgänge des Empirismus wie des Idealismus und des Rationalismus, ohne eine Entscheidung wenigstens anzubahnen. Das ist vorsichtig. Aber zu einem klaren Urteile über den antiken Skeptizismus gelangen wir doch nicht; man sieht nicht, bekennt sich der Verf. nun doch zu einem eingeschränkten Skeptizismus, dem Idealrealismus und extremer Idealismus, Empirismus und Rationalismus gleichwertig sind, oder nicht. Daß mit dem ›Evidenzgefühl‹, neben dem ein wohl ebenso unausrottbares, freilich schwächeres und nicht unmittelbares Zweifelgefühl steht, ein nicht zuverlässiges Kriterium eingeführt ist, sieht der Verf. S. 156 selbst; er erkennt es als ›unvollständig‹. Ernstliche Bedenken gegen das ›Gewißheitsgefühl‹ und Gründe für seine Einschränkung sind längst geltend gemacht. Der ›moderne‹ Erkenntnistheoretiker müßte besonders das Selbstbewußtsein (s. z. B. S. 161 unten das ›wir‹ und ›ich‹. 179 unten: Unmittelbar erfahren = s i c h bewußt sein) und den Charakter der Intuition hervorheben, Dinge, die der vorskeptischen Philosophie, auch dem Aristoteles, nicht in ihrer ganzen Bedeutung entgegentraten und erst von Augustinus (oder schon Neuplatonikern?) gegen die Skepsis verwertet wurden. Widerspruchslosigkeit bedeutet an sich, was ebenfalls längst gesagt wurde, nur die Möglichkeit eines Dinges, wie sich an den mathematischen Dingen zeigt. Das Evidenzgefühl schließt sich nur an einzelne ›Erfahrungen‹ an (S. 153); behaupte ich aber, etwas steht mit allen (!) Erfahrungen im Einklang, so ist das ein am Evidenzgefühl nicht meßbarer Bewußtseinsinhalt, was R. gegen Schluß seiner Ausführungen auch klarer geworden zu sein scheint (s. aber auch noch S. 211 oben). Zudem ist jede blos empirisch gewonnene allgemeine Aussage durch Erfahrung widerlegbar (vgl. bekannte Ausführungen und Aussprüche bei J. St. Mill und Mach). Jener Satz wäre in seiner Allgemeinheit auch unbegründet, da wir über die Erfahrungen prähistorischer Menschen empirisch nicht viel wissen; es läßt sich nur sagen: dies und jenes wird durch keine historisch faßbare Erfahrung widerlegt. Eine bestimmtere Stellungnahme hätte R.s Beleuchtung der antiken Skepsis nur heller machen können; daß sie nur einen relativen Wert in Anspruch nimmt, durfte nur ausgesprochen werden, um von jedem Einsichtigen verstanden zu werden. Die beachtenswerte Frage, warum die nacharistotelische Philo-

sophie so lebhaft nach den ›Kriterien‹ forschte, für uns aber dieses Gebiet der Erkenntnistheorie nur mehr eine untergeordnete Bedeutung hat, hätte dann wohl auch eine Klärung gefunden. Eine Auseinandersetzung mit dem Wahrheitsbegriff Augustins, der mit dem platonischen durchaus nicht zusammenfällt, sondern ein dem Menschen in gewissem Maße ›gleichartiges‹ Wesen (S. 134) voraussetzt, würde nichts geschadet haben. Auf Einzelheiten darf ich nicht eingehen. Neben viel Zustimmung würde ich auch manchen Widerspruch verlautbaren müssen (S. 172 war zu betonen, daß Rose = nicht duftendes, nicht farbiges, nicht weiches, aber raumfüllendes, in Aetherwellen und farblosen Gasen wirkendes Ding eine Abstraktion zumeist der Physik ist, daß auch die Rose der Chemie und selbst die Rose einer physikalisch-chemischen Betrachtung Abstraktion ist. S. 275 ist wie auch bei andern ›Allgemeingültigkeit‹ mit dem consensus gentium verwechselt, Philosophen und Gelehrte sind ferner keine Ausnahme vom consensus g e n t i u m). Nur eines noch von allgemeinerer Bedeutung: Wäre es nicht besser gewesen, zuerst den geschichtlichen Verlauf der Skepsis vom Altertum bis auf heute zu entwickeln, dann die Grundurteile und Hauptrichtungen des Skeptizismus herauszustellen und endlich eine Gesamtkritik zu üben? R. muß schon im I. Bd. öfter auf Berkeley, Hume, Kant, Mach verweisen. Es bestehen sicher irgend welche historische Verbindungsfäden zwischen dem antiken und dem modernen Skeptizismus; die mittelalterliche Skepsis, die nicht vernachlässigt werden darf, hängt stark von der alten ab, obwohl die scholastische Methode des Sic et non, ihrerseits aus dem tatsächlichen Widerspruch von ›Meinungen‹ (sententiae) mit entsprungen, zu skeptisch scheinenden Thesen führen mußte (die ›Impossibilia‹ u. a. bei Siger v. Brabant); die Einwürfe Algazels (M. Worms) und des Nikolaus von Autrecourt (Jos. Lappe) gegen den Kausal- und den Substanzbegriff reden eine deutliche Sprache. Rein inhaltliche Berührungen bestehen auch mit indischer Skepsis. Da ist Zusammenfassung des Verwandten geboten, wenn anders man ein umfassendes Werk schreiben will.

Nicht unerwähnt bleibe, daß der Verf. über gewandten Ausdruck und geschickte Beispiele verfügt, wogegen mehrere Stilwidrigkeiten und andere Flüchtigkeiten (z. B. S. 61 Zeile 3 von unten. S. 246 ›Unmittelbare Erlebnisse über Raum-, Zeit- und Tatsachenzusammenhänge‹, was mit anderen im Widerspruch steht) kaum ins Gewicht fallen. Trotzdem trage ich gegen ein Verfahren Bedenken, das dazu führt, sich bald an das größere philosophisch interessierte Publikum bald an die Fachgelehrten zu wenden.

Um einige Vollständigkeit der Berichterstattung zu erzielen, sei

vom zweiten Bande in Kürze gesagt, daß darin die skeptischen Anwandelungen des Mittelalters nur in ganz ungenügenden Andeutungen, dagegen Montaigne mit Charron, Hume und Nietzsche mit liebevoller Ausführlichkeit behandelt sind. Nicht alle mit Namen genannten Philosophen (ich rechne dahin z. B. Aenesidemus-Schulze, die Positivisten und französische, italienische, spanische, englische Zweifler und Agnostiker) erfahren das Maß von Beachtung, das ihnen gebührt. Und doch wäre durch das Ausgehen auf mögliche Vollständigkeit im Geschichtlichen für die Sache etwas erreicht worden: eine Art von Induktion für die engen Beziehungen, die die Hypermystik ebenso wie die Freigeisterei mit der Skepsis verbinden. Das ›zweite Buch‹, das den ›partiellen Skeptizismus‹ darstellen sollte, wird gar nur als ›Programm‹ auf nicht ganz 20 Seiten gegeben; der Verf. sucht S. 505 ff. dies auffallende Mißverhältnis zwischen dem ersten Buch, das fast beide Bände ausfüllt, und dem versprochenen zweiten zu rechtfertigen. Der zweite Band teilt im allgemeinen Vorzüge und Schattenseiten des ersten, nur fühlt sich augenscheinlich der Verf. in der neueren Zeit besser zu Hause als im Altertum.

Bonn Adolf Dyroff

Festgabe für Felix Dahn, zu seinem fünzigjährigen Doktorjubiläum gewidmet von gegenwärtigen und früheren Angehörigen der **Breslauer juristischen Fakultät,** I. Teil: Deutsche Rechtsgeschichte. Breslau, Verlag von M. u. H. Marcus, 1905.

Die Festgabe enthält fünf Beiträge. Zwei von ihnen scheiden bei der folgenden Besprechung aus, beide aus ganz verschiedenartigen Gründen: ›Ergebnisse einer alamannischen Urbarforschung‹ von Konrad Beyerle (S. 65—128) und: ›Dogmengeschichte der Arten mittelalterlicher Ehrenminderungen‹ von Hubert Naendrup (S. 221—382). — Beyerles Untersuchung kann in diesen Anzeigen satzungsgemäß nicht besprochen werden, da der Herr Verfasser inzwischen in den Lehrkörper der Göttinger Universität eingetreten ist; ich hätte von ihr nur Gutes sagen können. Naendrups Leistung entbehrt des wissenschaftlichen Wertes; zumal nach der vernichtenden, aber durchaus zutreffenden Kritik, die Rietschel in der Savigny-Zeitschrift für Rechtsgeschichte Bd. 27 Germanistische Abt. S. 437 ff. an ihr geübt hat, ist ein Eingehen auf dieselbe überflüssig.

1) ›Die Stellung der deutschen Rechtsgelehrten

der Rezeptionszeit zum Gewohnheitsrecht‹ von Siegfried Brie (S. 129—164).

Wer von dem hohen Wert und der unvergänglichen Kraft des Gewohnheitsrechtes überzeugt ist — und glücklicher Weise sind es noch viele —, wird für jede tüchtige Arbeit dankbar sein, die sich mit demselben befaßt, zumal für eine Arbeit von einer Hand, die auf diesem Gebiete bereits erprobt ist. Bries gediegene Abhandlung bedeutet einen Fortschritt der Wissenschaft. Denn sie widerlegt in einwandsfreier Weise die herrschende, wohl auf Puchta zurückgehende Meinung, daß die deutschen Rechtsgelehrten der Rezeptionszeit eine dem Gewohnheitsrechte feindliche Stellung eingenommen haben, und daß gerade dieser Umstand wesentlich die Zurückdrängung des nationalen Rechtes gefördert hat. Daß die Doktrin des 18. Jahrhunderts das Gewohnheitsrecht zu unterdrücken suchte, ist eine unbestreitbare Tatsache. Höchst interessant ist es, nunmehr zu wissen, daß eine geraume Zeit vergangen ist, ehe diese Richtung eingeschlagen wurde: bis zur Mitte des 17. Jahrhunderts bekundet die deutsche Rechtsliteratur eine dem Gewohnheitsrechte günstige oder wenigstens nicht ungünstige Tendenz. ›Soweit trotzdem eine Zurücksetzung der einheimischen Gewohnheitsrechte gegenüber den gemeinen geschriebenen Rechten sich geltend machte, bezog sie sich wesentlich auf das partikuläre Recht als solches und erstreckte sich daher in gleicher oder ähnlicher Weise auf das partikuläre Gesetzesrecht, die Statuten‹ (Brie S. 132 f.). Aber Brie beschränkt sich nicht darauf, die grundsätzlichen Ansichten des Zasius, Oldendorp, Gail, Gylman, Wesenbeck, Carpzov, Mevius u. a. über die Bedeutung des Gewohnheitsrechtes zu ermitteln, prüft vielmehr auch deren Stellungnahme in den Einzelheiten der Lehre (Begriff, Entstehungs- und Geltungskreise, Erfordernisse, Kraft, Interpretation und Beweis des Gewohnheitsrechtes). Auch hier sind die Ausführungen sehr wertvoll. Ein Eingehen auf dieselben möge unterbleiben, da bei der Sorgsamkeit, mit der Brie jene Literatur durchforscht hat, im Grunde nur das wiederholt werden könnte, was er selbst sagt.

2) ›Die Fürsorge des Gutsherrn für sein Gesinde (Brandenburgisch-Preußische Geschichte)‹ von Justus Wilhelm Hedemann (S. 165—220).

Das Rechtsverhältnis zwischen dem Gutsherrn und seinem Gesinde setzte sich aus zwei Elementen zusammen: einem öffentlichrechtlichen und einem privatrechtlichen — dem Herrschaftsverhältnis und dem obligationenrechtlichen Dienstvertragsverhältnis. Den Herrschaftsrechten des Gutsherrn entspricht seine Fürsorgepflicht. Die Stellung des ländlichen Gesindes in Deutschland war bereits wieder-

holt zum Gegenstand eingehender geschichtlicher Untersuchungen gemacht worden. Die Fürsorge des Gutsherrn ist dabei jedoch im allgemeinen in den Hintergrund getreten. Darum ist es mit Freuden zu begrüßen, daß sich Hedemann gerade dieser Frage zugewandt hat. Hedemann ist seiner Aufgabe voll gerecht geworden: es ist ihm gelungen, ein klares Bild von der Entwickelung zu geben. Dabei ist es besonders interessant zu beobachten, wie die Zeiten dem Gesinde bald günstiger, bald ungünstiger waren. Hedemann begnügt sich nicht damit, den jeweiligen Rechtszustand festzustellen, geht vielmehr auch den Ursachen des Wandels nach. Dies sowie die Eleganz und Frische der Darstellung verleihen der Abhandlung einen besonderen Reiz, und die Sorgfalt, mit der das recht zerstreute Quellenmaterial verwertet worden ist, läßt Zweifel an der Richtigkeit der Ergebnisse, zu denen Hedemann gelangt, nicht aufkommen.

Hedemann zeigt, wie im Mittelalter die Lage des Gesindes verhältnismäßig günstig war, wie der Herr — der Ritter wie der Bauer — verpflichtet war, reichliche Nahrung, billige Behandlung, Schutz in Gefahr, Hülfe im Unglück, zumal Krankenpflege, zu gewähren, wie der Herr nicht berechtigt war, die Eheschließung des Gesindes zu verhindern; wie aber seit dem Ausgange des Mittelalters nach Unterdrückung des Bauernstandes der Adel darauf ausging, alle Fürsorgepflichten zu beseitigen — trotz der zunehmenden Arbeiternot, wie sich das Lohntaxenwesen einbürgerte und der Zwang zum Dienen, von dem die Bauern und namentlich die Untertanenkinder ergriffen wurden — die erste Spur des ›Gesindezwangsdienstes‹ der Untertanenkinder findet man in dem Landtagsschlusse von 1518; wie dann Gesindeordnungen aus der Zeit des dreißigjährigen Krieges, zumal die kurmärkische von 1645, wieder die Tendenz zeigen, dem Gesinde durch Milderung des Zwangsdienstes entgegenzukommen; wie darauf eine starke Reaktion folgte, bis seit der zweiten Hälfte des 18. Jahrhunderts — gefördert durch die Literatur — die Lage des Gesindes allmählich endgültig verbessert und so die Grundlage der Gesindeordnung vom 8. November 1810 gelegt wurde.

3) ›Gerüfte und Marktkauf in Beziehung zur Fahrnisverfolgung‹ von Alfred Schultze (S. 1—63).

Dieser Beitrag behandelt einige Probleme des älteren deutschen Sachenrechtes, mit denen sich die neuere germanistische Literatur wiederholt befaßt hat. Schultze hatte sich bereits kurz vor dem Erscheinen der vorliegenden Festgabe über dieselben geäußert in einer Abhandlung in Jherings Jahrbüchern für die Dogmatik des bürgerlichen Rechts Bd. 49 S. 159 ff. Im folgenden soll gelegentlich

auch auf diese Abhandlung eingegangen werden; ich bezeichne sie dann gekürzt mit Jb.

Das ältere deutsche Recht bestimmt bekanntlich die Passivlegitimation bei der Fahrnisklage verschieden: wem eine Sache gestohlen, geraubt oder sonstwie gegen seinen Willen abhanden gekommen ist, der hat den Herausgabeanspruch gegen jeden dritten Besitzer der Sache; im Falle freiwilliger Aufgabe des Besitzes steht der Anspruch dem Eigentümer nur gegen denjenigen zu, welchem er die Sache in die Hand gegeben hatte. Diese beschränkte Verfolgbarkeit anvertrauten Gutes, die man durch das Rechtssprichwort: »Hand wahre Hand« ausdrückt, wird neuerdings nach dem Vorgange Hubers[1]) gewöhnlich aus dem Publizitätsgedanken[2]) erklärt, und dieser Auffassung schließen sich beispielsweise O. Gierke[3]), H. Meyer[4]) und neuestens Hübner[5]) an, ebenso Schultze (S. 4 ff. und Jb. S. 165 f.): Publizitätsform sei die Gewere; wer die Sache aus seiner Gewere gibt, nehme seinem Rechte die Publizitätsform, und darum sei er nicht gegen jedermann geschützt, sondern nur gegen seinen Kontrahenten, der sich durch Uebernahme der Restitutionspflicht dem dinglichen Recht unterworfen habe.

Man hat jedoch den Publizitätsgedanken auch zur Erklärung der entgegengesetzten Behandlung der abhanden gekommenen Sachen verwenden wollen: hier sei die Gewere des Inhabers offenkundig mit einem Mangel behaftet, da bei den engen genossenschaftlichen Verhältnissen des Mittelalters der Diebstahl oder Raub ohne weiteres bekannt geworden sei, zumal infolge des Gerüftes des Bestohlenen oder Beraubten; so Huber[6]) und ihm folgend H. Meyer[7]). Diese Ausdehnung des Publizitätsprinzips ist um deswillen gekünstelt, weil hier mit einer ganz anderen Art der Publizität operiert wird als dort, und sie ist unbegründet, weil man nicht behaupten darf, daß der Verlust ohne weiteres offenkundig geworden sei — denn das Gerüfte brauchte nicht erhoben zu werden, abgesehen von dem Falle, daß der Eigentümer im Wege der Selbsthülfe, der sog. Spurfolge,

1) Die Bedeutung der Gewere im deutschen Sachenrecht, Bern 1894, namentlich S. 11 f., 45 ff.

2) Schon vor Huber hatte die Bedeutung dieses Gedankens für das Verständnis der Gewere erkannt O. Gierke, Das deutsche Genossenschaftsrecht, Bd. 2, Berlin 1873, S. 137.

3) Die Bedeutung des Fahrnisbesitzes für streitiges Recht, Jena 1897, S. 2 ff., 11 f. und Deutsches Privatrecht, Bd. 2, Leipzig 1905, S. 206.

4) Entwerung und Eigentum im deutschen Fahrnisrecht, Jena 1902, S 2 ff.

5) Grundzüge des deutschen Privatrechts, Leipzig 1908, S. 395.

6) a. O. S. 12 ff., 16 f., 60 f.

7) a. O. S. 8 f., 13, 42 f., 48 f.

auch auf diese Abhandlung eingegangen werden; ich bezeichne sie dann gekürzt mit Jb.

Das ältere deutsche Recht bestimmt bekanntlich die Passivlegitimation bei der Fahrnisklage verschieden: wem eine Sache gestohlen, geraubt oder sonstwie gegen seinen Willen abhanden gekommen ist, der hat den Herausgabeanspruch gegen jeden dritten Besitzer der Sache; im Falle freiwilliger Aufgabe des Besitzes steht der Anspruch dem Eigentümer nur gegen denjenigen zu, welchem er die Sache in die Hand gegeben hatte. Diese beschränkte Verfolgbarkeit anvertrauten Gutes, die man durch das Rechtssprichwort: »Hand wahre Hand« ausdrückt, wird neuerdings nach dem Vorgange Hubers[1]) gewöhnlich aus dem Publizitätsgedanken[2]) erklärt, und dieser Auffassung schließen sich beispielsweise O. Gierke[3]), H. Meyer[4]) und neuestens Hübner[5]) an, ebenso Schultze (S. 4 ff. und Jb. S. 165 f.): Publizitätsform sei die Gewere; wer die Sache aus seiner Gewere gibt, nehme seinem Rechte die Publizitätsform, und darum sei er nicht gegen jedermann geschützt, sondern nur gegen seinen Kontrahenten, der sich durch Uebernahme der Restitutionspflicht dem dinglichen Recht unterworfen habe.

Man hat jedoch den Publizitätsgedanken auch zur Erklärung der entgegengesetzten Behandlung der abhanden gekommenen Sachen verwenden wollen: hier sei die Gewere des Inhabers offenkundig mit einem Mangel behaftet, da bei den engen genossenschaftlichen Verhältnissen des Mittelalters der Diebstahl oder Raub ohne weiteres bekannt geworden sei, zumal infolge des Gerüftes des Bestohlenen oder Beraubten; so Huber[6]) und ihm folgend H. Meyer[7]). Diese Ausdehnung des Publizitätsprinzips ist um deswillen gekünstelt, weil hier mit einer ganz anderen Art der Publizität operiert wird als dort, und sie ist unbegründet, weil man nicht behaupten darf, daß der Verlust ohne weiteres offenkundig geworden sei — denn das Gerüfte brauchte nicht erhoben zu werden, abgesehen von dem Falle, daß der Eigentümer im Wege der Selbsthülfe, der sog. Spurfolge,

1) Die Bedeutung der Gewere im deutschen Sachenrecht, Bern 1894, namentlich S. 11 f., 45 ff.

2) Schon vor Huber hatte die Bedeutung dieses Gedankens für das Verständnis der Gewere erkannt O. Gierke, Das deutsche Genossenschaftsrecht, Bd. 2, Berlin 1873, S. 137.

3) Die Bedeutung des Fahrnisbesitzes für streitiges Recht, Jena 1897, S. 2 ff., 11 f. und Deutsches Privatrecht, Bd. 2, Leipzig 1905, S. 206.

4) Entwerung und Eigentum im deutschen Fahrnisrecht, Jena 1902, S 2 ff.

5) Grundzüge des deutschen Privatrechts, Leipzig 1908, S. 395.

6) a. O. S. 12 ff., 16 f., 60 f.

7) a. O. S. 8 f., 13, 42 f., 48 f.

seine Sache wieder zu erlangen versuchte[1]). So ist denn Schultze durchaus beizustimmen, wenn er es ablehnt, die Verfolgbarkeit der abhanden gekommenen Sachen gegen Dritte aus dem Publizitätsgedanken herzuleiten. Schultze gibt eine andere Erklärung: Klagegrund ist ›die Tatsache des dieblichen Verlustes der Gewere, des Gewerebruchs‹; ›der Gewerebruch ist aber Bruch des Rechtsfriedens und soll als solcher nicht blos an dem Friedebrecher kriminell gesühnt, sondern auch privatrechtlich geheilt werden‹, und die beste privatrechtliche Heilung des Friedensbruches ist es, ›die gebrochene Gewere wiederherzustellen, den Bestohlenen, Beraubten, wenn die tatsächliche Möglichkeit durch Entdeckung der Sache und Identitätsfeststellung sich eröffnete, unter allen Umständen wieder zu seiner Sache zu verhelfen‹ (S. 58 f.). Diese Erklärung hat inzwischen Zustimmung gefunden, so von seiten Rietschels[2]), Rauchs[3]) und Hübners[4]). Ist die Erklärung richtig?

Sie hat zur Voraussetzung, daß — mindestens in der ältesten Zeit — die auf Wiedererlangung der Sache gerichtete Klage, die Anefangsklage, nur im Falle des Diebstahles oder des Raubes zulässig war, nicht auch in anderen Fällen des Abhandenkommens. Schultze (S. 16 und Jb. S. 173) ist — nach dem Vorgange H. Meyers[5]) — in der Tat der Ansicht, daß die Klage ursprünglich auf gestohlene und geraubte Sachen beschränkt gewesen sei, und daß erst später der Diebstahlsfall ›durch eine Art Attraktion‹ andere Fälle des unfreiwilligen Besitzverlustes sich angegliedert habe. Demgegenüber wird jedoch geleugnet, daß jene Beschränkung dem ältesten Recht entspricht, und, wie ich glaube, mit guten Gründen[6]).

1) Hierzu schon meine Ausführungen bei der Besprechung des angeführten Meyerschen Buches in dieser Zeitschrift Jahrgang 1905 S. 976 ff. Ferner jetzt auch Schultze in der vorliegenden Schrift S. 21 ff. und Jb. S. 168 ff. sowie Rauch, Spurfolge und Anefang in ihren Wechselbeziehungen, Weimar 1908, S. 58 Anm. 1.

2) In der Zeitschrift der Savigny-Stiftung für Rechtsgeschichte Bd. 27 Germanistische Abteilung S. 433 f.

3) a. O. S. 50 f.

4) a. O. S. 402. — O. Gierke, Deutsches Privatrecht, Bd. 2 S. 553 Anm. 3 ist der Ansicht, daß H. Meyer ›in dem Bestreben, als Grundlage der Klage Publizität des Verlustes einerseits und des Rechtsmangels andererseits zu erweisen, zu weit geht‹.

5) a. O. S. 27 ff., 42 ff. So neuestens auch Rauch a. O. S. 51 f., 80 Anm. 3.

6) Hierzu meine Ausführungen a. O. S. 978 ff. — Auch Hübner a. O. S. 396 f. vertritt die Auffassung, daß den gestohlenen ›sicher von früh an auch die verlorenen oder sonst abhanden gekommenen Sachen gleichgestellt‹ worden sind. Inkonsequent ist es hiernach, daß sich Hübner (oben Anm. 4) der Schultzeschen Friedensbruchtheorie anschließt.

Aber selbst gesetzt den Fall, die Beschränkung sei ursprünglich Rechtens gewesen, kann der von Schultze gegangene Weg nicht zum Ziele führen. Schultze (S. 58 und Jb. S. 170) sucht seine Anschauung zu begründen mit der gerade bei den Germanen besonders starken Reaktion der Rechtsordnung gegen den im Diebstahle liegenden Friedensbruch; ›tiefer und vielseitiger als der Germane hat‹, so meint Schultze, ›keine andere Rasse die Idee des Rechtsfriedens erfaßt und praktisch verwertet‹. Mag den Germanen auch eine besonders hohe Auffassung vom Recht eigen gewesen sein, mag sich ihr Recht darum besonders energisch gegen den Friedensbruch gewandt haben, — hinsichtlich der Vindication gestohlenen Gutes stehen wahrscheinlich alle, sicher sehr viele Völker auf dem gleichen Standpunkte wie das deutsche. Bekannt ist es vom römischen. Es gilt aber beispielsweise auch vom indischen [1]), jüdischen [2]), japanischen [3]) Rechte, nicht minder vom Rechte der Azteken [4]), der Amaxosa (Kaffern) [5]), der Kameruner Neger [6]), der Suaheli [7]), der Papuas [8]). Man hat also eine Schwierigkeit gesucht, wo keine solche vorhanden ist. Ein Naturrecht gibt es zwar nicht. Aber es gibt eine Reihe von Rechtsanschauungen, die allen oder doch den meisten Völkern gemeinsam sind, wie es Charakterzüge und Bedürfnisse gibt, die bei den Angehörigen aller Rassen auftreten, begründet in der Natur des Menschen — trotz noch so weitgehenden Verschiedenheiten im übrigen. Wie wohl überall der Mord vom Rechte verpönt ist, so kann wohl überall der Bestohlene seine Sache bei jedem Dritten vindizieren, weil das Eigentum, wenn es überhaupt anerkannt ist, des rechtlichen (auch des privatrechtlichen) Schutzes bedarf. Wir haben es also mit einem universellen Rechtssatze zu tun, dessen Erklärung in einem der allerobersten Rechtsprinzipien zu finden ist. Dieses Prinzip als das Friedensschutzprinzip zu bezeichnen, wäre nicht angebracht. Denn der Friede ist das Ziel des Rechtes überhaupt [9]), und so hat man jegliche Reaktion des Rechtes gegen ein

1) Julius Jolly im Grundriß der indo-arischen Philologie und Altertumskunde, herausg. von Georg Bühler, Bd. 2 Heft 8, Straßburg 1896, S. 110.

2) Kohler in der Zeitschrift für vergleichende Rechtswissenschaft Bd. 20 S. 200.

3) Kohler in derselben Zeitschrift Bd. 10 S. 420 f.

4) Kohler in derselben Zeitschrift Bd. 11 S. 65.

5) Post in derselben Zeitschrift Bd. 11 S. 245.

6) Kohler in derselben Zeitschrift Bd. 11 S. 444.

7) Wedell in derselben Zeitschrift Bd. 18 S. 134.

8) Kohler in derselben Zeitschrift Bd. 14 S. 374.

9) Beispielsweise R. von Jhering, Der Kampf ums Recht, 8. Aufl., Wien 1886, S. 1.

Tun oder Nichttun auf jenes Prinzip zurückzuführen. Noch weniger darf man bei der Erklärung des in Frage stehenden Satzes mit dem spezifisch ›germanischen Friedensschutzgedanken[1]‹ operieren; denn mit derselben Berechtigung müßte man sich für das jüdische Recht auf den jüdischen Friedensschutzgedanken, für das japanische Recht auf den japanischen Friedensschutzgedanken berufen. Selbstverständlich ist jener Satz dem Rechte schlechthin, wie es etwa der Sprache selbstverständlich ist, daß sie Bezeichnungen für Mann und für Frau hat. Darum bedarf es keiner tiefgründigen Untersuchung, warum nach deutschem Rechte der Bestohlene gegen jeden Dritten den Herausgabeanspruch hatte, ebensowenig wie es einer Untersuchung bedürfte, warum nach ihm der Mord verpönt war.

Wohl aber bedarf es der Untersuchung, warum das deutsche Recht die Vindikation beschränkt durch Anerkennung des Grundsatzes: ›Hand wahre Hand‹. Denn hier gehen die Rechte weit auseinander; man denke nur an das römische Recht mit seiner einfachen Regel: ›*ubi rem meam invenio, ibi vindico*‹, die für anvertrautes wie für gestohlenes Gut galt. Hier handelt es sich um ein wahres Problem, und hier werden nur Rechtsanschauungen Aufschluß geben, die einem Volk eigentümlich sind. Es ist ein methodischer Fehler, in den auch Schultze verfallen ist[2], bei der Behandlung der Fahrnisvindikation im deutschen Rechte von dem für anvertrautes Gut geltenden Satze; ›Hand wahre Hand‹ auszugehen und sodann zu fragen: warum gilt dieser Satz nicht auch für gestohlenes Gut? Umgekehrt ist zu verfahren: von dem selbstverständlichen Satz ist auszugehen und sodann zu fragen, worin es begründet ist, wenn ein Recht nicht auch die Vindication anvertrauten Gutes bei jedem Dritten zuläßt. Was insbesondere das deutsche Recht anlangt, so ist das Problem zu lösen mit Hülfe des eigenartigen deutschrechtlichen Institutes der Gewere, und zwar ist in diesem Punkte ganz zutreffend die vorhin[3]) mitgeteilte Auffassung Hubers, die, wie gesagt, auch die Billigung Schultzes findet.

Der Grundsatz der unbeschränkten Verfolgbarkeit abhanden gekommener Sachen ist in einigen deutschen Quellen des späteren Mittelalters hinsichtlich der auf offenem Markte gekauften Sachen insofern modifiziert, als der Käufer diese nur gegen Ersatz des von ihm gezahlten Preises herauszugeben hatte: an Stelle des unbeschränkten Herausgabeanspruches steht hier der Lösungsanspruch. Die Ermittelung des Grundes für diese Behandlung des Marktkaufes

1) Schultze im Jb. S. 174.
2) Neuestens auch Hübner a. O. S. 393 ff.
3) S. 251.

bildet den zweiten Hauptgegenstand der Schultzeschen Abhandlung. Schultze betrachtet den Marktkauf als eine Abart des Kaufes vom Unbekannten; beim Marktkäufer sei typisch Redlichkeit vorhanden, und deshalb solle er im Interesse des Verkehrsschutzes nicht schlechter stehen als derjenige, welcher seinen Verkäufer kennt und in ihm seinen Gewähren hat; so sei dem Beklagten als Ersatz für seinen nicht realisierbaren Gewährschaftsanspruch gegen seinen Verkäufer gegeben worden der Anspruch auf das Minimum der Gewährschaftsleistung, nämlich nur auf den Ersatz des gezahlten Kaufpreises, nicht auf das Interesse; mit dieser Maßgabe sollte dem Käufer an Stelle des unbekannten Verkäufers der bestohlene Eigentümer Gewähr leisten (namentlich S. 51 f. und Jb. S. 178 f.). Die deutschen Satzungen, in denen jene Regelung des Marktkaufes gegeben ist, sind äußerst gering an Zahl [1]). Keineswegs darf man aber daraus mit einigen Schriftstellern — zu denen auch Schultze (S. 50, 52) gehört [2]) — schließen, daß es sich hier nur um eine höchst partikuläre Erscheinung des deutschen Rechtes handelt: nicht oft genug kann für das deutsche Mittelalter betont werden, daß nicht ohne weiteres die Geltung eines Rechtssatzes für ein Rechtsgebiet abgelehnt werden darf [3]), dessen Statuten ihn nicht aussprechen, stand doch damals das Gewohnheitsrecht dem gesetzten Rechte quantitativ mindestens gleich. Auffallender Weise gehören jene paar Quellenstellen räumlich sehr weit von einander entfernten Gebieten an. Dies könnte eher für als gegen die allgemeine Geltung des Satzes im deutschen Rechtsgebiete sprechen. Nicht minder könnte in diesem Sinne der Umstand verwertet werden, daß man es bei der in Frage stehenden Norm garnicht mit einer deutschrechtlichen Eigentümlichkeit zu tun hat: sie findet sich — was Schultze [4]) (S. 50 f. und Jb. S. 178) nicht übersieht — auch im englischen und französischen Rechte des Mittelalters; sie findet sich ferner im talmudischen [5]) und vielleicht noch in weiteren Rechten. Sicherlich kann man den Satz also aus einer spezifisch deutschrechtlichen — sei es gemeinen, sei es partikulären — Rechtsanschauung nicht erklären. Das will wohl auch Schultze nicht tun. Es muß sich um einen Rechtsgedanken handeln, der bei verschiedenen Völkern selbständig

1) Zusammengestellt bei H. Meyer a. O. S. 128—131.

2) Ferner H. Meyer a. O. S. 129; Hübner a. O. S. 404.

3) Dazu auch meine Ausführungen a. O. S. 979, 981.

4) Im Anschluß an H. Meyer a. O. S. 127 ff.

5) Kohler in der Zeitschrift für vergleichende Rechtswissenschaft Bd. 20 S. 200. Ueber das islamitische Recht Kohler in derselben Zeitschrift Bd. 12 S. 18; sollte in diesem der Lösungsanspruch wirklich allgemein — ohne Rücksicht auf den Markterwerb — bestehen?

zum Durchbruche gelangt ist. Derartige Gedanken sind aber durchweg einfache, sozusagen natürliche Gedanken, Gedanken, auf die man aus praktischen Gründen ohne mehr oder minder komplizierte Konstruktion gekommen ist. Daß die Erklärung Schultzes einfach ist, wird man nicht behaupten können; sie ist so subtil, daß man sogar Bedenken tragen müßte, ihr zuzustimmen, wenn sie sich auf einen ausschließlich im älteren deutschen Rechte geltenden Satz bezöge [1]).

Ohne weiteres ist klar, daß durch jenen Satz der Marktkäufer günstiger gestellt werden sollte als der sonstige Käufer. Es ist nun interessant zu sehen, daß manche Rechte der Vindication abhanden gekommener Sachen in anderer Weise eine von der Regel abweichende Behandlung zuteil werden lassen: so ist auf dem Markte zu Berbera die Vindication feilgehaltener Sachen, sogar wenn sie geraubt sind, ausgeschlossen [2]); nach indischem Rechte hat jemand, der eine Sache in einem Bazar und vor den Augen königlicher Beamten gekauft hat, dieselbe dem Eigentümer nur gegen Erstattung der Hälfte des Preises herauszugeben [3]); nach dem in Dekkan geltenden Rechte ist, wer eine Ware von einem allgemein bekannten Kaufmanne nicht unter dem Werte gekauft hat, der Vindication nicht ausgesetzt [4]). Um den Marktkauf handelt es sich in den letztgeführten Sätzen nicht. Lassen sich diese nicht aber doch vielleicht auf einen gleichen Grundgedanken zurückführen wie jene Bestimmungen für den Marktkauf? Daß das Bedürfnis, den Kauf vom Unbekannten unter besondere Normen zu stellen, als das Motiv all' der Sätze nicht in Frage kommen kann, liegt auf der Hand, ist doch einmal geradezu die Rede von dem Kaufe von einem allgemein bekannten Kaufmann. Aber es gibt doch ein Merkmal, das den sämtlichen abweichend von der Regel normierten Tatbeständen eigen ist: die Offenkundigkeit, mit der sich Angebot und Nachfrage und Vertragschluß vollziehen. Zunächst ist Oeffentlichkeit des Erwerbes für den Marktkauf zu be-

1) So findet auch Rietschel a. O. S. 434, daß die Schultzesche Erklärung etwas Konstruktives in sich trägt, das nicht ganz zu den einfachen Gedankengängen des mittelalterlichen Rechtes passen will.

2) Köhne in der Zeitschrift für vergleichende Rechtswissenschaft Bd. 11 S. 214; Friedrichs, Universales Obligationenrecht, Berlin 1896, S. 92. Dazu schon meine Bemerkung a. O. S. 985 f.

3) Jolly a. O. S. 110.

4) Kohler in der Zeitschrift für vergleichende Rechtswissenschaft Bd. 8 S. 123; Post, Grundriß der ethnologischen Jurisprudenz, Bd. 2, Oldenburg und Leipzig 1895, S. 614 Anm. 2; Friedrichs a. O. S. 91.

haupten [1]) — trotz den Einwendungen Schultzes. Schultze (S. 54 f.) meint: der Markt erfülle die Publizitätsfunktion am wenigsten, der einzelne Kauf werde durch den Abschluß auf dem Markte nicht kundbar, im Gegenteile verschwinde er dort geradezu unter der Masse der abgeschlossenen gleichartigen Geschäfte [2]). Es ist zu beachten, daß der Markt ein öffentlicher Ort ist, daß die Waren auf dem Markte vor aller Blicken feilgehalten werden, daß ein Vertragsschluß zwar nicht von allen Marktbesuchern wahrgenommen zu werden braucht, aber doch leicht von anderen als den beiden Kontrahenten wahrgenommen werden kann und im allgemeinen wohl auch wahrgenommen wird. In gewissem Grade ist dies auch der Fall bei dem Verkauf in einem Laden; denn hier können leicht neben dem Händler und dem Käufer andere Kunden anwesend sein oder jeden Augenblick erscheinen. Anders beim Kauf in einer Wohnung: normalerweise ist dies ein heimlicher Kauf. Der Erwerber, der die Oeffentlichkeit nicht scheut, ist unverdächtig, der öffentliche Kauf ist ein redlicher Kauf, und darin ist die Erklärung jener Rechtssätze zu suchen: der Käufer soll besser gestellt sein als beim heimlichen, nicht unverdächtigen Kaufe. Mit dem Momente der Redlichkeit operiert — wie wir gesehen haben [3]) — auch Schultze bei seiner Betrachtung des deutschen und französischen Rechtes. Schultze vermag indessen keine befriedigende Antwort darauf zu geben, warum denn der Marktkauf ›Typus des redlichen Kaufes‹ (S. 52 und Jb. S. 177) ist. Schultze betrachtet, wie schon erwähnt, den Marktkauf als einen Sproß, eine Abart des ›Kaufes vom Unbekannten‹ (S. 37); das Unvermögen des Erwerbers, den Veräußerer namhaft zu machen, sei an sich Verdachtsmoment für Diebstahl, Hehlerei oder Unredlichkeit (S. 41 und Jb. S. 177); ›aber der Abschluß auf dem Markt räumte diesen Verdacht fort‹; ›er war ein Adelsbrief für den Kauf vom Unbekannten‹ (Jb. S. 177). Den Grund hierfür findet Schultze (S. 43) in den ›Umständen des Marktverkehrs‹ oder — genauer — in wörtlichem Anschluß an Heusler [4]) darin, ›daß der Käufer in solchem Falle nicht verpflichtet erscheint, sich die Person seines Verkäufers genau zu merken, um ihn nötigenfalls als Autor stellen zu können, und daß bei Ausbietung einer Sache auf offenem Markte der

1) Das hat schon H. Meyer a. O. S. 102 ff. betont. So auch O. Gierke a. O. S. 556 f. Dazu schon meine Bemerkung a. O. S. 986.

2) Aber Schultze bezeichnet doch gelegentlich selbst an einer anderen Stelle der vorliegenden Schrift (S. 51) den Markterwerb als ›öffentlichen Erwerb‹!

3) S. 255.

4) Institutionen des Deutschen Privatrechts, Bd. 2, Leipzig 1886, S. 215.

Verdacht des Diebstahls nicht aufkommt‹. Warum aber kommt bei Ausbietung einer Sache auf dem Markte der Verdacht des Diebstahles nicht auf? Eben mit Rücksicht auf die Oeffentlichkeit des Feilhaltens und des Erwerbens; hierin bestehen die eigentümlichen ›Umstände des Marktverkehrs‹. Wie nahe liegt es doch gerade für das deutsche Recht, beim Marktkaufe den Zusammenhang zwischen Redlichkeit und Oeffentlichkeit anzunehmen! Man denke nur beispielsweise an die Regel: ›Fund verhohlen ist gestohlen‹.

Neben der Rücksichtnahme auf die Redlichkeit mag bei der Entstehung jener Sondernormen, durch welche die unbeschränkte Verfolgbarkeit abhanden gekommener Sachen modifiziert wird, ein anderer Gedanke mitgewirkt haben: die Absicht, den Handel, insbesondere den Markthandel zu fördern. Auch Schultze (S. 52 f.) glaubt, diesen Gedanken zu erkennen. Gerade für das deutsche und französische Recht des Mittelalters ist ja charakteristisch die Tendenz, den Marktverkehr durch die verschiedensten Maßregeln zu heben. Aber es geht zu weit, darin allein — wie Rietschel[1]) und Hübner[2]) wollen — den Grund der in Deutschland und Frankreich erfolgten Verwandlung des unbeschränkten Herausgabeanspruches in einen Lösungsanspruch zu erblicken, ist doch in französischen Quellen[3]) der Lösungsanspruch nicht nur für den Marktkauf anerkannt, sondern für den Kauf an einem öffentlichen Orte schlechthin.

Wenn ich Schultzes Darlegungen in zwei Hauptpunkten widersprechen zu müssen glaubte, so bin ich doch weit davon entfernt, den Wert seiner Untersuchung zu verkennen. Einem Forscher, der in so geistreicher und origineller Weise die Lösung von Problemen sucht wie Schultze, ist man unter allen Umständen zu Danke verpflichtet, auch wenn man den von ihm eingeschlagenen Weg nicht für richtig hält.

Halle Paul Rehme

1) a. O. S. 434.
2) a. O. S. 404 f.
3) Zitate bei H. Meyer a. O. S. 134 f.

Für die Redaktion verantwortlich: Prof. Dr. Eduard Schwartz in Göttingen

Nr. 4 April 1909

Eusebius' Werke. Erster Band: Ueber das Leben Constantins, Constantins Rede an die heilige Versammlung, Tricennatsrede an Constantin herausgegeben im Auftrage der Kirchenväter-Kommission der königl. preußischen Akademie der Wissenschaften von Dr. **Ivar A. Heikel.** Leipzig, Hinrichs'sche Buchhandlung. 1902. CVII, 358 S.

Eusebius kündigt V. C. IV 32 die Absicht an, Konstantins Rede an den ἱερὸς σύλλογος seinem Buche beizufügen; ebd. IV 46 tut er kund, daß er gedenkt, auch eine eigene dem Kaiser gewidmete Schrift über den Bau der Märtyrerkirche in Jerusalem im Anhang zur Vita zu veröffentlichen und damit seine kurz darauf in Anwesenheit des Kaisers zu dessen Tricennatsfeier in Konstantinopel gehaltene Rede zu verbinden[1]). Daß Eusebius seine Gedanken in die Tat umgesetzt hat, ist nicht zu bezweifeln. Freilich sind uns die sogenannte Vita Constantini und die Rede an die heilige Versammlung einerseits, die Tricennatsrede andererseits in verschiedenen Handschriften überliefert; das aber bestätigt nur, was Heikel (p. XXIV) aus anderen Gründen richtig erschlossen hatte, daß unser Text, wenigstens was die beiden erstgenannten Teile betrifft, als eine byzantinische Rezension anzusehen ist. Es ist wohl möglich, daß Photius (cod. 127) nur den soge-

1) Was Heikel p. LXV über diese Stelle vorgetragen hat, ist ganz haltlos. Es lohnt sich nicht mehr darauf einzugehen, nachdem P. Wendland (Berl. phil. Wochenschr. 1902, 233 f.) und E. Schwartz (Pauly-Wissowa VI 1428) stillschweigend den Fehler richtig gestellt haben. Schwartz hat auch ebendort gezeigt, wie der ganze βασιλικός sehr geschickt auf den Bau der Kirche in Jerusalem zugespitzt ist, und damit erklärt, wie er der Inhaltsangabe des Eusebius entspricht. P. Wendland hat zuerst in seiner Besprechung der Heikelschen Ausgabe den βασιλικός von dem τριακονταετηρικός im Anschluß an den Par. II getrennt.

nannten βίος, nicht aber die Anhänge (nicht einmal die Rede Konstantins) gelesen hat. Das Hauptgewicht seines Referats liegt vielmehr in dem Urteil über die dogmatische und kirchengeschichtliche Stellung, die Eusebius in dieser Schrift eingenommen hat, und in der Polemik dagegen als auf der Skizzierung des Inhalts; doch scheint es mir geradezu unglaublich, daß Photius eine solche Rarität wie ein authentisches Stück des Konstantin mit Stillschweigen übergegangen habe. Es spricht jedenfalls für mich, daß Photius das Buch als eine ἐγκωμιαστικὴ τετράβιβλος bezeichnet; die drei sehr langen Anhänge konnten unmöglich in das vierte Buch einbezogen werden. Daß die Rede an den ἅγιος σύλλογος in unseren Handschriften noch mit dem βίος zusammensteht, bedeutet eigentlich nichts; vielleicht hat erst der byzantinische Redaktor die Rede Konstantins, die einzeln überliefert war, wieder mit der Vita verbunden. Ob auch die anderen Stücke eine Ueberarbeitung erfahren haben, ist mir zweifelhaft; darauf komme ich später. Jedenfalls kann die Rezension der Vita und der konstantinianischen Rede nicht lange nach Photius fallen; der älteste und beste Kodex, der Vaticanus V, gehört nach dem übereinstimmenden Urteil von zwei guten Kennern, Franchi dei Cavalieri und Mercati, noch in die erste Hälfte des X. Jahrhunderts [1]). Die Frage nach dem Exemplar, das dem Photius vorlag, läßt sich schwerlich ins Reine bringen; glücklicherweise ist sie nicht so wichtig.

Heikel hat die alte Einheit in seiner Ausgabe wiederhergestellt. Seine Arbeit macht einen trefflichen Eindruck; der Index ist sehr sorgfältig gearbeitet. Ich stehe nicht an, die Einleitung als eine hervorragende Leistung zu bezeichnen; die wichtigsten Fragen, die sich an diesen Kranz eusebianischer Schriften anknüpfen, werden darin behandelt und fast alle der Lösung näher gebracht. Einzelne Mängel kommen dagegen durchaus nicht in Betracht. Auch der Methode der Recensio kann ich im großen und ganzen beistimmen. Heikel hat zuerst die Haupthandschrift der zwei ersten Stücke, V, in der Vaticana entdeckt und ihre Vortrefflichkeit von vornherein erkannt [2]). Ich betone ausdrücklich am Anfang meines Aufsatzes die großen Verdienste Heikels, damit man das Folgende nicht mißverstehe.

Die Ausgabe von Heikel kann nicht als die abschließende gelten und zwar hauptsächlich deswegen, weil die Kollation der Haupthandschrift V (Vat. 149), die freilich nur die Vita und Konstantins Rede enthält, n i c h t zuverlässig ist. Einer Anregung von seiten meines

1) Auf Grund mündlicher Mitteilung; ich habe in solchen Dingen kein maßgebendes Urteil.

2) Vorläufige Mitteilungen über die Handschriften in den Nachrichten der Göttinger Gesellschaft 1895, 434 ff.

Landsmannes Augusto Mancini [1]) folgend, habe ich Juni 1908 den ganzen Kodex nachverglichen. Selbstverständlich kann auch mir etwas entgangen sein; die Schrift ist so schön und klar, daß man nur schwer der Versuchung entgeht, zu schnell zu lesen. Eine neue Kollation wird wahrscheinlich nur Kleinigkeiten nachtragen; jedenfalls ist sie nicht aussichtslos. Was ich gesammelt habe, genügt aber hoffentlich vollkommen, mein hartes Urteil über die Vergleichung von Heikel zu rechtfertigen.

Ich bezeichne im Folgenden durch ein Sternchen Lesungen, die ohne weiteres meinem Urteil nach in den Text aufgenommen werden müssen; durch zwei Sternchen Lesungen, die Heikel aus anderen Codices faktisch aufgenommen hat. Ich füge an einzelnen Stellen kurze lateinische Anmerkungen bei. Wofern die Inhaltsangaben doppelt überliefert sind — als Randscholien und als Kephalaia — beziehen sich die Varianten, wenn nichts notiert wird, auf die Kephalaia. Die Abkürzungen sind die in den lateinischen Apparaten üblichen. Ich habe mich entschlossen, auch einige Orthographica (νῦ ἐφελκυστικόν, volle und elidierte Schreibung u. s. w.) zu verzeichnen, um mich nicht von den Prinzipien, denen Heikel gefolgt ist, zu entfernen. Wenn ich dazu komme, eine neue Ausgabe zu veranstalten, wird manches davon wegbleiben.

4, 8 δ᾽ 11 μαξιμίνου (non μαξιμινοῦ) in textu 12 ὁ om. in indice 17 καταλεῖπόντος sic 21 καταστροφῆσ τ. τ. ὑπόμνησισ ὀλίγη in textu **5**, 11 *ἥττα τῶν ἐν ἰταλία μαξεντίου στρατευμάτων ὑπὸ κωνσταντίνου in ind. et in textu 15* εὐφροσύνη in ind. et in textu 20* ἄφρων in ind. et in textu 26 ἤθελε **6**, 2* τοὺσ λαοὺσ in ind. et in textu 5 παρανόμων in textu (καὶ om.) 8 ὑπέγραψεν in ind. **8**, 30* προτέλεια V, πρωτόλεια V² **9**, 16* διπλασίονι 27 τοῦτο **10**, 18 ἄριζον **11**, 27 σκιογραφίασ **12**, 9* διὸ δὴ προσ. **13**, 22* θαυμ. ἐναργεῖσ αὐτ. **14**, 16* γαληνὸν 29 αὐτοῦ (cum MB) **15**, 7* πλεον.
ή
εἶναι παρεσκευασμένα 24 ὑπεισίει 27* ἐξουσίαισ **16**, 13 οἷς 21 διεξ. βίον (τὸν om.) 22 ἔχον τὸ (ἔχον Heik. e coniectura Wilamowitzii) 24 μεγαληνὸν **17**, 1* παρηκολούθει 24 κάλλος, υ super

1) Mancini hatte schon früher für einige Teile der Oratio Constantini V verglichen; als die Heikelsche Ausgabe erschien, veröffentlichte er die Differenzen zwischen den zwei Kollationen in der Turiner *rivista di filologia* XXXIII 355 ff. Die Angaben von Mancini sind recht genau. Der Aufsatz enthält auch einen verdienstlichen Versuch, die Ueberlieferungsgeschichte der vier Stücke zu zeichnen, mehrere treffliche Konjekturen, auch einen Beitrag zur Frage der Echtheit der in der Vita enthaltenen Dokumente, dessen Schlüssen ich freilich nicht beizustimmen vermag. Zu dieser Schrift habe ich im folgenden oft Gelegenheit, Stellung zu nehmen.

Landsmannes Augusto Mancini[1]) folgend, habe ich Juni 1908 den ganzen Kodex nachverglichen. Selbstverständlich kann auch mir etwas entgangen sein; die Schrift ist so schön und klar, daß man nur schwer der Versuchung entgeht, zu schnell zu lesen. Eine neue Kollation wird wahrscheinlich nur Kleinigkeiten nachtragen; jedenfalls ist sie nicht aussichtslos. Was ich gesammelt habe, genügt aber hoffentlich vollkommen, mein hartes Urteil über die Vergleichung von Heikel zu rechtfertigen.

Ich bezeichne im Folgenden durch ein Sternchen Lesungen, die ohne weiteres meinem Urteil nach in den Text aufgenommen werden müssen; durch zwei Sternchen Lesungen, die Heikel aus anderen Codices faktisch aufgenommen hat. Ich füge an einzelnen Stellen kurze lateinische Anmerkungen bei. Wofern die Inhaltsangaben doppelt überliefert sind — als Randscholien und als Kephalaia — beziehen sich die Varianten, wenn nichts notiert wird, auf die Kephalaia. Die Abkürzungen sind die in den lateinischen Apparaten üblichen. Ich habe mich entschlossen, auch einige Orthographica (νῦ ἐφελκυστικόν, volle und elidierte Schreibung u. s. w.) zu verzeichnen, um mich nicht von den Prinzipien, denen Heikel gefolgt ist, zu entfernen. Wenn ich dazu komme, eine neue Ausgabe zu veranstalten, wird manches davon wegbleiben.

4, 8 δ' 11 μαξιμίνου (non μαξιμινοῦ) in textu 12 ὁ om. in indice 17 καταλεϊπόντος sic 21 καταστροφῆσ τ. τ. ὑπόμνησισ ὀλίγη in textu **5**, 11 *ἥττα τῶν ἐν ἰταλίᾳ μαξεντίου στρατευμάτων ὑπὸ κωνσταντίνου in ind. et in textu 15* εὐφροσύνη in ind. et in textu 20* ἄφρων in ind. et in textu 26 ἤθελε **6**, 2* τοὺσ λαοὺσ in ind. et in textu 5 παρανόμων in textu (καὶ om.) 8 ὑπέγραφεν in ind. **8**, 30* προτέλεια V, πρωτόλεια V² **9**, 16* διπλασίονι 27 τοῦτο **10**, 18 ἄριζον **11**, 27 σκιογραφίασ **12**, 9* διὸ δὴ προσ. **13**, 22* θαυμ. ἐναργεῖσ αὐτ. **14**, 16* γαληνὸν 29 αὐτοῦ (cum MB) **15**, 7* πλεον. εἶναι παρεσκευασμένα 24 ὑπεισίει (η supra) 27* ἐξουσίαισ **16**, 13 οἷς 21 διεξ. βίον (τὸν om.) 22 ἔχον τὸ (ἔχον Heik. e coniectura Wilamowitzii) 24 μεγαληνὸν **17**, 1* παρηκολούθει 24 κάλλος, υ super

1) Mancini hatte schon früher für einige Teile der Oratio Constantini V verglichen; als die Heikelsche Ausgabe erschien, veröffentlichte er die Differenzen zwischen den zwei Kollationen in der Turiner *rivista di filologia* XXXIII 355 ff. Die Angaben von Mancini sind recht genau. Der Aufsatz enthält auch einen verdienstlichen Versuch, die Ueberlieferungsgeschichte der vier Stücke zu zeichnen, mehrere treffliche Konjekturen, auch einen Beitrag zur Frage der Echtheit der in der Vita enthaltenen Dokumente, dessen Schlüssen ich freilich nicht beizustimmen vermag. Zu dieser Schrift habe ich im folgenden oft Gelegenheit, Stellung zu nehmen.

vers. V² 29 τε **18**, 16 τὴν om. 22 αὕτη δ' ἀλουργίδα πατρικὴν κωνσταντῖνος 31 τ' **20**, 1 μ.· τὰ γὰρ πρῶτα 2 οἷός τ' 25 φυλὴν **21**, 16* συνεσταμένον **22**, 26 ἐδίδασκον (ο ex ε) 29 τῆς] τοῖς 34 δεῖν in marg. V² (non super vers.!) **23**, 1 ὡρμᾶτο 3 ταύτην 6* ἀνδ. τὰς κ. (τὰς ex Hist. Eccl. recepit Heik.) 16 ἄνδ. αὐτῆς (τὸν om.) 25* δὲ τοῖς τοιούτ. **24**, 6 τότε 7 τότε 10** ῥώμ. τυρ. (non ὁ τυρ.) **25**, 6* τοῦ τε θεοσ. 8* κατὰ τὰ αὐτὰ (ut Hist. Eccl.) 16 αὐτὸν (non om.!) 25 δῆτα τὰ **26**, 17* δὲ cum JM **27**, 4 καθαρωτέρων cum JBA (non καθαρότερον) 7 εὐφραινόμενα **28**, 2* μὲν γὰρ ἀγρ. 20 κατεσταμένος cum J **29**, 6 κινήσειεν 7 τιθ. βασ. (τοῦ om.) 12 ἀφραινούντων, ου ir. 13* ὑπερβολῇ **30**, 8 δ' 16 τοῖσ in marg. V² **31**, 13 εἶθ' (τ supra) ἀθρόωσ **32**, 3* δὲ τὰ κ. (τὰ e coniectura Wilamowitzii recepit Heik.) 6* βασιλικῶν οἴκων τοὺσ 25 κοινῷ] καθαρῷ **33**, 7 φυλακὲσ (non φύλακεσ) 20 πάντα cum J 27* ἐνεχείρει 28 μικρὰ **34**, 7 ποτ' 8 μετήρχετο (non κατήρχετο) 20* τῶν om. cum J **35**, 8* μακρὸν (quod ci Heik.) 12 περινοεῖ 26* ἐγγράφοις cum J 27 χριστιανὸν **36**, 9 καὶ περὶ τοῦ in textu **37**, 6 ἐκήρυττε in textu 10* ἐκ τῶν παλ. in ind. et in textu 11 τῶν sup. vers. V² 17 ἀτιμωθέντων in textu 25 τὰ om. **38**, 3* παραινέσεισ 7* ἀπηγορεύετο in ind. et in textu 16* π. τ. π. κ. ὅτι φιλόθεοσ (non φιλοθέου) in textu 29* φωτίσαντα in ind. et in textu **39**, 1 τὸ in ind. et in textu (non τὰ) 3 περὶ ante μελ. om. in textu 4 ἔγραφεν (non ἔγραφε) in textu 5 τὸν ante ἐπίσκ. om. 13 παραίνεσισ in textu **40**, 8* τὰσ —ἐκκλησίασ **41**, 11** ἐβάλλετο cum cett. **43**, 3 παρ' ὃν 21 συμβουλῆς cum M 23 ὤφθαί] ὡς 28 τὰ om. **44**, 3 εἶτα 9* συνέφαινεν (cum cett., non συνανέφαινεν) ἢ 12* ἐκκρίτουσ **45**, 18* στρατιᾶσ **48**, 2* πεποίηντο 10* μάντεων **49**, 12 δὲ 14 ὑπερ (sic) **50**, 7 δωρεταὶ 25 φυλάττοιτο 27 δὲ ἐξ 31 κωνσταντίου] κωνσταντίνου **51**, 25 δ' **52**, 2 τυγχάνοντασ **53**, 26 δ' 28 οὐδ' **54**, 2 προθυμηθεῖσι 14 οἰκήσεσι **55**, 3 οἰκέταισ (non οἰκέτασ) V¹, οἱ καὶ τὰσ in marg. V² 6* πρὸσ δημ. (τοῖς om.) 9 ἀηδείασ 10 πεσόντεσ in marg. V² **56**, 6 ἀντ' ἐλεύθερον **57**, 12* δικαίαν 16 δ' 19 τούτου τὸ κρ. 22 ἀπολλυμέναι **58**, 11 εἴτ' 12 εἴτ' —εἶθ' 17 καθεστᾶσι 24 δ' **59**, 4 ἀτυχήσουσι 12 ἠφάνισε 13 διέφθειρε δ' 17 βαθέος **60**, 7 μυσερὰ 20* βασιλέως ἐπιστολὴ περὶ τῆς τῶν ἐκκλησιῶν οἰκοδομῆς semiuncialibus litteris spatio interiecto post διαπεμψάμενος 28 διοικήσ. τοῦ θ. **61**, 4* μεῖζον (quod ci Wilamowitz) 5 καὶ post. αὐτ. om. **62**, 16 ἀνθρώπου] *ουνου (scil. οὐρανοῦ) 17 ἔμποδον (non ἐμπόδον) 27* καταβροχθίσας cum J. 30 κατέταττεν (non κατέταττε) V¹ **64**, 15 θυμηδείαν *ἀποφέρωνται 20 **σου cum cett. **65**, 16* ἐνενόησεν 19 ἀναγκάζειν 20 ἀπεκρύψασθαι **66**, 1* ταῖς βασιλέωσ καλλ. (τοῦ βασ. J) 15* μέσ. τοῖς τῶν 20* ἀπαν-

ταχοῦ 29 τὴν om. **67**, 3 ἐπιστολὴ βασιλέωσ semiuncialibus litteris spatio interiecto post τρόπον 12* ἀπορρ. τῆσ διαν. 32* τῇ κατὰ τῶν **68**, 4 πλείονασ 17 μνηστεύει 25 δ' **69**, 10 ἄν τισ ἀντι(σταίη) in marg. V² 14 πρότερον (non πότερον) 18 περὶ] ὑπὲρ **70**, 1 μεγάλου om. 2 ἀλλήλουσ 12 αὐτοὺς] *ἂν 31 τὴν om. **71**, 3 γίνεται cum J 13* μοι ἤδη πρὸσ 27 δ' 29 ὁρμὴν] *νομὴν **72**, 10 προσέταξεν γενέσθαι κωνσταντῖνος in textu 23 συνεστιάθη in ind. et in textu **73**, 6 μέρει τῆσ οἰκουμένησ in textu 15 ᾠκοδομεῖσθαι in textu 22* τὸν ἐπίσκοπον ἱεροσολύμων (non ἱερὸσ ὑμῶν!) ἔγραφεν in textu 29* Ἱερ. ἡ ἐκκλ. in textu **74**, 12 τῆσ ἁγίασ ἑλένησ in textu **75**, 1** περιαίρεσισ in indice (non περιαιρέσεισ) et in textu 6 ἡλιουπόλει **76**, 2 ταράχουσ (ταραχοὺσ J) 3 θυμηδείασ 13* θεράποντας (non θεραπεύοντας) 22 καὶ om. **77**, 16* θαρρ. τοὺσ εὐν. cum J 27 καταλάμψαντας **78**, 6** ἐναβρονόμενοσ 23* ἐπὶ τὸν δράκοντα ὄφιν τὸν σκολιόν, ἐπὶ τὸν δράκοντα ὄφιν τὸν φεύγοντα **79**, 1* σχισμ. ἄλλο κακὸν 9* ἀργ. τὰσ ἐκκλησίασ cum J 10 μὲν om. 11* πλανωμένουσ (quod e coniectura Wilamowitzii restituit Heik.) 23** τὴν cum J 28 προσκαλούμενοσ 29 συνήγειρε **80**, 6* στέφ. οἷόν τινα 10 τε 12 παλαιστίνουσ 18* αὐτόσ **81**, 16* παρήεσαν cum J 22 δὲ 25* ἁλουργ. δὲ (cum J) οἱ πυρωπῆσ 28 καλλωπισμένοσ **82**, 14 συναγὼν 15 τοιὸν 19 ἰδεῖν om. **83**, 9 ἀμφιλογίας] *ἀμφιβολίασ **84**, 4 γιγνόμενον (γ exp.) 10 τε 15 γραφῇ (non γράφῃ) 25 τε 27** θρησκεία cum cett. **85**, 6 τὴν τῆσ V (de lectione dubitavit Heik.) **86**, 2 μηδεμιᾷ (non μηδεμία) 18 τοῦτο **87**, 9 δέχεσθαι 10 καὶ θείαν om. 21 φυλάξει (non διαφυλάξει) 27* ὑποτιθέμενοσ **88**, 4 ἀλλήλουσ 9** εἰ τὰ (non εἶτα) *φαίνοιτο 10** οὐ τοῖσ (non οὗτοι) 31 ἢ om. **89**, 13 παλαιστίνων **90**, 4 εἶχον V, ε sup. vers. V² 11 κατ' αὐτῆσ 15** τὸν δεδηλωμένον (non τ. δὲ δεδηλ.) 22 καθαιρεῖτο 23 μὴν δ' cum J **91**, 11 προστεθειμένοσ 12* ἐθν. τῶν ἐπὶ 32** πίστισ (e Socrate et Theodoreto suppl. Heik.) **92**, 16 δρακιλλιανῷ (δρακιλλιάνῳ J, Socr. Theodor.) 17 λαμπροτάτων ἐπαρχιῶν [1]) 19 ἐμ. ἐξουσίασ καὶ εὐσεβείασ 25 μετανεχθῆναι **93**, 7 φυλάξῃ (non διαφυλάξῃ) **94**, 14 ἐπερείδοντο 18* ἄντικρυσ 19* βασιλ. οἴκου cum J 22 ἐνθένδε 25 τε 31 δὲ **95**, 2 πλήθη ποικιλίασ (καὶ om.) ἐξιέναι 12 ἔργω 18 λογίω 32* οἰκοδομαῖσ **96**, 3 κατ. τοὺσ ἐν 9* ἱδρύετο 23 μετάλλον **97**, 19 οὐκ] *μὴ 30 παλαιστίνων **98**, 20 κατειργασμένον cum JB¹ 21* δοκεῖ 25* τὰ om. (cum J) **99**, 25 ἀπόνοια **100**, 22** ἐναγῶν cum cett. 25* τῶ om. **101**, 3 προσηγόρευσεν 7 τὸν om. 11 -σ et ησ sup. vers. V² 28 ἀφιερουμένων **102**, 7 στρατοπεδίασ

1) λαμπροτάτων ist vielleicht (ich kenne die anderen Handschriften nicht) nur aus Versehen von Heikel weggelassen worden.

ταχοῦ 29 τὴν om. **67,** 3 ἐπιστολὴ βασιλέωσ semiuncialibus litteris spatio interiecto post τρόπον 12* ἀπορρ. τῆσ διαν. 32* τῇ κατὰ τῶν **68,** 4 πλείονασ 17 μνηστεύει 25 δ' **69,** 10 ἄν τισ ἀντι(σταίη) in marg. V² 14 πρότερον (non πότερον) 18 περὶ] ὑπὲρ **70,** 1 μεγάλου om. 2 ἀλλήλουσ 12 αὐτοὺς] *ἂν 31 τὴν om. **71,** 3 γίνεται cum J 13* μοι ἤδη πρὸσ 27 δ' 29 ὁρμὴν] *νομὴν **72,** 10 προσέταξεν γενέσθαι κωνσταντῖνος in textu 23 συνεστιάθῃ in ind. et in textu **73,** 6 μέρει τῆσ οἰκουμένησ in textu 15 ᾠκοδομεῖσθαι in textu 22* τὸν ἐπίσκοπον ἱεροσολύμων (non ἱερὸσ ὑμῶν!) ἔγραφεν in textu 29* 'Ιερ. ἡ ἐκκλ. in textu **74,** 12 τῆσ ἁγίασ ἑλένησ in textu **75,** 1** περιαίρεσισ in indice (non περιαιρέσεισ) et in textu 6 ἡλιουπόλει **76,** 2 ταράχουσ (ταραχοὺσ J) 3 θυμηδείασ 13* θεράποντας (non θεραπεύοντας) 22 καὶ om. **77,** 16* θαρρ. τοὺσ ἐθν. cum J 27 καταλάμψαντας **78,** 6** ἐναβρονόμενοσ 23* ἐπὶ τὸν δράκοντα ὄφιν τὸν σκολιὸν, ἐπὶ τὸν δράκοντα ὄφιν τὸν φεύγοντα **79,** 1* σχισμ. ἄλλο κακὸν 9* ἀργ. τὰσ ἐκκλησίασ cum J 10 μὲν om. 11* πλανωμένουσ (quod e coniectura Wilamowitzii restituit Heik.) 23** τὴν cum J 28 προσκαλούμενοσ 29 συνήγειρε **80,** 6* στέφ. οἷόν τινα 10 τε 12 παλαιστίνουσ 18* αὐτόσ **81,** 16* παρήεσαν cum J 22 δὲ 25* ἁλουργ. δὲ (cum J) πυρωπῆσ (οἱ sup.) 28 καλλωπισμένοσ **82,** 14 συναγὼν 15 τοιὸν 19 ἰδεῖν om. **83,** 9 ἀμφιλογίας] *ἀμφιβολίασ **84,** 4 γιγνόμενον (γ exp.) 10 τε 15 γραφῆ (non γράφη) 25 τε 27** θρησκεία cum cett. **85,** 6 τὴν τῆσ V (de lectione dubitavit Heik.) **86,** 2 μηδεμιᾷ (non μηδεμία) 18 τοῦτο **87,** 9 δέχεσθαι 10 καὶ θείαν om. 21 φυλάξει (non διαφυλάξει) 27* ὑποτιθέμενοσ **88,** 4 ἀλλήλουσ 9** εἰ τὰ (non εἶτα) *φαίνοιτο 10** οὐ τοῖσ (non οὗτοι) 31 ἢ om. **89,** 13 παλαιστίνων **90,** 4 εἶχον V, ε sup. vers. V² 11 κατ' αὐτῆσ 15** τὸν δεδηλωμένον (non τ. δὲ δεδηλ.) 22 καθαιρεῖτο 23 μὴν δ' cum J **91,** 11 προστεθειμένοσ 12* ἐθν. τῶν ἐπὶ 32** πίστισ (e Socrate et Theodoreto suppl. Heik.) **92,** 16 δρακιλλιανῷ (δρακιλλιάνῳ J, Socr. Theodor.) 17 λαμπροτάτων ἐπαρχιῶν [1]) 19 ἐμ. ἐξουσίασ καὶ εὐσεβείασ 25 μετανεχθῆναι **93,** 7 φυλάξῃ (non διαφυλάξῃ) **94,** 14 ἐπερείδοντο 18* ἄντικρυσ 19* βασιλ. οἴκου cum J 22 ἐνθένδε 25 τε 31 δὲ **95,** 2 πλήθη ποικιλίασ (καὶ om.) ἐξιέναι 12 ἔργῳ 18 λογίῳ 32* οἰκοδομαῖσ **96,** 3 κατ. τοὺσ ἐν 9* ἱδρύετο 23 μετάλλον **97,** 19 οὐκ] *μὴ 30 παλαιστίνων **98,** 20 κατειργασμένον cum JB¹ 21* δοκεῖ 25* τὰ om. (cum J) **99,** 25 ἀπόνοια **100,** 22** ἐναγῶν cum cett. 25* τῷ om. **101,** 3 προσηγόρευσεν 7 τὸν om. 11 -σ et ησ sup. vers. V² 28 ἀφιερουμένων **102,** 7 στρατοπεδίασ

1) λαμπροτάτων ist vielleicht (ich kenne die anderen Handschriften nicht) nur aus Versehen von Heikel weggelassen worden.

10 ἐπιθαρσοῦντεσ 13** φωρὰν (non φθωρὰν)[1] 19 ἄλλο 23 μετείη **103**, 5 διεφθορόσι (ω V[2]) 6 γοννίδεσ (γόννιδεσ Wil.) 9 ἀποστάτη 15* δὴ cum J 25 ἂν ἄντικρυσ **105**, 8** προηγμένος cum J 10 προὔτρεπέν **106**, 4** τοῖς semel tantum 5 τοῖσ bis 27* ὀρθῶσ om. 28* χρῆσθαι **107**, 4 ἡμῶν **108**, 16* καὶ ὁ δι' 22* διαφόρων **109**, 6 πληρεστάτην (non πληρέστα) ἐπιστ. (τὴν om.) 10 ὡς] ὅτι 16 δὲ] τε 25* τὴν ἐν ἀντιοχεία σύνοδ. **110**, 20* ἀρεθούσιον (quod e coniectura Wilamowitzii restituit Heik.) 23* τούσ τε cum cett. **111**, 13 ὁμίλει 17 νοουτιανοὶ 22* μὲν οὖν ὑγ. δικην ἐχῆ (sic) **112**, 6 καὶ om. 11 προσαγορεύομεν 21 σχηματικῶν 29 γ' **113**, 1 μήτε ante ἰδ. **114**, 4 ἐξίσωσισ καὶ non om. in textu 5 χρήματι καὶ (non χρηματικ) 12 τῷ ante Περσ. et in ind. et in textu **115**, 3 τὸ ante ἐν et in ind. et in textu 6 προσεύχεσθαι 12 ἐκώλυσεν et in ind. et in textu 15 ἔτι et in ind. et in textu 25 ἐχλευάζετο κωνσταντῖνοσ in textu 27 ἐπέγραψε 29* ἤκουεν et in ind. (ubi κουεν ir.) et in textu **116**, 30 συγκεχωρημένων in textu **117**, 6 μνημ. ἑαυτῷ εἰσ ταφὴν (εἰσ ταφὴν semel.) *προωκοδόμησεν et in ind. et in textu 15* εἰσ κωνσταντινούπολιν et in ind. et in textu **118**, 8* τὸν cum J 17 παρεσκεύαζεν 23* κτήτορασ **119**, 6 κτήματα] *χρήματα 34* ἕνεκα **120**, 9 δὲ καὶ om. (del. Heik.) 12* ἐρυθαίνετο **121**, 15 ἁγιωτάτου **ἔχειν cum cett. 16 ἔχω **122**, 19 ἡμῖν **123**, 7 τῆς ἑαυτοῦ φιλανθρωπίασ 21 ἀνατεταμένου **125**, 16 τῷ **126**, 8* ἄρα καὶ αὐτὸσ εἴη ἐπίσκ. 14* ἐπαλλ. νόμοισ τε καὶ 34* παλ. νόμοι **127**, 27 χριστιανῶν **128**, 13 *γοῦν 23 προσήκοι 32 περὶ μέρους] *ἐπὶ μέρ. 33 δ' **129**, 15* δυσμαθεῖσ 30 εἴτε] εἰ **130**, 18 τότε 19 τότε 28* πρὸς τὸν ἡμ. **131**, 6* ἐντεθράφθαι 20 ἀντέθεικεν **132**, 7* φυλάξει 15 παλαιστίνων 17* ἀποφανθεῖσα 26* ἐπικελεύσαντοσ **133**, 5 δὲ om. 7 ἑστῶτα **135**, 11 προξενίσητε 22* χ̄ου scil. χριστοῦ (non θεοῦ) **136**, 2 τυράνων **137**, 8 αὐτοῖς] τοῖσ 17 ἀπέφενεν scil. *ἀπέφαινεν 23 δὲ om. 25 παλαιτάτους τε cum JM **138**, 16* ἐμπείρουσ αὐτοὺσ εἰργαζ. **139**, 31* φιλάληθεσ **140**, 29 τὸν om. 31 quod post διετύπου folii 80r restat, vacuum est; lineae ductae; capituli numerus ν̄ζ exstat in margine, et paullo inferius ζη **142**, 21 δὲ 22 ταυτὸν 26 δ' 28 ἀπορύψασθαι **143**, 6* διφῶντί τε καὶ 20** τε cum cett., non γε 21 τε] γε 22 δὲ 23 δὲ **144**, 1* ταξίαρχοι 12** δ' cum J 26 λοχαγωγοὶ **145**, 22* καὶ cum J **146**, 5 δὲ 24* ἱκετηρικαῖσ 31 δ' **147**, 8 ἐνδειξάμενοι 11 ὡσ ὁρᾶν incipit caput ο̄α, non (12) τὸ μὲν 12 τῷ] τὸ 13** τῷ cum J 30 ἐγκεκαλυμένον **151**, 6 διορθώσασθαι 13 αὐτῆσ in ind., αὐτὴν in textu

1) Heikel hat aus Versehen die Siglen der Codices, die φωρὰν haben, im Apparat weggelassen.

16 δεικνύμενα **152**, 19 ἐροθαίασ in textu 23 ἐροθαίας in textu 25 μετέφρασεν in textu 28 sqq. non om. in textu **153**, 6 ἀνταπόδοσιν in ind. et in textu 7 αὐριλλιανοῦ in textu **154**, 7 post θεῶ complurium verborum spatium; ζη (τ) in margine 8 post ἑκάστου versus vacuus; ζη (τ) in margine 9 προσαγορευόμενος (alterum σ ir.) 11* πάντων αἴτιοσ καὶ τῆσ σῆσ οὐσίας αἴτιος 13 ἃ] *τὰ 18 δυσέγκλητον **155**, 11* ἐκτελοῖτο 14* δὲ om. V cum cett. 18 ἦ] εἰ **156**, 3** φθεγγομένω cum cett. 7 ἐπινοίασ 13 γιγνομένησ **157**, 1 ἐξαιρέτωσ (non ἐξαιρετῶσ) 5 λόγοισ 30 προσλαβὼν **158**, 8 γίνεται 10* μεμιαμμένοισ 22 τε om. 23 ποτὲ (non πότε) 24* πληθύοντοσ (quod iam ci Heik.) 28 ἐπιποθὲσ **159**, 16* ἡ ante εἱμαρμένη (sic deinceps) om. 20 κατ' εἱμαρμένην 26 κατ' εἱμαρμένην 29 ἤ τίσ **160**, 7** μέντοι 28 διαδέσχαι 33 τε **161**, 9* ἐπικερδῆσ 20* αὐτὸν **162**, 5* καὶ ἡ νυκτ. 12 κόσμου τε καὶ 13* μεταξύ γε φειδ. 15 οἰκοδομήν τε ναῶν καὶ *κατασκευὴν 26 τισ **163**, 4 ἀποκρύπτεται 23 δῆλον ὅτι 28 παρὰ] περὶ **164**, 3* μεμορφωμένασ 12 τὸ μὲν] ὁ μὲν 24 ἐντύχωσι **165**, 5 ἀνθρωπαθεῖσ **166**, 11* τῆσ om. cum J (neque alii codices hunc locum servant) 15 ἔχουσι 16 ἐγὼ (non ἔγω) 19* σρα cum J, scil. σωτῆρα 26 ἐπιμέλωνται **167**, 11 πάντα 15 δὲ 32 δ' **168**, 11 λόγ. τοῦ θεοῦ *πρόνοια **169**, 4 ἀνθρωπίνη 5 ανον διδασκαλίαν cum J 16 τε 19 ὄντα] *ὅλα cum JM 24* εὐτυχίασ μεταδίδοιεν 25 μετασχόντεσ **170**, 19* ὑπ' ἀνθρώπων (τῶν om.) 23* ἀπεκαθίστατο **171**, 9* τοιαύτησ 12* πεφραγμ. θώρακι πρὸσ (dativum desiderari vidit Wilamowitz) 13 στεφάνουσ 15 προθύμωσ om. 18 τε om. cum JM **172**, 7 ἀξιοῦσιν 10 ὁμοτρόπουσ 11 γέλοιον 26* ἐρεθ. μὲν γὰρ 30* ἐνθένδε (restituit Wilamowitz) **173**, 4 δ' 12 μόνον τῶν (δὲ om.) 24 γέλοιον **175**, 5 αὐτοὺσ **176**, 6 μεταμελεῖν 8 τὸν om. *γάρ τοι τῆσ 14* μηδεμίαν δ' ἐκ 19* ἐκεῖνο cum JM 23* ἐκφύντα 29 ἀσυρρίους **177**, 18—20 ὃσ τοσοῦτον — γενέσθαι om. V 25 κατὰ **178**, 14 καταιρεθείσησ 22 post δύναμιν spatium 6 fere litterarum 35 τἀνδρὸσ **179**, 1* πρόσθεν κατακριθέντα κολακεύσαντεσ 6 δῆλον ὅτι 8 ἐρυθαία 27 ἐγκαύση **180**, 11 τῆ (γ) 15 ποτὲ (non πότε) **181**, 7 ἐροθαίαν σιβύλλαν 15* ψευδῶσ **182**, 4* ἄρ' αἰεὶ ἐπῶν *ὄρνυται 11 incipit caput κ' 16 τε] θ' 25 τε **183**, 7 κολακασ ἴακανθω 11 φησι 19 τέμπεα μῶμον **184**, 5 ἐπιδεμιᾶ 30 τοῦτ' ἔστιν **185**, 13 εὖγε 15 ἐκώλυσεν 18* πύργουσ καὶ πλοῦν καὶ πόλεμον 26 τοῦτ' ἔστιν **186**, 2 ἀποπίον 4 ποθησε μὲν 23 ἤτοι (non ἤ τοι) 24 ἐργάτησ **187**, 1 ἐροθαία **188**, 14* ἀκαταπαύστως (e coniectura restituit Heik.) 15—16* τοὺσ θεωμένουσ αὐτοὺσ· τοὺσ μὲν οὖν δημίουσ



18 αὐτοὺσ **189**, 19* ἤτοι (e coniectura restituit Heik.) 21 εὐχαρίστων **190**, 30 νεμομένης] μαινομένης **191**, 18 παντοίων 24* αἰώνιον **192**, 12 προπαρασκευάζει 21 λιτανεύων] *λατρεύων 27* τῆς τε ἡμ.

Es liegt mir die Absicht fern, die einzelnen Lesungsverschiedenheiten zwischen Heikel und mir zu kommentieren; ich will nicht einmal alle meine Sternchen rechtfertigen; auch das würde zu weit führen. Nur einige Punkte hebe ich besonders hervor, wo erst die Lesart, die ich in V sozusagen entdeckt habe, einen passenden, oder überhaupt erst e i n e n Sinn ergibt. Im übrigen verweise ich auf Heikels Ausführungen (p. XII), nach denen überall, ›wo sowohl die Lesart von V wie die der übrigen Hss. dem Sinne und dem Sprachgebrauche des Verfassers gemäß sind‹, V den Vorzug verdient.

5, 20 ὅπως καὶ τῶν ἀφρόνων ἠνείχετο (scil. Κωνσταντῖνος) ist wenigstens sehr matt. Der Index pflegt die Sachen mit ihrem wahren Namen zu nennen, sogar in Fällen, wo der Text vorsichtige Umschreibungen anwendet. Mit V ist Ἄφρων einzusetzen; das Kapitel, dessen Inhalt hier angegeben wird, spricht eben von den Donatisten der Provinz Afrika, die die Geduld des Kaisers auf die Probe stellten: vgl. 29, 2 τοὺς ἐπὶ τῆς Ἄφρων χώρας διαστασιάζοντας — 15, 7 ἐπιθέντας τῷ λόγῳ τὰ μὴ ἀπὸ γόων μηδ' ἐξ ἀδίκου πλεονεξίας παρεσκευασμένα, καὶ νῦν μὲν ἀθροῖσαι παρ' ἑαυτῷ ταῦτα κτλ. ergibt keinen Sinn; παρεσκευασμένα hängt vollkommen in der Luft. Nun hat V εἶναι vor παρεσκευασμένα. Das participium perfecti hat hier seine gute Bedeutung: ›εἶναι παρεσκευασμένα‹, lateinisch etwa *in promptu esse*. Man braucht nur eine ähnliche Wendung, die in der vorigen Seite von demselben Constantius gebraucht wird, zu vergleichen: 14, 16 ἄλυπον τοῖς ἀρχομένοις καὶ γαληνὸν[1]) παρασκευάσας τὴν ἀρχήν. Es ist vielleicht mit leichter Aenderung ταῦτα oder, wie Prof. Schwartz vorschlägt, πάντα statt τὰ zu schreiben und ἀπὸ γόων und ἐξ ἀδίκου πλεονεξίας mit παρεσκευασμένα zu verbinden. — 45, 18 man kann nicht eine στρατεία versammeln, denn στρατεία, so viel ich weiß, heißt, wenigstens bei Eus., meist nicht Heer, sondern militärische Expedition; στρατιᾶς, was V schon hat, hätte eigentlich schon konjiziert werden sollen. — 48, 10 liest man, daß Licinius' Parteigänger nach dem Siege Konstantins anerkennen mußten, daß der christliche Gott ein wahrer Gott sei: die Heidenpartei heißt im Text von Heikel οἱ τῆς θεομαχίας σύμβουλοι, οἵ τε σμικρὸν ἔμπροσθεν τῇ τῶν μ α τ α ί ω ν ἐλπίδι μετεωρισθέντες. Aber was bedeutet τῶν ματαίων in einem solchen Zusammenhang? οἱ μάταιοι sind eben οἱ σύμβουλοι, οἱ μετεωρισθέντες; der vergebens erhoffte Sieg des Licinius konnte schwerlich mit τὰ

1) So V statt γαληνὴν wohl richtig.

μάταια ohne weiteres bezeichnet werden. Nur die Lesart von V, die Heik. nicht erwähnt, τῶν μάντεων kann richtig sein. Licinius war eben von Orakeln, Wahrsagern u. s. w. zum Krieg gegen die Christen aufgehetzt worden: vgl. 42, 10 ff. — 62, 16 τὸν Ἀπόλλω τὸ τηνικαῦτα ἔφασαν ἐξ ἄντρου τινὸς καὶ σκοτίου μυχοῦ οὐχὶ δ' ἐξ ἀνθρώπου χρῆσαι ist barer Unsinn; was kann ἐξ ἀνθρώπου heißen? δι' ἀνθρώπου? ἐξ οὐρανοῦ ist die Lesart von V. »Jener Apollon war nur ein Höllenteufel, kein Himmelsgott«. — 109, 25 βασιλέως ἐπιστολὴ πρὸς τὴν Ἀντιοχέων σύνοδον ist falsch; die Bischöfe, die in Antiochia sich versammelten, wurden darum noch lange nicht Ἀντιοχεῖς; V gibt tadellos πρὸς τὴν ἐν Ἀντιοχείᾳ σύνοδον, was auch den darauf folgenden Worten angemessen ist: Νικητὴς Κωνσταντῖνος u. s. w. Θεοδότῳ, Θεοδώρῳ ... καὶ τοῖς λοιποῖς ἐπισκόποις τοῖς οὖσιν ἐν Ἀντιοχείᾳ. Die Adresse ist, wie man sieht, sehr genau konzipiert; vgl. 134, 1 Βασιλέως ἐπιστολὴ πρὸς τὴν ἐν Τύρῳ σύνοδον. Νικητὴς Κωνσταντῖνος ... τῇ ἁγίᾳ συνόδῳ τῇ κατὰ Τύρον. — 118, 22 διὰ τεττάρων συμβαίνειν ἐνιαυτῶν ἀνεισφόρους γίγνεσθαι τοὺς τῶν ἀγρῶν οἰκήτορας. Der Ausdruck ist ungenau. Nicht die Bewohner, die auch Sklaven sein konnten, waren dem Staat gegenüber für die Steuerzahlung verantwortlich, sondern die Besitzer, κτήτορας, wie V hat. — Die Verwirrung ist noch schlimmer im textus receptus 119, 6 ἄρτι μὲν κτήματα, ἄρτι δὲ κτήσεις ἀγρῶν. Welcher Unterschied besteht zwischen κτήματα und κτήσεις? Erst V verhilft der Stelle zu einem passenden Sinne: ἄρτι μὲν χρήματα, ἄρτι δὲ κτήσεις ἀγρῶν. Die wahre Lesart χρήματα ist in den minderwertigen Handschriften zu einer Variante zu κτήσεις ἀγρῶν geworden. χρήματα ist natürlich hier »eine Geldentschädigung«. — Heik. hat schon richtig bemerkt daß 161, 9 ὧν οὐ μόνον ἐπιτερπὴς ἡ θέα, ἀλλὰ καὶ ἡ χρῆσις ἐπιτερπής, der Gebrauch unmöglich als ergötzlich gelten konnte, und hat schon, der Bedeutung nach, richtig λυσιτελής vorgeschlagen: das ἐπικερδής, das V uns gibt, ist tadellos[1]). — 171, 12 ἀνταγωνίστῳ θείας ἀρετῆς πεφραγμένη πρὸς τὸ μαρτύριον ergibt keinen Sinn. Wilamowitz hat die Lücke erkannt und sogar festgestellt, daß nur ein Dativ fehlt. V gibt heute uns den Dativ wieder: θείας ἀρετῆς πεφραγμένη θώρακι. Dasselbe Bild ist von Eus. auch in dem τριακονταετηρικός 219, 8 angewandt ὁ δ' εὐσεβείας θώρακι πεφραγμένος. — Kein Fehler ist in der Berliner Ausgabe häufiger als die Weglassung von Wörtern, die, wie es scheint, nur in V überliefert sind. Es lohnt sich nicht, alle Fälle anzuführen, d. h. mehr als die Hälfte meiner Kollation wieder vorzulegen. Nur eine Stelle erwähne ich: 179, 1. Es handelt sich um Daniel: die Tiere, die ihn respektiert hatten, fraßen die Magier ohne

1) Mancini S. 359 hat schon den Wert dieser Lesart erkannt.

Skrupel; das müßte heißen οἱ θῆρες οἱ τὸν μικρῷ πρόσθεν κολακεύσαντες ἐπεφοίτων τοῖς μάγοις καὶ πάντας αὐτοὺς κατὰ τὴν ἑαυτῶν φύσιν ἐλυμήναντο; τὸν μικρῷ πρόσθεν was? Oder müßte vielleicht ὁ μικρῷ πρόσθεν so viel gelten wie »der vor kurzem Genannte«? τὸν μικρῷ πρόσθεν κατακριθέντα, wie V hat, ist unbedingt notwendig. Die Auslassung erklärt sich leicht: -ροσθεν und -ριθεν sind nicht so unähnlich. — Diese wenigen Beispiele solcher Stellen, denen erst die Nachvergleichung von V einen Sinn gegeben hat, können für jetzt genügen.

Es gilt nun, solche Stellen anzuführen, wo nur die von Heikel übersehene Lesart von V nicht gegen den sonstigen Sprachgebrauch des Eusebius (bezw. des Konstantin) verstößt. Hier auch gebe ich nur wenige, fast zufällig gesammelte Beispiele; man braucht sich nur zu bücken, um zu sammeln. — εἴσω βασιλικῶν 32, 6 ist bei Eus. wenigstens in diesem Werke ganz ungewöhnlich; der königliche Palast heißt im βίος βασιλικοὶ οἶκοι: so 7, 22. 16, 6. 32, 8[1]). 77, 15. 197, 1. 199, 29. 200, 3. 222, 2; oder τὰ βασίλεια, aber nie τὰ βασιλικά. βασιλικῶν οἴκων gibt hier V; wie οἴκων nach -ικῶν fallen konnte, ist sehr leicht zu ersehen. — 35, 26 Maximinus in der letzten Zeit seines Lebens παλινῳδίας τε συνέταττεν, ... νόμοις καὶ διατάγμασιν ἐγγράφως τὴν οἰκείαν περὶ οὓς ᾤετο θεοὺς πλάνην ὁμολογῶν. ἐγγράφως würde an und für sich erträglich sein; aber ἐγγράφοις entspricht vollkommener dem Sprachgebrauch des Eusebius. διατάγμασιν ἐγγράφοις ist einstimmig überliefert 76, 18. ἐγγράφους διδασκαλίας hat eine ähnliche Bedeutung. Der Ausdruck ist belegt 105, 6, und hier auch erscheint ἐγγράφως als Variante in zwei geringeren Handschriften. Man konnte noch zweifeln, so lange an der ersten Stelle die Lesart ἐγγράφοις nur von einer so launenhaften Handschrift wie J beglaubigt war; nun taucht sie auch im besten Kodex auf. — 40, 8 geben die anderen Handschriften ταῖς ὑπ' αὐτὸν ἐκκλησίαις τοῦ θεοῦ πολεμεῖν ἐτόλμα; V hat, wohl richtig, τὰς — ἐκκλησίας. Eus. schreibt im eigentlichen Sinne 24, 29 Ῥωμαίοις πολεμεῖν; aber πολεμεῖν, wenn von der Religionsverfolgung gesagt, regiert bei ihm den Akkusativ; vgl. 13, 24 τὸν ἐπὶ πάντων θεὸν πολεμεῖν ὡρμημένοι und 148, 7, wo ganz entsprechend unserer Stelle gesagt wird τὴν ἐκκλησίαν αὐτοῦ (scil. τοῦ θεοῦ) πολεμεῖν ὡρμηκότες. — 71, 27 wird einstimmig überliefert ὡς αὐξηθῆναι μὲν ἐπὶ μεῖζον τὴν τῶν διαμαχομένων ἔριν. Nun, schreibt Konstantin 61, 4 dem Euseb, andere Geistliche zu ermahnen, σπουδάζειν περὶ τὰ ἔργα τῶν ἐκκλησιῶν, ἢ ἐπανορθοῦσθαι τὰ ὄντα ἢ εἰς μείζονα αὔξειν. Wilamowitz hatte εἰς μεῖζον kon-

1) 18, 8 ist in Heikels Index vermutlich nur Versehen; es ist wohl gemeint 32, 8. Die Sammlung von Heikel ist hier nicht so vollständig wie sonst.

jiziert, und seine Vermutung wird trotz des Widerspruchs von Heik. (im Ind. s. v. αὔξειν) von V zur Gewißheit erhoben. — 64, 15 ἵνα καὶ αὐτοὶ τὴν θυμηδίαν ἀναφέρωνται ist in den geringeren Handschriften überliefert, ἀποφέρωνται aber in V. Die letztere Lesung verdient den Vorzug. τὰ εἰς αὐτοῦ μνήμην ἀναφερόμενα 97, 27 sind ›was vom Verstorbenen berichtet wird‹. ἀνενεγκεῖν τῇ μνήμῃ 34, 27 heißt ›memoriae imprimere‹; πρὸς ἐμὲ εὐθέως ἀνενεγκεῖν σπουδάσῃ 93, 5 ist, wie Heik. im Ind. richtig gedeutet hat, Uebersetzung des lateinischen Ausdrucks ›ad me referre‹. ἀποφέρεσθαι heißt gewöhnlich ›einen Preis oder einen Sieg davontragen‹; vgl. 214, 7; 219, 11; auch 251, 7 ist im Grunde nicht verschieden. τοσοῦτον ἀρετῆς ἀπηνέγκατο ..., ὡς πάντων τῶν ἐπὶ γῆς ἀνθρώπων ἀκοὴν καὶ γλῶτταν ἐμπλῆσαι τῆς αὐτοῦ προσηγορίας bedeutet ἀπηνέγκατο, wie der Nachsatz zeigt, noch immer ›sich einen Preis erkämpfen‹, in diesem Fall den eigentlichen Preis der ἀρετή, der Vortrefflichkeit, den Ruhm [1]). 243, 25 bietet aber die schlagendste Parallele: βλάβος ἐκ τῶν τοῦ σώματος παθῶν ἀποφέρεσθαι. Wenn βλάβος, warum nicht das direkte Gegenteil dazu, θυμηδίαν? — 67, 32 ἅμα γοῦν τῇ μεγάλῃ νίκῃ καὶ τῇ κατὰ τῶν ἐχθρῶν ἀληθεῖ θριαμβείᾳ. κατά, was nur in V steht und von Heik. übersehen worden ist, ist durchaus unentbehrlich. Andere Beispiele für θριαμβεία sind, wie es scheint, weder in diesem Werke des Eus. [2]) noch in den Büchern κατὰ Μαρκέλλου vorhanden; vgl. aber 12, 25 τρόπαια τὰ κατ' ἐχθρῶν θριάμβους τε; 90, 4 τὸν κατὰ τοῦ θανάτου βραβεῖα ἀναδησάμενον; 221, 19 und 247, 8 τὰ κατὰ τοῦ θανάτου τρόπαια; 224, 8 und 259, 24 τρόπαια (oder τρόπαιον) τῆς κατὰ τοῦ θανάτου νίκης. Diese Beispiele geben hoffentlich den Ausschlag. — 71, 29 χωρῆσαι δ' εἰς πάσας τὰς ἀνατολικὰς ἐπαρχίας τοῦ κακοῦ τὴν ὁρμήν. V gibt, statt ὁρμήν, νομήν, wohl besser. νέμεσθαι ist auch an anderen Stellen der übliche Ausdruck zur Bezeichnung eines Uebels, das alles herum zerfrißt; vgl. 34, 13 τούτων ἀνίατος νομὴ κατὰ τῶν ἐνδοτάτω σπλάγχνων und 190, 30 ἐπινεμομένου σκηπτοῦ νεμομένης τε οὐρανίας φλογός [3]). — 88, 10 τὰ καθ' ἡμᾶς αὐτοῖς ζηλωτὰ φαίνοιντο klingt eigentümlich; Eus. gebraucht mit dem pluralis

1) Es kann dahingestellt bleiben, ob etwa τοσ. <ἐξ> ἀρετῆς zu schreiben ist. Der Zusatz würde in einer solchen Ueberlieferung nicht bedenklich sein.

2) Der Index zur Kirchengeschichte war, als ich diesen Aufsatz schrieb, noch nicht publiziert worden; über manches hat mir aber Professor Ed. Schwartz mit gewohnter Freundlichkeit und Liberalität Auskunft gegeben.

3) Die Korruptel ὁρμή statt νομή ist, nebenbei gesagt, ein Indiz dafür, daß der Archetypus von JME schon mit Minuskeln geschrieben war; wenigstens ist die Verwechselung von ρ und ν die nächstliegende Erklärung der Korruptel. Uebrigens ist J nicht so alt wie Heikel meint, sondern, wie mich Ed. Schwartz belehrt, gehört er vielleicht erst ins XII. Jahrhundert.

neutrius nur ausnahmsweise den Plur. des Verbs. Das φαίνοιτο ist also zu bevorzugen; die Korruptel konnte sich während der Byzantinerzeit sehr leicht in den Text einschleichen, weil bekanntlich die Griechen des Mittelalters und der Neuzeit nach pluralis neutrius immer verbum plurale setzen. — 95, 32 τοῦ τῶν ὅλων σωτῆρος . . . τὴν μνήμην ἐπηρμέναις οἰκοδομίαις ἀνόφου: οἰκοδομαῖς V, nach dem sonstigen Sprachgebrauch des Eusebius; vgl. 5, 16; 38, 11; 60, 10; 73, 21. 24. 31; 74, 8. Besonders 60, 10 bietet eine schlagende Parallele: τῶν εὐκτηρίων οἴκων τὰς οἰκοδομὰς ὑψοῦν. — Das Passiv (im eigentlichen Sinn, nicht etwa mit medialer Bedeutung) von ἀποφαίνειν lautet im βίος und in den Anhängen zweimal (10, 8; 92, 9) ἀποφανθῆναι, was bekanntlich dem klassisch-attischen Sprachgebrauch vollkommen entspricht. Ein drittes Mal (132, 17) geben die geringeren Handschriften ἀποφανεῖσα, V aber meiner Vergleichung nach ἀποφανθεῖσα. Die Auswahl ist nicht schwer zu treffen, denn die Bedeutung ist ohne Zweifel hier auch echtpassivisch: ἡ Κωνστάντια τὴν σωτήριον ἐπιγραφαμένη θεοσέβειαν καὶ παρ' αὐτῷ θεῷ καὶ παρὰ βασιλεῖ τιμῆς κρείττονος ἠξιοῦτο, πόλις . . . ἀποφανθεῖσα ὃ μὴ πρότερον ἦν kann nichts anderes bedeuten, als daß der Kaiser das Dorf zur Stadtgemeinde erhoben hatte. — 144, 1 ist ταξιάρχαι, das Heik. im Text hat drucken lassen, unmöglich; nur ταξίαρχοι, das ich in V gefunden habe, ist richtig; vgl. 138, 19; 144, 25; 145, 32, wo ταξίαρχοι einstimmig überliefert ist[1]). — 164, 3 handelt es sich um die ἀλόγιστοι τῶν ἀνθρώπων, τὰς εἰκόνας (der Götter) ἀνθρωπείοις τε καὶ ἑτέρων ζῴων τύποις μεταμορφουμένας σεβόντας. μεταμορφοῦσθαί τινι ist bedenklich; man erwartet vielmehr εἴς τι. Und dann, kann man die Götzenbilder wirklich als ›in menschliche und tierische Gestalt verwandelte Götterbilder‹ bezeichnen? Die Hypallage ist unerträglich; auch können die Götzenbilder durchaus nicht als Bilder metamorphosierter Götter gelten. Das Rätsel löst sich, wenn wir mit V μεμορφωμένας lesen.

Das Schlimmste ist aber, wenn Heik. auf die Autorität hin von V Lesarten, die in den anderen Handschriften, wie es scheint, nicht vorkommen, und die tatsächlich nicht einmal in V sich finden, in den Text aufnimmt. Glücklicherweise ist ihm das nur ausnahmsweise passiert. Ich muß diesmal aber die ganze Liste hier vorlegen; denn

1) Im Index zitiert Heik. sonderbarerweise unsere Stelle als Beispiel von ταξίαρχος. Nebenbei gesagt, ist es nicht eben bequem, daß Heik. viele Fehler nur im Index und nicht auch in den Nachträgen und Berichtigungen korrigiert. Es handelt sich nicht nur um Druckfehler, falsche Accente u. s. w., sondern auch um Stellen, wo er entweder schlechte Lesarten bevorzugt oder das Ueberlieferte zu Gunsten unnötiger Konjekturen vertrieben hat.

die Sache scheint mir außerordentlich wichtig für die Benutzer der Berliner Ausgabe. Die erstere Lesart ist immer diejenige, die Heik. aus V anführt; die letztere die, die sich tatsächlich in V wie in den anderen Handschriften findet.

44, 9 συνανέφαινεν : συνέφαινεν 110, 23 τοόσδε : τους τε 155, 14 δὲ : om. 166, 11 τῆς : om.

Und nun zur Recensio! und zuerst natürlich nur der Stücke, die in V überliefert sind. Ich lasse die indirekte und die Parallelüberlieferung vorläufig aus dem Spiel. Heik. hat erkannt, daß V der beste Kodex ist; daran ist nicht zu rütteln[1]). Gemeinsame Lücken und Korruptelen berechtigen vollkommen, alle andere Handschriften zu einer einzigen Klasse zusammenzufassen. Nun gilt es deren gemeinsame Vorlage zu charakterisieren: ich nenne sie *d*. *d* enthält nicht nur mechanische Fehler: daß hier und da ein Kolon wegen Homoeoteleuton ausgefallen ist, daß viele Korruptelen rein mechanisch sind, bestreite ich natürlich nicht. Auch das Exemplar, auf dem die Recensio *d* fußt, war zweifellos nicht fehlerfrei. Das aber ist nicht das wichtigste. Ich will nur auf eine kleine Anzahl von Auslassungen aufmerksam machen. IV, 8 spricht Eus. von den freundschaftlichen Beziehungen Konstantins zum Perserkönig, der den Christen immer Ruhe und Freiheit ließ. Hierauf spricht V von einem Briefe, den Konstantin dem König zuschickte; er sagt, er lege ihn in griechischer Uebersetzung vor, damit die Leser ihn mit geringerer Mühe verstehen. Endlich gibt Eus. den Text des Briefes. *d* läßt alles das weg; von (121, 2) κηδεμὼν πάλιν κἀνταῦθα τὴν ὑπὲρ ἁπάντων εἰσῆγε (so statt ἐποιεῖτο) πρόνοιαν springt er zum Text des Briefes über. Was vorher steht, muß offenkundig als Anzeige und Inhaltsangabe der Epistel genügen. — Nach 189, 27 erhalten die Menschen

1) Daß in einem einzigen Falle (cfr. Heik. XII) V sich einer Interpolation schuldig gemacht hat, beweist nicht viel gegen seine Vortrefflichkeit. Nur die Art der Interpolation kommt hier in Betracht. Die Zahl der an der Nicänischen Synode teilnehmenden Bischöfe wird 81, 2, statt, wie in den anderen Handschriften mit πεντήκοντα καὶ διακοσίων τὸν ἀριθμὸν ὑπερακοντίζουσα, durch τριακοσίων δέκα καὶ ὀκτὼ τ. ἀ. ὑ. angegeben. Die Wendung »sie überschoß« wird bei einer bestimmten Zahl absurd, sie ist dagegen bei einer annähernden Berechnung sehr passend. Schon die Ungeschicklichkeit der Interpolation beweist ihre Harmlosigkeit. Und dann, jeder byzantinische Schreiber kannte sehr gut die ἁγιωτάτη σύνοδος τῶν τιη. Wie sich die Interpolation in den Text einschleichen konnte, zeigt sehr hübsch die von Ed. Schwartz seinem Aufsatz »Zur Geschichte des Athanasius VII« (in Göttinger Nachrichten 1908) beigefügte Photographie einer Seite des syrischen Cod. parisin. 62. Der Schreiber hat da — mit Unrecht — geglaubt, daß es sich um das Konzil von Nicäa handele und dieselbe Zahl am Rande beigeschrieben. Wenn wir eine Abschrift des Parisinus hätten, würden wir sie wahrscheinlich im Text finden, obwohl sie durchaus nicht in den Zusammenhang paßt.

von Gott erst nach dem Tode die vollständige Belohnung ihrer guten Handlungen, denn πᾶσα γὰρ ἡ τοῦ βίου ψῆφος τηνικαῦτα λογοθετεῖται. Hierauf erklärt V, d. h. der echte Eusebius, das τηνικαῦτα, »in dem Augenblick, in dem sich die Seele vom Leib trennt und τῷ θείῳ nähert«. Es folgt noch eine kurze Hervorhebung der göttlichen δικαιοσύνη: ἥδε μὲν οὖν ἡ τοῦ θείου δικαιοσύνη καὶ οὗτος μὲν ὁ τῶν δικαίων ἐξετασμός, πείρας γενομένης κατὰ τὸν βίον πίστεως τε καὶ ἐγκρατείας, καὶ ἐπειδὰν ταῦτα καλῶς ἔχῃ, ὁ μισθὸς ἐπακολουθεῖ τῆς αἰωνίου ζωῆς u. s. w. *d* überspringt alles, was zwischen λογοθετεῖται und (190, 1) καὶ ἐπειδὰν ταῦτα steht. Der Sinn wird dadurch nicht verdunkelt, und wenn die übergangenen Worte in allen Handschriften fehlten, würden wir sie schwerlich vermissen. Selbstverständlich muß ταῦτα jetzt nicht mehr auf πίστιν und ἐγκράτειαν, sondern auf die ganze Lebensführung bezogen werden. Die Verkürzung wird kaum zufällig sein. — Die Auslassungen nehmen gegen das Ende zu; dieses kann aber nicht ausschließlich damit erklärt werden, daß die letzten Blätter defekt gewesen seien. Dem bösen Teufel Zufall kann eine so große Geschicklichkeit nicht zugetraut werden. Z. B. wer unaufmerksam das Stück liest, der kann glauben daß καὶ τῆς θείας ἀγαθότητος 173, 10 an 172, 14 οὐδὲ τὰ τοῦ σώματος παθήματα τοῖς τῆς ψυχῆς πάθεσι τὰ αὐτά unmittelbar anschließt. Der Sinn der ersteren Periode ist im Grunde nichts anderes als (172, 10) τὸ τοὺς ἀνθρώπους πάντας ὁμοιοτρόπους εἶναι ἀξιοῦν κομιδῇ γέλοιον; was darauf folgt, ist nur eine bestätigende Analogie. Die zweite Periode sagt auch nur, daß nicht alle Menschen im selben Grad an der göttlichen Güte teilnehmen. Natürlich wenn man auf den Zusammenhang aufmerksam gemacht wird, vermißt man etwas, aber das beweist nur, daß die unterdrückte Partie echt ist. — Auch die 191, 4—18 übergegangenen Worte sind zum größten Teil nichts mehr als rhetorische Floskeln, und durch die Unterdrückung leidet die Syntax nicht und der Zusammenhang nicht viel. — 190, 22 berichtet Konstantin, wie nervös Diokletian nach der Christenverfolgung wurde und versichert ausdrücklich Augenzeuge der Aengste des alten Mannes gewesen zu sein; den Hinweis auf persönliche Erinnerung, eine wohl abgerundete Periode (190, 25 εἶδον —29 ἐπικουρίαν), hat *d* ausgetilgt. Ich könnte noch dreimal so viele Beispiele anführen, aber das soll vorläufig genügen. — Warum die Lücken gegen das Ende immer mehr zunehmen, ist leicht ersichtlich. Der Redaktor interessierte sich für Tatsachen; die inhaltlich leere Rede des Konstantin war ihm, wie manchem modernen Leser, unleidlich; er kürzte immer mehr.

Wer an dem Charakter der gemeinsamen Vorlage der geringeren Handschriften noch zweifelt, mag sich ein paar Varianten ansehen.

Wenn *d* 76,1 φθόνος durch δαίμων, dem Sinne nach vollkommen richtig, ersetzt, wird das kaum als mechanische Korruptel gelten; ebenso, wenn er 140,3 μῆνις mit δίκη; 47,30 εἴδωλα καμόντων mit εἴδωλα θανόντων; 120,31 ἔθνος mit γένος; 104,30 ἔθνη mit ἕλληνες; 50,22. 26 δόγμα mit γράμμα glossiert. Auch daß ὑποκρίνεσθαι an beiden Stellen, wo es vorkommt, durch ὑποκορίζεσθαι ersetzt ist, wird kaum Zufall sein, oder sollte etwa beidemal das ν im Archetypus so geschrieben worden sein, daß die Verwechselung mit ρ nahe lag und beidemal daraus durch Korrektur ὑποκορίζεσθαι entstand? Das scheint kaum möglich. Noch ein weiteres: ἐμβλέπειν mit Akkusativ kommt in V zweimal vor 49,3. 82,13; beidemal wird von *d* der Dativ eingesetzt. Auch die Variante 48,10 ist lehrreich; wir haben schon in einem anderen Zusammenhang die Stelle behandelt (vgl. S. 268). Es steht in V οἵ τε σμικρὸν ἔμπροσθεν τῇ τῶν μάντεων ἐλπίδι μετεωρισθέντες ἔργῳ τὸν Κωνσταντίνου θεὸν ὅστις ἦν παρελάμβανον; *d* hat, statt μάντεων, ματαίων, was wohl nur Schreibfehler ist, und statt ἔμπροσθεν das direkte Gegenteil ὕστερον. Ich denke mir die Sache so: *d* hat das dunkle ματαίων schon in der Vorlage gefunden und ist dem sinnlosen Wort gegenüber stutzig geworden. Worauf sollte das ἔμπροσθεν sich beziehen? Dann hat der Schreiber ohne Skrupel ὕστερον geschrieben, οἵτε als Pronomen demonstrativum gefaßt und μικρὸν (so *d*) ὕστερον auf das Verbum παρελάμβανον bezogen; ›und jene (scil. οἱ τῆς θεομαχίας σύμβουλοι), nachdem sie sich einer tollen(?) Hoffnung ergeben hatten, empfanden kurz darauf, wie mächtig‹ u. s. w. — Die Sündenliste von *d* kann, wer will, leicht aus Heikels Apparat und aus meiner Nachkollation vermehren.

Aus all dem kann der Herausgeber nur eine Folgerung ziehen: den von *d* vertretenen Lesarten gegenüber ist die größte Vorsicht nötig. Wir können leider die interpolierten Codices nicht entbehren; V wimmelt von Schreibfehlern, auch kleine Lücken sind nicht selten, und wir brauchen eine Kontrolle. Wir müssen uns nur erinnern, daß V eine zwar fehlerreiche, aber ehrliche Handschrift ist[1]), daß *d* dagegen stark überarbeitet war. Die Sache wird darum schlimmer, weil *d* nicht mehr vorhanden und nur aus den Abschriften zu rekonstruieren ist. Jedenfalls kann man nur in einzelnen Fällen zweifeln,

1) Der Widerspruch von Mancini (S. 315 ff.) scheitert daran, daß J in dieselbe Familie wie MBAE gehört. Man braucht nur zu denken, wie viele Lücken J mit MBAE gemeinsam hat. Sollte V, bezw. seine Vorlage, ursprünglich dieselben aufgewiesen haben, die dann durch Kollation mit verlorenen Handschriften ergänzt wurden? Eine vereinzelte Glosse wie βίον statt νόμον 53,12 beweist nichts dagegen; noch weniger die unbedachte Wiederholung eines vorhergehenden Wortes (62,20), die Mancini (S. 324) zu Glosse stempeln will.

welche Lesart den Vorzug verdient. Heik. hat seine Aufgabe rühmlich gelöst. Nur ganz vereinzelt kann man der Versuchung nicht entgehen, die Ueberlieferung von V gegen ihn in Schutz zu nehmen. So z. B. 122, 11 statt τοῦτον ἕνα θεόν würde ich mit V τὸν ἕνα θεόν schreiben: von welchem Gott und von welchem Kult es sich handelt, hat schon das vorige Kapitel klar genug gezeigt: vgl. 121, 15 ταύτην τὴν λατρείαν; τούτου τοῦ θεοῦ; 121, 21 τοῦτον τὸν θεὸν; 121, 24 τοῦτον τὸν θεὸν; 25 τοῦτον. Jeder Leser mußte verstanden haben, daß Konstantin den Christengott meinte, und τοῦτον ἕνα θεόν scheint mir eine unerträgliche Verbindung. Man erwartet wenigstens τοῦτον ⟨τὸν⟩ ἕνα θεόν. Oder soll nur τοῦτον als direktes Objekt und ἕνα θεὸν πάντων ἀρχηγὸν καὶ πατέρα als attributives Komplement des Objektes gefaßt werden? Die Wortstellung spricht nicht dafür. τὸν statt τοῦτον bringt jedenfalls dem ganzen Satz eine große Erleichterung. — 127, 17 schreibt Heikel mit *d* κἄπειτα τῶν τὸν βίον μεταλλαττόντων ὁμοίως παλαιοὶ μὲν νόμοι ἐπ' αὐτῆς ἐσχάτης ἀναπνοῆς ἀκριβολογεῖσθαι ῥημάτων λέξεσι τὰς συνταττομένας διαθήκας ... ὥριζον. Der Genitiv τῶν μεταλλαττόντων soll von τὰς συνταττομένας διαθήκας abhängen, das jedenfalls eine lange Strecke entfernt ist; auch der logische Anschluß ist nicht tadellos: in τὰς συνταττομένας διαθήκας τῶν τὸν βίον μεταλλαττόντων klingt συνταττομένας überflüssig. V gibt κἄπι, d. h. κἀπὶ; κἀπὶ τῶν τὸν βίον μεταλλαττόντων, »und in Beziehung auf die Sterbenden«. Heikel hat offenbar gemeint, daß κἄπι nur ein Schreibfehler aus κἄπειτα sei. — 129, 22 ἀλλ' οὐδένα ταῦτα λέγων τε καὶ πράττων ἔπαυσεν ὁ μακάριος, τὰ πράγματα δ' ἐναργῶς αὐτοῖς θεοπροπίοις ἔπεισεν ἀλλ' οὐ ψιλοῖς ῥηματίοις ἐοικέναι τὰ βασιλέως θεσπίσματα. αὐτοῖς ist nicht einwandfrei. Was soll an einer solchen Stelle *ipsis* bedeuten? αὐτοὺς ist die Ueberlieferung von V; αὐτοί sind natürlich die von Konstantin angeredeten, die in der Negativform οὐδένα stecken. Die Endung -ους wurde in *d* dem folgenden θεοπροπίοις assimiliert. — 161, 32 ist das θεσπίσασα von V ohne Zweifel besser als das θεσπίζουσα von *d*. — 159, 9 ist τούτων ἁπάντων, das nur in V überliefert ist, fast notwendig: τούτων bezeichnet das Ganze, die Weltordnung nicht scharf genug. Die ganze Stelle ist von Heik. etwas stiefmütterlich behandelt worden. Ich interpungiere so: οἱ δὲ πλεῖστοι τῶν ἀνθρώπων, ἄφρονες ὄντες, τῆς τῶν πάντων διακοσμήσεως τὴν φύσιν αἰτιῶνται· οἱ δέ τινες αὐτῶν τὴν εἱμαρμένην ἢ τὸ αὐτόματον, τὴν τούτων ἁπάντων ἐξουσίαν τῇ εἱμαρμένῃ λογιζόμενοι, οὐδὲ συνιᾶσι κτλ. Ich verbinde also λογιζόμενοι mit οἱ δέ, welches auch Subjekt des folgenden Satzes bleibt. Daß Eus. öfter in der Antithese vom part. zum verbum finitum übergeht, hat schon Wendland in seiner Besprechung bemerkt (BphW. 1902, 234).

Alles das sind Kleinigkeiten, und man muß eigentlich nur eins tief bedauern, nämlich daß die schlechte Kollation von V so vieles Unheil nicht nur unmittelbar sondern auch in einem gewissen Sinne mittelbar gestiftet hat. Viele Lesungen von J würden von Heik. nicht verschmäht worden sein, wenn er wüßte, daß sie sich auch in V finden.

Diese Bemerkung leitet über zur Frage nach dem Wert von J. Wir sehen noch einen Augenblick von der indirekten und von der Parallelüberlieferung ab. J ist ohne Zweifel in einem gewissen Sinne der beste Kodex der Familie *d*. Man braucht nur zu rechnen, wie oft er mit V gegen die anderen geht, wie oft er noch Stellen hat, die in den anderen Handschriften der Familie *d* ohne Spur ausgefallen sind. Jede Seite der Ausgabe von Heikel bringt eine Anzahl von Belegen. Doch gehört er ohne Zweifel, wie schon die vielen gemeinsamen Lücken beweisen, der Familie *d* an; und wenn er sich gleichzeitig von V und von den anderen Handschriften entfernt, gibt er gewöhnlich Falsches. Alle Fälle, in denen nur J die wahre Lesung gibt, können d. h. müssen auf Konjektur zurückgeführt werden. Meine Nachkollation ist namentlich dem Ansehen dieses Manuskripts verhängnisvoll geworden. Alles Gute, welches er enthält und das nicht in den übrigen Abschriften von *d* steht, bietet schon V [1]). Gegeninstanzen sind, so viel ich sehe, nicht vorhanden. αὐτῷ statt αὐτοῦ 9, 8; τοῦτον statt τούτων 35, 7; μαρτορόμενος statt μαρτοροόμενος 35, 28; πρὸ statt πρὸς 102, 4 konnte jeder Leser finden. Auch 62, 19 μανίας statt μαντείας und 128, 25 ἂν τοὺς statt αὐτοὺς waren nicht schwer zu eruieren. Es ist erwähnenswert, daß A, eine Handschrift die sonst nicht viel mit J gemeinsam hat, sehr oft in diesen Heilungsversuchen mit J zusammengeht.

Und nun zur indirekten Ueberlieferung! Die Kapitel 24—42 des zweiten Buches des Lebens Konstantins (d. h. das Edikt an die Provinzialen von Palaestina) sind auch als Anhang zur Kirchengeschichte in einigen Handschriften dieses Werkes erhalten. Sokrates und Theodoret haben dem Leben Konstantins einige Urkunden entnommen, ferner auch manches anderes daraus abgeschrieben; leider steht eine kritische Bearbeitung der beiden Kirchenhistoriker noch aus, sodaß jede Folgerung aus ihrem textus receptus in die Irre führen kann. Mit dem Edikt läßt sich zuversichtlicher operieren. Heik. hat die zwei Ueberlieferungen (S. XX—XXIV) mit einander verglichen und ist zu folgenden, wie mir scheint, unanfechtbaren Re-

1) Heik. hat sich übrigens von dem scheinbaren oder wirklichen Wert einiger Lesarten von J nicht verblenden lassen. Was er darüber vorträgt (S. XIV. XXIV. XXVII), ist vollkommen richtig; es konnte sogar schärfer ausgedrückt werden.

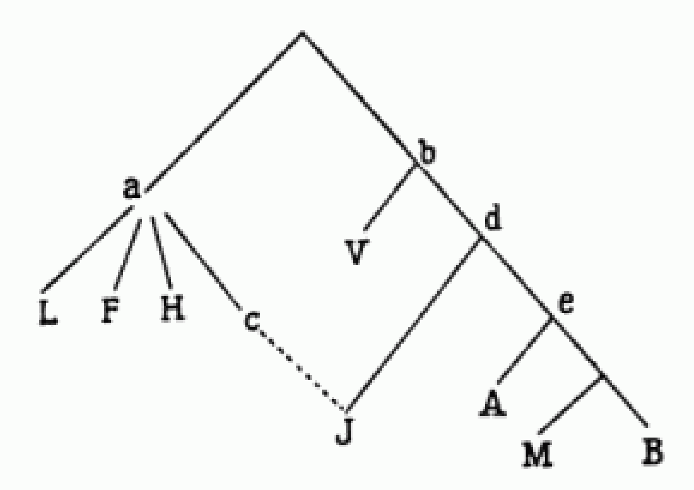
sultaten gelangt, die ich zum größten Teil mit seinen eigenen Worten wiedergebe. Die direkte Ueberlieferung *b* bietet einen revidierten Text; daß V in der Gruppe *b* der zuverlässigste Zeuge ist, geht auch aus dieser Vergleichung hervor. Es gibt aber auch Fälle, wo J gegen VMBA mit der indirekten Ueberlieferung *a* zusammengeht. Gemeinsame Fehler der beiden Rezensionen beweisen, daß beide in letzter Linie auf einen einzigen Archetypus zurückgehen. Bis hier Heikel, der dazu neigt, die guten Lesarten, die J und nur J aufweist, zum Teil auf Konjektur, zum Teil auf gelegentliche Kollation mit einem Exemplar von *a* zurückzuführen. Ein Fall, wo J eine Korruptel einer einzigen Handschrift des Sokrates treu wiedergibt (Eus. p. 69, 28; Heik. S. XXVII), liefert seiner Theorie eine starke Stütze. — Ich möchte noch eine andere Erwägung gelten lassen. Das Verhältnis von J zu den anderen Handschriften ist an den Stellen, wo indirekte Ueberlieferung vorhanden und in den anderen Teilen unseres Textes ganz verschieden. In den Kapiteln II 24—42 weicht J am häufigsten von der übrigen Ueberlieferung ab. Dieses scheint mir zu dem Schluß zu zwingen, daß J aus der Rezension *a* wirklich geschöpft hat. Aber die Tatsache, daß, wo wir noch eine indirekte Ueberlieferung besitzen, J sich mehr als anderswo von der Familie *d* und von V entfernt, scheint mir auch der Ansicht, wie sie Mancini (S. 324) für möglich erachtet, durchaus zu widersprechen. Nach der Ansicht des scharfsinnigen italienischen Gelehrten könnte die Vortrefflichkeit von V davon abhängen, daß dieser Kodex aus einer vollständigen Rezension *a* (oder vielmehr **a*), von dem unser *a* nur ein Bruchstück sei, schöpfte. Wenn V, warum nicht auch J, der aus dem vorhandenen *a* nachweislich schöpft? Dann würde J einen besseren Text auch in den anderen Teilen geben und würde sich überall mehr von den anderen Handschriften der *d*-Familie entfernen [1]). Damit leugne ich natürlich nicht, daß es eine Rezension **a* einst gegeben hat, ich behaupte aber, daß J nur zu dem Bruchstück, das wir noch besitzen, in Beziehung getreten ist, d. h. daß es seine guten Lesarten Handschriften der Kirchengeschichte entnommen hat. Ebenso hängt J auch in der Kirchengeschichte mit L (= E) zusammen; d. h. er hat wahrscheinlich auch die Urkunde im βίος aus der Vorlage von L. Wenn ich J nenne, meine ich natürlich nicht so sehr die Handschrift selbst, die ohne Zweifel Kopistenarbeit ist [2]), als die gelehrte oder halbgelehrte Vorlage, aus der J abgeschrieben wurde. Die Existenz von **a* ist schon damit bewiesen, daß nicht

1) Nur eins gebe ich gern Mancini zu, daß der Ausdruck »indirekte Ueberlieferung« für den von FHL vertretenen Text ungenau ist.

2) Mancini hat schon dieses richtig hervorgehoben, S. 315[7].

Eus. selbst die Urkunden der Kirchengeschichte zugefügt hat (vgl. Schwartz, Pauly-Wissowa VI 1428), daß also jemand sie irgendwoher holen mußte; aber mit dieser unbekannten Größe ist nichts anzufangen.

Ueber die anderen Handschriften kann ich mich kurz fassen. Heikels Urteil und Schätzung ist, meiner Ansicht nach, durchaus gesund. M geht gewöhnlich mit B zusammen (vgl. S. XV); A (vgl. S. XVI) ist von einer anderen Vorlage abgeschrieben, die aber von dem gemeinsamen Exemplar von MB nicht sehr weit entfernt ist. Der Stammbaum, wenn Heikel ihn zu zeichnen gewagt hätte, würde



ungefähr so aussehen. Ich vernachlässige Kodex E, den Heik. nur für die Rede benutzt hat, und der wie er S. XVII bekennt, nichts taugt. Es erhellt schon aus dem Bild, daß Heikel zu viele Handschriften herangezogen hat. Zwei Codices können leider für die Feststellung von *d* nicht genügen; denn J, die beste Handschrift, ist zu sehr geneigt den Text auf eigene Faust zu ändern, und A, die von Schreibfehlern wimmelt, enthält auch nicht selten Konjekturen. Aber entweder M oder B konnten ausbleiben (welcher, ist im Grunde einerlei). Das hätte den Apparat bei Heikel fühlbar entlastet[1]).

In der Recensio ist eines dunkel: welchen Wert hat die Handschrift N, Marcianus 340? Die Beispiele, die Heik. S. XVII f. gibt, scheinen wirklich zu beweisen, daß sie mit dem überlieferten Wortlaut ziemlich frei schaltet und den Benutzer nur irreführt. Heik. hat also darauf verzichtet, seine vollständige Kollation im Apparat zum

1) Der Apparat ist auch aus anderen Gründen nicht zu loben: er konnte z. B. übersichtlicher angelegt werden; die in den Text aufgenommene Lesart wird gewöhnlich an erster Stelle verzeichnet; warum nicht immer? Orthographica, falsche Accente u. s. w. werden zu oft umständlich angegeben. Druckfehler kommen nicht selten vor, und einigemale sind sie solcher Art, daß man nicht mehr sicher sein kann, was wirklich überliefert ist. Die Kränklichkeit des Herausgebers entschuldigt aber ihn vollkommen.

βίος anzuführen und es für zweckmäßiger erklärt, nur ›einige glückliche Konjekturen aus dieser Handschrift zu erwähnen‹. In der Laus aber, d. h. im τριακονταετηρικός und im βασιλικός müsse er leider auch N heranziehen, weil die Ueberlieferung ziemlich dünn sei. — Der Kodex, ohne Zweifel eine etwas überarbeitete Handschrift, scheint mir doch nicht ganz seinen schlechten Ruf zu verdienen. Wenigstens in der Laus, wo H ein sehr guter Führer ist, entfernt N sich nicht oft davon, und, wenn das geschieht, ist das für den Text gewöhnlich kein Unglück. • Eine eigentliche Kontrolle ist freilich nur im τριακονταετηρικός möglich, weil auch J den βασιλικός nicht enthält. In welchem Verhältnis N in dem βίος und in der Rede zu den anderen Handschriften steht, ist mir noch zweifelhaft, trotz der Beweise und der Behauptungen von Heikel. Er führt Lesarten, oder, wie er sagt, Konjekturen von N nur gegen das Ende des vierten Buches des Lebens und in der Rede mit einer gewissen Häufigkeit an; und alle diese Lesarten sind ausgezeichnet. Daß viel auf Konjektur zurückgeführt werden kann, bezweifle ich nicht; aber ein kleiner Rest läßt sich nicht erklären. 159,12 ἄν statt μέν und 173,25 καί statt εἰ sind schon mehr als leichte grammatische Korrekturen, obwohl sie natürlich der Konjektur zugetraut werden können. ὑπαρχικῶν ἀξιωμάτων statt ὑπατικῶν ἀξιωμάτων 118,11 würde schon eine Divination sein, die manchem modernen Philologen Ehre bringen könnte. Fühlen, daß etwas fehlt und die Lücke passend auszufüllen, das ist bei einem solchen Satz wie 147,7 κἀν τούτῳ τοῦ θεοῦ πρὸς τὸν αὐτοῦ θεράποντα εὐμένειαν ἐνδειξαμένου, ὅτι δὴ καὶ τέλος αὐτοῦ τοῖς ἀγαπητοῖς καὶ γνησίοις υἱοῖς διαδόχοις τὴν βασιλείαν ἐδωρεῖτο nicht allen vergönnt. Mehr als ein Leser hätte τέλος ohne weiteres adverbiell verstanden und αὐτοῦ als von υἱοῖς abhängig gefaßt. N hat μετὰ zwischen καὶ und τέλος mit Recht eingefügt oder behalten, während das Wort in den anderen Handschriften ohne Spur ausgefallen ist: also vielleicht μετὰ ⟨τὸ⟩ τέλος. — Aber ein wahres Mirakel würde 184,2, wenn Heikels Erklärung richtig ist, stattgefunden haben. Es handelt sich um die Schlange, die τοὺς πρωτοπλάστους ἡμῶν πρῶτος ἐξηπάτα παράγων τὰς διανοίας αὐτῶν ἀπὸ τῆς ἐμφύτου ἐπὶ τὴν τῶν ἡδονῶν ἀπόλαυσιν. ἀπὸ τῆς ἐμφύτου ... was? Valesius hat gewiß richtig σωφροσύνης ergänzt; εὐφροσύνης hat N, das natürlich keinen Sinn gibt, und also keine Konjektur sein kann, aber das als Korruptel eben von σωφροσύνης gelten mag. Damit wird die Konjektur von Valesius zur Gewißheit erhoben, aber damit auch bewiesen, daß N auch auf guter Ueberlieferung fußt.

Die erste Pflicht des künftigen Herausgebers des Eusebius wird sein, die Handschrift V noch einmal zu vergleichen, die zweite, sich

über den Kodex N genauer zu unterrichten. Nur dann wird man über den Wert der Form, in der die Zeilen 154, 6—9 in N erscheinen, ein sicheres Urteil haben.

Ich komme jetzt zur Recensio der sogenannten Laus. Ich habe hier den Ausführungen Heikels nur weniges hinzuzufügen Die Ueberlieferung ist hier sehr dünn; J hat darauf verzichtet, den abstrusen βασιλικός abzuschreiben und hat ebenso den πρόλογος zum τριακονταετηρικός ausgelassen. Also konnten für den zweiten Teil, den βασιλικός, nur zwei Handschriften benutzt werden. Erwünschten Ersatz bietet glücklicher Weise die syrische Version der Theophanie: darüber später. — Im eigentlichen τριακονταετηρικός gehen J und N meist zusammen, sogar in schlechten Lesarten. Das rechtfertigt vielleicht die Annahme, daß es einst auch hier eine *d*-Familie gegeben hat, obwohl eben das Hauptkennzeichen, welches das Verhältnis von J und Gesellen zu V in der Vita charakterisiert, fast völlig fehlt; ich meine die beständige Glossierung seltener Wörter durch verbreitetere und leichtere Ausdrücke. Trotz der beschränkten Anzahl der Zeugen kann man aber getrost sagen, daß die Ueberlieferung des τριακονταετηρικός viel einstimmiger ist als diejenige der Vita. Daß hier und da N und J auf eigene Faust gesucht haben, der Textverwilderung durch Konjektur abzuhelfen, ist ihnen nicht zu verargen. Auch kommen in beiden Handschriften d. h. in ihrer Vorlage *d* (?) einige Verkürzungen vor; am merkwürdigsten ist die Auslassung einer ganzen Seite 217, 27—218, 33. Die Lücke ist aber diesesmal rein mechanisch entstanden; N versucht vergeblich, den Hiatus des Sinnes und der Syntax einigermaßen zu verdecken; kein erträglicher Anschluß ist zu konstruieren. Heik. hat hier auch N unterschätzt. Daß die Handschrift von Konjekturen nicht frei sei, ist nicht zu bezweifeln; aber sie enthält auch manches Gute, und einige Lesungen, einerlei ob sie echter Ueberlieferung oder wohlgelungener Vermutung entstammen, verdienen schlechthin den Vorzug. Ein einziges Beispiel kann hier genügen. Konstantin opfert dem Gott nicht die gewöhnlichen Holokauten, sondern seine Seele, seinen Geist, sich selbst; Eus. führt das sehr klar 200, 1 ff. aus, dann faßt er seine Betrachtungen mit folgenden Worten zusammen (200, 13 ff.) τοῦτο (scil. ἑαυτὸν) δὴ μέγιστον ἱερεῖον πρὸ τῶν ἁπάντων καλλιερεῖ βασιλεύς, θύει δ' ἅτε ποιμὴν ἀγαθὸς οὐκ

'Αρνῶν πρωτογόνων ῥέζων κλειτὰς ἑκατόμβας, τῶν ὑπ' αὐτῷ ποιμαινομένων λογικῶν θρεμμάτων τὰς ψυχὰς τῇ αὐτοῦ γνώσει καὶ εὐσεβείᾳ προσάγων. Es ist so viel wie sicher, daß etwas fehlt, denn die zwei Participia praesentis können unmöglich so ohne irgend eine Partikel an einander anschließen. N hat aber zwischen τῶν und ὑπ' αὐτῷ das

notwendige δ': der Sinn ist tadellos und die vorangehenden Zeilen geben passende Parallelen. Es heißt 200, 1, daß Konstantin τὰ χαριστήρια seinem Gott ἀποδίδωσιν, οὐ κατὰ τοὺς παλαιοὺς αἵμασι καὶ λύθροις τοὺς βασιλικοὺς οἴκους μιαίνων, οὐδὲ καπνῷ καὶ πυρὶ ζῴων τε ὁλοκαύτων θυσίαις χθονίους δαίμονας ἀπομειλισσόμενος, τὴν δ' αὐτῷ τῷ βασιλεῖ τῶν ὅλων προσφιλῆ καὶ χαρίεσσαν θυσίαν, αὐτὴν δηλαδὴ τὴν αὐτοῦ βασιλικὴν ψυχὴν καὶ τὸν νοῦν τὸν θεοπρεπέστατον ἀφιερῶν αὐτῷ. Die zwei Stellen entsprechen sich semasiologisch und syntaktisch vollkommen; beidemal wird der Gegensatz zu οὐ nicht durch ἀλλὰ, sondern durch δέ ausgedrückt, wie übrigens auch z. B. in der folgenden Seite 201, 30. Aber Heikel, offenbar aus Mißtrauen gegen N, hat die allereinfachste Lösung nicht angenommen, sondern hat sich vielmehr von Wilamowitz verleiten lassen, das οὐκ vor dem Zitat zu streichen. So opfert Konstantin, ohne Zweifel freilich in metaphorischem Sinn, seinem Gott Lämmerhekatomben, obwohl die lange Reihe Antithesen, die vorangeht, durch diese rhetorische Figur völlig zerstört wird. Solche Partikeln kann man ohne Skrupel, wenn man es braucht, aus jedem Kodex und, wenn es nötig ist, auch aus Konjektur entnehmen [1]).

Mehr läßt sich für die Textgeschichte aus dem βασιλικός gewinnen. Bekanntlich hatte Eus. fast alle Gedanken, die hier vorgelegt werden, schon einmal in einer anderen Schrift, der Theophanie, mit fast denselben Worten vorgetragen, deren griechisches Original verloren ist (nur dürftige Exzerpte sind uns in den Katenen des Niketas von Herakleia überliefert), die aber in syrischer Uebersetzung noch vorhanden ist [2]). Heik. konnte leider für seine Ausgabe nur die oft fehlerhafte englische Uebersetzung von Lee benützen. H. Gressmann hat nachher im Jahre 1903 (Studien zu Eusebs Theophanie, TU. N. F. VIII 3) eine treffliche Inhaltsangabe der Theophanie geliefert, deren Verhältnis zur Laus näher bestimmt, die Quellen auch der in der Laus nicht vorhandenen Stellen festgestellt, den Wert der syrischen Uebersetzung für die Emendatio der Laus und die Rekonstruktion des griechischen Urtextes der Theophanie mit aufopfernder Genauigkeit geprüft, endlich ein syrisch-griechisches Wortregister angefügt, das zeigen soll, welche griechischen Ausdrücke ein einziges Wort des viel ärmeren Sprachschatzes des syrischen Uebersetzers ersetzen muß. Kurz darauf hat derselbe Gelehrte in der Berliner

1) Die syrische Uebersetzung beweist auch, daß 233, 28 die Lesart von N μυρίας die richtige ist; so auch 236, 25.

2) Eus. benützt die Theophanie gelegentlich auch im τριακονταετηρικός. Die syrische Handschrift ist laut einer Subscriptio im Jahre 411 n. Chr. geschrieben worden (vgl. Eusebius III, 2, S. XII*).

Kirchenvätersammlung (Eusebius' Werke III 2, Leipzig, Hinrichs 1904) eine Zusammenstellung der griechischen Fragmente und eine deutsche Uebersetzung des syrischen Textes veröffentlicht. Eine griechische Rückübersetzung würde passender gewesen sein; die Studien aber, in denen fast immer ein Rekonstruktionsversuch des griechischen Urexemplars gegeben ist, bieten einen guten Ersatz. Der Vergleich des τριακονταετηρικός mit den betreffenden Teilen der syrischen Theophanie lehrt, daß der Text des ersteren nicht als überarbeitet bezeichnet werden kann. S (so nenne ich die syrische Theophanie) gibt oft Sätze, die in der Laus fehlen; aber man muß beachten, daß die Laus aus der Theophanie nur dasjenige excerpiert, was in eine Prunkrede passen kann. So sind die zwei letzten Bücher nicht mehr herangezogen. Die in der Laus weggelassenen Partien sind auch solcher Art, daß man sie leicht entbehren kann. Also gibt meistens ein Minus im griechischen Text gegenüber der syrischen Theophanie nicht das Recht, Lücken im ersteren zu statuieren. Die syrische Nebenüberlieferung zeigt auch, daß der Text der Laus in unseren Handschriften nicht so entsetzlich entstellt ist, wie Wendland (Bph W. 1902, 227) zuerst angenommen zu haben scheint. Vielmehr der Vergleich des direkt überlieferten Textes des βίος mit der indirekten Ueberlieferung zeigt, wie oben gesagt, daß die Hauptschrift, nicht die Anhänge, in schlechter Form vorliegt. Das schließt selbstverständlich nicht aus, daß nur die syrische Ueberlieferung vielen in den griechischen Handschriften korrupten Stellen abhilft, sodaß es jetzt möglich ist, einen auch positiv verbesserten Text der Laus vorzulegen [1]). Aber die rühmlich genaue Arbeit von Gressmann beweist besonders, daß die Klammern in der Ausgabe von Heikel meistens falsch sind. Das leitet zur allgemeinen Emendationsfrage über.

Heikel hat sehr viel als Glossem ausgeschieden, trotzdem bekennt er in der Vorrede (S. XXXVIII) den Eindruck zu haben, »eher zu wenig als zu viel als fremdes Gut« bezeichnet zu haben. Die syrische Theophanie macht sein Grundprinzip hinfällig. Ich führe, wie gewöhnlich, nur ein paar Beispiele an. S hat den gestrichenen oder verdächtigten Worten entsprechende Ausdrücke 227, 1 (τοῦ φιλοσόφου); 230, 8 (δ'); 231, 13 (καὶ μετ' αὐτὸν); 236, 12 (ἀνδρῶν); 236, 27 (οὐκ) [2]);

1) So 213, 4 ist vielleicht mit S <νοερᾶς> οὐσίας zu schreiben; ebenso 228, 29 <τὴν> φύσιν; 231, 19 μονογενὴς <θεοῦ υἱὸς> θεός; 238, 5 ῥίψας <ἑαυτὸν>; 242, 32 <παρεσκεύαζεν> ὁρᾶν; 244, 24 συνάψας (so auch die griechische Theophanie); 246, 3 ὕστατον statt τὸν; 256, 25 <εἰς> τὴν ἀρχὴν (ebenso in der griechischen Theophanie). Alles nach dem Vorgange von Gressmann; leider kann ich syrisch noch nicht und stütze mich auch im folgenden auf diesen Gelehrten.

2) Oben Z. 25 ist natürlich mit N οἱ δὲ zu schreiben.

245, 15 (τοῦ βίου); 250, 4 (ἄχρι); 255, 3 (παρὸ καὶ κυριακῶν ἠξίωνται τῆς ἐπωνυμίας)[1]). Die methodisch bedeutsamsten Fälle sind aber diejenigen, wo eine Korruptel wirklich vorhanden ist, wo aber, wie der syrische Text unwiderleglich beweist, man nicht streichen, sondern emendieren soll. Wenn wir 242, 4 ἄγαλμα πάσης ἀρετῆς ἔμπλεων, ἄγαλμα θείου λόγου οἰκητήριον νεώς τε ἅγιος ἁγίου θεοῦ lesen, können wir mit Wilamowitz denken, daß das zweite ἄγαλμα nur Dittographie ist; wenn wir aber mit S ἄγαλμα θεῖον θείου λόγου οἰκητήριον lesen, nimmt sogleich das zweite ἄγαλμα seinen emphatischen Accent und könnte, selbst wenn es nicht so gut überliefert wäre, nicht gestrichen werden. So 258, 5 könnte schwerlich die Interpolierung von ἄνθρωπος nach ἥρως durch die Annahme einer pindarischen Reminiszenz gerechtfertigt werden; in ἄνθρωπος muß, wie die syrische Theophanie zeigt, ein Adjektiv stecken, das sich auf τὴν (γῆν) bezieht; z. B. das von Gressmann vorgeschlagene ἀθρόαν; oder ist es vielleicht mit Schwartz ἀθρόως zu schreiben[2])? Man kann nicht dagegen einwenden, daß S dieselben Fehler aus Handschriften der Laus entnehmen konnte. S ist Uebersetzung nicht der Laus, sondern der Theophanie.

Das Resultat ist für Heikels Ausscheidungsmethode verhängnisvoll. Freilich ist der Beweis unerschütterlich, daß der Text der eigentlichen Vita überarbeitet, bezw. interpoliert ist; aber der Herausgeber ist ganz offenbar auch dort in derselben Art verfahren, wie in der Laus. Natürlich ist es leichter und bequemer, ohne weiteres einen Satz für interpoliert zu erklären als die Echtheit mit guten Gründen zu verteidigen. Bei einem solchen Schriftsteller wie Eusebius läßt sich vieles leicht entbehren, was doch zweifellos authentisch ist. Einmal aber können wir den Beweis direkt führen. Heik. hat hie und da δεῖν gestrichen[3]); wie man immer wieder dazu gekommen sein soll, dieses kleine Wort einzuschalten, ist mir dunkel. Ich lege die von mir notierten Fälle vor; meine Sammlung ist aber gewiß nicht vollständig. — 41, 19 κρίνας δεῖν εἶναι εὐσεβὲς καὶ ὅσιον ἐκποδὼν ἕνα ποιησάμενον τὸ πλεῖστον τῶν ἀνθρώπων διασώσασθαι γένος. — 79, 24 ἄλλον τουτονὶ καταγωνιεῖσθαι δεῖν ἔφη τὸν κατὰ τοῦ ταράττοντος τὴν ἐκκλησίαν ἀφανοῦς ἐχθροῦ πόλεμον. — 140, 27 συνεῖναι αὐτῷ δεῖν τινας τῶν ἀναγκαίων ἐν θεοσεβείᾳ προμηθούμενος. Die vierte Stelle ist viel auffallender: 16, 11 ἐν πρώτοις καὶ ἀναγκαίοις φίλων τε

1) S scheint die Emendation von Valerius zu bestätigen.

2) Auch für den Text des τριακονταετηρικός läßt sich etwas aus S gewinnen: wenigstens daß ἄνθρωπος beidemal 208, 15. 21 nicht zu verdächtigen ist.

3) Wenn Heikel konsequent sein wollte, müßte er δεῖν wenigstens auch 22, 34; 89, 15 streichen.

καὶ οἰκείων χρῆναι φήσας τοὺς τοιούτους δεῖν περιέπειν καὶ ... περὶ πολλοῦ τιμᾶσθαι. Hier scheint nicht nur δεῖν sondern auch χρῆναι überflüssig zu sein; wie Eus. dazu kam, die zwei Wörter in einem einzigen Satz nebeneinander anzuwenden, ist für einen modernen Leser fast unbegreiflich. Aber die vier Beispiele stützen einander: drei hängen von einem *verbum dicendi* (man darf wohl κρίνας als ein solches gelten lassen) ab. — Nun aber ist die Ueberlieferung der Historia Ecclesiastica breit und vortrefflich, wie Ed. Schwartz in den Prolegomena zu seiner Ausgabe näher ausführen wird; sie spiegelt sogar den Unterschied zwischen den zwei letzten vom Verfasser veranstalteten Ausgaben wieder. Die Kirchengeschichte bietet manches Beispiel jenes von Heikel verkannten Sprachgebrauchs. So 148, 7 ἐκεῖνα δ' ἀναγκαῖον ἐφάνη δεῖν ἀναλέξασθαι; 256, 14 οὗτοι τοῦ μὲν ἀποστόλου πάμπαν τὰς ἐπιστολὰς ἀρνητέας ἡγοῦντο εἶναι δεῖν; 334, 23 ἀναγκαιότατον δ' αὐτοῦ τὸ τέλος ... ἡγοῦμαι δεῖν μνήμῃ τῇσδε τῆς ἱστορίας καταθέσθαι; 528, 2 πάντων δὲ μάλιστα τὰς εὐαγγελικὰς τοῦ σωτῆρος φωνὰς φυλακτέας ᾤετο εἶναι δεῖν; 736, 3 ἕν τι τῶν ἀναγκαιοτάτων ἡγούμεθα δεῖν εἰς γνῶσιν ... παραδοῦναι; 768, 5 μηδὲ ... ἄκροις ὠσὶν ὑπομεῖναι δεῖν ἀκοῦσαι ἑαυτῇ τε καὶ ταῖς κόραις παρακελευσαμένη. Und dieser Gebrauch ist so wenig eine Eigentümlichkeit des Eusebius, daß wir ihn auch bei einem in der Kirchengeschichte zitierten Schriftsteller treffen: vgl. das Bruchstück des Apollinaris von Hierapolis 472, 1 δεῖν γὰρ εἶναι τὸ προφητικὸν χάρισμα ἐν πάσῃ τῇ ἐκκλησίᾳ μέχρι τῆς τελείας παρουσίας ὁ ἀπόστολος ἀξιοῖ. Es bleibt immer derselbe Begriffskreis: κρίνειν, ἡγεῖσθαι, οἴεσθαι, ἀξιοῦν; das προμηθούμενος V. C. 140, 27 entspricht in einem gewissen Sinne dem παρακελευσαμένη 768, 5. Der Unterschied ist höchstens graduell. Die Folgerung liegt auf der Hand[1]).

Was Heikel zur eigentlichen Emendatio beigetragen hat, ist im allgemeinen ausgezeichnet. Daß noch Stellen bleiben, welche die Konjektur heilen kann, haben Wendland (BphW. 1902, 235) und Mancini (in dem oft zitierten Aufsatz 351—55) an hübschen Beispielen gezeigt. — 205, 6 ist nach Heikel überliefert, daß Konstantin τὴν ... ἀνθρώπων ἀρχὴν θνητοῦ καὶ προσκαίρου βίου μικρὰν καὶ ὀλιγοχρόνιον ἐπιστασίαν οὖσαν ὁρᾷ, οὐ μακρῷ κρείττονα τῆς αἰπόλων ἢ ποιμένων ἢ βουκόλων ἀρχῆς (μᾶλλον δὲ καὶ ἐργωδεστέραν ἢ δυσκολωτέραν θρεμμάτων ἡγεῖται). Valesius hat schon δυσκολωτέρων mit Recht verbessert. Heikel schreibt καὶ für ἤ. ἤ ist gewiß unerträglich; aber

1) Das erledigt natürlich auch die Konjektur von Mancini (S. 354) zu 41, 19. — Daß Eusebius δεῖν nicht im Sinne von δέον (vgl. Usener, Fleckeisens Jahrbücher 1872, 74 ff., Radermacher ebd. 1895, 250; 1896, 115; Philol. 1900, 176) gebraucht, scheint mir so viel wie sicher.

καὶ οἰκείων χρῆναι φήσας τοὺς τοιούτους δεῖν περιέπειν καὶ ... περὶ πολλοῦ τιμᾶσθαι. Hier scheint nicht nur δεῖν sondern auch χρῆναι überflüssig zu sein; wie Eus. dazu kam, die zwei Wörter in einem einzigen Satz nebeneinander anzuwenden, ist für einen modernen Leser fast unbegreiflich. Aber die vier Beispiele stützen einander: drei hängen von einem *verbum dicendi* (man darf wohl κρίνας als ein solches gelten lassen) ab. — Nun aber ist die Ueberlieferung der Historia Ecclesiastica breit und vortrefflich, wie Ed. Schwartz in den Prolegomena zu seiner Ausgabe näher ausführen wird; sie spiegelt sogar den Unterschied zwischen den zwei letzten vom Verfasser veranstalteten Ausgaben wieder. Die Kirchengeschichte bietet manches Beispiel jenes von Heikel verkannten Sprachgebrauchs. So 148, 7 ἐκεῖνα δ' ἀναγκαῖον ἐφάνη δεῖν ἀναλέξασθαι; 256, 14 οὗτοι τοῦ μὲν ἀποστόλου πάμπαν τὰς ἐπιστολὰς ἀρνητέας ἡγοῦντο εἶναι δεῖν; 334, 23 ἀναγκαιότατον δ' αὐτοῦ τὸ τέλος ... ἡγοῦμαι δεῖν μνήμῃ τῇσδε τῆς ἱστορίας καταθέσθαι; 528, 2 πάντων δὲ μάλιστα τὰς εὐαγγελικὰς τοῦ σωτῆρος φωνὰς φυλακτέας ᾤετο εἶναι δεῖν; 736, 3 ἕν τι τῶν ἀναγκαιοτάτων ἡγούμεθα δεῖν εἰς γνῶσιν ... παραδοῦναι; 768, 5 μηδὲ ... ἄκροις ὠσὶν ὑπομεῖναι δεῖν ἀκοῦσαι ἑαυτῇ τε καὶ ταῖς κόραις παρακελευσαμένη. Und dieser Gebrauch ist so wenig eine Eigentümlichkeit des Eusebius, daß wir ihn auch bei einem in der Kirchengeschichte zitierten Schriftsteller treffen: vgl. das Bruchstück des Apollinaris von Hierapolis 472, 1 δεῖν γὰρ εἶναι τὸ προφητικὸν χάρισμα ἐν πάσῃ τῇ ἐκκλησίᾳ μέχρι τῆς τελείας παρουσίας ὁ ἀπόστολος ἀξιοῖ. Es bleibt immer derselbe Begriffskreis: κρίνειν, ἡγεῖσθαι, οἴεσθαι, ἀξιοῦν; das προμηθούμενος V. C. 140, 27 entspricht in einem gewissen Sinne dem παρακελευσαμένη 768, 5. Der Unterschied ist höchstens graduell. Die Folgerung liegt auf der Hand[1]).

Was Heikel zur eigentlichen Emendatio beigetragen hat, ist im allgemeinen ausgezeichnet. Daß noch Stellen bleiben, welche die Konjektur heilen kann, haben Wendland (BphW. 1902, 235) und Mancini (in dem oft zitierten Aufsatz 351—55) an hübschen Beispielen gezeigt. — 205, 6 ist nach Heikel überliefert, daß Konstantin τὴν ... ἀνθρώπων ἀρχὴν θνητοῦ καὶ προσκαίρου βίου μικρὰν καὶ ὀλιγοχρόνιον ἐπιστασίαν οὖσαν ὁρᾷ, οὐ μακρῷ κρείττονα τῆς αἰπόλων ἢ ποιμένων ἢ βουκόλων ἀρχῆς (μᾶλλον δὲ καὶ ἐργωδεστέραν ἢ δυσκολωτέραν θρεμμάτων ἡγεῖται). Valesius hat schon δυσκολωτέρων mit Recht verbessert. Heikel schreibt καὶ für ἢ. ἢ ist gewiß unerträglich; aber

1) Das erledigt natürlich auch die Konjektur von Mancini (S. 354) zu 41, 19. — Daß Eusebius δεῖν nicht im Sinne von δέον (vgl. Usener, Fleckeisens Jahrbücher 1872, 74 ff., Radermacher ebd. 1895, 250; 1896, 115; Philol. 1900, 176) gebraucht, scheint mir so viel wie sicher.

die Heilung liegt näher; man muß die Ueberlieferung gelten lassen, nur anders deuten: ἢ μᾶλλον δὲ καὶ ἐργωδεστέραν ἢ δυσκολωτέρων θρεμμάτων ἡγεῖται bietet einen tadellosen Zusammenhang. — 203, 11 wird bei der Menschwerdung Christi hervorgehoben, daß θνητοῖς εἰς ὁμιλίαν ἐλθεῖν αὐτὸς ὁ τῶν παίδων οὐκ ἀπώκνει πατήρ. ὁ τῶν παίδων πατήρ klingt fast komisch. Gott heißt wohl ὁ τῶν πάντων πατήρ. — Ob zwei Zeilen vorher 203, 9 μόνον τῶν ἐπὶ γῆς βασιλεύειν καὶ βασιλεύεσθαι τοῦτ' εἰδέναι ἀναδείξας (τοῦτο ist natürlich der Mensch) etwa in den von Heikel geklammerten Wörtern τοῦτ' εἰδέναι das gewöhnliche (vgl. oben) τουτοὶ (oder τουτὶ) δεῖν steckt? Vgl. Apollinaris in H. E. 472, 1 und besonders die Vita 140, 27. Aber die Ueberlieferung läßt sich wohl zur Not verstehen.

Die sehr verdienstlichen historischen Partien der Heikelschen Vorrede brauche ich sechs Jahre nach dem Erscheinen der Ausgabe nicht mehr zu würdigen. Die meisten Resultate sind in der Zwischenzeit von der Kritik anerkannt worden; manches haben Wendland und Schwartz richtig gestelllt oder genauer formuliert. Das wichtigste Kapitel ist dasjenige über die Verordnungen und Briefe Konstantins; eine eindringende Untersuchung des Sprachgebrauchs stellt fest, daß diese oft verdächtigten Urkunden nicht von Eusebius gefälscht sein können, daß vieles im Sprachschatz und in der Syntax sich nur aus den in der Uebersetzung stehen gebliebenen Latinismen erklärt. Wenn auch nicht jedes Argument für sich, so scheint doch der Gesamtcharakter der Sprache zur Annahme eines lateinischen Urtextes zu zwingen [1]). Man muß nur bedauern, daß Heikel keine vollständige lateinische Rückübersetzung beigegeben hat; er würde damit sich ein anderes großes Verdienst erworben haben, auch auf die Gefahr hin, einige Schnitzer zu machen: Fehler lassen sich in solchen Arbeiten fast unmöglich vermeiden. Ich komme vielleicht ein anderes Mal auf diese Aufgabe zurück. Außer den Studien von Heikel helfen zur Kenntnis von Konstantins Sprachgebrauch die Bemerkungen von Gerhard Löschke (Rh. Mus. 61, 1906, 34 ff.) zu den Urkunden, die bei Gelasius und zum Teil gleichzeitig auch bei anderen Kirchenschriftstellern überliefert sind; aber die Untersuchung muß weiter ausholen, auch die bei Athanasius überlieferten Urkunden heranziehen und den Kanzleistil der konstantinischen Zeit genauer ins Auge fassen; auch der juristische Inhalt der Edikte und Reskripte muß näher bestimmt und rechtsgeschichtlich gedeutet werden. Wir brauchen auch nach Seeck eine Arbeit über die Gesetzgebung des Kaisers Konstantin. Eine solche über seine Schriftstellerei steht noch

1) Der Gegenbeweis von Mancini (331 ff.) hat mich nicht überzeugt: darüber ein anderes Mal.

aus; das Kapitel Heikels über die religiöse Anschauung Konstantins auf Grund seiner eigenen Schreiben ist immerhin eine wichtige Vorstudie.

Daß Heikels Gründe (XCI ff.) nicht ausreichen, die Rede an die heilige Versammlung als eine spätere Fälschung zu erweisen, bemerkte sogleich Wendland in seiner Anzeige (S. 229 ff.), die auch ein besseres Verständnis des schwierigen Schriftstückes erschlossen hat. Die Echtheit ist später von Ed. Schwartz (P. W. VI 1427) schlagend bewiesen worden, indem er einige krasse Latinismen im Texte der Rede aufdeckte.

Heikel leugnet (S. CIII) die Ursprünglichkeit der Kephalaia, gewiß mit Unrecht. — Die Kephalaia enthalten oft manches, was nicht aus dem Text zu erschließen ist. Ob aber z. B. ›ein gelehrter Byzantiner‹ so leicht verstehen konnte, daß in dem δεξιὸς ἀνήρ, ὅς δὴ ... τὴν τῶνδε διάταξιν ἐπιστεύετο 136, 1 ff. der Notar Marian (116, 14) steckte, kann dahingestellt bleiben. Oder sollte er etwa Sozomenos II 26, 1 gelesen haben? Aber die schlichte, knappe, präzise Darstellungsform der Kephalaia gibt zu denken, besonders wenn man eine Eigentümlichkeit des βίος in Betracht zieht. Der βίος Κωνσταντίνου vermeidet in augenfälliger Weise die Eigennamen zu verwenden. Areios und Alexandros von Alexandreia sind nur im Index und in den Urkunden genannt[1]). Die Kaiser wie Diocletianus, Maximianus, Galerius, Maximinus sind nie mit Namen genannt. Von Licinius wird so oft gesprochen, daß es unmöglich war, den Eigennamen immer durch eine Umschreibung zu ersetzen; so wird er zuerst 33, 10 und kurz darauf 35, 29 genannt; aber schon 30, 15 war auf ihn wie auf einen δεινόν τινα θῆρα angespielt worden. In der langen Erzählung des Krieges gegen Konstantin ist der Name des Licinius immer unterdrückt. Umschreibungen wie 45, 16 ὁ τούτων ἐξάρχων; 46, 3 ὁ τοιούτοις ἐπιπλέκων ἑαυτόν; 47, 10 ὁ μικρῷ πρόσθεν φυγάς; 47, 14 ὁ δηλωθείς; 48, 6 ὁ θεομισής treten dafür ein. Wir finden auch den Namen des Maxentius nur zwei Mal dicht nebeneinander, obwohl das erste Buch viel öfter auf ihn Rücksicht nimmt. — Daß dieses Verfahren mit der *damnatio memoriae* oder mit bösen Erinnerungen des Eusebius in keiner Verbindung steht, ist schon dadurch klar, daß auch Makarios von Jerusalem nicht anders behandelt ist. Die Urkunden nennen ihn natürlich ohne Skrupel, aber der Text von Eusebius erwähnt nur (91, 14) τὸν τῆς ἐκκλησίας ἐπίσκοπον τὸν τηνικαῦτα τῆς ἐν Ἱεροσολύμοις προεστῶτα. — Nun aber, wie konnte ein gewöhnlicher Leser die Namen erraten, wenn er nicht von einer Anmerkung unterstützt war? Dazu dienten die den einzelnen Büchern vorausgeschickten Inhaltsangaben, welche

1) Die Stellen sind im Namenregister von Heikel zu suchen.

die Anspielungen des Haupttextes oft mit einem einzigen Wort, dem Eigennamen, erklärten. Die Kephalaiosis paßt also trefflich in den Plan des Eusebius; ob der Verfasser selbst die Kephalaia wieder am Rand jedes Kapitels geschrieben hat, wage ich nicht zu entscheiden. Immerhin bleibt merkwürdig, daß die Randangaben keine mechanische Wiederholung des Index sind, daß vielmehr der Wortlaut dem neuen Zweck vielfach angepaßt ist. So, um ein Beispiel zufällig herauszugreifen, gibt V im Text die Inhaltsangabe von II ξβ' in folgender Form περὶ τοῦ Ἀρείου καὶ περὶ Μελιτιανῶν; im Index aber ist nicht Ἀρείου sondern τοῦ αὐτοῦ geschrieben, weil Areios in dem unmittelbar vorangehenden Kephalaion genannt worden ist. Wir werden der doppelten Ueberlieferung der Kephalaia nur dann gerecht, wenn wir jede Inhaltsangabe zweimal, in dem jeden Buch vorausgeschickten Index und am Rande des betreffenden Kapitels drucken lassen, und zwar jedesmal in der überlieferten Fassung. Das schließt natürlich nicht aus, daß eine Korruptel durch den Vergleich mit der Parallelform beseitigt werden darf. So ist z. B. Klostermann in der Ausgabe des Buches über die kirchliche Theologie verfahren.

Göttingen Giorgio Pasquali

II. Τὸ κλῖμα τῆς Ἑλλάδος ὑπὸ Δημητρίου Αἰγινήτου. ἐν Ἀθήναις τύποις Δ. Σακελλαρίου. μέρος Α'. τὸ κλῖμα τῶν Ἀθηνῶν. 1907. 540 σελίδες. μέρος Β'. τὸ κλῖμα τῆς Ἀττικῆς. 1908. 488 σελίδες. (Βιβλιοθήκη Μαράσλη, συλλογὴ ἐκκριτῶν ἐπιστημονικῶν ξένων τε ἐν ἑλληνικῇ μεταφράσει καὶ πρωτοτύπων συγγραμμάτων).

Die moderne Erforschung des Klimas von Griechenland gliedert sich in drei Perioden. Die erste nach dem Ausgang des Befreiungskrieges bot für Athen einige ungleichwertige, durch Lücken getrennte Beobachtungsreihen von Peytier (1833—1835), C. Fraas (1836—1841), Buris (1839. 1845. 1847), Papadakis (1857. 1858). Die zweite (1858—1890) sichert für Athen eine lange ununterbrochene einheitliche Reihe dank der beharrlichen vielseitigen Beobachtungsarbeit des Astronomen Julius Schmidt († 1884) und seines Pflegesohnes Alexander Wurlisch (Βούρλης), und in dieser schon zu umfassenden Veröffentlichungen schreitenden Zeit beginnt auch die Arbeit außerhalb Athens mit einer schönen österreichischen Reihe für Korfu und kürzeren, aber doch recht interessanten Beobachtungen in Argostoli, Zante, Patras. Die dritte Periode, an deren reichen Früchten die Gegenwart sich freut, ist beherrscht von der organisatorischen Wirksamkeit des 1890 in das Direktorat der Athener Sternwarte eintretenden Pro-

fessors Dimitrios Aeginitis (Éginitis). Er hat zunächst die Athener Beobachtungen wesentlich vervollkommnet durch die Einführung registrierender Instrumente. Ein Thermograph machte es möglich, die bisherige an nicht sehr zweckmäßig fallende Beobachtungs-Stunden (h. 8, h. 2, h. 10) gebundene und durch allen Eifer Schmidts nicht sicher auf wahre Tagesmittel zu bringende Temperatur-Reihe durch wahre Mittel aus 24 Stundenwerten zu ersetzen. Aeginitis führte ferner die erst in Schmidts letzten Jahren begonnenen Wolkenbeobachtungen nach Angaben der bedeckten Himmelsarea weiter zu sichren, von den alten durch Schmidt versuchten Schätzungen der Himmelsklarheit weit abweichenden, aber in die Ergebnisse der ganzen Umgebung sich gut einfügenden Durchschnittswerten. Taufall und Verdunstung wurden erst durch Aeginitis dauernder Beobachtung unterworfen, die Sonnenscheindauer und die Kraft der Sonnenstrahlung ganz neu in den Arbeitsplan der Station aufgenommen. Namentlich aber war es ein großer Erfolg von Aeginitis, daß ihm eines glückte, was Schmidt vergebens erstrebt hatte: die Organisation und die dauernde Erhaltung eines über das ganze Staatsgebiet sich planmäßig ausbreitenden Netzes von etwa 20 Beobachtungsstationen, in deren Aufzeichnungen zum ersten male die Mannigfaltigkeit der klimatischen Verhältnisse der weit verschiedenen Landschaften Griechenlands zum Ausdruck gelangte. Die vier stattlichen Quartbände der ›Annales de l'observatoire national d'Athènes‹ (1896. 1899. 1901. 1905) legten die Ergebnisse in so reichlicher, sorgfältiger und durchsichtiger Auswahl der Oeffentlichkeit vor, daß das Bedürfnis dringend wurde, diesen neuen Schatz der Naturkunde von Hellas in einem Uebersichtsbilde zusammenzufassen. Die Dissertation von Osmar Schellenberg, Studien zur Klimatologie Griechenlands (Leipzig 1908, 99 S.) hat diese Aufgabe für Temperatur, Niederschläge, Bewölkung gelöst, vergleichbare Mittelwerte für diese meteorologischen Elemente abgeleitet und mit Zuziehung der Reiseliteratur ähnlich zu erläutern versucht, wie der Referent es in den Spuren Carl Neumanns vor 24 Jahren unternommen hatte. Schellenbergs Arbeit war eben erschienen, als überraschend das Hervortreten eines umfänglichen Werkes von Prof. Aeginitis selbst über das Klima von Hellas gemeldet wurde. Aber seine zwei Bände sind nur der Anfang eines nach großem Plane angelegten Aufbaus der Klimatologie von Griechenland; sie behandeln nur Athen und Attika. König Georg gewidmet, verfolgen sie augenscheinlich den Zweck, das öffentliche Interesse der führenden Kreise des Landes für dessen klimatische Erforschung zu wecken und zu nähren, mit allen lebenskräftigen Geistesregungen, mit der Altertumswissenschaft wie mit der Bodenkultur und

fessors Dimitrios Aeginitis (Éginitis). Er hat zunächst die Athener Beobachtungen wesentlich vervollkommnet durch die Einführung registrierender Instrumente. Ein Thermograph machte es möglich, die bisherige an nicht sehr zweckmäßig fallende Beobachtungs-Stunden (h. 8, h. 2, h. 10) gebundene und durch allen Eifer Schmidts nicht sicher auf wahre Tagesmittel zu bringende Temperatur-Reihe durch wahre Mittel aus 24 Stundenwerten zu ersetzen. Aeginitis führte ferner die erst in Schmidts letzten Jahren begonnenen Wolkenbeobachtungen nach Angaben der bedeckten Himmelsarea weiter zu sichren, von den alten durch Schmidt versuchten Schätzungen der Himmelsklarheit weit abweichenden, aber in die Ergebnisse der ganzen Umgebung sich gut einfügenden Durchschnittswerten. Taufall und Verdunstung wurden erst durch Aeginitis dauernder Beobachtung unterworfen, die Sonnenscheindauer und die Kraft der Sonnenstrahlung ganz neu in den Arbeitsplan der Station aufgenommen. Namentlich aber war es ein großer Erfolg von Aeginitis, daß ihm eines glückte, was Schmidt vergebens erstrebt hatte: die Organisation und die dauernde Erhaltung eines über das ganze Staatsgebiet sich planmäßig ausbreitenden Netzes von etwa 20 Beobachtungsstationen, in deren Aufzeichnungen zum ersten male die Mannigfaltigkeit der klimatischen Verhältnisse der weit verschiedenen Landschaften Griechenlands zum Ausdruck gelangte. Die vier stattlichen Quartbände der ›Annales de l'observatoire national d'Athènes‹ (1896. 1899. 1901. 1905) legten die Ergebnisse in so reichlicher, sorgfältiger und durchsichtiger Auswahl der Oeffentlichkeit vor, daß das Bedürfnis dringend wurde, diesen neuen Schatz der Naturkunde von Hellas in einem Uebersichtsbilde zusammenzufassen. Die Dissertation von Osmar Schellenberg, Studien zur Klimatologie Griechenlands (Leipzig 1908, 99 S.) hat diese Aufgabe für Temperatur, Niederschläge, Bewölkung gelöst, vergleichbare Mittelwerte für diese meteorologischen Elemente abgeleitet und mit Zuziehung der Reiseliteratur ähnlich zu erläutern versucht, wie der Referent es in den Spuren Carl Neumanns vor 24 Jahren unternommen hatte. Schellenbergs Arbeit war eben erschienen, als überraschend das Hervortreten eines umfänglichen Werkes von Prof. Aeginitis selbst über das Klima von Hellas gemeldet wurde. Aber seine zwei Bände sind nur der Anfang eines nach großem Plane angelegten Aufbaus der Klimatologie von Griechenland; sie behandeln nur Athen und Attika. König Georg gewidmet, verfolgen sie augenscheinlich den Zweck, das öffentliche Interesse der führenden Kreise des Landes für dessen klimatische Erforschung zu wecken und zu nähren, mit allen lebenskräftigen Geistesregungen, mit der Altertumswissenschaft wie mit der Bodenkultur und

der Hygiene die meteorologische Beobachtungsarbeit in Beziehung zu bringen, möglichst geschickt den Wind in die Segel der eigenen wissenschaftlichen Bestrebungen zu fangen. Das ist ein den politischen Verhältnissen des Landes sicher nicht übel angepaßtes Verhalten, dem unvermeidlich auch manche Opfer gebracht werden müssen. Ein für eine breitere Oeffentlichkeit berechnetes Werk wird nach faßlicher, gefälliger Darstellung ringen, sich nicht zu stark mit rechnerischen Operationen beladen, manche den Mann der Wissenschaft allein interessierende tiefer eindringende Untersuchung lieber einer anderen Gelegenheit vorbehalten. Wer den Wirkungskreis sich vergegenwärtigt, für den dies nationale griechische Werk berechnet ist, wird am ehesten den Standpunkt finden für eine gerechte Würdigung der Ziele und der Mittel der Darstellung, namentlich aber ihrer klug gewählten Grenzen.

Von den beiden Bänden erscheint der erste im wesentlichen als eine neue, in der Hauptsache nur durch die Wahl der Sprache verschiedene Bearbeitung des großen Abschnitts Le climat d'Athènes in den Annales de l'observatoire d'Athènes I S. 1—220. 4°, den schon die Darstellungen Athens von Kurt Wachsmuth und Judeich mit voller Würdigung seiner Wichtigkeit zu verwerten vermochten. Die Tabellen der monatlichen Summen und Mittelwerte, die damals nur bis 1893 vorlagen, sind fortgeführt bis 1903, bieten also stattliche Reihen, die namentlich für die Beurteilung der langperiodischen Schwankungen der meteorologischen Elemente, z. T. aber auch für die feinere kritische Untersuchung der älteren Reihen (z. B. bei der Temperatur für die Einwirkung des Ortswechsels der nicht immer auf dem Nymphenhügel, sondern zeitweilig in der Nord-Vorstadt veranstalteten Beobachtungen) schon eine recht wertvolle Grundlage bieten. Aber einen vollen Eindruck dessen, was die Wissenschaft der organisatorischen Wirksamkeit von Aeginitis und der beharrlichen Beobachtungsarbeit seines Observatoriums dankt, wird erst die Zukunft erlangen, wenn einmal ein in Athen selbst arbeitender Meteorologe die Zeit finden wird, die Gesamtheit des dort seit 1890 gehäuften Schatzes exakter Beobachtungen tiefgehend zu verarbeiten. Nur für 1895 und 1896 ist eine vollständige Veröffentlichung der 24 täglichen Stundenwerte von Luftdruck, Temperatur, rel. Feuchtigkeit, Windrichtung erfolgt. Bei einem Blick auf diese zwei Jahrgänge leuchtet ein, welch eine Grundlage meteorologischer Feinarbeit in Athen nun — dank der Tätigkeit von Aeginitis — zur künftigen Verwertung bereit liegt. Es ist vollkommen verständlich, daß Aeginitis diese Aufgabe zunächst zurückstellte in dem Augenblick, da er daran ging, die Ernte der Arbeit,

die er für ganz Griechenland geleistet, in einem einheitlichen Werke unter Dach zu bringen.

Um für die Ueberschau des darin neu Gebotenen rechten Raum zu gewinnen, wird es sich empfehlen für den I. Band nur die wichtigsten Ergänzungen hervorzuheben, welche die schon vor 12 Jahren in französischer Sprache an die Oeffentlichkeit getretene Darstellung nunmehr erfahren hat. Vorangestellt sind ihr einige einleitende Betrachtungen ›Natur‹ (S. 9—19), ›Naturforschung‹ (20—39), ›Die Natur Griechenlands‹ (40—82), eine allgemeine Charakteristik der geographischen Eigenart des Landes, die aus französischen Schriftstellern, namentlich H. Taines Philosophie de l'Art (II 87—96), Renan, E. Reclus, aber auch aus A. v. Humboldts Kosmos und E. Curtius' Geschichtswerke gehaltvolle Sätze heranzieht. Dann folgt (S. 82—533) im wesentlichen der griechische Text des Werkes von 1897. Aber es sind doch eine Reihe wichtiger Nachträge zu beachten, so S. 230/1 die Neuberechnung des Jahresganges der Temperatur in wahren (aus 24 Stundenwerten des Thermographen festgestellten) Mitteln (1894 — 1903) für die 3 Dekaden jedes Monats vom Minimum Mitte Januar zum Maximum an der Wende von Juli und August; die steilsten Stellen der Jahreskurve liegen an der Wende von Mai und Juni und im Uebergang vom Oktober zum November. Ganz besonders hat natürlich die Aufnahme des Tagesganges der Temperatur an Schärfe gewonnen, seit ein Jahrzehnt thermographischer Registrierungen vorliegt. In ähnlicher Weise sind auch die anderen meteorologischen Elemente auf erweiterter Grundlage einer erneuten Berechnung unterzogen. Bei den Winden ist die allgemein übliche 8teilige Windrose durch eine 16teilige ersetzt — eine Verschärfung, über deren Wert die Meinungen vielleicht sich teilen werden. Im Uebrigen macht gerade bei den Winden, ihrer Richtung und ihrer Stärke die Verlegung der Beobachtung aus der Nordvorstadt, wo Wurlisch wohnte, auf den frei im Süden der Stadt gelegenen Nymphenhügel, den das Gebäude der Sternwarte krönt, sich höchst einschneidend bemerkbar. Für die Niederschläge hätte man von dieser Verlegung sich vielleicht eine kleine Steigerung versprechen können; aber das Gegenteil ist eingetreten; die Dekade 1895/1904 ist mit 348 mm Jahresniederschlag (1898 ein unerhörtes Minimum von 116 mm) die trockenste des halben Jahrhunderts vorliegender Aufzeichnungen. Die große Regentabelle aller Monatssummen seit 1857 gibt ein höchst eindrucksvolles Bild der Unbeständigkeit dieser Seite klimatischer Ausstattung. Aeginitis ist überzeugt, die Menge des Jahresniederschlages könne in seltenen, nur nach mehreren Jahrhunderten wiederkehrenden Fällen bis unter 100 mm herabgehen und verweist dafür auf das böse dürre Jahr des

Einzugs des Metropoliten Michael Akominatos (der Ansatz schwankt zwischen 1175 (nicht 1075), 1180 und 1182). Auch 1690 und 1789 (so richtig die französische Ausgabe; nicht 1879) sind in übler Erinnerung. Aeginitis meint, daß alle 7 bis 8 Jahre einmal ein regenreiches Jahr zu erwarten sei (1857, 1864, 1871, 1877, 1885, 1893, 1899). Bildet man, um den langperiodischen Witterungsgang von den Zufälligkeiten des einzelnen Jahres zu befreien, zehnjährige Summen, so beginnt deren Reihe 1860/9 mit 382,6 cm, steigt dann, um 1877/86 mit 491,3 cm ein Maximum zu erreichen; von ihm geht die Reihe wieder abwärts zu minimalen Werten gegen Schluß des Jahrhunderts 1889/98 325,2, 1891/1900 325,3 cm; seither heben sich die Niederschlagsmengen wieder. Von der Launenhaftigkeit der Niederschlagsverteilung von Jahr zu Jahr gibt die Tatsache eine Vorstellung, daß 1899 an einem Novembertage 150 mm Regen fielen, viel mehr als im ganzen vorangehenden Jahre.

Besonders wichtig war die Verlegung der Beobachtungen aus der Stadt heraus auf den Nymphenhügel für die Feststellung der Taubildung, einer Niederschlagsart, die — wie ein Blick auf die Beobachtungen der anderen griechischen Stationen zeigt — nur selten so anhaltend aufmerksam verzeichnet wird, wie sie bei ihrer Bedeutung in so regenarmen Strichen es verdient. Aber gerade Athens neue augenscheinlich höchst sorgfältige Beobachtungen (64 Taufälle jährlich) zeigen, verglichen mit Klötzschers alten kurzen Aufzeichnungen im Botanischen Garten (115 jährlich), wie sehr dieses meteorologische Element von der Natur der Oertlichkeit abhängig ist.

Alle Abschnitte der klimatischen Darstellung Athens sind eingeleitet durch Rückblicke auf die theoretischen Anschauungen des Altertums über die einzelnen Erscheinungen des Luftmeers. Wenn ich das früher vom Standpunkte des universalen Bedürfnisses aus nicht als besonders notwendig anerkennen konnte, hat es bei einem Werke, das an die gebildeten Kreise Griechenlands sich wendet, einen vortrefflichen Sinn. Wie sollte es dem Griechen nicht ein erhebendes Bewußtsein sein, daß auf seinem Boden vor mehr als 2000 Jahren die ersten Anstrengungen zum Verständnis der Naturerscheinungen gemacht worden sind, daß trotz eines noch niedrigen Standes physikalischen Wissens doch die Beobachtungsgabe eines nicht stubenhockenden, sondern viel im Freien sich bewegenden Volkes einen Schatz von Erfahrungen gewann und verwertete, der für die Beurteilung der Witterungserscheinungen schon manche scharfsinnige Generalisation ermöglichte. Es ist gewiß ein Zeichen reger Aufmerksamkeit und tätigen Denkens, wenn schon Aristoteles als Vorläufer Doves eine Gesetzmäßigkeit oder wenigstens eine Regel für die

Drehung der Winde sich ableitete. Aber dieser Eifer antike Geistesfunken aufzuspüren und zur Geltung zu bringen, birgt doch auch eine gewisse Gefahr. Wenn z. B. Aristoteles den Tau auch als eine Kondensationserscheinung auffaßte, so entging ihm doch mit dem Mangel der Einsicht, daß der Tau kein fallender Niederschlag sei, sondern an der Oberfläche erkalteter Körper sich bilde, gerade das Wesentliche des Unterschieds zwischen Tau und anderen Niederschlägen, und es wird sich nicht empfehlen ihn als einen Vorläufer der modernen Tauforschung zu rühmen. Die neueste Hilfe für diese Studienrichtung, O. Gilberts Werk, Die meteorologischen Theorien des Griechischen Altertums (Leipzig 1907) hat dem Verfasser noch nicht zu Gebote gestanden.

Wenn der I. Band des Werkes von Aeginitis sich größtenteils auf eine ältere Darstellung aus seiner Feder stützt, tritt mit dem vollen Reiz der Neuheit der II. auf: Das Klima Attikas. Die Darstellung wählt einen weiten Horizont nicht nur räumlich durch wirksame Betonung der Gegensätze zur engeren und ferneren Nachbarschaft, sondern auch sachlich durch Berücksichtigung aller geographischen Momente, die Einwirkung auf das Klima üben oder von ihm selbst beherrscht als Wirkungen des Klimas zu seiner lebendigeren Charakteristik beitragen können. Den Anfang macht (S. 7—83) eine allgemeine Skizze Attikas, seiner Lage und der Hauptgrundzüge seines Klimas, die sparsam mit Ziffern in gehobener Sprache einen lebendigen Eindruck von dem Wechsel des Bildes im Kreislauf des Jahres und von der Gestaltung des Lebens unter dem attischen Himmel zu bieten sucht. Manch schönes Wort, das zum Urteil berufene Schriftsteller, Karl Neumann, Philippson, Gaudry, Renan, Taine, About über Attikas Klima geprägt, wird eingeflochten. ›Das Schönste sucht er auf den Fluren, womit er seine Liebe schmückt‹. Auch die drückende Hitze des dürren Sommers erscheint nicht unüberwindlich; eine umfängliche Anmerkung empfiehlt ausgedehntere Anpflanzung schattenspendender Bäume; insbesondere — Pappelalleen! Dann folgen sorgfältig ausgemalte Typen attischer Landschaft, als Vertreter der klimatisch verschiedenen Stufen attischen Bodens: Athen, Kephisia, Dekeleia, das Bergkloster Hagia Trias und der Strand von Phaleron. Ein Blick auf Athens Lage und welthistorische Bedeutung leitet die nähere Schilderung des Jahresganges seiner meteorologischen Erscheinungen (83—114) ein; wieder gilt eine große Anmerkung (88—93) der Baum-Welt, dieses mal speziell dem Olivenhain am Kephissos, dessen fortschreitender Verwüstung Einhalt geboten werden möchte. Mit besonderer Liebe ist Kephisia, Athens Sommerfrische, geschildert (114—136), die Heimstatt der ›Noctes Atticae‹, wo fern vom Staube

und Rauche der Großstadt um einen kräftigen Quell (286 m 18° C.) schattige Gärten locken. Schon höher empor führt der weitere Schritt (137—154) nach Dekeleia (479 m), wo am Rande duftiger Aleppokieferwaldung das Königsschloß Tatoi auch meteorologischen Beobachtungen, den einzigen ständigen außer der Hauptstadt in ganz Attika, eine Stätte bereitet hat. Ermöglichen sie schon eine genauere Charakteristik des Jahresganges der Witterung auf dieser Bergstufe, so bleibt freierer Ausmalung überlassen das Klima der Hochregion (155—188) des Parnes (1413 m); etwa 400 m unter seinem Gipfel liegt in einer gegen Süden geöffneten Nische das kleine Kloster Hagia Trias; seinem Höhengürtel weist der Verf. eine Zukunft als Sitz klimatischer Kurorte an, die — wenn man nur erst eine Straße baute — auch nicht schwerer zu erreichen sein würden als Montana oder Corbeyrier (Quelltemperatur 11,2°). Vorläufig übt in jeder Jahreszeit, in seinem lauen, von der See gemilderten Winter, wie des Sommers mit erfrischender Seebrise und wohltuendem Seebad eine gewaltige Anziehungskraft der Strand von Phaleron (188—200).

Nach diesen anmutig einführenden Bildern attischer Landschaft im Schmuck ihrer besonderen klimatischen Ausstattung beschäftigt sich der Kern des Bandes mit dem allgemeinen Klimacharakter Athens (201—354) und dem Klima Dekeleias (355—389). Wenn der erste Band die Beobachtungsergebnisse für Athen zusammentrug, handelt es sich nunmehr um deren Verwertung. Für den Luftdruck wird die Jahreskurve entworfen, ihr kontinentaler Charakter betont, das scharfe Sommerminimum unter Einwirkung der asiatischen Nachbarschaft, die beiden Wintermaxima (Nov. und Jan.), von denen das zweite die freundlichen windstillen ›Eisvogeltage‹ bringt, während zwischen beiden der Dezember mit unwirscher Witterung niedrigeren Luftdruck zu haben pflegt. Auch die Stellung Attikas zu der Luftdruckverteilung im weiteren Umkreis wird gewürdigt. Für die Beurteilung der Wärmeverteilung, namentlich der Neigung zur Entwickelung starker Extreme werden die örtlichen Verhältnisse, die Beckenform der attischen Ebene innerhalb des Rahmens der Gebirge, auch die geringe Dichte des Pflanzenkleides geltend gemacht, unter den Unregelmäßigkeiten des Jahresganges namentlich der üble Ruf des griechischen März, der bisweilen noch recht kalte Tage bringt als wohl begründet erwiesen.

Aber das Anziehendste in diesem Abschnitt ist die Beleuchtung der Aenderungen, die der normale Gang der Tageskurve der Temperatur durch das Eingreifen der Seebrise und im Hochsommer durch das kräftige Wehen der Etesien (Meltemia) erfährt. Die Diagramme der Thermographen, von denen Proben gegeben werden, zeigen wir-

kungsvoller als jede Erörterung die Verflachung der sommerlichen Tageskurve durch die Etesien, das auffallende Köpfen der Kurve durch die um 10 oder 11 Vorm. einsetzende Seebrise, die ein weiteres Steigen der Temperatur verhindert. Wie zuerst Oberst Hartl für Argolis (Mitt. des K. u. K. mil. geogr. Instituts XIV 1895) hat nun Aeginitis auf Grund viel reicherer Erfahrung der athenischen Station den eigentümlichen Wechsel beleuchtet, in welchem bald die den Passaten einzureihenden Etesien, bald, wenn sie erlöschend oder ihre Kraft mäßigend zurücktreten, die Seebrisen das Sommerklima der Küsten Ostgriechenlands beherrschen. Welch herrliches Material auf der Athener Sternwarte seit 15 Jahren für die nähere Untersuchung dieser Luftströmungen sich angehäuft haben muß, davon geben die beiden allein ausführlich veröffentlichten Jahrgänge 1895 und 1896 der Athener Beobachtungen eine Vorstellung. Das Jahr 1895 gibt ein gutes Beispiel der scharfen Entwicklung der Etesien, wie die Alten sie an vielen am besten jetzt durch Rehm in Pauly-Wissowas Realencyclopaedie gesammelten Stellen geschildert haben. Nach einer kurzen Periode von Vorläufern (πρόδρομοι) vom 1.—5. Juli beherrschen sie recht beständig und bisweilen mit ungestümer Kraft die Zeit von Mitte Juli bis durch die erste Dekade des September (15.—22. 24.—31. VII. 1. 7. 10. 12. 13. 16.—24. VIII. 1.—12. IX.), in ihrem Charakter durch Trockenheit und vorherrschende Himmelsklarheit deutlich abstechend von den nördlichen Winden anderer Jahreszeiten. Wenn sie so kräftig auftreten, ist die Herrschaft der Land- und Seebrisen örtlichen Charakters stark eingeschränkt, ihre Hauptentwicklung auf die Zeiten vor und nach den Etesien verlegt (1895: 24.—30. IV. 4.—6. 12. 13. 20. 21. V. 2. 6.—8. 11. 19. 20. 24.—28. 30. VI. 13.—17. IX., nur wenige verstreute Tage in Juli und Aug.). Das Jahr 1896 bot ein weit verschiedenes Bild: die Etesien spät (27.—30. VII.) einsetzend ohne anhaltende durchgreifende Wirkung, der Wechsel der örtlichen Winde in vollem Zuge (2.—9. 11. 15.—20. 22.—24. 31. V. 1. 5.—11. 15. 22. 23. 25. 26. 29. VI. 2. 3. 6. 8.—10. 12. 15. 16. 19. 20. 31. VII. 1. 2. 5.—9. 12—14. 18. 27. 30. 31. VIII. 1.—7. IX.). In der warmen Jahreszeit tritt gewiß die Vorliebe der S.- und SW.-Winde für die Mittagszeit noch mehr hervor als in der Tabelle der Jahresmittel (II 380). Mehren sich erst die Stationen im Umkreis des östlichen Mittelmeerbeckens, so wird Athen sich als ein vortrefflicher Zentralpunkt für die beherrschende Uebersicht seiner Windverhältnisse erweisen, die natürlich die Herren der Verteilung von Wärme und Feuchtigkeit sind. Vorläufig hat Aeginitis getan, was sich tun ließ, die eigenen Wahrnehmungen zu Athen in manche aufklärend wirkende Verbindung gebracht mit den

kungsvoller als jede Erörterung die Verflachung der sommerlichen Tageskurve durch die Etesien, das auffallende Köpfen der Kurve durch die um 10 oder 11 Vorm. einsetzende Seebrise, die ein weiteres Steigen der Temperatur verhindert. Wie zuerst Oberst Hartl für Argolis (Mitt. des K. u. K. mil. geogr. Instituts XIV 1895) hat nun Aeginitis auf Grund viel reicherer Erfahrung der athenischen Station den eigentümlichen Wechsel beleuchtet, in welchem bald die den Passaten einzureihenden Etesien, bald, wenn sie erlöschend oder ihre Kraft mäßigend zurücktreten, die Seebrisen das Sommerklima der Küsten Ostgriechenlands beherrschen. Welch herrliches Material auf der Athener Sternwarte seit 15 Jahren für die nähere Untersuchung dieser Luftströmungen sich angehäuft haben muß, davon geben die beiden allein ausführlich veröffentlichten Jahrgänge 1895 und 1896 der Athener Beobachtungen eine Vorstellung. Das Jahr 1895 gibt ein gutes Beispiel der scharfen Entwicklung der Etesien, wie die Alten sie an vielen am besten jetzt durch Rehm in Pauly-Wissowas Realencyclopaedie gesammelten Stellen geschildert haben. Nach einer kurzen Periode von Vorläufern (πρόδρομοι) vom 1.—5. Juli beherrschen sie recht beständig und bisweilen mit ungestümer Kraft die Zeit von Mitte Juli bis durch die erste Dekade des September (15.—22. 24.—31. VII. 1. 7. 10. 12. 13. 16.—24. VIII. 1.—12. IX.), in ihrem Charakter durch Trockenheit und vorherrschende Himmelsklarheit deutlich abstechend von den nördlichen Winden anderer Jahreszeiten. Wenn sie so kräftig auftreten, ist die Herrschaft der Land- und Seebrisen örtlichen Charakters stark eingeschränkt, ihre Hauptentwicklung auf die Zeiten vor und nach den Etesien verlegt (1895: 24.—30. IV. 4.—6. 12. 13. 20. 21. V. 2. 6.—8. 11. 19. 20. 24.—28. 30. VI. 13.—17. IX., nur wenige verstreute Tage in Juli und Aug.). Das Jahr 1896 bot ein weit verschiedenes Bild: die Etesien spät (27.—30. VII.) einsetzend ohne anhaltende durchgreifende Wirkung, der Wechsel der örtlichen Winde in vollem Zuge (2.—9. 11. 15.—20. 22.—24. 31. V. 1. 5.—11. 15. 22. 23. 25. 26. 29. VI. 2. 3. 6. 8.—10. 12. 15. 16. 19. 20. 31. VII. 1. 2. 5.—9. 12—14. 18. 27. 30. 31. VIII. 1.—7. IX.). In der warmen Jahreszeit tritt gewiß die Vorliebe der S.- und SW.-Winde für die Mittagszeit noch mehr hervor als in der Tabelle der Jahresmittel (II 380). Mehren sich erst die Stationen im Umkreis des östlichen Mittelmeerbeckens, so wird Athen sich als ein vortrefflicher Zentralpunkt für die beherrschende Uebersicht seiner Windverhältnisse erweisen, die natürlich die Herren der Verteilung von Wärme und Feuchtigkeit sind. Vorläufig hat Aeginitis getan, was sich tun ließ, die eigenen Wahrnehmungen zu Athen in manche aufklärend wirkende Verbindung gebracht mit den

allgemeinen Verhältnissen im Mittelmeergebiet, wie sie Hanns klassische Arbeit über die Verteilung des Luftdrucks über Mittel- und Südeuropa (Pencks Geogr. Abh. II 2. 1887) zum ersten Male speziell zur Darstellung brachte. Auch hier unterläßt es Aeginitis nicht, aus den Erfahrungen der Neuzeit, wo sich Gelegenheit bietet, Licht zu gewinnen für das Verständnis antiker meteorologischer Angaben und macht sich dabei gewissenhaft auch die Forschungen seiner Vorgänger in diesem Studium zu Nutze.

So kommt es, daß ich die Verantwortung trage für eine, wie mir nunmehr scheint, nicht glücklich geratene Behandlung einer etwas verworrenen Frage und mich verpflichtet fühle, die erste Gelegenheit zur Aufklärung eines Fehlgriffs wahrzunehmen, den ich vor 24 Jahren beging und dem nun Aeginitis durch die Aufnahme in sein Werk (I 378. II 321) weitere Verbreitung und längere Nachwirkung sichern hilft. Es handelt sich um die Vogelwinde des Frühjahrs. Die Alten erwähnen öfter, in offenbarem Zusammenhange mit der Frühlingswanderung der Zugvögel, die diesen Vorgang begleitenden Winde: die Ornithien; sie widersprechen sich aber in der Bezeichnung ihrer Richtung so merkwürdig, daß keine der vier Haupthimmelsrichtungen in ihren Angaben unberührt bleibt. Für kalte Nordwinde erklären sie Demokritos (bei Geminos 23 p. 226), anscheinend auch Hippokrates (Epidem. VII 105) und Aristophanes (Acharn. 877, dazu die Scholien), die unter des Aristoteles Werken stehende, aber viel jüngere Schrift de mundo 4 p. 395, der Kalender des Geminos 23, auch ein ihr verwandter Kalender in den Hibeh Papyri n. 27, 58, endlich Columella (de re rust. XI, 2, 21) und natürlich Apuleius (de mundo 12). Als Südwind wird der ›Vogelwind‹ aufgefaßt von Aristoteles (Meteor. II 5, 9) und in seinem Gefolge von Adeimantios περὶ ἀνέμων (Anecd. Gr. et Gr. Lat. von V. Rose I. 1864, 13. 14 S. 44. 45), als Westwind von Plinius (h. n. IV 122), als Ostwind von Vitruv (I 6, 10).

Es ist nicht ganz leicht in dieser Verwirrung den rechten Sachverhalt herauszufinden. Ideler (Meteorologia veterum S. 132—134) machte dazu einen energischen, aber im ersten Anlauf wie im Endziel verfehlten Versuch. Er ging aus von der Charakteristik des Zephyrs als sanften Frühlingswindes und von des Plinius Versicherung, der 70 Tage nach der Wintersonnenwende einsetzende Favonius sei der ›Schwalbenwind‹, (Chelidonias, s. Theophr. h. pl. VII, 15, 1) oder ›Vogelwind‹ (Ornithias) der Alten. Wenn dieser mißverständlich bisweilen als Boreas bezeichnet werde, so biete die antike Ueberlieferung dafür zwei Erklärungen. Einerseits sage Aristoteles (Meteor. II 6 p. 364a), wenn man die Gesamtheit der Winde in zwei Hauptgruppen teilen wolle, dann müsse man ihrer Kühle wegen die West-

winde an die Nordwinde anschließen. Ferner aber habe eine unmittelbare Verlockung zu einer irrigen Auffassung der Vogelwinde als Nordwinde vorgelegen in der Tendenz des Aristoteles, die Vogelwinde, die noch in die winterliche Jahreshälfte fielen, den Etesien des Sommers als Gegenstück gegenüberzustellen. Daran habe sich leicht das Mißverständnis angeknüpft, auch die Ornithien seien Nordwinde. Idelers Verfahren ist methodisch höchst bedenklich nicht nur deswegen, weil er eine späte römische Quelle zum Ausgangspunkt wählt für die Deutung viel älterer griechischer Zeugnisse, sondern weil er für die Erklärung eines im Volksgeist sicher früh ganz urwüchsig entstandenen Begriffs zu der Einwirkung gelehrter Spekulationen späterer Zeit seine Zuflucht nimmt.

Sicherer war es jedenfalls an die Erfahrungen unsrer Zeit über die Wanderungen der Vögel im östlichen Mittelmeer anzuknüpfen und dadurch einen festen Standpunkt zu gewinnen für die Entwirrung antiker Widersprüche. Das versuchte ich 1885 unter dem Beirat eines gewiegten Ornithologen. Aber seine Autorität und sein Verweis auf die Meinung so bedeutender Vogelkenner wie J. F. Naumann und Brehm lenkte mich in eine irrige Richtung. Mir ward als Ausgangspunkt das damals verbreitete Axiom gegeben: »die Vögel fliegen nicht mit dem Winde, sondern am liebsten gegen den Wind«. Daraus schloß ich, daß den Vögeln für die Luftreise von Afrika nach Europa Nordwinde von nicht übermäßiger Kraft willkommen seien, die Ornithien also, wie das die Mehrzahl der alten Autoren versichern, Nordwinde seien, und Aristoteles nur, weil er mit jenem Gesetz des Vogelfluges noch nicht vertraut gewesen sei, in der Meteorologie den Ornithien ein Wehen aus Süden, übereinstimmend mit der Richtung der Vogelwanderung zugeschrieben habe. Die vereinzelt stehenden römischen Nachrichten über die westliche oder östliche Herkunft der Ornithien ließen sich dann als örtliche Besonderheiten auffassen.

Aus der ruhigen Zuversicht, die Sache so gut aufgeklärt zu haben, wie ich ohne eine Durchsicht der in Breslau mir nicht zu Gebote stehenden Spezialliteratur es vermochte, wurde ich erst aufgestört durch die Lektüre des großen Werkes über Zante, das wir dem Erzherzog Ludwig Salvator danken (Prag 1904. Allg. Teil 541—543). Ein alle Jahreszeiten umfassender wiederholter Aufenthalt und steter Verkehr mit den besten Kennern der Insel hat diesem ausgezeichneten Kenner der ganzen Mittelmeerwelt Gelegenheit geboten, auch über die Wanderungen der Vögel sich genau zu unterrichten. Unter den dort im Frühjahr einfallenden Zugvögeln erregen die Turteltauben, die Trygonia, besonders die Aufmerksamkeit der Jäger. Die Begier, mit der man ihr Eintreffen erwartet, kommt zum Aus-

druck in der gespannten Beobachtung der dafür günstigen Witterungslage, des sogenannten Τρυγονόκαιρος, des ›Turteltaubenwetters‹. Es pflegt zwischen Anfang März und Anfang Mai alten Stils, am häufigsten im letzten Viertel dieser Periode einzutreten, bisweilen in mehrtägiger Dauer. Bezeichnend ist dafür das Herrschen südlicher Luftströmungen, eine dunstige Trübung der feuchtschwülen Atmosphäre, die selbst nahe liegende Küsten nur unklar erkennbar macht, während Wolken tief herab selbst niedrige Berge, wie den Skopós, verhüllen und eine weiße Schichtwolke in halber Höhe den großen Berg von Kephallenia verkleidet. Nicht selten ist eine allmähliche Drehung des Windes aus SO über S nach SW und weiter nach W zu beobachten; sowie sie nach NW herumgeht, pflegt Aufklärung zu erfolgen. Das ist also der Witterungsgang, wie er beim Vorübergang eines in nordöstlichem Fortschreiten begriffenen barometrischen Minimums, das auf der See westlich von der Insel seinen Weg nimmt, sich vollziehen muß. Jedenfalls sind es südliche Winde, von denen man das Eintreffen der Zugvögel erwartet. Ist der Südwind stark, dann ziehen die Vögel leicht ohne Aufenthalt weiter zur Trauer der Jäger; nur ein Umspringen des Windes in die Nordrichtung hält die Vogelscharen fest.

Mit den Beobachtungen und Erkundigungen des Erzherzogs stimmen nun vollkommen überein die Eindrücke von Dr. Parrot (Journ. f. Ornith. 53. 1905. 515—556. 618. 619, bes. 519), der ausdrücklich zum Studium des Frühlingszuges der Vögel Kalamata und den Taygetos besuchte. Er war im allgemeinen enttäuscht, die Erscheinung minder großartig und augenfällig zu finden, als er sich vorgestellt. Ihm schien das Wenige, was er in den Morgenstunden beobachten konnte, nur immer ›ein spärlicher Rest der vielleicht Nachts obenhin gegangenen Vogelzüge‹ zu sein. Den Einfluß der Witterung, die Belebung des Vogelzugs durch Südwind fand er unverkennbar. Wichtig ist aber namentlich eine Bemerkung: ›man sagte mir wiederholt, daß nur von Norden kommende starke Luftströmungen geeignet seien, den Vogelzug in lebhafte Erscheinung treten zu lassen, indem dann die Wanderer, namentlich riesige Entenscharen, in ihrem Weiterzug aufgehalten würden‹.

Aus diesem Sachverhalt ergibt sich ohne weiteres, daß die Zwiespältigkeit der griechischen Autoren über die Ornithien in der Sache selbst begründet liegt. Sowohl die Südwinde wie die Nordwinde spielen eine sehr entscheidende Rolle bei der Entwicklung der Erscheinungen des Vogelzuges. Die Südwinde begünstigen in einer mindestens für schwächere Flieger sehr wichtigen Weise das Uebersetzen der Vögel aus Afrika nach Griechenland. Starke Nordwinde

führen zu Hemmungen und Stauungen des Vogelzuges und zu einer für die Wahrnehmung auffälligen, für die Jagd bedeutungsvollen Mehrung der Zugvögel an den griechischen Ufern. Diese letztere Tatsache spricht auch ganz unzweideutig aus den lebhafteren Aeußerungen der Alten. In Hippokrates' Epidemien (VII 105) heißt es: »Die Ornithien wehten häufig und kalt; bisweilen fiel Schnee bei klarem Himmel«, und in des Aristophanes Acharnern schüttet der zum Markt kommende Boeoter die Gaben seiner Heimat vor den Kauflustigen aus, wie ein stürmischer »Vogelwind« die Vogelscharen (Schol. διότι ὑπὲρ τὴν γῆν τὰ ὄρνεα στορέννυσιν ὑπὸ τῆς τοῦ ψύχους πνοῆς).

Somit wird es begreiflich, wenn der Name Ornithias an dem rauhen Nordwind haftete, der im März oft böse Kälterückfälle brachte und der Wanderung der Zugvögel Halt gebot. Aber es ist auch kein leerer Wahn, wenn Aristoteles unter Vogelwinden die freundlichen Südwinde des Frühjahrs verstand, die den Vogelzug begünstigten. Nur in einem Punkte wäre eine schärfere Aufklärung noch erwünscht. Die Charakteristik der »Leukonotoi« (αἴθριοι) des Aristoteles und Theophrast, des »albus Notus« des Horaz, der den Himmel von Wolken reinfegt, stimmt nicht zu der Schilderung des Trygonokairos von Zante, die einfach mit dem feuchtwarmen Scirocco des Jonischen Meeres sich deckt, wie ich ihn nach den Eindrücken in Kephallenia (E. H. 98 zu Peterm. Mitt. S. 35) geschildert habe. Vielleicht könnte Aeginitis, den ja der Fortschritt seines Werkes unvermeidlich wieder auf diese Frage führen muß, hierfür die entscheidende Auskunft an Ort und Stelle gewinnen.

Aber was sagt die Theorie des Vogelflugs, die Lehre der Ornithologen über seine Abhängigkeit vom Winde zu diesen Auffassungen, zu der Annahme einer Förderung der Frühlingsreise der Mittelmeervögel durch den Südwind? Auch sie stimmt nun zu [1]). Die Fortschritte der Beobachtungsmethoden, namentlich die Anwendung der Momentphotographie und der kinematographischen Aufnahmen haben die Schwierigkeiten überwunden, die namentlich die Schnelligkeit des Vorgangs der Auffassung bereitete. Man unterscheidet jetzt schärfer, was man an dem sitzenden, zum Auffliegen sich anschickenden Vogel beobachten kann, von dem was für den Vogel in vollem Fluge gilt. Der auf der Erde sitzende Vogel bietet dem Winde die Stirn. Er vermeidet das Aufblähen der dem Körper anliegenden Federn und sichert sich die Möglichkeit sofort aufzufliegen. Denn das geschieht immer gerade gegen den Wind, der das Tier emporhebt. Sobald aber der Vogel aufgeflogen ist, wird er von der Bewegung der Luft

1) Karl Müllenhoff, Ueber den Einfluß des Windes auf den fliegenden Vogel, Journal f. Ornithol. 39, 1891, 352—362.

getragen wie ein Luftballon, er schwimmt in dem Luftstrom, empfindet ihn, wie der Aëronaut, als Ruhezustand, der sein Gefieder ungestört läßt und kann nun allerdings versuchen durch Eigenbewegung in dem Luftstrom seinen Ort zu ändern, sei es mit der Stromrichtung, sei es gegen sie. Da aber die Luftbewegung in beträchtlicher Höhe weit stärker ist als am Erdboden, wird er hoch über diesem große Entfernungen füglich nur mit dem Winde zurücklegen können, mindestens nicht direkt gegen ihn. Wenn er selbst in der Sekunde 5 m Eigenbewegung hat, der Wind aber 30 m, so wird er gegen den Wind nicht angehen, mit ihm aber in der Sekunde 35 m, in der Stunde 126 km zurücklegen können — weit mehr als unsre Schnellzüge. Es kann keinem Zweifel unterliegen, daß die Vögel — höchstens besonders starke Flieger ausgenommen — zum Ueberwinden weiter Meeresräume der Hülfe des Windes nicht wohl entraten können. Und das Bewundernswerteste bleibt, wie die Vögel im Stande sind, sich den Luftströmungen geschickt anzupassen und namentlich des Nachts für ihre weiten Reisen sicher ihre Richtung zu nehmen.

Für Griechenland und seinen Ornithias ist damit die nötige Aufklärung in der Hauptsache erzielt. Bei der Frage der Proornithien, die man den Ornithien als Vorläufer vorangehen ließ, brauchen wir uns kaum aufzuhalten; sie sind vielleicht nur ein von klügelnder Gelehrsamkeit aufgestelltes Gegenbild der Prodromoi, die den stetigen Sommerwinden, den Etesien vorangingen. Nur römische Quellen sprechen von Vogelwinden aus West und Ost — vielleicht mit gutem Rechte. Die besonders verläßlichen Beobachtungen auf Malta (Ibis VI 1864, 43. 44. 269) betrachten westliche Winde als günstig für die Ankunft der Vögel im Frühling. Das erinnert unmittelbar an die Richtung der sizilischen Landbrücke zwischen Tunis und Kalabrien, und in ähnlicher Weise könnten Beobachtungen an der Straße von Otranto oder am Eingang des Etschtals Anlaß gegeben haben zu Vitruvs Angabe über östliche Vogelwinde. Jedenfalls wird man diese römischen Quellen abgesondert von den griechischen zu betrachten, nicht die einen als Schlüssel des Verständnisses der anderen zu verwerten suchen müssen.

Dieser Exkurs ist etwas lang ausgefallen, aber vielleicht ist er nicht ganz wertlos für die Fortsetzung des Werkes, dessen Lesung ihn anregte. Wie die Ornithien geben auch andere antike Benennungen für besonders charakteristische Luftströmungen Zeugnis von dem regen Beobachtungssinn der alten Hellenen. Aeginitis wirft, Attikas Grenzen überschreitend, auch einen Blick auf die Angaben der Alten über die Fallwinde (καταιγίδες) vom Charakter der Bora.

Auch hier muß ich eine kleine Bemerkung im Grunde gegen mich richten. Die von Aeginitis (II 315) übernommene Form Εὐροκλύδων für die Bora der kretischen Südküste (Apostelgeschichte 27, 14) ist, wiewohl durch Etym. magn. 772, 31 gestützt, doch nicht haltbar; der Εὐροκλύδων der Apostelgeschichte ist gewiß nur ein Εὐρακύλων (vgl. G. Kaibel, Antike Windrosen, Hermes XX S. 620, 1. H. Balmer, Die Romfahrt des Apostels Paulus 1905, S. 336).

Auch die Windstärken, die im ganzen Jahre zu Athen recht ansehnlich sind — natürlich auf dem Nymphenhügel noch etwas lebhafter als in der Stadt! —, werden nach ihrer jährlichen und täglichen Periode behandelt. Von den 163 Stürmen, die in 10 Jahren verzeichnet wurden, kamen 31 aus NNO, 36 aus Nordost, 35 aus S. Der Quadrant zwischen N und ENE liefert die Hälfte aller Stürme; der Boreas ist in Athen wirklich der König der Winde. Nach einer eingehenden Würdigung der Niederschläge, ihres Charakters und ihrer Wirkung auf die Pflanzenwelt macht S. 354 eine Tabelle der wichtigsten klimatischen Elemente den Schluß der Betrachtung Athens.

Für Dekeleia dürften die gewonnenen Temperaturmittel 1) $\frac{8+2+9}{3}$ 2) $\frac{\text{Max.} + \text{Min.}}{2}$ 3) $\frac{8+2+9+9}{4}$ also auch 4) das Mittel aus diesen 3 Werten sämtlich etwas zu hoch sein. Das wirkt natürlich auch ein wenig ein auf die Beurteilung der Abnahme der Temperatur nach der Höhe, wie sie aus einem Vergleich zwischen Athen und Dekeleia sich ergiebt. Wie interessant, damit verglichen, die Stationspaare Patras-Delphi, Nauplia-Tripolis die große Mannigfaltigkeit der klimatischen Ausstattung von Griechenland beleuchten, das hat Osmar Schellenbergs Dissertation bereits ausgeführt. Recht bemerkenswert ist ein Vergleich der Windverteilung zwischen Dekeleia und Athen im Sommer, weil er den Einfluß der Seebrise für Athen deutlich macht; bis Dekeleia reicht sie nicht empor. Zur Erleichterung der Uebersicht reduziere ich die Angaben von Aeginitis (I 361 und II 379) nach sechzehnteiliger Windrose auf die achtteilige und streiche eine Dezimale:

	N	NE	E	SE	S	SW	W	NW	Calmen
Athen	4.7	7.6	1.1	0.7	3.8	4.3	1.8	2.1	4.3
Dekeleia	12.4	2.3	1.3	0.1	1.1	0.9	0.4	2.7	9.2

Offenbar entspricht oft einer Windstille in Dekeleia das Wehen der Seebrise in Athen. Sehr erheblich ist in Dekeleia die Steigerung der Jahresniederschläge (722 mm, Athen 393) und namentlich die Linderung der Sommerdürre. Wenn die Bewölkung geringer erscheint als in Athen, so ist dabei wohl die Ungleichheit der Umgrenzung des Horizonts im Spiele.

Der nächste Abschnitt über die Gewässer Attikas (390—426) entspricht einem Kapitel der 1897 erschienenen Arbeit (Annales I 163—173), hat aber einige Erweiterungen erfahren. Viel bedeutender aber hat sich ausgewachsen die Darlegung der Beständigkeit des Klimas von Griechenland (427—485, früher Annales I 82—85). Aeginitis gibt hier seinen Lesern einen tieferen Hintergrund durch einen Blick in die Lehre von den Klimaschwankungen der jüngeren Perioden der Erdgeschichte. Dann tritt er heran an die Darlegung der Anschauungen, die seit Fallmerayer und Fraas über die Frage laut geworden sind, ob das Klima von Hellas in historischer Zeit eine Veränderung erlitten habe. Das führt natürlich auf die Betrachtung der Waldverwüstung, gegen die schon das Altertum mit gesetzlichen Verboten ankämpfte, auf die von Einzelnen betonte Möglichkeit der Erschöpfung des Bodens. Eine sorgfältige Zusammenstellung der antiken Zeugnisse über die Bewässerung, die für das Klima bezeichnenden Kulturgewächse, den Wechsel der Winde führt den Verfasser zu der Ueberzeugung, daß eine Aenderung des Klimas im Laufe der historischen Zeit nicht erwiesen sei. In einer besonderen Anmerkung nimmt er Stellung zu der Annahme, die Lèpsius, der ausgezeichnete geologische Erforscher Attikas, vertritt, daß das Land seit dem Altertum heißer und trockener geworden sei. Dabei kommt auch die Julihitze des Alpheiostales und deren Unverträglichkeit mit der Festesfreude der olympischen Spiele zur Sprache. Wenn Aeginitis im Fortschritt seines Werkes zum Peloponnes kommt, wird er wohl diesen angeblichen Widerspruch nochmals näher beleuchten. Wie behaglich es den Alten dort in Staub und Sonnenglut war, das kann er dann vielleicht bei Epiktet nachschlagen.

So haben wir in den beiden vorliegenden Bänden nicht allein eine Verwertung der von Aeginitis neu organisierten Beobachtungen, sondern einen Versuch, die Gesamtheit des Wissensschatzes, der bisher über das Klima Athens und Attikas sich gehäuft, zu einem für die gebildeten Griechen anziehenden Gesamtbilde zusammenzuschließen und am Beispiel des eigenen Vaterlandes das Interesse und Verständnis für die Probleme und die Methoden der Meteorologie und der Klimalehre zu entwickeln. Zur angenehmen Einführung und zur lebendigen Wirkung des Werkes, das überall danach strebt, frische Anschauung zu bieten, tragen zweifellos auch die wohlgewählten Abbildungen attischer Landschaften bei, die nicht nur als äußere Zierde, sondern als lehrreiche Beigabe sich zwischen die Blätter dieses Werkes einschalten.

Leipzig J. Partsch

Griechische Papyrus der kaiserlichen Universitäts- und Landesbibliothek zu Straßburg im Elsaß, herausgegeben und erläutert von Dr. **Friedrich Preisigke**, Kaiserlichem Telegraphendirektor zu Straßburg im Elsaß. Band I, Heft 2. Urkunden Nr. 24—54. Mit 6 Lichtdrucktafeln und 20 Schriftproben im Text. Gedruckt mit Unterstützung der »Wissenschaftlichen Gesellschaft in Straßburg«. Straßburg im Elsaß. Verlag von Schlesier & Schweikhardt. 1907. S. 97—186.

Es sind gerade zwei Jahre her, seit ich in dieser Zeitschrift (1907, Nr. 4 S. 313—21) das erste Heft der Straßburger Papyruspublikation dem gelehrten Publikum anzuzeigen die Ehre hatte. Nunmehr liegt das zweite Heft mit den Nummern 24—54 vor. Sechs Lichtdrucktafeln und zwanzig Schriftproben im Text sind für den paläographisch geschulten oder doch interessierten Leser bestimmt. Die Vorbemerkung ist vom Dezember 1907 datiert. Ueber Ausstattung und Anlage dieses zweiten Hefts habe ich nichts Neues meinen seinerzeitigen Ausführungen (a. a. O. 313,5) beizufügen. Sie gelten vollinhaltlich wieder. Was das erste Heft versprochen, hält dieses zweite und wir dürfen dessen schon für die folgenden Hefte sicher sein. Auch diese Besprechung geht wie jene erste nicht vom paläographischen und auch nicht vom philologischen, sondern vom juristischen Standpunkte aus. Wir können auch die schon einmal angewendete Einteilung der zur Besprechung herangezogenen Texte in private Rechtsgeschäfte, Gerichts- und Verwaltungsakten beibehalten, da wir ja die problematische Natur solcher Einteilung nie verkennen. Sie soll ein Uebersichtsbehelf sein, keine Katalogisierung der Texte. Dazu kommen in diesem Hefte noch Briefe geschäftlicher und privater Natur und Zauberpapyri. Ihrem Datum nach sind die Urkunden der römischen, der byzantinischen und — die Zaubertexte — der arabischen Periode angehörig.

1. Rechtsgeschäfte. Ich nenne zuerst Nr. 30, die hübsche »Vermietung von Ziegen« aus dem J. 276 n. C. Ein »Mietvertrag« im Sinne des römischen und modernen Rechts ist das freilich nicht, aber eben darum ist der Vertrag von Interesse. Der Römer Aurelius Pabus stellt dem Römer Aurelius Panneus folgende Vertragsofferte: Pabus übernimmt von Panneus 56 Ziegen auf 2 Jahre und verpflichtet sich nach Ablauf dieser Frist ebenso viele Ziegen gleicher Qualität zurückzustellen, ferner für die Nutzung der Herde jedes Jahr 14 Junge, 7 Böckchen und 7 Zicklein zu einem bestimmten Termin abzuliefern. Die Zustimmung des Panneus macht diese Offerte zum Vertrag (Z. 24 f.). Das uns vorliegende Exemplar war die Urkunde des Pabus, da es von Panneus unterzeichnet ist. Jede Partei erhielt ja, wie wir wissen, das von der Gegenpartei unterzeichnete

Exemplar (vgl. Waszyński, Bodenpacht I S. 29). Der Vertrag hat die Form einer Pacht: βούλομαι μισθώσασθαι (Z. 4 f.), ἐὰν φαίνεται μισθῶσαι (Z. 21 f.). Die Zicklein werden als φόρος bezeichnet (Z. 9), nicht, was hier so nahe gelegen wäre, als τόκοι. Die Ziegen aber heißen ›ἀθάνατοι‹ und diese ›unsterblichen Ziegen‹ würden, wenn wir nicht schon früher zur Beobachtung des ›Eisernviehkontrakts‹ im Papyrusrecht Gelegenheit gehabt hätten (Aus röm. u. bürgerl. R. Festschr. f. E. J. Bekker 1907, S. 81 f.), schon sprachlich sofort an das deutsche Rechtssprichwort ›Eisern Vieh stirbt nie‹ erinnern. Welch hübsche nicht nur sachliche, sondern auch sprachliche Analogie! Die Quantität, die Zahl soll ›unsterblich‹ sein, mögen auch die Individuen wechseln. Wilcken hat Preisigke auf den ähnlichen Gedanken bei den Zehntausend Unsterblichen des Xerxes hingewiesen (Herod. VII, 83): εἴ τις αὐτῶν ἐξέλιπε τὸν ἀριθμὸν ἢ θανάτῳ βιηθεὶς ἢ νούσῳ, ἄλλος ἀνὴρ ἀραίρητο κτλ., und (VII, 31): μελεδωνῷ ἀθανάτῳ ἀνδρὶ κτλ. und Kübler auf BGU IV 1058 (13 v. C.), den Mietsvertrag über eine für Stillung und Wartung eines Sklavenkinds bestimmte Sklavin mit der merkwürdigen lex contractus im Todesfalle für ein anderes Sklavenkind und dessen Ernährung durch die bestimmte Zeit Sorge zu tragen (Z. 25): διὰ τὸ ἀθάνατον αὐτὴν ἐπιδεδέχθαι τροφεύειν. Vgl. zur Urkunde Gradenwitz, Berl. phil. Wochenschr. 1907, 1357. In unserem Straßburger Texte wird eine Aestimation in Geld wie in dem in der Bekker-Festgabe behandelten P. Fir. 16 nicht vorgenommen. Aber Pabus verspricht ausdrücklich nicht die bestimmten übergebenen Ziegen zurückzugeben, sondern ›die unsterblichen Ziegen, in der Zahl 56, in der Beschaffenheit, wie ich sie erhalten habe‹ (Z. 19 f.). Das Entgelt besteht in einer Quantität derselben Art, wie sie kreditiert ist. Da die Festlegung der Fungibilität von Sachen nicht ius cogens ist, sondern der Parteiendisposition unterliegt, so kann man in unserem Falle, so merkwürdig dies scheinen mag, nicht umhin Darlehen anzunehmen. Die Frage ist nicht ein bloßes Streiten um Worte, da für Darlehen und Miete verschiedene Rechtssätze gelten. Den Parteien wird es kaum frei gestanden haben, einfach durch Bezeichnung eines unter die gesetzliche Kategorie des Darlehens gehörigen Geschäfts als bloße μίσθωσις das für das Darlehen geltende Recht auszuschließen. Wollten sie einen dispositiven Rechtssatz abändern, so müßten sie dies ausdrücklich tun — aus einer bloß terminologischen abweichenden Fassung konnte eine Abweichung von auch nur dispositiven Rechtssätzen wohl noch nicht erschlossen werden. Die Viehverstellung ist meist bloß pactum adiectum der Pacht, so läuft die Abrede des Florentinertextes mit

der μίσθωσις mit. Hier aber ist der Vertrag selbständig und wenngleich die Form auf die μίσθωσις weist, so fehlt es doch nicht an formalen auf das δάνειον weisenden Elementen. So Z. 14 ff. τὴν ἀπόδοσιν ποιήσομαι.

In allen Sammlungen laufen natürlich Fragmente mit unter, die wir ganz anders achten würden, wenn wir nicht durch so viele vollständige Exemplare schon verwöhnt wären. So z. B. das Schuldscheinfragment Nr. 33 (1. Jhd. n. C.), worin der Gläubiger das Geld durch die Bank auszahlen läßt, ein bekannter Fall direkter Stellvertretung bei der Darlehensbegründung. Oder das Weinkauffragment Nr. 53 (132 n. C.), wovon die Verpflichtung des Verkäufers erhalten ist, den bestimmten Kaufpreis ἀνεπερθεσίας (l. ἄνευ ὑπερθεσίας) καὶ εὑρησι[λ]ογίας bezahlen zu wollen. Vielleicht liegt, wie Preisigke vermutet, ein Pränumerationskauf vor, aber die angeführten Worte bedeuten in juristischer Terminologie nichts anderes, als daß die Preisforderung »fällig und liquid« sei. Nr. 54 (a⁰ 153/4) beurkundet ein hübsches Getreidedepôt, der Depositar verpflichtet sich denn auch ganz korrekt, das Depôt dem Deponenten dann zurückzustellen (Z. 11): ὁπηνίκα ἐὰν αἱρῇ.

Die Deutung des uns schon aus Nr. 6—8 bekannten φόρος προβάτων (diese Ztschr. a. a. O. 319), den Preisigke schon damals nicht als Schafsteuer sondern eher als Leistung eines dauernden Zinses »für eine mit der Schafzucht in Verbindung stehende dauernde Leistung« zu erklären geneigt war, bestätigt sich in ihrer Richtigkeit durch Nr. 28 (um 305 n. C.). Wir dürfen nunmehr darunter wohl mit Preisigke den Pachtschilling eines Herdenpächters verstehen. Daß es sich dabei um Eisernviehkontrakt handeln kann, bedarf keiner weiteren Ausführung mehr. Wird der Zins, wie in unserm Falle nicht in Tierjungen, sondern in Geld entrichtet, so werden wir freilich romanistisch von locatio conductio irregularis, nicht — wie wir es im Falle Nr. 30 taten — von reinem Darlehen sprechen.

Nr. 43 (a⁰ 331) aus der konstantinischen Epoche enthält eine Ackerpacht in der bekannten Form der zum Vertrag gewordenen Offerte. In unserem Exemplar ist die Verpächterin unterzeichnet. Sie hat den Vertrag durch ihren Ehemann abgeschlossen. Damit bestätigt die Urkunde neuerdings die Zulässigkeit direkter Vertretung. Z. 21 heißt es dementsprechend ausdrücklich, daß die staatlichen Abgaben während der Vertragsdauer die Landeigentümerin (die Vertretene) tragen werde. Der den Vertrag faktisch schließende Mann ist an Rechten und Pflichten nicht irgendwie beteiligt. Die Parteien sind Römer. Die Frau Aurelia Rufina führt den Titel einer λαμπρο-

der μίσθωσις mit. Hier aber ist der Vertrag selbständig und wenngleich die Form auf die μίσθωσις weist, so fehlt es doch nicht an formalen auf das δάνειον weisenden Elementen. So Z. 14 ff. τὴν ἀπόδοσιν ποιήσομαι.

In allen Sammlungen laufen natürlich Fragmente mit unter, die wir ganz anders achten würden, wenn wir nicht durch so viele vollständige Exemplare schon verwöhnt wären. So z. B. das Schuldscheinfragment Nr. 33 (1. Jhd. n. C.), worin der Gläubiger das Geld durch die Bank auszahlen läßt, ein bekannter Fall direkter Stellvertretung bei der Darlehensbegründung. Oder das Weinkauffragment Nr. 53 (132 n. C.), wovon die Verpflichtung des Verkäufers erhalten ist, den bestimmten Kaufpreis ἀνεπερθεσίας (l. ἄνευ ὑπερθεσίας) καὶ εὑρησι[λ]ογίας bezahlen zu wollen. Vielleicht liegt, wie Preisigke vermutet, ein Pränumerationskauf vor, aber die angeführten Worte bedeuten in juristischer Terminologie nichts anderes, als daß die Preisforderung »fällig und liquid« sei. Nr. 54 (a⁰ 153/4) beurkundet ein hübsches Getreidedepôt, der Depositar verpflichtet sich denn auch ganz korrekt, das Depôt dem Deponenten dann zurückzustellen (Z. 11): ὁπηνίκα ἐὰν αἱρῇ.

Die Deutung des uns schon aus Nr. 6—8 bekannten φόρος προβάτων (diese Ztschr. a. a. O. 319), den Preisigke schon damals nicht als Schafsteuer sondern eher als Leistung eines dauernden Zinses »für eine mit der Schafzucht in Verbindung stehende dauernde Leistung« zu erklären geneigt war, bestätigt sich in ihrer Richtigkeit durch Nr. 28 (um 305 n. C.). Wir dürfen nunmehr darunter wohl mit Preisigke den Pachtschilling eines Herdenpächters verstehen. Daß es sich dabei um Eisernviehkontrakt handeln kann, bedarf keiner weiteren Ausführung mehr. Wird der Zins, wie in unserm Falle nicht in Tierjungen, sondern in Geld entrichtet, so werden wir freilich romanistisch von locatio conductio irregularis, nicht — wie wir es im Falle Nr. 30 taten — von reinem Darlehen sprechen.

Nr. 43 (a⁰ 331) aus der konstantinischen Epoche enthält eine Ackerpacht in der bekannten Form der zum Vertrag gewordenen Offerte. In unserem Exemplar ist die Verpächterin unterzeichnet. Sie hat den Vertrag durch ihren Ehemann abgeschlossen. Damit bestätigt die Urkunde neuerdings die Zulässigkeit direkter Vertretung. Z. 21 heißt es dementsprechend ausdrücklich, daß die staatlichen Abgaben während der Vertragsdauer die Landeigentümerin (die Vertretene) tragen werde. Der den Vertrag faktisch schließende Mann ist an Rechten und Pflichten nicht irgendwie beteiligt. Die Parteien sind Römer. Die Frau Aurelia Rufina führt den Titel einer λαμπρο-

τάτη = clarissima, den ihr Mann entbehrt. Was hierüber zu bemerken wäre, hat Preisigke (S. 154) bereits gesagt.

Nr. 52 (151 n. C.) ist eine große Bankdarlehensurkunde mit hypothekarischer Sicherheit. Die technische Durchführung des Geschäfts, bei der außer Notariat und Bank auch die Buchbehörde beteiligt ist, schildert der Herausgeber in der ihm eigentümlichen genauen und anschaulichen Art. Bemerkenswert ist, worauf übrigens auch Preisigke (zu Z. 7) schon hingewiesen hat, das Mißverhältnis zwischen dem geringen Werte des Pfandobjekts und dem großen Werte der Schuld. Trotzdem sind eingehend alle Konsequenzen, die aus nicht rechtzeitiger Zahlung für die Pfandsache erwachsen, dargelegt. Das Pfand soll sofort in das bücherliche und körperliche Eigentum der Gläubigerin übergehen. Die Garantie des ἐμβαδεύειν erinnert an das pactum de ingrediendo, das sich bekanntlich schon aus einer Konstitution vom J. 205 nachweisen läßt. Näheres bei Mitteis, Reichsrecht 431 ff. Es ist dem Pfande demgemäß Verfallscharakter zugeschrieben. Aber wenn es auch entsprechend korrekt heißt (Z. 7) ἀντὶ τῶν ὀφειλομένων, so kann doch nicht an reine Sachhaftung in dem Sinne gedacht sein, daß der Schuldner für den Minderwert des Pfands gegenüber der Schuldsumme nicht aufkommen müßte, er sich also durch Preisgabe des Pfands von der Haftung befreien könnte. Daß das nicht der Sinn der Abrede ist, geht m. E. aus dem Z. 10 genannten κίνδυνος περὶ τὴν ὑποθήκην hervor, in welchem Falle die Schuldnerin die ganze Schuld mit allen Akzessionen der Gläubigerin zu zahlen verspricht und hierfür ihr ganzes Vermögen einsetzt. Preisigke übersetzt: »Wenn aber irgend eine Gefahr entsteht in Bezug auf diese Hypothek ganz oder teilweise in irgend welcher Art, so soll die Schuldnerin an die Gläubigerin — die Schuldsumme voll begleichen«. Die nächstliegende Gefahr für den Gläubiger, die περὶ τὴν ὑποθήκην entsteht, ist aber die Unzulänglichkeit derselben. Es wäre unverständlich, wenn bei der vorsichtigen keineswegs auf reine Sachhaftung nur der Hypothek hinauslaufenden Stilisierung gerade der nächstliegende Fall übersehen wäre, daß die Hypothek dem Gläubiger als Haftungsobjekt nicht genügen könne. Auch diese Urkunde zeigt die mehrfach berührte, aber noch immer nicht sichergestellte Erscheinung, daß der Verpfänder von weiteren Verfügungen über die Pfandsache abzustehen sich verpflichtet. Für die Zusicherung der Verpfänderin die Hypothek von jeder öffentlichen oder privaten Inanspruchnahme freihalten zu wollen (Z. 9: Βεβαιούτω δὲ ἡ δεδανει[σ]μένη τήνδε τὴν ὑποθήκην πάσῃ βεβαιώσει ἀπό τε δημοσίων καὶ ἰδ[ι]ωτικῶν καὶ ἀπ[ὸ] πάντων ἁπλῶς), ließe sich vielleicht eine Erklärung

darin finden, daß Hypotheken mit Rangprivilegien, die im antiken Hypothekenrecht eine ebenso bedeutende als für den Realkredit bedenkliche Rolle spielten, nicht übernommen werden sollten. Aber warum soll die Verpfänderin, da die Hypothek doch dinglich wirkt (?), das Grundstück nicht veräußern und weiter verpfänden (μὴ ἐξέστω αὐτῇ πωλεῖν μηδὲ ἑτέροις ὑποτίθεσθαι)? Erklärlich wieder ist die generelle Schlußklausel (Z. 9 f.): μηδ' ἄλλο τι περὶ αὐτῆς κακοτεχνεῖν [ὑπεναντίον] τοῖ[ς]οις τρόπ[ῳ μηδενί], worunter man ja irgend welche Machenschaften verstehen kann, um auch die dingliche Wirkung eines Rechts zu vereiteln. [Zu diesen Fragen vgl. nunmehr Koschaker, Ztschr. Sav.-St. Rom. A. 29, 42 f., Lewald, Röm. ägypt. Grundbuchsrecht (1909) und das dort S. 100[1] angekündigte Buch von Pappulias, Ἡ ἐμπράγματος ἀσφάλεια. In der Korrektur beigefügt.]

Der nachjustinianischen Zeit gehört der Dienstbotenvertrag Nr. 40 (a° 569) an. Das Geschäft wird als μισθωτικὴ ὁμολογία bezeichnet. Insofern freilich der Lohn nicht nur in Geld, sondern — und zwar zum größten Teile — in Naturalien besteht, liegt nicht reine locatio conductio operarum im römischen Sinne vor. Doch das macht keine Schwierigkeit der Erklärung und ist auch in der Zeit ausgedehnter Rückkehr zur Naturalwirtschaft nicht verwunderlich oder auffallend. Der Hervorhebung bedürfen aber einige andere Punkte. Zunächst heißt es von der Form des Vertrages, daß er abgeschlossen sei διὰ τῆς παρούσης μισθωτικῆς ἐγγράφου ὁμολογίας (Z. 12 f. 25). Das gibt Preisigke wieder mit ›kraft des vorliegenden behördlich gebuchten Dienstvertrags‹, ohne, soweit ich sehen kann, diese Uebersetzung besonders zu rechtfertigen. Daß eine ἔγγραφος ὁμολογία nicht eine schlichte Schrifturkunde, wie sie über jeden beliebigen Vertrag abgefaßt worden ist, bedeute, sondern daß ἔγγραφος auf eine qualifizierte Schriftform hindeute, ist angesichts der Schriftlichkeit aller Verträge (vgl. auch Z. 51) wohl auch mir sehr wahrscheinlich. Auch ist es ja naheliegend, etwa an Eintragung in ein Dienstbotenregister oder dgl. zu denken. Wir denken auch an ein anderes engraphes Geschäft, den γάμος ἔγγραφος und dessen Gegensatz (?) den γάμος ἄγραφος. Auch da scheint ἄγραφος nicht ›schriftlos‹ zu bedeuten. Doch sind diese Dinge zu unsicher, um etwa gar Analogieschlüsse zu wagen. Vgl. Wilcken, Archiv IV, 264. Mit dem Dienstbotenvertrag ist die Erklärung eines Bürgen verbunden. Die Haftung für die richtige Erfüllung des Vertrages ist durch des Schuldners und des Bürgen ganzes Vermögen gedeckt. Es sei nicht vergessen, daß Z. 18 f. (ἐγγυωμένου καὶ ἀναδεχομ[έ]ν[ου] τὸ πρόσωπ[ο]ν καὶ τὴν πᾶσαν πίστιν καὶ γνώμην) in schönster Form der Gegensatz zwischen der Schuld des

Schuldners — der übrigens wie bemerkt auch seinerseits haftet — und dem Einstehen des Bürgen für diese Schuld, also die Antithese Schuld und Haftung, die meist auch zur Synthese wird, zum Ausdrucke gebracht ist. Ich erinnere da etwa an die entsprechenden deutschrechtlichen Ausführungen bei Puntschart, Schuldvertrag und Treugelöbnis (Leipzig 1896). [Jetzt J. Partsch, Griech. Bürgschaftsr. I (1909).] Außer der genannten Doppelhaftung ist für den Fall des Vertragsbruchs und zwar anscheinend von jeder Seite eine gleich große Konventionalstrafe festgesetzt. Der Vertrag bietet aber auch besonderes wirtschaftsgeschichtliches Interesse, indem er uns die Stellung eines Dienstboten in jener Zeit vor Augen führt. Es ist dies Aurelius Kolluthos, ein Freier — wie auch sein Bürge es ausdrücklich (Z. 28 f.: καὶ τῆς αὐτοῦ ἐλευθερείας) bezeugt —, vielleicht sogar ein gewesener Ratsherr (S. 139 ad lin. 10), der sich, wohl aus alter, aber verarmter Bürgerfamilie stammend (S. 137), als φαμιλιάριος κατάδουλος παῖς (Z. 24) bezeichnet. Preisigke gibt diese Wendung mit ›Hausbediensteter in fester Stellung eines Haussklaven‹ wieder, bemerkt aber gleichwohl, daß der Ausdruck nicht ›harte Sklavenschaft oder Knechtschaft in sich schließe‹. Es handelt sich offenbar um eines jener Zwitterverhältnisse, in denen die juristische Formel zwar Freiheit gewährt, tatsächlich aber ein Zustand geschaffen wird, in dem es bei einiger Absicht des Dienstherrn gelingt, bald ein sklavereiähnliches Verhältnis herbeizuführen. Man denke nur an den Fall der Vertragsverletzung. Wie aus dem Bauern ein Leibeigener, um an eine bekannte Parallele zu erinnern, konnte aus dem freien Dienstboten ein Unfreier werden.

Der Erbteilungsvertrag dreier Geschwister Nr. 29 (289 n. C.) betrifft ein den Kindern als den Repräsentanten ihrer vorverstorbenen Mutter zugefallenes Erbpachtsgut. Das Grundstück ist unveräußerliches staatliches Domanialland. Der Erblasser, vielleicht ein Onkel der Kinder, war Erbpächter gewesen und ohne Hinterlassung einer Deszendenz, sowie ohne Testament verstorben. So kamen die drei Kinder zur gesetzlichen Erbfolge. Zu ideellem Drittel gemeinsam bleiben sollen einige Sträucher, ein Badewasserbecken und eine Zisterne. Die Teilung ist durchs Los erfolgt. Die Urkunde wird 6 fach ausgefertigt. Jeder erhält zwei Exemplare und die Kontrahenten erklären sich mit der Zulässigkeit der δημοσίωσις ohne weiteres einverstanden. Die Urkunde ist damit eine nicht gleichgültige Quelle für die Frage nach dem ägyptischen Archivwesen geworden, worüber denn auch Preisigke S. 108 f. handelt, und das Koschaker in seinen schönen Aufsätzen über den Archidikastes (Ztschr. d. Savigny-Stift.

Rom. A. Bd. 28) zum Gegenstand eingehender Untersuchungen gemacht hat. Während ich diese Zeilen schreibe liegt mir leider die für Bd. 29 versprochene ex professo Abhandlung über die δημοσίωσις (28, 254 unter V) noch nicht vor. [Jetzt erschienen: 29, 1 ff. und teilweise von Preisigke abweichend, vgl. S. 7[1], 8[2] u. ö.] Auf Mitteis' Ausführungen, die in der gebotenen Kürze eines Anhangs zum römischen Urkundenwesen von den gräko-ägyptischen Urkunden und auch von der Registrierung handeln, sei auch an dieser Stelle nachdrücklich hingewiesen (Römisches Privatrecht I, 307 ff., insbes. 313 f.).

2. Prozeßakten. Von ihnen ist nur Nr. 41 hervorzuheben, ein Erbstreit aus d. J. 250 n. C. Der Papyrus ergänzt P. Lips. I 32, über den ich bereits in dieser Ztschr. 1907, 301 f. berichtet habe. Durch den Straßburger Text ist wohl die Vorgeschichte des Falls klarer geworden, aber vom Prozeßtatbestande selbst kann ich dasselbe nicht behaupten. Wir wissen, daß es sich um einen Erbstreit handelt. Heron, der um 226, also nach der Konstitution Caracallas, gestorben ist, hatte ein römisches Testament gemacht, worin er seine Tochter Aurelia Aretus zu $^{11}/_{12}$, seinen Adoptivsohn M. Aurelius Serenes zu $^{1}/_{12}$ zu Erben eingesetzt hatte. Vgl. dazu Lips. I 10, wo sich Aretus als Erbin auf eben dieses Testament beruft; zur Unzialrechnung vgl. Mitteis, Lips. S. 43 zu Z. 15. Jetzt erfahren wir aus der Straßburger Urkunde, daß das keine reine Erbschaft war, sondern daß der Erblasser testamentarisch verfügt hatte, Aretus müsse der Tochter des Serenus, Demetria, bei ihrer Verheiratung $^{5}/_{12}$ der Erbschaft herausgeben, oder ihr zwei Talente bezahlen. Damit ist ein in die Form eines dies incertus an incertus quando gekleidetes suspensiv bedingtes Vermächtnis für die Adoptivenkelin geschaffen. Das Vermächtnis erstreckt sich zwar auf eine Nachlaßquote, aber die Quote ist von vornherein auf zwei Talente taxiert und das Wahlrecht nach allem dem Belasteten eingeräumt. Bei bedingten Vermächtnissen hat der Vermächtnisnehmer bekanntlich das Recht, vom Beschwerten Sicherung mit Bürgschaftsstellung zu fordern. Hier hat nun der Erblasser selbst eine eigentümliche Barkaution angeordnet, wonach die ganzen zwei Talente beim Sequester (κοινὸς μεσείτης) Kolluthos deponiert werden mußten. Die cautio legatorum servandorum causa ist im vorliegenden Fall durch die stärkere Verfügung des Erblassers gegenstandslos geworden, aber die Anordnung dieser Barkaution ist an sich immerhin interessant (vgl. Windscheid-Kipp, Pandekten [9] III 646 [7]). Um diese Sequestration dreht sich der Streit. Kolluthos selbst lebt nicht mehr und seine Erben machen offenbar der Herausgabe des Depositums Schwierigkeiten. Aber im einzelnen

ist die Sache nicht klarer geworden. Für das μεταδιδόναι habe ich a. a. O. eine Deutung versucht, die Preisigke in etwas anderem Sinne erweitert hat. Aber die schon damals sehr hypothetisch gegebene Erklärung befriedigt mich jetzt nicht mehr, ohne daß ich eine wahrscheinlichere Deutung beizubringen vermöchte. Die Crux der Sache bleibt das von Sarapion verlesene Schriftstück (Z. 45—48). Ein von der Deponentin ausgestellter Depôtschein kann doch gegen den Depositar nicht beweisen und dieser erklärt, nicht mehr als ein Pare der Erklärung der Demetria erhalten zu haben. Darf das mit Preisigke (S. 143) als ›Empfangsbestätigung‹ des Kolluthos gedeutet werden? So sehr das passen würde, so scheute ich doch schon a. a. O. vor dieser Erklärung und kann sie auch jetzt noch nicht im Sinne Preisigkes aufnehmen. [A. M. jetzt Mitteis, Ztschr. Sav.-St. 29, 465/8.] Nur in die Parteienrollen ist einige Klarheit gekommen, insofern als wir auf der einen Seite Demetria allein und auf der anderen die Erben des Sequesters und Aretus stehen sehen und daß, wie ich bereits (S. 302) vermutete, Ammonios und Sarapion Anwälte der Demetria, Origenes und der neu hinzugekommene Antoninus Anwälte der Gegenpartei sind (so auch Preisigke S. 143).

3. Verwaltungsakten. Ich fasse da die anderen Papyri unter einer Gesamtüberschrift zusammen, der ich natürlich keine juristisch-technische Bedeutung beimesse. Die Urkunden bieten mehr Ausbeute für die Wirtschafts- als für die Rechtsgeschichte. Nr. 24 (118 n. C.) ist eine vom Guts- oder Herdeninspektor, womit Preisigke das Wort ποιμήν hier charakteristisch wiedergibt, verfaßte Viehbestandsliste eines größeren Gutes; Nr. 25 (3. Jhd.) ein Auftrag von städtischen Beamten, als den Organen der Stadt, an Pächter städtischen Grundes, einen Teil des Naturalzinses an die Dekaproten, staatliche Organe, zu bezahlen. Es handelt sich, wie Preisigke bemerkt, um eine von der Stadt an den Staat zu entrichtende Getreideabgabe. Die juristische Konstruktion ist klar. Nr. 31 (2./3. Jhd.) deutet Preisigke als Gebäudesteuerliste. Eine ›Grenzbegehung‹ (ἡ τοῦ ὁρισμοῦ πορεία) hat ein Steuerplus von 20 Drachmen eingetragen: eine hübsche Illustration der behördlichen Kontrolle eigener Angaben der Steuerpflichtigen. Die κατ' οἰκίαν ἀπογραφή Nr. 42 (a° 310) enthält nur Angaben über die 9 männlichen Hausbewohner. Sie ist gerichtet an den censitor Ulpius Alexander, der auch sein lateinisches ›subscr(ipsi)‹ unter die Eingabe setzt. Um die Wahrheit seiner Eingabe zu beteuern, schwört deren Verfasser im Kontraktkörper bei allen Göttern und bei der Tyche und Nike der Kaiser (Z. 17: καὶ ὄμνυμει θεοὺς ἅπαντας καὶ τύχην καὶ νίκην τῶν δεσποτῶν ἡμῶν τῶν ἀνικήτων βασιλέων), während er in seiner Unterschrift kürzer sagt: ὤμασα θεοὺς ἅπαντας

καὶ τὸν θεῖον ὅρκον. Danach ist — wenigstens hier — gerade der Kaisereid als θεῖος ὅρκος bezeichnet. In Nr. 34, 16 ff. (s. u.) wird außer bei der Tyche des Kaisers Commodus noch geschworen (Z. 18): ... [τύχην καὶ τὸν] θεὸν μέγι[σ]τον Ὀ[σ]ειραντίνοον, d. i. beim vergötterten Antinoos. S. dazu Rhoden, Realenzykl. s. v. Antinoos und Preisigke 126. Neben die zeitlichen treten immer neue örtliche Verschiedenheiten der Eidesformeln. Der Sitologenbericht Nr. 45 (a° 312) ist deshalb von besonderem rechtshistorischen Interesse, weil als städtischer Eigentümer in Theadelphia ganz parallel zu einer Frau Rufina, die an erster Stelle steht, an zweiter Stelle das πιτ(τάκιον) Μασκουλείνου begegnet. Wir kannten das πιττάκιον schon aus Fir. I 18, konnten aber zu keiner befriedigenden Deutung kommen. Jetzt erklärt es Preisigke als ›eine Ackerbaugesellschaft, die Eigenacker oder Pachtacker besitzt, wobei jedes Mitglied ein bestimmtes Stück Land auf seinen Namen von der Gesellschaft zur Bewirtschaftung zugewiesen erhält‹ (S. 158). Wenn Preisigke zugleich das πιττάκιον als juristische Person qualifiziert, so wird seit Mitteis' Forschungen (Römisches Privatrecht I 342 ff.) aus der Tatsache dagegen kein aprioristischer Einwand erhoben werden, daß das πιττάκιον nach innen zu genossenschaftlich organisiert ist. Eine geplante Untersuchung über die jusistischen Personen und Gesellschaftsformen im Papyrusrecht wird bereits über ein größeres Material für das öffentliche und für das Privatrecht verfügen können und vielleicht manche auch für die römischen analogen Fragen willkommene Ausbeute bringen, wie wir denn für das griechische Recht durch Ziebarths Arbeiten schon erfreulich unterrichtet sind (Das griechische Vereinswesen, Leipzig 1896; dazu Neue Jahrbücher XIII [1904] 566 ff. und Die Stiftung nach griechischem Recht, Ztschr. f. vgl. Rechtswiss. XVI, 249 ff.).

Nr. 34 (a° 180—192), eine Hauskaufsanzeige, gibt dem Herausgeber Anlaß, die Agenden der βιβλιοθήκη ἐγκτήσεων nochmals eingehend zu behandeln (S. 123 ff.). Es wird uns da der Vorgang beim Verkauf sowohl als bei der Geschäftsgebahrung der Registerbehörden vor Augen gestellt. Dabei sehen wir von neuem die großen Vorteile, welche dem Verf. für die Erklärung des antiken Aktenwesens seine Bekanntschaft mit dem modernen bietet, die Bedeutung fachmännischer Kenntnisse für die Behandlung der Urkunden des Altertums. Ich meine da insbesondere das über die Fachwerke der βιβλιοθήκη ἐγκτήσεων (S. 123 f. sub 4) Ausgeführte. Das Geschäft kommt, wie aus der Beurkundung der βιβλιοφύλακες hervorgeht (Z. 25 f.) zu Stande: πρωτοπραξίας φυλασσομένης τῷ φίσ[κῳ καὶ τῷ πολ]ιτικῷ λόγ(ῳ) τ[ῶ]ν Ἀντινοέων καὶ οἷς ἄλλοις δέον ἐστίν. Damit wird die Protopraxie nicht bloß dem Fiskus, sondern auch der Gemeindekasse von Anti-

noupolis und allen übrigen Berechtigten gewahrt. Ueber die Bedeutung der Protopraxie besitzen wir nunmehr die ausführlichen Darlegungen von Mitteis, Röm. Privatr. I 371—4. Soll eine so ausgedehnte Protopraxie, wie sie in unserer Urkunde normiert ist, nicht eher auf ein Konkursprivileg zu beziehen sein (vgl. Mitteis 371[65]), als auf die von Mitteis entwickelte regelmäßigere Bedeutung eines Beschlagspfandrechts? Mitteis' Ausführungen lassen in unserem Falle beide Deutungen zu. Unter den übrigen Berechtigten, die neben Staats- und Stadtkasse den Anspruch haben sollen, kommen als wohl eine der bedeutendsten privilegierten Forderungen die der Frauen wegen ihrer προῖκες in Betracht (BGU III 970, Preisigke S. 126, Mitteis S. 371). [S. jetzt zur Urkunde Lewald, a. a. O., worüber an anderer Stelle, und Koschaker, a. a. O. S. 7[1].]

Von Interesse sind unter den Verwaltungsakten schließlich die Gestellungsbürgschaften Nr. 46—51, sämtlich aus dem Jahre 566 n. C., worin sich Bürgen in die Hand des Oberamtsdieners für gesicherte Fleischversorgung der Stadt einzustehen verpflichten. Der Oberamtsdiener ist als Organ der Behörde bezeichnet (46, 6 f.: τῇ δημοσίᾳ ἀγορᾷ δ(ιὰ) σοῦ Φιλήμμωνος ἀρχιυ[πηρέτ(ου)] ['Α]ντι(νοέων πόλεως), ebenso nur mit einer Lücke von etwa 18 Buchstaben vor Ἀντινοέων 47, 6 f.; 47, 32 f.: τῷ δημοσίῳ λόγῳ δι(ὰ) σοῦ Φ. u. s. w. wie 46, 6 f.; ebenso 48, 4; 49, 3 f.; 51, 1 f.). Sollte der Gewerbsmann (Metzger) flüchtig werden, so verspricht der Bürge seine Ergreifung und Ablieferung an die Behörde ἐν δημοσίῳ τόπῳ, d. i. wie Preisigke (S. 164) richtig bemerkt, ›in einer der Behörde für dienstliche Zwecke zur Verfügung stehenden Baulichkeit, sodaß der Behörde keine Mühen und Weiterungen erwachsen‹. Ausgeschlossen ist Gestellung an geheiligtem Orte oder zu geheiligter Zeit, denn sonst wäre die Behörde durch den religiösen Schutz in der Durchführung ihrer Aktion behindert. Da wir in der christlichen Aera stehen, so sind unter ἁγίας oder σεπτῆς κυριακῆς ἢ ἄλλης ἀπράκτου ἡμέρας die Sonn- und Feiertage zu verstehen, während mit ἐκτὸς ἁγίων περιβόλων καὶ θείων χαρακτήρων die Kirchen und ihre befriedete Umgebung, sowie nach Preisigkes plausibler Annahme die auf den Straßen aufgestellten Heiligenbilder gemeint sein werden. Freilich wird auch in der christlichen Zeit nicht ohne weiteres jede auch nur private Aufstellung eines Heiligenbildes schon Asylschutz gewährt haben, sondern ähnlich den uns bekannten Vorschriften der heidnischen Epoche erst staatliche oder doch kirchliche Genehmigung der Errichtung einer Asylstätte, bezw. Verleihung des Asylrechts. Ueber dies uns schon wohl bekannte Asylrecht handelt Preisigke ebenso eingehend als zuverlässig (S. 164 f.). Für den Fall der Flucht und Nichtgestellung des Ge-

werbsmanns verpflichtet sich der Bürge zur Zahlung einer Konventionalstrafe. Daß eine solche Bürgenhaftung nicht Bürgschaft im gewohnten privatrechtlichen Sinne ist, braucht nicht des näheren ausgeführt zu werden. Solche Verbindlichkeit, wie sie in unseren Papyri geschildert ist, zu übernehmen war gewiß nicht angenehm, zumal irgend ein Vorteil für den Bürgen nicht ersichtlich ist. Es wäre höchstens möglich, daß zur Fleischversorgung nur der zugelassen würde, der einen Bürgen beistellte und so sich mehrere zu einem Kompagniegeschäft zusammentaten, also der Bürge an dem Gewinn des Geschäfts partizipierte. Aber wahrscheinlicher dürfte die Verpflichtung liturgischer Art gewesen sein. Man ließ sich an der jedenfalls auch nicht fehlenden eigenen Verpflichtung des Gewerbsmannes zur ordentlichen Verproviantierung nicht genügen, sondern forderte noch weitere Haftung. Wir erinnern uns an den Eid des Eierhändlers Aurelius Nilus (Oxy. I 83; 327 n. C.), der anscheinend noch keinen Bürgen für seinen gewissenhaften Eierhandel brauchte. Immer mehr versagt das freie Spiel der wirtschaftlichen Kräfte, immer weniger gleichen sich Angebot und Nachfrage zur Befriedigung von Konsumenten und Produzenten selber aus. Und die Folge ist der Versuch staatlichen Zwanges da, wo wir ihn lieber vermissen würden.

4. Varia. In der Sammlung finden wir noch Briefe. Einige davon, Nr. 32 (261 n. C.), 26 (4. Jhd.), 35 (4./5. Jhd.) betreffen zwar Geschäftsangelegenheiten, bieten aber juristisch wenig Bemerkenswertes. Der Schreiber von Nr. 35 hat uns obendrein das Verständnis durch sein schlechtes Griechisch genug erschwert. Preisigke hat auch auf eine Uebersetzung verzichtet. 36, 37, 38 sind private Familienbriefe, nur 37 gut erhalten mit der Anzeige der glücklichen Ankunft in einem Hafen, 36 ein Stück eines lateinischen Briefes, von 38 der Inhalt verstümmelt, alle drei aus dem 2. und 3. Jhd. n. C. Der Zauberpapyrus aus arabischer Zeit Nr. 39 (ähnlich 39A) ist der von Preisigke deutlich beschriebenen und durch zwei Bilder illustrierten Faltung und Siegelung sowie des verwendeten Flickpapiers wegen von allgemein papyrologischem Interesse.

Preisigkes Publikation bedarf keines Lobspruches mehr. Wir freuen uns des Gebotenen und freuen uns auf das Versprochene.

Heidelberg — Leopold Wenger

Aegyptische Urkunden aus den Kgl. Museen in Berlin. Griechische Urkunden. Herausgegeben von der Generalverwaltung. Sonderheft. Elephantine-Papyri. Bearbeitet von **O. Rubensohn** mit Beiträgen von **W. Schubart** und **W. Spiegelberg.** Mit 3 Lichtdrucktafeln. Berlin. Weidmannsche Buchhandlung. 1907. VII und 92 S. Mk. 6.

Aus der bekannten Sammlung der Berliner Griechischen Urkunden, deren autographierte Texte eine uns schon lange lieb gewordene, von verschiedenen Gelehrten besorgte Quellenpublikation darbieten, wird im vorstehenden Heft »eine nach Inhalt, Zeit und Fundumständen zusammengehörige Gruppe griechischer Urkunden« als Sonderheft in Buchform mit Kommentar veröffentlicht. Die Urkunden sind, wie der Herausgeber im Vorwort bemerkt, bei Ausgrabungen in Elephantine im Februar 1906 gefunden worden. Spiegelberg, für die demotischen Texte, Schubart, für einige griechische Urkunden, und B. Keil haben bei Veröffentlichung und Erläuterung mitgetan. Das Vorwort dankt ihnen und noch dem treuen Helfer bei zwei Ausgrabungskampagnen Karl Herold.

In der Einleitung bietet uns Rubensohn zunächst (S. 1—4) eine Beschreibung der Oertlichkeiten, der Stadt Elephantine am Südende der gleichnamigen Insel. Es werden in anschaulicher Weise die Hindernisse der Aufdeckung uns vor Augen geführt, die Zerstörung der Ruinen der Antike für Neubauten, die Wirtschaft der Sebbaḥgräber, die Aufführung englischer Dienstgebäude und arabischer Friedhöfe — lauter gelegentliche Ausschließungsgründe für Grabungen. Die durchforschten Gebiete zeigen übereinander gelegene Häuser, oft 4 bis 5 Schichten, von der ptolemäischen bis zur koptischen Zeit. Die Häuser waren so, wie sie noch heute sind, höchst primitiv, ohne Fenster und nur selten mit einem Türverschluß. Für den, der auf den Schultern seines Vorgängers baut, wird dessen Wohnraum zum Keller; nicht einmal eine Treppe ist notwendig, es kann auch eine Leiter genügen, um ins Untergeschoß zu gelangen.

Jeder der beiden Funde, von denen in unserem Hefte berichtet wird, besteht aus Papyri, die in je einem Topfe beisammen lagen: eine Erzählung, bei der wir uns sofort lebhaft alter Papyrusfundgeschichten erinnern (vgl. S. 8[1]).

I. Fund. Daran schließt sich (S. 5—8) eine eingehende Erörterung zunächst des Aeußeren der im ersten Fund zusammengefaßten 5 Papyri, eine Beschreibung, die uns eine klare Vorstellung von Faltung und Siegelung der Urkunden gewährt und die durch Abbildungen im Text und Lichtdrucke auf Tafeln vortrefflich ergänzt wird (S. 5—8). Eine Tafel zeigt uns die kunsthistorisch hochinteressanten Siegel-

abdrucke, welche, 35 an der Zahl, S. 10—17 beschrieben sind. 4 Papyri des ersten Fundes sind in einem Packet zusammengefaßt gewesen, der 5. stak im Topfe neben dem Packet (S. 5). Inhaltlich sind diese 5 Verträge: ein Ehevertrag (311/0 v. C.), eine letztwillige Verfügung (285/4 v. C.), zwei Hetärenverträge (284/3 v. C.) und eine Erbschaftsabrechnung aus demselben Jahre. Wir wollen diese Urkunden nun etwas näher betrachten.

Gleich der Ehevertrag Nr. 1 ist schon durch sein Alter besonders bemerkenswert. Er ist der älteste der bisher bekannt gewordenen Papyri und es berührt uns ganz eigenartig, wenn wir lesen: Im 7. Jahre der Königsherrschaft des Alexander, des Sohnes Alexanders (d. G.). Ueber das Datum handelt Rubensohn (S. 18). Der Vertrag ist in doppelter Ausfertigung hergestellt, die eine Skriptur wird als exterior, die andere als interior benützt (vgl. S. 6 f.). Parteien und Zeugen sind Griechen. Wir haben, worauf schon Rubensohn hinweist, ein rein griechisches Dokument vor uns. Auch die Sprache ist »durchaus im Tenor der rein hellenischen Steininschriften gehalten« (S. 19). Außerdem ist aber der Papyrus tadellos erhalten von Anfang bis zu Ende: Gründe genug, um ihm — was heute schon eine Seltenheit bedeutet — einen hervorragenden Platz unter den Urkunden einzuräumen. Interessant ist speziell der Vergleich mit anderen ptolemäischen Eheverträgen, mit dem von Wilcken aus drei Fragmenten (P. Gen. 21 + P. Oxford + P. München) zusammengestellten Heiratsvertrag aus dem 2. Jhd. v. C. (Arch. III, 387 ff.) und mit Teb. 104 (92 v. C.); vgl. auch BGU IV 1050—1052 (Zeit des Augustus). Leider hat es der Herausgeber hier und sonst unterlassen, dem griechischen Texte eine vollständige deutsche Uebersetzung beizugeben. Wenn auch der den Urkunden beigeschlossene Kommentar den Leser hinlänglich unterrichtet, so sind wir doch schon alles gewöhnt: Edition mit kritischem Apparat, Kommentar und Uebersetzung. Ich möchte der gedachten Bedeutung des Papyrus am besten mit dem Versuch einer Uebersetzungsprobe gerecht werden:

»Im 7. Jahre der Königsherrschaft des Alexander, des Sohnes des Alexander, im 14. Jahre der Satrapie des Ptolemaios, im Monate Dios. Ehevertrag des Herakleides und der Demetria. Es nimmt Herakleides die Demetria aus Kos, die vollbürtige Tochter zur Frau von ihrem Vater Leptines aus Kos und der Mutter Philotis, als Freier die Freie, welche an Kleider und Schmuck 1000 Drachmen mitbringt; es soll aber Herakleides der Demetria alles gewähren, was einer freien Frau gebührt; wir sollen aber in Uebereinstimmung dort leben, wo es nach gemeinsamer Beratung dem Leptines und Herakleides am besten dünkt. Wenn aber Demetria auf irgend einer ihrem Manne

abdrucke, welche, 35 an der Zahl, S. 10—17 beschrieben sind. 4 Papyri des ersten Fundes sind in einem Packet zusammengefaßt gewesen, der 5. stak im Topfe neben dem Packet (S. 5). Inhaltlich sind diese 5 Verträge: ein Ehevertrag (311/0 v. C.), eine letztwillige Verfügung (285/4 v. C.), zwei Hetärenverträge (284/3 v. C.) und eine Erbschaftsabrechnung aus demselben Jahre. Wir wollen diese Urkunden nun etwas näher betrachten.

Gleich der Ehevertrag Nr. 1 ist schon durch sein Alter besonders bemerkenswert. Er ist der älteste der bisher bekannt gewordenen Papyri und es berührt uns ganz eigenartig, wenn wir lesen: Im 7. Jahre der Königsherrschaft des Alexander, des Sohnes Alexanders (d. G.). Ueber das Datum handelt Rubensohn (S. 18). Der Vertrag ist in doppelter Ausfertigung hergestellt, die eine Skriptur wird als exterior, die andere als interior benützt (vgl. S. 6 f.). Parteien und Zeugen sind Griechen. Wir haben, worauf schon Rubensohn hinweist, ein rein griechisches Dokument vor uns. Auch die Sprache ist ›durchaus im Tenor der rein hellenischen Steininschriften gehalten‹ (S. 19). Außerdem ist aber der Papyrus tadellos erhalten von Anfang bis zu Ende: Gründe genug, um ihm — was heute schon eine Seltenheit bedeutet — einen hervorragenden Platz unter den Urkunden einzuräumen. Interessant ist speziell der Vergleich mit anderen ptolemäischen Eheverträgen, mit dem von Wilcken aus drei Fragmenten (P. Gen. 21 + P. Oxford + P. München) zusammengestellten Heiratsvertrag aus dem 2. Jhd. v. C. (Arch. III, 387 ff.) und mit Teb. 104 (92 v. C.); vgl. auch BGU IV 1050—1052 (Zeit des Augustus). Leider hat es der Herausgeber hier und sonst unterlassen, dem griechischen Texte eine vollständige deutsche Uebersetzung beizugeben. Wenn auch der den Urkunden beigeschlossene Kommentar den Leser hinlänglich unterrichtet, so sind wir doch schon alles gewöhnt: Edition mit kritischem Apparat, Kommentar und Uebersetzung. Ich möchte der gedachten Bedeutung des Papyrus am besten mit dem Versuch einer Uebersetzungsprobe gerecht werden:

›Im 7. Jahre der Königsherrschaft des Alexander, des Sohnes des Alexander, im 14. Jahre der Satrapie des Ptolemaios, im Monate Dios. Ehevertrag des Herakleides und der Demetria. Es nimmt Herakleides die Demetria aus Kos, die vollbürtige Tochter zur Frau von ihrem Vater Leptines aus Kos und der Mutter Philotis, als Freier die Freie, welche an Kleider und Schmuck 1000 Drachmen mitbringt; es soll aber Herakleides der Demetria alles gewähren, was einer freien Frau gebührt; wir sollen aber in Uebereinstimmung dort leben, wo es nach gemeinsamer Beratung dem Leptines und Herakleides am besten dünkt. Wenn aber Demetria auf irgend einer ihrem Manne

Herakleides zur Schande gereichenden schlechten Tat betroffen wird, so soll sie alles dessen beraubt sein, was sie mitgebracht hat; es soll aber Herakleides seine Beschuldigungen gegen Demetria vor drei Männern beweisen, die beide Teile gemeinsam (zu diesem Schiedsamte) ausersehen. Dem Herakleides aber soll es nicht gestattet sein, ein andere Frau zur Verhöhnung der Demetria ins Haus zu führen oder Kinder aus einer anderen Frau zu zeugen oder unter irgend einem Vorwand der Demetria Schlechtes zuzufügen. Sollte er aber auf einer solchen Tat betroffen werden und Demetria vor dem gemeinsam bestellten Dreimännergerichte das beweisen, so soll Herakleides der Demetria die von ihr eingebrachte Mitgift im Betrage von 1000 Drachmen übergeben und dazu noch 1000 Drachmen in alexandrinischer Silberwährung zahlen. Die Exekution soll aber wie auf Grund eines gesetzmäßig beendeten Rechtstreits der Demetria und ihren Rechtsnachfolgern gegen Herakleides selbst und gegen dessen ganzes festes und schwimmendes Vermögen zustehen. Diese Urkunde aber soll überall so giltig sein, als ob dort der Vertrag abgeschlossen worden wäre, wo immer sie Herakleides gegen Demetria oder Demetria und ihre Rechtsnachfolger gegen Herakleides zur Exekution produzieren. Herakleides und Demetria sollen sowohl in der Aufbewahrung ihrer eigenen Urkunden als auch in der Produzierung derselben gegen einander vollkommen selbstherrlich vorgehen können. Zeugen sind Kleon aus Gela, Antikrates aus Temnos, Lysis aus Temnos, Dionysios aus Temnos, Arístomachos aus Kyrene und Aristodikos aus Kos«.

Der Heiratsvertrag wird zwischen dem Manne und den Eltern der Braut geschlossen, auch der eheliche Wohnsitz, der — es handelt sich um Söldner — noch nicht fixiert ist, soll im Einverständnis von Mann und Schwiegervater bestimmt werden. Rubensohn bemerkt, das Charakteristische des Uebergangs der Braut »aus den Händen des Vaters in die des Gatten«, aber vielleicht noch wichtiger ist die Gleichstellung der Mutter der Braut mit deren Vater: aus den Händen der Eltern geht die Braut in die des Mannes über. Wiederholt wird die Freiheit und Ebenbürtigkeit der Braut in der künftigen Ehe betont, wohl stimmend zu dem eben über ihre Mutter Gesagten und wohl notwendig zu betonen gegenüber anderen Verhältnissen rein sexueller Natur (vgl. unten Nr. 3 und 4). Eheverletzungen, mag sich ihrer der Mann oder die Frau schuldig machen, führen zur Scheidung, wobei sehr bemerkt werden muß, daß als Instanz ein von beiden Parteien bestimmtes Dreimännergericht, also ein privates Schiedsgericht vorgesehen ist; vermutlich wohl so, daß jede Partei einen Schiedsrichter namhaft macht, und diese beiden dann den

Dritten wählen. Das Urteil dieses Schiedsgerichts aber statten die Parteien mit Exekutionskraft aus. Die uns geläufige kurze Formel der Exekutivurkunden καθάπερ ἐκ δίκης begegnet hier in der vollständigeren Form: καθάπερ ἐκ δίκης κατὰ νόμον τέλος ἐχούσης, d. h. also das Urteil solle Exekutionskraft besitzen, wie ein gemäß dem Gesetze rechtskräftig — durch Spruch des ordentlichen Richters — erledigter Prozeß. Die Exekution ergreift Person und Vermögen. Es ist das die älteste Spur der Personalexekution in Aegypten, die bekanntlich im attischen Rechte seit Solon verpönt und auch im nationalägyptischen Recht durch die Reform des Bokchoris abgeschafft war. Sie scheint mit den Makedonen wieder ins Land gekommen zu sein. Amh. 73 (173 v. C.) bezieht sich auf eine ptolemäische Exekutionsordnung (vgl. meine Bemerkungen Arch. II, 53). Die Einführung der Personalexekution im hellenistischen Aegypten ist, wie wir nunmehr sehen, weit älteren Datums, und die bei der Interpretation dieser Urkunde geübte Vorsicht war, wie sich nunmehr herausstellt, sehr begründet. Von der Vermögensexekution heißt es, daß sie sich auf das ganze Vermögen des Herakles beziehe und zwar τῶν Ἡρακλείδου πάντων καὶ ἐγγαίων καὶ ναυτικῶν. Diese Wendung ist, wie Rubensohn beobachtet, aus rein griechischem Gebiete wohl bekannt, »in Aegypten verwandeln sich bei der ackerbauenden Bevölkerung die ναυτικά sehr rasch in ἔπιπλα und κτήνη«. Anschließend an die Exekutivklausel heißt es von der συγγραφή, daß sie κυρία ἔστω πάντηι πάντως ὡς ἐκεῖ τοῦ συναλλάγματος γεγενημένου, ὅπου ἂν ἐπεγφέρηι Ἡρακλείδης κατὰ Δημητρίας ἢ Δημητρία τε καὶ τοὶ μετὰ Δημητρίας πράσσοντες ἐπεγφέρωσιν κατὰ Ἡρακλείδου. Auch diese Formel ist später verkürzt worden; sie lautet z. B. Teb. 110 in einem Darlehensvertrage (92 od. 59 v. C.): ἡ χεὶρ ἥδε κυρία ἔστω πανταχῇ ἐπιφερομένη. Wie schon der Herausgeber bemerkt, gibt die längere Erklärung Aufschluß über den längst in der verkürzten Form bekannten Inhalt. Die Urkunde soll überall gelten, heißt also, sie soll so gelten, als ob das Geschäft, über das sie errichtet ist, am Orte geschlossen wäre, wo die Urkunde produziert wird. Das muß uns auffallen. Gelte das Personalitätsprinzip und wäre der Vertrag nach Personalrecht der Kontrahenten geschlossen, so wäre eine solche Klausel überflüssig. Sie deutet viel eher auf eine markante Geltung des Territorialitätsprinzips. Die einzelnen πόλεις stellen über das formelle Vertragsrecht auch heterogene Normen auf. Hier soll der anderwärts geläufige Satz »locus regit actum« im Wege einer eigentümlichen Fiktion durch Parteienübereinkunft zur Geltung gebracht werden. Es ist ein merkwürdiges Schwanken zwischen dem Personalitäts- und Territorialitätsprinzip bemerkbar, zwischen Prinzipien, deren Bedeutung in der Zeit for-

meller Rechtszersplitterung viel bedeutender war als zu anderen Zeiten. Mitteis hat ja diese Dinge schon vor langem (Reichsr. Kap. II) so schön geschildert. In der genannten Fiktion unserer Urkunde liegt eine weite, allerdings nur subsidiäre Anerkennung des Territorialitätsprinzips. Ueber die Urkundenaufbewahrung, wie sie in unserem Papyrus geregelt ist, hat bereits Rubensohn alles Nötige gesagt.

An dieser Urkunde kann nicht vorbeigegangen werden, ohne daß man die wichtige Frage berührt, ob denn der εἱματισμός und κόσμος im Werte von 1000 Drachmen eine wirkliche Mitgift sei. Ich brauche da nur an die Wessely-Mitteissche Hypothese (Reichsr. Kap. IX) von der fiktiven Mitgift zu erinnern, an die Opposition gegen diese Anschauung bei Grenfell und Hunt (Oxyrrhynch. Pap. II p. 239 ss.) und die energische Verteidigung durch Mitteis (Arch. I 347 ff.). Die Sache ist aber diese: die Frau erhält bestimmte Wertgegenstände vom Manne, bringt ihm dieselben sofort in die Ehe als Dos mit (darin liegt eben die Fiktion) und läßt sich dann die ›Rückgabe‹ versprechen. Dieses komplizierte Geschäft hat Mitteis für griechische Rechtskreise im Mutterlande und im Orient klargelegt und zwar im Orient vor allem für Syrien und Aegypten. Für dieses hellenistische Rechtsgebiet ist die Sache bestritten worden und da dürfte unsere Urkunde als willkommene Belegstelle in Betracht kommen. Ich möchte darum nicht mit Rubensohn (S. 21 den εἱματισμὸν καὶ κόσμον in Z. 4 als Teile der φέρνῃ, sondern geradezu als die ›Mitgift‹ bezeichnen. Die unmittelbar an Kleider und Schmuck — den Typus der Brautschenkung ›Schmuck und wallende Gewänder‹ (Mitteis a. a. O. 273) — angeschlossene Taxation bedeutet wohl, daß es zur wirklichen Gabe nicht gekommen, sondern beim Versprechen geblieben ist. Was nun die Bestimmungen des Papyrus über das Schicksal dieser ›Dos‹ anlangt, so ist nur für den Fall verschuldeter Scheidung der Ehe ausdrücklich Vorsorge getroffen. Verschuldet die Frau die Scheidung, so wird sie der 1000 Drachmen ›beraubt‹. Trägt aber der Mann die Schuld, so muß er diese 1000 ›zurückgeben‹ und andere 1000 dazu. Auffallend ist es nun, daß der Mann kein Exekutionsrecht zugesprochen erhält, wohl aber die Frau und ihre Sukzessoren. Bei unserer Annahme, daß es sich hier um blos fiktive Mitgift handle, klärt sich das leicht genug auf. Ist da der Mann im Rechte, hat also die Frau keinen Anspruch, so bleibt alles so, wie es ist, der Mann braucht einfach der Frau nicht 1000 zu geben, oder in der Form der fiktiven Mitgift: er lukriert diese. Bedenken wir, daß nach griechischer Rechtsauffassung die Mitgift nicht Eigentum des Mannes, sondern der Frau ist (Mitteis, a. a. O. 231), so wäre es

mehr als auffällig, daß der Mann im Falle einer von der Frau verschuldeten Ehescheidung, in welchem Falle nach der Urkunde die Frau ihrer 1000 Drachmen ›beraubt‹ sein solle, keine Exekutivforderung haben sollte. Konstruieren wir aber den Vertrag unter Annahme fiktiver Mitgift, so braucht der Mann natürlich gar kein Forderungsrecht. Auffallend bleibt an der Urkunde nur, daß es an Bestimmungen für den Regelfall, d. i. für den der Auflösung der Ehe durch den Tod eines Ehegatten mangelt. Hiefür muß wohl angenommen werden, daß die Witwe auf die einfachen 1000 als Versorgung Anspruch bekomme, daß aber im Falle des Vorversterbens der Frau ihre Rechtsnachfolger die 1000 beanspruchen können. Ebenso würde wohl im Falle einverständlicher Scheidung die Frau ihre 1000 erhalten.

Nr. 2 bietet uns eine nicht minder vorzüglich erhaltene erbrechtliche Verfügung. Denn als reines gemeinschaftliches Ehegattentestament im Sinne des § 2269 unseres B. G. B. kann die Urkunde nicht bezeichnet werden; eher noch, wenn auch dies wohl nicht ganz zutreffend, als Erbvertrag. [Vgl. Kübler, Ztschr. Sav.-St. 29, 184 f.]. Sie nennt sich selbst συγγραφὴ καὶ ὁμολογία (Z. 1 f.) oder blos συγγραφή (Z. 15 und 16); das beurkundete Geschäft heißt συνάλλαγμα. Die ersten Worte erinnern an Testamentsform: τάδε διέθετο Διονύσιος, dann aber: Καλλίσται — τῇ αὑτοῦ γυναικί. Nun folgt eine gegenseitige Erbeinsetzung der Frau durch den Mann und des Mannes durch die Frau für den Fall des Vorversterbens des einen oder des anderen. Ueber die ehegüterrechtliche Stellung beider zueinander durante matrimonio erfahren wir nichts Genaueres. Es macht aber nicht den Eindruck, als ob volle Gütergemeinschaft existiert hätte, sondern eher, daß jeder der Ehegatten wenigstens einen Teil als Sondervermögen besessen habe. Der überlebende Ehegatte wird sodann verpflichtet, das Vermögen bei seinem Tode den Söhnen zu hinterlassen. Das wäre formell so möglich, daß der überlebende Ehegatte in einer neuerlichen letztwilligen Verfügung die Söhne zu Testamentserben einsetzte, aber die auch von Rubensohn beobachtete Tatsache, daß die Söhne auch Verpflichtungen übernehmen und formell die Urkunde mitsiegeln, darf wohl mit Recht dahin gedeutet werden, daß diese eine Urkunde endgiltig die Vermögensverhältnisse zwischen den Eltern und Kindern regeln soll. Im Falle einer Ueberschuldung der Erbschaft — so ist wohl das ἐὰν δὲ καταλείπωσιν Δ. ἢ K. χρέος τι (Z. 13 f.) aufzufassen — haben die Söhne das Recht μὴ ἐμβατεύειν, d. i. also den Antritt zu verweigern. Es ist aus dem attischen Rechte bekannt, daß die legitimen Deszendenten durch einfache ἐμβάτευσις (vgl. Beauchet, Droit privé III, 594, Quellen

N. 1) sich in den Besitz der Erbschaft setzen konnten — ob dabei das ἐμβατεύειν in Aegypten ganz privatim, d. h. ohne behördliche Intervention erfolgen konnte, mag hier dahinstehen, ist auch für uns zunächst ohne Bedeutung —, ein System, das uns auch hier begegnet. Dadurch, daß den Erben die Befugnis des Nichtantritts ausdrücklich gewährleistet wird, muß für Aegypten noch kein Schluß dahin gezogen werden, daß sie etwa mangels einer solchen Bestimmung wie römische heredes sui et necessarii behandelt worden wären, aber nahe genug läge ein solcher Schluß. Den Söhnen wird für den Fall der Not oder der Verschuldung der Eltern deren Unterhalt und Schuldbefreiung aufgetragen, für den Fall des Todes deren Begräbnis, Pflichten, deren Verletzung eine Strafe von 1000 Drachmen nach sich ziehen soll. Drei im Geschäfte genannte Söhne, die eben auch mitsiegeln, sollen für die bei Lebzeiten dem Vater oder der Mutter geleisteten Dienste besonders entschädigt werden, ohne daß diese Entschädigung in die Erbteile eingerechnet werden solle. Wir würden sagen, daß die Söhne für das so im voraus Empfangene nicht kollationspflichtig sein sollten, da es ja nur Entgelt für ihre besonderen Dienste war. Es handelt sich da offenbar, wie auch Rubensohn bemerkt, um Anstellung der noch ledigen Söhne in einem landwirtschaftlichen oder industriellen Unternehmen der Eltern, denn für den Fall der Verheiratung der Söhne soll diese Sonderstellung ein Ende nehmen. Nur die drei Söhne, mit denen die Spezialabmachung getroffen wird, sind besonders namentlich aufgezählt, die übrigen werden einfach als πάντες οἱ υἱοί zusammengefaßt, ohne daß wir deren Namen oder auch nur Anzahl erführen. Indes sind es wohl nur Söhne, nicht Deszendenten (Töchter, Enkel etc.) schlechthin.

Zwei merkwürdige Urkunden enthalten die Nr. 3 und 4. Nr. 3 ist die einer Syrerin, namens Elaphion unter der Vogtschaft des Pantarkes ausgestellte Quittung über 300 Drachmen, die sie dem Antipatros als Kostgeld (τροφεῖα) bezahlt habe, wogegen dann dieser auf alle Ansprüche auf Kostgeld und Sklavendienste (τροφεῖα ἢ καταδουλούμενον) Verzicht leistet und diese Verzichtleistung durch eine Konventionalstrafe für den Fall trotzdem erfolgender Klage sicherstellt. In der nächstgenannten fünf Monate jüngeren Urkunde wird derselben Dame nunmehr unter Vogtschaft des Dion über dem Pantarkes abgezahlte 400 Drachmen Kostgeld quittiert, wiederum unter analoger Verzichtleistung des Pantarkes, wie sie früher Antipatros vorgenommen hatte. Rubensohn hält die Syrerin für eine Dirne, deren jeder neue Beschützer als κύριος fungiert und für die Ueberlassung dem vorigen ›κύριος‹ einen Kaufpreis zahlt, dessen Zahlung aber in die Form eines von der Dirne dem früheren Gebieter ge-

zahlten Kostgeldes für Unterhalt gekleidet wird: kulturhistorisch und rechtlich merkwürdige Stücke.

Nr. 4, eine Erbschaftsabrechnung, bietet hier zu keinen Bemerkungen Gelegenheit.

II. Fund. Dieser größere Fund, der die Nr. 6—32 enthält, ist von großem Werte für das Thema: Priester und Tempel. Er ist vom Herausgeber in jeder Hinsicht gewürdigt (S. 34 ff.). Die zum Funde gehörigen Urkunden sind teilweise demotisch, hievon sind zunächst deutsche Uebersetzungen von Spiegelberg an passender Stelle unter die griechischen Texte eingereiht. Ich kann hier um so mehr auf den der Publikation beigeschlossenen Kommentar verweisen, als ich bei den früheren für die Privatrechtsgeschichte bedeutsamen Urkunden mich schon länger aufgehalten habe. Die Urkunden dieses ebenfalls ptolemäischen Fundes stammen aus den Jahren 225/4 bis 223/2.

Nr. 7 (dem.) ist ein eidliches Zahlungsversprechen über rückständige Abgaben öffentlich rechtlicher Natur, das ein Priester an den Praktor der Tempel richtet. Der zweite Teil der Eidesformel (die ἀρά) lautet (Z. 17—21): »Wenn ich den obigen Eid als wahren Eid geleistet habe, so bin ich in der Gunst des Königs, leiste ich ihn (aber falsch) so bin ich in Tränen, indem ich nicht ... irgend ein ... der geht [in das] Haus des Eides (und) das Haus des Schutzes«. Als Folgen der Eidesverletzung, in unserem Falle des Eidbruchs erscheinen da in erster Linie die irdischen Strafen, die der König verhängt. Auch in der Formel selbst stehen König und Königin neben, ja vor Isis, Serapis und den anderen Göttern Aegyptens. Deren Zorn ist nicht so bedenklich als der Zorn des auf Erden waltenden Königspaares. Daß in der Formel selbst der Gottesname des regierenden Königspaares fehlt, ist für die Verhängung irdischer Strafen ja bedeutungslos, denn der König verhängt diese Strafen nicht als Gottkönig, aber wir dürfen diesem Fehlen auch keine andere Bedeutung als die einer stilistischen Unebenheit beilegen. Rubensohn verweist darauf, daß überhaupt keine sehr strenge Formulierung stattfand (S. 40 Anm.). Bemerkenswert ist der Verzicht aufs Asylrecht, das diesmal in seiner subjektiven Beziehung als Recht des Flüchtenden aufgefaßt wird. Dieselben Folgen der Eidesverletzung beschwört der Opferpriester Harsiesis bei der eidlichen Zahlungszusage im gleichfalls demotischen P. Nr. 26, während Nr. 22 (dem.) nur den Eid (ohne Fluchbestandteil) enthält und der griechische Text Nr. 23 die uns bekannte ἀρά etwas ausführlicher variiert (Z. 18—20): E[ὐ]ορχοῦ[ντι] μέμ μ[ο]ι [ε]ὖ εἴη, ἐφιορχοῦντι δὲ ἔνοχον εἶναι τῆι ἀσεβείαι τοῦ ὅρχου. Wie die vollere demotische Formel andeutet, war der ptolemäische Königseid wohl von ähnlichen Folgen begleitet, wie wir sie für die

Verletzung des Eides beim Kaiser aus der römischen Rechtsgeschichte kennen. Die religiös gefärbte griechische ἀρά ist hier in ihren weltlichen Konsequenzen (den Tränen), realistischer, wenn auch noch blumig zum Ausdruck gebracht. Wir wissen, daß das εὖ εἶναι des Königs Huld, das ἐναντία aber eine irdische Strafe bedeutet, der sich der Verbrecher auch nicht durch Flucht in ein Asyl entziehen kann.

Nr. 9 berichtet von einem auch heute noch für einen Unterbeamten recht unliebsamem Zufalle. Der Vorgesetzte war ins Amt gekommen, gerade da jener in Syene war. Er hätte gern wichtige Dinge mit ihm besprochen und fordert ihn nun mit noch ziemlich sanftem Tadel auf, sich doch mit den Akten zum Gegenbesuch einfinden zu wollen.

Eine Serie zusammengehöriger Papyri wird durch Nr. 14, eine »amtliche Pacht- und Auktionsordnung« eröffnet. Da werden die Bedingungen festgestellt, unter denen Tempelgut verpachtet werden soll. Denn es handelt sich um Pacht, nicht um Kauf, wenn auch die Termini auf Kauf deuten (vgl. Rubensohn S. 48 f.). Die Pächter von Tempelgut verwalten dasselbe entweder persönlich oder sie geben es — in der Regel — an Unterpächter (γεωργοί) weiter. Die Verwaltung sorgt da möglichst für stabile Verhältnisse, wenigstens was die letzten auch faktisch das Land bewirtschaftenden Pächter anlangt, wenn schon die Oberpächter, wie in unserem Falle Angehörige einer Priesterfamilie, in Zahlungsschwierigkeiten und schließlich Insolvenz geraten sollten. Natürlich hat der γεωργός ein Interesse daran, nicht vom Sturz seines Verpächters mitgerissen zu werden und dieses Interesse begegnet sich mit dem des Gutsherrn. Gute γεωργοί werden vom ersten Verpächter als Schuldner seines Schuldners (Pächter seines Pächters) in Anspruch genommen. Man kann die Forderungen der Oberpächter gegen die Unterpächter in Beschlag legen. Den Pächtern geschieht damit nichts Unrechtes, und der Staat als Verpächter des Tempelgutes wird auf diese Weise sicherlich gedeckt sein, da der Oberpächter jedenfalls um einen höheren Pachtschilling verpachtet, als er selbst gepachtet hat. Daß die γεωργοί bei Insolvenz ihrer Verpächter dem Gläubiger-Staate als Drittschuldner leisten (vgl. Nr. 15), bezieht sich zunächst nur auf bereits schuldige Summen. Aber damit sind nicht alle Verhältnisse durchgesprochen. Unsere Kridatare haben ein Privatübereinkommen mit einem gewissen Xenon geschlossen, wonach dieser an ihre Stelle in die Pacht des Tempelgutes eintreten solle. Von irgend welchem Zwange gegen die γεωργοί, etwa nach Ablauf der Pachtzeit die Pacht mit dem neuen Oberpächter zu wiederholen, hören wir nichts. Während der Pachtdauer ist Fortbestehen der geschlossenen Pacht trotz Wechsels des Ober-

pächters wohl meist eigenstes Interesse des Pächters und darum wird die Frage, ob der Pächter für die Pachtzeit auch in der Pacht bleiben mußte oder sie bei Eintritt des neuen Herrn lösen konnte, meist praktisch ohne Bedeutung sein. Aber sie ist darum nicht gleichgiltig, wie etwa dann, wenn die Pacht für drei Jahre geschlossen ist und nach Ablauf des den Pächter nicht befriedigenden ersten Wirtschaftsjahres ein neuer Verpächter auftritt. BGU I 360 (a. O. 198/9) scheint es als selbstverständlich vorauszusetzen, daß sich der Pächter den neuen Herrn gefallen läßt, denuntiiert ihm doch der alte Verpächter einfach die infolge der Veräußerung des Grundstücks dem neuen Verpächter geschehene Zession des ausständigen Pachtschillings. Daß eine derartige Regelung gar nichts besonderes an sich hätte, darf uns doch nicht dazu verleiten, sie vorschnell auch für das ptolemäische Pachtrecht anzunehmen. Daß der Staat bei der Substituierung des Xenon an Stelle der insolvent gewordenen Tempelgutpächter ein Wort mitzureden hat, versteht sich aber von selbst, da ihm doch an Stelle des alten Schuldners ein neuer gegeben werden soll. Die Parteien scheinen hier denn auch schon sich eines Staatsorgangs für ihren Handel versichert zu haben. Aber dieser etwas dunkle Hergang entsprach wohl nicht der gesetzlichen Ordnung, wonach eine neue Versteigerung notwendig war — nicht blos um dem Staate die dabei abfallenden Gebühren zu verschaffen, sondern auch um infolge der Konkurrenz bei der neuen Versteigerung möglicherweise eine höhere Pachtsumme zu erreichen. Durch private Eingaben Dritter an unparteiische Behörden (vgl. Nr. 18, 19) wird denn auch der schöne Plan durchkreuzt und Xenon muß sich zum loyalen Weg einer neuen Pachtofferte (Nr. 20) bequemen.

In Nr. 22 (dem.) und 23 (griech.) sind zwei Eide enthalten, die im Verlaufe eines Exekutionsverfahrens oder im Anschlusse hieran von Beteiligten geschworen werden. Im demotischen Papyrus beschwört der Schuldner, dessen Acker versteigert worden war, sein Eigentum an diesem Grundstück. Die Sache wird wohl, wie auch Rubensohn will, so zu erklären sein, daß ein Dritter die Berechtigung der Versteigerung bestritten und eigene dingliche Rechte am Objekte behauptet hat. Durch den Eid des Exekuten soll dieser Exszindierungsstreit erledigt werden. Umgekehrt behauptet im Eide Nr. 23 ein Dritter, daß ein in die Versteigerung des Schuldvermögens einbezogener Acker nicht zur Masse gehöre, sondern in seinem Eigentum stehe, er habe auch die Belege dafür beigebracht, daß er das Streitobjekt selbst schon ersteigert, die Zahlung geleistet und den Zuschlag erhalten habe.

Nr. 27 ist im griechischen Original und in demotischer Ueber-

setzung erhalten. Für rückständige Abgaben zweier Tempelvorsteher hatten zwei Freunde ihren Landbesitz verpfändet; derselbe war versteigert und mit dem Erlöse die Schuld getilgt worden, nun bitten sie um Quittung. Rubensohn bezeichnet die Verpfänder als Bürgen und der Papyrus spricht von der γῆ, ἣ ἣν — πρὸς ἐγγύην, ἣν ἐνεγυησάμεθα εἰς ἔκτισιν. Es genügt die kurze Feststellung des Sachverhaltes, um zu sehen, daß es sich nur um Einstehen mit bestimmten Vermögensobjekten, nicht um Einstehen mit der ganzen vermögensrechtlichen Persönlichkeit — Bürgschaft im engeren Sinne — handelt, wenigstens ist nicht ersichtlich, ob, was gewiß vorkommen konnte, neben der Bestellung des Pfandrechts auch noch eigentliche persönliche Bürgenhaftung vereinbart war. Bemerkt sei, daß im demotischen Text Einzahlung binnen einer Frist von 60 Tagen ›gemäß dem Befehl des Königs‹ erwähnt ist. Damit ist möglicherweise auf ein königliches Gesetz über eine dem Bürgen zustehende zweimonatliche Zahlungsfrist nach Fälligkeit der Bürgschaftsschuld hingewiesen (so Rubensohn S. 78 Z. 19). Notwendig ist diese Deutung zwar nicht — man könnte auch an eine allgemeine Urteilserfüllungsfrist denken — aber sie ist gerade für das Bürgschaftsrecht a priori nicht ohne Wahrscheinlichkeit.

Nr. 30 und Fragm. 1 endlich enthalten zwei kurze Depositenquittungen. Der Empfänger bestätigt dem Depositar ein bei diesem vom Deponenten hinterlegtes Depôt erhalten zu haben. Es sind deposita in favorem tertii und zwar, da das eine Mal über 20, das andere Mal über 21 Drachmen quittiert wird, wohl deposita irregularia. Die Parteien sind Griechen.

Ich habe aus der Fülle nur einiges und ohne irgend erschöpfen zu wollen, hervorgehoben. Der Herausgeber hat alle philologisch-historischen Fragen detailliert behandelt, aber der Jurist wird in dieser und mancher anderen Sammlung noch manch wertvolle Arbeit zu tun finden. Auch die Bedeutung gerade dieser Sammlung für die Erkenntnis griechischer Rechtsverhältnisse braucht nicht mehr besonders ausgeführt zu werden. Die neuen Quellen geben frischen Mut, auch das Recht der vorhellenistischen Zeit neu zu durchforschen und Arbeiten zu schaffen, wie die eine, die mir gerade zugeht, da ich diese kurze Anzeige geschlossen habe: J. Partsch, Griechisches Bürgschaftsrecht I. Alle jene aber, die an der Erforschung des griechischen Rechts seit Alexander, und jene auch, die an der Zeit vor Alexander arbeiten, schulden tiefen Dank der entsagungsvollen Arbeit der Papyruseditoren. Er sei auch an dieser Stelle ausgesprochen.

Heidelberg — Leopold Wenger

Einar Löfstedt, Beiträge zur Kenntnis der späteren Latinität. Stockholm, Svanbäck 1907. (Inaug.-Diss. der Univ. Uppsala.) 130 SS. 8°.

Dem alten Schulmeister-Aberglauben, daß das Latein eine eminent ›logische‹ Sprache sei, ist Franz Skutsch jüngst mit kräftigen Worten zu Leibe gegangen (Hinneberg, Kultur der Gegenwart I 8² S. 452); was er dem großen Publikum sagte, ist dem Eingeweihten nichts Neues mehr: der Sprachhistoriker weiß, daß die lateinische Sprache genau denselben psychologischen Gesetzen unterliegt wie jede andere, und daß es, wie bei jeder andern, das eigene Verdienst der schreibenden Persönlichkeiten ist, wenn sich unter ihrer Hand das Latein dem Ideal eines vollkommenen Werkzeuges menschlicher Gedanken nähert. Denn keine Sprache ›dichtet und denkt‹ für die, welche sie sprechen; lediglich der Grad von Intelligenz und Bildung bestimmt bei jedem die Vollkommenheit seines Ausdrucks: darum finden wir in der Zeit der ›Blüte‹ der Prosa, bei Zeitgenossen Ciceros und Caesars, ein ebenso unbeholfenes und unlogisches Latein wie in den Jahrhunderten des Niedergangs der Bildung, in den Zeiten des sogenannten Spätlateins.

Hier, im Spätlatein, treten natürlich die Erscheinungen des saloppen Sprachgebrauchs, die im Vulgärlatein wurzeln, mit diesem aber nicht schlechthin zu identifizieren sind, stärker hervor und machen sich in der Literatur breit: denn es fehlt das Gegengewicht einer tüchtigen Bildung und lebendigen Tradition. Das ist das Gebiet, auf dem sich Löfstedts hochinteressante Abhandlung bewegt, ein Buch, das durch Reichtum und Eigenartigkeit seines Inhalts das Durchschnittsmaß landläufiger Doktordissertationen weit überragt.

Löfstedt hat das Spätlatein hauptsächlich nach der syntaktischen und semasiologischen Seite hin durchforscht und stellt eine Reihe bis jetzt noch nicht beobachteter Spracherscheinungen für dasselbe fest. Da er es mit einer verwahrlosten und ihrer Auflösung entgegengehenden Sprache zu tun hat, so mag es nicht wunder nehmen, daß er manche einem klassisch geschulten Ohr absonderlich klingende Erscheinung bringt: aber auch wer sich auf vieles ›Unklassische‹ und ›Unlogische‹ gefaßt gemacht hat, wird seine Erwartungen noch überholt sehen; ist doch wohl kaum ein lateinischer Sprachhistoriker in der Annahme von Wortbedeutungen, Konstruktionen und Phrasen, die aller Sprachlogik Hohn sprechen, so weit gegangen wie er; er verteidigt Erscheinungen, die von Texteditoren und Grammatikern bisher für unmöglich gehalten worden waren; er muß daher einen großen Teil seines Materials aus der Scherbenschicht der kritischen

Apparate, wohin es die Textkritik geworfen hatte, sorgfältig herausgraben.

Er zeigt hiebei eine höchst respektable Belesenheit, denn seine Untersuchungen greifen weit über den Bereich des Spätlateins hinaus bis in die Zeiten des Plautus, Cato und Terenz: bei ihnen und sogar bei ›klassischen‹ Schriftstellern wie Cicero findet er Eigentümlichkeiten des Spätlateins vorgebildet, die noch kein Anderer jenen zugetraut hatte, weil sie im Widerspruch zu ihrer sonstigen Art stehen.

Dadurch werden L.s Untersuchungen von einschneidender prinzipieller Wichtigkeit; denn sie führen zu dem allgemeinen Problem: in wieweit kann ein Autor sprachlich von seiner sonstigen Art abweichen? wo dürfen wir noch an die Richtigkeit der von L. vertretenen Ueberlieferung glauben, wenn diese der übrigen Gepflogenheit des Autors widerspricht, und wo müssen wir sagen: so kann der Schriftsteller nicht geschrieben haben, hier muß die Ueberlieferung in Unordnung sein.

Letzten Endes handelt es sich also nicht nur darum, ob gewisse Erscheinungen der niedergehenden Latinität schon vereinzelt in früheren Sprachperioden anzuerkennen sind, sondern um die Frage der Einheitlichkeit und Konsequenz im Stile literarischer Persönlichkeiten; und dieser Gesichtspunkt hauptsächlich mag es rechtfertigen, wenn wir uns hier mit des Verfassers Ausführungen eingehender beschäftigen. —

Gleich das erste Beispiel, von dem L. ausgeht, zeigt, daß es sich beim Einzelfalle um Probleme allgemeiner Art handelt. In der ›vielbesprochenen‹ Stelle des Terenz (Schmalz, Synt.[3] p. 403), Hec. 378, will er das ut temp. mit Konjunktiv halten:

›*iam ut limen exirem, ad genua accidit*‹.

Er weist dabei die verschiedenen Erklärungsversuche Früherer ab zu gunsten seiner Anschauung, nach der das ut temp. einfach unter dem Einfluß des bedeutungsgleichen ›cum‹ den Konjunktiv angenommen hat, ›in der Alltagssprache schon früh und dann besonders im Spätlatein‹ (S. 6). Faktisch steht der Fall bei Terenz ganz isoliert. Denn der Konjunktiv beim temporalen ut erscheint erstmals bei Livius, aber als sog. Iterativus (Dräger II[2] 600), während die älteste eigentliche Parallele zu Ter. erst in der Pass. Perpet. 18 p. 88, 13 Rob. (ca. 200 p. Chr.) sich findet. Das würde an und für sich noch nicht viel bedeuten, denn bei der Lückenhaftigkeit der literarischen Ueberlieferung müssen wir manchmal Sprünge über die Jahrhunderte tun. Aber wir müssen doch fragen: beweist dieses Bei-

spiel wie andere spätlateinische[1]) etwas für Terenz, der als ›*puri sermonis amator*‹ sogar von einem Caesar bezeichnet wird und der in derselben Szene der Hecyra ut temp. noch zweimal mit dem Indikativ gebraucht (345. 365), wie auch sonst überall (Andr. 590 Phorm. 617. 859, Hec. 752. 802, Ad. 406. 618 — vgl. Eun. 782)? Und ist es nicht merkwürdig, daß gerade Terenz unter dem Druck der Alltagssprache sich diese Abweichung vom normalen Sprachgebrauch zu schulden kommen ließ, während sie einem Plautus nie passierte, der doch ›die Sprache der Gasse spricht‹ (Schanz, Litt.[2] S. 85)? Ich glaube daher, wir machen uns keiner ›prinzipiell verkehrten Gleichmacherei‹ schuldig, wenn wir behaupten, daß die Stelle nach Maßgabe der übrigen Ueberlieferung korrigiert werden muß, sei es, daß wir mit Dziatzko *exieram* schreiben (Dz. führt als Parallele für ut c. plusq. Ad. 618 an; auch Hec. 802 gehört hieher) oder mit Ladewig *exibam*[2]).

Man sieht, daß es sich hier nicht um eine einzelne Stelle, sondern um ein Prinzip handelt. Nun kann man ja in der sprachlich-stilistischen Betrachtung der Schriftsteller, wenn ich so sagen darf, ›Anomalist‹ sein, d. h. an starke Widersprüche des Autors mit sich selbst glauben: das enthebt aber nicht der Verpflichtung, die Ausnahme gegen die Norm auf das sorgfältigste abzuwägen. Wo die ganzen Verhältnisse so sehr gegen die Abweichung von der Regel sprechen; wo für die Ausnahme sich gar kein einigermaßen plausibler Grund ausfindig machen läßt; wo schließlich die Herstellung der Normalform gar keinen tieferen Eingriff in die Ueberlieferung verlangt, wie hier (*exieram* [spr. *exiram*] — *exirem*): da wird man sich doch besinnen müssen, statt einer leichten Korruptel eine unglaubliche Singularität anzunehmen.

Löfstedts Arbeit zerfällt in zwei Hauptteile. Der erste (S. 1—52) ist betitelt: Zur Geschichte der lateinischen Partikeln.

Die Partikeln nehmen in Bezug auf semasiologisch-syntaktische Entwicklung eine besondere Stellung unter den Redeteilen ein. Als Form- und Beziehungswörter sind sie am leichtesten der Umdeutung ausgesetzt (vgl. Archiv f. Lex. 13, 203 f.), in den Fällen zumal, wo sie keinen Halt an einer etymologischen Gruppe haben, was besonders bei den Konjunktionen der Fall ist. Wörter wie ut, cum,

1) Die ›schlagende Aehnlichkeit‹ von Itin. [Silv.] 3, 6 ›*iam ut exiremus de ecclesia*‹ ist natürlich rein zufällig; denn die ungebildete Verfasserin der Peregrinatio hat sicher nichts von Terenz gewußt.

2) Daß die Erklärungsversuche des Konj. an dieser Stelle als ›Potentialis‹ und ähnliche Rettungsversuche Früherer gekünstelt sind, wird man L. gerne zugeben.

si, quam sind an sich bedeutungsdunkel, sie erhalten ihr Licht erst durch den Inhalt der Sätze, die sie verbinden oder durch bedeutungsstützende Wörter (›adeo ut‹ usw.).

Im ersten Abschnitt (S. 3—14) werden spätlateinische Erscheinungen im Gebrauch der Konj. ut behandelt; zunächst bespricht der Verf. das ut temp. mit Konj., ausgehend von dem oben besprochenen Fall bei Terenz. Wenn nun auch jener Fall nach unserer Meinung aus der Liste zu streichen ist, so hat die Annahme einer temporalen ut-Konstruktion mit dem Konj. für das Spätlatein gewiß kein Bedenken. Nur sind nicht alle dafür gebrachten Beispiele einwandfrei. Carm. epigr. 1590, 6 ›*iamque ut esset gratus amicis, invidia superum cessavit amari*‹ mag man gelten lassen, obwohl in diesem aus Floskeln zusammengestoppelten Gedicht der Gedanke an eine Art Anakoluth auch nicht abzuweisen ist: *ut gratus esset, inviderunt superi, quorum invidia cessavit amari.* Nicht recht glauben kann ich an die Richtigkeit der Tradition in dem Epigramm der Anthologie, Nr. 283 Riese (*de pectine*): ›*Crinibus ambrosiis Veneris decus addidit, ut se Pulchras iactarent Pallas vel pronuba Juno*‹. Ein ›*cum*‹ (*cū*) konnte ja so leicht in ein ›ut‹ verschrieben werden, oder noch leichter ein ›*iactarunt*‹ in ›*iactarent*‹. Und was soll das eigentlich heißen: ›Er verlieh den ambrosischen Haaren der Venus schmuckes Ansehen, als sich P. und J. mit ihrer Schönheit brüsteten?‹ — Ein sicheres Beispiel scheint mir das oben (S. 325) erwähnte aus der Peregr. Silv., während ich den Fall bei Sulp. Sever. epist. app. 1, 4 p. 221, 6 H. doch anzweifeln möchte. Noë spricht: ›*ego, domine, et superventurum propter peccata hominum diluvium praedicavi, et post* (nach Eintritt) *diluvium exemplum de me praebui bonis, ut malis pereuntibus non perirem*‹. Gewiß kann das ut in diesem Zusammenhang nicht anders als temporal erklärt werden. Vielleicht aber hat Halm doch recht gehabt, daß er es in ›cum‹ änderte (paläographisch, wie schon bemerkt, eine ganz leichte Aenderung): denn es kommt in dem gleichen Satz das finale ›ut‹ wiederholt vor (so unmittelbar an die zitierten Worte anschließend: ›ut isti cognoscerent‹), und andererseits erscheint in unserem Brief das temporale ›cum‹ mit cj. öfter, z. B. 1, 1 *cum viveremus*, 1, 5 *cum ... praeditus essem*, so daß man sich nicht recht vorstellen kann, warum der Briefschreiber gerade in dem Satz, wo er das finale ut anwendete, das temporale im Sinne des ihm geläufigen cum und dazu mit der gleichen Konstruktion wie das finale ut sollte angewendet haben. — Daß Apul. met. 7, 21 ›*ut quemque ... conspexerit ..., furens incurrit*‹ eigentlich nicht hierher gehört, da, wie bei Liv., ein Iterativus vorliegt, geht aus L.s Ausführungen selbst hervor; übrigens hat bei Apul. gewiß der Einfluß des Griechischen

(Optativ ὥς τινα ἴδοι, vgl. die Beispiele aus Herodot und Thucyd. bei Stahl, Hist.-krit. Synt. des griech. Verbums, S. 445) mitgewirkt. — Von den übrigen Beispielen (Schol. Pith. Juv. 6, 264, Carm. epigr. 613, 6 Pass. Perpet. 18 p. 88, 13 Rob., Itin. Burdig. p. 22, 20 G. Itin. Silv. 29, 3 u. a. Paneg. 9, 26 p. 212, 24 B. Auson. epigr. 137, wozu die Fälle bei Venantius nach dem Index von Leo kommen: Mart. 1, 299 und 3, 280) möchte ich nur gegen eines ernstere Bedenken geltend machen. Bei Auson. epigr. 137 (p. 421 P.)

›*iamque repugnanti dedam me ut denique victus,*
iurgia ob hoc solum, iurgia quod fugiam‹

scheint mir einfach das kondizional-konzessive ut vorzuliegen: ›gesetzt daß ich kapituliere‹. Das ἤν in dem entsprechenden Epigramm aus der griechischen Anthologie (Jacobs II p. 747), welches L. selbst zitiert, weist doch deutlich genug darauf hin, und der Einwand dagegen, daß das ›*iam*‹ mehr für eine temporale Bedeutung spreche, ist nicht stichhaltig; ›*iam ut*‹ heißt einfach: ›gesetzt daß nun endlich‹ (oder ›wirklich‹), wie Caes. Gall. 3, 9, 6 ›*iam ut omnia contra opinionem acciderent, tamen*‹, Liv. 34, 32, 13 ›*ut iam ita sint haec, quid ad vos*‹, Sen. contr. 1, 2, 7 ›*iam te ut nemo violaverit, locus ipse violavit*‹.

An das temporale reiht L. das kausale ut, das die Syntax von Schmalz nicht kennt. Auch seine Existenz werden wir anerkennen müssen, nur dürften die Grenzen des Gebrauchs enger zu ziehen sein, als der Verf. es tut. Das erste Beispiel, das er bringt, ist Schol. Cic. Bob. p. 264, 27 Or. p. 140, 26, Hild. (zu Planc. 24): ›*Tullius negat populum, id est vulgus imperitorum, iudicare ... de familiae clarioris nobilitate potuisse,* ut (= quod, cum) *non nisi peritiores vetustatis ... haec scire facillime possint*‹. Daß bei Cicero ›an der entsprechenden Stelle nicht ut, sondern cum‹ stehe, kann man nicht behaupten: denn diese entspricht formell der vorliegenden überhaupt so wenig, daß von einer Parallelisierung eines einzelnen Wortes nicht die Rede sein kann; sie lautet: ›*si tibi ... respondeam, nescisse id populum R. ... non, ut opinor, admirere, cum ego ipse non abhorrens a studio antiquitatis me hic id ex te primum audisse confitear*‹. Unsere Stelle muß also aus sich selbst erklärt werden, und hier steht der Auffassung von ut als konsekutiver Partikel (= so daß also) nichts im Wege. Desgleichen haben wir in dem folgenden Beispiel, Martyrius gramm. VII p. 175 ›*audivi Memnonium ... se dicentem de hoc nomine* (sc. *verna*) *reprehensum a Romano quodam disertissimo, ut per hanc* (sc. *b*) *enuntiaverit litteram*‹ einfach das temporale ut, wogegen die Ersetzung dieser Partikel durch quod in der von Martyrius abhän-

gigen Stelle bei Cassiodor (gramm. VII p. 175) gewiß nichts beweist. Weitere Beispiele für das ut caus. findet L. in der Anthologia Nr. 343 R. (im Titel:) ›*In eum, qui, ut senior dici nollet, multas sibi concubas faciebat*‹, im Comm. Bern. zu Lucan 7, 435 ›*Germanum ... bonum: id est libertas, de qua illi gloriantur; philosophice autem, ut sit hoc summum bonum*‹; bei Arnob. nat. 2, 7 ›*inscientia miserabilis hoc magis est, ut, cum fieri possit, ut veri aliquid ... dicamus, et hoc ipsum ... incertum sit, an ... dixerimus*‹; und bei Cassiod. var. 2, 32, 3 ›*ideo miramur ... virum, ut ... susceperit*‹. Ohne auf diese Fälle näher einzugehen — bis auf den im Comm. Bern. scheinen sie mir nicht anfechtbar — möchte ich mich nur gegen die beiden folgenden wenden, die m. E. nicht in die Reihe der übrigen gehören. Capitol. Gord. 3, 2 wird von Gordian erzählt, daß er als junger Mann Gedichte verfaßt habe, und zwar behandelte er die gleichen Stoffe, wie Cicero, also den Marius, Arat usw. ›*quae quidem ad hoc scripsit, ut Ciceronis poemata nimis antiqua viderentur*‹. Daß Gordian seine Gedichte geschrieben habe, damit die entsprechenden des Cic. zu altmodisch erscheinen möchten, scheint L. reiner Unsinn zu sein; er schrieb sie, weil Cic.s Bearbeitungen ihm zu alt erschienen. Demgegenüber möchte man zunächst fragen, mit welchem Recht ›ut ... viderentur‹ mit ›weil sie ihm ... schienen‹ übersetzt wird; ut viderentur kann nur heißen ›weil sie schienen‹ mit zu ergänzendem allgemeinen Objekt (hominibus u. dgl.). Aber, fragt man weiter, warum schienen gerade Ciceros Poeme der damaligen Welt so alt, daß Gordian sich gedrungen fühlte, sie durch neue zu ersetzen? Ich weiß keine befriedigende Antwort, und mir scheint daher die finale Auffassung des Satzes kein so unbedingter Unsinn wie dem Verf. Der Historiker hat sich nur recht ungeschickt ausgedrückt, was aber den nicht so sehr wunder nehmen wird, der sein unbeholfenes Latein sich etwas näher ansieht. Er wollte sagen: Gordian schrieb seine Gedichte als *amulator Ciceronis*, um ihn auszustechen, seine Leistungen als veraltet erscheinen zu lassen; er wollte zeigen: wir können das jetzt besser machen. Aber nicht nur die Sache selbst, auch das genus dicendi des Capitolinus spricht gegen ein kausales ut: ›deswegen ... weil‹ heißt bei ihm ›*idcirco quod*‹ (9, 4) oder ›*ideo quia*‹ (34, 4), während ›*ad hoc, ut*‹ ›zu dem Zweck, damit‹ heißt, 10, 2: ›*illos ... senatus ad hoc creaverat, ut divideret his Italicas regiones ... tuendas*‹. Kann man da glauben, der Schriftsteller habe sich mit sich selbst so in Widerspruch gesetzt, nur um statt einer verständlichen Wendung eine mißzudeutende zu geben? Die Konsequenz der kausalen Auffassung von ut ist natürlich, daß ad im Sinne von ob, propter erklärt werden muß. Der Verf. führt hiefür den Thesaurus-Artikel

ad an, p. 552 (aus dem Abschnitt »de relatione« Abtlg. IV: de causa) und weist besonders auf 4, 6, 3 *plebs a d i d maxime indignatione exarsit, q u o d auspicari ... negarentur posse*. Nun ist es ja gewiß richtig, daß ad id mit ob id vertauscht werden könnte, ohne daß der Sinn des Satzes im mindesten alteriert würde, aber eben so gut kann es lokal-temporal gefaßt werden: »bei dem Punkte«, »auf das hin«. Und das gleiche ergibt sich für die übrigen in dem erwähnten Abschnitte aufgeführten Beispiele, eingeschlossen das von L. herangezogene, Curt. 3, 5, 9: »*laxata ... vis morbi ad hoc solum videbatur, quia magnitudinem mali sentiebat*«. Ueberall liegt eine lokal-temporale Anknüpfung an ein bestimmtes Faktum zu Grunde (im Anschluß an etwas = auf Grund von etwas = wegen), was bei der Stelle der vita Gordianorum nicht der Fall. —

Wir kommen zum zweiten Kapitel; es gilt der Konjunktion q u o d, zunächst ihrer k o n d i z i o n a l e n Funktion; seltsam genug mutet es an, »quod« in Konkurrenz mit »si« gebraucht zu sehen, wie Avell. 137, 12 p. 563, 20 »*eos ... legationis officio convenire, q u o d affectu salvationis suae, s i respectu dei, s i rationis intuitu non moventur*«. Wir haben aber keinen triftigen Grund, an der Richtigkeit der Ueberlieferung zu zweifeln, die wir auch in den übrigen Fällen (Corp. V 4488 Comm. instr. 1, 7, 2 Dict. Priminii 16 bei Caspari Anecd. p. 164) werden anerkennen müssen.

Ein k o m p a r a t i v e s oder korrespondierendes quod findet L. bei Amm. 30, 4, 18, wo *tamquod* im Sinne von tamquam überliefert ist und von den Herausgebern auch durchgehends in letzeres verwandelt wurde. Uns will scheinen, daß die Verbindung tam-quam zu fest gefugt und eine falsche Auflösung des gekürzten quam in quod zu leicht war, als daß man nicht lieber einen Fehler der Ueberlieferung annehmen möchte; dazu kommt, daß Ammian tamquam sehr häufig hat, wie dies die sehr reichhaltigen und guten Excerpte des Thesaurus, von der Hand Petschenigs, aufweisen. Jedenfalls ist das Beispiel aus dem Corpus (VI 27458) keine Stütze für die Ammian-Stelle; in den Worten »*talem dolorem experisci, q u o d nos ... experti sumus*« ist quod sicher einfach das Relativum, mit falschem Genusgebrauch, wie das auf Inschriften nicht selten (Beispiele aus Afrika bei Kübler, Archiv VIII 173; vgl. auch Rönsch, Itala S. 270 ff., Bonnet, Grég. d. Tours p. 345 ff. 507 ff.); übrigens ist auch »*tale dolor*« überliefert, freilich neben »*vestroru*« und »*contigat*«.

Auch die übrigen Beispiele für die von L. postulierte Bedeutung von quod sind nicht recht zugkräftig. Gegen Apul. flor. 22 »*q u o d Herculem ... memorant ... purgasse, s i m i l i t e r ... philosophus iste Hercules fuit*« hat schon Geyer in seiner eingehenden Besprechung

(Archiv f. Lex. XV 433) Bedenken geltend gemacht; ebenso möchte er bei Auson. epigr. 19, 1 (p. 327 P.) ›*uxor, vivamus, quod vivimus*‹, in ›quod‹ lieber das Relativum (an Stelle der fig. etymol. ›eam vitam quam‹) sehen. Bei Auson. halte ich auch das quod causale für möglich; wir hätten dann eines der beliebten Wortspiele mit den verschiedenen Bedeutungen von *vivere* (vgl. Blätter f. d. Gymn.-Schulwesen 1905, 497), und der Satz würde bedeuten: laß uns das Leben genießen, weil wir es noch haben. Freilich macht das Perfekt *viximus* einiges Bedenken, denn vixisse kann auch das gerade Gegenteil (= mortuum esse) bedeuten (Plaut. Bacch. 150 most. 1002 u. a.); das schließt aber die geforderte Bedeutung: *quod viximus* = weil wir bis heute gelebt haben, nicht aus. Auch in dem Grabepigramm, Carm. epigr. 991: ›*vixi, quod volui, semper bene, pauper, honeste, fraudari nullum, quod iuvat ossa mea*‹ findet Geyer gewiß mit Recht das Relativ quod, das durch das zweite noch eine gewisse semasiologische Stütze erhält. Was die übrigen Beispiele betrifft, so ist bei Filastr. 148, 9 die Ueberlieferung des ganzen Satzes so zweifelhaft, daß Marx zu zwei Aenderungen von Endungen, einer Umwandlung eines Wortes und der Annahme einer Lücke seine Zuflucht nehmen mußte; da möchte man doch die Frage offen lassen, ob quod nicht einfach aus dem bei Filastr. ganz gewöhnlichen *quomodo* (15 Stellen im Index) verdorben ist. Ebenso wenig kann ich an die Richtigkeit der Ueberlieferung glauben bei Donat. Ter. Andr. 1, 1, 28 ›*hoc ... dixerunt veteres eodem modo, quod Graeci* πάμπολλα‹: der ›*princeps grammaticorum*‹ sollte sich eine derartige Freiheit erlaubt haben? da nimmt man doch lieber einen Textfehler an, zumal die Ueberlieferung des Terenzkommentars an derartigen Fehlern reich genug ist, vgl. Wessners krit. Apparat. Dagegen mag in dem Cornutus-Scholion zu Pers. 1, 113 ein für *quomodo ... ita* gebrauchtes *quoniam ... ita* ganz glaublich sein, ebenso wie für das ›barbarische‹ Latein des Anonymus Valesianus ein auch bei dem sog. Fredegar erscheinendes *post quod* im Sinne von *postquam*. —

Kapitel III gilt der Konjunktion quam, die nach L. in Stellvertretung von ut auftritt bei Apul. flor. 3, 16 p. 17 V. ›*a qua (ratione) paululum demutabit liber, quam Strabonis ... honor flagitat*‹, bei Lampr. Comm. 17, 11 ›*hunc ... Severus ... odio, quam videtur, senatus inter deos rettulit*‹; bei Ruric. epist. 2, 64, 1 und sonst. Da es eine bekannte Erscheinung auf dem Gebiet der Bedeutungsentwicklung ist, daß ein Wort, welches sich in einigen Verwendungen mit einem andern zufällig deckt, auch in weiterem Umfang als Synonym für jenes herangezogen wird: so hat der Eintritt von quam für ut in Fällen

wie die oben zitierten durchaus nichts Befremdendes[1]). Aehnlich erklärt sich auch die Konstruktion bei der von L. angeführten Stelle Lucif. Athan. 2, 20 p. 184 H. ›*tu, quam in Athanasio, nec non et in nobis dei ... persequaris filium*‹; die Stelle ist trotz L. und mit Hartel sehr wohl in Parallele zu setzen zu Lucifers ›*tam ... nec non*‹: in beiden Fällen liegt ›Verschmelzung‹ von Konstruktionen vor; die Kontraposition ›*tam — quam*‹ oder ›*quam — tam*‹ deckte sich begrifflich mit ›*et — et*‹; daraus konnte durch Auswechslung der Synonyma entstehen sowohl ›*tam — et*‹ (bzw. ›*nec non et*‹) wie ›*quam ... et*‹, von welchem Schema das ›*quam — etiam*‹ der Epist. Avell. 97, 58 nur eine neue Variante ist. Andererseits konnte das durch die Bedeutungsentwicklung von tam ... quam überflüssig gewordene tam ganz ausgeschaltet werden (vgl. unser ›wie‹ neben ›sowie‹, beides = und), und es entstand so das quam für et, wie wir es Peregr. Silv. 40, 2 haben: ›benedictis cathecuminis quam fidelibus‹, wo L. die Ueberlieferung gegen die Einschiebung von tam schützt, allerdings gegen den sonstigen Sprachgebrauch der Verfasserin, wie Geyer a. O. S. 434 hervorhebt. Eine Weiterbildung dieses kopulativen quam ist dann Corp. VI 28138 ›*educatus litteris Graecis quam et Latinis*‹.

So ist die von L. festgestellte Erscheinung auch für die weiteren von ihm gebrachten Fälle nicht anzuzweifeln. Nur zu Arnob. nat. 3, 11 möchte ich ein Bedenken äußern. Dort heißt es: (*dii vestri nos vident*) *honestius quam vos multo de sui nominis dignitate existimare quam credere.* Das zweite *quam* soll nach L. so viel bedeuten als das ›*et*‹ oder ›*atque*‹, das einige Editoren dafür in den Text geschoben haben. L. faßt demnach, wie die Textkritiker, die ganze Verbindung als einen tautologischen Ausdruck, was trotz der ›für unsere Auffassung lästigen Wiederholung‹ von keiner Bedeutung sei, da ähnliche Ausdrücke in der patristischen Literatur sehr oft begegnen. Gegen die kopulative Auffassung von quam muß aber schon etwas bedenklich machen, daß das komparative quam unmittelbar vorhergeht: ›*nos ... honestius quam vos*‹; außerdem läßt sich *quam* nicht so ohne weiteres mit *et* identifizieren: wie es ein *tam — quam* vertritt, so hat es den Wert des mit diesem gleichzusetzenden *et — et*; es hebt die verbundenen Begriffe schärfer von einander ab: ›sowohl — als‹ = ›nicht nur, sondern auch‹; das paßt schlecht zur

1) Nur kann ich an das ›quam videtur‹ der oben erwähnten Lampridius-Stelle nicht glauben. Peter hat mit seiner leichten Aenderung ›quantum videtur‹ sicher recht gehabt; vgl. in derselben vita 4, 7 quantum videbatur; ferner Capitol. Verus 3, 6; Clod. Alb. 4, 5; Gallican. Avid. Cass. 1, 7. — Ob sich nicht hinter dem und jenem ›quam‹ auch ein q(uem) a(d) m(odum) versteckt?

Verbindung eines tautologischen Ausdrucks. Ich kann daher an einen solchen nicht glauben und möchte lieber (falls die Stelle nicht als korrupt anzusehen ist) der komparativen Bedeutung auch des zweiten quam das Wort reden. Freilich würde diese eine beispiellose syntaktische Kühnheit des Autors voraussetzen. Er wollte sagen: unser kritisches Urteil über eure Götter ist anständiger als euer (blinder) Glaube an sie‹ = nos honestius de deorum dignitate existimare quam vos credere, und verrenkte diesen einfachen Gedanken der doppelten Antithesis zuliebe zu einem ungeheuerlichen chiastischen Schema. Ich habe für diese Art von Chiasmus keine Parallele aufzuführen und mache daher zu meiner Auffassung des Satzes selbst ein Fragezeichen: nur wird man mir zugeben können, daß er so dem Sinne nach am meisten befriedigen würde. —

Der vierte Abschnitt ist überschrieben: Adverbia in konjunktionaler Funktion. *Statim* im Sinne von ›*statim ut*‹ hat in den konjunktional gebrauchten Adverbien mox und simul Analogon und Stütze; trotzdem kann man zweifeln, ob Capitolinus, der dreimal *statim ut* nach übereinstimmender Ueberlieferung schreibt (Jones, Archiv 14, 249), in einem vierten Fall (Max. Balb. 11, 4) einfach *statim* geschrieben hat, oder ob das ut verloren gegangen ist, das nach statim paläographisch leicht genug verschwinden konnte; freilich ist auch bei Vopiscus (Car. 9, 4) dieses statim einmal ohne ut überliefert. Desgleichen wird eine Konjunktion *primum* = *ut* oder *ubi primum* bei Ammian (31, 10, 8) und Jul. Val. (3, 27) auf grund der Hss. angenommen, während bei Jul. Val. 3, 26 in ›*mox primum solis occasus ... fuit, vox auditur*‹, *mox* vielleicht mit L. zu *primum*, nicht zu *auditur* zu ziehen ist. Mit Unrecht aber scheint mir auf grund des bisher einzigen Beleges in der Peregr. Silv. (107) für Carm. epigr. 678, 4 ein *post* in der Bedeutung von *postquam* angenommen:

›*nunc te tellus habet, septem post decem peractos*
exegeras fasces, eu tegit ossa sepulcrum‹.

Post ist einfach Präposition, und das Epigramm sagt: ›Jetzt hat dich die Erde; nach zehn vollendeten Jahren hattest du noch sieben zu Ende gebracht; ach, deine Gebeine deckt das Grab‹. So wird das ›exegeras‹ jedenfalls erträglicher, als bei dem im andern Fall anzunehmenden Pleonasmus: *postquam peractos exegeras fasces*. Das Plusquamperfectum statt des Perfekts ist natürlich metri causa gewählt und in dem unbeholfen zusammengestückten Poem nicht weiter auffallend [1]).

1) Einen zweiten, neben Peregr. Silv. wohl anzuerkennenden Beleg für post conj. hat L. entdeckt in der Regula Tyconii p. 27, 3 Burkitt.

Gar nicht vermag ich zu glauben an das konjunktionelle, bzw. relative c o t i d i e bei Hier. tract. in psalm. CVI p. 179, 19 M.: ›*in terra vestes habemus diversas, cotidie vivimus*‹, erstens, weil einem Ciceronianer wie Hieronymus derartige syntaktische Singularitäten kaum zuzutrauen sind, zweitens, weil nicht nur eine andere syntaktische Funktion, sondern auch eine neue, aus dem adverbiellen cotidie nicht so einfach sich ergebende Bedeutung angenommen werden mußte, nämlich *cotidie* = *quoad, dum*; außerdem konnte ein ›*dū*‹ nach ›*-die*‹ und vor ›*uiuimus*‹ nur zu leicht ausfallen, und wenn wir dies einsetzen, ist der Satz nach Form und Sinn durchaus korrekt.

Nach den Zeitadverbien behandelt der Verf. andere zu Konjunktionen gewordene Adverbia, wie m a x i m e = *si maxime* (Apul. apol. 55), *etiam* = *etiam si* (Visio Pauli 29 p. 26, 30 Rob. u. a.), und fügt mit Recht Corp. IV 2421 ›*Rufa, ita vale, q u a r e bene felas*‹ zu den schon bekannten Beispielen eines kausal gebrauchten *quare* (= *quia*); desgleichen hält er Sen. apocol. 8, 2 das überlieferte p r o p t e r q u o d = *propterea quod* mit Bücheler für richtig.

Ein besonders interessantes Kapitel ist das folgende (V): P l e o n a s m u s im Gebrauch der Partikeln. Der Pleonasmus ist ja eines der Hauptmerkmale volkstümlicher Ausdrucksweise und gerade bei den Partikeln mit ihrer vielfach schwankenden oder mehrfachen Bedeutung ist die semasiologische Unterstützung durch eine zweite, verwandte etwas Naheliegendes. So findet L. eine Verbindung von c u m und d u m in der Anthologie, 483, 55 R. ›*vagans errore rato cum devia tortos dum legit anfractus, metam sol eminus exit*‹, bei Amm. 29, 4, 7 ›*dum cum hostium disiecta frangeret timor*‹ (ob übrigens bei Amm. denkbar?) und an einer zweiten Stelle der Anthologie, 492, 11 (in den versus Bellesarii scolastici auf Sedulius), die aber so dunkel ist, daß sie erst erklärt werden muß, ehe man bestimmt sagen kann, ob *cum* in dem Satze ›*dum nil cum ventre tumescit*‹ Konjunktion oder Präposition ist.

Ein pleonastisches ›*d u m s i m u l*‹ wird, wohl mit Recht, angenommen für Carm. epigr. 1202, 4, ein durch c u m verstärktes u t temp. c. conj. (vgl. oben) in einem Carmen sepulcrale (732, 31 Büch.) und in der Hist. Apoll. 7 p. 10, 11 R., desgleichen ein u t d u m bei Cyprian epist. 26 und Hieron. tract. in psalm. 77 p. 60, 18 M.[1]); im letzten Beispiel ist *ut* wohl eher final, wobei *dum* im Sinne von ›nur‹ (›*dic dum*‹ u. dgl.) zu fassen wäre; doch kann hierüber erst eine Bedeutungsgeschichte von *dum*, wie sie der Thesaurus geben wird, die Entscheidung bringen.

Es folgen Pleonasmen von Komparativpartikeln, q u a s i v e l u t

1) *et iste quid fecit? ut dum errorem emendaret, fecit errorem.*

(Rufin. Adamant. 4, 8, aber auch schon Apul. Socr. 106), *quasi sicut* (Martin. Brac. corr. rust. 11 p. 15 Casp.), *ut quam* (schon Vitr. 5, 11, 2; daher wohl auch Corp. III 1903 ein *quam ut* anzuerkennen). Mit diesen abundanten Ausdrücken vergleicht L. das plautinische ›*pariter hoc fit atque ut alia facta sunt*‹ (Amph. 1019): er hätte auch Fälle wie Cicero Verr. 2, 119 ›*quod iste aliter atque ut edixerat decrevisset*‹ u. a. heranziehen können, vgl. Thes. I 1656, 27 ff.

Daß bei andern Verbindungen dieser Art weniger an einen Pleonasmus als an ein Anakoluth der Konstruktion zu denken ist, darauf hat schon Geyer hingewiesen (a. O. S. 434): das gilt für die Fälle, wo die synonymen Konjunktionen von einander getrennt sind, wie beim Tractatus de divitiis 18, 9 p. 59 Casp. ›*quale est, quod, cum ... coniuncta sint, ut ... credatur*‹ (wozu bemerkt sei, daß ›*quale est quod*‹ neben ›*quale est ut*‹ auch bei Tert. erscheint, adv. Marc. 3, 15). Aber auch wo sie beisammen stehen, sind die Konjunktionen wie ebenfalls Geyer an *quia cum* bei Ps. Alex. c. Dind. coll. p. 181, 19 K. gezeigt, unter Umständen syntaktisch von einander zu trennen. Aehnlich, meine ich, ist bei Ausonius 419, 42 p. 364 P. *ut quod* nicht als doppelte Kausalpartikel zu fassen, sondern zu trennen und zwar so, daß ›*quod*‹ als Relativum zu nehmen ist: ›*tributa ista (comitia), quod in urbe Sirmio geruntur, an, ut, quod in procinctu, centuriata dicentur*‹ = *tributa ... an, ut (id), quod in procinctu (geritur), centuriata dicentur?*

Ist schon dem korrekten Spätlateiner Ausonius eine Ausdrucksweise wie ein kausales ut quod schwerlich zuzutrauen, so wird man sich noch mehr besinnen müssen, bei Persius ein pleonastisches *-ve — vel* anzuerkennen, das 3, 27 stehen soll:

›*stemmate quod Tusco ramum millesime ducis*
censoremve tuum vel quod trabeate salutas‹.

Büchcler hat die Schwierigkeit durch Annahme eines prädikativen ›tuus‹ zu heben gesucht: ›oder wenn du den Censor als den deinigen (als Anverwandten) oder in Rittertracht begrüßest‹, welche Interpretation L. ablehnt. Aber bleibt hier nur die Zuflucht zum Pleonasmus? Mir scheint, *vel* würde sich als steigerndes Adverb zu *trabeate* am natürlichsten und einfachsten erklären: ›oder weil du deinen Censor gar in stolzer Rittertracht begrüßest‹.

Recht skeptisch, muß ich gestehen, stehe ich auch dem abundanten *et — que* gegenüber. Die Existenz dieser Verbindung ist, soweit sie sich in der Epigraphik findet, natürlich nicht zu leugnen: aber ob es sich hier nicht um einfache Steinmetzenfehler handelt, statt um Vulgarismen? Corp. XIV 3323 heißt es ›*libertis paternis et libertabusque*‹, XIV 1582 ›*sibi et ... patri et posterisque eorum*‹. Das

sind die beiden einzigen sicheren Beispiele aus der epigraphischen Literatur; denn das dritte ist anders zu erklären: es steht Carm. epigr. 656, 6 und lautet: ›*Severa dulcis parentibus et famalisque*‹. *Etque* steht hier einfach für *et — et*, bzw. *queque*, wobei ›*et*‹ unter dem Verszwang hinter das Wort, zu dem es gehört, gerückt ist. Für die Verbindungen ›*et — que*‹ in der Prosa vgl. Cic. ac. 1, 37 ›*officia et servata praetermissaque*‹ oder Liv. 4, 2, 3 ›*et singulis universisque*‹. Da also unter den zahllosen Beispielen von Verbindungen, wie *libertis et libertabus, libertis libertabusque* bisher nur zwei mit doppelter Kopulativpartikel feststehen, so wollen wir abwarten, ob noch weitere dieser Art auftauchen, ehe wir statt eines Versehens[1]) eine spätlateinische Spracherscheinung annehmen. Und noch weniger ist es von einem Manne wie Augustin zu glauben, daß er conf. 7, 17 wirklich geschrieben habe: ›*rapiebar ad te decore tuo et moxque* (so der Sessorianus) *diripiebar abs te pondere meo et ruebam in ista cum gemitu*‹. Hier irrte entweder der Blick des Schreibers von ›*tuo*‹ auf das gleich folgende ›*meo et*‹ ab, oder, was ich für wahrscheinlicher halte, es ist ein Glied der Periode ausgefallen, das mit ›*ruebam in ista cum gemitu*‹ korrespondierte[2]), wodurch ein vollständiger Parallelismus der Glieder geschaffen war, wie Augustin ihn liebte, vgl. Norden, Kunstprosa II 621. Was schließlich Arnob. nat. 7, 46 betrifft: ›*vestra cum res ista sit deque vestro numine vestraque et religione tractetur*‹; so verbietet nichts — die Stellung spricht sogar dafür —, *et* im Sinne von *etiam* zu nehmen.

Durch Annahme einer abundanten Negation soll auch die Schwierigkeit der vielumstrittenen Catullstelle 10, 9 behoben werden:

›*respondi, id quod erat, nihil neque ipsis*
nec praetoribus esse nec cohorti,
cur quisquam caput unctius referret‹.

Der Satz ist also so zu verstehen, wie wenn das erste ›*nec*‹ fehlte und ›*ipsis*‹ attributiv zu ›*praetoribus*‹ zu beziehen wäre. Aber ganz abgesehen davon, daß eine dreifache Negation des Guten etwas gar zu viel wäre — ›*nihil ... neque ... nec*‹ ist schon Abundanz — und daß eine syntaktische Unklarheit wie die Funktion des ersten ›*nec*‹ dem Catull nicht leicht zuzutrauen ist, so verlangt schon der ganze Zusammenhang, daß ›ipsis‹ auf die Bithynier bezogen wird: Catulls Freunde wollen wissen ›*quid esset iam Bithynia, quomodo se*

1) Das sich psychologisch ja sehr leicht erklärt (Simultanwirkung zweier konkurrierender Verbindungen).

2) Etwa: *et <requiescebam in te cum gaudio> moxque diripiebar* usw., vgl. conf. 1, 1, 1. 4, 12, 18; gen. ad litt. 4, 17 u. a.

haberet‹; was würde es da heißen, wenn C. einfach erwiderte: ›es haben weder die Prätoren selbst noch ihr Gefolge was‹ — ja, warum denn? müßte man gleich fragen: nun eben, weil die Leute dort nichts haben, weil die Provinz arm ist. So sagt C. in etwas salopper Konversationswendung, aber ganz folgerichtig und der Frage entsprechend: niemand hat dort was, weder die Provinzler noch die Beamten noch das Gefolge.

Ein pleonastisches *aut nec* für einfaches *aut* oder *nec* findet L. in der Anthologie Nr. 489, 44 R. (Augustinus?):

›*illa* (*anima*) *tamen spirando calet animatque replendo*
omnia, nec quid⟨*d*⟩*am habet aut nec sumit ab ipsa* (*massa*)‹.

Unmöglich wäre das nicht bei diesen Versen, die auch sonst allerlei Absonderlichkeiten aufweisen und mit Bährens wohl eher für mittelalterlich als für augustinisch angesehen werden müssen; will man dagegen lieber an eine Korruptel glauben, so bietet sich ›*ut*‹ als sehr einfache Verbesserung für ›*aut*‹ dar: ›die Seele hat nichts von ihm (dem Körperlichen), wie sie auch nichts von ihm nimmt‹.

Auch auf dem Gebiete der Adverbien bringt der Verf. Pleonasmen zu den bereits aus Schmalz u. a. bekannten. Daß sich das *ita uti* — *ita* Vitruvs (4, 2, 5) aus dem klassischen ›*sicut* — *sic*‹ erklärt, hat Geyer a. O. bemerkt; ähnlich verhält es sich mit ›*sic* — *ita uti* (4, 3, 9). Weniger Gewicht hat das pleonastische *ita sic* bei Vopisc. Car. 9, 4, da die ganze Stelle korrupt und auch von L., der anderswo auf sie zurückzukommen hofft, noch nicht erklärt ist. Dagegen gehören sicher in diesen Zusammenhang das *sic hoc modo* bei Cassian. Nestor. 5, 3, 2, und Venant. vita Germani 66, 181 *sic* — *similiter sicut*.

Eine crux editorum war Petron. 136, 13 ›*quem anus ut vidit, tam magnum aeque clamorem sustulit, ut putares iterum anseres limen intrasse*‹. Man hat Emendationsversuche gemacht, der Bearbeiter des Thesaurustextes hat das Wort mit dem Korruptelenkreuz versehen, und der Verfasser des Artikels *aeque*, der ich selbst bin, die Stelle nicht verarbeitet. Leider, denn die Ueberlieferung scheint wirklich in Ordnung, und zwar wird L. mit seiner Annahme eines Pleonasmus recht haben; er hätte sich auf 78 berufen können, wo es mit einem ähnlichen Pleonasmus heißt: ›*aeque me mortuum iuvet tam quam vivum*‹ (Thes. vol. I 1044, 21). Uebrigens ist auch die Möglichkeit nicht auszuschließen, daß ›*aeque*‹ zu ›*clamorem sustulit*‹ gehört, wobei es mit ›gleichfalls‹ zu übersetzen wäre und sich auf die Stelle zurückbezöge, wo von dem wilden Geschnatter (*rabiosus stridor*) der Gänse die Rede ist, 136, 4. —

Das folgende, mit ›S a e p e‹ überschriebene Kapitel (VI) zeigt uns einen äußerst interessanten Fall von Bedeutungsentwertung. Die Wörter hat man oft mit Münzen verglichen, ihre Bedeutung entspricht dem Münzbild und der Aufschrift, beide werden im Verkehr abgegriffen und verlieren ihre Schärfe. Hier haben wir einen Fall vollständiger Abnutzung; dem Wort ist jeder Bedeutungsgehalt abhanden gekommen, es wird zu einer Art Füllsel, und bezeichnet nicht mehr eine Wiederholung der Handlung, sondern hebt sie einfach hervor. L.s Ausführungen scheinen mir im ganzen überzeugend, höchstens könnte man bezweifeln, ob der Gebrauch schon bei Cicero — es handelt sich um zwei Stellen aus den familiären Atticus-Briefen — anzuerkennen ist. Und zwar kommt hier Komparativ und Superlativ in Frage, die eine Entwertung des Positivs doch schon voraussetzen. Das erste Beispiel ist Att. 13, 4, 2 ›*quoniam* *s a e p i u s de nominibus quaeris quid placeat, ego quoque tibi* *s a e p i u s respondeo placere*‹. L. meint: ›Ob Atticus seine Frage mehrmals wiederholt hatte, können wir dahingestellt lassen; sicher ist jedenfalls, daß Cic. sie nicht mehr als einmal in dissem Brief beantwortet und das *saepius* demnach schon hier an der zweiten Stelle seine eigentliche Bedeutung tatsächlich eingebüßt hat‹. Aber die beiden saepius werden hier so ausdrücklich einander korrespondierend gegenüber gestellt, daß sie nicht verschiedene Bedeutungen haben können und außerdem so hervorgehoben, daß sie mit ihrem vollen Inhalt genommen werden müssen, und diese Auffassung ist auch sehr gut möglich: ›da du mich öfter fragst, so antworte ich dir h i e m i t öfter‹, d. h. meine Antwort möge als eine so oft wiederholte gelten, als die Zahl deiner Fragen war — jedenfalls eine scherzhafte Wendung Ciceros, womit er wohl dem Freunde, der in seinem Briefe eine Anfrage mehrmals wiederholt hatte, unter die Nase reibt, daß éine Anfrage schon ausreiche. Gleichfalls um Wiederholungen innerhalb ein und desselben Briefes dürfte es sich handeln bei der zweiten von L. zitierten Stelle, Att. 10, 10, 1: ›*cum ego* *s a e p i s s i m e scripsissem (Antonio) nihil me contra Caesaris rationes cogitare*‹; Cicero hat, wie wir es etwa ausdrücken würden, dem Antonius ›in allen Tonarten‹ versichert, daß er absolut nichts gegen Caesar im Schilde führe, vgl. die Fortsetzung des zitierten Satzes: *m e m i n i s s e me generi mei, m e m i n i s s e amicitiae* (sc. *Caesaris*), *p o t u i s s e, si aliter sentirem, esse cum Pompeio, ... abesse v e l l e* (sc. *Roma*) *nec id ipsum certum ... habere.* Doch über diese Fälle wie über die andern von L. gebrachten Beispiele mag der dereinstige Bearbeiter von saepe im Thes. ling. lat. urteilen. Daß nicht alle fest stehen, zeigt der Verf. selbst durch Zurücknahme eines Beispiels im Nachtrag (S. 129) und leise Anzweifelung eines

zweiten[1]). Die Alternative wird in den meisten Fällen lauten: Entwertung der Bedeutung von saepe oder — aufschneiderische Flunkerei des Autors? Letzteres z. B. sicher in Corp. XIV 2298 (Carm. epigr. 990) ›*qui mihi saepe libens census donavit equestris*‹ = der mir oft Riesensummen schenkte (›Rittercensus‹, hyperbolisch für eine große Summe; man beachte den Plural).

Etwas anders als bei *saepe* liegt wohl die Sache bei *identidem*, das nach L. in den Comm. Bern. Lucan. 2,46 auch in ganz farbloser Bedeutung, jedenfalls ohne jede Beziehung auf eine Wiederholung vorkommt: man braucht hier gar nicht an eine Emendation in ›*itidem*‹ zu denken, welche L. ablehnt: es hat vielmehr eine Beeinflussung der Bedeutung von *identidem* durch *itidem* stattgefunden, besser gesagt: eine Verwechslung mit ihm, was bei formal anklingenden Wörtern nichts Wunderbares, vgl. z. B. *dolus* = *dolor* in vulgärlateinischen Inschriften.

Ich komme zum zweiten Hauptteil der Abhandlung (S. 55—121): Zur Kritik und Erklärung spätlateinischer Schriftsteller, mit zwei Unterabteilungen, wovon I: Studien zu Ammianus Marcellinus. Hier wird eine Reihe von Stellen des Amm. kritisch, exegetisch und sprachgeschichtlich behandelt; auch für andere Autoren fällt dabei manches ab, selbst für Cato (S. 58) bei der Frage der Konkurrenz von Interrogativ- und Relativpronomen. Sehr interessant sind die Ausführungen zu Amm. 14,11,34 ›*scrutari putabit*‹, das begrifflich gleich ist mit ›*velit discere*‹, 31,4,6. L. findet hier ›Verba sentiendi in voluntativer Bedeutung‹, wie schon bei Vitruv, 2,1,8: ›*primo volumine putavi ... exponere*‹. Die Beobachtung ist gewiß richtig; zu ihrer historischen Erklärung sei auf ›Gerundiv-Konstruktionen‹ (Archiv XV 56) nach dem Schema ›*puto hoc* (*mihi*) *faciendum* (*esse*)‹ hingewiesen, wo ›das Subjekt des Satzes, welches seine Ansicht ausspricht, zugleich die einzige Quelle für die Ausführung des als notwendig Erachteten ist‹, wo sich also die Meinung über eine Handlung mit dem Willen zu derselben deckt: *puto faciendum* = *volo* (*decrevi*) *facere*. Vielleicht läßt sich ›*puto facere*‹ geradezu aus einer syntaktischen Kreuzung der beiden Konstruktionen erklären. Wie alt diese Gerundivkonstruktionen sind, zeigt die Lustrationsformel bei Cato agr. 141,1 ›*uti illace suovitaurilia fundum agrum terramque meam, quota ex parte sive circumagi sive circumferenda censeas, uti cures lustrare*‹, wo Keil nach *circumagi* ein ›*iubes*‹ oder ›*vis*‹ verlangt. So konnte neben ein ›*sentio faciendum esse*‹ ein ›*sentio facere*‹ mit eigenem Subjekt des Infinitivs treten, das Vahlen schon im Telamo-Fragment des Ennius feststellt (scaen. 328 *deum*

1) Vgl. hiezu auch Weyman, Blätter f. d. Gymn.-Schulwesen 1908, 270.

me sentit facere pietas, civium porcet pudor) und bei Virgil wiederfindet (Aen. 10, 623 *si ... me ... hoc ita ponere sentis*), während an der dritten von ihm angezogenen Stelle das Gerundiv selbst erscheint, Catull 64, 21 ›*tum Thetidi pater ipse iugandum Pelea sensit*‹.

Zu Amm. 15, 5, 36, wo ›*erumpere*‹ im Sinn von ›*eripere*‹ nach L. (S. 62) mit der Ueberlieferung zu lesen ist, sei auf Wackernagel, Arch. XV 221, hingewiesen, der Apul. apol. 28 das überlieferte ›*puerum ... curae meae eruptum*‹ gegen Emendationen schützt, freilich mit andern Gründen als Löfstedt.

Ueber *post* im Sinne von ›nach Eintritt eines Dinges‹ (wodurch sich die Bedeutung der von ›während‹ ›*per*‹ nähert) wird zu Amm. 15, 6, 1 gehandelt; über *libertas* = *liberalitas* zu 16, 5, 9; über *ex* in Zusammensetzungen für *de* (*evolvere* = *devolvere; exponere* = *deponere*; *exfunctus, educere coloniam*) zu 16, 12, 59; über Verba transitiva in intransitiver Konstruktion (*petere in locum, consequi in honores* usw.) zu 19, 8, 12. Einen Beitrag zur Bedeutungsgeschichte von *magnus* bringt die Bemerkung zu 21, 5, 2. *Mittere* als Simplex statt seiner Komposita gebraucht, behandelt die Ausführung zu 21, 6, 2. Und so ergeben sich noch da und dort von Ammian weg Ausblicke in verschiedene Gebiete der spätlateinischen Literatur.

Was die Bemerkungen zu Ammian im speziellen betrifft, so muß es seinem künftigen Herausgeber vorbehalten bleiben, L.s Aenderungen bzw. Erklärungen nachzuprüfen. Nur zu Amm. 31, 4 11 (S. 100) sei eine Bemerkung gestattet. In dem Satz ›*turpe commercium duces invisissimi cogitarunt et ... canes pro singulis dederunt mancipiis*‹ soll ›*cogitare*‹ den Sinn von ›veranstalten‹ ›zu Stande bringen‹ ›machen‹ usw. haben, womit das Wort gegen die Aenderung in ›*agitarunt*‹ geschützt ist. Auch Petschenig in den Exzerpten für den Thesaurus findet diese Aenderung ›unnütz‹, einfach ›weil in dem Planen das Ausführen mitzudenken ist‹; so schließt auch unser ›erdenken‹ ›ersinnen‹ oftmals die Ausführung mit ein. Schwieriger ist die zweite Stelle, 25, 9, 11 ›*per Albinum in Numidia sceleste pace cogitata*‹: (es ist die Rede von dem Vertrag des Albinus mit Jugurtha, Sall. Jug. 38, 10); die Kapitulation war nicht von Albinus selbständig ins Werk gesetzt, sondern ihm vom Feinde aufgedrungen; von einem ›Planen‹ oder ›Ersinnen‹ kann bei diesem Sachverhalt jedenfalls nicht die Rede sein: es bleibt also nichts übrig, als entweder *cogitare* als identisch mit *facere* schlechthin gelten zu lassen — was ganz singulär wäre gegenüber dem äußerst häufigen Gebrauch des Wortes bei Amm. im gewöhnlichen Sinne — oder aber anzunehmen, daß die Stelle irgendwie fehlerhaft ist, sei es daß Ammian den historischen Sachverhalt nicht richtig im Kopfe hatte und an positive Machenschaften des Albinus zur Herbeiführung des Friedens dachte (Ver-

wechslung mit seinem Bruder? Jug. 36, 3), oder daß die Ueberlieferung korrupt und etwa mit Petschenig ›*coita*‹ zu lesen ist. Ein dritter Fall ist Amm. 22, 16, 9 ›*excogitavit in portu Cleopatra turrem excelsum, quae Pharos ... cognominatur*‹; mir scheint das einfach zu heißen: ›sie ersann einen Turm‹ — natürlich nicht im technischen Sinn, sondern allgemein: sie kam auf den Gedanken, einen Turm zu bauen. Aehnlich dürfte es sich mit den übrigen von L. herangezogenen Fällen verhalten.

Der zweite Abschnitt des zweiten Teiles ›Vermischtes‹ (S. 104 bis 121), behandelt vulgärlateinische Erscheinungen aus verschiedenen Autoren. So im Anschluß an Sen. apocol. 11, 4 ›*si honeste inter vos gessi*‹ (= *me gessi*) den Gebrauch von *gero* im reflexiven Sinn nach Analogie des synonymen ›*ago*‹; im Anschluß an Petron. 69, 8 ›*omnium genera avium*‹ (= *omnia genera avium*) Beispiele der Hypallage adiectivi in der Prosa und der epigraphischen Dichtung — bei ›*genus*‹, auch mit umgekehrter Kasus-Attraktion: Carm. epigr. 492, 24 ›*multis generum pomis*‹; ferner der Gebrauch von ›*omnes*‹ im Sinne von *ambo*, mit reichem Beispielmaterial; pleonastische Anhäufungen von Indefinitpronomina ›*quisquam ullus*‹ ›*nemo ullus*‹ u. ä.; ›*omnes*‹ im Sinne von *reliqui omnes;* und dergleichen.

Zu den anfechtbaren Ausführungen gehören m. E. die über die Verbindung eines Adverbs mit einer Präposition (S. 110 ff.). Solche adverbiale Präpositionalausdrücke sind: *in consimiliter* (Arnob. nat. 2, 48 nach der Hs.), *pro peculiariter* (Eugen. Tolet. epist. 3, 6), *ad alias* (Amm. 20, 3, 2, von L. zweifelnd angeführt). Wir werden auf den Artikel von Hamp, Die zusammengesetzten Präpositionen im Lateinischen, Archiv V 321 ff., verwiesen: natürlich schließt der Verf. die Ausdrücke aus, wo die Präposition das Adverb in seiner Bedeutung näher bestimmt (wie ›*a supra*‹), und will nur die (selteneren) verglichen wissen, wo der Präpositionalausdruck sich mit dem einfachen Adverb deckt, wie ›*insimul*‹ (das übrigens aus dem Lexikon zu streichen zu sein scheint; wenigstens liest man bei Stat. silv. 1, 6, 36 mit dem cod. Matr. jetzt ›*semel*‹), ›*inprope*‹ (wo?), ›*incoram*‹ (Apul. met. oft und Symm. epist. 10, 7) u. a. Aber von solchen Zusammensetzungen mit ›in‹ unterscheidet sich doch ein ›*in consimiliter*‹ ganz bedeutend: jene sind reine Adverbien des Raumes und der Zeit, bei denen die sinnliche Bedeutung durch das ›in‹ noch gehoben wird, während bei dem gewöhnlichen und in seiner Bedeutung ganz klaren Adjektiv-Adverb der Art und Weise jeder Präpositionalzusatz rein müssig ist; das Gleiche gilt von *pro peculiariter;* auch scheint mir zweifelhaft, ob man mit L. *adaeque* (= *aeque*) als Beispiel der Verbindung von Adverb mit Präposition anführen darf: *adaeque* ist gewiß keine primäre Juxtaposition, sondern aus einem zu einer Einheit

verschmolzenen *ad aequum* ›bis zur gleichen Höhe‹ (z. B. Varro ling. 6, 71) weitergebildet.

Ganz anders liegt der Fall bei dem Beispiel, das L. als schlagende Parallele anführt, Schol. Rhet. Her. 4, 56, 69 ›*in fine exordii dixit hanc artem ad exercitationem oportere accomodari. et in itidem nun finit suum librum, in exercitationem*‹. Hier hat der spätlateinische Autor ›*itidem*‹ seiner Form wegen einfach für ein verstärktes ›*idem*‹ gehalten, was schon der appositionelle Zusatz ›*in exercitationem*‹ zeigt: aber selbst wenn es als Adverb gemeint wäre, so wäre das ›in‹ hier kein müssiger Zusatz, wie in dem obigen Falle, da *itidem* allein nicht ›in der gleichen Weise‹, sondern einfach ›desgleichen‹ heißen würde.

Auch mit dem letzten Abschnitt allgemeineren Inhaltes, S. 117 ff., kann ich mich nicht einverstanden erklären. Er handelt von Adjektiven und Substantiven mit verstärkendem Präfix ›in‹. Ein solches ›in‹ soll vorliegen bei *infacetus* (= *valde facetus*): Anth. lat. 714 R., *inquietus:* Didasc. apost. S. 21, 27 H., *inbrute:* Fulg. aet. mund. p. 168, 14 H., *indignus:* Auson. epigr. 129, 7 (p. 429 P.), *indignatio:* Avell. 97, 27 (p. 411, 26 G.) und Corp. X 1782. All diese Wörter haben nach L. eine verstärkt affirmative, keine negative Bedeutung. Das sei nichts Unerhörtes, denn ›daß die lateinische Sprache neben dem negierenden Präfix 'in' auch ein verstärkendes 'in' besitzt‹, sei ja ›allgemein bekannt‹. Ich muß gestehen, daß mir dies nicht bekannt ist. Im übrigen bringt auch der Verf. selbst nur zwei Beispiele der Art, nämlich *impinguis:* Heges. 3, 26, 2 ›*(fons) impinguis arva opimat*‹, und *inopimus:* Oros. hist. 3, 5, 3 ›*iniccit (M. Curtius) ... crudeli terrae inopimam satietatem (inopinam P², inopinatam vulg.)*‹. Diese beiden Beispiele sind mehr als zweifelhaft. Zu ›*impinguis*‹ bemerken Weber-Caesar in der Ausgabe richtig: ›ἅπαξ λεγόμενον, transitive intelligendum, ut verbum impinguandi; Josephus l. l. γονιμωτάτη; *vulgo* 'irriguis', *an* 'inriguus'?‹. Also *impinguis* ist eine Rückbildung aus *impinguare* (Eccl., vgl. *impinguescere* Hier. in Is. p. 696) und hat mit einem ›*perpinguis*‹ (vgl. Itin. Alex. 19) nichts gemein[1]). Noch weniger ist mit ›*inopimus*‹ anzufangen; die geschraubte Ausdrucksweise bei Orosius an der betreffenden Stelle läßt überhaupt keine sichere Deutung zu; jedenfalls ist die Auffassung als Negativ nicht unmöglich: ›*inopima satietas*‹ wäre etwa mit ›unritueller Fraß‹ wiederzugeben, womit spöttischer Weise der geharnischte Reiter (*vir eques armatus*) bezeichnet wäre, der für den gierigen Erdrachen (*improbis faucibus*) kein so gut zu

1) Es gehört in die bekannte Gruppe der Homonyme mit in praep. und in neg.: *infectus* (gefärbt — ungemacht), *infractus, invisus, invocatus, inhabitabilis* u. a.

verdauender Fraß war, wie ein wohlgemästetes Opfertier (= *opima hostia*). Jedenfalls wäre es unerhört, wenn Orosius, der unzähligemal das negative *in* verwendet — man vergleiche die lange Liste von ›*inaccessus*‹ bis ›*invulnerabilis*‹ im Zangemeisterschen Index — und der außerdem ›per‹ zur Verstärkung des Adjektivs kennt (4 pr. 7 *percommodus*, 1, 5, 7 *peropportune*), hier auf einmal das ›in‹ als Verstärkungs-Präfix sollte angewendet haben.

Mit diesen Beispielen also hat es seine schweren Bedenken, jedenfalls beweisen sie nichts für die übrigen, von L. aus den kritischen Apparaten heraufgeholten, welche der Rechtfertigung aus sich selbst bedürfen. Diese ist, glaube ich, nicht zu erbringen für *indignus* bei Auson. epigr. 129, 7, wo es von der Medea des Timomachos heißt: ›*cunctantem* (*pinxisse*) *satis est; indigna* (= *valde digna, perdigna*) *est sanguine mater natorum, tua non dextera, Timomache*‹. In der griechischen Anthologie 16, 136, 7 entspricht diesem Verse allerdings αἷμα δὲ τέκνων ἔπρεπε Μηδείῃ; aber wer ›indignus‹ in negativer Bedeutung verwendet, wie Auson. 197, 6 p. 56 P. ›*Lascivus patiens vocari, nomen indignum probitate vitae*‹; 469, 19 p. 4 *quis nolit Caesaris esse liber, ne ferat indignum vatem centumque lituras*‹; 269, 4 p. 189 ›*praemia regni saepe indignus adit, non nisi dignus habet*‹ (vgl. auch ›*indignatus*‹ 419, 21 p. 359): der kann nicht plötzlich indignus ohne weitere Kennzeichen im entgegengesetzten Sinn anwenden. Da müßte mindestens der Usus ihm einigermaßen vorgearbeitet haben, wie es z. B. bei uns gut denkbar wäre, daß ein und derselbe Schriftsteller das Wort ›Untiefe‹ einmal im Sinn von ›*ingens altitudo*‹, ein andermal in dem von ›*vadum*‹ anwendete: davon kann aber in unserm Fall wohl nicht die Rede sein, trotz der zwei von L. angeführten Beispiele eines positiv gebrauchten *indignatio*; denn die beiden stehen auf unsicheren Füßen: sie sind nur durch je éine Hs. überliefert, Corp. X 1782 nach einem verlorenen Original, das nach Peutinger war ›minutissimarum litterarum, quae ex maiore parte vetustate sunt abolitae‹. Auch bei den übrigen Beispielen L.s haben wir immer nur mit einer einzigen Hs. und folglich unkontrollierbaren Fehlern der Abschreiber zu rechnen, und mir will fast scheinen, daß, sofern nicht ein einfacher Lapsus der Kopisten[1]) vorliegt, ein mißverstandenes prosthetisches I der Vorlage in Frage kommt (indignatio = idignatio). Daß die prosthetischen I und E nicht nur vor S impura häufig sind, zeigt die Liste bei Schuchardt, Vokalismus II S. 359 ff.

Ich stehe am Schlusse der Besprechung. Da ich mich vorzugsweise auf einen ablehnenden Standpunkt stellen mußte, so ist es mir

1) Oder Autoren, wie Weyman zu *infacetus* (Ant. lat. 714 R.) wohl mit Recht annimmt (Blätter f. d. Gymn.-Schulwesen 1908, 272).

ein Bedürfnis, es ausdrücklich auszusprechen, daß die Schwächen des Werkes meine Hochachtung vor der wissenschaftlichen Gesamtleistung des Verfassers nicht beeinträchtigt haben. Wie schon gesagt, beweist das Buch eine zugleich so feine und so umfassende Kenntnis von Sprache und Literatur der Römer, und sie enthält neben dem Anfechtbaren so viel zweifellos Gelungenes wie Anregendes, daß jeder, der sich für lateinische Sprachgeschichte, mehr noch: jeder, der sich für sprachpsychologische Probleme interessiert, dies Buch mit großem Nutzen und aufrichtiger Freude lesen wird. Ein solches Buch kann auch die strengste Kritik vertragen: und die unsre will sich nur, wie aus den einzelnen Ausführungen zu ersehen, gegen ein falsches Prinzip richten: nämlich gegen die Konstruktion einer sprachhistorischen Erscheinung aus Parallelfällen, die aus den heterogensten Quellen ohne deren kritische Untersuchung zusammengetragen sind. Denn nicht bei Allen ist Alles möglich, und was ein ungebildeter Steinmetz einmal sprachlich sündigt, beweist noch lange nichts für das Latein eines Hieronymus, wie das, was der sog. Silvia geläufig ist, nicht auch dem Terenz zugetraut werden darf. Gewiß entgleist gelegentlich einmal auch der taktfesteste, konsequenteste Stilist: aber da gibt es denn doch gewisse Grenzen der Möglichkeit. Angesichts dieser wäre es verkehrt, vor der Ueberlieferung abergläubischen Respekt zu haben und etwas gelten zu lassen, bloß weil irgendwo anders etwas Aehnliches vorkommt: denn so geraten wir in eine Art wilden Naturalismus der Sprachauffassung hinein, welcher einer reinen historischen Betrachtung ebenso ferne steht wie die Hyperkritik von ehedem mit ihrer willkürlichen Textverstümmelung.

München O. Hey

Textstudien zur Tiergeschichte des Aristoteles von **Gunnar Rudberg.** Uppsala, Akademiska Bokhandeln (Uppsala Universitets Årsskrift 1908. Filosofi, Språkvetenskap och Historiska Vetenskaper. 2).

Die Schrift Rudbergs enthält zunächst das erste Buch der Aristotelischen Tiergeschichte nach der Uebersetzung Wilhelms von Moerbeka nebst einer kurzen Einleitung über die griechischen Handschriften der historia animalium, die lateinischen Uebersetzungen derselben und Wilhelm von Moerbeka. Das 1. Kapitel bespricht sehr genau die Handschriften zur Uebersetzung der hist. an., die Verwandtschaft und Fehler der Hss. Das 2. Kapitel behandelt Wilhelms Sprache und Uebersetzungsmethode. Das 3. und wichtigste Kapitel handelt von der griechischen Quelle Wilhelms, deren Verhältnis zu den übrigen Handschriften, Alter und Eigenschaften R. mit großem Scharfsinn und Aufbietung vieler Gelehrsamkeit festzustellen sucht.

Das 4. Kapitel bringt Bemerkungen über die Texttradition der hist. an.

Daß R. ein Buch der Uebersetzung Wilhelms zum ersten Mal drucken ließ, ist sehr dankenswert; er hat sich diese Arbeit auch nicht so leicht gemacht wie Leonhard Spengel, der sich, als er 1867 die Uebersetzung der Aristotelischen Rhetorik herausgab, im wesentlichen mit dem Wiederabdruck einer Inkunabel und der flüchtigen Vergleichung einer ihm gerade zur Verfügung stehenden Münchener Handschrift begnügte, sondern hat 9 Handschriften in Rom, Oxford, Paris, Leipzig, Upsala z. T. nach photographischen Reproduktionen kollationiert. Denn auf die ältesten und besten Handschriften muß eine solche Ausgabe zurückgehen, da die Gefahr zu groß war, daß ein gelehrter Abschreiber den ursprünglichen Text durch Vergleichung einer griechischen Handschrift ›verbesserte‹. Die Auswahl der Handschriften ist im ganzen richtig; nur hätte er den codex Urbinas CCV aus dem Ende des 16. Jahrhunderts, dessen kritischen Wert er selbst für sehr gering hält, bei Seite lassen und dafür den codex Caesenas plut. VII. 4 aus dem 13. Jahrh. benützen sollen. Ref. weiß zwar aus eigener Erfahrung, daß von der bibliotheca Malatestiana nicht einmal an die Laurentiana leicht Handschriften ausgeliehen werden, aber eine photographische Kopie wäre wohl ohne Schwierigkeit zu erlangen gewesen. Wahrscheinlich hätte er dadurch noch einen Vertreter der besten seiner drei Handschriftenklassen bekommen, der vielleicht noch höher steht als Vaticanus 2095 oder Oxon. Merton. CCLXXI.

In der Erörterung über Wilhelms Sprache und Uebersetzungsmethode zeigt R. gründlicher und eingehender, als es jemand bis jetzt nachwies, daß Wilhelms Sprache das Latein ist, wie es im 13. Jahrh. üblich war, das also in hohem Grade vom Bibellatein und anderen christlichen Schriften beeinflußt ist und eine Menge von spät- und vulgärlateinischen Wörtern und Formen aufweist. Dazu kommen natürlich die durch den sklavischen Anschluß an das griechische Original verursachten Gräzismen. Von Nutzen hätte R. bei der Behandlung dieses Themas die Berliner Dissertation von Busse, de praesidiis Aristotelis politica emendandi 1881 sein können, eine Schrift, die ihm leider unbekannt geblieben ist. Busse hat ihm manche richtige Beobachtung und Bemerkung vorweggenommen. Daß die griechische Poesie und ihre Sprache auch den gelehrtesten Männern jener Zeit ein Buch mit sieben Siegeln war, beweist jeder Versuch Wilhelms, ein Dichterzitat zu übersetzen, wofür R. S. 45 (VI. Uebersetzungsfehler bei Wilhelm) noch mehr Beispiele hätte bringen können; außer der schlagenden Belegstelle aus Wilhelms Uebersetzung der Aristotelischen Rhetorik ῥοδοδάκτυλος ἠώς = rodo-

dactylus quam ut ersehen wir dies auch aus der naiven Behauptung des Albertus Magnus, der aus dem Umstand, daß Aristoteles in der Tiergeschichte öfter Homerische Verse zitiert, den Schluß zieht *Homerus librum de animalibus scripsit* (Schneider II 143). Warum S. 30 und S. 46 non multum spermatica nicht die Lesart des codex D[a] ἀγονευτικά wiedergeben soll, sehe ich nicht ein; R. hätte diesen Ausdruck S. 34 unter ›Umschreibende und freiere Uebersetzungen‹ ebenso unterbringen können wie ἀγονώτερος = minus fecundus.

Was endlich die Hauptsache anlangt, die Frage nach dem Verhältnis der Uebersetzung zu unseren griechischen Handschriften, eine Frage, die allein eine eingehende Beschäftigung mit Wilhelms Arbeit rechtfertigt, so ist R. durch die genaue Vergleichung des 1. Buches zu keinem anderen Resultat gekommen als Ref., der alle 10 Bücher nach dem freilich mangelhaften cod. Leopold. Med. Fes. 168 verglichen hat: das griechische Original Wilhelms repräsentiert keine neue Handschriftenfamilie, sondern gehörte unserer besseren Familie an, hatte aber zugleich zahlreiche Lesarten unserer schlechteren Familie über die Zeile oder an den Rand aufgenommen. Oder hören wir R. S. 81 selbst: 1) die Quelle des W. war eine ziemlich alte Minuskelhandschrift, wahrscheinlich aus dem XII. Jh., also älter als die jetzigen Hss. der Hist. an. 2) Sie ist wahrscheinlich die Vorlage des C[a] gewesen; sie hatte jedoch zwischen dieser Hs. und A[a] eine Mittelstellung, indem sie eine weniger gespaltene Tradition repräsentiert. 3) Sie hatte eine Menge Korrekturen und Zusätze aus der zweiten Textfamilie; die Hs., welcher diese Lesarten entnommen wurden, ist sowohl D[a] als P ähnlich; der Text der schlechteren Klasse war also damals (spätestens um 1200) weniger gespalten als in den uns bewahrten Hss. — wie auch der der besseren Klasse.

Während man diesem Resultat unbedenklich beistimmen kann, scheint mir R. den Wert der Uebersetzung etwas zu überschätzen. So sagt er S. 80: ›Wir haben in dieser Uebersetzung unsere (zwar mittelbare) älteste Quelle für den Text der Historia Animalium. Ihr Wert wird erhöht sowohl durch ihr Alter als durch die Abstammung ... Dittmeyer betont, daß W. nur an sehr wenigen Stellen die richtige Lesart hat, und glaubt, daß W. selbst das Richtige hat ausfinden können. Dies ist meines Erachtens unmöglich‹. Darauf möchte ich zunächst erwidern, daß R. schwereres Geschütz hätte auffahren, mehr und schlagendere Beweise hätte bringen müssen, als er tut, um seiner Meinung zum Siege zu verhelfen. ἔτι und ἔστι werden in den Hss. fortwährend verwechselt; was bedeutet es also, wenn einmal Wilhelm allein richtig ἔτι las? Oder gehört denn gar soviel Scharfsinn und tiefgründiges zoologisches Wissen da-

zu, bei einer Aufzählung eierlegender Vierfüßler ein μῦς in ἐμύς zu verwandeln? oder ein πλατέσι als πλάτεσι aufzufassen, wenn τὸ πλάτος unmittelbar darauf folgt? Busse, der sich durch Vergleichung der Uebersetzung der Politik auch ein Urteil bilden konnte, bringt auf vielen Seiten seiner Dissertation Stellen, an denen nach seiner Ansicht der bonus monachus sich — meist freilich verfehlte — Konjekturen erlaubte, z. B. S. 15 *pro certo colligitur Guilelmum ... et ubique videri nexum sententiarum respexisse et depravatos locos studuisse coniecturis sua sponte excogitatis adiuvare.*

Den Schluß der Schrift bildet der Versuch, über die Fehler der einzelnen Handschriften zurückzugehen und ein Bild vom Archetypus der beiden Handschriftenklassen zu entwerfen: eine Studie, die zwar ganz interessant, aber nicht recht fruchtbringend ist. Hätte doch R. statt dessen und statt Behauptungen aufzustellen wie ›die Herausgeber verfahren ganz eklektisch — Dittmeyer kaum weniger als Bekker‹, Behauptungen, die wie schwere Vorwürfe klingen, lieber die Frage entschieden, ob der letzte Herausgeber den rechten Weg einschlug oder nicht, und in letzterem Falle gezeigt, mit welcher Familie, mit welchem Kodex man durch dick und dünn gehen mußte. So aber hält sich R. darüber sehr reserviert, obwohl Referent in seinen ›Untersuchungen‹ und in seiner Ausgabe z. B. auf die auffallende, merkwürdige Stellung von D^a hinwies. Zwar schreibt R. der sog. schlechteren Familie (S. 101) geringeren Wert zu, bezeichnet aber doch selbst verschiedene (S. 92, 98, 99 u. s. w.) Stellen, wo sie die richtige Lesart habe: also muß ein Herausgeber wohl oder übel auch nach R. eklektisch verfahren.

Wenn auch R. aus der Uebersetzung Wilhelms nicht viel Neues herausfand und, soviel ich sehe, keine Lesart Wilhelms in den griechischen Text der letzten Ausgabe einsetzen will, so hat er doch bei der liebevollen Hingabe, mit der er sich in die Eigenart der Uebersetzung versenkte, ihre Stellung genauer präzisiert als es seither der Fall war, und es unmöglich gemacht, daß je wieder Schlüsse aus ihr gezogen werden, wie sie noch Schneider zog. Es ist nur zu begrüßen, wenn er auch die übrigen Bücher mit gleicher Sorgfalt herausgibt. Aus der Uebersetzung speziell des 10. Buches, das er zunächst (S. 3) ins Auge gefaßt hat, wird sich sicherlich ein Gewinn für den fast heillos verderbten griechischen Text dieses Buches ergeben.

Dillingen a. d. Donau L. Dittmeyer

Für die Redaktion verantwortlich: Prof. Dr. H. Oldenberg in Göttingen

P. M. Baumgarten, Aus Kanzlei und Kammer. Erläuterungen zur kurialen Hof- und Verwaltungsgeschichte im 13., 14. und 15. Jahrhundert. Bullatores, taxatores domorum, cursores. Freiburg im Breisgau, Herdersche Verlagshandhandlung 1907. 8°. XVIII + 412 S.

Von den Einzeluntersuchungen, die bisher über die Geschichte der päpstlichen Kanzlei im späteren Mittelalter erschienen sind, darf die vorliegende als eine der inhaltsreichsten bezeichnet werden. Der Verfasser beabsichtigte ursprünglich nur das Siegelamt zu untersuchen (Vorwort IV). Bei Behandlung der Frage über die Auslieferung der Urkunden sah er jedoch sehr bald, daß ein tieferes Eingehen auf die Tätigkeit der Kursoren unumgänglich sei. Zugleich führten die Nachforschungen über die Mietszahlungen für die Bullarie von selbst in die Geschichte des kurialen Wohnwesens überhaupt ein. So richtete er seine Aufmerksamkeit auf drei Gegenstände, die in dem vorliegenden Bande zusammenhängend behandelt werden. Daneben erhalten wir aber noch Aufschluß über eine Reihe anderer Fragen der kurialen Hof- und Verwaltungsgeschichte.

Das ganze Werk zerfällt in 13 Abschnitte. Der Verf. gibt zunächst einige Ausführungen über Namen und Zahl der Bullatoren und schließt daran eine vorzügliche Zusammenstellung der päpstlichen Siegelbeamten von Innocenz III. bis Leo X. Für die Zeit vor Bonifaz VIII. versagten allerdings die Bullen fast völlig. Der Verf. mußte sich mit einigen Notizen aus der Zeit Innocenz III., Gregors IX. und Innocenz IV. begnügen. Reichlicher floß das Material unter Benedikt XI. und Clemens V. Mit dem Regierungsantritt Papst Johanns XXII. setzen die regelmäßigen Berichte über das Siegelamt in den Kammer-

rechnungen ein. In der Art wie die ganze Liste, die mit 1304 beginnt, geordnet ist, erkennen wir den Meister der Statistik. Der Verfasser begnügte sich nicht mit einer trockenen Aufzählung dieser Beamten, sondern trug zugleich eine erstaunliche Menge von Notizen über deren Leben und Stellung zusammen, gab eine Uebersicht über die zusammen arbeitenden Bullatoren und behandelte noch in einem besonderen Kapitel die amtliche Stellung der fratres barbati vor ihrer Ernennung zu Bullatoren und deren Zugehörigkeit zu den einzelnen Orden. Sehr interessant und der Sache nach völlig neu sind die Ausführungen über das kuriale Wohnungswesen und das Siegelamt. Für die ältere Zeit kam dem Verfasser hier eine schon von Marini publizierte Urkunde aus der Zeit Nikolaus III. sehr zu statten. Für die avignonesische Periode boten die Kammerrechnungen hinreichenden Aufschluß.

Im dritten Abschnitt gibt B. einzelne Mitteilungen über die Familie der Bullatoren, d. h. über ihre Organisation als Beamte. Besonders zu beachten ist hier eine bisher nicht bekannte Verfügung Martins V. vom 27. Dezember 1417, die eine Abstellung von Mißbräuchen im Bullatorenamt bezweckte. Großen Erfolg hatte diese Verordnung nicht. Die Uebelstände wurden im Verlaufe des 15. Jahrhunderts noch schlimmer, so daß sich Innocenz VIII. aufs neue genötigt sah, Abhilfe zu schaffen. Zugleich gründete dieser Papst das Kolleg von 52 collectores taxae plumbi. Gegen die Auffassung, daß diese Konstitution Innocenz VIII. als ein reines Geldgeschäft zu bezeichnen sei, erhebt B. Einspruch, indem er auf den sachlichen Nutzen dieser Einrichtung hinweist, gibt aber zu, daß die Verdoppelung der Zahl dieses Kollegs durch Alexander VI. ausschließlich als Finanzoperation anzusehen sei. Im vierten Abschnitt bespricht B. das Verfahren bei der Ernennuug der Bullatoren, die den Amtseid in die Hände des Papstes zu leisten hatten, im fünften die Ausstattung des Siegelamts mit den für ihr Geschäft notwendigen Werkzeugen; er handelt im einzelnen über die Beschaffung des Bleis der Schnüre, des Pergaments und die dafür erforderlichen Ausgaben, stellt die Liste der Pergamenthändler zusammen und schildert schließlich das Geschäft der Bullenprägung. Ein besonderer Abschnitt ist den Stempelschneidern gewidmet.

Diplomatisch besonders interessant sind die Kapitel über die Vernichtung des Namensstempels nach dem Tode des Papstes, über den Gebrauch der Bulla defectiva vor der Krönung eines Papstes und das Geschäft der Urkundenbesiegelung. B. bespricht hier die Arten der für die Bullierung in Betracht kommenden Briefe, knüpft daran Erörterungen über Papierbullen und Privatbriefe der Päpste, stellt

an der Hand von Beispielen besonders einer großen Zahl von Konsistorialbullen fest, daß die Plica in der Kanzlei von den Skriptoren, bisweilen sogar vor der Reinschrift, und nicht in der Bullarie von den Bullatoren, wie bisher angenommen wurde, gemacht worden sei. Was den Geschäftsgang betrifft, so hatte einer der Bullatoren dreimal in der Woche die in der Kanzlei erledigten Urkunden abgehoben; sie wurden dort in einer Kiste verwahrt und der Reihe nach bulliert, indem die eiligen Sachen zuerst zur Erledigung kamen. ›Es wurde ständig bulliert, morgens in der Frühe, abends spät und den Tag über‹. Allerlei Befehle liefen in der Bullarie ein. Die Bullatoren hatten bei Verwendung von Hanf- und Seidenschnüren sich nach dem hierfür vorgeschriebenen Kennzeichen in der Reinschrift zu richten. Da sie illiterati waren, so war für sie das hauptsächliche Unterscheidungszeichen der Anfangsbuchstabe, der bei den mit Seidenschnüren zu versehenden Bullen durchbrochen war. Die Auffassung, das zwei oder drei Schnüre für die Bullierung verwendet wurden, lehnt B. ab, ebenso ›die Diekampsche Hypothese‹, wonach eine der beiden Schnüre zum festen Verschluß der Bullen gedient habe. Besonders eingehend sind hier die Ausführungen B.s über die Form des Verschlusses und Faltung der Litterae clausae. ›Für die Bullatoren waren die Briefe, die als clausae bei der Besiegelung zu behandeln waren, dadurch kenntlich, daß sie keine plica hatten‹. Besondere Aufmerksamkeit erforderten die cedulae interclusae, worüber sich Baumgarten im einzelnen verbreitet. Zum Schlusse dieses Abschnittes erhalten wir noch einige Angaben über Urkunden mit mehreren Bullen, über solche mit Bulle und anderen Siegeln und die Goldbullen, den Modus der Entwertung von gesiegelten Bullen und schließlich einzelne Fälle der Stockung des Bullariebetriebs. Der zehnte Abschnitt behandelt die Auslieferung der Urkunden durch die Cursores. Besonders interessant sind in diesem Punkte die Angaben aus dem 13. Jahrhundert. Das ganze Kapitel, das mit einer Besprechung der Publikation päpstlicher Prozesse schließt, darf als ein außerordentlich inhaltsreicher Beitrag zur Geschichte der mittelalterlichen Briefbeförderung und des Postverkehrs überhaupt bezeichnet werden. Sehr wertvoll für die Geschichte der kurialen Beamtenbesoldung ist das Kapitel über die Geldangelegenheiten des Siegelamtes. Die Bullentaxe floß in die Kasse der apostolischen Kammer, seit Eugen III. fiel ein Drittel derselben den Pönitentiaren zu. Das Gehalt der Bullatoren setzte sich aus den ›vadia ordinaria‹ und verschiedenen Nebeneinnahmen, so dem Anteil an den kleinen Servitien und mancherlei Bezügen in Naturalien zusammen. B. stellt fest, daß die Siegelbeamten der apostolischen Kammer oft mit 100, 200 und 300

Goldgulden ausgeholfen haben, daß sie Bischöfen und Prälaten größere Summen liehen, daß sie jederzeit über erhebliche Barmittel verfügten. ›Wenn ihnen zu Ende des 15. Jahrhunderts verboten werden soll, Jagdhunde und Falken zu halten, sich in feines Tuch zu kleiden, modische Kopfbedeckungen zu tragen und Bart und Haare wie die großen Herren zu pflegen, so müssen diese einfachen Zisterziensermönche, diese Analphabeten, über große Mittel verfügt haben, um das tun zu können‹. — Im 12. Abschnitt behandelt B. die außerordentliche Tätigkeit der Bullatoren, so besonders bei der Einbalsamierung der Leiche des verstorbenen Papstes. Die ganze Abhandlung schließt mit einem Kapitel über die Privilegien der Siegelbeamten.

Zu den zahlreichen in der Darstellung aufgenommenen Quellenbelegen kommt noch ein wertvoller urkundlicher Anhang. Ein ausführliches Inhaltsverzeichnis, eine chronologische Uebersicht über die Urkunden, ein gutes Ortsnamen- und Beamtenregister sind dem Buche beigegeben und erleichtern dessen Benützung.

Ueberschauen wir die Anordnung und den Gesamtinhalt des darstellenden Teiles, so werden wir dabei unwillkürlich an Marinis Archiatri pontifici erinnert, ein Werk, das in ähnlicher Weise angelegt ist und über eine Reihe von Fragen der kurialen Verfassung Aufschluß gibt, die nicht unmittelbar mit dem Thema selbst zusammenhängen. Wer in der Geschichte der kurialen Beamtenorganisation nicht zu Hause ist, wird vielleicht in mancher Hinsicht den Eindruck gewinnen, als sei bei Behandlung einzelner Fragen in B.s Buch des Guten zu viel geschehen, und dem Werke eine knappere Fassung und größere Uebersichtlichkeit wünschen. Ich will diesen Einwand nicht ganz zurückweisen, allein so bedeutungslos uns auch vielleicht die Lebensdaten eines Bullators, der weder lesen noch schreiben konnte, erscheinen mag, so bieten doch die Angaben B.s weit mehr, als man auf den ersten Blick erwartete, mancherlei Lichter fallen dabei in das Dunkel des kurialen Beamtensystems überhaupt, und das tote Gerippe einer nüchternen Statistik erhält Leben und Gestalt; Baumgarten hat mit seiner Arbeit selbst die Richtigkeit des von ihm im Vorwort ausgesprochenen Satzes bewiesen: ›nur an der Hand von sorgfältig gemachten Verzeichnissen dieser Art vermögen wir die Bedeutung der einzelnen Aemter klar zu erkennen‹. Das Buch, dessen Wert um so höher anzuschlagen ist, als es das Ergebnis mühsamer und entsagungsvoller Arbeit darstellt, darf als eine Fundgrube zur Geschichte der kurialen Verfassung bezeichnet werden.

Es ist von vornherein klar, daß bei einem derartigen Werke noch mancherlei Ergänzungen sich machen ließen; der Verfasser hat selbst dem Rezensenten nachträglich verschiedene Notizen zur Ver-

fügung gestellt, deren Abdruck an dieser Stelle jedoch zu weit führen würde. Speziell hätten in dem außerordentlich interessanten Kapitel über das Wohnungswesen besonders für die Zeit Johanns XXII. noch andere Bände der Kammerrechnungen herangezogen werden können, aber damit wird sich jedenfalls noch die Spezialforschung beschäftigen.

Indem ich von einigen Versehen und Unregelmäßigkeiten absehe — Dr. Schäfer hat bereits in der Deutschen Literaturzeitung 1908 Nr. 37 auf einen Irrtum in der Berechnung des Goldguldens hingewiesen — möchte ich im einzelnen noch folgendes bemerken und hinzufügen.

Zunächst werden die meisten Leser mit dem Rezensenten den Eindruck gewonnen haben, daß die Uebersichtlichkeit und die Lektüre des Buches durch die allzuhäufige Einfügung zahlreicher Quellenbelege — einmal sind es sogar 4 Seiten (S. 131) — zu sehr erschwert ist. Warum wurden diese Zitate nicht in den Anmerkungen oder in der Textbeilage untergebracht? Wiederholt führt der Verf. ganze Abschnitte schon gedruckter oder von ihm in der Textbeilage veröffentlichter Konstitutionen an, während eine sachliche Wiedergabe des Inhalts besser gewesen wäre. S. 184 paßt die zitierte Stelle aus der Konstitution Innocenz' VIII. über die Collectores taxae plumbi nicht unmittelbar in den Zusammenhang hinein; S. 94 sagt der Verf., nachdem er große Stellen aus der gleichen Bulle zitiert hat: Eingehende Vorschriften ordnen dann die Befugnisse und den Geschäftskreis der Collectores taxae plumbi und zugleich werden bindende Befehle an die Bullatoren erlassen, wie sie in Zukunft die Geschäfte zu erledigen haben. Hier möchte man erfahren, welches diese Befugnisse waren?

S. 121 ff. gibt B. eine doppelte Statistik »über die Drehung und Dicke« der Bullenschnüre in der Zeit von 1484—1831, wir lesen da von dicken, mitteldicken, mittelstarken, lose gedrehten, fest gedrehten, ziemlich losen Schnüren mit den verschiedensten Farben. Ich will gerne zugeben, daß in den früheren Jahrhunderten auch solche Dinge für die Urkundenkritik von Wert sein können. Was die neuere Zeit betrifft, so wird sich wohl schwerlich jemand von der Notwendigkeit einer derartigen Statistik überzeugen können. Viel wünschenswerter wäre es gewesen, daß der Verf. auf andere Fragen, die mit dem Geschäft der Bullarie zusammenhängen, eingegangen wäre. So erfahren wir beispielsweise nichts über die Lectores in der Bullarie und die Verlesung der Bullen daselbst. Im engsten Zusammenhang mit dieser Frage, sowie mit derjenigen über die Auslieferung der Urkunden hätte, was B. nur kurz S. 255 andeutet, dargelegt werden

können, was wir unter der Expeditio und Traditio der Urkunden, die regelmäßig in den Registern Clemens' VII. und Benedikt XIII. vermerkt stehen, zu verstehen haben. Weisen doch auch die Kanzleiregeln (Nr. 131 bzw. 83) beider Päpste darauf hin. B. bemerkt zwar S. 220: Die weitere Entwickelung der Bullenauslieferung an die Kurie kann hier nicht dargestellt werden; im übrigen ist diese Frage für das spätere Mittelalter schon in verschiedenen Veröffentlichungen von verschiedenem Wert behandelt worden, wo man die einschlägigen Nachrichten nachsehen kann. Ich muß gestehen, mir ist eine genügende Arbeit hierüber nicht bekannt.

Sehr instruktiv ist B.s Zusammenstellung über die Einnahmen aus der Bullentaxe, die der Camera apostolica zufielen. Den letzten Schluß hat aber B. nicht daraus gezogen. Man beachte einmal die Höhe der Summen, die sich jährlich aus der Bullentaxe unter Johann XXII., Benedikt XII. und Clemens VI. ergaben und man wird sofort auf ein ähnliches Verhältnis in der Zahl der Registerbände dieser Päpste aufmerksam werden. Das ist ganz klar; denn die Höhe der Summen hing ab von der Zahl der bullierten Urkunden. Wir sehen also hier aus dieser ganz nüchternen Statistik die Tatsache bestätigt, daß Benedikt XII. bei der Handhabung des kirchlichen Besetzungs- und Besteuerungsrechtes im Verhältnis zu Johann XXII. sehr zurückhaltend war, daß aber dann Clemens VI. noch viel weiter auf diesem Gebiete ging, als der zweite avignonesische Papst.

Ein Blick in Bresslaus Handbuch der Urkundenlehre zeigt, welch große Bereicherung unser Wissen durch die Studie B.s auf dem von ihm behandelten Gebiete erfahren hat. Möge es dem Verf. gelingen, uns auch recht bald mit der von ihm über die Kammerkleriker in Aussicht gestellte Studie zu erfreuen.

Rom E. Göller

Chartes et Diplômes relatifs à l'histoire de France publiés par les soins de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres. Paris, Imprimerie nationale. 4°. — Recueil des actes de Philippe Ier, roi de France (1059—1108) p. sous la direction de d'Arbois de Jubainville par **M. Prou.** 1908. CCL + 566 p. — Recueil des actes de Lothaire et de Louis V, rois de France (954—987) p. sous la direction de H. d'Arbois de Jubainville p. **Louis Halphen** avec la collaboration de **Ferdinand Lot.** 1908. LV + 227 p.

Mit den beiden Bänden beginnt eine Veröffentlichung, die der Aufmerksamkeit der Historiker aller Länder in hohem Maße würdig ist. In den Actes de Philippe Ier unterrichtet uns die Vorrede von d'Arbois de Jubainville über die weit zurückreichende Geschichte des Unternehmens. Im Jahre 1746 gab der contrôleur général des finances Machault den Auftrag zu Arbeiten, aus denen die Table chronologique von Bréquigny und Pardessus entstand, ein Werk, das leider auf manchen deutschen Bibliotheken fehlt, obwohl es trotz vieler Schwächen auch heute noch gute Dienste leistet. Es vermittelt die Kenntnis der in den alten geistlichen Geschichtswerken zahlreich vorhandenen Preuves und Pièces justificatives. Später (1873) änderte die Akademie auf den Antrag von Delisle und de Rozière ihren ursprünglichen, den Ansprüchen der modernen Diplomatik nicht mehr genügenden Plan und legte 1894 einen neuen fest, der sich eben jetzt in der Ausführung befindet. Wesentlich ist, daß im Gegensatz zur Table chronologique nicht verschiedenartige Urkunden durcheinander, sondern einzelne Gruppen für sich gedruckt werden sollen, nämlich die von Königen und Kaisern, von Prälaten, Erzbischöfen, Bischöfen und Aebten, von großen Vasallen und endlich Urkunden, die in keine der vorgenannten Abteilungen gehören. Die erst durch das Jahr 1108 bezeichnete Grenze wurde bis 1223, den Tod Philipps II. Augusts, hinausgeschoben. Die Zahl der gesammelten Abschriften überstieg schon vor 50 Jahren 26000. Für den deutschen Forscher ist es besonders lehrreich zu sehen, wie das Beispiel der Abteilung Diplomata der Monumenta Germaniae auf die französische Forschung gewirkt hat.

Zahlreich sind die Namen der französischen Gelehrten, die sich in den Dienst der gewaltigen Aufgabe gestellt haben. Unter denen, die in neuerer Zeit durch einen vorzeitigen Tod ihrem Arbeitsfelde entrissen wurden, sind Eugène de Rozière und Arthur Giry vor allem zu nennen.

Sehr ausführlich ist die Einleitung von Prou: sie bietet im 1. Kapitel eine Reihe kritischer Untersuchungen, die man vielleicht

nicht gleich erwartet, aber um so dankbarer annimmt, als über Philipp I. ein gelehrtes Werk fehlt. Es sei gestattet, die Ergebnisse kurz zusammenzufassen, da es weder in französischer noch in deutscher Sprache ein Handbuch gibt, aus dem man wichtige Daten mit Quellenbelegen entnehmen könnte.

Die Geburt Philipps I. fand weder 1049 noch 1050, sondern 1052 vor dem 23. Mai statt. Er wurde gesalbt in Reims, bei Lebzeiten seines Vaters, am Pfingsttag dem 23. Mai 1059. Sein Vater, König Heinrich I.[1]) starb am 4. August 1060. Dort, wo Prou die Minderjährigkeit des Thronfolgers und die Vormundschaft des Grafen Balduin von Flandern behandelt, mag darauf hingewiesen werden, daß etwas über 100 Jahre später unter Ludwig VII. ganz ähnliche Verhältnisse vorlagen. Wieder bekleidete ein Graf von Flandern wenn nicht die Vormundschaft, so doch eine ihr nahekommende Stellung, wieder hieß der Prinz Philipp. Man wird bedauern, daß hier nicht immer die neuesten verbesserten Ausgaben herangezogen worden sind. Johann von Ypern steht in den MGH. SS. 25. Das S. XXX Anm. benutzte Corpus chronicorum Flandrie (lies Seite 46, nicht 86) ist eine so schlechte Ausgabe Warnkönigs, wie schon Bethmann 1849 näher[2]) ausgeführt hat, daß der Druck in den SS. 9, 319 hätte vorgezogen werden müssen. Philipp wurde mündig, das heißt wohl mit dem Schwerte umgürtet in den letzten Monaten 1066 oder in den ersten 1067. Er war damals also entweder im fünfzehnten Jahre oder fünfzehn Jahre alt, wie sein Zeitgenosse Heinrich IV., der, am 11. Nov. 1050 geboren, am 29. März 1065 die Schwertleite empfing. Das Todesjahr Philipps, 1108, steht fest, aber zwischen dem 29. und dem 30. Juli die Entscheidung zu treffen, ist kaum möglich. Ich erinnere bei dieser Gelegenheit an meine allgemeinen Bemerkungen über derartige Fälle in den GGA[3]). Es wird am besten sein, wenn man dann, um nicht den Schein einer nicht vorhandenen Sicherheit zu erwecken, ›† 29./30. Juli‹ schreibt, wodurch Jedermann aufmerksam wird.

Die folgenden Kapitel behandeln die Einteilung der Urkunden, die Kanzlei, die Form der Urkunden, die vom König bestätigten Urkunden, die Briefe und Mandate, die Fälschungen, die mit Unrecht

1) Es sei daran erinnert, daß 1907 ein Catalogue des actes d'Henri I. von Frédéric Soehnée erschienen ist, 125 echte Stücke für eine Regierung von 29 Jahren.

2) Lettre à l'abbé Carton sur les généalogies des comtes de Flandres, Bruges 1849, S. 26.

3) 1904, Nr. 3, S. 257.

Philipp zugeschriebenen Urkunden und endlich die bei der Textherstellung befolgten Grundsätze.

Die Zahl der Urkunden Philipps während einer 49jährigen Regierung beläuft sich auf 172 (man beachte Introd. XXXIX, 1), die man berechtigt ist, für echt zu halten. Darunter sind 44 Urschriften, 121 Abschriften, 7 Stücke, die nur aus Erwähnungen bekannt sind. Im Texte folgen auf die echten die unechten Urkunden, dann Zusätze, ein alphabetisches Verzeichnis der Anfänge und ein ausführliches Namenregister, bei dessen Ortserklärungen Longnon mitgewirkt hat. Am Schluß bieten acht trefflich gelungene Tafeln die Monogramme und Siegel Philipps.

Der Band, der die Urkunden der letzten karolingischen Könige Lothar und Ludwig behandelt, schließt sich in der Technik durchaus dem eben besprochenen an. Der Zahl nach sind es 50 Stücke, aber nicht alle unbedingt echt, darunter 8 Urschriften. Dazu kommt die Kenntnis von ungefähr einem Dutzend verlorener. Die Einleitung ist rein diplomatisch und geht aus von der Beobachtung, daß die Kanzlei nicht wesentlich unterschieden war von der Ludwigs des Frommen und Karls des Kahlen.

Die ganze Veröffentlichung bietet sich als das Ergebnis ausgedehntester Sammlungen und sorgfältigster Kleinarbeit. Liegt vorläufig der Ertrag hauptsächlich auf dem Gebiete der Diplomatik, so freut sich doch der Historiker schon heute lebhaft auf die Zeit, wo für größere Zeiträume solch ausgezeichnete Hilfsmittel vorliegen werden. Erst dann wird es möglich sein, die Geschichte der einzelnen Regierungen, soweit die nicht erzählenden Quellen in Betracht kommen, kritisch festzulegen und damit den tiefsten und anziehendsten Fragen der Wertung von Personen und Ereignissen freie Bahn zu machen. War die Vorbereitung langsam, so möge die Ausführung der Chartes et Diplômes um so rascher vor sich gehen. Demnächst sollen erscheinen: die Urkunden Ludwigs IV. 936—954, später die der Könige von Aquitanien 814—866, der Könige der Provence und Burgunds 855—1032, versprochen sind Bände über Karl den Einfältigen und Hugo Kapet sowie über Philipp August.

Jena A. Cartellieri

Johannes Dierauer, Geschichte der Schweizerischen Eidgenossenschaft. Bd. III. Von 1516 bis 1648. (Allgemeine Staatengeschichte, herausgegeben von K. Lamprecht. Erste Abteilung: Geschichte der europäischen Staaten, herausgeg. von A. H. L. Heeren, F. A. Ukert, W. v. Giesebrecht und K. Lamprecht, 26. Werk, 3. Bd.) Gotha 1907, Friedr. Andr. Perthes. XVI u. 567 S. 8°. Preis 12 Mk.

Die beiden ersten Bände dieser Schweizer Geschichte sind von Meyer v. Knonau GGA. 1889 S. 604 und 1892 S. 686 angezeigt worden. Sie waren 1887 und 1892 erschienen, also 15—20 Jahre vor dem jetzt vorliegenden dritten Band, und man hatte in der Tat Grund zu der Besorgnis, daß die Befürchtung Meyer v. Knonaus, der Verfasser werde seine Arbeit mit dem zweiten Band (d. h. mit der ›ewigen Richtung‹ zwischen Frankreich und der Schweiz vom November 1516) abschließen, eintreffen werde. Das ist nun zum Glück doch anders gekommen. Der vorliegende Band macht den Schritt in die Neuzeit und führt uns durch die Geschichte der Reformation und Gegenreformation bis zum Westfälischen Frieden 1648, mit dem die Eidgenossenschaft formell und endgültig aus dem Verband des Deutschen Reiches ausschied. Bei der Bewertung des Gebotenen muß ich eins allerdings von vorn herein betonen: Dierauer bringt lediglich politische Geschichte; alles was Kulturgeschichte, Wirtschaftsgeschichte, Geistesgeschichte heißt, fällt so gut wie vollständig unter den Tisch, selbst die Religionsgeschichte, sofern auf theologische Fragen, dogmatische Streitigkeiten, den eigentlichen Gehalt der reformierten Lehre, ihren Unterschied vom Katholizismus, ihre eigenen Differenzen nicht eingegangen wird. Das hätte wohl auf dem Titel etwas mehr zum Ausdruck kommen dürfen. Aber unter dieser Beschränkung kann man sich dem lobenden Urteil Meyer von Knonaus auch für den dritten Band nur bereitwillig anschließen. Insonderheit ist die treffliche Oekonomie anzuerkennen, mit der das immerhin weitschichtige Material klar und übersichtlich zusammengefaßt wurde. Nur selten fällt eine schlechte Disposition auf, z. B. daß der Verf. uns dreimal (S. 270. 295. 316) vom Frieden zu Câteau-Cambrésis erzählt und ihn noch dazu zweimal in mißverständlicher Weise als ›unter dem Eindruck‹ der Schlacht bei St. Quentin geschlossen darstellt. So etwas ist eine Ausnahme, und es gehörte gewiß ein großes Geschick dazu, die vielfach auseinanderstrebenden konfessionellen und kantonalen Interessen immer wieder in einem Brennpunkt zu sammeln. Daß dieser Brennpunkt mehrmals in der Geschichte von Zürich gefunden wurde, die somit einigermaßen in den Vordergrund rückt, dürfte wohl in der Natur der Sache begründet sein. Ueberall erweist der Verf.

auch hier sein Vermögen, das Wichtige vom Unwichtigen zu scheiden und in knappen, prägnanten Zügen dem Leser vor Augen zu stellen. Die Darstellung hat etwas schlicht-einfaches, verzichtet auf blendende Einfälle und geistreiche Schlager, unterscheidet sich darin beispielsweise von der frischer, fesselnder, aber manchmal auch etwas blumig und gesucht geschriebenen Geschichte der Schweiz von Karl Dändliker, verliert jedoch nie das Interesse des aufmerksamen Lesers. Die gedruckte Literatur ist im wesentlichen vollständig herangezogen, knappe Anmerkungen geben in erwünschter Weise Fingerzeige für den, der tiefer in die Einzelheiten eindringen will.

Die Einteilung des Stoffes in zwei Bücher — Reformation und Gegenreformation — ergab sich von selbst. Auch daß der Anfang erheblich ausführlicher behandelt ist als der Schluß (die 85 Jahre bis 1600 erhalten 400 Seiten, die letzten 48 Jahre nur deren 148), sei mehr gebucht als getadelt. Das erste Buch, ›Aufnahme des Protestantismus‹, führt von 1516 bis zum Tod Calvins 1564. In kurzen Strichen wird uns hier zunächst (S. 3—14) ein Bild von den kirchlichen Zuständen vor der Reformation entworfen: von dem großen religiösen Eifer des Volkes, ohne den das Umsichgreifen der Reformation gar nicht zu verstehen wäre, von den kirchlichen Schäden, die ohne Uebertreibung und ohne Beschönigung geschildert werden, von den Reformversuchen vor der Reformation. Der Berner Jetzer-Prozeß (1507—09) wird dabei (S. 4 f.) kurz erwähnt und zwar nach Paulus und Steck (vgl. GGA. 1905 S. 417) so dargestellt, daß Jetzer der Betrüger, die vier hingerichteten Dominikaner die Betrogenen gewesen seien. Ich möchte diese, heute herrschend gewordene Auffassung mit einem Fragezeichen versehen. Ist sie wirklich irreformabel? Etwas reichlich leicht und gern scheinen mir die Dominikaner sich doch haben betrügen zu lassen.

Es folgt (S. 15—131) die Darstellung vom Anfang der Schweizer Reformation in dem Jahrzehnt von 1519—29: die religiöse und politische Reform in Zürich, die Ausbreitung der Reformation in der deutschen Schweiz, die Gründung konfessioneller Sonderbündnisse. In diesen Kapiteln fällt die konsequente Ausschaltung aller theologischen Fragen naturgemäß besonders ins Gewicht. Ueber Zwinglis Lehre erfahren wir so gut wie nichts; das zweibändige Werk von August Baur über Zwinglis Theologie wird nicht einmal zitiert, obwohl es doch genug des Historischen enthält. Sehr nebelhaft erscheinen dann S. 42 ff. die Wiedertäufer mit ihren Ideen, die in der Schweiz keinen Boden zu fassen vermochten und daher auch in dieser Darstellung nicht zu ihrem Rechte kommen; ihre Extravaganzen, wie daß einmal ein Bruder seinen Bruder enthauptete (S. 70), erschließen allein noch

nicht das Verständnis ihrer Ziele und Verdienste. Ein solches Beiseitelassen der theologischen Probleme muß sich aber bei einer Geschichte der Reformation rächen. Denn der Connex zwischen den religiösen und den politischen Fragen ist da unlösbar, und eine Würdigung dieser wird ohne eine Kenntnis von jenen häufig unmöglich sein. Man erzählt sich — wenigstens hierzuland — eine hübsche Anekdote von einem vor ein paar Jahren verstorbenen mitteldeutschen Professor, der in seinem Kolleg über Geschichte der deutschen Reformation den Namen Luthers überhaupt nicht erwähnte und auf Befragen erklärte, Luther gehöre ins Gebiet der Theologie. Diese Erzählung wird ja wohl nicht wahr sein, aber gut erfunden ist sie; denn daß Aehnliches (cum grano salis) vorkommt, beweist diese theologielose Geschichte der Schweizer Reformation. Zweifellos hat sie dadurch vielfach den Charakter des Willkürlichen oder doch Unerklärten bekommen. Wozu eigentlich der ganze Zank war, von dem uns hier berichtet wird, welchen Sinn die religiöse Spaltung unter den Kantonen hatte, warum man sich hier so, dort so entschied: niemand vermag es zu sagen. Auch im Rheintal, so lesen wir z. B. S. 111, erhob sich ›eine große Aenderung‹, nämlich eine evangelische Bewegung. Weshalb gerade hier? Um solche Fragen zu beantworten, dazu wäre eben ein etwas tieferes Eindringen in das Wesen der religiösen Fragen, in den Stand der Kultur, in die Seele der Bevölkerung nötig gewesen. Anderes wird recht hübsch klargelegt. So die Bedeutung der Stellungnahme Berns für die Reformation 1527; diese Wendung war einerseits entscheidend für die weitere Ausbreitung der evangelischen Sache, deren Lage bis dahin noch recht prekär gewesen war, brachte aber andererseits ein zwiespältiges Element in die reformierte Schweiz, sofern Zürich nach Osten, Bern nach Westen schaute und beide damit fortfuhren, die eigenen Interessen zu verfechten. Es fällt übrigens auf, daß wir von dem Ausgang Huttens in der Schweiz gar nichts hören; nur S. 112 wird einmal, ganz im Vorübergehen, der Name des flüchtigen Ritters genannt.

In dem zunächst anschließenden Kapitel ›Verschärfung der Gegensätze 1529—1531‹ (S. 132—159) bewährt sich das ruhige Auge des Verfassers in einer sehr maßvollen und unparteiischen Betrachtung des Marburger Religionsgesprächs. Daß bei den politischen Friedensverhandlungen der Anteil Zwinglis und der des Landgrafen ›nicht leicht‹ festzustellen ist (S. 137), entschuldigt nicht ganz den völligen Mangel eines dahin zielenden Versuchs; vgl. dazu auch die hübsche Gießener Festrede von G. Krüger, Philipp der Großmütige als Politiker, 1904. — Es reihen sich an der Kappeler Krieg und die folgenden Jahre 1531—1536, in denen die katholische Reaktion

vielerorts siegte und der konfessionelle Besitzstand in der Schweiz sich ausschied (S. 160—217). Das Ergebnis war ein Uebergewicht des Katholizismus: 7 Kantone waren rein katholisch (Uri, Schwyz, Unterwalden, Zug, Luzern, Soloturn, Freiburg), 2 geteilt (Glarus, Appenzell) und nur 4 rein reformiert (Zürich, Bern, Basel, Schaffhausen); allerhand Modifikationen zeigten sich freilich in den abhängigen Orten (sogen. zugewandten Gliedern und Untertanenländern), und es scheint beachtenswert, wie hier frühzeitig nicht selten zu dem Auskunftsmittel eines gemischten Gottesdienstes gegriffen wurde. Die Einwirkung der Schlacht bei Kappel auf die allgemeinen deutschen Verhältnisse hätte wohl auch gestreift werden dürfen. Von Zwinglis Nachfolger in Zürich, Heinrich Bullinger, wird der Unkundige sich nach der Charakteristik auf S. 208 kaum ein richtiges Bild entwerfen können; von seinem Lob sei nichts hinweggenommen, aber seine Schwächen hätten auch hervorgehoben werden sollen: er hat es im letzten Ende zu verantworten, daß die Führung des Schweizer Protestantismus von Zürich auf Genf überging (vgl. die ebenda zitierte Biographie von Schultheß-Rechberg). — Mit der Reformation in der Westschweiz und dem Wirken Calvins in Genf 1526—1564 beschäftigen sich schließlich die beiden letzten Kapitel dieses Buches (S. 218 bis 274). Nüchtern und sachlich betrachtet der Verfasser die erregten und folgenschweren Ereignisse, freilich wiederum nicht ohne gelegentlich den Wunsch nach etwas tieferer Erkenntnis unbefriedigt zu lassen. So möchte vielleicht mancher gern wissen, wie und weshalb eigentlich Calvin zwischen S. 252 und S. 256 an Stelle Farels das Haupt der reformierten Partei in Genf geworden ist, oder die freigebigen Anwandlungen des Bischofs de la Baume (S. 227) verstehen, oder eine Würdigung des Calvinismus in seiner Bedeutung für die protestantische und allgemeine Geschichte erhalten. Er wird umsonst suchen. Zu Calvins Bekehrung vgl. zu der S. 250 angegebenen Literatur noch P. Wernle in der Zeitschr. f. Kirchengesch. 27 und meine Bemerkung Historische Zeitschrift 97, 211; an der *subita conversio* 1533 scheint mir unter allen Umständen festgehalten werden zu müssen. In den Genfer Stadt- und Parteikämpfen dürfte jetzt manches bei B. Bess (in dem von ihm herausgegebenen Sammelwerk ›Unsere religiösen Erzieher‹ Bd. 2, 1908, S. 62 ff.) anschaulicher dargestellt sein. Ueber Servet schließlich, dessen ›Studien‹ S. 261 genauer (nämlich als medizinisch) präzisiert hätten werden sollen, verweise ich auf die besonnenen Arbeiten von Th. Schneider, Michael Servet, 1904, und im Protestantenblatt 38 (1905) Nr. 25 und 26; aus ihnen hätte Dierauer u. a. ersehen können, daß es doch mehr Mißbilliger der Hinrichtung gegeben hat, als er S. 264 glaubt.

Das zweite Buch, das die Epoche der Gegenreformation (1564 bis 1648) behandelt, beginnt (S. 277—325) mit einem Rückblick auf die einer Wiedererhebung des Katholizismus förderlichen Momente, hebt mit Recht die Geschlossenheit der katholischen und die Zwiespältigkeit der protestantischen Kantone hervor, zeigt, wie über die neutrale Haltung im Schmalkaldischen Krieg Konstanz der Eidgenossenschaft verloren ging und wie dennoch und trotz der Bemühungen Frankreichs (das für den Frieden in der Schweiz war, um sie gegen die Habsburger benutzen zu können, und das in den katholischen Orten bald die Hauptwerbeplätze für die königlichen Heere fand) die konfessionellen Reibungen immer häufiger und stärker wurden, bis schließlich die Unternehmungen Savoyens gegen Genf eine vollständige Trennung der Eidgenossenschaft nach konfessionellen Gesichtspunkten zur Folge hatten (1560). Die Machinationen Tschudis zu Gunsten des Katholizismus in Glarus 1556—64 werden S. 309—311 etwas kurz abgehandelt, und es will mir scheinen, daß man die Häßlichkeit des Charakters dieses bösartigen Intriganten und Geschichtsfälschers in der Schweiz mit Rücksicht auf die großen wissenschaftlichen Verdienste, die er sich dennoch daneben erworben hat, noch immer nicht ganz mit dem richtigen Namen nennen will. S. 278 Anm. 1 findet sich ein falsches Zitat. Der Fortgang der katholischen Reaktion und der inneren Trennung der Eidgenossenschaft (S. 325 bis 377) schloß sich zunächst an die Wirksamkeit Karl Borromeos 1565—84 an, dessen großen Einfluß auf die Schweiz wir jetzt an der Hand des ersten Bandes der von Steffens und Reinhardt bearbeiteten Nuntiaturberichte aus der Schweiz (erschienen 1906, von Dierauer noch vor der Veröffentlichung und wohl nur gelegentlich benutzt, vgl. S. 335 Anm. 1) näher verfolgen können. Immer verhängnisvoller erwies sich die konfessionelle Absonderung, die 1577 zu einem offenen Bündnis der katholischen Orte mit Savoyen, 1584 zur Abweisung einer Bündniswerbung Straßburgs, 1586 zur Lockerung der Beziehungen zu Mülhausen sowie zur Abschließung eines förmlichen konfessionellen Sonderbunds durch die sieben katholischen Kantone (des später so genannten Borromäischen Bundes) führte. Von da ab gab es zwei getrennte Eidgenossenschaften mit entgegengesetzter Politik; bis ins 19. Jahrhundert lassen sich die Folgeerscheinungen dieser Sonderung beobachten. Unter ihrem Zeichen standen zunächst die drei Jahrzehnte von 1587—1617 (S. 378—457) mit ihren Schwankungen und Scheidungen zwischen Heinrich IV. und der Liga, zwischen Frankreich und Spanien, zwischen Venedig und Oesterreich. Zu einem allgemeinen Bündnis mit Frankreich kam es erst 1602 wieder, nachdem Heinrich IV. noch im Jahre zuvor die Landschaft Gex, auf die

auch Bern und Genf Anspruch erhoben, an sich gerissen hatte. Im Westen trat dann nach dem mißglückten Anschlag Savoyens auf Genf vom Dezember 1602 einige Ruhe ein, während nunmehr um so drohender sich die Wolken im Osten türmten, in Graubünden, das zu den zugewandten Orten zählte, aber ein Sonderdasein führte und nun bei der Wichtigkeit seiner Alpenpässe ein Streitobjekt zwischen Venedig und Frankreich auf der einen, Spanien-Mailand und Oesterreich auf der anderen Seite wurde. Den überaus heftigen Graubündener Wirren, die 1617 durch die erfolgreiche Auflehnung der spanischen Partei gegen das Bündnis mit Venedig ausbrachen und durch die Geschichte des Georg Jenatsch bekannt sind, sowie den gleichzeitigen Vorgängen im Dreißigjährigen Krieg sind die beiden letzten Kapitel gewidmet (S. 458—548). Mit knapper Not gelang es der Schweiz, während des großen Krieges wiederum eine neutrale Stellung einzunehmen. Man mag darin mit Dierauer zu Recht einen Erfolg des Einheitsgedankens gegenüber den konfessionellen Sonderbestrebungen erblicken, einen Erfolg, der denn auch das formelle und endgültige Ausscheiden der Eidgenossenschaft aus dem Deutschen Reich im Westfälischen Frieden gezeitigt hat. Indes wird nicht jeder Historiker auf eine solche Neutralität in weltbewegenden Händeln und auf solches Sichbescheiden mit der eigenen Kleinheit ebenso befriedigt wie der Schweizer blicken. Zeigt sich hier nicht im Grunde von vorn herein die ganze Schwäche der neuen autonomen Position? Beiseitestehen, wo es sich um allgemeine Güter handelt, gilt sonst nicht als besonders rühmlich, und nicht ohne Bewegung liest man S. 526 von dem Standpunkt der auf einen Bund mit Schweden hinarbeitenden Aktionspartei: »Sie verpönte jede Halbheit und stellte in übermütiger Laune den Grundsatz der eidgenössischen Einigkeit gegen außen als eine alte Leier, die Neutralität als eine schimpfliche Faulheit dar. Ehrlich und notwendig, hieß es in ihren Reihen, ist ein Krieg, der geführt wird, geistliche und weltliche Freiheiten zu erhalten«. Sehr richtig. Und zweifelt etwa jemand im Ernst daran, daß eine Vernichtung des deutschen Protestantismus auch den schweizerischen mit sich gerissen hätte? Schon neue Erwerbungen der Habsburger in Oberdeutschland wären für die Unabhängigkeit der Schweiz sehr gefährlich gewesen. Die Waffen anderer haben also zugleich die Sache der Eidgenossen geführt, und deren gerühmte Neutralität war bei Licht besehen nur ein neuer Erfolg der katholischen Partei.

Ueber die Bedeutung des Ausscheidens der Schweiz aus dem Verband des Deutschen Reichs möchte man aber auch sonst noch etwas Näheres hören. Die gewöhnliche Feststellung, mit der sich auch Dierauer begnügt, besagt lediglich, die Schweiz sei *de facto*

schon 1499 (durch den Basler Frieden), *de jure* 1648 vom Reich geschieden; der Akt von 1648 habe somit lediglich formelle Bedeutung. Dennoch wäre es von Interesse, einmal die rechtlichen Beziehungen der Schweiz zum Reich in dem Zeitraum von 1499—1648 im Zusammenhang zu untersuchen; denn was darüber vor bald einem halben Jahrhundert K. Klüpfel in der Historischen Zeitschrift Bd. 16 zusammengestellt hat, ist sehr der Ergänzung fähig. Was mir selbst über diesen Punkt gelegentlich aufgestoßen ist, schaut wie ein Januskopf nach beiden Seiten. Bei den Verhandlungen über den Augsburger Religionsfrieden von 1555 z. B. scheint man vielerseits die Schweiz als nicht mehr zum Reich gehörig betrachtet zu haben; wenigstens fürchteten die oberländischen Grafen und Herren einen Abzug ihrer vermöglicheren Untertanen nach der Schweiz, um gewissen Bestimmungen des Friedens zu entgehen. Vgl. u. a. A. v. Druffel, Briefe und Akten zur Gesch. des 16. Jahrhunderts Bd. 4 (vollendet von K. Brandi, 1898) S. 713 und V. Ernst, Briefwechsel des Herzogs Christoph von Wirtemberg Bd. 3 (1902) S. 311 Anm. 1. Auch rechnete der venezianische Gesandte Giacomo Soranzo im Jahre 1562 die Schweiz nicht mehr zum Reich; vgl. seinen von J. Fiedler herausgegebenen Schlußbericht in den Fontes rerum Austriacarum 2. Abteil. Bd. 30 (1870) S. 182. Andererseits wurden die Schweizer nicht nur immer wieder gelegentlich vom Reichskammergericht in Anspruch genommen (Klüpfel a. a. O. 42), sondern auch auf die Reichstage eingeladen (G. Turba, Venetianische Depeschen vom Kaiserhof Bd. 2, 1892, S. 297 f., Anm. 5) und gehörten teilweise zu den Ständen des Schwäbischen Kreises; vgl. Ernst Langwerth von Simmern, Die Kreisverfassung Maximilians I. und der schwäbische Reichskreis (1896) S. 111, und dazu auch V. Ernst in den Württembergischen Vierteljahrsheften f. Landesgesch. N. F. Bd. 10 (1901) S. 53 mit Anm. 3. Ja am 10. März 1564 erließ König Maximilian II., der damals bereits für seinen erkrankten Vater die Reichsregierung führte, einen Befehl an die 13 Städte (Kantone) der Schweiz, dem Herzog Emanuel Philibert von Savoyen die mit »Kriegsgewalt abgedrungenen und eingezogenen stattlichen und altväterlichen, auf sein Leib vererbten Graf- und Herrschaften, nicht in geringer Anzahl«, wieder zurückzuerstatten; A. R. v. Perger im Archiv f. Kunde österreichischer Geschichtsquellen Bd. 31 (1864) S. 200 nr. 19. Es ist danach doch wohl nicht richtig, wenn man die Sache einfach so darstellt, als ob die Schweiz schon im 16. Jahrhundert tatsächlich nichts mehr mit dem Reich zu tun gehabt habe, aber im einzelnen bedarf die Frage noch einer neuen Untersuchung.

Straßburg i. E. Robert Holtzmann

Mario Krammer, Der Reichsgedanke des staufischen Kaiserhauses. (Untersuchungen zur deutschen Staats- und Rechtsgeschichte. Herausgegeben von O. Gierke. Heft 95.) Breslau 1908. M. und H. Marcus.

I.

Die jüngste Schrift von M. Krammer zerfällt in zwei verschiedene Untersuchungen, die durch einen gemeinsamen Obergedanken zusammengehalten werden. Ihr erster Teil über die Reichsreform Heinrichs VI. betrifft vor allem den durch die sog. Ann. Marbacenses überlieferten Plan des Kaisers, seinen jungen Sohn vom Papste, nicht vom kölnischen Erzbischof, zum römischen Könige krönen zu lassen; im zweiten Teile werden die ›Kaiserwahlen‹ der Stauferzeit behandelt, die seit 1198 wiederholt statt deutscher Königswahlen vorgenommen sein sollen. Den überraschenden Gedanken Heinrichs VI. erklärt Kr. ebenso wie die merkwürdigen Wahlvorgänge aus dem ›staufischen Reichsgedanken‹, an die Stelle des fränkisch-deutschen nationalen Königtums ein im wahren Sinne römisches, dem Kaisertum wesensgleiches zu setzen; Heinrich VI. und die Staufer nach ihm seien darauf ausgegangen, die deutsche Königseinsetzung zu beseitigen. Sie seien gescheitert am Widerstande der deutschen Fürsten, die zumal im letzten Kampfe gegen Friedrich II. unter der Führung der rheinischen Erzbischöfe dem ›bodenständigen‹ deutschen Königtum den Sieg gebracht hätten.

Indessen — so wird im Schlußkapitel mehr anhangsweise dargelegt — griffen die Päpste den staufischen Reichsbegriff auf. Innocenz IV. und besonders Alexander IV. hätten sich zu Nutze gemacht, daß Friedrich II., ›das Königtum seines deutschen Gehalts beraubt, als ein vom Kaisertum hergeleitetes Institut‹ hingestellt habe, um jetzt päpstlicherseits ›das aus einem deutschen zu einem römischen gewordene Königtum als ein der Kurie untergeordnetes Gebilde, Deutschland als ein ihr unterstelltes Reich und die Königswahl als eine ihrer uneingeschränkten Aufsicht unterworfene Handlung zu betrachten‹.

Wenn ich hinzufüge, daß Kr. für diese Entwicklung dem kostbaren Weistum von 1252, das wir Zeumer verdanken, entscheidendes Gewicht beilegt, weil es ›das Königtum einfach dem Kaisertum subsumiere‹, daß er gelegentlich die Staatsanschauung Eikes von Repgow schildert, daß er parallele Ereignisse aus der Zeit Ludwigs des Bayern entsprechend heranzieht, so glaube ich den Gedankenkreis, in den Kr. uns einführt, angemessen umschrieben zu haben.

Zu ihm Stellung zu nehmen und das Buch nach Billigkeit zu

würdigen, fällt ungewöhnlich schwer; denn alte und neue Wahrheiten sind mit falschen Gedankengängen fast unlöslich darin verknüpft; Nichtachtung älterer Literatur, Unkenntnis der Quellen verstimmt nicht selten; schiefe Motivierungen, unzulängliche Schlüsse reizen allerorten zum Widerspruch; daneben aber freut man sich wiederholt, auf glückliche Beobachtungen zu stoßen, bisher unberücksichtigtes Quellenmaterial fruchtbar gemacht, gewisse Zusammenhänge aufgedeckt zu sehen. Man spürt, ein ernster Forscher müht sich um bedeutende Fragen, und schon darum wird man heute gern geneigt sein, ihn zu loben.

Allerdings ist Krammers selbständige Leistung nicht darin zu suchen, daß er den staufischen ›Imperialismus‹ neu geschildert habe; was er über ihn sagt, nimmt in der Hauptsache auf, was Burdach im Anhang zu seinem ›Walther von der Vogelweide‹, v. Zezschwitz, Kampers dargelegt haben oder was etwa in Aufsätzen z. B. über die Kaisersage und die Karlslegende berührt worden ist. Wenn sie fast sämtlich unberücksichtigt blieben — Kr. gedenkt nur Burdachs[1]), ohne, wie mir scheint, sich dessen bewußt geworden zu sein, wie stark er innerlich durch ihn beeinflußt wurde —, so hätte ein ›Beitrag zur Staats- und Geistesgeschichte des Mittelalters‹, der den Gegensatz des universalen Imperium zum nationalen Königtum betrifft, doch nimmermehr daran vorübergehen dürfen, daß vor allerdings einem halben Jahrhundert J. Ficker und v. Sybel in dem Urteil über die Stauferzeit durch ihre Stellung zu diesem Problem bestimmt worden sind.

Der Fortschritt, den Kr.s Schrift bezeichnet, liegt darin, daß er den Versuch macht, über allgemeine Erörterungen hinaus an einzelnen Vorgängen der staufischen Epoche — wie der Reform Heinrichs VI. und den Kaiserwahlen — das siegreiche Vordringen der universalen Idee zu beobachten und auf diesem Wege zu ihrem tieferen Verständnis zu gelangen. Man kann den Weg, den Kr. gehen wollte, als einen richtigen anerkennen, und doch behaupten, daß er, zur Wanderung nicht hinreichend gerüstet, dazu durch ein Irrlicht getäuscht, das rechte Ziel verfehlt habe.

Der trügerische Schein, der Kr. in die Irre gelockt hat, ist seine vermeintliche Entdeckung vom Wandel, der sich im Begriff des römischen Königtums seit dem Ende des 12. Jahrhunderts vollzogen habe; sie steht im Mittelpunkte seiner Gedankenwelt; von ihr aus versteht er die Entwürfe Heinrichs VI., die Kaiserwahlen, die kuriale Politik.

1) Sonst wird von der hierher gehörigen Literatur nur noch Pomtow genannt. — Auch der Aufriß von Bryce, The Holy Roman Empire ist nicht benutzt.

Ohne Zweifel birgt seine Anschauung einen gesunden Kern: denn offenbar tritt seit den Tagen Friedrichs I. der imperiale Anspruch der deutschen Herrscher und ihr Streben zur Weltmonarchie ungleich stärker hervor als bei ihren Vorgängern; und auch das steht fest, daß durch die staufische Politik Auseinandersetzungen über Art und Umfang königlicher und kaiserlicher Gewalt hervorgerufen wurden. Allein die Entwickelung geht organisch aus den Verhältnissen des 10. und 11. Jahrh. und der Stauferzeit selbst hervor; das heißt sie zu gering werten, wenn man (S. 39) ›den staufischen Reichsgedanken im letzten Grunde aus persönlichen Erfahrungen und Eindrücken Kaiser Friedrichs I.‹ erklären will; und es ist Ueberspannung eines nur in bestimmter Beschränkung zutreffenden Gedankens, wenn man in den Aeußerungen des Imperialismus im 13. Jahrhunderts einseitig nur den Kampf gegen ein nationaldeutsches Staatsgebilde erblicken möchte.

Wer Kr. folgt, hat den Eindruck, daß Friedrich I. mindestens seit der Zeit, wo er seinen Sohn zum Caesar erhob, daß Heinrich VI. und Philipp und Friedrich II. gleichmäßig gewillt gewesen wären, das Reich vom deutschen Mutterboden zu lösen, die überkommene Verfassung des Regnum Teutonicum umzustürzen zu Gunsten eines auf Rom gegründeten universalen Imperium. Wirklich zielte auf eine förmliche Verfassungsänderung Heinrich VI.; Friedrich I. aber und die Staufer des 13. Jahrh. waren von einem Gegensatz gegen die überkommene Stellung des Rex Romanorum weit entfernt. Sie strebten danach, ihre imperialen Ansprüche gerade auf sie zu stützen: schon der von den deutschen Fürsten erhobene König sollte alle kaiserliche Gewalt üben dürfen. Nach Kr. hätte der staufische Reichsgedanke ausschließlich dahin geführt, daß im Kaisertum das Königtum völlig unterging; dagegen zeigen uns die Geschichte Friedrichs I. und die Ereignisse des 13. Jahrh. vielmehr die Tendenz, das Imperium aufgehen zu lassen in einer, kaiserliches Recht in sich schließenden deutschen Königsherrschaft.

Krammer ist keineswegs ganz verborgen geblieben, daß sich die imperiale Idee nicht nur im Kampf durch eine Vernichtung des Königtums, sondern ebensowohl auch durch dessen allmähliche Erhebung zu kaiserlicher Machtstellung verwirklichen ließ und daß beide Richtungen in der Geschichte der Stauferzeit ihre Rolle spielen. Aber die instinktive Einsicht führt ihn nicht zu gesonderter Betrachtung der verschiedenen Bewegungen, weil er glaubt, sie alle mit der Zauberformel vom ›Begriffswandel des Rex Romanorum‹ deuten zu können. Ihm haben Friedrich I. und Heinrich VI. ›den Staat völlig als römisches Imperium konstituieren‹, Friedrich II. das deutsche

Königtum beseitigen und durch ein römisches nach dem Sinne Heinrichs VI. ersetzen wollen; ihm hat Innocenz IV., das staufische System kühn aufnehmend, ›den Uebergang vom Begriff des deutschen zu dem des römischen Königtums vollzogen‹. Man sieht leicht, daß dieses neurömische Königtum, das Kr. stabiliert, in seinen Erscheinungsformen nächst verwandt sein kann der mit kaiserlichen Befugnissen ausgestatteten königlichen Gewalt, von der ich sprach. Ein tiefgreifender Unterschied aber liegt darin, daß Kr. die Staufer zu einem Bruche mit der nationalen Vergangenheit der Herrschergewalt vorschreiten läßt, den imperialen Gedanken nur im Gegensatz zu ihr durchführbar sieht. Darum vermag er die Fürsten den Staufern gegenüber als Vertreter deutscher ›bodenständiger Eigenart‹, als legitime Verteidiger der alten Verfassung zu schildern, die nur gelegentlich ›der imperialistischen Strömung der Zeit nachgeben‹ mußten; die Erkenntnis ist ihm verschlossen geblieben, daß die deutschen Fürsten geraume Zeit hindurch, nicht minder imperialistisch als die Herrscher selbst, kaiserliche Gewalt für den römischen König ihrer Wahl erstrebt haben. Es ist ihm vollständig entgangen, daß die verschiedenartige Politik der Staufer und der Fürsten, die Kr. betont, und daß die scheinbar gegensätzlichen Bestrebungen verschiedener Zeiten, die Kr. oft richtig gesehen hat, nicht sowohl durch Kämpfe deutscher Parteien um die nationalen Grundlagen des Staats, als durch die Stellung der Päpste dem Reiche gegenüber bedingt worden sind. Angesichts der früheren Arbeiten des Verfassers ist es rätselhaft, wie er hieran vorübergehen und sich damit begnügen konnte, den Einfluß der imperialen Idee auf die kurialen Anschauungen seit der Mitte des 13. Jahrh. zu prüfen, ohne irgend zu untersuchen, inwieweit der ›staufische Reichsgedanke‹ mit seinen Abwandlungen auf Zeiten und Menschen durch das welthistorische Ringen zwischen Päpsten und Kaisern gestaltet wurde! Statt die Tatsachen aus den lebendigen Kräften geschichtlichen Werdens abzuleiten, knüpft er sie an den von ihm beschworenen Schemen eines ›Rex Romanorum‹, ›dessen Begriff zwiefach ausgelegt werden konnte‹, so daß (S. 34) der imperialistische Heinrich VI. sich darunter den neuen ›kaiserlich-römischen‹, die harmlosen Fürsten noch immer den alten fränkisch-deutschen König vorstellen durften, ›der schon seit etwa einem Jahrhundert Rex Romanorum hieß‹.

Es ist nicht nur die alte Liebe zu dem gewaltigen Kaiser, die mich dazu treibt, ihn der Schuld an solch einem politischen Vexierspiel, wie Kr. es ihm zumutet[1]), ledig zu sprechen, sondern das

1) Hier ist eine der nicht seltenen Stellen, bei denen seine Motivierung an die Größe der behandelten Probleme durchaus nicht heranreicht.

Verlangen, die Forschungen über den staufischen Reichsgedanken auf die rechte Bahn zu leiten, das mich veranlaßt, sogleich an dieser Stelle die Grundauffassung Krammers an dem Reformplan Heinrichs VI. zu prüfen. Denn sie findet ihre quellenmäßige Begründung ausschließlich in der Nachricht der sog. Ann. Marbacenses von einer durch den Papst zu vollziehenden Krönung des jungen Friedrich zum römischen König. Durch diese Meldung ist Kr. zu seiner Ansicht vom Begriffswandel des Rex Romanorum gedrängt worden; sie steht oder fällt mit ihr.

II.

1. Der Erbkaiserplan Heinrichs VI. ist in Fickers trefflicher Dissertation so eingehend behandelt worden, daß Toeche in den Jahrbüchern Heinrichs VI. nur wenig über seinen großen Vorgänger hinausgelangen und seitdem jede Darstellung auf ihnen fußen konnte [1]). Strittig blieb in der neueren Forschung fast nur die Frage, wie der Bericht der sog. Marbacher Annalen zu deuten sei, dem zufolge Papst Coelestin von Heinrich VI. während der Verhandlungen in Italien im Herbste 1196 gebeten worden sei, den jungen Constantin-Friedrich ›in regem ungere‹. Die Ansichten stehen scharf einander gegenüber, ob der Kaiser bei dieser Forderung an eine Krönung zum sizilischen oder zum römischen Könige gedacht, oder ob er nicht vielmehr die kaiserliche Salbung für den Sohn erbeten habe. Die Entscheidung ist um so wichtiger, als von ihr aus die ganzen Reformentwürfe Heinrichs zu erfassen und zu beurteilen sind.

Im Gegensatz zu Hauck, der mit Toeche sich für Heinrichs Bitte um Krönung des Sohnes zum Rex Romanorum ausgesprochen hatte, war neuerdings Hampe [2]) auf die Meinung Winkelmanns zurückgekommen, wonach Heinrich die Weihe Friedrichs zum römischen Kaiser habe erwirken wollen. Ihm tritt Krammer entschieden entgegen; er will nachweisen, daß Heinrich VI. den Sohn vom Papste wirklich gerade zum Rex Romanorum krönen lassen wollte.

Darüber allerdings gibt sich Kr. keinem Zweifel hin, daß der Plan Heinrichs VI., so aufgefaßt, eine grundstürzende Aenderung des Reichsrechts bedeute. Seit den Tagen Heinrichs IV. nannte sich ›König der Römer‹ der von den Fürsten gewählte, zu Aachen gekrönte und investierte Herrscher des Deutschen Reichs, der zugleich über Italien und Burgund gebot und dem ausschließlich der Anspruch zustand, vom Papste zum römischen Kaiser gekrönt zu werden. Der

1) Ueber die erhebliche Förderung, die v. Kapherr brachte, vgl. unten S. 379.

2) Zum Erbkaiserplan Heinrichs VI. (Mitteil. des Inst. für österreich. Geschichtsforsch. XXVII, 1 ff.). Dort ist die frühere Literatur verzeichnet.

deutsche König, in dessen Titel sich seine erhöhte Geltung aussprach, wurde in Deutschland und der Regel nach vom Kölner Erzbischof gekrönt; mit der Feier seiner Erhebung hatte der Papst bisher nicht das Geringste zu schaffen. Wenn daher — so schließt Kr. — Kaiser Heinrich für seinen Sohn vom Papste die Krönung zum Rex Romanorum erbat, so muß er unter dieser Würde etwas anderes als die früher geltende Anschauung verstanden haben, die im römischen König den Vertreter des fränkisch-deutschen Königtums erblickt hatte. In der Tat will uns Kr. (S. 33) darüber unterrichten, wie der Staat schon unter Friedrich I. ein römisches Kaiserreich geworden war; ›alle Macht wurde vom Kaisertum hergeleitet; eine Sondergewalt kraft eigenen Rechts, ein deutsches Königtum konnte[1]) es neben und unter ihm nicht geben, und daher konnte auch der als rex unter dem kaiserlichen Vater stehende Sohn nicht mehr als fränkisch-deutscher König, sondern nur noch als Unterkaiser, als Caesar aufgefaßt werden. So allein war seine Stellung mit dem Staatsrecht des Imperium vereinbar‹. Und nun werden Möglichkeiten auf Möglichkeiten, und ›Können‹ auf ›Sollen‹ und ›Müssen‹ gehäuft[2]), bis endlich Heinrich VI. soweit gebracht ist, daß ›sich ihm von selber der Ausweg ergibt, die römische Königskrönung dem Papste zu übertragen‹! ... ›Mit Bestimmtheit kann gesagt werden: durch diese Krönung (vom Papste) sollte der junge Friedrich nicht als deutscher König, sondern als der Erbe des römischen Kaiserreichs anerkannt werden, der einstweilen bis zum Tode seines Vaters Rex Romanorum oder Caesar hieß. Nicht das Teutonicum regnum, das Romanum imperium wäre ihm durch des Papstes Vermittlung übertragen worden‹ (Kr. S. 35).

Kr. hat für seinen kühnen Bau kein einziges Fundament als jene einzigen oben erwähnten Worte der sog. Marbacher Annalen. Von ihrer Interpretation ist er ausgegangen. Die Erzählung des gleichzeitigen, zwar ungleich, aber ›offenbar über einiges gut unterrichteten‹ Geschichtschreibers übernimmt er[3]) fast selbstverständlich als den wirklichen Plan Heinrichs VI.: jetzt bleibt ihm nichts anderes übrig, als den ›Reichsgedanken des staufischen Kaiserhauses‹, wie oben vorgetragen, so zu konstruieren, daß aus ihm die Erzählung des Annalisten oder vielmehr der Gedanke Heinrichs VI. verstanden wer-

1) Im folgenden alles erst von mir gesperrt.

2) Auch in den übrigen Teilen der Schrift stößt man auf den gleichen bedenklichen Brauch: S. 11 ff. über die Interpretation der Ann. Marbac.; S. 41 ff. über die Doppelwahl von 1198; S. 51 ff. über die Wahlen von 1208 und 1211; S. 61 f. über den jüngeren Reichsfürstenstand bei der Wahl von 1237.

3) S. 13: ›wir können annehmen, hier war der Verfasser der Annalen gut unterrichtet‹!

den kann! Unsere Prüfung hat daher, statt sich mit staats- und geistesgeschichtlichen Erörterungen zu beschäftigen, zunächst einzig und allein die quellenkritische Aufgabe, Sinn und Wert jener Nachricht der sog. Marbacher Annalen zu untersuchen.

2. Nach den Ergebnissen der Neubearbeitung der Annalen [1]) besitzen wir in ihnen eine um 1210 zusammengestellte Hohenburger Chronik, in die als ihr wertvollster zeitgeschichtlicher Bestandteil Straßburger Reichsannalen, Annales imperiales Argentinenses, von 1015—1200 aufgenommen sind. Sie rühren von einem Straßburger Domherrn her, der den letzten — uns hier angehenden — Abschnitt von 1194—1200 auf Grund guter eigener älterer Notizen wohl erst um 1199 in der überlieferten Fassung niedergeschrieben hat. Er erzählt zum Ende seines Berichts von 1195 und zum J. 1196 von den kaiserlichen Entwürfen (Handausgabe S. 67).

›Interim imperator laborabat, quod principes filium suum, qui iam erat duorum annorum, eligerent in regem et hoc iuramento firmarent; quod fere omnes, preter episcopum Coloniensem, singillatim se facturos promiserunt. Quod si factum esset, ipse etiam crucem manifeste, sicut dicebatur, accepisset. Unde cum ad curiam vocati venissent, quod promiserant non fecerunt. Unde etiam ipse remissius quam prius de expeditione cepit tractare.

1196. ... Ad eandem curiam [Herbipolim] imperator novum et inauditum decretum Romano regno voluit cum principibus confirmare, ut in Romanum regnum, sicut in Francie vel ceteris regnis, iure hereditario reges sibi succederent; in quo principes qui aderant assensum ei prebuerunt et sigillis suis confirmaverunt. ... Interim missis legatis suis, imperator cepit cum apostolico de concordia agere volens, quod filium suum baptizaret — nondum enim baptizatus erat — et quod in regem ungeret. Quod si fecisset, crucem ab eo aperte, ut putabatur, accepisset. ... Interea in Theutonicis partibus, mediantibus Cunrado Maguntino archiepiscopo et duce Suevie Philippo, omnes fere principes prestito iuramento filium imperatoris in regem elegerunt‹.

Wenn hier zumeist nur das Aeußere der Vorgänge berichtet wird, so geht unser Straßburger doch an zwei Stellen auf den Inhalt der Pläne Heinrichs VI. ein. Zu Würzburg wollte der Kaiser im Frühjahr 1196 mit den Fürsten über eine neue und unerhörte Ordnung für das Romanum regnum verhandeln, damit in diesem römischen Königreiche, wie in Frankreich und den übrigen Reichen, die

1) Vgl. H. Bloch, Die Elsässischen Annalen der Stauferzeit (Regesten der Bischöfe von Straßburg I, 1) und die Ausgabe der Scriptores rerum Germanicarum: Annales Marbacenses qui dicuntur.

Könige kraft Erbrechts aufeinander folgten. Als er nach erlangter Zustimmung der anwesenden Fürsten nach Sizilien aufbrach und in Italien mit dem Papste unterhandelte, wünschte er, daß dieser den jungen Sohn taufe und ›in regem ungeret‹. Es liegt nicht der mindeste Anlaß dazu vor, hier von der nächstliegenden Auslegung des Wortlauts abzugehen, der zufolge die königliche Würde, zu der Coelestin das Kind Friedrich weihen soll, eben die in dem ›Romanum regnum‹ sei, auf dessen Umgestaltung nach der Ansicht des Verfassers Heinrich VI. abzielt. Und wenn wenige Zeilen später aufgezeichnet wird, daß fast alle deutschen Fürsten den Sohn des Kaisers ›in regem elegerunt‹, — so ist erst recht aus der Fassung der Straßburger Reichsannalen nichts anderes zu schließen, als daß die Wahl zum Könige durch die Deutschen und die Salbung zum Könige durch den Papst — immer nach der Meinung des Annalisten — derselben Erhebung Friedrichs zum rex Romanorum im regnum Romanum gelten sollen[1]). So wenig ich mich hiermit dem Beweisgange Krammers anschließe, im Ergebnis stimme ich ihm Hampe gegenüber durchaus zu: die Reichsannalen sprechen von einer Krönung zum römischen König; es ist unzulässig, sie dahin zu interpretieren[2]), als ob ›rex‹ hier mehr die allgemeine Bedeutung ›Herrscher‹ habe oder gar ›in der Bedeutung Kaiser vorkomme‹.

Mit den Worten ›in regem ungere‹ bezeichnet der Annalist regelmäßig die königliche Krönung[3]), mag er von Deutschland oder von anderen Reichen reden. Niemals ist ihm eine Verwechselung oder Verwischung der Begriffe ›rex‹ und ›imperator‹ nachzuweisen[4]), so daß es nicht erlaubt ist, ohne zwingenden Grund eine Unsicher-

1) Neben all dem Sachlichen, was Hampe a. a. O. S. 2 ff. überzeugend zusammengestellt hat, ist daher auch aus formalen Gründen nicht an eine sizilische Königskrönung zu denken.

2) So Hampe a. a. O. S. 7 f.

3) Hampe S. 2: 1195 (Ann. Marb. S. 67,10): ›qui regem Cypri ungerent in regnum‹ (vgl. S. 64,24: ›exaltari in regnum‹ von Armenien); 1198 (S. 73, Z. 13): ›Ottonem ... regem fecerunt atque Colonie eum in regem unxerunt‹; S. 74 Z. 3: ›Philippus ... inunctus est‹. Vgl. auch 1197 (S. 72, Z. 1): ›acceptis litteris archiepiscoporum Coloniensis et Treverensis, quorum unius iuris est regem inungere, alterius vero, id est Treverensis, eum Aquisgrani in sedem regni locare‹. Von der Kaiserkrönung sagen die Ann. imperiales Argentin. consecrare, imperialis consecratio (1155. 1190. 1191, S. 62, Z. 10, 15).

4) Wenn in den Reichsannalen der griechische Kaiser ›imperator Constantinopolitanus‹ (1157, S. 49. 1194, S. 64), aber 1188 (S. 59) ›rex Graeciae‹ heißt, so wirkt hier natürlich das griechische ›βασιλεύς‹ nach. Irrig ist die Angabe Hampes S. 8, daß die Marbacher Annalen dem griechischen Kaiser nur den Titel ›rex‹ zugestehen; Krammer S. 15, N. 1 hat sie übernommen; seine daran geknüpften Folgerungen sind natürlich hinfällig.

heit des Sprachgebrauchs bei anderen Quellen zur Interpretation der Straßburger Reichsannalen heranzuziehen [1]). Wie bewußt er der staatsrechtlichen Unterschiede gewesen ist, beweist die Art, wie bei ihm »Romanum imperium« und »Romanum regnum« nebeneinander stehen. Dem Kaiser schwören der Fürst von Antiochia [2]) und der König von Cypern [3]) den Lehnseid; von ihm will der König von Armenien [4]) gekrönt werden; Richard Löwenherz [5]) trägt ihm das englische Königreich auf und empfängt es von ihm als Lehen zurück;

1) Da der Sprachgebrauch der Reichsannalen einwandfrei festzustellen ist, scheint mir Hampes Verfahren verfehlt, die Worte »in regem ungere« bei ihnen zu isolieren und ihre Erklärung auf die Historiae Reinhardsbrunnenses zu stützen (Hampe S. 8 ff.). Krammer (S. 15 ff.) bemüht sich allerdings nicht glücklich, Hampes Auslegung der Stelle über die Krönung Heinrichs VI. in den Hist. Reinh. (Mon. Germ. SS. XXX, 549) zu widerlegen; denn ihre Sprache entzieht sich der staatsrechtlich präzisen Auslegung, die Kr. »keinen Zweifel darüber bestehen läßt, daß die 'unccio regia', von der sie berichten, nur als die in Aachen zu vollziehende Königskrönung aufzufassen« sei (Kr. S. 19), während Hampe sie auf die kaiserliche deutete. Wie der Reinhardsbrunner Mönch »regnum« und »imperium« unterschiedslos im Sinne von »Reich« gebraucht, ohne königliche und kaiserliche Herrschaft zu scheiden — in dieser Feststellung stimmen Hampe S. 9 und Kr. S. 17, N. 1 zusammen —, verwendet er »regius« und »imperialis«, »imperatorius« etwa in dem allgemeinen Sinne, in dem wir »fürstlich« gebrauchen, ohne die Beziehung auf königliche oder kaiserliche Würde zu bedenken. Man bemerke S. 541, Z. 44: »imperator ... regia largicione donavit«; »ad regie profeccionis magnificos apparatus« (S. 543, Z. 21 von Friedrichs Kreuzfahrt); »cesar ... apparatus regii scire desiderans integritatem« (S. 543, Z. 26); »corpus autem regium« (S. 545, Z. 20 von Friedrichs Leichnam); »imperator augustus occupationes regias habens in Ytalia« (S. 556, Z. 30); »Constantinum ... quasi hereditarie successionis regem ... cum imperialibus preconiis ... declamabant« (S. 558, Z. 13; dagegen dürfte S. 562, Z. 13 »Philippo ... se serviturum tamquam imperatorie maiestatis opifici« nicht hierher gehören): »contra Ottonis [scil. imperatoris] apicem et regiam eius praeminenciam« (S. 578, Z. 18). So berechtigt Hampe daher auch ist, die »unccio regia« nach dem Zusammenhang in den Hist. Reinhardsbr. auf die Kaiserkrönung zu beziehen und so lehrreich das Ineinanderfließen der Bezeichnungen im übrigen auch erscheint, Hampe wird mir gewiß selbst darin zustimmen, daß der Nachweis, es handele sich hier um eine besondere Eigentümlichkeit der Reinhardsbrunner Quelle, die Uebertragung ihres Sprachgebrauchs auf den Straßburger Annalisten untunlich macht.

2) 1190 (S. 61, Z. 31): »Et princeps Antyochie hominium fecit duci loco imperatoris Romani, iuramento et scripto privilegii confirmans semper se velle esse *imperio Romano subiectum* per omnia«.

3) 1195 (S. 67, Z. 11): »quod ipse semper vellet homo *imperii esse Romani*«.

4) 1194 (S. 64, Z. 24): »petebat ab eo exaltari in regnum in terra sua, disponens se semper esse *subiectum imperio Romano*«.

5) 1191 (S. 63, Z. 23): »ipse liber et absolutus absque omni coactione *homo* factus est *imperii Romani*, tota terra sua Anglia et aliis terris propriis imperatori datis et ab eo in beneficio receptis«.

sie alle unterwerfen sich dem *Imperium Romanum* und werden Mannen des römischen Kaisers. Das Imperium — so begreift es der Straßburger Annalist — umfaßt die Welt; der Kaiser ist das weltliche Haupt der Christenheit. Seine universale Herrschaft überragt die grenzbeschränkten Reiche (die ›regna‹) der Erde mit Willen und Kraft, sie alle sich untertan zu machen.

Dahingegen ist ihm das ›Romanum regnum‹ nur ein einzelnes territorial festumschlossenes Gebiet: eine an bestimmte Grenzen gebundene Herrschaft ›wie Frankreich und die anderen Königreiche‹ [1]). Sein Herrscher, der ›Romanorum rex‹, soll wie die übrigen Könige seine Lande kraft Erbrechts verwalten; nur dadurch ist dies Reich wesenhaft von den übrigen ›regna‹ unterschieden, daß allein sein König den Anspruch auf die kaiserliche Krone besitzt. In solcher Weise, meine ich, ist in den Straßburger Reichsannalen das weltbeherrschende ›Romanum imperium‹ dem auf ein bestimmtes Gebiet beschränkten und darum den anderen Reichen zu vergleichenden ›Romanum regnum‹ entgegengestellt [2]). Der ›römische König‹ — darüber gibt es im 12. Jahrh. keinen Zweifel — gebietet über Deutschland, Italien, Burgund: die drei Länder, als seine Herrschaft im ›Romanum regnum‹ vom Straßburger Annalisten im Sinne seiner Zeit als Einheit gedacht, bilden die Grundlage für das universale Kaisertum, das sich über ihnen allumfassend erhebt.

Das Weltbild des Verfassers ist durch die Vorstellung von dem allgemeinen Staatensystem bestimmt, dem das eine Kaisertum übergeordnet ist. Nur in ihm, nur innerhalb des ihm zugänglichen Gedankenkreises kann er die Reform Heinrichs VI. verstehen. Wie er sie uns schildert, betrifft sie überhaupt nicht unmittelbar die Stellung des römischen Kaisers, sondern sie bezieht sich allein auf den römischen König; nicht das über den Völkern aufgerichtete Imperium, sondern das territoriale Regnum Romanum soll zur Erbmonarchie

1) Vgl. oben S. 369.

2) Nur an jener einzigen Stelle gebraucht der Annalist die ausdrückliche Bezeichnung, während er sich sonst begnügt, vom ›regnum‹ zu sprechen. Nur hier mochte es ihm auf die genaue Angabe, die den Umfang des Erbreichs fest bestimmt, ankommen; er will das ›Romanum regnum‹ Frankreich an die Seite stellen; wie uns ähnlich in den Reichsannalen der Titel ›rex Romanorum‹ nur zwei Mal begegnet, wo er gegenüber anderen Königen die deutschen Herrscher hervorheben soll: 1148 (S. 45): ›sub Cunrado rege Romanorum, Ludewico rege Francorum‹; 1190 (S. 61) ›regnum Sycilie post mortem Wilhelmi Syculi ... Heinrico Romanorum regi ... debebatur‹. — Krammer S. 14 hat den Gegensatz von ›Imperium‹ und ›Regnum‹ in den Straßburger Annalen bemerkt, aber nicht scharf genug gefaßt. Vor allem scheint ihm entgangen, daß man in dem Bericht von 1196 ›Romanum *regnum*‹ und ›ungere *in regem*‹ nebeneinander stellen muß.

umgestaltet werden, vielleicht — so mögen wir nach unserer Weise es ausdrücken — zum Einheitsstaat; nicht einen Erbkaiser, sondern einen Erbkönig sollen die deutschen Fürsten über sich anerkennen. Seit den Tagen Ottos I. hatten die Herrscher danach gestrebt, schon zu ihren Lebzeiten ihre Söhne zu Königen wählen zu lassen und dadurch die Nachfolge zu sichern. Heinrich VI. will die Wahl beseitigen; Deutschland und die beiden Länder, die mit ihm das regnum Romanum ausmachen, sollen wie Frankreich und andere Königreiche durch regelmäßige Erbfolge vom Vater auf den Sohn übergehen. Schon haben zu Würzburg die deutschen Fürsten sich zum Verzicht auf das Wahlrecht bereit erklärt; jetzt wünscht Heinrich, daß der Papst feierlich die Neuordnung gutheiße und zum Zeichen dessen den jungen, nicht gewählten Friedrich zum König der Römer kröne.

So und nicht anders scheint mir aus dem eigenen Berichte des Schriftstellers heraus seine Erzählung zu deuten[1]). Gestützt auf den Sprachgebrauch und den politischen Ideenkreis des Verfassers, tritt durch die Interpretation im wesentlichen klar heraus, wie er den Reformplan Heinrichs VI. aufgefaßt hat. Mag man im einzelnen noch Bedenken hegen, zwei wichtige Ergebnisse sind sicher gewonnen: die Straßburger Reichsannalen lassen nicht die Auslegung zu, als ob sie uns — wie Hampe wollte — von einer Kaiserkrönung sprächen, die Coelestin an dem jungen Friedrich vollziehen sollte; ihre Nachrichten handeln nur vom römischen Königtum. Insoweit dürfen wir Kr. also zustimmen; doch eben nur bis zu diesem Punkte. Denn sein Versuch, die Würde des Rex Romanorum, zu der nach unserer Quelle der Papst den jungen Staufen erheben sollte, als eine von Grund aus verschiedene gegenüber der bis dahin üblichen Auffassung darzustellen, findet in den Reichsannalen, die allein von einem solchen Plane wissen, nicht die geringste Stütze: das Regnum Romanum, von dem sie sprechen, ist bei ihnen so wenig von dem fränkisch-deutschen Königtum zu trennen, daß es vielmehr deutlich als der überkommene Herrschaftsbereich des deutschen Königs von dem Imperium unterschieden wird. Auf die Annales imperiales Argentinenses durfte sich

1) Bewußt gebrauche ich hier Worte, die an Bresslaus scharfe Grenzsetzung zwischen Interpretation und Kritik (Historische Zeitschrift 97, 145) erinnern. Denn wie leicht beide vermischt werden, zeigt gerade die hier erörterte Frage. Hampe hat aus überlegener Kritik heraus mit Winkelmann begriffen, daß es sich bei dem Plane Heinrichs VI. nur um eine Reform des Kaisertums handeln konnte, und er hat den Versuch gemacht — um eine quellenmäßige Stütze zu gewinnen —, das kritische Ergebnis in den Text der Straßburger Reichsannalen hinein zu interpretieren. Krammer hat diesen Text richtig dahin interpretiert, daß er nur vom rex Romanorum handele; aber er hat seine, nur für die einzelne Quelle rechte Erkenntnis ohne Kritik auf den wirklichen Plan Heinrichs VI. übertragen.

Kr. nicht berufen, wenn er einen Wandel im Begriff des Rex Romanorum aus zeitgenössischen Aeußerungen dartun wollte.

Allein ebenso wenig — und hierin scheide ich mich vollständig von Kr. — darf man die Nachrichten der gleichzeitigen und im ganzen wohlunterrichteten Quelle benutzen, um aus ihr überhaupt auf eine tatsächliche Absicht Heinrichs VI., vom Papste die Königskrönung seines Sohnes zu erbitten, mit irgend einem Schein des Rechts zu schließen. Indem wir nämlich daran gehen, den Wert ihrer Angaben für die Erkenntnis der wahren kaiserlichen Pläne kritisch zu beurteilen, zeichnen sich deutlich die Grenzen ab, bis zu denen die Kenntnisse und das Verständnis des Straßburger Geschichtsschreibers ausreichten und innerhalb deren allein wir uns ihm anvertrauen dürfen.

3. Wer den äußeren Gang der Entwickelung von Heinrichs Plänen auf Grund der Straßburger Reichsannalen darstellen wollte, müßte von ihrem Bericht zum Herbste 1195 ausgehen [1]). Damals soll der Kaiser sich bemüht haben, die Wahl seines zweijährigen Sohnes bei den deutschen Fürsten zu erwirken. Fast alle, außer dem Erzbischof von Köln, versprachen, das Kind zu wählen; doch auf dem hierzu berufenen Tage erfüllten sie ihr Versprechen nicht. — Darauf legte Heinrich VI. im Frühjahr 1196 der Würzburger Reichsversammlung ein neues und unerhörtes Gesetz vor, das ›regnum Romanum‹ in eine Erbmonarchie umzuwandeln; die anwesenden Fürsten verpflichteten sich urkundlich, ihm beizustimmen.

Hiermit sind die Angaben des Annalisten über das Vorgehen des Kaisers in Deutschland erschöpft. Wir erfahren, daß er im Sommer 1196 nach Apulien aufbrach und auf dem Wege wichtige, aber ergebnislose Verhandlungen mit dem Papste pflog. ›Inzwischen wählten in Deutschland fast alle Fürsten unter Vermittlung des Erzbischofs Konrad von Mainz und des Herzogs Philipp von Schwaben den Sohn des Kaisers zum Könige‹.

Heinrichs Verhalten, wie es hier geschildert wird, ist unverständlich. Nachdem es ihm 1195 mißlungen sein soll, die Wahl des Sohnes durchzusetzen, wagt er im Frühjahr 96 das ungleich Schwierigere, die Verfassung des Reiches von Grund aus umzugestalten und von denselben Fürsten, die nicht einmal dem unmündigen Kinde von Apulien die Nachfolge hatten gewähren wollen, den dauernden Verzicht auf ihr Wahlrecht zu fordern. Und trotzdem er — wie uns scheinen muß, wider alles Erwarten — ihre Zustimmung hierzu erlangt hat, bescheidet er sich — für uns wieder ganz unvermittelt [2]) —

1) Vgl. den Text oben S. 369.

2) Es sei denn, daß man eine (zeitlich noch nicht mögliche) Einwirkung der vergeblichen römischen Verhandlungen auf die deutschen annehmen würde.

schließlich doch damit, daß sein Sohn in alter Weise zum römischen König erwählt wird, und er gibt die Verfassungsänderung vollkommen auf.

Niemand wird dem Kaiser ein so unüberlegtes Verhalten zutrauen [1]). Ganz anders erzählen die anderen Quellen, voran der Mönch von Reinhardsbrunn, die Politik Heinrichs vom ersten Auftauchen des Reformplans im Herbst 1195 bis zu dem Verzicht und zu der Wahl Friedrichs im Dezember 1196 [2]). Auf den großen Reichstagen von 1195 [3]) hatten die anwesenden Fürsten sich schließlich bereit erklärt, auf der beabsichtigten Reichsversammlung zu Würzburg bei der Gesamtheit der Fürsten für die kaiserlichen Vorschläge einzutreten. Wirklich haben sich im März 1196 zu Würzburg — darin stimmen der Mönch von Reinhardsbrunn und der Straßburger Annalist völlig zusammen — die erschienenen Fürsten urkundlich gebunden, sich dem Willen Heinrichs VI. zu beugen. Dagegen wurde der Widerstand der Gegner, die sich vom Hofe fern hielten, nicht überwunden; ihr Führer war der Erbe der antistaufischen Politik Kölns, Erzbischof Adolf von Altena [4]).

Als der Kaiser im Sommer 1196 in Deutschland keine Aussicht sah, ihn und seine Anhänger zu gewinnen, und die Vorbereitungen des Kreuzzuges seine Anwesenheit im Königreich Sizilien forderten, benutzte er den Zug durch Italien, um durch Verhandlungen mit der Kurie sein Ziel dennoch zu erreichen [5]). Von dem Druck befreit, den seine herrschbewußte, Gehorsam heischende Persönlichkeit ausübte, und gewiß durch die Kölnische Partei aufgestachelt, die der Unterstützung des Papstes gewiß war [6]), begannen einzelne deutsche Fürsten, ihre Zusage zu bereuen. Daher stieß Burggraf Gebhard von Querfurt, als er im Herbst 1196 mit kaiserlicher Botschaft nach Erfurt kam, auf so heftigen Widerspruch der Fürstenversammlung, daß sich die Anhänger des Kaisers von der Unmöglichkeit überzeugten, im

1) Vgl. die Charakteristik, die ich in den »Forschungen zur Politik Heinrichs VI.« S. 79 ff. auf Grund der Jahre 1191—1194 gegeben habe.

2) Vgl. Toeche, Jahrbücher Heinrichs VI. S. 587 ff.

3) Vgl. Wenck in der Zeitschr. für Thür. Gesch. N. F. X, 214, N. 1. Es handelt sich um die Versammlungen zu Gelnhausen, Mainz, Worms.

4) Vgl. Wolfschläger, Erzbischof Adolf von Köln S. 26 f.

5) Die Briefe der Rouleaux de Cluny (jetzt in den Mon. Germ. Const. II, 523 ff.) bestätigen vollkommen die Meldungen der Straßburger Annalen über den Aufbruch des Kaisers, seinen Aufenthalt in der Umgegend von Tivoli, den Abbruch der Verhandlungen.

6) Hierin stimme ich Hauck, Kirchengeschichte Deutschlands IV, 674 f. durchaus zu. Die Gesandtschaft des Fidantius so harmlos wie Toeche S. 443 aufzufassen, heißt die päpstliche Politik gar zu sehr unterschätzen.

Augenblick die Reform durchzusetzen. Der Kaiser selbst hatte auch für diesen nicht unvorhergesehenen Mißerfolg schon Maßnahmen getroffen: seine Vertreter erklärten, daß er auf die Verfassungsänderung verzichte; sie lösten mit kaiserlicher Vollmacht die Fürsten von dem Würzburger Versprechen. Hierdurch erreichten sie leicht bei ihnen, die wie von drückender Verantwortung entlastet waren, daß fast alle Fürsten zu Frankfurt im Dezember 1196 nach alter Weise den zweijährigen Kaisersohn — der in der Taufe die Namen Friedrich Roger erhielt — zum römischen König wählten. Noch stand Erzbischof Adolf abseits; aber im Sommer 1197 konnte auch er bewogen werden, der Wahl beizutreten. —

Heinrich VI. hatte getan, was politische Einsicht forderte: er hatte zuerst seine Kraft daran gesetzt, die Reichsreform im ganzen Umfange durchzuführen. Als der volle Sieg nicht mehr zu erhoffen war, zog er sich auf ein Kompromiß zurück, das zwar die alte Verfassung des Reiches unangetastet ließ, aber wenigstens die Wahl des unmündigen Knaben und damit dem Erben Siziliens die Nachfolge im regnum Romanum sicherte.

Die Straßburger Reichsannalen fügen sich nicht dem Bilde ein, das hier an der Hand der übrigen Quellen entworfen wurde. Sie sind über den Verlauf des Würzburger Tages und über den Zug durch Italien im J. 1196 gut unterrichtet, und sie kennen die Wahl Friedrichs II. Aber aus ihrer Erzählung vom Ende des J. 1195 ist für die Geschichte der Reform kaum etwas zu entnehmen [1]). Es ist nicht wahr, daß sich damals fast alle Fürsten zur Wahl Friedrichs verpflichteten; und ausgeschlossen ist, daß damals ein Reichstag zusammengetreten sei, ›auf dem die Fürsten, was sie versprochen hatten, nicht erfüllten‹, so daß der Kaiser die Rüstungen zum Kreuzzug lässiger betrieben hätte [2]). Hat er doch gerade die Kreuzfahrt während jener Monate und bis zum Fortgang aus Deutschland unermüdlich vorbereitet! Kommen dafür aber nicht die eidlichen Zusagen der Fürsten auf dem ersten Reichstage, von denen der Straßburger berichtet, dem Ergebnis der Würzburger Versammlung ganz nahe? und entspricht nicht die Weigerung, das Gelöbnis zu erfüllen, der Krisis der Erfurter Beratungen? Hier zu Erfurt hat auch der Kaiser die Notwendigkeit, das Reich vor dem Kreuzzuge zu ordnen, beson-

1) Umsonst hat Toeche S. 591 versucht, die Historiae Reinhardsbrunnenses und die Ann. Marbac. zu harmonisieren. Man könnte höchstens soweit gehen, zu folgern, daß einzelne Fürsten damals versprachen, zu Würzburg für die Verfassungsänderung einzutreten, und daß schon damals der Widerstand Adolfs von Köln offenkundig war.

2) Diese Angaben mit Toeche auf den Wormser Tag von 1195 zu beziehen, zeigt, wohin schließlich Eklektik führt.

ders hervorheben lassen [1]). Wenn ferner der Annalist schon in den Anfängen der Unterhandlungen den Kaiser auf Friedrichs Wahl abzielen läßt, so werden wir erwägen, daß die staufischen Kreise, mit denen der Verfasser Fühlung hatte [2]), während des Frühjahrs und Sommers 1196, als Heinrich am Oberrhein weilte und sich von hier aus um die widerstrebenden Fürsten mühte, schon mit der Möglichkeit eines Scheiterns der Erbmonarchie gerechnet und ihre Hoffnungen dann auf die Wahl des Kindes beschränkt haben werden.

So halte ich dafür, daß der Verfasser nicht wenige zutreffende Meldungen über die äußeren Vorgänge erhalten und schätzenswerte eigene Kenntnis erworben hat; aber sie reichte nicht aus, und zu gering war sein Verständnis, als daß er in der Darstellung, die er nach wenigen Jahren um 1199 auf Grund seiner früheren Aufzeichnungen niederschrieb, vermocht hätte, sich und uns die Abfolge und gar die Verknüpfung der Tatsachen klar zu machen. Indem er die Zwischenfälle, die im Herbst 1196 den Kaiser dazu bewogen, seine Absichten aufzugeben, vor den Würzburger Reichstag in den Ausgang des J. 1195 zurückverlegt, verhindert er jeden Einblick in die Ereignisse, die zum Verzicht auf die Reichsreform geführt haben. Der Bericht der Straßburger Reichsannalen ist psychologisch unschwer als das unklare Erinnerungsbild einer Reihe von Vorgängen zu begreifen, deren jeder einzelne dem mitlebenden Verfasser bekannt geworden war, deren Motive und Ziele, deren Einheit und inneres Wesen ihm jedoch völlig verschlossen sind.

Es ist deshalb nicht richtig und es gehört in das Gebiet einer heut nur zu oft geübten, am einzelnen haftenden Quellenkritik, wenn Krammer (S. 13) meint, daß die Mängel der Erzählung von den deutschen Verhandlungen »den Wert des Berichts über Heinrichs Unternehmungen und Unterhandlungen in Italien während des J. 1196 keineswegs mindern können«; vielmehr beweist die unrichtige Wiedergabe des äußeren Ablaufs der Entwickelung, daß dem Straßburger Annalisten zu keiner Zeit ihr Zusammenhang klar gewesen ist, daß er niemals klare Einsicht in die großen Gedanken des Kaisers besessen hat. Daher bleibt uns für die wichtigste Mitteilung der Quelle, für die Forderung der Königskrönung, die Heinrich an den Papst gestellt hatte, sorgsam zu erörtern, ob sie zu den einzelnen guten Nachrichten gehören kann oder muß, die nach Straßburg gedrungen sind.

4. Die Interpretation der Ann. imperiales Argentinenses hat uns

1) Historiae Reinhardsbrunn. (Mon. Germ. SS. XXX, 558).

2) Vgl. hier und überhaupt für die allgemeine Würdigung des Annalisten »Elsässische Annalen der Stauferzeit« S. 75 ff.

(vgl. oben S. 370) darüber belehrt, daß ihr Schreiber die zu Würzburg beratene Gründung einer Erbmonarchie nicht sowohl auf das ›Romanum imperium‹, als vielmehr auf das ›Romanum regnum‹ bezogen habe; wir haben deshalb seine Meinung über die Absichten Heinrichs VI. dahin zu verstehen, daß in dem mit Zustimmung der Fürsten zu schaffenden römischen Erbkönigreiche der Papst den jungen Friedrich zum König der Römer weihen sollte. Es handelt sich darum zu prüfen, ob der Annalist hiermit in der Tat den Inhalt des kaiserlichen Reformplans zutreffend wiedergegeben habe oder nicht.

Wer den ausführlichsten und in mancher Hinsicht wertvollsten Bericht der Historiae Reinhardsbrunnenses[1]) daraufhin durchgeht, könnte wirklich glauben, daß unser Straßburger Autor das Rechte getroffen habe. Denn so oft sie die Vorschläge Heinrichs VI. erwägen, immer gelten sie ihnen nur ›de *regno* posteris suis hereditando‹. Und wenn wir auch wissen (vgl. oben S. 371 N. 1), daß gerade in dieser Quelle ›regnum‹ in dem allgemeinen Sinn von ›Herrschaft‹, ›Reich‹ gebraucht wurde —, so viel dürfen wir doch mit voller Bestimmtheit sagen, daß kein Wort des Reinhardsbrunners etwa darauf hindeutet, Heinrich habe an eine die kaiserliche Stellung berührende Neuordnung gedacht. Aber auch diesem Mönche ebenso wie dem Straßburger Domherrn gegenüber muß eindringlichst betont werden, daß beide von dem weltumspannenden Plane Heinrichs VI. nur eine höchst unvollkommene Vorstellung gehabt haben; keiner von ihnen hat die geringste Ahnung davon, daß für den Kaiser die Erbmonarchie zwar das eine Ziel, aber zugleich doch das wirksame Mittel zu dem gewaltigen Zwecke war, seine beiden Herrschaftsgebiete, das regnum Romanum, auf dem das Kaisertum ruhte, und das Königreich Sizilien unlöslich zu verknüpfen. Nichts zeichnet die Grenzen des Wissens, auf das jene unmittelbar gleichzeitigen Geschichtschreiber beschränkt waren, schärfer als der Umstand, daß ihnen die Beziehung von Heinrichs Entwürfen auf Sizilien vollständig verborgen geblieben ist!

Daß man überhaupt im Stande war, das Gefüge des Reichsreformplans aufzudecken, danken wir zwei andern Berichterstattern, jenem österreichischen Kleriker Ansbert[2]) und der wertvollen Darstellung in dem Auszug des Aegidius von Orval[3]), die auf irgend

1) MG. SS. XXX, 556 ff.

2) Fontes rerum Austriac. SS. V, 89.

3) MG. SS. XXV, 132. Vgl. dazu auch die Annales Reineri (SS. XVI, 652): ›Imperator Heinricus ex consensu principum imperio adiungit regnum Apulie et Sicilie, ita quod heredibus suis imperium fiat hereditarium‹.

welchem Wege auf unmittelbare Kenntnis über den Würzburger Reichstag von 1196 zurückgeht. Beide leiten uns zu der Höhe von Heinrichs politischer Gedankenwelt empor.

Nach der Geburt des Sohnes sah es der Kaiser als seine Aufgabe an, die Stellung, die Friedrich I. und er selbst errungen, seinem Geschlechte für immer zu wahren. In dem erblichen Königreiche der Normannen, über das Heinrich als Gemahl der Konstanze gebot, würde ihr Sohn Friedrich zwar der rechtmäßige Erbe sein; das Kaisertum aber fiel nur dem römischen Könige zu, den bisher die Fürsten Deutschlands durch ihre Wahl erhoben. Darum mußte Heinrich mit der Möglichkeit rechnen, daß — falls er unerwartet früh sterbe — schon sein Sohn ihm nicht in Deutschland und in der Kaiserwürde folgen werde: er würde auf das sizilische Erbreich beschränkt sein. Gelang es indessen, auch im regnum Romanum die Erblichkeit der Königskrone zu sichern, so hätten allerdings Friedrich II. und seine Nachfolger in beiden Reichen die Herrschaft ausgeübt; aber beide wären immer nur durch Personalunion, wie wir es nennen, verbunden, selbständig nebeneinander geblieben. Heinrich VI. war hiermit nicht zufrieden; er ging darauf aus, Sizilien und die Länder des Romanum regnum zu einer Einheit zusammenzufassen. Denn ihm kam es darauf an, der staufischen Herrschaft in Sizilien einen unantastbaren Rechtsgrund und zugleich die alte Unabhängigkeit zu verschaffen; die Normannen hatten ihr Land und später die königliche Krone als Lehen vom Papste empfangen, und die Nachfolger Rogers II. hatten stets die päpstliche Lehnshoheit anerkannt; Heinrich aber leitete wie die Ottonen und die Salier, wie Lothar III. und sein Vater das Recht auf Sizilien von der kaiserlichen Gewalt her. Ihm galt Sizilien als ein Teil des römischen Reichs; er und sein Geschlecht sollte dort nicht als Lehnsträger der Kurie, sondern mit kaiserlicher Freiheit herrschen[1]).

Mit weltweitem Blick entwarf Heinrich VI. den Aufriß zu einer neuen Ordnung seiner Reiche; Sizilien und das regnum Romanum würden verschmelzen in der höheren Einheit des universalen Kaisertums. In der Zukunft, auf die er hofft, ist kein Raum mehr für den römischen König; nur ein Erbkaiser vermag mit gleichem Recht über beide Reiche zu gebieten. Darum fordert er zwar von den deutschen principes Romani imperii, daß sie in Zukunft auf ihr Wahlrecht verzichten; aber das Reich, dem sie von nun an unter den staufischen

1) Ueber die hervorragende Rolle, die Sizilien in dem Reformplan Heinrichs VI. einnimmt, hat uns erst die vortreffliche Untersuchung v. Kap-herrs, Die »unio regni ad imperium« (Deutsche Zeitschrift für Geschichtswissenschaft I, 96 ff., besonders S. 104 ff.) über Ficker hinaus aufgeklärt.

Erbkaisern angehören werden, ist nicht mehr das alte regnum Romanum, sondern das Imperium mit seiner Herrschaft über Deutschland und Burgund, über Italien und Sizilien, mit seinem in überraschendem Grade damals verwirklichten Anspruch auf Oberhoheit über alle Reiche der Welt.

In solchen Gedanken Heinrichs VI. fühlen wir, aber auch nur in ihnen verstehen wir, daß die Aufhebung der Wahl in Deutschland und die Verbindung Siziliens mit dem Reiche so eng zu einem einzigen Plane gehören, wie die Quellen, die von beiden wissen, es darstellen. Weit bleiben dahinter, wie die Reinhardsbrunner, so die Straßburger Jahrbücher zurück; ihre Verfasser haben so wenig wie die meisten der mitlebenden Geschichtschreiber dem hohen Fluge der kaiserlichen Politik zu folgen vermocht; sie leben in der bestehenden Staatenordnung und sind in ihren Anschauungen an sie gebunden; sie begreifen nur den Geist, der ihnen gleicht[1]). Wir aber haben es nicht nötig, die Gestalt des kaiserlichen Staatsmannes nur mit ihren Augen zu sehen und sein Ideal in ihr engeres Weltbild hineinzuzwängen. Uns steht es fest, daß Heinrich VI. ein Erbkaisertum begründen wollte und daß die Straßburger Reichsannalen irren, wenn sie seine Absicht auf das Reich des römischen Königs beschränken.

Die Quelle selbst bringt ein wichtiges Zeugnis dafür, daß die Entwürfe des Kaisers viel weiter gingen als ihr Verfasser zu ahnen im Stande war, indem sie allein unter allen den Zusammenhang zwischen den Ereignissen in Deutschland und den Verhandlungen mit Coelestin III. erkennen lehrt. Der Annalist hat aus Italien und am Kaiserhofe gehört, was dort im Herbste 1196 allmählich über die wiederholten und offenbar besonders wichtigen Gesandtschaften zwischen Kaiser und Papst durchgesickert und gelegentlich nach der Heimat berichtet worden ist; Taufe und Krönung seines Sohnes, so verlautete, habe Heinrich VI. gefordert. Verführt durch die unvoll-

1) Deshalb würde es unbillig sein, von den gleichzeitigen Autoren über das Ganze der Reform Aufschluß zu fordern. Hier gilt vielmehr das Gesetz des gescheidteren Mannes, das O. Lorenz nur zu geistreich aufgestellt hat: erst J. Ficker hat den Ruhm, aus den Bruchstücken der Ueberlieferung die Pläne Heinrichs VI. wiedergewonnen zu haben. — Mein Freund Hampe möge mir die Ueberzeugung verzeihen, daß Winkelmann und er in ihrer Auffassung vom »Erbkaiserplan« das Rechte wesentlich deshalb getroffen haben, weil sie beide von der staufischen Politik ungleich mehr verstehen als die Geschichtschreiber der staufischen Zeit. Ketzerischer ist es, wenn ich es gar nicht für so bedenklich halte, daß einmal höhere Einsicht durch den Wortlaut selbst unseres einzigen Berichtes nicht quellenmäßig belegt wird (vgl. Hampe a. a. O. S. 7), — vorausgesetzt allerdings, daß wir die Art dieses Berichts aus den erschlossenen Tatsachen, aus der Persönlichkeit und den Kenntnissen seines Verfassers befriedigend erklären können.

kommene Kenntnis des Reformplans, den er auf ein Erbkönigtum bezog, und in dem damals weit verbreiteten Glauben befangen, daß neben dem einen kaiserlichen Herrscher nur ein römischer König im Reiche stehen dürfe[1]), hat der Verfasser nur an eine Krönung Friedrichs II. zum rex Romanorum gedacht und, man möchte fast sagen, in seiner Lage einzig denken können; daß sie vom Papste vollzogen werden sollte, statt vom Kölner Erzbischof, dem sie zustand, war ihm nur ein Teil des »Neuen und Unerhörten« der Erbmonarchie selbst[2]), auf die der Kaiser sann. Statt mit Krammer den für uns verständlichen Irrtum des Annalisten als die wirkliche Absicht Heinrichs VI. anzunehmen und darauf eine überraschende Umgestaltung des römischen Königtums zu gründen, machen wir uns von seiner falschen Auffassung frei und ordnen die Nachricht, die ihm von Unterhandlungen über die Krönung Friedrichs II. zuging, dem Gesamtbilde ein, das wir vom Erbkaiserplan Heinrichs VI. gewonnen haben[3]).

Um Sizilien mit einem erblichen Kaiserreich für immer zu verbinden, bedurfte der Kaiser der Nachgiebigkeit, ja! der Unterstützung der römischen Kurie. Sie mußte auf die Lehnshoheit über das normannische Königreich mindestens stillschweigend verzichten; für die Verfassungsänderung im Reich war Heinrich auf die ausdrückliche Zustimmung und die tatsächliche Anerkennung Coelestins III. angewiesen. Denn es genügte nicht, daß die deutschen Fürsten ihr Wahlrecht aufgaben und bereit waren, dem Sohne des Herrschers als erblichem Kaiser zu huldigen; seit dem 9. Jahrhundert stand fest, daß niemand Kaiser wurde, dem nicht der Papst zu Rom die Krone aufs Haupt setze. Die Reform durchzuführen vermochte Heinrich VI. nur dann, wenn das Papsttum sich bereit fand, immer den Sohn als Erben des kaiserlichen Vaters zum Kaiser zu krönen. Wenn daher, wie wir

1) Vgl. die Berichte über den Zweikaiserplan Friedrichs I. (Toeche a. a. O. S. 515). Chronica regia Colon. (ed. Waitz p. 134): »non esse conveniens duos imperatores preesse Romano imperio«; vgl. Arnoldi Lubec. Chronica III, c. 11 (S. 97): »dicebat enim apostolicus non posse simul duos imperatores regnare nec filium imperialibus insigniri, nisi ea prius ipse disposuisset«. Auf dieselben Aeußerungen führen die Hist. Reinhardsbrunn. (SS. XXX, 550) zurück: »cum Roma altitonans duos imperatores in eodem tempore et circa idem imperium habere non sweverit«. Innocenz III. hat später die Aeußerung Lucius' III. aufgenommen; vgl. Registrum de negotio imperii nr. 64 (Migne, Patrol. Lat. 216, 1069): »cum duo simul imperatores esse non possint«.

2) »decretum novum et inauditum«. Wie nahe lag die Ansicht des Annalisten, wenn er obendrein wußte, daß Heinrich VI. die Aachener Krönung beseitigen wollte!

3) Im historischen Ergebnis stimme ich dabei vollständig mit Winkelmann und Hampe zusammen.

wissen, Heinrich im Herbst 1196 sich mit allen Kräften mühte, zum Einvernehmen mit Coelestin III. zu gelangen [1]) und, wie die Straßburger Annalen beweisen, von ihm die Salbung Friedrichs erbeten hat, so dürfen wir mit Rüchsicht auf alles, was wir über die Reichsreformversuche Heinrichs VI. zu erkennen im Stande waren, den Schluß ziehen, daß es für ihn darauf ankam, den Papst zu bewegen, daß er Friedrich zum Mitkaiser in dem Imperium Romanum kröne, dem Sizilien eingegliedert war, und so der Neuordnung des Reichs die feierliche Weihe des Hauptes der Christenheit erteile [2]).

Heinrich führte seine Verhandlungen mit der Kurie in derselben Zeit, zu der in Deutschland seine Bevollmächtigten auf dem Erfurter Tage einen letzten Versuch machten, die Fürsten für die Erbmonarchie zu gewinnen. Nach dem Scheitern bewirkten sie — sicher kaiserlichem Auftrage gemäß [3]) — schnell die Wahl Friedrichs zum römischen Könige. So ließ sich in Deutschland der Kaiser auf ein Kompromiß ein: er verzichtete auf die Umgestaltung der Reichsver-

1) Vgl. sein Schreiben vom 18. Dezember 1196 (Const. I, 525). Erst in diesem Rahmen werden die Anstrengungen des Kaisers zum Ausgleich mit der Kurie zu gelangen und seine, wie er sagt, unerhörten Anerbietungen verständlich. Es scheint mir sehr erwägenswert, ob nicht die Vorschläge, die uns Giraldus Cambrensis (MG. SS. XXVII, 420) überliefert, und auf die v. Heinemann in den Mitt. des Inst. für öst. Gesch. IX, 134 aufmerksam gemacht hat, hierher gehören, wie Caro, Die Beziehungen Heinrichs VI. zur römischen Kurie S. 44 angenommen hat.

2) Wie weit Heinrich VI. alles für seine Wünsche vorbereitete, beweist, daß er auch die Reichsinsignien, deren man zur Kaiserkrönung in Rom bedurfte, aus Deutschland mit sich geführt hat. Vgl. die sorgfältige und ergebnisreiche Arbeit von A. Hofmeister über die heilige Lanze (Gierkes Untersuchungen. Heft 96, S. 38), wo allerdings H., unter Krammers Einfluß, von dem Plane Heinrichs spricht, den Sohn zum römischen König krönen zu lassen.

3) Man kann Krammer S. 26, N. 3 darin beistimmen, daß es nach der Erzählung der Hist. Reinhardsbrunn. unwahrscheinlich ist, daß schon auf dem zu Erfurt in der ersten Hälfte Oktober versammelten Tage der Reformplan zurückgenommen wurde. Aber da die Ladung zum Wahltage nach Frankfurt spätestens Anfang November ergangen sein muß, bleibt für eine neue aus der Nähe von Rom einzuholende Instruktion keine Zeit. Und bedarf es wirklich einer solchen? ist es nicht durchaus staatsmännisch gehandelt, wenn der Kaiser seinem Vertreter im Sommer die Weisung erteilte, wenn einmal — wie damals schon zu fürchten — das höchste Ziel nicht zu erreichen wäre, wenigstens den geringeren möglichen Erfolg zu sichern? Was Kr. S. 29 darüber vorbringt, daß seit Mitte November vor Rom vorwiegend über die sizilische Frage verhandelt worden sei, ist schon gegenüber dem Brief vom 18. Dez. (vgl. oben N. 1) unhaltbar; diese Annahme war für Kr. notwendig, weil in der Tat eine Königskrönung damals nimmermehr von Heinrich erbeten worden sein kann. Gegenüber einer Kaiserkrönung aber besteht, wie oben dargelegt wird, nicht das geringste Bedenken.

fassung, und er gewann durch die Wahl seines unmündigen Sohnes innerhalb der alten Rechtsordnung den größten erreichbaren Erfolg.

Heinrichs Verhalten dem Papste gegenüber war in gewisser Weise unabhängig von dem Ausgang in Deutschland; und wieder tritt hierin das überlegene diplomatische Geschick des Kaisers zu Tage. Ob die deutschen Fürsten der Reform zustimmten und dem jungen Staufen als Erben des Reichs Treue schwuren, oder ob sie ihn nach überkommenem Rechte zum Herrscher wählten, immer lag alles daran, den Papst zu gewinnen. Selbst nach dem Aufgeben der Reformpläne hätte alsdann der Realpolitiker, der Heinrich war, sich rühmen dürfen, das wertvolle praktische Ergebnis errungen zu haben: wenn der junge römische König und Erbe Siziliens zum Mitkaiser gekrönt worden wäre, so durfte nach menschlichem Ermessen für zwei Menschenalter das Ziel erreicht scheinen, an das Heinrich seine Kraft gesetzt: die Vereinigung Siziliens und des regnum Romanum in der Hand des weltgebietenden Kaisers.

Nur erinnern darf ich hier daran, wie solch ein Erfolg zugleich ein entscheidendes Moment in dem Kampfe Friedrichs I. und Heinrichs VI. mit der Kurie, in dem säkularen Ringen zwischen Kaisertum und Papsttum bedeutet hätte[1]). Gerade deshalb leistete die Kurie den Widerstand, den Heinrich im Winter 1196/7 nicht zu brechen vermochte. Ehe die neuen, durch die sizilische Empörung unterbrochenen Verhandlungen wieder aufgenommen wurden, ist Heinrich im September 1197 vom Fieber dahingerafft worden.

Untergegangen ist mit ihm der Gedanke einer kaiserlichen Erbmonarchie, den nach seinem weltpolitischen Gehalt wir hier zu zeichnen versucht haben. In ihm, nicht in einem künstlich umgebildeten »römischen« Königtum, wie Krammer es aus der Nachricht der Straßburger Reichsannalen verstehen wollte, hat Heinrich VI. die äußersten Folgerungen der imperialen Idee gezogen, in der er erwachsen und aus der sein Erbkaiserplan geboren ist.

III.

Das Ergebnis unserer Untersuchung über den Reformplan Heinrichs stimmt insofern wieder mit Krammer überein, als auch wir darin wie er »die Idee des allbeherrschenden und allumfassenden römischen Kaiserreichs« ihren höchsten Triumph feiern sehen, zumal

1) Der Kenner bemerkt leicht die Parallelen, die sich bei der vorgetragenen Auffassung zwischen der Politik Heinrichs VI. und der seines Sohnes Friedrich II. ergeben. Die Probleme, vor die Heinrich VI. gestellt ist, sind die gleichen, die Friedrich II. 1212—1220 zu lösen hatte. Aber auch die Lösungen, die dieser später versucht hat, sind zu einem gewissen Teil in der Politik Heinrichs VI. vorgebildet.

er hier dem Gedanken Winkelmanns und Hampes über die kaiserliche Politik überaus nahe kommt [1]). Auch seine Betrachtungen über den Zusammenhang mit den Ideen Ottos von Freising und Friedrichs I. (S. 36—38) mögen wir uns bis zu einem gewissen Punkte aneignen; völlig abzulehnen ist dagegen, was für den Gesamtaufbau seiner Schrift ihm das Wichtigste war: der Bericht der Straßburger Annalen über eine römische Königskrönung Friedrichs II. Denn diese Nachricht entspricht nicht den Tatsachen; Heinrich VI. hat nicht daran gedacht, den Sohn vom Papste zum König krönen zu lassen. Damit entfällt das einzige Zeugnis für die Behauptung, daß die staatsrechtliche Stellung des rex Romanorum in der Stauferzeit entschieden verändert, von den Wurzeln im fränkisch-deutschen Königtum losgerissen worden sei.

Einschneidender als bei dem Urteil über Heinrich VI. trennt uns von Krammer die Abweisung seiner These in der Bewertung jener Ereignisse, die er als ›Fortführung der staufischen Reformidee‹ bezeichnet. Unter ihnen stehen die ›Kaiserwahlen‹ von 1198—1237 in vorderster Reihe.

Durch Hinweise, die ich Kr. vor etwa drei Jahren gab, ist er zum guten Teil dazu veranlaßt worden, in Verbindung mit den Entwürfen Heinrichs VI. zum ersten Male zusammenhängend die in Deutschland wirklich vorgenommenen Wahlen zum Kaisertum zu behandeln. Hier vertritt er meiner Ueberzeugung nach eine gute und wertvolle Sache. Die Erkenntnis, daß wir — trotz der Zweifel, die von neueren Gelehrten ausgesprochen wurden [2]) — seit den Ereignissen von 1198 wiederholt von Wahlen durch die deutschen Fürsten hören, die unstreitig als Erhebungen zu kaiserlicher Gewalt angesehen werden sollten, ist wie kaum eine andere geeignet, uns die Tragweite der staufisch-imperialistischen Ideen vor Augen zu stellen und uns in ihr innerstes Wesen einzuführen. Allein je fester es für mich steht, daß Kr. in der Auffassung des Speierer Protestes [3]) von 1199, in der Halberstädter Wahl von 1208, der Nürnberger Kur von 1211 (hier mit Scheffer-Boichorst) den rechten Standpunkt vertritt, um so zweifelhafter ist es mir, ob er ihm zum Siege zu verhelfen

1) Hampe selbst hat in seinem schönen Buche S. 179 mit Recht darauf hingewiesen.

2) Rodenberg, Ueber wiederholte deutsche Königswahlen (Gierkes Untersuchungen, Heft 28) S. 33; Hampe in der Zeitschr. für die Gesch. des Oberrheins. N. F. XX, 10. Doch hat H. (schon vor der Kenntnis von Kr.) in seinem Buche S. 197 für die Wahl von 1211 seinen früheren Standpunkt aufgegeben.

3) Wie schon vor ihm Engelmann, Anspruch der Päpste auf Approbation S. 38; Burdach a. a. O. S. 195 und Domeier, Die Päpste als Richter über die Könige (Gierkes Untersuchungen Heft 53) S. 93.

im Stande ist. Er hat den Edelstein nicht recht zu schleifen noch ihn würdig zu fassen verstanden.

Er ahnt nichts davon, daß die ›Kaiserwahlen‹ eine Vorgeschichte haben, die mindestens bis um 1125 zurückzuverfolgen ist; er weiß — so wenig übrigens wie alle anderen, welche den Titel erörtert haben — daß die in dem neuen Zusammenhang so beachtenswerte Bezeichnung ›in imperatorem Rom. electus‹, die Innocenz III. an Otto IV. und Friedrich II. gegeben und die der letztere bis zu seiner Königswahl von 1212 selbst geführt hat, nur die Anrede umbildet, mit der Gregor VIII. im J. 1187 Heinrich VI. ehrte[1]): ›Heinrico illustri regi, *electo Romanorum imperatori*‹. Er zieht für die Wahl von 1198 nur noch die Halberstädter Chronik heran und geht achtlos an den kostbaren Meldungen der Kölner Königschronik und Rogers von Hoveden vorüber, — von anderen minder erheblichen zu geschweigen; er kennt auch für die Vorgänge von 1211 nur die bisher allgemein genutzten Quellen, die zumal aus Italien wertvoll zu ergänzen wären. Krammer handelt von der ›electio imperatoris‹ ohne die leiseste Kenntnis davon, daß die Briefe Innocenz' III. im Registrum de negotio imperii ein unschätzbares, allerdings auch von anderen nicht gewertetes Material hierüber enthalten; so hat er sich selbst der Möglichkeit beraubt, die beobachteten Tatsachen in den rechten Zusammenhang einzureihen. Nur mit diesem Nichtwissen ist Kr. ein weniges zu entschuldigen, wenn er immer wieder aus spielerischen persönlichen Motiven die Kaiserwahlen zu erklären sucht[2]), die vielmehr großen sachlichen Notwendigkeiten die Entstehung dankten: die Wahl von 1198 wird (S. 51) wesentlich nur aus einer persönlichen, ›dem Königtum und der Königswahl und -Einsetzung feindlichen Tendenz‹ Philipps hergeleitet; die kaiserliche Erhebung Friedrichs von 1211 wird damit glaubhaft gemacht (S. 53), daß ja schon ›bei den Wahlen von 1198 und 1208 die Idee des Kaisertums hervorgetreten‹ sei: ›Warum sollte da nicht auch Friedrich, der doch ein Sproß des staufischen Kaiserhauses war, zum Imperator erhoben worden sein?‹ Seltsam ist daneben (S. 54 N.) zu lesen, daß Friedrich ja auch ›wohl von einer Königswahl hätte sprechen können; doch er wußte offenbar, daß die Fürsten es liebten, ihre 'electio' als 'electio in imperatorem' zu betrachten‹. Endlich wird die Kaiserwahl Konrads von 1237 auch damit erläutert (S. 62), daß es ›dem Ehrgeiz der Fürsten schmeicheln mochte, Wähler des Kaisers zu sein‹! Wer solche in jeder Hinsicht unzulänglichen Begründungen vorträgt, weckt den

1) Vgl. v. Simson bei v. Giesebrecht, Kaiserzeit VI, 172. 671.

2) Vgl. dazu auch oben S. 365 die Entwicklung des staufischen Reichsgedankens aus persönlichen Eindrücken Friedrichs I.

Widerspruch auch gegen die gerechte Sache, die er führt, geschweige denn, daß er einen Gegner zu gewinnen vermöchte!

Indem Kr. die jeweiligen Kaiserwahlen aus einer mehr oder minder idealen Zuneigung des Gewählten oder der Wähler zur imperialen Idee rechtfertigt, löst er sie aus dem realen politischen Leben der Zeit; und es ist nur selbstverständlich, daß er jetzt nicht im Stande ist, ihr Gegenstück in den ausdrücklich als Königswahlen vollzogenen deutschen Erhebungen richtig zu würdigen. Für ihn sind diese deutsch-national, jene römisch-imperialistisch; ein Schema, leicht zu handhaben, aber weitab von geschichtlicher Wirklichkeit[1]). Denn — um nur bei der Doppelwahl von 1198 zu bleiben — die Kaisererhebung Philipps war eine nationale Tat, weil sie die aus Jahrhunderten deutscher Entwickelung organisch erwachsene Stellung des Herrschers in freier Unabhängigkeit sichern sollte. Die Königswahl Ottos war es dagegen, welche die Axt an die Wurzeln des »deutschen Grundcharakters des Reichs« legte. Jene verteidigte die Selbständigkeit des zu kaiserlicher Macht emporgestiegenen deutschen Staates; diese gab das kostbarste Gut der Selbstbestimmung preis. Die Wähler Philipps proklamierten die Freiheit der höchsten weltlichen Gewalt und beanspruchten sie für Deutschland; die welfische Partei Ottos unterwarf das »bodenständige« fränkisch-deutsche Königtum dem wohlgefälligen Gutachten des Papstes!

Ein Blick in die Briefe Innocenz' III. lehrt, daß wir das Problem der Kaiserwahlen nur in engster Verbindung mit dem päpstlichen Anspruch auf Approbation der deutschen Wahl betrachten dürfen. Freiheit oder Abhängigkeit von Rom, — das ist der Gegensatz, aus dem die Geschichte des »staufischen Reichsgedankens«, soweit er sich in »kaiserlichen« oder »königlichen« Wahlen seit 1198 wiederspiegelt, allein zu begreifen ist.

Kr. würde sicherlich die rechte Fragestellung gefunden haben, wenn ihm das Buch V. Domeiers[2]) »Die Päpste als Richter über die deutschen Könige« nicht unbekannt geblieben wäre. Die sehr beachtenswerte Schrift hat unter den Historikern kaum eine Wirkung geübt, obwohl sie in ihren letzten beiden Kapiteln meiner Meinung nach den ernsthaftesten neueren Versuch darstellt, den Kampf Friedrichs II. mit dem Papsttum und die Stellung der deutschen Fürsten zwischen den Parteien aus den prinzipiellen Gegensätzen der

1) Daher halte ich auch die hierauf aufgebaute Charakteristik Eikes (S. 46) als eines »echten Vertreters des imperialistischen Geistes seiner Zeit, in der die Idee des deutschen Reiches verblaßte« für ganz verfehlt.

2) Gierkes Untersuchungen Bd. 53 (1897). In seiner Dissertation hat Kr. es zitiert.

Zeit zu erklären; sie darf als ein Muster dafür gelten, wie aus den großen politischen Vorgängen ihr ideengeschichtlicher Gehalt vorsichtig und in steter Rücksicht auf die Quellen unserer Erkenntnis näher zu bringen ist. Die ausdrückliche Anerkennung, die mir eine Ehrenpflicht erscheint, möge der älteren Arbeit die ihr gebührende Aufmerksamkeit verschaffen!

Allerdings hat Domeier sich vorwiegend mit den Ereignissen seit 1239 beschäftigt, während Kr. merkwürdigerweise von der Wahl Konrads im J. 1237 sogleich zu dem Weistum von 1252 übergeht, ohne sich um die Kämpfe zwischen Friedrich II. und den Päpsten und die Wahlen der Gegenkönige irgend zu kümmern! Wer das Verhalten Innocenz' III. sich klar gemacht hat, wird gerade hier dasselbe Aufeinanderstoßen eines staufischen und eines päpstlichen Imperialismus überraschend erkennen und hier wie dort aus dem Ringen zwischen Kaiser und Papst das Problem der Kaiserwahlen erfassen.

IV.

In dem letzten Kapitel über den Einfluß, den die staufische Kaiseride auf die Kurie geübt habe, geht Kr., mit den Zeugnissen aus der Zeit Innocenz' III. unbekannt, natürlich erst von Innocenz IV. aus und erarbeitet sich hier — wenn ich von der unglücklichen, auf das ›römische‹ Königtum gestellten Formulierung absehe — Einsichten, zu denen bereits Domeier (S. 98 ff.) gelangt war: Innocenz IV. — so heißt es bei dem letzteren — ›glaubte das durch Alter geheiligte Dogma (von der kaiserlichen Weltherrschaft der deutschen Nation) benutzen zu können, um damit auch das Königtum vollends in die Machtsphäre Roms hinüberzuziehen‹. Kr. will allerdings erst die Politik Alexanders IV. in dieser Weise aufgefaßt wissen und sie von dem Verhalten Innocenz' IV. scheiden; aber seine Auslegung der Glosse, die Innocenz in seinem Kommentar der Dekretalen zum Briefe Venerabilem gegeben hat, übersieht, daß es sich bei ihr durchaus nirgends, wie Kr. annehmen möchte, um die ›Unabhängigkeit‹ des deutschen Königtums handelt, daß sie vielmehr das Recht des Papstes, den von den Fürsten erwählten König zu bestätigen, überall zur selbstverständlichen Voraussetzung hat. Die Glosse selbst herangezogen zu haben, darf wohl als ein besonderes Verdienst Krammers gelten, wenn er auch weder ihren Inhalt noch was sonst der Kommentar für die von ihm erörterten Probleme bietet, ausgeschöpft hat.

Ein Satz der Glosse und ein seinen Inhalt erläuternder Brief Innocenz' IV. vom 22. April 1246 (Const. II, 455 nr. 348) handeln von den Befugnissen, die der König schon durch die Wahl besitzt. Hier klingen die Fragen an, die in den Entscheidungen des Jahres 1252

wiedersprechend beantwortet sind und die aufs engste mit der Staatsauffassung der Stauferzeit verknüpft sind: ob bereits seit der Wahl der Herrscher seines Amtes walten dürfe und ob der in Deutschland erhobene König bereits kaiserliche Gewalt besitze. Ich brauche hier nur darauf hinzuweisen, daß selbstverständlich die ›Kaiserwahlen‹ von der Absicht eingegeben waren, die Ausübung imperialer Rechte für den Erwählten der deutschen Fürsten zu sichern, um klar zu machen, wie eng mit jenen Vorgängen die Weistümer von 1252 sich berühren. So ist es unstreitig wieder ein Fortschritt zur Erkenntnis, daß Kr. sie in den Bereich seiner Untersuchung gezogen hat; und mit gutem Recht hat er den Gegensatz der beiden Reichssprüche hervorgehoben [1]). Denn zu Braunschweig erkannte man im März dem römischen Könige, sobald er einmütig gewählt sei, dieselbe Gewalt zu wie einem Kaiser; zu Frankfurt ward im Juli als Reichsrecht verkündet, daß erst der rechtmäßig erwählte, vom Papste bestätigte, zu Aachen gekrönte Herrscher Regierungsrechte besitze. In der Auslegung der Sprüche jedoch vermag ich Kr. durchaus nicht zu folgen.

Ich begreife nicht, wie die Fürsten durch den Braunschweiger Spruch mit Friedrich II. (S. 69) ›dem deutschen Königtum seinen historischen Gehalt genommen und es zu einer Vorstufe des Kaisertums gemacht‹, ›das Wesen der königlichen Würde Wilhelms der imperialistischen Staatsauffassung zu Liebe umgedeutet‹ haben sollen (S. 82). Das Weistum, das völlig der Anschauung des Sachsenspiegels (III, 52, 1) entspricht, verwirft meines Erachtens so wenig die ›Institution des deutschen Königtums zu Gunsten des Kaisertums‹ (S. 65), daß es vielmehr vollbewußt an ihr festhält, grade von ihr ausgeht und den Umfang königlicher Rechte so weit umgrenzt, daß für eine kaiserliche Sondergewalt kein Raum mehr bleibt. Krammers Ausspruch ist gradezu umzukehren: hier geht das Kaisertum im Königtum unter. So wird auch an dieser Stelle deutlich, daß die These von der Auflösung des deutschen Königtums durch den staufischen Reichsgedanken, wie er sie fassen will, unhaltbar ist.

Und wieder ist es gerade das nach Kr. ›imperialistische‹, also verderbliche, Weistum, durch das die Fürsten, wie einst die Kaiserwähler Philipps von 1198, den unabhängigen deutschen Staat gegen römische Ansprüche verteidigen. Die Geistlichen aber, die — Erzbischof Konrad von Köln an der Spitze — zu Frankfurt ›gegen jenes Weistum protestierten, indem sie erklärten, daß Wilhelm rein als er-

1) Zeumer hat im N. Archiv der Gesellschaft für deutsche Geschichtskunde XXX, 413 den Frankfurter Spruch als eine Ergänzung des Braunschweigers angesehen. Im übrigens allerdings glaube ich nicht, daß Kr., wo er sich von Zeumer entfernt hat, das Rechte getroffen hat.

wählter und zu Aachen gekrönter König sein Regierungsrecht habe‹ (S. 69), sie haben dieses nach Kr. so ›nationale‹ Königtum genau ebenso wie die Königswähler Ottos IV., Erzbischof Adolf von Köln voran, der Bestätigung des römischen Stuhles unterworfen! Kr. hat übersehen, daß zu Frankfurt erklärt worden ist, rechtmäßiger Herrscher sei nur, wer erwählt, wer vom Papst bestätigt, wer gekrönt worden sei [1])! Das deutsche Recht ist unter den von dem päpstlichen Legaten vertretenen Willen Innocenz' IV. gebeugt [2]).

Wir begreifen daher, daß auch der Gegensatz der Reichssprüche von 1252 mit den Schlagwörtern von ›Imperialismus‹ und ›deutscher Eigenart‹ nichts zu tun hat; ihr durchgreifender Unterschied liegt vielmehr in der Stellung zum Papsttum. Die Frage, in der sie auseinandergehen, ob allein die Wahl oder ob erst Approbation und Krönung Herrschergewalt verleihen, belehrt uns darüber, daß von den Weistümern von 1252 dasselbe gilt wie von den ›Kaiserwahlen‹: ihre historische Bedeutung ist nur in steter Rücksicht auf die päpstliche Politik Deutschland gegenüber zu ermessen. —

Ein Moment allerdings kommt daneben für den ganzen Umfang der hier erörterten Probleme in Betracht, und wieder rühme ich Krammer, daß er hierauf aufmerksam gemacht hat. Die Neuordnung, die Friedrich II. 1220 und 1237 für Deutschland getroffen hat, ist in der Tat von größtem Einfluß geworden. Allerdings hätte Kr. aus den Jahrbüchern Friedrichs II. die letzten Ausführungen Winkelmanns über Heinrich (VII.) zusammenstellen sollen, die der von ihm hervorgehobenen Selbständigkeit des jungen Königs ganz wohl gerecht werden; aber mit der scharfen Gegenüberstellung der Lage des Königtums unter Heinrich (VII.) und unter Konrad IV. wird in der Tat von ihm auf eine Aufgabe hingewiesen, die bisher noch nicht gelöst wurde. Zwar ist es gründlich verfehlt (S. 58), das Königtum Konrads mit dem Heinrichs VI., Philipps und Friedrichs II. gleichzusetzen; denn wenn diese, und schließlich auch Heinrich (VII.), als Reges Romanorum die volle Herrschaft für den Gesamtumfang des Reiches

1) Zeumer, Quellensammlung S. 77, nr. 66: ›electi ... in Romanorum regem, *per ... summum pontificem confirmati,* et consecrati ac coronati‹. Ueber die Stellung des Kölners spreche ich in anderem Zusammenhange.

2) Schon aus Braunschweig hat Kardinallegat Hugo in dem später von den Fürsten zu Frankfurt aufgenommenen Sinne geschrieben (Zeumer a. a. O. nr. 65). Vgl. auch die Bemerkung des Kardinals von Ostia (Krammer S. 71). Der Gegensatz, den Kr. S. 72 zwischen den Legaten und dem Papste herausinterpretieren will, ist nicht vorhanden; denn Kardinallegat Hugo hatte in seinem Briefe gar keinen Anlaß, sich über das Verhältnis der königlichen zur kaiserlichen Gewalt zu äußern. Die gesamte päpstliche Partei war zur Zeit Innocenz' IV. darüber einig, daß der approbierte König kaiserliche Gewalt besitze.

übten oder zu üben suchten, für das Königtum Konrads (und, in den Anfängen, auch Heinrichs VII.) ist das Charakteristische, daß es ausschließlich auf Deutschland beschränkt bleiben und in seinen Befugnissen umgrenzt sein sollte. Für Konrad trifft es wirklich zu, daß der Kaiser bei ihm ›eine Sondergewalt kraft eigenen Rechts‹ des deutschen Königtums verhindern wollte (S. 61). Allein wie darf man gerade in Bezug hierauf von einem Wiederaufleben (S. 58) ›von alten Plänen des Staufenhauses‹ reden? Gleichsam gebannt in den Gedankenkreis, den er nun einmal um sich gezogen, hat Krammer keinen Blick dafür, daß die Maßregeln Friedrichs II. in seiner Organisation der Reichsverwaltung ihre Stelle haben. Mußten nicht notwendig die Kompetenzen des Kaisers wie seines königlichen Stellvertreters geregelt werden, sobald für das Regnum Teutonicum — etwas bis dahin Unerhörtes — eine ständige Sonderregierung neben und unter der kaiserlichen eingesetzt wurde? Darin liegt — vergeblich sucht man bei Kr. ein klares Wort hierüber — das Außerordentliche der Aufgabe, vor die Friedrich II. gestellt war und deren Lösung ihm und seiner Zeit nicht gelingen konnte, daß neben der obersten unbestrittenen Gewalt des Kaisers für Deutschland eine zweite Obrigkeit geschaffen wurde, die nicht nur wie die Gewalt eines Statthalters von der kaiserlichen abgeleitet, sondern kraft der königlichen Wahl mit eigenem Recht ausgestattet war und deshalb mit dem kaiserlichen konkurrierte. Für die ungewöhnlichen Verhältnisse, die eingetreten waren, — man wird gut tun, die Stellung der Söhne Heinrichs IV. zum Vergleich heranzuziehen — bedurfte es besonderer Vorkehrungen. So folgenreich sie für die Umbildung der politischen Welt im 13. Jahrh. geworden sind, in der Bedingtheit ihrer Entstehung handelt es sich um Maßnahmen der Verwaltung, die erst allmählich auf die Verfassung des Reichs hinübergewirkt haben. Sie haben (S. 62) ›mit den denkbar höchsten Anschauungen, die Friedrich II. von der Macht des Kaisertums hatte‹ so wenig zu tun wie mit einem Kampf gegen das ›freie deutsche Königtum‹ überhaupt; und vollends ist es fehlgegriffen, die ›Kaiserwahl‹ Konrads grade mit der Absicht Friedrichs II., eine selbständige Herrschaft des Sohnes unmöglich zu machen, zu begründen. Nicht weil, sondern trotzdem Friedrich eine Wiederkehr der Zustände unter Heinrich VII. verhindern wollte, hat er die Erhebung seines jüngeren Sohnes vornehmen lassen; wie 1220 kam hier das Interesse, dem staufischen Geschlecht die Nachfolge zu sichern, mit dem Zwange, eine besondere deutsche Regierung zu schaffen, zusammen. Daß diese Erhebung eine Wahl zum römischen König und zugleich zum zukünftigen Kaiser war, das allerdings ist eine Folge des ›staufischen Reichsgedankens‹, in dem jetzt auf der

Höhe seiner Macht Friedrich II. und die Fürsten sich zusammenfanden — am Vorabend des Kampfes um Italien und gegen das Papsttum! Um sich gegen ähnliche Gefahren zu sichern, wie sie ihm von Heinrich (VII.) gedroht hatten, ließ Friedrich II. eine Krönung des Sohnes nicht vornehmen [1]) noch von den Fürsten ihm schwören und huldigen: so suchte er sich gegen die Folgen der Wahl zu schützen, die aus höheren Rücksichten notwendig geworden war [2]).

Ich breche ab. Nicht hier kann der Ort sein, den Aufsatz zu schreiben, den Kr. uns hat geben wollen und uns doch schuldig geblieben ist; nur die Schwierigkeiten sollten aus dem Wege geräumt werden, die erst durch seine Behauptungen bereitet wurden. Seine für das Ganze bestimmend gewordene Auffassung des Reformplanes Heinrichs VI. hoffe ich endgiltig widerlegt zu haben; und für die ›Kaiserwahlen‹, die kuriale Politik, die Weistümer von 1252, die ›Reform‹ Friedrichs II. wird der Leser sich davon zu überzeugen vermocht haben, daß überall nur eben Ansätze zu einer befriedigenden Lösung der Probleme von Kr. gemacht worden sind. Weshalb das wissenschaftliche Ergebnis seiner Schrift ein so bescheidenes geblieben ist, war ich aufzudecken insoweit bemüht, wie dadurch der Boden für eine reichere Ernte bereitet werden konnte.

Der Verfasser möge seine nach vielen Seiten hin angespannte Arbeitskraft für eine bedeutende Aufgabe — wie seine Dissertation sie anzukündigen schien — zusammenzufassen, seinen regen Geist in die strengste Zucht der Methode zu nehmen lernen. In der Erforschung der mittelalterlichen und nun gar der Geistesgeschichte sind Gelegenheitserfolge in anmutig leichtem Hinstreifen über lockende Gebiete nicht zu erringen. Hier gilt es, mit entsagungsvoller Mühe den Quellen nachzuforschen und ihrer Sprache zu lauschen, den Ertrag älterer wissenschaftlicher Arbeit in sich aufzunehmen und ihm nachzudenken, die Fragen an den Stoff unbefangen und bestimmt zu stellen, die größte Kraft zu eigener Leistung im kleinsten Punkt und doch mit klarem Blick in die Weite bewußt zu sammeln.

Rostock Hermann Bloch

1) Krammer S. 63 behauptet, auch für Konrad sei nur die ›römische‹, nicht eine deutsche Königskrönung in Betracht gekommen; denn (S. 58) ›sein Königtum war kein deutsches, sondern ein im wahren Sinne römisches‹.

2) Um seine Annahme von dem inneren Zusammenhange der Verwaltungsmaßregeln Friedrichs II. mit der Kaiserwahl Konrads zu ermöglichen, wurde Kr. zu unhaltbaren Folgerungen gezwungen. Von einer ›offenbaren Majorisierung der rheinischen Erzbischöfe bei der Wahl von 1237‹ wissen wir nicht das Geringste, und von irgend welchen Versuchen Friedrichs II., ›den Uebergang zum Erbkaisertum wenigstens vorzubereiten‹, kann erst recht gar keine Rede sein. Friedrich hat niemals das Wahlrecht der Fürsten in Zweifel gezogen oder irgend beschränken wollen.

Carl XII:s fälttågsplaner 1707—1709 af **Arthur Stille,** med karta utarbeted af **Carl Bennedich.** Lund, C. W. K. Gleerups förlag, 1908.

Herr Professor Arthur Stille an der Universität zu Lund, bekannt durch eine Darstellung des Feldzuges in Schonen — Kriget i Skåne 1709—1710 — hat die umfangreiche Literatur über den Nationalhelden Schwedens, König Karl XII., um ein weiteres Werk bereichert. In diesem wird der Krieg Karls XII. gegen Rußland in den Jahren 1707/09 behandelt. Stille hat darin versucht, das Bild des Königs, dessen Geschichte mit der Geschichte des Nordischen Krieges unzertrennbar ist, in einem anderen Lichte erscheinen zu lassen, als bisher. Zu dem Zweck hat er auf Grund umfangreichen Quellenmaterials die für genannte Zeit in Betracht kommenden Feldzugspläne eingehend untersucht und besprochen. Er sagt selbst darüber etwa Folgendes: ›Karls XII. kriegerische Berühmtheit beruhte zu späteren Zeiten oft fast ausschließlich auf seinem Mut, sowie der Fähigkeit, den Eifer seiner Soldaten anzufeuern und sie zu rücksichtslosem Draufgehen hinzureißen. Die gemachte Darstellung hat zeigen wollen, daß wir in ihm bei näherem Studium des Russischen Krieges nicht nur den heldenmütigen Kämpfer und gewandten Truppenführer, sondern auch den wirklichen Strategen, den Feldherrn von Gottes Gnaden erblicken‹.

Der Verfasser ist nicht der erste, der diese Feldzugspläne einer Betrachtung unterzogen hat. Die im allgemeinen als bekannt vorausgesetzten Tatsachen werden nur in knappen Zügen erwähnt. Sie bilden das Gerüst, das in der Betrachtung der Erwägungen und Entschließungen des Königs seinen Ausbau erhält. Die Darstellung der Gefechte und Schlachten erfolgt — als nicht im Rahmen der Arbeit liegend — nur soweit als notwendig. Der Leser wird aber finden, daß die Schilderung der Ereignisse von Abschnitt zu Abschnitt mehr Raum einnimmt. Das Ergebnis des Quellenstudiums nötigt den Verfasser hierzu, weil nach seiner Ansicht die bisherigen Berichte an Lücken und vereinzelten Unrichtigkeiten leiden. So entwickelt sich vor unseren Augen die Darstellung des Feldzuges selbst in dramatisch gesteigerter Weise. Schließlich legt der Leser, mag er den Ansichten des Verfassers beitreten oder nicht, das Buch mit dem Bewußtsein aus der Hand, daß die Behandlung des zweihundert Jahre zurückliegenden militärgeschichtlichen Stoffes eine überaus fesselnde ist.

Das Werk ist in sechs Kapitel eingeteilt, deren Inhalt den verschiedenen Abschnitten des fast zweijährigen Feldzuges entspricht. Bei dem damaligen Mangel an guten Verkehrsstraßen wie Verkehrs-

mitteln, bei der Gleichförmigkeit des für den Kriegsschauplatz in Betracht kommenden, im allgemeinen ebenen, von vielen Wäldern und Sümpfen durchsetzten, wenig bewohnten polnisch-russischen Tieflandes bildeten die Flüsse die Hauptabschnitte. Das Erzwingen wie das Verteidigen der Stromübergänge, sei es an den wenigen Brücken, sei es an Furten oder sonstigen Stellen, machen die Hauptereignisse des anfänglich an Gefechten und Schlachten nicht reichen Feldzuges aus. Namentlich kamen die Weichsel, der Bobr, Niemen und der Dnjepr mit Nebenflüssen in Betracht. Die nachstehend aufgeführte Benennung der Kapitel trägt dieser Charakteristik mehrfach Rechnung:

1. Die Hauptabsicht für den Feldzug und die Bewegungen im eigentlichen Polen westlich des Niemen.
2. Das Vorrücken bis an den Dnjepr.
3. Die Ereignisse unmittelbar nach dem Uebergang über den Dnjepr und der Versuch zur Gewinnung der Straße nach Kaluga.
4. Das Einrücken in die Ukraine, der gleiche Versuch in Richtung auf Kursk.
5. Aufenthalt in der Ukraine und die Schlacht bei Poltawa.
6. Die Kapitulation bei Perevolotjna (südlich Poltawa am Einfluß der Worskla in den Dnjepr.)

Im ersten Kapitel nehmen die Ausführungen über die Hauptabsicht für den Feldzug einen breiten Raum ein. Sie charakterisieren sich als eine Polemik gegen die Auslassungen des schwedischen Historikers Ernst Carlson. Die Besprechung der vielumstrittenen Frage, ob Karl XII. bei Ausbruch des Krieges von vornherein auf Moskau direkt losmarschieren wollte, oder ob er diesen Entschluß erst während seines Aufenthalts in Smorgonje (60 km südöstlich Wilna) gefaßt hat, bildet den Hauptinhalt. E. Carlson vertritt letztere Ansicht. Er hält sie zwar nicht für vollkommen erwiesen, aber doch im höchsten Grade wahrscheinlich. Die in den schwedischen historischen Kreisen herrschenden Ansichten decken sich hiermit. — Stille dagegen steht auf dem Standpunkt, daß Karls XII. Bestreben von Anfang an darauf gerichtet gewesen sei, Rußland ins Herz zu treffen und Moskau zu erobern. Aus seinen Ausführungen geht hervor, daß Karl XII. ein ebenso glühendes Verlangen beseelt hat, die märchenhafte Hauptstadt mit dem Kreml und den goldenen Kirchen zu erreichen, wie dies bei Napoleon I. der Fall war.

Zunächst zeigt die Verschiedenheit der Ansichten, daß man so gut wie gar keine Kenntnis von den Absichten des Königs gehabt hat. Das erklärt sich aus seinem verschlossenen Charakter. Verfasser

zeigt, wie sich der königliche Feldherr auch im weiteren Verlaufe des Feldzuges selbst gegen die nächste Umgebung in dieser Beziehung schweigsam verhielt. Nur eine Ausnahme machte er bei seinem Aufenthalt in Tatarsk (70 km südlich Smolensk) im Sommer 1708, wo ihn eine gewisse Ratlosigkeit erfaßte. Darauf werden wir später zurückkommen.

Worauf stützt sich nun die von E. Carlson verfochtene und den übrigen Geschichtsforschern vertretene Ansicht? Erstens darauf, daß Karl XII. schon vom Aufbruch aus Sachsen an wirklich eine auf die Ostseeprovinzen gerichtete Marschrichtung einschlug. Man nahm an, daß der König auch wirklich in diese eindringen wollte. Stille weist aber nach, daß dies keineswegs der Fall war. Vielmehr führte sowohl das Verhalten des russischen Heeres als auch die Art und Weise, wie Karl XII. sich den Maßnahmen des Feindes gegenüber verhielt, zu dieser Marschrichtung. Die Russen hatten die Flußübergänge an der Weichsel, besonders Warschau, besetzt und beobachteten den Strom, soweit es in ihren Kräften lag. Karl XII. vermied es, die besetzten Uebergangsstellen anzugreifen und ohne Not sein Heer durch Verluste zu schwächen. Das zwang ihn, weit auszuholen. Aber es gelang ihm, die Weichsel ohne Kampf unterhalb Warschau zu überschreiten. Ein Uebergang oberhalb dieser Stadt hätte ihn zu weit von den in Livland unter General Lewenhaupt stehenden schwedischen Truppen entfernt. Auch die weiteren, scheinbar auf die Ostseeprovinzen zielenden Operationen wurden durch solche Motive bedingt. Dazu kam, daß die in östlicher Richtung liegenden Sumpfgebiete, die auch 1812 und 1831 eine große Rolle spielten, vermieden werden mußten. So erweckte der Marsch allerdings den Anschein, als ob er den Ostseeprovinzen gelte. —

Zweitens stützt sich E. Carlsons Ansicht auf die Erinnerungen des schwedischen Obersten Gyllenkrook, damaligen Generalquartiermeisters, die dieser später in russischer Gefangenschaft niedergeschrieben hat. Gyllenkrook leitet eine seiner Niederschriften — über die Schlacht bei Poltawa — mit den Worten ein: »Ich habe bei S. M. des Königs Karls XII. Armee kein Kommando gehabt. Mein Generalquartiermeisterdienst verband mich, auf S. M. mündliche Befehle den Marsch der Armee und die Einquartierung einzurichten, u. s. w.« (Oesterr. mil. Zeitschrift 1842, Band 2).

Nach seinen Erinnerungen habe der König vor Ausbruch des Krieges bei einer Unterredung auf Gyllenkrooks Frage geantwortet, er (der König) beabsichtige, den Feind aus dem schwedischen Lande, d. h. aus den damals zu Schweden gehörenden Ostseeprovinzen zu vertreiben. Der Zeitpunkt dieser in Sachsen gepflogenen Unterredung

liegt aber nach Stilles Ansicht gegen den Beginn des Feldzuges weit zurück. Gyllenkrook habe sich darauf um Beschaffung von Karten für den etwaigen Kriegsschauplatz bemüht, freiwillig einen ausführlichen Feldzugsplan entworfen und diesen dem König unterbreitet. In wie weit der Plan genehmigt wurde, ist nicht festgestellt. Jedenfalls nahm man bisher an, daß der König auf Grund desselben die Absicht verfolgte, in die Ostseeprovinzen einzudringen und die Festung Pskov an der Südspitze des Peipus-See zu erobern. — Aber Stille beweist durch eingehende Untersuchung des Gyllenkrookschen Feldzugsplanes, daß diese Ansicht irrig sein muß. Er führt dem Leser den Entwurf des Planes vor. Danach wurde vorgeschlagen, über Wilna bis Dorogobusch bei Smolensk vorzudringen, dann aber einen Haken nach rückwärts in fast nordwestlicher Richtung zu schlagen, gegen Pskov vorzugehen, und diese Festung im Verein mit den Armeeabteilungen in Livland und Finland (General Lybecker) zu nehmen. Sollte das nicht zur Niederwerfung der russischen Macht führen, so wird die Fortsetzung der Operationen auf Moskau »i guds namn« empfohlen.

Stille weist nach, daß der Verlauf des ersten Teils des Feldzuges bis Wilna mit dem Entwurf übereinstimmt, und daß auch in dem Eventualvorschlage, Moskau zu nehmen, eine Uebereinstimmung mit den Absichten des Königs liegt. — Gyllenkrook soll es aber verstanden haben, gegenüber der vom König an den Tag gelegten, an vermeintliche Unvorsichtigkeit streifenden Verwegenheit sich als Vertreter der vorsichtigen — auf die Ostseeprovinzen, nicht auf Moskau gerichteten — Kriegführung aufzuspielen. Der Verfasser konstruiert mit Recht hieraus einen Widerspruch Gyllenkrooks mit sich selbst, da er nach seinem Plan gar nicht in die Ostseeprovinzen eindringen will. Und diesen Widerspruch erklärt er damit, daß Gyllenkrook im Jahre 1712 geisteskrank war, und daß sich diese Krankheit schon vorbereitet haben müsse, als er seine Erinnerung in den vorhergehenden Jahren niederschrieb.

Aus Stilles Darlegungen geht klar hervor, daß der König trotz seiner Jugend sich um die Meinung anderer herzlich wenig kümmerte. Der Verfasser nimmt auch an, daß kein hoher Offizier aus des Königs Umgebung ihm in dieser ersten Zeit Ratschläge erteilt habe. Es ist das um so erstaunlicher, als in damaliger Zeit die Abhaltung eines Kriegsrats keine Seltenheit, bei den Russen sogar stets üblich war.

Der Name Gyllenkrook und seine militärische Stellung werden in deutschen Geschichtswerken selten erwähnt. Auch in dem Adlerfeldschen Werke »Leben Karls XII., 1742«, aus dem anscheinend viele

liegt aber nach Stilles Ansicht gegen den Beginn des Feldzuges weit zurück. Gyllenkrook habe sich darauf um Beschaffung von Karten für den etwaigen Kriegsschauplatz bemüht, freiwillig einen ausführlichen Feldzugsplan entworfen und diesen dem König unterbreitet. In wie weit der Plan genehmigt wurde, ist nicht festgestellt. Jedenfalls nahm man bisher an, daß der König auf Grund desselben die Absicht verfolgte, in die Ostseeprovinzen einzudringen und die Festung Pskov an der Südspitze des Peipus-See zu erobern. — Aber Stille beweist durch eingehende Untersuchung des Gyllenkrookschen Feldzugsplanes, daß diese Ansicht irrig sein muß. Er führt dem Leser den Entwurf des Planes vor. Danach wurde vorgeschlagen, über Wilna bis Dorogobusch bei Smolensk vorzudringen, dann aber einen Haken nach rückwärts in fast nordwestlicher Richtung zu schlagen, gegen Pskov vorzugehen, und diese Festung im Verein mit den Armeeabteilungen in Livland und Finland (General Lybecker) zu nehmen. Sollte das nicht zur Niederwerfung der russischen Macht führen, so wird die Fortsetzung der Operationen auf Moskau ›i guds namn‹ empfohlen.

Stille weist nach, daß der Verlauf des ersten Teils des Feldzuges bis Wilna mit dem Entwurf übereinstimmt, und daß auch in dem Eventualvorschlage, Moskau zu nehmen, eine Uebereinstimmung mit den Absichten des Königs liegt. — Gyllenkrook soll es aber verstanden haben, gegenüber der vom König an den Tag gelegten, an vermeintliche Unvorsichtigkeit streifenden Verwegenheit sich als Vertreter der vorsichtigen — auf die Ostseeprovinzen, nicht auf Moskau gerichteten — Kriegführung aufzuspielen. Der Verfasser konstruiert mit Recht hieraus einen Widerspruch Gyllenkrooks mit sich selbst, da er nach seinem Plan gar nicht in die Ostseeprovinzen eindringen will. Und diesen Widerspruch erklärt er damit, daß Gyllenkrook im Jahre 1712 geisteskrank war, und daß sich diese Krankheit schon vorbereitet haben müsse, als er seine Erinnerung in den vorhergehenden Jahren niederschrieb.

Aus Stilles Darlegungen geht klar hervor, daß der König trotz seiner Jugend sich um die Meinung anderer herzlich wenig kümmerte. Der Verfasser nimmt auch an, daß kein hoher Offizier aus des Königs Umgebung ihm in dieser ersten Zeit Ratschläge erteilt habe. Es ist das um so erstaunlicher, als in damaliger Zeit die Abhaltung eines Kriegsrats keine Seltenheit, bei den Russen sogar stets üblich war.

Der Name Gyllenkrook und seine militärische Stellung werden in deutschen Geschichtswerken selten erwähnt. Auch in dem Adlerfeldschen Werke ›Leben Karls XII., 1742‹, aus dem anscheinend viele

Historiker ihre Angaben über jene Zeit geschöpft haben, wird Gyllenkrook nur beiläufig erwähnt.

Die in Schweden durch das Studium seiner Berichte heraufbeschworene Fehde über die Feldzugspläne des Königs ist noch nicht beigelegt. Vielmehr wird sie in einer in Aussicht stehenden Kritik des Stilleschen Werkes durch E. Carlson in der schwedischen Historisk Tidskrift ihre Fortsetzung finden. Für den deutschen Leser ist dieser Teil des Werkes jedoch ziemlich belanglos. Hat doch der soweit voraus disponierende Feldzugsplan, der hier nur mit wenig Strichen skizziert ist, an und für sich wenig Wert. Immerhin erschien seine Erwähnung erforderlich. —

Im zweiten Abschnitt des ersten Kapitels geht Verfasser näher auf die Kriegsereignisse ein. Er zeigt, wie es Karl XII. nach seinem zehnwöchigen Aufenthalt bei Slupzy (140 km westlich Warschau) gelingt, fast ohne Verluste Anfang Januar 1708 die Weichsel bei Wlozlawsk — 150 km unterhalb Warschau, bald darauf den Narew zu überschreiten und damit die zwischen Pultusk am Narew und Ostrow befindlichen, damals kaum zu passierenden Moräste zu vermeiden; wie der König es dann vorzieht, die masurischen unwegsamen Wälder zwischen Prasznyscz, 90 km nördlich Warschau, und Kolno zu durchziehen, sich dort der aufsässigen Bauern zu erwehren, anstatt den Russen an den weiter südlich befindlichen Flußübergängen entgegenzutreten, wie er bei Goniazd den Bobr überschreitet und schließlich Ende Januar 1708 in Grodno festen Fuß faßt.

Der Zusammenhang dieser Bewegungen läßt ein zielbewußtes Handeln des Königs erkennen. Stille sagt darüber: ›Schon jetzt, zu Beginn des Feldzuges tritt ein Charakterzug Karls XII., der in den bisherigen Darstellungen seiner Geschichte vermißt wird, deutlich hervor. Das ist die Abneigung gegen frontale Angriffe überall da, wo er ausweichen kann. Damit ist das Bestreben verbunden, so lange als möglich durch umgehende Bewegungen und ohne unnötig Kräfte zu opfern, den Gegner aus seiner Stellung herauszumanövrieren. Das schloß aber nicht aus, daß er — wenn nötig — energisch angriff. Ein Beispiel dafür ist der Angriff auf Grodno am Niemen. Für den König wie sein Heer war es von Vorteil, daß er schon 1702 und 1706 die jetzt durchzogenen Gebiete kennen gelernt hatte. Aber Stille rühmt ihm nicht nur hier, sondern auch bei späteren Gelegenheiten nach, daß er auf Erkundung des Geländes den größten Wert legte. Sehr häufig verschaffte er sich vor einem Gefechte selbst dadurch Einblick in die feindlichen Verhältnisse. Auch verstand er es vortrefflich, den Vormarsch durch seine erprobte Kavallerie zu verschleiern. Dadurch gelang es ihm, trotz der Wachsamkeit der Russen

den Bobr bei Goniazd ohne Schwertstreich zu überschreiten. Sagt doch Adlerfeld in seinem bereits angeführten Werk hierüber: »Es ist zu verwundern, daß wir unseren Marsch biß hierher so wohl vor ihm (dem Zaren) zu verbergen gewußt«.

So hatte Karl XII. die Barrieren der russischen Flußläufe überwunden und die russischen Pläne durchkreuzt. Den ihm befreundeten Polen hatte er damit die Ungelegenheit eines langen Feldzuges erspart und es verhindert, daß Polen der Schauplatz blutiger Zusammenstöße wurde. Ohne eine Schlacht, ohne daß eine der schwedischen Hauptabteilungen von den Russen gesehen bezw. erreicht worden war, hatte Karl XII. die Russen aus dem eigentlichen Polen herausmanövriert. In diesem Sinne nennt Stille daher auch mit Recht den bisherigen Abschnitt des Feldzuges einen »Manöverfeldzug«. Daß der Zar seinerseits keine Neigung zeigte, Infanterie einzusetzen, und daß seine an und für sich nicht auf der Höhe stehende Kavallerie ihrer schwierigen Aufgabe nicht gewachsen war, waren Umstände, welche die Erfolge des Königs begünstigten. Immerhin bleibt es das Verdienst des Königs, diese Umstände richtig erkannt und ausgenutzt zu haben.

Im zweiten Kapitel führt uns der Verfasser den Vormarsch der schwedischen Armee an den Dnjepr vor Augen, der mit dem siegreichen Treffen bei Golovtjin (nordwestlich Mohilew zwischen Drut und Dnjepr) endet. Die Operationen nach der Einnahme von Grodno gehen bis Smorgonje — (an der Straße Wilna-Minsk) — ununterbrochen weiter. Die schwedische Armee war dort durch Verpflegungsschwierigkeiten und Witterungsverhältnisse gezwungen, von Mitte Februar bis Mitte März Rast zu machen. Smorgonje war dadurch berühmt, daß man daselbst, wie Adlerfeld berichtet, »die Bären tanzen lehret«. — Gyllenkrook wird in Grodno beauftragt, eine Marschroute bis Minsk auszuarbeiten. Ein Blick auf die Karte lehrt, daß die damit beabsichtigte Marschrichtung direkt nach Osten, in das Innere Rußlands führt. Man konnte sie zwar nicht inne halten, mußte vielmehr in nordöstlicher Richtung auf Smorgonje abbiegen. Aber Stille kommt zu der Ansicht, daß damit durchaus nicht die Absicht verbunden war, auf die Ostseeprovinzen bzw. Pskov loszumarschieren. Vielmehr zwangen Verpflegungsgründe dazu, sowie der Marsch polnischer Truppen unter König Stanislaus längs des oberen Niemen. Hierin stützt Stille seine Ansicht vorzugsweise auf Adlerfeld, aber auch auf andere Autoren. Mit Sicherheit nimmt der Verfasser an, daß selbst in Grodno weder der König noch sonst Jemand im Hauptquartier an den Marsch nach Pskov gedacht hat. — Mitte März 1708 bricht Karl XII. von Smorgonje in südlicher Richtung auf, bleibt je-

doch nach zwei Tagemärschen vor Minsk bei Radoschkovitschi stehen, um fast ein Vierteljahr daselbst zu verbleiben. Mit diesem Abmarsch war erwiesen, daß die Absicht des Königs nicht nach Norden ging.

Nach allgemeiner historischer Auffassung soll der König — wie eingangs erwähnt — die Absicht, sich gegen die Ostseeprovinzen zu wenden, erst in Smorgonje aufgegeben haben. Aber schon der Entschluß, von Grodno auf Minsk zu marschieren, spricht für die Unhaltbarkeit dieser Ansicht. Auch führt Stille eine Aeußerung des Feldmarschalls Rehnsköld an, ›daß der Feldzugsplan (auf Moskau) lange vorher entworfen war und ›glorieus‹ durchgeführt‹ sei. In den sich hieran anknüpfenden, größtenteils gegen E. Carlson gerichteten Auseinandersetzungen erscheint wieder der Name Gyllenkrook. Jedoch treten daneben noch weitere in der Umgebung des Königs befindliche Personen auf. Es sind dies der General Mühlenfels, ein Ueberläufer von der Russischen Armee, Rehnsköld, Kanzler Piper und General Lewenhaupt. Letzterer trifft auf Befehl des Königs, aus Livland kommend, in Radoschkowitschi ein, wo er sechs Wochen lang verbleibt. Ein Zeichen, daß in Livland einigermaßen friedliche Zustände herrschten. — Bei den zwischen dem Könige und diesen Persönlichkeiten gepflogenen Unterredungen soll der König u. a. gewarnt worden sein, in das Innere von Rußland vorzudringen. ›Er — der König — würde sich und die Armee in größeres Unglück bringen, als man glauben könne‹, sagt ihm z. B. ein General. Verfasser mißt diesen Erzählungen nicht viel Wert bei. — Ein wie festes Zutrauen der König zu seiner Sache besaß, zeigt seine Erwiderung, als Gyllenkrook auf die Kampfesart und Maßnahmen der russischen Kavallerie hinweist: ›Alle diese Befestigungen sind von keinem Wert und sollen unseren Marsch nicht hindern‹. Er will damit andeuten, daß er bei seinem Umgehungssystem bleiben werde und damit auf Erfolg hoffe.

Der Verfasser besitzt die Gabe, bei seiner Beweisführung die besten Trümpfe bis zuletzt in der Hand zu behalten. So wird auch hier erst zum Schluß in überzeugender Weise ausgeführt, wie Karl XII. sich durch die politischen Verhältnisse geradezu gezwungen sieht, auf Moskau vorzumarschieren. — Taub gegen alle Lockungen, den Schwerpunkt der schwedischen Politik nach Westen zu verlegen, hatte er einen offenen Blick dafür, daß das damalige Schweden eine osteuropäische Großmacht war. Nachdem es ihm gelungen, Polen auf seine Seite zu bringen, war der Zeitpunkt zur Abrechnung mit dem Zaren Peter gekommen, welcher den Schweden die Ostseeprovinzen streitig machte. Da will sich Karl XII. nicht mit halben

Maßregeln, nicht mit isolierten Siegen, wie bei Narwa, begnügen. Vielmehr hält er es für notwendig, nach Moskau zu kommen, um dort den Frieden zu diktieren und dadurch Schwedens Großmachtstellung und Vorherrschaft über die Ostsee zu sichern. Strategie und Politik stehen daher nach des Verfassers Ansicht während des Feldzuges 1707/09 in Uebereinstimmung, und das nach Osten gerichtete Bestreben tritt nach dieser Auseinandersetzung klar hervor.

Nach dem Aufbruch von Radoschkowitschi Anfang Juni 1708 war die schwedische Armee in südöstlicher Richtung auf den Dnjepr vormarschiert. Ohne nennenswerten Kampf waren die Russen sowohl von der Berezina-, wie der Drutlinie fortmanövriert. Aber es gelang nicht mehr, ohne ernsten Kampf an den Dnjepr zu kommen. Das führte zu dem Treffen bei Golovtjin am 4. Juli 1708. Dieses ist ein Glanzpunkt in der schwedischen Kriegsgeschichte. Ein schwedischer Referent des Stilleschen Werkes sagt darüber in Nr. 4/1908 der Illustrerad Militärrevy: ›Der Tag von Golovtjin muß jedem Schweden unvergeßlich bleiben‹. (Dagen vid Golovtjin bör ingen svensk glömma.) Mit Geschick weiß der Verfasser die Verdienste des Königs um den Gewinn der Schlacht neben einzelnen Zügen persönlicher Tapferkeit ins hellste Licht zu setzen. Wieder tritt die gründliche Erkundung der feindlichen Stellung hervor. Dem König gelingt es dadurch, ihre Schwäche auszunutzen und den Hauptangriff dorthin zu richten, wo es den an Zahl überlegenen Russen unmöglich ist, rechtzeitig Reserven heranzubringen. Auf Grund des Ergebnisses der Erkundung hatte sich der König zum Angriff entschlossen, ehe er seine noch in langer Marschkolonne befindliche Armee ganz zur Verfügung hatte. Der dadurch bedingte Angriff mit ungenügenden Kräften wird dem König zum Vorwurf gemacht. Der Erfolg aber sprach für ihn. Längeres Warten hätte dem Feind Zeit zu geeigneten Gegenmaßregeln gelassen. Die Russen zogen in nordöstlicher Richtung ab. Wenige Tage darauf hatte Karl XII. den Dnjepr bei Mohilew überschritten und damit eins der größten Hindernisse für seinen Vormarsch auf Moskau überwunden. Zur Erinnerung an die Schlacht wurden mehrere Münzen geschlagen. Eine derselben zeigt des Königs Brustbild mit der Ueberschrift: Carolus XII. D. g. rex suec. Die Kehrseite zeigt allerhand Siegeszeichen, unter welchen zwei Gefangene sitzen. Oben stehen die Worte: Silvae, paludes, aggeres, hostes victi, an dem Rande der Vers von Lucan: victrices copias alium laturus in orbem, und ganz unten: Moschi ad Holowzinum victi ao. 1708 4./14. Jul.

Das d r i t t e Kapitel zeigt uns den Beginn der Verwickelung der Lage Karls XII., zugleich aber auch, wie sein Stern zu sinken be-

ginnt. So groß der letzte Erfolg auch war, so schwierig wurde die Situation. Meiner Ansicht nach ist es zu wenig hervorgehoben, daß die Umgehungstaktik den König zu weit nach Süden gebracht hatte. Stille sagt selbst, die Aussichten auf ein Bündnis mit Mazeppa hatten zu dieser Zeit noch keine feste Gestalt angenommen. Die Anlehnung an ihn war daher vorläufig ein Phantom. Von den in Aussicht gestellten 30000 Mann erschienen nach Monaten in Wirklichkeit kaum 7000. Andererseits war auch Karls XII. linke Flanke entblößt. Welche Schwierigkeit es machte, die Lewenhauptsche Armee heranzuziehen, und in welchem Zustand sie schließlich bei der Hauptarmee anlangte, ist bekannt. So hatte sich Karl XII. bei Mohilew zwischen zwei Stühle gesetzt. Der Keim des von jetzt ab auf ihn hereinbrechenden Unglücks lag meines Erachtens in der zu weit nach Süden ausgeholten Operation, wenn sie auch an und für sich ein Meisterstück gewesen war.

Aus Voltaires Geschichtswerk über Karl XII., das zwar nicht sehr zuverlässig und vielfach mißgünstig gegen den König gefärbt ist, verdient hier doch eine Aeußerung über dessen Bestreben, nach Moskau zu kommen, Beachtung. Der Zar versuchte mit dem König nach dem Treffen bei Golovtjin Friedensunterhandlungen anzuknüpfen. Dabei erzählt Voltaire: ›Le roi, accoutumé à n'accorder la paix à ses ennemis que dans leurs capitales, répondit: 'je traiterai avec le czar à Moscou'! Quand on rapporte au czar cette réponse hautaine: Mon frère Charles, dit il, prétend toujours l'Alexandre, mais je me flatte, qu'il ne trouvera pas en moi un Darius‹.

Nach dem Ueberschreiten des Dnjepr folgt ein anscheinend unerklärliches Hin- und Hermaschieren der schwedischen Armee. Zuerst 70 km nach Südosten von Mohilew bis an den Sosch, linker Nebenfluß des Dnjepr, von da 100 km in nordöstlicher Richtung auf Smolensk zu; wieder zurück fast auf demselben Wege, Ueberschreiten des Sosch, und nun erst Weitermarsch in südlicher Richtung, um in Severien die Straße nach Kaluga zu gewinnen.

Der Geschichtsforschung ist es auch hier nicht gelungen, authentisch nachzuweisen, welche Absichten Karl XII. mit diesen Operationen verfolgte. Stilles Untersuchungen in dieser Beziehung führen zu einem neuen Gesichtspunkt. Er behauptet, der König hätte von Mohilew an den Zweck verfolgt, die Aufmerksamkeit der russischen Armee von Lewenhaupt, der im Begriff war, mit seinem Korps dem König zu folgen, abzulenken. Deshalb zuerst der Marsch nach Südosten, der die Russen veranlaßte, ihre dem Lewenhauptschen Korps gefährlich werdende Konzentration bei Gorki (südöstlich Smolensk) aufzugeben und sich weiter südlich zu ziehen. Wäre Karl XII. jetzt über den

Sosch gegangen, so hätte er ein schweres Hindernis zwischen sich und Lewenhaupt gelegt. Ein Stehenbleiben an diesem Strom hätte den Feind argwöhnisch gemacht. Deshalb blieb dem König nur übrig, die Operation nördlich vom Sosch fortzusetzen. Die dabei eingeschlagene Richtung führte zu mehrfachen, teilweise schweren Gefechten, bei denen zum ersten Male russische Infanterie mitwirkte. Der Feind wurde dadurch aber vom Dnjepr und damit zugleich vom Lewenhauptschen Korps abgedrängt. Stille hat dem König damit ein glänzendes Zeugnis für sein Feldherrntalent ausgestellt. Immerhin bleibt die Auslegung eine, wenn auch wohlbegründete Vermutung.

Noch bemerkenswerter ist das Ergebnis der Studien des Verfassers über die Beweggründe, welche Karl XII. veranlaßten, nach dem Abmarsch von Tatarsk den Sosch zu überschreiten und den Marsch gegen Severien einzuschlagen, ohne das Eintreffen Lewenhaupts abzuwarten. Daß der Weitermarsch über Tatarsk hinaus in Richtung auf Smolensk durch die Maßnahmen der Russen unmöglich wurde, hält auch Stille für sicher. Die angebliche Ratlosigkeit des Königs in Tatarsk über das ›Was nun?‹ läßt der Verfasser in die Frage zusammenschrumpfen, welchen Weg Karl XII. nun nach Moskau einschlagen solle. Ob die Beweisführung hierfür eine durchschlagende ist, muß dahingestellt bleiben. — Ein aus der Gegend von Mohilew kommender Kosak meldet dem König in Tatarsk, daß Lewenhaupt östlich des Dnjepr in der Nähe von Mohilew stehe. Da Karl XII. diese Nachricht für zuverlässig hält, entschließt er sich nun, wo er Lewenhaupt in seiner Nähe weiß, nach Süden abzumarschieren. Zugleich erhält Letzterer durch drei Boten erneuten Befehl, sich zur Hauptarmee heranzuziehen. Hierdurch wird nach des Verfassers Ansicht der dem König gemachte Vorwurf widerlegt, daß er den General und seine Truppe im Stich gelassen habe. — Lewenhaupt stand tatsächlich noch viel nördlicher, als der König annahm. Durch den Abmarsch der schwedischen Hauptarmee erhielten die Russen freie Hand. Sie fielen über Lewenhaupt bei Ljesna (50 km südöstlich Mohilew) her. Die Folge war, daß dieser, wenn auch nach ehrenvollem Kampfe, schließlich nur mit den Trümmern seines Korps, und, was ebenso schwer empfunden wurde, ohne die mühsam bis Ljesna mitgeführten, heiß ersehnten Vorräte beim Hauptheere in der Gegend von Starodub im Herbst 1708 anlangte. — Der schwierige Marsch der schwedischen Hauptarmee nach Severien erlitt durch das Verirren der Abteilung Lagercrona unerwünschten Aufenthalt. Enttäuschungen und Entbehrungen häuften sich. Der Versuch, die Straße nach Kaluga zu gewinnen, war gescheitert. Als der eigentliche Ursprung aller dieser Mißgeschicke muß der vom Könige auf unsichere

Nachricht hin beschlossene Abmarsch von Tatarsk angesehen werden. Und mit Recht nennt Stille diesen Entschluß einen Fehler. —

Das vierte Kapitel führt uns in die Ukraine. Karl XII. hatte in Severien nicht gefunden, was er erhofft. Das Land bot für den kommenden Winter 1708/09 nicht genügend Verpflegung, war vielmehr verheert und verwüstet. Die Hauptstadt Starodub befand sich in Händen der Russen. Diese hatten aus dem Kriege gelernt. Fürst Menschikoff legte sich mit seinen Reiterscharen zwischen den Dnjepr und das schwedische Heer. Er bedrohte so fortdauernd dessen Verbindungen mit der Heimat.

Welchen Entschluß sollte Karl XII. fassen? Zum Rückzuge konnte er sich nicht entschließen. Verpflegungsnöte, der schwierige Uebergang über den durchweg tief eingeschnittenen Dnjepr, die dann schwindende Aussicht auf den erhofften Zuzug von Ukrainischen Kosaken, Saporogen, Donkosaken und Tataren ließen es ihm geboten erscheinen, jeden Rückzugsgedanken aufzugeben. Also hieß die Losung vorwärts! Aber keineswegs wurde die Offensive in östlicher Richtung auf Brjansk und Kaluga ergriffen. Die Abneigung gegen frontale Angriffe, wie die verlockende Aussicht auf Mazeppas Verstärkungen waren Gründe, welche gegen das Einschlagen dieser Richtung sprachen. Des Königs Entschließungen verdichteten sich vielmehr dazu, Mazeppa die Hand zu reichen und den Schwerpunkt nach der fruchtbaren Ukraine zu verlegen. Von dort aus sollte dann der Vormarsch gegen Moskau — möglichst über Kursk — unternommen werden. Der schlaue Mazeppa scheint den König bei dessen bisherigen zweifelhaften Erfolgen hingehalten zu haben. Erst als dieser aus der Gegend von Starodub nach Süden abmarschierte, macht Mazeppa seine Versprechungen wahr. Am 29. Oktober 1708 stellte er sich — aber vorläufig nur mit 4000 Mann — dem König zur Verfügung. Nach Ansicht des Verfassers hat Mazeppa es versucht, den König von der Ukraine fernzuhalten, in der richtigen Voraussetzung, daß die Russen hinterherkommen und die Ukraine verwüsten würden. In südlicher Richtung geht nun der Vormarsch des schwedischen Heeres, gewissermaßen mit ›Augen links‹ an den nach Moskau führenden Straßen vorüber bis in die Gegend von Poltawa.

Beim Ueberschreiten der Desna, linker Nebenfluß des Dnjepr, läßt sich Karl XII. von Mazeppa bewegen, die strategisch einzig richtige Uebergangsstelle bei Makoschin (östlich Tschernigow) aufzugeben und eine weiter östlich gelegene zu benutzen. Dadurch kommen die Russen im Vormarsch auf die Hauptstadt der Ukraine, Baturin, (südlich Makoschin) den Schweden zuvor. Die Stadt wird geplündert und zerstört. Infolge dessen entgehen dem schwedischen Heere die

dort vorhanden gewesenen Vorräte an Proviant, Geschützen und Munition. An letzterer mangelte es im Heere bereits bedenklich. Ein späterer Versuch, von der türkischen Regierung Munition zu bekommen, schlug fehl. Auf Ersatz aus der Heimat war vorläufig nicht zu rechnen. Der Munitionsmangel machte sich in späteren Gefechten sehr fühlbar. Daß der König Mazeppa nachgegeben hatte, stellte sich somit als ein folgenschwerer Mißgriff heraus.

Ehe Karl XII. sich den nächsten Zuflüssen des Dnjepr, Psjol und Worskla, zuwendet, bleibt er mehrere Wochen in Romay (200 km östlich Kiew, in der nördlichen Ukraine). Er will seinem durch die Strapazen der letzten Zeit stark mitgenommenen Heere Ruhe gönnen. Die Russen rücken unentwegt nach, ohne jedoch anzugreifen. Der Nimbus, der die schwedischen Waffen, namentlich aber die Person des Königs noch immer umgibt, hält sie davon ab. Immer fester werden die Schweden jedoch von den Russen umklammert. Auch die vorwärts gelegenen, befestigten Punkte, wie Poltawa werden stark besetzt. Der Zar hatte die Absicht des Königs durchschaut. Alle russischen Maßnahmen gehen darauf hinaus, die nach Moskau führenden Straßen zu sperren. Auch wird General Goltz mit 6 Regimentern Infanterie in die rechte Flanke der Schweden entsendet, um ihnen den Blick nach der Heimat noch mehr zu verdunkeln.

Der Verfasser führt uns, stellenweise ins einzelne gehend, die blutigen Ereignisse der nächsten Wochen und den verheerenden Einfluß der außergewöhnlich strengen Kälte im Dezember 1708, wie des unerwarteten Tau- und Regenwetters im Februar 1709 vor Augen. Jene fürchterliche Kälte herrschte damals in ganz Europa. Schwere Lastwagen konnten das Eis der Rhone passieren. Das Kattegatt soll zugefroren gewesen sein.

Die vielfachen verlustreichen Gefechte, vornehmlich die bei Gadjatz, Weprik und Krassnokutsch (in der mittleren Ukraine, nördlich und nordöstlich Poltawa) sind die Folge eines Umschwunges in den Entschlüssen des Königs. Er gibt die Umgehungsversuche auf und ergreift mit größter Energie eine wohldurchdachte Offensive, um sich die Zugänge zu der Straße nach Kursk über Bjelgorod zu erzwingen.

Das Gefecht bei Krassnokutsch am 11. Februar 1709 gehört zu den besten Waffentaten der schwedischen Kavallerie. Der König — wie stets im Gefecht an der Spitze — entging knapp der Gefahr, gefangen zu werden. Aber eine unmittelbare Verfolgung unterblieb. Die russische Reiterei entging der Vernichtung. Ob sich durch die Ermüdung der Truppen die Verfolgung verbot, ist nicht bekannt. Jedoch auch die für den nächsten Tag, nach dem Eintreffen von In-

fanterie und Artillerie beabsichtigte Verfolgung kam nicht zu Stande. Der König hatte erfahren, daß die Russen sich im ›Bjelgorod-Distrikt‹ festgesetzt hatten, und dadurch die Straße nach Kursk völlig sperrten. Nach seiner Meinung konnte hier nur eine Schlacht die Bahn frei machen. Dazu hätte er aber die noch weit zurückstehenden Truppen zur Hand haben müssen, und deren Heranziehung erforderte Zeit. Der König nimmt sich diese nicht, sondern gibt die Offensive auf, und wendet sich nach Südosten, um die — allerdings in besserem Zustande befindliche Straße Poltawa-Charkow-Bjelgorod zu erreichen. Hier angekommen, sollte die Offensive wieder aufgenommen werden. Aber das eingetretene Tauwetter, der ununterbrochene Regen und die meilenweiten Ueberschwemmungen machen sie unmöglich. Das unerhörte Wetter machte auch den Feind unbeweglich. Durch die Verluste bei Krassnokutsch war er gelähmt. Der Zar hatte sich schon vor diesem Gefecht nach Bjelgorod zurückbegeben. Unter dem frischen Eindruck von den Verlusten der letzten Tage eilte er am 13. Februar 1709 weiter nach Woronesch am Don. Dort befand sich ein wichtiger Kriegshafen, von welchem aus alle russischen Unternehmungen gegen die Völker im Süden ins Werk gesetzt wurden. Ihn zu sichern, traf der Zar jetzt Anstalten. So hatte die Offensive Karls XII. auf russischer Seite gewirkt! Auf der schwedischen hatte man sich ihrer Vorteile begeben, ehe die Witterungsverhältnisse ihre Fortsetzung unmöglich machten.

Das fünfte Kapitel behandelt die Stellung in der Ukraine und die Schlacht bei Poltawa. Karl XII. sah ein, daß seine Streitkräfte zu gering waren, um die Offensive wieder aufzunehmen. Es entstand eine längere Pause in den Unternehmungen, ein stillschweigender Waffenstillstand, bedingt durch die Witterung. Bezeichnend für die damaligen Verkehrsverhältnisse ist es, daß man in Moskau in Folge der Schneeschmelze und der damit zusammenhängenden Anschwellung der Flüsse lange Zeit keine Nachricht vom Kriegsschauplatz erhalten konnte.

Der Gedanke, über den Dnjepr zurückzugehen, wird in Erwägung gezogen. Aber der König gewinnt es nicht über sich, dem nachzugeben. Die Aussicht auf Verstärkungen durch Saporogen u. s. w., man möchte sagen, das darin liegende Abenteuerliche, lockt ihn zu sehr. So entschließt er sich in einer, wie Stille sagt, ›kolossalen Brückenkopfposition‹ östlich des Dnjepr zu bleiben. Adlerfeld erwähnt hierüber in seinem Werke ›Leben Karls XII.‹: ›Denn da ihm (Karl XII.) ohnmöglich fiel, mit einer so geringen Macht, wie die seinige war, in Rußland einzubrechen, so wollte er noch viel weniger wieder zurück marschieren, sondern die Hülfsvölker abwarten, die

ihm König Stanislaus an der Spitze der Cronarmee und der Generalmajor Crassau zuführen würden‹.

Indessen stießen zu dieser Zeit 15000 Saporogen zum Heere. Damit wird die Aussicht auf weiteren Zuzug aus dem Süden wieder günstiger. Der König richtet seine Aufmerksamkeit mehr und mehr auf den Uebergang über den Dnjepr an der Mündung der Worskla; eine Rückzugspforte, die sich der König offen halten wollte, um eventuell bei den Türken Unterstützung zu finden und zugleich ein Einlaßtor für weitere Verstärkungen. — Die Russen verstanden es dagegen, das schwedische Heer weiter einzukreisen. Die Lage wurde immer mißlicher. Der Entschluß, die Russen anzugreifen, koste es was es wolle, ist daraus geboren und führte schließlich zur Schlacht bei Poltawa. — Von besonderem Interesse ist die ausführliche Darlegung der politischen Verhandlungen mit der Türkei. Sie ergaben das Resultat, daß man Anfang Juni 1709 im schwedischen Hauptquartier Aussicht auf Verstärkung durch Tataren hatte. Als Bestätigung hierfür führt Verfasser u. a. einen im Berliner Staatsarchiv liegenden Brief des bei der schwedischen Armee befindlichen preußischen Militärattaché Sittmann an. Es sei nicht zu leugnen, sagt dieser, daß Karl XII. durch die Aussicht auf das Mitwirken der Tataren vor einem günstigen Wendepunkt stand und seine Sache nicht so aussichtslos war.

Karls XII. Kriegsführung erscheint auch Stille im Hinblick auf diese Umstände in einem günstigeren Lichte. Der König verhielt sich abwartend. Weder versucht er ins Innere Rußlands einzudringen, noch die das Heer ununterbrochen belästigenden Russen anzugreifen. Poltawa war sein Ziel. Aber selbst die Belagerung von Poltawa war eine Demonstration. Karl XII. wollte die Aufmerksamkeit der Russen dort konzentrieren, um für anderweitige Pläne Zeit zu gewinnen. Für diese Annahme führt Stille eine Aeußerung des Königs an, daß er ein ›Amüsement‹ haben wollte, bis Stanislaus mit den Verstärkungen komme. ›Amüsement‹ bedeutete damals in militärischer Beziehung: ›den Feind hinters Licht führen‹. — Noch einmal, und zwar Anfang Juni 1709, wies Karl XII. den Vorschlag, in westlicher Richtung zurückzugehen, ab; — angeblich weil er besorgte, dann die Verbindung mit den Tataren aufgeben zu müssen.

So kam es am 28. Juni 1709 zu der denkwürdigen Schlacht von Poltawa, nachdem der König am 17. Juni verwundet worden war. Ein weiteres Glied in der Unglückskette, an der der König und mit ihm sein Heer seit dem Uebergang über den Dnjepr — seit einem Jahre — schwer zu schleppen hatte! Er war nun nicht im Stande, in seiner gründlichen Weise und mit dem hervorragend taktischen

Blick selbst zu erkunden. Auch war er verhindert, durch sein persönliches Beispiel die Soldaten im Angriff mit sich fortzureißen.

Wiederum zeigt Stille, wie groß der Respekt der Russen vor Karl XII. war. In einem russischen Kriegsrat am 16. Juni äußerte man die Ansicht, daß es ›zu gefährlich sei‹, ein Treffen zu wagen. Aber am 17., nach der Verwundung des Königs, wurde in erneutem Kriegsrat beschlossen, eine Hauptschlacht zu liefern!

In längerer Ausführung beurteilt Stille die Lage der schwedischen Armee kurz vor der Schlacht. Nach der allgemeinen historischen Auffassung war ihre Situation eine sehr kritische und die Annahme der Schlacht ein Verzweiflungsakt. Stille tritt dieser Auffassung mit der Wendung entgegen, daß man in dieser Beziehung auch anderer Ansicht sein könne. Die Hauptpunkte für seine Ansicht sind folgende. Zunächst hält der Verfasser mit Recht die Stellnng der Russen taktisch für ungünstig: Fluß und Sumpf im Rücken, nngünstige Geländeverhältnisse vor der Stellung und gefährdete Rückzugslinie. Ferner: die Russen waren zwar an Zahl stärker, aber über die russische Kavallerie bricht Stille den Stab. Ausbildung, Bewaffnung, Rittigkeit der Pferde, Handhabung der Waffen waren mangelhaft. Daher konnte man annehmen, daß die vortreffliche schwedische Reiterei trotz ihrer Minderzahl — 7000 gegen 10000 — die russische über den Haufen werfen müßte.

Der Mangel an Munition bei den Schweden wird zugegeben. Aber für die Kavallerie kam das nach Ansicht des Verfassers nicht in Betracht, trotzdem die Geschichte den Verlust der Schlacht diesem Umstand zuschreibt. Karl XII. legte das Hauptgewicht auf wuchtige Attacke und nicht auf Feuergefecht. Bei der Infanterie lagen die Verhältnisse an und für sich anders, aber bei Poltawa habe das schlechte Pulver auch nicht den Ausschlag gegeben. Der linke Flügel der schwedischen Infanterie trieb zum Beispiel die russische ohne Schuß in die Flucht. Andere Umstände, namentlich das Fehlen der Zusammenwirkung der Infanterie und Kavallerie hätten das Unglück herbeigeführt. Schließlich hatten die Russen 72 brauchbare Geschütze, die Schweden dagegen keine Munition für die ihrigen. Karl XII. legte aber nicht viel Wert auf das Vorhandensein der Feldartillerie, da er mehrere Siege, wie bei Klissow und Fraustadt, ohne solche erfochten.

Diesen Ausführungen eine gewisse Berechtigung abzusprechen, liegt mir fern. Immerhin wird man zugeben, daß eine Unterstützung durch Geschützfeuer auf schwedischer Seite in der ersten Phase des Kampfes bei den Redouten willkommen gewesen wäre. Auch hätte

sich General Roos vermutlich seiner Gegner besser erwehren können, wenn seine Bataillone brauchbares Pulver gehabt hätten.

Stille tritt auch der Ansicht Sarauws (Die Feldzüge Karls XII. von Christian von Sarauw, 1881) entgegen, daß Karls XII. Lage ebenso hoffnungslos gewesen wäre, wenn er einen Sieg erfochten hätte. Der Verfasser nimmt nämlich an: Im Fall eines Sieges wäre die russische Kavallerie so gut wie vernichtet worden. Es ist fraglich, ob sich der Zar zugetraut hätte, mit dem Rest der Kavallerie in der Ukraine zu bleiben, da Schweden auf das Eintreffen der tatarischen Reiterscharen rechnen konnte. Deren Kampfeslust wäre durch einen Sieg erheblich gesteigert worden. Also sei anzunehmen, daß der Zar nach einer Niederlage bei Poltawa sich ins Innere seines Reiches zurückgezogen hätte!

Nach meiner Auffassung wäre die Lage des schwedischen Heeres auch dann wenig erfreulich gewesen, wenn die Russen wirklich das Feld hätten räumen müssen. Die Aussicht auf Verstärkungen durch die Tataren und auf deren Brauchbarkeit war nach dem Vorgang mit Mazeppa unsicher. Und schließlich hätte Karl XII. die Geschäfte dieser Nomadenstämme besorgt. Ob er dabei seinen Zweck, in Moskau den Frieden zu diktieren, erreicht hätte, erscheint mehr als zweifelhaft.

Die Vorgänge vor und während der Schlacht berührt Verfasser nur in so weit, als er zeigen will, daß drei Hauptursachen den Verlust der Schlacht herbeigeführt haben. Erstens hatte sich General Roos mit seinen Bataillonen in dem Kampf um die Redouten unnötiger Weise verbissen. Seine Abteilungen wurden dadurch dezimiert und fielen bereits zu Anfang der Schlacht ganz aus. Zweitens wird der auch in anderen Geschichtswerken erwähnte Fehler des Führers der schwedischen Reiterei betont, daß dieser die Verfolgung der weichenden russischen Kavallerie zu früh einstellte. Letztere wurde dadurch vor der Vernichtung bewahrt. Dieser Fehler wird auf mangelhafte Erkundung des Geländes zurückgeführt. Noch einige hundert Schritte Verfolgung, und die russischen Schwadronen wären in ein morastiges und schluchtenreiches Gelände mit steilen Abfällen geraten. Der König soll diese Unterlassung am Schlachttage sofort erkannt und zu dem Führer gesagt haben: »Heute war Ihre Erkundung mangelhaft«. Aber Verfasser hebt lobend hervor, wie gut die Disziplin war, indem die schwedischen Reiter dem Signal zum Halten sofort Folge leisteten. Als letzte Ursache wird die ungünstige Aufstellung der schwedischen Kavallerie beim Entscheidungskampfe, nämlich »in Klumpen« hinter der Infanterie, angeführt. Ein Zu-

sich General Roos vermutlich seiner Gegner besser erwehren können, wenn seine Bataillone brauchbares Pulver gehabt hätten.

Stille tritt auch der Ansicht Sarauws (Die Feldzüge Karls XII. von Christian von Sarauw, 1881) entgegen, daß Karls XII. Lage ebenso hoffnungslos gewesen wäre, wenn er einen Sieg erfochten hätte. Der Verfasser nimmt nämlich an: Im Fall eines Sieges wäre die russische Kavallerie so gut wie vernichtet worden. Es ist fraglich, ob sich der Zar zugetraut hätte, mit dem Rest der Kavallerie in der Ukraine zu bleiben, da Schweden auf das Eintreffen der tatarischen Reiterscharen rechnen konnte. Deren Kampfeslust wäre durch einen Sieg erheblich gesteigert worden. Also sei anzunehmen, daß der Zar nach einer Niederlage bei Poltawa sich ins Innere seines Reiches zurückgezogen hätte!

Nach meiner Auffassung wäre die Lage des schwedischen Heeres auch dann wenig erfreulich gewesen, wenn die Russen wirklich das Feld hätten räumen müssen. Die Aussicht auf Verstärkungen durch die Tataren und auf deren Brauchbarkeit war nach dem Vorgang mit Mazeppa unsicher. Und schließlich hätte Karl XII. die Geschäfte dieser Nomadenstämme besorgt. Ob er dabei seinen Zweck, in Moskau den Frieden zu diktieren, erreicht hätte, erscheint mehr als zweifelhaft.

Die Vorgänge vor und während der Schlacht berührt Verfasser nur in so weit, als er zeigen will, daß drei Hauptursachen den Verlust der Schlacht herbeigeführt haben. Erstens hatte sich General Roos mit seinen Bataillonen in dem Kampf um die Redouten unnötiger Weise verbissen. Seine Abteilungen wurden dadurch dezimiert und fielen bereits zu Anfang der Schlacht ganz aus. Zweitens wird der auch in anderen Geschichtswerken erwähnte Fehler des Führers der schwedischen Reiterei betont, daß dieser die Verfolgung der weichenden russischen Kavallerie zu früh einstellte. Letztere wurde dadurch vor der Vernichtung bewahrt. Dieser Fehler wird auf mangelhafte Erkundung des Geländes zurückgeführt. Noch einige hundert Schritte Verfolgung, und die russischen Schwadronen wären in ein morastiges und schluchtenreiches Gelände mit steilen Abfällen geraten. Der König soll diese Unterlassung am Schlachttage sofort erkannt und zu dem Führer gesagt haben: »Heute war Ihre Erkundung mangelhaft«. Aber Verfasser hebt lobend hervor, wie gut die Disziplin war, indem die schwedischen Reiter dem Signal zum Halten sofort Folge leisteten. Als letzte Ursache wird die ungünstige Aufstellung der schwedischen Kavallerie beim Entscheidungskampfe, nämlich »in Klumpen« hinter der Infanterie, angeführt. Ein Zu-

sammenwirken der Infanterie mit der Kavallerie war dadurch nahezu ausgeschlossen.

Diesen Ausführungen Stilles muß rückhaltslos zugestimmt werden. Punkt 2 würde für heutige Verhältnisse nicht mehr voll zutreffen. Aber damals war es bei der geringen Tragweite der Geschosse und der geringen Ausdehnung des Schlachtfeldes möglich, dieses vorher genau zu erkunden. Im übrigen können auch heute derartige Fehler, selbstverständlich ins Moderne übertragen, für die Entscheidung von schwerwiegendem Einfluß sein.

Der Rückzug begann unmittelbar nach der Schlacht, am 28. Juni 1709 nachmittags. Der König hatte die Führung wieder übernommen, mußte aber im Wagen bleiben. Er schlug die südliche Richtung ein, teils gezwungen, teils in der Hoffnung, jenseits des Dnjepr Hülfe zu finden. Man marschierte, vom Feinde wenig gedrängt, am rechten Ufer der Worskla entlang bis an den Dnjepr. In der Nacht zum 1. Juli passierte der König diesen Fluß und reiste dann zu Wagen, noch immer an seiner Wunde schwer leidend, nach Otjakow am Ufer des schwarzen Meeres unweit Odessa. Am 1. Juli kapitulierte General Lewenhaupt, dem der König den Oberbefehl übertragen hatte, mit der zusammengeschmolzenen Armee bei Perevolotjna, am Einfluß der Worskla in den Dnjepr, und streckte vor Fürst Menschikoff die Waffen.

Mit diesen Ereignissen beschäftigt sich das letzte Kapitel. Der König litt nicht nur unter dem Eindruck der verlorenen Schlacht, sondern auch körperlich unter seiner Verwundung. Die Erschöpfung machte ihn matt und gleichgültig. Am Morgen des 29. Juni wird ihm der Anmarsch der verfolgenden Russen gemeldet. Da hat er keine andere Antwort als: ›Macht was Ihr wollt‹ (ja, ja, gör som I vill!). Der Verfasser führt daraufhin aus, wie die unglückliche Armee in diesen schweren Tagen des Rückzuges eigentlich ohne Oberbefehl war. Den matten Händen des Königs begannen die Zügel zu entgleiten. Er konnte sich aber nicht entschließen, das Kommando abzugeben. Ebenso wenig besaß der rangälteste General Lewenhaupt die Initiative, auf Herstellung eines festen Kommandoverhältnisses zu dringen. So kam es, daß die Armee während des Rückzuges an zwei günstigen Uebergangsstellen über die Worskla vorbeimarschieren konnte, trotzdem der König das Ueberschreiten dieses Flusses und den Uebertritt auf freundschaftliches tatarisches Gebiet als zweckmäßig erkannt hatte und die Uebergangsstellen als brauchbar erkundet worden waren. Der Rückzug endete am Dnjepr. Die Hoffnung, ihn mit der gesamten Armee überschreiten zu können, nachdem der Uebergang über die Worskla verpaßt worden war, erwies

sich als trügerisch. Die nötigen Transportmittel fehlten dazu. Man sah sich in einer Sackgasse. Der einzige Ausweg war zurückzumarschieren und die zweite der erwähnten Furten durch die Worskla — bei Kischenka, unweit Perevolotjna —, zum Uebertritt in die Tatarei zu benutzen.

Die Russen ließen sich mit der Verfolgung Zeit. Immerhin kam es am Ende der schwedischen Marschkolonnen zu Rückzugsgefechten. Unter dem Eindruck dieser Verfolgung und in der sicheren Aussicht, daß das Gros der russischen Armee in kürzester Zeit den Schweden auf den Fersen sein würde, sollten diese nun ihr Lager am Dnjepr wieder aufgeben und, wenn auch nur für eine kurze Strecke, dem Feind entgegen marschieren, um die Furt über die Worskla zu gewinnen! Das war für die der festen Führung beraubten, durch die Schlacht und den fast dreitägigen Rückzug der Auflösung nahe gebrachten Truppe zu viel. Dabei mußte sie zusehen, wie Mazeppa mit seinen Horden über den Dnjepr setzte, wie die Vorbereitungen für den Uebergang des Königs und der ihn begleitenden, etwa 1500 Mann starken Bedeckung getroffen wurden, und wie schließlich das Regiment Leibdragoner, dessen Kommandeur unbegreiflicher Weise die Erlaubnis zum Ueberschreiten des Stromes erhalten hatte, vergebliche Anstalten dazu traf.

Diese Umstände trugen wesentlich dazu bei, daß es Lewenhaupt nicht gelungen ist, den Uebergang über die Worskla, noch dazu angesichts des inzwischen eingetroffenen Feindes zu bewerkstelligen. Aber der Verfasser ladet die Hauptschuld dafür auf die Schultern dieses Generals. Der König hatte ihm beim Scheiden von der Armee auf seinen, Lewenhaupts, eigenen Wunsch den Oberbefehl übertragen. Er hatte ihm ausdrücklich dabei befohlen, das Heer über die Worskla auf tatarisches Gebiet und dann nach Otjakow zu führen. Das Verhalten des nunmehrigen Oberbefehlshabers und die Vorgänge bei der Armee vom Zeitpunkt der Abreise des Königs bis zur Kapitulation werden ausführlich geschildert. Das bietet um so größeres Interesse, als sich die bekannteren deutschen Geschichtswerke hierüber weniger eingehend aussprechen.

Bekannt ist, daß Lewenhaupt die Truppe erst nach ihrer Meinnng gefragt hat, ehe er sich in die Kapitulationsverhandlungen einließ. Diese Frage erfolgte dreimal. Das erste Mal mußten sich die Kommandeure darüber äußern, ob sie versichern könnten, daß die Mannschaften bereit seien zu kämpfen. Mit den sehr verschieden ausgefallenen Antworten nicht zufrieden, ersucht Lewenhaupt die Führer, die Mannschaften zu befragen, ob sie sich lieber verteidigen oder ergeben wollten. Von den Kommandeuren gefragt, ob der König

nicht einen bestimmten Befehl gegeben habe, antwortet Lewenhaupt: »Das können Sie sich wohl denken, daß S. M. keinen anderen Befehl gegeben hat, als sich zu verteidigen, so lange man kann«. Der Befehl wegen Ueberschreiten der Worskla u. s. w. wurde dagegen nicht bekannt gegeben. Die zum Teil ausweichenden Antworten befriedigten den Oberbefehlshaber noch nicht. Die Obersten mußten nochmals zu ihren Leuten reiten und ihnen vorstellen, daß der Feind dicht vor der Armee stehe und daß es nur zweierlei gebe, entweder bis aufs Aeußerste kämpfen oder gefangen werden. Hierauf antworteten einzelne Truppenteile gar nicht mehr. Sechs Regimenter waren bereit sich zu schlagen. Einen Entschluß faßte Lewenhaupt aber immer noch nicht. Dabei stand der Feind drohend auf den nächsten Höhen. Augenzeugen besagen, daß ein kühner Angriff den Weg nach der nur wenige Kilometer entfernten Furt freigemacht hätte. Aber man überschätzte bei weitem die Zahl der Feinde. Bei einem Rückzuge sieht der Geschlagene gar zu leicht durch das Vergrößerungsglas der Angst, der Feind erscheint ihm dann doppelt und dreifach.

Schließlich übte die Aufforderung zur Ergebung seitens der Russen den nötigen Druck aus. Aber immer noch stand der General unentschlossen in der Mitte der ihn umgebenden Kommandeure. Es begann eine förmliche Abstimmung. Der Verfasser sagt schließlich: Es ist gar nicht so erstaunlich, daß die Offiziere, die Haltung des Generals vor Augen und nach all' diesen Vorfragen und Ueberlegungen nun für die Kapitulation stimmten. Man begründete sie später mit der Unordnung und Verwirrung unter den Truppen. Nach Lewenhaupts Angabe hätten es Alle besser gefunden, eine ehrenhafte Kapitulation einzugehen, als weitere Versuche zu kämpfen zu machen. Annähernd 15000 Mann wanderten in russische Gefangenschaft. Auf russischer Seite war man erstaunt, die gefürchtete schwedische Armee so leichten Kaufes in die Gewalt bekommen zu haben. Auch heute noch spricht diese kriegsgeschichtliche Episode eine beredte und warnende Sprache. Nicht besser konnte der Verfasser das unentschlossene Verhalten des Generals Lewenhaupt charakterisieren, als wenn er ihm einen Ausspruch des Königs gegenüberstellt. Als diesem über die Mutlosigkeit der Truppen während des Rückzuges berichtet wurde, antwortete er: »Sie werden fechten, wenn ich es ihnen befehle«.

Das hoch interessante Kapitel bringt viele weitere Einzelheiten, welche auf die Zustände in der Armee und ihre verzweifelte Lage ein helles Licht werfen, welche aber auch für das hervorragende Verhalten einzelner Truppenteile und ihrer beherzten Führer ein glänzendes Zeugnis ablegen. Es ist hier leider nicht der Raum, darauf

einzugehen. Stilles Darstellung der Ereignisse ergibt vereinzelte Abweichungen von den bisherigen Veröffentlichungen. So sagt z. B. Schels in seiner Schilderung der Schlacht bei Poltawa in der Oesterr.-Mil. Zeitschrift (1842, Band 2): Am 12. Juli (n. St.) 1709 wollte Lewenhaupt mit dem schwedischen Heere aufbrechen, um sich gegen den Psol in Marsch zu setzen. Das war gerade die entgegengesetzte Richtung, als diejenige über die Worskla! Der Plan über die Worskla zu gehen, wird in keiner Darstellung so eingehend, wie in der hier besprochenen behandelt. Da der Verfasser sein Werk unter Benutzung aller vorhandenen Quellen geschrieben hat, darf es wohl den gedachten Abweichungen gegenüber als authentisch angenommen werden.

Die Feldzüge 1707/09 und 1812 haben teilweise dieselbe Gegend Rußlands zum Kriegsschauplatz. Beide weisen mehrfach ähnliche Verhältnisse auf. Es sei nur auf die Kampfesart der Russen, wie auf die abnormen Witterungsverhältnisse und deren Einfluß auf Führer und Truppen hingewiesen. Das Stillesche Werk ist daher auch im Hinblick hierauf für uns Deutsche von Interesse, ganz abgesehen von dem Interesse, welches der Geschichtsforscher der von Stille auf jeder Seite in den Vordergrund gestellten Persönlichkeit des Königs Karl XII. entgegenbringt.

Der Verfasser hat es vortrefflich verstanden, seine Ansichten über die vermutlichen Pläne Karls XII. so klar, historisch getreu und unparteiisch als möglich zu entwickeln und darzulegen. Die hervorragenden Charaktereigenschaften des Königs werden dabei nicht in den Schatten gestellt. Es darf nach meiner Meinung in der Beurteilung dieser merkwürdigen Persönlichkeit nicht außer Acht gelassen werden, daß er nicht nur Feldherr, sondern auch verantwortlicher Herrscher über eine damalige Großmacht war. Von diesem Gesichtspunkt aus erscheint mir die Operation nach der Ukraine nicht nur nicht glücklich, sondern verfehlt. Starrsinn und Neigung zum Abenteuerlichen haben den jugendlichen, zu Beginn des Feldzuges 23 Jahre alten König wohl auf diese schiefe Bahn gebracht. Abgesehen hiervon ist es erstaunlich, wie der junge Herrscher schwierigen Kriegslagen gewachsen war. Dem Verfasser sind wir zu Dank verpflichtet, daß er diese Seite des Königs in das richtige Licht gestellt hat. Mit dem Urteil, der König sei ein Feldherr von Gottes Gnaden gewesen, ist der Verfasser aber meines Erachtens zu weit gegangen.

Dem Werke ist eine von dem schwedischen Leutnant Carl Bennedich ausgezeichnet bearbeitete Karte des umfangreichen Kriegsschauplatzes beigegeben. Der Maßstab ist 1 : 1785000. Zur Herstellung hat reiches Quellenmaterial aus dem 17. und 18. Jahrhundert zu Ge-

bote gestanden. Bennedich hat eine Klassifikation der in Frage kommenden Straßen in gute, mittlere und schlechte vorgenommen und sie in verschiedenen Signaturen eingezeichnet. Man erhält dadurch einen ungefähren Anhalt für die Beurteilung der Marschschwierigkeiten. Erwünscht wäre eine mehr ins Auge fallende Einzeichnung der Landesgrenzen, namentlich des damaligen Königreichs Polen. Die Beifügung einzelner Skizzen, z. B. von der Ukraine, in größerem Maßstabe würde das Studium des Textes erleichtern. Diese Bemerkungen sollen den Wert der Karte nicht schmälern. Vielmehr muß dem Bearbeiter für die jedenfalls sehr mühevolle Herstellung der Karte volle Anerkennung ausgesprochen werden.

Nachtrag. Inzwischen ist in der schwedischen Historisk Tidskrift eine Rezension des Stilleschen Werkes erschienen. Wie in vorstehendem angedeutet, ist damit der Fehdehandschuh von Herrn Professor Ernst Carlson [1]) aufgenommen. Da dieser Historiker mehrfache Studien über Karls XII. Kriege in Rußland veröffentlicht hat, halte ich es für angezeigt, den Leser über seine Stellungnahme zu dem Stilleschen Werke zu orientieren, nachdem mir die Redaktion in dankenswerter Weise noch den Raum dazu zur Verfügung gestellt hat.

In der Einleitung bedauert E. Carlson, daß seine Erwartungen arg enttäuscht seien. Er schreibt dies zweierlei Gründen zu. Einmal wirft er dem Werke tendenziösen Charakter vor. Der Verfasser Stille habe aus der Vorratskammer veralteteter Ideen die Behauptung hervorgeholt, daß Karl XII. ein Feldherr von Gottes Gnaden gewesen, und daß er die Schuld an dem Unglück während des Feldzuges 1707/09 nur in geringem Maße getragen habe. — Stille habe den Versuch gemacht, den alten, für eine chauvinistische Art der Betrachtung der schwedischen Geschichte wohlgefälligen Heroen-Kultus wieder aufleben zu lassen. Es sei dies aber auf Kosten der Generale, deren Verdienste Stille herabzusetzen versucht, wie des in vieler Beziehung bewunderungswürdigen Heeres geschehen. — Der zweite Grund liege in dem zu knapp herangezogenen und in gewisser Hinsicht ganz willkürlich gewählten Quellenmaterial. Zwei Hauptquellen, die Erinnerungen der Generale Gyllenkrook und Lewenhaupt, habe Stille als verdächtig und unzuverlässig hingestellt. Der Verfasser habe sich dadurch die Möglichkeit verschaffen wollen, unbequeme Aussagen dieser Männer verwerfen oder ablehnen zu können. In

1) Inzwischen ist Professor E. Carlson (am 7. 4. 09) in Stockholm verstorben. Die schwedische Geschichtsforschung sowohl, wie das schwedische höhere Schulwesen, in welchem er als »Oefverdirektor« eine leitende Stellung einnahm, haben dadurch einen schweren Verlust erlitten.

dieser Beziehung weist E. Carlson u. a. die Behauptung Stilles, daß Gyllenkrook seine Niederschriften unter dem Druck beginnender geistiger Umnachtung verfaßt habe, mit Entrüstung zurück.

Ehe E. Carlson auf die Einzelheiten näher eingeht, bespricht er die Karte. Ihre Herstellung erkennt er als eine große und eifrige Arbeit an. Immerhin werden mehrfache Ausstellungen gemacht. So sei der Maßstab zum Studium von Einzelheiten des Geländes zu klein und die Linien der politischen Grenzen träten zu wenig hervor. In Bezug auf Wald, Wasser und Straßen spiegelt die Karte nicht die damaligen Verhältnisse wieder, da als Quellen keine Karten damaliger Zeit, vielmehr jüngere aus verschiedenen Zeitepochen benutzt worden sind. — Der Versuch, die Straßen in drei Klassen einzuteilen, zeuge zwar von Selbstvertrauen, müsse aber als mißglückt bezeichnet werden. —

Zunächst wendet E. Carlson sich nun gegen die Auffassung, daß Gyllenkrooks Feldzugsplan für den ersten Teil des Krieges (bis Dorogobusch bei Smolensk) im Wesentlichen mit dem Plan des Königs übereingestimmt habe, und versucht, dem Verfasser Irrtümer nachzuweisen. Ohne eingehende Kenntnis der schwedischen Quellen kann nicht beurteilt werden, welche Auffassung zutrifft. Unanfechtbar bleibt, daß Gyllenkrok als ›ultima ratio‹, wie E. Carlson sagt, eine eventuelle Unternehmung gegen Moskau ins Auge faßt. E. Carlson erblickt zwischen diesem als Notbehelf in den Hintergrund gestellten Plan Gyllenkrooks und der Absicht des Königs, direkt gegen Moskau vorzugehen, einen großen Unterschied, den Stille ›vergeblich zu verringern‹ sucht. Andererseits hat Stille ›den Notbehelf‹ gar nicht geleugnet. Ihm lag daran zu zeigen, daß sowohl der König, wie auch sein Generalquartiermeister — allerdings unter wesentlich verschiedenen Voraussetzungen — sich die Einnahme von Moskau als das Endziel des geplanten Feldzuges gedacht haben. Nur in diesem Sinne kann Stille m. E. zu der Auffassung gelangt sein, daß zwischen beiden Feldzugsplänen eine gewisse Uebereinstimmung vorhanden war.

Zum Beweise dafür, daß der Gedanke Gyllenkrooks, nach Pskov vorzudringen, ein gesunder war, führt E. Carlson an, daß der Zar Peter gerade dieses am meisten gefürchtet habe. Er habe erleichtert aufgeatmet, als Karl XII. in entgegengesetzter Richtung angriff. Die Russen fühlten, daß sie nun im Stande sein würden, die Schweden zu isolieren und schließlich — zu vernichten. E. Carlson verwirft hiermit das absprechende Urteil Stilles über die Bedeutung der Gyllenkrookschen Pläne, ›für welche Stille von vornherein nur Hohn und Herabwürdigung‹ hat. —

Das Hervorheben der Neigung des Königs, den Feind aus seinen Stellungen hinter Flußläufen fortzumanövrieren, bezeichnet E. Carlson als freie Erfindung. Die Russen hätten Befehl gehabt, zunächst überall zurückzugehen, sodaß diese Art der Kriegsführung für Karl XII. keine große Kunst gewesen sein konnte. —

Ueber die Frage, wann der König sich zum Vorgehen gegen das Innere von Rußland entschlossen habe, gehen die Meinungen beider Schriftsteller auseinander. Beide führen jedoch als Grund für das wochenlange Verweilen des schwedischen Heeres in der Gegend von Smorgonje und Radoskovitschi an, daß der König die Zeit der Schneeschmelze vorübergehen lassen und den Frühling, der den Pferden Grasfutter bringen sollte, abwarten wollte. (Vgl. Stille S. 39!) —

Darin stimmt E. Carlson mit dem Verfasser überein, daß der Abschnitt des Feldzuges, der sich im Herbst 1708 zwischen dem Dnjepr (Mohilew) und dem Sosch abspielte, als der dunkelste und am schwersten zu erklärende dastehe. Aber Stilles ›künstliche‹ Erklärung werfe auch kein neues Licht auf die Geschehnisse dieser Episode. Aus einer Zusammenstellung der vorhandenen Quellen gehe nämlich hervor, daß neben dem Abwarten des Korps Lewenhaupt die schlechte Beschaffenheit der Straßen und ständiger Regen die Langsamkeit der Märsche von Mohilew aus veranlaßten. Und ihre Richtung, erst nach Südosten, dann nach Norden, sei wohl auch dadurch bestimmt worden, daß der König während der Wartezeit unweit Mohilew die Spuren verschiedener russischer Heeresabteilungen verfolgte, um diese zu erreichen und zu schlagen. (Stille führt letztere, schon früher veröffentlichte Erklärung von E. Carlson auch an. Vgl. S. 70). —

Wie der Verfasser, so hält auch E. Carlson den Entschluß des Königs, von Tatarsk nach Süden abzumarschieren, ohne das Herankommen Lewenhaupts abzuwarten, für fehlerhaft. Aber E. Carlson bemängelt Stilles Versuch, die Schwere des Fehlers dadurch zu mildern, daß er annimmt, der König habe sich nur durch falsche Meldungen über Lewenhaupts Aufenthaltsort dazu verleiten lassen. E. Carlson meint vielmehr, der König habe sich zum Abmarsch entschlossen, weil er noch in einer fehlerhaften Vorstellung über das mangelhafte Verständnis der Russen für die Kriegführung befangen gewesen sei. Karl XII. habe geglaubt, daß das russische Heer es nicht verstehen oder wagen würde, die durch seinen Abmarsch geschaffene Gelegenheit zum Angriff auf das Korps Lewenhaupt auszunutzen. Im Gegensatz zu diesem absprechenden Urteil ersehen wir aus der von Stille in dieser Hinsicht entwickelten Ansicht, daß nach seiner Meinung Karl XII. den Russen durchaus das Verständnis für die Ausnutzung der Lage zugetraut hat. —

E. Carlson wendet sich des weiteren energisch gegen die Ausführungen des Verfassers über Karls XII. verfehlte Wahl des Generals Lagercrona zum Führer der mißglückten Expedition nach Severien. Das vom Verfasser darüber Gesagte wird als ein mißlungener, von Inkonsequenzen nicht frei gebliebener Versuch bezeichnet, die Wahl des Königs zu verteidigen. Letzterer habe nicht die Gabe besessen, die Persönlichkeiten seiner Umgebung richtig zu beurteilen. — Uebrigens wird die Schuld Lagercronas in dem Werke von Fryxell über Karl XII. (Deutsch von v. Etzel) insofern milder angesehen, als dort behauptet wird, daß Lagercrona in den unwegsamen Waldungen Severiens von russischen Bauern irregeführt worden sei. —

Daß der König in Severien zu langsam vorging und daß ihm in Folge dessen Menschikof in der Einnahme von Baturin zuvorkam, bezeichnet Stille als den »ärgsten Mißgriff des Königs während des ganzen Feldzuges«. Das stellt E. Carlson als übertrieben hin, worin ihm beigepflichtet werden kann. —

Die Bemühungen des Verfassers, aus den Operationen des Königs nach und in der Ukraine die Absicht herzuleiten, daß dieser immer wieder versucht habe, eine neue Straße nach Moskau zu gewinnen, hält E. Carlson für verfehlt. Es sei dem Könige in seiner schon recht verzweifelten Lage nur darum zu tun gewesen, seinem Heere genügende Unterkunft zu verschaffen, sich der vereinzelten Angriffe der Russen zu erwehren und sich der drohenden Umzingelung durch immer weiteres Ausweichen nach Süden zu entziehen. — Auch erhebt E. Carlson den Vorwurf, daß Stille die durch Not, Entbehrung und verlustreiche schwere Kämpfe, durch die schreckliche Kälte, sowie das frühzeitig und plötzlich hereingebrochene Tauwetter herbeigeführten unerhörten Opfer des Heeres nicht genügend hervorhebt und dadurch das Andenken an die tapfere und opferfreudige Armee nicht genügend würdigt. —

Ueber Poltawa geht E. Carlson hinweg, teils aus Raummangel, teils weil die — »aus dem Zusammenhang herausgerissenen« — Betrachtungen nichts Neues bieten. Dagegen wendet er sich nachdrücklich gegen die als tendenziös bezeichnete Darstellung der Ereignisse nach der Schlacht. Namentlich erhebt er im Interesse der historischen Gerechtigkeit Einspruch dagegen, daß Stille die von den Generalen Lewenhaupt und Creutz vor der Kapitulation der Armee getroffenen Anordnungen und Maßregeln herabzusetzen versucht.

Es sei unwahr, daß Lewenhaupt den Oberbefehl erstrebt habe. Es sei aber natürlich, daß er, nachdem er erst in der Nacht vorher den Oberbefehl übernommen, vor dem zu fassenden folgenschweren Entschlusse bei seinen Generalen und Obersten Unterstützung ge-

sucht habe. Wenn man in dieser Beziehung auch anderer Meinung sein könne, so hält er doch Stilles Urteil, das die Generale der Verzagtheit zeiht, für hart und ungerecht. Er hält das Urteil zugleich für einen Niederschlag der, von einer gewissen historischen Partei in Schweden organisierten Verfolgung des Andenkens dieser verdienten Männer. — Ohne an dieser Kritik Kritik üben zu wollen, kann ich doch die Bemerkung nicht unterlassen, daß Stille wenigstens dem General Creutz die Anerkennung zollt, er sei einer der energischsten Generale gewesen, dessen Anordnungen nicht zum wenigsten ein einigermaßen geordneter Rückzug zu danken war. (Vgl. Stille S. 202.) —

In Vorstehendem sind die wesentlichsten Punkte der Kritik auszugsweise angeführt. Verschiedene Bemerkungen scheinen begründet. Dagegen tragen manche, vom deutschen Standpunkt aus betrachtet, den Charakter eines Streites um des Kaisers Bart. Im Ganzen empfängt man gerade durch die eingehende, leider nicht immer objektiv bleibende Kritik den Eindruck, daß Herr Professor E. Carlson trotz seines absprechenden Urteils dem Stilleschen Werk keine geringe Bedeutung beilegt.

Göttingen v. Scheele

Bretholz, Dr. Bert., Landesarchivar, Das mährische Landesarchiv. Seine Geschichte, seine Bestände, hrsg. vom Landesausschusse der Markgrafschaft Mähren. Brünn 1908, Verlag des mährischen Landesausschusses. VII u. 161 S. gr. 4° mit 15 Lichtdrucktafeln.

Die Archive in Oesterreich erfreuen sich sichtlich einer größeren Wertschätzung als in Preußen. Die neuen Archivgebäude tragen dort nicht so wie bei uns die Kennzeichen reiner Nützlichkeitsbauten an sich und auch deren Inneneinrichtung namentlich in den der Verwaltung dienenden Räumlichkeiten zeichnet sich durch vornehmere Ausstattung aus. Die Herren Kollegen in Oesterreich können ferner ihren Einzug in neue Amtsräume durch die Edition wahrer Prachtwerke in Schrift und Bild feiern. Dem glänzend ausgestatteten Buch von Gustav Winter über das 1903 fertig gestellte Haus-, Hof- und Staatsarchiv zu Wien schließt sich das vorstehende Werk von Bretholz über das ständische Archiv der Markgrafschaft Mähren in Brünn, das durch dessen 1907 erfolgten Umzug in zweckentsprechende Räume veranlaßt ist, würdig an. Der Druck bei Bretholz ist noch prächtiger als bei Winter und zahlreiche Lichtdrucktafeln geben Abbildungen der verschiedenen Archivsäle. Den den zweiten Abschnitt

des Werkes bildenden Katalog der archivalischen Ausstellung, die dauernd im Landesarchiv eingerichtet ist, zieren Nachbildungen von Prunkurkunden in Originalgröße, von künstlerisch bemerkenswerten Miniaturen und Titelblättern aus Handschriften und Inkunabeln.

Ein eignes Heim hat das mährische Landesarchiv auch bei der jüngsten Translokation nicht gefunden, es ist ihm vielmehr im II. Stockwerk des Amtsgebäudes des Landesausschusses in Brünn eine Stätte bereitet, wo es den Vorzug hat, mit der Landesbibliothek unter einem Dache zu hausen. Die Unterbringung von Archivalien in dem oberen Stockwerk eines allgemeinen Verwaltungszwecken dienenden Gebäudes, in dem tagsüber ein reger Verkehr zu sein pflegt, erscheint nicht ohne Bedenken; doch sind, wie Bretholz S. 68 darlegt, alle Vorkehrungen getroffen, um die Feuersicherheit der Archivräume zu garantieren. Ueberdies liegt die Hauptfront des Amtshauses des Landesausschusses nach einem freien Platze zu. Dessen eigentliche Bestimmung als Verwaltungsgebäude hat naturgemäß aber die Anlage der Archivsäle beeinflußt. Die Lagerräume, die den Platz- oder Straßenseiten zugewandt sind, haben nicht bis zu den Fußböden reichende Fensteröffnungen, sondern die gewöhnliche Zimmerbelichtung. Dieser Umstand mag mit dazu beigetragen haben, für diese Teile des Archivs nicht die Magazingliederung zu wählen, sondern Repositūren nur an den Innenwänden anzubringen. Diese, 4 Meter hoch, werden durch Galerien von 0,66 Meter Breite geteilt. Auf diese Weise konnte dem Bedürfnis nach Raum für Ausstellungsschränke Rechnung getragen werden, die ihren Platz in übersehbaren Sälen haben müssen. In den Archivsälen, die nach dem Hof zu liegen, hat man das Magazinsystem angewendet.

Das neue mährische Landesarchiv scheint ein glückliches Beispiel dafür abzugeben, wie verschiedene Modelle von Repositūren den zur Verfügung stehenden Räumlichkeiten entsprechend praktisch verwertet werden können. Es kommt nur darauf an, daß man die Maße für die Tiefe der Gestelle, die in der Höhenrichtung beliebig verstellbar sind, den Formaten der unterzubringenden Archivalien anpaßt. Auch in dieser Hinsicht hat offenbar Bretholz bei der Innenausstattung der neuen Archivräume eine glänzende Probe seines Disponierungsvermögens abgelegt. Das veranschaulichen aber besser, als Worte dazu im Stande sind, die schönen Interieuraufnahmen, die dem Werke beigegeben sind.

Die Geschichte des mährischen Landesarchivs, die Bretholz der Beschreibung der neuen Räumlichkeiten vorausschickt, hat für Fachleute besonderes Interesse. Sie verdient aber auch über diesen Kreis hinaus Beachtung, weil sie zu einem Abriß der Entwicklung der

mährischen Historiographie in der behandelten Zeit geworden ist, in dem der Verf. die Verdienste der Gelehrten, die auf dem Gebiete mährischer Geschichte tätig gewesen sind, mit großer Unbefangenheit würdigt. Es ist kennzeichnend für den Beginn des 19. Jahrhunderts, daß der Dienstauftrag, der den ersten Archivaren des mährischen Landesarchivs in dieser Zeit gegeben wurde, nicht dahin lautete, daß sie der Ordnung und Verzeichnung der vorhandenen Archivalien und der Sammlung etwa verstreuten Stoffes ihr Hauptaugenmerk zuzuwenden hätten, sondern daß man von ihnen die Abfassung einer Geschichte Mährens oder aber einer solchen der mährischen Historiographie und Quellenkunde verlangte. Von Anton Boczek, der das mährische Quellenmaterial um eine ganze Anzahl von Urkundenfälschungen bereichert hat, sind die auf ihn gesetzten Erwartungen nicht erfüllt worden. Seinem zeitweiligen freilich nur interimistischen Nachfolger, dem Professor Beda Dudik, wird eine Allgemeine Geschichte Mährens in 12 Bänden verdankt, die aber erst in den Jahren 1860—1888 erschienen sind.

Dudiks Beschäftigung in der Eigenschaft eines mährischen Landeshistoriographen verzögerte zunächst die Anstellung eines Landesarchivars. Der seit 1850 dafür in Aussicht genommene Josef Chytil ward erst 1855 auf Betreiben des Mitgliedes des Landesausschusses, des Ritters Peter von Chlumecky, zum Archivar ernannt. Mit der Tätigkeit dieser beiden Männer beginnt eigentlich der Zeitpunkt, von dem ab die wissenschaftliche Behandlung des Archivwesens Mährens datiert werden muß. Chlumeckys organisatorisches Talent und Chytils aufopfernde fachmännische Arbeitsleistung haben das Landesarchiv Mährens neu begründet.

Zunächst wurde überhaupt einmal ein Inventar des Archivs aufgenommen, auf Grund dessen man an die Ausmittlung geeigneter Unterkunftsräume ging. Dabei mußte auch die Frage der Trennung von Archiv und Registratur des Landesausschusses entschieden werden. Für das Sonderungsgeschäft erwies sich die Anstellung eines Archivars als dringende Notwendigkeit, für den eine neue Dienstanweisung erlassen wurde, in welcher Weise die Neuordnung und Verzeichnung der Bestände zu erfolgen habe. Auch sie ward von Chlumecky verfaßt. Es verdient besondere Anerkennnng, daß dieser Mann bereits im Jahr 1855 den Einfluß der Zentralstelle auf die Ordnung der öffentlichen Archive im Lande zu begründen suchte. Der Mangel eines staatlich organisierten Archivs der Markgrafschaft Mähren ließ Chlumecky die Forderung stellen, daß ›alle auf Recht und Geschichte bezugnehmenden und zum kurrenten Dienst nicht mehr gehörigen Schriften, Urkunden und Akten der Landesbehörden‹ entweder in

den Originalen oder in Abschriften dem Landesarchiv einverleibt werden sollten. Auch der Erschließung und Erhaltung der nichtstaatlichen Archive wandte er vom Anfang seiner Tätigkeit ab seine Fürsorge zu. In Gemeinschaft mit Chytil sammelte er auf Reisen für das geplante »Generalrepertorium aller historischen Materialien im Lande« und war er eifrig bestrebt, durch schriftliche Belehrung die Unterstützung weiterer Kreise für das Unternehmen zu gewinnen. Die Archivstatistik, deren Plan Chlumecky 1857 in einer Eingabe dem Landesausschuß zur Genehmigung unterbreitete, sieht für Mähren schon die Aufgabe vor, die in Baden und Preußen erst etwa 25 Jahre später, wenigstens in systematischer Weise, begonnen worden ist: die Inventarisierung und Nutzbarmachung der im Besitz von weltlichen und kirchlichen Gemeinden, von wissenschaftlichen Instituten und Privaten befindlichen Archivalien. Chlumecky hat bereits im Jahr 1858 in den mährischen Archivkorrespondenten die Vorläufer der Archivpfleger geschaffen, wie sie beispielsweise in den 80er Jahren in Baden eingeführt sind. Im Zusammenhang damit regte er auch die Abfassung von Ortschroniken an. Chlumeckys Bestrebungen waren natürlich nicht vollständig neue; in verschiedenen Gegenden Deutschlands sind schon vorher ähnliche Versuche unternommen worden und haben auch, soweit es die zur Verfügung stehenden Arbeitskräfte und andere Umstände zuließen, einige Resultate gebracht. Bewundernswert aber bleibt an Chlumecky der weite Blick und das zielbewußte Vorgehen, mit dem er seinen umfassenden Plan zur Sammlung der archivalischen Quellen für die Geschichte Mährens zu verwirklichen trachtete. Sein frühzeitiger Tod — Chlumecky starb am 29. März 1863 im Alter von 38 Jahren — brachte sein Werk ins Stocken, zumal sein tätiger Mitarbeiter Chytil bereits im Jahr 1861 einem längeren Leiden erlegen war. Vinzenz Brandl, der an Chytils Stelle trat, setzte seine Kräfte vornehmlich zur Erforschung des mährischen Landrechts und dessen Interpretation ein. Wertvolles Material für diesen Gegenstand veröffentlichte er in den Libri citationum et sententiarum. Die letzten 23 Jahre seiner archivalischen Tätigkeit beschäftigte ihn hauptsächlich die Fortführung des Codex diplomaticus Moraviae, dessen ersten Band (— 1200) Boczek im Jahre 1836 herausgegeben hatte; Brandl veröffentlichte in 6 Bänden die Urkunden der Jahre 1350—1407. Im Jahr 1899 gab Brandl sein Amt auf und Bretholz folgte ihm darin.

Der Verf. des vorliegenden Buches wirft von S. 113 ab einen bemerkenswerten Rückblick auf die Tätigkeit der früheren Landesarchivare. Bei aller Anerkennung, die er den verschiedenen Persönlichkeiten zu Teil werden läßt, muß er deren archivalische Leistungen

im Einzelnen wie im Ganzen als Stückwerk bezeichnen, vor allem deshalb, weil keiner der Beamten die begonnene und unvollendet zurückgelassene Arbeit seines Vorgängers aufgenommen und weitergeführt hat. Gewiß tragen daran die völlig verschiedenen Dienstvorschriften, die den mährischen Landesarchivaren im Laufe des 19. Jahrhunderts gegeben wurden, die Hauptschuld. Wenn zeitweise als ihre Aufgabe die Abfassung einer Geschichte des mährischen Landes proklamiert wurde, so konnte natürlich die Arbeit im Archiv dabei nicht recht gedeihen. Die Auffassung von der beruflichen Tätigkeit eines Archivars hat übrigens doch ganz allgemein in den verflossenen 100 Jahren allerlei Wandlungen durchgemacht. Daß die Begründer unserer Provinzialarchive in Preußen in den 20er und 30er Jahren des vorigen Jahrhunderts ebenfalls die Verpflichtung empfanden, einen Ueberblick über die Geschichte der Länderbezirke, deren Archive ihnen unterstanden, zu geben, selbst wenn es ihre Dienstanweisung nicht ausdrücklich vorschrieb, ist bei dem derzeitigen Stande der Forschung vollkommen begreiflich. Daß diese Arbeiten heute als erweiterungs- und verbesserungsbedürftig bezeichnet werden müssen, erklärt sich schon aus dem reichen Zuwachs an Quellenmaterial, den die meisten öffentlichen Archive in der Zwischenzeit erfahren haben. Da die Vermehrung der Beamtenzahl an dem einzelnen Archiv damit in der Regel nicht gleichen Schritt gehalten hat, so sind die Ordnungsarbeiten in den Archiven ziemlich allgemein, wie eben auch im Brünner Landesarchiv, bislang nicht zu einem wünschenswerten Abschluß gelangt. Wird doch die Art der archivalischen Arbeit auch durch die sich verändernde historische Forschungsmethode bedingt. Und die Ausdehnung geschichtlicher Studien auf früher weniger beachtetes Quellenmaterial hat das Arbeitsfeld des Archivars im letzten halben Jahrhundert recht erheblich verbreitert. Bretholz hat daher sehr recht, wenn er (S. 116) die Archivordnungsarbeit mit einer Schraube ohne Ende vergleicht. Deshalb muß das Gewinde der Schraube dem einzelnen Archiv einigermaßen angepaßt werden und es ist dafür Sorge zu tragen, daß die Richtung, in der gebohrt werden soll, für längere Zeit festgelegt wird. Dann wird sich ein gleichartiges Vorrücken, die Tradition der Arbeit, wie Bretholz es nennt, erreichen lassen, ohne die dauernde Resultate überhaupt nicht zu erzielen sind.

Bretholz schneidet auch die Frage nach dem Verhältnis der Arbeit des Archivars im und für das Archiv und der aus dem Archiv an. Ordnung und Repertorisierung von Urkunden und Akten etc. wird dem Normalstandpunkt zu Folge dem Amtspflichtenkreis, die Veröffentlichung und Bearbeitung archivalischer Quellen dem Ehren-

pflichtenkreis des Archivars zugeschrieben. Bretholz freut sich offenbar, daß ihm die Statuten des mährischen Landesarchivs geradezu gebieten, beide Seiten dieser Tätigkeit als amtliche Aufgaben anzusehen. Und das mit einem gewissen Recht. Wenn das Ordnen und Verzeichnen von Archivalien im wissenschaftlichen Sinne ausgeführt werden soll, so bedeutet das zugleich eine Bearbeitung derselben sowohl dem Inhalt wie der Form nach. Will man den Archivar davon zurückschrecken, indem man ihm die Grenzen seiner amtlichen Tätigkeit so eng zieht, daß er das Regest einer Urkunde oder die Inhaltsangabe eines Aktenstückes nur nach einem äußerlichen Schema anfertigen darf und daß man seine Leistung dann nach der Zahl der erledigten Stücke abschätzt? Man begünstige in dieser Beziehung vielmehr eine individuelle, wenngleich umständlichere Behandlungsart des archivalischen Materials, vorausgesetzt daß sie sichere Methode und kritische Schulung erkennen läßt. Die größere Bewegungsfreiheit, die man dem Archivar gönnt, wird, dessen bin ich gewiß, auch seinen amtlichen Schaffensdrang beleben. Die Möglichkeit, die Resultate solcher Arbeiten durch den Druck weiteren Kreisen zugänglich zu machen als mit den Archivrepertorien den paar persönlichen Benutzern eines Instituts, bietet sich, wenn der Gegenstand es einigermaßen lohnt, heutzutage doch leichter als vor 25 Jahren. In Norddeutschland freilich vermissen wir noch das Bestehen einer oder mehrerer archivalischer Zeitschriften, durch die Urkunden und Akten beschränkteren Umfangs über ein bestimmtes Thema veröffentlicht werden können. Wenn Unternehmungen der Art, wie es seiner Zeit Lacomblets Archiv für die Geschichte des Niederrheins eines war, in verschiedenen Gegenden wieder aufleben wollten, so würde der Geschichtswissenschaft m. E. besser gedient sein, als durch die Herausgabe der zahlreichen Zeitschriften historischer Vereine. Und auch im dienstlichen Interesse der Archive scheint es mir zu liegen, daß deren Beamte in den Stand gesetzt würden, für Fragen, die zur Zeit im Mittelpunkt wissenschaftlicher Erörterung stehen, unveröffentlichte archivalische Zeugnisse in größerem oder geringerem Umfange bereit zu stellen. Sie wissen, wo sie zu suchen sind und werden auf entlegene Stellen in Handschriften und Aktenkonvoluten aufmerksam, an denen noch verborgene Schätze schlummern. Deren schleunigere Bekanntgabe vermag wohl gelegentlich längere theoretische Auseinandersetzungen überflüssig zu machen. Auf jeden Fall wird der Wert, den sie besitzen, in öffentlicher Diskussion am sichersten festgelegt werden.

Düsseldorf Th. Ilgen

Friedrich Bothe, Das Testament des Frankfurter Großkaufmanns Jakob Heller vom Jahre 1519. Ein Beitrag zur Charakteristik der bürgerlichen Vermögen und der bürgerlichen Kultur am Ausgange des Mittelalters. Sonderabdruck aus dem »Archiv für Frankfurts Geschichte und Kunst«, dritte Folge, Band IX. Berlin, Alexander Duncker, 1907. IV und 61 S. mit 2 Bildern. — **Derselbe,** Frankfurter Patriziervermögen im 16. Jahrhundert. Ein Beitrag zur Charakteristik der bürgerlichen Vermögen und der bürgerlichen Kultur. II. Ergänzungsheft des Archivs für Kulturgeschichte, herausgegeben von Georg Steinhausen. Berlin, Alexander Duncker, 1908. XII und 189 S. mit 2 farbigen Bildern und einer Autotypie.

Bothe führt uns hier die Persönlichkeiten, den Haushalt und die wirtschaftliche Lage der Frankfurter Patrizier Jakob Heller († 1522), Claus Stalburg († 1524) und Hans Bromm († 1564) je in gesonderter Darstellung vor. Die Aufsätze über Stalburg und Bromm sind in der zu zweit genannten Schrift vereinigt. Die Hauptquellen nebst mancherlei Zugaben werden als Beilagen veröffentlicht. Für Heller liegen ein Testament mit ausführlichem Kodizill und ein Nachlaßinventar vor, für Stalburg ein umfängliches Nachlaßinventar und 2 Testamente, für Bromm mehrere Einkommenregister und ein Nachlaßinventar. Handelsgesellschaftsverträge, welche dieselben Familien, z. T. dieselben Personen betreffen, waren schon früher, meist auszugsweise, von Krieg, »Bürgertum im Mittelalter, neue Folge«, veröffentlicht worden. Die Steuererklärung von Jakobs Vater, Bechtold Heller, hat Bothe früher in seinem Buch »Entwickelung der direkten Besteuerung in Frankfurt« S. *70 f. veröffentlicht; überhaupt berührt sich der Inhalt dieses größeren Werkes vielfach mit den hier zu besprechenden Schriften.

Die vorliegenden Arbeiten erschließen ein wertvolles und vielseitiges Material, von dem bisher nur Bruchstücke bekannt gemacht worden waren. Gegen die Behandlung der Texte sind manche Bedenken zu erheben. Es ist nicht einzusehen, warum ein Teil der Quellen, die Inventare Bromms und des Holzhändlers Schilling, durchweg statt im Wortlaut in einem halb modernisierten Deutsch vorgelegt wird. Bei den meisten größeren Stücken hat Bothe einzelne Teile gekürzt. Hierin ist er wohl zu weit gegangen. So hätte man gern über die in Stalburgs Nachlaß befindlichen Urkunden mehr erfahren (»Patriziervermögen« S. 94). Wenig glücklich ist namentlich die Behandlung der Forderungen und Schulden in dem interessanten Nachlaßinventar des Holzhändlers Schilling (ebd. S. 172 ff.). Ueber die Forderungen gibt Bothe gleich nach einander 2 verschieden geordnete Uebersichten, deren Ziffern sich nicht in Einklang bringen lassen. Ueber die Bedeutung der einzelnen zusammenaddierten Zahlen

wird sich wohl jeder Leser vergeblich den Kopf zerbrechen. Das Verzeichnis der Schulden wird etwa zur Hälfte mitgeteilt. Wenigstens über die auswärtigen Forderungen und Schulden Schillings wäre man gern vollständig unterrichtet gewesen. Daß Heller sein Kodizill vom 31. III. 1519 später noch ergänzt hat, erfahren wir in der Schrift über Heller nicht, sondern erst beiläufig ›Patriziervermögen‹ S. VI.

Der Raum für die vollständigere Mitteilung der Haupturkunden hätte in dem ›Patriziervermögen‹ durch die Fortlassung mancher an sich interessanter, aber mit dem Gegenstand der Arbeit nur lose zusammenhängender Beigaben geschaffen werden können. So veröffentlicht Bothe S. 120 ff. aus den Jahren 1361 und 1362 Listen des Hausgeldes, welches die einzelnen Hausbesitzer von ihren Mieteinnahmen in den Messen der Stadt entrichten. Die unentbehrlichen Erläuterungen fehlen hier, auch sind die Endsummen der langen Verzeichnisse nicht aufgerechnet. Daher hätte Bothe diese Beilage besser für die angekündigte Arbeit über das Aussehn der Messe aufgespart. Unter den übrigen Beilagen möchte ich als besonders interessant hervorheben die Tabelle der Steuerzahler von 1567, nach Beruf und Steuersumme angeordnet (ebd. S. 174 ff.) und das Verzeichnis der Mitglieder der 3 ›Gesellschaften‹ von 1504 (›Heller‹ S. 39, ebenda S. 5 die Aufklärung über die Kreuze und Sterne in dieser Liste). Ueber den am Anfang der Liste von Frauenstein genannten Thomas von Venrade vergleiche jetzt Stein, Hansisches Urkundenbuch X S. 495.

In Bezug auf die Normalisierung der Schreibweise der edierten Urkunden hat sich jetzt Bothe erfreulicher Weise den üblichen Grundsätzen mehr angeschlossen. So verwendet er jetzt, wenn auch nicht überall konsequent, bei den Eigennamen große Anfangsbuchstaben. ›Patriziervermögen‹ S. 123 finden wir wieder die seltsame Wiedergabe des abgekürzten Wortes nota durch no^m. S. 117 und 119 oben vermißt man eine Angabe über die Datierung. Auch über die benutzten Handschriften wären nähere Angaben erwünscht gewesen, und zwar bei den Beilagen selbst. Nur beiläufig erfahren wir im Vorwort, daß Bothe Stalburgs Inventar nach einer Abschrift Fichards ediert.

In den einzelnen Aufsätzen gibt Bothe von den persönlichen und wirtschaftlichen Verhältnissen der 3 genannten Patrizier eine nicht sehr prägnante, aber im allgemeinen zutreffende Darstellung und bringt zu den mitgeteilten Quellen viel ergänzendes und erläuterndes Material herbei. Die Lesbarkeit dieser Aufsätze hat dadurch gelitten, daß Bothe zu oft von dem speziellen Thema abschweift, z. B. zu Erörterungen über die Steuerpolitik des Rates oder zu Auszügen aus

Geilers Predigten. Ferner sind manche Quellenstellen oder Exzerpte in den Text eingeschoben, welche besser in die Beilagen verwiesen worden wären, z. B. Stalburgs Testamente (›Patriziervermögen‹ S. 43 ff.).

Am wenigsten befriedigen die sehr aphoristisch gehaltenen allgemeinen Betrachtungen über Handel und Wohlstand Frankfurts, welche beiden Arbeiten, besonders dem ›Patriziervermögen‹, vorausgeschickt sind. Vgl. hierüber Strieder, Deutsche Literaturzeitung 1908 Sp. 1139 ff. Insbesondere hätte Bothe Keutgens sehr berechtigte Mahnung beherzigen sollen, die Spärlichkeit der handelsgeschichtlichen Quellen des Mittelalters im Auge zu behalten (Hansische Geschichtsblätter 1901 S. 111). Z. B. behauptet Bothe (›Patriziervermögen‹ S. 1), daß die Holzhausen und einige andere reiche Patrizierfamilien niemals eigentlichen Handel getrieben hätten. Richtig ist nur, daß keine dahin gehenden Nachrichten vorliegen. Bei der Spärlichkeit der Quellen für den Frankfurter Handel des 13. und 14. Jahrhunderts ist es aber mindestens für diese Zeit unzulässig, aus dem Schweigen der Quellen für bestimmte Familien irgend welche Schlüsse zu ziehen. Eine fruchtbringende Erörterung der Bedeutung des Frankfurter Handels und der Quellen des Wohlstandes der Patrizier müßte sich auf viel breiterer Grundlage aufbauen.

Im folgenden soll aus der Fülle vielseitiger Belehrung, welche diese Arbeiten bieten, einiges herausgehoben werden. Hellers Testament bringt uns einen Mann von ernster Religiosität lebendig vor Augen, welcher eifrig bedacht ist, sein Seelenheil durch fromme Werke zu gewinnen. Sehr bezeichnend für ihn ist die im eigenhändigen Kodizill bis in das kleinste Detail ausgeführte Anordnung einer Pilgerreise nach Rom. Heller war selbst im Jubiläumsjahr 1500 nach Rom gereist und hatte mit tiefer Andacht alle heiligen Stätten besucht. Nun soll der von seinen Erben zu entsendende Pilger mit einem in Rom angeworbenen deutschen Priester die Hauptkirchen in bestimmter Reihenfolge besuchen, dort Messen lesen lassen und Gebete verrichten. Allen Reliquien und Wundererzählungen bringt Heller unbedingten Glauben entgegen. Diese streng altgläubige Gesinnung ist, wie Bothe mit Recht hervorhebt, nur bei einer Minderheit der Frankfurter Patrizier seiner Zeit vorauszusetzen. Einen Vertreter ganz anderer Anschauungen lernen wir in Claus Stalburg kennen. Diesen sehen wir früh von der Reformationsbewegung beeinflußt. In seinem Testament vom Jahre 1518 streicht er fast gänzlich die Legate an geistliche Anstalten, welche er freilich auch schon 1501 längst nicht so reichlich wie Heller bedacht hatte (›Patriziervermögen‹ S. 41). Später

finden wir in ihm einen Anhänger der Reformation und Freund Melanchthons.

Sonst haben die beiden Männer vieles gemeinsam. Als Stifter von Kunstwerken sind sie wohlbekannt. Zu Bothes Mitteilungen über die von Heller gestifteten Kunstwerke vergl. Merlo, Annalen des Historischen Vereins für den Niederrhein 38 S. 103 ff. Darnach hat Heller für die Kölner Stiftskirche Maria im Kapitol ein Glasgemälde gestiftet, auf dessen unteren Feldern sich Bilder des Stifters und seiner Ehefrau befinden, welche den von Bothe reproduzierten Bildern derselben sehr ähnlich sind. Vgl. auch ebenda S. 110 zu Bothe S. 28 die Notiz Merlos über die angeblich von Heller selbst verfertigte Bibel.

Heller und Stalburg haben offenbar eine humanistische Bildung, wie sie letzterer seinen Söhnen hat angedeihen lassen, nicht besessen; ja in Hellers eigenhändigem Kodizill sind die häufig eingestreuten lateinischen Wörter arg entstellt. Aber wir wissen von beiden, daß sie gute Bücher schätzten. Stalburgs Bibliotheksverzeichnis (S. 112) enthält vorwiegend religiöse und historische Werke, fast alle in deutscher Sprache. Etwas breit ausgesponnen sind die Schlüsse, die Bothe (S. 34 ff.) aus dem Geist einzelner dieser Bücher auf Stalburgs Denkweise zieht. Wohltuend berührt bei diesen Männern die Fürsorge für ihre Dienstboten, welche ein Zeitgenosse allgemein an den Frankfurter Patriziern rühmt. Der kinderlose Heller hat fast seinen gesamten Vorrat an Bargeld, Silber, Kleinodien und Getreide, 1519 auf 3200 Gulden geschätzt, zu religiösen, wohltätigen und gemeinnützigen Zwecken bestimmt. Ob die von ihm ursprünglich vorgesehene Stiftung einer Wärmehalle, deren Kosten er auf 1200 Gulden schätzte, zu Stande gekommen ist, wissen wir nicht. Nachträglich hat Heller bestimmt, daß dieses größte Legat zuerst gestrichen werden solle, wenn die verfügbaren Mittel nicht ausreichen würden (›Patriziervermögen‹ S. VII).

Besonders ergiebig sind die von Bothe erschlossenen Quellen für die Kenntnis des Hausrats reicher Bürger. Stalburgs Inventar führt uns die Möbel, die Kleidung, das Tischgerät, die Kleinodien, die Münzsammlung usw. eines reichen, prachtliebenden Patriziers vor. Auch 2 anscheinend alchemistische ›Destillieröfen‹ sind aufgeführt (S. 21 und 104, vergleiche den liber de arte destillandi S. 112). Hervorzuheben ist das von Stalburg selbst angefertigte Verzeichnis seiner von Hartmann Kistener gegrabenen ›Kuchelsteine‹ (Kuchenformen mit eingeschnittenen Bildern). Einen der aufgeführten Steine hat Bothe im Frankfurter Historischen Museum entdeckt und dessen Abbildung beigegeben.

Für die Geschichte der Vorfahren der hier behandelten Patrizier haben Fichards handschriftliche Geschlechtsregister und Urkundenabschriften die wichtigste Grundlage gebildet; auf jene Abschriften gehen ja auch Kriegs oben genannte Auszüge meistens zurück. Es wäre zu wünschen, daß Fichards Quellen nachgegangen würde, daß ferner besonders aus den reichen Schätzen des Stadtarchivs neues Material über die Anfänge dieser und anderer Kaufmannsfamilien beigebracht würde. Bothe verfolgt nur Hellers Vorfahren bis in das 14. Jahrhundert zurück. 1382 ist dessen Urgroßvater, der Schuhmacher Bechtold Heller, in Frankfurt Bürger geworden. Dieser Bechtold erscheint später als Krämer; die 3 folgenden Generationen sind als Tuchhändler nachzuweisen, 2 Mitglieder der Familie treffen wir in Venedig an. Eine weit größere Bedeutung kommt den unter sich verwandten Familien Stalburg und Bromm in der Geschichte des Frankfurter Handels zu. Diese waren in einer vor 1457 begründeten (anscheinend schon 1449 bestehenden) und erst 1497 aufgelösten Handelsgesellschaft verbunden. Das Vermögen dieser Gesellschaft, welche vornehmlich mit Venedig handelte, betrug im Jahre 1475 über 60000 Gulden, abgesehen von dem Sondervermögen der einzelnen Gesellschafter. Das Einkommen aus den Gütern war bei ihnen damals noch unbedeutend gegen dasjenige aus der Gesellschaft. Siehe Bothe ›Entwickelung der direkten Besteuerung‹ S. 157 Anmerkung 2.

Claus Stalburg ist in früheren Jahren Kaufmann gewesen. Nach seinem Ausscheiden aus der genannten Gesellschaft wird seine ›Handlung‹ noch einmal in seinem Testament von 1501 erwähnt, nicht in dem von 1518 nach Bothes Auszug. Im Nachlaß fanden sich 12 Kaufhandelbriefe aus den Jahren 1457—1485, keiner aus jüngerer Zeit. Diese Umstände machen es wahrscheinlich, daß sich Stalburg schon längere Zeit vor seinem Tode vom berufsmäßigen Handel zurückgezogen hat. Zur Zeit seines Todes bestand nach Ausweis des Inventars die große Handlung sicher nicht mehr. Dies erkennt auch Bothe (S. VIII) nach anfänglichem Zweifel an.

Immerhin sieht Bothe in Stalburg noch immer zu sehr den Kaufmann. Einige Posten des umfänglichen Inventars, welches mit gewissen hier nicht in Betracht kommenden Ausnahmen die gesamte unbewegliche und bewegliche Habe verzeichnen soll, deutet er als Handelswaren. Hier kann ich ihm nicht zustimmen. Er meint, Stalburg habe damals besonders mit Edelsteinen, vermutlich auch mit Pelzwerk, vielleicht auch mit anderen Kostbarkeiten Handel getrieben. Aber diese Briefe, Büchschen usw. mit hunderten von ungefaßten Edelsteinen fanden sich in einer Sammlung vereinigt mit alten und

fremden Münzen, welche sicher nicht zur Veräußerung bestimmt waren; die Stücke dieser Sammlung waren mit fortlaufenden Buchstaben signiert (S. 24 und 92 ff.). Und der doch nur bescheidene Vorrat von 20 Marderfellen und 13 Marderrücken wird im Kleiderschrank aufbewahrt.

Weiter gibt Bothe S. 47 Anmerkung 2 an, Stalburg habe bis kurz vor seinem Tode mit Bechtold vom Rhein und Anderen eine Handelsgesellschaft gebildet. Daß Stalburg damals oder kurz vorher mit jemand anders als Bechtold eine Handelsgesellschaft gehabt habe, ist aus den von Bothe angezogenen Stellen nicht zu ersehen. Aber auch bezüglich Bechtolds ist die Angabe irreführend. Die Gesellschaft mit ihm betraf ein reines Gelegenheitsgeschäft, das bei Stalburgs Tode noch nicht abgewickelt war. Dieser hatte seinem Schwager Bechtold eine Summe Geldes zu einem ›Kauf‹ anvertraut. Bechtold führt nun die im Verhältnis zu Stalburgs Vermögen unbedeutende Summe von rund 290 Gulden als Kapital und Gewinnanteil an den Nachlaß ab; außerdem haben die Erben noch Anteil an 3 Stück Alaun und an Baumwolle im Wert von etwa 8 Gulden.

Wir können das Ergebnis so zusammenfassen: der frühere Berufskaufmann Stalburg ist jetzt nur noch Gelegenheitshändler, sonst im wesentlichen Rentner. Bothe hätte ihn (und ebenso Heller) daher nicht schlankweg als Typus des Großhändlers behandeln sollen (S. 12, vgl. ›Jakob Heller‹ S. 4). — Wie schon das oben erwähnte Geschäft bekundet, hat Stalburg nicht etwa in seiner späteren Zeit den Handel mißachtet. Einen seiner Söhne läßt er die Kaufmannschaft erlernen. Er soll, nicht lange vor Stalburgs Tode, durch Melanchthons Vermittlung bei einem Breslauer oder Leipziger Hause als Handlungsdiener eintreten (S. 40 Anmerkung 3). Durch diesen Sohn ist die Stalburgsche Handlung wieder aufgelebt. So hat er 1558 mit einem Patrizier aus Hagenau (Bothe S. 54 nennt versehentlich Basel) eine Gesellschaft erneuert, welche mit Italien, besonders Genua, Handel trieb.

Auch Jakob Heller ist nur in jüngeren Jahren als Kaufmann nachzuweisen, und zwar nicht nur als Großhändler, sondern auch als Gewandschneider (›Jakob Heller‹ S. 11). Ob er in seinen späteren Lebensjahren Geld im Handel angelegt hatte, läßt sich nicht mit Bestimmtheit entscheiden, da die Quellen keinen vollen Ueberblick über sein Vermögen geben. Stichhaltige Zeugnisse für Handelstätigkeit Hellers fehlen nach dem Jahre 1490. So wird man nicht mit Bothe (S. 23) annehmen, daß Heller die Reise nach Rom im Jahre 1500 wahrscheinlich in Handelsgeschäften unternommen habe. Das Jubi-

läum dieses Jahres bietet in Anbetracht seiner religiösen Gesinnung einen viel näher liegenden Erklärungsgrund.

Ueber die Größe und Zusammensetzung des Vermögens und Einkommens der drei genannten Patrizier geben uns die vorliegenden Quellen reiche Belehrung, wenn auch die Auskunft nicht immer vollständig ist. Die Jahreseinnahme Stalburgs, der notorisch einer der reichsten Frankfurter war, betrug zur Zeit seines Todes sicher erheblich mehr als 1200 Gulden. Davon kamen über 1000 Gulden auf Renten, über 200 Gulden auf Mieteinnahmen aus den Frankfurter Häusern (›Patriziervermögen‹ S. 116 f., dazu S. XII und 50).

Genauer feststellbar ist Hans Bromms Einkommen. Sein Reineinkommen betrug (ebd. S. 63 und 129) im Jahre 1549 etwa 538, im Jahre 1550 etwa 629 Gulden. Und zwar betrugen 1549 die Bareinnahmen rund 610 Gulden, wovon reichlich die Hälfte allein auf Mieteinnahmen in den beiden Messen (vgl. S. 67 für 1556: ca. 320 bis 330 Gulden), der Rest hauptsächlich auf Renten zu rechnen ist. Dazu kamen Einnahmen an Getreide und anderen Naturalien im Werte von ungefähr 182 Gulden. An Schuldzinsen gingen 254 Gulden ab. An Handelsgeschäften war Hans Bromm damals nicht beteiligt.

Im Jahre 1554 legte er ein Kapital von 6000 Gulden, das er selbst bei Christen und Juden aufgenommen hatte, bei der Mansfelder Kupferbergbaugesellschaft (Steinachergesellschaft) ein, an der sein Bruder Claus stark beteiligt war. Das Unternehmen brachte jahrelang keinen Gewinn; hauptsächlich hierdurch geriet Hans Bromm immer tiefer in Schulden, so daß 1564 sein Nachlaß als überschuldet gelten muß. Unsichere Außenstände und schwebende Prozesse machen die Vermögenslage des Nachlasses sehr unübersichtlich. Ueber den Verlauf jenes Unternehmens, bei welchem die Frankfurter Gesellschafter, namentlich die Stadt Frankfurt selbst, schließlich auch das eingezahlte Kapital verloren, bringt Bothe eingehende, aber der Ergänzung bedürfende Mitteilungen.

Ueber Hellers Schwiegervater, den aus Köln stammenden Frankfurter Kaufmann Johann von Melem, aus dessen Gesellschaft Hellers Frau über 7500 Gulden erhielt, bringt jetzt der zehnte Band des Hansischen Urkundenbuchs wertvolle Nachrichten. Melem war mit seinem Schwager Gotschalk von Eilse in Köln und dem hervorragenden dortigen Großkaufmann Gotfrid (Godert) Sterzgin eine Handelsgesellschaft eingegangen. Im Jahre 1474 wurden Waren dieser Gesellschaft im Werte von 883 Pfund 6 Schillinge Fläm. in Seeland auf 2 neapolitanischen Galeeren verfrachtet und dann unweit der spanischen Küste gekapert. Siehe Stein a. a. O. n. n. 357, 358 und 383. Damit fällt zugleich neues Licht auf die von Bothe (›Patriziesver-

mögen‹ S. 8) angezogene Stelle einer Frankfurter Steuerordnung von 1462, welche für ›auf dem Wasser‹ verdorbenes Kaufmannsgut Steuernachlaß gewährt.

Es ist zu bedauern, daß die Benutzung der gediegenen Forschungen Bothes durch ihre Formlosigkeit erschwert wird. Für das in Aussicht stehende große Werk des Verfassers über den Fettmilchaufstand darf man wohl den Wunsch aussprechen, daß er sich mehr als bisher an eine straffe Disposition halten und alle vom Thema zu weit abführenden Erörterungen und Mitteilungen in Exkurse oder besondere Aufsätze verweisen möge.

Ober-Stephansdorf Heinrich von Loesch

Dr. Felix Burckhardt, Die schweizerische Emigration 1798—1801. VIII. u. 532 S. gr. 8. Basel, Helbing und Lichtenhahn, 1908.

Eine Seite der wechselvollen Geschichte der Schweiz in den Jahren der helvetischen Republik und des zweiten Revolutionskrieges gegen die französische Republik, an die die helvetische Republik gefesselt war, ist zum ersten Male in umfassender Weise, mit Heranziehung eines reichen Materials beleuchtet. Ein junger Basler Historiker legt in dem stattlichen Bande seine den Eltern gewidmete Dissertation vor. Neben einer umfangreichen gedruckten Literatur — das Verzeichnis füllt nahezu sieben Druckseiten — sind die helvetische Abteilung des eidgenössischen Archivs in Bern und die dort untergebrachten Kopien aus dem englischen Staatsarchiv, dann acht schweizerische Archive und Bibliotheken, das Staatsarchiv und das Reichsarchiv in München, das Innsbrucker Statthaltereiarchiv, das Augsburger Stadtarchiv herangezogen worden, und briefliche Auskunft kam dem Verfasser aus den Archiven von Wien und Berlin. Vierzehn urkundliche Beilagen, deren letzte den Offiziersetat des Emigrantenkorps enthält, 54 Seiten Anmerkungen mit Quellennachweisen, ein gut angelegtes Register begleiten den Text.

Die Einleitung stellt in wohl überlegter Weise klar und objektiv den Begriff des Wortes Emigration fest, und sie schließt mit dem Urteil, daß die ausgedehnte, mannigfaltige und unermüdliche Tätigkeit der schweizerischen Ausgewanderten, deren Schauplatz das halbe Europa war, ihre Geschichte zu einer denkwürdigen Episode des Revolutionszeitalters mache.

Der Stoff des Buches gliedert sich, entsprechend dem Verlauf der Ereignisse, in drei Hauptabschnitte. Die erste Periode reicht von

März 1798 bis Mai 1799, vom Beginn der Emigration in Folge des Umsturzes der alten Eidgenossenschaft bis zum Einrücken der Oesterreicher in die Schweiz. Der zweite Zeitabschnitt umfaßt die Monate März bis September 1799, während deren die Ostschweiz durch die Verbündeten besetzt war. Der dritte und längste Zusammenhang geht von 1799, der zweiten Schlacht bei Zürich, bis 1801, bis zu der auf den Frieden von Luneville folgenden Auflösung der Emigrantenregimenter und bis zu dem Erlaß der Generalamnestie durch den Senat der helvetischen Republik.

Gleich der erste Teil, der die vorbereitenden Ereignisse schildert, verdient nachdrücklich hervorgehoben zu werden. In scharfer Beurteilung treten die Häupter der Emigration entgegen, der für die geheime propagandistische Arbeit wohl befähigte Berner Franz Salomon von Wyss, der temperamentvolle Waadtländer Oberst von Roverea, der Kriegsmann in der Reihe der Emigranten, der aber zugleich auch litterarisch — in seinem zwar anfangs gegen seinen Willen gedruckten ›Précis de la révolution de la Suisse‹ — seine Pläne entwickelte, endlich der gewesene Schultheiß der gestürzten Republik Bern, Niklaus Friedrich von Steiger, das stillschweigend in Ehrfurcht anerkannte Haupt der Ausgewanderten. Weiterhin schließt sich daran der Vertreter der ›persévération monacale‹, der vertriebene Fürstabt von St. Gallen Pankratius; in Wien suchte Johannes Müller, über den sich der Verfasser in sehr zutreffender Weise, als über den charakterschwachen Politiker, ausspricht, in seiner Stellung als Untergebener Thuguts, der Sache zu nützen; der allerdings zur Zeit aus dem österreichischen Dienste entlassene Feldmarschall-Lieutenant Hotze, der 1798 der alten Eidgenossenschaft, als geborener Schweizer, sich hatte zur Verfügung stellen wollen, kann nicht eigentlich als Emigrant bezeichnet werden. Die Beziehungen dieser Männer zu einander, wobei es von Anfang an an Reibungen zwischen Roverea und Wyss, auch zwischen jenem und Hotze, nicht fehlte, berühren sich auf das engste mit den Differenzen zwischen Oesterreich und England, ebenso zwischen Oesterreich und Preußen; diese letzteren kamen in Betracht, als Steiger im Juli 1798 von Wien nach Berlin reiste. Seit der im gleichen Monat zu Feldkirch veranstalteten Konferenz wuchs nun die gegenrevolutionäre Propaganda in der inneren Schweiz, aus der, durch die Aufstachelung gegen den von der helvetischen Regierung auferlegten Bürgereid, die für Nidwalden so verderblich gewordene vereinzelte Erhebung im September hervorging. Ganz zutreffend spricht sich der Verfasser über die Herbeiführung dieses nachträglich von allen Seiten mißbilligten Vorganges dahin aus, daß neben den mit unwahren Ausstreuungen verbundenen Agitationen des Kapuziners

Paul Styger, die Ungeduld Hotzes und Versprechungen des österreichischen Generals Auffenberg mitgewirkt haben; zwar nicht bedingungslos, aber für den Fall eines Angriffes von Seite der Franzosen war österreichische Hülfe in Aussicht gestellt, und Hotze selbst hat sich nachträglich schuldig gewußt, in Folge seiner eigenmächtig Styger erteilten Instruktionen. Dann stieg mit dem Herbst, nach Abschluß des Helvetien aufgenötigten Allianztraktates mit Frankreich und bei der Abneigung gegen den Militärdienst für die helvetische Republik, die allerdings vorübergehend abnehmende oder anschwellende Auswanderung aus den nördlichen Kantonen, wobei der Verfasser die Wichtigkeit des linksrheinischen noch österreichischen Fricktales, für die Erleichterung des Austrittes, äußerst anschaulich (S. 125—127) ins Licht rückt. Zwar war für die Chefs der Emigration, je mehr Leute zuströmten, die Lage eine sehr schwierige, da sich die als sicher erwartete Eröffnung der kriegerischen Operationen von österreichischer Seite immer mehr hinausschob und andernteils England, von dem die finanziellen Mittel zu einer Rüstung erwartet werden mußten, sich gleichfalls zurückhielt. Auch schwankte man in den leitenden Kreisen selbst zwischen den Entschlüssen. So kam Roverea im September, nach einem Briefe Müllers aus Wien, von seiner Begeisterung für Bildung eines Emigrantenkorps vorübergehend ganz zurück; Hotze war im November innerhalb weniger Tage zuerst ganz dagegen und danach mit einer bewaffneten Vereinigung der Ausgewanderten völlig einverstanden. So kam es schließlich zur Organisation der anfangs als ›Schweizerbanner‹ bezeichneten ›althelvetischen Legion‹ Roverea, die auf der schwäbischen Besitzung Neu-Ravensburg des Abtes Pankraz am 8. April 1799 nach ihrer Vereinigung feierlich beeidigt wurde und jetzt, der Dinge gewärtig, zum Einmarsch im Anschluß an die österreichische Kriegsführung bereit stand. Interessant ist noch das Schlußkapitel (S. 206 ff.), mit dem Nachweise, daß auch nicht irgend ein Plan über die zukünftige Gestaltung der Schweiz, im Fall eines Sieges über die helvetische Organisation, zum voraus aufgestellt war, was ganz vorzüglich der hemmenden Zurückhaltung Steigers zuzuschreiben ist, wie denn überhaupt bei dem Schultheißen im Winter 1798 auf 1799, durch das Alter, die Enttäuschungen, ›senile Eigenschaften, Auswüchse seiner früheren Vorzüge‹ zu Tage treten. Ebenso machten sich schon bis zum Mai 1799 unter den Emigranten Parteiungen geltend, die mit der zwischen Oesterreich und England herrschenden Uneinigkeit zusammenhängen. Steiger, anfangs auch Roverea hielten zu England, die andern, selbstverständlich mit ihnen Müller und Hotze, der jetzt übrigens auch als Kommandant für Vorarlberg und Graubünden wieder den kaiserlichen Dienst aufgenommen

hatte, zu Thugut. Es waren jene entgegengesetzten Ansichten, die dann auch im Verlauf des Koalitionskrieges, durch den Sommer 1799, zu immer weiterer Zersetzung innerhalb der verbündeten Staaten führten, wo Oesterreich durch Erzherzog Karl eine totale Nichteinmischung in die internen schweizerischen Verhältnisse festhielt, England dagegen auf gänzliche Herstellung der vorrevolutionären Einrichtungen hinsteuerte, wie durch Absendung des Sir Wickham, der seine Regierung schon 1795 bis 1797 in der Schweiz repräsentiert hatte, klar dargetan wurde.

Auch die zweite und dritte Abteilung des Buches enthält eine Reihe wichtiger Beleuchtungen des Sachverhaltes.

Insbesondere tritt hier innerhalb der Emigration in der Person des Berners Karl Ludwig von Haller — des späteren ›Restaurators‹ — eine höchst befähigte Kraft, die allerdings in den Kreisen der helvetischen Politiker am meisten gehaßt war, in den Vordergrund. Haller, nicht Steiger, wenn auch der Aufruf dessen Namen aufwies, war der Verfasser der ›Erklärung der zur Wiederherstellung ihres Vaterlandes vereinigten Schweizer bei ihrem Wiedereintritt in die Schweiz‹, jener offiziellen Aeußerung der Emigration beim Beginn des Krieges, wo in der historischen Einleitung in allerdings starken Worten ein nur allzu wahres Bild dessen, was die französische Invasion der Eidgenossenschaft gebracht hatte, entworfen wird. Während nun aber hier die Frage nach der politischen Gestaltung der Schweiz, wann sie befreit sein werde, nicht beantwortet erscheint, hat dagegen Haller nachher seine Ideen darüber klar genug ausgesprochen und dabei ja auch einen Bundesrat als ›gleichsam die Krone des schweizerischen Staatsgebäudes‹, freilich mit viel zu geringer exekutiver Funktion, postuliert. Allerdings fehlte diesen Vorschlägen, schon deswegen weil Steiger vor der Befreiung Berns von einer offiziellen politischen Tätigkeit nichts wissen wollte, jegliche Möglichkeit politischer Durchführung, und der Verfasser stellt mit Recht es als Tragik hin, daß erst nach dem Verlust der Stellung in der Schweiz, im Winter 1799 auf 1800, im nunmehrigen Hauptquartier der Emigranten, in Augsburg, der Wille kräftiger sich regte, durch Bildung eines Ausschusses der Emigrierten, zumal da mit der Entkräftung und dem Tode des greisen Steiger ihr Berührungspunkt verloren war, für die Zukunft eine Grundlage zu schaffen, daß dann aber die auf eigensüchtig englischen Erwägungen beruhende Gegenerklärung Wickhams der Ausführung in den Weg sich stellte. Je mehr darauf nach der Niederlage von Hohenlinden die Notwendigkeit des Friedensschlusses für Oesterreich unabwendbar wurde, mußte auch die politische Rolle der Emigration ihrem Ende sich nähern, und mochten auch die ent-

schiedensten unter ihnen, vor allem Wyss, sich noch nach dem Frieden von Luneville, aus ihrem jetzigen Zufluchtsort Erlangen, dem Gedanken einer Neutralisierung der Schweiz widersetzen, in dem Wunsche, sie eine passive Rolle im Anschluß an Oesterreich spielen zu lassen, mit der in der Schweiz selbst sich einstellenden Abwendung von den früheren als unerträglich erachteten Extremen der helvetischen Einrichtungen, vollends mit der Aufstellung des Amnestiedekretes vom 28. Februar 1800 und der Generalamnestie vom 18. November 1801, war die politische Bedeutung der Emigration wesenlos geworden.

Ebenso kamen jedoch 1801 auch die Emigrantenregimenter zur Auflösung.

Aus einem reichen Material ist die militärische Betätigung der Emigration in den Jahren 1799 und 1800 gleichfalls zur Darstellung gelangt. Die Tätigkeit der Legion Roverea, die sich mehrfach noch tapfer bewährte, wird verfolgt, und daneben erscheinen andere Regimenter, die durch den Rückzug im Herbst 1799, nachdem sie im Sommer gebildet worden waren, jetzt auch eigentliche Emigrantentruppen werden; gerade die neue nach der Niederlage bei Zürich eingetretene Massenauswanderung trug dazu bei, hier die Reihen zu füllen. Dazu wuchs in den Augen der englischen Politik, mit dem Rücktritt des Zaren Paul aus der Koalition, bei der Befürchtung, Oesterreich möchte sich zum Frieden mit Frankreich hinneigen, der Wert dieser im englischen Sold stehenden Militärkörper. Freilich ergaben sich hieraus auch Konflikte. Schon gegen Hotze, der ja allerdings die Räumung der Schweiz nicht mehr erlebte, war, so sehr Wickham persönlich ihn schützte, als gegen einen in österreichischem Dienst stehenden Schweizer ein gewisser Argwohn erwacht. Zwischen Roverea und Wickham kam es am Anfang des Jahres 1800 zum vollen Bruch, und Roverea trat von seinem Kommando ganz zurück. Freilich hatte sich derselbe in seiner Leitung der Legion nicht überall bewährt, und besonders ein mit geradezu abenteuerlichen Plänen verbundener ganz mißglückter Vorstoß aus dem Lande Glarus gegen Schwyz, am 27. und 29. Mai 1799, wurde ihm dauernd zum Vorwurf gemacht. Als zuletzt mit dem Ende des Koalitionskrieges die Frage sich erhob, was mit diesen von England besoldeten, von Oesterreich verwendeten, am Ende in Steiermark konzentrierten Emigrantenregimentern werden sollte, traten sich die rivalisierenden Bestrebungen Englands und Oesterreichs wieder in den Weg — auch die Königin Maria Karolina warb für Neapel um diese Truppen —; aber gegen den englischen Dienst bestand überwiegende Abneigung, und so geschah im April 1801 die Auflösung. Nur ein neugebildetes Regiment von

Wattenwyl verharrte im englischen Sold und wurde danach nach Aegypten eingeschifft.

Die Beilagen beziehen sich überwiegend auf die Beziehungen zu England, 1798 und 1799. Der Verkehr des englischen Agenten Talbot, der im Frühjahr 1799 abberufen wurde, seines Nachfolgers Oberst Crawfurd mit dem Minister Lord Grenville, Grenvilles mit Steiger tritt dabei hervor; dann ist ein für Grenville durch Steiger im April 1798 aus dem Zufluchtsorte Ulm abgeschicktes Memorandum, weiter ein Brief Johannes Müllers an Steiger, Wien 1798, und ein zweiter, Wien 1799, mitgeteilt.

Die in ihrem Aufbau vorzüglich geordnete Darstellung, in der die Charakterzeichnungen der Persönlichkeiten ebenso, wie die Würdigung der oft recht komplizierten politischen Verknüpfungen gleich gut gelungen sind, ist einem in hohem Grade die Aufmerksamkeit verdienenden historischen Stoffe vollkommen gerecht geworden, und ebenso ist es dem Verfasser, der nicht mit innerer Sympathie der von ihm geschilderten politischen Partei gegenüber steht, gelungen, mit aller Objektivität den Ereignissen zu folgen.

Zürich G. Meyer von Knonau

Für die Redaktion verantwortlich: Prof. Dr. H. Oldenberg in Göttingen

Wattenwyl verharrte im englischen Sold und wurde danach nach Aegypten eingeschifft.

Die Beilagen beziehen sich überwiegend auf die Beziehungen zu England, 1798 und 1799. Der Verkehr des englischen Agenten Talbot, der im Frühjahr 1799 abberufen wurde, seines Nachfolgers Oberst Crawfurd mit dem Minister Lord Grenville, Grenvilles mit Steiger tritt dabei hervor; dann ist ein für Grenville durch Steiger im April 1798 aus dem Zufluchtsorte Ulm abgeschicktes Memorandum, weiter ein Brief Johannes Müllers an Steiger, Wien 1798, und ein zweiter, Wien 1799, mitgeteilt.

Die in ihrem Aufbau vorzüglich geordnete Darstellung, in der die Charakterzeichnungen der Persönlichkeiten ebenso, wie die Würdigung der oft recht komplizierten politischen Verknüpfungen gleich gut gelungen sind, ist einem in hohem Grade die Aufmerksamkeit verdienenden historischen Stoffe vollkommen gerecht geworden, und ebenso ist es dem Verfasser, der nicht mit innerer Sympathie der von ihm geschilderten politischen Partei gegenüber steht, gelungen, mit aller Objektivität den Ereignissen zu folgen.

Zürich G. Meyer von Knonau

Für die Redaktion verantwortlich: Prof. Dr. H. Oldenberg in Göttingen

Nr. 6 Juni 1909

Jakob Mich. Reinhold Lenz Gesammelte Schriften. Herausgegeben von **Franz Blei.** Erster Band: Die Gedichte, Der Hofmeister, Anmerkungen übers Theater, Amor vincit omnia. München und Leipzig, Georg Müller, 1909. VIII u. 546 SS. gr. 8°.

Unter den Dichtern des Sturms und Drangs hat seit dem Erscheinen von ›Dichtung und Wahrheit‹ keiner so andauernd das Interesse weiterer Kreise festgehalten, wie Jakob Lenz — den der Kreis der Andächtigen lieber Reinhold Lenz nennen möchte. Seine Persönlichkeit, seine literarische Produktion und sein Nachlaß haben eine umfangreiche Literatur hervorgerufen und ein Spezialistentum genährt, aus dem neben ernsten wissenschaftlichen Arbeiten Windbeuteleien und Gauklerstücke hervorgegangen sind, die anderwärts unerhört scheinen: das selbe Jahr 1884, das uns aus K. Weinholds Hand den ›Dramatischen Nachlaß‹ bescherte, brachte eine Sammlung ›Lyrisches aus dem Nachlaß‹, mit der der Berliner Lyriker Wilhelm Arent (unter dem Pseudonym Karl Ludwig) eine gröbliche Mystifikation verübte: anscheinend weniger um die Philologen zu nasführen, als um in der Rolle des ›geistesverwandten Reinhold Lenz‹ der eigenen Persönlichkeit eine interessante Patina zu verleihen; und jetzt nach 25 Jahren erfahren wir aus dem ersten Bande einer Gesamtausgabe (S. 505. 533 f.), daß ›Der lyrische Lenz-Nachlaß Jerzembskys. Herausgegeben von Paul Theodor Falck‹ in Sicht ist! Was wir davon erwarten dürfen, hab ich GGN. Philol.-hist. Kl. 1905 S. 98 ff. genügend deutlich gemacht — ich werde keinen Anlaß haben, meine Meinung über den Wert dieses Nachlasses und mein Urteil über die Persönlichkeit des Schatzhüters zu ändern.

Zunächst aber haben wir es mit der Ausgabe von Blei zu tun. Es ist der erste Versuch einer Gesamtausgabe seit der dreibändigen Sammlung Tiecks (1828), mit der wir uns bisher kümmerlich beholfen haben, und sie geht nicht von einem Philologen aus, sondern von einem gebildeten Schriftsteller, der sich jedenfalls mit ehrlichem Wollen in den Dienst des alten Autors stellt. Daß die Ausgabe aus Münchener Literatenkreisen kommt, kann nicht Wunder nehmen: von dort aus hat Max Halbe 1892 unsern Lenz als den ersten Verkünder einer neuen Zeit überschwänglich gefeiert, und wenn Frank Wedekind Neigung haben sollte, sich in der Literatur des 18. Jahrhunderts nach Geistes- und Kunstverwandten umzuschauen — ich wüßte kaum einen andern zu nennen neben dem Verfasser des ›Neuen Menoza‹ und des ›Engländers‹.

Die Ausgabe von Blei soll vier Bände umfassen und schon im Herbst d. J. abgeschlossen sein; für Band 4 wird uns auch eine Sammlung der Briefe und eine Biographie verheißen — auf diese letztere möchte ich gern verzichten; ich habe nicht den Eindruck, daß der Herausgeber dafür genügend ausgerüstet ist. — Der Verleger hat für ein stattliches Bibliotheksformat, gutes Papier und vortrefflichen Druck Sorge getragen; in der durchaus vornehmen Ausstattung erscheinen mir nur die bildlichen Beigaben überflüssig, und sie sind obendrein recht gedankenlos verteilt: ein Porträt Goethes steht mitten im ›Hofmeister‹, das seiner Schwester Cornelia unter den Gedichten aus Lenzens Moskauer Zeit! — Der Preis würde nicht zu hoch sein, wenn wir die Ausgabe als eine abschließende betrachten dürften. Aber das ist leider nicht der Fall — der Herausgeber selbst scheint sich davon in der Zeit, die zwischen der Abfassung des Prospektes und dem Abschluß des ersten Bandes liegt, überzeugt zu haben.

Die ›Einladung zur Subskription‹ verspricht eine ›kritische Gesamtausgabe‹ (ebenso sagt der Bestellschein) — in der Ausgabe selbst ist davon nirgends die Rede, der Ton ist hier (ohne Ziererei) auf eine durchaus bescheidene Note gestimmt. Dort hieß es, die ›kritische Ausgabe‹ werde ›gestützt‹ sein ›auf das gedruckte und ungedruckte Material des Lebens sowohl wie Dichtens‹ — in Bd. 1 habe ich keine zwei Seiten gefunden, welche direkt handschriftliche Ueberlieferung heranziehen, ja soweit meine Kontrolle reicht (ich werde unten Rechenschaft geben), hat Blei nicht einmal die alten Drucke zu Grunde gelegt: die ›Gedichte‹ hat er in der Hauptsache nach Weinhold (1891), die ›Anmerkungen übers Theater‹ (nebst Anhang) und ebenso den ›Hofmeister‹ nach Tieck (1828), und den ›Verwundeten Bräutigam‹ nach Blum (1845) gegeben. Er hat weder

die Recensio noch die Emendatio geübt — was bleibt da von einer kritischen Ausgabe übrig? Da Blei im übrigen bescheiden ist und keine künstliche Verhüllung des Tatbestandes anstrebt, hätte er auch so gewissenhaft sein sollen, von seinem Verfahren überall Rechenschaft zu geben. Seine Ausdrucksweise führt gelegentlich — wohl ohne Absicht — in die Irre; so wenn es S. 506 von den ›Landplagen‹ heißt: ›Abdruck bei TL III, 1 f., mit Aenderungen Tiecks, und WLG 19—68, nach der Originalausgabe, der auch der hier gegebene Text folgt‹ — der Text folgt in Wirklichkeit Weinhold![1]).

Gegen die Anordnung der ganzen Ausgabe und speziell dieses ersten Bandes kann ich einige Bedenken nicht unterdrücken. Bei der Tendenz des Herausgebers, dem gebildeten Leser den Zugang zu dem Dichter zu erleichtern, ist es wohl gerechtfertigt, daß er die schülerhaften Arbeiten der ersten livländischen Zeit und ebenso die Gedichte aus der Zeit des Irrsinns (diese in der gleichen Auswahl und Beschränkung wie Weinhold) in einen Anhang verweist (S. 423 bis 462), während eine zweite Beilage den ›Verwundeten Bräutigam‹ bringt (S. 463—501). Ueber das Bedenken, daß dabei zwei zeitlich und inhaltlich eng zusammengehörige Stücke, das ›Fragment eines Gedichtes über das Begräbnis Christi‹ (S. 55—59) aus dem Anhang der ›Landplagen‹ (1769) und ›Der Versöhnungstod Jesu Christi‹ (S. 425—436), den der Pastor Oldekop schon 1766 zum Druck gebracht hatte, auseinandergerissen werden, kann man hinwegkommen. Andererseits findet die Lyrik Lenzens mit den vier Stücken ›Die Demuth‹ (*Ich wuchs empor, wie Weidenbäume*), ›Hymne‹ (*O du mit keinem Wort zu nennen*), ›Ausfluß des Herzens‹ (*Oft fühl' ichs um Mitternacht*) und ›An den Geist‹ (*O Geist! Geist! der du in mir lebst, Woher kamst du, daß du so eilst? O verzeuch noch, himmlischer Geist!*) einen ergreifenden und bedeutungsvollen Abschluß. Die Abteilung ›Gedichte‹ (S. 1—220) umfaßt nunmehr, mit den ›Landplagen‹ einsetzend, die Nummern 6—100 der Ausgabe Weinholds: in genau der gleichen Reihenfolge und nur unter Fortlassung der längst als unecht erkannten Nr. 82. Aber Blei hat dabei offenbar nicht bedacht, daß sein Vorgänger, der nur eben ›Gedichte‹ Lenzens sammeln wollte, sein Programm beliebig weit stecken durfte: eine Abteilung ›Die Gedichte‹ an der Spitze der Gesamtausgabe aber wird ungebührlich erweitert, wenn man ihr lehrhafte und satirische Stücke größeren Umfangs einverleibt, die anderwärts in einen bessern Zu-

1) Ich habe das Exemplar der Königsberger Stadtbibliothek verglichen: kleine orthographische Schwankungen Weinholds und Abweichungen in der Wortform kehren bei Blei regelmäßig wieder. — Im ganzen ist übrigens Weinholds Wiedergabe des sauber gedruckten Originals recht zuverlässig.

sammenhang gebracht werden konnten, oder gar erst aus einem überlieferten Zusammenhang losgelöst worden sind. Der unruhige und fragmentarische Eindruck von Lenzens ganzer Produktion wird nur noch mehr gesteigert, wenn die von Kayser herausgegebenen ›Flüchtigen Aufsätze‹ (1776), denen sich der ›Petrarch‹ aus dem gleichen Jahre leicht anreihen ließ, auseinander gerissen werden, bloß um die gereimten Stücke daraus den ›Gedichten‹ einzuverleiben: von den ›Zwey Reden über die deutsche Sprache‹ aus der Straßburger Gesellschaft, die offenbar für Band 4 aufbehalten werden, hätte weder ›Matz Höcker‹ (hier S. 151—160) noch der ›Neujahrswunsch‹ (1776) für eben diese Gesellschaft (S. 160—164) getrennt werden sollen. Und ›Menalk und Mopsus‹ (S. 77—86) samt dem ›Eloge de feu Monsieur ** nd‹ (S. 86—92) hätten einen bessern Platz in der Nähe des ›Pandämonium Germanicum‹ und der ›Vertheidigung des Herrn Wieland gegen die Wolken‹ gefunden. Dem Bedürfnis, alles was Lenz in Versen geschrieben hat (mit Ausnahme der lyrischen Einlagen in den Dramen) beisammen zu haben, ist doch durch Weinhold ein für allemal Genüge geschehen.

Meine Leser wissen bereits, daß sie es mit keiner Ausgabe zu tun haben, die direkt auf die Originaldrucke und die Handschriften zurückgeht. Wie steht es nun innerhalb dieser Grenzen mit der Zuverlässigkeit des Textes? Soll ich den Anteil der einzelnen Instanzen prädizieren, so würde ich etwa sagen: der Schriftgießer hat sehr gut, der Setzer gut, der Hauskorrektor (in Rudolstadt) befriedigend gearbeitet, infolgedessen macht der Satz im ganzen einen saubern Eindruck — von einem Anteil des Herausgebers an der Textrevision habe ich nichts wahrgenommen, manche von den Fehlern, welche ich unten aufdecke (man vergleiche besonders die in den ›Anmerkungen übers Theater‹ S. 446) sind derart, daß sie einen Anteil des Herrn Blei, zum mindesten für die jedesmal in Betracht kommenden Bogen, völlig ausschließen. Offenbar ist die ganze Herstellung von Satz und Druck in Rudolstadt erfolgt — für eine Münchener Revision und ein Münchener Imprimatur blieb freilich keine Zeit, wenn man in 8—9 Monaten 140—150 Bogen bewältigen wollte!

Ebenso wie die erste Sorge, die Beschaffung der Originaldrucke, und die letzte, die Ueberwachung des Satzes, hat dem Bande aber auch alle Fürsorge gefehlt, die der Absendung der Textvorlagen an die Druckerei vorausgehen mußte — jedenfalls wenn man nicht gesonnen war, später eine Korrektur oder Revision zu lesen. Für die Interpunktion (sie ist auch Weinholds schwache Seite) ist nichts, rein nichts geschehen. Lenz selbst interpungierte nicht übel und er hielt viel auf Sauberkeit des Druckes, den persönlich zu überwachen er

nur ganz ausnahmsweise in der Lage war. Mit den Setzern seiner (in Königsberg, Leipzig, Winterthur u. s. w.) selbständig erschienenen Werke hat er im allgemeinen Glück gehabt. Dagegen ist den nur in fremden Abschriften überlieferten und in Zeitschriften, Almanachen u. s. w. mit oder ohne sein Zutun gedruckten Gedichten allerlei kleines Mißgeschick zugestoßen — woran z. T. die Art schuld war wie Lenz, der im übrigen recht leserlich schrieb, das Papier auszunutzen pflegte. Ich will hier nur einen Punkt hervorheben, den Weinhold so wenig wie jetzt Blei beachtet hat. In unstrophischen Gedichten pflegt Lenz die starken Sinneseinschnitte sorgfältig zu markieren und abzusetzen. Wo in einer sekundären Ueberlieferung solche Absätze fehlen, haben wir die Pflicht, sie in Lenzens Sinne aufzuspüren, keinesfalls aber darf man sie verwischen, wie S. 78, Z. 14 und Z. 2 v. u., S. 79 Z. 9 und Z. 2 v. u., S. 119 Z. 1 v. o., S. 126 Z. 2 v. u., S. 129 Z. 10 v. u., S. 156 Z. 8 v. o., oder darf umgekehrt ein kurzes, einstrophiges Gedicht in zwei Scheinstrophen zerlegen, wie S. 144 ›Aus ihren Augen lacht die Freude‹. — Einzufügen ist ein Absatz S. 137 Z. 8 v. u. (*Wer malet diesen Calchas mir*), S. 165 in dem Gedicht ›An meinen Vater‹ V. 12, V. 26. Auch das Poem ›Auf eine Quelle u. s. w.‹ S. 142, das freilich von Weinhold nach einer Originalhs. gedruckt wird, gliedert sich nach des Dichters Absicht offenbar in 3 Abschnitte, die jedesmal mit ›*Heilige Quelle, Wie so schön helle*‹ beginnen. Des weitern mag ich mich bei der Interpunktion nicht aufhalten: ich muß nur betonen, daß ein Herausgeber, der einen älteren Dichter dem Verständnis heutiger Leser nahe bringen will, diese nicht ohne Not über den Sinn des Textes im Dunkeln lassen darf. Das Gedicht ›Nachtschwärmerey‹ z. B., das Weinhold als Nr. 46 aus einem Briefe Lenzens an Goethe druckte und das B. S. 131 f. wiederholt, bleibt, so wie es hier geboten wird, vielfach unverständlich. —

›Die Orthographie hier wie sonst nach heutigem Brauch‹ (S. 506) — ich will das gelten lassen, obwohl bei einer solchen Regulierung manches Gefahr läuft getilgt zu werden, was anderwärts dem Reim zuliebe bleiben muß (z. B. *kömmt*). Und dann darf man es nicht dem Setzer überlassen, der nicht nur zahlreiche Spuren der alten Orthographie mit einer doppelt störenden Inkonsequenz stehen läßt, *verheelen* neben *verhehlen*, *tödtlich* neben *tödlich* und *tötlich*, *teilnimmt* neben *Teil zu nehmen*, oft in unmittelbarer Nachbarschaft, druckt, sondern auch Archaismen und Provinzialismen, wie etwa *teutsch* und *kenntbar*, beseitigt, und obendrein da wo er interpretieren muß, nicht selten daneben trifft. Das gilt besonders für die Entscheidung zwischen großen und kleinen Anfangsbuchstaben und in Fragen der Wort-

trennung: so steht auf S. 161 S. 3 v. u. zu lesen: *Ob nicht ein Beßrer uns zum Ziele führen muß* — aber *ein beßrer*, wie das Original hat, ist ›ein beßrer Pfad‹! Auf derselben Seite Z. 8 v. o. ist das Kompositum *Mit Orpheustönen* (sc. der Schwärmerei) irreführend aufgelöst *Mit Orpheus' Tönen*[1]. S. 87 Z. 13 ist der Ausruf *o Lorbeerwert* mit Lenzens Anlautschreibung beibehalten und muß nun in der Orthographie unserer Ausgabe ein Substantivum bieten; S. 110 Z. 7 v. u. durfte nicht aufgelöst werden *Und jauchzen Himmel an*, sondern bei Beseitigung der lenzischen Orthographie war zu schreiben *himmelan*! Störend wirkt in der Orthographie dieser Ausgabe auch das stehen gebliebene (*Von jeder Prüfungszeit*), *von jeder Trähnen Saat* (l. *Trähnensaat*) S. 444 Z. 13 v. u. Gewiß, das sind Kleinigkeiten — aber durch sie wird das Verständnis der Gedichte an vielen Stellen bedenklich getrübt.

Ich will nun gleich beim Texte der Gedichte, dem ich diese Beispiele entnehme, bleiben und zunächst aufreihen, was ich mir bei der Lektüre von z. Tl. sinnstörenden Textfehlern angemerkt habe; wo diese bereits Weinhold zur Last fallen, ist es durch ein W angedeutet — mein Vorwurf, daß sich B. die Ausgabe der ›Gedichte‹ doch zu bequem gemacht habe, wird dadurch ausreichend begründet.

In den ›Landplagen‹, dem einzigen größeren Werke, dessen Korrektur Lenz persönlich gelesen haben wird und wo die große Sauberkeit des Druckes der Textkritik (gegenüber den schlechten Hexametern) absolute Zurückhaltung auferlegt, stören bei Blei öfters Vollformen für synkopierte und umgekehrt, wodurch die Metrik dieser Jugenddichtung noch mehr verschlechtert wird: so fallen B. zur Last: *Beklemmt* (für *Beklemmet*) S. 7 Z. 6 v. o., *Ehemann* (für *Ehmann*) S. 9 Z. 3 v. o., *andere* S. 10 Z. 6 v. u., *Flehen* S. 11 Z. 16 v. o., *findt* S. 12 Z. 15 v. u. Von dieser fortlaufenden Fehlerreihe abgesehen, ist der Text leidlich gut, ich notiere neben Aenderungen wie *vor* (= W) für *für* S. 5 Z. 4 v. u., *Jetzt* (= W) für *Itzt* S. 8 Z. 4 v. o. und ähnlichen namentlich S. 34 Z. 16 v. o. *ihr Kleid an der bebenden Rechte* für *ihr Kind.* — Von den Gedichten aus dem Anhang der ›Landplagen‹ ist das ›Schreiben Tankreds an Reinald‹ (S. 60 ff.) gleich im Eingang wieder durch einen metrischen Fehler verunziert: Z. 1 beginnt im Original richtig: *Weine kriegrischer Held.* — In Z. 11. 12 sind die beiden *hatt'* für *hat* offenbar von Lenz übersehene Druckfehler. Aber Blei fällt zur Last S. 62 Z. 16 v. o. *sie siegte* für *ich siegte.*

(Weiterhin nenne ich die Titel der Gedichte nur ausnahmsweise.) Daß in dem Trauergedicht S. 67 das erste Wort *Auch* st. *Ach*

1) Der Fehler stammt hier aus Weinhold, wie ich sehe.

lauten müsse, war bei Weinhold S. 264 zu lesen. — S. 84 Z. 7 v. o. l. *unser einen* (st. *einer* = W); S. 86 Z. 3 v. o. l. *Cytherens.* — S. 87 Z. 2 v. o. l. *Adlerflug*; S. 88 Z. 1 v. o. l. *manches schöne* (st. *schöne manches*); S. 90 Z. 14 v. o. l. *staunen*; S. 91 Z. 19 v. o. l. *eines;* S. 92 Z. 14 v. o. l. *der Venus.* — S. 94 Z. 2 v. o. l. *ihr Krähn* (st. *ein Krähn*). — S. 99 ›Die erste Frühlingspromenade‹ V. 1 l. *Der Baum, der mir den Schatten zittert* (st. *mit den*); S. 100 V. 4 l. *mit wilderm Schmerz* (st. *m. wildem Sch.*); — S. 109 ›Lottes Klagen‹ V. 4 l. *Erleichtrung.* — S. 110 Z. 2 v. u. l. *Erde.* — S. 117 Z. 10 v. u. l. *Vaterlande* (st. *Mutterlande*), Z. 7 v. u. l. *dorten* (st. *dort* = W); S. 118 Z. 5 v. o. hat der Originaldruck *In diesem Thal, der deinem Thale gleicht* (st. *das* = W), und dieses ostdeutsche Maskulinum mußte ebenso bewahrt bleiben wie S. 14 Z. 2 v. u. das Maskulinum *Kinn*; S. 118 Z. 9 v. u. l. *erfreun.* — S. 125 Z. 11 v. o. l. *zum Ende* (st. *zu*); Z. 1. v. u. l. *ihn* (st. *in*); S. 126 Z. 2 v. o. l. *Trübwolkigt* (st. *-wolkig* = W), Z. 4 v. u. l. *einen Wuchrer;* S. 127 Z. 2 v. u. muß es mit Beseitigung eines falsch eingesetzten Kommas und in der Orthographie dieser Ausgabe heißen: *das ganze Abgebrochene, stoßweise Seufzende, Notgedrungene, wahrhaftig Leidenschaftliche des Originals*; S. 128 Z. 7 v. o. hat der Druck (*In diesen Sonnenstrahlen der Liebe*) *Eure Seele sich sichtbar weißt* — in der heutigen Orthographie müßte das *weist* lauten, B. aber wiederholt Weinholds Fehler *weiß!* — S. 130 Z. 2 v. o. l. *heilgen* (st. *heiligen* = W). — S. 140 Z. 13 v. o. l. *Thränclein* (st. *Thränlein* = W). — S. 142 Ueberschrift l. *Auf eine Quelle.* — S. 147 Z. 5 v. o. l. *heiliger* (st. *heilger*), Z. 2 v. u. l. *nit* (st. *nicht*). — S. 149 Z. 5 v. u. l. *meine Wurzel* (st. *eine W.* = W). — S. 151 Z. 5 v. o. l. *ans ganze* (st. *an das g.* = W); S. 153 Z. 10 v. u. l. *Herrngott*, Z. 2 v. u. l. *Gedenkart* (st. *Denkart*); S. 154 Z. 14 v. o. l. (*Mir meine Bäuerlein auch 'fzuklären*) *Und einzublattern ihren Wind* (st. *ihnen W.* = W); S. 156 Z. 3. 4 l. *dauren : trauren;* S. 158 Z. 8 v. o. l. *alsdenn*, Z. 11 v. o. l. *Kränzchens*, Z. 7 und Z. 2 v. u. l. *nit* (st. *nicht*); S. 159 Z. 4 v. o. l. *Saurteig.* — S. 161 Z. 2 v. o. für *teu'rgekaufte — gönnet*, im Or. fett, war Sperrdruck anzuwenden, wie in der Schlußzeile des Gedichtes. — S. 172 Z. 5 v. o. l. *Wem* (st. *Wenn*). — S. 177 Z. 1 v. u. l. *Wut durch Duldung abzumatten* (st. *W. und D.*). — S. 183 Z. 9 l. *Den Mann* (st. *Der M.*). — S. 187 Z. 8 v. u. l. *Völkeralter* (st. *Menschenalter*). — S. 188 V. 1 l. *Von* (st. *Vom*). — S. 192 Z. 3 v. o. l. *tränendem.* — S. 203 ›Auf die Stelle ...‹, die Ueberschrift rührt von Weinhold her! — S. 266 Z. 1 v. u. l. *Je mehr ihm Aug' und Stirne glüht* (st. *im*). — S. 213 Z. 4 v. u. l. *Ungesehen.* — S. 216 Z. 5 v. o. l. *erhebt* (st. *erhebet* = W). — S. 425 Z. 3 v. o. l. *von Adam* (st. *vom*); S. 428

Z. 11 v. u. l. *holdseligem;* S. 432 Z. 7 v. u. l. *kehrt* (st. *kehret* = W); S. 436 Z. 5 v. o. l. *fliehen* (st. *fliehn* = W), Z. 18 v. o. l. *Herrschet* (st. *Herrscht* = W). — S. 438 Z. 14 v. u. l. *Allmächt'ge.* — S. 440 Z. 3 v. u. l. *stürm'sche.* — Schließlich ganz zum Schluß noch ein recht neckischer kleiner Druckfehler: S. 443 Z. 6 v. u. l. *Ist doch die Lust nicht rein* — nicht *Luft*!

Nachdem wir diese kleinen, aber zum Teil doch recht störenden Unsauberkeiten getilgt haben, bleibt für die Textkritik nur wenig zu tun.

Von der Romanze ›Piramus und Thisbe‹ (S. 69—73) stellt die Weimarer Abschrift ›von Frauenhand‹, deren Lesarten Weinhold S. 265 verzeichnet, unzweifelhaft eine revidierte Fassung gegenüber dem aus Salzmanns Nachlaß publizierten Original dar: man kann zweifeln, ob man aus ihr den metrischen Fehler in der ersten Strophe V. 3 *mit einer heißen Gabel* durch *mit heißer Gabel* korrigieren darf. Aber unbedingt liegt ein Fehler Stöbers vor in der letzten Strophe V. 1: *ein Beispiel* statt *sein Beispiel.*

In dem ersten der beiden Sesenheimer Lieder (›Wo bist du itzt‹ S. 73 f.) habe ich Kruses Lesart *Stadt und Feld* (Str. 3, 3) gegenüber *Wald und Feld* des Abdrucks in den Blättern für literarische Unterhaltung verteidigt (GGN. 1905, S. 73. 100) — immerhin gebe ich zu, daß man hier schwanken darf. Das ist aber ausgeschlossen bei dem zweiten Gedicht (›Ach, bist du fort?‹ S. 74 f.), wo die Kruseschen Lesungen *itzt* (Str. 1, 2), *dich* (Str. 1, 3) und *Thal* (Str. 5, 2) unbedingt einzustellen waren.

Wie hier stehen sich zwei aus verschiedenen Abschriften stammende Drucke gegenüber bei den Gedichten ›Die Demut‹ (S. 211 bis 214, Whld. Nr. 97) und ›Ausfluß des Herzens‹ (S. 217 f., Whld. Nr. 99): B. wiederholt nach Weinhold die älteren Drucke in Pfenningers ›Christl. Magazin‹ 1779 resp. in Ewalds ›Urania‹ 1793, enthält uns aber die Abweichungen des jüngeren Drucks in Al. Schreibers Heidelberger Taschenbuch von 1812 vor, die Weinhold S. 314 und 317 verzeichnet hatte. Diese Lesarten sind bei den beiden Gedichten von sehr verschiedenem Wert: während der Schreibersche Text für die ›Demut‹ unter 31 Lesarten Weinholds nur allenfalls drei oder vier graphische (resp. metrische) Besserungen bietet, verdienen von den 11 Lesarten zum ›Ausfluß des Herzens‹ einige unbedingt Aufnahme in den Text (V. 4. 8. 14. 17. 25), andere sind gleichwertig oder gleichgiltig und nur V. 9 *Wo ist's, dies Bild?* würde ich unbedingt bei dem Druck von 1793 bleiben (1812: *Wo ist dies Bild?*). Wem aber die kritische Herstellung widerstrebt, der sollte jedenfalls den Text

bei Schreiber und nicht den — wahrscheinlich von Lavater — etwas lässig behandelten Text der ›Urania‹ zu Grunde legen.

Mit Konjekturen muß man gegenüber diesen Gedichten, deren Interpretation so viele Schwierigkeiten bietet, gewiß zurückhaltend sein. Immerhin hätte in dem Festgedicht zur Igelströmschen Hochzeit der Blumsche Druckfehler *rang* st. *drang* S. 439 Z. 3 v. o. getrost getilgt werden können (s. GGN. 1905, S. 109).

Auf ein paar andere Stellen, die mir zweifelhaft sind, möchte ich wenigstens den Finger legen. Im dritten Gesang des ›Petrarch‹ heißt es (S. 125 Z. 11 v. u.)[1]:

Das arme Herz! sprach als ers las der Mann
Und sah gelassen auf, und seinen Himmel an.

Lenzens Stil wäre weit mehr gemäß:

Und sah gelassen auf, und sah den Himmel an.

Daß er wirklich so geschrieben hat, deutet vielleicht noch das stehen gebliebene Komma an, das bei der Lesart des Druckes keinen Sinn hat.

In dem Gedicht gegen die Dessauer Philanthropins (S. 182) lesen Tieck und Weinhold (und mit diesen Blei) nach der Handschrift V. 15 f.

Das werden Köpfe nur ihr lieben Herrn! auf Erden
Ach lauter Dratmaschinen werden.

Ist das *nur* richtig, dann suche ich vergeblich nach einem Gegensatz im vorausgehenden wie im folgenden (etwa ›Herz‹, ›Gefühl‹). Und sollte wirklich *Köpfe nur — lauter Dratmaschinen* parallel gestellt sein? Es ist doch nirgends von der Ausbildung des ›Kopfes‹ die Rede — es heißt vielmehr V. 15 ff.

Das reitet, ficht und tanzt nach euren Winken,
Darf weder essen, weder trinken
Noch schlafen, noch verdaun, als zur gesetzten Zeit
Und kackt sogar mit Sittsamkeit.

Ich möchte doch vermuten, daß dasteht *nie*, daß es also heißen soll

Das werden Köpfe nie, ihr lieben Herrn! auf Erden usw.

In der ›Epistel eines Einsiedlers an Wieland‹ heißt es nach dem Erstlingsdruck im Deutschen Museum 1776 (hier S. 192, 1):

So weiß auch Dein unsterbliches Lied
Der Thorheit kühlsten Mummereyen
Absichten, die sie nicht kennt, zu leihen usw.

Parallelen wie *kecke Mummereien, unverschämte Mummereien* (Goethe)

1) Ich habe den Originaldruck zur Hand.

legen es nahe, an *kühnste Mummereien* zu denken — aber freilich auch *kühlste* läßt sich verteidigen.

Der Bestand der Gedichte hat sich gegenüber Weinhold nicht vermehrt: vielmehr mußten die drei Zeilen ausgeschieden werden, welche W. nach einem Blättchen des Großherzoglichen Archivs in Weimar als Nr. 82 (›Beruhigung‹) bot, da sich inzwischen herausgestellt hatte, daß sie J. F. Hahn gehören und unter dessen Sigle schon im Göttinger M.-A. 1774 stehen. Nachdem Blei die nähere Bekanntschaft des Herrn Falck gemacht hat, würde er gewiß gern auch die ›kürzere Fassung‹ der ›Liebe auf dem Lande‹ (S. 135 f.) und den Vierzeiler ›Ich bin ihr wahrer Jacob nicht‹ (S. 183) aus seinem schönen Bande gestrichen haben: in den Anmerkungen S. 520. 523 gibt er sie beide preis, und so brauche ich hier nicht zu wiederholen, was ich früher gegen diese blöden Stümpereien Falcks vorgebracht habe. Gegenüber einer vermittelnden Auffassung, an der einige mir bekannte Gelehrte festhalten wollen, erkläre ich aufs bestimmteste: ich halte es für ausgeschlossen, daß Lenz an der Version A der ›Liebe auf dem Lande‹ den geringsten Anteil hat.

Daß inzwischen von anderer Seite ein eher zu beachtender Anspruch Lenzens angemeldet ist, hat Blei übersehen. In der Abhandlung von Th. Maurer, Die Sesenheimer Lieder, eine kritische Studie (Straßburg 1907) wird S. 24 ff. der Versuch gemacht, das erste Stück der Sesenheimer Sammlung, das ich als letzter und mit zum Teil neuen Gründen Goethe vindizierte, in einen dreistrophigen Grundstock von Goethe (›*Erwache Friederike*‹ — ›*Es zittert Morgenschimmer*‹ — ›*Die Nachtigall im Schlafe*‹) und in eben so viele Zusatzstrophen von Lenz zu zerlegen. Das Ergebnis ist so hübsch, daß wir uns um Goethes willen nur freuen dürften wenn es so wäre, und ich selbst war nach dem ersten Eindruck sofort geneigt, die Position zu räumen. Hinterher aber sind nicht nur die alten Bedenken erwacht, sondern auch neue hinzugekommen: es steht fest, daß ein Hagedornsches Lied und seine Melodie das Vorbild abgegeben haben, dies Lied umfaßt aber gerade 6 Strophen, und eben diese Zahl hätte dann der Bearbeiter Lenz erreicht, der seinerseits kein direktes Verhältnis zu Hagedorn hat. Aber das mag Zufall sein: ich halte die Sache nicht für entschieden und benutze gern die Gelegenheit, auf Maurers überraschende Lösung der Echtheitsfrage nachdrücklich hinzuweisen [1]).

1) Im übrigen hat die Polemik Maurers mir keinen Anlaß geboten, den Goethischen Grundstock des sog. ›Sesenheimer Liederbuchs‹ anders zu deuten, als ich es getan habe: als Ueberreste der Liebeskorrespondenz Goethes, aus der sich Friederike die gereimten Stücke abgeschrieben hat. Dies Resultat wäre noch einheitlicher, wenn außer Nr. 4 und 5 auch Nr. 1 von Lenzens Hand herrührte:

Beim »Hofmeister« (1774) verrät sich die Zugrundelegung des Tieckschen Abdrucks[1]) hauptsächlich durch die Tilgung von Archaismen, die anderwärts, speziell in den Gedichten, wo Weinhold der Führer war, unbedenklich beibehalten sind, wie etwa S. 342 Z. 1. 2 v. o. *davor* — *alsdann* für *dafür* — *alsdenn*; freilich geht B.s Ausgabe noch darüber hinaus, wenn sie *Halunken* für *Hollunken* (332 Z. 3 v. o.), *Käfig* für *Keficht* (345 Z. 2 v. o.), *starrköpfigen* für *starrköpfischen* (345 Z. 1 v. u.) einführt und dadurch für den Philologen vollends unbrauchbar wird. In allen diesen Punkten ist der saubere Abdruck von Sauer (in Kürschners D. Nat.-Litt. Bd. 80 II) konservativer und zuverlässiger. Auch direkte Satzfehler sind leider nicht selten: S. 330 Z. 13 v. o. l. *der Herr geheime Rath*; S. 331 Z. 5 v. o. l. *Nein aufrichtig* st. *Rein aufrichtig;* S. 331 Z. 10 v. u. l. *Eltervaters;* S. 337 Z. 15 v. u. l. *nichts anzutreffen;* S. 343 Z. 4 v. u. l. *meinem* st. *mein*; S. 346 Z. 14 v. u. l. *brave Leut*; S. 348 Z. 10 v. u. l. *würde* st. *wird* u. s. w.

Der im ganzen korrekte Weygandsche Originaldruck gibt zu Emendationen wenig Anlaß: immerhin wird meine Besserung von *keinen andern soll sie sein (!) Lebtage bekommen* (Act. I Sc. 4, S. 338 Z. 5 v. u.) in *kein anderer soll sie sein L. bekommen* gewiß einleuchten; — in derselben Szene (S. 337 Z. 11 v. o.) *Er war doch ... ein gelehrter Mann; auch und ein Hofmann zugleich* ist mindestens die Interpunktion unerträglich, und recht befremdlich ist es, daß alle drei mir vorliegenden Neudrucke in Act. II Sc. 1 (S. 345 Z. 5 v. u.) das

dann wäre kein einziges Goethesches Autographon darunter. Maurer übersieht ganz, daß der von ihm verfochtene komplizierte Zustand der Ueberlieferung, wonach von den sieben »gereimten Briefstücken« — das ist für mich das Hauptergebnis! — drei in Friederikens und vier in Goethes Handschrift vorliegen sollen, mit dem was wir sonst über die Schicksale der Sesenheimer Goethe-Handschriften wissen, weit schwerer zu vereinbaren ist, als der Befund den ich wahrscheinlich zu machen versuchte, und den ich nicht zu gefährden glaube, wenn ich M. einräume: der Beweis, daß die Nrr. (6). 9. 10 Kruse in der Handschrift Friederikens vorlagen, ist nicht geführt.

Was die Reimtechnik Lenzens angeht, so hat mich Maurer offenbar mißverstanden: wenn Hagedorn und Lenz Reime von *-g:-ch*, *-d-:-t-*, *-s-:-ß-* meiden im Gegensatz zu Goethe und Brentano, so tun sie das nicht, weil es ihrer mundartlichen Aussprache widerstrebt, sondern weil sie dem Hochdeutschen unfrei gegenüberstehen und infolgedessen sich, was den Konsonantismus angeht, an das Schriftbild halten. — Ich will aber ausdrücklich bekennen, daß ich den Reim *heilig: unverzeihlich*, dessen Träger die vorletzte Silbe ist, obwohl er bei Lenz keine Parallelen hat (wie bei Goethe), nicht mehr für ein unübersteigliches Hindernis ansehe, die betreffende Strophe (und dann mit ihr zwei andere) Lenz zuzusprechen.

1) Vgl. gleich S. 333 Z. 13 v. o. *Milchzan* wie bei Tieck.

Komma (statt eines Punktes) stehen lassen in dem Satze: *Ihr beklagt Euch ... die Leute sähn Hofmeister wie Domestiken an, Narren! was sind sie denn anders?* — Ja, ja, die Interpunktion! — Von der Berliner Hs. des ›Hofmeisters‹, deren Kollation jetzt in der Dissertation von Stammler (s. u.) zu finden ist, steht in den ›Anmerkungen‹ kein Wort.

Am übelsten ist es dem Werke ergangen, das gegenwärtig durch die vortreffliche Arbeit von Theodor Friedrich (›Probefahrten‹ XIII) wieder ein besonderes Interesse gewonnen hat, den ›Anmerkungen übers Theater‹ (1774) und der ihnen angehängten Uebersetzung von Shakespeares ›Loves Labour's lost‹, ›Amor vincit omnia‹ (S. 221—326). Hier hat B. (der in den Anmerkungen Friedrichs Buch noch nennen konnte) einfach den Tieckschen Neudruck in die Druckerei geschickt: man merkt das sofort an der Vorbemerkung (S. 223), wo Tieck mit *schöne Literatur* ein Wort verdrängt hat, das für Lenz und seinen Straßburger Kreis eminent charakteristisch ist (Friedrich S. 100): *Bellitteratur*. Und B. kann hier nicht einmal eine Korrektur gelesen haben, wenn er Druckfehler von T. wie *besingern* für *befingern* S. 263 Z. 8 v. o. und gar *geitsch deinen Kreisel* für *peitsch d. K.* S. 302 Z. 2 v. o. stehen läßt. Unter diesen Umständen hat der Setzer freie Hand gehabt, den Text seinerseits noch um eine Reihe recht verdrießlicher Schnitzer zu vermehren. So fehlt gleich S. 223 Z. 12 v. o. *So* ⟨*tief*⟩; S. 269 Z. 7 v. u. l. *machet bleich* st. *wachet bleich*; S. 299 Z. 11 v. o. l. *lieber als* st. *liebe, als*; S. 300 (Z. 12 v. o.) l. *auffliegend* st. *aufliegend*. — Die kleinen Satzfehler des Originals — fast nur in fremdsprachigen Zitaten und Eigennamen — hat Tieck meist stillschweigend verbessert, stehen geblieben sind bis auf Blei: S. 264 Z. 7 v. o. *Armando* für *Armado*, S. 273 Z. 15 v. o. *Faulconbridgs* für *Faulconbridges*.

Der größte Teil der ›Anmerkungen‹ Bleis (S. 505—535) ist begreiflicherweise den ›Gedichten‹ gewidmet. Die Sorglosigkeit, mit der der Münchener Herausgeber und Verleger dem Rudolstädter Setzer und Korrektor die Herstellung des Bandes überlassen haben, erreicht hier ihren Gipfel: schon beim Aufschneiden entdeckt man auf S. 509 ff., daß die Anmerkungen für S. 86—98 sich hinter die für S. 99—102 verirrt haben und stößt das Auge wiederholt auf Fehler in den Eigennamen, wie ›Schubert‹ und ›Bodner‹ (S. 540) u. s. w. Der Inhalt der Anmerkungen, welche die Ueberlieferung (Drucke und Handschriften), die Chronologie, die persönlichen Beziehungen betreffen, geht in seinem sachlichen Teil großenteils auf Weinhold zurück, in seinem unterhaltenden Teil beschäftigt er sich mit P. Th. Falck.

Leider ist aber der sachliche Teil nicht nur unselbständig, sondern auch wenig sauber gearbeitet: er wimmelt von Flüchtigkeiten, Irrtümern und Mißverständnissen, sodaß es gar nicht lohnt, hier mit der Kritik anzufangen. Nur ein paar Proben zur Begründung dieses sehr harten Urteils: S. 508 zu S. 69 ›Piramus und Thisbe‹: ›... Hier ist die Lesart (sic) nach WLG [1]) S. 265, dem eine Handschrift aus dem Weimarer Hausarchiv vorlag‹. Aber nein! der S. 69—73 abgedruckte Text ist der von Stöber, den auch Weinhold S. 83—86 wiederholt, von den Lesarten der Weimarer Hs., welche dieser S. 265 verzeichnet, hat B. keinen Gebrauch gemacht! — S. 509 oben soll Whld. die Lesart ›*Stadt und Feld*‹ (s. o.) ›nach Falck‹ in *Wald und Feld* ›gebessert‹ haben — er folgte aber nur dem Abdruck Stöbers. Wenige Zeilen später wird abermals übersehen, daß sich mit *doch* und *dich* in dem zweiten Sesenheimer Liede Stöber und Kruse gegenüberstehen. — S. 528 Mitte: ›Boie bekam die Epistel durch Röderer und schickte sie dem Herausgeber des Museum‹ — das war er ja selber!

Was die Anmerkungen über Weinhold hinaus bieten, hat großenteils Herr P. Th. Falck in Riga geliefert — aber er wird keine Freude daran haben. Die Tage seines Fälscherglücks sind zwar, wie ich unten an Beispielen der jüngsten Zeit zeigen werde, noch nicht vorüber, aber sie sind doch gezählt. Und zu den Aufgeklärten gehört nun auch Franz Blei! Freilich noch nicht lange: denn auf dem Prospekt wurde Herr Falck noch in höchst ehrenwerter Gesellschaft der Lenzforscher genannt, im Text unseres Bandes sind S. 134 f. und 183 noch zwei seiner Fälschungen, dieselben welche Weinhold aufnahm, gedruckt — im ›Inhalt‹ werden sie unterdrückt, in den ›Anmerkungen‹ ausdrücklich abgelehnt. Blei ist nämlich inzwischen von Falck mit den ›Aushängebogen‹ seiner Gesamtausgabe des lyrischen Lenz-Nachlasses von ›Jerzembsky‹ beglückt worden, aus dem er in den Anmerkungen allerlei mitteilt: in einer Stimmung, die deutlich von Unbehagen zu Mißtrauen und von da zu Entrüstung und Verachtung weiter schreitet. Tritt diese Publikation wirklich ans Tageslicht, so wird sie allen die Augen öffnen, die Herrn Falck noch den Besitz irgend welcher Lenzmanuskripte zugetraut haben: was B. aus der Vorrede (S. 533) und aus den Texten mitteilt, ist so unerhört albern, daß es keinem Menschen einfallen wird, von einem literarischen Skandal zu reden — es gibt höchstens eine Klownsposse, und nicht einmal eine amüsante!

Das Bild das ich in unsern Nachrichten 1905 S. 98—115 von dem Treiben dieses Fälschers entworfen habe, war doch wahrlich

1) Weinhold, Gedichte von Lenz.

scharf genug umrissen! Aber das hat nicht verhindert, daß sich noch immer die Vorstellung erhielt: etwas von Lenz müsse Falck doch besitzen — wie wäre er denn sonst zum Lenzfälscher geworden? Und wenn seine lyrischen Darbietungen Fälschungen gewesen sind, so brauchen es doch nicht seine Mitteilungen aus Briefen von Lenz und Nachrichten Jerzembskys zu sein — so folgerten kurzsichtig genug andere. Ich gebe zwei Beispiele.

Da ist vor kurzem (1908) in Halle eine Dissertation von Wolfg. Stammler über den ›Hofmeister‹ von Lenz erschienen. Das Kapitel ›Vorgeschichte‹ beginnt mit einem Brief von Lenz, der 1891 von Falck in der mir unzugänglichen Düna-Zeitung publiziert ist[1]. Am 18. Sept. 1770 soll Lenz aus Königsberg an Oldekop geschrieben habe: ›*In der vorigen Woche las ich Reichhardt meinen Hofmeister vor. Es ist ein vaterländisches Stück wie der verwundete Bräutigam*‹. Die Briefstelle genügt dem jungen Doktoranden, um eine älteste Fassung des Hofmeisters annähernd in der Technik des ›Verwundeten Bräutigams‹ anzusetzen — die soll L. mit nach Straßburg genommen und in Fort Louis ›umgearbeitet‹ haben! Die echte Briefstelle, die hierfür zitiert wird, redet aber gar nicht von ›Umarbeitung‹, sondern von der ›Zeitigung‹, dem Reifen des Werkes. Nun male sich einer eine Konzeption dieses Dramas in einer Zeit aus, wo Lenz höchst wahrscheinlich noch nicht den Shakespeare kannte: einen ›Hofmeister‹ ohne freie Technik und ohne pädagogische Tendenzen — aber ein ›vaterländisches Stück‹!

Die alberne Fälschung von Falck verwertet als einziges echtes Ingredienz die aus dem J. 1815 stammende Mitteilung, daß man in Livland die Fabel des ›Hofmeisters‹ auf eine Skandalgeschichte zurückführte, die in einer baltischen Adelsfamilie vorgekommen war. War das wirklich der Fall, hatte Lenz diese Geschichte zum Ausgangspunkt genommen, so wird er sie gewiß nicht in Livland lokalisiert haben: der deutschrussische Pastorssohn hatte als Königsberger Student schwerlich Neigung, sich das Fortkommen in der Heimat, für das er in erster Linie auf den dortigen Adel angewiesen war, zu untergraben. Wenn er aber diese unwahrscheinliche Keckheit oder Torheit besaß — hatte er zugleich die Geschmacklosigkeit, ein solches Skandalstück seinem ›väterlichen Freunde‹ gegenüber als ›ein vaterländisches‹ zu bezeichnen? Gewiß nicht! — ihm selbst wäre es auch niemals eingefallen, die dramatisierte Anekdote ›Der verwundete Bräutigam‹ ›ein vaterländisches Stück‹ zu nennen! Nicht Lenz liegt

1) Ich habe (wie anscheinend auch Stammler) nur die Notizen im Jber. f. n. Lgesch. 1891 IV:4,16 (S. 102) zur Hand.

ein solcher Ausdruck nahe, sondern seinem Landsmann, dem ›Lenzforscher‹ Falck: ihn interessieren beide Stücke als Baltica.

Ich kenne von Falck bisher nur Fragmente von Briefen; hat er wirklich, wie es scheint, auch vollständige Briefe herausgegeben (in baltischen Tageszeitungen), dann besteht der Verdacht, daß er einen echten Grundstock mit literarischen und persönlichen Zusätzen seiner Mache verfälscht hat — einen vollständigen Brief zu fabrizieren ist er sicherlich ebenso wenig befähigt, wie er jemals ein unbekanntes Gedicht von ›Lenz‹ aus sich heraus zu Stande gebracht hat. —

Als Bruchstück aber ist mir im höchsten Grade verdächtig auch der bei Froitzheim, Lenz und Goethe S. 14 mitgeteilte Passus von ›Jerzembsky‹ über die ›Anmerkungen übers Theater‹, den soeben Th. Friedrich am Schlusse seiner Untersuchung (S. 99) in Sperrdruck wieder vorführt: mit freudigem Stolze, darin ›das gewünschte äußere Zeugnis, die volle Bestätigung des Resultates‹ beibringen zu können.

Mir scheint Friedrichs Beweisführung so wohlgestützt und festgefügt, daß sie dieses um seiner Herkunft willen mindestens zweifelhaften[1]) äußeren Dokuments nicht bedarf. Bisher ist der echte Jerzembsky in den Falckschen Mitteilungen noch nicht aufzufinden gewesen: noch immer waren Falck und Jerzembsky eine Person! Von Falck dürfen wir, nach dem was jetzt bei Blei I S. 533 f. zu lesen ist, die Aufklärung niemals erwarten: er gibt selbst zu, daß er den Lenz-Nachlaß des Mannes ›nicht mehr‹ (!) in Händen habe: ein völlig mythischer, nicht wieder aufzufindender ›Lord Alfred Russel‹, den er im Eisenbahnkoupé kennen lernte, habe ihm alles abgekauft — nicht für Geld, sondern für die eine Lenzsilhouette! — Unter diesen Umständen empfiehlt es sich nicht nur, sondern ist es direkt eine Forderung wissenschaftlicher Reinlichkeit und literarischer Hygiene, die von Falck ausgegangenen Mitteilungen jeder Art aus dem Bestande unserer literarischen Urkunden auszuscheiden.

Göttingen Edward Schröder

1) Obendrein enthalten der erste und der dritte Satz der Notiz nachweislich falsches. Wenn also die für Friedrich so erwünschte Angabe von den ›vier Vorträgen über Aristoteles‹ nicht ein zufällig richtiger Einfall Falcks ist, dann bliebe nur allenfalls ein ›echter Kern‹ übrig. Ich bin bisher noch nirgends bei F. einem echten Kern begegnet, der sein Privatbesitz war.

K. Bihlmeyer, Heinrich Seuse. Deutsche Schriften im Auftrag der Württembergischen Kommission für Landesgeschichte herausgegeben. gr. 8° (XVIII, 164* + 628 S.). Stuttgart 1907. Kohlhammer. M. 15.

Erfreulicherweise hat sich die Erforschung der Geschichte der deutschen Mystik in letzter Zeit einen gewaltigen Schritt vorwärts gewagt. Die Arbeiten von Denifle und Preger sind von jüngeren Gelehrten wieder aufgenommen worden, um dieselben teilweise neuen Resultaten entgegenzuführen. Es ist auch alle Zeit, daß die Wissenschaft sich wieder darauf besinnt, daß hier noch viel ungepflügtes oder schlecht bebautes Feld sich findet. Auf die großen Kämpfe, welche Denifle mit Preger, Schmidt und Jundt auf heiß umstrittenem Gebiete der Geschichte der deutschen Mystik ausgefochten hat, ist jahrelang eine Periode der Ermüdung und Abspannung gefolgt. Der einzige stille Arbeiter war Ph. Strauch, der ähnlich wie Schönbach auf dem Gebiete mittelalterlichen Predigtwesens, langsam aber gründlich seine Studien zur Geschichte der deutschen Mystik fortsetzte. Was in dieser Hinsicht bis zum Jahre 1884 erschienen ist, hat Rottmanner in einem trefflichen Referate: ›Die neuere Literatur der Geschichte der deutschen Mystik‹ (R. Jud, Geistesfrüchte aus der Klosterzelle. Gesammelte Aufsätze von P. Odilo Rottmanner. Münster 1908 S. 239—249) zusammengefaßt. Von jener Zeit an fehlt uns noch ein klarer zusammenfassender Ueberblick, vor allem auch über die Erforschung der niederdeutschen Mystik, der Langenberg in seinen ›Quellen und Forschungen zur Geschichte der deutschen Mystik‹ (Bonn 1902) näher getreten war. Strauch selbst hat sich nach der Herausgabe der Offenbarungen der Margaretha Ebner und derjenigen der Adelheid Langmann dem Gottesfreundproblem zugewendet, als dessen abschließendes Ergebnis der Artikel ›Rulman Merswin und die Gottesfreunde‹ in der 3. Aufl. der Realencyklopädie für protestantische Theologie und Kirche (in folgendem zitiert als RE) anzusehen ist. Abgesehen von den Untersuchungen über das Neunfelsenbuch (Zeitschrift für deutsche Philologie Bd. 34 S. 235—311), den Schürebrandtraktat (Halle 1903), und der soeben erschienenen Studie über ›Merswins Bannerbüchlein‹ (Zeitschr. f. d. Phil. 41. Bd. 1909 S. 18—31), welchen noch eine Untersuchung über die gesamte Meisterbuchüberlieferung folgen soll, hat Strauch auch seine Schüler zur Behandlung mystischer Fragen angeregt. So verdanken ihm die Dissertationen Simons über ›Ueberlieferung und Handschriftenverhältnis des Traktates 'Schwester Katrei'‹ (Halle 1906) und Pahnckes über die ›Untersuchungen zu den deutschen Predigten Meister Eck-

harts‹ (Halle 1905) ihre Entstehung, über dessen Lebensgang uns Pummerer (Der gegenwärtige Stand der Eckhart-Forschung. Programm Feldkirchs 1903) eine zusammenfassende Studie vorgelegt hat. Die Untersuchungen über Eckhart wurden in jüngster Zeit in mustergiltiger Weise aufs neue von Spamer (Zur Ueberlieferung der Pfeifferschen Eckeharttexte in Beiträge zur Geschichte der deutschen Sprache und Literatur 1908 S. 307 ff.) aufgenommen, der seine Studien über die deutschen Schriften mit dem vielsagenden aber wahren Satze schließen mußte, daß die Arbeit um die Erkenntnis der deutschen Schriften Meister Eckharts noch am Anfange steht (S. 418).

Was den Arbeiten über deutsche Mystik bisher durchweg fehlte, war eine vorausgehende gründliche Untersuchung der Handschriften und darauf aufgebaute gute Textausgaben. Es ist darum sehr erfreulich, daß die Deutsche Kommission in Berlin in ihr Programm auch den Abdruck mystischer Schriften aufgenommen hat. Willkommen in dieser Hinsicht ist die Ausgabe der Tösser Schwesternleben durch Vetter (Das Leben der Schwestern zu Töß beschrieben von Elsbet Stagel samt der Vorrede von Johannes Meier und dem Leben der Prinzessin Elisabet von Ungarn herausgegeben von Ferdinand Vetter [Deutsche Texte des Mittelalters Bd. VI] Berlin 1906), der uns auch eine Ausgabe der Predigten Taulers in Bälde vorlegen wird. Die Tösser Viten bilden ein würdiges Gegenstück zu der Chronik der Anna von Munzingen im Kloster Adelhausen bei Freiburg, deren Wert und Bedeutung im Rahmen der Schwesternleben jener Zeit Krebs (Festgabe für Finke S. 41. Münster 1904) in das richtige Licht gesetzt hat.

Auch die Erforschung über die Predigten Bertholds von Regensburg, der Schönbach seit einer Reihe von Jahren seine Aufmerksamkeit gewidmet hat (Studien zur Geschichte der Altdeutschen Predigt. 2.—8. Stück. Wien 1900 ff.) wird nunmehr einen Schritt weiter tun dürfen, da die Ausgabe des sogenannten St. Georgener Predigers (Der sogenannte St. Georgener Prediger aus der Freiburger und der Karlsruher Handschrift herausgegeben von Karl Rieder [Deutsche Texte des Mittelalters Bd. X] Berlin 1908) uns neue Aufschlüsse über die Predigttätigkeit Bertholds in Klöstern zu geben im Stande ist. Noch harren freilich die lat. Predigtsammlungen dieses hervorragenden Volkspredigers der Herausgabe, die uns erst ein abschließendes Urteil über Berthold von Regensburg gestatten werden. Was Schönbach einstweilen an lateinischen Texten veröffentlicht hat, ist leider ebenso unzuverlässig, wie die Ausgabe der ›Sermones ad religiosos‹ durch Hötzl (München 1882). Seit einer Reihe von Jahren habe ich Materialien über die lateinischen Predigten Ber-

tholds gesammelt und sämtliche bedeutende lateinische Handschriften, darunter auch solche in Rom, durchgesehen. Die Edition dieser lateinischen Predigtsammlungen ist aber nicht so sehr eine Frage der Zeit als des Geldes, da sie nur erfolgen kann, wenn eine der Akademien die erforderlichen Mittel dazu bereit stellt. Der große Berthold von Regensburg hätte dies wahrlich verdient. — Nicht zu vergessen ist schließlich die zusammenfassende Darstellung über das Lehrgebäude der Mystik und deren Bedeutung unter den übrigen theologischen Disziplinen, die Zahn mit feinem Verständnis für die Sache vor kurzem vorgelegt hat (J. Zahn, Einführung in die christliche Mystik. Paderborn 1908). Das Buch ist für alle diejenigen empfehlenswert, welche in die Theologie der deutschen Mystik einen näheren Einblick erhalten wollen. Auf allen Gebieten sehen wir also ein Anlauf zum Bessern.

Die erbittertsten Kämpfe, die Denifle auf dem Gebiete der deutschen Mystik ausgekämpft hat, drehten sich um das Gottesfreund- und Seuseproblem. In beiden Fragen hatten Denifles Untersuchungen zu keinem endgültigen Resultate geführt. Es kamen größere, lohnendere Aufgaben für ihn, denen er seine ganze Arbeitskraft widmen zu müssen glaubte. Jahre vergingen, ehe die genannten Untersuchungen aufgenommen wurden. Die Susofrage kann eigentlich jetzt erst aufgerollt werden, nachdem Bihlmeyer uns eine gediegene Ausgabe der deutschen Schriften dieses gottinnigen Mystikers vorgelegt hat. Aehnliches gilt von dem Gottesfreundproblem, das der Referent erstmals unter genauer Berücksichtigung der Ueberlieferung der einschlägigen Handschriften behandelt hat. Zu beiden Arbeiten hat die Kritik bereits Stellung genommen. Als einer der ersten Kritiker beider Bücher ist der Altmeister auf dem Gebiete mittelalterlichen Predigtwesens, Professor Schönbach in Graz, auf dem Plane erschienen (Literarische Rundschau 1905 Sp. 167—172 und 1908 Sp. 123—126), um den Verfasser des Gottesfreundbuches rücksichtslos zu Boden zu strecken, den Herausgeber der Schriften Susos dagegen bis zu den Sternen zu erheben. Schönbach glaubte, Bihlmeyer das höchste Lob zu spenden, wenn er sagte, ›daß sein Werk des Vorgängers, Heinrich Denifles, nicht unwürdig ist und daß der große dahingeschiedene Forscher über diese Ausgabe sich gefreut hätte‹. So sehr man damit übereinstimmen kann, ebenso nachdrücklich darf an dieser Stelle auch betont werden, daß Denifle sich tatsächlich über das Gottesfreundbuch gefreut hat, ja sogar unmittelbar vor seiner Abreise nach München, wo er von raschem Tod übereilt werden sollte, einen Waffengang zu meinen Gunsten gegen Schönbachs Rezension zu unternehmen versprochen hat. Da er dies

nicht mehr ausführen konnte, sieht sich Referent genötigt, hier selbst seiner Sache in einem so verwickelten Problem das Wort zu reden. Das dürfte um so eher am Platze sein, als es den ›Göttinger Gelehrten Anzeigen‹ nicht gelungen ist, einen Rezensenten des Buches zu finden. Mag diese Tatsache auf den ersten Blick auffällig erscheinen, so ist sie doch leicht erklärlich, wenn man bedenkt, daß Schönbach kurz nach dem Erscheinen des Buches als erster Kritiker aufgetreten ist und durch seine Autorität, die er mit vollem Rechte auf anderen Gebieten genießt, eine weitere selbständige Prüfung für viele andere überflüssig gemacht hat. Unter diesem Eindrucke glaubten die ›Jahresberichte der Geschichtswissenschaften‹, ebenso kurz wie bündig schreiben zu können: ›Die Kritik verhält sich entweder sehr zurückhaltend zu dieser neuen These [Rieders] oder vollständig ablehnend‹. Will man jedoch die Stellung der Kritik zum neu behandelten Gottesfreundproblem richtig präzisieren, so kann man vier Richtungen unterscheiden:

Die einen Kritiker verzichten vollständig auf jedes Urteil. Die Darlegungen des Gottesfreundbuches sind ihnen zu schwierig, eine Nachprüfung ist ihnen unmöglich. Dahin gehören die Besprechungen von Helm, Gießen (Literaturblatt für germanische und romanische Philologie 1907 Nr. 10); Otto Clemen (Zeitschrift für Kirchengeschichte Bd. 26, Heft 2 nr. 43) und die Analecta Bollandiana XXV, 220.

Die große Mehrzahl der Rezensenten schloß sich Schönbach an, so H. Haupt, Gießen (Historische Zeitschrift Bd. 96 S. 466); Kropatscheck, Breslau (Theologischer Literaturbericht 1906 S. 371); Birkle, Seckau (Literarischer Anzeiger XX, 246); Pfister (Annales de l'est et du nord 1906 S. 124); Kaiser, Straßburg (Zeitschrift für Geschichte des Oberrheins 1906 S. 519); Bihlmeyer, Tübingen (Theologische Revue 1906 Nr. 8); Grauert, München (P. Heinrich Denifle, Freiburg 1906 2. Aufl. S. 12).

Unter den gegebenen Umständen gehörte schon ein gewisser Mut dazu, von Schönbach abzuweichen, die Frage selbständig zu prüfen und dadurch zu einem zustimmenden Urteil zu kommen. Es sei darum verwiesen auf die Besprechungen von Linneborn, Arnsberg (Literarischer Handweiser 1905 Nr. 22); Van Haelst (Revue d'histoire ecclésiastique 1906 S. 117); A. Pelzer (Archives Belges 1906 S. 267) und W. Martens, Konstanz (Mitteilungen a. d. histor. Literatur XXXIV S. 489).

Ein Mittelding zwischen Zustimmung und Ablehnung sind endlich die Besprechungen von A. Pummerer, Mariaschein (Historisches

Jahrbuch 1906 S. 825) und G. Ficker, Halle (Theologische Rundschau IX, 195), die ebenfalls mehr auf Schönbachs Seite neigen.

Bei dieser Sachlage durfte man gespannt sein, was Prof. Strauch in Halle, der in erster Linie von dem Gottesfreundbuch betroffen war, als tatsächliche Ausstellungen vorzubringen hätte. Seine Gegenkritik erschien in der Zeitschrift für deutsche Philologie (Bd. 39 S. 101) in einem Umfang von zwei Bogen in Kleindruck, also eine Leistung, die alle Beachtung verdient. Da Strauch so ziemlich alle Ausstellungen der Kritiker an meinem ›Gottesfreund vom Oberland‹, vor allem die von Schönbach und Kaiser, in seine Kritik aufgenommen hat, wird sie in Zukunft neben der von Pummerer allein zu berücksichtigen sein. Strauchs Kritik hat sich zur Aufgabe gestellt, ›bis ins einzelne klarzulegen, wie Rieders Hypothese, als Schöpfer der Gottesfreundfiktion könne nur Nicolaus von Löwen angesehen werden, auf irrigen Voraussetzungen und voreiligen Schlüssen beruht‹ (S. 135). Allein wer die Kritik näher prüft (ich habe dreimal nach längeren Zwischenpausen die Nachprüfung aufgenommen), wird dieselbe gleichwohl mit dem Gefühl der Nichtbefriedigung aus der Hand legen, einmal weil durch Strauch die Sachlage für den Uneingeweihten nur noch verwickelter geworden ist, und sodann weil Strauchs Kritik rein negativer Art ist, aber nichts positives an die Stelle meiner Thesen gesetzt hat. Ich habe mich ausdrücklich dagegen verwahrt, die Gottesfreundfrage nach allen Seiten hin erschöpfend behandeln zu wollen, ich habe auch von vornherein zugegeben, daß in meinen Untersuchungen ›vielleicht der eine oder der andere Punkt einer Vertiefung, Erläuterung oder Verbesserung bedürftig ist‹, gleichwohl kann ich trotz Strauch nicht zur Ueberzeugung gelangen, daß auch nur eine der von mir aufgestellten acht Thesen bisher von der Kritik erschüttert werden konnte. Ich verzichte darum darauf Strauch in allen Punkten zu widerlegen. Falls sich die Deutsche Kommission entschließt, wie es wünschenswert wäre, den vollständigen Text des ›Großen Deutschen Memorials‹, das die sog. Gottesfreundtraktate enthält, in die Sammlung der deutschen Texte des Mittelalters aufzunehmen und so einmal mit den Texten zur Gottesfreundfrage reine Arbeit zu machen, wird sich noch Gelegenheit geben, in der Einleitung dazu unter Berücksichtigung aller Einwände in positiver Weise die Frage ausführlicher zu behandeln, was am Ende für die Sache ersprießlicher ist, als reine Kritik, der der Nichteingeweihte bei einer so schwierigen Aufgabe doch nur mit Mühe oder überhaupt nicht folgen kann. Es seien darum hier nur einige Vorbemerkungen zur Klarstellung und einige Beispiele zur Richtigstellung angeführt.

Denifle hat die Gottesfreundfrage bis zu dem Punkte sicher

durchgeführt, daß er darlegen konnte: Der Gottesfreund vom Oberland und dessen geheime Gesellschaft hat nicht existiert. Es ist eine reine Fiktion, die Rulmann Merswin, der Straßburger Bürger und Gründer des Johanniterklosters zum Grünenwörth ins Leben gerufen hat. Dieser ist auch der Verfasser der sog. Gottesfreundschriften: der Traktate und Briefe. Er ist darum ein Betrüger, der seine Umgebung zum besten gehalten hat.

Diesem Resultate gegenüber betont nun das Schlußergebnis meiner neuen Untersuchungen:

1. Die Memorialbücher des Hauses zum Grünenwörth vermitteln uns allein die Kenntnis vom geheimen Gottesfreund im Oberlande und seiner intimen Beziehung zu dessen Freund Rulmann Merswin, dem Stifter von Grünenwörth.

2. Diese Memorialbücher sind insgesamt erst nach Rulmanns Tod angelegt worden.

3. Sie verfolgen deutlich den Zweck, die Stiftung des Johanniterhauses zu verherrlichen und die dem Hause durch Rulmann gegebene Ordnung gegenüber den mannigfachsten Anfechtungen aufrecht zu erhalten und sicher zu stellen.

4. Um dieses Ziel zu erreichen, erfahren die in den Memorialbüchern ausgesprochenen Gedanken eine Entwicklung, die von schwankenden und allgemeinen Andeutungen ausgehend von Stufe zu Stufe sich erweitern, klären und vertiefen. Dabei sind deutlich zwei Perioden zu unterscheiden:

a) die Zeit von 1382—1385 (?): Anlegung der drei Memorialbücher in ihrer ursprünglichen Gestalt;

b) die Zeit von 1390—1400: Umwandlung dieser Memorialbücher; Anlegung der Pflegermemoriale, des Meistermemorials und des Briefbuchs.

5. Diese Entwicklung erfolgt auf Grund verschiedener anonymer, mystischer Traktate, deren Verfasser, Entstehungsort und Entstehungszeit unbekannt sind.

6. Nur derjenige kann Urheber dieser sich stetig entwickelnden Gedanken sein, der die Memorialbücher angelegt hat.

7. Als Verfasser der Memorialbücher erweist sich aber ein Johanniterbruder, der in inniger Beziehung zu Heinrich Blankhart von Löwen sowie zu Rulmann Merswin stand.

8. Dieser eine Verfasser kann nur Nikolaus von Löwen sein, dessen Autorschaft über alle Zweifel erhaben ist.

Als unmittelbare Folge ergibt sich daraus, daß Rulmann Merswin als Betrüger nicht in Frage kommen kann und daß er auch die sog. Gottesfreundschriften nicht verfaßt hat. Die Frage erklärt sich

durch die angegebenen Thesen viel einfacher, schon deswegen, weil hier zum erstenmal die ganze Untersuchung auf zwei feste Grundpfeiler gestellt wurde: das ist die Darstellung der Geschichte des Johanniterhauses und die umfassende Untersuchung der Memorialbücher, die uns allein von dem Gottesfreund und dessen Gesellschaft im Oberland erzählen.

Gegenüber diesen Thesen hätte die Kritik nun am besten den Weg einschlagen können, daß sie ebenso präzis und klar aufgezeigt hätte, welche der Thesen falsch sei und wo der Fehler stecke, der zu dieser falschen These führen mußte. Keiner der Rezensenten hat diesen Weg eingeschlagen. Sehen wir also selber zu, was in Folge der Kritik von den acht Thesen übrig bleibt, was fallen muß.

Die zwei ersten Thesen sind von allen Kritikern zugegeben worden. Zur ersten schreibt Schönbach: ›Rieder hat sich das wichtige Verdienst erworben, daß er durch genaue Beschreibung und Analyse der Handschriften gezeigt hat, es gehe die ganze Literatur, welche den Verkehr zwischen dem Gottesfreund und Rulmann Merswin bezeugt, ja durch welche uns allein die Existenz und das Wirken des oberländischen Gottesfreundes bekannt wurde, auf den Besitz des Johanniterhauses zum Grünenwörth in Straßburg zurück. Die Fälschung also, deren Urheber Denifle in Rulmann Merswin vermutete, muß in dem Kreise der Grünenwörther Johanniter entstanden sein‹.

Nicht minder gibt Strauch die zweite These zu, wenn er sagt: ›Es hat sich ergeben, was m. W. aber überhaupt nie bestritten worden ist, daß die uns bekannten Urkundenbücher ihre jetzige Gestalt erst nach Merswins Tode, z. T. erst zwischen 1390 und 1400 erhalten haben‹ (S. 116), womit zugleich die oben in 4 a und b gegebene Datierung im allgemeinen als richtig anerkannt wird.

Mit These 3 hat sich, soweit ich sehen kann, kein Kritiker näher befaßt. Man hat wohl hervorgehoben, daß der in These 3 angegebene Zweck nicht hinreiche, um die Fälschung durch Nikolaus von Löwen zu erklären. Allein das ist eine ganz andere Frage. Die Zweckbestimmung der Memorialbücher ergibt sich aus deren Inhalt und beruht vor allem auf der Richtigkeit meiner Darstellung über die Geschichte des Grünenwörths und der Bedeutung des Pflegerbriefes. Da aber gerade dieser Abschnitt in meinem Buche allgemein als bester hingestellt wurde (Strauch: ›dagegen stehe ich nicht an, dem Abschnitt über den Grünenwörth im Lichte der Zeitgeschichte, in dem Rieder an der Hand der Urkunden die Darstellung in der Chronik nachprüft und Merswins kaufmännisches Geschick, ja Raffinement bei der Erwerbung des Hauses und seiner Uebergabe an die Johanniter, insbesondere die Bedeutung des Pflegerbriefes in das rechte Licht

zu setzen weiß, meinen Beifall zu zollen‹ S. 125), so dürfte die Zweckbestimmung der Memorialbücher zutreffend geschildert sein. Gerade die Richtigkeit der zweiten Zweckbestimmung: ›die Stiftung im Sinne des Stifters auch für die Zukunft zu sichern‹ hat Strauch mit dem Satze: ›was ja Schwierigkeiten gehabt haben mag‹ (S. 135) wenigstens im Prinzip zugegeben. Ganz anders stellt sich nun die Frage, ob der von mir angegebene Zweck hinreicht, um die Fälschungen zu erklären. Auf diese Frage haben sämtliche Kritiker, von Schönbach verleitet, verneinend geantwortet. Wenn Rulmann der Fälscher ist, sagen sie, dann läßt sich die Fälschung des Gottesfreundes erklären und verstehen, aber niemals, wenn die ganze Fälschung erst nach dem Tode Rulmanns einsetzte und im Kreise der Johanniterbrüder ausgeführt wurde. Für diesen Standpunkt hat Schönbach den Ton angegeben, obwohl er von vornherein mit einer falschen Zweckbestimmung gegen mich zu Felde zieht. ›Und was war nun der Zweck dieses ganzen künstlichen Baues von Fälschungen?‹, frägt Schönbach, und läßt mich darauf die Antwort geben, ›Rieder sagt: die Verherrlichung Rulman Merswins‹, um dann fortzufahren: ›Reicht das zur Erklärung aus? Entspricht das der wissenschaftlichen Praxis, die doch Fälschungen genug kennt? Bei diesen handelt es sich aber in der Regel um sehr reale Ziele, die erreicht werden sollen und die bei Nikolaus von Löwen gänzlich fehlten‹. Wer nun näher zusieht, bemerkt ohne Schwierigkeit, daß Schönbach gerade den wichtigsten Teil meiner Zweckbestimmung völlig unberücksichtigt läßt, den Zweck nämlich: ›die dem Hause durch Rulmann gegebene Ordnung gegenüber den mannigfachsten Anfechtungen aufrecht zu erhalten und sicher zu stellen‹. Es handelte sich also in der Tat ›um sehr reale Ziele‹, um Sein oder Nichtsein der von Rulmann dem Johanniterhaus gegebenen Verfassung. Haben aber diejenigen, welche auf dem Standpunkt stehen, Rulmann sei der Fälscher, etwa eine bessere Erklärung? ›Was hat Merswin denn nun aber eigentlich mit dieser Fiktion gewollt?‹ schreibt Strauch (RE 220), und gibt als Antwort darauf: ›Sein Hauptzweck war, gegenüber dem entarteten Priestertum, dessen Leben durchaus nicht im Einklang stand mit seiner Lehre, die Gottesfreunde als die einzigen Stützen der Christenheit hinzustellen. . . . Aber noch ein Nebenzweck kommt hinzu. Merswin wollte auch gewisse Schäden der Kirche bloßstellen, er wollte Reformen einführen, ein Berater für diejenigen seiner Mitmenschen sein, die sich in gleicher Lebenslage, in gleichen Seelenzuständen wie die von ihm geschilderten Personen befinden mochten. Und dazu war ein fingierter Autor das geeignetste Mittel. Als schlichter Laie konnte er nicht so offen gegen die Schriftgelehrten zu Felde ziehen, nicht so scharf die zeitliche Sündhaftig-

keit brandmarken. Durch den Gottesfreund aber weiß er sich gedeckt‹. Reicht etwa dieser Zweck hin, um die ganze Fälschung zu erklären? Handelt es sich hier um reale Ziele? Und läßt sich dieser Zweck aus dem Charakter Rulmanns, dessen ›Raffinement bei der Erwerbung des Hauses‹ ich ins rechte Licht gesetzt habe, überhaupt noch erklären? Bei meiner Zweckbestimmung handelt es sich um ein sehr reales, tief ins Leben einschneidendes Ziel, das wirklich, wie die Geschichte des Grünenwörths beweist, auch erreicht wurde; bei der Zweckbestimmung Strauchs dagegen um ideale S c h w ä r m e r e i e n, die von v o r n h e r e i n auf keinen Erfolg rechnen konnten. Dort steht der ganze Zweck der Anlage der Memorialbücher im Einklang mit der Geschichte des Hauses, hier aber im völligen Widerspruch dazu. Dort erklärt gerade die innige Verbindung des Nikolaus von Löwen mit Rulmann und die Liebe zum Stifter, wie er, als ältestes Mitglied des Johanniterhauses, alles daransetzt, das Testament Rulmanns auszuführen, während hier ein Geldmann als Reformer der Kirche und ihrer Glieder auftritt und das alles ohne den geringsten Widerspruch von kirchlicher Seite zu finden! Mit Rücksicht darauf wäre es nicht notwendig gewesen, daß Schönbach sich so entsetzte und ›seinen Augen nicht traute‹, als ich von Nikolaus von Löwen schrieb: ›An seinem ehrlichen Willen und an seiner sittlichen Größe ist nicht zu zweifeln‹ mit dem Zusatze, daß er jedoch um einen guten Zweck zu erreichen, ein schlechtes Mittel verwandte, um andere zu täuschen und in die Irre zu führen, da Strauch im Grunde genommen nichts anderes von Rulmann Merswin sagt, wenn er schreibt: ›Das Mittel, das er [Rulmann] wählte, war die Täuschung. Er sah darin gewiß n i c h t s v e r w e r f l i c h e s. Abgesehen von seinen persönlichen Interessen am Straßburger Johanniterhause wollte er mit seinen Dichtungen Gutes stiften, sein Streben war ernst und entsprang einem w a r m f ü h l e n d e n Herzen. Und ferner: einen Betrüger wird man den nicht nennen wollen, bei dem die guten Absichten überwiegen‹ (RE 221/2). Gleichwohl hat auch Strauch später (S. 135) sich Schönbachs Verdikt über meine — wie ich zugebe, nicht ganz präzis ausgedrückte — Charakteristik Nikolaus von Löwens zu eigen gemacht!

These 4—6 hängen aufs innigste miteinander zusammen. Sie beruhen im Grunde genommen auf einer kritischen Betrachtung der Handschriften, durch welche ich genau festzustellen suchte, in welcher chronologischen Reihenfolge die Hss. entstanden sind, wie stets bei ihnen der eigentlich ursprüngliche Hauptteil von oft späteren Zusätzen zu scheiden und welcher Unterschied zwischen den Traktaten und den sie einleitenden Rubriken ist. Mehr als einmal habe ich

darauf hingewiesen, daß die Entstehungsweise der Handschriften bei allen Schlußfolgerungen wohl im Auge zu behalten ist, falls man nicht auf völlig falsche Bahnen gelangen will.

Hier nun setzt Strauch mit seiner Kritik ein, indem er nachzuweisen sucht, 1) daß meine Bemühungen, die Entstehungsweise der Hss. festzustellen, auf Phantasien beruhen und 2) daß von einer Entwicklung des Gottesfreundgedankens in den Hss. keine Rede sein kann.

Das erste sucht er zu erläutern am Großen Deutschen und dem Lateinischen Memorial sowie an dem Briefbuch. Das zweite durch Betrachtung des Zweimannenbuches, des Meisterbuches, der Neunfelsen und der anderen Traktate.

Wie meine Ausführungen in meinem Buche dargetan haben, haben wir 9 Urkundenbücher des Straßburger Johanniterhauses zu unterscheiden: 2 lateinische (ein älteres und ein jüngeres; kleineres und größeres), 2 deutsche (Das Große und das Kleine Deutsche Memorial), das Pflegermemorial, das Meistermemorial, das Briefbuch, das erweiterte Pflegermemorial und das Bruderschaftsbuch. Drei davon werden immer als ›offizielle Urkundenbücher‹ bezeichnet, nämlich ein lateinisches, das Große und das Kleine Deutsche Memorial. Es ist von vornherein klar, daß so viele und darunter so umfangreiche Memorialbücher nicht auf einmal, sondern nach und nach entstanden sein müssen. Als Anfangspunkt der Entstehung haben wir den Tod Rulmann Merswins (1382 Juli 18) anzunehmen, als Endpunkt das Todesjahr Nikolaus von Löwens (1402 April 3). Nach dessen Tode schreibt man die vorhandenen Urkundenbücher im Grünenwörth wohl noch ab, aber es entstehen keine neuen mehr. Daß diese Zeitbestimmung im allgemeinen richtig ist, hat Strauch zugegeben, indem er schreibt (S. 116): ›Es hat sich ergeben ... daß die uns bekannten Urkundenbücher ihre jetzige Gestalt erst nach Merswins Tode, z. T. erst zwischen 1390 und 1400 erhalten haben‹. Allein wenn so viele Urkundenbücher in Betracht kommen, wird es auch von besonderer Bedeutung sein, welches Memorial zuerst und welche darnach entstanden sind. Will man auf diese Frage eine präzise Antwort haben, so wird man bei Strauch vergeblich anfragen. Aus seiner verworrenen Darstellung (S. 102—116) scheint nur soviel hervorzugehen, daß zur Zeit der Bestätigungsurkunde der Memorialbücher durch den Johannitermeister Konrad von Braunsberg, 1385 Jan. 21, bereits vorlagen: das Große Deutsche, ein Lateinisches und das Kleine Deutsche Memorial und daß das Lateinische ›wol‹ nicht die erste Stelle inne hat ›aus chronologischen Gründen, sondern weil

das Mittelalter der lateinischen Sprache immer den Vorrang vor der Vulgärsprache eingeräumt hat‹ (S. 107).

Hier nun gehen unsere beiderseitigen Ansichten diametral auseinander. Meine Darlegungen gipfeln in dem Satze:

Wenn die Urkunde von 1385 Jan. 21 echt ist, dann lagen bereits vor: drei Memorialbücher (ein lateinisches und zwei deutsche), aber nicht in ihrer jetzigen, sondern in ihrer urprünglichen Gestalt. Zu ihrer jetzigen Gestalt kamen sie erst durch eine Umwandlung, die sie durchmachen mußten. Strauch dagegen: Die drei Memorialbücher haben keine Umwandlung durchgemacht, sie haben eine durchaus einheitliche Anlage und lagen in ihrer jetzigen Gestalt bereits dem Johanniterordensmeister 1385 Jan. 21 vor: ›Ihre Entstehung vollzieht sich ungezwungen und natürlich vor unsern Augen, und es bedarf nicht der Annahme 'jener ganz ungewöhnlichen und seltsamen Manipulationen', die nach Rieder Nikolaus von Löwen an den bereits bestehenden Handschriften vorgenommen haben soll‹ (S. 116/7).

Was die chronologische Reihenfolge angeht, so beruhen meine Untersuchungen darauf, daß allen Urkundenbüchern zeitlich wie sachlich ein lateinisches Memorial vorausgeht, ihm folgt der Hauptteil des Großen und das Kleine Deutsche Memorial. — Nach Strauch dagegen steht das lat. Memorial an erster Stelle ›wol nicht aus chronologischen Gründen‹. Mit dieser einen Bemerkung hat Strauch den Boden verlassen, auf dem noch eine Auseinandersetzung möglich ist; er gibt wol an, was wol (!) nicht an erster Stelle stand, ohne jedoch zu untersuchen, welches denn von den vielen Memorialbüchern zuerst angelegt wurde.

Daß die Urkundenbücher nun eine Umwandlung durchgemacht haben, habe ich nachzuweisen gesucht an dem Großen Deutschen Memorial und einem lateinischen Memorial, das in 2 Teile zerlegt wurde, welche fortan die Namen ›Uebriggebliebene Lateinbücher‹ erhielten. Diese beiden wurden deswegen gewählt, weil sie allein (neben dem Briefbuch) uns originaliter erhalten sind: das Große Deutsche Memorial in der Straßburger Universitätsbibliothek, das zweite übriggebliebene Lateinbuch im Straßburger Bezirksarchiv.

Meine Darlegungen über das Große Deutsche Memorial beruhen nun auf folgenden Sätzen: 1) Der ursprüngliche Teil desselben ist der jetzige erste Teil. Er umfaßte 12 Gottesfreund- und 4 Merswintraktate. Einige Jahre später wurde ein zweiter Teil hinzugefügt mit den Neun Felsen, dem Zweimannen- und dem Meisterbuch. Die Hinzufügung dieses Teiles machte Aenderungen oder Zusätze notwendig a) im Titel, b) in der Einleitung, c) in der Inhalts-

angabe. Ihm schloß sich sogar noch ein dritter Teil an, der für uns jedoch belanglos ist. Als letzter Teil der Hs. wurde eine Lage von 3 Doppelblättern an die Spitze gesetzt, welche neben andern geschichtlichen Einträgen auch das Titelblatt und die urkundliche Beglaubigung der 3 Memorialbücher von Konrad von Braunsberg 1385 Jan. 21 enthalten.

Strauch gibt zu, daß der 2. Teil ›von vornherein nicht vorgesehen war‹, daß die Neunfelsen, das Zweimannen- und Meisterbuch ›nachträglich‹ aufgenommen wurden. (Das zu leugnen, würde auch schwer angehen, da der Schreiber [35*24 meiner Ausgabe] ausdrücklich versichert: *Dise selben drí húndersten bŭcher wurdent nútgemeinet zŭ schribende in kein dirre zweyer tútschen memoriale bŭcher.*) Strauch macht auch darauf aufmerksam, daß für Bl. 124—131, auf denen der Schluß des 1. Teiles steht, nur eine Lage von 4 Doppelblättern verwendet ist (statt der sonstigen Lagen von 6 Doppelblättern) und fügt bei: ›Es fällt dieses Abweichen von der sonstigen Lageneinteilung also mit der Anknüpfung des 2. Teiles an den ersten zusammen‹ (S. 103 Anm.). Er gibt zu, daß Nr. 17 (23*29), ›die den Hauptinhalt des 2. Teils vorzeichnet‹, ›nachgetragen‹ ist, daß mit Rücksicht auf den beigefügten 2. Teil auf Bl. 7ᵇ (19*2) im Text ›nachträglich‹ eine Aenderung vorgenommen wurde; daß ›dem so zu vorläufigem Abschluß gekommenen Memorial‹ ›noch eine Lage von 3 Doppelblättern an die Spitze gesetzt wurde, um etwa weiteren die Geschichte des Grünenwörths betreffenden und das Folgende zweckmäßig einleitenden Einträgen Raum zu geben. Zunächst wurde Bl. 6 vom Schreiber für den Titel und die urkundliche Beglaubigung vom Jahre 1385 durch Konrad von Braunsberg verwandt‹, um dann noch ausdrücklich zu betonen, daß Bl. 6 ›erst jetzt als letztes geschrieben wurde‹ (S. 103). Man sollte nun meinen, daß alles stütze nur meine Darlegungen über die Umwandlung des Großen Deutschen Memorials, gleichwohl glaubt Strauch meine Resultate abweisen zu müssen, weil er annimmt, daß der 2. Teil, wenn er auch nicht von vornherein vorgesehen war, sofort dem 1. Teile beigefügt wurde, während dies nach meiner Ansicht erst einige Jahre später erfolgt sein kann. Strauch führt als einzigen Beweis an, daß ›in der Beschaffenheit der Hs. und im Schriftductus‹ zwischen dem 1. und 2. Teil keinerlei ›Veränderung‹ wahrzunehmen ist. Strauchs Beweis beruht also einzig und allein auf der äußeren Betrachtung der Handschrift, sieht aber (und das ist der Hauptmangel an Strauchs Kritik) völlig von sachlichen Gesichtspunkten ab.

Ich bestreite nun Strauch zunächst, daß zwischen dem 1. und 2. Teil keinerlei Veränderung wahrzunehmen ist, da zwischen beiden

deutlich ein Unterschied in der Tinte zu erkennen ist. Da ferner nach Strauch es nur eine Hand gewesen ist, die den eigentlichen Text des Großen Deutschen Memorials schrieb, so sorgte eben diese eine Hand für die Gleichheit in der Beschaffenheit der Hs. und im Schriftductus. Die Gleichheit in der Beschaffenheit der Hs. und im Schriftductus bedingt also noch nicht eine sofortige Anfügung des 2. an den 1. Teil. Daß aber zwischen dem 1. und der Anfügung des zweiten Teiles ›einige Jahre‹ vergangen sein müssen, dafür sprechen rein sachliche Gründe.

Nach Strauch begann der Schreiber mit Bl. 7 (ich lasse ihn beginnen mit Bl. 9[b], was übrigens für unsere Frage völlig gleichgültig ist), ›mit einer allgemeinen Inhaltsangabe über das lateinische und deutsche Memorial‹. In der Einleitung erwähnt der Schreiber also 1) ein lateinisches Memorial, dessen Inhalt er genau angibt, und 2) den Inhalt (des jetzigen 1. Teiles) eines deutschen Buches. Er sagt ferner ausdrücklich, daß beide Memoriale bestimmt sind, einander zu ergänzen: *Item alsus seit das latine bůch von allen disen vorgenanten bůchern und volhet hie an ein ander bůch zů tútsche. in dem sint geschriben die úberigen bůcher der egenanten unserre zweyer stiftere, die nút in dem latine bůche geschriben stont. Und ist ŏch keine ander materie in dem latine noch hie in diseme gegenwertigen tútschen bůche geschriben, wenne alleine nuwent die bůchere und materien, die durch unsere zwene vorgenanten lieben stiftere harkummen sint.* So schreibt er dann fort bis zum 2. Teil, ›der von vornherein nicht vorgesehen war‹. Plötzlich erwähnt er nun zu Beginn eben dieses 2. Teiles (35*25) ›*kein dirre zweyer tútschen memoriale bůcher*‹, von denen er das eine als ›kleines deutsches Buch‹ bezeichnet. Von diesem Kleinen Deutschen Memorial handelt dann erst wieder das Titelblatt, das auch nach Strauch ›zuletzt‹ geschrieben wurde. Da also der Schreiber im ersten Teil, in dem er doch genau die Bücher der Stifter aufzählt, von einem Kleinen Deutschen Memorial noch nichts weiß, im zweiten Teil aber plötzlich davon spricht, so schließe ich daraus, daß die Anlage des Kleinen Deutschen Memorials zwischen den 1. und 2. Teil des Großen Deutschen Memorials fällt. Strauch lehnt diesen Schluß ab, ohne jedoch auch nur den Versuch zu machen, die Entstehungszeit des Kleinen Deutschen Memorials zu bestimmen. Er setzt also nichts positives an die Stelle, lehnt aber meine Darlegung ab mit dem Hinweis: ›wenn es dort (35*25) heißt: *kein dirre zweyer tútschen memoriale bůcher*, so setzt das doch wol eher [!] voraus, der Redaktor habe bei den Johannitern des Grünenwörths das Vorhandensein der drei officiellen Urkundenbücher für allgemein bekannt gehalten, als daß man annehmen könnte, er sollte

ein inzwischen erst angelegtes Urkundenbuch in dieser Weise zum ersten Male citieren« (S. 110). Allein der Schreiber konnte 35*25 »das Vorhandensein der drei offiziellen Urkundenbücher« gar noch nicht als »allgemein bekannt« voraussetzen, weil er ja noch mit der Herstellung des einen beschäftigt ist! Von den 278 Blättern des Großen Deutschen Memorials waren ja erst 130 Blätter beschrieben! Setzt er aber, als er auf Bl. 130ᵇ schrieb, bereits 3 offizielle Urkundenbücher als allgemein bekannt voraus, dann kann unter dem zweiten nur der jetzige erste Teil verstanden werden, was abermals meine These beweist, daß das Große Deutsche Memorial ursprünglich nur aus dem jetzigen 1. Teil bestand, dem einige Jahre später ein zweiter und dritter Teil beigefügt wurde.

Daß die Zufügung des 2. Teils nicht sofort erfolgte, beweist ferner die Abweichung in der Anzahl der Blätter (auf Bl. 124—131) zur Bildung einer Lage, von der Strauch selbst zugibt, daß sie »mit der Anknüpfung des 2. Teiles an den ersten zusammenfällt«. Wenn der Schreiber sofort hätte weiterfahren wollen, dann hätte er dies nicht bedurft. Er nahm weniger Blätter, weil er eben die Hs. mit dem 16. Traktat schließen wollte. Dafür, daß trotzdem die Handschrift »äußerlich durchaus einheitlichen Charakter« trägt, sorgte der eine Redaktor (nicht Schreiber!).

Für die Zeit der Umwandlung des Großen Deutschen Memorials habe ich etwa das Jahr 1390 angenommen und zwar auf folgende Gründe gestützt: Das jetzige Titelblatt kann, was auch Strauch zugibt, erst nach der Beifügung des 2. Teiles geschrieben worden sein. Es enthält eine Abschrift einer (angeblich) am 21. Jan. 1385 ausgestellten Urkunde, kann also selbst frühestens am 21. Jan. 1385 geschrieben worden sein. 1385 Jan. 21 ist also der Terminus a quo, mit dem wir bei der Anlegung des Titelblatts zu rechnen haben, besagt aber noch lange nicht, daß das Titelblatt auch kurz nach 1385 Jan. 21 geschrieben ist. Für eine spätere Zufügung spricht folgender Grund: Auf der ersten halben Lage (sie umfaßt drei Doppelblätter), auf der das Titelblatt steht, sind auch noch andere Einträge enthalten, von denen der eine frühestens im Jahre 1391 geschrieben sein kann. Da die erste halbe Lage 6 Blätter umfaßt, von denen das Titelblatt und die Abschrift der Urkunde nur den Raum eines (nämlich des letzten) Blattes einnehmen, so müssen die ersten 5 Blätter etwa gleichzeitig mit dem Titelblatt geschrieben sein, da ich sonst nicht einsehe, aus was für Gründen der Schreiber der Hs. 4 bezw. 5 leere Blätter vorausschickte, um endlich auf dem 6. Blatte mit dem Titel einzusetzen. Daraus folgt aber, daß, wenn die Urkunde von 1385 Jan. 21 echt ist, dem Johannitermeister im Jahre

1385 nicht das jetzige Große Deutsche Memorial, sondern nur dessen erster Teil als ›offizielles‹ Urkundenbuch vorgelegen hat.

Daß auch Strauchs Aufführung von ›kleineren Irrtümern‹ meinerseits in der Beschreibung des Großen Deutschen Memorials (abgesehen von den wenigen Verschreibungen oder Druckfehlern) nicht in allweg stichhaltig ist, dafür nur einige Beispiele: Ich lasse den Schreiber mit Bl. 9ᵇ beginnen, d. h. mit den eigentlichen Traktaten; Strauch dagegen mit 7ᵃ, d. h. mit Vorwort und Inhaltsverzeichnis. Als Grund führe ich an: in dem ganzen Großen Deutschen Memorial schreibt der Schreiber mit 43, nur in Vorwort und Inhaltsverzeichnis mit 55 Zeilen. Das rührt daher, weil er glaubte, mit dem von ihm freigelassenen Raume rechnen zu müssen. Ferner, wenn er Bl. 7 nicht erst Bl. 9ᵇ begonnen hätte, dann hätte er Bl. 9ᵃ nicht 45 Linien (es sind nur 10 ursprünglich beschrieben) freigelassen, um mit neuer Seite einzusetzen, sondern er hätte ruhig auf Bl. 9ᵃ weiter schreiben können. Das sind doch gewiß Gründe, die nicht ohne weiteres von der Hand zu weisen sind. Strauch dagegen sagt nur: ›die 55 Zeilen auf den der Einleitung gewidmeten Seiten gegenüber den 43 Zeilen, die die Hs. den mit dem Text beschriebenen Seiten einräumt, brauchen (!) nicht so erklärt zu werden, als habe der Schreiber mit dem ihm zur Verfügung stehenden Raume rechnen müssen‹. An anderen Stellen dagegen bedient sich Strauch gerade dieses Argumentes gegen mich. So schreibt er (S. 112) vom 14. und 15. Brief des Briefbuches: ›Was ist nun natürlicher, als daß der Schreiber, damit rechnend, den 14. und 15. Brief, für die Bl. 32ᵃ Z. 6 ff. allein zur Verfügung stand, mit etwas engerem Zeilenzwischenraum schrieb, um dann am Seitenschluß doch noch einige Zeilen übrig zu behalten. Um auf jeden Fall mit dem Platze zu reichen, hatte er außerdem noch den ersten der beiden Briefe am Anfang und Ende gekürzt‹. Was würde Strauch sagen, wenn ich ihm entgegenhalten wollte: Die engeren Zeilen brauchen nicht so erklärt zu werden, als habe der Schreiber mit dem ihm zur Verfügung stehenden Raume rechnen müssen, um so mehr, als Strauch anderwärts betont, daß ›aus der ungleichen Zeilenzahl der einzelnen Seiten nichts zu schließen ist‹ (S. 113 Anm. 1)! Da ich auch im Schürebrandtraktat wieder auf denselben Grundsatz zurückkomme, hält mir Strauch abermals entgegen (S. 133): ›Auch hier versagt sein [Rieders] 'Zauberschlüssel'. Wenn er [Rieder], um Auslassungen und Kürzungen zu motivieren, behauptet, der Schreiber habe mit dem ihm noch zur Verfügung stehenden Platze rechnen müssen, wollte er den ganzen Traktat noch auf dem freien Platze der 5. Lage unterbringen, so wird diese an sich schon unbegründete [oben war es natürlich!]

Unterstellung auch dadurch aufgehoben, daß der Schreiber dennoch den Anfang einer neuen Lage in Anspruch nehmen mußte‹. Gleichwohl gesteht er 7 Zeilen weiter zu: ›Der Schreiber hat nur abgeschrieben, was ihm vorlag ... Er glaubte das, was er abzuschreiben hatte, auf dem noch vorhandenen Rest seiner (5.) Lage bewältigen zu können und schrieb deshalb gedrängter. Trotzdem reichte der Raum nicht aus, und so begann er eine neue (6.) Lage‹. Das ist doch die Aufhebung jeder kritischen Methode, die ich wenigstens konsequent durchzuführen suchte, während Strauch mit den methodischen Grundsätzen schaltet, wie es gerade für seine Zwecke paßt. — Dafür noch ein anderer Beleg: Im Großen Deutschen Memorial führt sich Bl. 1^b Nikolaus von Löwen in der ersten Person ein und bemerkt Bl. 2^a ausdrücklich: *darumb so habe ich der vorgenante brůder Claus von Lôfen ... eine tofele mit einre tegelichen ordenunge in die sacristye gehencket, die ouch hienoch geschriben stot ... und umb das die ordenunge den brůdern ewikliche deste gegenwertiger si und niemer vergessen werde, so ist dise memorie unde ouch das instrumente und die tofele zů tútsch und zů latine etteie manigenthalben geschriben in dise drú urkúnde bůcher und in etteliche andere bůcher* ... Daraus schließe ich, daß hier Nikolaus von Löwen selber schreibt, wir also in diesem Abschnitte seine Handschrift vor uns haben. Strauch dagegen antwortet: diese Zitate gehören einem Aktenstück an, das auch in andere Urkundenbücher der Straßburger Johanniter Aufnahme gefunden hat (S. 105); ›wenn Nikolaus von Löwen hier in erster Person spricht, so mag das immerhin beweisen, daß der Passus ursprünglich von ihm herrührt, nicht aber kann daraus so ohne weiteres auf eine redactionelle oder gar directe Tätigkeit an dem uns vorliegenden Großen Memorial geschlossen werden‹. Ich kehre nun die Sache um: Im Briefbuch befindet sich am Schlusse die Autobiographie Nikolaus von Löwens. So ist es bisher allgemein angenommen worden und auch Strauch benutzt zu wiederholten Malen diese Tatsache, um gegen mich auf paläographischem Wege zu Felde zu ziehen. In dieser Biographie heißt es: *Alsus habe ich der vorgenante brůder Claues von Lôfene ... die lôffe mines harkommenen states kúrtzliche geschriben hie in dis gegenwertige bůch und in etteliche andere bůchere.* Was nun? wenn jemand sagen wollte, diese Stelle gehöre einem Aktenstücke an, das ›auch in andere Urkundenbücher der Johanniter Aufnahme gefunden hat. Wenn deswegen Nikolaus von Löwen hier in erster Person spricht, so mag das immerhin beweisen, daß der Passus ursprünglich von ihm herrührt, nicht aber kann daraus so ohne weiteres auf eine redaktionelle oder gar direkte Tätigkeit an dem uns vorliegenden Brief-

buch geschlossen werden‹! Wäre das nicht die Auflösung jeder Methode? Und ist dieser Schluß überhaupt angängig, wo hier wie dort gerade auf das gegenwärtige Memorial Bezug genommen wird? Soviel wird man doch zugeben müssen, daß N. v. L. beide Male wenigstens im vorliegenden Passus direkt an der Herstellung dort des Großen Deutschen Memorials, hier des Briefbuches mitgewirkt hat. Wir haben also beide Male die Schrift Nikolaus von Löwens vor uns oder konsequenter Weise nirgends.

An konsequenter Durchführung methodischer Grundsätze fehlt es auch bei der Erklärung, die Strauch für das lateinische Memorial zu geben sucht (S. 106—109).

In der Ueberlieferung des Johanniterhauses zum Grünenwörth finden wir zwei lateinische Memorialbücher, ein kleines und ein großes, ein älteres und ein jüngeres. Eines davon hatte wenigstens 109 Kapitel, das andere nur 51 Kapitel + Neunfelsen. Das jüngere verdankt seine Entstehung dem Umstand, daß in das ältere der von Johann von Schaftolzheim glossierte Text der Neunfelsen statt einer wörtlichen Uebersetzung aufgenommen worden war. Sobald man dies erkannte, setzte man das ältere lateinische Memorial außer Kurs, machte daraus zwei neue Bücher, die man mit dem Namen ›Uebriggebliebene Lateinbücher‹ belegte, und verfertigte ein neues lateinisches Memorial. Es sind also in der Tat ›komplicierte Schicksale‹, denen das ältere unterworfen gewesen ist und die ich nach Strauch in ›scharfsinnigen Erwägungen‹ an dem Leser vorüberziehen lasse (S. 106). Von diesen lat. Büchern ist uns nun noch das ›Zweite Uebriggebliebene‹ in einer Hs. des Straßburger Bezirksarchivs erhalten. Den Inhalt der übrigen kennen wir einmal aus dem Großen Deutschen Memorial, das gleich zu Beginn von einem lateinischen Memorial spricht und dabei dessen Inhalt Kapitel für Kapitel angibt. Außerdem können wir aus späteren Aufzeichnungen, die von Götzmann stammen, verschiedene Anhaltspunkte für den Inhalt der lat. Memoriale gewinnen. Soweit stimmt Strauch mit meinen Ausführungen überein. Handelt es sich jedoch um die Frage, welche Stellung den beiden lat. Memorialen unter den übrigen Urkundenbüchern zukommt und welches das ältere, welches das jüngere ist, so gehen wir wieder Wege, die einander diametral entgegengesetzt sind. Ich bezeichne das lateinische Memorial mit 109 Kapiteln als das große und das jüngere: Strauch als das kleine und das ältere; das lat. Memorial mit 51 Kapitel + Neunfelsen (dessen Inhalt im Großen Deutschen Memorial angeführt ist) ist nach meiner Ansicht das kleine und das ältere (erste): nach Strauch dagegen das große und das jüngere.

Nach meiner Beweisführung ist das kleine (ältere, erste) Memo-

rial zeitlich wie sachlich das allererste Memorial, das allen übrigen Memorialbüchern des Johanniterhauses zu Grunde liegt und ohne das der Inhalt der übrigen absolut unverständlich bliebe: nach Strauch dagegen steht das lateinische Memorial an erster Stelle ›wol nicht aus chronologischen Gründen, sondern weil das Mittelalter der lat. Sprache immer den Vorrang vor der Vulgärsprache eingeräumt hat‹ (S. 107).

Sehen wir nun zu, zu welchen Ungereimtheiten Strauchs Darlegungen führen:

Einer der allerersten Grundsätze der Quellenkritik lautet, daß, wenn in einer Quelle auf eine andere Bezug genommen wird, diese andere bereits existiert haben muß. Dieser Grundsatz gilt auch von unsern Memorialbüchern. Nun wird zu Beginn des Großen Deutschen Memorials (Bl. 7, mit dem nach Strauch der Schreiber die Hs. begann) von einem lateinischen Memorial geredet und dessen Inhalt Kapitel für Kapitel aufgezählt. Dieses lat. Memorial muß also schon existiert haben vor Anlage des Großen Deutschen Memorials, sonst hätte der Schreiber in dem Augenblicke, als er mit der Anfertigung des Großen Deutschen Memorials begann, dessen Inhalt nicht wiedergeben können mit der Einführung: *Item zû dem ërsten ist in latine zûsamene in ein bûch geschriben alle die urkúnde und mirackele, domitte dis selbe hus zû dem Grûnenwerde ist ernuwert worden.* Das lat. Memorial ist also nicht deswegen ständig an erster Stelle aufgeführt, weil das Mittelalter der lat. Sprache den Vorrang vor der Vulgärsprache einräumte, sondern weil es zeitlich wie sachlich dem Großen Deutschen Memorial vorausgeht.

Ferner ist nach Strauch das im Großen Deutschen Memorial genannte lat. Memorial nicht das ältere von den beiden, sondern die jüngere Hs., ›die an Stelle einer älteren getreten war‹. Er muß also konsequent annehmen, daß im Jahre 1385 nicht bloß das lateinische, Große und Kleine Deutsche Memorial vorhanden war, sondern bereits 4 Memorialbücher, nämlich beide lateinische und die beiden deutschen. Noch mehr, da das ältere lat. Memorial in die beiden ›Uebriggebliebenen Lateinbücher‹ verwandelt wurde (eine Umwandlung, welche mit der Anfertigung des neuen jüngeren doch im Zusammenhang steht), das 2. Uebriggebliebene Lateinbuch aber bereits 3 Pflegermemoriale zitiert, so müßte Strauch konsequenter Weise die Anfertigung von 7 Memorialbüchern in die Zeit von 1382 Juli — 1385 Jan. setzen. Es müßte also im Grünenwörth im Laufe von 2½ Jahren sehr tüchtig gearbeitet worden sein.

Nach Strauch ist das im Großen Deutschen Memorial genannte lat. Memorial (mit 51 Kapitel + Neunfelsen) das große und jüngere,

das lat. Memorial mit 109 Kapitel dagegen das kleine und ältere. Da aber schon auf den ersten Blick unwahrscheinlich ist, daß man ein Memorial mit größerem Umfang als kleines, ein anderes mit geringerem Umfang als großes bezeichnete, so sucht Strauch dies auf folgende Weise zu erklären: ›Mag auch letztere [das ältere lat. Memorial] ursprünglich umfangreicher gewesen sein als die, welche sie ersetzen sollte: durch ihre Auflösung in zwei selbständige Teile verschob sich das Verhältnis, und erstere [das jüngere lat. Memorial] mußte nun vollständiger, größer erscheinen als die beiden Teilhandschriften. Die Annahme, dieses neue, 48*4 einmal als 'Großes' zitierte lateinische Memorial sei an Umfang kleiner gewesen als das Erste lateinische Memorial, wird man nicht von vornherein als unwahrscheinlich abzuweisen brauchen, wenn geltend gemacht werden kann [kann dies Strauch?], daß das, was auf den Neunfelsentext noch folgte, wol auf die Straßburger Johanniter Bezug hatte, nicht aber die eigentliche Merswin-Gottesfreundfrage berührte‹ (S. 107)!

Wenn wir fragen, wie es komme, daß Strauch die Sache gerade auf den Kopf stellt, daß er das lat. Memorial, das von mir als kleines und erstes bezeichnet wird, großes und jüngeres genannt wissen will, so gibt uns die Betrachtung des Zweiten Uebriggebliebenen Lateinbuches die Antwort darauf. Das Zweite Uebriggebliebene Lateinbuch (das, wie auch Strauch zugibt, ein Teil des älteren lateinischen Memorials ist), enthält die Neunfelsen und sodann 3 Kapitel, welche als Kapitel 86—88 eingeführt sind. Nach meiner Darstellung stammen nun die Neunfelsen aus dem kleinen und älteren lat. Memorial, die Kapitel 86—88 dagegen aus dem großen, jüngeren lat. Memorial, sie sind also ein späterer Zusatz, um die Hs., als sie zu den ›Uebriggebliebenen‹ degradiert wurde, abzurunden. Nur so kann verstanden werden, daß der Schreiber auf Bl. 46[b] auf einmal beginnt: *Item octogesimum sextum capitulum est decima huius libri materia,* wo vorher weder ein Kapitel 85 noch eine 9. Materie genannt ist. Ich habe auch darauf hingewiesen, daß man den einleitenden Satz: die 4 Sexternen *de novem rupibus cum aliis sequentibus materiis et capitulis fuerunt una particularum pertinencium in latinum memorialem librum*, nicht pressen darf, da der Redaktor hier beide lateinischen Memorialbücher nicht unterscheidet, während er es im gleichen Buche an anderen Stellen tut. Strauch dagegen wendet ein: man müsse diese Stelle wörtlich fassen, denn die Neunfelsen samt Kapitel 86—88 waren ein Teil des älteren Memorials, ›das damals diesen Zitaten zufolge noch ungeteilt war‹ (S. 108). Sehen wir zu, ob dieses überhaupt möglich ist. Ich sage: die These Strauchs ist schon unmöglich aus chronologischen Gründen. Kapitel 88

enthält die Abschrift eines Briefes mit dem Datum ›in octava beati Stephani anno 1385‹. Kapitel 88 kann also unmöglich vor 1385 Jan. 2 geschrieben worden sein. Da nun nach Strauch dem Johanniterordensmeister am 21. Jan. 1385 die drei offiziellen Urkundenbücher, das jüngere lateinische, das Große und das Kleine Deutsche Memorial schon vollendet vorlagen, das ältere lateinische Memorial (das nach Strauch die Neunfelsen + Kapitel 86—88 enthielt) aber dem jüngeren zeitlich vorausging, müßten zwischen 1385 Jan. 2 und 1385 Jan. 21 sämtliche 4 Memorialbücher angefertigt worden sein!

Die These Strauchs ist aber auch aus sachlichen Gründen hinfällig. Nach Strauch haben ›sicher‹ auch Kapitel 106, 108 und 109 ›ursprünglich dem älteren lateinischen Memorial angehört‹ (S. 108), d. h. das ältere lateinische Memorial hatte nicht nur 88, sondern wenigstens 109 Kapitel. Unsern Kapiteln 86—88 mußten also im älteren lateinischen Memorial 85 Kapitel vorausgehen, und 89—109 mußten unmittelbar auf Kapitel 88 folgen. Nun geht aber im ganzen Uebriggebliebenen Lateinbuch dem Kapitel 86, das die 10. Materie ist, kein Kapitel 85 voraus (Bl. 40[b] steht vielmehr: capitulum decimum), auch keine 9. Materie, noch folgt ein Kapitel 88 oder eine 11. Materie. Strauch muß sich deswegen auf Rechenkünste verlassen und so erhält er schließlich 85 Kapitel und 9 Materien, aber nur unter der ›Voraussetzung‹, daß er die Neunfelsen mit 34 Kapitel zählt, während das Große Deutsche Memorial nur 33 Kapitel hat (›weil das letzte umfangreiche sich im lat. Texte des Johann von Schaftolzheim auf zwei verteilt‹) und unter der weiteren ›Voraussetzung‹, ›daß der dem Meisterbuch beigegebene Begleitbrief als eine Nummer gerechnet war‹. Ginge diese Erklärung allenfalls noch hin, so scheitern alle Versuche beim Kapitel 89, das doch unmittelbar auf Kapitel 88 folgen mußte. Strauch erklärt sich die Sache so: wenn wir Kapitel 89 ff. im Zweiten Uebriggebliebenen Lateinbuch nicht besitzen, so kommt das daher, daß mit Kapitel 89 ff. eine neue Lage begann, ›wodurch die Ablösung der Neunfelsen [und dann selbstverständlich auch der Kapitel 89 ff.] noch erleichtert wurde‹ (S. 109). Allein man kann mit Kapitel 89 nicht so ohne weiteres eine neue Lage beginnen lassen. Im Zweiten Uebriggebliebenen Lateinbuch steht der Schluß von Kapitel 88 auf Bl. 49[a]. Eine neue Lage beginnt aber erst mit Bl. 50, es müßten also im älteren lat. Memorial 18 Zeilen von Bl. 49[a] und die ganze Seite 49[b] leergestanden sein, wenn Kapitel 89 erst mit neuer Lage begonnen hätte. Schließlich möchte Strauch — jedoch ›mit aller Reserve‹ — ›die Frage aufwerfen, ob nicht vielleicht Kapitel 89 ff.,

deren Inhalt sich vergleichsweise mit dem zweiten Teil des erweiterten Pflegermemorials berührt haben wird, da sie sich von der eigentlichen Gottesfreundfrage entfernen, auch zum Ausleihen weniger geeignet erscheinen mochten, aus diesem Grunde gleichfalls vom ursprünglichen Ganzen abgetrennt worden sind‹ (S. 109). Strauch müßte dann folgerichtig ›Drei Uebriggebliebene Lateinbücher‹ annehmen, obwohl in der ganzen Ueberlieferung der Johanniter nur von zweien die Rede ist.

Wir sehen daraus, daß auch Strauchs Bemerkungen über die lateinischen Memorialbücher hinfällig sind. Es gab im Johanniterhaus ein kleines und ein großes lateinisches Memorial; der Inhalt des ersten wird im Großen Deutschen Memorial genau verzeichnet, geht diesem zeitlich wie sachlich voraus, es erhält später eine Zweiteilung und wird zum ersten und zweiten ›Uebriggebliebenen Lateinbuch‹ umgewandelt, während an dessen Stelle ein neues, größeres tritt, das wie uns das 88. Kapitel beweist, erst nach 1385 Jan. 2 angefertigt sein kann, also nicht zu den ›offiziellen‹ Urkundenbüchern gehörte, die angeblich 1385 Jan. 21 vom Johanniterordensmeister beglaubigt wurden. These 4ᵃ und 4ᵇ meines Buches behalten also nach wie vor ihre Gültigkeit.

Wenn Strauch zu so gewagten Hypothesen seine Zuflucht nehmen muß, so kommt dies daher, daß ihn die äußere Uebereinstimmung zwischen der Schrift der Neunfelsen und den folgenden Kapiteln dazu verleitet hat. Bl. 46ᵇ (auf dem die Neunfelsen schließen und Kapitel 86 beginnt), so betont er, ›trägt äußerlich absolut einheitlichen gleichzeitigen Schriftcharakter‹ (S. 108). Dies ist darum auch der einzige positive Grund, den Strauch dafür anführen kann, daß die Neunfelsen samt Kapitel 86 ff. dem älteren Memorial angehört haben müssen. Allein die sachlichen Gründe müssen über die oft so unsicheren, subjektiven Eindrücke gestellt werden, welche die Schrift eines Mannes zu erwecken vermag. Die Einheit in der ganzen äußeren Gestalt der Handschrift besorgte eben der eine Redaktor, der nach wohl überlegtem Plane seine Handschriften anlegte.

Ich könnte dies noch nachweisen an dem Briefbuch, allein bei Widerlegung aller Irrtümer Strauchs würden wir doch wieder — wenn ich auch Strauchs Zweifeln in manchen Punkten eine Berechtigung nicht absprechen will — bei denselben Resultaten ankommen, wie sie bereits in meinem Buche herausgestellt wurden. Während Strauch in seinem Artikel über Rulmann Merswin [RE 220] über die Briefe ganz auf der richtigen Fährte war (wohl unter dem ersten unmittelbaren Eindruck meiner Beweisführungen), kehrt er wieder in seiner Kritik zu der veralteten Anschauung von früher zurück. Dort schrieb

er: ›Es darf nicht übersehen werden und mahnt zur Vorsicht bei ihrer Verwertung, daß die Briefe im Briefbuch in redigierter Gestalt vorliegen [wer hat diese redigiert?]: das ergibt sich abgesehen von Zusätzen aus dem et cetera, mit dem einigemal der Text plötzlich abgebrochen wird; die Datierung kann gleichfalls nicht immer als einwandsfrei gelten, wenn sich konstatieren läßt, daß ein Teil des achten Briefes vom 23. April 1377 schon vorher im Briefbuch als besonderes Schreiben vom 23. April 1375 begegnet, ein anderes Stück nochmals im 12. Brief wiederholt wird; zudem ist der erste Brief sicher mehrere Jahre zu früh angesetzt. Der Schreiber der Briefe 17 [8] und 19 [9] wird in den sie einleitenden Worten vom Redaktor des Briefbuchs unbestimmter als sonst *der eine liebe gottes frúnt* unter mehrerern bezeichnet. Was die nicht unbeträchtliche Zahl Briefe betrifft, auf die die vorhandenen Bezug nehmen, so läßt sich wenigstens vereinzelt aus wiederspruchsvollen Angaben wahrscheinlich machen, daß sie nicht in Wirklichkeit existiert haben, vielmehr fingiert sein müssen‹. In seiner Kritik meines Buches jedoch sagt er: ›Rieder verdächtigt sowohl die Datierung wie den Inhalt der Briefe‹, weiß aber — obwohl er zugibt, daß man ›gegen die Datierung Bedenken hegen‹ kann — keinen anderen Gegengrund anzugeben als: ›Nikolaus von Löwen würde doch nicht selbst das Material in dieser Weise vor uns ausgebreitet, uns selbst auf die Spur seiner Fälschung geführt haben‹ (S. 130), während er selbst anderseits wieder von Rulmann Merswin betont, daß bei Anfertigung der Briefe dessen Talent nicht ausreichte, um seine Idee einheitlich durchzuführen (RE 220)!

Die 5. These ist eigentlich von Strauch als richtig zugegeben worden. ›Im dritten Kapitel: 'Die Memorialbücher von Grünenwörth nach ihren einzelnen Bestandteilen'‹ heißt es in seiner Kritik S. 117, ›behandelt Rieder zunächst die asketisch-mystischen Traktate, um festzustellen, daß die Mehrzahl von ihnen ursprünglich jeder directen Beziehung zum Gottesfreunde entbehrte und erst nachträglich mit seinem Namen, der dann auch bisweilen den Merswins im Gefolge hatte, verbunden worden ist. Das ist gewiß richtig‹. Gleichwohl fährt Strauch fort: ›Ich sehe aber keinen Grund, diese Tatsache anders zu erklären, als mit dem an sich wohl begreiflichen Streben, den großen Gottesfreund aus dem Oberland mit immer strahlender Gloriole zu umgeben. [Es handelt sich aber darum, zu untersuchen, wer und warum man dieses Streben hatte.] Hatte Merswin ihn einmal ins Leben gerufen, [wann und womit? das ist der Kardinalpunkt, den Strauch voraussetzt] so lag es für die Straßburger Johanniter [zu denen doch auch Nikolaus von Löwen gehörte] nahe

genug [!] auch einen oder den anderen der nicht genauer bestimmten Gottesfreunde in den [in welchen?] von Merswin hinterlassenen Tractaten ohne weiteres [!] mit dessen großem Gottesfreunde aus dem Oberland zu identifizieren. War doch bereits durch vereinzelte Bemerkungen in der Ueberlieferung [durch welche?] dafür ein Anhaltspunkt gegeben, der zur Verallgemeinerung und Ausdeutung gelegentlicher Aeußerungen anregen konnte. Ein systematisches Vorgehen des Nikolaus von Löwen aber vermag ich weder in der Ueberlieferung der Tractate des ersten Teils vom Großen Deutschen Memorial noch der lateinisch-deutschen Tractate zu erkennen‹. Ein systematisches Vorgehen kann Strauch schon deswegen nicht anerkennen, weil er, wie wir oben gesehen haben, die chronologische Basis verläßt, auf der die Untersuchungen aufgebaut werden müssen. Er stellt sodann die für die Kritik so wichtigen Korrekturen, welche wir gerade an den Stellen finden, die eine Beziehung Merswins zum Gottesfreund ausdrücken, oder die Autorschaft Merswins an Gottesfreundschriften bezeugen, entweder für völlig irrevelant hin oder verzichtet von vornherein auf eine Erklärung derselben. Und doch ist es eigentlich wieder nur ein Beweis für die Richtigkeit meiner 5. These, wenn Strauch bei der so wichtigen Korrektur in der Einleitung des Großen Deutschen Memorials zunächst festzustellen sucht, wie der ursprüngliche Text gelautet hat, und dann fortfährt (S. 104/5): ›Dies wurde dann später [wann?], als man bereits die Tendenz verfolgte [es ist also doch System darin! ferner: wer verfolgte diese Tendenz, und warum verfolgte man sie?], an Stelle ursprünglich unbestimmt gelassener Persönlichkeiten Merswins und des Gottesfreundes Namen in die Tractate einzusetzen, in gleicher Absicht verändert und damit recht unüberlegt und oberflächlich [!] Merswin zum Teilnehmer an einem nicht unbedenklichen Abenteuer bei einem falschen Einsiedler gemacht‹. Von einer zweiten später getilgten Stelle (24*4—8), in welcher schlankweg der in den anonymen Traktaten genannte ›Niderlender‹ mit Rulman Merswin, der ›Oberlender‹ mit dem lieben Freund Gottes im Oberland identifiziert wird, sagt Strauch (S. 105) ›Der Anlaß für das nachträgliche Durchstreichen von 24*4—8 möchte, wie gleich in diesem Zusammenhange erwähnt sei, in der Erkenntnis liegen, das in jenem Passus Behauptete werde durch die folgenden 16 Stücke nicht völlig gerechtfertigt. Möglich auch, daß der, der sich zur Tilgung bewogen fühlte, an dem ›Niderlender‹ Merswin Anstoß nahm, womit ja nur der Gegensatz zum oberländischen Gottesfreund bezeichnet werden sollte. Auf alle Fälle scheint mir keine Nötigung vorzuliegen, hier nach tieferen Gründen zu suchen‹. Ja, wenn diese

Stellen und sie allein nicht gerade von der Beziehung Merswins zum Gottesfreund reden würden, dann wäre es nicht notwendig, nach tieferen Gründen zu suchen. So aber bedeutet der Verzicht darauf die Auflösung jeder wissenschaftlichen Methode.

Das gleiche gilt, wenn Strauch (S. 118) von den Korrekturen im Zweimannenbuch, wo über das unbestimmte ›der eine‹, ›der andere‹, zunächst ›der jüngere‹ und ›der ältere‹, dann ›der jüngere‹ mit dem Zusatz ›Rulmanns Geselle‹ gesetzt wurde, eingesteht, daß er ›keinen einleuchtenden Grund‹ weiß, ›weshalb die Rasuren vorgenommen wurden‹, obwohl er meine Darstellung ablehnt und doch wieder zugeben muß, daß im Großen Deutschen Memorial ›nur consequent in Anwendung gebracht wurde [es liegt also doch System darin?], was die zweite Hand im Sonderexemplar bereits angedeutet hatte‹.

Auch vom Meisterbuch gesteht Strauch ein, daß zwischen dem lateinischen Text in Götzmanns Uebertragung und dem im Großen Deutschen Memorial ›keine Abweichungen bestehen, es sei denn [!], daß der 'gewisse Weltliche', dann 'der vielgeliebte weltliche Freund Gottes im Oberland' auch hier wieder im Großen Deutschen Memorial den Zusatz 'Rulman Merswins Geselle' erhalten hat‹ (S. 119). Wie trotzdem Strauch eine Entwicklung in der Gottesfreunddeutung leugnen kann, ist mir unerfindlich.

Auch bei dem lateinischen Text der Neunfelsen ist gleich zu Beginn eine größere Stelle durchstrichen. Wir lesen nämlich daselbst: ›*Incipit prologus in librum qui intytulatur de novem rupibus*, dann folgt eine Rasur, worauf der Text weiter fährt ... *ctus Rulmannus Merswin fundator noster, instrumentum dei fore oportebat coactus hoc scribere, sicut pie est credendum per quam plura et diversa testimonia, quein presenti libro sunt prescripta*‹. Ich habe angenommen, daß die Stelle ursprünglich nur lautete: *Incipit prologus in librum qui intytulatur de novem rupibus*, daß ›später‹ der Zusatz mit Rulmann beigefügt und dann wieder durchstrichen wurde. Nach nochmaliger Einsicht in die Hs. muß ich Strauch Recht geben, wenn er sagt, daß ›die ganze Vorbemerkung gleichzeitig, in einem Zuge eingetragen wurde‹. Allein damit sind die Schwierigkeiten, die diese Stelle bietet, noch lange nicht gelöst. Es ist nämlich wohl zu beachten, daß die jetzige große Vorbemerkung von vornherein nicht geplant sein konnte, weil der Schreiber, der doch in etwa die Größe der Rubriken kennen mußte, für den Rubrikator einzig und allein 1/2 Zeile (nach *O vos omnes christiani ascultate*) freigelassen hat. Dieser hatte m. E. ursprünglich nur Raum gelassen für die Worte ›*Incipit prologus de novem rupibus*‹, entsprechend dem unten stehenden: ›*Incipit alter pro-*

logus‹. Sodann ist die auch von Strauch nicht geleugnete spätere Rasur und Streichung obiger Stelle für die Geschichte der Fälschung keineswegs ›irrevelant‹ (S. 121). Nach meiner Ansicht erfolgte die Streichung deswegen, weil es nicht wahr ist, daß Rulman der Verfasser der Neunfelsen ist, und man diese ursprüngliche Behauptung im Johanniterhause später doch zu gewagt fand. Strauch dagegen sagt: ›Der Absatz 50*3—5 entsprach dem Tatsächlichen nicht mehr, sobald erkannt war, daß der Text nicht die Uebersetzung des Merswinschen Originals, sondern die Redaktion des Johann von Schaftolzheim enthielt, und nachdem die jetzige Hs. 2184 aufgehört hatte Teil eines ursprünglich größeren Ganzen zu sein, eine Berufung auf *plura et diversa testimonia, que in presenti libro sunt prescripta* nicht mehr am Platze war: der Satz wurde deshalb gestrichen‹ (S. 121). Was nun zunächst den letzten Grund angeht, dann hätte völlig genügt das *per quam plura et diversa testimonia, que in presenti libro sunt prescripta* zu durchstreichen, oder statt *presenti* und *prescripta* etwas anderes zu setzen. Er konnte das *presenti* und *prescripta* aber auch ruhig stehen lassen, da ja in der vorhergehenden Bemerkung erklärt ist, daß dieser Teil ursprünglich einem größeren ganzen Urkundenbuch angehörte. Der Schreiber hat darum auch gar kein Bedenken getragen, 59*29 das *nono capitulo huius presentis libri* stehen zu lassen und ebenso 60*18: *sicut prescriptum est in sexto capitulo presentis libri*. Was dann den ersten der von Strauch angeführten Gründe angeht, so müßte Strauch erklären, warum man denn im Johanniterhause statt der wörtlichen Uebersetzung zunächst die erweiterte Redaktion des Johann von Schaftolzheim aufnahm und vor allem, wann und wer und warum man auf einmal erkannte, daß der aufgenommene Text nicht die wörtliche Uebersetzung ist und darum keinen Platz mehr in den ›offiziellen‹ Urkundenbüchern haben konnte, sondern in den Rang der ›Uebriggebliebenen Lateinbücher‹ wandern mußte. Als Antwort auf diese wichtige Frage finden wir bei Strauch nur den Satz (S. 107): ›Als man sich anschickte, die Geschichte des Grünenwörths und die bedeutsamsten Lebensschicksale seiner Stifter durch Uebertragung ins Lateinische gleichsam wissenschaftlich zu sanctionieren, nahm man zunächst ohne Bedenken [warum ohne Bedenken?] (was immerhin auffallen kann) [!] die Bearbeitung der Neunfelsen durch Johann von Schaftolzheim in die lateinische Redaction auf, trug sich dann aber mit der Absicht [wer? wann? warum?], sie durch eine wörtliche Wiedergabe zu ersetzen, d. h. den glossierten Text aus der Handschrift herauszunehmen und dafür in sie die wortgetreuere Ueber-

setzung einzuschalten‹. Damit ist doch wieder auf jede Erklärung von vornherein verzichtet!

Nicht anders steht es bei der Betrachtung der deutschen Texte der Neunfelsen. Drei Texte kommen hier vor allem in Betracht: das sogenannte Autograph, das wir mit α bezeichneten, die von Schmidt zur Ergänzung des Autographs benutzte Hs. (= β) und endlich der Text des Großen Deutschen Memorials (= γ). Wenn Rulmann Merswin der Verfasser der Neunfelsen ist, und wenn wir in α wirklich sein Autograph vor uns haben, so ist klar, daß β und γ von α abgeleitet sein müssen. Strauch behauptet demgemäß, α sei in der Tat nach wie vor als Autograph Merswins anzusehen, es liege darum kein Grund vor, das Autograph zu ›verdächtigen‹, und β und γ sind von α abgeleitet (S. 122), [vgl. auch Strauch, Neunfelsen S. 259: ›Die frühere Straßburger Bibliothek besaß *drei Abschriften* von St (= α-Autograph), aus der ältesten (β) hat Schmidt in seiner Ausgabe die Lücken im Original ergänzt‹]. Demgegenüber suche ich nun nachzuweisen: Nach allen Regeln der Textkritik kann weder der Text von β noch der von γ aus α abgeleitet sein, sondern umgekehrt muß der Text von α aus β und γ abgeleitet sein, d. h. α ist später als γ; und da γ erst nach dem Tode Rulmanns geschrieben wurde, kann α nicht das ›Autograph Rulmanns sein‹. Dies beweise ich aus 2 Gründen: 1) sage ich, hat α die Kapitelüberschriften des Rügenbuchs zu Unrecht weggelassen. Strauch dagegen: ›Für die Schlußfolgerung: α habe die Kapitelüberschriften zu Unrecht weggelassen, bedarf es anderer Gründe‹ (S. 122). Gleichwohl schreibt Strauch ›Das Rügenbuch entbehrt einzig und allein im sog. Autograph der Kapiteleinteilung, während die *kürzere* Textgestalt sowie *sämtliche* nach der bisherigen Ansicht von α abgeleitete Handschriften des erweiterten Textes die den einzelnen Ständen gewidmeten Abschnitte mit Ueberschriften, wenn auch mit gelegentlichen Abweichungen im Wortlaut, versehen. Das spricht *zunächst freilich* [!] *nicht zu Gunsten der Handschrift, die gemeiniglich für das Original galt*‹. Allein trotzdem weiß sich Strauch zu helfen, indem er erklärt: die späteren haben eben diese Ueberschriften eingeführt: ›Die anderen [= β und γ] von diesem [= α] Text abgeleiteten Handschriften haben, was an sich ja gewiß als ganz zweckmäßig, doch nicht als notwendig anzusehen ist [!] *neue* Ueberschriften eingeführt‹ (S. 122). Die ganze Beweisführung Strauchs beruht also auf Zweckmäßigkeitsgründen. Er erklärt aber keineswegs, wie die kürzere Textgestalt und *sämtliche* nach ihm aus α abgeleiteten Hss. auf einmal auf solche Zweckmäßigkeitsgründe verfallen konnten.

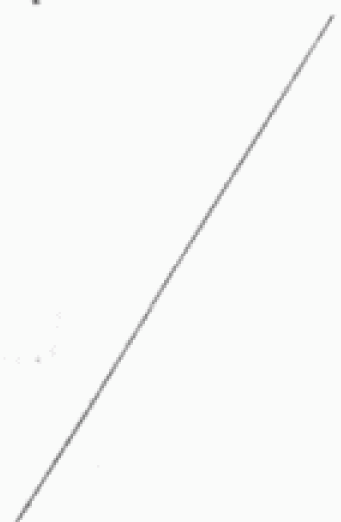
Der 2. Grund, den ich anführe, um zu beweisen, daß α aus β

und γ (und nicht umgekehrt β und γ aus α) abgeleitet sein muß, entnehme ich folgender Gegenüberstellung der Texte, »wo in der Tat ein **Ausfall** im Autograph vorliegt« (Strauch S. 122).

α	γ u. β.	**Lateinische Rezension**
herumbe wil got nút benûgen, das er dich welle seccen zû dirre geselleschaft, du mûst ŏch in den ursprunc selber sehhen.	Harumb wil got nút benûgen, das er dich welle setzen zû dirre geselleschaft, du mûst ouch in den ursprung selber sehen.	igitur apud deum non inconveniens tua est adopcio, quin habitaturus cum incolis huius rupis sis, sed eciam in dei fontale principium introducendus.
	Der mensche sprach: ach hertze liep mins, dise rede het mich gar ein frȏmede rede, das du sprichest, du wellest mich armen súnder in den ursprung lossen sehen.	Homo dixit: o domine non sum dignus illorum cohabitacione quanto minus vestre speciei contemplacione et tam sacra visione.
	Das drú und drissigste capitel seit, wie der vornante mensche wart betwungen von gotte, das er selber mûßte in den ursprung sehen.	Consequenter sequitur quomodo hic homo a deo coactus est, eciam in suum introire fontale principium. Capitulum decimum.
Nû dûn uf diene inren ŏgen und sich.	Die antwurte sprach: tû uf dine inren ougen und sist gehorsam, du mûst selber in den ursprung sehen.	Responsio divina dixit ad hominem: leva nunc oculum tuum internum sursum supra omnem sensum humanum et intellectum et sis obediens et faciam te saltare super omnem creaturam et intueri tuum fontale principium.
Der mensche úrschrach von grûnde sins hercen und sprach	Der mensche erschrag von grunde sins hertzen und sprach …	Mox homo omnino perterritus dixit ad dominum …

Strauch hat diesen Ausfall in Zeitschrift f. d. Philologie 34, 269 irrtümlich durch Homöoteleuton zu erklären versucht, »was Rieder überzeugend berichtigt. **Dennoch** vermag m. E. dieser zufällige **Ausfall** die Hs. α, die diesen Ausfall selbst durch ein Kreuz kenntlich gemacht hat (ob ein Nachtrag erfolgte, können wir nicht mehr feststellen), nicht zu diskreditieren« (S. 122). Und warum nicht? Strauch fährt fort (S. 123): Ich erkläre mir den Ausfall durch folgenden Vorgang: Des Schreibers Auge sprang von 122, 32 *in den ursprunc selber* (*selber* ist von gleicher Hand übergeschrieben) *sehhen*, zu *in den ursprung sehen* . . . am Schluß der folgenden Kapitelüberschrift. Das sich daran anschließende *Die entwurte sprach* überging der Schreiber, weil *die entwurte* (122, 25) (durch seine Auslassung) ja in der Tat noch

und γ (und nicht umgekehrt β und γ aus α) abgeleitet sein muß, entnehme ich folgender Gegenüberstellung der Texte, ›wo in der Tat ein **Ausfall** im Autograph vorliegt‹ (Strauch S. 122).

α	γ u. β.	Lateinische Rezension
herumbe wil got nút benûgen, das er dich welle seccen zû dirre geselleschaft, du mûst ŏch in den ursprunc selber sehhen.	Harumb wil got nút benûgen, das er dich welle setzen zû dirre geselleschaft, du mûst ouch in den ursprung selber sehen.	igitur apud deum non inconveniens tua est adopcio, quin habitaturus cum incolis huius rupis sis, sed eciam in dei fontale principium introducendus.
	Der mensche sprach: ach hertze liep mins, dise rede het mich gar ein frŏmede rede, das du sprichest, du wellest mich armen sünder in den ursprung lossen sehen.	Homo dixit: o domine non sum dignus illorum cohabitacione quanto minus vestre speciei contemplacione et tam sacra visione.
	Das drú und drissigste capitel seit, wie der vornante mensche wart betwungen von gotte, das er selber mûßte in den ursprung sehen.	Consequenter sequitur quomodo hic homo a deo coactus est, eciam in suum introire fontale principium. Capitulum decimum.
Nû dûn uf diene inren ŏgen und sich. Der mensche úrschrach von grûnde sins hercen und sprach	Die antwurte sprach: tû uf dine inren ougen und sist gehorsam, du mûst selber in den ursprung sehen.	Responsio divina dixit ad hominem: leva nunc oculum tuum internum sursum supra omnem sensum humanum et intellectum et sis obediens et faciam te saltare super omnem creaturam et intueri tuum fontale principium.
	Der mensche erschrag von grunde sins hertzen und sprach ...	Mox homo omnino perterritus dixit ad dominum ...

Strauch hat diesen Ausfall in Zeitschrift f. d. Philologie 34, 269 irrtümlich durch Homöoteleuton zu erklären versucht, ›was Rieder überzeugend berichtigt. **Dennoch** vermag m. E. dieser zufällige **Ausfall** die Hs. α, die diesen Ausfall selbst durch ein Kreuz kenntlich gemacht hat (ob ein Nachtrag erfolgte, können wir nicht mehr feststellen), nicht zu diskreditieren‹ (S. 122). Und warum nicht? Strauch fährt fort (S. 123): Ich erkläre mir den Ausfall durch folgenden Vorgang: Des Schreibers Auge sprang von 122, 32 *in den ursprunc selber* (*selber* ist von gleicher Hand übergeschrieben) *sehhen*, zu *in den ursprung sehen* ... am Schluß der folgenden Kapitelüberschrift. Das sich daran anschließende *Die entwurte sprach* überging der Schreiber, weil *die entwurte* (122, 25) (durch seine Auslassung) ja in der Tat noch

redete. Es hätte nun eigentlich folgen sollen: *tůn uf dine inren ǒgen und sist gehorsam, du můst selber in den ursprung sehen*, Merswin schrieb aber: *Nů dǔn uf diene inren ǒgen und* (hier Zeilenschluß) *sich*, um dann seinen Irrtum zu erkennen. Er setzte das Kreuz und brachte (vielleicht auf einer Einlage) die Ergänzung an, vergaß dabei aber den Satz *Nů dǔn uf diene inren ǒgen und sich* (123, 1) auszustreichen, zu tilgen. Daß dies geschehen sollte, geht schon daraus hervor, daß der Satz unvollständig ist ... Daß selbst der jetzige unvollständige Text die richtige Fassung voraussetzt, beweist 123, 14: *Nǔn dǔn uf diene ǒgen und sist gehorsam und sich in den ursprunc* ... Zudem hat 123, 14 keine Entsprechung in der kürzeren Textgestalt bei Diepenbrock, sondern ist eigene Ausführung Merswins; auch das weist also auf zufälligen Ausfall an der ersten Stelle‹ (S. 123). Die Ausführungen Strauchs mußten hier wiedergegeben werden, damit ihre Unhaltbarkeit um so klarer vor Augen tritt. Einmal ist es im Grunde genommen nichts anders als Homöoteleuton, wenn Strauch den Ausfall dadurch erklärt, daß das Auge des Schreibers von *sehen* zu *sehen* sprang. Sodann handelt es sich gar nicht darum, den Ausfall in α zu erklären, sondern den Zusatz in β und γ. Strauchs ganze Beweisführung dient dem Nachweis, daß α ganz gut aus β und γ erklärt werden kann; er sollte aber beweisen, daß der Text β und γ aus α geflossen ist. Der jetzige unvollständige Text in α setzt in der Tat die richtige Fassung von βγ voraus, d. h. aber, α ist eine Ableitung aus βγ, daher jünger als βγ und darum kein Autograph Rulmann Merswins.

Auch beim sog. Sendschreiben (10. Traktat des Großen Deutschen Memorials) hat Strauch zugegeben, daß es nahe lag, ›jenen unbekannten, nicht zu ermittelnden Gottesfreund mit dem Gottesfreund aus dem Oberland zu identifizieren, was in der Ueberschrift zum Texte des Deutschen Memorials tatsächlich geschehen ist‹ (S. 124). Wir finden also auch hier eine Entwicklung.

Desgleichen stimmt Strauch im Prinzip mit meiner Auffassung über den 16. Traktat, die freie Bearbeitung aus dem ersten und zweiten Buche von Ruusbroecs Geistlicher Hochzeit, überein, wenn er schreibt: ›Merswin excerpierte als Anonymus zunächst genauer, später um vieles freier und selbständiger den Ruusbroectractat. Deshalb wird eingangs gesagt, diese Lehre sei aus dem *anefange des brutlouf bůchelins* genommen, deshalb von anderer Seite [wer ist diese andere Seite?] am Schlusse ein ergänzender Vermerk gemacht [wann?], unter welchen Umständen Merswin den Tractat verfaßt habe und wie es gekommen, daß sich in ihm manches fände, was nicht Ruusbroecs Eigentum, ihm nur beigelegt sei. Also gewissermaßen

eine Rechtfertigung für die Vermischung von Mein und Dein. Als dann der Tractat ... dem offiziellen Großen Deutschen Memorial einverleibt wurde und damit in die Reihe der anderen Merswin- und Gottesfreundschriften trat, wurde der nachgetragene Schlußsatz der Uebersichtlichkeit wegen zur Einleitung und Ueberschrift‹ (S. 124/5).

Das alles wird genügen, um die These 5 und damit auch These 6 nach wie vor als richtig erwiesen zu haben. Denn wenn wir an der Hand der noch vorhandenen Urkundenbücher, die sämtlich nach Rulmanns Tod angelegt wurden, feststellen können, daß nur in ihnen der unbestimmte Gottesfreund zu dem Gottesfreund wurde und eine Beziehung zu Merswin bekam, so ist damit auch erwiesen, ›daß derjenige, der die Urkundenbücher angelegt hat, auch der Schöpfer des Gedankens ist: Rulmann ist ein Gottesfreund, lebt wie ein Gottesfreund, steht in regem Verkehr mit Gottesfreunden und schreibt Schriften wie ein Gottesfreund‹.

These 7 und 8 beschäftigen sich mit dem Redaktor der Memorialbücher. Sie gipfeln in den beiden Sätzen 1) es kann nur ein Redaktor sämtlicher Memorialbücher des Johanniterhauses angenommen werden. 2) Dieser eine ist Nikolaus von Löwen. Es handelt sich in diesen Thesen also von vornherein nicht um den Schreiber, sondern um den Redaktor. Nirgends habe ich, wie alle Kritiker blindlings Schönbach nachgeschrieben haben, behauptet, daß Nikolaus von Löwen alle Hss. selbst geschrieben hat. (Was ich als sicher und als bloß wahrscheinlich behaupte, hat sehr schön Linneborn in seiner Rezension zusammengestellt.) Der ›paläographische Beweis‹ wollte auch keineswegs der ›Eckstein‹ meiner Beweisführung sein, schon deswegen nicht, weil alles zusammengerechnet, nur 2—3 Seiten des ganzen Buches von paläographischen Fragen handeln. Auch wußte ich wohl, daß in diesen Fragen oft 12 ›Autoritäten‹ zu verschiedenen Resultaten kommen können. Die paläographische Seite bleibt deswegen in Zukunft in der Gottesfreundfrage viel besser aus dem Spiele, zumal sie an dem Resultate nichts zu ändern vermag, mag nun Nikolaus von Löwen alles selbst geschrieben, oder vieles durch andere in Reinschrift haben übertragen lassen.

Wie unsicher oft die Urteile in paläographischen Dingen lauten, davon scheint auch Schönbach überzeugt gewesen zu sein. Er betont darum nicht mit Unrecht, daß er sich nicht ›für einen Paläographen von Fach halte‹, und beruft sich darum ›auf die Meinung solcher Gelehrten, die auf die Bezeichnung (Paläograph von Fach) Anspruch erheben dürfen‹. Was das für Autoritäten sind und zu welchem Resultat sie kamen, hat Schönbach leider nicht mitgeteilt. Er betont nur, daß er den Eindruck gewonnen habe, ›daß nicht zwei von den

abgebildeten (12) Stücken notwendiger Weise von derselben Hand herrühren müssen, daß aber gewiß nicht sämtliche Nummern von demselben Schreiber aufgezeichnet sind‹. Was das letztere anlangt, stimme ich mit Schönbach völlig überein, schon deswegen, weil ich die 12 Schrifttafeln dem Buch gar nicht beigegeben habe, ›um die Einheit der Schrift in den verschiedenen Notizen, Texten und Urkunden der Grünenwörther Ueberlieferung zu beweisen‹.

Auch Strauch stützt sich auf eine ›paläographische Autorität‹, nämlich auf die des Straßburger Archivdirektors Hans Kaiser. Nun hat Kaiser selbst eine Kritik in der Oberrheinischen Zeitschrift veröffentlicht und es wäre darum am Platze gewesen, auf diese Frage selbst näher einzugehen. Dort aber erfahren wir nur: ›In Anbetracht der Aufstellung, daß alle Schriften von der Hand des Erfinders aufgezeichnet seien [was ich gar nicht behaupte], durfte gerade hier der Beweis nicht versagen ... Aber eben dieser Stein, der zum Eckstein für R.s Bau hätte werden sollen, muß verworfen werden; denn wenn man die auf den Tafeln vertretenen Schriftzüge sämtlich einem Manne zuweist [was ich nicht tue!], dann kann man, wie mir scheinen will, in paläographischer Hinsicht eben alles beweisen‹. Ausführlicher verbreitet sich Kaiser über die paläographische Frage in einem Briefe an Strauch, den letzterer in seiner Kritik verwertet hat. Es verrät aber doch sehr wenig sichere Schlußkraft, wenn Kaiser daselbst schreibt: ›Die Dorsualnotiz stammt von Nikolaus von Löwen, dagegen möchte ich über seinen Anteil an der auf den Bug geschriebenen Namenreihe der Siegler kein ganz bestimmtes Urteil abgeben. Möglich ist auch hier die Autorschaft des Nikolaus von Löwen, obwohl die Schrift auf den ersten Blick einen anderen Eindruck macht als die ... Dorsualnotiz ...‹ und anderwärts: ›Auf den ersten Blick mag man eine flüchtige Aehnlichkeit mit Nikolaus von Löwen herausfinden, doch glaube ich auch hier nicht an seine Autorschaft‹. Ich lehne darum Kaiser als Autorität in paläographischen Fragen ab, zumal es für die Gottesfreundfrage an sich völlig gleichgültig ist, wer den Pflegerbrief und Pflegereid, oder die Urkunde über die St. Jakobsmesse geschrieben hat. Neben dieser Berufung auf Kaiser verwendet Strauch auch sein eigenes Urteil und zwar in einer so ausgedehnten Weise, wie ich es nirgends in meinem Buche getan habe. Bei Strauch steht fast bei jeder Beweisführung der paläographische Beweis im Vordergrund, bei mir wurde er nur als Nebensache behandelt. So findet Strauch im Großen Deutschen Memorial, das (in seinem eigentlichen Texte) nach seiner Ansicht von einem einzigen Schreiber geschrieben ist, daß der Schreiber sich für *z* bis Bl. 53ᵇ der geschwänzten Schriftform (ʒ) bediente, ›verwandte dann aber nach kurzem Schwanken (auf Bl. 53ᵇ

bis 55[a]) von Bl. 55[b] an dauernd das Schriftzeichen *z*; nur in der Verbindung *tʒ* behielt er den geschwänzten Duktus bei‹ (S. 102). Ein ganz flüchtiger Einblick in die Hs. zeigt nun, daß auch auf Bl. 56[a], sodann 112[b], 118[a], 132[a], 133[a] noch die geschwänzte Form zu finden ist, d. h. aber: eine strikte Regel ist nicht durchgeführt; derselbe Schreiber schreibt bald *ʒ* bald *z*. Eine sichere Schlußfolgerung wird man aus solchen Beobachtungen deswegen überhaupt nicht ziehen können. Das erhellt auch aus dem anderen Satze Strauchs (S. 103): ›Daß Bl. 6 erst jetzt als letztes geschrieben wurde, dafür dürfte auch die Verwendung des Zeichens *z* (mit Ausnahme [!] von *beʒúgen* 15*23 und *ʒulle* 16*9 sowie regelmäßigem *tʒ*) sprechen‹. Wie unzuverlässig Strauch auch sonst in paläographischen Dingen ist, das zeigen seine Ausführungen S. 105/6 zur Genüge. Um nicht annehmen zu müssen, daß Tafel 8 b = 9 = 10 = 1 = 12 ist, muß er den so klaren Stellen 4*17; 6*14 und 10*24 jede Beweiskraft absprechen, obwohl hier Nikolaus von Löwen in erster Person eingeführt ist mit dem ausdrücklichen Zusatz: ich, Nikolaus von Löwen, habe *eine tofele mit einre tegelichen ordenunge in die sacristye gehencket, die ouch hienoch geschriben stot* (nämlich 6*39 ff.) und 10*22: *alse ich brûder Clawes von Lôfene, ir executorr, wol weis und mir von in beiden us gûteme getruwende uf mine consciencie befolhen wart, das mich ŏch zû diseme schribende getrungen het*‹. Wer hier Nikolaus von Löwen als Schreiber ablehnt, der muß es konsequenter Weise, wie ich oben schon dargetan habe, auch bei der sog. Autobiographie tun (Schrifttafel 1), die dem Briefbuch angehängt ist. Dann aber haben wir überhaupt keine Anhaltspunkte mehr, um dieser oder jener Person eine Schrift zuzuschreiben.

Da die paläographische Frage (ebensowenig wie etwaige sprachliche Untersuchungen. — Das bisher von Strauch veröffentlichte Material widerspricht in keinem Punkte meinen Thesen, sondern unterstützt sie —) keineswegs der ›Eckstein‹ ist, auf der meine Untersuchungen beruhen, so wird es besser sein, diese Frage einstweilen ruhen zu lassen; denn der Nachweis, daß nur ein Redaktor sämtlicher Memorialbücher in Frage kommen kann, beruht nicht auf dem Nachweis der Einheit in der Schrift, sondern auf der sachlichen Einheit. Daß diese vorhanden ist, wird niemand leugnen wollen. Darum schreibt auch Schönbach: ›Besser steht es um die Einheit der Anlage und Rubrizierung der Bücher des Grünenwörth. Darin ist, wie ich meine, eine weitgehende Uebereinstimmung nicht zu verkennen, die nun freilich nicht auf der Tätigkeit eines Schreibers zu beruhen braucht [was ich auch nicht behauptet habe]. Wichtig scheint mir in diesem Betrachte, was Rieder nicht beachtet hat, der

Gebrauch derselben Worte und Wendungen in den Ueberschriften, der auf einen Redaktor dieser Rubriken zu schließen gestattet‹.

Dieser eine Redaktor, behaupte ich schließlich, kann niemand anders sein als Nikolaus von Löwen. Im Kreise der Johanniter sind die Urkundenbücher angelegt worden, so geben alle zu, es muß also auch unter den Johannitern jemand in Betracht kommen, der zwischen 1382 und 1400 (der Entstehungszeit der Memorialbücher) gelebt hat. Ziehen wir den Inhalt der Memorialbücher zu Rate, so finden wir nun Nikolaus von Löwen als Hauptperson genannt. Von ihm haben angeblich die Johanniter allein Kenntnis von den Dingen, die sich zwischen Rulmann und dem Gottesfreund abspielten, er ist die Mittelsperson, er erhält Auftrag, einen Traktat des Gottesfreundes abzuschreiben, er schreibt seine Autobiographie in das Briefbuch, macht Tafeln mit Rubriken in die Sakristei, er schreibt (wie auch Strauch S. 127 zugibt) die Urkunde, durch welche angeblich Konrad von Braunsberg 1385 Jan. 21 die drei offiziellen Urkundenbücher bestätigt, er schreibt (was Strauch wiederum S. 126 zugibt) Dorsualnotizen auf den Urkunden; er macht ›in das bereits gebundene Exemplar‹ des Briefbuchs ›Einträge zum Zwecke der Vervollständigung des Materials‹ [RE 225]. ›Er trägt auch in diesen Sammelband (Briefbuch) ganz am Ende Brief 22 mit eigener Hand nachträglich auf frei gebliebenem Raume ein‹ (S. 132). Wer trotzdem Nikolaus von Löwen als Redaktor der Memorialbücher ablehnt, der muß notwendig jemand anders an dessen Stelle setzen können. Unter der Wucht der Beweise hat deswegen Strauch auch zugegeben, ›daß bei ihrer Herstellung Nikolaus von Löwen mitbeteiligt gewesen ist‹ (S. 116). Wir wären ein erheblich Stück weiter gekommen, wenn Strauch auch angegeben hätte, wie weit diese Beteiligung sich erstreckte. Niemand wird wenigstens befriedigt sein, wenn er sagt, daß sich ›Genaueres über dessen etwaige Beteiligung nicht sagen‹ läßt (RE 225). Ebensowenig wird man sich zufrieden geben können, wenn Strauch auf die so wichtige Abweichung zwischen dem sog. Autograph des Fünfmannenbuches und dem Text des Pflegermemorials nur die Antwort zu geben vermag: ›Kann ich mir auch nicht befriedigend erklären, weshalb dieser Abschnitt im Pflegermemorial ausgefallen ist, so leuchtet mir anderseits doch keineswegs Rieders Versuch ein, ihn als Zusatz des Nikolaus von Löwen zu erweisen. Wir dürfen in der Gottesfreundfrage überhaupt nicht alles und jedes erklären wollen‹! Solche Sätze kennzeichnen genug die eigene Schwäche und bedeuten den Verzicht auf methodisches Forschen. Auch Kaiser erklärt: ›daß Nikolaus von Löwen in der Gottesfreundfrage irgend welche Rolle zukommt, ist nun doch

wohl als sicher zu betrachten, wenn auch das Nähere uns noch verborgen ist‹. Da nun sämtliche absprechende Kritiken auf das ›Nähere‹ nicht eingegangen sind, so sind mir diese Zugeständnisse einstweilen wichtig genug, um voll und ganz an These 7 und 8 festzuhalten: Nikolaus von Löwen ist der Redaktor sämtlicher Memorialbücher, bei deren Anfertigung er sich jedoch der Hilfe anderer Mitbrüder bedient hat.

Unsere bisherige Untersuchung haben also bewiesen, daß die 8 Thesen in der Tat ›unumstößlich‹ sind. Ich habe dabei nur wenige Hauptpunkte bei Strauch herausgegriffen, die jedoch gezeigt haben werden, daß die Untersuchungen Strauchs eines soliden Fundamentes entbehren, weil sie Entstehungszeit der Hss. und deren eigentümliche Entstehungsart unberücksichtigt lassen oder falsch bestimmen, und weil sie nur das äußere der Hss. in Betracht ziehen, aber auf sachliche Gesichtspunkte ganz verzichten. Wollte ich Strauch auf allen Punkten folgen, dann würde ein umfangreicher Band aus der Antikritik entstanden sein. Das liegt aber nicht im Interesse der Sache; ich schlage darum Strauch vor, falls er auch jetzt noch meine Thesen ablehnt (in untergeordneten Fragen gebe ich gerne zu, daß in meinem Buche sich manches Schiefe, Ungeklärte oder gar Falsches findet: ›das wird aber derjenige nicht befremdlich finden, der die Schwierigkeiten bedenkt, die in einer so verwickelten Frage zuerst aus dem Wege geräumt werden mußten, bevor an eine auch nur einigermaßen verständliche Abhandlung zu denken war‹. Vorwort), er möge die ganze Gottesfreundfrage unter Benutzung meines Buches von vorn behandeln nicht in negativer Kritik, sondern in positiver Weise. Denn daß sein Artikel in der protestantischen Realencyklopädie des Rätsels Lösung nicht bringt, davon wird auch Strauch, denke ich, überzeugt sein. Tut dies Strauch, dann werde ich ihm entweder beitreten, oder aber, wenn mir seine Ausführungen nicht zutreffend sein sollten, nochmals in ergänzender Weise die Gottesfreundfrage behandeln. Damit dürfte der Sache, die schon verwickelt genug ist, mehr gedient sein als durch negative Kritik, die wohl Einwände und Zweifel aufzuwerfen, aber nichts Positives an die Stelle zu setzen vermag. —

Daß man im Johanniterhause zum Grünenwörth in Straßburg auf den Besitz mystischer Hss. großen Wert legte, zeigt die vollständigste und beste Seusehandschrift, welche Bihlmeyer seiner Ausgabe der deutschen Schriften Seuses zu Grunde gelegt hat. Sie hat merkwürdige Schicksale erlebt. Lange Zeit galt die Hs. als verschollen, man kannte sie nur aus den Auszügen, die K. Schmidt und nachher Franz Pfeiffer davon geben. Bihlmeyer entdeckte sie in der

königlichen Bibliothek zu Berlin, wohin sie aus Pfeiffers Nachlaß gekommen war. Sie ist inzwischen wieder nach Straßburg (Universitätsbibliothek) zurückgegeben worden und trägt jetzt dort die Bezeichnung L. germ. 721.

Daß eine kritische Textausgabe der Schriften Susos notwendig war, wird niemand in Frage ziehen wollen; denn Diepenbrocks Ausgabe war lediglich durch die Absicht bedingt, weiteren Kreisen die innigen Schriften Seuses zugänglich zu machen. Auch Denifles Ausgabe, die zudem nie vollendet wurde, wollte dies. Bei der ganzen seitherigen Seuseforschung stand überhaupt der Inhalt der so ansprechenden lieblichen Schriften Seuses in dem Vordergrund des Interesses, einer durchgreifenden methodisch kritischen Forschung mußten darum zuerst die Wege durch eine gediegene Ausgabe geebnet werden. Das Verdienst, diese Arbeit geleistet zu haben, gebührt Bihlmeyer. Betrachten wir zunächst seine Arbeit etwas genauer, um sodann einige Richtlinien zu geben, welche die Seuseforschung in Zukunft inne zu halten haben wird, im Bewußtsein, daß es noch eine Seusefrage zu lösen gibt.

B. hatte seiner Ausgabe bereits 2 kleinere Abhandlungen vorausgesandt, von denen die eine (Hist.-pol. Blätter 1902 II 46 ff.) sich über Seuses Abstammung und Geburtsort, die andere (Historisches Jahrbuch 1904 S. 176) über die Chronologie einiger Schriften Seuses verbreitete. Wenige Jahre darnach erschien die stattliche Ausgabe, der B. eine Einleitung von 163* Seiten vorausgeschickt hat. Diese behandelt im ersten Teil: ›Die Ueberlieferung‹ (von Seuses Werken), im zweiten Teil ›Seuses Leben und Werke‹ selber. Besser und logischer wäre es wohl gewesen, die Werke im ersten Teil nach den verschiedensten Gesichtspunkten zu behandeln und dem 2. Kapitel die Ueberschrift ›Seuses Leben und Wirken‹ zu geben. Der erste Teil zählt zunächst die einzelnen Handschriften auf, um sodann ihr gegenseitiges Verhältnis zu bestimmen. Es ist eine lange stattliche Liste von Hss., die Bihlmeyer aufzählt und beschreibt. Seinem Fleiß und seiner Korrektheit in diesem Kapitel gebührt alle Anerkennung. Wer eine Uebersicht über die Seuse-Hss. selbst haben will, muß sie scheiden in die Hss. des sog. ›Exemplars‹ (d. i. das nach der bisherigen Ansicht von Seuse selbst redigierte Sammelwerk mit den vier Hauptschriften: Vita, Büchlein der ewigen Weisheit, Büchlein der Wahrheit und das kleine Briefbüchlein) und in die Hss., in welchen nur eine einzelne Schrift Seuses überliefert ist. Das Resultat nun, welches sich aus der von B. gegebenen Uebersicht über die Hss. herauslesen läßt, geht dahin: Die älteste Hs. des Exemplars stammt

aus dem Grünenwörth zu Straßburg. B. setzt ihre Entstehungszeit in die 2. Hälfte des 14. Jahrhunderts, ohne daß es möglich wäre, sie genauer zu datieren; dagegen stammen alle übrigen Hss. erst aus dem 15. Jahrhundert. In ihrer äußeren Anlage zeigt die Straßburger Hs. große Aehnlichkeit mit den oben besprochenen Memorialbüchern, wie ich mich durch Einsicht in die Hs. überzeugt habe. Ihre Entstehungszeit würde ich etwa in dieselbe Zeit setzen wie die der Memorialbücher 1380—1400. Nun kann es ja vorkommen, daß spätere Hss. einen besseren Text bieten, als früher entstandene. Hier ist dies jedoch nicht der Fall. Die Straßburger Hs. ist nicht nur die älteste, sondern auch die beste. Gleichwohl muß bei den Seusehandschriften noch ein anderes Moment berücksichtigt werden, nämlich das der Provenienz. Das Wirken Seuses in Konstanz, seine Beziehungen zu den nahen Frauenklöstern, vor allem zu Töß, legen es nahe, für die Textkritik gerade die Hss. heranzuziehen, welche in den genannten Klöstern entstanden sind; dahin gehören nun *K* aus dem Dominikanerinnenkloster St. Peter zu Konstanz (2. Hälfte des 15. Jahrh.); *U* aus dem Dominikanerinnenkloster Zofingen zu Konstanz (15. Jahrh.) und *S* aus dem Dominikanerinnenkloster Oetenbach bei Zürich (1. Hälfte des 15. Jahrh.). Letztere steht zu *A* in engster Beziehung. Eine andere nicht zu übersehende Tatsache ist ferner, daß sämtliche Hss. des Exemplars, bei denen B. eine Provenienz angegeben hat (abgesehen von der Straßburger), aus Frauenklöstern stammen. Beide Dinge hier besonders hervorzuheben, scheint mir für die Kritik des Inhaltes nicht unwichtig zu sein.

Neben diesen Hss. des Exemplars sind die einzelnen Schriften Seuses aber auch in besonderen Hss. erhalten, welche B. S. 9* ff. der Reihe nach aufzählt. Am meisten verbreitet war darnach das Büchlein der ewigen Weisheit (= Bdew). Für die Kritik der Susotexte ist auch hier wieder die Frage nach der Provenienz der Hss. zu stellen und zu untersuchen, ob und welche Hss. unabhängig vom Exemplar entstanden sind oder auf Vorlagen zurückgehen, die vor der Anfertigung des Exemplars bereits im Umlauf waren. Von der Vita zählt B. zwei Sonderhandschriften auf, beide aus dem 15. Jahrh., beide setzen das Exemplar voraus, beide (?) aus einem Dominikanerinnenkloster. Erheblich weiter hinauf geht das Bdew, als dessen wichtigste Hs. *E* (Engelberg) anzusehen ist, die auch, wie mir das Nachwort zu beweisen scheint, unabhängig von dem Exemplar entstanden ist. Sie ist deswegen wichtig, weil sie aus Töß stammt und in irgend einer Beziehung zu Elsbeth Stagel stand. Leider ist die Hs. am Anfang unvollständig, so daß über das Vor-

handensein des Prologes und dessen etwaigen Wortlaut nichts festzustellen ist. Von Wichtigkeit ist sodann die Hs. *Z*, weil sie aus dem Kloster Oetenbach stammt und einen sehr guten Text aufweist. Ob die Hs. aus dem Exemplar geflossen ist oder nicht, läßt sich aus Bihlmeyers Angaben leider nicht feststellen. Ob das Vorhandensein oder Fehlen des Nachwortes (325, 18) als Kriterium hinreicht, um auf eine Sonderhs. oder auf Abschrift aus dem Exemplar zu schließen, kann ich mit den mir zur Verfügung stehenden Mitteln nicht beurteilen. Die spätere Untersuchung muß aber jedenfalls darauf ein Augenmerk haben. Nicht so gut steht es wieder mit dem Büchlein der Wahrheit (= Bdw). Die älteste Hs. *B* geht sicher auf das Exemplar zurück, ebenso *C* (soweit ich wenigstens aus B.s Angaben schließen darf); beide Hss. stammen aus Frauenklöstern. Wie bei der Vita kennen wir also keine Hs. des Bdw, die unabhängig von dem Exemplar entstanden ist. Ebenso ist das Kleine Briefbuch (Kl Bfb) nur im Exemplar enthalten. Schwieriger gestaltet sich die Ueberlieferung des Großen Briefbuches (Gr Bfb) und der Predigten. Um dem Leser die Uebersicht zu ermöglichen, hat B. in dankenswerter Weise die Ueberlieferung in einer Tabelle (S. 26*) veranschaulicht. Hs. *R* und *U* zeigt, daß in manchen Hss. auf das vollständige Exemplar noch das Große Briefbuch ganz oder zum Teil folgte. Die wichtigsten Hss. sind hier *s* und *z* (und *c*?), von denen B. erstere dem 15., letztere dem 14./15. Jahrh. zuweist. Die Herkunft dieser Hss. ist aus B. nicht zu ersehen, ebensowenig läßt sich feststellen, ob diese Hss. bezw. deren Vorlage das Exemplar und mithin das Kleinere Briefbuch gekannt haben. Auffallend ist, daß die einzigen Hss., welche als Sonderhandschriften in Betracht kämen (*s*, *z*, *c*), sehr spät sind, und daß sie durchweg einen recht fehlerhaften Text bieten. ›Sämtliche Texteszeugen sind vom Archetypus schon ziemlich weit entfernt, und keiner derselben ist frei von zahlreichen Verderbnissen und Auslassungen. Verhältnismäßig am besten ist *z*, dann folgen *b* und *s*, hierauf *c h RU*, *Cd s*[1]; recht schlechten Text haben *m N*, *g* zeigt viele starke Eingriffe des Schreibers, und *n* ist wegen seiner zahlreichen Erweiterungen und Streichungen eher eine Umarbeitung als Abschrift zu nennen‹ (S. 43*). Nicht viel besser steht es mit den vier auf Suso zurückgehenden Predigten, während das von Preger schon herausgegebene Minnebüchlein überhaupt nur in einer Hs. bisher bekannt geworden ist; es ist dieselbe Hs. *z*, in der auch die verhältnismäßig beste Ueberlieferung des Großen Briefbuches erhalten ist.

Die Betrachtung der Hss. und deren gegenseitiges Verhältnis

führen uns also zu folgendem Resultat: Abgesehen vom Bdew haben wir die Schriften Seuses durchweg in Hss. überliefert, die zum Teil erst lange nach dem Tode Seuses geschrieben sind. Die älteste ist jedenfalls die Straßburger, deren Entstehungsjahr sich jedoch nicht genauer feststellen läßt. Alle Hss. ferner setzen das fertige Exemplar voraus oder kennen dasselbe, nicht entschieden ist dies vorerst bei einigen Hss. des Bdew und des Gr Bfb. Abgesehen von *A* stammt die Mehrzahl der Hss. aus Frauenklöstern (Predigerordens), so vor allem die wichtigeren Hss. des Exemplars. Nur das fertige Exemplar kennt ferner Bilderschmuck, über den B. in einem eignen Kapitel unter der Ueberschrift: ›Bilder und Sprüche des Exemplars. Seuses Verhältnis zur Kunst‹ S. 45*—62* handelt.

Auf Grund seiner Feststellungen über den Befund der Hss. und deren gegenseitiges Verhältnis verfuhr nun B. bei der Textausgabe. Er bringt zunächst S. 1—393 den vollständigen Text des Exemplars, d. h. die Vorrede, die Vita, das Bdew, das Bdw und das Briefbüchlein samt den Zusätzen: ›Erzählung von der Verehrung des Namens Jesu, Morgengruß und Sprüche‹. Eine zweite Abteilung enthält dann die nicht in das Exemplar aufgenommenen deutschen Schriften Seuses: das große Briefbuch (S. 405—494), das hier zum ersten mal veröffentlicht ist; vier Predigten (S. 495—536) und das von Preger schon früher herausgegebene Minnebüchlein (S. 537—554).

Dem Exemplar hat B. die Hs. *A* zu Grunde gelegt. Die Wiedergabe der Hs. ist im allgemeinen genau. Ich habe aufs Geratewohl jeweils den Anfang und das Ende eines jeden Teiles des Exemplars nachkollationiert und gebe im Folgenden einige der gefundenen Fehler: 3,6 *l.* gůtú. 4,27 *l.* niderȝiehenden. 4,31 mit] *l.* nut *ebenso* 5,7. 6,3 *l.* tod. 6,4 *l.* waȝ. 6,13 *l.* tůne. 7,5 *l.* kundsami. 7,9 *l.* zoh. 96,10 *l.* mite. 194,14 *l.* screib. 196,16 *l.* capitel. 197,7 *l.* und bitterkeit. 197,15 *l.* sú in *statt richtig* sú im. 197,18 *l.* ewangelio. 198,4 *l.* glichnúȝe. 198,8 *l.* gebetten. 198,23 *l.* teil wolt zesamen trejen. 200,10 *l.* dis. 277,29 do] *l.* so. 277,31 *l.* dannen vůrten. 278,1 *l.* zůversicht. 279,22 *l.* verzeret. 279,24 m. bewiset hat *usw.* Im ganzen sind es also bloß kleinere Versehen und Lesefehler, wiewohl man da und dort eine größere Exaktheit in der Edition des Textes gewünscht hätte. In einer ersten Spalte bringt sodann B. Varianten aus verschiedenen Hss. und zwar in Auswahl. Da dabei die subjektiven Gesichtspunkte, über die der Herausgeber keineswegs zu tadeln ist, in den Vordergrund treten, wird der Textkritiker bei der Berufung auf diese Lesarten Vorsicht walten lassen müssen. Sämtliche Lesarten würde ich verzeichnet haben bei den

Ueberschriften, bei den Vorreden zu den einzelnen Teilen des Exemplars, bei allen Namen, Zeitbestimmungen und den Stellen, welche auf vorhergehendes oder nachfolgendes verweisen wie z. B. bei der wichtigen Stelle 18, 12 u. s. w. Daß hier auch scheinbare Kleinigkeiten oft für die Textkritik von großer Wichtigkeit sein können, dafür nur ein Beispiel. Das Bdw wird eingeleitet in *A* mit: *Hie vaht an daz drit bůch. S* hat statt *drit bůch*] *ander bůchelin* und zwar weil *S* das Bdew ausgelassen hat. Sieht man nun näher zu, dann schrieb auch *A* zuerst *ander*, was durchstrichen wurde, und fuhr erst dann fort *drit* zu schreiben. Soll das ein bloßer Schreibfehler sein, den B. deswegen anzumerken nicht für notwendig fand? Doch schwerlich, wenn man bedenkt, daß *A* auch sonst mit *S* in innigster Verwandschaft steht. Dem ganzen Exemplar geht sodann in *f* zuerst ein Register voraus mit der Einleitung: *Hie sind geschriben die capitel des pùches, das der susse haisset, und die zal derselben capitel.* Dann folgt: *Das ist der prologus das ist die vorred dieses bůchlins, das da haisset der süzze,* also ähnlich wie in *α W.* Durch solche Dinge läßt sich oft auf den ersten Blick das Hss.-Verhältnis besser erkennen als durch lange Text-Untersuchungen. In einer zweiten Spalte hat B. die Sachanmerkungen gegeben. Hier erkennt man überall den tüchtigen Theologen, dem man alle Anerkennung zollen muß. Denn von diesen Anmerkungen kann man sagen, daß B. weit über das hinaus geleistet hat, was irgendwie hätte gefordert werden können. Zu 18, 14 möchte ich noch die authentische Erklärung des vielfach mißverstandenen Ausdruckes *venje* aus *f* beifügen, welche eine 2. Hand dort an den Rand geschrieben: *venien ist als vil gesprochen als daz der mensch sol nidervallen und küssen daz ertrich in diemůtikeit seynes herzen.* Was die sonstige Behandlung des Textes und des Registers angeht, wäre es zu wünschen gewesen, daß die Grundsätze der Deutschen Kommission dabei Anwendung gefunden hätten. Sie sollten wenigstens in Zukunft von niemandem unbeachtet gelassen werden, der deutsche Texte edieren will. Sehr erwünscht wäre es deswegen, wenn die Deutsche Kommission nach den Erfahrungen, die sie bisher bei der Herausgabe ihrer Texte gemacht hat, für weitere Kreise eine Anleitung zur Herausgabe deutscher Texte mit Beispielen ausarbeiten würde, so daß der Willkür für alle Zukunft vorgebeugt wäre. Ein solches Hilfsbüchlein vermissen vor allem die Historiker schon lange.

Kehren wir nun nach der Betrachtung der Editionsweise wieder zur Einleitung B.s zurück. Ich habe schon oben hervorgehoben, daß sich an die Betrachtung der Hss. am besten die Untersuchungen

über die einzelnen Schriften Seuses angeschlossen hätten, wobei die Zeit und Ort der Entstehung, ihr Zweck, ihre Echtheit u. s. w. hätte untersucht werden sollen, während in einem zusammenfassenden Kapitel schließlich Seuses Leben und Wirken hätte geschildert werden können. Vielleicht wäre es auch besser gewesen, den zweiten Teil überhaupt wegzulassen, da gerade hier die Kritik später am meisten auszusetzen haben wird.

Die Hauptfrage wird sich in Zukunft darum drehen, ob wir im Exemplar eine Redaktion der Seuseschriften vor uns haben, die Seuse selbst besorgt hat, und ob vor allem die Vita wirklich Erlebtes schildert. Damit habe ich das Seuseproblem angedeutet, auf das wir bei B. keine Antwort finden können, denn B. setzt mit allen seitherigen Forschern voraus, daß das Exemplar von Seuse stammt, und auch bei der Deutung der Vita vermag er sich nicht zu einem einheitlichen Standpunkt durchzuringen. Wer diese Fragen beantworten will, muß zunächst die Resultate wohl im Auge behalten, zu denen uns der Handschriftenbefund geführt hat.

Betrachten wir das Exemplar (Bihlmeyer S. 132*) näher, dann finden wir über dessen Entstehung und Zweck im Prolog und nur hier Aufschluß. Das Exemplar ist darnach das Werk Seuses selber, das den Zweck hatte gegenüber verstümmelten und verderbten Texten, welche von unkundigen Schreibern in Umlauf gesetzt waren, eine authentische Ausgabe zu bieten. Ausdrücklich betont ist dieser Zweck beim Bdew mit dem Zusatz, daß dies auch von ›etlichen anderen seiner Bücher‹ gelte, unter denen B. das Bdw und das Bfb verstanden wissen will. Auch die Zeit der Redaktion des Exemplars gibt der Prolog an, wenn dort erwähnt wird, daß Seuse nach dem Tode des Bartholomäus von Bolsenheim zur Zusammenstellung des Exemplars geschritten sei. B. setzt demnach ›die Redaktion und Veröffentlichung des Exemplars‹ auf 1362 bezw. 1362/3 (S. 133*). Da Seuse 1366 Jan. 25 starb, so muß nach den Angaben des Prologs die Redaktion sicher zwischen 1363/66 erfolgt sein. Schon Vetter hat nun die Echtheit des Prologs in Zweifel gezogen und zwar, wie mir scheinen will, mit vollem Rechte. Wenn nämlich schon vor der Redaktion des Exemplars Seuses Schriften in ›fernen und nahen Landen‹ verbreitet gewesen wären und zwar in verstümmelter Form, dann müßte sich dies auch noch im Handschriftenbefund nachweisen lassen; Sonderhandschriften der einzelnen Teile des Exemplars müßten vorhanden und zahlreich vertreten sein. Der Handschriftenbefund zeigt jedoch das Gegenteil. Die Betonung der Authentizität des Exemplars sodann ist meiner Einsicht nur eine leere Formel, die wir auch

sonst in anderen Werken finden, z. B. in der Vorrede zu den lateinischen Predigtsammlungen Bertholds von Regensburg. Sie besagt im Sinne des Schreibers nichts anders, als daß hier ein zuverlässiger Text geboten würde und daß man diesen Text andern gegenüber, die schon vorhanden sein können oder auch erst später geschrieben würden, bevorzugen möge. Gerade wenn Seuse ein ›gerechtes Exemplar‹ hätte schaffen wollen, hätte er das Briefbuch nicht kürzen dürfen, sondern das große Briefbuch in richtiger Textgestalt herstellen müssen. Wenn ferner das Exemplar unmittelbar nach dem Tode des Bartholomäus von Bolsenheim zusammengestellt worden wäre, dann würde dieser nicht als den Lesern völlig unbekannte Persönlichkeit hingestellt werden, wie es 5, 14 ff. geschieht. Der Prolog muß erhebliche Zeit nach dem Tode des Meisters geschrieben sein. Auch die Stelle Vita 16, 27: *Er trûg den namen* [Jesu] *also uf sinem herzen unz an sinen tod* dürfte am besten zu erklären sein, wenn Seuse bereits tot war, die Redaktion des Exemplars also erst nach seinem Tode erfolgte. Das dem so ist, dahin führt uns die Betrachtung der Vita.

Der Handschriftenbefund zeigte uns, daß sämtliche Vitatexte das Exemplar zur Voraussetzung haben. Unter diesen Handschriften zeigt nun eine Hs. *M* gegenüber *A* nicht unerhebliche Abweichungen, ›tiefgreifende Aenderungen, Auslassungen und Zusätze, welche unmöglich alle von bloßer Schreiberwillkür herrühren können‹ (S. 30*). Das hat zu einer langwierigen Polemik zwischen Denifle und Preger geführt, welche beide eine zweimalige Redaktion der Vita annahmen, von denen Denifle in *M* die erste, Preger jedoch die zweite sah. B. selbst hat sich im allgemeinen auf die Seite Denifles gestellt, nur an einzelnen Stellen geht er über Denifle hinaus, um die Abweichungen in *M* einem dritten Unbekannten zuzuschieben, der die Interpolation gemacht und die Aenderung vorgenommen hat (S. 33*). Das Resultat B's. (S. 35*) [›wohl nur in Bezug auf den Anfang des 51. Kapitels kann man mit ziemlicher Wahrscheinlichkeit von einer doppelten Redaktion der Vita reden; einen größeren Umfang hatte diese schwerlich. Doch wird bei dieser Annahme der Ausdruck 'Doppelredaktion' besser vermieden, denn auch die Rezension von *M* war von Anfang an für das Exemplar bestimmt‹] kann schon wegen der großen Vorsicht im Urteil und weil es auf den Kern der Sache nicht zusteuert, nicht befriedigen. Die Sachlage ist m. E. viel einfacher, als es auf den ersten Blick scheint. Da es sich darum handelt, das Handschriftenverhältnis von *A* und *M* zu bestimmen, braucht man nur die Regeln der Textkritik anzuwenden. Sie zeigen uns, daß

weder *M* aus *A* noch *A* aus *M* abgeleitet sein kann, daß aber beide durch ein oder mehrere Mittelglieder auf eine uns unbekannte Vorlage *X* (eine Hs. des Exemplars) zurückgehen. Daher erklärt es sich, daß *M* bald einen besseren, ursprünglicheren Text hat als *A*, in anderen Fällen wieder einen schlechteren. In welchen Fällen aber der Text der einen Hs. besser und ursprünglicher ist, das zu entscheiden, ist wieder allein die Aufgabe der Textkritik. Seuse hat also weder mit *A* noch mit *M* direkt etwas zu schaffen, sondern höchstens mit der Vorlage beider (*X*), vorausgesetzt, daß Seuse das Exemplar (*X*) überhaupt redigiert hat. B. hat darum Recht, wenn er darauf hinweist, daß der Text von *M* bisher ›ziemlich überschätzt worden ist‹; er ist in der Tat ›weder so alt noch so gut, wie Denifle und Preger meinten‹ (S. 31*). Von Bedeutung für uns sind eigentlich nur die sachlichen Abweichungen. Bei 15, 4 und 82, 11 f. liegt sicher Homöoteleuton vor, dagegen bietet *M* bei 122, 1 f. und 159, 13 f. gegenüber *A* den besseren Text. Die Stelle 18, 11 f. in *M* dagegen beansprucht gegenüber *A* absolut keine größere Wichtigkeit als die Lesarten in *af* und A^1. Es handelt sich auch hier wieder um die Frage, welche von den verschiedenen Lesarten die ursprüngliche ist; und da spricht die Priorität im Verhältnis von *A* zu *M* keineswegs (wie B. meint) für *A*, sondern für *M*. *A* wie *M* setzt die Kenntnis eines Exemplars voraus, das die Zusätze zum gekürzten Briefbüchlein tatsächlich hatte. *A* bezw. dessen Vorlage *Y* hatte aber den Morgengruß nicht aufgenommen, konnte also nicht mit *M* von dem *nachgenden* [núwen?] *briefbúchlin* reden, er schrieb deswegen *etlichú núwe briefbúchli*, die übrigen Schreiber machten wieder anderes daraus. Auch 155, 7 hat der Schreiber von *A* den Zusatz weggelassen, eben weil er die Zusätze zum Briefbuch nicht aufgenommen hat. Diese Aenderungen gehen lediglich auf den Schreiber der Hs. zurück, Seuse bleibt also auch hier völlig aus dem Spiel. Daß aber die Urvorlage von *A* wie *M* die genannte Stelle hatte, scheint mir sehr fraglich. Die Urvorlage brauchte nämlich den Zusatz nicht, da jedermann wußte, was für ein Gebet als Morgengruß mit ›Anima mea desideravit‹ anfing. Die Stelle konnte, wie mir scheint, ursprünglich bloß lauten: *mit dem lobrichen gebetlin*: *Anima mea* (vgl. unten 18*24: *daz schôn respons*: *Illuminare etc*). Da dieses Gebet später einem fertigen Exemplar angehängt wurde, machte der Schreiber hier einen Verweis, daß das Gebet im Wortlaut am Ende des Briefbüchleins folge, das nun jeder andere Schreiber (wollte er nicht sklavisch abschreiben) ändern mußte, je nachdem er die Zusätze am Ende des Briefbüchleins aufnahm oder nicht. Von

einer Redaktion Seuses kann also hier keine Rede sein. Das gleiche gilt von Vita 130, 1 ff., wo in *M* die in *A* gegebenen Andeutungen über die Untersuchung der Schuld Seuses durch die Ordensobern ganz konkret gefaßt wurden. B. ist hier im Recht, wenn er sagt, ›daß ein Unbekannter die Interpolation gemacht und die Aenderung vorgenommen hat‹ (S. 33*). Die Priorität spricht also hier für die Lesart *A*. Anders dagegen ist es bei der Stelle 177, 1 ff. Was B. hier zur Erklärung beibringt, fußt auf einer unrichtigen Fragestellung, daher die Unsicherheit, mit der er die verschiedenen Möglichkeiten gegeneinander abwiegt. Auf rein textkritischem Wege kommen wir zur Ueberzeugung, daß der Text von *M* gegenüber *A* ursprünglich sein muß. Die Auslassung in *A* erklärt sich am ungezwungensten durch Homoöteleuton (Sprung von *wesens* zu *wesen*), das sich schon in der Vorlage von *A* finden mußte. Damit ist der Erklärung Denifles, daß bei der Aenderung in *A* spekulativ theologische Schulfragen mitgewirkt haben, der Boden entzogen. Das Resultat einer Vergleichung von *M* und *A* läßt sich demnach in folgende Sätze zusammenfassen: An dem Text von *A* wie von *M* hat Seuse keinerlei direkten Anteil, von einer zweifachen Redaktion der Vita durch Suso kann also keine Rede sein. *A* wie *M* gehen durch ein oder mehrere Mittelglieder auf ein bereits vorhandenes ›Exemplar‹ der Schriften Susos zurück, von dem bald *A* bald *M* die richtige Lesart bietet. Das von dem Schreiber *A* wie *M* benutzte Exemplar hatte die Zusätze zum Briefbüchlein und beide setzen die Kenntnis des Großen Briefbuchs voraus.

Welchen Anteil hat nun Suso an der Vita selber? B. nimmt mit allen seitherigen Forschern an, daß die Vita auf Aufzeichnungen der Stagel zurückgehe (S. 133*). ›Seuse hatte aus begreiflicher Scheu, die Geheimnisse seines Seelenlebens bei Lebzeiten der Oeffentlichkeit preiszugeben, ursprünglich die Absicht, seine Biographie bis nach seinem Tode liegen zu lassen; allein die Befürchtung, sie möchte dann aus Mißgunst oder Nachlässigkeit unterdrückt werden, und die Erwägung, mehr vor Angriffen und Verunglimpfungen gesichert zu sein, wenn er sie selbst seinen Obern vorlege, bewogen ihn, sie schon früher zu veröffentlichen (4, 29 ff.). Er überarbeitete daher jene Aufzeichnungen und legte ‘in der Person’ der Elsbeth, die nicht lange vorher gestorben war, ‘etwas guter Lehre’ hinzu (8, 2 f.). Die letztere Bemerkung dürfte sich namentlich auf Kap. 46—53 beziehen, welche in Form eines Gespräches zwischen Seuse und seiner geistlichen Tochter die Unterweisung in der eigentlichen Mystik enthalten. Im einzelnen läßt sich aber der Umfang der Bearbeitung und Er-

gänzung nicht mehr bestimmen: manchmal liegen zwar die Fugen der Komposition noch bloß (vgl. S. 134* Anm. 2), auch lassen sich zahlreiche Briefe, welche die Stagel hineingearbeitet hat, noch herausschälen, aber in den meisten Fällen sind Seuses Zusätze und Aenderungen von Elsbeths Arbeit nicht mehr zu unterscheiden‹ (S. 133*). Diese Darstellung B.s beruht auf dem Prolog zum Exemplar und der Vorrede zur Vita. Nur aus ihnen erfahren wir, welchen Anteil Suso an der Redaktion der Vita habe. Das allein hätte B. schon zur Prüfung der Frage veranlassen sollen, ob Vorwort und eigentlicher Text der Vita sich nicht widersprechen. Einige kleine Ansätze zur Kritik finden wir z. B. einzig in den Anmerkungen S. 133*2. 134*1, 2, während er jedoch die ganz richtige Fährte Vetters, die ihm zur exakten Fragestellung hätte verhelfen können (Anm. 135* 3), zurückweist.

Wenn Suso in der Tat die Vita verarbeitet hat, dann geht es zunächst nicht an, zumal ›die Ehrlichkeit der Berichterstattung und die Lauterkeit von Seuses Absicht von keiner Seite bestritten ist‹ (S. 83*), die bei B. S. 81/82* aufgeführten Geschichten unter die ›anmutigen Klosternovellen‹ einzureihen. Denn Suso ist ja nach B. hier derjenige, der von sich selber erzählt, daß ihm diese Dinge passiert seien. Wer also auf dem Standpunkt steht, daß Suso die Vita redigiert habe, darf auch — will er dem Charakter Susos nicht zu nahe treten — an der Tatsächlichkeit der geschehenen Ereignisse nicht zweifeln. Bei all seinen Darlegungen (S. 80*—85*) über ›Visionen und Ekstasen‹ hat B. darum keinen festen Boden unter den Füßen. Seine Ausführungen verraten keine Konsequenz, denn wenn die S. 80/81* erzählten ›Wundergeschichten‹ nichts tatsächliches enthalten, sollen es dann die erzählten Kasteiungen, die Geschichte mit dem Mörder am Ufer des Rheins (S. 95*), die Verläumdungsgeschichte (S. 112*) und die übrigen in der Vita erzählten ›schmerzhaften Erfahrungen‹ (S. 112*)? Wenn B. auf dem S. 82* betretenen Pfade konsequent weitergefahren wäre, dann wäre er zu folgenden Thesen gelangt, die uns allein eine Erklärung der Vita geben: Suso hat an der Redaktion der Vita keinen Anteil. Sie kann erst nach dessen Tod entstanden sein. Die in ihr erzählten Vorgänge wollen darum auch nicht als wirkliche Erlebnisse aufgefaßt sein, sondern haben vornehmlich den Zweck, den Weg der Vollkommenheit durch Gleichnisse und Bilder zu veranschaulichen. Ich will dies nachweisen an der Erzählung von der Begegnung mit dem Mörder am Ufer des Rheins und an der berühmten Verleumdungsgeschichte. Beide Erzählungen faßt B. wie alle seitherigen Forscher

als wirkliche Erlebnisse Seuses auf. Das erste soll sich zugetragen haben, als Seuse im Jahre 1327 von dem Kapitel zu Antwerpen nach Konstanz zurückkehrte (›damals mag sich auch jene so ergreifend erzählte Begegnung mit dem Mörder am Ufer des Rheines abgespielt haben‹ S. 95*); das zweite trug sich in Konstanz zu im Jahre 1347 (›Konstanz ist wenigstens allem Anschein nach der Schauplatz jener furchtbaren Heimsuchung, die durch Verleumdung eines schlechten Weibes wohl im Jahre 1347 über ihn kam‹ S. 129*). Allein weder die eine noch die andere Erzählung beruht auf einem wirklichen Erlebnis. Sie können es gar nicht aus rein innerer Unmöglichkeit. Um dies zu erkennen, braucht man die Erzählungen nur mit Verstand zu lesen. Das Schematische tritt dann mit aller Deutlichkeit zu Tage. Die erste Erzählung ist überdies aus theologischen Gründen unmöglich, da sie eine fractio sigilli enthält (Beicht auf dem Wege!). Und was für eine Rolle spielt nicht der ›geselle‹ beim ersten wie beim zweiten Falle (vgl. auch sonst dessen Rolle z. B. im Kapitel 15!). Die Seuse Unrecht getan, sterben sofort 70, 10 ff.; 128, 24. 148, 8. Anderes Schematisches siehe bei B. S. 81* und S. 77* Anm. 2 ›Es wird kaum gelingen, wie es Preger, Vorarbeiten 124 ff., 130 ff. teilweise versucht hat, jene Kasteiungen in Seuses Leben chronologisch zu fixieren. Dazu sind die Zeitangaben zu unbestimmt; etwas Schematisches mag dabei wohl mit unterlaufen‹. Weil wir keine wirklichen Erlebnisse vor uns haben, deswegen gelingt es auch nicht, irgend eine Erzählung sicher im Leben Seuses unterzubringen. Die Versuche B.s operieren deswegen stets nur mit Wahrscheinlichkeitsgründen. Eine ganz andere Bedeutung gewinnen diese Erzählungen, wenn wir bedenken, daß sie bloß einen asketischen Zweck haben, um bestimmte Wahrheiten zu verdeutlichen. Sie waren deswegen von vornherein nicht auf Suso gemünzt, sondern anonym und erzählten von ›einem menschen‹, aus dem ›der diener der ewigen wishait‹ wurde (vgl. 22, 3; 50, 18; 51, 19; 99, 24; 113, 12; 114, 19; 133, 28; 134, 24; 173, 17, wo wir die ursprüngliche Fassung noch finden). Aus der Betrachtung des Inhaltes der Vita allein müssen wir also zur Ueberzeugung kommen, daß die Vita nach Seuses Tod zusammengestellt sein muß. Was ich oben bieten konnte, sind nur Andeutungen, die jedoch bis ins einzelne ausgeführt und verfolgt werden können.

Auch der Aufbau der Vita führt zu diesem Schlusse. Das Vorwort zur Vita betont, daß Elsbet Stagel die ganze Vita geschrieben hatte. Einen Teil verbrannte dann Seuse, den andern Teil ließ er stehen, legte aber ›etwas guter Lehre‹ dazu. Wenn dies wahr wäre,

dann könnte die Vita nicht ihren jetzigen Aufbau haben. Die Vita zerfällt in zwei Teile: 1. Seuse mit zwei Unterabteilungen, a) anfangendes Leben (vgl. S. 8,4; 10,11; 11,24; 31,7; 34,4; 53,2) mit äußeren Uebungen, b) inneres Leiden mit Christus (53,16; 54,21; 55,1; 57,7; 61,24; 63,9; 90,6. Schluß 95,31). Im zweiten Teil: Seuse in Beziehung zu Elsbet, beginnt die Sache eigentlich wieder von vorn. Das erste Kapitel (Kapitel 33) ist die Einleitung zum ganzen, dann folgt a) Belehrung über anvangendes Leben (99,22 bis 155,8, wo unvermittelt von dem *anvang diser heiligen tohter* die Rede ist, während andere Kapitel von dem ›Anfang Seuses‹ erzählen (vgl. 149,4)! b) ›zunemende mensche‹ (S. 155,14 [Uebergang 156,1 f.] bis 170,21), c) von den ›hohen sinnen‹ (S. 170,25—190,20) Schluß: Kapitel 53. Einteilung S. 194, auch 3,3 ff. Der zweite Teil ist also nach dem Wortlaut der Vita selber nur eine Unterweisung Seuses für seine geistliche Tochter (194,10 f.) im Anfang und Fortschritt des geistlichen Lebens. Die ganze Unterweisung ist sicher erst nach Stagels Tod geschrieben (194,22; 109,3; auch 8,3). Könnte nun die Vita diesen Aufbau haben, wenn das Vorwort zur Vita wahr berichtete? Wann hat sodann Elsbet die Vita Susos gesammelt? Ueber welche Lebensjahre Susos konnte sie also allein berichten? Lauter Fragen, die noch nie gestellt wurden, die aber doch einmal untersucht werden sollten. Nach Prolog 4,29 ff. lag ferner der überarbeitete Teil *vil jare heinlich beschlossen*. Allein da der zweite Teil erst nach Stagels Tod († um 1360) angefertigt wurde, könnte unter den ›vil jaren‹ höchstens zwei Jahre verstanden sein. Mit der Beglaubigung endlich durch den Ordensmeister wird es sich geradeso verhalten, wie mit der der Memorialbücher des Grünenwörths durch den Johanniterordensmeister. Das heimliche Aufbewahren der Schriften bis nach dem Tode kommt auch in den Gottesfreundtraktaten vor, auch im zweiten Teil der Vita S. 112,23 ff. Auf den Prolog zum Exemplar und auf das Vorwort zur Vita ist demnach kein Verlaß, sie sind aber erklärlich, wenn Vita und Prolog nach Seuses Tod (vgl. 4,31; 16,27) zusammengestellt sind (vgl. die wichtige Lesart 8,3 in *M* ›etwas guter Lehre ward nach Stagels Tod dazu geschrieben‹, allgemein, aber nicht wie *A* ›von ihm‹ = Seuse!) und zwar in einem Frauenkloster, wie uns der Handschriftenbefund lehrte und wie auch aus 195,2 f. zu schließen ist.

Wer die Vita ganz verstehen will, muß seinen Ausgangspunkt nehmen von dem Bdew, das in der Vita gleich S. 11,25 genannt und S. 36,14 vorausgesetzt wird. Von ihm aus ist erklärlich, wie es kam, daß ›anmutige Klosternovellen‹ nach Seuses Tod zur Verherrlichung

Seuses zusammengestellt wurden. Das Bdew führt uns auch zum Verständnis des Inhaltes der Vita, wenn es heißt (197, 22): *Die gesihte, die hie nach stent, die geschahen öch nút in liplicher wise, sú sint allein ein usgeleitú bischaft* und *Die lere git er also vúr in vragwise, dar umb daz si dest begirlicher sie, nút daz er der si, den es an gehöret, oder daz er es von im selber hab gesprochen. Er meint dar inne ein gemein lere geben, da beidú, er und ellú menschen, mugen an vinden, ein ieklicher daz, daz in an gehöret.* Das hinderte trotzdem nicht, das im Bdew allgemein Angedeutete konkreter zu fassen und in Erzählungen über Seuse selber umzudeuten. Wie innig der Zusammenhang zwischen Vita und Bdew ist, zeigen all die Verweise, welche B. in den Sachanmerkungen zum Bdew gegeben hat. Noch klarer werden wir sehen, wenn auch das Horologium einmal kritisch gesichtet ist. Wenn wir also in unseren Ausführungen die Vita, vor allem aber den ersten Teil derselben, als Legendensammlung [welcher jedoch geschichtliche Anklänge zu Grunde liegen können] bezeichnen, mit deren Redaktion Suso nichts zu schaffen hatte und die so ›tief ergreifenden Erzählungen‹ vom Mörder und der Verleumdungsgeschichte samt dem haarsträubenden Kapitel über die Brunnenvergiftung ebenfalls unter die ›anmutigen Klosternovellen‹ verweisen, so treten wir damit der Gestalt des innigen Mystikers keineswegs zn nahe, wir stellen sein Bild vielmehr in seiner früheren Reinheit her und sehen um so tiefer hinein in seine gottliebende Seele, von der uns das Bdew Zeugnis gibt.

Dieses Büchlein der ewigen Weisheit ist, wie B. S. 101* ff. und früher schon im Hist. Jahrbuch 1904 S. 183 ausführte, vor dem Horologium sapientiae entstanden, dessen Abfassungszeit B. sicherstellen zu können glaubt. Nun wäre aber der Text des Horologium zunächst genauer zu untersuchen, vor allem der Prolog, der von einer Uebersendung an den Dominikanergeneral Hugo von Vaucemain (1333 bis 1341) berichtet. Dann erst hätte man festen Boden für alle weiteren Untersuchungen gewonnen. Die Datierungsversuche sodann mit Hilfe der Allegorie vom Kampfe des Widders gegen die Söhne Gottes halte ich nicht für stringent. Daß dem Prolog die erste Enzyklika des Ordensmeisters Hugo vorlag, ist richtig, aber daraus, daß Seuse nur diese Enzyklika benützt, folgt nicht, daß er die anderen nicht kannte. B. muß sogar (Hist. Jahrb. S. 182) zugeben, daß die vierte Enzyklika Hugos mit Worten beginnt, die auffallend an das Horologium Seuses anklingen. Man würde also den Schluß erwarten, daß Suso auch die vierte Enzyklika kannte, daß demnach das Horologium erst nach 1337 verfaßt sein kann; allein B. kehrt nun-

mehr seine Beweisführung um, und sagt: in diesem Falle ist Hugo der Entlehner! ›Hätte Seuse die zweite bis vierte Enzyklika gekannt, wie wäre es denkbar, daß er gerade nur auf jene wenigen Gedanken verfallen wäre, welche in Nr. 4 stehen [argumentum de silentio!], wo er doch sonst die erste Enzyklika inhaltlich fast ganz exzerpiert? Auf der anderen Seite ist leicht begreiflich, daß Hugo von der Lektüre und Prüfung des Horologium her, das seinem Geiste gewiß sehr zusagte, jene Gedanken noch gut im Gedächtnis hatte [warum nur diese?], so daß sie ihm von selbst in die Feder flossen. Im übrigen war er, wie seine Rundschreiben zeigen, ein Mann, mächtig des Wortes, von feuriger Beredsamkeit, bilderreicher Sprache und tiefinnerlicher Empfindung; er brauchte [!] weitere Anleihen bei Seuse nicht zu machen‹. Solche Beweisgänge scheinen mir die Auflösung jeder Methode zu sein. Die Datierung des Horologiums (erste Hälfte des Jahres 1334) ist also keineswegs gesichert, wie B. annimmt. Ebenso verhält es sich mit der Datierung des Bdew, das Bihlmeyer in die Jahre 1327/8 setzt. Die einzige Stelle (279, 33), welche von dem Sterben handelt, paßt nicht allein auf die Seuche des Jahres 1328 (Pest 1348—1350!). Auch fehlt im Horologium diese Stelle, was doch zu denken gibt. B. glaubt zwar, dies sei ›begreiflich (?), denn eine derartige Anspielung auf lokale und zeitgeschichtliche Verhältnisse hatte für räumlich und zeitlich ferner stehende Leser keinen Wert‹.

Von der Datierung des Bdew ist ferner die des Bdw abhängig, dessen Entstehung B. noch in das Jahr 1327 setzen muß. Das Bdw wäre darnach die erste Schrift Seuses. Allein auch diese Datierung gibt zu verschiedenen Bedenken Anlaß. Daß nämlich in der Stelle Stelle Hor. 14 (S. 91*) *timens ne istud quoque similiter pium opus eorum dentibus dilacerarctur* nur das Bdw gemeint sein kann, ist nicht so sicher, wie B. es hinstellt. Die Stelle über Eckhart setzt dessen Tod voraus, kann aber schwerlich unter dem frischen Eindruck seines Todes geschrieben sein. B. gibt deswegen auch zu, daß er die ›Schwierigkeit‹ nicht verkenne, ›welche in der Annahme liegt, daß Seuse so rasch hinter einander das Bdw und das Bdew verfaßt habe‹ (S. 103* Anm. 2). Die Datierung, die B. von den Schriften Seuses gibt, kann deswegen nicht befriedigen, sie beruht in all ihren Folgerungen auf dem Prolog des Horologiums, der jedoch zuerst einer kritischen Untersuchung bedarf. Darnach müssen auch die in der Vita (5, 11 ff. 68, 17 ff.) stehenden ›Andeutungen über Anfeindungen und Verfolgungen‹ (S. 92/93*) anders bewertet werden, zumal wir die Vita erst nach Seuses Tod zu setzen haben. Die Erzählung von der

Anklage auf einem Kapitel in den Niederlanden wegen Büchermachens (Kapitel 23 der Vita), steht unter solchen Geschichten, daß an ein wirkliches Erlebnis überhaupt nicht zu denken ist.

Ueber die Entstehung des vierten Büchleins des Exemplars, des Briefbüchleins endlich finden wir bei B. S. 117* u. 37* ff. Aufschluß. Er folgt hiebei Denifle, und sieht demnach im Großen Briefbuch die ursprüngliche Sammlung der Elsbet Stagel, während in das Exemplar eine von Seuse gekürzte Sammlung aufgenommen wurde. ›Nach Seuses Zeugnis hat seine geistliche Tochter Elsbet Stagel aus allen Briefen, die er ihr und andern seinen geistlichen Kindern gesandt, ein Buch gemacht; er selbst nahm einen Teil der Briefe, kürzte sie und machte ein neues Büchlein (373, 22: *diz klein ding*) von elf Briefen daraus, daß er als vierten Teil dem Exemplar einverleibte; die Briefe, welche ihm zur Aufnahme nicht tauglich schienen, vernichtete er (Prolog zum Exemplar 4, 18 ff.; Vita 18, 12; KlBb 360, 1 ff.; 373, 22 ff.)‹ (S. 37*/38*). Prüfen wir diese Darstellung genauer, so beruht sie zur Hauptsache 1) auf dem Prolog zum Exemplar, 2) auf dem Prolog zu den Briefen, 3) auf der Einleitung zum 5. Brief. In keiner dieser Stellen ist nun zunächst von einer ›Vernichtung‹ der großen Briefsammlung die Rede. Der Ausdruck, *er* [Seuse] *verwarf den selben brief och* (373, 27) bedeutet nur, daß ihm der Brief zur Aufnahme in das Exemplar nicht zusagte; besagt aber nicht, daß er die Briefsammlung der Stagel vernichtete. Es bedarf also keineswegs ›der Annahme: es muß noch ein zweites Exemplar des Briefbuches, sei es in der Hand der Stagel oder einer Gesinnungsgenossin existiert haben, das erhalten blieb‹ (S. 42*). Aus den übrigen Stellen können wir mit Sicherheit schließen, daß bei der Anfertigung des Exemplars das GrBfb vorhanden war. Anders aber steht die Sache, wenn wir fragen, ob Seuse selbst, oder nach dessen Tod etwa der Redaktor des Exemplars die Kürzung der Briefe vorgenommen hat. Die Untersuchung darüber hängt mit der Echtheit des Prologs und der Entstehung der Vita aufs innigste zusammen. Die Lösung ist mit unsern obigen Ausführungen schon gegeben und geht dahin, daß die Kürzung erst nach Seuses Tod erfolgte, gleichzeitig mit der Zusammenstellung des Exemplars. Der Beweis läßt sich dadurch führen, daß man die Texte der Briefe des GrBfb mit den gleichen des KlBfb zusammenstellt, und sich jeweils fragt, ob die Kürzung des GrBfb in der Person Seuses einen Sinn hatte. Die Veränderungen, die an dem GrBfb vorgenommen wurden, weisen uns den richtigen Weg. Vetter hat darum das Richtige getroffen, wenn er die Kürzung durch Seuse nur als eine entschuldigende Fik-

tion eines Späteren bezeichnete (S. 38* Anm. 3). B. hätte dieser Spur nur zu folgen brauchen und er hätte den Beweis, zu dem wir in den Anmerkungen (S. 38* ff.) wieder beachtenswerte Winke finden, siegreich durchführen können. Die Zusammenstellung der Briefe erfolgte in einer ganz bestimmten Tendenz, wie B. richtig bemerkt (S. 39* Anm 1), und zwar finden wir dieselbe Tendenz wie in der Vita. Im Exemplar sind die Briefe »so geordnet, daß darin in gedrängter Form eine vollständige 'Lehre' von der Bekehrung bis zur höchsten Stufe des mystischen Lebens geboten wird« (S. 117/118*). Das will aber auch die Vita. »Ihrem literarischen Charakter nach«, bemerkt B. ganz richtig, »sind die Briefe Seuses, wie namentlich Strauch und Steinhausen hervorgehoben haben, nicht Briefe im modernen Sinne des Wortes, sondern geistliche Schreiben, religiöse Ansprachen in Briefform« (S. 119* f.) oder »Pastoralbriefe«, wie Preger sie schon genannt hat, die vielfach in den Predigerton und in die Predigtform übergehen.

Damit sind die Richtlinien gegeben, die eine genaue Untersuchung über die Werke Seuses innehalten muß. Als älteste Teile finden wir das Bdew und das GrBfb, diese geben den Untergrund zur Bildung der Vita und des KlBfb., die jedoch erst nach Seuses Tod bei der Zusammenstellung des Exemplars redigiert wurden. Der Ausgangspunkt dieser Bildung ist in einem Frauenkloster zu suchen, worauf uns schon der Handschriftenbefund geführt hat. Wir werden wohl das Kloster Töß annehmen müssen, da von hier aus sich die Verbreitung des Exemplars am besten verstehen läßt und am ehesten ohne Aufsehen vor sich gehen konnte. Als Untergrund mögen tatsächliche Aufzeichnungen der Elsbet Stagel gedient haben und vor allem die Sammlung der Briefe, wobei ich es einstweilen noch dahin gestellt sein lasse, in wie weit der bei B. edierte Text des GrBfb die ursprüngliche Fassung wiedergibt.

Zur Schilderung des Lebens und Wirkens Seuses hat B. alles zusammengetragen, was nur irgendwie möglich war. Zeitgenossen oder spätere Geschichtsschreiber berichten nichts über Seuse, was sie nicht aus seinen Schriften geschöpft haben. Wie bei der Gottesfreundfrage kommt auch hier als erstes das Zeugnis des Dominikaners Johann Meier in Betracht, das jedoch keinen selbständigen Wert hat. Die Schriften Seuses selbst aber berücksichtigen »weit mehr das innere Seelenleben als die äußeren Umstände« und bieten »zudem bei dem Mangel einer streng chronologischen Ordnung nur wenige sichere Anhaltspunkte« (S. 65*). Zieht man dann noch die »anmutigen Klosternovellen« der Vita ab, so bleibt für den äußeren Lebensgang nicht

viel sicheres bestehen. Als Geburtsjahr nimmt B. ungefähr das Jahr 1295 an. Seine Eltern waren Heinrich von Berg und seine Mutter, deren Namen er annahm, Seusserin. Als Geburtsort verdient Konstanz den Vorzug vor Ueberlingen, woher wahrscheinlich seine Mutter stammte. In Konstanz wird er das Noviziat durchgemacht haben, ebenso die vorgeschriebenen achtjährigen Studien. Dann besuchte er das Generalstudium in Köln, wo er mit Eckhart zusammentraf und wohl mehrere Jahre dessen Schüler war (S. 88*). ›In sein Heimatkloster ist Seuse wahrscheinlich 1327 zurückgekehrt‹ (S. 89*). Daß er dort als Lektor verwendet wurde, ›dürfen wir als sicher annehmen‹ (S. 100*), daß er an der Pastoration teilnahm, vor allem an der der Nonnenklöster, die ihn mit Elsbet Stagel in Berührung brachte, wird ebenfalls nicht anzufechten sein (S. 124*). Bis Ende des Jahres 1338 war Seuse, von seinen Pastorations- und Missionsfahrten abgesehen, in Konstanz geblieben. Aber nun kamen unruhige Zeiten in Folge des schärferen Vorgehens Ludwigs des Bayern (S. 127*). Die Dominikaner zu Konstanz mußten die Stadt verlassen, und konnten erst 1346 zurückkehren. Da die vermeintliche Absetzung um das Jahr 1348 nur auf der innerlich unmöglichen Verleumdungsgeschichte der Vita beruht, wird man weiterhin nicht mehr an ihrer Tatsächlichkeit festhalten können. Das einfachste ist die Annahme, daß Seuse in Folge der Wirren unter Ludwig dem Bayern nach Ulm übersiedelte, wo er am 25. Januar 1366 starb, das einzig sichere Datum im Leben Seuses!

Ein lehrreiches Kapitel über ›Nachwirkung Seuses in der Literatur‹ und ein anderes über die ›Uebersetzungen und Ausgaben von Seuses Werken‹ beschließen die Einleitung B.s.

Fassen wir unsere Ausführungen über B.s Arbeit zu einem Gesamturteil zusammen, so können wir sagen: B. hat das große Verdienst, uns erstmals eine gute Ausgabe der deutschen Schriften Seuses geboten zu haben samt den wichtigsten Lesarten der hauptsächlichen Handschriften und einem guten Sachapparat. In der Einleitung ist die Zusammenstellung und Aufführung aller nur irgendwie zugänglichen Hss. dankbarst zu begrüßen; ebenso gibt der zweite Teil über das Leben und die Werke Seuses das gesamte Material wieder, auf dem die seitherige Forschung über Seuse aufgebaut war. Dagegen ist die kritische Untersuchung über die Werke Seuses, über die Entstehung des Exemplars, die Bedeutung der Vita, des Horologiums und des Verhältnisses des KlBfb zum Großen nochmals aufzunehmen. Sie wird sich aber in keinen andern Bahnen bewegen können, als wie sie oben skizziert wurden, da sie allein das Seuseproblem zu erklären im Stande sein werden. Die Lösung hat viele Aehnlichkeit

mit der Lösung der Gottesfreundfrage, nur daß wir bei Seuse keine Originalhandschrift kennen, die wir auf ihn zurückführen können, während wenigstens einige der Memorialbücher des Johanniterhauses zum Grünenwörth uns noch im Original erhalten sind. Zur Feststellung der Bedeutung der Vita sind sodann die Gottesfreundtraktate zum Vergleich heranzuziehen, so daß Gottesfreund- und Seuseproblem auch hier in Beziehung zu einander stehen.

Scherzingen bei Freiburg i. Br. Karl Rieder

Aug. Fjelstrup, Ehescheidungsprozeß zwischen König Christian VII. und Königin Karoline Matilde. Nach neuen bisher unveröffentlichten Urkunden zusammengestellt. Berlin, Otto Janke, 1908. 170 S. 8°.

Der Titel dieser Schrift könnte irreführen. Der größte und belangreichste Teil der hier mitgeteilten Akten ist längst bekannt, von anderen Forschern längst benutzt und auch längst, in deutscher wie in dänischer Sprache, veröffentlicht worden. Wohl hat in Bezug auf diesen Prozeß von vornherein ein Prinzip der offiziellen Geheimhaltung bestanden, das selbst bis heute noch von der Regierung Dänemarks soweit als möglich gewahrt wird. Insbesondere ist das Urteil über die unglückliche Königin seinem Wortlaut nach niemals publiziert worden, wenn auch sein Inhalt uns ebenfalls längst bekannt ist. Andererseits freilich ist der über Struensee gefällte und an ihm vollzogene Urteilsspruch von der damaligen Regierung selbst, und zwar aus politischen Gründen, sehr bald nach der Exekution veröffentlicht worden (vgl. Wittich, Struensee S. 147). Ja, eine weitere Publikation, die neben der Wiederholung dieses Urteils die Schriften seines offiziellen Anklägers und seines Verteidigers vor Gericht sowie seine eigene Defensionsschrift enthält, erschien noch im Jahre der Katastrophe, 1772 (ebendas. S. 148, 2). Und man glaubte diese Publikation, wieder ihrer politischen Tendenz wegen, mindestens als eine halboffizielle ansehen zu können — bis eine gleichzeitige kursächsische Gesandtschafts-Korrespondenz aus Kopenhagen mir zeigte, daß die eben erwähnten und hier ausdrücklich als authentisch anerkannten Akten unter der Hand abschriftlich von einem unternehmenden Buchhändler erworben und eigenmächtig von ihm durch diese Publikation in deutscher Uebersetzung nach Deutschland, zumal über Leipzig, verbreitet worden waren. Die weitere Verbreitung aber suchte das entrüstete dänische Ministerium durch Konfiskation und außerordentliche Geldstrafen zu verhindern; und hierfür wußte

mit der Lösung der Gottesfreundfrage, nur daß wir bei Seuse keine Originalhandschrift kennen, die wir auf ihn zurückführen können, während wenigstens einige der Memorialbücher des Johanniterhauses zum Grünenwörth uns noch im Original erhalten sind. Zur Feststellung der Bedeutung der Vita sind sodann die Gottesfreundtraktate zum Vergleich heranzuziehen, so daß Gottesfreund- und Seuseproblem auch hier in Beziehung zu einander stehen.

Scherzingen bei Freiburg i. Br. Karl Rieder

Aug. Fjelstrup, Ehescheidungsprozeß zwischen König Christian VII. und Königin Karoline Matilde. Nach neuen bisher unveröffentlichten Urkunden zusammengestellt. Berlin, Otto Janke, 1908. 170 S. 8°.

Der Titel dieser Schrift könnte irreführen. Der größte und belangreichste Teil der hier mitgeteilten Akten ist längst bekannt, von anderen Forschern längst benutzt und auch längst, in deutscher wie in dänischer Sprache, veröffentlicht worden. Wohl hat in Bezug auf diesen Prozeß von vornherein ein Prinzip der offiziellen Geheimhaltung bestanden, das selbst bis heute noch von der Regierung Dänemarks soweit als möglich gewahrt wird. Insbesondere ist das Urteil über die unglückliche Königin seinem Wortlaut nach niemals publiziert worden, wenn auch sein Inhalt uns ebenfalls längst bekannt ist. Andererseits freilich ist der über Struensee gefällte und an ihm vollzogene Urteilsspruch von der damaligen Regierung selbst, und zwar aus politischen Gründen, sehr bald nach der Exekution veröffentlicht worden (vgl. Wittich, Struensee S. 147). Ja, eine weitere Publikation, die neben der Wiederholung dieses Urteils die Schriften seines offiziellen Anklägers und seines Verteidigers vor Gericht sowie seine eigene Defensionsschrift enthält, erschien noch im Jahre der Katastrophe, 1772 (ebendas. S. 148, 2). Und man glaubte diese Publikation, wieder ihrer politischen Tendenz wegen, mindestens als eine halboffizielle ansehen zu können — bis eine gleichzeitige kursächsische Gesandtschafts-Korrespondenz aus Kopenhagen mir zeigte, daß die eben erwähnten und hier ausdrücklich als authentisch anerkannten Akten unter der Hand abschriftlich von einem unternehmenden Buchhändler erworben und eigenmächtig von ihm durch diese Publikation in deutscher Uebersetzung nach Deutschland, zumal über Leipzig, verbreitet worden waren. Die weitere Verbreitung aber suchte das entrüstete dänische Ministerium durch Konfiskation und außerordentliche Geldstrafen zu verhindern; und hierfür wußte

es selbst den Beistand des sächsischen Hofes zu gewinnen. Nur freilich zu spät und so ohne durchgreifenden Erfolg [1]). Jedoch auch sonst ist, dieser wie den nachfolgenden Regierungen zum Trotz und ihrer Gegenbestrebungen ungeachtet, von früh an ein mehr oder weniger großer Teil der Prozeßakten durch unerlaubte Abschriften an angesehene, dem dänischen Hof ursprünglich näher stehende Persönlichkeiten verraten worden. Namentlich der in die Verhältnisse ohnehin besonders eingeweihte und durchaus glaubwürdige Etatsrat Reverdil hat sich, dank seinen intimen Verbindungen und Beziehungen daselbst, auch noch nach seiner Verabschiedung und Entfernung wichtige Bruchstücke von solchen Akten zu verschaffen gewußt; in seinen hinterlassenen Denkwürdigkeiten liegen sie uns seit einem halben Jahrhundert gedruckt vor (Struensée et la cour de Copenhague 1760—1772. Mémoires de Reverdil conseiller d'état du roi Chrétien VII. Paris 1858). Anderer Memoiren bekannter Zeitgenossen, die wiederum andere Akten im Auszuge bringen, hier zu geschweigen — wie vieles war nicht längst schon durchgesickert, was nähere Einblicke in den Prozeß und die ihm zu Grunde liegenden Tatsachen gewährte! Der neueste dänische Autor, Herr Fjelstrup selber bestätigt, daß trotz der Unzugänglichkeit der sämtlichen Original-Aktenstücke, die in den dänisch-norwegischen Geheimarchiven noch immer unter Verschluß gehalten werden, dennoch interessante, nach seiner Ansicht die interessantesten Dokumente kopiert worden waren, »zum Teil wohl auf unrechtmäßige Weise, und viele solcher Abschriften befinden sich sowohl in Bibliotheken als in privatem Besitz« (S. 31). In erster Reihe kommt, neben der Universitätsbibliothek zu Christiania, die Manuskriptenabteilung der Königlichen Bibliothek zu Kopenhagen in Betracht. Beide sind heute unschwer zugänglich; und wenn ich nicht irre, hatte

1) Bericht des kursächsischen Legationssekretärs Merbitz aus Kopenhagen vom 5. Dezember 1772: »Il y a quelque tems que roulent dans le public sous main des copies de plusieurs pièces qui regardent le comte de Struensee, scavoir l'accusation du fiscal general contre le dit comte, la defense de l'avocat Uldall devant la commission et la propre defense de ce ministre, qu'il avoit dressée dans sa prison et fait remettre aux commissaires ses juges. Un libraire avide, apparemment de cette residence, ayant trouvé moyen d'attraper une copie de ces pièces (qui sont veritablement authentiques), les a fait traduire en allemand, et a eu même la hardiesse de les faire imprimer et vendre publiquement tant ici qu'à Berlin et à Leipzig. Le ministre extremement scandalisé de cette hardiesse, a d'abord fait confisquer cette brochure, dont on avoit deja vendu ici 3 à 400 exemplaires, et en a defendu la vente dans ces pays ci sous peine de mille écus d'amende au contrevenant, qui ose vendre un exemplaire.« U. s. w. (Sächsisches Hauptstaatsarchiv zu Dresden.) Dies zur Berichtigung der früheren Ansicht: Wittich a. a. O.

aus letzterer Sammlung der dänische Schriftsteller Flamand bereits kurz nach den Jahren 1848/49 in ausgedehntem Maße schöpfen können, so daß sein deutscher Uebersetzer v. Jenssen-Tusch es als ein Verdienst der ›durch die Kopenhagener Revolution von 1848 errungenen freien Verfassung Dänemarks‹ pries, daß nun endlich gestattet worden sei, ›die neun Dezennien lang verheimlichte Wahrheit an die Oeffentlichkeit zu bringen‹. Ueberschwenglich fügt Jenssen-Tusch hinzu, daß Jener die Erlaubnis zur Veröffentlichung der Originalakten in der ganzen fiskalischen Untersuchung und Anklage gegen die Königin Karoline Mathilde, gegen Struensee und alle mit ihm Angeklagten erhalten habe. Die Wahrheit ist, daß auch Flamands Veröffentlichung eine beschränkte ist, obschon er unbeanstandet — und er selber dankte dafür der neuen Preßfreiheit — ein paar der wichtigsten Aktenstücke, nämlich die Anklageschrift des Kammeradvokaten Bang wider die Königin und die Verteidigungsschrift des Höchstegerichts-Advokaten Uldall für dieselbe, nach den ihm vorliegenden Abschriften dem Druck übergeben hat [1]). Aber nicht nur, daß ihm das Urteil über die Königin vorenthalten blieb; auch die Verhörsprotokolle blieben ihm sämtlich verschlossen.

In dieser Hinsicht war ich selber etwas glücklicher, als ich vor mehr als dreißig Jahren meine Quellen sammelte. Nicht, daß ich mich rühmen darf, in Kopenhagen eine Erlaubnis erhalten zu haben, die den dänischen Forschern konsequent versagt war. Ein gewisser Ersatz wurde mir indes zu Teil, als ich damals durch einen Zufall erfuhr, daß das gesamte Prozeßmaterial in einer zweiten Originalausfertigung, ursprünglich bei der dänischen Regierung zu Glückstadt niedergelegt, von dort auf dem Wege über Gottorp in das neue preußische Staatsarchiv zu Schleswig gekommen war. Hier, wo es übrigens nur vorübergehend blieb, gewann ich einen Einblick in das von so manchem vergeblich ersehnte. In drei sehr umfangreichen Bänden lag es mir vor, und die Unterschriften bezeugten den Charakter des Originals, zumal die der Richter mit ihren schwarzen Siegeln unter den Todesurteilen Struensees und seines ›Komplizen‹ Brandt. Trotz eines mehrtägigen Studiums, das ich einem größeren Teile dieses Materials in Schleswig widmen durfte, wurde nun freilich auch mir die wörtliche Verwertung unter Zugrundelegung eigener Abschriften und Auszüge ›aus Courtoisie gegen Dänemark‹ nicht gestattet. Gleichwohl war meine Mühe nicht umsonst, da mir die eingesehenen Akten und

1) L. J. Flamand, Christian den Syvendes Hof, eller Struensee og Caroline Mathilde. Kjøbenhavn 1854/5. G. F. von Jenssen-Tusch, Die Verschwörung gegen die Königin Caroline Mathilde . . . und die Grafen Struensee und Brandt. Leipzig 1864.

aus letzterer Sammlung der dänische Schriftsteller Flamand bereits kurz nach den Jahren 1848/49 in ausgedehntem Maße schöpfen können, so daß sein deutscher Uebersetzer v. Jenssen-Tusch es als ein Verdienst der ›durch die Kopenhagener Revolution von 1848 errungenen freien Verfassung Dänemarks‹ pries, daß nun endlich gestattet worden sei, ›die neun Dezennien lang verheimlichte Wahrheit an die Oeffentlichkeit zu bringen‹. Ueberschwenglich fügt Jenssen-Tusch hinzu, daß Jener die Erlaubnis zur Veröffentlichung der Originalakten in der ganzen fiskalischen Untersuchung und Anklage gegen die Königin Karoline Mathilde, gegen Struensee und alle mit ihm Angeklagten erhalten habe. Die Wahrheit ist, daß auch Flamands Veröffentlichung eine beschränkte ist, obschon er unbeanstandet — und er selber dankte dafür der neuen Preßfreiheit — ein paar der wichtigsten Aktenstücke, nämlich die Anklageschrift des Kammeradvokaten Bang wider die Königin und die Verteidigungsschrift des Höchstegerichts-Advokaten Uldall für dieselbe, nach den ihm vorliegenden Abschriften dem Druck übergeben hat [1]). Aber nicht nur, daß ihm das Urteil über die Königin vorenthalten blieb; auch die Verhörsprotokolle blieben ihm sämtlich verschlossen.

In dieser Hinsicht war ich selber etwas glücklicher, als ich vor mehr als dreißig Jahren meine Quellen sammelte. Nicht, daß ich mich rühmen darf, in Kopenhagen eine Erlaubnis erhalten zu haben, die den dänischen Forschern konsequent versagt war. Ein gewisser Ersatz wurde mir indes zu Teil, als ich damals durch einen Zufall erfuhr, daß das gesamte Prozeßmaterial in einer zweiten Originalausfertigung, ursprünglich bei der dänischen Regierung zu Glückstadt niedergelegt, von dort auf dem Wege über Gottorp in das neue preußische Staatsarchiv zu Schleswig gekommen war. Hier, wo es übrigens nur vorübergehend blieb, gewann ich einen Einblick in das von so manchem vergeblich ersehnte. In drei sehr umfangreichen Bänden lag es mir vor, und die Unterschriften bezeugten den Charakter des Originals, zumal die der Richter mit ihren schwarzen Siegeln unter den Todesurteilen Struensees und seines ›Komplizen‹ Brandt. Trotz eines mehrtägigen Studiums, das ich einem größeren Teile dieses Materials in Schleswig widmen durfte, wurde nun freilich auch mir die wörtliche Verwertung unter Zugrundelegung eigener Abschriften und Auszüge ›aus Courtoisie gegen Dänemark‹ nicht gestattet. Gleichwohl war meine Mühe nicht umsonst, da mir die eingesehenen Akten und

1) L. J. Flamand, Christian den Syvendes Hof, eller Struensee og Caroline Mathilde. Kjøbenhavn 1854/5. G. F. von Jenssen-Tusch, Die Verschwörung gegen die Königin Caroline Mathilde . . . und die Grafen Struensee und Brandt. Leipzig 1864.

Dokumente zu einer unabweisbaren Kontrolle und damit zur Bestätigung, gelegentlich aber auch zur Berichtigung und zu — diskreter — Ergänzung der früheren anderweitigen Mitteilungen dienten, insbesondere der in jene Anklage- und Verteidigungsschriften doch bereits zahlreich eingestreuten Zitate aus den Zeugenverhören wie aus den Bekenntnissen der Angeklagten. Eben die Protokolle dieser Verhöre und Bekenntnisse hatte ich in erster Linie einsehen können; und wohl wäre es mir möglich gewesen, wenn nicht das Verbot mich gehindert hätte, ein nahezu vollständiges Bild von dem Gang des Prozesses zu geben. Auch so ließen sich die drei Hauptverhöre Struensees vom 20., 21. und 25. Februar 1772, mit Hinzuziehung der Aufzeichnungen Reverdils und anderer, wenigstens in Umrissen rekonstruieren (Wittich S. 212 f.).

Eine höhere Bedeutung gewinnt dieser Prozeß in der Tat dadurch, daß er unsere psychologische Kenntnis wesentlich erweitert: in erster Linie in Bezug auf die Hauptpersonen, die an sich ein entschiedenes historisches Interesse beanspruchen, dann aber auch in Bezug auf ihre Umgebung, besonders die Mitangeklagten, ferner ebensowohl auf die Zeugen als die Richter. Ueberall werden wir zu eingehender kritischer Prüfung aufgefordert. In dem Verhältnisse der Königin und Struensees bemerken und finden wir näher bestätigt die aufrichtige Dankbarkeit, die Bewunderung und hingebende Liebe im Gegensatz zu dem ›imbecillen‹ und mißachteten Monarchen auf der einen Seite — den politischen Ehrgeiz, die kühle Berechnung, neben äußerer Sinnlichkeit, und schließlich Mut- und Hoffnungslosigkeit auf der anderen. Damit natürlich erschöpft sich weder die Charakteristik der bedauernswerten und bei alledem bis zuletzt doch sympathischen Fürstin, noch die des einst rastlos strebenden, rastlos tätigen Mannes, der immer als ein Hauptvertreter des ›aufgeklärten Despotismus‹ im achtzehnten Jahrhundert dasteht. Ihn als echtes Kind seiner Zeit und dieser dann wieder vorauseilend, mit seinen Fehlern und Vorzügen, seinen Verdiensten und seiner tragischen Schuld aus dem Vollen zu schildern, ist eine Aufgabe, für welche das in Rede stehende Material allerdings nicht hinreicht, sondern noch eine große Fülle anderer Quellen in Betracht kommt. Jene Aufgabe hatte ich mir einst in verschiedenen Arbeiten gestellt und, wie ich glaube, nicht ohne Erfolg. Wenn Professor v. Noorden vor dreißig Jahren in der Allgemeinen Zeitung (1879, Nr. 361) mir das Lob erteilte, für Deutschland die Struensee-Legende abgetan zu haben, so kann ich freilich dieses Lob für mich allein nicht in Anspruch nehmen; ebenso wenig hat der Beifall, den mein ›Struensee‹ auch in Dänemark, teils im Original, teils, nach einigen Verbesserungen von

meiner Seite, in der Uebertragung durch Chr. Blangstrup fand, mich gegen die noch vorhandenen Mängel blind gemacht. Und keine geringe Erwartung erweckte mir nun die kürzlich in anderen deutschen Zeitungen enthaltene Angabe, daß ein dänischer Autor, eben Herr Fjelstrup, durch neue Entdeckungen zum ersten Mal eine authentische Darstellung der Vorgänge, die der Hinrichtung Struensees voraufgingen, ermöglicht habe. Der Erwartung folgte aber leider eine Enttäuschung. Denn die Entdeckung schrumpft zusammen zu einer Einsicht des Verfassers in Abschriften einiger dieser Prozeßakten, besonders in den beiden genannten Bibliotheken zu Christiania und Kopenhagen. In der teilweise, wenn nicht vorwiegend irrigen Annahme, daß dieselben, obwohl größere oder kleinere Auszüge daraus gedruckt vorlägen, doch in ihrer Gesamtheit noch nicht veröffentlicht seien, kopierte er sie; seine Absicht, diese Kopie mit den Originaldokumenten im dänischen Reichsarchiv zu vergleichen, scheiterte an der Unzugänglichkeit der letzteren. Mit gerechtem Bedauern kommt er wiederholt darauf zurück, daß das ›unzweifelhaft sehr interessante Zeugenprotokoll‹ daselbst ›wohl verwahrt‹ — verschlossen liege (S. 31, 44, 126). Von der neueren gedruckten Literatur nimmt er, wenn er auch zum Schluß (S. 169) ein dürftiges Literaturverzeichnis in alphabetischer Reihenfolge hinzufügt, wenig oder keine Notiz. Sonst hätte ihm unter anderem nicht entgehen können, daß die beiden wichtigsten und, als ein Ganzes betrachtet, zugleich umfangreichsten Dokumente, die er, übersetzt, nach seiner Kopie abdruckt, sich längst schon bei Flamand im dänischen Urtext und bei Jenssen-Tusch in deutscher Uebersetzung finden; es sind die oben zitierten Schriften wider und für Karoline Mathilde, die ihres Anklägers Bang und die ihres Verteidigers Uldall. Dies letztere Dokument war alsbald schon von Reverdil als eine kunstvolle juristische Arbeit gerühmt worden, und es verdient auch heute noch eine weitere Verbreitung, sowie es sie neuerdings selbst in Hardens ›Zukunft‹ (19. Dezember 1908, Nr. 12) gefunden hat. Jedoch ist es eine unbewußte Täuschung, wenn es dort als ein neues, erst von Fjelstrup ausführlich veröffentlichtes Dokument erscheint. Mag man über Flamand und Jenssen-Tusch als Geschichtsschreiber sonst auch hinweggehen, und schon ihre ausgesprochene Tendenz kann gegen sie einnehmen; dennoch finde ich keinen Grund, an Flamands Versicherung zu zweifeln, daß er diese ganze Akte nach seiner handschriftlichen Quelle wortgetreu abgedruckt habe (S. 397). Und auch die deutsche Uebersetzung des Schleswig-Holsteiners v. Jenssen-Tusch, der einst am Kopenhagener Hof verkehrt hatte, kann einen Vergleich mit der Uebersetzung des Dänen Fjelstrup sehr wohl aushalten. In der letzteren bleiben

meiner Seite, in der Uebertragung durch Chr. Blangstrup fand, mich gegen die noch vorhandenen Mängel blind gemacht. Und keine geringe Erwartung erweckte mir nun die kürzlich in anderen deutschen Zeitungen enthaltene Angabe, daß ein dänischer Autor, eben Herr Fjelstrup, durch neue Entdeckungen zum ersten Mal eine authentische Darstellung der Vorgänge, die der Hinrichtung Struensees voraufgingen, ermöglicht habe. Der Erwartung folgte aber leider eine Enttäuschung. Denn die Entdeckung schrumpft zusammen zu einer Einsicht des Verfassers in Abschriften einiger dieser Prozeßakten, besonders in den beiden genannten Bibliotheken zu Christiania und Kopenhagen. In der teilweise, wenn nicht vorwiegend irrigen Annahme, daß dieselben, obwohl größere oder kleinere Auszüge daraus gedruckt vorlägen, doch in ihrer Gesamtheit noch nicht veröffentlicht seien, kopierte er sie; seine Absicht, diese Kopie mit den Originaldokumenten im dänischen Reichsarchiv zu vergleichen, scheiterte an der Unzugänglichkeit der letzteren. Mit gerechtem Bedauern kommt er wiederholt darauf zurück, daß das ›unzweifelhaft sehr interessante Zeugenprotokoll‹ daselbst ›wohl verwahrt‹ — verschlossen liege (S. 31, 44, 126). Von der neueren gedruckten Literatur nimmt er, wenn er auch zum Schluß (S. 169) ein dürftiges Literaturverzeichnis in alphabetischer Reihenfolge hinzufügt, wenig oder keine Notiz. Sonst hätte ihm unter anderem nicht entgehen können, daß die beiden wichtigsten und, als ein Ganzes betrachtet, zugleich umfangreichsten Dokumente, die er, übersetzt, nach seiner Kopie abdruckt, sich längst schon bei Flamand im dänischen Urtext und bei Jenssen-Tusch in deutscher Uebersetzung finden; es sind die oben zitierten Schriften wider und für Karoline Mathilde, die ihres Anklägers Bang und die ihres Verteidigers Uldall. Dies letztere Dokument war alsbald schon von Reverdil als eine kunstvolle juristische Arbeit gerühmt worden, und es verdient auch heute noch eine weitere Verbreitung, sowie es sie neuerdings selbst in Hardens ›Zukunft‹ (19. Dezember 1908, Nr. 12) gefunden hat. Jedoch ist es eine unbewußte Täuschung, wenn es dort als ein neues, erst von Fjelstrup ausführlich veröffentlichtes Dokument erscheint. Mag man über Flamand und Jenssen-Tusch als Geschichtsschreiber sonst auch hinweggehen, und schon ihre ausgesprochene Tendenz kann gegen sie einnehmen; dennoch finde ich keinen Grund, an Flamands Versicherung zu zweifeln, daß er diese ganze Akte nach seiner handschriftlichen Quelle wortgetreu abgedruckt habe (S. 397). Und auch die deutsche Uebersetzung des Schleswig-Holsteiners v. Jenssen-Tusch, der einst am Kopenhagener Hof verkehrt hatte, kann einen Vergleich mit der Uebersetzung des Dänen Fjelstrup sehr wohl aushalten. In der letzteren bleiben

charakteristische Ausdrücke fort, die sich in ersterer nach dem dänischen Original finden (so Jenssen-Tusch S. 247: der Verdacht der Zeugen ›roulirte‹ u. s. w.); und selbst dänische Zeugennamen sind bei Fjelstrup S. 80 f. im Gegensatz zu dem früheren Uebersetzer wiederholt falsch geschrieben. Wenn aber dieser neueste dänische Autor nun ganz besonders hervorhebt (S. 5 u. s. w.), daß er die hier erwähnten Dokumente zum ersten Mal ›in extenso‹ mitgeteilt habe, so tut er Flamand und Jenssen-Tusch in Bezug auf das Schriftstück Uldalls entschieden Unrecht, ohne ihnen gegenüber in Bezug auf das Schriftstück Bangs entschieden Recht zu haben. Dazu sei Folgendes kurz erwähnt. Erbarmungslos hatten die Richter den Spuren des unleugbar von Karoline Mathilde und Struensee begangenen Ehebruchs nachgeforscht und Bang hatte keinen Anstand genommen, in seine Klageschrift gegen die Königin auch die obszönsten Details aus den Zeugenverhören und den von Struensee selber beantworteten Fragen aufzunehmen. Details, die nun aber Flamand, dem Jenssen-Tusch folgt, sich gescheut hat, Wort für Wort nachzuschreiben, nachdem bereits Reverdil die buchstäbliche Wiedergabe allzu indezenter und umständlicher Einzelheiten für unmöglich erklärt hatte. Statt dessen begnügten diese sich hier bei den anstößigsten Stellen mit Auszügen und umschreibenden Andeutungen. Was ich deshalb vor dreißig Jahren schrieb, glaube ich heute noch wiederholen zu dürfen: ›Die unmittelbare Einsicht in die Originalakten überzeugte mich, daß beide Autoren schon aus ästhetischen Rücksichten nicht anders konnten‹ (S. 216). Immerhin sind auch ihre Andeutungen und Auszüge deutlich und umfangreich genug, um selbst den gravierendsten Tatbestand festzustellen; und es scheint mir kein Verdienst, wenn Fjelstrup allen, um ein früheres Wort Noordens zu gebrauchen, ›von den Prozeßverhandlungen aufgewühlten Schmutz‹ in extenso glaubte vorführen zu müssen. Ausweichend erklärt er freilich in seiner Einleitung S. 6: er sei darauf vorbereitet, daß eine einseitige Kritik blos die skandalöse Seite der Einzelheiten in diesem Prozeß sehen werde.

Und diese Erklärung bezieht sich denn auch auf ein drittes Aktenstück, das er aus seinen Abschriften in extenso wiedergegeben hat, auf Struensees Endbekenntnis vom 25. Februar (S. 35 f.). Der obszöne Inhalt desselben, im Anschluß an die inquisitorischen Fragen der Richter, deckt sich mit den Angaben jenes Anklägers oder richtiger: er liegt ihnen teilweise unmittelbar zu Grunde, nur daß das Bekenntnis noch einige Einzelheiten mehr hat, die Fj. seinen Lesern nicht glaubte vorenthalten zu dürfen. Wenn ich annahm und aussprach, daß Struensees Bekenntnis, soweit es sich den anstößigsten

Zeugenaussagen anschließt, d. h. sie bestätigt, ebenso wenig als diese ›in extenso mitteilbar‹ sei, so ist der dänische Autor ja auch hier anderer Ansicht. Aber auch wenn er dafür den Dank seiner Leser gewinnen mag, kann ich doch nicht zugeben, daß er damit wirklich Neues von Belang zu Tage gefördert habe. Und leider fehlt es auch hier nicht an Irrtümern. Struensee sagte nicht, daß er in der Alternative gewesen sei, sein Glück zu verlieren oder der Königin nachzugeben in dem Gedanken, dem Könige andere Dienste leisten zu können (Fj. S. 40); es muß hier vielmehr heißen: ihr, der Königin (Wittich S. 185). — Schließlich kommt nur noch ein Aktenstück als angeblich neu und bisher unveröffentlicht, nach einer Kopie auf der Königlichen Bibliothek zu Kopenhagen, in Betracht. Es ist das die von einem der Richter abgefaßte sogenannte ›Species facti‹, in Wirklichkeit ein Auszug aus den Struensee und die Königin hauptsächlich belastenden Zeugenverhören (S. 96 f.). Sachlich bringt doch auch dieser Auszug wenig, was nicht schon durch jene anderweitigen zahlreichen Zitate aus dem umfassenden Zeugenprotokoll bekannt und großenteils ebenfalls längst gedruckt war. Gleichwohl muß er, wie Fj. S. 126 erklärt, dies ihm verschlossene Protokoll ersetzen. Merkwürdiger Weise ist (ebendaselbst) die Species facti, die ganz den Eindruck macht, als sei sie noch während des Prozesses aufgesetzt worden, erst vom 2. Mai 1772 datiert; Struensee war aber schon am 28. April hingerichtet, Karoline Mathilde schon am 6. des nämlichen Monats geschieden worden. Sollte nicht, statt 2. Mai, 2. März zu lesen sein? (Vgl. meine chronologischen Angaben über die Zeugenverhöre und Struensees Verhör S. 204, 212.)

Alles in allem bezeichnet weder die Forschung noch die Darstellung des neuesten Autors einen wesentlichen Fortschritt. Wohl hatte er seine Aufgabe von vornherein beschränkt, indem er, von kurzen einleitenden Bemerkungen abgesehen, nicht die Geschichte Struensees, sondern nur die seines Prozesses, soweit es zugleich der Prozeß der Königin war, zur Darstellung bringen wollte. Doch auch auf diesem engeren Gebiet möchten die noch übrigen Lücken vielleicht erst nach völliger Freigebung der Akten auszufüllen sein. Auf eine nähere Kritik der Zeugen hat sich Fj. gar nicht eingelassen. Es genügt aber nicht, mit Falkenskjold, einem durch den nämlichen Prozeß schwer betroffenen Parteimann, die Dienerinnen Karoline Mathildens, deren Verdacht und Neugier einmal leichtfertig erregt worden war und die darauf spioniert hatten, deshalb als Zeuginnen einfach zu verwerfen. Ihr unwürdiges Verfahren, das auch ich aufs entschiedenste gebrandmarkt habe, schloß ihre Freimütigkeit, ihren Mut nicht aus, womit sie die Königin warnten, und auch nicht ihre

dauernde Anhänglichkeit an diese, trotz der ihnen drohenden Ungnade. Andere Momente kommen für die Zeugenkritik hinzu, die ich für unabweisbar gehalten (S. 207 f.), die aber bei Fj. keine Beachtung gefunden. Und wo sonst hat er, wie die Reklame ihm nachrühmt, ›neues Licht‹ in die Vorgänge gebracht, über die damalige Hofrevolution solches verbreitet? Dazu hätte er freilich dann auch sein Ziel weiter stecken müssen, vor allem auch an einer tieferen psychologischen Untersuchung der handelnden wie leidenden Personen nicht vorbeigehen dürfen. Die Errungenschaften der bisherigen — dänischen wie deutschen — Forschung hat er jedenfalls nicht in den Schatten gestellt. —

Nachträglich möchte ich noch erwähnen, daß zwei Abhandlungen dänischer Juristen, Niels Lassen und J. H. Thoresen, über den Struensee-Prozeß in der dänischen Tidsskrift for Retsvidenskab IV. und V. in den Jahren 1891 und 1892 erschienen sind. Von Fjelstrup übersehen, sind sie von dem Münchener Rechtsgelehrten Prof. Konrad Maurer in Quiddes Deutscher Zeitschrift für Geschichtswissenschaft Bd. VII (1892) S. 336 f. besprochen worden. Ich muß mich hier mit dieser Besprechung begnügen, da die dänische Zeitschrift mir leider nicht zur Verfügung steht. Neues wird allerdings speziell für unsere Frage auch hier nicht geboten. Doch möchte der deutsche Referent einen wenigstens leisen Zweifel, ob die Geständnisse Struensees und der Königin nicht erzwungen oder erschlichen seien, so lange nicht unterdrücken, als die Verhörsprotokolle ›der Oeffentlichkeit entzogen bleiben‹. Diesen Zweifel teilt Lassen, und wohl auch Thoresen, keineswegs — wie ich glaube, mit Recht, da selbst ein an sich lückenhaftes Protokoll (vgl. meine Anführungen: Struensee S. 213, 214) einen Schluß in dieser Richtung nach dem uns sonst vorliegenden Material nicht zu gestatten scheint.

Dresden Karl Wittich

Lic. Dr. **Heinrich Hermelink**, Die theologische Fakultät in Tübingen vor der Reformation. Tübingen, J. C. B. Mohr, 1906. VII 223 S. M. 4,30.
Ders., Die religiösen Reformbestrebungen des deutschen Humanismus. Tübingen, J. C. B. Mohr, 1907. 55 S. M. 1,20.

Das erste Buch ist aus den Studien des Verfassers zur Veröffentlichung der Tübinger Matrikel hervorgegangen und sucht die damit erlangten Aufschlüsse über die Tübinger Universität zu typischen Ergebnissen zu verwerten, aus denen die Vorbedingungen der geistigen Entwickelungen des Reformationszeitalters zu begreifen wären. Die theologische Fakultät schließt die von ihr beherrschte Artistenfakultät durchaus ein, so daß es sich in dem Buche nicht bloß um die erstere, sondern um das Tübinger Studium in allgemeinster Hinsicht überhaupt handelt; und das Tübinger Generalstudium dient in beständiger Vergleichung mit den Generalstudien anderer Orte als Typus für die Hinüberbildung der Scholastik teils in protestantische, teils in humanistische Wissenschaft und Denkweise. Es ist daher geradezu der Versuch, diese beiden großen, die Scholastik ablösenden Richtungen in ihrer Entstehungsgeschichte und in ihrem Verhältnis zur Spätscholastik klar zu machen, und dabei nicht bloß die bisher stets betonte Gegensätzlichkeit, sondern vor allem auch den positiven genetischen Zusammenhang aufzuzeigen, ein überaus dankenswertes Unternehmen, bei dem der Verfasser auch die anregendsten und wertvollsten Ergebnisse gewonnen hat. Es ist freilich ein erster Versuch, ein noch ganz dunkles Gebiet zu bearbeiten, und insoferne hat H. gut daran getan, sich auf das besondere Thema des aktenmäßig darstellbaren Tübinger Studiums zu begrenzen und von da aus nur Streifzüge in sein allgemeineres und eigentliches Thema zu unternehmen. Wenn das Buch damit etwas uneinheitlich, vermutungs- und andeutungsreich geworden ist, so entspricht das dem Zustande des ganzen noch wenig bearbeiteten Forschungsgebietes. Immerhin kann man sagen, daß dabei die Geschichte des deutschen Humanismus, die z. B. in Ludwig Geigers bekannter Darstellung aller ideengeschichtlichen Zusammenhänge entbehrte, ein sehr belehrendes Licht empfängt, und daß die von Denifle angeregte Forschung über Luthers Verhältnis zur Scholastik in bemerkenswertester Weise fortgeführt wird.

Das eigentliche Interesse des Buches liegt daher in dem zweiten Teil: ›die in Tübingen gelehrte Theologie‹. Der erste Teil ›die

äußere Geschichte der Fakultät‹ enthält von allgemeinerem Interesse nur den sehr anschaulichen Nachweis über das enge Verhältnis der artistischen Fakultät zur theologischen, dem gemäß die Lizentianden der Theologie Lehrer in der Artistenfakultät blieben und diese in allen Stücken ganz und gar theologisch durchsetzt war. Von da aus wirft H. in Auseinandersetzung mit Kaufmann die Frage auf, ob diese Universität eine staatliche oder kirchliche Institution gewesen sei, und bezeichnet sie gegen Kaufmann als das letztere, weil sie bei aller finanziellen und institutionellen Abhängigkeit von den Landesgewalten doch eine selbstverständlich dem kirchlichen Kulturzweck dienende, mit päpstlichen und kaiserlichen Privilegien ausgestattete Anstalt gewesen sei. Die ganze Kontroverse setzt, wie Walther Köhler (Theol. Lit.-Zeitg. 1908 S. 52) mit Recht bemerkt, eine Unterscheidung von Staat und Kirche voraus, wie sie dem mittelalterlichen Denken fremd ist, das in kirchlicher und weltlicher Obrigkeit nur die zum gemeinsamen christlichen Kulturzweck zusammenwirkenden Organe der einen und ungeteilten christlichen Gesellschaft sieht. Da kann eine Anstalt sehr wohl eine kirchliche Anstalt sein, die zugleich finanziell und im Rechtssinne von der ›Obrigkeit‹ ganz oder überwiegend abhängt. Es ist nur hinzuzufügen, daß ein Gleiches auch noch von den Universitäten des Altprotestantismus gilt, weil hier die gleiche Idee von der christlichen Gesellschaft fortdauert. Erst die Freigebung der Wissenschaft und die völlige Trennung der philosophischen von der theologischen Fakultät hat die Universitäten zu rein staatlichen, gegen den kirchlichen Lebenszweck der Gesellschaft indifferenten Institutionen gemacht.

Der zweite Teil gibt eine Skizze der Spätscholastik seit Occam, soweit das Tübinger Material unter Heranziehung der erreichbaren Parallelen eine solche erlaubt. Es ist bekannt, wie unbefriedigend alle bisherigen Darstellungen der Geschichte der Scholastik sind und wie überaus schlecht es vor allem mit der der Spätscholastik steht. Das Beste bleibt immer Prantls großartige, wenn auch höchst parteiische ›Geschichte der Logik‹, von der aus man sich in den wissenschaftlichen Prinzipien und Methoden der Scholastik zurecht finden lernt. Ihr dankt auch H. seine wichtigsten Grundlagen, von denen aus er dann interessante eigene Kombinationen unternimmt. Der wichtigste von ihm derart aufgehellte Gegenstand ist die Unterscheidung der via moderna und der via antiqua, jene Teilung in zwei Gruppen, die die artistischen und theologischen Fakultäten des 15. Jahrhunderts an vielen Orten offiziell gespalten hat und in Tübingen geradezu paritätisch festgelegt war, indem die Berufungen

für das Gleichgewicht beider Richtungen zu sorgen hatten. Mit dieser Unterscheidung wußte man bisher nur sehr unbestimmte Bilder zu verbinden; H. hat für Tübingen und mit Hilfe besonders der Forschungen von Georg Bauch auch für andere Orte eine bestimmte Anschauung davon zu geben vermocht.

Die Via moderna ist demgemäß der Occamismus mit bestimmten erkenntnistheoretisch-logischen Voraussetzungen und der Entwickelung einer rein formalistischen wissenschaftlichen Methodik, während die Via antiqua der Scotismus ist, dessen Unterschied vom Thomismus nach der neueren Erforschung überhaupt nur ein unwesentlicher ist (diese Auffassung wird bestätigt von A. Ehrhard, Das M. A. und seine kirchliche Entwickelung, Mainz 1908, S. 254 und 299) und der mit diesem zusammen die Behauptung einer spekulativ-ontologischen Erkenntnis, der Harmonie von Glauben und Wissen, und einer dem eingeordneten ausgebreiteten Realwissenschaft bedeutet. H. versucht vor allem den Unterschied beider Methoden klar zu machen, was ihm bei der Kompliziertheit der Sache freilich nicht ganz so gelungen ist, wie das Ref. wünschen möchte. Doch treten die Hauptsachen deutlich zu Tage.

Der Unterschied liegt vor allem, wie H. im Anschluß an Prantl zeigt, in der Logik und Methodik, in der Theorie des Terminismus oder Konzeptualismus, die der Gegensatz gegen die aristotelische Logik und ihre metaphysische Voraussetzung, die ontologische Erklärung des Konkreten und einer ihm real immanenten Kraft der allgemeinen Begriffe, ist. Nicht um Nominalismus, wie dereinst bei Roscellin im 12. Jahrhundert, handelt es sich, sondern um eine Ablösung der Logik von jeder ontologisch-realen Bedeutung der allgemeinen Begriffe. Die Wissenschaft bleibt auf die allgemeinen Begriffe als auf ihr Mittel und Wesen gewiesen, aber diese allgemeinen Begriffe haben nur die praktische Bedeutung, ein nach logischen Gesetzen verfahrendes Denken auch als ein praktisch-brauchbares und zum Ziel führendes zu gestalten, dagegen bleibt ihr Verhältnis zu dem Realen völlig dunkel und belanglos. Dadurch wird die Logik zu einer praktisch brauchbaren Denkkunst, die nur ihren Gesetzen zu folgen braucht und dementsprechend sorgfältig ausgebildet werden muß, aber sie hat nicht den theoretischen Wert, die Wirklichkeit zu erklären, in ihrem inneren Zusammenhang und Wesen aufzuhellen. Damit entfällt dann jeder Streit über die universalia in re; ihr Verhältnis zu den res ist überhaupt gleichgiltig und hoffnungslos dunkel. Es entfällt das Problem der Individuation, das gegenüber dem Averroismus so große Schwierigkeiten gemacht hatte

und das als ein rein metaphysisches nun überhaupt gegenstandslos wird. Es entfällt die mühselige Erkenntnistheorie, die den Uebergang der in den Dingen enthaltenen Universalia in die Erkenntnis durch Ablösung von species intellectuales von den Dingen sehr unklar zu erklären versucht hatte und aus der nun die Frage nach dem Verhältnis von Ding und Erkenntnis überhaupt wegfällt, indem man sich rein praktisch an die Gesetzmäßigkeit des nun einmal vorhandenen Erkennens hält. Damit entfällt schließlich die Harmonisierung von Wissen und Glaube, indem es ein spekulatives Wissen um die Dinge überhaupt nicht gibt und der mystische Glaube frei wird, in autoritativ-offenbarungsmäßiger oder in enthusiastisch-gefühlsmäßiger Form das wahrhaft Reale zu erfassen. Von daher stammt dann eine technische Ausbildung der Logik und Methodik, die nur ein richtiges Handeln mit den Termini und Conceptus erfordert, um praktisch brauchbare Ergebnisse zu liefern, oder die bei der Abwesenheit praktischer Interessen in ein rein formalistisches Spiel des Scharfsinns und seiner Freude an sich selbst ausmündet. In Wirklichkeit ist der Occamismus wesentlich das letztere geworden, da er bei dem Ueberwiegen des rein logischen Interesses über das praktische Erkenntnisinteresse und bei der Schwäche der spätmittelalterlichen Realwissenschaften wesentlich nur die Virtuosität eines formalen Begriffsspiels entwickelt. Bei dem Mißtrauen gegen die Auffassung des Realen und der Wertlegung auf die formalistisch-technische Begriffskunst ist der Occamismus gerade nicht, was man ihm oft nachrühmt, eine Richtung auf die Realwissenschaften, sondern eine Auflösung dieser und eine Konzentration auf abstrusen Formalismus. Soweit dagegen die ontologisch-metaphysische Frage aufgeworfen wird, ist sie dahin zu beantworten, daß Realität nur das Einzelne hat, aber als in Gott enthaltenes und von Gott gedachtes, also nicht in seinem bereits durch die menschlichen Konzepte bedingten Vorgestellt-Werden durch den Menschen. Es kann daher vom menschlichen Intellekt nie in seinem Wesen erfaßt, sondern nur vom Glauben als in Gottes Lebensfülle enthalten geglaubt werden. Das wahrhaft Reale erfaßt daher nur der Glaube, indem er Gott erfaßt; und, indem Gott in der biblischen und kirchlichen Offenbarung sich kundgibt, enthält nur die Offenbarung das wahrhaft Reale, um dessen Widersprüche gegen menschliche Logik sich eine Denkweise keine Sorge macht, die ja überhaupt in den Allgemeinbegriffen keine ontologische Erkenntnis zu besitzen sich klar geworden ist. Damit ist das Korrelat jenes terministischen Konzeptualismus eine spiritualistische Mystik, der alles Reale nur real ist als in Gott enthalten und der auch der menschliche Geist

als in Gott enthalten erst sein Wesen erfaßt, oder ein autoritativer Supranaturalismus, der die Offenbarung der Bibel und der Kirchenlehre, das Gesetz Christi und die Dogmen des Glaubens lediglich als Gottes Kundgebung hinnimmt, während der Denker im übrigen auf unerklärliche Weise durch richtige Termini und richtige Konzepte praktisch die Wirklichkeit erfolgreich beherrschen und aus den formalen Gesetzmäßigkeiten des Denkens einen endlosen Luxus wissenschaftlichen Scharfsinns erzeugen kann.

Es ist eine neue Lösung des mittelalterlichen Grundproblems, das sich stets um das Verhältnis des Allgemeinbegrifflichen zum Konkret-Individuellen gedreht hatte und sowohl metaphysisch das letztere aus dem ersteren abzuleiten als erkenntnistheoretisch die Begriffe zu dem real-ontologischen Allgemeinen in Beziehung zu setzen versucht hatte. Der Occamismus beseitigt die Problemstellung selbst und lehrt eine autonome formalistische Logik neben einer rein mystischen oder auch autoritativen Glaubenserkenntnis der wahren Realität. Daraus ergeben sich aber weitere wichtige Konsequenzen. Die Zertrümmerung der ontologischen Konsequenzen der Allgemeinbegriffe hat zur Folge, daß vor allem im Gottesbegriff selbst die begriffliche Einheit und Notwendigkeit wegfällt und Gott damit zum absolut irrationalen Willen wird, der grundlos setzt und durch keine Rücksichten auf logische Möglichkeiten und Notwendigkeiten gebunden ist. So tritt im Occamismus der irrationale und rein voluntaristische Prädestinationsbegriff hervor, der sich von jedem rationalistischen und pantheistischen Determinismus so charakteristisch unterscheidet, weil er nicht die Notwendigkeit eines allgemeinen Gesetzes, sondern die Willkür eines grundlosen Willens bedeutet. Wie am Gottesbegriff so zeigt sich aber auch die gleiche Konsequenz am Begriff des Menschen. Auch er ist nicht durch ein allgemeines Gesetz seines Wesens bestimmt, sondern eine Vielheit von Willensakten, die in einem völlig indeterministischen Sinne zu fassen keine Schwierigkeit besteht. Denn ihrem Begriffe nach verträgt die gesetzlose göttliche Willkür sehr wohl neben sich eine indeterministische menschliche Willkür, über die sie ja im übrigen verhängen kann was sie will. Es kommt auf die religiöse Grundstimmung an, ob man mehr die absolute Prädestination von Seiten Gottes oder den Indeterminismus von Seiten des Menschen betonen will. Die occamistischen Dogmatiker haben im Interesse des Moralismus das letztere getan und damit die bekannte Lehre von den Dispositionen und vorbereitenden Verdiensten entwickelt, während Luther sich an die erstere Seite hielt. (Hiermit glaube ich H. ergänzen zu dürfen, der annimmt, daß lediglich das moralistische

Bedürfnis zu einer solchen Inkonsequenz gegen die zu Grunde gelegte Prädestinationslehre geführt habe und ganz willkürlich annimmt, wie der Terminismus stoischer Logik, so stamme dieser Moralismus und Indeterminismus aus stoischer Ethik S. 118; in Wahrheit ist hier keine Inkonsequenz; der Indeterminismus in Gott muß auch den im Menschen logisch zur Folge haben, die Reformatoren haben ihn für die justitia civilis ja auch anerkannt und nur für die justitia spiritualis geläugnet.) Eine dritte wichtige Konsequenz ist ein dem klassischen Mittelalter ganz entgegengesetztes Verhältnis von Glauben und Wissen. Nicht bloß daß, wie bereits erwähnt, der Wegfall des rationalistischen Allgemeinbegriffes der Autorität und der Mystik, dem Wunder und der Irrationalität freiesten Weg bereitet; die ganze Objektivität der Weltanschauung, die in Vernunft und Offenbarung auf objektive Größen zurückgeht, die innere Einheit und Harmonie der aus natürlichen und übernatürlichen Kräften aufgebauten Kultur und Gesellschaft ist damit preisgegeben und ein rein autoritärer Dualismus gelehrt. Diesen Charakter der occamistischen Spätscholastik hat bereits Linsenmann als Voraussetzung der reformatorischen Lehre betont; auch Ritschl hat das stark hervorgehoben. Die Folgen für die Begriffe von Kirche und Gesellschaft, deren innere Einheit und Harmonisierung mit dem spekulativen System der Hochscholastik zusammenhängt, sind dabei von H. nicht berührt. Auch ich weiß keine dieses Thema behandelnde Untersuchung zu nennen. Doch ist zu vermuten, daß der reformatorische Dualismus von geistlicher und weltlicher Ordnung, der an dem Gedanken der einheitlichen christlichen Gesellschaft trotzdem festhält, mit diesen Lehren ebenso zusammenhängt, wie der theologisch-religiöse Antirationalismus der Reformatoren. Wenigstens Andeutungen hierüber gibt K. Köhler, Die Staatslehre der Vorreformatoren (Jahrbb. f. deutsche Theologie XIX und XX). Occamistische Lehren haben für Luthers Idee von dem Reformationsrecht der Laien und von der Verschiedenheit der geistlichen und weltlichen Gewalt ganz offenkundig die Anregung gegeben.

Dem gegenüber ist dann die Via antiqua die Reaktion des aristotelischen Begriffsrealismus und der aristotelischen Sachwissenschaften gegen die rein subjektive Wertung der Begriffe und gegen den bloßen Formalismus. Nos imus ad res ist die Parole der Antiqui und zwar in dem doppelten Sinne: metaphysisch-erkenntnistheoretisch und fachwissenschaftlich-realistisch. Sie pflegt die alte Metaphysik, die alte Logik und die alten Realwissenschaften der Mathematik, Astronomie, Physik, Psychologie, Ethik in dem mittelalterlichen Sinne der Kommentierung der klassischen Autoren.

Diese Reaktion ist begreiflich genug und überdies durch die Fortdauer der thomistischen und scotistischen Traditionen in Westeuropa leicht zu erklären. Schwieriger ist das Aufkommen der via moderna zu verstehen. H. leitet es nach Prantl rein von der ›byzantinischen‹ Fortbildung der stoischen Logik her, und daran ist sicherlich etwas richtiges. Aber ausreichend ist die Erklärung nicht, da ja außer dem logischen Interesse und außer der Abneigung gegen das erschöpfte Problem der Universalien doch noch andere Tendenzen im Occamismus enthalten sind, jedenfalls bei Occam selbst und vermutlich wohl auch bei seinen Nachfolgern. Die mystische Ergänzung dieser Logik ist jedenfalls mit ihr selbst nicht gegeben S. 112. Hier ist noch manches nachzuholen, um uns volles Verständnis zu geben.

Ist nun schon diese Schilderung der beiden Wege sehr interessant, so erhält das Buch seine eigentliche Bedeutung durch die beiden darauf begründeten Thesen, daß aus der Via moderna die lutherische Theologie herausgewachsen und dogmengeschichtlich zunächst zu begreifen sei, während die voroccamistische Scholastik kaum in Luthers Horizont tritt; auch die Berührung mit Augustin sei ihm durch den Occamismus vermittelt. Andrerseits knüpft H. an die Darstellung der via antiqua die Ableitung des deutschen Humanismus, indem er die klassischen Quellenstudien, den realwissenschaftlichen Sinn und vor allem den Aristotelismus als Hinleitungen auf den Humanismus und sein Quellenstudium betrachtet und den kirchlich-reformerischen Sinn der größtenteils kirchlich interessierten deutschen Humanisten aus ihrer Herkunft von der via antiqua erklärt. In der Tat sind eine große Reihe der humanististisch angehauchten Reformer, wie Gailer von Kaisersberg, Sebastian Brant, der Graf Stadion, Schüler der via antiqua und gehen aus ihr auch die Astronomen von Copernicus bis zu den Lehrern Keplers hervor; auch auf den wesentlich aristotelisch denkenden Lefèvre d'Etaples weist H. mit Vorliebe hin. Der Gegensatz gegen den Aristotelismus an sich sei kein Kennzeichen des Humanismus; er richte sich nur gegen die scholastischen Kommentare.

Von diesen beiden Thesen halte ich die erste für durchaus richtig. Es ist für jeden Forscher in der Dogmengeschichte des werdenden Protestantismus auffallend, wie völlig abwesend oder farblos und unbestimmt die Beziehungen auf den Theorismus sind. Er kommt erst mit der jesuitischen Neuscholastik des 17. Jahrhunderts herein und zwar als moderne Theorie, nicht als der historische Thomismus selbst. Denifle hat darauf seinen Vorwurf begründet, daß Luther die eigentliche Scholastik nicht gekannt habe, sondern sich nur

an die schlechte Spätscholastik gehalten habe. Allein das Wesentliche für die Erkenntnis ist, daß Luther diese schlechte Spätscholastik nicht bloß bekämpft und verworfen hat, sondern daß sie ihn in anderen Beziehungen auch positiv bestimmt hat, wie dies übrigens auch schon längst von katholischen Forschern behauptet worden ist. Luthers Prädestinationslehre, seine Schätzung der Bibel als rein positiver Offenbarung (S. 113), seine ubiquistische Christologie stehen sicherlich und erweislich mit ihr im Zusammenhang. Aber vor allem sein Antirationalismus und seine ursprüngliche Mystik, sein Dualismus zwischen weltlicher und geistlicher Gemeinschaft stehen unter diesen Einflüssen und bleiben, auch nachdem er für die Ermittelung des eigentlich religiösen Inhaltes sich längst an die Bibel und Augustin hatte weisen lassen und den moralistischen Indeterminismus wie die spitzfindige Begriffskunst verworfen hatte. Bemerkenswert ist insbesondere die Ausführung gegen Hunzinger, die Luthers anfänglichen starken mystischen Spiritualismus statt auf durch Augustin vermittelte neuplatonische Elemente auf okkamistischen Dualismus und Spiritualismus zurückführt. Das scheint sehr einleuchtend, wenn auch freilich die okkamistische Mystik ihrerseits sicherlich irgendwie in der neuplatonisch-mystischen Tradition begründet ist. Ich möchte dem hinzufügen, daß einer der charakteristischesten Züge der lutherischen Lehre die völlige Abwesenheit des thomistischen Gedankens eines Stufensystems im Aufbau von der Natur zur Gnade ist, worin neuplatonische Gedanken wirken und womit der Thomismus allein sein spekulatives und soziologisches Einheitssystem hatte erbauen können; Vorbereitung und Grund hierfür ist vermutlich die okkamistische Zerstörung der Einheit überhaupt, wenn auch freilich die neue von Luther gestiftete Einheit von der nicht über, sondern innerhalb der ›natürlichen‹ Lebensformen sich auswirkenden Gnade seine eigene neue Schöpfung ist. Doch bedarf hier alles Einzelne noch der Aufhellung und gibt auch H. nur erst sehr allgemeine Vermutungen (S. 111 und 122).

Sehr zweifelhaft dagegen ist mir die zweite These. H. gibt allerdings eine Anzahl von Beispielen, daß der Uebergang zu humanistischen Formen und Interessen von der Via antiqua aus vielfach vollzogen worden ist und daß diese Art von Humanisten von vornherein kirchlich-katholisch gesinnte Reformer waren, die nur eine formelle und quellenmäßige Reinigung der Wissenschaften und Beseitigung kirchlicher Mißbräuche wollten, im Grunde aber wesentlich katholisch waren und blieben. Daß dies der Charakter eines großen Teiles des deutschen Humanismus war, ist nicht zu bezweifeln, und von hier aus fällt in der Tat ein Licht auf jene kirchenfreundlichen,

im Grunde gut katholisch und nur in Nebendingen reformerisch gesinnten Humanisten. Aber diesen Charakter auch dem humanistischen Poetenkreise zuzusprechen, auch Erasmus und Melanchthon aus der Via antiqua ableiten zu wollen, das scheint mir eine außerordentliche Gewaltsamkeit, für die H. auch nicht die Spur eines Beweises erbracht hat. Daß man ›bei Melanchthon verfolgen könne, wie der scotistisch-eklektische Realismus zu einem aristotelisch-platonischen Humanismus sich weiter entwickelt‹, S. 116, davon habe ich bei Melanchthon schlechthin nichts entdecken können; der gleich zu nennende Altenstaig vollends ist Schüler und Lehrer der Bursa modernorum S. 178! Im eigentlichen Humanismus lebt doch eben der italienische Einfluß, die ästhetische Freude am Schönen als Selbstzweck, die philologische Kritik, die Verherrlichung des Menschen an sich, die Kultur des Stils und des Wortes, bald mehr das eine, bald mehr das andere, wie Brandi (Theol. Litztg. 1908, S. 24) mit Recht geltend macht. Insbesondere die erasmische Reformbewegung geht ganz offenkundig auf italienischen Anstoß zurück, wie Wernle, die Renaissance des Christentums, 1904 ausgeführt hat, und die besondere patristisch-philologische Theologie sowie das biblisch-stoisch-platonische Reformprogramm sind eine eigentümliche Schöpfung des Erasmus, wie das Dilthey (Archiv f. Gesch. d. Philos. V) gezeigt hat. Mit der Via antiqua hat das schlechthin nichts zu tun, wenn auch deren Vertreter leichter einen Weg zum Humanismus finden konnten als die Verehrer der abstrusen okkamistischen Logik.

Diese zweite These hat bei Hermelinck ganz offenkundig ihren Grund in lutherisch-apologetischen Bedürfnissen. Sie soll an ihrem Teil den Satz begründen helfen, daß der Humanismus eine ›völlig mittelalterliche‹ Denkweise sei, die den alten Kompromiß von Antike und katholischem Dogma nur neu nüanciere, dabei im flachsten Moralismus stecken bleibe und daher bei der Scheidung der Geister beim Katholizismus verbleibe und in der Theologie der Gegenreformation ihre eigentliche Vollendung finde; der einzige Begründer einer neuen Zeit sei Luther und niemand anders. Er veranschaulicht das an einem obskuren Tübinger Humanisten, Altenstaig, und glaubt von diesem die entsprechenden Rückschlüsse auf die Humanisten erster Garnitur ziehen zu dürfen. ›An ihren Früchten soll man sie erkennen‹, meint H. Das letztere aber ist die reine Willkür, und die ganze Konstruktion ist angesichts der wirklichen Tatsachen, angesichts der Fortwirkung des Erasmus in der sozinianischen, arminianischen und philologisch-rationalistischen Aufklärungstheologie, die Dilthey nachgewiesen hat, einfach unrichtig, ganz unabhängig davon, ob die von Wernle und mir ausgesprochene Auffassung des erasmischen

Reformprogramms richtig oder falsch ist. Der Verfasser hat eine stark apologetische Ader, die zum Mißtrauen veranlaßt. In dieser Hinsicht läßt eine Bemerkung tief blicken, die er bei Gelegenheit der auch von ihm anerkannten Tatsache macht, daß die Vertreter der Tübinger Antiqua in volkswirtschaftlichen Dingen eine modernere, dem Kapitalismus entgegenkommendere Haltung einnahmen als Luther. Er setzt dann aber hinzu, daß trotzdem Luther auch in diesen Dingen letztlich die tiefere und modernere Erkenntnis habe. ›Er hat jeglichen Wucher bekämpft aus seinem religiösen Idealismus heraus, weil er das Zinsnehmen einfach für lieblos hielt. Er hat aber in jenem religiös-sittlichen Idealismus prinzipiell den Standpunkt ermöglicht, welcher jede in sich notwendige Ausgestaltung des praktischen Lebens nicht nur von vornherein anerkennt, sondern auch durch das Gebot der Liebe regelt. Anders die gewundenen Ausführungen Summenhards und Ecks, welche ein bestehendes kirchliches Gesetz mit den späteren tatsächlichen Lebensausgestaltungen in Einklang zu bringen genötigt sind. Sie erinnern in bedenklicher Weise an eine gewisse Konzessionsethik, wie sie noch heute in beiden Kirchen gegenüber den tatsächlichen Gestaltungen des modernen Lebens (z. B. Streiks, Nuditäten in der Kunst u. ä.) üblich ist‹ S. 159!! Hier bricht die tendenziöse Art des Verfassers deutlich durch. Für Luther war das ›in sich Notwendige‹ durch die Lex naturae festgelegt, und diese schloß bei seinem Verständnis den Kapitalismus aus, den überdies nicht nach dem Gebot der Liebe regeln zu können ihm sehr verständiger Weise klar war. Die Wirtschaftsethik der beiden genannten Katholiken mag nicht viel wert sein, aber der ›Idealismus‹, der ›alles in sich notwendige‹ acceptiert und es obendrein durch das Gebot der Liebe dann jedesmal zu regeln im Stande ist, das ist nach Form und Inhalt jedenfalls kein lutherischer Gedanke, wenn es überhaupt ein Gedanke ist.

Ihren Triumph aber feiert die apologetische Tendenz erst in dem zweiten Buch. Hier wird der an Altenstaig erprobte Gedanke der Zurückführung des Humanismus auf Scholastik, Via antiqua, mittelalterlichen Geist und flachsten Moralismus auch auf den Fürsten der Wissenschaft und Reformator der Theologie, auf Erasmus, angewendet. Humanismus und Renaissance sollen gegenüber Luther als dem Herold der neuen Zeit auf das Niveau mittelalterlicher Rückständigkeit herabgedrückt werden. Für die Renaissance im allgemeinen konnte das nur angedeutet werden; man liest mit Staunen: ›Die neueste Forschung über die Renaissance hat das in glänzenden Farben gemalte, aber gründlich verzeichnete Bild Jakob Burkhardts verworfen und hat uns gelehrt, die italienische Renaissance seit Fran-

ziskus und Dante als eine Reformbewegung auf mittelalterlich-kirchlichem Boden aufzufassen ... Ganz ebenso und parallel hierzu ist die Entwickelung des nordischen Humanismus vor sich gegangen‹. Das ist eine ungeheuerliche Uebertreibung der Sätze von Thode und Carl Neumann, zu der man Brandi ›Das Werden der Renaissance‹ 1908 und Voßler Dante II 1908 vergleichen möge, wenn man den wirklichen Sinn der stärkeren Betonung der Herausentwickelung der Renaissance aus dem Mittelalter erfassen will. Für Erasmus dagegen will H. es eingehender nachweisen, daß er rein ›mittelalterlich‹ ist, aus der Scholastik herausgewachsen, religiös ohne jeden selbständigen Gehalt, höchstens als Moralist zu werten und der Vater der jesuitischen Wissenschaft, während Luther die religiöse Tiefe, das neue Prinzip und die Kräfte der modernen Welt für sich hat. Erasmus ist lediglich einer der Fälle des Modernismus, der in allen kritischen Lagen der katholischen Theologie wiederkehrt, die altkirchlichen und rationalistischen Elemente des katholischen Systems betont und schließlich unter die Gewalt der Autorität sich wieder beugt. Von irgend einem originalen Prinzip, das Luthertum und Katholizismus gleicher Weise gegenüber eine selbständige Bedeutung und Triebkraft hätte, ist nicht die Rede. Am wenigsten kann von selbständigen religiösen Kräften und Ideen in der erasmischen Bewegung gesprochen werden. Diese setzen sich vielmehr zusammen aus den Reformbestrebungen der Via antiqua, aus der individualistischen Tendenz des spätmittelalterlichen Laienchristentums und einer verstärkten Betonung der stoisch-ciceronianischen Deutung der evangelischen Moral, die übrigens durch kirchliche Gnadenhilfen und himmlischen Gnadenlohn unterstützt wird und die stoische Ueberwindung von Welt und Affekten mit den eudämonistischen Jenseitsfreuden des Katholizismus krönt. So geht auch seine ganze Wirkung auf in der jesuitischen Theologie der Gegenreformation, der gegenüber seine Fortwirkungen zur protestantischen Theologie der Aufklärung hin viel unbedeutender sind.

In diesen Sätzen ist nun die Bestreitung jeder Originalität und Selbständigkeit des Erasmus gegenüber Protestantismus und Katholizismus unbedingt falsch, genau so falsch und ungeheuerlich wie die entsprechende Behauptung gegenüber der Renaissance im Ganzen. Die philologische Bibelforschung und die Patrologie des Erasmus bedeutet die Anfänge einer konfessionell indifferenten, rein wissenschaftlichen und kritischen Behandlung der Dinge und ist insofern in einem modernen kritischen Geist gedacht, der die Verständigung über das Christentum zunächst in einer kritischen Quellenforschung sucht. In dieser Hinsicht weisen auch seine Wirkungen aufs stärkste hinüber zum theologischen Rationalismus der Aufklärung, wie die

von H. nicht berücksichtigte Abhandlung Diltheys zeigt, und wie kein Geringerer als der Vater der modernen kritischen Theologie, Semler, selbst bezeugt mit den Worten: »Der große Erasmus ist der unsterblich verdiente Mann, der allein der Theologie mehr geleistet hat als alle anderen. In allen articulis der Theologie hat er das Gute schon ausgerichtet, das sich hernach bei anderen findet« (Semler, Lebensbeschreibung II 2331), oder auch »Erasmus, Melanchthon und Luther haben mich gleichsam an sich gehängt, daß ich vielen anderen Theologis sozusagen erst ins Gesicht zu sehen wagte, ob sie auch diesen Geist der christlichen Wahrheit selbst hätten« (Ebd. II Vorrede).

Eine andere Frage ist freilich, ob die religiös-theologische Beurteilung des Inhaltes der Erasmischen Reform, so wie sie Wernle und ihm im wesentlichen folgend ich vertreten haben, berechtigt ist. Wernle hatte Erasmus außerhalb der Linie Paulus-Augustin-Luther gesetzt und ihn aus einer an das Evangelium Jesu sich anschließenden Laienfrömmigkeit verstanden, die zugleich die Religion Christi mit aller wahren Ethik und Religion der außerchristlichen antiken Philosophie gleichstellt und wie die paulinisch-augustinische Gnadenlehre hinter der stoisch gefaßten Moral des Evangeliums so auch die supranaturalistisch-dualistische Apologetik der Erbsündenlehre hinter einen universalen Theismus zurückstellt. Darin hatte Wernle ein neben dem paulinischen Biblizismus der Reformatoren berechtigtes und wertvolles Element des synoptischen Biblizismus gesehen, während ich dabei mehr die Annäherung an modernes kritisches und antisupranaturalistisches Denken betonte. Dem gegenüber behauptet H.: »Der Weg zum historischen Verständnis des Erasmus wird nur eröffnet, wenn man ihn mit Augustin und Luther vergleicht und dem Erasmus seine Stelle bei den Vätern vor Augustin anweist« S. 54. Aus dem ersten ergibt sich für Erasmus die Charakteristik, daß seine Lehre ein stoisch-christlich gefärbter, zur Weltverachtung und Affektüberwindung durch himmlisch-jenseitige Belohnungen anreizender Moralismus sei, aus dem zweiten, daß sie lediglich ein Zurückgreifen auf die unklare und unentwickelte Verbindung christlicher und antiker Elemente in der voraugustinischen Apologetik sei; das Ganze sei dann nur ein etwas verwaschenerer Katholizismus, ein die Tiefe der Gnaden- und Sündenlehre und den Ernst des Wunders verkennender Modernismus, sei wesentlich nur Fortsetzung und Ausdruck mittelalterlicher Denkweise. H. hat für diese Auffassung teilweise gute Gründe geltend gemacht. Allein es ist damit nicht allzuviel gesagt. Auch die Lehre der Reformatoren wächst aus mittelalterlichen Grundlagen heraus und entwickelt ihre der modernen Welt entgegenkommenden

Strebungen gerade aus dem Zentrum mittelalterlicher Gedanken heraus. Aehnlich könnte es bei Erasmus stehen, nur daß er eben andere Elemente des mittelalterlichen Denkens betont und von ihnen aus anderen Tendenzen der modernen Welt sich nähert als die Reformatoren. Und so steht es in der Tat. Das ›Mittelalter‹, d. h. die kirchliche Kulturidee ist eben eine sehr komplexe Größe, und aus ihr führen sehr verschiedene Wege in die moderne Welt. Der eine dieser Wege ist die Herausgestaltung des religiösen Individualismus und Personalismus bei den Reformatoren; der andere ist die Auflösung des uniformen Wahrheitsbegriffs durch den religiösen, zunächst ganz supranatural verstandenen Subjektivismus, der aber in einen subjektivistischen Wahrheitsbegriff ausmündet wie bei den Täufern; der dritte ist die historisch-quellenmäßige Erhebung der reinen Lehre Christi, die Reduktion des Christentums auf die philosophia Christi und auf den Satz von der Identität dieser Moralphilosophie mit dem ganzen Theismus des reineren Altertums unter kritischer und philologischer Ablehnung aller kirchlichen Ueberlieferungen, die über eine wunderbare Gnadenhilfe zur Erreichung dieses göttlichen Zieles hinausgehen. Das letztere ist der Fall der erasmischen Theologie. Sie knüpft instinktiv und unbewußt an das große Sonderelement der christlichen Ueberlieferung, die synoptische moralische Jesuspredigt an, die neben den paulinischen und augustinischen Gedankenmassen immer verhältnismäßig selbständig hergeht und als selbständige Größe in den mittelalterlichen Sekten je und je gewirkt hatte. Sie knüpft weiter an die spätmittelalterliche Laienreligion, die ihrerseits gleichfalls mehr an die evangelische als an die paulinische und vor allem nicht an die augustinische Ueberlieferung sich anschließt. Sie setzt weiterhin die altkirchliche und mittelalterliche Apologetik einer Identifikation christlicher und stoischer Sätze fort, in denen Vernunft und Offenbarung übereinstimmen und die in der Tat eine starke innere Wahlverwandtschaft haben. Für alles das darf ich jetzt auf meine ›Soziallehren der christlichen Kirchen‹ im ›Archiv für Sozialwissenschaften‹ verweisen. Damit hebt die erasmische Theologie gerade diejenigen Elemente der kirchlichen Kultur heraus, die die Reformatoren fallen lassen oder ganz anders begründen (das letztere in Betreff des Laienchristentums), und die auch der erneuerte Katholizismus stark in den Hintergrund gedrängt hat. Aber nicht bloß um eine einseitige Heraushebung dieser bestimmten Sonderelemente handelt es sich, sondern von hier aus ergibt sich eine Humanisierung der christlichen Ethik, eine Konzentration auf das Christentum Christi, eine Zusammenfassung des christlichen und außerchristlichen Theismus, die trotz der Beibehaltung der Gnadenhilfen der Kirche in die Rich-

tung auf die rationalistische Aufklärungstheologie und ihren ethisch-religiösen Gehalt weist. Ueberdies verbindet sich damit eine gänzlich unmittelalterliche philologische Kritik der Ueberlieferung, eine Bevorzugung des natürlichen Geschehens und eine Reduktion des Supranaturalismus auf übernatürliche Autorisierung und auf Gnadenhilfen, die wiederum sämtlich in die Richtung der Aufklärungstheologie und ihres supranaturalen Rationalismus weisen. Insofern ist die Theologie des Erasmus ethisch und theologisch eine Fortbildung des mittelalterlichen Denkens zu einer historisch-kritischen und human-ethischen Theologie, wie sie denn ja in der Tat später aus ihm herausgebildet worden ist, indem die von ihm beibehaltenen Beziehungen auf die römische Kirche getilgt und diese philosophia Christi als interkonfessioneller, durch philologische Wissenschaft sicher zu stellender Einigungspunkt betrachtet wurde. Daran kann m. E. kein Zweifel sein, und insofern hat Wernles und meine Auffassung doch recht. Die Theologie des Erasmus vertritt eine in der Aufklärungstheologie erst voll entwickelte Tendenz und geht in ihrem Kerne auf eine kritische Herausschälung der mit der Stoa identifizierten Moral des Evangeliums hinaus. Wie man diese Theologie des Erasmus dann religiös bewertet, ist freilich eine Sache für sich. Wenn man sie aber dabei hinter die der Reformatoren zurückstellt, so tut man das nicht, weil sie mittelalterlich und die der Reformatoren wesentlich modern wäre, sondern weil man diesen beiden das Mittelalter durchbrechenden Richtungen eben eine verschiedene Wertschätzung entgegenbringt und für die reformatorische ausschließlich Partei nimmt. Rein am Neuen Testament gemessen wird die erasmische Theologie m. E. allerdings wenigstens das für sich anführen dürfen, daß sie faktisch und ohne Theorie und ausdrückliche Unterscheidung evangelische Gedanken gegenüber der Gnaden- und Erlösungslehre des Paulinismus und Augustinismus geltend macht, die neben dieser immerhin ihr relatives Recht haben. H.s Meinung ›den Hauptsatz, daß Christus durch Verachtung aller irdischen Dinge zur wahren Glückseligkeit, zur innocentia, simplicitas, puritas, concordia et caritas gelangt sei, den habe Erasmus weder in der Bergpredigt noch sonst im neuen Testament gefunden‹ kann ich in der Tat nicht zutreffend finden, wenigstens dann nicht, wenn er statt auf Christus auf die Christen bezogen werden soll. Die stoische Färbung ist gewiß fühlbar, aber der Gedanke selbst ist schließlich doch die Weltüberwindung in Gottesliebe und Bruderliebe und das ist unzweifelhaft evangelisch. Wernle hat nur den biblischen Charakter der erasmischen Theologie vielleicht zu enthusiastisch geschildert, an der Tatsache selbst kann aber meines Erachtens nicht gezweifelt werden. Erasmus bleibt ein selbständiger Typus der Re-

form, den man völlig unparteiisch als solchen würdigen kann oder können sollte. Daß er bei der alten Kirche geblieben ist, ist bei seiner ganzen Position nur selbstverständlich und beweist gar nichts für einen ›bloß mittelalterlichen Charakter‹ seiner Theologie; mit Luthers Antirationalismus konnte er in der Tat nichts anfangen, auch wenn er mehr Lust zur Revolution gehabt hätte, als er tatsächlich hatte. Diese Tatsache sollte man endlich aufhören, ihm zum Verbrechen zu machen.

Von Einzelheiten erwähne ich, daß Krogh-Tonningh, der letzte Scholastiker, einmal als 1900 (S. 118) und das andere mal als 1904 erschienen bezeichnet ist (S. 129). Das letztere ist richtig.

Heidelberg Troeltsch

Für die Redaktion verantwortlich: Prof. Dr. H. Oldenberg in Göttingen

form, den man völlig unparteiisch als solchen würdigen kann oder können sollte. Daß er bei der alten Kirche geblieben ist, ist bei seiner ganzen Position nur selbstverständlich und beweist gar nichts für einen ›bloß mittelalterlichen Charakter‹ seiner Theologie; mit Luthers Antirationalismus konnte er in der Tat nichts anfangen, auch wenn er mehr Lust zur Revolution gehabt hätte, als er tatsächlich hatte. Diese Tatsache sollte man endlich aufhören, ihm zum Verbrechen zu machen.

Von Einzelheiten erwähne ich, daß Krogh-Tonningh, der letzte Scholastiker, einmal als 1900 (S. 118) und das andere mal als 1904 erschienen bezeichnet ist (S. 129). Das letztere ist richtig.

Heidelberg Troeltsch

Für die Redaktion verantwortlich: Prof. Dr. H. Oldenberg in Göttingen

Nr. 7 **Juli 1909**

Maier, Friedrich, Der Judasbrief. Sein Echtheit, Abfassungszeit und Leser. Ein Beitrag zur Einleitung in die katholischen Briefe. (Biblische Studien, hrsg. v. O. Bardenhewer, XI. Band, 1. und 2. Heft). Freiburg i. Br., Herdersche Verlagshandlung, 1906. XVI und 188 S.

F. Maier ist der Spezialist der neuesten Judasbrief-Wissenschaft; diesem von ihm selbst als harmlos bezeichneten Briefchen von 25 Versen Umfang und seinem Verfasser hat er in den Jahren 1904—6 mindestens sechs Aufsätze gewidmet, in der Biblischen Zeitschrift II 4 IV 2 IV 3, in der Theol. Quartalschrift 1905 H. 4, in der Z. f. kathol. Theol. 1906, 4; vor allem die oben bezeichnete Monographie. Maier begann diese Reihe mit einem Beitrag zur Erklärung des Judasbriefs, der, durch Fleiß und Umsicht ausgezeichnet, gute Hoffnungen erweckte; das war aber nur eine Vorarbeit für die literargeschichtliche Untersuchung vom Jahre 1906, zu der die sonstigen Publikationen Ergänzungen und Bekräftigungen darstellen. Maiers jüngste Abhandlung will ›eine Antikritik, vornehmlich gegen H. J. Holtzmann‹ sein; ich habe sie erst lange, nachdem ich die Besprechung des Hauptbuches übernommen hatte, zu Gesicht bekommen. Andernfalls würde ich es vorgezogen haben, mein Urteil über Maiers Werk der Oeffentlichkeit nicht vorzulegen, denn M. faßt die Ablehnung seiner Resultate als eine Beleidigung ›des katholischen Exegeten‹ auf, dessen ›tatsächliche Stellung zu Echtheitsfragen‹ er dort auf 5 Seiten prinzipiell darlegt.

Nur um so sorgfältiger gehe ich jedem Einmischen konfessioneller Polemik hier aus dem Wege. Doch schicke ich voran, was etwa als solche Einmischung erscheinen könnte, und was auch nicht unausgesprochen bleiben kann, weil Unsereiner seinen Lesern wie sich

selber eine Antwort schuldet auf die Frage: bei so viel guten Eigenschaften so unbefriedigende Ergebnisse?

Daß Maier sich nicht bewußt ist, sein Wissen auf anderem als rein wissenschaftlichem Wege, dem Wege der historisch-philologischen Kritik gewonnen zu haben, daß er ehrlich bemüht ist, jede Möglichkeit, negativer wie traditionsfreundlicher Art durchzudenken und durchzuprüfen, versteht sich von selbst: die Feststellung aber, ob ihm die Loslösung von Vorurteilen gelingt, in denen er aufgewachsen ist, muß er Anderen überlassen; und welcher Unklarheiten er, der gar nicht genug auf seine Vorurteilslosigkeit und die Voreingenommenheit der Kritiker hinweisen kann, doch fähig ist, beweist er wohl ausreichend, wenn er in der Z. f. kath. Th. S. 727 fast in einem Atem betont, ›der kirchliche Glaubenssatz sei ohne Einfluß auf die Praxis des exegetischen Forschens‹ (das historisch-kritische wird doch wohl mitgemeint sein?), und dann als kirchliches Glaubensurteil dies definiert, daß Judas- und 2. Petrusbrief echt sind; wie weit dies Urteil sich beweisen lasse, sei eine profanwissenschaftliche Frage, ›theologisch nur insofern, als eine erweisbare Unechtheit ausgeschlossen ist‹. Diesen Standpunkt als den einer voraussetzungslosen und wahrhaft freien wissenschaftlichen Forschung anzuerkennen, hindert mich die Logik; was ich bei protestantischen Exegeten wie Nösgen oder Wohlenberg zurückweise als — natürlich auch da unbewußte und ungewollte — Abhängigkeit von kirchlichen Dogmen, das verändert sein Wesen nicht, wenn es zur Befriedigung katholischer Glaubensinteressen geleistet wird. Wie wenig die deutsche katholische Theologie vom Modernismus oder Loisismus angekränkelt ist, kann nichts beruhigender für Rom erweisen als die Vergleichung dieser Arbeit eines der talentvollsten und freisinnigsten Bibelkritiker deutscher Schule mit jedem beliebigen Aufsatz von Alfred Loisy. Da für die Einzelexegese zumal bei einem so inhaltsarmen Stück wie dem Judasbrief kein ›kirchliches Glaubensurteil‹ den Kritiker von vornherein belastet, so erklärt es sich einfach, wie ich die Verdienste Maiers um die Auslegung verschiedener dunkler Stellen in Jud. freudig betonen und gleichwohl von den Ergebnissen seiner literarischen Kritik nichts zur Annahme empfehlen kann: eine so gebundene Kritik bringt uns eben nicht vorwärts.

Als solider Arbeiter bewährt sich zwar M. überall gleichmäßig. Bei der Unmasse von Zahlen und Namen, die er vorbringt, ist die Korrektheit des Drucks und die Verläßlichkeit seiner Angaben zu rühmen; blos einen schlimmen Druckfehler habe ich bemerkt S. 66, Z. 12, wo ›älter‹ statt ›jünger‹ gelesen werden muß. Der Stil des Verfassers ist im Ganzen klar und angemessen; über die Gefahr,

monoton zu werden, hilft ihm sein Temperament hinweg, das auch in der mindestens freimütigen Censurierung seiner Gegner die Frische des Judasbriefs widerspiegelt; die Neigung zu Superlativen, selbst so monströsen wie ›einzigartigst‹, ›nächstliegendst‹, ›tiefgehendste Wirkung‹ ›im einzelnen und einzelsten‹, wird man seiner Jugend zugute halten. Ebenso das Pathos, mit dem er seinen Lieblingsbrief preist, z. B. die warnenden Strafdrohungen feiert, die ihn mächtig durchklingen S. 3 n. 3, die ganze Redeweise in Judas ›überaus lebhaft und gedrängt, plastisch und konkret‹; die Doxologie v. 24 f. soll einzig kunstvoll und herrlich sein und eine Fülle von Vorstellungen bergen (S. 168)! Bedenklicher als solche ästhetischen Hyperbeln (die stärkste ›das herrliche innige Gebet zum Allretter‹ u. s. w. S. 128!) ist es schon, wenn M. es als selbstverständlich bezeichnet, daß Judas sich nur zugkräftiger Motive bediene (S. 103). Ist das selbst bei einem Apostel und Bruder des Jakobus so selbstverständlich? Aehnlich heißt es S. 162, Judas appelliere in v. 7 (Σόδομα καὶ Γόμορρα ... πρόκεινται δεῖγμα πυρὸς αἰωνίου δίκην ὑπέχουσαι) an die durch Augenschein konstatierbare Realität des sodomitischen Gerichts: dieser Versuch habe doch nur bei palästinensischer Leserschaft, die das Tote Meer kannten, wirkliche Pointe; ›Heidenchristen konnten das Deiktische des Sätzchens überhaupt nicht empfinden‹. Wiederum soll nach S. 163 f. in 2. Petr. 2, 7 f. die qualvolle Situation Lots ohne innere Not mit einer bei judenchristlicher Adresse unbegreiflichen Abundanz gezeichnet sein; nur die Rücksichtnahme auf heidenchristliche Leser mache die petrinische Ausführlichkeit verständlich. Maier merkt nicht, wie er mit all dem den Grundfehler ›theologischer‹ Exegese und Kritik zum Prinzip erhebt, nämlich den, die Zweckmäßigkeit jedes Bibelwortes an seinem Platz vorauszusetzen, und obendrein noch eine durchgängige Reflexion der Schriftsteller über die Zweckmäßigkeit ihrer Worte; die gedankenlose Verwendung von erbaulichen Formeln und Phrasen gilt erst recht als ausgeschlossen. In Wahrheit wäre aus Jud. 7 höchstens zu schließen, daß der Schreiber selber das Tote Meer kannte, aus 2. Petr. 2, 7 f. lediglich, daß der Verf., der hier den Judasbrief abschrieb, die von ihm vorgenommenen Streichungen durch wertvolle Einschübe wettzumachen wünschte: ob nicht vielleicht sein Geschmack in Sachen unbegreiflicher Abundanz von dem Geschmack Maiers abgewichen ist? Ich würde mich auch über ›pleonastische Ausführlichkeit‹ in Maiers Biblischer Studie beschweren können und die Notwendigkeit so zahlreicher Wiederholungen, wie sie da vorliegen, bezweifeln: aber ich würde nicht auf den Gedanken kommen, sie aus Rücksichtnahme auf den Leserkreis Maiers zu erklären. Dergleichen Dinge werden verständlich nur aus

der Individualität des Schriftstellers, die ja bei ganz niedrig begabten Individuen einfach mit der Manier der Zeitgenossen, mit der Mode zusammenfallen mag: in keinem Fall reichen 40 Zeilen, die uns von einem alten Autor erhalten sind, dazu aus, seine Eigenart so scharf zu erkennen, daß wir für jedes uns auffällige Wort eine besondere Erklärung suchen und anbieten dürften.

Das Ergebnis von Maiers Untersuchung ist die Ansetzung des von dem Bruder des hochverehrten Bischofs Jakobus in Jerusalem an palästinensische Judenchristen gerichteten Briefleins auf das Jahr 66 — oder ein wenig früher —, vor den spätestens 67 von dem Apostel Petrus an die asiatischen Heidenchristen gerichteten 2. Petrusbrief und hinter den etwa 63 von diesem selben Petrus nach dem Norden Kleinasiens adressierten 1. Petrusbrief. Die Bestimmung des Verhältnisses von Judas zu 2. Ptr. verdient endgültige Annahme; bedauerlich genug, daß sie noch einmal empfohlen werden mußte. Neu sind eigentlich an der ganzen Konstruktion nur die Idee, daß in 2. Ptr. 3, 1 der Apostel gar nicht auf 1. Ptr. sondern auf einen untergegangenen Petrusbrief hinweise — trotzdem aber S. 115: ›Der schriftstellerisch sehr wenig tätige Petrus‹ —, und die Versicherung, daß 2. Ptr. 3, 15 f., ›vorurteilsfrei betrachtet‹ einen klaren Unterschied macht zwischen dem einen, von dem damals noch lebenden Paulus an die Adressaten von 2. Ptr. persönlich gerichteten Briefe und anderen paulinischen Briefen, die die Leser wohl nicht kennen, die dagegen Petrus gelesen hat. Beides ließe sich hören, wenn der Apostel Petrus jenen dunklen ›2. Petrus‹-Brief verfaßt hätte. Aber eben dies hat M. — trotzdem er diese allerdings für das Judasbriefproblem bedeutsame Frage mehrmals mit gewohnter Abundanz behandelt § 2, 2, § 29—31, § 42—45 — um kein Haar wahrscheinlicher gemacht als es das bisher war. Die Abhängigkeit von Judas in 2. Ptr. 2 schließt diese Annahme ein für alle Mal aus. M. belehrt uns zwar S. 110 f.: ›die Benutzung von Jud. bei voller Freiheit, Selbständigkeit und Originalität (von Plagiat, abschreiben u. dgl. spricht nur die Oberflächlichkeit) ist kein Indizium der Unechtheit‹, väterlich gütig fügt er hinzu: ›moderne Anschauungen sollten nicht in das Urchristentum übertragen werden‹. Maier hat seine Gegner, darunter auch mich, darin arg mißverstanden, wenn er glaubt, ihre Ehrfurcht vor einem Apostelfürsten ertrüge den Gedanken nicht, daß dieser sich des Plagiats oder auch nur der Abschreiberei schuldig gemacht habe: rechtlich-sittliche Bedenken gegen den Plagiator-Petrus können doch nicht gut bei Historikern im Spiele sein, die mit aller Energie den Pseudopetrus etwa von 1. Ptr. oder den Pseudopaulus der Pastoralbriefe verteidigen gegen ›moderne‹ Angriffe gegen die

Anständigkeit ihres schriftstellerischen Verfahrens. Wir glaubten nur und fahren nach Maiers Buch fort es zu glauben, daß der Petrus, den wir aus den Evangelien und aus den sicher echten Paulusbriefen als das Haupt der Urgemeinde kennen lernen, ein zu reicher und bedeutender Geist war, um bei einem verhältnismäßig armseligen Autor wie Judas so originell weitgehende Anleihen wie 2. Ptr. 2 zu machen. Hätte er eine Apokalypse abfassen wollen, so könnte ichs noch zugeben, daß selbst Petrus ältere Stoffe, mit geringer Ueberarbeitung in sein Werk aufgenommen hätte: die stillschweigende Einschiebung eines fremden Briefs in den an einen bestimmten Kreis von Gemeinden aus bestimmtem Anlaß gerichteten Brief wäre das Zeichen einer ungewöhnlichen Armut. Diese würde sogar zur Zeit des Petrus als nicht gerade rühmenswert empfunden worden sein.

Mit was für einem Apparat von Vorstellungen M. bei seiner positiven Kritik arbeitet, dafür noch einige Belege. S. 119: Der tiefe Abscheu des Vf. gegen Lüge und Unwahrheit (1, 16a, 2, 1. 3 18 f.) soll vor allem einem gleichzeitigen, mit der Konsequenz der Lüge und beispielloser Raffinerie durchgeführten Betrug widersprechen, wie es der gefälschte 2. Ptr. wäre. — Ob die Raffinerie nicht gerade auch darin zu Tage treten könnte, daß Lüge und Unwahrheit feierlich verdammt werden? Hat schon je ein raffinierter Fälscher seine Gleichgültigkeit gegen die Wahrheit zur Schau getragen? Natürlich eigne ich m i r diese Auffassung nicht an, denn von jener Konsequenz der Lüge etc. redet ja bloß M., trotzdem er moderne Anschauungen nicht in das Urchristentum übertragen wissen wollte! — S. 118 fragt M., ob die Stildifferenz zwischen 1. und 2. Ptr. bei einem Falsarius erklärlicher sei als bei dem geschichtlichen Petrus, da doch vielmehr der Falsarius a l l e n Grund gehabt hätte, den petrinischen Typus möglichst nachzuahmen. Er fragt, ob die mangelhafte Bezeugung von 2. Ptr. im 2. Jhdt. weniger rätselhaft ist, wenn sein Ursprung im 2. Jhdt. selbst als wenn er im apostolischen Zeitalter liegt. »Steigert sich da nicht vielmehr die Schwierigkeit ganz bedeutend?« Nun, wer nach Zeugnissen für die Existenz eines Briefs aus einer Zeit verlangt, wo er noch nicht vorhanden war, darf allerdings auch verlangen, daß ein Pseudopetrus um 150 den Stil von 1. Ptr. getreu nachzuahmen sich vornimmt, erst recht, daß der Fälscher dies auch in vollendetem Maße fertig bringt. — S. 173 wird aus der »judenchristlichen Bestimmung« von Jud. ohne Weiteres die palästinische erschlossen, denn seit der paulinischen Mission seien vorwiegend judenchristliche Gründungen außerhalb Palästinas ein Ding der Unmöglichkeit gewesen. Angesichts dessen, was wir über die Kirchengeschichte in Syrien und Süd- und Ostarabien wissen, ist diese These

von erhabener Kühnheit. Daß ›die Itala‹ Jud. enthält, gilt S. 67 als natürliche Folge der gesicherten Stellung des Jud. im N. T. Roms: daß ›die Itala‹ auch schon vor Cyprian und der ersten Hälfte des 2. Jahrhunderts (!!) den Brief enthalten hat, unterläßt M. leider zu beweisen; das Schweigen Hippolyts und Cyprians wird S. 69 in einer Zeile, wo es nicht beachtet werden dürfte, erwähnt, aber in § 19, ›die negativen Zeugnisse‹ verschwiegen: S. 69 muß Tertullian einen ›geradezu klassischen Beleg‹ für die Popularität von Jud. liefern, indem er de cultu fem. I. 3 seine überaus kurze Argumentation zu Gunsten des Henochbuchs, wobei Bekanntschaft mit dem Inhalt von Jud. im einzelnen vorausgesetzt wird, den Frauen Karthagos vorgeführt hat! Wie kann man mit Maier über Fragen der äußeren Bezeugung noch debattieren, wenn er S. 62 f. durch eine bodenlose Kombination der auf Hermas und der auf Judas bezüglichen Notizen des Muratorianums folgert, nicht bloß, daß Jud. bereits im ersten Viertel des 2. Jhdts. vorhanden war, sondern daß, soweit die Kenntnis des in der Kanonsgeschichte sonst vorzüglich orientierten (!) Fragmentisten reicht, sein ehrwürdiges Alter und urchristlicher Ursprung überhaupt unantastbar (!) war? Fast noch naiver überträgt M. seine Vorstellungen von hierarchischer Organisation in das Urchristentum, wenn er S. 93 uns belehrt, daß, solange Jakobus als Bischof von Jerusalem auf der jerusalemischen Kathedra saß, kein auswärtiger Lehrer — zu denen gottlob der Bruder des Jakobus für Gemeinden innerhalb seiner Diözese nicht gehört —, vielleicht selbst Paulus nicht, gewagt haben würde, in einer wichtigeren Angelegenheit ›ohne ausdrückliche Hinweisung auf den hochangesehenen Bischof in die Verhältnisse seines Hirtengebietes überzugreifen‹. Warum verlangt M. nicht das Imprimatur des Jakobus für den Brief des Judas, der nun S. 93 plötzlich einmal ›so anspruchslosen, ephemeren Charakter, einen so wenig weittragenden Inhalt, daher eine so wenig encyklische Bestimmung‹ hat!

Natürlich enthält Maiers Buch auch viele zutreffende Bemerkungen bei Ablehnung von Irrtümern und Gedankenlosigkeiten anderer Autoren. Doch läßt sich kaum feststellen, wie weit er zum ersten Male solche Reinigung vorgenommen hat. Es ist das nämlich ein fundamentaler Mangel in der Anlage des Buches, ein viel peinlicherer noch als der in der Disposition — zunächst wird die Echtheit festgestellt, dann die Abfassungszeit und die Adressaten — sich offenbarende, daß die Aufmerksamkeit des Lesers immerfort von den Quellen auf die neueren und neuesten Forscher abgelenkt wird. Die Belesenheit Maiers in der neutestamentlichen Literatur der letzten Generationen ist bewunderungswürdig, blos daß sie sich zu einseitig

auf deutsche Produkte beschränkt; aber die fortwährende Auseinandersetzung mit den Kolonnen der Exegeten, Apologeten, Kritiker und Kritikaster ist unerträglich. Das Autorenverzeichnis füllt bei ihm drei Seiten — ebensoviele hatte das Verzeichnis der ›mit Abkürzungen zitierten Werke‹ gefüllt: obwohl die meisten von den genannten Autoren doch nur nachsprechen, was andere vor ihnen gesagt haben. Gewiß wäre eine genaue, auch minderwertiges und ganz absurdes einschließende Darlegung der Geschichte der ›Kritik‹ am Judas-Problem verdienstlich, aber ihr hätte ein besonderes Kapitel gewidmet werden sollen und nachher mußte Maier nur solche Gedanken und Hypothesen über seine Quellen noch berücksichtigen, die in irgend einem Sinne noch lebendig sind und einer Widerlegung oder Ergänzung bedurften. Es liegt hier ein für gewisse Zweige der ›wissenschaftlichen‹ Literatur über das N. T. fast verhängnisvolles Streben nach Vollständigkeit vor, dem man ernst entgegentreten muß. In einzelnen Fällen mag sich auch diese Behandlungsweise neutestamentlicher Fragen empfehlen, wo die Größe des Gegenstandes das Interesse wach erhält und eine sichere Hand aus dem Stimmengewirr uns herausgeleitet zu dem Heiligtum; aber diese Kunst ist selten, meisterlich übt sie unter den Heutigen nur Holtzmann, und da bei der Auswahl immer mit einer gewissen Willkür verfahren wird — natürlich auch bei Maier —, soll sie bewährten Autoritäten vorbehalten bleiben. Das längst Abgetane, was vielleicht noch irgend ein rückständiger ›Theologe‹ mit seinem Namen vertritt, darf nicht gleichen Platz neben der schon erworbenen Wahrheit oder den kräftigen Irrtümern erhalten, und wenn unsere Bücher überhaupt lesbar bleiben sollen, dürfen sie nicht zu neun Zehnteln mit dem angefüllt sein, was schon neun Mal anderswo zu lesen war. Die specimina eruditionis werden neben den zahllosen, halb und ganz popularisierenden Darstellungen von Hauptproblemen zum Verhängnis der wissenschaftlichen Arbeit am Neuen Testamente: das Neue, das Eigene wird erstickt von Unmassen mitgeschleppter Tradition — falls es nicht aus Uebersättigung jeden Anschluß an die Tradition, was auch wieder bedenklich ist, ablehnt. Wenn ich zum Schluß erwähne, daß für M. solche Bestandteile der Tradition, wie die Vorladung der Enkel des Judas nach Rom, das Alter des Bischofs Symeon von Jerusalem bei seinem Tode: 120 Jahre, die spätere Aposteltrennung, Wirksamkeit außer Jerusalem als sicheres Fundament erscheinen, so wird man begreifen, daß der Ertrag dieser Studie trotz der offenbaren Begabung des Verfassers ein höchst bescheidener ist. Es war ein unglücklicher Gedanke, die ersten Proben seiner Kraft gerade

an dem schwierigsten Stück der neutestamentlichen Literatur ablegen zu wollen, auf dem doch nur lange Erfahrung und glückliches Taktgefühl bei dem Versagen der äußeren Zeugnisse und der Analogien irgend einen und selbst dann wahrscheinlich ungewissen Erfolg verheißen.

Marburg Ad. Jülicher

Anonymer Kommentar zu Platons Theaetet (Papyrus 9782) nebst drei Bruchstücken philosophischen Inhalts (Pap. N. 8; P. 9766. 9569) unter Mitwirkung von **J. L. Heiberg** bearbeitet von **H. Diels** und **W. Schubart.** Mit zwei Lichtdrucktafeln. Berlin, Weidmannsche Buchhandlung 1905. (Berliner Klassikertexte, herausgeg. von d. Generalverwaltung der Kgl. Museen zu Berlin. Heft II).

Daß schon in den ersten Jahrhunderten unserer Zeitrechnung die Arbeit der Akademie wesentlich der Exegese der platonischen Schriften wie die der peripatetischen Schule der Kommentierung des Aristoteles gewidmet war, ist bekannt. Während wir aber für den Peripatos in den erhaltenen Teilen von Aspasios' Kommentar zur nikomachischen Ethik einen Rest solcher Tätigkeit aus der ersten Hälfte des zweiten Jahrhunderts besaßen, fehlte uns für die Akademie jede Probe auch nur annähernd gleichen Alters. Diese Lücke ist nun durch ein Stück des nämlichen Papyrusfundes, der uns die Scholien des Didymos und die ethische Elementarlehre des Hierokles gebracht hat, in sehr erfreulicher Weise ausgefüllt worden. Dasselbe enthält einen 75 Kolumnen füllenden, freilich durch größere Lücken unterbrochenen Teil eines Theaitetkommentars (bis p. 153 DE) mit einigen Fragmenten aus dem verlorenen Rest. In die Bearbeitung haben sich die beiden Herausgeber, denen sich für einen umfangreichen mathematischen Abschnitt Heiberg als dritter zugesellt, in der Weise geteilt, daß sie den Text nach Vergleichung der von jedem einzelnen hergestellten Abschrift und Ergänzungen und nach erneuter Prüfung des Originals gemeinsam festsetzten, während Diels die Einleitung — bis auf die von Schubart herrührenden Ausführungen über Herkunft und Beschaffenheit des Papyrus und einen Teil des paläographischen Kapitels —, die Anmerkungen zum Texte — mit Ausnahme der von Heiberg beigesteuerten zum mathematischen Teile — und die Indices verfaßte. Die auf diese Weise zu Stande gekommene Publikation ist nach allen Richtungen eine Musterleistung und bietet neben einer ausgezeichneten Textesbearbeitung die sachkundigste Aufklärung über das Exemplar nach der technischen, paläographischen und orthographischen Seite und über die Schrift selbst in ihrer philoso-

phischen und literaturgeschichtlichen Stellung. Höchstens möchte man sich das Sachregister, das zugleich auch für sprachliche Dinge zu befragen ist, etwas reicher wünschen. Ungern mißt man hier Termini wie ἀναπλοῦν (23,6), ἀναπτύσσειν (47,42), ἀντακολουθεῖν (11,16), das absolut gebrauchte ἀποφαίνομαι (55,10; 59,15), ἐμπλατής (30,1), ἐξομαλίζειν (61,28), ἰσοκρατής (61,26), ὁμοιότης ([ὁμοίωσις?] πρὸς τὸν θεόν 7,19; darüber unten), das vom Standpunkt der vergleichenden Semasiologie interessante προανακαθαίρεσθαι (›vorher bereinigen‹, 2,10, vgl. auch Porph. vit. Plot. 3 p. 5,18 Müll. τῶν Ἀμμωνίου δογμάτων, ἃ δὴ ἐν ταῖς ἀκροάσεσιν αὐτοῖς ἀνεκεκάθαρτο) u. a.

Der Papyrus bereichert uns nach verschiedenen Seiten. Schon durch Material, Raumverteilung und Schrift ist er höchst wertvoll. Wir besitzen in ihm, wie in der Einleitung ausgeführt ist, ein wohl ausgestattetes Buchhändlerexemplar aus dem zweiten Jahrhundert nach Chr., und zwar eher dem Anfang, als dem Ende desselben. Die Schrift ist eine sorgfältige, nirgends undeutliche Buchschrift mit seltener Neigung zu kursiven Formen. Eine korrigierende Hand steht der Kursive näher. Bei der Aufmerksamkeit, die er der Schrift zuwandte, ist die Orthographie des Schreibers von um so größerem Interesse. Von der Seltenheit der Verwechslung homophoner Vokale und Diphthonge und der Spärlichkeit der Itazismen sticht hier ab die auffallende Inkonsequenz in der Verwendung von ει und ι für langes i, im Gebrauch von σσ und ττ, vor allem aber die fürchterliche Verwilderung in der Anwendung des Iota adscriptum. Handelt es sich hier um auch sonst bekannte Erscheinungen, so bietet der Papyrus auch Neues, so einen Beleg für die noch heute übliche Methode, ein getilgtes Wort durch untergesetzte Punkte zu restituieren (S. XVI), und liefert der Diskussion alter Probleme weiteres Material, wie z. B. in dem Nebeneinander von ποδιεῖος und ποδιαῖος. Für diese und andere die Schrift, den Korrektor, die Worttrennung und Interpunktion betreffende Fragen sei auf die inhaltsreiche Einleitung verwiesen, ebenso auch für die Beurteilung des von dem Kommentator zu Grunde gelegten Platontextes. Der letztere ist für uns nicht ohne Wert, insofern er einerseits an weiteren Beispielen zeigt, daß man Platon zu Anfang unserer Zeitrechnung im wesentlichen so las, wie wir, andererseits in vielen Fällen dem Vindobonensis zu Hilfe kommt. Diels' Ausführungen über diesen Punkt haben inzwischen Rud. Hensel zu einer genaueren Untersuchung und Wertung dieser Hs. veranlaßt (Vindiciae Platonicae, Berlin 1906).

Die Erhaltung der Schrift des Papyrus ist im allgemeinen recht gut. Ganze Kolumnen befinden sich in so günstigem Zustande, daß nur wenige Ergänzungen nötig und diese durchaus sicher sind. Da-

für stellten freilich manche anderen an die rekonstruierende Tätigkeit der Herausgeber um so höhere Anforderungen. Die Art, wie diesen Genüge geleistet ist, verdient das höchste Lob. Unter gewissenhaftester Berücksichtigung des Zusammenhanges, der erhaltenen Silben- und Buchstabenreste und der auszufüllenden Räume ist es den Editoren gelungen, einen Text herzustellen, der, von ganz vereinzelten Stellen abgesehen, nirgends durch den Eindruck des Gezwungenen und Erquälten den Verdacht der Unrichtigkeit erregt, und der Benutzer wird beim glatten Durchlesen dieser Kolumnen kaum des reichen Maßes von Mühe und Arbeit inne, das hier zu bewältigen war. Es sind nun freilich genug Partien übrig geblieben, in denen die Geringfügigkeit der Reste von vornherein jede Ergänzung, die mehr als bloßer lusus sein will, ausschloß, aber auch solche, in denen reichere Ueberbleibsel dem Scharfsinn und der Kombinationsgabe der Herausgeber widerstanden. Wie so oft bei Papyrustexten macht man auch hier wieder mit immer erneuter Verwunderung und Enttäuschung die Erfahrung, wie da und dort selbst in logisch scharfer Gedankenentwickelung sogar kleinere Lücken aller kritischen Kunst spotten (z. B. in dem mathematischen Stück 26, 19 ff.). Bei der reifen Durcharbeitung des Ganzen seitens der Herausgeber verspricht die Nachlese keine große Ausbeute. Sehr ungern resigniert man z. B. 73, 22 ff., wo der im Gedicht Aetna 362 ff. (auch hier das vom Winde durch Reibung der Aeste im Walde erzeugte und das vulkanische Feuer nebeneinander; vgl. auch Aetna, erkl. v. Sudhaus S. 156 ff.) beschriebene Vorgang behandelt sein muß. 7, 34 f. ist wohl herzustellen αὐ[τῶν μὲν ἐ]κ[είνων]. — 11, 31 ἐκτυπώματα?[1]) (dann Z. 30 ὄν?). — 12, 46 ist wohl nur ἐπαινέσηι möglich. Das ε fehlt in Folge des nämlichen Versehens wie 40, 5 das α. — 13, 26 f. εἶν[αι οὐ κάλλ]ιστ[α] δ[ιακείμενον]. — 14, 24 f. πε[ριο]δευτ[έος] ὁ δ[ι][ά τι ἐ]παινεθεὶς . . .]? — 16, 33 f. vielleicht δι[ε]φ[θαρμέ]νος (der von Platon hinsichtlich seiner syllogistischen Korrektheit zerstörte Schluß). — 17, 25 πάν[τ]η[ι]? (die Andeutung der Sache, die der Verfasser 14, 45 ff. bei Plat. 145 C fand, war seiner Meinung nach keine so vollwichtige). Gut würde πάλιν passen, doch entspricht es wohl nicht den Resten und ist zu schmal. — 26, 15 [ἐ]κ[δηλότερ]ον; vgl. 32, 4 (σαφεστέρους), 44, 51 ff. und Nicom. intr. arithm. 1, 5, 2 p. 11, 10 Hoche. — 53, 8 f. κἂν ἡμ[ῖν ἐδόκει] ἡ ἀπορία κ[αλή. ὁ δ' αὐ] (zur Satzstruktur vgl. Ael. v. h. 10, 15 p. 111, 12 Hercher). — 53, 12 f. τὰ] μὲ[ν γὰρ] τ[ῶ]ν [τότε (oder ἐκεῖ) μαθήματ]α [ἐ]νῆ[ν] ἀθορυβήτοις τὰς ψυχὰς ὑπὸ σωμάτων (dem Sinne nach). — 60, 26 f. αἴσθη[σις. ἐσπουδ]άκει [γὰρ πε]ρὶ. —

1) Der erste Buchstabe scheint nach der Art, wie die obere Rundung nach rechts geschwänzt ist, eher ε als ο oder φ zu sein (nach dem Lichtdruck).

74, 5 ff. etwa οὐκ ἐ][π]άν[εισιν (vgl. Sympos. 211 C) ὡς ἐ]ν τῶι [σ]υμ[ποσίωι εἴρητ]αι εἰ μὴ [μετὰ πολλο]ὺς κὰν[τόνους πόνου]ς, ein Gedanke, den namentlich jemand der nach dem allgemeinen Eindruck und aus dem Gedächtnis referierte, sehr wohl im Symp. 210 A ff. ausgedrückt finden konnte (vgl. auch 210 E οὗ δὴ ἕνεκεν καὶ οἱ ἔμπροσθεν πάντες πόνοι ἦσαν). — Sicher scheint mir fr. 1, 22 ff. die Ergänzung nach Theaet. 157 D: [μὴ εἶναι εἰ] [ρη]κότι [ἀλλὰ γ]ίν[ε]σθαι [ἀεὶ τὰ ἀγαθ]ὰ κ[αὶ]; wahrscheinlich fr. 1, 3 f. καὶ κα]τὰ μέρ[ος οὕτω λέ]·[γειν] καὶ πε[ρὶ πολλῶν] [ἀθρο]ισθέ[ντων nach Platon p. 157 B [1]). — An einigen Stellen möchte ich eine abweichende Herstellung vorschlagen. 8, 11 ff. versteht man bei der vorliegenden Fassung nicht, warum ausdrücklich betont wird, daß das καὶ μᾶλλον ἐπιθυμῶ κτλ. sich nicht auf die kyrenaischen Jünglinge beziehe. Kein Leser würde hier auf eine falsche Auffassung verfallen. Daß die gleich nach καὶ beginnende Parenthese anstößig ist und man für ἐνθάδε erwarten müßte Ἀθήνησι kommt noch hinzu. Der Fehler der Ueberlieferung liegt nicht in der Auslassung eines οὐ, sondern in der Wiederholung des περί. Man schreibe: καὶ περὶ τῶν ἐνθάδε νέων, εἶπε, [[περὶ]] τῶν ἐν Κυρήνῃ μᾶλλον ἐπιθυμῶ εἰδέναι, und man erhält eine erläuternde Paraphrase des Lemmas. — 21, 21 οὐκ [ἄλλο] ποιεῖς. — 23, 10 f. erwartet man ἑκάστου; die Reste lassen freilich nur ἕκαστον zu. — 25, 2 ff. besteht, wie der Zusammenhang lehrt, der Unterschied zwischen Wein und Lehm in der angeregten Frage darin, daß der Wein nicht mehr Wasser ist und nicht wieder zu Wasser wird, während der Lehm Erde bleibt und nach der Austrocknung wieder zu Erde (im engeren Sinne) wird. Also ist Z. 9 statt δὲ zu ergänzen οὐ. — 53, 28 beginnt nach τοιούτοις offenbar der Nachsatz: da die körperbehafteten Seelen unter den verschiedensten Lebensbedingungen existieren, so geht die Anamnese in verschiedener Weise, rascher oder langsamer, oder auch gar nicht vor sich. Also wohl: πα[ντως δὴ αἱ] oder πά[νυ δὴ αἱ]. — 53, 36 vielleicht ψευδοδοξοῦσιν (vgl. 58, 28. 35). — 55, 31 [αὐταῖς]. Der Raum ist freilich sehr knapp. Am Schluß scheint der Rest eines σ erkennbar. — 57, 5 verlangt der Sinn die Tilgung des μή. — 59, 28 τοιοῦτον ἔστιν οὗ oder τοιοῦτόν ἐστι καί. — Ist 65, 8 ff. so wie der Text hier vorliegt richtig, so muß ἀνομοίων ὄντων als partitiver Genitiv zu ὁ μὲν — ὁ δὲ gehören, was ausgeschlossen ist, da auch der schlechteste Skribent nicht die heterogenen Genetive πάντων τῶνδε und ἀνομοίων ὄντων in dieser Weise nebeneinander gestellt haben würde. Auch kommt es nicht darauf an, die Verschiedenheit der empfindenden Subjekte zu betonen,

1) Die Herausgeber setzen am Anfange der Zeilen kleinere Lücken an. Bei der Beschaffenheit dieses isolierten Papyrusfetzens, der den vorderen Rand völlig verloren hat, bleibt aber der Ansatz unsicher.

wohl aber erfordert nach der Parenthese der Neubeginn mit διὰ πάντων γε τῶνδε gebieterisch, daß die Gleichheit der Umstände noch einmal hervorgehoben werde. Es ist also jedenfalls ὁμοίων herzustellen, sei es, daß das ἀν sich aus dem Z. 7 vorangehenden ἀνομοίως eingeschlichen hat, sei es daß es der Rest eines πάμπαν oder λίαν ist. Im Papyrus hätte ein λίαν wohl Platz. — 49,20 ff. unterliegt das unter dem Texte vorgeschlagene (ὁ γὰρ ἄνθρωπος οὐ δύναται) εὑρέσθαι ἐν τούτοις τέχνην, ἐν οἷς μὴ εἰς πεῖραν προῆκταί τινα διὰ τέχνης einem logischen Bedenken. Vor τέχνης wäre προοίμια am Platze, doch scheitert die Herstellung ἐν οἷς [μὴ διὰ πείρας] προῆ[κ]ται π[ροοίμ]ια τέχνης wohl am Gebrauche des προῆκται (= εἰς φῶς προῆκται). — 49,48 empfiehlt sich nach dem Lemma (vgl. auch Plat. 151 A, im Kommentar 56,48 f., 57,3 f. 6) die Interpunktion ἐπισπεύδωσι, τὰς ὠδεῖνας ἐγείρουσι [1]). Auf einige weitere Stellen komme ich unten zu sprechen [2]).

Leider ist uns, was das Altertum sonst noch von Kommentaren zum Theaitet besaß, verloren. Können wir so auch keine Vergleichung vornehmen, so läßt sich doch sagen, daß die vorliegende Arbeit in der Form der Exegese und im Inhalt etwa die Mitte hält zwischen einem Theaitetkommentar, wie wir ihn für die nächsten Generationen nach Platon uns vorzustellen haben [3]), und einem Produkte späteren, neuplatonischen Ursprungs. Manche Spuren deuten auf vorange-

1) Auf Versehen oder Druckfehler beruht das Komma 5,38. — 17,17 f. interpungiere man entweder σοφούς, ἀλλὰ ταὐτά, ταὐτόν oder tilge das Komma nach ταὐτά. — 17,30 f. ist zu schreiben γίγνεσθαι« τὸ »περὶ. — Sonstige Druckfehler: 24,48 f. l. κατηγορεῖται, 46,27. 29 καί.

2) Den Schluß des mathematischen Beweises 31,22 ff. muß ich bekennen nicht verstanden zu haben. Der Papyrustext ist hier bis auf kleinere mit Sicherheit zu ergänzende Lücken unbeschädigt. Von dem Satze, daß $\zeta\varkappa^2$ dem Parallelogramm αη inhaltsgleich ist, erfolgt hier ein Sprung zu der Behauptung, daß $\zeta\varkappa^2$ dem αη asymmetrisch, d. h. daß seine Seite mit denen des Parallelogramms nicht kommensurabel ist. Täuscht mich nicht meine Ungewandtheit in mathematischen Dingen, so fehlt vor dem Satze ἔστιν δὴ ἀσύμμετρον u. s. w. ein Textstück, welches den Beweis enthielt, daß κζ kleiner ist als zwei Seiten eines der einfüßigen Quadrate, aus denen sich das Rechteck αη zusammensetzt, und größer als éine Seite eines solchen. Dieser Beweis mußte folgendermaßen geführt werden: κζ als Kathete ist kleiner als die Hypotenuse δκ. $\delta\varkappa = \delta\vartheta$, folglich $\varkappa\zeta < \delta\vartheta$, d. h. kleiner als zwei Seiten eines jener Quadrate. Daß κζ größer ist als éine solche Seite, läßt sich indirekt beweisen. Setzt man $\delta\zeta = 1$, so ist $\delta\varkappa$ $(= \delta\vartheta) = 2$. Wäre nun $\varkappa\zeta = \delta\zeta = 1$, so erhielte man nach dem pythagoreischen Lehrsatze die falsche Gleichung $2^2 = 1^2 + 1^2$. Folglich $\varkappa\zeta > \delta\zeta$. An diese Beweise schließt sich dann vortrefflich der Schlußsatz: ἔστιν δὴ ἀσύμμετρον τὸ ἀπὸ τῆς $\overline{\zeta\varkappa}$ τῷ $\overline{\alpha\eta}$ παραλληλογράμμῳ.

3) Daß es nicht verwehrt ist, für diese Zeit einen solchen Kommentar überhaupt vorauszusetzen, lehrt der Timaioskommentar des Krantor.

gangene längere exegetische Beschäftigung mit dem Dialoge. Wir hören von aufgestellten Problemen, Kontroversen, Angriffen auf Platon u. dgl.[1]). Das durch die peripatetische Schule verbreitete logische Interesse hatte Anlaß gegeben, Theaet. 146 D durch Pressung der Worte μή τι ἄλλο φράζεις einen Fehler herauszukonstruieren (19, 46 ff.), was der Kommentator (20, 24 ff.) sehr vernünftig zurückweist. In dem mathematischen Abschnitt des Theaitet hatte es Kopfzerbrechen erregt, daß Platon das Quadrat von 2 Fuß Fläche nicht erwähnt (28, 41 ff.) und daß er Theodoros in der Aufzählung der Quadrate bei dem 17füßigen stehen bleiben läßt (34, 32 ff.). Auch den Streit der Schulen hören wir widerklingen, wenn 45, 34 ff. Gegner bekämpft werden, die Platon ἀπειροκαλία oder φιλοτιμία oder sonst derartiges vorwarfen. Auch diejenigen Probleme, die ohne ausdrückliche Erwähnung fremder Urheber berührt werden (52, 44 ff.; 56, 14 ff.; 57, 23 ff.), mögen z. T. durch frühere Verhandlungen angeregt sein. Am meisten interessiert uns der Eifer, mit dem der Verfasser den Versuchen, Platon zum Skeptiker zu machen, entgegentritt (55, 8 ff., andere Stellen unten). Hierin und in der nachdrücklichen Versicherung (54, 45 ff.), daß es nur éine Akademie gebe[2]) und daß die Akademiker ›mit Ausnahme von ganz wenigen‹ dogmatisch verführen und in ihren Hauptlehren mit Platon einig seien, fühlt man, daß die skeptische Phase der Akademie noch nicht lange und nicht vollständig — man denke an Plutarch und seinen Lehrer Ammonios — überwunden war und der zum Dogmatismus zurückgekehrten Schule noch Schmerzen bereitete. Daß die neuere Akademie ihre ἐποχή bei Platon selbst nachzuweisen suchte, ist selbstverständlich, ebenso ist klar, daß manche Stellen des Theaitet hierfür bei entsprechender Interpretation verwendbar waren. Der Anonymus ergänzt hier in willkommener Weise, was uns über diesen Punkt aus anderen Quellen schon bekannt war[3]). Energisch bemüht er sich, eine skeptische Verwertung der Stellen zurückzuweisen, an welchen Sokrates von seiner das eigene Gebären ausschließenden Hebammenkunst spricht und seinen Weisheitsmangel betont. Unser Autor wird nicht müde, hervorzuheben, daß solche Aeußerungen sich nur auf Sokrates' Verhalten im Verkehr mit anderen bezögen: an und für sich hat Sokrates Dogmen, aber im Unterrichte stellt er sie zurück. So 53, 38 ff.,

1) Das Eingehen auf diese Dinge ist für das exegetische Kolleg charakteristisch. Vgl. Simpl. in Cat. p. 2, 12 f. Kalbfl. τὴν ὡς ἐν σχολαῖς πρὸς τὰς ἐνστάσεις μακρολογίαν.

2) Μίαν οὖσαν Ἀκαδήμειαν. Man wird erinnert an den Titel der plutarchischen Schrift περὶ τοῦ μίαν εἶναι τὴν ἀπὸ Πλάτωνος Ἀκαδημίαν.

3) Vgl. GGA 1902 S. 969 f. Auch Elias in Categ. 110, 12 ff. bekämpft solche, die Platon zum ἐφεκτικός machen wollen.

besonders 54,6 ff.; 54,23 ff., wo die Bestimmungen ὅταν ἐρωτῶ τινας (23) und ὡς πρὸς τοιαύτην διδασκαλίαν (29 f.) zu beachten sind; 55,23. 42 ff. (wie das μὴ πάνυ τι σοφόν verstanden wird, zeigt 53,41 ff.); 56,3 ff. Aus der Vergleichung dieser Stellen ergibt sich nun auch die Herstellung von 47,35, wo das von den Herausgebern Gebotene nicht befriedigt. Liest man [ἄλλ]ως μ[ὲ]ν γὰρ ἀπε[φαίν]ετο [κ]αὶ εἶχεν [δόγ]ματα, ἐν δὲ τῶι [διδά]σκειν κτλ., so liegt auch hier der so oft wiederkehrende Gedanke vor. Zur Verbindung ἀπεφαίνετο καὶ εἶχεν δόγματα vgl. 55,8 ff. τὸν Πλάτωνα ἔχειν δόγματα καὶ ἀποφαίνεσθαι[1]). Lehrreich für die verschiedene Nuancierung des Platonismus dieser Zeit hinsichtlich seiner Stellung zum Dogmatismus ist eine Vergleichung der vom Anonymus gegebenen Lösung mit der Behandlung, die Plutarch quaest. Plat. 1 der Frage τί δήποτε τὸν Σωκράτην ὁ θεὸς μαιοῦσθαι μὲν ἐκέλευσεν ἑτέρους, αὐτὸν δὲ γεννᾶν ἀπεκώλυσεν, ὡς ἐν Θεαιτήτῳ λέγεται; angedeihen läßt. Auch hier wird die sokratische ἐποχή wesentlich nach ihrer pädagogischen Bedeutung betrachtet, aber von der Ausschließlichkeit einer pädagogischen Absicht und ihrem Gegensatz zu einem sonst bestehenden Dogmatismus des Sokrates ist hier nicht die Rede. Im Gegenteil, was 2,5 f. von der zum Hören nötigen Schallfreiheit des Ohres u. s. w. bemerkt wird, schließt feststehende Dogmen aus. In c. 3 wird die Möglichkeit, daß οὐδέν ἐστι καταληπτὸν ἀνθρώπῳ καὶ γνωστόν, offen gelassen, für den Fall aber, daß es eine Wahrheitserkenntnis gebe, betont, daß es (für den Wahrheitsbesitz) gleichwertig sei, ob man die Wahrheit selbst gefunden oder von dem (Mitunterredner), der sie gefunden, übernommen habe. In der Beziehung, in welche das pädagogische ἐπέχειν zur Anamnese gesetzt wird, stimmen beide Autoren überein (Plut. c. 4; hier in 2 οὐκ ἐντιθεῖσαν ἔξωθεν κτλ.; Anon. 47,47 ff., 48,5 f. οὐκ ἐνθέσεως μαθημάτων; 55,26 ff.). Hier kommt als dritter Olympiodor hinzu, der Proleg. phil. Platon. 10 der Behauptung von der Uebereinstimmung Platons mit den Skeptikern und Neuakademikern einen widerlegenden Abschnitt widmet. Das letzte Argument der Gegner lautet hier (p. 206,11 ff. Herm.): αὐτὸς λέγει ἐν διαλόγῳ αὐτοῦ ὅτι οὐδὲν οἶδα οὐδὲ διδάσκω τι, ἀλλὰ διαπορῶ μόνον· ὅρα οὖν πῶς ὁμολογεῖ ἰδίῳ στόματι μηδὲν κατειληφέναι, worauf Olympiodor u. a. entgegnet (Z. 18 ff.) πάλιν δ' »οὐδένα διδάσκω« λέγει ἀντὶ τοῦ »οὐδενὶ ἐντίθημι τὰ δόγματα«· οὐ γὰρ ἀγράφῳ ὥσπερ εἴρηται γραμματείῳ εἰκάζει τὴν ψυχὴν ὡς ἐγγράψαι αὐτῇ μὴ ἐχούσῃ τὰ πράγματα, ἀλλ' ὡς ἂν εἰς φῶς ἄγων καὶ μόνον ἀναμιμνήσκων ἀνακαθαίρει δίκην τῶν ἐκματτόντων τὰς λήμας τὰς ἐπιπροσθούσας τοῖς ὀφθαλμοῖς. Noch durch eine

1) Die Raumverhältnisse widerstreben nicht. Φαιν in der Breite, die es 59,15 einnimmt, ließe sich zu Anfang von Z. 36 gut unterbringen.

andere Uebereinstimmung zeigen Plutarch und Olympiodor, wie der Kommentator Gemeingut der Schule verwertet. Voraussetzungsweise berücksichtigt letzterer den Fall, daß der Weisheitsmangel des Sokrates absolut zu verstehen sei (54, 31 ff.): ἢ εἰ ἁπλῶς ἀκουστέον τὸ μηδὲν ἔχειν σοφόν, οὐκ ἔσται ταύτην τὴν σοφίαν σοφός, ἣν ἀνατίθησιν θεῷ ἢ ἣν οἱ ἄλλοι τοῖς σοφισταῖς (über das Verhältnis zu diesen auch 58, 7 ff.; vgl. auch Plat. apol. 20 D). Dem ersten Gliede genau entsprechend entgegnet Olympiodor p. 206, 14 ff. auf das oben erwähnte letzte Argument der Gegner: λέγομεν δὲ καὶ πρὸς τούτους ὅτι, ὅταν εἴπῃ ›οὐδὲν οἶδα‹, ὡς πρὸς τὴν τῶν θεῶν γνῶσιν τὴν ἰδίαν παραβάλλει γνῶσιν· ἐκείνη γὰρ ἄλλη ἐστὶ παρὰ τὴν ἡμετέραν. Ebenso Plutarch c. 4 Anf. und Hermeias zum Phaidr. p. 70, 10.

Eine Tradition der Exegese spiegelt sich auch in dem 2, 11 ff. über den Gegenstand des Dialogs Bemerkten. Auch hier zeigt sich die Mittelstellung. Die Ausführlichkeit, mit der später die Frage nach dem σκοπός behandelt zu werden pflegt[1]), ist hier noch fern, so weit wir nach dem Erhaltenen urteilen dürfen. Immerhin sind über diesen Punkt bereits verschiedene Ansichten geäußert, zu denen der Verfasser Stellung nimmt, und der Gegenstand ist ihm wichtig genug, um im Laufe der Exegese bei Gelegenheit darauf zurückzukommen. Fr. 4, in welchem dies geschieht, ist schon aus äußeren Gründen nicht zur Einleitung zu ziehen. Es ist hier vielmehr offenbar von einer bestimmten Stelle des Dialogs die Rede, die nach der Meinung des Kommentators ein Indicium abgibt gegen die von der Mehrheit der Platoniker verfochtene Ansicht, daß der Theaitet περὶ κριτηρίου — nicht, wie er selbst glaubt, περὶ ἐπιστήμης — handele. Man wird diese Stelle möglichst in der Nähe von 158 A (ἐν αὐτοῖς γιγνομένας) suchen müssen. Da scheint nun ein Wort des Sokrates 163 A den Anforderungen zu genügen. Die Stelle lautet: τῇδε δὴ σκοπῶμεν εἰ ἄρα ἐστὶν ἐπιστήμη τε καὶ αἴσθησις ταὐτὸν ἢ ἕτερον. εἰς γὰρ τοῦτό που πᾶς ὁ λόγος ἡμῖν ἔτεινε καὶ τούτου χάριν τὰ πολλὰ καὶ ἄτοπα ταῦτα ἐκινήσαμεν. Wer auf Aeußerungen über den σκοπός des Dialogs Jagd machte, konnte hier sehr wohl eine Andeutung finden, daß das Gespräch der ἐπιστήμη, also nicht dem κριτήριον gelte. Nach Z. 11 ff. muß die betreffende Stelle von einer Seite als überflüssig oder unpassend angegriffen worden sein (9 [τινὲς μὲ]ν οὖν?). Auch dem kommen die ausgeschriebenen Sätze insoweit entgegen, als der zweite, entscheidende unter ihnen sich ohne Störung des Zusammenhanges glatt ausheben läßt. Mit Rücksicht auf

1) Beispiele bei Freudenthal, Hellenist. Stud. III 316. Sie ließen sich durch den Hinweis auf eine Reihe anderer jetzt durch die Comm. in Arist. Graeca zugänglicher gewordene Kommentare leicht vermehren.

diesen parenthetischen Charakter der Stelle könnte es im Folgenden etwa heißen: δοκεῖ δέ μοι ἔνθ[εσι]ς γενόμενη [1]) πρ[ὸς τοὺ]ς πλείους τῶ[ν πλ]ατωνικῶ[ν, οἳ] κτλ. [2]), d. h. eine Einlage zur vorsorglichen Abwehr der später von der Majorität der Platoniker vertretenen Ansicht. Daß damit der Theaitetstelle schreiende Gewalt angetan wird, ist kein Gegengrund, was für denjenigen keines Beweises bedarf, der sich ähnlicher interpretatorischer Leistungen unseres Kommentators (s. u.) und späterer Platonerklärer erinnert.

Vor dem σκοπός scheinen andere Vorfragen Erörterung gefunden zu haben, über die der Leser unterrichtet sein muß, ehe er zur Lektüre schreitet. Das Stück schließt mit einer Bemerkung über das Verhältnis des Theodoros zu Protagoras. Von letzterem muß nach den z. T. erhaltenen Zeilenenden zu schließen auch im Vorausgehenden viel die Rede gewesen sein. 1,10 handelt es sich vielleicht um seine Verbannung (φ]υγῆι?) [3]). Auf den Abschnitt über den σκοπός und daran anschließende Erörterungen über die ἐπιστήμη und ihre Behandlung in der Schrift folgt Näheres über das Proömium. Wertvoll ist die Notiz über die Existenz eines anderen Proömiums. Die Unterscheidung des ›dramatischen‹ Dialogs (Laert. Diog. 3,50 mit Menagius' Anmerkung, Plut. quaest. conv. 7,8,3) von anderen Formen ist dem Verfasser nach 3,38 bekannt. Sehr interessant für die

1) Aus dem Lichtdruck ersehe ich, daß der letzte Buchstabe kein η sein kann. Man müßte also zu der immerhin bedenklichen Annahme einer Verschreibung seine Zuflucht nehmen, um diese Ergänzung zu retten.

2) Ἔνθεσις im konkreten Sinne von Einlage in ein Literaturwerk vermag ich nicht nachzuweisen. Stellen mit anderweitiger konkreter Bedeutung des Wortes bei Passow s. v.

3) 1,5 durfte α keinen Akzent erhalten, da auch die Ergänzung ὑποδη[μάτων ἐργασί]αν offen bleiben muß. Die Punkte Z. 5. 7. 23 können nach dem S. VIII. XIX Bemerkten nur die als Zeilenfüllsel benutzte μέση sein, in welchem Falle sie nach S. VIII durch den Füllungshaken ersetzt werden mußten. Z. 5 entspricht die μέση jenem Zwecke allerdings recht schlecht, indem sie nicht unter den überschüssigen letzten Buchstaben der vorhergehenden Zeile gesetzt, sondern dicht an das schließende ι herangerückt ist, so daß noch reichlich leerer Raum bleibt. Aehnlich ist sie aber auch 30,2 und besonders 44,33 angebracht. Völlig zwecklos steht sie 58,32, da hier keine Lücke auszufüllen ist. Auch 1,7 tritt sie etwas aus der Zeile heraus. Ist dies Zeichen etwa aus einer zeilenweise getreu kopierten Vorlage übernommen? Die Doppelheit der Füllungszeichen könnte dafür zu sprechen scheinen. Z. 1 ff. ließen sich — selbstverständlich neben vielen anderen Möglichkeiten — etwa so herstellen: (καὶ τὰ καθ' ἡμέραν συμβαίνοντα oder ähnliches) ἐλέγχει πρ]ωταγό[ραν. Δῆλον γὰρ ὡς]χρὴ (von logischer Notwendigkeit wie z. B. Arist. meteor. 2,7 p. 365b 16) [κατὰ τὸν πρωτα]γόραν [ἅπαντας καὶ] ὑποδη[μάτων ἐργασί]αν εἰ[δέναι· ἥνπερ οἳ]δε μὲν [σκυτικός, ὑφαν]τικὰ[ς δ' οὐ δυνατή, d. h. Protagoras hebt den Unterschied von τέχνη und ἀτεχνία auf (vgl. Sext. Empir. adv. math. 7,394. 395. 400), der unleugbar ist.

Technik der Exegese ist 4, 17 ff. περιέχει δὲ τὸ προοίμιον τῶν προσηκόντων καὶ πρακτῶν ὑπογραφήν, ἃ οἱ Στωικοὶ καθήκοντα ὀνομάζουσιν. τὰ δὲ τοιαῦτα σαφέστατα κεῖται παρὰ τοῖς Σωκρατικοῖς καὶ οὐ δεῖται ἐξηγήσεως[1]). Proklos zum Parmen. p. 658, 34 f. berichtet von einer verschiedenen Stellung der alten Erklärer zu den Proömien platonischer Dialoge: die einen schließen sie von der Erklärung überhaupt aus, eine zweite Kategorie deutet sie rein ethisch[2]), eine dritte verlangt, daß der Exeget das Proömium mit dem sachlichen Inhalte des eigentlichen Dialogs in Verbindung setze und so Proömium und Dialog als Einheit behandle[3]). Aeltester nachweisbarer Vertreter des ethischen Prinzips war bisher, soviel ich sehe, Porphyrios. Dank unserer Stelle können wir nun diese Erklärungsweise um 100—150 Jahre weiter zurückverfolgen. Es scheint, daß über diesen Punkt damals noch kein Streit entbrannt war. Wenigstens erwähnt der Verfasser nichts von einem abweichenden exegetischen Verfahren. Damit stimmt, daß Jamblich als erster erscheint, der die Theorie des εἷς σκοπός konsequent durchführte[4]). Was die Nichtberücksichtigung des Proömiums (οὐ δεῖται ἐξηγήσεως) betrifft, so erwähnt Prokl. zum Tim. I 204, 17 Diehl, daß Severus, der zeitlich von dem Anonymus nicht weit entfernt ist, in seinem Kommentar zum ›Timaios‹ das Proömium unerklärt ließ.

Seiner Methode nach ist der Kommentar noch äußerst einfach. Von den später üblichen, weit ausgesponnenen Erörterungen der Disposition und des Zusammenhangs innerhalb größerer Partien der zu erklärenden Schrift u. dgl. findet sich hier noch nichts; kaum daß 2, 13 ff. in wenigen Zeilen die Hauptteile der Untersuchung geschieden werden. Eine gewisse Zurückhaltung wird freilich unserm Urteil durch die Unvollständigkeit des Erhaltenen auferlegt. Doch ist kaum anzunehmen, daß uns die allgemeine Haltung der Exegese nach Auffindung des verlorenen Restes in einem wesentlich anderen Lichte erscheinen würde. — In dem elementaren Charakter seiner Technik bildet der Theaitetkommentator den einen Pol einer Entwickelung, an deren anderem Ende Olympiodor und seine Schule stehen mit der Zerlegung der Interpretation in Praxeis, innerhalb deren wieder die den größeren Zusammenhängen gewidmete Theoria von der Worterklärung gesondert wird. Auch darin wahrt unser Kommentator seine primitive Art, daß seine platonischen Lemmata

1) Die geringfügigen Ergänzungen der Herausgeber sind gesichert.

2) P. 658, 2 ff. τῶν δὲ οὐδὲ τούτων (sc. τῶν προοιμίων) ὡς ἔτυχεν ἀκροωμένων, ἀλλὰ τὴν χρείαν αὐτῶν εἰς καθηκόντων ὑπογραφὰς ἀναπεμπόντων κτλ.

3) Vgl. über diese Frage GGA. 1905 S. 525 ff.

4) GGA. a. a. O. S. 526.

zusammengelegt keineswegs den lückenlosen Theaitettext darstellen. Er springt von Punkt zu Punkt und behandelt nur, was ihm zur Interpretation besonderen Anlaß zu geben scheint — auch hier wieder im Gegensatz zu den späteren neuplatonischen Erklärern, die unter der Herrschaft der allegorisierenden Methode in jedem Satze, wenn nicht in jedem Worte, einen Schatz zu heben finden. Die Lemmata sind im allgemeinen — in der Art des Didymos, worauf Diels S. XX hinweist — vollständig ausgeschrieben, doch existiert einiges nur in der Paraphrase. So das auf 46,42 folgende Stück aus 148 D (paraphrasiert 47,1 ff.), ebenso ein nach 56,2 stehender Passus aus 150 D (paraphrasiert 56,7 ff.) und 152 E (paraphrasiert 67,45 ff.). Die Besprechung des 25,30—37 aus 147 D ausgeschriebenen Lemmas greift weit über den Inhalt desselben hinaus, da der mathematische Abschnitt zusammenhängend erörtert werden mußte. Daraus ergeben sich einige Wiederholungen im Nachfolgenden. Hier liegt also ausnahmsweise ein Ansatz vor zu der späteren Scheidung von Theoria und Einzelerklärung. Auch 66,19 ff. ist in das nächste Lemma übergegriffen.

Bei aller Einfachheit der Kommentierung wird nun doch das Unterlegen an Stelle des Auslegens schon recht fleißig betrieben. Statt vieler Belege genügt es auf die Deutung des ἄττα (145 C) 15,1 ff. und die 44,48 ff. an 148 B ἄριστά κτλ. angeknüpfte methodologische Ausführung (διδάσκων πῶς ζητητέον) hinzuweisen. Wie in den neuplatonischen Kommentaren, nur in weit geringerem Maße, galt es auch hier, die Gedanken einer weitergeschrittenen philosophischen Entwickelung im platonischen Texte selbst wiederzufinden. Was dabei am meisten in die Augen fällt, ist die Hereinziehung der aristotelischen Logik, worauf schon Diels S. XXIV, XXX f. aufmerksam gemacht hat. Wiederholt zeigt sich das Bestreben, die platonischen Ausführungen in die Kategorien und Syllogismen des Aristoteles hineinzuzwängen. Man darf den neuen Fund schon deshalb nicht unterschätzen, weil er uns in schöner Weise in Stand setzt, das von Albin in theoretischer und systematischer Form Gebotene in die Praxis des kommentierenden Schulunterrichtes hinein zu verfolgen. Wir erhalten das erste Beispiel dafür, daß die Gepflogenheiten der neuplatonischen Kommentatoren schon um Jahrhunderte früher im mittleren Platonismus zu Tage traten. Es kann nun fraglos für die logische Schulung des Hörers wie für die Kritik der platonischen Beweisführung sehr förderlich sein, wenn man die in freieren Formen verlaufende Argumentation des Philosophen an dem Maßstabe einer strikten syllogistischen Methode prüft, nur muß man dabei mit größerer Behutsamkeit, als es von unserem Anonymus ge-

schehen ist, jedes Zwängen und Pressen vermeiden. So ist die Reduktion von ἆρ' οὐ τὸ μανθάνειν κτλ. 145 DE auf einen Syllogismus mit dem Schlußsatze ὁ ἄρα μανθάνων ἐπιστήμην ἐπιλαμβάνει (16, 23 f.) unstatthaft, da dieser Satz weder explicite noch implicite in der platonischen Deduktion enthalten ist, Platon vielmehr nur vom μανθάνειν durch Vermittelung der Zwischenglieder σοφός und σοφία auf die ἐπιστήμη zu gelangen sucht, von der er im Folgenden handeln will. Falsch ist die Reduktion 66, 11 ff. Die Verwendung der aristotelischen Kategorien 20, 32 ff., 68, 10 ff. fördert nicht und tut besonders an der zweiten Stelle Platon Gewalt an.

Was den dogmatischen Standpunkt des Kommentators betrifft, so hat Diels in der Einleitung dargetan, daß es der des eklektischen Platonismus ist, wie ihn u. a. Albinos vertritt[1]). Die von Diels aufgezeigten Berührungen mit dem letzteren lassen sich noch vermehren. Der Kommentator spricht 2, 20 und 15, 8 ff. von ἁπλῆ ἐπιστήμη im Gegensatz zur σύνθετος oder συστηματική. Als dritte Stelle wird 17, 27 hinzuzufügen sein, wo Wilamowitz wohl mit Recht ἁπλῆς ergänzt. Wenn das περὶ ὃ μανθάνει τις 145 D ein Kennzeichen dafür sein soll, daß es sich um die ἁπλῆ ἐ. handle, so scheint der Verfasser das ὃ als distributiv (der jeweilige einzelne Gegenstand des Lernens) empfunden zu haben. Das ist willkürlich, aber der Interpretationskunst dieses Exegeten wohl zuzutrauen. Mit diesen Stellen vergleiche man nun: Alb. Eisag. 4 p. 155, 27 ff. H., wo Platon die Benennung ἐπιστήμη ἁπλῆ für die φυσικὴ ἔννοια zugeschrieben und weiter bemerkt wird: ἐκ δὲ τούτων ἁπλῶν οὐσῶν ἐπιστημῶν ὁ φυσικὸς καὶ ἐπιστημονικὸς συνέστηκε λόγος[2]). Wenn 2, 23 ff. die Bedeutung von κριτήριον = τὸ δι' οὗ κρίνομεν ὡς ὀργάνου einer oder mehreren anderen Bedeutungen des Wortes entgegengestellt wird (λέγω δὲ νῦν κτλ.), so findet dies Alb. Eis. 4 p. 154, 10 ff. eine Parallele. Zu 59, 46 αἴσθησις = αἰσθητήριον (im vorliegenden Falle soll die Gleichsetzung nicht statthaben) vgl. Alb. 4 p. 154, 10 κρίσις = κριτήριον (Alex. in l. de sensu [Comm. in Aristot. Graeca III 1] p. 2, 5 f.), zum λόγος als Kriterium (61, 16 f.) Alb. 4 p. 154, 15.

Sehr mit Recht hat nun Diels trotz der mehrfachen Berührungen des Anonymus mit Albinos die Identifizierung der beiden Autoren

1) Es sei hier noch auf ein wertvolles Parergon der Einleitung hingewiesen: Diels liefert an der Hand der antiken Zeugnisse den Beweis, daß Albinos auch Kommentare (sicher zu Timaios und Politeia) verfaßt hat.

2) Die Unterscheidung von ἁπλῆ und σύνθετος (συστηματική) ἐπιστ. ist wohl auf die Stoa zurückzuführen. Vgl. Sext. Emp. adv. math. 7, 40 f., wo die ἐπιστήμη allerdings nur systematisch erscheint, die Gegenüberstellung aber von ἀληθές als ἁπλοῦν und ἀλήθεια als συστηματική eine Verwandtschaft mit jener Unterscheidung zeigt.

von der Hand gewiesen, und zwar nicht nur wegen der S. XXXIII sehr lehrreich besprochenen Divergenzen in Stil und Methode. Unter allem was der Anonymus mit Albin gemein hat, ist nichts derart, daß man Grund hätte, darin eine individuelle Anschauung des Autors und nicht vielmehr Gemeingut der platonischen Schule dieser Zeit zu erkennen. In erster Linie gilt dies von der πρὸς τὸν θεὸν ὁμοίωσις[1]), die 7,17 f. als Eckstein der Ethik erscheint. In dieser Bedeutung ist sie ein Kennzeichen des gesamten späteren Platonismus. Die Ausbildung, die der Telosbegriff in der Stoa gefunden hatte, führte dazu, auch für den Platonismus ein solches Telos aufzustellen[2]). Ebendahin drängte die die verschiedenen Systeme unter einheitlichen Gesichtspunkten abhandelnde doxographische Darstellung der Philosophiegeschichte. Daß man dabei zu der Stelle Theaet. 176 B griff, war ein äußerst glücklicher und folgenreicher Gedanke, da man damit in der Tat dem religiös gestimmten Idealismus Platons gerecht wurde[3]) und zugleich den Platonismus für ethisch verwandte Richtungen wie Stoa und Christentum bündnisfähiger machte. Innerhalb der ersteren bot die Anschauung von der natürlichen Gottverwandt-

1) Die Herausgeber ergänzen ὁμοιό[τητο]ς. Ist ὁμοιώ[σεω]ς möglich (was mir der Fall zu sein scheint; ωσεως von Z. 15 paßt gerade in den Raum), so hat es Platon 176B und die unten anzuführenden Parallelen auf seiner Seite.

2) Die Anwendung späterer Gesichtspunkte auf den Platonismus zeigt gut Plut. quaest. conv. 1, 1, 4, 5 Πλάτων ἐν τῷ Συμποσίῳ περὶ τέλους διαλεγόμενος καὶ τοῦ πρώτου ἀγαθοῦ. Damit stimmt überein, daß schon Areios Didymos Stob. ecl. II p. 50, 6 W. τέλος bei Plat. Tim. 90D in dem späteren technischen Sinne nimmt, der schon durch den platonischen Text ausgeschlossen ist. Ueber die ὁμοίωσις θεῷ (κατὰ τὸ δυνατόν) als platonisches Telos und ihre Verbreitung bis in die spätere byzantinische Zeit vgl. GGA. 1906 S. 904. Neben dem dort Angeführten siehe etwa noch Plut. de ser. num. vind. 5 (p. 666, 1 f.), Theo Smyrn. p. 16, 1 f., Apul. de dogm. Plat. 2, 23 p. 98, 9 f. 99, 3 f. (wie die entsprechenden Albinosstellen nach Gaius, vgl. Thadd. Sinko, De Apulei et Albini doctrinae Platonicae adumbratione [Dissert. philol. class. Acad. litt. Cracov. tom. 41 p. 171]), Porph. b. Stob. flor. 1, 123 p. 91, 11 f., 92, 20 f. H. (p. 19, 6; 20, 17 Mommert), Iambl. b. Stob. flor. 103, 23 (d. comm. math. sc. 18 p. 63, 10 f. τὴν πρὸς τἀγαθὸν ὁμοίωσιν), Anon. vit. Pythag. b. Phot. cod. 249 p. 439a 12 Bekk. (5 p. 104 Kiessl.), Iul. or. 6 p. 237, 3, Hierocl. in carm. aur. p. 416a 7, 483b 24 Mull. (an letzterer Stelle ὁμοιότης), Syr. in Metaph. p. 14, 19 f. vgl. 11, 25, Marin. vit. Procli 25, Olympiod. prol. log. p. 16, 25, in Phaed. p. 1, 16 f. Als platonisch erwähnt die Bestimmung auch das Scholion zu Luc. rhet. praec. 1 p. 175, 8 f. Rabe, allgemein als ὅρος τῆς φιλοσοφίας das Scholion zu Aristid. or. 46 p. 178, 11 Dindorf (p. 179 Frommel). Sie schwebte jedenfalls auch Aristeides a. a. O. vor.

3) Vgl. Zeller II 1[4] S. 926 und dazu die weiteren bei Albin c. 28 neben Theaet. 176B berücksichtigten Platonstellen (leg. 715E—716C, Phaedr. 247E 248A), ferner Tim. 90D.

schaft des Menschen[1]) und der Zeusgleichheit des Weisen Anknüpfungspunkte. Aus der Gottverwandtschaft wird die Gottgleichheit als ethisches Ziel abgeleitet von Musonius p. 90, 4 ff. Hense. Vgl. auch Epict. 2, 14, 12; 19, 27; Seneca ep. 95, 50[2]). Unter den christlichen Autoren haben Klemens von Alexandreia (strom. 2, 100. 131; 5, 96) und Theodoret (Graec. affect. cur. 11 p. 985; 12 p. 1017 Schulze) jene Telosdefinition mit Beifall erwähnt und ihre Uebereinstimmung mit biblischen Lehren hervorgehoben[3]). Auch Gregorios der Thaumaturg verwendet sie ad Origin. 2, 13 p. 4, 18; 12, 149 p. 28, 26 Koetschau[4]). Auch im Peripatos bediente man sich der Formel. Auf Aspasios hat Diels, Einl. p. XXXII, bereits hingewiesen. Themistios berührt sie or. 2 p. 32 D, or. 15 p. 189 A, und sie erscheint in der peripatetischen Deduktion Comm. in Arist. Gr. XII 1 p. XI Z. 3 f. v. u.

Es ist schade, daß das erhaltene Stück des Kommentars die Besprechung von 176 B, auf die 7, 19 wohl verwiesen wird, nicht mehr umfaßt. Hier war ohne Zweifel die ὁμοίωσις πρὸς τὸν θεόν als Grundlage der Ethik behandelt und die einzelnen Tugenden von der Gottgleichheit abgeleitet. Einen Anhaltspunkt gab schon Platon mit dem Satze ὁμοίωσις δὲ δίκαιον καὶ ὅσιον μετὰ φρονήσεως γενέσθαι, von dem auch Apul. dogm. Plat. 2, 23 p. 98, 10 ff. ausgeht. Die hier vorgenommene Scheidung der Nachahmung nach der theoretischen und der praktischen Tätigkeit der Gottheit findet sich öfters, so Amm. in Porph. Isag. 4, 7 ff.; 11, 10 ff., Elias Prol. 27, 9 ff. (eine andere Scheidung bei Olymp. in Phaedon. 1, 13 ff.).

Auch die auf die Stoa zurückgehende[5]) Lehre von der Antakoluthie der (vollkommenen) Tugenden, in der der Kommentator 9, 40 ff. (vgl. 11, 13 ff.) mit Albin 29 p. 183, 3 ff. übereinstimmt, darf man der ganzen Schule dieser Epoche zuschreiben. Das Zusammengehen von Albin und Apuleius dogm. Plat. 2, 6 p. 84, 26 ff. ergibt den gleichen Standpunkt für Gaius. Wie diese, so trifft auch der Anon.

1) Vgl. Bonhöffer, Epict. u. d. Stoa 76 ff. Soweit Poseidonios in Frage kommt, ist allerdings mit der Wahrscheinlichkeit zu rechnen, daß die stoische Lehre von Platon beeinflußt ist. S. auch Stoic. vet. fr. III 245 ff. 333 ff.

2) Auch an die beliebten Ausführungen über den König als Ebenbild des Zeus mag erinnert werden. Vgl. besonders Dio Chrys. or. 53, 11 τοὺς ἀγαθοὺς βασιλεῖς δέον πρὸς ἐκεῖνον (sc. τὸν Δία) βλέποντας κατευθύνειν τὴν ἀρχὴν ἀφομοιοῦντας, ὡς δυνατόν ἐστιν ἀνθρώποις, θεῷ τὸν αὑτῶν τρόπον.

3) Die Angaben beider über die platonische Telosbestimmung führt R. Hoyer, De Antiocho Ascal. (Bonn 1883 Diss.) S. 36 ff. auf Antiochos v. Ask. zurück.

4) Daß Gregor auch sonst den späteren Schulplatonismus vertritt, zeigt Brinkmann, Rhein. Mus. 56 (1901) S. 57 f.

5) Vgl. Stoic. vet. fr. III no. 295 ff.

in eth. Nic. V (Comm. in Arist. Gr. XX) p. 209, 26 ff. mit dem Theaitetkommentator darin zusammen, daß er die Antakoluthie nur für die τέλειαι ἀρεταί, nicht für die εὐφύειαι (Diels Einl. S. XXXII) gelten lassen will: ἡ δικαιοσύνη, φησί (sc. Aristot. p. 1129 b 25 f.), τελεία ἀρετή, ἀλλ' οὐχ ἁπλῶς· λέγεται μὲν γὰρ καὶ ἡ ἀντιδιαστελλομένη πρὸς τὴν φυσικήν τε καὶ κατ' εὐφυΐαν λεγομένην ἀνδρείαν, ἀλλ' ἀτελὴς αὕτη. ἀτελὴς μὲν ἡ ἐν τῷ Ἀχιλλεῖ, τελεία δὲ ἡ μετὰ φρονήσεώς τε καὶ ὀρθοῦ λόγου ὑπομενητικὴ τῶν μεγίστων κινδύνων· αἱ οὖν τέλειαι ἀντακολουθοῦσιν ἀλλήλαις· ὁ γὰρ τούτων ἔχων μίαν πάσας ἔχειν λέγεται.

Als neues Dokument für diesen mittleren Platonismus ist der Theaitetpapyrus schon an und für sich wertvoll, zumal unser literarischer Besitz aus dieser Phase der platonischen Lehrentwickelung bis jetzt sehr mäßigen Umfanges ist. Dazu kommt, daß der neue Kommentar das bisher Vorhandene nach zwei Seiten ergänzt. Er bildet das einzige umfassendere Beispiel jenes Platonismus in seiner Anwendung auf die schulmäßige Platoninterpretation, und er zeigt — hier allerdings nicht als einzige Quelle[1]) — die platonische Schule dieser Zeit zugleich auch in ihrer Polemik gegen andere Schulen, darunter auch die Stoa. Diese Seite ist m. E. in Diels' Einleitung nicht ganz zu ihrem Rechte gekommen. Daß wir es mit einer durchaus eklektischen Lehre zu tun haben, die einen guten Teil ihres Besitzstandes der Stoa verdankt, steht außer Frage. Das hindert aber nicht, daß nun dieses Anleihegut stillschweigend als Eigentum betrachtet und wacker gegen die Stoa da polemisiert wird, wo der Platoniker nun einmal nicht folgen konnte. Nicht das Liebäugeln mit dem Stoizismus, sondern die Neigung, bei gegebener Gelegenheit die Lehrunterschiede zur Sprache zu bringen und die abweichende Meinung zu bekämpfen, scheint mir in dem Bilde des Kommentators der hervorstechendere Zug, und der Theaitetkommentar bestätigt so die — übrigens psychologisch notwendige — Tatsache, daß trotz der bei Eklektikern hin und wieder auftretenden Versicherung von der wesentlichen Einigkeit der Hauptsysteme gleichwohl, solange geschlossene Schulen nebeneinander bestanden, auch der Schulpatriotismus und gelegentlich -chauvinismus andauerte und insbesondere der Katheder-

1) Vgl. das im Hermes 41 (1906) S. 603 ff. 617 über Hierax Bemerkte. Beiläufig sei hier zur Ergänzung des Aufsatzes über Hierax hervorgehoben, daß der von Damaskios bei Phot. bibl. p. 341 b 18 f. als Zeitgenosse des Ammonios (Hermeiu) genannte Alexandriner Hierax als Verfasser der von Stobaios exzerpierten Schrift nicht in Betracht kommt, da sich in den ziemlich umfangreichen Fragmenten keine Spur des Neuplatonismus findet. Auch wäre er der einzige von Stobaios berücksichtigte Autor so später Zeit. Die jüngste Quelle des Florilegiums ist sonst Themistios.

philosoph Anlaß nahm, durch polemischen Hinweis auf Dogmen anderer Sekten der Meinung vorzubeugen, daß in seinem Hörsaal gar nichts anderes und Wahreres zu lernen sei als in dem einer anderen Schule. In der von Diels S. XXV als stoizisierend bezeichneten οἰκείωσις-Betrachtung 5, 18 ff. sind allerdings stoisch Begriff und Name der οἰκείωσις und die Grundlagen der οἰκείωσις-Lehre[1]). Aber der Zweck, den der ganze Abschnitt verfolgt, ist antistoisch: es soll die jedenfalls durch einen Teil der stoischen Schule vertretene[2]) Lehre von der bestehenden oder anzustrebenden Gleichheit der οἰκείωσις πρὸς ἑαυτὸν καὶ πρὸς ὁντινοῦν ad absurdum geführt und damit der Ableitung der δικαιοσύνη aus der οἰκείωσις der Boden entzogen werden, um nun erstere dem Prinzip dieses Platonismus entsprechend an die ὁμοίωσις θεῷ anzuknüpfen. 70, 12 ff. ist es dem Verfasser zwar in erster Linie darum zu tun, die (neuere) Akademie vor dem Verdacht der Skepsis zu schützen. Aber man merkt doch das Behagen an der Niederlage, die die Stoa hier erlitten haben soll. 11, 22 ff. fehlt jede derartige Spitze. Aber immerhin ist die Gelegenheit wahrgenommen, einen Lehrunterschied zur Sprache zu bringen. Auch Aristoteles geht bei der Polemik nicht leer aus; ein Punkt seiner Definitionslehre wird 25, 2 ff. gerügt.

Der Papyrus enthält noch mancherlei, was teils als neu teils als Bestätigung von sonst vereinzelt Bezeugtem Interesse erweckt. Ich rechne dahin den prägnanten Gebrauch von Ἀκαδήμεια und Ἀκαδημαϊκός im Sinne der neueren Akademie 54, 40; 70, 14 (vgl. auch 6, 30)[3]), οἱ παλαιοί in Bezug auf die Platoniker

1) Darunter auch die Einteilung der οἰκείωσις 7, 26 ff., zu der Hierokles Eth. Elem. 9, 3 ff. zu vergleichen ist (hier Z. 12 vielleicht κ[ηδεμονική]). 7, 20 ff. wird übrigens nicht einmal der Ruhm, die »πολυθρύλητος« οἰκείωσις erfunden zu haben, den Stoikern gegönnt.

2) So von Hierokles, dessen bei Stob. flor. 84, 23 p. 134, 27 ff. M. (Hierokl. p. 61, 24 ff. v. Arnim) vorgetragene Theorie sich mit der hier bekämpften deckt, soweit es sich um die οἰκείωσις sich selbst und anderen gegenüber handelt. Daß nicht alle Stoiker die gleiche Anschauung vertraten, zeigt die auf Panaitios zurückgehende Darstellung bei Cicero d. off. 1, 17, 58. Der von mir, Hierokles d. Stoik. S. 13. 63, hervorgehobene Widerspruch zwischen dem Stoiker und dem Neuplatoniker Hierokles besteht auch zwischen dem Stoiker und dem Theaitetkommentator, nur daß bei letzterem mehr von dem Verhältnis des Menschen zu sich selbst und zu anderen, als von den Abstufungen innerhalb des Verhältnisses zu anderen die Rede ist; auch diese sind aber 5, 18 ff. berührt in Anknüpfung an das platonische Lemma.

3) Der gleiche Gebrauch bei Cicero (z. B. de nat. deor. 1, 1, 1) und Sextus Emp. (vgl. d. Stellen im Bekkerschen Index). Olymp. prol. phil. Plat. 10 p. 205, 3 f. Herm. heißt es: συνωθοῦντες τὸν Πλάτωνα εἰς τοὺς Ἐφεκτικούς τε καὶ τοὺς Ἀκαδημαϊκούς, jedoch mit Lücke vor dem letzten Worte im Monacensis, wonach Hermann wohl richtig νέους eingefügt hat.

11, 12 [1]). Καθήκοντα wird als speziell stoischer Terminus empfunden und durch προσήκοντα καὶ πρακτά umschrieben 4, 19 ff. Von Epikur (22, 39) I, dem Chier Ariston (11, 33) und den Neuakademikern (6, 30; 70, 14) lernen wir neue Deduktionen kennen. Ferner bildet die Mitteilung über die Stoiker 11, 22 ff. eine Bereicherung, ebenso was 5, 24 ff. über die οἰκείωσις gegenüber sich selbst und anderen (stoisch, s. oben) und über die Verankerung der Gerechtigkeit in der οἰκείωσις vorgetragen ist. Zu 73, 26 ff. vgl. Cic. nat. deor. 2, 15, 41; Hermeias z. Phaidr. p. 69, 3 Philop. aet. mundi p. 518, 5 ff. 523, 11 ff., [Philop.] in de gen. an. (Comm. in Aristot. Gr. XIV 3) p. 86, 15 ff. Zu 13, 1 ff. vgl. Prokl. zum I. Alkib. p. 412, wo in gleicher Weise die Theaitet- und die Politeiastelle vereinigt sind. Auch sprachlich ist manches bemerkenswert, so der den Superlativ vertretende Komparativ 50, 31 [2]). Ein merkwürdiges Muster von Ungeschicktheit sind die Figuren zu Kol. 43. Die πλινθίς und δοκίς sind hier von oben gesehen, so daß die Höhenlinie, auf deren Verhältnis zu den Seiten der Grundfläche es ankommt, durch die Perspektive verkürzt erscheint. Besonders die Zeichnung der δοκίς verliert dadurch jede Anschaulichkeit.

Von den der Ausgabe des Theaitetpapyrus als Anhang beigegebenen kleineren Stücken gehört das erste, ein Abschnitt eines philosophischen Traktates mit Philebos- und Phaidroszitat, der gleichen Zeit und seinem Inhalte nach derselben Richtung an [3]). Das zweite, von den Herausgebern nach der Schrift dem ersten Jahrhundert vor Chr. zugewiesen, enthält in 22 Zeilen einen Auszug aus Platons Gesetzen 832 E—837 C mit dem zu 833 AB (vgl. CD) beigefügten Scholion ἐφίππους δὲ λέγει δρόμους τοὺς διαύλους τρέχοντας τέσσαρας. Das dritte, vermutungsweise als philosophischer Dialog bezeichnete Stück entstammt etwa dem 2. Jahrh. vor Chr. Es umfaßt drei kleinere Fragmente mit unvollständigen Zeilen, denen bis zu einer etwa erfolgenden Agnoszierung schwerlich ein zusammenhängender Gedanke abzugewinnen sein dürfte [4]).

Die letzten Jahre haben uns durch epochemachende Papyrusfunde verwöhnt, und es ist fast notwendig vor der Unterschätzung von Funden zweiten und dritten Ranges zu warnen. Daß der Theaitetpapyrus sich an Bedeutung mit manchem, was in Aegypten zu Tage gekommen ist, nicht messen kann, ist unleugbar. Ebenso unleugbar ist aber, daß uns in ihm ein wichtiges Aktenstück zur Geschichte

1) S. darüber Brinkmann, Rhein. Mus. 56 (1901) S. 58.

2) Vgl. Schmid, Atticismus I 238, III 62, IV 62. 614.

3) S. darüber Hermes 42 (1907) S. 150 ff.

4) IIa 1 vielleicht τὸ μὲν οὖν περ]ιέχον [ταῦτα προοί]μιον. Dann handelt es sich um eine Inhaltsübersicht, vielleicht in einem Kommentar.

der Philosophie und des philosophischen Schulbetriebes wiedergeschenkt ist. Wir dürfen uns glücklich schätzen, wenn uns die Berliner Klassikertexte noch manches Stück gleichen Ranges zu bieten in der Lage sind, doppelt glücklich aber, wenn deren Bearbeitung in gleich vorzüglicher, nach allen Richtungen fördernder Weise gelingt, wie es hier der Fall gewesen ist.

Halle a. S. Karl Praechter

Orchomenos. I. Die älteren Ansiedlungsschichten von **Heinrich Bulle.** Aus d. Abhdl. der K. Bayer. Akademie der Wiss. I. Kl. XXIV. Bd. II. Abt. München 1907 [1]).

Bei der Besprechung von Furtwänglers Heiligtum der Aphaia (G. G. A. 1907 S. 671 ff.) habe ich die großzügige Ausgrabungstätigkeit geschildert, die Furtwängler seit einigen Jahren mit dem Kreise seiner Freunde und Schüler entfaltet hatte; ich kann den Bericht über die bedeutsamen Ergebnisse dieser Forschungen nicht fortsetzen ohne ein Wort der tiefen Trauer über den Tod des Mannes, dessen jugendfrische sprühende Lebenskraft unerschöpflich schien. Es ist der schwerste Verlust, den die Archäologie erleiden konnte in unserer Zeit mit ihrer doppelten Forderung: planmäßiger Forschung durch Vermehrung des schon fast unübersehbaren Stoffes, sorgsamster Einzelarbeit, der auch das unscheinbarste Denkmal zum geschichtlichen Zeugnis wird, und Erkenntnis des Wesens in der Fülle der Erscheinungen, Aufbau des großen Ganzen aus gesunden Steinen.

Das vorliegende stattliche Heft ist mit seinen klaren Ergebnissen ein Eckstein für den Bau der Frühgeschichte von Hellas, es ist mit seinen Tagebuchnotizen, Plänen und Ansichten ein für die Ausgrabungspraxis höchst wertvolles Musterbeispiel und es erfüllt selbstverständlich auch schriftstellerisch die allmählich immer allgemeiner anerkannte Forderung: möglichst objektive und vollständige Darlegung des Tatbestandes und erschöpfende Verarbeitung des Gewonnenen, beides tunlichst getrennt, sodaß der vertrauende Leser rasch ein Bild gewinnt, der selbständig prüfende andrerseits von den Gesichtspunkten des Herausgebers unabhängig urteilen kann.

Die Ausgrabung von Orchomenos beschloß Furtwängler, der die Bedeutung der früheren unscheinbaren Scherbenfunde dort längst erkannt hatte, auf eine Anregung von Hermann Thiersch hin. Nachdem er die Arbeiten im Frühjahr 1903 kurze Zeit selbst geleitet hatte,

1) Da das Manuskript dieser Anzeige schon vor Jahresfrist abgeschlossen war, konnten nur die wichtigsten Neuerscheinungen noch kurz berücksichtigt werden.

überließ er die Leitung dieser wie der zweiten Campagne von 1905 Heinrich Bulle; ihm standen erst Walter Riezler, dann Paul Reinecke zur Bearbeitung der Kleinfunde zur Seite. Ganz Bulles Werk ist der vorliegende erste Teil der Veröffentlichung, der die ältesten Ansiedlungsschichten behandelt; das Buch ist Herrn Bassermann-Jordan in Deidesheim gewidmet, dessen große Stiftung Furtwänglers meiste Ausgrabungen ermöglicht hat; auch der Sohn des Stifters, Herr Ernst Bassermann-Jordan, hat bei der Grabung tätig geholfen.

Die Untersuchung beschränkt sich im wesentlichen auf den südlichen Ausläufer des Stadtberges, der die ältesten Ansiedlungen trug; dort konnten große Flächen freigelegt und zahlreiche Gräben gezogen werden. Oberhalb und unterhalb ist nur sondiert worden. Wie so oft, hat die Ausgrabung anderes ergeben als was zu erwarten war: kein stattlicher mykenischer Herrensitz, keine goldreichen Kuppelgräber kamen zu Tage, sondern unter den stark zerstörten Resten bescheidener Bauten der frühmykenischen Zeit fanden sich zwei ältere Ansiedlungen, beide von ausgeprägter Eigenart. Damit ist zum ersten Mal in Hellas selbst eine Abfolge von Kulturschichten gefunden, wie wir sie bisher nur in Troja, dort jedoch architektonisch viel einförmiger, besaßen; auch die gleichzeitige, an sich hochwichtige Ausgrabung von Sesklo in Thessalien bietet ein weniger wechselvolles Bild; in den ältesten kretischen Schichten endlich sind bisher nur ganz vereinzelte Baureste zu Tage getreten (vgl. BSA XI S. 263; in Melos fehlen Bauten ältester Zeit ganz). Die älteste nachweisbare Ansiedlung scheint ausschließlich runde Lehmhütten mit Steinsockeln gekannt zu haben; die feine Keramik ist vorwiegend monochrom, doch gibt es schon polierte Mattmalerei. In der zweiten Ansiedlung ist kein einziger Rundbau mehr nachzuweisen (vgl. jedoch unten); es herrschen Mischformen mit geraden und gebogenen Wänden (nach Bulle Ovalbauten mit grader Front), neben welchen vielleicht schon viereckige Häuser vorkamen. Die Keramik ist sogenannte ›Urfirnisware‹. Endlich sind dieser Schicht zahlreiche tiefe ›Bothroi‹ voller Asche, offenbar keine Herdgruben, eigentümlich. Wie die beiden ersten, so sind auch die zweite und die dritte Ansiedlung scharf von einander getrennt: in frühmykenischer Zeit hat eine völlige Neubesiedelung stattgefunden. Das viereckige mehrräumige Haus herrscht jetzt ausschließlich, doch scheint es, daß auch ein ganz kleiner, schwerlich bewohnter Rundbau mit Feuerstelle dieser Schicht angehört. Bulle vermutet darin das Herdheiligtum der Gemeinde, doch kann es auch die Küche eines Wohnhauses sein, vgl. unten. Die Häuser stehen nach dörflicher Art einzeln in Höfen, im Gegensatz zu dem städtischen Blocksystem von Kreta und Melos. Gräber sind in

den älteren Ansiedlungen nicht gefunden worden; hier liegen sie in Mengen überall im Ort, höchst wahrscheinlich auch innerhalb der Häuser selbst. Es sind alles ›liegende Hocker‹, meist in Plattengräbern aus Lehm und Stein mit spärlichen Beigaben. Die lange Dauer dieser Ansiedlung gibt sich in drei Bauschichten kund, die jedoch derart in einander übergehen, daß keine Neubesiedlungen anzunehmen sind; dementsprechend ist auch die Keramik gleichartig. Von den Bauten der jüngeren mykenischen Zeit hat die Zerstörung der oberen Schichten durch die Byzantiner fast nichts übrig gelassen als versprengte Reste von Wandgemälden, die als lehrreichste Neuigkeit die Nachahmung von Holzmaserung bieten: wodurch denn die ägäische Kultur in der Schätzung strenger Stilrichter sinken dürfte. Scherben aus dieser Zeit sind in Menge gefunden, viel mehr als aus klassischer Zeit, deren Hauptzeugen ein Tempelfundament und Gräber mit geometrischen Vasen sind. Ueber die vermutliche Ausdehnung der einzelnen Ansiedlungen erfahren wir nichts Zusammenhängendes, doch sind entsprechende Beobachtungen gemacht worden. (S. 72, 88, 97, 101); ich gehe darauf nicht ein, um dem zu erwartenden Schlußabschnitt des zweiten Bandes nicht vorzugreifen. Dort werden wir auch erfahren, wann das Metall auftritt[1]).

Die Ergebnisse der Untersuchung sind durch Versuchsgrabungen in der Umgebung glänzend bestätigt worden: von drei kleinen Ansiedlungen zeigte die eine reichliche Reste der ältermykenischen und der Rundbautenschicht, jedoch keine Spur der ›Bothros‹schicht, eine andere nur Reste aus der Rundbautenzeit, die dritte nur Aeltermykenisches. Das ist die Probe auf die in Orchomenos mühsam gewonnene Erkenntnis der dreifachen Besiedlung. Für die Frühgeschichte dieser zentralen Landschaft ist damit eine feste urkundliche Grundlage, für die Geschichte der ältesten Architektur hochwichtiges Material gewonnen, weitere, für die Keramik der Vorzeit wahrscheinlich grundlegende Belehrung dürfen wir von der Bearbeitung der Kleinfunde erwarten und ein Gesamtbild der Kultur sowie der Versuch eines Geschichtsumrisses wird gewiß nicht ausbleiben. Diese Ergebnisse sind viel wichtiger als glänzende Funde aus der mykenischen Blütezeit gewesen wären, die uns höchst wahrscheinlich doch nur in Einzelheiten Neues gelehrt hätten. Wenn die Einwohner von Skripu das Gewonnene nicht zu schätzen wissen, so ist das freilich begreiflich.

1) Nach den kurzen Angaben über Bulles Vortrag auf der Basler Philologenversammlung von 1907 (Verhandlungen S. 82 f.) ist die älteste Schicht neolithisch, die zweite entspricht ungefähr der Kamareskultur, die dritte den Schachtgräbern von Mykenä. Auch die ethnologische Frage wird im 2. Bande behandelt werden.

So einfach die Hauptergebnisse sind, so schwer sind sie errungen; keine andere große Ausgrabung auf griechischem Boden ist je annähernd so schwierig gewesen wie die Entwirrung dieser durcheinander gebauten, über einander gestürzten, von oben durch die Byzantiner, von unten durch die Aschengruben aufgewühlten Lehmziegelmassen. Was Bulle und seine Mitarbeiter da geleistet haben — überdies in einem der giftigsten Fiebernester — ist bewundernswert. Es ist ein Glück, daß diese Musterleistung grade jetzt geschah, wo die alten Schichten in Mittelgriechenland vielfach angeschnitten werden: das Studium der Grabenwände und des Ausgrabungsberichts mit seinen vortrefflichen, meist dem Architekten Sursos verdankten Plänen und guten Lichtdrucken ist eine viel bessere Vorbereitung als alle Erfahrungen an den gewönlichen griechischen Steinmauern. Auch den Theologen, die in ahnungslosem Dilettantismus die alten Städte von Palästina verwüsten, ist die Lektüre dringend anzuraten.

Das Buch beginnt mit einer kurzen Geschichte der Erforschung von Orchomenos, dann werden die vormykenischen und die mykenischen Ansiedlungsschichten besprochen, getrennt durch einen allgemeinen Abschnitt über Rundbauten und Ovalbauten, gefolgt von den Erläuterungen zu Plänen und Tafeln, d. h. von einem möglichst objektiv gehaltenen reich illustrierten Ausgrabungsbericht. Die Forschungen in der Umgebung bilden den Abschluß. In den Nachträgen wird zu den Neuerscheinungen des zwischen Druckvollendung und Erscheinen verflossenen Jahres Stellung genommen. — In der Geschichte der früheren Untersuchungen verbessert Bulle de Ridders merkwürdige Mißverständnisse des Befundes; viele Besucher von Orchomenos werden wohl selbständig in de Ridders beiden Säulenhallen die Reste eines Tempels erkannt haben, den Bulle mit gutem Grunde dem Asklepios zuweist und in vorhellenistische Zeit setzt. Die eignen Ausgrabungen schildert Bulle nur da ausführlich, wo ihr Hergang besonders lehrreich ist. — In dem Abschnitt über die Rundbautenschicht wird zunächst mit Recht als ganz unwahrscheinlich bezeichnet, daß in der Lehmfüllung der sehr unregelmäßigen Felsoberfläche Reste ältester steinloser Lehmbauten erhalten seien: es handelt sich offenbar nur um eine Planierung mit grobem Lehm. Die Häuser sind durchweg kreisrund, deshalb dürfte ein einzelnes grades Mauerstück von einer Hof- oder Festungsmauer stammen, wozu die ›Hüttenurne‹ von Melos, abgebildet S. 45, zu vergleichen wäre; unbedingt sicher ist seine Zugehörigkeit zu dieser Schicht nicht einmal. Ein anderer anscheinend gradliniger Rest, vor welchem Hofpflaster liegt, rührt wahrscheinlich von einer Stützmauer her (S. 101). Die Rundhütten haben einen senkrechten niedrigen Bruchsteinsockel, über welchem

erst die Wölbung der Lehmwände beginnt: im Keim liegt hier also schon die Trennung von Trommel und Kuppel vor, was betont werden muß, da die Wölbung im reinen Steinbau ja noch tausend Jahre lang vom Boden anfängt. Ganz in der Erde kann der Steinsockel natürlich nicht gesteckt haben, weil er die Lehmmauer trocken halten sollte. Ein anderer verlorener Keim ist die Einfügung von Keilen in die Horizontalschichten rechteckiger Lehmziegel; auf ähnlichem Wege waren die Aegypter schon viel früher zur echten Keilsteinwölbung gelangt. Hier beruht die Wölbung natürlich auf Vorkragung, deren Statik in dem Druck horizontaler Ringe liegt. Zur Herstellung der Kurve benutzt Bulle moderne asiatische und afrikanische Lehmhütten mit Recht mehr als die steinernen unterirdischen Kuppelgräber; bei jenen findet er auch Parallelen zu gelegentlichen Verstärkungsrippen an der Wetterseite. Türen sind nicht erhalten, dürften jedoch kaum viel höher als der Lehmestrich innen gelegen haben. Der schon genannte kleinste Rundbau von 2 m Durchmesser liegt in etwas höherer Schicht zwischen anscheinend frühmykenischen Mauern; er ist zweimal gepflastert mit gebrannten Dachziegeln in Lehmbettung, wie solche sicher nur in den mykenischen Schichten nachgewiesen sind; dort findet sich auch die einzige Analogie für eine Lage feinen Sandes über dem Pflaster bezw. Estrich [1]). An der Peripherie liegt eine Feuerstelle. Als Wohnhaus zu klein könnte der Bau auch in der ältesten Ansiedlung nur als Küche oder Herdheiligtum gedient haben; für die mykenische Zeit trifft das erst recht zu. Bulle denkt nur an den Gemeindeherd (S. 44), doch angesichts des allgemeinen Fortlebens alter Hausformen auch in Wirtschaftsgebäuden, nicht nur in Heiligtümern der Götter und der Toten (Gräbern), kann ebensogut eine Küche vorliegen (vgl. Athenische Mitteilungen 1905 S. 363); der Befund gestattet keinen Entscheid, da über dem jüngeren Pflaster nichts gefunden ist. Heilig ist ja auch das Herdfeuer des Privathauses, aber es wäre dann eben keine κοινὴ ἑστία; eine solche möchte man sich auch größer denken [2]). Dagegen ist eine öffentliche Anlage der ältesten Ansiedlung vielleicht in einer sorgfältigen Pflasterung zu erkennen — falls die einzelnen Reste wirklich von einem großen Platz herrühren; sie können aber auch zu ein paar Höfen gehören. Spuren gewaltsamen Unterganges zeigt diese älteste Ansiedlung nicht, doch ist die Scheidung von der nächsten Niederlassung

1) So Seite 24; S. 101 wird Zugehörigkeit zur Bothrosschicht als sehr wahrscheinlich bezeichnet.

2) Durch die Ergebnisse der Schichtengrabung von 1905 werden meine auf Autopsie von 1903 beruhenden Bemerkungen, Athenische Mitteilungen 1905 S. 343, berichtigt.

in Schichtung und Funden so deutlich, daß eine Neubesiedlung sicher ist; dem entspricht das völlige Fehlen der zweiten Schicht im benachbarten Polijira (S. 115). Daß die neuen Ansiedler von andrem Stamme gewesen seien, bezeichnet Bulle mit Recht als sehr wahrscheinlich; ganz ausgeschlossen ist es jedoch nicht, daß ein Kulturfortschritt desselben Stammes vorliegt; die Stätte scheint lange genug verödet gelegen zu haben.

Die zweite Ansiedlung, die ›Bothrosschicht‹, ist lange und stark besiedelt gewesen. Dicht unter der starken Hauptschicht liegt eine viel schwächere und in Einzelheiten etwas primitivere Unterschicht: man sieht den Fortschritt längeren gesicherten Besitzes gegenüber der ersten Niederlassung. Ein vollständiger Grundriß ist nirgends erhalten, doch stammt sicher kein einziger von einem kreisrunden Bau. Fraglich kann nur sein, ob etwa der besprochene ganz kleine Rundbau dieser Schicht angehört; wahrscheinlich ist es nicht. Wir haben Kurvenmauern verschiedenster Art, die teilweise mit graden Mauern Ecken bilden, ferner isolierte grade Mauern, zum Teil mit Ecken, die selten oder nie ganz rechtwinklig sind. Aus diesem Befund erschließt Bulle als Regel Ovalbauten mit grader Front, neben welchen vielleicht schon viereckige Häuser gestanden hätten; an kurzen Mauern könne flache Krümmung jedoch leicht verkannt werden, die Leitform sei jedenfalls der Ovalbau. Merkwürdigerweise scheint keinem der Beteiligten ein Zweifel an der Sicherheit dieses Ergebnisses gekommen zu sein, und doch beruht es auf einer völlig unbewiesenen Voraussetzung, die nicht einmal Wahrscheinlichkeit für sich hat: der Annahme, daß alle Reste symmetrisch zu ergänzen seien. Da nie die volle Hälfte der ergänzten Bauten vorhanden ist, kann nicht bewiesen werden, daß auch nur ein einziger symmetrischer Ovalbau vorhanden war. Das Gegenteil ist natürlich auch nicht erweislich; mit Sicherheit läßt sich nur Folgendes sagen: die Architektur der zweiten Ansiedlung befindet sich, ganz entsprechend ihrer Lage zwischen den alten Rundbauten und den rechteckigen mykenischen Häusern, im Uebergang vom Kurvenbau zum Bau mit graden Wänden. Zu den Uebergangsformen gehören auch symmetrische Ovalbauten mit grader Front; solche können also vorhanden gewesen sein; daß sie allein geherrscht hätten, ist sehr unwahrscheinlich angesichts der vorliegenden gradlinigen Ecken und der Analogie entsprechender Fundschichten von den Kykladen bis nach Spanien: unregelmäßige Mischformen mit zwei oder drei graden Wänden und einer Bogenwand sind dort in Menge erhalten [1]). Die

1) Auch die neuen Ausgrabungen in Olympia scheinen bisher alte symmetrische Ovalbauten nicht ergeben zu haben; vgl. jetzt auch Noack, Ovalhaus und

der ersten Ansiedlung gegenüber ärmliche Bauweise mit dünnen Wänden spricht entschieden für diese Annahme. Die Parallele der Kykladenfunde geht bis ins einzelne: reine Rundbauten sind dort durch die steinernen ›Hüttenurnen‹ erwiesen; die Uebergangszeit ist durch ganze Ansiedlungen vertreten und alle Formen leben im Totenkultus nach: in Thera haben wir die kreisrunde Tholos, symmetrische Ovalgräber und verschiedene Mischformen neben einander; Horizontal- und Vertikalschnitt durch die Ueberlieferung führen zu dem gleichen Ergebnis. Unter diesen Umständen erübrigt sich ein Eingehen auf Bulles Rekonstruktionen; es sei nur bemerkt, daß halbrunde Hütten im Mittelmeergebiet durchaus nicht beispiellos sind.

Die Belege für das Gesagte enthält mein Aufsatz über den Kurvenbau, Athen. Mitteilungen 1905, der erst nach Abschluß von Bulles Manuskript erschienen, von ihm jedoch noch mehrfach herangezogen ist. Ich freue mich, in vielen wesentlichen Punkten mit Bulles allgemeinen Ausführungen in dem folgenden Abschnitt über ›Rundbauten und Ovalbauten‹ übereinzustimmen und verzichte deshalb darauf, hier einen vollständigen Auszug zu geben; ich hebe nur Einzelnes hervor und begründe gelegentlich abweichende Meinungen. Bulle arbeitet stark mit modernem ethnologischem Vergleichsmaterial und bringt eine Menge höchst lehrreicher Analogien bei; dabei kommt freilich der am Ende näher liegende antike Vergleichsstoff etwas zu kurz, zumal die italischen Hütten mit dem Lehmbewurf ihrer geflochtenen Dächer, der halb unterirdischen Anlage, den Wandbänken, den Ansätzen zur Mehrräumigkeit, zu axialer Symmetrie, zur Frontbildung u. a. m. Etwas genauer geht Bulle nur auf die sardinischen Nuraghen ein; er stimmt mit Recht der wieder einmal neuesten Annahme zu, daß es Häuser, nicht Gräber sind[1]); seine Charakteristik dieser komplizierten zweistöckigen Rundbauten als Ergebnisse eines krampfhaften provinziellen Versuchs, die alte Bauform gesteigerten Bedürfnissen anzupassen, erscheint mir recht glücklich. — Bei der

Palast in Kreta, S. 66 Anm. 82. Dörpfelds Funde beweisen übrigens grade das Gegenteil von dem, was er daraus folgert: wenn wirklich im 2. Jahrtausend an der Stelle der späteren Altis ein Dorf gestanden hat — was aus dem Vorhandensein des Herrenhauses längst zu erschließen war —, so gab es eben damals das Heiligtum so wenig wie später zu den Zeiten von ›Olympowo‹. Wenn sich dort selbst Reste der älteren Steinzeit fänden — was hätte das mit dem Alter des Heiligtums oder gar des Heraions zu tun? — Wie alt die von Goeßler, Berl. philol. Wochenschr. 1908 Sp. 1126 erwähnten ›Ovalbauten mit Orthostaten‹ in Leukas sind, bleibt abzuwarten. Dörpfeld, 4. Brief über Leukas-Ithaka S. 14 bezeichnet sie als prähistorisch.

1) S. darüber jetzt Taramellis lichtvolle Ausführungen in den Mon. dei Lincei XVIII.

Besprechung der mykenischen Kuppelgräber lehnt Bulle die zuerst von Dragendorff entwickelte Herleitung von den älteren kleinen Grabkammern auf Syros ab mit der Begründung, daß der Hausbau dem Grabbau vorangehe und daß erst unter dessen Einfluß aus den ›Grablöchern‹ der Kykladenkultur ›wirkliche gewölbte Häuser‹, die Kuppelgräber, entstanden seien; es liege eine Verschmelzung zweier Gedanken vor. Demgegenüber ist zu betonen, daß nachweislich der eine Gedanke vorliegt, dem Toten ein Haus zu bauen. Die Gräber von Syra sind keine ›Löcher‹, sondern getreue Abbilder der gleichzeitigen Häuser auf der dortigen Burg; das würde schon ihr Grundriß beweisen (auch die Wandnischen sind dem Hausbau entlehnt), unwiderleglich wird es jedoch dargetan durch die Anlage von unbenutzbaren Scheintüren im Abhang; die Leiche wurde von oben hineingelegt. Diese entscheidende, religionsgeschichtlich so wichtige Tatsache wird freilich von den verschiedensten Autoren trotz aller Hinweise hartnäckig ignoriert, offenbar, weil alle von Dragendorff abhängen, der sie nicht erwähnt[1]). Die Dinge liegen also so: die Gräber von Syra sind bewußte Nachbildungen der gleichzeitigen, im Uebergang vom Rundbau zum Bau mit graden Wänden befindlichen Häuser; unter den Gräbern gibt es noch ganz runde, unter den Häusern sind solche nicht mehr nachzuweisen, für etwas frühere Zeit werden sie jedoch durch die steinernen ›Hüttenurnen‹ bezeugt; vielleicht liegt also hier schon ein sakraler Archaismus vor, wie er in den mykenischen Kuppelgräbern sicher zu erkennen ist, die als Königsgräber ritueller sind als die meist gradwandigen Kammern der allgemeinen Nekropolen[2]). In Kreta scheint man infolge der näheren Berührung mit dem Orient zur selben Zeit freier gedacht zu haben; daß man dort schon viel früher mächtige Kuppelgräber baute, zeigen die Funde von Hagia Triada und Kumasa. Die Quadertechnik der späteren helladischen Kuppelgräber ist natürlich auch über Kreta aus dem Orient gekommen, neu ist nur ihre Anwendung auf die altväterische Bauform. Kreta ist daher ganz gewiß nicht ›in diesem Falle statt des gebenden der empfangende Teil gewesen‹. Wir haben also in Hausbau und Grabbau seit vormykenischer Zeit zwei parallele Entwicklungslinien,

1) Vgl. Athen. Mitteil. 1905 S. 342, G. G. A. 1906 S. 345; richtig Karo, Bull. paletnol. it. XXX S. 5, und Noack, Mitteil. d. anthropol. Vereins in Schleswig-Holstein Heft 17 S. 6. Diese Arbeiten waren mir bei der Drucklegung meines Aufsatzes noch unzugänglich.

2) Dies letztere ist doch wohl unbestreitbar. Gropengießer, Die Gräber von Attika S. 36 Anm. 56, scheint mich mißverstanden zu haben; die runde Form einzelner mykenischer Felskammern halte auch ich nicht für bewußt rituell, sondern für eine Nachahmung der Kuppelgräber (vgl. Ath. Mitt. 1906 S. 343, 364, 366).

nicht etwa zwei konvergierende Linien, die erst im Kuppelgrabe zusammenlaufen; daß der Hausbau stets führt, versteht sich. Die Kontinuität der Bauformen betrachtet Bulle als einen Fingerzeig für den ethnologischen Zusammenhang; das kann aber täuschen, denn die dorischen Theräer haben teilweise noch genau dieselben Grabformen wie die alten Karer von Syros. Erwiesen ist also nur der Kulturzusammenhang, und der ist ja das weltgeschichtlich Entscheidende: auf der Kultur beruht das Volkstum mehr als auf der Rasse; unter den besten attischen Künstlern und Handwerkern sind Barbaren und Thales und Thukydides sind doch auch ›nur‹ Mischblut.

Weiterhin geht Bulle auf Rundbauten mit Zeltdach, auf Ovalbauten und schließlich auf die Frage nach der Herkunft der gradlinigen Bauweise ein. Sehr hübsch ist die afrikanische Parallele zu der steinernen Gehöftbüchse von Melos, die gewiß mit Zeltdächern zu ergänzen ist; die Auffassung als Pfahlbau lehnt Bulle mit Recht entschieden ab. Hinzuzufügen wäre, daß die melische ›Hüttenurne‹ im Gegensatz zu dem afrikanischen Kastell ein friedliches Gehöft ist: das ›Propylon‹ verhindert eine Verteidigung der Tür, sein Dach würde den Angreifer schützen wie eine Testudo. — Lehrreich ist eine afrikanische peripterale Rundhütte mit Zeltdach. Bulle glaubt hier den Schlüssel zum Verständnis der Peristasis des griechischen Tempels gefunden zu haben: der am überragenden runden Zeltdach entstandene Stützenkranz sei vom Rundbau auf den Bau mit graden Wänden übertragen worden, das Bindeglied sei in der ovalen Peristasis von Thermon gefunden[1]). Nun sind aber beim rechteckigen Bau mit Walmdach, das ja für das zweite Jahrtausend in Griechenland nachgewiesen ist, die Bedingungen genau so wie beim runden Zeltdach: wir bedürfen also des Rundbaus nicht zur Erklärung. Möglich ist es natürlich, daß der Stützenkranz in Hellas am Rundbau erfunden ist, da dieser die ältere Form ist; nötig ist es aber nicht. Primitive Peristasen oder auch nur Seitenhallen (bei Satteldächern) kann man heut im Orient vielfach sehen; auch aus der Verbindung von Seitenhallen mit Vor- und Hinterhalle des Megaron könnte die klassische Peristasis entstanden sein. Endlich ist an die ägyptischen

1) Die Existenz eines ovalen Peripteraltempels in Thermon bestreitet Sotiriadis, gegen den sich Bulle wendet, neuerdings wieder mit aller Entschiedenheit (τὰ ἐλλειψοειδῆ κτίσματα τοῦ Θέρμου S. 30 f.): da keine Spur einer Cella gefunden sei, könne auch keine vorhanden gewesen sein; die angeblichen Säulenbasen seien Reste eines Zaunes oder eines θριγκός λίθων. Ich halte den Beweis e silentio des Ausgrabungsbefundes nicht für zwingend: wenn der Tempel nicht verbrannte, sondern zu Gunsten eines stattlicheren Neubaus abgerissen wurde, konnten sich keine Reste seines Lehmbewurfes erhalten. Ein offener Peribolos wäre auch schwerlich so schmal gewesen.

Vorbilder des schweren dorischen Steinbaus zu erinnern (Furtwängler, Halbmonatshefte d. Deutschen Rundschau 1908 S. 287). Wir können vorläufig nur wissen, daß die Elemente gegeben waren; ihre künstlerische Verwertung auf diesem oder jenem Wege hat nichts wunderbares.

Was die Entstehung des Ovalbaus betrifft, so stimme ich mit Bulle in der Hauptsache genau überein: eine langgezogene Ellipse bietet ohne Erschwerung der Dachkonstruktion mehr Raum als ein kreisrunder Bau (Athen. Mitt. 1905 S. 345). Wie jedoch Bulle selbst mit Recht davor warnt, sich die Entwickelung zu schematisch zu denken, so möchte ich hier daran erinnern, daß die primitivsten Hütten nur rundlich, nicht genau kreisrund sind, und daß der Weg nicht unbedingt erst über das kreisrunde zum ovalen Hause führt: nur die gestreckte Ellipse ist ein Fortschritt, nicht die fast noch runde. Deshalb scheint mir das ovale Kuppelgrab von Thorikos nicht eine Neuerung im Hausbau zu spiegeln — dazu ist es ja in jedem Falle viel zu jung — sondern im Gegenteil eine provinzielle Unregelmäßigkeit darzustellen; es steht auf der selben Stufe wie die kleinen Ovalgräber in Syros und in Kreta (Ἐφημερίς 1899 S. 80, 5, B. S. Annual VIII S. 252; vgl. jetzt auch Noack, Ovalbau und Palast S. 67 Anm.). Aus ähnlichen Gründen bezweifle ich auch, daß die Apsis aus dem Ovalbau stammt: sie ist eher ein Erzeugnis des ersten Zusammenstoßes zwischen Kurvenbau und gradlinigem Plan, ist also Ovalbauten mit grader Front nebengeordnet, nicht nachgeordnet. Dementsprechend sind die ältesten Apsiden — definiert als einzelne Bogenwände an symmetrischen Bauten — Segmentapsiden, wie noch im Kabirentempel von Samothrake (vgl. Athen. Mitt. 1905 S. 336 f.). — In der Ansetzung des Oinomaoshauses in Olympia auf dem ovalen Fundament, das man fälschlich für den Zeusaltar gehalten hat, freue ich mich, wieder mit Bulle zusammenzutreffen. Da jedoch das Alter des Baus nicht feststeht, scheint es mir fraglich, ob man darin ein Heroon erkennen darf; es kann sehr wohl ein altes Anaktenhaus sein, dessen architektonische Rückständigkeit ich aus der provinziellen Abgeschlossenheit in der ›nach Westen gekehrten, fast hafenlosen Pisatis‹ glaube erklären zu können (Jahrbuch 1906 S. 150). Dann wäre auch hier dem Palast das Heiligtum gefolgt wie auf der Akropolis, in Mykenai u. s. w. — Wenn Bulle in dem einen Ovalbau in Thermon ein Buleuterion vermutet, so legt die Analogie von Olympia das ja nahe; die Gräber darin könnten älter und ohne Beziehung zu dem Bauwerk sein; man denkt freilich wieder an die Heroengräber im Buleuterion von Megara. Indessen spricht schon das Vorhandensein des zweiten, vor kurzem ausgegrabenen Ovalbaus von gleicher

Grundform (auch für den ovalen Peripteraltempel vermutet übrigens Noack eine grade Front) entschieden gegen Bulles Deutung als Versammlungshaus der ätolischen Landgemeinde [1]) und die neuen Untersuchungen von Sotiriadis scheinen meine Annahme, daß der Bau ein Heroon sei, entschieden zu bestätigen (a. a. O. S. 19 f.) Meine Bemerkung, zu der ovalen Peristasis in Thermon scheine, wenn auch nicht ursprünglich, eine rechteckige Cella gehört zu haben, verwirft Bulle mit Recht: die Cella liegt nicht genau in der Achse. — Anregend ist der Versuch, die Ueberlieferung von den drei ältesten delphischen Tempeln aus Lorbeer, Wachs und Erz zu erklären: es sei eine Laubhütte — so schon Tsuntas —, ein Lehmbau und ein Bau mit Erzschmuck wie die mykenischen Gräber gemeint. Für letzteres wäre auch an die Arbeit des Gitiadas für die Athena Chalkioikos zu erinnern. Indeß bleiben solche rationalistischen Erklärungen immer etwas bedenklich, zumal die Gleichsetzung von Wachs mit Lehm, von Federn mit Schindeln.

Von allgemeiner Bedeutung ist die Polemik gegen die von Montelius und Sophus Müller radikal, von mir mit starken Einschränkungen vertretene Ansicht, daß die gradlinige Bauweise aus den orientalischen Kulturländern nach Europa gekommen sei. Bulles und meine Ansicht sind gar nicht so verschieden, widersprechen möchte ich auch jetzt vorwiegend in Einzelheiten. Bulle gibt an andrer Stelle (S. 37) selbst zu, daß der Rundbau die primitivere Form ist, und betont auch das längere Festhalten des Westens (und Nordens) am Rundbau. Auch ich rechne ja mit der Möglichkeit spontaner Entstehung des viereckigen Hauses nicht nur im Norden, sondern selbst in Italien und erinnere an die altamerikanische Kultur. Wenn man jedoch die Entwicklung der Grabformen in Sizilien genau verfolgt, so ist der Parallelismus von mykenischer Einfuhr und Vordringen der Gradlinigkeit zu auffällig, um zufällig zu sein, und dazu kommt das mehrräumige Anaktoron von Pantalica mit seinem Korridor — ›ein rein mykenisches Bauwerk‹ [2]). Hier ist der Einfluß des Ostens wirk-

1) Gegen Bulle wendet sich Noack, a. a. O. S. 65 Anm. 78: man habe den Peripteraltempel doch wohl eher über einem alten Sakralbau als über dem Versammlungshaus der Landgemeinde errichtet. Nun greift der spätere Tempel aber nur eben auf eine Ecke des fraglichen Ovalbaus über; es scheint demnach, als ob Noack Bulles Ausführungen irrtümlich auf den peripteralen Ovalbau unter dem Apollontempel bezöge (über diesen s. Bulle S. 50 sowie meine folgenden Bemerkungen).

2) Wichtige neue Funde bei Mosso, Mon. Lincei 18 S. 573 ff.: einzelne große viereckige Hütten an bevorzugter Stelle in Rundhüttendörfern (S. 620, 630, vgl. 624 f.). Genau so überragen die nach deutschem Vorbild gebauten Häuser mancher Kaffernhäuptlinge die runden Pontoks ihrer Werften (z. B. Karow, Wo sonst der Fuß des Kriegers trat S. 146; der Baumeister ein Grieche!).

lich nicht zu leugnen; fraglich bleibt nur, wie weit er sich erstreckt. Bei dem Hause von Großgartach würde ich auf die Gradlinigkeit allein wenig geben; das gleichzeitige Auftreten von bemaltem Wandstuck in so alter Zeit gibt aber doch sehr zu denken. Wie stark damals schon die Beziehungen des Nordens zum Südosten waren, haben neuere Forschungen ja in überraschender Weise gezeigt (Furtwängler, Steinschneidekunst III S. 22 f., Lindemann, Sitzungsberichte der bayer. Akademie math.-phys. Kl. 1899). Was nun Orchomenos betrifft, so scheinen mir die dortigen Funde für unsre Frage nichts zu beweisen. Wenn die Bewohner auch von Norden kommen, so können die Kultureinflüsse doch den umgekehrten Weg gehen; Thessalien öffnet sich frei aufs Meer, Böotien nicht. Der Tatbestand: Rundbauten, Mischbauten, rechteckige mehrräumige mykenische Bauten, entspricht genau den Funden auf den Kykladen, die doch wirklich weder damals von Nordländern besiedelt noch kretischem Einfluß entzogen waren. Doch das sind Einzelheiten, die ich nur betone, damit wir nicht von dem einen Extrem, wie es Montelius und Sophus Müller vertreten, ins andere fallen [1]). Noacks ausgezeichnetes Buch über Ovalhaus und Palast in Kreta hat inzwischen gezeigt, daß auch im ägäischen Kulturkreise eine größere Mannigfaltigkeit der architektonischen Entwicklung geherrscht hat, als ich annahm; ich verlege meine Zwischenstellung bereitwillig mehr nach Bulles Seite hin. Auf seine Ausführungen über das Verhältnis des helladischen Palastbaus zum kretischen gehe ich nicht ein, obwohl sie einen Fortschritt bedeuten: Noack hat auch diese Frage weiter geklärt.

1) Sotiriadis a. a. O. scheint mir darin bereits zu weit zu gehen; moderne Analogien sind nicht einmal bei abgeschlossenen »Naturvölkern« ohne weiteres beweiskräftig — das Greisenalter unbegabter Stämme ist der Jugend schöpferischer Völker nicht gleichwertig —, ätolische Hirten und Bauern vollends unterliegen zu vielen Kultureinflüssen, als daß man ihre heutigen Bauformen sämtlich für die Urzeit voraussetzen dürfte. — Unter dem oben angedeuteten Vorbehalt möchte ich übrigens auf ein psychologisches Moment hinweisen, das bisher fast nur in der Religionswissenschaft gebührend gewürdigt wird: wir setzen bei den Primitiven vielfach unsere eigne Logik und Bewußtheit voraus, was im Grunde noch naiver ist als die Gewohnheit der »Wilden«, uns nach ihrem engen Gesichtskreise zu beurteilen. Für unseren Zusammenhang ist die Beobachtung lehrreich, daß die Neger und Kaffern in Südwestafrika durchaus keine grade Mauer bauen können, obwohl sie doch die deutschen Häuser und Staudämme vor Augen haben: der runde Pontok, in dem sie seit Urzeiten hausen, beherrscht ihr Empfinden so sehr, daß die Mauern krumm werden — wie z. B. an den unregelmäßigen Uebergangshäusern der Burg von Syros und bei den sog. Ovalbauten in Orchomenos (vgl. Margarete v. Eckenbrecher, Was Afrika mir gab und nahm S. 112; Karow a. a. O. S. 173). Abessinische Beispiele für das gegenseitige Durchdringen der runden Negerhütte und des viereckigen arabischen Hauses: Arch. Anz. 1907 S. 59_1.

Wir müssen noch einmal zur Bothrosschicht zurückkehren: zu den Bothroi. Es sind meist runde Gruben von U-förmigem Vertikalschnitt, in der Hauptschicht gewöhnlich 0,6—1 m tief und breit, selten, in der unteren Schicht jedoch stets viel kleiner (0,4 : 0,25); in der Hauptschicht sind sie fast immer mit Lehmplatten ausgekleidet, in den unteren ist nur ihr Boden gepflastert; bisweilen sind halbkreisförmige Erweiterungen, vereinzelt bis zu halber Größe, angesetzt. Fast alle enthielten Asche, deren allmähliche schichtenweise Auffüllung mehrfach beobachtet worden ist, oft mit wenig oder gar nicht verbrannten Knochenresten von Kleinvieh und einzelnen Scherben; nur einmal fanden sich mehrere zerbrochne Gefäße; selten wurden Stein- und Knochengerät und vegetabilische Fasern darin gefunden, vereinzelt ein Eberhauer und Knochen eines kleinen Vogels (S. 107). Die meisten scheinen in den Häusern, und zwar häufig zu mehreren im selben Raum gelegen zu haben, andere in den Höfen; ihre Ränder ragten bisweilen über den Estrich empor.; ein solcher ist bedeckt, dafür fehlt aber vorn der Rand. Kein einziger zeigt Brandspuren: damit ist der Erklärung als Herdgruben, der sonst keine unüberwindlichen Hindernisse entgegenstehen würden, der Boden entzogen. Abfallgruben sollten mehr Scherben enthalten, wären auch schwerlich so sorgfältig angelegt. Bulles weiteren Ausführungen wüßte ich nichts Wesentliches hinzuzufügen: die Asche scheint aus sakralen Gründen aufbewahrt worden zu sein; die Gruben werden mindestens da, wo mehrere in einem Raume liegen, bedeckt gewesen sein. Bulle zieht Opfergruben, Aschenschichten und Aschenaltäre zum Vergleich heran; sehr bemerkenswert ist sein Versuch, gewisse Aschenaltäre, zumal den des Zeus in Olympia, neu zu erklären und herzustellen. Puchsteins bekannte Annahme ändert Bulle dahin ab, daß er nur die Oberfläche des Altars mit Aschenstuck aufhöhen läßt: so konnte der Altar im Lauf der Jahrhunderte mehrere Meter wachsen; dort oben waren dann die Stufen wirklich aus Aschenstuck. Dementsprechend nimmt Bulle an, daß der von Pausanias verglichene Blutaltar in Didymoi mit Blutstuck aufgehöht sei. Diese Erklärung hat sehr viel für sich, kann und will jedoch nicht allgemeingiltig sein: Bulle erinnert an die mit Asche gefüllten Altäre in Neandria, Sizilien, Delphi (Marmaria). Man sorgte eben in verschiedner Weise dafür, daß die Gottheit auch die Asche vom Opfer noch zu eigen behielt. Eine lehrreiche Parallele aus dem Totenkultus ist nachzutragen: die Asche von einem anderwärts verbrannten Opfer wird ins Grab geschüttet, so besonders deutlich in Thera, aber auch sonst (z. B. in Samos; vgl. Athen. Mitt. 1903 S. 271, Böhlau, Ionische u. ital. Nekropolen S. 25). Asche vom heimischen Herde hat man den Toten anscheinend auch bisweilen bei-

gegeben [1]). Auch eine Entwicklungslinie scheint mir deutlich: in alter Zeit ließ man die Asche rings um die Altäre liegen, später verfeinerte sich Empfinden und Verfahren; die entsprechenden Fundtatsachen sind schwerlich zufällig. Bei den Selloi ἀνιπτόποδες χαμαιεῦναι haben wir denselben altertümlichen Geruch der Heiligkeit. In dieser Richtung sucht Bulle anscheinend mit Recht die Erklärung der orchomenischen Bothroi. Eine Analogie aus archaischer Zeit scheinen die zahlreichen, im heiligen Bezirk und in dem einen Ovalbau von Thermon vergrabenen Pithoi voll Opferasche zu bieten (Sotiriadis a. a. O. S. 8 ff., 15, 19 f.). Es gibt aber noch eine andere, freilich ganz ferne Möglichkeit, die angesichts neuerer Funde Erwähnung verdient: wenn sicher nachgewiesen werden sollte, daß es wirklich eine frühkretische Leichenverbrennung gibt, so könnten hier Gräber anderwärts verbrannter Leichen — der schichtenweisen Füllung nach Familiengräber — vorliegen; ihre Lage in Haus und Hof würde den Hockergräbern der folgenden frühmykenischen Ansiedlung entsprechen. Das völlige Fehlen nachweisbarer Menschenknochen macht diese Erklärung freilich höchst unwahrscheinlich; die Vermengung mit Stücken wenig oder garnicht verbrannter Tierknochen wäre andrerseits kein entscheidender Gegengrund; denn wenn auch die Residua gemeinsamer Verbrennung von Mensch und Tieren, wie bei Patroklos, anders aussehen würden, so könnten doch Reste vom Leichenschmaus der Asche beigemengt sein. Daß die allgemeine Wahrscheinlichkeit vorläufig entschieden gegen eine solche Annahme ist, brauche ich nicht hervorzuheben, und schließlich spricht auch der Befund des besterhaltenen frühmykenischen Hauses dagegen: auf dem Estrich stand ein mindestens 0,4 m hoher Lehmkranz mit dem typischen Bothrosinhalt, Asche und Scherben; dies ist aber die Epoche der Hockergräber [2]).

Zu den mykenischen Schichten bemerke ich nur Einzelnes, die Hauptzüge sind oben mitgeteilt. Die älteste von den drei frühmykenischen Schichten zeigt wieder primitivere Bauart und kleinere Häuser ohne Spur einer Orientierung. Die mittlere Schicht ist am stärksten. Der Megarontypus scheint ganz zu fehlen, es herrscht Parataxe einzelner Zimmer — soweit die Reste ein Urteil gestatten; verläßlich ist das Ergebnis nicht. Die Unvollständigkeit der Grund-

1) Gropengießer, Gräber von Attika S. 52. Daß es sich nicht etwa stets um Herdasche handelt, zeigt der Inhalt der Aschenschichten z. B. in Thera mit völliger Sicherheit.

2) Beschrieben S. 111; daneben stand ein kleiner Pithos. Obwohl Neubesiedelung vorliegt, möchte man an einen Zusammenhang mit den Bothroi denken, deren Ränder ja teilweise über den Boden emporragten. Die Aehnlichkeit kann allerdings auch zufällig sein; vielleicht handelt es sich hier wirklich um Abfälle.

risse ist wohl zum Teil durch die Bauweise verschuldet: der Steinsockel der Lehmwände ist da, wo er unnötig schien, nicht durchgeführt; gelegentlich finden sich sogar ganz vereinzelte Bruchsteine zwischen den Ziegeln. In Höfen und Häusern liegt starker Lehmestrich, oft vom Herdfeuer gerötet; einmal erscheint eine Herdanlage aus hochkantig gestellten Ziegeln, sonst höchstens eine Steinschwelle als Herd (S. 97)[1]. Im selben Hause ist eine Wandbank und in der Ecke eine Lehmplatte erhalten, auf der ein großes Gefäß stand — genau wie noch nach tausend Jahren in den Grabkammern; es ist der erste ›stumme Diener‹, so niedrig wie die Tischplatte von Leuten, die am Boden hocken; dem entsprechen die Vorläufer der Totenbetten in den Kykladengräbern (vgl. Athen. Mitt. 1905 S. 353). Auch Pithoi gehören zur Einrichtung, die größeren sind bis zur Schulter vergraben. An Fruchtresten sind Weizen, Gerste, Hafer, verschiedene Arten Erbsen, Saubohnen und bereits Weintraubenkerne gefunden. — Die Hockergräber scheinen insofern orientiert zu sein, als fast alle Köpfe nach Süden gerichtet sind. Die Toten liegen meist auf der linken Seite, nie auf dem Rücken. Aus der starken Faltung mancher Leichen erschließt Bulle wohl mit Recht, daß sie vor der Beisetzung zusammengeschnürt wurden. Das geschah aber schwerlich erst nach dem Aufhören der Starre; heutige ›Wilde‹ lassen den armen Kranken aus Geisterfurcht oft kaum Zeit zum Sterben; wer die Leiche bindet, will eben den Geist binden, worauf auch Bulle hinweist. Die Platten scheinen meist erst nachträglich um die Leiche herumgestellt zu sein. Zur Bestattung im Hause, die hier leider nur höchst wahrscheinlich gemacht, nicht zwingend erwiesen werden konnte, vergleicht Bulle nur Thorikos; nach dem Bericht von Stais scheint der gleiche Fall auch in Aegina vorzuliegen (Ἐφημερίς 1895 S. 247 ff.). Das mindestens im Ort, wenn nicht im Hause gelegene Grab am Südabhang der Athenischen Akropolis hält Bulle wie ich für eine Grube, nicht für einen Tymbos (vgl. G. G. A. 1907 S. 469, 1). Bei einem Erklärungsversuch der Hockerlage scheint mir auch die Tatsache zu berücksichtigen, daß es die Schlaflage ist, zumal wenn die Hand unter dem Kopfe liegt oder ein Stein als Kopfkissen dient. Beigaben, besonders Trinkgeschirr, finden sich oft dicht vor dem Gesicht und widersprechen ja an sich schon dem Gedanken von der Bindung. Mit Recht bemerkt Bulle im Anschluß an Dieterich, daß ›in der Psyche auch des Primitiven mehrere Motive nebeneinander gewirkt haben können‹.

1) Solche als Unterlage für Opferfeuer z. B. in theräischen Gräbern, Athen. Mitteil. 1903 S. 275; es ist die einfachste Herd- und Altarform. Noch Primitiveres in der Bothrosschicht, S. 106 f.

›Sichere Baureste jüngermykenischer Zeit fehlen‹ heißt es S. 71, doch werden S. 92 und 111 ein paar kleine Mauerzüge dieser Zeit zugewiesen. Ein großes Fundament, das von einem Megaron stammen könnte, wird überzeugend als Rest eines archaischen Tempels erklärt. Die Wandmalereien umfassen Ornamentales, die erwähnte Nachahmung von Holzmaserung und Bilder mit Bauten und Figuren, darunter die üblichen κυβιστητῆρες. Bulles sorgfältige Besprechung enthält eine Fülle wertvoller Beobachtungen, von der Technik, die nicht ausschließlich Frescomalerei ist, bis zu den Folgerungen für die Geschichte der Architektur. Ich hebe nur die Hauptpunkte hervor. Von prinzipieller Bedeutung ist die wohlbegründete Feststellung, daß die Maler wahrscheinlich der Wirklichkeit ganz nah geblieben sind, ohne komplizierte Pseudoperspektive. Verschiedene Fußboden- und Gebälkhöhen lassen auf verschiedene Dachhöhen schließen, entsprechend dem ›abschnittweisen Bauen‹ im Grundriß. Die ›Kulthörner‹ stempeln nicht jeden Bau zum Heiligtum; wiederholt ist nachzuweisen, daß sie nicht die Intercolumnien versperren, sondern dahinter stehen. Konstruktive Formen werden dekorativ verwendet. Die Frage nach dem Platze, den die Architekturbilder an den Wänden eingenommen haben, führt zu einem Herstellungsversuch: Sockelstreifen, Paneel, Bilder. Bulle vergleicht die Architekturmotive am Oberteil pompeianischer Wände dritten und vierten Stils; aber dort liegt der Reiz in der Perspektive, die den Raum erweitert, nicht in der Darstellung. Den knosischen Porphyrfries mit den Palmetten (Halbrosetten) setzt Bulle wohl mit Recht an den Boden und neigt dazu, alle Steinfriese dorthin zu setzen; die Alabasterpaneele verlangen jedoch ein Gesims, das schwerlich immer nur aus Holz war. Wie nah die kretischen Wände den klassischen stehen, hat schon Hermann Thiersch ausgeführt (Zwei Grabanlagen bei Alexandria S. 12 f.).

Endlich macht Bulle ergänzende Mitteilungen über das Kuppelgrab und erklärt allerlei phantastische Mißverständnisse von Schliemann, so die Angabe, daß über der Decke der Nebenkammer ein Entlastungsraum mit Wänden aus angebrannten Lehmziegeln gewesen sei: das waren offenbar Reste der älteren Ansiedlungen. Die Bruchsteinmauern der Kammer erklärt Bulle als Ersatz für brüchigen Fels, der die Decke nicht hätte tragen können. Dagegen spricht aber die Analogie des Atreusgrabes. Vielleicht hat man an den Formen der Schachtgräber absichtlich festgehalten; denn zu bequemerer Verankerung der Wandverkleidung hätte es so starker Mauern nicht bedurft.

Auf einzelne wichtige Angaben in den Erläuterungen zu Plänen und Tafeln habe ich bereits hingewiesen; ich gehe daher gleich zu

den Forschungen in der Umgebung über. Angesichts des oben mitgeteilten Ergebnisses ist Bulles Forderung sehr berechtigt, daß die ganze Umgebung des Kopaissees systematisch untersucht werden müsse: so könnte wirklich ein ziemlich vollständiges Geschichtsbild und damit eine Handhabe zur Beurteilung der Ueberlieferung gewonnen werden. Die vier untersuchten Stätten liegen rings um die Nordwestbucht des alten Sees zwischen Akontion und Chlomon. Auf dem Hügel Tsamali lag anscheinend nur ein ländliches Heiligtum der klassischen Zeit. Der Bergvorsprung Polygyra mit Quelle und Bach, alten Kanal- und Wegmauern zeigte oberhalb klassische Scherben, die untere Terrasse jedoch trug unter starken mykenischen Schichten aller Epochen eine Rundbautenschicht. Der Hügel von Avriokastro (Aspledon) scheint für vorgeschichtliche Ansiedlungen zu hoch; er ist mit Scherben aus klassischer Zeit bedeckt. Pyrgo-Tegyra am Ausgang der Bucht war seit frühmykenischer Zeit besiedelt. Ein ›Inselidol‹ ist dort oder in einer talaufwärts gelegenen Ansiedlung gefunden worden. Der benachbarte Felshügel Magula liegt noch heut wie eine Insel in der Ebene; Bulle erkennt darin gewiß mit Recht das von Plutarch erwähnte böotische Delos; demgemäß sind stattliche Reste eines klassischen Heiligtums erhalten. Die älteste Ansiedlung ist vor kurzem zerstört worden; da nur Keramik der Rundbautenschicht vorliegt, möchte ich eine schwache Mauerecke als Rest einer gradlinigen Hofmauer auffassen (vgl. oben).

Von den Nachträgen sind die Bemerkungen zu dem jetzt von Noack glänzend behandelten Ovalhaus von Chamaizi auf Kreta sowie die Vermutung hervorzuheben, daß die gekrümmten Quadern, auf welchen das Gesetz von Gortyn steht, zur Apsis eines Buleuterions gehört haben (vgl. jetzt auch Hermann Thiersch, Zeitschr. f. Geschichte der Architektur 1908 S. 67, 2 und S. 94).

Basel Ernst Pfuhl

Brooke and **McLeau,** The Old Testament in Greek. Vol. 1. The Octateuch. part. 1 Genesis. part. 2 Exodus and Leviticus. Cambridge University Press, 1906. 1909. VIII, 155; VIII, 251; 7 sh. 6 d.; 12 sh. 6 d.

Von der seit langer Zeit vorbereiteten großen Cambridger LXX-Ausgabe liegen jetzt die beiden ersten Teile, Genesis—Leviticus enthaltend, vor. Sie ist nach wesentlich demselben Plane gearbeitet, wie die Handausgabe Swetes, die ja von vornherein als Vorläuferin dieser großen Ausgabe gedacht war. Mit voller Absicht ist auf jeden Versuch einer Rekonstruktion des ursprünglichen LXX-Textes verzichtet; es soll lediglich Material zusammengetragen und in übersichtlicher

Weise zusammengestellt werden, um so für textkritische Arbeiten eine sichere Grundlage zu schaffen. Daher wird, wie bei Swete, ein gegebener Text abgedruckt; in der Regel der cod. Vat. (B) und nur, wo dieser fehlt, die nächstälteste Hs., in der Regel der cod. Alex. (A). Allerdings folgen die Herausgeber — und das ist ein entschiedener Vorzug — vom Buche Exod. an ihrer Haupths. nicht mehr so sklavisch wie Swete, sondern setzen, wo B* allein steht, und B^a oder B^b eine Lesart bietet, die sonst fast allgemein bezeugt ist, diese in den Text ein; aber sie betonen dabei ausdrücklich, daß sie dies nur aus praktischen Gründen getan haben, um den Apparat einfacher gestalten zu können, ohne damit ein Urteil über den ursprünglichen Text der LXX abgeben zu wollen.

Der Wert einer solchen Ausgabe liegt also einzig und allein in dem textkritischen Apparat. Alles kommt darauf an, daß dieser mit der größten Sorgfalt bearbeitet und zugleich in möglichst übersichtlicher Form dargeboten wird.

Hier muß man nun zunächst der Anordnung des Druckes unbeschränkte Anerkennung zollen. Auf jeder Seite stehen außer dem Texte und der Aufzählung der für die Seite in Betracht kommenden Hss. nicht weniger als drei verschiedene Apparate, und doch ist durch die Anordnung des Satzes dafür gesorgt, daß man sich überall sofort orientieren kann. Dazu kommt die Vorzüglichkeit der (in den Anmerkungen allerdings etwas kleinen) Typen und der übrigen Ausstattung, welche das Werk zu einer Musterleistung englischer Typographie macht.

Was sodann die Sorgfalt der Bearbeitung betrifft, so legt der erste Apparat schon durch seine bloße Existenz Zeugnis von ihr ab. Er enthält nämlich die Itazismen und kleineren Irrtümer derjenigen Haupthss., die bereits von Swete zur Vergleichung herangezogen waren, von Gen. 21 an auch diejenigen Lesarten der Haupthss., welche nicht in den Text aufgenommen worden sind, oder Korrekturen in diesen Hss.; die ersteren sind, soweit sie für die Ueberlieferung wichtig erschienen, im zweiten Apparate wiederholt. Meines Erachtens war es jedoch nicht nötig, alle diese kleinen Schreibfehler aufzuführen; wer sich genauer dafür interessiert, kann sie ja leicht am Faksimile dieser Hss. studieren.

Im zweiten Apparate sind außer den bereits bei Holmes-Parsons (HoP) und Swete benutzten Unzialen B A D E F G L M S noch drei Papyri (von BM als U_2 U_3 U_4 bezeichnet), welche Teile der Genesis enthalten, und einige Pergamentfragmente der Gen. (Δ_2—Δ_5) verglichen, dazu 30 Minuskeln auf Grund eigener neuer Kollationen;

davon waren 25 bereits bei HoP kollationiert[1]), 5 haben BM neu dazu aufgenommen. Diese 30 Minuskeln sind auf Grund von Stichproben, die in allen bekannten Hss. des Oktateuchs vorgenommen wurden, ausgewählt. Leider haben die Herausgeber den Hss. auch neue Sigeln gegeben und sind dabei von der doch recht praktischen Bezeichnung bei HoP durch fortlaufende arabische Ziffern zu der Bezeichnung mit kleinen Buchstaben des lateinischen Alphabets übergegangen; es wird dadurch zwar zunächst der Druck vereinfacht, indessen ist nicht abzusehen, wie die Zählung bei der großen Anzahl Hss., die für die späteren Bücher hinzukommen, weitergeführt werden soll; schon für die Gen. mußten a_2—d_2 zu Hilfe genommen werden, und es macht den Eindruck, als ob sich die Herausgeber von vornherein keinen festen Plan für die Bezeichnung gemacht hätten. Zu den Varianten aus den ausgewählten 30 Minuskeln haben sie dann noch Varianten aus anderen von HoP kollationierten Minuskeln nach deren Angaben hinzugefügt, wenn diese in den übrigen Vertretern überhaupt nicht bezeugt waren, und zwar in diesem Falle in < > mit der Nummer von HoP. Um den Apparat zu entlasten, sind die hexaplarischen Zusätze in Exod. 28 und 36—39 mit ihren Varianten am Schlusse dieses Buches besonders abgedruckt.

Um über die Sorgfalt der neuen Kollationen ein Urteil zu gewinnen, habe ich sie an photographischen Proben[2]) aus den im Vatikan befindlichen Hss. N (XI), *b* (108), h (55), j (57), k (58), r (129), z (85) nachgeprüft.

1) Ein Versehen, auf welches bereits Dahse, Textkritische Studien I, ZaW 28, S. 12 aufmerksam gemacht hat, liegt in der Gleichsetzung von c = 38 = Escorial. Υ II 5 vor. Der von BM mit c bezeichnete Codex ist zwar Escorial. Υ II 5 und enthält auch, wie der Herr Bibliothekar des Escorial freundlichst bestätigte, die von BM angezeigten Lücken Gen. 1_1—4_2; 14_{12}—16_{15}; er kann aber nicht = HoP 38 sein, denn 1) wird 38, wie schon Dahse bemerkt, auch da zitiert, wo c Lücken hat, und 2) sind die Abweichungen in den Varianten zwischen 38 und c so stark, daß sie sich nicht durch Ungenauigkeiten der Kollation von HoP erklären lassen: vgl. Gen. 10_{26} Ασαρμωθ 38, Ασαρμαβεθ c 10_{27} Οδορρα (e sil) και Ιαζηλ 38, τον Ουζαν και τον Ιεροδαμ c Γεβαλ 38, και τον Ιουβαλ c 10_{29} Ευιλατ 38, τον Αβελαν c. Das Versehen von BM ist jedoch um so eher entschuldbar, als bei HoP 38 = Escorial. Υ II 5 gesetzt wird, und die Beschreibung auf diesen paßt. Es müssen bei HoP Kollationen vertauscht sein.

2) Diese sind mir vom Septuaginta-Unternehmen der Kgl. Gesellschaft d. Wiss. zu Göttingen zur Verfügung gestellt worden. In jeder der genannten Hss. sind 2 Seiten, eine aus Exod., eine aus Lev. (in N nur eine aus Lev., da die Hs. erst hier beginnt) photographiert worden; auf ihnen sind in den einzelnen Hss. folgende Stücke enthalten: N (Vat. Gr. 2106): Lev. 17_{12}—19_{10}, *b* (Vat. Gr. 330): Exod. 35_{4-24}. Lev. 17_{14}—18_{15}, h (Vat. Regin. Gr. 1): Exod. $35_{11(12)-31}$. Lev. 17_9—18_{29}, k (Vat. Regin. Gr. 10): Exod. $35_{8(9)-33}$. Lev. 17_5—18_6, j (Vat. Gr. 747): Exod. 34_{35}—35_{17}. Lev. 17_{10}—18_{11}, r (Vat. Gr. 1252): Exod. $35_{10(11)-34}$. Lev. 18_{3-18}, z (Vat. Gr. 2058): Exod. 35_{1-21}. Lev. 17_{12}—18_9.

Dabei ergab sich das erfreuliche Resultat, daß sie, soweit der eigentliche Text der Hss. in Betracht kommt, bis auf zwei wirkliche Fehler und einige wenige unwesentliche Versehen mit peinlicher Genauigkeit ausgeführt worden sind. Fälschlich notiert ist nämlich nur zu Exod. 35_{29} εισελθειν h, wo in der Hs. deutlich εισελθοντας zu lesen ist, und zu Lev. 18_1 μωυση k, wo die Hs. μωση bietet. Ungenau ist zu Lev. 18_3 die Angabe: παρωκησατε $h^{b?}$; in h ist von erster Hand κατωκησατε geschrieben, und über κατω von späterer Hand παρω gesetzt, dazu am Rande ein γρ. Darnach ist παρωκησατε nicht als eine Korrektur, sondern als Variante anzusehen. Lev. 18_{28} hätten BM zu προσοχθιση angeben können: προσωχθηση N, da sie προσωχθησει n notieren, doch läßt sich für die Aufnahme derartiger orthographischer Varianten schwer eine Grenze ziehen, und ich habe auch bei der Nachprüfung weniger Gewicht darauf gelegt. In dem Apparat einer endgültigen kritischen Ausgabe müßten solche Varianten natürlich doch verschwinden. Lev. 18_{29} vermisse ich die Angabe, daß in των vor βδελυγματων in N das ν über der Zeile nachgetragen ist. Wahrscheinlich mit Absicht ausgelassen sind die Schreibfehler Exod. 35_{17} επιπαστρον j statt επισπαστρον und Lev. 18_1 ιερεις N statt ερεις. Lev. 18_{13} ist die Lesart von b w allzu mechanisch und infolgedessen unübersichtlich notiert. Anstatt anzugeben, daß b w v. 13 auslassen und dafür nach v. 12 die Worte: ουκ αποκαλυψεις την ασχημοσυνην αυτων haben, wird ihre abweichende Lesart in 3 Stücken zu v. 13 mitgeteilt, nämlich: om. ασχημοσυνην — σου 1° b w, αποκαλυψεις] + την ασχημοσυνην αυτων b w, om. οικεια — εστιν bw, nur deshalb, weil zufällig ουκ αποκαλυψεις auch in dem sonst dem Sinne nach ganz verschiedenen Satze von b w vorkommt.

Nicht das gleiche Maß von Sorgfalt scheinen die Kollatoren, wenn man nach den Proben urteilen darf, den in einigen Hss. vorhandenen Randnoten zugewandt zu haben: es finden sich hier verhältnismäßig viele ungenaue oder mangelhafte Angaben. Ueber die hexaplarischen Noten wird noch bei Besprechung des dritten Apparates zu reden sein, bei den in den zweiten Apparat aufgenommenen Randbemerkungen habe ich folgende 2 bzw. 3 Versehen konstatiert:

1) Exod. 35_{17} fehlt in der nach θυσιαστηριον unter anderen aus z angeführten Randnote die Angabe, daß in z nach το αυτου ein και vorhanden ist; ferner ist nicht bemerkt, daß die Worte και παντα τα σκευη αυτου in z ebenfalls noch am Rande stehen.

2) Lev. 17_{14} gehört die Randnote in z: εν τη ψυχη αυτου nicht hinter αυτου 1°, sondern hinter σαρκος 1°.

Der Vorzug der Kollationen der Cambridger Ausgabe wird am besten erkannt werden, wenn man die Mängel des

Apparates von HoP damit vergleicht. Ich gebe deshalb im folgenden eine Uebersicht der bei HoP ausgelassenen oder fehlerhaft wiedergegebenen Varianten (abgesehen von ganz unwesentlichen) in der Weise, daß ich den Text der Ausgabe von HoP vor der Klammer gebe und dahinter die ausgelassene Variante oder die Berichtigung einer falschen Angabe.

N = XI

Lev. 17₁₃ εσθεται] εσθετε 14 εξολοθρευθησεται] -θρευσεται.

Lev. 18₃ πορευσεσθε] πορευεσθε 6 οικεια] αιμα οικιον, nicht αιμα οικειον 8 ασχημοσυνη] -νην 9 εκ μητρος σου] om. σου 16 ασχημοσυνη] -νην 20 σπερματος σου] tr. 21 το ονομα] bis scr. 23 μυσαρον] σα über der Zeile 24 εξαποστελλω]-στελω 28 προσοχθιση] προσωχθηση 29 εαν] αν εξολοθρευθησονται] εξολευθησανται 30 εβδελυγμενων] βδελυγματων

Lev. 19₂ εσεσθε] εσθε 5 θυσετε] θυσατε, HoP geben dies unrichtig zu θυσητε am Anfang des Verses an.

b = 108

Exod. 35₅ λαβετε] λαβε 6 κοκκινον] pr. και 8 τον ποδηρη] pr. εις 9 καρδια] διανοια 13 τους 2⁰] om. 14 der ganze Vers fehlt, nicht nur die 2. Hälfte, wie HoP angeben 21 ων] οις 22 γυναικων] + αυτων 23 χρυσιου] χρυσιω.

Lev. 18₃ Αιγυπτου] pr. της πορευσεσθε] πορευεσθε 4 πορευεσθε] πορευσεσθε 7 μητηρ γαρ σου] om. σου 9 γεγεννημενης] γεγενημενης 13 fehlt ganz 14 ουκ εισελευση] ου προσελευση 15 ist derselbe lange Zusatz vorhanden, den HoP aus 118 notieren.

h = 55

Exod. 35₁₉ λειτουργησουσιν] -γουσιν 22 παν] pr. και 23 αφαιρεματα χρυσιου κυριω] αφαιρεμα κυριω, nicht, wie HoP angeben: αφαιρεμα χρυσιου κυριω 24 αφαιρεμα] pr. το 29 και γυνη] η γυνη 30 ο θεος] κυριος εκ της φυλης] om. της.

Lev. 17₉ αυτο τω κυριω] αυτω τω κυριω 10 των υιων] pr. εκ η] om. επιστησω το προσωπον μου] dazu notieren HoP fälschlich: ›στησω την ψυχην μου marg. 55‹; es ist keine Randnote vorhanden 13 θηρευμα] ex θηραμα corr. εσθεται] εσθετε.

Lev. 18₃ επιτηδευματα 1⁰] HoP notieren: + αυτων, doch ist dieses (wahrscheinlich vom Schreiber selbst) getilgt κατωκησατε] παρω von jüngerer Hand übergeschrieben und am Rande γρ. ποιησετε 2⁰] -ται 4 ποιησετε] -ται φυλαξεσθε] -ξασθε 7 την ασχημοσυνην] om. την 8 πατρος 1⁰] μρς.

j = 57.

Exod. 34₃₅ καλυμμα] pr. το.

Exod. 35₅ κυριω 1⁰] pr. τω 6 κοκκινον] κοκκον 8 εις την γλυφην]

+ και, HoP falsch: ›pr. και 57‹ 10 τα παραρυματα] om. τα 13 τους 2°] om. 14 και το ελαιον—16 Schluß] om.

Lev. 17₁₀ εσθουσαν—αυτην] om., nicht την εσθουσαν—αυτην om., wie HoP angeben 15 εν τοις προσηλυτοις] εν über der Zeile.

Lev. 18₂ Ισραηλ] Ααρων 4 πορευεσθε] πορευσεσθε 9 γεγεννημενης] γεγενημενης.

k = 58

Exod. 35₁₀ κατακαλυμματα] καταλυματα διατονια] + και τας σανιδας 13 και τους λιθους] om. και τους της σμαραγδου] τους σμαραγδους, bei HoP ist nur das Fehlen von της bemerkt 14 der ganze Vers fehlt 15 και την τραπεζαν] om. και 16 και παντα τα σκευη αυτης] om., der Zusatz, welchen HoP nach diesen Worten notieren, steht in Wirklichkeit schon hinter του φωτος 20 συναγωγη] pr. η 21 αφαιρεμα (1°) και] om., HoP bemerken nur das Fehlen von αφαιρεμα εις πασας] om., HoP ›om. πασας‹ 22 παν σκευος] pr. και 23 αφαιρεματα χρυσιου κυριω] αφαιρεμα χρυσιου τω κυριω, nicht ›αφαιρεμα χρυσιου κυριω‹ 24 ευρεθη] + παρ αυτοις 28 τας συνθεσεις] pr. εις και εις το ελαιον] om. εις pr. και το ελαιον εις το φως, HoP bemerken falsch: ›εις το ελαιον] εις το φως και το ελαιον‹ και την συνθεσιν του θυμιαματος] και την του θυμιαματος συνθεσιν, HoP unrichtig: ›την συνθεσιν om.‹. 30 Μωυσης] Μωσης τον Ωρ] υιου Ωρ, nicht υιον Ωρ, wie HoP angeben.

Lev. 17₅ σφαξουσιν] σφαξωσιν 7 εσται] τουτο εστιν 10 επιστησω το προσωπον μου] στησω την ψυχην μου im Texte, nicht am Rande, wie HoP angeben 13 εσθεται] εσθιετε, HoP ›εσθιεται‹ 14 αυτου 1°] αυτου εν ψυχη αυτου, HoP ›αυτου εν ψυχη‹.

Lev. 18₁ Μωυσην] Μωση 2 Ισραηλ] über der Zeile 3 επ αυτη] εν αυτης, nicht επ αυτης, wie HoP notieren 4 τα κριματα] pr. και hinter εγω γαρ steht nur ειμι am Rande, nicht γαρ ειμι (HoP).

r = 129

Exod. 35₁₃ τους της σμαραγδου]ς της ist erst nachträglich hinzugefügt 14 το ελαιον] το om. 21 κατεργα] κατ ist erst nachträglich hinzugesetzt 22 πας] πασων παν] pr. και 23 ηνεγκαν 2°] om. 24 αφαιρεμα] pr. το.

Lev. 18₃ γης Χανααν] pr. της πορευσεσθε] πορευεσθε 4 εγω κυριος ο θεος υμων — 5 ζησεται εν αυτοις steht am unteren Rande nachgetragen 9 γεγεννημενης]-μενους.

z = 85

Exod. 35₅ κυριω 1°] pr. τω 8 fehlt και λιθους 2° nicht, wie HoP angeben 10 κατακαλυμματα] κατα om. 13 τους 2°] om. 14 am Rande steht nicht της θυρας σκηνης (HoP), sondern της θυρας της σκηνης 17 hinter και το θυσιαστηριον steht am Rande ein längerer

Zusatz; HoP notieren diesen Zusatz falsch zu v. 13, außerdem geben sie folgendes unrichtig an: του (sic, lege το) statt το, λουτηρα statt τον λουτηρα, επισπαστρον της αυλης statt επισπαστρον της πυλης 18 λειτουργησουσι] λειτουργουσιν.

Lev. 17_{14} die Randnote gehört nicht zu σαρκος 2°, wie HoP notieren, sondern hinter σαρκος 1° 16 ανομημα] το ανομημα, HoP unrichtig: ›τα ανομημα (sic)‹.

Lev. 18_{3} κατωκησατε] παρωκησατε 4 πορευεσθε] πορευσεσθε 5 außer αγια δικαιωματα (HoP) steht noch ακριβασματα am Rande ποιησετε] ποιησατε 6 die Randnote lautet ανηρ ανηρ προς παν λιμμα, bei HoP fehlt προς 7 πατρος σου] pr. του μητρος σου] pr της.

Die Uebersicht läßt erkennen, 1) daß der kritische Apparat von HoP für genauere textkritische Untersuchungen keine genügende Unterlage bietet, und 2) daß die neuen Kollationen einen erheblichen Fortschritt über die Ausgabe von HoP hinaus bedeuten[1]).

Außer den Varianten der ausgewählten Hss. sind im zweiten Apparate ferner die Lesarten der wichtigsten alten Uebersetzungen der LXX (Arm. Bohair. Sahid. Aeth. Alt-Lat. Paläst.-Aram. Syr.-Hex.), von wenigen Ausnahmen abgesehen, durchweg in lateinischer Uebertragung dargeboten. Ueber diesen Teil des Apparates kann ich mir kein genaues Urteil erlauben, jedenfalls ist die Ausnutzung der Uebersetzungen anzuerkennen, wenn auch die Angaben wegen der Unzulänglichkeit der vorliegenden Ausgaben noch an Unzuverlässigkeit leiden werden.

Endlich sind in demselben Apparate noch die Lesarten des Philo, Josephus und der wichtigsten Kirchenväter, so weit sie aus deren Zitaten zu erkennen sind, verzeichnet. Ich möchte mir hierüber einen ausführlichen Bericht bis zum Schluß aufsparen und wende mich zuvor der Beurteilung des 3. Apparates zu.

Im dritten Apparate sind die hexaplarischen Bemerkungen aus den in den übrigen Apparaten verglichenen Hss. zusammengestellt. Hier gilt das schon vorher über die Kollation der Randnoten im allgemeinen ausgesprochene Urteil: sie sind weniger sorgfältig als der Text kollationiert. Es finden sich an den geprüften Stellen folgende Fehler im Apparat:

k (58): Exod. 35_{22} steht nicht περιδερρεα, sondern γρ. περιδερρεα

1) Durch Dahse, a. a. O. S. 13 angeregt, welcher für den Codex 56 (i) bedenkliche Abweichungen der Kollationen von HoP und BM konstatiert, habe ich noch Gen. 41_{32}—42_{15} dieser Hs. (Paris. gr. 3) in Photographie nachgeprüft und konnte feststellen, daß die Kollationen von BM gegenüber HoP das Richtige enthalten. Eine Probe aus 53 (f) = Paris. gr. 17A bestätigte ebenfalls die Vorzüglichkeit der Cambridger Kollationen.

am Rande, es ist also fraglich, ob dies eine hexaplarische Note ist (Field, Hexapla hat sie richtig mit dem Zusatz γρ. vermerkt).

z (85): Exod. 35_8 gehört die Randnote α΄ θ΄ λογιον nicht zu τον ποδηρη, sondern zu επωμιδα (Field hat sie zum richtigen Worte, bemerkt aber unrichtig ›το‹ λογιον und ›sine nomine‹). Exod. $35_{10(11)}$ ist die Randnote zu μοχλοος: και τας σανιδας αυτης ausgelassen (Field hat sie, doch unrichtig ohne και und ›σαννιδας‹). Exod. 35_{21} ist unrichtig angegeben: ... ενεκουσιασατο π̅ν̅α αυτων; es steht in der Hs.: ἐν ἑκουσίᾳ τὸ π̅ν̅α αὐτῶν (bei Field richtig).

Ein Fortschritt gegenüber Field zeigt sich nur Exod. $35_{10(11)}$, wo dieser die Randnote κρικους aus *b* (108) nicht belegt, Lev. 17_{14}, wo er die Randnote: σ΄ τω αιματι αυτης ηνωται fälschlich zu αιμα αυτου εστιν 1^0 statt 2^0 bringt, und Lev. 18_6, wo er die Randnote von *b* (108) nicht hat.

Ich komme nunmehr zu den Kirchenväterzitaten. Es ist dies der am meisten heikle Punkt der ganzen Ausgabe. Die Herausgeber sind sich auch selbst der hier bestehenden Schwierigkeiten und der Unsicherheit ihrer Angaben sehr wohl bewußt gewesen. Dann, meine ich, wäre es aber doch vielleicht richtiger gewesen, überhaupt auf die Kirchenväterzitate zu verzichten; ihre Lesarten und zwar mit der zahlenmäßigen Angabe der Häufigkeit und Verteilung von verschiedenen Lesarten bei demselben Schriftsteller (durch Ziffern in Bruchform) zu buchen, dabei aber gleichzeitig vor der Benutzung dieses Materiales zu warnen, ist doch ein Widerspruch. Vielleicht haben es die Herausgeber auch kaum geglaubt, wie voll von Irrtümern oder Angaben, die falsche Vorstellungen erwecken, in dieser Beziehung ihr Apparat ist. Ich habe in den vorliegenden Heften die Zitate des Theodoret und Chrysostomus eingehend nachgeprüft und möchte zur Erhärtung dieses Urteils im folgenden an einer Reihe von ausgewählten Beispielen zeigen, wie unbrauchbar in diesen Fällen die Angaben bei BM sind. Dabei sei im voraus bemerkt, daß es auch trotz der mangelhaften Ausgaben dieser Kirchenväter an vielen Stellen möglich ist, aus der Exegese Sicherheit über den Text des Zitates zu gewinnen. BM hätten sich nicht mit der Aufstellung der übrigens vollkommen zu billigenden methodischen Grundsätze über eine künftige Behandlung der Zitate begnügen sollen, sondern hätten sie auch schon praktisch anwenden können. Bei einem Kirchenvater wie Chrysostomus ist es äußerst gefährlich, die Zitate einfach zu zählen und darnach die Bedeutung einer Variante abschätzen zu wollen. Zudem ist es mir, da die Stellen selbst nie genannt werden, nicht möglich gewesen, festzustellen, nach welchem Prinzipe man die Zitate gezählt hat. Man darf

doch jedenfalls das Zitat eines Verses, um dessen Erklärung es sich handelt, nicht mehrfach zählen, wenn es im Laufe dieser wiederholt wird. Die Nachprüfung der Chrysostomuszitate wurde mir insofern erleichtert, als die englischen Herausgeber die von Lagarde nach der Ausgabe Saviles angefertigte Sammlung von alttestamentlichen Zitaten des Chrysostomus, welche auf der Göttinger Universitätsbibliothek aufbewahrt wird (cod. ms. Lagard. 33), benutzt haben. Ich werde im folgenden regelmäßig die Angaben des kritischen Apparates der Ausgabe über Thdt. und Chr. voranstellen. Thdt. zitiere ich nach Schulzes Ausgabe, Chr. nach Saviles. Von ersterem kommen wesentlich die quaestiones in Oct., von letzterem die exegetischen Homilien zur Genesis in Betracht.

Gen. 1_{10}: ›om. επι της γης Chr Thdt‹.

Bei Thdt. fehlen die Worte tatsächlich IV, 398; I, 1580 ist jedoch von Schulze die Variante + επι της γης angegeben.

Bei Chr. anderseits findet man die fraglichen Worte, wenn man seine Homilien zur Genesis nachprüft, sowohl im Lemma, d. h. dem der weiteren genaueren Erklärung vorausgeschickten zusammenhängenden Bibeltexte eines oder mehrerer Verse, als auch in der nachfolgenden Erklärung (I, 40 ff.). Sie fehlen zwar VII, 241_{15}, doch befindet sich dieses Zitat in einer Schrift, welche sowohl nach Saviles als nach Montfaucons Urteil nicht von Chr. herrührt. Es fällt demnach als Zeugnis für Chr. weg. An den übrigen Stellen in echten Schriften bricht das Zitat bereits früher ab.

›om. και εγενετο ουτως Chr‹.

Die Worte stehen I, 40 ff. im Lemma, und die Erklärung setzt sie deutlich voraus, vgl. besonders I 41_{13} ff.: εἶπεν ›ἐξαγαγέτω τὰ ὕδατα ... τοῦ οὐρανοῦ‹ καὶ ὑπήκουσε τὸ στοιχεῖον καὶ ἐπλήρωσε τὸ ἐπιταχθέν, ›καὶ ἐγένετό, φησιν, οὕτως‹, ὡς ἐκέλευσεν ὁ δεσπότης. Nur aus unechten Schriften (VII, 241_{15}) läßt sich ein sicheres Zitat ohne diese Worte nachweisen.

Gen. 2_2: ›εκτη] εβδομη Thdt-cod‹.

Es soll darnach also eine Hs. des Thdt. in einem Zitate ἑβδόμῃ statt ἕκτῃ haben. Die Stelle, die die englischen Herausgeber im Auge gehabt haben, ist offenbar I, 37_2, wo zu den Worten καὶ συνετέλεσεν ὁ θεὸς ἐν τῇ ἡμέρᾳ τῇ ἕκτῃ τὰ ἔργα αὐτοῦ die Variante notiert ist: ›ἕκτῃ] Cod. ἑβδόμῃ‹. Nun gehört aber jenes Stück der Erklärung nicht mehr zur quaestio 21 in Gen. des Thdt., sondern zu der dieser in den Hss. hinzugefügten Exegese des Theodorus Mops.[1]), und selbst für

1) Daß derartige Erklärungen aus anderen Kirchenvätern nicht von Thdt. selbst seinen quaestiones beigefügt sind, hat schon Sirmond richtig erkannt (s. die bei Schulze abgedruckte Vorrede p. XXI ff.).

dessen Text erweist sich die Variante als falsch, wenn man nur einige Zeilen weiter liest, wo einander gegenübergestellt wird: δεικνὺς ὅτι ἐπὶ μὲν τῆς ἕκτης συμπεπλήρωκε πάντα ... ἐπαύσατο δὲ τῇ ἑβδόμῃ ἡμέρᾳ τοῦ ποιεῖν etc.

Gen. 2_{15}: ›παραδεισω Chr $\frac{2}{3}$ Thdt $\frac{1}{2}$] + της τροφης Chr $\frac{1}{3}$ Thdt $\frac{1}{2}$‹.

Für den Text des Chr. ist die 14. Homilie zur Genesis (I, 83 ff.) ausschlaggebend. Dort steht nun, abgesehen davon, daß sich in der Ueberschrift und dem Lemma der Zusatz τῆς τροφῆς zu ἐν τῷ παραδείσῳ findet, p. 85_{20} eine exegetische Bemerkung, in der Chr. ausdrücklich bezeugt, den Zusatz gelesen zu haben: ›καὶ ἔλαβεν ... τῆς τροφῆς‹. οὐχ ἁπλῶς εἶπεν ›ἐν τῷ παραδείσῳ‹, ἀλλὰ προσέθηκε ›τῆς τροφῆς‹, ἵνα τὴν ὑπερβάλλουσαν ἡδονὴν ... ἐμφαίνῃ ἡμῖν. Zitiert werden die in Frage stehenden Worte unseres Verses außerdem noch I, 35_{25} ff., und zwar heißt es hier: ... τὴν γραφὴν καὶ ἀλλαχοῦ λέγουσαν ὅτι ἔθετο τὸν Ἀδὰμ ἐν τῷ παραδείσῳ, οὐκ ἐπειδὴ ἐνέπηξεν αὐτὸν τῷ παραδείσῳ ἀλλ' ὅτι προσέταξεν αὐτὸν εἶναι ἐν τῷ παραδείσῳ. Diese Stelle kann jedoch nicht als vollwertiges Zeugnis für die Textform des Chr. in Betracht kommen. Das Zitat ist frei und befindet sich in einer Homilie, in der es sich um die Erklärung einer ganz anderen Stelle handelt. Es kommt Chr. an dieser Stelle allein auf den Ausdruck καὶ ἔθετο an, dessen Bedeutung er aufzuhellen versucht; dabei konnte er den übrigen Wortkomplex ungenau zitieren. Wenn endlich VI, 588_{28} zitiert wird: ›ἔθηκε γὰρ αὐτόν, φησι, ἐργάζεσθαι καὶ φυλάσσειν τὸν παράδεισον‹, so kennzeichnet sich dieses Zitat von selbst als ungenaues und freies.

Nicht ganz so klar liegt der Fall bei Thdt. Im Dial. IV de Spir. S. (V, 1050 f.) liest man folgende auf unseren Vers bezügliche Wortgruppe: ἐπεὶ δὲ σὺ μερίζεις τὸν καιρὸν καὶ τὸν ὁδηγίαν, εἰπὲ παρὰ τίνος ὡδηγήθη πρώτου Ἀδάμ, μένων ἐν τῷ παραδείσῳ πρὸ τῆς παραβάσεως ἐργάζεσθαι αὐτὸν καὶ φυλάττειν; ... O. καίτοιγε εἴρηται· ›καὶ ἔθετο αὐτὸν ὁ θεὸς ἐν τῷ παραδείσῳ ἐργάζεσθαι καὶ φυλάττειν‹. Will man diese Stelle als brauchbares Textzeugnis für Thdt. ansehen, so muß man feststellen, daß er den Zusatz τῆς τροφῆς nicht kannte. Nun findet sich zwar II, 912 ff. in dem Kommentar zu Ezechiel gelegentlich der Erklärung von Ez. 28_{13} folgende Anspielung auf Gen. 2_{15}: ἐκ γὰρ τοῦ προπάτορος κατάγεις (cod. B καταχθεὶς) τὸ γένος, ὃς εὐθὺς διαπλασθεὶς ἐν τῷ παραδείσῳ τῆς τροφῆς ἐτέθη ἐργάζεσθαι αὐτὸν καὶ φυλάττειν. Es ist jedoch sehr wohl möglich, daß hier der Zusatz τῆς τροφῆς durch die zu erklärende Ezechielstelle (28_{13}) veranlaßt ist, in der es heißt: καὶ ἐν τῇ τρυφῇ τοῦ παραδείσου τοῦ θεοῦ ἐγενήθης.

Gen. 2_{20}: ›αυτω] + κατ' αυτον Chr $\frac{1}{2}$‹.

Dazu ist zunächst zu bemerken, daß aus derjenigen Homilie, in

welcher Chr. V. 20 behandelt, ohne Zweifel hervorgeht, daß er am Ende des Verses nur ὅμοιος αὐτῷ gelesen hat (vgl. besonders I, 92_{12} ff.); indes auch jene Stelle, die die englischen Herausgeber als wiedersprechendes Zeugnis anführen — es muß V, 11_{36} sein — verliert bei genauerer Betrachtung vollständig ihren Wert als Textzeugnis. Chr. sagt dort zunächst zwar: ἐπειδὴ ... ἵνα μὴ τῶν δούλων νομίσῃς εἶναι καὶ τὴν γυναῖκα, ὅρα πῶς ποιεῖ τὴν διάκρισιν φανεράν. »ἤγαγε τὰ θηρία, φησίν, ἐνώπιον τοῦ Ἀδὰμ καὶ οὐχ εὑρέθη βοηθὸς ὅμοιος αὐτῷ κατ' αὐτόν«. Daß aber in diesem auch im übrigen freien Zitate die Worte κατ' αὐτόν willkürlicher Zusatz des Chr. sind, geht aus dem Folgenden mit aller nur wünschenswerten Klarheit hervor: τί οὖν; ... ἀλλ' ἵνα μὴ τοῦτο λέγῃς, διὰ τοῦτο ἀκριβῆ ποιεῖται τὴν διαίρεσιν. οὐδὲ γὰρ εἶπεν ἁπλῶς, ὅτι οὐχ εὑρέθη αὐτῷ βοηθός, ἀλλ' ὅτι οὐχ εὑρέθη βοηθὸς ὅμοιος αὐτῷ. οὕτω καὶ ἐνταῦθα, ποιήσωμεν, οὐχ ἁπλῶς, ἀλλὰ κατ' αὐτὸν εἶπε (es handelt sich im Vorhergehenden um die Erklärung von Gen. 2_{18}: ποιήσωμεν αὐτῷ βοηθὸν κατ' αὐτόν). Eine dritte Stelle (VI, 87_8), an der sich ein Zitat des Schlusses von 2_{20} ohne den betr. Zusatz findet, lassen BM unberücksichtigt, obwohl sie auch in Lagardes Index verzeichnet ist.

Gen. 3_{17}: »η γη]σου Chr ½«.

Daß Chr. die gewöhnliche, richtige Lesart ἐπικατάρατος ἡ γῆ ἐν τοῖς ἔργοις σου in seinem Texte hatte, geht aus seiner Interpretation in den Genesishomilien klar und deutlich hervor. Die im Lemma I 115_{28} ff. überlieferten Worte werden besonders durch I 116_{20} ff. bestätigt: ἐπικατάρατος ἡ γῆ ἐν τοῖς ἔργοις σου. ὅρα φιλανθρωπίαν δεσπότου, πῶς μὲν τὸν ὄφιν τιμωρεῖται, πῶς δε τὸ λογικὸν τοῦτο ζῶον. ἐκείνῳ γάρ φησιν· »ἐπικατάρατος σὺ ἀπὸ τῆς γῆς«· ἐνταῦθα δὲ οὐχ οὕτως, ἀλλὰ τί; »ἐπικατάρατος ἡ γῆ ἐν τοῖς ἔργοις σου« ἢ εἰκότως. Die einzige Stelle, an der Chr. σύ statt ἡ γῆ zitiert — es ist in einer Psalmenhomilie, I 636_6 — beweist nichts dagegen. Chr. zitiert hier in einer Aufzählung von Verfluchungen die angeführte Stelle offenbar ungenau oder versehentlich falsch in Erinnerung an Gen. 4_{11}: καὶ νῦν ἐπικατάρατος σὺ ἐπὶ τῆς γῆς, die Verfluchung Kains, auf die er anspielt, wenn er nach dem Zitat: ἐκεῖνος (Adam) ἤκουσεν· »ἐπικατάρατος σὺ ἐν τοῖς ἔργοις σου« fortfährt: καὶ ὁ μετ' ἐκεῖνον πάλιν.

Gen. 14_{15}: »om. και εδιωξεν αυτους Chr«.

Wenn das Lemma I 284_{41} f. den wirklich von Chr. gelesenen Text enthielte, wäre die Bemerkung richtig: dort fehlen jene Worte tatsächlich; es stellt sich aber durch die p. 285_{14} ff. folgende Erklärung des Chr. heraus, daß sie nicht schon in seinem Exemplare ausgefallen waren, sondern erst innerhalb der Chrysostomusüberlieferung infolge des Homöoteleutons vom Schreiber übersprungen worden

40*

sind. In dieser Exegese sagt er nämlich: καὶ θέα μοι τῆς δυνάμεως τοῦ θεοῦ τὴν ὑπερβολήν, μεθ' ὅσης ταχύτητος τὰ τῆς νίκης γεγένηται. »ἐπέπεσε γὰρ αὐτοῖς, φησι, τὴν νύκτα αὐτὸς καὶ οἱ παῖδες αὐτοῦ καὶ ἐπάταξεν αὐτοὺς καὶ ἐδίωξεν αὐτούς« und im folgenden Satze: τοὺς μὲν ἐπάταξε, τοὺς δὲ εἰς φυγὴν ὁρμῆσαι παρεσκεύασε. Dann muß er doch wohl notwendig καὶ ἐδίωξεν αὐτούς vor Augen gehabt haben.

Gen. 15_2: »απολυομαι] απολλυμαι Chr $\frac{1}{2}$«.

Darnach wären also beide Lesarten in gleicher Weise für Chr. bezeugt. Dem ist in der Tat nicht so. Auszugehen ist hier wie immer von der Homilie, in der die Stelle exegetisch behandelt wird. Dort (I 295_{14}) lesen wir ἀπολύομαι nicht nur im Lemma, sondern es geht auch aus der unmittelbar folgenden Exegese (vgl. ὅρα πῶς ἐκ προοιμίων ὁ δίκαιος ἐφιλοσόφει ἀπόλυσιν καλῶν τὴν ἐντεῦθεν ἔξοδον) unzweideutig hervor, daß ἀπολύομαι kein Verschreiben eines Schreibers, sondern wirkliche Lesung des Chrysostomus war. Dieselbe findet sich im Zitat VI 253_{15} f. Nun kämen die beiden Zitate mit ἀπόλλυμαι: V 46_8 f. befindet sich in einer unechten Schrift, VI 112_{11} f. steht das Zitat: λέγοντος, τί μοι δώσεις; ἐγὼ δὲ ἀπόλλυμαι ἄτεκνος, διὰ τοῦτο etc. mitten in einem fremdartigen Zusammenhange, beruht also auf dem Gedächtnis und kann gegen die oben angeführte Stelle nicht ins Gewicht fallen. Das Verhältnis der Bezeugung der beiden Lesarten für Chr. verschiebt sich somit bei genauerer Prüfung wesentlich.

Gen. 15_9: »και αιγα τριετιζουσαν] om. Thdt (vid) om. και κριον τριετιζοντα Chr $\frac{1}{3}$«.

Bei Thdt. liegt die Sache folgendermaßen. In der Ueberschrift der quaestio 66 fehlen zwar die Worte καὶ αἶγα τριετίζουσαν, daß aber dem Thdt. der Text vollständig vorgelegen hat, beweisen mit Sicherheit seine weiteren Ausführungen, in denen er u. a. sagt (79_{12}): διὰ τοῦτο τρία τῶν καθαρῶν τετραπόδων καὶ ἕκαστον τριετὲς τυθῆναι προσέταξεν etc. Zu der Angabe über Chr. ist zunächst zu bemerken, daß man mit Benutzung des Index von Lagarde zur Aufzählung von drei Stellen nur gelangen kann, wenn man 1) das Zitat VII 265_{17}, das sich in einer unechten Schrift befindet, als Textzeugnis für Chr. ansieht und 2) in der erklärenden Homilie I, 300_{16} ff. die Worte des Lemmas und der zugehörigen Exegese als zwei getrennte Belege betrachtet. Daß letzteres aber nicht angängig ist, wird jeder leicht einsehen; vielmehr ist, wenn Lemma und Erklärung hier nicht übereinstimmen, eben nur die sich aus der Exegese ergebende Lesart wirkliches Zeugnis und die des Lemmas darnach zu korrigieren. In unserem Falle fehlen nun im Lemma I 300_{16} die Worte καὶ κρίον τριετίζοντα, während sie in der sofort folgenden Interpretation des Verses

erwähnt werden. Chr. hat sie also gelesen; folglich war im kritischen Apparate überhaupt nichts über Chr. zu bemerken.

Gen. 15_{15}: ›μετ ειρηνης τραφεις] τραφεις εν ειρηνη Chr-codd: om. μετ ειρηνης Chr-ed‹.

Die Angabe ist zunächst formal unrichtig. Bei Savile steht nämlich I 301_{31} im Texte des Lemma: πρὸς τοὺς πατέρας σου *τραφεὶς ἐν γήρει καλῷ und dazu am Rande: γρ. ἐν εἰρήνῃ. Der oder die betr. Codd. haben also ἐν εἰρήνῃ vor τραφείς. Es ist dies wichtig zu betonen, da von der verschiedenen Stellung des εἰρήνῃ seine verschiedene Beziehung abhängt. Ferner bedarf die Angabe noch einer sachlichen Berichtigung. Saviles Ausgabe bietet mit der Auslassung von μετ' εἰρήνης in der Tat den von Chr. zu Grunde gelegten Text. In der folgenden genauen Interpretation gedenkt nämlich Chr. mit keiner Silbe dieser Worte, so daß der Schluß auf einen Defekt im Texte des Chr. nicht unberechtigt sein wird. Dies also war allein über Chr. im Apparate anzumerken.

Gen. 24_{29}: ›ινα] και Chr‹.

Diese Angabe ist ein bezeichnendes Beispiel für die mechanische Art, in der die Lesarten des Chr. aufgenommen worden sind. Sie kann sich nur auf I 392_{36}, eine Stelle in den Genesishomilien, beziehen. Chr. gibt an dieser Stelle, wie überhaupt öfter in den Homilien zu den späteren Büchern der Genesis, nur kurz den Gedankengang des biblischen Textes an, wobei er Erklärung und Worte des Textes ineinanderfließen läßt. So sagt er hier unmittelbar vorher periphrastisch: ›ἤδη μοί, φησι, γνωρίσατε, ἵνα εἰδέναι ἔχω, ὅτι δέοι με διαπράξεσθαι. εἰ δὲ μήγε, ἵνα ἑτέρωθι τὴν ὁδὸν ποιήσωμαι‹ und knüpft daran die Fortsetzung des Textes an: ›καὶ ἐπιστρέψω ἢ εἰς δέξια ἢ εἰς ἀριστερά‹. Daraus kann man aber doch nicht καί als Lesart des Chr. für ἵνα entnehmen.

Gen. 25_{26}: ›τουτο] ταυτα Chr‹.

Diese Stelle ist ein Beispiel für die Inkonsequenz, mit der die Herausgeber die offenkundigen freien Zitate behandelt haben. I 399_{9} ff. sagt Chr. in freiem Anschluß an den Bibeltext: ›καὶ ὅτε, φησί, ἤγγισεν ὁ καιρὸς τοῦ τόκου, ἐξῆλθεν ὁ πρωτότοκος πυρράκης ὡσεὶ δορὰ δασὺς καὶ μετὰ ταῦτα ἐξῆλθεν ὁ ἀδελφὸς αὐτοῦ καὶ ἡ χεὶρ αὐτοῦ ἐπειλημμένη τῆς πτέρνης 'Ησαῦ‹. Aus diesem Wortkomplex finden wir zu V. 26 die oben angegebene Variante notiert, dagegen ist zu V. 25 nicht bemerkt, daß Chr. ὁ υἱός auslasse. Es hätte keine von beiden als Varianten aufgeführt werden dürfen.

Gen. 25_{27}: ›αγροικος — ην 2°] ο δε αγροικος ην Chr‹.

Wieder ein Beweis für das mechanische Verfahren beim Sammeln der Zitate. Die Stelle, die der Angabe zu Grunde liegt, ist I 399_{15} f.

Dort sagt Chr., indem er Worte des Textes in seine Erklärung verflicht: καὶ δείκνυσιν ἡμῖν ἄνωθεν καὶ ἐξ ἀρχῆς ἑκάστου τὸ ἐπιτήδευμα· καὶ ὅτι ὁ μὲν περὶ τὸ κυνηγεῖν ἠσχολεῖτο, ὁ δὲ ἀγροῖκος ἦν ἄνθρωπος, ἄπλαστος, οἰκίαν οἰκῶν. Wenn man diesen Text unbesehen mit dem überlieferten Septuagintatext vergleicht, kann man allerdings dazu kommen, eine derartige Variante anzuführen. Bei genauerer Prüfung ergibt sich jedoch, daß die Stelle bei Chr. überhaupt korrupt sein muß. Nach der dort überlieferten Fassung würde der Bibeltext aussagen, daß Jakob (dieser ist ὁ δὲ) ein ἀγροῖκος ἄνθρωπος, ein ἄπλαστος, οἰκίαν οἰκῶν war. Das widerstreitet aller sonstigen Ueberlieferung, ist aber auch in sich ein Unsinn, da ἀγροῖκος und οἰκίαν οἰκῶν Gegensätze sind. Es ist undenkbar, daß Chr. einen derartigen Text sollte gelesen haben, wenigstens sprechen seine kurzen erklärenden Bemerkungen nicht dafür, sondern eher dagegen. Ich nehme daher an, daß ἀγροῖκος innerhalb der Chrysostomusüberlieferung von einem Schreiber ausgelassen war und später an falscher Stelle nachgetragen wurde.

Gen. 31_{24}: ›πονηρα] πονηρον Chr $\frac{1}{3}$ σκληρα Chr $\frac{1}{3}$ Thdt‹.

Die Variante σκληρά steht in Saviles Chr. I 955_{17}; sie befindet sich in einer Schrift, welche nicht von Chr. herrührt, sondern nichts anderes als ein Stück aus dem Psalmenkommentare des Thdt. ist. Sie kann also nur für diesen in Betracht kommen. Da die Variante für ihn noch besonders aufgeführt wird, ist hier dieselbe Stelle im Apparat zweimal unter verschiedenen Namen gebucht, und es könnte den Anschein erwecken, als ob σκληρά durch Thdt. und Chr. bezeugt, ein Charakteristikum der Lucianrezension sei.

Gen. 32_{24}: ›μετ' αυτου ανθρωπος ...] αγγελος μετ' αυτου Thdt (vid)‹.

Die Ueberschrift der quaestio 92 des Thdt. (p. 99 Schulze) lautet allerdings: τίνος ἕνεκεν παλαίει τῷ Ἰακὼβ ὁ ἄγγελος; aber hier kann ἄγγελος nicht ursprünglich sein. Diese Lesart wird durch folgenden Satz der weiteren Erörterung in der quaestio selbst widerlegt: p. 100_{18} ἐπισημαντέον δὲ κἀνταῦθα ὡς τὸν αὐτὸν καὶ ἄνθρωπον ἐκάλεσε καὶ θεόν. Die weitere Begründung: ›ἐνίσχυσας γάρ, ἔφη, μετὰ θεοῦ, καὶ μετὰ ἀνθρώπων ἔσῃ δυνατός‹ darf nicht irreführen, als habe Thdt. bei dem ἄνθρωπον an V. 28 gedacht, vielmehr sollen diese Worte nur ein Beleg dafür sein, daß der Schriftsteller dieselbe Person außer ἄνθρωπος auch θεός genannt habe; daß er sie als ἄνθρωπος bezeichnet habe, wird dabei als bekannt vorausgesetzt. Also muß Thdt. in V. 24 ἄνθρωπος gelesen haben, denn es ist sonst keine Stelle in der Erzählung vorhanden, an der der mit Jakob Ringende ἄνθρωπος genannt wird. Es stimmt dazu die Anspielung II, 692: οὕτω τὸν Ἰα-

κὼβ δειμαίνοντα τὸν Ἠσαῦ ψυχαγωγῆσαι θελήσας, ὡς ἄνθρωπος ἐπεφάνη. Freilich bleibt noch eine Stelle übrig, die ein Zeugnis für die gegenteilige Lesart zu sein scheint: II, 1366, wo Thdt. gelegentlich der Interpretation von Hos. $12_{4(5)}$ (καὶ ἐνίσχυσεν μετὰ ἀγγέλου καὶ ἡδονήθη) mit folgenden Worten auf die Erzählung in der Genesis Bezug nimmt: τὸν δὲ αὐτὸν καὶ θεὸν καὶ ἄγγελον κέκληκεν, ἐπειδὴ καὶ ὁ μακάριος Μωσῆς ἀμφότερα τέθεικε τὰ ὀνόματα. Ich bin jedoch der Ansicht, daß diese Stelle kein wirkliches Zeugnis gegen die quaestio über die Stelle selbst sein kann. Thdt. steht hier unter dem Banne des Hoseatextes, daher konnte ihn sein Gedächtnis um so leichter zu Gunsten des Hoseatextes irreführen. Ich halte demnach nur ἄνθρωπος für die Lesart des Thdt.

Gen. 35_9: ›ετι] + οντι Chr-ed‹.

Die Bemerkung war unnötig, denn Chr. selbst kann unter keinen Umständen den Zusatz οντι in seinem Texte gehabt haben; es würde das seiner Erläuterung I, 465_{24} ff. widersprechen (τίνος ἕνεκεν προσήκει τὸ ἔτι; οὐχ ἁπλῶς, ἀλλ' ἵνα μάθῃς ὅτι καὶ ἤδη ἐν τῷ τόπῳ τούτῳ ὤφθη αὐτῷ πρότερον etc.).

Gen. 41_{54}: ›ουκ] om. abd etc.‹

Hier fehlt die doch immerhin wichtige Angabe, daß Chr. das οὐκ nicht im Texte gehabt hat. Und zwar geht das aus seiner Exegese mit Sicherheit hervor, in der er I, 490_{23} ff. ausführt: καὶ λιμοῦ σφοδροῦ γενομένου τέως ἐν προοιμίοις οὐδεμίαν αὐτοὺς αἴσθησιν λαβεῖν τῆς ἐνδείας συνεχώρησεν· ›ἐν πάσῃ γάρ, φησι, τῇ Αἰγύπτῳ ἦσαν ἄρτοι‹.

Gen. 47_{15}: ›το αργυριον παν B] λοιπον το αργ. Chr‹.

λοιπὸν τὸ ἀργύριον als Variante des Chr. anzuführen, kann wiederum nur durch eine mechanische Statistik veranlaßt sein. Denn jeder, der die betreffende Stelle in den Genesishomilien I 504_{28} einsieht, muß erkennen, daß Chr. dort dem Texte nur frei nacherzählt. So wie er unmittelbar vorher frei im Anschluß an V. 14 erzählt: ›συνήγαγέ, φησιν, Ἰωσὴφ ἅπαν τὸ ἀργύριον τῶν τε ἐν Αἰγύπτῳ καὶ τῶν ἐν τῇ Χαναὰν καὶ οὕτω τὸν σῖτον αὐτοῖς ἐχορήγει‹, geht er dann in freier Anknüpfung zu V. 15 über mit den Worten: καὶ ἐξέλιπε λοιπὸν τὸ ἀργύριον.

Exod. 3_{22}: ›σκυλευσατε B] σκυλευσετε kc_2 ... σκυλευσητε m: συσκυλευσετε n: συσκευασατε F* (σῦ|σκ-) Mbehjptwx: επισυσκευασετε f (-ατε) $i^{a?}$ r: αποσυσκευασετε l: συσκευασετε A (-ται) $F^{b?}$ i* rell.: ...‹.

Eine Angabe über Thdt. fehlt, obwohl sie hätte gemacht werden können. Die Ueberschrift der quaestio XXIII in Exod. des Thdt. lautet nämlich: τί αἰτιῶνταί τινες, τὸ προστεταχέναι τὸν θεὸν τοῖς Ἑβραίοις

αἰτῆσαι τοὺς Αἰγυπτίους σκεύη χρυσᾶ καὶ ἀργυρᾶ καὶ ἐσθῆτα καὶ σκυλεῦσαι τοὺς Αἰγυπτίους; οὕτω γὰρ ὁ Σύμμαχος τὸ σκευάσασθαι ἡρμήνευσεν. Daraus ergibt sich, daß Thdt. in seinem LXX-Texte an der Stelle, auf welche sich diese quaestio bezieht, eine Form des Verbums σκευάσασθαι gelesen hat. Nach der Schulzeschen Ausgabe bezieht sich nun die quaestio XXIII auf Exod. 12_{36} [1]). Doch scheint ihre Stellung in den Hss. schwankend zu sein. Denn in der Cat. Nic. findet sie sich zu Exod. 3_{22} (s. Schulze V, 1183), und dazu muß sie auch ursprünglich geschrieben sein. Es sprechen für diese Annahme verschiedene Gründe. Zunächst ein äußerer, nämlich der, daß die folgende quaestio sich erst mit Exod. 12_{11} beschäftigt. Sodann erscheint die Beziehung auf 3_{22} durch die Eingangsworte (τί ... τὸ προστεταχέναι τὸν θεὸν) geraten, da dort der Befehl Gottes berichtet, 12_{36} aber die Ausführung des Befehles geschildert wird. Endlich ist Exod. 12_{36} die Form ἐσκύλευσαν in allen Hss. der LXX außer 32 (ἐσκεύασαν) überliefert, auch keine hexaplarische Note dazu vorhanden, während sich Exod. 3_{22} nach BM Formen von σκυλεύω nur in sehr wenigen Hss. finden, die meisten dagegen eine Form von συσκευάζω bieten. Dazu kommt, daß wir hier in M die hexaplarische Randnote haben: α′ σ′ σκυλεύσετε, ebenso in v (ohne σ′) und z (ohne die Namen). Nun nennt zwar Thdt. σκευάσασθαι (nicht συσκευάζειν) als gewöhnliche Lesart, allein die Auslassung der Silbe συ vor σκ kann, da der Wortlaut noch nicht kritisch gesichert ist, ein bloßer Schreibfehler sein, und daß er das Medium statt des in der LXX bezeugten Aktivs gebraucht, hat wahrscheinlich seinen Grund darin, daß dieses Verbum in der Bedeutung von σκυλεῦσαι nur im Medium üblich war (vgl. die Belege bei Field, Hexapla I, 85 Anm. 29, der im übrigen die Thdt.-Stelle nur unsicher nach Montfaucon anführt). Es ergibt sich mithin aus quaestio XXIII, daß Thdt. Exod. 3_{22} (συ)σκευάσατε im Text gehabt hat. — Das Zitat I, 174 ist zu frei gestaltet, als daß man es bestimmt auf 3_{22} oder 12_{36} beziehen könnte, die Schlußworte: καὶ ἐσκύλευσαν τοὺς Αἰγυπτίους werden im Anschluß an 12_{36} gesagt sein.

Exod. 6_{3}: »εδηλωσα] εγνωρισα <32> Thdt $\frac{2}{8}$: απεκαλυψα Thdt $\frac{1}{8}$«.

Darnach wären ἐδήλωσα und ἐγνώρισα für Thdt. gleich gut bezeugt. Indessen stellt sich bei genauerer Prüfung heraus, daß nur ἐδήλωσα als Lesart des Thdt. betrachtet werden darf. Es steht zunächst fest, daß Thdt. in der quaestio, in der er Exod. 6_{3} behandelt (I, 133), ἐδήλωσα voraussetzt, denn es heißt dort nicht nur in der Ueberschrift: τί ἐστι »καὶ τὸ ὄνομά μου κύριος οὐκ ἐδήλωσα αὐτοῖς«,

1) Bei BM findet sich auch zu dieser Stelle keine Angabe über Thdt.

αἰτῆσαι τοὺς Αἰγυπτίους σκεύη χρυσᾶ καὶ ἀργυρᾶ καὶ ἐσθῆτα καὶ σκυλεῦσαι τοὺς Αἰγυπτίους; οὕτω γὰρ ὁ Σύμμαχος τὸ σκευάσασθαι ἡρμήνευσεν. Daraus ergibt sich, daß Thdt. in seinem LXX-Texte an der Stelle, auf welche sich diese quaestio bezieht, eine Form des Verbums σκευάσασθαι gelesen hat. Nach der Schulzeschen Ausgabe bezieht sich nun die quaestio XXIII auf Exod. 12_{36} [1]). Doch scheint ihre Stellung in den Hss. schwankend zu sein. Denn in der Cat. Nic. findet sie sich zu Exod. 3_{22} (s. Schulze V, 1183), und dazu muß sie auch ursprünglich geschrieben sein. Es sprechen für diese Annahme verschiedene Gründe. Zunächst ein äußerer, nämlich der, daß die folgende quaestio sich erst mit Exod. 12_{11} beschäftigt. Sodann erscheint die Beziehung auf 3_{22} durch die Eingangsworte (τί ... τὸ προστεταχέναι τὸν θεὸν) geraten, da dort der Befehl Gottes berichtet, 12_{36} aber die Ausführung des Befehles geschildert wird. Endlich ist Exod. 12_{36} die Form ἐσκύλευσαν in allen Hss. der LXX außer 32 (ἐσκεύασαν) überliefert, auch keine hexaplarische Note dazu vorhanden, während sich Exod. 3_{22} nach BM Formen von σκυλεύω nur in sehr wenigen Hss. finden, die meisten dagegen eine Form von συσκευάζω bieten. Dazu kommt, daß wir hier in M die hexaplarische Randnote haben: α′ σ′ σκυλεύσετε, ebenso in v (ohne σ′) und z (ohne die Namen). Nun nennt zwar Thdt. σκευάσασθαι (nicht συσκευάζειν) als gewöhnliche Lesart, allein die Auslassung der Silbe συ vor σκ kann, da der Wortlaut noch nicht kritisch gesichert ist, ein bloßer Schreibfehler sein, und daß er das Medium statt des in der LXX bezeugten Aktivs gebraucht, hat wahrscheinlich seinen Grund darin, daß dieses Verbum in der Bedeutung von σκυλεῦσαι nur im Medium üblich war (vgl. die Belege bei Field, Hexapla I, 85 Anm. 29, der im übrigen die Thdt.-Stelle nur unsicher nach Montfaucon anführt). Es ergibt sich mithin aus quaestio XXIII, daß Thdt. Exod. 3_{22} (συ)σκευάσατε im Text gehabt hat. — Das Zitat I, 174 ist zu frei gestaltet, als daß man es bestimmt auf 3_{22} oder 12_{36} beziehen könnte, die Schlußworte: καὶ ἐσκύλευσαν τοὺς Αἰγυπτίους werden im Anschluß an 12_{36} gesagt sein.

Exod. 6_{3}: ›εδηλωσα] εγνωρισα <32> Thdt $\frac{2}{3}$: απεκαλυψα Thdt $\frac{1}{3}$‹.

Darnach wären ἐδήλωσα und ἐγνώρισα für Thdt. gleich gut bezeugt. Indessen stellt sich bei genauerer Prüfung heraus, daß nur ἐδήλωσα als Lesart des Thdt. betrachtet werden darf. Es steht zunächst fest, daß Thdt. in der quaestio, in der er Exod. 6_{3} behandelt (I, 133), ἐδήλωσα voraussetzt, denn es heißt dort nicht nur in der Ueberschrift: τί ἐστι ›καὶ τὸ ὄνομά μου κύριος οὐκ ἐδήλωσα αὐτοῖς‹,

1) Bei BM findet sich auch zu dieser Stelle keine Angabe über Thdt.

sondern auch in der Erklärung: ὃ γὰρ τοῖς πατριάρχαις οὐκ ἐδήλωσεν ὄνομα, τοῦτο αὐτῷ δῆλον ἐποίησεν. Es käme nun noch darauf an, zu untersuchen, ob Thdt. vielleicht daneben noch ἐγνώρισα oder ἀπεκάλυψα als Lesart gekannt hat. Sämtliche weiteren vier Zitate der Stelle finden sich in derselben Schrift, de sancta trinitate, und zwar zitiert Thdt. V, 975 ἐδήλωσα, V, 983 ἀπεκάλυψα, V, 986 ἐγνώρισα, V, 987 ἐγνώρισα. Hier folgen also alle drei verschiedenen Lesarten ziemlich dicht aufeinander. Daraus ergibt sich aber meines Erachtens, daß wir nur die durch die quaestio bestätigte als gesichert betrachten dürfen und die beiden anderen als freie Bildungen des Thdt. anzusehen haben.

Lev. 5_{15}: ›σικλων] pr. κ΄ k: pr. quinquaginta 𝔄 σικλον g etc. <+ ν΄ 18>‹.

Hier fehlt eine Angabe über Thdt. Dieser muß die Zahl 50 (ν΄) vor σίκλων im Texte gehabt haben. Er sagt nämlich I, 184 in der quaestio über diese Stelle u. a.: εἶθ' οὕτως ὑπὲρ τῆς πλημμελείας κριὸν πεντήκοντα σίκλων ἄξιον προσενεγκεῖν εἰς ἱερουργίαν.

Lev. 16_5: ›χιμαρους] τραγους M (mg) e g h j n o s (txt) v z (txt) b_2‹.

Thdt. las hier und an den übrigen Stellen dieses Kapitels, an denen χίμαρος vorkommt, eine Form des Wortes τράγος. Das lehrt uns seine quaestio über die Amtspflichten des Hohepriesters zu Lev. 16_2 ff. Dort lesen wir (I, 199, Z. 13 v. o.): ὑπὲρ δὲ παντὸς τοῦ λαοῦ δύο τράγους περὶ ἁμαρτίας λαβεῖν καὶ ἕνα κριὸν εἰς ὁλοκαύτωμα. Die weitere Erklärung zeigt, daß er auch in den folgenden Versen überall τράγος statt χίμαρος im Texte gehabt hat. Bei BM ist Thdt. nur zu 16_{22} zitiert, wahrscheinlich deshalb, weil diese Stelle allein in der quaestio wörtlich angeführt wird. Aber für die übrigen ergibt es sich eben noch sicherer aus der Interpretation.

Es sind also, um zusammenzufassen, bei der Verwertung der Zitate im kritischen Apparat vor allem folgende Fehler gemacht worden:

1) ist nicht zwischen den echten und unechten Schriften des Chr. geschieden,

2) sind Lemma und Erklärung nicht verschieden behandelt,

3) sind alle Zitate gleich bewertet worden, während es einen Unterschied macht, ob das betreffende Zitat gerade erklärt wird oder sich in fremdem Zusammenhange befindet,

4) ist nicht genügend berücksichtigt, daß Thdt. und vor allem Chr. sehr oft frei zitieren oder nur dem Bibeltext nacherzählen.

In dem Prospekte ihres Werkes charakterisieren die Herausgeber das Ziel, welches sie sich gesteckt hatten, mit folgenden Worten: ›The aim of the work is to supply full information by incorporating

the results of the manual edition, by reproducing with greater accuracy and clearness all the important evidence collected in the great Oxford edition of Holmes and Parsons and by completing it from all the sources, which were not yet available, when that edition was published (1798—1827)‹. Man muß sagen, daß sie ihre Aufgabe, was das Handschriften-Material anlangt, in vorzüglicher Weise gelöst und für die textkritischen Studien an der LXX eine sichere Grundlage geschaffen haben, anderseits ist es ihnen leider wegen der mannigfachen begreiflichen Schwierigkeiten, die nur eingehende Spezialuntersuchungen zu beseitigen imstande sind, noch nicht gelungen, das Material der Kirchenväterzitate in einer abschließenden Form vorzulegen.

Göttingen Ernst Hautsch

Wissenschaftliche Veröffentlichungen der Deutschen Orient-Gesellschaft, Heft 4. Babylonische Miscellen, herausgegeben von **F. H. Weissbach.** Mit einem Lichtdruck, drei Figuren im Text und 15 autographischen Tafeln. 52 S., 1 + 15 Tafeln in fol. Leipzig, Hinrichs, 1903.

Die gewaltigen Summen, welche die Ausgrabungen in Babylon deutsche Orientfreunde gekostet, haben sich nicht in der von Vielen erwarteten Art bezahlt gemacht. Ungeheure Erd- und Trümmermassen sind fortbewegt worden, aber die Sehnsucht nach neuen Inschriften, zumal sensationellen Inhalts, ist anders als einst und jetzt noch auf dem Boden des alten Ninive, des alten Assur, des alten Nippur und des alten Susa und, last not least in Boghazköi, in Babylon nur in bescheidenem Maße gestillt worden: die hittitische Inschrift eines Kiliker-Königs ist die einzige Sensation geblieben. Indes an und für sich geringfügig sind die Inschriftenfunde in Babylon denn doch nicht und die kleine Auswahl daraus, die uns Weissbach in seiner Edition unterbreitet, bietet doch Vielerlei von Interesse, so eine kleine Inschrift von einem neuen Könige des ›Meerlandes‹; eine Inschrift mit Relief von einem Stadthalter von *Suchu* und dem Lande bezw. der Stadt ›Maer‹ (*Mari*), die uns zeigt, wo ungefähr wenigstens dies bezw. diese gelegen war, eine Inschrift beiläufig, die auch der Vergessenheit entrissen hat, daß ihr Urheber in seinem Regierungsbezirk die Bienenzucht eingeführt hat; ferner ein aus besonderen Gründen wichtiges Siegel des Gottes *Adad* mit Inschrift (s. u.); einen Text Nabopolassars, in dem er die Assyrer, deren Joch er abschüttelte, ganz unmißverständlich mit ihrem einheimischen Namen, nämlich Assyrer nennt; ferner ein Bruchstück von einem Duplikat zur babylonischen

Version von des Darius großer Behistun-Inschrift, die 16 Zeilen von ihr ergänzen hilft und eine von mir in der ZDMG LV p. 233 ff. begründete Vermutung unterstützt (daß nämlich Darius laut einer elamitischen Inschrift am Behistun-Felsen den Inhalt von seinen Behistun-Inschriften oder anderen seiner Inschriften auf Ziegelsteinen und Leder (Pergament) in alle Lande geschickt habe); ferner ein neues großes Fragment des so wichtigen Syllabars S[b], das dies weiter vervollständigt und dabei eine Rekonstruktion Thureau-Dangins bestätigt, ein Ritual für den Wiederaufbau eines Tempels, ein Amulett mit Bild und Inschrift gegen die Fieberdämonin Labartu und sonstiges.

Weissbach hat seinen vortrefflichen Autographien Transskriptionen, Uebersetzungen und manche scharfsinnige und umsichtige Erörterung dazu beigegeben, in denen er Vielerlei, namentlich chronologische Daten, aus den Texten herausholt, aber doch nicht Alles, was sich schon jetzt daraus herausholen ließ. Das ist indes nur allzu begreiflich, wenn man bedenkt, daß sein Manuskript im Hause der Ausgrabungsexpedition in Babylonien entstanden und von da aus in den Druck gegeben worden ist. Dieser Umstand erklärt und entschuldigt es auch wenigstens in der Hauptsache, wenn die philologische Interpretation im Einzelnen Vielerlei zu beanstanden gibt.

Es hat nun keinen Wert, heute, 4 [6] Jahre nach dem Erscheinen von Weissbachs Edition, solche Einzelheiten zusammenzutragen. Nur ein paar Bemerkungen mögen das Gesagte illustrieren: Nach Nr. XII seiner Texte soll, wenn die Mauer eines Tempels *iḳāp*, d. i. nach herkömmlicher Deutung ›einstürzt‹, jemand auf dem *uru* dieses Tempels Opfer darbringen. Nun habe ich für dieses nicht unwichtige Wort *uru* eine Bedeutung ›Dach‹ ›Söller‹ erschlossen, es scheint also (wie auch Weissbach meint), daß der neue Text mir Unrecht gibt. Indes doch nur, wenn *ḳāpu* wirklich ›einstürzen‹ oder meinetwegen auch nur ›einzustürzen drohen‹ bedeutet. Es hindert aber kein Text, ihm eine modifizierte Bedeutung ›baufällig sein‹ zuzuweisen, und § 233 des Codex Chammurabi v e r l a n g t eine solche Bedeutung, und darum bleibt die, anscheinend auch unabweisliche, Deutung ›Dach‹ für *uru* in Kraft. Um Griechentumsfanatikern Gelegenheit zu neuer Entrüstung oder neuer Regung des Mitleids mit einem hoffnungslos Verblendeten zu geben, füge ich hinzu, daß diese Deutung durch 2 Homer-Stellen, anscheinend Parallen zu einer Stelle des *Gilgamesch*-Epos, vielleicht bestätigt wird!

Die Götternamen in Nr. XII, Z. 35: *U-MU-TA-A-AN-KU* (+?) und *U-MU-TA-A-AN-NAG* (+?) sind natürlich nach II R 56, 16 f. *Minā-ēkul-bēlı* und *Minā-išti-bēlı* zu lesen: *U* = *bēlu* = ›Herr‹, *MU* = ›mein‹ = *ı*, *TA*(-*A-AN*) = *minu* = ›was?‹, *KU* = *akālu*

= ›essen‹ und *NAG* = *šatû* = ›trinken‹. Die zwei Götter in unserem Texte heißen nach Weissbachs Ergänzung beide *mukil ninda[bê ...]* d. i. ›Darreicher von Brotopfern (oder dgl.) ...‹ (s. *Keilinschr. Bibl.* VI, 1, 380), die gleichen Götter in II R l. c. aber wohl beide, jedenfalls aber der *Minâ-êkul-bêli* genannte, ein *MU*, d. i. *nuḫatimmu* = syr. נחתומא ›Bäcker‹ (Zimmern in ZDMG LIII p. 115 ff.). Der neue Text lehrt also nebenbei, wie andere, daß der *MU* als solcher nicht grade nur ein ›Bäcker‹ sein muß, sondern ein ›Speisemeister‹ im weiteren Sinne sein kann (s. ZDMG LIII p. 119 und *Keilinschr. Bibl.* VI, I p. 406 f.).

Recht schätzenswert ist die bereits oben genannte Siegelinschrift auf einem Siegel des Gottes *Adad-Hadad*, recht schätzenswert namentlich für ein Verständnis des Mythus vom Löwen- und Schlangenkampf, der der ersten Plage ein Ende macht (s. mein *Gilgamesch-Epos in der Weltliteratur* p. 56 ff.). Diese Siegelinschrift besagt nämlich, was im Grunde einer ausdrücklichen Beurkundung nicht bedürfte, daß das zugehörige Bild (ein Gott mit einem Blitz bezw. Blitzen in jeder Hand und 2 Tieren links von ihm, die er an einer Leine hält) ein Siegel des Gewitter- und Wettergottes *Adad* ist. Nun wird der Löwe der ersten Plage von einem Gotte mit Blitzen in der Hand besiegt, einem Gotte, der vorher eine Wolke aufsteigen (?) und einen Sturmwind dahinbrausen läßt (s. m. *Gilgamesch-Epos* p. 56 ff.). Dieser Gott scheint also der Wettergott, nämlich *Adad* zu sein. Unser Siegelbild bestätigt dies jetzt. Denn dasselbe geflügelte Tier, das der Gott auf dem Bilde unmittelbar neben sich an seiner linken Seite hat, eben dieses Tier trägt, wie sonst, so im Kampfe gegen den Löwen, dessen göttlichen Bezwinger (s. die von Hayes Ward im *American Journal of Sem. Langu. and Lit.* XIV Nr. 2, p. 95 ff. abgebildeten Siegelbilder). Damit ist endlich die Frage entschieden, wer der Löwentöter (und Bezwinger der großen Wasserschlange) ist: nicht der Gott *Tišḫu (Tišpak?)*, den der Götterherr zunächst zum Kampfe gegen den Löwen auffordert, sondern der Wettergott *Adad (Hadad)* (s. schon m. *Gilgamesch-Epos* p. 67 und p. 223 f. Daß der Edomiter *Adad-Hadad* ein Abbild des babylonischen *Adad* — und vielleicht nur von ihm — ist, erhellt anscheinend auch aus dem zu seiner Sage gehörigen Lebensbedrohungs- und Fluchtmotiv. Denn das gehört, wie sich zeigen läßt, in seiner in der alttestamentlichen *Adad-Hadad*-Sage vorliegenden Gestalt wohl zum Mythus von *Adads* Löwen- und Schlangenkampf). Daß damit von neuem (s. l. c. p. 60 ff.) die zählebige, aber längst dem Tode verfallene Ansicht gerichtet ist, wonach dieses Gottes Kampf gegen den Löwen *(labbu)* nichts anderes sein soll wie der Kampf des Lichtgottes Merodach-*Marduk* gegen das Urweib *Tiâmat*,

sei nur nebenbei erwähnt, und ferner nur nebenbei darauf hingewiesen, daß dem Wettergotte Jahwe als Schlangenbezwinger in der babylonischen Mythe ein Gott ganz gleichen Charakters entspricht. Folgerungen hieraus für die Johannes-Apokalypse sowie die griechische Mythologie und anderes, z. B. auch für das kosmische Vorbild des Löwen- und Schlangenkampfes (vgl. schon p. 113 ff. meines oben genannten Buches), ergeben sich dem Kundigen und Belehrungswilligen von selbst.

Der Besieger des Löwen hält nun bekanntlich beim Kampfe sein »Lebenssiegel« vor sich, als ein ihn schützendes Amulett (s. m. *Gilgamesch-Epos* p. 57 f.). Wir wissen nunmehr wohl auch, wie dieses Siegel ausgesehen hat: es ist anscheinend das uns beschäftigende Siegelbild mit seinem Bilde und den Tierbildern daneben. Was die Griechen aus diesem schützenden Lebenssiegel des Donnergottes gemacht zu haben scheinen, bezw. was ihm bei den Griechen zu entsprechen scheint, darüber später einmal.

Im Löwenkampfe fährt der Wettergott nach dem bekannten Keilschrifttext offenbar in der Wetterwolke herab, in demselben Kampfe aber nach etlichen Siegelbildern (s. o. p. 582) auf einem geflügelten Tiere dahin. Damit ist gesagt, was dieses Tier darstellen soll: es ist die Wetterwolke! Unnötig ist es darum, hinzuzufügen, daß dieses mehrfach mit Blitzen — Zickzacklinien — dargestellt wird, die aus seinem Maule herausgehn (*Amer. Journ. of Sem. Langu. and Liter.* XIV No. 2 p. 95 f., p. 98 f.), die übrigens an das Schwert erinnern müssen, welches aus dem Munde des apokalyptischen Mannes auf weißem Rosse nach Apokalypse 19, 15 herausgeht. Entspricht doch dieser, der Besieger des löwenmauligen Tieres, ohne jede Frage dem Besieger des babylonischen Löwen, d. h. eines mischgestaltigen Tieres mit Löwenhaupt.

Jahve, der Wettergott, reitet auf Cheruben dahin, Jahve, der Sieger über die mythische Schlange, und mit diesen Cheruben sind, wie man längst gesehen hat, Wetterwolken gemeint. Wir erkennen jetzt, daß diese Cherube in Babylonien ein genaues Gegenstück hatten: das geflügelte Tier, auf dem *Adad*, der Wettergott, in seinem Kampfe gegen den Löwen (und die Schlange) dahinfährt, ist ein Cherub. Ich deute nur an, daß dies für die Sündenfallgeschichte in Genesis 3 von Belang zu sein scheint. Hier schon, daß die Schlange im Paradiese allem Anscheine nach der Schlange der ersten Plage entspricht, Jahve, der sie verflucht, ihrem göttlichen Bezwinger, dem Wettergotte, die Cherube aber und die Flamme des Schwertes dem geflügelten Tiere des babylonischen Wettergottes mit den Blitzen, den Blitzen, für die

nach o. p. 583 in der Johannes-Apokalypse wohl ein Schwert eingetreten ist.

Auf einem — geflügelten — Cherub reitet der Wettergott Jahve, der Besieger der großen Schlange, dahin, auf einem entsprechenden geflügelten Tiere steht der babylonische Wettergott in dem Kampfe gegen den Löwen (und die große rote (?) Schlange), auf einem weißen Rosse reitet der Mann in der Apokalypse Johannis im Kampfe gegen das löwenmaulige Tier (und die große rote Schlange), und auf einem geflügelten Rosse, dem Pegasus, reitet Bellerophontes in seinem Kampfe gegen die Chimäre, das Tier, das vorne ein Löwe und hinten eine Schlange ist! Wer Ohren hat zu hören, der höre! Freilich wird man hieraus nicht klar heraushören, was sich heraushören läßt, ja wohl zumeist nichts heraushören. Denn wer, oder besser welche Gestalten sich unter Bellerophontes so gut wie unter zahllosen anderen griechischen Sagengestalten verbergen, wie diese entstanden und geworden sind, darüber werde und würde ich wohl noch lange fast lauter völlig tauben Ohren predigen. Wer sich aber bei dem Namen *Gilgamesch* oder bei Nennung *Adad-Hadad*s, des Schlangen- und Löwenbezwingers, nicht vor Lachen schütteln muß, weil er nämlich als ein ernster Mensch ernste Bücher ernst nimmt, der sei vorläufig auf Band I meines *Gilgamesch-Epos in der Weltliteratur* verwiesen und speziell auf p. 56 ff., p. 497 Anm. 1 und p. 501 Anm. 2 darin, und wem Bilderchen Freude machen, auf eine bildliche Darstellung des babylonischen Schlangenkampfes, die man auch auf p. 202 des genannten Buches findet (vgl. p. 63) und eine damit offenbar verwandte Darstellung von Perseus' Kampf gegen das Seeungeheuer in Roschers *Lexikon* p. 2047! In Band II meines Werkes werde ich — hoffentlich, hoffentlich einmal, aber leider wohl noch durchaus nicht so bald, nämlich dann, wenn man sich mit dem etwas peinlichen ersten Bande endlich einmal ernsthaft und gerecht auseinandergesetzt haben wird — deutlicher über eigentlich selbstverständliche Dinge reden.

(Abgesandt nach Göttingen am 3. Sept. 1907.)

Marburg P. Jensen

ܡܐܡܪ̈ܐ ܓܒܝ̈ܐ ܕܡܪܝ ܝܥܩܘܒ ܕܣܪܘܓ Homiliae selectae Mar-Jacobi Sarugensis. Edidit **Paulus Bedjan.** Tomus III. XIV, 914 SS. Tomus IV. XIV, 916 SS. Parisiis, via dicta rue de Sèvres. Lipsiae, Otto Harrassowitz, 1907, 1908. à 26 M.

In diesen beiden Bänden legt uns Bedjan aus Londoner, Oxforder, Römischen und Mossuler Hdss. 74 Homilien des Jacob von Sarug vor, die bis auf sieben bisher unediert waren. Die Nrn. 74—79 sowie No. 125 waren schon von Zingerle und Mösinger in den Monumenta Syriaca I 21 ff., No. 100 von Schröter in der ZDMG XXV S. 521 ff., No. 101 von Martin eb. Bd. 29, 107 ff. veröffentlicht worden. Aber auch für diese Stücke hat B. z. T. neue Kollationen benutzen können; die Erkenntnis, daß der Londoner Text der letztgenannten Homilie dem der beiden vatikanischen Hdss. weitaus überlegen ist, setzte ihn in den Stand, die mancherlei Mängel der Martinschen Ausgabe zu vermeiden.

Wie in den beiden früher erschienenen Bänden ordnet er auch in diesen die Homilien nach ihrem Stoff. Den III. Band eröffnet eine lange Dichtung über das Hexaëmeron, darauf folgen alttestamentliche, dann neutestamentliche Themen, zwei Stücke aus der Legende des Apostels Thomas, das Lied über den Fall der Idole und endlich einige Paränesen. Der IV. Band beginnt mit einer Homilie über die Sintflut und berücksichtigt namentlich alttestamentliche Propheten, von denen die Geschichten des Elias und des Elisa in vier und sechs Liedern dargestellt sind, ferner einige Wunder und Parabeln Jesu, handelt dann von der Kirche, ihren Bischöfen und Mönchen, und endlich in acht Stücken von den Gnadengaben der Eucharistie. In wieweit etwa Jakob in seiner Darstellung der biblischen Geschichten von der älteren Exegese der Syrer abhängt, und ob er etwa auch durch die jüdische Haggada beeinflußt ist, verdiente vielleicht einmal systematisch untersucht zu werden. Im Vorwort zum I. Bande schließt B. die Homilien historischen Inhalts von seinem Arbeitsplan aus, da Jacob sich in ihnen allzu tief in die Legende einlasse. Wir können das von unserm Standpunkt aus nur bedauern, da grade die legendarischen Texte uns vielmehr interessieren würden als die Paraphrasen biblischer Geschichten. Aber B. arbeitet ja in erster Linie eben nicht für uns, sondern zur Erbauung des syrischen Klerus, und auch wir sind ihm für die Mitteilung dieser Sprachdenkmäler aus der Blütezeit der syrischen Literatur schon zu großem Dank verpflichtet. Hoffentlich nimmt sich das Corpus scriptorum christ. orient. recht bald der von ihm verschmähten Legenden an.

Aesthetische Genüsse darf man beim Lesen solcher Predigten

natürlich nicht erwarten, nur sehr selten erfreut uns in diesen weltfremden Gedankengängen einmal eine sinnige Beobachtung oder eine tiefere Empfindung, wie etwa in der Schilderung der ersten Eindrücke eines geheilten Blinden, III 475 ff. Aber die Sprache entbehrt in ihrer stilreinen Anmut allerdings nicht des Reizes. Höchst selten verfällt der Dichter in die erst bei Späteren beliebten Künsteleien, wie die Wiederholung desselben Wortes, mit der er III 27, 3, 599, 13, 611, 8, IV 43, 1 ff., 743, 3 spielt, oder längere Anapherketten, wie er sie IV 234, 240, 243, 441, 782 verwendet. Nur ein einziges Mal erliegt er der Versuchung, nach dem Scheine der Gelehrsamkeit zu haschen, indem er die Vernichtung des Leibes im Grabe III 861 u. als ἀπόφασις bezeichnet. Sonst verwendet er von griechischen Wörtern nur solche, die in den allgemeinen Sprachgebrauch übergegangen waren. Dahin gehören auch ܕܘܪܝܐ δωρεά ›Morgengabe‹ IV 784, 3, das aus dem Rechtsbuche Bruns-Sachau 8, 4, Sachau I 6, 18 stammt, und das offenbar aus Anstandsrücksichten sehr verbreitete ܐܦܘܣܝܐ ἀπουσία für ›Kot‹, das er III 646, 11 und IV 883 u. dreisilbig, also als ܐܦܘܣܝܐ gebraucht (ein Gegenstück zu ܐܢܘܣܝܐ, Nöldeke, Gr. S. 82, n. 1). Den bekannten zwölfsilbigen Vers handhabt er mit großer Gewandtheit. Nur sehr selten, wie III 691, 3, 4, 709, 1, 2, IV 469, 3, 4 entbindet er sich von dem ja auch in der arabischen Poesie herrschenden Gesetz, daß jeder Vers einen abgeschlossenen Gedanken enthalten muß. Nur sehr selten macht er auch von der Lizenz Gebrauch, eine mit ܐ anlautende geschlossene Silbe zu überspringen, wie wenn er IV 848 u. ܐܠܐܘܪܐ und 689, 10 ܐܚܩܬܐ als eine Silbe gelten läßt; Fälle aber wie *mārē 'aẓrā > māraẓrā* I 339, 7 und *men 'aḳkā > m^enaḳkā* II 439, 20 werden wirklich in der Aussprache öfter vorgekommen sein.

Der Gewinn, den diese Texte für uns abwerfen, kommt in erster Linie unserer Kenntnis der Sprache zu gute. Für die Grammatik sind allerdings nur ein paar Kleinigkeiten zu verzeichnen. Nach Analogie der Adjektiva mit der Endung ܝ bildet B. einmal II 363, 7 auch zu ܛܢܢܐ ›eifernd‹ mit stammhaftem *n* das F. ܛܢܢܝܬܐ. Zu dem einen von Nöldeke § 196 aus dem Refrain eines alten Kirchenliedes beigebrachten Beispiel eines Imp. der III. ܝ im P^eʿal mit der längeren Form des Suff. 3. P. Sg. nach Analogie des starken Verbs, das sie seinerseits dem Muster der intrans. III ܝ verdankte (s. Prätorius, ZDMG 55, 359), treten hier in ܚܙܝܗ̇ ›schaue sie‹, III 864, 9 und ܫܪܝܗܝ ›löse ihn‹, II 252, 4 zwei weitere Belege; dasselbe Muster hat ein Schreiber auch auf das Afʿel in ܐܝܬܝܗ̇ ›bringe sie‹ IV 792, 13 übertragen, doch zeigt das Metrum, daß Jacob die reguläre Form ܐܝܬܝܗ̇ geschrieben hat.

natürlich nicht erwarten, nur sehr selten erfreut uns in diesen weltfremden Gedankengängen einmal eine sinnige Beobachtung oder eine tiefere Empfindung, wie etwa in der Schilderung der ersten Eindrücke eines geheilten Blinden, III 475 ff. Aber die Sprache entbehrt in ihrer stilreinen Anmut allerdings nicht des Reizes. Höchst selten verfällt der Dichter in die erst bei Späteren beliebten Künsteleien, wie die Wiederholung desselben Wortes, mit der er III 27, 3, 599, 13, 611, 8, IV 43, 1 ff., 743, 3 spielt, oder längere Anapherketten, wie er sie IV 234, 240, 243, 441, 782 verwendet. Nur ein einziges Mal erliegt er der Versuchung, nach dem Scheine der Gelehrsamkeit zu haschen, indem er die Vernichtung des Leibes im Grabe III 861 u. als ἀπόφασις bezeichnet. Sonst verwendet er von griechischen Wörtern nur solche, die in den allgemeinen Sprachgebrauch übergegangen waren. Dahin gehören auch ܕܘܪܐ δωρεά ›Morgengabe‹ IV 784, 3, das aus dem Rechtsbuche Bruns-Sachau 8, 4, Sachau I 6, 18 stammt, und das offenbar aus Anstandsrücksichten sehr verbreitete ܐܦܘܣܝܐ ἀπουσία für ›Kot‹, das er III 646, 11 und IV 883 u. dreisilbig, also als ܐܦܘܣܝܐ gebraucht (ein Gegenstück zu ܐܢܛܘܣܝܐ, Nöldeke, Gr. S. 82, n. 1). Den bekannten zwölfsilbigen Vers handhabt er mit großer Gewandtheit. Nur sehr selten, wie III 691, 3, 4, 709, 1, 2, IV 469, 3, 4 entbindet er sich von dem ja auch in der arabischen Poesie herrschenden Gesetz, daß jeder Vers einen abgeschlossenen Gedanken enthalten muß. Nur sehr selten macht er auch von der Lizenz Gebrauch, eine mit ܐ anlautende geschlossene Silbe zu überspringen, wie wenn er IV 848 u. ܐܠܐܘܗܝ und 689, 10 ܐܚܩܢܝ als eine Silbe gelten läßt; Fälle aber wie *mārē 'aʒrā* > *māraʒrā* I 339, 7 und *men 'aḳkā* > *m'naḳkā* II 439, 20 werden wirklich in der Aussprache öfter vorgekommen sein.

Der Gewinn, den diese Texte für uns abwerfen, kommt in erster Linie unserer Kenntnis der Sprache zu gute. Für die Grammatik sind allerdings nur ein paar Kleinigkeiten zu verzeichnen. Nach Analogie der Adjektiva mit der Endung ܢܝ bildet B. einmal II 363, 7 auch zu ܛܢܢܐ ›eifernd‹ mit stammhaftem *n* das F. ܛܢܢܝܬܐ. Zu dem einen von Nöldeke § 196 aus dem Refrain eines alten Kirchenliedes beigebrachten Beispiel eines Imp. der III. ܝ im Pᵉʿal mit der längeren Form des Suff. 3. P. Sg. nach Analogie des starken Verbs, das sie seinerseits dem Muster der intrans. III ܝ verdankte (s. Prätorius, ZDMG 55, 359), treten hier in ܚܙܝܢܝܗ ›schaue sie‹, III 864, 9 und ܫܪܝܘܗܝ ›löse ihn‹, II 252, 4 zwei weitere Belege; dasselbe Muster hat ein Schreiber auch auf das Afʿel in ܐܝܬܝܢܝܗ ›bringe sie‹ IV 792, 13 übertragen, doch zeigt das Metrum, daß Jacob die reguläre Form ܐܝܬܝܗ geschrieben hat.

Weit erheblicher ist die Ernte für den Lexikographen. Der größte Teil der syrischen Literatur ist ja leider so beschaffen, daß immer nur ein recht geringer Teil des Wortschatzes der lebenden Sprache darin zur Verwendung kommen kann; ein Dichter wie Jacob dagegen sucht, obwohl auch er sich nur in den herkömmlichen Gedankengängen bewegt, doch nach einer gewissen Mannigfaltigkeit des Ausdrucks. So finden wir denn bei ihm nicht wenige Wörter, die bisher noch ganz unbekannt oder nur durch die Nationallexika zu belegen waren. Wir besprechen diese kurz nach der Reihenfolge, wie sie im Text auftreten. III 44, 15 steht das bisher unbekannte ܪܓܠ ›zurückhalten‹ (= ربط, ›fesseln‹). ›Der göttliche Befehl (Gn. 1, 9) ging aus zu den Fluten und hielt sie zurück‹, wie es mit demselben Verbum Bd. I 175, 5 heißt: ›(Johannes) hielt (vor der Taufe Jesu) die Schafe von der Quelle zurück‹. III 90, 5 ist ein neuer Beleg für das Verb ܓܕܠ ›aufsteigen‹, das ich in meinem Lex. für Ephr. ed. Overbeck 123, 12 mit Unrecht angezweifelt hatte; es findet sich außerdem noch bei Jacob ed. Overbeck 386, 23 (= Sāhdōnā ed. Bedjan 835, 12), Apocr. Acts 24, 15 und 259, 16, Julian. 47, 4, Sāhdōnā 60, 3 und ist auch hier Bd. I 304, 18 für ܚܪܠ herzustellen; metaphorisch als ›fliegen‹ gebraucht es Isaak Ant. ed. Bedjan I 503, 10; dazu gehörte auch ܓܕܝܠ ›hoch‹ (vom Berge), IV 627, 20, dessen Bedeutung die Brücke zum hebr. גדל schlägt. III 92, 5 wird unter Singvögeln (›Rebhühnern‹, denen die Syrer bekanntlich öfter eine gute Stimme zuschreiben, Schwalben und Turteltauben), auch der ܡܩܟܟܠܐ genannt, der wie eine κιθάρα singt, das bisher unbekannte Wort ist vielleicht verderbt. III 100, 14 ܢܘܝܬܐ ›Weide‹, das bisher aus dem Aramäischen noch nicht bekannte Aequivalent des arab. نَوًى, hebr. נָוֶה (s. Wellhausen, Sk. und Vorarb. VI 255 n. 1), III 101, 5 ܫܗܩ ›schreit‹ vom Wildesel, wie ܢܫܗܩ Job. 6, 5 (= arab. شهق, mit dem Schulthess, Hom. Wurzeln 24 n. 3 schon ܫܗܩ ›riechen‹ mit Recht zusammengestellt hat). III 225, 7 ܐܬܓܓܡ ›nach etwas streben‹ wie II 60, 16 und Philoxenos ed. Budge 61, 15, dazu das af. ›lenken‹ Isaak ed. Bedjan I 377. III 369 u. ܫܪܘܩܐ ›Zischen‹, sonst ܫܪܘܩܝܬܐ, dessen zweite Bedeutung ›Flöte‹ ܡܫܪܘܩܐ auch bei Barhebräus, Laugh. Stor. 111, 14 hat. III 461, 9 das bisher nur aus Bar Bahlūl bekannte ܐܡܫܚ ›abmessen‹ (s. Hoffmann, Ueber einige phön. Inschr., Abh. d. K. Ges. d. Wiss. zu Gött. 1890, Bd. 36, S. 9), und dazu das gleichfalls bisher unbekannte Nomen, von dem jenes Verbum abgeleitet ist, ܐܡܫܚܬܐ ›Norm, Maß‹ IV 16, 10, 24, 8. III 486, 14 ܐܡܦܠܐ ›Flut‹ (›ein Fluß ist reich, wenn das Meer ihm Fluten gewährt‹), vgl. ܐܩܦܠܐ ›Lache‹. III 527, 17 ܓܚܚܠܐ ›Schmeichelei‹, wie Mich. Syr. I 291a, 30. III 554. 7 ܢܩܦ ›abschneiden‹ (das Haar in der Trauer, vgl. Robertson Smith,

Rel. S. 324), wie Ephr. Carm. Nis. 60, 15. III 563, 2, 611, 10, IV 457, 4 (wie bei Sāhdōnā 783 u.) sind die Vokale von ܡܝܰܠܕܬܳܐ ›Mutter‹ durch das Metrum gesichert, gegen die Lehre der Opuscula Nest. 18, 18, 19, daß ܡܝܰܠܕܬܳܐ nur ›Hebamme‹, ܡܰܘܠܕܬܳܐ dagegen ›Mutter‹ heiße, so ist auch arab. ولادة ›Wöchnerin‹ (s. Dozy) und ›Hebamme‹ (in ʿOmān, Reinhardt 197). III 678, 20 ܡܦܰܢܝܬܳܐ ›Wendung‹ (im Tanz) sonst ›Binde‹. III 683, 15 findet sich der von Schulthess, Hom. Wurzeln S. 82 angezweifelte Pl. ܦܩܰܥܠܶܐ (sonst ܦܩܥܬܳܐ) als ܦܩܥܶܐ ܕܕܡܳܐ ›geronnenes Blut‹. III 890, 20, IV 774, 1 ܚܙܳܐ ܒ ›seine schadenfrohe Lust an etwas sehn‹ (andere Belege dieser Konstruktion auch in anderen Bedeutungen bei Nöldeke, WZKM 12, 361) wie Ps. 22, 17, 54, 9, aber doch wohl nur als aus diesen und ähnlichen Bibelstellen stammender Hebraismus (wie im Berl. Pap. I 17), ähnlich ܣܢܳܐ ܒ ›mißbilligend etwas an jemand sehn‹ IV 782, 20. IV 27, 11 ܡܣܰܩܘܒܠܳܢܳܐ ›gehässig‹. IV 53, 10 ܓܶܓܽܠܬܳܐ ›Tal‹ (wie Anecd. Syr. II, 73, 16, Nöldeke, ZDMG 54, 161). IV 74, 13 ܥܶܠܠܳܬܳܐ ›Ausreden‹ (wie I 678, 4). IV 188, 11 ܣܚܳܪܬܳܐ ›Umkreis‹ (wie I 687, 5. II 528, 4). IV 376, 8 f. ܡܫܰܡܥܳܢܳܐ ›gehorsam‹. IV 381, 1 ܓܰܙܳܐ ›Flüchtling‹, offenbar nur eine dem Vers zu Liebe geschaffene Gelegenheitsbildung, sowie ܡܰܪܳܘܳܐ ›widerspänstig‹ ebd. 397, 14. IV 419, 17 ܥܩ ܥܠ ›jemand zu eng werden‹ (von einem Hause wie 420, 11, 14, von dem Bauch des Walfisches für Jona 421, 7, von dem Mutterleibe für den Fötus 874, 10), dazu gehört wohl auch ܥܩ ܒ ›treffen auf etwas‹ I 164, 19, 168, 4 wie Isaak ed. Bickell, II 284, v. 883. III 180, 16, IV 446, 5 ܥܶܩܬܳܐ ›Zornausbruch‹. IV 480, 2, ܚܰܕܶܪ oder ܚܰܕܰܪ ›bereit sein‹. III 160, 20, IV 521, 14 ܥܪ Af. ›in die Flucht jagen, schrecken‹ (vielleicht auch Isaak ed. Bickell II 70, 14). IV 585, 20 braucht das auch Ephr. ed. Lamy I 607, 2, Julian 81, 18 überlieferte ܐܦܢܣ ›Abbild‹ nicht in ܐܦܝܣ geändert zu werden; hier ist offenbar das persische تپنك nach dem Muster ܐܝܩܘܢ umgebildet. IV 706, 4 ܥܡܪ ›war zu Ende‹. IV 743, 8 ܥܙܪ intr. ›ließ sich einhüllen‹ (nach dem Muster von ܟܪܟ mit dem Akk. konstruiert) sonst ›sich drehen‹ von der Spindel, Barhebr. Laugh. St. 94, 9 ›sich ausbreiten‹ Sap. 14, 16. IV 791, 18, 809, 20 ܥܙܕ ›mager werden‹ (wie I 383, 17, II 228, 7), dazu ܥܙܝܕ ›schwach‹ Abbeloos, de vita et scriptis J. Sar. 258, v. 36, ܥܙܝܕܘܬܳܐ ›Magerkeit‹ Ps. 105, 15, Aqu., übertragen ›abgemattet sein‹ außer bei Joh. Eph. 371, 23 auch noch Isaak ed. Bedjan 371, 6. IV 804, 20 ܚܘܥܳܐ ›Gespei‹ (wie I 53, 8, Buch der Naturgegenstände ed. Ahrens 19, 8, Elias Nis. ed. Lagarde 32, 33); es gehört zu den von Nöldeke, Beitr. S. 31 behandelten Fuʿal-Formen. Daneben steht ܚܘܥܳܐ Barhebr. Ethik ed. Bedjan 125, 1, entweder

mit sekundärer Verdoppelung wie in den entsprechenden Formen des ʿOmān. (m. Grundr. I 352) oder vielleicht nur mit Erhaltung des *u* wie in ܛܒܘܝܬܐ ›Gazelle‹, ܩܘܒܒܐ ›Erdscholle‹. IV 827, 9 ܥܘܝܪܐ ›Blindheit‹ (wie Acta Mart. Ass. II 86 u.) neben ›Augenschmerz‹ Barhebr. Nom. 155, 6 (wie Elias 77, 41); dazu ܥܘܝܪܬ ›ward stumpf, erblindete‹ Acta mart. Bedj. V 119, 6, Isaak ed. Bickell I 254, 79, ed. Bedjan I 217, 3, Philoxenos ed. Budge II, CV. 12. IV 844, 15, 846, 13 ܢܩܫ ܝܘܡܐ ›einen Tag zubringen‹ wie ܢܩܫ ܫܒܘܥܐ ›eine Woche hinbringen‹ Acta Mart. Ass. II 170, 7, als Parallelen zu dem häufigen von Nöldeke Gr. S. 181 besprochenen ܢܩܫ ܙܒܢܐ. IV 884, 4 ܐܬܛܥܢ ›überladen sein‹ (mit Speise, wie I 591, 3) wie ein Schiff durch zu schwere Last, I 236, 8, S. Gregorii Liber carm. jamb. ed. Bollig 65, 8. IV 912, 3, III 191, 7, 206, 15 ܡܠܦܢܝܬܐ ›Schulmeisterin‹. IV 912, 20 ܙܩܦ ›zischen‹ (von der Schlange), auch ›schreien‹ (= صرخ) Hoffmann, Ausz. 114.

Seinen Zwecken gemäß hat sich Bedjan begnügt, im allgemeinen einen lesbaren Text herzustellen, Varianten bietet er nur in sehr beschränkter Auswahl. Doch steht die Ueberlieferung keineswegs überall so fest, wie es danach scheinen könnte. Mit viel gelesenen Stücken sind die syrischen Schreiber nicht viel anders umgegangen, als arabische Rāwijas mit ihren Texten. Nur an einer Stelle, III 642, 16, hat B. auf eine Herstellung verzichtet. Aber ܐܬܦܪܥ ܗܘܐ als Prädikat zu ܚܘܒܬܐ kann doch wohl nur als ܐܬܦܪܥܬ ܗܘܬ gelesen werden, und ܦܪܥ Etp. muß hier in der sonst allerdings nicht belegten Bedeutung ›bezahlt werden‹ stehn: ›da die gemeinsame Schuld (vgl. II 195, 9) durch dies Kind, Christus, bezahlt war‹. An zwei Stellen ist B.s Text aus metrischen Gründen zu beanstanden. III 576, 13 ist das überschießende ܗܘܐ zu streichen, ebenso 726, 3 das zweite ܠܐ, da die von B. dem Metrum zu Liebe gewählte Punktation ܥܘܠܠܐ statt ܥܘܠܠܐ ›Nachlese‹ unmöglich ist. III 511, 18 hat er sich gleichfalls durch das Metrum verführen lassen, statt ܥܠܘܠܐ ›Eindringlinge‹ das unmögliche ܥܠܘܠܐ zu schreiben, obwohl schon durch die jederzeit freistehende Lizenz ܐܚܝܕܢ für ܐܚܝܕܢ das Metrum hergestellt wird. III 744, 18 paßt ܡܫܓܫܓܬܐ ›die verwirrte‹ (für Lea) nicht als Gegensatz zu der ›schönen‹ (Rahel); es ist wohl ܡܛܘܫܛܫܬܐ ›die befleckte‹ zu lesen. III 850, 5 paßt weder das ܐܬܚܠܠ ›entweihte‹ des Cod. Rom., noch das ܐܬܡܣܠ ›verzweifelte‹ des Lond. als Prädikat zur Sonne neben ›der Mond ward finster‹: l. ܐܬܡܚܠ ›ward schwach‹. III 890, 3 steht ein sonst unbekanntes Verbum ܡܚܬ etwa im Sinne ›sie wurden schwach‹ (seine Augen vom täglichen Weinen); da es aber für einen solchen Stamm an jeder etymologischen Anknüpfung fehlt, so ist wohl ܕܥܟ ›schwanden hin‹ oder gar ܥܘܝܪܝܢ (s. o. zu

IV 827, 9) dafür zu lesen. IV 36, 1 ܙܩܙܘ l. ܙܩܙܩܘ ›die Vögel zwitscherten ängstlich, fielen und ertranken‹. IV 125 u. ܫܚܓܡ l. ܫܚܓܡ. IV 218, 14 ܐܬܚܫܫ gibt es nicht, l. ܐܬܚܫ wie v. 17. IV 235, 5 ܐܬܪܐ l. ܟܬܪܐ. IV 496, 8 ܐܚܢܐ l. ܘܚܠܐ.

Bedjan hat diese Texte, wie er pflegt, vollständig nach nestorianischer Aussprache vokalisiert und damit auch seinen europäischen Lesern eine sehr bequeme Handhabe für das Verständnis geboten. Druckfehler sind dabei wie im Konsonantentext sehr selten, und einzelne auffällige Schreibungen wie ܩܒܪܬܗ III 27 u. für ܩܒܪܬܗ ›sie begrub ihn‹, ܡܛܝܬܝܗܝ III 138, 11 für ܡܛܝܬܝܗܝ ›du kamst zu ihm‹ wie Lond. richtig schreibt, ܓܪܝܨܐ III 446, 4 für ܓܪܝܨܐ ›Kuchen‹ und das seltsame, öfter wiederholte ܫܐܘܠܐ (II 153, 2, 847, 14, 870, 13, III 622, 6, 640, 12, 645, 10, IV 643 u., 644, 14) für ܫܘܐܠܐ ›Frage‹ (vgl. Nöldeke, Gr. § 35) beruhen wohl nur auf Gedächtnisfehlern. Kaum zulässig ist auch die Form ܢܛܘܪܘܬܐ ›Observanzen‹ (I 332, 15, II 721, 11, III 450, 11, IV 696 u.), obwohl auch bei BB. ed. Duval 1240 so gedruckt ist, das wohl als Pl. zu ܢܛܘܪܬܐ gedacht ist. Aber an den drei letztgenannten Stellen läßt sich ohne weiteres auch das zu erwartende ܢܛܘܪܘܬܐ schreiben und an der ersten Stelle läßt sich das Metrum leicht durch Streichung des zweiten ܘ herstellen. Für ܦܩܪܬܐ ›Aehrenknoten‹ IV 879, 2 wird ܦܩܪܬܐ zu schreiben sein, da man es von ܦܩܪܐ ›Gelenke‹ Dn. 5, 6 nicht wird trennen dürfen, dessen Sg. Bedjan selbst Acta VI 201, 12 richtig ܦܩܪܬܐ schreibt.

Hoffentlich haben wir dem unermüdlichen Herausgeber noch für manche schöne Gabe zu danken, vor allem dürfen wir wohl auf eine baldige Fortsetzung seiner Ausgabe des Isaak rechnen.

Königsberg i. Pr. C. Brockelmann

Friedrich Haussmann, Rechtsanwalt, Der Irrtum im alten und im neuen Recht. Stuttgart 1907, W. Kohlhammer. 62 S. 1,50 Mk.

Dem Mißtrauen, mit dem man Rechtsgeschichte und geltendes Recht des Irrtums in einer Schrift bescheidensten Umfangs dargestellt findet, tritt der Umstand entgegen, daß der Verfasser vorzugsweise den Irrtum über Eigenschaften ins Auge gefaßt hat.

I) Im ersten Abschnitt wird ›Die rechtsgeschichtliche Entwicklung‹ behandelt (S. 5—15). V. legt zugrunde eine Unterscheidung von ›Erklärungsirrtum‹ und ›Motivirrtum‹ (S. 5), die mit Savignys Unterscheidung von unechtem und echtem Irrtum (erwähnt S. 9 Mitte) zusammenfällt: Irrtum über den Sinn der Erklärung und Irrtum in den Voraussetzungen. Die Behauptung, zuerst habe

nur der Erklärungsirrtum die rechtliche Wesentlichkeit erlangt, trifft für das römische Recht das richtige; wenn aber V. den Grund dafür in größerer Feststellbarkeit des Erklärungsirrtums gegenüber dem ›sich in der Tiefe psychischer Vorgänge vollziehenden‹ Motivirrtum sucht, so darf der innere Gesichtspunkt nicht übersehen werden, daß der den Irrenden bei dem Festhalten an der Erklärung treffende Schaden beim Erklärungsirrtum durchschnittlich schwerer wiegt als beim bloßen Motivirrtum (vgl. S. 7 Z. 4 f.); finden sich doch unter den Irrtümern über den Sinn der Erklärung sogar Fälle, da der Erklärende überhaupt nicht das Bewußtsein, eine juristische Willenserklärung abzugeben, hat, so daß die Rechtsfolgen völlig unversehens über ihn hereinbrechen. An jene Scheidung knüpft V. den Leitgedanken, daß innerhalb des Motivirrtums sich eine weitere begriffliche Sonderung vornehmen lasse: ›zwischen dem Irrtum, der sich in eine rein subjektive Reflexion einschleicht und dem Irrtum, der seinen Grund in einer tatsächlichen Annahme hat, welche sich als objektiv irrig erweist‹ (5 f.). Um eine präzise Herausstellung des Wesens dieses ›objektiven Irrtums‹ (6) bemüht sich V. nicht; es erhellt aber, daß er den Irrtum über Eigenschaften im Auge hat, und daß innerhalb desselben das Moment des ›Objektiven‹ in zweierlei Weise einschränkend funktioniert: es soll dienen zur Abstoßung einmal entlegenerer Irrtümer — in der Richtung, wie § 119 Abs. 2 BGB sie mit den Worten ›die im Verkehr als wesentlich angesehen werden‹ verfolgt — (13), sodann des Irrtums über den Wert der Sache als solchen (bei dessen Subsumtion unter die Eigenschaften gehe der ›objektive Anhaltspunkt‹ verloren, 37). Unter dem aufgestellten Gesichtspunkt geht nun V. der geschichtlichen Entwicklung nach. Er will zeigen, wie sich von der Unwesentlichkeit jedweden Motivirrtums allmählich die Wesentlichkeit von Eigenschaftsirrtümern, die in jenen ›objektiven‹ Rahmen fallen, abgelöst habe. Dabei wird der Gegensatz von ›körperlicher‹ und ›unkörperlicher, übertragener Auffassung‹ (9, 11 o., 14, 26, 27) beobachtet. Anfänglich habe man nur den Irrtum über das ›Stoffliche‹ der Sache berücksichtigt (7 ff.); darüber hinaus sei dann die unkörperliche Auffassung zum Irrtum über die ›Art‹ (9 f.), zu dem über das ›Wesen‹ (11; 60 u.) — das Verhältnis beider zueinander bleibt unerörtert (vgl. aber 40 Mitte) —, und weiter zu dem über ›gewöhnlich als wertvoll betrachtete Eigenschaften‹ (13, ›verkehrswesentliche Qualität‹ 9) gelangt. So äußere sich das ›der ganzen Entwicklung innewohnende Bestreben‹, den Irrtum bis zu jener ›objektiven‹ Grenze zu berücksichtigen (13 Mitte).

Was den referierten Begriff des ›objektiven Irrtums‹ betrifft, so

ist seine Charakterisierung durch das Moment des Objektiven als verwirrend abzulehnen. Jeder Irrtum hat eine objektive Seite und eine subjektive Seite, die objektive Seite betrifft den Gegenstand, über den geirrt wird (a) Sinn der Erklärung, andere Umstände; b) negotium, persona, res, Eigenschaften); die subjektive Seite betrifft das bestimmende Funktionieren des Irrtums. Diese Erkenntnis wird durch die Aufstellung jenes ›objektiven Irrtums‹ verwischt, und so verkennt denn auch der V., daß nicht nur sein ›objektiver Irrtum‹, sondern ein jeder Irrtum eine ›tatsächliche Unterlage‹ (6) und ›seinen Grund in einer tatsächlichen Annahme‹ hat. Dazu kommt aber noch, daß man für die subjektive Seite des Irrtums, seine bestimmende Funktion, mit Grund einen ›objektiven‹ (Durchschnitts-) Standpunkt und einen ›subjektiven‹ Standpunkt (insbesondere den subjektiv-objektiven des § 119 Abs. 1 BGB a. E.) zu unterscheiden pflegt (vgl. den V. selbst 22 f., 38 f.). Wenn man demgegenüber mit dem V. — der wie referiert mit Hilfe des objektiven Moments den Irrtum über den Wert abstößt — auch für die objektive Seite des Irrtums (seinen Gegenstand) die Unterscheidung von objektiv und subjektiv aufstellt, so wird die Lehre überlastet.

Im Uebrigen mag man über das Unternehmen, innerhalb des Motivirrtums einen scharfen ›begrifflichen‹ Unterschied festzustellen, verschieden denken können. In jedem Falle sind aber die historischen Darlegungen des V. zur Förderung nicht geeignet. Sowohl l. 21 D, 19,1 wie l. 45 D, 18,1 werden 8 f. vollkommen mißverstanden, da diese Stellen gerade von der Wirksamkeit der Erklärung ausgehen und lediglich eine Haftung des Verkäufers auf dem Boden des Kontraktes statuieren. Es kann daher keine Rede davon sein, daß ›über den error in substantia hinausgehend, auch schon der error in qualitate heran drängte‹, und die ›gewöhnlich vorausgesetzten Eigenschaften‹ des § 81 des preußischen Allgemeinen Landrechts I 4 lassen sich nicht an die römische qualitas anlehnen (9 Z. 9). Abs. 2 des Art. 1110 Code Civil wird (10) nicht ins richtige Licht gesetzt: wenn er fehlte, würde nicht etwa auch der nichtbestimmende Personenirrtum in Frage kommen, sondern im Gegenteil würde der ganze Personenirrtum zufolge Abs. 1 unwesentlich sein. Zum preußischen Recht will V. einen Unterschied machen zwischen den ›gewöhnlich vorausgesetzten‹ Eigenschaften des zit. § 81 — über die Zurückführung der Norm auf § 329 I 5 weiter unten — und solchen Eigenschaften, die ›gewöhnlich als wertvoll betrachtet‹ werden; das ist schwerlich greifbar und wird auch vom V. selbst später (39) verlassen, indem an Stelle des ›gewöhnlich als wertvoll betrachtet‹ ein ›gewöhnlich, also im Verkehr vorausgesetzt‹ tritt. Durchaus miß-

ist seine Charakterisierung durch das Moment des Objektiven als verwirrend abzulehnen. Jeder Irrtum hat eine objektive Seite und eine subjektive Seite, die objektive Seite betrifft den Gegenstand, über den geirrt wird (a) Sinn der Erklärung, andere Umstände; b) negotium, persona, res, Eigenschaften); die subjektive Seite betrifft das bestimmende Funktionieren des Irrtums. Diese Erkenntnis wird durch die Aufstellung jenes ›objektiven Irrtums‹ verwischt, und so verkennt denn auch der V., daß nicht nur sein ›objektiver Irrtum‹, sondern ein jeder Irrtum eine ›tatsächliche Unterlage‹ (6) und ›seinen Grund in einer tatsächlichen Annahme‹ hat. Dazu kommt aber noch, daß man für die subjektive Seite des Irrtums, seine bestimmende Funktion, mit Grund einen ›objektiven‹ (Durchschnitts-) Standpunkt und einen ›subjektiven‹ Standpunkt (insbesondere den subjektiv-objektiven des § 119 Abs. 1 BGB a. E.) zu unterscheiden pflegt (vgl. den V. selbst 22 f., 38 f.). Wenn man demgegenüber mit dem V. — der wie referiert mit Hilfe des objektiven Moments den Irrtum über den Wert abstößt — auch für die objektive Seite des Irrtums (seinen Gegenstand) die Unterscheidung von objektiv und subjektiv aufstellt, so wird die Lehre überlastet.

Im Uebrigen mag man über das Unternehmen, innerhalb des Motivirrtums einen scharfen ›begrifflichen‹ Unterschied festzustellen, verschieden denken können. In jedem Falle sind aber die historischen Darlegungen des V. zur Förderung nicht geeignet. Sowohl l. 21 D, 19, 1 wie l. 45 D, 18, 1 werden 8 f. vollkommen mißverstanden, da diese Stellen gerade von der Wirksamkeit der Erklärung ausgehen und lediglich eine Haftung des Verkäufers auf dem Boden des Kontraktes statuieren. Es kann daher keine Rede davon sein, daß ›über den error in substantia hinausgehend, auch schon der error in qualitate heran drängte‹, und die ›gewöhnlich vorausgesetzten Eigenschaften‹ des § 81 des preußischen Allgemeinen Landrechts I 4 lassen sich nicht an die römische qualitas anlehnen (9 Z. 9). Abs. 2 des Art. 1110 Code Civil wird (10) nicht ins richtige Licht gesetzt: wenn er fehlte, würde nicht etwa auch der nichtbestimmende Personenirrtum in Frage kommen, sondern im Gegenteil würde der ganze Personenirrtum zufolge Abs. 1 unwesentlich sein. Zum preußischen Recht will V. einen Unterschied machen zwischen den ›gewöhnlich vorausgesetzten‹ Eigenschaften des zit. § 81 — über die Zurückführung der Norm auf § 329 I 5 weiter unten — und solchen Eigenschaften, die ›gewöhnlich als wertvoll betrachtet‹ werden; das ist schwerlich greifbar und wird auch vom V. selbst später (39) verlassen, indem an Stelle des ›gewöhnlich als wertvoll betrachtet‹ ein ›gewöhnlich, also im Verkehr vorausgesetzt‹ tritt. Durchaus miß-

glückt ist der Versuch, die Bestimmungen des schweizerischen Obligationenrechts auf die älteren Rechtssysteme zurückzuführen: Art. 18 hat überhaupt keinen festen selbständigen Inhalt, und Art. 19 Ziff. 3 enthält die von Savigny begründete gemeinrechtliche Lehre vom Sacheigenschaftsirrtum (›Art‹ der Sache, System III S. 283), nicht die des preußischen Landrechts.

Die Ausführungen über die Entstehungsgeschichte, mit denen der zweite Abschnitt ›Das neue Recht‹ (15—49) eröffnet wird (15—20), gipfeln in dem Satze, daß § 119 BGB ›aus sich selbst, d. h. ohne Heranziehung des Beweggrundes und ohne Anwendung der römischrechtlichen Theorie‹ zu interpretieren sei. Das Ziel, das V. mit Aufstellung dieses sehr bedenklichen Satzes verfolgt, ist relativ unbedeutend. Er bestreitet nicht, daß der Motivirrtum abgesehen von § 119 Abs. 2 unwesentlich ist (18); er will lediglich dem § 119 Abs. 2 eine ›unbefangene‹ (18 Mitte), nicht zu Restriktionen hinneigende oder gar schlechthin auf das römische Recht zurückgreifende Auslegung sichern, und zu diesem Zwecke die Beibehaltung des römischen Satzes von der Unwesentlichkeit des Motivirrtums in ihrer Gestalt als einer ›Regel‹, von der § 119 Abs. 2 eine ›Ausnahme‹ bilde, vermieden wissen (s. 17 Mitte). Man wird sich dem nicht verschließen, daß die Beratung der Gesetzesbestimmung in der 2. Kommission (19) auf eine gegenüber der Savignyschen Lehre vom Sacheigenschaftsirrtum unabhängige Auslegung hindrängt (näheres weiter unten). Mehr braucht man dem V. nicht zuzugeben; die ›alte gemeinrechtliche Theorie‹, deren in § 98 Satz 2 des Entwurfs verbliebener Rest von der Kommission gestrichen worden war (19 u. f.), ist lediglich die Theorie, daß nur der Irrtum über bestimmte Punkte, nicht z. B. der über den Erfüllungsort, wesentlich sei, aber nicht etwa auch die Theorie von der Unwesentlichkeit des Motivirrtums.

V., der in seinen Lehren über den Abs. 2 (23—49) im Uebrigen vielfach auf das frühere Recht zurückgreift, hat sich unter dem Einfluß jener These von der Interpretation des § 119 ›aus sich selbst‹ zu einer verfehlten Auslegung der Worte ›der Person oder der Sache‹ in Abs. 2 abdrängen lassen (37 f.). Er will die notwendige Begrenzung dieses Begriffs nur aus Abs. 1 a. E. entnehmen: das Erfordernis der bestimmenden Natur des Irrtums für den Erklärenden als einen Verständigen (die Ansicht des V. s. 22 f.) stelle ›eine bestimmte, aber auch die einzige Begrenzung‹ dar; jede Person oder Sache könne also in Betracht kommen. Das Meer von Motivirrtümern, welches damit jegliche Sicherheit in den Rechtsbeziehungen der Privaten hinwegschwemmt, ist von uferloser Unermeßlichkeit. V. nennt (26 f.) unter den Eigenschaften Blindheit bei Personen, Echt-

heit und Geschlecht von Tieren bei Sachen. Wer also für seinen kleinen Neffen Weihnachtseinkäufe macht und, im Augenblick dessen Blindheit nicht gedenkend, ein Bilderbuch kauft, kann anfechten; wer sich einen ›echten Rafael‹ hat aufschwatzen lassen und daraufhin ein Werk über Rafael kauft, um beim Vorzeigen seines Besitzes den Kunstsinnigen spielen zu können, kann anfechten; die Bäuerin, die eine Kuh statt eines Ochsen geerbt zu haben glaubt und einen Melkeimer kauft, kann anfechten. Alles das geht nicht an. Nicht jede Person oder Sache, sondern nur die vom Inhalt der Erklärung umfaßte Person oder Sache kommt in Betracht. Insbesondere gehört der ›Anfechtungsgegner (§ 143)‹ als solcher nicht hierher: wer den neben ihm sitzenden B., den er für lahm hält, ärgern will und deshalb eine von B. begehrte Sache pro derelicto wegwirft, damit sie ein Straßenjunge vor B.s Augen sich aneigne, kann nicht anfechten, wenn B. sich erhebt und die Sache okkupiert. Ebensowenig gehört der ›Empfänger der Willenserklärung‹ als solcher hierher: auf die Eigenschaften des gesetzlichen Vertreters des Gegenkontrahenten kommt nichts an. Ferner kommt doch wohl nur eine fremde Person, nicht der Erklärende selbst in Betracht: es ist durchaus unstatthaft, einen Käufer anfechten zu lassen, der seine eigene ›Eigenschaft als Erbe‹ (mit 38 vb. 26 u.; von der Frage, ob die ›Eigenschaft als Erbe‹ nicht lediglich als Eigenschaft der Kreditwürdigkeit anzuerkennen ist, sei abgesehen) angenommen und sich daher für ›um so viel reicher‹ gehalten hat — der Fall, daß der Käufer allerseits irrig für den Miterben der Verkäufer gehalten und daraufhin der Preis um sein Erbteil niedriger gestellt wird, ist der Lehre von der erkennbaren Voraussetzung zu überweisen; oder soll etwa der (weshalb?) anfechtende Käufer negatives Erklärungsinteresse zahlen müssen? —. Bei solcher Urgierung des tonlosen Verweisungsworts ›der Person oder Sache‹ kann man es verstehen, wenn V. die von Abs. 2 normierten Eigenschaften als ›das Hauptkontingent für die Beweggründe bei Rechtsgeschäften‹ ansieht (25), was in Wahrheit kaum haltbar sein dürfte.

In Erörterung des Begriffes ›im Verkehr als wesentlich angesehen werden‹ (38—41) findet V. einen Unterschied zwischen ihm und dem ›gewöhnlich vorausgesetzt werden‹ des weiter oben zit. § 81 des preußischen Landrechts (auch 33 u. f.; s. ferner 45 ff.) [1]. Nach

1) Nicht in Einklang damit steht die Behauptung 43, die 2. Kommission habe ›kurzer Hand die Bestimmung des preußischen Landrechts übernommen‹. Sie findet in den Protokollen keinerlei Stütze. Damit kann also die Lehre von der Anwendbarkeit des Abs. 2 auch auf Eigenschaften eines Rechts (41—45) nicht begründet werden. Abwegig ist die Berufung auf § 133 BGB (44). Sie ist ebenso überflüssig wie unrichtig: letzteres deshalb, weil die Verwendung des § 133

heit und Geschlecht von Tieren bei Sachen. Wer also für seinen kleinen Neffen Weihnachtseinkäufe macht und, im Augenblick dessen Blindheit nicht gedenkend, ein Bilderbuch kauft, kann anfechten; wer sich einen ›echten Rafael‹ hat aufschwatzen lassen und daraufhin ein Werk über Rafael kauft, um beim Vorzeigen seines Besitzes den Kunstsinnigen spielen zu können, kann anfechten; die Bäuerin, die eine Kuh statt eines Ochsen geerbt zu haben glaubt und einen Melkeimer kauft, kann anfechten. Alles das geht nicht an. Nicht jede Person oder Sache, sondern nur die vom Inhalt der Erklärung umfaßte Person oder Sache kommt in Betracht. Insbesondere gehört der ›Anfechtungsgegner (§ 143)‹ als solcher nicht hierher: wer den neben ihm sitzenden B., den er für lahm hält, ärgern will und deshalb eine von B. begehrte Sache pro derelicto wegwirft, damit sie ein Straßenjunge vor B.s Augen sich aneigne, kann nicht anfechten, wenn B. sich erhebt und die Sache okkupiert. Ebensowenig gehört der ›Empfänger der Willenserklärung‹ als solcher hierher: auf die Eigenschaften des gesetzlichen Vertreters des Gegenkontrahenten kommt nichts an. Ferner kommt doch wohl nur eine fremde Person, nicht der Erklärende selbst in Betracht: es ist durchaus unstatthaft, einen Käufer anfechten zu lassen, der seine eigene ›Eigenschaft als Erbe‹ (mit 38 vb. 26 u.; von der Frage, ob die ›Eigenschaft als Erbe‹ nicht lediglich als Eigenschaft der Kreditwürdigkeit anzuerkennen ist, sei abgesehen) angenommen und sich daher für ›um so viel reicher‹ gehalten hat — der Fall, daß der Käufer allerseits irrig für den Miterben der Verkäufer gehalten und daraufhin der Preis um sein Erbteil niedriger gestellt wird, ist der Lehre von der erkennbaren Voraussetzung zu überweisen; oder soll etwa der (weshalb?) anfechtende Käufer negatives Erklärungsinteresse zahlen müssen? —. Bei solcher Urgierung des tonlosen Verweisungsworts ›der Person oder Sache‹ kann man es verstehen, wenn V. die von Abs. 2 normierten Eigenschaften als ›das Hauptkontingent für die Beweggründe bei Rechtsgeschäften‹ ansieht (25), was in Wahrheit kaum haltbar sein dürfte.

In Erörterung des Begriffes ›im Verkehr als wesentlich angesehen werden‹ (38—41) findet V. einen Unterschied zwischen ihm und dem ›gewöhnlich vorausgesetzt werden‹ des weiter oben zit. § 81 des preußischen Landrechts (auch 33 u. f.; s. ferner 45 ff.) [1]. Nach

1) Nicht in Einklang damit steht die Behauptung 43, die 2. Kommission habe ›kurzer Hand die Bestimmung des preußischen Landrechts übernommen‹. Sie findet in den Protokollen keinerlei Stütze. Damit kann also die Lehre von der Anwendbarkeit des Abs. 2 auch auf Eigenschaften eines Rechts (41—45) nicht begründet werden. Abwegig ist die Berufung auf § 133 BGB (44). Sie ist ebenso überflüssig wie unrichtig: letzteres deshalb, weil die Verwendung des § 133

BGB brauche die Eigenschaft nicht zu den ›gewöhnlichen‹, ›im Verkehr vorausgesetzten‹ zu gehören; es genüge, wenn sie ›im konkreten Fall von dem Erklärenden‹ vorausgesetzt sei, falls sie nur eben ›im Verkehr als wesentlich angesehen‹ sei. Lassen sich diese Dinge auseinander halten? kann eine Eigenschaft ›im Verkehr als wesentlich angesehen‹ werden, ohne ›gewöhnlich vorausgesetzt‹ zu werden? ›Gewöhnlich vorausgesetzt‹ wird eine Eigenschaft dann, wenn gewöhnlich oder genauer: *durchschnittlich* (vgl. Dernburg, Preuß. Privatrecht I 5. Aufl. S. 229 Mitte f.) hac contemplatione erklärt wird, wenn ohne die Annahme des Vorhandenseins der Eigenschaft die Erklärung nicht abgegeben zu werden pflegt, m. a. Worten die Annahme der Eigenschaft durchschnittlich bestimmend ist. *Voraussetzung ist nichts Anderes als bestimmende Vorstellung*, und gewöhnliche Voraussetzung ist durchschnittlich bestimmende Vorstellung. Gewöhnlich vorausgesetzte Eigenschaften sind also durchschnittlich bestimmende Eigenschaften. Und wie der weiter oben zit. § 329 des preußischen Landrechts dem Verkäufer Gewährleistung für diese durchschnittlich bestimmenden Eigenschaften der verkauften Sache auferlegt, so ist in § 459 Abs. 1 BGB im Grunde zu finden die Gewährleistungspflicht für die durchschnittlich oder nach dem konkreten Vertrage bestimmende Beschaffenheit: insbesondere die zur Tauglichkeit für den ›gewöhnlichen Gebrauch‹ erforderlichen Eigenschaften fließen völlig mit den ›gewöhnlich vorausgesetzten‹ zusammen, denn die Brauchbarkeit der Sache ist ja das, was das käuferische Interesse erweckt und bestimmt. Steht es nun mit dem ›im Verkehr als wesentlich angesehen‹ des § 119 Abs. 2 anders? Der Antrag 8, den die 2. Kommission nach den Protokollen (Mugdan, Gesamte Materialien I S. 720) sachlich angenommen hat, verlangt, daß die Eigenschaften ›nach den im Verkehre herrschenden Anschauungen bestimmend‹ seien! Man könnte freilich daran denken, das ›bestimmend‹ im Savignyschen Sinne auf die ›Art‹ der Sache[1]) zu beziehen; zumal in der Beratung das ›bestimmend‹ in ›als wesentlich anzusehen‹ übergeht. Aber dem steht entgegen, daß dann der Antrag doch höchst nachlässig gefaßt gewesen wäre: es hätte eben von ›für das Wesen‹ (oder ›die Art‹): ›der Sache bestimmend‹ gesprochen werden müssen. Und vor Allem: die Zusammenstellung der Person mit der Sache vernichtet diesen Gedanken: die Personen kann man hier nicht nach ihren Eigenschaften in begrifflich geson-

zur Auslegung des Gesetzes selbst zu dem unsinnigen Zirkel führen muß, daß § 133 selbst nach sich selbst ausgelegt werden muß (vgl. diese Anzeigen 1908 (Nr. 6) S. 468 Mitte).

1) Vgl. die ›Gattung‹ in Entsch. d. R. G. Bd. 60 Nr. 60.

derte Arten und Klassen teilen wie die Sachen, ein Lahmer wird nicht zu einer andern ›Art‹ von Person als ein Gesunder. So erwächst aus der Entstehungsgeschichte der Begriff der ›im Verkehr bestimmenden‹ Eigenschaft; und das ›im Verkehr‹ kann von dem ›gewöhnlich‹ oder ›durchschnittlich‹ nicht mehr gesondert gehalten werden. Der Text des Gesetzes aber: ›als wesentlich angesehen‹ erweckt gegen die Beibehaltung dieses Begriffes gewißlich keinerlei Bedenken. Die ›im Verkehr als wesentlich angesehenen‹ Eigenschaften der Sache sind danach dasselbe wie die zur Tauglichkeit für den ›gewöhnlichen Gebrauch‹ des § 459 erforderlichen Eigenschaften. Daran darf die Ausdrucksverschiedenheit nicht beirren: denn der Ausdruck mußte ja in § 119, wo die Eigenschaften der Person mit umfaßt werden sollten, ein anderer werden als der in § 381 des Entwurfs enthaltene. Die verkehrswesentlichen Eigenschaften des Gesetzes zerfallen in a) verkehrswesentliche Eigenschaften der Person, b) Eigenschaften der Sache, die zur Tauglichkeit für den gewöhnlichen Gebrauch erforderlich sind.

Die verkehrswesentlichen Eigenschaften des § 119 sind mithin die bei einem Durchschnitte von Erklärungen der betreffenden Art als bestimmend erscheinenden, die durchschnittlich bestimmenden Eigenschaften. Indem V. dies verkennt, und ein Zwischengebiet zwischen den durchschnittlich vorausgesetzten und den ›im Verkehr als wesentlich angesehenen‹ Eigenschaften festzuhalten sucht, ohne doch andrerseits auf ›die alte Doktrin von Wesen und der Art der Sache‹ zurückgreifen zu wollen, macht er sich die Bestimmung des gesuchten Begriffes unmöglich. Er strebt nach einer Bestimmung des ›wesentlich‹, die dann durch die ›Anschauung des Verkehrs‹ reguliert werden soll. Eben dies ›wesentlich‹ vermag er naturgemäß nicht zu fassen und muß es lediglich mit ›von Belang‹, ›beträchtlich‹, ›erheblich‹ vertauschen, womit nichts erreicht werden kann. Das zum Schluß auftretende letzte Auskunftsmittel, das ›billige Ermessen‹ zu Hilfe zu rufen, muß mit aller Energie abgelehnt werden: durch diese Umformulierung und Verschleierung der Frage wird hier wie überall nichts gewonnen und viel, sehr viel verloren.

Zum Schlusse der Darstellung erörtert V. das Verhältnis des § 119 Abs. 2 zur Mängelgewähr der §§ 459 ff. (45—49). Er tritt dafür ein, daß das Anfechtungsrecht wegen Irrtums durch den Gewährleistungsanspruch ausgeschlossen werde. Dabei geht er entsprechend seiner Ansicht über das Verhältnis der Verkehrswesentlichkeit zu dem ›gewöhnlich vorausgesetzt‹ des preußischen Landrechts davon aus, daß nicht jede verkehrswesentliche Eigenschaft auch der Gewährleistung nach § 459 unterliege; bei den restierenden

derte Arten und Klassen teilen wie die Sachen, ein Lahmer wird nicht zu einer andern ›Art‹ von Person als ein Gesunder. So erwächst aus der Entstehungsgeschichte der Begriff der ›im Verkehr bestimmenden‹ Eigenschaft; und das ›im Verkehr‹ kann von dem ›gewöhnlich‹ oder ›durchschnittlich‹ nicht mehr gesondert gehalten werden. Der Text des Gesetzes aber: ›als wesentlich angesehen‹ erweckt gegen die Beibehaltung dieses Begriffes gewißlich keinerlei Bedenken. Die ›im Verkehr als wesentlich angesehenen‹ Eigenschaften der Sache sind danach dasselbe wie die zur Tauglichkeit für den ›gewöhnlichen Gebrauch‹ des § 459 erforderlichen Eigenschaften. Daran darf die Ausdrucksverschiedenheit nicht beirren: denn der Ausdruck mußte ja in § 119, wo die Eigenschaften der Person mit umfaßt werden sollten, ein anderer werden als der in § 381 des Entwurfs enthaltene. Die verkehrswesentlichen Eigenschaften des Gesetzes zerfallen in a) verkehrswesentliche Eigenschaften der Person, b) Eigenschaften der Sache, die zur Tauglichkeit für den gewöhnlichen Gebrauch erforderlich sind.

Die verkehrswesentlichen Eigenschaften des § 119 sind mithin die bei einem Durchschnitte von Erklärungen der betreffenden Art als bestimmend erscheinenden, die durchschnittlich bestimmenden Eigenschaften. Indem V. dies verkennt, und ein Zwischengebiet zwischen den durchschnittlich vorausgesetzten und den ›im Verkehr als wesentlich angesehenen‹ Eigenschaften festzuhalten sucht, ohne doch andrerseits auf ›die alte Doktrin von Wesen und der Art der Sache‹ zurückgreifen zu wollen, macht er sich die Bestimmung des gesuchten Begriffes unmöglich. Er strebt nach einer Bestimmung des ›wesentlich‹, die dann durch die ›Anschauung des Verkehrs‹ reguliert werden soll. Eben dies ›wesentlich‹ vermag er naturgemäß nicht zu fassen und muß es lediglich mit ›von Belang‹, ›beträchtlich‹, ›erheblich‹ vertauschen, womit nichts erreicht werden kann. Das zum Schluß auftretende letzte Auskunftsmittel, das ›billige Ermessen‹ zu Hilfe zu rufen, muß mit aller Energie abgelehnt werden: durch diese Umformulierung und Verschleierung der Frage wird hier wie überall nichts gewonnen und viel, sehr viel verloren.

Zum Schlusse der Darstellung erörtert V. das Verhältnis des § 119 Abs. 2 zur Mängelgewähr der §§ 459 ff. (45—49). Er tritt dafür ein, daß das Anfechtungsrecht wegen Irrtums durch den Gewährleistungsanspruch ausgeschlossen werde. Dabei geht er entsprechend seiner Ansicht über das Verhältnis der Verkehrswesentlichkeit zu dem ›gewöhnlich vorausgesetzt‹ des preußischen Landrechts davon aus, daß nicht jede verkehrswesentliche Eigenschaft auch der Gewährleistung nach § 459 unterliege; bei den restierenden

Mängeln soll dann wieder die Irrtumsanfechtung freistehen. Wie hiermit die Opposition 62 Mitte gegen das Oberlandesgericht Kiel vereint werden könnte, ist nicht einzusehen; ferner scheint es, als ob der Hinweis 48 u. auf die Mühsal für den Richter, selbst im Versäumnisverfahren die Natur des eingeklagten Anspruchs prüfen zu müssen, grade den V. selbst treffen müsse (inwiefern er seine Gegner treffen soll, ist dagegen nicht zu ersehen). Doch mag das auf sich beruhen, da eben zu behaupten ist, daß jede Eigenschaft, die »im Verkehr als wesentlich angesehen« wird, auch die Tauglichkeit der Sache zu dem »gewöhnlichen Gebrauch« betrifft und somit, wenn die Kaufsache einer solchen Eigenschaft ermangelt, Raum für den Gewährleistungsanspruch ist.

Aber auch nur dann! In der Erörterung des V. fehlt völlig die Beobachtung, daß keineswegs jeder Mangel einer verkehrswesentlichen Eigenschaft der Kaufsache im Sinne des § 119 Abs. 2 auch ein Mangel im Sinne der Gewährleistungsbestimmungen ist. Das ist kein Zufall: die Ausführung 12 u. f. (wonach der mehrzit. § 81 des preußischen Landrechts »auf dem Umweg der Unterstellung eines stillschweigenden Garantieversprechens für die »übliche« — von heimlichen Mängeln freie Beschaffenheit entstanden« sein soll) zeigt, daß V. diesen Punkt tatsächlich übersehen und gemeint hat, bei jedem Irrtum über Eigenschaften der Kaufsache komme auch Gewährleistung in Frage. Das ist natürlich verfehlt. § 119 Abs. 2 spricht vom Standpunkt des Irrenden, § 459 steht auf dem Boden des Kontrakts[1][2]. Das sind ganz verschiedene Dinge. Hier trifft der Vorwurf der Störung der Harmonie den Verkäufer, dessen Sache Mängel hat; dort trifft er den Irrenden, der sich einbildete, die Sache habe Eigenschaften, an die der Verkäufer gar nicht dachte und denken konnte; deshalb hat auch dort der Verkäufer Gewähr zu leisten, hier der Irrende das negative Erklärungsinteresse zu ersetzen. In § 119 wird geirrt über Eigenschaften, die, wenn der Irrende seinen Standpunkt zur Geltung gebracht hätte, ädilizische sein würden; in §§ 459, 460 wird geirrt über Eigenschaften, die ädilizische sind. Wer einen Ochsen kauft, den er für eine Kuh hält, irrt über eine verkehrswesentliche Eigenschaft des Tieres, aber es kann keine Rede davon sein, daß das Tier an einem Fehler leide und der Verkäufer Gewähr zu leisten habe. In § 119 ist der Irrtum über die Eigenschaft Alles; in §§ 459 ff. ist die Voraussetzung der Eigenschaft — sei es die ausdrückliche von § 459 Abs. 1 Satz 1 a. E. und Abs. 2

1) Schwerlich richtig, daher auch Entsch. d. R. G. Bd. 64 S. 269 Z. 8—13.

2) Eine andere Bedeutung hat der Satz Krückmanns in Arch. f. ziv. Pr. Bd. 101 S. 397 Z. 8 ff.

oder die stillschweigende von Abs. 1 Satz 1 a. A. (v. ›gewöhnlichen‹) — der maßgebende Gesichtspunkt und der Irrtum nur von der sekundären Bedeutung, daß für die Voraussetzung Raum sein muß. Ja genau genommen ist eben darum der Irrtum hier ohne Bedeutung. Denn auch wenn der Käufer nicht irrt, sondern lediglich Zweifel hegt am Vorhandensein der Eigenschaft, ist Raum für die Voraussetzung ihres Vorhandenseins und ist nicht etwa ›Kenntnis‹ nach § 460 Satz 1 anzunehmen. In §§ 118, 119, 120 würde dagegen ein bloßer Zweifel in der Regel nicht dem Irrtum gleichstehen (nämlich höchstens dann, wenn der Erklärende die Zweifelsvorstellung wieder aus seiner Motivation ausgeschieden, also in ›bewußter Fahrlässigkeit‹ im Sinne der Vorsatzlehre gehandelt hat).

Es muß nun aber dem V. zugute gehalten werden, daß ein reiner, selbständig dastehender Irrtum über verkehrswesentliche Eigenschaften nach § 119 Abs. 2 wirklich nur in Verbindung mit einem Gewährleistungstatbestande vorkommen kann. Denn es wird offenbar: ein solcher Irrtum über eine verkehrswesentliche Eigenschaft kann nur vorkommen, wenn entweder die Annahme der Eigenschaft bei dem Kaufabschlusse hervortritt und zur Gewährleistung wegen des Fehlers führt, oder aber wenn der Verkäufer annehmen muß, die Eigenschaft sei gerade nicht vorausgesetzt. Eine Neutralität des Vertrages gegenüber einer Eigenschaft, die vom Standpunkt des Irrenden aus betrachtet eine verkehrswesentliche, eine durchschnittlich bestimmende ist, ist undenkbar. Auf dem Boden des Vertrages, vom Standpunkt des Verkäufers aus ist das Nichtvorhandensein einer solchen Eigenschaft entweder dem Käufer gleichgiltig oder ein Fehler der Kaufsache. Wenn A von B den Ochsen kauft, den er für eine Kuh hält, so muß B notwendigerweise annehmen, A wolle einen Ochsen haben und wisse um das Geschlecht des verkauften Stückes Rindvieh. Ebenso wenn A einen Motor von 4 Pferdekräften kauft, dem er 20 zuschreibt (S. 27). Entweder gingen die Parteien davon aus, daß der Motor 20 Pferdekräfte leiste — bzw. es leisten derartige Motoren ›gewöhnlich‹ 20 Pferdekräfte —, dann hat der Verkäufer Fehlergewähr zu leisten; oder es liegt nicht so, dann muß der Verkäufer annehmen, der Käufer rechne nur auf die 4 Pferdekräfte. Ein selbständiger Irrtum nach § 119 Abs. 2 ist also unkonstruierbar: der Irrtum kann immer nur vorkommen in Verbindung entweder mit einem Gewährleistungstatbestande oder mit einem Irrtum über einen ferneren ›sekundären‹ Inhalt der Erklärung, nämlich über einen Inhalt, der über die Individualisierung des Rechtserfolgs, insbesondere über die räumlich-zeitliche Individualisierung seines sinnlichen Substrats, speziell der Sache, hinausliegt. Es ist

das ein Inhalt, der Voraussetzungen der Erklärung betrifft. Hier schärfer zu sehen, wird erst dann gelingen, wenn man in der Beherrschung des Problems der erkennbaren Voraussetzung vorgeschritten sein wird, mit dem der Eigenschaftsirrtum aufs engste verwachsen ist. Vielleicht wird sich bei solchem Fortschreiten — wobei auch die Natur eines Irrtums inbetreff der Zusicherung des § 459 Abs. 2 (A hält eine Zusicherung für erteilt, die nicht erteilt ist u. s. w.) zu untersuchen wäre — auch die Möglichkeit ergeben, dem Begriffe ›Inhalt der Erklärung‹ in § 119 eine Ausgestaltung zuteil werden zu lassen, die auch Voraussetzungen der Erklärung mit umfaßt, und so den Abs. 2 als einen bloßen Anwendungsfall in den Abs. 1 zurückfließen zu lassen, während die bisher unternommenen Versuche in letzterer Richtung als den Grundsatz von der Unwesentlichkeit der bewußt innerlich gebliebenen wie auch etlicher der für erkennbar gehaltenen Voraussetzungen gefährdend oder gar antastend zurückzuweisen sind. Innerhalb der erkennbaren Voraussetzungen die wesentliche, die zum Inhalte der Erklärung gehörige Voraussetzung abzulösen, das wird die Aufgabe sein. Dabei wird man sich möglichst nicht mit einer einfachen Aufstellung der ›durchschnittlich bestimmenden Voraussetzung‹ begnügen dürfen; übrigens natürlich sehr sorgfältig prüfen müssen, ob überhaupt außer jenem Irrtum, daß die Erklärung eine durchschnittlich bestimmende Eigenschaft der Person oder Sache voraussetze, noch irgendwelche andere derartige Irrtümer — darüber, wie die Erklärung sich zu einer durchschnittlich bestimmenden Voraussetzung verhält — anzuerkennen sind.

II) Von dem Irrtum über den Inhalt (§ 119 Abs. 1) wird 20 f. gehandelt. Dabei wird die im Gesetze gemachte Unterscheidung mit den Worten abgetan: ›sei es daß der Erklärende von einem anderen Inhalt seiner Erklärung ausging, oder daß er eine Erklärung dieses Inhalts überhaupt nicht abgeben wollte‹. Ja V. meint sogar, in den Grenzfällen zwischen Inhaltsirrtum (Abs. 1) und Eigenschaftsirrtum (Abs. 2) werde die Praxis ›dahingestellt lassen‹. Hier ist zu bemerken, daß der Richter, im Falle der Abs. 1 durchschlägt, seine Entscheidungsgründe mit der Erörterung des Moments der Verkehrswesentlichkeit nach Abs. 2 unnütz belasten würde. Was aber die Alternativen im Abs. 1 betrifft, so steht es der Wissenschaft von einem Gesetzbuche schwerlich an, Unterscheidungen unerörtert zu lassen, die das Gesetz getroffen hat. Sie würde sich von Studierenden und auch von Praktikern, die das Verlangen fühlen, die Herrschaft über das Gesetz zu gewinnen, an ihre Pflicht mahnen lassen müssen. Dazu kommt, daß das erheblichste sachliche Gewicht auf der Unterscheidung ruht. Wenn die zweite Alternative fehlte, so würde die

Frage auftauchen, ob nicht in den unter ihr gedachten Fällen wegen der stärkeren Beschaffenheit des Willensmangels Nichtigkeit statt der bloßen Anfechtbarkeit einzutreten habe. Fehlte aber die erste Alternative, so würde, wie die zweite einmal lautet, gefragt werden müssen, ob nicht in den Fällen des eigentlichen Inhaltsirrtums (der ersten Alternative) die Erklärung vollwirksam sein solle; und wenn die zweite Alternative statt ›eine Erklärung dieses Inhalts überhaupt nicht abgeben wollte‹, lautete ›eine Erklärung dieses Inhalts nicht abgeben wollte‹, so würde es die Psychologie erklärungstheoretischer Färbung, vor der sich die 2. Kommission hat sichern wollen (Mugdan a. a. O. S. 716 u. f.), sein, die sich zum Wort melden würde (s. Mugdan S. 716 Z. 5 (v. u.) f.).

Besinnt man sich auf die Fälle, in denen der Erklärende eine Erklärung dieses Inhalts ›überhaupt nicht abgeben wollte‹, so zeigt sich, daß die kärgliche Bemerkung des V. immerhin nicht ganz ertraglos ist. Die Fälle zerfallen in 3 Gruppen: 1) es entsteht ein anderes Zeichen, ein anderes Erklärungsergebnis, als der Erklärende beabsichtigte, obwohl im Handlungsprozesse selbst Alles in Ordnung ist (man denke an schlechtes Schreibpapier, das die Tinte nicht richtig aufnimmt und so andere Buchstaben oder Zahlen entstehen läßt[1]); sonstige Fälle s. in diesen Anzeigen 1908 S. 437); 2) das nichtgewollte Zeichen entsteht dadurch, daß die motorischen Nerven nicht richtig funktionieren, während auf der Bewußtseinsseite noch Alles in Ordnung ist: der von der Psyche erteilte Befehl erzeugt statt des Gehorchens der bestimmten Nerven bloß ein wirres Durcheinanderlaufen irgendwelcher Nerven, einen Aufruhr (vgl. Zitelmann, Irrtum und Rechtsgeschäft S. 367 f.; Beispiel: Befangenheit zu Beginn einer Rede in großer Versammlung); 3) das bekannte Sichversprechen, Sichverschreiben, Sichvergreifen u. s. w. in Zerstreutheit (man schreibt in Gedanken 1000 statt 100). In den Fällen der ersten beiden Gruppen ist es zweifellos, daß nicht bloß ein Irrtum über den Inhalt der Zeichen, sondern auch ein solcher über die Zeichen selbst vorlag: die Zeichen selbst sind nicht gewollt — sei es nur die Zeichen selbst (erste Gruppe), sei es auch schon die Tätigkeit der arbeitenden Nerven mit ihrem Resultate der Muskel- und Körperbewegung (zweite Gruppe) —. In den Fällen der dritten Gruppe dagegen ist es sehr bestritten und zweifelhaft, ob die Zeichen selbst nicht gewollt sind und Wesensverwandtschaft mit der zweiten Gruppe gegeben ist oder ob nur der Inhalt der Zeichen nicht gewollt ist; die Annahme hat viel für sich, daß die Zeichen gewollt

1) Mit Recht setzt Oertmann, Kommentar I zu § 119 Bem. 2d (S. 357) die zweite Alternative des § 119 in Beziehung zu den Fällen des § 120.

sind, daß es ein bewußter Willensakt ist, auf dem die Nerventätigkeit beruht, und daß lediglich die Helligkeit, mit der die Zeichen vom Bewußtsein beleuchtet werden, eine sehr schwache ist (vgl. Zitelmann, Rechtsgeschäfte I S. 95), nicht viel anders als z. B. bei den gewohnheitsmäßigen Handlungen der Toilette. Für diejenigen, welche in diesen Fällen das Bewußtsein annehmen, entsteht die Frage nach dem berechtigenden Grunde ihrer Zusammenstellung mit den Fällen der ersten und zweiten Gruppe im Gegensatze zu den Fällen der ersten Gesetzesalternative. Indem nun V. von diesen letzteren Fällen lehrt, daß der Erklärende von dem anderen Inhalte seiner Erklärung ›ausging‹, lenkt er mit Recht die Aufmerksamkeit auf die Art, wie die irrige Vorstellung in dem Erklärenden funktioniert. In der Tat: der eigentlich Irrende ›geht aus‹ von der irrigen Vorstellung, der Sichversprechende aber nicht.

Das kann man zunächst rein zeitlich nehmen. Wenn nicht alle Selbstbeobachtung trügt, so taucht beim Sichversprechen u. s. w. die irrige Vorstellung erst ganz kurz vor der Nerventätigkeit auf, in auffallendem Gegensatze zum Irrtum der ersten Alternative, der auch schon im Vorstadium der Handlung seine Hauptrolle spielt. Diese Erscheinung ist aber tiefer verankert. Beim Sichversprechen des Zerstreuten ist die irrige Vorstellung eine flüchtig in den Gedankengang sich eindrängende Ephemere, sie ist ohne Wurzel in der Psyche des Erklärenden, ist ein gewissermaßen zufällig entstandenes und alsbald wieder zerfließendes Gebilde. Beim eigentlichen Irrtum dagegen hat sie sich dauernd beim Erklärenden eingenistet, sie gehört zu seinem Weltbilde, an dem der ganze Mensch gearbeitet hat, und in ihrer innerlich begründeten Existenz muß sie spätere gleiche Erklärungen ceteris paribus abermals irreleiten. Dem entspricht es, daß der Erklärende bei einer nachherigen Betrachtung der vollzogenen Erklärung dort alsbald die Entgleisung bemerken und die Erklärung beanstanden würde, während hier, solange er nicht einer besonderen Aufklärung teilhaftig geworden, die Erklärung ihn nicht befremden kann. Bei längerem Verweilen gegenüber dieser Situation stellt sich aber noch ein Gedanke ein, der vielleicht den Kernpunkt des Verhältnisses trifft: sollte nicht dies das Charakteristische des Sichversprechens u. s. w. beim Zerstreuten sein, daß die irrige Vorstellung ausschließlich im Entschlusse selbst die richtige Vorstellung verdrängend funktioniert, ohne vorher, im Vorstadium des Entschlusses, als Motiv aufgetreten zu sein? Während sonst stets die Vorstellungen von Körperbewegung und Erfolgen sich im Kampf der Motive bewähren müssen und nur so zur konkreten Entschlußvorstellung heranreifen können, drängt sich hier die Vorstellung

unter Umgehung des Motivstadiums, in dem sich ihre Fremdartigkeit alsbald herausstellen müßte, im letzten und entscheidenden Augenblicke in den Entschluß selbst hinein und leitet diesen irre. Diese Ansicht würde eine Vermittlung darstellen zwischen den beiden streitenden Ansichten, deren eine das Bewußtsein ganz in Abrede stellt (insbes. Brinz; Zitelmann; neuestens Oertmann, Kommentar I S. 356 f.), während die andere es wie sonst funktionieren läßt (insbes. Pernice; Pininski, Sachbesitzerwerb S. 383 ff.).

Ist dem so, hat in den Fällen des Sichversprechens, Sichverschreibens u. s. w. in der Zerstreutheit die irrige Vorstellung das Motivstadium nicht durchgemacht, dann ist es begreiflich, daß das Gesetz diese Fälle mit denen des Irrtums über die Zeichen selbst zusammenschließt und durch Einschiebung der zweiten Alternative hervorhebt, daß auch in solchen Fällen schwereren Willensmangels nicht etwa die Erklärung ohne weiteres nichtig sei, es vielmehr immer erst der Anfechtung bedürfen soll.

Es dürfte sich empfehlen, diese Fälle der zweiten Alternative als solche ›uneigentlichen Irrtums‹ — der Ausdruck ›unechter Irrtum‹ würde Verwirrung stiften — gegenüber denen der ersten Alternative als solchen ›eigentlichen Irrtums‹ zu bezeichnen. Diese Ausdrücke würden darin ihren Halt finden, daß zwar in den sämtlichen Fällen ein Irrtum über den Inhalt der Erklärung, die Bedeutung der gesetzten Zeichen vorliegt, daß aber nur in den Fällen des ›eigentlichen‹ Irrtums eine Verkennung der Bedeutung der Zeichen, die zugleich auf einer Unvollkommenheit der Anschauungen des Irrenden, auf einer Unrichtigkeit seines Weltbildes beruht, vorliegt. —

Anhangsweise (50—62) gibt V. eine Sammlung von Entscheidungen höherer Gerichte zu § 119, mit kritischen Bemerkungen. Letztere sind nicht durchweg befriedigend. So wird 52 u. übersehen, daß das Urteil des Dresdener O. L. G. in Rechtspr. d. O. L. G. VI S. 31 f. den Fall der bewußten Unkenntnis (s. 54 Z. 25 ff.) im Auge hat. Ferner ist eine stoffliche Gruppierung der Entscheidungen fast völlig unterblieben; eine Entscheidung ist gar zweimal abgedruckt (54 u., 55 Mitte). Derartige Spruchsammlungen können nur bei gründlicher systematischer Bearbeitung und größter Sorgfalt in der Kritik von Wert sein.

Bonn Rudolf Henle

Für die Redaktion verantwortlich: Prof. Dr. H. Oldenberg in Göttingen

W. Otto, Priester und Tempel im hellenistischen Aegypten. Ein Beitrag zur Kulturgeschichte des Hellenismus. Leipzig u. Berlin, B. G. Teubner. Bd. I 1905. XIV + 418 S.; II 1908. VI + 417 S.

Das Thema, welches der Verfasser der großen Untersuchung, deren Titel oben ausgeschrieben ist, behandelt, ist eins der wichtigsten auf dem Gebiete der Kulturgeschichte des Hellenismus. Man bedenke nur, daß wir es mit einem Gebilde zu tun haben, welches eine vieltausendjährige, an politischen, wirtschaftlichen und kulturellen Erfolgen reiche Existenz bereits hinter sich hatte, als es mit der hellenistischen Welt in Berührung kam. In dieser vorhellenistischen Zeit hat sich die ägyptische Kirche — denn dies ist die richtige Bezeichnung (natürlich nur als Vergleich aufgefaßt, s. weiter unten) für die Gesamtheit der ägyptischen Priester und Tempel, wie der Verfasser richtig hervorgehoben hat — eine feste Organisation, eine mächtige wirtschaftliche Basis, eine hervorragende soziale Stellung geschaffen. Mit diesem festen, auf staatlich-nationaler Basis aufgebauten, mit der Bevölkerung in tiefster, inniger Verbindung stehenden Wesen trat das makedonisch-hellenistische Königtum in Verbindung. Man begreift, wie wichtig es ist, festzustellen, was die ägyptische Kirche in der neuen Verbindung verloren, was sie gewonnen hat, welchen modus vivendi die Könige ausgearbeitet haben in Bezug auf Religion und Verwaltung, wie sich der innere Aufbau der ägyptischen Kirche in dieser Zeit modifiziert hat und nach welcher Richtung, was in der festzustellenden Organisation der ägyptisch-hellenistischen Kirche alt und was neueren Datums ist, woher dies Neue kam und wie es sich weiter entwickelt hat, in welcher Gestalt

endlich die ägyptische Kirche mit der christlichen in Berührung kam und inwieweit sie dieselbe beeinflußt hat. Alles Fragen von hochwichtiger, welthistorischer Bedeutung.

Nun ist aber die Fragestellung leicht, die Beantwortung ungemein schwer. Zur Beantwortung ist es notwendig, nicht nur — was schon ungemein schwierig ist — ein klares Bild von der Organisation der Kirche in der griechischen und römischen Zeit zu entwerfen, nicht nur, soweit es möglich ist, die Entwickelung innerhalb dieser zeitlichen Grenzen festzustellen, sondern man muß auch eine klare Vorstellung von der Organisation der alt-ägyptischen Kirche und von den Modifikationen, welche dieselbe in den Zeiten der Fremdherrschaften durchgemacht hat, besitzen. Bei dem Stande unserer Kenntnisse über die letzten Zeiten des vorhellenischen Aegyptens, bei der Mangelhaftigkeit und Schwerverständlichkeit des diesbezüglichen Materials ist der letzte Teil der zweiten Aufgabe vorläufig, besonders für einen Nichtägyptologen, unlösbar. Ebensowenig ist aber der erste Teil der Aufgabe, die Aufklärung der Organisation der Kirche in den Zeiten des alten, mittleren und neuen Reiches — trotz des vielen und wichtigen Materials — bis jetzt ernstlich in Angriff genommen, geschweige denn gelöst worden.

Bei dieser Sachlage konnte das Werk des Verfassers — seine Erstlingsarbeit, durch Wilcken angeregt und teilweise als Doktordissertation eingereicht — den Rahmen einer Vorstudie keineswegs überschreiten und ein großes Verdienst ist es schon, daß der Verfasser sich dessen vollbewußt ist.

Als Vorstudie gefaßt ist das Werk sicherlich eine große und schöne Leistung, welche nicht nur von der Belesenheit und dem Fleiße, sondern auch dem klaren Urteil und der reichen Kombinationsgabe des Verfassers ein glänzendes Zeugnis ablegt.

Rühmend hervorzuheben ist zuerst die reiche Materialsammlung. Papyri, Inschriften, Literaturzeugnisse in griechischer und lateinischer Sprache sind vollständig ausgenutzt und verwertet worden; inwieweit die Vollständigkeit auch für Hieroglyphisches und Demotisches erreicht ist, entzieht sich meinem Urteil; vernachlässigt hat der V. dieses ägyptologische Material keineswegs.

In bezug auf das Demotische scheint es mir — als Laien —, als habe der Verfasser sogar eher zu viel als zu wenig getan. Bei aller vom Verfasser geübten Vorsicht in der Verwertung der von Révillout übersetzten Texte wäre doch meiner Meinung nach etwas mehr Reserve geboten gewesen; solange jene Texte nicht von Anderen geprüft sind, hätte ich persönlich lieber darauf verzichtet und

bedauere es lebhaft, diesem Prinzip in meinen eigenen Arbeiten nicht immer gefolgt zu sein.

Ein noch größeres Verdienst ist es, daß der Verfasser das reiche gesammelte Material auch vollständig durchgearbeitet und kritisch geprüft hat, wobei er nicht nur die ganze vorliegende Literatur zu Rate gezogen, sondern auch vieles Eigene beigetragen hat. Bei der Gestalt, in welcher uns viele, besonders ptolemäische Urkunden in älteren Publikationen vorliegen, war das keine leicht zu bewältigende Aufgabe.

Bei dem Mangel an tüchtigen zusammenfassenden Vorarbeiten — abgesehen von einigen schönen Spezialuntersuchungen von Krebs, Wilcken, Grenfell, Hunt, Mahaffy, Strack, Wendland, Kornemann, Reitzenstein u. A., welche nur einen kleinen Teil der vom Verfasser besprochenen Probleme behandeln — war es für den Verfasser besonders schwierig, in einem zusammenfassenden Werke das von ihm gesammelte Material nach Rubriken einzugliedern, die Hauptfragen auszusondern und jede Frage in aller Kürze, ohne sich in zahllosen Einzeluntersuchungen zu verlieren, zu behandeln. Dabei sind es meistens Fragen sehr verwickelter Art, welche eng verknüpft sind sowohl mit den Fragen der politischen Geschichte des Hellenismus, wie mit zahlreichen Problemen der Religions- und Kultur-speziell Literaturgeschichte einerseits und der Wirtschaftsgeschichte andererseits; auch auf dem Gebiete des hellenistischen Staats- und Verwaltungsrechts mußte der Verfasser sich ganz zu Hause fühlen, um manches Problem aus der Geschichte der ägyptischen Kirche richtig zu stellen und zu erfassen. Man muß es rühmend anerkennen, daß alle diese Gebiete dem Verfasser wohlbekannt und vertraut sind und daß er überall nicht nur mit der vorhandenen Literatur operiert, sondern öfters auch eigene — mehr oder weniger glückliche — Ansichten vertritt; das bezeugen schon die zahlreichen Verweise auf mehrere, von dem Verfasser schon in Angriff genommene Spezialuntersuchungen, besonders auf dem Gebiete des Staatsrechts und der Wirtschaftsgeschichte des Hellenismus. Möge es der frischen Arbeitskraft des Verfassers glücken, die vielen — beinahe zu vielen — versprochenen Untersuchungen auch wirklich zu Ende zu führen.

Nicht leicht war auch die Aufgabe, den Stoff nach einzelnen Problemen und Rubriken einzugliedern, die zu beantwortenden Fragen zu stellen.

Diese Aufgabe hat Otto in folgender Weise gelöst. Er behandelt zuerst (Kap. I) die Götter des hellenistischen Aegyptens, indem er sich bemüht festzustellen, inwieweit der Name eines Gottes uns berechtigt, ihn dem ägyptischen, griechischen oder römischen Kultus

zu vindizieren. Den Schluß bildet die Behandlung des neuen ptolemäischen Gottes Serapis. Das umfangreiche zweite Kapitel (182 S. mit den Anhängen) behandelt die Organisation der Priesterschaft in drei Unterabteilungen (Priester der ägyptischen, griechischen und römischen Götter) und vielen Rubriken. Den Schluß bilden drei Anhänge, welche Listen der höchsten ägyptisch-griechischen Priester geben: 1) ἀρχιερεῖς Ἀλεξανδρείας καὶ Αἰγύπτου πάσης = ἐπίτροποι τοῦ ἰδίου λόγου, 2) die eponymen Priester von Alexandrien und Ptolemais, 3) die ἱερεῖς (ἐπιστάται) τοῦ Μουσείου = ἀρχιδικασταί. Ohne sofort auf den Inhalt dieses und der folgenden Kapitel einzugehen, möchte ich nur bemerken, daß der Leser die Anhänge lieber am Schlusse des Buches haben möchte, dabei aber sehr gern eine weitere Liste, nämlich eine Liste der in den Inschriften und Papyri genannten Tempel, gesehen hätte. Aus seinen reichen Materialsammlungen wäre es für den Verfasser ein Leichtes gewesen, sich eine Liste mit Angabe der Belegstellen zusammen zu stellen, für jeden weiteren Forscher aber und auch für jeden Benutzer des Buches wäre solch eine Zusammenstellung höchst willkommen. Daß Vollständigkeit nicht zu erreichen war, ist irrelevant. Es hätten sich sofort viele gefunden, welche neues Material beigetragen hätten. Die ganze Untersuchung aber hätte in dieser Liste eine feste topographische Basis gehabt, aus welcher sofort zu ersehen wäre, auf welche Teile Aegyptens und in welcher Verteilung sich unsere Nachrichten beziehen[1]. Es hätte sich vielleicht dabei herausgestellt, was der V. bei seiner schematisierenden Behandlung nicht genügend in Betracht zieht, daß die Organisation der Tempel nicht überall dieselbe war; je nach den Lokalverhältnissen, der Geschichte einzelner Tempel und ihrer respektiven Bedeutung konnte manches ganz verschieden ausfallen. Man spürt einiges Derartige z. B. in der Titulatur, aber eine Basis zur Entscheidung der Frage findet sich in Ottos Buche nicht.

Im dritten Kapitel (S. 200—257) behandelt Otto wieder in zwei Unterabteilungen (ägyptische und griechische Priester) und vielen Rubriken die Priesterlaufbahn.

Mit dem vierten Kapitel beginnt die Untersuchung der wirtschaftlichen Verhältnisse der ägyptischen Tempel. Diesem Hauptteile gelten drei oder sogar vier Kapitel: das vierte — Besitz und Einnahmen der Tempel (S. 258—405), das fünfte — die Ausgaben der Tempel (B. II, S. 1—71), das sechste — die Kultusverwaltung (Bd. II, 72—166) und das siebente (Abt. 1) — die soziale Stellung

1) Dagegen kann ich das Fehlen des Verzeichnisses der Götter (s. Vorrede zum zweiten Bande) leicht verschmerzen. Solch eine Liste hätte man eher in einer religionsgeschichtlichen Untersuchung erwartet.

der Priester, 1: die wirtschaftliche Lage (B. II S. 167—200)[1]). Man sieht, die Behandlung dieser schwierigen Hauptprobleme ist auf zwei Bände verteilt, von welchen der zweite drei Jahre später als der erste erschienen ist. Diese Trennung ist der Hauptgrund gewesen — um es beiläufig zu bemerken —, weshalb meine Besprechung des Werkes von Otto erst jetzt erscheint; es war unmöglich, das vierte Kapitel ohne die drei folgenden zu beurteilen; auch die ersten drei, besonders das dritte, sind mit den folgenden auf das engste verknüpft und das Ganze wird erst durch das Schlußkapitel beleuchtet.

Alle die vier eben erwähnten Kapitel zerfallen wieder in mehrere Abteilungen und Rubriken, welche ich nicht aufzuzählen brauche.

Die zweite Abteilung des siebenten Kapitels (209—243) handelt von der Bildung und Moral der Priester, die dritte (243—255) über ihre staatsrechtliche Stellung, die vierte (255—259) über ihre Stellung im und zum Volke.

Endlich beschäftigt sich das achte, Schlußkapitel, mit dem Verhältnis von Staat und Kirche. Dazu enthält sowohl der erste wie der zweite Band Nachträge und Berichtigungen, und der zweite ausführliche, schön ausgearbeitete Register.

Ich habe die Gliederung des Buches ausgeschrieben, 1) um zu zeigen, in welcher Weise der Verfasser seine Aufgabe aufgefaßt hat, 2) um auf die große Zersplitterung des Stoffes, welche keineswegs eine Zierde des Buches ist, hinzuweisen. Man nehme nur irgend eine Frage aus dem Gebiete der Tempelwirtschaft, z. B. die Frage über die γῆ ἱερὰ oder über irgend eine Tempelsteuer. Um die Meinung des Verfassers darüber zu erfahren, muß man wenigstens fünf Kapitel durchblättern, dann in den Nachträgen suchen und zwar zu beiden Bänden. Eine andere, weniger zersplitterte Gliederung hätte vielleicht dem Leser einen Teil der Mühe ersparen können. Wären nicht die schönen Indices da, so könnte man bei dem Suchen der Stellen, wo die eine oder die andere Frage behandelt wird und beim Feststellen der endgültigen Ansicht des V. beinahe den Kopf verlieren, besonders wenn man bedenkt, daß manchmal die wichtigsten Daten, wodurch die früheren Ansichten des V. stark modifiziert werden, erst bei der Bearbeitung des zweiten Bandes in die Hände des Verfassers gelangt und von ihm in Anmerkungen untergebracht worden sind. Ein besonders sprechendes, später zu behandelndes Beispiel dafür ist die Behandlung der Käuflichkeit der Priesterstellen.

1) Die beiden letztgenannten Kapitel behandeln auch, obwohl es aus den Titeln nicht sofort klar wird, meistens wirtschaftliche Fragen.

Damit komme ich aber auf eine Eigentümlichkeit des Buches zu sprechen, welche überhaupt die Benutzung desselben sehr erschwert. Jede Untersuchung, welche mit papyrologischem Material zu tun hat, hat mit ganz besonderen Schwierigkeiten zu kämpfen. Die Hauptschwierigkeit besteht darin, daß jedes Jahr, man möchte sagen, beinahe jeder Monat, eine Fülle neuer Urkunden bringt. Eine zusammenfassende Arbeit ist immer der Gefahr ausgesetzt, durch neue Dokumente wenigstens teilweise sofort antiquiert zu werden. Nun hat der V. sein Manuskript schon 1901 abgeschlossen. Das Material, welches bis Ende 1902 erschienen ist, hat er in die Untersuchung eingearbeitet, das übrige nur in Anmerkungen und Nachträgen erwähnt oder behandelt. Ich erinnere aber daran, daß der erste Band erst im J. 1905, der zweite sogar erst im J. 1908 erschienen ist; es liegt also zwischen dem Manuskript und der Publikation eine Zwischenzeit von drei resp. sechs Jahren. An sich ist das Verfahren des V. nicht zu tadeln. Hätten die inzwischen erschienenen Urkunden nur Zusätze und kleine Aenderungen gebracht, so müßte man die Methode des V. ohne weiteres billigen. Im vorliegenden Falle war es aber anders. Gerade für das Thema des V. erschienen in den erwähnten sechs Jahren grundlegende Texte: im J. 1902 erschien Tebtynis I, dessen Urkunden, meiner Ansicht nach, eine neue, viel sicherere Basis sowohl für das Verständnis des ptolemäischen Aegyptens überhaupt, wie auch für die Behandlung der Stellung der Kirche schufen. Eine Einarbeitung der Tebtynisurkunden in einen schon fertigen Text war m. E. aussichtslos; eine Basis kann nicht in Anmerkungen abgetan werden, das Ganze mußte meiner Ansicht nach umgearbeitet werden, besonders die Kapitel, welche die wirtschaftlichen Fragen behandeln. Ich glaube, daß der V. die Tragweite mancher Tebtynistexte unterschätzt hat, und das hat seinem Buche viel geschadet. Unten werde ich es an einigen Punkten zu beweisen suchen.

Ebenso ging es mit dem zweiten Bande des Buches. Die hochwichtigen Urkunden von Tebtynis II konnte Otto nur im letzten Momente benutzen und hat deshalb auch ihre Bedeutung unterschätzt. Auch aus den Leipziger und Florentiner Papyri hat er lange nicht Alles geschöpft, was sie ihm geben konnten; nur im Rahmen dieser Urkunden könnte man die Verhältnisse des 3. Jahrh. n. Chr. richtig einschätzen.

Und im letzten Moment (1907) kamen noch die Elephantine-Papyri, welche für die ptolemäische Zeit ebenso wichtig sind wie Tebtynis I. Sie wurden vom Verfasser nicht mehr berücksichtigt,

auch nicht in den Nachträgen, was wiederum dem Buche als Ganzem sicherlich geschadet hat.

Es liegt mir ferne, aus diesem zufälligen Tatbestande ein abfälliges Urteil über das Buch als Ganzes abzugeben. Psychologisch ist das Verfahren Ottos ohne weiteres zu verstehen: man wirft ein fertiges Manuskript, welches teilweise schon gedruckt ist, nicht so leicht über Bord. An der Tatsache aber, daß dies Verfahren dem Leser und dem nacharbeitenden Kollegen große Unbequemlichkeiten gebracht hat und dem Buche als ganzem viel geschadet hat, ändert dies leider nichts. Es bleibt dabei, daß das Lesen des Buches ungemein schwer und unerquicklich ist, das Nacharbeiten aber geradezu zur Plage wird.

Daran aber ist der Verfasser nicht schuld und wir wollen dabei nicht länger verweilen. Eine andere Eigentümlichkeit des Buches ist aber vollständig eine Folge seiner Auffassung des Themas und muß meiner Meinung nach direkt als Mangel bezeichnet werden.

Die Arbeit des V. ist im Grunde genommen keine historische, sondern eine antiquarische, und zwar absichtlich. Der V. lehnt es in mehreren Fällen ausdrücklich ab, eine Entwicklung in den Verhältnissen nachzuweisen. In manchen Fällen kann man das Verfahren und die Vorsicht nur loben, aber als Prinzip durchgeführt hat es dem Buche viel Schaden gebracht. In bezug auf die kirchlichen Verhältnisse erscheint das griechisch-römische Aegypten für den V. als ein einheitliches Ganzes. Für den und den Zug bringt er öfters ptolemäische und römische Belege ohne Unterschied und nur selten bezeichnet er eine Urkunde als spät- oder frühptolemäisch, als spät- oder frührömisch, geschweige denn, daß in den meisten Fällen das genaue Jahr für ihn ins Gewicht fällt. Ich will nicht leugnen, daß manches in der ägyptischen Kirche vom III. Jahrh. v. Chr. bis zum IV. Jahrh. n. Chr. unverändert blieb, ob aber dies unveränderte gerade das wichtigste ist, dies war eben festzustellen. Der V. setzt es aber in den meisten Fällen als selbstverständlich voraus.

An sich ist diese Unveränderlichkeit, diese Stagnation für das griechisch-römische in demselben Maße wie für das alte Aegypten höchst unwahrscheinlich, besonders insofern es sich um finanzielle und wirtschaftliche Fragen handelt. Inwieweit die ersten Ptolemäer das von ihren Vorgängern übernommene geändert haben, ist eine Frage für sich. Bei dem gegenwärtigen Stande unseres Wissens über das Aegypten der näheren vorptolemäischen Zeit sind darüber nur Vermutungen möglich. Auch hier aber, wie später zu zeigen ist, ist viel mehr, als der V. für möglich gehalten hat, festzustellen. In der ptolemäischen und römischen Zeit liegt aber die Entwickelung ziemlich

klar zu Tage. A priori ist es unmöglich, daß die ersten Ptolemäer, die großen Herren der damaligen Welt, mit großen auswärtigen Besitztümern die ägyptische Kirche, besonders in bezug auf ihre finanzielle Stellung, in derselben Weise behandelt hätten, wie ihre späteren Nachfolger, welche auf Aegypten allein angewiesen waren und mit großen inneren Unruhen zu kämpfen hatten. Eine aufmerksame Scheidung zwischen früh- und spätptolemäischen Urkunden hätte wenigstens dazu gedient, falls keine Unterschiede vorläufig sich herausgelöst hätten, für spätere Untersuchungen eine feste Basis zu liefern.

Noch entschiedener ist aber eine Trennung des römischen von dem ptolemäischen Material zu verlangen. Als politische Macht war Aegypten, seitdem es römische Provinz geworden war, ohne weiteres tot. Die römischen Legionen waren nicht umsonst da und für die römischen Kaiser war es ein leichtes, was für die letzten Ptolemäer so schwer gewesen war, jede Bewegung mit eiserner Faust ohne weiteres zu unterdrücken. Ein Liebäugeln mit der Bevölkerung und der Kirche war bei dieser Sachlage ausgeschlossen. Ganz Aegypten ist für Rom nur insofern wichtig, als es die höchstmöglichen Zahlungen leistete, und nach diesem Prinzip ist das ganze Leben Aegyptens schon von Augustus eingerichtet. Die Zügel wurden stramm angezogen und dies mußte auch die Kirche zu spüren bekommen. Fiskalische Rücksichten waren jetzt das allein maßgebende und zwar in viel höherem Grade, als es unter den ersten Ptolemäern der Fall gewesen war.

Darf man denn bei dieser Sachlage nur das Gemeinsame betonen und nicht vielmehr den Unterschieden, welche auch ohne große Mühe, wie wir sehen werden, zu konstatieren sind, mit größter Aufmerksamkeit nachgehen?

Die römische Zeit selbst bildet aber auch in den ersten drei Jahrhunderten keine Einheit. Abgesehen von den feineren Unterschieden zwischen der julisch-claudischen, der flavischen und der antoninischen Politik bildet doch das dritte Jahrhundert mit der Munizipalisierung des ganzen Lebens Aegyptens einen tiefen, von Otto gar nicht hervorgehobenen Einschnitt. Aus einem Kaisergute wird Aegypten zur richtigen Reichsprovinz und das mußte auch in der Organisation der Kirche irgendwie hervortreten. Ein ἀρχιερεὺς des Juppiter Capitolinus im III. Jahrh. kann doch mit einem ἀρχιερεὺς eines ptolemäischen oder frührömischen, ägyptischen Tempels nicht identisch sein!

Hätten wir nun in Aegypten nur undatiertes oder schwer zu datierendes Material, so wäre es doch wenigstens nach größeren Abschnitten zu trennen. Wo aber beinahe alle Urkunden auf das Jahr

datiert sind, da darf ein Historiker das ganze Material nicht als eine gleichartige Masse behandeln. Das Gemeinsame in allen Perioden hätte sich auch bei dieser Behandlungsweise ohne weiteres ausgesondert und die Unterschiede wären sicherlich nicht verloren gegangen.

Ich fasse nochmals das Gesagte zusammen: meiner Ansicht nach liegen die Hauptvorzüge des Ottoschen Buches in den reichen Materialsammlungen, dem vollen Beherrschen des zum erstenmal zusammengebrachten Materials, der klaren und richtigen Fragestellung, dem klaren und besonnenen Urteile in vielen Einzelfragen, der Belesenheit, nicht nur in der von ihm speziell behandelten Frage; dagegen erblicke ich folgende Hauptmängel: eine zu große Zersplitterung des Materials nach rein systematischen Gesichtspunkten und das vollständige Fehlen einer historischen Betrachtungsweise, das Durcheinanderwerfen von Daten, welche den verschiedensten Zeiten angehören und im Rahmen der Zeitverhältnisse jedes für sich wohl eine ganz andere Bedeutung gehabt hätten, dabei eine schwer übersichtliche Betrachtungsweise, welche durch Angliederung frischen, grundlegenden Materials an einen teilweise veralteten Stock hervorgerufen worden ist. Diese vorläufig noch unbewiesenen Hauptpunkte, die ich beanstanden möchte, werde ich auf Grund einiger Bemerkungen zu manchen Kapiteln des Ottoschen Buches im folgenden zu beweisen suchen.

I.

Das Hauptproblem, welches der V. zu lösen hatte, ist die Frage nach dem Verhältnis des Staates und der Kirche im hellenistischen Aegypten. Im Rahmen dieses Hauptproblemes werde ich einige Resultate der Ottoschen Untersuchung besprechen.

Zuerst die Frage nach den Beziehungen der Priester, und zwar hauptsächlich der Oberleiter des Tempellebens, zum Staate.

Der Untersuchung dieser Frage hat der V. mehrere Kapitel gewidmet (bes. B. I Kap. II, C (S. 38—52) und H (S. 75—125) und Kap. III, vgl. B. II Kap. VI, 3 und VII, 3, A). Ueberall hat er m. E. zwischen den Tempelleitern, den Epistaten und wie sie sonst heißen, einerseits und den Propheten, Stolisten, Schreibern und den übrigen Priestern andererseits nicht scharf genug die Grenze gezogen. Dabei hat er die geschichtliche Entwickelung fast gänzlich bei Seite gelassen. Das eine, wie das andere hat zur Folge gehabt, daß er das wichtige Problem nicht richtig erfaßt und gelöst hat.

Es ist von Nöten zuerst das Ptolemäische und Römische scharf zu scheiden.

Maßgebend für die ptolemäische Zeit sind die Nachrichten des

P. Tebt. I, 5, 62 ff. und 70 ff., welche der V. im I. Bande nur in den Anmerkungen berücksichtigt hat. Diese Nachrichten bezeugen klar, daß, wenigstens in den Augen der Regierung, also vom verwaltungsrechtlichen, nicht vom kultischen Standpunkte aus — das Kultische lasse ich wie der V. beiseite — die Epistaten, mehrmals auch mit dem Titel ἀρχιερεῖς ausgestattet, eine von den anderen Priestern scharf zu scheidende Klasse bildeten. Der Unterschied liegt m. E. darin, daß die Epistaten von der Regierung als liturgische Halbbeamten, die übrigen qualifizierten Priester als Inhaber von gewinnbringenden Priesterstellen, welche vom Staate verkauft wurden, angesehen wurden.

Dieses Prinzip, welches man beim V. nirgends angedeutet findet, will ich im folgenden, soweit es im Rahmen einer Besprechung möglich ist, zu beweisen suchen.

Schon die oben zitierten Stellen aus dem Tebt. Papyrus 5 machen es uns wahrscheinlich, daß die Epistatenstellen nicht, wie die übrigen qualifizierten Priesterstellen, vom Staate verkauft wurden. Wo in P. Tebt. I, 5 von den Epistaten die Rede ist, bekommen sie einen Erlaß für die von ihnen dem Staate geschuldeten Summen, welche mit der Einsammlung des ἐπιστατικὸν und der Verwaltung der Othoniafabrikation in Verbindung stehen. Sie erscheinen dabei als Vertreter aller ἱερεῖς, welche auch insgesamt dafür haften. Dasselbe Bild geben uns auch die neuen, von Rubensohn publizierten Elephantine-Papyri und wohl auch der P. Petrie III, 53, p (S. 154).

Dazu stimmt vortrefflich, daß wir im P. Leid. G die Epistaten unter den königlichen Beamten aufgezählt finden.

Dieser Auffassung der Epistatenstellung widerspricht keinesfalls das wenige, was wir von der Besetzung der Epistatenstellen wissen. Wir haben mehrere vom V. schön erläuterte Nachrichten, wonach die Tempelepistasie als erblich in einer Priesterfamilie erscheint. Daß diese Erblichkeit auch rechtlich, nicht nur faktisch, bestand, erhellt aus diesen Nachrichten keineswegs. Auch der V. behauptet es nicht. Die Vererbung der Epistatenstellen ist also als rechtliche Norm ausgeschlossen.

Also weder Käuflichkeit, noch Vererbung. Was dann? Der V. neigt zu der Ansicht, die Regierung hätte den Priestern gestattet, sich selbst ihre Epistaten zu wählen. Diese Behauptung scheint mir höchst gewagt. Direkte sachliche Beweise kann der V. nicht beibringen (s. B. I, 237 ff.). P. Amh. II, 35 beweist in dieser Frage nichts: daß Priester mit ihrem Vorsteher paktieren, beweist doch nicht, daß der Vertrag bei der Wahl desselben abgeschlossen ist. So bleiben in den Händen des V. nur Nachrichten aus der römischen Zeit, welche

von der von den Priestern bezahlten Taxe — ἐπιστατικὸν ἱερέων handeln (B. I, 237 ff.; II, 47 ff.). Nun, meine ich, ist dies ἐπιστατικὸν auch für die ptolemäische Zeit durch den genannten Tebt. p. I, 5 bezeugt (was Otto dagegen anführt B. II, 47, 2, kann ich nicht für beweiskräftig halten; das ἐ. erscheint in der Urkunde als eine wichtige Zahlung der Tempel, welche von allen ἱερεῖς geleistet wird und für welche der Epistat verantwortlich ist, ist also gar nicht mit einer Taxe wie das φυλακτικὸν zu vergleichen). Und doch scheint mir die These des V. verfehlt. In unseren Nachrichten über das ἐπιστατικὸν finde ich nicht die leiseste Andeutung, daß sie in irgend welchem Zusammenhange mit einer W a h l des Epistates durch die Priester steht. Die Wahl als solche ist nur ein einziges Mal in der ganzen Tempelverwaltung der ptolemäischen Zeit mit Wahrscheinlichkeit vorauszusetzen: bei der Bestellung der βουλευταὶ ἱερεῖς (bezeugt ist sie auch hier nicht). Nun sind die βουλευταὶ nur Vertreter der Priesterschaft ohne irgendwelche amtlichen Funktionen, die Epistaten aber sind priesterliche Tempelbeamten, Leiter der Tempel, welche der Regierung gegenüber als Beamte und Liturgen erscheinen. Ist es denkbar, daß hier die Regierung einen Modus der Bestellung zugelassen hätte, welchen sie sonst in der übrigen Verwaltung vollständig ignorierte?

Bei dieser Sachlage kann ich der Erklärung, welche der V. dem ἐπιστατικὸν gibt, nicht beipflichten. Auch innerlich scheint sie mir nicht wahrscheinlich. Daß die Regierung ihr Recht, den Epistates zu bestellen, den Priestern für eine Taxe verkauft hätte, klingt für mich höchst seltsam. Ich ziehe doch die Erklärung Wilckens, daß das ἐπιστατικὸν als Belohnung des Epistates aufzufassen ist, vor, obwohl auch diese mir nicht recht wahrscheinlich ist.

Mir scheint doch meine alte, von Otto abgelehnte Erklärung das richtige zu treffen (ähnlich Grenfell-Hunt P. Tebt. I, S. 40). Die Taxe ist in derselben Weise wie das ptolemäische τελεστικὸν und das römische εἰσκριτικὸν (resp. εἰσκρίσεως) zu fassen[1]). Es ist die Be-

1) Die Frage dieser Gebühren ist von Otto an mehreren Stellen seines Buches behandelt worden, s. B. I, 212 f.; II, 182; 227 f.; 245; 327 f.; 346. Ich bin fest überzeugt, daß die Gebühr εἰσκρίσεως und das εἰσκριτικὸν eine und dieselbe Gebühr ist, das römische Acquivalent für das τελεστικόν. Jedenfalls ist die Gebühr εἰσκρίσεως keinesfalls eine Gebühr, welche die Tempel fur das Recht niedere Priester w ä h l e n zu dürfen, bezahlt haben. Die niederen Priestertümer hat man in derselben Weise verkauft, wie die oberen. Es ist mir sogar zweifelhaft, ob wir den Terminus »niedere Priesterstellen« gebrauchen dürfen; ein Beleg für diese Terminologie wird kaum anfzubringen sein. Das Wort »niedere« aber setzt eine regelrechte priesterliche Karriere voraus, welche m. E. für die hellenistische Zeit nicht existiert zu haben scheint (s. u.). Eine neue Prüfung des Materials über εἰσκριτικὸν und εἰσκρίσεως ist dringend notwendig. Es

stallungsgebühr für den Epistates, welche vom ganzen Tempel, von allen ἱερεῖς zusammengebracht und in die Form einer jährlich bezahlten Taxe gekleidet wird. Dies letztere deshalb, weil der Epistates nicht Inhaber einer gewinnbringenden Priesterstelle (was er daneben sein kann) ist, sondern ein liturgischer Halbbeamter — Halbpächter (s. unten über die Othonia), welcher aus seiner Stellung de iure überhaupt keinen Gewinn zieht. Als solcher oberer, liturgischer Beamter ist er auch für diese Taxe dem Staate verantwortlich.

Die Wahl ist also ausgeschlossen. Es bleibt demnach nur eines: der Epistat wird von der Regierung ohne Mitwirkung der Priester, aber aus der Mitte der Priesterschaft direkt bestellt und zwar, wie bei allen anderen liturgischen Aemtern, aus der Mitte der reichsten Priester, welche wohl auch früher als Leiter der Tempel fungierten.

Diese Annahme erklärt sowohl die Elephantine Papyri, wie auch die faktische Erblichkeit der Stellung. In den ersteren sehen wir, wie die Epistasie eine reiche Priesterfamilie zugrunde richtet: diese Familie war also der Liturgie nicht gewachsen. Andere — wie die von Otto angeführten — waren reicher, gewandter und glücklicher, sie haben den Druck der Stellung ausgehalten, wohl auch nicht ohne Unterbrechungen. Es scheint auch, daß die Regierung nicht immer so hart war, wie unter den ersten Ptolemäern: der oben angeführte Tebtynis-Papyrus zeigt, daß es gegen Ende der ptolemäischen Zeit besser geworden ist; man schont die Epistaten, man vergibt ihnen die Rückstände.

Bestätigen aber diese meine Auffassung auch die Nachrichten aus der römischen Zeit? Im vollen Maße.

In der römischen Zeit (s. Otto I, 45 f.) existieren die Vorsteher der Tempel teilweise weiter fort. Zwar nicht mehr unter dem alten Namen (ἐπιστάτης καὶ ἀρχιερεύς), sondern meistens unter anderen Bezeichnungen (s. Otto l. l. Anm. 4; zu beachten ist es, daß die einwandfreien Beispiele alle der früheren Kaiserzeit angehören, s. Cagnat Inscr. gr.-rom. I, 1171—1173, 1177 (προστάτης), vgl. auch die von Otto nicht angeführte Inschrift ibid. 1185 (ἀρχιερεύς). Vollständig auszuscheiden sind aus dieser Reihe die von O. mitangeführten munizipalen ἀρχιερεῖς des III. Jahrh. Dies ist etwas Neues und hat mit der Praxis der ersten zwei Jahrhunderte n. Chr., wie unten gezeigt werden wird, nichts zu tun.

würde gar nicht gegen die Identifizierung gesprochen haben, wenn diese Gebühr sich in einigen Fällen als jährlich zu leistende Zahlung herausgestellt hätte. Erstens wäre dann mit lokalen Verschiedenheiten zu rechnen und zweitens könnte man denken, daß diese Gebühr einmal ähnlich wie das ἐπιστατικόν aus einer persönlichen in eine unpersönliche, von der ganzen Priesterschaft zu leistende Gebühr verwandelt worden sei.

Die Regel scheint aber in der römischen Zeit, und zwar von der ältesten Zeit an, ein anderer Modus der Tempelverwaltung gebildet zu haben. An der Spitze der Verwaltung stehen Priesterkollegien, meist πρεσβύτεροι oder ἡγούμενοι genannt, welche jährlich wechseln. An eine Fortsetzung der ptolemäischen βουλευταὶ ἱερεῖς ist gar nicht zu denken. Das Institut steht in innerem Zusammenhange mit den alten πρεσβύτεροι in der Komen- und Städteverwaltung, welche in der römischen Zeit als halbamtliche liturgische Vertreter der Bevölkerung eine entscheidende Rolle spielen und in der Steuerverwaltung besonders stark hervortreten. Eine Prüfung der Zeugnisse über die πρεσβύτεροι ἱερεῖς — welche hier leider nicht vorgenommen werden kann — bezeugt mit voller Deutlichkeit, daß dieselben, wie auch andere πρεσβύτεροι, eben solche liturgische Halbbeamte waren. Daß sie von der Priesterschaft der Tempel gewählt worden sind — was der V. anzunehmen scheint —, ist vollständig ausgeschlossen. Es ist vielmehr derselbe Modus der Besetzung, welcher auch sonst bei den πρεσβύτεροι nachzuweisen ist, nämlich eine Bestellung durch die Regierung aus der Zahl der reichsten Priester (εὔποροι καὶ ἐπιτήδειοι, εὐσχήμονες) anzunehmen.

Es ist also in der römischen Zeit eine wichtige Aenderung in der Tempelverwaltung eingetreten. Der Zweck der Vorsteherschaft blieb derselbe. Die Vorsteher waren jetzt, wie früher, liturgische Halbbeamte, welche die Tempel der Regierung gegenüber, hauptsächlich in Fiskalsachen, zu vertreten hatten und dafür mit ihrem Vermögen hafteten, aber es sind nicht mehr meist lebenslänglich oder sogar erblich ihres Amtes waltende, einzelne Vertreter der großen priesterlichen Familien, sondern jährlich wechselnde, bemittelte Priester. Jetzt, wie früher, bildet jeder Tempel der Regierung gegenüber eine administrative und territoriale Einheit, wie es eine Kome und eine Stadt auch sind, aber jetzt wird die Annäherung an andere administrative Bezirke viel weiter geführt: der Regierung gegenüber haftet jetzt nicht mehr ein Vorsteher und dahinter die ganze Priesterschaft, sondern die Priesterschaft als Ganzes durch den jährlich wechselnden Vertreter für alle Verpflichtungen, welche der Tempel der Regierung gegenüber zu tragen hat. Auch in der Tempelverwaltung äußert sich also der demokratische nivellierende Zug, welcher der früheren Kaiserzeit auch außer Aegypten so recht eigentümlich ist. Das Feudale verschwindet, das Staatliche wird noch stärker als unter den Ptolemäern unterstrichen.

Die eben geschilderte Aenderung ist sehr bezeichnend. An eine sich allmählich vollziehende Evolution ist dabei kaum zu denken, eher haben wir eine, zwar nicht überall gleichzeitig vollzogene, administrative

Reform anzunehmen. Wir werden noch sehen, daß die Politik der ersten Kaiser den Tempeln gegenüber keineswegs als Fortsetzung der Politik der letzten Ptolemäer angesehen werden darf. Der Politik der Konzessionen ist ein Ende bereitet worden. Wir werden noch sehen, daß viele Tempelländereien konfisziert werden, daß manche Tempel statt einer σύνταξις Ländereien bekommen, daß die ἀπόμοιρα den Tempeln endgültig entzogen wird und a. m. Der Schlag hat sicherlich die großen priesterlichen Familien besonders schwer getroffen und wird auch wohl gegen dieselben hauptsächlich gerichtet gewesen sein. Eine stramme Verwaltung, wie es die römische war, konnte erbliche Tempelleiter, steinreiche Halbfeudalen, wie die Epistaten es wohl auch in der letzten Zeit gewesen waren, nicht weiter dulden. Sie hat ihnen auch den Lebensnerv, den Reichtum beschnitten. Man brauchte aber auch jetzt verantwortliche Vertreter und man griff überall da, wo sich keine einzelnen ἐπιστάται oder προστάται finden wollten, zu dem üblichen System der Vertretung durch die sogen. Aeltesten d. h. die Reichsten. Jeder, der etwas besaß, mußte frohnen und sein Jahr die Verwaltung führen resp. die Verantwortung tragen.

So blieb es bis zum III. Jahrh. n. Chr. Im III. Jahrh. erfährt, wie bekannt, die ganze administrative Struktur Aegyptens eine durchgreifende Aenderung. Die Steuer und auch andere Zweige der Verwaltung werden munizipalisiert. Die städtischen Räte und ihre bemittelten Mitglieder müssen für die ausgesogene ländliche Bourgeoisie eintreten. Meiner Ansicht nach spiegelt sich diese Reform auch in der Tempelverwaltung wieder. Die Tempel bekommen wieder einzelne Leiter, dieselben werden aber nicht mehr von der Regierung bestellt, sondern von der βουλή der betreffenden Stadt gewählt, als jährliche liturgische ἀρχιερεῖς der Tempel. Ob sie zur Priesterschaft des betreffenden Tempels gehört haben, ist weder negativ noch positiv vorläufig nachzuweisen. Man müßte dafür zuerst den Nachweis führen können, daß die reichen Priester, wie alle anderen Eigentümer oder Besitzer im Territorium der Stadt, zur Last der Gemeindeverwaltung herangezogen wären, was an sich ganz plausibel ist. Wenn es aber der Fall war, so ist es weiter irrelevant, ob der betreffende ἀρχιερεὺς Priester ist oder nicht. Vor allem ist er Liturg und als solcher kann er ebensogut zur ἀρχιερωσύνη, wie zur Gymnasiarchie oder zur Dekaprotie herangezogen werden. Die Tempel als Verwaltungseinheiten sind jetzt — und das ist das wichtigste dabei — in das Stadtterritorium hereingezogen, für sie haftet die Stadt und deshalb stellt sie auch für die Tempel aus ihrer βουλή verantwortliche, jährlich wechselnde liturgische Leiter. Dadurch unterscheiden sich die ἀρχιερεῖς des III. Jahrh. total von den früheren πρεσβύτεροι und

λεσώνεις und noch stärker von den ptolemäischen ἐπιστάται καὶ ἀρχιερεῖς. Daß die Reform an allen Ecken und Enden Aegyptens, für alle Tempel konsequent durchgeführt worden ist, möchte ich nicht behaupten. Wie in den ersten Zeiten der Kaiserzeit neben den πρεσβύτεροι auch einzelne προστάται fungieren konnten und auch wirklich nachzuweisen sind, so wird es wohl auch im III. Jahrh. gewesen sein. Die Reform war als allgemeine gedacht; ob sie aber als solche durchzuführen war, ist eine andere Frage.

So sehen wir in der Leitung der Tempel eine sicher festzustellende geschichtliche Entwickelung, welche vom V. nicht zum Nutzen seines Werkes vollständig ignoriert wird. Und als allgemeines leitendes Prinzip der Regierung konstatieren wir zuerst und vor allem eine Fürsorge für ihre materiellen Interessen: die Regierung sieht je weiter desto mehr in den Tempeln nur eine administrative Einheit, welche für sie, zwar anders als die anderen, aber doch, zu steuern hat. Das allmächtige fiskalische Interesse, welches zu allen Zeiten in Aegypten maßgebend ist und welches der V. wiederum nur ganz schwach angedeutet hat, tritt so klar wie möglich hervor.

Neben die Epistaten treten in ganz anderer Stellung die übrigen Priester der ägyptischen Tempel. Da uns hauptsächlich die Beziehungen zwischen dem Staate und den Tempeln interessieren, müssen wir zuerst fragen: auf welchem Wege werden die Priestertümer, und zwar die qualifizierten, besetzt. Hat die Regierung dabei mitzusprechen und in welchem Maße?

Bei der Entscheidung dieser Frage müssen wir wiederum zuerst zwischen verschiedenen Priesterkategorien scheiden. Ich würde dabei nicht, wie der V. es tut, zwischen höheren und niederen Priestern eine Scheidegrenze ziehen, sondern ein ganz anderes Prinzip aufstellen. S. 201—230 (B. I) hat der V. sehr schön ausgeführt, wie man überhaupt Priester werden kann; ich will seine Resultate, die ich durchaus für richtig halte, nicht wiederholen. In demselben Kapitel aber (Kap. III b) behandelt der V. unter dem Titel ›Aufrücken in höhere Stellen‹ die weitere Karriere eines ägyptischen Priesters. Dabei spricht er von einem priesterlichen ›cursus honorum‹, vom ›Ueberspringen verschiedener Stufen‹ und ähnl. mehr. Er geht aber hier überall von falschen Prämissen aus. Wir dürfen, meiner Ansicht nach, nicht von höheren und niederen Priesterstellen in der hellenistischen Zeit reden. Ich will nicht leugnen, daß es angesehenere und weniger angesehene Stellungen in den Tempeln gab. Bei der Besetzung der Stellen kam aber dies kaum in Betracht. Das maßgebende war: welche Einkünfte mit der einen oder der anderen Stellung verbunden waren. Daraufhin wurde zwischen qualifizierten ge-

winnbringenden Stellen, welche als Besitzobjekt angesehen wurden, und nichtqualifizierten Stellen, welche wohl nur an die σύνταξις Anrecht gaben, unterschieden. Alle die gewinntragenden qualifizierten Stellen wurden vom Staate direkt oder indirekt vergeben und zwar auf dem Wege des Verkaufes resp. des Verpachtens auf unbegrenzte Zeit.

Dabei machte es für den Staat keinen Unterschied, ob es sich um Verkauf von Propheten-, Stolisten- und ähnl. Stellen innerhalb eines großen Heiligtums, oder um Verkauf von Choachyten, Taricheuten- und Pastophorenstellen, oder aber um Verkauf von ganzen kleinen Heiligtümern handelte.

Alles, was in Tempeln oder mehr noch im Bereiche des ganzen religiösen Lebens Aegyptens irgend welchen Gewinn bringen konnte, sah der Staat resp. der König als Obereigentümer des ganzen Staates als sein Eigentum an und nutzte es in seinem Interesse aus.

Dies erhellt meiner Ansicht nach mit vollständiger Klarheit aus allen Nachrichten, die wir darüber besitzen. Zuerst aus den Tebtynisurkunden, welche auch hier ausschlaggebend sind und von welchen auch hier auszugehen ist.

Ich meine P. Tebt. I, 5, 65 ff. und I, 6. Daraus erhellt zuerst, daß, anders als bei der Epistasie, die Stellen der Propheten, heiligen Schreiber, die sog. γέρα — gewinntragende Besitzobjekte im Tempel und λειτουργίαι d. h. das Recht, gewisse priesterliche Funktionen, welche Gewinn tragen, auszuüben, vom Staate verkauft resp. verpachtet und als Besitz der Käufer angesehen werden. Dasselbe gilt von kleineren Heiligtümern, welche P. Tebt. I, 5, 70 ff. behandelt werden. Diese Auffassung bestätigen auch die neuen P. Eleph. bes. der νόμος ὠνῆς P. XIV, vgl. XXIV. Der Gewinn aus diesen verkauften Besitzobjekten heißt καρπεία und wird von dem Käufer eingesammelt.

Einzelheiten aus dieser Praxis veranschaulichen uns die ptolemäischen Urkunden Akt. der Th. Bank II (Wilcken Arch. II, 139; Otto I, 235 f., II, 329) — Verkauf eines Asklepieion, und BGU 993 (Otto II, 175, 1—2) — Testament. Ich kann auf dieselben hier nicht eingehen und bemerke daher nur folgendes.

Nach BGU 993 scheint der Besitz erblich zu sein. Theb. Akt. II bezeugt aber, daß ein neuer Verkauf durch die Regierung unter gewissen Bedingungen notwendig eintrat. Danach können wir angesichts der Termini κρατεῖν und κυριεύειν (vgl. P. Tebt. I, 88) von einer Verpachtung auf bestimmte Zeit nicht reden, ebensowenig aber von einem Eigentumsrechte der Käufer oder Pächter. Den Schlüssel zur Lösung dieses Problems geben die römischen Urkunden (s. unten).

P. Tebt. I, 5, 65 ff. bezeugt weiter, daß die verkauften Besitz-

objekte auch nach dem Verkaufe unter der Regierungskontrolle standen. Mit Recht oder Unrecht fordert die Regierung zeitweise die χαρπεῖαι der verkauften Stellen für sich[1]), immer aber achtet sie darauf, daß dieselben nicht über das vorgeschriebene Maß erhoben werden; sonst bezahlen die Schuldigen Bußen.

In einigen Tempeln sieht es der Staat vor, nicht jede Stelle für sich zu verkaufen, sondern alle insgesamt an den Tempel als Ganzes zu veräußern (s. P. Tebt. I, 5, 80 ff. und I, 6). Ganz entsprechend verkauft er ganze kleine Tempel an einzelne Personen. Die Tempel, welche als Käufer erscheinen, dürfen das Kaufobjekt als ganzes nicht weiter verkaufen. Einzelne Besitzobjekte vergeben sie an Priester ihres Tempels oder vielleicht an andere Personen in Pacht oder zwangsweise, unter der Bedingung, die betreffenden χαρπεῖαι dem Tempel voll auszuzahlen (P. Tebt. I, 6, 33 f.).

Die Bedingungen, unter welchen diese Besitzobjekte an die Tempel verkauft werden, werden wohl dieselben sein, wie die, welche für Privatleute gelten. Ein ewiges Recht wird durch diesen Kauf jedenfalls nicht erworben, denn sonst wäre die Bestätigung dieses Rechtes durch Euergetes II unverständlich.

Die Praxis scheint, wenigstens in den ersten zwei Jahrhunderten n. Chr., auch in der römischen Zeit dieselbe geblieben zu sein. Dies bezeugen uns Urkunden wie P. Gen. 7 (1. Jahrb. n. Chr.)[2]); P. Achmim (Wilcken, Hermes 1888, 593; Otto, I, 233 f.) und mehrere P. Tebt. II (294—146 n. Chr.; Otto II, 328; 295—126—138 n. Chr.; 296—123 n. Chr.). Aus diesen Urkunden erfahren wir aber manche neue Daten. Es wird bestätigt, daß das erworbene Recht erblich ist (P. Tebt. II, 294, 17 ff.), man sieht aber, daß in einigen Fällen trotzdem ein neuer Verkauf eintritt (P. Tebt. II, 295) und zwar wird der Grund wohl der sein, daß sich einer findet, welcher bereit ist, mehr für die Stelle zu bezahlen (so fasse ich ἐξ ἀναβιβασμοῦ auf). Sonst wird die Stelle natürlich nur dann wieder verkauft, wenn der Besitzer sie an den Staat als Pfandobjekt verloren hat.

Aus P. Gen. 7 ersehen wir, daß man mehrere Stellen zugleich besitzen konnte und daß auch die Tempelleiter — und diese viel-

1) Solch ein Fall scheint auch in P. Petrie III, 53 (S. 154) vorzuliegen. Hier erscheint ein gewesener (also jetzt nicht mehr fungierender) ἀρχιερεὺς für Rückstände aus den dem Staate geschuldeten χαρπεῖαι verantwortlich (ich lese: λοιπογραφεῖσθαι | αὐτῶι [π]ρὸς τὰς χαρπείας ἃς [ἔδει] | ἡμᾶς κομίζεσθαι ἐκ τοῦ ἱεροῦ). Es kann sich aber auch um einen Fall des Kaufes der betreffenden Wertobjekte durch den Tempel handeln. Dann hätten wir einen Fingerzeig für die Bedingungen, unter welchen der Staat die betreffenden Besitzobjekte verkaufte.

2) Wilcken, Archiv III, 381; Otto, I, 240 f.

leicht am meisten —, wie in den Zeiten des Eleph. Papyri, als Besitzer dieser Stellen erscheinen konnten.

Endlich wird es uns klar — was ich an einem anderen Ort bald nachweisen werde —, daß der Verkauf der Priesterstellen ganz in derselben Art von der Regierung gehandhabt wurde, wie ähnliche Verkäufe in zeitlose Pacht anderer staatlicher Besitzobjekte.

Die Praxis des Kaufes seitens eines Tempels als Ganzem scheint auch weiter zu bestehen (so fasse ich BGU 916 auf; den Altar, welcher verkauft wird, fasse ich als einen Teil des vom Tempel gekauften gewinntragenden Besitzes, ein γέρας).

In derselben Weise scheinen mir auch die Verhältnisse in betreff der sog. niederen Priestertümer geordnet gewesen zu sein. Auch die Priester besitzen ἡμέραι λειτουργικαὶ resp. ἁγνευτικαί, also das Recht, an gewissen Tagen gewinnbringende heilige Handlungen vorzunehmen [1]), auch ihre Einkünfte sind καρπεῖαι (s. Otto II, 177 vgl. I, 100 ff.). Nur ein Unterschied scheint zwischen größeren und kleineren Heiligtümern zu existieren; die letzteren werden öfters an Privatleute als Ganzes verkauft, in den ersteren geschieht der Verkauf einzelner Stellen an Nichtpriester wohl nur ausnahmsweise.

Ob auch das Priestertum als solches verkäuflich war oder unter Bedingungen verkauft werden konnte, bleibt vorläufig unentschieden (s. Wilcken, Ostr. I 67 Anm.; Otto I, 228, 1).

Ich bin auf alle diese Verhältnisse eingegangen, um zu zeigen 1) daß der Staat der hellenistischen Zeit sich als Eigentümer der gewinntragenden Priesterstellen ansah, was für seine ganze Stellung den Tempeln gegenüber entscheidend ist, 2) daß er die ganze Sache rein fiskal aufgefaßt hat: er suchte aus seinem Rechte vor allem eine möglichst sichere Rente zu bekommen; an zweiter Stelle standen politische Rücksichten: abgesehen davon, daß die Priester bei der Durchführung des Systems, ihre Stellen zu verkaufen, in die stärkste Abhängigkeit vom Staate gelangten, hat der Staat es auch verstanden, ihr Vermögen seinen Zwecken dienstbar zu machen: das Vermögen der Epistaten im Wege ihrer Verantwortung für die Tempel als Steuerobjekte, das Vermögen der übrigen Priester insofern, als dieselben es größtenteils zum Kaufe der Priesterstellen aufwandten; diese Priesterstellen bildeten wiederum Vermögensobjekte, welche dem Staate obligiert werden konnten und auch wirklich mehrmals als Pfand verwendet wurden.

Beide oben genannten, m. E. leitenden Gesichtspunkte hat der

1) So fasse ich diese Bezeichnungen gegenüber Otto II, 33, 2 auf. Richtig ist dagegen, wie O. es ausgeführt hat, daß man in den Urkunden λειτουργία und ἁγνεία häufig ganz materiell als Zahlungen dafür faßt, s. Otto II, 23 ff.

V. leider nicht berücksichtigt, was wiederum zur Folge hatte, daß die Betrachtung der betreffenden Verhältnisse nicht gerade klar und durchsichtig ist.

II.

Ich gehe jetzt über zur Betrachtung der Verhältnisse des Staates und der Tempel in Bezug auf die sog. γῆ ἱερὰ, d. h. zur Aufklärung der Frage über die Priester und Tempel als Sachbesitzer. Vor allem muß ich davor warnen, auch hier die ganze hellenistische Zeit als eine Einheit zu behandeln. — Ziemlich klar werden die Verhältnisse nur im Lichte einer genetischen Betrachtung. Deswegen werde ich auch jetzt von der ptolemäischen, dann von der römischen Zeit reden.

Zweitens muß ich betonen, daß man in keinem Falle berechtigt ist, Grundbesitz innerhalb bewohnter Flächen und ländlichen Grundbesitz in einen Topf zu werfen. Man muß sich stets bewußt bleiben, was ich demnächst am anderen Orte ausführlich behandeln werde, daß privates Eigentum sich zuerst in Bezug auf Häuser und Bauflächen bzw. in Bezug auf Garten- und Weinland und erst spät in Bezug auf Saatland entwickelt hat. Verkennt man diese fundamentale Tatsache, so gerät man in unlösbare Widersprüche.

Die γῆ ἱερὰ behandelt O. hauptsächlich an zwei Stellen seines Buches: B. I, 262 ff., Kap. IV, 2, A und B. II, 21 ff. Kap. VI, 3, A, a; an der erstgenannten Stelle registriert er unsere Nachrichten über den Landbesitz der Tempel, an der zweiten Stelle spricht er über die staatliche Verwaltung dieses Landbesitzes. Manches über dasselbe Thema findet man aber auch an anderen Stellen des Buches: so B. II, 36 ff., wo er die vermeintlichen Pfründen behandelt, B. II, 167 ff., wo er die wirtschaftliche Lage der Priester bespricht und an mehreren anderen Stellen. Dadurch wird die Prüfung seiner Aufstellungen stark erschwert.

Verweilen wir zunächst bei der, meiner Ansicht nach wichtigsten Frage: wem gehörte die γῆ ἱερά? Bei der Behandlung dieser Frage muß man vor allem Folgendes in Betracht ziehen. Trotz aller Unklarheit, welche in unserem Material über die Fragen des Landbesitzes herrscht, kann man doch mit ziemlicher Sicherheit feststellen, daß die γῆ ἱερὰ prinzipiell von der sog. γῆ ἀνιερωμένη der ptolemäischen Zeit und der γῆ βασιλικὴ, welche die Tempel bewirtschafteten, zu trennen ist.

Betrachten wir also nur die γῆ ἱερά. An zwei Stellen behauptet der V. (B. I, 287 f. und II, 119 f.), daß die Tempel und nicht der Staat resp. der König als Eigentümer des unter dem Namen des betreffenden Tempels gebuchten Landes anzusehen sind. Um dies beweisen

zu können, müssen wir sicher sein, daß die Tempel auch volle Verfügung über ihr Land gehabt haben, daß sie das Land veräußern, verpfänden, verpachten durften. Dies ist aber keineswegs der Fall. Die spärlichen Beispiele, welche O. dafür anführt, gehören erstens alle (P. Oxy. II, 242; P. Lond. II, 285 (S. 201); CPR I, 221) der römischen Zeit an, dann reden zwei, welche besser erhalten sind (P. Oxy. II, 242 und CPR. I, 221), sicher nicht über Saat- sondern über Bauland, das dritte aber ist zu schlecht erhalten, um daraus irgend welche Schlüsse zu ziehen. Wir haben demnach kein einziges Beispiel dafür, daß die Tempel die ἱερὰ γῆ verkaufen durften, kein einziges auch, welches uns von einem Ankaufe eines Landstückes durch die Tempel spräche.

Gegen die Ottosche Auffassung redet aber alles, was wir über die Modalitäten der Bewirtschaftung der γῆ ἱερὰ wissen. Es sind wiederum die Tebtynis-Papyri und die Papyri aus Elephantine, welche uns dieselben verständlich machen.

In den Eleph.-Pap. ist es zwar nirgends ausdrücklich gesagt, daß es sich um γῆ ἱερὰ handelt, aber angesichts der Persönlichkeiten, welche genannt werden, und des ganzen Tenor des Pap. XIV erscheint es ziemlich klar, daß es sich kaum um anderes Land handeln kann. In diesen Urkunden aber wird das Land in eben derselben Weise behandelt, wie die oben besprochenen γέρα. Das Land wird vom königlichen Beamten verkauft und der Preis gelangt in die königliche Kasse, wenigstens zum Hauptteile. Dabei wird die Möglichkeit vorausgesetzt, daß das verkaufte Land schon verpachtet ist, natürlich vom Staate: die Rechte dieser μισθωταί werden beim Verkaufe vom Staate garantiert.

Dieselbe Zusammenstellung der γῆ ἱερὰ und der Priesterstellen bietet P. Tebt. I 6.

Abgesehen davon, daß diese Urkunden den Satz Ottos über die Verwaltung der γῆ ἱερὰ seitens des Staates bestätigen, besagen sie noch mehr. Wenn der Staat das Tempelland verkauft (d. h. in zeitlich unbegrenzte Pacht vergibt) und verpachtet und dabei die Kaufsumme für sich in Anspruch nimmt, wenn er von diesen Ländereien den Pachtzins einsammelt — ganz abgesehen davon, wie er dann weiter die Pachtsummen verwendet —, so ist es er und nicht der Tempel, welcher als Eigentümer des Landes bezeichnet werden muß. Daran ändert gar nichts, daß der Staat resp. der König das Tempelland als ganzes einem Tempel zur Bewirtschaftung vergibt. Sein Anrecht an die ἐκφόρια bewahrt er auch dabei im vollen Maße und darüber und nicht über Steuer vom Tempellande redet auch das Mon. Ros. 29 (vgl. P. Petrie III, XCIX (36 oder 37 J. des Ptolemäus

Philadelphus). Der Tempel erscheint in diesen Fällen nur als Verwalter und zwar als Verwalter, welcher für die ἐκφόρια des ihm überwiesenen Landes verantwortlich ist. Solch einen Fall bietet P. Tebt. 6. Es ist dabei irrelevant, ob die Priester das Land selbst bewirtschaften (P. Tebt. I, 62, 7 f. cf. 84, 93; Otto II, 330) oder es in Afterpacht, meist an die Priester ihres Tempels selbst, vergeben (s. z. B. Grenfell, Gr. P. II, 33; Otto, I, 281, 3).

Die Freiheit, mit welcher der Staat über die Tempelländereien schaltet, veranschaulicht z. B. eine Urkunde des 2. Jahrh. v. Chr. P. Amh., 40. Hier hat die Regierung ohne weiteres ein Stück Land, welches dem Gott Soknopaios gehört, und zwar das beste Stück an Griechen vergeben. Nur mit Hilfe eines Geschenkes gelingt es den Priestern, das Land zurückzubekommen.

Es erscheint also klar, daß die γῆ ἱερὰ den Tempeln als solchen keineswegs gehört. Sie gehört aber ebensowenig — genau gesprochen — dem Könige oder dem Staate. Der Eigentümer des Landes ist der Gott. In allen Fällen, wo unsere Urkunden genau sprechen wollen, reden sie vom Lande des einen oder des anderen Gottes. Danach ist es auch klar, warum neben γῆ βασιλικὴ als besondere Landart die γῆ ἱερὰ erscheint und es wird selbstverständlich, wieso der König über dieses Land frei verfügen konnte. Die Interessen der Götter wahrt er, der König; die Priester sind nur die Diener des Gottes; es steht ihm also frei, das Land in der einen oder der anderen Weise auszunutzen. Ob der Gott dabei zu seinem vollen Rechte kommt, ist Sache des Gewissens des Königs, welcher in dieser Beziehung durch keine andere Kontrolle, als die der Götter, eingeschränkt wird.

Der Gott als solcher kann auch Geschenke bekommen und daraus entsteht die γῆ ἀνιερωμένη, das Korrelat der γῆ ἐν δωρεᾷ. Da die Angaben über diese Landart hauptsächlich aus den P. Tebtynis fließen, so behandelt O. diese wichtige Landart mehrmals und immer nur beiläufig (B. I, 401, 5; 417; II, 90, 3 und öfters, s. Index). Den Schlüssel zum Verständnis dieser Landart geben, wie gesagt, die Tebt.-P. und die Inschrift Dittenberger Or., 168; Wilcken Arch. III, 332 f. Daraus wird es klar, daß das Land ebenso wie die γῆ ἱερὰ einem Gotte gehört, d. h. geschenkt wird, der Tempel hat nur die Nutznießung (s. Dittenberger, Or. 168, Z. 42 u. 59 f.: ἱερᾶς γῆς νήσου καλουμένης Ψὼ ἀνιερω[μένης θεῶ]ι Χνούμω Ν[εβιηβ] γεωργουμένης δ᾽ εἰς τὸ ἐν Ἐ[λεφαντίνηι ἱερὸν oder ähnl.). Als Land, welches frisch geschenkt wird, genießt die γῆ ἀνιερωμένη einige Privilegien: sie bestehen erstens darin, daß das Land fast steuerfrei ist (P. Tebt. I, 5, 59; Otto II, 59, 2), zweitens darin, daß die Tempel es ohne

weiteres in ihrer Verwaltung haben (P. Tebt. I, 5, 61, wenn die Lesung richtig ist). Dies zusammen mit der Angabe der angeführten Stelle aus dem Tebt.-P. I, 5, daß ganze κῶμαι in dieser Weise verschenkt werden konnten, bestätigt meine Auffassung, daß wir in der γῆ ἀνιερωμένη eine Abart der γῆ ἐν δωρεᾷ, der ptolemäischen Lehngüter haben[1]). Ganz verständlich ist es, daß diese Landart allmählich mit der γῆ ἱερὰ verschmilzt. Da beide Landarten dem Gotte gehören und die γῆ ἀνιερωμένη sogar öfters aus dem königlichen Lande verschenkt wird (so sogar in dem Falle, wo sie von den Soldaten geschenkt wird), da endlich durch die Schenkung wohl nur bedingtes Besitzrecht entsteht, so liegt es für den König resp. seine Beamten nahe, das Land ganz analog der γῆ ἱερὰ zu behandeln (vgl. Otto, II, 90, 3 und 88, 3).

Und nun die letzte mit den Tempeln in Verbindung stehende Landart, die γῆ βασιλικὴ, welche den Tempeln als solchen überwiesen wird. Die Angaben des V. über diese Landart sind besonders unübersichtlich und, ich möchte sogar sagen, verworren. Den richtigen Weg zum Verständnis dieser Landart hat er sich durch die vollständig bodenlose Annahme der Existenz von Priesterpfründen verlegt. Prüfen wir also zuerst, ob wirklich Priesterpfründen im ptolemäischen Aegypten existiert haben.

Drei Beispiele kennt der V. dafür (II, 36 ff.). Besonders deutlich nennt er Dem. P. Louvre, Rev. ég. III, 131; précis II, 1276. Abgesehen davon, daß ich keinesfall auf dem. Urkunden, welche von Révillout übersetzt werden, wichtige Schlußfolgerungen aufgebaut hätte, so gibt die Urkunde, wie sie gelesen und übersetzt ist, nicht die leiseste Andeutung einer Pfründe. Der Tempel verwaltet hier selbständig die ihm überwiesene γῆ ἱερὰ, einen Teil bewirtschaftet ein Priester (wie später in der römischen Zeit P. Tebt. II. 309. 310), welcher das Land in Afterpacht vergibt; die Bedingungen sind, daß der Afterpächter die Hälfte der Pachtsumme an die Tempelkasse, die andere an den Priester auszahlen soll. Der Fall, wenn er richtig übersetzt ist, bezeugt nur, daß die Bewirtschaftung von γῆ ἱερὰ seitens der Priester zuweilen vorteilhaft war. Von einer Pfründe sehe ich keine Spur.

Beispiel 2 beruht auf der Deutung des dem. ›Šeti‹ als Pfründe

1) Die Urkunden über den Verkauf eines ἰβιοταφεῖον mit einem Stücke von δωρεαία γῆ (Wilcken Ostr. I, 65—67 Anm.) verglichen mit Urkunden, wo Tempel γῆ ἀνιερωμένη besitzen (P. Tebt. I, 60, 10; 62, 7; 63, 19; 89, 10, besonders aber 5, 73 f., wo gerade kleinere Heiligtümer γῆ ἀνιερωμένη besitzen, welche mit dem Heiligtume verkauft wird), lassen vermuten, daß γῆ δωρεαία nur ein anderer Ausdruck für γῆ ἀνιερωμένη ist.

(Révillout), beweist also gar nichts. Und nun die schon erwähnte Urkunde P. Amh. II, 35. Hier erscheint nach dem V. die ganze Priesterschaft als Pfründeninhaber. Das schließt der V. daraus, daß Priester, welche königliches Land bewirtschaften, von der Verwaltung desselben ihren λεσῶνις ausschließen. Doch bleiben die Priester als Ganzes Inhaber des Landes. Daraus kann ich nur schließen, daß das dem Tempel überwiesene Königsland, als etwas neu hinzugekommenes außerhalb der Verwaltungstätigkeit des λεσῶνις lag, welcher genau begrenzte Pflichten und Vorteile bei der Verwaltung der Tempel hatte. Diese Sachlage wird durch besonderes Uebereinkommen der Priester mit dem λεσῶνις bestätigt. Wir haben vor uns also einen Fall von Ueberweisung des Königslandes an Priester eines Tempels, d. h. an den Tempel selbst, keineswegs eine Pfründe[1]). Ebensowenig beweiskräftig sind die dem V. nach Herstellung seines Textes bekannt gewordenen wichtigen Urkunden, welche er II, 39, 2 behandelt. Die Bewirtschaftung der γῆ ἱερὰ durch alle Priester eines Tempels κοινῇ (P. Tebt. I, 62, 7 vgl. 141 und I, 63, 18 ff.) kennen wir schon; was das mit einer Pfründe zu tun haben soll, bleibt mir unklar. Daß kleinere Heiligtümer (P. Tebt. I, 88) auch Teile von γῆ ἱερὰ besitzen, kann doch nicht als Beweis dafür dienen, daß diese γῆ als Pfründe der Inhaber dieser Heiligtümer anzusehen ist. Ein Unterschied zwischen γῆ ἱερὰ, welche großen und der, welche kleinen Tempeln überwiesen ist, existiert nicht.

Ueber den Fall, wo ein ἰβιοβοσκεῖον ein Stück δωρεαία γῆ besessen hat, s. oben. Eine Pfründe ist es keinesfalls, es ist ein dem ἰβιοβοσκεῖον geschenktes Landstück; der Käufer kauft mit den anderen Erträgen des Heiligtums auch die Erträge dieser Bodenparzelle.

Wirkliche Pfründen, wie sie die Entwickelung der christlichen Kirche, vielleicht aus antiken Ansätzen geschaffen hat, können also in Aegypten nicht konstatiert werden. Unter diesem Begriff hat O. eine Reihe disparater Elemente vereinigt.

Typisch aber ist auch für die ptolemäische Zeit die Ueberweisung mehrerer Parzellen königlichen Landes an einen Tempel (Beispiele aus den P. Tebt. I bei Grenfell-Hunt a. a. O., 412 f.; Otto II, 88, 3).

1) Man könnte in diesem Falle höchstens einen Zug der Emanzipierung der Priester von der wirtschaftlichen Diktatur der Epistaten erblicken. Die Regierung wäre diesen Emanzipationsgelüsten aus fiskalischen Rücksichten zuvorgekommen. Hier könnten wir vielleicht eine der Ursachen, welche die πρεσβύτεροι der römischen Zeit ins Leben gerufen haben, erblicken: als insgesamt haftende Masse mußten die Priester der Regierung gegenüber durch bestimmte Liturgen vertreten werden. Die Epistaten waren dafür nicht zu gebrauchen, da sie von der Verwaltung dieser Ländereien absichtlich ausgeschlossen waren.

Ob der Tempel als solcher das Land gepachtet hat, oder ob der Staat dem Tempel das Land unter der Bedingung, das ἐκφόριον an die Staatskassen auszuzahlen, einfach überwiesen hat, d. h. ob es ein vorteilhaftes Geschäft oder eine Last für die Priesterschaft bedeutete, läßt sich vorläufig nicht entscheiden. Insoweit die Priester solches Land bewirtschaften, sind sie βασιλικοὶ γεωργοί (P. Amh. 35) und der ganze Tenor der zuletzt erwähnten Urkunde läßt eher an eine durch Ueberweisung des Landes an die Priester ihnen geleistete Hilfe, als an eine ihnen aufgebürdete Last denken.

In diese Ordnung der Landverhältnisse in Bezug auf die Tempel hat die römische Zeit viel Neues hineingetragen. Die Tebtynis-Papyri, besonders I, 5, zeugen von weitgehenden Konzessionen, welche den Priestern von Ptolemäus Euergetes II gemacht worden sind. Die Anordnungen über die ἀνιερωμένη, die Unterstreichung in Tebt. p. I, 5 und 6 des Prinzips der Verwaltung ihrer Einkünfte, darunter auch des ihnen überwiesenen Landes durch die Tempel selbst bezeugen, besonders wenn man dies mit den Urkunden der früheren Zeiten vergleicht (z. B. den Elephantine-Papyri) eine starke Bevorzugung der Priester. Ob sich dies unter den letzten Ptolemäern geändert hat, wissen wir nicht; ein Zurückkommen aber auf die Politik der ersten Ptolemäer, welche, wie oben gezeigt worden ist, die Tempelverhältnisse nach dem Prinzip der Oberhoheit der Monarchen auch über den Tempelbesitz, unter hauptsächlicher Bevorzugung der fiskalischen Interessen geordnet haben, ist kaum wahrscheinlich.

In der römischen Zeit, vor allem unter Augustus, werden von der Regierung energische Maßregeln getroffen; Augustus wandelt in der Bahn der ersten Ptolemäer, aber mit größerer Schärfe. Für ihn sind die fiskalischen Interessen fast ausschließlich maßgebend.

Wir konstatieren zuerst, daß von einer γῆ ἀνιερωμένη in der römischen Zeit keine Silbe mehr verlautet. Wichtiger als dies ist aber folgendes. P. Oxy. IV, 721 (von Otto nur beiläufig I, 408 und II, 92, 1; 107, 2 erwähnt) und P. Tebt. II, 302 (Otto II, 171 und 330 zur S. 262)[1]) bezeugen uns, daß unter Augustus zur Zeit der epochemachenden Verwaltung Aegyptens durch Petronius, weitgehende Konfiskationen des Kleruchen- und Tempellandes vorgenommen worden sind. In welcher Weise Augustus das konfiszierte Kleruchen- und wohl auch das übrige Lehnland ausgenutzt hat, darüber kann ich an dieser Stelle nicht sprechen, es ist aber sicher, daß das konfiszierte Tempelland, wie P. Oxy. IV, 721 bezeugt, anders als das übrige be-

1) Vgl. P. Tebt. II, 576 (Augusteische Zeit): die hier erwähnte γῆ ἱερευτικὴ scheint der gewöhnlichen γῆ βασιλικὴ vollständig analog behandelt zu sein: auch ihre Bearbeiter bekommen das Saatdarlehen.

handelt worden ist. Durch Konfiskation wird das Land vor allem zur reinen γῆ βασιλική [1]). Diese neue γῆ βασιλική durch die üblichen Mittel (Verkauf, freie oder zwangsweise Verpachtung an Privatleute) auszunutzen liegt der römischen Regierung fern. Sie macht davon einen anderen Gebrauch. Das Land, wie P. Tebt. II, 302 zeigt, wird den früheren Besitzern zurückgegeben, aber erstens unter der Bedingung, ein ἐκφόριον — zwar in erleichterter Gestalt, also κουφοτέλεια — auszuzahlen und zweitens als Entgelt für die übliche σύνταξις. Die neue Landart heißt jetzt βασιλικὴ (resp. δημοσία) ἱερευτικὴ γῆ und bildet ein wichtiges Glied in der Kette der Mittel, durch welche die Regierung das teilweise verödete Aegypten für ihre Zwecke auszunutzen trachtete. Die Priester sind zwar von einer zwangsweisen Pachtung der γῆ βασιλική personell befreit, sie müssen dafür aber als Ganzes unter kollektiver Haftung als zeitlich unbegrenzte Pächter größerer Parzellen königlichen Landes auftreten und einen Teil der allgemeinen Last des ackerbauenden Aegyptens dadurch auch auf ihre Schultern nehmen. Die Pacht ist in den ersten Zeiten vorteilhaft, weil auf erleichterte Bedingungen hingegeben, aber mit der Zeit, wie dieselbe Urkunde (P. Tebt. II. 302) bezeugt, trachten die römischen Beamten danach, die ἐκφόρια zu steigern und das Land ganz auf eine Linie mit der üblichen γῆ βασιλική zu stellen. Dagegen wehren sich die Priester in P. Tebt. II, 302 [2]).

Dies ist aber nur die eine Seite der Medaille. Die von O. schön erläuterten Verhältnisse, welche sich auf die Verwaltung der γῆ ἱερὰ in der römischen Zeit (B. II, 91 ff.), beziehen, gehören in dieselbe Strömung. Wenn früher die γῆ ἱερά, trotz aller Einmischung der Regierung in ihre Verwaltung, doch ein Ganzes für sich bildete und als solches neben der γῆ κληρουχικὴ genannt wird [3]), so verschmilzt sie jetzt mit

1) Es handelt sich wohl hauptsächlich um die γῆ ἱερὰ und ἀνιερωμένη, welche sich in der Selbstverwaltung der Tempel befand, vielleicht auch von größeren Besitztümern einzelner Priester.

2) Diese Ländereien ganz auf eine Stufe mit der ptolemäischen γῆ βασιλική, welche dem einen oder dem anderen Gotte gegeben wird, zu stellen, wie es Grenfell und Hunt tun, ist kaum möglich. Der Unterschied wird wohl in der Bestimmung der Pachtzahlungen zu suchen sein. In der römischen Zeit sind es gewöhnliche Staatseinkünfte ohne irgend welche spezielle Bestimmung. Es ist sogar fraglich, ob sie, wie die Zahlungen für die γῆ ἱερά, in den θησαυρὸς ἱερῶν gelangten.

3) Die Zeugnisse s. bei Otto II, 82; im Pap. Par 63 (P. Petrie III p. 34), 177 f. wird die γῆ ἱερὰ der γῆ ἐν ἀφέσει gegenüber gestellt, im P. Tebt. I, 5, 36; 89 ff. und in den anderen P. Tebtynis (62, 1 ff.; 63, 1 ff.; 85, 1 ff.) scheint die γῆ ἱερὰ als ein Teil der γῆ ἐν ἀφέσει gedacht. Das bezeugt m. E. die schwankende, unsichere Lage der γῆ ἱερὰ in der Mitte zwischen den an Private vergebenen Ländereien und der richtigen γῆ βασιλική. Die γῆ ἐν ἀφέσει verstehe ich als privilegiertes Land (in Bezug auf Steuerverhältnisse).

den übrigen Kategorien des Staats- resp. Königslandes gänzlich. Wie das übrige Staats- und Königsland wird es an δημόσιοι resp. βασιλικοὶ γεωργοί, unter welchen auch Priester erscheinen, verpachtet; die Pächter bekommen Saatdarlehen. Von irgend welcher Tätigkeit der Priesterschaft selbst, von Landverkäufen in zeitlose Pacht an reiche Priester, von Selbstverwaltung durch den Tempel, ausgenommen den Fall der βασιλικὴ ἱερευτική, hören wir gar nichts; der Pachtschilling fließt in den θησαυρὸς ἱερῶν, die Einkünfte bilden also eine ratio für sich — dies ist alles, was wir darüber wissen. Was der Staat mit diesem Pachtschilling angefangen hat — eine Frage von kapitaler Bedeutung — läßt sich leider nicht ermitteln.

So ist die γῆ ἱερά, soweit wir urteilen können, definitiv zu einer Abart des Staatslandes geworden und damit ist das Werk der ersten Ptolemäer zu Ende geführt. Das Wenige, was den Priestern in der ptolemäischen Zeit noch gelassen worden ist, wird ihnen im Laufe der Kaiserzeit definitiv entzogen.

Wir sehen also auch hier eine klar hervortretende Evolution. Nur die Hauptgrundlagen sind in allen Zeiten gleich, der ganze Aspekt der Verhältnisse ändert sich aber vollständig.

III.

Wichtig für die Erkenntnis der Beziehungen zwischen Staat und Kirche sind noch einige Punkte, welche ich kurz berühren möchte, insoweit meine Auffassung mit der des V. nicht übereinstimmt.

Ich verweile zuerst bei der ἀπόμοιρα (Otto I, 340 ff. vgl. II, 306, 2 und 333).

Die Hauptfragen, die dabei zu stellen sind, sind folgende, 1) von wem wurde die Steuer bezahlt, 2) für wen wurde dieselbe geleistet, 3) inwieweit war der Staat dabei interessiert? Die Fragen des Verwaltungsmodus scheide ich aus, da sie von den früheren Forschern genügend beleuchtet worden sind.

Also wer war der Zahler? Die Hauptstelle dafür ist R. L. 36 (vgl. 24). Danach scheinen alle Besitzer (Kleruchen, κεκτημένοι vgl. P. Tebt. 5, 99 ff.), Lehninhaber (ἐν δωρεᾷ) und alle Pächter (R. L. 36, 16 f.: ἢ γε|ωργοῦντας καθ' ὅντινουν τρόπον ἕκαστον) die ἀπόμοιρα bezahlt zu haben. Unter den Pächtern sind natürlich die Pächter des Staatslandes zu verstehen (gegen Otto, I, 242, 2). An wen sonst sollte denn der Gesetzgeber dabei gedacht haben? Eximiert scheint dabei unter Philadelphus nur die γῆ ἱερὰ gewesen zu sein (R. L. 36, 7 f.). Ob aber diese Exemption auch dauernd war, bezweifle ich angesichts des P. Eleph. XIV, 3 sehr. Wenigstens der Teil der γῆ ἱερά, welcher

von Seiten des Staates in zeitlose Pacht verkauft wurde, scheint danach die ἀπόμοιρα bezahlt zu haben.

Eine alte Streitfrage ist weiter die, für wen die ἀ. bestimmt war (Otto I, 343, II, 333). Nach allen Zeugnissen scheint es klar, daß die Inhaberin der Steuer seit Philadelphus die Göttin Arsinoe Philadelphos geworden ist. Der Gott erscheint damit auch hier als Eigentümer. Daß aus den Einkünften der ἀ. der Kult der neuen Göttin fundiert wurde, ist zweifellos. Insoweit stimme ich dem V. ohne weiteres bei.

Nun aber beginnen unsere Divergenzen. Otto (I, 351) meint, die ἀ. wäre nur den ägyptischen Tempeln zugewiesen, ›in denen Arsinoe als Hauptgottheit verehrt wurde‹. Ich muß diese Auffassung aufs entschiedenste ablehnen. Gerade die neuen Zeugnisse, welche wir darüber besitzen und welche der V. nur beiläufig erwähnt, widersprechen dieser Auffassung. Man stelle nur P. Tebt. I, 5, 51 ff. und Mon. Ros., 14 ff.[1]) zusammen und man wird sehen, daß alle Tempel an der Abgabe interessiert waren, daß für sie alle die Frage der ἀ. eine wichtige Lebensfrage war, was sie bei der Ottoschen Auffassung keineswegs sein könnte. Dann steht in dem erwähnten P. Tebt. 5 ausdrücklich: τὰς ὑπαρχούσας τοῖς ἱεροῖς, wobei doch nicht an einige wenige Tempel zu denken ist. Man stelle sich endlich die allgemeine Sachlage vor. Es wäre wirklich eine Beraubung der Tempel gewesen, hätte die Regierung ohne weiteres allen Tempeln die wichtigen Bezüge abgenommen, um dieselben einigen wenigen Tempeln zu überweisen. Ich bin nicht der Ansicht, daß die ersten Ptolemäer den Tempeln so hold waren, wie es Otto glauben möchte, aber solch eine Rücksichtslosigkeit ist auch den ersten scharfen Ptolemäern nicht zuzutrauen. Klein darf man sich zudem die Gesamtsumme, welche die Steuer abwarf, keineswegs vorstellen. Brauchte man denn all das Geld, um einige Tempel zu unterhalten?

1) Der hier angeführte Teil der Inschrift von Rosette ist noch lange nicht genügend erklärt (vgl. P. Tebt. I, 37; Otto I, 262, 2). Die Stelle lautet: ὁμοίως δὲ καὶ τὰς καθηκούσας ἀπομοίρας τοῖς θεοῖς ἀπό τε τῆς ἀμπελίτιδος γῆς καὶ τῶν παραδείσων καὶ τῶν ἄλλων ὑπαρξάντων τοῖς θεοῖς ἐπὶ τοῦ πατρὸς αὐτοῦ μένειν ἐπὶ χώρας. Also die ἀ. von Wein- und Gartenland und von dem anderen was die Tempel besaßen unter der Regierung seines Vaters. Gibt das einen guten Sinn? Kann man denn meinen, daß die ἀμπελῖτις γῆ καὶ οἱ παράδεισοι als den Tempeln gehörend bezeichnet sind? Ich finde dies unmöglich. Guten Sinn gibt dagegen die betreffende Stelle in P. Tebt. I, 5, 53 f.: ἔκ τε τ[ων κ]τημάτων καὶ τῶν/[π]αραδεί(σων)καὶ τῶν ἄλλων. Das ist eine Verkürzung der Angaben in R. L., 36. Danach möchte ich meinen, daß der Text in den Mon. Ros. nicht in Ordnung ist; man hat ihn beim Abschreiben kontrahiert; ich hätte gelesen: καὶ τῶν ἄλλων καὶ τὰ ἄλλα τὰ ὑπάρξαντα. Dann bekommen wir einen guten Sinn: den Tempeln verbleibt alles, was sie besaßen: die πρόσοδοι, die συντάξεις, die ἀπόμοιραι und das Uebrige was sie besaßen.

Bei dieser Sachlage sind alle negativen Gründe des V., welche teilweise keine sind (s. I, 351; z. B.: warum muß man glauben, daß die Einsetzung des Kultes in allen Tempeln und die Reform in Bezug der ἀ. gleichzeitig sein müssen? Daß die θεοὶ Φιλοπάτορες sich später der Arsinoe zugesellt haben, ist doch nur natürlich usw.), hinfällig und man bleibt lieber bei der allein richtigen alten Auffassung, daß die ἀ. für die Fundierung des Kultes der Arsinoe in allen ägyptischen Tempeln bestimmt war, d. h. daß auch hier, wie in betreff der γῆ ἱερά, die Reform hauptsächlich darin bestand, daß man die Erhebung der Steuer verstaatlichte. Man wollte einen Staat im Staate nicht weiter dulden und dazu bedurfte es zuerst einer einheitlichen Ordnung der ganzen Steuerverwaltung. Damit stimmt auch die Tatsache überein, daß die Regierung in den RL. besorgt ist, genau festzustellen, inwieweit jeder einzelne Tempel an der ἀ. interessiert war.

Mit der Vollziehung der Reform mußten sich aber unbedingt große Vorteile für die Regierung und Nachteile für die Tempel herausstellen. Nach dem Prinzipe, daß über alles, was den Göttern gehört, ihr Vertreter auf Erden — der König frei disponiert, wurde die wichtige Reform zustande gebracht. Der König konnte seitdem von niemandem kontrolliert werden. Eine feste Summe konnte den Tempeln aus der ἀ. keineswegs zugesichert werden: die Wein- und Gartenkultur in Aegypten konnten eine ständige Größe keineswegs darstellen. Bei dieser Sachlage konnte die Regierung nach ihrem Gutdünken die ausgezahlten Summen vermindern, vergrößern, sogar die Bezahlung ganz einstellen, besonders in schweren Zeiten. Daß dies auch geschehen ist, bezeugen P. Tebt., 5 und das Mon. Ros. Die Erlasse, welche in P. Tebt., 5 zusammengestellt sind, beziehen sich alle auf Aufhebung von Mißständen, welche sich eingestellt haben und wohl zu Klagen der Interessierten mehrmals geführt haben. Die Priesterschaft wird sich beklagt haben, daß man ihr die ἀ. tatsächlich entzogen hat. Und der König versichert sie, daß es nicht mehr geschehen wird (beachte das Futurum λήμψεσθαι). Dasselbe besagt auch das Mon. Ros. Es ist nur natürlich, daß bei dieser Sachlage die römische Regierung in ihrer Kürzung der Vorrechte der Tempel bei der ἀ. keinen Halt machte; es kann sein, daß faktisch diese Steuer schon in den letzten Zeiten der ptolemäischen Regierung nicht mehr in die Hände der Priesterschaft gelangte.

In den RL. stehen die Verordnungen über die ἀ. neben denen über das staatliche Oelmonopol. Damit kommen wir auf eine weitere wichtige Seite der Tempelwirtschaft, auf die gewerbliche Tätigkeit der Tempel zu sprechen. Ich muß auch hier offen bekennen, daß die Auffassung dieser Verhältnisse durch den V. mich

keineswegs befriedigt. Er stellt sich den Vorgang in folgender Weise vor. In der alten Zeit hätten die Tempel nur für ihren eigenen Bedarf allerlei Gewerbe betrieben; unter den Ptolemäern habe sich ihre Tätigkeit auf diesem Felde erweitert, sie hätten nunmehr auch für den Markt produzieren wollen, was ihnen in mehreren Zweigen ihrer gewerblichen Tätigkeit auch erlaubt worden sei. Man habe sogar zu ihren Gunsten das staatliche Oelmonopol durchbrochen und ihnen auch weiter für ihren eigenen Bedarf auf ihren Oelpressen Oel zu produzieren erlaubt (B. I, 291 ff.). Betrachten wir zuerst das Oelmonopol, dann die wichtige Othoniafabrikation.

Aus den RL. gewinnt man den Eindruck, daß die Oelproduktion der Tempel vor dem Gesetze auf viel breitere Basis gestellt war, als nach demselben (Otto I, 293 f.). Besonders deutlich bezeugt diese Tatsache das Verbot, mit den Oelpressen länger als zwei Monate im Jahre zu arbeiten und das Verbot, mit dem produzierten Oele Handel zu treiben. Wann sind aber diese Oelfabriken entstanden? Ist es möglich, diesen ganzen Aufschwung nur der kurzen Zeit von Soter bis Ptolemäus Philadelphus zuzuschreiben? Ich bezweifle es sehr. Mir scheint es viel natürlicher zu sein, vorauszusetzen, daß schon in der vorptolemäischen Zeit, welche wohl kaum als eine Zeit tiefen wirtschaftlichen Verfalls bezeichnet werden kann, die Oelproduktion sich in den Händen der Priesterschaft konzentriert hat. Diese mächtige Körperschaft war wie dazu geschaffen, um eine Reihe von Oelpressen zu bauen, Oel auf ihrem Grund und Boden zu produzieren und durch ihren Großbetrieb den Kleinbetrieb zu unterdrücken. Nur so wird mir die Politik der Ptolemäer verständlich. Sie sahen sofort ein, wie vorteilhaft dieser Zweig der wirtschaftlichen Tätigkeit ist und wie nützlich es wäre, ihn in den Händen der Regierung zu konzentrieren. Dazu mußten aber zuerst die Tempel als Konkurrenten eliminiert werden. Ihnen einfach die Produktion zu untersagen, war unmöglich. Man griff zu milderen Maßregeln. Die Tempelölpressen blieben, aber man ließ sie nur für den Eigenbedarf der Tempel arbeiten. Der Staat als der größte Kapitalist errichtete seine eigenen Oelpressen und konzentrierte die ganze Produktion in seinen Händen. Ein wichtiges Mittel war für den Staat auch sein Recht, die Tempelländereien zu verwalten: soviel Oelpflanzen wie früher durften die Tempel nicht mehr erzeugen.

Diese Auffassung paßt vortrefflich zu der mehrmals hervorgehobenen Richtung der Politik der Ptolemäer in betreff der Tempel: ohne in ihre Rechte scharf einzugreifen, wollte man ihren Einfluß auf das Land, ihre finanzielle Macht und ihre Eigenverwaltung als eines

Staates im Staate kalt stellen. Wir werden sehen, daß nur so auch die Gestaltung der Tempelfabrikation der Othonia klar wird.

In der römischen Zeit scheint eine große Aenderung eingetreten zu sein. Wie ich an anderer Stelle ausgeführt habe (Arch. f. Pap. IV, 313 f.), verschwand das Oelmonopol durchaus nicht. Man hat es aber insoweit geändert, als man die Oelbereitung für Alle freistellte. Nur den Verkauf, wie bei dem russischen Branntweinmonopol, hat sich der Staat vorbehalten. Damit erklärt sich die große Zahl der privaten ἐλαιουργῖα[1]) der römischen Zeit und auch die Existenz der vom V. schön und richtig erklärten Oelpressensteuer (τέλος θυιῶν), welche in der hellenistischen Zeit nicht nachzuweisen ist (mit der professio der RL. hat diese Steuer nichts zu tun — gegen Otto I, 295 f.).

Die Othoniafabrikation ist uns leider nicht so gut bekannt, wie das Oelmonopol. Doch geben uns gerade die neuen Urkunden (P. Tebt. I, 5, 62 ff. und 238 ff., vgl. P. Eleph. XXVI und XXVII a—b) wichtige Hinweise auf die Organisation auch dieses Zweiges der Tempelwirtschaft.

Legt man die Nachrichten der Tebtynisurkunden und die Fetzen der RL. zugrunde, so bekommt man folgendes Bild. Es scheint zuerst, daß die Hauptrolle in der Fabrikation die Tempel gespielt haben. Hier arbeiten die staatlichen ὑποτελεῖς des Monopols, hier stehen die λινυφαντικὰ und βυσσουργικὰ ἐργαλεῖα (P. Tebt. I, 5, 238 ff.). Der Verkauf aber der angefertigten Zeugstücke ist den Tempeln untersagt: dies erhellt ebenso aus den RL., wie auch aus der zitierten Stelle des P. Tebt. I, 5 (245 ff.: τόυτους δὲ χρῆσθαι ἐν ἀυτοῖς | τοῖς ἱεροῖς πρὸς τὴν συντέλειαν τῶν βα(σιλέων) | καὶ τὸν στολισμὸν τῶν ἄλλων θεῶν). Danach arbeiten die Tempel für die Könige einerseits, für die Bekleidung der Götter andererseits; zugleich ist diese Stelle ein neuer Beleg dafür, in welcher Qualität die Ptolemäer auf die Tempeleinkünfte ein Anrecht hatten. Das Monopol des Verkaufes hat also der Staat, die Fabrikation betreiben die Tempel. Ein Teil des Produktes, welches die Tempel erzeugen, gelangt in die Hände der Regierung, als Zahlung des Tempels für die Erlaubnis, das Gewerbe überhaupt betreiben zu dürfen[2]). In welcher Weise die Tempel das Rohprodukt erhalten haben, hat einmal in den RL. gestanden. Wilcken hat wohl Recht, wenn er meint, daß der Flachsbau ebenso beschränkt und reguliert wurde, wie der Anbau von Oelpflanzen. Die Lieferung der Zeugstücke ist eine komplizierte Sache; das Material

1) Die Erklärung des V. (I, 295, 1) hält meiner Ansicht nach einer genauen Prüfung nicht stand.

2) Mon. Ros., 17 f.

muß gut und den Massen entsprechend sein, sonst bezahlen die Lieferanten die Differenz (Mon. Ros. 29). Wer ist aber für die Lieferung verantwortlich? Aus P. Tebt. I, 5, 63 f. erhellt, daß es die Tempelepistaten waren, und diese Nachricht wird durch die oben erwähnten P. Eleph. aufs beste bestätigt. In den letzteren sehen wir, wie schwer diese Art Zwangspacht auf den Epistaten lastete: sie verlieren dabei ein gutes Stück von ihrem Vermögen, sie und ihre Bürgen. Ob sie sich dann an dem Tempel als solchen schadlos hielten, entzieht sich unserem Wissen. Daß die Priesterschaft als Ganzes irgendwie, wenigstens in der späteren Zeit, haftete, das dürfen wir aus dem Wortlaute des P. Tebt. I, 5, 63 f. und den angeführten Stellen des Mon. Ros. schließen.

Die Organisation des Verkaufes seitens des Staates, wohl nach dem Muster des Oelmonopols, interessiert uns hier nicht.

Das Bild, das wir oben gezeichnet haben, ist sehr merkwürdig. Es ist sicherlich Produkt einer Evolution und könnte nur dann erklärt werden, wenn wir näheres über die Othoniaproduktion in der vorptolemäischen Zeit wüßten. Aber auch das Bild allein läßt manches vermuten. Es entsteht zunächst die Frage: wieso haben die Ptolemäer den Tempeln entweder erlaubt oder vorgeschrieben, die Last der Produktion auf ihre Schultern zu nehmen. Es ist gänzlich unmöglich, anzunehmen, daß die Tempel auf einen Befehl der Regierung hin die komplizierte Produktion eingeführt hätten. Dagegen wäre die ganze Lage sofort verständlich, wenn wir annehmen wollten, was auch selbstverständlich ist, daß die Fabrikation in den Tempeln längst eingebürgert war, daß die Tempelwerkstätten, wenn nicht rechtlich, so doch faktisch, Monopolisten der Produktion waren und die Technik der Produktion zu hoher Blüte gebracht haben. Bei dieser Voraussetzung wird alles auf einmal klar und verständlich. Oelpressen einzurichten, war für die Regierung ein leichtes, aber die schwere Fabrikation der speziell ägyptischen Gewebe ohne die kundige Leitung von Fachleuten, wie es die Priester waren, auf sich zu nehmen, war für die Regierung ein Ding der Unmöglichkeit. Es blieb nichts anderes, als die Produktion den alten Produzenten zu überlassen; die Produktion, aber nicht den Gewinn! Die Ptolemäer und als erster Ptolemäus Philadelphus setzten auch hier mit ihrem Prinzip ein, daß es die Götter sind, welche den Gewinn haben müssen. Diesem Prinzip gemäß beließen sie den Priestern die nötigen Produkte, um sich selbst und die Götter zu kleiden, das übrige erklärten sie für ihr Eigentum und organisierten nach diesem Prinzip das Monopol. Daneben benutzten sie das Monopol, um aus den reicheren Priesterfamilien soviel wie möglich Geld herauszupressen, indem sie dieselben

als Epistaten für die richtige Ausführung der Monopolregeln verantwortlich machten. Es ist klar, wie stark der Druck dieser neuen Verhältnisse auf den Tempeln lastete und es ist kein Zufall, daß der Priesterstein von Rosette so viel von den ὀθόνια redet. Und dennoch ist diese Lage für die Tempel mit ihrem starken Bedarfe an Leinenstoffen besser, als wenn die Regierung ihnen die Produktion einfach untersagt hätte. Solch eine Untersagung hätte sicherlich die Tempel ruiniert, was keineswegs in den Absichten der Ptolemäer lag. Auch zeigte sich der wahre Charakter der Reform nicht sofort. Nicht unmöglich ist es, daß auch früher die Tempel dem Staate Stoffe zu zahlen hatten. Es ist wiederum ein Zug der Zeit, daß Epiphanes und nach ihm Euergetes unter ihren Wohltaten für die Priesterschaft auch Erlasse in bezug auf die drückende Othoniaablieferung und die Rückstände aus der Schätzung dieser Lieferungen aufzuweisen haben.

Trotz dieser Erleichterungen konnten die Zustände der Ptolemäerzeit nicht dauerhaft sein. Es ist kein Zufall, wenn unter den Römern die blühende Othoniaindustrie der Tempel darniederliegt. Vielleicht war Alexandrien die Erbin der ägyptischen Tempel, wie uns die RL. es ahnen lassen, und vielleicht liegt darin die Erklärung dafür, daß wir aus der römischen Zeit so wenig von dieser Industrie hören.

Wie dem auch sei, es bezeugen uns die oben erläuterten Zweige der Tempelindustrie in ihrer so charakteristischen Uebereinstimmung, wie die Ptolemäer es verstanden haben, die Tempel auch in dieser Hinsicht kräftig unter die Staatsoberhoheit zu stellen und sie und die gesamte Priesterschaft für ihre fiskalischen Zwecke auszunutzen. Die Othoniaindustrie erlaubt uns vielleicht noch einen weiteren Blick in das Tempelleben zu werfen. Man sieht aus P. Tebt. I, 5, 245 ff., was mit den früheren Tempelleibeigenen für Industriezwecke geschehen ist. Wie auf den Tempelländereien die λαοί, so gelangen hier die ὑποτελεῖς in eine direkte Abhängigkeit vom Staate. Für den Staat sind sie jetzt gewöhnliche γεωργοί und ὑποτελεῖς, welche er auf Tempelländereien und in den Tempelwerkstätten verbraucht. Soweit aber andere Handwerker zu anderen nicht monopolisierten Tempelindustrien gehören, werden sie ganz wie die anderen Handwerker behandelt, mit der einzigen Ausnahme, daß für sie ihre Lohnherren als verantwortliche Steuerzahler haften. Die Regierung berechnet ihre Forderungen nach den Kontribuenten, aber für diese Forderungen haften nicht sie persönlich, sondern die Tempel resp. die Tempelleiter, welche überhaupt für die jährlichen Zahlungen der Priesterschaft verantwortlich sind. Dies, glaube ich, ist der kurze Sinn der langen zum Teil richtigen und scharfsinnigen Ausführungen des V. über dieses Thema (B. I, 304 ff.; II, 142 ff.).

IV.

Nach den obigen Ausführungen können wir jetzt die allgemeine Frage stellen, inwieweit das Bild, welches O. von den Beziehungen zwischen dem Staate und der Kirche (B. II, 281 ff.) gezeichnet hat, richtig ist.

Ich will zuerst, dem V. folgend, die allgemeinen Züge behandeln, welche, soweit wir ersehen, in allen Zeiten sich gleich bleiben; erst später komme ich auf die Frage der Entwickelung innerhalb der ptolemäischen und der römischen Zeit zu sprechen. Es ergibt sich zunächst die Frage, ob die einzelnen Tempel wirklich juristische Personen waren, wie es der V. meint (II, 283). Die Hauptfrage dabei ist, ob die Tempel als solche, also die Priesterschaft als Korporation, als Eigentümer des Gottesbesitzes erscheinen oder nicht. Die Frage ist insoweit zu bejahen, als der Inhaber jedes einzelnen Tempels — der Gott — wirklich Eigentümer des Tempels und Tempelbezirkes, der Tempelländereien, der Tempeleinkünfte und der Tempelschätze ist. Als sein Hauptvertreter auf der Erde als Mitinhaber der Götterrechte und selbst als Gott erscheint, wie oben ausgeführt worden ist, nicht die Priesterschaft, sondern der König. Die Priester sind nur Ministranten des Gottes und des Königs, Verwalter des Gottesbesitzes, insoweit sie zu dieser Verwaltung vom Könige berufen werden. An ihrer Spitze steht ein vom Könige bestellter, nicht gewählter Beamter, die Besetzung der höheren Priestertümer geschieht durch Kauf, nicht durch Wahl oder reguläres Avancement, die Aufnahme in die Priesterschaft sogar erfolgt erst auf Grund königlicher Zustimmung und unter königlicher Kontrolle. Die ganze wirtschaftliche Tätigkeit der Priester entwickelt sich unter strenger beamtlicher Kontrolle und von freiem Schalten mit dem Besitze des Gottes seitens der Priesterschaft ist keine Rede. Darf man bei dieser Sachlage von den Tempeln als juristischen Personen reden?

Ansätze dazu sehen wir mehrfach [1]), aber meistens gewinnen wir

1) Das wichtigste ist, erstens, daß die Priester nach dem P. Tebt. I, 5 die γῆ ἀνιερωμένη selbständig verwalten, zweitens, daß sie über den Gottesbesitz, welcher innerhalb des Tempelbezirkes liegt, freier als über die Ländereien disponieren. Das erstere ist aber eine ziemlich ephemere Erscheinung, welche das Prinzip nicht durchbricht, sondern sich ihm im Laufe einer kurzen Zeit fügt, das zweite wird erst im Rahmen einer vollständigen Geschichte der Entstehung des Privatbesitzes im griechischen Aegypten verständlich. Die ersten Besitzobjekte, welche dem Privatbesitze freigestellt wurden, waren die Häuser und Baustellen. Die Tempel haben die Entwickelung nur mitgemacht. Wenn man trotz dieser Einschränkungen doch geneigt wäre, auf Grund dieser Indizien von Tempeln als juristischen Personen zu reden, so hätte ich nichts dagegen. Merkwürdig

den Eindruck, daß diese Ansätze nicht neue Schöpfungen, sondern Ueberbleibsel einer alten besseren Zeit sind. Die Priestersynoden (Otto I, 72 ff.) — die einzige wichtige Vertretung der ägyptischen Priesterschaft — haben ganz beschränkte Funktionen: Ehrendekrete und wohl Petitionen sind das einzige, wovon wir hören [1]). Unter den Römern erfahren wir von diesen Synoden nichts mehr. Irgend welche andere korporative Tätigkeit der Priesterschaft von ganz Aegypten oder eines einzelnen Tempels ist nicht bezeugt. So gewinnen wir den Eindruck, daß, wenn auch früher einmal die Priesterschaft als richtige Korporation, die Tempel als juristische Personen auftraten, alldem in der ptolemäischen Zeit ein jähes Ende bereitet worden ist.

Und dennoch, glaube ich, sind wir berechtigt, von einer Kirche in Aegypten zu reden: die einheitliche Organisation, die, wenigstens in den Priestersynoden und der einheitlichen Verwaltung, sich äußernde Auffassung der Tempel und Priester als eines Ganzen seitens des Staates, die Existenz eines Oberhauptes in der Person des Königs, welcher als Inhaber auch des ganzen Götterbesitzes (s. z. B. den allgemeinen Ausdruck γῆ ἱερά) anzusehen ist, wobei dieser Besitz selbst als Ganzes gedacht wird, sind für mich das maßgebende.

Die Politik der hellenistischen Zeit dieser Kirche gegenüber fasse ich anders als der V. auf. Nach Otto (II, 285 ff.) ist der Staat bestrebt, ›die allgemeine Lage der Kirche möglichst günstig zu gestalten‹, zuerst ›eine möglichst gute und gesicherte finanzielle Fundierung der ägyptischen Kirche‹ zu schaffen.

Sehen wir zu, worin diese Bestrebungen der Regierung sich äußerten, zuerst in der ptolemäischen Zeit. Ich gebe zu, daß die Götter berechtigt waren, Geschenke und Stiftungen zu erhalten. Das Ziel dieser Geschenke war natürlich Fundierung des Kultes, seine möglichst glänzende Gestaltung, welche im Interesse des Staates lag. Was die sog. Kirchensteuern und Kollekten betrifft, so sind wir darüber nur schlecht unterrichtet. Dagegen sehen wir, daß Stiftungen z. B. Landbesitz sehr schnell mit der übrigen γῆ ἱερὰ zusammenschmolzen, d. h. in die Disposition der Regierung gelangten.

Weiter, von einer ›Privilegierung des Besitzes‹ darf ich nach dem Gesagten gar nicht reden. Abgabenfreiheit besaßen die Tempel nicht, inbezug auf ihre industrielle Tätigkeit wurden sie stark beschränkt, ich möchte sagen, ihrer ehemaligen faktischen Privilegien

bliebe es doch, daß so wenige Tatsachen dafür, so viele dagegen reden, was nur auf dem Wege zu erklären wäre, daß wir keineswegs mit einer fortschreitenden Entwickelung zu tun haben.

1) Nach reiferer Erwägung kann ich nicht mehr in den ψηφίσματα P. Tebt. I, 6, 23 Priesterdekrete sehen; es sind Königsbefehle (s. Arch. f. Pap. IV, 569).

beraubt. Das einzige, was als Aeußerung der Bestrebung der Regierung die Priesterschaft finanziell zu fundieren angesehen werden darf, ist die Auszahlung der σύνταξις an die Priester. Doch sind wir darüber zu schlecht unterrichtet, um sicher urteilen zu können. Vor allem wissen wir nicht, woher die Mittel für die Auszahlung der σύνταξις geschöpft wurden. Bevor wir dies wissen und über dies Schicksal der Einkünfte der γῆ ἱερὰ genau unterrichtet sind, müssen wir unser Urteil über die σύνταξις suspendieren [1]). Dagegen haben wir eine Reihe positiver Zeugnisse, welche gerade das Gegenteil besagen. Die Fürsorge ist problematisch, die Beschränkungen der Priesterschaft, ihre Benachteiligung stehen fest.

Ich will nicht auf das oben Gesagte zurückkommen, aber ich möchte doch wiederum betonen, daß in bezug auf die Priesterschaft die Ptolemäer von zweierlei Gesichtspunkten geleitet wurden: erstens die Priester als Ganzes nicht als einen Staat im Staate gelten zu lassen, ihre Selbständigkeit in der Führung ihrer Wirtschaft zu vernichten; zweitens sie als eine bemittelte Bevölkerungsklasse für die fiskalischen Staatszwecke als Ganzes und als einzelne Persönlichkeiten auszunutzen.

Das erstere bezeugte uns die Verwaltung der hauptsächlichen Einkünfte, welche für die Tempel und Priester von Wichtigkeit waren, durch den Staat: die Ländereien und die Priesterstellen werden seit den ersten Ptolemäern (wie es früher gewesen ist, weiß ich nicht) von der Regierung verwaltet, die ganze übrige Wirtschaft wird streng kontrolliert. Ob nun die Einkünfte der Ländereien nur für die Tempel bestimmt waren und für sie allein von der Regierung eingesammelt wurden, entzieht sich unserem Wissen.

Das zweite, was von O. gar nicht berücksichtigt worden ist, steht dennoch völlig fest. Man bedenke nur die oben hervorgehobenen Momente: die Epistaten sind liturgische Beamten, die übrigen Priester müssen die einkunftsreichen Stellen vom Staate kaufen; die Priesterschaft hat eine Reihe von Steuern zu zahlen, Steuern, welche mit der Vergebung der Priesterstellen eng verbunden sind; die Priester sind es, welche als Pächter resp. Käufer des vom Staate verwalteten heiligen Landes erscheinen; als Privatleute besitzen die Priester fast gar keine Privilegien; in den Fällen, wo den Tempeln in der ptolemäischen Zeit die Verwaltung ihres Besitzes oktroyiert wird, geschieht es wahrscheinlich auf die Weise, daß der Tempel als Ganzes für die Einkünfte des Götterbesitzes verantwortlich gemacht wird (die Zahlungen-

1) Es sei noch bemerkt, daß unsere Hauptquelle — die Serapeumspapyri — eine neue Publikation unbedingt erfordern. Wir warten mit Ungeduld auf Wilckens Ptolemäische Papyri.

erlasse, von welchen die Inschrift von Rosette spricht, haben wohl diese Möglichkeit der Selbstverwaltung im Auge); es ist eine Art Generalpacht, welche den Ptolemäern hauptsächlich in der späteren Zeit bequemer erscheint, als der Einzelverkauf der Ländereien und Priesterstellen.

Man sieht also, daß, wenn auch die Götter resp. die Priester die Einkünfte ihres Besitzes aus den Händen des Staates vollzählig zurück bekamen, was wenig oder sogar ganz unwahrscheinlich ist, der Staat wenigstens die einzelnen Priester für die richtige Einsammlung dieser Einkünfte verantwortlich machte, also auch hier das ihm geläufige Prinzip der Liturgie gelten ließ. Dem Gotte und seinem Kulte, dem Staate als Wahrer der göttlichen Interessen opferte man die Interessen der einzelnen Priester. Ob die Priester dabei als Gesamtheit etwas gewonnen haben, bleibt mir sehr fraglich. Freilich öffnete sich durch diese Politik für die Priester ein Weg, auf welchem man hoffen konnte, sich zu bereichern, der Weg der Staatspacht. Diese Hoffnung aber erwies sich im großen und ganzen als trügerisch. Im Endresultate verloren die meisten Priester bei diesen Geschäften ihre eingesammelten Schätze; gewonnen haben wohl nur wenige. Zur Zeit der Römer bleibt nur wenig von der früheren wirtschaftlichen Wohlhabenheit der großen priesterlichen Familien übrig.

Dies sind die Hauptzüge, welche die Politik der Ptolemäer charakterisieren. Große, aber nicht rücksichtslose Schärfe unter den ersten Ptolemäern, Scheidung zwischen Gott und Priester, Vernichtung der wirtschaftlichen Selbständigkeit der Tempel und des Wohlstandes der einzelnen Priesterfamilien und dadurch der politischen Bedeutung der Priesterschaft, Emanzipierung der unteren Klassen der Land- und Industriearbeiter von ihrem direkten Einflusse und Vernichtung der materiellen Abhängigkeit dieser Klassen von der Priesterschaft, dies sind die Hauptzüge der früh-ptolemäischen Kirchenpolitik.

Die Prinzipien bleiben auch unter den letzten Ptolemäern dieselben. Wir bemerken nur einige Erleichterungen inbezug auf die Tempelwirtschaft, eine gewisse Hebung der politischen Bedeutung der Priesterschaft[1]). Einen Rückschlag bedeutet die römische Zeit;

1) Es kann sein, daß in der spätptolemäischen Zeit auch die wirtschaftliche Lage der Priester sich gehoben hat. Man würde geneigt sein, dies daraus zu schließen, daß gerade in dieser Zeit mehrere Fälle von Käufen eines militärischen κλῆρος durch die Priester bezeugt sind; dies setzt sich auch in der römischen Zeit fort (s. P. Tor. I, 4, 1—2; Grenfell, Gr. Pap. II, 15 (139 v. Chr.); die Beispiele aus römischer Zeit (κλῆροι κατοικικοί), Otto II, 200, 2). Die Gleichstellung der κλῆροι mit garantierten erblichen Besitztümern, welche sich in dieser Zeit vollzieht, gab den Anlaß zu diesen Ankäufen.

es ist aber nicht eine einfache Rückkehr zu der Politik der ersten Ptolemäer; es geschieht mehr.

Vier Zeilen hat der römischen Zeit Otto in seinem Schlußüberblicke (II S. 307) gewidmet. Er hat gar nicht bemerkt oder nicht bemerken wollen, wie tiefgreifend die Aenderungen der römischen Zeit waren.

Zuerst und vor allem muß man bemerken, daß das fiskalische Prinzip auf der ganzen Linie triumphierend hervortritt. Als politische Macht findet die Kirche keine Berücksichtigung mehr. Die Augusteische Zeit hat mit der politischen Bedeutung der Priesterschaft gründlich aufgeräumt. Die Priesterschaft wird jetzt fast ausschließlich ein Glied in der Kette der fiskalischen Auspressung des Landes.

Man bedenke nur, wie wichtig folgende teilweise bei Otto verstreuten, teilweise oben hervorgehobenen Tatsachen sind. Inbezug auf die Administration wird die Kirche jetzt einem gewöhnlichen Beamten unterstellt, ihr Oberhaupt ist nicht mehr ein gekröntes Haupt; an der Spitze der einzelnen Tempel erscheinen jetzt rein liturgische jährliche πρεσβύτεροι ganz nach dem Muster anderer Steuereinheiten, die ἐπιστάται kommen nur selten vor und es hat den Anschein, daß die Stelle eines λεσῶνις ebenso wie die Prophetie usw. zu einer verkäuflichen Priesterstelle wird; jeder Glanz verschwindet jetzt von dem Haupt des ehemaligen Epistaten.

Dann weiter: die frühere γῆ ἱερά, welche früher wenigstens teilweise in Selbstverwaltung der Priester lag und in der ganzen ptolemäischen Zeit doch als ein Ganzes für sich erscheint, wird entweder zur γῆ βασιλικὴ oder verschmilzt mit der übrigen γῆ δημοσία zu einem Ganzen. Teilweise wird die neue γῆ βασιλικὴ den Tempeln zurückgegeben, aber erstens als Ersatz für die entzogene σύνταξις, zweitens mit der Verpflichtung, einen Pachtzins dafür zu bezahlen. Die Tempel sind also auf die Stufe der übrigen Großpächter, welche teilweise zur Uebernahme der Landpacht gepreßt werden, gestellt.

Durch Steuer werden die Priesterschaften noch schwerer als früher belastet: es kommt die λαογραφία hinzu, von welcher nur ein Teil der Priesterschaft frei ist. Natürlich hüten sich die Tempelvorsteher, die Zahl der ὑπεραίροντες ἱερεῖς, für deren Kopfsteuer sie verantwortlich sind, zu steigern.

Die ἀπόμοιρα wird den Tempeln definitiv entzogen. In bezug auf die Industrie werden die Tempel auf eine Stufe mit der übrigen Bevölkerung gestellt.

Alles, was früher die Priesterschaft drückte, bleibt und Neues ist hinzugekommen. Ein genaueres Studium des Materials würde dies Neue noch stark vermehren. Der V. hat aber auf die Fest-

stellung der Evolution verzichtet, wohl mit Unrecht. Man verfolge nur folgendes instruktives Beispiel.

B. II, 298 ff. wird von dem Asylrechte der Tempel gesprochen. Ein Unterschied zwischen der ptolemäischen und der römischen Zeit wird nicht gemacht. Es fällt aber jedem, welcher die angeführten Zeugnisse prüft, sofort auf, daß alle Zeugnisse über die Tempelasylie in die vorrömische Zeit gehören. Nun aber zitiert der V. B. II, 299, 2 zwei Beispiele aus der römischen Zeit und hält die Asylie auch in der römischen Zeit für genügend bezeugt. Wie sehen aber diese Zeugnisse aus? In der ptolemäischen Zeit garantierte man sich gegen das Asylrecht durch eine besondere Klausel in den Kontrakten. Diese Klausel kommt zweimal auch in der römischen Zeit vor BGU IV 1053; P. Oxy. IV, 785, die erste Urkunde gehört in das J. 13 v. Chr., die zweite in das Jahr 1 n. Chr. Für die spätere Zeit keine Spur der Asylie bis in die spätchristliche Periode. Darf und muß man bei dieser Sachlage nicht schließen, daß die obige Klausel in der römischen Zeit einfach unnötig geworden ist, daß die Asylie unter den Römern durch ein Gesetz, wenn nicht beseitigt, so doch stark beschränkt worden ist und deshalb auch in unseren anderen Zeugnissen gar nicht nachzuweisen ist. Damit bekommen wir einen neuen wichtigen Zug, welcher auch wirtschaftsgeschichtlich von Belang ist: mit dem Asylrecht versiegte für die Tempel auch eine Quelle billiger Arbeitskräfte, was wiederum zu dem Sinken der Tempelindustrie in dieser Zeit vortrefflich paßt.

Eine andere Neuerung der römischen Zeit ist vielleicht folgendes. Die Frage der Priesterprivilegien in bezug auf die Liturgien bespricht Otto B. II, 245 ff. Nun wirft er leider bei dieser Besprechung gewohnheitsmäßig das Material verschiedenster Zeiten zusammen. Wir müssen aber, wie immer, scharf scheiden. Außerhalb der Reihe der liturgischen Aemter stehen die Aemter, welche Priester in ptolemäischen Zeiten bekleiden. Hier hätte ich lieber nicht von Priestern, welche zu Beamten werden, gesprochen, sondern umgekehrt von Beamten, welche sich in die Priesterlisten einzuschreiben erlauben. Jedenfalls ist von liturgischen Aemtern keine Rede. Anders wird es in der römischen Zeit. Aus dem zweiten Jahrhundert haben wir eine höchst interessante Nachricht (BGU I, 194), aus welcher wir ersehen, daß nunmehr die Priester verpflichtet sind, die liturgischen Aemter einer κώμη mitzutragen; daß sie diese Last, im Wege einer privaten Abmachung mit der κώμη, von sich abwälzen, ist für die prinzipielle Frage nicht von Belang. Was bedeutet nun diese Verpflichtung? Nicht mehr und nicht weniger, als daß der Tempel jetzt zum integrierenden Bestandteile einer administrativen und finanziellen Einheit

— der κώμη geworden ist. Die Priester sind dadurch auf eine Stufe mit der übrigen Bevölkerung gestellt. Für die ptolemäische Zeit haben wir dafür keine einzige Analogie. Alles, was wir wissen, spricht vielmehr für eine Exterritorialität, wenn man so reden darf, der Tempel. Die Tempel als solche werden als Bildungen, welche einer κώμη oder einer Stadt analog sind, angesehen, sie bilden sozusagen einen Steuerbezirk für sich. In der oben angeführten Nachricht haben wir also ein Zeugnis dafür, daß in der römischen Zeit die Tempel allmählich munizipalisiert werden und dies paßt vortrefflich zur Geschichte der λαογραφία, zur Geschichte der γῆ ἱερὰ, welche nicht mehr nach abgesonderten Bezirken sozusagen Tempelterritorien gebucht und ausgenutzt wird, sondern nach Kleruchien, wo sie mit der γῆ βασιλικὴ usw. ein ganzes bildet, und auch zu der bekannten Tatsache, daß die Priester jetzt, wie die übrige Bevölkerung, zu der Last der aufgezwungenen Landpacht faktisch hinzugezogen werden; sie wehren sich zwar dagegen und ihr Vorrecht, von dieser Last frei zu bleiben, wird ihnen zwar bestätigt, aber diese Bestätigung scheint, wie uns die Nachrichten über γεωργοὶ δημόσιοι—ἱερεῖς bezeugen, nicht standgehalten zu haben; es ist auch ganz folgerecht: sind jetzt die Priester nur gewöhnliche Bestandteile einer κώμη oder πόλις, so müssen sie auch zu allen Liturgien eines Dorf- resp. Stadtbewohners zugezogen werden. Diese neue Praxis der römischen Zeit wird natürlich durch das alte mehrfach durchkreuzt, ist wohl auch nicht für alle Tempel und in allen Beziehungen durchgeführt, aber als Tendenz ist sie sicherlich vorhanden. Das letzte Wort in dieser Richtung ist die Munizipalisierung der Tempel im III. Jahrh. n. Chr., von der oben die Rede war und welche uns durch die Arsinoitischen Tempelrechnungen so drastisch illustriert wird. Die Tempelwirtschaft, wenigstens für einen Teil der Tempel wird jetzt zu einem Teile der Stadtwirtschaft und es ist nur folgerichtig, wenn jetzt die früheren Tempelepistaten der ptolemäischen Zeit und ihre späteren Nachfolger — die Tempelältesten — durch munizipale Beamte gewöhnlichen liturgischen Schlages, durch die ἀρχιερεῖς ersetzt werden. Ich kann dieser wichtigen Entwickelung nicht weiter nachgehen — meine Besprechung ist auch so schon zu lang geworden — aber ich empfehle diese meine Auffassung der Nachprüfung mitforschender Kollegen und vor allem dem V. des besprochenen Buches selbst.

Das wenige, was ich über die römische Zeit zu sagen hatte, bezeugt doch mindestens eine Tatsache: die römische Zeit hat eine solche Fülle neuer Erscheinungen mit sich gebracht, daß sie keinesfalls mit der ptolemäischen als ein Ganzes betrachtet werden darf. Der frühere Feudalismus der Tempel, welcher in der ptolemäischen

Zeit noch auf Schritt und Tritt zu belegen ist, welchen die Ptolemäer zwar bekämpfen, ohne aber desselben definitiv Herr zu werden, wird von der römischen Regierung fast gänzlich zu Boden geworfen, die Kirche wird dem Staate, die Priester der übrigen Bevölkerung, die Tempel den anderen Territorialbezirken definitiv einverleibt. Ob diese Tendenz auch überall konsequent durchgeführt worden ist, ob nicht manches geblieben ist, was von der christlichen Kirche später ergriffen und als Ansatz zu neuer Feudalisierung der Kirche ausgenutzt worden ist, ist eine weitere Frage, die gründlich erforscht werden muß.

Es bleibt mir noch übrig, ein paar Worte über die Behandlung der religions- und kulturgeschichtlichen Fragen durch den V. zu sagen. Ich maße mir keinenfalls an, hier ein selbständiges Wort sagen zu können, aber ich kann doch mich dem Eindrucke nicht entziehen, daß in dieser Beziehung der V. in seinen zum großen Teile negativen Resultaten doch am Ende nicht Recht behalten wird. Der V. ist geneigt, jeden Einfluß der ägyptischen Priesterwissenschaft auf die religiösen Bildungen der hellenistischen Zeit zu verneinen. Ich befürchte sehr, daß ihn seine Polemik gegen Reitzenstein etwas zu weit geführt hat. Ich meine, daß, bevor wir nicht alle oder wenigstens die wichtigsten einheimischen Texte der ptolemäischen und römischen Zeit in guten Lesungen und guten Uebersetzungen besitzen, wir überhaupt kein Recht haben, negative oder positive allgemeine Behauptungen aufzustellen. Wir müssen forschen und in dieser Beziehung ist mir jede Forschung in der Art der Forschungen Reitzensteins — mag er auch irren und zu weit gehen — viel wertvoller, als weitgehende, auf ungenügender Basis aufgebaute negative Schlüsse.

Ich muß schließen. Der Zweck der vorliegenden Bemerkungen war, nicht dem Werte des Ottoschen Buches irgendwie Abbruch zu tun. Ich schließe mit den Worten, mit denen ich begonnen habe: das Werk ist und bleibt eine Fundgrube für alle weiteren Forscher und ist für jeden Papyrologen und Historiker unentbehrlich. Ich wollte nur zeigen, wie viel sich der V. selbst geschadet hat dadurch, daß er sein Buch vor der Publikation nicht gründlich überarbeitet hat, anno 1904 wie anno 1907, und noch mehr dadurch, daß er die historische Behandlungsweise als zu dem Stoffe nicht verwendbar verwarf. Lieber historisch irren, als antiquarisch verflachen!

Mischor Rostowzew

Caecilii Calactini fragmenta coll. **Ernestus Ofenloch.** Leipzig, B. G. Teubner, 1907. XL, 241 S. 6 Mk.

Eine neue Herausgabe der Fragmente des Caecilius von Kalakte war ein dringendes Bedürfnis, da die Zusammenstellung Theophil Burckhardts (Basel 1863) nicht mehr genügte. Caecilius, der in der Geschichte des Atticismus unstreitig eine beeinflussende Rolle gespielt hat, ist gerade bei seiner trümmerhaften Ueberlieferung in den letzten Jahren von allen Seiten so in Anspruch genommen worden, daß das Material schier unübersehbar wurde. Es ist also ein großes Verdienst Ofenlochs, mit anerkennenswerter Sorgfalt und Genauigkeit und einem unermüdlichen Fleiß in der Suche nach Parallelen an die erneute Sammlung gegangen zu sein. Aus den wenigen Blättern Burckhardts sind 210 Teubnerseiten geworden: es ist keine Fragment-, sondern mehr eine Materialsammlung über Caecilius; darin liegt der Vorzug und der Fehler des Buches, je nachdem man sich zu der Ansicht des Verfassers, alles abzudrucken, was für Caecilius irgendwo in Anspruch genommen ist, stellt. Der Caeciliusforscher wird ihm jedenfalls Dank wissen, daß er ihm die Aufgabe, mit einem umständlichen Apparat wirtschaften zu müssen, abgenommen hat.

Als Einleitung ist der Sammlung eine Geschichte des C. vorausgeschickt. Den bekannten Tatsachen ist eine Vermutung Erich Bethes hinzugefügt, daß der Zusatz zu Κεκίλιος 'μειγαρεὺς' in einem Madrider Kodex dahin zu deuten sei, daß ihm als einem hochberühmten Rhetor das Ehrenbürgerrecht von Megara, wie häufig, verliehen sei. Die Möglichkeit dieser Tatsache zugegeben, muß man doch einer so jungen Ueberlieferung den Zweifel entgegensetzen, ob nicht an eine Korruptel zu denken ist. Daß ferner außer den bei Suidas namentlich aufgeführten Büchern eine größere Zahl verlorener angenommen werden muß, ist an sich durch Suidas bezeugt. In erster Reihe — und darauf hat v. Wilamowitz (Hermes 34, 626) schon hingewiesen — sind Kommentare zu Demosthenes und Aischines sicher (Frgm. 163), für die zehn Redner mit einiger Wahrscheinlichkeit anzunehmen. Daß aber deswegen aus dem als Anhang gedruckten Machwerk Πλουτάρ[χου ἢ] Κεκιλίου ἀποφθέγματα ῥωμαικά ein ähnliches Werk des Caecilius dem Titel nach angenommen wird, gibt der Neigung jedes Sammlers, möglichst viel einzuheimsen, doch wohl etwas zu viel nach.

Es folgt eine kurze Zusammenstellung aller der Schriftsteller, die C. benutzt haben. Der älteste ist Dionys von Halikarnass, dessen

näheres Verhältnis[1]) zu C. angezweifelt wird. Wenn ihn aber Dionys in dem bekannten Briefe an Pompeius (Frg. 158), also einem offenen Sendbriefe, der durch den Namen des Empfängers sicher in die breiteste Oeffentlichkeit kam, seinen ›verehrten Freund‹ nennt, ohne daß anderen diese Ehre widerfährt, so sehe ich wirklich keinen Grund, warum dies Verhältnis immer wieder angefochten wird. Daß die beiden Gelehrten sachlich des öfteren verschiedener Ansicht sind, ändert daran nichts; ja ich finde darin sogar eine Bestätigung, wenn man den vorsichtigen Ton in ihrer Polemik beachtet. Ich habe darauf gelegentlich einer Stelle aus Dionys de comp. verb., die im deutlichen Gegensatz zu Caecilius steht, hingewiesen und meine denselben Ton auch aus dem von O. herangezogenen Frgm. 136 herauszuhören[2]). Es will ja leider nicht recht gelingen, eine genaue Datierung C.s zu finden — eine mißglückte bietet O. p. XIV —, aber soviel scheint mir sicher, daß die Altersdifferenz zwischen C. und Dionys nicht groß sein kann. Nach Quintilian (IX, 1, 12 zusammen mit III, 1, 18) ist C. Schüler des Apollodor, dessen ἀκμή Hieronymus ins Jahr 691/63 setzt; das ist das Geburtsjahr seines Schülers Augustus, und er hat den Ansatz offenbar aus Sueton Aug. c. 89, wo Apollodor als Lehrer genannt ist. Wenn man nicht gerade den ungünstigsten Fall der Wahrscheinlichkeit setzt, daß C. in den letzten Lebensjahren Apollodors sein Schüler geworden ist, so wird man die Geburt etwa um 60 ansetzen müssen, ein Ansatz, zu dem das Verhältnis zu Dionys mir vollkommen zu passen scheint. Was Suidas über alle Rhetoren der Zeit (vgl. Hermagoras, Timagenes, Caecilius) bringt, ist eine heillose Verwirrung, der aber die beachtenswerte Tendenz meiner Meinung nach zu Grunde liegt, diese Leute zu einer Blüte der Rhetorik unter Augustus zu konzentrieren und sie mit einer solchen unter Hadrian zusammenzubringen.

Mit der Reihe derer, die C. im Altertum benutzt haben, müssen wir uns bei den Fragmenten beschäftigen. Sie schließt mit Photius (cf. p. XXV sq.), der C. überhaupt nicht in Händen gehabt, und Suidas, der mit sehr großem Mißtrauen zu betrachten ist. Daß im 12. Jahrhundert Gregor von Korinth noch Caecilius selbst benutzt hat, wie O. annimmt, bezweifle ich stark; aus Frg. 59[b] läßt es sich nicht erweisen: die Traktate über die ἐρώτησις sind einen von den σχήματα getrennten Weg gegangen (vgl. Frg. 49), weil sie infolge der erforderlichen breiteren Behandlung sich nicht recht in die knappen

1) Die häufig eingestreuten deutschen Brocken wie z. B. ›*quod expendentes vix putabimus*, ein innerlich enges Verhältnis *inter utrumque exstitisse*‹ stören wirklich.

2) De figurarum disciplina, Diss. Gott. 04, p. 33, 1.

Einzelfiguren einfügten. Wenn man zudem Frg. 49 und 59[b] vergleicht, so können sie doch kaum einem Verfasser entnommen sein; der Vergleich zeigt deutlich, wie gefährlich der Schluß ist: ›Die Stelle enthält viel gutes Material, vielleicht geht sie also auf Caecilius zurück‹ (vgl. p. XIX). Natürlich wird dieser Schluß durch Uebereinstimmungen gestützt, aber diese liegen meist in der Natur der Behandlung selbst — so gehen sie in diesen Traktaten über Caecilius hinaus auf die Stoiker und Peripatetiker zurück — oder es sind Beispiele, die als feste Verfilzung in dem 1000jährigen Wust grammatischer und rhetorischer Afterproduktion sich erhalten haben. Jedenfalls widerspricht Gregors Büchlein über die Tropen (Rhetores Graeci Sp. III, 215 sqq.) sicher der Annahme O.s (p. XIX), daß er Caecilius περὶ σχημάτων benutzt habe, da C.s Unterscheidung zwischen Tropen und Figuren nicht gewahrt ist, wie neben anderem der Vergleich der Frgg. 64, 66, 67 mit Gregors Tropen ergibt.

Die nächste Notiz, die über den Kalaktiten in der Renaissance auftaucht, steht bei dem byzantinischen Emigranten Konstantinos Laskaris; er beruft sich auf Suidas[1]). Die Tafel derer, die sich bis Burckhardt um die Sammlung seiner Ueberreste gemüht haben, schließt die Ueberlieferungsgeschichte.

Im zweiten Teile, über die Hauptquellen der Fragmente, gibt der Verfasser Rechenschaft, nach welchen Gesichtspunkten er diese ausgebeutet hat. Die Verantwortung verbleibt meist denen, die sich mit den einzelnen Quellen beschäftigt haben, und so kommen wir bei den einzelnen Werken darauf zurück. Diese Abhängigkeit von den Einzeluntersuchungen ist schuld daran, daß die Fragmente der einzelnen Werke mit einer gewissen Ungleichheit behandelt sind. Das hätte wenigstens äußerlich vermieden werden können, wenn die Varianten nach einheitlichem Gesichtspunkt gegeben wären. So sind sie bald knapp, bald zu weitgehend[2]). Seine eigene Stellung zu den Fragmenten drückt der Verfasser durch ein Warnungssternchen und eine Fülle verschiedener Drucktypen aus, meinem Gefühl nach des Guten etwas zu viel.

Wenn wir von den beiden durch Athenaeus überlieferten geschichtlichen Fragmenten absehen, sind nur Ueberreste rhetorischer Schriften erhalten. Der Verlust des oder der historischen Werke ist um so bedauerlicher, als beide Bruchstücke die heimatliche Geschichte

1) In O.s Zitat aus Mignes Patrol. ist zu bessern: ›*Elegantias Atticas secundum elementa*‹, *quae adhuc apud Suidam leguntur*; das letztere weiß er aus Suidas Einleitung.

2) z. B. p. 39—41, wo das notwendige Augment einige Mal im Vindobonensis fehlt, oder p. 207—209, wo dreimal Πύρρος, zweimal Ἄππιος als Besserung aus v. Arnims erstem Abdruck übernommen ist.

betreffen, und das ἀπὸ δούλων, ὥς τινες ἱστορήκασιν bei Suidas eher aus einer Andeutung im Buch über die Sklavenkriege als aus seinem Titel hervorgegangen sein wird. Von den übrigen Werken erhält die τέχνη ῥητορική die auffallende Zahl von 45 Bruchstücken, die zum größten Teil dem Verfasser zweifelhaft erscheinen. Der Grund ist darin zu suchen, daß diesem Teile Angermanns Dissertation De Aristotele rhetorum auctore zu Grunde liegt. Dieser will die Unstimmigkeiten in den aristotelischen Zitaten dadurch erklären, daß ein Mittelmann angenommen wird. So wird für die Quintilianischen Aristoteleszitate durchweg — es handelt sich um 24 Fragmente — Caecilius als Quelle eingesetzt. Nun bezweifle auch ich, daß Quintilian für die Niederschrift Aristoteles Rhetorik benutzt hat. Aber ebensowenig glaube ich an eine direkte Benutzung von Caecilius τέχνη. Das Verhältnis ist eben ein ganz anderes als bei der Benutzung C.s περὶ σχημάτων; das war ein anerkanntes Schulbuch, das sich gerade wegen seiner trockenen Anordnung im Schulbetriebe bewährt hatte. Eine genaue Quintiliananalyse steht noch aus, soviel scheint mir aber sicher, daß die lateinischen Quellen den größeren Raum einnehmen. Am besten läßt sich die starke Abhängigkeit von dem Enzyklopaedisten Celsus durch den Vergleich mit Julius Severianus und Isidorus Hispalensis beweisen [1]). Nun stehen aber beide mit Caecilius Namen bei Quintilian überlieferten Fragmente (6; 31) in verdächtiger Nähe von Celsuszitaten: Frg. 6 aus der Stasislehre nach Inst. or. III, 6, 38 *Celsus Cornelius duos et ipse fecit status generales . . .*, Frg. 31 aus der Beweislehre nach V, 10, 4 *Celsus* [2]) *autem iudicat . . .* In letzterer Stelle steht Caecilius ganz verdächtig nur zwischen lateinischen Autoren, Cornificius, Valgius, Cicero. Beide Stellen nehmen auch Bezug auf Aristoteles (III, 6, 49; V, 10, 17), und dessen Benutzung durch Celsus bezeugt Quintilian selbst (III, 7, 25). Infolgedessen ist anzunehmen, daß Quintilian Caecilius τέχνη ῥητορική nicht selbst zur Hand gehabt, sondern durch Celsus Vermittlung benutzt hat. Also stammen die Aristoteleszitate zunächst nicht unmittelbar aus Caecilius, und Angermann ist darin zu weit gegangen. Das muß um so mehr festgehalten werden, als die τέχνη in der vorliegenden Fragmentsammlung den Eindruck fast rein peripatetischer Lehre macht, wie sie sie schon aus äußeren Gründen kaum enthalten haben kann.

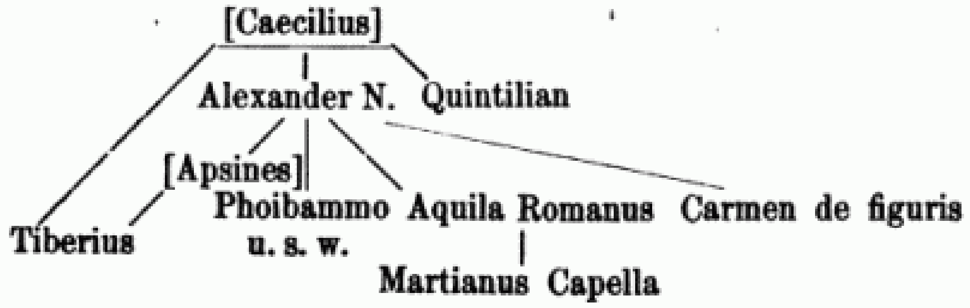
Nun ist eine mittelbare Entlehnung aus Caecilius ja denkbar; sie würde nur dann zu ermitteln sein, wenn sie perspektivisch mit einer anderen Quelle zu rekonstruieren ist. Das ist bei einer Anzahl

1) Vgl. Wöhrer, Dissert. Vindob. 1905 De A. Corneli Celsi rhetorica.

2) Celsus, Korrektur in A, halte ich für richtig mit Rücksicht auf IX, 2, 106 (wo vielleicht derselbe Exzerptzettel vorliegt); dazu Wöhrer p. 9 adn. 1.

Fragmente aus Alexander Numeniu und dem von ihm abhängigen Anonymus Seguerianus möglich. So kann Frg. 18 : 18ª nur auf Caecilius zurückgehen; gibt man dies zu, muß auch der Zweifel bei den übrigen von Quintilian und dem Anonymus parallel überlieferten Fragmenten schwinden. So ist also das Sternchen zu streichen bei 17 : 17ª (21 : 21ª sind wieder auffallend ohne Stern, obwohl ein gleiches Beispiel in der Schulrhetorik fast nichts beweist); 23 : 23ª; 28 : 28ª; (41 : 41ª das Beispiel wieder nicht bezweifelt); 42 : 42ª. Wieviel sonst aus dem Anonymus auf Caecilius zurückgeht, ist nicht zu ermessen; ich halte O.s Zweifel gegen Angermann für vollkommen berechtigt, da ich den Grundsatz, alles was den Stempel des Aristoteles trägt, m u ß auf Caecilius zurückgehen, nicht für zulässig halte. Weil O. Angermanns Arbeit vollkommen aufgenommen hat, ist zu befürchten, daß man in Zukunft Caecilius τέχνη für eine reine Paraphrase des Aristoteles halten wird. Und das müßte man tun, wenn man im Ernste Frg. 49, die Paraphrase zu dem Abschnitt περὶ ἐρωτήσεως καὶ ἀποκρίσεως aus Aristot. Rhet. III, 18 in C.s τέχνη einordnet. O. tut es im Vertrauen auf Angermann, der p. 63 seiner Abhandlung Caecilius für den tatsächlichen Verfasser des vorliegenden Bruchstückes erklärt. Sein Beweis mit Hilfe des oben zitierten Gregor von Korinth ist aber keineswegs zwingend. Erweisen läßt sich nur, daß der betreffende Aristoteleskommentar in der Figurentechnik wirklich von Caecilius abhängig ist. Daß er es ist, rührt daher, daß C.s Schrift über die σχήματα — nicht aber seine τέχνη — tatsächlich die Rhetorschule beherrscht hat.

Die Fragmente des Schriftchens Περὶ σχημάτων lehren deutlich, daß es in der rhetorischen Tradition eine durchschlagende Aufnahme gefunden und bis ins ausgehende Altertum die vorherrschende Stellung behauptet hat. Kurz dargestellt ist das Rekonstruktionsverhältnis



Der wichtigste von diesen, Alexander Numeniu, ist bekanntlich nur im Auszuge erhalten. Seine Nachfolger, die ihn noch vollständig gehabt haben, erhalten dadurch erhöhten Wert. Die Stellen aus Aquila, wie Frg. 51, 52, 54 tragen ihr Sternchen mit Unrecht. Aus demselben Grunde vermisse ich häufiger die Stellenangaben aus dem

Carmen de figuris, dessen Abhängigkeit von Alexander selbst aus der umgekehrten Anordnung der entnommenen Figuren hervorgeht. Mit welcher Sicherheit sich aus diesen Elementen die Wiederherstellung vornehmen läßt, möge beispielsweise Frg. 55 a, b zeigen, die mit Sicherheit erkennen lassen, daß bei Caecilius infolge einer falschen sprachphilosophischen Vorstellung die Sinnesfiguren vor den Wortfiguren behandelt waren.

Tiberius Rh. Gr. Sp. III, 59, 22	Quintilian IX, 1, 19	Alex. Sp. III, 27, 1
πρῶτον οὖν τὰ τῆς διανοίας σχήματα δεικτέον, ἐπεὶ δεῖ τὸν νοῦν πάντως τοῦ λόγου προηγεῖσθαι, verblaßt aus Alexander.	ut vero natura prius est, concipere animo res quam enuntiare, ita de figuris ante est loquendum, quae ad mentem pertinent.	τὰ μὲν τῆς διανοίας σχήματα προείρηται κατὰ λόγον ἡμῖν· παντὸς γὰρ λόγου προάγει ἡ διανοήματος εὕρησις, ἕπεται δὲ λέξις τῷ διανοήματι…

Die caecilianische Definition des σχῆμα hat uns Phoebammo erhalten in der leider durch Schreiberhand so verunstalteten Einleitung (Frg. 50). Seine Absicht ist, die Definition Alexanders (Rhet. Gr. Sp. III, 44, 15 sq.) aus den Fehlern der Vorgänger zu entwickeln. Die ganze Stelle kann nur aus Caecilius stammen. Zuerst wird Zoilus erwähnt, der in seiner Definition garnicht unsere Figuren meint, bei dem aber Caecilius offenbar zuerst den festen terminus gefunden hat. Zoilus Schüler, Anaximenes, versteht mit Recht nur die εἰρωνεία darunter (cf. Kap. 20). In Phoebammos Kritik an dieser Definition ist τρία ἁμαρτάνει sicher verderbt. Es ist keine Lücke anzunehmen, sondern ich halte τρία für das Zahlzeichen γʹ und schlage vor τοῦτο γʹ ἁμαρτάνει. An Caecilius Definition hat Phoeb. offenbar auszusetzen, daß das σχῆμα keine τροπὴ ἐπὶ τὸ χεῖρον sein darf, ein Gedanke, der durch den Zusatz ἐπὶ τὸ κρεῖττον in Alexanders Definition (Rhet. Gr. Sp. III 44, 16 = 11, 1) hervorgerufen wird. Es fehlt also die Angabe, welche Nichtfiguren unter Caecilius zu weite Definition fallen. Das kann aber nach der Epitome Alexanders (Rhet. Gr. Sp. III 9—11) und Phoebammo (44, 15 sqq.) nur der σολοικισμός sein. Ich halte daher τὸ δὲ μὴ καλὸν für Doppelschreibung und lese: τὸ οὖν ›μὴ κατὰ φύσιν‹ οὐ καλόν (deswegen setzt es Alexander nicht; Grund:) ὁ γὰρ σολοικισμός ἐστιν τροπὴ ἐπὶ τὸ χεῖρον. Ganz in Ordnung scheint auch Caecilius Definition nicht zu sein: bis εἰς τὸ μὴ κατὰ φύσιν ist sie nach περὶ ὕψους Vahlen 39, 2 (Frg. 94) sicher.

Für C.s Behandlung der Sinnesfiguren fällt Quintilians Zeugnis weg, er hat sie scheinbar nicht direkt benutzt. Frg. 57, die εἰρωνεία, zweifle ich nicht an; sie war sicher eingeordnet, wie der Vergleich mit Quintilian IX, 1, 3 zeigt, wo unter clari quoque auctores an C.

gedacht ist [1]). Am sichersten vom gesamten Caecilianischen Material ist die Ueberlieferung in den Wortfiguren, die auch Quintilian eingehend benutzt hat.

Was von Fragmenten aus der Schrift vom Erhabenen herangezogen ist, geht auf die Arbeiten von Coblentz, Kaibel, Rothstein, Martens, von Wilamowitz zurück. Nach der ganzen Anlage der Schrift — das spricht die Einleitung deutlich genug aus — müssen die polemischen Stellen das meiste für C. ergeben. Aber zu eng ist Rothsteins Ansicht (Hermes XXIII, 20), daß unmittelbarer Anschluß an die Schrift des C. nur anzunehmen ist für den Abschnitt der Einleitung und für die Behandlung der Tropen und Figuren. Für diese ist es allerdings ganz sicher, daß der Verfasser vielleicht schon von Kind auf mit der caecilianischen Schulterminologie völlig vertraut ist. Aber unsere bessere Kenntnis gerade dieses Teils der caecilianischen Lehre besticht uns gewiß. Viel zu weit ist dagegen Hammers Hypothese (vgl. p. XXXV), daß wir den echten Caecilius auch da haben sollten, wo nicht ausdrücklich gegen ihn polemisiert wird. Zweifellos wird manchmal gleiche Ansicht vorliegen; aber Vorsicht ist am Platze; ganz feine Nuancen eines versteckten Beifalls oder Widerspruches müssen da Fingerzeige geben. Das darf bei einer Gegenschrift, die sich gegen eine einzige noch dazu angesehene Schrift richtet, nicht anders erwartet werden. Für Caecilius kann man daher in diesem Falle der gesamten Schrift kaum entraten. Das bisher besprochene Material ist in der Sammlung sorgsam zusammengetragen, und es steckt in ihm mehr caecilianisches Gut als in der τέχνη, die in der Sammlung einen farblosen Abklatsch des Peripatos bildet.

Die Hauptfundstelle für C.s bedeutendstes Werk, das über den Stil der zehn Redner bilden die pseudoplutarchischen Rednerviten und Photius. Während Burckhardt mehr das namentlich Ueberlieferte heraushob, macht O. den Versuch, und zwar hier mit größerer Selbständigkeit, die Spuren des aus Caecilius stammenden Materials aufzusuchen. Es ist eine mißliche Sache, und O. ist sich wohl bewußt, mit wie großer Vorsicht vorzugehen ist (vgl. Einleitung p. XXI f.), weil die anderen kompilierten Quellen zu wenig bekannt sind. Das sicherste Gut bleiben die in Verbindung mit den von Keil festgestellten Heliodorstücken überlieferten Stellen. Die ganze Art dieser ästhetisch-kritischen Notizen läßt am besten die Anlage des Werkes erkennen. Besonders aufmerksam möchte ich auf die Stellen machen, die sich mit dem σχηματίζειν des betreffenden Redners befassen; in sich einheitlich, bürgen sie für die Einheitlichkeit des ganzen Werkes. Man geht am besten von den Figuren aus, weil wir gerade hier den

1) Die Unterfiguren siehe Quintilian VIII, 6, 58.

sichersten Boden für C. unter uns haben. Es ist eine große Zahl (Frgg. 103, 107, 109, 121, 122, 125, 128, 144, 149); sie bedienen sich stets der caecilianischen Namen, wobei zu erinnern ist, daß diese sehr lange vor Caecilius nicht fest geworden sein können. Den Anfang macht die Photiusstelle Frgm. 103: der Kalaktiner hat offenbar zuerst die Behauptung aufgestellt, Antiphon enthalte keine Sinnesfiguren. Da dies nun nicht der Fall ist, muß er seine Ansicht modifizieren; so ist die ganze Stelle, weil sie so auffällig war, erhalten geblieben. Daß die Entdeckung großes Aufsehen erregt hat, zeigt der Verfasser περὶ ὕψους (Frg. 103ᵃ), der aus dem Gedächtnis eine Bemerkung darüber macht, ein Zeichen, daß er auch in den anderen Werken C.s belesen ist. Er überträgt aber mit Recht die Behauptung auf die alten Gerichtsredner, da Frgm. 107 zeigt, daß C. sie auch von Andokides aufgestellt hat, natürlich mit derselben Einschränkung des ἀσχηματιστός. Und natürlicherweise kann dann Frg. 125 aus dem Isäus: πρῶτος δὲ καὶ σχηματίζειν ἤρξατο καὶ τρέπειν ἐπὶ τὸ πολιτικὸν τὴν διάνοιαν ὃ μάλιστα μεμίμηται Δημοσθένης (dazu Frg. 144) nur auf C. zurückgehen. In Frg. 149 steht unmittelbar vor dem σχηματίζειν die Angabe der Zahl der echten Reden, also genau wie in Frg. 125. Aus diesem starren Zusammenhang ist wohl mit Sicherheit zu schließen, daß diese kritischen Angaben auf C. zurückgehen, wie das Frg. 100, 116 bestätigt. In letzterer Stelle ist Dionys von Halikarnass mitgenannt, in 168 mit ihm zusammengeworfen, wie das häufig geschieht. Mit großer Vorsicht hat C. in diesen Fällen nur das in die Sammlung aufgenommen, was bei Dionys entweder fehlt, in Widerspruch steht, darüber hinausgeht oder andere Wahrscheinlichkeitsgründe für sich hat. Die Stellen aus Harpokration Frg. 104, 105, *124 scheinen mir sämtlich zweifelhaft; die Echtheitszweifel können wer weiß auf wen zurückgehen, eine Sicherheit für die Herkunft aus dem Zehnrednerwerk liegt nicht vor. Den Zweifel in *110ᵃ verstehe ich nicht, es ist durch 110 besser verbürgt als 112, 118. Im ganzen bildet die Zusammenstellung der 10 Redner gerade durch die vorsichtige Behandlung die beste Leistung.

Dies Werk bildete Caecilius Hauptarbeit; es liegt menschlich nahe, die Sonderschriften als vorhergehend zu betrachten, wenn schon man Plutarchs ärgerliche Aeußerung über die σύγκρισις Δημοσθένους καὶ Κικέρωνος ›ἐνεανιεύσατο‹ als einen Zornausbruch nicht für das Lebensalter pressen sollte. Ob man die vom Verfasser περὶ ὕψους zitierte συγγράμματα ὑπὲρ Λυσίου wirklich für ein besonderes Buch halten soll, wage ich nicht zu entscheiden. Einordnen ließe es sich schon bei 110, und das Zehnrednerwerk hat er ja gelesen. Antiphon wird auch vom Ps.-Plutarch zitiert: Κεκίλιος δ' ἐν τῷ περὶ

αὐτοῦ συντάγματι, noch dazu ebenfalls ein Vergleich mit Thukydides. Ofenloch ist pg. XXXIII vom Gegenteil überzeugt. In der Tat müßte es dann eine σύγκρισις Πλάτωνος καὶ Λυσίου sein, wozu der Phaedrus allerdings anregte. Wir haben dann die auffallende Erscheinung, daß fast alle übrigen namentlich erhaltenen, nichtlexikalischen Werke solche συγκρίσεις sind: Τίνι διαφέρει ὁ Ἀττικὸς ζῆλος τοῦ Ἀσιανισμοῦ, περὶ Δημοσθένους καὶ Αἰσχίνου, beide ohne erhaltene Fragmente, περὶ Δημοσθένους καὶ Κικέρωνος. Und in derselben Richtung bewegt sich offenbar Περὶ τῶν καθ᾽ ἱστορίαν ἢ παρ᾽ ἱστορίαν εἰρημένων τοῖς ῥήτορσιν. Eine Zusammenstellung von Redner- und Historikerzitaten konnte einmal den Zwecken der historischen Erklärung dienen, andererseits auch der ästhetischen Kritik. Daß aber unter Umständen ein Vergleich auch für die Echtheitserklärung in Betracht kam, zeigt ja der neue Didymosfund. Blass hat geradezu Caecilius als den Vorgänger des Didymos vermutet, der die 11. Demosthenische Rede als aus Anaximenes Geschichtswerk stammend erkannt hat. Spuren eines caecilianischen Werkes dieser Art haben sich sicher erhalten. Wenn man die Frgg. incertae sedis 164—166 betrachtet, so drängt sich dieselbe literarische Tendenz auf. Von der Clemensstelle (Frg. 165) hat Christ (Abhdlg. d. bair. Akademie d. Wiss. XXI, 1801, p. 470 sqq.) durch den Vergleich mit Porphyrius bei Eusebius praep. evang. X, 2—3 überzeugend nachgewiesen, daß Clemens und Porphyrius ganze Weisheit auf alte Quellen zurückgehen, auf Lysimachus, Alcaeus, Pollio und besonders Aretades περὶ συμπτώσεως. Porphyrius kennt aber den Namen des Caecilius (Frg. 164) sicher nur aus seinen Quellen, die diesen demnach benutzt haben. Auf ihn wird die Stelle zurückgehen, die wir bei Clemens (Frg. 165 = p. 202, 17) lesen: Ναὶ μὴν Θουκυδίδου λέγοντος »Μαραθῶνί τε μόνοι προκινδυνεῦσαι« Δημοσθένης εἶπεν »μὰ τοὺς ἐν Μαραθῶνι προκινδυνεύσαντας«. Das wird um so wahrscheinlicher, als der Verfasser περὶ ὕψους der Besprechung dieses Beispiels zu Beginn des ganz von Caecilius abhängigen Abschnitts (Kap. XVI sqq.) anfügt καίτοι παρὰ τῷ Εὐπόλιδι τοῦ ὅρκου τὸ σπέρμα φασὶν εὑρῆσθαι.

Οὐ γὰρ μὰ τὴν Μαραθῶνι τὴν ἐμὴν μάχην
Χαίρων τις αὐτῶν τοὐμὸν ἀλγυνεῖ κέαρ.

Sehr an Caecilius erinnert bei Theo, der ihn genau studiert hat, das Vergleichszitat Thukydides - Theopomp - Demosthenes über den φθόνος (Frg. 166 = p. 204, 9 sqq.), besonders durch die Erwähnung der Sizilianischen Geschichte des Philistos und der folgenden Zitate der alten Redner. Obwohl man nun freilich nicht zu weit im Einheimsen für Caecilius gehen darf, ist doch soviel durchsichtig, daß auch Komödie und Tragödie berücksichtigt waren, und von einer

Stelle bestätigt das ja Porphyrius, wo die Abhängigkeit Menanders von Antiphanes nachgewiesen wird (Frg. 164). Sind wir berechtigt, ein größeres Parallelwerk des Caecilius anzunehmen, aus dem vielleicht das oben genannte περὶ τῶν καθ' ἱστορίαν ἢ παρ' ἱστορίαν εἰρημένων τοῖς ῥήτορσι ein Teil war, der für die Rhetorik das größte Interesse beanspruchte? Denn nach diesem Gesichtspunkte sind bei Suidas die Schriften angeführt. Ueber die Anlage läßt sich nur wenig sagen; ob sie alphabetisch war, wie nach Frg. 164—166 es zu sein scheint, läßt sich mit Bestimmtheit nicht erkennen; die hier in die Augen springenden Stichworte sind vielleicht der Ueberlieferung aus dem caecilianischen Büchmann zuzuschreiben. Auffällig ist mir nur, daß so viel Stichworte Δικῶν 'Ονόματα sind Frg. 164: p. 201, 8 βάσανος; 11 ἐξούλης (vgl. p. 161, 19 sqq.); 13 αἰκίας; Frg. 165: p. 201, 21 τεκμήριον; p. 202, 22 παρασκευή; Frg. 166: p. 204, 20 ὕβρις! Die aus der alphabetischen 'Εκλογὴ λέξεων mit Caecilius Namen erhaltenen Bruchstücke sind sämtlich der Art.

Für Caecilius lexikalische Arbeiten hat Ofenloch das Material ganz Boysens Abhandlung De Harpocrationis lexici fontibus quaest. rel. Diss. Kil. 1876 entnommen. Ihm überläßt er vollkommen die Verantwortung (Einleit. XL), ohne zu verschweigen, daß er vieles selbst nicht für caecilianisch hält. Ein solcher Abdruck ist zwar für die kritische Herausgabe von Fragmenten wenig zu billigen, läßt sich aber deshalb verstehen, weil ein endgiltiges Urteil sich erst nach Abschluß von Wenzels Arbeiten fällen lassen wird. Die vier Bruchstücke unter Caecilius Namen εἰσαγγελία Lex. rhet. Cantabr.; ἐξούλης Harpocration; θεωρικόν Ammonius; φάσις Lex. rhet. Cantabr. entstammen wohl sicher dem alten attischen Onomastikon, das Wenzel in den Abhandlungen d. Berl. Akad. d. Wiss. 1895 p. 483 ansetzt. Nun ist aber zu beachten, daß an allen vier Stellen Suidas nur die Erklärung des Caecilius, nie die der anderen, enthält. Das Onomastikon hat doch anscheinend in gegebenen Fällen verschiedene Ansichten gebracht. Es ist also zunächst nicht von der Hand zu weisen, daß Suidas wirklich noch das Lexikon des Caecilius aufgestöbert hat, eine Annahme, zu der seine Erwähnung in der Einleitung allein nicht zwingen würde. Soviel scheinen mir aber auch die namentlichen Fragmente zu zeigen, daß sie kaum in einer Καλλιρρημοσύνη betitelten Sammlung gestanden haben. Daß dies übrigens ein Besserungsversuch von E. Rohde ist (Griech. Roman 326, 2) fehlt im kritischen Apparat O.s p. 1, 8; 138. Die vielversuchte Suidasstelle gibt nun Laskaris (s. Einl. XIX) wieder mit ›*Elegantias Atticas secundum elementa*‹, *quae adhuc apud Suidam leguntur.* Daß das Werk noch bei Suidas gelesen werden kann, weiß er aber sicher nur

aus dessen Einleitung, wo es als Καικιλίου Σικελιώτου ἐκλογὴ λέξεων zitiert wird. Bernhardy hat meiner Ueberzeugung nach mit Recht ἔστι δὲ — καλλιρημοσύνης. ἔστι δὲ für Randglosse zu ἐκλογή gehalten, zumal der ganze Artikel am Schluß sich als glossiert erweist. Aber Laskaris hatte sie in seinem Exemplar; denn die Uebersetzung »*elegantia*«, einerseits = ἐκλογὴ ὀνομάτων, andrerseits = καλλιρημοσύνη ist nichts weiter als elegante Spiegelfechterei des Byzantiners. Er hat demnach die zweibändige Schrift gegen die Asianer auch nicht für alphabetisch-lexikalisch gehalten, jedenfalls nicht die wunderliche Meinung geteilt, daß Suidas glaube, »πᾶσαν λέξιν« sei in ihr enthalten gewesen. Was sachlich aus dem Zusammengehäuften Caecilius gehört, ist vorläufig nicht zu ermessen; Artikel wie ἐσχηματισμένος, παρρησία u. a. können wirklich nicht von ihm stammen. Wenzels Arbeiten werden erst ein weiteres Vorwärtsschreiten gestatten.

Caecilius Bild hat durch die Sammlung jedenfalls an Schärfe gewonnen. Es ist das Bild eines strebenden Literaten, der den so gut wie erkämpften Sieg des Atticismus zu einer ungeheuer fleißigen schriftstellerischen Tätigkeit verwertet. Er hat es bei dem herrschenden Interesse auf einzelnen Gebieten zu einer für die Nachwelt führenden Stellung gebracht, und darüber sind seine geschichtlichen Schriften in Vergessenheit geraten. So sehr auch vieles »nach der Lampe riechen« mag, muß man doch seine Lebensleistung als die eines Chalkenteros achten.

Rawitsch W. Barczat

Vollständiges Griechisch-Deutsches Handwörterbuch zu den Schriften des Neuen Testaments und der übrigen urchristlichen Literatur von D. Dr. **Erwin Preuschen.** 1. u. 2. Lief. Gießen, A. Töpelmann (vormals J. Ricker), 1908. Sp. 1—320. Lex. 8°, je 1,80 M.

Ein umfassendes Urteil über die vorliegende Leistung kann nur ein philologisch geschulter Theologe vorlegen. Ein solches hat Adolf Deißmann in der Deutschen Literaturzeitung gegeben (1908, Nr. 30), stark ablehnend, besonders hinsichtlich des Umfangs der Belege und der Art der Verarbeitung. Darnach wäre dem neuen Wörterbuche nur ein beschränkter wissenschaftlicher Wert zuzusprechen: einige philologische Beobachtungen hierzu.

Unter den benutzten Arbeiten der früheren Lexikographen führt Preuschen außer dem Thesaurus die Lexika von Passow, Pape, Jacobitz-Seiler, Suhle-Schneidewin an. Er kennt also das beste griechische Handwörterbuch nicht, nämlich das von Anestis Konstantinidis herausgegebene Μέγα Λεξικὸν τῆς Ἑλληνικῆς γλώσσης (Athen 1901

bis 1907), eine neugriechische Bearbeitung der 8. Auflage des bekannten Greek-english lexicon by H. G. Liddell and R. Scott (1897). Dies englische Wörterbuch ist wiederum eine Bearbeitung der letzten Ausgabe des Passow, aber sehr beträchtlich erweitert und verbessert, und da auch Konstantinidis viel hinzugetan hat, so muß seine Leistung unmittelbar neben den Thesaurus gestellt werden. Das ist gewiß nicht erfreulich, da einem großen Notstand nur mit einigen Flicken abgeholfen wird, da auch das Unvollkommene, das der Thesaurus bietet, von keinem der Bearbeiter eine gründliche Kritik erfahren hat, aber man muß doch zur Zeit mit dem Gegebenen rechnen.

Man vermißt aber auch einen Hinweis auf Herwerdens Lexicon suppletorium (1902, 1904, 1905). Das ist freilich ebenfalls nichts als ein großer Flicken, der dann noch durch zahlreiche Nachflickungen erweitert wurde. Wäre es nicht besser gewesen, der emsige holländische Philologe hätte sich ein beschränktes Gebiet gewählt, etwa die ganz vernachlässigten Ioner oder die noch niemals nach ihrem Wortschatz verarbeiteten Dorer? Statt dessen jagt er im Libanios und Synesios nach neuen Wörtern, ohne darnach zu fragen, ob die Stellen schon im Thesaurus stehen oder nicht, er schreibt den halben Hesych aus, der doch ebenfalls im Thesaurus steht, während er die anderen Lexikographen kaum beachtet und überhaupt von der Verzweigung antiker grammatischer Ueberlieferung kaum unterrichtet zu sein scheint, er plagt den Leser mit unnötigen, grammatischen Anmerkungen, für die ein anderer Ort zweckmäßiger war, auch hier ohne ausreichende Kenntnis der einschlägigen Literatur, und dennoch: zur Zeit sind seine Sammlungen ein notwendiges Hülfsmittel, zehnmal höher zu schätzen als der Konstantinidis. Denn Herwerden ist der erste gewesen, der die Sprache der Inschriften und Papyri mit besonderem Eifer verfolgt und dargestellt hat, so daß er für das volkstümliche Griechisch trotz der unmethodischen Sammlung unentbehrlich ist[1]). Preuschen spricht in seiner Ankündigung davon, daß durch die rastlose Arbeit von drei Jahrzehnten die Quellen unserer Kenntnis der griechischen Volkssprache ganz außerordentlich vermehrt worden

1) Inzwischen hat K. Krumbacher angekündigt, daß der in Leipzig lebende Neugrieche Dr. E. Pesopulos bald ein weiteres Lexikon ἀθησαυρίστων λέξεων, also einen neuen Kumanudis, erscheinen lassen werde. Nach einer freundlichen Mitteilung des Verfassers sollen es über 9000 neue Worte sein, die hauptsächlich aus dem spätgriechischen und dem ganzen byzantinischen Gebiet (bis zum Jahre 1453) gesammelt sind. Dazu kommen neue Belege von selteneren, schon bekannten Worten und neue Bedeutungen. Eine beigefügte Probe zeigte, daß die Arbeit weit gründlicher angelegt ist als die von Kumanudis oder gar die trockene Aufzählung bei Sophoklis.

sind, doch er füllt das Fehlende nicht aus, weder nach dem Umfange noch nach dem Inhalt.

Aber der Verfasser hat Anspruch darauf, sorgfältig geprüft zu werden, wie er das Einzelne erklärt. Dazu seien einige Worte ausgewählt, die der Hirt des Hermas im besondern hat. ›ἀδίστακτος, ον nicht zweifelnd, ... nur Adv. ἀδιστάκτως unbedenklich ... ungestört im Gottesreich wohnen s. 9, 29, 2‹. Darin fehlt eine deutliche Unterscheidung verschiedener Bedeutungen: die passive hätte nach der üblichen Gewohnheit des Herausgebers durch die Zahl 2 abgeschieden werden müssen. Die Stelle heißt: οἱ τοιοῦτοι οὖν (Menschen von kindlicher Unschuld) ἀδιστάκτως κατοικήσουσιν ἐν τῆι βασιλείαι τοῦ θεοῦ. Wie kommt das Wort zu der Bedeutung ungestört, so daß es also zu ἀνεπικωλύτως, ἀνεπηρεάστως zu stellen war? Es heißt nichts anders ›was nicht zu bezweifeln ist, ohne Zweifel‹, eine Bedeutung, die bei dem Adverb sonst nur noch in dem hellenistischen Epigramm Anth. Pal. XII 151 zu finden ist: εἴ τινά που παίδων ἐρατώτατον ἄνθος ἔχοντα εἶδες, ἀδιστάκτως εἶδες Ἀπολλόδοτον, wo die Engländer, die das Zeugnis zuerst vorgebracht haben, irrig das Aktivum, *undoubting*, angeben. — ›ἀκηδία ... die Sorglosigkeit, παραδιδόναι ἑαυτὸν ταῖς ἀκ. sich der Sorglosigkeit überlassen Hv 3, 11, 3‹. Hier hat der Herausgeber sorglos aus Pape geschöpft und weder die besseren lexikalischen Hilfsmittel noch auch den Sinn der Stelle beachtet. Der aber ging sogleich aus dem Zusammenhang hervor: παρεδώκατε ἑαυτοὺς εἰς τὰς ἀκηδίας καὶ οὐκ ἐπερίψατε ἑαυτῶν τὰς μερίμνας ἐπὶ τὸν κύριον, auch hat die altlateinische Uebersetzung *tradidistis vos anxietatibus*. Wie ἀκηδία nun zu der Bedeutung Schmerz kommt, ist am besten bei Schneidewin-Suhle dargestellt: Teilnahmlosigkeit — dumpfes Hinbrüten, torpor — maeror. — ›ἀνονειδίστως Adv. neidlos neben ἀδιστάκτως: χορηγεῖν τινι Imd. n. helfen, Hs 9, 24, 2‹. Das ist von den Gläubigen gesagt, die jedermann helfen ›ohne Vorwurf und ohne Zögern‹. Richtig hatte wieder die lateinische Uebersetzung: *sine improperio, sine dubitatione*. Das war doch nicht schwer zu finden. — ›ἀπόκενος ... (verstärktes κενός), leichtfertig oder töricht (neben δίψυχος) Hm 5, 2, 1. 12, 5, 2‹. Das ist recht mangelhaft. Denn ἀποκενόω ist bis auf einen Bodensatz ausleeren, ἀπόκενος derart ausgeleert. Die reiche Bildersprache des Hirten erklärt die eigentümliche, sonst nicht nachweisbare, übertragene Verwendung, man kann aber auch den Uebergang vortrefflich beobachten. An der 2. Stelle heißt es: ὅταν ὁ ἄνθρωπος κεράμια ἱκανώτατα γεμίσηι οἴνου καλοῦ καὶ ἐν τοῖς κεραμίοις ἐκείνοις ὀλίγα ἀπόκενα ἦι, ἔρχεται ἐπὶ τὰ κεράμια καὶ οὐ κατανοεῖ τὰ πλήρη· οἶδε γάρ, ὅτι πλήρη εἰσί· κατανοεῖ δὲ τὰ ἀπόκενα, φοβούμενος μήποτε ὤξισαν. Im Folgenden wird πλήρεις ἐν τῆι πίστει gegen τοὺς

ἀποκένους gestellt, und ebenso auch an der 1. Stelle. Da also das Bild stark geschaut ist, mußte darnach übersetzt werden: ›bis auf einen Rest der Flüssigkeit (des Glaubens) entleert‹, kürzer ›(glaubens)-leer geworden‹. Das Wort ist ein gutes Beispiel von der treffenden und knappen Ausdrucksweise der Griechen. — ›ἀποστιβάζω [nach d. lat. *stipara* gebildet?] wie es scheint, nur hier vorkommend ἀ. τι εἰς τὴν ἀποθήκην etwas im Keller lagern Hm 11, 15 [vgl. neugr. στιβάζειν aufschichten]‹. Die Stelle ist falsch ausgeschrieben und falsch übersetzt, sie lautet: ἐὰν γὰρ εἰς ἀποθήκην στιβάσηις οἶνον ἢ ἔλαιον καὶ ἐν αὐτοῖς θῆις κεράμιον κενόν, καὶ πάλιν ἀποστιβάσαι θελήσηις τὴν ἀποθήκην, τὸ κεράμιον ἐκεῖνο, ὃ ἔθηκας κενόν, κενὸν καὶ εὑρήσεις· οὕτω καὶ οἱ προφῆται οἱ κενοὶ ὅταν ἔλθωσιν εἰς πνεύματα δικαίων, ὁποῖοι ἦλθον, τοιοῦτοι καὶ εὑρίσκονται. Das Wort στιβάζω ist in der bei dem verwandten στοιβάζω allgemein bekannten Bedeutung ›zusammenstellen‹ bisher aus Epiphanios I 272[b] und Schol. vulg. Soph. Ai. 770 bekannt gewesen, nun erhält es ein älteres Zeugnis. Aber wie konnte nur verkannt werden, was ἀποστιβάζειν heißt, wo obendrein noch in der lateinischen Uebersetzung *cum eandem apothecam exhaurias* steht? — ›ἀποτυφλόω blenden Pass. übertr. ἀ. ἀπὸ τῆς ἀγαθῆς διανοίας er wird für die gute Gesinnung blind. Hm 5, 2, 7‹. Nicht ganz genau. Das Kapitel handelt davon, daß einst das Gute im Menschen durch das Böse ausgeschieden werden soll. Zu den mannigfachen Bildern, die dabei verwendet werden, kommt zum Schluß noch die Blendung. Die ἀγαθὴ διάνοια war im Menschen, nun wird ihre Sehkraft geblendet. Die auffallende Verbindung καὶ ὅλως ἀποτυφλοῦται ἀπὸ τῆς διανοίας τῆς ἀγαθῆς erklärt sich daraus, daß ἀκαταστατεῖ ἐν πάσηι πράξει αὐτοῦ vorausgeht, so daß auch das nächste Verbum auf die Person zu beziehen nahe lag. Ein Attiker hätte nun etwa ἀποτυφλοῦται τὴν διάνοιαν gesagt. Aber dieser Akk. geht bei den Späteren zurück, und κατά ist dieser Sprache ebenfalls weniger angemessen; so wurde die Präposition wiederholt. Die Uebersetzung ist: ›ihm wird die Erkenntnis des Guten abgeblendet‹, wie es auch der Lateiner auffaßt: *et omnis illi cogitatio prudentiae excaecatur et fallitur.*

Der Bearbeiter zeichnet sich durch große Genauigkeit in der Angabe der Stellenzahlen aus, auch scheint er nach den vorgenommenen Proben nichts Wesentliches auszulassen. Daß die antiken Lesarten nicht sonderlich verwendet waren, erklärt der Zweck des Buches, der ›in erster Linie für die Hand der Studenten und der Geistlichen‹ bestimmt ist. Gleichwohl war es auch unter dieser Beschränkung vielfach möglich, die Wissenschaft zu fördern. Auf dem philologischen Gebiet indessen ist dies nicht überall, wo es möglich war, erreicht worden.

Göttingen Wilhelm Crönert

Libanii opera recensuit **Richardus Foerster.** Vol. II, orationes XII—XXV; Vol. III, or. XXVI—L; Vol. IV, or. LI—LXIV. Lipsiae, in aedibus B. G. Teubneri. MCMIV, MCMVI, MCMVIII (IV, 572 S., M. 12; LXVI, 487 S., M. 12; V, 498 S., M. 10)[1].

In ziemlich rascher Folge sind die Bände auf einander gefolgt, so daß nunmehr schon alle Reden des Libanios in dem neuen Gewande vorliegen. Die drei nächsten Bände sollen die Deklamationen enthalten. Wir bewundern die umfassende Arbeitsweise, die Emsigkeit und die Ausdauer des Herausgebers und wünschen ihm zu dem glücklichen Fortgang von Herzen Glück.

In der Anordnung des Apparates würde F. nicht nur Raum ersparen, sondern auch dem Benutzer ein schneller ergreifbares, klareres Bild gewähren, wenn er die Lesungen enger zusammenrückte und der handschriftlichen Ueberlieferung den Vorrang gäbe. So steht z. B. III 140 die Anmerkung: »ἰσχυρισαίμην scripsi, ut coni Monnerius ἰσχυρίσαιμι libri sed in ἰσχυρισαίμην corr V, edd«. Ihr Anfang erweckt die Meinung, die Stelle sei gegen die Handschriften verbessert worden, während man doch Vermutungen Neuerer, wenn sie durch eine später bekannt gewordene Ueberlieferung bestätigt wurden, entweder gar nicht oder nur anhangsweise erwähnt. Es war also zu schreiben: ἰσχυρισαίμην V^c (coni Monn)] ἰσχυρίσαιμι V^{pr} cett. Weiter zu III 131: »ἀμφιδέας scripsi coll. t. IV 835, 2 (ex emendatione Jacobsii) et Aristoph. fr. Thesm. 6 t. II 1079, 11 M et Harpocr. s. v. ἀμφιδέραια libri sed γρ ἀμφιδέας in marg A, ἑραια in ras. P^2, ραια in ασ corr. I^3, edd«. Dafür war zu geben: ἀμφιδέας $A^{γρ}$ I^3 P ante ras. ut vid. (ci Jacobs, cf. t. IV 835, 2, Aristoph. fr. 320 K, Harpocr. s. v.)] ἀμφιδέραια AIP^2 cett. Die Entscheidung wird richtig gefallen sein, auch die attischen Schatzinschriften kennen nur ἀμφιδέα und das davon abgeleitete ἀμφιδείδιον. Aber ἀμφιδέραιον, das an sich ebenso attisch sein kann wie περιδέραιον, wenn es auch noch nicht bezeugt ist (unbestimmbar ist ἀμφιδέραια· ψέλλια Hes.), muß auch darum verdächtig sein, weil es in einem im Thes. Ling. Gr. I 2, 217^b ausgeschriebenen Bruchstück eines späteren Lexikons als Erklärung zu περιδέραιον benutzt wird.

Eine weitere Entlastung und Klärung des Apparates würde F. durch Ausscheidung der Morelschen Lesungen herbeiführen. Was der vielgeschäftige Philologe und Buchdrucker F. Morel an Handschriften zur Verfügung hatte, ist so ziemlich bekannt, seine Verbesserungen aber und Vermutungen sind, wo sie nicht gerade leichte, durchsichtige Versehen betreffen, von ganz geringem Werte, vgl. das vernichtende

1) Vgl. Jahrg. 1904, Nr. 9, S. 730 ff.



Urteil, was F. selbst I 75 und 267 über ihn fällt. Man gehe einmal die Rede Περὶ τῶν συνθηκῶν (III 337—348) durch. Was hier 337_5, 338_8, $_{12}$, $_{15}$, 339_7, $_9$, $_{18}$, $_{14}$, $_{22}$, 340_9, 341_2, $_{20}$, 342_3, 343_6, $_{15}$, 344_{16}, $_{17}$, $_{20}$, 345_4, $_6$, 347_{11}, 348_{15} an besonderen Lesungen Morels erwähnt wird, ist zumeist minderwertig oder falsch, es ist aber auch schädlich, da mancher Leser an einigen Stellen zu der Vermutung gebracht werden kann, die Morelliana sei codicis instar. Das ist sie aber, da ihre Quellen in dieser Rede bekannt und auch von F. verglichen sind, nicht. So hätte denn editio princeps nicht die Ehre einer vollständigen Wiedergabe finden sollen. Warum freilich F. S. 338_{17} lieber mit AEIB Morel ἀπήλαυε als mit Va V Reiske ἀπέλαυε geben mochte, ist nicht ersichtlich, wo er doch anderwärts das richtige ἀπέλαυε vorzieht. Indes ist ἀπήλαυε, das zur Unterscheidung von ἀπέλαβε eine stärkere Augmentation erhielt, in den Handschriften der spätgriechischen Schriftsteller so häufig, daß man das Versehen begreifen kann.

Endlich muß noch einmal die Bitte ausgesprochen werden, Verschiedenheiten der Accente nur in wichtigen Fällen zu erwähnen. Daß die Byzantiner z. B. gerne einige proklitische Worte an das folgende anschließen, weiß jeder, der nur ein wenig mit Handschriften oder Apparaten zu tun gehabt hat. So hätte aus der angeführten Rede 337_4 τοπρῶτον V, 338_{18} ἐξουρίων P, 341_{18} ἀφότου B, $_{22}$ διατέλους ABPV usw., 346_{23} εἴτοῦν A nicht in die Anmerkungen gebracht werden sollen. Auch nicht 341_3 μὴ δὲ APBV, eine den Byzantinern sehr gewöhnliche Schreibung, $_{10}$ οὐδέπω ποτὲ CAIV, 347_{15} ἐπειδ᾽ ἂν A, 348_{14} οὐκ ἔτ᾽ A. Allesfalls war 340_{13} ἀνιάσαι (st. ἀνιᾶσαι) der meisten Handschriften von einer gewissen Bedeutung, doch hatte ein solcher Fall mehr Wert, wenn er in der Vorrede kurz mit andern zusammengestellt wurde [1]). Auch das lose ν macht dem Herausgeber noch unnötige Arbeit. Warum heißt es IV 401_2 zu τοῖς ῥήμασι καὶ] ῥήμασι scripsi ῥήμασιν B Sieb? Hat etwa Libanios die bekannte Byzantinerregel befolgt oder waren für die Tilgung rhythmische Beobachtungen, wie sie Blaß bei Demosthenes machte, maßgebend? Mit solchen ἀδιάφορα sollte der Leser nicht geplagt werden.

Nun, da bereis vier Bände vorliegen, ist es auch von einigem Vorteil, die Scholien, über die früher noch kein rechtes Urteil möglich war, im Zusammenhang zu betrachten. Sie verteilen sich zumeist auf die einzelnen Handschriften. Etwa folgende sind der Erwähnung wert.

Der Monacensis A (s. X) hat nur selten Randbemerkungen, kurze grammatische, aus eigenem Denken entsprungene Erklärungen, »θαυ-

1) S. 346_{20} ἐρινὺς P ἐρινὺς I muß ein Druckfehler vorliegen.

μάζειν‹ ἀπὸ κοινοῦ II 104, ἠχός] ἀντὶ τοῦ ἀγαγὸν III 217, καταφευγόντων] ἀντὶ τοῦ καταφευγέτωσαν 475, κατὰ κοινοῦ τὸ ›ἴστω‹ IV 19, προσείων] ἀντὶ τοῦ ἔμπροσθεν σείων 77. Auf den Erzbischof Arethas von Cäsarea weisen einige Aehnlichkeiten, die sich in den Scholien zu Dion Chrysostomus finden, z. B. zu I 2 κατὰ κοινοῦ τὸ ›φασίν‹ (A. Sonny, Ad Dionem Chrys. analecta, S. 95), VII 37 ἐχόντων] Ἀττικῶς ἀντὶ τοῦ ἐχέτωσαν (S. 103), XI 106 ἀπὸ κοινοῦ τὸ ›ποιεῖ‹ (S. 109). So findet sich ἀπὸ κοινοῦ und κατὰ κοινοῦ noch öfter. Es wäre nun zu untersuchen, ob die Bemerkungen die Züge der Handschrift des Arethas, die wir kennen, aufweisen. Stammen die Scholien von ihm, der so viele Schriftsteller mit seinen Lesespuren versah, dann finden sich sicherlich im Monacensis häufige Ausrufe wie ὡρ(αῖον) und σημ(είωσαι), vgl. die Bemerkung Försters I 16.

Im Chisianus C (s. XI) ist ebenfalls hin und wieder am Rande etwas zu finden: II 39 (mit Suid. zu vergleichen), 314, IV 242 (mit $P^3 B^2$, aus Suidas). Besonders ist III 144 zu erwähnen: οὔτοι φορητὸν οὐδὲ συγγνώμην ἔχον] ἰαμβικὸς τρίμετρος οὗτος ὁ στίχος (mit Mo). Mit dem Metrum hat Libanios an der mit großem Nachdruck gesprochenen Stelle wohl ebenso eine Wirkung erzielen wollen wie einst Demosthenes. Daß dem Byzantiner der Vers auffiel, ist nicht zu verwundern, da er mit der Vermeidung von Auflösungen und mit der betonten vorletzten Silbe den Gesetzen seiner Zeit entsprach.

Im Palatinus P (s. XIV) sind von der 3. und 4. Hand ein paar aus Suidas genommene Stellen zu bemerken, vgl. III 232, 418, dazu eine selbstergründete Erklärung IV 77. Der 2. Hand sind einige ziemlich gelehrte Scholien eigentümlich, die sich meist in der Hs. B wiederfinden, vgl. I 83, 87, 116, 134. Zu bemerken ist ein aus den Aristeidesscholien (III 326 D.) abgeschriebenes Stück: I 146, vgl. Hendess, Oracula graeca Nr. 51.

Der Barberinus B (s. XIV) ist mit häufigen Anmerkungen versehen, besonders von der 2. Hand. Davon geht das Meiste, wie schon von Förster hervorgehoben wurde, auf Thomas Magister zurück, manches auf das Etymologicum Magnum und Suidas, einzelnes auf die Scholien zu Aristophanes (I 512) und Pindar (530).

Unsere besondere Aufmerksamkeit erheischt der Vindobonensis V (s. XII), nicht etwa um alter Gelehrsamkeit willen, die nur wenig vorhanden ist, als darum, weil er uns zeigt, wie man einst den Libanios gelesen, verstanden und beurteilt hat. Daß die Hände V und V^2 auf dieselbe Quelle zurückgehen, ist offenbar, woraus weiter erhellt, daß der Urheber der Scholien in einer Vorlage von V zu suchen ist, eine Beobachtung, die noch durch Verschreibungen (vgl. III 54) bekräftigt wird. Nun wird man auch die junge Hand, V^r (s. XV nach

Förster I 35) mit den alten zusammenstellen dürfen, denn außer Aehnlichkeiten in der Schreibweise gibt sie auch deutlich eine frühe Entstehung zu erkennen: II 524 τὸ »ἤδη« τοῦτο ἀντὶ τοῦ »ποτὲ« ἀσήμαντον ὡρισμένου χρόνου, ὡς δικαίως ἂν παραλαμβάνεσθαι αὐτὸ καὶ πρὸ ἐτῶν ἑξακοσίων καὶ πλειόνων ἔτι. In das 10. Jahrhundert aber gehört sowohl Arethas als auch der ihm zugewiesene Monacensis A, und wenn es sich auch als unmöglich erweisen wird, bei den Scholien der Hs. V denselben Ursprung anzunehmen [1]), so genügt es schon, eine ähnliche Entstehung und den Abstand von späterer byzantinischer Scholienarbeit zu erkennen.

Lexikographisches ist kaum aufzutreiben (πευθήν II 295 hat Aehnlichkeit mit Schol. Luc. Phal. I 10, S. 6 Rabe), eine Benutzung des Suidas nicht zu erkennen, aber auch nicht des Diogenianos, den Arethas hatte. Einmal (III 131) werden zwei Worte mit den Ausdrücken der Volkssprache erklärt, wie es jener Erzbischof öfter zu tun pflegt (Sonny a. a. O. 88 f.). Hingegen sind einfache Glossen nicht selten. Dabei wird dann einmal fehlgegriffen: III 318 ἐχόρδευεν] ἤτοι ἐκιθάριζεν, vgl. Förster z. d. St.

Oefter findet sich grammatische Erklärung einzelner Formen oder Verbindungen. Auf attische Besonderheiten wird hin und wieder aufmerksam gemacht, vgl. II 497 τὸ δεξόμενον] ἤτοι τοὺς δεξομένους ἀνθρώπους· Ἀττικὸν οὕτως. Daß der Infinitiv nach attischem Brauche für den Imperativ stehe, wird immer wieder eingeschärft, vgl. I 291 »λέγειν« ἤτοι λέγε· τῆς Ἀττικῆς καὶ τοῦτο συνηθείας· καὶ ποιηταὶ τούτωι χρῶνται. Σοφοκλῆς· τότ' ἤδη φάσκειν ἐμὲ μαντικῆι μηδὲν φρονεῖν (O. R. 462). καὶ Ἀριστείδης πολλαχοῦ τῶν ἑαυτοῦ λόγων τούτωι χρῆται, vgl. noch I 142, III 11, 333, IV 422 [2]).

Ein Augenmerk richtet der Byzantiner auf den Gebrauch der Casus bei Verben. Im Coislinianus 345, dessen Zusammenstellung auf Arethas zurückgeführt wird, ist eine beträchtliche alphabetische Sammlung über bemerkenswerte Konstruktionen von Zeitwörtern erhalten, das vierte Bekkersche Lexikon (Anecd. 119—180); ein späteres

1) Nur einmal trifft eine Bemerkung von A mit V zusammen: III 217 ἦγχε] ἀντὶ τοῦ ἀγαγόν A, ἤτοι ἀγαγόν· καὶ Ἀριστείδης· »νῦν μὲν γὰρ Λακεδαιμονίους ἡ συμφορὰ δεῦρο ἦγε καὶ ὁ καιρός«· ἤτοι ἤγαγεν V. Vgl. auch IV 77, wo in P[4] weiter ausgeführt wird, was A kurz erklärt.

2) Vgl. Schol. T zu B 10 πάντα μάλ' ἀτρεκέως ἀγορευέμεν ὡς ἐπιτέλλω] Ἀττικῶς· »φάσκειν Μυκήνας« (Soph. El. 9). So ist richtig bei Bekker die leichte Verderbnis φάσκειν μηκύνας verbessert, während Maaß das Scholion nicht verstanden hat. Aber Lesbonax XVIII (S. 46 Müller): Ἰωνικὸν καὶ Δώριόν ἐστι τὸ ἀντὶ προστακτικῶν ἀπαρέμφατα λέγειν, und nach Rost (Gr. Gr. § 125, 3 Anm. 6) ist der Gebrauch in der epischen Sprache häufig, bei den Attikern selten, vgl. auch die zahlreichen Beispiele bei A. Matthiä § 547.

Erzeugnis, etwa der moschopulischen Zeit, steht z. B. bei G. Hermann, De emend. rat. graec. gramm. S. 353—422, die Syntax des Johannes Glykys bewegt sich hauptsächlich in diesen Fragen. Man vgl. z. B. III 54 εἴχετο] ἤτοι ἐκρατεῖτο καὶ διὰ τοῦτο δοτικῆι συνῆπται ἀπεναντίας τοῦ εἴχετο ἀντὶ τοῦ ἤπτετο γενινῆι (δοτικῇ V², verb. v. F.) συνταττομένου mit BA 141 ἔχεσθαι· γενικῆι· Δίων τεσσαρακοστῶι ἐνάτωι βιβλίωι· ›κελευσάσης αὐτῶι τῶν προκειμένων ἔχεσθαι‹, oder I 129 ἐδυσχέραινον τὸ χωρίον] ἤτοι ἐμίσουν καὶ διὰ τοῦτο πρὸς αἰτιατικὴν συντάττεται, δυσχεραίνω δὲ ἀντὶ τοῦ λυποῦμαι, ἄχθομαι, δοτικῆι (ähnlich III 223) mit BA 134 δυσχεραίνω δοτικῆι· ἐκ τοῦ Ἐπιταφίου usw. und mit Lex. Herm. S. 368 δυσχεραίνω συντάσσεται Ἀττικῶς μὲν αἰτιατικῆι, καὶ δηλοῖ τὸ ἀποστρέφομαι καὶ μισῶ καὶ βδελύττομαι, κοινῶς δὲ δοτικῆι, καὶ δηλοῖ τὸ ἀνιῶμαι καὶ ὀργίζομαι (folgt eine Libaniosstelle). Hierher noch II 74 (ἄγαμαι γενικῆι) und III 295 (θαυμάζω γενικῆι). Arethas macht in den Dionscholien ähnliche Beobachtungen, vgl. besonders zu X 29, doch enthält er sich der Beispiele und ist im Sprachgebrauche verschieden.

Zu erwähnen sind auch die Unterscheidungen zwischen Aktiv und Medium (I 146 πρεσβεύει ∼ διαπρεσβεύεται, III 234 ἀπέσχον ∼ ἀπεσχόμην) oder Simplex und Kompositum (II 78 πράττομαι ∼ εἰσπράττομαι, ebenso III 13, 195, und zum Teil II 526[1]), vgl. auch 454 ἔσχον ἀντὶ τοῦ ἐπέσχον, zwischen einzelnen Komposita (I 108 ἐντυγχάνειν ∼ συντυγχάνειν), zwischen Singular und Plural: II 169 ἔνδηλοι πληθυντικῶς, ἔνδηλον δὲ οὐδέποτε, εὔδηλον δέ, eine durchaus verfehlte Bemerkung; hierher noch IV 454: ἀνδρεῖα ἐσθήματα ἤτοι ἀνδράσι πρέποντα· ἀνδρῶια δὲ οἰκήματα τὰ ἐμπεριέχοντα ἄνδρας, und über den Gebrauch einer Präposition an Stelle einer andern III 216, 258.

Bei den Sätzen macht der Scholiast auf Auslassungen aufmerksam, wie I 89 τυχὼν τοῦ Ποσειδῶνος] ἤτοι σωτῆρος, ἀφῆκε δὲ Ἀττικῆι συνηθείαι· καὶ Ἀριστείδης ›τυχὼν τῆς θεοῦ‹, ἐάσας εἰπεῖν συμμάχου, weiter 256 und 295. Doch sind die Bemerkungen ohne Belang oder gar hinfällig, Arethas widmet diesen Fragen größere Aufmerksamkeit. Zu bemerken ist jedoch, daß die Brachylogie des Libanios den Scholiasten zur Bewunderung hinreißt: I 319 τὸ στρογγύλον τῆς γλώττης κἀνταῦθα διεφάνη καὶ τὸ δι' ὀλίγων πολὺ δηλῶσαι.

Besser sind die Beurteilungen des Periodenbaues, besonders der Anakoluthe, vgl. I 315, wo darauf hingewiesen wird, daß auf τὸν μὲν

[1]) Die häufige Wiederholung zeigt wie in dem vorher erwähnten Falle, daß sich der Scholiast auf die Entdeckung einer nicht bekannten Sache nicht wenig einbildete. Seinen Eifer wird man verstehen, wenn man annimmt, daß er, durch falsche Vorstellungen getäuscht, einen Vorgänger des Thomas Magistros bekämpft, der S. 317 R. richtig lehrt: πράττομαι δὲ καὶ μετὰ τῆς προθέσεως καὶ χωρὶς τῆς προθέσεως καὶ τὸ ἀπαιτῶ καὶ τὸ ἀπαιτοῦμαι.

ἀναγκάσασα nicht nach einem δέ ein anderes Partizip folge, sondern ein neuer Satz, ferner I 87 (nach einer Parenthese wird τῆς φήμης ... κατεχούσης durch γεμούσης ... λόγου τῆς πόλεως wieder aufgenommen), I 309 und III 194. Der Scholiast bewundert diese Kunst (III 194 πολλὰ τούτου τὰ τοιαῦτα, θαυμαστὰ πάντα) und auch Johannes Glykys erkennt sie als eine bemerkenswerte Eigentümlichkeit an [1]), während Photios darin einen Grund der Unverständlichkeit des Mannes findet [2]). Auch technische Ausdrücke aus dem Rhetorenunterricht kommen vor (III 96 ἀντίθεσις ἀντεγκληματική und ἡ λύσις μεταληπτικὴ ἀπὸ τοῦ τρόπου, weiter 101, 125, 214), während die σχήματα des Lesbonax, die Rudolf Müller bei Arethas nachgewiesen hat [3]), nicht benutzt sind.

Wie Arethas, so meistert auch der Scholiast des Monacensis des öftern seinen Schriftsteller, so I 275 λύπηι τε τῆι παρὰ τῶν ἐμῶν ἀγαθῶν] ἡ παρά ἐπὶ ἐμψύχου· τοῦτο δὲ οὐκ οἶδα ὅπως ἐπῆλθε τῶι ῥήτορι εἰπεῖν, 318 οὐ καλὸν τὸ »ἀνηλωμένον« ἐνταῦθα, III 181 τοῦτο οὐχ ἕπεται τῶι λόγωι οὕτως κείμενον. Absonderlich ist II 78 οἶσθα] οὐ τῆς Ἑλληνικῆς συνηθείας· ἀντὶ τούτου γὰρ »οἶδας καλῶς δοῦναι καὶ μὴ δοῦναι«. τὸ δὲ οἶσθα οὕτως λαμβάνεται ἀπολελυμένως· »οἶσθα τὸν ἄνδρα« καὶ »οἶσθα τὸ τοῦ δεῖνος γένος«. Diese Unterscheidung wird sonst nicht gemacht, denn die Grammatiker verwerfen entweder οἶδας gänzlich als nichtattisch (Moiris) oder geben wenigstens der Form οἶσθα den Vorzug (Thomas M.). Hier muß eine bei einem späteren Schriftsteller, etwa Aristeides, gemachte Beobachtung irre geleitet haben, was vielleicht ein anderer ergründen wird. Noch merkwürdiger ist III 115 ὅρα καὶ τὸ καταμόνας· ὃ ἐγὼ οὔποτ' ἂν ἐπεπείσμην τοῦτον ἀξιῶσαι ἑρμηνείας τῆς αὐτοῦ. Man ist darüber verwundert, daß eine Form angegriffen wird, die bei den Attikern des öftern vorkommt und auch von Byzantinern vermerkt wird (Lex. Vind. 115). Aber die

1) De vera synt. rat. S. 52 Jahn: ἔτι τῆι παρεμβολῆι καὶ τῆι ἐξ] αὐτῆς διακοπῆι καὶ ὁ σοφιστὴς Λιβάνιος ὕστερον ἐχρήσατο ... (folgt ein Beispiel, in dem nach einem Einschub mit einem Wechsel des Subjekts fortgefahren wird) πλὴν οὕτω μὲν καὶ οὗτος τῆι διακοπῆι χρησάμενος ἐνταῦθα τὸ ἀσφαλὲς ἐτήρησεν, ἐν ἄλλοις δὲ καινοτομεῖν τι καὶ αὐτὸς προήιρηται καὶ τῆς διακοπῆς χωρὶς τὴν σύνταξιν συνῆψε· χρῆται γὰρ τῶι σχήματι ἀδιαστάτως καὶ συνάπτει τὰς πτώσεις ἀσυνδέτως, μὴ τῶι ἔθει καθαρῶς χρησάμενος usw. πλὴν Λιβάνιος μὲν ἐπ' ἐλάχιστον οὑτωσὶ τῶι σχήματι ἐχρήσατο, ἐν ἑτέροις τὴν ἀπολογίαν τῆς ὀρθότητος διὰ τῆς παρεμβολῆς ποιούμενος καὶ οὐ παντάπασι τῆι μέμψει ἐνεχόμενος usw. Es folgt Philostratos, der darum getadelt wird, daß er so häufig Anakoluthien zulasse, die weder durch eine richtig verbundene Parenthese noch durch andere Mittel erträglich gemacht sind, daß er also τὰς πτώσεις ὡς ἔτυχε καὶ ὡς ἔδοξεν αὐτῶι συνάπτει.

2) Cod. 90: πολλὰ μὲν ἐπισκοτίζων παρενθήκαις, ἔνια δ' ἀφαιρέσει καὶ τοῦ ἀναγκαίου.

3) De Lesbonacte grammatico S. 106—112. S. auch oben S. 660 Anm. 2.

Verdächtigung ist ziemlich alt, da sich schon der Antiattizist S. 101 B. dagegen wehrt: κατὰ μόνας· ἀντὶ τοῦ ἰδίαι· Θουκυδίδης πρώτωι, Ξενοφῶν Ἀπομνημονευμάτων τετάρτωι. Es ist also wahrscheinlich, daß der Scholiast auf irgend einem Wege sein falsches Urteil dem bekämpften Attizisten verdankt.

Es ist im Laufe der Verhandlung deutlich geworden, daß der Scholiast V mit Arethas, der eine viel schärfere Beobachtung und umfassendere Bildung besaß, nicht eins sein kann. Aber er ist doch für die Erkenntnis sowohl der Ueberlieferung des Libanios als auch des grammatischen Betriebes im 10. Jahrhundert von einigem Werte, und wenn die Vermutung wahr sein sollte, daß der Monacensis A mit Arethas zusammenhängt, dann erhält die Textgeschichte einen weiteren, noch wertvolleren Anhaltspunkt. Die Wichtigkeit solcher Ergebnisse rechtfertigt denn auch die Durchnahme der zerstreuten, sachlich wenig anlockenden Masse, und so mag nun ein anderer diese Untersuchungen nachprüfen und fortführen [1]).

Das große kritische Vermögen des Herausgebers tritt vornehmlich an einem Stücke hervor, das erst nach Reiske bekannt geworden ist, der Rede Ὑπὲρ Ὀλυμπίου (IV 387—404). Sie ist in der Hauptsache nur in einer Handschrift, dem Barberinus II 41, erhalten, und hat in ihrem ersten Herausgeber Siebenkees keinen eindringlichen Bearbeiter gefunden. Hingegen ist durch Förster ein recht lesbarer Text hergestellt worden und das oft an Stellen, deren Heilung durchaus nicht leicht zu finden war. Hier und da indessen darf ein anderes Urteil vorgetragen werden.

387_{11} ὃν (scil. λόγον) εἰ μὲν οἱ λοιδοροῦντες οὐκ ᾤοντο ἔσεσθαι, γνώτωσαν οὐκ ὀρθῶς ὑπειληφότες· εἰ δὲ τὰ δίκαιά με ποιοῦντα γράφειν αἰσχρόν, χείρω με τῆς τῶν ἐχθρῶν ἐλπίδος ἐπιδειχθῆναι. Der Gegensatz zu οὐκ ἔσεσθαι ist γράφειν, nicht γράφειν αἰσχρόν, und da auch ἐπιδειχθῆναι keine rechte Beziehung hat, so ist ohne Zweifel εἰ δὲ τὰ δίκαιά με ποιοῦντα γράφειν (ᾤοντο), αἰσχρὸν χείρω με τῆς τῶν ἐχθρῶν ἐλπίδος ἐπιδειχθῆναι zu schreiben. Mit diesem scharfen Gedanken »dann wäre es doch schimpflich, hinter der Erwartung der Feinde zurück zu bleiben« schließt die Einleitung wirkungsvoll ab.

1) Aus dem cod. Monac. 529 hat Albert Jahn (zu Basilius und Joh. Glykys) einige wertlose Scholien ausgeschrieben, anderes steht mir aus eigenen Aufzeichnungen zur Verfügung. Wir befinden uns ganz im Fahrwasser moschopulischer Erklärungsweise, Thomas Magistros und das Etymologicum sind benutzt. Auffällig erscheint die Bemerkung fol. 217ᵇ ὅθεν καὶ παρὰ τοῖς ἀριθμητικοῖς τοῦ ἑνὸς πρὸς τὰ δύο καὶ τῶν δύο πρὸς τὰ τέσσαρα χώρα λέγεται. Diese Bedeutung von χώρα finde ich weder bei den Alten noch bei den Byzantinern; im Rechenbuch des Planudes heißt χώρα die Stelle, wie z. B. die Zahl 6005 vier χῶραι hat (S. 3 Gerhardt).

388_5 κειμένου δὲ εἰ φαινοίμην ἀμελῶν ὃ μόνον τοῖς οἰχομένοις ἐστὶν ἡ παρὰ τῶν ζώντων πρὸς τοὺς κατηγοροῦντας <βοήθεια>, οὐδεμιᾶς ἂν προφάσεως ἐπιεικοῦς εὐπορήσαιμι. Ein gelinderes Mittel als die Einfügung von βοήθεια ist die Streichung von ἡ, worauf dann κειμένου als Gen. abs. gefaßt wird und ὃ auf ἀμελῶν geht: »wenn ich aber nach seinem Tode das vernachlässigte, was die Toten einzig und allein noch von den Lebenden gegen ihre Angreifer erhalten können«. Damit entgehen wir zugleich der schon von Förster eingesehenen Notwendigkeit, ὃ in ἐν ᾧι zu verwandeln, eine Aenderung, die ohne die Einsetzung von μόνωι nur ein halbes Mittel wäre.

389_4 οἱ δὲ — πῶς ἄρ' ἂν ἀξίως εἴποιμι περὶ τῆς ἀνωμαλίας; — εἰ πάντα τὸν χρόνον ἦσαν ἐν τοῖς πρὸς αὐτὸν ἐγκλήμασι διαγαγόντες καὶ <ταῦτα> τὰ μὲν ἠδικημένοι, τὰ δὲ ἠδικηκότες, οὐκ ἂν αὐτοῦ τοσούτους κατέχεαν λόγους κτλ. Die durch καὶ ταῦτα angegebene Steigerung oder Hervorhebung ist durchaus nicht am Platze, es liegt vielmehr eine nähere Bestimmung der ἐγκλήματα vor. Man streiche also das καί.

389_{16} τί δ' ἦν καὶ τὸ δίκαιον αὐτοῖς πρὸς Ὀλύμπιον; οὔτε γὰρ ὁδὸν μακρὰν ἐπορεύθησαν ἐκείνου κελεύοντος οὔτε πλοῦν πολύν τε καὶ χαλεπὸν ὑπὲρ τῶν ἐκείνωι συμφερόντων ἤνεγκαν οὔτε ναῦς δυναμένας βλάβην ἐνεγκεῖν ἐφειλκύσαντο. Da Olympios in Phönizien Güter besaß und auch sonst vermöge seiner angesehenen Stellung als konstantinopolitanischer Senator viel zur See gewesen sein muß (vgl. Seeck, Die Briefe des Libanius S. 223), so versteht man recht wohl, nachdem die Erduldung von Land- und Seereisen erwähnt war: »noch brachten sie Schiffe herbei, die ihn hätten sicher fortbringen können (δυναμένας ἀβλαβῆ ἐνεγκεῖν)«. So heißt es in dem neuen Sappholiede aus Oxyrhynchos: ὦ φίλα]ι Νηρήϊδες, ἀβλάβην ἔ[μον κασί]γνητον δ[ό]τε τυίδ' ἴκεσθαι. Indem aber Förster ναῦς δυναμένας βλάβην ἐνεγκεῖν ἀφειλκύσαντο schreibt, bringt er den Gedanken auf, daß Olympios entweder feindliche Schiffe zu fürchten oder bei einer Meerfahrt mit der Seeuntüchtigkeit der zur Verfügung stehenden Fahrzeuge zu rechnen hatte. Bei jenem Gedanken ließe sich an Seeräuber denken, doch müßte es dann etwa ἀπήμοναν heißen, dieser ist zu nebensächlich, um für etwaige Verdienste in Betracht zu kommen.

395_4 τίνα μὲν ὑμῖν ἐνορῶν ἰσχύν, τίνα δὲ ἀσθένειαν ἐν ἑαυτῶι; Mit Recht vermutet Förster in der Anmerkung <ἐν> ὑμῖν, denn Libanios ahmt den Demosthenes nach: XIX 193 τίνα ἐν ἑαυτῶι μικροψυχίαν ... ἐνεωρακώς; Auch gleich darauf war zu φοβερὸς καὶ δυσπολέμητος (395_{14}) Demosth. XI 15 (φοβερὸν καὶ δυσπολέμητον) anzuführen, während hingegen die 398_{11} angegebene Stelle Dem. c. Aph. I p. 818, 8 nicht stimmt. Warum zeigt übrigens Förster den Demosthenes in veralteter Weise nach den Reiskischen Seiten an?

398_6 ἐρώτα ὃ τὸν Ἀχιλλέα καὶ κλαίειν ἐποίει καὶ καθεύδειν οὐκ εἴα. οὐ γὰρ τὸ γένος αὐτὸν εἰσῄει τοῦ τεθνεῶτος, ἀλλὰ πλοιά τε καὶ πόλεμοι, ἃ μετ' ἀλλήλων διήνεγκαν πλέοντες τε καὶ πόλεις κενοῦντες. So gebräuchlich πολέμους διαφέρειν ist, so läßt sich doch πλοῖον διαφέρειν nicht damit verbinden, auch für sich allein wäre es hier ohne Sinn. Man lese πλοῖ τε καὶ πόλεμοι.

398_{11} ἀλλ' ὁ μὲν αὐτῶι τὸν οἶκον ἐβάδιζε, πρᾶγμα ἐπίπονον, ὁ δ' οὐ μικρὸν ἀφίστατο ποιῶν τὸ κελευόμενον ... καὶ τὸ λυποῦν ἐλαύνων καὶ παρακαθήμενος κτλ. Das heißt also, daß der eine als Verwalter, der andere als Kammerdiener tätig war. Da nun βαδίζειν recht auf den alles in Augenschein nehmenden οἰκονόμος zutrifft, so wird es nicht in ἐταμίευε zu ändern sein, und dies um so weniger, als auch in οὐ μικρὸν ἀφίστατο ein passender Gegensatz folgt; wenn man aber αὐτῶι in ἀμφί ändert, ist alles in Ordnung, vgl. ἀμφιβαίνειν. Im Folgenden sähe man lieber καὶ τὸ λυποῦν ἀμύνων. Beide Aenderungen bieten keine paläographische Schwierigkeit. Die gleich darauf folgende Wendung καθεύδειν ἐκτεταμένος stammt aus Xenophon Symp. IV 31.

398_{16} ὥστε εἰ καὶ τοῦ παντὸς ἐπεποιήκει κυρίους, εἰκότως ἂν ἐθαυμάζετο. Nachdem die ausnehmende Tüchtigkeit der Diener geschildert ist, von denen es vorher hieß, daß ihnen ὡς πλεῖστα vermacht worden sei (397_4), fährt Libanios fort: »wenn er sie also darum gar zu Herren über alles gemacht hätte, dann wäre das gewiß nichts Verwunderliches gewesen«, d. i. εἰκότως <οὐκ> ἂν ἐθαυμάζετο.

400_1 γυναῖκάς τε ἀπείρους Ἀφροδίτης, αἳ ἀντὶ πολλῶν ἦσαν θεραπόντων Ὀλυμπίωι, λέγων κακῶς, ὡς εἰέν τε ἐν αἰσχραῖς ἡδοναῖς καὶ φαρμάκοις τε καὶ ἐπωιδαῖς ἅπαντα δυναμέναις. Es ist notwendig, δυνάμεναι zu lesen, da doch die ἡδοναί nicht die φάρμακα und ἐπωιδαί als Mittel gebrauchen. Vielmehr sind das εἶναι ἐν αἰσχραῖς ἡδοναῖς und das φαρμάκοις τε καὶ ἐπωιδαῖς ἅπαντα δύνασθαι zwei verschiedene, freilich einander verwandte Vorwürfe, weshalb sie denn auch durch τέ—καί mit einander verbunden sind.

402_1 ἐμοὶ δὲ ἅ τε παρὰ ζῶντος ὑπῆρξεν Ὀλυμπίου, μέγιστα κέκριται πάντων τῶν παρ' ὡντινῶν γεγενημένων, τά τε ἤδη μεθεστηκότος δεδόμενα, τὰ μικρὰ δὴ κατὰ τὸν ὑμέτερον λόγον, μείζω χιλίων ἀγρῶν, καὶ τό γε οὐδὲν οὐκ ἂν ἤνεγκε λύπην ..., εἰ καὶ μέρος τοῦτ' ἐπεποιήκει τῶν διαθηκῶν, τὴν τοῦ μηδὲν εἰς ἐμὰς πέμψαι χεῖρας αἰτίαν λέγων, ὅτι τῶι φιλτάτωι δὲ τὸ πεπεῖσθαι ἐμὲ μηδὲν αὐτὸν ζητεῖν. Förster schrieb τῶι φιλτάτωι ἔστι πεπεῖσθαι, aber die Stelle ist ganz heil und bedarf nur der Hinzudeutung des Zeitwortes, das bei einem Vermächtnisse das vornehmste und wichtigste ist. Libanios denkt sich das Testament mit der üblichen Formel: ἐὰν δέ τι ἀνθρώπινον πάθω, καταλείπω τῶι

δεῖνι μέν ..., τῶι δεῖνι δέ usw. Darnach ist also εἰ καὶ μέρος τοῦτ' ἐπεποιήκει τῶν διαθηκῶν ... ὅτι ›τῶι φιλτάτωι δὲ τὸ πεπεῖσθαι ἐμέ, μηδὲν αὐτὸν ζητεῖν‹ ganz in Ordnung. Man würde wohl nach dem voraufgehenden τοῦτο eher τό erwarten, doch ist ὅτι bei namentlichen Anführungen in späterer Zeit sehr gebräuchlich. So steht z. B. in einem Zauberpapyrus (Dieterich, Abraxas 192_{15}): ἐπέγραφε τὸ μέγα ὄνομα καὶ τὸ τῆς γυναικὸς καὶ ὅτι ›μὴ συνγενέσθω ἡ δεῖνα ἑτέρῳ ἀνδρὶ πλὴν ἐμοῦ τοῦ δεῖνος‹. Da würde Didymos eher καὶ τὸ ›μὴ ... δεῖνος‹ geschrieben haben.

402_{16} μείζονι τούτωι χαριζόμενος τῶν τὰ ἄνθη φερόντων ἐπὶ τοὺς τάφους, ἃ καὶ μισῶν ἄν τις ἐνέγκαι φόβωι τοῦ νόμου. Weshalb Förster φόβου τοῦ φθόνου vermutet, ist nicht einzusehen. Denn es gab doch Verordnungen von Vereinen und Stiftungen genug, die das Schmücken der Gräber, das ῥοδίζειν der bithynischen Inschriften, betrafen.

403_{18} εἶτ' οἴεσθε ταῦτα ποιοῦντες ἀσφαλῶς ἀσελγαίνειν ὥστ' οὐδ' ὁρώμενοι παρὰ τῶν τεθνεώτων κτλ. Hier macht Förster den Gedanken mit ὡς οὐδ' ὁρώμενοι richtig, noch treffender aber und der Ueberlieferung näher ist ὥς γ' οὐδ' ὁρώμενοι.

Die Rede Περὶ τῶν συνθηκῶν (III 337—348) ist ziemlich rein überliefert. Unter den Reiskischen Besserungen hätte noch ἀναγωγαί 339_8 die Aufnahme in den Text verdient, anderes hat Förster mit Recht zurückgewiesen (337_{11}, 339_1); auch 341_6 ist alles in Ordnung, da κέρδος auf das vorhergenannte τὴν ἐκεῖθεν τροφήν zu beziehen ist. Unter den eigenen Besserungen ist βίοις 348_{10} statt βιβλίοις ausgezeichnet und die Einfügung von θρήνων 347_{10} gibt der Ueberlieferung einen klaren und gefälligen Sinn. Aber 340_{14} ist κεκραγώς ... τὸ <χρυσίον> καὶ τὸν χρόνον αὐτῶι τηνάλλως ἀνηλῶσθαι ganz verkehrt, denn mit dem Geld kann doch nicht das Honorar gemeint sein, dessen verweigerte Bezahlung eben gerade den Streitpunkt bildet, auch nicht der Lebensunterhalt, da dies doch genauer, etwa durch τροφή, hätte bezeichnet werden müssen. Der substantivierte Infinitiv, den Libanios so gerne zu verwenden pflegt, ist auch nach κεκραγώς nicht auffällig, und im besondern noch nach dem dazwischen gestellten Satz durchaus zweckmäßig.

Göttingen Wilhelm Crönert

Excerpta historica iussu Imp. Constantini Porphyrogeniti confecta ediderunt **U. Ph. Boissevain, C. de Boor, Th. Büttner-Wobst.** Vol. IV. Excerpta de sententiis ed. Ursulus Philippus Boissevain. Adiecta est tabula phototypica. Berolini, apud Weidmannos 1906. XXVIII, 478 S. — Vol. II. Excerpta de virtutibus et vitiis. Pars I recens. et praefatus est Theodorus Büttner-Wobst. Editionem curavit Antonius Gerardus Roos. Berolini, apud Weidmannos 1906. XLII, 369 S.

Dem ersten und dritten Band des Konstantinischen Exzerptenwerkes (s. GGA 1904 S. 391 ff. und 1907 S. 495 ff.) ist in erfreulicher Schnelligkeit der vierte Band gefolgt. Er enthält die Abteilung περὶ γνωμῶν (*Excerpta de sententiis*) und ist von U. Ph. Boissevain bearbeitet, dem verdienten Herausgeber des Cassius Dio. Die Vorrede berichtet in klarer Auseinandersetzung über das, was bisher für diesen Teil der Excerpta geleistet ist, und über Inhalt und Beschaffenheit der Handschrift. Der Excerptentitel περὶ γνωμῶν oder, wie er nach der Unterschrift am Ende der Auszüge aus Polybios vielleicht richtiger lautete (vgl. de Boor, Hermes XIX 140 ff.), περὶ γνωμικῶν ἀποστομισμάτων ist nur in einer einzigen Handschrift erhalten, einem Palimpsest. Cod. Vaticanus gr. 73, eine in schöner Minuskel geschriebene Pergamenthandschrift aus dem 10.—11. Jahrhundert, besteht jetzt aus 177 Blättern, hatte aber ursprünglich einen größeren Umfang. Im 14. Jahrhundert wurde die Hs. neu beschrieben, die Exzerpte περὶ γνωμῶν wurden soviel wie möglich verwischt und Reden des Aristeides und Platons Gorgias darüber geschrieben. Bei dieser Gelegenheit wurde die ganze Hs. auseinandergenommen und anders zusammengesetzt, zahlreiche Blätter und ganz besonders solche, auf denen die Auszüge eines neuen Schriftstellers begannen, wurden gänzlich beseitigt. Als die Hs. bekannt wurde, galt es also die auseinandergerissenen Stücke aus den verschiedenen Autoren zusammenzubringen und, wenn möglich, die einzelnen Teile (Quaternionen) der Hs. in ihrer ursprünglichen Ordnung wiederherzustellen. Die wichtigste Arbeit, die Verbindung der Bruchstücke eines jeden der ausgezogenen Schriftsteller und die Herstellung ihrer Reihenfolge, leistete der Entdecker der Hs. und erste Herausgeber der Excerpte, der Kardinal Angelo Mai. Ihm kam es zunächst darauf an, die in der Hs. zu Tage tretenden neuen und bis dahin unbekannten Stücke der Historiker bekanntzugeben. Seine Publikation in der Scriptorum veterum nova collectio e Vaticanis codicibus edita, Tom. II (Romae 1827), enthielt daher nur diese und überging alle Exzerpte aus den erhaltenen Autoren Xenophon, Arrian, Prokop, Agathias, Theophylaktos, sowie die Stücke aus Polybios und Diodor, die aus erhaltenen Büchern der beiden Schriftsteller exzerpiert sind. Die von Mai edierten Exzerpte wurden dann von den Herausgebern der betreffenden Autoren benutzt

und vielfach emendiert. Die Hs. selbst untersuchte nach Mai zuerst Theodor Heyse, der alle Auszüge aus Polybios, auch die von Mai übergangenen, sorgsam verglich und neu herausgab (Polybii Historiarum excerpta gnomica ... retractavit Th. Heyse, Berolini 1846). H. van Herwerden unterzog dann alle übrigen von Mai edierten Exzerpte einer erneuten Prüfung und veröffentlichte die Ergebnisse seiner Kollation mit zahlreichen kritischen Bemerkungen in dem Spicilegium Vaticanum (Lugduni Batav. 1860). Einzelne Teile der Hs. wurden auch später noch für bestimmte Zwecke verglichen, so besonders die Auszüge aus Cassius Dio und Petros Patrikios von Boissevain für seine Ausgabe des Dio und von de Boor die Auszüge aus Theophylaktos Simokattes für seine Ausgabe dieses Schriftstellers (Leipzig 1887). Für die vorliegende Ausgabe hat nun Boissevain im Jahre 1902 die ganze Hs. (abgesehen von den Dio-Exzerpten) von neuem sorgfältig verglichen. Boissevain bietet also in diesem Bande zum ersten Male den vollen Inhalt des Palimpsests, soweit er sich gegenwärtig noch entziffern läßt.

Die Entzifferung des Palimpsests war, wie Mai klagt, mit großen Schwierigkeiten verknüpft und erforderte unsägliche Mühe und Ausdauer. Damit die unteren Schriftzüge wieder hervortreten und lesbar werden, bediente er sich zur Beseitigung der oberen Schrift chemischer Mittel. Diese aber hatten da, wo er sie in zu reichlichem Maße angewandt hatte, die Wirkung, daß die Blätter eine schwärzliche Färbung annahmen und viele der behandelten Stellen mit der Zeit ganz schwarz und unlesbar wurden. Schon Herwerden fand an zahlreichen Stellen des Palimpsests, den man deshalb scherzhaft »die Kohle« (*il carbonaccio*) nannte, die Schrift gänzlich zerstört und ganze Zeilen, die Mai noch bequem hatte lesen können, fast spurlos vernichtet [1]). So bedurfte es bei der Kollation der Hs. und bei der Nachprüfung der Maischen Lesungen für Herwerden und die späteren Vergleicher nicht geringer Mühe und Anstrengung. Für Boissevain traf es sich noch dazu ungünstig, daß sein Aufenthalt in Rom in einen ausnahmsweise nassen und nebligen Frühling fiel, so daß ihm oft der blaue italienische Himmel und das helle Licht fehlte, das für die Arbeit an einem Palimpsest unbedingt notwendig ist. Um so dankbarer müssen wir ihm für die mühevolle Arbeit und ausdauernde Anstrengung sein, die er trotzdem auf die Hs. verwandt hat und durch die es ihm geglückt ist, an vielen Stellen über seine Vorgänger hinauszukommen und die richtige Lesung zu finden. Vieles bleibt freilich unsicher und wird bei dem Zustande der Hs. unsicher bleiben müssen.

1) In ähnlichem Zustande befinden sich bekanntlich auch andere von Mai behandelte Palimpseste. Auch der Philo-Palimpsest Vat. gr. 316 zeigt auf mehreren Seiten die zerstörende Wirkung der von Mai angewandten Chemikalien.

Der Palimpsest enthält Auszüge aus folgenden Schriftstellern: Xenophon (Cyropädie), Agathias, Menander, Theophylaktos, Prokop (Vandalen- und Gotenkrieg), Arrian (Anabasis), Appian, Eunapios, Polybios, Dexippos, Jamblichos (Erotiker), Petros Patrikios, Diodor, Cassius Dio. Fast überall finden sich infolge des Ausfalls von Blättern große Lücken. Von Xenophon sind nur Auszüge aus dem 7. und 8. Buch der Cyropädie vorhanden. Von Polybios bietet die Hs. zahlreiche Exzerpte aus fast allen Büchern; aus dem 16. Buch ist aber nur ein Bruchstück erhalten, das mitten im Satze abbricht, weil das nächste Blatt ausgefallen ist, dann folgen sogleich Auszüge aus dem 20. Buch, die Bücher 17—19 scheinen für diese Exzerptenabteilung gar nicht ausgezogen zu sein; die letzten Auszüge sind aus dem 39. Buch und am Ende findet sich die Notiz: ζήτει τὸν μ' λόγον, das 40. Buch hat also dem Redaktor nicht vorgelegen. Am zahlreichsten sind die Exzerpte aus Diodor (481), sie beginnen aber erst im 7. Buche, verloren sind die Auszüge aus Buch 1—6 und Anfang von Buch 7, die vielleicht zwei Quaternionen gefüllt haben; außerdem ist noch ein Quaternio ausgefallen, der Auszüge aus den Büchern 12—14 enthielt. Von Cassius Dio haben wir hier nur Exzerpte aus den ersten 15 Büchern, nach Boissevains Berechnung müssen am Ende etwa 12 Quaternionen verloren gegangen sein. Auffallend ist auch, daß Dionys von Halikarnass in dieser Abteilung gar nicht vertreten ist.

In welcher Reihenfolge die Autoren in dem Titel περὶ γνωμῶν exzerpiert waren, läßt sich bei dem Zustande der Handschrift sehr schwer feststellen. Das Prooemium, in dem die Namen der Autoren aufgeführt waren, ist verloren. Soviel scheint sicher zu sein, daß die Reihenfolge eine andere war als in dem Titel *de virtutibus et vitiis* (und in dem vielleicht ebenso geordneten Titel *de insidiis*). Hingegen scheint eine gewisse Uebereinstimmung mit dem Titel *de legationibus gentium* vorhanden zu sein. Für sicher hält Boissevain die Reihenfolge von 1) Xenophon Agathias Menander, 2) Theophylaktos Prokop Arrian ... Eunapios Polybios, 3) Dexippos Jamblichos. In dem Titel *de legationibus gentium* haben wir nun einerseits eine Reihe Agathias Menander Theophylaktos Prokop Arrian Appian Malchos Priskos Eunapios, andererseits eine Reihe Polybios ... Dexippos ... Patrikios Diodor Dio. So ergibt sich nach Boissevains Auseinandersetzung für unsern Titel eine gewisse Wahrscheinlichkeit für folgende Ordnung: Xenophon Agathias Menander Theophylaktos Prokop Arrian Appian (Priskos) Eunapios Polybios Dexippos Jamblichos Patrikios Diodor Dio. Daß Priskos, von dem in der Hs. nichts erhalten ist, in unserm Titel berücksichtigt war, ergibt sich aus der Vorbemerkung vor den Exzerpten aus Eunapios. Da es aber nicht sicher ist, ob uns in den Exzerpten *de legationibus gentium* die ursprüngliche Reihenfolge er-

halten ist (in dem Teil *de legationibus Romanorum* ist die Reihenfolge anders), so ist auch für den Titel *de sententiis* eine sichere Entscheidung nicht möglich. Befremden erregt unter diesen historischen Exzerpten das Bruchstück aus den Βαβυλωνιακά des Erotikers Jamblichos. Die Betitelung des Werkes ἱστορίαι Βαβυλωνιακαί war wohl die Veranlassung zur Aufnahme.

Die Exzerpte περὶ γνωμῶν enthalten nicht bloß, wie man nach dem Titel erwarten sollte, Sentenzen und sentenziöse Aussprüche. Der Ausdruck γνῶμαι ist vielmehr in weiterem Sinne gefaßt. Aufgenommen sind auch Charakteristiken bestimmter Personen, Betrachtungen politischer und ethischer Natur, die die Historiker an die Schilderung der Ereignisse knüpfen, und solche Stellen, in denen die Autoren sich über ihre Person, über den Plan ihres Werkes und dergl. äußern und mit Vorgängern oder andern Schriftstellern auseinandersetzen. So erklärt es sich z. B., daß die Auszüge aus Eunapios, deren Anfang zufällig mit erhalten ist, mit dem Prooemium des Schriftstellers beginnen, das in extenso aufgenommen ist; ebenso finden wir darin die Einleitung des zweiten Buches, wie durch eine Notiz am Rande ausdrücklich bezeugt ist (S. 76, 14). An einer Stelle hat der Schreiber sogar eine Invektive gegen Eunapios (στηλιτευτικὸς κατὰ Εὐναπίου), die wohl ein christlicher Leser an den Rand geschrieben hatte, getreulich aus der Vorlage mitabgeschrieben (S. 81, 16 ff.). Wenn de Boor (Rhein. Mus. XLVII 321 ff.) richtig vermutet, daß die Vorbemerkung vor dem Prooemium (S. 71) von dem Buchhändler herrührt, der die νέα ἔκδοσις des Eunapios veranstaltete, so würde der Schreiber auch diese aus seiner Vorlage abgeschrieben haben. Aus Polybios ist am Anfang das Wesentlichste aus den einleitenden Kapiteln des ersten Buches aufgenommen, worin er über die Wichtigkeit seines Unternehmens und den Plan seines Werkes spricht; ebenso aus anderen Büchern die Einleitungen. Mit Vorliebe sind überhaupt solche Stellen exzerpiert, in denen Polybios sich persönlich äußert, wo er seine historiographischen Grundsätze entwickelt, wo er politische oder moralische Exkurse einflicht, wo er gegen andere Schriftsteller polemisiert. So verdanken wir dem Titel περὶ γνωμῶν zahlreiche wichtige Exzerpte aus der ausführlichen Polemik gegen den Historiker Timaios im 12. Buche, wodurch die im Urbinas erhaltenen Bruchstücke eine starke Ergänzung erfahren haben. Das letzte Exzerpt aus Polybios ist das Fragment aus dem 39. Buche, worin der Schriftsteller den gesamten Inhalt seines Geschichtswerkes rekapituliert (das 40. Buch enthielt nur chronologische Tabellen und Register). Unter den sehr verderbten und schwer lesbaren Auszügen aus Dexippos ist am wichtigsten das Bruchstück No. 23 (S. 230, 18 ff.), worin ein Brief des Kaisers Decius an Priscus, den Befehlshaber in

der von den Skythen (Gothen) belagerten Stadt Philippopel, mitgeteilt wird, den dieser in einer Volksversammlung verlas. Aus den ersten Büchern des Diodor (VII—X), aus denen Exzerpte im Palimpsest erhalten sind, hat der Exzerptor vorzugsweise Orakelsprüche und Berichte über die sieben Weisen aufgenommen; das letzte Exzerpt, von dem nur der Anfang erhalten ist, stammt aus dem Epilog des 40. Buches.

S. XXIV—XXVIII der Einleitung gibt B. einen Ueberblick über den Inhalt einer jeden Seite der Hs. in ihrem gegenwärtigen Bestande mit einem kurzen Vermerk über die Lesbarkeit der Schriftzüge. Wir ersehen aus diesem Conspectus paginarum, daß die Exzerpte *de sententiis* sehr schlecht überliefert sind, denn ein starker Prozentsatz der Seiten erhält die Noten *pessime* oder *male* oder *mediocriter*. Daß Mais chemische Reagentien zum Teil daran schuld sind, ist bereits bemerkt worden. Häufig hat B. nur noch geringe Buchstabenreste unterscheiden können, wo Mai und Herwerden ganze Worte gelesen hatten. Man wird sich daher nicht wundern dürfen, daß im ganzen der Text der Exzerpte durch die neue Bearbeitung keine große Veränderung erfahren hat. Immerhin aber ist es B. gelungen, an vielen Stellen, die bei Mai, Heyse, Herwerden u. s. w. zweifelhaft geblieben waren, entweder die richtige Lesart zu ermitteln oder die verschiedenen Möglichkeiten genauer anzugeben, nicht selten aber auch falsche Angaben seiner Vorgänger zu berichtigen. Z. B. Polyb. No. 81 S. 150, 10 εἰ—μεταφέρομεν für ἐκ—μεταφερομένων. No. 83 S. 155, 28 ἄλλους μὲν für τινὰς μὲν. No. 85 S. 164, 27 ταὐτὰ λέγειν (Mai) für κατακολουθεῖν (Heyse). Das große Exzerpt (23) aus Dexippos, das auch Herwerden als sehr verderbt bezeichnete, ist durch Boissevains neue Lesungen bedeutend lesbarer und verständlicher geworden als es bei Mai (und danach bei Müller FHG III 676 und bei Dindorf Histor. gr. min. I 180 ff.) aussah. Einige neue Lesarten verdankt B. auch dem scharfen Auge Mercatis, des bekannten Bibliothekars der Vaticana: z. B. Diod. No. 365 S. 375, 21 δραχμῶν ἀττικῶν (Mai las ἀναγκῶν), Cass. Dio No. 31 εὐτυχεῖν (ἰσχὺν ἔχειν las Mai, ἰσχύειν schrieb Bekker).

Der kritische Apparat ist in diesem Bande etwas anders eingerichtet als bei de Boor in den *Excerpta de legationibus* und *de insidiis*. Er ist in drei Rubriken geteilt: die erste gibt die Lesarten des Palimpsests, die im Text verbessert sind, die zweite führt für verderbte Stellen Verbesserungsvorschläge, sowohl eigene als fremde, an, die dritte gibt kurz an, in welcher Weise der Eclogarius den Wortlaut, besonders am Anfang der einzelnen Exzerpte, geändert hat. Bei den Auszügen, deren Text auch sonst erhalten ist, kommt noch eine vierte Rubrik hinzu, in der die wichtigsten Varianten der son-

stigen Ueberlieferung des betreffenden Autors mitgeteilt werden. So hat der Benutzer alles bequem beisammen, was zum Verständnis der Exzerpte nötig ist; an der Hand dieser Angaben ist er auch in den meisten Fällen imstande, sich über den vom Herausgeber hergestellten Text ein Urteil zu bilden, ohne erst zu andern Hilfsmitteln greifen zu müssen. Was nun die Textgestaltung selbst betrifft, so folgt Boissevain mit Recht im wesentlichen denselben Grundsätzen wie de Boor in den von ihm bearbeiteten Bänden. Der Herausgeber dieser Exzerpte hat nicht die Aufgabe, den ursprünglichen Text der betreffenden Autoren soviel wie möglich herzustellen, sondern diese Auszüge in der Fassung zu bieten, in der sie von den Urhebern der Sammlung aus den ihnen zu Gebote stehenden Hss. aufgenommen wurden. Sind nun die Werke eines Autors erhalten, so ist der Text der aus ihm entnommenen Exzerpte so zu geben, wie er überliefert ist, auch mit allen Fehlern, sofern diese sich auch in den Hss. des Autors oder in einem Teil von ihnen finden; nur solche Verderbnisse, die sich in keiner Hs. wiederfinden, dürfen als Fehler des Schreibers der Exzerpte angesehen werden und sind möglichst zu verbessern. Wo diese Kontrolle fehlt, bei Exzerpten aus verlorenen Werken oder aus verlorenen Teilen eines Werkes, muß bei verderbten Stellen der Herausgeber sich ein Urteil bilden, ob die Verderbnis wohl von dem Schreiber herrührt oder ob anzunehmen ist, daß er sie aus seiner Vorlage übernommen hat. Boissevain ist bescheiden genug, selbst Zweifel zu äußern, ob er in dieser Hinsicht immer das richtige getroffen. Eine sichere Entscheidung ist häufig, zumal bei der gegenwärtigen Beschaffenheit des Palimpsests, überaus schwer. Im ganzen ist anzuerkennen, daß Boissevain bei der Behandlung solcher Stellen mit aller Vorsicht verfahren und in der Aufnahme von Konjekturen in den Text sehr zurückhaltend gewesen ist. Ueber einzelnes kann man natürlich verschiedener Meinung sein. Z. B. Eunap. S. 72, 7 war wohl für τελεώτερα ohne Bedenken Bekkers Verbesserung παλαιότερα aufzunehmen. 73, 21 hat für das verderbte ὑπερόρων Kuiper dem Sinne nach richtig ὑπερόχων vorgeschlagen; da dies Wort aber in der Prosa nicht vorzukommen scheint, vermute ich ὑπερόγκων. 76, 15 hätte B. lieber χρόνους als Mais καιροὺς einsetzen sollen. 77, 4 scheint Herwerdens ἀκριβὲς für ἀκριβῶς notwendig. 77, 28 ebenso Meinekes ἐκποιεῖν für ἐμποιεῖ. 78, 7. 9 waren für Πυθαγόριοι und Χαριέττονος unbedenklich die richtigen Formen einzusetzen, ebenso 80, 3 Ἡράκλειος für Ἡράκλειτος, zumal 83, 17 der Palimpsest selbst richtig Ἡράκλειος bietet. 82, 28 ἐπίκηρον rührt nicht von Dindorf, sondern von Meineke her (vgl. Dindorfs Praef. p. XLV), ebenso 88, 24. 26 die Konjekturen ἀκράτου und ἀνδρῶν τε. 88, 11 schreibt B. ἀφίεσαν, Dindorf mit Recht ἠφίεσαν, denn 89, 15/16 hat der Palimpsest selbst

προηφίεσαν. 91, 19/20 hätte B. für ἀληθινὴν λέγουσαν nach den *Exc. de legationibus* ἀληθῆ τὴν λέγουσαν, wie er vorschlägt, in den Text setzen sollen, statt mit Dindorf τὴν einzuschieben. 94, 20 war γράφοιτο unbedingt in γράφοι zu korrigieren (Dindorf); die Verwechslung der Aktiv- und Medialformen kommt bei den byzantinischen Abschreibern zu häufig vor. In den Polybios-Exzerpten hat B. in strenger Konsequenz alle Fehler im Text unverändert stehen lassen, wenn sie sich auch in dem Exzerpten-Kodex Urbinas finden, er geht darin so weit, daß er selbst itazistische Formen wie κτήσεις für κτίσεις 135, 6. 19 und Κόρυβον für Κόροιβον 144, 2 beibehält (161, 22 dagegen κτίσεις) und Unformen wie Συρακουσσῶν, Συρακούσσαις, Συρακούσσας 136, 6. 145, 10. 13. 160, 24. 173. 1. 3 nicht korrigiert. Umgekehrt sind auch schwerere Verderbnisse des Palimpsests, wenn sie der Urbinas nicht teilt, stillschweigend korrigiert, wie 135, 29 ὑπάρχοντα τό in ὑπάρχειν, τῷ, 143, 11 συνήθεια in βοήθεια. 136, 2 konnte προσεχόντων für προσχόντων in den Text gesetzt werden, ebenso 162, 9 προσέχοντες für προσχόντες und 145, 20 προσέχοι für πρόσχοι. 147, 24 mußte μετέχει in μετέχῃ verbessert werden, da solche Verwechslungen von Indikativ und Konjunktiv sonst korrigiert sind: vgl. 136, 24 προβαίνῃ — συνάγῃ, 136, 25 συγκαλῇ, 140, 4 προαιρῆται. 151, 28 ist τοῖς vor ἐκ βύβλου κυβερνῶσιν ausgelassen, wohl nur aus Versehen. 164, 3 bemerkt B. zu παράσχωνται ganz richtig *requiro participium*, die Worte sind einfach so zu korrigieren: ἀπερισπάστως παρασχόντες πρὸς τοῦτο τὸ μέρος ⟨τὰ⟩ κατὰ τὸν βίον. 168, 2 druckt B. getreu nach der Hs. οὐ τὰς ἐν κτῶν δυεῖν ἐτῶν πράξεις κατατετάχαμεν εἰς μίαν βίβλον. Für ἐν κτῶν schreiben die Herausgeber nach Spengels Vorschlag ἐκ τῶν. B. bemerkt im Apparat: *scripsitne Polybius* ὅλας τῶν (ΕΝΚ *ex* ΟΛΑC)? Das scheint recht unwahrscheinlich. Sollte nicht in ΕΝΚΤΩΝ einfach ἐντὸς τῶν stecken? 172, 29 und 30 sind δημωτικῆς und ἐπισκόπτων im Text unkorrigiert gelassen; solche Verwechslungen von ο und ω sind einfach zu verbessern, wie ja auch B. selbst 183, 10 ἐξαμαρτόντων für ἐξαμαρτώντων schreibt. In den Diodor-Exzerpten fällt die Inkonsequenz in der Aufnahme von Emendationen in den Text auf. 281, 5 steht im Text ηρανιοιο (sic) für Dindorfs Κρονίωνι, 291, 15 εἰπεῖν für εἶπεν, 292, 13 δευρὸ für λευρῷ, 297, 20 τῆς Εὐρώπης für τὴν Εὐρώπην. Andererseits z. B. 280, 1 ὀπυίει (Dindorf) für ὀπαρεῖ, 280, 26 ἐπιδέχεσθαι (Dindorf) für ἐπιτυγχάνοντες, 281, 5 ἐπίασι (Dindorf) für ἐπιοῦσι. 295, 15 können in der Aufzählung der pythagoreischen vier Lebensalter παιδός, νέου, νεανίσκου, γέροντος die Worte νέου νεανίσκου nebeneinander nicht richtig sein; entweder νέου oder νεανίσκου ist überflüssig und dafür, wie sich aus dem folgenden ergibt, ἀνδρός einzusetzen. 299, 6, wo die Hs. καὶ παρ' ἕκαστα τῷ βασιλεῖ συνθον προσεποιήθη μωρὸς εἶναι bietet, hatte Mai συνθον stillschweigend in σύνθοινος verbessert, B.

schreibt dafür σύνων (doch wohl συνὼν?); vorzuziehen wäre vielleicht συζῶν. 312, 9, wo in der Hs. nach ἐξήτουν τόπον .....ν ein Wort nicht lesbar ist, will B. τοῦτον ergänzen; besser wird wohl die Lücke ausgefüllt durch ein Adjektiv, das »passend, geeignet« bedeutet, also etwa ἱκανόν oder οἰκεῖον.

Sehr dankenswert ist die am Schlusse gegebene tabellarische Uebersicht der Exzerpte dieses Bandes, die einem vom Ref. ausgesprochenen Wunsche (GGA. 1904 S. 404) entspricht.

Gleichzeitig mit dem vierten Bande erschien der erste Teil des zweiten Bandes. Die Bearbeitung dieses Bandes, der die Exzerpte περὶ ἀρετῆς καὶ κακίας (*de virtutibus et vitiis*) umfaßt, hatte Theodor Büttner-Wobst, der bekannte Herausgeber des Polybios, übernommen. Leider war es ihm nicht vergönnt, die Arbeit zu vollenden; er hatte den ersten Teil abgeschlossen und samt der Vorrede dem Druck übergeben, als ihn am 2. September 1905 der Tod ereilte. Auf Empfehlung von Boissevain wurde A. G. Roos berufen, in die Lücke einzutreten und das begonnene Werk fortzuführen. Bei diesem ersten Teil konnte Roos sich damit begnügen, den Druck zu überwachen, den zweiten Teil wird er mit Hilfe der von Büttner-Wobst hinterlassenen sorgfältigen Kollation des Peirescianus selbst bearbeiten.

Im ersten Kapitel der Praefatio handelt Büttner-Wobst ausführlich über die Handschrift, der wir die Exzerpte *de virtutibus et vitiis* zu verdanken haben. Die Hs., die nach dem ersten Besitzer N. C. F. Peiresc in Aix, der sie im Jahre 1627 erwarb, gewöhnlich codex Peirescianus genannt wird, gelangte im Jahre 1716 in den Besitz eines Klosters in der Nähe von Tours und von da zur Zeit der französischen Revolution in die Stadtbibliothek in Tours, wo sie sich noch jetzt befindet. Salmasius hatte zuerst die Hs. in Händen und schrieb daraus die Exzerpte aus Malalas und einige aus Diodor und Cassius Dio ab (sie sind handschriftlich vorhanden im cod. Paris. 2550). Dann aber übernahm Henri Valois (Valesius) die Bearbeitung der Hs.; er ließ die Exzerpte aus Georgios Monachos und Malalas ganz beiseite und veröffentlichte die unbekannten Stücke, die er in der Hs. gefunden hatte, mit Hinzufügung einer lateinischen Uebersetzung und vieler anderer Bruchstücke des Polybios, Nikolaos von Damaskos und Cassius Dio, besonders aus Suidas. Seine Ausgabe, die unter dem Namen *Excerpta Valesiana* bekannt ist, erschien 1634 unter dem Titel: Polybii, Diodori Siculi, Nicolai Damasceni, Dionysii Halicar., Appiani Alexand., Dionis et Joannis Antiocheni excerpta ex collectaneis Constantini Augusti Porphyrogenetae. Von neuem verglichen wurde die Hs. von E. Gros in Paris, der sie seit 1844 viele Jahre hindurch benutzen durfte und in seiner Ausgabe des Cassius

Dio (Paris 1845) eine ausführliche Beschreibung gab. Später haben verschiedene Gelehrte einzelne Teile verglichen und ihre Kollationen zur Herausgabe einzelner Autoren entweder selbst benutzt oder anderen Herausgebern zur Benutzung überlassen. Zuletzt hat Büttner-Wobst selbst im Jahre 1893 die Hs. vollständig verglichen und 1904 einzelne Teile zum zweiten Male; eine sehr sorgfältige Beschreibung des Kodex gab er in den Sitzungsberichten der sächsischen Gesellschaft der Wissenschaften 1893 S. 261—352. Die Ausgabe, von der wir hier den ersten Teil erhalten, bietet also zum ersten Male vollständig alle Exzerpte, die im Peirescianus enthalten sind. Der Kodex (Turonensis C 980), eine in schöner Minuskel geschriebene Pergamenthandschrift des 11. Jahrhunderts, besteht jetzt aus 333 Blättern oder 666 Seiten, er hat aber im Laufe der Zeit verschiedene Verluste erlitten. Zu der Zeit, als Valesius die Hs. abschrieb, waren vorn und hinten noch je zwei Blätter vorhanden, die jetzt verloren sind. Auf den ersten 2 Blättern standen das Prooemium und 15 Verse auf den Kaiser Konstantin Porphyrogennetos; das Prooemium war schon so zerstört, daß Valesius es größtenteils nicht mehr lesen konnte und aus Hoeschels Ausgabe der Exzerpte *de legationibus* ergänzen mußte. Größere Verluste hatte die Hs. schon, bevor sie in den Besitz von Peiresc gelangte, erlitten; denn es fehlen in den Exzerpten aus Diodor, Xenophon und Cassius Dio je ein Quaternio und mehrere Blätter an anderen Stellen. Die Reihenfolge der Blätterlagen ist von fol. 104 an gestört, die ursprüngliche läßt sich aber nach der im Prooemium gegebenen Ordnung der ausgezogenen Schriftsteller leicht wiederherstellen. Erhalten sind uns in dem Titel *de virtutibus et vitiis* Auszüge aus folgenden Schriftstellern: Iosephus, Georgios Monachos, Ioannes Malalas, Ioannes Antiochenus, Diodor, Nikolaos von Damaskos, Herodot, Thukydides, Xenophon (Cyropädie und Anabasis), Dionys von Halikarnass, Polybios, Appian, Cassius Dio. Der vorliegende erste Teil enthält die Exzerpte aus den sechs ersten Schriftstellern (Iosephus—Nikolaos). Die Hs. ist ziemlich nachlässig geschrieben, der Schreiber verwechselt die Vokale und Diphthongen sehr häufig und begeht sehr viele Flüchtigkeitsfehler, besonders in der Auflösung von Abkürzungen seiner Vorlage. Da die Hs. an ungeeignetem Orte lange unbeachtet lag, hat sie durch Feuchtigkeit stark gelitten und ist jetzt an vielen Stellen fast unlesbar. Eine Abhilfe gegen die Verderbnisse und Lücken der Hs. gewährt einigermaßen Suidas, der aus dem Konstantinischen Titel περὶ ἀρετῆς καὶ κακίας zahlreiche Bruchstücke stillschweigend in sein großes Lexikon aufgenommen und eine Hs. benutzt hat, die älter und korrekter war als der Peirescianus; freilich hat er selbst in sorgloser Weise den Wortlaut oft willkürlich

geändert. Büttner-Wobst erläutert dies an Beispielen im zweiten Kapitel der Praefatio.

Auf den Text der Exzerpte gedenken wir zurückzukommen, wenn der zweite Teil erschienen sein wird, der hoffentlich nicht mehr lange auf sich warten läßt.

Breslau Leopold Cohn

Der junge Haller. Nach seinem Briefwechsel mit Johannes Geßner aus den J. 1728—1738. Von **Ferdinand Vetter.** Mit einem Titelbild »der junge Haller« nach Hugo Siegwart. Bern, Verlag von A. Francke, 1909. VIII und 104 SS.

Die kleine Schrift ist durch die vor kurzem in Bern begangene Feier von Albrechts von Haller zweihundertjährigem Geburtstag hervorgerufen. Wie das beigegebene Titelbild nicht die am 16. Oktober 1908 enthüllte Statue widergibt, sondern einen früheren Entwurf des Künstlers, Hugo Siegwart, der den jugendlichen Haller darstellt, so ist auch die Schrift allein dem jungen Haller gewidmet. Sie behandelt Haller vom 20. bis zum 30. Lebensjahre, eine Zeit, die er mit Ausnahme der zwei letzten in Göttingen zugebrachten Jahre in seiner schweizerischen Heimat verlebte. Zu einer vollständigen Schilderung dieses Jahrzehnts lag nach Ludwig Hirzels († 1897) eingehender Arbeit [1]) kein Bedürfnis vor, wenn nicht eine neue Quelle sie zu ergänzen möglich machte. Diese fand sich in den Briefen Hallers an seinen Züricher Freund Johannes Geßner. Der andere Teil des Briefwechsels, die Briefe Geßners an Haller, war längst bekannt. Haller selbst hatte sie in dem umfassenden Werk »Epistolae ab eruditis viris ad Albertum Hallerum scriptae« (Bern 1773—75) veröffentlicht. Die Briefe sind chronologisch geordnet, und jeder der sechs Bände bringt Briefe Geßners, meistens in sehr großer Zahl. Die Briefe Hallers sind erst neuerdings aus Privatbesitz in die öffentliche Bibliothek zu Zürich gelangt und dadurch dem Verfasser zugänglich geworden.

Die vorliegende Schrift, die keine gelehrte Publikation sein will, gibt die Briefe nicht in ihrem lateinischen Text wieder, aber auch nicht in deutscher Uebersetzung, sondern in Auszügen, die bald wörtlich, bald inhaltlich die Vorlage mitteilen. Die Darstellung ist nach Jahren gegliedert; innerhalb des einzelnen Jahres sind dann Vorkommnisse und Aeußerungen nach sachlichen Gruppen zusammengestellt. Da den Hauptgegenstand der brieflichen Unterhaltung geistige Interessen, Urteile über Menschen und Sachen bilden, erscheint eine

1) Albrecht v. Hallers Gedichte (Frauenfeld 1882). Die DXXXVI Seiten umfassende Einleitung ist im Folgenden mit arabischen Ziffern zitiert, die Seiten des Textes der Gedichte davon durch Ged. unterschieden.

annalistische Verteilung des Stoffs wenig zweckmäßig. In den Briefen sind viel wissenschaftliche Dinge aus dem Gebiet der Botanik und der Medizin besprochen, deren vollständige Mitteilung dem volkstümlichen Zweck der Schrift nicht entsprochen hätte. Da außerdem das Latein nicht immer klar und zweifellos ist, muß der Leser oft Auslassungen und Fragezeichen in den Kauf nehmen. Die Einschiebung von Anmerkungen und Erklärungen in den Text kommt hinzu, um die Lektüre zu erschweren.

Der Korrespondent Hallers, Joh. Geßner (1709—1790), fast gleichalterig mit Haller, stammte aus der berühmten Züricher Familie, der der große Naturforscher des 16. Jahrhunderts, Konrad Geßner, und der Idyllendichter Salomon Geßner (1730—88) angehören. Die Bekanntschaft zwischen Haller und Geßner hatte sich in den Universitätsjahren 1726 u. ff. geknüpft. Sie waren zusammen in Leyden Schüler Boerhaves gewesen, hatten sich in Paris wieder getroffen und zuletzt in Basel bei Johann Bernoulli I Mathematik studiert. Beide waren Mediziner und betrieben mit Vorliebe Botanik. In der Uebersichtstafel, die dem ersten Bande der Epistolae vorangestellt ist, nennt Haller ›Gesnerus botanicus ex praecipuis, vetustissimus Halleri amicorum‹. ›Gründe des Berufs und angeborne Liebe ziehen mich zu den Pflanzen hin‹, sagt Haller von sich (98), oder wie er es später in einem Lebensüberblick ausdrückte: ›ich hatte mich zur ärztlichen Praxis vorbereitet und daneben zur Erholung Botanik studiert‹ (Henle in Göttinger Professoren [1872] S. 43). Die Wanderungen in die Alpen, die er und sein Freund unternehmen, geschehen vorzugsweise, um zu botanisieren. Hallers Schüler, unter ihnen sein späterer Göttinger Prosektor, Huber, erzählen, wie unermüdlich ihr Lehrer auf solchen Reisen gewesen sei (15). Eine gemeinsame Fahrt Hallers und Geßners ist literarhistorisch denkwürdig. Die im Juli und August 1728 unternommene Wanderung wurde die Veranlassung zu Hallers Gedicht: die Alpen, das im März 1729 vollendet wurde.

Die wissenschaftliche Unterhaltung überwiegt in den Briefen: vor Botanik, Medizin, Mathematik tritt das Persönliche zurück. Erst sechs Wochen nach seiner Verheiratung und erst auf der vierten Briefseite teilt er dem Freunde mit, daß er vor einigen Wochen mit Jungfrau Mariane Wyß Hochzeit gehalten habe (13). Haller hat viel zu klagen. Sein Gesundheitszustand macht ihm zu schaffen; unter seinen Leiden erwähnt er schon das Wechselfieber, das ihn später in Göttingen so sehr plagte (Henle S. 38). Die ärztliche Praxis drückt ihn mehr als sie ihn erfreut, da sie seine wissenschaftliche Tätigkeit hemmt. Der Mangel an Anerkennung und Beförderung in seiner Vaterstadt bildet dauernd einen Gegenstand seiner Unzufriedenheit. Seine Landsleute haben keine Achtung vor der Wissenschaft; ein

Mediziner gilt bei ihnen wenig; Botanik ist eine brotlose Kunst. Gutes Leben und Politik ist ihnen alles. Noch von Göttingen aus schrieb er seinem Freunde, dem Landvogt Sinner von Sanen: je suis à Berne fils d'un secretaire, gendre d'un marchand, médecin, homme à 20 voix en cas de promotions (1738, Rößler, Gründung der Univ. Göttingen [1855] S. 323). Obschon Hallers Familie zu den regimentsfähigen Familien gehörte, da sie schon 1640 das Bürgerrecht besaß, wußte doch das Berner Patriziat innerhalb dieses Kreises eine engere exklusive Gruppe zu bilden, die alle Aemter unter sich verteilte.

In dem Jahrzehnt, das unsere Schrift behandelt, entstanden die meisten Dichtungen Hallers. Sie liefen unter den Freunden handschriftlich um und fanden großen Beifall. Geßner berichtet ihm davon, wie in Zürich alles danach fragt; nur einzelne Theologen nehmen Anstoß an Wendungen, die ihnen zu naturalistisch lauten (22). Dem berühmten Vers des an den Freund Stähelin gerichteten Gedichts: über Vernunft, Aberglauben und Unglauben: ›was böses ist geschehn, das nicht ein Priester tut?‹, in den früheren Ausgaben: ›das nicht der Glaube tut‹ (Hirzel Ged. S. 53 und 309) lautend, wird die Schärfe durch die Vorbemerkung des Verfassers genommen, daß er nur den falschen Glauben gemeint habe. Die Freunde, sein Bruder, der den ersten Buchladen in Bern errichtet hatte (Hirzel S. 3), drängten Haller zum Druck der Gedichte, während er an ihnen zu bessern und zu ändern fortfuhr. Erst 1732 erschien anonym in Bern, bei Niklaus Emanuel Haller der ›Versuch schweizerischer Gedichten‹, der nur zehn Stücke enthielt. Auch die beiden folgenden Auflagen von 1734 und 1743, um eine kleine Anzahl Nummern vermehrt, erschienen ebenda. Die sieben Auflagen von 1748—1768 sind alle aus dem Verlage von Vandenhoeck in Göttingen hervorgegangen. In der zweiten Auflage erscheint zum erstenmal eine 1733 gedichtete Ode an Geßner, überschrieben: Vergnügung aus denen Wissenschaften (Hirzel S. 109). Geßner ging es anfangs ähnlich wie Haller: er mußte auf Beförderung und Anerkennung warten. Die Ode weist, um ihn aufzurichten, auf Natur und Wissenschaft hin. Geßner erwarb sich um den Dichter Haller das besondere Verdienst, daß er die Bekanntschaft mit J. J. Bodmer vermittelte, der, ein warmer Bewunderer Hallers, durch seine literarischen Verbindungen dafür sorgte, daß sich seine Gedichte nach Deutschland verbreiteten.

Von besonderm Interesse sind die Briefe der letzten beiden Jahre, so wenig ihrer sind. Zumal für Göttingen, fallen doch Göttingens und Hallers akademische Anfänge zusammen. Eine abgeschieden liegende Gegend der Stadt, wenig verändert gegen 170 Jahre früher, weckt dem Kundigen noch heute die Erinnerung an Haller. Die hannoverschen Aerzte, von Hugo und Werlhof, besonders durch die

botanischen Veröffentlichungen Hallers aufmerksam gemacht, hatten seine Berufung für Anatomie und Botanik dem Kurator vorgeschlagen, als der erste für das Fach ernannte Albrecht von Erfurt schon ein Jahr nach dem Antritt seiner Professur im Januar 1736 gestorben war. Am 30. September 1736 kam Haller nach langer und beschwerlicher Reise mit seiner Familie in Göttingen an. Schon am 5. Oktober schreibt er an Geßner. Die ersten Zeilen gelten wieder der Botanik (84). Ueber Rosinus, von dem in diesem Brief die Rede ist, habe ich vor kurzem durch eine neu entdeckte Quelle über das Göttingen der ersten Universitätszeit Auskunft erteilen können (Göttinger Jahrbuch 1909 S. 73). Der zweite Brief vom 14. Dezember berichtet von dem tragischen Geschick, das Haller vier Wochen nach seiner Ankunft ereilte, dem am 31. Oktober erfolgten Tode Mariannens. Die alte Erzählung von dem Sturze des Reisewagens bei der Einfahrt in Göttingen als der Todesursache hat schon Hirzel bezweifelt (S. 161 A. 3) und aus dem Mißverständnis einer Stelle in dem Buche Zimmermanns über Haller (S. 157) herleiten wollen. Die Tatsache des Wagensturzes läßt sich allerdings nicht wegleugnen. Hollmann, den Hirzel nicht kannte, ein Augenzeuge der ältesten Göttinger Zustände, berichtet sie mit allen Einzelheiten in seinem ›Fragment einer Geschichte der Georg-Augusts-Universität‹ (1787) S. 54. Wenn er aber zugleich den Schrecken, in den Hallers Gattin durch den Sturz versetzt wurde, für ihre nachherige Krankheit verantwortlich macht, so spricht aus seinem Bericht die Tradition, die sich des Gegenstandes in den fünfzig Jahren, die zwischen dem Vorfall und Hollmanns Publikation lagen, bemächtigt hatte. Denn die gleichzeitigen Briefe wissen nichts von solchem Zusammenhange. Der erste Brief an Geßner erwähnt keinen Unfall (84). Ein Brief Münchhausens vom 8. Oktober 1736, auf den ich früher schon einmal aufmerksam gemacht habe (Briefe zweier hannov. Aerzte an Haller, Zeitschr. des hist. Vereins f. Niedersachsen 1891 S. 115), spricht sogar von der glücklichen Ankunft: ›es ist mir aus E. H. geehrtestem vom 4. hujus besonders erfreulich zu vernehmen, daß dieselben nebst dero lieben Angehörigen nicht nur glücklich in Göttingen angelangt, sondern auch daselbst zufrieden und vergnügt seyn‹ (Rößler S. 361). Dazu kommt nun, daß Haller in dem zweiten Göttinger Briefe Geßner positiv mitteilt, welche Umstände den Tod herbeigeführt, welcher Befund sich bei der Sektion herausgestellt hat (85). An den Tod Mariannens, dem durch die schönste Dichtung Hallers ein dauerndes Denkmal in der deutschen Literatur errichtet ist, knüpft unsere Schrift Mitteilungen über die Begräbnisstätte. Leider haben die erneuten Nachforschungen nur ein negatives Resultat gehabt. In der Jakobikirche ist keine Spur mehr zu finden; nur das Kirchenbuch enthält einen Eintrag

über Tag und Ort der Beisetzung (99). Die Erhaltung der Inschrift des Denksteins verdankt man Zimmermann, der sie unter mitleidenden Tränen bei dem Grabe abgeschrieben (S. 160); die Inschrift der Bronzetafel für die zweite Gemahlin Hallers, die gleichfalls in der Jakobikirche beerdigt ist, ist durch seine eigene Mitteilung in einem Briefe an Sinner aufbewahrt (Rößler S. 331).

Was die Briefe sonst noch über Göttingen bringen, betrifft Hallers Vorlesungen und wissenschaftliche Arbeiten. Die Zahl der Mediziner ist noch gering; zuerst zwölf (90), nachher siebzehn (92) Er macht botanische Exkursionen, aber nicht nach Thüringen, wie der Verfasser beharrlich die Hercynios montes übersetzt (86. 89), sonden in den Harz. Das zeigen die bei Rößler S. 324 erwähnte Reise mit Hollmann, dem Göttinger Philosophen und Physiker, und die Dissertation: observationes botanicae ex itinere in sylvam hercyniam anno 1738 suscepto, die gleich im Eingang Clausthal, den Rammelsberg, den ›montem Bructerum, qui in hac boreali Germania altissimus habetur‹, erwähnt. Wie die Botanik Haller den Weg nach Göttingen gebahnt hatte (Hirzel S. 158), so handelte auch seine Inauguraldissertation zum Antritt der Professur am 12. Oktober 1736 de methodico studio botanices sine praeceptore, eine Schrift, die Linné veranlaßte, mit ihm in Briefwechsel zu treten (Epistol. I n. 137). Auf dem Titelblatt nennt er sich Med. Doctor, societ. regiae scient. Suecicae sodalis, reipublicae Bernensis hactenus bibliothecarius. In dem Index lectionum für das Wintersemester 1736/37 gibt er noch gar keine bestimmten Vorlesungen an. Er las aber, wie aus dem Brief an Geßner zu ersehen, über Osteologie und Physiologie und hielt anatomische Uebungen (86). Außerdem behandelte er in einer Vorlesung die tabulae anatomicae des Italieners Eustachio (aus dem 16. Jahrh.), von denen es in einer etwas spätern Vorlesungsanzeige heißt: quibus anatomes universae quaedam quasi repetitio continetur. Wie er schon in der ersten ausführlichen Vorlesungsanzeige — für den Sommer 1737 — neben den Privatvorlesungen medizinischen Inhalts eine öffentliche Vorlesung über die Pflanzen ›et earum vires medicas‹ ankündigt, so geht nun immer die Botanik neben den andern her. Die Anlage des botanischen Gartens, des hortus medicus, ist eine seiner Hauptsorgen. Er ist aber nicht zufrieden mit der Pflege, die diese Wissenschaft erfährt. ›In Deutschland tut niemand etwas für die Botanik; niemand überhaupt versteht vielleicht etwas davon‹ (103).

Die Stimmung, die die Göttinger Briefe Hallers durchzieht, ist, wie man sich denken kann, tief traurig. Doppelt schwer fällt es ihm, sich an den fremden Ort zu gewöhnen, der nichts durch Natur oder Kunst bietet, was ihn zerstreuen könnte. ›Auf einer öden Au an der gelinden Leine‹ blickt er zurück nach seinem angebornen Lande, der

Sonnenstraße zu, ›wogegen hier mein Sinn, vielleicht wohl ungerecht, | die Schöpfung traurig findt und Titans Licht geschwächt‹ (Ged. S. 179 ff.: an Bodmer). Die Menschen, der kollegiale Umgang sind ihm wenig sympathisch. Er war keine Natur, die die Menschen leicht für sich gewann. So sind es allein die Studien, die ihn aufzurichten vermögen. In solcher Lage kann nichts trösten als die Arbeit. Das kehrt immer wieder. Sehr natürlich stellt sich der Zweifel ein, ob er recht gehandelt habe, das Vaterland zu verlassen. Er erwägt das ehrenvolle und reichliche Auskommen, das er genießt, die angenehmen Amtspflichten, die ihm obliegen, die vorzüglichen Anstalten und Anregungen, die er in Göttingen für seine Forschungen findet. Von alledem hat er in Bern nichts, nur Freunde (95). Bodmer, der nach dem Tode Mariannens ein Gedicht an ihn richtet, flicht die Mahnung ein: ›Flieh den unselgen Ort, an dessen düsterm Rand | der unwillkommne Tod dein liebst und bestes fand‹, und verfehlt auch nicht den politischen Gegensatz in der Frage geltend zu machen: ›Was für ein böser Stern trieb ihn aus Zährings Bern | für einen freyen Stand zu preisen einen Herrn?‹ (Ged. S. 338 und 339). In seiner Antwort an Bodmer (das. S. 176 ff.) berührt er diesen Punkt nicht. Als ihm die gleichen Wünsche und Pläne anderer Freunde in der Schweiz bekannt werden, schwankt er: bald will, bald will ich nicht (95). Er blieb bekanntlich in Göttingen bis zum Frühjahr 1753. Nach seiner Rückkehr in die Heimat kam eine Zeit, in der er auf die Aufforderungen nach Göttingen zurückzukehren ebenso hätte antworten können: Bald will, bald will ich nicht. — Wenn er in spätern Jahren auf sein Leben zurückblickte, so erkannte er doch, daß die Göttinger Zeit seinen wissenschaftlichen Ruhm geschaffen, ebenso wie man auch in Göttingen, wenn auch weniger willig, zugestehen mußte, daß Haller zu dem so überraschend schnell errungenen Weltruf der Universität am meisten beigetragen hatte.

Der Herausgeber hat sich das Verdienst erworben, auf eine neue wertvolle Quelle für Hallers Leben aufmerksam gemacht und mit ihrer Verwertung begonnen zu haben. Ihre vollständige Bekanntmachung wird eine viel weiter reichende Belehrung gewähren, als hier versucht ist. Neben dem, was für die Erkenntnis von Hallers Persönlichkeit zu erwarten ist, werden sich vorzugsweise Beiträge zur Geschichte der Wissenschaft und zur Gelehrtengeschichte ergeben. Schon in dem Rahmen der vorliegenden Publikation hätten die Auszüge mehr über J. Fr. Schreiber (5), Werlhof und Hugo (91), Cotta, den alten Studiengenossen von Tübingen und nunmehrigen theologischen Kollegen (91), verraten können als hier geschehen ist. Eine Schwierigkeit der künftigen Veröffentlichung bietet allerdings das lateinische Gewand der Briefe. Neulateinische Briefe haben nicht all-

zuviel Leser zu erwarten. Deutsche Uebersetzungen sind schwierig und ersetzen den Text nicht. Aber gegenüber dem Interesse, das das Leben eines für Wissenschaft und Poesie so bedeutenden Mannes wie Haller bietet, werden diese Bedenken schwinden. Einstweilen wird der Leser mit dem hier Gebotenen zufrieden sein und dem Herausgeber danken für das, was er für das Jugendbild Hallers geleistet hat.

Göttingen F. Frensdorff

Dr. **Hermann Mayer**, Die Matrikel der Universität Freiburg i. B. von 1460—1656. Im Auftrag der Akademischen Archivkommission bearbeitet und herausgegeben. I. Band Einleitung und Text. XCIV u. 943 S. 8°. Freiburg i. Br. Herdersche Verlagsbuchhandlung 1907.

Der Titel erweckt die Vorstellung, als sollte die Matrikel über 1656 hinaus nicht abgedruckt werden und auch die Vorrede beseitigt diese Sorge nicht, denn sie sagt nur, der zweite Band, für dessen baldiges Erscheinen gesorgt sei, solle die Tabellen enthalten, auf welche in der Einleitung mehrfach Bezug genommen sei. Hoffen wir, daß dem nicht so ist. Für die Matrikeln des 18. Jahrhunderts gelten zwar manche Publikationsgründe nicht oder nicht in gleichem Maße wie für die früheren Jahrhunderte, aber doch die meisten und überdas noch andere. So das genealogische Interesse zahlreicher Familien, wie jeder Verwalter von dergleichen Schätzen weiß.

Die Edition dieser ältesten Matrikel von Freiburg bildet eine lang erhoffte Ergänzung zu den bisher publizierten Matrikeln, eine bedeutende Erweiterung unserer Materialien zur Geschichte der deutschen Universitäten, im besondern dieser altberühmten, für den Südwesten Deutschlands, seine geistige Bildung, seinen kirchlichen Charakter und auch für seine politische Entwicklung vielfach entscheidenden Bildungsstätte. Die Matrikeln geben uns nicht blos allerlei statistische Notizen über Zahl und Herkunft der Studenten und Professoren, sie lassen uns die Statuten und die Angaben anderer Akten oftmals erst verstehen, geben uns Anschauung. Freilich die meisten Namen, die hier verzeichnet sind, haben keine Spur hinterlassen. Sie sind uns jetzt nur Elemente der Masse. Aber auch die Elemente der Gruppen, aus denen sich die Masse zusammensetzte. Wir sehen die Gruppen der Kleriker und der Laien, der Mittellosen und der Vornehmen, der noch nicht eidfähigen Knaben (non jurati) und der Erwachsenen, der wirklichen, den Studien lebenden Scholaren und der Fremden oder Vornehmen, welche sich blos in die Matrikel eintragen ließen, um die Privilegien der Korporation zu genießen oder um die Korporation zu ehren und zugleich an ihrer ausgezeichneten Stellung teilzunehmen. Die Matrikel ist am besten geeignet uns die Vorstellung deutlich zu machen, daß die Universitäten

in jenen Jahrhunderten zwar Lehranstalten waren und daß manche — unter ihnen auch Freiburg — sich als vom Staate beaufsichtigte und in letzter Instanz vom Staate geleitete Anstalten fühlten, daß aber trotzdem die Korporation überwog, daß ihre Interessen und ihr Leben die Entscheidungen und Schicksale der Universität vorzugsweise beherrschten.

Mitglied der Korporation wurde man durch Eintrag des Namens in die Matrikel unter Leistung des Treueides. Blieb man am Ort, so galt der Eintrag für die Lebenszeit, verließ man Freiburg, so erlosch das Recht nach 5 Jahren. Immatrikuliert wurden nicht blos die Studenten sondern auch die Professoren. In dieser Periode war die Grenze zwischen Lehrern und Lernenden noch nicht so scharf gezogen wie namentlich im 18. und 19. Jahrhundert. Die Statuten der Universität von 1460 wurden beschlossen und genehmigt per omnes eiusdem [universitatis] regentes d. h. durch alle graduierte Genossen der Universität, welche eine der durch den Lehrplan verlangten Vorlesungen übernahmen, gleichviel ob sie eine Besoldung bezogen und eine Lehrverpflichtung übernommen hatten oder nicht. Als Mitglieder der Korporation hatten alle Magister und Doktoren und weiter auch die übrigen Graduierten bestimmte, ihren akademischen Graden entsprechende Rechte und Pflichten der Teilnahme an der wissenschaftlichen Arbeit der Universität und ebenso an den sonstigen Aufgaben und Ehren der Korporation. Endlich, allerdings mit stärkeren Beschränkungen, auch die nicht graduierten Scholaren. Umgekehrt mußten die mit einem Lehrauftrag und mit Gehalt berufenenen Professoren sich wie die Scholaren immatrikulieren lassen, um ihre Tätigkeit beginnen und an der Leitung und den Ehren der Universität teilnehmen zu können. Mit Recht hat Mayer deshalb auch in der Einleitung sehr eingehend über die Immatrikulation gehandelt, hier und da etwas zu breit. Vergessen ist, so weit ich sehe, nur eine Belehrung über die Münzen, in denen die Gebühren bezahlt wurden. Im folgenden Bande wird das hoffentlich nachgeholt, zugleich mit einigen Vergleichen über die Kaufkraft der genannten Münzen in geeigneten Abschnitten der Periode. Der Herausgeber kann diese Anleitung verhältnismäßig leicht geben, der gelegentliche Benutzer entbehrt meist der nötigen Hülfsmittel. Und es trägt, abgesehen von anderen Beziehungen, doch erheblich zur Klarheit über die wirtschaftlichen Verhältnisse der Universität bei, wenn man sieht, wie wenig die Gebühren der Immatrikulation eintrugen.

Vor der eigentlichen Matrikel steht der Anfang des Johannesevangeliums In principio erat verbum etc. ähnlich wie in der Frankfurter und der Leipziger Matrikel. Es folgt der Schwur, der bei der Inskription zu leisten war und der namentlich das Gelübde des Ge-

horsams gegen den Rektor und die gegenwärtigen wie gegen die künftig zu erlassenden Statuten enthielt. Die Matrikel selbst beginnt mit einer Erzählung, daß diese neue Hochschule von dem Landesfürsten, dem Erzherzog Albert von Oesterreich, dem Bruder des Kaisers Friedrich III., gegründet, und daß Matthaeus Hummell von Villingen, Doktor der freien Künste, der Medizin und des kanonischen Rechts, am Tage zuvor (26. April 1460) im Münster zu Freiburg solemniter et publice zum ersten Rektor ›ernannt und erwählt sei‹. Wer ihn erwählte, ist hier nicht gesagt, nach Schreibers Geschichte der Universität Freiburg waren ›die ordentlichen Professoren‹ die Wähler. Der Ausdruck paßt nicht für die Zeit, da ja alle Doktoren und Magister damals an den Geschäften Anteil hatten. Mayer geht auf diesen Punkt nicht ein, auch nicht auf die Tatsache, daß Hummell selbst nicht in der Matrikel selbst steht. In Köln hat sich der erste Rektor Hartlebus de Marka auch in die Matrikel eingetragen (edit. Keussen I S. 6 No. 20), in der Rostocker Matrikel steht der erste Rektor Petrus Stenbeke als erster Name in der Matrikel. In Leipzig ist es ähnlich, aber hier wurde zunächst eine Anzahl Magister als Fundament der Universität berufen, und es wäre möglich, daß sie in etwas anderen Formen verpflichtet wären. In Frankfurt wurde Wimpina von den Landesherren zum ersten Rektor ernannt und nahm die Immatrikulation vor, ohne sich selbst in die Matrikel einzutragen.

Mayer zeigt, wie großes Gewicht die Universität darauf legte, daß sich jeder, der Vorlesungen hören oder als Universitätsgenosse in Freiburg leben wolle, alsbald immatrikulieren lasse, daß sich dem aber trotzdem viele entzogen. So stolz die Korporation war, so fehlte es ihr doch an den Machtmitteln, um Hunderte von teils recht anspruchsvollen und wilden jungen Männern im Zaum zu halten. Die Handhabung der Gerichtsbarkeit war an allen Universitäten ein schwacher Punkt, ähnlich freilich auf allen Grundherrschaften.

Großen Fleiß und viel Scharfsinn hat M. aufgewendet, um möglichst viele Namen der Matrikel zu erläutern und mehrfach ist es ihm gelungen, den ganzen Lebenslauf eines Scholaren in den Hauptwendepunkten festzulegen. So belehrt uns S. 166 eine Anmerkung, daß der 1505 immatrikulierte Caspar Nell von Bregenz nach einem Jahre Baccalar, 1510 Magister artium, dann Pedell der Artistenfakultät, dann 1517 Dekan derselben Fakultät und 1516—1521 Conventor d. h. Aufseher über die Burse zum Pfauen war. In den Jahren 1520 und 1521 erwarb er dann die theologischen Grade, Baccalar, Licentiat und Doctor theologiae, und vollendete damit die Laufbahn des scholastischen Gelehrten. Wenn in der Anmerkung S. 168 zu dem unter Nr. 32 immatrikulierten Namen Jeronimus Baldung de Gamundia manches zweifelhaft bleibt, so muß man doch die Sorgfalt an-

erkennen, mit der alles herbeigeholt wurde was Aufklärung versprach. Und auch darin möchte ich M. beistimmen, daß G. [irrtümlich ist H. gedruckt] Bauchs Vermutung Gamundia sei in Tübingen oder Löwen zu ändern, Bedenken entgegenstehen. Uebrigens ist die Laufbahn dieses Poeten und Juristen besonders lehrreich für die Mischung von freier Lehre und Lehraufträgen, oder Professuren im engeren Sinne, die jene Periode charakterisiert. Baldung wurde berufen, um dem berühmten Juristen Zasius die Vorlesung über Poesie abzunehmen, welche der übermütige Humanist Locher aufgegeben und Zasius aushilfsweise versehen hatte. Baldung erwarb aber sofort den juristischen Doktor und suchte auch in der juristischen Fakultät einen Lehrauftrag zu erhalten, ging jedoch, nachdem er das eben erreicht hatte, als Rat der vorderösterreichischen Regierung nach Ensisheim. Sehr lehrreich sind auch die Anmerkungen über Capito S. 161 f., S. 239 f. über den Polyhistor Pictor, den Juristen Bitelbrun S. 240 u. a. Aber diese Zusammenstellungen über berühmte Namen waren gewiß nicht leichter als die weniger ins Auge fallenden kärglicheren Notizen über die Unbekannten.

Die Ausstattung des Werkes ist nicht nur gut, sondern sie nähert sich schon den reichen, wenn sie auch von Leipziger Verschwendung fern bleibt. Ich möchte darauf hinweisen, daß eine bescheidenere Ausstattung die Hoffnung auf weitere Publikationen von Matrikeln vermehrt. Welche Mühe hat es gekostet, den Druck der Rostocker Matrikel und ähnlicher Akten zu Ende zu führen. Ich schließe mit dem herzlichen Danke an den Verfasser, der uns durch 14 Jahre hindurch ausdauernde Arbeit diese wertvollen Akten zugänglich gemacht und in ihre Benutzung eingeführt hat.

Breslau G. Kaufmann

Otto Böhtlingks Sanskrit-Chrestomathie. 3. verb. u. verm. Aufl., hrsg. v. Rich. Garbe. Leipzig, Haessel, 1909. VI, 416 S. 8°. M. 2.50.

Mit der Neuherausgabe von Böhtlingks Sanskrit-Chrestomathie hat Garbe gegenüber einem Altmeister unserer Wissenschaft einen Akt der Pietät vollzogen. Dafür werden die Fachgenossen, vor allem Böhtlingks besondere Freunde und Verehrer, ihm Dank wissen. An sich kann man ja über den Nutzen einer Chrestomathie verschiedener Meinung sein. Zweifellos gibt die Böhtlingksche einen vorzüglichen Ueberblick über die Sanskrit-Literatur, wenn man auch das eine oder das andere Stück — Garbe nennt in der Vorrede selbst einige — mit Bedauern vermißt. Allein man fragt sich, für wen nun ein solches Lesebuch bestimmt ist. Für den Anfänger, der die Elementar-

grammatik absolviert und einfache Stücke gelesen hat, sind doch immerhin manche Texte zu schwierig und können nur unter Beiziehung anderweitiger Hilfsmittel bewältigt werden oder wenn ausführlichere Erklärungen beigegeben sind. Das hat der Herausgeber selbst empfunden, wenn er sagt: Auch eine Erweiterung der erklärenden Anmerkungen nach Art der »Notes« zu Lanmans vortrefflichem Sanskrit-Reader wäre entschieden nützlich gewesen (Vorw. S. IV). Fortgeschrittenere auf der anderen Seite, die mit den Texten der B.schen Chrestomathie — auch mit den schwierigeren namentlich aus der älteren Literatur — zurecht kommen, werden, so sollte man glauben, es vorziehen, etwas ganzes, ein größeres Stück im Zusammenhang zu lesen.

Indessen diese Erwägungen wurden durch die unbestreitbare Tatsache des großen Erfolges widerlegt, den das B.sche Buch gehabt hat. Die erste Auflage erschien im Jahre 1845, die zweite 1877. Auch diese war 1895 bereits vergriffen und ebenso ist es seit vier Jahren der anastatische Neudruck. Die Bedürfnisfrage ist also erwiesen und ebenso die Berechtigung einer Neubearbeitung.

Bei dieser Neubearbeitung war nun Garbe in doppelter Hinsicht gebunden. Einerseits durch die Rücksichten der Pietät. Ein Werk aus Böhtlingks Hand konnte nicht einfach umgemodelt, sondern lediglich den veränderten Verhältnissen angepaßt werden. Andrerseits kommt dem Buche und seiner Benutzung der Umstand sehr zu statten, daß Cappellers Wörterbuch darauf Bezug nimmt, das ja ursprünglich geradezu als Glossar dazu gedacht war, dann aber erweitert wurde. Die Aufnahme umfangreicherer neuer Texte verbot sich daher auch deshalb, weil dadurch der Zusammenhang mit Cappellers Wtb. gelockert worden wäre.

So hat sich Garbe darauf beschränkt, zu den alten Texten nur noch 14 Lieder aus dem Atharvaveda, den B. ganz unberücksichtigt gelassen hatte, hinzuzufügen, ferner die Kaṭhopaniṣad, sowie vom Hitopadeśa die Einleitung und den Anfang des I. Buches, so daß die Einschachtelungsmethode an der Erzählung von dem Wanderer und dem Tiger, die auch bei B. steht, deutlich hervortritt. Die Wahl der neuen Stücke ist zu billigen. Bedenken könnte vielleicht von den Atharvaveda-Liedern das letzte (Nr. 14 = AV. 16. 53) erregen wegen der außerordentlich schwierigen, ohne Kommentar kaum verständlichen Verse 2—4. Freilich sind die folgenden Verse gerade recht hübsch.

Eine Konsequenz wäre m. E. gewesen, als Anhang eine Liste der Wörter aus den neu aufgenommenen Stücken zu geben, die in Cappellers Wtb. fehlen. Es wäre dadurch der Charakter des Werkes nicht beeinträchtigt worden, seinem Zwecke aber gedient gewesen.

Hat so zwar die Neuausgabe die äußere Physiognomie des Werkes im ganzen bewahrt, so ist doch im einzelnen die nachbessernde Hand des Herausgebers wohl zu verspüren. Daß er in den vedischen Hymnen die Akzentbezeichnung, die Böhtlingk sich ausgedacht und eingeführt hat, beseitigt und an ihre Stelle die indische der Saṃhitā-Texte gesetzt hat, wird allgemeine Zustimmung finden. Ebenso der engere Anschluß an die Saṃhitās in Bezug auf den Sandhi. Die Texte sind durchweg revidiert und die seit 1877 erschienenen Neuausgaben überall verglichen und berücksichtigt. Für das Aitareyabrāhmaṇa stand die Ausgabe von Aufrecht (1879) zur Verfügung, für das Viṣṇupurāṇa die Bombayer Ausgabe (1889), für das Kathāsaritsāgara die von Durgāprasād und Kāśīnāth Pāṇḍurang Pārāb (1903) u. s. w. Desgleichen sind auch die neueren Uebersetzungen berücksichtigt worden. So tritt der Unterschied zwischen der 2. und der 3. Auflage in den ›Anmerkungen‹ wohl am augenfälligsten in die Erscheinung, in den erklärenden Noten sowohl wie in den Literaturangaben. Vielleicht haben manche Benützer des Buches den Wunsch, daß Garbe hier, mit Rücksicht eben auf die minder Geübten, zuweilen noch mehr hätte geben dürfen. Ein integrierender Bestandteil des B.schen Werkes wäre damit wohl kaum getroffen worden. Zuweilen vermißt man bei einer schwierigen Stelle eine erläuternde Notiz oder bei einer neu eingeführten Lesart die Begründung. Beim Mahābhārata (S. 401) und Rāmāyaṇa (S. 403) wäre ein Hinweis auf die gerade für die Orientierung über den immensen Stoff so vorzüglichen Bücher Jacobis wünschenswert gewesen. Man sieht nicht ein, weshalb der Herausgeber sich so vollständig auf Ausgaben und Uebersetzungen beschränkt hat.

Was die von Garbe geübte Textkritik betrifft, so kann sie als sehr vorsichtig und besonnen bezeichnet werden. Sehr oft kommt die Ueberlieferung wieder zu ihrem Recht gegenüber irgend einer zweifelhaften oder doch unnötigen Konjektur. Ich glaube, daß auch da der Herausgeber auf allgemeine Zustimmung rechnen darf.

Ich will nur ein paar Beispiele anführen. In der Manu-Geschichte des Satapathabrāhmaṇa auf S. 36, Z. 8 setzt G. die Worte *śaśvaddha jhaṣa āsa, sa hi jyeṣṭhaṃ vardhate* wieder in den Text ein. Er gibt nicht einmal eine Begründung in den Anmerkungen. Bei B.[2] ist der Passus als eine ›ganz ungehörige rationalistisch gefärbte Glosse‹ (vgl. die Bem. auf S. 356, Z. 1) gestrichen. Ich glaube, mit Unrecht. Wir haben es hier mit einer parenthetischen Zwischenbemerkung des Erzählers zu tun, die durch die Ueberlieferung geschützt wird, und die ganz gut an ihrem Platze ist.

In der 9. Erzählung aus der Vetālapañcaviṃśati V. 22 (S. 150, Z. 11) behält G. den handschriftlich überlieferten Namen *pañcaphuṭṭi-*

kaḥ bei, während er B.[2] in *pañcapaṭṭikaḥ* geändert wird. Man vergleiche die Begründung auf S. 406, Z. 15 ff.

In der Śunaḥśepa-Geschichte des Ait. Br. setzt Garbe V. 7 (S. 30, Z. 17) die überlieferte Lesart *ābhūtir eṣā bhūtir bījam etan nidhīyate* wieder ein gegenüber der konjekturalen Aenderung in B.[2] *ā bhūmir eṣā bhavati bījam etan ni dhīyate.* Eine Notiz in den Anmerkungen wäre hier wohl am Platze gewesen. Der hdschr. Text scheint ja allerdings nicht in Ordnung zu sein, wie schon das Metrum zeigt. Gleichwohl ist es zu billigen, daß G. eine vorschnelle Korrektur ablehnt.

Wenige Zeilen vorher (13) behält G. das überlieferte *duhitā* bei, das in B.[2] dem Metrum zu liebe in *kanyā* geändert ist. In der Kaṭhop. 6. 18 (S. 54, Z. 7) liest G. *virajo* und registriert lediglich den Aenderungsvorschlag *vijaro* von M. Müller und Böhtlingk. Angesichts des im gleichen Śloka vorkommenden *naciketo* kann wohl auch *virajo* nicht befremden. Ich hätte übrigens in der gleichen Vallī V. 4 (S. 53, Z. 9) auch *sargeṣu* beibehalten statt der Lesung B.s *svargeṣu.*

Auf S. 35, Z. 17, 19 u. s. w. liest G. mit den Hdschr. *prajighyatu*, bzw. *°ti*, während bei B.[2] *prajigātu*, *°ti* korrigiert ist. Auch Pischel (KZ. 41, S. 179) rechtfertigt die überlieferte Lesart, indem er *jighyati* von einer Wz. *ghā* ›gehen‹ als Spielart von *gā* (wie Wz. *ham*, *gham* eine solche zu *gam* sei) ableitete. Selbst wenn man Pischels Ausführungen nicht ganz beistimmen sollte, wird man aus rein textkritischen Erwägungen die Formen *jighyatu*, *°ti* nicht ändern dürfen. Sie sind, worauf G. S. 395 hinweist, je fünfmal in allen Mss. bezeugt.

Man wird, um mein Urteil zusammenzufassen, gewiß gerne und mit aufrichtigem Danke anerkennen, daß Garbe die ihm gestellte Aufgabe der Neuherausgabe von B.s Sanskritchrestomathie mit Takt und Sorgfalt gelöst hat. Sicher wird das Buch in der neuen Gestalt sich wieder zahlreiche Freunde erwerben. Vielleicht kann bei einer vierten Auflage, die über kurz oder lang voraussichtlich notwendig werden wird, von den geäußerten Wünschen der eine oder der andere erfüllt werden.

Der Druck selbst ist sehr korrekt. Auf S. 160, Z. 32 ist mir *dedinaḥ* statt *dehinaḥ* aufgestoßen.

Erlangen Wilh. Geiger

Hambruch, Paul, Wuvulu und Aua (Maty- und Durour-Inseln) auf Grund der Sammlung F. E. Hellwig aus den Jahren 1902 und 1904. Mit 88 Abbildungen im Text und 375 Abbildungen auf 32 Tafeln. Mitteilungen aus dem Museum für Völkerkunde in Hamburg. 1908 (4. Beiheft zum Jahrbuch der Hamb. Wissensch. Anstalten XXV). S. 1—156. — **Hagen, K.,** Die Ornamentik von Wuvulu und Aua auf Grund der Sammlungen des Museums. Mit 21 Abbildungen im Text und 36 Abbildungen auf 5 Tafeln. Mitteilungen aus dem Museum für Völkerkunde in Hamburg (wie oben). 1908. S. 157—180.

Als Mitte der neunziger Jahre die eigenartige Kultur der Maty-Insel, die aus dem ethnographischen Bilde Melanesiens vollständig herauszufallen schien, entdeckt wurde, regten sich auch sofort Versuche, sie auf Grund des einen oder anderen Merkmals an irgend eine der bekannten Kulturen anzuknüpfen. Diese Versuche konnten im besten Falle nur einseitig richtig sein, so lange das völkerkundliche Bild der Insel selbst nicht vollständig vorlag. Eine solche Vollständigkeit ist aber erst durch die vorliegende Publikation geschaffen worden. Das anthropologische Material ist, soweit es sich um genauere Maßangaben handelt, so gut wie ganz neu. Hellwigs Sprachaufnahmen ergänzen die Dempwolffschen und schließen auch den allerdings wenig abweichenden Dialekt von Aua ein. Die Daten über geistige Kultur, insbesondere über politische und religiöse Verhältnisse, bringen am wenigsten zu dem schon durch Dempwolff bekannten hinzu, und des Verfassers Mißtrauen gegen die älteren Nachrichten scheint mir im wesentlichen unbegründet. Besonders interessieren ferner die Abschnitte über Siedelungsart und Landbau, sowie über Hausbau und Technik. Ueberaus reichhaltig und überwiegend gut ist das Abbildungsmaterial; nur etwa bei den Speeren wäre eine Wiedergabe ganzer Stücke und nicht nur von Spitzenformen erwünscht gewesen. Die Darstellung ist übersichtlich, klar und vermeidet überflüssige, weitschweifige Beschreibungen und Rubrizierungen.

Weniger den berechtigten Erwartungen entsprechend ist der Versuch ausgefallen, die kulturgeschichtlichen Beziehungen der Inseln aus dem Materiale hernuszuarbeiten. Der Verfasser schließt auf eine nur schwach hervortretende melanesische Unterschicht, starken mikronesischen Bestand und einen nicht unerheblichen indonesischen oder überhaupt südostasiatischen Einschlag. Leider sind die zu Grunde liegenden Kulturvergleiche häufig nicht systematisch durchgeführt, sondern nur auf willkürlich herausgegriffenes Material gegründet. So kommt es, daß z. B. allgemein mikropolynesische Elemente, wie der Feuerpflug — auch sonst in den verwandten melanesischen Kulturen vorhanden — als besondere Bezüge zu Mikronesien gedeutet werden. Die ältesten melanesischen Kulturbestandteile, zu denen etwa noch Beilformen, Speertypen — z. B. mit einer

Widerhakenreihe —, die Trommel trotz des allerdings ebenfalls vorhandenen Bezuges zu Ponape, gewisse Schüsselformen, besonders australischer Verwandtschaft, und anderes gehören, treten viel zu stark in den Hintergrund. Mikronesien ist zu sehr als Einheit behandelt, alle Beziehungen zu den Admiralitätsinseln und den zwischenliegenden Gruppen zu sicher auf direkte Entlehnung zurückgeführt. Einzelne Probleme sind wesentlich verwickelter als H. anzunehmen scheint. So zeigt das Muschelbeil durchaus nicht »nur das allgemein in der Südsee gebräuchliche Instrument«, sondern weist eine Reihe von Typen der verschiedensten Kulturzugehörigkeit auf; die Haizahnwaffen und verwandten Objekte gehen auf eine recht alte Waffen- und Geräteform zurück, und ihr Verhältnis zu den Parallelen des südlichen Indonesien und Mikronesiens ist gar nicht ohne weiteres eindeutig. Dies nur einige Beispiele für das, was der vorliegenden Arbeit fehlt. Eine erschöpfende Kulturgeschichte der Gruppe bleibt noch zu schreiben und ist vielleicht auch besser in größerem Zusammenhange zu geben. Der Hauptwert der Publikation liegt in der Veröffentlichung des guten Materials und dafür wissen wir dem Verf. und dem Hamburger Museum Dank.

Die anschließende Behandlung der Maty-Ornamentik durch K. Hagen besitzt natürlich ebenfalls zunächst den Publikationswert. Aber auch die Deutungsversuche und die angegebenen Entwicklungslinien können in wesentlichen Punkten als richtig gelten, ohne daß sie deshalb für die allgemeinen Fragen der Ornamententwicklung nutzbar zu machen wären; denn ihre Richtigkeit beruht nur auf dem stark physioplastischen Charakter der Maty-Kunst. Ebenso ist der enge Zusammenhang mit Mikronesien richtig erkannt. Doch dürfte auch hier, wie in der vorhergehenden Arbeit, eine Spezialisierung am Platze sein: bei der Fischornamentik handelt es sich nämlich augenscheinlich um einen direkten kulturgeschichtlichen Bezug zu dem heute besonders im östlichen Mikronesien herrschenden, ursprünglich aber wohl gemeinmikronesischen Ornamentstil. Anders bei den eigentlich figürlichen, oft szenenhaften Darstellungen, die ihre nächsten Parallelen auf den westlichen Karolinen finden. Da hierbei die Uebereinstimmung nicht in bestimmten Formelementen, sondern nur im allgemeinen Charakter besteht, Darstellungen gleicher Art aber auch in der Südsee in anderen Gebieten älterer Kulturzugehörigkeit, z. B. in Australien, mehrfach vorhanden sind, so muß es zweifelhaft bleiben, ob es sich um einen relativ jungen Kulturzusammenhang oder nicht vielmehr um eine sehr frühe Kulturverwandtschaft handelt.

Köln F. Graebner

Für die Redaktion verantwortlich: Prof. Dr. H. Oldenberg in Göttingen

H. v. Voltelini, Die Entstehung der Landgerichte im bayrisch-österreichischen Rechtsgebiete. Wien, C. Gerolds Sohn. 1905. 40 S. 8°. (S.-A. aus dem Archiv für österreichische Geschichte B. 94 S. 1 ff.). — **H. v. Voltelini,** Immunität, grund- und leibherrliche Gerichtsbarkeit in Südtirol. Wien, A. Hölder. 1907. 153 S. 8°. (S.-A. aus dem Archiv für österreichische Geschichte B. 94 T. 2 S. 311 ff.).

Die erste der beiden zusammengehörigen Arbeiten, die aus einem vom Verfasser auf der Historikerversammlung zu Salzburg 1904 gehaltenen Vortrag hervorgegangen ist, behandelt unter vorwiegender Berücksichtigung der Verhältnisse in Südtirol eine besonders für das bayrisch-österreichische Rechtsgebiet wichtige Frage. Die Landgerichte, die dort Jahrhunderte lang ›die örtliche Grundlage für die Verwaltung‹ bildeten, sind meist in Zusammenhang mit älteren Hundertschaften gebracht worden; dagegen wollte sie Luschin v. Ebengreuth ›auf die Zersetzung der Grafschaften durch Immunitäten‹ und ›die Fortbildung grundherrlicher Gerichtsbarkeit‹ zurückführen. Indem nun Voltelini keiner von beiden Ansichten beipflichtet, gelangt er (S. 39) zu dem Ergebnis, daß die Landgerichte ›neue Gebilde‹ sind, entstanden nach ›Aufteilung der alten Grafschaften‹ und anknüpfend ›an Immunitäten und Exemtionen, vor allem aber an Burgfrieden‹; jedoch sei alle Landgerichtsbarkeit ›öffentlich-rechtlichen Ursprungs und nur durch Uebertragung oder Usurpation der Grafschaftsgerichtsbarkeit erwachsen‹. Zur speziellen Begründung dieser Auffassungsweise bringt die zweite Abhandlung bemerkenswertes Material, das seinen Wert behält, auch wenn manche Aufstellungen sich als anfechtbar erweisen sollten. Es erscheint daher gerechtfertigt, auf die hier niedergelegten Untersuchungen zuerst einzugehen.

Gleich der erste Abschnitt, ›die Immunität des Domkapitels von Verona in Südtirol‹ (S. 316 ff.) liefert einen wertvollen Beitrag zur Lösung von neuerdings mehrfach behandelten Fragen, weil er die Entwicklung der Immunität an einem bestimmten Einzelfall darzulegen sucht unter Heranziehung und teilweiser Veröffentlichung (S. 434 ff., Beilagen nr. 1—13) von Urkunden aus dem Archiv des Domkapitels. Uebrigens bietet ein etwa gleichzeitig erschienener Aufsatz von L. Simeoni, I comuni di Bondo, Breguzzo e Bolbeno nei secoli XII. e XIII. (Tridentum, Jahrg. 9, Trento 1906, S. 333 ff.), noch Ergänzungen zu den Ausführungen Voltelinis. Bischof Notker von Verona hat 927 einem von ihm gegründeten Xenodochium in der Stadt testamentarisch vermacht ›decanias meas proprias, quam habeas in Iudicaria Summa Laganense in locis et fundis Bruguzio, Belveno et Bundo cum censoras et omnes redibiciones legibus mihi dandi‹ (Trid. l. c. S. 334); auch ein Hof ›Badabiones‹ sollte an das Xenodochium fallen, das nach Verfügung des Stifters (Ughelli 5, 727) dem Archipresbyter, Archidiakon und Domkapitel Verona unterstellt war und daher mit seinem Zubehör in die Immunitätsbestätigung Ottos I. für das Domkapitel (M. G. Dipl. 1, 217 nr. 137. 951) einbezogen worden ist. Otto II. bestätigte 983 (ibid. 2, 305) dem Domkapitel samt anderen Höfen den in der Grafschaft Trient gelegenen Hof Badabiones, ›quem tribuit Notkerius Veronensium episcopus pater Veronensium clericorum‹, mit der Kapelle und allem Zubehör. Ausführlicher gefaßt ist die Bestätigung Heinrichs II. von 1014 (ibid. 3, 310), die den Hof Badabiones mit den drei ›villis‹ Breguzzo, Bondo und Bolbeno und all ihrem Zubehör aufführt; ebenso sind die drei Dörfer neben dem Hofe in den späteren kaiserlichen Besitzbestätigungen genannt und auch in der von Papst Lucius III. 1184 erteilten (Trid. l. c. S. 335). Dagegen fehlt der Hof in dem Privileg Friedrichs I. von 1182 und wird seitdem nicht mehr erwähnt; seine Lage kann ohnehin nicht sicher nachgewiesen werden. So dürfte eher der alte Mittelpunkt der Villikation abgegangen sein, als das Domkapitel den Besitz eingebüßt haben (S. 327), zumal dafür anderweitig der Ort Zuclo in Verbindung mit den drei anderen erscheint.

Nach der Verfügung des Bischofs Notker fielen die Einkünfte aus der Schenkung dem Xenodochium zu, über dessen Schicksale nichts näheres ermittelt ist (Trid. l. c. S. 335); das Domkapitel seinerseits hat anscheinend keine rein grundherrlichen Einkünfte aus den drei Dörfern bezogen (S. 331). Voltelini hält es für ausgemacht (S. 328), ›daß die Grundstücke im Eigen der Immunitätsleute, nicht aber in einem Leihverhältnisse‹ standen.

Indessen ergibt sich aus dem Weistum für Bolbeno von 1238

(S. 442, Beil. nr. 11) nur, daß die Leute Verfügungsfreiheit über ihre Güter hatten, jedoch nicht, daß sie deren Eigentümer waren; Libellarpächter können sie freilich auch nicht gewesen sein. Das Besitzrecht war übrigens schwerlich von jeher ein ganz festes. 1192 (S. 342 n. 2, s. Ficker, Forsch. 4 nr. 180) erhob der Erzpriester vor einem Konsul zu Verona Klage gegen Zenellus und Luscus von Breguzzo wegen der Besitzungen des Kapitels an dem Orte, »et dicebat, quod d. Zenellus et Luscus impediebant eum pro ecclesia de illis terris et mansis, dando eos et eas ad laborandum, et dantes et auferentes, cui volunt«. Die beiden Beklagten und Miretus von Breguzzo, der die gleichen Rechte beanspruchte, müssen als erbliche Inhaber des Meieramts dortselbst betrachtet werden, da sie ihre Befugnisse 30, 40, 60 Jahre lang und seit undenklichen Zeiten ausgeübt zu haben versicherten. Es war eben Sache des Meiers, für die Besetzung der Hufen zu sorgen und sie ungeeigneten Bebauern zu entziehen; daß ihm Abgaben von den Hintersassen des Grundherrn und auch Fronden zukamen, wäre nichts ungewöhnliches. Mit dem Meieramt (vilicatio) in Breguzzo und Bondo hat der Domherr Reginzo namens des Kapitels (vor 1140) den Ribaldus, Sohn des Ubertus de Bondo, investiert, zugleich setzte er zum Dekan für Bolbeno und Zuclo den Lanfrancus ein (Trid. l. c. S. 338 n. 4). Nach einem späteren Zeugnis (1213) galt das Meier-(oder Gastalden-)amt des Hofes Bondo als rechtes (und daher erbliches) Lehn (Trid. l. c. S. 345).

Dem Meier können nur die Hintersassen der Grundherrschaft unterstanden haben, seine Gewalt erstreckte sich ausschließlich über den Boden des Grundherrn; es war aber an den drei Orten das Domkapitel-Xenodochium nicht der alleinige Grundherr.

Voltelini führt selbst (S. 329) die Urkunde an (Fontes rer. Austr. S. 2 B. 5 nr. 24), aus der hervorgeht, daß nicht nur gewisse Rechte, sondern auch Güter und Leute in Breguzzo und Bondo dem Grafen Heinrich von Eppan gehörten, auf die er 1185 zu Gunsten des Bischofs von Trient verzichtete. Aller Wahrscheinlichkeit nach hat der Bischof diese Besitzstücke den Herren von Campo zu Lehn gegeben, deren Streitigkeiten mit dem Domkapitel sich in der Folge so lange hinzogen. Die Grundherrschaft des Domkapitels war keine geschlossene; sind doch auch die Ausdrücke in der Urkunde Notkers nicht auf eine Schenkung der ganzen Dörfer zu beziehen. Demnach müßte die Frage, wie es kam, daß die Gerichtsbarkeit des Domkapitels sich über fremden Boden und Hintersassen anderer Herren ausdehnte, in den Vordergrund der Untersuchung geschoben werden. Voltelini hat das nicht getan, indessen bringt er zur Beantwortung mancherlei bei. Vor allem verweist er (S. 325) auf die »Erweiterung«

der Immunität im Privileg Friedrichs I. von 1154, nach der nicht nur die Hintersassen des Domkapitels dessen Gerichtsbarkeit untergeben waren, sondern auch alle, die ihm sonst Leistungen schuldeten. Diese Leistungen müssen in erster Linie aus dem Almendregal stammen. 1193 wurde anerkannt (S. 328), daß das ganze Gebiet von Breguzzo, Bondo und Bolbeno, Weide, Wald und Wasser in Berg und Tal, dem Domkapitel gehöre. Folglich hatte, wer dort Nutzungen bezog, einen Zins zu zahlen, offenbar den ›fictus‹ (S. 331), dessen geringfügiger Betrag sein hohes Alter erkennen läßt. Wer aber den Weidezins entrichtete, stand unter der Jurisdiktion des Domkapitels.

Eine Verleihung des Almendregals ist freilich nicht ersichtlich; es wird bereits dem Bischof Notger gehört haben, die Erträge sind wohl in den ihm von Rechts wegen zustehenden einbegriffen. Der territoriale Abschluß des Gerichtsbezirks beruhte auf alten Grundlagen und ebenso die Gerichtsbarkeit selbst. Im Hinblick auf spätere Ausführungen Voltelinis ist es auffällig, daß er nicht den naheliegenden Schluß gezogen hat, die Hintersassen des Domkapitels in den drei Dörfern seien ursprünglich Aldien gewesen; der Hinweis (S. 323 f.) auf die von Notger verfügte Freilassung der Unfreien eines anderen Hofes wäre dann erst ganz deutlich. Eben diese Freigelassenen traten offenbar in die Stellung von Aldien ein: sie blieben frondienstpflichtig, hatten vor dem Privatgericht des Herrn ihren Gerichtsstand und bedurften vor dem öffentlichen Gericht der Vertretung, jedoch erhielten sie — aus besonderer Gunst — Grundstücke zinsfrei und wurden als Freie bezeichnet; auch für die Bewohner von Bolbeno und Zuclo galt 1238 (S. 328), als längst die Erinnerung an die Halbfreiheit verschwunden war, die Bezeichnung ›liberi homines‹. Anderwärts sind freilich die Aldien als Unfreie betrachtet worden (vgl. für den Hof Limonta Jahrb. f. Nat. u. Stat. S. 3. B. 36, 1908, S. 292 ff.).

Die Immunität der Besitzungen des Domkapitel-Xenodochiums an den drei Orten beruhte nicht auf dem falschen Privileg Berengars I., dessen Entstehung Voltelini (S. 321 ff.) vor die Bestätigung durch Heinrich III. (1047) ansetzt (Simeoni, Trid. l. c. S. 335 f., will sie ins 13. Jahrhundert verlegen). Indessen besaß das Domkapitel bereits die Immunität, als sie ihm Otto I. 951 unter Einschluß des Xenodochiums und der Besitzungen desselben bestätigte. Die weitergehende Spezialisierung der Güter sowohl als der mit der Immunität zusammenhängenden Rechte in den folgenden Bestätigungen bringt nur, was im Wesen der Sache lag, zu deutlicherem Ausdruck. Mit Recht erblickt Voltelini (S. 325) erst in der bereits erwähnten Bestimmung

von 1154 eine ›gewisse‹ Erweiterung, die jedoch schwerlich etwas vollkommen neues schuf.

Offenbar hatte ohnehin das Domkapitel im ganzen Bezirk der drei Dörfer kraft des Almendregals Zwing und Bann (districtus), konnte also Verordnungen erlassen und deren Befolgung durch eine darauf gesetzte Bannbuße erzwingen (S. 329 n. 1). Im übrigen stand ihm allerdings nur über seine Hintersassen eine Gerichtsbarkeit zu, der die Immunitätsprivilegien Schutz vor Eingriffen der öffentlichen Beamten und schließlich ausdrückliche Bestätigung gewährten. Andere Bewohner des Bannbezirks dieser Gerichtsbarkeit zu unterwerfen, hat das Privileg von 1154 nicht ausgereicht; das Ende der offenbar deswegen erforderlichen Prozesse gegen die Herren von Campo ist nicht ersichtlich (S. 344). Es kann selbst fraglich sein, ob das Domkapitel die volle Gerichtsbarkeit, die es in Anspruch nahm, innerhalb der im Weistum von 1238 (S. 327, s. Beil. nr. 11) angegebenen Grenzen wirklich erlangt hat. Der Treueid, den die Leute von Bolbeno und Zuclo damals leisteten, geschah vorbehaltlich des Kaisers ›et suis anterioribus dominis, si quos haberent‹.

Die Gerichtsbarkeit des Domkapitels erstreckte sich auch auf die schwersten Verbrechen, Mord und Diebstahl (S. 334), wurde aber nicht vom Vogt geübt, sondern vom Erzpriester selbst oder Vertretern des Kapitels (S. 335) und war unblutig. ›Alle Verbrechen werden (nach den Statuten von 1214, Beil. 8) mit Geld gesühnt, Leib- und Lebensstrafen scheinen zu fehlen, wie so vielfach in ähnlichen Satzungen gerade aus geistlichen Immunitäten Italiens‹ (S. 333). Wiewohl also eine Blutbannleihe nicht stattgefunden hatte, blieb die Immunität gewahrt. Immerhin reichte sie nicht bis zum völligen Ausschluß der Grafengewalt. Wenn auch Ansprüche, wie sie deren Inhaber, der Bischof von Trient, 1193 erhob (S. 343), zu weit gingen, so lagen doch die Orte in der Grafschaft Trient (S. 341), die kein bloßer geographischer Begriff war. Gerichtliche Exemtion und Freiheit von öffentlichen Abgaben, die der Grundherrschaft zufielen, galten nur für deren Hintersassen oder, nach Durchführung der Erweiterung, für die Bewohner des Immunitätsbezirks, aber nicht für den Immunitätsherrn selbst. Reichsunmittelbarkeit hat das Domkapitel nicht erlangt, vielmehr erkannte es die auf der Grafschaft beruhende Landeshoheit an, indem es 1242 dem kaiserlichen Podeste, der damals Stadt und Bistum Trient verwaltete, seine Privilegien vorlegte (S. 345).

Ueber die Entwicklung der Gemeindeverfassung an den Orten des Immunitätsgebiets spricht sich Voltelini nicht bestimmter aus (S. 325 f.), während Simeoni (Trid. l. c. S. 355) zum Jahre 1213 das

Vorhandensein von Konsuln feststellt. 1184 hatte Friedrich I. untersagt, in den Kastellen und Dörfern des Domkapitels ohne dessen Zustimmung Konsuln zu wählen oder sonst eine Gemeindebehörde einzusetzen. Die Ernennung des Gemeindevorstands fiel dem Domkapitel zu, als es 1210 von Otto IV. die Befugnis erhielt, an den seiner Gerichtsbarkeit unterworfenen Orten Konsuln, Podestas oder Vicecomites zu bestellen, und es machte auch bald davon Gebrauch (S. 338). Die von ihm eingesetzten Vicecomites, die zugleich das Amt des Gastalden (Meier) bekleideten, übten die Gerichtsbarkeit als Vertreter des Erzpriesters, der ›eine übergeordnete Stellung einnahm‹ (S. 340). Das Verhältnis des Vicecomes zu den Gemeinden bleibt unklar; es wäre denkbar, daß unter ihm Konsuln standen. Andererseits wird, wie der Zusammenschluß der Ortsbewohner, so auch die Einsetzung eines ständigen Vertreters, statt der gelegentlich vom Domkapitel ernannten, zur Abschließung des Gerichtsbezirks beigetragen haben. 1210 versprachen Bevollmächtigte der Leute von Breguzzo und Bondo dem Domkapitel 100 lb. zu zahlen, wenn dieses sie von den Herren von Campo befreie (S. 342 n. 3). In den ruhigen Besitz seiner Herrschaftsrechte ist das Domkapitel kaum je auf längere Zeit gelangt, ihr finanzieller Ertrag (S. 331 ff.) kann nicht sehr erheblich gewesen sein, ›mit 1284 liegt das letzte Zeugnis für sie vor‹ (S. 345). Das Domkapitel wird wenig später den unrentabeln Besitz verkauft haben, und so versiegen die urkundlichen Quellen, deren ausgiebige Verwertung ein sehr glücklicher Gedanke Voltelinis war.

Es bedarf zwar im einzelnen noch manches der Aufklärung, auch hätten sich die Ergebnisse gelegentlich schärfer hervorheben lassen; jedenfalls aber ist die Behandlung eines speziellen Falls, dessen Verhältnisse einigermaßen deutlich erkennbar sind, das geeignetste, wenn auch bisher noch erst viel zu selten angewandte Verfahren zur Lösung des Immunitätsproblems. Was in den älteren Kaiserurkunden als dürre Formel erscheint, wird durch Heranziehung des jüngeren Materials für bestimmte Lokalitäten zur lebendigen Wirklichkeit.

Damit soll nicht gesagt sein, daß die weiteren Untersuchungen Voltelinis, die mehr zusammenfassend den Stoff behandeln, weniger beachtenswert sind. Der zweite Abschnitt, ›das Hochstift Trient‹ (S. 346 ff.), erörtert Institute, ›die an einstige Immunität anknüpfen‹, vor allem die ›Gastaldenverfassung‹ und die ›Vogtei‹. Völlig zutreffend wird (S. 370) ›das ganze System der Gastaldien, Dekanien, Skarien‹ als ein ›durchaus wirtschaftliches‹ aufgefaßt, entsprechend ›dem, was die Wirtschaftsgeschichte als Villenverfassung bezeichnet‹. Die ›scaria‹ ist der Wortbedeutung nach der Fronhof, der vom scario

(Kellner oder Meier) verwaltet wird. Auch die Dekane waren ›herrschaftliche Beamte‹, deren Funktion sich wohl auf Einsammeln der Abgaben beschränkte (S. 367). ›Gastalde‹ ist ›ein vieldeutiger Titel, der an sich über seinen Begriff und Rechtsinhalt keine Auskunft gibt‹ (S. 354). Im Rahmen der grundherrschaftlichen Organisation wäre der Gastalde etwa der dem Meier übergeordnete Probst, doch wird er auch schlechthin dem villicus gleichgesetzt. Als ›Wirtschaftsbeamter‹ war der Gastalde ›von Haus aus nur betraut mit der hof- und leibherrlichen Gerichtsbarkeit über die Hörigen, die zum Hofe gehören‹. Dagegen übte er ›öffentliche Gerichtsbarkeit‹ nur kraft besonderen Auftrags. Wurde ihm ein solcher zu Teil, so lag eine ›Aemterkumulation‹ vor (S. 350), und die konnte um so leichter eintreten, als (durch Schenkung Heinrichs II., wie jetzt Bresslau, N. A. 34, 106 ff. nachgewiesen hat) die Grafschaft Trient an das Bistum gelangt war; auch militärische Befugnisse (Burgwacht) fielen dem Gastalden zu (S. 356).

In wie weit nun die Grafschaftsverwaltung mit der grundherrlichen verschmolzen ist, hat Voltelini nicht genügend aufgeklärt. Um hier abschließende Ergebnisse zu bringen, hätte die Untersuchung wohl mehr ins Einzelne gehen müssen. Das Verzeichnis der bischöflichen Höfe, von denen Servitien zu leisten waren (Font. l. c. nr. 286), stimmt nicht mit dem der Gastaldien, die Wachszinse entrichteten, überein (ibid. nr. 284). Voltelini meint, daß ›der Umfang der Gastaldie ein schwankender und fließender‹ war (S. 352); es müßten Ablösungen von Bestandteilen der Höfe und Zusammenlegungen stattgefunden haben. Dabei wäre zu beachten gewesen, daß mit der Grafschaft nicht nur ›Grafschaftsgut‹ (S. 364), sondern auch die nutzbaren Grafenrechte und sämtliche öffentlichen Einkünfte (Regalien) an den Bischof gekommen sind, deren Verwaltung ebenfalls eine Organisation erfordert haben wird. Andererseits ist nicht eigentlich der Nachweis geliefert, daß es nichts anderes als die gräfliche Gerichtsbarkeit war, die den bischöflichen Gastalden zugewiesen wurde. In den S. 356 f. angeführten Fällen könnte es sich schließlich auch um erweiterte Immunitätsgerichtsbarkeit handeln.

Wenn Voltelini des ferneren (S. 363) für den Nonsberg ›das Gericht des Vizedoms im Gegensatze zu dem des Gastalden als ein öffentliches, dem bischöflichen gleichgeordnetes‹ hinstellt, so ist garnicht abzusehen, weswegen nur dort ein (vom Vizedom des Bistums wohl zu unterscheidender, S. 361 f.) lokaler Richter dieses Titels vorhanden gewesen sein sollte. Auch das Uebereinkommen zwischen dem Bischof und den Leuten des Val di Ledro von 1159 ›weist die Beurteilung schwerer Verbrechen, Mord, Ehebruch, Inzest, dem Vizedom und

Archidiakon zu‹ (S. 362). Es ließe sich annnehmen, daß vom Bischof für die Teile der Grafschaft, die er in eigener Verwaltung behielt und nicht an (Unter-)Grafen zu Lehen vergabte, vicedomini zur Ausübung der hohen Gerichtsbarkeit eingesetzt wurden. Indessen hat doch auch ›Gerichtsbarkeit in bürgerlichen Sachen der Bischof selber oder durch Delegaten und Assessoren‹ geübt, während ›die Kriminalgerichtsbarkeit an eine Familie von Judices zu Lehen gegeben‹ war (die della Bella von Verona), ›deren Mitglieder sie verwalteten, wenn sie Judices (Rechtsgelehrte) waren‹ (S. 382). Voltelini bemerkt durchaus zutreffend, daß ›damit derselbe Zweck erreicht war, dem anderswo die Belehnung des Vogts mit dem Blutbann diente, der Bischof kam nicht in die Lage, als Kriminalrichter tätig zu sein‹ (S. 382 f.); aber daß nun dieser Kriminalrichter gerade in Befugnisse eingetreten wäre, die sonst dem Vogt zustanden, ist weder ersichtlich noch wahrscheinlich. Nur in der Grundherrschaft konnte der Vogt Gerichtsbarkeit üben, jedoch trat er nicht an Stelle des Grafen, wenn der geistliche Grundherr eine Grafschaft erworben hatte, und da nun für die Vogtgerichtsbarkeit ohnehin sich Ersatz schaffen ließ, wie die Verhältnisse im Immunitätsbezirk des Domkapitels Verona zeigen, so hat die Annahme, daß die Blutgerichtsbarkeit der della Bella ›von dem Amte des Vogts abgezweigt‹ worden sei (S. 383), wenig für sich; sie wird vielmehr aus der gräflichen Gewalt des Bischofs stammen, oder aber auf missatische Befugnisse italienischen Gepräges zurückgehen, die dem Bischof wohl auch zustanden.

Der Vogt des Bistums übte keine Gerichtsbarkeit aus; dagegen besaß er das Regalienrecht, kraft dessen er während der Sedisvakanz die Temporalien des Bistums verwaltete. Für die Herausgabe an den Neugewählten pflegten die Tiroler Grafen als Vögte von Trient Bedingungen zu stellen, auf denen das spätere Verhältnis der Bischöfe zur Landesherrschaft beruhte. So legt Voltelini (S. 386 ff.) völlig überzeugend die Unterschiede in der Stellung des Trientiner Vogts und deutscher Kirchenvögte dar und erklärt die damit zusammenhängende jüngere Verfassungsentwicklung.

Auf die Immunität kommt Voltelini nochmals in Abschnitt III zurück, der ›andere geistliche Immunitäten‹ in der Diözese Trient behandelt; denn für die des Bistums, die unzweifelhaft vorhanden war, sind keine Urkunden erhalten, und über die Grundherrschaft Castellaro (bei Mantua), auf der ihm hohe Gerichtsbarkeit zustand (S. 347), fehlt es an näheren Nachrichten. Auch Immunitätsprivilegien des Domkapitels sind nicht überliefert; demnach bleibt ungewiß, woher die hohe Gerichtsbarkeit stammte, die es in Sover, Sevignano und Montagna besaß (S. 397). Voltelini hebt hervor, daß an den drei

Orten die Grundherrschaft des Domkapitels eine geschlossene war, während es anderwärts nur Güter in Streulage hatte, und vermutet, daß die Gerichtsbarkeit auf eine bischöfliche (-gräfliche) Exemtion zurückgehe (S. 402). Geistliche Stifter jüngeren Ursprungs haben Immunität im alten Sinne überhaupt nicht mehr erlangt; so blieben das Chorherrenstift Au und das Kloster S. Michael an der Etsch (S. 395 ff.) im wesentlichen auf die niedere oder ›die grund- und leibherrliche Gerichtsbarkeit‹ beschränkt, die im vierten Abschnitt ihre spezielle Behandlung findet.

Unter grundherrlicher Gerichtsbarkeit versteht Voltelini (S. 402) ›jene, die dem Grund- und Leibherrn vermöge seiner grund- und leibherrlichen Rechte zukommt, ohne daß es einer besonderen Verleihung der Gerichtsgewalt bedurfte‹. Die grundherrliche Gerichtsbarkeit war also eine Folgewirkung der Rechte, die dem Herrn über seinen Boden und die persönlich abhängigen Leute ursprünglich zugestanden haben, und sie soll für Südtirol aus den Zeugnissen des 13. Jahrhunderts noch mit völliger Klarheit erkennbar sein. In wie weit das tatsächlich der Fall ist, erscheint allerdings fraglich. Die zum Ausgangspunkt der Untersuchung genommene Stelle des Weistums, ›das Ezelin von Romano im Jahre 1258 über die Rechte des Bistums im Lagertale von den Edlen des Lagertales schöpfen ließ‹, besagt, ›daß die Grafschaftsgewalt und Gerichtsbarkeit (comitatus et iurisdictio) im ganzen Lagertale dem Bistum zustehe, nur gebühre es den Ritterlichen (milites) über ihre Masnada und die grundhörigen Knechte (servi glebe) in bürgerlichen Sachen (in iure civili) Recht zu sprechen‹, vorbehaltlich daß bei Rechtsverzögerung der Fall vor den Bischof oder seine Beamten gebracht werden kann (S. 403). Die Gerichtsbarkeit der Ritterlichen erstreckte sich also über Unfreie, als welche die homines de macinata (gleich familia) aufzufassen sind; es können ihr nicht die Freien (arimanni) unterstanden haben, auf denen der Königszins (arimannia) ruhte. Gleichwohl waren Arimannen der Gerichtsbarkeit von Rittern oder Gotteshäusern untergeordnet (S. 413). Die Erklärung hierfür sucht Voltelini gewiß richtig in der Zuweisung einzelner Untertanen mit ihren öffentlich-rechtlichen Leistungen an Private, wie sie schon in der fränkischen Zeit durch die Könige vorgenommen wurde. Als Regal muß die arimannia mit der Grafschaft an den Bischof von Trient gelangt sein, der des weiteren Veräußerungen vornahm; nur kann eben die über Arimannen erworbene Gerichtsbarkeit definitionsgemäß nicht unter den Begriff der grund-leibherrlichen subsumiert werden.

Betreffs der Unfreien ist zu beachten, daß in der Langobardenzeit die (halbfreien) Aldien unzweifelhaft einen sehr beträchtlichen

Teil der persönlich abhängigen Hintersassen ausmachten. Die Frage nach ihrem Verbleib erfordert um so mehr Aufmerksamkeit, als den Sklaven gegenüber die bloße Disziplinargewalt des Herrn ausreichen mochte, während bei Halbfreien die Ausübung des Hofrechts gerichtliche Formen erfordert haben wird. Nun setzt Voltelini die Gerichtsbarkeit, die den Ritterlichen ›über ihre Leute und Höfe‹ zustand, dem ›Twing und Bann‹ (iurisdictio und districtus personarum) gleich (S. 404 f.). Twing ist das Recht, ›Gebote und Verbote zu erlassen und unter eine Bannbuße zu stellen‹ (S. 424). Der Bann ist die ›Abgabe, die an den Richter durch die unterliegende Partei gezahlt werden muß‹ und allerdings wohl mit den ›Bannbußen, die gegen den im Prozeß ungehorsamen Teil verhängt wurden‹, verschmolzen sein wird (S. 421). Zwing und Bann standen auch dem öffentlichen Landrichter zu, sofern er die niedere Gerichtsbarkeit nicht verloren hatte, können aber deswegen nicht als öffentlich-rechtlichen Ursprungs angesehen werden (S. 422), sonst bliebe für die grund-leibherrliche Gerichtsbarkeit gar nichts übrig. Voltelini gerät hier in einen Widerspruch mit sich selbst, den die Bemerkung, daß sich Zwing und Bann ›im Hofgerichte in Analogie zur öffentlichen Bann- und Gerichtsgewalt ausgebildet‹ haben, nicht auszugleichen vermag. Entweder war die niedere Gerichtsbarkeit öffentlich-rechtlichen Ursprungs, dann bedurfte der Grundherr einer besonderen Verleihung, oder sie war es nicht, dann stand sie dem Grund-Leibherrn über seine Leute und Güter von jeher zu. Zur Entscheidung der Frage reicht das beigebrachte Material um so weniger aus, als der gewiß sehr häufige Fall gar nicht in Erwägung gezogen ist, daß der Ritter Gerichtsbarkeit über die auf seinem Lehen sitzenden Unfreien oder sonstigen Hintersassen übte. Die Immunität kann bei einem zu Lehen vergabten Gut nicht weggefallen sein, und ganz offenbar gingen die Rechte des Immunitätsherrn kraft der Lehensvergabung auf den Vasallen über; Ministerialen vermochten die Immunität des Dienstherrn wohl auch auf ihr Eigengut zu beziehen. Allenfalls nur auf Eigengut von freien Herren, deren Zahl in Südtirol gering war (S. 411), könnte sich die grund-leibherrliche Gerichtsbarkeit in unvermischter Gestalt erhalten haben. Was Voltelini dafür ansieht, ist offenbar bereits durch die Immunität beeinflußt. Seine Ausführungen legen die Zustände des 12. und 13. Jahrhunderts dar und nicht auch deren Zusammenhang mit den älteren. Gewiß hat es eine grund-leibherrliche Gerichtsbarkeit von jeher gegeben; aber ihr Umfang erscheint nach dem Weistum von 1258 zu beschränkt, wenn ›in iure civili‹ bedeuten soll ›in Zivilsachen‹. Bereits im Zwing und Bann steckte doch Kriminaljurisdiktion, und es umfaßte die bayrische Hofmarksgerichtsbarkeit sowohl

als die niedere Vogtei in den von Voltelini selbst (S. 422) zum Vergleich herangezogenen schweizerischen Gebieten noch die (mittlere) Frevelgerichtsbarkeit. Möglich wäre allerdings, daß die Uebernahme des Bistums Trient in Reichsverwaltung durch Friedrich II. (1236) eine Beschränkung der privatherrschaftlichen Rechte nach italienischem Vorbild herbeigeführt hat; gerade dann würde aber das Weistum von 1258 nicht mehr für die ursprüngliche Ausdehnung beweiskräftig sein.

Durch besondere Verleihung konnte zu der niederen und mittleren die hohe Gerichtsbarkeit treten und vermöge Ausdehnung über ein bestimmtes Gebiet räumlichen Abschluß erlangen. Wird ein auf diese Weise gebildeter Gerichtsbezirk als Landgericht bezeichnet (S. 25), so fällt die von Voltelini in seinem ersten Aufsatz behandelte Entstehung der Landgerichte mit der Territorialisierung der Gerichtsbarkeit zusammen. Beides schärfer auseinander zu halten, wäre vielleicht ratsam gewesen, schon um das bayrisch-österreichische Rechtsgebiet besser mit anderen vergleichen zu können. Hohes Gericht übte seit alters der Vogt, wenn ihm vom König der Blutbann verliehen war, und selbst in einem abgegrenzten Bezirk, wenn die Grundherrschaft sich über eine oder mehrere Dorfmarken erstreckte. Im Gegensatz zum Vogtgericht müßte unter Landgericht im engeren Sinne dasjenige Gericht verstanden werden, das der Graf oder der Laienfürst als Inhaber der Grafschaft persönlich oder durch seinen Landrichter abhält. Jedenfalls ist, wie das nach dem Bericht über die auf dem Salzburger Historikertag an den Vortrag Voltelinis geknüpfte Diskussion (S. 37) Below hervorgehoben hat, rechtsgeschichtlich das entscheidende die Herleitung aus der alten Grafschaftskompetenz.

Landgericht ist Grafschaftsgericht; eben deswegen kann es nicht Hundertschaftsgericht sein. Der Landrichter übte die gerichtlichen Befugnisse des Grafen, aber nicht die des Centenar. Eine ganz andere Frage wäre die, ob der Landgerichtsbezirk sich mit dem Hundertschaftsgebiet deckte. Voltelini glaubt sie verneinend beantworten zu müssen (S. 4 ff.), schon weil ›die Bayern Hundertschaften als lokale Unterabteilungen der Grafschaften nicht gekannt haben‹. Durchschlagend ist der Grund nicht, denn Unterbezirke der Grafschaften, die nicht Hundertschaften hießen (S. 6 n. 3), gab es, wie das Reichgutsurbar von 831 (s. M. I. Ö. G. 28, 261 ff.) zeigt, in Rätien. In einem derartigen Unterbezirk, dem Tale Bergell, sind die Grafenrechte, von der Grafschaft abgesondert, an das Bistum Chur gekommen (vgl. Jahrb. f. Nat. u. St. S. 3 B. 36 S. 308). Hier würde also ein auf dem Unterbezirk der Grafschaft beruhendes ›Landge-

richt‹ entstanden sein, nur daß es weder diesen Namen trug, noch einen ›Landrichter‹ hatte. Aller Wahrscheinlichkeit nach zerfiel auch der mit Bayern vereinigte Teil von Rätien (Unterengadin und Vintschgau, wo die Grafenrechte an das Bistum Trient kamen) in solche Unterbezirke. Voltelini selbst weist auf die iudiciaria summa lacuensis (Judikarien) in der Grafschaft Trient hin, nimmt an, daß eine zweite iudiciaria im Nons- und Sulzberg bestanden habe, und vermutet deren Zusammenhang mit Amtsbezirken langobardischer Schultheißen (S. 10); auch in Rätien stand der Unterabteilung des Gaus ein minister (Pfleger) oder Schultheiß vor. Gleichwohl kann der Landgerichtsbezirk nicht schlechthin mit der räumlich abgegrenzten Hundertschaft identifiziert werden.

Offenbar steht der in Bayern zur Dingstätte des Landgerichts gehörige Scherge dem alemannischen Freiweibel der Hundertschaft gleich, und es haben die Landgerichte nicht selten mehrere Schergenämter umfaßt. Bereits die Zersplitterung der alten bayrischen Gaue wird nicht in der Weise erfolgt sein, daß die Grafen, die sich in sie teilten, je eine Hundertschaft erhielten.

Was nun die Zersetzung der Grafschaften durch die Immunitäten betrifft, so hat Voltelini nicht mit genügender Schärfe hervorgehoben, daß deren Folgewirkungen gerade im bayrisch-österreichischen Rechtsgebiet, wie übrigens auch anderwärts, vielfach wieder rückgängig geworden sind, indem die Grafen immune Güter geistlicher Grundherren zu Lehen erwarben, oder wenigstens die Vogtei darüber. Kirchenlehen und Vogteien sind nun in Bayern beim Aussterben der alten Grafengeschlechter an die Herzöge aus dem Hause Wittelsbach übergegangen. Die von ihnen eingesetzten Pfleger verwalteten Eigengüter, Lehen und Vogtrechte; demgemäß sind die letzteren ebenso wie die rein grundherrlichen Einkünfte in den Urbaren des Herzogtums Bayern (Mon. Boica 36) aufgeführt. Steuern, die dort seltener erwähnt werden (s. dafür die Rechnungen, Oberb. Arch. 26, 288 ff.), entrichteten die bäuerlichen Freien an den Grafen, die Vogtleute an den Vogt, und natürlich auch die Hintersassen auf Eigen und Lehn an den Grundherrn und Grafen oder Vogt. Die mit den Pflegen zusammenfallenden Landgerichte übten auf Eigen und Lehen die niedere Gerichtsbarkeit, für die hohe im ganzen Bezirk genügte schließlich die Grafschaftskompetenz. Bei späteren Veränderungen der Pflege- und Landgerichtsbezirke waren wohl spezielle Rücksichten der landesherrlichen Verwaltung maßgebend; der ursprüngliche Umfang wird durch den Zufall des Erwerbs bedingt sein. Jedenfalls darf die organisatorische Leistung der Begründer des Territorialstaats nicht allzu gering veranschlagt werden; sie haben auf alter Grund-

lage dauerkräftiges Neues geschaffen. Daß ›gefährlicher‹ noch als die geistlichen Immunitäten ›für den Zusammenhang der Grafschaften die Exemtion weltlicher Herren‹ sein konnte, ist Voltelini (S. 19) zuzugeben. Immerhin gehörten doch auch die von Landesfürsten erteilten Exemtionen in den Bereich der Territorialverwaltung. Luschin v. Ebengreuth hat darauf hingewiesen (Bericht S. 38), daß die Herzöge von Bayern die Landgerichtsbarkeit selbst in der Hand behielten, während die Herzöge von Oesterreich ›dem Wunsche ihrer Landherren, die Landgerichtsbarkeit in kleinen Bezirken auszuüben‹, willfahrteten. ›Die verschiedene Politik der Landesfürsten‹ war ›für die Gestalt und Geschichte der Landgerichte‹ maßgebend.

Die Erörterungen Voltelinis laufen auf die These hinaus, daß ›zur Ausbildung der Landgerichte in den landesfürstlichen Grafschaften den wichtigsten Anstoß wohl die Burgenverfassung‹ gab (S. 25). Offenbar will er vor allem diesen Aufschluß dem reichen urkundlichen Material aus Südtirol, ›das den Gang der Dinge näher beobachten läßt als anderswo‹ (S. 10), entnehmen. Nun haben bekanntlich schon vor dem 12. Jahrhundert sich die Grafen nach ihren Burgen benannt, Freiherrn und Ministerialen folgten dem Beispiel; schließlich konnte die Summe der grundherrlichen, Vogtei- und Grafschaftsrechte, die in der Hand eines Burgherrn vereinigt waren, als Zubehör der Burg aufgefaßt werden. Auch die landesherrlichen Beamten erhielten in der Folge zum Sitz Burgen angewiesen, die sonach Mittelpunkte der Amtsbezirke wurden. In wie weit jedoch ein rechtliches Band den tatsächlichen Zusammenhang verknüpfte, darauf fällt der Schwerpunkt der Frage. Voltelini hat die uralte öffentlichrechtliche Last des Burgwerks erwähnt (S. 29), die gewiß eine größere Rolle spielte, als sich noch in der Ueberlieferung erkennen läßt. Der Burgbann gab die Berechtigung, Umwohner der Burg zu den Befestigungsarbeiten heranzuziehen. So hat ihn Otto I. 961 für Magdeburg verliehen (vgl. Rietschel, Das Burggrafenamt S. 269 n. 1), zum Mauerbau von Worms waren die Bewohner der Umgegend verpflichtet (s. Keutgen, Urk. z. städt. V. g. S. 23 nr. 31). Als freilich Heinrich I. die Errichtung von Befestigungen verfügte, da haben zum Bau der Klosterburg Hersfeld nur die Hintersassen des Klosters Dienste geleistet (vgl. Waitz, Jahrb. Heinr. I. S. 95 n. 4), und das Kloster Weißenburg erhielt von Otto I. das eigentlich schon in der Immunität enthaltene Recht, daß seine Hintersassen auf selbst bewirtschafteten und Lehensgütern zu keinem anderen Burgbau herangezogen werden sollen, als für das Kloster selbst (ibid.). Gewiß haben Grafen oft genug von ihren Gerichtseingesessenen und Grundherren von abhängigen Leuten bei Erbauung einer Burg Fronden

gefordert, aus denen gelegentlich dauernde Leistungen hervorgingen; es sind auch verschiedentlich Territorien nach Burgbezirken gegliedert worden, in denen Kastellane die Gerichtsbarkeit übten. Indessen waren (Rietschel l. c. S. 72, 334 ff.) gerade die bayrisch-österreichischen Burggrafen ›einfache Burgkommandanten‹.

Rietschel hat des ferneren nachgewiesen, daß der Satz, auf den Voltelini (S. 29) seine Burgtheorie stützt, hinfällig ist. Die Vereinigung des militärischen Kommandos mit der richterlichen Tätigkeit durch die Burggrafen der rheinischen Bischofsstädte beruhte nämlich auf ›Aemterkumulation‹. Es ist schlechterdings unmöglich, daß die Stadt deswegen ›in gerichtlicher Beziehung‹ aus der Grafschaft ausschied, weil sie ›einen eigenen militärischen Bezirk bildete‹ und ›nicht dem Kommando des Gaugrafen unterstand‹. Kraft des Burgbanns müssen doch die Befugnisse des Burggrafen von Worms wie dessen von Magdeburg sich über die Umgegend erstreckt haben; der Burgbannkreis und der Stadtgerichtsbezirk deckten sich nicht!

Abgesehen von besonderer Verleihung muß der Anspruch auf Burgbann und Burghut als eine Dependenz der öffentlichen Gerichtsbarkeit sowohl als der in Grundherrschaften geübten angesehen werden; es erscheint daher begreiflich, daß ›häufig genug der Burgfrieden mit dem Landgericht‹ zusammenfiel (S. 31), und daß ›neue Siedlungen‹ ›bestehenden Burgfrieden zugewiesen‹ wurden (S. 32). Denkbar wäre auch, daß für spätere Veränderungen in der Gerichtsorganisation Burgbannbezirke die Grundlage bildeten. Voltelini meint (S. 19): ›Als sich die Notwendigkeit ergab, die Zahl der Landgerichte zu vermehren‹, habe man ›auf die Bezirke gegriffen, welche durch die Burgenverfassung entstanden waren, und dem Burghauptmann die Ausübung der Gerichtsbarkeit innerhalb des Burgfriedens übertragen‹ (S. 32). Indessen kann es fraglich sein, ob gerade die Ausdehnung der Burgdienstpflicht maßgebend für Abgrenzung des Gerichtssprengels war. 1210 (Font. l. c. nr. 87) hat der Bischof von Trient den Anteil der Söhne des Grafen Egno von Ulten an der Burg Tenno und den Einkünften aus dem Pfarrbezirk (plebatus) durch Austausch erworben und dazu 1211 (ibid. nr. 98) den Anteil des Grafen Ulrich von Eppan. Bald darauf (ibid. nr. 100) erkannten die Bewohner des Pfarrbezirks ihre Verpflichtung zur Burgwacht (waita) an. Aus der Urkunde ergibt sich, daß sie eine ›comunitas‹ bildeten. Die Ortsgemeinde Tenno deckte sich also mit dem Burgfrieden, war aber nicht durch ihn in ihrer Abgrenzung bestimmt, sondern, wie so vielfach in Italien, durch die kirchliche Landeseinteilung. Der kleine (Land-)Gerichtssprengel Tenno (S. 11 u. 357) dürfte daher eher auf die Pfarre (Ortsgemeindebezirk) zurückzuführen sein als auf den Burgfrieden.

Voltelini stützt seine Ausführungen des öfteren auf ungedrucktes Material und zeigt zudem eine ganz spezielle Kenntnis der lokalen Verhältnisse. So verdient gewiß Beachtung, was er über die Burgenverfassung beibringt; für die Frage nach Entstehung der Landgerichte vermag es jedoch nicht gar viel auszutragen. Seiner eigenen Ansicht nach (S. 11) ist ›der Prozeß der Auflösung der alten Gerichtssprengel nicht überall in Südtirol zum Abschluß‹ gekommen. Von der alten Judiciaria summa lacuensis sowie vom Nons- und Sulzberg blieben große Stücke zusammen, nur daß durch Exemtionen in älterer und jüngerer Zeit kleine Gerichtssprengel ausschieden. Bei dem Immunitätsbezirk des Domkapitels Verona ist die Exemtion wieder rückgängig geworden, bei Tenno blieb sie bestehen oder wurde, falls die Grafen von Ulten und Eppan dort das hohe Gericht nicht besessen haben sollten, erst völlig ausgestaltet, nachdem der Bischof ihre Rechte an sich gebracht hatte. ›In der Pfarre Arco‹ erhielten die Herren von Arco 1317 ›als bischöfliche Vikare die Zivil- und Kriminalgerichtsbarkeit‹ (S. 24). Zur Verleihung des ›comitatus‹ in der Pfarre Lizzana an Jakob von Lizzana durch Bischof Gerhard 1225 (S. 37) hätte freilich wohl die Zustimmung des Kaisers gehört und nicht bloß die kirchenrechtlich erforderliche des Patriarchen von Aquileja.

Südtirol darf gerade vom verfassungsgeschichtlichen Standpunkte aus als ein Uebergangsgebiet aufgefaßt werden (S. 8), in dem deutsche und italienische Institutionen sich mit einander verbanden. Das tritt ganz besonders hervor bei der eigentümlichen Stellung des Adels, die in der ersten Abhandlung berührt (S. 33) und in der zweiten näher erörtert wird. Von den zwei, dem langobardischen Lehensrecht entsprechenden Klassen sind die ›capitanei‹ den freien Herren gleichzusetzen, während die ›homines de nobili macinata‹ als Ministerialen für unfrei galten (S. 410 ff.). Bei den letzteren ist wiederum ›zwischen den Gotteshausleuten und den unfreien Rittern, die im Besitze eines anderen Adeligen stehen‹, zu scheiden. Die einen hatten ›gleich den freien Edlen ihren Gerichtsstand vor dem Bischofe oder seinem Vizedom, Assessor oder Vikar, nicht aber wie die bäuerliche Bevölkerung vor dem Gastalden oder Hauptmann‹ (S. 418), die anderen blieben ›der Gerichtsbarkeit ihres Herren unterworfen‹ (S. 419). Erhebungen von freien Bauern (Arimannen) und von Unfreien in den Adelsstand, die recht häufig vorkamen, erfolgten durch Belehnung mit Zwing und Bann (S. 423). Der neue Ritter wurde von der (niederen) Gerichtsbarkeit des Gastalden eximiert und empfing die bisher von ihm zu leistenden Abgaben zu Lehen, brauchte sie also nicht mehr zu entrichten (S. 420). Sein Gerichtsstand war fortan vor der Vasallenkurie

des Lehensherrn oder doch (in Malefizsachen) unmittelbar vor dem Inhaber der Grafengewalt, dem Bischof oder dessen Vertreter (S. 33 n. 4). Die erlassenen Abgaben tragen öffentlich-rechtlichen Charakter und sind die gleichen, die in den Immunitäten dem Immunitätsherrn zufielen; ihr Wesen näher zu untersuchen, wäre wohl eine ersprießliche Aufgabe. Ueberhaupt kann die Landgerichtsfrage nicht einseitig unter dem Gesichtspunkt der Gerichtsorganisation aufgefaßt werden. Gerade die Ausführungen Voltelinis haben gezeigt, daß sie aufs engste mit der Entwicklung des Standesrechts und der wirtschaftlichen Verhältnisse zusammenhängt. Gar manche der in seinen Erörterungen zerstreuten Bemerkungen würden erst durch eine systematische Darstellung der Landesverfassung und ihrer Ausbildung in voller Tragweite hervortreten. So geben außer den gewonnenen Ergebnissen die beiden Abhandlungen auch reiche Anregung für weitere Untersuchungen.

Zürich G. Caro

Historischer Atlas der Oesterreichischen Alpenländer. Herausgegeben von der kais. Akademie der Wissenschaften in Wien. I. Abteilung: Die Landgerichtskarte. Bearbeitet unter Leitung von weiland Eduard Richter. 1. Lieferung: Salzburg (von Eduard Richter), Oberösterreich (von Julius Strnadt), Steiermark (von Anton Mell und Hans Pirchegger). Wien 1906. Verlag von Adolf Holzhausen. — Erläuterungen zum Historischen Atlas der Oesterreichischen Alpenländer. Herausgegeben von der kais. Akademie der Wissenschaften in Wien. I. Abteilung: Die Landgerichtskarte. 1. Lieferung: Salzburg, Oberösterreich, Steiermark. 2°. 4 u. 49 S. Samt den Karten 12 Kr. — Archiv für Oesterreichische Geschichte. Herausgegeben von der Historischen Kommission der kais. Akademie der Wissenschaften. 94. Bd. Wien 1907. In Komm. bei Alfred Hölder. 99. Bd. 1. Hälfte. Ebenda 1908 = Abhandlungen zum Historischen Atlas der Oesterreichischen Alpenländer I—VII.

Zu den ersten und wichtigsten Aufgaben, die der plänereiche Josef Chmel der neugegründeten Wiener Akademie der Wissenschaften schon im J. 1847 in Vorschlag brachte, gehörte der Historische Atlas der österreichischen Erblande, der in fünf Zustandskarten die Zeit von 800—1282 veranschaulichen sollte (Mühlbacher, Die literarischen Leistungen des Stiftes St. Florian S. 338 ff.). Die Akademie gab dieser Anregung Folge, es wurden historisch-topographische Vorarbeiten eingeleitet und vom k. k. militärgeographischen Institut angefertigte Terrainkarten ausgegeben, in die von vertrauenswürdigen, geschichtskundigen Männern geographische, topographische und antiquarische Einzelheiten eingetragen werden sollten. Trotzdem Chmel mit großem

Eifer an die Arbeit gegangen war und tüchtige Mitarbeiter gewonnen hatte, gelangte das Unternehmen über diese Vorbereitungen nicht hinaus. Erst achtunddreißig Jahre später kam Eduard Richter, der von der Geschichte den Weg zur Geographie gefunden hatte, im Zusammenhange seiner Untersuchungen zur historischen Geographie des ehemaligen Hochstifts Salzburg (Mitt. des Inst. f. öst. Geschichtsf. Ergbd. 1, 591 ff.) auf das Problem des Historischen Atlas zu sprechen, und legte bei dieser Gelegenheit seine Ansichten über die Anlage geschichtlicher Karten dar. Schon damals hat er die Hauptgesichtspunkte entwickelt, an denen er fortan festhielt, die Auswahl der auf der Karte eingetragenen Siedelungen, die Dauerhaftigkeit der Grenzen für die Hochgerichtsbezirke, die ihre Zurückführung auf frühere Zeiten ermöglichen sollte. Die der Abhandlung beigegebene Karte ohne Geländebezeichnung und Straßen bietet die alten Gaugrenzen, die alten Grafschaftsgrenzen, die Gerichtseinteilung der späteren Zeiten, die Entstehung des salzburgischen Territorialstaates. Die Grenzen der Landgerichte, ihrer Unterabteilungen und der Hofmarken sind mit schwarzen, die des Territorialstaates mit roten Linien, die der Gaue mit Farbbändern wiedergegeben, die Veränderungen der Territorialgrenzen eingezeichnet.

Eine im Jahre 1893 gegebene Anregung Hermenegild v. Jireceks zur Herstellung eines geschichtlichen Schulatlas veranlaßte Richter im J. 1895 mit einem ausführlich begründeten, wohldurchdachten Vorschlag zur Herausgabe eines historischen Atlas der österreichischen Alpenländer hervorzutreten, der ihm als die notwendige Vorbedingung für den Schulatlas galt (Festgabe für Franz v. Krones, Graz 1895. Wiederholt in den Mitteil. der k. k. Geographischen Gesellschaft in Wien 39 (1896), 529 ff.). Hierbei knüpfte er an die Gedanken von 1885 an, erweiterte aber den damaligen Plan durch die Forderung nach Aufnahme der Oberflächengestalt, die in den Alpenländern nur geringfügige Veränderungen erfahren, naturgemäß den größten Einfluß auf Abgrenzungen aller Art geübt hatte. Wenn er auch die Wichtigkeit der Herrschaftsgebiete voll würdigte, meinte er doch, daß hofrechtliche und grundherrliche Verhältnisse sich auf einer Karte nicht darstellen ließen, man sich auf die Einzeichnung der Hochgerichtsbezirke zu beschränken habe; da ferner von Territorien, wie sie der historische Atlas der Rheinprovinz dargestellt hatte, in den salzburgisch-österreichischen Ländern nicht die Rede sei, so könnte nur die Landgerichtskarte die Grundlage weiterer Arbeiten bilden. Im folgenden Jahre brachte er seine Ansichten auf dem Innsbrucker deutschen Historikertage vor (Mitt. des Inst. Ergbd. 5, 62 ff.), wobei er namentlich auch den Wert der von den neueren in die älteren

Zeiten rückschreitenden Forschung, für die er sich schon 1885 ausgesprochen hatte, und die auch für den Historischen Atlas der Rheinprovinz angenommen worden war, nachdrücklich betonte. Jetzt nahm sich Alfons Huber der Sache an, ihm glückte es, die Akademie zur Uebernahme der Fürsorge für das Unternehmen zu bewegen; als er starb, trat Mühlbacher an seine Stelle und im J. 1899 konnte die Leitung der Arbeiten für den Historischen Atlas eingerichtet werden. Es wurden eine Kommission in Wien, Lokalkommissionen für die einzelnen Arbeitsgebiete gebildet, die erstere wählte nach Mühlbachers Tod (17. Juli 1903) Eduard Richter, nach dessen Ableben (6. Februar 1905) Oswald Redlich zum Vorsitzenden.

Mit größtem Eifer hatte Eduard Richter die Arbeit in Angriff genommen, tatkräftig unterstützt von Anton Mell, von dem im J. 1900 als Begründung der rückläufigen Methode und als Probe des Atlas eine Abhandlung über den Comitatus Liutpoldi und seine Aufteilung in die Landgerichte des 19. Jahrhunderts veröffentlicht wurde (Mitt. 21, 385 ff.). Im folgenden Jahre handelte Richter über die kartographischen Fragen, zu denen der Atlas Anlaß gab, sowie über sein Verhältnis zu den von Thudichum und Lamprecht vorgeschlagenen Grundkarten (Mitt. Ergbd. 6, 858 ff., vgl. jetzt Korrespondenzblatt des Gesamtvereins 57 (1909), 79) und zu gleicher Zeit schilderte einer seiner Schüler, Anton Kapper, im Anschluß an Mells Abhandlung den Werdegang des Historischen Atlas (Deutsche Geschichtsbl. 2, 217 ff.). Im J. 1902 berichtet Mell über die Vorarbeiten für Krain (Mitt. des Musealvereins f. Krain 1902, 1 ff.), im J. 1903 gab Richter einer für den deutschen Historikertag in Heidelberg, bei dem er nicht erscheinen konnte, veranstalteten Ausstellung ein Geleitwort mit (Deutsche Geschichtsbl. 4, 145 ff.) und im nächsten Jahre erstattete Mell in Vertretung Richters der fünften Konferenz landesgeschichtlicher Publikationsinstitute in Salzburg Bericht über den Stand der Arbeiten (Ebenda 6, 54 ff.).

Diese waren von allen Beteiligten rüstig gefördert worden, Ende 1904 konnte Richter das Vorwort zur ersten Lieferung niederschreiben. Für ihn war der Atlas zur Herzenssache geworden, der er seine ganze Kraft widmete, für die er jederzeit mit dem vollen Einsatze seiner Begabung, seiner Kenntnisse, seines gewinnenden und durchgreifenden Wesens eintrat. Und gerade ihm sollte die erschütternde Tragik des Gelehrtenlebens nicht erspart bleiben. Im heldenmütig ertragenen Kampfe gegen ein schweres, qualvolles Leiden mußten sich seine Kräfte vor der Zeit verzehren, es war ihm nicht einmal vergönnt, die Ausgabe der ersten Lieferung zu erleben, nur den einen Trost konnte er mit sich nehmen, daß die Fortführung

des Unternehmens, das er mit vollem Recht als das seine betrachten durfte, gesichert, es in guten Händen geborgen sei.

Im Jahre 1906 wurde die erste Lieferung ausgegeben, die im Maßstabe 1 : 200000 die Blätter 1ᵃ Passau, 1ᵇ Freistädt, 4 Innviertel, 5 Linz, 9 Salzburg, 10 Admont, 17 Pongau, 18 Murau, 19 Graz, 26 Marburg, 27 Luttenberg (a) und Pettau (b) enthält, also fast ein Drittel der auf 37 Blätter veranschlagten Landgerichtskarte bietet. Beigegeben ist ein Heft Erläuterungen, das die Kronländer Salzburg, Oberösterreich samt den einbezogenen bairischen Gebieten und Steiermark behandelt, also einerseits mehr enthält als die Karten, anderseits weniger, da in die Karten auch die angrenzenden Teile Niederösterreichs und Kärntens aufgenommen werden mußten.

An der ersten Lieferung sind Eduard Richter für Salzburg, Julius Strnadt für Oberösterreich, Anton Mell und Hans Pirchegger für Steiermark, A. v. Jaksch und M. Wutte für Kärnten, Alfred Grund für Niederösterreich beteiligt, schon diese Namen bürgen für die Sorgfalt der Bearbeitung, die durchweg auf eindringlichster Sachkenntnis beruht. Die rückschreitende Methode hat ein ungemeines Maß archivalischer, bei den österreichischen Verhältnissen doppelt schwieriger Vorarbeiten bedingt, denen namentlich Julius Strnadt mit erstaunlicher Rüstigkeit, aber auch lohnendstem Erfolge Zeit, Kraft und Geschick gewidmet hat. Es ist zu bedauern, daß auch dieser Forschung einzelne Archive verschlossen geblieben sind, in gewohnter Weise das fürstlich Starhembergische zu Eferding, aber auch das des Klosters Schlägl. Nicht geringere Anerkennung als die wissenschaftlichen Arbeiten verdient die technische Ausführung, die neuerdings ruhmvolles Zeugnis ablegt von der hohen Leistungsfähigkeit des k. und k. militär-geographischen Institutes in Wien. Unzweifelhaft haben wir eine wissenschaftliche Leistung ersten Ranges und vornehmsten Gepräges erhalten, der in allem uneingeschränktes Lob zu spenden ist. Gerade die hervorragende Bedeutung der Arbeit macht es aber zur Pflicht, zu einzelnen Fragen, die sie angeregt hat, Stellung zu nehmen.

Vom Standpunkte des Geographen hat R. Sieger über die vorliegende Lieferung eingehend berichtet (Mitt. der k. k. geogr. Gesellschaft in Wien 1907, Heft 4 u. 5), dabei auch etliche Ungleichmäßigkeiten in den Karten und den Erläuterungen nachgewiesen, die der Benützer wohl zu beachten haben wird. Ich kann diese Dinge daher beiseite lassen, möchte mir nur über die eine und andere Frage, die für den Historiker von besonderem Belange ist, ein paar Bemerkungen erlauben.

Dargestellt sind dem früher dargelegten Plane gemäß die Land-

gerichte, die Bezirke der hohen Gerichtsbarkeit samt den Burgfrieden und Hofmarken, und zwar in ihrer letzten Gestalt. Der Abschluß der Entwickelung ist aber nicht in allen Ländern zu gleicher Zeit erfolgt. Für Oberösterreich hat Strnadt das Jahr 1781 angenommen, für die anderen Länder dürfte 1849 als Endjahr gelten (Mell in Mitt. des Musealvereins S. 3), ganz bestimmt ist das nicht ausgesprochen. Die Anschauung von der zähen Dauerhaftigkeit der Landgerichtsgrenzen hat es Richter als möglich erscheinen lassen, mit ihrer Hilfe zu den ursprünglichen Bezirken und Gebieten, zu den älteren Landgerichten, von diesen zu den Grafschaften, endlich zu den Gauen zu gelangen, wobei er von der Annnahme ausging, daß auch in bairischem Lande die Hundertschaftseinteilung bestanden habe. Da die Zenten nicht zer- sondern verteilt werden, müssen ihre Grenzen auch die der Grafschaften sein, da die Landgerichte den Zenten entsprechen, könne man also von den Landgerichten aus die Grenzen der Grafschaften, von diesen aus die der Gaue feststellen (Mitt. d. Inst. Ergbd. 1, 603). Es sollte also auf der Karte, die von vorneherein als Veränderungskarte gedacht war, die zusammenhängende Entwickelung vom 8. bis zur Mitte des 19. Jahrhunderts dargestellt werden (Kapper S. 226, Mell, Deutsche Geschichtsbl. 6, 62). Damit hatte jedoch Richter eine Ansicht vorweggenommen, die erst durch den Historischen Atlas hätte erwiesen werden müssen, da gegen sie gewichtige Bedenken bestehen. Felix Dahn (Könige der Germanen IX, 2, 71) und Voltelini (Archiv f. öst. Gesch. 97, 4 ff.) bestreiten das Vorhandensein von Hundertschaften bei den Baiern, für die in der Tat keinerlei unmittelbarer Beleg nachzuweisen ist, und Schwerin (Die altgerman. Hundertschaft S. 151), der geneigt ist, sich Richters Ansicht anzuschließen, hat keinen zwingenden Beweis für die bairische Hundertschaft zu erbringen vermocht, sich daher auch nur mit allem Vorbehalt unter stetem Hinweis auf die durchaus hypothetische Eigenschaft seiner Vermutungen geäußert. Unbestritten bleibt, daß auch nicht eine bairische Hundertschaft urkundlich nachzuweisen ist und daß daher von ihrer Darstellung nicht die Rede sein kann. Zudem hat Voltelini neuerdings nachgewiesen, aus wie verschiedenen Ursachen Landgerichte entstanden sind (vgl. früher Luschin, Gesch. des älteren Gerichtswesens in Oesterreich S. 117 ff.), wir können seinen Ausführungen entnehmen, daß wir nicht allein mit fortschreitender Auflösung und Aufteilung, sondern auch, wie das in kleinerem Maßstabe bei der Mark geschehen ist, mit den von innen heraus erfolgenden Veränderungen zu rechnen haben. Ferner scheint mir der rechtliche und natürliche Unterschied zwischen den für den Historischen Atlas in Betracht kommenden Gebieten nicht in dem erforderlichen

Maße gewürdigt worden zu sein. Wir haben da altbairisches Land, in dem der Bestand von Hundertschaften bestenfalls vermutet, aber nicht nachgewiesen werden kann, Kolonisationsgebiet und von Slawen besiedelte Landschaften, in welch beiden die Hundertschaft von vornherein keinen Platz gefunden hat (Schwerin S. 215); wir haben Hochgebirgsland mit starren, scharf ausgeprägten natürlichen Grenzen, in dem sich alte Verbände am ehesten und längsten erhalten konnten, dagegen das Hügel- und Flachland, das freiere Bewegung gestattete, zu weitestgehender Zersplitterung Möglichkeit und Anlaß bot. Die Grenzen der späteren Landgerichte sind aber auch an und für sich nicht so fest und dauerhaft gewesen, wie man meinen möchte, das zeigen uns die vielfachen Veränderungen und die fortwährenden Streitigkeiten. Endlich stoßen wir auch in dieser Frage auf die Mängel der Ueberlieferung. Aus diesen Verhältnissen mußten sich der beabsichtigten unmittelbaren Zurückführung in die frühesten Zeiten große Schwierigkeiten entgegenstellen. Sie sind auch in der Abhandlung Mells nicht überwunden. Die Lücke zwischen den Jahren 895 oder 1007 und dem Jahre 1265, seit dem die iudicia provincialia dieser Gegend nachgewiesen sind, ist nicht ausgefüllt; man kann nur sagen, daß in dem von den späteren Landgerichten gebildeten Gebiete Orte liegen, die Ende des 9. und Anfang des 11. Jahrhunderts als in den Grafschaften Liupolds, bezw. Adalberos gelegen bezeichnet werden. Nebenher bemerke ich, daß der von Mell aus DH. II. 136, 137 gezogene Schluß auf den Bestand zweier Grafschaften Adalberos nicht ganz einwandfrei ist; es steht nirgends geschrieben, daß über in einer Grafschaft gelegene Orte nur eine Urkunde ausgestellt werden dürfe, und es hätten die verschiedenen Interventionen der beiden Diplome beachtet werden sollen. Die akademische Kommission hat sich diesen Schwierigkeiten nicht verschlossen und sich am 5. November 1905 mit den Bearbeitern dahin geeinigt, daß von der Eintragung der Grafschafts- und Gaugrenzen abzusehen sei, damit die Aufgabe der Landgerichtskarte in durchaus richtiger Erkenntnis auf die Darstellung der Landgerichte vom 13. bis an das Ende des 18., bezw. bis zur Mitte des 19. Jahrhunderts eingeschränkt, wie auch für die östlichen Provinzen des preußischen Staates die Darstellung der Kreise in einem zeitlich abgegrenzten Abschnitte vom 14.—17. Jahrhundert als erste Aufgabe in Aussicht genommen wurde (Curschmann in Hist. Vierteljahrsschrift 12, 29). Die Erläuterungen entsprechen, da sie schon gedruckt waren, jenem Kommissionsbeschlusse allerdings nicht, in ihnen ist mehrfach die Rückführung auf die ältesten Gebiete versucht worden. Die rückschreitende Methode hat

also an dem entscheidenden Punkte hier ebenso versagt wie bei dem Historischen Atlas der Rheinprovinz, wie hier mußte man auch in Oesterreich sich der Einzeluntersuchung zuwenden, die man in Baiern von Anfang an als unbedingt erforderlich betrachtet hat. Ich möchte die Bemerkung nicht unterdrücken, daß in der Zerlegung von Arbeitsrichtungen, die der denkende Forscher in sich vereinigen muß, an und für sich ein methodischer Fehler steckte und das Verfahren, die eine dieser Richtungen als die maßgebende hinzustellen, gerade bei der geschichtlichen Forschung nur eine sehr beschränkte Möglichkeit des Erfolges in sich tragen konnte (vgl. auch Schwerin a. a. O. S. 2). Die Bearbeiter haben sich daher auch weder an die Zerlegung, noch an den ihnen vorgeschriebenen Weg gehalten, sie mußten selbstverständlich an einem sicheren früheren Zeitpunkte einsetzen und dabei stets die späteren Verhältnisse beachten.

Kann man in dieser Frage der akademischen Kommission nur beipflichten, so möchte ich mein Bedenken über den anderen Beschluß äußern, die endgiltigen Grenzen der Landgerichte durch Ueberdruck mit roten Linien hervorzuheben. Wegen der technischen Unzukömmlichkeiten, zu denen das geführt hat, verweise ich auf die Bemerkungen Siegers (a. a. O. S. 252 ff.), vom Standpunkte des Historikers möchte ich darauf aufmerksam machen, daß durch die roten Linien das für ihn belangloseste ausgezeichnet ist, während die für ihn wichtigeren älteren Grenzlinien zurücktreten. In dem Vorworte wird als Zweck angegeben, daß »dem Benutzer die Unterscheidung der nicht mehr zu Recht bestehenden älteren Landgerichtsgrenzen« ermöglicht werde. Abgesehen davon, daß es zu Recht bestehende Landgerichtsgrenzen überhaupt nicht mehr gibt, wird der angegebene Zweck durch die Farblinie für die Endgrenze nicht zum besten erreicht. Es hätte sich empfohlen, in dieser Weise die alten großen Landgerichte und vielleicht durch Farbbänder die schon jetzt ermittelten größeren Gebietseinheiten zur Anschauung zu bringen, wie das Richter getan hatte. Man hätte daran auch deshalb festhalten sollen, weil die Erläuterungen von den älteren Gebietseinheiten ausgehen.

Auch in zwei anderen Punkten möchte ich mir einen Vorbehalt erlauben. Klar und anschaulich hat Richter über die Aufgabe und über die Leistungsfähigkeit historischer Karten gehandelt, er hat ausgeführt, daß sie drei Gruppen von Gegenständen zur Anschauung bringen können: Punkte (Siedlungen), Linien (deren Verbindungen), Flächen (politische, rechtliche oder sonstwie zusammengehörige Gebiete). Für die Landgerichtskarte war die Fläche bezw. nach dem

früher erwähnten Beschlusse die Grenzlinie die Hauptsache. Hinsichtlich der Siedelungen hat Richter von Anfang an den Standpunkt eingenommen, daß sie auf einer historischen Karte nur in Auswahl zu bringen seien (Mitt. des Inst. Ergbd. 1,591 ff.; 5,66 ff.; Mitt. der k. k. geogr. Gesellschaft 39,533 ff.). Begründet hat er dies damit, daß es an Raum fehlen möchte, daß man ferner zu sehr von der zufälligen Ueberlieferung abhängig sei, bei der Aufnahme aller quellenmäßig belegten Ortsnamen die Karte ein falsches Bild gebe, daher die Anlage solcher historisch-topographischen Karten für die erste Hälfte des Mittelalters eigentlich den Herausgebern von Urkundenbüchern zufalle. Die Raumfrage ist wesentlich eine Frage der vorhandenen Mittel, darüber läßt sich im allgemeinen wenig sagen, dagegen wird man sich mit den anderen Gründen nicht recht befreunden können. Mit der Ungleichmäßigkeit und Unvollständigkeit der Ueberlieferung hat der Historiker stets zu rechnen, er muß sich fortwährend der aus ihr sich ergebenden Fehlermöglichkeiten bewußt sein, darin liegt nichts, was ihn stören darf. So wird er es als eine Enttäuschung empfinden, wenn der Geograph sich ihm gerade bei einer für ihn doch höchst wichtigen Sache versagt. Wenn Richter ganz im allgemeinen von einer Auswahl nach der Wichtigkeit, von der Aufnahme von Namen, die etwas besagen, spricht, so dürfte das bei der Ausführung große Schwierigkeiten hervorrufen. Daher konnte Redlich dem Grundsatz für die Auswahl der in die Landgerichtskarte aufzunehmenden Ortsnamen nur eine recht unbestimmte Fassung geben: ›Solche Orts-, Fluß- und Bergnamen wurden aufgenommen, die für die Geschichte der Landgerichte, Burgfriede u. s. w. und für die Bestimmung ihrer Grenzen irgend eine Bedeutung besitzen‹. Auch das ist nicht ganz wörtlich zu nehmen, da sich eine Menge Namen finden, die man nicht unter den angegebenen Gesichtspunkt bringen kann, anderseits Namen fehlen, die man nach demselben erwarten durfte. Dazu kommt, daß auch die älteren, oft recht abweichenden Namensformen und auch alte, von den neuen ganz verschiedene Namen nicht berücksichtigt sind. Der Historiker muß sich also bei der Benützung der Landgerichtskarte gegenwärtig halten, daß sie mit Ausnahme der Burgen seinen Ansprüchen für die ältere Zeit in topographischer Hinsicht nicht entgegenkommt, sondern nur die gegenwärtigen Verhältnisse zur Anschauung bringt.

Eine empfindliche Lücke für den Historiker wie für den Geographen wird durch die Vernachlässigung der Linien hervorgerufen. Aufgenommen sind nur die Flüsse und Bäche und sie in der Regel nur in ihrem gegenwärtigen Laufe. Das hat für die vorliegenden

Blätter nicht gerade große Bedeutung, dürfte mehr für Niederösterreich in Betracht kommen, wo namentlich die Donau auf lange Strecken das topographische Bild wesentlich umgestaltet und selbst durch die neue Regulierung einschneidende Veränderungen erfahren hat (vgl. auch Curschmann in der Hist. Vierteljahrsschrift 11, 540; 12, 29). Empfindlicher ist, daß Straßen und Fahrwege ganz weggelassen sind. Gerechtfertigt soll dies dadurch werden, daß die Veränderungen im Straßenwesen nur durch schwierige und zeitraubende Untersuchungen festzustellen wären. Das ist nicht ganz stichhaltig. Man darf die Schwierigkeiten dieser Arbeit nicht unter-, aber auch nicht überschätzen, gerade im Zusammenhange mit den anderweitigen Nachforschungen hätte auch sie erheblich gefördert werden können. Maßgebend aber konnte doch nur sein, daß sie unbedingt notwendig war. Nicht allein weil die Straßen ein wichtiges Mittel sind, um sich auf der Karte zurechtzufinden, durch sie jetzt ganz zersplittert herumliegende Orte in Zusammenhang gebracht werden, sondern auch, weil Wege und Brücken naturgemäß mit Vorliebe zur Abgrenzung der Landgerichte verwendet wurden (vgl. z. B. Erläuterungen S. 11 (Helmonsöd), S. 15 (Wels, Ort), S. 16 (Spital), S. 19 (Donautal), Archiv f. österr. Gesch. 94, 622 nr. 3; 99, 297 nr. 4). Es hätten daher nicht allein, wie das auch Curschmann (Hist. Vierteljahrsschr. 12, 14, 33) vorgeschlagen hat, die Hauptstraßenzüge, sondern auch jene Neben- und Verbindungsstraßen, die als Grenzen der Landgerichte dienten, und deren Zug ja ohnehin festgestellt werden mußte, eingetragen werden sollen.

Was die Erläuterungen betrifft, so will ich mich bei ihrer äußeren Gestalt, dem unbequemen Format und dem für ihre Zwecke ungeeigneten Petitdruck, nicht aufhalten, da, soweit ich unterrichtet bin, die akademische Kommission diesen Uebelständen abzuhelfen beschlossen hat. Dagegen möchte ich mit meiner Ansicht über die innere Anlage nicht zurückhalten. Als mustergiltig durch ihre Klarheit und knappe Fassung kann Richters Abteilung gerühmt werden. Strnadt und Pirchegger waren nicht in so günstiger Lage wie Richter, der einfachere Verhältnisse von größerer Stetigkeit darzustellen hatte und sich auf seine eindringenden Vorarbeiten stützen konnte. Die beiden anderen Bearbeiter mußten sich erst durch einen sehr verwickelten Stoff durchringen, das hat sie zu größerer Breite, zur Aufnahme vieler Einzelheiten veranlaßt, worunter die Uebersichtlichkeit leiden mußte. Schon Sieger hat betont, daß sie bei dem Benutzer zu viele lokale Kenntnisse voraussetzen (S. 271), in Strnadts Abschnitt ergeben sich andere Schwierigkeiten auch aus dem Hin- und Her-

verweisen von den Erläuterungen auf die Abhandlungen, von diesen auf jene. Nach meinem Dafürhalten ist in den Erläuterungen die größte Kürze am Platze, sie sollen das Kartenbild nicht im einzelnen begründen, sondern erklären. Für diesen Zweck wäre es förderlich gewesen, wenn bei jedem Kronlande in übersichtlicher Form die älteste Landgerichtseinteilung, daran anschließend der Vorgang der Aufteilung, der Entstehung neuer Landgerichte dargestellt worden wäre. Auch ein alphabetisches Verzeichnis der einzelnen Landgerichte, Burgfrieden und Hofmarken mit Angabe der Blattnummern und der Seitenzahl der Erläuterungen vermißt man bei der Benutzung. Die aus den Landgerichtsbeschreibungen mitgeteilten Stellen hätten dagegen wegbleiben können, da man zumeist nicht im Stande ist, sie auf der Karte zu verfolgen. Das bringt mich auf die wiederholt ausgesprochene Forderung, daß diese Landgerichtsbeschreibungen gewissermaßen als Codex probationum gedruckt werden sollen. Strnadt hat den von ihm gelieferten Abhandlungen mehrere beigegeben, die kärntnerischen sollen in der Carinthia veröffentlicht werden. Dagegen ist mit Rücksicht auf den reichen Schatz topographischer und antiquarischer Einzelheiten, die sie enthalten, nichts einzuwenden, den angestrebten Zweck kann der Abdruck aber nur erreichen, wenn ihm für jedes Landgericht eine Karte in entsprechendem Maßstab beigegeben wird, auf der die in der Beschreibung angegebenen Grenzlinien und Grenzmale, soweit sich ihre Richtung und Lage überhaupt feststellen läßt, eingetragen sind. Das schiene mir für die Allgemeinheit zweckdienlicher als die von Sieger vorgeschlagene Hinterlegung reingezeichneter Arbeitsblätter bei einer Zentralstelle (S. 247), und es könnte im Zusammenhange damit auch der von Sieger ausgesprochene, vollberechtigte Wunsch (S. 243) nach Veröffentlichung der noch erhaltenen älteren kartographischen Darstellungen einzelner Landgerichte erfüllt werden.

Bei der außerordentlichen Sorgfalt, die auf die Vorarbeiten und die Ausfertigung verwendet wurde, kann von Berichtigungen und Ergänzungen im einzelnen nicht gut die Rede sein, nur das eine oder andere, das mir aufgefallen ist, möchte ich anmerken. Auf Blatt 5 ist die alte Grenze des LG. Ruttenstein nicht eingezeichnet, vgl. Erläut. S. 10. Zu Erläut. S. 14 (S. Florian) bemerke ich, daß die angezogene Urkunde Leopolds VI. UB. des Landes ob der Enns 2, 553 nr. 386, S. 566 nur die deutsche Uebersetzung gedruckt ist. Erläut. S. 15 (Schlierbach), die Urkunde für Kremsmünster (UB. 87 nr. 70) ist insoferne nicht ganz genau benutzt, als es darin heißt: me omni iuri sive exactioni, quam in possessionibus ecclesie in Chremsmunster

ego et antecessores mei quomodolibet dinoscimus habere, ... renunciasse, Hartnid von Ort sich aber die Auslieferung der auf den Besitzungen des Klosters ergriffenen rei mortis vorbehält. Ebenda (Wildenstein) ist die Urkundenlage hinsichtlich der Kirchschlagwiese in der Gosau richtig zu stellen. Nach gütiger Mitteilung des hochw. H. P. Berthold Černik befindet sich in dem Archiv des ehemaligen Dorotheenklosters in Wien, das dem Archive des Stiftes Klosterneuburg einverleibt ist, ein Transsumt des Schottenabtes Johann vom J. 1467 (Lade JJ Nr. 1, Beil. B), das die Urkunde Herzog Albrechts V. vom 26. November 1412 und eine Urkunde der Brüder Oswald und Jacob die Nuczze vom 27. April 1413 enthält. Letztere ist noch im Original vorhanden (Lade JJ Nr. 1, Beil. A). In der ersten, die schon in der Kirchl. Topographie 15, 12 benutzt worden ist, stellt Albrecht V. der Dorotheenkapelle das ihr von seinem Vater geschenkte, dann aber entfremdete Wismad, genannt der Kirchschlag, gelegen in der Gosach, zurück, in der zweiten nehmen die Brüder Nuczze es in Bestand. Als Siegler dieser Urkunde erscheinen Ulreich der Veter, diezeit lantrichter in dem Yschelland, und Kolman der Windner. Eine Schenkungsurkunde Albrechts IV. ist nicht aufzufinden, dagegen erwähnt Albrecht V. seine Wiederverleihung in der Gesamtbestätigung vom 15. August 1414 (Quellen zur Gesch. der Stadt Wien I, 3, 10 nr. 2322). Zu Erläut. S. 25, Sp. 1 (b u. c) ist darauf hinzuweisen, daß die Hofmarken Eitzing und Wippenham in einer Urkunde vom 6. Jänner 1443 erwähnt werden, letztere darin als von dem Passauer Bistum lehensrührig bezeichnet wird (Verzeichnis der Originalurkunden des Wiener Stadtarchivs 2, 217 nr. 2887). Auf Blatt 5 (Tillysburg) ist als Grenzpunkt die Straussmühle eingetragen, die Archiv 94, 622 nr. 3 Kraussmühle heißt. Erläut. S. 29 scheinen hinsichtlich der Hengistburg die Ausführungen Chrousts (Neues Archiv 15, 587) nicht beachtet zu sein.

Nicht ganz begründet scheinen mir die Abweichungen von der üblichen Schreibung einzelner Ortsnamen in den Abschnitten über Steiermark zu sein (vgl. auch Sieger a. a. O. S. 264). Die Ersetzung von gg durch ck halte ich nicht für notwendig, da die auf das 15. Jahrhundert zurückgehende Schreibung in Pernegg, Peggau, Eggenberg u. a. ganz eingebürgert ist (Zahn, Ortsnamenbuch der Steiermark S. 26, 34), auch ist mir nicht klar, warum Pern in Pernegg durch Bärn ersetzt wurde, man vergleiche die mit dem gleichen Bestimmungswort gebildeten Ortsnamen bei Zahn, a. a. O. S. 34, insbesondere auch »in der Pernschitzzen«.

Man kann dem in so vortrefflicher Weise begonnenen Unter-

nehmen nur den besten Fortgang wünschen. Der Aufgaben, deren Lösung wir von ihm erwarten und die es eigentlich erst zu einem Historischen Atlas machen werden, gibt es so viele, daß eher eine Zersplitterung der Arbeit als ihr Versiegen zu befürchten ist. Wenn nach dem Vorworte schon ein neues Problem, das der kirchlichen Einteilungen, in Aussicht genommen wird, so möchte man es doch vielleicht für rätlicher halten, daß vorerst auf der durch die Landgerichtskarte geschaffenen Grundlage weitergearbeitet werde. Viel dringlicher als die Darstellung der Pfarrbezirke schiene mir die der Herrschaftsgebiete, für die neuestens von den Brüdern Alfred und Hugo Schröder ein gutes Muster aufgestellt worden ist (Die Herrschaftsgebiete im heutigen Reg.-Bez. Schwaben und Neuburg um Mitte 1801. Hrsgg. vom Histor. Verein für Schwaben und Neuburg 1906. Alfred Schröder, Die staatsrechtlichen Verhältnisse im bayrischen Schwaben um 1801. Dillingen 1907). Man kann diese Aufgabe nicht, wie Sieger will (S. 261), den Abhandlungen zuweisen, denn der Historiker bedarf in diesen Fragen neben der Einzeluntersuchung der Gesamtübersicht, von der er wichtigere und vielseitigere Aufschlüsse erwarten darf als von den Grenzen der Landgerichte (s. auch Mell, Musealverein S. 4). Als zweite dringliche Aufgabe wäre die Darstellung älterer Gebietseinheiten anzusehen; hat man sie als den eigentlichen Zweck, als die Idee des historischen Atlas hingestellt, so darf man sie, weil sich die vorherzusehenden Schwierigkeiten in der Tat eingestellt haben, nicht ohne weiteres aufgeben oder in eine ferne Zukunft verweisen. Nur unter der Voraussetzung, daß diese Fragen sobald wie möglich gelöst werden, kann man sich mit der Landgerichtskarte befreunden, die andernfalls eine Grundlage ohne Aufbau bliebe; es würde sich daher empfehlen, alle Kraft auf sie zu verwenden, erst dann zu anderen durch die Ansiedelungsformen des Volkes veranlaßten Gebietseinteilungen überzugehen. Ueber die Art, wie die anderen Verhältnisse zur Anschauung gebracht werden sollen, scheinen sich die leitenden Kreise noch nicht klar geworden zu sein. Richter hat seinerzeit an Oleate gedacht, sie oder Uebersichtskarten werden auch von der akademischen Kommission in Aussicht gestellt. Man dürfte die Verwendung von Oleaten schon mit Rücksicht auf den roten Ueberdruck der Landgerichtsgrenzen, dann aber auch deshalb für keinen sehr glücklichen Gedanken halten, weil sie den schwierigen und verwickelten Aufgaben, die der Historiker mit ihrer Hilfe lösen soll, nur wenig genügen könnten.

Von Wichtigkeit sind auch die Abhandlungen, die dem Historischen Atlas teils als Vorarbeit, teils zur Begründung und Er-

läuterung dienen sollen. Bis jetzt sind in dem 94. Bande des Archivs für Oesterr. Geschichte und in der ersten Hälfte des 99. Bandes folgende erschienen: 94. Bd. Hans v. Voltelini, Die Entstehung der Landgerichte im bayrisch-österreichischen Gebiete, S. 1—40; Eduard Richter, Immunität, Landeshoheit und Waldschenkungen; S. 41—62; Eduard Richter, Gemarkungen und Steuergemeinden im Lande Salzburg, S. 63—82; Julius Strnadt, Das Land im Norden der Donau, S. 83—310; Voltelini, Grund- und leibherrliche Gerichtsbarkeit in Südtirol, S. 311—463; Julius Strnadt, Das Gebiet zwischen der Traun und der Enns, S. 465—661. 99. Bd. Julius Strnadt, Hausruck und Atergau, S. 1—396.

Die allgemeinste Bedeutung und den größten sachlichen Wert wird man den beiden Abhandlungen Voltelinis beimessen dürfen. Mit den in der ersten Abhandlung Strnadts enthaltenen Ausführungen über die tres comitatus habe ich mich an früherer Stelle dieser Zeitschrift (1908, 304 ff.) auseinandergesetzt. Der daselbst gelieferte Nachweis, daß die für die Ausdehnung babenbergischer Herrschaft bis zur Rotensala wichtige Stelle des Breve Chron. Austriae Mellicense nicht, wie Strnadt behauptet hatte, erst den sechziger oder siebziger Jahren des 13. Jahrhunderts angehöre, sondern von dem Schreiber des Chronicon selbst, also noch im 12. Jahrhundert, nachgetragen worden sei, hat Strnadt Anlaß zu einer Entgegnung gegeben, die in den Forschungen zur Geschichte Bayerns 16, 294 ff. veröffentlicht ist. Er hält hinsichtlich der Schrift seine frühere Behauptung nicht mehr aufrecht, sucht sich aber damit herauszuhelfen, daß er auf Grund der bekannten Ausführungen Meillers den geringen Wert des Chronicon als einer Geschichtsquelle von neuem hervorhebt und, nachdem er einleitend meine amtliche Eigenschaft als ›Grazer Universitätsprofessor, Vorstand des Historischen Seminars‹ betont hatte (S. 296), mir vorhält, ich hätte ›mit der Zuerkennung des Ranges einer Geschichtsquelle an den Melker Aufsatz‹ ›keine kritische Schärfe bewiesen‹ (S. 303). Strnadt hat wiederholt einen Exkurs in den Jahrbüchern Ottos II. zum Gegenstand polemischer Erörterung gemacht, er hätte also auch wissen können, daß ich mich in dem folgenden Exkurse ganz unzweideutig über die vollständige Wertlosigkeit des Chronicon hinsichtlich der älteren Zeiten ausgesprochen habe (Jahrbücher Ottos II. S. 237 ff.). Es ist mir selbstverständlich auch später niemals in den Sinn gekommen, dem Chronicon ›den Rang einer Geschichtsquelle‹ zuzuerkennen, ich bin mir aber stets bewußt geblieben, daß dies abfällige Urteil nur die eigentliche Geschichtserzählung, nicht aber einen Nachtrag über ein Vorkommnis

treffen könne, dem der Schreiber zeitlich und örtlich nahestand, über das man gerade in Melk bei den nahen Beziehungen zum herzoglichen Hofe unterrichtet sein konnte. Es ist doch etwas ganz anderes, wenn die wichtige Stelle, wie Strnadt behauptet hatte, nach der Mitte des 13. Jahrhunderts nachgetragen worden sein soll, und wenn ich auf Grund einer von mir neuerdings vorgenommenen Schriftvergleichung feststellen konnte, daß das jedenfalls unrichtig, die Stelle vielmehr von dem Schreiber selbst, also in den letzten drei Jahrzehnten des 12. Jahrhunderts nachgetragen worden sei. Strnadt selbst hat das Gewicht dieses Nachtrags seinerzeit sehr lebhaft empfunden und sich daher bemüht, ihn durch die Verweisung in die zweite Hälfte des 13. Jahrhunderts zu beseitigen. Wenn er es mir als Ueberhebung auslegt, daß ich in diesem Falle, wie früher bei der Continuatio Vindobonensis, zu anderen Befunden hinsichtlich des Wechsels der Hände ›gekommen sein will‹, als Wattenbach, der ›bisher zu den bedeutendsten paläographischen Autoritäten zählte und zum mindesten nicht weniger Handschriften gesehen und geprüft hat als Uhlirz‹, so wirkt das köstlich, wenn man daran denkt, daß nach Strnadts früherer Behauptung Wattenbach sich in der Schriftbestimmung um ein ganzes Jahrhundert geirrt haben müßte. Zwischen Wattenbach und mir besteht aber ein Gegensatz nur insoferne, als er Nachtragung von zweiter Hand annimmt, ich aber von derselben Hand. Auch die manus secunda setzt Wattenbach in das 12. Jahrhundert, ja er spricht sich sogar dafür aus, daß erst zu ihrer Zeit die Eintragung der Abschrift des Chronicon erfolgt sei, wozu ihn eben die sehr nahe Verwandtschaft der beiden Schriften veranlaßte. Nimmt man Wattenbachs Ansicht an, so verschlechtert sich die Lage für Strnadt nur noch mehr, da dann die beiden Melker Mönche, der Abschreiber und sein Korrektor, an den Verfehlungen des Chronicon ganz unschuldig sind, der Nachtrag dadurch an Gewicht nur gewinnen kann. Daß übrigens das Chronicon nicht, wie Strnadt erklärt, nur ›eine Stilübung eines Geistlichen, eine Schreibschulaufgabe, verfaßt unter der eigenen oder ihm aufgegebenen Supposition, er berichte einem Landesfürsten über die Geschichte seiner Vorfahren‹, sei, ergibt sich fürs erste aus den Verbesserungen und sachlichen Zusätzen, dann aber auch daraus, daß es schon im 12. Jahrhunderte mit dem ersten, das Kalendar und Nekrolog enthaltenden Hefte der Annalenhandschrift verbunden wurde. Das ist ein Beweis dafür, daß man das Stück in dem Kloster sehr hoch schätzte, darin ebensowenig einen Schulaufsatz sah, wie in dem Marienliede, das etliche Jahrzehnte früher in dasselbe Heft eingetragen worden war.

Halte ich diese Frage für erledigt, so kann ich nicht umhin, eine andere, wichtigere zu berühren. In der zweiten Abhandlung ist Strnadt neuerdings auf die von ihm schon früher behandelte Frage nach der Herkunft und Reihenfolge der steirischen Otakare zurückgekommen. Er versucht von neuem in ausführlicher Erörterung seine Ansicht zu begründen, die der Hauptsache nach darauf hinausläuft, daß wir die Vorfahren der steirischen Markgrafen in jenen Otakaren zu sehen haben, die von 959—1049 als Inhaber einer Grafschaft im Chiemgau nachzuweisen sind, daß diese Chiemgauer erst beim Aussterben der Lambacher Arnolde, also nach 1050, im Traungau begütert worden sind, und daß nach dem Tode des ersten Markgrafen Otakar und seines älteren Sohnes Adalbero die Karantanenmark an die Eppensteiner übergegangen, Adalberos Bruder, Otakar II., aus der Reihe der Markgrafen zu streichen, die Mark erst wieder nach dem Aussterben der Eppensteiner (1122) an dessen Sohn Liutpold gekommen sei. In dem ersten Punkte ist Krones der Annahme Strnadts beigetreten (Die Markgrafen von Steier. Archiv für österr. Gesch. 84 (1898), 139—270), in den anderen hat er abweichende Ansichten geäußert, gegen die eben Strnadts Ausführungen gerichtet sind.

Ich vermeide es, auf die genealogischen und verfassungsgeschichtlichen Fragen einzugehen, da einer meiner Hörer, P. Josef Winkler, eine Dissertation vorgelegt hat, in der er über sie mehrfach zu eigenartigen Ansichten gelangt ist, deren Vertretung ihm vorbehalten bleiben soll. Nur darauf möchte ich hinweisen, daß Strnadt und Krones es unterlassen haben, die von ihnen behauptete Anknüpfung der steirischen Otakare an die Chiemgauer zu beweisen, und daß, wenn diese Annahme besser begründet werden sollte, man in dem Arnulf der Urkunde Ottos II. vom 11. Oktober 980 (DO. II 230) den ersten der Lambacher Arnolde vermuten könnte. Auch darf schon jetzt gesagt werden, daß Strnadts Ausführungen zu nicht geringem Teile auf wenig begründeten, manchmal ganz haltlosen Vermutungen und Aufstellungen beruhen, deren schlimmste wohl jene sind, mit denen er die ihm sehr unbequeme Erwähnung des marchio Odachorus, eben jenes Otakar II., in dem Diplom Heinrichs V. vom 16. Juli 1112 (Stumpf Reg. 3088) zu beseitigen sucht. Darin, daß er den unter den Zeugen vorkommenden comes Bertholdus de Nueringis nach einer Vermutung von Hanns Hirsch für Berthold von Zähringen erklärte, glaubte er ein Mittel zur Herabsetzung der Zeugenreihe des nur in späteren Transsumten erhaltenen Stückes überhaupt gefunden zu haben, und daraus leitet er die phantasievolle Behauptung ab, daß

bei der Transsumierung in der Kanzlei Friedrichs II. auch der Name des einen Markgrafen verlesen worden sei. Das sei leicht zu erklären, Odachor = Otachar sei aus sprachlichen Gründen unzulässig, die Endung -chor sei sardinischen Namen eigentümlich, zur Zeit der Transsumierung obigen Diploms seien am Hofe Friedrichs II. die sardinischen Angelegenheiten »aktuell« gewesen, es liege also nichts näher, als daß die kaiserliche Kanzlei statt des ihr unverständlichen Zeugennamens, als den Strnadt Tietbaldi annimmt, den sardinischen Namen Odachor in das Transsumt einsetzte. Von Bresslau darauf aufmerksam gemacht, daß in Nueringis kein Fehler stecke, es einen Grafen Berthold von Nüring gebe (Draudt in den Forsch. zur deutschen Gesch. 23, 367 ff., 444, 448), hat Strnadt nicht etwa seine Beschuldigung gegen das Transsumt hinsichtlich des Odachorus marchio zurückgezogen, sondern weiterhin von ihm verlangt, daß es für diesen Namen »aufkomme« (Archiv f. öst. Gesch. 99, 5) und nochmals behauptet, daß es, da »gegen die Gleichung Odachor-Otachar sprachliche Gründe streiten«, »zum mindesten nicht beweiskräftig« sei. Ein wahres Glück, daß gegenüber einem so unerbittlichen Richter dem armen Transsumt die Klosterneuburger Geschichtswerke zu Hilfe kommen. In dem Chronicon pii marchionis findet sich die Form Otakorus (Mon. Germ. hist. SS. 9, 612) und zum J. 1164 haben die Hdss. der Contin. Claustroneob. II. die Formen Otachorus, Otakorus (ebenda p. 616). Da nicht anzunehmen ist, daß sardinischer Einfluß sich bis ins Donauland erstreckt habe, ist also Otakar II. als marchio für das J. 1112 durch eine Königsurkunde verbürgt.

Nicht besser begründet ist die andere Behauptung Strnadts, daß die Beziehung des Namens Ozi auf Otachar ausgeschlossen, weder urkundlich, noch sprachlich zu rechtfertigen sei (S. 517, 547, 550, 579). Schon die vorsichtige Aeußerung eines ungenannten »Germanisten von Ruf«, die Strnadt anführt, hätte ihn von einer so entschiedenen Ablehnung zurückhalten sollen, der auch die von ihm gebotenen Zusammenstellungen über das Vorkommen des Namens nicht zur Stütze dienen können. Bei dem häufigen Gebrauche dieser und verwandter Namensformen erscheint es mir nicht überflüssig, die Sachlage durch die folgende, nach Jahrhunderten und Formen geordnete Uebersicht möglichst klar zu stellen. Ich bemerke, daß eine vollständige Aufzählung aller Belegstellen weder beabsichtigt noch möglich war. Große Urkundensammlungen, wie die Hauthalers und Bitteraufs, entbehren noch der Register [1]), ganze Reihen von Urkunden

1) Inzwischen ist der zweite Band von Bitteraufs Veröffentlichung mit dem Register erschienen. Die in ihm enthaltenen Belege, die bis 1160—81 reichen, bieten nur eine Ergänzung obiger Zusammenstellung.

liegen nur in recht wenig zuverlässigem Drucke vor. Doch glaube ich, irgendwie belangreiche Stellen nicht übersehen zu haben. Durchgenommen habe ich Mon. Germ. hist. Diplomatum t. I—III, Necrologia t. II, v. Jaksch, Mon. hist. duc. Carinthiae t. III, ferner die Urkunden und Traditionen folgender Stifte und Klöster: Brixen (Die Traditionsbücher des Hochstifts Brixen. Hrsgg. von Oswald Redlich. Innsbruck 1886), Chiemsee (Mon. Boica 2, 284 ff.), S. Florian (UB. des Landes ob der Enns 2. Bd.), Formbach (ebenda I, 625 ff.), Freising (Die Traditionsbücher des Hochstifts Freising. I (744—926), hrsgg. von Theodor Bitterauf. München 1905), Garsten (UB. des Landes ob der Enns 1, 115 ff.), Kremsmünster (Urkundenbuch des Stiftes Kr., bearb. v. Theodorich Hagn, 1852), Michaelbeuern (Salzburger UB., bearb. v. P. Willibald Hauthaler I, 769 ff.), Mondsee (UB. des Landes ob der Enns I, 1 ff.), Passau, Hochstift (Mon. Boica 28[b]), — S. Nicolaus (UB. des Landes ob der Enns I, 531 ff.), Ranshofen (ebenda S. 207 ff.), Regensburg, S. Emmeram (Quellen und Erörterungen zur bayrischen und deutschen Geschichte I, 1 ff.), — Obermünster (ebenda S. 155 ff.), Salzburg, Hochstift (Salzburger UB., bearb. von P. Willibald Hauthaler I, 3 ff.), — S. Peter (ebenda S. 249 ff.), — Domkapitel (ebenda S. 583 ff.), Suben (UB. des Landes ob der Enns 1, 425 ff.), Tegernsee (Mon. Boica 6, 1 ff.).

VIII. Jahrhundert. Freising: Oázo 148 n° 143 (791); 149 n° 144; Ozo 157 n° 157.

IX. Jahrhundert. Freising: Oázilo 427 n° 499b (824); 479 n° 556c (828).

X. Jahrhundert. Ozi. Passau 18 n° 117; S. Emmeram 10 n° 5, 11 n° 8; Salzburg 137 n° 76 (930), 194 n° 10, 197 n° 14; Brixen 6 n° 12; Kremsmünster 28 n° 18 (Ozy).

Ôzi. Salzburg 182 n° 17; Mondsee 89 n° 156.

Oci, qui et waltpot, comes, missus de imp. Jaksch 3, 74 n° 186 (994 Villa-Vicenza).

Ŏza, testis, Freising II, 140 n° 1231 (972—976).

Ŏza, mancipium, Salzburg 123 n° 61 (931); 178 n° 13.

Oza, manc., Brixen 6 n° 12, 9 n° 18, 19 n° 96.

XI. Jahrhundert. Ozi. Passau 80 n° 101, 90 n° 119; Salzburg 219 n° 15, 234 n° 4, Necrol. p. 80; Altaich, Necrol. p. 51; Salzburg, S. Peter, 257 n° 7, 258 n° 9, 266 n° 26, 278 n° 51, 285 n° 66, 288 n° 72, 301 n° 102; Michaelbeuern 780 n° 20; Kremsmünster 31 n° 23 (Ozy); Jaksch 3, 78 n° 205 II; Brixen 47 n° 120, 49 n° 126 (Krain), 49 n° 128 (Krain), 64 n° 175, 82 n° 229.

advocati Ozini. Salzburg 241 n° 21; Ozini Salzburg, S. Peter 308 n° 120; Brixen 49 n° 126.

Ozi, manc. Passau 83 n° 108 (dreimal); Brixen 125 n° 362.

Otzi. Jaksch 3, 93 n° 215.

Oci. Brixen 70 n° 191; Michaelbeuern 777 n° 9.

Ocini. Brixen 45 n° 115.

Oci, manc. Hauthaler 1, 586 n° 1 (1058 am Tagliamento).

Ŏzi (Ovzi) Regensburg, Necrol. p. 52; S. Emmeram 20 n° 26, 40 n° 90; Passau 75 n° 93, 80 n° 102, 82 n° 105 (1038), 85 n° 111, 92 n° 122; Ranshofen 207 n° 1; Michaelbeuern 777 n° 10; Salzburg, S. Peter, 256 n° 4, 257 n° 5, 258 n° 10, 262 n° 17, 265 n° 23, 267 n° 29, 275 n° 45, 46, 281 n° 58, 282 n° 60, 283 n° 62, 283 n° 63, 284 n° 64, 286 n° 69, 288 n° 70, 71, 289 n° 74, 76, 290 n° 77, 291 n° 79, 293 n° 83, 84ᵃ, 294 n° 84ᶜ, 299 n° 97, 301 n° 102, 302 n° 110, 305 n° 111ᵃ,ᵇ,ᶜ, 113; Brixen 23 n° 59 (scabinus de Norica valle), 24 n° 60, 25 n° 61, 62, 26 n° 64.

Oze. Salzburg, Necrol. p. 80; Salzburg, S. Peter, 267 n° 29, 279 n° 53, 289 n° 76, 290 n° 78, 291 n° 79 (andere Hss. Ozi), 292 n° 82, 293 n° 83, 294 n° 84ᶜ, 295 n° 86, 87ᵃ, 296 n° 90, 297 n° 93, 298 n° 94, 302 n° 107, 303 n° 108ᶜ, 305 n° 111ᵃ,ᵇ, 113, 306 n° 114, 307 n° 117, 308 n° 119, 120; Michaelbeuern 774 n° 3.

Ŏze. Salzburg, S. Peter, 259 n° 12, 267 n° 28, 29, 289 n° 75, 292 n° 81, 82, 293 n° 83, 294 n° 85, 296 n° 88, 89, 90, 297 n° 91, 298 n° 94, 302 n° 107, 305 n° 113, 306 n° 114, 307 n° 116, 117.

Ozie. Salzburg, Necrol. p. 99, 112 (comes); Michaelbeuern 779 n° 17.

V̊zie. Michaelbeuern 775 n° 6.

Ozo. DO. III. 385 (1000) vicus Ozonis bei Piacenza. Ozo de Livurno DH. II. 322ᵇ.

Ŏzo de Scrotestein. Michaelbeuern 773 n° 1 B.

Ozzo, serviens, Brixen 51 n° 113 (Bozen).

Ovoza, manc. Passau 83 n° 108 (1058).

Ŏziman. Salzburg, S. Peter 262 n° 18, 275 n° 45.

Vziman. Michaelbeuern 777 n° 9.

XII. Jahrhundert. Ozi. Regensburg, Obermünster 197 n° 82; Seeon, Necrol. p. 217, 222, 230, 233; Michaelbeuern 781 n° 22, 782 n° 24, 789 n° 42; Garsten 125 n° 12, 137 n° 29, 148 n° 72, 73; Salzburg, Necrol. p. 57, 95, 126, 140, 148, 160, 163, 174, 181, 184, 193; Salzburg, S. Peter, 321 n° 145, 332 n° 159; Admont, Necrol. p. 301; S. Lambrecht, Necrol. p. 331; Seckau, Necrol. p. 385; de Ortenberg, Jaksch 3, 411 n° 1096; lignarius, Salzburg, S. Peter, 591 n° 491 (1127).

Ozi, manc., Salzburg, S. Peter 587 n° 2; S. Emmeram 62 n° 136.

servum Ozinum, Michaelbeuern 781 n° 24.

Otzi. Tegernsee p. 62.

Ozzi. Tegernsee p. 71.

Oci. Michaelbeuern 782 n° 26; Jaksch 3, 374 n° 988 (S. Paul).

Ŏzi. Formbach 717 n° 299, 732 n° 359, 735 n° 384 (= Vzi bei Suben); Michaelbeuern 322 n° 149 (miles Friderici de Haunsperch); S. Florian 141 n° 92; Salzburg, Necrol. p. 55, 57; Salzburg, S. Peter, 322 n° 149; 324 n° 153, 328 n° 157^{b}, 334 n° 160^{b}, 337 n° 166, 345 n° 182, 364 n° 213, 365 n° 216, 366 n° 218, 367 n° 220^{b}, 379 n° 240, 382 n° 246, 521 n° 489, 490, 574 n° 681; s. Ozo de Chuchila.

Ŏzi de Ponte. Salzburg, S. Peter, 320 n° 144 (Ŏze), 322 n° 149 (Vzi de Prucca), 339 n° 169, 170, 344 n° 180 (de Prucca), 347 n° 185 (de Salzpurch), 350 n° 190 (de S.), 356 n° 198^{a} (de Pr.), 360 n° 204 (de S.), 367 n° 220^{a} (V̊zi de S.), 384 n° 251^{b}, 409 n° 290^{a} (de Prukki) (nach 1121—1146). Sein Bruder Walchůn (de S., ponticus), 350 n° 190, 357 n° 199, 371 n° 227, 410 n° 290^{b}, 521 n° 489 (c. 1135 —1146). Später kommt vor Ŏdalrich de Salzpurch 413 n° 295 (1147), Ulricus de Ponte 497 n° 451 (1199—1231).

Oezi. Regensburg, Obermünster 195 n° 75.

Vzi. Suben 429 n° 9, 430 n° 11 (s. Formbach, Ŏzi; Ŏzi de Ponte).

V̊zi s. Ŏzi de Ponte.

Oze. Regensburg, Obermünster 195 n° 73; de Hohinperch, Chiemsee 284 n° 6; Garsten 134 n° 23, 139 n° 36, 144 n° 57, 150 n° 78, 152 n° 85, 153 n° 90, 91, 154 n° 93; Salzburg, Necrol. p. 110; Salzburg, S. Peter, 312 n° 125, $126^{a, b}$, 316 n° 135, 317 n° 138, 319 n° 142, 327 n° 155; s. Ozo de Chuchila.

Oze de servientibus. Formbach 727 n° 351.

Ŏze. Formbach 661 n° 118 (derselbe 681 n° 183 Vzo), 724 n° 332, 758 n° 354, 355; Salzburg, Domkapitel 608 n° 49, 611 n° 53^{a}; Salzburg, S. Peter, 312 n° 125, $126^{a, b}$, 313 n° 127, 315 n° 134, 316 n° 136, 388 n° 256, 389 n° 257; s. Ŏzi de Ponte.

Oeze. Regensburg, Obermünster 181 n° 44.

Ŏzen s. Ozo de Chuchila.

Ozie. Michaelbeuern 781 n° 23; Salzburg, Necrol. p. 148.

Ŏzie. Salzburg, S. Peter 317 n° 137^{a}.

Ozo. Michaelbeuern 823 n° 103; S. Florian 145 n° 98; Villaci in domo Ozonis, Jaksch 3, 473 n° 1252 (1179); Salzburg, Domkapitel 591 n° 10.

Ozo de Chuchila. Salzburg, S. Peter, 371 n. 228, 442 n° 350 (Ŏzen, Ŏzi), 527 n° 515 (Ŏzo); Salzburg, Domkapitel 611 n° 53^{b} (Oze).

Ŏzo. Formbach 724 n° 336; Garsten 160 n° 120; Salzburg, Domkapitel 647 n° 26, Salzburg, S. Peter 393 n° 262; s. Ozo de Chuchila.

Vzo de Torriswanch. Salzburg, Domkapitel 603 n° 36; s. Ŏze, Formbach.

V̊zo. Salzburg, Domkapitel 619 n° 72.

Ŏzman. Salzburg, S. Peter 425 n° 318.

Oza, matrona nobilis. Brixen 89 n° 249 (Bozen).

Óza. Salzburg, Necrol. p. 55.

Oza, famula, manc. Brixen 145 n° 417; 158 n° 451.

Ozza, libera femina, Ranshofen 211 n° 20.

XIII. Jahrhundert. Oezo. Regensburg, Obermünster 185 n° 52 (1209).

Ohne Zweifel haben wir es mit einer deminutiven Bildung zu tun, wie sie bei zusammengesetzten Eigennamen (Socin, Mhd. Namenbuch S. 176) durch Weglassung des zweiten Teiles der Zusammensetzung (Grimm, Deutsche Grammatik 3, 663 ff.) und Anfügung der hypokoristischen Endung an den ersten Teil zustande kam. Als Endung wäre entweder -so, das mit dem Zahnlaute z gab (Socin, S. 182, 191, über c statt z s. Schatz, Altbair. Grammatik S. 64), oder altes -ja (Wrede, Die Deminutiven im Deutschen, Deutsche Dialektgeographie 1, 114) anzunehmen. Im letzteren Falle wäre das i der Endung ursprünglich, im ersten durch Abschwächung des o entstanden, wie bei Gundacharus = Gund-so = Gunzo = Gunzi = Gunze. Die Deminutiven auf -i konnten auf -ilo (-a, -i) weitergebildet werden: Razilo (i), Totili, Hezilo. In der Deklination stimmen beide Formen überein, vgl. Schatz S. 111, der Genetiv auf -ines (inas, s. Schatz S. 104) findet sich in zahlreichen Ortsnamen (Opinesaldaha von Opi, Spuotinesgane von Spuoti, Ozinasperige, Ozzindorf, Uczenissê von Ozi), der deutschen Deklination entsprechen die latinisierten Formen -ini, -ino, -inum, woraus der Nominativ auf -inus abgeleitet wurde.

Daraus ergibt sich, daß Ozo, Ŏzo aus allen Namen zu bilden war, die mit Ot(d), Ŏt(d) beginnen, wie auch sonst ein Kurzname verschiedenen Hauptnamen entsprechen konnte (Socin S. 192). Darin liegt aber eine um so größere Schwierigkeit, als bisher nur e i n e bestimmte unmittelbare Aussage über die Beziehung von Ozo auf einen vollen Namen bekannt geworden ist, die in Grimms Deutscher Grammatik angeführte Stelle der Casus mon. Petrishus. (Mon. Germ. hist. SS. 20, 629 c. 4): ipsum Oudalricum ob leporem vocant Ouzonem, wo vorher S. 628 c. 3 die Formen Ouzo, Outzo, Houtzo, Huotzo vorkommen. In den Brixener Traditionen finden sich Belege, die den Schluß auf die Gleichung mit Ŏdalscalh zulassen. In der Zeugenreihe von 6 n° 12 setzt Hds. A[1] Ŏdalscalh statt Ŏzi, in 11 n° 22 folgen sich Reginolt, Ŏzi, in 10 n° 23 Reginolt, Ŏdalscalh, in 11 n° 24 Uuolfheri, Ódalscalh, in 11 n° 25 Wolfheri, Ŏzi. Aus DH. II. 322

(p. 406 Sp. 1, Anm. t und p. 407 Sp. 2, Z. 4) könnte auf Gleichstellung von Ozo mit Odo geschlossen werden, hier hätte die Analogie mit den auf Od- anlautenden zusammengesetzten Namen eingewirkt.

Ueberblicken wir das vorstehende Verzeichnis, so nehmen wir hinsichtlich des Anlautes wahr, daß als früheste Formen die mit O, das aus ursprünglichem Au entstanden sein kann (Schatz S. 22), auftreten (in Freising Oa, vgl. Schatz S. 16, 22), ihnen im 10. Jahrhundert die mit Ŏ (Ov) zur Seite treten. Beide behaupten auch im 11. und 12. Jahrhundert den Vorrang, vereinzelt kommen V und V̊ vor. In Urkunden des 12. Jahrhunderts erhalten wir bestimmte Belege dafür, daß O, Ŏ, V, V̊ keinen Unterschied bedingen (Schatz S. 17, 19), also für eine etwaige Sonderung nach dem Anlaut der Hauptnamen nicht zu verwerten sind. Der Umlaut begegnet zuerst im 12. Jahrhundert und zwar in den Traditionen des Regensburger Klosters Obermünster. Im Auslaut finden wir zuerst o, aber schon im 9. Jahrhundert läßt Oazilo auf die Kurzform *Ozi schließen, die dann die häufigste bleibt; für andere Namen kommt die Endung i in Freisinger Urkunden schon 776—778 vor (Otti 100 n° 75, 101 n° 76; Cunzi 109 n° 85). Im 10. Jahrhundert findet sich Ozo nur in einer italienischen, im 11. Jahrhundert in einer italienischen, einer Bozener Urkunde und in einer Tradition von Michaelbeuern. Etwas häufiger wird es in bairischem Gebiete während des 12. Jahrhunderts gebraucht. An Stelle des -i tritt im 11. Jahrhundert e (Schatz S. 56) bezw. ie (Schatz S. 105) oder vereinzelt im 12. Jh. -en. Für diesen Wandel auch bei den anderen Kurznamen bieten vor allem die Salzburger Traditionen zahlreiche Belege. Für Frauen gilt die Endung -a, die ein einziges Mal auch für einen Mann verwendet wird. Die Namen Ozi, Oza u. s. w. werden von Angehörigen aller Stände, der höheren und mittleren, Adeligen und Bürgern, aber auch von Hörigen gebraucht. Die räumliche Verbreitung des Namens erstreckt sich, wie schon Strnadt festgestellt hat (S. 520), über das ganze Gebiet des bairischen Stammes; gleich den andern Kurznamen auf -zo wird er auch in den südlichen Alpenländern und in Oberitalien gebraucht, die häufigste Verwendung hat er aber im Passauischen und Salzburgischen gefunden.

Schon diese Ausführungen ergaben, daß die Beziehung von Ozo (i) auf Otakar nicht ausgeschlossen ist. Für sie spricht vor allem die Analogie mit Gundakar, das in dieselbe Reihe gehört (Socin S. 176); wie aus Gundakar Gunzo, konnte aus Otakar Ozo gebildet werden, ja diese Analogie spricht m. E. sogar dafür, daß diese Ableitung als die ursprüngliche zu gelten hat. Wenn Strnadt dagegen einwendet, daß Ozi in denselben Urkunden neben Otakar vorkommt, so ist das

belanglos, denn die hypokoristische Form findet sich in denselben Urkunden auch neben jenen Namen, hinsichtlich deren wir einen unmittelbaren oder mittelbaren Anhalt für die Gleichstellung besitzen, so besonders häufig neben Odalrih (Mon. Boica 28[b], 75 n° 93, 82 n° 105; Hauthaler 258 n° 9, 267 n° 29, 283 n° 62, 288 n° 72, 293 n° 83, 298 n° 89, 305 n° 111[a]; Mon. Boica 6, 62 n° 71; UB. des Landes ob der Enns 1, 153 n° 91, 160 n° 20; ebenda 137 n° 29: V̊dalricus eiusque frater Ozi; Hauthaler 258 n° 72: Ozi et O̊dalrih), aber auch neben O̊dalscalh (Hauthaler 290 n° 79), O̊tilo (Mon. Boica 28[b], 80 n° 101), O̊twin (UB. des Landes ob der Enns 1, 153 n° 90). Wollte man Strnadt beitreten, dann wäre für Baiern die Beziehung von Ozi auf diese Namen noch bestimmter ausgeschlossen, wie die auf Otachar. Für diese spricht aber noch, daß der Name Otachar in den Salzburger Urkunden nicht so oft vorkommt, als man seiner deutlich erkennbaren Beliebtheit nach annehmen müßte, was seinen Grund eben in der häufigen Verwendung der Kurzform haben dürfte.

Ist also, wie auch Strnadts Gewährsmann richtig bemerkt hatte, die Beziehung der Kurzform Ozo (i) auf Otakar durchaus nicht unbedingt abzulehnen, ist sie vielmehr, wie ich nachgewiesen zu haben glaube, ganz zulässig, so gewinnen im Zusammenhalt mit dem vorstehenden Verzeichnis jene Stellen, an denen der Sohn des ersten karantanischen Markgrafen Otakar, gleiches Namens mit seinem Vater, Oezo oder Ozy genannt wird, besondere Bedeutung. Oezo, marchio de Stire, kommt als Zeuge in der Urkunde des Markgrafen Ernst für das Kloster Melk vor (Meiller, Babenberger Regesten 9 n° 11, Sickel, Mon. graphica Fasc. V, tab. III). Sie ist, wie Strnadt richtig erkannt hat, in der vorliegenden Gestalt nicht echt; Bloch und Bresslau haben der Schrift nach ihre Entstehung um die Mitte des 12. Jahrhunderts angesetzt und damit ungefähr das Rechte getroffen; aus der Vergleichung mit den Melker Annalen hat sich ergeben, daß der Schreiber, der die Jahre 1136, 1137, 1138—moritur eintrug, der Urkunde am nächsten steht, so daß ihre Anfertigung nicht über das Jahr 1150 heraufgerückt werden könnte, der von Mitis (Studien zum älteren österr. Urkundenwesen S. 217) vermutete Zusammenhang mit den Fabeleien des Breve Chronicon kaum anzunehmen sein dürfte. Nach seiner gewöhnlichen Auffassung hat Strnadt ohne weiteres erklärt, daß die Urkunde als Fälschung für das 11. Jahrhundert nicht zu verwerten sei, dagegen hat sich aber Mitis ausgesprochen, er ist geneigt, einen echten Kern, etwa eine Traditionsnotiz mit Zeugennamen zuzulassen. Die ursprüngliche Zeugenreihe ist jedenfalls überarbeitet und erweitert worden, wobei arge Versehen unterliefen. Zu diesen möchte ich aber nicht grundsätzlich die Familiennamen, die um 1079

auch in Salzburger Urkunden (Hauthaler 280 nº 56, 282 nº 59) und erheblich früher in Tegernsee (Mon. Boica 6, 9, 33) vorkommen (vgl. auch Socin S. 234), und auch nicht den Kurznamen des marchio de Stîre rechnen. Allerdings, Oezo dürfte in der Vorlage nicht gestanden haben, wohl aber Ozo oder Ozi. Ich lasse auch hier die verfassungsrechtlichen und geschichtlichen Fragen beiseite, enthalte mich auch der Entscheidung darüber, ob der Titel marchio de Stîre in der Zeit vor 1075 möglich war, das eine aber scheint mir durch die Melker Urkunde verbürgt, daß man in dem Kloster um 1140 Oezo für die Verkleinerungsform des Namens Otakar hielt. Das dient wiederum der Vorauer Genealogie, in welcher derselbe Otakar als Ozy angeführt wird, zur Stütze. Die Verwendung des y statt i entspricht hier ebenso wie in Kremsmünster dem Gebrauch der gotischen Minuskel (vgl. W. Meyer, Die Buchstabenverbindungen der sogen. goth. Schrift S. 95). Strnadt selbst gibt zu, daß der Verfasser der Genealogie die Melker Urkunde nicht gekannt hat, was ja auch daraus hervorgeht, daß er sich nicht der in dieser gebrauchten Form Oezo, sondern der älteren Ozi bedient. Man kann hier ebensowenig wie in der Melker Urkunde Erfindung annehmen, wie Strnadt es tut, denn es wäre ein seltsamer Zufall, daß unabhängig von einander ein Mönch in Melk, später ein anderer in Vorau auf den Einfall geraten wäre, für ein und dieselbe Persönlichkeit einen Namen zu erfinden, von dem wir gesehen haben, daß auch die sprachliche Untersuchung ihn als ganz passend erscheinen läßt. Auf die Gefahr, neuerdings des Mangels ›kritischer Schärfe‹ beschuldigt zu werden, glaube ich mit Sicherheit annehmen zu dürfen, daß der Sohn des ersten karantanischen Markgrafen aus der Reihe der Otakare den Namen Ozi gebraucht, die Vorauer Genealogie uns darin, wie in so manchem andern, gute Kunde überliefert hat. Etwas zu voreilig dürfte ihr Strnadt ›das Requiem gesungen‹ haben.

Graz Karl Uhlirz

Häbler, Konr., Geschichte Spaniens unter den Habsburgern. Erster Band: Geschichte Spaniens unter der Regierung Karls I. (V.). (Geschichte der europäischen Staaten von Heeren, Ukert, Lamprecht. 36. Werk). Gotha, Fr. A. Perthes A.-G. 1907. XVI, 432 S. M. 10.—.

Die Geschichte Spaniens in dem großen, jetzt von Karl Lamprecht herausgegebenen Heeren und Ukertschen Sammelwerke hat ein bemerkenswert buntes Schicksal gehabt. Schon im Jahre 1831 erschien aus der Feder von Fr. W. Lembke der erste Band, der bis etwa zum Jahre 850 reicht. Der Verfasser starb darüber hin, und Heinrich Schäfer führte das Werk in Band 2 und 3 (1844 und 1861 erschienen) bis zum Jahre 1500 fort. Zwanzig Jahre aber vergingen, ehe sich in Fr. W. Schirrmacher ein neuer Bearbeiter fand. Die Wissenschaft war unterdessen auch auf diesem etwas entlegenen Gebiet, besonders durch die Fortsetzung der verschiedenen spanischen Quellenpublikationen, stark vorangeschritten, sodaß Schirrmacher eine Neubearbeitung des in dem letzten Schäferschen Bande enthaltenen Stoffes begann, die so umfänglich angelegt war, daß aus dem einen Bande vier geworden sind. So verdienstlich diese Gründlichkeit war und so sorgsam die Arbeit, bin ich doch der Meinung, daß etwas weniger hier mehr gewesen wäre, da die Uebersichtlichkeit der schon an sich durch die Teilung der Herrschaftsgebiete Spaniens recht verwickelten Darstellung notwendigerweise leiden mußte. Indessen ist es dem Verfasser, der vor einigen Jahren kurz nach Vollendung des letzten, siebenten Bandes hochbetagt starb, doch wenigstens noch vergönnt gewesen, zu einem gewissen Abschluß zu gelangen, sodaß nun sein Nachfolger, Konrad Häbler, freies Feld vor sich hatte, um die Geschichte Spaniens unter den Habsburgern als selbständiges Werk bearbeiten zu können. In dem vorliegenden ersten Bande haben wir nun in schöner Abrundung die Geschichte des ersten Habsburgers, Karls V. oder nach spanischer Zählung Karls I., vor uns. Wir müssen der Redaktion des großen Sammelwerks zu aufrichtigem Dank verpflichtet sein, daß sie gerade diesen Forscher zur Bearbeitung der neueren Geschichte Spaniens gewonnen hat. Denn kein anderer ist so wie er dazu geeignet, sie zu schreiben. Er hat sich schon früher durch manche wertvolle Arbeiten auf dem von deutscher Seite leider nur zu wenig bearbeitetem Felde als trefflicher Kenner der großen Zeit Spaniens erwiesen und ist von vornherein über die Literatur in weitestgehendem Maße orientiert durch jahrelange Mitarbeit an den ›Jahresberichten der Geschichtswissenschaft‹, wo sich seine Kritiken

der spanischen Geschichtsliteratur vorteilhaft gegenüber manchen anderen durch Gründlichkeit auszeichneten. Außerdem ist er durch längeren Aufenthalt in Spanien ein gründlicher Kenner von Land und Volk.

So durfte man mit Sicherheit eine gediegene, großzügige Darstellung von ihm erwarten, und diese Erwartung ist in keiner Weise getäuscht worden. Ich habe das Buch mit dem regsten Interesse gelesen und oft nur mit Mühe mich von der Lektüre losgerissen. In der Tat ist ja auch schon dem Stoff nach die Geschichte der spanischen Erblande Karls V. ungemein ereignisreich und bunt: In ihren Anfängen liegen die mannigfachen Wirren nach dem Tode des großen Don Fernando und seines gewaltigen Kanzlers Jimenez — des treuesten und klügsten Dieners, den ein Fürst nur haben konnte, und der doch so wenig Dank geerntet hat —, dann die großen Revolutionsversuche der comunidades in Castilla und der germania in Valencia. Zehn Jahre später beginnen die Kämpfe mit den Mauren, die sich bis zum letzten Abschiede Karls aus Spanien hingezogen haben, und dazwischen liegen außer den jedermann aus der deutschen Geschichte genugsam bekannten Verwicklungen der außerspanischen Politik Karls die großen Eroberungen jenseits des Meeres, die heroischen Taten eines Cortes, Pizarro, Magallanes. So ist der Stoff umfangreich und vielseitig genug, der in diesem einen Bande zur Darstellung kommen mußte. Gerade diese Vielseitigkeit ist für den Bearbeiter eine nicht unbedenkliche Gefahr, nur zu leicht zersplittert sich dadurch die Schilderung, die Großzügigkeit leidet und der Fortgang der Ereignisse wird unklar. Dazu kommt die Schwierigkeit, die in der Lösung der Frage beruht: Inwieweit sind in einer Geschichte Spaniens die Taten Karls als Kaisers zur Darstellung zu bringen?

Häbler hat mit geschickter Hand alle diese Klippen zu umschiffen verstanden. Zwar die altgebräuchliche Kapiteleinteilung, die schon bei seinem Vorgänger zu finden ist und die ich lieber in dem Sinne modifiziert gesehen hätte, daß die einzelnen dem Inhalt nach zusammengehörigen Kapitel unter gemeinsamem Titel zu größeren Teilen zusammengeschlossen worden wären, hat auch Häbler beibehalten. Ich führe ihre Ueberschriften, da sie leicht den Gang des Buches erkennen lassen, im folgenden an: 1. Die Regentschaft des Kardinals Jimenez; 2. Karls erstes Auftreten in Spanien; 3. Die Erhebung der Comunidades; 4. Die Herrschaft der Comunidades; 5. Das Ende der Comuneros; 6. Die Germania; 7. Verwaltungsreform in Kastilien; 8. Auswärtige Verwickelungen; 9. Mauren und Morisken; 10. Friedensbemühungen; 11. Finanzpläne; 12. Algier; 13. Karls politische Testamente; 14. Die Kolonien; 15. Die Eingeborenenfrage;

16. Das spanische Volk; 17. Die Stände; 18. Wissenschaft, Literatur und Kunst; 19. Karls Ende.

Es ist, wie man unschwer sieht, in der Hauptsache die Chronologie, welcher diese Kapiteleinteilung folgt. Aber die darin liegende Gefahr ist, wie schon die Ueberschriften der Kapitel zeigen, glücklich vermieden dadurch, daß Häbler diese chronologische Folge sich nicht zu einem Gesetz der Meder und Perser gemacht hat. Das Zusammengehörige ist, wenn irgend möglich, auch beieinander gelassen worden (vergl. Kap. 3—7; 9. 10; 14. 15; 16—18); und die dazwischen geschobenen Abschnitte stören durchaus nicht, denn das achte Kapitel leitet geschickt von dem einen großen Gesichtspunkt des Karolinischen Zeitalters in Spanien (Innere Wirren) zu dem zweiten (Kämpfe mit den Ungläubigen) über, und das dreizehnte Kapitel bildet eine scharfe und gut gezogene Grenze gegenüber den im folgenden behandelten Kolonialereignissen und der Volks- und Kulturschilderung, während der Schlußabschnitt das ganze in wohltuender Weise abrundet. So kann schließlich der Aufbau des Buches wohl als ein bei der Sprödigkeit des Stoffes vortrefflich geratenes Kunstwerk — trotz der Kapiteleinteilung — bezeichnet werden. Man sieht überall, daß der Verfasser das Zeitalter beherrscht und daß ihm, wie er im Vorwort erklärt, die Bearbeitung seit langer Zeit ein Herzenswunsch und eine Freude gewesen ist.

Ein Herzenswunsch, dessen Erfüllung freilich, wie er weiter meint, durch äußere Ereignisse fast peinvoll geworden ist, da ihn diese äußeren Umstände schließlich zu sehr stückweisem Arbeiten genötigt haben, sodaß er die Befürchtung ausspricht, es seien die schädlichen Spuren dieser Arbeitsnotwendigkeit nicht ganz wieder zu verwischen gewesen. Was den Aufbau des Werkes betrifft, so habe ich schon konstatieren können, daß solche Spuren an ihm jedenfalls nicht zu finden sind. Aber auch sonst sind es nur ganz geringfügige Einzelheiten, die etwa darauf hindeuten und die sich bei einer Neuauflage leicht beseitigen lassen würden. Ich gehe auf einzelnes kurz ein. Auf S. 14 wird zur Regentschaft des Jimenez folgendes berichtet: ›Der Dey von Algier, Selim Eutemi, gehörte auch zu den Herrschern, die sich zu Vasallen der spanischen Könige erklärt hatten. Selim hatte nun aber, sei es, um das spanische Joch wieder abzuschütteln, sei es auch nur, um in den nie aufhörenden Kriegen mit den Nachbardynasten Bundesgenossen zu gewinnen, den gefürchteten Piraten Horruch Barbarossa nach Algier gerufen . . .‹ Das stimmt nicht ganz mit der kurzen Rekapitulation derselben Angelegenheit auf S. 237 f.: ›So kam es, daß die von Algier das Vasallenverhältnis zu Spanien durch Ferdinands Tod für gelöst erklärten, die

Zahlung des Tributs verweigerten und die spanische Besatzung der Zwingburg des Peñon, wenn auch vergeblich, angriffen. In dieser Verlegenheit riefen die Mauren einen bekannten Korsaren, den Harudj Barbarossa, zu ihrer Hilfe ...‹ Der Unterschied liegt ja wesentlich nur, wie man sieht, in der Reihenfolge der beiden Tatsachen und der Begründung der Berufung des Barbarossa, sowie in der Form seines Namens. Ich selbst halte die Version von S. 237 für die korrektere. Aehnliche kleine Differenzen finden sich in der Beschreibung des Kampfes zwischen Diego de Vera und Harudj und seinen Folgen auf S. 15 und 238. Ferner sind auf S. 5, besonders aber S. 34 und 36 die Verhältnisse am Hofe Karls I. in Brüssel mit ganz ähnlichen Worten wiederholt erzählt, hier wäre vielleicht etwas mehr Kürze am Platz gewesen. Ueberhaupt sind die ersten beiden Kapitel nicht die stärkste Seite des Buches. Ich wage nicht zu entscheiden, woran das gelegen haben mag, denn der Verfasser bewährt sich weiterhin in reichstem Maße als kundiger und gewandter Darsteller selbst der verwickeltsten Ereignisse und diplomatischen Verhandlungen, während wir in diesen beiden Abschnitten, abgesehen von den schon erwähnten, auch sonst allerlei freilich nicht sehr bedeutenden, aber doch das Bild etwas trübenden Widersprüchen begegnen, insbesondere was die Persönlichkeit und die Regierungsart des Jimenez betrifft. Ich kann nicht finden, daß der Regent wirklich seine Aufgabe ›weit mehr in dem Sinne einer wirklichen Herrschaft als in dem einer Vertretung des fernen Monarchen‹ erfaßt hat (S. 24), und Häbler selbst erklärt auch andererseits: ›Zwar bewies Jimenez auch in diesem Falle eine blinde Ergebenheit und wagte es höchstens, mit untertänigsten Vorstellungen darauf hinzuweisen, wie sehr das Ansehen der Regierung unter einer solchen Politik leiden müsse ...‹ Ich halte entschieden dafür, daß Jimenez trotz seines Herrschertalents und seines, wie zuzugeben ist, herrischen Charakters, doch auch durch seine Taten sich nur als Vertreter des fernen Monarchen gezeigt hat und daß möglicherweise gar die Entwicklung der nächsten Jahre eine ganz andere geworden wäre, wenn der Regent weniger Rücksicht auf Brüssel genommen hätte.

Doch alles das sind Ausstellungen, die im Verhältnis zu der ausgezeichneten Gesamtleistung von der untergeordnetsten Bedeutung sind und uns die Freude an dem trefflichen Werke nicht stören sollen, dessen besondere Vorzüge ich in der bei aller Sorgsamkeit in den Details doch großzügigen Schilderung, in der scharfen Präzisierung der wichtigen Momente und besonders der Ausscheidung alles für die spezielle Geschichte Spaniens nicht unbedingt Notwendigen erblicke. So ist es gelungen, diese ereignisreiche Zeit auf einem

gegen den Umfang der früheren Bände erheblich knapperen Raume darzustellen, und das gibt uns die Hoffnung, daß die Bearbeitung dieses Gebietes von jetzt an etwas raschere Fortschritte machen wird, als es bisher der Fall war. Ich würde mich aufrichtig freuen, wenn es mir vergönnt sein würde, binnen kurzem eine ähnlich treffliche Darstellung Häblers über die folgende, schon durch die rätselvolle Persönlichkeit des mächtigsten Mannes doppelt schwierige Epoche der spanischen Geschichte lesen und anzeigen zu können, und wünsche dem Autor dazu Kraft und Muße. Des Dankes der deutschen Geschichtswissenschaft für seine mühevolle Arbeit kann er versichert sein, denn jetzt kann sie endlich eine abgeschlossene und wohlgelungene Darstellung der spanischen Regierung Karls V. ihr eigen nennen, was bisher trotz mancher Ansätze immer ein unerfüllter Wunsch geblieben war.

Leipzig E. Schäfer

Die Entstehung von Stadt und Stadtrecht in den Gebieten zwischen der mittleren Saale und der Lausitzer Neisse von Dr. **Joh. R. Kretzschmar.** (Gierke, Untersuchungen zur Deutschen Staats- und Rechtsgeschichte. 75. Heft). Breslau, Marcus 1905. Mit einem Plane. X u. 106 Seiten. 5 M.

Ein in seinem Hauptinhalt verdienstliches Buch, das sich zur Aufgabe stellt, die Anfänge von Stadt und Stadtverfassung eines größeren geschlossenen Gebietes im einzelnen sorgfältig zu prüfen und gemeinsame Züge auf Grund dieser Prüfung herauszustellen. Unsere schier unübersehbar gewordene stadtgeschichtliche Literatur wird noch viele derartige Untersuchungen bedürfen, die die rechte Mitte halten zwischen der lokalen Forschung und den zusammenfassenden Darstellungen der Stadtverfassung. Sie mehren sich ja auch in jüngster Zeit in erfreulicher Weise. Ihre Aufgabe muß es sein, für die lokalen Fragen die gesicherten wissenschaftlichen Ergebnisse festzustellen und sie vom Gestrüpp kritikloser Lokalhistorie zu befreien; der großen Forschung müssen sie aber den Ueberblick über die rechtsgeschichtliche Entwicklung in einem begrenzten Gesichtsfelde ermöglichen.

Freilich gewinnt man den Eindruck bei dem vorliegenden Versuch dieser Art, daß es dem Vf. an einer hinreichend vertieften rechtsgeschichtlichen Vorbildung zur allseitigen Bewältigung seines

Stoffes gefehlt habe. Man begegnet hin und wieder unjuristischer und unpräziser Diktion und zweifellos sind die Partien des Buches, worin der Vf. ins allgemeine geht, seine schwächsten Teile. Aus einem Arbeitsplane, der zunächst nur die Aufhellung der Entstehung von Stadt und Stadtrecht in Leipzig im Auge hatte, ist ihm die weitere Aufgabe erwachsen, den Anfängen aller wichtigeren Städte des Königreichs Sachsen nachzugehen. Verfassungsgeschichtlich umfaßt dieses Untersuchungsfeld das ganze Gebiet der Mark Meißen, greift aber erheblich darüber hinaus; durch Einbeziehung der wichtigen Saalestädte Halle, Naumburg, Merseburg, des einstigen Reichsbodens im Pleißnerland und des von Böhmen zu Lehen gehenden Bautzener Gebietes. Sein Thema präzisiert der Vf. nicht sehr glücklich dahin, daß er ›die Entstehung des bürgerlichen Rechts an sich, den Ursprung der eigentümlichen Rechtsverhältnisse, die für den Bewohner der Marktniederlassung als Norm galten‹, im eben begrenzten Raume aufzeigen, daneben aber besonders ›das siedelungsgeschichtlich-topographische Moment‹ berücksichtigen wolle. In Wahrheit ist ihm aus der Nebensache die Hauptsache geworden. Die Rechtstopographie der heute sächsischen Städte steht in der Ausführung durchaus im Vordergrund, in ihnen liegt der Hauptwert der ganzen Arbeit. Finden sich auch darin, was bei der stellenweisen Dürftigkeit des Materials nicht allzuschwer anzurechnen ist, manche Willkürlichkeiten, so stehen denselben doch eine solche Fülle gesicherter Ergebnisse gegenüber, daß man diese Aufarbeitung des urkundlichen Materials und der topographischen Hülfsmittel (alte und neuere Stadtpläne) für ein größeres Gebiet nur lebhaft begrüßen kann. Uebrigens ist die urkundliche Ueberlieferung für zahlreiche der behandelten Städte eine so ansehnliche, daß sie sich mit derjenigen vieler westdeutschen Städte getrost messen kann. Dagegen war es dem Verfasser hinsichtlich der Fragen über den Ursprung von Markt und Stadt bzw. Markt- und Stadtrecht nicht vergönnt, erheblich Neues beizubringen. Das ist indes auch nicht nötig. Es bedeutet schon einen Fortschritt, die seit Rietschels bahnbrechenden Arbeiten gesicherten Ergebnisse der allgemeinen Forschung auf einem engeren Gebiete zu bewähren. Dabei soll nicht verkannt werden, daß auch aus diesen Partien des Buches manche wertvolle Beobachtung, die original ist, abfällt.

Die Disposition entbehrt insoweit des strafferen Aufbaus, als das Leipzig gewidmete dritte Kapitel in die allgemeinen Ausführungen eingeschoben ist, statt da Platz zu finden, wo es nach der vom Vf. beobachteten geographischen Anordnung hingehört. Indes mag dem Vf. zugebilligt werden, daß er sich hier in einer gewissen Verlegen-

heit befand; denn die breiteren Ausführungen über Leipzig hätten alsdann den Rahmen der rechtstopographischen Einzelausführungen zu sprengen gedroht. In der folgenden Besprechung soll Leipzig an seiner Stelle — geographisch gesprochen — angereiht werden. Der Inhalt des Buches reduziert sich bei einer solchen Anordnung auf 3 Kapitel:

1) Die Entwicklung des Städtewesens im Reiche und die innere Entwicklung der Mark Meissen bis zum Jahre 1200.

2) Der Ursprung der städtischen Siedelungsanlagen zwischen Saale und Neisse.

3) Die Entstehung von Markt und Marktgericht in den sächsischen Marktsiedelungen (sächsisch immer im Sinne von zum Königreich Sachsen gehörig gebraucht!).

Eine wenig eindringende Skizze über die Entstehung des Städtewesens im Reiche bis 1200 leitet ein, der offenbar schwächste Teil des Ganzen. Sie ist in der Hauptsache auf Rietschels Markt und Stadt und auf Keutgens Untersuchungen über den Ursprung der deutschen Stadtverfassung aufgebaut, bei aller Anerkennung dieser Vorläufer eine zu schmale Basis! Welche wertvollen Anknüpfungspunkte hätten z. B. dem Vf., der sich so sehr um die Deutung der sächsischen Suburbia bemühte, die entsprechenden Ausführungen von Rietschels Civitas bieten können. Ueber die Marktgründung in den älteren Bischofsstädten huldigt der Vf. (S. 4) noch älteren verschwommenen Auffassungen, die heute als verlassen gelten können. Auch in ihnen, namentlich soweit sie sich aus römischen Kastellorten entwickelten, haben echte Marktgründungen seit dem 9. Jh. stattgefunden. Angesichts des raschen Aufblühens der zähringischen und anderer Städte der Stammgebiete sollte nicht von langsamem Wachstum (S. 5), angesichts der auch hier vielfach vorhandenen Regelmäßigkeit der Anlage nicht von unregelmäßiger Anlage aller westdeutschen Marktansiedelungen gesprochen werden. S. 6 findet sich eine dankenswerte Zusammenstellung der ältesten Belege über das besondere Recht der Mercatores und seinen interlokalen Charakter. Aber die gerichtliche Eximierung der Märkte verdankt ihre Entstehung nicht einer farblosen ›unverkennbaren Bevorzugung, welche die Mercatores genossen‹ (S. 8), sondern dem bewußten Gegensatz zur Grundherrschaft und Immunität. Sie erfolgte um der Freiheit der ältesten Mercatores willen, die doch eines Gerichtes nicht entbehren konnten, denen aber auch nichts ferner lag, als unter ein vorwiegend für Hörige zugeschnittenes Gericht der Grundherrschaft oder Immunität zu treten. Die Aufzählung der ältesten Stadtrechte (S. 9) leidet daran, daß der Gegensatz von Handfeste und Satzung

nicht zu Tage tritt; zudem sind die Datierungen der ältesten Stücke nach dem heutigen Stand der Forschung z. T. unhaltbar.

Die folgende Skizze der Entwickelung der Mark Meissen bis 1200, welche die Einleitung beschließt, gibt eine orientierende Uebersicht, ohne Anspruch auf eigene Forschung, in der Frage der Burgwardverfassung ist sie inzwischen durch Rietschels Burggrafenamt, S. 215 ff. überholt. Wie schon Rauch in der ZRG Bd. 27, 467 hervorgehoben hat, kommt den Zuteilungen der einzelnen Märkte und gar Städte, die der Vf. für die Burgwardeien vornimmt, nur ein sehr problematischer Wert bei, da in den Zeiten der zahlreichsten Marktgründungen die Burgwarde schon durch die viel größeren Burggrafschaftsbezirke abgelöst worden waren.

Das zweite Kapitel, der Schwerpunkt der ganzen Arbeit, ist der Rechtstopographie der sächsischen Städte gewidmet. In durchschlagender Weise tritt hier der Vf. den Beweis für die Haltlosigkeit früherer Auffassungen an, welche dieselben aus slavischen Dörfern oder sonstwie durch Erhebung älterer Siedelungen zu Märkten entstehen lassen wollten. Die räumliche und rechtliche Selbständigkeit der Märkte, ein durch Rietschel zum Gemeingut der Wissenschaft erhobener Satz, tritt uns vielmehr auch im Beobachtungsgebiet des Vfs. klar entgegen. Die Erkenntnis ferner, daß man im 10. und 11. Jh. unter urbes Burgen und nicht befestigte Städte, die es noch nicht gab, zu verstehen hat, erwies sich für die Deutung der ältesten Nachrichten sehr fruchtbar. Eine Hauptaufgabe war sodann für den Vf. die Aufhellung der suburbia, wie sie uns bei Thietmar und in Urkunden entgegentreten. Sie galten bislang vielfach als die räumlichen Vorläufer der Märkte. Kretzschmar tritt mit Recht dafür ein, daß sie alte Burgweiler waren, die oft jahrhundertelang eine räumliche und rechtliche Sonderstellung einnahmen, ehe sie mit den inzwischen erblühten Städten zu einem Ganzen verschmolzen. Indes ist es dem Vf. nicht vollkommen gelungen, den sich an diese suburbia anknüpfenden Fragen allen gerecht zu werden. Darüber soll unten noch ein Wort gesprochen werden. Nach zwei Gesichtspunkten sind die topographischen Forschungen des Vfs. gerichtet. Er untersucht das Verhältnis der Markt- und Stadtgründungen zu urbs und suburbium der ältesten Quellen, und er rollt bei jeder der betrachteten Städte die Frage auf, ob das topographische Gesamtbild auf eine nach einheitlichem Plane vollzogene Marktgründung oder auf allmähliche Entwicklung in unregelmäßiger Raumverteilung hinweist; die ersteren Bildungen gehören natürlich einer jüngeren, namentlich im Kolonisationsgebiet des Ostens vertretenen Gruppe an. Es ist klar, daß das Material nicht überall eine absolut sichere Einreihung

gestattet, man wird aber dem Vf. zugestehen müssen, daß er überall mit gutem historischem Takte zu Werke gegangen ist, daß er wiederholt unsere Erkenntnis selbst über die soliden Forschungen von Ermisch hinausgeführt hat. Um von dem Ergebnis eine Vorstellung zu geben, scheint es am geratensten, die wichtigsten Daten hier anzuführen.

a) Gebiet der Saale, Weißen Elster und Pleiße.

Merseburg: 1) Aelteste Burganlage und suburbium (9.—11. Jh., später sog. Altenburg); 2) Domfreiheit (urbs, Dom und Königspfalz, 10. Jh.); 3) Markt, ohne Planmäßigkeit der Anlage, 10. Jh.); 4) Neumarkt.

Halle a. S.: 1) Salzniederlassung (fränkische Zeit, spätere Talstadt); 2) Urbs (nach Kretzschmar Giebichenstein, seit Karl d. Gr., in Beziehung zu Halle noch 961); unter Otto I. (966) neue Burg (nova urbs) im Orte selbst, später Moritzburg und Domfreiheit; 3) Doppelstadt: Talstadt mit altem Markt, Siedelung der Halloren, Bergstadt als Marktsiedelung des 11. Jhs. ohne regelmäßigen Plan, beide noch im 14. Jh. völlig getrennt mit eigenem Rathaus und Schöffenkolleg.

Naumburg: 1) Urbs (Burg und seit 1028 Dom mit 2 Klosterimmunitäten: St. Georg, St. Moritz); 2) Markt, gegr. 1033 ohne regelmäßigen Plan.

Zeitz: 1) Burg (Ersterwähnung 970), bildet mit dem Dom die Domfreiheit; 2) Unterstadt, sog. Brühl, das suburbium der alten Zeitzer Burg (hier seit alters eigener Lebensmittelmarkt zu Gunsten der Einwohner und der Kanoniker, auch sog. Brühlkirmeß, vom Vf. als Jahrmarkt bezeichnet); 3) Oberstadt mit Neumarkt, Marktansiedelung, entstanden vor 1152 ohne regelmäßigen Plan.

Altenburg: 1) Urbs, castrum (heute herzogliche Residenz) 10. Jh.; 2) Alter Markt (Brühl genannt), nach dem Vf. ursprünglich Marktanlage des beginnenden 12. Jhs., nicht suburbium der Burg; 3) mit 2 verschmolzen, Neumarkt, regelmaßige Anlage des ausgehenden 12. Jhs.

Zwenckau: 1) Burg (974); 2) Markt, unregelmäßige Anlage des ausgehenden 11. Jhs.

Schkeuditz: 1) Burg (981); 2) Marktansiedlung (vor 1210).

Taucha: 1) Urbs Cotuh, Burg (979); 2) Markt, planmäßige Anlage des ausgehenden 12. Jhs., mit einer Neustadt, die vielleicht einem älteren suburbium entsprungen ist.

Borna: 1) Altes (slav.) Dorf Wenigenborna in einiger Entfernung; 2) Burg (10. Jh.); 3) Altstadt, suburbium von 2; 4) Markt, regelmäßige Anlage, 1294 als ummauert bezeugt.

Pegau: 1) Benediktinerkloster (1090—1100); 2) daneben vor 1181 Marktansiedlung.

Leipzig: 1) Altes slavisches Dorf? 2) Burg (urbs Libzi, später sog. Altenburg, belegt seit 1015); 3) Suburbium der Burg (im Lehenbuch von 1350: residentes uf der Aldenburg), als eigener Gerichtssprengel bis 1545 von der Stadt getrennt; 4) Jakobsparochie: Immunität des Erfurter Schottenklosters, aus dem 10. Jh.; 5) Naundörfchen (villa Nuwindorph, 1050 durch Heinrich III. dem Bistum Merseburg geschenkt); 6) Markt, 1156—1170 durch Otto den Reichen als planmäßige Anlage großen Umfangs ins Leben gerufen (nicht Doppelmarkt, wie Ermisch wollte).

b) Gebiet der Mulde.

Eilenburg: 1) Burg (urbs, 961); 2) Markt, regelmäßige Anlage des ausgehenden 12. Jhs.

Wurzen: 1) Urbs, bestehend aus Burg (961) und Chorstift mit Klerikerwohnungen (gegr. 1114), zusammen als Freiheit bezeichnet; 2) Altstadt, suburbium von 1, im Jahre 1413 mit 3 verschmolzen; 3) Markt, regelmäßige Anlage von um 1200, früh zu eng ummauert, daher 2 alsbald hinzugetretene Vorstädte.

Grimma: 1) Burg Döben (urbs Dewin, erst 1117 erwähnt), in ziemlicher Entfernung; 2) und 3) Unregelmäßig angelegter Altmarkt und Neumarkt in regelmäßiger Anlage, früh verschmolzen, erste Erwähnung 1203.

Rochlitz: 1) Burg (1009); 2) Altstadt, suburbium von 1, gerichtlich von 3 geschieden; 3) Regelmäßige Marktanlage, späte Ersterwähnung 1347.

c) Nordabhang des Erzgebirges.

Zwickau: Anfänge dunkel, pagus Zwicowe seit 1118 belegt als Bezeichnung der Gegend, Grundherr Kloster Bosau bei Zeitz: 1) Unregelmäßige klösterliche Marktanlage des 12. Jhs. (Alter Markt); 2) Regelmäßiger neuer Stadtteil mit kurz nach 1212 erbautem Schloß der Wettiner.

Chemnitz: Anfänge bestritten, Grundherr das 1125 gegründete Benediktinerkloster auf dem »Schloßberge«, 1143 mit Marktregal ausgestattet: regelmäßige Marktanlage des 12. Jhs.

Freiberg: Durch den Münzbach in eine kleinere östliche und eine größere westliche Hälfte geteilt; erstere die Bergmannstadt der vom Harz herbeigezogenen Gewerken, selbständige Gemeinde der montani; letztere Marktansiedlung, bestehend aus unregelmäßigem Altmarkt (Unterstadt) und regelmäßig angelegtem Neumarkt (Oberstadt), seit 1227 als civitas erwähnt. Daher im Ganzen Doppelstadt wie Halle, besaß 1227—1255 24 consules, d. h. zwei Gemeindevertretungen.

d) Gebiet zwischen Mulde und Elbe.

Leisnig: 1) Altes (slavisches) Dorf, heute Alt-Leisnig, 20 Minuten entfernt; 2) Burg (1040); 3) Sog. Altstadt, suburbium von 2, mit Fronpflichten an die letztere; 4) Altmarkt, unregelmäßige Anlage; 5) Neumarkt, früh mit 4 verschmolzen.

Döbeln: 1) Burg (981); 2) Markt, unregelmäßiger Plan, Entstehungszeit ungewiß.

Oschatz: 1) Burg? 2) Slavisches Dorf, Alt-Oschatz; 3) Unregelmäßiger alter Markt (Unterstadt); 4) Regelmäßiger Neumarkt (Oberstadt).

Mügeln: 1) Dorf Alt-Mügeln; 2) Burg (984); Altmarkt (12. Jh.); 4) Neumarkt.

e) Westliches Elbufer.

Strehla: 1) Urbs (Burg, 10./11. Jh.); 2) Markt in regelmäßiger Anlage, Ersterwähnung 1224.

Meißen: Komplizierte Verhältnisse, daher sich widersprechende Auffassungen. Nach dem Vf. 8 Bestandteile: 1) Dorf Meisa in einiger Entfernung, ältester Teil; 2) Obere Burg (sog. Albrechtsburg, nach Kretzschmar ›urbs Misni‹ Heinrichs I., nach Ermisch aus der späteren Ottonenzeit); 3) Wasserburg (nach dem Vf. jünger als 1, nach Ermisch von Heinrich I. erbaut 928); 4) Suburbium, 1015 von Wenden bewohnt, in alten Plänen alter Jahrmarkt genannt; 5) Domstift; 6) Kloster St. Afra; 7) Marktansiedelung 10./11. Jh.; 8) Neumarkt, seit 1270.

Dresden: 1) Slav. Dorf Alten-Dresden, rechtselbisch, seit 17. Jh. D.-Neustadt; 2) Zweites kleines slav. Dorf linkselbisch (Umgebung der Frauenkirche); 3) Markt, regelmäßige Anlage aus der Mitte des 12. Jhs.; 4) Die nw. von D. entfernt gelegene Burg Briesnitz (1071).

Pirna: 1) Schloß (Sonnenstein); 2) Markt, regelmäßige Anlage des 13. Jhs.

f) Das Gebiet zwischen Elbe und Neiße.

Großenhein: 1) Slav. Dorf, vom Vf. m. E. zu Unrecht bestritten; 2) Markt, regelmäßige Anlage.

Kamenz: 1) Schloß; 2) Suburbium (?); 3) Marktanlage auf der Stelle einer älteren abgebrannten Siedelung (vielleicht = 2).

Bautzen: 1) Urbs (Burg), seit 1002 bezeugt; 2) Markt (Anfg. 13. Jhs.).

Löbau: 1) Slav. Dorf?; 2) Markt, regelmäßige Anlage aus dem Anfg. des 13. Jhs.

Zittau: Marktgründung in regelmäßiger Anlage.

Görlitz: 1) Slav. Dorf, in einiger Entfernung, 11. Jh.; 2) Untermarkt (Altmarkt), aus dem Anfg. d. 13. Jhs.; 3) Obermarkt (Neumarkt), Erweiterung von 2.

Für jeden Einsichtigen ergibt schon diese knappe Uebersicht, wie wertvoll der Hauptteil der Untersuchungen des Vfs. ist. Liegen erst einmal für weitere Territorien derartige Aufarbeitungen des lokalen topographischen Materials vor, so wird die städtegeschichtliche Forschung mit viel größerer Sicherheit ihre allgemeinen Schlüsse ziehen können. Erst dann auch wird sich in großen Zügen das Gesamtbild der Marktgründungsbewegung zeichnen lassen.

Was zu einzelnen Punkten der Detailuntersuchung zu bemerken ist, mag am besten mit der Besprechung der allgemeineren Ausführungen des Vfs. verbunden werden, denen es jetzt nachzugehen gilt.

Ueber das Verhältnis von urbs, suburbium und Markt ergeben sich dem Vf. folgende Leitsätze: Urbs ist bis ins 12. Jh. der Name für Burg, nicht für die städtische Ansiedelung. Erst seitdem wird die Bezeichnung castellum für Burg gebräuchlich. Zahlreiche Burgen enthielt das linkselbische Okkupationsgebiet der Mark Meißen, nur selten finden sie sich auch rechts der Elbe, wo die Germanisierung ein Werk friedlicher Kolonisation war. Die meisten der älteren Burgen, die selbst tunlich in der Nähe vorgermanischer Siedelungen nach Befestigungsgrundsätzen errichtet wurden, boten ihrerseits den Anlaß zu Marktgründungen. Ihnen gegenüber treten die auffallend wenigen geistlichen Märkte sehr in den Hintergrund. Zeitlich zwischen die Errichtung der Burg und die Gründung des Marktes sucht Vf. die Entstehung der Suburbien zu verlegen. Indes ist es dem Vf. nicht gelungen, in ihrer wirtschaftlichen und rechtlichen Bewertung zu klaren Vorstellungen zu gelangen. Mag auch die Hauptschuld daran die dürftige Ueberlieferung über diese Gebilde tragen, mehr und zuverlässigeres, als der Vf. darüber vorträgt, hätte sich gewiß sagen lassen. Von Einzelfällen abgesehen, tauchen die Subur-

bien erst spät in der Ueberlieferung auf und sind dann schon Vororte der inzwischen gegründeten Märkte, manchmal als deren Altmärkte bezeichnet. Auf v. Belows Spuren wandelnd, weist der Vf. die ursprüngliche Sonderstellung dieser Suburbien nach und widerlegt endgültig frühere Anschauungen, die in denselben die Kerne der späteren Märkte uud Städte erblicken wollten. Aber schon die zeitliche Einreihung zwischen Burg- und Marktgründung hat etwas Gekünsteltes an sich. Wo die Burgengründungen sich nicht unmittelbar an eine ältere slavische Ansiedelung anschlossen, da war die Beschaffung wirtschaftlicher Subsistenzmöglichkeiten das erste und dringendste Bedürfnis. Es ist klar, daß es sich bei allen Suburbien der Grenzburgen in den Marken um grundherrliche Anlagen handelt. Nach dem Vorbilde der Stammlande mußten sich diese Burgen angesichts ihrer erhöhten naturalwirtschaftlichen Abgeschlossenheit mit mehr oder weniger hofrechtlich gearteten Burgweilern umgeben. Der Wirtschaftsbetrieb bedingte dabei von selbst, daß diese Burgweiler, seit die Burgen in der Höhe erbaut wurden, nicht innerhalb derselben, sondern an ihrem Fuße angelegt wurden. Damit stimmt der von Kretzschmar festgestellte Befund gut überein. So mögen diese Suburbien als selbstverständliche Zubehörstücke der Burgen vielfach gleichzeitig mit diesen selbst ins Leben getreten sein.

Indes sowohl die wirtschaftliche Stellung der Suburbien wie ihre ständische und gerichtliche Sonderung finden in der vorliegenden Arbeit keine genügende Beleuchtung von allgemeinen Gesichtspunkten aus. Auch ist der Versuch, sie mit den Suburbien der älteren westdeutschen Städte in Beziehung zu setzen, nirgends unternommen. Und doch hätten die mancherlei Einzelheiten, die der Vf. über ihre Bedeutung bei Besprechung der einzelnen Städte zusammenträgt, hinreichende Fingerzeige nach dieser Richtung abgeben können. Es fehlt durchaus nicht an Hinweisen, daß wir dem Wesen dieser östlichen Suburbien am nächsten kommen, wenn wir hinter ihnen denselben Vorstellungsinhalt vermuten, den wir für die westdeutschen Suburbien seit langem besitzen. So wissen wir für Worms, daß unter Suburbium die ländliche Umgebung der frühmittelalterlichen Bischofsburg, insonderheit die Fronhofsiedelung des geistlichen Stadtherrn selbst, verstanden werden muß. Für Konstanz haben neueste Untersuchungen ein gleiches erwiesen. Man wird daher nicht fehlgehen, wenn man auch in jenen Suburbien der Meißenschen Städte Burgweiler nach Art alter Fronhöfe erblickt. Damit stimmt die vom Vf. für Zeitz gemachte Beobachtung, daß in dem dortigen Suburbium sich lange Zeit der Lebensmittelmarkt zu Gunsten seiner Einwohner und der Kanoniker des Zeitzer Domes erhielt, während alle übrige

Markthaltung in der Marktsiedelung stattfand. Wir stehen hier offenbar einer mit Immunität begabten grundherrlichen Anlage gegenüber. Immerhin war es, an westlichen Verhältnissen gemessen, nichts Gewöhnliches, daß der Lebensmittelmarkt in der Fronhofsiedelung abgehalten wurde; so erklärt sich das Bestreben der Marktleute, auch diesen Teil des Marktverkehrs an sich zu ziehen. Als der Markt von Zeitz 1262 durch einen Brand starke Schädigungen erlitten hatte, baten sie ihren Stadtherrn, er möchte der geschädigten Stadt dadurch aufhelfen, daß er den Viktualienmarkt aus dem Suburbium in den Markt selbst — wenigstens auf Zeit — verlegte. Wenn die alte Zeitzer Vorstadt ferner eine eigene Kirmeß hatte, so braucht dieselbe m. E. nicht notwendig als selbständiger Jahrmarkt gedeutet zu werden, wie dies der Vf. tut; aber für die kirchliche Sonderstellung des Suburbiums ist die Tatsache selbst jedenfalls ein wertvoller Hinweis. Daß wir uns die Suburbien mit Hörigen, jedenfalls mit geringerem ständischen Material, als die Märkte besiedelt zu denken haben, beweisen die Verhältnisse des Suburbiums von Leisnig (S. 71 f.), dessen Bewohner zu Fronden an die Burg verpflichtet sind, von denen die Marktbewohner zu 4/5 befreit sind. Der Punkt hätte eingehendere Untersuchung verdient. Die gerichtliche Sonderstellung der Suburbien gegenüber den Märkten ergibt sich sowohl negativ daraus, daß sie dem Marktrecht nicht unterliegen; Vf. hat aber am Beispiele von Leipzig und Rochlitz auch positiv gezeigt, daß sich in den dortigen Suburbien die gerichtliche Sonderstellung sehr lange erhalten hat. Wir werden sie daher getrost als die Stätten hofrechtlicher Gerichtsbarkeit in Anspruch nehmen dürfen. Dann geht aber der Vf. sicher darin fehl, daß er die Bevölkerung der Suburbien hauptsächlich aus den Familien der Burgmannen zusammengesetzt sein läßt (S. 97). Gewiß mögen in den Frühzeiten, ehe sich die Abschichtung der Ministerialität aus der Gesamtfamilia des Grundherrn deutlicher vollzogen hatte, in den Suburbien auch als Ministerialen verwandte Unfreie befunden haben. Sie waren aber ebenso sicher zu keiner Zeit deren einzige Insassen; denn die wirtschaftliche Subsistenz der Burg wurde nicht von ihnen, sondern von hörigen Bauern aufgebracht. Wird man daher auch dem Vf. gerne folgen, wenn er für die räumliche und rechtliche Sonderung des Marktes gegenüber den Suburbien eintritt (S. 98), so muß man doch nach dem Gesagten den weitern Satz des Vfs. sofort mit einem Fragezeichen versehen, daß im Gegensatz zu dem Weichbildrecht der Märkte in den Suburbien das ›gewöhnliche Landrecht‹ gegolten habe; eine derartige Aufstellung wird dem offenbar hofrechtlichen Charakter der Suburbien nicht gerecht. Dann darf man aber auch denselben nicht, wie es der Vf. an einer Stelle

tut, den Charakter besonderer Rechtsgemeinschaften überhaupt absprechen.

Das Gesamtbild seiner rechtstopographischen Ausführungen faßt der Vf. folgendermaßen zusammen: Die Stadtanlage des betrachteten Gebietes ist nicht ein einheitliches Gebilde, etwa ein befestigter Markt. Es überwiegen, namentlich für die ältere Zeit, die Kombinationen von Märkten und Suburbien alter Burgen. Dabei scheiden sich die Marktanlagen selbst in eine ältere Schicht unregelmäßiger Gebilde und in eine jüngere Schicht planmäßig angelegter Märkte. Auch die Kombination beider Arten von Märkten als Alt- und Neumarkt ist nichts Vereinzeltes. Eine besondere Stellung nehmen die beiden Bergstädte Halle und Feiberg ein. Sie sind von Anbeginn Doppelanlagen und Doppelgemeinden. Bedauerlicher Weise hat der Vf. bei der Erörterung der älteren Geschichte von Freiberg die Parallele von Goslar, die doch so nahe lag, nicht herangezogen.

Der Entstehung von Stadtrecht und Stadtgericht in den beobachteten Gebieten ist das Schlußkapitel (S. 140 ff.) gewidmet. Im Gegensatz zu Titel und Einleitung ist dieser Teil der Arbeit, wie der Vf. selbst eingesteht und wie schon oben bemerkt wurde, etwas kurz ausgefallen. Er bekämpft zunächst die Landgemeindentheorie. Der ›Erhebung‹ eines Dorfes zur Stadt begegnet man in dem Gesichtsfeld der Arbeit nirgends. Die Marktsiedelungen stehen räumlich überall selbständig da und haben ihr eigenes Recht (ius fori), als dessen Kern die absolute oder relative Freiheit des städtischen Grundbesitzes erscheint. Oestlich der Elbe findet sich dabei mehrfach das unvermittelte Auftreten von Märkten als völlig selbständiger Schöpfungen der Siedelungspolitik. Mit dem topographischen Gegensatz allmählich entstandener Märkte in unregelmäßiger Anlage und regelmäßig angelegter Neugründungen seit der Mitte des 12. Jhs. glaubt der Vf. auch den von Rietschel herausgearbeiteten Gegensatz der älteren Markt- und der jüngeren Gründungsstädte in Einklang bringen zu können. In den ersteren entwickelt sich aus den gemeinsamen Grundlagen des personalen Kaufmannsrechts der Frühzeit ein eigenes, wenn auch noch so unbedeutendes Stadtrecht; in den letzteren dagegen wird das fertige Stadtrecht einer schon entwickelten Stadt auf die planmäßige Neugründung übertragen. Hinsichtlich der Bewidmung mit solch auswärtigem Recht scheiden sich die sächsischen Städte in solche mit magdeburgischem und in solche mit dem eigenen freibergischen Rechte. Als besonders wertvolles Ergebnis der Untersuchung begrüße ich die vom Vf. neben Naumburg auch für das kleine, aber alte Pegau gemachte Feststellung des von Anbeginn freien Markteigens, während sich anderwärts Wortzinse finden. Außer aus der Freiheit des Markt-

eigens erwächst dem Vf. das selbständige Marktrecht aus der gerichtlichen Exemption der Märkte und aus der auch im Beobachtungsgebiete des Vfs. früh auftretenden Maß- und Lebensmittelpolizei der Bürgerschaften. Das ist gewiß alles richtig. Dagegen sind die Ausführungen des letzten Abschnittes des Buches, wonach in den östlichen, böhmisch-brandenburgischen Gegenden die gerichtliche Exemption der Märkte nicht notwendig von vornherein bestanden habe, nicht durchschlagend. Da schon Rauch (ZRG 27, 467 ff.) auf diesen Punkt ausführlicher eingegangen ist, erübrigt sich hier eine dahingehende Nachprüfung. Eigentümlich berührt es auch, daß Vf. in den wenig glücklichen Schlußausführungen die Markttheorie, auf der eigentlich das ganze Buch aufbaut, ohne ersichtlichen Grund wieder fallen läßt. Doch sollen diese Mängel das Wertvolle an demselben uns nicht verkümmern.

Göttingen K. Beyerle

Der Prozeß Heinrichs des Löwen. Kritische Untersuchungen von **Ferdinand Güterbock.** Berlin, Georg Reimer 1909. X und 210 S. in 8°. Preis 5 Mk.

Zu den Problemen, die immer wieder die Forschung herausfordern, gehört der Prozeß Heinrichs des Löwen und was damit zusammenhängt. Gewöhnlich handelt es sich bei solchen Problemen um unzureichendes, mehrdeutiges Quellenmaterial, und das trifft auch in diesem Falle zu: die entscheidende Urkunde läßt verschiedene Deutungen offen, die berichtenden Quellen sind z. T. ungenau und widersprechen einander. Was unter diesen Umständen mit konsequent durchgeführter Analyse, scharfsinniger Kombination, umsichtiger Beherrschung der einschlagenden Verhältnisse erreicht werden kann, ist wesentlich durch die Schrift G.s geleistet. Der bezeichnete Charakter der Quellen gestattet allerdings nicht in allen Punkten sichere Lösung; doch wird hier und da zur Sicherung der erzielten Resultate noch etwas beizubringen sein.

Mit vollem Recht geht G. von der einzigen urkundlich authentischen Darstellung des Prozesses aus, die in der kaiserlichen Urkunde vom 13. April 1180 zu Gelnhausen (M.G. LL. sectio IV tomus I Constitutiones et acta publica imp. et regum tomus I S. 385 f.) gegeben ist. Zu ihrer Interpretation hat er die Schlüssel, welche Julius Ficker u. a. bereits in Händen gehabt aber z. T. wieder fallen lassen haben, fest gefaßt, von Unebenheiten befreit und in erfolgreicher Weise angewendet (S. 52 ff.).

Diese Schlüssel sind: erstens die Unterscheidung von zwei Prozeßverfahren, nämlich landrechtlichem und lehnrechtlichem, und zwei entsprechenden Urteilssprüchen in der Urkunde, nämlich der Achtverhängung und der Aberkennung der Reichslehen; zweitens die Feststellung, daß jenes landrechtliche Verfahren durch die Gewalttaten des Herzogs gegen Fürsten und Kirchen veranlaßt ist, das lehnrechtliche Verfahren wesentlich durch den dem Kaiser erzeigten ›multiplex contemtus‹, besonders durch die fortgesetzte Nichtachtung der Ladungen zum Gericht (den gerichtlichen Ungehorsam, contumacia), welche als ›evidens reatus majestatis‹ in der Urkunde bezeichnet ist.

Das erste Moment befreit G. (S. 76 ff., 105 f) von der Unzuträglichkeit, die namentlich Ficker durch die Annahme hineingebracht hatte, es handle sich hier nicht nur um die vorläufige Acht sondern um die definitive, die völlige Rechtlosigkeit bewirkende Acht, die sogen. Oberacht[1]), welche kraft eines zweifachen landrechtlichen Verfahrens auf Grund der Hochverratsklage ausgesprochen sei[2]). Und er erhärtet nun S. 106 ff. das Nebeneinandergehen von je einem land- und lehnrechtlichen Verfahren in einer und derselben Prozeßsache beim Reichsgericht durch die Analyse von derartigen Prozessen der Zeit. Hier hat sich G. merkwürdiger Weise, wie die bisherige Forschung überhaupt[3]) — auch Quellenstellen haben ›sua fata‹ —, eine glänzende Bestätigung entgehen lassen, nämlich den Prozeß gegen den Grafen von Genf im Jahre 1186 (M.G. Constitutiones et acta I 432 f.), der wegen Gewalttaten gegen das Bistum Genf anhängig gemacht war, und in dessen Verlauf der Graf sich der Stellung vor dem Hofgericht entzogen hatte. In der darauf bezüglichen Urkunde vom 1. März 1186 aus Casale sind deutlicher und einwandfreier, als irgend sonst und als namentlich in der Gelnhäuser Urkunde, zwei gleichzeitige Urteilssprüche geschieden. Es heißt da nach der Erwähnung der Gewalttaten und der ›contumacia‹ des Grafen (l. c. 432, 21 ff.):

Habito igitur principum prudentumque nostrorum consilio consultisque curie nostre judicibus, *judiciali sententia* ipsum comitem *banno* imperiali subjecimus, legali judicio condemnatum ad omnimodam restitutionem dampnorum, que predicto episcopo et ecclesie irrogavit u. s. w. (landgerichtliches Urteil). *Judiciario quoque ordine* data est in ipsum comitem *sententia*, ut omnia *feoda et beneficia*, que

1) Hinsichtlich der technischen Bezeichnung verweise ich auf die Bemerkung von G. Seite 77 Note 1.

2) Jul. Ficker, Forschungen z. deutschen Geschichte Bd. XI S. 312.

3) Jul. Ficker, Forschungen zur Reichs- und Rechtsgesch. Italiens Bd. 1 S. 156 zitiert zwar die Urkunden, aber in ganz anderem Zusammenhange.

habuit ab episcopo et ecclesia Gebennensi, ad ipsum episcopum et ad ecclesiam libere revertantur, quibus comes per culpam et contumaciam suam justo est privatus judicio u. s. w. (lehnrechtliches Urteil).

Man sieht, der Graf wird durch den ersten Spruch in die Acht getan und zur Schadloshaltung des Klägers angewiesen, was durchaus Sache landrechtlichen Verfahrens ist, während er durch den zweiten Spruch zum Verlust der Lehen des geschädigten Lehnsherrn verurteilt wird.

Der materielle Grund des landrechtlichen Verfahrens besteht hier, wie in der Gelnhäuser Urkunde, in Gewalttaten gegen den fürstlichen Kläger und seine Kirche, und es tritt hier deutlich hervor, daß die verhängte Acht und die Ausdrücke (l. c. 432, 35) ›precipimus quatenus sepius dictum comitem tamquam bannitum et publicum hostem imperii habeatis‹ u. s. w. nicht die Oberacht involvieren [1]), denn dem Grafen werden seine Allodien und seine Lehen außer den bischöflich Genfer nicht aberkannt, vielmehr wird dem Kläger (l. c. 432, 24 ff.) die Befugnis einer Entschädigungsforderung bis zu einer festgesetzten Summe de prediis antedictis comitis und außerdem die Einziehung des Pöngeldes von 1000 Pfund Gold wegen Verletzung des kaiserlichen Privilegs für das Bistum Genf [2]) ›ab eodem comite et bonis ejus exigendi‹ zugesprochen, also blieben dem Grafen einstweilen seine predia et bona erhalten. Zudem ist in diesem Falle direkt nachzuweisen, daß die Verhängung der Oberacht erst später, und zwar durch einen besonderen Hofgerichtsspruch, erfolgt ist. Da nämlich der Graf auch nach dem 1. März in seiner Widersetzlichkeit verharrte und sich trotz eines inzwischen, wie es scheint, mit dem Bischof abgeschlossenen Schiedsvertrages (gedruckt bei Spon l. c. S. 85 ff.) neue Gewalttaten erlaubte, erfolgte nach der Rückkehr des Kaisers aus Italien ein abermaliger Gerichtsspruch, den Friedrich in einer Urkunde vom 27. August 1186 zu Mühlhausen verkündet [3]): ›attendentes desperatam rebellionem et pervicaciam Willelmi *quondam dicti* comitis Gebennensis, quem pro

1) So auch Ficker l. c. S. 156 und S. 168 letzter Absatz.

2) Das Privileg vom 8. September 1162, Stumpf Nr. 3967, gedruckt bei (Jacob) Spon, Histoire de Genève, Oktavausgabe, Genf 1730, Bd. 3 S. 54 ff., ist gemeint, worin die Pönsumme von 1000 Pfund Gold angedroht wird; vgl. auch Stumpf Nr. 3968, der diese Urkunde vom 8. Sept., die andere vom 7. Sept. datiert, während es umgekehrt richtig ist; Ludwig Meyer von Knonau, Archiv für Schweizerische Geschichte 1843 Bd. 1 S. 3 ff. hält St. Nr. 3968 für verdächtig. — Die Streitigkeiten zwischen den Bischöfen und den Grafen von Genf spielen schon Jahrzehnte lang, s. die Urkunden bei Spon l. c. S. 4 vom Jahre 1124 bis S. 92 vom Jahre 1186.

3) Stumpf Nr. 4447, gedruckt nur bei Spon l. c. S. 81 f.

sceleribus et excessibus suis, quos in Gebennensem ecclesiam exercuit *et exercere non desinit*, legali sententia curie nostre proscriptum auctoritatis nostre banno publice subjecimus tamquam manifestum hostem imperii‹ u. s. w. Das Urteil ist entsprechend der Mitteilung an den Bischof nur insoweit angegeben, als es den Empfänger angeht, und berührt daher nur die Aberkennung der bischöflichen Lehen, wie am 1. März, zeigt aber durch die Ausdrücke ›quondam dicti comitis Gebennensis‹ und ›exercere non desinit‹ [1]), daß jetzt die völlige Absetzung des Grafen auf Grund seiner fortgesetzten Gewalttaten, also die Oberacht verhängt ist, bei der selbstverständlich die Scheidung von land- und lehnrechtlichem Verfahren fortfällt. Auch in der Gelnhäuser Urkunde heißt es freilich ›Heinricus quondam dux Bawarie et Westphalie‹, aber hier entspricht der Ausdruck ›quondam‹ nur dem lehnrechtlichen Urteil der Aberkennung jener Reichslehen und ist daher nicht etwa als Folge eines Oberachtspruches anzusehen, während bei dem Grafen von Genf das lehnrechtliche Urteil am 1. März sich nur auf die bischöflichen Lehen desselben bezieht, sodaß er im Besitz seiner sonstigen Güter und Rechte, also auch der Grafschaft, bleibt, die ihm erst der Oberachtspruch vom 27. August ›pro sceleribus et excessibus suis‹ u. s. w. abspricht.

Als Anlaß des lehnrechtlichen Verfahrens gegen den Grafen vom 1. März wird in der Urkunde angegeben ›culpa et contumacia‹. Auch das ist lehrreich. Es wird darnach dem Grafen nicht nur die Verfehlung gegen seinen Lehnsherrn, den Bischof, als Strafgrund angerechnet, sondern auch der gerichtliche Ungehorsam (contumacia), und es wird somit die von G. betonte Tatsache deutlich erwiesen, daß der gerichtliche Ungehorsam an und für sich als Delikt, auch auf lehnrechtlichem Gebiete, gelten kann.

Höchst bemerkenswert ist auch der Gerichtsspruch gegen den Grafen zu Gunsten des Bischofs von Lausanne, der am 2. März verkündet wird (MG. l. c. 433). Hier handelt es sich nur um einen Urteilsspruch, dessen Gründe Schädigungen der Lausanner Kirche und gerichtlicher Ungehorsam des Grafen sind, und verhängt wird nur eine Strafe, die Acht; also haben wir es hier ganz deutlich nur mit einem landrechtlichen Verfahren zu tun — ein lehnrechtliches Verfahren schließt sich hier nicht an, wie es in der Sache des Genfer Bistums der Fall ist, ohne Zweifel, weil der Graf von der Lausanner Kirche keine Lehen innehatte.

1) Beiläufig ergibt sich aus dem Fehlen der hervorgehobenen Worte in der undatierten Aufforderung an die Lehnsleute des Grafen dem Gerichtsspruch nachzukommen (Spon l. c. S. 83 f.), daß diese sich auf den Spruch vom 1. März bezieht, nicht auf den vom 27. August, auf den Stumpf Nr. 4467 sie bezieht.

Die dargelegte Interpretation der Gelnhäuser Urkunde, wie sie G. bietet, und alles, was sich daraus ergibt, darf m. E. nun als gesichert angesehen werden.

Es ist damit namentlich abgetan die vielfach beliebte Erklärung des ›evidens reatus majestatis‹ als Hochverrat in modernem Sinne und damit die Ansicht, daß der eigentliche und wesentliche Rechtsgrund für die Verurteilung des Herzogs seine Verweigerung der Heeresfolge nach Italien sei. G. hat diese Frage, abgesehen von ihrer Verneinung zufolge der urkundlichen Interpretation, einer besonderen eingehenden Untersuchung (S. 5 bis 51) unterzogen. Er zeigt m. E. einleuchtender, als es bisher gelungen ist, durch scharfe Sichtung und chronologische Ordnung der berichtenden Quellen, daß die Erzählung von einer Zusammenkunft des Herzogs mit dem Kaiser wegen der Hülfsleistung mit ihren mannigfachen Varianten und Ausschmückungen in das Gebiet sagenhafter Tradition gehöre; er legt zudem dar (S. 41), daß die Unterlassung der Heeresfolge au sich damals nicht als Hochverrat qualifiziert worden sei. Ferner erörtert er (S. 94 ff., 37 ff.), daß auch die nicht ganz unverdächtigen Beziehungen des Herzogs zu auswärtigen Mächten unter dem evidens reatus majestatis der Urkunde nicht verstanden sein können, und ebenso wenig die Tatsache, daß der Herzog sich auf das Anerbieten des gerichtlichen Zweikampfes nicht eingelassen habe. Vielmehr begründe der gerichtliche Ungehorsam Heinrichs in erster Linie den Tatbestand des evidens reatus majestatis (S. 62 ff., 98 ff.), und alles, was sonst in seinem Verhalten zu Kaiser und Reich dem Herzog vorgeworfen wurde, sei als hinzukommender Nebengrund des lehnrechtlichen Urteils unter dem Ausdruck ›*multiplex contemtus*‹ zusammengefaßt.

Diesen Darlegungen ist m. E. wesentlich zuzustimmen; nur muß man, wie mir scheint, die Nebengründe des lehnsgerichtlichen Urteils, die den Tatbestand des ›multiplex contemtus‹ bilden, gewichtiger mitsprechen lassen, als G. es S. 41 und 102 f. zu tun geneigt ist, namentlich die Weigerung der Heeresfolge. G. hat freilich S. 43 ff. gegen Schäfer von neuem betont, daß unter den Gründen der allmäligen Entfremdung zwischen Herzog und Kaiser jene Weigerung es war, die den entscheidenden Bruch herbeiführte, aber er will darin (S. 41 f.) nur den Verstoß gegen eine ›moralische Verpflichtung‹ sehen, nicht gegen eine verfassungs- und rechtsmäßige Verpflichtung. Dagegen sprechen, auch wenn die Versagung der Heeresfolge durchaus nicht in verletzenden Formen stattgefunden hat, wie die sagenhafte Tradition behauptet, außer anderem [1]) die Ausdrücke, womit

1) Vgl. die Ausführungen von L. Weiland, Forschungen zur deutschen Gesch. Bd. 7 S. 141 ff., der aber die Aufgebotschreiben nur kurz berührt (S. 142).

durchweg in den uns erhaltenen Aufgebotsschreiben die Heerfolge verlangt wird. Es sind uns solche Schreiben gerade aus Friedrich Barbarossas Regierungszeit mehrfach erhalten, und wenn diese auch zufolge der bekannten Ueberlieferungsverhältnisse nur an geistliche Fürsten gerichtet sind, so dürfen wir sie doch nicht bei Seite schieben, wie G. will, weil die Dienstpflicht des Reichsklerus stärker anzuschlagen sei als die der weltlichen Fürsten. Mag letzteres auch der Fall sein, so beruht die Dienstpflicht der weltlichen doch auf demselben Rechtsgrunde, und das kommt gerade in dem Aufgebotschreiben für den verhängnisvollen Feldzug von 1176 zum Ausdruck, von dem wir in dem Mandat Friedrichs an die Würzburger Geistlichkeit (M.G. l. c. 346) erfahren: Der Kaiser sagt da, er berufe den Elekt von Würzburg ›sicut et alios principes — also nicht nur geistliche —, qui nomen et honorem nostrum diligunt et imperio servire tenentur‹. Und so finden wir entsprechende Wendungen überall in den Aufgeboten, Wendungen, die nicht nur auf die geistlichen Fürsten, an die sie gerichtet sind, zutreffen, sondern auf die Reichsfürsten überhaupt. Die Heerfolge wird da geboten ›sub debito fidelitatis‹ (1160 M.G. 273, 31) als Pflicht eines membrum imperii et sibi fidelis (ibidem 32), unter der Mahnung an ›honor imperii‹ (1160 M.G. 275, 2)[1]); dem mehrfach säumigen Erzbischof von Salzburg wird (1161 l. c. 277) schwer gedroht und sein Verhalten wird (ibidem Zeile 39) als ›*contemptus* et injuria‹ bezeichnet. Auch ist bemerkenswert, daß analoge Wendungen in den Einladungsbriefen zu einfachen Reichstagen herrschen, wie: commonemus te in ea fide quam debes imperio (1162 l. c. 291), honorem imperii et nostram dilectionem ante oculos mentis tue modo reponas (1164 l. c. 312) und zwar unter Hinweis auf die sonstige fidelitatis exhibitio (ib. 312, 1). In gleicher Weise erscheint also Heer- und Hoffolge als schuldige Lehns- und Reichspflicht, keineswegs nur als moralische Verpflichtung, und deren Vernachlässigung ist als schwerer Verstoß gegen jene Pflicht anzusehen[2]), die Heinrich dem Löwen mit zur Last fällt.

Es könnte nun befremden, daß unter den Gründen des Lehnsspruches in der Gelnhäuser Urkunde die fortgesetzten Unbilden Heinrichs gegen Fürsten und Kirchen, die dort schon vorher zur Begründung des landrechtlichen Urteils angeführt sind, nochmals aufgeführt

1) Vgl. auch frühere Beispiele, wie das Mandat Heinrichs V. (l. c. 133) ›per fidelitatem, quam nobis et regno debes . . ., sicut honor est regni atque tuus‹, das Lothars III. (l. c. 170) ›requirentes fidelitatis et subjectionis tue debitum‹.

2) Als ›Hochverrat‹ freilich nicht, wohl aber als ›contemtus‹; nur gegen erstere Auffassung kehrt sich G. Waitz in den Forschungen zur deutschen Gesch. Bd. 10 S. 161 ff., die letztere läßt er gelten.

werden. G. zeigt aber S. 116 ff., 123 ff. m. E. zutreffend, daß man sich dadurch nicht verleiten lassen darf, an dem lehnsrechtlichen Charakter jenes Spruches zu zweifeln: jedes schwere Verbrechen konnte damals als die Ehre des Lehnsträgers mindernd ihn seines Lehens unwürdig erscheinen lassen und Anlaß zur Einleitung oder, wie hier, zur Mitbegründung lehnrechtlichen Strafverfahres geben. G. zeigt das S. 116 ff. an entsprechenden Prozessen jener Zeit; auch auf den Prozeß des Grafen von Genf (s. oben S. 745 f.) kann hier verwiesen werden, insofern der gerichtliche Ungehorsam des Angeklagten, womit zunächst der Achtspruch begründet ist, auch bei der Begründung des lehnrechtlichen Urteils neben der sonstigen culpa mit angeführt wird.

Zeigt sich in diesen Dingen der hinsichtlich systematischer Scheidung der Begriffe ungenaue Geist des Mittelalters, so darf man sich dadurch doch nicht darüber täuschen lassen, daß trotzdem Hauptunterschiede konsequent und bestimmt festgehalten wurden, wie hier der des landgerichtlichen und des lehnsgerichtlichen Verfahrens. Daß diese Unterschiede sich im Laufe der Zeit, etwa seit Beginn des 12. Jahrhunderts, schärfer herausbildeten, ist mit G. wohl anzunehmen, dürfte aber, wie G. S. 199 anerkennt, noch erst eingehender zu untersuchen sein, als er und vorher Franklin es getan haben.

Durch die Klarstellung des ganzen Prozeßverfahrens, die G. gegeben hat, wird auch die ungemein strittige Bestimmung der verschiedenen Gerichtstage S. 147 ff. wesentlich beeinflußt. Es kommt hier ein Moment besonders in Betracht, das mit der Interpretation der Gelnhäuser Urkunde zusammenhängt.

In der Urkunde heißt es, der Herzog sei ›sub feodali jure legitimo trino edicto ad nostram citatus audientiam‹, womit unzweideutig das lehnrechtliche Verfahren unter dreimaliger Ladung bezeichnet ist. Nun hat man gemeint, auch das landrechtliche Verfahren, das zur Aechtung führte, erfordere eine dreimalige Ladung, und man hat diese doppelt dreimalige Zitation in mannigfachster Weise auf die in der Zeit irgend genannten Reichstage verteilt, ja einige, welche Ficker folgend noch ein zweites landrechtliches Verfahren mit dem Endurteil der Oberacht annehmen wollen, haben sogar neun Ladungen unterbringen müssen. G. macht dagegen (S. 125 ff.) geltend, daß in der Urkunde da, wo von dem landrechtlichen Verfahren die Rede ist, nicht von dreimaliger Ladung gesprochen wird, sondern es nur heißt ›citatione vocatus‹, und er sucht nachzuweisen, daß in Landrechtsprozessen jener Zeit gegen Fürsten tatsächlich nur eine einmalige Ladung mehrfach vorkomme [1]), wenn nicht das übliche sei.

1) G. hat übersehen, daß Franklin, Das Reichshofgericht im Mittelalter Bd. 2 S. 239 f. Note, mit Hinblick auf dieselben Prozesse, das Vorkommen nur

Hier mahnt nun der Hinblick auf die oben erwähnten Prozesse gegen den Grafen von Genf zur Vorsicht: in der Urkunde vom 2. März betreffs der Lausanner Sache, die ja nur von einem landrechtlichen Verfahren handelt, wird gesagt[1]), daß der Graf ›ter citatus legitime fuisset‹, aber in dem Teil der Urkunde vom 1. März, der sich auf das landrechtliche Verfahren in der Sache des Genfer Bistums bezieht, ist nur von ›legitima citatio‹ schlechthin die Rede[2]), obwohl nicht zu bezweifeln sein wird, daß auch hier, in dem ganz analogen und gleichzeitigen Prozeß, drei Ladungen stattgefunden haben, die eben nur summarisch als ›legitima citatio‹ bezeichnet sind. Ebenso könnte in der Gelnhäuser Urkunde eine dreimalige Ladung unter dem summarischen ›citatione vocatus‹ wohl verstanden sein.

Wenn daher auch die Berufung G.s auf die Urkunde nicht unbedingt sicher erscheint, so ist doch nach den von G. angeführten Beispielen von Fürstenprozessen der Epoche, auf die, wie erwähnt, auch Franklin hinweist, zuzugeben, daß in solchen Fällen nur einmalige Ladung vorgekommen ist und als statthaft gegolten hat, daß daher G.s Annahme einer nur einmaligen Ladung nach Landrecht nicht von der Hand zu weisen ist.

Dieser Annahme gemäß setzt G. Seite 159 ff. die drei lehnrechtlichen Termine auf die Reichstage von Worms Mitte Januar 1179, Magdeburg Ende Juni 1179, Kaina Mitte August 1179 — außerdem postuliert er noch einen vierten lehnrechtlichen Termin auf dem Reichstag zu Würzburg im Januar 1180, worüber wir weiterhin handeln werden —, und er setzt den einzigen landrechtlichen Termin auch auf den Reichstag zu Magdeburg Ende Juni 1179.

Was zunächst die letztgenannte Datierung des landrechtlichen Termins betrifft[3]), so gewinnt er sie S. 170 ff. durch die scharfsinnige Folgerung, daß die Erklärung der Oberacht, die er aus haltbaren Gründen S. 171 f. in die Zeit zwischen dem 27. April und dem 25. Juli 1180 setzt, gemäß der Sitte jener Epoche etwa ein Jahr nach der Verhängung der vorläufigen Acht zu erfolgen pflegte:

einmaliger Ladung in jener Zeit zugibt und somit seine an anderen Stellen ausgesprochene Ansicht von der Unerläßlichkeit dreimaliger Ladung einschränkt.

1) M. G. l. c. 433, 16.

2) Ibidem 432, 17.

3) Daß G. für das landrechtliche Verfahren nicht einen eigenen Gerichtstag annimmt, sondern ihn mit auf einen der lehnrechtlichen Gerichtstage verlegt, ist nicht zu bemängeln: der Prozeß des Grafen von Genf bietet einen besonders deutlichen Beleg dafür, daß auf einem und demselben Reichstage jene zwei Verfahren und entsprechende zwei Urteile erledigt werden können, und man hat das auch sonst angenommen.

darnach ergäbe sich die Datierung des Achtspruches zwischen 27. April und 25. Juli 1179 und damit auf den einzigen Reichstag, der in dieser Zeit in Betracht kommt, den zu Magdeburg.

Man sieht, die Haltbarkeit dieser Schlußfolgerung hängt wesentlich davon ab, ob zwischen Acht und Oberacht die Einhaltung einer einjährigen Frist als damals zu Recht bestehend nachweislich sei. Allerdings zeigt G. in einem eigenen Exkurs S. 203 ff. einwandfrei, daß der gerichtliche Terminus ›Jahr und Tag‹ im frühern Mittelalter nicht, wie später (vielleicht erst im 14. Jahrhundert), eine Frist von einem Jahr sechs Wochen und drei Tagen bedeutet, sondern eben nur die Frist eines Jahres; er beruft sich ferner (S. 170 und 77 ff.) auf den bekannten Rechtssatz, daß die Acht zur Oberacht wird, wenn der Geächtete sich nicht binnen Jahr und Tag gelöst hat[1]). Aber es läßt sich doch nicht mit Sicherheit schließen, daß der Oberachtspruch gegen Heinrich gerade erst ein Jahr nach dem Achtspruch verhängt sei: die einzige dahin lautende Angabe der beträchtlich später geschriebenen, vielfach irrenden Sächsischen Weltchronik darf kaum geltend gemacht werden, und wenn die Oberacht nicht eo ipso durch Versäumnis des Schuldigen eintritt, sondern aus besondern Gründen in direktem Verfahren verhängt wird (vgl. G. S. 77 Note 1), braucht die Jahresfrist nicht eingehalten zu werden. Einen Beleg dafür bietet wiederum der Prozeß des Grafen von Genf nach der vorhin S. 745 f. gegebenen Darlegung: der Graf ist am 1. März in die Acht erklärt worden, beharrt aber in seiner Widersetzlichkeit und setzt seine Gewalttaten fort, wird daher am 27. August oder kurz vorher — wir besitzen ja nicht den Gerichtsspruch selbst, sondern nur die Mitteilung desselben an den Bischof von Genf unter dem 27. August — in die Oberacht verurteilt. Heinrich der Löwe ging ebenso, nach der Aechtung und nach einem kurzen Waffenstillstand bis zum 27. April, von neuem gewalttätig vor, und es ist daher nicht unmöglich, daß er deswegen ebenso wie der Graf von Genf alsbald, vor Ablauf der Jahresfrist, in die verstärkte Acht getan wurde, wenn es auch möglich ist, daß man ihm die sonst übliche Frist langmütig gegönnt hat. Es ergibt sich hieraus, wie mir scheint, daß die Beweisführung G.s nicht unbedingt sicher steht, so bestechend sie auch ist.

1) Zur Unterstützung kann man auf die Analogie des Kirchenbannes verweisen, der, wenn nicht binnen Jahr und Tag gelöst, zum verstärkten definitiven Banne führt, und in Verbindung damit auf die Tatsache, daß die Fürsten zu Tribur dem König Heinrich IV. zur Lösung vom Bann die Frist vom Datum des Bannspruches, d. i. der letzten Februarwoche 1076, bis zu der auf den 2. Februar 1077 angesetzten Reichsversammlung bestimmten, und zwar unter Berufung auf ›leges palatinae‹.

Wie verhält es sich nun mit der Bestimmung der lehnrechtlichen Termine? Es ist hier daran zu erinnern, daß außer dem Termin des Würzburger Tages, der in der Gelnhäuser Urkunde genannt ist, keiner der Gerichtstage urkundlich gesichert ist, während die Angaben der berichtenden Quellen der Art sind, daß, wie G. S. 159 mit Recht sagt, keine ohne offenbare Irrungen, keine absolut zu bevorzugen ist; die überhaupt bezeugten Reichstage, auf denen die Termine stattgefunden haben können, häufen sich aber in der Zeit so, daß für die Zuweisung der Termine zu diesem oder jenem Reichstage ein weiter Spielraum bleibt. Unter diesen methodisch äußerst mißlichen Umständen kann es sich m. E. bei der Datierung der Gerichtstage nur um Wahrscheinlichkeiten handeln. Allerdings gelingt es der vorsichtig abwägenden Kritik G.s S. 147 ff. auf Grund seiner Ansichten über das Gerichtsverfahren, außer dem jedenfalls gesicherten Würzburger Tage die Termine Magdeburg und Worms mit größter Wahrscheinlichkeit zu fixieren, und diese Datierungen werden u. a. in gewissem Maße dadurch bestätigt, daß in einer gediegenen Straßburger Dissertation vom Jahre 1873, betitelt ›Der Tag von Würzburg 1180 Januar 13‹, die G. übersehen hat, der Verfasser, Oswald Grober, zu denselben Resultaten gekommen ist. Aber der Termin zu Kaina scheint mir nicht mit entsprechender Wahrscheinlichkeit belegt werden zu können (s. S. 151 f.), und ich möchte ihn mit Grober streichen, um so mehr, da Güterbock durch seine Annahme genötigt ist, den ja unumstößlich bezeugten Würzburger Tag als einen vierten lehnrechtlichen Termin anzusetzen, was er S. 162ff. nur recht künstlich zu motivieren vermag; man wird bei unbefangener Lektüre der Gelnhäuser Urkunde schwerlich zu der Annahme gelangen können, daß der dort erwähnte Würzburger Termin ein vierter sei, der zu den dort vorher erwähnten drei Ladungsterminen hinzukomme; an diesem Punkte scheint mir G. von seinem sonst trefflich bewährten Grundsatz (S. 52) abzuweichen, daß der Urkunde überall das erste Wort gebühre und sie zunächst aus sich selbst heraus zu interpretieren sei.

Wenn nun auch nach dem Dargelegten nicht alle Punkte des vorliegenden vielseitigen Problems so sichergestellt sind, wie G. Seite 181 meinen möchte, so ist doch die Sicherung wesentlichster Stücke und damit nicht wenig durch G.s Untersuchungen gewonnen worden. Darüber hinausgehend ist, wie man gesehen haben wird, durch eindringende Fragestellungen manche Unklarheit in der Kenntnis der allgemeinen verfassungsrechtlichen Verhältnisse beseitigt oder es ist zu noch erforderlicher Aufklärung verdienstlich Anregung gegeben.

Greifswald Ernst Bernheim

Kurt Heidrich, Preußen im Kampfe gegen die französische Revolution bis zur zweiten Teilung Polens. Stuttgart u. Berlin 1908, J. G. Cottasche Buchhandl. Nachf. XVI u. 491 S. Preis 9 M.

Die von dem Prinzip der Volkssouveränität beherrschte französische Revolution und ihr Kampf gegen die absolute Monarchie, den Feudalismus und die alte Kirche mußten früher oder später mit Notwendigkeit zu einer langwierigen kriegerischen Auseinandersetzung zwischen dem neuen Frankreich und dem alten Europa führen. In der Verwandtschaft der Dynastien und des Adels, der Internationalität der christlichen Konfessionen, dem Austausche geistiger und wirtschaftlicher Kulturgüter, den auf internationalen Verträgen wie dem Westfälischen Frieden beruhenden wechselseitigen Verpflichtungen kam die enge Gemeinschaft der europäischen Völkerfamilie so stark zum Ausdruck, sprach sich auch gerade damals in dem vorherrschenden Bewußtsein des Weltbürgertums so offen aus, daß die grundstürzende Wandlung eines Gliedes alle anderen in Mitleidenschaft zog und ziehen mußte. Nur durch Blut und Eisen konnte sich eine neue Staats- und Gesellschaftsordnung in Europa bilden und behaupten. Diese besonders von Ranke betonte Tatsache dürfte gegenwärtig von keiner Seite mehr bestritten werden.

Den äußeren Anstoß zum Ausbruch des ersten Revolutionskrieges gaben der Streit um die Emigrantenfrage und die Entschädigung der im Elsaß begüterten deutschen Reichsfürsten, schließlich Oesterreichs Versuche, die Macht und Selbständigkeit des französischen Königtums durch Drohnoten gegen Republikaner und Jakobiner zu erhalten und zu stärken. So bleibt noch die Beantwortung der Frage nach den einzelnen Urhebern des Krieges und ihren persönlichen Beweggründen übrig; derartige, für die Erkenntnis der historischen Zusammenhänge doch erst in zweiter Linie stehende Probleme lassen sich häufig mit Sicherheit nicht restlos lösen, geben Wahrscheinlichkeiten und Möglichkeiten Raum, weil wir den Menschen nur selten ins Herz blicken können; aber gerade der Reiz des psychologischen Rätsels und die bunte Fülle der möglichen Lösungen wirken um so stärker auf viele Historiker.

›Die großen Weltereignisse rufen, wie sie eintreten‹, so betont Ranke in der Vorrede zu seinem 1875 erschienenen Buche über Ursprung und Beginn der Revolutionskriege 1791 und 1792, ›Sympathie und Antipathie in denen hervor, die daran teil haben oder davon betroffen werden; doch pflegt sich eine Tradition zu bilden, welche die späteren Anschauungen bestimmt. Den Franzosen war es gelungen, der Auffassung der Begebenheit, die ihrer Stellung dazu entspricht,

beinahe eine allgemeine Herrschaft in der Litteratur zu verschaffen. ... In unseren Tagen ist dies Verhältnis bereits ein anderes geworden. Deutsche Historiker von Talent haben sich das Verdienst erworben, die hergebrachten Ansichten zu erschüttern und besser begründete an ihre Stelle zu setzen‹. Die bis zur Mitte des 19. Jahrhunderts geltende Anschauung, daß der legitimistische Uebereifer Kaiser Leopolds II. und König Friedrich Wilhelms II. die Franzosen zum Kriege herausgefordert hätte, zerstörten Häusser und Sybel hinsichtlich Leopolds völlig; bei Friedrich Wilhelm leugneten sie das Vorhandensein und die Einwirkung dieses Motivs nicht, betonten aber, daß aus den verschiedensten Ursachen heraus die maßgebenden Faktoren in Frankreich den Krieg herbeisehnten und tatsächlich vom Zaune brachen. Dieser Auffassung stimmten im allgemeinen Ranke, Albert Sorel, in neuester Zeit K. Th. Heigel im ersten Bande seiner Deutschen Geschichte vom Tode Friedrichs des Großen bis zur Auflösung des alten Reiches und, soweit Friedrich Wilhelm in Frage kommt, R. Koser[1]) zu. Sybel, Sorel und Koser heben gelegentlich noch hervor, daß sich in der Brust Friedrich Wilhelms neben seinem antirevolutionären Kampfeseifer das Verlangen rührte, auf Kosten des zerrütteten Frankreichs Eroberungen für Preußen vorzunehmen.

Der Versuch der französischen Historiker aus der ersten Hälfte des 19. Jahrhunderts, den deutschen Fürsten alle Schuld aufzubürden und die Franzosen reinzuwaschen, war glänzend zurückgewiesen. War man im Kampfeseifer vielleicht ein wenig zu weit gegangen? Diese Frage warf 1896 auf und bejahte für Oesterreich Hans Glagau in seiner Dissertation: Die französische Legislative und der Ursprung der Revolutionskriege 1791-1792[2]). Er kommt zu dem Schluß S. 271: ›Bei dieser Betrachtungsweise des Konfliktes zwischen Oesterreich und Frankreich erscheint jenes ohne Zweifel als Urheber des Krieges. Führte es doch mit der Androhung des Konzertes der Mächte in der Dezembernote — von der Paduaner Erklärung sehen wir ab — den ersten herausfordernden Schlag‹. Glagau weist sofort aber darauf hin, daß er bei diesen Worten nur die letzte äußerste Veranlassung meine.

Jetzt unternimmt K. Heidrich in dem vorliegenden Buche unter Ablehnung der Glagauschen These (s. z. B. S. 52), unter Betonung französischer Friedfertigkeit (S. 45) für Preußen den gleichen Versuch; er will, wie er im Vorwort hervorhebt, ›den Nachweis erbringen, daß

1) Die preußische Politik von 1786 bis 1806 in der von O. Hötzsch herausgegebenen Deutschen Monatsschrift für das gesamte Leben der Gegenwart, Bd. XI (Berlin 1907) S. 453 ff.

2) Eberings Histor. Studien Heft 1. Berlin 1896.

die preußische Politik nicht so sehr von persönlichen, als von sachlichen Momenten bestimmt und daß ihr vielfacher, oft jäher Wechsel durch die allgemeine Lage bedingt wurde‹. Das sachliche Moment sei der Eroberungs- und Ausdehnungstrieb des noch unfertigen preußischen Staates gewesen. Preußen war gegen Ende der Regierung Friedrichs des Großen isoliert, den Engländern seit dem Bündnisbruch im siebenjährigen Kriege entfremdet; zu Oesterreich hielten Rußland und Frankreich; der Fürstenbund bot doch nur eine kümmerliche Stütze. Durch den holländischen Feldzug kam Friedrich Wilhelm zur Tripelallianz mit England und Holland; sie erwies sich aber zur Befriedigung des preußischen Machthungers, so führt Heidrich aus, als unzureichend. Deshalb mußte sich Friedrich Wilhelm 1791 nach einem neuen Bundesgenossen vornehmlich gegen Rußland umsehen; er fand ihn schließlich in Kaiser Leopold durch das Bündnis vom 7. Februar 1792, das nun aber seitens Preußens nicht mehr gegen Rußland abgeschlossen wurde, sondern hauptsächlich zu dem Zweck, mit Oesterreich gegen das durch die Revolution gelähmte Frankreich vorzugehen und dadurch ein Stück Land, die von Brandenburg-Preußen seit vielen Dezennien so heiß begehrten Gebiete von Jülich und Berg, als Entschädigung für die preußischen Kriegskosten in dem nur dem äußeren Anschein nach in erster Linie zur Niederwerfung der Revolution unternommenen Feldzuge zu gewinnen; der Landesherr von Jülich und Berg, der Kurfürst von Pfalz-Baiern, und Oesterreich sollten sich an dem französischen Elsaß-Lothringen schadlos halten. ›Alles zwingt dazu, das preußische Vorgehen als Offensive zu bezeichnen‹ (S. 21). Die antirevolutionäre Stimmung Friedrich Wilhelms sei nicht ins Gewicht gefallen. Nebenbei habe der König darauf gerechnet, nach der Wiederherstellung wahrhaft königlicher Machtfülle in den Händen Ludwigs XVI., aber auf konstitutioneller Basis, an dem neuen Frankreich den alten Bundesgenossen Friedrichs des Großen aus der Zeit der ersten beiden schlesischen Kriege wiederzugewinnen. Als dann im Sommer und Herbst 1792 mit Oesterreich eine Verständigung über die preußische Kriegsentschädigung, diesmal auf polnische Kosten, trotz der bundesfreundlichen Haltung Preußens nicht zu erzielen war, da Oesterreich unannehmbare Gegenforderungen erhob, habe das gleiche sachliche Moment, das Preußen in den Krieg gegen Frankreich führte, der Ausdehnungstrieb des nichtsaturierten Staates, nunmehr Friedrich Wilhelm zur zweiten polnischen Teilung im Einverständnis mit Rußland und unter Ausschluß Oesterreichs veranlaßt. Darüber kam es tatsächlich zum Bruch zwischen Preußen und Oesterreich. Weil nun Preußen sein Ziel erreicht hatte und weil bei der Entwicklung der inneren Verhältnisse Frankreichs die Aus-

sicht auf die oben erwähnte künftige Bundesgenossenschaft des konstitutionell restaurierten Frankreichs immer mehr schwand, habe der Krieg gegen die Revolution seinen Hauptreiz für Preußen verloren.

Daß vom Sommer 1792 ab die Hoffnung auf Erwerbungen in Polen die preußische Politik beherrschte, war schon bekannt; Heidrich weicht also von seinen Vorgängern hauptsächlich in der Motivierung des preußischen Verhaltens in den vorhergehenden Monaten ab. Hätte Heidrich recht, was ich nicht zuzugeben vermag, so wäre der Unterschied zu der bisherigen Auffassung nicht allzu bedeutend, denn, ob ich sage, Friedrich Wilhelm wollte die monarchische Gewalt Ludwigs XVI., aber nicht die Zustände vor der Revolution wiederherstellen und rechnete dabei selbstverständlich auf eine Entschädigung für Preußens Blut- und Geldopfer, oder aber: Friedrich Wilhelm forderte zuerst diese Entschädigung, nebenbei die Stärkung der französischen Monarchie, das macht so viel nicht aus. Um so weniger, als auch Heidrich zugibt, daß der preußische Kriegseifer, gleichgiltig aus welchen Motiven entsprossen, auf die Entwicklung der Dinge bis zur französischen Kriegserklärung keinen nennenswerten Einfluß ausübte.

Heidrich begründet seine These nicht mit neuen zweifelsfreien Quellenstellen, sondern mit dem Hinweis darauf, daß Preußen von Anfang an — etwa seit dem September 1790 — seine Teilnahme am Kampfe gegen die revolutionären Gewalten in Frankreich von der Mitwirkung Oesterreichs abhängig machte, daß es ängstlich darauf achtete, sich auch nicht einen Schritt weiter als Oesterreich vorzuwagen, daß es aber zugleich Oesterreich zum Handeln anspornte und von vornherein auf einer Kriegskostenentschädigung mit Eifer bestand. Was ist aber damit bewiesen? Hätte auch einzig und allein der legitimistische Eifer bei Friedrich Wilhelm den Ausschlag gegeben, so hätte er kaum anders handeln können. Ohne Oesterreich konnte er unmöglich in den Krieg gehen, wenn er das Schicksal seines Staates nicht auf Gnade und Barmherzigkeit an Oesterreich und Rußland überantworten wollte. Das in Preußen doch recht starke Mißtrauen gegen Oesterreich aus den Tagen Friedrichs des Großen zwang zur Vorsicht, auch noch während der Mobilmachung. Ein zweites Mal wie Holland gegenüber auf den Ersatz der Unkosten zu verzichten, ging doch bei dem Zustand der preußischen Finanzen und der Größe des Unternehmens nicht mehr an, und sich mit Geldversprechungen seitens des bankerotten Frankreichs zu begnügen, wäre mehr als leichtsinnig gewesen.

Im September 1790 dachte Friedrich Wilhelm an einen Eroberungskrieg gegen Frankreich im Bunde mit Oesterreich, wie er

Lucchesini schrieb: ›Le Prétexte de Venger les Avanies faites à son (König Leopolds) beaufrere (Ludwig XVI.) et à sa soeur serait plus que sufisant pour autoriser le Roi d'Hongrie dagir comme je le propose il pourait ajouter a ces raisons celle de soutenir les Princes de l'Empire voisin de l'Alsace, qui ont soufert considerablement par les desordres comis depuis la révolution. En agissant de la manière que je propose il ne sera pas dificile de parvenir à son but, après s'ètre arrangé au préalable que l'Autriche aurait la lisière de la Flandre française qui touche le Hainaut, l'Electeur Palatin recevrait une partie de l'Alsace et me cederoit Julic et Bergue si l'Autriche veut avoir davantage il faudroit dabord penser à la haute Silesie [1])‹. Aber hier handelt es sich um einen flüchtig auftauchenden, bald wieder verwehenden Einfall, der nicht einzig und allein die preußische Politik der nächsten zwei Jahre beherrschte, denn bei den ersten ernsthaften Verhandlungen zwischen Preußen und Oesterreich Ende Mai 1792 über die Kriegskostenentschädigung waren nach Heidrich S. 227 ›die alten preußischen Pläne auf Jülich und Berg wie in einer Versenkung verschwunden‹. Die menschliche Natur ist nicht so einfach organisiert, daß sie in der Regel ein einziger Gedanke ausschließlich beherrscht. Ich schließe mich den Worten Kosers an (a. a. O. S. 463): ›Für Friedrich Wilhelm II. ist die lebhafte Empfindung für den grundsätzlichen Gegensatz zwischen Legitimität und Revolution, die ritterliche Teilnahme an dem Unglück der französischen Königsfamilie im ganzen Verlaufe seiner Aktion gegen Frankreich ein stark und immer stärker treibender Beweggrund gewesen. Aber nicht der einzige Beweggrund‹.

Sei dem nun, wie ihm wolle, selbst wenn Heidrich recht hätte, ›sachlicher‹, soll wohl heißen: realpolitischer kann ich deshalb das Verhalten Preußens nicht finden. Von Westen und Osten zogen im Beginn des Jahres 1792 schwere Wetter auf. Daß nach dem endgiltigen Friedensschluß mit der Türkei, der den Russen die Herrschaft über die Mündungen des Dnjepr, Bug und Dnjestr und über die Küste von Otschakow und Odessa sicherte, daß nach der dadurch herbeigeführten Umklammerung des polnischen Gebietes im Süden durch die Russen und daß bei der Haltung der Zarin Katharina gegenüber dem polnischen Staatsstreich vom Mai 1791 die polnische Frage nunmehr aufgerollt und wahrscheinlich zu einer neuen Teilung führen würde, wußte fast jeder Diplomat in Europa. Hier im Osten hatte Preußen seine wichtigsten Interessen wahrzunehmen, Danzig, Thorn und das Gebiet zwischen Schlesien und Ostpreußen an sich zu bringen. Anstatt sich dieser dringendsten Aufgabe zu widmen, sich

1) Forsch. zur brandenb. u. preuß. Gesch. Bd. XVII (Leipzig 1904) S. 258.

zurückzuhalten, bis die Russen und mit Notwendigkeit bei dem wachsenden Gegensatz zu Frankreich auch die Oesterreicher mit positiven Anerbietungen an Preußen herantraten, oder nach Art Friedrichs des Großen das von Preußen begehrte Gebiet wie einstens Schlesien einfach mit Beschlag zu belegen, schloß Friedrich Wilhelm am 7. Februar 1792 einen Vertrag mit Oesterreich, der die Integrität Polens garantierte und Preußen in einen Krieg im Westen verwickelte, ohne daß ihm bindende Zusagen auf eine Gebietserweiterung gegeben worden wären. Daß Preußen 1790/1 die österreichische Freundschaft bei der Spannung mit Rußland suchte, leuchtet ohne weiteres ein, daß es aber die österreichische Notlage Anfang 1792 nicht ausnutzte, nicht mehr herausschlug als vage Entschädigungsversprechungen, war ein grober realpolitischer Fehler, der sich sehr bald schwer rächte, da er den Oesterreichern in den Mainzer Konferenzen die Möglichkeit gewährte, die Abtretung Ansbachs und Bayreuths zu fordern. Die Macht der Verhältnisse drängte schließlich Preußen in die rechte Bahn, zu einer Verständigung mit Rußland und zur Besetzung der von Preußen begehrten polnischen Gebiete. Daß es ob der zweiten polnischen Teilung zum Bruch zwischen Oesterreich und Preußen kam, lag zu einem guten Teil an Oesterreich, zugleich aber auch an der dilettantenhaften Gefühlspolitik Friedrich Wilhelms im Frühjahr 1792. Wie viel realpolitischer verfuhr Friedrich der Große, der seine im Sommer 1740 verfolgten Pläne einer Erwerbung Jülichs und Bergs sofort fallen ließ, als im Osten mit dem Tode Kaiser Karls VI. die österreichische Erbfolgefrage aufgerollt wurde.

Die Fehler der preußischen Politik im Frühjahr 1792 beweisen doch indirekt die Stärke des legitimistischen Eifers Friedrich Wilhelms. Man denke ferner an den holländischen Feldzug, an Wöllners Kampf gegen die Aufklärung in Preußen, noch ehe dieselbe Gedankenwelt zur Revolution in Frankreich führte, an den Erlaß des Manifestes des Herzogs von Braunschweig, mag es auch, wie Heidrich S. 150 im Gegensatz zu Brunetière und Heigel betont, mit seinen prahlerischen Drohungen den Absichten und Ratschlägen des französischen Königspaares entsprochen haben. Wie konnte Friedrich Wilhelm persönlich den Feldzug in die Champagne mitmachen, wenn es ihm einzig und allein auf Erwerbungen in Polen ankam? Warum setzte er es durch, daß der Marsch auf Paris, also der Kampf gegen die Revolution, unternommen und nicht mit der Eroberung des Elsasses begonnen wurde? Ich muß noch einmal Koser zitieren: ›Ganz seiner persönlichen Politik und zum guten Teil seiner Gefühlspolitik, der Selbstgefälligkeit seines Edelmutes, einer romantisch-sentimentalen, ja mystischen Laune war jene Lieblingsunternehmung entsprungen, von der er sich

mit wahrem Schmerz losgerissen hat und die er nach ihrem völligen Mißerfolg doch selber als Abirrung verurteilte: der Krieg gegen Frankreich‹ (S. 477). Mit Friedrich Wilhelm II. zogen jene Zeiten herauf, in denen universale Tendenzen die Realpolitik der großen Mächte durchdrangen, jene Zeiten, deren Verständnis Fr. Meineckes Buch vom Weltbürgertum und Nationalstaat stark gefördert hat.

Wenn ich also auch die These Heidrichs ablehnen muß, so erkenne ich gern an, daß das Buch mit ungeheurem Fleiße gearbeitet ist, auch von den entlegensten Stellen das Material für den in Frage kommenden Zeitabschnitt zusammenträgt, dadurch jedem, der sich mit dieser Periode beschäftigt, gute Dienste leistet und daß es in mancherlei Einzelheiten die früheren Darstellungen berichtigt. Stilistische Härten, allzu große Ausführlichkeit, plötzliche Bezugnahme auf unbekannte Einzelvorgänge, die dem Leser erst später geschildert werden, zu weit gehende Sparsamkeit mit Jahresangaben, vor allem mangelnde Plastik verraten, daß wir es mit einer Anfängerarbeit zu tun haben.

Breslau Joh. Ziekursch

Bernard Monod †, Essai sur les rapports de Pascal II avec Philippe I[er] (1099—1108). Paris, Honoré Champion, 1907. XXVII 163 S. (= Bibliothèque de l'École des Hautes Études: Sc. hist. fasc. 164). 6 Franken.

Die Arbeit eines früh Vollendeten. Zusammen mit einer Untersuchung über die Beziehungen Paschalis II. zu Ludwig VI. von Frankreich ist diese Abhandlung im Frühjahr 1904 der École des Hautes Études als These vorgelegt und von ihr angenommen worden; dreiviertel Jahre später, am 6. Januar 1905, ist der Verfasser, noch nicht 26 Jahre alt, gestorben. Erfreulicher Weise hat Gabriel Monod der allzustrengen Selbstkritik des Sohnes, der die ganze These unveröffentlicht lassen wollte, nicht Recht gegeben und den ersten Teil zugänglich gemacht. Auch dieser Teil erscheint nicht so, wie der Vf. ihn hinterlassen hat. L. Halphen und Martin-Chabot haben ihn überarbeitet und gekürzt, ein außerordentlich eingehendes Register (S. 139—158) ist von Boutillier du Retail beigefügt worden. — Die Schrift zerfällt in zwei Bücher. Das erste behandelt die Beziehungen Paschals zu Philipp, das zweite will die Verhältnisse der französischen Kirche in dieser Zeit untersuchen mit besonderer Rücksicht auf die Stellung von Papst und König zum Klerus.

Schon in den ersten Sätzen der Einleitung setzt B. Monod mit der ihm eigenen Lebhaftigkeit auseinander, was sich ihm als wich-

tigste Erkenntnis aus seinen Untersuchungen ergeben hat. Ihm ist Paschalis II. aus der Mittelmäßigkeit eines eifrigen Kirchenmannes, in der er wohl bisher erschien, emporgestiegen in den Kreis der großen Politiker; Paschalis hat den gegenwartsstarken und zukunftsreichen Gedanken einer engen Verbindung zwischen Papsttum und französischer Krone mit tiefster Ueberzeugung erfaßt und allsogleich zum guten Teile verwirklicht. Dieser Papst ist nicht mehr allein der milde Priester und überzeugte Reformfreund — ›la finesse politique s'alliait à l'esprit de mansuétude et de charité‹ (S. XIX); er versteht es, sich dem Hauptfeinde, Heinrich V., gegenüber in dem französischen König einen Bundesgenossen zu gewinnen, ohne doch die fruchtbare Reformarbeit innerhalb der französischen Kirche zu gefährden. Diese hohe Vorstellung von der Staatskunst des Papstes hat M. übrigens keineswegs auf Kosten der Schätzung des Königs gewonnen. Im Gegenteil, die ziemlich anerkennende Beurteilung, die Philipp I. neuerdings fast allgemein erfahren hat, genügt ihm nicht. Die Kirchenpolitik Philipps will er höher gewertet wissen, als es z. B. von Luchaire geschah (S. 94). Er ›glaubt‹, daß Philipp stets daran festgehalten habe, die Investitur nur vor der Weihe zu erteilen, und er findet, daß dieser Herrscher kein höheres Ziel kannte als ›une France unie, un clergé collaborant à l'œuvre nationale, indépendant, soumis à son roi, et non à Rome‹ (S. 96). Das große Werk des Vaters habe der Sohn nicht verstanden; Ludwig VI. sei es gewesen, der dem Papsttum gegenüber nachgegeben habe, freilich sei auch der französische Episkopat nicht mehr durchdrungen gewesen von dem Verständnis für den Segen einer Unabhängigkeit von Rom.

In der Geschichte des Jahrzehntes von 1099—1108 liegt also für den Verfasser eine glänzende Betätigung der päpstlichen sowohl wie der königlichen Politik beschlossen. Aber Paschalis steht durchaus im Vordergrunde. Er schloß mit Philipp ›une alliance qui lui permit de lutter avec plus d'autorité contre l'empereur, tout en travaillant au progrès des principes de la réforme en France‹. Das ist es, was der Verfasser vor allem beweisen will. Mit dieser Meinung wird sich eine Kritik des Buches zunächst auseinandersetzen müssen.

Die Einleitung will die päpstliche Politik vor Paschalis II. kennzeichnen, um die Art ihrer Wandlung deutlich hervortreten zu lassen. Auch in Frankreich gingen die Päpste seit Gregor VII. darauf aus, die Geistlichkeit, die Bischöfe zumal, für die Reformgedanken und deren praktische Folgerungen zu gewinnen, sie aus dem engen Zusammenhang mit dem Königtum zu lösen. Philipp I., der schon seit reichlich 6 Jahren die Herrschaft selbständig führte [1]), als Gregor VII.

1) Zur Zeitbestimmung der Großjährigkeit Philipps vgl. M. Prou, Recueil des actes de Philippe Ier (Paris 1908) S. XXXII ff.

erhoben wurde, hat in seinem Reiche allenthalben die Besetzung der Bistümer nach seinem Willen zu lenken gesucht und sich in der Vergebung kirchlicher Benefizien eine ergiebige Einnahmequelle zu sichern gewußt. Er fühlte sich zugleich in seinen Rechten und in seinen Einkünften bedroht, als Gregor VII. den Kampf gegen die Simonie eröffnete. Gregor wagte es, französische Bischöfe zu ernennen und abzusetzen, dennoch findet Monod bei ihm eine Rücksichtnahme auf den König; Gregor habe es geschickt verstanden, den persönlichen Zusammenstoß zu vermeiden. Erst bei Urban II. siegte der Eifer über alle Bedenken. Er hatte nicht ›le même tact‹ (S. XXV) wie Gregor VII. Monod weist dabei auf das höchst bestimmte Investiturverbot hin, das Urban in Clermont erließ. Aber den sichersten Beweis dafür, daß dieser ›théocrate intransigeant‹ (S. XXVI) nur mit den ›moyens extrêmes‹ wirken wollte, sieht er in dem Verhalten des Papstes gegenüber den Ehehändeln des Königs. Diese Ansicht ist nicht neu. Man braucht nur nach der zusammenfassenden Darstellung Luchaires zu greifen, um hier ähnlichen Gedanken und ähnlichen Worten zu begegnen. Luchaire (Lavisse, Histoire de France II 2 S. 217) spricht von dem ›opportunisme‹ Gregors VII., er nennt Urban II. ›le vrai pape intransigeant de cette période‹, er hält diesem Papste vor, daß er den König verdammt habe, ›pour une affaire de vie privée ... osant l'excommunier‹ [1]). Ich lasse es dahin gestellt, ob Urban in der Tat gegenüber dem ›opportunistischen‹ Gregor als der schroffe Verfechter des Prinzips dasteht. Jedenfalls ist das Verhalten des Papstes gegenüber dem ›Privatleben‹ des Königs ein schlechter Beleg für diese Auffassung. Man muß doch daran erinnern, daß eben erst unter Urban II. die ehebrecherische Verbindung Philipps mit Bertrada von Anjou begann (1092 verstieß er seine Gemahlin Bertha von Holland), und daß Urban den König vom Banne befreite, als dieser ihm versprach, sich von Bertrada loszusagen [2]). Erst sein Eidbruch hat dem König die Erneuerung der Exkommunikation eingetragen. Aber sehen wir davon ab. Unser Interesse wird von dem Vf. auf Paschalis II. gelenkt. Der König war gebannt, die französische Kirche durch den Investiturstreit in eine königliche und eine päpstliche Partei gespalten, als Urban starb. Wie hat Paschalis,

1) Vgl. dazu Monod S. XXV: ›Non content de s'opposer aux envahissements du pouvoir royal sur le terrain religieux, il n'hésita plus à poursuivre Philippe Ier dans sa vie privée et à l'accabler d'excommunications‹.

2) Auch darauf möchte ich noch hinweisen, daß Ivo von Chartres, der keineswegs zu den Heißspornen unter den Reformfreunden gehörte, wegen seiner Haltung gegenüber dem königlichen Eheskandal von Philipp gefangen gesetzt, dann aber freigelassen worden ist auf Bitten — Urbans II.

den uns Monod von vornherein als ›homme de conciliation et de paix‹ vorführt, die Erbschaft angetreten?

Einen sicheren Beweis für die Friedenssehnsucht des neuen Papstes und vielleicht auch das erste Anzeichen dafür, daß Paschal ›l'amitié de la France‹ suchte, ›pour mieux résister à l'empereur‹ (S. 10), glaubt M. bereits darin finden zu können, daß im Jahre 1100 nicht der Erzbischof Hugo von Lyon, der als päpstlicher Legat eine der Hauptstützen Urbans II. gewesen war, mit der Ordnung der kirchlichen Verhältnisse Frankreichs betraut wurde. Aber man braucht nur zu sehen, wem die Legation übertragen wurde, um die Unhaltbarkeit dieser Meinung zu erkennen. Es sind zwei italienische Kardinäle von der resolutesten Reformergruppe, die nach Frankreich kamen. Was sie brachten, war alles eher als Frieden. Sie gingen ohne Nebenrücksichten gegen die Simonisten vor. Nicht nur das. Sie wandten sich unmittelbar und aufs schärfste gegen den König selbst. Auf dem Konzil zu Poitiers im November 1100 wurde von neuem die Exkommunikation Philipps feierlich verkündigt. Die Legaten begnügten sich nicht mit der Verkündigung, sie überwachten auch die Beobachtung des Urteils. Das Verfahren der Legaten in einem bestimmten Falle (gegen den Bischof von Autun) hat Paschalis nachträglich mißbilligt und für nichtig erklärt. Um so bezeichnender ist es, wenn wir ihn mit dem schroffen Vorgehen seiner Beauftragten gegen den König einverstanden finden. Nicht ein Versuch der Versöhnung, sondern die entschiedene Fortsetzung der Politik Urbans II. kennzeichnet die Anfänge seines Pontifikats. Es ist dieselbe, durchaus von kirchlichen Gesichtspunkten bestimmte Haltung wie dem Kaiser gegenüber. Er wollte den Kampf gegen den Kaiser durchführen. Und in derselben Zeit, da Heinrich IV. als Gegner noch ernstlich gefährlich werden konnte, hat Paschalis den simonistischen und ehebrecherischen französischen König verdammt und gebannt. Jetzt jedenfalls war ihm der Gedanke eines Bündnisses mit Frankreich noch nicht gekommen.

Monod freilich sieht den Papst schon zu Beginn des 12. Jahrhunderts beherrscht von der Sehnsucht nach dem französischen Bündnis. Er weist hin auf das Verhalten des Papstes in dem Streite um das Bistum Beauvais (1102—1104). Aber gerade hier läßt sich mit seltener Deutlichkeit zeigen, daß es dem Papste damals vollkommen fern lag, um die Freundschaft des französischen Königs zu werben und politische Absichten mit kirchlichen Angelegenheiten zu vermengen. Wir müssen die Hergänge in Kürze betrachten [1]).

1) Vgl. Monod 27 ff. und 74 ff., aus der älteren Literatur Luchaire, Louis VI le Gros (Paris 1890) CLXI ff.

Um die Mitte des Jahres 1100 war in Beauvais Stephan von Garlande, ein Sohn des Seneschalls von Frankreich und Günstling des Königs, zum Bischof gewählt worden. Die Reformpartei focht die Wahl als unkanonisch an, aber ein Konzil unter dem Vorsitz des Erzbischofs von Reims erklärte sich für ihre Gültigkeit, und Ivo von Chartres, der zuerst bei den päpstlichen Legaten, dann beim Papste selbst Einspruch gegen die Wahl erhoben hatte, wurde sogar beredet, sich brieflich beim Papste für Stephan zu verwenden. Stephan selbst hatte sogleich versucht, in Rom auf seine Anerkennung hinzuarbeiten. Aber der Papst, der so von allen Seiten angegangen wurde, den Erwählten, dem kein Mitbewerber gegenüberstand, zu bestätigen, hat es verschmäht, diese günstige Gelegenheit zur Annäherung an Philipp I. zu benutzen; in bewußtem Gegensatz zu dem Willen des Königs forderte er eine Neuwahl. Die Reformfreunde im Kapitel von Beauvais wählten nun einen eifrigen Gesinnungsgenossen, Galon, den Abt des Quintinsklosters zu Beauvais. Der König wollte von diesem Manne natürlich nichts wissen; er und sein Sohn Ludwig schwuren sogar, sie wollten niemals dulden, daß Galon den Stuhl von Beauvais besteige. In der Tat vermochte Galon nicht in den Besitz seines Bistum zu gelangen. Aber der Papst, der ihn sogleich bestätigt hatte, hielt an ihm fest. In Rom fand der ›consecratus‹ von Beauvais — so nennt ihn Ivo von Chartres (Monod S. 32 Anm. 1) — Zuflucht; als einstweilige Entschädigung erhielt er die Legation für Polen. Selbstverständlich macht M. nicht den aussichtslosen Versuch, diese Haltung des Papstes gegenüber dem König als Politik der Gunstbewerbung zu deuten. Aber er weiß auch hier zu finden, was er sucht. Er klammert sich an die polnische Legation des Bischofs von Beauvais. Der Papst sandte den Bischof nicht nach Frankreich zurück, also war er bemüht ›à ne pas blesser directement Philippe‹, also bedachte er, ›qu'il pourrait avoir besoin de son appui contre l'empereur, les antipapes et les ennemis qu'on lui suscitait‹. Diese Schlußfolgerung ist verblüffend einfach. Aber unmittelbar vorher macht M. die sehr begründete Feststellung, daß der Papst ›dut se rendre compte que tout résistance était inutile pour le moment‹. M. hat damit selbst zugestanden, daß seine Folgerungen in der Luft schweben. Uebrigens zeigt auch der weitere Verlauf des Streites um Beauvais, daß von Erwägungen, wie M. sie dem Papst zuschreibt, nicht die Rede sein kann. Galon wurde im Frühjahr (nach dem 8. April, vor dem 30. Juli) 1104 zum Bischof von Paris gewählt. Daß die Wahl gradezu auf den Wink des Königs geschehen wäre, läßt sich nicht nachweisen. Aber sie war ihm willkommen (vgl. Luchaire, Louis VI. S. CLXV f. und S. 18; Monod S. 32 f.). Er und Ludwig

stimmten zu ›aus Liebe zum Papste‹ (so schrieb Ivo von Chartres an Paschalis). Sie wollten ihren Eid halten und zugleich dem Papste Entgegenkommen zeigen. Der Papst aber bedachte sich lange, ehe er diese Lösung guthieß. Ivo von Chartres mußte ihm vorstellen, daß Galon keine Aussicht habe, das Bistum Beauvais zu erlangen. Galon selbst mußte nach Rom gehen, um sich die päpstliche Genehmigung zu erwirken. Erst im Frühjahr 1105 hat Paschalis eingewilligt. Dabei sollte die Versetzung Galons nach Paris keineswegs die Auslieferung des Bistums Beauvais an den vom Papst verworfenen Günstling des Königs bringen. Stephan von Garlande mußte vielmehr verzichten; durch kanonische Wahl sollte das Bistum neu besetzt werden [1]). Konnte der Papst mehr erwarten? Wenn er dennoch nur zögernd eingewilligt hat, so mag man sich seine Haltung erklären, wie man will — vielleicht war es eben die merkliche Mitwirkung der Könige, die ihn stutzig machte —, jedenfalls läßt sie alles eher erkennen als die Sehnsucht nach der Verbindung mit Frankreich.

Nicht der Papst will den König gewinnen, Philipp bemüht sich vielmehr um die Gunst des Papstes. Daher seine Nachgiebigkeit. Im Streite um Beauvais hat er sie am deutlichsten, aber nicht zum ersten Mal gezeigt. Das Domkapitel von Chartres [2]) hatte sich (1103) in Zwistigkeiten mit der energischen Gräfin Adela von Blois an den König gewandt. Er stellte sich auf die Seite des Kapitels. Der Papst aber billigte den Standpunkt der Domherren nicht, er entschied den Streit in einer Weise, daß die Gräfin in der Hauptsache sich den Sieg zuschreiben konnte. Der König hat das ruhig hingenommen. Und bei der Neubesetzung des Bistums Amiens im Jahre 1104 trug er eine berechnet korrekte Haltung zur Schau, wie das auch Monod (S. 40 f.) [3]) zugibt. Der König hatte eben ein ganz bestimmtes Ziel im Auge: er wollte vom Papste die Lossprechung von der Exkommunikation erlangen. Mit kirchenpolitischen Zugeständnissen konnte er sie sich freilich nicht verdienen, wohl aber erleichtern. Die Hauptsache war, daß er und Bertrada sich bereit erklärten, auf ihr Zusammenleben zu verzichten. Die Erneuerung des Eides, den Philipp einst

1) Gottfried von Pisseleu wurde (1105) gewählt. Die Behauptung von Imbart de la Tour, Les élections episcopales (1890) S. 444, daß Stephan Bischof von Beauvais geworden sei, wird von Monod (S. 77 Anm. 1 und S. 89 Anm. 2) mit Recht als falsch zurückgewiesen. Imbart beruft sich auf Luchaire, aber dieser (Louis VI S. CLXVI) sagt das genaue Gegenteil.

2) Monod 38 f. Vgl. Luchaire, Louis VI. S. 13 nr. 23; Barth, Hildebert v. Lavardin (Kirchenrechtl. Abhandl. hg. v. Stutz, 34—36. Heft, 1906) S. 160 ff.

3) In anderem Zusammenhang (S. 81) gibt er freilich mit unbegründeter Zurückhaltung nur die Möglichkeit zu.

Urban II. geleistet hatte (vgl. oben S. 762), war die Voraussetzung eines Friedens zwischen König und Papst. Sie war unbedingt nötig, durfte aber auch als unbedingt wirksam gelten. Was der ›intransigente‹ Urban gewährt hatte, konnte der milde Paschalis nicht verweigern. Aber auch den Unterwerfungserklärungen des Königs gegenüber zeigte er sich vorsichtig. Er wäre in der Lage gewesen, den König ohne weiteres loszusprechen, aber er wollte es nur in Verbindung mit der französischen Kirche tun. Er gab dem Kardinallegaten Richard von Albano die bestimmte Weisung, die Absolution nicht zu erteilen ohne den Rat wohl unterrichteter Männner (Monod S. 41). Zwei Synoden, im Frühjahr und im Hochsommer 1104, befaßten sich mit der Angelegenheit, ohne sie zu erledigen. Der König wandte sich von neuem unmittelbar an den Papst, und Ivo von Chartres, der den Frieden in der Kirche Frankreichs ersehnte, ohne doch zu den Freunden des Königs zu gehören, hielt es für nötig, den Papst um Milde und Nachsicht für den ›schwachen‹ König zu bitten. Erst jetzt, im Oktober 1104, tat Paschalis den entscheidenden Schritt: der Bischof von Arras sollte Philipp und Bertrada wieder in die Kirche aufnehmen, nachdem sie den vom Papste im Wortlaut vorgeschriebenen Eid geleistet hätten. Durch sein Verhältnis zu Bertrada hatte der König sich die Exkommunikation zugezogen; der Schwur, auf den Verkehr mit Bertrada verzichten zu wollen [1]), brachte ihm die Lossprechung (2. Dez. 1104). Das persönliche Verhältnis des Papstes zum König ist bis zum Ausgang des Jahres 1104 lediglich durch diese kirchlich-moralische Frage bestimmt worden. Für die Zeit bis zum Jahre 1105 muß Monods Vorstellung von den auf die Gewinnung des französischen Königs gerichteten Absichten Paschals II. durchaus abgelehnt werden.

Natürlich leugnet auch M. nicht die Bemühungen des Königs um seine Absolution, aber er läßt nicht hervortreten, daß die Initiative einzig und allein bei Philipp lag, er bleibt im Banne der willkürlich konstruierten Anschauung, daß der Papst es gewesen sei, der durch seine Haltung gegenüber Philipp den Frieden herbeigeführt habe [2]),

1) Luchaire S. CXXII (und ähnlich Monod 43) sieht es als ganz selbstverständlich an, daß Philipp diesen Eid nicht gehalten noch daß jemand geglaubt habe, er werde ihn halten. Man wird weder dieses noch jenes mit solcher Sicherheit behaupten dürfen; der König stand damals immerhin mindestens im 53. Lebensjahre. (Er ist spätestens im Frühjahr 1052 geboren, vgl. Prou a. a. O. S. XV ff.)

2) Im zusammenfassenden Schlußteil heißt es (S. 135): Nous avons ... montré, comment, par son attitude vis-à-vis du roi de France, Pascal II avait rétabli des rapports pacifiques entre le Saint-Siège et la monarchie capétienne (rapports compromis par la politique violente d'Urbain II). ... Hier ist vom König überhaupt nicht mehr die Rede!

um die Hand des französischen Königs zum Schutze gegen den Kaiser und andere Feinde (vgl. oben S. 763) zu gewinnen. Noch ein Beispiel dafür: Die Legaten Paschals, die nach Beendigung des Konzils von Poitiers (siehe oben S. 763) zum Papste zurückgekehrt waren, sind nicht von neuem ausgesandt worden. Vielmehr wurde, übrigens erst im J. 1102, Richard von Albano nach Frankreich gesandt. M. meint nun (S. 35), der Papst habe dieses ›légat plus humain‹ bedurft, ›pour donner un nouveau caractère aux relations entre la France et le Saint-Siège‹, und diese Wandlung gewünscht, denn ›il craignait déjà assez l'Allemagne pour chercher peut-être à se réconcilier avec Philippe Ier‹.

Den bestimmten Ausdruck und zugleich die Krönung der französischen Bündnispolitik des Papstes sieht übrigens auch M. erst in Paschals Reise nach Frankreich (Dez. 1106—Juli 1107). Es ist gewiß, daß damals Gedanken ähnlicher Art, wie M. sie schon in den früheren Jahren entdecken wollte, in Paschalis lebendig waren. Er hat in Frankreich auch am französischen König Rückhalt gesucht. Aber die Art, wie M. (im vorletzten Kapitel des 1. Buches) im einzelnen die Haltung des Papstes und des Königs darstellt und wie er ihre Verbindung beurteilt, fordert zum Widerspruch heraus. Auch hat der Vf. hier die Quellenüberlieferung nicht in ganz ausreichender Weise herangezogen.

M. stellt von vornherein den Wunsch des Papstes nach einem ›Bündnis‹ mit Philipp schlechthin als den Zweck seiner Reise hin. ›Peu sûr des sentiments de Henri, le pape se mettait sur ses gardes, cherchait une alliance; rien de plus‹ (S. 48). Diese ›alliance‹ ist gedacht als Bündnis gegen Heinrich. Daß der Papst vielmehr von Frankreich aus mit Heinrich verhandeln wollte, daß er den friedlichen Ausgleich suchte, das tritt garnicht hervor. Monod hätte vielleicht Anlaß gefunden darauf hinzuweisen, wenn er eine Notiz in den Paderborner Jahrbüchern beachtet hätte. Wir erfahren hier[1]), daß bei Heinrich V. in Quedlinburg Anfang Februar 1107 Gesandte Philipps erschienen mit der Einladung zu einer Besprechung (pro mutuo colloquio). Es ist selbstverständlich, daß diese Gesandtschaft in Zusammenhang steht mit der Ankunft des Papstes auf französischem Boden und mit seinem Anliegen. Weihnachten 1106 war Paschalis bereits in Cluny, aber erst dritthalb Monate später, als er sich dem

1) Scheffer-Boichorst, Annal. Patherburn. S. 116 = Chronica regia Colon. ed. Waitz S. 45. Vgl. Meyer von Knonau, Jahrbücher Heinr. IV. u. Heinr. V., Band 6 S. 38 f. — Monod kennt weder die Paderborner Annalen noch die Waitzsche Ausgabe der Kölner Königschronik. Aber auch in der veralteten Folioausgabe der Chronik, die er benutzt hat, hätte er die wichtige Nachricht finden können.

eigentlichen Königslande näherte, wurde er — am 8. März, in La Charité-sur-Loire (etwa 25 km unterhalb von Nevers) — durch den Seneschall des Königs feierlich begrüßt. Von einer früheren Verbindung zwischen Paschal und Philipp hören wir nichts. Aber man wird sie doch mit großer Wahrscheinlichkeit annehmen können. Ohne Monods einseitige Anschauung von dem bündnisbegehrenden Papste zu teilen, vermag ich es mir doch kaum vorzustellen, daß Paschalis 5 Wochen lang in der Bourgogne umherzog, ohne mit Philipp Fühlung zu suchen. Es ist durchaus nicht unwahrscheinlich, daß es im Einvernehmen mit dem Papste, vielleicht auf den Wunsch des Papstes geschehen ist, wenn Philipp jene Gesandtschaft an den deutschen Herrscher schickte. Jedenfalls zeigt sich hier Philipps Bereitwilligkeit zur Vermittelung, und über des Papstes Wunsch nach Verhandlung und Ausgleich haben wir ja unmittelbare Zeugnisse.

Bei M. freilich erscheint Paschalis recht als der kampflustige Pontifex, und der Kapetinger ist ihm der hilfsbereite Bundesgenosse des Papstes. Gewiß, Suger weiß in seiner Biographie Ludwigs VI. (hg. von Molinier in der Collection de textes, 1887, S. 26) recht eindrucksvoll zu erzählen, wie der Papst (Anfang Mai 1107) in St. Denis mit Philipp und Ludwig zusammentraf, wie er die Könige, die sich ehrerbietig vor ihm beugten, mit eigener Hand aufrichtete und »tanquam devotissimos apostolorum filios« ihm zur Seite sich niedersetzen hieß. Auch mag Suger es aus guter Quelle erfahren haben, daß Paschalis die beiden mit schmeichelhaftem Hinweis auf Karl den Großen um Hilfe bat — sie möchten »tyrannis et ecclesie hostibus et potissimum Henrico imperatori audacter resistere« — und daß sie ihrerseits den Papst »ihrer Freundschaft, ihrer Hilfe, ihres Rates« versicherten. Aber über solche freundliche Verheißungen sind die Könige auch nach Sugers Bericht nicht hinausgegangen. Von einem Bündnis ist keine Rede. Luchaire, in dessen Buche über Ludwig VI. (S. CXXI ff.) sich wichtige Züge von Monods Anschauung bereits vorfinden[1]), ist doch bedachtsam genug, über dieses »Bündnis« zwischen dem Papst und den Königen zu sagen (S. CXXIII): »On ne peut croire qu'il espérât les amener à jouer un rôle actif dans cette grande querelle. A cette époque, le gouvernement capétien n'avait ni la volonté, ni les moyens d'aider le chef de l'Église autrement que par sa sympathie«. Monod dagegen erklärt: »Philippe était l'aide et le conseil du pape, et la France allait mériter le nom, qu'elle

1) Esmein, La question des investitures dans les lettres d'Yves de Chartres i. d. Bibl. de l'école des hautes études, Sciences réligieuses 1 (1889) S. 143 Anm. 1 beruft sich lediglich auf die soeben angeführten Sätze Sugers, wenn er sagt »ce fut vraiment son [Frankreichs] alliance contre l'Empire que vint en 1107 demander Pascal II«.

devait garder pendant deux (!) siècles, de fille aînée de l'Église« (S. 56)[1]). Er meint ohne Einschränkung aussprechen zu dürfen, der Papst habe »l'alliance de la France« gewonnen (S. 58), habe eine »alliance« mit Philipp geschlossen, »qui lui permit de lutter avec plus d'autorité contre l'empereur« (S. 135).

Gegenüber solchen Sätzen muß man doch bescheidentlich nach den Tatsachen fragen, die uns den »accord« bezeugen könnten, den Philipp mit dem Papste geschlossen hatte »pour le protéger contre l'empereur« (S. 84). In der Tat, Philipp und Ludwig haben etwas für den Papst getan. Auf ihr Geheiß (Suger S. 28) begleiteten etliche Erzbischöfe und Bischöfe sowie der Abt von St. Denis den Papst nach Châlons-sur-Marne, zu der Zusammenkunft mit den Gesandten Heinrichs V. Die Könige selbst sind nicht mitgegangen. Monod behauptet es zwar (S. 54), aber seine Meinung beruht auf falscher Uebersetzung der Worte Sugers (S. 26)[2]). Ich sehe natürlich keine Unfreundlichkeit gegen Paschalis darin, daß Philipp und Ludwig sich zurückhielten. Da Heinrich V. fernblieb, hatten sie keinen Grund, persönlich zu erscheinen. Aber sie haben auch in keiner Weise auf die Verhandlungen von Châlons einzuwirken versucht. Sugers Schweigen ist um so beredter, als er diesen Verhandlungen persönlich beiwohnte und sie sehr genau geschildert hat.

Auch der Papst selbst war ganz und gar nicht von Kampfesstimmung erfüllt. Hätte Monod die Haltung Heinrichs V. schärfer ins Auge gefaßt, so wäre auch er wohl dazu gekommen, die Versöhnlichkeit Paschals mehr hervortreten zu lassen. Heinrich hat dem Papste das Entgegenkommen wahrlich nicht leicht gemacht. Dennoch zeigte sich Paschalis, wenn er auch nicht daran dachte, seinen Grundsätzen etwas zu vergeben, zu Verhandlungen geneigt. Selbst unmittelbar nach dem scharfen Zusammenstoß von Châlons (ihn hat Monod S. 54 f. ziemlich genau behandelt)[3]) und trotz der schroffen Haltung Heinrichs V. trat er mit dem königlichen Kanzler in Verbindung. Monod (S. 55) berührt diese Tatsache nur flüchtig. Gewiß, dieser Anstoß zu neuen Verhandlungen blieb vergeblich, aber daß er

1) Aehnliche Worte finden sich übrigens bei Luchaire S. CXXII: »Le Capétien commença donc à mériter véritablement ce surnom de »fils aîné de l'Église« qui devait rester attaché à tous ses successeurs jusqu'à la fin de l'ancien régime«.

2) Auch von Früheren (z. B. Stenzel, Gesch. d. fränk. Kaiser 1,615) ist dieselbe Stelle mißverstanden worden. Da bereits Meyer von Knonau a. a. O. 45 (mit Anm. 22) sie richtig ausgelegt hat, genügt es auf ihn zu verweisen. Richtig auch Luchaire, Louis VI. S. 26 nr. 48.

3) Aus seinem Nachlaß sind inzwischen (Revue histor. 101, S. 80—87) noch einige Bemerkungen über die Investiturfrage auf dem Tage von Châlons veröffentlicht worden. (Nachtrag bei der Korrektur).

erfolgte, daß er vom Papste persönlich ausging, das ist zur Kennzeichnung der päpstlichen Politik von wesentlicher Bedeutung. Und der Vorschlag war ernsthaft im Sinne des Friedens gemeint. Sugers Worte (die M. nicht anführt) zeigen das aufs klarste (S. 28): ›Verum papa quamplures viros approbatos et peritos ad cancellarium misit, qui eum super his composite et placide convenirent, et audirentur et audirent, et ad pacem regni eum operam dare obnixe exorarent‹. Das Konzil von Troyes, dessen wichtigste Reformkanones Monod (S. 56) gut hervorhebt, erscheint bei ihm doch wieder in einseitiger Beleuchtung. ›Réuni quelques jours après la conférence de Châlons, c'était une réponse directe à l'empereur‹. Diesen Satz über das Konzil stellt M. an die Spitze. Aber der Satz ist unrichtig. Es ist einmal ohne weiteres klar, ergibt sich überdies auch aus den Quellen, daß das Konzil einberufen worden ist, ehe überhaupt der Papst und die deutschen Gesandten in Châlons zusammentraten[1]). Dann aber ist es ja gerade der deutsche Herrscher, dem Paschalis in Troyes ein besonderes Zugeständnis macht. Die Annahme der Investitur aus Laienhand hat er (wie auf der Lateransynode von 1102) verboten. Aber erst auf einer allgemeinen Synode in Rom sollte die Investiturfrage zwischen Paschal und Heinrich geregelt werden. Für die Beurteilung von Paschals Stellung und Verhalten ist diese Nachricht der Paderborner Jahrbücher[2]) natürlich von größter Bedeutung. M. kennt sie nicht. Vielleicht hätte ihre Kenntnis ihn vor jener überspannten Anschauung von der Bedeutung des päpstlichen ›Bündnisses‹ mit Philipp I. und der Machtgeltung Paschals bewahrt. Wenn der Papst vornehmlich deshalb nach Frankreich gekommen ist, um dort mit Hilfe des französischen Königs und der französischen Kirche seine kirchenpolitischen Streitigkeiten mit Heinrich V. auszukämpfen, so bezeugt gerade die Synode von Troyes das Fiasko dieser Politik. Suger (S. 24 f.) sagt in der Tat ausdrücklich, Paschalis sei der Ueberzeugung gewesen ›propter Romanorum conducticiam perfidiam, de

1) Die Zusammenkunft von Châlons hat nach dem 3. Mai begonnen und ist vor dem 13. beendet worden; sie dauerte wohl (vgl. Meyer v. Knonau 46 f. mit Anm. 23) drei Tage. Der Papst ist seit dem 21. Mai in Troyes nachweisbar und eröffnete das Konzil am 23. Mai. — Die Paderborner Annalen (S. 117 = Chron. regia Colon. 46) verzeichnen die Berufung der Synode unmittelbar nach Erwähnung des Osterfestes von 1107, bevor sie von der nach Châlons gehenden Gesandtschaft sprechen. Das ›generale concilium‹ wird auch von Suger (S. 28) als ›diu submonitum‹ bezeichnet.

2) S. 117 (= Chron. reg. Col. 46): Ibi causae, super qua ipse et rex conventuri erant, inducias ad Romanam sedem ponit, ut super ea canonice agatur. S. 118 (= 47): Apostolicus enim apud Trecas banno confirmavit, ut nemo investituram neque aecclesiasticam dignitatem a laicali manu susciperet, quoadusque quaestio haec inter eum et regem sinodaliter terminaretur.

prefatis [nämlich 10 Zeilen vorher: quibusdam molestiis et novis investiture ecclesiastice querelis, quibus eum et infestabat et magis infestare minabatur Henricus imperator], immo de omnibus questionibus tucius regis et regis filii et ecclesie Gallicane in Francia quam in Urbe disceptare suffragio‹ [1]). Deshalb also kam der Papst nach Frankreich. In Frankreich aber, unter dem Schutze seines ›Verbündeten‹ vertagt er die Entscheidung nach — Rom.

Ich glaube, es bedarf keines Wortes mehr, daß M.s Anschauung von der ›alliance‹ Paschals und Philipps I. gegen Heinrich V., seine Vorstellung von dem König, der dem Papste ›un profond dévouement dans sa lutte contre l'empereur‹ (S. 90), bezeugte nicht nur unbewiesen, sondern auch unhaltbar ist. Die Position des Papstes gegenüber Heinrich V. ist durch Philipp nicht verstärkt worden. Und was Paschalis in Frankreich selbst erreichte, das verdankte er vor allem der französischen Kirche, nicht dem französischen König. Die Synode von Troyes bezeugte in wirkungsvoller Weise die Macht der Reformgedanken in Frankreich im Gegensatz zu der damals vorherrschenden Stimmung in Deutschland [2]); sie brachte aber auch diese Gedanken in einem bestimmten Falle (Streit um Reims, siehe unten) dem französischen König gegenüber unbedenklich zur Geltung.

Mit den Beziehungen des Papstes zur französischen Geistlichkeit befaßt sich M. im zweiten Buche seiner Schrift, das deren größere Hälfte einnimmt. Unser besonderes Interesse wendet sich hier den Bischofswahlen zu. Der Vf. hat sie im einzelnen sorgfältig untersucht. Allerdings zum großen Teil schon im ersten Buche. Man muß sich in verschiedenen Kapiteln umschauen, um ein vollständiges Bild zu gewinnen. Ich wüßte im übrigen gegen diese Darstellung, soweit sie den Hergängen bei den Wahlen gilt, nichts einzuwenden; sie ist mit selbständiger und genauer Quellenforschung klar und anziehend geschrieben. Monods Anschauung über das gegenseitige Verhältnis von Papst und König in Bezug auf die Besetzung der Bistümer seit der Versöhnung beider muß ich indes als unbewiesen und unbegründet bezeichnen.

Luchaire (Lavisse, Hist. de France 2 II, 220 f.) glaubte feststellen zu können, daß Philipp I. seit dem Beginn des 12. Jahrh. in der

1) Auch diese Stelle hat M. nicht verwertet.

2) Das hat Suger im Auge, wenn er (S. 28) sagt: ... dominus papa Trecas venit. diu submonitum universale concilium honorifice celebravit, et *cum amore Francorum, quia multum servierant, et timore et odio Theutonicorum* ad sancti Petri sedem propere remeavit‹. Monod verwertet diese Worte zur Kennzeichnung von Paschals Stimmung nach der Zusammenkunft von Châlons und vor dem Konzil (S. 55: ›Pascal quitta Châlons et, ›le coeur plein d'amour pour la France et de haine pour l'Allemagne‹, il se dirigera vers Troyes ...)‹. Das ist eine unzulässige Verschiebung dieses Stimmungsbildes.

Frage der Besetzung von Bistümern vor den Forderungen der ›Gregorianer‹ zurückgewichen sei, und er meinte von einem Triumph des Reformpapsttums sprechen zu dürfen. Wenn M. diese Ansicht für irrig erklärt, muß man ihm Recht geben. Obwohl es unverkennbar ist, daß der kirchliche Einfluß des Papstes in Frankreich seit der Zeit, da Philipp die Versöhnung suchte, im Wachsen begriffen war und im französischen Episkopat einen starken Rückhalt fand (Konzil von Troyes)[1]), so kann doch davon nicht die Rede sein, daß Philipp vor Paschal die Waffen gestreckt hätte.

M. weist mit Recht auf den Kampf um das Erzbistum Reims hin, der die beiden letzten Jahre Philipps erfüllte[2]). Nach dem Tode des Erzbischofs Manasses war von dem reformfreundlichen Teile der Wähler der Dompropst Radulf erkoren worden. Der König, den die Wähler Radulfs ganz aus dem Spiele gelassen hatten, erklärte sich für Gervasius, einen Sohn des Grafen von Rethel, dem ein Teil des Klerus von Reims anhing. Gervasius erhielt die Investitur und wurde fortan von Philipp und Ludwig VI. mit allen Mitteln gegen Radulf unterstützt. Dieser aber war als der Erkorene der Reformpartei auch der Mann des Papstes. Auf dem Konzil von Troyes wurde die Erhebung des Gervasius verworfen, Paschalis weihte den Radulf und forderte von der Stadt Reims dessen Anerkennung unter Androhung des Interdiktes; er hat das Interdikt dann in der Tat verhängt.

Papst und König stehen sich also aufs schroffste gegenüber. Man wird an die Anfänge des Streites um Beauvais erinnert. Aber der Gegensatz ist jetzt schärfer, der Kampf wird von Seiten der Könige ohne jede Rücksicht geführt. Damals, da der König sich des Papstes Gnade sichern wollte, gab er den von ihm ernannten Bischof preis und überließ das Bistum Paris dem Manne, der sich ihm zum Trotz vom Papst zum Bischof von Beauvais hatte weihen lassen. Jetzt sieht er sich nicht mehr auf den Papst angewiesen, jetzt will er zwar keinen Bruch mit dem Papste, aber er will nicht zurückweichen, er will es gegen den Papst durchsetzen, daß ein Mann seiner Wahl das Erzbistum erhält, zu dessen Rechten die Krönung des Königs gehört. Der Streit um Reims beweist, wie ich meine, aufs deutlichste, daß Philipp von der Nachgiebigkeit, die er drei Jahre zuvor aus Berechnung dem noch unversöhnten Papst gegenüber gezeigt hatte, jetzt, da der Papst sein ›Verbündeter‹ war, nichts mehr wissen wollte. Dieser Auffassung, die mir nach Lage der Ueberlieferung allein berechtigt

1) Was Monod S. 96 von dem französischen Episkopat unter Ludwig VI. sagt, gilt nicht weniger für die Zeit Philipps.

2) Außer Monod 83 ff. siehe Imbart de la Tour 444, Esmein 158, Luchaire CLXVI f. Vgl. auch Monod 60 (Anmerkg. 3) mit Hinweis auf Suger S. 40. Suger spricht — was M. nicht bemerkt — nur von Ludwig; seine Worte können allerdings auch zur Kennzeichnung von Philipps Haltung dienen.

scheint, hat sich auch M. nicht ganz verschlossen. S. 84 f. lesen wir: ›Philippe ne faisait un accord avec le pape que pour le protéger contre l'empereur, mais il prétendait rester libre de gouverner son clergé comme il l'entendait. Le pape, de son côté, tout en demandant aide et conseil au roi, ne voulait pas renoncer à ses prétentions de directeur suprême des églises de France‹. Wenn ich von dem ›protéger contre l'empereur‹ absehe, so könnte ich diese Sätze einfach unterschreiben. Aber sie bezeichnen nicht die eigentliche Meinung des Verfassers. Nicht ohne Erstaunen sieht man ihnen die nachstehenden Worte folgen: ›Mais, par courtoisie d'hôte à hôte, chacun laissait l'autre faire ce qui lui plaisait. C'est ainsi que Philippe laissa, sans même protester, le pape sacrer Raoul en plein concile de Troyes, tandis que, de son côté, il faisait piller le territoire rémois et les domaines ecclésiastiques, pour marquer son autorité, et continuait à soutenir Gervais contre son concurrent‹ [1]). Eine seltsame Courtoisie! Aber diese Betrachtungsweise steht eben in Zusammenhang mit M.s Auffassung von der Stellung der beiden Gewalten gegenüber den Bischofswahlen.

M. nimmt (S. 56 f., 88 ff.) ein Kompromiß zwischen Papst und König an. Er möchte nicht behaupten, daß ein förmliches, urkundliches Konkordat abgeschlossen worden sei, er begnügt sich mit der Annahme einer ›entente tacite‹ (S. 57). Es war, sagt er (S. 92), ›un simple compromis, une entente tacite de ne rien faire de part et d'autre qui pût nuire aux intérêts légitimes du clergé, de la papauté et de la couronne‹. Die Auseinandersetzungen des Verfassers, der sonst, wenn nicht immer überzeugend doch überzeugt schreibt, sind hier unentschieden und unsicher. Schon über den Beginn dieser Entente scheint er nicht ganz im klaren mit sich selbst zu sein. S. 57 sagt er, es sei unbestreitbar ›que, depuis 1104, un *modus vivendi* nouveau résulte de l'absolution de Philippe en ce qui concerne les élections épiscopales et le rôle qu'y joue le roi‹; nach S. 90 faßt er dagegen wenigstens Philipps Kirchenpolitik für die ganze Zeit von 1099—1108 als einheitlich auf, während er S. 90 wiederum meint: ›L'attitude respective de Pascal et de Philippe de 1102 à 1104 et depuis l'absolution du roi jusqu'au voyage du pape en France dénote une politique nouvelle‹. Aber auch die Darlegungen über Inhalt und Tragweite des ›Kompromisses‹ sind nicht ganz widerspruchsfrei. S. 92 lesen wir: ›Si l'un des deux partis faillissait à ses engagements, l'autre ne se considérait plus comme lié: c'est ce que nous constations à Reims où des illégalités avaient été commises de part et d'autre‹. Die Vorgänge von Reims, die hier als Beispiel für das Außerkrafttreten der Entente herangezogen sind, sollen dagegen

1) Vgl. die ähnlich gearteten Worte auf S. 90.

S. 56 (mit Anmerkung 4) als Beweis dafür dienen, daß das Investiturverbot von Troyes kraft der Entente für Frankreich nicht gelten sollte: ›Ce canon, promulgué en France, ne semble pas s'appliquer aux élections qui avaient lieu dans le clergé français. Le roi et le pape vivaient sur un compromis commode et qui ne créait pas de conflit‹. Zu dem ersten Satze die Anmerkung: ›Nous voyons au même moment, à propos de l'élection de Reims, le roi donner l'investiture à Gervais, non consacré, et le pape consacrer Raoul, non investi‹. Gegenüber diesem Trugschlusse bedarf es kaum eines Wortes, daß Paschalis gerade im Reimser Falle ausgesprochener Maßen die Reformdekrete befolgte[1]). Wenn Philipp seinerseits sich rücksichtslos darüber hinwegsetzte, so sehe ich damit eben den durch kein Kompromiß gemilderten kirchenpolitischen Gegensatz beider aufs hellste beleuchtet (vgl. oben S. 772).

M. sucht trotz seiner etwas schwankenden Auffassung die Bedeutung der Gegensätze, die bei dem Kampf von Reims hervortreten, keineswegs abzuschwächen. Aber er will diesen Kampf gleichsam außerhalb der Entente unterbringen (vgl. S. 95). Er sucht seine Annahme eines Kompromisses dadurch zu sichern, daß er es bei zwiespältigen Wahlen außer Kraft treten läßt und seine Geltung auf die ›regelmäßigen‹ Wahlen beschränkt. Wir müßten uns mit dieser Anschauung auseinandersetzen, wenn uns der Vf. auch nur an einer ›regelmäßigen‹ Wahl die Wirksamkeit des von ihm angenommenen Kompromisses nachgewiesen hätte. Aber dieser Nachweis fehlt. Monod selbst gibt wiederholt zu, daß wir von derartigen Wahlen ›malheureusement‹ nichts genaues wissen (S. 80, S. 95, auch S. 87)[2]). Also, für die Wahlen, die wir allein genau kennen, trifft das Kompromiß nicht zu, und die, bei denen es gelten soll, kennen wir nicht. Dennoch meint M. den Inhalt dieses Kompromisses dahin bestimmen zu können (S. 95), daß der König sich verpflichtet habe, ›à ne pas faire d'opposition aux élections régulièrement faites, à ne pas abuser de son pouvoir sur le clergé séculier‹, der Papst aber ›à observer de son côté la même neutralité‹. Diesen ›accord‹ möchte er als das Ergebnis der ›friedlichen Politik‹ Paschals und Philipps angesehen wissen. Allerdings fügte er an dieser Stelle ein bescheidenes ›autant que nous pouvons le supposer‹ hinzu. Ich glaube indes mit ziem-

1) Daß Paschalis die Verfügung über Reims geradezu als in seine Hand gestellt ansah, zeigt sich darin, daß er zuerst beabsichtigt hatte, das Erzbistum dem Archidiakon von Verdun, Richard von Grandpré, zu verleihen. Vgl. Monod 84 Anm. 1 und 56 Anm. 1 (dort steht beidemale irrig ›Richer‹; so hieß der Bischof von Verdun, dem Richard dann gefolgt ist), sowie Meyer von Knonau 6 S. 48 f.).

2) Die ›élections régulières‹, die er S. 80 ff. bespricht, liegen vor dem J. 1105. Die Rechtmäßigkeit der Wahl Galderichs von Laon (S. 48 ff., S. 83) wurde vom Papst auf einer Kirchenversammlung zu Langres (Febr. 1107) entschieden.

licher Sicherheit zeigen zu können, daß seine Meinung auch als Vermutung nicht zu halten ist.

Als den Hauptpunkt der von ihm angenommenen ›entente‹ sieht er eine Vereinbarung über die Investitur an. Seiner Meinung nach — er kann sich auch hier weder auf eine Tatsache noch auf ein Quellenzeugnis stützen [1]) — beruhte dieser ›accord‹ über die Investitur, der ›vielleicht‹ während des Konzils von Troyes zustande gekommen sei, auf einem beiderseitigen Zugeständnis: ›le pape renonça à interdire toute investiture au roi; le roi, de son côté renonça à investir *annulo et baculo*‹. Es scheint mir, daß uns ein Brief Ivos von Chartres, dem wir die genaue Kenntnis vom Ausgang des Streites von Reims verdanken, das Recht gibt, M.s Annahme abzulehnen. Ludwig VI. zeigte sich nach seiner Krönung (3. August 1108) bereit, den vom Papste geweihten Erzbischof Radulf von Reims anzuerkennen [2]), doch verlangte er den Lehenseid. Ivo von Chartres, der als Vermittler tätig gewesen war, und Radulf selbst zeigten sich einverstanden. Aber dem Papste gegenüber — das ist es, was uns hier interessiert — fühlte Ivo sich genötigt, in einem sorgfältig ausgearbeiteten Schreiben seine Haltung zu rechtfertigen. Die trostlose Lage der Kirche von Reims habe ihn veranlaßt, sich an den König zu wenden. Am Hofe habe man erklärt, Radulf müsse vor dem König den Lehenseid ablegen, der auch den früheren Herrschern von allen Erzbischöfen von Reims und den Bischöfen des französischen Reiches — auch von frommen und heiligen Männern — geleistet worden sei. Um des Friedens der Kirche willen habe man die Forderung erfüllen müssen, obwohl es nach der Strenge des Gesetzes nicht hätte geschehen sollen. Es sei ein Werk der Nächstenliebe gewesen, und indem er es getan habe, glaube er den Gesetzen gehorcht zu haben, denn auch das Gesetz gehe auf die Liebe zurück. Kniefällig bitte er den Papst, um der Liebe willen mit väterlicher Nachsicht dieses Verhalten zu verzeihen, das ja nicht die ›aeterna lex‹ unerlaubt mache, sondern ein zur Erlangung der Freiheit der Kirche von ihrem Oberhaupte ausgegangenes Verbot (sed intentione acquirendae libertatis praesidentium sola prohibitio). ... Man müsse etwas nachlassen von der Strenge der kirchlichen Vorschriften, wenn es die Not des Volkes fordere. Der Papst möge Nachsicht walten lassen, da es nicht möglich sei, nach strenger Gesetzlichkeit zu verfahren.

1) Er erklärt einfach (S. 93 Anm. 6): ›Accord qui résulte de toute la politique qui suit ce concile‹!

2) Vgl. zum folgenden Esmein 159 ff., Luchaire CLXVII f. und 32 f., auch Barth, Hildebert v. Lavardin 360. Monod 93 Anm. 6 (vgl. 86) beleuchtet nur das Verhalten Ludwigs flüchtig. — Das Schreiben Ivos an Paschal ist gedruckt: Bouquet, Recueil 15, 146 nr. 115 (epist. 190). Vgl. auch S. 144 epist. 189.

Solcher Bitten und Vorstellungen bedurfte der Bischof von Chartres, um es dem Papste annehmbar scheinen zu lassen, daß ein Bischof — ein vom Papst geweihter Bischof, der nur so seinen Platz erlangen konnte! — dem König den Lehenseid leiste. Wird man ernstlich behaupten wollen, daß dieser Papst $1^1/_2$ Jahre zuvor dem französischen König die Investitur zugestanden habe, das will nach M.s Meinung (vgl. seine Darlegung über die Reihenfolge von Investitur und Weihe unter Philipp, S. 94 f.) sagen: das Recht, den erwählten Bischof vor der Weihe zu investieren? Und dabei soll es ja (Monod S. 91 und 92 f.) gerade Ivo gewesen sein, der den Papst zu dem Verzichte auf das Investiturverbot gegenüber Philipp veranlaßt habe. Gewiß, Ivo war der Mann der Vermittlung. Aber seine kirchenpolitische Stellungnahme, die M. ganz richtig kennzeichnet (S. 90 f., 92 f.)[1]), war nicht die des Papstes. Das zeigt neben anderem dieser Brief, in dem sich Ivo die größte Mühe geben muß, dem Papste in einem für die Kirche sonst so günstigen Falle ein Zugeständnis als notwendig hinzustellen, das weit bescheidener war als jenes angebliche Zugeständnis in der Investiturfrage. Für Ivo aber hätte dem Papste gegenüber nichts näher liegen können als der einfache Hinweis auf den ›accord‹ von 1107, wenn dieser ›accord‹ nur bestanden hätte.

Wir müssen dabei bleiben, daß es, nach allem was wir wissen, ein Kompromiß über die Bischofswahlen zwischen Philipp I. von Frankreich und Papst Paschalis II. niemals gegeben hat.

Ich habe die Ablehnung der Leitsätze M.s genau zu begründen gesucht, da sie in beiden Büchern der Schrift stark hervortreten und ohne Frage mit Geschick vorgetragen werden. Ich kann die Darstellung nicht weiter ausbauen — daß weder Philipp noch Paschal, wenn wir ihr geschichtliches Bild festhalten wollen, in M.s Beleuchtung bleiben dürfen, ergibt sich von selbst —, wir müssen mit raschem Schritt den übrigen Teil der Schrift durchmessen.

Der zweite Abschnitt des zweiten Buches (S. 97—120) ist den Klöstern gewidmet und untersucht insbesondere ihr Verhältnis zu den Bischöfen. Ich hebe hervor die Mitteilungen über Abgaben der Klöster an den Bischof, namentlich Sendgerechtsame (S. 102 f.), über päpstliche Exemtionsprivilegien (S. 105 ff.), die bisweilen sogar auf bischöfliche Anregung zurückgehen (S. 110), aber im ganzen keine große Bedeutung gewinnen, wie M. in sorgsamer Untersuchung überzeugend

1) M. hätte noch erwähnen können, daß Ivo dem Konzil von Troyes, das das uneingeschränkte Investiturverbot erließ, ferngeblieben ist. Er war ›krank‹. Der leise Zweifel, den Esmein 157 Anm. 2 dieser Krankheit gegenüber hegt, ist vielleicht nicht unberechtigt. — Zu der ›théorie nouvelle‹ Ivos (S. 93) vgl. übrigens Hauck, Kirchengesch. Deutschlands 3^4, 914 (auch schon in der 1. Aufl., S. 906) und Barth 358 mit Anm. 1.

darlegt; einige Bemerkungen über die Abgaben der eximierten Abteien an den römischen Stuhl finden sich S. 117 f.

In den beiden Kapitelchen über die regulierten Chorherren (S. 121—134) betont Monod, daß die Kanonikatstifte in engerer Verbindung mit dem Episkopat standen als die Klöster. Aber seine Darstellung läßt das Verhältnis zwischen Bischof und Chorherren etwas gar zu freundlich erscheinen. Wie das Eindringen der Mönche in die Seelsorge, so ist doch auch die seelsorgerische Tätigkeit der Kanoniker den Bischöfen keineswegs durchaus erwünscht gewesen: Barth gibt in seinem Buche über Hildebrand von Lavardin S. 253 Anm. 3 aus Briefen Ivos von Chartres Belege für den Widerstand der Bischöfe gegen die Seelsorgetätigkeit der Kanoniker. Die Rivalität zwischen Chorherren und Mönchen hebt M. gut hervor; Paschal II. (vgl. S. 133) zeigte sich den Kanonikern besonders geneigt. In der Zeit Paschals haben sich zahlreiche regulierte Chorherrenstifte gebildet, zum großen Teil bischöfliche Gründungen. M. zählt S. 125 f. die Stifte auf, die Paschalis bestätigt hat. Allerdings hat sich die Blüte nicht ganz so rein entfaltet, wie man nach M.s Darstellung annehmen sollte. Das Medardusstift von Nantes, das M. S. 126 Z. 1 erwähnt, kam so rasch in Verfall, daß es schon 1109 den Benediktinern von Marmoutier überlassen wurde (Barth 302). Die interessante Gründungsgeschichte dieses Stiftes hat M. ebensowenig näher behandelt wie die der übrigen. Von einem Buche, das dem Titel nach lediglich den Beziehungen Paschals II. und Philipps I. gilt, ist das gewiß nicht zu fordern. Aber da nun einmal ein großer Teil des Buches über die ›organisation de l'église de France‹ handelt, muß man doch bedauern, daß der Vf. seine reiche Quellenkenntnis und seinen Scharfsinn nicht für eine tiefer gehende Darstellung nutzbar gemacht hat. Von dem niederen Klerus, von der Pfarrgeistlichkeit wird überhaupt nicht im Zusammenhang gesprochen. Auch die Stellung der Laien, der großen Machthaber zumal, zu den bischöflichen und den übrigen Kirchen hätte man gern behandelt gesehen. M. hat diese Frage — und zugleich die Frage nach der Bedeutung des Eigenkirchenrechts — gestreift, ohne es selbst zu merken. In seltsamer Verkennung des Sachverhaltes sieht er (S. 25, vgl. auch S. 66 und 73) in dem Spolienrecht des Grafen von Blois und Chartres ein — Plünderungsrecht des Pöbels (le peuple considérait comme une de ses prérogatives de venir piller le palais épiscopal dès qu'il apprenait la mort de l'évêque)[1]).

Wenn ich schließlich noch die sorgfältige Tätigkeit der Herausgeber in ganz bescheidener Weise ergänzen darf, so möchte ich folgendes anmerken: S. 48 Anm. 2 ist die Chronik Ekkehards von

1) Es genüge, auf Barth 448 f. zu verweisen.

Aura irrig Chronicon Urspergense genannt. Die aus der Chronik angezogene Stelle (Mon. Germ., Scriptores 6 S. 241) ist übrigens von M. irrig ausgelegt worden, obwohl schon Waitz in der Ausgabe selbst den Fingerzeig zum Verständnis gibt. Zur Sache vgl. zuletzt Meyer v. Knonau, Jahrbücher Hs. IV. u. V. Band 6 S. 33 Anm. 44. — Zu S. 58: Paschalis war noch am 21. Juli in Valence. Eine (von M. übersehene) Bulle mit diesem Datum ist von P. Kehr in den Götting. Nachrichten, phil.-hist. Klasse, 1902 S. 89 veröffentlicht. — Neben anderen Druckfehlern ist S. 84 als Jahresangabe für das Konzil von Troyes 1106 (statt 1107) stehen geblieben.

Es wäre Unrecht, wenn ich von diesem, mit ungewöhnlicher Wärme geschriebenen Werke so kühlen Abschied nehmen wollte. Gewiß, das Buch läßt manche Wünsche unerfüllt und vermag mit den Sätzen, die dem Vf. besonders am Herzen lagen, nicht zu überzeugen. Aber so sehr jene Leitsätze, die wir ablehnen mußten, hervortreten, sie beherrschen doch nicht durchaus die Darstellung. Ein gesunder historischer Sinn und unbefangener Forschungsdrang haben den Vf. fast immer davor bewahrt, der geschichtlichen Darstellung selbst eine falsche Zielstrebigkeit einzuimpfen. Und auch da, wo man das Ziel für verfehlt halten muß, wird man dem Vf. mit lebhaftem Interesse folgen und mannigfache Anregung mitnehmen. Die Fehler des Buches entspringen einer Tugend: dem energischen Streben, den großen Zusammenhang der Dinge zu erfassen. Wie Gabriel Monod mit bezeichnendem Worte sagt (S. XII): eine ›ingéniosité parfois téméraire‹ beherrschte den Verfasser dieses Buches.

Freiburg i. B., März 1909[1]) Fritz Vigener

1) Ich benutze die Korrektur, um auf eine Besprechung von Monods Buch hinzuweisen, die Augustin Fliche im Moyen Age 22 (2. série 13), 1909, S. 38—44 (Januar-Februarheft, im April ausgegeben) veröffentlicht hat. Auch er wendet sich u. a. gegen Ms. Einschätzung der Politik Paschals. Aber näher begründet hat Fliche nur seine, wie ich glaube durchaus berechtigte, Ablehnung von M.s Urteil über Urban II. (s. oben S. 762).

Für die Redaktion verantwortlich: Dr. J. Joachim in Göttingen

Nr. 10 Oktober 1909

Konrad Maurer, Vorlesungen über altnordische Rechtsgeschichte Aus dem Nachlaß des Verfassers herausgegeben von der Gesellschaft der Wissenschaften in Kristiania. Band I Abt. 1 u. 2 (XV und 450 bzw. 260 Seiten). Leipzig, A. Deichertsche Verlagsbuchhandlung Nachf. 1907.

In jedem Wissenschaftszweig gibt es Forscher, deren Werke nicht nur im Augenblick ihres Erscheinens und der unmittelbar folgenden Zeit von Bedeutung für den Fortgang der Wissenschaft sind, sondern noch lange über den Tod ihres Verfassers hinaus die feste Grundlage für die weitere Forschung abgeben, zu denen derjenige immer wieder greifen muß, der eben diese Disziplin kennen lernen will, die von der jüngeren Erkenntnis und Arbeit zwar ausgebaut, aber auf viele Jahrzehnte hinaus nicht ersetzt werden können. Es sind das in erster Linie die Werke derer, die als die Begründer eines mehr oder weniger selbständigen Forschungszweiges zu gelten haben. Und wie auf friesischem Gebiete Richthofens bahnbrechende Arbeiten diesen Platz einnehmen, so auf dem der skandinavischen Rechtsgeschichte die besonders zahlreichen Abhandlungen K. Maurers (verzeichnet in Tidsskrift for Retsvidenskab 1903 durch M. v. Vleuten, vollständiger durch Golther in Ztsch. f. d. Phil. XXXV S. 68 ff.; doch ist hier zu ergänzen ›Die Limburger Inschrift‹ in Ztsch. f. d. Altertum XVIII, wogegen ich den Artikel ›Norwegen‹, den Golther angibt, in keiner der mir zur Verfügung stehenden Auflagen von Herzogs Realencyklopädie finden konnte). Während aber jener in seinen ›Untersuchungen zur friesischen Rechtsgeschichte‹ ein groß angelegtes Werk begann, hat dieser die Ergebnisse seiner Forschungen von Ausnahmen, wie der ›Bekehrung des norwegischen Stammes zum Christentum‹ und ›Island‹ abgesehen, der weiteren Oeffentlichkeit in der Form einer Reihe umfänglich wenig bedeutender Einzeluntersuchungen mitgeteilt.

Nur in den Vorlesungen, die Maurer an der Universität München und in Kristiania über norwegische Rechtsgeschichte hielt, hat er größere zusammenhängende Stoffe vorgetragen; die hierin enthaltene ›grundlegende Arbeit des Meisters nordischer Rechtsgeschichte in weiterer Ausdehnung ... für die Wissenschaft zu retten und zugänglich zu machen‹, ist der Zweck der mit dem vorliegenden Bande beginnenden Veröffentlichung. Die Zeichnung des Vorworts und im wesentlichen die Herausgabe selbst hat Ebbe Hertzberg übernommen, der dabei die Unterstützung von K. Lehmann, E. Mayer und A. Taranger genoß.

Es steht außer Zweifel, daß die Vermittlung der Ansichten eines Mannes von der überragenden Bedeutung Maurers ein höchst begrüßenswertes und dankenswertes Unternehmen ist. Auf einem anderen Blatt aber steht die Frage, wie die gegebene Aufgabe zu lösen war, und ob sie hier richtig gelöst ist. In dieser Beziehung einige Bedenken anzubringen, kann ich mir nicht versagen; sie sind mir gekommen, je mehr ich mich mit dem Werke beschäftigt habe. Gewiß ist es hoch zu schätzen, daß der Herausgeber die Darstellung Maurers selbst, ›wie sie aus des Altmeisters eigener Feder geflossen, voll und unverändert‹ uns geboten hat, und man muß ihm dafür angesichts der häufigen, ebenso pietätlosen als unwissenschaftlichen ›Neubearbeitungen‹ Dank wissen. Maurers Werk hätte gelitten, wenn man die Ergebnisse neuerer Forschungen zustimmend oder ablehnend hineingearbeitet hätte. Aber das vorliegende Werk scheint mir die Bestätigung des alten Satzes: ›Incidit in Scyllam, qui vult vitare Charybdim‹. Es gibt einen Weg, der in der Mitte liegt zwischen dem bloßen Abdruck früher entstandener Werke und einer Umarbeitung. Kipp hat ihn bei der Herausgabe der Windscheidschen Pandekten mit Glück begangen, Lotmar bei Herausgabe der Brinzschen Pandekten. Ohne ein Jota am Maurerschen Text zu ändern hätte die Literatur, die seit der Niederschrift der Vorlesung entstanden ist, in derselben Weise wie in diesen Büchern berücksichtigt werden können. Insbesondere wäre es angezeigt gewesen, doch wenigstens Maurers eigene, spätere literarische Tätigkeit anzumerken. Auf diese Weise hätte aus der Veröffentlichung bezüglich der behandelten Materien ein Handbuch werden können, und um so wertvoller noch dann, wenn der Herausgeber nicht nur über Neuerscheinungen referiert, sondern sie auch in Anmerkungen gegen Maurers Ansichten abgewogen hätte. Doch mag man darüber verschiedener Meinung sein, und so wie die Sache nun unabänderlich liegt, möchte ich weniger darauf ausgehen, zu zeigen, wie die Ausgabe noch hätte verbessert werden können, als darauf, selbst zu der Verbesserung zu helfen, und ich bespreche deshalb im Folgenden

besonders die Teile des Buches, die in der Literatur der späteren Zeit mit anderen Ergebnissen oder auf breiterer Grundlage behandelt wurden. Dabei im Rahmen einer Besprechung Vollständigkeit zu erreichen, ist allerdings ausgeschlossen und ist nicht beabsichtigt. Ferner suche ich Maurers eigene spätere, auch frühere Arbeiten durch Zitate mit dem vorliegenden Band zu verknüpfen, so daß an Hand dieser Besprechung wohl jede Stelle der Schriften Maurers festgestellt werden kann, an der sich dieser zu einer der im vorliegenden Bande berührten Fragen in wesentlichem Umfang geäußert hat. Erschöpfung des Stoffes habe ich dabei angestrebt; sie erreicht zu haben, wage ich nicht zu behaupten. Zur allgemeinen Literatur bemerke ich noch, daß ich nicht planmäßig nach einschlägigen Arbeiten geforscht habe, sondern das angeführt, was mir zur Hand war. Leider konnte ich Sars, Udsigt over den norske historie nicht in 2. Auflage erhalten. Auf dieses Buch sei aber hiermit noch verwiesen.

Die erste Hälfte des vorliegenden Bandes ist dem altnorwegischen Staatsrecht gewidmet und aus einer Reihe von einzelnen Stücken zusammengesetzt, die den Jahren 1868—84 entstammen. Den Anfang macht eine Einleitung (S. 1—30) aus den Vorlesungen von 1871 als ›Uebersicht über die äußere Staatsgeschichte‹. Maurer beginnt die Geschichte Norwegens mit König Haraldr hárfagri, der, um 860 zur Herrschaft gelangt, um das Jahr 872 nach der Schlacht im Hafrsfjördr das Einkönigtum in Norwegen aufrichtete, womit bekanntlich die Auswanderung nach Island und dessen Besiedlung im engsten Zusammenhange steht. Nur kurz behandelt sind unter Quellenangabe die Vorfahren dieses Königs seit Olafr trételgja, noch kürzer die Angaben antiker Autoren, mittelalterlicher Geschichtsschreiber (Procopius, Jordanes, Paulus Diaconus), isländischer Schriftsteller. Insbesondere der Letztgenannten Glaubwürdigkeit schätzt Maurer gering ein (vgl. Boden ZRG. XXXIII 149 Anm. 1; ferner Maurer, Weitere Mitt. z. Huldarsage Abh. d. bayr. Ak. 1896/97 S. 319 ff. Anders aber z. B. bezüglich der Gullþorissaga in ›die Gull-þóris Saga etc. etc.‹ S. 37). Die weitere Geschichte Norwegens ist ausführlicher bis zur Union mit Dänemark fortgeführt, dann deren Schicksal bis zum Kieler Frieden (1814) angegeben. Wertvoll sind verschiedene in den Anmerkungen gegebene Stammbäume, der des Philippus jarl (1207—1217) bis zu Haraldr gilli, dem unehelichen Sohn von Magnús Berfœttr, der König Albrechts bis zu Hakon háleggr, der Erichs bis zu Waldemar, endlich zwei verschiedene für die zweifelhafte Abstammung des Hákon Jónsson und des Sigurðr Hafþórsson (zur Geschichte vgl. auch Maurer, Die Bekehrung des norw. Stammes z. Christent. I; zu den Beziehungen zum Süden insb. Ztschr. f. d. Phil. II 440 ff.). (Das

Folgende entstammt nach den Angaben des Herausgebers einem Manuskript von 1884. Dabei ist aber zu bemerken, daß wohl noch später Ergänzungen erfolgten. So dürfte S. 43 unten und 44 oben erst 1885 eingefügt sein, da Norges gamle Love IV erst 1885 erschien.)

Der § 1 beschäftigt sich (S. 31—37) mit dem Namen und den Grenzen Norwegens. Der Name ursprünglich Norðvegr (vgl. hierüber Noreen, altisl. Gramm.[3] § 227) ist von der geographischen Lage des Landes hergenommen und entspricht einem Vestrvegr (britische Inseln, Frankreich), Austrvegr (Finnland, Litauen, slavische Länder) und Suðrvegr (Deutschland, Italien). Ob er im Norden oder im Süden entstanden ist, möchte ich mit Maurer unentschieden lassen, nicht mit Taranger (Udsigt over den Norske Rets Historie II, 1 S. 45) in der zweiten Richtung entscheiden. Die Grenzen Norwegens entsprechen der heutigen Ansicht, wie sie z. B. die Karte bei Bremer, Ethnographie der germanischen Stämme (Pauls Grundriß III[2] S. 831) wiedergibt.

Hat dieser § 1 mehr einleitenden Charakter, so tritt Maurer mit der Besprechung der weltlichen Bezirkseinteilung Norwegens in § 2 (S. 37—68) in den Stoff selbst ein. An seinen Ansichten hat die spätere Forschung im wesentlichen nichts mehr ändern können (vgl. Maurer Island S. 20 f.; Brandt II S. 89 ff.; Maurer Art. Gulaþingslǫg in Ersch u. Grubers Enzyklopädie II S. 415 f. u. ›Die Huldarsage‹, S. 264, ferner ›Die Entstehungszeit der älteren Frostuþingslög‹ S. 3 ff.; Entstehung des isl. Staates S. 8 ff.). ›Ihren Schwerpunkt findet die ältere norwegische Bezirksverfassung in dem Begriffe des fylki oder Volklandes‹ (S. 37). ›Ursprünglich ein selbständiges Staatsgebiet bildend, hat sich dieses in die Zeit nach Herstellung eines Gesamtstaates hinübererhalten, nur daß der bisherige Kleinstaat nunmehr zu einer bloßen Abteilung des Gesamtreiches geworden ist‹ (S. 37). Auf die Namen der einzelnen Volkslande geht Maurer so wenig ein wie auf die bekannte Aufzählung aus dem Anfang des 12. Jahrh. Hier kann Storms Aufsatz in Hist. Tidskrift IV, 478 und Taranger Udsigt II, 1 S. 42 f. ergänzend eingreifen (vgl. sodann Maurer, Die Entstehungszeit der älteren Gulaþingslög). — Das Wort fylki leitet Maurer ab von folk als einer Bezeichnung der zur Schlacht geordneten Mannschaft ›wie denn auch das Zeitwort fylkja das Ordnen der Schlachtreihe bezeichnet‹. Damit stimmt jedoch die neuere Forschung nicht ganz überein. Insbesondere haben Falk und Torp in ihrem etymologischen Wörterbuch (deutsche Ausg. v. Davidsen) zwar s. v. fylke den Zusammenhang zwischen fylki und fylkja festgehalten, aber nicht

s. v. folk erwähnt, so wenig wie fylki; sie nehmen keinesfalls eine Ableitung von fylki aus folk an. Und zwar mit Recht.

Als Unterabteilung des fylki erscheint das hérað, ein seit Maurer stark umstrittener Begriff. Zunächst sprachlich, dann aber auch sachlich. In jener Beziehung folgt Maurer der Ableitung von herr durch Guðbrandr Vigfússon, die auch heutzutage noch Anhänger hat. Inzwischen aber haben sich gerade skandinavische Philologen um die Erklärung des Wortes bemüht. Brate hat zuerst die Frage behandelt und ist zu dem Ergebnis gelangt, daß herað zurückgeht auf eine Bildung *hiwa-rað mit der ursprünglichen Bedeutung von ›hem‹ oder ›familj‹ (Arkiv for nordisk filologi IX S. 133 f.). Er ist auf dieser Ansicht in einem späteren Aufsatze stehen geblieben (ebd. XXII S. 206) und hat sie verteidigt gegenüber der Meinung von Axel Kock, der herað auf urn. *hari-reiða zurückführt und in dem ganz parallel skipreiða entwickelten Wort eine Bezeichnung ursprünglich für die Heeresausrüstung (Schiffsausrüstung), später für den Distrikt, den ein Heer (Schiff) auszurüsten hat, sieht (ebd. XXI S. 351 f. insbes. 363). Ich selbst habe (Altgermanische Hundertschaft S. 202) die Kontroverse unentschieden gelassen, ebenso Rietschel (ZRG. XLI S. 355 f.); Tamm (Etymologisk ordbok s. v. härad) glaubt beide Deutungen vereinigen zu können, Noreen (Altschwed. Grammatik [3] § 80 I, 3) nimmt die Möglichkeit einer Zusammensetzung mit hær an. Nach neuerlicher Prüfung der Frage bin ich dahin gelangt, die Lösungsversuche von Kock abzulehnen. Ohne ihre philologische Zulässigkeit zu bestreiten, scheint mir dies aus sachlichen Gründen geboten. Was wir über das herað wissen, läßt diese Deutung als unzulässig erscheinen, die skipreiður sind allerdings Bezirke, aus deren jedem eine bestimmte Anzahl von Schiffen gestellt werden mußte, parallel den skiplaghar im schwedischen Roþin. Aber eine Frage für sich ist es, wie alt diese Bezirke sind, ob sie nicht von Voraussetzungen abhängig sind, die wir in verhältnismäßig junger Zeit erst gegeben finden. Allerdings ist gerade hier Maurer anderer Ansicht. Er bezweifelt (S. 54 ff.) die Angabe der Heimskringla Hákonar s. góða, die ihre Einrichtung König Hákon góði (935—961) zuschreibt und so in die Mitte des 10. Jahrhunderts verlegt, und hält die skipreiður auf Grund der ähnlichen Einrichtungen in Schweden und Dänemark für ›eine uralte, den sämtlichen nordgermanischen Stämmen gemeinsame Einrichtung‹. Dieser Ansicht vermag ich mich nicht anzuschließen. Die Einrichtung der Schiffsbezirke können wir genau verfolgen in England, wo sie erfolgte durch Alfred den Großen. Wie dort ist sie auch hier nur denkbar von einer Zentrale aus. Eine Zentralgewalt nur kann befohlen haben, daß so und so viele Leute,

der und der Bezirk ein Schiff auszurüsten haben. Der Vorgang setzt staatliche Verhältnisse voraus, die bei dem urnordischen Volke noch nicht gegeben waren. Gerade angesichts der Tatsache, daß diese allerdings auch in Schweden und Dänemark vorkommenden Schiffsbezirke verschiedene Namen tragen, scheint mir eine Zurückdatierung in frühere Zeit umsoweniger nötig, als diese ebensogut wie in England in den drei Ländern parallel aus dem Bedürfnis sich entwickelt haben, als sie ebensogut in den drei Ländern aus England übernommen sein können. Aber ganz gleich wie es sich mit diesen skipreiður in Hinsicht auf ihr Alter verhält, erscheint mir doch die Parallele mit *harireiða ausgeschlossen. Eine Ausrüstung von Heeren oder, an was wohl hier allein zu denken wäre, von Heeresteilen, findet sich da, wo sich eine allgemeine Wehrpflicht nicht mehr findet. So lange jeder Volksmann ein Heermann ist, kann man nicht davon sprechen, daß ein Gebiet einen Heeresteil ›ausrüste‹. Jeder rüstet sich selbst aus, nicht einer den anderen, oder mehrere zusammen einen Anderen. Wenn nun auch Gþl. schon nicht mehr ein unbeschränktes allgemeines Aufgebot kennt, sondern nur bei Heeresnot nach Gþl. 312 þegn ok þræll auszieht, so wissen wir doch, daß früher ein solches allgemeines Aufgebot, wie es nun nur in bestimmten Fällen erfolgt, Regel war. Und in diese Zeit zurück reicht die Bezeichnung herað. Darüber besteht mindestens für Schweden kein Streit, und auch das schwedische hæraþ will Kock trotzdem in der angegebenen Weise erklären. Aus diesem in der Sache liegenden Grunde muß ich die Erklärung ablehnen. Besser bestellt ist es aber m. E. um die Erklärung Brates. Allerdings dann nicht, wenn man mit Brate selbst für ›hiwa‹ die enge Bedeutung ›Heim‹ oder ›Familie‹ ansetzt. Denn für alle Fälle ist an das Ansiedlungsgebiet einer ›Familie‹ nicht zu denken, wenn man diesen Begriff in dem üblichen, engeren Sinne oder auch als Großfamilie faßt. Wohl aber, wenn man beachtet, in welcher indogermanischen Wörterumgebung dieses hîwa sich befindet. Gehören dazu Wörter wie civis (civitas), sowie andere die auf den Bedeutungsinhalt von ›ansässig sein, Ansiedlung, Sippe, Gemeinwesen‹ hindeuten (vgl. Walde, Etymologisches Wörterbuch s. v. civis), so kann sehr wohl hîwa-rað ursprünglich eine größere Personengruppe, späterhin deren Ansiedlungsgebiet gewesen sein. Allerdings ist mir aus den bis jetzt erschienenen philologischen Erörterungen auch noch kein Grund entgegengetreten, der eine früher schon von Maurer vertretene Ansicht (Entstehung des isländ. Staates S. 1 Anm. 1), die Ableitung des Wortes herað von her mit dem Suffix -aþ trotz dessen Seltenheit (vgl. Noreen, Altschwed. Gramm.[3] S. 167) ausschlösse. Jedenfalls muß ich mich

entschieden gegen die Meinung von Kock wenden, möchte jedoch im übrigen der Ansicht Brates vor der Maurers den Vorzug geben.

Erheblicher sind die Differenzen auf dem sachlichen Gebiet. Bis in die neueste Zeit (vgl. v. Schwerin, Hundertschaft S. 202) wurde das norwegische herað als die Parallele des schwedischen hæraþ angesehen, gleich diesem in die älteste Zeit, die der Ansiedlung, zurückverlegt, und für eine sogenannte ›Hundertschaft‹ erachtet. Neuerdings hat nun Rietschel (a. a. O. S. 380 f.) die ›Hundertschaftsnatur‹ dieses norwegischen herað geleugnet, und sich so in direktem Gegensatz zu der von Maurer in diesen Vorlesungen (S. 39 f.) und auch sonst (z. B. Artikel Gulaþingslög in Ersch u. Grubers Enzyklopädie) vertretenen Meinung gestellt. Rietschel bemerkt, daß ›aus dem Worte Härad an und für sich irgend welche Beziehung zur Hundertschaft nicht herauszulesen ist‹ und meint, das zeige ›am besten Island, wo von einer Häradsverfassung nirgends die Rede ist, und das Wort heraþ in einem ganz unbestimmten Sinn für die verschiedensten Gebiete und Landstriche verwendet wird‹. Er wendet sich so in erster Linie gegen die auch von Maurer S. 40 geübte Verwendung der Stelle ›herr er hundrat‹ aus den Kenningar, wonach, da hérað sich von herr ableitet und herr eine Zahl von 100 oder 120 Männern bedeutet, das hérað mit der Hundertschaft zusammenfallen muß. Er sieht in der Stelle lediglich ›ein Glied in einer Stabreimspielerei, in der sämtliche Zahlen von 1 bis 20 und von da an die Zehnerzahlen bis 100 einem mit der betreffenden Zahl alliterierenden Worte gleichgesetzt werden‹. ›Dafür, daß die Gleichung 'Heer ist hundert' irgend eine reale Grundlage hat‹, fehle ›jeder Anhaltspunkt‹. So einfach kommt man aber über die Sache doch nicht hinweg. Maurer hat mit Recht darauf hingewiesen, daß in dieser ›Stabreimspielerei‹ einigen Gleichungen eine ›bestimmte juristisch-technische Geltung‹ zukommt. In Gþl. 154 heißt es z. B. ›Dat heiter flocr er V menn ero saman at fœsta koste‹ und ganz ebenso Gþl. 168 ›Dat er flockr er V menn ero saman eða fim fleiri‹. Man darf also ein Eingehen auf diese Stelle nicht mit dem Hinweis auf deren Charakter als ›Stabreimspielerei‹ ablehnen. Sodann hat Rietschel die Parallelen anderer Volksrechte nicht genügend beachtet (vgl. auch Maurer in Germania XVIII S. 126). Im angelsächsächsischen Recht besonders deutlich, aber auch im bairischen, ist ›her‹ die Anzahl von Verbrechensteilnehmern, über die hinaus man nicht mehr zählt, die ›Menge‹, der ›Haufe‹ schlechthin. Und da hundrað unbestritten auch eine Mengezahl ist, so kann die Gleichung ›herr er hundrat‹ allerdings guten Sinn haben. Das Heer ist eben die Menge, die man nicht mehr zählt. Doch ist auch von hier aus noch zu beachten, daß Maurer die Ableitung des hérað von her für sicher

hält. Man könnte, da sie dies nicht ist, deshalb der Stelle jeden Erkenntniswert für unsere Frage abstreiten. Aber nicht mit Recht. Wenn auch herað nicht von her abzuleiten sein sollte, vielmehr mit Brate von hiwa, so wird doch diese Ableitung in der Zeit, in der die Kenningar geschrieben wurden (Anfang des 13. Jahrhunderts; vgl. Mogk in Pauls Grundriß II² S. 700), nicht mehr bekannt gewesen sein und Snorri Sturluson wird ebenso an her angeknüpft haben, wie etwa später Stjernköök (de jure Sveonum et Gothorum vetusto (1672) S. 29 f.). — Was sodann den Hinweis auf Island betrifft, so scheint mir denn doch aus dem Nichtvorkommen der Heradseinteilung gerade hervorzugeben, daß das herað keine künstliche Einteilung ist, sondern auf den Ansiedlungsverhältnissen beruht, wie ich schon früher ausgeführt habe (Hundertschaft S. 207 f.). Und im Laufe der Zeit kann allerdings die Bedeutung des Wortes herað so in Vergessenheit geraten sein, daß in späteren Quellen, allenfalls auch in einem norwegischen Provinzialrecht, herað einen beliebigen Bezirk bedeutet. Aber daß dies die Regel oder gar, wie Rietschel für Norwegen annimmt, die ausnahmslose Regel war, dafür sehe ich in den Darlegungen Rietschels nicht den geringsten Beweis. Am wenigsten läßt sich der Mangel einer Hufenverfassung als solcher ansehen. Mit diesem Argument begeht Rietschel einen Zirkelbeweis. Selbst wenn man, was ich aber keineswegs tue, annimmt, daß in der Tat, wie Rietschel will, das dänische hæræth und das schwedische hæraþ auf der Hufenverfassung beruhen, so ist der Schluß, daß sie Hundertschaften sind, das norwegische herað aber nicht, genau so berechtigt oder unberechtigt wie der gegenteilige. Warum sollte nicht das herað eine Hundertschaft sein, hærath und hæraþ aber nicht? Rietschel wird antworten, weil das schwedische hæraþ sicher identisch mit dem hundari, dieses aber ebenso sicher eine Hundertschaft ist. Ich erkenne an, daß die Parallele für das schwedische hæraþ durchschlägt. Aber wie steht es mit dem dänischen hæræth? Darauf antwortet Rietschel: ›Ist aber das götische haeraþ mit dem hundari der Svear identisch, so muß das auch für das unmittelbar angrenzende d ä n i s c h e haeraeth gelten‹. Ich erkenne auch diesen Schluß an, muß ihn aber dann auch für das unmittelbar angrenzende n o r w e g i s c h e herað in Anspruch nehmen. Daß der Schluß, der dort recht, auch hier recht sein muß, übersieht Rietschel vollständig, und deshalb vermögen seine Ausführungen auch nicht Maurers Ansicht zu erschüttern, daß das norwegische herað eine ›Hundertschaft‹ ist (vgl. hierüber v. Schwerin ZRG. XLII, S. 261 ff., insbes. S. 264 f. Was Rietschel in seinen neuesten Ausführungen ZRG. XLIII bringt, die mir in Korrektur vorlagen und von Rietschel ›Zur Abwehr‹ S. 6

Anm. 1 angeführt werden, gibt sachlich nichts Neues. Die heftigen persönlichen Angriffe und die nun einsetzenden Versuche, die Arbeitsmethode des Gegners herunterzusetzen, veranlassen keine Erwiderung. Zu ergänzen aber wäre, daß sich inzwischen auch Delbrück, Geschichte der Kriegskunst[2] II S. 26 f. über R.s und meine Ausführungen geäußert hat).

›Nicht selten werden nun aber, und zwar in den Legalquellen sowohl als in den Urkunden, auch noch ganz andere Bezeichnungen gebraucht, welche zwar auch mit Zahlbegriffen zusammenhängen, aber mit Zahlbegriffen von ursprünglich territorialer, nicht persönlicher Geltung‹. Hierher gehört die Einteilung der Volklande in hálfur, þriðiúngar, fjorðúngar, settúngar und attúngár und ist dabei die Meinung doch wohl die, daß die Sechstel als Unterabteilungen der Drittel, die Achtel aber als Unterabteilungen der Viertel gelten, also die Drittel und Viertel sich gleichmäßig in Hälften teilen sollten. Man sieht, alle diese letzteren Abteilungen gehen von dem Volklande als von einer Einheit aus, durch deren Zerlegung in zwei, drei oder vier, dann sechs oder acht Teile sie sich bilden, wogegen die Hundertschaft, soweit deren ziffernmäßige Bedeutung in Frage kommt, nur durch die Summierung einer Anzahl von kleineren Einheiten erwachsen sein kann; jene entstehen also durch Division, während diese durch Multiplikation sich bildet, und sind überdies von Anfang an Abteilungen des Landes gewesen, wogegen diese ursprünglich jedenfalls nur eine persönliche Abteilung des Volkes gewesen sein kann. Da entsteht nun die Frage ›ob beide Bezirksabteilungen in der für uns geschichtlichen Zeit wirklich von einander verschieden gewesen seien, oder ob es sich bei ihnen nicht vielleicht bloß um verschiedene Namen für dieselbe Sache gehandelt habe‹? An diese Frage hat sich eine Kontroverse angeschlossen, an deren Austrag sich Maurer selbst noch beteiligt hat. In den Vorlesungen vertritt er die Meinung, daß ›die Drittel und Viertel, in welche sich die Volklande teilten, ursprünglich mit den Hundertschaften identisch gewesen waren, daß jedoch hinterher, als sich in den Sechsteln und Achteln weitere Unterabteilungen bildeten, die Bezeichnung herað auch auf diese letzteren überging‹. Für diese Ansicht sprechen in der Tat eine Stelle der Heimskr. Haralds s. hárfagra und Gþl. 266, wogegen mir die Heranziehung des oberschwedischen Fjæþrundaland, Attundaland, Tiundaland nicht sehr glücklich erscheint, da man aus diesen Namen auf eine größere Unregelmäßigkeit schließen könnte, als sie in Norwegen sich zeigt; es ergibt sich daraus nur, daß ein fylki aus einer beliebigen Zahl von Hundertschaften bestehen kann. Gegen Maurer hat sich F. A. Munch gewendet (Det norske Folks Historie II S. 1003

Anm. 1), mit besonders eingehender Begründung aber Taranger in einem Aufsatz: Om Betydningen af Herað og Heraðs-kirkja i de ældre Kristenretter (Norsk hist. Tidskr. 2. Reihe Bd. VI S. 337—401), der hier umsomehr Interesse verdient, als ihn Maurer selbst besprochen hat (Krit. Vierteljahrsschr. XXXI, S. 223 f.; vgl. auch Maurer zustimmend v. Amira Recht [2] S. 72, sodann Maurer selbst in Studien zum sogen. Christenrecht K. Sverrirs S. 22 ff.). Taranger behandelt der Reihe nach die Gebiete des Borgarþing, Eiðsivaþing, Gulaþing und Frostuþing, worin ich ihm nunmehr folge. Im Christenrecht der Bþl. finden sich nur zwei Gebietsbezeichnungen, herað und fylki; es scheidet infolgedessen für die gegenwärtige Frage aus. Dagegen kennt das Christenrecht des Eiðsivaþing neben einander þriðjúngr und herað, ohne aber des fylki zu gedenken. Taranger beginnt nun seinen Beweis dafür, daß hier das herað eine Unterabteilung des þriðiúngr ist und mindestens drei heroþ in jedem þriðjúngr sind mit der Heranziehung von Eþl. I 33: »Nu skal lata hœimta rœiðu biskups þann er hann skipar til oc hœnia up stœfnu boð i heraðe oc lata þat fylgia boðe at þingat kome aller mœð rœiðu biskups til stœfnu byar: þœir menn sem þa gera skil a þa lœtr hanu þar uið tacka. En þœir er oskill gera oc œi koma þar mœið rœiða biskups hann skal stœfna þœim i herað annat œftir ser; aller þœir er þar gera skill þa ma hann uið taka. En þœir er þar gera œi skill þa ma stœfna þœim i þriðia herað œftir ser. En ef þœir gera oskill þar þa skal fara til houuð kirkiu oc lysa þui at hann hafe hœimt rœiða biskups; oc aller þœir menn er mer gerðo skill tok ek uið þui. En þœir er oskill gerðo þa stœfndi ek þœim hingat skill at gera. Nu ef þœir uilia œnn her gera skill þa uill ek uið taka. Ef þœir uilia nu œi skill gera þa ero þœir sœkir III morkum uið biscup«. An dieser Stelle meint Taranger könne man herað unmöglich anders auffassen, denn als Teil des þriðjúngr. Maurer hält diese Auffassung für möglich (a. a. O. S. 225), aber auch die, daß unter den herað »die 3 zu einem und demselben Volklande gehörigen Drittel zu verstehen sind und unter der Hauptkirche, an welcher der letzte Aufruf zu erfolgen hat, die Hauptkirche desjenigen Drittels, welches der Bischof zuletzt auf seiner Visitationsreise besucht«. Gewiß sind nach dieser Stelle allein, wenn man sie nicht im Zusammenhang betrachtet, beide Auslegungen möglich. Aber schon die Heranziehung der vorhergehenden Stelle gibt den Ausschlag zu Gunsten von Taranger. Es heißt in Eþl. I 32: »Nu skal biscup koma i huœrn þriðiung a huœrium tolf manaðom oc syngia þar tiðir at houud kirkiu oc fœrma born manna þa oðlaz hann fe manna ef hann gerer sua. En ef hann kœmr œigi sua mannum tiðir at uœita oc ganga œngar nauðsyniar hans til þa er

hann af rœiðu sinni þat ar er hann kœmr œi‹. An diese Stelle schließt sich unsere obige fast unmittelbar an. Lediglich stehen dazwischen als Schluß von Eþl. I 32 die echten Notfälle, die den Bischof entschuldigen, und die Gastungspflicht des Priesters an der Hauptkirche. Daraus ergibt sich die Sachlage, daß der Bischof zur höfuðkirkja kommt, damit seine vreiður verdient und nun von dort aus einen Mann aussendet, der zunächst in jedem herað einen Termin zur Zahlung der reiður abhält, dann vom letzten stefnubœr im dritten herað zur Hauptkirche zurückkehrt und dort Bericht erstattet und die eingenommenen reiður abgibt. An der Hauptkirche findet ein letzter Zahlungstermin für die bis dahin Säumigen statt. Da der Bischof zu jeder der drei Hauptkirchen kommt und davon seine reiður in der betreffenden sokn abhängig sind, ist es sehr verständlich wenn bei jeder Hauptkirche die aus deren sokn fälligen reiður zusammengebracht wurden. Es wäre unverständlich, wenn die reiður aus sämtlichen soknar gerade in einer von ihnen gesammelt würden. M. E. ist demnach hier das herað eine Unterabteilung des þriðjúngr, wie Taranger annimmt. Die zweite Stelle, auf die sich Taranger stützt, ist Eþl. I 48: ›En ef maðr fœr or heraðe eða or þriðiúngi sinum or uœrðer i aðrum þriðiungi dauðr þa skal sa hafa legr kaup er syngir iuir liki hans oc uigir groft. En hinn halft er uigir mat oc mungat hans þar sem hann uar hœims uistum‹. Er hält es für ›unmöglich‹, daß der Gesetzgeber von herað oder þriðjúngr in dieser Fassung geschrieben hätte, wenn beides nur das gleiche bezeichnete. Maurer findet dagegen die Stelle überhaupt nur unter Voraussetzung der Identität von herað und þriðjúngr verständlich. Denn da doch nur der höfuðprestr des þriðjúngr begraben konnte, bedurfte es einer Regelung des Gebührenbezugs nur dann, wenn jemand den þriðjúngr verließ, ›wogegen völlig gleichgültig bleibt, in welchem Teile des Drittels der Tod den Menschen erreicht‹. Diese Argumentation wäre richtig, wenn die Stelle nur vom höfuðprestr handelte. Das ist aber nicht der Fall. Die Stelle ist m. E. zu übersetzen: ›Wenn aber ein Mann aus dem Herad geht oder aus seinem Drittel, und stirbt in einem anderen Drittel, da soll der die Grabgebühr haben, der über seiner Leiche singt und das Grab weiht; aber jener die Hälfte, der Speise und Oel weiht, da wo er zu Hause ist‹. Aber wovon die Hälfte? Maurer und Taranger scheinen an die Hälfte der Grabgebühr zu denken. Das ist m. E. unrichtig. Das legrkaup erhält derjenige, der die Begräbniszeremonie vornimmt d. i., da nur die höfuðkirkjur Grabkirchen sind, der höfuðprestr. Aus Eþl. I 47 aber ersehen wir, daß erst nach dem Tode eines Mannes nach dem höfuðprestr gesandt wird. Das Beten am Krankenbett, die letzte

Oelung, die letzte Wegzehrung obliegt dem ›prestr‹ schlechthin, der, wie der Zusammenhang ergibt, nicht der höfuðprestr ist. Von hier aus erscheint es nicht verständlich, daß das legrkaup geteilt werden sollte zwischen dem, der begräbt, und dem, der nur die letzten Dienste leistet, also auch dann nichts vom legrkaup bekäme, wenn der Mann in seiner Heimat gestorben wäre. Es kann sich daher in dem zweiten Halbsatz der Stelle nicht um das legrkaup handeln, sondern nur um andere der in Eþl. I 47 genannten Gebühren. Wenn einem Mann außerhalb seines herað ein Priester die letzten Dienste leistet, dann muß er die Gebühr mit dem zuständigen Priester teilen. Das legrkaup erhält der begrabende Priester allein, wenn nicht etwa nauðsyniar vorliegen (Eþl. I 48). So wird die Nennung des herað verständlich; sie ist von Bedeutung für diese besonderen Gebühren (vgl. Maurer, Der Hauptzehnt der nordgerm. Rechte, S. 18 f.). Und dementsprechend ist auch diese Stelle, wie durch Taranger, allerdings nicht mit genügender Begründung, geschehen, als Beweis für die Teilung des þriðjúngr in heroþ anzusehen. — Der letzte Grund, den Taranger anführt und den ich hier antizipiere, ist entnommen aus dem interessanten Bruchstück des weltlichen Rechts der Eþl. (N. G. L. II S. 522 f.). In der entscheidenden Stelle ist die Rede vom buhögg und nach Feststellung der strafrechtlichen Folgen dieses Delikts folgt die prozessuale Vorschrift: ›Sa scal flytia dom eptir þeim til þriðjunghs þinghs eða holvu þinghs, af holvu þingi oc til fylkis þinghs eða alycta-þinghs, af fylkisþingi oc til III fylkna þinghs‹. Taranger nimmt nun an, daß unter dem flytia dom eine Berufung vom örvarþing an das þriðjungsþing zu verstehen und das örvarþing das þing des herað sei. Darin unterstützt ihn, daß tatsächlich nach der vorausgehenden Stelle in diesem Bruchstück das örvarþing als vorbereitendes Ding erscheint und ihm das heraðsþing folgt. Von hier aus ergäbe sich auch aus diesem weltlichen Teil der Eþl. die Unterordnung des herað unter den priðjúngr. Maurer dagegen hält diese Deutung des flytia dom zwar nicht für unmöglich, für wahrscheinlicher aber, ›daß unter dem Ausdrucke an unserer Stelle nur das Urteilen am Drittelsding, nicht aber das Ziehen eines anderwärts gefundenen und gescholtenen Anteiles an dasselbe zu verstehen sein möchte‹. Er zieht insbesondere andere Verbindungen mit flytia, so ›flytia tiðir‹, ›flytia fórnir‹, ›flytia járnburð‹ oder ›skirslu‹ heran und verweist auf den technischen Ausdruck ›skjóta domi‹ oder ›skjóta máli á þing‹. Jedoch kann ich auch hier Maurer nicht folgen, denn er übersieht, was Taranger besonders hervorhebt, daß ein dom flytia nicht nur stattfindet til þriðiunghsþinghs, sondern auch til fylkisþinghs und sodann til III fylkna þinghs. Diese Parallele scheint mir entscheidend. Jedenfalls

läßt sich ein Gegenbeweis gegen die aus den Christenrechten gewonnene Ansicht aus dem Bruchstück, wie auch Maurer implicite zugibt, nicht entnehmen. Von hier mag endlich auch die Untersuchung, die Taranger über die späteren heroþ im Gebiete der Eþl. angestellt hat, mit Vorsicht als Stütze verwendet werden. Doch ist Maurer darin beizustimmen, daß bei diesen Gebieten der Name herað ›im Verlaufe der Zeit wohl verengerte Geltung angenommen, oder auch erst in einer Zeit sich gebildet haben‹ konnte, ›in welcher die ursprüngliche Bedeutung des hérað bereits verschollen war‹. Immerhin aber scheint mir Taranger darin gegen Maurer Recht zu behalten, daß das herað der Eþl. eine Unterabteilung des þriðjúngr war, und wir kommen nun zur Erörterung der Bezirke im Gulaþing. Dort finden wir eine größere Anzahl von Bezeichnungen, nämlich außer fylki und herað noch áttúngr und fjorðúngr. Was Maurer über das Verhältnis dieser Bezirke sagt, hatte er zum größten Teil schon in seinen ›Studien über das sogenannte Christenrecht K. Sverrirs‹ (S. 22 ff.) vorgetragen. Nur nimmt er auch hier wie schon K.-V.-Schr. XXVIII S. 69 seine Mutmaßungen über die Kompilation von Gþl. 12 angesichts der Herausgabe der Olafschen Rezension in NGL. IV S. 4 zurück. Im Ergebnis aber bleibt er bei der Annahme stehen, daß herað und fjorðúngr identisch sind, während die áttúngar durch Hälftung der fjorðúngar entstanden sind. Taranger widerspricht auch hier und erklärt die heroþ für mit den fjorðungar und áttúngar nicht identische Distrikte, von kleinerem Umfang als diese. Die Beweisführung ist hier beiderseits eingehender, und das Bild der Kontroverse verschiebt sich dadurch, daß Taranger bereits die eingehende Begründung von Maurers Standpunkt in der eben erwähnten Schrift vorgelegen hat, als er seinerseits zu dem Problem Stellung nahm. Es sind hauptsächlich drei Gründe, die Maurer ebenda und in den vorliegenden Vorlesungen für seine Ansicht vorträgt. Er verweist auf die Nachricht der Heimskringla, daß K. Haraldr hárfagri über jedes fylki einen jarl setzte und jedem dieser 4 hersar, d. h. vier Heradsvorsteher unterstellte, behauptet, daß die Schilderung des Rechtszuges an das Volklandsding in Gþl. 266 die Identität der Begriffe fjórðúngr, þingsókn und hérað voraussetzt und entnimmt endlich den oberschwedischen Gebietsbezeichnungen Fjæþrundaland, Attundaland und Tiundaland, ›daß die Zahl der héröð im fylki keine sehr große gewesen zu sein pflegte‹. Dem ersten Grund setzt Taranger entgegen, daß die tatsächlichen Verhältnisse die Richtigkeit der Nachricht der Heimskringla unwahrscheinlich machen, daß ferner hersir durchaus nicht den Heradsvorstand bezeichnen müsse, sondern als Ableitung von hersa = herrschen, den Herrscher schlechthin bezeichnen könne. Dies mit Recht, und in der Tat will auch Maurer (K.-V.-Schr.

S. 229) ›hierauf bei der zweifelhaften Glaubwürdigkeit dieser Angabe weiter kein Gewicht legen‹. Mehr Schwierigkeiten macht Taranger Gþl. 266. Das Kapitel handelt vom Odalsprozeß und fährt nach der Schilderung des skiladómr fort: ›En ef þeir uilia hava XII þegna dom VI af huartsveggia hende þa scolo þeir reiða aura II huerr þeirra þat ero aurar XII er þeir scolo leggia undir iamna hond oc skirskota veðian sinni anðir valenkunna menm er utan standa uið dóm. En þeir er dóm settu veriande oc sœkiande scolo skiota dome veðeaðom a fiorðongs þing. En þa er þeir koma a þat þing þa scolo þeir vitni sin fram fœra þeirra manna er þeir male sinu undir skutu þa er þeir veðiaðo; þa scolo þingmenn um dœma hvárr sannare hevir; þa er vel ef þeir verða a satter; þa ero aðrer veðiaðes oc skrœcuattar oc af sokn sinni. En ef þeir verða eigi a satter þa scolo þingmenn skiota dome þeirra veðiaðom a fylkisþing; þa er vel ef þeir verða aller a þat satter. En ef þeir verða eigi a þat satter vill annar skiota dome sinum en annar vill eigi þa scal sa þo at hann mege eigi skote orka, þa scal hann þo skirskota lograne þvi er þingmenn hava hanom veitt undir útheraðrs menn þa er eigi ero þingat þingsoknar menn þa scal hann þo skiota dome sinum a fylkisþing‹. Es ist hier zunächst die Stelle als solche zu untersuchen, und ich kann hier gleich auf ihre Auslegung durch Maurer selbst in der 2. Hälfte des vorliegenden Buches S. 116 ff. eingehen, wobei die Ausführungen von v. Amira Vollstreckungsverfahren S. 266 ff., Brandt Forelæsninger I S. 318 ff. und Boden ZRG. XXXV S. 109 ff. pass., endlich von Maurer selbst in ›Zwei Rechtsfälle aus der Eyrbyggia‹ insbes. S. 45 f heranzuziehen sind. Das Folgende schließt hierbei, soweit nichts bemerkt, an die vorliegende Darstellung Maurers an. Das oðalsbrigði beginnt mit einer forsögn, auf die, wenn der Angesprochene sein Eigentum behauptet, eine heimstefna folgt. Am stefnudagr bringt der Kläger seine kvaða vor und sie führt, wenn der Beklagte bei der auf die forsögn hin erteilten Antwort stehen bleibt, zur domfesta, der Vereinbarung des nun folgenden duradomr. In diesem beginnt sofort das Beweisverfahren, zuerst bezüglich der formellen Richtigkeit des bis dahin durchgeführten Verfahrens (forsagnarvitni, heimstefnavitni und kvöðuvitni), sodann des oðalsvitni über die materielle Klagebegründung. Der Kläger ›skal.. fram fœra oðalvitni sin arova þria þa er tvitugir varo, þa er faðer þeirra varð dauðr. En þa aðra er vitni þeirra sanne þeir scolo XV vetra gamler vœra er faðer þeirra varð dauðr‹. Dieses Zeugnis gibt zu verschiedenen Fragen Anlaß, die von den genannten Autoren nicht gleich beantwortet sind. Zunächst die Frage, wer die arofa sind. Maurer vermag die Bezeichnung nicht zu deuten, meint aber annehmen zu dürfen, ›daß der sie bezeichnende Ausdruck eher

ihre Eigenschaft als Hauptzeugen gegenüber den bloß unterstützenden Nebenzeugen, oder etwa das von ihnen geforderte höhere Alter betonen werde« (S. 118 Anm. 2), Brandt (a. a. O. S. 320) will das Wort »vielleicht von rjúfa« ableiten und übersetzt S. 328 mit løsningsvidner, Fritzner, Ordbog s. v. verzichtet auf eine Erklärung. Einläßlich hat sich E. Hertzberg (Ark. f. nord. fil. V S. 227 ff. und schon Process S. 36) mit der Frage beschäftigt, nachdem Falk bereits (ebenda III S. 243) sich hiezu geäußert hatte. Hertzberg kommt zu dem Ergebnis, daß »arofar« tarde derfor være de vidner, ved hjælp af hvilke et kjöb og salg af en jordeiendom bringer til — i kraft af lösningsretten — at gaa om igjen, hvorved fölgelig opstod en art legaliseret »kauprof««, wobei dann zu rofar die auch sonst mit rof in Verbindung stehende Präposition á getreten sei. Er setzt die árofar den tryggváttar und den schwedischen fastar gegenüber. Bei der Untersuchung, ob diese Deutung richtig ist, müssen wir uns klar werden, ob das von Hertzberg (Glossar s. v. árofi) angenommene Identitätsverhältnis von árofi und oðalsvitni maðr besteht. Hertzberg entnimmt es mit Recht K. Hakon Magnussons »Rettrbod om Odelslösning« (NGL. III S. 120 f., Bergen 1316), insonderheit der Stelle »Somoleid ef arofue odalds vitnismadr bera soghn fodur fodur sins þa vilium ver at þat se iamfullt sem þa ef hann bœre sogn fodur sins«. Die arofar sind nach allen Stellen, die überhaupt über sie Aufschluß geben, Zeugen, tauglich zum oðalsvitni. Fraglich aber ist, auch weder von Maurer noch von Hertzberg klargestellt, was sie bezeugen. Die vorliegende rettarbod weist uns darauf hin: »þar nest skal hann framleida odalsvitni sin ok arofua þria þa er þa vara tvitughir er fader þeirra andadezt ok þar odalborner i þui fylki ok þat i eidi at þeir skolu bera ord fodur sins en enkins manz annars; þa gerdi þat ifuadsœmd huart er þeir varo loghlighir arofuar ok odalsvitni sem yngri varo en tuitugir, þa er fader þeirra fell ifra ok þo tuitughir œda ellri er fodurfœdr þeirra lifdu ok baro soghn faudur fœdra sinna greinande skilluislœgha langfœdgatall till haughs ok till heidni eptir þui sem vattar odals soghni i landabrighda bolkinum huart þat vœre iamfullt at bera soghn fodur fodur sins sem fodur sins«. Früher d. h. vor Erlaß dieser réttarbót, auch noch nach NL. VI 8, 9 konnten also die drei arofar nur bera ord f o d u r sins, jetzt können si bera soghn f o d u r f o d u r sins. Daraus geht hervor, daß die arofar zu sagen haben, was sie in verständigem Alter d. h. mit 20 oder mehr Jahren von ihrem Vater, jetzt auch von ihrem Großvater gehört haben und diese von ihren Vorvätern gehört hatten. Sie sind Zeugen für einen Unvordenklichkeitsbeweis. Von hier aus aber scheint mir bei Erklärung des Namens arofi davon auszugehen zu sein, daß nicht eine

Zusammensetzung mit á- sondern mit eben dem auch in árborinn steckenden ár- vorliegt. Die Zahl der nötigen arofar ist drei, dazu kommt ein sannaðarvitni. Ob auch hier drei Zeugen beigezogen werden mußten, hält Maurer für zweifelhaft, während Brandt ohne weitere Begründung von zweien spricht (a. a. O. S. 321). Daraufhin ergeht das Urteil, das dem Kläger das Land zuspricht. Ist der Beklagte damit nicht zufrieden, so mag er rjúfa dóm und in einem zweiten Gericht mit 4 arofar und einem zahlreicheren sannaðarvitni den Kläger überbieten. Bis hierher sind sich die bisherigen Interpreten einig; hier beginnen sich aber die Ansichten zu scheiden. Der Text fährt fort: ›þa scal sœkiande oc veriande leggia domstemno at marcamote þeirra a mellom telia rostom oc fjorðongom oc skapa til leiðarlengd þar sem þeir scolo dóm setia þat kalla menu skiladom er þeir scolo annatt tveggia veðia œða af lata annarrtveggia af sinu male. En af þœir vilia ...‹ (Fortsetzung s. oben S. 792). Maurer meint in Uebereinstimmung mit Hertzberg (Glossar s. v. marcamót), es werde nun nach dem zweiten duradomr ein drittes Gericht nicht ›fyrir durum verianda‹ sondern in der Mitte des Weges von dem Wohnort des Klägers zu dem des Beklagten. v. Amira spricht von Anberaumung ›am Ort der belegenen Sache‹. Brandt (Forel. II S. 321) läßt das Gericht auf der Grenze zwischen Besitztum des Klägers und des Beklagten stattfinden. Gegen Brandt spricht, daß nach dem Tatbestande Besitztum der beiden Parteien überhaupt nicht zusammenstößt; keine wesentlichen Bedenken lassen sich gegen v. Amira geltend machen. Maurer aber scheint mir sachlich zu einem richtigen Ergebnis zu kommen. Wenn im zweiten Ding die Zeugen des Beklagten jene des Klägers überboten ›þa er hinn af sinu male‹, wenn dies nicht gelang, dann folgt ein drittes Gericht at marcamote. Auch Hertzberg sagt (Glossar s. v. skiladómr) unter Hinweis auf unsere Stelle und Frþl. X 25, es fänden sich Spuren, daß man bisweilen als skiladómr besonders das dritte, abschließende Gericht bezeichnete, das notwendig würde, wenn zwei vorausgehende dómar zu widersprechendem Urteil gekommen waren. Dabei ist es ein unverständliches Versehen von Maurer, wenn er das dritte Gericht at marcamote ein ›12 þegna dóm, VI af hvárstveggja hendi‹ nennt. Denn erst nach Schilderung dieses Gerichts heißt es ›Wenn sie aber ein 12 þegna dóm haben wollen, da soll jeder von ihnen 2 Oere geben, das sind 12 Oere, welche sie legen sollen in gleiche Hand und ihre Wette klarstellen vor unparteiischen Männern, die außerhalb des Urteils stehen‹. D. h. wenn der skiladómr, der allerdings auch aus 12 Männern besteht, zu keinem einigenden Ergebnis kommt, dann erfolgt ein Uebergang vom Privatgericht zum öffentlichen Gericht (vgl. hierzu diese Vorl. I, 2 S. 83 f.; Kr. V. Schr. XXXII S. 337 f.; Die Rechtsrichtung d.

ält. isländ. Rechts S. 144). Das Urteil wird nun an das fjorðúngs þing gezogen, wenn dort keine Einigkeit erzielt wird, an das fylkis þing und von da allenfalls bei den gleichen Voraussetzungen an das lögþing. Wenn nun aber am fjorðúngs þing keine Einigkeit zu Stande kommt über den Zug zum fylkis þing, dann soll der, der skjota will und das Einverständnis nicht erreicht, ›skirskota lögrani ... undir út heraðs-menn þa er eigi eru þingat þingsoknar-menn‹. Dies ist nun die streitige Stelle, aus der Maurer die Identität von fjorðúngr, hérað und þingsókn folgert, Taranger die Ueberordnung des fjorðúngr über das herað. Taranger meint, es sei bei Identität des fjorðúngr mit dem herað und ebenso, wenn das herað größer ist als der fjorðúngr der Relativsatz ›er eigi eru þingat þingsoknar-menn‹ überflüssig. Maurer sucht dem zu begegnen mit dem Hinweis darauf, daß ja gerade in diesem Falle die auch sonst vorkommende Verbindung mehrerer gleichbedeutender Bezeichnungen recht sehr am Platze sein mochte, weil der Ausdruck hérað neben seiner technischen Bedeutung nicht selten auch in ganz untechnischem Sinne gebraucht wurde, und somit sich immerhin empfehlen mußte, ausdrücklich hervorzuheben, daß er hier die þingsokn des fjorðúngr bezeichnen solle. Unter Anerkennung des Scharfsinns, mit dem Maurer den Gründen Tarangers zu begegnen sucht, muß ich doch seine Argumentation ablehnen. Denn Maurer erklärt nicht, wer die utheraðs-menn sind, wenn alle am fjorþungs-þing anwesenden þingsoknar-menn, wie das bei Identität von herað und fjorðúngr sein müßte, heraðsmenn sind. In aller Regel sind am Ding die Dingpflichtigen anwesend. Handelt es sich um ein Heradsgericht, dann sind die Heradsleute da, aber nicht útheraðsmenn. An zufällig anwesende nicht Dingpflichtige kann der Gesetzgeber nicht gedacht haben. Der als unverrückbarer Ausgangspunkt festzuhaltende Tatbestand ist vielmehr folgender: Am fjorþungsþing verða þingmenn eigi asatter. Nun soll ein skiota des Urteils an das fylkis þing erfolgen. Dies gelingt nicht mangels Zustimmung aller Beteiligten. Trotzdem soll der hierdurch Geschädigte des Zugs an das fylkis þing nicht verloren gehen. Er kann seine Sache am fylkis þing entscheiden lassen, muß aber dort, da die Sache nicht auf dem normalen Wege des skiota an das þing kam, ›fra l o g r a n e þvi herma er hann a fiorðongs þingi fecc‹. Um dies zu können, muß er das lögran sofort nach seiner Begehung am fiorðongsþing feststellen. Hierzu bedarf er der útheraðs-menn, er eigi eru þingat þingsoknarmenn. Hier ergibt es sich nun schon aus der Sachlage, daß man zu dem Zeugnis nicht die heranzog, die selbst das lögran begangen hatten, sondern andere Leute. Das können aber am fjorðongsþing nur dann útheraðs-menn sein, wenn das herað kleiner ist als der

fjorðúngr und die Leute aller zum fjorðúngr gehörenden heroþ am fjorðongs þing zusammenkommen. Und ferner muß man annehmen, daß die Urteilsfällung am fjorðungs þing nicht durch die fjorðungsmenn als Gesamtheit erfolgte, sondern daß auch an diesem þing einzelne Heradgerichte gebildet werden. Unter dieser Voraussetzung kann der durch das logran benachteiligte am fjorðungs þing als Zeugen sicher utheraðs-menn finden, er eigi eru þingat (d. h. in das Herad) þingsoknar menn und die ein unparteiisches Zeugnis am fylkis þing ablegen können. Allerdings ist von solchen Heradsgerichten nirgends die Rede. Aber unsere Stelle erhält nur so eine befriedigende Erklärung, und deshalb muß ich sie zugleich als Beweis für diese Einrichtung des fjorðungs þing anführen. Sie zeigt aber auch, daß Hertzberg mit der Unterordnung des herað unter den fjorðungr Recht hat (vgl. zu Gul. 266 noch Maurer, Verdachtszeugniß S. 550; ders. Entstehungsz. d. Frostuþingslög gegen Vorhandensein einer lögretta an einem anderen als dem lögþing; ebenso Taranger Tidskr. f. Retv. XII 69). Damit sind aber die Fragen der Bezirksverfassung im Gulaþing keineswegs gelöst. Es entsteht die weitere Frage, wie der attungr einzureihen sei. Maurer hält ihn für eine Unterabteilung, die Hälfte des fjorðungr. Damit könnte Tarangers Auffassung des herað sich so vereinen, daß man herað und attungr identifiziert. Maurer tat das nicht, weil er im fjorðúngr das herað sah. Er mußte im attungr ein halbes herað annehmen und hat dies auch immer getan (Vorl. I, 1 S. 42; Entst. d. isl. Staates S. 119; Sverrirs Christenrecht S. 22 f.). Infolgedessen ist Tarangers Polemik dagegen, daß Maurer im attungr ein Achtel des Viertels sehe, grundlos. Taranger scheint hier Maurers Worte falsch aufgefaßt zu haben. Sieht man nun mit Taranger im herað einen Distrikt, der kleiner ist als der fjorðungr und dessen Hälfte, der attungr, so ergibt sich allerdings, wie Maurer hervorhebt eine ziemlich komplizierte Bezirksverfassung. Diese Kompliziertheit sucht Taranger zu erklären durch die einleuchtende Hypothese, daß die Einteilung des fylki alt ist und mit der Besiedlung gleichzeitig, die in Viertel und Achtel jünger und durch Bedürfnisse einer jüngeren Periode veranlaßt; erst später soll dann das Viertel sich an die Stelle des herað gedrängt haben. Dieser Vermutung den Mangel quellenmäßigen Beweises entgegenzusetzen, halte ich nicht für richtig. Denn sie ist an sich nicht unwahrscheinlich, um so weniger als eine ganz ähnliche Verdrängung ursprünglicher Bezirkseinteilung durch zahlenmäßige Einteilung in England bei Anlegung das Domesdaybook erfolgte. Zu erwähnen aber sind die sonstigen ›Bedenken‹, die Maurer gegen Taranger erhebt.

Maurer frägt, warum die Einteilung denn nicht auch auf das Egðafylki und Sunnmœri ausgedehnt wurde, warum überhaupt K. Olafr die Einteilung in Viertel vorgenommen habe, nachdem erst ›knapp hundert Jahre‹ zuvor K. Hákon goði seine Einteilung in Schiffsrheden durchgeführt hatte. — Das sind Fragen, die sich in der Tat aufdrängen, deren Nichtbeantwortung aber die schon fertige Entscheidung nicht zu beeinflussen vermöchte. In beiden Fällen können Gründe vorliegen, die wir nicht mehr zu erkennen vermögen.

Innerhalb des Frostuþing endlich finden sich halfur, þriðjungar, fjorðungar, settungar. Daneben kommt auch noch die Bezeichnung herað vor. Allerdings nach Maurers Annahme in völlig untechnischer Bedeutung. Aber mit Recht bemerkt hiergegen Taranger, daß herað in den Frþl. neben der allgemeinen Bedeutung des Landes im Gegensatz zur Stadt auch die eines bestimmten Bezirkes hat. Eine Frage für sich ist es dann immer noch, ob damit das fylki oder ein kleinerer Bezirk gemeint sei. Ich stimme mit Taranger vollkommen überein darin, daß das herað der Frþl. hier wie anderswo ursprünglich eine Unterabteilung des fylki war. Ich muß ihm mit Maurer darin widersprechen, daß es später gleich dem fylki ist. Man kann aus Frþl. IV, 7 (Ef maðr er drepinn til dauðs pá á sá vera bane er vigi lysir a hendr ser, en lýst scal vigi samdœgris innan fylkis oc nemna sic á namn oc náttstað sinn o c h e r a ð þ a t e r h a n n e r o r) und Frþl. III, 19 schließen, daß das herað einen bestimmten Bezirk überhaupt bedeutet. Aber weder aus Frþl. IV, 30 noch aus Frþl. IV, 56 ergibt sich eine Identität von herað und fylki.

Alles in allem muß man Tarangers Arbeit als einen entschiedenen Fortschritt bezeichnen, den auch Maurers mehr hartnäckige als tiefgehende Kritik nicht aufhalten konnte.

Die Vereinigung der einzelnen fylki zu größeren Verbänden erledigt Maurer S. 44—53, ohne naturgemäß an Reichhaltigkeit seine eigenen Spezialarbeiten erreichen zu können.

Sodann folgt die Besprechung der Veränderungen, die die weltliche Bezirksverfassung Norwegens späterhin erfahren hat. Maurer geht ein auf die Einrichtung der skipreiður samt der manngerð, das Aufkommen der syslur, der féhirðslur, endlich der Lögmannsbezirke (lögmannsumdœmi, lögsaga, lögsögn).

Bezüglich der skipreiður bestreitet Maurer, daß ihre Einrichtung dem König Hakon goði zuzuteilen sei, wie dies noch immer angenommen wird (vgl. Taranger, Udsigt II, 1 293). Die Nachricht der Fagrskinna ist aber an sich keineswegs unglaubwürdig und das Vorkommen analoger Einteilungen in Schweden und Dänemark ist kein Beweis dafür, ›daß es sich hier um eine uralte, den sämtlichen nordgerma-

nischen Stämmen gemeinsame Einrichtung handelte, welche K. Hakon in seinem Reiche nur etwa verbessert und im einzelnen neu geregelt haben möge, oder deren Einführung vielleicht sogar von der Sage ohne allen Grund an seinen gefeierten Namen geknüpft worden sei‹. Doch ist hier die Annahme der Ursprünglichkeit um deswillen nicht so naheliegend, weil es sich keineswegs um eine Institution handelt, die aus einer bestimmten Eigenart entsprungen ist, vielmehr um eine solche, die bei entsprechender Sachlage von selbst sich darbot und daher sehr wohl in jedem dieser Länder unabhängig vom andern entstanden sein kann. Mit dem Aufhören allgemeiner Wehrpflicht ergab sich die Notwendigkeit, einen festen Modus für die Aushebung zu stellen. Und wie schon vordem aus rein natürlichen Ursachen Zusammenwohnende ein Schiff ausgerüstet haben werden, so hielt man sich auch jetzt an territoriale Merkmale: die Leute eines bestimmten Bezirks rüsten ein Schiff aus. Um zu dieser Lösung zu gelangen, bedurfte man keiner Anleihe bei anderen Völkern (Ueber skipsyslur vgl. Vorl. I, 1 S. 346).

Maurer geht nun über zu den syslur, wo Anhang I des vorliegenden Bandes ›Ueber die Landherrn und die Sysselmänner‹ (S. 345—364; verfaßt ca. 1880) einschlägig ist, eine Abhandlung von K. Lehmann ›Der Ursprung des norwegischen Sysselamtes, eine Besprechung dieser durch Maurer selbst (Kr. V. Schr. XXXI 208 ff.), endlich Hertzberg Lén og veizla in Germ. Abhdlgn. f. K. Maurer und Tidskrift f. Retvidenskab II S. 499. (Vgl. auch noch Brandt, Forelæsninger II 103, Taranger II, 1 244 ff.).

Alle Autoren sind darüber einig, daß sysla die allgemeine Bedeutung von Geschäft, Verrichtung, Dienst, Auftrag hat, daß von hier aus die sysla jeden beliebigen Amtsbezirk bezeichnen kann; aber auch darüber, daß die syslur zugleich ein bestimmter von den übrigen verschiedener Amtsbezirk sein kann und da und dort auch ist, der syslumaðr ein von den übrigen verschiedener Beamter (vgl. Hertzberg im Glossar z. N. G. L. s. v. sysla; v. Amira, Nordgerm. Obl.-R. II S. 772; ders. Recht [2] S. 74; Maurer, Entst. d. Frostuþingslög S. 68). Nur welcher Art dieser bestimmte Amtsbezirk und dieses bestimmte Amt waren, ist streitig. — Um zunächst beim Bezirk zu bleiben, so frägt es sich, in welchem Verhältnis die sysla zu herað und fylki stand. Lehmann stellt sie (S. 197) an Größe über das Herad, unter die Landschaften; ›am nächsten standen sie also den Volkslanden‹. Und genauer noch S. 200: ›Zwar entsprach nicht jedem fylki eine Syssel, aber jede Syssel entsprach einem fylki‹, wobei nur die Teilung von Vikin östlich vom Kristianiafjördr in Oslósysla, Borgarsysla und Elfarsysla eine Ausnahme machen soll. Aber das stimmt keineswegs mit Maurers Meinung im vorliegenden Band, der zwar annimmt, daß

kleinere fylki mit der sysla zusammenfielen, in anderen Fällen aber das fylki drei bis acht syslur umfaßte, Vestfold und Vingulmörk zusammen sogar drei syslur bildeten. Jedoch löst sich die Differenz unschwer. Aus dem was Lehmann an Quellenbelegen beibringt, geht deutlich hervor, daß in fast jedem fylki mehrere Sysselmänner vorhanden waren. Und es ist eine willkürliche Annahme Lehmanns, wenn er diese Mehrzahl zu erklären sucht durch die Behauptung, daß jede Syssel in der Regel zwei Sysselmännern unterstellt war. Es liegt doch weit näher anzunehmen, daß jedem Sysselmanne eine sysla entsprach und somit das Verhältnis zwischen sysla und fylki so war, wie es Maurer angegeben hat.

Eine andere Streitfrage ist die über das Verhältnis zwischen syslumaðr, armaðr und lendrmaðr. Was Maurer hierüber vorbringt ist nicht vollkommen klar. Immerhin geht deutlich hervor, daß sich nach Maurers Ansicht das syslumaðr vom armaðr dadurch unterscheidet, »daß seine Stellung nicht von der Verwaltung bestimmter Königshöfe ausging, und erst von hier aus durch die Fürsorge für die anderweitigen Einkünfte des Königs vermittelt in verschiedene Zweige des Staatsdienstes hinübergriff, sondern vielmehr umgekehrt in einer Uebertragung der königlichen Rechte staatlichen Ursprungs zur Ausübung in einem bestimmten Bezirke wurzelte, und dafür mit den Königshöfen und deren Bewirtschaftung nichts oder doch nur beiläufig zu tun hatte«. Der armaðr sei Wirtschaftsbeamter gewesen, der syslumaðr dagegen ein »bevollmächtigter Vertreter des Königs«, woraus sich auch dessen höheres Ansehen erklären lasse (S. 60). (Vgl. hierzu Taranger, Udsigt II, 1 S. 230 ff. mit einiger neueren Literatur; Maurer, Die armenn d. norw. Rechts; Hertzberg in Tidsskr. f. Retv. II 499 f.). Kurz behandelt Maurer die Entstehung der Schatzmeistereien (féhirðslur, thesaurariae), die von dem ursprünglich alleinigen Schatzmeisteramt am Königshof ausgehend in einer Verordnung von 13. VII. 1308 schon in der Zahl von vieren erscheinen, zu Nidaros, Bergvin, Oslo, Tunsberg (NGL. III S. 79, auch Dipl. Norw. XI S. 11), zu denen sich dann später nach Maurer eine fünfte zu Bagahús gesellt. Nicht klar ist dabei das Verhältnis des ursprünglich einzigen féhirdir zu den späteren genannten vier dargestellt. Wenn Maurer zunächst sagt, es fänden sich neben dem einzigen später vier und dann noch eine zu Bagahús, und dann immer nur von fünf Schatzmeistereien im ganzen spricht, so weiß man nun nicht, ob die eine alte in den neuen aufgegangen ist oder — etwa zu anderem Zwecke — neben ihnen fortbestand. Diese Frage wird auch von Taranger, der sich sonst Udsigt II, 1 S. 229 ziemlich eingehend mit den féhirðslur befaßt, nicht erörtert. Er meint allerdings, daß der in der Verordn. v. 13. VI. 08

(a. a. O. S. 74) genannte fehirðir Erlend Styrkarsson das alte Amt versieht. Und in der Tat scheint mir hierin auch die Lösung der Frage zu liegen. Die Verordn. v. 1308 sagt zu Beginn: ›Stiorn hírðar várrar vilium wer at mest se vndir oss en oss til letta skipum wer Asulf Aslaks son merkisman varn ... Sira Erlends Styrkarssyni skipum wer fehirði varn með XX marka rentu (... skulu þotta uptaka i tueim salum a XII monadum af varom fehyrdum sem vær gerum rað firir — Zusatz in Kod. C). Und später heißt es dann: ›þat vilium wer ok fullkomlīga bioðum œllum fehirðum værum i Nidaróse Berguin i Oslo ok Tunsbergi ...‹ Es handelt sich in der ersten Stelle um die stjorn hirðar, und, wie die gleichzeitige Erwähnung des Fahnenträgers und des Truchseß zeigt, um Aemter am Königshof. Ein solches versieht auch der hier genannte fehirðir. Dabei mag es dahingestellt bleiben, ob er nur noch nominell das Amt eines Schatzmeisters und ebenfalls wie der fränkische thesaurarius (camerarius) den Hort des Königs zu verwalten hat, oder wirklich mit der Leitung des Finanzwesens betraut ist. In der zweiten Stelle folgen dann die vier fehirðslur, in die das ganze Reich geteilt ist und denen die Erhebung der Einnahmen wie die Auszahlungen obliegen. Es ist aber keineswegs ausgeschlossen, daß das alte Schatzmeisteramt örtlich mit einem der neuen zusammengefallen ist. Dafür könnte insbesondere eine Urkunde aus Bergen vom 6. II. 1392 sprechen (Dipl. Norv. XII S. 94), wo Hakon Jonson als fehirði und hirðstjori genannt wird, wozu auch wieder die zwei fehirðslur in Bergen stimmen würden, die Maurer allerdings nur aus der Bedeutung gerade dieser fehirðsla zu Bergen erklären will. Nicht minder würde gerade hierzu stimmen, daß die Hauptkasse wechselt (vgl. Taranger a. a. O. 229, S. 270, insbes. Anm. 3 und zum ganzen P. A. Munch, Det norske folks historie IV, 2 S. 484). — Die von Maurer erwähnte fehirðsla zu Bagahus wird von Taranger nicht erwähnt. Zuzugeben ist Munch, an den sich Maurer in dieser Frage anschließt, daß die Nichteinbeziehung der Elfarsysla und Ranrikissysla unter keine der 4 Schatzmeistereien das Bestehen einer fünften wahrscheinlich macht. Andererseits aber ist ein féhirðir von Bagahus nie erwähnt. Auch in der oft zitierten Verordnung von 1308 fehlt er, obwohl die beiden syslar damals zum Reiche gehörten (vgl. auch O. Doublier in der unten erwähnten Schrift).

Den Schluß des Paragraphen bilden Ausführungen über die Lögmannsbezirke. Das Alter dieses Amtes und seine mehrfachen Umgestaltungen werden nicht erörtert. Im wesentlichen behandelt Maurer nur die Tatsache der Zersetzung der alten Dingbezirke durch diesen neuen Bezirk und sodann die Frage, wie angesichts dieser Zersplitterung die Sprachweise der Rechtsbücher zu erklären ist, die

immer nur von einem lögmaðr in jedem der vier Dingbezirke reden. Maurer erklärt sie durch den Hinweis darauf, daß das Landrecht nur für das damals noch nicht zersplitterte Frostuþing erlassen wurde und so die Ausdrucksweise des Gesetzes überhaupt nicht von Anfang an inkorrekt war, sondern dies erst durch die unveränderte Uebernahme des Textes für Gulaþing und Eiðsifjaþing wurde (vgl. auch Maurer, Die Huldarsage S. 311; v. Amira, Recht [2] S. 74; Maurer Kr. V. Schr. X 347 ff.; ders. Entstehungsz. d. ält. Gulaþingslög S. 69 ff.; ders. Entstehungszeit d. älteren Frostaþingslög S. 10, 61 f.; ders. Entst. d. isländ. Staates S. 136 ff.; Gulaþing S. 412; Sigurðr-Sigurðarson, Gaves der noget Lagmandsembede i Norge før Sverres Tid).

§ 3 behandelt die kirchliche Einteilung Norwegens, von der bei Besprechung des Bandes II dieser Vorlesungen zu handeln sein wird.

§ 4 ›Die norwegischen Nebenlande‹ beschäftigt sich mit den sogenannten skattlönd, den dem norwegischen König schatzpflichtigen Ländern und Inseln, mit Finnmörk, den Orkneyjar, Færeyjar, Island und Grönland.

Zu Finnmörk sind die Ausführungen bei Taranger II, 1 S. 64—68 zu vergleichen, wo im Anschluß hieran auch von den sonstigen Schatzländern die Rede ist. (Ueber die Schatzlande überhaupt manches bei Maurer, Bekehrung insbes. II 559—644; vgl. auch Register in Bd. II unter dem Namen der Länder; Entst. d. isländ. Staates S. 32 ff.; zu Grönland vgl. Maurer, Geschichte der Entdeckung Ostgrönlands [in ›Die zweite deutsche Nordpolfahrt‹ 1873 I, 1 S. 203 ff.], insbes. S. 219 ff. 226 ff. [ebd. 232 f. über die übrigen Schatzlande]. Zu Island vgl. insbes. ›Island von seiner ersten Entdeckung bis zum Untergange des Freistaats‹, ›Entstehung des isl. Staates und seiner Verfassung‹ und verschiedene Schriften modern politischer Richtung, insbes. über den Streit Islands mit Dänemark: ›Zur politischen Geschichte Islands‹; Allgem. Ztg. 1856. Beil. Nr. 277, 285 [hier historische Erörterungen] 286; ebd. 1870. Nr. 66, Beil. zu Nr. 84 u. 85, Nr. 101 u. Beil. zu 102, ebd. 1874 Beil. Nr. 21, 27, 28, 210, 222, 223; Deutsche Zeitschr. f. Geschichtswissenschaft V S. 268 ff. VIII S. 160. Einiges auch in dem Artikel ›Gragaas‹ bei Ersch u. Gruber).

Abschnitt II behandelt ›das norwegische Volk‹ in § 5 ›die Unfreien‹, § 6 ›die Schuldknechte‹, § 7 ›die Freigelassenen‹, § 8 ›die Vollfreien‹, § 9 ›den Adel‹, § 10 ›die königlichen Dienstleute‹ (dazu Brandt, Forel. I S. 65—85; Taranger, Udsigt II, 1 S. 30—36, 135—172; O. Büchner, Die Geschichte der norwegischen Leiländinger [1903] S. 5—12 und passim).

Die grundlegende Einteilung des Volkes ist die in Freie und Unfreie, eine Einteilung, die, von Maurer benützt, der Klarheit der

Darstellung nur förderlich gewesen wäre. In der Formel þegn ok þræll kommt sie zum Ausdruck, seltener durch þegn ok þjónn (vgl. hierzu Gul. 92, 215, 312). Die Rechtsstellung der Unfreien (þræll, þjónn, ambott, þy) charakterisiert Maurer durch den Mangel der ›mannhelgi, d. h. des der Person gebührenden Rechtsschutzes; sie erscheinen als ›Sachen, nicht als Personen‹. Aber nicht konsequent führen die Quellen diesen Gesichtspunkt durch. Maurer betont insbesondere die Androhung von Strafen, die Anwendung der Folter und die Möglichkeit eines Vermögensbesitzes (orka). Jedoch vermag ich die Folterung als solche nicht hierher zu rechnen. Auch, wo der Sklave als Sache in strengster Folgerichtigkeit behandelt wurde, mußte man sein Sprachvermögen anerkennen, und auch als Sache kann man ihn zwingen, es auszuüben. Und im übrigen darf man m. E. die in den Quellen schon sehr starke Zurückdrängung der Sachqualität nicht so kurz abfertigen. So heißt es z. B. Gul. 312 bei Erörterung des örvarskurðr: ›En ollom monnom er or komr til hús þa gerir hon fimtarstemnu til skips. En ef þa sitr nokorr kyrr um þa er sa u t l a g r, af þvi at þa scal fara b æ d e þ e g n o k þ r æ l l‹. Wer utlagr werden kann, muß einmal im lag gewesen sein. Wenn man die Bezeichnung utlagr auf den ungehorsamen Sklaven anwandte, so ging man von der Vorstellung einer Person aus, die zunächst Rechtsschutz genießt, und das verträgt sich nicht mehr mit einer rein sachenrechtlichen Stellung. Der Sklave hat, abgesehen von der orka, eine wenn auch beschränkte Erwerbsfähigkeit; er steht hier sogar besser als der omagi (Gul. 56). Daß die Rechtstellung des Sklaven noch in vielen Beziehungen die einer Sache ist, kann natürlich nicht geleugnet werden. Aber man darf auch die Besserung seiner Stellung nicht zu gering einschätzen (vgl. außer den S. 95 Anm. 1 Angeführten noch Maurer, Die Freigelassenen; v. Amira, Grundriß S. 88 ff.; Taranger a. a. O. II 30, Lehmann, Die Rigsþula).

Die Entstehung der Unfreiheit führt Maurer ›im großen und ganzen auf die Kriegsgefangenschaft zurück‹. Daneben gedenkt er der Vererbung durch Geburt, ohne aber das wesentliche Moment der Geburt gerade von unfreier Mutter hervorzuheben, und der Strafe der Verknechtung in Gul. 71.

Die Aufhebung der Unfreiheit im allgemeinen ist kurz behandelt. Dagegen fehlen einzelne Endigungsgründe. Wohl ist erwähnt Gul. 4, 5, wonach jedes Jahr Knechte vom Volk aus freizulassen sind, nicht aber die Bestimmung von Gul. 312, derzufolge der þræll, der mannzbana wird, durch seine Tat die Freiheit erwirbt.

Zu der nun folgenden Abhandlung über die Schuldknechtschaft ist vor allem heranzuziehen v. Amira, Obl.-R. II, 164—169, wo die

Materie weit eingehender behandelt ist, als bei Maurer, und korrekter, auch weitere Literatur angegeben ist. Es muß, bei Eingehung der vertragsmäßigen Schuldknechtschaft, nicht nur, wie Maurer sagt, ›ein Einstandsrecht des geborenen Erben‹ berücksichtigt werden, sondern aller Blutsfreunde. Im übrigen scheidet Maurer zwischen vertragsmäßiger und strafweiser Begründung der Schuldknechtschaft. Richtiger wäre wohl die Gegenüberstellung von vertragsmäßiger und gesetzlicher Begründung. Bei der strafweisen Schuldknechtschaft erscheint als erster Grund die Verwirkung einer Unzuchtbuße durch Weiber, ein Fall den Maurer früher (Schuldknechtschaft) ausdrücklich ausgeschlossen hatte. Dagegen wird die Begründung einer Schuldknechtschaft abgelehnt für Frost. X 26—27, wonach der obsiegende Kläger den nicht ausgelösten Schuldner zur Verstümmelung erhält. Dies im Gegensatz zu v. Amira, Vollstreckungsverfahren 262—63, der aber Obl.-R. II 172 Anm. 3 seine frühere Ansicht selbst berichtigt.

Die Wirkungen der Schuldknechtschaft sind durch die Bemerkung, daß der Schuldknecht in ein ›der Unfreiheit ähnliches Verhältnis versetzt wird‹ nicht richtig gekennzeichnet. Der Unfreiheit kann das Verhältnis nicht ähnlich sein. Die Unfreiheit ist im Prinzip Negation alles Rechts. Der Schuldknecht ist im Besitze des Rechts. Der Vergleich seiner mit dem Unfreien mag naheliegen, aber er verschleiert zu sehr den grundlegenden Unterschied (über die Spuren einer älteren zur Unfreiheit führenden Schuldknechtschaft vgl. v. Amira a. a. O. II 162 f.; in der Sache richtig, im Ausdruck wie Maurer unrichtig, Brandt, Forelæsninger I 69). Im einzelnen hat Maurer unrecht, wenn er sagt, der Schuldknecht sei ›dem Gläubiger, dessen Frau und dessen Sklaven gegenüber rechtlos, wogegen andere die dem Schuldknecht zugefügte Verletzung nach ihrem Geburtsstand büßen müssen‹. In Gul. 71 heißt es: ›Eigi scal hann (der Schuldherr) með hoggum raða hanom til verca nema hann megi eigi fa af hanom skullð sina en siðan er hann rett laus við hann oc hans kono oc man hans allt oc sva hœrt þeirra við annat‹. Daraus geht aber nicht der von Maurer aufgestellte Satz hervor. Vielmehr wird der Schuldknecht erst dann relativ — gegenüber den bezeichneten Personen — rettlaus, wenn er durch Schläge zur Arbeit angehalten werden mußte. So lange dies nicht der Fall ist, für nicht durch den Zweck der Schuldknechtschaft gebotene Schläge hat auch, wie v. Amira (a. a. O. II S. 158) ganz richtig hervorhebt, der Herr samt den übrigen genannten Personen zu büßen wie jeder Dritte. Anderes ergibt sich auch nicht aus der von Maurer noch zitierten Stelle Gul. 198, die von legorð und rettarfr handelnd zu unserer Materie nur bemerkt,

daß der Schuldherr die Buße für Beilager mit seinem Schuldweib einklagt wie für Beilager mit seiner besten ambatt. Mindestens schief ist aus demselben Gesichtspunkte die Behauptung, daß der Schuldherr den Schuldknecht ›wie seine Unfreien ... durch Schläge zur Arbeit anhalten‹ darf. Schlagen mag er sie beide. Aber die Grundlage des Züchtigungsrechts ist eine verschiedene, wie die Voraussetzungen. — Die Befugnis des Gläubigers, bei Nichtzahlung der Schuld den Schuldmann als Satisfaktionsobjekt zu ergreifen und ›von ihm abzuhauen‹ ist vom obligationenrechtlichen Standpunkt aus nicht entsprechend gewürdigt (vgl. hierzu v. Amira, Obl.-R. II 172 f.; bei Besprechung des dritten Bandes der Vorlesungen wird hierauf zurückzukommen sein. Die hier sich findende Polemik gegen v. Amira, Vollstreckungsverfahren S. 265, ist wohl durch Amiras eigene Bemerkung zu Obl.-R. II 172 Anm. 3 erledigt).

Zum Schlusse verfolgt Maurer die Schuldknechtschaft in die spätere Gesetzgebungsperiode. Er findet auch hier noch (im gemeinen Landrecht und im neueren Stadtrecht) die ›Arbeitskraft des Schuldners ... als Exekutionsobjekt, aber von einer Schuldknechtschaft ist in demselben doch nicht mehr die Rede‹.

Der folgende § 7 behandelt die ›Freigelassenen‹. Hierbei schließt sich Maurer seiner eigenen Abhandlung (s. S.-B. d. b. Akad. 1878) an (vgl. noch Maurer, Kr.-V.-Sch. XIII S. 266 f.).

Zu § 8 über die Vollfreien vermißt man Maurers eigene Abhandlung über die höldar. Doch ist der Mangel deshalb nicht so fühlbar, weil M. schon in seinen Vorlesungen die Ansicht vertreten hatte, der er in dieser Abhandlung eine breitere Grundlage gab. Bþl. und Eþl. bezeichnen mit dem Ausdruck hauldr den gemeinfreien Mann schlechthin, Gþl. und Frþl. einen besonders ausgezeichneten Stand, der sich über die bondar erhob und zwischen diesen und den landsmenn steht, seit Bþl. und Eþl. zwischen diese beiden Gruppen hineingeschoben ist. Jene Gesetze weisen die ältere, diese die jüngere Stufe der Entwicklung auf. Diese Meinung, die von Neueren auch Taranger vertritt, ferner Lehmann, Die Rigsþula (1904) S. 29; v. Amira, Recht [2] S. 84 f., ist aber inzwischen von Heck (Die Gemeinfreien der karolingischen Volksrechte S. 398—442; Fries. Standesverhältn. S. 182 f.) als unhaltbar hingestellt worden. Es ist daher zu prüfen, ob sie gegenüber der Behauptung Hecks, daß auch auf der jüngeren Entwicklungsstufe die höldar als die Gemeinfreien anzusehen seien, noch zu halten ist. Dabei muß allerdings, um Heck folgen zu können, Maurers Abhandlung zu Grunde gelegt werden.

In einem eigenen Paragraphen seiner Ausführungen (S. 406 f.) wendet sich Heck gegen ›die Argumente Maurers‹, die er in drei

Gruppen einteilt, von denen die erste den Nachweis der Verschiedenheit von bondi und hauldr in den jüngeren Texten liefern, die zweite die höhere Stellung des hauldr aus dem Besitz des oðal erklären soll, die dritte zu Unterstützung der Definition des hauldr in L. VII 64 herangezogen wird. Er geht aus von dem ganz richtigen Satz, daß bondi unserem deutschen »Bauer« entspricht und infolgedessen eine weite Bedeutung hat, und wendet sich auf dieser die allgemeine, auch höldar umfassende Bedeutung des Wortes beweisenden Grundlage zunächst gegen die Behauptung Maurers, daß die Bedeutung des Wortes hauldr in Gþl., Fþl. und L. verschieden von der des Wortes bondi sei, in Eþl. aber und in Bþl. sich mit ihm decke. Maurer hatte für seine Behauptung zwei Argumente aufgestellt, nämlich, daß bei Aufzählung der Stände zwischen dem lendrmaðr und dem frjalsgjafi (zu diesem Wort Maurer, Germania XII 238) nur der hauldr steht, und daß innerhalb des Kirchhofs ein bestimmter Platz bald »höldslega« (bei Heck höldalega), bald »bondalega« heiße. Heck kann nicht einsehen, »inwiefern dieser Schluß der weiteren Bedeutung von bondi entgegensteht«. Wir hätten auch »sichere Zeugnisse dafür, daß auch in I (d. i. bei Heck = Eþl. u. Bþl.) andere Stände als die höldar zu den bondar gerechnet wurden«, so gäben Eþl. I, 32; I, 12; I, 34, sodann Bþl. I, 12; I, 14; I, 8 Vorschriften für den bondi, bei denen unter bondi kein Geburtsstand, sondern ein Berufsstand zu verstehen sei. Dies ist richtig, widerlegt aber nicht Maurers Behauptung. Denn erstens könnte bondi bald einen Geburtsstand (in den von Maurer angeführten Fällen), bald einen Berufsstand (in den Fallen Hecks) bezeichnen, und zweitens will Maurer überhaupt nicht bestreiten, daß bondi auch noch andere Leute als höldar bezeichnen könne, sondern nur, daß sich zwischen höldr und bondi kein Standesunterschied ergibt, so daß man sowohl mit bondi als mit höldr Leute des gleichen Standes bei der Berechtigung zum Kirchhof wie bei sonstigen Abstufungen in der Rechtsstellung bezeichnen kann. Aehnliche Fehlerquellen führen sodann Heck dazu, auch die zweite Behauptung Maurers, es seien in den späteren Rechtsbüchern die höldar ein anderer, höherer Stand als die Bauern, als unrichtig hinzustellen. Allerdings finden sich in diesen jüngeren Quellen Vorschriften, die von bondar sprechen und auch die höldar einbegreifen. Es soll durchaus nicht geleugnet werden, daß die Bezeichnung bondar eine sehr umfassende ist. So führt Heck an, daß nach Fþl. II, 7 (bœndr skolu fylkis kirkiu lata gera fylkis mœnn alla) alle bondar die Kirchenbaupflicht trifft, daß nach Fþl. II, 33 nur der bondi und der einleypr maðr zur Gabe von korndeild verpflichtet sind (Aller menn skolu olmoso gera a huita sunnu degi bonde huer oc husprœya sin leif

hvart þeirra ok sufl a. En einlœypr maðr hver pening ok sva Jons messo dagh), daß der Untertaneneid, den alle außer ›dem Landherrn und sonstigen Beamten‹ schwören, in Hk. bondaeið heißt, daß in Gþl. nur lendrmadr eda boande als Eigner von Privatkirchen erwähnt werden, daß an vielen Stellen die Dinggenossen als Träger öffentlicher Rechte und Pflichten bondar genannt werden. Aber ebenso übersieht Heck, daß gerade in solchen Fällen, in denen sich die ständische Abstufung in einem Mehr oder Weniger von Rechten zeigen muß, die höldar von den bondar getrennt sind. Maurer hatte nämlich unter anderem darauf gefußt, daß nach Gþl. verschiedentlich, z. B. 200: (›Nu a leysingi a ser VI aura at einorðom rette. En sunr hans mork at einorðom rette. Boande XII at einorðom rette. Haulldmaðr III merkr at einorðom rette. Lendrmaðr ok stallare VI merkr at. e. r. Jarl ok Biskap XII merkr at einorðom rette) ›die Buße des höldr der des gewöhnlichen Bauern gegenüber im Verhältnis von 1 : 2 steigt‹, daß ferner nach Frþl. XIV, 7 zum Zeugnis verlangt werden ›haullda XII eða bœndr hina beztu e f e i g i e r u h a u l l d a r t i l‹, also auch die besten bœndr noch keine haulldar sind. Hierzu bemerkt nun Heck im Anschluß an seine obigen Ausführungen: ›diese allgemeine Bedeutung des Wortes ermöglichte natürlich eine V e r e n g e r u n g des Sinnes durch die Ausscheidung einzelner Bestandteile. ... Wenn in der Bußenordnung von G. eine Klasse von bondar zwischen den höldar und den Leysingen auftritt, so sind dies eben diejenigen Bauern, d i e w e d e r h ö l d a r n o c h L e y s i n g e s i n d. Ihr Geburtsstand läßt sich nicht aus der allgemein gehaltenen Bezeichnung ermitteln, sondern nur aus ihren Bußen und durch die nähere Untersuchung derjenigen Klassen, die eine speziellere Bezeichnung tragen. Wenn in F. für gewisse Funktionen höldar verlangt werden und subsidiär ›die besten Bauern, wenn höldar nicht zu haben sind‹, so folgt daraus nicht ..., daß überhaupt auch die besten Bauern noch keine höldar sind. Vielmehr ist auch in diesen Fällen der Begriff bondi durch das bereits vorgenommene Ausscheiden der höldar verengert. Die Nächstbesten sind die Besten geworden‹. Ich kann in Hecks Ausführungen auch nicht den leisesten Ansatz zu einer Widerlegung Maurers finden. Da doch nach allgemein herrschender (auch von Heck noch neuestens in ›Friesische Standesverhältnisse‹ anerkannter) Ansicht die Verschiedenheit der Bußen und Wergelder eine Standesverschiedenheit begründet, so kann man doch gegenüber Gþl. 200 nicht behaupten, höldr und bondi seien nicht verschiedenen Standes. Die Interpretation der Frþl. ist mir überhaupt unbegreiflich und nur durch Autosuggestion zu erklären. Wenn es z. B. heißt, es seien zu einem Hausbau Granitblöcke zu verwenden, und wenn solche nicht

vorhanden sind, der beste Gneis, so geht doch daraus deutlich hervor, daß auch der beste Gneis nicht Granit ist, und bleibt andererseits die Möglichkeit, daß sowohl Gneis als Granit einer größeren Gruppe einzuordnen sind. Deshalb bleibt ›das erste Argument Maurers‹ nach wie vor bestehen. Das Verhältnis ›des höldr zu dem bondi‹ zeigt, daß der hauldr vom bondi in Gþl., Frþl. und L. scharf zu scheiden ist und, wenn man diesen als den Gemeinfreien bezeichnet, jener einen über den Gemeinfreien stehenden Stand repräsentiert.

Heck sucht jedoch seine Ansicht auch auf Grund der ›Bußvergleichung‹ zu beweisen (S. 415 f.). Diese Vergleichung führt zu folgenden Sätzen: 1. ›Die Bußen der höldar in II‹ (d. h. Frþl. u. Gþl.) ›sind in ihrem Betrage identisch mit den Bußen der höldar in I‹ (d. h. Eþl. u. Bþl.). 2. ›Die Bußen der arborinna men und der bondar in II entsprechen in ihrem Betrage den Bußen der Leysingersöhne und Leysinger in I. Nur ist für die ganze Klasse Unifizierung eingetreten. 3. ›Die Bußen der untersten Klassen in II entsprechen in ihrem Betrage den Bußen der Frialsgjafa in I. Nur ist Differenzierung und in F. eine spätere Erhöhung eingetreten‹. Daraus nun, daß die bondar in II die gleiche Buße haben mit den Libertinen in I, soll ihre Libertinenqualität und unter Berücksichtignng dieses Ergebnisses aus dem Bußunterschied zwischen bondar und höldar die Gemeinfreienqualität dieser folgen. Diese Argumentation hat, wie ich keineswegs leugne, auf den ersten Blick etwas Bestechendes. Wenn die höldar in der jüngeren Periode über die übrigen bondar emporgestiegen sein sollen, dann möchte man in der Tat nicht dieses Resultat erwarten, sondern vielmehr, daß die bondar die Buße der höldar der Klasse I haben und die höldar der Klasse II sich zwischen die bondar und die lendrmenn einschieben. Aber die Schlußfolgerung ist nicht, wie Heck anzunehmen scheint, unausweichlich zwingend. Die Entwicklung kann auch die gewesen sein, daß der von der Gesamtmasse der bondar sich abhebende Stand der höldar für sich die Rechtsstellung der bondar bewahrt hat, während die übrigen bondar, die sozial hinter den höldar zurückblieben, auch rechtlich zurückgestellt wurden. Dies aber scheint mir in der Tat der Fall zu sein, und auch Heck selbst hält seine Meinung nur für wahrscheinlicher, ohne ihr eine durchschlagende Beweiskraft beizulegen.

Heck begnügt sich aber nicht mit der Feststellung, daß die höldar keine über den Gemeinfreien stehende Klasse waren, sondern bringt auch Gründe vor für die Gemeinfreiheit der höldar und die Libertinenqualität des bondi und des arborinn maðr.

Für jene wird an erster Stelle angeführt die Tatsache, daß der

hauldr in Gþl. und in Frþl. als Normträger auftritt, d. h. seine Buße fixiert ist und nach ihr die Bußen der übrigen Stände bemessen werden. Allerdings sagt Gþl. 180: ›Nu ero giolld told i Gula; giallda haulld XVIII morkom logeyris. Nu skolo þeðan giolld vaxa oc sva þverra sem retter aðrer‹ und Gþl. 218: ›Sa er baugr hinn fysti er hofuð baugr heiter; þar ero X merkr i þeim þat er kýr tvœr oc þrir tigir ef sa er oðalborenn er viginn er; vaxa oc þverra þeðan mannzgiolld sva sem aðrer retter manna‹. Auch finden sich in Frþl. II 49, und X 34 ähnliche vom hauldr ausgehende Bestimmungen. Aber die Schlüsse, die Heck daraus zieht, sind unrichtig. Heck übersetzt zunächst die Stellen falsch. Der Schluß ›vaxa oc þverra sem retter aðrer‹ heißt nicht ›wachsen oder geringer werden, entsprechend den Rechten anderer‹ sondern ›wachsen und schwinden wie die anderen Rechte‹. Heck ist hier in denselben Fehler verfallen, wie in seinen friesischen Arbeiten, und hat die Kasus verwechselt; aðrer ist ein Nom. Plur. zu annarr, während der von Heck angenommene Gen. Plur. annarra hieße (vgl. Noreen, altisländische und altnorwegische Grammatik [3] S. 271). Sodann beachtet Heck nicht, daß der hauldr in den Rechten der Klasse I tatsächlich der Gemeinfreie war und sich in dieser Eigenschaft als Normträger fortsetzte. Von hier aus ist verständlich, daß er auch in der späteren Periode der Normträger geblieben ist. — Das andere Argument für die Gemeinfreienqualität der höldar faßt Heck folgendermaßen: ›Endlich haben die Bußen der höldar in zwei Fällen eine Verallgemeinerung erfahren. Sie sind in F. im Stadtrechte ausgedehnt auf alle Stände, mit Ausnahme der untersten Libertinen. Und die Isländer, die sich vorübergehend in Norwegen aufhalten, haben in G. ›Höldarrecht‹. Da das ›Erbgut‹ im Stadtrechte keine Rolle spielte und in Island überhaupt fehlte, so zeigt diese Verallgemeinerung, daß das Höldarrecht nicht galt als Zeichen des Erbguts, sondern als Zeichen der Vollfreiheit. Es wäre in der Tat unverständlich, wie man dazu gekommen sein sollte, die stammverwandten aber doch reichsfremden Isländer höher zu stellen als die eigenen Gemeinfreien. Dagegen ist die nach unserer Deutung vorhandene Zurücksetzung sonstiger Fremder verständlich‹. Heck läßt hier gänzlich unberücksichtigt, was Maurer in dieser Beziehung schon früher vorgetragen hat. Für das Verständnis des Stadtrechts ist es sehr wesentlich, daß nach Bj. III 47 alle Leute mit Ausschluß des leysingi er eigi hefir gjört frelsisöl sitt und der Unfreien gleiches Recht haben. Auch der lendrmaðr, der doch sicher im Landrechte über dem hauldr steht, hat im Stadtrechte denselben rettr wie jeder andere Freie. Sodann ist nicht zu übersehen die Fassung von Bj. III 47: ›Sva er staðfest at allir eigu jafnan rétt i kaupangi, haulds-

rétt þat eru III merkr; slíkan rétt lendrmaðr sem leysingi manns sa er gert hefir frelsisöl sitt‹. Keineswegs werden hier die Leute als höldar bezeichnet, sondern sie haben ein gleiches Recht wie ein hauldr. Und daraus folgt für den Höldarbegriff überhaupt nichts. Allerdings mag es im Stadtrecht kein Erbgut geben und deshalb keine höldar, aber das Recht kann irgendwelche Leute so behandeln, wie es die höldar behandelt, ohne damit über deren oder jener sonstige rechtliche Qualität irgend etwas auszusagen. Die Besserstellung des Isländers fällt nur auf, wenn man sie isoliert betrachtet, seine Erhebung über die Gemeinfreien wird verständlich im Zusammenhang mit dem gesamten norwegischen Fremdenrecht. Der Fremde ist in Norwegen nicht schlechter gestellt als der Einheimische. Der Isländer ist besser gestellt als die übrigen Fremden. Der Fremde ist meist Gemeinfreier, weshalb alle Fremden das Recht des Gemeinfreien haben, der Isländer hat besseres Recht; da er hauldsrett hat, zeigt sich nicht, was Heck will, die Gemeinfreiheit des hauldr sondern seine bessere Stellung (vgl. über diese Dinge Maurer im vorliegenden Werk I, 1 S. 366 ff.).

Den Beweis für die Libertinenqualität der arbornir menn (Heck schreibt beständig arborinna menn, ohne zu bemerken, daß arborinna der Gen. Plur., menn der Nom. Plur. ist) beginnt Heck mit einer terminologischen Fixierung der Begriffe ›Neulibertinen‹ und ›Altlibertinen‹, wobei er unter jenen die vier ersten Generationen einer leysingr-Familie einschließlich der des Freigelassenen selbst versteht, unter diesen die vier folgenden Generationen. Die Unterscheidung der beiden Kategorien ist richtig. Ob die neue Terminologie nötig war, scheint mir fraglich. Die Altlibertinen sind eben, wie sich auch aus Maurers früherer Arbeit ›Die Freigelassenem nach altnorwegischem Rechte‹ und ebenso aus den einschlägigen Ausführungen des vorliegenden Buches ergibt, der leysingr und die leysingiasynir. Doch dies nur nebenbei. Wesentlicher schon ist die Deutung des Wortes arborinn. Es bedeutet den ›früh geborenen‹, wie auch Maurer meint, es werde an die Tatsache anzuknüpfen sein, daß nach dem Þrandheimer Rechte erst derjenige zu keiner leysingjaætt mehr gehörte, dessen Urgroßvater bereits, wenn nicht eines vollfreien Mannes, so doch eines Freigelassenen höherer Ordnung Sohn gewesen wäre‹. Heck will arborinn beziehen auf das Geschlecht. Ein Geschlecht werde geboren durch Freilassung. Arborinn maðr solle derjenige Mann sein, dessen Geschlechtsgeburt ziemlich weit zurück liege, also sehr wohl ein späterer Nachkomme eines Freigelassenen. Mir scheint Maurers Ausführung richtig, was Heck ausführt, unzutreffend; denn gerade nicht das Geschlecht wird als arborinn bezeichnet, sondern

der Mann selbst. Sodann übersieht Heck, daß gerade von seinem Standpunkt aus die Bezeichnung arborinn nicht den Freigelassenen, sondern erst recht das altfreie Geschlecht treffen müßte. Denn dieses ist doch das ›frühest geborene‹. Die Altlibertinen könnten nur vom Standpunkt der Neulibertinen aus die Frühgebornen sein. Aber die allgemeine Terminologie geht doch nicht von diesem Standpunkt aus. Sachlich aber finde ich auch bei Maurer keine erschöpfende Erklärung, und in den ›Vorlesungen‹ ist der arborinn maðr nur kurz behandelt. Allerdings, die Quellenstellen, die sich mit ihm beschäftigen, sind spärlich. Die Gþl. kannten ihn noch nicht; erst in den Frþl. tritt er auf. Hier gehört zu den bedeutendsten die auch von Heck herangezogene Stelle IX, 10: ›Um vörn eða sócn meðal leysingia oc scapdróttins. þess scal hverr vera leysingi er frelsi gaf, ef sá gaf er gefa átti. En ef II tungum leicr hvert hann er undan þeim kominn er til varnar hans kallaði eða eigi oc dular siálfr, þa fare sá til er scapdróttinn hans callaz oc nióti II vátta á þingi at hann er undan honum kominn. þa er hann hans nema hinn hafe algilldis vitni á móte II manna arborinna oc scilvænna at frœlsisöl hans var gört eða máltrygt. þa ef hann flytr þat vitni fram þá er hann or þyrmslum við þann mann; en ef sá callaz árborinn er fyrir söc verðr, þa teli hann fióra langfeðr sína til árborinna manna en siálfr hann hinn V. oc hafi til þess II buanda vitni árborinna. En ef hann er sva liðlauss at hanu fœr þat eigi oc hefir þó þessa vörn fyrir ser þá sanni ætt sína árborna með guðscírslum. En ef hann verðr scirr með iárne eða vitnisburð þá gialldi hinn honum fullrétti en biscopi eiða sect. En ef hann fœr sic eigi scirt þá hefir hann fyrirgort fé sinu öllu við scapdróttinn oc liggia á III mercr sylfrmetnar, nema hann launi af ser; oc sva um vánar mann. En ef fleiri menn calla á þá hafe hann hina sömu vöru fyrir ser‹. Da Heck die Stelle wiederum ganz falsch übersetzt hat, muß ich zur Aufzeigung seiner Fehler die m. E. richtige Uebersetzung folgen lassen: ›Von Verteidigung und Klage zwischen einem leysingr und dem Herrn. Dessen soll jeder leysingr sein, der freiließ, wenn der freigab, der zu geben hatte. Und wenn zweifelhaft ist, ob es von dem gekommen ist, der das Schutzrecht über ihn beansprucht, oder nicht, und er selbst leugnet, da fahre der hinzu, der sich seinen Herrn nennt, und er genieße zwei Zeugen am Thing, daß er von ihm gekommen ist, da ist er sein außer er habe ein vollgiltiges Zeugnis zweier frühgeborner und glaubwürdiger Männer entgegen, daß sein Freilassungsbier gehalten oder der Vertrag durch Treugelöbnis ersetzt ist. Wenn er dieses Zeugnis vorbringt, dann ist er frei von Ehrfurchtspflichten gegen diesen Mann. Wenn aber der sich einen arborinn maðr nennt, der beklagt wird, so

zähle er auf seine vier Vorväter, frühgeborene Männer und er selbst (sei) der fünfte und habe dafür das Zeugnis zweier frühgeborener Bauern. Und wenn er so hilflos ist, daß er das nicht kann, und er hat doch dieses Schutzmittel für sich, da beweise er sein frühgeborenes Geschlecht mit einem Gottesurteil. Und wenn er rein wird mit dem Eisen oder mit Zeugnis, da gelte er ihm mit vollem Geld und dem Bischof die Meineidsbuße. Und wenn er sich nicht reinigt, da hat er all sein Gut verloren gegen den Herrn und büße drei Silbermark, außer er kaufe sich frei; und ebenso um vanarmenn‹ (bezüglich der vanarmenn vgl. Maurer, die Freigelassenen S. 50 ff. Vorl. I, 1 S. 118; v. Amira, Obl.-R. II, S. 676).

Heck hat diese Stelle dahin interpretiert, daß ›nachdem die Libertinenqualität des Beklagten nachgewiesen ist‹, dieser ›die Aufhebung der Achtungspflichten behauptet‹. Zuerst werde die Ablösung besprochen, dann die Generationenfolge. Dieser sei die zweite Hälfte der Stelle gewidmet. Die Annahme, daß die Darstellung übergehe zur Bestreitung der Libertinenqualität, sei durch den Zusammenhang, insbesondere den vorher erwähnten Nachweis des Patrons und durch sachliche Gründe vollkommen ausgeschlossen. In einer Rechtsordnung, welche zum mindesten in Bezug auf das Erbrecht des Patrons, die Libertinenqualität über die fünfte Generation hinaus fortdauern ließ, habe die Negation der Libertinenqualität nicht durch den Nachweis von vier freien Vorfahren bewirkt werden können. Somit sei an dieser Stelle árborinn ganz sicher e i n e t e c h n i s c h e B e z e i c h n u n g d e r A l t l i b e r t i n e n unter Ausschluß der Gemeinfreien. Dabei übersieht Heck, daß er sich in Widerspruch setzt mit Ausführungen, die Maurer schon früher gemacht hatte, und die auch jetzt seinen Sätzen zu Grunde liegen. Maurer sagt geradezu, daß die Frþl. ›dem Manne, der vollfrei (árborinn) zu sein behauptet, während ein anderer ihn als seinen Freigelassenen in Anspruch nimmt, den Beweis‹ auferlegt, ›daß bereits 4 seiner Vorfahren in gerade aufsteigender Linie frei gewesen seien‹. Maurer nimmt also geradezu den von Heck bestrittenen Uebergang zur ›Bestreitung der Libertinenqualität‹ an. Und darin hat er m. E. Recht. Fest steht, wie Heck sagt, die ›Libertinenqualität‹, oder, wie Maurer richtig hervorhebt, der ›Akt der Freilassung‹, und behauptet wird, daß der Beklagte þyrmslamaðr sei. Diese Behauptung entkräftet er, indem er die Abhaltung des frelsisöl oder einen Ersatz dafür nachweist. Ein Beweis durch Generationenfolge, wie ihn Heck annimmt, ist durch die Sachlage völlig ausgeschlossen. Denn gerade, wenn, wie Heck behauptet, der árborinn maðr ein Altlibertine ist, also ein Freigelassener der 5. bis 9. Generation, dann kann man von ihm nicht 4 Vorfahren verlangen, die

auch Altlibertinen sind. Wie sollte dieser Beweis der 5. bis 9. Generation gelingen. Das würde erst der 10. möglich, und die 10. ist nicht mehr Libertinenklasse. Das im zweiten Teile der Stelle geschilderte Verfahren ist nicht als Fortsetzung oder als Alternative des Verfahrens der ersten Hälfte zu denken. Vielmehr ist diese Hälfte so zu verstehen: A wird von B als þyrmslamaðr in Anspruch genommen. A erwidert, er sei ein árborinn maðr und muß nun seine vier Vorfahren nennen und zwar ›frühgeborne Männer‹. Dieser Zusatz macht Schwierigkeiten. Heck übersetzt til árborinna manna mit ›bis zu dem frühgeborenen Manne‹. Aber das ist unzulässig. Der Akk. Sing. von maðr heißt mann, der Gen. manz, nie manna, was die Form des Gen. Plur. ist (vgl. Noreen a. a. O. § 405).

Von hier aus sind m. E. nur zwei Möglichkeiten gegeben. Entweder hängt der Genitiv ›manna‹ von til ab oder er ist eine Apposition. In jenem Fall wäre til Präposition, in diesem vom Verbum getrennte Vorsilbe (telja til mit Gen. — tiltelja). In jenem wäre zu übersetzen: ›er zähle seine vier Vorfahren auf bis zu den frühgeborenen Männern‹, in diesem Falle ›er zähle auf seine vier Vorfahren frühgeborener Männer d. h. wie sie árbornir menn haben oder vier von der Qualität frühgeborner Männer‹. Wenn man zwischen beiden Fällen zu wählen hat, scheint mir der zweite vorzuziehen. Und zwar aus sachlichen Gründen, denen zwingende sprachliche nicht entgegenstehen. Es gibt allerdings die Wendung ›telja kyn sitt til e—s‹ (vgl. Fritzner Ordbog s. v. telja), aber wenn man z. B. sein Geschlecht ›til Olafs en helga‹ aufzählt, dann ist Olaf der Endpunkt, nicht auch der Ausgangspunkt. Wenn jedoch hier der árborinn maðr zählt, und man nimmt an, er zähle bis zu den árbornir menn, so ist Ende und Ausgangspunkt gleich. Nimmt man aber die zweite der vorgeschlagenen Deutungen an, so steht man vor einer Bestimmung wie sie sachlich z. B. auch Ssp. III 51 § 3 gibt. In dieser Deutung bestärkt mich auch Gul. 266. Denn wenn es dort heißt ›þeir scolo telja til langfeðra sinna V er átt hava‹, so haben wir da nicht nur das telja til, sondern auch eine Zahl von langfeðgar, die man ›haben muß‹. Daß hier til nicht als regierende Präposition zu langfeðgar gehört, zeigt wiederum Frost. IX, 10, wo das was aufgezählt wird, im Akkusativ steht, so wie hier V (vgl. auch das Substantiv tiltala; Fritzner s. v.). Es wird sich dann allerdings bei der ersten Alternative unseres Falles noch fragen, welche Vorväter denn ein árborinn maðr haben muß; aber das ist cura posterior. (Aehnlich erklärt Brandt Forelæsninger I 79 den árborinn maðr als einen Mann, ›hvis (frie) Oprindelse gaar tilbage til de fjerne Fortid‹. v. Amira Recht [2] 85 setzt m. E. nicht zutreffend bónde = árborinn maðr. Sollten die árbornir denn nicht die ›besten Bauern‹ von Frost.

XIV, 7 sein? Vgl. noch Hertzberg in Arkiv for nord. filologi V S. 225). Jedenfalls scheitert Hecks Deutung schon an dem Gesagten.

Auch die weiteren Gründe, die Heck für die Libertinenqualität dieser Klasse beibringt, sind nicht durchschlagend. Heck zieht weiter heran Fþl. X, 46: ›Ef maðr scerr af rossi manns tögl þá gialldi aura III. En ef hala höggr af þá scel meta ross; en hinn reiði þeim verð fyrir er átte oc öfundarbót á ofan haulldi aura VI en árbornum manni hálfa mörc recsþegni III aura leysingia syni II aura en leysingia eyri; en silfrmetit er árborinna fé en sac gilt þyrmslamanna fé‹. Durch den Gegensatz im letzten Halbsatz würden die niedriger stehenden Klassen als þyrmslamenn (Heck schreibt beharrlich thyrmslamanna, obwohl dies der Gen. Plur. ist) bezeichnet. Das Wort könne ›diejenigen Personen bezeichnen, die zu Achtungsdiensten verpflichtet sind, oder auch diejenigen umfassen, die ihrer Geburt nach achtungspflichtig sein würden, wenn sie sich nicht losgekauft hätten‹. Aber es könne ›schlechterdings nicht auf die Altlibertinen erstreckt werden, die in F. schon durch Generationenfolge befreit waren‹. Der Schluß geht jedoch fehl. Wenn man mit Heck richtig annimmt, daß árborinn maðr in dieser Stelle nur eine Bedeutung hat, so zeigt die Stelle ganz deutlich, daß der árborinn maðr kein Altlibertine ist; denn der Altlibertine, der leysingiasunr in dem oben erörterten Sinn, ist ja neben ihm genannt; daß auch er im letzten Halbsatz als þyrmslamaðr bezeichnet wird, ist keineswegs sicher. Maurer (Vorl. I, 1 S. 118) rechnet auch offenbar den leysingiasunr an dieser Stelle nicht zu den þyrmslamenn; denn er legt sie dahin aus, daß ›die Buße aller anderen Leute, insbesondere der árbornir menn, ›silfrmetit fé‹ sei, nachdem er kurz zuvor gesagt hatte, daß die Frþl. als þyrmslamenn die niedere Klasse der Freigelassenen bezeichne; ebenso sagt Hertzberg (Glossar s. v. þyrmslamaðr) ›saaleder betegnedes de medlemmer af en frigivens ætt over hvilke frigiveren aller hans ættmænd endnu udøvede visse hoihedsrettigheder‹. Aber jedenfalls ist der Schluß unrichtig, den Heck zieht. Denn man kann nicht ohne weiteres annehmen, daß die Silberzahlung bei den ›oberen Klassen‹ ohne weiteres verständlich war und daher ohne der Vollständigkeit zu schaden wegbleiben konnte. Es wird in Frþl. IV, 49 und 33, X, 35 schon erwähnt, daß die Buße des haulldr silfrmetit sein muß. Hier ist die Fassung unvollständig. Weder ist über die Qualität der Buße des hauldr etwas bestimmt, noch des leysingr, noch dessen Sohn, noch des reksþegn. Es ist reine Willkür anzunehmen, daß hier der Begriff des árborinn maðr auch andere Personen, den leysingr, seinen Sohn und den reksþegn umfasse. (Maurer nimmt in ›die Freigelassenen‹ S. 82 ungenauen Sprachgebrauch an).

Hecks dritter und letzter Grund für die Libertinenqualität des árborinn maðr wird gewonnen aus der allerdings sehr kurz geratenen Betrachtung der unter diesem stehenden Klassen des reksþegn und des leysingi. Diese und ebenso der leysingiasunr sollen Neulibertinen sein, wie sich ›aus der gemeinsamen Bezeichnung thyrmslamanna (!)‹ ergebe ›und aus den Bußen, welche in sakgild denen der frjalsgjafa in I entsprechen‹. Was zunächst die gemeinsame Bezeichnung anlangt, so ist die hierauf gerichtete Behauptung quellenwidrig. Nirgends ist der reksþegn, und nirgends ist der leysingiasunr ein þyrmslamaðr genannt. Ebenso quellenwidrig ist die Behauptung über die Bußen. Wenn man die Bußen dieser drei Stände in sakgild ansetzt, so ist nach Fþl. X 35 die Buße des reksþegn = 6 aura, des leysingiasunr = 4 aura, des leysingi ef frelsisöl hans er gört = 3 aura, en ef eigi er gört = 2 aura. Der frjalsgiafa aber erhält nach Bþl. u. Eþl. lediglich 1/2 eyrir. Es stehen dieser einen Buße vier verschiedene gegenüber. — Von hier erledigten sich die folgenden Ausführungen Hecks, wenn sie nicht eine von Maurer ganz abweichende Klassifizierung der Libertinen enthielten. Leysingi ist nach Maurer in der Frþl. die höhere Klasse der Freigelassenen, reksþegn ein altfreier Mann ohne eigenes Hauswesen und darum genötigt ›seinen Unterhalt im Dienste eines Herrn zu erwerben‹. Dem entgegen ist nach Heck der leysingi ›nicht der Gelöste, sondern der Lösungsberechtigte‹. Der ›Nachkomme des Gelösten‹ soll dann der reksþegn sein. Die Begründung, die Heck hierfür gibt, ist zwar umständlich aber nicht einleuchtend. Sie beginnt mit einem philologischen Exkurs, mit der Feststellung, daß dem Wortsinne nach leysingi der ›Lösungsmann‹ ist, womit gemeint sein könne ›der Gelöste‹ oder ›der Lösende‹ oder der ›Lösungsberechtigte‹. Gerade die letzterwähnte Bedeutung soll in II anzusetzen sein. ›In II heißen die Neulibertinen Lösungsleute; sie sind allein lösungsbedürftig, da die Altlibertinen durch Gesetz befreit werden‹. Von hier aus sei es auch sehr verständlich, daß in I die Altlibertinen leysingar heißen, die Neulibertinen nicht so, sondern frjalsgjafar. Damals seien sie ›allein lösungsberechtigt‹ gewesen. In der Verschiebung der Terminologie zeige sich die Hebung der Stände in II, wo die Altlibertinen als árborinna menn und bóndar auftreten. Aber diese Schlußfolgerung ist quellenwidrig. Heck führt allerdings die am deutlichsten gegen ihn sprechende Stelle der Gþl. nicht an, aber wohl wiederholt Maurers Abhandlung über die Freigelassenen, wo diese Stelle behandelt ist. Es sagt nämlich Gþl. 63: ›Nu fœr *leysingi* kono ættborna *sa er gort hever frælsisol sitt* ... nu fœr *leysingi* kono ættborna *sa er eigi hever gort frælsisol sitt* ...‹ Hieraus geht doch mit aller nur wünschens-

werten Deutlichkeit hervor, daß der leysingi nach dem Sprachgebrauch der Gþl. nicht nur ein ›Lösungsberechtigter‹ sein kann, ein Neulibertine, sondern auch ein ›Gelöster‹, ein Altlibertine. Zu allem Ueberfluß spricht auch Frþl. IX, 11 diese Terminologie deutlich aus. Es ist deshalb nicht weiter erforderlich auf die ganz willkürliche Uebersetzung von leysingi mit ›Lösungsberechtigter‹ einzugehen. Jedenfalls ist Hecks Annahme, daß leysingi in II der Neulibertine allein sei, falsch und direkt quellenwidrig. — Auf einem anderen Blatte steht die Deutung des reksþegn. Er soll der Sohn des Lösungsberechtigten sein, der die Lösung vollzogen, sein Freilassungsbier gehalten hat. Dabei hat Heck offensichtlich vergessen, daß gerade nach seinen vorhergehenden Ausführungen die Lösung in der Abhaltung des Freilassungsbieres besteht, damit die Stellung der Altlibertinen erreicht wird und endlich der Altlibertine der árborinn maðr ist. Mit seinen eigenen Sätzen käme er, wenn er sie fortführte, zu einer Gleichstellung des reksþegn mit dem árborinn maðr, während er doch diesen als unter jenem stehend behandelt. Die Ausführungen Hecks widersprechen sich demnach schon selbst. Aber auch abgesehen hiervon kann ich mich mit seiner Auffassung des reksþegn nicht einverstanden erklären. Maurer hat in seinen Vorlesungen den reksþegn erklärt als einen freien Mann, ›der keinen eigenen Haushalt hat und darum genötigt ist, in fremdem Dienste seinen Unterhalt zu suchen‹ und hat ganz die gleiche Deutung auch später noch vertreten (Arkiv for nordisk filologi VI S. 280) mit dem Beifügen, daß der reksþegn zwar nicht wegen seines Geburtsstandes, wie Hertzberg wollte, aber wegen seines Berufsstandes im Gegensatz zum búþegn oder bóndi stehe. M. E. ist zwischen dieser und Hecks Meinung die Mitte zu halten. Heck ist zuzugeben, daß die von Hertzberg angenommene Ableitung der ersten Worthälfte von reka = vagari und damit die Bedeutung von reksþegn als Wandermann zulässig ist. Ich gebe dieser Ableitung umsomehr den Vorzug, als ja Maurer dem Sinne nach ebenfalls auf den haushaltlosen und eben deshalb nicht stäten Mann hinauskommt. Leitet man mit ihm von rekkr = gut, tüchtig ab, so muß man die Haushaltslosigkeit vollkommen hineintragen. Auf der andern Seite aber kann ich Heck nicht zugeben, daß sein Schluß zwingend ist. Der reksþegn könnte Bezeichnung für den sein, der die Freizügigkeit erst erlangt hat, aber kann es ebenso gut sein für den, der sie nie entbehrte, und zwar gerade dann, wenn er sich durch ihre Ausübung von den übrigen Freizügigen, die, wie eben der búþegn, von ihr keinen Gebrauch machen, unterscheidet. Der Wortsinn ist demnach nicht entscheidend; er erhält durch den Sachsinn den Ausschlag. In dieser Richtung nun ist wiederum Maurer der Vorzug zu geben. Heck geht

über die Stellen, die den reksþegn zwischen den leysingiasunr und den árborinn maðr einschieben, mit einer sie keineswegs erledigenden Bemerkung hinweg. Es ist ganz gleichgültig, ob in den einzelnen Stellen, die den reksþegn erwähnen, dieser zwischen den árborinn maðr und den leysingi oder zwischen den árborinn maðr und den leysingiasunr eingeschoben ist. Denn in diesen Fällen ist es ohne weiteres außer Zweifel, daß an sich leysingi den leysingiasunr umfaßt. Sehr deutlich zeigt das Verhältnis Frþl. X 46, wo in der Bußenreihe folgen haulldr, árborinn maðr, reksþegn, leysingiasunr, leysingi und þyrmslamaðr und zwar im Verhältnis 6 : 4 : 3 : 2 : 1 : ½. Hier ist jeder Zweifel ausgeschlossen, daß der reksþegn weder ein Altlibertine noch ein Neulibertine ist, denn diese Klassen sind durch leysingiasunr, leysingi und þyrmslamaðr vertreten. Wozu ich noch bemerke, daß das Verhältnis haulldr : árborinn maðr : reksþegn = 6 : 4 : 3 in allen Stellen, die des reksþegn gedenken (Frþl. IV 49, 53; X 35, 41, 46; XIII 15; Bj. III 162), wiederkehrt. Das Verhältnis zu den unteren Klassen ist verschieden. Was aber endlich die auch von Maurer nicht behandelte Frage anlangt, warum der reksþegn, wenn er doch ein Altfreier ist, schlechter gestellt wird, als die übrigen Altfreien, so ist darauf hinzuweisen, daß das westnordische Recht überhaupt, sowohl das isländische wie das norwegische, die einhleypir menn, die eben doch meist auch Unstäte sind, schlechter stellt als die ansässigen Leute (vgl. Maurer, Island S. 146 f.; Vorlesungen I, 1 S. 121 f.). Mag auch der einhleypr maðr keinen Stand im politischen Sinne dargestellt haben, seine rechtliche Stellung war doch eine andere, und sehr wohl kann eben reksþegn die Bezeichnung des so gesondert behandelten rechtlichen Standes sein (ähnlich wie Heck bezüglich des reksþegn Brandt a. a. O. I 79).

Parallel mit dem árborinn maðr der Frþl. steht nach Maurer der bóndi der Gþl. Er ist der Vollfreie, der Gemeinfreie. Auch an dieser bisher unbestritten vertretenen Meinung sucht Heck zu rütteln und die bondir wie den árborinn maðr zum Libertinen zu stempeln. Die Gründe sind gleich unzureichend. Richtig ist die Methode, den Stand der bóndar nicht aus dem Wortsinne der Bezeichnung, sondern durch Untersuchung der anderen Klassen zu bestimmen. Aber indem dann Heck diese Klassen falsch interpretirt, kommt er auch für die bóndar zu falschem Resultat. Immerhin aber darf nicht übersehen werden, daß in Frþl. der bóndi niederere Bußen erhält als der árborinn maðr.

Nicht berührt habe ich im Vorausgehenden die Frage, ob, wie Maurer meint (auch Weitere Mitteilungen über die Huldarsage S. 312; Germania XIV S. 27 ff.), der hauldr durch den Besitz eines Stammguts charakterisiert ist. M. E. ist dies trotz der Angriffe von Heck auf die

bisherige Lehre (a. a. O. S. 410 ff.) anzunehmen. (So auch v. Amira Recht [2] S. 84 f.; Maurer Zeitschr. f. d. Phil. I 44, 122; ferner Boden a. a. O.; Rhamm, Großhufen d. Nordgermanen S. 19 f.; 788 Anm. 2; Schröder Rg. [5] S. 447 Anm. 6, 52, 60; J. Nielsen, Hist. Tidskr. 4. R. IV 1—98; E. Hertzberg, ebenda S. 161—192; A. Taranger, Harald Harfagres tilegnelse af Odelen (1906); Maurer, Entst. d. isländ. Staates S. 21 ff.

Alles in Allem muß festgestellt werden, daß Maurers Darstellung des norwegischen Freien- und Freigelassenenstandes durch Hecks Auseinandersetzungen nicht erschüttert ist.

Der folgende § 9 behandelt den ›Adel‹, die jarlar und lendirmenn, jener Stellung in den Schatzlanden und die Herzogswürde.

Das Wort jarl bringt Maurer in Zusammenhang mit einem Stamme ›ir‹, der auch in jara = Kampf, im angelsächsischen yrre = Zorn, im Namen des Gottes Er wieder erscheinen soll. Aus ihm sei ›mittels der bekannten Schlußsilbe -ill oder -all‹ jarl gebildet. Deshalb bedeute jarl ›ursprünglich nur den streitbaren Mann oder den Kriegsmann‹. Dagegen gibt die neue Forschung (vgl. Falk und Torp, Etymologisches Wörterbuch s. v. jarl; ebenda ist auch Zusammenhang mit dem Namen der ›Heruler‹ angenommen, den Maurer dahingestellt sein läßt), die Grundbedeutung ›Mann‹ und Ableitung aus der Wurzel *er; jedoch wird auch hier für air. err die Bedeutung ›Krieger, waffenfähiger Mann‹ angesetzt (ebd. s. v. aarfugl.). Vgl. auch erilar in Runeninschriften (Noreen a. a. O. § 267, 3).

Den Ausgangspunkt für Maurers Darstellung bildet wie auch bei anderen die Rigsþula, wo Jarl als Mann einer Hersirtochter als Vater des Königs erscheint. Maurer schließt aus dieser Zusammenstellung und dem Liede im ganzen, ›daß man die Königs-, Hersen-, und Jarlgeschlechter als Zweige e i n e s Stammes, und somit als zusammengehörig betrachtete, und daß man sie als edle den verschiedenen Klassen der Gemeinfreien sowohl, als der Unfreien gegenüberstellte‹.

Die Datierung des Gedichts durch ca. 1200, wie sie Maurer gibt, ist in neuerer Zeit wesentlich geändert worden. Mogk (in Pauls Grundriß II [2] S. 602) setzt die Abfassung in die erste Hälfte des 10. Jahrhunderts. Lehmann (s. u.) S. 33 denkt an das Ende des 10. Jahrh. oder noch spätere Zeit. Auch ist die Rigsþula als Quelle für die nordische Ständegliederung angezweifelt worden. Neuestens hat ihr K. Lehmann eine eigene Abhandlung gewidmet (Die Rigsþula. In Festschrift zum fünfzigjährigen Jubiläum ... Dr. Julius v. Arnsberg, 1904), in der er im Gegensatz zu Maurer und auch der herrschenden Anschauung (vgl. Brunner, RG I [2] S. 138: ›der mit Herrscherrecht ausgestattete Adel des Nordens‹; v. Amira, Recht [2] 80 spricht vom ›Manne von Adelsart‹) die Behauptung aufstellt, es sei ›nicht wohl

aus den Geschichts- und Rechtsquellen nachzuweisen, daß ein Stand von Jarlen in Norwegen existiert hat, der den nobiles entsprach‹ (vgl. auch K. Lehmann, Der Königsfriede der Nordgermanen S. 169 f.). In der Tat ist Lehmann zuzugeben, daß die Grundlage der herrschenden Meinung keine sehr feste ist, die Rechtsquellen kennen den Jarl als Adeligen nicht mehr. Auch K. Maurer gibt zu, daß vor der Zeit des Königs Haraldr hárfagri schon jarlar der Art vorkommen, wie wir sie später deutlich in den Quellen vorfinden, der Jarlstitel insbesondere dem Vorsteher einer bestimmten Landschaft ohne Rücksicht auf seine Abstammung zukommt (vgl. auch v. Amira Recht [2] 82, 97); und wenn der Abfasser der Rigsþula auch schon Anfang des 10. Jahrhunderts lebte, kann er die Dienstjarle sehr wohl im Auge gehabt haben. Aber Lehmann übersieht m. E. zu Unrecht, daß die von ihm selbst zugegebene Möglichkeit, daß nämlich ›das Bild der Rigsþula das ursprüngliche ist‹, durch Formeln wie nord. ›karl ok jarl‹, ags. ›eorl and ceorl‹ auch ›erl und cerl‹ eine gewisse Stütze erhält. In der Verbindung ›ge eorl ge ceorl‹, wie in den älteren angelsächsischen Gesetzen, ist der eorl ein ›Vornehmer, Adliger‹ (vgl. Liebermann, Gesetze d. Angelsachsen II, 1 S. 64 s. v. eorl.; Chadwick, Studies on Anglo-Saxon Institutions S. 382 f.; Pollock and Maitland, History of English Law I 32 f.). In den späteren Gesetzen tritt er als ein Mann im Königsdienst auf, wie der iarl der norwegischen Gesetze. Dieselbe Entwicklung, die sich bei den Angelsachsen vollzogen hat (vgl. insbes. Pollock and Maitland a. a. O.; Stubbs, Constitutional History of England I [6] S. 168 f.), kann auch bei den Norwegern vor sich gegangen sein, und die Wahrscheinlichkeit spricht dafür.

Wie dem auch sein mag, jedenfalls führte die Begründung des Einkönigtums durch Haraldr hárfagri zur Entstehung einer jüngeren Art von jarlar, als Untergebenen des Königs, von diesem als Regierungsorgane über eine bestimmte Provinz gesetzt. Die Erinnerungen an den älteren Geburtsstand sind damit allerdings noch nicht geschwunden. Jarl b o r n i r menn treten vereinzelt noch fernerhin auf, ebenso wie konungbornir menn. Und Maurer nimmt deshalb an, daß der König bei der Verleihung der Würde eines iarl nicht ohne besonderen Grund von den alten Jarlgeschlechtern abzugehen vermochte: sein Ernennungsrecht scheine nur an Stelle der früheren Volkswahl getreten zu sein, die ja auch bei den Unterkönigen stattgefunden habe. Diese Sätze scheinen jedoch den Verhältnissen nicht zu entsprechen. Von vornherein wären sie da nicht zutreffend, wo die bisherigen Herrschergeschlechter auswanderten, ebensowenig aber auch da, wo Harald Jarltume an Angehörige seines Geschlechts vergab. Die Zahl der Familien, die demnach überhaupt in Betracht kommen könnten, ist

so schon ziemlich vermindert. Und auch bezüglich ihrer geben die Rechtsquellen keinen Anhaltspunkt für Maurers Annahme. Ja es ist sogar schon in Gul. 200 ausdrücklich damit gerechnet, daß der Sohn des iarl nicht auch die Jarlwürde erhält: »Biscops sunr oc iarlssunr oc stallara sunr ok skutilsveins sunr oc prest sunr oc armannz sunr scolo taca, slican rett sem þeir eigu kyn til ef þeir fa eigi slict nafn sem faðer þeirra fec«. Dabei ist nicht nur der iarl zusammengestellt mit Personen, deren Wert einzig und allein auf ihrer Stellung beruht, sondern es sind auch kyn und nafn ausdrücklich in Gegensatz gebracht. Dies gewinnt noch größere Bedeutung dadurch, daß der Sohn des lendrmaðr ein für allemal scal taca haullz rett, ef hann fœr eigi lond. Hier handelt es sich um Leute, die ohne Rücksicht ihr nafn schon kraft ihres kyn immerhin haullzrett nehmen, dort aber, bei den iarlar, kann das kyn ein sehr verschiedenes sein. Sodann darf man nicht übersehen, daß die Rechtsquellen zwar einen hauldborinn maðr kennen, nicht aber einen iarlborinn oder hersborinn maðr, ebensowenig, daß, so weit zu sehen, nur einmal in der Litteratur diese beiden letztgenannten auftreten, und zwar in zwei isländischen Quellen, Floamannasaga und Hyndluljöd (vgl. Fritzner, Ordbog s. v.). Auch die Hirdskraa gedenkt mit keiner Andeutung eines Folgerechts eines Sohnes. Doch soll all dies nicht bestreiten, daß tatsächlich in vielen Fällen der König den iarlssunr zum iarl ernannt haben mag. Aber einen Anspruch hatte der sunr auch nicht in dem Umfange, der sich aus Maurers Fassung ergäbe. Eine Sache für sich ist es auch, inwieweit aus einer Ernennung mehrerer sukzessiver Deszendenten eines iarl allmählich wieder ein Jarls*geschlecht* entstand. Zugegeben muß auch werden, daß in den obigen Stellen vielleicht nur an *die* Söhne gedacht ist, die im Gegensatz zu *einem* der Söhne nicht in die Stellung des Vaters einrücken. (Zum zeitlichen Vorkommen der Jarlswürde vgl. Maurer, Entst. d. Frostuþingslög S. 65).

Die Jarle mit den von Maurer hier kurz gestreiften hersar und Königen bildeten zusammen die herrschenden Geschlechter. Aber schon bald — zu Beginn des 11. Jahrhunderts — änderte sich nach Maurer ihre Stellung dadurch, »daß die Würde fortan jeder Erblichkeit entbehrt und der Dienst- und Amtscharakter bei derselben über ihre frühere patrimoniale Bedeutung den entschiedensten Sieg davonträgt«. Maurer bringt sie in dieser Beziehung in Gegensatz zu den hersar, deren Würde »immerhin noch eine halbwegs erbliche blieb«. Im 11. Jahrh. findet sich »nur in den Guðbrandsdalir, also einem Bezirke, in welchem sich die Kleinstaaterei bis auf des heil. Olaf Zeit herab erhalten hat«, der Hersentitel gebraucht. Anderswo erscheint der hersir jetzt als lendrmaðr. Für diese Gleichstellung führt Maurer

insbesondere eine Stelle der Edda an: ›ok i einu landi eru mörg héruð ok er pat háttr konunga, et setja þar rettara yfir svá mörg heruð, sem hann gefr vald yfir ok heita þeir hersar eða lendirmenn í danskri túnga, en greifar í Saxlandi, en barúnar í Englandi‹. Man mag hier darüber hinwegsehen, daß die Stelle in der Gleichstellung von Hersen, Grafen und Baronen (über diese vgl. Pollock and Maitland, History of English Law I² 279 ff.) jedenfalls fehlt, und kann annehmen, daß hier in der Tat eine Gleichstellung der Ausdrücke hersar und lendirmenn gewollt ist. Aber diese Annahme scheint mir nicht richtig; denn es ist unwahrscheinlich, daß man im Ausdruck wechselte, wenn die Sache dieselbe blieb. M. E. sind hersir und lendrmaðr gerade nicht identisch und erklärt es sich auf dieser Grundlage, wieso denn überhaupt hersar als lendirmenn bezeichnet werden konnten. Diese Frage ist von Maurer überhaupt nicht berührt. Wenn eine Person bald als lendrmaðr bezeichnet wird, bald als hersir, wie Arinbjörn in der Eigla und ebenda Asgerðr, die Tochter eines farmaðr mikill, der stundum í viking, en stundum i kaupferðum war (vgl. Eigla XXXII, 2 und XXXV, 1), aber nie hersir genannt wird, als lendborinn bezeichnet wird, so ist daraus doch wohl zu schließen, daß hersir und lendrmaðr verschiedenen Standes sind (so auch Maurer, Die Huldarsage S. 264; vgl. auch v. Amira Recht ² S. 173), jener ein Berufsstand, dieser aber ein Geburtsstand, wenn auch vielleicht erst in der Ausbildung begriffen. (Es ist dabei nicht anzunehmen, daß Asgerðr deshalb lendborin genannt wird, weil ihr Großvater nach Maurer S. 142 hersir oder lendrmaðr war. Das könnte man allerdings aus dem Zitat ebenda, in dem Asgerðr als ›óðalborin ok lendborin ok tiginborin fram i ættir‹ bezeichnet wird, schließen; aber die Stelle heißt nicht so, sondern (Eigla c. LVI, 46 der Ausgabe von Jonsson): ›Sagði hann at Ásgerðr, dóttir Bjarnar, en eiginkona Egils, var til komin arfsins, ok hon væri óðalborin ok lendborin í allar kynkvíslir, en tíginborin framm í ættir‹. Es wird also geradezu darauf hingewiesen, daß auch ihr Vater ein lendrmaðr war). Und auf diesem Verhältnis beruht auch die Erklärung für die Bezeichnung der hersar als lendrmenn. Diese bildeten einen angesehenen Geburtsstand, und wegen deren gleich großem Ansehen behandelte man im Laufe der Zeit auch die hersar als lendrmenn. Es tritt eine Vermischung von Geburtsstand und Berufsstand ein.

Von hier aus wird denn auch die Sonderung erklärlich, die zwischen ›Grafen- und Landherrnhäusern einerseits und den Jarls- und Königsfamilien andererseits ... sich geltend macht‹. Während zuerst hersar, iarlar und konungar zusammengefaßt werden, treten nun die hersar eben wegen dieser Umstände von diesen beiden ab

und neigen sich zu den Landherrn. Sie gehören nun zu einer bedeutenden, angesehenen Klasse des Volkes; die iarlar und konúngar unterscheiden sich als herrschende (Geschlechter) durch die ›tign, d. h. fürstliche Würde‹ von ihnen, den útignir menn, eine Tatsache für die Maurer zahlreiche Belege aus den Sagen beibringt.

Anschließend an die Ausführungen über die jarlar folgen solche über den lendrmaðr, zu denen ein S. 345—364 als Anhang I abgedrucktes Fragment über die Landherren und die Sysselmänner hervorzuheben ist. Ihrer wird jedoch wegen des Zusammenhangs mit der königlichen hirð erst nach dem folgenden Paragraphen gedacht, der die königlichen Dienstleute behandelt.

Neben der unfreien Dienerschaft gab es auch im Norden schon frühzeitig freie Hausdiener, die als vinumenn, verkmenn, griðmenn, heimamenn, leigumenn, húskarlar auftreten. Innerhalb dieser freien Hausdienerschaft vollzog sich am Hofe vornehmerer Herrn und zumal dem des Königs, wo sie naturgemäß weit zahlreicher war, ›eine Scheidung zwischen einer geringeren Klasse von Bediensteten, welche die niederen Verrichtungen der Haus- und Landwirtschaft besorgte, und einer höheren, welche lediglich zur persönlichen Bedienung des Herrn, dann zum Waffendienste und zu anderen höheren Dienstleistungen herangezogen wurde‹. Diese höhere Klasse führte ursprünglich den Namen drótt, den Maurer von einem Verbum drjugan = στρατεύειν ableitet. (Nach Falk und Torp a. a. O. s. v. drot, hängt es zusammen mit got. drjugan = ›Kriegsdienste tun‹ und gehört zur idg. Wurzel *dhrugh; vgl. auch Walde, Etymol. Wörterb. d. lat. Sprache s. v. drungus). Schon bald erscheint sie als des Königs hirð, ihre Mitglieder als hirðmenn konungs. Diese Bezeichnung ist, wie auch Maurer annahm (vgl. z. B. auch A. Bugge, Vesterlandnes Indflydelse S. 61), nicht einheimisch in Norwegen, sondern vom angelsächsischen hîreð übernommen.

Bei der Aufnahme in die Gefolgschaft zeigen sich Formen, wie wir sie ähnlich von der Eingehung von Lehnsverhältnissen auf dem Kontinent kennen: eine Huldigung (ganga konungi til handa) verbunden mit einem Treueid seitens des Aufzunehmenden (sverja konongu hollostu eið) und einer eigenartigen Berührung des königlichen Schwertes (taka við sverði konungs). Von diesen Formen führen die hirðmenn die Namen: handgengnir menn, eiðsvarar oder sverðtakarar. Näher ist Maurer jedoch auf diese Formalitäten nicht eingegangen (vgl. dazu z. B. v. Amira, Die Investitur des Kanzlers MJÖG. XI S. 521 ff.). Daher kommt er auch nicht auf die charakteristische Form des Handgestus zu sprechen, den Hirdskra 31 erwähnt. Wenn es dort heißt: ›Siðan skal han falla a kne firir kononge oc lœggia baðar

sinar hendr saman ok konongr sinar baðar um hans hœndr‹, so haben wir hier den gleichen Kommendationsgestus, der auch anderen germanischen Rechten bekannt war (vgl. insbes. v. Amira, Handgebärden S. 242). Der hirðmaðr gibt sich in die Schutzgewalt des Königs. Des Kusses hat Maurer nicht gedacht und ebenso wenig wie Taranger (II, 1 S. 144) hervorgehoben, daß sich an die angeführten Formalitäten weitere zwischen dem neuen hirðmaðr und den alten hirðmenn anschließen, die insbesondere in Kuß und Handschlag (vgl. Pappenheim, Schutzgilden S. 80 f.) bestehen. Uebrigens ist auch die Reihenfolge der Formalitäten vor dem König nicht ohne Interesse. Zu Beginn läßt sich der Vasall vor dem König, der mit dem Schwert auf dem Knie vor ihm sitzt, auf beide Knie nieder, legt die rechte Hand unter den Schwertgriff und küßt des Königs Hand. Dann folgt der Eid, dessen Formular H. 31 gibt, und auf diesen die eben beschriebene Handzeremonie. Wir haben es also mit drei verschiedenen zeitlich aufeinander folgenden Akten zu tun. Vergleichen wir den Gesamtvorgang mit dem uns bekannten Kommendationsakt des kontinentalen Rechts, so scheint der Eid dem Treueid des Vasallen, die Handumfassung dem sogenannten ›Hulde tun‹ zu entsprechen. In diesem ist ja nach herrschender Meinung (vgl. Brunner, D. Rg. II[1] S. 270) die Ergebung des Mannes und die Aufnahme in den Schutz seitens des Herrn vereinigt. Welche Bedeutung aber hat der erste Akt, dessen die Hirdskra gedenkt? M. E. ist gerade er die Hulde, auf die der Eid und dann die Aufnahme in den Schutz folgt. So erscheint hier getrennt, was auch dem inneren Wesen nach zu trennen ist, denn Hulde und Aufnahme sind auch ihrem Wesen nach zwei grundverschiedene Dinge. Ob nun allenfalls in dem kontinentalen Rechte der Huldigungsakt weggefallen oder in der Kommendation aufgegangen ist, das ist eine Frage, die hier nicht entschieden werden kann. Für das nordische Recht aber ist es unrichtig, gerade den Handgestus, wie dies insbes. Taranger a. a. O. tut, als Huldigung zu bezeichnen. Nicht minder unrichtig ist es, wenn Taranger und Maurer diese Eintrittsform als generelle für die ganze hirð darstellte.

Die Gefolgsleute schulden ihrem Herrn Dienst und Treue und stehen dafür in seinem besonderen Schutz. Wer sie tötet, hat neben der sonstigen Buße ein besonderes húskarlargjöld an den König zu entrichten, analog der angelsächsischen manbot. (Vermutlich hatte es, wie v. Amira Obl.-R. II 427 f. hervorhebt, der König nur als Hausherr zu fordern; vgl. über die genossenschaftlichen Beziehungen zwischen den hirðmenn Pappenheim, Schutzgilden S. 79 f., 113 f.).

Schon am Hofe des heiligen Olaf scheidet sich die freie Dienerschaft in drei Klassen. Die unterste Klasse bilden die húskarlar, die

nächste die gestir, die oberste die hirðmenn im engeren Sinne (dazu auch Maurer, ›Gulaþingslög‹ S. 67 ff.). Zu ihnen gesellen sich sodann die skutilsveinar und kertisveinar, die aber Maurer trotz der eingehenden Behandlung in der Hirdskraa ›nur als Unterabteilungen der hirðmenn‹ betrachtet, die ohne politisch oder militärisch eine besondere Rolle zu spielen, wohl zu den Inhabern von Hofämtern gehören, die zu eigentümlichen Dienstleistungen verpflichten und dafür einen besonderen Rang gewähren. Bei der Bestimmtheit, mit der andererseits Taranger gestützt auf Hirdskraa die hirð gerade in die drei Klassen der hirðmenn, gestir und kertisveinar teilt, dürfte es sich lohnen, der so entstehenden Kontroverse nachzugehen.

Maurer muß, was auch Taranger bemerkt, zugegeben werden, daß die von ihm angegebene Einteilung unter dem hl. Olaf bestand und nicht minder unter Olaf kyrri. Sehen wir nun auf die Bestimmungen der hirðskrá, so finden wir dort in c. 47 eingehend die Tätigkeit der kertisveinar beschrieben. Ihre Hauptaufgabe ist, es vor dem König und anderen Häuptlingen, so oft dies verlangt wird, insbesondere aber am Julfest die Kerzen voranzutragen. Sie sind aber ›oc skyldugir til allar þeirra þionostu sem konongr lœter krœfia ser til lettes oc sœmdar‹. Ihre Tätigkeit ist also keineswegs die einem höheren Hofamt ähnliche. Im Gegenteil verrichten sie Dienste, die zwar ingenuili ordine, aber von geringerer Bedeutung sind. Und dementsprechend kommt ihnen auch nicht ein besonderer Rang zu. Sehen wir näher zu, so zeigt sich insbesondere noch, daß die kertisveinar anders in die hirð aufgenommen werden, als die hirðmenn i. e. S., daß also der Aufnahmeakt, den Maurer als solchen in die hirð darstellt, tatsächlich nicht für alle Mitglieder der hirð Geltung hat. Der kertisveinn legt s e i n e Hände u m d i e d e s K ö n i g s und küßt diese, wobei die Berührung des Schwertes entfällt, sodaß der kertisveinn auch nicht zum sverðtakar wird; daß sodann gerade an Stelle der Schwertberührung der König ihm ein Handtuch um den Hals legt, wird man nicht behaupten können. Das Handtuch aber ist Symbol der Funktion des kertisveinn. Schon hieraus und ebenso aus dem übrigen Inhalt des c. 47 ergibt sich, daß die kertisveinar die jungen in die hirð eintretenden Männer sind, und zutreffend gibt Hertzberg (Glossar) ihren Namen mit Page wieder. (Zu den Aufnahmeformen vgl. noch Maurer, Germania XIX S. 319 f.).

Anders allerdings steht es mit den skutilsveinar, die in der Tat nur durch ihr besonderes Amt und den Namen ausgezeichnet sind und mit anderen zur hirðstjorn gehören.

Dagegen die húskarlar sind der Hirdskraa als eine besondere Klasse in der hirð überhaupt nicht bekannt. So sehr also Maurer

für die frühere Zeit bis etwa 1270 recht hat, so sehr weicht seine Darstellung von dem in der hirðskrá geschilderten Zustande ab. Die Verschiedenheit der Zustände läßt sich nur so erklären, daß im Laufe des 13. Jahrh. — mit Rücksicht auf das speculum regale wäre wohl an das letzte Drittel zu denken — in der hirð eine Veränderung vor sich gegangen ist. Der húskarl ist aus der hirð ausgeschieden, die immer mehr zu einem Verbande von Kriegsdienst leistenden Männern wird, wie gerade H. c. 35 ›Hucœr vopn er handgengin maðr scal hava‹ sehr gut zeigt. Die húskarlar sind nicht nur, wie Maurer selbst beiläufig meint, von der ›eigentlichen‹ Gefolgschaft auszuscheiden, sondern aus der jüngeren hirð überhaupt, aus der älteren aber wohl überhaupt nicht. In der hirð scheiden sich deutlich die jüngeren, die kertisveinar, in der löguneyti vereinigt, von den älteren. Sie haben ihren eigenen Anführer, ihr eigenes Schiff und ihre eigene Fahne. Nicht haben sie sich aber, wie Maurer annimmt, von den gestir nach unten abgezweigt, wie von den hirðmenn die skutilsveinar nach oben. Ihre Besonderheit liegt in ihrer Jugend. Sie bilden den Nachwuchs, während die gestir zur älteren Gruppe gehören. Diese gestir nun (vgl. über das Wort Hertzberg, Glossar s. v. und dort Angeführte) werden nun wiederum in anderen Formen aufgenommen als die kertisveinar und die hirðmenn und zwar fehlt hier der Kommendationsritus vollständig, während die Schwertberührung etwas modifiziert, der Eid gleich dem der hirðmenn ist. Daraus dürfte sich ergeben, daß die gestir nicht in demselben Verhältnis zum König stehen, wie die hirðmenn.

Die sonstigen Ausführungen Maurers über die hirð bringen teils auch anderswo, insbesondere bei Taranger, angeführte Details, vor allem eine Besprechung der einzelnen Aemter innerhalb der hirð, teils eine eingehende Wiedergabe der gesetzlichen Bestimmungen. Auch hier aber vermißt man eine klare Besprechung der hirðstjorn, die nur S. 186 kurz gestreift wird.

Zum Schluß kommt Maurer auf die ›eigi borðfastir‹-Dienstleute zu sprechen, um dann zu den Schicksalen des Dienstgefolges in späterer Zeit überzugehen.

Kehren wir nun zurück zu den lendirmenn. Ihr Name leitet sich her von lenda = mit Land versehen ›und bezeichnet somit einen mit Land ausgestatteten Mann‹. Die lendirmenn sind die Inhaber der veizlur, über die Hertzberg in seinem Aufsatze ›Lén og veizla i Norges sagatid‹ eingehend gehandelt hat (in Germanistische Abhandlungen für K. Maurer S. 285—331; vgl. auch diese Vorl. I, 1 S. 328 f., 355 ff. und Mittl. über d. Huldarsaga; Lit. Z.-Bl. 1889 S. 1270 f. S. 312; Büchner a. a. O.; Storm in Hist. Tidskr. 1884

S. 129—189; L. Daae, ebd. 1901 Beibd. S. 43 ff.). Aber auch solche, die ihre veizla wieder verloren haben, und die Söhne des lendrmaðr bis zu 40 Jahren haben den Stand der lendirmenn. Maurer bemerkt zutreffend, daß sich gerade hierin ein Ansatz zur Erblichkeit des Standes des lendirmenn findet, von der schon oben die Rede war. Der lendrmaðr kommt aber auch, was Maurer hier nicht mit berücksichtigt, in der hirðskrá wiederholt vor. So nennt ihn die Ueberschrift zu cap. 8: ›lendra manna eiðar‹. Sehen wir dann in den Text, so zeigt eine Handschrift ›barunar‹, wo eine andere lendirmenn hat, eine nicht bedeutungslose Abweichung. Insbesondere aber cap. 18—20 sind von großer Bedeutung für die Stellung der lendirmenn. (Vgl. hierher und zur Gefolgschaft überhaupt O. Doublier, Die Entstehung d. altnorw. Gefolgschaft in Festschrift f. K. v. Amira 1908).

Abschnitt III behandelt das Königtum, beginnend mit einem § 11 über die Entwicklung des norwegischen Königtums überhaupt (vgl. Brandt, Forel. II S. 200—208; Taranger, Udsigt II, 1 S. 48—54, 172—202). Zwei Gruppen von konungar sind demnach von Anfang an zu unterscheiden, die Landkönige (þjoðkonúngar, fylkiskonúngar, héradskonúngar) und die See- oder Heerkönige (herkonúngar, sækonúngar, neskonúngar). Maurer wendet sich hier gegen die gerade von skandinavischen Autoren viel verteidigte Herleitung des Königtums aus der Gefolgschaft (vgl. auch Island S. 20 Anm. 2; Kr. V. Schr. X S. 370 f.). Er stellt zunächnt das höhere Alter des Landkönigtums fest und erklärt das Seekönigtum als eine ›Nachahmung und Nebenform‹ jenes. Das Landkönigtum sodann führt er zurück auf die Stellung der hersar und — soweit es solche gab — der fylkir. Deren Gewalten schieden sich aber nicht in ihrer Kompetenz. Der hersir hatte als heraðskonungr inhaltlich dieselbe Kompetenz wie der fylkiskonungr und der þjoðkonungr. Der Unterschied zwischen diesen und dem konungr scheint nur in der Art zu liegen, in der die Würde erworben wurde. Dies ergibt sich auch aus der Bezeichnung. Konungr, das patronymisch zu kon gehört, weist darauf hin, daß für das Königtum die Abstammung maßgebend war, während hersir und fylkir eben nur den Vorsteher eines herað bezw. eines fylki bezeichnen; die Erblichkeit mag also das Königtum von diesen älteren Gewalten unterschieden haben. (So auch Maurer, Upphaf S. 2; Krit. V. Schr. X 370). Zieht man aber nun noch in Betracht, daß bei der norwegischen Thronbesteigung noch in der späteren Zeit manches an ein ursprüngliches Wahlrecht erinnert, so ist es nicht unwahrscheinlich, ›daß die Vorsteherschaften der einzelnen Gaue und Volklande anfänglich durch die Volkswahl vergeben worden seien, und daß sie demnach erst hinterher durch eine kräftige Entwicklung der Erbbe-

rechtigung der hersir und fylkir in einen héraðs- oder fylkiskonúngr sich entwickelt haben‹ (vgl. auch Entst. d. isländ. Staates S. 10 ff.).

Dieser Entwicklungsgedanke hat in der Tat viel bestechendes für sich. Aber man darf dabei nicht übersehen, daß auch die reges des Tacitus schon aus der nobilitas genommen werden. Und ferner ist, wenn man bei konungr auf die etymologische Bedeutung zurückgeht, jeder Angehörige eines alten Geschlechts zunächst ein konungr, und überall da, wo man solche Mitglieder alter Geschlechter an die Spitze stellt, überall da hat man einen konungr mit der Leitung betraut. Dabei ist es denn zunächst ohne Bedeutung, ob immer aus demselben Geschlecht gewählt wird. Auch im reinen Wahlreich kann es einen konungr in diesem Sinne geben.

In der Erörterung der Aufrichtung des Einkönigtums durch Haraldr hárfagri bekämpft Maurer insbesondere die Ansicht, daß Harald seine Reformen mit einem Schlage und wohlüberlegt durchgeführt habe. Es kommt hierbei insbesondere darauf an, wie man sich zu der bekannten Behauptung der Heimskringla über die Einziehung allen Odalsgutes stellt, und mit Recht wendet daher Maurer diesem Punkt seine besondere Aufmerksamkeit zu. Im Ergebnis will er diese Berichte nicht buchstäblich nehmen, sondern in ihnen nur einen Bericht über ›eine teilweise Beschränkung des Rechts der Grundeigentümer‹ sehen. Und zwar soll diese Beschränkung in der Weise vor sich gegangen sein, daß Harald die Güter einzog, aber den betroffenen Geschlechtern die Wiedereinlösung vorbehielt und so nur in der Brandschatzung in Höhe der Einlösungsgelder eine fiskalische Maßregel durchführte. Maurer hat sich später Storm angeschlossen, ohne aber diese Meinung befestigen zu können. Allerdings ist Boden (ZRG. XXXV S. 114 Anm. 1) ihr teilweise beigetreten, aber entschieden hat sie neuestens Taranger (Udsigt II, 1 S. 188 Anm. 2) abgelehnt. Und so sehr man Maurer auf der einen Seite darin Recht geben muß, daß eine Zueignung des Odalsrechts in Eigentum eine undurchführbare Maßregel gewesen wäre, so sehr muß man andererseits Taranger (und mit ihm auch teilweise Boden) gegenüber bemerken, daß die Auffassung des ganzen Vorgangs als eine Besteuerung des ganzen Landes mit den Quellen sich nicht leicht vereinigen läßt. Denn der Bericht der Eigla, der Harald sich ›óðal öll ok allt land, byggt ok úbyggt, ok jafnvel sjóinn ok vötnin‹ aneignen läßt, ist gegenüber dem knapperen der Heimskringla vorzuziehen, der nur von ›óðal öll‹ spricht und eine Besteuerung des úbygtland ist doch etwas gewagt. Man wird hier mit Boden eine weitere Bedeutung des Begriffes oðal annehmen und im ganzen Vorgang die Geltendmachung eines Bodenregals sehen dürfen.

§ 12 handelt von der ›Thronbesteigung‹, aber genau genommen nicht nur von ihr, sondern auch von ihren Voraussetzungen.

Das norwegische Königtum stellt sich demnach von Anfang an als ein erbliches dar, und zwar ist ihm die Erblichkeit ›geradezu ein charakteristisches Merkmal‹ (vgl. auch v. Amira, Recht [2] S. 96). Schwierigkeiten bereitet nur die Feststellung, in welcher Ordnung die Sukzession erfolgte, und diese Frage löst auch Maurer nicht. Lehmann (Königsfriede S. 168) spricht nur von einer Fortpflanzung in langer Ahnenreihe, und Taranger gibt zwar II, 1 S. 50 f. eine Schilderung der Thronfolge, die mit dem Satz beginnt, daß sich der Thron nach privatrechtlichen Regeln vererbte, und erwähnt, daß mehrere Söhne gemeinschaftlich regierten oder durch Volkswahl der Tüchtigste ausgesucht wurde, aber alle seine Ausführungen scheinen — eine Quellenangabe fehlt — nur spätere Zustände zu antizipieren. Man wird in der Tat mit Maurer erst von K. Haralds Hausgesetz an festen Boden unter den Füßen fühlen können, demzufolge sich die Thronfolge an die Folge in Stammgüter angeschlossen zu haben scheint. Nach dieser Regelung galt vor allem der Grundsatz der Männererbfolge und zwar nach Gradesnähe berechnet ›mit Rücksicht auf den gemeinsamen Stammvater‹. Aber schon früh wurde er durch die Erbberechtigung gewisser Weiber (baugrygjar) durchbrochen. Ob dann allerdings gerade diese Ausnahme auch auf die Thronfolge wieder übernommen wurde, erscheint Maurer zweifelhaft. Als bedenklich bezeichnet Maurer die Zulassung der unehelichen Söhne zur Thronfolge, ›für ernsthaft gefährlich‹ sogar ›von dem Momente an, in welchem man anfing, die Eisenprobe als Beweismittel für die außereheliche Vaterschaft und somit als ein Mittel zuzulassen, die Berechtigung zur Thronfolge nachzuweisen‹. (Die Darstellung selbst ist erweitert, insbesondere mit mehr Beispielen belegt in Maurer, Die unächte Geburt S. 55—61). Nicht minder bedenklich erscheint ihm mit Recht die durch Anlehnung an die Stammgutsfolge veranlaßte Teilung des Reiches unter gleich nahe Berechtigte, die in der Tat bis zu gegenseitigem Blutvergießen führte (vgl. auch Hertzberg, Hist. Tidsskr. 1908 S. 116—157 über K. Sverrirs Abkunft, und Daae ebda. 1905 S. 1—29). — Die Volljährigkeit begann nach Maurer mit dem zurückgelegten 12. Lebensjahre, womit Maurer sich ausdrücklich in Gegensatz zu Keyser stellt, der das 15. Jahr als Termin angesetzt hatte (vgl. auch J. Nielsen in Hist. Tidsskr. 4. R. IV 1—80).

Im Jahre 1164 wurde eine neue Thronfolgeordnung erlassen, die in Gþ. 2 aufgenommen ist und von Maurer hinsichtlich ihrer Bedeutung einer eingehenden Kritik unterzogen wird (hierzu Storm, Magnus Erlingssons lov om Kongevalg 1880; Maurer, Entstehungs-

zeit d. älteren Gulaþingslög S. 29 ff.; Entstehungsz. d. Frostaþingslög S. 51 ff.; Schenkung an d. hl. Olaf 12 ff., 26 ff., 54 ff., 76, 92). Aber in Norwegen ist sie nicht zur dauernden Geltung gelangt. Unter der Regierung des Königs Hakon Hakonarson kam der Vorzug der ehelichen Geburt deutlich darin zum Ausdruck, daß Hakon nicht seinen älteren unehelichen Sohn Sigurðr, sondern seinen jüngeren ehelichen Sohn Hakon ungi zum Mitkönig erwählen ließ; 1260 wurde sodann auf einem Reichstag zu Bergen ein neues Thronfolgegesetz erlassen und zuerst auf dem Frostuþing, dann auch auf den übrigen Landesdingen angenommen (hierzu Maurer, Entstehungsz. d. Frostaþingslög S. 28 ff.). Dreizehn Jahre später folgte ein neues Gesetz unter Magnus lagabœtir, das dann nur noch einmal vor der Union Norwegens mit Schweden, im Jahre 1302, abgeändert wurde. Zu all dem, im wesentlichen bekannten, gibt Maurer zahlreiche historische Details, insbesondere zu der Frage, inwieweit die jeweilige Thronfolgeordnung eingehalten wurde, und was für die Abänderungen maßgebend war. Besonders mag bemerkt werden, daß Maurer schon hier (S. 245 Anm. 1) die Schenkung der Krone an den hl. Olaf als eine Fälschung erklärt, wofür er dann bald darauf in seiner Abhandlung über ›Norwegens Schenkung an den heiligen Olaf‹ (Abhdl. d. B. Ak. 1877, insbes. S. 54 ff.; vgl. auch Hertzberg, Hist. Tidsskr. 4. R. III S. 29 f.; Maurer, Bekenntnis d. christl. Glaubens S. 552 ff., 577 ff.; Eingangsformel der altnorw. Gesetzb., passim; Das Christenrecht des K. Sverrir, passim) den Beweis erbrachte.

An diese Erörterungen schließen sich die über die ›Thronbesteigung‹ selbst. Das Erbrecht machte den durch es Berufenen zum konungsefni. Erst die feierliche Annahme des Berechtigten durch das Volk, die konungstekja, ein ›Urteil der Landschaftsversammlung über des Thronfolgers Erbrecht‹ (v. Amira Recht [2] S. 96) machte den Berufenen zum König. Diese tekja aber war wiederum ein aus formellen Handlungen zusammengesetzter Akt, über deren Bedeutung und Reihenfolge keine Klarheit herrscht; einer ist eine förmliche, urteilsmäßige Zuerkennung des Reiches (dœma riki, land, land allt ok þegna), ein anderer die feierliche Beilegung des Königsnamens (gefa konungsnafn), ein dritter die Eidesleistung von König und Volk. Maurer läßt es unentschieden, in welchem Verhältnis die beiden ersten Akte zu einander standen, insbesondere wie sie zeitlich auf einander folgten, doch neigt er sich im Gegensatz zu R. Keyser der Meinung zu, daß das gefa konúngsnafn vorausging ›und zwar nicht nur darum, weil in den Quellen gelegentlich das gefa konungsnafn dem dœma land vorangestellt wird, sondern auch aus dem weiteren Grunde, weil diese Auffassung besser zu der allgemein germanischen

Art der Beschlußfassung zu passen scheint«. Von Neueren läßt Taranger (Udsigt II, 1 S. 176 f.) die Frage unerörtert; auch E. Mayer, der ZRG. XXXVI S. 22 f. die konungstekja erörtert, geht nicht darauf ein. Und K. Lehmann (Der Königsfriede S. 176 f.) beschäftigt sich zwar mit den fraglichen Akten, auch mit ihrem zeitlichen Verhältnis zu der Huldigung, nicht aber mit dem untereinander. Man wird Maurer wohl Recht geben müssen, und zwar scheint mir hierzu schon der Bericht der Sverris-saga auszureichen. Dort heißt es: »á þvi þingi var Sverri gefit konungnavn á átta fylkna þingi ok dœmt með vapnataki ok svarit honum land ok þegnar eptir fornum landslögum«. Dies ist doch wohl dahin zu verstehen, daß einer dem König den Namen gab und dem die übrigen durch vapnatak zustimmten. Daraus ergibt sich dann nicht nur die innere Zusammengehörigkeit der beiden Akte, sondern auch ihre zeitliche Reihenfolge (vgl. noch Brunner RG. I² S. 178). Beide Akte zusammen stellen die konungstekja dar, auf die dann die gegenseitige Eidesleistung von König und Volk folgt (Literatur hierzu führt Maurer Kr. V. Sch. XXXV S. 483 an). Gegen einen Eid des Königs wendet Taranger (Udsigt II, 1 S. 179 Anm. 1) neuestens ein, daß des Königs Wort allein schon, ohne Eid, genügend Glauben besaß und jedenfalls nicht eine Eidesleistung sondern nur ein Gelübde stattfand. Er beruft sich dabei auf v. Amira und Brunner. Aber bei beiden findet sich nur die allerdings zutreffende Tatsache erörtert, daß des Königs Wort höhere Glaubwürdigkeit genießt; daß gerade auch der norwegische König statt eines Eides nur ein Gelübde abzulegen hatte, wird dort nicht behauptet und ist um so weniger anzunehmen, als auch das in der Königswahl so ähnliche schwedische Recht eine Eidleistung des Königs kennt (vgl. auch Maurer, Schenkung an d. hl. Olaf S. 78 f.). Den Schlußakt bildet die Königskrönung (konungs vigsla), die zum erstenmal stattfindet bei Magnús Erlingsson im Jahre 1164 (über diese ausführlich E. Hertzberg, Hist. Tidskr. 4. Reihe III S. 30 ff.; vgl. auch ders. ebd. 3. R. IV S. 197 ff.). Sie stellt sich als einen rein kirchlichen Akt dar (über die Verhandlungen K. Hákons mit dem Papst über die Krönung vgl. Maurer, Entst. d. Gulaþingslög S. 61).

In § 13 werden ausführlichst »die Rechte des Königtums« erörtert (hierzu insbes. Taranger, Udsigt II, 1 S. 183 ff.), in § 14 sodann »die Einkünfte des Königtums« (vgl. ebd. II, 1, 310 ff.; sodann Lehmann, Abhandlgn. z. germ. Rechtsgesch. [die Gastung d. german. Könige] und hierzu die Besprechungen v. K. Maurer, Krit. V. Schr. XXXI S. 197 ff.; v. Amira in dieser Zeitschr. 1889 S. 266 ff. und Maurer, Lit. Z. Bl. 89 S. 1267; Maurer, ármenn S. 72 ff. Vgl. auch zu den Zöllen (S. 337) Maurer, Kr. V. Schr. XXXV S. 483, zu »den sakeyrir«

(S. 340), die übrigens bei Besprechung eines späteren Bandes noch zu erörtern sind, ebd. XXXVIII S. 369 f.).

Mit diesem Paragraphen schließt die erste Hälfte des ersten Bandes im Haupttext und es folgen zwei Anhänge, deren erster ›Ueber die Landherren und die Sysselmänner‹ schon oben herangezogen wurde. Der Anhang II beschäftigt sich in einem § 1 mit den ›Fremden und Ungläubigen‹, in § 2 mit den ›bescholtenen Leuten‹, in § 3 mit den ›vogtbaren Leuten‹.

Aus dem § 1 erfahren wir, daß die älteste Stufe des germanischen Fremdenrechts, die völlige Rechtlosigkeit des Fremden in den Rechtsquellen schon verschwunden ist und der Ausländer, wenn er ins Inland kommt, nicht mehr als rechtlos behandelt wird, sondern nach dem Recht eines bóndi, ist er ein Isländer, sogar nach dem eines hauldr lebt. Im weiteren Verlauf werden dann insbesondere die besonderen Privilegien der Isländer behandelt, darunter die eingehende Bestimmung über das gegenseitige Nehmen von Erbe (vgl. hierzu Bd. III S. 204 der Vorlesungen), und auch die folgenden Ausführungen beschäftigen sich fast nur mit den privilegierten Dänen, Schweden und Isländern, sodaß die allgemeinen Sätze, die Maurer S. 384 insbesondere aufstellt, dem allgemeinen Fremdenrechte nicht ohne weiteres entsprechen dürften und Grimm RA. I⁴ 396 f. nahezu reichere Ausbeute gibt. — Die wenigen Worte über die Ungläubigen zeigen im wesentlichen nur, daß das Heidentum wie überall so auch in Skandinavien gegen andere Religionen sehr tolerant war, wogegen mit der Annahme des Christentums eine Versagung der Rechtsfähigkeit gegenüber den Ungläubigen eintritt, ja sogar der Verkehr mit ihm untersagt wird.

§ 2 beginnt mit Erörterungen über die Friedlosigkeit, die zum Teil bei Besprechung von Bd. V heranzuziehen sein werden, zum Teil auch durch v. Amira, Vollstreckungsverfahren S. 1—169, Oblig.-R. II 115—146, Lehmann, Königsfriede (passim) wesentlich ergänzt werden. Inwiefern, soll seinerzeit zur Erörterung kommen.

Erst nach ihnen kommt Maurer zur ›Rechtlosigkeit‹. Im Ergebnis zeigt sich hier, daß nur das Recht von Þrándheimr und an dieses anschließend das allgemeine Landrecht eine Rechtlosigkeit als Folge irgend welcher Vergehen oder Verbrechen kennt, ferner das spätere isländische Recht. Diese Rechte und auch das frühere isländische Recht kennen eine Rechtlosigkeit des freiwilligen Bettlers (hierzu Maurer, Island S. 147 f.). Folge der Rechtslosigkeit war zunächst Entziehung der Buße, des rettr, daher der betreffende rettlaus heißt, ›wahrscheinlich‹ auch der Eidesfähigkeit und der ›Gesamtheit aller öffentlichen Rechte‹, endlich ›wenigstens unter Umständen‹ auch

der ›Erbfähigkeit‹. Eine ›halbe Rechtlosigkeit‹ kennen die Jarnsiða und das norwegische Landrecht. Keiner Rechtlosigkeit waren die unehelichen Kinder ausgesetzt. (Dieser letzte Satz wird besonders klar auf Grund von Maurers Abhdlg. über ›Die unächte Geburt nach altnordischem Rechte‹. Sitzungsber. d. B. Ak. 1883, Heft I, insbes. S. 47 ff.; vgl. auch Stobbe, Deutsches Privatrecht I ² S. 363).

§ 3 behandelt 1. die Minderjährigen, 2. die Weiber, 3. die Geisteskranken und sonstigen vogtbaren Leute (vgl. dazu Maurer, Krit. V. Sch. II S. 75 ff.; IV S. 412 ff.; XXXI S. 19, 55; Rechtsf. a. d. Eyrbyggia S. 11 ff., 13, 23; Wolff in Ztschr. f. vergl. RW. VI, 2—14).

Der 2. Band ist dem ›Altnorwegischen Gerichtswesen‹ gewidmet und bringt nach einer Uebersicht hierüber und über die einschlägige Literatur im 1. Teil eine Schilderung der Gerichtsverfassung. Er dient vielfach einer Auseinandersetzung mit E. Hertzbergs Grundtrækkene, wozu auch noch zu vergl. Maurer, K. V. Sch. XVI S. 32—77.

Die Uebersicht erörtert zuerst die ursprüngliche Zweiteilung aller norwegischen Gerichte, in die mit den Dingversammlungen in Zusammenhang stehenden öffentlichen Gerichte (isl. þíngadómar) und die Privatgerichte (an. skiladómr). Später treten zu diesen Gerichten besondere für die Städte, Dienstverbände und die Kirche, endlich eine Rechtsprechung durch königliche Beamte.

§ 3 wiederholt im wesentlichen nur die Grundzüge des § 2 der ersten Hälfte. Zum Ort des Frostaþing wäre noch zu vergleichen Aubert in Tidskr. f. R. II 137 f., hierzu und zur Zuständigkeit des Frostaþing Maurer, Zwei Rechtsfälle in der Eigla S. 71 f., ferner Maurer, Die Entstehungszeit d. älteren Frostaþingslög S. 4.

§ 4 behandelt sehr eingehend die einzelnen lögþing für die ›als durchgreifende Regel‹ der Satz galt, ›daß dieselben zwar von jedermann besucht werden konnten, aber immer nur von einer beschränkten Anzahl von Personen besucht werden mußten‹, nämlich von Vertretern der einzelnen Bezirke, den nefndarmenn, die, von des Königs Beamten gewählt, von den zur Dingfahrt nicht Verpflichteten Unterstützungsbeiträge (þingfararfé, faraeyrir) erhielten. Aus diesen am Gulaþing etwa 400 Vertretern wurde am þing wiederum durch königliche Beamte ein engerer Auschuß, die lögrétta, gebildet, die dann tatsächlich die Dingangelegenheiten besorgte und aus 36 lögrettumenn bestand. Die nicht in die lögretta berufenen Männer bildeten den ›Umstand‹ (vgl. hierzu auch Maurer, Art. Gulaþingslög bei Ersch u. Gruber; Die Entstehungszeit d. älteren Gulaþingslög S. 5 ff.; die Entstehungz. d. älteren Frostaþingslög S. 16 ff.; Entst. d. isländ. Staates S. 150 f., insbes. S. 150 Anm. 1; Rechtsricht. d. ält. isländ. Rechts

S. 138). Aber weder hier noch später (S. 178 ff.), wo Maurer von den Richtern handelt, werden wir über die Tätigkeit dieses Umstandes und sein Verhältnis zur lögretta aufgeklärt. Ausführlicher handelt davon F. Brandt (Forelæsninger II 171 f.), demzufolge das Urteil der lögretta ursprünglich nur ein vorläufiges war und der Bestätigung durch die übrigen þingmenn bedurfte, die dann allerdings bald zur reinen Formsache wurde. Dem schließt sich auch Brunner RG. I [2] 207 Anm. 57 an. Daß die Entwicklung diesen Weg gegangen ist, dürfte die Geschichte des fränkischen Schöffentums, auf die Brunner zutreffend verweist, ebenso zeigen, wie die Geschichte der Gerichtsverfassung im MA. überhaupt. Eine Frage für sich ist dabei, ob tatsächlich, wie Brandt annimmt, schon NL. I, 2 den Umstand als eine Formalie erscheinen läßt. — Anschließend spricht Maurer über Dingort und Dingzeit, dann über das Eyraþing, in dem er ein innerlich vom Frostaþing nicht tiefgreifend verschiedenes Ding sieht (ebenso in ›Die Entstehungszeit der älteren Frostaþingslög‹ S. 4 f.), indem nur ›der König die Landsgemeinde von þrandheimr je nach den Umständen bald nach den Eyrar, bald nach Frosta berief, während sie sich als ungebotenes Ding stets an der letzteren Stelle versammelte‹. Der herrschenden Meinung (vgl. Brandt II S. 175) entspricht das nicht. Sie sieht im Eyraþing ein Sonderrecht der 8 Hauptvölker þrandheims und somit ein vom Frostaþing verschiedenes Ding. Und dies m. E. mit Recht, wenn auch ein Sonderrecht der 8 Völker kaum anzunehmen ist, denn zu einer Zeit, wo die andern Völker hinzukommen, ist das Eyraþing verschwunden. Man muß beachten, daß nach Fr. I, 4 das Eyraþing in jedem Jahr zu bestimmter Zeit stattfand — einen halben Monat vor Johannistag — und alle Bauern, die eine Arbeitskraft zu Hause hatten, kommen mußten, sodaß also weder das Zusammenkommen als solches, noch der Kreis der Personen im Belieben des Königs lag. — Sodann spricht Maurer vom Dingfrieden, wobei er unterscheidet zwischen einem heidnischen, lokalen Dingfrieden, der sich von alters her an die Dingstätte knüpft, und einem nach dessen Wegfall in christlicher Zeit allein bestehenden zeitlich begrenzten Dingfrieden, ›welcher allen und jeden Personen zukam, die das Ding besuchten‹. Davon ist jedenfalls soviel zuzugeben, daß die Dingstätte ursprünglich schon als Kultstätte geheiligt sein und im besonderen Frieden stehen konnte (vgl. v. Amira Recht [2] S. 145; v. Schwerin, Hundertschaft S. 200 ff.). Dies aber jedenfalls nur, wenn sie Kultstätte war. Und so gut wir auch annehmen dürfen, daß dies für die echte Dingstätte der Landgemeinde zutrifft, in der Staatsopfer dargebracht, Kultstrafen vollzogen wurden, so können wir doch an-

dererseits diese Annahme nicht auf alle Dingstätten erstrecken (vgl. hierzu Maurer, Bekehrung II 218 f. und die zunächst auf Island bezüglichen aber allgemein interessanten Bem. in Germania X S. 491 f.). Und gleichwohl hat es auf allen Dingstätten einen Dingfrieden gegeben, der eben in der Hegung seinen Grund hatte und sich so weit ausdehnte, als die þinghelgi festsetzte. Darum heißt es Grágás I a S. 97: ›En goði scal queða aþingmörc hver ero‹. Hiermit noch nicht, wenigstens nicht unmittelbar erklärt ist die auch von Maurer erwähnte aber nicht näher begründete Ausdehnung des Dingfriedens auf die Personen, die zum Ding gehen und vom Ding nach Hause kommen. Maurer meint, der Friede sei ›ein vorwiegend zeitlich begrenzter‹. Aber man muß fragen, auf welche Zeit? Die Dingfahrt dauert für die einzelnen Dingleute verschieden lang, weshalb auch vermutlich der þingfararkaupr nach der Entfernung abgestuft war. Da nun nicht anzunehmen ist, daß der Dingfriede für alle Dingleute begann, wenn der zuerst aufbrechende die Dingfahrt begann, so könnte man nur zu dem Schlusse kommen, daß für jeden Dingmann der Friede begann, wenn er die Reise antrat. Dieser Schluß entspricht wohl auch den Tatsachen. Aber mir scheint, es handelt sich da nicht um einen zeitlich begrenzten Frieden, sondern um einen Frieden, der den einzelnen wegen seiner Beschäftigung schützte. Der Dingfahrer ist gefriedet als Dingbesucher. Es handelt sich um einen persönlichen Sonderfrieden. Dabei frägt es sich aber noch, in welchem Zusammenhang dieser mit dem Dingfrieden steht, der durch die þinghelgi erzeugt wird. Auch über diese Frage verbreitet sich Maurer nicht. Und doch ist sie deshalb sehr naheliegend, weil ja nach allgemeiner, auch den Quellen entsprechender Meinung durch die þinghelgi der Frieden auf der Dingstätte begründet und wohl auch durch die þinglausn wieder aufgehoben wird, die Fahrt aber gerade außerhalb des durch diese beiden Akte begrenzten Zeitraumes stattfindet. Durch einen speziellen Rechtssatz sind bestimmte Personen mit Rücksicht auf eine bestimmte Tätigkeit unter einen höheren Frieden gebracht. Die Person ist befriedet, so lange sie auf der Dingfahrt ist und zwar unabhängig von dem durch die þinghelgi herbeigeführter Frieden. — Im folgenden erwähnt Maurer die þinglausn und die Einhegung des Dingplatzes mit den vébönd. Richtig ist bemerkt, daß diese vébönd den Platz der Urteilfinder, der lögrettumen, umspannten. Es ist nicht ganz treffend, wenn Brunner RG. I [2] S. 198 die vébönd um die ›Dingstätte‹ gezogen sein läßt (ebenso Schröder RG. [5] S. 43). Egils Saga c. 57 läßt deutlich erkennen, daß nur die Urteilsfinder im Haselring saßen (vgl. auch Fritzner s. v. vébönd; Maurer, Entstehungsz. d. Frostuþingslög S. 17; ders. Germania XVI S. 317—333;

Anzeiger f. Kunde d. d. Vorzeit 1864 Sp. 432). Zu Maurers Bemerkung über die Verwendung von Haselstangen bei Errichtung der vébönd wäre zu verweisen auf die Ausführung von Weinhold über deren Bedeutung in S.-B. d. Akad. Berlin 1891 S. 550 f. u. Ztschr. d. Ver. f. Volksk. 1901 S. 1 ff. — Ein kurzer Ueberblick über die nun am Ding folgenden Handlungen und über die Tätigkeit der lögrétta bietet nichts von besonderer Bedeutung. Zum Schlusse wird das vapnatak besprochen (hierzu noch Hertzberg, Ark. for. n. filol. V 356; Maurer, Bekehrung II 219 Anm. 116, sodann über þinghelgi u. þingmark Maurer, Germania XII S. 139 f.).

§ 5 beschäftigt sich mit den ›Dingversammlungen‹ ›geringerer Verbände‹. An eine solche Dingversammlung denken nach Maurer die Rechtsbücher immer dann, wenn sie ›ohne nähere Bezeichnung‹ vom Ding schlechthin sprechen; sie meinen damit das fylkisþing in Throndheim, sonst das heraðsþing. Der Paragraph gibt Maurer Gelegenheit neben einigen Bemerkungen über die Art der Ladung auch solche polemischer Natur gegen diejenigen Autoren vorzubringen, die wie Brandt, Keyser und Hertzberg neben dem lögþing noch andere gesetzlich festgesetzte Dinge annehmen. Zu jenem Thema finden sich nunmehr ausführliche Erörterungen bei v. Amira, Der Stab in der germ. Rechtssymbolik S. 36 ff. Von den Schriftstellern zur zweiten Frage hat inzwischen Brandt (II 162 f.) seine frühere Ansicht wiederholt und angenommen, daß sowohl um Mittfasten ein varþing, als im Herbst ein haustþing in jedem hérað stattfand. Prüft man die beiderseitigen Beweisführungen, so muß man Maurer zugeben, daß eine Berufung auf isländische Verhältnisse durch das Fehlen gebotener Dinge in Island bedeutungslos wird. Ebenso wird man ihm nicht bestreiten können, daß Eþl. I 30 und II 36 für ein gesetzliches Ding keinen Anhaltspunkt geben. Und was Gul. 35 anlangt, so möchte ich noch entschiedener als Maurer annehmen, daß auch hier von gebotenen Dingen die Rede ist. Dagegen scheint mir nicht richtig die Erklärung, die Maurer dem varþing oder miðföstuþing geben will, dessen Bestehen ihm doch aus anderen Quellen sicher erscheint. Er meint darin ein Ding sehen zu können, das ›zunächst ... lediglich militärischen Zwecken zu dienen hatte‹. Diese Meinung stände völlig in der Luft, wenn Maurer das varþing nicht mit dem vapnaþing in Gul. 309 identifizierte. Sie steht und fällt mit dieser Identifizierung. Was nun zunächst das vapnaþing anlangt, so ergibt sich aus Gul. 309 mit Sicherheit, daß es der Waffenschau diente, im Herbst einberufen und im Frühling abgehalten wurde (vgl. auch Lehmann u. Schnorr a. a. O. S. 29). Fr. X, 3, wo das Zusammentreffen von Dingen auf einen Tag behandelt wird, setzt vapnaþing und fylkisþing gleich.

Da nur die Konkurrenz mit dem zu jeder Zeit möglichen örvarþing (über dessen Identifizierung mit dem manndrápsþing vgl. Maurer, Entstehungszeit d. Gulaþingslög S. 16) besprochen wird, ist ein Schluß hieraus auf den Zeitpunkt des vapnaþing nicht möglich; die Bestimmung in Bj. 137 betrifft nur städtische Verhältnisse; die ganz ausführliche Vorschrift für das vapnaþing in L. III, 12 läßt es als ein Ding für die skipreiður erscheinen, also nicht als ein Ding für ein herað, da ja skipreiða und herað verschiedene Gebiete sind. Schon hieraus ergibt sich, daß es mit dem als heraðsþing gedachten varþing nicht identisch sein kann. Dasselbe geht daraus hervor, daß es an Mariä Reinigung beginnen und Mittfasten beendigt sein soll. Wir haben also davon auszugehen, daß vapnaþing und varþing nicht identisch sind. Nun erwähnt L. I, 1, daß am miðföstuþing die Leute ausgesucht werden sollen, die das lagþing zu besuchen haben am 17. Juni. Dieses Ding, das nicht auch im Bereich des Eidsifaþing (L I, 2) erwähnt wird, mußte jedes Jahr stattfinden zu diesem Zweck. L. VII, 44 nötigt zu dem Schluß, daß es ein heraðsþing war. Es ist demnach wohl nicht zu beanstanden, ein varþing oder miðföstuþing in jedem herað anzunehmen, das, wie L. VII, 44, 45 zeigen, auch nicht nur zu militärischen Zwecken stattfand. Maurers Annahme, daß dieses Ding ein gebotenes war, ist dabei wenig wahrscheinlich; kein Grund scheint mir für sie zu sprechen (Ueber das vapnaþing in der königl. hirð, Vorl. I, 1 S. 183 f.). — Etwas anders liegt die Sache bezüglich des haustþing, das in den Rechtsquellen nicht vorkommt. Es mit Maurer aus Gul. 309 abzuleiten, scheint mir unrichtig; denn mit keinem Worte ist gesagt, daß die Einberufung des vapnaþing ihrerseits auch auf einem Ding erfolgte. Wohl aber zeigt uns L. I, 7 ein þing, das jeweils 3 Wochen nach der Heimkunft vom lagþing abzuhalten ist. Ob dieses Ding zu urteilen hatte, mag aber fraglich erscheinen, zumal die Aufzählung seiner Funktionen ebenda einen erschöpfenden Eindruck macht.

Den Schluß des Abschnittes bildet ein Vergleich zwischen dem lögþing und den Dingen der geringeren Verbände, der zur Feststellung tiefgreifender Unterschiede führt.

Kurz behandelt werden in § 6 die städtischen Gerichte, in § 7 die Dienstmannengerichte, in § 8 die mit Bd. II zu besprechende kirchliche Gerichtsbarkeit, wogegen § 9 sich eingehend über die Gerichtsbarkeit königlicher Beamten verbreitet. Eine solche hat nach Maurer ursprünglich nicht bestanden, auch nicht, wie Hertzberg annimmt, für den gjaldkeri. Bei der späteren Umgestaltung spielte die Hauptrolle das Amt des lögmaðr, über das Maurer lange handelt. Er hält hierbei insbesondere gegenüber Hertzberg an seiner schon

vorher vertretenen Ansicht fest, daß das Amt des lögmaðr in die heidnische Zeit zurückreicht, nicht erst dem Ende des 12. Jahrhunderts angehört. Seine eigene Studie über ›das Alter des Gesetzsprecheramts in Norwegen‹ (S. 21 ff.) ist aber noch nicht berücksichtigt, d. h. sie ist nicht angeführt. Ein Vergleich des vorliegenden Textes mit ihr zeigt, daß eine nahezu wörtliche Uebereinstimmung unseres § 9 mit dieser Studie besteht. Dies veranlaßt mich dazu, auf ihn nicht weiter einzugehen. Es genüge der Hinweis, daß Taranger I 41 f. die lögmenn als eine alte Institution betrachtet, aber eine Verwandlung ihres Amtes in ein königliches unter Sverrir annimmt. Für hohes Alter spricht sich auch v. Amira, Recht[2] S. 50 f. und Obl.-R. I S. 25 f. aus (vgl. auch Brunner, RG. I[2] 208; Schröder, RG[5] S. 45 Anm. 21; Lehmann und Schnorr, Njala S. 26 ff.).

Viel Interessantes bietet der § 10 in kurzer Fassung über das Verhältnis koordinierter Gerichte, des höheren zum niederen Gericht, des Stadtgerichts zum Landgericht, der Sondergerichte zu den ordentlichen Gerichten. Dagegen vermißt man Bemerkungen über die Gildegerichtsbarkeit, bezüglich deren jetzt Pappenheim, Schutzgildestatut S. 63 f.; Brandt a. a. O. II 423; v. Amira GGA. 1889 S. 262 zu vergleichen sind.

Das zweite Kapitel behandelt ›die Privatgerichte‹ und beginnt mit der Darstellung des Verfahrens ›in liquiden Schuldsachen‹ (§ 11), dem das ›in illiquiden Schuldsachen‹ (§ 12) folgt. Zur angeführten Literatur ist noch hinzuzufügen v. Amira, Obl.-Recht II S. 145, 445 f. und öfter (vgl. Register unter ›Privatgericht‹); Maurer, Zwei Rechtsfälle aus der Eigla S. 117 ff.; ders. Lit. ZBl. 1885 S. 811.

Das Verfahren mit liquiden Schuldsachen, die krafa, beginnt bekanntlich mit einer heimstefna. Maurer erörtert, wohin nach den gesetzlichen Bestimmungen die heimstefna zu erfolgen habe, wird aber an Ausführlichkeit von der Darstellung in v. Amiras Vollstreckungsverfahren S. 242—244 übertroffen (vgl. Maurer in K. V. Schr. 1876 S. 82—108); ebenso findet man hier eingehendere Behandlung der Ladungsfristen, bezüglich deren Maurer insbesondere Frþl. X, 39 bespricht. Ueberhaupt bietet hier Amiras Darstellung mehr, sachlich in den wesentlichen Punkten mit der Maurers übereinstimmend. Auch in der Festlegung der allgemeinen Voraussetzung der krafa zeigt sich Uebereinstimmung. Maurer sieht sie in der ›Möglichkeit, die Begründung des zu verfolgenden Anspruchs durch Solennitätszeugen darzutun, womit dieselbe nicht auf einer gesetzlichen Vorschrift beruht und somit ohne allen Beweis schon von selbst liquid ist‹. Die einzelnen Fälle des vitafé sind eingehend aufgezählt nicht ganz einig mit v. Amira. Dieser übersetzt z. B. (Vollstr. S. 238) Fr. X 21 ohne weitere

Erklärung: ›das ist das dritte bezeugte Geld, wenn man sich zusammen durch Handreichung gelobt und zu beiden Handen sechs Leute sind‹, ohne sich über die VI menn af hvártsveggia hendi zu äußern; Maurer bezieht die Stelle auf einen Schiedsspruch, ›welchem sich die streitenden Teile durch Handschlag zu unterwerfen hatten‹. M. E. ist dieser Ansicht zuzustimmen. Auch v. Amira scheint Obl.-R. II S. 838 Anm. 8 dieser Meinung zu sein, in Uebereinstimmung mit Hertzberg (Prozeß S. 106) und den Obl.-R. II S. 310 dargelegten Formen des Abschlusses des Schiedsvertrages. Zu den durch v. Amira so genannten ›Zustandsobligationen‹, die, weil notorisch, gar nicht bezeugt zu werden brauchten, rechnet Maurer noch das krefia krossvitis (Gulþ. 19), nicht aber wie v. Amira Vollstr. S. 239 (richtig Obl.-R. II S. 445 Anm. 2!) auch Ansprüche aus dem Erbrecht (Gulþ. 121). Unter den Deliktsschulden steht an erster Stelle Gulþ. 91, wobei die von Hertzberg (Process S. 81 Anm. 1) vorgeschlagene Korrektur von ›vitafé sem landnam annat‹ in ›landnam sem vitafé annat‹ mit Recht gebilligt wird. ›Eigentümlich‹ ist, daß in diesem und in einem zweiten Deliktsfall ›die Vornahme der krafa sofort auf frischer Tat zugelassen wird, unter Verzicht also auf eine vorgängige heimstefna‹. Das gleiche kommt nach Gþl. 36 vor bei eindagat fé, bei denen ›in Bezug auf Art und Zeit der vorzunehmenden krafa der eindagi an die Stelle der heimstefna trat‹ (vgl. hierzu v. Amira, Obl.-R. II S. 449 und die Zitate ebd. Anm. 5; zum vitafé überhaupt vgl. noch Pappenheim, Schutzgildestatut S. 86 mit Zitaten).

Die Bedeutung der krafa sieht Maurer darin, ›daß durch sie die formellrechtliche Widerrechtlichkeit des gegnerischen Verfahrens formell festgestellt würde, was dann zur Folge hatte, daß von jetzt ab die fortgesetzte Nichterfüllung des klägerischen Anspruchs als ein formelles Unrecht erschien‹, als ein ran, unter dem Maurer ›nur den offenen Eingriff in das fremde Vermögen, nicht mit v. Amira einen wirklichen und von hier aus dann etwa auch einen fingierten Raub verstehen möchte‹ (S. 99). Er tritt damit den Ausführungen bei, die Hertzberg (Prozeß S. 13 Anm. 1) gegen v. Amira gemacht hatte, ohne aber die Frage, warum hier von ran und ranbaugr die Rede ist, in anderer Weise zu lösen. Hierzu sei lediglich bemerkt, daß v. Amira seine Entwicklung des Bedeutungswandels von ran inzwischen selbst als ›schief‹ bezeichnet hat (vgl. Obl.-R. II 437 Anm. 9 mit Zitaten).

Folge der krafa ist, daß der Beklagte nunmehr ›den doppelten Betrag seiner ursprünglichen Schuld zu entrichten hat‹ und überdies nach den Gþl. 12 aurar, nach den Frþl. 3 Mark als ranbaugr an den König. Der technische Ausdruck für die Verdoppelung, das ›hálfu

meir‹, ist aber bei Maurer (S. 89 Anm. 2) nicht genügend erklärt. Wenn Maurer sagt ›hálfu meir, d. h. nicht um die Hälfte mehr, sondern das Doppelte‹, so ist das schlechthin unverständlich. Denn hálfu meir heißt in der Tat ›um die Hälfte mehr‹; v. Amiras richtige Erklärung (Vollstreckung S. 249 f., vgl. auch Obl.-R. II S. 456) hätte nicht bloß durch Angabe des Fundorts, sondern inhaltlich angeführt werden müssen.

Ziemlich ausführlich behandelt sind die zahlreichen Modifikationen, denen diese Folge der krafa unterliegt. Der einfachste Fall ist der der Verdoppelung der schon ursprünglich geschuldeten Buße (Gþl. 91: landnam; 92: áfang). Bei Holzfrevel (Frþl. XIII 11) ist nach Maurer Holzwert und landnam zu verdoppeln und daneben der ránbaugr zu zahlen, nach v. Amira aber auch dieser verdoppelt. v. Amira schließt dies wohl mit Recht aus dem Satz ›þa beiðr sœkiandi bœndr atfarar at taca fé slíct sem hann er secr oc annat slict á ofan‹. (vgl. auch Gþl. 91). In wieder anderen Fällen geht die Klage nicht auf Verdoppelung sondern auf útlegð. An sie schließt Maurer solche, in denen durch fyrirbjóða eine Abweichung herbeigeführt wird; das Einzelne hat schon Hertzberg behandelt, von dem Maurer nur insofern differiert, als er Gþl. 100 nicht hierher rechnen will, aber Gþl. 121 hinzufügt.

§ 12 behandelt sodann äußerst ausgedehnt das Verfahren in illiquiden Sachen, das Verfahren mit kvaða; zuerst (S. 108—137) nach den Gþl., dann (S. 137—171) nach den Frþl., worauf schließlich eine kurze Zusammenfassung der Ergebnisse folgt. Auch hier sind neuere Arbeiten hinzuzufügen, nämlich Maurers eigene Ausführungen in Kr. V. Schr. XVIII S. 39—66, Brandt Forel. II S. 293—404, v. Amira Vollstreckung S. 266—300, Obl.-R. II 89 f.

Die Darstellung Maurers unterscheidet sich hier in den Grundanlagen von der v. Amiras. Während nämlich dieser alle das Verfahren beschreibenden Bestimmungen zusammen behandelt, scheidet Maurer zwischen dem Verfahren noch Gul. 37 auf Grund von fé þat, er eigi vitu váttar, und dem nach Gul. 266 in Stammgutsachen. Aber da doch auch Maurer anerkennt, daß es sich um zwei Formen des im Grunde gleichen Verfahrens handelt, wird man diese Teilung nur begrüßen können, da ja doch der Odalsprozeß infolge der durch den Gegenstand des Streites notwendigen Abweichungen gewissermaßen eine selbständige Art des Verfahrens darstellt. Daß sodann bei dem Regelverfahren in Gul. 37 die Olafsche Rezension des Textes von der Magnusschen erheblich abweicht, ist auch von anderen schon festgestellt worden. — Maurer schildert zuerst das Verfahren in engem Anschluß an Gul. 37, und geht dann zur Frage über, in welchen

Fällen es anzuwenden war. Dabei nimmt er Veranlassung gegenüber Hertzberg (Grundträkkene 43—46) zu betonen, daß Gul. 8 nicht, wie dieser meinte, drei verschiedene Fälle behandele, sondern als Konglomerat zweier Textrezensionen aufzufassen sei. Vor allem ist dazu zu bemerken, daß weder Maurer noch Hertzberg, dem sich übrigens Brandt (II 316 f.) anschließt, den Anfang der Stelle berücksichtigen. Es kommt in Gul. 86 zuerst ein Abschnitt (NGL. I 42 Z. 11—14), der wie ein zweiter (Z. 14—19) mit den Worten beginnt »Hvervitna þess er menn skilr a um sœtr« und inhaltlich mit dem zweiten nicht zusammenpaßt. Denn im ersten siegt bei beiderseitigem Zeugenangebot die Partei, die mehr Zeugen hat, im zweiten wird in diesem Fall auf einen Eid abgestellt, und wenn keine Partei schwören will oder beide, dann gibt nicht etwa die größere Zeugenzahl den Ausschlag, sondern das Land wird gleichheitlich verteilt. Die Selbständigkeit der beiden Abschnitte zeigt sich auch darin, daß die Jarnsiða 104 den zweiten allein aufnehmen konnte. An die beiden Abschnitte reiht sich ein dritter, nach Maurer die jüngere Rezension darstellend, nach Hertzberg die Fälle behandelnd, in denen der Besitz des streitigen Grundstücks durch eine oder durch beide Parteien feststeht. Nun hat Maurer mit Recht hervorgehoben, daß hier anders als in den ersten Abschnitten die Entscheidung zu Gunsten dessen fällt, der 20 Jahre im ungestörten Besitz war. Daraus aber ergibt sich wiederum, daß der dritte Abschnitt den beiden ersten gegenüber zu stellen ist, und man wird Maurer im ganzen zustimmen müssen mit dem Beifügen, daß schon der erste Teil kein einheitliches Ganze darstellt. Möglicherweise stehen wir auch hier schon vor zwei Rezensionen.

Eine Analogie zum Verfahren mit kvaða findet Maurer in verschiedenen Fällen der Vermögensliquidation, um dann auf drei besonders gelagerte Fälle, den Vindikationsprozeß nach Gul. 40 und 78, die Erbschaftsklagen nach Gul. 121 und ein Verfahren in Holzfrevelsachen nach Gul. 121 zu sprechen zu kommen. Bei dem ersten Fall bezeichnet es Maurer als auffällig, daß der erste Käufer einer Sache nicht unter Heranziehung seiner Kaufzeugen mit krafa vorgeht, sondern einen skiladomr benötigt und nun die Kaufzeugen im skiladomr vorgeführt werden. Hertzbergs Erklärung, daß hier die Vertragszeugen nicht gegenüber dem Vertragsgegner auftreten und also nur als Erfahrungszeugen zu behandeln sind, also kundliche Schuld nicht vorliegt, will er nicht gelten lassen. Und doch scheint mir Hertzberg Recht zu haben. Es ist sehr wohl denkbar, daß die Personen, die beim Kaufe als Solennitätszeugen zugegen waren, gegenüber anderen Personen nur als Erfahrungszeugen verwendet werden können. Erst recht dann, wenn es sich garnicht um Forderungen zwischen den

Personen handelt, die den solennen Vertrag geschlossen haben. Schon v. Amira deutet (Vollstr. 237) ganz mit Recht durch ein Fragezeichen an, daß ihm nicht sicher ist, ob in Gul. 40 vitafé gegeben ist. Auch die Fassung von Frost. X, 19: ›þat er vitafé er fest er fyrir váttum‹, will doch wohl nur sagen, daß der, dem fé vor Zeugen versprochen wurde, vitafé verlangt. Wenn es sich aber darum handelt, daß eben diese begründete Schuld einem anderen zur Substanziierung des Anspruchs diene als dem ursprünglichen Kontrahenten, dann ist nicht mehr vitafé gegeben. Von hier aus ist es aber nicht auffallend, wenn im vorliegenden Fall ein skiladomr zusammentritt.

Nach kurzer Behandlung von Gul. 124 und 91 geht sodann Maurer über zum Odalsprozeß, dessen Behandlung außerordentlich breit ausgefallen und im wesentlichen schon oben berücksichtigt ist.

Es folgt die Darstellung der krafa nach den Frostaþingslög, die sich im wesentlichen an den Text von Frost. anschließt und wiederum zuerst die kvaða im Vertragsrecht, dann im Odalsprozeß erörtert. — Sodann bespricht Maurer das fyrirbjóða in Gul. und lögfesta in Frost. Er nimmt dabei Veranlassung zu Auseinandersetzungen über die fimtarstefna, wobei er in der fimt die heidnische Woche vermutet (so auch v. Amira, Obl.-R. II 533; zur fimtarstefna auch Lehmann und Schnorr Njalssaga S. 15). Auch sonst werden einige interessante Fragen eingehender behandelt. So die Frage, inwieweit das Verbotsverfahren auch außerhalb des Kreises der Liegenschaften Anwendung finden könne. Hier nimmt Maurer in verneinendem Sinne insbesondere gegen Brandt Stellung, der übrigens jetzt (Forel. II 376) selbst sagt, daß das lögfesta in der Regel nur bei Liegenschaften zur Anwendung kam. Ferner erörtert Maurer die Bedeutung des lagakefli, ohne aber zu einem entscheidenden Ergebnis zu kommen. v. Amira (Stab S. 141 f.) hat nunmehr diese Frage wohl gelöst.

Sehr angenehm berührt nach den langatmigen Ausführungen über die kvaða eine kurze Zusammenfassung der ›für die Privatgerichtsbarkeit maßgebenden Grundsätze‹.

Mit Kap. III kommt Maurer zu dem ›in den Gerichten tätigen Personal‹, von dem in § 13 die Richter, in § 14 die Streitteile, in § 15 die Parteien behandelt werden (zu § 15 vgl. auch Th. Wolff, Ztsch. f. vgl. R. VI S. 1—87).

Unter dem ›Richter‹ versteht Maurer den ›Urteiler‹, nicht den nur das Gericht leitenden Vorsitzenden. Im wesentlichen beschäftigen sich die sehr knappen Ausführungen nur mit der Tauglichkeit zum Richterdienst, und damit im Zusammenhang mit der domruðning, der Zahl der Richter und ihren Pflichten (vgl. Boden in ZRG. XXXVII S. 1—59).

Weiter behandelt sind die ›Streitteile‹. Nach der Erörterung der Parteifähigkeit und Prozeßfähigkeit verschiedener Personenklassen, bei denen diese vielleicht fehlen könnte, wie der Unfreien, Schuldknechte, Geächteten, Rechtlosen, Minderjährigen und Geisteskranken, folgen Ausführungen, die man hier an sich nicht suchen möchte. So wird der Satz aufgestellt und an Hand der Quellen beleuchtet, daß der altnorwegische Prozeß ein ›Anklageprozeß‹ war, nicht nur in seinem Beginn, sondern auch in der Durchführung und im Vollstreckungsstadium. Doch wird auch gezeigt, wie schon früh die öffentliche Gewalt durch die dem König zustehende Buße am Prozesse beteiligt war und ihr Interesse insbesondere durch die Hinderung außergerichtlicher Vergleiche zu wahren suchte. Leider wird gerade hier die Nichtberücksichtigung der inzwischen erfolgten Fortschritte der Wissenschaft sehr empfindlich. — Die Schilderung des ›Verdachtsverfahrens‹ und des hierzu gehörigen heimiliskviðarvitni wird ergänzt durch Maurers eigene Abhandlung über ›das Verdachtszeugnis des altnorwegischen Rechts‹, die 1883 erschienen ist (S.-B. d. b. Akad. S. 548 ff.). In dieser Abhandlung ist insbesondere gegenüber Hertzberg und Zorn die Bodenständigkeit des Instituts und sein Unterschied vom fränkischen Rügeverfahren auf breiterer Basis auseinandergesetzt. Es ist Maurer darin Recht zu geben, daß sich das Verdachtszeugnis von der Rüge grundlegend unterscheidet (vgl. auch Maurer, die ármenn S. 79 ff. 97 ff.).

Der 2. Teil von III behandelt das ›Beweissystem‹ und beginnt mit den ›Beweismitteln‹, unter denen ›die Zeugen‹ (S. 210—232) vorangestellt sind, ›Parteieneid, mit und ohne Eideshelfer‹ (S. 232—237) und ›das Gottesurteil‹ (S. 237—243) folgen. Diese Systematik ist jedoch m. E. nicht korrekt. Der Zeuge ist, wie von verschiedener Seite hervorgehoben (vgl. z. B. Brunner, Grundzüge[3] S. 167), nicht Beweismittel. Vielmehr verdient diese Bezeichnung nur die Zeugenaussage oder die beeidete Zeugenaussage (vgl. noch Maurer, Krit. Ueberschau V 186—250, 332—393).

Unter den Zeugen unterscheidet Maurer ›gezogene Zeugen‹ und ›Erfahrungszeugen‹. In den Ausführungen über das Solennitätszeugnis vermißt man eine eingehende Behandlung der Terminologie, die gerade auf diesem Gebiete sehr reich ist. Die Arbeiten von Brandt (Forel. II S. 238 ff.) und Hertzberg (Process) hätten dadurch eine bedeutende Erweiterung und Ergänzung erfahren. So ist der ganze Abschnitt neben diesen Arbeiten und v. Amiras Ausführungen (Obl.-R. I 314, II 320 f.) ziemlich gegenstandslos.

Auch sonst ist er nicht einwandfrei. Zu beanstanden ist z. B. die Behandlung der lysing. Die lysing kann, wie v. Amira (Obl.-R.

II 330 ff. 337) zutreffend auseinandersetzt, Geschäftsform, d. h. zum rechtsgiltigen Zustandekommen eines Rechtsgeschäftes notwendig sein, sie kann den Vertrag bestärken, kann seine Wirkungsweise verlängern. Aber auch abgesehen vom Vertragsrecht gibt es eine lysing, die schlechthin Bekanntmachung einer Tatsache ist zum Zweck der Verhinderung sonst eintretender rechtlicher Folgen. Die lysing beim Vertrag erfolgt unter Zeugenziehung, steht insofern in Verbindung mit einem Beweismittel. Sie selbst ist ein Beweismittel. Eine scharfe Trennung der einzelnen Fälle und Feststellung der Unterschiede fehlt bei Maurer (vgl. Grágás III Glossar s. v. lysing). Wenn Jemand í fjölda manna die Vaterschaft eines unehelichen Kindes anerkennt (Gþl. 57), oder die Einschließung eines Bären oder einen Fund bekannt gibt, so ist Zweck dieser Bekanntgabe nicht Sicherung der Beweismittel, sondern Sicherung der Rechtsverhältnisse. Dies ist noch deutlicher bei der viglysing, durch die der Totschläger den Verdacht des Mordes entkräften will. Nicht deshalb findet die viglysing statt, damit man später besser beweisen kann, daß kein Mord vorliegt, sondern damit der Tat das Moment der Heimlichkeit genommen wird, damit die Tötung nicht Mord sondern Totschlag ist. Nicht minder deutlich ist der Zweck der lysing, wenn ihre Vornahme den Uebergang eines Konkubinats in rechtmäßige Ehe verhindern soll (Gþl. 125), wenn die Beweisverjährung in Odalssachen verhindert werden soll (Gþl. 272). Auch hier kommt es nicht auf einen Beweis oder eine Beweiserleichterung an, sondern auf Sicherung von Rechtsverhältnissen.

Daß Maurer das nicht scharf erkannt hat, liegt zum Teil daran, daß er die Bedeutung der Oeffentlichkeit überhaupt verkennt. ›Zuweilen‹, sagt Maurer, ›und zwar in den meisten Fällen, beschränkt sich‹ das ältere Recht ›auf die Forderung, daß Zeugen zugezogen werden‹. Und dem stellt er dann gegenüber: ›Andere Male wird dagegen gefordert, daß gewisse Rechtshandlungen vor einer größeren Versammlung von Leuten vorgenommen werden sollen‹. In beiden Fällen handle es sich aber um eine ›Beiziehung von Zeugen‹. Dem ist aber nicht so. Unter den Fällen, die Maurer für die zweite Art des Zeugnisses anführt, finden sich solche, in denen an Beweiszeugen nicht zu denken ist. Wenn eine Erbschaftsvergabung oder eine Liegenschaftsveräußerung in der Oeffentlichkeit vorzunehmen sind, so handelt es sich da um Erwägungen, ähnlich dem Publizitätsprinzip. Von Beweis kann da nicht die Rede sein.

Da Maurer schon hier nicht scharf genug unterschieden hat, so ist es leicht erklärlich, daß er S. 213 die Frage, warum bei dem einen Geschäft Zeugenziehung erfordert wird, bei dem anderen Oeffentlichkeit nicht zu lösen vermag. v. Amira hat sie inzwischen gelöst,

wenigstens im Prinzip, indem er gezeigt hat, daß die Funktion dieser Formen nicht die gleiche ist, sondern verschieden (vgl. z. B. Obl.-R. I 312 ff.; II S. 290).

§ 17 behandelt den ›Parteieneid mit oder ohne Eideshelfer‹. Hieraus mag besonderes Interesse die Feststellung erwecken, daß die Terminologie der Quellen die Zeugen von den Eidhelfern nicht scheidet. Es hängt dies damit zusammen, daß, wie auch bei v. Amira Recht[2] S. 165 mit 166 zu ersehen, vattr schlechthin den ›Verkünder‹ bedeutet. Dies ist allerdings sowohl der Eidhelfer als der Zeuge (vgl. Maurer ›Die unächte Geburt‹ S. 25; ders. in Germania XIX S. 139—148).

§ 18 bringt kurze Bemerkungen über das ›Gottesurteil‹ (dazu Maurer, Zeitschr. f. d. Phil. II S. 443). Zu der Eisenprobe wären hier zu vergleichen die in I, 1, S. 245 und I, 2 S. 190 ff. der Vorl. gebrachten Einzelfälle, sodann Maurer, Das Bekenntnis des christlichen Glaubens in den Gesetzbüchern des K. Magnus S. 546; Bekehrung II 221—23, 431; ferner noch Ficker, Nähere Verwandtschaft zw. got.-span. und norw.-isl. Recht S. 41, und gegen ihn Maurer selbst Kr. V. Schr. XXXI S. 193. — Bezüglich des ›ganga undir jarðarmenn‹ trägt Maurer auch hier seine in Germ. XIX S. 139—148 entwickelte Ansicht vor, die inzwischen in der Literatur mit Recht vielfach aufgegeben ist (vgl. Brunner RG. I[2] S. 265 mit dem Anm. 67 Zitierten und v. Amira, GGA. 1896 S. 208). — Den Zweikampf hält Maurer ursprünglich richtig nicht für ein Gottesurteil, sondern für ein Mittel den Prozeß zu beenden, wenn das Urteil diesem Zweck nicht genügt (vgl. Bekehrung I 506 Anm. 4, II 183, 223; Entst. d. isl. Staates S. 196 ff., so auch v. Amira, Recht[2] S. 167 und für die Nordgermanen wenigstens zustimmend Brunner, RG. I[2] S. 264 f.; Schröder, RG.[5] S. 89).

Den Schluß des Buches bildet ein Kapitel über den ›Charakter des altnorwegischen Beweissystems‹, das sich in § 19 mit der ›Stellung der Parteien zur Beweisführung‹ in § 20 mit den ›Spuren von Geschworenen im altnorwegischen Prozesse‹ beschäftigt, wobei deren Vorkommen in Norwegen ebenso bestritten wird wie auch Germania XII S. 238 (vgl. auch Brandt Forel. II 276 f.).

Manche kleinere Ausstellung ist im Vorstehenden gemacht worden, da und dort ist Maurers Arbeit von der neueren Forschung überholt. Aber wir dürfen nie vergessen, daß er selbst die Bahn brechen mußte auf dem Gebiete der nordischen Rechtsgeschichte. Weit ab von den Hilfsmitteln, die uns jetzt in Gestalt gründlicher philologischer Arbeiten und in den Ergebnissen vieler Jahrzehnte angestrengter Forschung auf dem Gebiete der gesamten germanischen Rechtsge-

schichte zu Gebote stehen, hat er einen Quellenschatz erschlossen, dessen Bedeutung für die germanische Rechtsgeschichte von einzigartiger Bedeutung wurde. Sein scharf juristisches Denken und sein philologischer Sinn haben dabei in den vorliegenden Vorlesungen ein Werk geschaffen, das die germanistische Wissenschaft als kostbares Vermächtnis eines ihrer Größten bewahren wird, als die Grundlage aller weiteren Forschung.

München v. Schwerin

Carl Blasel, Die Wanderzüge der Langobarden, ein Beitrag zur Geschichte und Geographie der Völkerwanderungszeit. Breslau, Müller u. Seiffert, 1909. XIX, 133 S.

Zu einer wissenschaftlich brauchbaren Darstellung der ältesten Langobardengeschichte ist bei dem meist sagenhaften Quellenmaterial und gegenüber einer sehr mannigfaltigen Literatur vor allem ein gesundes kritisches Urteil und eine auf richtigen Grundsätzen beruhende Methode der Prüfung erforderlich. Blasel bewährt ein gutes Urteil bei Durchmusterung der massenhaften Spezialliteratur, die er uns auf S. 3—23 vorführt; gerade die unkritische Willkür der beiden letzten Bearbeiter hat ihn zur Neubehandlung der Frage veranlaßt. Das gesunde Urteil steht ihm auch zur Seite bei Beantwortung der Frage nach der Urheimat der Langobarden im zweiten Kapitel S. 24—53; er entscheidet richtig, daß gegenüber den Angaben der antiken Schriftsteller über die Sitze der Langobarden in Norddeutschland der Behauptung des Paulus Diakonus von der Herkunft der Langobarden aus Skandinavien ein Wert nicht beizumessen ist. Die Angaben bei Vellejus, Strabo, Tacitus und auch Ptolemäus bezeichnen die Langobarden als ein nordgermanisches Volk, das seine Sitze am linken Ufer der Niederelbe hatte, südlich von den Chauken; das entspricht dem Landstrich um Lüneburg und Bardewieck, der noch im Mittelalter der Bardengau heißt. Diese nüchternen und bestimmten Angaben zeitgenössischer, glaubwürdiger Schriftsteller haben selbstverständlich einen ganz andern Wert, als die aus Volkssagen geschöpften, durch gelehrte Vermutungen ergänzten Ueberlieferungen eines langobardischen Schriftstellers des 8. Jahrhunderts, dem die sorgfältige Unterscheidung von Dichtung und Wahrheit nicht gegeben war.

Dennoch scheint mir die Schlußfolgerung des Verfassers auf diesem Punkte nicht lückenlos und deshalb nicht zwingend zu sein. Er geht von der Ansicht aus, daß die Angaben der Römer von der

niederelbischen Heimat der Langobarden und die der langobardischen Ueberlieferung von der skandinavischen Heimat sich ausschließen müßten. Das wird nicht jedem einleuchten; sprechen doch die langobardischen Schriftsteller von einer Zeit, da ihr Volk den Namen Langobarden noch nicht trug, sondern angeblich Winnili hieß, die klassischen Autoren dagegen von einer Zeit, da das Volk nur unter dem Langobardennamen bekannt war; die Folgerung liegt also nahe, daß in der Langobardensage der Ursitz des Volkes genannt wurde, den es inne hatte, ehe es die den Römern bekannt gewordenen Sitze an der Niederelbe einnahm. In der Tat haben auch manche Vorgänger Blasels das Verhältnis der entgegengesetzten Angaben in dieser Weise aufgefaßt und haben die Sitze an der Niederelbe für eine der Wanderstationen angesehen, die das Volk nach Verlassen der skandinavischen Urheimat eingenommen haben soll. Nach dieser Auffassung würde die Nachricht von der skandinavischen Herkunft sich auf den vorgeschichtlichen Zustand des Volkes beziehen, sie hätte demgemäß durch die Mittel der vorgeschichtlichen Forschung geprüft werden müssen, falls sie nicht von vornherein aus inneren oder äußeren Gründen als unglaubhaft erwiesen wird.

Von einer Prüfung durch vorgeschichtliche Argumente sieht der Verfasser ab. Während er sonst mit großem Fleiß alle Stimmen befragt und beurteilt, die jemals eine Ansicht über die Langobardenwanderung geäußert haben, begnügt er sich in diesem Falle damit, gegen die Arier-Hypothese von Wilser und Penka einige abfällige Bemerkungen zu richten, obwohl es sich hier doch nicht um die Ausbreitung der Arier oder Indogermanen handelt, die in der Steinzeit stattgefunden haben muß, sondern um die Wanderung eines germanischen Stammes etwa in der La Tène-Zeit, das bedeutet einen Zeitunterschied von mindestens 1500 Jahren. Auf diesem Punkte läßt uns also die Blaselsche Arbeit im Stich.

Wenn nun in neuester Zeit Forscher von umfassender Kenntnis und größter Sorgfalt wie Montelius und Kossinna zu der Ueberzeugung gelangt sind, daß wirklich Teile der Germanen, nämlich die Ostgermanen, aus Skandinavien stammen, so geht es doch nicht an, diese Forscher mit Phantasten des 17. Jahrhunderts zusammen zu werfen, wie Blasel leider S. 27 tut, sondern es war zu prüfen, ob etwa die Langobarden zu jenen ostgermanischen Völkern gehören. Es würde sich ergeben haben, daß dies nicht der Fall ist, daß die Langobarden Westgermanen, Verwandte der Sueben, sind, daß sie aber im Laufe ihrer Wanderung lange Zeit zwischen Ostgermanen gewohnt haben und daher leicht zu einer Ueberlieferung kommen konnten, die ursprünglich ostgermanisch war, nämlich zu der Ueber-

lieferung von der skandinavischen Herkunft. Daß aus diesen nahen Beziehungen zu den ostgermanischen Völkern die Verwandtschaft langobardischer Rechtssatzungen mit skandinavischen Rechten zu erklären ist, gibt Blasel S. 29 zu, während er andererseits auf S. 53 die Abstammung der Goten aus Skandinavien verwirft, ein Widerspruch, der durch tieferes Eindringen in die Forschung nach dem Ursprung der Ostgermanen hätte vermieden werden können.

Auch den anderen Weg schlägt Blasel nicht ein, um die Ansicht von der Aufeinanderfolge der skandinavischen und der niederelbischen Heimat zu widerlegen. Er hätte vielleicht beweisen können, daß die ganze Tradition der Langobarden von ihrer Herkunft und ihrer Wanderung eine Fiktion sei; die Widersprüche innerhalb derselben (z. B. wenn die eine Quelle die Ursitze des Volks an den amnis Vindelicus, einen Seitenfluß der Rhone verlegt, blos dem angeblichen Urnamen Vinnili zu Liebe), die mythischen Bestandteile der Tradition in der Erzählung der Namengebung durch Wodan, die Märchen von hundsköpfigen Menschen, den Assipetern, den Amazonen, auch die Spuren eines zu Grunde liegenden epischen alliterierenden Liedes (die Blasel S. 76 erwähnt), sie alle zeigen deutlich genug, auf was für Boden diese Stammesnachrichten erwachsen sind.

Aber Blasel verwirft nicht diese ganze Tradition, sondern versucht aus der Masse des Mythischen und Sagenhaften einige Körnchen Wahrheit herauszusuchen, ein Verfahren, das in jedem Falle willkürlich und unsicher ist, sobald nicht echte geschichtliche Ueberlieferung als Prüfstein der sagenhaften zur Hand ist.

Blasel glaubt einen Beweis für die teilweise vorhandene Echtheit der langobardischen Ueberlieferung, eine Uebereinstimmung derselben mit der wahren Tatsache gefunden zu haben, und gerade dies ist das Neue, das er uns zur Lösung der Langobardenfrage zu geben hat, ein Fund, durch welchen er beweist, daß die langobardische Tradition ursprünglich dieselbe Urheimat genannt habe wie die klassischen Autoren, und daß nur Paulus Diakonus die heimische Tradition falsch verstanden habe, daß also die Verlegung der Ursitze des Volkes nach Schweden ein durch Mißverständnis des eigentlichen Sinnes hervorgerufener Irrtum sei. — Man versteht, daß bei solcher Erkenntnis eine Widerlegung des Paulus Diakonus durch prähistorische Untersuchungen als überflüssig erscheinen konnte, und daß durch diese Auffassung der Langobardenfrage eine neue Wendung gegeben worden ist.

Es fragt sich nun, ob der Beweis wirklich erbracht ist, daß mit der Ortsbezeichnung der langobardischen Tradition Scathanavia (bei Fredegar), Scadanan (in der Origo gentis Langobardorum), Scatenauge

(im Chronicon Gothanum) ursprünglich nicht das heutige Skandinavien, die Scadinavia des Melas und Plinius gemeint sei, sondern das jetzige Deutschland, speziell die Gegend an der linken Seite der Unterelbe.

Der Beweis Blasels gründet sich auf einen Ausdruck des fränkisch-burgundischen Schriftstellers, der den ersten und Hauptteil der nach Fredegar genannten Chronik 624 geschrieben hat. Dieser erzählt (lib. III c. 65) die Sage, daß ›das Volk der Langobarden, bevor es diesen Namen annahm, ausgehend von Scathanavia, welches zwischen der Donau (Danubium) und dem Ozean liegt, mit Weibern und Kindern über die Donau (Danuvium) gesetzt sei‹ und dort, nachdem die Frauen ihr Haar um Backen und Kinn gelegt hatten, von Wodan den Namen Langbärte und den Sieg über die Hunnen erhalten hätte. — ›Deutlich und klar‹, sagt Blasel, ›werden wir durch diese Angabe belehrt, daß Fredegar von einem Aufenthalt auf der skandinavischen Halbinsel nichts weiß, sondern die Heimat der Langobarden in das Herz von Deutschland hinein verlegt‹. Scathanavia bedeutet Schattenau im Sinne von Nordland, die ›durchaus glaubwürdige Quelle aus dem 3. Jahrzehnt des 7. Jahrhunderts weist also den Langobarden das Nordland zwischen Donau und Meer, also Germanien, als Urheimat zu‹.

Das berührt gewiß überraschend und fesselnd, und man kann sich denken, wie eine solche Entdeckung den Forscher mit Freude erfüllt. Aber sollten sich nicht doch auch Bedenken eingestellt haben? Zunächst ist zu bemerken, daß zwar Fredegars Geschichtsschreibung ›durchaus glaubwürdig‹ ist, daß dieses Prädikat doch aber nicht den Sagen zukommt, deren er mehrere erzählt. Wäre die Sage glaubwürdig und die Deutung Blasels richtig, so müßten wir ja — ganz abgesehen von dem Eingreifen Wodans — daran glauben, daß die Langobarden in ihrer Heimat ›im Herzen Deutschlands‹ noch gar nicht Langobarden hießen, sondern diesen Namen erst an der Donau erhalten haben; wie steht es dann mit den Langobarden des Vellejus und des Tacitus?

Und nun die geographische Bestimmung dieser Quelle? Ist sie wirklich so deutlich und klar, daß die skandinavische Halbinsel ausgeschlossen und ›das Herz von Deutschland‹ bezeichnet ist? Der Verfasser übersieht den großen Unterschied zwischen Deutschland und Germanien. Der Ausdruck ›zwischen Donau und Ozean‹ bezeichnet das alte Germanien, wie es schon Agrippa umschrieben hat (a septentrione Oceano, a meridie iugis Alpium et flumine Danuvio) ähnlich Strabo, Tacitus, Pomponius Mela, Ptolemäus (›die westliche Seite Germaniens begrenzt der Rhein, die nördliche der Germanische Ozean, die südliche Seite die Donau‹); aber dieses Germanien umfaßt

auch Skandinavien oder die ›Inseln Skandia‹, also weit mehr als Deutschland. Nach allen den genannten Schriftstellern, auch Plinius, ist diese Insel ein Teil Germaniens.

In den Worten ›Scathanavia, que est inter Danubium et mare Ocianum‹ ist also nicht die Angabe enthalten, daß Scathanavia im Herzen Deutschlands liege, denn unter Ozean ist hier keineswegs die Ostsee verstanden, welche sinus Codanus bei Mela und Plinius, mare Suebicum bei Tacitus heißt, sondern der Oceanus septentrionalis (Plin. IV, 94), der Skythien und das nördliche Germanien umzieht (Ptol. VIII cap. 6), nämlich das Polarmeer und der Atlantische Ozean.

Die Worte ›inter Danubium et mare Ocianum‹ sind allerdings eine recht unbestimmte Angabe, und man möchte vermuten, daß Fredegar ursprünglich Daniam statt Danubium geschrieben habe, und daß der erstere Name nur durch Abschreibernachlässigkeit dem gleich darauf folgenden Danuvium gleich gemacht sei. Dania ist beim Kosmographen von Ravenna und dem Geographen Guido der Name für die einstige cimbrische Halbinsel, das Land nördlich von Sachsen; inter Daniam et mare Ocianum würde eine gute geographische Bestimmung bieten. Allein wir können bemerken, daß bei den geringen geographischen Kenntnissen der damaligen Zeit die Schriftsteller sich gern mit den unbestimmtesten Ausdrücken behalfen. So sagt Fredegar in der Sage von der Herkunft der Franken (Chron. II, 5), daß ein Teil dieses Volkes, von Phrygien nach Europa gelangt, sich zwischen dem Rhein oder der Donau und dem Meere niedergelassen habe (inter Renum vel Danuvium et mare consedit), und im folgenden Kapitel: ein Teil sei über dem Ufer der Donau zwischen dem Ozean und Thracien (!) sitzen geblieben. In der aus dem 7. Jahrhundert stammenden Burgundersage ist die Lage der Insel Scadanavia nur mit den Worten bestimmt: insula quam mare Oceanum cingit. Uebrigens hat auch Paulus Diakonus die Lage der Insel Scadinavia nicht genauer angegeben, als daß er sie zu Germanien rechnet.

Die unbestimmte geographische Bestimmung in der Sage bei Fredegar besagt, daß Scathanavia, die Heimat der Langobarden, in Germanien liegt, weiter nichts; sie kann demnach nicht als Beweis dienen, daß in dieser Sage eine andere Gegend verstanden sein müsse als die von Plinius, Mela, Ptolomäus, Jordanis, Paulus Diakonus als Scadinavia oder Σκανδία νῆσος und Scandza insula bezeichnete nordgermanische Halbinsel.

Noch weniger wird Blasels Ansicht durch die Origo gentis Langobardorum [1]) unterstützt, obwohl er in dieser ›die erheblichste unverrückbare Stütze‹ finden will dafür, daß unter Scathanavia nur —

1) Mon. Germ. Scr. rer. Lang. et Ital. S. 1.

›Nordland‹ zu verstehen sei. — Aber das stand ja nicht zum Beweise, ob Scathanavia so viel ist wie ›Schattenaue‹ oder ›Nordland‹, sondern das, ob mit diesem Namen eine bestimmte Gegend Deutschlands, nämlich die Gegend von Lüneburg und der unteren Elbe, gemeint sei. — Gerade die nach C. Meyer (Sprache der Langobarden S. 303) gegebene Ableitung des Namens von Schatten und dessen Verwandtschaft mit σκότος = Finsternis spricht doch nicht gegen die möglichst nördliche Lage der insula Scadanan, ebenso wenig der Zusatz (oder die Umschreibung) in partibus aquilonis; die Namensform Scadanan aber, welche diese Quelle (von 668—671) unabhängig von den lateinischen Autoren darbietet, nähert sich schon auffällig der späteren und noch jetzigen Bezeichnung für Südschweden an, nämlich Schonen. (Der jüngere Schriftsteller, Paulus Diakonus (787—797) hat dagegen absichtlich und ausdrücklich die ältere Form des Namens aus Plinius wieder aufgenommen). Die Origo ist also ebenfalls nicht für Blasels Annahme zu verwenden, im Gegenteil will auch sie eine skandinavische Herkunft der Langobarden behaupten.

Günstiger für die Annahme, daß unter Scathanavia, Scadanan ursprünglich eine Gegend Deutschlands gemeint sei, scheint die dritte Quelle zu sein, das Chronicon Gothanum, eine erweiterte und wesentlich abweichende Redaktion der Origo aus der Zeit von 807—810[1]), die von Paulus Diakonus unabhängig ist, die ganze Wandersage mit Wodanmythus, Amazonenmärchen u. dgl. wegläßt, dagegen uns von den Sitzen des Volkes an dem Ufer der Elbe, von Berührung mit den Sachsen, von Grenzstreitigkeiten, Gefahren und Kriegen gegen die Sachsen Nachricht gibt. Da das Chronicon auch aus der späteren Geschichte des Volkes gute Angaben macht, so müssen wir glauben, daß dem Verfasser eine wertvolle Tradition zur Verfügung gestanden hat, die neben der Sage vom skandinavischen Ursprung und märchenhaften Wanderschicksalen sich im langobardischen Volke erhalten hat, obwohl Origo und Paulus nichts davon sagen. Neben der nüchternen Tradition, welcher der Verfasser des Chronicon Gothanum folgt, ist ihm auch die poetische Sage von Ursprung aus Skandinavien und von der Namengebung durch Wodan bekannt gewesen, denn auch er fängt damit an, daß das Volk ursprünglich den Namen Winili geführt habe, der später des ungeschorenen Bartes wegen in Langobardi verwandelt sei. Dazu erfindet er, daß diese Winili, die er wohl mit Vindili verwechselt, ursprünglich am Vindelicus amnis an den äußersten Grenzen Galliens gesessen haben, einem Fluß, den er aus Isidor entlehnt hat; Isidor glaubt nämlich, daß die Vandali von diesem Flusse ihren Namen haben. Um nun seine Wi-

1) Mon. G. Scr. rer. Langob. et Ital. S. 7.

nili-Langobardi von dem Vindelicus amnis, dem Nebenfluß der Rhone, an das Ufer der Elbe zu bringen, macht der Verfasser die neue groteske Erfindung, daß dieser Vindelicus oder Ligurius-Fluß ein Nebenfluß (canalis) der Elbe sei. Man sieht: bei seinen gelehrten Zutaten verfährt der Verfasser höchst willkürlich und unbekümmert um die Wahrheit, er ist schuld, daß man die ganze Quelle schon für eine Fälschung gehalten hat. So macht er auch bei Nennung des Sachsenlandes den Zusatz, daß dort der Ort Patespruna sei, und Blasel bemerkt richtig, daß dieser Ort dem Verfasser jedenfalls durch den Reichstag von 777 bekannt geworden sei. Aber durch diesen willkürlichen Einschub hat er das Mißverständnis hervorgerufen, als hätten nach seiner Angabe die Langobarden lange bei Paderborn gewohnt.

Nicht anders ist m. E. auch der Ortsname Scatenauge zu beurteilen, den der Chronist einschiebt da, wo er das Ufer des Elbflusses als neue Heimat der Langobarden nach Verlassen des Vindelicusflusses nennt. Er kannte die Ueberlieferung von der Herkunft seines Volkes aus Scadanan oder Scadinavia und wollte sie mit seinen Angaben vom Vindelicusflusse und mit der Ueberlieferung vom Ufer der Elbe vereinigen, er setzte also den Namen Scatenauge ohne jede grammatische Verbindung vor die Bestimmung Albiae fluvi ripa. — Es kann aber auch sein, daß Scatenauge eine Randnote oder ein späterer Einschub zwischen den Zeilen ist; wir können das leider nicht kontrollieren, da vom Chronicon Gothanum nur e i n e Handschrift und zwar eine aus dem 11. Jahrhundert vorliegt. Daß der Text der Handschrift verunstaltet ist, gibt Blasel (S. 45) zu.

Also eine scheinbare Stütze für die Blaselsche These von einem deutschen Skandinavien liegt in dieser dritten Quelle, dem Chronicon Gothanum, vor; aber ich kann mir von diesem Gewährsmann ein »Scatenauge (am) Ufer des Elbflusses« nicht verbürgen lassen, ebensowenig wie ich auf seine Autorität hin einen Vindelicus oder Ligurischen Fluß als Nebenfluß der Elbe annehmen werde.

Es sprechen gewichtige Gründe gegen eine solche Hypothese: Von einem Namen wie Skatenauge am Ufer der Elbe müßte doch sonst noch etwas erwähnt sein; die antiken Geographen nennen nach Möglichkeit einheimische Namen, und der Kosmograph von Ravenna führt die seinen gothischen Gewährsmännern bekannt gewordenen Fluß- und Ortsnamen an, aber unter diesen sowie unter den frühmittelalterlichen Namen erinnert nichts an Scatenauge. Der Name will offenbar eine Insel bezeichnen ähnlich wie Wanger o o g, Spieker o o g, Lange o o g; nun sind uns von den sächsischen und friesischen Inseln der Nordsee eine Reihe alter Namen von Mela, Plinius, Ptolemäus und dem Ravennaten überliefert, aber kein Scatenauge oder

ähnliches. Eine Insel versteht auch Blasel unter diesem Namen, denn er meint, daß Paulus Diakonus, wenn er sich auf Augenzeugen beruft, welche die Insel Scadinavia besucht haben, den Bericht dieser Leute fälschlich auf Skandinavien bezogen habe, während eigentlich Scatenauge an der Elbmündung gemeint sei; die dort angeführte (unklare) Beschreibung jener Insel[1]) passe ganz bestimmt nicht auf Skandinavien, sondern »viel natürlicher auf eine Insel des Wattenmeeres, welche bei Ebbe in Verbindung mit dem Festlande stand, bei Flut zur Insel wurde«.

Als eine solche bei der Elbmündung ins Wattenmeer hineinragende, bei Flut als Insel erscheinende Halbinsel sollen wir uns die Oertlichkeit Scatenauge des Chronicon Gothanum, den Wohnsitz der Langobarden an der Elbe vorstellen.

Aber dieser Vorstellung steht ein großes Hindernis im Wege: Nach dem Zeugnis der klassischen Schriftsteller, dem wir und auch Blasel bei Ermittelung der Langobardensitze an der Niederelbe allein folgen, wohnten die Langobarden garnicht an der See oder auf einer Insel oder Halbinsel am Wattenmeer. Das Küstenland gehörte vielmehr den Chauken, und zwar zwischen der Weser- und der Elbmündung den Großchauken; an sie stießen rechts der Elbe die Sachsen (Ptol. II, 11). Die Inseln längs der Mündung der Elbe nennt schon Ptolemäus Inseln der Sachsen. Dagegen gehörten die Langobarden zu den binnenländischen Völkern (τῶν δὲ ἐντὸς καὶ μεσογείων ἐθνῶν), saßen zwischen Angrivariern und Angeln, letztere hatten als Nordgrenze den nordwestwärts fließender Lauf der Elbe vom Elbknie bis zur Jeetze, von da bis Seve oberhalb Hamburg reichte der Bardengau; das Wattenmeer ist dorthin nicht zu verlegen, und mit einer Insel hat die Lüneburgische Landschaft keine Aehnlichkeit.

Auch das Chronicon Gothanum hat in seinem besseren Teile die richtige Angabe, daß die Langobarden an das Land der Sachsen gegrenzt haben. Die Sachsen hatten nach der Zeit des Ptolemäus die Elbe überschritten und das Land der Chauken sich unterworfen, sie waren nun die nördlichen Nachbarn der Langobarden, sie besaßen die Meeresküste und die Inseln, die Langobarden waren auch nach dem Chronicon Gothanum ein binnenländisches Volk.

So muß es also für uns dabei bleiben, daß mit der insula Scadanan, mit Scathinavia und Scatenauge in der langobardischen Sage die niederelbischen Sitze der Langobarden nicht gemeint sind, daß

1) Die Beschreibung bei Paulus Diak. hist. Langob. I, 2 lautet: »Haec igitur insula, sicut retulerunt nobis, qui eam lustraverunt, non tam in mari est posita, quam marinis fluctibus planitiem marginum terras ambientibus circumfusa«.

vielmehr unter diesen Namen die bekannte nordische Insel oder Halbinsel Scadinavia verstanden worden ist.

Es fragt sich nun, ob dieser langobardischen Tradition ein Kern von Wahrheit zu Grunde liegt, ob etwa wirklich die Ursitze des Volkes in Skandinavien lagen, und die aus dem ersten Jahrhundert n. Chr. uns bekannt gewordenen Sitze an der Unterelbe eine jüngere Heimat sind, die erst nach der Auswanderung gewonnen wurde. Diese Frage kann, wie schon oben gesagt, nur auf dem Wege der prähistorischen Forschung beantwortet werden, wenn man sich nicht mit subjektiven Meinungen und Suggestion begnügen will.

Die indogermanische Urheimat hat mit der Herkunft der Langobarden nichts zu tun, denn der Sprach- und Kulturzusammenhang der indogermanischen Völker gehört der jüngeren Steinzeit an, eine Erinnerung an diesen Zustand ist für die historischen Zeiten ganz ausgeschlossen. Die Steindenkmäler dieser Periode in der Lüneburger Heide sind von den Langobarden mit demselben Staunen des Unverständnisses betrachtet worden, wie von der Bevölkerung des 19. Jahrhunderts.

Jene zahlreiche steinzeitliche Bevölkerung verwandter Kultur, deren Nachlaß Südschweden, Dänemark, Norddeutschlaud bewahrt, hat sich zum großen Teil gegen Ende der Steinzeit, unterstützt von immer neuen Nachschüben, nach Süden gewandt. Die verlassene Landschaft Nordwestdeutschlands erhielt im Laufe der zweiten Periode der Bronzezeit (1550—1250 v. Chr.) von Dänemark und Schleswig-Holstein aus eine der früheren verwandte Bevölkerung, ähnlich wie in der dritten Periode (1250—1050) die nordöstlichen Gegenden Deutschlands bis zur Oder und Mittelbrandenburg. Die Nachlaßfunde lehren diesen Zusammenhang, Kossinnas scharfsinnige Untersuchungen geben Aufschluß über denselben [1]).

Diese Bevölkerung, die infolge ihrer längeren Abgeschlossenheit sich in Kultur und gewiß auch schon in Sprache von den südlichen Urverwandten unterschied, ist als germanische zu bezeichnen, denn von ihr stammt die viel später, zur Zeit des Augustus, den Römern bekannt gewordene Bevölkerung Deutschlands, welche man Germanen nannte. Von dieser Bevölkerung rührt auch jenes Volk her, welches von Römern an der linken Seite der Unterelbe unter dem Namen Langobarden angetroffen und von Tacitus beschrieben ist. — Irgend eine Kenntnis von der Herkunft ihrer Vorahnen aus nördlicheren Gegenden, eine Erinnerung an Vorgänge, die 12 bis 15 Jahrhunderte

1) Die vorgeschichtliche Ausbreitung der Germanen in Deutschland; Zeitschr. des Ver. für Volkskunde 1896 S. 1—14. Vgl. auch Korr.-Bl. f. Anthrop. 38, 1907, S. 57—62.

zurücklagen, hat ihnen nicht beigewohnt. Sie hielten sich, wie nach Tacitus alle Westgermanen, für ureinheimisch und keineswegs durch Hinzutritt oder gastliche Verbindung anderer Völker vermischt (Germ. 2).

Anders steht es mit den Ostgermanen jenseit der Oder. Das früheste Auftreten ihrer von der westgermanischen sich wesentlich unterscheidenden Kultur zeigt sich an der Weichselmündung zuerst um 700 oder 750 v. Chr. in den Steinkistengräbern mit Gesichtsurnen. Handeltreibende Scharen, vermutlich aus Skandinavien, die den Bernstein ausbeuteten, mögen hier zuerst als Gäste, dann als Herren sich niedergelassen haben, ähnlich wie später Jüten, Angeln und Sachsen in Britannien, Waräger in Rußland, Normannen in Nordfrankreich und Sicilien. Kossinna, dem wir die archäologische Unterscheidung der Ostgermanen verdanken, nennt diese frühesten, allmählich bis Schlesien vordringenden Ostgermanen Wandilier auf Grund des Völkernamens Vandili bei Plinius [1]).

Eine zweite Einwanderung über die Ostsee läßt sich im Beginn der jüngsten La Tène-Periode (150—100 v. Chr.) erkennen in einer Kultur, deren eigentümlicher Grabritus (Brandgruben) auf Bornholm als Hauptausgangsland hinweist, und die man deshalb Burgunder nennen darf [2]).

Eine dritte kurz vor Christi Geburt beginnende Uebersiedelung dokumentiert sich durch die in Steinkisten stattfindende Skelettbestattung als von Gotland ausgehend und wird deshalb mit Recht den Goten zugeschrieben [3]). — Die Unterscheidung und die Grenzen der ostgermanischen Typen von den westgermanischen hat Kossinna bis um die Zeit von 350 n. Chr. nachgewiesen, wo das Gros der Ostgermanen, wie die Funde beweisen, Norddeutschland verlassen hat.

Bis dahin haben die Goten die Beziehungen zu ihrer skandinavischen Heimat aufrecht erhalten, ja als sie schon in Südrußland saßen, hat noch immer eine rege Verbindung mit Skandinavien geherrscht, wie das Einströmen südrussischer Kulturprodukte nach dem Norden von 375—500 n. Chr. und Rückströmungen von dort beweisen [4]). Darum ist es hinsichtlich der Goten durchaus nicht unwahrscheinlich, sondern ganz natürlich, daß sie im 6. Jahrhundert noch die Erinnerung an ihre ursprüngliche nordische Heimat bewahrten, sehen wir

1) G. Kossinna, Zur Archäologie der Ostgermanen, Zeitschr. f. Ethn. 1905. H. 2/3 S. 387.

2) Bornholm heißt altnordisch Borgundarholmr.

3) Kossinna a. a. O. S. 391.

4) B. Salin, Die altgermanische Tierornamentik, Stockholm 1904. — G. Kossinna a. a. O. S. 405—406.

doch, daß die Heruler, die den Goten auf ihrem Wanderzug bis zur Mäotis gefolgt waren, um 512 schwer geschlagen, vom Donaugebiet sich auf die Rückwanderung nach dem Norden begaben und an den Dänen vorbei den Ozean erreichten, von wo sie nach Thule übersetzten und bei den Gauten Platz fanden (Procop, de bello Gothico II, 15). Daß unter Thule Skandinavien (Schonen) verstanden ist, geht aus der Nennung der Gauten und der Skrithifinnen als Einwohner von Thule hervor.

Bei den Ostgermanen ist also die Ueberlieferung von ihrer skandinavischen Herkunft nicht ausgestorben, und man hat kein Recht, Jordanis, der diese Ueberlieferung 551 erzählt, deshalb des Fabulierens, ja der ›Unverfrorenheit‹ zu beschuldigen, wie Blasel S. 53 tut [1]). Wir werden diese Ueberlieferung ebenso wie bei den Goten und Herulern, auch bei den Rugiern und Gepiden voraussetzen dürfen.

Dagegen haben wir oben gesehen, daß bei den Langobarden die Sage von einer Abstammung aus Skandinavien nicht auf geschichtlicher Grundlage beruht; dennoch werden wir die Meinung verwerfen, als habe sie Paulus Diakonus lediglich der Gotensage des Jordanis nacherzählt. Die übereinstimmende Angabe in den vier verschiedenen schriftlichen Aufzeichnungen der Langobarden über diese Herkunft, von denen zwei älter sind als Paulus, spricht vielmehr dafür, daß die Sage wirklich bei den Langobarden im 7. Jahrhundert verbreitet war. Ihre Entstehung werden wir durch den Umstand zu erklären haben, daß die Langobarden seit ihrer Niederlassung im Rugierlande 488 bis zu ihrem Auszug aus Pannonien 568 immer unter ostgermanischen Völkern gewohnt, mit ihnen friedlich und kriegerisch verkehrt, ihre Rechtssatzungen kennen gelernt und gewiß auch die Sänger und Sagenerzähler jener in ihren Höfen gehört haben, vielleicht sogar im Anschluß an ihre Nachbarvölker, besonders die Heruler, denen sie längere Zeit dienstbar waren, Beziehungen zum Nordlande gepflegt haben.

Zu den Ansichten Blasels über die Heimatsage der Langobarden verhalte ich mich also teils zustimmend, teils ablehnend: zustimmend zu der These, daß die Langobarden nicht aus Skandinavien, sondern aus dem Gebiet der Niederelbe, dem späteren Bardengau, stammten;

1) Um Jordanis noch mehr herabzusetzen, behauptet Blasel, dieser Schriftsteller habe zu Gunsten seines Volkes die Geschichte dergestalt gefälscht, daß er die Goten mit den Geten identifiziert; dabei übersieht er, daß Jordanis diesen Irrtum aus seiner Quelle Cassiodor übernommen hat, und daß lange vor ihnen schon griechische und römische Schriftsteller dieselbe Verwechselung begangen hatten, vgl. Cl. Claudianus, De bello Getico.

ablehnend zu den Thesen 1, daß Scathanavia und ähnliche Formen ein Name für Deutschland oder für eine Insel an der Elbemündung sei, 2, daß erst Paulus Diakonus die echt überlieferten Namen der elbischen Heimat Scathanavia, Scadanan, Scatenauge durch Hinblick auf Jordanis mit der Scadinavia des Plinius verwechselt habe. — Wir sagen anstatt dessen: Scathanavia und die verwandten Formen haben nicht Deutschland oder ein deutsches Gebiet bezeichnet, sondern das seit Mela, Plinius, Tacitus bekannte germanische Nordland, die skandinavische Halbinsel; 2, die Erzählung von der Auswanderung aus Skandinavien hat das Volk der Langobarden in der Zeit von 488 bis 568 von ihren nord- und ostgermanischen Nachbarvölkern, den Rugiern, Herulern, Gepiden, Goten übernommen.

Auf eine Deutung der in der Wandersage genannten Länder oder Gegenden sich einzulassen bringt keinen Gewinn; wir wissen garnicht, ob die genannten Wanderstationen nicht ebenfalls aus ostgermanischer Sage entnommen sind, gerade so wie Scathanavia. Wenn die erste Station »Scoringa« als »Uferland« gedeutet wird (Müllenhoff), und man dabei nur an das Südufer der Ostsee, im besondern in Pommern, soll denken können (Blasel), so wird man diese Station, ebenso wie den dortigen Zusammenstoß mit den Vandalen wohl nur einem ostgermanischen Volke zuschreiben können[1]), aber nicht den Langobarden. Dagegen ist nicht erwiesen, daß erst Paulus durch Kombination diese Station in die Wandersage hineingebracht habe.

Von der angeblichen zweiten Station »Mauringa« wissen wir etwas mehr als von Scoringa. Nach der Kosmographie des ungenannten Ravennaten hieß im 6. Jahrhundert so das ganze Gebiet rechts der Elbe zwischen dem Lande der Dänen und den beiden Dacien weit nach Osten hin sich ausdehnend, auch Baias (Böhmen) mit umfassend. Dies weite Gebiet kann natürlich auch, wenigstens in seinem östlichen Teile, Station eines ostgermanischen Volkes gewesen sein, ebenso wie die weiterhin genannten unbekannten Gegenden Golaida, Anthaib, Burgundaib. — Wenn ich dem Lande Mauringa mehr Bedeutung für die Langobardenwanderung zuschreibe, als den übrigen angeblichen Stationen, so geschieht das natürlich nicht deshalb, weil die Sage davon berichtet, sondern weil historische und geographische Erwägungen für einen Aufenthalt der Langobarden in diesem rechtselbischen Gebiet sprechen.

Das angelsächsische Vîdsîđ-Lied, eine epische Erinnerung an

1) Man vergleiche den Zusammenstoß der Goten mit den Vandalen bei Jordanis, Getica cap. IV, 24.

festländische Verhältnisse, aus der Zeit vor der letzten Abwanderung der Angelsachsen nach Britannien 575, weiß ebenfalls von dem Myrgingalande zu berichten, das sich von der Donau bis zur Eider erstreckt und von Svaefen (Sueben) bewohnt wird, der Sänger stand im Dienste des Königs der Myrginge, Eádgil (Audgisil) mit Namen, der ein Schwiegersohn des Langobardenkönigs Eádvine (Auduin) und Schwager des Alfvine (Albuin) war. — Diese (von Blasel nicht beachtete) angelsächsische Erinnerung an ein suebisches Volk östlich der Elbe Mitte des 6. Jahrhunderts stimmt gut zu andern Nachrichten von suebischer Bewohnung des ostelbischen Landes. Schon die antiken Schriftsteller Strabo, Tacitus, Ptolemäus kennen östlich der Elbe bis zur Oder das Urvolk der Sueben, die Semnonen, mit denen alle nach Südwest und Süden vorgedrungenen suebischen Abzweigungen in regelmäßiger und geheiligter Verbindung blieben. Die Sueben des Wîdsîđ im Myrgingaland müssen die Nachkommen dieser Semnonen-Sueben sein, es sind dieselben, die vom Frankenkönig Theudebert als Nordschwaben bezeichnet, sich diesem Herrscher freiwillig unterwarfen, nachdem er mit seinem Vater das Königreich Thüringen besiegt hatte [1]); dieselben, die bald darauf vom Frankenkönig Chlothar I († 561) und von dessen Nachfolger Sigibert links der Elbe im sog. Schwabengau zwischen Saale, Bode und Harz angesiedelt wurden [2]).

Auch die Langobarden sind bei den klassischen Autoren meist als Sueben bezeichnet und ihre suebische Herkunft wird auch durch die Tatsache bestätigt, daß sie ursprünglich mit den Semnonen zum Völkerbund des Marbod gehörten, d. h. zu der suebischen Völkergruppe, deren Zusammenhang nach Tacitus durch jährliche Zusammenkünfte in der Semnonischen Heimat aufrecht erhalten wurde. Der Abfall der Semnonen und Langobarden von Marbod im Jahre 17 n. Chr. (Tac. Ann. II, 45) bedeutet also eine Abtrennung des markomannischen Gliedes vom alten Suebenbunde.

Diese alte und geheiligte Verbindung der Langobarden mit den Semnonen und ihren Nachkommen mußte den Langobarden den Uebertritt in das Rechtselbische erleichtern, das vermutlich noch immer als die geheiligte Urheimat angesehen wurde und ihnen schon in alter Zeit Zuflucht und Schutz gewährt hatte [3]). Ein nicht zahl-

1) Vgl. den Brief Theudeberts an Justinian, geschrieben 534—547, Mon. Germ. ep. Merow. et Karol. T. I S. 132–133.

2) Vgl. Höfer, Die sächsische Legende zum fränkisch-thüringischen Kriege im Jahre 531 n. Chr. (Zeitschr. f. Thüring. Gesch. u. Alt. Bd. XXV. Jena 1906) S. 21, 23, 29.

3) Vgl. Strabo, Geogr. VII, c. 1 p. 291.

festländische Verhältnisse, aus der Zeit vor der letzten Abwanderung der Angelsachsen nach Britannien 575, weiß ebenfalls von dem Myrgingalande zu berichten, das sich von der Donau bis zur Eider erstreckt und von Svaefen (Sueben) bewohnt wird, der Sänger stand im Dienste des Königs der Myrginge, Eádgil (Audgisil) mit Namen, der ein Schwiegersohn des Langobardenkönigs Eádvine (Auduin) und Schwager des Alfvine (Albuin) war. — Diese (von Blasel nicht beachtete) angelsächsische Erinnerung an ein suebisches Volk östlich der Elbe Mitte des 6. Jahrhunderts stimmt gut zu andern Nachrichten von suebischer Bewohnung des ostelbischen Landes. Schon die antiken Schriftsteller Strabo, Tacitus, Ptolemäus kennen östlich der Elbe bis zur Oder das Urvolk der Sueben, die Semnonen, mit denen alle nach Südwest und Süden vorgedrungenen suebischen Abzweigungen in regelmäßiger und geheiligter Verbindung blieben. Die Sueben des Widsið im Myrgingaland müssen die Nachkommen dieser Semnonen-Sueben sein, es sind dieselben, die vom Frankenkönig Theudebert als Nordschwaben bezeichnet, sich diesem Herrscher freiwillig unterwarfen, nachdem er mit seinem Vater das Königreich Thüringen besiegt hatte [1]); dieselben, die bald darauf vom Frankenkönig Chlothar I († 561) und von dessen Nachfolger Sigibert links der Elbe im sog. Schwabengau zwischen Saale, Bode und Harz angesiedelt wurden [2]).

Auch die Langobarden sind bei den klassischen Autoren meist als Sueben bezeichnet und ihre suebische Herkunft wird auch durch die Tatsache bestätigt, daß sie ursprünglich mit den Semnonen zum Völkerbund des Marbod gehörten, d. h. zu der suebischen Völkergruppe, deren Zusammenhang nach Tacitus durch jährliche Zusammenkünfte in der Semnonischen Heimat aufrecht erhalten wurde. Der Abfall der Semnonen und Langobarden von Marbod im Jahre 17 n. Chr. (Tac. Ann. II, 45) bedeutet also eine Abtrennung des markomannischen Gliedes vom alten Suebenbunde.

Diese alte und geheiligte Verbindung der Langobarden mit den Semnonen und ihren Nachkommen mußte den Langobarden den Uebertritt in das Rechtselbische erleichtern, das vermutlich noch immer als die geheiligte Urheimat angesehen wurde und ihnen schon in alter Zeit Zuflucht und Schutz gewährt hatte [3]). Ein nicht zahl-

1) Vgl. den Brief Theudeberts an Justinian, geschrieben 534—547, Mon. Germ. ep. Merow. et Karol. T. I S. 132—133.

2) Vgl. Höfer, Die sächsische Legende zum fränkisch-thüringischen Kriege im Jahre 531 n. Chr. (Zeitschr. f. Thüring. Gesch. u. Alt. Bd. XXV. Jena 1906) S. 21, 23, 29.

3) Vgl. Strabo, Geogr. VII, c. 1 p. 291.

reiches Volk wie die Langobarden, das seine heimischen Sitze gegenüber einem stärkeren Dränger nicht hatte behaupten können, war nicht im Stande sich auf einen Eroberungszug in die Fremde zu begeben, sondern war auf stammverwandte Unterstützung angewiesen.

Diese Erwägung macht es mir wahrscheinlich, daß das auswandernde Volk zunächst über die Elbe nach Mauringa sich gewandt und dort in der Nähe der Sueben Unterkunft gefunden hat. Derselbe völkische Zusammenhang mußte auch den Zug nach Böhmen erleichtern, wo die Markomannen ihre suebische Herkunft noch nicht vergessen haben werden, und wo seit dem Abzug und dem Untergang vieler Markomannen im großen Markomannenkriege (169—180) Raum zur Aufnahme des stammverwandten Volkes vorhanden war[1]).

Den Aufenthalt in Böhmen nehme ich, wie den in Mauringa, nicht deshalb an, weil die Wandersage in der Origo gentis Langobardorum die Station Bainaib nennt (nach Müllerhoff = Bajina aib = Boirum regio, also Böhmen), sondern weil die rasche Besetzung des Rugilandes (am Norddonauufer zwischen Linz und Wien) gleich nach der Wegführung der Einwohner durch Odoaker 488 ein vorhergehendes Wohnen der Langobarden im südlichen Böhmen voraussetzt. Außerdem weiß der auf guter Ueberlieferung beruhende Teil des Chronicon Gothanum zu berichten, daß die Langobarden, nachdem sie zuerst verlassene Länder besetzt hatten, von dort aus in das Gebiet der Beovinidi (Tschechen) vorgedrungen seien. Wenn hier der Verfasser des Chronicon anachronistisch den Namen des Volkes nennt, das zu seiner Zeit Böhmen bewohnte, aber noch nicht im 4. und 5. Jahrhundert, so kann uns dieser ›häufig vorkommende Fehler mittelalterlicher Schriftsteller‹ (Blasel) durchaus nicht an der Erkenntnis hindern, daß eine echte langobardische Ueberlieferung Böhmen als Aufenthaltsort der Langobarden vor ihrem Uebergang in die Donaulandschaften bezeichnet hat. In der Deutung der Beovinidi stimme ich Blasel also durchaus zu, während ich die Nennung der Stationen Golaida, Anthaib und Burgundaib in der Origo und bei Paulus als höchst problematisch bei Seite lasse. Nur die Wanderstationen Mauringa und Böhmen sind durch historische Erwägungen gestützt und wahrscheinlich gemacht.

Blasel macht den sympathischen Versuch, auch archäologische Beweise für den Aufenthalt der Langobarden in Böhmen heranzuziehen; er hat die richtige Empfindung, daß die prähistorische Archäologie durch Prüfung und Vergleichung des menschlichen Kulturnach-

1) Noch 253 waren Markomannen über die Donau gegangen und hatten schließlich in Dacien Platz gefunden; 260 waren Markomannen nach Oberitalien vorgedrungen und hatten Sitze in Pannonien erlangt.

lasses in den verschiedenen Gebieten wohl im Stande sein wird, das Verwandte zu erkennen und sowohl das Ursprungsland der verschiedenen Kulturen und Kulturerscheinungen als auch die Wege der Verbreitungen oder Wanderungen derselben zu erkennen. — Aber Blasel hat die Leistungen und Fortschritte dieser Wissenschaft nicht so eingehend verfolgt, um wissen zu können, daß die Fähigkeit ethnologische Schlüsse aus den Nachlaßresten zu ziehen nur durch ein so eingehendes und umfassendes Wissen von allen Funden, eine so genaue Datierung und scharfe Unterscheidung auch kleiner Abweichungen in Form und Technik zu erlangen ist, wie sie erst in den letzten Jahren der archäologischen Forschung immer stärker ausgebildet worden sind. — Indem er seine Belehrung über langobardische Keramik älteren Gewährsmännern entnimmt, anderes ohne die richtige Datierung verwendet, mußte er leider fehl gehn.

So wird das Vorkommen des Darzauer Gefäßstils im Waagtale in Ungarn als Beweis für langobardische Uebertragungen angenommen. Aber der Typus der Mäanderurnen, der auf dem Hannoverschen Urnenfelde von Darzau besonders reichlich zu Tage gekommen ist, ist weit über das Hannoversche Gebiet hinaus verbreitet, er gehört allen Westgermanen bis in die Nähe der Oder an, kann also nicht als spezifischer Nachlaß der Langobarden angesehen werden. Außerdem gehört er nur dem ersten und dem größten Teil des zweiten Jahrhunderts n. Chr. an, war also schon erloschen, als die Langobarden ihre Hannoversche Heimat verließen.

Chronologisch richtiger ist es, wenn Blasel auf den Typus der Schalenurnen hinweist, welcher der Völkerwanderungszeit, genauer dem 3.—4. Jahrhundert, angehört. Die Gefäßart kommt u. a. auch in Böhmen vor, und sie könnte eine Uebersiedelung der Langobarden dorthin beweisen, wenn sie diesem Volke allein angehörte. Aber die Begräbnisse in Schalenurnen finden sich in dem ganzen Gebiete der Westgermanen, und wenn einige Beschreiber solche im alten Langobardengebiet gefundene Grabgefäße als langobardisch bezeichnet haben, so kann man mit demselben Rechte die in Böhmen gefundenen Gefäße dieser Art als Nachlaß der (suebischen) Markomannen betrachten, wie jetzt wohl die meisten Forscher tun.

Aehnlich verhält es sich mit den gerippten und gebuckelten Gefäßen, einer Weiterbildung des römischen Faltenbechers, die seit etwa 400 n. Chr. in niedersächsischen Urnengräbern Hannovers häufig vorkommen, aber auch in Mecklenburg, Schleswig-Holstein, England (durch Sachsen und Angeln übertragen), in Thüringen und Süddeutschland vertreten sind. Wenn dieser Typus vereinzelt auch in Böhmen auftritt, so folgt auch daraus für eine Uebertragung durch

Langobarden nichts, zumal er in Nordhannover erst längere Zeit nach dem Abzug der Langobarden auftritt. Uebrigens hat Blasel auf diesen letzteren Gefäßtypus sich nicht berufen. Wir schließen diesen Ausflug in die Archäologie mit dem Ergebnis, daß es eine besondere langobardische Keramik nicht gibt, und daß wir bis zur Auffindung spezifisch langobardischen Gerätes auf den Versuch verzichten müssen, eine langobardische Wanderstation durch die Archäologie zu erweisen.

Wichtiger als den mehr oder weniger unsicheren Aufenthaltsorten nachzuspüren, scheint mir die Aufgabe zu sein, die Zeit und die Veranlassung der langobardischen Auswanderung zu ermitteln. — Die Angabe bei Prosper von Aquitanien, daß der Auszug im Jahre 379 n. Chr. stattgefunden habe, ist schon länger als Einschiebsel des 15. Jahrhunderts erkannt und wird deshalb von Blasel mit Recht als auf willkürlicher Berechnung beruhend verworfen (S. 59). Eine Zurückrechnung von dem historisch bekannten Einzuge in Rugiland ist ebenfalls nicht möglich, da keine Angabe über die Dauer der Wanderschaft vorliegt, als etwa die unsicheren Regierungszeiten der ersten fünf Könige, deren Geschichtlichkeit fraglich ist.

Es bleiben noch 2 Erwähnungen für die Datierung der Auswanderung: 1, die Nachricht bei Petrus Patricius (aus Dio Cassius geschöpft), daß im Jahre 161 eine Schar von 6000 Langobarden, Obiern (Avionen), Markomannen und andern Völkern in Pannonien eingebrochen, aber geschlagen und nach erlangtem Frieden abgezogen sei. Blasel beweist, daß unter diesen kämpfenden Langobarden keineswegs das ganze Volk nach seiner Auswanderung zu verstehn ist, sondern eine Raubschar, die der Beute wegen (oder auch zur Erkundung) nach Süden vorgedrungen und wieder heimgekehrt ist (S. 55) [1].

2, eine Nachricht in der armenischen Geschichte angeblich des Moses von Choren, daß der armenische König Warazdat (384—86) vor seiner Thronbesteigung im Dienste Theodosius d. Gr. tapfer gegen das Volk der Langobarden gefochten habe. Blasel glaubt beweisen zu können, daß diese Tat vor das Jahr 365 gefallen sein müsse (S. 62), daß die Ueberlieferung aber unglaubwürdig sei, weil ein Krieg des Theodosius gegen die Langobarden bei Ammianus Marcellinus, dessen vorhandene Bücher die Jahre 353—378 umfassen, nicht enthalten sei. Er entscheidet sich dahin, daß der erst im Anfang des 8. Jahrh. lebende Verfasser die Verhältnisse seiner Zeit in frühere Jahrhunderte übertragen habe und deshalb die zu seiner Zeit berühmten Langobarden an Stelle der längst unbekannten Quaden

1) Letzteres ist ausdrücklich gesagt Petri Patricii Fragmenta (Historici graeci minores ed. Dindorf, Vol. I, Leipzig 1870 fr. 6 p. 428): »οἴκαδε χωροῦσιν«.

oder auch Goten gesetzt habe. — Eine zuverlässige Bestimmung über die Zeit des Auszugs der Langobarden ist auch aus dieser Nachricht nicht zu gewinnen, und der Verfasser hat mit der Ansicht recht, daß man, um die Zeit der Auswanderung zu bestimmen, lediglich auf zeitgeschichtliche Erwägungen angewiesen sei.

Aber die einzige Erwägung, die er anstellt, ist die, daß das kleine Volk der Langobarden nicht im Stande war mit Waffengewalt sich einen Weg zu erzwingen, daß aber östlich der Elbe sich noch 538 viel ödes Land befunden habe, und deshalb sei es wahrscheinlich, daß der Auszug der Langobarden in jene Gegend ›etwa um die Wende oder an den Anfang des 5. Jahrhunderts gesetzt werden muß‹ (S. 61).

Diese Erwägung ist m. E. nicht ausreichend, um darauf den erwähnten Schluß zu gründen. Seitdem die Alamannen bald nach 200 n. Chr. aus dem Ostelbland aufgebrochen waren, um schließlich das Zehntland von den Römern, Untermain, Wetterau und Nassau von den Chatten zu erobern (234—280); nachdem ferner gegen Ende des 3. Jahrh. auch die ostgermanischen Burgunder ihre südöstlich von den Semnonen gelegenen Sitze aufgegeben hatten und durch Mitteldeutschland in die von den Alamannen verlassenen Sitze am oberen Main vorgedrungen waren, da stand im ostelbischen Lande soviel Gebiet öde, daß schon vor 300 die Langobarden Platz genug zur Siedelung daselbst gefunden haben würden und nicht bis 400 zu warten brauchten.

Entscheidend für den Zeitpunkt des Auszugs ist m. E. die Erwägung der Gründe, aus denen die Langobarden ausgezogen sind. Hier aber läßt uns Blasel im Stich oder fühlt sich von den Quellen im Stich gelassen. Er weiß nur das anzugeben, was Paulus Diakonus über die Gründe der Auswanderung von der Insel Scadinavia angibt, also diejenigen Gründe, welche die Goten, Wandalen, Rugier, Heruler, Turcilinger von dort vertrieben haben sollen, nämlich der Mangel an Land bei vermehrter Volksmenge (S. 47 und 56). Da wir aber (ebenso wie auch Blasel) ganz bestimmt wissen, daß die Langobarden nicht von der Insel Scadinavia ausgewandert sind, können wir die für die Auswanderung der nordischen Völker von der Insel angegebenen Gründe keineswegs für die Langobarden mit gelten lassen; ebensowenig die Teilung der Bevölkerung in 3 Teile, die Losung, und die Auswanderung nur des durch das Los bestimmten dritten Teiles.

›Schade, daß Paulus nicht die anderen Gründe anführte, die er noch kannte‹ (licet et aliae causae egressionis eorum asseverentur)

oder auch Goten gesetzt habe. — Eine zuverlässige Bestimmung über die Zeit des Auszugs der Langobarden ist auch aus dieser Nachricht nicht zu gewinnen, und der Verfasser hat mit der Ansicht recht, daß man, um die Zeit der Auswanderung zu bestimmen, lediglich auf zeitgeschichtliche Erwägungen angewiesen sei.

Aber die einzige Erwägung, die er anstellt, ist die, daß das kleine Volk der Langobarden nicht im Stande war mit Waffengewalt sich einen Weg zu erzwingen, daß aber östlich der Elbe sich noch 538 viel ödes Land befunden habe, und deshalb sei es wahrscheinlich, daß der Auszug der Langobarden in jene Gegend ›etwa um die Wende oder an den Anfang des 5. Jahrhunderts gesetzt werden muß‹ (S. 61).

Diese Erwägung ist m. E. nicht ausreichend, um darauf den erwähnten Schluß zu gründen. Seitdem die Alamannen bald nach 200 n. Chr. aus dem Ostelbland aufgebrochen waren, um schließlich das Zehntland von den Römern, Untermain, Wetterau und Nassau von den Chatten zu erobern (234—280); nachdem ferner gegen Ende des 3. Jahrh. auch die ostgermanischen Burgunder ihre südöstlich von den Semnonen gelegenen Sitze aufgegeben hatten und durch Mitteldeutschland in die von den Alamannen verlassenen Sitze am oberen Main vorgedrungen waren, da stand im ostelbischen Lande soviel Gebiet öde, daß schon vor 300 die Langobarden Platz genug zur Siedelung daselbst gefunden haben würden und nicht bis 400 zu warten brauchten.

Entscheidend für den Zeitpunkt des Auszugs ist m. E. die Erwägung der Gründe, aus denen die Langobarden ausgezogen sind. Hier aber läßt uns Blasel im Stich oder fühlt sich von den Quellen im Stich gelassen. Er weiß nur das anzugeben, was Paulus Diakonus über die Gründe der Auswanderung von der Insel Scadinavia angibt, also diejenigen Gründe, welche die Goten, Wandalen, Rugier, Heruler, Turcilinger von dort vertrieben haben sollen, nämlich der Mangel an Land bei vermehrter Volksmenge (S. 47 und 56). Da wir aber (ebenso wie auch Blasel) ganz bestimmt wissen, daß die Langobarden nicht von der Insel Scadinavia ausgewandert sind, können wir die für die Auswanderung der nordischen Völker von der Insel angegebenen Gründe keineswegs für die Langobarden mit gelten lassen; ebensowenig die Teilung der Bevölkerung in 3 Teile, die Losung, und die Auswanderung nur des durch das Los bestimmten dritten Teiles.

›Schade, daß Paulus nicht die anderen Gründe anführte, die er noch kannte‹ (licet et aliae causae egressionis eorum asseverentur)

— so fährt Blasel fort und beruhigt sich dabei. — Aber gerade diese anderen Gründe, d. h. die wirklichen Gründe für die Auswanderung aus den wirklichen alten Langobardensitzen an der Niederelbe waren m. E. durch zeitgeschichtliche Erwägungen zu ermitteln:

Soweit wir die Geschichte der Langobarden kennen, bemerken wir, daß sie meistens ihr Land vor dem Druck eines Stärkeren aufgegeben haben. Der Verlust des fruchtbaren Rugilandes geschah 505 durch die Uebermacht der Heruler, durch welche die Langobarden gezwungen wurden, sich im ›feld‹ zwischen Donau und Theiß (campi patentes) niederzulassen. Nach drei Jahren konnten sie freilich, durch höchste Not zum Kampf gezwungen, ihre Peiniger besiegen und deren Gebiet in Nordungarn besetzen, von dort auch 546 nach Pannonien übertreten, da das Land von den Goten verlassen war. Das gute Land Pannonien aber gaben sie nach 22-jährigem Besitz wieder auf, nicht durch Verlockung des Narses, sondern vor dem Drucke der stärkeren Avaren. — So liegt es nahe, auch bei der ersten Auswanderung des Volkes an den Druck eines übermächtigen Feindes zu denken. Und dieser Feind ist zweifellos in demjenigen Volke zu erkennen, welches später das alte Langobardengebiet, den Bardengau, besitzt und dessen Ausdehnungsbedürfnis durch die Unterwerfung der Angrivarier (Engern) und Brukterer bis über die Lippe hinaus und bis zur Ruhr und Diemel bekannt genug ist.

Die langobardische Auswanderung habe ich vor nicht langer Zeit als die Folge der südlichen Ausdehnung des Sachsenvolkes bezeichnet [1]), ohne damit etwas Neues sagen zu wollen; es ergibt sich aus der zeitgeschichtlichen Situation. Warum Blasel diesen eigentlichen Grund der langobardischen Auswanderung nicht nennt, ist mir unverständlich.

Wenn wir nun in einer bisher wenig beachteten, aber wegen ihrer richtigen Angaben gerade von Blasel (S. 110) hochgestellten langobardischen Quelle, dem Chronicon Gothanum, neben einigen willkürlichen Zutaten des Verfassers die zweifellos richtige Nachricht finden, daß die Langobarden am Ufer der Elbe gewohnt hätten, so müssen wir schon aus dieser im Unterschiede von den anderen langobardischen Quellen gemachten Angabe schließen, daß im Chronicon Gothanum eine ursprüngliche Ueberlieferung zu Worte gekommen ist, die sich neben der vielfach bevorzugten ostgermanischen Tradition und trotz Paulus Diakonus im Langobardenvolke bis ins 9. Jahrhundert erhalten hat. Spricht nun diese selbe Quelle davon,

1) Die sächsische Legende zum thüringisch-fränkischen Kriege 531 n. Chr. (Zeitschr. für Thür. Gesch. u. Altertumsk. Bd. XXV, 1906) S. 46.

daß die Vorfahren dort unter Kämpfen an das Sachsenland angegrenzt hätten, beruft sie sich auf Versicherungen der alten Väter (sicut nostri antiqui patres ... asserunt), daß sie dort lange gewohnt und in vielen Teilen Kriege und Gefahren bestanden haben, so werden wir dieser ganz unabhängigen Mitteilung die allergrößte Beachtung schenken müssen; denn in der Tat konnte sie der Verfasser aus keiner anderen Quelle entnehmen als aus einer echt langobardischen, da die Sachsen über diesen Teil ihrer Geschichte nicht die geringste Kenntnis haben; ja wir können aus diesen wichtigen Angaben Schlüsse ziehen auf Art und Mittel der sächsischen Ausbreitung überhaupt. Denn während noch vielfach geglaubt wird, die Sachsen hätten ihre Ausdehnung über die Gebiete der Chauken, Angrivarier (Engern), Langobarden, Cherusker durch Verträge und freiwilligen Anschluß der genannten Völker erreicht, hören wir hier eine alte Ueberlieferung, daß die Unterwerfung oder Verdrängung durch Grenzstreitigkeiten und Kriege bewirkt worden ist, also gewaltsam, ebenso wie es in Britannien und in der Boraktra (südlich der Lippe) geschehen ist.

Paulus Diakonus hat diesen Grund der langobardischen Auswanderung nicht genannt, wahrscheinlich deshalb, weil er sich mit der angeblich skandinavischen Heimat nicht vereinigen ließ.

Nach derselben Quelle, dem Chronicon Gothanum, haben die Langobarden schließlich dort — in ihrer niederelbischen Heimat — den ersten König erhoben, mit Namen Agelmund; während die anderen Quellen, die den Auszug der ostgermanischen Völker nacherzählen, die Königswahl ziemlich unbestimmt einem späteren Teil der Wanderung anfügen. Ich gebe auch hierin dem Chronicon Gothanum den Vorzug.

Unter diesem Könige sind die Langobarden aus ihrer Heimat ausgezogen in Länder, die vorher Völkersitze gewesen waren (in antea patrias) und haben sie für sich eingenommen [1]). Später haben sie die Beovinider (Slaven in Böhmen, vgl. oben S. 857) sich unterworfen.

Die Worte ›in antea patrias ... expugnare coeperunt‹ kann ich

1) Das Chron. Goth macht zu den Worten »certantes Saxoniae patria attigerunt« den Zusatz: »locus ubi Patespruna cognominantur«, und Bl. versteht, daß »das Volk sodann einen Einfall in Sachsen bis nach Paderborn« gemacht habe. Das ist aber nicht aus den Worten zu entnehmen, sie sind lediglich eine erklärende Apposition zu Saxoniae patria für die Landsleute in Italien, die von Sachsen (Saxonia) keine rechte Vorstellung mehr hatten; der Sinn ist: das ist jenes Land, in welchem das (durch Karls Reichstag) bekannte Paderborn liegt. Ein Wohnen der Langobarden bei Paderborn bekundet die Quelle nicht.

nicht mit Blasel (S. 107) so verstehen, als seien die Langobarden in die von ihnen früher bewohnten Länder zurückgekehrt; patria bezeichnet in damaliger Zeit, wie nicht blos das Chron. Goth. selbst (Bl. S. 108), sondern auch der Kosmograph von Ravenna zeigt, nicht Heimat, sondern das von irgend einem Volke besessene und bewohnte Land; es kann deshalb ganz unbestimmt ohne Hinzufügung eines Besitzers gebraucht werden [1]); der Ausdruck »in antea patrias« meint also, daß die Gegenden, in welche die Langobarden zogen, früher patriae gewesen waren, d. h. von Völkern bewohnte Länder, daß sie damals aber leer standen.

Die geschichtlich wichtige Quellenangabe des Chronicon Gothanum über Kämpfe mit den Sachsen wird von Blasel nicht gewürdigt; er sagt von ihr: »Der Zug der Langobarden nach Sachsen (sic) erklärt sich aus dem Bestreben, die Geschichte der Langobarden mit diesem Volke in Verbindung zu bringen, welches sie auf ihrem Zuge nach Italien begleitete« (S. 108), — eine Verlegenheitsauskunft, als ob aus den früheren Kämpfen mit den Sachsen das spätere Zusammengehen mit einer Abteilung derselben erklärt würde! — Ich halte es für das wichtigste Ergebnis meiner Nachprüfung der Blaselschen Arbeit, daß eine echte Nachricht von der eigentlichen Ursache der Langobarden-Auswanderung und von der Methode der sächsischen Ausbreitung zu geschichtlicher Würdigung gelangt, nämlich die Nachricht von Grenzstreitigkeiten und kriegerischen Zusammenstößen der Langobarden mit den Sachsen.

Für die chronologische Fixierung der Auswanderung haben wir mit dieser Feststellung zunächst noch nichts gewonnen, denn es gilt als ausgemacht, daß von dem Vordringen der Sachsen in den römischen oder griechischen Schriftstellern keine anderen Nachrichten vorhanden sind als solche von räuberischen Einfällen in römisches Gebiet (z. B. 350, 373), während die innergermanischen Vorgänge mit Schweigen bedeckt sind.

Dennoch ist es kaum glaublich, daß die Kriege der Sachsen gegen ihre Nachbarn nicht zur Kenntnis der Römer gekommen seien. Ich finde eine Spur dieser Kenntnis in jenem Frohlocken des Panegyrikers zum Jahre 287, wo der Lobredner das Glück des Herrschers (Maximian) preist, weil die Barbaren sich untereinander zerfleischen,

1) Cosmogr. Rav. IV, 14: »ad partem quasi meridianam ... sunt patriae spatiosissimae, quae dicuntur Datia prima et secunda ...; sed ego secundum Sardatium ipsas patrias designavi«. 17: »Confinalis praenominatae Daniae est patria, quae nominatur Saxonia«. 18: »Item ad partem quasi meridianam est patria, quae dicitur Albis«.

weil der Wahnsinn der Bürgerkriege durch die Götter von den Römern auf die Barbaren übertragen ist, von der Mäotis bis zum Norden, wo die Donau ihr Haupt erhebt und die eisige Elbe Germanien durchschneidet, ›alle diese Völker vergießen unter einander ihr Blut, denen es niemals zuteil geworden ist, römisch zu werden, sie zahlen nun freiwillig Buße für ihre halsstarrige Wildheit‹ [1]).

Wenn ausdrücklich die Elbe als Gegend jenes Blutvergießens genannt ist, so liegt es sehr nahe, an die Kämpfe der Sachsen mit den Langobarden und anderen Nachbarvölkern zu denken. Verstärkt wird diese Vermutung durch die Beobachtung, daß unter Constantius ein starkes Drängen fern wohnender Nationen ›aus ihren Ursitzen und von den Küsten des äußersten Barbarenlandes‹ nach dem Rhein und über den Rhein stattfand (296—297) [2]), und noch stärker unter Constantin (307—309). Aus dieser Zeit werden uns die Namen der zäh andringenden Völker genannt, es sind hauptsächlich solche, die lange nichts hatten von sich hören lassen, Brukterer, Chamaven, Cherusker, Tubanten, außerdem Vangionen und Alamannen [3]). Constantin wandte die schlimmsten Grausamkeiten gegen die Gefangenen an, um die übrige Masse abzuschrecken; aber die Einfälle und Plünderungen wiederholten sich trotzdem (310, 313) [4]); offenbar waren die heranströmenden Scharen durch die äußerste Not gezwungen.

Man behauptet zwar, daß die Lobredner hier absichtlich altertümliche und berühmte Namen genannt hätten, um den Eindruck der Taten ihrer Herrscher zu vergrößern. Ich halte das nicht für glaublich. Die Lobredner übertrieben zwar die Bedeutung der Kriegstaten, die Wichtigkeit der Friedensbedingungen und Verträge; aber Völker aufzuzählen, mit denen der Herrscher gar nichts zu tun gehabt hatte, seine Erfolge oder Gefahren gegen diese zu rühmen inmitten der Offiziere und Beamten in Trier, die ganz genau wußten, was in Wirklichkeit geschehen war, — das konnte auch ein dreister Schmeichler nicht wagen gegenüber kräftigen und kriegerischen Charakteren, wie Constantius Chlorus und Constantin waren; außerdem ist es unerwiesen und unwahrscheinlich, daß der Cheruskername 300 Jahre nach seiner kurzen Berühmtheit, nachdem inzwischen ganz andere Völker, Markomannen und Quaden, Goten, Franken und Alamannen sich furchtbar gemacht hatten, überhaupt noch Eindruck machte oder der

1) Cl. Mamertinus, panegyricus Maximiano dictus, herausg. von Baehrens, XII panegyrici latini, Lips. 1874.

2) Incerti panegyricus Constantio dictus.

3) Nazarius, panegyricus Constantino Augusto dictus.

4) Incerti panegyricus Constantino dictus.

Menge bekannt war; Nazarius z. B. weiß von dem Cheruskernamen nichts anderes zu sagen als von dem der Brukterer, Chamaven, Tubanten, Vangionen, Alamannen, nämlich, daß sie kriegerisch klingen und daß die barbarische Wildheit der Worte Schauder erwecke [1]).

Widerlegt wird ferner die Meinung vom schmeichlerischen Gebrauch alter Völkernamen durch die Erwähnung derselben bei Geographen und anderen Leuten, die keine Schmeichler waren. Den sehr alten Namen der Vangionen gebraucht noch Ammianus für deren Hauptstadt Worms. Der Geograph Julius Honorius nennt zwischen Cauci und Usippi die Cerisci (oder Lesart Cerissi), kennt dieses Volk also um 360 am unteren Rhein; weder diese Namensform noch diese Sitze konnte er aus den alten Schriftstellern oder der Karte des Augustus entnehmen. Um etwa die gleiche Zeit (365) setzt die nach Peutinger benannte Kurskarte das Volk Crhepstini (wahrscheinlich = Cheristini) ebenfalls an das rechte Ufer des Niederrheins zwischen Haci (= Chauci) und Chamavi.

Cherusker werden auch zum Jahre 398 erwähnt, indem Claudian rühmt, welche Völker am Rhein Stilicho um Frieden gebeten haben [2]), — und als Stilicho 403 die Legionen von Britannien und Niederrhein abruft zum Schutze Italiens gegen Alarich, so sind es nach Claudian die Scoten, Picten, Sicambrer, Catten, Cherusker, welche bisher durch diese Legionen in Schranken gehalten sind; alle diese werden von nun an lediglich durch die Achtung vor Stilicho von der Ueberschreitung der Reichsgrenze oder des Rheins zurückgehalten [3]).

Die Cherusker oder Teile des Volkes sind also gegen Ende des 3. und Anfang des 4. Jahrhunderts aus ihren Ursitzen zum Rheine hin gedrängt und sind wiederholt plündernd über den Strom gegangen zusammen mit Chamaven (Hamaland), Brukterern, Tubanten (Twente). Sie alle mußte der sächsische Stoß treffen, nachdem die Angrivarier (Engern) sich unterworfen hatten; ein Teil des Hamalandes gehört später zu Sachsen, ebenso das Bruktererland bis zur Lippe [4]); von einer Auswanderung der Angrivarier (Engern) ist nirgends etwas zu merken, sie sind aber später ein Teil der Sachsen. Auch das Cheruskerland gehörte später zu Sachsen; aber aus den genannten zusammenstimmenden Nachrichten gleichzeitiger Schriftsteller und

1) Bellicum strepunt nomina et immanitas barbariae in ipsis vocabulis adhibet horrorem cap. 18.

2) De quarto consulatu Honorii Augusti v. 452. Von den Cheruskern sagt Claudian dort, daß sie die Elbe verlassen hatten.

3) De bello Getico v. 416—429.

4) Cosmogr. Rav. IV, 17; vgl. Zeitschr. f. Thür. Gesch. u. Alt. XXV, 1906 S. 48 und XXVII, 1909 S. 305.

Geographen ist, trotz des panegyrischen Bestrebens der ersteren, doch zu entnehmen, daß die plötzlich am Rhein erscheinenden Cherusker vor den Sachsen gewichen sind und nach schweren Verlusten Siedelplätze am rechten Ufer des Niederrheins erlangt haben. Ihrem Auszug aus der alten, südlich vom Langobardenlande und dem Angrivariergebiet liegenden Heimat muß die Auswanderung der Langobarden vorangegangen oder spätestens gleichzeitig gewesen sein. Diese wird also nach den dargelegten Erwägungen an den Ausgang des 3. Jahrhunderts zu setzen sein.

Wernigerode Paul Höfer

Für die Redaktion verantwortlich: Dr. J. Joachim in Göttingen.

Die heilige Schrift des Alten Testaments ..., übersetzt und hrsg. von **E. Kautzsch.** Dritte, völlig neugearbeitete Auflage. Tübingen, J. C. B. Mohr (Paul Siebeck) 1908. Lieferung 1—6. Jede Lieferung 0.80 Mk.

Kautzschs ›Heilige Schrift des AT.‹ tritt in dritter Auflage in wesentlich veränderter Gestalt in die Welt. Aus einer Bibelübersetzung ist so viel wie ein neues Bibelwerk geworden. Jede Büchergruppe innerhalb des Kanons, jedes einzelne Buch und innerhalb eines Buches jeder einzelne Abschnitt der Uebersetzung wird mit einer besonderen Einleitung oder Einführung eröffnet, worin über Inhalt, Aufbau, Kompositionsverhältnisse und etwaige Tendenz in Kürze Aufschluß gegeben wird. Den Text selber begleitet im Anschluß an fortlaufende kleine Buchstaben eine Fülle von Fußnoten nicht blos text- und literarkritischen, sondern auch sachlich-erklärenden Charakters.

Man darf diese Neuerung mit Freuden begrüßen; denn es sei gleich voraus genommen, daß diese Beigaben, so knapp sie zum Teil gehalten sind, dank ihrer Zuverlässigkeit die Leser in vortrefflicher Weise über das Wissenswerteste orientieren. Die Leser? Als solche denkt sich der Herausgeber auf der einen Seite Theologen, deren Bedürfnis er entgegenkommen will, ›sofern ihnen neben der Uebersetzung auch das Material, das sie sich anderwärts in größerem Umfang und streng wissenschaftlicher Gestalt anzueignen haben, in knapper und handlicher Form zu bequemer Verwertung dargeboten wird‹, auf der andern Seite aber auch gebildete Laien, ›die sich aus religiösem und religionsgeschichtlichem oder sonst historischem Interesse dem AT. zuwenden und über den heutigen Stand der wissenschaftlichen Forschung dieses altehrwürdigen Buches verläßliche Auskunft begehren‹. Ich weiß aber nicht, ob die gegenwärtige Anlage des Werkes nicht dazu angetan ist, den Kreis der Leser aus der

Laienschaft, die das Werk in seiner bisherigen Form gerne benützten, in gewisser Weise zu beschränken. Zwar darf von der großen Mehrzahl derer, denen es in erster Linie um eine heutigen Anforderungen entsprechende Uebersetzung zu tun war, billig erwartet werden, daß sie für die rein sachlichen Anmerkungen, die ihnen ein besseres Textverständnis erschließen sollen, nur dankbar sein werden. Aber bei der gegenwärtigen Anordnung, wo textkritische und sachliche Bemerkungen ungetrennt neben einander hergehen und diese durch jene stellenweise sogar überwuchert werden, ist es dem Leser ungleich schwerer gemacht, den gelehrten kritischen Apparat, der früher einer eigenen Beilage zu Nutz und Frommen der Kenner des Hebräischen zugewiesen war, einfach zu überschlagen, und ich fürchte, das werde manchem Laien die Benützung der Anmerkungen und damit vielleicht des Werkes überhaupt verleiden. Es ließe sich also doch wohl überlegen, ob bei einer künftigen Auflage die textkritischen und die sachlichen Anmerkungen nicht besser in zwei Rubriken zu drucken wären, damit Laien wie Hebraisten auf ihre Rechnung kämen; denn bei einem Werke wie dem vorliegenden, das auf möglichst weite Verbreitung angelegt ist, sind auch Aeußerlichkeiten nicht gering anzuschlagen.

Erschienen sind bisher die ersten sechs Lieferungen[1]), enthaltend Gen. 1—I. Sam. 4, 3, im ganzen 384 Seiten gegenüber 284 der zweiten Auflage, wozu noch einige Seiten der Beilagen der zweiten zu rechnen wären, deren Inhalt in der dritten in Einleitungen und Anmerkungen aufgearbeitet ist. Die räumliche Ausdehnung ist also im Verhältnis zur Fülle des neu Hinzugekommenen keine übermäßige, und das ist gebührend anzuerkennen. — In die bisherige Arbeit teilen sich der Herausgeber mit Gen., Ex. 25—31. 35—40 Lev. Num. 1,$_{1}$—10,$_{28}$. 12,$_{17}$—20,$_{29}$. 25—36. Jos. 12—24. Holzinger, der an Stelle des verstorbenen Socin getreten ist, mit Ex. 1—24. 32—34. Num. 10,$_{29}$ —12,$_{16}$. 21—24. Jos. 1—11, Marti mit Deutn., Kittel mit Jud. und Sam.

Durchweg haben die Genannten an die bisherige Uebersetzung bessernde Hand angelegt. Ich erwähne nur kurz z. B. folgende Aenderungen: Gen. 2,$_{6}$ אֵד, ›Wasserschwall‹ statt ›Nebel‹; — 21,$_{7}$ מִי מִלֵּל לְאַבְרָהָם, ›wer hätte je dem Abraham verkündigt?‹ statt: ›wer hätte je von Abraham gedacht!‹? — Ex. 9,$_{24}$ אֵשׁ מִתְלַקַּחַת, ›massenhaftes‹ statt: ›unaufhörliches Feuer‹; — 28,4 und sonst: אֵפוֹד, ›Schurz‹ (eine Uebersetzung, die allerdings nur als Notbehelf bezeichnet wird), statt: ›Schulterkleid‹; — Deutn. 33,$_{8}$ תְּרִיבֵהוּ ›den

1) Seit Abschluß des Manuskriptes ist der erste Band (bis und mit Hesekiel) zum Abschluß gekommen.

du bekämpftest‹ statt: ›für den du kämpftest‹; — Jud. 5,5 זֶה סִינַי ›das ist der Sinai‹ statt: ›dieser Sinai‹. In einzelnen Fällen ist wörtlicher übersetzt worden, z. B. Gen. 42,25 וַיַּעַשׂ לָהֶם כֵּן (für וַיַּעַשׂ wäre übrigens wohl besser וַיֵּעָשׂוּ zu lesen), ›nachdem man ihnen so getan‹ statt: ›nachdem man sie demgemäß versorgt‹; — Ex. 18,17 לֹא טוֹב הַדָּבָר אֲשֶׁר אַתָּה עֹשֶׂה ›die Sache ist nicht zweckmäßig, wie du sie betreibst‹ statt: ›daran tust du nicht gut‹, was allerdings sehr viel flüssigeres Deutsch war; — oder der Sinn ist deutlicher herausgestellt worden, z. B. Gen. 43,15 וּמִשְׁנֶה־כֶּסֶף לָקְחוּ בְיָדָם sie ›nahmen auch den gleichen Betrag an Geld noch einmal mit sich‹ statt: sie ›nahmen auch anderes Geld mit sich‹; — Ex. 17,12 וַיְהִי יָדָיו אֱמוּנָה ›so blieben seine Hände unbewegt in der richtigen Haltung‹ statt: ›da blieben seine Arme beständig ausgereckt‹. In anderen Fällen ist stilistisch geglättet worden, z. B. Gen. 2,3 אֲשֶׁר־בָּרָא אֱלֹהִים לַעֲשׂוֹת, ›das er schaffend gemacht hatte‹ statt: ›das er geschaffen und gemacht hatte‹. — Ex. 12,41 בְּעֶצֶם הַיּוֹם הַזֶּה ›genau auf den Tag gerechnet‹ statt: ›an eben diesem Tage‹, was mehr wörtlich als gut deutsch war. Zuweilen ist der Grund der Aenderung weniger ersichtlich, z. B. Gen. 2,7 וַיִּיצֶר ›da formte‹ statt ›da bildete‹, während doch im unmittelbar folgenden Verse יָצַר wieder mit ›bilden‹ übersetzt wird.

Zu bedauern ist, daß die Uebersetzung des Pentateuchs, oder besser des Hexateuchs, nicht in eine einzige Hand gelegt wurde; denn es ist selbstverständlich, daß, trotz allem Bestreben nach äußerer Angleichung, verschiedene Uebersetzer das Original nie so gleichmäßig wiedergeben können, daß es dem Leser nicht erschwert würde, die feineren Stileigentümlichkeiten der einzelnen Quellen zu erfassen. Wohl hat sich der Herausgeber bemüht, die einzelnen Quellen nicht zu stark zu zerreißen, indem er, wenigstens von Exodus ab, Holzinger die Kapitel zuwies, die im wesentlichen von JE stammen, für sich selber diejenigen behaltend, die im Ganzen zu P gehören. Aber abgesehen davon, daß Genesis doch wieder als Ganzes vom Herausgeber selber bearbeitet ist, läßt sich bei den bekannten Redaktionsverhältnissen des Hexateuchs die Grenze nun einmal nach einem äußeren Teilungsprinzip nicht ziehen. So ist es unvermeidlich, daß Ausdrücke, die vielleicht gerade zu den charakteristischen einer Quelle gehören, an verschiedenen Orten verschieden übersetzt sind. In dieser Beziehung nenne ich zunächst aus dem charakteristischen Sprachgebrauch des Priesterkodex z. B. בֵּין הָעַרְבַּיִם Ex. 12,6: ›zur Abendzeit‹ (16,12: ›um die Abendzeit‹), dagegen 29,39 und in den übrigen vom Herausgeber bearbeiteten Stellen: ›gegen Abend‹; בְּכֹל מוֹשְׁבֹתֵיכֶם Ex. 12,20: ›überall, wo ihr wohnt‹, dagegen 35,3: ›in allen euren Wohnungen‹

oder Lev. 3,17 und sonst: ›in allen euren Wohnsitzen‹; כל שֶׁרֶץ הָעוֹף Lev. 11,20: ›alle geflügelten kleinen Tiere‹, dagegen in der Parallelstelle Deutn. 14,19: ›die ganze Schar der kleinen Vögel‹. — Das für den deuteronomistischen Sprachgebrauch charakteristische הֵנִיחַ wird Deutn. 3,20 mit ›Ruhe verleihen‹, Ex. 33,14, Jos. 1,13.15 mit ›ans Ziel bringen‹ übersetzt. — Noch mehr in die Augen fallend sind die Differenzen in der Uebersetzung der Paralleltexte des Dekalogs, wo sich eine gleiche Wiedergabe der gleichen Ausdrücke schon im Interesse der Leser, die eine Vergleichung der beiden Dekalogrezensionen vornehmen wollen, empfohlen hätte. Nun aber lautet Ex. 20,3: ›Du sollst keine andern Götter haben neben mir‹, Deutn. 5,7: ›Du sollst keinen andern Gott haben neben mir‹; Ex. 20,13: ›Du sollst nicht töten‹, Deutn. 5,17: ›Du sollst nicht morden‹ mit der ausdrücklichen Bemerkung, das Verbum rāṣach, das doch auch Ex. 20,13 steht, bezeichne nicht einfach ›töten‹ sondern ›morden‹! Ex. 20,16: ›Du sollst nicht als falscher Zeuge auftreten‹, Deutn. 5,17: ›Du sollst nicht als falscher Zeuge aussagen‹, während sich doch im Original die Stellen nicht durch das Verbum, sondern durch die Eigenschaftsbestimmung des Zeugen unterscheiden (שֶׁקֶר gegenüber שָׁוְא); ferner lautet die Uebersetzung von בְּהֶמְתְּךָ Ex. 20,10: ›Dein Vieh‹, Deutn. 5,14: ›Deine Lasttiere‹; von חָמַד Ex. 20,17: ›begehren‹, Deutn. 5,18: ›Verlangen tragen‹. — Auch daß ein Begriff wie זְקֵנִים durchweg gleich übersetzt worden wäre, hätte ich gewünscht; statt dessen wechselt dafür ›Aelteste‹ (z. B. Ex. 3,16) mit ›Vorgesetzte‹ (z. B. Deutn. 22,18) ›Vornehme‹ (z. B. Jud. 2,7) und ›vornehmste [Bürger]‹ (z. B. Jud. 8,14). — נָפוֹת דּוֹר Jos. 11,2, natürlich = נָפַת דּוֹר 12,23 wird hier ›Naphat Dor‹, dort ›Höhenzug von Dor‹ übersetzt.

Aber auch bei einem und demselben Uebersetzer finde ich in einer großen Anzahl von Fällen dieselben hebräischen Ausdrücke bald so bald anders wiedergegeben, ohne daß sich dafür ein bestimmter Grund einsehen ließe. Es wäre Pedanterie, durchweg auf Gleichheit dringen zu wollen; trotzdem muß ich urteilen, daß sich mehr Gleichmäßigkeit in der Wiedergabe derselben hebräischen Ausdrücke als eine Hauptbedingung empfiehlt, wenn der Eindruck des hebräischen Originales möglichst ursprünglich erhalten bleiben soll. Als Beispiele ungleicher Uebersetzung bei einem und demselben Uebersetzer sind mir u. a. aufgefallen: אֵלֶּה תוֹלְדוֹת Gen. 2,4: ›Das ist die [Geschichte der] Entstehung‹, 6,9: ›Das ist die Familiengeschichte‹, 10,1: ›Dies ist die Geschichte‹, 36,1: ›Dies sind die Nachkommen‹; — וְהִפְרֵיתִי אֹתְךָ Gen. 17,6: ›und ich will machen, daß deine Nachkommen zahlreich werden‹, dagegen וְהִפְרֵיתִי אֹתוֹ 17,20: ›ich will ihn fruchtbar sein lassen‹, worauf: ›und will machen, daß deine Nachkommen zahl-

oder Lev. 3,17 und sonst: ›in allen euren Wohnsitzen‹; כֹּל שֶׁרֶץ הָעוֹף Lev. 11,20: ›alle geflügelten kleinen Tiere‹, dagegen in der Parallelstelle Deutn. 14,19: ›die ganze Schar der kleinen Vögel‹. — Das für den deuteronomistischen Sprachgebrauch charakteristische הֵנִיחַ wird Deutn. 3,20 mit ›Ruhe verleihen‹, Ex. 33,14, Jos. 1,13.15 mit ›ans Ziel bringen‹ übersetzt. — Noch mehr in die Augen fallend sind die Differenzen in der Uebersetzung der Paralleltexte des Dekalogs, wo sich eine gleiche Wiedergabe der gleichen Ausdrücke schon im Interesse der Leser, die eine Vergleichung der beiden Dekalogrezensionen vornehmen wollen, empfohlen hätte. Nun aber lautet Ex. 20,3: ›Du sollst keine andern Götter haben neben mir‹, Deutn. 5,7: ›Du sollst keinen andern Gott haben neben mir‹; Ex. 20,13: ›Du sollst nicht töten‹, Deutn. 5,17: ›Du sollst nicht morden‹ mit der ausdrücklichen Bemerkung, das Verbum rāṣach, das doch auch Ex. 20,13 steht, bezeichne nicht einfach ›töten‹ sondern ›morden‹! Ex. 20,16: ›Du sollst nicht als falscher Zeuge auftreten‹, Deutn. 5,17: ›Du sollst nicht als falscher Zeuge aussagen‹, während sich doch im Original die Stellen nicht durch das Verbum, sondern durch die Eigenschaftsbestimmung des Zeugen unterscheiden (שֶׁקֶר gegenüber שָׁוְא); ferner lautet die Uebersetzung von בְּהֶמְתֶּךָ Ex. 20,10: ›Dein Vieh‹, Deutn. 5,14: ›Deine Lasttiere‹; von חָמַד Ex. 20,17: ›begehren‹, Deutn. 5,18: ›Verlangen tragen‹. — Auch daß ein Begriff wie זְקֵנִים durchweg gleich übersetzt worden wäre, hätte ich gewünscht; statt dessen wechselt dafür ›Aelteste‹ (z. B. Ex. 3,16) mit ›Vorgesetzte‹ (z. B. Deutn. 22,18) ›Vornehme‹ (z. B. Jud. 2,7) und ›vornehmste [Bürger]‹ (z. B. Jud. 8,14). — נָפוֹת דּוֹר Jos. 11,2, natürlich = נָפַת דּוֹר 12,23 wird hier ›Naphat Dor‹, dort ›Höhenzug von Dor‹ übersetzt.

Aber auch bei einem und demselben Uebersetzer finde ich in einer großen Anzahl von Fällen dieselben hebräischen Ausdrücke bald so bald anders wiedergegeben, ohne daß sich dafür ein bestimmter Grund einsehen ließe. Es wäre Pedanterie, durchweg auf Gleichheit dringen zu wollen; trotzdem muß ich urteilen, daß sich mehr Gleichmäßigkeit in der Wiedergabe derselben hebräischen Ausdrücke als eine Hauptbedingung empfiehlt, wenn der Eindruck des hebräischen Originales möglichst ursprünglich erhalten bleiben soll. Als Beispiele ungleicher Uebersetzung bei einem und demselben Uebersetzer sind mir u. a. aufgefallen: אֵלֶּה תוֹלְדוֹת Gen. 2,4: ›Das ist die [Geschichte der] Entstehung‹, 6,9: ›Das ist die Familiengeschichte‹, 10,1: ›Dies ist die Geschichte‹, 36,1: ›Dies sind die Nachkommen‹; — וְהִפְרֵתִי אֹתְךָ Gen. 17,6: ›und ich will machen, daß deine Nachkommen zahlreich werden‹, dagegen וְהִפְרֵיתִי אֹתוֹ 17,20: ›ich will ihn fruchtbar sein lassen‹, worauf: ›und will machen, daß deine Nachkommen zahl-

reich werden‹ als Uebersetzung von וְהִרְבֵּיתִי אֹתוֹ folgt; — אֲחֻזָּה $17,_{8}$: ›Eigentum‹, dagegen Jos. $21,_{12}$: ›Erbbesitz‹ (so übersetzt auch Marti Deutn. 32,49); — בְּפָרֶךְ Ex. 1,13: ›gewaltsam‹, dagegen im unmittelbar folgenden Verse ›zwangsweise‹ (wieder anders Kautzsch in Lev. $25,_{43.46.53}$: ›mit Härte‹); — עַל־פִּי יְהוָֹה Lev. 24,12: ›auf Grund eines Ausspruchs Jahves‹, Num. $4,_{37}$: ›gemäß dem Befehle Jahves‹. Dabei handelt es sich in dem bisher Angeführten um lauter Ausdrücke, die wiederum für P mehr oder weniger charakteristisch sind! Ich erwähne ferner יָצַר, das, wie oben erwähnt, Gen. $2,_{7}$ mit ›formen‹, V. $_{8}$ dagegen, obwohl in derselben Verbindung stehend, mit ›bilden‹ übersetzt ist, so daß man denken müßte, auch im Hebräischen wechsle der Ausdruck; — טוֹב לְמַאֲכָל Gen. $2,_{9}$: ›wohlschmeckend‹, $3,_{6}$: ›gut zum Essen‹; — כִּנּוֹר Gen. $4,_{21}$: ›Zither‹, $31,_{27}$: ›Harfe‹ — מָצָא חֵן Gen. 6,8 u. a.: ›Gnade finden bei jemandem‹, $47,_{29}$: ›einem etwas gelten‹, $33,_{8}$: ›jemanden freundlich stimmen‹, $32,_{6}$: ›etwas tun, damit jemand einem wohlgeneigt werde‹. — פָּנַי יֵלֵכוּ Ex. $33,_{14}$: ›soll ich selbst mitgehen‹? unmittelbar darauf aber אִם־אֵין פָּנֶיךָ הֹלְכִים V. $_{15}$: ›wenn du nicht persönlich mitgehst‹; — עַד הַתִּיקֵנוּ אוֹתָם מִן־הָעִיר Jos. $8,_{6}$: ›daß wir sie außer Fühlung mit der Stadt gebracht haben‹, im selben Kapitel aber dann V. $_{16}$: וַיִּנָּתְקוּ מִן־הָעִיר: ›sie ließen sich von der Stadt abziehen‹. — אָבִיו וְאִמּוֹ Jud. 14. innerhalb desselben Kapitels bald: ›sein Vater und seine Mutter‹ (V. $_{2}$ f. $_{16}$), bald: ›seine Eltern‹ (V. $_{4}$ ff. $_{9}$). Sollte die vermeintliche Differenz des Sprachgebrauches, die doch nur in der Uebersetzung existiert, nicht einen findigen Leser einmal locken, sich auf Grund dieses Kriteriums an eine Zerlegung des Kapitels in zwei Quellen zu wagen? oder ist sie vielmehr ungewollte Warnung vor zu viel Konsequenz im Quellenscheiden überhaupt? — Jud. $6,_{24}$ wird der Name des Altars יְהוָֹה שָׁלוֹם durch Jahves Wort an Gideon: שָׁלוֹם לְךָ V. $_{23}$ erklärt. Diese einfache Beziehung wird durch die Ungleichheit der Uebersetzung völlig verwischt. Der Altar: ›Jahve ist Heil‹, Jahves Wort aber: ›beruhige dich‹! Warum nicht z. B.: ›Heil dir‹! womit die Beziehung klar hergestellt wäre. Auch der Parallelismus in $11,_{24}$ אֲשֶׁר יוֹרִישׁ כְּמוֹשׁ אֱלֹהֶיךָ und אֲשֶׁר הוֹרִישׁ יְהוָֹה אֱלֹהֵינוּ kommt durch die Uebersetzung: ›wen dir dein Gott Kamos zuweist — wen Jahve, unser Gott, vor uns vertrieben hat‹ zu keiner Geltung; allerdings heißt es im MT. vor כְּמוֹשׁ : יוֹרִישְׁךָ; aber hier geht doch wohl, wie auch schon Andere richtig erkannt haben, das ךָ am Verb auf Dittographie zurück.

Zuweilen scheint mir die Uebersetzung eine zu große Aengstlichkeit vor wörtlicher Wiedergabe lebendig-anschaulicher und kräftigsinnlicher Ausdrücke zu verraten, die doch gerade für hebräisches

Denken bezeichnend sind. Ich nenne in dieser Hinsicht z. B. Gen. 4,$_{12}$ כֹּחַ (von der Erde): ›Ertrag‹; — 16,$_{5}$ נָתַתִּי בְּחֵיקֶךָ: ›ich habe dir abgetreten‹; — 29,$_{31}$ וַיִּפְתַּח אֶת־רַחְמָהּ: ›er machte sie fruchtbar‹; — 49,$_{4}$ פַּחַז כַּמַּיִם: ›weil du von überwallender Leidenschaft‹; — Ex. 14,$_{27}$ וַיְנַעֵר: J. ›trieb‹ (wörtlich: schüttelte) die Aegypter gerade ins Meer hinein; — Num. 10,$_{31}$ וְהָיִיתָ לָּנוּ לְעֵינָיִם: du ›sollst uns als Führer dienen‹ (in der letzten Auflage: ›Wegweiser‹); — 11,$_{33}$ הַבָּשָׂר עוֹדֶנּוּ בֵּין שִׁנֵּיהֶם: ›während sie noch von dem Fleische aßen‹; — Deutn. 25,$_{19}$ מִתַּחַת הַשָּׁמָיִם: ›von der Erde‹ (vertilgen); — Jud. 16,$_{9}$ בַּהֲרִיחוֹ אֵשׁ: ›wenn er (scil. der Wergfaden) dem Feuer zu nahe kommt‹. — Wenn dabei im einen oder anderen Falle der deutsche Sprachgebrauch eine wörtliche Wiedergabe ausschließt, so wären wenigstens die Anmerkungen die gegebene Stelle, um auf die wörtliche Bedeutung hinzuweisen. Denn das bezeichnet ja der Herausgeber gerade als das Ideal, das ihm und seinen Mitarbeitern vorschwebe, ›den Leser tunlichst genau erfahren zu lassen, was wirklich dasteht‹. Allerdings sollte dabei ein Ausdruck, der so gut hebräisch ist wie מֶה הַדָּבָר הַזֶּה אֲשֶׁר אַתָּה עֹשֶׂה לָעָם Ex. 18,$_{14}$ nicht in so schwerfälligem Deutsch herauskommen wie: ›was ist das für eine Einrichtung, wie du dir mit dem Volk zu schaffen machst‹! Hier war die frühere Uebersetzung: ›was machst du dir mit den Leuten zu tun‹? entschieden besser. — Wörtliche Anlehnung an den Originalausdruck hätte ich dagegen an anderen Stellen aus rein theologischen Gründen gewünscht. Wenn z. B. Num. 20,$_{13}$ וַיִּקָּדֵשׁ übersetzt wird: ›er verherrlichte sich‹; — 25,$_{12}$ הִנְנִי נֹתֵן לוֹ אֶת־בְּרִיתִי שָׁלוֹם (ein übrigens keineswegs unanfechtbarer Text): ›ich sichere ihm zu, daß ihm beständig Heil von mir widerfahren soll‹, — Deutn. 24,$_{13}$ וּלְךָ תִּהְיֶה צְדָקָה לִפְנֵי י׳ ›du wirst vor J. rechtschaffen dastehen‹, — oder auch 25,$_{6}$ יָקוּם עַל־שֵׁם אָחִיו: ›er wird seinem Bruder zugerechnet werden‹ — so trifft ja in allen diesen Fällen die Uebersetzung dem Sinne nach das Richtige, aber der Leser erfährt nicht, daß hier im Original termini zu Grunde liegen, die ihn vielleicht als solche theologisch oder, wie im letzten Beispiel, speziell religionsgeschichtlich interessieren.

In anderer Beziehung habe ich zur Uebersetzung hin und wieder ein Fragezeichen oder eine Korrektur anzumerken, z. B. Gen. 27,$_{4.7.9}$ etc.: מַטְעַמִּים bedeutet doch mehr als gewöhnliches ›Essen‹; es ist der Leckerbissen des Feinschmeckers, der Schmaus; — Gen. 49,$_{12}$ חַכְלִילִי עֵינַיִם מִיָּיִן: ›die Augen trübe vom Wein‹; aber trübe Augen wären, wie Gunkel mit Recht bemerkt, ein Schönheitsfehler, und der Zusammenhang verlangt ein Lob für Juda; — Ex. 2,$_{21}$ muß es ›dem Mose‹ statt ›ihm‹ heißen; — 15,$_{26}$ würde ich כִּי als ›denn‹, nicht als ›sondern‹ fassen; — 30,$_{15}$ ›zur Deckung ihres Lebens‹:

Denken bezeichnend sind. Ich nenne in dieser Hinsicht z. B. Gen. 4,12 כֹּחַ (von der Erde): ›Ertrag‹; — 16,5 נָתַתִּי בְּחֵיקֶךָ: ›ich habe dir abgetreten‹; — 29,31 וַיִּפְתַּח אֶת־רַחְמָהּ: ›er machte sie fruchtbar‹; — 49,4 פַּחַז כַּמַּיִם: ›weil du von überwallender Leidenschaft‹; — Ex. 14,27 וַיְנַעֵר: J. ›trieb‹ (wörtlich: schüttelte) die Aegypter gerade ins Meer hinein; — Num. 10,31 וְהָיִיתָ לָּנוּ לְעֵינָיִם: du ›sollst uns als Führer dienen‹ (in der letzten Auflage: ›Wegweiser‹); — 11,33 הַבָּשָׂר עוֹדֶנּוּ בֵּין שִׁנֵּיהֶם: ›während sie noch von dem Fleische aßen‹; — Deutn. 25,19 מִתַּחַת הַשָּׁמָיִם: ›von der Erde‹ (vertilgen); — Jud. 16,9 בַּהֲרִיחוֹ אֵשׁ: ›wenn er (scil. der Wergfaden) dem Feuer zu nahe kommt‹. — Wenn dabei im einen oder anderen Falle der deutsche Sprachgebrauch eine wörtliche Wiedergabe ausschließt, so wären wenigstens die Anmerkungen die gegebene Stelle, um auf die wörtliche Bedeutung hinzuweisen. Denn das bezeichnet ja der Herausgeber gerade als das Ideal, das ihm und seinen Mitarbeitern vorschwebe, ›den Leser tunlichst genau erfahren zu lassen, was wirklich dasteht‹. Allerdings sollte dabei ein Ausdruck, der so gut hebräisch ist wie מָה הַדָּבָר הַזֶּה אֲשֶׁר אַתָּה עֹשֶׂה לָעָם Ex. 18,14 nicht in so schwerfälligem Deutsch herauskommen wie: ›was ist das für eine Einrichtung, wie du dir mit dem Volk zu schaffen machst‹! Hier war die frühere Uebersetzung: ›was machst du dir mit den Leuten zu tun‹? entschieden besser. — Wörtliche Anlehnung an den Originalausdruck hätte ich dagegen an anderen Stellen aus rein theologischen Gründen gewünscht. Wenn z. B. Num. 20,13 וַיִּקָּדֵשׁ übersetzt wird: ›er verherrlichte sich‹; — 25,12 הִנְנִי נֹתֵן לוֹ אֶת־בְּרִיתִי שָׁלוֹם (ein übrigens keineswegs unanfechtbarer Text): ›ich sichere ihm zu, daß ihm beständig Heil von mir widerfahren soll‹, — Deutn. 24,13 וּלְךָ תִּהְיֶה צְדָקָה לִפְנֵי י׳ ›du wirst vor J. rechtschaffen dastehen‹, — oder auch 25,6 יָקוּם עַל־שֵׁם אָחִיו: ›er wird seinem Bruder zugerechnet werden‹ — so trifft ja in allen diesen Fällen die Uebersetzung dem Sinne nach das Richtige, aber der Leser erfährt nicht, daß hier im Original termini zu Grunde liegen, die ihn vielleicht als solche theologisch oder, wie im letzten Beispiel, speziell religionsgeschichtlich interessieren.

In anderer Beziehung habe ich zur Uebersetzung hin und wieder ein Fragezeichen oder eine Korrektur anzumerken, z. B. Gen. 27,4.7.9 etc.: מַטְעַמִּים bedeutet doch mehr als gewöhnliches ›Essen‹; es ist der Leckerbissen des Feinschmeckers, der Schmaus; — Gen. 49,12 חַכְלִילִי עֵינַיִם מִיָּיִן: ›die Augen trübe vom Wein‹; aber trübe Augen wären, wie Gunkel mit Recht bemerkt, ein Schönheitsfehler, und der Zusammenhang verlangt ein Lob für Juda; — Ex. 2,21 muß es ›dem Mose‹ statt ›ihm‹ heißen; — 15,26 würde ich כִּי als ›denn‹, nicht als ›sondern‹ fassen; — 30,15 ›zur Deckung ihres Lebens‹:

im Grundtext steht das Pronominalsuffix der 2. Plural.; — 36,$_1$ sind die Schlußworte: לְכֹל אֲשֶׁר־צִוָּה יְהוָה in der Uebersetzung übergangen; — Num. 5,$_{31}$ ist נָשָׂא עָוֺן nicht zu übersetzen ›Verschuldung auf sich laden‹ sondern ›die Schuld tragen‹; — Deutn. 21,$_{17}$ wird פִּי שְׁנַיִם im Sinne von ›ein doppelter Anteil‹ gefaßt; aber es bedeutet wahrscheinlich $^2/_3$. Im Assyrischen wenigstens ist das entsprechende šinipu das Wort für $^2/_3$ (vgl. P. Jensen, Das Gilgamesch-Epos in der Weltliteratur S. 994 Anm. 1); — Jos. 18,$_{28}$ sind Zela und Haeleph nicht zwei Städte, wie das fehlende וְ zwischen ihnen zeigt, vgl. auch LXX A: Σηλαλέφ und Luc. Σελαελάφ; — Jud. 8,$_{10}$ bezeichnet הַנֹּפְלִים wohl nicht die ›Gefallenen‹ sondern die ›Eingefallenen‹ wie 7,$_{12}$, Hiob 1,$_{15}$; — 16,$_{28}$: ›damit ich für eines meiner beiden Augen mit einem Schlage an den Philistern Rache nehme‹ gibt mehr als im Grundtexte steht und ist eine, wie mir scheint, wenig glückliche Kombination der beiden einander gegenüberstehenden üblichen Uebersetzungen, entweder: ›damit ich für eines meiner beiden Augen an den Ph. Rache nehme‹ oder: ›damit ich mit einem Schlage für meine beiden Augen an den Ph. Rache nehme‹ (wobei man נְקַם אֶחָד oder נְקָמָה אַחַת liest).

Nicht einwandfrei ist die Transkription einzelner Eigennamen. Ich bedaure, daß zwischen שׁ und שׂ nicht unterschieden wird. Das hat beispielsweise zur Folge, daß innerhalb eines gleichen Verses (Gen. 10,$_7$) Seba zweimal erscheint, das erste Mal = סְבָא, das zweite = שְׁבָא; allerdings macht eine Anmerkung auf die Differenz aufmerksam; aber ob an späteren Stellen unter dem gleichen deutschen Namen das eine oder das andere Volk gemeint sei, erfährt der Leser nicht, es müßte ihm denn schon in jedem einzelnen Fall wieder besonders gesagt werden. Nur in der Schibbolethgeschichte kann die Unterscheidung der beiden Zischlaute auch in der Uebersetzung natürlich nicht umgangen werden (Jud. 12,$_6$). Im übrigen sei zu den Transkriptionen folgendes angemerkt: Gen. 10,$_7$ erscheint ›Havila‹; warum nicht ›Chavila‹, wie z. B. 10,$_{29}$ oder 2,$_{11}$, da der hebräische Name doch stets חֲוִילָה lautet? — 36,$_5$ wird יְעוּשׁ (Kᵉrê, Kᵉthibh: יעיש) mit ›Jehus‹ wiedergegeben, ע durch h; vgl. dagegen z. B. ›Jearim‹ = יְעָרִים, Jos. 15,$_{10}$. — Gen. 36,$_{13}$ und $_{17}$ steht ›Basmath‹ für ›Basemath‹ (V. $_3$ f. $_{10}$, 26,$_{34}$), was das Richtige ist (= בָּשְׂמַת); — 46,$_{17}$ ›Bria‹, ob wohl nur als Druckfehler für Beria Num. 26,$_{45}$ (= בְּרִיעָה)? — warum lautet der bekannte Ortsname רְפִידִים Ex. 17,$_{1.8}$, 19,$_2$, Num. 33,$_{14}$ f. Raphidim statt Rephidim? nur wegen der Lutherbibel? — Num. 13,$_{14}$ ist נַחְבִּי natürlich mit ›Nachbi‹ nicht ›Nabi‹ wiederzugeben. — Statt der Namensform Zelophchad (Num. 26,$_{33}$ und öfter) hätte ich gerne, wenigstens in einer Anmerkung, die

Aussprache Zelpachad (= צְלָפְחָד) gesehen (vgl. Nöldeke, Untersuchungen S. 89 Anm. 1); — Num. 33,19: warum im Deutschen die Pausalform Rimmon Parez? — Jud. 13,2. 25, 16,31, 18,2. 8. 11 heißt die Stadt, die Jos. 15,33, 19,41 richtig Zora (= צָרְעָה) geschrieben wird, unrichtig Zorea; — Jos. 17,7 ist in Michmethath der Artikel unter den Tisch gefallen: הַמִּכְמְתָת; dagegen steht er mit Recht z. B. in Beth Hammarkaboth (19,5), und hier ist auch der ihm folgende erste Konsonant, wie es sich gehört, verdoppelt. Um so auffälliger, daß anderwärts diese Verdoppelung unterbleibt, so Num. 33,32 in Chor Hagidgad (חֹר הַגִּדְגָּד) oder Num. 33,49 in Abel Hasittim (אָבֵל הַשִּׁטִּים). Ueberhaupt zeigt sich die Uebersetzung in der Wiedergabe von Konsonantenverdoppelungen nicht konsequent: אַדָּר wird Num. 34,4, Jos. 15,3 ›Adar‹, Jos. 18,13 dagegen ›Addar‹ geschrieben; — אֵל שַׁדַּי wird S. 28 Anm. g richtig ›ēl schaddaj‹ transkribiert; warum dann aber צוּרִישַׁדָּי Num. 1,6, 2,12, 7,36, 10,19 ›Zurisadai‹ (7,41 plötzlich in zwei Worten ›Zuri Sadai‹) und עַמִּישַׁדָּי Num. 1,12, 2,25, 7,66. 71, 10,25 ›Ammisadai‹, was mit seinem doppelten m und einfachen d für sich allein schon ein typisches Beispiel inkonsequenter Wiedergabe ist? — Und warum Num. 13,11 גַּדִּי ›Gaddi‹ und in unmittelbarer Nähe (13,10) גַּדִּיאֵל ›Gadiel‹? — oder Jos. 15,29 עִיִּים ›Ijjim‹, aber wenig Verse zuvor (15,25) קְרִיּוֹת ›Kerijoth‹? — oder Ex. 6,18 u. s. עֻזִּיאֵל ›Ussiel‹, aber Num. 34,26 עַזָּן Asan? — oder Jos. 19,14 חַנָּתֹן Hannathon, aber Num. 34,23 חַנִּיאֵל Chaniel; und dabei ist wieder, wie im oben angeführten Beispiel Havila-Chavila ח im ersten Fall mit H, im zweiten mit Ch wiedergegeben! — Bei anderen Inkonsequenzen der Transkription will ich mich nicht lange aufhalten, weil sie durch das Herkommen teilweise entschuldigt werden. Aber richtig ist es im Grunde natürlich nicht, nur bei t und p den Unterschied zwischen aspirierter und nicht aspirierter Aussprache zu bezeichnen; was für die einen begadkephat recht ist, ist für die anderen billig, und wer Anathoth schreibt (Jos. 21,18), sollte auch Arabha statt Araba (18,18) schreiben; aber jeder weiß, wie weit das führen würde. Ungleich einfacher ließe sich die richtige Transkription der Formen auf ajim durchführen, und es dürfte füglich verlangt werden, daß Mizrajim (Gen. 10,6), Machanajim (32,3, Jos. 13,26. 30, 21,38), Zemarajim (Jos. 18,22), Kibzajim (21,22) statt Mizraim, Machanaim u. s. w. geschrieben würde.

Nur im Vorübergehen erwähne ich noch einige Kleinigkeiten, die mir in der Uebersetzung aufgefallen sind, wie z. B. die Uebergehung des Pronominalsuffixes in בְּרִיתִי Gen. 17,10, wo das Suffix für das Verständnis des hebräischen Begriffes der b^erith doch nicht ganz bedeutungslos ist, oder Abweichungen im Numerus wie Deutn. 27,4,

Aussprache Zelpachad (= צַל פַּחַד) gesehen (vgl. Nöldeke, Untersuchungen S. 89 Anm. 1); — Num. 33, 19: warum im Deutschen die Pausalform Rimmon Parez? — Jud. 13, 2. 25, 16, 31, 18, 2. 8. 11 heißt die Stadt, die Jos. 15, 33, 19, 41 richtig Zora (= צָרְעָה) geschrieben wird, unrichtig Zorea; — Jos. 17, 7 ist in Michmethath der Artikel unter den Tisch gefallen: הַמִּכְמְתָת; dagegen steht er mit Recht z. B. in Beth Hammarkaboth (19, 5), und hier ist auch der ihm folgende erste Konsonant, wie es sich gehört, verdoppelt. Um so auffälliger, daß anderwärts diese Verdoppelung unterbleibt, so Num. 33, 32 in Chor Hagidgad (חֹר הַגִּדְגָּד) oder Num. 33, 49 in Abel Hasittim (אָבֵל הַשִּׁטִּים). Ueberhaupt zeigt sich die Uebersetzung in der Wiedergabe von Konsonantenverdoppelungen nicht konsequent: אַדָּר wird Num. 34, 4, Jos. 15, 3 ›Adar‹, Jos. 18, 13 dagegen ›Addar‹ geschrieben; — אֵל שַׁדַּי wird S. 28 Anm. g richtig ›ēl schaddaj‹ transkribiert; warum dann aber צוּרִישַׁדָּי Num. 1, 6, 2, 12, 7, 36, 10, 19 ›Zurisadai‹ (7, 41 plötzlich in zwei Worten ›Zuri Sadai‹) und עַמִּישַׁדָּי Num. 1, 12, 2, 25, 7, 66. 71, 10, 25 ›Ammisadai‹, was mit seinem doppelten m und einfachen d für sich allein schon ein typisches Beispiel inkonsequenter Wiedergabe ist? — Und warum Num. 13, 11 גַּדִּי ›Gaddi‹ und in unmittelbarer Nähe (13, 10) גַּדִּיאֵל ›Gadiel‹? — oder Jos. 15, 29 עִיִּים ›Ijjim‹, aber wenig Verse zuvor (15, 25) קְרִיּוֹת ›Kerijoth‹? — oder Ex. 6, 18 u. s. עֻזִּיאֵל ›Ussiel‹, aber Num. 34, 26 עַזָּן Asan? — oder Jos. 19, 14 חַנָּתֹן Hannathon, aber Num. 34, 23 חַנִּיאֵל Chaniel; und dabei ist wieder, wie im oben angeführten Beispiel Havila-Chavila ח im ersten Fall mit H, im zweiten mit Ch wiedergegeben! — Bei anderen Inkonsequenzen der Transkription will ich mich nicht lange aufhalten, weil sie durch das Herkommen teilweise entschuldigt werden. Aber richtig ist es im Grunde natürlich nicht, nur bei t und p den Unterschied zwischen aspirierter und nicht aspirierter Aussprache zu bezeichnen; was für die einen begadkephat recht ist, ist für die anderen billig, und wer Anathoth schreibt (Jos. 21, 18), sollte auch Arabha statt Araba (18, 18) schreiben; aber jeder weiß, wie weit das führen würde. Ungleich einfacher ließe sich die richtige Transkription der Formen auf ajim durchführen, und es dürfte füglich verlangt werden, daß Mizrajim (Gen. 10, 6), Machanajim (32, 3, Jos. 13, 26. 30, 21, 38), Zemarajim (Jos. 18, 22), Kibzajim (21, 22) statt Mizraim, Machanaim u. s. w. geschrieben würde.

Nur im Vorübergehen erwähne ich noch einige Kleinigkeiten, die mir in der Uebersetzung aufgefallen sind, wie z. B. die Uebergehung des Pronominalsuffixes in בְּרִיתִי Gen. 17, 10, wo das Suffix für das Verständnis des hebräischen Begriffes der b^erith doch nicht ganz bedeutungslos ist, oder Abweichungen im Numerus wie Deutn. 27, 4,

wo der Singular וְשִׁדַּתְּ übersehen ist, ferner Lev. 7,$_{33}$, wo die Worte ›der das Blut und das Fell des Heilsopfers darbringt‹, dem hebräischen Wortlaut הַמַּקְרִיב אֶת־דַּם הַשְּׁלָמִים וְאֶת־הַחֵלֶב nicht ganz genau entsprechen. Marti hat eine gewisse Vorliebe für Umstellungen der hebräischen Wortfolge, z. B. Deutn. 18,$_{12}$, 19,$_{11}$, 25,$_{18}$, 26,$_{11}$, 27,$_{3.12.15}$, 28,$_{53}$.

Natürlich ist der Uebersetzung der masoretische Text zu Grunde gelegt. Ein Fortschritt über die bisherigen Auflagen ist es, daß der Textkritik größeres Recht eingeräumt worden ist. ›Wenn früher Textänderungen nur dann vorgenommen wurden, wenn sie sich als unumgänglich und wohlbegründet erwiesen, ist nunmehr eine geringere Zurückhaltung beobachtet und die Notwendigkeit einer Verbesserung des Textes sehr häufig da anerkannt, wo wir früher mit dem Ueberlieferten auszukommen glaubten‹. Ueber die ›Notwendigkeit‹ einer Verbesserung des Textes kann man selbstverständlich noch in vielen Fällen verschiedener Meinung sein; denn daß auf einem Gebiet, auf dem die Subjektivität des Urteils so oft das letzte Wort zu sagen hat, nicht zwei Forscher ganz gleich vorgehen würden, liegt in der Natur der Dinge. Um so rühmender ist anzuerkennen, daß sich die Bearbeiter des bisher Erschienenen im allgemeinen durchaus in den Grenzen des dem Zweck Entsprechenden zu halten gewußt haben, indem sie in textkritischer Hinsicht weisen Takt walten ließen. Ich wüßte keinen Fall zu nennen, wo mir der masoretische Text gegenüber einer der vorgenommenen Aenderungen Recht zu behalten schiene. Eher läßt sich eine Reihe von Stellen namhaft machen, wo er sich vermutlich ebensowenig halten läßt. Ich habe dabei z. B. Folgendes im Auge: Gen. 9,$_{26}$, wo man nicht einen Lobpreis Jahves sondern Sems erwartet, sei es nun, daß man statt בָּרוּךְ יְהוָה אֱלֹהֵי שֵׁם mit Budde בָּרוּךְ יְהוָה שֵׁם, sei es, was mir persönlich noch das Einleuchtendere scheint, daß man mit Grätz בָּרֵךְ יְהוָה אָהֳלֵי שֵׁם liest; — 41,$_{40}$ mag die Uebersetzung: ›deinem Befehle soll sich mein gesamtes Volk fügen‹, den Sinn treffen (vgl. das ὑπακούσεται der LXX); aber daß יִשַּׁק das bedeute, ist mir mehr als zweifelhaft, man müßte denn schon, um es zu halten, statt וְעַל־פִּיךָ lesen וְרַגְלֶיךָ, was sich immerhin vielleicht überlegen ließe (vgl. meine Konjektur zu Ps. 2,$_{11}$ f., Zatl.W. 1908, 58 f. und 193); — Ex. 10,$_{15}$ ist (הָאָרֶץ) וַתֶּחְשַׁךְ, was übersetzt wird: ›so daß der Boden unsichtbar wurde‹, sehr fraglich, zumal LXX ἐφθάρη übersetzt, Vulgata: vastantes omnia; es ist also wohl וַתִּשָּׁחֵת einzusetzen; — Num. 10,$_{18}$ ist nach fünf hebräischen Codd. und Samar. vor רְאוּבֵן offenbar בְּנֵי zu lesen, entsprechend sämtlichen Parallelen (›Söhne Judas, Söhne Issachars‹ u. s. w.); — 24,$_{23b}$ müßte der Leser erfahren, auf was für schwachen Stützen die Ueber-

setzung ruht: ›(wehe, wer wird leben bleiben), wenn Gott solches verhängt‹ (= מִשֻּׂמוֹ אֵל); — Jos. 13,$_{26}$ ist der Ortsname לִדְבִר nicht zu verantworten; לֹא־דְבָר zu lesen (vgl. 2. Sam. 9,$_{4}$ f., 17,$_{27}$, Am. 6,$_{13}$), ist natürlich verlockend; aber vielleicht beruht ל auf bloßer Dittographie (s. Kittels Biblia Hebraica z. St.), und der Name reduziert sich auf דְּבִר; — 21,$_{18}$ ist für ›Almon‹ wohl ›Alemeth‹ zu lesen, wie I. Chron. 6,$_{45}$, 7,$_{8}$ = heute ʻAlmîṭ (vgl. Buhl, Geographie des Alten Palästina, S. 175), 21,$_{35}$ statt Dimna wohl sicher Rimmona u. s. w. Aber das dehnbare Kapitel der verbesserungsfähigen Ortsnamen des Grundtextes soll nicht weiter verfolgt werden.

In allen Fällen sollten die Abweichungen der Uebersetzung vom masoretischen Text, auch die kleineren, in den Anmerkungen angegeben sein. Das finde ich nur in dem von Marti bearbeiteten Teile ganz durchgeführt; die übrigen Bearbeiter haben einzelne unwesentlichere Aenderungen stillschweigend vorgenommen. Sie betreffen zum Teil die bloße Punktation, so, wahrscheinlich wenigstens, Num. 5,$_{22}$ לִצְבּוֹת und לִנְפֹּל statt לַצְבּוֹת und לַנְפִּל des Textes; — 16,$_{22}$ הַאִישׁ statt הָאִישׁ; — 23,$_{4.16}$ וַיַּקֶר (?) Hiphil statt Niphal וַיִּקָּר; — 31,$_{3}$ הַחֲלִיצוּ statt הֵחָלְצוּ; — Jos. 11,$_{2}$ מִצָּפוֹן statt מִצְפּוֹן; — Gen. 7,$_{23}$ wird übersetzt: ›so vertilgte er alles Bestehende‹: das setzt die Baersche Lesart וַיִּמַח voraus, die auch David Ginsburg bietet; Kittels Biblia Hebraica vertritt dagegen die Niphalpunktation וַיִּמָּח. Im übrigen handelt es sich bei diesen Veränderungen z. B. um Hinzufügung eines Artikels (Num. 29,$_{14}$: הַפָּרִים statt פָּרִים; — 29,$_{15}$: הַכְּבָשִׂים statt כְּבָשִׂים) oder eines לוֹ (Ex. 18,$_{24}$), um Vertauschung von Präpositionen und Aehnlichem, אִתִּי statt אוֹתִי (Jos. 14,$_{12}$), אִתָּם statt אוֹתָם (Jos. 10,$_{25}$), אֶל statt אֶת (Gen. 41,$_{9}$), ferner Jos. 15,$_{12}$ הַיָּם statt הַיָּמָּה; Jud. 19,$_{12}$ נָכְרִים statt נָכְרִי u. s. w. Dergleichen in den Anmerkungen ausdrücklich anzugeben, läge schon im Interesse der Konsequenz, hat Marti doch sogar Differenzen zwischen Ḳᵉrê und Kᵉthîbh (z. B. S. 249 Anm. n; vgl. dagegen Jos. 20,$_{8}$) anzumerken nicht unterlassen.

In metrischer Beziehung dürfte Gen. 7,$_{11b}$ schon durch den Druck als Zweizeiler herausgehoben werden. Im übrigen ist die Zurückhaltung, welche der Herausgeber gegenüber der metrischen Behandlung der Geschichts- und Gesetzesbücher zur Zeit noch für geboten hält, durchaus am Platze.

Eine wesentliche Umgestaltung hat die vorliegende Auflage auch nach der literarkritischen Seite hin erfahren. Mit Randbuchstaben, welche die subtileren Unterscheidungen innerhalb der Hauptquellen angeben sollen, ist nicht gespart, und für die Begründung ist in Einleitungen und Anmerkungen viel geschehen. Natürlich ist gerade hier, wo die Subjektivität noch viel stärker mitspricht als auf dem

setzung ruht: ›(wehe, wer wird leben bleiben), wenn Gott solches verhängt‹ (= מִשֻּׂמוֹ אֵל); — Jos. 13,$_{26}$ ist der Ortsname לִדְבִר nicht zu verantworten; לֹא־דְבָר zu lesen (vgl. 2. Sam. 9,$_{4}$ f., 17,$_{27}$, Am. 6,$_{13}$), ist natürlich verlockend; aber vielleicht beruht ל auf bloßer Dittographie (s. Kittels Biblia Hebraica z. St.), und der Name reduziert sich auf דְּבִר; — 21,$_{18}$ ist für ›Almon‹ wohl ›Alemeth‹ zu lesen, wie I. Chron. 6,$_{45}$, 7,$_{8}$ = heute ʿAlmîṭ (vgl. Buhl, Geographie des Alten Palästina, S. 175), 21,$_{35}$ statt Dimna wohl sicher Rimmona u. s. w. Aber das dehnbare Kapitel der verbesserungsfähigen Ortsnamen des Grundtextes soll nicht weiter verfolgt werden.

In allen Fällen sollten die Abweichungen der Uebersetzung vom masoretischen Text, auch die kleineren, in den Anmerkungen angegeben sein. Das finde ich nur in dem von Marti bearbeiteten Teile ganz durchgeführt; die übrigen Bearbeiter haben einzelne unwesentlichere Aenderungen stillschweigend vorgenommen. Sie betreffen zum Teil die bloße Punktation, so, wahrscheinlich wenigstens, Num. 5,$_{22}$ לִצְבּוֹת und לִנְפֹּל statt לַצְבּוֹת und לַנְפִּל des Textes; — 16,$_{22}$ הָאִישׁ statt הַאִישׁ; — 23,$_{4.16}$ וַיַּקֶר (?) Hiphil statt Niphal וַיִּקָּר; — 31,$_{3}$ הַחֲלִיצוּ statt הֵחָלְצוּ; — Jos. 11,$_{2}$ מִצָּפוֹן statt מִצְּפוֹן; — Gen. 7,$_{23}$ wird übersetzt: ›so vertilgte er alles Bestehende‹: das setzt die Baersche Lesart וַיִּמַח voraus, die auch David Ginsburg bietet; Kittels Biblia Hebraica vertritt dagegen die Niphalpunktation וַיִּמַּח. Im übrigen handelt es sich bei diesen Veränderungen z. B. um Hinzufügung eines Artikels (Num. 29,$_{14}$: הַפָּרִים statt פָּרִים; — 29,$_{15}$: הַכְּבָשִׂים statt כְּבָשִׂים) oder eines לוֹ (Ex. 18,$_{24}$), um Vertauschung von Präpositionen und Aehnlichem, אִתִּי statt אוֹתִי (Jos. 14,$_{12}$), אִתָּם statt אוֹתָם (Jos. 10,$_{25}$), אֶל statt אֶת (Gen. 41,$_{9}$), ferner Jos. 15,$_{12}$ הַיָּם statt הַיָּמָּה; Jud. 19,$_{12}$ נָכְרִים statt נָכְרִי u. s. w. Dergleichen in den Anmerkungen ausdrücklich anzugeben, läge schon im Interesse der Konsequenz, hat Marti doch sogar Differenzen zwischen Ḳᵉrê und Kᵉthîbh (z. B. S. 249 Anm. n; vgl. dagegen Jos. 20,$_{8}$) anzumerken nicht unterlassen.

In metrischer Beziehung dürfte Gen. 7,$_{11b}$ schon durch den Druck als Zweizeiler herausgehoben werden. Im übrigen ist die Zurückhaltung, welche der Herausgeber gegenüber der metrischen Behandlung der Geschichts- und Gesetzesbücher zur Zeit noch für geboten hält, durchaus am Platze.

Eine wesentliche Umgestaltung hat die vorliegende Auflage auch nach der literarkritischen Seite hin erfahren. Mit Randbuchstaben, welche die subtileren Unterscheidungen innerhalb der Hauptquellen angeben sollen, ist nicht gespart, und für die Begründung ist in Einleitungen und Anmerkungen viel geschehen. Natürlich ist gerade hier, wo die Subjektivität noch viel stärker mitspricht als auf dem

Boden der Textkritik, viel Raum für abweichende Meinungen im einzelnen. Zu wie wenig abschließenden Ergebnissen die Detailscheidung namentlich in gewissen Teilen des Josuabuches zu gelangen vermag, lassen die Einleitungen einzelner Abschnitte mit Recht durchblicken. ›Die Randbuchstaben können zu einem guten Teil nur vermutungsweise gesetzt werden‹, sie ›können nur einen relativen Wert beanspruchen‹ u. s. w., heißt es z. B. zu Kap. 16—18 (S. 328. 330). Ich will mich denn auch hier darauf beschränken, nur einige wenige Punkte namhaft zu machen. Wenn Gen. $4,_{17-26}$ zwischen J^1 und J^2 unterschieden wird und in Ex. ein Sternchen hinter einem Randbuchstaben, auch hinter J (z. B. $9,_{24b-29}$), bedeutet, daß der Text der betreffenden Quellenschrift nicht unangetastet geblieben sei (S. 88), so wundert man sich, zu Gen. $7,_{7-10}$ am Rand einfach die Sigle J zu finden, als läge hier reiner jahvistischer Text vor, was nach Anm. c auf S. 17 auch nicht die Meinung des Uebersetzers selbst zu sein scheint. Aber von der Sintflut, deren Geschichte die genannten Verse angehören, weiß, wie Budde längst nachgewiesen hat, die älteste Schicht von J überhaupt nichts. Warum wird dann nicht in $6,_{5-8}$, $7,_1$ ff. u. s. w. die Sigle J^2 verwendet wie in Kap. 4? Auch außerhalb der Urgeschichte wird innerhalb J in der Genesis nicht mehr unterschieden. Darin scheint mir dem gegenwärtigen Stand der Frage doch zu wenig Rechnung getragen (vgl. Cornill, Einleitung[6] S. 55). — Gen. $27,_{27}$ ist nicht zu E zu ziehen, sondern gehört sicher J an; gerade hier ist das Kriterium des Gottesnamens: V. $_{27}$: ›Jahve‹, V. $_{28}$: ›Gott‹ selbst in der Uebersetzung in die Augen springend. — Ex. $1,_{11a.12}$, mit J* bezeichnet, dürfte bestimmt E angehören. — Daß innerhalb Ex. 35—40 Pg nachzuweisen sei, ist mir sehr zweifelhaft. — Daß Lev. $2,_{11-13}$ Einschub in P^{o1} sei, wird zwar in der Einleitung des Kapitels richtig bemerkt, aber die entsprechende Randbemerkung fehlt. — Lev. 15 sollte mit einem neuen Randbuchstaben (P^r) versehen sein, da P^{r2}, womit die Nachträge von $14,_{8b}$ ab bezeichnet sind, sich nicht auf den neuen Abschnitt erstrecken kann. — Nicht konsequent finde ich das literarkritische Vorgehen beim Heiligkeitsgesetz. S. 169 erfahren wir, da die Grenze zwischen seinen drei Schichten: ursprüngliches Heiligkeitsgesetz (z. T. in parallel laufenden Bestimmungen), im Sinne von P redigiertes Heiligkeitsgesetz und selbständige redaktionelle Zutaten, nicht immer mit Sicherheit festzustellen sei, werde auf den Scheidungsversuch überhaupt verzichtet. Kap. 17—22 unterbleibt denn auch jegliche Randbezeichnung. Aber mit Kap. 23 hebt sie wieder an, und zwar werden alle nicht zu H zu rechnenden Stücke ohne Rücksicht auf ihr Alter mit P bezeichnet, also z. B. auch ein so später Nachtrag wie $23,_{26-32}$, den schon

Hupfeld (de primitiva et vera festorum apud Hebraeos ratione II 3 f.) als fremden Bestandteil erkannt hatte. Wenn dafür nicht, wie zu erwarten stünde, P^s verwendet wird, warum erscheint dann diese Sigle P^s plötzlich doch in den beiden folgenden Kapiteln, 24 und 25, zur Bezeichnung alles nicht zu H Gehörigen (mit Ausnahme von $24,_{21}$, welcher Vers R zugewiesen wird)? — In besonderer Uebereinstimmung weiß ich mich mit Martis literarkritischer Behandlung des Deuteronomiums. Er sieht (S. 239) weder in der Komposition von Dtn. 1—30 noch in dem Berichte II Reg. 22 f. eine Nötigung, die Entstehung des Urdeuteronomiums in die Zeit vor Josia zu verlegen. Aehnlich wie es in meinem Kommentar zum Deutn. geschehen ist, unterscheidet er zwei verschiedene Hauptausgaben des Deutn., die eine mit der Einleitung $1,_1$—$4,_8$, die andere mit der Einleitung $4,_{45}$—$5,_{30}$ (beide mit dem Schluß in den Kapp. 27—30), während den übrigen Stücken $4,_9$ ff. und 6—11 vielleicht eine große Paränese zur Empfehlung des Gesetzes zu Grunde liege, die einer besonderen dritten Ausgabe angehörte; daneben hätten aber wohl noch andere Ausgaben existiert, von denen manche Elemente bei der schließlichen Zusammenarbeitung in Kap. 1—30 Aufnahme gefunden hätten.

Genug, mag sich, wie das nicht anders sein kann, im einzelnen noch manches als der Korrektur bedürftig erweisen, als Ganzes gibt das vorliegende Werk einen ganz vortrefflichen zusammenfassenden Ueberblick über das, was literarkritische Forschung, namentlich im Laufe der letzten 30 Jahre, an diesen ersten Büchern der Bibel erarbeitet hat. Heute mehren sich in erfreulicher Weise die Zeichen, daß neben den rein literar*kritischen* Problemen die eigentlich literatur*geschichtlichen*, wie sie vor allem Gunkel neuerdings betont hat, die gebührende Berücksichtigung finden werden. Zu ihrem vollen Rechte sind sie bisher entschieden nicht gekommen, und auch im vorliegenden Werk würde man gerne öfter einer stilistischen Charakteristik oder einer ästhetischen Würdigung begegnen (vgl. immerhin z. B. die Einführung in Gen. 24, S. 38).

Im übrigen darf ich im Blick auf Einleitungen und Anmerkungen das zu Anfang ausgesprochene Lob nur bekräftigen. Soll ich aus der Fülle etwas herausheben, so mache ich z. B. aufmerksam auf die Erörterung des Begriffes der Sühne (S. 129 Anm. d), wo in beachtenswerter Weise zwischen einem (älteren) prophetischen und einem priesterlichen Sprachgebrauch unterschieden wird, ferner auf die einleuchtende religionsgeschichtliche Erklärung der Gebote betr. Befreiung vom Kriegsdienst Deutn. $20,_{5-8}$, auf die feine psychologische Bemerkung zu יְהוָה Deutn. $1,_{27}$: »der Unglaube läßt das übliche und verheißungsvolle Epitheton 'unser Gott' weg«. Gefreut hat mich, daß

Hupfeld (de primitiva et vera festorum apud Hebraeos ratione II 3 f.) als fremden Bestandteil erkannt hatte. Wenn dafür nicht, wie zu erwarten stünde, P^s verwendet wird, warum erscheint dann diese Sigle P^s plötzlich doch in den beiden folgenden Kapiteln, 24 und 25, zur Bezeichnung alles nicht zu H Gehörigen (mit Ausnahme von $24,_{21}$, welcher Vers R zugewiesen wird)? — In besonderer Uebereinstimmung weiß ich mich mit Martis literarkritischer Behandlung des Deuteronomiums. Er sieht (S. 239) weder in der Komposition von Dtn. 1—30 noch in dem Berichte II Reg. 22 f. eine Nötigung, die Entstehung des Urdeuteronomiums in die Zeit vor Josia zu verlegen. Aehnlich wie es in meinem Kommentar zum Deutn. geschehen ist, unterscheidet er zwei verschiedene Hauptausgaben des Deutn., die eine mit der Einleitung $1,_{1}$—$4,_{8}$, die andere mit der Einleitung $4,_{45}$—$5,_{30}$ (beide mit dem Schluß in den Kapp. 27—30), während den übrigen Stücken $4,_{9}$ ff. und 6—11 vielleicht eine große Paränese zur Empfehlung des Gesetzes zu Grunde liege, die einer besonderen dritten Ausgabe angehörte; daneben hätten aber wohl noch andere Ausgaben existiert, von denen manche Elemente bei der schließlichen Zusammenarbeitung in Kap. 1—30 Aufnahme gefunden hätten.

Genug, mag sich, wie das nicht anders sein kann, im einzelnen noch manches als der Korrektur bedürftig erweisen, als Ganzes gibt das vorliegende Werk einen ganz vortrefflichen zusammenfassenden Ueberblick über das, was literarkritische Forschung, namentlich im Laufe der letzten 30 Jahre, an diesen ersten Büchern der Bibel erarbeitet hat. Heute mehren sich in erfreulicher Weise die Zeichen, daß neben den rein literar*kritischen* Problemen die eigentlich literatur*geschichtlichen*, wie sie vor allem Gunkel neuerdings betont hat, die gebührende Berücksichtigung finden werden. Zu ihrem vollen Rechte sind sie bisher entschieden nicht gekommen, und auch im vorliegenden Werk würde man gerne öfter einer stilistischen Charakteristik oder einer ästhetischen Würdigung begegnen (vgl. immerhin z. B. die Einführung in Gen. 24, S. 38).

Im übrigen darf ich im Blick auf Einleitungen und Anmerkungen das zu Anfang ausgesprochene Lob nur bekräftigen. Soll ich aus der Fülle etwas herausheben, so mache ich z. B. aufmerksam auf die Erörterung des Begriffes der Sühne (S. 129 Anm. d), wo in beachtenswerter Weise zwischen einem (älteren) prophetischen und einem priesterlichen Sprachgebrauch unterschieden wird, ferner auf die einleuchtende religionsgeschichtliche Erklärung der Gebote betr. Befreiung vom Kriegsdienst Deutn. $20,_{5-8}$, auf die feine psychologische Bemerkung zu יְהוָה Deutn. $1,_{27}$: »der Unglaube läßt das übliche und verheißungsvolle Epitheton 'unser Gott' weg«. Gefreut hat mich, daß

gewissen panbabylonistischen Erklärungen der Eingang versagt geblieben ist. Auch darin scheint mir der Herausgeber durchaus im Recht, daß er gegen die Auffassung, wonach die Jahvelade einen tragbaren Thron bedeutet habe, auf dem man Jahve unsichtbar mitziehend dachte, Stellung nimmt; ›denn 'arōn (Lade) bedeutet sonst einen Kasten oder Sarg, nirgends einen Thron‹, sagt er (S. 120). An anderen Punkten habe ich zur Erklärung ein Fragezeichen zu machen, z. B. kann ich mich dem Herausgeber nicht anschließen, wenn er Gen. 1,$_{26}$ den bekannten Plural ›laßt uns Menschen machen‹ als ›Plural der Selbstberatung zur Hervorhebung der hohen Wichtigkeit dieses letzten Schöpfungswerkes‹ verstehen will. — S. 6 ist von ›ursprünglichen sieben oder acht Schöpfungswerken‹ die Rede; daß es ihrer vielmehr ursprünglich zehn waren, scheint mir Duhm (Kosmologie und Religion S. 25) überzeugend nachgewiesen zu haben. — Daß die bekannte Erzählung vom blutschänderischen Ursprung der Moabiter und Ammoniter (so ist natürlich S. 33 statt ›Amoriter‹ zu lesen) nicht eine Beschimpfung der beiden Völker bezwecken soll, will mir schwer eingehen. — Zur ausdrücklichen Ablehnung der Hypothese eines besonderen ›Priesteranteilgesetzes‹ (S. 154 Anm. k), die zuerst Merx (Zw.Th. 1863, 164) aufgestellt hat, und die mir sehr wahrscheinlich ist (vgl. meinen Kommentar zu Leviticus S. 18), scheint mir nicht genug Grund. — Die Notiz, daß das Reiten auf Eselsfüllen ›Zeichen der Vornehmheit‹ sei, sollte sich natürlich nicht erst zur zweiten Stelle (Jud. 12,$_{14}$), wo von solchem Reiten die Rede ist, sondern schon zur ersten (10,$_{4}$) finden; dabei vermisse ich zu dieser ersten zugleich eine Bemerkung über das offenbar beabsichtigte Wortspiel zwischen עֲיָרִים ›Eselsfüllen‹ und עָרִים, ›Städte‹, wie mit Recht nach den alten Uebersetzungen gelesen wird. Und das bringt mich darauf, zu erwähnen, daß es wohl noch manche andere Stelle gäbe, zu der ein kurzes Wort der Erklärung willkommen oder gar geboten gewesen wäre. Was versteht z. B. der Autor von Gen. 2 f. unter der ›Erkenntnis des Guten und Bösen‹? Darüber wäre um so eher etwas zu sagen, als der Durchschnittsleser gerade an diesem Punkt vielleicht eine Erklärung für überflüssig hält, weil er sich die ›selbstverständliche‹, die sicher unzutreffend ist, selber meint geben zu können. — Gen. 20,$_{16}$ verlangt die Wiedergabe der Schlußworte: ›so daß du vor jedermann gerechtfertigt bist‹ (überlieferter Text: וְאֵת כֹּל וְנֹכָחַת) eine Begründung. — Ex. 29,$_{37}$, worauf Lev. 6,$_{11}$ sogar ausdrücklich zurückverweist, wäre der Ausdruck ›dem Heiligtum verfallen sein‹ zu erklären, ebenso Num. 13,$_{21}$ die bekanntlich öfter wiederkehrende Ortsbestimmung, ›da, wo es nach Chamath hineingeht‹. — Zu Jud. 5,$_{15}$ dürfte bemerkt werden, daß neben der vermutlich richtigen Fassung

von פַּלְגּוֹת רְאוּבֵן als ›Sippen Rubens‹ die Uebersetzung ›Bäche Rubens‹, wie sie auch die frühere Auflage bot, nicht nur nicht unmöglich ist, sondern auch heute zum Teil noch vertreten wird. — Ueber den Sinn der Geschichte von der Opferung der Tochter Jephtas (Jud. 11,39 f.) hätte ich gerne etwas mehr mitgeteilt gesehen als nur Luthers allerdings unanfechtbares Urteil, daß es sich dabei um wirkliche Opferung handle. — Zu Jud. 17 10 fehlt die textkritische Begründung zur Uebersetzung: ›so nötigte er den Leviten‹.

Natürlich gibt es auf der anderen Seite Fälle genug, wo die Uebersetzung selber zur verdeutlichenden Erklärung wird, so z. B. wenn חָרָשׁ Ex. 35,35, 38,23 mit ›Schmied und Zimmermann‹ oder שִׁכְבַת הַטָּל 16,13 mit ›tauender Nebel‹ übersetzt wird, oder Gen. 6,16: תַּחְתִּיִּם שְׁנִיִּם וּשְׁלִשִׁים תַּעֲשֶׂהָ ›in drei Stockwerken mit lauter Zellen sollst du ihn (den Kasten) erbauen‹. — Ex. 21,21 כִּי כַסְפּוֹ הוּא ›denn [d]er [Täter] kommt um sein eigenes Geld‹ (in der früheren Auflage: ›denn [d]er [Sklave] ist ja sein um Geld erkauftes Eigentum‹). — Num. 5,19 וְאִם־לֹא שָׂטִית טֻמְאָה תַּחַת אִישֵׁךְ ›wenn du dich nicht vergangen und verunreinigt und so die Pflicht gegen deinen Mann verletzt hast‹ (entsprechend V. 20). — Jud. 9,23 רוּחַ רָעָה ›Geist der Zwietracht‹, u. s. w.

Zum Schluß seien noch einige der unvermeidlichen Druckfehler und kleinen Versehen angeführt. Zu Gen. 12 S. 23 Anm. g sollte es nicht heißen: ›zwischen V. 16 und 17‹ sondern ›innerhalb V. 17 muß ein Bericht darüber gestanden haben, wodurch Pharao den Grund der Plagen erfuhr‹. — Gen. 19,9 ist in Anm. d die Transkription w^ejischpoṭ statt w^ejischpaṭ zu lesen; übrigens sehe ich nicht ein, warum das Imperfectum consecutivum des überlieferten Textes nicht möglich sein sollte, vgl. Gesenius-Kautzsch, Grammatik § 111m. — S. 37 folgen einander zwei Anmerkungen i; Num. 11,35 muß auf Anm. h statt i, Num. 25,2 das erste Mal auf Anm. e statt d verwiesen werden; Deutn. 33,16 f. sind in den Verweisungen auf die Anmerkungen die Buchstaben s und t vertauscht; S. 362 sollte Anm. c über Tob schon zu 11,3 statt 11,5 gezogen sein. — S. 181 f. sind die Seitenüberschriften unrichtig, Num. 13 steht die Bezeichnung des 28. Verses zu früh. — S. 147 oben und Anm. f., S. 149 Anm. d und 150 Anm. d wird immer wieder auf die Note zu Ex. 29,15 statt zu 29,10 verwiesen, S. 148 Anm. d für Näheres über das Speisopfer auf ›zu Ex. 29,41‹, wo darüber aber nichts steht. — Jos. 19,36 lies ›Harama‹ statt ›Haama‹; — S. 361 Anm. h ist als Lesart des MT. Aegypten angegeben, während er doch Maon bietet. — Jud. 6,28 ist der Satzbau durch die irrtümliche Wiederholung eines ›war‹ zerstört.

Ich würde mich in dieser Besprechung weniger über Einzelheiten,

von פַּלְגּוֹת רְאוּבֵן als ›Sippen Rubens‹ die Uebersetzung ›Bäche Rubens‹, wie sie auch die frühere Auflage bot, nicht nur nicht unmöglich ist, sondern auch heute zum Teil noch vertreten wird. — Ueber den Sinn der Geschichte von der Opferung der Tochter Jephtas (Jud. 11,$_{39}$ f.) hätte ich gerne etwas mehr mitgeteilt gesehen als nur Luthers allerdings unanfechtbares Urteil, daß es sich dabei um wirkliche Opferung handle. — Zu Jud. 17$_{10}$ fehlt die textkritische Begründung zur Uebersetzung: ›so nötigte er den Leviten‹.

Natürlich gibt es auf der anderen Seite Fälle genug, wo die Uebersetzung selber zur verdeutlichenden Erklärung wird, so z. B. wenn חָרָשׁ Ex. 35,$_{35}$, 38,$_{23}$ mit ›Schmied und Zimmermann‹ oder שִׁכְבַת הַטַּל 16,$_{13}$ mit ›tauender Nebel‹ übersetzt wird, oder Gen. 6,$_{16}$: תַּחְתִּיִּם שְׁנִיִּם וּשְׁלִשִׁים תַּעֲשֶׂהָ ›in drei Stockwerken mit lauter Zellen sollst du ihn (den Kasten) erbauen‹. — Ex. 21,$_{21}$ כִּי כַסְפּוֹ הוּא ›denn [d]er [Täter] kommt um sein eigenes Geld‹ (in der früheren Auflage: ›denn [d]er [Sklave] ist ja sein um Geld erkauftes Eigentum‹). — Num. 5,$_{19}$ וְאִם־לֹא שָׂטִית טֻמְאָה תַּחַת אִישֵׁךְ ›wenn du dich nicht vergangen und verunreinigt und so die Pflicht gegen deinen Mann verletzt hast‹ (entsprechend V. 20). — Jud. 9,$_{23}$ רוּחַ רָעָה ›Geist der Zwietracht‹, u. s. w.

Zum Schluß seien noch einige der unvermeidlichen Druckfehler und kleinen Versehen angeführt. Zu Gen. 12 S. 23 Anm. g sollte es nicht heißen: ›zwischen V. 16 und 17‹ sondern ›innerhalb V. 17 muß ein Bericht darüber gestanden haben, wodurch Pharao den Grund der Plagen erfuhr‹. — Gen. 19,$_{9}$ ist in Anm. d die Transkription w^{e}jischpoṭ statt w^{e}jischpaṭ zu lesen; übrigens sehe ich nicht ein, warum das Imperfectum consecutivum des überlieferten Textes nicht möglich sein sollte, vgl. Gesenius-Kautzsch, Grammatik § 111m. — S. 37 folgen einander zwei Anmerkungen i; Num. 11,$_{35}$ muß auf Anm. h statt i, Num. 25,$_{2}$ das erste Mal auf Anm. e statt d verwiesen werden; Deutn. 33,$_{16}$ f. sind in den Verweisungen auf die Anmerkungen die Buchstaben s und t vertauscht; S. 362 sollte Anm. c über Tob schon zu 11,$_{3}$ statt 11,$_{5}$ gezogen sein. — S. 181 f. sind die Seitenüberschriften unrichtig, Num. 13 steht die Bezeichnung des 28. Verses zu früh. — S. 147 oben und Anm. f., S. 149 Anm. d und 150 Anm. d wird immer wieder auf die Note zu Ex. 29,$_{15}$ statt zu 29,$_{10}$ verwiesen, S. 148 Anm. d für Näheres über das Speisopfer auf ›zu Ex. 29,$_{41}$‹, wo darüber aber nichts steht. — Jos. 19,$_{36}$ lies ›Harama‹ statt ›Haama‹; — S. 361 Anm. h ist als Lesart des MT. Aegypten angegeben, während er doch Maon bietet. — Jud. 6,$_{28}$ ist der Satzbau durch die irrtümliche Wiederholung eines ›war‹ zerstört.

Ich würde mich in dieser Besprechung weniger über Einzelheiten,

die z. T. geringfügiger Natur sind, ausgelassen haben, wenn ich nicht annehmen dürfte, daß die geschätzten Bearbeiter der vorliegenden Lieferungen die ersten sein werden, daraus selber, im wohlverstandenen Interesse ihres schönen Werkes, für eine künftige Auflage, an der es ihm nicht fehlen kann, das eine oder andere zu verwerten. Inzwischen sei der gegenwärtigen ein gedeihlicher Fortgang gewünscht.

Basel Alfred Bertholet

Études sur les dialectes de l'Arabie Méridionale par le Comte **de Landberg.** Deuxième Volume: Datînah. Première partie: Textes et traduction. Librairie et imprimerie ci-devant E. J. Brill, Leide. 1905. X u. 278 S. 8°. 1 Bild in Buntdruck. — Deuxième partie: Commentaire des textes prosaïques. ib. 1909. XI (neubeginnend numerierte) Seiten u. S. 279—1440. Mehrere Illustrationen als Vollbilder oder im Text angebracht.

Gegen das Ende meiner, sich auf S. 422—427 des 56. Bandes der Zeitschr. der Deutsch. Morgenländ. Gesellsch. vorfindenden Anzeige des Premier Volume dieses großangelegten Werkes aus der Feder des Grafen Landberg sprach ich Hoffnung und Wunsch aus, daß dieser bewährte Erforscher der arabischen Vulgärdialekte sein weiteres Material über das Südarabische recht bald veröffentlichen möge. Nunmehr ist jenem Premier Volume (›Ḥaḍramout‹; 795 S. stark) bereits ein gutes Stück des Deuxième Volume nachgefolgt, — wie aus der obigen Titelaufführung ersichtlich: die Daṯînah-Texte und deren Uebersetzung als Première Partie und der Kommentar der Prosatexte von ihnen als Deuxième Partie; der Band ist mithin recht weitläufig angelegt und wird, genau genommen, ein Konglomerat von 4 Bänden bilden; denn wir sollen ja noch den Kommentar der Poesietexte erhalten, sowie ein Glossar. Alles in allem sind über den Dialekt von Daṯînah nun schon 1461 S. von L. veröffentlicht worden; es erreicht aber das gesamte Daṯînah-Werk bei der weitausholenden Kommentierungsart des Verfassers und angesichts der Tatsache, daß Poesie an und für sich schwerer verständlich und deshalb kommentierungsbedürftiger ist als Prosa, gewiß einmal mindestens die Seitenzahl 3000. Und endlich soll noch ein Troisième Volume publiziert werden, ›qui en forme de complément, donnera la géographie et l'ethnographie des pays entre ʿOmân et Yéman‹ (Ḥaḍr. S. XVI). Es ergiebt sich also ein Riesenwerk für die Domäne der südarabischen Dialektologie, dessen endgültige Fertigstellung natürlich eine ganze Anzahl Jahre beanspruchen wird. Der Graf steht jetzt im 62. Lebensjahre; hoffen wir, daß er noch lange so rüstig und schaffenstüchtig bleiben möge, wie er es bis jetzt geblieben! Er selbst hegt diese

Hoffnung; das lesen wir auf S. 8 der ›Festgabe‹, welche er sich selber zu ›seinem vierzigjährigen Jubiläum als Orientalist‹ schrieb und seinen Freunden und Bekannten (zu denen auch ich mich zählen darf) als Privatdruck verehrte[1]). Die Züge des Jubilars, die wir auf einem, die Festschrift eröffnenden, mit der Unterschrift ›Ein alter Schwede‹ versehenen Porträt erblicken, sind die eines, trotz der شيبة jugendfrischen Gelehrten. In dieser seiner Festschrift redet der wackere Förderer der Wissenschaft a. a. O. von der Möglichkeit ›des Aufhörens seiner Weltreise vor dem gehofften Terminus‹ (d. h. vor der Verwirklichung aller seiner literarischen Pläne); die orientalistische Welt wird aber dann einmal (الله لا يقدّر denke ich auf Tunisisch dabei) dem Grafen dankbar sein, daß er ›testamentarisch dafür gesorgt, daß ein lieber, jüngerer Fachgenosse seinen wissenschaftlichen Nachlaß zur etwaigen Publikation erhalte, samt dem nötigen nervus rerum, um dies zu verwirklichen‹.

Da der Kommentar der poetischen Texte der vorliegenden Sammlung über das Daṯînesische noch aussteht, werde ich diese Texte und ihre Uebersetzung nicht eingehend besprechen können; sie umfassen S. 99—173, ihre Uebersetzung S. 241—275 des Werkes. Die prosaischen Texte dagegen umfassen S. 7—94, ihre Uebersetzung S. 179—235. Das ist nun nicht gerade viel Textmaterial in Daṯînah-Prosa; doch sinkt der Bestand noch mehr zusammen, wenn wir wahrnehmen, daß einerseits jeder Umschrifttext noch einmal in arabischer Schrift wiederholt wird, anderseits Fußnoten die Zeilenzahlen kürzen, drittens nicht alle, auf diesen 88 Seiten aufgezeichnete Texte daṯînesische sind, sondern auch solche in anderen arabischen Dialekten, stammend aus dem Ḥaurân (S. 29. 55*), dem Ǧebel ed-Drûz (S. 35), von ꜥOnéizah (S. 36), Ḥaḍramût (S. 48. 53*. 58. 73*. 74*. 78*), Damaskus (S. 54*), Neǧd (S. 59), Tripolis in Nordafrika (S. 82*), Beiḥân (S. 86*) oder Ḥammâm (S. 91*)[2]). Es

1) פ. Jeder tut, was ihm paßt, denn reden werden die Leute immer. Arabisches Sprichwort im Dialekt von Ḥaurân und Daṯinah mit Uebersetzung, Kommentar und Glossar. Festgabe zu seinem vierzigjährigen Jubiläum als Orientalist von Dr. Carlo Graf von Landberg. Leiden, E. J. Brill. 1909. 98 Seiten 8° (Vorwort: München, Juni 1909).

2) Die Texte an den mit * bezeichneten Stellen sind zweispaltige Synopsen daṯinesisch und andersdialektisch; es liegt entweder Uebersetzung aus dem Daṯ. in den andern Dialekt vor, oder das Umgekehrte ist der Fall, so z. B. ist der tripolitanische Text ins Daṯ. übersetzt worden; das betr. tripol. Stück ist Text I meiner ›Märchen und Gedichte aus der Stadt Tripolis in Nordafrika‹ (Leipzig 1898). Für Vergleichungszwecke ist eine derartige Einrichtung recht praktisch und z. B. in meinem eben genannten Buche (S. 286) und anderswo auch von mir angewandt worden. Ueber die Reproduktion dieses tripolit. Textes durch L. s. hier S. 889 Z. 20 ff.

Hoffnung; das lesen wir auf S. 8 der ›Festgabe‹, welche er sich selber zu ›seinem vierzigjährigen Jubiläum als Orientalist‹ schrieb und seinen Freunden und Bekannten (zu denen auch ich mich zählen darf) als Privatdruck verehrte [1]). Die Züge des Jubilars, die wir auf einem, die Festschrift eröffnenden, mit der Unterschrift ›Ein alter Schwede‹ versehenen Porträt erblicken, sind die eines, trotz der شيبة jugendfrischen Gelehrten. In dieser seiner Festschrift redet der wackere Förderer der Wissenschaft a. a. O. von der Möglichkeit ›des Aufhörens seiner Weltreise vor dem gehofften Terminus‹ (d. h. vor der Verwirklichung aller seiner literarischen Pläne); die orientalistische Welt wird aber dann einmal (الله لا يقدّر denke ich auf Tunisisch dabei) dem Grafen dankbar sein, daß er ›testamentarisch dafür gesorgt, daß ein lieber, jüngerer Fachgenosse seinen wissenschaftlichen Nachlaß zur etwaigen Publikation erhalte, samt dem nötigen nervus rerum, um dies zu verwirklichen‹.

Da der Kommentar der poetischen Texte der vorliegenden Sammlung über das Datînesische noch aussteht, werde ich diese Texte und ihre Uebersetzung nicht eingehend besprechen können; sie umfassen S. 99—173, ihre Uebersetzung S. 241—275 des Werkes. Die prosaischen Texte dagegen umfassen S. 7—94, ihre Uebersetzung S. 179—235. Das ist nun nicht gerade viel Textmaterial in Datînah-Prosa; doch sinkt der Bestand noch mehr zusammen, wenn wir wahrnehmen, daß einerseits jeder Umschrifttext noch einmal in arabischer Schrift wiederholt wird, anderseits Fußnoten die Zeilenzahlen kürzen, drittens nicht alle, auf diesen 88 Seiten aufgezeichnete Texte datînesische sind, sondern auch solche in anderen arabischen Dialekten, stammend aus dem Ḥaurân (S. 29. 55*), dem Ğebel ed-Drûz (S. 35), von ʿOnêizah (S. 36), Ḥaḍramût (S. 48. 53*. 58. 73*. 74*. 78*), Damaskus (S. 54*), Neǧd (S. 59), Tripolis in Nordafrika (S. 82*), Beiḥân (S. 86*) oder Ḥammâm (S. 91*) [2]). Es

1) מ. Jeder tut, was ihm paßt, denn reden werden die Leute immer. Arabisches Sprichwort im Dialekt von Ḥaurân und Datînah mit Uebersetzung, Kommentar und Glossar. Festgabe zu seinem vierzigjährigen Jubiläum als Orientalist von Dr. Carlo Graf von Landberg. Leiden, E. J. Brill. 1909. 98 Seiten 8° (Vorwort: München, Juni 1909).

2) Die Texte an den mit * bezeichneten Stellen sind zweispaltige Synopsen datînesisch und andersdialektisch; es liegt entweder Uebersetzung aus dem Dat. in den andern Dialekt vor, oder das Umgekehrte ist der Fall, so z. B. ist der tripolitanische Text ins Dat. übersetzt worden; das betr. tripol. Stück ist Text I meiner ›Märchen und Gedichte aus der Stadt Tripolis in Nordafrika‹ (Leipzig 1898). Für Vergleichungszwecke ist eine derartige Einrichtung recht praktisch und z. B. in meinem eben genannten Buche (S. 286) und anderswo auch von mir angewandt worden. Ueber die Reproduktion dieses tripolit. Textes durch L. s. hier S. 889 Z. 20 ff.

umfaßt dann das eigentliche Grundmaterial des Werkes, d. h. der daṯinesische Prosa-Transskriptionstext, nach einem Ueberschlage bloß ± 30 fußnotenlos gedachte (32 zeilige) Seiten. Das ist, wie gesagt, nicht gerade viel Daṯînah-Prosa. Was ihren Inhalt betrifft, so bieten diese Prosatexte erstlich das »Drame de Šamʿah«, das aber wirkliche, ergreifende Dramatik nicht enthält, sondern sich bloß als die nüchterne Schilderung einer daṯinesischen Familienfehde aus dem Jahre 1896 darstellt; zur Prosa-Partie dieses بلاء شمعة (deren Umschrifttext 176 Zeilen umfaßt) gehören 18 Liedchen (zu durchschnittlich 2—4, höchstens 9 Doppelversen), von jenem nüchternen Gepräge der südarabischen Poetik, das also auch den übrigen Poesien dieser Sammlung aufgedrückt ist. Das Tiefere, Gemütvolle fehlt in den poetischen wie in den prosaischen Volkstumsprodukten der Bewohner jenes entsetzlich heißen Erdenviertels, wie es scheint, ganz und gar. Wirklich zum Herzen sprechende Volksmärchen oder Volkslieder sind uns von dort her noch nie übermittelt worden; realistisch und anschaulich darzustellen, das vermögen jene Dunkelhäuter aber ganz gewiß. Man mustere zu diesem Behufe die übrigen Prosastücke der Sammlung durch, namentlich etwa die Stücke: Campement des Bédouins. L'enclos. Le pâtre. Le mariage. Le proscénétisme chez les ʿArwal. Le ventouseur. Le four au pain. La préparation du café. Le battage à beurre. Le beurre cuit. La fouleuse. La coupe de la main du voleur. Qui est-ce qui m'a tapé sur le derrière[1])? Le canal de déviation du wâdi. La saillie de la chamelle. Wie aus dieser Aufführung von Titeln erkennbar sein wird, finden Ethnograph und Ethnologe in der vorliegenden Schrift genug des Interessanten vor.

Um über ± 50 Seiten Grundtext (die nichtdaṯinesischen Prosatexte sind ja auch kommentiert) ± 1100 Seiten Kommentar aufbringen zu können, muß man notgedrungen etwas weit ausschweifen. Es soll indeß nicht gesagt sein, daß uns der Kommentar jemals langweile; im Gegenteile interessiert er uns, trotz seiner begreiflichen Systemlosigkeit auf jeder Seite; denn der werte Verfasser weiß so viel und kann so viel Neues sagen[2]), und endlich ist auch seine Darstellungs-

1) Vgl. dazu im Kommentar (S. 1220): »cela est un geste forte mal vu chez les Bédouins, et la juiverie à la Harden n'y aurait pas de sujet pour une chronique scandaleuse«. Interessant ist ein l. c. mitgeteilter Vers: حَمْبَلي يِنْدِيني حَبّة بالفَرْد ولا يطبّني »je préfère qu'il me donne une balle avec le pistolet que de me taper sur le derrière«.

2) Nach S. 9 der Jubiläumsschrift weiß L. für manchen deutschen Arabisten sogar zuviel. Wir lesen l. c.: »ich bin derselben Methode gefolgt, wie in meinen vorhergehenden Worten: mit denselben langatmigen Erklärungen und Abschweifungen. Jedes Tierchen hat sein Pläsierchen. Wenn ich nicht so vorgehe, weiß

weise eine fesselnde und ästhetische. Nur daß L. gelegentlich zu sehr persönlich-angreifend auftritt [1]), will mir nicht recht gefallen, — auch die Angriffe auf die Rasse [2]) nehmen sich nicht gut aus. Aber der Deutsche braucht sich nicht zu beklagen, denn Landberg bringt Deutschland und deutscher Gelehrsamkeit die wärmste Verehrung entgegen [3]).

Die Materien des Commentaire sind selbstverständlich unter einander verschiedenartig. Zu einem Dritteil etwa sind sie grammatischen Charakters, — vgl. in dieser Hinsicht z. B. die Artikel: *r*-Einfügung in den Stamm S. 358—362; Beziehungen zwischen ق, ج und ك S. 673 f.; *ḍ*:*l* = *ḏ*:*l*? S. 1189—1193; Verba اكل und اخذ S. 1206—1212; Verba tert. semivoc. S. 319—331; Partizip mit Suffix S. 720—736; Infinitive, bes. der Formen فِعّال, تِفِعّال S. 535—543; der Artikel des Nomens S. 281—290 [4]); فاعول S. 590—593; فعلى als Unitätsnomen S. 708—710; فعلولة, فعلول S. 1162—1164; Demonstrativpronomen S. 447—450; Interrogativpronomen S. 398—400; Präposition *milla* S. 426 [5]); Konjunktion *laḥamma* S. 465—474 [6]); Konj.

ich nicht, wo ich Platz und Zeit finde, Alles zu sagen, was ich im Orient gelernt, gesehen und erfahren habe. Ein verehrter norddeutscher Arabist schrieb mir neulich, ich sei »zu bewandert«: à buon intenditore poche parole bastano, aber das ist halt mein »Pläsierchen«.

1) Sogar Verstorbenen gegenüber (so S. X der Deuxième partie gegen Eduard Glaser; S. 978, N. gegen einen Franzosen Arnoux). Lebende kommen schlecht weg z. B. S. 263, N. 2; 326, N. 1; 333, N. 2 f. S.; 479, N. 1; 582, N. 2; 629, N. 3; 780, N. 2; 812, N. 2; 1076, Note. — Namen will ich nicht nennen; wer denkt, daß sein Name an diesen Stellen figuriert, mag sie nachschlagen! Häufig aber ist L.scher Tadel gerechtfertigt.

2) Vgl. schon Note 1 der vor. S.; ferner S. 182, N. 2, sowie das 3., 4. und 6. Zitat der vorigen Note hier.

3) S. namentlich auch S. 9 der »Jubiläumsschrift«: »Gegen meine Gewohnheit habe ich diese »Festgabe« in deutscher Sprache verfaßt. Ich bin ein deutscher Doktor; an der Brust der Mutter Germania habe ich gesogen, ja geradezu gesoffen; in Deutschland und aus deutschen Büchern habe ich unendlich viel gelernt und, last not least, in Deutschland habe ich meine glücklichsten Jahre verlebt; dort habe ich auch meine besten Freunde«. Nies ta *Gereš* paladîni, donnom anğli, — mûš bič-čait! Die *nies ta Gereš* sind übrigens die Nordländer überhaupt, auch die Schweden.

4) Der Artikel lautet im Daṯînesischen i. A. *em* (so beginnt der erste Text der Sammlung mit *em-Heiṯami* (الهيثمي); doch vor einem mit *w* anlautenden Namen setzt man in der Regel *om* oder *ow* (*om-walda* »das Mädchen«, Plural *ow-waladât*; S. 281).

5) Z. B. (l. c.) *millambaḥr* »du côté de la mer«, *ana millêk* »je suis à côté de toi«, *šû ḏi millêh* »qui *vient après lui?*«. An eine Verwandtschaft dieses Wortes mit dem bekannten algirischen *lhê(h)*, *millhê(h)* u. ä. wird man wohl nicht

weise eine fesselnde und ästhetische. Nur daß L. gelegentlich zu sehr persönlich-angreifend auftritt [1]), will mir nicht recht gefallen, — auch die Angriffe auf die Rasse [2]) nehmen sich nicht gut aus. Aber der Deutsche braucht sich nicht zu beklagen, denn Landberg bringt Deutschland und deutscher Gelehrsamkeit die wärmste Verehrung entgegen [3]).

Die Materien des Commentaire sind selbstverständlich unter einander verschiedenartig. Zu einem Dritteil etwa sind sie grammatischen Charakters, — vgl. in dieser Hinsicht z. B. die Artikel: *r*-Einfügung in den Stamm S. 358—362; Beziehungen zwischen ج ق und ك S. 673 f.; *ḍ*:*l* = *ḏ*:*l*? S. 1189—1193; Verba اكل und اخذ S. 1206—1212; Verba tert. semivoc. S. 319—331; Partizip mit Suffix S. 720—736; Infinitive, bes. der Formen فعّال, تفعّال S. 535—543; der Artikel des Nomens S. 281—290 [4]); فاعول S. 590—593; فعلى als Unitätsnomen S. 708—710; فعلول, فعلولة S. 1162—1164; Demonstrativpronomen S. 447—450; Interrogativpronomen S. 398—400; Präposition *milla* S. 426 [5]); Konjunktion *laḥamma* S. 465—474 [6]); Konj.

ich nicht, wo ich Platz und Zeit finde, Alles zu sagen, was ich im Orient gelernt, gesehen und erfahren habe. Ein verehrter norddeutscher Arabist schrieb mir neulich, ich sei »zu bewandert«: à buon intenditore poche parole bastano, aber das ist halt mein »Pläsierchen«.

1) Sogar Verstorbenen gegenüber (so S. X der Deuxième partie gegen Eduard Glaser; S. 978, N. gegen einen Franzosen Arnoux). Lebende kommen schlecht weg z. B. S. 263, N. 2; 326, N. 1; 333, N. 2 f. S.; 479, N. 1; 582, N. 2; 629, N. 3; 780, N. 2; 812, N. 2; 1076, Note. — Namen will ich nicht nennen; wer denkt, daß sein Name an diesen Stellen figuriert, mag sie nachschlagen! Häufig aber ist L.scher Tadel gerechtfertigt.

2) Vgl. schon Note 1 der vor. S.; ferner S. 182, N. 2, sowie das 3., 4. und 6. Zitat der vorigen Note hier.

3) S. namentlich auch S. 9 der »Jubiläumsschrift«: »Gegen meine Gewohnheit habe ich diese »Festgabe« in deutscher Sprache verfaßt. Ich bin ein deutscher Doktor; an der Brust der Mutter Germania habe ich gesogen, ja geradezu gesoffen; in Deutschland und aus deutschen Büchern habe ich unendlich viel gelernt und, last not least, in Deutschland habe ich meine glücklichsten Jahre verlebt; dort habe ich auch meine besten Freunde«. Nies ta *Gereš* paladini, donnom anĝli, — mūš bič-čait! Die *nies ta Gereš* sind übrigens die Nordländer überhaupt, auch die Schweden.

4) Der Artikel lautet im Daṯînesischen i. A. *em* (so beginnt der erste Text der Sammlung mit *em-Heiṯami* (الهيثمى); doch vor einem mit *w* anlautenden Namen setzt man in der Regel *om* oder *ow* (*om-walda* »das Mädchen«, Plural *ow-waladât*; S. 281).

5) Z. B. (l. c.) *millambaḥr* »du côté de la mer«, *ana millêk* »je suis à côté de toi«, *šû ḏî millêh* »qui *vient après lui?*«. An eine Verwandtschaft dieses Wortes mit dem bekannten algirischen *lhê*(*h*), *millhê*(*h*) u. ä. wird man wohl nicht

(*in*)*kalab* S. 1084 f.[1]); verbaler Exponent *ra:* S. 485—495[2]); v. E. *ša:* S. 495—501[3]); v. E. *mâ* mit Suffixen S. 695 f.; die Themata *be*(*n*), *ibn*, *benn* S. 474—492[4]): Wiedergabe von »nur« S. 658—666; Konstruktion der Verba metuendi und cavendi S. 567 f. — Zu zwei Dritteln sind die Materien des Commentaire dagegen lexikalisch und zwar sowohl im Sinne des philologisch-linguistischen Vokabulars als des Reallexikons, wobei sich allüberall dem Verfasser erwünschte Gelegenheit zu mächtigen Exkursen bietet; man beachte die hohen

denken dürfen (L. erwähnt es auch gar nicht); das algier. Wort ist ja schließlich auch anderer Bedeutung (»dort«, »dorther«; s. W. Marçais, Le dialecte arabe parlé à Tlemcen [Paris 1902] S. 181 und dess. Le dialecte arabe des Ulâd Brâhîm de Saïda [Paris 1908] S. 182 f.).

6) *laḥámma wáṣelu* 13,7 »als sie ankamen«. L. analysiert (465, 18) *ḥámma* ganz richtig als حين + ما. Weiterhin geht er energisch gegen meine Behauptung vor, daß *lâ* in diesem Zusammenhange (und überhaupt in der Bedeutung »als«) aus اذا entstanden sein könne; auch der oben S. 884 zitierte Artikel über die Frage nach der Existenz einer Gleichung *ḍ* : *l* = *d* : *l* geht gegen jene meine Annahme vor. Obwohl Parallelen für »*ḏ* (od. *d*) zu *l*« aus der Sphäre des Semitischen mir nicht zu Gebote stehen, möchte ich in Ansehen von δάκρυον-*lacrima*, *Madagaskar-Malagassen* (u. a. Fällen extra semitismum) bei meiner Annahme stehen bleiben, aber doch auch einen Wechselfall beifügen, bei dem wenigstens die eine Form arabisch ist: Cádiz nennen die Marokkaner *qâlëṣ*, *qâlṣ* (in Tanger: *'âlëṣ*).

1) S. 1084: *enteh bâ' tesîr? inkalab enteh ma'i bäsir* = »tu veux partir? — Si tu es avec moi, je partirai«; *fên marzaq? — kalab saraḥ em-sûq* = »où est Marzaq? — Mais il est allé au marché!« Ich muß gestehen, daß ich für den Komplex *lab* an لا بُدّ gedacht habe, zu welcher Idee mich Formen wie يَكُنْ = يَكْ oder berber. *auk* = arab. الكُلّ (vgl. etwa auch § 13 meines in N. 2 zitierten Buches) veranlaßt haben.

2) *el-jôm ra:na raqafna min em-bard* »nous avons tremblé de froid aujourd'hui« S. 485; *la ra:ni mutt* = *in kân mutt* »je serais certainement (ل [so? der Referent]) mort« S. 486. Im Verlaufe des Artikels wird untersucht, ob man auf رى oder auf رأى zurückzugehen habe.

3) Z. B. (S. 496, im Vers) شع صاحبك ما فى زلامه أوقيه »c'est que ton ami n'a pas une ocque (de poudre) dans son attirail de tireur«. L. geht beim Etymologisieren dieses Ausdrucks auf ein südarab. تشعى »voir, regarder« zurück.

4) Ganz eigentümliche Themata, die zukünftiges oder eventuell notwendiges Eintreten einer Handlung anzeigen, mit der 3. Person des Singulars konstruierend! Beispiele: S. 474 *walla bĕná'* (oder *ibná'*) *rĭga:* »par Dieu, nous reviendrons bien à vous!«; S. 475 *walla báni tâb min šurb ed-doḥân* »je cesserai pour sûr de fumer«; S. 476 *willa bénak saqqa min es-sêl ed-dahaf* »par Dieu, tu seras abreuvé par le torrent impétieux!«; S. 477 *walla bnik ğâ'* »p. D., il faut que tu viennes!«; S. 482 *ma la bánnak min :öleh* (oder *inn bennak* oder auch *kinnak!*) »est-ce que tu ne serais pas des :Öleh?«.

Seitenumfänge bei mehreren derjenigen lexikalischen Artikel, die wir als besonders interessant hier nennen möchten: وَجْه S. 549 f., زَرْب S. 650—657, بَرّ S. 1201—1204, اسد und صيد S. 1237—1240, *dibbâh* ›Flaschenkürbis‹ S. 609—614, مكريب und كريب S. 638—647, منسف und نسف S. 618—622, نشر S. 684—690, وحى S. 502—518, طلبّ S. 1215—1224, ›entreißen‹ S. 1342—1347, ›springen‹ S. 1244—1265 (aber auch 1346—1348), ›sehen‹ S. 1294—1301, ›Kaffee‹ S. 1055—1079, ›Wein‹ S. 1353—1359, ›Katze‹ S. 1133—1138, ›Seil‹ S. 1122—1124, ›Schiff‹ S. 894—902, ›Schüssel, Eimer, Schlauch‹ S. 606—609, ›geschlechtlicher Verkehr‹ S. 907—973, ›Hochzeit‹ S. 817—869. Artikel, wie die beiden letztgenannten, gehören wirklich schon mehr in eine große Enzyklopädie, da sie mit ihren kulturhistorischen und ethnographischen Detaillierungen sich so weit ausdehnen; sie liefern uns aber auch kommentierende Parallelen aus dem Bereiche des gesamten Arabertums, des Semitentums oder schließlich der gesamten Welt, hierbei noch manchen vulgär- oder klassisch-arabischen Text mitteilend oder auch — in Uebersetzung — griechische oder babylonische Texte beibringend. So figuriert innerhalb des an vorletzter Stelle genannten Artikels ein Bestand von 107 Zeilen an arabischem Texte, ferner das 199. Kapitel (nicht ›le Chapitre CXCIXII‹; s. S. 957) des 1. Buches des Herodot und endlich 30 Zeilen aus der Uebersetzung des Gilgameš-Epos durch Dhorme, — alles Texte bezw. Textübersetzungen, an denen L. natürlich nicht ohne Kommentierung vorübergehen darf. Wir erhalten mithin gelegentlich Superkommentare. Dem Babylonischen wird von L. in seinen letzten Publikationen überhaupt sehr häufig Beachtung geschenkt, und mit jenem Idiom hält jetzt auch Mythologisches mehr und mehr seinen Einzug in die Schriften des sonst bedächtigen Forschers. Man findet mythologische Stoffe z. B. auch unter dem Artikel *labbêjk* (der S. 374—398 einnimmt) oder aber beim Artikel طاسة (S. 748 ff.). Doch auch ägyptische Gottheiten treten auf und nicht bloß babylonische, — so die ägyptische Göttin *Bast* beim Artikel ›Katze‹ (speziell بَسّ betreffend; S. 1136). — Um einmal zu zeigen, in welchem Umfange ein Artikel seine Materie erörtert, sei das sub ›Katze‹ vorgeführte Wortmaterial hier gebucht: بَسّ, بَسْم, ضَيْوَن, هِر, قِطّ, بِسْبِس, بِساس, *bezzûne*, *besáin*, *bisên*, *bisêni*, قَطُّوس, قَطُو, ضاوِن (arabisch); *taiwûn* (mehri); Bast (äg. Göttin); *Buse*, *Bise* (deutsch); *puiže* (lit.); *piso* (alban.); *pušäk* (neupers.); *pišik* (kurd.); *pišô* (afghan.); *piš* (pamir.); *micio* (ital.); *mite* (französ.); *Mieze*, *Mies*

Seitenumfänge bei mehreren derjenigen lexikalischen Artikel, die wir als besonders interessant hier nennen möchten: وَجْه S. 549 f., زَرْب S. 650—657, بَرّ S. 1201—1204, اسد und صيد S. 1237—1240, *dibbâh* ›Flaschenkürbis‹ S. 609—614, مكريب und كريب S. 638—647, منسف und نسف S. 618—622, نشر S. 684—690, وحى S. 502—518, طلبّ S. 1215—1224, ›entreißen‹ S. 1342—1347, ›springen‹ S. 1244—1265 (aber auch 1346—1348), ›sehen‹ S. 1294—1301, ›Kaffee‹ S. 1055—1079, ›Wein‹ S. 1353—1359, ›Katze‹ S. 1133—1138, ›Seil‹ S. 1122—1124, ›Schiff‹ S. 894—902, ›Schüssel, Eimer, Schlauch‹ S. 606—609, ›geschlechtlicher Verkehr‹ S. 907—973, ›Hochzeit‹ S. 817—869. Artikel, wie die beiden letztgenannten, gehören wirklich schon mehr in eine große Enzyklopädie, da sie mit ihren kulturhistorischen und ethnographischen Detaillierungen sich so weit ausdehnen; sie liefern uns aber auch kommentierende Parallelen aus dem Bereiche des gesamten Arabertums, des Semitentums oder schließlich der gesamten Welt, hierbei noch manchen vulgär- oder klassisch-arabischen Text mitteilend oder auch — in Uebersetzung — griechische oder babylonische Texte beibringend. So figuriert innerhalb des an vorletzter Stelle genannten Artikels ein Bestand von 107 Zeilen an arabischem Texte, ferner das 199. Kapitel (nicht ›le Chapitre CXCIXII‹; s. S. 957) des 1. Buches des Herodot und endlich 30 Zeilen aus der Uebersetzung des Gilgameš-Epos durch Dhorme, — alles Texte bezw. Textübersetzungen, an denen L. natürlich nicht ohne Kommentierung vorübergehen darf. Wir erhalten mithin gelegentlich Superkommentare. Dem Babylonischen wird von L. in seinen letzten Publikationen überhaupt sehr häufig Beachtung geschenkt, und mit jenem Idiom hält jetzt auch Mythologisches mehr und mehr seinen Einzug in die Schriften des sonst bedächtigen Forschers. Man findet mythologische Stoffe z. B. auch unter dem Artikel *labbéik* (der S. 374—398 einnimmt) oder aber beim Artikel طاسة (S. 748 ff.). Doch auch ägyptische Gottheiten treten auf und nicht bloß babylonische, — so die ägyptische Göttin *Bast* beim Artikel ›Katze‹ (speziell بسّ betreffend; S. 1136). — Um einmal zu zeigen, in welchem Umfange ein Artikel seine Materie erörtert, sei das sub ›Katze‹ vorgeführte Wortmaterial hier gebucht: بسّ, بَسْم, قطو, قطّوس *bezzûne, besáin, bisên, bisêni,* بساس, بِسَّبس, قِطّ, هِرّ, ضَيْوَن, ضاوِن (arabisch); *taiwûn* (mehri); Bast (äg. Göttin); *Buse, Bise* (deutsch); *puiže* (lit.); *piso* (alban.); *pušäk* (neupers.); *pišik* (kurd.); *pišó* (afghan.); *piš* (pamir.); *micio* (ital.); *mite* (französ.); *Mieze, Mies*

(deutsch); *misse* (schwed.); *catus*, *cattus* (lat.); κάττος (spätgriech.). Es werden hier also sehr viele Formen vorgeführt, und doch sind es — wenn nun einmal eine Wortwanderung im großen Stile verfolgt werden soll — noch nicht genug Formen: es dürfte aus inneren Gründen z. B. *kedi* (osman., und andere Formen in den Türksprachen), *mušš* (maġrebinisch-arab.), *amuš* (berber.), *macska* (ungar.), *koška* (russisch, und andere Formen in den slaw. Sprachen) etc. etc. nicht unberücksichtigt gelassen werden: sonst bleibt die angeregte Nachspürung auf einem Drittel des Weges stehen. Große Ausblicke über Wortverwandtschaft soll z. B. auch der Artikel جليلة ›Kugel‹ (S. 1229 —1236) eröffnen, der dies Wort durch die semitische und die indogermanische Welt rollt; mächtig reichliches Material zum Studium der Wortverwandtschaft innerhalb des Semitischen dagegen bietet die sich aus نتخ ›entreißen‹ entwickelnde Untersuchung (S. 1342 ff.), bei der wir gegen 40 semitische Verba (نتخ, نتج, نتق, נתק, ܢܬܟ, m. *ntók*, نتع, نطع, نزع, נתע, ܢܬܥ, m. *netôḫ*, نتأ, متح, נתח, نتش, נתש, ܢܬܫ, ነሠተ, נתץ, نتف, نتر, m. *netôr*, נתר, نتل, ندل, نطل, نثر, ندر, نتّ, نطّ, تلّ und noch andere) vor unseren Augen defilieren sehen. Wir können die L.schen Filiationen i. A. ohne Skeptizismus annehmen; aber ich habe immer eine gewisse Abneigung gegen Zusammenstellen semitischer Wurzeln, deren 1. oder 2. Radikal ein *n* oder ein *t* ist, wegen der Möglichkeit ursprünglicher Servilität dieser Laute an jener Stelle des Themas.

In Bezug auf die Frage, ob Landberg ein g u t e s O h r für die Aufnahme des lebenden Arabischen besitze, habe ich mich ZDMG 56, 422 dahin geäußert, daß ›in der Exaktität der Aufzeichnung dem Grafen Landberg kaum ein anderer europäischer Gelehrter gleichkomme‹. Dabei bleibe ich stehen: L. h ö r t k e i n e n K o n s o n a n t e n f a l s c h. Aber man kann nicht behaupten, daß seine U m s c h r i f t systeme das Nonplusultra an Feinheit und Exaktheit seien; man muß sogar zugeben, daß er sich auf diesem Gebiete zuweilen recht merkwürdige Voreingenommenheiten zulegt. Im letzten Sinne fällt auch hier wiederum seine sonderbare Abneigung gegen die Anwendung des *ō* für den Fall, daß es aus *ū* entstanden sei, recht sehr auf; L meint, man müsse den verschiedenartigen Ursprung des *ō* doch auch irgendwie in der S c h r i f t zur Darstellung bringen. Das Ganze ist aber eine bedenkliche Systemlosigkeit, die ich schon l. c., Note 1 gerügt habe (warum soll dann etymologisierende Schreibweise nur gerade den *ō*-Laut treffen? L. schreibt doch ohne Skrupel *ʒ* für daṯin. ع und غ, oder aber *ṭ* für *ḍ* und تفخيم-*l*); s. zu diesem Punkte im vorliegenden Buche bes. S. 113, N. 1. Andererseits diskrepieren mit

der ausgezeichneten Hörfähigkeit des L. (sie aber trotzdem nicht herabsetzend und bloß eine gewisse Indolenz des Verfassers beweisend, oder aber etwas wie Ungewandtheit in der technischen Ausdrucksweise) Aeußerungen aus seiner Feder wie die folgenden: S. 6, Z. 7 ›la transcription d'un texte ne saurait jamais rendre toutes les nuances délicates de la prononciation arabe‹; S. 12 in Note 1 zu *mdarrab* Z. 1 des Textes: ›j'écris *mdarrab*, mais il est évident que le *m* n'est prononçable qu'avec un son vocalique qui, dans les cas analogues, est tellement imperceptible, que la transcription *ĕmdarrab* serait même ici de trop‹; S. 32 in der Note zu einem reimenden *mâje* ›Wasser‹ des Textes, dessen reinen *â*-Vokal L. erst selber aus Reimskrupeln geschaffen hat: ›*mâye* (L. schreibt das ى mit *y*) était près de *môye*, mais la rime prouve que *môye* n'est pas la juste prononciation. Même cas chez Littmann NAVP p. 14‹; S. 700 (augenscheinlich in einiger Aufregung über das Bestehen der Aufsprengungs-Betonungen *médersa* etc. im Maġreb [s. über Aufsprengungen auch S. 321 f.]): ›dans mádrasah, la pénultime, étant brève, ne saurait porter l'ictus, mais dans le nordafricain *medèrseh* (*h?* der Ref.) elle devient longue et doit le porter. C'est là la règle générale en arabe, et il est inutile de la compliquer par des noms qui n'expliquent rien; Stumme, Tunis. Gramm. § 70 et ss., Marçais, Gramm. §. 56‹.

Es will uns endlich auch vorkommen, als ob L. mit seinen Komplexen von langem Verbal und Hamz im Silbenschlusse etwas anderes meine, denn das, wofür man die Sache halten muß. Er schreibt z. B. S. 11, 13 *ḫû bûho* ›der Bruder ihres (*ho* aus *ha* durch das dumpfe *û*) Vaters‹; S. 158, 21 *mâ' bâ'ha* ›ich will sie nicht‹; Note 4 auf S. 885 dieser Anzeige *benâ'* (*ibnâ'*) und *ǧâ'* جاء; S. 8, 5 gar *tnâ'ʿóšar* ›zwölf‹. Vielleicht meint hier L. etwas wie gestoßenen Ton mit Hamz am Silbenschlusse; da hätten wir aber doch zu erwarten, daß die Vokale als kurze bezeichnet würden. S. 1206, 7 wird eine solche Fassung sogar auf maġrebinische Formen angewandt (*klâ'*, *ḫḏâ'*). Auffällig sind uns verschiedene Wortformen in dem damaszenischen Texte auf S. 54 und 55; doch hier liegen wahrscheinlich bloß Flüchtigkeiten vor (der Verf. wird gedacht haben, er schriebe daṯînesisch). Wir meinen die Formen *miṯel*, *errîf*, *minnoh*, *mälle*. Ich habe fast ein Jahr in jenem Paradiese gelebt und vermeine, man bekommt daselbst ein مثل, غيف, منه, ملّة nie anders zu hören als *mitĕl*, *rîf*, *minnu*, *mälli*. — Nicht genügend ist öfter der Ton bezeichnet worden: S. 30, 14 lesen wir *ḫâṭérkum*, dagegen *ḫâṭerkum* S. 31, Z. 4; sollen denn hier — und in den häufigen analogen Fällen — Unterschiede in der Betonungsweise gemacht werden?

der ausgezeichneten Hörfähigkeit des L. (sie aber trotzdem nicht herabsetzend und bloß eine gewisse Indolenz des Verfassers beweisend, oder aber etwas wie Ungewandtheit in der technischen Ausdrucksweise) Aeußerungen aus seiner Feder wie die folgenden: S. 6, Z. 7 ›la transcription d'un texte ne saurait jamais rendre toutes les nuances délicates de la prononciation arabe‹; S. 12 in Note 1 zu *mdarrab* Z. 1 des Textes: ›j'écris *mdarrab*, mais il est évident que le *m* n'est prononçable qu'avec un son vocalique qui, dans les cas analogues, est tellement imperceptible, que la transcription *ĕmdarrab* serait même ici de trop‹; S. 32 in der Note zu einem reimenden *mâje* ›Wasser‹ des Textes, dessen reinen *â*-Vokal L. erst selber aus Reimskrupeln geschaffen hat: ›*mâye* (L. schreibt das ى mit *y*) était près de *môye*, mais la rime prouve que *môye* n'est pas la juste prononciation. Même cas chez Littmann NAVP p. 14‹; S. 700 (augenscheinlich in einiger Aufregung über das Bestehen der Aufsprengungs-Betonungen *médersa* etc. im Maġreb [s. über Aufsprengungen auch S. 321 f.]): ›dans mádrasah, la pénultime, étant brève, ne saurait porter l'ictus, mais dans le nordafricain *medèrseh* (*h?* der Ref.) elle devient longue et doit le porter. C'est là la règle générale en arabe, et il est inutile de la compliquer par des noms qui n'expliquent rien; Stumme, Tunis. Gramm. § 70 et ss., Marçais, Gramm. §. 56‹.

Es will uns endlich auch vorkommen, als ob L. mit seinen Komplexen von langem Verbal und Hamz im Silbenschlusse etwas anderes meine, denn das, wofür man die Sache halten muß. Er schreibt z. B. S. 11, 13 *ḫû bûho* ›der Bruder ihres (*ho* aus *ha* durch das dumpfe *û*) Vaters‹; S. 158, 21 *mâ' bâ'ha* ›ich will sie nicht‹; Note 4 auf S. 885 dieser Anzeige *benâ'* (*ibnâ'*) und *ǵâ'* جاء; S. 8, 5 gar *tnâ'ʿóšar* ›zwölf‹. Vielleicht meint hier L. etwas wie gestoßenen Ton mit Hamz am Silbenschlusse; da hätten wir aber doch zu erwarten, daß die Vokale als kurze bezeichnet würden. S. 1206, 7 wird eine solche Fassung sogar auf maġrebinische Formen angewandt (*klâ̂'*, *ḫdâ̂'*). Auffällig sind uns verschiedene Wortformen in dem damaszenischen Texte auf S. 54 und 55; doch hier liegen wahrscheinlich bloß Flüchtigkeiten vor (der Verf. wird gedacht haben, er schriebe daṯînesisch). Wir meinen die Formen *mitel*, *erṛîf*, *minnoh*, *mälle*. Ich habe fast ein Jahr in jenem Paradiese gelebt und vermeine, man bekommt daselbst ein مثل, غيف, منْه, ملّه nie anders zu hören als *mitĕl*, *ṛîf*, *minnu*, *mâ̂lli*. — Nicht genügend ist öfter der Ton bezeichnet worden: S. 30, 14 lesen wir *ḫaṭérkum*, dagegen *ḫaṭerkum* S. 31, Z. 4; sollen denn hier — und in den häufigen analogen Fällen — Unterschiede in der Betonungsweise gemacht werden?

— Ueber mehrere der Lautzeichen, die L. anwendet, werden wir unter der Rubrik ›Transcription‹ (S. X der Première partie) leider nicht informiert (sehr wahrscheinlich findet man diesbetreffende Angaben allerdings wohl in früheren Worten des Herrn Grafen); wir meinen hier z. B. ein *q* mit einem Punkte darunter (z. B. in der Umschrift von قال مقتول S. 9, 14) oder ein *u* mit Punkt darüber (z. B. in der U. von برزة S. 32, 6 ö.). Uebrigens sind im vorliegenden Werke manche Accentuierungs- oder Kopulierungszeichen der Vokale z. T. von unschönem Aussehen, wie etwa die mächtigen Klammern über triphthongischem *aou* (*kaoun* S. 10, 17 und *kaown* S. 8, 2 haben solche sperrige Zeichen über sich [es liegt كَوْن vor], die freilich weniger stören als die entsetzlichen Klammern, die die minimalwertigsten Vokale in Schriften B. Meißners und anderer signalisieren), die Accente über den *ö* und über anderen Vokalen (namentlich bei Anwendung der kleineren Schrift der Anmerkungen; s. z. B. S. 124, N. 2). Die Sache ist zwar äußerlich; doch tadellose Typen heben entschieden den Genuß bei der Lektüre eines Buches.

Entschiedene Nachlässigkeiten läßt sich L. häufig beim Anbequemen vulgärarabischer Texte anderer Sammler an sein Typensystem zu Schulden kommen. Beispielsweise setzt er in dem, S. 82—86 vollständig reproduzierten Märchentext Nr. I meiner (S. 882 Anm. 2 zitierten) Sammlung aus dem nordafrikanischen Tripolis für mein *ž* (= französ. *j*) ohne Skrupel ein *ǵ* ein, das man doch eben als ein *dsch* auffassen wird, wie ferner die Unterscheidungen *e*, *ę*, *ẹ*, *ë* in jener meiner Textsammlung von L. zu einem *e* uniformiert werden; Nach L.scher Umwertung wird مَشَى zu einem *mšé*, und jeder wird denken, diese Verbalform laute in jenem Tripolis *mché* (französisch gefaßt); ich schreibe aber stets *mšę̂*, denn ihr *ę̂* ist ein offenes, *ȃ*-ähnliches. L. gibt ferner (S. 302) ein ʿirâqisches *ḥâl* ›Kraft‹, *ḫâl* ›Rosse‹, *ṣâf* ›Sommer‹ aus F. H. Weißbachs Anzeige von B. Meißners ›Neuarabischen Geschichten aus dem Iraq‹ (die Anzeige umfaßt S. 931—948 des 58. Bandes der ZDMG; jene Nomina stehen dort auf S. 935) ohne weitere Umstände mit reinem *â* wieder; ein *ȃ* würde L. an jener Stelle (S. 302) freilich nicht ins System passen. Auf derselben Seite der Weißbachschen Anzeige ist übrigens auch nicht zu lesen, daß ›le dialecte de Mésopotamie offre aussi une tendance du passage de *â* en *ô*‹ (wie L. S. 296 zitiert), sondern es heißt daselbst, das *ȃ* von *rȃt* ›du hast gesehen‹ u. ä. Formen habe ›vielfach einen Klang nach *ȏ* hin‹. Das ist etwas ganz anderes!

Eine Anzahl von Stellen sei hier aufgeführt, zu denen wir Zusätze zu machen bezw. Korrekturen anzubringen haben; doch ist der

Bestand von Druckfehlern oder sonstigen Fehlern im vorliegenden Werke sehr gering (auch stellt der Verfasser auf S. 277 f. und 1437 —1440 deren Hauptbestand richtig). Wir geben in dieser Beziehung Folgendes: S. 8, Z. 16: lies *ye'zû* für *ye'zû* ‖ 47, 24: l. *meḥtegim* f. *meḫ°* ‖ 289, N. 1: l. *lākinda* f. *lukânda* ‖ 300, N. 1: worauf geht das Relativ ›den‹ in Z. 7? ‖ 306, N. 2 (wie auch 705, 9; in anderen Fällen aber richtig): l. Burckhardt f. Burkhardt ‖ 340, 7 f.: zur Schreibweise اربع تيام und خمس تيام, welche ein ungebildeter Jerusalemer Araber an Littmann mitteilte, vergleiche man die maltesische, durchaus sanktionierte *erbgha t'ijèm*, *ḫames t'ijèm* etc. ‖ 441, 12; l. Jayakar f. Iayakar 462, 13: man könnte denken, L. wolle hier sagen, ›König‹ hieße bei den Slawen *krol* (u. ä.) und bei den Magyaren *korol*; bei den letzten lautet das Wort aber *király* ‖ 466, Z. 4 v. u.: für conjonctions sudafricaines l. conjonctions nordafricaines ‖ S. 475, 3: Kampffmeyers Aufsatz hat den Titel ›Die arabische Verbalpartikel b (m)‹ ‖ 488, N. 3: zu راعى النجوم vgl. ein نرعى النجوم in meinen Tripolitanisch-tunisischen Beduinenliedern (Leipzig 1894), Vers 693 ‖ 489, 9: *fadàwaru* ›da suchten sie‹ ist wohl irgendwie anders zu lesen ‖ 571, N. 1 Z. 12: f. de Metelynski l. de Motolynski ‖ 591, 13: zu ›شقور = hache (Algérie)‹ möge doch auch bemerkt werden, daß dieses Wort fremden Ursprungs ist, nämlich vom lat. *secur* stammt ‖ 655 f.: die Haare auf der Körperhaut des Menschen heißen sonst stets زَغَب; hier merkwürdigerweise زرّب ‖ 694, 8 ff.: mit *ed-drìm* meint Manzoni auf S. 71 seines Buches ›El-Yemen‹ (daselbst lesen wir: ›nelle montagne vivono a truppe gli sciacalli [*ed-dîb*]; è pur facile nello Yemen l'incontrare delle magnifiche volpi [*ed-drìm*]‹) gewiß eine Form von أدغم; vgl. Lisân al-ʿArab XV, 93 ‖ 733, 2: ein *kifčunkûm* gibt es in Tunis nicht und steht auch nicht an der aus meiner Tunis. Grammatik zitierten Stelle ‖ 937: mit der Terminologie in (homo)sexuellen Dingen scheint L. nicht immer auf dem Laufenden zu sein (was an und für sich kein Fehler ist). Soviel weiß ich aber doch, daß man die Antinousstatuen nicht expreß als ›une expression du sadisme romain‹ bezeichnen kann; der Jüngling macht doch weder einen sadistischen noch einen masochistischen Eindruck. L. meint mit ›sadisme‹ wohl mehr ›pédérastie‹ ‖ 1206, 12: l. A. Fischer, Zum Wortton im Marokkanischen f. A. Fischer, Wappen ‖ S. 1319: Interessant ist auch folgender Entwickelungsgang von λεκάνη, nämlich λ. zu türkisch *leken*, *legen*, *lejen*, und aus der letzten Form tunisisch *jân* (das speziell ›Barbierbecken‹ bedeutet) ‖ 1345, 9; bei A. Jahn (Mehri-Sprache) steht l. c. *ntôk*, nicht *nétok* ‖ 1393, N. 1: Es ist nicht richtig, daß ich die Endvokale des Vulgärarabischen, wenn unbetont, aber ety-

mologisch lang, immer mit dem übergesetzten Striche bezeichne; das habe ich nur in meinen frühesten Schriften getan, mich späterhin aber von falschen Voreingenommenheiten freigemacht.

Ueber das Metrische, Rhythmische und Musikalische der daṯînesischen Lieder redet L. an verschiedenen Stellen seiner Sammlung; s. namentlich S. 100—103, 146, 152, 325 und 554. Auf S. 103 (Z. 13—18) äußert sich L. folgendermaßen: »Devant publier en allemand une critique assez détaillée des ouvrages des deux savants précités[1]), dont les vues ne sont pas toujours les miennes et qui paraissent se baser sur des conclusions fausses, amenées par l'insuffisance de leur observations (Dank!), je ne veux ici discuter une question qui demande à elle tout un livre«. Dem Erscheinen dieser Studie sehe ich mit Neugier, aber auch mit Gelassenheit entgegen. L. wird jedoch guttun, sich vor ihrer Veröffentlichung die diesbetreffenden Auseinandersetzungen in den in Frage kommenden Publikationen aus meiner Feder erst noch einmal gründlich anzusehen, damit er nicht fernerhin und nicht wie Martin Hartmann (s. Deutsche Literaturzeitung, 1895, Sp. 1000) aus meinen Schriften Sachen liest, die gar nicht in ihnen stehen! Während M. H., weil ich Notenschrift (aber es war doch linienlose!) zur Schematisierung von Rezitationsrhythmen verwandte, zu der Ansicht kam (s. l. c.), ich wolle dem Zusammenhange von Versmetrik und Gesangsrhythmus beim einzelnen Gedichte nachgehen[2]), und während ihm entgeht, daß ich den Beziehungen des starren metrischen Schemas zum lebendigen Rhythmus des Rezitierenden nachspüre, verfällt L. auf die Anschauung: meine Emendationstexte stellten die Gesangsform der betr. Stücke dar (s. S. 554, N. 2)! Meine Emendationstexte sind aber weiter nichts, als die rein mechanisch skandierend vollzogenen Veränderungen des diktierten Textes nach den Erfordernissen des metrischen Schemas mit seinen —, ◡ oder ◡̄ (das Vorhandensein der metrischen Schemata wird L. nicht deshalb leugnen wollen, weil volkstümliche Dichter sie mitunter nicht kennen). Diese Emendationsarbeit verlangte einesteils das Hinzufügen von Vokalen zum diktierten Texte (diese von mir eingesetzten Vokale werden ja wohl sehr oft beim Ge-

1) Betrifft den »Divan aus Zentralarabien« von Albert Socin und meine »Tripolitanisch-tunisischen Beduinenlieder« (oder andere von meinen Liedersammlungen).

2) was er mir aber doch auch nicht hätte verbieten dürfen, und was mir L. ja erlaubt (S. 101, 20—24). — L. wird namentlich auch meine Erwiderung auf M. Hartmanns Beanstandungen zu lesen haben; diese findet sich in meinem kurzen Artikel »Neue tunisische Sammlungen« im 2. Bande der A. Seidelschen »Zeitschrift fur afrikanische und oceanische Sprachen« (spez. s. S. 99).

sange zum Vorschein kommen, aber das braucht nicht mit absoluter Notwendigkeit der Fall zu sein; ein diktiertes *ʒainîk wâḥwâžbek sûd, qalbĕk ĕqĕlîl eddĕbâra* [cf. Tunis. Märchen und Gedichte, S. 91] z. B. ist metrisch aufzufassen als *ʒainîke wâḥwâžebek sūd, qalbek qelīl eddebārā* [⏑ – – ⏑ – | – ⏑ – –], aber beim Singen wurde es dagegen gegeben [s. Tripolitan.-tunis. Beduinenlieder, S. 4] als *ʒainîk wâḥwâžbek sûd, qâlbék ĕqĕlîl eddebânananarâ!*), anderenteils das Tilgen von Vokalen aus den diktierten Texten (so wurde z. B. in Stück VII der Trip.-tunis. Bedl. an 5 Stellen wortbeginnendes *ulâ* zu *lā* verändert). Mit einigen wenigen Ausnahmen klappt in allen Gedichten meiner Sammlungen die metrische Emendationsarbeit so schön; ich möchte sehen, an welcher Stelle die mir zugesprochenen conclusions fausses und die insuffisance meiner Beobachtungen zum Vorschein kommen sollten!

Die das interessante Werk schmückenden Illustrationen sind sehr instruktiv. Dem Titel der Première Partie geht voran das kolorierte Bild eines ʒawâliqischen Sängers; Vollbilder bei S. 597, 1310 und 1406 führen uns ›Poterie en terre cuite (Marché de Šiḥr)‹, bezw. ›La quṣla ḥamyarâyah‹ und den Coitus zweier Kamele vor. Die übrigen Bilder stellen Gerätschaften und Werkzeuge dar. Der Text der an zweiter Stelle erwähnten Abbildung der südarabischen Haartracht trägt (wie Textstellen hier und da) schon Verweis auf das zukünftige ›Glossaire‹. Was wird uns dieses bringen? Wie es scheint: nicht nur alphabetische Buchung des Materials für Nachschlagezwecke, sondern auch Neues, d. h. neues Material fürs südarabische Lexikon und weitere Kommentierungen und Exkurse, sodaß man späterhin dem werten Herrn Grafen für dieses Glossar ebenso großen Dank wissen wird, wie man ihm heute zu danken hat für die erste Hälfte seines Daṯinah-Werkes.

Leipzig Hans Stumme

sange zum Vorschein kommen, aber das braucht nicht mit absoluter Notwendigkeit der Fall zu sein; ein diktiertes *ʒạinik wâḥwâžbek sûd, qalbĕk ĕqĕlil eddĕbâra* [cf. Tunis. Märchen und Gedichte, S. 91] z. B. ist metrisch aufzufassen als *ʒainike wâḥwâžebek sûd, qalbek qelîl eddebārā* [⏑ — ⏑ —|— ⏑ — —], aber beim Singen wurde es dagegen gegeben [s. Tripolitan.-tunis. Beduinenlieder, S. 4] als *ʒạinik wâḥwâžbek sûd, qâlbék ĕqĕlil eddebânananarâ!*), andernteils das Tilgen von Vokalen aus den diktierten Texten (so wurde z. B. in Stück VII der Trip.-tunis. Bedl. an 5 Stellen wortbeginnendes *ulâ* zu *lā* verändert). Mit einigen wenigen Ausnahmen klappt in allen Gedichten meiner Sammlungen die metrische Emendationsarbeit so schön; ich möchte sehen, an welcher Stelle die mir zugesprochenen conclusions fausses und die insuffisance meiner Beobachtungen zum Vorschein kommen sollten!

Die das interessante Werk schmückenden Illustrationen sind sehr instruktiv. Dem Titel der Première Partie geht voran das kolorierte Bild eines ʒawâliqischen Sängers; Vollbilder bei S. 597, 1310 und 1406 führen uns ›Poterie en terre cuite (Marché de Šiḥr)‹, bezw. ›La quṣla ḥamyarâyah‹ und den Coitus zweier Kamele vor. Die übrigen Bilder stellen Gerätschaften und Werkzeuge dar. Der Text der an zweiter Stelle erwähnten Abbildung der südarabischen Haartracht trägt (wie Textstellen hier und da) schon Verweis auf das zukünftige ›Glossaire‹. Was wird uns dieses bringen? Wie es scheint: nicht nur alphabetische Buchung des Materials für Nachschlagezwecke, sondern auch Neues, d. h. neues Material fürs südarabische Lexikon und weitere Kommentierungen und Exkurse, sodaß man späterhin dem werten Herrn Grafen für dieses Glossar ebenso großen Dank wissen wird, wie man ihm heute zu danken hat für die erste Hälfte seines Daṯinah-Werkes.

Leipzig Hans Stumme

Horae Semiticae No. VIII. Codex Climaci Rescriptus. Fragments of sixth century Palestinian Syriac texts of the Gospels, of the Acts of the Apostles, etc. Transcribed and edited by **Agnes Smith Lewis**, M.R.A.S. With seven facsimiles. Cambridge 1909. XXXI, 201 S., 7 Taf. 4°. — 10 s. 6 d.

Codex Climaci rescriptus nennt Mrs. S. S. Lewis diesen Palimpsest, weil seine obere Schrift die syrische Uebersetzung des Κλῖμαξ τοῦ παραδείσου enthält, dessen Verfasser Johannes, ein wol bald nach 600 gestorbener sinaitischer Mönch, von diesem seinem Werk den Beinamen Climacus erhalten hat. (Dasselbe ist griechisch gedruckt z. B. bei Migne, P. G. tom. 88, 631 ff.) Die Papierlagen, die der syrische Kopist (oder vielleicht Uebersetzer) benutzte, waren zum größeren Teil christlich-palästinisch, zum kleineren mit griechischen Bibeltexten beschrieben; vier Blätter waren noch leer. Nachdem Mrs. L. im J. 1895 ein einzelnes Blatt der Hs. in Kairo erworben (mitgeteilt in Stud. Sinait. VI, p. CXXXIX), gelangte sie 1905 via Suez in den Besitz von 89 Blättern, die sie 1906 in Port Tewfik um weitere 48 Blätter ergänzen konnte. Das Mittelstück hat sich bis jetzt leider nicht auftreiben lassen.

In der Einleitung handelt Mrs. L. in Kürze von der chr.-palästin. Schrift und Literatur überhaupt, führt die Geschichte der diesbezüglichen Wissenschaft bibliographisch vor, teilt sodann die griechischen Texte des Palimpsestes mit, und gibt zum Schluß Erläuterungen und Betrachtungen zu allerlei problematischen Lesarten, manchmal im Namen ihres langjährigen Beirates in solchen Dingen E. Nestle. Sie ist geneigt, die Entstehung der chr.-pal. Bibelübersetzung vom 4. Jht. an zu datiren; ferner betont sie wieder die besondere Verwandtschaft dieses Dialekts mit dem galiläischen: *its likeness to the Galilean language of the Targums* (p. XIII), *it represents the homely Galilean speech which bewrayed St Peter* (p. XVI). Beides, glaube ich, mit Unrecht. Die erste Ansicht hat seit F. C. Burkitts Darlegungen im Journ. of Theolog. Studies II, auf die Mrs. L. selbst verweist, für antiquiert zu gelten; auch Nöldeke ist inzwischen vom 4. ins 5. Jht. hinuntergegangen (Kultur der Gegenwart: Die oriental. Literaturen, 1906, p. 121), wenn auch nicht bis ins 6., wie es Burkitt tut. Für das Andere könnte Dalman als Gewährsmann angeführt werden, der auch noch in der 2. Aufl. seiner Grammatik den chr.-pal. Dialekt mit dem galiläischen dem judäischen gegenüberstellt[1]). Gegenüber

1) Unter dem »judäischen« Dialekt will er zwar jetzt »ein in Judäa ursprünglich geformtes Schriftaramäisch« verstanden haben, nicht »ein in Judäa gesprochenes Aramäisch«, wie man irrtümlich aus der 1. Aufl. herausgelesen habe (Vorwort p. V. VI). Mit diesem Gesichtspunkt Ernst gemacht, würde aber seine Grammatik des jüd.-paläst. Aramäisch eine wesentlich andere Anlage zeigen müssen.

den unklaren Begriffen, die z. T. bis heute in diesen Dingen herrschen, ist es besonders wertvoll, ja sogar der eigentliche Hauptwert der in so erfreulicher Weise wieder entdeckten chr.-pal. Literatur, daß sie beweist, daß die aramäische Sprache Palästinas im 6. und 7. Jht. eine äußerst gleichmäßige gewesen ist. Die Unterschiede reduzieren sich auf das Lexikon — hier zeigt sich das ältere Samaritanisch zugleich als Grenze und Vermittler zwischen Galiläisch und Judäisch d. h. christlich Palästinisch —, verflachen sich aber auch hier zusehends, je mehr chr.-pal. Dokumente wir kennen lernen[1]). Ein grammatisch separiertes ›Judäisch‹ kann nicht daneben existiert haben. Die Targume zum Pentateuch und zu den Propheten sind nicht nur rabbinische Kunstsprache, sondern in Babylonien bis zur Unkenntlichkeit entstellt.

Zwei der Konvolute, die der Syrer später als Schreibmaterial benutzte, enthalten umfangreiche Stücke aus Evangelien, Apostelgeschichte und Briefen, die zu einer Bibelübersetzung gehören, also nicht aus Lektionarien stammen; das dritte enthält Stücke aus verschiedenen Lektionarien, z. T. aus der Pešīṭā übersetzt; das vierte besteht aus einem Blatt apostolischer Apokryphen und 4 Blättern einer noch nicht identifizierten Homilie. Die biblischen Stücke werden noch auf ihr Verhältnis zu den bisher bekannten zu untersuchen sein.

Die Perikopen und Verse, die hier zum ersten Mal vorkommen, sind: Ex. 4_{14-18}. Lev. 8_{18-30}, 11_{42}—12_{8}. Dt. 6_{17}—7_{24}. 1 Sam. 2_{19-29}, 4_{1-6}, 6_{5-18}. Hiob 1_{21}, 6_{1}—7_{21}. Ps. $41_{1.4}$, 51_{1}, 109_{1}. Prov. 1_{20-22}. Ct. 5_{2-3}. Jes. 63_{9-11}. Jer. 11_{22}—12_{18}. Jo. $2_{12-14.\,16-20}$. Mich. 4_{1-5}. — Mc. 1_{20-30}, 2_{18-22}. Joh. 13_{18-29}. Act. 19_{31}—20_{14}, 21_{3-14}, 24_{25}—26_{1}, 26_{23}—27_{27}. Rom. 4_{17-25}, 5_{12-15}, 6_{14}—7_{11}, 8_{12-21}, 15_{11-21}. 1 Cor. 1_{6-17}, 3_{17}—4_{15}, 13_{8}—14_{14}, 14_{24}—15_{10}, 15_{24-49}, 16_{16}—2 Cor. 1_{3}. 2 Cor. 1_{23}—2_{11}, 4_{18}—5_{12}, 6_{11}—7_{8}. Gal. 1_{1-23}, 3_{20-22}, 4_{15}—5_{12}, 5_{24}—6_{12}. Eph. 4_{14-24}, 5_{8-24}, 6_{12}. Phil. 2_{12-26}. Col. 4_{6-17}. 1 Thess. 1_{4-9}, 5_{15}—2 Thess. 2_{12}. 1 Tim. 6_{7}. 2 Tim. 3_{2-14}. Tit. 2_{7-10}, 3_{1-3}. Philem. 11—25. Hebr. 2_{10}, $3_{1.6}$, 7_{12-16}, 9_{16-28}. 2 Petr. 1_{1-12}, 3_{16-18}. 1 Joh. 1_{1-9}.

Den aramäischen Texten ist durchweg der griechische beigesetzt, und wo dieser fehlt, d. h. bei den beiden Fragmenten am Schlusse, eine versuchsweise englische Uebersetzung.

Nach den 7 Faksimiles zu urteilen, gehört der Palimpsest nicht zu den desperatesten; im Durchschnitt ist die untere Schrift sogar

1) M. Neumarks „Lexikalische Untersuchungen zur Sprache der jerusalemischen Pentateuch-Targume", Berlin 1905, waren demnach schon bei ihrem Erscheinen antiquiert; um so mehr, als er den chr.-pal. Dialekt nur aus den mangelhaftesten Quellen kannte oder kennen wollte (p. 11).

den unklaren Begriffen, die z. T. bis heute in diesen Dingen herrschen, ist es besonders wertvoll, ja sogar der eigentliche Hauptwert der in so erfreulicher Weise wieder entdeckten chr.-pal. Literatur, daß sie beweist, daß die aramäische Sprache Palästinas im 6. und 7. Jht. eine äußerst gleichmäßige gewesen ist. Die Unterschiede reduzieren sich auf das Lexikon — hier zeigt sich das ältere Samaritanisch zugleich als Grenze und Vermittler zwischen Galiläisch und Judäisch d. h. christlich Palästinisch —, verflachen sich aber auch hier zusehends, je mehr chr.-pal. Dokumente wir kennen lernen[1]). Ein grammatisch separiertes ›Judäisch‹ kann nicht daneben existiert haben. Die Targume zum Pentateuch und zu den Propheten sind nicht nur rabbinische Kunstsprache, sondern in Babylonien bis zur Unkenntlichkeit entstellt.

Zwei der Konvolute, die der Syrer später als Schreibmaterial benutzte, enthalten umfangreiche Stücke aus Evangelien, Apostelgeschichte und Briefen, die zu einer Bibelübersetzung gehören, also nicht aus Lektionarien stammen; das dritte enthält Stücke aus verschiedenen Lektionarien, z. T. aus der Pešīṭā übersetzt; das vierte besteht aus einem Blatt apostolischer Apokryphen und 4 Blättern einer noch nicht identifizierten Homilie. Die biblischen Stücke werden noch auf ihr Verhältnis zu den bisher bekannten zu untersuchen sein.

Die Perikopen und Verse, die hier zum ersten Mal vorkommen, sind: Ex. 4_{14-18}. Lev. 8_{18-30}, 11_{42}—12_{8}. Dt. 6_{17}—7_{24}. 1 Sam. 2_{19-29}, 4_{1-6}, 6_{5-18}. Hiob 1_{21}, 6_{1}—7_{21}. Ps. $41_{1.4}$, 51_{1}, 109_{1}. Prov. 1_{20-22}. Ct. 5_{2-3}. Jes. 63_{9-11}. Jer. 11_{22}—12_{18}. Jo. $2_{12-14.\,16-20}$. Mich. 4_{1-5}. — Mc. 1_{20-30}, 2_{18-22}. Joh. 13_{18-29}. Act. 19_{31}—20_{14}, 21_{3-14}, 24_{25}—26_{1}, 26_{23}—27_{27}. Rom. 4_{17-25}, 5_{12-15}, 6_{14}—7_{11}, 8_{12-21}, 15_{11-21}. 1 Cor. 1_{6-17}, 3_{17}—4_{15}, 13_{8}—14_{14}, 14_{24}—15_{10}, 15_{24-49}, 16_{16}—2 Cor. 1_{3}. 2 Cor. 1_{23}—2_{11}, 4_{18}—5_{12}, 6_{11}—7_{8}. Gal. 1_{1-23}, 3_{20-22}, 4_{15}—5_{12}, 5_{24}—6_{12}. Eph. 4_{14-24}, 5_{8-24}, 6_{12}. Phil. 2_{12-26}. Col. 4_{6-17}. 1 Thess. 1_{4-9}, 5_{15}—2 Thess. 2_{12}. 1 Tim. 6_{7}. 2 Tim. 3_{2-14}. Tit. 2_{7-10}, 3_{1-3}. Philem. 11—25. Hebr. 2_{10}, $3_{1.6}$, 7_{12-16}, 9_{16-28}. 2 Petr. 1_{1-12}, 3_{16-18}. 1 Joh. 1_{1-9}.

Den aramäischen Texten ist durchweg der griechische beigesetzt, und wo dieser fehlt, d. h. bei den beiden Fragmenten am Schlusse, eine versuchsweise englische Uebersetzung.

Nach den 7 Faksimiles zu urteilen, gehört der Palimpsest nicht zu den desperatesten; im Durchschnitt ist die untere Schrift sogar

1) M. Neumarks „Lexikalische Untersuchungen zur Sprache der jerusalemischen Pentateuch-Targume“, Berlin 1905, waren demnach schon bei ihrem Erscheinen antiquiert; um so mehr, als er den chr.-pal. Dialekt nur aus den mangelhaftesten Quellen kannte oder kennen wollte (p. 11).

ganz ordentlich erhalten, nur fehlt es natürlich nicht an mehr oder weniger verblaßten Stellen. Da der Syrer in derselben Richtung schreibt wie sein Vorgänger, liegt die Sache allerdings ungünstiger, als wenn er querüber geschrieben hätte, denn vom unteren Text ist auf diese Weise erheblich mehr verdeckt worden, und es bedarf schon sehr gründlicher Schrift- und Sprachkenntnisse, um bei verschiedenen Lesemöglichkeiten die richtige herauszufinden. Wenn übrigens, wie es in der Einleitung heißt, auf einigen Faksimiles die untere Schrift durch ein Verfahren des Cambridger Photographen im Negativ viel deutlicher hervortrat, als sie sich dem unbewaffneten Auge zu erkennen gibt, so wären möglichst viele solcher Reproduktionen erwünscht gewesen, denn die Nachprüfung dürfte noch allerlei Verbesserungen liefern. Einstweilen ersehe ich aus den Proben, daß p. 24, 1. Sam. 6_8, ܣܠܩܘܢ statt ܣܠܩܘ steht, p. 108, III, Z. 15 ܐܠܐ statt ܠܐ ܐܠܗ und Z. 19 ܐܠܗ statt ܐܠܐ, IV, Z. 3 v. u. ܚܠܐ statt ܐܐ, p. 198, III, 1 ܐܥܡܡ statt ܐܥܡ, Z. 3 ܐܠܚܟܝܠ statt ܐܠܚ⌈.⌉ܟܝܠ, Z. 8 ܐܠܡܚܐ statt ⌈.⌉ܠܡܚܐ, Z. 12 ܡܚܝܠ statt ܡܚܝܠ, IV, Z. 6 ܚܡܘܚܠ statt ܚܡܘܪܡ.

Ich lasse nun eine Anzahl weiterer Verbesserungen folgen, teils solche, die sich mir beim erneuten Durchgehen der Texte ergeben haben, teils solche, die ich Mrs. L. während des Druckes vorschlug, die sie aber, als mit ihren Lesungen unvereinbar, zurückstellte.

Pag. 2, Mich. 4_3 ܚܡܘܡܘܢ = κατακόψουσιν ist verlesen (oder event. verschrieben) aus ܚܟܘܡܘܢ. Es ist derselbe Fehler wie in ܚܡܘܡܘ Jo. 3_{10}.

Pag. 4, Lev. 8_{26} ⌈ܡܕ⌉ܠܐ. Wenn diese Ergänzung richtig wäre, so müßte der Uebersetzer das κανοῦ irrtümlich als ›Rohr‹ gefaßt haben. In Wirklichkeit wird er wol ܡܠܐ geschrieben haben (das natürlich *m* ist, nicht *f*, wie ich im Lex. 137 versehentlich angab).

Ebenda, V. 28 ⌈ܐ⌉ܡܕܡ⌈ܘܟ⌉ܠܡ ist Schreibfehler für ܡܟܡܘܡܐ, vgl. V. 29.

Pag. 6, Lev. 12_6 ist ܐܡܪ richtig (ohne ܐ).

Ebenda, Lev. 12_8 ⌈ܟ⌉ܘܪܘ⌈ܐ⌉ܐ = τὸ ἱκανόν ist ohne Frage falsch. Vielleicht ܙܘܪܘܐ.

Pag. 8, Jo. 2_{17} ܘܐܡܪܘܢ: l. ܘܐܡܪܘܢ.

Ebenda, V. 18, ⌈ܡܘܚܘܢ⌉ ܡܢ ⌈ܗܘܐ⌉ ܘܚܣ ist unhaltbar, denn ܚܣ wird nicht mit ܡܢ konstruiert. Sowol Lect. 46_1 als auch S. F. 40_4 haben ܘܚܣ ܥܠ ܡܘܚܘܢ.

Ebenda, V. 20 ⌈ܣܘܠܦܗ⌉. Mit diesem Lückenbüßer aus der Peš. kann man sich nicht einverstanden erklären, denn das Wort ist im Chr.-Pal. bisher nicht belegt und das übliche Wort für βρόμος ist

ܪܗܘܢ; also ܪܗܘܢܬܗ — wenn man überhaupt so weit gehen will, ganze Wörter einzusetzen. Unangebracht ist es jedenfalls, pag. 10, I, 1 (Dt. 6 $_9$) für die im Ms. weggeschnittene Zeile ⌈ܐܣܛܘܢܐ ܕܒܬܝܟ⌉ einzusetzen, denn bei Land p. 222, auf den verwiesen wird, steht ja ܦܬܓܡܐ ܕܒ', und so wird auch im Climacus gestanden haben, da beide Texte im übrigen meist genau zusammenstimmen. Jene Ergänzung dagegen hat Mrs. L. offenbar aus Dt. 11 $_{20}$ Lect. 54) hergenommen.

Pag. 14, II, Z. 4/5 ist der st. abs. ܡܬܪܥܝܢ ܡܪܥܘܬܡ beizubehalten (vgl. p. 12, I, 2/3).

Pag. 16, II, Z. 3 kann in ܕܗܪܐ kaum etwas anderes stecken als ܕܗܪܘܢ. Solche Verbindungen entsprechen dem hebr. Inf. abs.; um den Kasus des griechischen Wortes kümmert sich der Uebersetzer dabei nie.

Pag. 18, I, Z. 7 (Dt. 7 $_{26}$) ܢܛܪ ܢܛܪܕ = προσοχθίσματι προσοχθιεῖς: l. ܒܙܪܘ ܬܒܙܪ, vgl. Anecd. 165 (Lex. 152 ^{a}).

Ebenda, Hiob 6 $_6$ ܡܬܐܡܠܐ: l. ܡܬܐܡܠ.

Ebenda, V. 13 ܐܝܕ⌈ܝ⌉ܢ: l. ܐܝܕܝܢ oder ܐܝܕܝܢ, und in V. 15 ܗܝ statt ܕܝ.

Pag. 20, III, Z. 1 ܡܫܥܒܕ scheint Mrs. L. aus Peš. eingesetzt zu haben, aber der griechischen Vorlage τοῦ μὴ δουλεύειν κτλ. entspricht das kaum.

Ebenda, IV, Z. 16 ܒܒܝܬ = τῷ οἴκῳ. Man erwartet ܒܝܬ.

Pag. 22, II, Z. 5 v. u. ܘܬܫܬܒܚ: l. ܘܐܫܬܒܚ.

Pag. 26, Prov. 1 $_{21}$ ܢܝܫܒܐ = παρεδρεύει: l. ܝܬܒܐ.

Pag. 28, Hiob 6 $_{20}$ ⌈ܝ⌉ܕܝܢܝ: l. ⌈ܝ⌉ܕܝܢܝ.

Ebenda, III, paen. ܐܢܐ: l. ܐܢ.

Pag. 30, I, Z. 1/2 ist die Ergänzung kaum ganz richtig, mindestens wäre ܡܬܒܥܝܢ statt ܬܒܥܝܢ zu setzen.

Ebenda, I, ult. ist nach dem Prtc. ܡܚܕܪܐ statt ܕܝ zu lesen ܗܝ = περιβλέφεταί με.

Ebenda, II, Z. 1 f. ist ܕܢܚܣܢ durch ܕܢܚܣܢ, und das (syrische, aber nicht chr.-pal.) ܒܬܪ durch ܒܬܪ ܐܢ zu ersetzen; in Col. III, Z. 1 f. ܐܬܥܒܕܬ ܗܝ ܗܝ ܒܬܪ durch ܐܬܥܒܕ ܒܬܪ, und ܢܚܣܢ durch ܢܚܣܢ, da ܚܘܒܐ fem. ist. (Besser würden, wie gesagt, solche abgeschnittenen Zeilen einfach punktiert).

Ebenda, III, Z. 12 ist ܘܐܬܦܢܝ zu zerlegen in ܘܐܬܐ ܦܢܝ (ἀπαλλάξεις).

Pag. 34, III, Z. 5 ܐܢܐ ܡܫܒܚܢܐ: l. ܐܢܐ ܡܫܒܚܢ. Schon die Nachstellung des Pronomens zeigt, daß die Stelle aus der Peš. übersetzt ist.

Pag. 36, Mt. 1 $_{19}$ ܕܢܦܪܣܝ = δειγματίσαι. So hat auch das Evangeliar p. 253. Es ist ein neues Beispiel für die Fortpflanzung von

ܪܗܛܘ; also ܪܗܛܘܢܘ — wenn man überhaupt so weit gehen will, ganze Wörter einzusetzen. Unangebracht ist es jedenfalls, pag. 10, I, 1 (Dt. 6_9) für die im Ms. weggeschnittene Zeile ⌈ܐܣܩܘܦܐ ܕܒܝܬܟ⌉ einzusetzen, denn bei Land p. 222, auf den verwiesen wird, steht ja ܦܬܚܝܐ ܕܒ', und so wird auch im Climacus gestanden haben, da beide Texte im übrigen meist genau zusammenstimmen. Jene Ergänzung dagegen hat Mrs. L. offenbar aus Dt. 11_{20} Lect. 54) hergenommen.

Pag. 14, II, Z. 4/5 ist der st. abs. ܘܟܠܕܘܢ ܡܪܘܡܡ beizubehalten (vgl. p. 12, I, 2/3).

Pag. 16, II, Z. 3 kann in ܕܡܪܐ kaum etwas anderes stecken als ܕܡܪܘܡ. Solche Verbindungen entsprechen dem hebr. Inf. abs.; um den Kasus des griechischen Wortes kümmert sich der Uebersetzer dabei nie.

Pag. 18, I, Z. 7 (Dt. 7_{26}) ܡܩܘܪ ܕܠܐܡܪ = προσοχθίσματι προσοχθιεῖς: l. ܒܩܘܪ ܠܒܩܘܪ, vgl. Anecd. 165 (Lex. 152ᵃ).

Ebenda, Hiob 6_6 ܡܠܐܟܘܬܐ: l. ܡܠܐܟܘܬ.

Ebenda, V. 13 ܐܝܬ ⌈ܠ⌉ܝ: l. ܐܝܬ oder ܐܝܬܝ, und in V. 15 ܒܝ statt ܕܝ.

Pag. 20, III, Z. 1 ܡܫܥܒܕܝܢ scheint Mrs. L. aus Peš. eingesetzt zu haben, aber der griechischen Vorlage τοῦ μὴ δουλεύειν κτλ. entspricht das kaum.

Ebenda, IV, Z. 16 ܒܒܝܬܗ = τῷ οἴκῳ. Man erwartet ܒܒܝܬܐ.

Pag. 22, II, Z. 5 v. u. ܘܐܬܟܠܘ: l. ܘܐܬܟܠܠܘ.

Pag. 26, Prov. 1_{21} ܡܣܥܪܐ = παρεδρεύει: l. ܡܣܥܪ.

Pag. 28, Hiob 6_{29} ⌈ܝ⌉ܬܘܒܘ: l. ⌈ܢ⌉ܬܘܒܘ.

Ebenda, III, paen. ܠܐ: l. ܠܐ.

Pag. 30, I, Z. 1/2 ist die Ergänzung kaum ganz richtig, mindestens wäre ܡܬܚܝܢ statt ܚܝܢ zu setzen.

Ebenda, I, ult. ist nach dem Prtc. ܣܟܪܐ statt ܕܝ zu lesen ܒܝ = περιβλέφεταί με.

Ebenda, II, Z. 1 f. ist ܕܣܒܝܢ durch ܕܣܒܝܢ, und das (syrische, aber nicht chr.-pal.) ܟܠܗ durch ܟܠ ܠܐ zu ersetzen; in Col. III, Z. 1 f. ܟܠ ܟܠ ܠܐ ܡܫܥܒܕܐ durch ܟܠ ܡܫܥܒܕܐ, und ܢܣܒܝܢ durch ܢܣܒܝܢ, da ܒܝܬܐ fem. ist. (Besser würden, wie gesagt, solche abgeschnittenen Zeilen einfach punktiert).

Ebenda, III, Z. 12 ist ܘܐܠܦܢܝ zu zerlegen in ܘܐܠܦ ܢܝ (ἀπαλλάξεις).

Pag. 34, III, Z. 5 ܐܢܐ ܡܫܒܚ: l. ܐܢܐ ܡܫܒܚܐ. Schon die Nachstellung des Pronomens zeigt, daß die Stelle aus der Peš. übersetzt ist.

Pag. 36, Mt. 1_{19} ܕܢܦܪܣܝܗ = δειγματίσαι. So hat auch das Evangeliar p. 253. Es ist ein neues Beispiel für die Fortpflanzung von

Schreibfehlern in Lektionarien (ZDMG. 61, p. 220 31), denn die ursprüngliche Lesart muß ܕܝܣܪܟ gewesen sein, vgl. Col. 2 15 (Lect. 13).

Pag. 37. Dem zu Mt. 1 21 als Lesart des Palästiners angegebenen κληθήσεται entspricht ܬܬܩܪܐ (p. 36, III, 1) doch nicht, sondern vielmehr ܡܬܩܪܐ.

Pag. 64, Mt. 27 43 ܫܒܪ̈ܝ : l. ܫܒܪ̈.

Ebenda, V. 46 ܫܒܩܬܢܝ ist natürlich ein Kompromiß zwischen aramäischem ܫܒܩܬܢܝ und griechischem σαβαχθανεί, wie in ܒܝܬ ܫܡܫ 1 Sam. 6 18 (p. 26) gegenüber ܒܝܬ ܫܡܫ V. 14 und in manchen andern Eigennamen. Mit dem Schibboleth (Introd. p. XXII) hat das nichts zu tun!

Pag. 88, III, Z. 3 v. u. ܫܡܥܘܢ: l. ܫܡܥܘܢ, denn auch wenn man Jussivformen in unserm Dialekt anerkennt, ist eine solche hier durch den Sinn ausgeschlossen.

Ebenda, IV, Z. 13 ܡܬܒܪܝܢ = συνθρύπτοντες (Act. 21 13) gibt keinen Sinn. Es wird ܬܒܪܝܢ (schwerlich ܡܬܒܪܝܢ) zu lesen sein.

Pag. 90, II, Z. 11 ܡܢ ܕܐܠܟܬܐ ܣܩܝܡ (Act. 25 1) ist sinnlos; die Hs. hat gewiß ܡܢ ܒܬܪ ܬܠܬܐ ܣܩܝܡ.

Ebenda, III, Z. 5 v. u. ܒܒܪ̈ (Act. 25 6) = διατρίβων ist sicher falsch. Man kann höchstens schwanken zwischen ܥܒܕ und ܥܒܪ̈. Letzteres steht für das griech. Verbum Joh. 3 22 11 54; ܥܒܕ mit folgender Zeitbestimmung ist allerdings nicht blos syrisch (für spätgriech. ποιεῖν = διατρίβειν), sondern auch jüd.-aramäisch (vgl. auch ויעשם Qoh. 6 12). Ich vermute ܥܒܪ̈ und lese so auch p. 92 (Act. 25 14) ܥܒܪ̈ܘ statt ܥܒܕܘ. Vgl. ZDMG. 61, 213 8–10.

Ebenda, IV, Z. 6 ܐܣܝܪܘ ist in diesem Dialekt ungebräuchlich, l. ܐܣܝܠܘ. — Z. 11 (Act. 25 7) ist ܡܠܠܝܢ = καταφέροντες durch ܡܩܠܝܢ zu ersetzen und die Lesart λέγοντες p. 91 zu streichen. (Das hieße ja überdies ܡܡܠܠܝܢ).

Pag. 92, II ܒܬܪ ܕܝܘ ܥܒܪ̈ܘ ܣܓܝܐܝܢ = ἡμερῶν δὲ διαγενομένων. ܗܘܐ bei Zeitangaben ist zwar im Syrischen beliebt, würde aber an unrichtiger Stelle stehen. Man erwartet ܒܬܪ ܕܝܢ ܕܥܒܪ̈ܘ (vgl. Act. 27 8 p. 98, II ult., wo übrigens für ܡܬܠ zu setzen ist ܒܬܠ).

Ebenda, IV, Z. 5 ܕܐܬܘܢ: l. ܕܐܬܘ (συνελθόντων). — Z. 4 v. u. ܕܫܘܐܠܝܢ = ζητήματα. Da das ܕ von vornherein stört und ein Subst. ܫܘܐܠ (abgesehen von Scheol) nicht existiert, ist dafür ܒܥܘܬܝܢ zu lesen, was die Hs. zweifellos hat. Es kehrt ja auch gleich in V. 20 (p. 94) wieder (für ζήτησις), wo der Uebersetzer die Vorlage übrigens in anderer Hinsicht mißverstanden hat.

Pag. 96, I, ult. ܒܩܣܪ̈ ist natürlich falsch; l. ܠܩܣܪ̈.

Ebenda, IV, Z. 1 f. ܡܫܬܪܝܢ ܕܐܬܕܝܢ scheint verlesen für ܕܐܬܕܝܢ ܕܢܫܬܪܝܢ = ἐκρίθη τοῦ ἀποπλεῖν ἡμᾶς.

Pag. 98, I, Z. 8 ܚܒܝܒܘܗܝ = τοὺς φίλους Act. 27 3 ist unmöglich, teils wegen der Bedeutung, teils weil ܚܒܝܒܐ nicht mit Suffixen verbunden wird. Es ist zu lesen ܪܚܡܘܗܝ, und demnach die betr. Anmerkung zum griechischen Texte p. 99 zu streichen.

Ebenda, II, Z. 9 ist das ⌈ܘ⌉ vor ܟܡܐ zu tilgen, denn hier beginnt der Nachsatz.

Pag. 100. I, Act. 27 16 ܠܩܪܘܠܐ: l. ܠܩܪܘܠܐ.

Ebenda, II, Z. 1 ܠܓܘ ܣܘܪܛܝܣ = εἰς τὴν Σύρτιν verstehe ich nicht; εἰς τὴν μέσην Σ. (p. 101, Fußn.) kann das natürlich nicht bedeuten.

Ebenda, IV, Z. 6 wird hinter ܟܢ ein Wort für δεῖ ausgefallen sein, etwa ܘܠܐ oder ܗܘܐ (vgl. V. 26).

Pag. 102, II, Z. 1 f. ܕܫܡܥܘܗܝ ܡܢ ܦܘܡܗ: soll heißen ܫܡܥܘܗܝ ܕܦܘܡܗ, ferner ist Z. 4 ܘܡܠܟܘܬܗ zu lesen statt ܘܕܡܠܟܘܬܗ, weil gleichfalls von ܐܘܕܝ abhängig.

Ebenda, IV, Z. 6 v. u. ܟܢܘܫܐ: l. ܟܢܘܫܐ. (ܟܢܘܫܝܐ ist ganz davon zu trennen).

Pag. 114, IV, Z. 4 ܘܡܬܟܠܠ: l. ܘܡܬܟܠܠܘ, und Z. 15 ܚܙܐ: l. ܚܙܐ (Ptc.).

Pag. 120, II, Z. 4 ⌈ܐܠܘ⌉ܦ = ὄφελον 1 Cor. 4 8 ist, weil in diesem Dialekt ungebräuchlich, durch ⌈ܠܘ⌉ zu ersetzen.

Pag. 130, IV, ult. ܙܪܥܝܢ 1 Cor. 15 37 (σπερμάτων p. 131) stammt aus der Peš. (ܙܪܥܐ).

Pag. 158, II, paen. Das unverständliche ܕܐܬܦܘܢ Eph. 4 19 = ἀπηλγηκότες wird kaum in der Hs. stehen. Um sicher zu emendieren, müßte man wissen, welcher Buchstabe undeutlich oder verdeckt ist; einstweilen vermute ich ܕܐܬܦܟܘܢ (als Intrans.), vgl. ܐܬܦܟܝ = ῥῆξον Gal. 4 27 (p. 150), ܦܟܝܘܬܐ = ἀσωτία Eph. 5 18 (p. 160), sowie ܕܦܟܝܢ = προπετεῖς »überstürzt, hastig« 2 Tim. 3 4 (p. 174), wofür eben ܦܟܝܢ zu lesen sein wird.

Ebenda, III, Z. 6 ܒܥܘܬܗ: l. ܒܥܘܬܗܘܢ (ἐν πλεονεξίᾳ).

Pag. 162, IV, Z. 13 ܐܣܝܠ (Phil. 2 25) ist unmöglich, l. ܐܣܝܢ.

Pag. 168, IV, Z. 15 f. ⌈ܕܠ⌉ܝܬܪ ܗܘܝ wird verlesen sein für ܕܠܝܬ ܕܝܬܝܪ »dafür daß im Uebermaß«.

Pag. 172, IV (2 Tim. 2 3) ܐܬܚܒܠ. Meinem Vorschlag ܐܬܚܒܠ zu lesen (vgl. Lex. 124ᵃ und jetzt noch Duensing 20 paen., wo für ܕܠܐ ܐܬܚܒܠܘ zu lesen ist ܐܬܚܒܠܘ ܕܠܐ = ἀβλαβεῖς, mit Fraenkel ZA. 20, 444), hat Mrs. L. die Ansicht eines Herrn Norman Maclean vorgezogen,

Ebenda, IV, Z. 1 f. ܡܦܩܪܘܢ ܕܐܬܚܠܛ scheint verlesen für ܕܐܬܚܠܛ ܕܢܦܩܪܘܢ = ἐκρίθη τοῦ ἀποπλεῖν ἡμᾶς.

Pag. 98, I, Z. 8 ܪܚܡܝܗܘܢ = τοὺς φίλους Act. 27 3 ist unmöglich, teils wegen der Bedeutung, teils weil ܪܚܡܝܐ nicht mit Suffixen verbunden wird. Es ist zu lesen ܪܚܡܘܗܝ, und demnach die betr. Anmerkung zum griechischen Texte p. 99 zu streichen.

Ebenda, II, Z. 9 ist das ⌈ܘ⌉ vor ܟܡܡܥ zu tilgen, denn hier beginnt der Nachsatz.

Pag. 100. I, Act. 27 16 ܩܠܘܕܝܐ: l. ܕܩܠܘܕܝܐ.

Ebenda, II, Z. 1 ܠܡܨܥܬܐ ܣܘܪܛܝܣ = εἰς τὴν Σύρτιν verstehe ich nicht; εἰς τὴν μέσην Σ. (p. 101, Fußn.) kann das natürlich nicht bedeuten.

Ebenda, IV, Z. 6 wird hinter ܟܡ ein Wort für δεῖ ausgefallen sein, etwa ܘܠܐ oder ܗܘܐ (vgl. V. 26).

Pag. 102, II, Z. 1 f. ܕܢܣܒܘܢ ܡܢܗ ܡܣܒܪܢܘܬܐ: soll heißen ܕܢܣܒܘܢ ܡܢܗ ܕܡܣܒܪ, ferner ist Z. 4 ܘܡܣܒܪܢܘܬܗ zu lesen statt ܘܡܣܒܪܢܘܬܗ, weil gleichfalls von ܐܬܝܒ abhängig.

Ebenda, IV, Z. 6 v. u. ܟܣܘܝܐ: l. ܟܣܘܝܐ. (ܟܣܘܝܗ ist ganz davon zu trennen).

Pag. 114, IV, Z. 4 ܘܣܘܓܠܝܬܐ: l. ܘܣܘܓܠܝܬܗ, und Z. 15 ܚܝܐ: l. ܚܝܐ (Ptc.).

Pag. 120, II, Z. 4 ܐ⌈ܘܦܠ⌉ܘܢ = ὄφελον 1 Cor. 4 8 ist, weil in diesem Dialekt ungebräuchlich, durch ⌈ܠ⌉ܘܝ zu ersetzen.

Pag. 130, IV, ult. ܙܪܥܝܢܐ 1 Cor. 15 37 (σπερμάτων p. 131) stammt aus der Peš. (ܙܪܥܐ).

Pag. 158, II, paen. Das unverständliche ܕܐܦܪܩܘ Eph. 4 19 = ἀπηλγηκότες wird kaum in der Hs. stehen. Um sicher zu emendieren, müßte man wissen, welcher Buchstabe undeutlich oder verdeckt ist; einstweilen vermute ich ܕܐܦܟܪܘ (als Intrans.), vgl. ܐܦܟܪܝ = ῥῆξον Gal. 4 27 (p. 150), ܦܟܪܘܬܐ = ἀσωτία Eph. 5 18 (p. 160), sowie ܕܦܟܪܝܢ = προπετεῖς »überstürzt, hastig« 2 Tim. 3 4 (p. 174), wofür eben ܦܟܪܝܢ zu lesen sein wird.

Ebenda, III, Z. 6 ܒܥܘܠܐ: l. ܒܥܘܠܐ (ἐν πλεονεξίᾳ).

Pag. 162, IV, Z. 13 ܐܢܣܝܟ (Phil. 2 25) ist unmöglich, l. ܐܢܣܝܟ.

Pag. 168, IV, Z. 15 f. ܗܘ ⌈ܕܐ⌉ܦܝܫܘܬ wird verlesen sein für ܕܒܟܠ ܕܝܬܝܪܘܬ »dafür daß im Uebermaß«.

Pag. 172, IV (2 Tim. 2 3) ܐܬܚܒܠܠ. Meinem Vorschlag ܐܬܚܒܠ zu lesen (vgl. Lex. 124a und jetzt noch Duensing 20 paen., wo für ܕܠܐ ܐܬܚܒܠܘ zu lesen ist ܕܠܐ ܐܬܚܒܠܘ = ἀβλαβεῖς, mit Fraenkel ZA. 20, 444), hat Mrs. L. die Ansicht eines Herrn Norman Maclean vorgezogen,

ܐܠܢܚܠ sei eine Spielform von ܐܠܢܘܠ, denn ›his Jewish students often confound ܒ and ܘ in pronouncing them‹ (p. XXII). Zu solchen Erklärungen greift man schließlich, wenn man die Lesart einer Hs. (und dazu eines Palimpsestes) ohne Weiteres für die des ersten Schreibers (Uebersetzers) hält!

Um die Identifizierung der beiden letzten, auf weite Strecken sehr stark entstellten, Fragmente konnte ich mich jetzt nicht bemühen. Vom ersten, einem Apostelapokryphon, existiert eine abweichende arabische Rezension in den Horae Semit. IV, 186 f. Das andere scheint aus einer Festrede auf einen asketischen Heiligen zu stammen, denn, die Richtigkeit des Textes vorausgesetzt, heißt es p. 194, I: ›Daß ich aber unsern ehrwürdigen Vater mit der Braut (Cant. 5) verglichen habe, so habe ich das mit gutem Grund getan‹. Einiges läßt sich aber doch schon jetzt dazu bemerken:

Pag. 190, III, Z. 5 v. u. ܐܬܪܓ (›was troubled‹) ist unverständlich. Es muß doch wol heißen: ›und als Petrus im Geiste erkannte, daß‹, also ܚܣܠ.

Ebenda, IV, Z. 9 steht ܡܕܝܬܐ (›die Stadt‹). Das wäre der einzige Fall, wo dieses so häufige Wort ohne *n* geschrieben wäre. Ich bezweifle die Richtigkeit der Lesung lebhaft.

Pag. 194, III, ult. ܠܐ ܡܪܟܢ ܠܒܗ ›doth not bow his heart‹. Da aber ܐܪܟܢ in dieser Bedeutung ganz gebräuchlich ist (Lex. 194[b]), muß ܡܪܟܢ gelesen werden und ܪܟܥ (N. 2) außer Betracht bleiben.

Ebenda, IV, Z. 3 v. u. (sic) ܟܡܐ ܐܬܠ ܡܟܘܡܐ ܠܒܘܢ, Zitat von Ct. 5 3, wo LXX πῶς μολυνῶ αὐτούς; ebenso p. 196, II, Z. 1 (wo ܟܘܡܘܢ in ܟܘܡܢ d. h. wol ܟܘܡܢ verbessert ist). Dadurch scheint jenes ܟܘܡܟܬ = ἐμόλυνα Jes. 63 3 (s. Lex. 104[a]) bestätigt. Indessen unterscheidet sich ein ܒ von einem ܟ in chr.-pal. Hss. kaum, wenn die rechte Hälfte von der obern Schrift verdeckt ist, und so zwingt uns nichts, an der Lesart festzuhalten. Es wird hier wie dort das Pa'el von ܛܘܫ, oder event. das von ܟܘܫ zu lesen sein, falls das targum. מְלַוְּשָׁא Jes. 9 4 richtig ist.

Für die Grammatik und namentlich für das Lexikon liefern die Texte, vorsichtig benutzt, ziemlich reiche Ausbeute. Neue Verbindungen von Verbum mit Suffix sind ܐܛܠܡܬܗܘܢ ›ich vergewaltigte sie‹ Act. 25 10 (p. 92)[1], ܡܩܒܠܬܗ ›habe es empfangen‹ 1 Cor. 15 3 (p. 128), ܦܪܩܠܢ ›er befreit uns‹ Gal. 1 4 (p. 144).

1) ܦܪܩܢ 2 Tim. 3 11 (p. 174) = με ἐρύσατο ist, wie mir Mrs. L. mitteilt, unsicher, vielleicht sei es ܦܪܩܢ. Jedenfalls ists Perf., nicht Ptc. (p. XXII); es fragt sich nur, ob mit Verbal- oder (wie ܐܛܠܡܬܗܘܢ) mit Nominalsuffix. Die letztere Art war bisher für das Chr.-Pal. nicht belegt, und man würde gern auch über die Lesung ܐܛܠܡܬܗܘܢ Sicherheit haben.

ܡܥܡܝ, ܡܥܡܝܪ kommt auch hier vor (Rom. 15_{14} p. 114, Philem. 19 p. 178). Seit auch Fraenkel ZA. 20, 445 vergeblich über Etymologie oder etwaige Entstellung nachgesonnen hat, dürfte die ZDMG. 61, 215, Anm. vorgeschlagene Erklärung an Wahrscheinlichkeit etwas gewinnen.

Wertvoll ist ܡܣܬܠܠ ܐܢܐ = σπένδομαι Phil. 2_{17} (p. 162). Demnach ist ܣܠܠ = σπονδή Jo. 2_{14} (wofür in S. F. ܢܣܘܟܐ) nicht aus ܣܠܘܠ verderbt (Fraenkel l. c. 443), sondern richtig. ܡܣܬܠܠ (= ܡܣܬܠܠܝܢ in dem Zitat Anecd. $173^a{}_4$) und ܣܠܠ gehören natürlich mit südarab. סלא ›Weihung‹ zusammen.

ܡܢܗܪ = μυωπάζων 2 Petr. 1_9 (p. 186). נהור ist so im Syrischen nicht selten. Cowley-Neubauer wollten es im hebr. Sirach finden, s. Smend zu Sir. 43_{18}.

ܡܣܬܦܩܐ = ἐπιχορηγηθήσεται ebenda V. 11 bestätigt meine Emendation von ܡܣܬܦܩ (Stud. Sin. I 101) in ܡܣܬܦܩܐ Lex. 139^a.

ܫܓܝܢ = ἄθεσμος 2 Petr. 3_{17} (p. 188), vgl. hebr., targ. שגג ›auf Abwegen sein‹. (Im Syrischen etwas andere Bedeutung.)

ܟܪܘܪܣ steht Lev. 8_{24} (p. 4) scheinbar (s. p. XXI) für κύκλῳ, also adverbial. Das Verbum ܟܪܣ, bisher aus Hom. Ox. 9, 70_{14}, Damasc. 100_5, Duens. 77, I, 6 v. u. bekannt, kommt in diesen Texten 3 mal vor: Mt. 21_{33} (p. 44) *Af.* ܐܟܪܣܗ περιέθηκεν, Mt. 23_{15} (p. 48) ܐܬܘܢ ܟܪܣܝܢ ܝܡܐ περιάγετε τὴν θάλασσαν, Gal. 1_6 (p. 144) ܐܬܘܢ ܟܪܣܝܢ μετατίθεσθε. Neben طاروس (Lex. 77^b) kann jetzt noch auf طرش ›absuchen‹ (*faire des incursions* u. s. w.) in einem Texte des 15. Jhts. verwiesen werden: Mélanges (Beyrouth) I, 1906, p. 317 $_{3\ v.\ u.}$, vgl. 351, N. 1, und auf طارش ›Reisender‹, ›Bote‹, مطّراش ›Rückkehr‹ im Dialekte von Daṯīnah: Graf v. Landberg, Festgabe zu seinem vierzigjährigen Jubiläum als Orientalist, 1909, p. 77.

Gegen ܩܛܠܝܐ = σκάφη d. h. ›Boot‹ Act. 27_{16} (p. 100) habe ich meine Bedenken. Daß es lat. *catillus* sei (p. XXII), scheint mir schon der Bedeutung wegen ausgeschlossen. Wenn Nestle und Merx um ihr Gutachten über die Schreibung des Wortes an Hand des Originals gebeten wurden, so wird dieselbe nicht über alle Zweifel erhaben und mithin ein Emendationsversuch erlaubt sein. Sollte nicht ܩܛܠܝܐ = ܩܛܠܝܘܢ ›Ponton‹ (syr. in Wright's Apocr. Acts 174_8 und bei Bedjan 7, 394 $_{5\ v.\ u.}$) dastehen, das ja graphisch nicht weit abliegt? Möglich aber auch, daß der Palästiner, in begreiflicher Verlegenheit gegenüber diesen griechischen termini technici (vgl. ܡܐܢܐ V. 18 für τὸ σκεῦος = Segel), σκάφη ungeschickterweise als ›Gefäß‹ gefaßt und mit ܣܛܠܝܐ, ܣܛܠܐ *situla* (PSm. 2611_4) übersetzt hat. Schade, daß kein Faksimile von diesem Stück mitgegeben ist!

Sehr merkwürdig ist ܐܠܐ ܠܒܥܬܝ für ἀγοραῖοι ἄγονται Act. 19 38 (p. 84). Mrs. Lewis (p. XV) erklärt es mit *libri*; dann wäre aber das ܥ unbegreiflich und schwer zu erraten, was der Uebersetzer sich dabei gedacht. Vielmehr scheint er ἀγοραῖοι (sc. σύνοδοι, s. Blass z. St.) als »Marktgesindel, Pöbel« verstanden zu haben [1]).

ܡܚܠܘܠܐ für ἰχώρ — eine Variante kenne ich nicht — Hiob 7 5 (p. 30) ist ein neues Beispiel dafür, wie griechische Wörter durch andere ersetzt werden, denn es ist = μυελός und demnach wol ܡܘܣܠܐ zu schreiben.

1) Vgl. ܦܘܩܐ bei White. — Ich stelle hier das Material zusammen, das für die Erklärung des Wortes in Betracht kommt.

a) In dem wenigstens dem Grundstock nach sicher echten und einer Untersuchung dringend bedürftigen Testament des Efraim Syrus sieht sich der Verfasser beim Sterben von Schergen in Fesseln gelegt, um vor den göttlichen Richterstuhl geführt zu werden;

ܣܪܘܢܝ ܡܩܘܛܪܐ ܡܢ ܐܢܐ ܠܒܥܬܝܐ (sic)

ed. Duval (Journ. as. IX, 1901, tom. VIII, 244 1) nach den Hss. FG, während die andern statt ܠܒܥܬܝܐ haben ܕܓܘܢܐ oder ܕܓܘܢܝ. Letzteres bei Overb. 137 9. Dazu Ephr. Opp. gr.-lat. II 230: περιεκύκλωσάν με ἐπ᾽ ἄμφω δημόται, οἱ τῆς ὀξύτητος ἐτασταί. Vgl. 255 11 f. = Overb. 142 10 f., wo er sie mit Dieben und Gefangennehmern vergleicht, wie Isaak von Antiochia ed. Bedjan I 276 paen.

b) Tiberius ließ bei seiner Hypatie die Reichen und ܠܒܥܬܝܐ profitieren, den Armen aber nichts zu Gute kommen: Joh. Ephes. 172 7.

c) al Walîd b. ʿAbdalmalik rottete alle ܠܒܥܬܝܐ ܘܡܫܟܢܐ aus und erbaute (restaurierte) die Stadt ܥܝܢ ܓܪܐ (zwischen Libanon und Antilibanon gelegen, ܥܝܢ ܓܪܐ bei Ps.-Dionysius ed. Chabot p. ܩܢܘ 10, vgl. auch Weil, Chalifen I 688 f., Nöldeke ZDMG. 29, 441): Anoynme Chronik ZDMG. 51, 573 14.

d) Im J. 9 Konstantins kamen Römer ins Libanongebirge. Man nannte sie ܡܪܝܒܐ oder ܠܒܥܬܢܐ, die einheimischen Syrer aber nannten sie ܓܪܓܘܡܝܐ. Sie besetzten das Land von den Gebirgen Galiläas bis zum Amanus und beunruhigten es auf Anstiften der Römer durch ihre Raubzüge (l. ܡܪܝܒ statt ܡܪܟܒ), bis sie dann von den Arabern in die Schranken gewiesen wurden: Michael Syr. 437. Vgl. Barhebr. Chron. 114 ed. Bruns-Kirsch. Ueber ܓܪܓܘܡܝܐ = جراجمة s. Niebuhr, Arabien 397, Lammens in »Mélanges« (Beyrouth) I, 14—22. Sachau, Zur histor. Geographie von Nord-Syrien (1892) p. 323.

e) בא הלופר ותפסם ומסרם למלכות Bamidbar r., sect. X, fol. 240¹: »Es kam der Scherge, ergriff sie und überantwortete sie der Regierung«. —

Ueber לופר ist viel geraten worden, vgl. Buxtorf 218 ארכיליפורין ἀρχιλίπαρος (? nach Dalmans Wörterb. 39ᵇ vielmehr ἀρχιλῄπτηρ »Oberhäscher«), Dalman 209ᵃ 446ᵇ (*rufilus*), Sam. Krauss II 311 f. Vielleicht ist ליפרין zu lesen und unser ܠܒܥܬܝ (l. ܠܒܥܬܝ?) damit identisch, wie auch ܠܒܥܬܝܐ unter b), wovon die Glossen PSm 1942 paen. nicht zu trennen sind, also möglicher Weise λιπαρός. ܠܒܥܬܝܐ, ܠܒܥܬܢܐ c) d) haben Arnold (PSm 1942), Sachau l. c. und Chabot (zu Mich. Syr. 455, N. 1) mit λαφυραγωγοί oder λαφυραγωγοῦντες erklärt, vielleicht überflüssig. Ein Gentilicium, das an sich nicht unwahrscheinlich wäre, würde ܠܒܥܬܢܝܐ heißen. —

Neu ist ܟܥܢܘ = νῦν Mt. 27 43 (p. 64), = λοιπόν Mt. 27 40 (ebenda), ܗܐ ܟܥܢܘ = νῦν V. 42, ܡܢ ܟܥܢܘ = λοιπόν Mt. 26 45 (p. 58).

ܟܒܪܐ ›schwer‹ Act. 27 18 (p. 100) = ܥܡܠܐ der Peš., von der die Perikope abhängig ist, ܐܟܒܪܐ (sic) = ἐπιβαρῶ 2 Cor. 2 5 (p. 136), ܕܟܒܪܐ ܟܒܝܪܝܢ = βαρούμενοι 2 Cor. 5 4 (p. 138) erweisen die Existenz dieser Wurzel (Lex. 31[b]) definitiv.

ܚܢܓܪܬܐ = λάρυγξ Hiob 6 30 (p. 28) ist = حَنْجَرَة, folglich חַנְגַּרְתָּא zu sprechen. Es gehört zu den Wörtern, die das Chr.-Pal., soviel wir bis jetzt wissen, nur mit dem Arabischen gemeinsam hat: ܣܠܦ ›voraus sein oder tun‹ (سلف), ܢܗܫ ›durchbohren‹ (نهس und نهش), ܐܬܒܠܕ ›erschrecken‹ (تبلد; auch samaritanisch, aber hier vielleicht Arabismus), ܪܥܕ ›donnern‹ (رعد).

In ܟܙܥܪ ܙܥܪ = κατὰ μικρὸν μικρόν Dt. 7 22 (p. 16) blickt noch der substantiv. Gebrauch durch.

ܡܬܡܩܪܦܝܢ = κολαφιζόμεθα 1 Cor. 4 11 (p. 120) dürfte aus ܡܬܡܦܪܥܝܢ verlesen sein, vgl. ܦܪܥܘ Luc. 20 12 bei Duens. 148.

ܡܠܟܠܘ steht für πανουργία 1 Cor. 3 19 (p. 118) und Eph. 4 14 (p. 158). Daraus und aus Duens. 11 1 ܡܠܟܠܘܬܐ ܕܦܚܘ ܕܣܛܢܐ (Gr. etwas anders: τῶν ποικίλων παγίδων τοῦ διαβόλου) ergibt sich, daß auch an der verdorbenen Stelle 2 Cor. 4 2 in S. F. 50 ܒܡܠܟܠܘ zu lesen ist. Die Erklärung des Ausdrucks geben ܠܟܠܟ ›Zwischenträger‹ und die ›dritte Zunge‹ der jüdischen Literatur (s. Smend zu Sirach 28 14) an die Hand.

Das Ptc. ܐܬܐ für sonstiges ܟܠܡܝ findet sich erstmalig Act. 20 3. 7. 13 (p. 86).

Diese Beispiele mögen genügen. Mrs. Lewis hat sich durch die Ausgabe ein neues großes Verdienst erworben, für das wir ihr zu Dank verpflichtet sind. Nur wird man leider die Empfindung nicht los, es hätte sich aus den zahlreichen und leider ja z. T. stark verderbten Handschriften, die sie seit Jahren bearbeitet, noch mehr herausholen lassen, als der gedruckte Text gibt.

Göttingen F. Schultheß

Neu ist ܗܫܘܐ = νῦν Mt. 27 43 (p. 64), = λοιπόν Mt. 27 40 (ebenda), ܗܘ ܗܫܘܐ = νῦν V. 42, ܡܢ ܗܫܘܐ = λοιπόν Mt. 26 45 (p. 58).

ܒܪܝܐ »schwer« Act. 27 18 (p. 100) = ܝܩܝܪ der Peš., von der die Perikope abhängig ist, ܐܒܪܝ (sic) = ἐπιβαρῶ 2 Cor. 2 5 (p. 136), ܕܒܪܝܢ ܡܒܪܝܢ = βαρούμενοι 2 Cor. 5 4 (p. 138) erweisen die Existenz dieser Wurzel (Lex. 31[b]) definitiv.

ܚܪܓܬܐ = λάρυγξ Hiob 6 30 (p. 28) ist = حَنْجَرَة, folglich חַנְגַּרְתָּא zu sprechen. Es gehört zu den Wörtern, die das Chr.-Pal., soviel wir bis jetzt wissen, nur mit dem Arabischen gemeinsam hat: ܣܠܦ »voraus sein oder tun« (سلف), ܢܗܫ »durchbohren« (نهس und نهش), ܐܬܒܠܕ »erschrecken« (تبلد; auch samaritanisch, aber hier vielleicht Arabismus), ܪܥܕ »donnern« (رعد).

In ܒܙܥܝܪ ܙܥܝܪ = κατὰ μικρὸν μικρόν Dt. 7 22 (p. 16) blickt noch der substantiv. Gebrauch durch.

ܡܬܩܦܪܝܢ = κολαφιζόμεθα 1 Cor. 4 11 (p. 120) dürfte aus ܡܬܩܦܚܝܢ verlesen sein, vgl. ܩܦܚܗ Luc. 20 12 bei Duens. 148.

ܡܬܠܬܘ steht für πανουργία 1 Cor. 3 19 (p. 118) und Eph. 4 14 (p. 158). Daraus und aus Duens. 11 1 ܡܬܠܬܘܬܐ ܕܚܒܠܗ ܕܣܛܢܐ (Gr. etwas anders: τῶν ποικίλων παγίδων τοῦ διαβόλου) ergibt sich, daß auch an der verdorbenen Stelle 2 Cor. 4 2 in S. F. 50 ܒܡܬܠܬܘ zu lesen ist. Die Erklärung des Ausdrucks geben ܐܠܬܠܬ »Zwischenträger« und die »dritte Zunge« der jüdischen Literatur (s. Smend zu Sirach 28 14) an die Hand.

Das Ptc. ܐܬܐ für sonstiges ܐܬܝܢ findet sich erstmalig Act. 20 3. 7. 13 (p. 86).

Diese Beispiele mögen genügen. Mrs. Lewis hat sich durch die Ausgabe ein neues großes Verdienst erworben, für das wir ihr zu Dank verpflichtet sind. Nur wird man leider die Empfindung nicht los, es hätte sich aus den zahlreichen und leider ja z. T. stark verderbten Handschriften, die sie seit Jahren bearbeitet, noch mehr herausholen lassen, als der gedruckte Text gibt.

Göttingen F. Schultheß

Kebra Nagast, die Herrlichkeit der Könige, nach den Handschriften in Berlin, London, Oxford und Paris zum ersten Mal im äthiopischen Urtext herausgegeben und mit deutscher Uebersetzung versehen von **Carl Bezold**. München 1905. (LXI, 176, 160 S. 4°). (Aus d. Abhandlungen d. K. Bayer. Akademie d. Wiss. I. Kl. XXIII. Bd. I. Abt.).

Ich muß um Entschuldigung bitten, daß diese Besprechung erst jetzt erscheint, aber infolge meiner Versetzung in ein neues Amt und einen neuen Wirkungskreis war es mir zunächst nicht möglich, mich anderen Arbeiten als denen, welche mit dem Dienstbetrieb auf das engste zusammenhingen, zu widmen, und sodann erforderte der große Umfang und die nicht geringen Schwierigkeiten der zu besprechenden Arbeit selbst erhebliche Zeit zu ihrer Bewältigung.

Es ist ein sonderbares Werk, das uns hier Bezold zum ersten Male vollständig vorgelegt hat, es läßt sich nicht einem bestimmten Gebiet zuweisen, es hat keinen einheitlichen Charakter, sondern schillert sozusagen in allen Farben; Sage und Geschichte, alttestamentliche und christliche Anschauungen, Mystik und Dogmatik haben zu seiner Entstehung mitgewirkt, und alle diese vielgestaltigen Elemente werden zusammengehalten durch die Fiktion, daß das Ganze eine Erklärung und Erzählung der 318 Orthodoxen (Kap. 1) sein will, oder mit anderen Worten: die Akten über die Verhandlungen des Konzils von Nicaea.

Die 318 orthodoxen Väter wollen darlegen: welchen von den Königen der Erde vom ersten bis zum letzten wir hinsichtlich des Gesetzes und der Einrichtungen, des Ruhmes und der Größe mehr und welchen wir weniger verherrlichen sollen (Kap. 2). Gregorius Thaumaturgus — der Verfasser meint aber vielmehr den Gregorius Illuminator — beginnt seine Betrachtung mit Adam, den Gott zum König über alles gemacht hat, und verfolgt die biblische Urgeschichte bis Noah. Mit Noah schloß Gott jenen Bund und schwur ihm zu, daß er Zion, die Bundeslade, in Zukunft für seine Nachkommen wolle herabkommen lassen. Hier tritt uns zum ersten Male die Bundeslade entgegen, die in diesem Buche eine ganz außerordentliche Rolle spielt, um die sich gewissermaßen die ganze Erzählung dreht. Sie ist von Gott vor aller Kreatur erschaffen zur Erlösung des Menschengeschlechts (Kap. 10. 11), für sie hat Gott den Himmel gegründet und sie zum Wohnsitz seiner Herrlichkeit auf Erden bestimmt, sie wohnt im Himmel und wandelt auf Erden; Moses hat auf Gottes Geheiß ein Abbild von ihr gemacht (Kap. 17). Kurz durch das ganze Buch hindurch werden alle ehrenden Prädikate auf sie gehäuft, und die größten Wunder

durch sie bewirkt (Kap. 52. 53. 55. 59); sie ist ein Talisman, der gegen jedes Uebel schützt und alles Gute bringt (Kap. 94). Von Noah wird die Geschichte in gedrängter Kürze weiter verfolgt bis zu den Erzvätern und von den Erzvätern bis David. Dann tritt Domitius, Patriarch von Rom, d. i. Konstantinopel, auf und berichtet von einer Schrift (Kap. 19—94), die er in der Sophienkirche gefunden habe, nach der die ganze Welt dem König von Rom und dem König von Aethiopien gehöre (Kap. 19. 20). Beide Herrscher sind Nachkommen Sems und Kinder Salomos, der König von Aethiopien sein ältester, und der König von Rom ein jüngerer Sohn. Und nun hebt der Bericht an wie Mākedā, die Königin des Südens, d. i. von Aethiopien, durch den Kaufmann Tamrin von der Macht und Weisheit Salomos Kunde erhalten habe und zu ihm gereist sei. Es wird ihre glänzende Aufnahme am Hofe Salomos geschildert, ihr Beilager, ihre Abreise und die Geburt eines Sohnes mit Namen Baina-leḥkem, d. i. Ibn-al-ḥakīm, Salomos Erstgeborener. Als dieser großjährig geworden ist, verlangt er seinen Vater kennen zu lernen; er reist nach Jerusalem und wird von Salomo mit Freuden aufgenommen. Da er aber nicht in Jerusalem bleiben, sondern in sein Land zurückkehren will, so entläßt ihn schließlich Salomo, macht ihn zum König von Aethiopien unter dem Namen David und gibt ihm als Begleiter und Berater die Söhne der vornehmsten Israeliten mit. Auf Betrieb eben dieser und mit göttlicher Billigung wird die Bundeslade heimlich entführt, und sie bewirkt die schnelle und wunderbare Rückreise hoch über den Erdboden hin und über das Meer hinweg; sie wird das Unterpfand für das Glück und die künftige Größe Aethiopiens. Zorn und Trauer ergreifen Salomo und sein Volk, als der Verlust entdeckt wird, aber sie müssen sich in die göttliche Schickung fügen. Gegen Ende seines Lebens wird Salomo durch seine ägyptische Gemahlin Maqšārā zum Götzendienst verführt, aber nichtsdestoweniger bleibt er bei Gott in Gnaden als der Prophet, der nicht nur in seinen Werken Christus voraus verkündigte, sondern auch in seiner Person eine Weissagung auf Christus war (Kap. 66). Auf Salomo folgt sein zweiter Sohn, der im Kebra Nagast Jerobeam heißt, und noch ein dritter wird ihm zugeschrieben: Adrāmi; der heiratet die Tochter des Königs von Rom, und so sitzen die Nachkommen Salomos auf den drei mächtigsten Thronen der Erde. Dann folgt eine Aufzählung der übrigen semitischen Könige und ihrer Reiche: Midian, Babylon, Persien, Moab, Amalek, das Reich der Philister und der Ismaeliten. Endlich wird berichtet, wie der junge König David wieder in Aethiopien ankam, die Herrschaft übernahm und den ersten Krieg führte. Hier-

durch sie bewirkt (Kap. 52. 53. 55. 59); sie ist ein Talisman, der gegen jedes Uebel schützt und alles Gute bringt (Kap. 94). Von Noah wird die Geschichte in gedrängter Kürze weiter verfolgt bis zu den Erzvätern und von den Erzvätern bis David. Dann tritt Domitius, Patriarch von Rom, d. i. Konstantinopel, auf und berichtet von einer Schrift (Kap. 19—94), die er in der Sophienkirche gefunden habe, nach der die ganze Welt dem König von Rom und dem König von Aethiopien gehöre (Kap. 19. 20). Beide Herrscher sind Nachkommen Sems und Kinder Salomos, der König von Aethiopien sein ältester, und der König von Rom ein jüngerer Sohn. Und nun hebt der Bericht an wie Mākedā, die Königin des Südens, d. i. von Aethiopien, durch den Kaufmann Tamrin von der Macht und Weisheit Salomos Kunde erhalten habe und zu ihm gereist sei. Es wird ihre glänzende Aufnahme am Hofe Salomos geschildert, ihr Beilager, ihre Abreise und die Geburt eines Sohnes mit Namen Baina-leḥkem, d. i. Ibn-al-ḥakīm, Salomos Erstgeborener. Als dieser großjährig geworden ist, verlangt er seinen Vater kennen zu lernen; er reist nach Jerusalem und wird von Salomo mit Freuden aufgenommen. Da er aber nicht in Jerusalem bleiben, sondern in sein Land zurückkehren will, so entläßt ihn schließlich Salomo, macht ihn zum König von Aethiopien unter dem Namen David und gibt ihm als Begleiter und Berater die Söhne der vornehmsten Israeliten mit. Auf Betrieb eben dieser und mit göttlicher Billigung wird die Bundeslade heimlich entführt, und sie bewirkt die schnelle und wunderbare Rückreise hoch über den Erdboden hin und über das Meer hinweg; sie wird das Unterpfand für das Glück und die künftige Größe Aethiopiens. Zorn und Trauer ergreifen Salomo und sein Volk, als der Verlust entdeckt wird, aber sie müssen sich in die göttliche Schickung fügen. Gegen Ende seines Lebens wird Salomo durch seine ägyptische Gemahlin Maqšārā zum Götzendienst verführt, aber nichtsdestoweniger bleibt er bei Gott in Gnaden als der Prophet, der nicht nur in seinen Werken Christus voraus verkündigte, sondern auch in seiner Person eine Weissagung auf Christus war (Kap. 66). Auf Salomo folgt sein zweiter Sohn, der im Kebra Nagast Jerobeam heißt, und noch ein dritter wird ihm zugeschrieben: Adrāmi; der heiratet die Tochter des Königs von Rom, und so sitzen die Nachkommen Salomos auf den drei mächtigsten Thronen der Erde. Dann folgt eine Aufzählung der übrigen semitischen Könige und ihrer Reiche: Midian, Babylon, Persien, Moab, Amalek, das Reich der Philister und der Ismaeliten. Endlich wird berichtet, wie der junge König David wieder in Aethiopien ankam, die Herrschaft übernahm und den ersten Krieg führte. Hier-

mit schließt der Bericht, den Domitius in der Sophienkirche gefunden haben will (Kap. 94).

Mit Kap. 95 Mitte setzt nun ein ganz neues Stück ein, das den Zusammenhang dem Anschein nach unterbricht, nämlich die Weissagungen der früheren heiligen Propheten über Christus unsern Heiland, und erst in Kap. 113 wird der Faden wieder aufgenommen und ein Ausblick in die Zukunft der drei Reiche gegeben, die von den Söhnen Salomos beherrscht werden. Das Reich der Juden wird untergehen, und Rom und Aethiopien werden die Welt unter sich teilen, da aber der König von Rom auch den Namen eines Königs von Aethiopien annimmt, also sein Reich gewissermaßen zu Aethiopien rechnet (Kap. 117), so umfaßt dieses Reich den ganzen Erdkreis.

Es läßt sich nicht leugnen, daß in Kap. 63 (S. 60 der Uebersetzung) ein größerer Einschnitt ist, aber ich kann doch nicht glauben, daß das Stück Kap. 63—83 nur ein späteres Anhängsel zu dem von Bezold als Hauptteil und Kern des Werkes betrachteten ersten 62 Kapiteln sein soll, denn es gehört noch zu dem Bericht des Domitius, der ja nach seinen Eingangsworten (Kap. 20) auch davon handelte, daß ein Sohn Salomos König von Rom geworden sei, und daß Gott den Nachkommen Sems Herrlichkeit verliehen habe; beides wird in den besagten Kapiteln des weiteren ausgeführt.

Der größte Teil des Sagenmaterials, das in dem Buche verwandt ist, gruppiert sich um die Person Salomos; es stammt zunächst aus jüdisch-arabischer Tradition, wie sie uns besonders im zweiten Targum zum Buche Esther, im Koran und seinen Kommentatoren, Zamaḫšarī und Baiḍāwī, in den Chroniken des Ṭabarī, Ibn-al-Aṯīr u. a. übermittelt ist — vgl. dazu besonders M. Grünbaum: Neue Beiträge zur semitischen Sagenkunde, Leiden 1893 p. 189 ff. und W. Hertz: Gesammelte Abhandlungen, Stuttgart 1905 p. 413 ff. —, läßt sich aber sicher bis in weit ältere Zeit, vielleicht sogar bis nach Babylonien zurückverfolgen. S. Greßmann in ZDMG. 60 p. 669/700. Die abessinische Tradition, wie sie im Kebra Nagast vorliegt, ist nun aber gegen die arabische vielfach verändert und rationalistisch abgeschwächt worden. Alles Mythische und Phantastische ist verschwunden: die Abstammung der Königin von einem weiblichen Dämon, ihre Eselsfüße, das Durchwaten des Wassers und die Beseitigung des Schönheitsfehlers durch ein Enthaarungsmittel, das die Dämonen erfunden haben, die Rätselfragen und noch anderes mehr; wir haben vielmehr eine in ihrem Kern ganz schlichte Erzählung vor uns, die allein durch sehr umständliche Schilderung der Begebenheiten und lang ausgesponnene Rede und Gegenrede das Interesse des Lesers zu erwecken

sucht. Nur ganz vereinzelt findet sich noch eine blasse Erinnerung an den alten mythischen und märchenhaften Hintergrund der Geschichte, wenn es z. B. von Salomo heißt, daß er die Sprache der Tiere und Vögel verstanden und die Dämonen durch seine Weisheit sich untertan gemacht habe. Vgl. S. 18[a] und Sura 27, 16. Bemerken möchte ich auch noch, daß an einer Stelle (Kap. 73) eine Geschichte, die in der arabischen Tradition von David und Salomo berichtet wird (vgl. Sura 21, 78. 79; Ṭabarī I, 573; Aḥmad Ibn-Muḥammad aṯ-Ṯaʿlabī: ʿArā'is al-maǵālis, qiṣaṣ al-anbijā, Kairo 1296 p. 252), hier mit einigen Abweichungen auf Salomos dritten Sohn Adrāmi übertragen ist, nämlich das Urteil in dem Prozeß über die Schafe, die einen Weinberg verwüstet haben. Die Herleitung dieser Legende aus einem Schiedsspruch des noch in der Alexandrinerzeit volkstümlichen Bokchoris (Bezold p. 75) ist ganz unsicher.

Neben dem Salomonischen Sagenkreise sind besonders in der zweiten Hälfte des Werkes noch viele andere Sagenstoffe berührt, die für die Forschung manche Ausbeute liefern werden, ich erinnere nur an die Geschichte der Geburt Nebukadnezars (Kap. 75. 76), die arabischen Ursprungs sein muß, an die Geschichte des Sohnes Simsons und der Delila (Kap. 80. 81), an die Legende von der Perle (Kap. 68. 96. 98 und p. XL), an alles das, was Kapitel 100 über die abtrünnigen Engel berichtet wird.

Ganz besonders interessant ist aber das arabische Schriftstück, das Bezold auf S. XLIV—LI publiziert hat; es behandelt den Uebergang des Davidischen Königtums von Salomo auf den König von Abessinien, also denselben Stoff wie das Kebra Nagast, doch im engeren Anschluß an die arabische Tradition, und beweist dadurch seine größere Altertümlichkeit. Rationalisierende Abschwächungen und Umbildungen der heidnischen Züge der Sage in christliche kommen natürlich auch hier vor und um so mehr, als die arabische Sage von der Königin Balqīs hier mit der Geschichte des Kreuzesholzes vor Christus verknüpft ist. Vgl. darüber Hertz Abhandlgn. p. 436 ff. Salomo baut den Tempel, aber die Bauleute sind nicht imstande, die Steine zu behauen; da läßt er das Junge eines Roch fangen und unter einen kupfernen Kessel setzen. Als der alte Vogel dies bemerkt, fliegt er zum Paradiese und findet daselbst ein Stück Holz liegen, er trägt es fort, läßt es auf den Kessel fallen, derselbe spaltet sich in zwei Teile, und das Junge wird frei. In der arabischen Tradition (vgl. Ṯaʿlabī: ʿArā'is al-maǵālis p. 270; G. Weil: Biblische Legenden der Muselmänner, Frankfurt a. M. 1845 p. 234 ff.) ist der Lärm beim Tempelbau so stark, daß es niemand ertragen kann, da rät der Dämon Ṣaḫr, der erst mit vieler List gefangen werden muß, ein Adlerjunges

sucht. Nur ganz vereinzelt findet sich noch eine blasse Erinnerung an den alten mythischen und märchenhaften Hintergrund der Geschichte, wenn es z. B. von Salomo heißt, daß er die Sprache der Tiere und Vögel verstanden und die Dämonen durch seine Weisheit sich untertan gemacht habe. Vgl. S. 18ª und Sura 27, 16. Bemerken möchte ich auch noch, daß an einer Stelle (Kap. 73) eine Geschichte, die in der arabischen Tradition von David und Salomo berichtet wird (vgl. Sura 21, 78. 79; Ṭabarī I, 573; Aḥmad Ibn-Muḥammad aṯ-Ṯaʿlabī: ʿArāʾis al-maǵālis, qiṣaṣ al-anbijā, Kairo 1296 p. 252), hier mit einigen Abweichungen auf Salomos dritten Sohn Adrāmi übertragen ist, nämlich das Urteil in dem Prozeß über die Schafe, die einen Weinberg verwüstet haben. Die Herleitung dieser Legende aus einem Schiedsspruch des noch in der Alexandrinerzeit volkstümlichen Bokchoris (Bezold p. 75) ist ganz unsicher.

Neben dem Salomonischen Sagenkreise sind besonders in der zweiten Hälfte des Werkes noch viele andere Sagenstoffe berührt, die für die Forschung manche Ausbeute liefern werden, ich erinnere nur an die Geschichte der Geburt Nebukadnezars (Kap. 75. 76), die arabischen Ursprungs sein muß, an die Geschichte des Sohnes Simsons und der Delila (Kap. 80. 81), an die Legende von der Perle (Kap. 68. 96. 98 und p. XL), an alles das, was Kapitel 100 über die abtrünnigen Engel berichtet wird.

Ganz besonders interessant ist aber das arabische Schriftstück, das Bezold auf S. XLIV—LI publiziert hat; es behandelt den Uebergang des Davidischen Königtums von Salomo auf den König von Abessinien, also denselben Stoff wie das Kebra Nagast, doch im engeren Anschluß an die arabische Tradition, und beweist dadurch seine größere Altertümlichkeit. Rationalisierende Abschwächungen und Umbildungen der heidnischen Züge der Sage in christliche kommen natürlich auch hier vor und um so mehr, als die arabische Sage von der Königin Balqīs hier mit der Geschichte des Kreuzesholzes vor Christus verknüpft ist. Vgl. darüber Hertz Abhandlgn. p. 436 ff. Salomo baut den Tempel, aber die Bauleute sind nicht imstande, die Steine zu behauen; da läßt er das Junge eines Roch fangen und unter einen kupfernen Kessel setzen. Als der alte Vogel dies bemerkt, fliegt er zum Paradiese und findet daselbst ein Stück Holz liegen, er trägt es fort, läßt es auf den Kessel fallen, derselbe spaltet sich in zwei Teile, und das Junge wird frei. In der arabischen Tradition (vgl. Taʿlabī: ʿArāʾis al-maǵālis p. 270; G. Weil: Biblische Legenden der Muselmänner, Frankfurt a. M. 1845 p. 234 ff.) ist der Lärm beim Tempelbau so stark, daß es niemand ertragen kann, da rät der Dämon Ṣaḫr, der erst mit vieler List gefangen werden muß, ein Adlerjunges

in einer Steinkiste (bei Weil: Rabeneier in einer Kristallschale) zu verstecken, die der alte Vogel dann mit Hilfe des Wundersteines Sāmūr zerschneidet. Fernerhin stimmt auch der Empfang der Königin bei Salomo mehr mit dem, was die arabische Sage zu berichten weiß, überein (Grünbaum: Neue Beitr. p. 219), nur daß die Königin in der Tat durch wirkliches Wasser watet, dabei jenes Holz, das im überschwemmten Tempelvorhof lag, berührt und dadurch ihren Ziegenfuß verliert. Jenes wunderbare Holz aber ist zum Kreuzesholz prädestiniert. Die Königin erweist sich nun nicht als Prophetin des Kreuzes, wie in der griechischen und lateinischen Legende des Mittelalters (vgl. Wilhelm Meyer: Die Geschichte des Kreuzesholzes vor Christus in den Abhandlungen d. Bayer. Akad. Cl. I Bd. XVI, 1882; Hertz: Abhandlungen p. 436), aber sie bezeugt doch dem Holze ihre Verehrung und schmückt es mit einem silbernen Ringe, dem Salomo und seine Nachfolger bis auf die Zeit Christi noch weitere 29 hinzufügen, so daß es gerade 30 sind. Zu diesem Schmücken mit 30 silbernen Ringen finden wir eine interessante Parallele in einer lateinischen Fassung der Legende aus dem 13. Jahrhundert bei W. Meyer a. a. O. p. 137 ff. Dort ist der Vorgang allerdings verständlicher als hier: David legt um den jungen Stamm, der später zum Kreuzesholz werden soll, jedes Jahr einen silbernen Ring, um sein Wachstum zu messen; nach 30 Jahren ist der Baum ausgewachsen. Bezold will den arabischen Bericht ebenso wie Zotenberg direkt aus dem Kebra Nagast ableiten, ich muß offen gestehen, daß ich das nicht für richtig halten kann. Die Stücke, die jener mehr hat, habe ich bereits erwähnt, und die, die beiden gemeinsam sind, zeigen so erhebliche Verschiedenheiten, daß eine direkte Abhängigkeit unmöglich ist. Der ganze Tenor der Erzählung ist im arabischen Textstück viel einfacher, knapper, realistischer und ohne alles überflüssige Beiwerk, man vergleiche zum Beispiel die nächtliche Szene mit der Königin, wo ihre Ueberlistung viel natürlicher vor sich geht und keine hinterhaltigen Eidschwüre geleistet und dann höchst rabulistisch ausgelegt werden. Ganz besonders aber fällt der Unterschied in das Auge bei dem kecken Auftreten des Königssohns David, als er am Hofe seines Vaters ankommt, und bei der Entführung der Bundeslade durch ihn selbst. Im Kebra Nagast sind es die Söhne der vornehmen Israeliten, die den Plan, die heilige Lade mitzunehmen, fassen und mit Engelshülfe ausführen, weil sie glauben, nicht ohne sie leben zu können. Hier begehrt sie David selbst, weil sie durch ihr Erheben von der Erde ein untrügliches Zeichen gab, ob das Volk Gott wohlgefällig sei oder nicht, und er raubt sie mit List und Gewalt; er erscheint also keineswegs als der Ausbund von Tugend und Frömmigkeit, wie

ihn uns das Kebra Nagast schildert, sondern wie ein leibhaftiger skrupelloser abessinischer Herrscher. Ich möchte glauben, daß wir in diesem arabischen Stück die volkstümliche Erzählung — oder wenigstens eine Gestaltung derselben — von Salomo und der Königin von Saba und von der Fortführung der Bundeslade vor uns haben, die dann der Verfasser des Kebra Nagast, den Stoff nach seinen Zwecken modelnd, zu einem umfangreichen theologisierenden Romane mit frommen Ermahnungen und dogmatischen Erörterungen, mit mystischen Spekulationen und eschatologischen Weissagungen weiter ausgesponnen hat. Und diese Erwägung führt mich auch dazu, das Kebra Nagast als ein einheitliches Werk anzusehen (vgl. auch Prätorius im Liter. Zentralbl. 1905 Sp. 1528), denn alle scheinbaren Abschweifungen erklären sich eben aus dem literarischen Charakter des Werkes, das keineswegs allein abessinische Urgeschichte vortragen, sondern vor allem — man lese nur die Eingangsworte — theologisch belehren und erbauen will.

Das Kebra Nagast hat in Abessinien, wie die von Bezold p. V bis VIII angeführten Zeugnisse beweisen, einst in hohem Ansehen gestanden, ohne Zweifel um seines ersten Teiles willen, und noch heute lebt die Sage von der Königin von Saba und ihrem Sohne Menilek im Volke weiter (vgl. Bezold p. XLI ff.; Littmann: The Legend of the Queen of Sheba in the Tradition of Axum. Leyden 1904); jetzt aber ist es als Literaturdenkmal nur noch wenig bekannt, ich habe wenigstens auf meiner Reise durch das Land von der Süd- bis zur Nordgrenze, wo ich über 70 Kirchen und Klöster besucht habe, nur ein einziges Exemplar zu Gesicht bekommen, in Axum, und noch von einem anderen in Debra Berhān in Semien, der ehemaligen Residenz Ubies, Kunde erhalten.

Das Werk ist, wie allgemein angenommen wird, bald nach der Thronbesteigung des Jekueno-Amlāk, also noch im 13. oder Anfang des 14. Jahrhunderts, verfaßt worden und zwar nach einem arabischen Konzept (vgl. p. XXXV), und soll die Tendenz haben, den Königen von Aethiopien, speziell der mit Jekueno-Amlāk anhebenden Dynastie, Davidischen Ursprung nachzuweisen. Diese Absicht tritt, soweit sie die neue Dynastie betrifft, jedenfalls nicht zu Tage, denn die einzige darauf bezügliche Stelle (p. 30ᵇ, 6) ist auch anders zu verstehen. Vgl. Prätorius, Lit. Zentralbl. 1905 Sp. 1528. Die Ausgabe beruht auf sechs, und für die Geschichte der Königin von Saba auf sieben, Hss. Die Grundsätze, nach denen Bezold bei der Konstituierung des Textes verfahren ist, verdienen durchaus unsere Billigung, und wir sind ihm für seine äußerst mühevolle Arbeit, die die Herstellung dieses oft schwer verständlichen und durchaus nicht leicht flüssigen Textes, so-

wie seine Uebersetzung verursacht hat, zu lebhaftem Danke verpflichtet. Die folgenden wenigen Ausstellungen, die ich zu machen habe, sollen ihm eher ein Beweis dafür sein, mit welchem Interesse ich seine Arbeit von der ersten bis zur letzten Seite durchgegangen bin, als eine Verkleinerung seiner vortrefflichen Leistung.

S. 2[b], 12 hat Bezold: *da beneidete der Satan Cain* usw., es ist aber zu lesen: *da beneidete der Satan ihn* (nämlich Abel) *und senkte* (*auch*) *jenen Neid in das Herz Cains.*

S. 5[b], 15 bereitet *emanī* (Cod. B *emanī-la*) Schwierigkeiten. Bezold übersetzt: *vor aller Schöpfung, sowohl den Engeln als vor Himmel und Erde,* aber auch, wenn man ein zweites *'emanī* noch in Gedanken ergänzen wollte, *emanī* — *emanī* heißt nur ›entweder — oder‹, nie ›sowohl — als auch‹. Die einzig mögliche Uebersetzung wäre ›oder‹ (vgl. Exod. 22, 9), aber *vor aller Schöpfung oder den Engeln* gibt keinen befriedigenden Sinn. Die Schwierigkeiten würden gehoben sein, wenn man *emanī* resp. *emanī-la* in *emqedma* ändern würde: *vor aller Schöpfung,* (*nämlich*) *vor den Engeln und vor Himmel und Erde* usw.

S. 6[b], 17. Ich kann die Uebersetzung von *jāsagelū ṭā'ōtāta*: *sie machten Wahrsagegötzen*, obwohl sie durch Dillmanns Autorität gestützt ist (p. XXV), für keine glückliche halten: *asgala* könnte dann nur als Denominativum von *sagal* ›Wahrsagegerät‹ gefaßt werden. Ich glaube, daß die Uebersetzung: *sie ließen die Idole wahrsagen*, oder *sie fragten die Götzen um Orakel* mindestens ebenso nahe liegt — denn der Stamm II, 1 vereinigt ja im Aethiopischen öfter die Bedeutung des Grundstammes und des Causativums — und jedenfalls einen besseren Sinn gibt.

S. 28[b], 9 möchte ich statt *telke'ā* mit 4 Hss. lieber *telake'ā* lesen, das stimmt dann auch zu dem *tānaberā* des folgenden Satzes.

S. 30[a], 12 ff. scheint mir der Zusammenhang nicht klar erfaßt zu sein. Wir haben hier offenbar zweimal eine Ellipse, und zudem bedeutet *za-makara ba-ṭebabū* an dieser Stelle nicht: *die* (worauf sich beziehend?) *er mit seiner Weisheit prüfte*, sondern: *was er in seiner Weisheit sich vorgenommen hatte.* Also: *Wie Paulus es ausgesprochen und gesagt hat: Gott hat die Weisheit dieser Welt zur Torheit gemacht* — (so war es Salomo ergangen, denn) *was er in seiner Weisheit sich vorgenommen hatte, indem er sprach: Von tausend Weibern will ich tausend Männer zeugen* usw. (das ging nicht in Erfüllung), *und Gott gab ihm nur drei Kinder.*

S. 46[a], 19. Ich verstehe nicht, warum hier Bezold *jeseḥeqū*, *sie sprachen vor ihm im Spott* übersetzt, *sie lachten vor ihm* paßt doch viel besser zum ganzen Zusammenhang und wird zudem durch die

Varianten *sie frohlockten vor ihm* (A), *sie ergingen sich in Lobsprüchen vor ihm* (B) gestützt.

S. 49[b], 21 wollen wir *mesmāk* doch lieber mit *Gestell* oder *Gerüst* als mit *Balkenwerk* übersetzen.

S. 50[b], 8 ist mit C *jebĕlō* zu lesen, statt *jebēlō* der andern Hss. Bezold übersetzt übrigens auch ganz richtig: *da wird er ihm sagen.*

S. 54[b], 19 *wa-ge'ezū daqīqa ḫaileja* kann ich auch nur mit Prätorius, Zs. f. Assyriol. 19 p. 189 übersetzen: *weil fortgegangen ist dieser mein Sohn ... und weggezogen sind die Kinder meiner Macht.*

S. 55[a], 23 macht die Ergänzung von *Keruben* hinter dem Zahlwort zwei die Uebersetzung schwerfällig und unverständlich: *nimm dir dieses Gewand ... und bekleide sie* (Zion damit) *über den beiden* (Keruben) *darunter.* Da wir aus der Stelle S. 63[a], 20 wissen, daß die Bundeslade mit drei Gewändern bekleidet war, und da vier Hss. hinter der Zahl zwei noch das Wort *Gewand* hinzufügen, so ist zu übersetzen: *nimm dir dieses Gewand und ziehe es ihr an über die beiden* (hinweg), *die darunter sind.*

S. 57[a], 15 ist *ella jeṣē'anū: welche ritten*, aber nicht *welche aufgeladen hatten.*

S. 74[b], 21 *šerawīhā: seine Wurzeln*, d. h. *sein Fundament war von Erz und sein Dach von Silber. Balken*, wie Bezold übersetzt, würde *šarwē* oder *šarāwīt* lauten müssen.

S. 75[b], 25 *la-amlāka qedūsa Esrā'ēl* kann nicht heißen *den heiligen Gott Israels.* Hier ist gegen P mit den 5 andern Hss. nach *amlāka* noch *samāj* zu lesen: *den Gott des Himmels, den Heiligen Israels.*

S. 77[a], 25 ist statt *hat sich Gott Salomos erbarmt um dieser Verirrung willen, seiner Sünde, die aufgeschrieben ist?* besser zu übersetzen: *wird sich Gott Salomos erbarmen, um dieser Verirrung willen, die ihm als Sünde* (wörtlich: seine Sünde) *aufgeschrieben ist?*

S. 77[b], 5 hat Bezold die Lesart von B *abajjenū* gegen *wa-bajjenū* der anderen Hss. in den Text aufgenommen. Allein die Bedeutung von *bajjenū: entscheidet* paßt besser als die von *abajjenū: merket auf* oder *erkennet klar*, nur das *wa* davor ist überflüssig und besser zu tilgen.

S. 84[a], 8. *So wird es geschehen, daß sie sein Kreuz überlaufen werden.* Prätorius (vgl. Zs. f. Assyriol. 19 p. 191) hat diese Uebersetzung beanstandet und für *jedbejewō* die Bedeutung *verstecken*, die dem Verbum im Tigriña zukommt, vorgeschlagen. Ich glaube doch, daß wir bei den Bedeutungen bleiben können, die das äthiopische Lexikon uns bietet, nur *überlaufen*, darin hat Prätorius zweifellos Recht, gibt keinen befriedigenden Sinn. *Wenn deine Leute in ihrem Eifer ihn gekreuzigt haben werden, wird es geschehen, daß sie sich auf*

Varianten *sie frohlockten vor ihm* (A), *sie ergingen sich in Lobsprüchen vor ihm* (B) gestützt.

S. 49ᵇ, 21 wollen wir *mesmāk* doch lieber mit *Gestell* oder *Gerüst* als mit *Balkenwerk* übersetzen.

S. 50ᵇ, 8 ist mit C *jebĕlō* zu lesen, statt *jebēlō* der andern Hss. Bezold übersetzt übrigens auch ganz richtig: *da wird er ihm sagen.*

S. 54ᵇ, 19 *wa-geʿezū daqīqa ḫaileja* kann ich auch nur mit Prätorius, Zs. f. Assyriol. 19 p. 189 übersetzen: *weil fortgegangen ist dieser mein Sohn ... und weggezogen sind die Kinder meiner Macht.*

S. 55ᵃ, 23 macht die Ergänzung von *Keruben* hinter dem Zahlwort zwei die Uebersetzung schwerfällig und unverständlich: *nimm dir dieses Gewand ... und bekleide sie* (Zion damit) *über den beiden* (Keruben) *darunter.* Da wir aus der Stelle S. 63ᵃ, 20 wissen, daß die Bundeslade mit drei Gewändern bekleidet war, und da vier Hss. hinter der Zahl zwei noch das Wort *Gewand* hinzufügen, so ist zu übersetzen: *nimm dir dieses Gewand und ziehe es ihr an über die beiden* (hinweg), *die darunter sind.*

S. 57ᵃ, 15 ist *ella jeṣēʿanū: welche ritten*, aber nicht *welche aufgeladen hatten.*

S. 74ᵇ, 21 *šerawīhā: seine Wurzeln*, d. h. *sein Fundament war von Erz und sein Dach von Silber. Balken*, wie Bezold übersetzt, würde *šarwē* oder *šarāwīt* lauten müssen.

S. 75ᵇ, 25 *la-amlāka qedūsa Esrāʾēl* kann nicht heißen *den heiligen Gott Israels.* Hier ist gegen P mit den 5 andern Hss. nach *amlāka* noch *samāj* zu lesen: *den Gott des Himmels, den Heiligen Israels.*

S. 77ᵃ, 25 ist statt *hat sich Gott Salomos erbarmt um dieser Verirrung willen, seiner Sünde, die aufgeschrieben ist?* besser zu übersetzen: *wird sich Gott Salomos erbarmen, um dieser Verirrung willen, die ihm als Sünde* (wörtlich: seine Sünde) *aufgeschrieben ist?*

S. 77ᵇ, 5 hat Bezold die Lesart von B *abajjenū* gegen *wa-bajjenū* der anderen Hss. in den Text aufgenommen. Allein die Bedeutung von *bajjenū: entscheidet* paßt besser als die von *abajjenū: merket auf* oder *erkennet klar*, nur das *wa* davor ist überflüssig und besser zu tilgen.

S. 84ᵃ, 8. *So wird es geschehen, daß sie sein Kreuz überlaufen werden.* Prätorius (vgl. Zs. f. Assyriol. 19 p. 191) hat diese Uebersetzung beanstandet und für *jedbejewō* die Bedeutung *verstecken*, die dem Verbum im Tigriña zukommt, vorgeschlagen. Ich glaube doch, daß wir bei den Bedeutungen bleiben können, die das äthiopische Lexikon uns bietet, nur *überlaufen*, darin hat Prätorius zweifellos Recht, gibt keinen befriedigenden Sinn. *Wenn deine Leute in ihrem Eifer ihn gekreuzigt haben werden, wird es geschehen, daß sie sich auf*

sein Kreuz stürzen (*an sein Kreuz drängen*) *werden, wegen der Menge der Zeichen, die daran geschehen werden* ist vollkommen verständlich. Wollte man *verstecken* übersetzen, so würde das Folgende: *und sie werden sich schämen wenn sie seine Wunder sehen* keinen rechten Sinn geben, denn nicht Scham, sondern höchstens Aerger würde doch der Grund des Versteckens sein können.

S. 84ᵇ, 11 *la-ṣewāʿa mōt marīr, den bittern Kelch des Todes,* nicht *den Kelch des bittern Todes.*

S. 94ᵃ, 4 ff. bietet mehrfache Schwierigkeiten. Bezold hat *šerawōn ihre Herde* (aber *šeraw* resp. *seraw* ist doch Plural!) übersetzt: *ihre Herde und sie alle gehören dir,* das ist eine unerträgliche Tautologie und veranlaßt uns, uns nach einer anderen Deutung umzusehen. Prätorius (a. a. O. p. 191) faßt es als Imperativ I, 2 von *šarawa,* indem er der Lesart der besten Hs. P folgt, *sarrewōn* (die anderen haben *šarawōn*): *vertilge sie und alles gehört dir.* Das gibt zweifellos einen besseren Sinn. Dann heißt es weiter: *nimm, scheere ihre Wolle und die Jungen die noch nicht zum ersten Mal geboren haben;* hier wäre nun entweder *laka* hinzuzufügen, *gehören dir,* oder man müßte mit Bezold *nešāʾ nimm* vom Anfang des Satzes in Gedanken ergänzen. Beides ist möglich, wenn auch nicht sehr wahrscheinlich. Ich möchte folgendes zur Erwägung stellen. *Nešāʾ* ist ohne Objekt, statt des Imperativ *qereẓ* liest die beste Hs. P einen Akkusativ *qeṣra,* das ist natürlich ein Fehler und hat zweifelsohne *qerẓa* heißen sollen, etwa mit der Bedeutung *Schur* als Ertrag des Scheerens; also: *nimm die Schur ihrer Wolle und die Jungen, die noch nicht zum ersten Mal geboren haben; die aber zum ersten Mal* (*und öfter*) *geboren haben, laß dem Besitzer der Schafe.*

S. 97ᵇ, 4. Daß sie ihr Trinkgelage, zu dem sie goldene Becher benutzen, *in einem gemeinsamen Raume, in einem ›Stall‹* abhalten, muß Wunder nehmen. Ich kann auch hier nur wie Prätorius übersetzen: *in einem Zimmer zusammen auf einem Lager.* Vgl. zu dieser Bedeutung von *meẓengāʿ* Dillmann: Chrestomathia aethiop. p. 141 V. 22.

S. 127ᵇ, 9 ist mit ALR und auch C *māja Abāwī* zu lesen, gemeint ist der heutzutage Abaï genannte blaue Nil.

S. 144ᵇ, 1. *Es wurde ihnen samt seinem Gebote Fleisch, Blut und ein Menschenherz verliehen.* Ich glaube, daß wir hier die ursprüngliche Bedeutung von *mesla* (*mesl*) vor uns haben, *das Gleichsein, die Uebereinstimmung,* also: *in Uebereinstimmung mit seinem Gebote.* Diese Ansicht wird bestätigt durch die Variante von A *bakama.*

S. 145ᵇ, 20 ff. hat Bezold übersetzt: *oder er hätte dem Wasser der Sintflut, die wie eine Mauer war, befehlen können, sich dem einen*

Berge nicht zu nähern. Es muß heißen: *er hätte dem Wasser der Sintflut befehlen können, daß es wie eine Mauer* (fest stehend) *sich dem einen Berge nicht nähere.*

S. 168b, 15 haben wir nicht das Verbum *baṭala, aufhören*, im Text, sondern *ba-ṭalla: durch den Tau. Wenn aber die Toten auferstehen werden durch den Tau seiner Gnade, der die Erde tränken wird, dann werden sie vor ihm stehen mit ihren Taten* usw.

Berlin Flemming

Tell el-mutesellim. Bericht über die 1903 bis 1905 mit Unterstützung Sr. Majestät des Deutschen Kaisers und der Deutschen Orientgesellschaft vom Deutschen Verein zur Erforschung Palästinas veranstalteten Ausgrabungen. Band I: **G. Schumacher**, Fundbericht. Text und Tafeln. Leipzig 1908. Rudolf Haupt. XV, 192 S., 1 farbige Taf. und IV S., 50 Taf. 40 Mk.

Die Ausgrabungsfunde auf dem Tell el-mutesellim, dem ›Gouverneurshügel‹ der Ebene Jesreel, dessen Identität mit dem biblischen Megiddo zwar nicht absolut sicher, aber doch sehr wahrscheinlich ist, sollen in dem vorliegenden Bande von Schumacher möglichst objektiv dargestellt werden, abgesehen von jeder Deutung, von jeder geschichtlichen und archäologischen Folgerung, die vielmehr einem späteren Bande vorbehalten bleibt. Diese Beschränkung ist dem Verfasser offenbar vom Vorstande des Vereins auferlegt worden, der damit der einseitig kultischen Auslegung entgegentreten will, die den Funden durch Schumacher in den vorläufigen Berichten der ›Mitteilungen und Nachrichten‹ der ZDPV. widerfahren war. Denn die profanen Gegenstände sind durchweg, wo man ihre Bedeutung überhaupt erkannte, mit ihrem Namen genannt worden. Anders ist es bei den Dingen, die Schumacher früher für sakral ausgegeben hat.

Wir müssen das Bestreben des Verfassers, objektiv zu sein, durchaus würdigen und werden es begreifen, wenn er das ihm gesteckte Ziel nicht überall erreicht hat. So ist der spezifisch kultische Terminus technicus ›Maṣṣebe‹ nicht konsequent vermieden worden (vgl. S. 43. 85. 105 ff. 110 ff. 124 ff.). Wollte Schumaher den Gegenstand objektiv bezeichnen, so hätte er von einer ›Säule‹ oder einem ›Pfeiler‹ sprechen müssen. Die Benennung der Bauwerke am Ostrande des Tells als ›Tempelburg‹ (S. 110 ff.) könnte man sich gefallen lassen, wenn es sich nur um einen unterschiedlichen Ausdruck handelte; aber es wird direkt hinzugefügt, daß einzelne Anlagen ›dem Kultus gewidmet‹ seien, was mindestens fraglich ist, jedenfalls aber eine bestimmte Deutung enthält. Dasselbe gilt von dem Fels›altar‹

der Nordterrasse (S. 156 ff.), wo ein objektiver Beobachter wohl Schalenvertiefungen oder Napflöcher, aber keinen Altar wahrnimmt. Ob die mehrfach erwähnten primitiven Figuren ›Götzenbilder‹ oder ›Idole‹ waren (z. B. S. 51 Abb. 51), ob das Gefäß (S. 126 ff.) wirklich ein ›Räucher‹gefäß war, läßt sich bezweifeln. Aber man wird dem Verfasser diese Ausdrücke gern verzeihen, da er nicht der Einzige ist, der von ihrer Richtigkeit überzeugt ist, und da er sich auf wissenschaftliche Autoritäten, zum Teil sogar (wie bei den angeblichen Götzenbildern) auf klassische Archäologen berufen kann. Nur das populäre ›Tränenfläschchen‹ (S. 189 f.) sollte in einem wissenschaftlichen Werke nicht oder höchstens in Anführungsstrichen vorkommen.

Eine andere Frage ist die, ob das Ziel einer ›objektiven‹ Beschreibung ohne ›subjektive‹ Deutung überhaupt erstrebenswert war. Darauf muß mit einem runden Nein geantwortet werden. Die ›subjektive‹ Benennung der profanen Fundstücke wie der Schleuderkugeln, Websteine, Lanzenspitzen, Lampen usw. hindert niemanden, anderer Meinung zu sein. So sind, um nur ein Beispiel anzuführen, die S. 71 Abb. 94, S. 86 Abb. 120, S. 130 Abb. 192a als ›Bronzepflüge‹ bezeichneten Gegenstände falsch gedeutet; denn mit einer solchen breiten Schaufel zu pflügen, war damals wie heute unmöglich. Wie wirkliche Pflüge ausgesehen haben, kann man aus S. 130 Abb. 192b und Abb. 193 lernen: sie waren spitzhackenförmig, wie die heute sogenannte ›moabitische Pflugschar‹. Nun ist gerade bei solchen Objekten, deren Bedeutung fraglich ist, die Ansicht des Entdeckers von Wert, da er sie leibhaftig vor Augen hat und mit anderen Fundstücken vergleichen kann, während wir auf mehr oder minder zuverlässige Nachbildungen angewiesen sind. Dasselbe gilt in noch erhöhtem Maße für die Bauten und ihre Anlage: wer sie nur aus der Beschreibung, den Plänen und Photographien kennt, ist in einer sehr prekären Lage gegenüber dem, der die Bauten ausgräbt und sich an Ort und Stelle über ihre Bedeutung klar zu werden sucht. Entweder man glaubt den Theorien des Entdeckers oder — man glaubt ihnen nicht. Aber eigene Theorien aufzustellen, ist doch sehr gewagt, und wir sind gespannt, wie der künftige Bearbeiter die Aufgabe einer ›subjektiven‹ Deutung der hier vorliegenden ›objektiven‹ Funde lösen wird. Solange diese Deutung nicht geboten wird, werden wir uns an Schumachers vorläufige ›Berichte‹ zu halten gezwungen sein und uns mit ihnen auseinandersetzen müssen. Noch mehr zu bedauern ist es, daß man jede Datierung der Schichten aufs sorgfältigste vermieden hat. Auch hier muß man die vorläufigen ›Berichte‹ zu Rate ziehen; als ein dankenswertes Hilfsmittel sei ferner auf die Rezension Watzingers in der Berl. Phil. Wochenschrift 1908 No. 43 Sp. 1342 ff. verwiesen. Diese Kritik richtet sich nicht

gegen Schumacher; im Gegenteil, es zeugt von großer Selbstverleugnung, wenn er sich den ihm auferlegten Bedingungen gefügt hat. Da man ihn einmal mit den Ausgrabungen betraut hat, so hätte man auch seine Resultate hinnehmen müssen, wie er sie fand oder gefunden zu haben glaubte. Jedenfalls aber dürfen wir erwarten, daß der zweite Band sich nicht nur mit Schumachers Auffassungen eingehend auseinandersetzt, sondern auch seine Mitarbeit in möglichst weitem Umfange heranzieht.

Wenn wir die Funde nach sachlichen Gesichtspunkten durchmustern, so ist zunächst mit großem Schmerz zu konstatieren, daß in literarhistorischer Beziehung keine Ausbeute gemacht ist: Inschriften fehlen gänzlich. Die wenigen, althebräischen Buchstaben ähnlichen Steinmetzzeichen können uns darüber nicht hinwegtrösten. Damit fehlt das wichtigste Mittel zur Datierung der Funde, und wir sind hier wie anderswo auf indirekte Schlüsse aus der Keramik angewiesen.

In religionshistorischer Hinsicht sind die Funde ebenfalls ganz unbedeutend. Denn die sakrale Auffassung mancher Objekte durch Schumacher wird sich schwerlich halten lassen. In Betracht kommen 1. die Napflöcher auf dem Urfels (S. 9 f. 154 ff.). Ihr kultischer Sinn wird von Thiersch (Archäol. Anzeiger 1907 Sp. 281 ff.) mit unzureichenden Mitteln und auf Grund ungenügender Kenntnis des Materials bestritten; vgl. die instruktive Abhandlung von Dalman: Die Schalensteine Palästinas im Pal. Jahrbuch 1908 S. 23 ff. und dazu Greßmann: Dolmen, Masseben und Napflöcher ZATW. 1909 S. 113 ff. 2. Die Altäre (vgl. M. u. N. 1905 S. 11 f.) im Vorhof der Nordburg. Aus einzelnen Tatsachen geht deutlich hervor, daß die Räume nicht sakralen, sondern profanen Zwecken dienten. In dem Vorhof g (S. 48) steht zunächst ein simpler Backofen (*tannūr*), wie er heute noch für Nordpalästinas Fellachenwohnungen charakteristisch ist. Von einem ›Opferkessel‹ kann also nicht die Rede sein. Dicht neben ihm lag ein kleiner Basaltblock mit merkwürdigen Aushöhlungen; einen ähnlichen Stein hat man am Südende des Tells gefunden. Da die Löcher keine Flüssigkeit aufnehmen können, so möchte ich vermuten, daß in ihnen der Brotteig geknetet und geformt wurde. Die Steine würden dann also die sonst übliche *balāṭa* vertreten (vgl. die Beschreibung des Backofens GGA. 1908 S. 741). Sonst wurden in diesem Raume nur noch zwei Säulen gefunden, die man nicht als ›Maṣṣeben‹ aufzufassen braucht, sondern auch als Stützpfeiler für ein Dach oder sonstwie erklären kann. In dem anstoßenden Eckzimmer g^1 entdeckte man zwei Gruben und allerlei Gegenstände, unter denen die vielen Reibschalen (Abb. 57, merk-

würdigerweise als ›Schalensteine‹ bezeichnet) und der Mörser (Abb. 50) sicher profanen Zwecken dienten und auf eine Vorratskammer weisen. Beachtenswert scheint mir die rechteckige Kalksteinplatte (Abb. 49 d) mit der Rille und dem Loch; denn sie stellt ohne Zweifel den *ǵurn* einer Oelpresse dar (vgl. GGA. 1908 S. 742). Dann aber werden die beiden daneben abgebildeten Walzen (Abb. 49 f. g) nicht ›zum Festwalzen des Estrichs‹ (S. 53), sondern zum Quetschen der Oliven benutzt worden sein. Dieselben Quetschwalzen kennt man noch heute in Syrien (vgl. de Vogüé, Syrie Centrale Bd. II pl. 113). Man könnte danach weiter vermuten, daß die beiden Gruben (S. 49) ebenfalls der Oelgewinnung dienten; doch sprechen die darin liegenden Steine dagegen und deuten eher auf zwei Preßkufen für Zubereitung der Weintrauben, deren Saft nach Wilson (Peasant life in the holy Land S. 237) noch heute so ausgepreßt wird, daß man flache Steine über die Trauben breitet und einige Männer darauf treten läßt. Die von Schumacher versuchte Aufrichtung der Steine nach Art eines Dolmens ist daher nicht berechtigt; und selbst wenn sie richtig wäre, hätten wir noch lange keinen ›Opferaltar‹, da die Dolmen keine Altäre sind, und da hier nicht das Geringste zugunsten einer sakralen Auffassung geltend gemacht werden kann. Die an den Vorhof stoßende Halle d führt zu einer um vier Stufen erhöhten Terrasse im Osten, auf der sich eine ähnliche Grube p befindet (Abb. 39 S. 43). Auch hier liegen in der Grube Steine, die Schumacher zu einem Altar aufgebaut hat, obwohl nichts dazu nötigt. Ich halte sie ebenfalls für eine Weinpresse, um so mehr, als noch weiter östlich eine auch vom Ausgrabenden anerkannte Anlage von Oelzisternen (S. 72 ff.) sich daran schließt. Endlich ist der ›kleine Altar‹, der in den M. u. N. 1906 Abb. 27 publiziert ist, mit Dalman (Pal. Jahrbuch 1908 S. 34) als Mörser aufzufassen. 3. Die von Schumacher als ›Maṣṣeben‹ bezeichneten Pfeiler sind nirgendwo mit Sicherheit sakraler Bedeutung. Da die meisten in Wänden gefunden wurden und Steinmetzzeichen tragen, so ist vielmehr an ihrem profanen Zweck kaum zu zweifeln. 4. Die primitiven ›Götzenbilder‹ werden auch von Vincent u. a. anerkannt, wie mir scheint, mit Unrecht. Eigentümlich ist allen diesen Figuren, daß sie zwar die menschliche Gestalt nachzuahmen versuchen, aber in der Ausführung sehr roh sind und über ungefähre Umrisse nicht hinauskommen. Bald ist nur der Hals angedeutet, bald fehlt der Mund, am häufigsten vermißt man die Ohren, die ja am schwersten zu modellieren sind. Die Gründe, die man für die Auffassung dieser Figuren als ›Götzenbilder‹ oder ›Hausgötzen‹ geltend macht, sind nicht zwingend (vgl. besonders Vincent, Canaan S. 152 ff.). Wir haben in diesen Figuren vielmehr die ersten

primitiven Versuche des menschlichen Spieltriebes zu sehen, aus dem später die bildende Kunst hervorgegangen ist. Irgend eine Unebenheit des Steines oder des Tones, die von ferne an eine menschliche Gestalt erinnerte, veranlaßte den ›Künstler‹, seine Phantasie spielen zu lassen und die Gestalt etwas weiter herauszumodellieren. Wenn ein Stein an der oberen Hälfte einen tiefen Einschnitt hatte, der als Hals aufgefaßt werden konnte, so konnte durch Hinzufügen von Nase und Augen die menschliche Gestalt noch deutlicher markiert werden. Warum soll man diese Figuren, die nicht einmal Menschen darstellen, für Götterbilder halten? Wer freilich in dem berühmten ›Götzen‹ von Gezer (Quart. Statements des PEF. 1904 pl. 19 Fig. 5 = Vincent S. 155 Fig. 99) das naturgetreue ›Profil eines Troglodyten‹ mit Prognathismus und fliehender Affenstirn — aber ohne Ohren! — wiederzuerkennen vermag, wird auch geneigt sein, derartigen Figuren religiöse Bedeutung zuzuschreiben. Er müßte aber, wenn er konsequent wäre, auch den vielen tierähnlichen Figuren, die an Kälber, Enten usw. erinnern, denselben sakralen Sinn beilegen und sie für tiergestaltete Götter erklären. Es ist ja möglich, daß diese Scherzgegenstände für ängstliche Leute, denen alles Sonderbare zauberhaft vorkommt, zu Amuletten wurden. Das läßt sich an einzelnen Stellen sogar beweisen, so bei dem Siegel aus grünem Email, dem nur eine Gesichtsmaske aufgedrückt ist (Abb. 72 b), aber das braucht durchaus nicht immer der Fall gewesen zu sein. Und gerade in dem zuletzt angeführten Beispiel scheint der scherzhafte Ursprung noch ziemlich deutlich, da, wenigstens nach der Zeichnung, die Form eines vorspringenden Henkels (wie beim Topfe) zuerst die Idee der Augenbrauen hervorgerufen hat. 5. Die zahlreichen sogenannten ›**Astartefiguren**‹ sind ohne Zweifel Darstellungen weiblicher Gottheiten; aber auch sie sind nicht Götterbilder im eigentlichen Sinne, jedenfalls nicht für den öffentlichen, schwerlich auch nur für den privaten Kultus bestimmt, sondern Amulette. Aber sie sind viel wertvoller als die unter Nr. 4 genannten ›Götzen‹, da sie nicht wie diese überall in der Welt begegnen, sondern einem örtlich beschränkten Kultuskreis angehören. Die Herkunft und Verbreitung dieser Figuren muß näherer Untersuchung vorbehalten bleiben. Männliche Göttergestalten, die man als Baal bezeichnen könnte, sind hier so wenig wie in Tell Taʿannak gefunden worden. 6. Die **Amulette** sind sehr zahlreich vertreten. Hier macht sich vor allem ägyptischer Einfluß bemerkbar. Die vielen Skarabäen und Siegel, die man im weiteren Sinne hierher rechnen darf, scheinen nach den Andeutungen des vorliegenden Bandes eine besondere Ausbeute zu versprechen. 7. Die **Bau- und Fundamentopfer**, schon aus den anderen Ausgrabungen bekannt, werden

wiederum durch einige unanfechtbare Beispiele illustriert (vgl. Abb. 41). Dagegen sind Erstgeburtsopfer mit Sicherheit nicht zu erkennen. Leichen, die unter Häusern gefunden werden, brauchen nicht notwendig Opfer zu sein, da man sich auch ›im Hause‹ begraben ließ (vgl. I. Sam. 25_1 I. Reg. 2_{34}). Wie sich freilich diese ›Hausgräber‹ zu den Felsgräbern verhalten, ist eine bis jetzt ungelöste Frage. Ebenso unerklärt ist die Tatsache, daß kleine Kinder, die meist in Krügen beigesetzt werden, bisweilen ebenso wie die Erwachsenen bestattet werden (S. 57). 8. Die Gräber, die für die religiösen Anschauungen sehr wertvoll, freilich noch wenig dafür ausgenutzt sind, haben auch in Megiddo wichtige Ergebnisse geliefert. Es hat sich dort bestätigt, was Macalister (Quart. Statements des PEF. 1904 S. 320 ff.) für Gezer festgestellt hat: die ältesten Grabformen, die Watzinger nach den Funden um 1000 v. Chr. anzusetzen geneigt ist, sind die Schachtgräber (S. 14 ff. 171 f. Gruppe F). Charakteristisch ist der Schacht, den man senkrecht in den Felsen trieb und an den man unten eine kleine Kammer anschloß, deren Oeffnung man vermauern konnte. Dieselbe Form begegnet unter den ältesten Gräbern Aegyptens (vgl. Erman: Aegypt. Rel. S. 116). Auf einen Zusammenhang mit Aegypten deuten auch die Skarabäen, die man in einem der Gräber von Tell el-mutesellim gefunden hat. Die in der Stadt selbst unter dem Boden der Burg aufgedeckten Gräber unterscheiden sich von den Felsgräbern dort und anderwärts darin, daß sie aus Kalksteinen gewölbeartig aufgemauert sind. Die Kammern dienten als Massengräber und enthielten überaus reiche Beigaben. Die Toten lagen mit hochgezogenen Knien, zum Teil auf Bänken, die also bis in die älteste Zeit zurückreichen. Bisher einzigartig sind die Gräber der folgenden Schicht, die nach ihren Funden ins 10.—8. Jahrhundert gehören. Charakteristisch ist für sie, daß sie von Feldsteinen eingefaßt und annähernd von Nord nach Süd orientiert sind, daß einige im Süden einen zugespitzten Randstein aufweisen, der an der äußeren Seite ein spiralförmig ausgebohrtes oder kreisförmig ausgehauenes Loch trägt. Der plötzliche Wechsel in der Art des Begräbnisses — die letztere erinnert an Beduinengräber — ist nur zu erklären durch die Okkupation des Ortes von einem fremden Volke oder durch die Rezeption einer fremden Sitte. Die übrigen Grabarten sind auch sonst bekannt und bieten nichts Neues.

Der Hauptwert der Funde liegt auf dem Gebiet der Kulturgeschichte, genauer der Zivilisation. Da Schumacher Architekt ist, so verdanken wir ihm eine genaue Beschreibung der Bauten, von denen fast jeder Stein mit peinlicher Exaktheit verzeichnet, von denen viele auch gewissenhaft vermessen sind. Die sauberen Pläne sind

eine Zierde des Werkes und verdienen besondere Anerkennung. Mag man auch einzelne Tatbestände verschieden auffassen, so ist nicht zu leugnen, daß hier die Vorarbeiten zu einer Geschichte der palästinensischen Architektur vorliegen. Es ist zu bedauern, daß der Verfasser nicht in einem Schlußkapitel diese Geschichte, soweit er sie aus seinen Ausgrabungen erkannt hat, in großen Zügen zusammenfaßt. Vielleicht dürfen wir hoffen, daß das Versäumte in einem späteren Bande, der die Resultate der Ausgrabungen zugleich historisch und systematisch darstellt, von seiner kundigen Hand nachgeholt wird; ein Vergleich mit den Bauten Thaanachs, die dem Verfasser ja ebenso sehr vertraut sind, dürfte sich dabei empfehlen.

Die Paläste sind so angelegt, daß sich die Räume rings um einen mächtigen Innenhof gruppieren. Die Technik des Mauerbaus hat zwischen dem 10. und 8. Jahrhundert gewaltige Fortschritte gemacht. So klein und armselig auch die Zimmer, die wohl meist nur als Vorratsräume und Wirtschaftskammern dienten, nach unserem Geschmack erscheinen, so imposant sind selbst für uns die Mauern des aus der Zeit Jerobeams II. stammenden Palastes. An die Stelle der bisher verwandten kleinen unbehauenen Feldsteine, die in losem Gewirr unsolide durcheinander lagen und nur durch Massen von Erdmörtel zusammengehalten wurden, sind jetzt große, gutbehauene Quadern getreten, die teils als Läufer teils als Binder gelegt werden und ein festes Gefüge bilden. Besonders sorgfältig sind die rechtwinkligen Ecken gebaut; für sie hat man die schönsten und größten Quadersteine ausgesucht, die bis 2,05 m Länge und 0,55 m Schichthöhe erreichen, und deren Randschlag an der Oberkante äußerst sauber ausgeführt ist (vgl. Abb. 137. 138). Wir verstehen jetzt nicht nur die Drohworte eines Amos über die luxuriösen Quaderbauten seiner Zeit besser als früher (Am. 3_{15} 5_{11}), sondern gewinnen auch ein neues Verständnis für Worte, zu deren Erklärung man früher auf ägyptische Karyatiden verwies; Ps. 144_{12} heißt es: »Unsere Söhne mögen sein wie Pflanzen, die man von (lies ״מ) ihrer Jugend an (sorgfältig) großgezogen hat, unsere Töchter wie Ecksteine, die (sorgfältig) ausgehauen sind wie an einem Palaste«. Auf die »kostbaren Ecksteine« des Tempels sei nur flüchtig hingewiesen.

Der Aufgabe des vorliegenden Bandes entsprechend erfahren wir über alles, was zum alltäglichen Leben gehört, nur soweit Genaueres, als es sich um gemauerte Gegenstände handelt: also über die Backöfen (vgl. besonders Abb. 217), die Oelzisternen (S. 69; Taf. XIX) und Oelpressen (S. 176), die Fruchtpressen (S. 135). Die übrigen Funde sind zwar auch mitgeteilt und zum Teil abgebildet, aber meist nicht genauer beschrieben; sie harren noch der systemati-

eine Zierde des Werkes und verdienen besondere Anerkennung. Mag man auch einzelne Tatbestände verschieden auffassen, so ist nicht zu leugnen, daß hier die Vorarbeiten zu einer Geschichte der palästinensischen Architektur vorliegen. Es ist zu bedauern, daß der Verfasser nicht in einem Schlußkapitel diese Geschichte, soweit er sie aus seinen Ausgrabungen erkannt hat, in großen Zügen zusammenfaßt. Vielleicht dürfen wir hoffen, daß das Versäumte in einem späteren Bande, der die Resultate der Ausgrabungen zugleich historisch und systematisch darstellt, von seiner kundigen Hand nachgeholt wird; ein Vergleich mit den Bauten Thaanachs, die dem Verfasser ja ebenso sehr vertraut sind, dürfte sich dabei empfehlen.

Die Paläste sind so angelegt, daß sich die Räume rings um einen mächtigen Innenhof gruppieren. Die Technik des Mauerbaus hat zwischen dem 10. und 8. Jahrhundert gewaltige Fortschritte gemacht. So klein und armselig auch die Zimmer, die wohl meist nur als Vorratsräume und Wirtschaftskammern dienten, nach unserem Geschmack erscheinen, so imposant sind selbst für uns die Mauern des aus der Zeit Jerobeams II. stammenden Palastes. An die Stelle der bisher verwandten kleinen unbehauenen Feldsteine, die in losem Gewirr unsolide durcheinander lagen und nur durch Massen von Erdmörtel zusammengehalten wurden, sind jetzt große, gutbehauene Quadern getreten, die teils als Läufer teils als Binder gelegt werden und ein festes Gefüge bilden. Besonders sorgfältig sind die rechtwinkligen Ecken gebaut; für sie hat man die schönsten und größten Quadersteine ausgesucht, die bis 2,05 m Länge und 0,55 m Schichthöhe erreichen, und deren Randschlag an der Oberkante äußerst sauber ausgeführt ist (vgl. Abb. 137. 138). Wir verstehen jetzt nicht nur die Drohworte eines Amos über die luxuriösen Quaderbauten seiner Zeit besser als früher (Am. 3_{15} 5_{11}), sondern gewinnen auch ein neues Verständnis für Worte, zu deren Erklärung man früher auf ägyptische Karyatiden verwies; Ps. 144_{12} heißt es: »Unsere Söhne mögen sein wie Pflanzen, die man von (lies מ״) ihrer Jugend an (sorgfältig) großgezogen hat, unsere Töchter wie Ecksteine, die (sorgfältig) ausgehauen sind wie an einem Palaste«. Auf die »kostbaren Ecksteine« des Tempels sei nur flüchtig hingewiesen.

Der Aufgabe des vorliegenden Bandes entsprechend erfahren wir über alles, was zum alltäglichen Leben gehört, nur soweit Genaueres, als es sich um gemauerte Gegenstände handelt: also über die Backöfen (vgl. besonders Abb. 217), die Oelzisternen (S. 69; Taf. XIX) und Oelpressen (S. 176), die Fruchtpressen (S. 135). Die übrigen Funde sind zwar auch mitgeteilt und zum Teil abgebildet, aber meist nicht genauer beschrieben; sie harren noch der systemati-

schen Bearbeitung. Immerhin kann, wer will, sich ein Urteil über die Tonwaren, die Bronze-, Eisen-, Knochen-, Feuersteingegenstände, die Mühlen, Mörser, Reibschalen, Lampen usw. verschaffen. Als besonders schöne Fundstücke seien genannt das wundervolle Räuchergefäß aus weichem Kalkstein, mit geometrischen Figuren und stilisierten Blättern, mit matter, rotbrauner, ockergelber und kobaltblauer Farbe bemalt (S. 126 f.; Tafel vor dem Titel) aus der Zeit Jerobeams II.; der Dreifuß mit der flötenblasenden weiblichen Figur (S. 84 Taf. L) aus derselben Zeit; dahin gehören auch die Siegel des Schemaʿ und Asaph (S. 99). —

Wenn wir nun das Fazit ziehen, so dürfen wir sagen, daß trotz der fehlenden Inschriften und trotz der dürftigen sakralen Funde die Ergebnisse der Ausgrabungen in kulturhistorischer Hinsicht einen erheblichen Wert besitzen und unsere Kenntnisse von dem Leben Israels bereits bereichert haben und noch weiter bereichern werden. Man darf darum dem Vorstande des Deutschen Palästinavereins und seinen Gönnern Glück wünschen zu dem erfolgreichen Werk, damit zugleich aber die Bitte verbinden, die begonnene Arbeit auf dem Tell el-mutesellim vollenden zu wollen. Der Anfang hat soviel aufs deutlichste gelehrt, daß die Ruinen noch mancherlei Ausbeute versprechen gerade aus der Glanzperiode Nordisraels unter Jerobeam II. Eine gründliche Verwertung der bereits gemachten Funde und eine sichere Datierung und Abgrenzung der verschiedenen Schichten ist überdies nur zu gewinnen, wenn man von neuem den Spaten da ansetzt und systematisch da auszugraben fortfährt, wo man notgedrungen hat aufhören müssen.

Ein besonderer Dank aber gebührt dem Leiter der Ausgrabungen, der seinen vielen Verdiensten um die Erforschung Palästinas ein neues Ruhmesblatt hinzugefügt hat. Vor den Leistungen Schumachers, dieses selfmademan im besten Sinne des Wortes, kann die Wissenschaft trotz mancher Ausstellungen im Einzelnen nur unbedingte Hochachtung haben.

Berlin Greßmann

Université St. Joseph, Mélanges de la Faculté Orientale. III, Fasc. I. Paris, London, Leipzig 1908. (479 S.)

I. Auf Veranlassung von P. Cheikho, der bereits zwei Mal Abschnitte aus dem in Damaskus befindlichen lexikalischen Werke gemischten Inhaltes, betitelt Kitāb al-Ǧarāṯīm bekannt gemacht hat, legt jetzt *P.* Bouyges einen neuen Abschnitt vor, worin allerlei Tiere, vor allem aber das Kamel, behandelt sind. Der Autor ist unbekannt, keinesfalls ist es Ibn Qutaiba, wie der Katalog der betreffenden Damasker Bibliothek meint. Inhaltlich reiht sich die Schrift den von Haffner und Geyer herausgegebenen Monographien al-Aṣmaʿīs an, wie denn auch bei mehreren Schriften dieser Art die Tradition über die Autorschaft uneinig ist und z. B. zwischen den berühmten und fast gleichzeitigen Philologen der baṣrischen Schule, al-Aṣmaʿī, Abū ʿUbaid, Abū Ḥātim as-Siǧistānī schwankt. — Das Kitāb an-Naʿam (Buch von den Kamelen und Schafen) ist, wie der Herausgeber darlegt, nichts mehr und nichts weniger als ein teilweise etwas willkürlicher Auszug aus Abū ʿUbaids (+ 224 Ḥ.) Ġarīb al-Muṣannaf, dem umfänglichen Hauptwerke dieses Gelehrten, das, einst berühmt und viel studiert, im Laufe der Zeit durch Spezialschriften einer-, alphabetische Lexica anderseits zurückgedrängt worden ist und heute nur noch in je einem Exemplar in Stambul und Kairo vorhanden zu sein scheint. Der Text, in welchem Bouyges das K. an-Naʿam vorlegt, beruht auf einer älteren Kopie (*m*) der Damasker Hs. (M), die er mit dieser verglichen hat. Wegen des vorhin erwähnten literarischen Verhältnisses der Schrift zum Muṣannaf hat er sich die Mühe genommen, eine ihm von B. Moritz gelieferte Kopie dieses Werkes bis ins Kleinste zu vergleichen und in fortlaufenden Anmerkungen die Varianten dieses Werkes zu vermerken und außerdem im Texte selbst die Namen der Gewährsmänner (mit Siglen) einzutragen, wie sie Abū ʿUbaid gibt. Auf diese Weise hat er den Charakter und Wert der Schrift ins rechte Licht gestellt. Wenn von Originalität nicht viel mehr bleibt als die gelegentliche Einstreuung von Zitaten aus anderen Werken, z. B. solchen des Ǧāḥiz[1]), so vermittelt sie uns einstweilen doch eine genauere Kenntnis der betreffenden Kapitel Abū ʿUbaids; und sollte das Muṣannaf einmal eine Herausgabe erleben, so würde Bouyges Arbeit immer noch ihren Wert behalten, denn er hat außerdem noch für jeden einzelnen Paragraphen auf die Parallelen in Ibn Sīdahs (+ 458 Ḥ.) K. al-Muḫaṣṣaṣ verwiesen (der

1) Der Text des K. al-Ḥajawān läßt sich nach B.s Arbeit vielfach verbessern. Leider ist der kürzlich vollendete Druck dieses Werkes hinter den bescheidensten Erwartungen zurückgeblieben.

das Muṣannaf ebenfalls geplündert hat), so daß der Wortlaut, wo er ihn nicht selbst mitteilt, mühelos im Drucke eingesehen werden kann. Nehmen wir endlich noch das weitschichtige Material hinzu, das der Herausgeber aus der gesamten Literatur herangezogen hat, so müssen wir ihm zugestehen, daß er seinem Texte nichts schuldig geblieben ist. Unter anderm läßt sich jetzt auch, wie er gleichfalls bemerkt, sicher konstatieren, daß die großen Lexica wie T. ʿA. (und folglich L. ʿA.), das Material, welches sie, durchaus nicht immer unter Nennung der Gewährsmänner, dem Muṣannaf entnommen haben, oft zwei- und mehrfach geben, indem sie verschiedene Ueberlieferungen der nämlichen Texte unkritisch aneinander reihen. Wer Cheikhos, Haffners, Geyers Texte gelesen hat, wird sich ohne Not nicht leicht an die mühsame Lektüre dieses neuen machen; aber zum Nachschlagen ist es unentbehrlich und durch genaue Indices hierzu bestens eingerichtet. Insbesondere wird sich ein künftiger Freytag redivivus seiner liebevoll anzunehmen haben. — Da dem Anonymus das Muṣannaf in einer alten und guten, überdies reichlich vokalisierten Handschrift vorgelegen hat, so ist der Text im wesentlichen sehr korrekt. Obendrein scheint die Damasker Hs. das Autograph des Verfassers zu sein (vgl. p. 119, N. 13). Nötige Aenderungen hat B. meist selbst besorgt. Unbelegte Wörter sind selten (z. B. طِلْخام 124_8 = طَلْخ), unverständliche wie ازياء 124_2 vereinzelt. Daß sich zu den Anmerkungen, so large sie sind, noch allerlei nachtragen ließe, versteht sich von selbst. So wäre zu 56_2 auf Freytags Proverbia I 67 zu verweisen, wo der betreffende Vers anders gefaßt ist. — Die Richtigkeit der Form شَوْشاة (neben شوشاة oder شوشاءة) 43_8 erhellt aus dem Verse Alfāẓ 370_4 und dem andern im Muḫaṣṣaṣ IV, 95_4. (Vgl. modernes صوشة, pl. ات —, Sonneck (†) Chants arabes du Maghreb, Gloss. p. 65, Joly, Remarques sur la poésie moderne chez les nomades algériens: Rev. Afric. 48, p. 26, V. 4). — Die Redensart لقيته كفاحًا 64_8, für die B. in den ›Add.‹ auf Prov. II 455 verweist, findet sich z. B. in einem Verse des Muhalhil: Cheikho, Naṣr. 176 ult. (vgl. Abkarius, p. 374 f.). — Für ثَقال 75_4 (›Add.‹ p. 13 f.) zitiert B. in N. 5 einen Vers des Ibn Muqbil, in welchem freilich auch ثقال gut bezeugt ist, und Prov. I 91 oben, wo Majdānī ed. Būlāq wieder ثقال hat: es kann noch Hudh. 97_{19} und Ṯaʿlab (Barth) 30_9 hinzugefügt werden. Daß aber ثقال (d. h. ثُقال, wie خُفاف) an sich zu verwerfen sei, glaube ich nicht, vgl. 48, N. 7. Das in Bajān I 134 gedruckte ثقال, das B. p. 14 für falsch erklärt, ist nichts weiter als ein Druckfehler, s. Naǧāšī, ZDMG 54, p. 450_{13}. — Ueber den Unter-

schied zwischen عِرٌ und عِرْ p. 73, N. 11; 76, N. 5 spricht auch das Scholion Naqāiḍ ed. Bevan 525 $_1$. — Zu 74, N. 1: Maidānī ed. Būlāq I 200 gibt dazu den Vers des Aus b. Ḥaǧar = XVII, 17 ed. Geyer. — حمارة »Eselin« 111, N. 4, braucht doch schon Farazdaq: Naq. 281 $_6$. — Zu حَوْبَ 55 $_5$ kann Prov. I 358 oben, zu حَلْ (ebendort) und جاه 56 $_4$ Ǧāḥiẓ, Opusc. 29 ult. zitiert werden. Diese Zurufe (Interjektionen mit Verbalderivaten) an die verschiedenen Tiere, hauptsächlich Haustiere, von denen übrigens gerade in unserer Schrift nur nebenbei einige erwähnt sind, gehören, da sie auch im besten Wörterbuch nur zerstreut vorkommen können, zu den Kapiteln, die einmal eine monographische Behandlung verdienten. Die Angaben der Philologen gehen zum Teil auseinander, während die reiche Ausbeute, welche die alte und neue Literatur, vorab die Prosa, liefert, zur Feststellung des wirklichen Sprachgebrauches in weitem Umfange dienen kann. — Das auf سَرْقَة (vgl. Ibn Ḫallād 127 $_6$) bezügliche Sprichwort 126, N. 2 (dazu Muzhir I 242 $_{11}$) erscheint noch in anderer Form Prov. II 186, N. 48. — Gelegentlich verbreitet sich B. über sprachwissenschaftliche Dinge, z. B. 79, N. 10, wo er die neuerdings beliebte Gleichsetzung von مَكْرُم und مَقْرَم mit Recht verwirft. Aber in der Erörterung der verschiedenen Formen des Namens für »Nashorn« 89, N. 7 dürfte syr. ܟܪܟܕܢܐ, assyr. *kurkizannu* (s. Muss-Arnolt s. v.) und كركدان (Beauss. u. s. w.), قرقدان (Eidenschenk und Cohen-Solal 206[b]) nicht fehlen, da ja gerade sie die Aussprache كَرْكَدَن, die von den Philologen für vulgär bezeichnet wird, als die richtige erweisen, zu Ungunsten des sonderbaren كَرَكَدَّن.

II. P. 145—312 enthalten die Schlußkapitel von H. Lammens' »Études sur le règne du Calife Omaiyade Mo'âwia I[er]«. Da sie nur im Zusammenhang mit den vorhergegangenen besprochen werden können, begnüge ich mich hier mit dem Hinweis, daß diese für die politische und die Kulturgeschichte der Umajjadenzeit gleich wichtige Monographie inzwischen in Buchform erschienen ist (unter demselben Titel, Beyrouth 1908, 448 Seiten). Sie wird sich gewiß binnen Kurzem großer Verbreitung erfreuen[1]).

III. L. Jalabert, »Aelius Statutus, gouverneur de Phénicie (c. 293—305), p. 313—322, stellt in der von W. Bacon 1907 edierten griechischen Inschrift von Gisr el-Ghajar und einer von ihm selbst (Bd. I dieser »Mélanges« p. 150) edierten Inschrift von Djermāna den Namen Αἴλιος Στατοῦτος her und erschließt aus dem naheverwandten

1) Vgl. einstweilen Goldzihers Leitartikel in der Deutschen Literaturzeitung vom 23. Jan. 1909.

schied zwischen عُمَر und عُمَرْ p. 73, N. 11; 76, N. 5 spricht auch das Scholion Naqāiḍ ed. Bevan 525₁. — Zu 74, N. 1: Maidānī ed. Būlāq I 200 gibt dazu den Vers des Aus b. Ḥaǧar = XVII, 17 ed. Geyer. — حمارة ›Eselin‹ 111, N. 4, braucht doch schon Farazdaq: Naq. 281₆. — Zu حَوْبَ 55₅ kann Prov. I 358 oben, zu حَلْ (ebendort) und جاه 56₄ Ǧāḥiẓ, Opusc. 29 ult. zitiert werden. Diese Zurufe (Interjektionen mit Verbalderivaten) an die verschiedenen Tiere, hauptsächlich Haustiere, von denen übrigens gerade in unserer Schrift nur nebenbei einige erwähnt sind, gehören, da sie auch im besten Wörterbuch nur zerstreut vorkommen können, zu den Kapiteln, die einmal eine monographische Behandlung verdienten. Die Angaben der Philologen gehen zum Teil auseinander, während die reiche Ausbeute, welche die alte und neue Literatur, vorab die Prosa, liefert, zur Feststellung des wirklichen Sprachgebrauches in weitem Umfange dienen kann. — Das auf سُرْفَة (vgl. Ibn Ḫallād 127₆) bezügliche Sprichwort 126, N. 2 (dazu Muzhir I 242₁₁) erscheint noch in anderer Form Prov. II 186, N. 48. — Gelegentlich verbreitet sich B. über sprachwissenschaftliche Dinge, z. B. 79, N. 10, wo er die neuerdings beliebte Gleichsetzung von مُكْرَم und مُقْرَم mit Recht verwirft. Aber in der Erörterung der verschiedenen Formen des Namens für ›Nashorn‹ 89, N. 7 dürfte syr. ܟܪܟܕܢܐ, assyr. *kurkizannu* (s. Muss-Arnolt s. v.) und كركدان (Beauss. u. s. w.), قرقدان (Eidenschenk und Cohen-Solal 206ᵇ) nicht fehlen, da ja gerade sie die Aussprache كَرْكَدَّن, die von den Philologen für vulgär bezeichnet wird, als die richtige erweisen, zu Ungunsten des sonderbaren كَرْكَدْن.

II. P. 145—312 enthalten die Schlußkapitel von H. Lammens' ›Études sur le règne du Calife Omaiyade Mo'âwia Iᵉʳ‹. Da sie nur im Zusammenhang mit den vorhergegangenen besprochen werden können, begnüge ich mich hier mit dem Hinweis, daß diese für die politische und die Kulturgeschichte der Umajjadenzeit gleich wichtige Monographie inzwischen in Buchform erschienen ist (unter demselben Titel, Beyrouth 1908, 448 Seiten). Sie wird sich gewiß binnen Kurzem großer Verbreitung erfreuen [1]).

III. L. Jalabert, ›Aelius Statutus, gouverneur de Phénicie (c. 293—305), p. 313—322, stellt in der von W. Bacon 1907 edierten griechischen Inschrift von Gisr el-Ghajar und einer von ihm selbst (Bd. I dieser ›Mélanges‹ p. 150) edierten Inschrift von Djermāna den Namen Αἴλιος Στατοῦτος her und erschließt aus dem naheverwandten

1) Vgl. einstweilen Goldzihers Leitartikel in der Deutschen Literaturzeitung vom 23. Jan. 1909.

Inhalt beider, daß diese bisher unbekannte Persönlichkeit ein ἡγεμών Phöniciens unter der Tetrarchie sei.

IV. In den »Notes de lexicographie hébraïques« (p. 323—336) faßt P. Joüon תּוּשִׁיָּה als »conseil, dessin«, תְּשׁוּקָה als »effort pour dominer ou gagner q.«, שׁוּחַ Thr. 3_{20}, Ps. 42_6 als שׁוּחַ, *הַיָּה (הַוּוֹת) »malheur, calamité«, als eine Singularform, סְעִפִּים 1. Reg. 18_{21} als »béquilles«, was aber auf eine ganz unsemitische Ausdrucksweise hinausläuft. Nicht billigen können wir auch die Ansicht, זמרת הארץ Gen. 43_{11} bedeute »produits du pays«. זמרת(י) יה Jes. 12_2, vgl. Ex. 15_2, durfte nicht zu Gunsten dieser Hypothese umgedeutet werden. Mir scheint, LXX haben mit ihrem καρποί bereits falsch gelesen oder geraten[1]), und זמרת sei in חמדת, d. h. חֶמְדַּת oder חֲמֻדֹת zu ändern: »was unser Land an Begehrenswertem erzeugt«[2]). Und so ist J. auch in dem Artikel über התענג על = »s'appuyer sur q.« weiter gegangen, als es der Stand der Textkritik erlaubte. Hiob 22_{26} (wovon Jes. 58_{14} abhängt) hat man gut in תַּעֲנֶה geändert; dagegen Ps. 37_4 hat das Verbum seine gewöhnliche Bedeutung, ebenso Jes. 57_4 על־מי תתענגו wozu man وانتم سامدون Sūra 53_{61} vergleichen kann: سمد = ܥܡܕ, χλευάζειν.

V. H. Wiesmann, »Kehrverspsalmen« (p. 337—386) sucht (im Anschluß an E. Baumann, ZDMG 59, 129 ff.) die Psalmen 107, 80, 42 + 43, 99 als solche zu erweisen.

VI. B. Moritz berichtet (p. 387—436) über »Ausflüge in der Arabia Petraea«, die er in den Jahren 1905 und 1906 von verschiedenen Punkten der Ḥiǧāzbahnlinie unternommen hat. Er gibt zuerst eine einläßliche Beschreibung der alten Wasserleitung bei Ma'ān, in der er nicht, wie v. Domaszewski, einen Teil einer Festungsanlage, sondern die Tränkrinne eines großen Karawanenlagerplatzes sieht, woraus sich dann ergibt, daß Ma'ān eine Hauptstation der alten Handelsstraße von Südarabien nach dem Norden war. Aus Petra[3]) teilt er zwei kleine, bisher übersehene nabatäische Inschriften mit und weist auf dem Plateau der Bergmasse al-Ghubṯe (الغبْثة) einige Opferplätze nach. Anläßlich der Beschreibung des Ruinenfeldes der südlicher gelegenen alten Stadt Grēje (قُرَيَّة) gibt er einige Graffiti bezw. kleine Inschriften in thamūdäischer, nabatäischer und kufisch-arabischer Schrift. Auf p. 412—415 bespricht er eine Anzahl Ortsnamen unter Heranziehung des Ptolemaeus und der arabischen Geographen. Weiter veröffentlicht er vom Schloß Charāne die letzten Zeilen einer (bei

1) Vgl. ܡܢ ܦܐܪܐ ܕܐܪܥܐ Peš.

2) Prov. 19_{22} steht καρπός für תאוה.

3) Bezüglich des سيق bei Muqaddasī 44 (p. 397) ist auf de Goeje, ZDMG 54, 336 zu verweisen.

Musil fehlenden) altarabischen Inschrift, aus welcher hervorgeht, daß das Schloß im J. 92 (710) bereits existiert hat. Er vermutet umajjadischen Ursprung. Den Umajjaden schreibt er auch die Erbauung des Qaṣr 'Amra zu, dem er den Schlußabschnitt p. 424 ff. widmet. Er benutzt hin und wieder die Gelegenheit, Detailangaben bei Brünnow und Musil zu berichtigen. Der Anhang enthält drei arabische Inschriften von der syrischen Pilgerstraße und ein Verzeichnis von Beduinen-Stammeszeichen.

VII. Der Faszikel schließt mit einer Arbeit von G. de Jerphanion und L. Jalabert über ›Inscriptions d'Asie Mineure‹ (p. 437—477).

Die MFO, wie man dieses Organ mit Lammens am besten zitiert, sind für die semitistische Wissenschaft schon jetzt unentbehrlich, so verschieden die bisherigen Arbeiten auch wohl an Qualität sein mögen. Erfreulicher Weise nimmt sich der Herausgeber auch des in europäischen Bibliotheken liegenden Materials an; die nächsten Hefte sollen die seit Jahren erwartete Ḥamāsa des Buḥturī (nach dem Leidener Unikum) bringen.

Göttingen Friedr. Schultheß

Armenisches Rechtsbuch, ediert und kommentiert von **Josef Karst.** Mit Unterstützung der K. Ak. d. Wiss. zu Berlin. 2 Bde., XXXII, 224 u. VII, 424 S. gr. 4, Straßburg: K. J. Trübner 1905. Bd. I: Ṣempadscher Kodex aus dem 13. Jahrhundert oder Mittelarmenisches Rechtsbuch nach der Venediger und Etschmiadsiner Version unter Zurückführung auf seine Quellen herausgegeben und übersetzt. Bd. II: Sempadscher Kodex aus dem 13. Jahrhundert in Verbindung mit dem großarmenischen Rechtsbuch des Mechithar Gosch (aus dem 12. Jahrhundert) unter Berücksichtigung der jüngeren abgeleiteten Gesetzbücher erläutert.

Verschieden nach Anlage und Bedeutung, haben die beiden größten Denkmäler armenischen Rechts, das Werk des scharfsinnigen Wardapets Mechithar Gosch und das des Kronfeldherrn Sempad, auch ein recht verschiedenes Schicksal erfahren. Mechithars Rechtsbuch ist seinem stark kompilatorischen, systemlosen Charakter zum Trotz doch eine wesentlich individuelle Schöpfung gewesen, insofern als in ihm das je nach dem Distrikte schwankende, durch römisches und griechisches Rezeptionsrecht mehr oder minder modifizierte, gewissermaßen überwucherte armenische Gewohnheitsrecht mit dem kodifizierten mosaisch-kanonischen zu einem gelehrten Gemeinrecht im Sinne eines Entwurfs verarbeitet worden ist. Sempads Rechtsbuch dagegen ist, obwohl äußerlich eine Umarbeitung und Systematisierung des genannten Werks, im Wesentlichen doch mehr ein Rechtsspiegel, die Feststellung des damals im kilikischen Kö-

Musil fehlenden) altarabischen Inschrift, aus welcher hervorgeht, daß das Schloß im J. 92 (710) bereits existiert hat. Er vermutet umajjadischen Ursprung. Den Umajjaden schreibt er auch die Erbauung des Qaṣr ʻAmra zu, dem er den Schlußabschnitt p. 424 ff. widmet. Er benutzt hin und wieder die Gelegenheit, Detailangaben bei Brünnow und Musil zu berichtigen. Der Anhang enthält drei arabische Inschriften von der syrischen Pilgerstraße und ein Verzeichnis von Beduinen-Stammeszeichen.

VII. Der Faszikel schließt mit einer Arbeit von G. de Jerphanion und L. Jalabert über ›Inscriptions d'Asie Mineure‹ (p. 437—477).

Die MFO, wie man dieses Organ mit Lammens am besten zitiert, sind für die semitistische Wissenschaft schon jetzt unentbehrlich, so verschieden die bisherigen Arbeiten auch wohl an Qualität sein mögen. Erfreulicher Weise nimmt sich der Herausgeber auch des in europäischen Bibliotheken liegenden Materials an; die nächsten Hefte sollen die seit Jahren erwartete Ḥamāsa des Buḥturī (nach dem Leidener Unikum) bringen.

Göttingen Friedr. Schultheß

Armenisches Rechtsbuch, ediert und kommentiert von **Josef Karst.** Mit Unterstützung der K. Ak. d. Wiss. zu Berlin. 2 Bde., XXXII, 224 u. VII, 424 S. gr. 4, Straßburg: K. J. Trübner 1905. Bd. I: Ṣempadscher Kodex aus dem 13. Jahrhundert oder Mittelarmenisches Rechtsbuch nach der Venediger und Etschmiadsiner Version unter Zurückführung auf seine Quellen herausgegeben und übersetzt. Bd. II: Sempadscher Kodex aus dem 13. Jahrhundert in Verbindung mit dem großarmenischen Rechtsbuch des Mechithar Gosch (aus dem 12. Jahrhundert) unter Berücksichtigung der jüngeren abgeleiteten Gesetzbücher erläutert.

Verschieden nach Anlage und Bedeutung, haben die beiden größten Denkmäler armenischen Rechts, das Werk des scharfsinnigen Wardapets Mechithar Gosch und das des Kronfeldherrn Sempad, auch ein recht verschiedenes Schicksal erfahren. Mechithars Rechtsbuch ist seinem stark kompilatorischen, systemlosen Charakter zum Trotz doch eine wesentlich individuelle Schöpfung gewesen, insofern als in ihm das je nach dem Distrikte schwankende, durch römisches und griechisches Rezeptionsrecht mehr oder minder modifizierte, gewissermaßen überwucherte armenische Gewohnheitsrecht mit dem kodifizierten mosaisch-kanonischen zu einem gelehrten Gemeinrecht im Sinne eines Entwurfs verarbeitet worden ist. Sempads Rechtsbuch dagegen ist, obwohl äußerlich eine Umarbeitung und Systematisierung des genannten Werks, im Wesentlichen doch mehr ein Rechtsspiegel, die Feststellung des damals im kilikischen Kö-

nigreiche tatsächlich herrschenden Volksrechts. Ist Mechithars Buch demnach zunächst als das Denkmal von Interesse, das ein bedeutender Mann sich selbst gesetzt hat, so ist das Werk des kilikischen Kronfeldherrn in erster Linie als getreuer Spiegel der kulturellen Verhältnisse eines für die armenische Geschichte wichtigen Zeitabschnitts von Wert, und dann auch als eine Ausdrucksform der geistigen Eigenart des Volkes überhaupt, die in Mechithars Werk durch das sich vordrängende fremde Recht stark verschleiert wird. Die zunächst durchaus unverbindliche Gesetzessammlung und Gesetzesinterpretation des scharfsinnigen Wardapets ist jedoch tatsächlich schon bald über die Grenzen des Stammlandes hinaus als Norm für die praktische Rechtsprechung angenommen worden und bis in die neueste Zeit hinein in Geltung geblieben, während das von vornherein staatlich anerkannte Buch Sempads mit dem Untergange des kilikischen Königreichs außer Kraft gesetzt worden und dann völlig in Vergessenheit geraten ist.

Gewissermaßen im Einklang mit diesen verschiedenen Schicksalen ist denn nun auch das nie aus den Augen verlorene Rechtsbuch des Mechithar Gosch zwar auch spät genug, aber immerhin doch beträchtlich früher allgemein zugänglich gemacht worden, als das des Kronfeldherrn Sempad. Schon im Jahre 1880 hat Vahan Bastamjanths den Text des ersteren herausgegeben, mit Anmerkungen versehn und außerdem noch mit einer beachtenswerten rechtshistorischen Einleitung ausgestattet. Sempads Kodex erscheint dagegen zum ersten Mal in dem vorliegenden Werk, wie zur Entschädigung für sein spätes Erscheinen aber in einer ganz vortrefflichen Bearbeitung, die weit über das hinausgeht, was Bastamjanthsens fraglos auch durchaus verdienstliche Tätigkeit geschaffen hat. Es kann, wie mir scheint, kein Zweifel darüber herrschen, daß Josef Karst eine für die vorliegende Arbeit in jeder Beziehung geeignete Persönlichkeit war. Vielleicht läßt sich sogar mit Recht behaupten, daß kein anderer gleich ihm befugt war, sich an eine so schwierige Aufgabe zu wagen. Eine glückliche Kombination verschiedenen und verschiedenartigen Wissens, vor allem eine wohl einzig dastehende Vereinigung strenger juristischer Schulung mit einer außergewöhnlichen Kenntnis des Mittelarmenischen läßt ihn wie eigens zu vorliegender Arbeit bestimmt erscheinen.

Das Wesentliche der Einleitung zum ersten Bande ist die Untersuchung des Wertes der von Sempads Rechtsbuch vorliegenden Versionen sowie eine Klarstellung des Verhältnisses, in dem Sempads Werk wenigstens äußerlich zu dem älteren des Mechithar Gosch steht, als dessen Umarbeitung es in formaler Hinsicht erscheint. Wie die sorgfältige Untersuchung des ersterwähnten Punktes zeigt, sind min-

destens zwei, anscheinend aber auch nicht mehr Redaktionen vorhanden, eine, die durch Handschrift Nr. 107 der Mechitharistenbibliothek auf S. Lazzaro bei Venedig repräsentiert wird, und eine, die in der Handschrift Nr. 491 der Bibliothek zu Etschmiadsin vorliegt. Es wird nun in unanfechtbarer Weise klargelegt, daß die erstgenannte dieser beiden sprachlich und sachlich stark von einander abweichenden Redaktionen die ursprüngliche ist, und daß die durch das Etschmiadsiner Manuskript repräsentierte eine spätere Anpassung an eine der Versionen des älteren Rechtsbuchs von Mechithar Gosch darstellt, und zwar eine Anpassung, die nicht nur in sachlicher Hinsicht, sondern auch in dem Versuch des Ersatzes der ursprünglichen mittelarmenischen Ausdrucksweise durch eine der klassischen Sprache angenäherte zu Tage tritt. Hinsichtlich der formalen Umgestaltung des älteren Kodex, von der freilich die mehr im Kommentar behandelte sachliche nicht ganz getrennt werden kann, ergibt sich aus den klaren Ausführungen der Einleitung, daß die ziemlich planlose Kompilation des älteren Werkes durch eine im Vergleich zu dieser überraschend strenge systematische Anordnung verdrängt worden ist. Sempads Werk gliedert sich in zwei, auch äußerlich gesonderte Teile, von denen der erste das öffentliche Recht mit Einschluß des Ehe- und Familienrechts behandelt, der zweite dagegen das Privatrecht. Der erste dieser beiden Teile zerlegt sich dann wieder in drei größere Abschnitte, von denen der erste dem Staatsrecht, der zweite dem kanonischen Rechte und der dritte dem Eherechte gewidmet ist. Der zweite, das Privatrecht behandelnde Teil weist deren sieben auf, allerdings nicht mittels besonderer Kennzeichnung durch Aufschriften, aber doch durch die Anordnung des Stoffs. Von diesen behandelt der erste das Erbrecht, der zweite das Familienrecht mit Ausschluß des dem ersten Hauptteil zugewiesenen Eherechts, der dritte das Pfand- und Hypothekenrecht nebst sonstigem Sachenrecht, der vierte das Kauf- und Handelsrecht, der fünfte das Testierrecht, der sechste das Recht der Sklaven und Hörigen in Beziehung zu ihren Herren, der siebente die Deliktsobligationen.

Wenn nun der Herausgeber seiner Feststellung der Handschriftenverhältnisse entsprechend seinen Text in erster Linie auf das Venediger Manuskript gründet, so werden doch die Lesarten der Etschmiadsiner Handschrift mit Recht ständig herangezogen und je nach dem Zeugnis des (in kleiner Schrift mit aufgenommenen) Quellentextes verwertet. Die Notwendigkeit dieses übrigens mit vollendeter philologischer Sicherheit eingeschlagenen Verfahrens ergibt sich besonders aus dem Umstande, daß die allerdings ältere Version des Sempadschen Buches, wie sie in der Venediger Handschrift vorliegt, doch

destens zwei, anscheinend aber auch nicht mehr Redaktionen vorhanden, eine, die durch Handschrift Nr. 107 der Mechitharistenbibliothek auf S. Lazzaro bei Venedig repräsentiert wird, und eine, die in der Handschrift Nr. 491 der Bibliothek zu Etschmiadsin vorliegt. Es wird nun in unanfechtbarer Weise klargelegt, daß die erstgenannte dieser beiden sprachlich und sachlich stark von einander abweichenden Redaktionen die ursprüngliche ist, und daß die durch das Etschmiadsiner Manuskript repräsentierte eine spätere Anpassung an eine der Versionen des älteren Rechtsbuchs von Mechithar Gosch darstellt, und zwar eine Anpassung, die nicht nur in sachlicher Hinsicht, sondern auch in dem Versuch des Ersatzes der ursprünglichen mittelarmenischen Ausdrucksweise durch eine der klassischen Sprache angenäherte zu Tage tritt. Hinsichtlich der formalen Umgestaltung des älteren Kodex, von der freilich die mehr im Kommentar behandelte sachliche nicht ganz getrennt werden kann, ergibt sich aus den klaren Ausführungen der Einleitung, daß die ziemlich planlose Kompilation des älteren Werkes durch eine im Vergleich zu dieser überraschend strenge systematische Anordnung verdrängt worden ist. Sempads Werk gliedert sich in zwei, auch äußerlich gesonderte Teile, von denen der erste das öffentliche Recht mit Einschluß des Ehe- und Familienrechts behandelt, der zweite dagegen das Privatrecht. Der erste dieser beiden Teile zerlegt sich dann wieder in drei größere Abschnitte, von denen der erste dem Staatsrecht, der zweite dem kanonischen Rechte und der dritte dem Eherechte gewidmet ist. Der zweite, das Privatrecht behandelnde Teil weist deren sieben auf, allerdings nicht mittels besonderer Kennzeichnung durch Aufschriften, aber doch durch die Anordnung des Stoffs. Von diesen behandelt der erste das Erbrecht, der zweite das Familienrecht mit Ausschluß des dem ersten Hauptteil zugewiesenen Eherechts, der dritte das Pfand- und Hypothekenrecht nebst sonstigem Sachenrecht, der vierte das Kauf- und Handelsrecht, der fünfte das Testierrecht, der sechste das Recht der Sklaven und Hörigen in Beziehung zu ihren Herren, der siebente die Deliktsobligationen.

Wenn nun der Herausgeber seiner Feststellung der Handschriftenverhältnisse entsprechend seinen Text in erster Linie auf das Venediger Manuskript gründet, so werden doch die Lesarten der Etschmiadsiner Handschrift mit Recht ständig herangezogen und je nach dem Zeugnis des (in kleiner Schrift mit aufgenommenen) Quellentextes verwertet. Die Notwendigkeit dieses übrigens mit vollendeter philologischer Sicherheit eingeschlagenen Verfahrens ergibt sich besonders aus dem Umstande, daß die allerdings ältere Version des Sempadschen Buches, wie sie in der Venediger Handschrift vorliegt, doch

auf eine jüngere Redaktion des Werkes von Mechithar Gosch zurückgeht, als diejenige, mit der die im Etschmiadsiner Manuskript vorliegende jüngere Version von Sempads Werk später kollationiert worden ist. Vgl. hierzu Karsts ›Grundriß der Geschichte des armenischen Rechtes‹ im 19. und 20. Bande der Zeitschrift für vergleichende Rechtswissenschaft (I 56 ff. des Sonderabdrucks). Auf alle Einzelheiten der in diesem ersten Bande entfalteten Herausgebertätigkeit einzugehen, dürfte hier kaum angebracht sein. Alles in allem ist, wie mir scheint, fast nur uneingeschränkte Anerkennung des Geleisteten am Platz.

Die dem Texte beigegebene Uebersetzung ist, wie es von einem so gründlichen Kenner des Mittelarmenischen zu erwarten war, im großen und ganzen vorzüglich, trotz einer gewissen Freiheit, die hier und da vielleicht ohne Schaden für die Sache ein wenig hätte eingeschränkt werden können. Ich glaube nicht, daß sich unter den lebenden Forschern einer befindet, der diesen schwierigen Teil der Arbeit besser hätte ausführen können. Unter den geborenen Armeniern mag ja wohl der eine oder andere dem Herausgeber des vorliegenden Werkes in Bezug auf Kenntnis des Mittelarmenischen gewachsen sein, obwohl ich auch dies nur als eine nicht gerade fern liegende Möglichkeit, nicht als eine mir bekannte Tatsache hinstellen kann. Aber es dürfte dann kaum das Maß der Beherrschung des Deutschen vorliegen, das bei einer Uebertragung in diese Sprache doch auch nicht entbehrt werden kann. Unter den Nicht-Armeniern befindet sich aber wohl keiner, der den Text des Sempadschen Buches, ganz abgesehen von den nur durch juristische Schulung zu überwindenden sachlichen Schwierigkeiten, in rein sprachlicher Beziehung mit größerer oder auch nur gleicher Sicherheit würde haben erklären können. Ich halte mich für verpflichtet hierauf besonders nachdrücklich hinzuweisen, weil ich, mit dem Mittelarmenischen einigermaßen vertraut, auf jeden Fall beträchtlich mehr als mit dem Altarmenischen, in Ermangelung eines Fachmanns im strengsten Sinne unter den Deutschen vielleicht in erster Linie berufen bin, in der hier vorliegenden Frage ein Urteil abzugeben.

Geradezu bewunderungswürdig erscheint mir der den zweiten Band bildende Kommentar. Er schließt sich zunächst möglichst an den Text des Sempadschen Kodex an, je nach Bedarf durch lose aneinandergereihte Artikel erläuternd, fängt da, wo die Behandlung des Eherechts beginnt, an, eine mehr systematische Darstellung der Quellen zu werden, um sich in dem dem Privatrecht gewidmeten Teil zu einer weit über das zu Erwartende hinausgehende, zusammenfassende Klarlegung armenischer Rechtsentwicklung in ihrer Beziehung

zu den benachbarten Kreisen zu gestalten. Erscheint so die Anlage des Kommentars nicht ganz dem Plan zu entsprechen, den mancher erwarten mag, so wäre es doch recht wenig angebracht, darüber Klage zu führen, daß so bedeutend mehr geboten wird, als gefordert werden durfte. Es ist nicht möglich, mit einigen Worten die Fülle von Gelehrsamkeit zu veranschaulichen, die in diesem Buche zu einer ohne weiteres verständlichen, klaren Darlegung verarbeitet wird. Es läßt sich kein Bild davon geben, mit welcher Sorgfalt die entlegensten Quellen aufgesucht und benutzt werden. Das Einzige, was ich überhaupt an diesem bewunderungswürdigen Buche auszusetzen wüßte, ist die Tatsache, daß ihm, dem so inhaltsreichen Werke, ein Verzeichnis dieses Inhalts fehlt.

Es mag sein, daß ein aufs Nörgeln erpichter Rezensent, wenn er sich die nötige Mühe nicht verdrießen läßt, vielleicht noch das Eine oder Andere ausfindig machen könnte, was zu beanstanden wäre. Ich bin nicht darauf ausgegangen derartiges aufzuspüren und glaube es verantworten zu können, wenn ich infolge dessen etwa kleine Mängel übersehen haben sollte. Alles in allem wage ich das, was ich Karsts 1901 erschienener Grammatik des Kilikisch-Armenischen nachrühmen zu dürfen geglaubt habe, daß sie ein Markstein in der Geschichte der armenischen Sprachwissenschaft sei (Zeitschr. f. arm. Phil. I 171), mutatis mutandis mit noch bedeutend größerer Bestimmtheit dem vorliegenden Werke nachzusagen. Als Linguist kann ich mich freilich eines gewissen Bedauerns darüber nicht erwehren, daß Karst seine rein sprachwissenschaftliche Tätigkeit, von der man nach seinem durch die mittelarmenische Grammatik erbrachten vorzüglichen Befähigungsnachweis so viel erwarten durfte, anscheinend mehr und mehr zugunsten juristischer Arbeiten zurücktreten läßt. Er scheint nun aber in so besonderem Maße dazu begabt und bestimmt zu sein, die Kultur Armeniens in ihrer Gesamtheit zu erfassen und aus ihrer Stellung in weiterem Kreise verwandter Kulturen zu deuten, daß demgegenüber einseitige Linguistenwünsche doch wohl besser dem einen nicht engherzigen Wunsche Platz machen, es möge ihm als dem anscheinend berufensten Vertreter einer armenischen Philologie unter den Deutschen auch bald der seiner Lehrtätigkeit angemessene Platz angewiesen werden.

Südende b. Berlin. Franz Nikolaus Finck.

Kālidāsas Śakuntalā (kürzere Textform). Mit kritischen und erläuternden Anmerkungen herausgegeben von **Carl Cappeller.** H. Haessel, Verlag in Leipzig. 1909. XX, 160 S. 5 M.

Als R. Pischel im Jahre 1870 seine Dissertation de Kālidāsae Śākuntali recensionibus und sieben Jahre später seine Ausgabe des Textes in der Bangālīrezension veröffentlicht hatte, war die Frage nach der besten Rezension des feinsinnigen indischen Dramas wieder in Fluß gekommen. P. hatte mit größerem Material als jemand zuvor sie zu Gunsten des Bangālītextes beantwortet. Aber die Besprechung, welche P.s Ausgabe durch Cappeller (Jenaer Litteratur-Zeitung 1877, Artikel 117) erfuhr, ließ alsbald erkennen, daß das letzte Wort noch nicht gesprochen, sondern wir noch weit entfernt von dem Ziel einer befriedigenden Ausgabe sind und wohl bleiben werden. Cappeller führte aus, daß P. daran zwar Recht getan habe, die Bangālīsche Rezension wieder zu Ehren zu bringen, sie aber in ihrem Wert überschätzt, die Devanāgarīrezension unterschätzt und über das Ziel hinaus geschossen habe. Die Frage sei nicht abgeschlossen, die Parteien könnten sich nur auf dem zwischen den einzelnen Rezensionen liegenden Boden des Eklektizismus die Hand reichen.

Weiter als bis zu diesem Ziel werden wir auch heute nicht kommen, wenn nicht besonders alte Handschriften irgend wo verborgen sind. Wir werden uns darüber klar sein müssen, daß jeder Eklektizismus einen starken Grad von Subjektivität bedeutet und einen starken Appell an das Gefühl der Herausgeber, die nur selten so vorsichtig und überlegt ihres Amtes walten werden, wie es der Herausgeber vermag. Ist es doch keineswegs ausgeschlossen, daß Kālidāsa der Autor zweier verschiedener Bearbeitungen sein könnte, wie verschiedene Bearbeitungen von Kunstwerken der Neuzeit auf den ersten Autor zurückgehen.

Der ausgezeichnete Kenner des indischen Drames, dem wir soeben die zweite Auflage der Ratnāvalī verdanken, hat uns gleichzeitig mit einer 2. Auflage der Δ-Rezension der Śakuntalā, wie sie in Böhtlingks Ausgabe vorlag, beschenkt und diesen Text mit kritischem Verständnis und Takt revidiert. Wenn man den Text in der Bangālī mit dem in dieser Ausgabe vergleicht, wird man sich von der Richtigkeit des Cappellerschen Urteils überzeugen und finden, daß die kürzere Fassung vielfach auch die feinere und schönere ist, weil sie oft nur durch die kurze Andeutung die Rede feiner gestaltet. Es zeigt sich, daß die längere Rezension trotz manchem Guten Geschmacklosigkeiten enthält, deren Streichung wie eine Erleichterung wirkt. P. sagt zwar in seiner Streitschrift gegen Weber (Die Rezensionen der Śakuntalā

S. 25), daß vom ästhetischen Standpunkt aus eine Einigung in der Rezensionenfrage unmöglich sei. Ganz können wir aber, wenn es sich um Meisterwerke der Dichtung handelt, jenen Faktor aus der Beurteilung nicht ausschalten, so schwer es uns auch im einzelnen fallen mag, uns in indisches Denken und Fühlen hinein zu versetzen. Ohne die Vorzüge der Bangālīversion in einer Reihe von Fällen, namentlich für die Gestaltung des Prākrit, zu verkennen, sehen wir an sehr viel Stellen die Ueberlegenheit der Δ-Rezension im kleinen wie im großen. Im kleinen z. B. ed. Cappeller 31, 20 in dem Ausdruck *kiṃpi lalidapadabandhaṇaṃ* gegenüber ed. Pischel 54, 8 *kiṃpi lalidovaṇibandhaṇaṃ gīdaaṃ*, wo *gīdaaṃ* wohl nur eine aus dem folgenden *gīdavotthu* (32, 13) resp. *gīdiā* (55, 8) entnommene Erklärung ist; ebenso wird *jadhāsamīhidaphalassa* (P. 56, 4) vor *avilambiṇo* (C. 33, 1) nur ein erklärender Zusatz sein. Wenn C. S. XV äußert, ›daß die Verfertiger von *B* an einigen Stellen geradezu mit Absicht gewissen sprachlichen oder grammatischen Schwierigkeiten aus dem Wege gegangen sind, die sich in dem ursprünglichen Texte finden‹, so glaube ich, daß das Lesen der Stücke in den Schulen und die erklärenden Noten, die Lehrer oder Schüler dann an den Rand ihrer Mss. machen, bei der Veränderung des Textes eine große Rolle spielen. Es kommt dann bei unvorsichtigem Kopieren vor, daß nicht nur die eine Lesart durch die andere ersetzt wird, sondern beide neben einander in dem Text stehen. In meinen Bemerkungen zur Kritik der Mudrārākṣasa habe ich S. 430 Beispiele derart hervorgehoben und mir seither noch weitere notiert; die ed. Calc. II des MR druckt sogar öfter zwei Lesarten neben einander, wenn auch die eine in Klammern. Die leichte Möglichkeit dieser Textumgestaltung ist mir bei Vorlesungen, die ich im Queens College in Benares hörte, so recht deutlich geworden, weil die fortwährende Notwendigkeit besteht, schwierige Worte oder Stellen durch leichtere zu umschreiben. Man kann daher auch nicht mit P. von ›Fälschern‹ oder ›Fälschungen‹ sprechen, die die Texte absichtlich umgestaltet hätten.

Im großen zeigen sich die Schäden der Bangālīrezensionen in einer Reihe von Zusätzen prosaischer wie poetischer Natur; besonders im 3. Akt. Wenn der König Śakuntalā bittet, ihm einen Platz auf dem Lager einzuräumen, auf dem sie geruht hat, und Priyaṃvadā sagt, damit würde Ś. wohl nicht zufrieden sein, so ist das eine Wendung, die im Munde des Vidūṣaka sich humoristisch ausnehmen würde, in dem der Priyaṃvadā aber zu einer Geschmacklosigkeit wird, ähnlich den von Cappeller S. IX getadelten. Ebenso wird man es nicht sehr hübsch finden, wenn Ś. Seite 61, 18 (ed. P.) sagt *aṇicchāpūrao vi saṃbhāsaṇamettaeṇa paricido aaṃ jaṇo ṇa visuma-*

ridavvo oder sich dann mit wenig natürlichem Respekt hinter den Bäumen versteckt, um des Königs *bhāvāṇubandha* sich entwickeln zu sehen. In Δ fällt die ganze lang ausgesprochene Szene, die den Pūruspoß recht wenig würdig darstellt (cf. die Worte *dhik vrīḍito 'smi*), weg und gibt dem Vorgang einen knappen, wirksamen Abschluß. Man wird daher, so scheint auch mir, keineswegs sagen können, daß alles gute auf seiten von B und alles schlechte auf seiten von Δ zu finden sei.

C. spricht in dem Vorwort sich ausführlich über die von ihm befolgten kritischen Grundsätze aus. Besonders wichtig ist die Darlegung der Gründe, die ihn bestimmt haben, ein Reihe von Versen überhaupt aus beiden Rezensionen auszuscheiden. Schon in der erwähnten Besprechung der P.schen Ausgabe finden wir bei Cappeller die Beobachtung, daß Kālidāsa sich der bei andern Dichtern so häufigen Partikel *api ca* so gut wie niemals bediene. C. hat daher Häufungen von Strophen beseitigt und die durch dieses Prinzip ausgeschiedenen in den Anhang verwiesen.

Bei der Mehrzahl dieser Strophen unterstützt ihn die Tatsache, daß sie nur in einem Teil der Handschriften stehen, daß sie nur eine und zwar gewöhnlich eine schwache Wiederholung ihres Vorgängers enthalten oder sich an ein Vorbild in der äußeren Form anlehnen. C. stellt Einzelstrophen überall her, auch an den beiden Stellen, wo alle Handschriften Strophensysteme übereinstimmend bezeugen. Nach meiner Ansicht geht C. hierin zu weit. Selbst wenn er im Prinzip recht haben sollte, würde ich doch vorziehen, dem tatsächlichen Handschriftenbefund Rechnung zu tragen. Mir ist aber nicht gewiß, daß C. im Prinzip ganz recht hat. Wenn Kālidāsa in den beiden anderen Dramen Strophensysteme vermied, so bleibt doch immer noch die Möglichkeit bestehen, daß er bei diesem, vielleicht in einer anderen Periode seines Lebens entstandenen Drama andere Ansichten befolgte, und zweitens könnte man nach meiner Meinung für die Erhaltung wenigstens von Δ 32 (der Böhtlingkschen Ausgabe) geltend machen, daß das Metrum und damit auch die Melodie wechselt.

Zwei der schönsten Strophen unseres Dramas finden sich auch in Bhartṛharis Centurionen. Cappeller hat sie mit gutem Grunde beibehalten. Die Frage, ob Bhartṛhari oder Kālidāsa der entlehnende Teil sei, ist keineswegs zu Gunsten von Bhartṛhari zu beantworten; ich möchte hierzu auf meine Ausführungen (Ueber das Kauṭilīyaśāstra Breslau 1908) verweisen sowie auf das, was Hertel vor mir über Bhartṛhari gesagt hat.

Wertvoll sind die Bemerkungen, durch die Cappeller wieder

unser Verständnis des Prākrit gefördert hat. Ich bedauere, daß ich in Mudrārākṣasa nicht seinem Rat gefolgt und nicht lieber statt *iaṃ mhi* mit ihm *iamhi* geschrieben habe. Leider hat C. seinem mit größtem Dank zu begrüßenden Index nicht auch die Stellen selbst hinzugefügt. Ich halte das darum für wünschenswert und habe mein Verzeichnis der Prākritworte zum MR mit einem Stellennachweis versehen, weil es die einzelnen Stellen nachzuschlagen und die Praxis der Mss. einzusehen erleichtert. Diese ist für uns noch immer nicht ohne Wert; ich habe z. B., da die Dramenhandschriften bei kurz gemessenem *aṃ* das Anunāsikazeichen nicht kennen, wieder davon Abstand genommen, dieser von Konaw-Pischel dafür etwas künstlich eingeführten Schreibung zu folgen und halte es für richtig dort, wo nur wie im Gen. Plur. eine Kürze gefordert wird, *am* oder *a* zu drucken, während der Anusvāra lang zu messendes *aṃ* markiert. Die Zweifel, wann *gahido* und *gihido* zu schreiben sei, scheinen mir die besten MR-Handschriften dahin zu beantworten, daß jenes ohne, dieses nach Präpositionen steht. Ebenso veranlassen mich meine guten Mss. *dāṇi* für *dāṇiṃ* zu lesen. Die Schreibung *kkhu, tti* nach kurzen Vokalen habe ich angenommen; aber mich nicht entschließen können, diese Worte mit dem unmittelbar vorhergehenden Worte zu verbinden, sondern das nur bei *kiṃpi*, wo die Worteinheit schon eingetreten ist, getan. Nur mit Hilfe der Mss. läßt sich ferner die Frage beantworten, ob nicht neben der Enklise im Prākrit auch eine Proklise anzunehmen sei. Ich würde zwar dann die Worte nicht zusammenschreiben, aber doch es vorziehen in gewissen Fällen (ebenso wie im Inlaut) *pp*, (*me ppasādo*), *kkh* u. s. w. anzusetzen. Ich selbst habe darauf leider zu spät geachtet, wann im Anlaut Konsonantenverdoppelung eintritt.

C. hat keine Stellung zu dem von mir GGN 1905, S. 439 ausgesprochenen Vorschlage, auch in Versen gelegentlich Śaurasenī anzusetzen, genommen. Für die Śakuntalā kommt sie bei den Versen P. 151. 152. (Bö. 129. 130. C. 124. 125) in Betracht. Auch zu diesem Gedanken bin ich durch die Beobachtung der Handschriften gekommen; auch bei Böhtlingk finden wir die Variante *cūda, gahida, harida.* Mir scheint, daß die Beschränkung der Śaurasenī ausschließ-auf Prosa doch zu weit geht, und Pischel selbst ist in letzter Zeit dieser Erwägung nahe getreten. Wenigstens schrieb er mir in der Antwort auf die Uebersendung meines MR-Aufsatzes unter dem 16. 2. 06: ›Die Frage, ob Verse in Śaurasenī anzunehmen sind, hat mich in den letzten Semestern wiederholt in den Vorlesungen beschäftigt. Ich habe sie wesentlich in Ihrem Sinne bejaht‹.

Den Schluß des Werkes, das überall die prüfende, wägende Hand

verrät, bildet ein Verzeichnis der Metra (S. 126 lies – – – – für – – – ⏑) und 26 Seiten kritischer und erklärender Anmerkungen und zwei Anhänge (ein Verzeichnis der ausgeschiedenen Stellen und ein Verzeichnis der Strophen). Wollte er uns doch noch mit mehr Gaben aus dem reichen Schatze seiner Kenntnisse auf diesem Gebiete erfreuen.

Deutsch-Lissa bei Breslau Alfred Hillebrandt

Initia Amharica An Introduction to spoken Amharic by **C. H. Armbruster,** M. A. Sudan Civil Service; late of H. M. Administration, British Central Africa; some time Minor Scholar of King's College, Cambridge. Part. I: Grammar. Cambridge: University Press 1908. In-8°. XXIII, 398 pag. 12 s.

Quando lessi dapprima l'annunzio di questa nuova grammatica amarica, che avea intenti non filologici ma pratici, io provai, lo confesso, un senso di diffidenza. Da alcuni decenni gli scritti sull' Abissinia si sono straordinariamente moltiplicati, e non vi è quasi viaggiatore che ne ritorni, il quale non ci parli della storia di quel paese e delle sue lingue, quasi che per ciò fare basti averlo percorso, foss' anche frettolosamente. Ma nel caso attuale la diffidenza non era giusta; il libro dell' Armbruster, originale e ben ordinato, è scritto con molta conoscenza della materia e con accuratezza straordinaria. I numerosi esempi, tratti dal parlar familiare, sono in amarico genuino ed accompagnati da trascrizione esattissima, sebbene, a mio giudizio, troppo complicata, specialmente per un libro che in molta parte ha scopo pratico. Perocchè certe sfumature nei suoni delle vocali e nominatamente l'accentuazione non si riducono a regole generali e constanti, e lo stesso Autore nota giustamente (p. 24) che ›the pronunciation of Amharic varies not only in the mouth of individuals of different districts, but also, as in English, in that of the same individual in different occasions, according as he speaks slowly or fast, carefully or carelessly, to a superior or to a companion‹. Un esempio se ne ha nell' accentuazione del perfetto del verbo, in riguardo della quale il mio amico Prof. Afevork dice (Grammatica della lingua amarica, Roma, 1905, pag. 24). ›Il verbo trilittero ha l'accento sulla media radicale. Esempi ዘረጋ zeréggga (stendere) ደገፈ degghéfe (aiutare) ecc.‹. Lasciando stare il primo esempio che è di verbo in origine quadrilittero (*zargaḥa tña ዘርጋኘ) e nel quale l'accento deve in ogni caso restare sulla penultima, certo è che negli

altri verbi si suole comunemente accentare la prima sillaba: dággafa ecc. Così ho inteso pronunciare da molti Abissini coi quali ho avuto occasione di parlare, taluno dei quali mi assicurò essere questa l'accentuazione più comune. Così accentua il Mondon-Vidailhet (Grammaire de la langue Abyssine, Parigi, 1898, pag. 24) così il Mittwoch nell' esattissima trascrizione colla quale accompagna i testi da lui pubblicati (Proben aus amharischem Volksmunde, nelle Mitteil. des Seminars für Orient. Spr. X, 185); solo il verbo ነበረ ha qui talvolta l'accento sulla 2ª sillaba. Anche l'Armbruster segue l'accentazione consueta. Ma d'altra parte non è possibile non tener conto dell' accentuazione indicata dall' Afevork, nativo di Zagē, in regione prossima al Tānā, dove si parla un ottimo amarico, e conoscitore profondo della sua lingua materna cui scrive con eleganza, come vedesi dal suo recente romanzo o ልብ፡ወለድ፡ታሪክ, primo scritto abissino di tal genere. Il Beguinot (Rivista degli Studi Orientali II, 250) ha espresso il dubbio che l'Afevork parli dell' accento musicale, non dell' espiratorio, ma non par probabile. Anco l'Armbruster non segue sempre, come ha seguito nel perfetto, l'accentuazione comune. Per es., nei verbi di 3ª gutturale scomparsa come ሰማ, egli pone l'accento sulla penultima: yisámā, bisámā, e giunge perfino ad accentuare così l'imper., p. es., ጥራ, tírā, forme tutte e specialmente l'ultima, che ho inteso generalmente pronunciare: bisamá, tᵉrá, come è confermato altresì dalla trascrizione del Mittwoch nel citato articolo. Vale il medesimo per il gerundio che l'A. non accentua sull' ultima, p. es.: láqmᵘo; e così anco ብሎ, ብላ, parole comunissime, che io non ricordo mai aver udito pronunciare se non chiaramente bᵉló, bᵉlá, con un Murmelvokal dopo il b, come lo conferma pienamente la trascrizione del Mittwoch.

La grammatica dell' Arm. riguarda specialmente l'amarico parlato e non le questioni glottologiche o comparative; nè porge spesso occasione a note di tal genere; anche nel menzionare forme quali ዪሁ e -ዚሁ non si accenna alla causa della differenza. Farò tuttavia qui qualche breve osservazione, seguendo l'ordine stesso della grammatica. Nel § 6 (p. 13) si ragiona della reduplicazione di consonanti finali, la quale del resto non ha nessuna funzione grammaticale. Nell' amarico, come in altre lingue, la reduplicazione è elemento che, originato da varie cause, modifica stabilmente la forma o il significato della parola: ልብስ, pronunziato lĭbbĭs ha un senso, pronunziato lĭbs ne ha uno diverso. Ma non è questo il caso per il raddoppiamente finale che dipende spesso dall' accento della proposizione e dall' enfasi, nè può avere leggi constanti e generali. P. es. il ም finale di ምንም dovrebbe essere doppio avanti vocale e sdoppio avanti consonante,

ma come può essere sdoppio nel primo caso (cf. Mittwoch, art. cit. 220 l. 23—24) può altresì esser doppio nel secondo, se abbia l'enfasi, p. es. mĭnĭmm kazih alnabbaram = nessuna cosa affatto era qui. Anche il ች del plurale, se sulla parola sia enfasi, si sente doppio p. es. farasočč maṭṭu = i cavalli sono venuti (non, p. es., i muli). § 9d (p. 52). Quantunque la desinenza ›a‹ dello stato costrutto ge'ez sia quella dell' accusativo, usata anche per gli altri casi, non è esatto, specialmente in una grammatica non puramente scientifica, parlare di ›ethiopic accusative‹ a proposito p. es. di ንጉሠ፡ነገሥት, nè il nome seguente ha un ›objectiv sense‹. § 11 (p. 54). Si menziona la forma che ha l'articolo femminino nello Scioa, quella cioè del suffisso di 3ª femm. ፈረስዋ per ፈረሲቱ. Questo uso si spiega facilmente per l'analogia dell' articolo masc. che è il suffisso di 3ª masc., ma, come ha notato il Mondon-Vidailhet e mi ha confermato il Prof. Afevork, non è uso generale di Scioa, ma specialmente del volgo e dei contadini. Anche altre parole scioane sono di questo genere, come ኣላእም per ኣላውቅም, dove non solo la forma grammaticale è scorretta, ma la velare esplosiva è ridotta a ኣ, come in parecchi dialetti moderni dell' arabo e in altre lingue semitiche (cf. Dalman, Grammat. des jüd. paläst. Aramäisch², 61; Brockelmann, Vergl. Gramm. § 45 m.). L'Armbruster sembra dare questa pronunzia come la consueta di Scioa, il che non è punto esatto, e per es., la forma scioana data dall' Afevork (Gramm. 328) ባእላ per በቀላ non era nota, neppur come forma volgare, all' Alaqā Sāhlē, nativo di Scioa. Anche il parlar familiare ha qualche particolarità; p. es. il cambiamento di ኝ finale in ይ (p. 33) si osserva nel nome di un alto dignitario del re Iyāsu II chiamato የቢስ፡ሁናኝ, dove altri codici hanno የቢስ፡ሁናይ (Cod. Bodl. aeth. XXXII; Cod. D'Abbadie, 118 etc.). § 20c (p. 89). Le parole ›Fractions are expressed by the ordinals, usually by the form in ያ‹ non sono chiare. Il numero ordinale esprime anco la frazione, come in italiano ecc., ma vi è una forma più elegante col ያ aggiunto al numero cardinale, la quale del resto non si usa che da 3 a 10. 1/4 si dice ኣራትያ e men elegantemente ኣራትኛ; si dice anche ሩብ. Questa risponde alla forma semitica della frazione (qutl) la quale tuttavia non pare che esistesse, almeno con questo valore, nelle lingue abissine, e il ሩብ amarico è derivato forse direttamante dal رُبْع arabo, colla consueta perdita del ع e colla lunga ū; se fosse antica forma abissina avrebbe piuttosto la forma ርብ. § 23b (p. 95). L'Autore distingue nell' imperfetto del verbo un modo indicativo (ይለቅማል) e un modo soggiuntivo o ›contingent‹, secondo la termi-

nologia dell' Isenberg, ecc. Dubito della giustezza di ciò. Se l'imp. semplice ha talvolta valore di soggiuntivo come in ይለቅም፡ዘንድ, la sua forma e il valore primitivo sono sempre quelli dell' indicativo, come scorgesi non solo per l'analogia del geʻez, ma anco per l'amarico arcaico, nel quale ancora non si aggiunge l'ausiliare, del qual uso ci mostrano esempi molti proverbi; vale il medesimo per il verbo negativo, per il verbo composto, come ይለቅም፡ነበር ecc. forme tutte puramente indicative, anche per il significato. § 32 c (p. 104). In questo paragrafo si parla di un perfetto composto che sarebbe comune nel Goggiam, e che consiste nell' aggiungere ናል alle forme del perfetto semplice: ለቀምናል ›egli ha raccolto‹ ለቀመችናል ›essa ha raccolto‹ ecc.; anche altrove l'Autore ricorda questo perfetto. Esso a me è affatto ignoto; nè mi è stato mai menzionato dal compianto dabtarā Keflē che avea passato molti anni nel Goggiam e ne conosceva bene il dialetto, nè mi è mai occorso in non poche lettere provenienti da questo paese, e che ho avuto occasione di leggere. Anche morfologicamente la sua formazione non è chiara. Ne ho interrogato il mio amico Afevork, il quale non crede che questa forma sia usata[1]). Si tratta forse di alcuna forma volgare usata in qualche regione del Goggiam o di paese vicino; ma per la sua singolarità sarebbe desiderabile averne notizie precise. § 37b (p. 117). ›Transference of -ም‹. Il trasportare ም ad altra parola da quella preceduta dal neg. አል è uso antico, ma non sempre implica enfasi. Questa trasposizione occorre in un lĭqso o lamento per la morte del re Iyāsu II° (1755); il lĭqso è cantato da due cori uno dei quali dice: እንዴት፡ዋላችሁ፡ሳትዋጉን፡ድል፡ተነሣችሁ። (›come state? siete forse stati vinti prima di combattere?‹) e l'altro coro risponde: በጎም፡አልዋልን፤ሳንዋጋ፡ድል፡ተነሣን። (›Non istiamo bene; siamo stati vinti prima di combattere‹). § 37e (p. 118) si dice: ›The conj. -ም and, even, also, may take the place of the negative -ም which has been dropped‹. L'espressione qui non è felice; il -ም di ቢይፈልገም፡ከጠው nulla ha che fare col -ም della negazione. Il primo è semitico, per dir così, e si trova anche nell' assiro, e si collega col መ enclitico dell' etiopico; il secondo è speciale all' amarico, anzi non s'incontra ancora in proverbi che conservano forme arcaiche della lingua (cf. i miei ›Proverbi, Strofe e Racconti abissini, Roma, 1894, pag. 3). E perciò doppiamente interessante la sua somiglianza con forme di lingue cuscitiche (cf. Prae-

1) Egli così mi scrive: ለቀምናል .... እንቢን፡በጎጃም፡በሻንቅላም፡አገር፡እንዲህ፡የተበላሸ፡አማረኛ፡አለ፡ኢይመስለኝም.

nologia dell' Isenberg, ecc. Dubito della giustezza di ciò. Se l'imp. semplice ha talvolta valore di soggiuntivo come in ይለቅም፡ዘንዶ, la sua forma e il valore primitivo sono sempre quelli dell' indicativo, come scorgesi non solo per l'analogia del ge'ez, ma anco per l'amarico arcaico, nel quale ancora non si aggiunge l'ausiliare, del qual uso ci mostrano esempi molti proverbi; vale il medesimo per il verbo negativo, per il verbo composto, come ይለቅም፡ነበር ecc. forme tutte puramente indicative, anche per il significato. § 32 c (p. 104). In questo paragrafo si parla di un perfetto composto che sarebbe comune nel Goggiam, e che consiste nell' aggiungere ናል alle forme del perfetto semplice: ለቀምናል ›egli ha raccolto‹ ለቀመችናል ›essa ha raccolto‹ ecc.; anche altrove l'Autore ricorda questo perfetto. Esso a me è affatto ignoto; nè mi è stato mai menzionato dal compianto dabtarā Keflē che avea passato molti anni nel Goggiam e ne conosceva bene il dialetto, nè mi è mai occorso in non poche lettere provenienti da questo paese, e che ho avuto occasione di leggere. Anche morfologicamente la sua formazione non è chiara. Ne ho interrogato il mio amico Afevork, il quale non crede che questa forma sia usata[1]). Si tratta forse di alcuna forma volgare usata in qualche regione del Goggiam o di paese vicino; ma per la sua singolarità sarebbe desiderabile averne notizie precise. § 37b (p. 117). ›Transference of -ም‹. Il trasportare ም ad altra parola da quella preceduta dal neg. አል è uso antico, ma non sempre implica enfasi. Questa trasposizione occorre in un lĭqso o lamento per la morte del re Iyāsu II° (1755); il lĭqso è cantato da due cori uno dei quali dice: እንዴት፡ዋላችሁ፡ሳትዋጉን፡ዶል፡ተነሣችሁ፡፡ (›come state? siete forse stati vinti prima di combattere?‹) e l'altro coro risponde: በኀይም፡አልዋልን፤ሳንዋጋ፡ዶል፡ተነሣን፡፡ (›Non istiamo bene; siamo stati vinti prima di combattere‹). § 37e (p. 118) si dice: ›The conj. -ም and, even, also, may take the place of the negative -ም which has been dropped‹. L'espressione qui non è felice; il -ም di ባይፈልገም፡ስጠው nulla ha che fare col -ም della negazione. Il primo è semitico, per dir così, e si trova anche nell' assiro, e si collega col ma enclitico dell' etiopico; il secondo è speciale all' amarico, anzi non s'incontra ancora in proverbi che conservano forme arcaiche della lingua (cf. i miei ›Proverbi, Strofe e Racconti abissini, Roma, 1894, pag. 3). E perciò doppiamente interessante la sua somiglianza con forme di lingue cuscitiche (cf. Prae-

1) Egli così mi scrive: ለቀምናል .... እንኳን፡በጉጃም፡በሜንቀላም፡አገር፡እንዲህ፡የተባለሽ፡አማረኛ፡አል፡ኢይምስለኝም.

torius, Zur Grammatik der Gallasprache 180) e in generale col modo di negazione delle lingue camitiche. Un' altra espressione poco esatta è al § 69a (p. 179) ove leggesi che: ›Prepositions are constructed with the nominative‹.

Una metà del libro dell' Armbruster è occupata da una ›Appendix‹ nella quale egli ha riunito e disposto in ordine alfabetico i verbi occorsi nella grammatica, e di cui egli dà il perfetto composto, e tutte le altre forme. Queste sono date con molta esattezza e tutte trascritte in lettere latine, ma non si vede chiara l'utilità di questa lunga appendice, in luogo della quale sarebbe stato più opportuno porre dei dialoghi ovvero dei brevi e facili testi. L'amarico ha ben pochi verbi irregolari, e le facili regole della coniugazione si applicano agevolmente a qualsiasi verbo. In questa appendice (cf. anche pag. 176) è registrato anco il verbo ተቀመጠ cui, oltre il senso di ›to sit‹ si dà anche quello di ›to ride‹. Forse in qualche provincia ተቀመጠ, da solo, avrà questo senso, ma l'uso comune e generale è di dire በፈረስ፡ተቀመጠ, come mi ha pienamente confermato il Prof. Afevork che mi scrisse: የፈረስ፡ስም፡ኀይናሠ፡ተቀመጠ፡ብቻ፡በኸትም፡አገር፡ኢይታወቅ.

La correzione tipografica è straordinariamente esatta, nonostante i molti e complicati segni di trascrizione; gli errori di stampa notati nell' Errata-corrige sono, per la massima parte, di poca importanza (p. 56, 7 l. ኧርሳቸው). L'edizione è bellissima.

Roma I. Guidi

Zeitschrift für Brüdergeschichte. I. Jahrgang 1907, Heft 2; II. Jahrgang 1908, Heft 1 und 2. Herausgegeben von D. **Jos. Th. Müller**, Archivar in Herrnhut und Lic. **Gerh. Reichel**, Dozent in Gnadenfeld. Herrnhut, im Verlage des Vereins für Brüdergeschichte, in Kommission der Unitätsbuchhandlung in Gnadau. 8°.

Das erste Heft des ersten Jahrganges dieser Zeitschrift wurde in Nr. 11 des vorigen Jahrganges der G. g. A. angezeigt. Heute liegt dem Berichterstatter das zweite (Schluß-)Heft des ersten und der zweite Jahrgang vollständig vor.

Besondere Aufmerksamkeit zieht unter den gehaltvollen Veröffentlichungen das früheste Tagebuch des Grafen Zinzendorf auf sich, das im ersten Jahrgang (S. 114—204) beginnt und in Jahrgang II, S. 80—129 seine erste Fortsetzung findet. Gn. E. v. Natzmer hatte

1894 versucht diese Aufzeichnungen herauszugeben, doch bietet die Ausgabe einen willkürlich gekürzten ungenauen und fehlerhaften Text und ist daher für den wissenschaftlichen Gebrauch ungenügend. Wir dürfen den Herausgebern — es sind die Herausgeber der Zeitschrift selbst — daher nur dankbar sein, daß sie sich der Arbeit einer Neuherausgabe unterzogen haben. Die Ausgabe genügt den wissenschaftlichen Anforderungen. Die Handschrift ist unverkürzt wiedergegeben. Wenn die Rechtschreibung des Verfassers, da ›wo sie den Sinn verdunkelt‹, um das Verständnis zu erleichtern, geändert ist, so hätte man vielleicht die ursprüngliche Form in den Fußnoten bemerken können, auch wenn es sich wesentlich nur um Vertauschungen von ›daß‹ und ›das‹ handelt. Soll es einmal eine genaue Ausgabe sein, so möge sie auch ganz genau sein. Die schon erwähnten Fußnoten sind reichlich ausgefallen. Das war zu wünschen. Denn es kommen in den Aufzeichnungen eine Anzahl von unbekannten Personen vor. Auch gilt es manche Seltsamkeiten und Spielereien zu erklären.

Das Tagebuch umschließt die Jahre 1716—1719, also die Zeit zwischen dem Aufenthalt des jungen Zinzendorf auf dem Pädagogium zu Halle und seinen Bildungsreisen. Es sind wesentlich die Universitätsjahre, in die wir einen Einblick erhalten. Zur Zeit liegt der Abschnitt vom 10. Mai bis 29. Juli 1716 und vom 27. Aug. bis 22. Oktober desselben Jahres vor. Lücken im Tagebuch, so schreiben die Verfasser, finden sich noch häufiger. Als Anlagen erhalten wir Briefe von Zinzendorf, Stammtafeln der nahestehenden Familien und die Instruktion für das Studium.

Der erste Abschnitt (10. Mai bis 29. Juli) darf in seiner Abgeschlossenheit für besonders wichtig angesehen werden. Er behandelt die Zeit zwischen Halle und Wittenberg. Wir lernen den Jüngling kennen, wie er von der Schule kam, noch unberührt von dem Einfluß der Universität. Er ist zurückgekehrt in das Haus seiner Großmutter der bekannten Frau Landdrostin von Gersdorf auf Groß-Hermersdorf. Auch trifft er die Schwester seiner Mutter, die Tante Henriette, dort wieder an. Die erste zweifellos eine sehr bedeutende, auch allgemein gebildete Frau, die letztere wohl einseitig religiös interessiert, beide eingenommen und durchdrungen von der Wahrheit pietistischer Frömmigkeit. Der Abschied von Halle ist dem jungen Zinzendorf offenbar nicht schwer geworden. Er hat sich schnell in das ihm wohlbekannte und sympathische Leben im Hause der Großmutter wieder gefunden. Er hat auch selbst angefangen, sich unter die Pietisten zu zählen. (I, 124). Regelmäßiger Besuch der Gottesdienste in der entfernten Kirche, regelmäßige häusliche Betstunden namentlich mit der Tante sind Ordnung. Er liest Luther und Johann Arnd, den Tauler hat

1894 versucht diese Aufzeichnungen herauszugeben, doch bietet die Ausgabe einen willkürlich gekürzten ungenauen und fehlerhaften Text und ist daher für den wissenschaftlichen Gebrauch ungenügend. Wir dürfen den Herausgebern — es sind die Herausgeber der Zeitschrift selbst — daher nur dankbar sein, daß sie sich der Arbeit einer Neuherausgabe unterzogen haben. Die Ausgabe genügt den wissenschaftlichen Anforderungen. Die Handschrift ist unverkürzt wiedergegeben. Wenn die Rechtschreibung des Verfassers, da ›wo sie den Sinn verdunkelt‹, um das Verständnis zu erleichtern, geändert ist, so hätte man vielleicht die ursprüngliche Form in den Fußnoten bemerken können, auch wenn es sich wesentlich nur um Vertauschungen von ›daß‹ und ›das‹ handelt. Soll es einmal eine genaue Ausgabe sein, so möge sie auch ganz genau sein. Die schon erwähnten Fußnoten sind reichlich ausgefallen. Das war zu wünschen. Denn es kommen in den Aufzeichnungen eine Anzahl von unbekannten Personen vor. Auch gilt es manche Seltsamkeiten und Spielereien zu erklären.

Das Tagebuch umschließt die Jahre 1716—1719, also die Zeit zwischen dem Aufenthalt des jungen Zinzendorf auf dem Pädagogium zu Halle und seinen Bildungsreisen. Es sind wesentlich die Universitätsjahre, in die wir einen Einblick erhalten. Zur Zeit liegt der Abschnitt vom 10. Mai bis 29. Juli 1716 und vom 27. Aug. bis 22. Oktober desselben Jahres vor. Lücken im Tagebuch, so schreiben die Verfasser, finden sich noch häufiger. Als Anlagen erhalten wir Briefe von Zinzendorf, Stammtafeln der nahestehenden Familien und die Instruktion für das Studium.

Der erste Abschnitt (10. Mai bis 29. Juli) darf in seiner Abgeschlossenheit für besonders wichtig angesehen werden. Er behandelt die Zeit zwischen Halle und Wittenberg. Wir lernen den Jüngling kennen, wie er von der Schule kam, noch unberührt von dem Einfluß der Universität. Er ist zurückgekehrt in das Haus seiner Großmutter der bekannten Frau Landdrostin von Gersdorf auf Groß-Hermersdorf. Auch trifft er die Schwester seiner Mutter, die Tante Henriette, dort wieder an. Die erste zweifellos eine sehr bedeutende, auch allgemein gebildete Frau, die letztere wohl einseitig religiös interessiert, beide eingenommen und durchdrungen von der Wahrheit pietistischer Frömmigkeit. Der Abschied von Halle ist dem jungen Zinzendorf offenbar nicht schwer geworden. Er hat sich schnell in das ihm wohlbekannte und sympathische Leben im Hause der Großmutter wieder gefunden. Er hat auch selbst angefangen, sich unter die Pietisten zu zählen. (I, 124). Regelmäßiger Besuch der Gottesdienste in der entfernten Kirche, regelmäßige häusliche Betstunden namentlich mit der Tante sind Ordnung. Er liest Luther und Johann Arnd, den Tauler hat

er zu seinem Mittagsprediger gewählt (I, 150). Todesgedanken bewegen ihn häufig, auch Anfechtungen über die Ewigkeit (I, 151). Er deutet Vieles als besondere Fügungen Gottes, sieht Träume für bedeutungsvoll an. Seine frommen Wünsche, denen er häufig Ausdruck gibt, sind ausführlich und in der Form wohl ausgeprägt. Die gehörten Predigten geben ihm Anlaß, selbst homiletische Betrachtungen zu entwerfen, oder zu geistlichen Liedern. So ragt das Religiöse bedeutend in seinem Leben vor. Und wenn auch manches auf die bestehende kirchliche Sitte und den persönlichen Einfluß der Frauen zurückgeht, so darf man doch wohl schon jetzt das religiöse Genie erkennen, das sich offenbaren will. Doch hat der junge Zinzendorf auch wiederum viel Natürliches. Hier ist kein Heiligenleben. Das soll in gutem Sinne gesagt sein. Seine ›Sozietät‹, auf die von den landläufigen Darstellern seines Lebens so viel Gewicht gelegt wird, ist ihm halb und halb aus dem Sinn (I, 199). Sein Freund Walbaum muß ihn erst wieder dazu anregen. Die häufiger erwähnte Medaille des Ordens ist nicht von ihm selbst erdacht, sondern ein Geschenk der Frau von Gersdorf, die ihm ein Goldstück, in der Größe eines Talers dazu verehrt. Es hat gerade die geeigneten Inschriften (I, 145). Seine Beschäftigung in Hermersdorf geht auch nicht allein auf Religiöses. Er liest auch Belletristisches, auch Erasmus und landwirtschaftliche Bücher. Er reitet gern aus und hat lebhaft seine Eindrücke dabei geschildert (z. B. I, 129). Er freut sich, wenn seine Großmutter ihm ein Präsent von 6 Kaisergulden macht, oder wenn er eine Limonade bereitet hat, die Anklang findet (I, 163). Er berichtet auch getreulich, wenn er eine Remonstration wegen mangelnden guten Benehmens erhalten hat. Einen gewissen Humor tragen die Bemerkungen über Zusammenstöße mit seinem Informator, Herrn Crisenius. Er ist ihm aber auch sehr dankbar für weitreichende Hülfe bei der Anfertigung eines schwülstigen Gedichtes, das einen Glückwunsch zu der Geburt des Sohnes von Kaiser Karl VI. bedeutet (I, 163). Der ihm gemachte Vorwurf des Adelsstolzes ist doch auch wohl nicht ganz berechtigt. Man muß daran denken, daß um 1700 die Standesunterschiede gerade sehr stark ausgebildet waren. In dem Sinne seiner Zeit gehörte Zinzendorf den höchsten Ständen an. Er war in dem Gedanken aufgewachsen, daß die Friesen, die Gersdorf, die Zinzendorf die größten Familien der Oberlausitz waren (I, 145). Er war Erb-, Lehns- und Gerichtsherr. Als Gutsherr durfte er die Bewohner seiner Dörfer als seine Untertanen ansehen. Er gehörte zu den Obrigkeiten. Gewiß klingt es bisweilen durch seine Aeußerungen, daß er sich seines Standes bewußt ist. Aber das war für jene Zeit selbstverständlich. Es berührt auch seltsam, daß er seinen

Freund Walbaum in den Briefen mit ›Er‹ anredet. Doch sind die Briefe auch wieder sehr herzlich. Gerade das Herzliche, das mehrfach durchbricht, läßt vermuten, daß er den Menschen im Menschen finden konnte. Wäre ein unberechtigtes Standesgefühl in ihm gewesen, mußte es sich gerade in diesen Tagebuchblättern zeigen. Denn in dem Alter von 16 Jahren pflegt dergleichen lebhaft auszubrechen.

Ueber den zweiten Teil des Tagebuches, der die Universitätsjahre beginnt, darf man sich um so kürzer fassen, als es nur die ersten Eindrücke in einer neuen Zeit festhalten konnte. Doch mag die Instruktion erwähnt werden, auf die Crisenius die Verpflichtung erhielt. Sie trägt den Namen des Vormundes vom jungen Grafen, des Grafen Zinzendorf auf Gauernitz. Man darf ihren Inhalt modern in gutem Sinne nennen. Das starke Hervortreten des Religiösen, die Forderung regelmäßig die Gottesdienste zu besuchen, das Gebet nicht zu versäumen teilt sie mit allen Schulordnungen bis ins Ende des 18. Jahrhunderts. Daß aber die Kunst gut Teutsch zu reden und zu schreiben dem Hofmeister als etwas ganz nötig zu Erlernendes vorgestellt wird, ist etwas Besonderes. Das Teutsche steht so vor dem Französischen. Auch in der Vorliebe für die Mathesis und das Studium historicum zeigt sich der moderne Geist. Unter den juristischen Kollegien steht das Naturrecht oben an. Freilich hatte es in Wittenberg wohl nur recht zahme Vertreter. Wittenberg war überhaupt damals keine moderne Universität. Aber nach Halle wollte der Vormund den jungen Zinzendorf wohl des Pietismus halber nicht gehen lassen. Indessen hat der moderne Zuschnitt der Studien doch wohl so manches Moderne in des Grafen Weltanschauung hineingetragen, das man mit Staunen wahrnimmt.

Haben wir uns bei diesen Stücken der beiden Jahrgänge vielleicht etwas lange aufgehalten, so dürfen wir doch auch an dem Uebrigen nicht vorüber gehen. Die Person des Grafen berührt noch nahe ein Artikel von W. Jannasch, der das Leben des bekannten Sohnes vom Grafen, Christian Renatus, behandeln will und das Leben des Jünglings von seiner Geburt 1727 bis 1744 schildert (II, 45—80). Man erlebt, wie eine Individualität, ohne sich entscheiden zu können, ganz von den übermächtigen Gewalten eines eigenartigen kirchlichen Lebens absorbiert wird. Es ist eine Märtyrergestalt. Der Artikel ist interessant geschrieben. Zuweilen verliert man allerdings den Faden der Einzelheiten, während man an einigen Stellen die Belege vermißt, z. B. S. 54, wo für die schweren Beschuldigungen gegen Steinmetz und Urlsperger erweisende Tatsachen nicht genannt sind.

Die übrigen Artikel berühren die Beziehungen der Herrnhuter zu der alten Brüderkirche. W. Bickerich, Pastor in Lissa schildert

die Verbindung zwischen der polnischen Brüderkirche und der deutschen (II, 1—74). Um Lissa als Mittelpunkt hatten sich von Anfang an die Auswanderer aus Böhmen und Mähren geschart. Um 1724 bestanden dort noch 10 Gemeinden der alten Unität. Für die Verbindung Zinzendorfs mit den Polen ist der auch durch die Unionsverhandlungen bekannte Hofprediger Jablonski bedeutsam. Dem Grafen kam es besonders dabei an auf die Uebertragung der altbrüderischen Bischofsweihe an die neue Unität. Sein Wunsch ging 1737 in Erfüllung. Die späteren Beziehungen haben kein größeres Interesse.

Ganz in die alten Zeiten versetzt uns der Artikel von J. Th. Müller (dem Herausgeber) über eine Inquisition gegen Waldenser in der Gegend von Altenburg und Zwickau (II, 75—88), die 1462 stattfand. Die Täufer fanden dort später also wohlvorbereiteten Boden.

Die gleiche Richtung hat ein Artikel von Prof. Skalsky in Wien, der von Bruder Lukas von Prag und den ›Anweisungen für Priester‹ von 1527 handelt, Lukas gehört zu den hervorragendsten Organisatoren der alten Unität. Unter seinem Seniorat fand auch die erste Berührung der Brüder mit der deutschen Reformation statt (II, 1—44).

Im ganzen darf man getrost sagen, daß die Zeitschrift für Brüdergeschichte auch durch die vorliegenden Publikationen einen guten Platz unter den wissenschaftlichen Fachzeitschriften behauptet.

Zum Schluß mögen noch die ›Bilder aus der Brüdergeschichte‹ Erwähnung finden. Das erste Heft handelt von David Hans und erzählt aus dem Leben des mährischen Emigranten. Wenn diese kleinen Begleit-Hefte sich genau an die Quellen halten, können sie für die Geschichte der Herrnhuter Frömmigkeit sehr interessant sein.

Hannover Ph. Meyer

Gustav Kawerau, Reformation und Gegenreformation (a. u. d. Titel: Lehrbuch der Kirchengeschichte von Dr. Wilhelm Möller, 3. Band). 3. überarbeitete und vermehrte Auflage. Tübingen, 1907. Mohr. XVI u. 496 S. 8°. M. 11.

Der Verfasser spricht sich in der kurzen Vorrede mit vollberechtigter Genugtuung darüber aus, daß schon nach acht Jahren der 2. Auflage seines Werkes nun eine dritte habe folgen dürfen. Es erfordert eine umfassende Beherrschung des Tag für Tag sich mehr vordrängenden Stoffes, um den ganzen Zeitraum von 1517—1648 auf 479 Seiten zur Darstellung zu bringen. Daß der Verfasser mit größter Umsicht bemüht war, wo ihm neues Material zugewachsen ist, dasselbe sofort seinem Zwecke dienstbar zu machen, zeigt neben der Vorrede auch der Nachtrag mit seinen Berichtigungen S. 478 f. Um dem Lehrer oder dessen Schüler eine möglichst umfassende Darstellung zu geben, wurde von dem kleineren Druck in weitgehender Ausdehnung Anwendung gemacht. Wenn ein Lehrbuch seinem Zwecke dienen soll, so muß der zu lesende Stoff in einer Form gegeben werden, welche ohne besondere Schwierigkeiten zu bereiten, ein schnelles Verständnis ermöglicht, aber denselben doch wiederum so straff zusammenfaßt, daß die Aufmerksamkeit stets gespannt, auf das Wesentliche konzentriert und vor der Zerstreuung in Unwesentliches und Nebensächliches bewahrt bleibt. Ich halte dafür, daß diesen Forderungen in dem vorliegenden Werke völlig genug getan ist. Ich habe es mit nie abnehmender Aufmerksamkeit und Spannung durchgelesen und durchgearbeitet und in einzelnen Abschnitten, denen ich meine besondere Prüfungsarbeit zuzuwenden hatte, eine Meisterschaft in bestimmt und sprachlich scharf zusammenfassender Darstellung gefunden, die mir ein lebendiges Zeugnis dafür geworden ist, daß der Vf. nicht blos äußerlich seinen Stoff geschickt zusammengestellt hat, sondern geistig wie innerlich desselben völlig Herr geworden ist; ich möchte hierfür insbesondere auf die Darstellung Calvins verweisen.

Der Stoff zerfällt in sieben Abteilungen. Die erste berichtet über die deutsche Reformation von 1517—1555; in dieselbe ist auch Zwinglis Wirken mit aufgenommen (wovon nachher), die zweite Abteilung behandelt die außerdeutsche Reformation und den Calvinismus (die Reformation in Dänemark und Norwegen, in der französischen Schweiz, Frankreich, den Niederlanden, England, Polen, Lithauen, Ungarn, Siebenbürgen), der dritte erzählt die Restauration des Katholizismus und umfaßt u. a. den Jesuitenorden und das Konzil von

Trient, dehnt sich aber noch aus auf die katholischen Missionseroberungen bis zum Jahre 1660. Die vierte Abteilung schildert die Zerklüftung und konfessionelle Abschließung des deutschen Protestantismus, wobei zuerst die dogmatischen Kontroversen im Luthertum, dann die dogmatischen Einigungsversuche und das Konkordienwerk und endlich das Vordringen des Calvinismus in Deutschland zur Sprache kommen. Die fünfte Abteilung stellt die Kämpfe zwischen Reformation und Gegenreformation in Spanien und den Niederlanden, in Frankreich und der Schweiz, in England und Schottland, in Polen, Schweden und Ungarn, Siebenbürgen, in Deutschland seit dem Augsburger Religionsfrieden und zuletzt im dreißigjährigen Krieg bis zum westphälischen Frieden dar. Die sechste Abteilung hat zum Gegenstand die inneren Zustände der evangelischen Kirchen in Bezug auf Verfassung, gottesdienstliches Leben und kirchliche Kunst, auf die Entwicklung des theologischen Geistes seit dem Bekenntnisabschluß, auf den Einfluß der Reformation auf Sittlichkeit und Bildung, und endlich auf die Stellung der Reformationskirchen zur Mission. In der siebenten Abteilung wird noch nachgeholt, was aus dem Zeitalter der Reformation und Gegenreformation über die kleineren akatholischen Gruppen Merkwürdiges zu berichten ist, nämlich über die Waldenser 1538—1630, über die Utraquisten und böhmischen Brüder 1522—1653, über die Wiedertäufer seit 1535, über die Antitrinitarier und Socinianer, und endlich über den mystischen Spiritualismus, d. h. über Sebastian Franck und Caspar Schwenckfeld, die sich ja in keine Denomination einreihen lassen. Für den, der sich im einzelnen noch genauer unterrichten will, ist in vortrefflicher Auswahl die Literatur aufgezeichnet.

Im einzelnen hätte ich nach Maßgabe des mir zuständigen Urteils folgende Ausstellungen zu machen und Wünsche vorzutragen.

1. Was Zwingli betrifft, so ist es m. E. durchaus ungerecht, gegen denselben, wenn man die von ihm ausgehende Bewegung nur als eine Nebenerscheinung der allgemeinen deutschen, von Luther ausgehenden Bewegung ansieht und darstellt. Ich verweise dagegen auf die schlagende Widerlegung bei Fr. v. Bezold (Geschichte der deutschen Reformation in Onckens Allg. Gesch. in Einzeldarstellungen III, 1) S. 599 f. und den Protest von G. Meyer von Knonau in den ›Zwingliana‹ 1908 Nr. 2 S. 243 ff. Seine Selbständigkeit gegenüber von Luther hat Zwingli von jeher mit allem Nachdruck behauptet; und nur dann kann man die Echtheit dieses Selbstzeugnisses anfechten, wenn einem das Verständnis für Zwinglis Bildung und Lebenszweck noch nicht klar geworden oder durch den überwältigenden Einfluß Luthers verdunkelt und verschoben worden ist.

2. Die Linien von den Ursprüngen der Gegenreformation an bis zu dem entscheidenden Eintreten dieser Bewegung sollten weit bestimmter gezogen und herausgehoben werden. Kalkoffs Arbeiten über Aleander haben mit aller Klarheit herausgestellt, wo und wie die Gegenbewegung einsetzt, und zwar auf dem Punkt der politischen Machtsphäre; auf dem Gebiet der kirchlichen Disziplin gehören hierher Hadrians VI. Schreiben an den Reichstag zu Nürnberg vom 25. Nov. 1522 und die Instruktion Hadrians VI. für Chieregati. Die Wirkung von Aleanders Tätigkeit und von Hadrians Eingreifen liegt offenbar im Regensburger Konvent vor (auch Regensburger Reformation genannt), dem schon Ranke eine viel größere Bedeutung zugemessen hat als nun Kawerau, und welchen die Zeitgenossen ganz richtig nach seiner entscheidenden Stellung in der Entwicklung beurteilt und gewürdigt haben (vgl. Oskar Schade, Satiren und Pasquille III, S. 136—195; dazu Alfred Götze in der Zeitschr. f. deutsche Philologie 1905 Bd. 37 S. 66—113). Von diesen Anfängen und Erfolgen wäre dann der Lauf der Dinge bis zum Tridentiner Konzil zu zeigen. Denn das Tridentiner Konzil bringt eigentlich doch die Erfüllung der Wünsche Hadrians und die Abstellung der von ihm so scharf getadelten Mißbräuche.

3. Eine solche klare Linienziehung vermisse ich auch in der Zeichnung der Bewegung von Luther zum ›Luthertum‹ als kirchlich-theologischer Erscheinung. Denn in demjenigen, was ›reines Luthertum‹ genannt wird, treten doch Züge hervor, die schon der Person Luthers eigen sind, Züge allerdings, die uns weniger sympathisch sind, weil sie uns daran erinnern, daß Luther sein Leben lang nicht ganz über den scholastischen Dialektiker und mittelalterlichen Mönch hinausgekommen ist. Man darf diese Seite an Luther nicht vergessen oder, sei es aus Begeisterung, sei es halb absichtlich, übermalen und bei Seite setzen. Sie sind einfach da und werden in der Folge bei seinen bewundernden und vergötternden Anhängern so übermächtig, daß darüber die guten Wirkungen, die von Luther in überreichem Maße ausgegangen sind, vollständig in den Hintergrund gedrängt worden sind und noch werden.

Diese Ausstellungen oder Wünsche können und sollen der Hochschätzung für Kaweraus Buch keinen Eintrag tun, sondern sind hier ausgesprochen, um es in seiner Vervollkommnung und Brauchbarkeit zu fördern.

Weinsberg August Baur

Michael Jan de Goeje. 1836—1909. Von Dr. **Hans Untersweg**. Graz, Leuschner & Lubenskys Univ.-Buchhandlung, 1909. 38 S. M. 1.

In diesem Schriftchen wird der Versuch gemacht, dem am 17. Mai d. J. verstorbenen Leidener Arabisten ›als Gelehrten und als Lehrer zu würdigen‹. Zu diesem Zwecke gibt der Verf. nach ein paar kurzen Daten über de Goejes akademischen Werdegang eine Uebersicht über seine schriftstellerische Tätigkeit im Stile eines objektiven Referates, zwar mit gelegentlichen Worten der Bewunderung, aber doch ohne sich wesentlich über den Standpunkt eines Registrators zu erheben und ohne zu verraten, ob er über das Lebenswerk des großen Gelehrten ein fachmännisches Urteil, und ob er den Vorzug gehabt habe, ihn als Lehrer kennen zu lernen. Die 23 Seiten umfassende Darstellung ist im Uebrigen nicht ungeschickt gemacht und liest sich gut. Man sieht indessen nicht ein, warum in den Fußnoten bereits sämtliche Schriften mit vollem Titel angeführt werden, da sie doch im zweiten Teil (S. 28—37) bibliographisch zusammengestellt sind; es hätte völlig genügt, auf diese Bibliographie zu verweisen, die dann allerdings mit fortlaufenden Nummern hätte bezeichnet werden müssen. Schade, daß man von de Goejes Persönlichkeit nichts erfährt. War der Verf. in der Lage, ihn als Menschen und Lehrer zu charakterisieren, so hätte er es tun sollen; der Wissenschaftlichkeit des Schriftchens wäre dadurch kein Abbruch geschehen. Mancher jüngere Semitist, der dem liebenswürdigen, bescheidenen und zugänglichen alten Herrn bei irgend einer seltenen Gelegenheit, etwa auf einem Kongreß, begegnete und seine Bekanntschaft machen durfte, wird nachträglich den Wunsch gehegt haben, den Gelehrten, dessen Werke zu seinem unentbehrlichen wissenschaftlichen Hausrat gehören, auch von der menschlichen Seite genauer zu kennen. Als ihm im J. 1891 anläßlich seiner 25jährigen Lehrtätigkeit einige Schüler und Freunde eine Festgabe überreichten, zeichnete M. Th. Houtsma im ›Eigen Haard‹ (Harlem 1891, S. 644 f.) ein Bild des Jubilars. In Deutschland dürfte es wenig bekannt geworden sein, um so eher hätte Untersweg darauf hinweisen sollen. Und ist es nicht etwas kümmerlich, wenn die versprochene Würdigung de G.s als Lehrers in der bloßen Aufzählung der an jenem ›Feestbundel‹ Beteiligten besteht? wobei übrigens dem Theologen G. Wildeboer konsequent das Malheur passiert übergangen zu werden (S. 27. 38).

Die eigentliche Bibliographie (S. 28—37) zerfällt in zwei Teile: die selbständigen Arbeiten mit 71 bezw. 72, und die Rezensionen mit 55 Nummern. Jene sind chronologisch geordnet, bei diesen läßt

sich kein Anordnungsprinzip erkennen, was die Benutzung unbequem macht. Daß gleich auf den ersten Wurf Vollständigkeit erzielt worden wäre, wird man billigerweise nicht erwarten, zumal da de G.s Aufsätze und Anzeigen zum Teil in Zeitschriften niedergelegt sind, die in Deutschland nur schwach kursieren. Wer sich nicht auf einer ganz erstklassigen Bibliothek umsehen kann, wird Arbeiten wie ›Hadhramaut‹ oder ›Het verval van het Khalifat van Bagdad‹, die Untersweg entgangen sind, und die auch ich nur aus Buchhändlerkatalogen kenne, nicht leicht heimzuweisen imstande sein. Aber wenn der Verf. S. 25, N. 4 (Ende) einige solcher Organe als ihm unzugänglich bezeichnet, so fragt es sich doch, ob sich dieser Umstand mit dem Zwecke einer Bibliographie vereinigen läßt. Es fehlen so nun z.B. alle Anzeigen, die d. G. im Groninger ›Museum‹ veröffentlicht hat; sie betreffen u. A. auch die moderne arabische Dialektforschung. ›De Gids‹ scheint der Verf. zur Hand gehabt zu haben, oder er hat indirekt Nachricht davon bekommen, aber man vermißt die Besprechung von Nöldekes Iranischem Nationalepos (1896, Nr. 11) und von desselben Alttestamentl. Literatur (1869, Bd. II, S. 174 ff.). Im ›Toʿung-pao‹ befindet sich (III, 1, S. 94—97) eine Anzeige von Schwabs Itinéraire juif, im ›Athenaeum‹ 1887, 23. Juli, S. 123 eine Notiz aus Ibn Rostah unter dem Titel ›Cleopatras Needles‹. Eine Durchmusterung von L. Schermanns ›Oriental. Bibliographie‹ hätte den Verf. auf solche Lücken aufmerksam machen müssen. Wenn ich nicht sehr irre, hat de G. seiner Zeit auch über die Lewissche Ausgabe des sinaitischen Evangelienpalimpsestes irgendwo referiert, einer der wenigen Fälle, wo er zum Aramäischen das Wort ergriffen hat.

Aus dem Gesagten geht hervor, daß sich das Verzeichnis noch erheblich bereichern ließe. De Goejes Name verdiente es, und die Arabisten würden es mit Dank begrüßen, wenn die Bibliographie bald in vermehrter Auflage neu herausgegeben würde, — und zugleich in verbesserter, namentlich hinsichtlich einer ganzen Anzahl von holländischen und transkribierten arabischen Wörtern auf S. 38.

Göttingen F. Schultheß

Für die Redaktion verantwortlich: Dr. J. Joachim in Göttingen.

sich kein Anordnungsprinzip erkennen, was die Benutzung unbequem macht. Daß gleich auf den ersten Wurf Vollständigkeit erzielt worden wäre, wird man billigerweise nicht erwarten, zumal da de G.s Aufsätze und Anzeigen zum Teil in Zeitschriften niedergelegt sind, die in Deutschland nur schwach kursieren. Wer sich nicht auf einer ganz erstklassigen Bibliothek umsehen kann, wird Arbeiten wie ›Hadhramaut‹ oder ›Het verval van het Khalifat van Bagdad‹, die Untersweg entgangen sind, und die auch ich nur aus Buchhändlerkatalogen kenne, nicht leicht heimzuweisen imstande sein. Aber wenn der Verf. S. 25, N. 4 (Ende) einige solcher Organe als ihm unzugänglich bezeichnet, so fragt es sich doch, ob sich dieser Umstand mit dem Zwecke einer Bibliographie vereinigen läßt. Es fehlen so nun z. B. alle Anzeigen, die d. G. im Groninger ›Museum‹ veröffentlicht hat; sie betreffen u. A. auch die moderne arabische Dialektforschung. ›De Gids‹ scheint der Verf. zur Hand gehabt zu haben, oder er hat indirekt Nachricht davon bekommen, aber man vermißt die Besprechung von Nöldekes Iranischem Nationalepos (1896, Nr. 11) und von desselben Alttestamentl. Literatur (1869, Bd. II, S. 174 ff.). Im ›To'ung-pao‹ befindet sich (III, 1, S. 94—97) eine Anzeige von Schwabs Itinéraire juif, im ›Athenaeum‹ 1887, 23. Juli, S. 123 eine Notiz aus Ibn Rostah unter dem Titel ›Cleopatras Needles‹. Eine Durchmusterung von L. Schermanns ›Oriental. Bibliographie‹ hätte den Verf. auf solche Lücken aufmerksam machen müssen. Wenn ich nicht sehr irre, hat de G. seiner Zeit auch über die Lewissche Ausgabe des sinaitischen Evangelienpalimpsestes irgendwo referiert, einer der wenigen Fälle, wo er zum Aramäischen das Wort ergriffen hat.

Aus dem Gesagten geht hervor, daß sich das Verzeichnis noch erheblich bereichern ließe. De Goejes Name verdiente es, und die Arabisten würden es mit Dank begrüßen, wenn die Bibliographie bald in vermehrter Auflage neu herausgegeben würde, — und zugleich in verbesserter, namentlich hinsichtlich einer ganzen Anzahl von holländischen und transkribierten arabischen Wörtern auf S. 38.

Göttingen F. Schultheß

Für die Redaktion verantwortlich: Dr. J. Joachim in Göttingen.

Anton Marty, Untersuchungen zur Grundlegung der allgemeinen Grammatik und Sprachphilosophie. 1. Band. Halle 1908, Niemeyer. XXXI u. 764 S. M. 18.

I.

Auf fünf Stücke ist das breit angelegte Werk Martys im ganzen berechnet; die zwei ersten sind in dem vorliegenden ersten Band enthalten. Der Name Sprachphilosophie ist mit dem Verruf der spekulativen Philosophie in Miskredit geraten, und es gehört ein gewisser Mut dazu, ihn überhaupt wieder einzuführen. Marty widmet denn auch ein gut Teil seines ersten Stückes der Rechtfertigung dieses Namens.

Zählt man alle Forschungen, deren Objekt die Sprache ist, zur Sprachwissenschaft, dann ist die Sprachphilosophie ein Teil der Sprachwissenschaft und trägt als solcher einen durchaus empirischen Charakter. Marty verwahrt sich gegen die Erwartung, die man seinem Buche entgegen bringen könnte, er werde wohl im Sinne der alten Sprachphilosophie die Probleme der (empirischen) Sprachwissenschaft noch einmal, nur mit Hilfe einer anderen (›spekulativen‹) Methode behandeln. Die Disziplinen der Sprachwissenschaft zerfallen vielmehr nach ihm in zwei Gruppen, in konkrete Sprachgeschichten und in Gesetzeswissenschaften der Sprache. Die letzteren lassen sich nach den Vorgängen, um die es sich in ihnen handelt, in Sprachphysiologie und Sprachphilosophie einteilen. Die Gegenüberstellung von Physiologie und Philosophie ist hier gewiß überraschend; man würde doch den psychischen Vorgängen entsprechend Psychologie erwarten. Marty nennt denn auch den theoretischen Teil seiner Sprachphilosophie Sprachpsychologie; aber es gibt, wie er meint, doch auch eine ganze Reihe von ›praktischen‹ Wissenschaften,

die hieher gehören. Die Logik, Ethik, Aesthetik und andere Wissenschaften stellen Anforderungen an die Sprache, und daraus erwachsen Probleme, die man vereint in einer eigenen Wissenschaft, der Glossonomie, behandeln kann. Und darum soll für diese und die Sprachpsychologie der gemeinsame Name Sprachphilosophie verwendet werden.

Die Glossonomie gründet sich auf die Tatsache, daß die Sprache ein Organ ist, mit dem gewisse Zwecke erreicht werden sollen. Wie diese möglichst vollkommen erreicht werden können, das eben ist ihr Problem. Bezeichnet man nun die Beeinflussung fremden Seelenlebens als den Generalzweck der Sprache, so lassen sich die Spezialzwecke durch die engeren Ziele dieser Beeinflussung charakterisieren. Bald will man ästhetisches Wohlgefallen im Anschluß an bestimmte Vorstellungen erzeugen; da erhebt sich die Frage, was die Sprachmittel für diesen Zweck geeignet macht und wie man das fördern und ausgestalten könne. In anderen Fällen dient die Sprache unseren Erkenntniszwecken; da tritt denn der Logiker mit gewissen Forderungen an sie heran, die sich z. B. auf die Nomenklatur, die Definitionen und vieles andere beziehen. Die Krönung der Bestrebungen, die in dieser Richtung angestellt werden müssen, wäre eine von den traditionellen Sprachen möglichst unabhängige Idealsprache; Marty hält sie für keine Utopie, sondern glaubt, sie könnte im Sinne eines auf die exakte Analyse unserer psychischen Phänomene und ihrer Inhalte gebauten und deren Znsammensetzung nachbildenden Zeichensystems einmal verwirklicht werden. Wieder andere Ansprüche erhebt der Ethiker und philosophische Politiker und schließlich gibt es auch ein Ideal der gemeinpraktischen Sprachvollkommenheit, das z. B. höchste Bequemlichkeit und Mühelosigkeit der Verständigung, Fehlen aller Lücken und aller überflüssiger Zutate unter den Sprachmitteln in sich schließt.

Von diesen glossonomischen Problemen wird keins in Martys Werk behandelt werden; es wird also (nach seiner Terminologie) nur Sprachpsychologisches enthalten. Wenn man Kritik an dieser ganzen Einteilung üben wollte, so könnte man vor allem darauf hinweisen, daß sich die ›praktischen‹ philosophischen Disziplinen nicht ausschließlich um die psychischen Vorgänge des Sprechens bemühen, sondern auch um die physiologischen; die Sprachästhetik z. B. wird doch auch die klangliche Seite nicht vernachlässigen dürfen, und auch bei der Frage nach der gemeinpraktischen Vollkommenheit einer Sprache wird die Lautierung eine Rolle spielen. Es wird sich also von vornherein nur um eine denominatio a potiori handeln können

und es würde sich fragen, ob es nicht zweckmäßiger wäre, den Sammelnamen Sprachphilosophie doch lieber wieder fallen zu lassen.

Im Mittelpunkt der Sprachpsychologie steht die Semasiologie; einem Teil von ihr, den deskriptiven Problemen der Semasiologie, gilt Martys Arbeit. Er rechtfertigt die Trennung der deskriptiven von den genetischen Fragen der Bedeutungslehre mit dem Hinweis auf andere, z. B. das biologische Wissensgebiet, auf welchem jene Trennung schon längst zu den selbstverständlichen Einrichtungen gehört und reichen Nutzen gebracht hat. Sicher wird man ihm darin beistimmen müssen; bei einem seiner Beispiele allerdings hat er sich offenbar vergriffen, nicht die Physiologie durfte er in seinem Sinne der (deskriptiven) Anatomie gegenüberstellen, sondern die Ontogenie und Phylogenie, soweit sie anatomische Probleme behandeln. Welche Ziele nun kann man einer »allgemeinen deskriptiven Semasiologie« stecken? Marty formuliert drei Aufgaben: 1. »Welcher und wie vielerlei Art ... sind die Funktionen, welche für die Sprache unentbehrlich sind, falls sie ein lückenloses Ganze von Ausdrucksmitteln für die fundamentalen Kategorien des Auszudrückenden (oder die logischen Kategorien in diesem weiteren Sinn) sein soll« (53 f.)? 2. Es sollen die allgemeinen Gesetze der Form aufgedeckt werden, »welche die Ausdrucksmittel überall annehmen und annehmen müssen« (55). 3. Es wird unter Berücksichtigung der psychischen und physischen Kräfte, auf die alles Streben nach Mitteilung unter den Menschen angewiesen ist, die Frage zu stellen sein, wie denn jene Funktionen ihre Erfüllung finden können. Es soll aber dabei nur auf das abzusehen sein, »was übereinstimmen und überall in irgend welcher Gestalt gefunden werden wird«, und nicht auf das, »was entsprechend den verschiedenen Anlagen und Schicksalen der verschiedenen sprachbildenden Völker variieren konnte, ja mußte« (55).

Diese Fragen berühren zum Teil das, was Husserl die reine (= apriorische) Grammatik genannt hat, und darum fühlt Marty das Bedürfnis, sich in Einzelpunkten mit Husserl auseinanderzusetzen. Husserl war bei den Fundamentierungsarbeiten für seine reine Logik auf gewisse apriorische Gesetze der Bedeutungskomplexionen und -Modifikationen gestoßen. Gesetzt, so wird man ungefähr seine Idee formulieren können, alle Bedeutungen oder auch nur alle Hauptklassen der Bedeutungen irgend einer Sprache (oder auch allgemein: alle die in allen Sprachen zusammengenommen vorkommen) seien gegeben, dann wird man apriorisch alle Komplexionen dieser Elemente angeben können, die wieder einheitliche Bedeutungen geben, denn das wird von Gesetzen bestimmt, die in jenen Klassen

als solchen gründen. Man wäre mit Hilfe dieser an sich trivialen Gesetze imstande, das Gebiet des Sinnes aus dem Meer des Unsinns, das jene Komplexionen in ihrer Gesamtheit ergeben, herauszuheben. Von dieser logischen Arbeit hatte dann Husserl weiter behauptet, sie lege ›das ideale Gerüst bloß, das jede faktische Sprache ... in verschiedener Weise mit empirischem Material ausfüllt und umkleidet‹ (Husserl, Log. Unters. II, 318 f., Marty 56 f.).

Dagegen wendet sich nun Marty. Er faßt den Inhalt seiner ›allgemeinen‹ (nicht ›apriorischen‹) Grammatik und ihr Verhältnis zu den Einzelsprachen wesentlich anders. Er denkt sich einen vollendeten psychologischen Analytiker; der wäre auf Grund seiner vollendeten ›mikroskopischen Anatomie des Bewußtseins‹ imstande, eine Sprache zu schaffen, welche die ›Elemente und Seiten des Auszudrückenden durch elementare Zeichen wiedergeben und ... ihr konstantes Zusammenvorkommen oder ihre wechselnde Verknüpfung durch, nach festen Regeln gebildete, Verbindungen jener elementaren Zeichen‹ zum Ausdruck bringen würde. Diese Sprache ›würde so, soweit dies überhaupt möglich ist, das innere Fadenwerk des verschlungenen Gewebes unseres psychischen Lebens in der Syntaxe der Ausdrucksmittel nachzeichnen‹ (59). Vergleicht man nun, meint Marty, mit dieser wissenschaftlichen Idealsprache die wirklichen Einzelsprachen, dann muß man sich von vornherein vor dem Irrtum hüten, welchen das Bild des Gerüstes nahelegt, als müßte jenes ›Gerüst‹ in jeder Einzelsprache aufzudecken sein. Denn das wahre Verhältnis sei vielmehr nur so zu gewinnen, daß man sich denkt, jene Idealsprache habe gewissermaßen jeder Einzelsprache als Vorlage gedient. Es ist, als ob die Sprachbildner jene Vorlage hätten nachzeichnen wollen und, ›soweit ihre unvollkommene psychologische Erkenntnis es erlaubt und die Not dazu [gedrängt], oder die Bequemlichkeit nicht zum Gegenteil‹ geführt hat, auch nachgezeichnet hätten (60).

Es ist durchaus berechtigt und dient sicher dem richtigen Verständnis seines Unternehmens, wenn Marty seine eigenen Ziele recht scharf abhebt, von denen anderer. Mit der Verwerfung des Husserlschen Bildes vom Gerüst wird er auch recht haben, denn Husserl konnte ja nicht (und wollte wahrscheinlich auch nicht) behaupten, jede Sprache mache etwa gleich umfänglichen Gebrauch von all den möglichen Komplexionen, die ihr zur Verfügung stünden, so daß auch in jeder das ganze System jener sinnvollen Komplexionen enthalten wäre. Aber im übrigen versteht man nicht, warum Marty seine ›allgemeine‹ an die Stelle von Husserls ›apriorischer‹ Grammatik setzen will. Anstatt des entweder-oder, wäre doch vielmehr ein sowohl-als auch am Platze. Was Husserl will, liegt doch

als solchen gründen. Man wäre mit Hilfe dieser an sich trivialen Gesetze imstande, das Gebiet des Sinnes aus dem Meer des Unsinns, das jene Komplexionen in ihrer Gesamtheit ergeben, herauszuheben. Von dieser logischen Arbeit hatte dann Husserl weiter behauptet, sie lege ›das ideale Gerüst bloß, das jede faktische Sprache ... in verschiedener Weise mit empirischem Material ausfüllt und umkleidet‹ (Husserl, Log. Unters. II, 318 f., Marty 56 f.).

Dagegen wendet sich nun Marty. Er faßt den Inhalt seiner ›allgemeinen‹ (nicht ›apriorischen‹) Grammatik und ihr Verhältnis zu den Einzelsprachen wesentlich anders. Er denkt sich einen vollendeten psychologischen Analytiker; der wäre auf Grund seiner vollendeten ›mikroskopischen Anatomie des Bewußtseins‹ imstande, eine Sprache zu schaffen, welche die ›Elemente und Seiten des Auszudrückenden durch elementare Zeichen wiedergeben und ... ihr konstantes Zusammenvorkommen oder ihre wechselnde Verknüpfung durch, nach festen Regeln gebildete, Verbindungen jener elementaren Zeichen‹ zum Ausdruck bringen würde. Diese Sprache ›würde so, soweit dies überhaupt möglich ist, das innere Fadenwerk des verschlungenen Gewebes unseres psychischen Lebens in der Syntaxe der Ausdrucksmittel nachzeichnen‹ (59). Vergleicht man nun, meint Marty, mit dieser wissenschaftlichen Idealsprache die wirklichen Einzelsprachen, dann muß man sich von vornherein vor dem Irrtum hüten, welchen das Bild des Gerüstes nahelegt, als müßte jenes ›Gerüst‹ in jeder Einzelsprache aufzudecken sein. Denn das wahre Verhältnis sei vielmehr nur so zu gewinnen, daß man sich denkt, jene Idealsprache habe gewissermaßen jeder Einzelsprache als Vorlage gedient. Es ist, als ob die Sprachbildner jene Vorlage hätten nachzeichnen wollen und, ›soweit ihre unvollkommene psychologische Erkenntnis es erlaubt und die Not dazu [gedrängt], oder die Bequemlichkeit nicht zum Gegenteil‹ geführt hat, auch nachgezeichnet hätten (60).

Es ist durchaus berechtigt und dient sicher dem richtigen Verständnis seines Unternehmens, wenn Marty seine eigenen Ziele recht scharf abhebt, von denen anderer. Mit der Verwerfung des Husserlschen Bildes vom Gerüst wird er auch recht haben, denn Husserl konnte ja nicht (und wollte wahrscheinlich auch nicht) behaupten, jede Sprache mache etwa gleich umfänglichen Gebrauch von all den möglichen Komplexionen, die ihr zur Verfügung stünden, so daß auch in jeder das ganze System jener sinnvollen Komplexionen enthalten wäre. Aber im übrigen versteht man nicht, warum Marty seine ›allgemeine‹ an die Stelle von Husserls ›apriorischer‹ Grammatik setzen will. Anstatt des entweder-oder, wäre doch vielmehr ein sowohl-als auch am Platze. Was Husserl will, liegt doch

klar auf der Hand; man kann es für unwichtig erklären, aber man braucht es doch nicht als falsch gestellte Aufgabe erweisen zu wollen. Auch der Tadel, den Marty Husserl erteilt ob seiner Behauptung, der natürliche Ort seiner apriorischen Grammatik sei die Logik, will dem Ref. nicht berechtigt erscheinen. Husserl sagt doch ganz unmißverständlich ›diese Gesetze ... des zu vermeidenden Unsinns, weisen der Logik die möglichen Bedeutungsformen zu, deren objektiven Wert sie allererst zu bestimmen hat‹ (II, 317 f.). Die ›reine‹ Grammatik gehört also nur als Vorzimmer zur Logik, nur insofern, als man in einem ganz bestimmten Sinn auch die Frage aufwerfen kann, wie denn die Logik zu ihren Gegenständen kommt. Die Probleme dagegen, die Marty in seiner ›allgemeinen‹ Grammatik behandelt, würde Husserl sicher nicht zur Logik rechnen.

Der allgemeinen Umschreibung seines Ziels läßt Marty eine historische Orientierung folgen. Aristoteles wird da zitiert, die Stoiker, Locke, Leibniz, die Schule von Port Royal und andere; etwas einigermaßen Fertiges ist bis heute nicht zu Stande gekommen. Ja man hält sogar vielfach die Idee einer allgemeinen Grammatik für gänzlich verfehlt. Und man tut das meist unter Berufung auf die Tatsache, daß sich das menschliche Denken ja selbst erst zusammen mit der Sprache ›entwickelt‹ hat. Es existiert also, so schließt man daraus, gar nicht jenes Konstante, um dessen möglichst adäquate Darstellung sich die verschiedenen Völker auf den verschiedenen Stufen ihrer Entwicklung mit verschiedenem Erfolge hätten bemühen können. Darum könne jede Sprache als Darstellungsmittel mit Fug und Recht nur inbezug auf das Denken beurteilt werden, das sie eben darstellen sollte. Und es sei sehr wohl möglich, daß eine an unserem Maß gemessen höchst unvollkommene Sprache jene wahre Adäquatheit zu ihrem Denken nach irgend einer Seite hin in höherem Grade besessen habe als unsere eigene oder irgend eine andere Sprache. Es ist Wundt, der diese Anschauung in neuerer Zeit in ihrer vollen Schärfe vertreten hat. Aber schon vor ihm war, was nach Marty Wundt ganz übersehen hat, Steinthal ihr überzeugter Anhänger; und Steinthal hatte sie, ohne daß ihm ihr Gegensatz zu gewissen Grundanschauungen der sonst von ihm vertretenen Herbartschen Psychologie zum Bewußtsein gekommen wäre, von W. von Humboldt übernommen.

Es muß Marty natürlich sehr viel daran liegen, klar und scharf diese, wie es auf den ersten Blick scheint, sein ganzes Fundament bedrohenden Lehre als irrig zu erweisen. Und er hat das auch versucht. Es gibt, können wir etwa in seinem Sinne sagen, ebenso sicher Gesetzmäßigkeiten der menschlichen Bewußtseinsvor-

gänge, die sich bei der Entwickelung des Seelenlebens im Laufe der Geschichte nicht geändert haben, als es auf dem Gebiet des physischen Geschehens Gesetze gibt, die ebenso in der fernsten Vorzeit unseres Planeten gegolten haben, wie sie heute gelten. Das ist natürlich ebenso sicher als die Annahme, daß es überhaupt Naturgesetze des psychischen Geschehens gibt; und hätte Wundt bei der Behauptung, der Gedanke einer allgemeinen Grammatik sei in einer Zeit entsprungen, »der die Idee der Allgemeingiltigkeit und Ewigkeit der Denkgesetze tiefer eingewurzelt war als der unseren« (Sprache II² S. 431, Marty S. 73), wirklich jene Gesetze im strengen Sinne der Naturwissenschaft im Auge gehabt[1]), dann bedeutete jener Ausspruch allerdings nicht mehr und nicht weniger, als daß sich Wundt den Ast absägt, auf dem er selbst sitzt.

Das ist gewiß leicht einzusehen; aber praktisch liegt die Schwierigkeit doch ganz wo anders. Welches sind denn jene strengen Naturgesetze des psychischen Geschehens? Soweit Marty sie kennt, kann er freilich behaupten, daß sie für die Erlebnisse des Wilden nicht weniger als für unsere eigenen gelten. Darin aber, wie man diese Gesetze finden könne, steht nun gerade die Anschauung Martys in diametralem Gegensatz zu der Wundts. Wundt behauptet, eine Psychologie des Denkens (auf die es doch in erster Linie hier ankommt), lasse sich überhaupt nur auf dem Umwege über gewisse Sprachtatsachen, insbesondere solche der Sprachgeschichte gewinnen, während Marty die Selbstbeobachtung an den eigenen Denkerlebnissen für die primäre und im wesentlichen ausreichende Quelle der Denkpsychologie ansieht. Ist er damit im Recht, dann wird es freilich nicht unmöglich sein, gewisse Behauptungen auch über das Denken des Wilden aufzustellen, bevor man noch seine Sprache untersucht hat; freilich nicht daß er diese oder jene bestimmten Denkerlebnisse hat, wird man im Sinne Martys zu wissen erklären, sondern nur z. B., daß bestimmte Erlebnisse nicht ohne bestimmte andere vorkommen können, daß sein Seelenleben nicht mehr allgemeine Klassen von Erscheinungen aufweist als unseres (als es überhaupt gibt) und ähnliches mehr.

Wir sagten, wenn Marty Recht hat mit seiner Behauptung über die Quellen der Denkpsychologie; aber wer kann das entscheiden? Aus dieser Sachlage wird zu entnehmen sein, daß jene Hauptfrage, auf die es Marty ankommen muß, die nach den in jedem menschlichen Seelenleben gleich bleibenden »allgemeinen Zügen«,

1) An die Normgesetze der Logik kann er, wie Marty hervorhebt, nicht gedacht haben. Das würde ihn übrigens in noch weit größere Schwierigkeiten verwickeln.

schlechterdings nur soweit beantwortet werden kann, als jene Vorfrage erledigt ist. Vorderhand kann Marty nichts anderes tun, als einerseits anzugeben, wie er sich den tatsächlichen Fortschritt im Denken eines Volkes, den zu leugnen ihm nicht in den Sinn kommt, vorstellt, und andererseits zu zeigen, daß all die Beweise, welche seine Gegner für die angebliche Veränderung der ›Denkformen‹ vorbringen, nicht stichhaltig sind. Er erledigt beides nur andeutungsweise. Die angeblichen Verschiedenheiten der Denkformen, die man da und dort bei verschiedenen Völkern gefunden haben will, sind nach ihm in der Regel nichts anderes als Verschiedenheiten der inneren Sprachformen, z. B. der Kunstgriffe, welche die Sprachen anzuwenden pflegen, um den Hörer auf das eigentlich Gemeinte hinzuführen, oder der Methoden, deren sie sich beim Aufbau komplexer Bedeutungen bedienen. Die näheren Beweise für diese Behauptungen zu erbringen, bleiben dem zweiten Stück vorbehalten, in dem all das systematisch abgehandelt wird. So bleibt denn Marty bei seiner ursprünglichen Problemstellung und überläßt es im Grunde seiner Lehre, sich selbst zu rechtfertigen.

Als Leitstern für die ganze folgende Darstellung hat er sich die Unterscheidung von Form und Stoff auf dem Gebiet der Sprache gewählt. Er meint von dieser Unterscheidung aus, die so recht im Mittelpunkt der Semasiologie stehe, ließen sich alle Hauptprobleme der Bedeutungslehre behandeln. Der Ref. hält dieses Vorgehen nicht für zweckmäßig. Die Grundlage, so scheint ihm, einer Semasiologie müßte die Lehre von den verschiedenen Funktionen bilden, welche unsere Sprachmittel erfüllen; von da aus wäre überhaupt erst eine endgiltige Abgrenzung der Phänomene, die man mit zur Sprache rechnen will, zu gewinnen. Die weitere Einteilung wäre mit der Einteilung der Funktionen von selbst gegeben; es müßte eben jede Funktion für sich untersucht werden. Nun vernachlässigt ja Marty die Funktionenlehre gewiß nicht; ja vielleicht liegt der Hauptwert seines Werkes gerade in dem, was er über sie zu sagen weiß. Aber er weist ihnen nicht die ihnen gebührende Stellung an der Spitze seiner Untersuchung an. Und daraus ergibt sich dann, daß er uns kein natürliches, sondern höchstens ein künstliches System der Semasiologie zu bieten vermag. Die Unterscheidung von Form und Stoff wird darin immer und immer wieder verwertet; was erst Stoff war, zerfällt wieder in Form und Stoff, ebenso was erst nur Form war u. s. f. Und doch erhalten wir nirgends eine erkenntnistheoretische Rechtfertigung dieses Gebrauches der Begriffe Form und Stoff. Gewiß eine historische; man hat eben seit Aristoteles diese Termini im Gebrauch und hat sie schließlich für alles in der Sprache ver-

wendet. Auch soll nicht verkannt werden, daß Marty immer genau angibt, was er im speziellen Falle mit Form und Stoff meint. Aber es würde einem systematischen Versuch doch schlecht anstehen, wenn er sich auf diese Tradition allein berufen wollte. Das einzige, was man zu Martys Verteidigung sagen könnte, wäre wohl das, daß er gar nicht vor hat, uns ein System zu bieten, sondern gelegentlich selbst sagt, er wolle nur Beiträge zur Semasiologie liefern.

II, 1.

Marty beginnt also das zweite Stück seines Werkes, das den Titel trägt ›Ueber Form und Stoff in der Sprache, insbesondere auf dem Gebiet der Bedeutungen‹, mit einer sehr dankenswerten Uebersicht über die Verwendungsweise der Begriffe Form und Stoft überhaupt. Zwei verschiedene Bilder, so erfahren wir, schweben dieser Verwendung vor, das vom Marmorblock, den die Form zur Statue macht, und das vom Gefäß, in welches ein Inhalt gegossen werden kann. Beide Bilder führen zu verschiedenen Konsequenzen. So ist die Form das eine Mal das Besondere, Einzelne, Individualisierende wie bei der Natur, das andere Mal ist sie das Allgemeine (Gefäß), in das ein verschiedener Inhalt gegossen werden kann. In einer anderen Richtung erscheint die Form als das Feinere, Wertvollere dem Rohstoff gegenüber, aber auch als das Leere, Wertlose, wie der Rahmen oder das Gefäß, denen ein Inhalt fehlt.

Den Begrift Form im Sinne von Gestalt verwendet man nach einer einfachen Bedeutungserweiterung auch für Verhältnisse überhaupt, wie z. B. für Einheit, Mannigfaltigkeit, Ordnung, Synthese etc. und korrelativ dazu trägt dann das, was im Verhältnis steht, den Namen Stoff. In diesem Sinne wird man auch Raum und Zeit Formen genannt haben. Marty betont, daß diese Ausdehnung des Begriffes Form von den Gestalten auf die Verhältnisse ihm völlig gerechtfertigt erscheine, da ja die Gestalten selbst evidentermaßen nichts anderes seien, als besondere Verhältniskomplexe. Und er versucht dann aus diesem Satze, den ihm sicher niemand streitig machen wird, die Folgerung abzuleiten, also könne auch die Gestaltauffassung der Relationsauffassung gegenüber nichts Neues darstellen, wie die meinen, die mit von Ehrenfels von Gestaltqualitäten sprechen. Dem Ref. erscheint dieser Versuch die bekannte psychologische Streitfrage zu entscheiden, nicht geglückt zu sein.

Es gibt aber noch eine ganze Reihe anderer Bedeutungen der Begriffe Form und Stoff, die von den ursprünglichen Bildern aus nicht so leicht abzuleiten sind. So nannte man oft das, was von innen kommt, der Seele angehört, Form, was von außen kommt,

Stoff, ohne daß es sich entscheiden ließe, ob dabei das Bewußtsein das Gefäß sein soll, in das etwas aufgenommen wird, oder das von außen kommende ein Rohstoff wie das Wachs oder der Ton, dem von der Seele eine Gestalt aufgeprägt wird. Begriffe tragen im Sinne dieser Bezeichnungsmethode das Epitheton formal, Sinnesempfindungen sollen ihre Materie sein. Wenn man in wieder anderen Fällen alle apriorischen Erkenntnisse formal nennt, so mag man dabei, meint Marty, von der »reinen« Mathematik und Logik ausgegangen sein, deren Erkenntnisse eine Darstellung durch »Formeln« ertragen, die dann durch das Spezielle ausgefüllt werden können; auch hat vielleicht ein Hinblick auf die Gegenstände der Mathematik, die »Formen« Raum und Zeit, dabei unterstützend mitgewirkt. Wenn die ursprünglichen Bilder noch weiter verblassen, dann bedeutet schließlich Form gar nichts anderes mehr als Klasse, Typus.

Eine negative Ergänzung gibt Marty dieser seiner Auffassung von den ursprünglichen und abgeleiteten Verwendungsweisen der Begriffe Form und Stoff durch eine Abweisung der Deutung, die Wundt in seinem System der Philosophie zu geben versucht hat. Vergebens aber erwartet man nun zum Schluß eine allgemeine Auskunft darüber, welches Verhältnis denn Marty selbst mit seinem Wortpaar nachbilden oder darstellen wolle. In welchem Verhältnis müssen die Teile eines Ganzen stehen, die hinfort als Form und Stoff einander gegenübergestellt werden sollen? Sollen es unselbständige Momente eines Ganzen sein, wie im Falle der Statue oder selbständige Teile wie beim Gefäß mit seinem Inhalt? Soll denn schlechthin jedes Ganze in Form und Stoff zerlegt werden können? Auf all das gibt uns Marty keine Antwort; und wenn wir uns diese aus seiner Praxis zu verschaffen suchen, so finden wir, daß er sich gar keine Beschränkung auferlegt. Jedes der genannten Verhältnisse, jedes Ganze, das auf irgend eine Art zerlegt werden kann, gibt ihm gelegentlich Veranlassung sein Wortpaar zu verwenden. Es fällt uns der Schöpfer der Idealsprache ein, der hätte das sicher anders gemacht. Der Semasiologie aber wäre vielleicht der beste Dienst erwiesen, wenn man die abgeschliffene Münze völlig außer Kurs setzte oder wenigstens die Verwendung von »Form« auf den einen Fall einschränkte, wo etwas unbestimmt als eine Klasse oder Gruppe bezeichnet werden soll; das wäre wohl ebenso vorteilhaft wie die Ausmerzung des Begriffes Apperzeption, die man gegenwärtig in der Psychologie vornimmt. An passenden Ersatzworten würde es der Wissenschaft von der Sprache sicher nicht fehlen.

Martys Vorgehen ist diesem radikalen Vorschlag freilich, wie bemerkt, nicht günstig. Wenn wir ihm folgen, dann haben wir zu-

nächst einmal alle sprachlichen Erscheinungen als Formen aufzufassen. ›Man kann . . . alle Ausdrucksmittel der Sprache als Formen, d. h. als Formendes bezeichnen, in dem oder in denen als Stoff oder Inhalt das Mitzuteilende, die Bedeutung, zur Darstellung komme, und man hat dies auch getan‹ (121). Marty ist ohne Debatte damit einverstanden, nur schlägt er vor, gleich zwischen äußeren und inneren Sprachformen zu scheiden. Und er steckt sich nun zunächst das Ziel diese Begriffe zu ›klären‹.

Als äußere Sprachform soll all das bezeichnet werden, was an der gegenwärtigen Beschaffenheit eines aktuellen Sprachmittels sinnlich wahrnehmbar ist. Dagegen soll das, was an ihm nur innerlich, d. h. mit Hilfe der Selbstbeobachtung wahrnehmbar ist, den Namen innere Sprachform tragen. Und um nun auch dem, was man in beiden Richtungen nur aus der Sprachgeschichte weiß, aber ohne diese Hilfe gegenwärtig nicht mehr würde erkennen können, gerecht zu werden, unterscheidet Marty als dritte Gruppe genetische Eigenheiten unserer Sprachmittel. Man muß sich hüten bei ›Form‹ hier an etwas Allgemeines, etwa Klasse oder Gruppe, zu denken; es ist vielmehr etwas ganz Konkretes, soviel Sprechakte, soviel ›Formen‹ gibt es. Will man die Klassen dieser Individuen wieder als Formen bezeichnen, dann kann man ohne Widersinn sagen, es gebe Formen von äußeren Sprachformen und Formen von inneren Sprachformen, wenn das, wie Marty feststellt, auch einem feineren Sprachgefühl nicht recht zusagen will.

Ins Gebiet der äußeren Sprachform gehört z. B. die ganze Analyse der akustischen Phänomene der Sprechsprache, dann die ganze Lehre von der Lautbildung, ferner die Analyse der Gebärden, die man ja sehen kann u. s. f., kurzum die ganze physische und physiologische Seite der Sprache. Aber all das soll nnr soweit in Betracht gezogen werden, als es in direkter Beziehung zur Bedeutung steht. Warum Marty sich diesen Vorbehalt macht, ist klar; er allein ermöglicht es ihm nachher, die Gruppenbildung seiner äußeren Sprachformen zu vollziehen, die er allein brauchen kann. Ein Gleichnis mag das verdeutlichen. Dem klassifizierenden Zoologen würde es wohl nie in den Sinn kommen zu sagen, dies Pferd unterscheide sich von jenen Hunden unter anderem auch dadurch, daß es nur ein Individuum, jene aber drei ausmachten; ganz verständlich aber wäre ein solcher Vergleich, wenn es etwa auf den Preis oder die Leistungsfähigkeit ankäme und man erklärte, jene drei kosten oder leisten so viel als dies eine. Genau so geht es mit den Sprachformen; zu betonen, daß *of the man* drei Worte und *hominis* nur ein Wort sei, hat doch nur im Hinblick auf die Funktionsgleichheit einen Sinn.

Daraus aber ergibt sich umgekehrt, daß die Klassenbildung unter den physischen oder physiologischen Phänomenen, die man auch als äußere Sprachformen bezeichnet, nicht im Sinne eines natürlichen Systems, wie es z. B. die Phonetik bietet, erfolgen kann, sondern nur mit Hilfe von Gesichtspunkten, die jenen Phänomenen gegenüber als äußerliche bezeichnet werden müssen. Und die Hauptschwierigkeiten liegen eben in der Ausführung dieses künstlichen Systems, nicht in der Bestimmung dessen, was man alles zu der äußeren Sprachform rechnen könne. Das dürfte wohl Marty bei seiner Kritik der Begriffe ›äußere Sprachform‹, wie er sie bei Delbrück, Wundt und anderen fand, nicht genügend beachtet haben; sein Erfolg wäre unbestreitbarer, wenn er erst selbst einmal eine Klassifikation durchgeführt und dann gezeigt hätte, wieviel brauchbarer sie sei, als die von ihm kritisierten.

Die innere Sprachform machen nach Marty zwei unterscheidbare Gruppen von psychischen Vorgängen aus. Zunächst einmal kommt es häufig vor, daß im Anschluß an die äußere Wahrnehmung im Hörer nicht direkt die Bedeutung, sondern zuerst andere psychische Phänomene auftreten, die offenbar nur die Funktion haben, auf die Bedeutung hinzuleiten. Man braucht dabei nicht nur an die im engeren Sinn metaphorischen Ausdrücke zu denken wie ›er ist auf dem Holzweg‹, ›seine Ansicht hat weder Hand noch Fuß u. s. w., auch in tausend anderen Fällen lassen sich diese bedeutungsvermittelnden psychischen Vorgänge finden. Häufig weisen sie auf verlassene Gewohnheiten eines Volkes in Religion, Sitte, Recht etc. zurück; manchmal entspringen sie Fiktionen, die man ersonnen hat, um gewisse Erscheinungskomplexe theoretisch bewältigen zu können; in anderen Fällen hängen sie mit Bedeutungsmodifikationen im eminenten Sinn des Wortes zusammen, wie wenn man von einem ›unmöglichen Betragen‹, einem ›angeblichen König‹ oder einer ›gemalten Landschaft‹ spricht.

All das rechnet Marty zu der Gruppe der figürlichen inneren Sprachformen, der er die Gruppe der konstruktiven inneren Sprachformen gegenüberstellt[1]). Eine scharfe Scheidung der beiden Gruppen bietet Marty nicht, er hielte sie wohl auch nicht für ausführbar; vielleicht ist bemerkenswert, daß die konstruktiven eben nur auftreten können, wo eine Gesamtbedeutung aus einzelnen Teilen aufgebaut wird, während die figürlichen auch ohne solchen Aufbau vorkommen. Bei einer derartigen Gesamt-Bedeutungskonstruktion gibt

1) Es dürfte im Sinne Martys wohl zweckmäßiger sein, hier stets den Plural ›Sprachformen‹ zu gebrauchen, an Stelle des zu Mißverständnissen stets von neuem herausfordernden Sing., den Marty verwendet.

es, wenn wir uns kurz mit einem Gleichnis behelfen wollen, einmal viel Baugerüst: vorbereitende, vorläufige Vorstellungen, Erwartungen u. s. f., und dann ist zweitens auch manche Ergänzung vorzunehmen, d. h. es sind auch Bestandteile einzufügen, die das Ganze wohl fordert, für die aber keine direkten Anweisungen in den Sprachzeichen vorhanden sind. All das soll zusammen den Namen konstruktive innere Sprachformen tragen.

Und da ist denn der Ort, wo Marty zeigt, wie sehr man all diese Hilfsphänomene verkannt hat, und wie dadurch die Lehre von der Veränderung der Denkkategorien hat entstehen können. Die Anschauungen W. von Humboldts, Steinthals, Delbrücks und Wundts werden unter diesem Gesichtspunkt einer scharfen und eingehenden Kritik unterworfen. Insbesondere Wundt muß sich da viele Verwechslungen und Unklarheiten nachweisen lassen. Es ist, das springt klar in die Augen, freilich etwas anderes, ob etwa bei der ›Auffassung‹ eines Gegenstandes diese oder jene Teile des ganzen Empfindungsmaterials mehr hervortreten, andere vernachlässigt werden, oder ob es gilt, durch Vermittlung dieser oder jener Zwischenvorstellungen einen Hörer an jenen Gegenstand denken zu lassen. Und von diesen beiden müssen wiederum die Denkkategorien wie Ding, Eigenschaft, Vorgang u. s. f. geschieden werden. Darüber kann wohl kein Zweifel bestehen, und ebenso einleuchtend ist es, daß eine Verwechslung dieser Dinge arge Verwirrung anrichten kann. In der Frage aber, ob der oder jener Forscher diese oder jene Verwechslung begangen hat, und in der anderen Frage, ob diese oder jene Eigentümlichkeit eines Sprachbaus, z. B. der synthetische oder analytische, der flektierende oder agglutinierende Charakter u. s. f. aus den Eigentümlichkeiten der Bezeichnungs- und Konstruktionsmethoden oder der Auffassungsweisen der Dinge oder gar der Denkformen erklärt werden müsse, kann sich der Ref. kein eigenes Urteil zutrauen.

Noch vieles andere berührt die Kritik Martys. Es ist wohl nichts geeigneter, einem das Wort Form bis zum Ueberdruß zu verleiten, als das Durchdenken all der scharfen Distinktionen, die er da bringt. Warum spricht er nicht von bedeutungsvermittelnden Vorgängen, oder von Bezeichnungs*methoden* oder Konstruktions*methoden* u. s. f., sondern immer wieder von Formen? Auch ein anderer Nachteil tritt in diesen Ausführungen Martys zutage. Was ist denn die *Bedeutung* der Sprachzeichen, mit der hier immer jene hinführenden und aufbauenden psychischen Phänomene nicht verwechselt werden sollen, und welches Kriterium gibt es denn für diese Unterscheidung? Darauf wird uns die Antwort erst in einem viel späteren Teil des Werkes gegeben. Wäre Marty von einer Erörterung der sprachlichen

Funktionen ausgegangen, dann brauchte man sich über diesen Mangel nicht zu beklagen.

Nach all dem widmet nun Marty in einem eigenen Kapitel dem Terminus Wortform seine spezielle Aufmerksamkeit. Wir erhalten wieder eine hübsche Musterkarte von Bedeutungen. Zunächst ist Wortform ein Sprachmittel, das ein Wort ist, Gebärdeform dagegen ein Sprachmittel, das eine Gebärde ist, geradeso wie eine Eisenform oder Holzform eine Form aus Eisen oder Holz vorstellt; man geht eben dabei von der Vorstellung aus, daß jedes Sprachmittel Form für ein zu Formendes sei. Verbreiteter ist wohl eine zweite Bedeutung, bei der Form = Klasse zu setzen ist; es gibt so viel ›Wortformen‹ als es Redeteile gibt. Die Entstehung dieser Ausdrucksweise hat man sich nach Marty etwa so zu denken: Ursprünglich nannte man gewisse trennbare Bestandteile eines Wortes, die bei Vielen seinesgleichen wiederkehrten und allen eine bestimmte Funktion d. i. eine gewisse partielle Gleichheit der Bedeutung gaben, seine Form. Dann übertrug man die Bezeichnung auf die Gruppe, die durch jene Funktion charakterisiert wird, und nannte dagegen die ganzen Einzelworte die Exemplare jener Gruppe oder Klasse. So kommt es, daß man bis heute fast überall noch ein gewisses Schwanken bemerken kann, wenn es gilt, solche Klassen zu definieren; soll man die Lautgestalt dabei allein im Auge haben oder die Funktion allein oder beide zusammen? Soll man ein anderes äußeres Merkmal jener Funktion, die Stellung im Satz, dabei berücksichtigen oder nicht? Eine einfache Modifikation dieser Bedeutung Form = Klasse liegt vor, wenn man für die umfassendsten derartigen Wortgruppen das Wort Klasse gebraucht und sich das Wort Form für die Unterklassen vorbehält. Substantiv bezeichnet in diesem Sinne eine Wortklasse, Genetiv eine Wortform.

Schließlich bedeutet aber Wortform auch gar nicht selten soviel wie Ausdrucksmittel für etwas Formales an der Bedeutung. Dieses Formale ist hier das Concretum zu jenem Allgemeinen, das die partielle Gleichheit an Bedeutung begründet, und das man auch Funktion nennt. Man zerlegt also eine einzelne Bedeutung in einen materialen und einen formalen Bestandteil und sucht eine parallele Teilbarkeit des Ausdrucksmittels jener Bedeutung. Findet man sie hier nicht, dann bleibt man trotzdem dabei, das Wort enthalte einen materialen und formalen Bestandteil rein auf jene Zerlegung der Bedeutung gestützt.

Wie nun, wenn man etwa diese vevschiedenen Bedeutungen des Terminus ›Wortform‹ promiscue gebrauchte, würde das wohl großen Schaden verursachen? Marty meint: ja, und will uns das beweisen

an Wundts Sprachpsychologie. Da herrscht denn freilich, das muß man zugeben, jener unbeschränkt wechselnde Gebrauch; innerhalb weniger Sätze, oft — und das gerade in dem entscheidenden Kapitel, wo es gilt, Grundsätzliches über die ›Wortform‹ festzulegen — kommt man bei der Feststellung dessen, was denn da und dort und an einer dritten Stelle mit ›Wortform‹ gemeint sein könne, zwei-, drei- oder viermal zu Verschiedenem. Insbesondere ist auch die Bedeutung des Terminus ›innere Wortform‹, den Wundt einführt, keineswegs fixiert. Das verdient denn auch den methodologischen Tadel Martys. Und doch möchte man vielleicht die Bemerkung nicht unterdrücken, daß man eigentlich beim Lesen der Wundtschen Ausführungen recht gut verstanden habe, worauf er hinaus will, und daß über das, was er dort behauptet, mit einer Kritik der Terminologie noch nichts ausgemacht sei.

Mit einem Rückblick auf die Verwendungen seines Wortpaares Form und Stoff, die er selbst für sachlich berechtigt hält, und einer Nachlese von Gelegenheitsverwendungen, die er besonders bei älteren Sprachforschern gesammelt hat, und die im vorausgehenden noch nicht ihren Platz gefunden haben, schließt Marty den ersten Teil seines zweiten Stückes. Die Liste, die in diesem Schlußkapitel enthalten ist, weist die Nummern α bis ι auf und davon beruhen, soviel ich sehen kann, nach Marty die Nummern α bis ε zurecht. Ceterum censeo ...

II, 2.

Was kann man an einer Bedeutung die Materie und was die Form nennen? Tatsächlich getroffen wird nach Marty eine Unterscheidung, die unter diesem Namen geht, von allen Sprachforschern; frägt man aber nach dem Gesichtspunkt der Unterscheidung, dann erhält man divergierende Antworten. Die einen gehen von der Morphologie aus und übertragen von da den Unterschied auf die Bedeutungen; die anderen gehen den umgekehrten Weg, sie acceptieren die Behauptung, daß man an unseren Denkerlebnissen auch abgesehen vom Sprechen materiale und formale Elemente unterscheiden könne, und suchen für sie die Parallelen in den Sprechmitteln. Und die dritten endlich meinen den Unterschied selbständiger und unselbständiger Bedeutungen, wenn sie von Form und Stoff einer Bedeutung sprechen. Ihnen will Marty sich anschließen. Und diesen Unterschied von selbständigen und unselbständigen Bedeutungen samt dem parallelen Unterschied innerhalb der Sprachmittel, der durch die Namen autosemantische und synsemantische Sprachmittel festgehalten werden soll, zu klären und bis in seine letzten Konsequenzen durchzuführen, das macht er sich nun zu seiner Hauptaufgabe.

Noch immer wissen wir nicht, was denn eine Bedeutung sei, da erfahren wir vorläufig wenigstens das, daß Bedeutungen psychische Phänomene sind. Autosemantisch soll nämlich, so wird festgesetzt, ein Sprachmittel dann heißen, wenn es ›schon allein genommen der Ausdruck eines für sich mitteilbaren psychischen Phänomens‹ ist (205). Synsemantisch dagegen ist ein Sprachmittel, wenn es nur mithilft einen solchen Ausdruck zu bilden. Statt Sprachmittel sagt Marty gelegentlich auch Zeichen, er könnte ebensogut ›äußere Sprachform‹ sagen, denn seine ›inneren Sprachformen‹ kommen hier zunächst nicht in Betracht, Nach dieser Definition würde sich naturgemäß die Frage erheben, ob sich die nun ihrer Funktion nach definierten Einheiten auch abgesehen von dieser Funktion charakterisieren lassen. Kann man, das ist der Sinn dieser Frage, jene Einheiten etwa auch phonetisch (wenn es sich um die Lautsprache handelt) oder mit entsprechenden Hilfsmitteln (wenn etwa die Gebärdensprache in Frage kommt) definieren?

Marty stellt sich jedoch das Problem in dieser extremen, aber, wie dem Ref. scheint, einzig konsequenten Form nicht, sondern bleibt gewissermaßen auf halbem Weg stehen, indem er frägt: ›was dabei — in der üblichen grammatischen Terminologie ausgedrückt — unter ›Zeichen‹ gemeint sei? Ob nur Worte und Wortgefüge oder auch Bestandteile von Worten‹ (208). Damit sieht er sich dann freilich sofort den Schwierigkeiten gegenübergestellt, denen der Versuch begegnet exakt festzustellen, was ein Wort sei, und fühlt sich veranlaßt, seine Behauptungen auf den ›Bereich der uns näherliegenden flektierenden Sprachen‹ einzuschränken. Für sie gibt er dann die Antwort auf die oben gestellte Frage: es seien nicht immer Einzelworte oder Wortkomplexe sondern häufig auch Wortteile, die als semantische Elemente (sei es autosemantische oder synsemantische) angesprochen werden müßten. Die gewiß nicht unwichtige Frage dagegen, ob nicht auch die Melodie, die Betonung und andere unselbständige Momente einer Rede etwa als Ausdrucksmittel einer selbständigen oder unselbständigen Bedeutung fungieren können, erhebt er gar nicht.

Eingehend dagegen beschäftigt sich Marty mit der Abgrenzung der unselbständigen Zeicheneinheiten nach oben und unten. Daß nicht etwa schon jeder Buchstabe oder Lautkomplex als solche Einheit anzusehen sei, wird ihm leicht zu zeigen; hat doch der Buchstabe für sich überhaupt keine Bedeutung. Auch die entgegengesetzt extreme Ansicht, was als ein Wort zusammengesprochen werde, könne auch immer nur ein Zeichen sein, wird bündig abgewiesen. Doch innerhalb des nun so gewonnenen Spielraumes ist eine genauere

Abgrenzung recht schwer. Marty definiert schließlich: ›Wortbestandteile [sind] solange als besondere Redeglieder anzusehen, als sie, aus Zusammensetzung ursprünglich selbständiger Worte hervorgehend, jedes mit dem ihm entsprechenden, noch ein selbständiges Leben fortführenden Sprachmittel so große Aehnlichkeit bewahrt haben, daß die Bedeutung dieses letzteren als figürliche innere Sprachform wirksam zu sein vermag für die Funktion seines Verwandten in der Zusammensetzung‹ (209). Wenn aber nun diese selbständigen Verwandten zufällig alle ausgestorben sein sollten? Soll z. B. das ›ur‹ in Urgroßvater bloß deshalb nicht als synsemantische Einheit betrachtet werden dürfen, weil für einen Versuch mit der inneren Sprachform keine selbständigen Verwandten da sind?

Nun werden die beiden Gruppen der semantischen Einheiten einzeln näher zu behandeln sein. Die Besprechung der Autosemantika nimmt den ganzen Rest des zweiten Stückes ein, die Synsemantika dagegen sollen erst im folgenden Bande ihre eingehende Erörterung finden. Wieviel Klassen selbständiger Sprachmittel wird es geben? Wohl soviel als es Klassen psychischer Phänomene gibt; denn wenn die Sprachmittel den Zweck haben, psychische Phänomene ›auszudrücken‹ resp. im Hörer zu erwecken, dann wird man sie wohl nach dem, was sie ausdrücken, was sie erwecken einteilen können, und es wird auch zu erwarten sein, daß alle psychischen Phänomene ihre Ausdrucksmittel haben. Marty scheint das alles für selbstverständlich zu halten; doch wird man leicht einsehen, daß es das keineswegs ist. Auch die Einteilung nach dem was des Ausgedrückten und Mitgeteilten ist durchaus nicht die einzig denkbare. Man könnte doch wohl, bevor man etwas Näheres weiß, z. B. auch nach dem ›wie‹ der Mitteilung fragen. Was wird im Hörer in Bewegung gesetzt, wird das Ziel direkt oder auf Umwegen erreicht? Oder was da noch alles zu berücksichtigen wäre.

Doch halten wir uns jetzt mit Marty an die Einteilung nach dem ›was‹, dann wird festzustellen sein, wieviel Klassen psychischer Phänomene es gibt. Marty erklärt mit Brentano, es gibt nicht mehr und nicht weniger als drei, das Vorstellen, das Urteilen und das Interessenehmen (Lieben und Hassen, Sichfreuen und Trauern); und er geht nun mit großem Eifer und unter Aufwendung vielen Scharfsinnes daran, die reine Lehre Brentanos gegen alle Neuerungen zu verteidigen. Bekanntlich nehmen Husserl und Stumpf eine viel größere Anzahl ›psychischer Funktionen‹ an als Brentano, das findet nicht die Billigung Martys. Ganz besonders energisch aber wendet er sich gegen Meinongs ›Annahmen‹, die eine Zwischenform zwischen Vorstellen und Urteilen abgeben sollen. Windelband und Rickert wie-

derum scheiden ihm das Urteilen nicht scharf genug vom Wollen; da gilt es ihm, die Auffassung der Wahrheit von der Vermischung mit dem, was im Reich des Objektiven nur dem Wollen gegenübersteht, den Werten, frei zu halten. Es ist hier nicht der Ort, auf all diese Dinge näher einzugehen.

Den drei Grundklassen psychischer Phänomene werden also drei Klassen autosemantischer Sprachmittel entsprechen: Vorstellungs-, Urteils- und Interesseakts-mitteilende Zeichen. Die ersten sollen Vorstellungssuggestive (oder nach ihrer wichtigsten Unterklasse auch Namen), die zweiten Aussagen und die dritten Emotive heißen.

Bevor Marty sie einzeln vornimmt, sagt er endlich einiges ›über das Bedeuten im allgemeinen‹. Ihre Ergänzung finden dann diese Bemerkungen in einem späteren Kapitel ›Ergänzendes über das Bedeuten im allgemeinen‹. Da erfahren wir denn, daß Marty der Funktion des Bedeutens die Funktion des Kundgebens gegenüberstellt; den Ausdruck ›Zeichen sein für etwas‹ gebraucht er für beide Funktionen. Im Sinne der Kundgabe Zeichen sein heißt soviel wie Anzeichen sein für etwas und kann für den gänzlich unwillkürlichen Schrei, der uns einen Schmerz des Schreienden anzeigt, und für den Donner, der uns eine elektrische Entladung in den Wolken anzeigt, ebensogut verwendet werden wie für die Sprachmittel, die uns auch anzeigen, daß im Sprecher etwas Bestimmtes vorgeht. Logisch betrachtet liegt hier immer ein Schluß von einem gegebenen Glied eines objektiven Zusammenhanges (es handelt sich meist um einen mehr oder minder verwickelten Kausalzusammenhang) auf ein anderes (nicht gegebenes) Glied desselben Zusammenhanges vor; das Gegebene ist also Erkenntnisgrund für das Nichtgegebene, Angezeigte. Eine psychologische Analyse der hiebei beteiligten Vorgänge wird natürlich nicht immer ein explizites Schlußverfahren finden lassen, meist wird ein assoziativer Zusammenhang von der Wahrnehmung des Zeichens aus das Denken an das Angezeigte und die Ueberzeugung, daß es besteht, direkt herbeiführen [1]).

1) Marty bezeichnet das psychologische Verhältnis, in welchem die Akte eines expliziten Schlußverfahrens zueinander stehen, auch als Motivationsverhältnis und geht von ihm aus bei der Definition des Verhältnisses zwischen Erkenntnisgrund und Erkenntnisfolge. Dem Ref. will es scheinen, als ob Marty, wenn er mit der Bezeichnung Motivation Brentano und Husserl folgt, eigentlich seiner scharfen Trennung zwischen Urteil und Willensakt, die er Windelband gegenüber verfochten hat, nicht ganz treu bliebe. Oder hält er es für wahrscheinlich, daß zwischen den Akten der beiden verschiedenen Klassen dieselben Zusammenhänge bestehen? Oder, und das wäre natürlich ein Ausweg, hält er etwa die Willensmotivation für einen Zusammenhang der in die Willensakte ein-

Mit dem Bedeuten aber hat es eine andere Bewandtnis. Wir schreiben einem Zeichen eine Bedeutung nur zu im Hinblick auf eine ganz bestimmte Absicht im Zeichengeber (speziell dem Sprecher), zu der es im Verhältnis vom Mittel zum Zweck steht; diese Absicht geht allgemein dahin, ›eine gewisse Beeinflussung oder Beherrschung des fremden Seelenlebens im Hörenden‹ auszuüben (284). ›Ein Sprachmittel habe die Bedeutung oder Bedeutungsfunktion . . . heißt uns also: [es] sei in der Regel bestimmt (und in gewissen Grenzen auch fähig), dem Hörer ein [psychisches Phänomen] von bestimmter Art zu suggerieren oder zu insinuieren‹ (286). Die Absichtlichkeit allein charakterisiert also die Bedeutungsfunktion nicht, das Ziel muß im Seelenleben des Hörers liegen; eine Absicht aber kann sich auch mit der Kundgabe verbinden, absichtliches Kundgeben nennt Marty auch Ausdrücken. Im allgemeinen ist das Ziel, das die Bedeutungsfunktion charakterisiert, das primäre Ziel des Sprechers, das andere dagegen das sekundäre, das als Mittel jenem ersten untergeordnet werden kann.

Aus diesen Feststellungen nun folgt mehreres. Zunächst beachte man, daß das Wort ›Bedeutung‹ eine Funktion bezeichnen soll; daß irgend ein physisches Phänomen (ein Lautkomplex, eine Gebärde) [oder ein besonderes Moment an einem solchen Phänomen, z. B. ein bestimmter Tonfall] überhaupt Bedeutung hat, kann nur heißen, es komme überhaupt als Glied einer Reihe von Vorgängen der geschilderten Art vor; und die Frage, welche Bedeutung ein Sprachmittel habe, kann nur so beantwortet werden: es diene dieser oder jener Beeinflussungsabsicht [1]). Und damit ist schon ein weiteres angedeutet. Wenn man einmal das bewußte Ziel und zwar spezieller das primäre Ziel des Sprechers zum Einteilungsgesichtspunkt der Sprachfunktionen macht, dann soll man das auch konsequent durchführen. Wir werden an verschiedenen Stellen sehen, daß Marty das nicht tut; er weicht von diesem Grundsatz z. B. ab bei der Behandlung der Wunschsätze (vgl. unten S. 970). Als Konsequenz jenes Grundsatzes müßte aber

gehenden Urteile? Das dürfte wohl kaum anzunehmen sein; Marty würde dadurch übrigens gewissermaßen zum Antipoden Windelbands. Wieder etwas anderes ist natürlich die Frage, ob die Definition des Verhältnisses von Grund und Folge von jenem (psychologischen) Verhältnis der Urteilsakte auszugehen habe. Marty denkt dabei offenbar nur daran ein Kriterium anzugeben, das uns festzustellen gestattet, ob im Einzelfall jenes Verhältnis vorliegt oder nicht. Darauf deutet wohl das versteckte Wörtchen ›berechtigtes‹ hin, das vor Motiv steht. (Vgl. S. 283.)

1) Und dabei sind dann natürlich immer die Beschränkungen auf eine bestimmte Gruppe von Menschen einer bestimmten Zeit oder auf einen einzelnen Menschen oder gar einen einzelnen Fall mit zu denken, die man bei der Frage nach einer Bedeutung schon im Auge hat.

auch der Satz anerkannt werden, daß überall da, wo die primäre Absicht des Sprechers weder als eine Beeinflussungsabsicht noch als eine Ausdrucksabsicht bezeichnet werden kann, eben eine neue Funktion des Sprachmittels vorliegt.

Es gibt ganz gewiß in unserem Sprachleben Fälle genug, auf die das zutrifft. Wer etwa eine soeben gemachte Beobachtung sprachlich ›fixiert‹, der braucht nicht die leiseste Spur einer Beeinflussungsabsicht fremden Seelenlebens dabei zu haben. Er will das Objektive, um das es sich handelt, den Tatbestand, darstellen, und dazu bedient er sich des Sprechens, wie er sich vielleicht auch des Zeichenstifts oder des photographischen Apparats bedienen könnte. Mag es immerhin sein, daß ihm bei dieser Darstellung der Tatbestand selbst klarer wird, oder daß er sich später leichter und treuer an ihn zu erinnern vermag, jene Darstellungsabsicht kann ganz sicher die primäre Absicht des Sprechers sein. Der Funktionen der bewußten Kundgabe (dem Ausdrücken) und der Beeinflussung fremden Seelenlebens (dem Bedeuten) müßte also vom Standpunkt Martys aus als dritte Funktion die des Darstellens an die Seite gestellt werden. Darstellen hat hier analoge Verwendung gefunden, wie z. B. in ›darstellender Geometrie‹.

Marty würde demgegenüber erklären, er habe jene Beziehung unserer Sprachmittel zu etwas Objektivem, unseren Gegenständen und Tatbeständen, keineswegs übersehen. Das gewiß nicht, wir werden sehen, daß er z. B. bei den Namen das, was sie nennen, wohl unterscheidet von dem, was sie als Beeinflussungsmittel bewirken, und das Entsprechende bei den Aussagen. Aber er erkennt dieses Darstellen nicht als eine selbständige Funktion an. Zu unserem Beispiel würde er wohl erklären, es handle sich da um eine absichtliche Kundgabe; es seien zwar nicht die eigenen Akte, die der Sprecher im Auge habe, aber doch die ›Inhalte‹ dieser Akte. Denn jenes Objektive, auf das er gerichtet ist, sei ihm doch nur als Korrelat seiner Erlebnisse, nur in und mit diesen gegeben. Darum erklärt auch Marty gelegentlich, jenes Objektive sei in einem engeren Sinne selbst kundgegeben. In anderen Fällen begreift Marty das, was wir Darstellung nennen möchten, in die Beeinflussungs- (Bedeutungs-)funktion ein und nennt die ›Inhalte‹ der erzielten Erlebnisse des Sprechers die Bedeutung eines Sprachmittels im engeren Sinn. Als die Bedeutnng des Aussagesatzes: Gestern wurde der Krieg erklärt, wäre darnach im weiteren Sinn das bestimmte Urteilserlebnis des Hörers, im engeren Sinn der objektive Tatbestand anzusehen.

Der Ref. meint indes, hier handle es sich um zwei Funktionen, die Darstellung des Tatbestandes trete in den Dienst der Beeinflussung,

wenn es dem Sprecher wirklich in erster Linie um die Erlebnisse im Hörer zu tun ist. Und ähnlich wäre das oben besprochene Beispiel aufzufassen, dort tritt die absichtliche Kundgabe, soweit überhaupt eine solche vorhanden ist, in den Dienst der Darstellung. Die Berechtigung dieser Scheidung der Darstellungsfunktion von der Kundgabe und der Beeinflussung wird sich wohl am besten dadurch erweisen lassen, daß man zeigt, daß doch eine wesentliche Verschiedenheit in der Richtung der Aufmerksamkeit vorliegt, wenn ein Sprecher bei denselben Worten einmal an etwas Objektives denkt, und das andere mal nur bei sich selbst bleibt, und daß diese Verschiedenheit seiner Aufmerksamkeitsrichtung auch Verschiedenheiten im Verlauf seines psychischen Geschehens bedingt. Man denke sich zwei Sprecher demselben Objektiven, etwa einem gesehenen Kunstwerk gegenüber; dem einen sei es um eine möglichst treue Darstellung, dem anderen um eine Kundgabe seiner Auffassung des Gesehenen zu tun; würden ihre Reden nicht recht verschieden ausfallen? Die Vollständigkeit der Darstellung fällt keineswegs zusammen mit der Vollständigkeit der Kundgabe; eine erschöpfende Darstellung des Tatbestandes enthält an Kundgegebenem vielleicht nur Bruchstücke der Erlebnisse des Auffassenden und eine vollständige Kundgabe an Dargestelltem nur eine Reihe von Fetzen, die kein Ganzes zu geben brauchen. Und ebenso wird der Aufbau ihrer Reden ein recht verschiedener sein. Zu analogen Verschiedenheiten kommt man, wenn man sich zwei Hörer demselben Sprecher gegenüber denkt, von denen der eine nur auf das dargestellte Objektive, der andere dagegen vorwiegend auf die kundgegebenen Erlebnisse des Sprechers gerichtet ist. Dem ersten braucht der Aufbau des Objektiven keineswegs über den Umweg der Erlebnisse des Sprechers zu gehen, d. h. er braucht sich dieses Objektive nicht erst als das vom Sprecher Vorgestellte und Geurteilte zu denken, wie es die Konsequenz der Martyschen Auffassung verlangt [1]).

Wenn die Unterscheidung verschiedener Funktionen der Sprachmittel überhaupt einen Wert hat für die Sprachpsychologie, dann liegt er, so meint der Ref., in der Richtung der angedeuteten Tatsachen, und darum wird das Angeführte die vorgeschlagene Trennung der Darstellungsfunktion von den beiden anderen zu rechtfertigen imstande sein. Aufgabe einer Funktionenlehre müßte es sein, all die nur berührten Fragen systematisch zu erledigen. Es wären alle Funktionen aufzusuchen, in ihrer Eigenart zu erfassen, ihre Kombinationen, die Ueber- und Unterordnung und ihr Durcheinander-

1) Gelegentlich scheint Marty von dieser strengen Konsequenz abzuweichen. So S. 362, wo er erklärt, es gehöre zum Verständnis einer Aussage »nur das Bewußtsein, daß er im allgemeinen bestimmt ist, ein gewisses Urteil zu erwecken«

laufen in einer gegebenen Rede zu beschreiben u. s. f. Es will dem Ref. scheinen, als ob viele Meinungsverschiedenheiten der Sprachpsychologie z. B. auf dem Gebiet der Satzdefinition und der Einteilung der Sätze sich aus Verschiedenheiten der Funktion, die man im Auge hatte, begreifen und damit verhältnismäßig einfach erledigen lassen müßten. Auch sonst wird die Auseinanderhaltung der verschiedenen Funktionen viel Nutzen stiften können; es wird Martys Verdienst bleiben, sie zuerst angeregt zu haben.

Nach dieser prinzipiellen Auseinandersetzung über die verschiedenen Funktionen der Sprache können wir uns über das Einzelne kürzer fassen. Wir sehen jetzt, daß Marty bei seiner Einteilung der Sprachmittel in selbständige und unselbständige von der Beeinflussung fremden Seelenlebens, der die Sprachmittel dienen, der Bedeutungsfunktion, ausgegangen ist. Offenbar könnte man ebenso gut von der Kundgabe oder von der Darstellung ausgehen. Jenes findet man z. B. bei Wundt, dieses in der klassischen englischen Philosophie, wo man meist noch spezieller die Funktion des Nennens zur Grundlage der Sprachbetrachtung gemacht hat. Es ist freilich damit nicht gesagt, daß man mit jeder Betrachtungsweise gleich weit kommen wird. Es könnte ja sehr wohl sein und ist wahrscheinlich auch der Fall, daß nicht allen Sprachmitteln alle Funktionen zukommen. Wenn man etwa gefragt würde: was stellt ›obgleich‹ dar? würde man um eine Antwort recht verlegen sein, dagegen wäre verhältnismäßig leicht zu sagen, was es kundgibt und auch was es im Hörer bewirken soll. Und so ginge es einem auch bei manchen anderen Konjunktionen, Partikeln und anderen Wörtern; vielleicht haben sie gar keine darstellende Funktion. Und so könnte es schon sein, daß wohl alle Sprachmittel kundgeben und eine bestimmte Beeinflussung ausüben, aber nicht alle etwas darstellen oder darstellen mithelfen. Dann wäre es freilich vorteilhafter in einer Semasiologie, wie Marty es getan hat, von der Bedeutungsfunktion auszugehen.

Es werden nun die Grundklassen der autosemantischen Sprachmittel einzeln zu besprechen sein.

1. An die Spitze stellt Marty die Aussagen. Die Bedeutung einer Aussage ist es, im Hörer ein Urteil von bestimmter Art zu erwecken. Marty sagt mit Wegener dafür auch, die Aussage ›solle‹ ein Urteil im Hörer erwecken, warnt aber davor, dieses Sollen als eine Aufforderung an den Willen aufzufassen; auch bei der Erörterung der Namen kehrt diese Warnung wieder, und nur für gewisse Emotive, nämlich für die Befehle, will Marty jene Auffassung gelten lassen. Der Ref. hält indes diese Ausnahmestellung, die Marty da den Befehlen einräumt, nicht für gerechtfertigt. Was Marty bekämpft,

ist doch wohl nichts anderes als die Auffassung, dem Hörer werde zunächst das Ziel des Sprechers als solches bewußt und dann müsse er durch Mitwirkung seines Willens dieses Ziel erreichen helfen, also etwa die bestimmte Vorstellung oder das bestimmte Urteil in sich erwecken. Das wäre natürlich eine sehr verkehrte Anschauung; aber wäre es nicht ebenso verkehrt, wenn man annehmen wollte, bei den Befehlen werde erst der zu vollziehende Willensakt — einen solchen zu erwecken ist ja nach Marty die Absicht des Befehlenden — vorgestellt und dann erst durch einen zweiten Willensakt wirklich erzeugt? Das ist natürlich nicht die Ansicht Martys, er erklärt vielmehr, der beabsichtigte Akt des Wollens werde dem Hörer vom Sprecher ›suggeriert‹. Aber dann besteht in Hinsicht der Uebertragung kein Unterschied mehr gegenüber den Vorstellungen und Urteilen, denn auch diese werden ›suggeriert‹.

Es gibt natürlich auch einen berechtigten Sinn der Behauptung, manche Sprachmittel stellten geringere, andere größere Anforderungen an den Willen des Hörers. Man meint damit, ein richtiger Verständniserfolg könne nur erzielt werden, wenn der Hörer z. B. mit gespannter Aufmerksamkeit bei der Sache ist, oder bei komplizierteren Sprachmitteln, wenn er gewisse Zusammenfassungen oder Zwischenoperationen vollziehe u. s. f. All das trifft doch aber bei Aussagen und komplizierteren Namen ebenso gut zu als bei den ›Emotionen‹.

Der Sprecher einer Aussage wird in der Regel selbst auch ein Urteil vollziehen, und es wird (wieder nur in der Regel) dieses Urteil das gleiche sein, wie das, welches im Hörer erweckt werden soll. Nun darf man aber nach Marty nicht meinen, jene Erweckung bringe das ganze Urteil zustande. Es gibt vielmehr ein wichtiges Moment an vielen Urteilen, das überhaupt nicht sprachlich übertragen werden kann; dieses Moment ist die Evidenz. Richtig gefaßt ist diese Behauptung einleuchtend: das Bewußtsein der Evidenz wird durch eine isolierte Aussage rein für sich genommen deshalb nicht erzeugt, weil dieses Bewußtsein nur aus der Begründung des mitgeteilten Urteils hervorgeht. Es muß also (wenn wir einmal von den Axiomen absehen) im allgemeinen mit einem anderen Urteil, das für den Hörer schon evident ist, im Begründungszusammenhang stehen. Solange nun jenes andere und dieser Zusammenhang nicht bewußt geworden sind, wird ihm das mitgeteilte Urteil nicht evident sein. Aber ist man darum schon berechtigt zu behaupten, Evidenz sei nicht ›mitteilbar‹? Wenn der Sprecher sagt: alle A sind B, alle B sind C, und darum sind auch alle A C, dann dürfte er damit doch imstande sein, einen Hörer, der alle seine sprachlichen Anweisungen

befolgt, zum Bewußtsein der Evidenz hinzuführen. Marty müßte zeigen, daß dieses Hinführen etwas anderes ist als die Beeinflussung, die sonst zu einer ›Mitteilung‹ gehört, um uns zu überzeugen, daß Evidenz ganz allgemein gesprochen nicht ›mitteilbar‹ sei.

Da Marty, wie wir sahen, die Darstellungsfunktion unserer Sprachmittel von der Bedeutungs- (d. i. Beeinflussungs-)Funktion nicht streng scheidet, so erklärt er auch das, was eine Aussage darstellt, den Sachverhalt (um mit Stumpf zu sprechen) als ihre ›Bedeutung im engeren Sinn‹. Und er erhebt die Frage, was für Sachverhalte (oder Urteilsinhalte) es gäbe. Er zählt auf: das Sein oder Nichtsein von etwas Bestimmtem (A), das Dies- oder Jenessein von A und die Notwendigkeit resp. Unmöglichkeit, die unter Umständen zu jenen zu rechnen wären. Notwendigkeit und Unmöglichkeit können sprachlich nicht dargestellt werden, gerade wie ihr Korrelat unter den psychischen Phänomenen, das Bewußtsein der Evidenz nicht mitteilbar ist. Die Begründung dieser Thesen führt Marty tief in logische, erkenntnistheoretische und metaphysische Probleme hinein. Da werden die Begriffe Sein (Existenz) und Realität, Evidenz und Wahrheit ›geklärt‹, Fragen wie die, ob ein Schein unabhängig vom Sein bestehen könne, oder die, ob es ein ideales (zeitloses) Sein gäbe, das man etwa mit Husserl allen unseren universalen und nicht mit einem Widerspruch in sich behafteten Gegenständen zuschreiben müsse, und ähnliche werden da in breitester Ausführlichkeit behandelt (S. 294—360). All das steht natürlich mit der Sprachpsychologie in nur recht losem Zusammenhang und soll daher hier übergangen werden.

Der psychologisch sehr wichtigen Frage dagegen, wie eine Aussage verstanden wird, widmet Marty nur eine halbe Seite. Es gehört nach ihm zum Verständnis nur die Vorstellung des Sachverhalts, nicht ein wirkliches Urteilen und das Bewußtsein, daß das wahrgenommene Sprachmittel überhaupt dazu bestimmt sei, ein gewisses Urteil zu erwecken.

2. Emotive nennt Marty die Sprachmittel, welche ›im Kreise der die betreffende Sprache Verstehenden, in der Regel bestimmt und in gewissen Grenzen auch fähig [sind], eine Emotion zu erwecken‹ (363). Praktisch wird es häufig schwer fallen zu entscheiden, ob in einem bestimmten Falle eine Aussage oder ein Emotiv vorliegt; das kommt daher, weil die Phänomene des Interessenehmens häufig auf Urteile sich stützen und diese Urteile eben im Hörer mit erweckt werden müssen. Wie sollen z. B. Worte des Trostes oder Tadels semantisch klassifiziert werden? Marty bestimmt in Uebereinstimmung mit seiner allgemeinen Charakteristik der Bedeutungsfunktion, man müsse da die Entscheidung nach der primären Absicht des

Sprechers treffen. Geht diese dahin zu belehren, dann haben wir es mit einer Aussage zu tun, auch wenn der Sprecher sehr wohl weiß, daß dem Hörer aus der Belehrung Gefühle oder Willensakte erwachsen werden, und wenn er auch diese ferneren Wirkungen seiner Worte schon mit im Auge hat. Geht die primäre Absicht des Sprechers dagegen auf jene Phänomene des Wollens und Fühlens, dann ist das Sprachmittel als ein Emotiv zu bezeichnen.

Zunächst wird man hier wohl daran zu erinnern haben, daß es oft recht schwer sein mag, die ›primäre Absicht‹ des Sprechers festzustellen; vielleicht ließen sich aber gewisse Unterschiede im ganzen Aufbau einer Rede aufweisen, je nachdem es der Sprecher in erster Linie auf das eine oder andere abgesehen hat, und damit wäre dann die Fruchtbarkeit dieses Einteilungsgesichtspunktes erwiesen. Kaum aber wird man es billigen können, daß nun Marty gleich darauf seinem Gesichtspunkt wieder untreu wird. Er macht sich nämlich selbst den Einwand, daß bewußte Ziel gewisser Befehle liege doch offenkundig nicht in bestimmten Erlebnissen des Hörers sondern gewissermaßen jenseits des Hörers. ›Wer z. B. [befiehlt]: Sprich lauter! dem komme es nicht wesentlich darauf an, daß der Angeredete Neigung und Wille dazu habe; genug, wenn er es tue‹ (365). Dem will jedoch Marty nicht Recht geben, sondern er behilft sich mit der Erklärung, was man tue, das wolle man doch im allgemeinen auch, um dabei bleiben zu können, auch hier müsse als das Ziel des Sprechers die Erweckung einer Emotion (speziell eines Willensaktes) angesehen werden. Also hier soll dasselbe Weiterhinaus- oder Weiterzurückliegen des ›primären Ziels‹ innerhalb der Kausalreihe von Vorgängen, die an die Wahrnehmung des Sprachmittels sich anschließen, keinen Unterschied bedingen, während doch gerade vorher bei dem Trostwort auf dasselbe Weiterhinaus- oder Zurückliegen die Scheidung von Aussagen und Emotiven gegründet war[1]). Auch sachlich dünkt dem Ref. diese Inkonsequenz nicht gerechtfertigt, denn es dürfte doch wohl unwahrscheinlich sein, daß hier keine Unterschiede auftreten, je nachdem sich der Sprecher etwa beim Aufbau eines komplizierteren Befehles oder Wunsches das eine Mal an den psychischen Vorgängen seines Hörers, das andere Mal dagegen an jenen physischen Vorgängen der Befehlsausführung orientiert.

Auch bei den Emotiven besteht im allgemeinen eine gewisse Aehnlichkeit der (kundgegebenen) Vorgänge im Sprecher mit den (bedeuteten) Vorgängen im Hörer. Doch geht hier die Ungleich-

1) Dabei ist noch ganz abgesehen von der Frage, ob die Behauptung, was man tue, wolle man auch, überhaupt richtig ist.

heit weiter als bei den Aussagen. Von dem Urteil des Sprechers ist nach Marty nur das Moment der Evidenz nicht übertragbar; auch die Akte des Interessenehmens enthalten, so lehrt er, ein Analogon zu dem Moment der Evidenz, nämlich den Charakter der (sittlichen) Berechtigung, der nicht ›mitteilbar‹ ist. Aber noch mehr. Die Aeußerung meines Schmerzes z. B. entspringt meist nicht der Absicht, einen irgend wie ähnlichen Schmerz im Hörer hervorzurufen, sondern etwa der Absicht, Mitleid oder den Willen zur Hilfe zu erwecken. Noch weiter geht die Diskrepanz bei den Fragen; da besteht im Sprecher der Wunsch etwas zu erfahren; der Hörer dagegen soll bestimmte Willenstakte vollziehen, um das Gewünschte mitzuteilen.

Wird von den Emotiven auch etwas dargestellt? Marty antwortet (natürlich in unsere Terminologie übersetzt): ja, die Emotive stellen Werte dar. Und er sucht uns das nahe zu bringen, indem er zunächst einmal im Sinne Brentanos zu beweisen versucht, daß es im Reiche des Objektiven überhaupt etwas Drittes neben den Gegenständen und Sachverhalten, nämlich Werte gibt, und daß es gerade die Akte des Interessenehmens sind, in welchen wir zu den Werten in Beziehung treten. Wie es zu jedem wahren Urteil ein Seiendes gibt, auf das eben die Wahrheit des Urteils sich gründet, so gibt es darnach zu jedem Akt berechtigten Interessenehmens etwas, auf dem diese Berechtigung ruht, und das ist eben ein besonderer Wert. Alsdann hält es Marty für ausgemacht, daß jeder, der einen Akt des Liebens oder Hassens, des Sichfreuens oder Trauerns erlebt, auf einen solchen Wert in diesem Erleben bezogen ist. Nur zeigt es sich, daß wir den Werten gegenüber im allgemeinen viel gleichgiltiger sind als dem Seienden gegenüber, und daß wir viel häufiger bewußt unberechtigte Akte des Interessenehmens vollziehen, als wir ein bewußt falsches Verhalten dem Seienden gegenüber einnehmen. Und dem entsprechend verhalten wir uns auch unseren Mitmenschen gegenüber. Sehr häufig insinuieren wir ihnen einen Akt des Interessenehmens, ohne uns überhaupt um seine Berechtigung oder Nichtberechtigung zu kümmern, und nicht selten suchen wir auch solche Akte in ihnen zu erwecken, trotzdem wir von ihrer Nichtberechtigung überzeugt sind. Daraus aber ergebe sich die Einschränkung, daß man von den Emotiven nicht immer sagen könne, sie stellten etwas dar, sondern daß dies nur soweit gelte, als sie ›von der Absicht getragen sind, anderen etwas als gut an- oder als schlecht abzubefehlen‹ (375).

Diese Einschränkung, die der letzte Satz enthält, wird Marty wohl sehr weit treiben müssen, wenn er nicht mit alltäglichen Er-

fahrungen in Konflikt geraten will. Denn wenn man Umschau hält unter unseren Wunsch-, Befehls-, Fragesätzen etc., so wird man doch wohl finden, daß es höchstens in einer verschwindenden Minderheit von Fällen überhaupt in Frage kommen kann, ob wir es in ihnen auf einen Wert abgesehen haben oder nicht. Meist wird wie in den Sätzen: mach das Fenster zu! oder: wo treffen wir uns? keine Spur von einer Berufung auf einen Wert zu entdecken sein, an dem die (sittliche) Berechtigung des kundgegebenen oder beabsichtigten Aktes erhärtet werden könnte. Mag es daneben immerhin für die paar Fälle, in denen wir sittliche Gebote formulieren, dahingestellt bleiben, ob sie die Werte, auf die sie sich in letzter Instanz berufen, in analogem Sinne darstellen, wie die Aussagen ihre Sachverhalte; im allgemeinen wird sicher der Satz gelten, daß die Emotive keine Werte darstellen.

Nun hat Husserl gemeint, sie stellten etwas anderes dar, nämlich die psychischen Vorgänge im Sprecher. Dem Sachverhalt der (gewöhnlichen) Aussagen entspreche bei Wunsch- und Fragesätzen der Akt des Wünschens, der Akt des Fragens, die der Sprecher erlebt. Der Sprecher urteile also über seine Erlebnisse und gebe dieses Urteilen in jenen Sätzen kund; und so seien die Wunsch- und Fragesätze nur Aussagesätze bestimmter Art. Husserl hat sich selbst eingewendet, was er da von den Befehlen, Fragen u. s. f. behaupte, ließe sich doch auch auf die (gewöhnlichen) Aussagesätze ausdehnen, womit man dann zu der merkwürdigen Anschauung komme, auch ein Satz wie: es regnet draußen stelle eigentlich den psychischen Vorgang dar, den der Sprecher im Augenblick erlebt und müsse demnach umschrieben werden mit: ich urteile, daß es draußen regnet. Demgegenüber hat dann Husserl darauf aufmerksam gemacht, daß hier der umschreibende Satz dem ursprünglichen keineswegs äquivalent sei, denn er könne ja wahr sein, während der andere unwahr sei, und umgekehrt. Das gelte aber von den Befehls-, Wunsch- und Fragesätzen nicht. Marty bestreitet das nicht, fügt aber hinzu, das komme nur daher, weil eben die ursprünglichen Wunsch- und Fragesätze überhaupt nicht wahr und nicht falsch sein könnten.

Und darin ist er offenbar im Recht. Wenn aber, dann dürfte die Anschauung Husserls kaum mehr haltbar sein, denn etwas, auf das die Prädikate wahr und falsch nicht anwendbar sind, dürfte doch etwas anderes sein als etwas, auf das sie es sind. Was aber dann? Da wird es doch das nächste sein zu sagen, die Befehls-, Wunsch- und Fragesätze stellen überhaupt nichts dar. Sie geben etwas kund, und sie üben einen bestimmten Einfluß auf den Hörer aus (d. i. nach Marty: sie bedeuten etwas), aber jener Beziehung zu

etwas Objektivem, welche das Wesen des Darstellens ausmacht, ermangeln sie[1]). Der Ref. meint, diese Annahme enthebe uns endlich aller Schwierigkeiten; und warum sollte es keine Sätze geben, denen eine Darstellungsfunktion nicht zukommt? Wenn man einmal eingesehen hat, daß es Worte gibt, von denen das gilt, dann wird man es auch bei Sätzen für möglich halten.

Mit Wundt stimmt Marty in der Sonderstellung der Emotive überein; dagegen billigt er es nicht, daß Wundt die Fragesätze als Zwischengebilde auffaßt, die etwas vom Aussagesatz und etwas vom Wunschsatz in sich vereinigen. Jeder Fragesatz, lehrt Wundt, äußert einen Wunsch und enthält auch eine (vollständige oder unvollständige) Aussage (eben die, welche der Sprecher zu erhalten wünscht). Dazu bemerkt Marty, dieses Enthaltensein einer Aussage könne ebensogut in echten Wunschsätzen vorkommen. In dem Satz: ›Bitte haltet den Dieb! ist implicite nicht bloß angedeutet, daß da einer flüchtet, sondern auch, daß er ein Dieb sei‹ (378). Das wird man wohl zugeben müssen. Aber sollte die ›implicierte‹ Aussage in Fragesätzen nicht doch eine andere Funktion in dem Gesamtprozeß der Mitteilung ausüben, als diese ›implicierten‹ Aussagen der Wunschsätze? In dem Satze: ist das Fenster geschlossen? ist die nahegelegte Aussage das Ziel, das der Sprecher im Auge hat; in dem Satze: mach das Fenster auf! dagegen spielt die implicierte Aussage doch sicherlich eine ganz andere Rolle.

Wie die Emotive verstanden werden, darauf dünkt Marty die Antwort ›einfach‹ zu sein. ›Zum Verständnis genügt . . . allgemein gesprochen die Vorstellung und das Wissen, welches Interessephänomen zu suggerieren für gewöhnlich ihre primäre Bestimmung sei‹ (382). Der Ref. hat die Ueberzeugung, daß die Sachlage nicht so einfach bleibt, sobald man sich mit solchen unbestimmten Andeutungen nicht mehr begnügt, sondern sich bestimmtere Fragen stellt.

3. Von den Vorstellungssuggestiven behandelt Marty nur die Gruppe der Namen ausführlicher. ›Es sind dies diejenigen, welche wahrhaft als subjektischer Bestandteil in einer prädikativen Verbindung fungieren oder fungieren können‹ (383). Das sind Sprachmittel wie ›ein Mensch‹, ›ein gleichseitiges Dreieck‹, ›Rotes-Rundes‹, ›alle Hände voll zu tun haben‹ u. s. f.

Die Namen geben in der Regel ein Vorstellen des Sprechers kund, das bedarf keiner weiteren Erörterung. Dagegen enthält die Bedeutungsfunktion der Namen manches Beachtenswerte. Nicht alle Vorstellungen, lehrt Marty, sind durch Namen ›mitteilbar‹, sondern

1) Soweit sie Namen oder Urteile enthalten, kommt ihnen natürlich diese Beziehung zu, aber das bleibt hier ja außer Betracht.

nur solche, die nicht Anschauungen sind. Die Anschauungen aber deshalb nicht, weil sie ›ins Unendliche variieren können‹, ›von sprachlicher Mitteilung im strengen Sinne [aber] nur soweit die Rede sein kann, als durch sie ein gleiches psychisches Erlebnis im Hörer erzeugt wird wie im Sprechenden‹ (433). Dagegen dürfte sich denn doch manches einwenden lassen. Zunächst wird man sich daran erinnern, daß in der Definition des Begriffs ›Bedeutungsfunktion‹ von dieser Gleichheit nicht die Rede war; da kam es nur auf die Absicht des Sprechers an und darauf, daß er diese Absicht erreicht. Und wenn man sagen wollte, diese Absicht müsse wegen der ›Variierbarkeit ins Unendliche‹ bei den Anschauungen unbestimmt bleiben, dann wäre das kaum verständlich. Ist denn nicht jedes psychische Phänomen, auf das überhaupt irgend eine Mitteilungsabsicht gehen kann, ›ins Unendliche variierbar‹ schon als konkreter psychischer Vorgang? Und wenn nun die Bedeutungsabsicht irgend eines Sprechers bei einem Namen doch einmal auf eine bestimmte Anschauung ginge? Dann wäre durch dies eine Faktum jedenfalls die Behauptung Martys widerlegt ›Unter dieser Voraussetzung können[1]) also die Namen ... nur Vorstellungen zu erwecken intendieren, die nicht Anschauungen sind‹ (433 f.). Marty würde wohl sagen, wer eine solche Absicht hegen sollte, der würde sie nicht erreichen. Nun, das hinge doch wohl in erster Linie von dem Gedächtnismaterial des Hörers ab; befindet sich unter ihm die Anschauung, auf welche der Sprecher abzielt, warum sollte der Name nicht gerade die richtige reproduzieren können? Also nicht die ›unendliche Variierbarkeit‹ der Anschauungen, sondern ganz andere Dinge kämen da zunächst in Betracht.

Etwas anderes ist natürlich die Frage, ob die Namen in der Regel bestimmt sind, Anschauungen im Hörer zu erwecken und ob sie das erreichen oder nicht. Wenn Marty in diesem Sinne den anschaulichen Vorstellungen eine bescheidene Rolle zuschreiben würde, dann könnte er sich auch auf die Erfahrung berufen, die man bei bestimmten psychologischen Experimenten machen konnte. Nur muß man aus der Tatsache keine Notwendigkeit konstruieren wollen.

Wie verhält es sich denn mit der Darstellungsfunktion der Namen? ›Vor allem spricht man allgemein nicht bloß von etwas, was der Name bedeutet, sondern auch von etwas, das er nennt, und es frägt sich, wie sich dies zu dem Bedeuteten verhalte‹ (385). Marty wendet sich gegen die Anschauung, die man etwa hegen könnte, die Namen nennen die wirklichen Gegenstände und bedeuten die immanenten. Denn erstens hält Marty den Begriff des immanenten Gegenstandes überhaupt für eine Fiktion, und zweitens würde er,

1) Dort nicht gesperrt.

selbst wenn es so etwas wie einen immanenten Gegenstand gäbe, sein Verhältnis zu dem Namen nicht für das des Bedeuteten zum Bedeutenden halten. Auf die sehr ausführliche Begründung, die Marty diesen Thesen beigibt (S. 385—433), soll hier nicht eingegangen werden. Was er nun aber Positives zu der aufgeworfenen Frage zu sagen weiß, ist dem Ref. nicht in allen Punkten klar geworden. Wenn man mit Marty sagt, die Namen nennen die (transzendenten) Gegenstände, dann denkt man doch wohl, damit sei ein Analogon zu dem Satz ausgesprochen, eine Aussage stelle ihren Sachverhalt sprachlich dar; und man denkt sich ferner, genannt werden, bezeichnet werden, könne jeder Gegenstand, denn alles, worauf man bezogen sein kann, kann doch auch dadurch fixiert und von anderem unterscheidbar gemacht werden, daß man ihm ein besonderes (sprachliches) Zeichen beilegt[1]).

Das letztere läßt indes Marty nicht gelten. Er erklärt: ›wenn auch diejenigen zu weit gehen, welche sagen, daß nur Wirkliches genannt sein könne, so ist doch soviel richtig, daß dazu wenigstens nur das gehört, was ohne Widerspruch wirklich sein könnte‹. Und auch jene Analogie zwischen dem Gegenstande und dem Namen einerseits und dem Sachverhalt und der Aussage auf der anderen Seite soll keine vollständige sein. Denn beim Gegenstand gäbe es ja kein Pendant zu dem Anerkennen oder Verwerfen auf dem Gebiet des Urteilens. Dieser Begründungssatz gibt uns schon einen Hinweis darauf, daß Marty mit dem ›Nennen‹ offenbar noch etwas anderes mit im Auge haben muß, als wir. Und die Begründung, die er der eben zitierten Behauptung: genannt werden können nur wirkliche Gegenstände etc., hinzufügt, führt noch etwas weiter. Er schreibt: ›Denn nur hier [bei den wirklichen Gegenständen] hat es einen Sinn zu sagen, es sei unvollständig vorgestellt und so auch, es sei durch einen Namen genannt, dessen Bedeutung den Gegenstand nicht erschöpft‹ (437). Hier meint Marty offenbar den Akt der Nennung. Bei diesem Akt ist dem Sprecher mehr von dem Gegenstand bewußt als das, worauf der Name im engeren Sinn geht. Das scheint er bei der ›Unvollständigkeit‹ in dem eben zitiertem Satz im Auge zu haben; und dasselbe möchte er wohl auch treffen bei der Unterscheidung des Gegenstandes im engeren und Gegenstand im weiteren Sinn (oder des Genannten im engeren und weiteren Sinn).

Nun frägt man natürlich, wie dies Engere und Weitere sich von einander abheben. Und darauf wird man versucht sein, die Antwort zu geben: das sei überhaupt nur dadurch möglich, daß man verschiedene

1) So allgemein gilt dies von allen Gegenständen, daß Marbe es geradezu zur Grundlage einer (Nominal-)Definition des Terminus Gegenstand machen konnte. (Vgl. Viertelj. f. wiss. Philos. 30 (1906) S. 465 f.).

Akte des Nennens, in welchen derselbe Name fungiert, mit einander vergleicht. Da wird sich zeigen, daß nicht in allen diesen Nennungen vollständig derselbe Gegenstand wiederkehrt, sondern daß es einen ganzen Bereich von Gegenständen gibt, welche der Name innerhalb einer gewissen Sprachgemeinschaft zu nennen vermag. All diese Gegenstände aber enthalten gemeinsame Seiten oder Merkmale, und dieses Gemeinsame könne man wohl dann als das Genannte im engeren Sinne fassen. Aber es wird nun kaum jemand darauf verfallen zu meinen, jenes Gemeinsame hebe sich auch im Bewußtsein des Sprechers in dem einzelnen Fall der Nennung von dem übrigen ab, was außerdem noch mit bewußt ist. Marty jedoch scheint dieser Meinung zu sein und den alten Satz: die Namen nennen ihre Gegenstände unter Vermittlung von Begriffen (mediantibus conceptibus), in diesem Sinne zu verstehen.

Es soll nicht bestritten werden, daß es besondere Fälle gibt, in denen man von einer derartigen Trennung sprechen kann. Wenn jemand z. B. bei einem bestimmten Gegenstand sich überlegt, welchen Namen man ihm geben könne, oder wenn er sich in dem umgekehrten Fall überlegt, welche Gegenstände mit einem gegebenen Namen wohl gemeint sein können, dann wird sich ihm jenes Gemeinsame wohl irgendwie als eine Art Prüfungsmaßstab aus dem übrigen, was ihm mitbewußt ist, abheben. Aber das gilt doch sicher nicht von den Akten des gewöhnlichen Nennens, etwa innerhalb einer Rede. Und es dürfte daher viel zu weit gehen, wenn Marty (wie es scheint, in diesem von uns kritisierten Sinne) schreibt: ›So z. B. nennt der Name Mensch diesen oder jenen einzelnen Menschen; er bedeutet aber den Inhalt der allgemeinen Vorstellung 'Mensch'‹ (507 f.) [1]).

Der Schlüssel zu dieser Anschauung aber (die noch einmal nicht als die klar hervortretende Meinung Martys hingestellt werden soll, sondern nur als das, was der Ref. aus der Fülle seiner Unterscheidungen glaubt herauslesen zu können) scheint in dem zu liegen, was Marty über die ›Benennung‹ der Gegenstände in wieder einem anderen Sinn des Wortes Benennung, nämlich im Sinne der N a m e n g e b u n g, wie sie ein Volk im Laufe seiner Entwicklung vollzieht, zu sagen weiß. Einer solchen Namengebung liegt ein gewisses (natürlich nicht klar bewußtes) System von Auffassungsweisen der Gegenstände zugrunde. Und wenn man meint, diese Auffassungsweisen müßten sich auch im Bewußtsein der die Sprache nicht schaffenden sondern

1) Noch ist zu bemerken, daß Marty bald den Umfang bald den Inhalt des ›Genannten‹ und des ›Bedeuteten‹ mit einander vergleicht und dementsprechend jenes bald das (umfangs-)weitere, bald das (inhalts-)engere [statt inhalts ä r m e r e] nennt.

nur benützenden Individuen noch nachweisen lassen, dann kann man leicht zu jener Behauptung von der aktuellen Mittlerrolle der Begriffe kommen. Marty hätte dem Leser das Verständnis seiner Ausführungen über die Namen um vieles erleichtert, wenn er ausdrücklich all diese Dinge auseinander gehalten und im Einzelfall immer angegeben hätte, was er mit ›Nennung‹ meine. Eine Berechtigung der Behauptung, nur Wirkliches, oder was ohne Widerspruch wirklich sein könnte, könne ›genannt‹ werden, wird freilich wohl aus keiner dieser Fassungen zu gewinnen sein.

Zwei Unterscheidungen, die Marty bei den Akten des Vorstellens durchführt, seien hier nur noch kurz erwähnt. Er stellt dem eigentlichen ein uneigentliches und dem deutlichen ein konfuses Vorstellen gegenüber. Uneigentlich nennt Marty z. B. die Vorstellungen, die der Blindgeborene nach Beschreibungen sich von den Farben zu machen vermag, und so auch alle Vorstellungen, die ihren Gegenstand nur ›nach gewissen Propria, Relationen und relativen Bestimmungen‹ erfassen (458). Es gibt Grade der Uneigentlichkeit; wenn man sich z. B. einen Vorgang als die Ursache dieses oder jenes anderen Vorganges vorstellt, dann ist das in geringerem Grad uneigentlich, als wenn man ihn nur als den so oder so bezeichneten sich vorstellt. Bedeutsam werden die uneigentlichen Vorstellungen dadurch, daß sie in vielen Operationen als Surrogate für die eigentlichen funktionieren können. Marty meint, das sei deshalb möglich, weil sie denselben Umfang besäßen wie ihre eigentlichen. Allgemein dürfte das indes nicht richtig sein; sondern nur, wo es auf den Umfang ankommt, z. B. in wirklichen Umfangsurteilen (S gehört zu P) gründet sich die Vertauschbarkeit auf die Umfangsgleichheit. In vielen anderen Fällen dagegen können wir uns deshalb mit uneigentlichen Vorstellungen begnügen ohne Gefahr zu laufen, Fehler zu begehen, weil es uns im Zusammenhang nur auf die Relationen ankommt, die ihren Inhalt ausmachen.

Marty versäumt es nicht, die Uneigentlichkeit des Vorstellens von den Erscheinungen, die er als die figürlichen inneren Sprachformen bezeichnet hat, zu unterscheiden. Die letzteren gehören gar nicht zu den Bedeutungserlebnissen, sondern sollen nur zu ihnen hinführen; die uneigentlichen Vorstellungen dagegen vertreten die eigentlichen, wo diese gar nicht erweckt werden. Pointiert tritt diese Verschiedenheit dort hervor, wo ein Sprachmittel zunächst eigentliche Vorstellungen erweckt, diese aber nur die Funktion (der inneren Sprachform) haben, zu einer uneigentlichen Vorstellung des wirklich gemeinten hinzuführen. So mag der Ausdruck: Löwe des Salons zuerst eine

(eigentliche) Vorstellung des Raubtiers hervorrufen, dagegen das, was gemeint ist, nur uneigentlich vorgestellt bleiben.

Die Tatsache, daß Sprecher und Hörer beide uneigentliche Vorstellungen, und zwar zwei verschiedene uneigentliche Vorstellungen desselben Gegenstandes erleben können und die Mitteilung dann doch nicht mißverstanden zu sein braucht, macht Marty einige Erklärungsschwierigkeiten. Er schreibt: ›Würden wir ... den Inhalt der Surrogatvorstellungen als die Bedeutung des Namens bezeichnen, dann wären Namen wie ... Tausend, Million u. s. w., die wir doch für eindeutig erklären, in Wahrheit mannigfach vieldeutig‹ (463), und er meint, da bliebe nichts übrig als die vertretene Vorstellung, die also ›weder der Sprechende noch der Hörende besitzt‹ (ibid.) als die Bedeutung des Namens im engeren Sinn des Wortes zu bezeichnen. Man wird diesen Ausweg kaum für befriedigend erklären können und finden, daß da die Husserlsche Unterscheidung von bedeutungverleihenden und erfüllenden Akten den Tatsachen doch viel besser gerecht zu werden vermag.

Eine konfuse Vorstellung liegt nach Marty vor, wenn man sich z. B. bei ›Quadrat‹ nur vorstellt: gewisse regelmäßige Figur; auch da findet er Grade der Konfusion resp. Deutlichkeit.

Von dem Verstehen der Namen weiß uns Marty wieder nur recht wenig zu berichten. Er schlägt vor, man solle von einem Verstehen im engeren Sinn oder einem absoluten Verstehen nur dann sprechen, wenn im Hörer eine eigentliche Vorstellung erweckt wurde im Gegensatz zu dem relativen Verstehen bei uneigentlichen Vorstellungen.

Damit dürfte denn im Wesentlichen das, was Marty über die Autosemantika lehrt, erschöpft sein. Der folgende Band seines Werkes soll mit einer Erörterung der Synsemantika beginnen. Andeutungen über das, was dort ausgeführt werden soll, bringt ein Schlußkapitel: ›Allgemeines über die verschiedenen Klassen synsemantischer Zeichen‹. ›Es gäbe keine [Synsemantika], wenn die Sprachen nicht syntaktisch gebildet wären‹, d. h. wenn nicht Zeichenkombinationen gebildet würden, ›die als Ganzes ... eine Funktion haben, welche den einzelnen Elementen für sich nicht zukommt‹ (533). Die Entstehung einer derartigen Sytaxe setzt unter anderem voraus ein ›Vermögen des Menschen, die mitzuteilenden psychischen Phänomene und ihre Inhalte zu analysieren‹ (534). Bei derartigen Analysen stieß man dann auf Momente an den psychischen Phänomenen, die nicht mehr für sich, sondern nur noch in Anlehnung an das ganze Phänomen mitteilbar waren. Ordnete man diesen Momenten besondere Sprachmittel zu, so waren damit Synsemantika geschaffen.

War nun diese Zerlegung der psychischen Phänomene eine natürliche, dann will Marty die ihr entsprungenen Synsemantika logisch begründete nennen, war sie eine nur scheinbare (fiktive) Zerlegung, dann sollen sie logisch nicht begründete heißen. Zu der letzten Gruppe sind auch andere Synsemantika zu rechnen, die nicht dem Bedürfnis nach Zerlegung sondern einem gewissermaßen entgegengesetzten Bedürfnis, nämlich dem nach Zeichenersparnis, ihre Entstehung verdanken. ›Wo kürzend zusammengefaßt wird, wird ja auch getrennt, und wenn dabei die natürlichen Linien der Struktur des Auszudrückenden nicht eingehalten werden, wenn vielmehr die Sprache ... sich willkürliche Durchschneidungen und Einkerbungen gestattet, so entstehen auch hier Synsemantika, welche logisch nicht begründet sind‹ (539). Die logisch begründeten Synsemantika wird dann Marty weiter einteilen in solche, die eine Vorstellung, solche, die ein Urteil, und solche, die ein Phänomen des Interessenehmens mitbedeuten helfen.

Ein Anhang: ›Zu Wundts Lehre vom regulären und singulären Bedeutungswandel und seiner Kritik der 'teleologischen Sprachbetrachtung'‹ (S. 543—738) enthält eine detaillierte Auseinandersetzung Martys mit Wundt über alle Fragen des Bedeutungswandels, die nach dem Ursprung der Sprachen und eine Reihe anderer. Auf all das hier einzugehen, scheint dem Ref. nicht geboten.

Würzburg K. Bühler

Kant und die Naturwissenschaft. Von **Edm. König**. (Aus: Die Wissenschaft, Sammlung naturwissenschaftlicher und mathematischer Monographien, 22. Heft.) Braunschweig, Vieweg und Sohn 1907. VI, 232 S. 6 M.

Die vorliegende Schrift stellt sich die Aufgabe, die naturphilosophischen Lehren Kants in ihrer Bedeutung für die gegenwärtige Lage der Naturwissenschaft darzustellen. Ohne von vornherein in den schwebenden Streitfragen für oder wider Kant Partei zu nehmen, geht der Verfasser vielmehr überall von einer unbefangenen Vergleichung der modernen naturwissenschaftlichen Theorieen mit den Ergebnissen der kritischen Philosophie aus. Diese Unbefangenheit, sowie eine in diesem schwierigen Grenzgebiete wohl selten anzutreffende, nach beiden Richtungen hin gleich ausgebreitete Sachkenntnis, verbunden mit einer äußerst glücklichen und klaren Darstellungsweise, geben dem Buche einen in wissenschaftlicher und didaktischer Hinsicht gleich hohen Wert und sichern ihm, wie man auch im einzelnen über seine Ergebnisse denken mag, einen hervor-

ragenden Platz in dem von dilettantischen Produktionen aller Art überfluteten Gebiete der Naturphilosophie.

Zur Charakteristik des allgemeinen Ergebnisses der sehr sorgfältigen Einzeluntersuchungen mag zunächst der Hinweis genügen, daß der Verf. den bei der Mehrzahl unserer philosophierenden Naturforscher heute herrschenden Empirismus ablehnt und sich auf den Boden des Kantischen Kritizismus stellt, dabei aber die einzelnen Resultate der Kantischen Naturphilosophie in mehrfacher Hinsicht zu berichtigen und dem veränderten Stande der Wissenschaft anzupassen sucht.

Es scheint uns, daß der Verf. hierbei seinen Zweck, die lange verkannte Bedeutung der kritischen Philosophie für die Naturwissenschaft geltend zu machen, auf das glücklichste erreicht und sich dadurch ein unschätzbares Verdienst um die beiden beteiligten Wissenschaften erworben hat. Der überhandnehmende Empirismus in der Naturforschung wäre nicht die ernsthafte Gefahr, die er tatsächlich darstellt, wenn er nicht — in einem seinen Vertretern unbewußten Uebergange — durch die allmähliche Aufhebung aller vernünftigen Kriterien bald in einen ihm auf den ersten Blick wenig verwandt erscheinenden Mystizismus umschlüge, wie sich dieser z. B. schon auf biologischem Gebiete unverkennbar geltend macht. So möchten wir denn auch der eingehenden Kritik, die der Verf. den verschiedenen in der Biologie wieder um sich greifenden vitalistischen Tendenzen widmet, besonderen Wert beilegen.

Je mehr wir uns aber mit dem Verf. in der Ueberzeugung einig wissen, daß nur von einer gesunden Fortbildung des Kantischen Kritizismus das Heil für die Naturphilosophie zu erwarten ist, desto mehr müssen wir es bedauern, daß er gerade die unserer Meinung nach bedeutendsten Vorarbeiten, die bisher in dieser Richtung vorliegen, für seine Zwecke ungenutzt gelassen hat. Wir meinen einmal die von Fries und Apelt ausgegangene Neubegründung und Fortbildung der Kantischen Naturphilosophie und deren Anwendung auf die mathematischen und induktiven Wissenschaften, und andererseits die ähnlich gerichteten Bestrebungen Whewells. Die Schuld an dieser Unterlassung trifft allerdings wohl ausschließlich die Historiker der Philosophie, die, größtenteils noch heute unter dem Einflusse der Hegelschen Schule stehend, es verschuldet haben, daß jene für die kritische Naturphilosophie wertvollsten Leistungen, die freilich von Naturforschern ausgegangen sind, in völlige Vergessenheit geraten und aus der historischen Ueberlieferung so gut wie ganz gestrichen worden sind. Um so größere Beachtung scheint es uns zu verdienen, daß sich die vom Verf. vorgenommenen Ergänzungen und Berichtigungen

der Kantischen Lehren in wichtigen Punkten mit der bereits von Fries vollzogenen Fortbildung dieser Lehren decken. In mehreren anderen, nicht weniger wichtigen Punkten scheinen uns dagegen die Ausführungen Königs hinter dem schon von seinen Vorgängern Geleisteten zurück zu bleiben; und eine Berücksichtigung und Würdigung der Arbeiten dieser letzteren dürfte daher nicht nur der Forderung historischer Gerechtigkeit entsprochen haben, sondern auch im Interesse der Behandlung der Probleme selbst zu wünschen gewesen sein. Es mag uns gestattet sein, diese letzte Behauptung an einigen Beispielen zu erläutern.

›Vielleicht‹, heißt es in der Einleitung des Buches (S. 6), ›möchte man einwenden, daß der Ruf: 'Zurück zu Kant' in der Philosophie selbst längst verklungen sei, und daß dem Naturforscher doch nicht zugemutet werden könne, sich in ein System zu vertiefen, das der Vergangenheit angehöre.‹ Mit Recht weist der Verf. diesen Einwurf durch den Hinweis zurück, daß die Philosophie seit Kant nicht einen geradlinigen Fortschritt, sondern eine Anzahl divergierender Richtungen zeigt und daß deshalb, wer nicht kritiklos eine dieser Richtungen bevorzugen will, die von Kant aufgeworfenen Probleme selbständig von neuem durcharbeiten müsse, ehe er sich für die eine oder andere der neuen Schulen entscheidet. Uns scheint aber, daß, wenn schon eine Bekanntmachung des naturwissenschaftlichen Lesers mit den Grundgedanken der Kantischen Erkenntnislehre vor dem Eintreten in das eigentliche naturphilosophische Gebiet nicht entbehrt werden kann, eine Beschränkung auf die für das Verständnis der kritischen Naturphilosophie notwendigen Teile der Lehre um so mehr geboten ist, wenn das darüber Hinausliegende nicht der strengsten Kritik stand zu halten vermag. Wer an philosophische Lehren den Maßstab ›exakter mathematischer Methodik‹ zu halten gewohnt ist, der wird sich kaum durch die Darlegungen des Verfassers davon überzeugen lassen, daß die Art, wie Kant in der Kritik der reinen Vernunft seine ›sämtlichen‹ grundlegenden Annahmen über die Bedingungen der Möglichkeit der Erfahrung entwickelt, als ein ›Beispiel exakter Methodik in logischer Hinsicht dem mathematischen Schlusse von einem bestimmten Sachverhalte auf seine notwendigen und hinreichenden Bedingungen vollkommen an die Seite gestellt werden kann‹. (S. 44.) Als einer der für den Naturforscher wichtigsten Bestandteile dieser Kantischen Lehren gilt dem Verf. die ›Verbindung des Apriorismus mit dem Idealismus‹ (S. 64), ein Lehrstück, das unseres Erachtens nicht nur zu den am wenigsten solide begründeten Teilen der Kritik der reinen Vernunft gehört, sondern auch — glücklicherweise — auf die Grundlegung der Kanti-

schen Naturphilosophie von gar keinem Einfluß ist. Die Schwäche dieses Lehrstücks tritt auch in der Königschen Darstellung unverkennbar hervor, und zwar zunächst schon darin, daß aus derselben nicht mit Deutlichkeit hervorgeht, wie diese ›Verbindung des Apriorismus mit dem Idealismus‹ zu denken ist. S. 64 heißt es:

›Der Idealismus Kants unterscheidet sich gerade dadurch sehr wesentlich von demjenigen Berkeleys, Humes und der heutigen Phänomenalisten, daß die Idealität des gesamten Erfahrungsinhaltes nicht als eine evidente oder aus den Bedingungen der sinnlichen Wahrnehmung zu erschließende Wahrheit von vornherein eingeführt wird, sondern sich erst im Verlaufe der Untersuchung ergibt, weil die erkannte Apriorität der Formen des objektiven Seins seine realistische Deutung ausschließt.‹

Hiernach wäre der Kantische Idealismus eine Folgerung aus der Lehre von der Apriorität der Formen des Anschauens und Denkens. Im geraden Gegensatz hierzu erscheint aber dieser Idealismus als eine unmittelbar im Ausgangspunkt des Kantischen Denkens eingeschlossene Voraussetzung, wenn es z. B. heißt:

›Die Auffassungsweise, welche Kant die dogmatische nennt, basiert auf der Voraussetzung, daß die Objekte der Erkenntnis als 'Dinge an sich', d. h. unabhängig von jeder Beziehung auf ein erkennendes Subjekt, existieren‹, wogegen ›der Kritizismus grundsätzlich alles Wirkliche zunächst als das nimmt, als was es gegeben ist, nämlich als Bewußtseinsinhalt.‹ (S. 36, 38.) Ebenso, wenn (S. 46) gesagt wird, daß ›nach dem ersten Prinzip des Kritizismus jedes Erfahrungsobjekt die Bedeutung eines Bewußtseinsobjekts und nicht die eines Dinges an sich hat‹. — Wir wollen diese beiden Auffassungen gesondert betrachten.

Da vermissen wir zunächst eine eindeutige Definition der Apriorität. Nach S. 40 scheint es, daß unter ›a priori‹ dasjenige verstanden werden soll, das seinen Ursprung nicht in der Empfindung hat. Wie gelangen wir aber, wenn wir diesen Begriff der Apriorität zu Grunde legen, zu dem Satze von der Idealität des a priori Erkannten? Der Beweis, den die ›transzendentale Aesthetik‹ für diesen Satz führt, stellt sich, wie der Verf. (S. 41) selbst bemerkt, ›im Anfang‹ auf den Standpunkt des gewöhnlichen Realismus; er macht ›dogmatisch‹ (S. 41) die stillschweigende Voraussetzung, daß es Dinge an sich gibt, die uns affizieren und durch solche Affektion Empfindungen in uns erregen, und daß eine solche Affektion durch die Dinge an sich die notwendige Bedingung objektiv-gültiger Erkenntnis ist. Aus diesen Voraussetzungen folgt denn freilich, daß, wenn uns das empfundene Mannigfaltige in gewissen Formen geordnet

erscheint, diese (nur a priori erkennbaren) Formen nicht den Dingen an sich zukommen können. — Offenbar sollen wir nach der Ansicht des Verfassers in dieser Beweisführung nur eine vorläufige argumentatio ad hominem sehen. Und in der Tat springt ihre Unzulänglichkeit in die Augen, wenn man bedenkt, daß die Konsequenz, die er selbst aus dem bewiesenen Satze zieht, daß nämlich ›der Begriff des Dinges an sich vollkommen entbehrlich ist‹ (S. 58), die Voraussetzung des Beweises wieder aufhebt.

Dieser Mangel kann aber auch nicht durch die Betonung der ›inneren Ungleichartigkeit des formalen und des materialen Bestandteils der Bewußtseinsinhalte‹ (S. 41) ergänzt werden. Denn daß ›in dem letzteren [1]) eine unübersehbare Mannigfaltigkeit und ein beständiger Wechsel herrscht‹, während ›die Form etwas Feststehendes ist, das alle Bewußtseinsinhalte gleichmäßig durchzieht‹, sagt doch nur aus, was schon in den Begriffen ›Materie‹ und ›Form‹ liegt, und man sieht nicht, inwiefern ›hieraus zu schließen‹ sei, daß ›höchstens die Empfindung, keinesfalls aber die Anschauungs- und Denkformen‹ zu den Dingen an sich ›in irgend welcher Beziehung stehen können‹. (S. 41 f.)

In der Tat wird alsbald zugestanden, daß wir ›den Ursprung dieser Formen keineswegs im empirischen Subjekt, im individuellen persönlichen Ich‹ zu suchen haben, dem sie vielmehr ›ebenso gegeben‹ seien ›wie die ganze gegenständliche Außenwelt, die in ihnen geordnet erscheint‹. (S. 42.) Nur daß sie auch dem ›transzendentalen Subjekt‹, dem ›unpersönlichen Bewußtsein‹ ›gegeben, d. h. von ihm unabhängig‹ seien, haben wir keinen Grund anzunehmen, ›wenn auch vielleicht die bisher angedeuteten Gründe noch keinen zureichenden Beweis des Gegenteils darstellen‹. — Hierzu ist zunächst zu bemerken, daß der Begriff eines ›unpersönlichen Bewußtseins‹ oder ›transzendentalen Subjekts‹ bisher noch in keiner Weise eingeführt oder definiert worden war, wir also erst recht noch keinen Grund haben, das Vorhandensein eines solchen anzunehmen und die Frage aufzuwerfen, in welchem Verhältnis die fraglichen Formen zu ihm stehen.

Es wird zwar beiläufig (S. 37) gesagt, daß ›der Begriff des Subjekts‹ bei Kant ›ein zweideutiger‹ sei, ›indem darunter einmal das logische Korrelat der Erkenntnis überhaupt, das andere Mal das psychologische Individuum verstanden‹ werde und daß ›der Philosoph

1) Im Buche steht, offenbar versehentlich, ›ersteren‹. Die Stelle würde auch dadurch leichter verständlich werden, daß das ›nämlich‹ im vorhergehenden Satze vor, statt hinter den in Kommata eingeschlossenen Nebensatz gestellt würde.

für diesen Unterschied besondere Fachausdrücke (transzendentales und empirisches Subjekt) geschaffen‹ habe. Uns ist aber weder bekannt, daß und wo Kant eine solche Unterscheidung macht, noch können wir in dem Ausdruck ›logisches Korrelat der Erkenntnis überhaupt‹ eine Verdeutlichung, geschweige denn eine Definition des fraglichen ›Fachausdrucks‹ finden.

Daß ohne die Annahme des fraglichen ›transzendentalen Subjekts‹ der Idealismus ein psychologischer sein würde, was der Gedanke des Verfassers zu sein scheint, kann doch nur dann als Grund dieser Annahme gelten, wenn der Idealismus bereits vorausgesetzt ist; wie kann man aber zu diesem Idealismus gelangen, ohne wiederum schon das ›transzendentale Subjekt‹ vorauszusetzen, wenn doch dieser Idealismus kein psychologischer sein soll? Hier scheint uns ein unauflöslicher Zirkel vorzuliegen.

Ferner aber: wenn die bisher angeführten Argumente nicht als zureichender Beweis des formalen Idealismus gelten können, so hätten sie bestenfalls den Wert von Wahrscheinlichkeitsschlüssen. Welches aber sollten die Prinzipien solcher Wahrscheinlichkeitsschlüsse sein, da doch die Induktion in dieser Art von Fragen offenbar nicht in Betracht gezogen werden kann?

Indessen, wir werden auf ›weitere überzeugende Beweise‹ verwiesen. (S. 43.) Einen solchen Beweis soll offenbar das Argument enthalten, daß, ›wo Bewußtseinsinhalte, wie in der empirischen Anschauung äußerer Objekte, bereits geformt auftreten, der Formanteil dem auffassenden Bewußtsein und nicht den aufgefaßten in ihrer qualitativen Verschiedenheit jedem Versuch der Nacherzeugung (Konstruktion) im Bewußtsein widerstrebenden Daten zuzurechnen ist‹. (S. 44.) Hier scheint uns jedoch eine petitio principii vorzuliegen. Daraus, daß der Formanteil nicht den qualitativ verschiedenen Daten, d. h. also: nicht dem nur empirisch aufzufassenden Mannigfaltigen zuzurechnen ist, kann nicht geschlossen werden, daß er dem auffassenden Bewußtsein zuzurechnen ist; es sei denn, daß man die stillschweigende Voraussetzung zu Hilfe nimmt, daß keine Erkenntnis a priori von Dingen an sich möglich sei, den Satz also, den es gerade zu beweisen gilt.

Etwas anderes ist es, wenn man, wie an gewissen Stellen die Absicht des Verfassers zu sein scheint, den Begriff der Apriorität von vornherein so definiert, daß er den der Idealität einschließt. (S. 45 wird ausdrücklich gesagt, daß ›transzendentale Apriorität‹ und ›transzendentale Idealität‹ ›dasselbe‹ seien. Ebenso wird S. 42 ›das Apriori‹ als ›Zutat des Subjekts definiert‹. Nach S. 49 f. soll hingegen wieder ein Unterschied zwischen beiden Begriffen bestehen.)

Nun wohl, dann kann gewiß aus der Apriorität auf die Idealität geschlossen werden. Aber der so erschlossene Satz ist ein bedeutungsloses analytisches Urteil. Denn um nach diesem Sprachgebrauch die Apriorität irgend einer Erkenntnis behaupten zu können, müßten wir uns schon zuvor ihrer Idealität versichert haben, und die Möglichkeit der transzendentalen Gültigkeit von nicht-empirischen Erkenntnissen wäre so wenig ausgeschlossen wie vorher. Nur der Titel ›a priori‹ dürfte ihnen nicht mehr zuerkannt werden.

Wie versucht nun der Verf., diese dritte Möglichkeit dennoch auszuschließen? ›In Wahrheit‹, sagt er, ›besteht diese dritte Möglichkeit nur für den, der noch ganz in dem Gedankenkreise des Dogmatismus befangen ist, sie verliert jeden Sinn, sobald man auf den kritischen Standpunkt hinübertritt.‹ (S. 47.) Das kommt, antworten wir, ganz darauf an, was man unter den Worten ›Dogmatismus‹ und ›Kritizismus‹ verstehen will. Definiert man, wie der Verf. an den bereits angeführten Stellen (S. 38, 46) tut, den Kritizismus als den formalen Idealismus, so verliert allerdings diese dritte Möglichkeit jeden Sinn, sobald man auf den kritischen Standpunkt hinübertritt. Aber was ist hiermit anderes gesagt, als daß in einer Lehre, die durch den Ausschluß dieser dritten Möglichkeit definiert ist, die Behauptung eben dieser Möglichkeit ausgeschlossen ist? ›Aus einem Begriffe‹, bemerkt der Verf. treffend (S. 46), ›lassen sich keine Sätze ziehen, die über das in der Definition Enthaltene hinausgehen.‹ So läßt sich denn auch nicht aus dem Begriffe einer Lehre der Satz ziehen, daß diese Lehre richtig ist. Es sei denn, daß man in Analogie zum ontologischen Gottesbeweise das Merkmal der Richtigkeit seinerseits mit in die Definition des Begriffs aufnimmt. — Der Anschein, daß der kritische Standpunkt ohne weiteres auch der richtige sein müsse, wird hier nur erweckt durch die irreführende Anwendung des W o r t e s ›Kritizismus‹, das im gewöhnlichen Sprachgebrauch die Maxime bedeutet, sich aller unbegründeten Urteile zu enthalten.

Legt man aber diesen gewöhnlichen Sprachgebrauch zu Grunde, so ist zu sagen, daß die fragliche dritte Möglichkeit keinegswegs jeden Sinn verliert, wenn man auf den kritischen Standpunkt hinübertritt. Vielmehr die entgegengesetzte Behauptung des Nicht-Bestehens oder gar der Sinnlosigkeit der fraglichen Möglichkeit wird, da sie nach unseren Nachweisungen ein unbegründetes Urteil ist, durch den Kritizismus ausgeschlossen. [1])

1) Inwiefern durch die Lehre der ›kritischen Erkenntnistheorie‹, daß es ›nur e i n e n Raum‹ gibt, ausgeschlossen wird, daß es ›eine Raumvorstellung und einen realen Raum nebeneinander‹ gibt, ist uns nicht ersichtlich. Niemand wird ja behaupten wollen, daß die Raumvorstellung, d. h. die Vorstellung des Raumes, ihrerseits ein zweiter Raum sei.

Wenn wir die bisherigen kritischen Bemerkungen zusammenfassen, so ergibt sich uns, daß wir, ohne der Frage des Realismus oder Idealismus vorgreifen zu wollen (wozu wir um so weniger berechtigt sind, als der transzendentale Idealismus, wie auch vom Verf. angedeutet wird, in der Kantischen Antinomieenlehre eine von jenen Scheinbeweisen unabhängige Stütze findet), doch eine strengere Sonderung dieses Problems von der Frage der Apriorität (im Sinne des nicht-empirischen Ursprungs gewisser Erkenntnisse) wünschen müssen, als sie der Verf. vorgenommen hat. Nur daran mag in diesem Zusammenhang noch erinnert werden, daß mit den von uns als unzulänglich erwiesenen Beweisen auch die weittragenden Konsequenzen hinfällig werden, daß die ›Ideen‹, darum weil ihre Gegenstände nicht in möglicher Erfahrung gegeben werden können, ›nur Truggebilde‹ seien und daß das ›Unbedingte, Absolute‹, darum weil es ›niemals tatsächlich aufgewiesen werden kann‹, nicht ›an sich gegeben‹ sein könne (S. 62 ff.), — falls man nämlich hier unter ›gegeben‹ die Existenz versteht und nicht, was den Satz zu einer bloßen Tautologie machen würde, das Wahrgenommenwerden. — Diese ganze Aenderung bleibt jedoch auf die Naturphilosophie ohne Einfluß; denn was den Naturforscher als solchen angeht, ist zwar allerdings die Frage, ob er die Entscheidung über die obersten seine Forschung leitenden Grundsätze von der Erfahrung zu erwarten oder einer anderen Instanz zu überlassen habe, keineswegs aber die Frage, ob die Objekte seines Beobachtens, Experimentierens und Berechnens einem transzendentalen Subjekt oder unpersönlichen Bewußtsein immanent seien oder nicht. Auch dürfte leicht die Verquickung dieser beiden Fragen den Nachteil mit sich bringen, daß der naturwissenschaftliche Leser, der von der Behandlung der zweiten Frage nicht befriedigt wird, eben damit auch die Antwort auf die erste als eine unbegründete und unbefriedigende zu verwerfen veranlaßt wird, womit am Ende nur dem Empirismus Vorschub geleistet wäre.

Wenn wir nunmehr die objektive Frage nach der Realität der Gegenstände der Erkenntnis beiseite lassen und uns den Erörterungen zuwenden, die der Verf. der subjektiven Frage nach den Quellen der Erkenntnis widmet, so tritt uns zunächst die Kantische Einteilung aller Erkenntnis in anschauliche und begriffliche entgegen. (S. 38.) Der Verf. schreibt dieser Einteilung ›fundamentale Bedeutung‹ zu, aber leider gibt er nicht an, in welchem Sinne er den Ausdruck ›Anschauung‹ verstanden wissen will. Dies hat zur Folge, daß nicht deutlich erkennbar wird, ob die fragliche Einteilung lediglich eine logische Disjunktion ist, wonach jede nicht-begriffliche Erkenntnis als solche als Anschauung zu gelten

hätte, oder vielmehr ein ›axiomatischer‹ Satz, durch den die Tatsache behauptet wäre, daß es außer anschaulicher und begrifflicher Erkenntnis keine andere geben könne. Die Entscheidung dieser Unbestimmtheit ist von der größten Tragweite für die Beurteilung der weiteren Entwickelungen des Verfassers. S. 46 wird nämlich aus der Feststellung der synthetischen Natur der geometrischen Urteile, d. h. aus der Unmöglichkeit, diese Urteile auf Begriffe zu gründen, auf ihren anschaulichen Ursprung geschlossen, und aus diesem Ergebnis werden alsbald weittragende Konsequenzen auf den Geltungsbereich der geometrischen Gesetze gezogen (S. 49), während bei den synthetischen Prinzipien des reinen Denkens trotz ihrer synthetischen Natur dieselben Konsequenzen abgelehnt werden. (S. 49 f.) Diese Prinzipien werden vielmehr auf gewisse ›vorbewußte synthetische Funktionen‹ zurückgeführt, ›welche das Mannigfaltige der Anschauung zur Einheit verbinden und dadurch Begriffe erst möglich machen‹. (S. 58.) Diese ›Funktionen‹ können, als ›vorbewußte‹, ›das Mannigfaltige der Anschauung zur Einheit verbindende‹, offenbar nicht selbst zur Anschauung gehören. Andererseits können sie, da sie ja ›Begriffe erst möglich machen‹ sollen, nicht selbst begrifflicher Art sein. Wenn wir aber sonach in diesen ›Funktionen‹ eine weder anschauliche noch begriffliche Erkenntnis anzunehmen haben, so geraten wir in Widerspruch mit der an die Spitze dieser Betrachtungen gestellten Disjunktion zwischen anschaulicher und begrifflicher Erkenntnis. — Vielleicht liegt hier jedoch ein bloßer Wechsel im Sprachgebrauch vor, und während in jener Disjunktion unter ›Anschauung‹ alle nichtbegriffliche Erkenntnis als solche verstanden war, wozu also auch die vorbewußten synthetischen Funktionen zu rechnen sind, ist in den weiteren Ausführungen, dem gewöhnlichen Sprachgebrauch gemäß, mit dem Ausdruck ›Anschauung‹ der Begriff einer unmittelbar bewußten Erkenntnis zu verbinden, wozu natürlich die vorbewußten synthetischen Funktionen nicht gehören können. Durch eine solche Interpretation läßt sich allerdings der Widerspruch zwischen der fraglichen Disjunktion und der Annahme der vorbewußten synthetischen Funktionen beseitigen, aber es ist wohl zu beachten, daß dabei jene Disjunktion zu einem leeren analytischen Urteil wird, das es nicht erlaubt, wie der Verf. tut, aus der synthetischen Natur der geometrischen Urteile ohne weiteres auf ihren anschaulichen Ursprung zu schließen, wenn dabei das Wort ›Anschauung‹ in jenem zweiten Sinne genommen wird, wonach der Ursprung der ebenfalls synthetischen Urteile des reinen Verstandes nicht in der Anschauung liegen soll. Wir möchten deshalb vorschlagen, jene mißliche Disjunktion lieber ganz fallen zu lassen, da sie, soweit sie überhaupt als gehaltvoll

gelten kann, mit den eigenen weiteren Ausführungen des Verfassers in Widerspruch steht.

Wenigstens scheinen uns diese weiteren Ausführungen jener Disjunktion gegenüber das weitaus Wertvollere zu sein. Ja wir möchten in diesen freilich nur sehr knappen Ausführungen über den Unterschied der ›Reflexion‹ vom ›transzendentalen Verstande‹ (S. 58 f.) eines der Hauptverdienste der Königschen Schrift erblicken. Es ist dies einer jener Punkte, an denen der Verf. sich — hier allerdings ohne es selbst auszusprechen oder vielleicht auch nur zugeben zu wollen — ziemlich wesentlich von der urkundlich belegbaren Kantischen Lehre entfernt, obwohl seine Ausführungen, wie auch wir meinen, durchaus in der Linie einer konsequenten Ausgestaltung des bedeutsamsten Bestandteils der Kantischen ›transzendentalen Deduktion‹ verlaufen. Zugleich ist dies einer der Punkte, an denen sich die vom Verf. vollzogene Weiterführung Kantischer Gedanken mit der schon von Fries in seiner ›Neuen Kritik der Vernunft‹ entwickelten Theorie berührt. Nur daß bei Fries derselbe Grundgedanke bereits von jener unglücklichen Verquickung mit den Hypothesen vom formalen Idealismus und vom transzendentalen Subjekt befreit und dadurch an sich klarer und in der Darstellung einleuchtender auftritt.

Ohne auf diesen verwickelten Teil der in mehr oder weniger engem Anschluß an Kants transzendentale Deduktion und transzendentale Beweise gehaltenen Ausführungen des Verfassers näher einzugehen — wobei wir besonders die Darstellung dieser ›Beweise‹ (S. 53, 56 ff.) in mancherlei Hinsicht zu beanstanden hätten [1]) —, mag in diesem Zusammenhange nur noch darauf hingewiesen werden, daß eine für die Naturphilosophie höchst bedeutsame Entdeckung der Kritik der reinen Vernunft in der Darstellung des Verfassers nicht die Berücksichtigung und Würdigung erfahren hat, die sie unseres Erachtens erfordert, wenn nicht in der kritischen Grundlegung der Naturphilosophie an der entscheidenden Stelle eine Lücke bleiben soll. Es handelt sich um die Frage der Anwendbarkeit der meta-

1) Ich darf hierfür wohl auf die ausführliche Kritik in meiner Schrift ›über das sogenannte Erkenntnisproblem‹ (Göttingen, 1908) verweisen, insbesondere auf das dritte Kapitel: ›Der transzendentale Beweis als erkenntnistheoretisches Kriterium‹. Auch hinsichtlich des Verhältnisses der ›Erkenntnistheorie‹ zur Psychologie mag auf diese Schrift verwiesen sein, da wir zur Begründung unserer in diesem Punkte von den Darlegungen des Verfassers (S. 75 f.) sehr abweichenden Ansichten nur das dort Ausgeführte zu wiederholen hätten. Nur die eine Frage möchten wir hier dem Verf. zu einer Nachprüfung anheimgeben, ob wirklich, wie er (S. 75) behaupten zu wollen scheint, eine Wissenschaft (die ›Erkenntnistheorie‹) möglich sei, die (im Gegensatze zur Psychologie) die Voraussetzung der ›Möglichkeit objektiv gültiger Erkenntnis‹ entbehren kann?

physischen Grundbegriffe oder — wie Kant sie nennt — der Kategorieen auf die Erfahrung; um die Frage, nach welchen Kriterien zu entscheiden ist, welcher Kategorie wir im bestimmten Falle ein empirisch gegebenes Mannigfaltige unterzuordnen haben. Dies ist die Kernfrage der ganzen Naturphilosophie; in der Beantwortung dieser Frage muß die kritische Philosophie die Probe bestehen, wenn sie für die Naturwissenschaft Bedeutung haben soll. In der Tat ist diese Frage von Kant in der Kritik der reinen Vernunft auf das bündigste beantwortet worden, wenn auch leider gerade in Hinsicht auf diese Antwort die Kritik der reinen Vernunft ihren meisten Interpreten bisher sozusagen ein Buch mit sieben Siegeln geblieben zu sein scheint. Auch hier sind es wieder Fries und Apelt, die zuerst die rechte Bedeutung dieses Kantischen Lehrstücks erkannt und die es von Mißverständnissen befreit und für die Probleme der Naturwissenschaft fruchtbar gemacht haben. Es ist dies die Kantische Lehre vom ›mathematischen Schematismus‹ der Kategorieen; eine Lehre, die in engem Zusammenhang steht mit der Bestimmung des Verhältnisses der Kategorieen zu den Grundsätzen des reinen Verstandes, welches Verhältnis denn auch aus der Königschen Darstellung keineswegs klar wird. Der Leser erhält nur die unbestimmte Andeutung, daß Kant den ›Gedanken benutzt, daß jede Erscheinung, die auf ein Objekt bezogen werden soll, in zeitlicher Hinsicht bestimmt gedacht werden muß‹. (S. 53.) Dieser Gedanke hat bei Kant eine ganz bestimmte, sehr tiefe Begründung. Das Kriterium der Anwendbarkeit einer bestimmten Kategorie auf bestimmte Erscheinungen kann nämlich zunächst kein empirisches sein, da wir ja schon ein allgemeines Kriterium haben müßten, um ein angebliches empirisches Kriterium als solches erkennen zu können. Das fragliche Kriterium kann aber andererseits auch nicht metaphysischer Art sein, d. h. es kann nicht in bloßen Begriffen liegen, da wir ja für jedes solche metaphysische Kriterium schon ein anderes Kriterium haben müßten, das uns den Fall der empirischen Anwendung des metaphysischen Kriteriums bestimmte. Das gesuchte Kriterium ist also weder empirischer noch metaphysischer Natur; d. h. es muß einer Erkenntnisart angehören, die Apriorität mit Anschaulichkeit vereinigt. Diese Erkenntnisart ist die mathematische, d. h. die aus der reinen Anschauung des Raumes und der Zeit entspringende Erkenntnis. Da aber nur die Zeit die allgemeine Form der Erscheinungen überhaupt, der Raum dagegen nur die Form der äußeren Erscheinungen ist, so können die allgemeinen Kriterien (›Schemata‹) der Anwendung der Kategorieen nur in Zeitbestimmungen bestehen. Für die Naturwissenschaft im engeren Sinne, d. h. für die äußere Naturwissenschaft, die es nur

mit den räumlichen Erscheinungen zu tun hat, kommt dann, wie Fries gezeigt hat, zu dem allgemeinen zeitlichen Schematismus der Kategorieen noch ein spezieller räumlicher. Hierdurch erklärt sich die eigentümliche Rolle und Bedeutung, die der Mathematik in der Naturwissenschaft zukommt. Die mathematische Erkenntnis bringt einerseits — vermöge ihrer Anschaulichkeit — den einzelnen Fall zu dem metaphysischen Prinzip, andererseits — vermöge ihrer Apodiktizität — das allgemeine Prinzip zu dem empirisch gegebenen Fall hinzu; die Mathematik vermittelt also den Uebergang zwischen Empirie und Metaphysik. Zugleich sieht man, daß jene eigentümliche Verbindung der Mathematik mit der Metaphysik eine eigene Wissenschaft konstituiert, die sich als der aller Naturwissenschaft zu Grunde liegende reine Teil derselben isolieren und für sich behandeln läßt: die von Fries entwickelte ›mathematische Naturphilosophie‹.

Weiterhin aber läßt sich aus dieser Betrachtung auch das Verhältnis zwischen Kategorie und metaphysischem Grundsatz verstehen. Die Kategorieen sind die metaphysischen Grundbegriffe, und die metaphysischen Grundsätze sind nichts anderes als die Sätze, die uns die Kriterien der Anwendbarkeit für die einzelnen Kategorieen geben.[1]) So enthält jeder dieser Grundsätze die Verbindung einer Kategorie mit dem zu ihr gehörigen ›Schema‹, d. h. einer allgemeinen Zeitbestimmung. Und wenn auch diese Zeitbestimmung anschaulicher Art ist, so ist doch der Grundsatz selbst metaphysischen Ursprungs, denn die Verbindung der Zeitbestimmung mit der Kategorie fällt ihrerseits nicht mehr in die Anschauung.[2])

1) Vgl. dagegen z. B. König S. 117.

2) Daher ist es auch gegen den Kantischen Sprachgebrauch, wenn der Verf. diese Sätze als »Axiome« bezeichnet. (Vgl. Kritik der reinen Vernunft, transzendentale Methodenlehre, 1. Hauptstück, 1. Abschnitt: Von den Axiomen: »Da nun Philosophie bloß die Vernunfterkenntnis nach Begriffen ist, so wird in ihr kein Grundsatz anzutreffen sein, der den Namen eines Axioms verdiene. ... Die Philosophie hat also keine Axiomen.« Dagegen König, z. B. S. 50, 52.) Die aus dieser Bezeichnung entspringenden Mißverständnisse (vgl. König S. 117) können daher Kant nicht zur Last gelegt werden.

Uebrigens ist dies nicht das einzige Beispiel, daß ein strengeres Festhalten an dem bestimmten Kantischen Sprachgebrauch ein besserer Schutz gegen die Möglichkeit von Mißdeutungen gewesen wäre als die vom Verf. vorgezogene Anpassung an die unbestimmtere Terminologie des heutigen philosophischen Sprachgebrauchs. Dies gilt namentlich für die fast durchgehende Ersetzung des Kantischen Ausdrucks »metaphysisch« durch den Ausdruck »logisch«. Der Verf. beschränkt die Bedeutung des Wortes »Metaphysik« offenbar auf den Begriff einer Wissenschaft aus Ideen, wenn er z. B. behauptet, Kant habe »der Metaphysik ihr Urteil gesprochen« (S. 60), während Kant unter »Metaphysik« ganz allgemein das System der synthetischen Urteile a priori aus bloßen Begriffen versteht und demgemäß selbst bemüht war, eine Metaphysik der Natur sowohl wie der Sitten zu

Und noch in einer anderen Beziehung dürfte vielleicht diese Lehre vom mathematischen Schematismus der Kategorieen für die vom Verf. behandelten Probleme bedeutsam sein. Mit Recht legt er Wert auf die Frage, ›ob es möglich ist, die Notwendigkeit der mechanischen Deutung der Erscheinungen zu erweisen, d. h. die Voraussetzungen, auf die sie sich gründet, aus den allgemeinen Bedingungen des Erkennens abzuleiten‹, und mit Recht erblickt er in dem Fehlen einer solchen Deduktion bei Kant ›vielleicht den größten Fehler seiner 'Anfangsgründe'‹. (S. 126.) Sollte sich nicht, wenn man bedenkt, daß die Prinzipien der Mechanik ja nichts anderes sind als die aus dem räumlichen Schematismus der Kategorieen entspringenden Grundsätze der mathematischen Naturphilosophie, ein Weg eröffnen, diese bei Kant vermißte Deduktion auf einleuchtendere Weise auszuführen, als dies mit Hilfe der vom Verf. (S. 126 f.) für ›durchschlagend‹ gehaltenen von Descartes herrührenden Argumente geschehen kann?

Ein weiterer Punkt, an dem der Verf. Anlaß findet, sich von der Kantischen Naturphilosophie zu entfernen, betrifft die Atomistik. Gegen Kant glaubt er Lasswitz darin Recht geben zu müssen, daß die Atomistik ›ein nach den Prinzipien des Kritizismus unabweisbares Postulat der theoretischen Naturwissenschaft darstelle‹. (S. 149.) Wenn wir diesen Satz recht verstehen, läuft er auf die Behauptung hinaus, daß wir aus philosophischen Gründen die Konstitution der Materie atomistisch zu denken haben. Welches aber diese Gründe sind, ist uns um so weniger klar geworden, als an anderen Stellen ausdrücklich zugestanden wird, daß, wenn wir den Begriff der Materie überhaupt festhalten wollen, wir sie auch als räumlich ausgedehnt denken müssen und daß damit zugleich die Kontinuität, also auch die unbeschränkte Teilbarkeit notwendig vorausgesetzt werden müsse.[1] Wenn der Verf. Kant die ›Gleichung: Materie = Kraft‹ zuschreibt (S. 152) und mit dem gewiß sehr berechtigten Nachweis der ›Widersinnigkeit‹ einer solchen Gleichung die Kantische Theorie der Materie

schaffen. Alles dies aber, ja das ganze Gebiet der synthetischen Urteile a priori, scheint der Sprachgebrauch des Verfassers zur ›Logik‹ zu rechnen, so daß er z. B. behaupten kann, ›die euklidische Geometrie‹ sei ›schon rein logisch betrachtet die primäre‹ (S. 93), was nach diesem Sprachgebrauch auch durchaus richtig ist, den an diese Terminologie nicht gewöhnten Mathematiker aber geradezu zum Widerspruch herausfordern muß und daher zum mindesten paradox und irreführend erscheint.

1) ›Eine extensive Größe ist als solche auch teilbar, und wenn man sagt, daß mit der mathematischen Teilbarkeit nicht zugleich die physische gegeben sei, so ist das nur eine Ausrede in Worten, sofern unter physischer Unteilbarkeit mehr verstanden wird, als eine mit einer bestimmten Art von Hilfsmitteln unausführbare Teilung.‹ (S. 150. Vgl. auch S. 151 unten.)

zu widerlegen sucht, so scheint er uns Kant sehr Unrecht zu tun. Kant unterscheidet nämlich genau zwischen »einen Raum einnehmen« und »einen Raum erfüllen«. Die Materie nimmt einen Raum ein durch ihre bloße Anwesenheit im Raume überhaupt; sie erfüllt ihn aber nur vermöge des Widerstandes, den sie dem Eindringen anderer Materie in den von ihr eingenommenen Raum entgegensetzt. Und dieser Widerstand erfordert zu seiner Möglichkeit eine Repulsivkraft. Auf diesen letzten, wie uns scheint, völlig klaren Gedanken gründet Kant seine Widerlegung der Atomistik. Und dieser Gedanke wird auch von König anerkannt, wenn er sagt, daß »mit der Annahme eines im Raume vorhandenen Etwas noch nicht das bestimmte kausale Verhalten gesetzt« sei, »welches wir Widerstand nennen«. (S. 157.) Wenn also nach Kants ausdrücklichen Erklärungen der Begriff der Materie die Raumerfüllung noch nicht einschließt, so liegt ja hierin schon, daß auch nach Kant der Begriff der Materie jedenfalls logisch von dem einer bewegenden Kraft unabhängig ist.[1]) Die Kantische Theorie ist daher, wenn schon sie für die Möglichkeit der Raumerfüllung eine bewegende Kraft fordert, doch weit entfernt von der Phantasie der Schellingschen Naturphilosophie, die Materie selbst in ein bloßes Produkt bewegender Kräfte verwandeln zu wollen.[2])

Für geradezu fasch aber müssen wir es erklären, wenn der Verf. mit Boltzmann behauptet, daß »die atomistische Auffassung der Materie als notwendige Voraussetzung für die Formulierung von Differentialgleichungen« anzusehen sei. (S. 228.) Es war kein glücklicher Gedanke von Boltzmann, bei seiner Apologie der Atomistik die Autorität der Mathematik ins Feld zu führen; denn mathematisch betrachtet ist vielmehr gerade die Stetigkeit eine notwendige Bedingung der Differenzierbarkeit einer Funktion; wo wir also nicht Stetigkeit voraussetzen, da ist auch keine Anwendung der Differentialrechnung, sondern nur eine solche der Differenzenrechnung möglich. Hätte Boltzmann seine atomistische Differentialrechnung ernstlich durchzuführen ver-

1) Vgl. die mit der Kantischen durchaus übereinstimmende Definition der Materie bei König S. 127: »Abstrahieren wir von den Qualitäten, so gelangen wir eben zu dem der mechanischen Naturlehre eigentümlichen Begriffe der Materie, als eines Dinges, das einen Ort im Raume einnimmt und diesen Ort verändern kann, dessen etwaige sonstige Eigenschaften aber zunächst ganz unbestimmt bleiben.«

2) Es ist merkwürdig, mit welcher Zähigkeit sich dieses seit Schelling traditionell gewordene Mißverständnis forterbt. Auch Windelband behauptet, daß nach Kants »metaphysischen Anfangsgründen der Naturwissenschaft« »die Substanz des im Raume Beweglichen das Produkt zweier einander in verschiedenem Maße das Gegengewicht haltenden Kräfte, der Attraktion und der Repulsion, sei«. (Geschichte der Philosophie, 2. Aufl. 1900, S. 445.)

sucht, so hätte er schon bei den einfachsten Beispielen auf Widersprüche stoßen müssen. Betrachten wir z. B. die Funktion $y = x^3$. Denken wir uns nach atomistischer Auffassung, daß x der Reihe nach die sprungweise auf einander folgenden Werte 0, 1 und 2 annimmt. Diesen Werten von x werden für y die Werte 0, 1 und 8 entsprechen. Wollen wir nun für die Stelle $x = 1$ den Differentialquotienten bilden, so zeigt sich zunächst, daß er sich gar nicht eindeutig bestimmen läßt: er ist ein anderer, je nachdem wir ihn für zunehmendes oder für abnehmendes Argument bilden. Für wachsendes x erhielten wir dy (als den kleinsten möglichen Zuwachs von y) $= 7\,dx$, für abnehmendes x erhielten wir $dy = dx$. Der Differentialquotient wäre also im ersten Falle $= 7$, im zweiten $= 1$. Er ist aber in der Tat $= 3$.

Wir haben bereits anfangs unsere Zustimmung zu der prinzipiellen Stellung ausgesprochen, die der Verf. den Grundfragen der *Biologie* gegenüber einnimmt. Es sind dies diejenigen Fragen, in deren Beurteilung er sich wohl am weitesten von Kant entfernt. Hier wird es gewiß ein jeder allem Mystizismus abholde Naturforscher dem Verf. Dank wissen, daß er an die Stelle der schwankenden Erklärungen der Kantischen ›Kritik der teleologischen Urteilskraft‹ eine klare und eindeutige Abweisung jeglicher teleologischen Erklärungsweise gesetzt hat. Auch hier wieder trifft die Entscheidung des Verfassers mit der schon von Fries der Sache gegebenen Wendung genau zusammen. Nur in der Begründung dieses Ergebnisses weichen beide Forscher an einer wichtigen Stelle von einander ab. Mit Recht bezeichnet der Verf. als den ›entscheidenden Punkt‹ den ›bei der Erörterung des Zweckproblems sehr häufig nicht gehörig beachteten‹ Umstand, ›daß von einer realen Bestimmung nach Zwecken nur gesprochen werden kann unter Voraussetzung einer zwecksetzenden und Zwecke realisierenden Intelligenz‹. (S. 192.) Steht dies einmal fest, so ist ohne weiteres klar, daß sich die ganze Streitfrage schließlich auf das Problem der Möglichkeit einer *psychophysischen Wechselwirkung* zuspitzt. Nach diesem Gesichtspunkt führt denn auch der Verf. die Untersuchung. Seine Entscheidung, die zu Ungunsten der Wechselwirkungshypothese ausfällt, wird jedoch nur durch eine eigentümlich umständliche und bei näherer Prüfung wenig einleuchtende Beweisführung erreicht. Diese Beweisführung geht aus von einer Bestreitung der von Locke und Kant begründeten Lehre von dem Unterschiede des äußeren und des inneren Sinnes. (S. 207 f.) An die Stelle dieser Lehre setzt der Verf. eine der Machschen ähnliche Ansicht, wonach nicht für die unmittelbare Beobachtung, sondern nur für die mittelbare Reflexion eine Trennung des Physischen und Psychischen bestehen

soll. Der physische oder psychische Charakter eines Phänomens soll nach dieser Ansicht lediglich davon abhängen, in welcher Weise wir über dasselbe reflektieren, d. h. in welcher Weise wir es zu anderen Phänomenen in Beziehungen setzen.[1])

Nach dieser Darstellung scheint es, als sollten wir einerseits ein unmittelbar Gegebenes annehmen, das als solches hinsichtlich des Unterschieds des Physischen und Psychischen völlig indifferent wäre, und andererseits zwei von einander verschiedene, aber koordinierte Bezugssysteme, so daß der physische oder psychische Charakter eines unmittelbar Gegebenen sich danach bestimmte, in welches dieser beiden Bezugssysteme wir es einordnen. Allein, diese Auffassung gelangt zu keiner strengen Durchführung. Vielmehr wird im Widerspruche zu ihr behauptet, daß als Objekt wissenschaftlicher Untersuchung überhaupt nur das Physische in Betracht kommen könne, während das unmittelbar Gegebene als solches das Psychische sei. (S. 208 f.) Während nach jener Auffassung der Unterschied des Physischen und Psychischen auf dem Unterschiede zweier koordinierter Reflexionsweisen gegenüber einem und demselben unmittelbar Gegebenen beruhen soll, wird er hier auf den Gegensatz mittelbarer — d. h. durch Anwendung der Kategorieen vermittelter — und unmittelbarer Erfahrung zurückgeführt.

Diese beiden mit einander unvereinbaren Auffassungen gehen in der Darstellung des Verfassers ungetrennt durcheinander. Uns scheint die eine so wenig befriedigend wie die andere. Was zunächst die zweite Auffassung betrifft, so dürfte sie sich schwer mit der Tatsache der Psychologie vereinen lassen. Der Verf. spricht selbst von den ›Abhängigkeitsbeziehungen der subjektiven Erlebnisse‹ (S. 211), von der ›Verknüpfung der Erscheinungen nach psychologischen Gesetzen‹. (S. 215.) Wie gelangen wir denn aber zur Erkenntnis dieser ›Abhängigkeitsbeziehungen‹ und dieser ›Verknüpfung‹, wenn nicht vermittelst der Anwendung der Kategorieen der Relation? Wenn das der ›Kardinalfehler‹ der ›Wechselwirkungstheorie‹ wäre, daß sie das Psychische zu einem ›Gegenständlichen‹ macht (S. 212), so wäre dies ein Fehler, den alle Psychologie mit ihr teilte. Die Anwendung der Kategorieen auf die Erscheinungen ist keine ausschließliche Eigentümlichkeit der physikalischen Betrachtungsweise, sie kann daher auch nicht den Grund des Unterschiedes des Physischen vom Psychischen enthalten. — Es kommt hinzu, daß die fragliche Auffassung keineswegs, wie der Verf. (S. 214) behauptet, dem ›Standpunkt des trans-

1) Vgl. z. B. S. 210: ›dasselbe Phänomen, das nur zwei verschiedenen Beziehungssystemen eingeordnet wird‹, und S. 211: ›dieselbe Reihe unter verschiedenen Gesichtspunkten betrachtet‹.

zendentalen Idealismus‹ entspricht, wie dieser im ersten Teile des Buches entwickelt worden ist, sondern vielmehr auf einen durchaus ›psychologischen Idealismus‹ hinausläuft. ›Jetzt ist das Bewußtsein, das 'innerliche' Erleben das Prius und die Materie . . . das Posterius‹, so charakterisiert der Verf. seine eigene Theorie. (S. 214 f.) Das ›allumfassende Bewußtsein‹ (S. 215) ist nicht mehr das ›transzendentale Subjekt‹, sondern das individuelle Substrat des ›Seelenlebens‹, und das Physische ist nichts als ›ein Teil‹, ein ›relativ selbständiger Komplex‹ des Seelischen. (S. 209; vgl. auch S. 208.)

Was aber jene erste Auffassung betrifft, wonach dem Psychischen wie dem Physischen ›dasselbe Phänomen‹ zu Grunde liegt, das nur in verschiedener Weise gedeutet, nämlich ›zwei verschiedenen Beziehungssystemen eingeordnet‹ wird (S. 210), so scheint sie uns den Tatsachen ebenso wenig zu entsprechen. Ist es wirklich wahr, daß der ›innere Willensakt‹ und die entsprechende ›äußere Handlung‹ ›ursprünglich nicht zwei Sachen, sondern eine und dieselbe Sache‹ sind, ›dasselbe Phänomen, das nur zwei verschiedenen Beziehungssystemen eingeordnet wird‹? (S. 209 f.) Ist wirklich, rein phänomenologisch betrachtet, mein Entschluß, den Arm zu bewegen, dasselbe wie die Bewegung des Armes? Oder, falls man behaupten wollte, der offenbare Unterschied beider (z. B. die Räumlichkeit beim zweiten, die Unräumlichkeit beim ersten) liege nicht im ›Phänomen‹ selbst, sondern hänge nur unserer Deutungsweise desselben an, was bleibt dann überhaupt noch im einen oder anderen Falle als ›Phänomen‹ übrig, wenn von den angeblich unserer Deutung angehörenden Unterschieden abgesehen wird? Uns scheint, daß, was dann übrig bleibt, etwas rein metaphysisch Erdachtes, nicht aber etwas unmittelbar Erlebtes ist.[1]) Der Verf. sagt selbst, daß ›Innerlichkeit, subjektives Erleben niemals als Erscheinung im Raume gegeben sein kann‹. (S. 211.) Hiermit ist ja im Grunde die ursprüngliche Verschiedenheit des Psychischen vom Physischen schon zugestanden, vorausgesetzt nur die Möglichkeit, daß auch ›Erscheinungen im Raume gegeben‹, nämlich unmittelbar gegeben sein können. Eine Möglichkeit, die doch auch der Verf. nicht in Zweifel zieht, wenn er unbedenklich von ge-

1) Wir möchten hier auf die eigenen früheren Sätze des Verfassers verweisen: ›Die Annahme des Phänomenalismus, daß uns als Inhalt oder Objekt der reinen Erfahrung eine Summe von Empfindungen, d. h. einfachen und untereinander nicht verknüpften Elementen gegeben seien, die erst durch das Denken in mannigfache Beziehungen zueinander gesetzt wurden, ist demnach in jeder Hinsicht vollkommen willkürlich.‹ ›Aber ebensowenig hat man ein Recht, die empirische Realität des formalen Bestandteils grundsätzlich zu bestreiten und ihn als eine willkürliche Zutat aufzufassen, die . . . als solche im Unterschiede von dem Tatbestande der reinen Erfahrung zu registrieren wäre.‹ (S. 108 f.)

wissen ›im Raume enthaltenen Wahrnehmungsdaten‹ spricht. (S. 213, ebenso S. 208.) Gibt es also überhaupt einen Vereinigungspunkt für Psychisches und Physisches, so kann er, scheint uns, nicht empirisch, im unmittelbar Gegebenen, sondern nur metaphysisch, im Dinge an sich, das jenseits der uns möglichen Erfahrung liegt, gesucht werden.

Es verdient auch Beachtung, daß die Theorie des Verfassers ihren eigentlichen Zweck, nämlich die Begründung des psychophysischen Parallelismus, gar nicht erreicht. Der psychophysische Parallelismus, wie ihn auch der Verf. versteht, bezieht sich auf gewisse zeitliche Regelmäßigkeiten, die (erfahrungsgemäß) zwischen unseren psychischen Erlebnissen einerseits und irgend welchen Nerven- und Gehirnprozessen andererseits bestehen. Nach der Theorie des Verfassers aber käme man, um ein von ihm selbst (S. 213) benutztes Beispiel zu nehmen, nicht auf einen Parallelismus zwischen einer ›Lichtempfindung‹ und einem ›physiologischen Gehirnvorgange‹, sondern auf einen Parallelismus zwischen der Lichtempfindung und der empfundenen Lichterscheinung selbst, mag man diese nun rein qualitativ oder nach der theoretisch-physikalischen Deutung als eine Wellenbewegung oder als elektromagnetische Zustandsänderung des Aethers auffassen. Wie ja auch nach den Ausführungen des Verfassers der Wahrnehmung eines Hauses nicht etwa die Erregung des Sehnerven oder der Hirnrinde, sondern das wahrgenommene Haus als das physische Analogon entsprechen soll. Und so würde nach der fraglichen Theorie auch umgekehrt einer Nerven- und Hirnrindenerregung nicht etwa die nach der gewöhnlichen parallelistischen Ansicht zu ihr gehörige Wahrnehmung der die Erregung erzeugenden Lichterscheinung, sondern die Beobachtung der Nerven- und Hirnrindenerregung selbst entsprechen.

Der ganze Streit um die psychophysische Wechselwirkung hätte sich, scheint uns, auf weit einfachere Weise nach den allgemeinen Grundsätzen des Kritizismus entscheiden lassen. Diese Entscheidung wird auch von dem Verf. mehrmals gestreift. ›Es ist‹, sagt er S. 202, ›keine Aussicht vorhanden, daß die Streitfrage, ob in den Lebenserscheinungen eine Psyche mitwirkt oder nicht, jemals auf empirischem Wege entschieden werden könnte.‹ Mit dieser Feststellung — daß nämlich das Psychische kein Gegenstand möglicher äußerer Erfahrung ist — ist ja bereits die ganze Frage entschieden, und der Verf. hätte unmittelbar mit dem fortfahren können, was er erst auf S. 213 auf allerlei mißlichen Umwegen erreicht: ›Da Begriffe nur soweit einen Erkenntniswert haben und auf objektive Gültigkeit Anspruch machen können, als sie sich durch sinnliche Anschauung belegen lassen, so ist die psychophysische Kausalität ein wissenschaftlich unbrauchbarer Gedanke.‹ —

Absichtlich haben wir uns vorzugsweise bei solchen Stellen aufgehalten, an denen wir der Darstellung und Beweisführung des Verfassers nicht beistimmen können; die Diskussion solcher Differenzpunkte erscheint uns fruchtbarer als die Hervorhebung übereinstimmender Ansichten. Die besprochenen Fragen sind aber auch fast die einzigen und sie sind in der Tat die einzig wesentlichen, in deren Beurteilung wir von dem Verf. abweichen. Es erübrigt sich, von dem sonstigen Inhalte des Buches einen Bericht zu geben. Die Gedrängtheit seiner Darstellung ließe einen solchen kaum zu; auch ist das genaueste Studium des Originals für jeden an der naturwissenschaftlichen Grundlagen-Theorie Interessierten unerläßlich. Indessen wollen wir noch auf einige Fragen besonders hinweisen, die, nachdem sie schon lange durch die in ihrem Gefolge auftretenden Streitigkeiten eine gewisse Berühmtheit behaupten, durch die eindringende Untersuchung des Verfassers in ein so helles Licht gerückt worden sind, daß man wohl hoffen könnte, sie würden als Fragen endlich aus der Diskussion verschwinden, wenn ihre hier gegebenen Lösungen ernstliche Beachtung fänden.

Zu diesen Fragen gehört erstlich die nach dem Verhältnis der Kantischen Erkenntnistheorie zur Sinnesphysiologie. Der Verf. weist in überzeugender Weise die Irrtümer nach, auf denen die noch heute verbreitete, besonders von Helmholtz popularisierte Behauptung von der nachträglichen Bestätigung des Kantischen Idealismus durch die neuere Physiologie beruht. (S. 67, 69.)

Eng hiermit hängt die Frage nach der Objektivität oder Subjektivität der Sinnesqualitäten zusammen. Der Verf. weist die Aussichtslosigkeit aller Versuche nach, die Subjektivität der Sinnesqualitäten empirisch zu beweisen. (S. 128.)

Es kommt hier weiter die berühmte Frage nach dem Verhältnis der Kantischen Philosophie der Mathematik zur Nicht-Euklidischen Geometrie in Betracht. Es wird der Trugschluß aufgewiesen, der der landläufigen auf einige unvorsichtige Aussprüche von Gauß und Riemann zurückgehenden Beurteilung dieses Verhältnisses zu Grunde liegt. (S. 87 f.) — Es wird ferner mit treffenden Gründen der von Helmholtz gegen die Apriorität des Parallelenaxioms erhobene Einwand zurückgewiesen, daß dasselbe als Urteil a priori eine unzulässige materiale Beschränkung der formalen Raumanschauung enthalten würde. (S. 94 f.)

Wir weisen ferner auf die Kritik des physikalischen Agnostizismus hin, nach dessen besonders von Hertz ausgebildeter Lehre der Zweck der physikalischen Theorieen nicht in einer adäquaten Erkenntnis der Naturvorgänge liegt, sondern nur in der Herstellung

irgend welcher ›Zeichen‹ oder ›Bilder‹, von denen lediglich verlangt wird, daß ihre denknotwendigen Folgen stets wieder die Bilder von den naturnotwendigen Folgen der abgebildeten Gegenstände sind. Es wird gezeigt, daß dieser Agnostizismus nur auf halbem Wege stehen bleibt, wenn er auf die Notwendigkeit und Objektivität der mechanischen Naturauffassung verzichtet und diese als ein bloßes willkürliches Bild der Natur betrachtet, dabei aber dogmatisch an der Voraussetzung eines objektiven, unseren Bildern zu Grunde liegenden, durch sie aber nicht adäquat faßbaren ›Wesens‹ der Dinge in Raum und Zeit festhält. Dieses unfaßbare innere ›Wesen‹ der Naturdinge ist in der Tat, wie schon Kant bemerkt, eine bloße ›Grille‹, und der Machsche Phänomenalismus ist, nach den treffenden Nachweisungen des Verfassers, jenem Agnostizismus gegenüber durchaus im Rechte, wenn er die Annahme eines unerfahrbaren von den Erscheinungen verschiedenen ›Wesens‹ der Dinge aus der Naturwissenschaft zu beseitigen und durch den rein mathematischen Begriff der funktionalen Abhängigkeit der Erscheinungen von einander zu ersetzen strebt. (S. 101 ff.) Der Verf. zeigt aufs klarste, wie wenig gerade in dieser Beziehung zwischen dem Machschen Phänomenalismus und dem Kantischen Kritizismus Streit bestehen kann und wie der erstere nur darin irrt, daß er den Begriff der funktionalen Abhängigkeit nicht als einen selbständigen, der Empfindung koordinierten Erkenntnisfaktor anerkennt, sondern, durch eine ungerechtfertigte μετάβασις ins Genetisch-Biologische, als ein Produkt ›denkökonomischer‹ Annahmen oder ›Konventionen‹ verflüchtigt, während nach den Nachweisungen Kants gerade in ihm und nur in ihm der feste Widerhalt der Objektivität unserer Naturerkenntnis zu finden ist. (S. 106, 108 ff., 123.)

Dieser Teil der Darlegungen des Verfassers dürfte vielleicht am ehesten auf Verständnis rechnen in einer Zeit, wo bereits namhafte Naturforscher wie Seeliger[1]), Schuster[2]), Planck[3]) sich mit mehr oder weniger Entschiedenheit von dem phänomenalistischen Dogma lossagen. Es ist merkwürdig, daß keiner von diesen Forschern erkannt hat, daß die biologische Verflüchtigung der naturwissenschaftlichen Grundbegriffe, gegen die sie protestieren, eine notwendige Folge des Empirismus ist und daß daher ohne Preisgabe dieses Empirismus

1) Hugo Seeliger, Ueber die sogenannte absolute Bewegung. Sitzungsberichte der mathem.-phys. Klasse der Kgl. Bayer. Akademie der Wissenschaften, Bd. XXXVI, 1906, Heft 1, S. 94 f.

2) Arthur Schuster, Einführung in die theoretische Optik. Deutsch von H. Konen. 1907. Vorwort.

3) Max Planck, Die Einheit des physikalischen Weltbildes. Physikalische Zeitschrift, 10. Jahrgang, 1909, Heft 2, S. 72 ff.

aller Kampf gegen seine phänomenalistischen und biologistischen Konsequenzen inkonsequent und vergeblich bleiben muß. Wenn Planck die Frage aufwirft, wie es erklärlich sei, daß eine mit der tatsächlichen Denkweise jedes besonnenen Physikers so schroff in Widerspruch stehende Erkenntnistheorie wie die Machsche eine so große Verbreitung unter den Naturforschern finden konnte, so scheint uns der Grund hierfür nicht so sehr, wie er meint, in dem Fehlschlagen gewisser übertriebener an die mechanische Naturanschauung gestellter Erwartungen zu liegen, als vielmehr in der logischen Unanfechtbarkeit, mit der diese Erkenntnistheorie die Konsequenzen aus dem von Freunden und Gegnern in der Naturwissenschaft anerkannten Empirismus gezogen hat. Mit ernsten und beredten Worten hat Planck auf die Gefahren hingewiesen, die aus dem Ueberhandnehmen der phänomenalistischen und biologistischen Denkweise für den Fortschritt der Naturwissenschaft und der geistigen Kultur im allgemeinen entstehen müssen. Wie will man aber diesen Gefahren mit Erfolg entgegentreten, solange man sich nicht entschließt, sie an der Wurzel anzugreifen und also das Vorurteil aufzugeben, daß die ›Sinnesempfindungen den einzig legitimen Ausgangspunkt aller Naturforschung‹ [1]) bilden? [2])

Wie sehr übrigens eine unbefangene Prüfung der Tatsachen des naturwissenschaftlichen Erkennens zu der dem Empirismus entgegengesetzten Kantischen Auffassung drängt, das läßt sich besonders deutlich auch bei einem Forscher beobachten, dem der Verf. verhältnismäßig geringe Beachtung schenkt, bei Poincaré. Es steht in seltsamem Mißverhältnis zu seiner konventionalistischen Grundanschauung, wenn Poincaré bei seiner Untersuchung des Begriffs der ›Objektivität der Wissenschaft‹ zu einem Ergebnis gelangt, das sich in Sätzen wie folgenden ausspricht: ›C'est dans les relations seulement que l'objectivité doit être cherchée; ... ce sont les rapports seuls qui peuvent être regardés comme objectivs. Les objets extérieurs ... ne sont pas seulement des groupes de sensations, mais des groupes cimentés par un lien constant. C'est ce lien, et ce lien seul qui est objet en

1) a. a. O., S. 74.

2) Ich kann mir nicht versagen, in diesem Zusammenhang auf eine erst nach der Fertigstellung vorliegender Besprechung erschienene Arbeit hinzuweisen, die auf der bewußten und konsequenten Durchführung der bei den eben genannten Forschern nur halb bewußt und ohne Konsequenz hervortretenden Einsicht beruht und daher zur Hoffnung auf eine allmähliche Ausbreitung des Verständnisses für die kritische Philosophie in mathematischen und physikalischen Fachkreisen berechtigt. Es ist dies die Abhandlung von Georg Hamel: ›Ueber Raum, Zeit und Kraft als apriorische Formen der Mechanik‹ im Jahresbericht der Deutschen Mathematiker-Vereinigung, 18. Band, Heft 7—8, S. 357—385.

eux, et ce lien c'est un rapport.«[1]) Deutlicher kann man den Kantischen Grundgedanken nicht aussprechen, daß nur durch die Konstanz gewisser Verhältnisse, d. h. nur durch den Begriff der Gesetzmäßigkeit, eine naturwissenschaftliche Definition des Objekbegriffs möglich ist.[2]) Aber gerade dieses Beispiel Poincarés kann uns wiederum lehren, wie verzweifelt schwierig es ist, in Fragen dieser Art zu einer Verständigung zu gelangen. Denn nachdem Poincaré soeben mit der Behauptung, daß die gesetzmäßige Einheit das Kriterium der Objektivität sei, ein Kapitel geschlossen hat, beginnt er das nächste wieder mit der Erklärung, daß, was man gewöhnlich die »Wahrheit« einer wissenschaftlichen Annahme nenne, in der Tat nur ihre Bequemlichkeit sei. —

Unmittelbar hiermit hängt eine letzte Frage zusammen, auf deren lichtvolle Behandlung durch König wir kurz hinweisen wollen: die Frage nach der absoluten Bewegung und der eigentlichen Bedeutung des Trägheitsgesetzes. (S. 144 ff.) Ohne auf die diesbezüglichen Ausführungen des Verfassers näher einzugehen, wollen wir auch hier nur auf eine bestätigende Darlegung bei Poincaré aufmerksam machen, — auf eine Darlegung, die ihrerseits durch die Geschichte der Naturwissenschaft vollauf bestätigt wird. Was veranlaßt uns, die Kopernikanische Theorie der Ptolemäischen vorzuziehen? Dies ist die Frage, die Poincaré sich vorlegt. Eine absolute Bewegung ist kein Gegenstand möglicher Erfahrung. Der Vorzug der Kopernikanischen Theorie scheint daher wirklich nur in ihrer größeren Einfachheit und also Bequemlichkeit zu liegen. Und so verhält es sich in der Tat, so lange wir die beiden Theorieen lediglich unter kinematischem Gesichtspunkt vergleichen. Gehen wir aber zur mechanischen Betrachtungsweise über, so zeigt sich ein prinzipieller Unterschied: die zahlreichen Erscheinungen, die nach der Ptolemäischen Konstruktionsweise ohne kausalen Zusammenhang neben einander stehen, lassen sich nach der Kopernikanischen auf eine gemeinschaftliche Ursache zurückführen. »Est-ce par hasard que toutes les planètes admettent une inégalité dont la période est d'un an, et que cette période est précisément égale à celle de l'aberration, précisément égale encore à celle de la parallaxe? Adopter le système de Ptolémée, c'est répondre oui; adopter celui de Copernic c'est répondre non.« »Dans le système de Ptolémée, les mouvements des corps célestes ne peuvent s'expliquer par l'action de forces centrales, la Mécanique Céleste est impossible. Les rapports intimes que la

1) Henri Poincaré, La valeur de la science, p. 266.

2) Vgl. auch den übereinstimmenden Ausspruch Plancks, a. a. O., S. 74: »Dieses Konstante . . . ist nun aber das, was wir das Reale nennen.«

Mécanique Céleste nous révèle entre tous les phénomènes célestes sont des rapports vrais; affirmer l'immobilité de la Terre, ce serait nier ces rapports, ce serait donc se tromper.‹ [1]) In diesen Worten kommt die kritische Auffassung aufs klarste zum Ausdruck. Kinematisch kann man nur fragen: welche Konstruktionsweise ist die bequemere? Mechanisch aber gibt es eine objektive Entscheidung zwischen beiden Konstruktionen; es ist nämlich diejenige Konstruktion die richtige, die eine Einsicht in den kausalen Zusammenhang der Erscheinungen ermöglicht, d. h. die eine Anwendung der Mechanik gestattet. Die mechanischen Prinzipien werden hier also als objektive Kriterien der Bewegung in Anspruch genommen; sie dienen — nach Kantischem Sprachgebrauch — als Bedingungen der Möglichkeit der Erfahrung, nämlich der Möglichkeit einer objektiven Erkenntnis der Bewegungen. Wenn wir sonach auch physikalisch die einfachere Theorie bevorzugen, so tun wir dies doch nicht wegen ihrer subjektiven Einfachheit, sondern wegen ihrer objektiven (kausalen) Einheitlichkeit; und nur wer diese beiden Dinge verwechselt, kann wieder in die Behauptung zurückfallen: ›Ces deux propositions, la Terre tourne, et, il est plus commode de supposer que la Terre tourne, ont un seul et même sens.‹ [2]) —

Möge das vorliegende Buch dazu beitragen, das noch in weiten Kreisen bei den Naturforschern bestehende Mißtrauen gegen die Kantische Philosophie zu zerstreuen, und ihr neue und erfolgreiche Anhänger gewinnen. Möge es dadurch den Boden bereiten für einen künftigen umfassenden Aufbau der Naturphilosophie, und möge es den Freunden der kritischen Philosophie vergönnt sein, für die Lösung dieser ihrer schwierigsten und dringendsten Aufgabe in dem Verf. auch weiterhin einen Führer zu finden. Und so schließen wir mit dem Wunsche, daß der Verf. Gelegenheit finden möchte, noch einmal auf den Gegenstand des vorliegenden Werkes zurückzukommen, daß er dann aber die historischen Fragen in den Hintergrund stellen und dafür die prinzipiellen Probleme, deren manche von ihm bisher nur gar zu kurz gestreift, manche wohl auch völlig übergangen worden sind, in systematischem Zusammenhange und mit der ihrer Bedeutung und Schwierigkeit entsprechenden Ausführlichkeit behandeln möge.

Göttingen Leonard Nelson

1) a. a. O., S. 273 f.
2) a. a. O., S. 271.

John Burnet, Early greek philosophy. 2d edition. London, Adam & Charles Black. 1908. XI, 433 S. 8. 12 sh. 6 d.

Burnets Buch enthält so viele und treffliche Gedanken, es fordert aber zugleich zu so entschiedenem Widerspruch heraus, daß es sich lohnt, dasselbe einer genaueren Betrachtung zu unterziehen. Es liegt aber nahe, Burnets Auffassung der vorsokratischen Philosophie zugleich mit derjenigen Auffassung in Vergleich zu stellen, welche die neuesten deutschen Darstellungen der älteren griechischen Philosophie zum Ausdruck bringen, A. Döring im 1. Bande seiner Geschichte der griechischen Philosophie und W. Kinkel im 1. Bande der Geschichte der Philosophie. Wir erhalten so die Möglichkeit festzustellen, einerseits, wie weit eine Uebereinstimmung wenigstens über die Hauptlehren der Vorsokratiker erzielt worden ist; anderseits, welches die hauptsächlichen Differenzpunkte sind, in denen die Forschung ein Einvernehmen noch nicht geschaffen hat. So wird es uns gelingen, den Stand unseres Wissens von den Anfängen der griechischen Philosophie zu fixieren und zugleich zu kontrollieren. Daß alle drei genannten Werke in erster Linie auf dem unverrückbaren Grunde der Dielsschen Sammlungen beruhen, braucht nicht besonders hervorgehoben zu werden.

Den Hauptwiderspruch, zu dem Burnets Buch herausfordert, bietet seine Wertung des Aristoteles. Er sagt über diesen S. 59: »when he seems to attribute an idea to some earlier thinker, we are not in the least bound to believe, that he says in a historical sense.« Denn überall modelt Aristoteles, das ist Burnets Meinung, die Ansichten der älteren Philosophen, um dieselben als die noch unbeholfenen und ungenügenden Formulierungen seiner eigenen Ideen darzustellen. Da unser Wissen von den älteren Phasen der griechischen Spekulation — abgesehen von den dürftigen Schriftresten der Denker selbst — im wesentlichen aus zwei Quellen, Aristoteles und Theophrast, schöpft, so ist es von höchster prinzipieller Bedeutung, wie wir über diese beiden Gewährsmänner zu urteilen haben. Diels sagt mit Recht (Philos. Aufsätze für Zeller S. 253), daß die Beurteilung der älteren Systeme in allen Schulen das treibende Ferment für die Weiterbildung der Gedanken gebildet hat. »Man kann beobachten, wie diese kritische Beschäftigung mit der älteren Philosophie immer mehr anschwillt und schließlich in der aristotelischen Schule zur Geschichte der Philosophie führt«. Müßten wir mit Burnet annehmen, daß Aristoteles in einer so befangenen, ja geradezu unwahren Weise die ältere Spekulation für seine Zwecke verwertet hätte, so wäre uns das erste und wichtigste Hülfsmittel für die Er-

kenntnis jener genommen. Glücklicherweise ist das aber nicht der Fall. So bestimmt man auf der einen Seite zugeben darf, daß Aristoteles an einzelnen Punkten die älteren Denker nicht richtig wertet; daß er je nach dem Standpunkte, den er gerade den einzelnen Fragen gegenüber einnimmt, seine Meinung verschiebt, ja auch mitunter parteiisch wird: an seiner Ehrlichkeit im allgemeinen ist nicht zu zweifeln; und ebenso ist seine Fähigkeit, die einzelnen Denker voll zu würdigen, über jeden Zweifel erhaben. Aristoteles' Urteile über die Voraristoteliker bilden somit für unsere Erkenntnis die unantastbare Grundlage und Burnet hat sich, indem er sich dieser Ueberzeugung verschloß, selbst in vielen Fällen die Möglichkeit genommen, die Gedanken der älteren Forscher zu erkennen und zu würdigen.

Dieses Mißtrauen in die Urteile des Aristoteles und die aus demselben resultierende Vernachlässigung seiner Angaben zeigt sich sofort in der Einleitung. Ich erkenne der letzteren an und für sich einen hohen Wert zu. Burnet hat den Gedanken, aus dem die ältere Forschung, speziell der Ionier, erwachsen ist, richtig erkannt. Das Prinzip, sagt er S. 10, welches all ihrem Denken zu Grunde liegt, ist die Erkenntnis der Ewigkeit des Stoffs. Sie sehen, daß alle Dinge entstehen und vergehen, und daß ihnen deshalb ein wahres Beharren, eine wirkliche Existenz nicht zukommt: das einzige was wahrhaft existiert, ist die Materie als solche, der Urstoff, der allen verschiedenen Formen der ὕλη zu Grunde liegt und in ihnen sich erhält. ›There must then be something which always is, something fundamental which persists throughout all change, and ceases to exist in one form only that it may reappear in another.‹ Dieser Gedanke entspricht tatsächlich der treibenden Grundidee, von der die ältere Forschung, speziell die ionische, beherrscht wird. Burnet unterläßt es aber, aus Aristoteles selbst die Beweise hierfür zu holen. Für den Gedanken, daß ein Entstehen aus einem μὴ ὄν unmöglich, beruft er sich allein auf Parmenides: weshalb führt er nicht das Urteil des Aristoteles an, der wiederholt und sehr bestimmt hervorhebt, daß diese Ueberzeugung von der Ewigkeit des Stoffs die κοινὴ δόξα aller φυσικοί sei? Ich verweise auf Stellen wie 187^a 27. 34; 317^b 29; 984^a 32; 1062^b 24. Aristoteles hat also mit klarem Blick erkannt, welches der Grundgedanke war, von dem aus seine Vorgänger ihre Systeme aufgebaut haben. Und für das Hauptdogma der Ionier von dem einen Grundstoffe glaubt Burnet den Beweis nur aus den einzelnen Lehrsystemen selbst erbringen zu können: er hat nicht beachtet, daß Aristoteles immer wieder — ich habe aus meiner Aristoteleslektüre zirka 30 Stellen notiert, die dieses besagen — jenes Dogma hervorhebt. Es ist das ἓν ὄν, die μία τις φύσις, das ἓν μόνον, das ἕν τι καὶ πᾶν, die

ὑποκειμένη μία ὕλη, die eine bleibende οὐσία, und wie Aristoteles sich sonst ausdrückt, welches allem unendlich mannigfaltigen Werden der Dinge zu Grunde liegt und in allen Einzelphasen der sich entwickelnden ὕλη im Kerne sich erhält. Ich denke also, Aristoteles hat sehr wohl die älteren Systeme, speziell die ionische Spekulation, in ihren Grundgedanken erkannt und uns fehlt jedes Recht, ihm Befangenheit oder gar Parteilichkeit vorzuwerfen.

Neben dem Stoffe, welcher als ein einheitlicher allem kosmischen Werden zu Grunde liegt, ist es die Bewegung, welche Burnet S. 15 in der Auffassung der Ionier in Betracht zieht. Er meint, es sei nicht anzunehmen, daß die letzteren irgend etwas über Bewegung gesagt haben: Aristoteles' und seiner Nachfolger Angabe von der ewigen Bewegung sei nur ein Schluß; erst die Leugnung der Bewegung durch die Eleaten habe die Aufmerksamkeit auf dieses Moment gelenkt. Das ist nicht richtig. Aristoteles bezeugt es ausdrücklich 250ᵇ 15, daß πάντες οἱ περὶ φύσεώς τι λέγοντες auch über κίνησις gehandelt haben und die Charakteristik der ionischen Forschung 184ᵇ 15 ff. durch die μία ἀρχὴ (d. h. hier ὕλη) κινουμένη zeigt, daß gerade die Bewegung neben dem Einheitsstoffe den Mittelpunkt der ionischen Spekulation gebildet hat. Die Bewegung der einheitlichen ὕλη hat darin ihre Erklärung, daß die letztere selbst lebendig ist. Burnet nimmt zwar an, daß der primitive Animismus, nach dem alle Einzeldinge belebt waren, vor oder durch die ionischen Denker überwunden sei: der einzige aus Anaximanders Schrift erhaltene Ausspruch (Simplic. φυσ. 24, 15 ff.) zeigt aber, daß τὰ ὄντα nicht nur lebendig, sondern sogar moralisch verantwortlich sind; und noch Heraklit gibt dieser animistischen Auffassung, wonach wenigstens die einzelnen Elemente leben und sterben, wiederholt Ausdruck. Döring faßt deshalb auch sehr gut diese ältere Forschung als Hylopsychismus zusammen. In diesem Lebendigsein der Einzeldinge, bezw. der elementaren Bildungen, liegt die völlig genügende Erklärung des κινεῖσθαι.

Burnet identifiziert mit dem von der älteren Spekulation angenommenen Einheitsstoffe Begriff und Ausdruck φύσις: indem die Forscher ihren Schriften die Bezeichnung περὶ φύσεως gaben, deuteten sie damit schon ihr Grunddogma an. Ich kann ihm auch darin nicht recht geben. Es ist bekannt — es genügt auf Bonitz Index s. v. zu verweisen —, daß für Aristoteles mit dem Wort φύσις regelmäßig der Begriff der Bewegung verbunden ist. Mir scheint, daß schon die älteren Philosophen diesen Begriff mit ihrer Titelgabe haben andeuten wollen: φύσις ist die sich bewegende Materie. Joël (Ursprung d. Naturphilos. S. 71 f.) hat mit Recht darauf hingewiesen, daß dieses

schon in dem Worte selbst liegt: φύσις ist »die allgemeine Wandlung«, »die Erzeugung, die lebendige Entstehung«. Aber man kann zugeben, daß in der einheitlichen φύσις die alten Denker neben der Bewegung schon die Einheit des Stoffs haben andeuten wollen. Φύσις ist ihnen die Bewegung, die Umwandlung der einheitlichen Materie, in ihren einzelnen Phasen verfolgt.

Jedenfalls hat, das muß noch einmal hervorgehoben werden, Burnet den Grundgedanken, aus welchem die älteste Spekulation erwachsen ist, richtig erkannt: es ist der Begriff der Einheitssubstanz, welche, dem Kosmos immanent, allem Stoffwechsel zu Grunde liegt und, von Ewigkeit her existierend, in allen Phasen der sich gestaltenden Materie intakt sich erhält. Dörings (S. 8) Erklärung des Grundwesens der Dinge als des lebendigen Stoffs, dem infolge seiner Lebendigkeit nicht nur Eigenbewegung, sondern auch die unbegrenzte Fähigkeit, sich in alle möglichen andern Stoffe umzuwandeln, zugeschrieben wird, hebt allerdings ein wichtiges weiteres, von Burnet — wie wir sahen — unberücksichtigt gelassenes, Moment hervor, betont aber anderseits den einheitlichen Substanzbegriff nicht genügend; auch Kinkels Definition der ionischen Forschung (S. 52) als der dogmatischen Versuche, die Einheit der Welt in einem stofflichen Substrate zu begründen, ist nicht erschöpfend. Burnet betont mit Recht, daß es für die ersten Philosophen sich nicht um die Erklärung einzelner φαινόμενα, der μετέωρα, gehandelt habe, sondern daß es in viel tieferem Sinne die Aufspürung des wahren Grundes alles Weltgeschehens gewesen sei, der ihre Forschung gegolten habe. Er verweist dafür auf Platos Phaedo 96[A]; auf Solons Ausspruch vor Kroesus (er meint Herodot I, 30): aber auch hier ist es zu bedauern, daß er es verschmäht, Aristoteles zu Rate zu ziehen. Er hätte sonst den hohen Preis der Philosophie und speziell der Anfänger und Begründer aller philosophischen Spekulation, wie wir ihn im Anfange der Aristotelischen Metaphysik (α 1. 2) lesen, nicht ignorieren können.

Ich wende mich jetzt zur Betrachtung der einzelnen Schulen. Burnet (und ebenso Döring) trennt von den älteren Ioniern Thales Anaximander Anaximenes (Kap. 1) den spätern Ionier Heraklit (Kap. 3) ab, indem er diesem eine Sonderstellung einräumt. Das ist nicht richtig. Aristoteles hat konsequent alle diejenigen, welche die μία ἀρχὴ κινουμένη vertreten, als eine zusammenhängende Schule gewertet und wir sollten nicht klüger sein wollen, als dieser erste und gründlichste Kenner der Vorsokratik. Eine Vergleichung der Stellen 184[b] 17; 328[b] 33; 984[a] 3 zeigt, daß ihm Thales und Hippon; Anaximenes und Diogenes v. Apollonia; Heraklit und Hippasos; endlich Anaximander die zusammengehörenden Vertreter eines und desselben

Grunddogmas sind. Die hier genannten Männer unterscheiden sich nur dadurch unter einander, daß sie die kosmische Entwicklung, das Werden und Umbilden des Stoffs, von verschiedenen Ausgangspunkten annehmen: vom Wasser, von der Luft, vom Feuer, oder endlich von einem qualitätslosen πρότερον oder μεταξύ. Diels a. a. O. 239 ff. hat allerdings gleichfalls die ephesinische Schule Heraklits von der milesischen Schule der älteren Ionier losgetrennt. Aber kann man wirklich annehmen, daß Heraklit, der in seiner Grundauffassung von der kosmischen Einheitssubstanz sich unmittelbar an die älteren Ionier anschließt, nicht durch eben diese angeregt und in seinem Denken beeinflußt und bestimmt worden ist? Ich möchte deshalb, so bestimmt ich die Bedeutung der ›Schule‹ auch für diese ältesten Phasen der Spekulation anerkenne, hier viel lieber von einer gemeinsamen ionischen Weltanschauung sprechen. Aristoteles hat auch hier in der Zusammenstellung der genannten Forscher — womit übrigens Simplicius φυσ. 23, 21—25, 12 völlig übereinstimmt — den Weg gewiesen, den wir nicht verlassen sollten.

Unter den Ioniern nimmt Anaximander durch seine Lehre vom ἄπειρον eine besondere Stellung ein: es handelt sich hier vor allem um die Feststellung dieses Begriffs. Daß das ἄπειρον ein räumlich unendliches bedeutet, ist allgemein anerkannt: Burnet beschränkt es auf diesen Begriff. Nun wird aber zweimal von Theophrast der qualitativ ungeschiedene Charakter des ἄπειρον als des ἀόριστον betont (vgl. dessen Phys. opin. Fr. 2. 4 Doxogr. 476. 479): es ist also jeder Zweifel, daß es sich hier um einen qualitativ noch ungeschiedenen Urstoff handelt, unangebracht und Döring sowohl wie Kinkel heben dieses Wesen des ἄπειρον richtig hervor. Namentlich der letztere weist auf den Charakter einer solchen, der unmittelbaren Sinneswahrnehmung entzogenen, Stoffsubstanz hin. Ich muß auch hier auf das Zeugnis des Aristoteles verweisen, der in Bezug auf das ἄπειρον Anaximanders 204ᵇ 32 hervorhebt, daß τοιοῦτον σῶμα αἰσθητὸν παρὰ τὰ στοιχεῖα καλούμενα — οὐδὲν φαίνεται. Und ich muß ferner zum Verständnis der ionischen Lehre im allgemeinen auf eine wiederholt von Aristoteles gegebene Charakteristik derselben hinweisen, die man, wie mir scheint, bisher zu wenig beachtet hat. Aristoteles bezeichnet nämlich als die gemeinsame Lehre aller φυσικοί die Lehre von den ἐναντία, der er eine besondere Abhandlung φυσ. α 4—7 widmet. Gerade in Bezug auf die ionischen Forscher wird diese Lehre als eine Wandlung des Stoffs je nach seiner kompakteren oder aufgelösteren Struktur charakterisiert und wieder gerade bezüglich eines mittleren Stoffs — als welcher hier nur Anaximanders ἄπειρον verstanden werden kann — wird gesagt 189ᵇ 2 ff., daß dieser der

geeignetste sei, die Entwicklung nach der einen Seite der πυκνότης, nach der andern Seite der μανότης zu erklären. Zu wiederholten Malen (ich verweise auf 188ᵃ22; 265ᵇ30; 303ᵇ15; 330ᵇ9) wird als die Lehre aller Ionier dieses Dogma von den ἐναντία der πυκνότης und μανότης des Stoffes hervorgehoben, weshalb Simplicius auch richtig φυσ. 149, 32 sagt: ἐπὶ γὰρ τούτου μόνου (es ist von Anaximenes die Rede) Θεόφραστος ἐν τῇ ἱστορίᾳ τὴν μάνωσιν εἴρηκε καὶ πύκνωσιν, δῆλον δὲ ὡς καὶ οἱ ἄλλοι τῇ μανότητι καὶ πυκνότητι ἐχρῶντο. Theophrast hatte also in der Spezialabhandlung über Anaximenes diese Lehre eingehend dargelegt: sie war aber in Wirklichkeit die gemeinsame Lehre aller Ionier. Wenn Burnet und Andere für Anaximander dieses leugnen, so setzen sie sich mit dem wiederholt über die ionische Stoffwandlungslehre abgegebenen Urteile des Aristoteles in Widerspruch.

Bekanntlich knüpft sich an die Lehre Anaximanders die Kontroverse, wer unter dem Vertreter des μεταξύ zu verstehen sei, den Aristoteles öfter erwähnt. Ich freue mich, in dieser Frage völlig mit Burnet übereinzustimmen. Die Sache liegt so: Die Fassung der Worte 303ᵇ, 12, wo es heißt, daß das ἄπειρον περιέχει πάντας τοὺς οὐρανούς, läßt nur den Schluß zu, daß hier derselbe Philosoph gemeint ist, von dem es 203ᵇ11 heißt, daß sein ἄπειρον περιέχει ἅπαντα. An der letzteren Stelle wird aber als Vertreter dieser Lehre bestimmt Anaximander genannt; und danach muß auch jene erste Stelle auf Anaximander bezogen werden. Dort heißt es aber weiter von diesem ἄπειρον, daß es ὕδατος μὲν λεπτότερον, ἀέρος δὲ πυκνότερον sei. Daraus folgt also, daß Anaximanders ἄπειρον — wenigstens in Aristotelischer Auffassung — ein μεταξύ war und es sind die zahlreichen Stellen, an denen von einem ionischen Philosophen die Rede ist, welcher als Urstoff ein μεταξύ lehrte, tatsächlich auf Anaximander zu beziehen. Diels hat, einer Anregung Zellers folgend, die Angaben von einem μεταξύ als Urstoff einem Idaios gegeben, von dem die einzige Notiz, die wir über ihn haben (Sextos 9, 360), bemerkt, daß er als Anhänger der Lehre des Anaximenes den ἀήρ als Urstoff annahm: daraus folgt, daß er keinesfalls für das μεταξύ in Betracht kommen kann. Es bleibt also nur die Beziehung auf Anaximander übrig. Die verschiedenen Urteile des Aristoteles, der bald von einem μέσον oder μεταξύ zwischen Luft und Wasser, bald zwischen Luft und Feuer; bald von einem ἐκκρίνειν, bald von einem γεννᾶν; bald von einem ἀόριστον, bald von einem μῖγμα spricht, sind nur als Schlüsse und Folgerungen zu verstehen, die er zu verschiedenen Zeiten und von verschiedenen Standpunkten aus zieht. Anaximander hatte offenbar nur vom ἄπειρον, ohne weitere Erklärungen, gesprochen: damit war

den Späteren die Möglichkeit gegeben, diesen Begriff verschieden zu deuten.

Auf Einzelheiten der Anaximanderschen Lehre kann ich hier nicht näher eingehen. Ich will deshalb hier nur andeuten, daß in der Auffassung der ἀίδιος κίνησις, des Nacheinander der ἄπειροι κόσμοι, der ἀρχή, welchen Ausdruck Anaximander zuerst für seinen Urstoff nach einer bestimmten Angabe angewandt haben soll, Döring und Kinkel richtiger urteilen, als Burnet. Der letztere hat auch hier, wie so oft, seine Quellen nicht verstehen, sondern meistern wollen.

Heraklit erfährt von Burnet Kap. 3 eingehende Würdigung. Ich kann in den wesentlichsten Punkten hier mit ihm übereinstimmen. Das gilt namentlich, wie schon oben bemerkt, dem Hauptgedanken, der Heraklits Weltanschauung beherrscht: es gibt eine einheitliche Substanz, welche in allen Veränderungen des Kosmos sich erhält. Und zwar ist es das Feuer, d. h. die Materie in ihrer feinsten und leichtesten Struktur, aus der alle Stoffverdichtung (diese leugnet Burnet mit Unrecht) und Stoffwandlung hervorgeht und in die sie sich wieder auflöst. Nur hätte Burnet betonen sollen, daß dieses Feuer nicht aus seiner Verbindung mit der Wärme gelöst werden kann: in Wirklichkeit ist es also die Wärmeenergie, die als die eigentlich schöpferische und erhaltende Weltsubstanz erscheint. Jedenfalls ist Heraklits Lehre nur eine andere Form der ionischen Substanzlehre. Dieses verkennt Kinkel, dessen Behauptung, Heraklit fehle ganz der fundamentale Begriff der Beharrung der Substanz (S. 79), deshalb nicht richtig ist. Aristoteles sagt gerade von Heraklit (298b 26—33), daß es in allem Fluß der Dinge ein ἕν τι μόνον ὑπομένον gebe: das Feuer, d. h. die Lebenswärme, erhält sich also in allen Dingen intakt und bleibt so die unvergängliche Grundsubstanz. Damit ist nicht ausgeschlossen, daß diese Lebenssubstanz in Abstufungen zur Erscheinung kommt, wonach die Dinge näher oder ferner mit der Gottheit, d. h. dem πῦρ ἀείζωον, verbunden sind. Döring, der im übrigen alle Momente eingehend und sachgemäß prüft (S. 82 ff.), löst Heraklits Lehrsystem zu sehr in Einzelheiten auf: und doch ist gerade die Energie des Gedankens, mit der die eine Grundidee bis in ihre äußersten Konsequenzen verfolgt wird, für Heraklit charakteristisch.

Auch die viel umstrittene Gegensatzlehre Heraklits wird von Burnet sehr verständig erklärt. Er erkennt einmal die Gegensätze als die für den Naturprozeß notwendigen ›two sides of the same process‹ an (S. 186), er betont anderseits (S. 188) die Relativität des Standpunkts bei der Beurteilung der Dinge. Ich habe gleichfalls in meinem Aufsatz über die Schrift Heraklits in den Jahrbb. f. d. klass.

Altert. 23, 161 ff. dargelegt, daß wir bei der Beurteilung der Lehre Heraklits diese beiden Seiten der ἐναντία, einmal die tatsächlich vorhandenen, sodann die nur verschieden φαινόμενα auseinander halten müssen. Auch hierin urteilt Kinkel nicht richtig (S. 75 ff.), indem er Aristoteles' angeblichen Tadel Heraklits, dieser habe den Satz des Widerspruchs geleugnet, für nicht unberechtigt erklärt. Der sogenannte Heraklitsche Satz, ὁ Ἡρακλείτου λόγος (Aristot. 185ᵇ 20), geht keineswegs in dieser Form auf Heraklit zurück; das kann man schon aus der Fassung schließen, in welcher derselbe von Aristoteles 1005ᵇ 24 angeführt wird: ἀδύνατον γὰρ ὁντινοῦν ταὐτὸν ὑπολαμβάνειν εἶναι καὶ μὴ εἶναι καθάπερ τινὲς οἴονται λέγειν Ἡράκλειτον. Aus den letzten Worten geht hervor, daß der so formulierte Satz nur auf der tendenziösen Deutung Heraklitscher Aussprüche durch eine bestimmte Schule beruht. Man konnte der ionischen Substanzlehre von dem ἕν oder der μία ὕλη (als ἀρχή) den Vorwurf machen, daß damit im Grunde alle Dinge der Welt gleich seien, und diesen Vorwurf erhebt Aristoteles tatsächlich φυσ. α 2 u. ö. (vgl. Bonitz, Ind. Aristot. S. 320 Zeile 3 ff.): denn derselbe einheitliche Stoff entwickelt sich in die verschiedensten Dinge, die somit in ihrem letzten Grunde identisch sind. Aber Heraklit hat diese Identität der Dinge, die er selbst wiederholt betont, dadurch erklärt, daß er die Evolution des Stoffes nach verschiedenen, ja entgegengesetzten Seiten hin durch die Zeit bestimmt, also allmählich und nach einander sich vollziehend, annahm: erst die Sophistik (vgl. Natorp, Forschungen z. Gesch. d. Erkenntnisprobl. S. 19 ff.) hat diesem Gedanken die pointierte Formulierung gegeben, daß dasselbe Ding gleichzeitig sei und nicht sei, oder daß dasselbe Ding zu gleicher Zeit entgegengesetzte Qualitäten habe. So ist der angebliche Satz des Heraklit zum Terminus technicus der sophistischen Dialektik geworden und in dieser seiner Bedeutung zitiert ihn Aristoteles. In dieser Formulierung tritt der Satz in enge Beziehung zum Satze des Protagoras, worauf Aristoteles μεταφ. γ 3. 4. 5 hinweist.

In der Lehre von der κάτω und ἄνω ὁδός erkennt Burnet mit Recht die Darstellung des Diogenes Laertius IX, 8—11 als grundlegend an. Im einzelnen weicht meine Auffassung vielfach von der seinigen ab: doch will ich nicht näher darauf eingehen. Nur seine Auffassung des πρηστήρ (S. 165) muß ich bestimmt zurückweisen. Die Erklärung des letzteren als ›hurricane accompanied by a fiery waterspout‹ macht eine singuläre Naturerscheinung zum Mittelpunkte des regelmäßigen Naturprozesses: das ist unmöglich. Ich kann in dem πρηστήρ nur eine andere Bezeichnung der ἀναθυμίασις erkennen: die von Burnet zitierten Stellen beweisen nicht das, was er meint. Entscheidend ist

die von ihm nicht angeführte Stelle Hesiod theog. 844 ff., wie nicht minder Heraklits eigene Worte nur diese Deutung zulassen.

Die eleatische Lehre zerreißt Burnet in ihrem Zusammenhange, indem er Kap. 2 Xenophanes, Kap. 4 und 8 die anderen Eleaten behandelt. Auch Döring trennt den ersteren (S. 63 ff.) von seinen Nachfolgern (S. 119 ff.). Das erklärt sich daher, daß beide, Burnet sowohl wie Döring, dem Xenophanes eine Sonderstellung geben. Für Burnet ist Xenophanes nur der Spötter, dessen einziger Zweck sei, die religiösen Vorstellungen nicht nur seiner Zeitgenossen, sondern überhaupt, herabzuziehen und lächerlich zu machen. Döring unterscheidet zwei Perioden in der Entwicklung des Xenophanes, indem er sich hierfür auf Timons Darstellung in seinen σίλλοι stützt. In der früheren, jugendlicheren Periode habe Xenophanes in seinen σίλλοι die herkömmlichen Göttervorstellungen angegriffen, später im Alter habe er in seinem Lehrgedichte περὶ φύσεως seine positive Ansicht über das Göttliche formuliert. Ich habe mich nicht überzeugen können, daß die Verspottung des Volksglaubens etwas anderes ist, als die negative Seite seiner positiven Gotteslehre: jedenfalls kann ich Burnets Erklärung der Worte πρῶτος ἑνίσας (Aristot. 986^b 21) und τοῦ ὅλου στασιῶται (Plato Theaet. 181 A) durch partisan bezw. partisans nur als Kuriosität bezeichnen. Im Gegensatz zu Burnet faßt Kinkel (S. 134 ff.) Xenophanes als sittlich hochstehenden Verkünder des Monotheismus: der Einheit des natürlichen Kosmos entspricht die Einheit des Gottes; Gott wird so zur Weltvernunft, zur Weltkraft, die aber nicht transzendent ist, sondern der Welt immanent bleibt. Wenn Kinkel aber zugleich die Sinnendinge als das Mittel faßt, durch welche die Gotteskraft sich offenbart, so wird er damit dem tiefgehenden Zwiespalt nicht gerecht, der die ganze Lehre aller Eleaten durchzieht und zwischen der Gottheit und der Erscheinungswelt einen unausgleichlichen Widerspruch schafft. Ich habe im Rhein. Mus. 64, 185 ff. zu zeigen gesucht, daß Xenophanes — und ihm folgend die anderen Eleaten — sich aufs engste an die ionische Substanzlehre anschließt: das eleatische ἕν ist die einheitliche, dem Kosmos immanente Weltsubstanz. Aber indem die Eleaten das Sein dieses ἓν ὄν unter dem Zwange des logischen Begriffs zum absoluten machten und dasselbe damit in Gegensatz zum Werden setzten, brachten sie ihre Lehre zugleich in schärfsten Gegensatz zur ionischen Lehre: das Werden der Erscheinungswelt wurde ihnen völlig unvereinbar mit dem Sein der Gottessubstanz. So haben sie zwischen der Einheit ihrer Weltsubstanz und der Vielheit der Erscheinungswelt einen unüberbrückbaren Gegensatz geschaffen; sie stehen ratlos und verständnislos der letzteren gegenüber. Bewunderungswürdig klar ist die

Formulierung der ionischen und der eleatischen Lehre in ihrem Wechselverhältnis von Uebereinstimmung und Gegensatz durch Aristoteles 184[b], 15 ff. so bestimmt, daß die Ionier die μία ἀρχὴ κινουμένη, die Eleaten die μία ἀρχὴ ἀκίνητος lehrten.

Bei Parmenides ist die entscheidende Frage, wie wir dieses ἕν zu fassen haben. Die Mehrzahl der Forscher, sagt Kinkel S. 33, ist der Meinung, das Parmenides das ἕν und ὄν als räumlich dinglich gedacht habe: diese Meinung verwirft Kinkel. Burnet (und auch Döring ist wesentlich derselben Ansicht) tritt entschieden für die stoffliche, die materielle Wesenheit dieses ἕν ein (S. 208), weshalb er erklärt, daß ›all materialism depends on his view of reality‹. Ich kann Burnets Erklärung nur zustimmen: das eleatische ἕν ist als ein materieller Stoff gefaßt, der aber zugleich, wie das ionische ἕν, als vernünftig und göttlich gedacht ist. Schon Zeller hat auf 1010[a] 1 hingewiesen, wo es heißt: τὰ ὄντα ὑπέλαβον εἶναι τὰ αἰσθητὰ μόνον; und 298[b] 21, wo es bestimmt von den Eleaten heißt, daß sie μηθὲν ἄλλο παρὰ τὴν τῶν αἰσθητῶν οὐσίαν ὑπολαμβάνουσιν εἶναι (Diels bricht das Referat 18A 25 unmittelbar vor diesen entscheidenden Worten ab). Kinkels Hinweis auf Plato Theaet. 180E οὐκ ἔχον χώραν ἐν ᾗ κινεῖται widerlegt nicht, sondern bestätigt nur diese Auffassung des ἕν: denn auch Parmenides charakterisiert sein ἕν als συνεχές und πᾶν ἔμπλεον ἐόντος (Fr. 8, 23 ff. Diels), wie die Eleaten denn überhaupt entschiedene Bekämpfer des κενόν waren. Unklar erscheint allerdings die Stelle 986[b] 18 ff. Παρμενίδης μὲν γὰρ ἔοικε τοῦ κατὰ τὸν λόγον ἑνὸς ἅπτεσθαι, Μέλισσος δὲ τοῦ κατὰ τὴν ὕλην: Kinkel hält deshalb auch schon diese Worte für beweisend. Das sind sie aber nicht. Einmal spricht schon die Fassung der Worte ἔοικε—ἅπτεσθαι dafür, daß wir es hier nur mit einer Vermutung zu tun haben; sodann läßt sich auch leicht der Grund erkennen, der Aristoteles auf diese Annahme führt. Jeder λόγος (Begriff) ist für Aristoteles ein ὁρισμός; und dieser ὁρισμός und dessen ὡρισμένον erscheint in dem πεπερασμένον des Parmenides gegeben und bestätigt zu werden. Daher Aristoteles zur Motivierung seines Urteils hinzufügt: διὸ καὶ ὁ μὲν πεπερασμένον, ὁ δ' ἄπειρόν φησιν εἶναι αὐτό. Wir haben es hier also nur mit einer Spielerei und Diftelei zu tun, zu der sich Aristoteles mitunter hinreißen läßt: das Parmenideische πεπερασμένον scheint von selbst auf einen ὁρισμός oder λόγος hinzuweisen. Die wörtliche Annahme des Aristotelischen Urteils ist schon aus dem Grunde unmöglich, weil sie einen Gegensatz des Parmenides und des Melissus schaffen würde, der durch kein sonstiges Moment bestätigt wird. Denn die Differenz in der Auffassung des Kosmos und des ihm immanenten ἕν als πεπερασμένον oder als ἄπειρον tangiert nicht das Wesen des ἕν nach seiner Substanz und kommt

hier nicht in Betracht. Vor allem aber ist für das Verständnis des eleatischen ἕν auf Aristoteles' Einleitung in die Physik hinzuweisen 184ᵇ 15 ff., wo die Eleaten ohne jedes Bedenken unter die übrigen Vertreter physikalischer Lehren eingereiht werden. Hätte Aristoteles das eleatische Sein tatsächlich als das rein begriffliche gefaßt, so wäre seine leidenschaftliche Polemik gegen dasselbe völlig unverständlich. Denn er erklärt wiederholt (vgl. z. B. 1010ᵃ 32 ff.), daß die Lehre von dem ἓν ὄν ἀκίνητον an und für sich innerlich berechtigter sei, als das ionische ἀεὶ κινεῖσθαι, da jenes sich mit Aristoteles' eigener Lehre von dem ἓν ἀκίνητον der Gottheit deckt. Aber gerade von physikalischem Standpunkte aus, erklärt Aristoteles 184ᵇ 25 ff., sei die Lehre unannehmbar. Wir können also nicht zweifeln, daß die Eleaten ihr ἓν ἀκίνητον als Stoffsubstanz mit dem Kosmos in Verbindung brachten und eben hierdurch gerieten sie mit dem Werden der Erscheinungswelt in Widersprüche, die unausgleichlich sind, und die Aristoteles wiederholt ihnen vorwirft.

Was die Welt des Scheins in Parmenideischer Darstellung betrifft, so erkennt Burnet sowohl wie Kinkel die Einwirkung pythagoreischer Vorstellungen an. Beide aber verwerfen die Angaben des Aristoteles, wonach das ὄν und μὴ ὄν mit Feuer und Erde, mit Licht und Dunkel, mit ψυχρόν und θερμόν, mit πυκνόν und μανόν identifiziert wird: 188ᵃ 20; 318ᵇ 6; 330ᵇ 14; Theophr. Fr. 6 (Doxogr. 482); Simplic. φυσ. 25,15. Solche Zweifel sind unberechtigt. Die gesamte antike Physik hat seit den ältesten Zeiten die Identität dieser Begriffe gelehrt. Parmenides selbst hat Feuer und Erde als die Pole, die ἐναντία, d. h. als die reinsten und signifikantesten Erscheinungsformen seiner beiden Weltprinzipe gelehrt 330ᵇ 13, während er die dazwischen liegenden Elemente Luft und Wasser als μίγματα jener beiden faßte, wie auch Döring S. 129 anerkennt. An dieser δόξα aller Physik zu zweifeln, liegt nicht der geringste Grund vor.

Auf Einzelheiten, namentlich auf die Lehre des Parmenides von den himmlischen Sphären einzugehen, muß ich mir wieder versagen: in der Auffassung derselben herrschen noch große Differenzen, die aber ohne ein genaueres Eingehen auf die Details nicht zum Verständnis gebracht werden können.

Ich gehe zu den Pythagoreern über. Burnet behandelt dieselben in Kap. 2 und Kap. 7: auch hier hat das Zerreißen der Materie dem Verständnis nicht zum Vorteil gereicht. Döring geht noch weiter, indem er an vier verschiedenen Stellen 50 ff.; 108 ff.; 137 ff.; 182 ff. die pythagoreische Lehre behandelt. Kinkel sucht dieselbe in ihrer einheitlichen Entwicklung S. 101—133 darzustellen. Es ist ja allerdings zweifellos richtig, daß keine Lehre so sehr, wie gerade die

pythagoreische, eine allmähliche Ausgestaltung erfahren hat, und Döring hat im Prinzipe Recht, wenn er die Lehre nach den verschiedenen Phasen ihrer Evolution zu scheiden sucht. Aber diese Entwicklung ist in ihren einzelnen Phasen noch so unklar — eine Geschichte des Pythagoreismus soll erst noch geschrieben werden —, daß eine Scheidung nach bestimmten Kriterien und Einzeldogmen, vorläufig wenigstens, ohne eine gewisse Willkür sich nicht vollziehen läßt.

Für die Beurteilung der pythagoreischen Lehre ist es von entscheidender Bedeutung, wie wir über Philolaos zu urteilen haben. Burnet sowohl wie Döring bezweifeln die Echtheit der unter seinem Namen überlieferten Bruchstücke: der Autor dieser letzteren könne nicht derselbe sein, wie der Philolaos der Menonschen Sammlung. Das ist nicht richtig. Menon hatte nur die Tendenz, die medizinischen, bezw. physiologischen und biologischen Angaben aus der Schrift des Philolaos wiederzugeben, während die Bruchstücke allgemein philosophischen und kosmologischen Inhalts sind: die einen schließen die andern nicht aus. Aber während Burnet nur im allgemeinen Zweifel ausdrückt, spricht sich Döring in sehr temperamentvoller Weise über die angebliche Unechtheit der Bruchstücke aus. Ich denke aber, wenn Männer wie Boeckh und Diels an der Echtheit nicht zweifeln, so kann es um diese nicht ganz schlecht bestellt sein. Die Echtheit dieser Bruchstücke (Fr. 1—19 Diels) steht meiner Ansicht nach zweifellos fest: auch Kinkel nimmt sie als selbstverständlich an. Von diesen Bruchstücken, als der ältesten Formulierung der pythagoreischen Lehre, ist auszugehen: sie müssen den Grund legen, von dem aus die letztere zu gestalten ist. Aus ihnen geht aber hervor, daß sowohl die Lehre vom πέρας und ἄπειρον, wie die Zahlenlehre ursprünglich sind, und diese beiden Hauptteile des pythagoreischen Dogmas gilt es in enge Beziehung zu einander zu bringen. Daß πέρας und ἄπειρον ursprüngliche Lehre, ist, wie ich sehe, von allen drei Forschern anerkannt, auch die Bedeutung des πέρας als des formgebenden Prinzips, wenigstens von Döring und Kinkel, erkannt: im übrigen aber scheinen mir in der Auffassung dieser Prinzipien wieder große Differenzen zu herrschen. Vor allem ist gegen die Identifizierung des innerkosmischen und des ἔξω τοῦ οὐρανοῦ befindlichen (Arist. 203ᵃ7; 213ᵇ22) ἄπειρον, wie dieselbe von allen drei Forschern vertreten wird, zu protestieren. Denn das ἄπειρον ἔξω τοῦ οὐρανοῦ wird ausdrücklich als κενόν charakterisiert und hat nichts mit dem stofflichen ἄπειρον innerhalb des Kosmos, d. h. der ungeschiedenen und ungeformten Materie im Sinne des Anaximanderschen ἀόριστον, zu tun. Hier hat der schwankende Begriff des ἄπειρον,

welches bald in ganz allgemeinem Sinne (κατὰ πλῆθος, κατὰ μέγεθος, κατ' εἶδος Arist. 187ᵇ 8. 9), bald in engerem Sinne (von dem unendlich vielen und der Teilung ins unendliche, oder von dem räumlich unendlichen, oder endlich von dem ungeformten) gebraucht wird, Konfusion gestiftet. Daß das ἔξω τοῦ οὐρανοῦ angenommene κενόν von dem ἄπειρον als αἰσθητόν zu unterscheiden, sagt Aristoteles ausdrücklich 203ᵃ 5 ff.: und diese Scheidung der beiden erscheint mir zweifellos. Döring läßt das außerkosmische ἄπειρον als κενόν und doch zugleich als den eigentlichen Weltstoff in den Kosmos einströmen (S. 111): das ist eine unmögliche Annahme. Haben die ältesten Pythagoreer das außerkosmische κενόν von πνεῦμα erfüllt angenommen, wie bestimmt bezeugt wird, so stehen sie noch auf dem Standpunkte der vulgären Meinung, die Luft und κενόν identifiziert: Aristoteles stellt wiederholt diesen Volksglauben (213ᵃ 27 ff.: οἱ ἄνθρωποι βούλονται —; 419ᵇ 34 δοκεῖ εἶναι κενὸν, ὁ ἀήρ; 656ᵇ 15 τὸ κενὸν καλούμενον ἀέρος πλῆρές ἐστιν) der wissenschaftlichen Auffassung, nach der die Luft auch in ihrer Unsichtbarkeit Materie ist, gegenüber. Aber die Betonung, daß der Kosmos nach pythagoreischer Lehre nur seine ἀναπνοή aus dem außerkosmischen κενόν schöpfe, zeigt schon genügend an, daß der kosmische Stoff als solcher, also das innerkosmische ἄπειρον, unabhängig von dem äußeren ἄπειρον ist. Auch Kinkel (S. 113) kommt nicht zum Verständnis der pythagoreischen Lehre, wenn er beide ἄπειρα in der Weise verbindet, daß er sie als einheitliches an die Peripherie des Kosmos verlegt: wie in dieser Fassung das ἄπειρον die Grundlage für die Bildung aller innerkosmischen ὄντα werden kann, bleibt unverständlich. Die Fragmente des Philolaos wie die Referate des Aristoteles weisen mit Sicherheit darauf hin, wie wir das Verhältnis des innerkosmischen und des außerkosmischen ἄπειρον aufzufassen haben: das letztere umgibt als der unendliche leere Weltenraum den Kosmos, während dieser selbst von einer ungeschiedenen und ungeformten Stoffmasse erfüllt ist, die dann durch Hinzutritt des πέρας als des Formprinzips gestaltet wird. Dieses Verhältnis von πέρας und ἄπειρον hat weder Burnet, noch Heidel, Archiv f. Gesch. d. Philos. 14, 384 ff., noch Newbold daselbst 19, 204 richtig erkannt: am nächsten kommt dem Verständnis Berger in seiner Abhandlung über Platos Philebus, Philologus 62, 489 ff.

Den Wert und die Bedeutung der Zahlen im allgemeinen hat Kinkel (S. 104 ff.) vortrefflich dargelegt. Bezüglich der Entdeckung der musikalischen Harmonie stützt er sich auf Max C. P. Schmidt, der ebenso geistvoll wie überzeugend in seinen kulturhistorischen Beiträgen 1, 64—84 diese Entdeckung durch Pythagoras an der ägyptischen Harfe nachweist, welche letztere so die Mutter des Mo-

nochords wie der Hypotenuse wurde. Wenn aber Kinkel das Zahlprinzip als solches von aller unmittelbaren sinnlichen Wahrnehmung abtrennt und die Pythagoreer somit nicht nur den Idealismus vorbereiten, ja sie selbst Idealisten sein läßt, so erheben sich gegen eine solche Loslösung der Zahlen von der Materie doch sehr schwerwiegende Bedenken. Die enge Beziehung des πέρας zum ἕν und dieses wieder zum göttlichen schöpferischen Weltfeuer macht es wahrscheinlich, daß die älteste und ursprüngliche Auffassung das πέρας, als Formprinzip, mit dem ἕν, als Zahlprinzip, identifiziezte und dieses Einheitsprinzip zugleich als ein materielles, eben als das Feuer- oder Wärmeprinzip, faßte. Jedenfalls sind die unzähligen Einzelformen der Dinge zugleich als πέρατα und als Zahlen, d. h. als Zahlen- und Maßverhältnisse, gedacht und erscheinen so als die mannigfachen Manifestationen des einen Form- und Zahlprinzips. Ich habe dieses in meinen Abhandlungen über die Pythagoreer im Archiv f. Gesch. d. Philos. 22,28 ff.; 145 ff. näher dargelegt.

Ueber die συστοιχίαι, die Aristoteles 986ª 22 ff. als charakteristische Lehre der Pythagoreer — wenn auch nur einer einzelnen Schule derselben — bezeichnet, handeln Döring S. 112 ff. und Kinkel S. 115 ff. im ganzen sachgemäß und erschöpfend, während Burnet sich nicht näher darüber ausspricht. Den Gegensatz des ἀριθμός ἄρτιος und περισσός betont schon Philolaos Fr. 5: hier hat die Entdeckung des gnomonischen Charakters der Ungeraden bestimmend eingewirkt. Die weitere Entwicklung der Lehre von den συστοιχίαι kann aber erst einer späteren Zeit angehören: Aristoteles unterscheidet die Vertreter dieser Lehre durch die Fassung der Worte (ἕτεροι δὲ λέγουσιν) bestimmt von der Hauptschule der Pythagoreer.

Wie hier, so treten uns auch sonst tiefgehende Differenzen in der Auffassung einzelner pythagoreischer Dogmen entgegen. In Bezug auf die regelmäßigen Figuren, die mit den elementaren Stoffen in enge Beziehung gesetzt sind, glaubt Burnet S. 329 aus einem Scholion zu Euklid (ed. Heiberg V p. 654, 1) schließen zu dürfen, daß die Entdeckung des Oktaeder und Ikosaeder erst durch Theaetet erfolgt sei: dem gegenüber muß darauf hingewiesen werden, daß Eudemus (Fr. 84 Sp.) τὴν τῶν κοσμικῶν σχημάτων σύστασιν schon auf Pythagoras selbst zurückführte, wie die Scheidung in die vier bezw. fünf kosmischen σώματα zweifellos schon von Philolaos (Fr. 12) gelehrt wird. Nicht minder bietet die Kosmologie noch manche Differenzpunkte: auch hier aber muß ich mir in meiner Besprechung Beschränkung auferlegen.

In Kap. 5 behandelt Burnet Empedokles. Hier stehen die Elemente im Vordergrunde des Interesses. Burnet läßt (S. 263) Empe-

dokles die Vierzahl der Elemente feststellen, indem er die Entdeckung machte, daß die atmosphärische Luft ›a distinct corporeal substance‹ sei. Ich kann ihm darin nicht folgen. Die Annahme, der ἀήρ des Anaximenes sei teils als κενόν, teils als eine unvollständige Substanz von vapour oder mist gefaßt, wird meiner Ansicht nach schon dadurch widerlegt, daß Anaximenes seinen ἀήρ als Urstoff und ἀρχή an die Spitze aller Weltbildung stellte. Ich spreche hier allerdings pro domo, da ich in meinen Meteorolog. Theorien die Ansicht vertreten habe, daß die Vierzahl der Elemente ein alter bis in Homerische Zeit nachweisbarer Volksglaube gewesen sei. Die auf Theophrast zurückgehenden Referate über Anaximenes' Lehre (Simplic. φυσ. 24, 26 ff. [Plut.] Strom. 3; Hippol. ref. 1, 7), sowie die eigenen Worte des Anaximenes (Fr. 1.2 Diels) zeigen, daß ihm der Begriff der atmosphärischen Luft in allen ihren Wandlungen aus der feinsten Struktur, in der sie noch unsichtbar und nur durch das Gefühl erkennbar, bis in ihre stärksten Verdichtungen zu Wolke und Nässe sehr wohl bekannt war. Anaximander ließ seinen Urstoff in Feuer, Erde, Luft, Wasser sich scheiden, und Burnet selbst führt diese Lehre (S. 66) ohne Bedenken an: nichts deutet an, daß der ἀήρ hier seiner Bedeutung und seinem Range nach von den andern drei Elementen unterschieden wird. Und ebenso läßt sich von Xenophanes und Parmenides nachweisen, daß sie die Vierzahl der Elemente kannten und lehrten. Auch hier gibt uns Aristoteles die Direktive, wie wir das Verhältnis der Empedokleischen Elemente zu denen der älteren Auffassung zu werten haben, indem er den Ioniern μίαν ἀρχήν, dem Empedokles τέτταρας ἀρχάς gibt. In älterer Auffassung waren die Elemente erst eine sekundäre Bildung und Wandlung aus dem einheitlichen Urstoffe, der μία ἀρχή: in Empedokleischer Auffassung dagegen waren die Elemente primär, alle vier gleich ewig, von der Natur selbst als gleichartig geschaffen. Ich stimme hierin mit Döring (S. 33. 202) durchaus überein; vielleicht will Kinkel (S. 174) dasselbe sagen, wenn er bemerkt, Empedokles habe in den vier Elementen die Lehren seiner Vorgänger zusammengefaßt. Empedokles hat diese seine, von der älteren Auffassung der Elemente abweichende, Lehre in den Worten Fr. 17, 27 ταῦτα γὰρ ἰσά τε πάντα καὶ ἥλικα γένναν ἔασι, in denen sehr bestimmt die Gleichheit und Gleichursprünglichkeit aller vier Elemente betont wird, zum Ausdruck gebracht, und Aristoteles hat es für nötig gehalten, diese ἰσότης der vier στοιχεῖα γεν. β 6 einer ausführlichen Untersuchung zu unterziehen.

Burnet nimmt ferner an, Empedokles habe zuerst die vier Qualitäten ψυχρόν und θερμόν, ὑγρόν und ξηρόν mit den vier Elementen verbunden, indem er jedem derselben eine spezifische Eigenschaft

gab: der Begriff der Qualität, meint er S. 266, sei vorher noch nicht erfaßt. Das ist meiner Ansicht nach undenkbar. Wir haben die bestimmte Nachricht, daß schon Anaximenes (Fr. 1 Diels) die Begriffe des ψυχρόν und θερμόν nicht als οὐσίαι, sondern als πάθη κοινὰ τῆς ὕλης ἐπιγιγνόμενα ταῖς μεταβολαῖς faßte, und diese Verbindung der Qualitäten mit den wechselnden Stoffformen müssen wir als die gemeinsame Lehre aller Physiker ansehen. Burnet spricht auch gegen die Scheidung der Elemente in θραύσματα. Es ist zuzugeben, daß die von ihm zitierte Stelle Aristot. 325ᵇ 19 ff. nicht klar ist, ja zu Mißverständnissen Anlaß geben kann. Dieser Stelle gegenüber ist aber auf 334ᵃ 16 ff. zu verweisen, wo die Elemente κατὰ μικρά geschieden sind; sowie auf 325ᵇ 5; 305ᵃ 1, wo die Scheidung der Elemente in Atome bestimmt angedeutet wird, weshalb auch 327ᵃ 11—16 (ὥσπερ φασί τινες) mit Wahrscheinlichkeit auf Empedokles zu beziehen ist. Ich kann deshalb Burnets Zweifel an der Richtigkeit der Angaben Aetius 1, 13, 1; 17, 3, Emkedokles habe seine στοιχεῖα in θραύσματα oder μικρότατοι ὄγκοι geschieden angenommen, als berechtigt nicht anerkennen. Auch hierin stimme ich mit Döring (S. 202) überein. Durch diese Scheidung der Elemente in kleinste und praktisch nicht weiter zu teilende Stückchen ist Empedokles der eigentliche Begründer der Atomentheorie geworden.

Die Empedokleischen Begriffe νεῖκος und φιλία faßt Burnet (S. 267) als körperliche Bildungen. Sie sind insoweit körperliche Bildungen, als auch der Anaxagoreische νοῦς körperlich ist. Wir ersehen daraus nur, wie schwer es den älteren Denkern geworden ist, abstrakte oder geistige Begriffe zu erfassen: ohne einen körperlichen Träger erschienen dieselben undenkbar. Damit kommt ein Widerspruch in die Lehre des Empedokles, in dem einmal die vier Elemente als die Quelle a l l e r Dinge bezeichnet werden (Fr. 23, 10), anderseits ausdrücklich νεῖκος und φιλία als δίχα τῶν (näml. der Elemente) und als ἴση μῆκός τε πλάτος τε (Fr. 17, 19 f.) charakterisiert werden. Dadurch ist auch in die Referate des Aristoteles ein Zwiespalt gekommen, indem er z. B. 188ᵇ 34 νεῖκος und φιλία als ἐναντία der Stoffbildung selbst bezeichnet, anderseits beide als gleichberechtigt neben die vier elementaren Bildungen stellt. Aber Simplicius φυσ. 154, 7 hebt mit Recht hervor, daß φιλία und νεῖκος in Wirklichkeit nur als das ἓν ποιοῦν, d. h. als die einheitliche κίνησις, zu fassen sind. Ihre, sowie des νοῦς Verkörperung ist nur als Unbeholfenheit und Ungeübtheit des Anaxagoras und Empedokles im Denken und Abstrahieren aufzufassen.

Im übrigen bietet auch Empedokles noch viele Unklarheiten und Rätsel, und dem entspricht es, daß die Auffassung einzelner Lehren

von Seiten der genannten Forscher vielfach unter einander differiert. Ich muß aber auch hier mich mit dieser allgemeinen Andeutung begnügen.

In Kap. 6 behandelt Burnet Anaxagoras, den er vor allem in seinem Verhältnis zur ionischen und eleatischen Schule betrachtet: der Einheit der Substanz steht die Vielheit der Dinge gegenüber. Richtiger wäre es gewesen, den Gegensatz der dynamischen oder vitalistischen und der mechanistischen Weltanschauung in den Vordergrund zu stellen. Ergab sich für die Ionier von ihrem animistischen Standpunkte aus die Bewegung des Stoffes, als des lebendigen, von selbst, so mußte nun, als der Stoff der eigenen Bewegung entkleidet wurde, diese letztere von außen an ihn herangeführt werden: und so werden νεῖκος und φιλία, sowie νοῦς zu mechanischen Kräften außerhalb des Stoffes. Dieses Neue, wie es in die Spekulation eintritt, hat Kinkel (S. 171 ff.) richtig hervorgehoben. Die Atomisten lassen dann die Bewegung von selbst entstehen; daher Aristoteles 640a 7 νεῖκος νοῦς αὐτόματον zusammenstellt. So bilden Empedokles und Anaxagoras den Uebergang von der vitalistischen Weltanschauung zur rein mechanischen der Atomisten. Von den letzteren hat Burnet nur Leukipp (Kap. 9) einer kurzen Betrachtung unterzogen, während er Demokrit von seiner Darstellung ausschließt. Er hätte besser getan, auch Leukipp auszuschließen, da beide Hauptvertreter des Atomismus in Weltanschauung und Lehre so eng zusammenhängen, daß eine gesonderte Betrachtung des älteren ohne Vergleich seiner Lehre mit der bekannteren und ausgestalteteren seines Nachfolgers nicht in vollem Maße zur Würdigung und zum Verständnis gebracht werden kann. Kinkel sowohl als Döring knüpfen deshalb auch die Betrachtung des Atomismus speziell an Demokrit an und erkennen beide ihn als den eigentlichen Begründer einer neuen und großartigen Weltanschauung an. Da meine Besprechung aber in erster Linie dem Buche Burnets gelten soll, so schließt sich ein näheres Eingehen auf die atomistische Lehre, und speziell auf Demokrit an dieser Stelle aus.

Das Resultat unserer Besprechung des Burnetschen Buches und eines Vergleichs seiner Auffassung der vorsokratischen Lehre mit derjenigen der deutschen Forscher ist insofern nicht sehr erfreulich, als wir gelernt haben, welch tiefgehende Differenzen noch, nicht nur über Einzelheiten, sondern auch über die Grunddogmen der älteren griechischen Denker herrschen. Es wird noch eingehendster und gründlichster Durchforschung der Quellen bedürfen, um hier mehr und mehr eine Uebereinstimmung der Auffassung, und damit ein wirkliches Verständnis der älteren griechischen Spekulation anzubahnen.

Halle Otto Gilbert

Die Philosophie des Spinoza im Lichte der Kritik. Von **Franz Erhardt.** Leipzig, O. R. Reisland 1908. VIII, 502 S. 9 M.

Die Philosophie Spinozas hat bekanntlich ein eigentümliches Schicksal gehabt. Nachdem sie zunächst lange Zeit zwar nicht unbeachtet, doch wie etwas Fremdes abseits der lebendigen philosophischen Entwicklung geblieben war, wurde sie über hundert Jahre nach dem Tode ihres Urhebers, während der Ausbildung der großen Systeme des nachkantischen Idealismus, zu einer wirksamen Macht ersten Ranges. Und das hierbei gewonnene Ansehen bewahrte sie auch nach der Mitte des 19. Jahrhunderts, als diese Systeme im wesentlichen ihre Geltung verloren hatten. Denn wenn sie die idealistischen Philosophen vor allem durch ihre Systematik und ihre spekulative Gotteslehre angezogen hatte, so kam ihr nun bei dem neuen Aufschwung der Naturwissenschaften ihr antiteleologischer Naturalismus zu statten und erhielt ihren Einfluß aufrecht. Heute, wo neben der naturwissenschaftlichen Betrachtung der Dinge auch die Grundgedanken des deutschen Idealismus wieder mehr und mehr an Boden gewinnen, besitzt Spinoza auf beiden Seiten zahlreiche Bewunderer. Dabei unterstützt ihn jetzt wie in Herders und Goethes Tagen noch besonders die äußere Fassung seiner Lehre in dem wenig umfangreichen Hauptwerk, das trotz oder vielleicht gerade wegen seiner strengen mathematischen Form in der fast künstlerisch zu nennenden Geschlossenheit seines Aufbaus und in der schlichten Ruhe seines Vortrages die Welt- und Lebensanschauung einer großen Denkerpersönlichkeit in tief ergreifender Weise zum Ausdruck bringt. So ›nimmt das Spinozistische System in unserer Zeit eine wesentlich andere Stellung ein als die übrigen Systeme, die der vorkantischen Periode der neueren Philosophie angehören; während die unmittelbare Bedeutung der Systeme eines Cartesius, eines Leibniz und Wolf, die einst eine so große Rolle spielten, schon seit langer Zeit verhältnismäßig nur gering gewesen ist, bildet die Spinozistische Philosophie noch heute eine lebendige Macht nicht nur im Gebiete des philosophischen Denkens, sondern des modernen Geisteslebens überhaupt. Ohne Uebertreibung kann man mit einer gewissen Paradoxie des Ausdrucks von ihr sagen, daß sie eines der wichtigsten von den philosophischen Systemen des 19. Jahrhunderts gewesen ist. Unter diesen Umständen ist es für den kritischen und systematischen Forscher nicht möglich, sich ihr gegenüber auf die rein historische Betrachtung zu beschränken; vielmehr gilt es, die Frage nach dem Wert und dem Wahrheitsgehalte der von Spinoza vertretenen Weltanschauung aufzuwerfen und sie in ganz

bestimmtem Sinne zu beantworten‹. Diese Aufgabe hat Erhardt in seinem neuen Werk zu lösen gesucht. Er brachte dazu zwei Eigenschaften mit, die sich nicht allzu häufig vereinigt finden, und die hier doch unerläßlich sind: einmal den Besitz eigener ausgesprochener systematischer Ueberzeugungen und zum andern die Fähigkeit, eine historische Erscheinung unbefangen so aufzufassen, wie sie sich gibt, also die Fähigkeit zu historischer Objektivität. So enthält das Buch einerseits eine ausgezeichnete Darstellung der Hauptlehren Spinozas, wobei die sich an einige von diesen knüpfenden Kontroversen eine sehr umsichtige Behandlung erfahren haben (z. B. die Frage der Realität der Attribute, die Frage nach den unendlichen Modis, und andere mehr), und andererseits scharfsinnige kritische Betrachtungen, die sich nicht bloß darauf beschränken, logische Inkohärenzen aufzudecken, sondern auch in rein systematischer Weise von einem modernen Standpunkte aus, der hier natürlich kein anderer sein kann, als der Erhardts, die Positionen Spinozas und ihre Fundamente gründlich erörtern und sich in dem sehr häufigen Falle eines negativen Ergebnisses zugleich zu zeigen bemühen, ›in welcher Richtung die wahre Lösung der Probleme zu finden sein dürfte‹. Durch diese Verfassung wird das Werk vorzüglich allen denen zu empfehlen sein — und deren Zahl ist beträchtlich — die an der Hand Spinozas in den Bereich der Philosophie eingetreten sind. Sie finden hier sachkundige Erläuterungen dunkler Punkte, die freilich nicht immer die Dunkelheiten aufhellen, sondern gelegentlich auch den befreienden Nachweis bringen, daß die Dunkelheiten an sich vorhanden und durch keine Interpretationskunst zu beseitigen sind; und sie finden weiter eine lebendige Diskussionsbeziehung hergestellt zwischen den Gedanken Spinozas und moderner Art zu philosophieren, eine Beziehung, die allerdings zumeist den Charakter der Gegensätzlichkeit trägt. Aber wenn Erhardts Werk solchermaßen hervorragend geeignet ist, über Spinoza hinaus- und in die Philosophie unserer Zeit einzuführen, so ist das doch nicht sein Hauptzweck. Dieser ist vielmehr der, ein Werturteil über die spinozistische Gedankenwelt zu begründen und auszusprechen; der Hauptzweck also ist, wie es der Titel ausdrückt und der vorher angeführte Passus aus der Einleitung besagt, eben der kritische. Das Resultat nun, zu dem der Verfasser durch seine Kritik gelangt, wird, wie er selbst sagt, ›vielen Verehrern Spinozas wenig willkommen sein‹; ›denn ich sehe mich genötigt‹, fährt er fort, ›gegen sein System in formeller wie in sachlicher Beziehung sehr viele Einwendungen zu erheben und zu seinen Lehren meistenteils eine durchaus ablehnende Stellung einzunehmen‹. So gelangt er dahin, ›der Spinozistischen Philosophie die Würde

eines Systems vom allerersten Range abzusprechen‹; sie ›kann nicht die außerordentliche Bedeutung in Anspruch nehmen, die man ihr seit dem Ende des 18. Jahrhunderts meistenteils zugeschrieben hat. Zwar fehlt augenblicklich noch sehr viel daran, daß eine solche Auffassung in weiteren Kreisen zum Durchbruch gelangt wäre. Doch ist es, wie wir glauben, nur eine Frage der Zeit, wann auch in dieser Hinsicht ein Umschwung der Anschauungen eintreten wird‹. Diese Bemerkungen darf man jedoch nicht mißverstehen. Erhardt will keineswegs die hervorragende Bedeutung Spinozas leugnen, und er wendet sich trotz aller Einwände, die er selbst zu erheben hat, gegen die ungerechten und zum Teil gänzlich verständnislosen Kritiken, mit denen Männer wie Herbart, Fries oder Apelt Spinoza bedacht haben. Nur will er hinwiderum auch nicht in den übertriebenen Spinozaenthusiasmus mit einstimmen, wie er seit den Tagen Jacobis, Schleiermachers und Schellings bei uns üblich geworden und in weiteren Kreisen auch heute noch lebendig geblieben ist. Diese negative Tendenz tritt nun freilich ganz besonders in den Vordergrund, wenn Erhardt auch beflissen ist, zu Gunsten Spinozas immer wieder Einschränkungen zu machen. Das Buch ist sehr objektiv, aber es ist gar nicht wohlwollend geschrieben. In der Sache wird man dem Verfasser meistenteils Recht geben müssen, aber — c'est le ton, qui fait la musique: man könnte dasselbe sagen wie er, nur in etwas anderer Weise, und der Eindruck würde weniger ungünstig sein. Dies zeigt gleich der erste Teil des Werkes, die ›formelle Kritik‹, in der die geometrische Methode Spinozas und ihre konkrete Anwendung in der Ethik besprochen wird. Erhardt führt hier im Anschluß an kantische Lehren zutreffend aus, daß Spinozas Versuch, die Philosophie zu geometrisieren, prinzipiell verfehlt ist, und er zeigt im besonderen, wie Spinoza oft genötigt wird, seine Deduktionen durch ohne Skrupel bei der Erfahrung gemachte Anleihen zu ergänzen. Im weiteren spricht er die einzelnen Definitionen und Axiome des ersten Teiles der Ethik durch und geht dann auf die Lehrsätze und ihre Beweise genau ein, indem er sie vor allem auf die logische Folgerichtigkeit ihrer Beweise prüft; auch die übrigen Teile der Ethik finden eine ähnliche, wenn auch nicht so detaillierte Kritik. Das ist alles mit großem Scharfsinn ausgeführt, klar in der Formulierung und interessant und belehrend zu lesen; auch wird man dem Verfasser nur selten widersprechen können. Und doch glaube ich, wie gesagt, daß eine andere Art der Darstellung möglich gewesen wäre, bei der Spinoza besser gefahren sein würde. Es ist mir z. B. aufgefallen, wie wenig Erhardt den Grundsatz ›ne bis in idem‹ beherzigt. Wenn er die Unrichtigkeit eines Lehrsatzes nachgewiesen hat, so kommt er

auf diese fast in jedem späteren Falle zurück, wo der Lehrsatz als Beweismittel benutzt wird. So wendet er (S. 119) gegen den Beweis des 14. Lehrsatzes des 1. Teils ein: ›Es ist weder bewiesen, daß Gott zahllose Attribute besitzt, noch daß er existiert, noch daß es nicht mehrere gleichartige Substanzen geben kann. Also ist auch Lehrsatz 14 eine in formeller Hinsicht grundlose Behauptung‹. Es ist ja gewiß richtig, daß Lehrsatz 14 zu einer formell grundlosen Behauptung wird, wenn Definition 6 und die Lehrsätze 11 und 5, auf die sein Beweis sich stützt, unhaltbar sind. Aber das versteht sich doch von selbst, und daraus darf man nicht gegen Spinoza Kapital schlagen; ihm muß man jene drei Sätze als giltig zugeben, wenn man seinen Beweis kritisiert; tut man dies, so zeigt der Beweis sich als durchaus korrekt und unangreifbar, und seine Betrachtung wird dann nicht, wie in der Erhardtschen Art der Darstellung, den Respekt vor Spinozas logischem Können und vor der logischen Strenge seines Werks vermindern, sondern ihn vielmehr festigen und erhalten. Leider macht Erhardt von der eben geschilderten Art der Darstellung (und es handelt sich ja nur um eine Art der Darstellung) wieder und wieder Gebrauch: Seite 121 heißt es zu Lehrsatz 15: ›Da die uns zur Genüge bekannten Voraussetzungen dieser Behauptung nicht wirklich feststehen, so kann auch die Behauptung selbst nicht als bewiesen angesehen werden‹; Seite 126 zu Lehrsatz 18: ›Dieser Satz ist allerdings aus den früheren Sätzen richtig abgeleitet; da aber weder ein kausales Wirken Gottes noch das Enthaltensein aller Dinge in ihm bewiesen ist, so muß auch die jetzige Behauptung als unbegründet bezeichnet werden‹. Aehnlich lauten die Bemerkungen zu Lehrsatz 24 (Seite 132), 25 (Seite 133: ›Natürlich sind auch diese Beweise nicht stichhaltig, da ihre Voraussetzungen unerwiesen sind‹) 29 (Seite 139), 30 (Seite 140), 32 (143), 36 (144); ich nenne noch die Seiten 156 unten, 158 unten, 166 gegen die Mitte, 169 gegen die Mitte, 170 unten, 171 gegen die Mitte und unten, 176 gegen die Mitte. Daraus, daß jemand Sätze, die er für per se nota hält oder die er bewiesen zu haben glaubt, als feststehende Giltigkeiten behandelt, erwächst ihm kein Vorwurf. Hätte Erhardt hierauf mehr Rücksicht genommen, so wäre dies Spinoza sicherlich vorteilhaft gewesen und die Meinung von der Schlüssigkeit seiner Beweise wäre viel günstiger ausgefallen. In der Tat stecken die Mängel der spinozistischen Darlegungen nicht so sehr in der Schlußfolgerung als vielmehr in der Willkür der Voraussetzungen, von denen er ausgeht, und in dem Zwange der Begriffe, in denen er sich bewegt. Wenn Erhardt (S. 123 f.) ausführt, daß Lehrsatz 16 (aus der Notwendigkeit der göttlichen Natur muß Unendliches auf unendliche

Weisen folgen) nur in seiner logischen, nicht aber in seiner realen Bedeutung bewiesen ist, insofern, als Spinoza ›noch in keiner Weise gezeigt hat, daß Gott überhaupt als ein wirkendes Wesen aufzufassen ist‹, so ist das sehr fein bemerkt und unzweifelhaft richtig. Aber wenn Erhardt dann fortfährt: ›Zwar mag er ja sagen, daß es sich von selbst versteht, daß das Wirken zur Natur Gottes gehört; trotzdem aber hätte er vom Standpunkte seines deduktiv begrifflichen Verfahrens die Verpflichtung gehabt, sich hierüber ... näher auszusprechen‹, so kann man dem nur bedingt beistimmen. Ohne Zweifel: an sich hätte Spinoza diese Verpflichtung gehabt, aber die von Erhardt gemachte scharfe Unterscheidung von realem und logischem Folgen ist ihm noch fremd, und so konnte er glauben, wenn er den Satz in seiner logischen Bedeutung bewiesen hatte, damit zugleich auch die reale Bedeutung gerechtfertigt zu haben. In formeller Hinsicht ist Spinoza hier also eigentlich nicht zu tadeln, der Fehler, den er begeht, wurzelt in den ihm geläufigen Begriffen und untersteht daher der sachlichen Kritik. So wird man Erhardts Einwände gegen die Form auch sonst öfter auf sachliche Bedenken zurückführen müssen; zumal sind seine Ausführungen über die Definitionen und Axiome, wie er selbst auch fühlt (Seite 86), im Grunde alle sachlicher Natur und dürfen daher gegen die formelle Seite der Philosophie Spinozas nur in so weit geltend gemacht werden, als sie die Naivität zeigen, mit der Spinoza komplizierte Gebilde seines Denkens für grundlegende Selbstverständlichkeiten ansehen konnte. Im Hinblick auf diese Naivität unterliegt es allerdings keinem Zweifel, ›daß wenige philosophische Systeme so mangelhaft und unzureichend begründet sind, wie das was in der Ethik niedergelegt ist‹. Was aber die aus den angenommenen Voraussetzungen gezogenen Folgerungen und deren Stringenz anlangt, so meine ich doch, daß Spinozas logische Kraft in ihnen sich im großen und ganzen bewährt, wenn auch der Scharfsinn unseres Verfassers so manche Inkonsequenz und Lücke aufgedeckt hat. Der Schwerpunkt des Erhardtschen Werkes liegt nun aber in seinem zweiten Teil, der sachlichen Kritik des Spinozismus (Seite 196—439). Hier geht Erhardt die einzelnen Lehrstücke, die Gotteslehre, die Naturphilosophie, die Psychologie und Erkenntnislehre, sowie die Ethik und Religionsphilosophie genau durch, indem er sie zugleich auf ihren Geltungswert hin untersucht. Dabei gelangt er fast überall zu dem in der Vorrede angekündigten ablehnenden Urteil, und es ist eigentlich nur die Affektenlehre, der er ein, allerdings auch eingeschränktes Lob spendet. Ich muß auch den Ausführungen dieses Teiles gegenüber denselben Standpunkt einnehmen, wie gegenüber denen des ersten Teiles: sachlich habe ich gegen die Polemik Erhardts

wenig einzuwenden, finde sie vielmehr scharfsinnig, vielfach aufklärend und sehr anregend zu lesen. So ist z. B. die Zurückführung der Schwierigkeiten des spinozistischen Gottesbegriffs auf ›vier wenn nicht gar fünf verschiedene Auffassungen vom Wesen Gottes, die sich durchaus nicht mit einander vereinigen lassen‹ (Seite 277 ff.), sehr lehrreich. Diese fünf Auffassungen sind nämlich folgende: 1) Gott aufgehend in der Welt; 2) Gott die Summe aller Attribute; 3) Gott als substanzieller Träger der Attribute; 4) Gott als die Identität der Attribute; 5) Gott als einzige Substanz, die nur der Verstand unter der Form mehrerer Attribute denkt, eine Auffassung, die indessen bei Spinoza ziemlich zurücktritt, wenn sie auch zweifellos als vorhanden nachzuweisen ist. Verzichtet man darauf, bei Spinoza durchaus und durchum einen widerspruchslos-einheitlichen Gottesbegriff zu finden, so werden einem diese Erhardtschen Unterscheidungen beim Studium seiner Metaphysik gute Führerdienste leisten. Sehr klar ist dann weiterhin das Kapitel über die Naturphilosophie, in dem Erhardt unter anderem sich mit Recht der von Spinoza gewiß mit unzureichenden Gründen bekämpften Teleologie annimmt. In dem von ›dem Wesen der Seele und ihrem Verhältnis zum Körper‹ handelnden ersten Abschnitt des dritten Kapitels (Seite 319—356) tritt Erhardt energisch der von Spinoza erdachten Theorie des psychophysischen Parallelismus entgegen. Es spielt ja diese spinozistische Lehre auch heute noch eine große Rolle, ja man kann wohl sagen, daß sie der Punkt ist, in dem sich Spinoza mit der modernen wissenschaftlichen Philosophie noch am ehesten berührt. Nichtsdestoweniger schließt Erhardt seinen Abschnitt mit den strengen Worten, daß Spinozas ›Identitätslehre und sein psychophysischer Parallelismus zu den verkehrtesten und unhaltbarsten Theorien gehören, die in der Philosophie jemals aufgestellt worden sind‹. Er selbst entscheidet sich zu Gunsten der Wechselwirkung zwischen Leib und Seele und weiß diese Annahme gegen Spinoza sehr geschickt mit zum Teil ausgezeichneten kritischen Argumentationen zu verfechten. Ich gestehe, daß ich ihm hierin vollständig beistimme; auch ich halte den psychophysischen Parallelismus für eine durchaus verfehlte Annahme. Nur möchte ich diese meine Ablehnung seiner Theorie nicht in der Weise gegen Spinoza geltend machen, wie Erhardt es tut. Gerade hier zeigt sich meines Erachtens wiederum eine Ungerechtigkeit in der Art Erhardts. Sie scheint mir darin zu liegen, daß er den Wahrheitsgehalt der spinozistischen Philosophie ohne weiteres zum Maßstab ihres Wertes macht. Seine Darlegungen beweisen meiner Meinung nach wohl, daß wer heute Philosophie treibt, von Spinoza im allgemeinen nur wenig zu lernen haben wird. Sie sind deswegen auch sehr geeignet, die vielfach

verbreitete und ziemlich erklärliche Ueberschätzung der aktuellen Bedeutung der spinozistischen Philosophie zu mäßigen. Sie setzen das Faktum in helles Licht, daß Spinoza im großen und ganzen ›historisch‹ geworden ist. Aber mit dem Beweis für die Unrichtigkeit seiner Theorien ist doch über Spinoza noch nicht der Stab gebrochen. Erhardt sagt selbst von Spinozas Substanzlehre, ›daß es ein großer und überaus tiefsinniger Gedanke war, Gott als die alleinige, allumfassende Substanz und die einzelnen Dinge als die Modi anzusehen, die ihre Realität und Existenz ganz allein von der Wirksamkeit Gottes zu Lehen tragen. Mit der Aufstellung dieser Lehre, die den eigentlichen Kern seines ganzen Systems bildet, hat Spinoza ohne Zweifel eine Leistung von außerordentlicher Bedeutung vollbracht und einen wirklichen Fortschritt des philosophischen Denkens herbeigeführt. Man wird das sogar dann zugeben können, wenn man die Lehre selbst oder ihre besondere Ausführung nicht für zutreffend hält; denn in der Philosophie bedeutet die neue geistreiche Lösung eines schwierigen Problems fast immer einen Fortschritt, mag auch die endgültige Wahrheit vielleicht in anderer Richtung zu suchen sein‹. (Von mir gesperrt.) Meiner Ueberzeugung nach gilt ähnliches auch vom psychophysischen Parallelismus. Ich halte ihn zwar für falsch, aber doch für eine sehr geistreiche Hypothese; und ich glaube auch, daß diese Hypothese, indem sie Polemiken herausfordert, wie z. B. unter anderen diejenige Erhardts, und uns zwingt, uns auf die Prinzipien unserer Unterscheidung von Leib und Seele, von psychisch und physisch zu besinnen, wesentlich zum Fortschritt der philosophischen Erkenntnis beigetragen hat und beitragen wird (ich verweise hier im besonderen auf des bedeutenden französischen Denkers Bergson originelles Werk über ›Materie und Gedächtnis‹, das seine Entstehung z. T. der Opposition gegen den psychophysischen Parallelismus verdankt). Ebenso möchte ich mich zu Spinozas Versuch stellen, die Philosophie aus der Erkenntnis des Urgrundes der Dinge deduktiv zu entwickeln. Gewiß, ich sage mit Erhardt, daß dieser Versuch ›im Prinzip unhaltbar und verkehrt ist‹; aber nichtsdestoweniger ist und bleibt er doch trotz aller Mängel im einzelnen ein großartiges Unternehmen, das Bewunderung heischt. Und würde unsere Ablehnung dieses Versuches so zuversichtlich lauten, wenn nicht Spinoza selbst und Fichte und Hegel bei seiner Ausführung gescheitert wären? Der Systematiker in Erhardt ist zu temperamentvoll, um sich bei der Abwägung derjenigen Bedeutung eines Gedankens länger aufzuhalten, die unabhängig von seinem Wahrheitsgehalte besteht. Und doch wäre dies notwendig gewesen, wo ein endgiltiges Wert-

urteil über Spinozas Lehre begründet werden soll. Spinoza wäre unzweifelhaft in einer viel günstigeren Beleuchtung erschienen, wenn Erhardt außer für die Bedeutung der zuletzt erwähnten ›falschen‹ Gedanken auch Sinn gehabt hätte etwa für das sicherlich ebenso verfehlte Bestreben Spinozas, das Wesen der Seele als ein rein vorstellungsmäßiges zu begreifen, um so sein Ideal des erkennenden Menschen aufs tiefste in der Realität verankern zu können, oder für die Begründung einer hohen und edlen Moral auf den bloßen Egoismus, eine Begründung, die ich übrigens nicht inkonsequent finden kann (wie Erhardt Seite 413 tut), wenn ich auch zugebe, daß ihre Voraussetzungen ganz falsch sind. Noch wichtiger aber, als eine solche rein ideale Schätzung der spinozistischen Gedanken, unabhängig von ihrer Richtigkeit, wäre für ihre Bewertung die Rücksichtnahme auf Spinozas historische Stellung gewesen. An dieser läßt es Erhardt fast gänzlich fehlen. Dazu hat er nun freilich ein gewisses Recht, insofern, als sich seine Kritik ausgesprochenermaßen gegen den Spinozismus, als ›eins der wichtigsten von den philosophischen Systemen des 19. Jahrhunderts‹ kehrt; und ich stehe sogar nicht an, dieses fast völlige Abstrahieren von dem historischen Gesichtspunkt in gewisser Weise für einen großen Vorzug des Erhardtschen Buches zu erklären, weil es infolge dieses Mangels den durch Spinoza in die Philosophie eingeführten Leser nur um so tiefer in den Strom des philosophischen Lebens selbst hineinzieht, anstatt ihn auf das wenig fruchtbare Ufer der historischen Betrachtungen zu drängen. Im Sinne der kritischen Wertungsabsicht des Verfassers aber ist es wirklich ein Mangel. Dies zeigt sich schon in den Fällen, in denen Erhardt die logische Einheitlichkeit der spinozistischen Lehren beanstandet. Was z. B. Spinozas ›bedenkliches Hin- und Herschwanken‹ zwischen den vorher bezeichneten Gottesbegriffen betrifft, so wird dies viel verzeihlicher, wenn man es sich historisch verständlich macht und darauf achtet, wie Spinoza von der anfänglichen Auffassung Gottes als des substanziellen Trägers der Attribute unter dem Einfluß der sich mehr und mehr herausbildenden Parallelismustheorie zu der Identitätslehre übergeht, ohne daß diese Entwicklung doch zum vollen Abschluß gekommen wäre. Noch empfindlicher aber wird das Fehlen der historischen Gerechtigkeit bei Erhardt in der eigentlich sachlichen Kritik. Spinozas Schätzung der geometrischen Methode z. B. und sein Vertrauen in sie ist zwar an sich unstreitig nicht gerechtfertigt; aber mehr oder minder haben von Galilei bis Kant (exklusive natürlich) alle bedeutenden Philosophen ebenso gedacht, wie er; und wenn Erhardt Spinozas Methodik unter namentlichem Hinweis und gestützt auf Kants Darlegungen über die Mathematik widerlegt, so vermisse ich eine ausdrücklich zu

Spinozas Gunsten gemachte Hervorhebung davon, daß eben erst Kant es gewesen ist, der uns die Einsicht in die hier vorliegenden Unterschiede beschert hat, und daß Spinoza nur eine allgemeine Tendenz der vorgeschrittensten Geister seiner Zeit in sehr kühner Weise zum Ausdruck brachte. Ebenso kann historisch gesehen Spinoza aus seinem Ontologismus und seiner unkritischen Benutzung des Begriffs vom vollkommensten Wesen kein schwerer Vorwurf gemacht werden; denn der Unterschied von logischer Entgegensetzung und realer Repugnanz ist trotz der von Erhardt aus Thomas von Aquino zitierten interessanten Stelle (Seite 202) erst von Kant zu deutlicher Erkenntnis erhoben worden, gleichwie die Unhaltbarkeit des ontologischen Gottesbeweises. Auch Spinozas wenn auch unzureichende rücksichtslose Proklamierung des Mechanismus und sein Versuch ihn auf geistiges Gebiet zu übertragen, sowie sein daraus sich ergebender Kampf gegen alle Teleologie erscheint unter dem historischen Gesichtspunkt ganz anders, als in der klugen systematischen Kritik Erhardts. Es ist garnicht auszudenken, was die moderne Kultur dem Glauben an die mechanistische Beschaffenheit des Universums zu verdanken hat, und historisch ist und bleibt es deshalb ein Verdienst Spinozas, in einer theologisch befangenen und in ihrer Naturauffassung allgemein noch von Aristoteles abhängigen Zeit diesen Glauben geteilt, ja ihm vielleicht die großartigste Fassung gegeben zu haben; das können wir anerkennen, ohne im mindesten uns selbst auf eine so einseitige Naturauffassung beschränken zu wollen. So gewinnt Spinoza an Wert und Bedeutung, wenn wir ihn aus der zeitlosen Isolation, in die ihn Erhardt versetzt, befreien und, anstatt ihn mit der Philosophie in ihrem heutigen Stande zu konfrontieren, seiner Zeit zurückgeben. Nun hat allerdings Erhardt, wie die ausgezeichnete, die Geschichte des Spinozismus bis auf unsere Zeit darstellende Einleitung (Seite 1—66) und der, einzelne Werke der älteren und neueren Spinozaliteratur (darunter auch, nebenbei bemerkt, das von mir in diesen Anzeigen beurteilte Werk Wenzels, wie es nicht anders sein kann, in derselben abfälligen Weise) besprechende Anhang (Seite 466—502) bekunden, auch die vorkantische Spinozakritik des 18. und 17. Jahrhunderts eingehend durchgearbeitet und gerade hier viel treffende und gründliche Einwände gefunden. Immerhin glaube ich doch, daß die größere Heranziehung der historischen Bedingtheit Spinozas Erhardts Urteile im einzelnen gemildert und dadurch auch das Gesamturteil (Seite 440—465) freundlicher gestaltet haben würde. Uebrigens aber möchte ich nicht unterlassen zu bemerken, daß auch ich mit dem Verfasser einverstanden bin, in Spinozas Philosophie kein System ›allerersten Ranges‹ zu sehen, vor allem weil die ›unbefangene

Untersuchung der Sache selbst« hinter den »rein theoretischen Konstruktionen« in einer ganz außergewöhnlichen Weise zurücksteht. Nur habe ich nicht so das Bedürfnis, diese Negativität in meinem Verhalten zu Spinoza besonders zu betonen, und ziehe es vor, mich an der unleugbaren und auch von Erhardt nicht bestrittenen Größe seines Weltbildes zu erheben. In meinen Augen ist freilich Spinoza, nachdem ich mich längere Zeit mit ihm beschäftigt habe, fast ganz historisch geworden, und insofern wendet sich Erhardts Kritik nicht an mich. Eben darum aber, weil ich mich mit ihm in der Hauptsache eins weiß, wünsche ich seinem tüchtigen Werke im Kreise der Spinozaverehrer und derer, die noch heute mehr oder minder im Spinozismus eingeschlossen sind, zahlreiche und eifrige Leser; möge es viele anregen zu vorurteilsloser lebendiger Beschäftigung mit der Philosophie selbst, die zwar, wie keine Wissenschaft sonst, die Namen ihrer Förderer an sich bindet, um sich aber doch auch schließlich nach keinem von ihnen endgültig zu benennen.

Straßburg i. E. Otto Baensch

Wilhelm v. Humboldts Gesammelte Schriften. Hrsg. von der K. Preußischen Akademie der Wissenschaften Bd. VI 1, 2, VII 1, 2: Wilhelm v. Humboldts Werke. Hrsg. von Albert Leitzmann. Berlin, B. Behr 1907, 1908. gr. 8. 613, 678 S. 12 u. 14 M.

Mit dem Erscheinen dieser vier Halbbände ist die im großen und ganzen fraglos bedeutendste Abteilung der großangelegten Humboldtausgabe, die der Werke im engeren Sinne, d. h. die der wissenschaftlichen Veröffentlichungen, zum Abschluß gelangt. Der schon im vierten Bande angekündigte Ausschluß des großen Kawiwerks und der übrigen fachwissenschaftlichen Arbeiten ist leider erfolgt. Ich will nicht wiederholen, was ich dazu schon in diesen Anzeigen (1908 Nr. 9) bemerkt habe, muß aber als gewissenhafter Berichterstatter immerhin kurz feststellen, daß die in gewisser Beziehung monumentale Ausgabe ihrer anerkennenswerten, vielleicht sogar bewunderungswürdigen Reichhaltigkeit zum Trotz doch nicht alle früheren Veröffentlichungen von Werken Humboldts entwertet.

Von den vorliegenden vier Halbbänden enthalten drei Humboldts mehr oder minder abgeschlossene Arbeiten aus den Jahren 1827 bis 1835, während einer unter der Aufschrift »Paralipomena« eine Reihe kleiner, zum Teil ganz skizzenhafter Stücke aus verschiedenen Lebensepochen — von 1785—1829 — vereinigt. Von den 21 Abhandlungen des sechsten Bandes erscheinen nur 4 zum ersten Mal im Druck;

aber gerade unter diesen befinden sich zwei schon wegen ihres Umfanges beachtenswerte, hinsichtlich ihres Inhaltes aber geradezu bedeutende Arbeiten, die man kennen muß, um die Entwicklung des Sprachforschers Humboldt vollauf begreifen zu können: ein gedankenreiches Fragment: »Ueber die Verschiedenheiten des menschlichen Sprachbaues« und ein ihm ebenbürtiges, eng mit dem genannten zusammenhängendes mit dem Titel: »Von dem grammatischen Baue der Sprachen«. Allerdings ist einzelnes aus diesen beiden Abhandlungen schon von Steinthal für seine Ausgabe der sprachphilosophischen Werke Humboldts verwertet worden. Aber die dort gebotenen Auszüge vermögen doch nicht im entferntesten das Bild zu schaffen, das man jetzt gewinnen kann. Erst jetzt, nach der Veröffentlichung der genannten Abhandlungen, ist jeder in den Stand gesetzt, die unvergängliche Einleitung zu dem Werke über die Kawisprache gewissermaßen werden zu sehen.

Die beiden anderen bisher ungedruckten Stücke des sechsten Bandes sind ein Aufsatz: »Ueber die Verwandtschaft des griechischen Plusquamperfektum, der reduplizierenden Aoriste und der attischen Perfekta mit einer sanskritischen Tempusbildung« sowie ein im Jahre 1828 in der Akademie der Wissenschaften gehaltener Vortrag: »Ueber die Sprachen der Südseeinseln«, hinsichtlich dessen jedoch zu bemerken ist, daß er allerdings nicht selbständig im Druck erschienen, aber größtenteils in das Kawiwerk aufgenommen, mithin immerhin schon allgemein zugänglich war.

Die erste Hälfte des siebenten Bandes enthält die bekannte, schon wiederholt veröffentlichte Einleitung in das Kawiwerk: »Ueber die Verschiedenheit des menschlichen Sprachbaues und ihren Einfluß auf die geistige Entwicklung des Menschengeschlechts« samt Alexander v. Humboldts Vorwort. Die zweite Hälfte dagegen enthält, von zwei Stücken abgesehen, nur bisher Ungedrucktes und auch wohl im allgemeinen Unbekanntes.

Obwohl nicht jedes dieser kleinen Stücke von großem Werte ist, muß man doch für die Aufnahme eines jeden dem Herausgeber danken. Bei einem Manne wie Wilhelm von Humboldt liegt kaum die Gefahr vor, daß man zu vieles von seinen Erzeugnissen aufspeichere; für ihn gilt vielleicht mehr als für jeden anderen, daß er nur aus der Gesamtheit seiner Wirksamkeit verständlich wird. Die Arbeit des Herausgebers hat sich jedoch keineswegs nur durch die Sammlung bisher ungedruckter Schriften Humboldts Verdienste erworben. Dadurch, daß nach Möglichkeit auf die Handschriften zurückgegriffen worden ist, erscheinen auch die bisher im großen und ganzen zugänglichen Arbeiten, von deren Aufzählung in diesem Berichte wohl

abgesehen werden darf, in zum Teil beachtenswert neuer Gestalt. So ist dafür gearbeitet worden, daß Wilhelm v. Humboldt mehr und mehr erkennbar wird, wie er wirklich war, daß er mehr und mehr die ihm gebührende Wertschätzung erfahre und zu neuem Leben erwache. Es fehlt nicht an Anzeichen dafür, daß diese Möglichkeit bald zur Gewißheit werde. Daß wir dies aber nicht nur hoffen, sondern ziemlich bestimmt erwarten dürfen, dafür gebührt dem Herausgeber von Humboldts Werken ein beträchtlicher Teil unseres Dankes.

Südende bei Berlin Franz Nikolaus Finck

Für die Redaktion verantwortlich: Dr. J. Joachim in Göttingen.